Anonyme. La Quinzaine coloniale (1897). 1913 . Janv.-juin.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

5694.

LA QUINZAINE COLONIALE

BIBLIOTHÈQUE DE L'INSTITUTEURS LE LOUVETINE

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS

DIRECTEUR : **Joseph CHAILLEY**

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — 1913

(JANVIER-JUIN)

PARIS
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE D'ANJOU, 17

1913

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS
BIBLIOTHÈQUE

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

PREMIER SEMESTRE 1913 (1)

Pages

GÉNÉRALITÉS

Questions politiques et administratives.

Budget des colonies au Sénat (Les enseignements de la discussion du)..... 377
Comité Consultatif des affaires indigènes (Un)..... 381
Conseil supérieur des colonies..... 165 et 197
Etablissement des taxes et contributions aux colonies (L'). 126
Excès du contrôle parlementaire en matière coloniale (L'). 417
Législation métropolitaine et les colonies (La)..... 343
Lois sociales aux colonies (Les)..... 422
Naturalisations dans les colonies et pays de protectorat (Les). 261
Régime financier des colonies (Le)..... 23

Questions économiques.

Banques des vieilles colonies (Le renouvellement du privilège des)..... 237
Caoutchouc (marchés de Bordeaux et d'Anvers) 24, 64, 102, 144, 182, 217, 250, 286, 322, 360 et 407
Congrès international du froid (Troisième)..... 145
Coton dans les colonies françaises (Le)..... 198
Exposition coloniale à Marseille en 1916 (Une)..... 266
Ingénieurs coloniaux (Banquet du 11 janvier 1913 des).... 63
Institut colonial international.....145 et 322
— — de Marseille : Exposition des cafés, thés, cacaos et sucres.....63 et 102
— — de Marseille..... 305
Problèmes de l'agriculture coloniale (Les) par M. Aug. Chevalier..... 213
Régime douanier colonial : Un discours de M. J. Thierry.. 7
— — — Projet de loi 86
— — — M. Jean Morel à la Commission des douanes..... 145
— — — Le régime douanier colonial.. 161
Régime douanier colonial : Le projet sur le régime douanier colonial et la Chambre de commerce de Marseille... 340
— — — La détaxe des produits coloniaux..... 381
— — — La détaxe douanière à la Chambre..... 421
— — — La question du régime douanier colonial et le projet de réforme (L. Aubert)..... 422
Société française de colonisation et d'agriculture coloniale. 24
— — — 322
Télégraphie sans fil dans les colonies françaises (La)..... 383

Bulletin de l'Union coloniale.

L'Afrique équatoriale française (Discours prononcé par M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale, au banquet de l'Union coloniale du 18 décembre 1912.). 1
L'Union coloniale et la maladie du sommeil..... 277
Les besoins de l'Afrique occidentale française (Discours de M. J. Chailley au dîner de l'Union coloniale du 14 mai 1913)..... 383
Fondation Lucien de Reinach (Deuxième compte rendu annuel) par M. J. Charles-Roux, président..... 391

Missions et Explorations.

Algérie — Afrique occid. française. — Mission saharienne du capitaine Cortier (1908-1910)..... 434
Afrique occid. française. — Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique occidentale, 54, 134, 275 et..... 352
— — Mission agronomique et archéologique de M. de Gironcourt..... 134 et 434
— — Missions scientifiques de M. H. Hubert..... 206
— — Exploration Bonnel de Mézières et les restes du Major Laing (L')..... 207
— — Travaux cartographiques sahariens du capitaine Cortier..... 353
— — Mission artistique de M. Laurent Gsell en Afrique occidentale française. 354

(1) De la page 1 à 36, n° 1; — p. 37 à 80, n° 2; — p. 81 à 120, n° 3; — p. 121 à 160, n° 4; — p. 161 à 192, n° 5; — p. 193 à 232, n° 6; — p. 233 à 260, n° 7; — p. 261 à 300, n° 8; — p. 301 à 336, n° 9; — p. 337 à 376, n° 10; — p. 377 à 416, n° 11; — p. 417 à 456, n° 12.

Pages

Afrique occid. et équat. française. — Travaux de la mission Auguste Chevalier.....208 et 355
— — Missions Schwartz et Tilho et la télégraphie sans fil (Les) 208
Sahara. — Mission du Transafricain..... 133
Afrique équat. française. — Mission hydrographique Audouin..... 55
— — Mission de délimitation du Congo-Cameroun.....135 et 277
— — La route du Tchad et la mission du capitaine Varigault au Mayo Kabbi... 136
Cameroun-Nigéria. — Mission de délimitation de la frontière Nigéria-Cameroun..... 435
Maroc. — Le traité franco-espagnol et la commission mixte de délimitation de la frontière..... 274
Asie. — Mission médicale du Dr Jeanselme en Extrême-Orient (1898-1900)..... 352
Inde anglaise. — Mission du capitaine Aymard..... 53

Questions d'histoire et de géographie.

La colonisation japonaise. — Jacques Ancel..... 16
La politique de Colbert dans les Indes occidentales. — P. Cultru..... 46
Un voyage aux sources du Nil. L'Egypte économique. — C. M..... 95
Le thaler de Marie-Thérèse. — Bertrand Nogaro..... 131
Les Bambara. — P. Cultru..... 170
La Tripolitaine en armes. — C. M..... 203
Le Maroc fécond. — Jacques Ancel..... 242
Les Peuls sont-ils des Juifs ? — P. Cultru..... 272
Le présent et l'avenir de l'Argentine. — C. M..... 313
Le Maroc farouche. — Jacques Ancel..... 349
L'officier méhariste. — P. Cultru..... 400
La Rhodésie. — C. M..... 430

Les Sciences dans leurs rapports avec les colonies.

Abcès du foie..... 176
Acajou du Gabon..... 403
Acanthochelonema dracunculoides..... 245
Acide phénique (L') dans la destruction des larves de..... 440
Afrique (Sur la côte d')..... 245
Agaves..... 404
Agaves (Coloration rouge des fibres d')..... 358
Agave cantala..... 404
A. Sisalana..... 404
Agriculture indigène en Tunisie..... 210
Agriculture (Le rôle des infiniments petits chimiques en). 283
Agriculture (L') au Katanga..... 283
Alcoolisme (L') à la Côte d'Ivoire..... 212
Aleyrodicus destructor..... 175
Algérie (Mycétome à grains noirs en)..... 246
Algérie (La culture du coton en)..... 283
Ambarée..... 320
Ananas (Intoxication par le fruit de l')..... 138
Anaphe infracta..... 59
Andropogum Sorghum..... 20
Animaux domestiques (Les) au Chan-Toung..... 285
Annales du Musée colonial de Marseille..... 317

Pages

Annam (Le cocotier en)..... 99
Arachides..... 407
Arachis africana..... 407
— *asiatica*..... 407
Areca Catechu..... 358
Arenga saccharifera..... 99
Aréquier (Parasites de l')..... 358
Attacus Atlas..... 358
— *Guthia*..... 358
— *Ricini*..... 358
Ancoumea Klaineana..... 403
Australie (L'élevage de l'autruche en)..... 138
Autruche (Elevage de l')..... 20
Autruche (Etude zootechnique sur l')..... 21
Autruche (L'élevage de l') à Madagascar..... 98
Autruche (Le commerce des plumes d')..... 320
Baillonella toxisperma..... 358
Balata (Récolte et préparation de la) à la Guyane française. 19
Bananes..... 406
Bananiers (Enquête sur les)..... 355
Bicongou..... 407
Bisounia..... 406
Bois (Sur l'origine botanique des) commerciaux du Gabon. 403
Bois de cercueil au Tonkin..... 58
Bois corail..... 403
Bois rouge du Gabon..... 403
Bololia..... 320
Bombax buonopozense..... 99
Bongo..... 318
Bouillies sulfo-calciques concentrées..... 100
Bridelia micrantha..... 59
Buitenzorg (Bull. du jardin botanique de)..... 20
Cacao (Production et consommation du) en 1911..... 100
Cacao (Les coques de) dans l'alimentation des vaches laitières..... 319
Cacaoyer (Le cancer du)..... 174
Cacaoyer (Le papillon du) à Java..... 439
Caféiers (Les) congolais..... 319
Caféier (Parasite du)..... 359
Californie (Un parasite du poirier en)..... 175
Calotropis (Culture des)..... 101
Camellia Sasanqua..... 284
Camphrier (L'exploitation du)..... 284
Cancer du cacaoyer..... 174
Cannibalisme rituel et ses survivances..... 213
Caoutchouc (Le)..... 20
Caoutchouc (Plantes à) de l'Est de Madagascar..... 59
Caoutchouc (Traitement du) de Ficus au carbonate de potasse. 59
Caoutchouc (Le) en 1912..... 172
Caoutchouc (La 3e exposition internationale du)..... 282
Caoutchouc de *Cryptostegia*..... 284
Caoutchouc (Une nouvelle machine pour l'extraction du).. 285
Caoutchouc. Une conséquence de l'état révolutionnaire au Mexique..... 440
Caoutchouc. Latex du Congo français..... 357
Carapa obovata..... 318
Caséine végétale du Soja..... 59

	Pages
Castration (Influence de la) chez les maïs et sorghos	319
Casuarina equisetifolia	318
Ceara (Le) en Afrique	174
Cha-mou	58
Chanvre de Gombo	320
Chanvre de Mahot	320
Chanvre de Manille	404
China gras	406
Chrysanthemum cinerariæfolium	439
Cire de candelilla	210
Coagulation (Méthode générale de) des gommes	357
Cocotier en Annam	99
Cocotier (Considérations sur le)	99
Cocotier (Un ennemi du)	284
Cocotier (Un nouveau parasite du) aux Philippines	175
Cocotrypes dactyliperda	358
Coffea arabica	319
Coffea canephora	319
Coffea Liberica	319
Coffea robusta	99 et 319
Colocasia antiquorum	407
Congo (Quelques plantes alimentaires du)	317
Congo (Plantes vivrières du)	406
Congo belge (Deux plantes textiles du)	21
Congo belge (Flore du bas et moyen)	139
Congo belge. Les caféiers congolais	319
Congo belge (L'âge des formations géologiques du)	211
Copernicia cerifera	210
Coques de cacao (Les) dans l'alimentation des vaches laitières	319
Corindons de Madagascar	357
Corticium javanicum	20
Coton	404
Coton (La culture du) en Algérie	283
Crotalaria juncea	136
Cryptostegia grandiflora	284
Crypt. madagascariensis	284
Cynometra Alexandri	59
Dattes (Maturation artificielle des)	98
Dekanee	320
Dendrobium fractiflexum	318
Dioscorea aculeata	406
— *alata*	406
— *anthropophagorum*	407
Diospyros Evila	403
Diospiros flavescens	403
Diptères vulnérants (Les) du Venezuela	441
Djamoer oepas	20
Dry-Farming	282, 357 et 358
Dua lua	99
Dua xanh	99
Dumoria Heckeli	358
Dumori	358
Dysenterie amibienne autochtone	176
Eau (La question de l') dans le Sud tunisien	210
Eaux de boisson (Procédé pratique d'épuration des)	101
Ebène du Gabon	403

	Pages
Egypte (Les richesses minérales de l')	211
Elæis guineensis	439
Eléphantiasis	61 et 139
Epidémie psychique parmi les indigènes du Fezzan	101
Equidés du Maroc nord-ouest	21
Eriodendron anfractuosum	99
Eryophyes sp!	99
Eulophus hemiostomatis?	359
Euphorbia antisiphylitica	210
Euthrips Pyri	175
Evolution économique en Afrique équatoriale française	209
Exothecus letifer	359
Explosifs (L'emploi des) en agriculture	175
Exposition agricole coloniale. Deventer 1912	173
Exposition internationale du caoutchouc	282
Ficus (Traitement du caoutchouc de)	59
Fièvres des pays chauds (Traité clinique des)	138
Fièvre récurrente (Considérations cliniques sur la)	60
Filariose infantile (Sur la rareté de la)	245
Fingiboana	59
Fingipotsy	59
Flore du Bas et Moyen Congo	139
Forêt (Destruction de la) malgache	20
Forêts. Le service forestier aux Philippines	138
Fossiles (Les) de la Tunisie	319
Funtumia (Analyse des graines de)	21
Funtumia elastica	357
Garcinia amplexicaulis	318
Gardenia Aubryi	318
Géologie du Sud de Madagascar	26
Géophagie (Remarques sur la)	101
Géophagie	318
Giroflier (Le) au Gabon	245
Gomme laque (La production de la)	439
Graines grasses de Makerou ou Dumori	358
Haschich	213
Hevea (Transport des graines d')	18
Hevea (L'huile de graines d')	285
Hevea (L') en Afrique	318
Hibiscus (Les fibres des)	320
Hibiscus cannabinus	136 et 137
— *esculentus*	138
— *lunarifolius*	138
Hibiscus Sabdariffa	136 et 137
— *squamosus*	138
Hieroglyphus Bandan	138
Huile végétale (Une nouvelle) du Mozambique	99
Huile de Lophira	440
Huile de thé	440
Hypsoïdes Mulleti	58
Ibokoseke	406
Ignames	406
Indian Hemp	320
Indochine (Les boisements de palétuviers en)	21
Indochine (La fièvre récurrente en)	60
Indochine (Les gîtes minéraux de l')	173
Intoxication par le fruit de l'ananas	138

	Pages
Itoko	406
Journal d'agriculture tropicale (La réorganisation du)	283
Kabel misk	320
Kalenchoe de Madagascar	318
Kapokier du Soudan	99
Ketmies	320
Khadi	319
Khaya anththeca	404
— *grandis*	403
— *Klainei*	403
Konakengouvon	406
Konaknisina	406
Lac-dye	439
Landolphia casticata	59
— *compressa*	59
— *madagascariensis*	59
— *Mamavo*	59
— *Mamolava*	59
— *Mandrianambo*	59
— *owariensis*	357
— *plectaneifolia*	59
— *Richardiana*	59
Lactose et caséine végétale du Soja	59
Latex du Congo français et méthode générale de coagulation des gommes	357
Leucoptera coffeella	359
Litchi (Un parasite du)	99
Lophira alata	283 et 440
— *procera*	284 et 440
Machine (Une nouvelle) pour l'extraction du caoutchouc	285
Madagascar (Géologie du Sud de)	21
— (Les richesses minérales de)	57
Madagascar (Les corindons de)	357
Madagascar (Plantes à caoutchouc de l'Est de)	59
Madagascar (L'élevage de l'autruche à)	98
Madagascar. Le caoutchouc de *Cryptostegia grandiflora*	284
Madura mycetomi	246
Makerou	358
Makongo	407
Maladie du sommeil. Un nouveau traitement	437
Mamolava	59
Manniophyton africanum	21
Manioc	406
Margaritifera Cumingi	57
Masoco	406
Matiba inesse	356
Maturation artificielle des dattes	98
Mauritanie (Ressources de la)	20
Melaleuca pungens	318
Mesembryanthemum Mahoni	319
Microfilaires	245
Mil	20
Mimopacha Gerstæcheri	58
Mimusops Balata	19
Minéraux. Les richesses minérales de Madagascar	57
Minéraux. Les gîtes de l'Indochine	173
Minéraux. Les richesses minérales de l'Egypte	211
Mission scientifique dans l'Ouest africain	284
Missions hydrographiques en Afrique occidentale	284
Moabi	358
Mola	320
Monkoo	406
Moustiques (De) Destruction des larves	440
Moustiques (Destruction des) à l'aide du filet	101
Mozambique (Du) Une nouvelle huile végétale	99
Mycétome à grains noirs	246
Myoporum tenuifolium	318
Mpinda	407
Ngayala	406
Ngoura	407
Niébé	20
Nkoloba	406
Obésité	175
Océanie (Les nacres d')	57
Okoumé	403
Opium (Le commerce de l') en Turquie	20
Opium (La question de l')	60
Opium (La question de l') à l'époque contemporaine	176
Opium	212
Oryctes nasicornis	285
Oléagineux. Quelques graines oléagineuses	283
Oléagineux. Huile de Mu-u	318
Oléagineux. Graines grasses de Makerou ou Dumori	358
Oléagineux. Huile de graines d'Hevea	285
Oléagineux. La culture du Palmier à huile	439
Oléagineux. Huile de Lophira	440
Oléagineux. Huile de thé	440
Oléagineux. Les fruits de *Sorindeia oleosa*	440
Palay-Rubber	284
Palétuviers (Les boisements de) en Indochine	21
Palétuvier blanc	318
Palmier a huile (L'exploitation du)	439
Palmier a sucre et à vin	99
Paludisme (Le traitement du) par le salvarsan	245
Palungo	320
Parasites de l'Aréquier	358
Parasite (Un) du Litchi	99
Parasite (Un) du riz	100
Parasite (Un) du poirier en Californie	175
Parasite (Le) *Leucoptera coffeella* du caféier	359
Parasite (Un) du pêcher à San-Francisco	100
Parasite (Un nouveau) du cocotier	175
Passiflora aurantia	318
Pavot (La culture du) en Turquie	20
Pêche maritime au Tonkin	98
Pêcher (Un parasite du)	100
Pedilanthus Pavonis	210
Pelea madagascarica	318
Peu-Mou	58
Phajus grandiflorus	318
Philippines (Un nouveau parasite du cocotier aux)	175
Philippines (Le service forestier aux)	139
Plantes vivrières des régions riveraines du Congo et de l'Oubangui	406

Pages

Poirier (Un parasite du) en Californie 175
Poisons de flèche et Poisons d'épreuve 316
Préhistoriques (Industries) du Sahara 357
Pyrèthre insecticide (La culture du) 439
Ramie 405
Rhyncophorus ferrugineus 285
Rhizophora mucronata 318
Riz (Un parasite du) 100
Robanga 59
Rozelle 320
Sagueiro 99
Salvarsan (Le traitement du paludisme par le) 243
Sanitoria coloniaux 212
Sanninoidea pacifica 100
Sapotacées 317
Saturnia Pyretorum 358
Séchage des fruits et légumes 58
Sériciculture (La) au Tonkin 175
Sericigènes sauvages du Tonkin 358
Shell lac 439
Sobanga 59
Soja (Lactose et caséine végétale du) 59
Songo 406
Sophora tomentosa 318
Sorindeia oleosa 440
Spermolepis tannifera 318
Spirillum Duttoni 437
Stephanodores Arecæ 358
Stupéfiants (Les) chez les Turcs 212
Sunn 136
Suralimentation 176
Taccardia lacca 439
Tamanou (Résine de) 318
Taros 407
Telfairia pedata 283
Terres comestibles 318
Textiles (Deux plantes) du Congo belge 21
Textiles (A propos des plantes) 136
Textiles végétaux 212
Textiles (Les fibres) d'*Hibiscus* 320
Textiles (Coloration rouge des fibres) d'Agave 358
Textiles (A propos de) 404
Tieghemella africana 358
Tolongoala 318
Tonkin (Bois de cercueil au) 58
Tonkin (La pêche maritime au) 98
Tonkin (L'engraissement des volailles au) ..... 98 et 285
Tonkin (La *sériciculture* au) 175
Trachylobium mossambicense 99
Triumfetta macrophylla 59
Triumfetta semitsiloba 21
Trypanosomiase (Un nouveau traitement de la) 437
Tunisie (La) pays de mines de colonisation et de tourisme. 57
Tunis (L'École coloniale d'agriculture de) 58
Tunisie. La question de l'eau dans le sud-tunisien 210
Tunisie (L'agriculture indigène en) 210
Tunisie (Les fossiles de la) 319

Pages

Ulcère de l'estomac et du duodenun chez les Annamites... 245
Vaccination antityphique 101
Vers a soie sauvages d'Afrique 59
Vigna Catjang 20
Volailles (L'engraissement des) au Tonkin ..... 98 et 285
Xanthosoma sagittifolium 407
Warve 320

Bibliographie.

Bulletin bibliographique, 22, 62, 140, 176, 246, 280, 320, 359 et 449

(Voir en outre les rubriques : *Missions et explorations; Questions d'histoire et de géographie; Les Sciences dans leurs rapports avec les colonies.*)

COLONIES FRANÇAISES

Algérie.

Alger (L'avenir du port d') 9
Conscription indigène (La) 303
Coton (Importation des graines de) 102
Délégations financières algériennes (Ouverture des) 339
— — — (La session des) 419
— — — Aux délégations 441
Gisements miniers de Constantine (La question des) 380
Midi de la France contre l'Algérie (Le) 194
Mines et chemins de fer dans la province de Constantine (Les) 83
Ministre des travaux publics en Algérie (Le) 264
Oran (Travaux du port d') 64
Ouenza (La question de l') 102
— (Toujours l') 164
— (L'affaire de l') se terminera-t-elle par un procès ? . 236
Politique indigène de M. Lutaud (La) 419
Régime municipal algérien (Projet de réforme du) 236
Relations télégraphiques avec la métropole (Les) 24
Reprise de la vie minière en Algérie 195
Services agricoles en Algérie (La réorganisation des) 40
Service de trois ans et le peuplement français de l'Afrique du Nord (Le) 217
Situation de l'Algérie en 1912 (La) 83
Taux de l'escompte en Algérie (L'élévation du) 125

Tunisie.

Actes officiels ..... 145, 182 et 286
A Bizerte 381
Bétail algérien (Importations en Tunisie du) 218
Concours agricole de Tunis 218
Coton (Les semences de) 25
Effort d'organisation des colons tunisiens (L') 125
Entrée en franchise en France des porcs tunisiens 103
Habous en Tunisie (Réforme des) 340
Huiles et coton (Droits de fabrication sur les) 25
Instruction des jeunes musulmanes (L') 196
Internement en Tunisie (La suppression de l') 420
Monument Philippe Thomas (Le) 303
Mutualité en Tunisie (La raison des succès de la) 264
Pêche dans le lac de Tunis 65

Pages

Service économique indigène en Tunisie (Création d'un)... 84
Tabac (La culture du) 65
Tripolitains en Tunisie (Les)..... 420
Sud tunisien (Dans le)..... 304
Vie chère en Tunisie (Encore la question de la) 10
— — — La lutte contre le renchérissement de la vie..... 164

Maroc

Actes officiels.....323 et 360
Abus : Un premier abus réformé au Maroc 8
— (Un autre) à réformer..... 9
Anflous (Dans le sud marocain : au pays des) 362
Assistance médicale indigène (L') 324
Automobile au Maroc (L')..... 302
Chaouia soumise au régime civil (La)..... 263
Chemin de fer de Tanger à Fez, améliorations des pistes.. 407
Choses marocaines..... 193
Colonisation agricole..... 324
Commerce marocain (Le)..... 9
— Mouvement commercial du Maroc en 1912..... 361
Conseil de gouvernement : enseignement, forêts, domaines. 407
Créance de la France sur le Maroc (La)..... 378
Crédits et les effectifs marocains (Les) 235
Doukkala (Les)..... 407
Emprunt marocain (Le prochain)..... 82
— — (Projet d')..... 234
Etat tangerois (L')..... 124
Exposition coloniale de 1916 à Marseille (L') 360
Fédhala (La question de)..... 236
Instructions du grand Vizir aux gouverneurs, caïds et cadis. 324
Interprètes civils (Organisation du corps des)..... 407
Main-d'œuvre indigène à Mazagan (Prix de la) 408
Maroc fécond (Le). — J. Ancel..... 242
Maroc farouche (Le). — J. Ancel..... 349
Mission commerciale de la Compagnie d'Orléans au Maroc. 217
Mission au Maroc : Rapport d'ensemble de M. Nahum Slousch..... 360
Nominations à des emplois civils..... 407
Occupation de la Kasbah de M'çoun..... 338
Ordre marocain (Création d'un) 380
Organisation du protectorat marocain..... 380
Population du Maroc (La)..... 379
Ports du Maroc (Les)..... 124
Prix des objets de première nécessité dans la région de Mazagan..... 408
Propriété foncière au Maroc (La)..... 361
Rabat en 1910 (Commerce général de)..... 324
Relations franco-espagnoles dans le désert 85
Sébou (Navigabilité du)..... 325
Service des études et des renseignements économiques... 323
Situation militaire au Maroc (Amélioration de la)..... 262
Situation au Maroc (La)..... 418
Sud marocain (Soulèvement dans le)..... 38
Tanger (Les intérêts français à)..... 302
Taza (La question de)..... 163
Tertib (L'application du)..... 39

Pages

Tertib (Règlement sur le) en 1913..... 324
Traité franco-espagnol..... 162
Voyage à Rabat du ministre de la Justice du gouvernement chérifien..... 407

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Actes officiels.....65, 103, 145, 182, 286, 325, 363 et 441
Les besoins de l'Afrique occidentale française (Discours de M. J. Chailley au dîner de l'Union coloniale du 14 mai 1913)..... 383
Budget de 1913..... 103
Caoutchouc (Mercurialisation du)..... 325
Ecoles en Afrique occidentale française (La multiplication des)..... 342
Emprunt de l'Afrique occidentale française (Rapport sur l') 233
Finances de l'Afrique occidentale française (Les)..... 81
Irrigation en Afrique occidentale (L')..... 41
Patentes et licences (Régime des)..... 103
Travaux publics de l'Afrique occidentale française et l'emprunt (Les)..... 165

Sénégal.

Actes officiels, 25, 65, 103, 145, 182, 218, 250, 286, 325, 363, 408 et..... 142
Barre du Sénégal (Amélioration de la)..... 104
Budget de 1911 (Le compte définitif du)..... 325
Circonscription agricoles (Les)..... 183
Commerce du Sénégal pendant le quatrième trimestre 1912 (Le)..... 408
Escales (Le lotissement des)..... 182
Plantations (Création d'un service de)..... 103
Redevances pour occupations temporaires du domaine public..... 218
Réserves forestières (Création de)..... 218

Haut-Sénégal-Niger.

Actes officiels.....25, 105, 145, 218, 250, 325 et 408
Aliénés (Questions concernant les)..... 442
Armes (Etablissement d'une taxe sur les)..... 325
Budget de 1911 (Le compte définitif du) 325
Chambres de commerce de la colonie (Les)..... 105
Chasse aux aigrettes crosses (La)..... 146
Conditions de transport sur la voie fluviale n° 3 de Kouli-koro..... 218
Grue d'Ambidédi (Location de la)..... 105
Noix de karité (Transport en vrac des)..... 105
Redevances pour les permis de recherches..... 146
Sacs vides (Transport des)..... 105
Taxes sur l'or extrait en 1913..... 146

Mauritanie.

Actes officiels.....25 et 103
Budget de 1911 (Le compte définitif du)..... 325
Combat en Mauritanie (Un)..... 237

Territoire militaire du Niger.

Actes officiels.....105, 250 et 326
Droits de patente..... 106
Sel (Droits d'extraction du)..... 106

Pages

Guinée française.

Actes officiels.....106, 146, 183, 250, 326, 409 et 442
Budget de 1911 (Compte définitif du)..... 326
Extraction de la latérite dans la presqu'île de Tumbo (L')..106
Impôt personnel (Fixation de l')..... 106
Taxes sur l'or extrait en 1913 (Les)..... 146

Côte d'Ivoire.

Actes officiels.....25, 106, 146, 219, 286, 326, 363 et 409
Alcoolisme à la Côte d'Ivoire (La répression de l')..... 41
— — (La lutte contre l')..... 126
— — Interdiction de la vente de l'alcool..... 146
Bois au port d'embarquement (La descente des)..... 286
Commission consultative à Bouaké (Création d'une)..... 219
Désarmement (Le)..... 146
Emigration des indigènes (L')..... 146
Hygiène des indigènes à la Côte d'Ivoire..... 196
Impôt de capitation (L')..... 106
Port de Bassam (Le)..... 146
Recettes du chemin de fer pendant les onze premiers mois de 1912 (Les)..... 146
Transports du matériel minier..... 106

Dahomey.

Actes officiels.....25, 65, 107, 183, 219, 250 et 363
Armes perfectionnées (Droit sur les)..... 107
Armes à feu non perfectionnées (Taxe sur les)..... 107
Budget de 1911 (Le compte définitif du)..... 326
Chemin de fer du Dahomey (Les progrès du)..... 250
Droit de circulation sur les rivières et sur les lagunes (Etablissement d'un)..... 108
Droits de pacage sur les troupeaux étrangers (Modifications aux)..... 107
Licences dans certaines régions (Suppression de)..... 107
Permis de pêche dans les fleuves et lagunes (Etablissement d'un)..... 107
Propriété bâtie (Impôts sur la)..... 107
Propriété non bâtie (Impôt sur la)..... 107

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Actes officiels.....65, 108, 219, 287, 363 et 142
L'Afrique équatoriale française (Discours prononcé par M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, au banquet de l'*Union coloniale* du 18 décembre 1912)..... 1
Afrique équatoriale française et ses perspectives (L')..... 265
Budgets de 1913 (Les)..... 108
Centenaire de Livingstone (Le)..... 197
Exposition de produits de l'Afrique équatoriale française à Bordeaux..... 147
Justice en Afrique équatoriale française (La)..... 304
Maladie du sommeil (L'*Union coloniale* et la)..... 277
Télégraphie sans fil en Afrique centrale (L'extension de la). 85

Pages

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar.

Actes officiels, 25, 66, 108, 183, 219, 251, 287, 326, 363, 409 et 442
Agriculture indigène dans la province de Morondava (Le développement de l')..... 223
Associations syndicales (Le régime des). — Décret..... 445
Atelier d'apprentissage industriel (Création d'un)..... 251
Autruche (L'élevage de l')..... 29 et 409
Blé (La culture du)..... 66
Budget de 1913..... 112
Bulletin économique de Madagascar..... 67
Café (Culture du)..... 287
Chambre consultative de Tananarive..... 183 et 223
Chemins de fer : chemin de fer de Tananananarive à Antsirabe (Loi du 21 décembre 1912)..... 29
— Les travaux du chemin de fer d'Antsirabe.. 113
— Autorisation de l'ouverture des travaux du chemin de fer d'Antsirabe..... 148
— Inauguration du chemin de fer de Brickaville à Tamatave,..... 223 et 288
— Chemin de fer d'Antsirabe..... 409
Colonisation (Création de lots de)..... 66
— Constatation de la mise en valeur des concessions 66
— Le développement de la colonisation dans le Vakinankaratra..... 326
— Régime des concessions de terres situées le long des voies de communication..... 363
Commerce de Madagascar en 1912..... 223 et 364
Concours agricole de Fianarantsoa (Le)..... 409
Cyclone du 24 novembre (Le)..... 68
— (Un nouveau)..... 112
— Tournée du gouverneur général..... 112 et 183
Ecorces à tan (Le commerce des)..... 29
Elevage : l'exportation du bétail sur l'Afrique du Sud..... 113
— des bovidés..... 365
— du cheval..... 365
Eaux (Le régime des). — Décret du 3 juin 1913..... 445
Finances : Situation budgétaire au 30 novembre 1912.... 147
— Situation budgétaire au 31 décembre 1912.... 251
— Résultats financiers de l'exercice 1912..... 446
Forêts (L'aménagement des)..... 113
Girofle (Récolte du)..... 29
Gouvernement général..... 25
— — Tournée du gouverneur général dans les régions éprouvées par le cyclone....112 et 183
Indigénat (Infractions à l')..... 112
Inscription maritime (Service de l')..... 68
Mananjary (Commerce de)..... 67
Manioc (Extension de la culture du)..... 113
Métis : le statut légal des enfants métis reconnus..... 287
Mission de M. Périer de la Bâthie : découverte de nouvelles régions aurifères..... 67
Nanisana (La station de)..... 27
Noix de coco (Circulation des)..... 113
Nouvelle province (Une)..... 112
Pangalanes d'Andevoranto à Vatomandry (Percement des) 113
Propriété foncière (Réorganisation du régime de la)..... 328

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Régime douanier : une lettre de l'Institut colonial marseillais 147
Riz paddy ou riz en paille (Droit de statistique sur le)..... 67
Riz (La culture du)..... 222
Section de Madagascar et des Comores de l'*Union coloniale* :
Séance du 13 décembre 1912..... 25
— 30 janvier 1913..... 108
— 6 mars..... 219
— 29 mai..... 442
Service topographique (Organisation d'un)..... 251
Syndicat des chargeurs..... 224
Tamatave (Réfection de la digue de)..... 113
Taxe sur l'or..... 224
Ver à soie (L'élevage du)..... 409

Comorès.

Actes officiels..... 251
Commerce de Mayotte pendant le 3e semestre de 1912 (Le) 184
Ouragan à Mayotte (Un)..... 148
Typhon à Anjouan (Un)..... 291

Réunion.

Actes officiels.....29 et 366
Congrès des Chambres d'agriculture et de commerce de la Réunion et de Madagascar..... 382
Service militaire des jeunes gens des Antilles et de la Réunion (Le)..... 85

AMÉRIQUE

Guadeloupe.

Actes officiels..... 149
Canal de Panama : la Guadeloupe et le canal de Panama... 10
— (Le) et les Antilles..... 37
— Les colonies françaises et le canal de Panama..... 266
Chambres de commerce de la colonie (Les)..... 149
Mouvement commercial de la Guadeloupe pendant le troisième trimestre 1912 (Le)..... 149
Nouveau gouverneur (Le) de la Guadeloupe et son programme..... 342
Service militaire des jeunes gens des Antilles et de la Réunion (Le)..... 85

Martinique.

Actes officiels, 149, 185 et..... 366
Législation du travail à la Martinique (La)..... 165
Mouvement commercial de la Martinique pendant le troisième trimestre 1912..... 149

Guyane française.

Actes officiels..... 291
Budget de 1913 (Le)..... 149

Saint-Pierre et Miquelon.

Budget de 1913 (Le)..... 149
Situation commerciale de Saint-Pierre et Miquelon pendant le troisième trimestre 1912 (La)..... 149

ASIE

Indochine.

Pages

Actes officiels, 29, 113, 149, 185, 224, 251, 291, 328, 366 et. 146
Assurances sur la vie en Indochine (Les)..... 185
Attentat à Hanoï (Un)..... 330
Banque de l'Indochine : Rapport sur l'exercice 1912..... 366
Carrières (Les)..... 152
Chemin de fer de Vinh à Dong-Ha (Le)..... 71
Chemins de fer indochinois en 1912 (Les recettes des)..... 185
Chemins de fer indochinois (Résultats d'exploitation des).. 253
Chemin de fer de Dong-Dang à Na-Cham..... 330
Chinois : le danger chinois en Indochine..... 61
Commerce : mouvement commercial de l'Indochine pendant les trois premiers trimestres de 1912. 113
— de l'Indochine pendant le 3e trimestre 1912.. 291
Congrès de médecine tropicale..... 226
Conseil de gouvernement..... 68
— — (Commission permanente du)... 410
Cours d'eau (Police des)..... 446
Discours de M. Sarraut (Un)..... 291
Emprunt (Réalisation d'une première tranche de l')..... 225
Finances : Excédent budgétaire de 1911..... 30
— Le budget indochinois pour 1913..... 30
— Les recettes du budget général en 1912..... 185
— Règlement du budget général de 1910..... 225
— Recettes du budget général au 31 mai 1913..... 146
— Contrôle financier..... 446
Fonctionnaires (Avancement des)..... 30
— Limite d'âge d'admissibilité..... 447
Fraudes (Loi sur les)..... 330
— (La répression des)..... 71
Frets (La question des)..... 152
Huiles minérales (Réglementation de l'importation des)... 152
Langues indigènes (Pour la connaissance des)..... 126
Législation pénale applicable aux indigènes..... 30
Lycée indochinois (Le futur)..... 225
Maladies contagieuses (La prophylaxie des)..... 225
Métis en Indochine (La question des). Le rôle des sociétés de protection. Rapport de M. H. Sambuc..... 49
Mines : le développement de l'industrie minière..... 292
Naturalisation des indigènes (La)..... 410
Recette principale des douanes (Suppression de la)..... 330
Représentation indigène (La réforme de la)..... 224
Riz : Les exportations de riz pendant les trois premiers trimestres de 1911 et 1912..... 114
Section indochinoise de l'*Union coloniale* :
Séance du 7 janvier..... 68
— 11 février..... 149
— 11 mars..... 251
— 15 avril..... 328
Services agricole et forestier..... 225
Tissus français et étrangers..... 71

Annam.

Actes officiels.....153, 185, 226, 293, 370 et 447
Chambre consultative (Réorganisation de la)..... 293
Poids et mesures..... 330

Pages

Cambodge.

Actes officiels, 30, 153, 185, 293 370 et 447
Cadastre (Circulaire au sujet du)..... 370
Voies de communication au Cambodge (Le développement des)..... 421

Cochinchine.

Actes officiels.....71, 153, 293 et 370
Adjudications : délais pour le dépôt des soumissions..... 447
Colonisation : création d'un service de renseignements... 447
Irrigations : mission de M. Normandin,..... 71 et 447
Poivres (Les exportations de)..... 153
Riz (Les exportations de)..... 153
Syndicats agricoles..... 72
Tramway de Saigon à Lai-Thieu (Inauguration du)..... 185

Laos.

Actes officiels..... 370
Laos zone franche (Le)..... 370
— — Texte du projet de loi 410
Régime douanier du Laos (Le)..... 382

Tonkin.

Actes officiels.....30, 72, 153, 186, 226, 293, 330, 370 et 447
Alcool au Tonkin (Le régime de l')..... 121
Chambre de commerce d'Haiphong,.....294 et 448
Conseils provinciaux (Réorganisation des) et de la Chambre consultative indigène..... 447
Création de formations sanitaires..... 73
Dé-Tham (La mort du)..... 153
Haiphong (La population européenne d')..... 294
— Amélioration du port..... 448
Lépreux (L'isolement des)..... 154
Réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes..... 30
Mouvement commercial du Tonkin pendant les trois premiers trimestres de 1912..... 72
Routes (Les)..... 73
Route (La) Haiphong-Hanoi. Le port d'Haiphong..... 154

Kouang-tcheou-wan.

Actes officiels.....30, 294 et 448

Etablissements français dans l'Inde.

Cadastre (Travaux du)..... 370
Cocaïne (Réglementation de la vente de la)..... 370
Irrigations (Travaux d')..... 71
Journal judicaire de l'Inde française..... 448
Mouvement commercial pendant le 4e trimestre 1912..... 294
Taux de la roupie..... 370

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie.

Actes officiels.....73, 186, 294, 370 et 449
Bateaux à vapeur (Appareils des)..... 449
Bien de famille (Extension à la N.-Calédonie de la loi sur le) 74
Budget local : règlement de l'exercice 1911..... 226
Café (Exportation de)..... 226
Chemin de fer de la Nouvelle-Calédonie (Le)..... 294
Conseil général (Discours de M. Brunet, gouverneur p. i.). 73
Droits de consommation (Décret du 22 mai 1913)..... 410
Pages
Droit de navigation..... 370
Ecole de sciences appliquées (Création d'une)..... 186
Exportations de minerais en 1912..... 294
Pétrole (Réglementation de la vente du)..... 226
Port de Nouméa (Outillage.)..... 186
Régime minier..... 74
— (Décret du 28 janvier 1913)..... 114

Nouvelles-Hébrides.

Actes officiels.....74, 186, 294 et 449
Droit de port à Port-Vila..... 186
Immatriculation (Règlement d')..... 186
Taxes douanières..... 186
Régime douanier..... 254

Etablissements français de l'Océanie.

Actes officiels.....74, 226 et 370
Budget de 1913..... 74
Commerce des établissements français de l'Océanie pendant le 3e trimestre de l'année 1912 (Mouvement du).... 226
Droits de port (Les)..... 74
Tahiti et le canal de Panama..... 337
Vanille (Commerce de la)..... 74

ÉTRANGER

Chine.

Emprunt chinois (L')..... 85
Choses de Chine..... 301

Japon.

La colonisation japonaise. — Jacques Ancel..... 16

COLONIES ÉTRANGÈRES

Possessions allemandes.

Généralités. — Chemins de fer, automobilisme, télégraphie sans fil..... 11
— L'émigration allemande en 1911..... 12
— L'année coloniale 1912..... 42
— Les fonctionnaires coloniaux..... 127
— Le développement des colonies en 1911-1912..... 166
— Les chemins de fer coloniaux..... 167
— Les débats parlementaires..... 198
— Le développement agricole..... 268
— La défense militaire des colonies..... 267
— Quelques jugements anglais sur les méthodes coloniales allemandes..... 307
— Une souscription nationale en faveur des missions chrétiennes des colonies..... 308
— Les langues parlées dans les possessions allemandes..... 395
— L'extension des plantations dans les colonies tropicales allemandes..... 396
— L'exposition coloniale de Strasbourg..... 397
— Le jubilé de la Croix rouge coloniale..... 397
Togo. — L'avenir économique..... 426

		Pages
Cameroun. —	Le mouvement économique	12
—	Une colonie négligée	43
—	Après le départ des Français	44
—	Relations postales entre l'Allemagne et le nouveau Cameroun	44
—	La remise des territoires français aux autorités allemandes	91
—	La délimitation des frontières	91
—	L'organisation administrative du nouveau Cameroun	91
—	Le câble sous-marin de l'Allemagne au Cameroun	92
—	Informations diverses	309
Sud-Ouest. —	Fondation d'une banque de crédit agricole.	343
—	La session du Landrat	344
Afrique orientale. —	L'avenir de la colonisation dans l'Afrique orientale	237
—	La colonisation blanche	268
Nouvelle-Guinée. —	Projet d'exploration en ballon	92
—	La consommation de l'alcool en 1911	92
—	Meurtre de deux Allemands	92
—	La Compagnie de Jaluit	92
—	Les oiseaux de Paradis	93
Kiaotchéou		200
Samoa		398

Possessions britanniques.

Généralités. —	La défense impériale et les colonies anglaises	44
—	Les importations des Dominions en 1911	45
—	La défense impériale et les colonies anglaises	201 et 240
—	L'émigration anglaise dans les colonies	241
Ouest-africain. —	Le développement de l'Ouest-africain	93
Union sud-africaine. —	Démission et reconstitution du cabinet Botha	15
—	Une chaire de français à l'Université du Cap.	46
—	La session parlementaire	94
—	Mort du chef du Basutoland	130
—	Sir John Gordon Sprigg	130
—	Le commerce des plumes d'autruche	130
—	La représentation électorale	202
—	Statistiques commerciales	202
—	Le budget	241
—	Le commerce de l'Afrique orientale	241
—	La dette du gouvernement de l'Union	271
—	La production de l'or au Transvaal	271
—	Agriculture, commerce et voies de communication	310
—	Trois années « d'union »; la situation politique	429
—	Les voies ferrées sud-africaines	429
Afrique orientale. —	Impressions de l'Est africain	348
—	La Rhodésie. — C. M.	431
Nyasaland. —	Les chemins de fer	312
Somaliland. —	Iles de Sainte-Hélène et Maurice	312
Egypte. —	Le commerce égyptien	15
Egypte. —	La production cotonnière	15
—	Le barrage d'Assouan	15
—	Banque nationale : perspectives commerciales et financières	311
—	Le rapport de lord Kitchener	399
—	Le commerce égyptien	400
—	La récolte du coton	400
—	Le mouvement des ports	430
—	Un voyage aux sources du Nil. L'Egypte économique	95
Canada. —	La marine canadienne et le gouvernement Borden	168
—	Les conflits industriels	168
—	Le bill Borden et l'obstruction libérale	240
—	Expansion économique : exportations en France	270
—	Statistiques du département des chemins de fer	311
—	Les libéraux et la défense navale	346
—	Les récoltes	346
—	Le rejet du Bill naval au Sénat	398
—	Le budget	398
—	Le projet d'une loi navale : une déclaration de M. Borden	429
Indes occidentales. —	Un message royal	169
Guyane anglaise. —	Le développement commercial	271
—	Situation géographique et développement économique	347
Inde anglaise. —	Un attentat contre le vice-roi lord Hardinge.	13
—	Situation des Indiens aux colonies	14
—	La vente de l'opium	46
—	Le discours d'ouverture du conseil législatif.	129
—	La question de l'éducation	168
—	Absorption de l'or	168
—	Le budget de 1912	202
—	Elections aux conseils provinciaux et au conseil suprême	269
—	L'India Council et la commission royale	309
—	Le commerce avec l'Angleterre et l'étranger.	399
—	Le mouvement révolutionnaire au Bengale.	399
Australie. —	La démission de M. Deakin	45
—	Les relations commerciales avec le Canada.	46
—	Le nouveau chef de l'opposition fédérale	94
—	Les chemins de fer fédéraux	131
—	A la Cour fédérale suprême	131
—	Stations de télégraphie sans fil	131
—	Le commerce du Commonwealth	203
—	Canberra, la nouvelle capitale du Commonwealth	241
—	Les progrès de l'automobilisme	241
—	La politique du gouvernement	271
—	La production de l'or	311
—	Les élections générales : l'orientation de la politique	347
—	Les chemins de fer australiens	430
Nouvelle-Zélande. —	Méthodes commerciales	169
—	Le statut européen des Maoris	169

PARIS. — IMPRIMERIE LEVÉ, 17, RUE CASSETTE.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

DEUXIÈME SEMESTRE 1913 (1)

Pages

GÉNÉRALITÉS

Questions politiques et administratives.

Alcoolisme dans les colonies françaises (L') 661
Armée coloniale (Dans l') 633
Comité consultatif des affaires indigènes ..... 474 et 865
Comptes définitifs des budgets coloniaux 829
Perte de la qualité de sujet ou de protégé français (La) 817
Recrutement des indigènes 749
Secrétaires généraux des colonies (La suppression du corps des) 503

Questions économiques.

Caoutchouc (marchés de Bordeaux et d'Anvers), 474, 517, 550, 583, 613, 645, 678, 709, 749, 791, 830 et 865
Commerce colonial français (Le troisième milliard du) 537
Commission des affaires extérieures et coloniales, 474 et .. 829
Congrès national des sociétés françaises de géographie ... 474
Exposition coloniale de Marseille ..... 462, 517, 538 et 694
Lois ouvrières aux colonies (Les) 539
Marine marchande aux colonies (La). Décrets du 8 juillet 1913 551
Régime douanier colonial : Fédération intercoloniale 473
— — — Un fait acquis 533
— — — Les oppositions à la réforme douanière coloniale 568
Relations commerciales de la France avec ses colonies (Les) 772

Missions et Explorations.

Maroc. — Délimitation de la frontière franco-espagnole ... 702
— Mission de la Société de géographie. M. de Gironcourt 783
Afrique Occid. Française. — Tournées de M. le gouverneur Cor en Casamance 638
— — Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique Occidentale 703
— — Tournée de M. le gouverneur Peuvergne en Guinée 703

Pages

Afrique Occid. et Équat. Française. — Résultats scientifiques des missions de M. Aug. Chevalier. 703
Afrique Équat. Française. — Mission Auguste Chevalier : exposition des bois du Gabon 511
— — Mission de délimitation Afrique Equatoriale Française-Cameroun, 512, 576, 639 et 861
— — Mission Tilho au Kanem (La) 512
— — Mission hydrographique du Gabon (Mission Audoin) 578
— — Mission Audoin pour le ravitaillement de la région orientale du Territoire du Tchad 639
— — Mission hydrographique fluviale (Mission H. Roussilhe) 783
Afrique Centrale. — Travaux ethnographiques du capitaine Avelot 513
Cameroun. — Voyage du Dr Solf, ministre allemand des colonies 860
Madagascar. — Etude de Madagascar par MM. Alfred et Guillaume Grandidier. Ethnographie 640
Indochine. — Travaux cartographiques 859
— Tourisme 860
— Mission agricole et forestière de M. Aug. Chevalier 702
Chine. — Mission Legendre dans le Yunnan et le Setchouen 782
— Nouvelle mission du Dr Legendre dans la Chine sud-occidentale 858
— Mission de M. Albert Maybon au Yunnan 859

Questions d'histoire et de géographie.

Les forestiers du Congo. — Jacques Ancel 466
La politique extérieure, le gouvernement et l'opinion publique en Allemagne. — C. M. 508
Hérodote a-t-il bien vu l'Egypte ? — P. Cultru 544
L'impérialisme des États-Unis. — C. M. 573
La politique du cardinal Lavigerie. — P. Cultru 605
Souvenirs de campagne au Maroc. — C. M. 635
Les nomades du Tell Tunisien. — Jacques Ancel 671
Pêcheurs et pêcheries de la Côte Occidentale d'Afrique. — P. Cultru 700
Les chemins de fer algériens. — C. M. 742
France et Canada. — P. Cultru 779

(1) De la page 457 à 496, n° 13 ; — p. 497 à 532, n° 14 ; — p. 533 à 564, n° 15 ; — p. 565 à 596, n° 16 ; — p. 597 à 628, n° 17 ; — p. 629 à 660, n° 18 ; — p. 661 à 688, n° 19 ; — p. 689 à 728, n° 20 ; — p. 729 à 768, n° 21 ; — p. 769 à 808, n° 22 ; — p. 809 à 844, n° 23 ; — p. 845 à 884, n° 24.

Pages

L'Asie novatrice et nouvelle. — Jacques Ancel..... 822
Colonisation russe dans l'Asie centrale. — C. M..... 855

Les Sciences dans leurs rapports avec les colonies.

Acariens parasites des agrumes..... 643
Afrique centrale (La flore de l') française..... 611
Afrique du Nord (Le Cerf dans l')..... 864
Agave (Un champignon parasite de l')..... 644
Agriculture a San Thomé (Notes sur l')..... 472
Agriculture coloniale (Organisation de l')..... 787
Agriculture (Les services de la Direction générale de l') en Tunisie..... 790
Agronomie coloniale (L')..... 749
Agronomie coloniale (Bulletin du Laboratoire d')..... 749
Agrumes (Hespéridées)..... 677
Ajur..... 472
Alang-Alang..... 547
Alectra arachidis..... 582
Aleurites Fordii..... 862
Aleurites montana..... 862
Alfa..... 643
Alfa (Récolte de l') en Tripolitaine..... 643
Alpinia nutans..... 472
Aphis Sorghi..... 747
Ambre gris..... 610
Amomum hemisphericum..... 472
Analyse de quelques engrais verts du Sud de l'Inde..... 612
Andropogon..... 549
Androy..... 828
Aphanus apicalis..... 582
Arachides (Le beurre d')..... 580
Arachide (Les maladies et les ennemis de l')..... 582
Arbres fruitiers (Le chancre des)..... 678
Arbres fruitiers d'Europe à Madagascar..... 864
Aristida Burkei Stapf..... 471
Arundo Donax..... 471
Assainissement (et drainage des terres en Tunisie)..... 790
Autruches..... 471
Autruche (Elevage de l')..... 827
Baccaurea Bonnetti..... 645
Bacterium tumefaciens..... 678
Baholoholo..... 641
Bakhousia citriodora..... 581
Balæna australis..... 610
Balænoptera borealis et *musculus*..... 610
Bêtes à corne..... 515
Beurre (Le) d'Arachides..... 580
Bixadus sierricola..... 472
Bois (Encore le) de cercueil..... 472
Borassus flabellifer..... 471
Botanique coloniale appliquée..... 550
Bouillies (Les bouillies fongicides mouillantes)..... 705
Bovidés..... 515
Bromelia fastuosa..... 471
Bulletin du Laboratoire d'agronomie coloniale..... 749
Buluba..... 644
Butyrospermum Parkii..... 472
Cacao (Sur la fermentation du)..... 513
Cacaos (Exposition des thés et) de l'Institut colonial de Marseille..... 469
Cacaoyer (Un nouveau parasite du)..... 678

Pages

Cafés (L'exposition des) à l'Institut colonial de Marseille.. 643
Café (La production du) dans les colonies françaises..... 677
Caféier (Les parasites du)..... 516
Caféier (Un parasite du) d'Arabie au Congo Belge..... 472
Campagnols (La destruction des) en Italie..... 643
Caoutchouc (La culture du) à Sumatra..... 676
Caoutchouc (La culture des arbres à — à Sumatra)..... 581
Caoutchouc au Cameroun (La crise du)..... 827
Caoutchouc (Le marché du) à Anvers, il y a un siècle..... 828
Caoutchouc (Nouveau mode de préparation du) en Guinée. 790
Caoutchouc (Valeur industrielle d'un) de plantation (Hevea) d'Annam..... 829
Caoutchouc-mousse..... 863
Caoutchoutiers (Appareil laticifère des)..... 549
Capture (Un important phénomène de) en Afrique Occidentale..... 675
Carludovica palmata..... 549
Castilloa Tunu..... 550
Cay-Sen ou Hot-Sen (Les graines de)..... 472
Ceiba occidentalis..... 514
Ceiba æsculifolia..... 514
Ceratitis anonea..... 678
Cercospora personata..... 582
Céréales (Laboratoire d'études des) à l'Institut colonial de Marseille..... 861
Cerf (Le) dans l'Afrique du Nord..... 864
Cervus barbarus..... 865
Cétacés (La pêche aux grands) sur la côte occidentale d'Afrique..... 610
Chætodiplodia arachidis..... 582
Chamou..... 472
Champignon (Un) parasite de l'Agave..... 644
Chancre (Le) des arbres fruitiers..... 678
Chatiments (Prisons et) corporels en Indochine au début du XX^e^ siècle..... 790
« Cheyi ». Semences et fibres..... 472
Chrysalidocarpus oleraceus..... 644
Citronnier (Une cochenille du)..... 828
Clitandra Arnoldiana..... 550
Cochenille des citronniers..... 828
Cocotier (Un nouveau parasite du)..... 827
Coffea canephora..... 643
Coffea kouilouensis..... 643
Coffea robusta..... 643 et 677
Coir (La préparation mécanique du)..... 581
Colletotrichum Agaves..... 644
Colleus Coppini..... 644
Congo (Nouvelle plante oléagineuse du)..... 864
Congo (Les plantes potagères au)..... 580
Congo belge (L'élevage au)..... 515
Congrès médical (Le) de Londres..... 674
Coton (L'avenir du) américain..... 580
Coton (Le) en Egypte et au Soudan anglais..... 747
Coton (La culture du)..... 612
Cotonnier (Le) en Nigéria. Plantes indigènes ou plantes introduites..... 582
Coup de chaleur (Traitement du)..... 479
Crotalaria juncea..... 612
Crotalaria retusa..... 612
Cryptostegia madagascariensis..... 550
Cucumis Chate..... 472
Culture (La) du coton..... 612

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CULTURE FRUITIÈRE (La) en Tunisie	677
Cunninghamia sinensis	472
Cyrtocantharis septemfasciata	612
Desmodium hirtum	676
Delphinus delphis	610
Delphinus phocœna	610
Delphinus tursio	610
DRAINAGE (Assainissement et) des terres en Tunisie	790
DYSENTERIE (Le traitement de la) par l'ipéca	517
ECOLE DE MÉDECINE tropicale de Londres	829
EGYPTE (Le coton en) et au Soudan anglais	747
Equidés	515
ELEVAGE à Madagascar	471
ELEVAGE (L') au Congo Belge	515
ELEVAGE de l'Autruche	827
Embra	745
ENGRAIS (Analyse de quelques) verts du sud de l'Inde	612
ENGRAIS (La question des) à San-Thomé	581
ENQUÊTES ethnographiques	641
Eriodendron anfractuosum	677
Erythrophleum guineense	516
Eryophies oleivorus	643
ETHNOGRAPHIQUES (Enquêtes)	641
EUCALYPTUS (Emploi des) pour assainir les marais	828
Eurias insulana	747
EXPOSITION (Les résultats de quelques manifestations coloniales à l') de Gand	609
FIBRES D'AGAVE (Le rougissement des)	514
FIBRES et semences du « Cheyi »	472
Fimbristylis diphylla	549
FLORE (La) de l'Afrique Centrale Française	611
FLORE D'AFRIQUE (La)	677
Friguia ou *Frigia*	546
Funtumia elastica	550
FURCRAEA PUBESCENS Todero (Le)	644
GÉOBOTANIQUE CONGOLAISE (Documents sur la)	611
GÉOGRAPHIE et géologie de l'ouest de Madagascar	748
GÉRALD-MESNY (Fondation d'un laboratoire)	645
Globicephalus melas	610
Glossina morsitans	583
Gorli (Semences de) au Sierra-Leone	864
GRAINES de Hot-Sen ou Cay-Sen	472
GRAINES OLÉAGINEUSES du Soudan anglo-égyptien	472
GUAYULE (Acclimatation et culture du)	745
Guizotia oleifera	644
Hameid	472
HAUT-TELL (La région du) en Tunisie	546
Hedychium coronarium	471
Hevea brasiliensis	550 et 642
HEVEA BRASILIENSIS (Essais de saignée de l') avec quelques remarques sur la production du latex, sur le renouvellement de l'écorce et sur la façon dont se comportent les matières de réserve	642
HEVEA (Nouvelles contributions à la connaissance des arbres du genre)	829
HEVEA (Recherches sur les meilleures méthodes de saignée de l')	676
HEVEA (Valeur industrielle d'un caoutchouc de plantation) d'Annam	829
Hibiscus cannabinus	548
HORTICULTURE COLONIALE (Manuel d')	748
HOT-SEN ou CAY-SEN (Les graines de)	472

	Pages
Huile de bois de la Chine et du Japon	862
HUILE de Telfairia pedata	472
Iceria Purchasi	828
Ioko	864
INDOCHINE (Prisons et châtiments corporels en) au début du XX^e^ siècle	790
Industrie extractive dans la Régence du Tunis	825
INSECTICIDES (Des principes généraux qui doivent présider à l'établissement des formules)	789
Institut colonial de Marseille (Création d'un laboratoire d'études de céréales et de plantes féculentes à l')	861
Institut colonial de Marseille (Exposition de cafés à l')	643
Institut colonial de Marseille. (Exposition de thés et cacaos)	470
INSTITUT international d'agriculture	610
IPÉCA (Le traitement de la dysenterie par l')	517
Justicia insularis	580
Justicia Melampyrum	580
Kapok	677
Karité	472
KATANGA (Notes sur la flore du)	644
Laboratoire d'études des céréales et plantes féculentes à l'Institut colonial de Marseille	861
Landolphia Gentili	550
Landolphia owariensis	550 et 642
Laticifère (Appareil) des caoutchoutiers	549
Latex (Essais de saignée sur l'*Hevea brasiliensis*, avec quelques remarques sur la production du), sur le renouvellement de l'écorce et sur la façon dont se comportent les matières de réserve	642
Locust Poison	613
Lofungu	864
Londres (Ecole de médecine tropicale de)	829
Lygeum spartum	643
MADAGASCAR (Les arbres fruitiers d'Europe à)	864
MADAGASCAR (Elevage à)	471
MADAGASCAR (Géographie et Géologie de l'ouest de)	748
MADAGASCAR (Palmiers de)	644
MADAGASCAR (Richesses minérales de)	826
Madiovozina	644
Macho	745
MALADIES (Les) et les ennemis de l'arachide	582
MAL DE MER (Traitement du)	473
MANIHOTS (A propos des caoutchoutifères)	676
MANIHOT (La culture du) (Céara) dans l'Afrique Orientale allemande	583
Manihot Glaziowii	550
Manioc (La culture du) au Congo belge	864
MARSEILLE (L'exposition des cafés à l'Institut colonial de)	643
MARSEILLE (L'exposition des thés et cacaos à l'Institut colonial de)	469
MAURICE (ILE) : Rapport annuel de la station agronomique de l'île	644
Megaptera longimana	610
MER (Traitement du Mal de)	473
Mœsobotrya sparsiflora	
MORSURES (Les) du requin	645
Montoue	644
Mustard tree	472
Mu-yu-shu	862
MYASE RAMPANTE (Un cas de)	473
Mpempo	644
Neodypsis basilongus et Lastellana	644

	Pages
Nigéria (Thé de la) méridionale	462
Nipa	471
Novius cardinalis	828
Œsophagostomum columbianum	643
Oléagineuse (Nouvelle plante) du Congo	864
Oncoba echinata	864
Opium (la question de l')	828
Opium (Rapport sur la question de l')	613
Orca gladiator	610
Orchidées (Les) de Java	677
Oryza granulata, latifolia, Rodleyi, sativa	827
Ovidés	515
Ovidés (Une strongylose des) aux Antilles	643
Pachiote (La) au Mexique	514
Pachystylus sulcicollis	612
Palmiers de Madagascar	644
Papier (Nouveaux matériaux pour la fabrication du)	471
Papyrus	471
Parasites (Acariens des agrumes)	645
Parasites (Les) du caféier	516
Parasite du cocotier (Un nouveau)	827
Parasite (Un champignon) de l'agave	644
Parasite (Un nouveau) du cacaoyer	678
Parasite (Un) du caféier d'Arabie au Congo belge	472
Parasite (Un) du ver à soie	678
Parthenium argentatum	745
Pays tropicaux (Une nouvelle espèce à cultiver dans les)	645
Pêche (La) aux grands cétacés sur la Côte Occidentale d'Afrique	610
Pêcheries de Mauritanie	471
Pellagre (Recherches sur le)	645
Pémo	644
Periploca nigrescens	550
Pennisetum Benthamii	471
Pennisetum purpureum	461
Physeter macrocephalus	610
Phytalus Smithii	644
Plantes alimentaires du Tonkin	644
Plante étouffant les mauvaises herbes	675
Plantes féculentes (Laboratoire d'études à l'Institut colonial de Marseille)	861
Plantes oléagineuses nouvelles du Congo	864
Plantes potagères indigènes au Congo	580
Plante (Une nouvelle) à tubercules alimentaires du Moyen Congo	644
Plukenetia conophora	864
Poisons d'épreuve (A propos de)	516
Polygala butyracea	472
Porcs	514
Prisons et châtiments corporels en Indochine au début du XX^e^ siècle	790
Prodenia littoralis	747
Puccinia arachidis	582
Quinine (La) et le traitement de la scarlatine	613
Rapport annuel de la station agronomique de l'Ile Maurice.	644
Rapport sur la question de l'opium	613
Ravet	582
Requin (Les morsures du)	645
Richesses minérales de Madagascar	826
Riz (La question du)	826
Rougissement (Le) des fibres d'Agaves	514
Saccharomyces Theobromæ	513
Sahara	547
Sahel	547
Saignée (Recherches sur les meilleures méthodes de) de l'Hévéa	676
Salvadora persica	472
San-Thomé (Notes sur l'agriculture à)	472
Sapindus (Le fruit de) et ses applications	581
Sapindus (Les fruits de) dans l'économie domestique	677
Sapindus Mukurossi	677
Sauterelles (La lutte contre les) en Afrique du Sud	612
Scarlatine (La quinine et le traitement de la)	613
Semences et fibres du « Cheyi »	472
Septoglœun arachidis	582
Service géologique (Les mémoires du) de l'Indochine	675
Sesbania aculeata	612
Silvanus mercator	582
Sisal	514
Simulium sp	645
Sorgho (Le sirop de)	582
Soudan anglais (Le coton en Egypte et au)	747
Sphenostylis congensis	644
Sparte	643
Stipa tenacissima	643
Strongylose (Une) des ovidés aux Antilles	643
Sumatra (La culture du caoutchouc à)	676
Takankola	580
Tapis (Du danger de certains)	613
Telfairia pedata	472
Tell	547
Tetranychus mytilaspides, T. sexmaculatus	643
Textiles végétaux	547
Thé de la Nigéria méridionale	472
Thé en Russie	828
Thés et cacaos (Exposition des) de l'Institut colonial de Marseille	469
Tibish	472
Tonkin (Plantes alimentaires du)	644
Trilobium confusum	582
Tsé-Tsé (La) en Afrique Orientale allemande	586
Tsingtau (Le commerce de) en 1912	515
Tunis (L'industrie extractive dans la régence de)	825
Tunisie (La région du Haut-Tell en)	546
Tunisie (Les services de la direction générale de l'agriculture en)	790
Tung-yu-shu	862
Uredo arachidis	582
Uromyces arachidis	582
Vaccination antithyphique	473
Ver a soie (Un parasite du)	678
Voandzeia subterranea	644
Volailles	515
Wood-oil-tree	862

Bibliographie.

Bulletin bibliographique, 487, 524, 557, 591, 621, 652, 722, 762, 800, 838 et 875

(Voir en outre les rubriques : *Missions et explorations; Questions d'histoire et de géographie; Les Sciences dans leur rapports avec les colonies.*)

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie.

Pages

Actes officiels.... 679
D'Alger au Niger par le Sahara.... 597
Banque de l'Algérie et la colonie (La).... 566
Bœufs en Algérie (L'importation des).... 791
Budget algérien (Le contrôle du).... 536
Colons algériens et le crédit (Les).... 630
Commerce de l'Algérie pendant les neuf premiers mois de 1913 (Le).... 749
Education des indigènes (L').... 709
Emprunt algérien de 300 millions (L').... 459
Habra (Rachat du domaine de l').... 460
Incendies de forêts en Algérie (Les).... 598, 614, 664 et 749
Indigénat (La discussion sur l').... 459
Indigènes africains en France (Les).... 567
Mines (Redevances sur les).... 614
Ministère de l'Afrique du Nord (Un).... 535
Optimisme algérien (L').... 500
Ouenza remise en train (L'affaire de l').... 690
— (Les surprises de l').... 731
— à la Chambre (L').... 770 et 812
Palmier (Culture du) en 1912.... 679
Pêches (Commission consultative des).... 517
Pour le bon sens (Au sujet de la langue à employer pour les notifications judiciaires).... 631
Programme des travaux du département d'Oran (Le).... 791
Propriété indigène en Algérie (La).... 459
Sersou (La question du).... 663
Territoires du Sud (Dans les).... 583
Un bon exemple.... 632
Vente de propriétés.... 614

Tunisie.

Actes officiels.... 517, 551, 679, 709, 749, 791, 830 et 865
Bizerte, préfecture maritime.... 732
Budget de 1912 (Le).... 584
Code pénal tunisien (Publication d'un).... 691
Colonisation en Tunisie (La).... 848
Conférence consultative : Ouverture de la session annuelle.... 791
— — (La session de la).... 771
— — (Vœux de la).... 792
Contrôleurs civils en Tunisie (Le statut des).... 732
Eau à Tunis (L').... 849
Essai intéressant (Un). Au sujet de la création d'un cours de taille de la vigne.... 691
Fer (L'impôt spécial sur les minerais de).... 830
Hydraulique en Tunisie (La réglementation de l').... 537
Importation en France de produits tunisiens.... 830 et 865
Lotissement de propriétés domaniales.... 750
Medjba (La suppression de la).... 771
— (Après la suppression de la).... 812
Mines : Le régime minier tunisien.... 830
Naturalisation des étrangers en Tunisie.... 830
Olivier (Culture de l').... 830
— L'émotion du monde oléicole.... 813
Phosphates (L'adjudication des).... 750
Phylloxera (Contre le).... 517
— (Le) en Tunisie.... 692
Population de Tunis (La).... 500
Prêts de semences aux indigènes.... 614
Service botanique pour la propagation de nouvelles cultures (Création d'un).... 679
Station zoologique en Tunisie (Création d'une).... 664
Superphosphates exportés (La taxe sur les).... 791
Surveillance sanitaire.... 646
Tripolitains en Tunisie (La question des).... 598
— en Tunisie (Les).... 847

Maroc

Actes officiels.... 474, 517, 584, 709, 750, 792, 831 et 866
Achats et ventes de grains à terme à Casablanca.... 831
Agents commerciaux (Un syndicat des).... 750
Assistance publique et l'hygiène (L').... 584
Associations agricoles entre indigènes.... 710
Bou-Regreg (Le bac à vapeur sur le).... 585
Budget du Maroc pour 1914 (Le).... 500
Bulletin économique du Maroc (Le).... 475 et 485
Capitale du Maroc? (Où mettre la).... 458 et 536
Carte géologique et hydrographique du Maroc (La).... 792
Casablanca (Marchés de).... 585
— (Travaux du port de).... 711
— (Inauguration de la Chambre de commerce française de).... 750
— (Le port de).... 866
M. de Castries.... 517
Comité de législation du protectorat (Le).... 831
Commerce franco-marocain (Le).... 866
Commerce en 1912 des 8 ports marocains ouverts.... 475
Commissions municipales dans les ports (Les).... 584
Conseil du gouvernement : Enseignement, travaux publics en cours ; remontes ; service d'eau de Rabat ; forêts.... 475
Contrôle civil marocain (Le).... 566
Cultures diverses.... 710
Debdou (Le marché de).... 792
Domaine (Service des).... 518
Emprunt marocain (L').... 498 et 846
Enseignement public.... 475
Exposition des produits du Maroc (Une).... 792
Fausse prudence.... 811
Forêts : Situation forestière au Maroc.... 518
— (La protection des).... 710 et 750
Fraudes alimentaires au Maroc (Les).... 866
Habous marocains (Réglementation des).... 662
Habous dans le protectorat (Le régime des biens).... 831
Haut-Guir (Valeur économique du cercle du).... 832
Immatriculation foncière au Maroc (L').... 730
Immeubles sortis du patrimoine de l'Etat.... 517
Installation des services publics.... 517
Institut scientifique du Maroc (L').... 731
Instruction publique au Maroc (L').... 518
Intérêt (Taux de l').... 792
Kénitra (Lotissement de).... 518
Laines marocaines (Exportation de).... 476
Magasinage.... 585
Mannesmann (La dernière des).... 847
Marrakech (Lotissement de la ville nouvelle de).... 475
Matériaux de construction (Une usine de).... 793

Pages

Mazagan (Concours agricole de)..... 584
— (Recensement de la population de)..... 792
— (Un bureau de placement gratuit à)..... 866
Meknès (La population européenne de)..... 831
Mines : L'avenir minier du Maroc..... 793
Mission d'études commerciales au Maroc (Une)..... 866
Mouton américain (Le)..... 710
Opinions sur le Maroc..... 769
Président de la République en Espagne (Voyage du)..... 689
Progrès du Maroc (Les)..... 630
Protectorat au Maroc (Un an de)..... 497
Rabat (Statistique de la région de)..... 476
— (Premiers travaux du port de)..... 518
— (Activité du port de)..... 711
— (Alimentation en eau potable de)..... 750
— (Le port et à la douane à)..... 751
Régime immobilier du Maroc..... 475
Relief du Maroc (Le)..... 711
Routes dans la région de Fez (Les)..... 751
Saffi-Marrakech (Le transport automobile)..... 585
Saffi (L'eau dans les égouts à)..... 750
Salé (Le prix des loyers à)..... 751
— (La population européenne de)..... 792
— (Le mouvement commercial à)..... 831
Service commercial entre Bordeaux et le Maroc..... 711
Setta (Le prix des terrains à bâtir à)..... 751
Situation économique..... 476
Sociétés indigènes de prévoyance..... 710
Tanger (L'émotion des Français de)..... 536
— (La propriété bâtie à)..... 585
— (Les taxes de pilotage à)..... 750
Tissus de coton au Maroc (Le commerce des)..... 866
Valeur agricole du sol marocain (La)..... 792
Villes champignons (Les)..... 811
Voies de communication..... 711

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Actes officiels, 477, 518, 585, 614, 646, 711, 751, 793, 832 et 866
Alcoolisme en Afrique Occidentale (L')..... 600
Archives de l'Afrique Occidentale Française (La conservation des)..... 568
Autruche (Interdiction de la chasse de l')..... 585
Bilan de l'Afrique Occidentale Française (Le)..... 809
Budgets annexes (Comptes définitifs des)..... 867
Cahiers des charges (Approbation des)..... 614
Caoutchouc et nos possessions africaines (La crise du)..... 692
Caoutchoucs (Valeurs en douane des)..... 712 et 751
Emprunt de l'Afrique Occidentale Française (L')..... 501
— — — (Le vote de l')..... 849
Foureau (Une récompense nationale à M.)..... 538
Indigénat (Ce que doit être l')..... 692
Inspection générale des services sanitaires et médicaux de l'Afrique Occidentale Française (L')..... 599 et 614
Justice indigène (Réorganisation de la)..... 793
Laboratoire de bactériologie..... 712
Main-d'œuvre aux particuliers et passation de marchés après appel d'offres (Cessions de)..... 712
Marchés et fournitures..... 585
Permis de recherches (Renouvellement des)..... 518
Peuplement de l'Afrique Occidentale Française (Le)..... 813
Pouvoirs disciplinaires des administrateurs..... 646

Pages

Préoccupations économiques de l'administration en Afrique Occidentale (Les)..... 772
Section de l'Afrique Occidentale : Séances des 9 et 10 octobre 1913..... 833
Troupes indigènes à Paris (Les)..... 501
Voies ferrées (Crédits supplémentaires pour la construction des)..... 712

Sénégal.

Actes officiels, 477, 518, 551, 586, 646, 712, 751, 793, 834 et 867
Arachides au Sénégal (Le conditionnement des)..... 679
Coton au Sénégal (la culture du)..... 713
Eau potable (Alimentation en)..... 751
Indigénat (Régime de l')..... 751
Nationalité des indigènes au Sénégal (La)..... 461
Prestation des indigènes au Sénégal (La)..... 693
Tarifs de transports des arachides (Les)..... 793

Haut-Sénégal-Niger.

Actes officiels..... 477, 518, 586, 680, 714 et 751
Caoutchoucs (Réglementation de la fabrication, de la vente et de la circulation des)..... 714
Chambre de commerce de Bamako..... 867
— — de Kayes (séance du 16 juillet 1913) 714
Permis d'exploration..... 615
Soudan français (au) : Une interview de M. Closel..... 461
Tribunal musulman de Kayes (Le)..... 502

Mauritanie.

Langouste royale en 1912 et en 1913 (Le commerce de la). 752

Territoire militaire du Niger.

Actes officiels..... 714 et 867
Comité consultatif du commerce (Création d'un)..... 615
Douanes (Organisation du service des)..... 867
Impôt personnel des indigènes..... 752
Journées de prestation (Prix de rachat des)..... 752

Guinée française.

Actes officiels..... 477, 518, 615, 646, 680, 714, 752, 834 et 867
Caoutchouc (Réglementation du trafic du)..... 794
— (Vérification du) avant son exportation de la colonie..... 834
— exporté (Vérification du)..... 868
Chemin de fer Conakry-Kouroussa (Le)..... 752
Détaxe des importations en France (La)..... 586
M. Salesses prend sa retraite..... 501
Tarifs des transports des produits du pays..... 752

Côte d'Ivoire.

Actes officiels..477, 518, 551, 586, 615, 647, 680, 714, 752, 794, 834 et..... 868
Caoutchouc (Préparation du)..... 869
Chambre de commerce de Grand Bassam (Elections des membres de la)..... 753
Chemin de fer (Les recettes du)..... 587
Embarquement des billes au wharf de Grand Bassam..... 753
Equarrissage des billes à Grand Bassam..... 834
Impôt sur la propriété foncière à Grand Bassam (L')..... 795
Noix de cola (Récolte et préparation des)..... 868

Pages

Pacification de la Côte d'Ivoire et la répression de l'esclavagisme (La) 849
Prestations (La réglementation des) 477
Redevances forestières 834
Réglementation des carnets de chantiers (La) 586
Situation de la Côte d'Ivoire (La) 773
Vin de palme à la Côte d'Ivoire (L'abus du) .....502 et 519

Dahomey.

Actes officiels. 477, 519, 587, 615, 647, 680, 714, 753, 794 et 868
Amandes de palme (L'inspection générale des) 734
Apprentissage et la vulgarisation agricoles au Dahomey (L'). 733
Chambre de commerce du Dahomey et le port de Cotonou (La) 462
— — — (Séance du 5 août 1913). 868
Cultures au Dahomey (Les) 665
Decauville de Ouidah (Le) 600
Droits de circulation en lagune ou rivière 794
Droits de pacage sur les troupeaux des territoires étrangers. 794
Droit de timbre sur les billets de la Banque de l'Afrique Occidentale Française (Le) 794
Pêche au Dahomey (Police de la) 794

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Actes officiels .....647, 714, 795 et 869
Afrique Equatoriale Française (En) 774
Bois du Gabon (Exposition de) 478
Caoutchoucs (Droits de sortie sur les) 869
Commerce de l'Afrique Equatoriale Française en 1912 (Le). 680
Commerce extérieur de l'Afrique Equatoriale Française en 1912 (Le) 633
Délimitation des frontières franco-allemandes en Afrique Equatoriale (La) 633
Emprunt de l'Afrique Equatoriale (L') .....457 et 729
Impôt de capitation (Perception de l') 869
Intérim du gouvernement de l'Afrique Equatoriale Française (L') 665
Prise d'Aïn-Galaka et notre installation au Borkou (La) 850
Ravitaillement du Territoire du Tchad (Le) 666
Section de l'Afrique Equatoriale (Séance du 29 octobre) ... 795
Situation de l'Afrique Equatoriale Française et l'emprunt (La). 845
Situation financière de l'Afrique Equatoriale Française (La). 568
Versement à la caisse de réserve 587

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar.

Actes officiels, 478, 519, 551, 587, 616, 647, 681, 714, 795, 835 et 869
Agriculture dans la province de Betroka (L') 756
Aigrettes (Interdiction de la chasse aux) 479
Antalaha (Port d') 554
Boissons alcooliques et spiritueuses (Règlement concernant la vente des) 717
Bulletin économique de Madagascar .....479 et 716
Caisse de prêts agricoles 648
Canal de l'Ivondro à Tamatave (Le) 798
Carte de Madagascar (La) 681
Chambre consultative de Tananarive (Séance du 3 octobre 1913) 796
Circonscriptions administratives (Remaniement de) 716

Pages

Commerce : Mouvement commercial de Madagascar pendant le deuxième trimestre 1913 870
— Pendant les huit premiers mois de 1913 716
Concessions (Mise en valeur des) 479
Conseils d'arbitrage (Réorganisation des). — Arrêté du 22 octobre 1913 797
Elevage à Maevatanana (L') 681
Embarquement des marchandises pour Madagascar 648
Enseignement : Création de circonscriptions scolaires 717
Essais de culture entrepris à la station d'essais d'Antsirabe (Les) 587
Feuille mensuelle d'informations agricoles et commerciales .....480, 716, 796 et 870
Finances : Résultats financiers de l'exercice 1912 554
— Crédits supplémentaires (Ouverture de) 588
Fonctionnaires commerçants (Les) 870
Forêts : Travaux forestiers entrepris par le Service de colonisation en 1912 480
— Contre le déboisement 588
— Le régime forestier de Madagascar 616
Gouverneur général (Tournée du) 715
— — dans l'Ouest (Tournée du) 795
Graphite (Le) 483
— dans la province d'Analalava (Le) 555
— (L'industrie du) 681
— à Madagascar d'après un rapport consulaire anglais (Le) 717
— à Madagascar (Le) 797
Impôt sur les bovidés (Rendement de l') 649
Institut Pasteur (Réorganisation de l') 871
Irrigations à Madagascar (Les) 616
Langoustes de Madagascar (Etude sur les) 718
Main-d'œuvre : Salaires des ouvriers employés par l'administration ; les transports en filanjana 482
Manioc (Une nouvelle usine pour le traitement du) 756
Marins indigènes (Obligations fiscales des) 870
Musée à Tananarive (Création d'un) 717
Navigation : Les services maritimes annexes. Les licences. 648
— (Nouvelle ligne de) 649
Paludisme (Contre le) 717
Pangalanes du Sud (Percement des) 871
Phosphates (Découvertes de gisements de) .....756 et 797
Prêts aux victimes des cyclones .....519 et 716
Recette des douanes d'Andovoranto (Suppression de la) ... 870
Sacs de jute (Droit de consommation sur les). Un vœu de la Chambre d'agriculture 648
Sauterelles (La lutte contre les) 479
Section de Madagascar et des Comores de l'*Union coloniale* :
Séance du 5 juillet 1913 551
— 30 octobre 753
— 19 novembre 835
Soumission d'un chef rebelle 716
Tamatave (Port de) 756
Tavolo (Culture du) 756
« Tavy » (Suppression des) 479
Trésorerie (Organisation d'une) 555

Comores.

Actes officiels .....520 et 756
Mouvement commercial de Mayotte pendant le 2e trimestre. 837
Indigénat (Infractions à l') 871

Pages

Réunion.

Actes officiels.....483, 555 et 756
Académie de la Réunion (Création de l')..... 483
A la Réunion..... 850
Budget de 1912 (Le)..... 619
Exposition intercoloniale de Saint-Denis..... 718
Ile de la Réunion et ses voisins (L')..... 693
Marais salants de la Réunion (Les)..... 718
Taux du change..... 718

Côte française des Somalis.

Actes officiels.....555, 619, 756 et 837
Budget de 1912 (Le compte définitif du)..... 588
Contrôle et surveillance sur les poudres et étuis métalliques. 837
Population de Djibouti..... 483

AMÉRIQUE

Guadeloupe.

Actes officiels.....555 et 718
Application du Code du travail (L')..... 649
Budget de 1912 (Le)..... 619
Exposition internationale de la Trinidad en février 1914... 718
Impôts sur les spiritueux..... 718
Incorporation des conscrits des vieilles colonies (L')..... 601
Port de la Pointe-à-Pitre (Le)..... 633
Projet d'emprunt (Le)..... 483

Martinique.

Actes officiels.....520, 649 et 798
Dispense des formalités de francisation..... 798
Dispense du permis de navigation ou de circulation..... 798
Exportations des six premiers mois de 1913 (Les)..... 649

Guyane française.

Actes officiels.....483, 520, 649 et 798
Redevances minières..... 719
Bagne de la Guyane (Le)..... 734

Saint-Pierre et Miquelon.

Actes officiels..... 719
Commissions de visite et de sécurité..... 798

ASIE

Indochine.

Actes officiels 520, 555, 588, 649, 682, 719, 756, 798, 837 et 871
Banque de l'Indochine : création d'une agence à Montzé... 520
Charbonnages indochinois en 1912 (La production des)... 619
Chemin de fer transindochinois (Le)..... 774
Chemins de fer en 1912 (Exploitation des)..... 873
Code du travail..... 649
Commerce : Mouvement commercial de l'Indochine en
— 1912 (Le)..... 734
— Mouvement commercial de l'Indochine pendant le premier semestre 1913..... 719
— français en Indochine (Le)..... 813
— Relations commerciales avec le Japon..... 520
Conseil de gouvernement (Commission permanente du)... 619
Ecole de médecine de Hanoi..... 521

Pages

Explosifs (Autorisations de fabrication d')..... 759
Finances : Le budget général de 1912..... 588
— Excédents budgétaires de l'exercice de 1912... 720
— Situation budgétaire à la fin du premier semestre 1913..... 520
— Recettes du budget général au 30 juin 1913.... 556
— Situation des recettes du budget général au 30 juin 1913..... 649
— Les recettes du budget général en 1913..... 798
— Minimum disponible des caisses de réserve.... 798
Fleuve Rouge et son delta (Le). Lettre de M. André Ducamp. 785
Fraudes alimentaires (Répression des)..... 720
Hygiène : Institut d'hygiène et de bactériologie..... 521
— L'éducation du peuple annamite au point de vue des questions d'hygiène et d'assistance..... 775
— Prophylaxie des maladies endémo-épidémiques. 798
Lèpre en Indochine (La lutte contre la)..... 484
Lycée indochinois (Le futur). Lettre de H. J. E..... 786
Main-d'œuvre étrangère (La). Arrêté du 20 mai 1913..... 521
Maïs en 1912 (Les sorties de)..... 555
Marchés (L'exécution des)..... 588
Mines (Comité consultatif des)..... 522
Mission scientifique de M. Auguste Chevalier..... 719
Monument de la garde indigène..... 649
Navigation : Abordages dans les eaux fluviales..... 556
— Lancement du paquebot *André Lebon* à La Ciotat..... 759
— Police de la navigation fluviale..... 799
Opium en Indochine (L')..... 814
Prêts sur gage : organisation des monts-de-piété..... 720
Renonciations minières..... 522
Repos hebdomadaire (La loi sur le)..... 555
Riz en 1912 (Exportations des)..... 555
Remises d'amendes ou de droits en sus..... 759
Section indochinoise de l'*Union coloniale* :
— Séance du 18 juillet 1913..... 756
— — 28 octobre 1913..... 757
— — 9 décembre 1913..... 871

Annam.

Actes officiels.....522, 556, 620, 720 et 799
Ligne de Vinh à Tan-ap..... 650
Permis de port d'armes de chasse..... 799
Villages annamites en justice (Les)..... 556
Voyage du gouverneur général en Annam..... 522

Cambodge.

Actes officiels..... 322, 589, 650 et 721
Assemblée consultative indigène (Création d'une)..... 522
Cinquantenaire du protectorat français au Cambodge (Le). 666
Crédits alloués en 1914..... 759
Entreprise d'élevage..... 721
Exportation des bovins (L')..... 721
Reliquat des budgets résidentiels..... 721
Service de l'immigration et de l'identité judiciaire (Organisation d'un)..... 589

Cochinchine.

Actes officiels.....523, 556, 620, 721, 759, 799 et 837
Abattoir frigorifique (Création d'un)..... 760
Actes indigènes relatifs à des immeubles..... 799

Pages

Alcool en Cochinchine (Le régime de l')..... 556
Assainissement de Saigon et de Cholon (Pour l')....523 et 721
Budget municipal de Saigon..... 721
Caoutchouc (La culture du)..... 760
Conseil colonial : Discours du lieutenant-gouverneur à la séance d'ouverture..... 759
Désignation des immeubles dans les actes..... 760
Exportations de riz, poivres, maïs, coprah, coton et caoutchouc pour le 1er trimestre 1913 (Les)..... 682
Monts-de-piété (Réglementation des)..... 523
Poivres (Le régime douanier des)..... 736
Riz de Cochinchine (L'amélioration des)..... 737
Situation financière de la colonie (La)..... 760
Situation politique en Cochinchine (La)..... 735

Tonkin.

Actes officiels.....523, 556, 589, 620, 650, 682, 731, 760 et 837
« Borer » du caféier (La lutte contre le).....523, 650 et 736
Carrières au Tonkin (Exploitation des)..... 524
Céréales (L'exportation des)..... 484
Chemin de fer du Yunnan (Progression du trafic des marchandises sur la ligne du)..... 651
Chemins de fer : A propos de la ligne projetée Yenbay-Hongay..... 761
— Adjudication des travaux d'une ligne ferrée. 761
Colons agriculteurs du Tonkin et du Nord-Annam morts dans la colonie (A la mémoire des)..... 650
Culture des arbres fruitiers à Chapa (La)..... 556
Ecole professionnelle à Haïphong (création d'une)..... 721
Exportations de minerais du Tonkin en 1912 (Les)..... 524
Haïphong (Mouvement du port d')..... 484
Illipé au Tonkin (L')..... 760
Industries (Nouvelles)..... 650
Inondations (Les).....589 et 682
Maïs au Tonkin en 1913 (Le)..... 761
Riz (Récoltes prématurées de)..... 760
Triangulation du delta du Tonkin (La)..... 799
Vols de café (Contre les)..... 650

Etablissements français dans l'Inde.

Actes officiels..... 620
Budget de l'exercice 1914..... 800
Bureaux de bienfaisance (Création de)..... 620
Droits de port et de navigation..... 556
Juge suppléant à Chandernagor (Création d'un poste de).. 556
Maison d'arrêt (Création d'une)..... 620
Règlement de l'exercice 1912..... 800

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie.

Actes officiels..... 485, 651, 721, 761 et 874
Budget de 1911 (Règlement du)..... 761
Café pendant les trois premiers trimestres 1912 et 1913 (Exportations de)..... 874
Carrières (Règlement sur l'exploitation des)..... 722
Chemin de fer (Travaux du)..... 874
Concessions (Régime des) : arrêté du 22 août 1913..... 485
Ecole normale indigène..... 524
Laboratoire de microbiologie (Création d'un)..... 524
Minerais : Exportations pendant le 1er trimestre 1913..... 485

Pages

— Exportations pendant les 6 premiers mois de 1913. 722
— Exportations pendant les 9 premiers mois de 1913. 874
Mission de M. Lang en Australie..... 761
Port de Nouméa (Outillage du)..... 874
M. Tambour, officier de la Légion d'honneur..... 567
Taxes minières (Revision des)..... 620
Usine de conserves (Une nouvelle)..... 874

Nouvelles-Hébrides.

Actes officiels..... 485
Eruption volcanique..... 874
Opium (Interdiction de la vente de l')..... 557
Pétition (Une)..... 524

Etablissements français de l'Océanie.

Actes officiels.....722, 799 et 875
Chambre de commerce..... 875
Commerce : Mouvement commercial de la colonie en 1912. 485
— Surveillance des navires à vapeur..... 620
— Construction de phares entre Panama et Tahiti. 762
Monopole du pavillon..... 800
Pétrole et les hydro-carbures (Réglementation concernant le). 722
Phosphates de Makatea (Exportation des)..... 761
Port de Papeete : Motion du Conseil d'administration..... 651
— (Le projet d'amélioration du)..... 814
Subvention au service d'agriculture..... 556
Vanilles (Détaxe des)..... 557
Vanille (Nouvelle réglementation concernant la)..... 875

ÉTRANGER

Chine.

Choses de Chine.....565 et 666
Chine et le Japon (La)..... 629
Président de la République chinoise (Le)..... 694
Coup d'État de Yuan Chi Kaï (Un)..... 775

COLONIES ÉTRANGÈRES

Possessions allemandes.

Généralités. — Un quart de siècle d'histoire coloniale.... 463
— Concours sur un sujet colonial..... 539
— L'alcool dans l'Afrique allemande..... 601
— La crise du caoutchouc..... 667
— Les maladies infantiles chez les indigènes. 695
— La loi sur la nationalité allemande..... 737
— Souscriptions au profit des missions..... 777
— La télégraphie sans fil est entre l'Allemagne et ses colonies..... 777
— La culture des plantes oléagineuses..... 777
— Les négociations coloniales anglo-allemandes..... 776
— Budget du ministère des colonies. — Budget des diverses colonies pour 1914..... 851
— Commerce des colonies en 1912..... 853
Cameroun. — La question des chemins de fer..... 464
— La Session du Conseil de gouvernement... 539
— La maladie du sommeil..... 540
— La navigabilité du Njong..... 541
— Vœux et espérances des colons..... 668

		Pages
—	Le voyage ministériel	696
—	Les droits de douane sur le caoutchouc	817
Sud-Ouest. —	Développement économique	503
—	Le commerce en 1912	738
—	Les Allemands dans l'Angola	738
—	Travaux publics	738
—	Les colons, les indigènes et la métropole	817
Afrique Orientale. —	La Session du Conseil de gouvernement	504
—	Le chemin de fer de l'Urundi-Ruando et le prolongement de la ligne Nord	505
—	L'œuvre du Comité économique colonial. Le coton	569
—	Développement de la colonie, d'après un rapport anglais	738
—	Le chemin de fer du Tanganyka et le Congo belge	739
—	La mentalité des indigènes	777

Possessions britanniques.

Nigeria. —	L'administration de la Nigeria méridionale	573
—	Les nouveaux chemins de fer	635
Union sud-africaine. —	La grève du Rand	506
—	Mort de M. Sauer	543
—	La prospérité commerciale et agricole	634
—	Le nouveau cabinet Botha	669
—	Le rapport annuel des chemins de fer	742
—	Les grèves du Natal et la question hindoue	
—	819 et	853
Nyasaland. —	Le commerce extérieur	670
Est africain anglais. —	Le contrôle de Zanzibar	507
Egypte. —	Réforme de la loi organique et de la loi électorale	541
—	La question des capitulations	604
—	La culture du tabac	854
—	Le développement du Soudan	854
Canada. —	Commerce et chemins de fer	506
—	Le recensement	507
—	Les progrès de l'Ouest	669
—	Une élection partielle : échec du candidat libéral	741
—	La presse canadienne	741

		Pages
Canada. —	Le rapport de Sir S. Hamilton sur l'organisation militaire	741
—	La population du Dominion	741
—	Réformes administratives	855
Terre-Neuve. —	Les élections générales : une victoire gouvernementale	779
Colombie-anglaise. —	Le développement des voies ferrées.	635
Inde anglaise. —	Le commerce du blé	463
—	Le commerce de l'Inde avec les pays étrangers	465
—	La nouvelle Delhi	634
—	La récolte du coton	634
—	Les chemins de fer en 1912	669
—	Crimes politiques	697
—	Le commerce de l'Inde	698
—	L'agitation musulmane	698
—	La Mission de M. Lionel Abrahams	740
—	Le nouveau commandant en chef	740
—	Démission des présidents de l' « All India Moslem League »	778
Asie Anglaise. —	Le commerce extérieur des « Straits Settlements »	855
Australie. —	Un nouveau ministère	466
—	La question des habitations	466
—	Un édifice à Londres de la Fédération australienne	543
—	La colonisation du territoire du Nord	543
—	Réformes administratives	571
—	Résultats des élections générales	571
—	Le referendum sur la constitution	571
—	Finances publiques	605
—	La politique du nouveau ministère : la défense nationale	670
—	Le budget australien	699
—	La situation économique	699
—	La population du Commonwealth	779
—	Finances publiques et commerce	821
Nouvelle-Zélande. —	Les finances néo-zélandaises	572
—	Le commerce néo-zélandais	605
—	La politique navale et la défense impériale.	740
—	Bill de défense navale : la croisière du « New-Zealand »	855

PARIS. — IMPRIMERIE LEVÉ, 17, RUE CASSETTE.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 JANVIER 1913. — N° 1.

Ll 18-1-13

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC—PARIS. — *Code :* A. Z. *français.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE : SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. — Discours prononcé par M. MERLIN, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, au banquet de l'Union coloniale du 18 décembre 1912..... 1

II. LE RÉGIME DOUANIER DES COLONIES : UN DISCOURS DE M. THIERRY..... 7

III. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Un premier abus réformé au Maroc..... 8
Un autre abus à réformer..... 9
Le commerce marocain..... 9
L'avenir du port d'Alger..... 9
Encore la question de la vie chère en Tunisie..... 10
La Guadeloupe et le canal de Panama..... 10

IV. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 11
Possessions britanniques..... 13

V. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La colonisation japonaise. — J. ANCEL..... 16

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 18

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 22

VIII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 23

L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Son développement économique.

L'*Union coloniale française* a repris, le 18 décembre dernier, la série de ses dîners mensuels par un banquet offert à M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, qui, devant un brillant auditoire, a fait un éloquent exposé de la situation de cette colonie.

A l'issue du banquet, M. Chailley a pris la parole en ces termes :

MESSIEURS,

Je vous demande la permission d'adresser les remerciements de l'*Union coloniale* à M. le président de la Chambre, qui, sollicité ce soir par tant d'assemblées où l'on souhaitait sa présence, a bien voulu choisir la nôtre, se rappelant qu'il a été l'un des collaborateurs de l'*Union coloniale*, et en même temps qu'ayant quitté, depuis si peu de temps, la présidence de la Commission des Affaires extérieures, il savait trouver ici, pour lui souhaiter la bienvenue, deux de ses vice-présidents, mon ami Albin Rozet et moi-même. (*Applaudissements.*)

Je donne la parole à M. le gouverneur général Merlin.

Discours de M. MERLIN,

Gouverneur général de l'Afrique équatoriale française.

MESSIEURS,

Permettez-moi tout d'abord d'adresser mes remerciements à l'*Union coloniale* et à mon ami M. Chailley, qui a bien voulu prendre l'initiative de cette soirée. Je retrouve à l'*Union coloniale* l'accueil que j'y ai toujours reçu, un accueil plein de bienveillance, plein de sympathie, l'accueil que l'on fait à tous ceux qui veulent bien se consacrer à l'œuvre coloniale sur quelque point du globe que ce soit.

Permettez-moi aussi d'offrir le témoignage de mon remerciement à M. le président de la Chambre, qui a bien voulu honorer cette soirée de sa présence. Je remercie aussi tous les amis que je vois autour de cette table, amis du Parlement, collègues dans les fonctions publiques et aussi amis précieux qu'au cours de ma carrière coloniale j'ai trouvés dans les milieux du commerce et des colons.

MESSIEURS,

M. Chailley m'a prié de vous entretenir ce soir de l'Afrique équatoriale. Il y a quatre ans déjà, il m'avait fait la même invitation, et j'ai eu l'honneur de parler devant les membres de l'*Union coloniale* de cette colonie qui s'appelait alors le Congo français. Je vous parlais de mes espoirs, parce que je la connaissais déjà, que je l'avais vue quelque dix ans auparavant, et je vous disais tout ce que je projetais d'y faire.

Aujourd'hui, après quatre ans d'efforts, ces espoirs se sont changés en des certitudes. J'avais trouvé une colonie qui, par suite d'une mauvaise fortune dont tout à l'heure nous examinerons les causes, se trouvait en déficit constant dans ses budgets, dans un marasme économique qui semblait ne pas devoir finir. Le graphique du commerce descendait chaque année, et chaque année le budget se soldait par une perte nouvelle; il fallait faire appel à la caisse de réserve, et la caisse de réserve était bientôt épuisée.

Depuis lors, les temps ont changé. Tout l'arriéré que j'ai trouvé en 1908 a pu être liquidé; la colonie a retrouvé toute la force de sa jeunesse; elle se retrouve aujourd'hui organisée et peut considérer l'avenir avec sérénité.

En 1908, les budgets laissaient un déficit constant et la charge du budget général seul s'élevait à près de 900.000 francs. Aujourd'hui, ce déficit est non seulement éteint, tous les comptes en retard ont été réglés, mais l'année dernière la colonie a pu verser à la caisse de réserve 700.000 francs, et cette année elle versera encore davantage.

Tous les budgets locaux se sont soldés l'exercice dernier en excédent et se solderont cette année avec des excédents supérieurs.

Voilà certes une situation financière qui a singulièrement changé et qui permet, comme je le disais tout à l'heure, d'engager l'avenir. Etais-je donc doué d'une baguette magique pour apporter en un si court espace de temps un changement aussi radical dans l'état du pays? Je ne le crois pas. La seule chance que j'aie eue, c'est d'attirer l'attention de la métropole sur cette colonie trop longtemps abandonnée. La métropole, qui était occupée sur tous les points du globe depuis de nombreuses années, avait dû sérier les efforts qu'elle faisait en faveur de ces filles qu'on appelle ses colonies et avait réservé pour plus tard l'Afrique équatoriale française.

En 1908, j'ai montré à la métropole quels étaient les dangers d'une semblable politique. La politique de délaissement, d'indifférence, ne mène jamais à des résultats heureux et peut au contraire conduire aux surprises les plus pénibles et les plus onéreuses.

C'est alors, que avec l'aide des pouvoirs publics, du gouvernement de l'époque, du ministre des Colonies, avec l'aide, je puis dire très chaud, de la Commission des affaires extérieures présidée par M. Deschanel, j'ai obtenu du Parlement et du gouvernement, deux choses : d'abord, qu'on consentît à mettre en Afrique équatoriale les effectifs d'occupation nécessaires ; ensuite, qu'on donnât à la colonie les premières sommes nécessaires pour étudier un programme d'outillage économique.

En 1909, on commença à augmenter les effectifs de la colonie; le Parlement vota un emprunt de 21 millions pour permettre à la colonie d'étudier les grands travaux à faire. Le programme que j'avais établi à ce moment n'était, en somme, qu'un programme en partie emprunté aux délibérations de la Commission présidée par M. de Lanessan, en 1906, programme qui avait été esquissé dans ses grandes lignes par celui qui a été un de nos maîtres en matière coloniale et qui est ici présent, M. Roume. C'est donc en 1909, dans ces conditions, que j'ai repris la colonie.

Les résultats de la politique nouvelle adoptée par le gouvernement n'ont pas tardé à se faire sentir : le pays étant enfin occupé, a tout de suite montré ce qu'il pouvait donner; le commerce est devenu plus actif puisque les transactions commerciales devenaient plus sûres dans les pays nouveaux. Le budget, qui est le reflet exact du mouvement commercial dans un pays neuf, s'est rapidement élevé et, sans nouvelles impositions pour ainsi dire, il est arrivé aujourd'hui au chiffre d'environ 6 millions. L'ensemble des budgets, qui n'était naguère que de 8 à 9 millions, est aujourd'hui de 12 millions. Si le progrès qui s'est produit au cours des trois dernières années se continue, et il n'y a pas lieu d'en douter, si les conditions d'existence de la colonie ne sont pas changées, l'ensemble des budgets ne manquera pas d'atteindre dans une dizaine d'années près de 40 millions, et le budget général lui-même entrera dans cette somme pour 16 à 18 millions. C'est une situation excessivement bonne.

Voilà un pays qui, pendant de nombreuses années, avait été délaissé par la métropole, où il n'avait été fait aucun effort, et qui arrive par lui-même à se tirer d'affaire et à montrer à la mère-patrie ce dont il est capable dans l'avenir.

Pendant que l'on procédait à la réorganisation administrative et financière du Congo, des missions d'études étaient chargées de relever le programme des travaux à exécuter pour doter la colonie du premier outillage économique qui lui était nécessaire. Ces missions d'études ont terminé leurs travaux tout récemment. Aujourd'hui, un projet d'emprunt est soumis à l'examen du gouvernement et sera prochainement présenté au Parlement. Il comporte trois séries de travaux :

La première est la plus importante : c'est la construction des voies ferrées. Il n'est pas de pays neuf qui progresse sans voies ferrées. Si, à la conquête, le fil télégraphique doit être aussitôt posé pour permettre à la conquête de s'affermir, on peut dire que l'essor économique du pays n'est terminé que par la construction des voies ferrées. Les voies ferrées ont manqué et manquent au Congo français. L'Afrique occidentale n'a connu les belles années qu'elle vit aujourd'hui, que lorsqu'un programme de grands travaux publics lui a été donné par l'éminent administrateur qu'est M. Roume. Il n'y a pas lieu de douter que le jour où l'Afrique équatoriale sera dotée des voies ferrées qui lui sont nécessaires, elle entrera dans la même voie et que, peu d'années après être dotée de son outillage économique, elle donnera à la métropole des satisfactions pour le moins égales — je dirais presque supérieures — à celles que lui donne actuellement l'Afrique occidentale française.

Les voies ferrées nécessaires, indispensables au premier essor de l'Afrique équatoriale, sont au nombre de trois. L'une, au sud, partant de Pointe-Noire pour gagner Brazzaville et permettre à tous les territoires qu'arrose le magnifique bassin du Congo et de ses affluents, de se déverser vers la côte. Cette voie, qui aboutira à un port en eau profonde, concurrencera, a-t-on dit, le chemin de fer belge. Je ne le crois pas. Chacun de ces chemins de fer pourvoira à sa tâche; ils ont deux buts différents et tous deux peuvent satisfaire, sans se nuire l'un à l'autre, à la tâche qui leur

est assignée. Le chemin de fer français a, cependant, sur le chemin de fer du Congo belge, de nombreux avantages; il traverse tout d'abord de larges plaines où sont nombreux les bouquets de palmiers à huile et où, d'autre part, toutes les cultures secondaires, c'est-à-dire le cacao, la vanille, le café, les épices, croîtront avec facilité et pourront se développer à l'infini. Sorti de ces plaines, il arrive dans le massiif montagneux et forestier du Mayombe, dont tous les bois peuvent être acheminés vers la côte. Vous citerai-je ce que peut donner le commerce des bois? Il y a quatre ans, Cap Lopez expédiait 40.000 tonnes de bois; cette année il en expédie 150.000 tonnes, et non pas seulement des bois précieux, mais des bois de toutes espèces, pouvant servir à la charpente, au gros œuvre. Au sortir du Mayombe, le chemin de fer atteint les gîtes miniers qui s'étendent de la vallée de Mboko-Songo jusqu'à la rivière Djoué, jusqu'aux gîtes de Reneville. Il y a là un immense placer de cuivre qui, d'après tous les renseignements que je puis avoir, est certainenent fort riche: il n'est pas en exploitation aujourd'hui, sauf sur certains points où de hardis colons ont commencé les travaux, mais le jour où le chemin de fer pourra apporter à pied d'œuvre le gros outillage qui est nécessaire à la reconnaissance et à l'exploitation des mines, il est certain qu'il y aura là un objet de trafic important pour le chemin de fer de Pointe-Noire à Brazzaville.

Enfin, le chemin de fer aboutit à Brazzaville, où il recevra tout le transit du haut fleuve. Or, si je ne parle que du transit actuel et français, qui passe par Brazzaville pour s'acheminer par le chemin de fer du Congo belge, il apparaît que nous sommes les clients de ce dernier chemin de fer pour près de 5 millions par an. C'est là un chiffre important.

Tel est le premier chemin de fer qu'il faut faire. Mais il y en a un autre, qui est non moins important, c'est celui qui doit relier le bassin de l'Ogooué au bassin de l'Ivindo, affluent de l'Ogooué. L'Ivindo, dans sa partie basse, n'est pas navigable, mais dans toute sa partie amont, c'est un fleuve à nombreux affluents qui tous sont navigables dans la plus grande partie de leur cours. Il importe donc de relier ces parties navigables de l'Ivindo à la partie navigable aval de l'Ogooué. Il y a à construire un chemin de fer de 360 à 370 kilomètres, qui nous permettra d'amener dans l'Ogooué, à Cap Lopez, tout le trafic du bassin du haut Ivindo. Vous allez voir de quel intérêt est ce chemin de fer : il fera dépendre économiquement de nous et de nos ports toute une région qui vient d'être politiquement cédée à l'Allemagne.

Toute la région du haut Ivindo a été, par les derniers traités, cédée à l'Allemagne, et en faisant ce chemin de fer, tous les produits de cette région viendront se déverser sur l'Ogooué et sur Cap Lopez, tandis que s'il ne se fait pas, ces produits iront de plus en plus vers le port allemand de Kribi.

Si nous ne faisons pas ce chemin de fer, il y a, en outre, de grandes chances pour que les Allemands n'abandonnent pas la vague idée qu'ils ont de construire une voie ferrée se dirigeant vers le Sud et vers la Sangha.

Il s'agit donc là, non seulement de travailler, mais de travailler vite.

Enfin, il est un troisième chemin de fer qui a une importance politique de premier ordre et une importance économique peut-être moins grande que les autres, mais cependant certaine : c'est le chemin de fer qui est destiné à relier le bassin de l'Oubangui au bassin du Chari et du Tchad. C'est notre voie de ravitaillement vers le Tchad. Or, de par les traités, nous ne possédons pas de voie de ravitaillement uniquement française par le Tchad, nous sommes obligés de ravitailler le Tchad par la Nigeria et la voie du Tchad, ou par la Nigeria, la Benoue, le Logone et le Chari. Ces deux voies ont le grand désavantage de traverser des territoires étrangers, dont on peut nous fermer la porte suivant l'état des relations diplomatiques — nous l'avons vu en certains cas — tandis que le jour où nous aurons le chemin de fer allant de Bangui à Crampel, nous serons assurés d'avoir, à toute époque, notre voie de ravitaillement, vers les territoires du Tchad, complètement libre.

Dans le projet d'emprunt que j'ai eu l'honneur de soumettre au gouvernement sont aussi inscrits les ports qui jalonnent ces lignes, ceux de Pointe-Noire, Brazzaville et Bangui, ceux de Lopez, de N'Djolé et le port de Libreville qui aujourd'hui se trouve tout voisin de la frontière et qui doit être l'objet d'une particulière attention de la part de la métropole. (*Applaudissements.*)

D'autres travaux ont été prévus au projet pour l'amélioration du delta de l'Ogooué, qui est un des plus intéressants qui soient par le nombre de ses voies navigables, et parce que, se trouvant en plein pays forestier, le nombre des aroyos qui le sillonnent permet à l'exploitation des bois de se faire dans les meilleures conditions.

Le fleuve, qui reliera les voies ferrées de Pointe-Noire à Brazzaville et de Bangui à Crampel, doit recevoir aussi les aménagements nécessaires. Il est là un point particulièrement délicat, c'est le point de Zinga. Aux termes de la convention du 4 novembre, les Allemands ont pris jour sur le fleuve au point dit de Zinga. Si les aménagements que je préconise sont exécutés — et ils consistent en un chenal d'une centaine de mètres qui permettra aux bateaux de 1 m. 20 de passer en toute saison pour gagner Bangui — le jour que les Allemands prennent sur la rivière Oubangui sera de peu d'importance pour nous; nous pourrons passer devant chez eux — le Congo et l'Oubangui sont des fleuves neutralisés où ils ne peuvent élever aucune fortification — allant jusqu'à Bangui, dans nos territoires, sans avoir aucune inquiétude. Ce sont donc des aménagements qui, en même temps qu'ils répondent aux besoins économiques du pays, répondent aussi aux nécessités politiques de l'heure présente. (*Applaudissements.*)

En outre, je prévois quelques constructions administratives et notamment l'établissement d'une station agricole au Gabon, dont le besoin se fait le plus sérieusement sentir. Nous n'avons au Gabon aucun élément d'instruction agricole dans un pays qui, par la nature de son sol et de ses productions est un pays essentiellement agricole; il est donc de toute nécessité de le doter des éléments de recherches, des éléments d'instruction qui lui sont absolument nécessaires.

Je n'ai pas non plus négligé de prévoir les écoles utiles à la population, car lorsque nous nous installons dans un pays, nous nous y installons — je crois qu'on a sur ce point de nombreuses théories — par ce besoin d'expansion qu'a tout peuple bien vivant de s'étendre au dehors ; nous allons chez les indigènes primitifs qui ne savent pas mettre en valeur le sol qu'ils détiennent pour le leur apprendre ; nous devons les associer à notre œuvre et nous devons compenser en quelque sorte la mainmise qu'au nom des intérêts supérieurs de l'humanité nous sommes obligés d'imposer au pays, par l'éducation plus rapide que nous leur

donnons pour leur permettre de monter plus rapidement dans l'échelle sociale.

Je ne crois pas qu'on puisse nous disputer le droit d'aller dans les pays où la terre est inexploitée pour la mettre en valeur, mais il faut que nous ne perdions pas de vue la compensation que nous devons aux autochtones. Il faut d'abord améliorer leurs conditions d'existence, leur apprendre ce que c'est que l'hygiène, et aussi dégrossir leur esprit pour leur permettre d'arriver peu à peu à se rapprocher de nous et à cesser de demeurer des êtres primitifs comme ceux de l'Afrique équatoriale dans bien des points, pour devenir des individus pensants et conscients.

L'ensemble des travaux que j'ai prévus au projet d'emprunt actuellement soumis à M. le ministre des Colonies s'élève à une somme qui varie entre 172 et 175 millions. Cette somme représente une lourde annuité, une annuité qui ira dans les environs de 7 à 8 millions par an. Je vous ai montré tout à l'heure la marche qu'avait suivie la colonie depuis quelques années ; je vous ai dit ce qu'étaient ses budgets il y a à peine un lustre, ce qu'ils sont aujourd'hui, et ce qu'on peut prévoir qu'ils seront dans dix ans. Dans dix ans, la colonie pourra prendre à sa charge tous les services de l'annuité de l'emprunt. Jusque-là, elle aura besoin du concours de la métropole. La métropole devra faire vis-à-vis d'elle ce que font des parents prudents, avisés, quand ils établissent leurs enfants, c'est-à-dire qu'ils leur donnent ce qui leur est nécessaire pour s'établir ; après avoir constaté qu'ils peuvent compter sur leur bonne volonté et sur leurs moyens, ils leur disent : je vous fais cette avance, vous me la rembourserez plus tard.

Je demande donc à la métropole de faire à la colonie l'avance des annuités qui lui seront nécessaires pour satisfaire à la création de son outillage économique. La métropole, je n'en doute pas, par toute la sympathie qu'elle a montrée depuis quelques années à la colonie, n'hésitera pas à donner cette aide à la colonie ; elle reconnaît aujourd'hui que trop longtemps elle l'a abandonnée, que trop longtemps elle l'a livrée à elle-même à une époque où elle ne pouvait pas se suffire, où elle se débattait dans ce dilemne : chercher des ressources pour occuper le pays ; occuper le pays pour trouver des ressources.

La métropole a, en 1908, changé complètement son orientation politique ; aujourd'hui elle semble disposée à continuer dans la voie où elle s'est engagée en 1908 et à faire pour la colonie cet effort que réclame sa situation. Notez bien que la colonie ne demande ici aucune aumône ; elle demande cette assistance qui lui permettra de préparer l'avenir et pas autre chose. La métropole en agissant de la sorte fera d'ailleurs ce qu'elle doit. Elle le doit comme un père de famille ; elle le doit en vertu de son titre de nation souveraine, elle l'a d'ailleurs fait pour les autres colonies ; elle a aidé ainsi l'Afrique occidentale et Madagascar.

J'ai relevé les sacrifices... l'argent qu'elle a mis à la disposition de Madagascar et de l'Afrique occidentale depuis tantôt douze ans. Elle a donné à Madagascar et à l'Afrique occidentale près de 500 millions. Pendant le même espace de temps, elle n'a pas donné 60 millions à l'Afrique équatoriale. Ne vous étonnez donc pas que l'Afrique équatoriale ne soit pas dans le même état de développement que l'Afrique occidentale et Madagascar. Là où l'effort n'a pas été le même, le résultat ne peut pas être le même.

Mais qu'on fasse pour l'Afrique équatoriale un effort bien moindre que celui qui a été fait pour Madagascar et pour l'Afrique occidentale, qu'on l'aide dans la mesure que je viens d'indiquer, et je me porte garant que dans l'espace de dix à quinze ans l'Afrique équatoriale donnera à la métropole des satisfactions bien supérieures à celles des autres colonies. Le pays est en effet extrêmement riche ; son commerce, qui est aujourd'hui de 45 à 47 millions, bien que la métropole ait fait fort peu pour lui, comporte toutes les variétés. Quand nous y sommes arrivés, nous avons trouvé l'ivoire accumulé par les chefs noirs ; nous avons trouvé une forêt pleine de nombreux gîtes à caoutchouc certainement bien plus riches que ceux de l'Afrique occidentale ; enfin, une nouvelle exploitation est en train de se créer, c'est celle de la magnifique forêt de l'Afrique équatoriale. Les bois que nous pouvons exporter sont aussi intéressants que ceux de la Russie et des Etats-Unis ; les palmistes sont aussi nombreux que dans les pays d'Afrique occidentale, au Dahomey où s'en fait une grosse exportation. Le jour où on voudra bien venir les chercher on pourra en faire un gros commerce ; le cacao vient à merveille. San Tomé, d'ailleurs célèbre dans le monde entier, n'est qu'une parcelle détachée du Gabon.

Enfin, ce pays se trouve très fortement minéralisé ; il a des gîtes de cuivre et je crois bien aussi des gîtes d'étain à 300 kilomètres de la côte, alors que le Congo belge va chercher les siens à 1.200 et 1.400 kilomètres, au Katanga. Vous voyez combien ce pays est doté généreusement par la nature. Quelle est donc la cause du retard qu'il a sur les autres colonies? C'est l'indifférence de la métropole, ce sont les difficultés qu'il a rencontrées à sa naissance. Il a été soumis par les hommes à des régimes particuliers : l'acte de Berlin, l'acte de Bruxelles, des régimes douaniers qui n'étaient peut-être pas ceux qu'il lui fallait : le régime de 1892 au Gabon, le régime restrictif différentiel dans le bassin conventionnel; un régime économique qui, limité, pouvait présenter des avantages, mais qui trop étendu a fait apparaître bien des défauts.

Enfin, le pays peu à peu enlève les bandelettes dont on l'a enserré, il se libère des servitudes qui lui avaient été imposées; nous avons dénoncé le protocole de Lisbonne qui était la conséquence immédiate de l'acte de Bruxelles. On se propose de distraire le Gabon du régime de 1892. J'estime que ce pays peut arriver à reprendre sa vie économique pleine, qu'il est appelé par ses richesses à un essor insoupçonné.

MESSIEURS,

C'est plein d'une confiance dans l'avenir de ce pays que je vous parle et que j'interviens auprès des pouvoirs publics en sa faveur. Je ne doute pas qu'on fasse pour lui l'effort nécessaire, et la métropole se félicitera dans quelques années d'avoir donné à cette colonie l'outillage qu'il lui fallait et de la voir en pleine prospérité. La République aura ainsi ajouté un nouveau fleuron à sa couronne coloniale ; elle aura ainsi fait pour la France quelque chose de plus; on peut dire que c'est à l'expansion coloniale que la France a dû au lendemain des événements de 1870 son renouveau. C'est le jour où elle est redevenue une puissance coloniale qu'elle a pris de nouveau conscience de sa vitalité et de sa force et qu'elle a pu reprendre dans le concert européen et dans le monde la place qu'elle avait momentanément quittée. Aujourd'hui, où cette place devient considérable dans le concert européen,

où sur tous les points du monde elle se trouve en contact avec les plus grandes puissances européennes, on peut être fier de l'œuvre coloniale.

Permettez-moi de finir ici par où j'ai commencé et de dire que les ouvriers de la première heure, comme l'*Union coloniale*, ont grandement à se féliciter de la perspicacité des chefs qui les ont conduits et qu'on doit se réjouir d'avoir trouvé, quelques années après la défaite, des hommes de foi et d'énergie assez fortes pour créer la France d'outre-mer. (*Applaudissements prolongés.*)

Allocution de M. CHAILLEY.

MESSIEURS,

Je crois ne rien exagérer en disant que le discours que nous venons d'entendre est tout à fait convaincant, et être votre interprète à tous, non pas seulement en remerciant M. le gouverneur général Merlin, mais en lui disant qu'il a bien placé, en parlant devant nous d'abord, sa première adresse au pays concernant ses projets d'emprunt. En vérité, mon cher gouverneur général, vos paroles ont touché un public excellent. Il y a ici la plupart des hommes qni sont capables d'aider à votre succès et de préparer l'opinion du pays et du Parlement: d'abord la presse; personne ici ne me contredira si j'affirme que tout ce qu'il y a de considérable dans la presse coloniale est ici représenté ; ensuite des hommes qui connaissent le sujet et qui sauront défendre devant l'opinion la thèse que vous avez soutenue ; tous ceux qui vous suivent depuis si longtemps, tous ceux qui sont attachés à la fortune du Congo et qui, comme vous, le mettent très haut dans leur opinion, sachant que, si c'est présentement l'une des plus pauvres de nos colonies, ce sera peut-être la plus riche dans l'avenir. Vous avez votre ancien chef et maître, M. Roume ; vous avez M. Albin Rozet, premier vice-président de la Commission des Affaires extérieures ; mon collègue et ami M. Veillat qui dirige avec tant d'autorité les travaux de la section congolaise à l'*Union coloniale* ; le Benjamin du Sénat et à la fois le Nestor de cette assemblée, M. Bérenger ; et enfin, à côté de vous, le président de la Chambre, que je salue et remercie encore.

Ce sont là beaucoup d'atouts dans votre jeu. L'un des meilleurs de ces atouts c'est, — vous nous l'avez indiqué, — que nous avons une revanche à prendre dans ce pays, que nous sommes au Congo menacés par la concurrence d'un des peuples les plus entreprenants du monde, le plus hardi dans ses décisions le plus actif dans l'exécution. L'expérience, récente et douloureuse, nous a avertis ; nous ne permettrons pas que dans ce Congo, qui reste encore quelque chose de magnifique, on ne nous laisse pas prendre notre revanche. Pour la présenter, à nous de nous mettre rapidement en mesure d'attester devant le monde entier ce que nous savons faire quand une fois notre volonté est arrêtée.

J'ose espérer qu'elle le sera rapidement. Cela ne dépend que d'un homme que le Parlement suivra, c'est le ministre des Colonies. Qu'il vienne devant le Parlement, qu'il dise hautement ce que vous avez dit ici, qu'il indique la nécessité pour la métropole de vous venir en aide, qu'il fasse sentir au Parlement que pour ce Congo la métropole n'a jamais rien fait, que le moment est venu de consentir pour le mettre en valeur les sacrifices que l'on consent à l'ordinaire pour conquérir et occuper ; et je ne doute pas que le Parlement ne réponde à la voix écoutée du ministre.

Un éminent journaliste, ce soir, faisait, dans le *Temps*, une remarque bien satisfaisante pour notre amour-propre de coloniaux. Au moment où nous parlons, nos grandes colonies sollicitent du Parlement l'autorisation d'emprunter, sur leurs propres ressources, pour s'outiller, pour s'équiper, pour se mettre à même de lutter économiquement contre leurs concurrents, une somme qui n'est pas inférieure à un milliard de francs, et qui ne demandent — sauf le Congo un peu attardé mais qui rattrapera bientôt le chemin perdu — que la permission de contracter les emprunts et non pas la garantie même de ces emprunts.

Si l'on nous eût dit, à nous qui étions si enthousiastes il y a vingt ans, au moment de la fondation de l'*Union coloniale*, qu'un jour se présenteraient à la fois au Parlement des projets d'emprunts s'élevant à un milliard gagés par les seules colonies, nous aurions souri, comme aussi nous aurions souri si on nous avait dit que notre commerce colonial s'élèverait à 2.500 millions.

Ce sont là des faits considérables que la presse, ici représentée, a le devoir de répandre dans le pays. Le pays ne se rend pas compte de la richesse de nos colonies et surtout de la force inappréciable qu'elles lui donnent.

M. le gouverneur général Merlin avait raison de dire que si, au lendemain de la terrible année 1870, nous n'avions pas eu des hommes qui nous aient lancés hardiment dans la voie des entreprises coloniales, soit conquête, soit occupation, et, ensuite, mise en valeur et outillage, nous ne serions pas aujourd'hui en Europe ce que nous sommes ; nous serions restés un petit peuple avec 500 000 ou 600.000 kilomètres carrés, et 35 à 38 milions d'habitants, ce qui est peu dans les temps modernes. Nous sommes aujourd'hui une grande nation qui a 6 ou 8 millions de kilomètres carrés sous sa domination et, outre ses 39 millions de citoyens, 50 millions de sujets ; qui, par la masse territoriale, par le nombre des hommes, est en mesure de tenir tête aujourd'hui à tous ceux qui la menacent et de tenir très honorablement son rang au milieu des grandes puissances du monde.

Dans un temps où l'on a vu, depuis un quart de siècle, se former peu à peu autour de nous des colosses, où l'on n'a plus affaire autour de soi à des nations de 20 ou 30 millions d'habitants, mais à des masses énormes, à 67 millions d'Allemands, à 160 millions de Russes, à 430 millions de sujets anglais, à 90 millions d'Américains du Nord, on ne pouvait plus songer à se maintenir dans les limites d'autrefois. Nous avons été au XVIII^e^ siècle la plus grande nation de l'Europe, parce que nous étions en même temps la plus puissante, la mieux organisée, celle qui, au cœur de l'Europe, mettait 26 millions d'habitants sous une seule direction. Et c'est pourquoi, pendant plus de cent ans, nous avons dominé le monde.

Depuis lors les autres avaient marché et accumulé des forces énormes. Aujourd'hui, nous avons à peu près rétabli l'équilibre. Nous sommes, avec la conquête du Maroc, assis sur les deux rives de la Méditerranée. Nous sommés 39 millions de ce côté, et sur l'autre rive, dans la seule Afrique du Nord, déjà 15 millions d'hommes solidement encadrés.

Ce que nous avons fait en Afrique du Nord, nous le poursuivons peu à peu dans l'Afrique occidentale et dans l'Afrique équatoriale ; les Transsahariens et les Transafricains nous permettront de relier étroitement des territoires un peu dispersés ; et je salue avec M. le gouverneur général Merlin l'aurore des temps nouveaux où nous verrons, de l'autre côté de la Méditerranée, une très

grande France, solide, compacte, d'un seul morceau, réunie sans que rien ne puisse faire obstacle à son unité par un vaste réseau de voies ferrées, une Afrique que personne ne pourra plus nous disputer, dont la puissance n'autorisera certes personne à dire : lâchons l'Asie pour garder l'Afrique — il faut tout prendre et tout garder — mais masse inattaquable, sûr complément de la puissance française de ce côté-ci de la Méditerranée, bloc capable de faire face à toutes les puissances, à toutes les rivalités, à toutes les hostilités et qui nous permette d'affirmer que les Français, comme leurs ancêtres les Gaulois, ne craignent rien au monde, pas même que le ciel leur tombe sur la tête.

Je remercie en votre nom M. le gouverneur général Merlin. Je lui demande de continuer ses efforts. Je l'engage à ne pas quitter la France avant d'avoir son emprunt voté par les deux Chambres, et je demande à tous ceux qui sont ici de l'aider à réaliser rapidement cette œuvre si importante, qui sera le dernier pas de cette première étape de notre vaste entreprise coloniale. (*Applaudissements prolongés.*)

Avant de donner la parole à M. Merlin, M. Chailley avait prononcé l'allocution suivante :

MESSIEURS,

L'*Union coloniale* n'est pas seulement une grande société, imposante par le nombre de ses membres et considérée pour le sérieux de ses travaux et la discrétion de son attitude; elle est aussi une famille, ou plutôt un groupe de familles, constituées par ses diverses sections, dont les membres, après des années de rapports courtois et agréables, d'idées échangées et de services rendus se sentent attachés par des liens solides et souples les uns aux autres et tous ensemble à l'Union et à ceux qui en dirigent les travaux.

Or l'un de ceux-ci, M. Depincé, a été, en cette année 1912, l'objet, de la part de gouvernement, d'une distinction singulièrement flatteuse : il a été promu officier de la Légion d'honneur. (*Applaudissements.*)

Nous ne sommes pas de ceux qui, tout en désirant la croix, font profession de la dédaigner. Notre ami est heureux de l'avoir reçue, comme il est fier de l'avoir méritée. Et qu'il l'ait complètement méritée, nous sommes dans l'*Union* un millier, et ici une centaine, à l'affirmer.

Deux de nos sections, dont il prépare et coordonne les travaux, sous la haute direction de M. Roume et de M. Eugène Buhan, ont voulu attester leur satisfaction, bien mieux leur joie de cet événement et sanctionner, par leur unanime adhésion, la justice d'une telle distinction allant à un homme dont nous avons tous conscience que ses mérites sont supérieurs à sa fortune. Les membres de ces deux sections et le personnel tout entier de l'Union ont voulu tout à la fois qu'il pût, lui, dans les jours de solennité, attacher à sa boutonnière une croix, dont les diamants lui seront certes moins précieux que le sentiment qu'il les tient d'amis profondément sincères, et que, Mme Depincé, à qui il voudra bien transmettre l'expression de notre souvenir d'affectueux respect, pût, chez elle, dans son salon, réjouir ses yeux et satisfaire le légitime orgueil que lui inspirent les succès de son mari, en contemplant une œuvre d'art, exquis biscuit de Sèvres, offert à eux deux par le même groupe d'amis et d'admirateurs. (*Applaudissements.*)

Je vous prie, Messieurs, de lever vos verres en l'honneur de notre ami et de vous associer au vœu que sa vie lui soit longue et légère. (*Vifs applaudissements.*)

Un autre de nos amis, dont la nomination a coïncidé avec la promotion de M. Depincé, est M. Payen. Nous ne pouvons pas revendiquer M. Payen comme exclusivement nôtre. Il appartient depuis longtemps aux *Débats*, il est secrétaire de *l'Economiste français* et, c'est pour les services qu'il leur a rendus plus que pour ses attaches à l'Union, qu'il a mérité le ruban rouge. Toutefois, il fait, depuis bien des années déjà, parti de la Rédaction de la *Quinzaine Coloniale*, d'abord comme secrétaire, plus tard comme rédacteur. Et il ne nous en voudra pas de saluer sa nomination et de nous en réjouir comme si c'était un succès pour nous-mêmes. (*Applaudissements.*)

Je lève mon verre en l'honneur de M. Payen.

L'assemblée, par ses applaudissements unanimes, a montré combien elle s'associait au flatteur hommage rendu à l'un et à l'autre de ses collaborateurs par le directeur général de l'*Union coloniale.*

M. Depincé, profondément ému, a remercié en termes pleins de délicatesse, disant combien il était touché des témoignages d'estime et de sympathie que lui valait la distinction qui lui est échue.

Il remercia tout particulièrement ceux qui ont eu l'initiative de cette manifestation : « C'est, dit-il, M. Eugène Buhan, qui préside avec tant d'autorité aux travaux de notre Section de Madagascar et des Comores et qui, absent ce soir, est, je le sais, de cœur avec nous. C'est M. le gouverneur général Roume, l'homme éminent, bon entre tous, qui a bien voulu consentir à apporter les trésors d'une expérience administrative et coloniale sans rivale à notre Section indochinoise de l'*Union coloniale* où c'est ma fierté d'être son collaborateur; c'est mon chef, M. Chailley, qui, avec M. l'ambassadeur Harmand, a été mon maître ès-sciences coloniales et dont la bienveillante et libérale direction sait toujours être une aide sans être jamais une entrave. »

M. Depincé a été très applaudi.

Assistaient au dîner :

MM. Louis Augustin, négociant; Gaston Armelin, Jean Bazin, administrateur-directeur de la Société Marseillaise; Gérard Bauer, de l'*Echo de Paris;* O. Beigbeder, président de la Société agricole et industrielle de l'Ogôoué; J.-M. Bel, ingénieur civil des mines, ingénieur conseil de la Société des mines de Djoué; Beaurain, rédacteur au *Matin;* René Blanchard, administrateur de la Société des mines de Djoué, Boulland de l'Escale, Paul Bourdarie, directeur de la *Revue indigène;* Georges Boussenot, rédacteur au *Siècle* et à l'*Action;* Georges Brack, administrateur délégué de la Compagnie française du Haut-Congo; Branet, directeur général des douanes; Brandon, administrateur délégué de la Compagnie commerciale de l'Afrique équatoriale française.

MM. Henry Bérenger, sénateur; Brunet-Millon, de l'*Agence Fournier;* Catoire, administrateur délégué des Grands bazars du Betsileo; J. Chailley, député, directeur général de l'*Union coloniale française;* E. Chautemps, ancien ministre des colonies; A. Challamel, de Chazoulière, Léon Cruchet, sous-intendant militaire des troupes coloniales en retraite; Créqui, fondé de pouvoirs de la Banque française de l'Afrique équatoriale; Auguste Chevalier, chargé de missions; Daujat, E.-N. David; Louis Daussat, de la *Petite Gironde;* Depincé, chef de service à l'*Union coloniale française;* capitaine René Dasté; Octave Diamanti, Durand, de l'*Agence Havas*, Denoual, chef de service à l'*Union coloniale.*

MM. Enders, administrateur-directeur de la Société des mines de Djoué; Joseph Faure, ingénieur; Camille Fidel, secrétaire

général de la Société des études coloniales et maritimes ; A. Frick, administrateur délégué de la Société des plantations d'Assuku ; Louis Godard, directeur de la Compagnie générale du Maroc ; William Guynet, délégué du Congo au Conseil supérieur des colonies.

MM. Armand Guillain, administrateur de la Bienhoa industrielle et forestière ; Getten, administrateur-directeur général de la Compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan ; Jules Harmand, ambassadeur honoraire ; Fernand Hauser du *Journal ;* baron Hulot, secrétaire général de la Société de géographie ; Jacta, administrateur délégué de la Société l'Alima, chef d'escadrons Joalland ; Adrien Josse, président de la Banque française de l'Afrique équatoriale ; Jacques Lacour-Gayet, secrétaire général de la Compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma.

MM. H. de Lamothe, gouverneur des colonies honoraire ; Laurier, de la *France ;* Michel Larchain, publiciste ; Lombard-Saint-Cyr, administrateur de la Compagnie française de l'Ouhamé et de la Nana ; Lhotte, rédacteur à l'Agence africaine ; Leprince, administrateur des colonies ; capitaine Lavit, chef de la mission de contrôle du chemin de fer de Brazzaville à l'Océan ; Charles-A. Marande, président de la section havraise de la *Ligue coloniale ;* Paul Marquié, ancien président du Conseil colonial de Cochinchine ; Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française ; Madrolle, explorateur ; Meney, de la *France de Bordeaux ;* Francis Mury, directeur du *Courrier colonial.*

MM. le capitaine Mornet ; Milhe-Poutingon, chef de service à l'*Union coloniale française ;* de Almada Negreiros ; Nouvion, directeur de la Banque de l'Afrique occidentale ; colonel marquis de Nadaillac, commandant d'Ollone ; E. Payen, du *Journal des Débats ;* colonel Patey ; Pierre Pégard ; Georges Poulet, gouverneur du Gabon ; Marcel Ruédel, directeur des *Annales coloniales ;* Roume, gouverneur général honoraire des colonies ; Albin Rozet, député ; colonel Roulet ; Henri Sambuc, avocat à la Cour d'appel de l'Indochine ; Séguin, administrateur délégué de la Société commerciale de l'Ouest-Africain ; Maurice Simon, négociant.

MM. le baron Joseph du Teil, secrétaire général de la Société antiesclavagiste de France ; A. Terrier, secrétaire général du Comité de l'Afrique française ; Henry Tréchot, administrateur délégué de la Compagnie française du Haut-Congo ; Trouillet, directeur de la *Dépêche coloniale ;* Gaston Trélat, directeur de l'Ecole spéciale d'architecture ; Thaly, chef de cabinet du gouverneur du Gabon ; Pol Varton, rédacteur à l'*Eclair ;* G. Veillat, député ; Maurice L. de Vilmorin ; Louis Vignon, professeur à l'Ecole coloniale ; Paul Vivien, directeur de la *Presse coloniale ;* E. du Vivier de Streel, président de la Société agricole forestière et industrielle pour l'Afrique.

LE RÉGIME DOUANIER DES COLONIES

Un discours de M. J. Thierry.

La réforme douanière coloniale devra beaucoup à M. Thierry. L'éminent président de la commission des douanes de la Chambre avait, l'an dernier, prononcé un magistral discours sur ce sujet et nous l'avons commenté. Il est revenu à la charge cette année au cours de la discussion générale du budget des colonies et étant donnée l'importance vitale qu'a pour nos possessions d'outre-mer la solution de cette question, nous allons suivre le député de Marseille dans sa nouvelle manifestation.

***

L'orateur a rappelé que, lorsqu'en 1910, on avait voté la refonte du régime douanier, il avait été décidé que, pendant un an, les nouveaux tarifs ne seraient pas applicables aux colonies. Il a tiré justement argument de cette réserve, pour montrer qu'on était convaincu que l'application immédiate automatique de ces tarifs serait un danger pour les colonies. Au bout de quinze mois, cependant, le tarif douanier fut appliqué aux colonies assimilées. Mais la question ne doit pas être enterrée. Il est impossible que le régime institué en 1892 se perpétue. On a dit alors aux colonies, sans souci de leur situation topographique, vous serez tributaires de la production métropolitaine et vous déserterez tous les marchés situés à vos portes. On pensait étendre peu à peu cette sorte de camisole de force à toutes les colonies. Heureusement aujourd'hui on abandonne cette idée, et comme nous l'avons montré il y a quinze jours, c'est au contraire la catégorie qui, en 1892, était considérée comme exceptionnelle et temporaire, celle des colonies ayant une personnalité douanière, qui est élargie aux dépens de celle des colonies dites assimilées.

***

Nous ne nous arrêterons pas aux dommages causés par le tarif de 1892, nous les avons trop souvent montrés ; mais nous devons féliciter M. Thierry d'avoir ajouté à ce tableau des réflexions dont la justesse devait frapper ses auditeurs. Il a établi d'abord, que le tarif des douanes jouait un rôle considérable dans le budget des colonies, et que par conséquent il y avait intérêt à ce que les colonies reçoivent des objets soumis à des droits non prohibitifs, c'est-à-dire des objets étrangers et cela n'a rien d'inquiétant. A mesure, en effet, que la liberté commerciale d'une colonie lui permet d'accroître ses échanges avec l'étranger, ses échanges avec la France se développent.

***

Nous avons pu signaler, il y a quinze jours, que plusieurs députés coloniaux avaient félicité à la tribune M. Lebrun, du projet officiel qu'il a déposé et qui est relatif au régime douanier colonial. M. Thierry n'a pas manqué non plus de le féliciter de ce dépôt. L'orateur a reconnu que ce projet allait plus loin que n'était allé le projet de la commission interministérielle instituée naguère pour étudier le problème. Cette commission concluait au maintien de l'assimilation — en l'assouplissant toutefois — et à la détaxe complète des denrées dites secondaires : café, cacao, vanille, thé (le sucre et le poivre étant considérés comme denrées primaires), qui payent à leur entrée en France la moitié du droit frappant les marchandises étrangères. M. Lebrun a détaxé les denrées secondaires et il a retiré la Nouvelle-Calédonie et le Gabon du premier groupe pour les verser dans le second. M. Thierry a fait allusion à certaines analyses du projet ministériel, d'après lesquelles les colonies du deuxième groupe ne seraient pas appelées à bénéficier de la détaxe des denrées secondaires et il a déclaré, non sans raison, ne pas comprendre cette distinction ; mais il n'en a pas moins salué avec reconnaissance ce projet ministériel qui a le mérite de nous mettre en face du problème colonial douanier français.

***

La discussion de ce projet fera apparaître les dangers des réglementations et les surprises qu'elles apportent. Le législateur de 1892 a cru faire une magnifique découverte

en établissant un régime qui réserverait aux produits métropolitains le marché colonial; or, ce produit devait un jour inciter les colonies à produire elles-mêmes, dans toute la mesure possible, des produits qu'on ne leur permettait d'acheter que dans des conditions onéreuses. M. Thierry a traité ce côté de la question avec beaucoup de bonheur. Lors de l'assimilation, on a dit aux colonies : « Vous êtes condamnées à ne prendre que des marchandises françaises, grevées de la protection de la distance qui jouera contre vous. » Mais on ne s'est pas contenté de ce discours, on a ajouté : « Vous produisez des denrées spéciales pour lesquelles vous paierez le demi-droit. » M. Thierry a dit : « C'est un langage à la fois inique et inconsidéré. Ce qui manque le plus à nos colonies, c'est le numéraire; si elles en avaient, savez-vous à quoi les conduirait l'application brutale de notre tarif assimilé? A faire de l'industrie comme vous. Et d'ailleurs, j'ai tort d'employer le conditionnel. Déjà l'Indochine, où la puissance d'argent commence à se faire sentir, s'industrialise et notamment des milliers et des milliers de broches y fonctionnent. Vous allez donc amener, par votre système, les colonies à faire concurrence à l'industrie française. » Voilà, en effet, l'aboutissement de la politique protectionniste imposée à nos possessions d'outre-mer; et c'est là une nouvelle preuve des répercussions imprévues qu'ont presque toujours les lois faites pour servir des intérêts ou inspirées par des idées théoriques.

En répondant aux divers orateurs qui ont pris part à la discussion générale du budget des colonies, le ministre a noté que M. Thierry avait, en termes excellents, rappelé les inconvénients du régime douanier actuel, et indiqué que le projet officiel y porterait remède. M. Lebrun n'a pas insisté autrement sur le sujet et il s'est borné à demander à la Chambre d'aborder, aussitôt que possible, la discussion de son projet. Nous espérons que cette prière sera exaucée et qu'avant peu de mois le régime sous lequel nos colonies s'étiolent depuis 1892 aura vécu.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Un premier abus réformé au Maroc. — En assumant le protectorat du Maroc, nous nous sommes chargés d'y établir un gouvernement régulier, et par conséquent, d'y faire disparaître toutes les causes de désordre par lesquelles la nonchalence et l'ignorance des anciens sultans avaient laissé entraver l'exercice de l'autorité publique.

Parmi ces abus, le plus criant, parce que, par les proportions qu'il avait prises, il rend une bonne administration impossible, était celui de la protection.

Quand le Maroc était livré à la barbarie, les puissances européennes s'étaient préoccupées d'y garantir la liberté des auxiliaires indigènes, employés par leurs agents et leurs commerçants. Elles avaient obtenu ce résultat en délivrant à ces auxiliaires indigènes des patentes qui les plaçaient sous leur protection et les soustrayaient à l'action des fonctionnaires et des tribunaux chérifiens. La délivrance de ces patentes avait été réglementée par l'arrangement du 19 août 1863 et par la convention de Madrid du 3 juillet 1880. Aux termes de ces accords, la protection devait être limitée : 1° aux employés et domestiques marocains des légations ; 2° aux employés marocains des consuls, vice-consuls et agents consulaires, sans que le nombre en pût dépasser cinq ; 3° aux sujets marocains qui rempliraient les fonctions d'agents consulaires d'une puissance européenne ; 4° aux Marocains employés par les négociants étrangers sans que le nombre en pût dépasser deux par maison de commerce ; 5° aux sujets marocains qui auraient rendu à une puissance des services exceptionnels sans que le nombre en pût dépasser douze par puissance.

On le voit, ces conventions limitaient très strictement le nombre des gens qui pouvaient recevoir une patente de protection. Si l'on s'en était tenu aux textes, le total en fût resté insignifiant. En réalité, ce total est devenu formidable. D'une part, la qualité de protégé a pour effet de soustraire un Marocain aux caprices de l'administration du pays; et d'autre part, l'usage s'est établi, contrairement aux stipulations précises des accords, que les protégés étaient exemptés des impôts. Autant pour échapper aux charges publiques qu'à l'arbitraire des pachas, les Marocains ont donc recherché avec empressement ces patentes de protection. Et la vente en est devenue une véritable industrie ; industrie pratiquée d'abord par des particuliers européens qui s'en faisaient un moyen de réaliser fortune, car, au lieu de deux protégés auxquels les conventions leur donnaient droit, ils en prenaient des centaines ; industrie pratiquée aussi, il faut le dire, par les représentants de quelques petites puissances qui, étant mal payés par leurs gouvernements, ne s'en faisaient pas moins des traitements considérables en vendant les patentes par milliers. Régulièrement, les listes des protégés auraient dû être communiquées au Makhzen chaque année. Mais les représentants étrangers qui en trafiquaient oubliaient systématiquement de le faire et le Makhzen avait la faiblesse de ne pas réclamer. Il en est résulté que peu à peu, tous les Marocains aisés se faisaient inscrire sur les listes de protection, ne payaient plus d'impôts et devenaient des étrangers qui ne reconnaissaient plus les autorités de leur pays. L'ancien président du Conseil espagnol, M. Canovas del Castillo, a résumé un jour la situation de fait qui était ainsi en train de se créer, par ce trait d'esprit d'une incontestable vérité : « Si, dit-il, l'on continue à prodiguer ainsi les patentes de protection aux Marocains, le sultan risque fort de se réveiller un matin sans sujets. »

Cet État que les protégés formaient dans l'État marocain, ne payant plus d'impôts, privant le pays d'une partie considérable des ressources dont il a besoin pour se développer et rendant illusoire toute espèce d'administration régulière, le général Lyautey a entrepris de le supprimer purement et simplement. Sous son inspiration, le gouvernement chérifien vient de mettre tous les fonctionnaires protégés en demeure d'opter entre leurs fonctions et la protection. En même temps, il a invité les diverses puissances qui sont représentées à Tanger et dans les ports marocains à se conformer dorénavant, pour l'établissement de leurs listes de protégés, aux dispositions de la convention de Madrid. Ce rappel à la loi coupera court à tous les abus qu'une longue période d'inertie avait laissés s'accumuler. Les puissances devront communiquer leurs listes de protection au gouvernement marocain dans le courant du présent mois de janvier, et naturellement le gouvernement marocain ne ratifiera que ce qui est conforme aux accords. Le reste tombera de soi-même. Le nombre des Marocains pouvant jouir de la grande protection sera ramené à douze

par puissance. Il faudra désormais être réellement négociant en gros pour avoir droit à des censaux et le nombre de ces censaux ne pourra plus dépasser deux par maison de commerce. Les associés agricoles ne seront plus assimilés aux censaux. Les protégés ne seront plus exemptés de l'impôt. La protection ne sera désormais accordée qu'après enquête sérieuse. Aucun fonctionnaire marocain ne pourra dorénavant se glisser parmi les protégés. Enfin, les cartes de protection seront à l'avenir, comme le prévoyait la convention de Madrid, contresignées par les autorités chérifiennes aussi bien que par les représentants de la nation protectrice.

Des milliers de Marocains vont ainsi rentrer dans le droit commun. C'est une grosse révolution. Quelle qu'en soit l'importance, ce qui fait qu'elle s'accomplira cependant aisément, c'est que l'Espagne la souhaite autant que nous. Autrefois, les Espagnols ont mésusé plus que personne du droit de protection; à cette époque les abus leur profitaient. Aujourd'hui que leur protectorat s'est étendu sur le nord du Maroc, ces abus sont une gêne pour l'administration de leur zone aussi bien que pour l'administration de la nôtre. C'est pourquoi ils sont complètement d'accord avec nous pour les supprimer.

Un autre abus à réformer. — Il existe encore au Maroc pour les indigènes un autre moyen frauduleux de se soustraire à l'administration chérifienne et au paiement des impôts, c'est la naturalisation irrégulièrement obtenue.

L'article 15 de la convention de Madrid est ainsi conçu :

Tout sujet marocain naturalisé à l'étranger qui reviendra au Maroc devra, après un temps de séjour égal à celui qui aura été régulièrement nécessaire, pour obtenir la naturalisation, opter entre sa soumission entière aux lois de l'empire ou l'obligation de quitter le Maroc, à moins qu'il ne soit constaté que la naturalisation étrangère a été obtenue avec l'assentiment du gouvernement marocain.

Ce texte est formel; aucun sujet marocain ne peut changer de nationalité sans l'autorisation de son gouvernement. Mais le gouvernement chérifien n'a pas plus veillé à l'observation de cette clause qu'à l'observation des clauses relatives à la protection. Et profitant de sa négligence, les juifs marocains se sont fait naturaliser à qui mieux mieux citoyens des Etats-Unis, du Vénézuéla, du Brésil, de la République Argentine et surtout de l'Espagne. Ils allaient passer quelque temps dans les républiques américaines, se faisaient naturaliser aussitôt qu'ils avaient le temps de séjour voulu et revenaient ensuite au Maroc. Ou bien, comme ils descendaient de juifs espagnols expulsés au XV^e^ siècle, ils se faisaient inscrire dans les légations d'Espagne, se faisaient délivrer des passeports constatant leur qualité de ressortissants espagnols, et au moyen de ces passe ports, quand ils revenaient au Maroc ils se faisaient immatriculer dans les consulats d'Espagne. D'autres ne prenaient pas la peine d'aller en Amérique; ils se contentaient de passer quelque temps en Espagne ou aux Canaries, et grâce à la complaisance de certains fonctionnaires subalternes, ils obtenaient des papiers établissant leur nationalité espagnole. Souvent même le séjour n'était que fictif; il y a aux Canaries un juif qui est célèbre par l'ingéniosité avec laquelle il remplit toutes les formalités nécessaires à la place des postulants absents.

Pour se créer une clientèle au Maroc, l'Espagne a longtemps favorisé ces fraudes; il s'est même formé à Madrid deux sociétés, le *Centre juridique* et l'Association *Hispano-hébraïque* qui se donnent pour but de faire naturaliser en masse tous les Israélites du Maroc. D'après elles, ces juifs descendant des juifs expulsés d'Espagne au XV^e^ siècle n'auraient pas cessé d'être Espagnols. En se réclamant de l'Espagne, ils ne feraient qu'affirmer un droit qu'ils n'auraient jamais perdu. Cette thèse ne tient pas debout, car le décret d'expulsion de 1492 a été confirmé à plusieurs reprises et en dernier lien en 1827; les liens de souveraineté entre l'Espagne et les juifs qu'elle a chassés ont donc été rompus par la volonté de l'Espagne elle-même. Mais, pour échapper à l'impôt, les juifs marocains n'en n'ont pas moins essayé de revenir à la nation qui les avait si maltraités. Les deux sociétés espagnoles ont réussi à faire naturaliser sur une simple demande des intéressés plusieurs centaines de familles israélites et même quelques familles musulmanes parmi les plus riches et les plus influentes. Les abus de la protection tendaient à retirer au sultan une partie de ses sujets; on voit que les abus de la naturalisation tendent à lui en retirer une autre.

Seulement, toutes ces naturalisations sont illégales, puisque le gouvernement marocain ne les a pas autorisées. Elles constituent une violation flagrante de l'article 15 de la convention de Madrid. Le sultan conserve le droit absolu de mettre leurs bénéficiaires en demeure, ou de se soumettre à la loi, ou de quitter le Maroc. Nous espérons que le général Lyautey saura le décider à en user sans plus de retard. Après les abus de la protection, il faut mettre fin aux abus de la naturalisation.

Le commerce marocain. — A mesure que s'étend notre occupation au Maroc, nous y apportons la sécurité. La population marocaine se distingue des autres populations musulmanes par de grandes qualités économiques de labeur et d'épargne; ce qui sans doute est dû à ce que le sang berbère y prédomine très fortement. Notre présence a donc pour effet de favoriser son ardeur pour le travail. Et le redoublement de son activité se traduit par des chiffres saisissants.

On vient en effet de publier la statistique commerciale pour les six premiers mois de l'année 1912. Il s'agit bien entendu du trafic dans la zone française seulement; la zone espagnole ne nous regarde plus. Eh bien, dans la zone française, le total des échanges s'est élevé à 83 millions pour ce premier semestre. En 1911, le total des six premiers mois n'avait été que de 47.500.000 fr. Le progrès d'une année à l'autre est donc de 35.500.000 francs. Le saut est considérable. Il indique en présence de quel riche pays nous sommes.

Si l'on songe que nous tenons à l'heure actuelle à peine la moitié du pays, qu'il n'y a encore nulle part ni routes ni chemins de fer pour apporter les produits dans les ports, et à proprement parler pas même de vrais ports sur la côte, une pensée s'impose, c'est que le développement économique du Maroc sera certainement beaucoup plus rapide que celui de l'Algérie et de la Tunisie. Deux raisons y contribueront: la première, c'est l'étendue du pays fertile beaucoup plus large au Maroc que dans nos deux autres possessions, et une population plus dense et aussi plus travailleuse et plus âpre au gain.

L'avenir du port d'Alger. — Dans ces dernières années, le port d'Alger s'est développé d'une façon extraordinaire. Pour

l'importance du mouvement des navires, il est aujourd'hui le second port de France ; il vient immédiatement après celui de Marseille qui est le premier. Ce progrès est dû à deux causes principales : la première est la grande prospérité de l'Algérie dont les échanges ne cessent de croître d'une année à l'autre ; la seconde est l'heureuse situation géographique du port qui en fait le point de relâche idéal entre l'Angleterre et le canal de Suez. A ce point de vue, il a tout à fait supplanté le port de Malte beaucoup moins bien placé.

Cette rapide progression du port d'Alger a pour effet de rendre l'ancienne installation de plus en plus insuffisante. Ou l'on s'agrandira, ou il faudra renoncer à recevoir tous les navires qui se présentent. Il va de soi que personne ne songe à se résigner à cette dernière solution. Aussi la Chambre de commerce d'Alger vient-elle d'adopter un projet d'extension du port vers le sud-est qui consistera à allonger les môles et les jetées et à élargir le bassin où peuvent évoluer les navires. L'exécution de l'ensemble de ces travaux ne coûtera pas moins de 103 millions. La Chambre de commerce demande qu'on renonce à les distinguer en travaux de première urgence et travaux de deuxième urgence. Elle les considère comme étant tous extrêmement urgents. Il faut se hâter de les construire tous si l'on veut que le port puisse suffire aux besoins dès aujourd'hui manifestés de la navigation. La Chambre de commerce demande 20 millions au ministère de la marine et 7 millions à l'Algérie. Et elle fournirait elle-même les 75 autres millions nécessaires qu'elle se procurerait par un emprunt amortissable en 75 ans.

Parallèlement à cet effort considérable de la Chambre de commerce, les journaux algériens indiquent d'autres améliorations à faire. L'approvisionnement des navires en eau se fait actuellement très mal ; les navires n'ont à leur disposition qu'une citerne unique qui est insuffisante. Depuis quelques semaines, toute une série de navires ont dû renoncer à renouveler leur eau potable à Alger et ont dû se détourner de leur route pour aller se ravitailler dans d'autres ports de la Méditerranée. Il est indispensable que la municipalité d'Alger, de laquelle dépend le service des eaux, s'outille au plus vite de façon à faire face à tous les besoins.

De même, l'embarquement du charbon n'est pas assuré aussi régulièrement qu'il conviendrait. Il est fait par des manœuvres indigènes. Et ces jours-ci le nombre de ces manœuvres a été tellement diminué par les levées de convoyeurs que l'on a faites tant en Kabylie que sur les Hauts-Plateaux pour les envoyer au Maroc, que la main-d'œuvre a manqué. La Chambre de commerce d'Alger à dû demander au préfet de faire connaître aux indigènes des communes de la vallée du Chélif, très éprouvée cette année par la disette, qu'ils trouveraient du travail à Alger s'ils voulaient y venir. Les sous-préfets d'Orléansville et de Miliana et les maires des communes de ces deux arrondissements ont donc adressé un appel pressant aux travailleurs. Il en est venu aussitôt quelques centaines s'embaucher sur les quais d'Alger.

La Chambre de commerce d'Alger montre dans l'administration du port l'initiative la plus intelligente. Il est à souhaiter qu'elle obtienne des autorités dont le concours lui est nécessaire des mesures qui rendent impossible les retours de ces pénuries d'eau et de main-d'œuvre. La réputation du port d'Alger, qui a devant lui un si bel avenir, est à ce prix.

Encore la question de la vie chère en Tunisie. — Nous avons raconté ce qui s'est passé en Tunisie au sujet du poisson. Cet aliment avait beaucoup renchéri. Pourquoi a-t-il renchéri, se sont dit les consommateurs tunisiens? C'est parce qu'on le laisse exporter à l'étranger. Si l'on défendait cette exportation, nous aurions encore le poisson aux prix d'autrefois. Ils ont donc tellement pesé sur l'administration, qu'il y a deux ans l'exportation du poisson a été interdite. Qu'est-il arrivé? Que les pêcheurs ne pouvant plus vendre leur pêche qu'à vil prix ont cessé de pêcher, et le prix du poisson au lieu de baisser comme on l'espérait a augmenté considérablement. Si bien que la Conférence consultative a demandé cette année la levée de l'interdiction que l'administration s'est empressée de décider.

Cette leçon était aussi claire que possible. On pouvait croire qu'elle serait comprise de tous. Il n'en a rien été. Tous les objets d'alimentation ayant haussé, la viande est aujourd'hui plus chère qu'autrefois. 46 bouchers de Tunis s'en sont émus et se sont réunis pour adresser une pétition à la résidence générale la priant d'intervenir contre cette cherté. Et quel remède proposent-ils? Exactement le même que celui qu'on a essayé pour le poisson et qui a produit un résultat exactement contraire à celui sur lequel on avait compté. Ils veulent qu'on interdise l'exportation du bétail.

Si l'on interdisait l'exportation du bétail, les choses ne se passeraient pas autrement que pour le poisson. Les éleveurs ne pouvant plus vendre leurs animaux, réduiraient leur élevage en conséquence et le prix de la viande augmenterait au lieu de diminuer.

Cette fois, la résidence n'a point cédé. M. Alapetite a répondu à la pétition des bouchers que l'exportation n'était point la cause de l'élévation des prix. La preuve en est que pendant les onze premiers mois de 1912 il n'est sorti de Tunisie que 55.487 moutons, tandis que en 1903 il en avait été exporté 195.936. Or, la viande était beaucoup moins chère en 1903 qu'elle ne l'est en 1912.

Le renchérissement de la vie, nous le répétons, est un phénomène universel dont la principale cause est probablement la surabondance de l'or. Des mesures prohibitives comme celle qu'ont réclamée les bouchers de Tunis ne pourraient que l'aggraver. C'est là une loi économique inéluctable et dont il est vraiment surprenant que l'opinion tunisienne ne veuille pas se rendre compte.

La Guadeloupe et le canal de Panama. — Le conseil général de la Guadeloupe a été saisi par M. Fawtier, gouverneur par intérim de la colonie, d'un projet d'emprunt concernant des améliorations à apporter au port de La Pointe à Pitre. Dans le discours qu'il a prononcé en ouvrant la session ordinaire, M. Fawtier a déclaré que, grâce à la sagesse avec laquelle le conseil général a fixé les prévisions de recettes et de dépenses pour 1912, l'administration locale avait pu liquider les dettes arriérées reportées constamment d'exercice en exercice. Les routes les plus importantes de la colonie ont été remises en état, le service des autobus et des automobiles postaux fonctionne mieux. On a inscrit au budget de 1913 un crédit pour la création d'un emploi d'ingénieur agronome et l'institution d'un laboratoire. Mais le point le plus important débattu dans cette session a été l'amélioration du port de La Pointe à Pitre. Le projet élaboré comprend : la mise en état de la conduite d'eau de La Pointre à Pitre, la construction d'un wharf transversal d'une longueur de 300 mètres, l'installation d'un dépôt de charbon où pourront accoster des navires d'un

fort tonnage et enfin le matériel nécessaire pour l'approfondissement de la rade. Le projet prévoit les améliorations les plus urgentes pour faire de La Pointe à Pître un port d'escale ; plus tard il faudra songer probablement à un bassin de radoub et à un atelier de réparations de navires ; mais déjà de l'eau, du charbon et des facilités de chargement et de déchargement, c'est un bon appoint, aussi le conseil général a-t-il été bien inspiré en adoptant le projet d'emprunt de trois millions et demi de francs qui lui était soumis et qui permettra de doter le port de La Pointe à Pître de ces améliorations nécessaires.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Chemins de fer. Automobilisme. Télégraphie sans fil. — L'exécution du programme des voies ferrées à construire, établi en 1908, touche à sa fin, et il y aurait peu de chose à dire de la construction des chemin de fer, dans les colonies, en 1912, si, au mois de décembre 1911, le Parlement n'avait voté des crédits pour le prolongement des voies ferrées de l'Afrique orientale, particulièrement, pour la continuation de la Mittellandbahn, au delà de Tabora, jusqu'au lac Tanganyka et si ces travaux n'avaient été aussitôt entrepris et poussés avec activité. Dans l'Afrique orientale, la Nordbahn, achevée l'année précédente déjà, fut solennellement inaugurée au début de février 1912, et livrée entièrement à l'exploitation. De Tanga à Neu Moschi, la distance est de 352 kilomètres. Quelques jours plus tard, le rail atteignait Tabora (847 kilomètres de Daressalam), et le 1er juillet, la ligne était ouverte à la circulation jusqu'à cette ville. A la fin de novembre, la tête de ligne de la Mittellandbahn se trouvait à 170 kilomètres au delà de Tabora. En même temps ont été entrepris les travaux de réfection et d'amélioration des sections initiales de deux lignes ferrées de la colonie. Au Cameroun, la ligne centrale a été ouverte provisoirement, le 11 avril 1912, jusqu'au bras septentrional de la Sanaga, à l'ouest de Edea, c'est-à-dire sur une longueur de 81 kilomètres. Il en reste 279 à construire. Au Togo, les seuls travaux à mentionner sont ceux du prolongement de Agbonu à Atakpame (4 kil.) Dans le Sud-Ouest, la ligne nord-sud (Windhuk à Keetmanshoop, 506 kil.) a été ouverte provisoirement le 3 mars 1912. Depuis, l'on s'est borné à parachever cette ligne, et à terminer la réfection de la section Karibib-Windhuk, où la voie étroite a été remplacée par la voie du Cap. Il est probable que, de part et d'autre, la mise en exploitation définitive pourra avoir lieu le 1er avril 1913. Au total, pendant l'année 1912, il a été construit 410 kilomètres de voies ferrées, au lieu de 736 l'année précédente. On compte actuellement, dans les possessions allemandes, 3.867 kilomètres de chemins de fer exploités, dont 2.104 dans le Sud-Ouest, 1.199 dans l'Afrique orientale, 323 au Togo, et 241 au Cameroun.

L'automobilisme prend, de jour en jour, plus d'importance aux colonies. Dernièrement, c'est au moyen de l'automobile que le nouveau gouverneur du Togo, le duc A. Frédéric de Mecklembourg, a fait une tournée dans plusieurs régions de la colonie. Le Dr Ebermaier, au Cameroun, s'est servi du même mode de transport. Dans cette colonie, surtout au sud, les routes sont passables ; aussi peut-on circuler en automobile dans l'hinterland de Kribi. Le directeur d'une Cie de plantations de Lolodorf, établie à Ngulemakong, a parcouru, ainsi, plus de 10 000 kilomètres, sans avoir eu une seule panne sérieuse. Les chemins entre Kribi et Jaunde sont en parfait état, mais guère plus larges que la voiture, de telle sorte que, seule, une personne sachant très bien conduire peut s'y risquer. A Tanga, dans l'Afrique orientale, le directeur de la Cie hanséatique de commerce et de plantations se sert, avec succès, d'un tricycle automobile, dont il préconise le système pour les colonies africaines. L'industrie allemande espère trouver des débouchés, non seulement dans les possessions germaniques, mais aussi dans les colonies françaises. C'est pourquoi la *Kolonialzeitung*, signale à son attention la résolution prise par les délégations financières d'Algérie, qui ont voté un crédit de 25.000 francs, en faveur des entrepreneurs qui, avec le concours des communes et des départements, établiront des lignes d'omnibus automobiles, d'un type prescrit.

D'après le tableau publié par le Bureau international de l'Union télégraphique universelle de Berlin, le nombre des stations de télégraphie sans fil, dans le monde, était, le 15 septembre dernier, de 2.166, dont 305 stations côtières, et 1861 stations à bord des navires. Encore ce tableau ne comprend-t-il pas les stations de plusieurs pays qui ont adhéré tout récemment à la Convention internationale de la T. S. F., comme les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine et la Chine, ni les postes de la marine australienne, russe, etc. En complétant ces données, on constate que la Grande-Bretagne se place au 1er rang, avec 776 stations (dont 44 sur les côtes et 732 sur les navires). Viennent ensuite les Etats-Unis, avec 640 stations (140 et 500), l'Allemagne et ses colonies, avec 362 (23 et 339), la France et ses colonies, avec 244 (30 et 214). C'est en 1902 que fut faite la première installation de la T. S. F. sur un navire de guerre allemand. Aujourd'hui, les Allemands possèdent 112 postes sur les vaisseaux de guerre, et 227 sur les navires de commerce. Parmi ceux qui desservent les côtes d'Afrique, 18 sont pourvus de la T. S. F. En vertu d'un arrangement conclu avec le gouvernement, les dépêches, arrivées à Tsingtau, sont transmises, deux fois par jour, par T. S. F., aux navires du Nord Deutscher Lloyd, et communiquées aussitôt aux passagers. La Cie allemande de T. S. F. a été créée, en 1903, avec le concours de l'industrie allemande, particulièrement de la Cie générale d'électricité et de la Cie Siemens et Halske. Plus de 56 0/0 des stations existant actuellement dans le monde ont été, parait-il, établies par cette société. Plus de 30 Etats ont adopté le système allemand. Rien que dans le courant de 1911, le nombre des stations, établies d'après ce système, aurait été de 390, dont 252 à bord de navires. La Cie allemande avait fait édifier à Nauen, une tour en fer, haute de 200 mètres, d'où l'on communiquait avec des navires distants de 5.000 kilomètres. Mais, le 30 mars 1912, cette tour fut renversée par une tempête ; l'on dut, alors, ajourner à un temps plus ou moins éloigné la possibilité de relier par la T. S. F. les colonies allemandes à la métropole. Jusqu'ici a été infranchissable la distance de 6.000 kilomètres qui sépare de l'Allemagne les colonies du Togo et du Cameroun.

Cependant, le ministre des postes a déclaré, en 1912, à la Commission du budget, que l'on avait reçu, au Togo, des fragments de télégrammes expédiés de Nauen. La station de Duala, au Cameroun, a été établie de façon à pouvoir communiquer avec les na-

vires, en mer, à la distance de 1.100 kilomètres; le sud-ouest à les deux stations de Swakopmund et de Luderitzbucht, à 450 kilomètres l'une de l'autre. L'Afrique orientale possède, outre Daressalam, deux stations, situées dans l'intérieur, à 900 kilomètres de la mer, celles de Bukoba et de Muanza, sur le lac Victoria. Cette deuxième a pu, pendant la nuit, télégraphier directement à un navire de la Compagnie de l'Afrique orientale, qui se trouvait à 1.000 kilomètres de la côte. La Compagnie des phosphates a établi, à ses frais, une station, à Angaur (Palaos), pour communiquer avec l'île de Jap (Carolines occidentales), station de la télégraphie sous-marine. Enfin, il est question d'installer la T. S. F. à Nauru, sur la voie suivie de Hong-Kong à Sydney et aux Samoa.

L'émigration allemande, en 1911, a continué à décroître considérablement; elle compta seulement 23.500 individus, moins qu'en chacune des années précédentes. Alors que dans la période de 1881 à 1885, la moyenne des émigrants s'élevait encore, annuellement, à 171.368, soit 3.740/00, dix ans après, elle était descendue à 80.513, ou 1,59 0/00, et même 8,36 0/00, en 1911. L'on ne peut donc plus parler de population surabondante. L'Allemagne est, aujourd'hui, un pays d'immigration, tout autant que d'émigration. Il faut ajouter que la plupart des émigrants possède peu de ressources; par suite, ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'ils peuvent accroître, d'une façon heureuse, la population implantée. « Ce n'est donc pas un si grand mal, dit la *Koloniale Runsdchau*, que nous ne possédions, en dehors du Sud-Ouest, aucune colonie de peuplement proprement dite. »

Considérant qu'il est de l'intérêt national de favoriser la production aux colonies des matières oléagineuses, dont l'Allemagne consomme, par an, pour 400 millions de marks, le Comité économique colonial a résolu de s'adjoindre une représentation de l'industrie intéressée.

CAMEROUN

Le mouvement économique. — La principale part dans les exportations appartient toujours au caoutchouc; il figurait, en 1910, sur une valeur totale de 19.900.000, pour plus de 11 millions de m., dont 10 millions, environ, étaient sortis par Kribi, premier port du Cameroun pour l'exportation du caoutchouc, et, par suite, pour les exportations en général. A cet égard, en 1910, Duala ne venait qu'en seconde ligne, avec une valeur moindre de presque moitié. Cette proportion s'est maintenue en 1911, comme le prouvent les recettes douanières, encaissées d'avril à août, lesquelles se sont élevées à 920.000 m. à Kribi, et à 628.000 m. à Duala. La richesse en caoutchouc assure ainsi, à la partie méridionale de la colonie, la prééminence économique; provisoirement, tout au moins, le développement du Sud dépend essentiellement de l'exploitation de ce produit. La métropole est, d'ailleurs, intéressée à ce que celui-ci continue à tenir le premier rang dans les exportations, car le caoutchouc du Cameroun contribue assez notablement déjà à alimenter l'industrie allemande. En 1908, cette colonie venait en troisième lieu parmi les pays fournisseurs de l'Allemagne, après le Brésil et le Congo; en 1909, elle fut dépassée par le Mexique, qui a conquis maintenant la seconde place; en 1911, les quantités du caoutchouc importé en Allemagne furent 6.814 tonnes pour le Brésil, 2.000 pour la Belgique, 1.915 pour le Congo et 1.806 pour le Cameroun. Il n'est pas impossible que, dans l'avenir, la colonie allemande l'emporte, à nouveau, sur le Mexique, grâce à l'exploitation des richesses naturelles encore intactes du Cameroun méridional et du nouveau Cameroun, grâce aussi à l'extension des plantations.

D'après le rapport officiel spécial sur le Cameroun, considéré comme marché d'importation et d'exportation, en 1910, plusieurs districts du Sud ont déjà considérablement perdu de leur valeur productrice, par l'effet de la rafle économique. Ce sont ceux de Kribi, Lolodorf et Ebolova, où le *landolphia* est devenu fort rare. Si la production a augmenté de 1903 à 1907, c'est parce que les commerçants ont étendu leurs entreprises à la région comprise entre le Njong et la Sanaga, d'une part, et le Dja, d'autre part. Actuellement, les grands centres de production sont les districts de Molundu, les parties méridionales des districts de Lomie et de Akoasim, et le district du Dume, avec la région voisine de Dengdeng. L'exploitation du caoutchouc se déplace toujours vers le sud-est. Bien significatifs sont les progrès de l'exportation du caoutchouc par Molundu, c'est-à-dire, par la voie du Congo. De 74.000 kilogrammes en 1907, la quantité exportée est montée à 143.000 en 1910. Pendant ce temps, la valeur totale des exportations s'éleva de 282.577 m. à 580.920 m. Ce déplacement de l'exploitation du caoutchouc aura, tôt ou tard, pour conséquence, une diminution de l'importance de Kribi. Cette ville ne pourra pas demeurer le principal marché pour l'ouest et le centre du Cameroun méridional, surtout quand le chemin de fer central terminé, drainera vers Duala ceux des produits du haut Njong, du Dume, du Dja et du Bumba, qui ne s'achemineront pas vers le Congo, par les voies fluviales. On comprend donc que, depuis plusieurs années, les commerçants de Kribi s'efforcent de conjurer le danger de la concurrence qui les menace; c'est dans ce dessein qu'ils n'ont cessé de réclamer la construction d'une Sudbahn. à laquelle le gouvernement s'est jusqu'ici opposé. L'avenir seul fera connaître si l'établissement d'une ligne ferrée, passant par Ebolova, et gagnant le haut Campo, n'est pas nécessaire, par suite de l'extension, de ce côté, de la frontière allemande. Mais, en tout cas, actuellement, il ne faut pas perdre de vue que le développement économique du centre et de l'est du Cameroun méridional est absolument indépendant de ce que commande l'intérêt particulier de l'hinterland de Kribi. Il y a là à résoudre deux problèmes entièrement différents l'un de l'autre. Ici, c'est-à-dire, dans les districts de Kribi, Lodorf et Ebolova, il s'agit, aujourd'hui, de substituer à la récolte des produits naturels les cultures agricoles, au nombre desquelles se place la culture du caoutchouc, par les indigènes; ailleurs, le but doit être d'entreprendre l'exploitation méthodique des richesses du caoutchouc, d'interdire la dévastation des lianes, et d'organiser les transports, par voie ferrée et par voie fluviale.

Les produits, autres que le caoutchouc, occupent, dans l'exportation, une place modeste. L'ivoire n'est pas susceptible d'une augmentation notable. Le cacao a beaucoup souffert, en 1911, de la saison des pluies, qui fut, cette année-là, extraordinairement précoce et abondante, et qui fit pourrir les fruits. Aussi, dans le district de Victoria, la production moyenne à l'hectare, fut-elle de 459 kilogrammes au lieu de 485. La récolte totale, se montant à 3.582.533 kilogrammes, fut, il est vrai, supérieure à celle de 1910, mais la surface cultivée comptait 1.000 hectares de plus. Les cultures indigènes ont fourni 649.000 kilogrammes, soit

presque 1/5 de la récolte entière. Depuis 1894, l'exportation du cacao, au Cameroun, a augmenté de 3.390 tonnes, progrès cependant médiocre, si on le compare aux résultats obtenus dans la colonie anglaise de la Côte d'Or, laquelle, avec une récolte de 40.357 tonnes, s'est placée, en 1911, au premier rang des pays producteurs. Il serait possible, paraît-il, d'obtenir sur les plantations du Cameroun, des rendements bien supérieurs, quintuples même, en réduisant l'espace ménagé entre les cacaoyers et les arbres d'ombrage, méthode préconisée en vain, depuis des années, par le Dr Schulte im Hofe, dont la théorie est, aujourd'hui, démontrée juste par les expériences probantes de M. Yves Henry, directeur de l'agriculture, dans l'Afrique occidentale française.

Les essais, tentés pour acclimater les bovidés de la race de la race d'Allgau, ont assez mal réussi. Les animaux souffrent du climat, et opposent peu de résistance aux maladies. La production du lait n'atteint pas encore 5 litres par jour. Les croisements du bétail indigène avec du bétail européen n'ont pas donné, non plus, des résultats satisfaisants. Le mieux, semble-t-il, est de sélectionner les races indigènes; l'on pourrait aussi importer du Sud-Afrique des espèces bovines convenablement choisies.

Les journaux ont souvent blâmé les réclames fantaisistes, faites au profit de nouvelles entreprises coloniales. Une société cherche actuellement à se fonder en vue de l'utilisation du bétail au Cameroun. Les promesses contenues dans ses prospectus, dépassent tout ce qu'on avait encore vu en ce genre. La société assure, en effet, à ses actionnaires un bénéfice net de 15 0/0 la première année et, les années suivantes, un revenu constant de 40 0/0 au moins.

L'assemblée générale de la Cie du Nord-Ouest du Cameroun, a approuvé le bilan de la dernière année, lequel se chiffre par une perte de 145.160 m. Le déficit total de la Cie s'élève à 2.238.261 m. Un actionnaire a demandé si, dans les conditions présentes, il ne serait pas à propos de liquider. Le président, interrogé sur les probabilités dans l'avenir, a répondu que la situation future de la Cie du Nord-Ouest, dépend d'abord de la situation de sa filiale, la Cie brémoise du Nord-Ouest, qui est en état de donner un dividende, ensuite de la façon dont se comportera la fabrique d'huile, qui, on l'espère, donnera maintenant des bénéfices et, enfin de l'issue du procès engagé entre la Cie et le gouvernement. On sait que la concession de la Cie a été révoquée, pour non exécution de travaux publics, et que la Cie a porté sa cause devant les tribunaux. La Cour d'appel, dont l'arrêt contredit celui du tribunal de première instance, a admis la thèse d'après laquelle la justice serait incompétente en la matière, l'octroi et la révocation d'une concession semblable étant des actes de souveraineté. La Cie s'est pourvue en cassation. La Cour suprême de l'Empire a rejeté l'opposition faite par le gouvernement et conclu à la recevabilité de la plainte. La Cie peut donc plaider et réclamer une indemnité. Il s'agit maintenant de décider s'il ne conviendrait pas, pour elle, d'entrer en accord avec le gouvernement.

Dans son rapport sur le treizième exercice (année 1911), la Cie du sud du Cameroun déclare avoir pu remédier un peu au défaut de main-d'œuvre, par le recrutement d'un nombre considérable de travailleurs indigènes. Grâce à l'enseignement suivi donné aux Noirs et au contrôle exercé sur eux, on a réussi, d'une part, à augmenter sensiblement la production, et, d'autre part, à réduire d'une façon notable les frais d'exploitation, de manière à compenser la perte résultant de la baisse des prix de vente en Europe. Tous les produits ont été vendus dans des conditions avantageuses. Le bénéfice brut pour 1911 s'élève à 1.077.961 m. Là-dessus, 140.804 m. ont été pris par les droits de douane, 442.425 m. par les dépenses au Cameroun, 59.825 par les dépenses en Europe, 96.389 par les virements de compte pour les établissements de commerce, le vapeur et le matériel, 16.916 par la réserve légale, 13.369 par le fisc (part dans les bénéfices), 33.833 par le tant pour cent dû aux directeurs, 240.000 par les intérêts de 8 0/0 distribués aux actionnaires (pour 3 millions de m.) et 30.000 par les intérêts de 1 1/2 0/0 aux actions de jouissance. Déduction faite de ces dépenses, il est resté un solde de 4.400 marks.

La commission technique du comité économique colonial a entendu dernièrement le rapport fait par l'explorateur Michell, qui visita, pour le compte du gouvernement belge, la région de l'Uele, et eut l'occasion de voir le confluent de la Sangha. Ce pays est appelé, à tort, dit-il, une zone marécageuse; c'est plutôt une zone d'inondation. A Bonga, comme à Mosaka, les gens lui assurèrent que les maisons sont entièrement submergées, plusieurs semaines par an. En tout cas, le pays situé à l'Ouest et au Nord est sous l'eau de quatre à cinq mois, surtout la partie entre la Sangha et la Likuala-Mosaka, traversée par de nombreux canaux et occupée, en certains endroits, par des mares rarement à sec. Aussi l'explorateur ne croit-il pas que Bonga puisse jamais devenir un grand centre commercial ou une station de chemin de fer.

L'expédition, préparée par le comité économique colonial, est partie le 9 janvier. Elle explorera le Njong, le Dume, le Kadei, la Sangha et le Mambere. Elle devra surtout établir des plans et des devis, pour l'amélioration des voies fluviales, et pour l'établissement de services de navigation, au moyen de bateaux à moteur. Ces sortes de bateaux sont actuellement construits à Kiel et à Flensbourg. Le ministère des colonies fit une première commande, en 1908, pour l'Afrique orientale. L'expérience ayant réussi, d'autres embarcations semblables furent lancées sur les rivières africaines; avec leur faible tirant d'eau de 25 centimètres, elles peuvent aller plus loin que les autres; elles servent à transporter, dans l'intérieur, des troupes et des marchandises. Chaque bateau porte facilement 25 hommes armés et un canon. L'expédition commencera ses études par le Njong, à 10 kilomètres en aval de Olama, remontera ce fleuve, et après avoir parcouru le Dume, le Kadéi et le Mambere, reviendra par la Sangha et le Congo. L'étude du Dja fera l'objet d'une autre expédition. Le gouvernement est résolu à mettre rapidement tout en œuvre pour utiliser les voies d'eau qui seront reconnues navigables; il voudrait que la navigation fût méthodiquement organisée, dans le bassin du Njong, le jour ou le rail atteindra ce fleuve soit, à ce qu'on espère, à la fin de 1916.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE.

Un attentat contre le vice-roi lord Hardinge.

L'entrée solennelle du vice-roi dans la nouvelle capitale de l'Inde a été marquée par un attentat anarchiste. Delhi était en fête dans la matinée du 23 décembre attendant le durbar qui devait marquer sa consécration officielle. Le cortège du vice-roi était

comme il convient « noble et magnifique ». En tête venait l'état-major de M. Hailey, le commissaire en chef de la capitale, puis la garde du corps du vice-roi vêtue d'écarlate et d'or, le régiment impérial des cadets en uniformes blancs montés sur des chevaux noirs, enfin, nichés sur un éléphant de haute taille, superbement caparaçonné, recouvert de howdahs et de housses d'or et d'argent le vice-roi et lady Hardinge, suivis du commandant en chef, sir O'Moore Creagh, lady Creagh, sir Guy Fleetwood Wilson, sir Robert Carlyle, sir Spencer Butler, Alî Iman, M. Clarke, sir Reginald Craddock membres du Conseil vice-royal. Ce brillant cortège était arrivé dans la grande avenue de Chandni-Chauk, lorsque une bombe fut lancée du haut d'un toit. Après qu'elle eut explosé, lady Hardinge qui était saine et sauve, demanda aussitôt à son mari : « Etes-vous blessé ? » Très courageusement il répondit : « Tout va bien : en avant. » A quoi lady Hardinge répliqua : « Nous ne pouvons continuer, il y a un mort près de nous. » C'était le porteur du parasol, le même qui tenait l'ombrelle au-dessus de la tête de lord Curzon lors de son entrée à Delhi au moment du fameux durbar. On arrêta l'éléphant et on s'aperçut que le vice-roi avait été blessé par les éclats de la bombe à l'épaule gauche et au cou. On le descendit à grand'peine et le cortège continua sa route sous la direction de sir Guy Fleetwood Wilson. L'assassin n'a pu être encore découvert ; mais pour bien montrer combien on tient à punir le coupable dont l'attentat a soulevé dans tous les milieux une si vive réprobation, une récompense de 150.000 francs environ attend celui qui aura la chance de capturer l'anarchiste. Cette somme a été ainsi constituée : le gouvernement de l'Inde : 10.000 roupies ; le maharaja de Patiala : 30.000 roupies ; le maharaja du Cachemire : 20.000 roupies ; le maharaja de Gwalior : 8.000 roupies ; la mosquée de Delhi : 10.000 roupies ; les citoyens de Delhi : 8.000 roupies ; la banque nationale du Pundjab : 2.000 roupies ; un anonyme : 500 roupies. Une remarque en passant : c'est du toit de cette banque nationale du Pundjab que fut lancée la bombe meurtrière. Ce n'est pas le premier attentat d'ailleurs qui été ait commis contre la vie des vice-rois de l'Inde. Mais depuis l'assassinat de lord Mayo à Port-Blave, dans les îles Andaman, en 1872, aucune conspiration criminelle n'avait été si près d'atteindre sont but.

Rappelons à ce propos que le transfert de la capitale de l'Inde anglaise avait été décidé en décembre 1911, lors du durbar de couronnement de George V. Cette mesure, qui avait pour but de rendre au Bengale sa constitution traditionnelle d'avant la réforme de lord Curzon et de calmer ainsi l'agitation dangereuse des Bengalis, n'avait pas été sans soulever d'assez vives protestations dans le monde commercial de Calcutta ; mais on estimait avoir obtenu le résultat cherché au point de vue indigène. D'ailleurs les promesses du roi George contenues dans la proclamation du 12 décembre 1911 avaient heureusement confirmé ce programme de politique indigène. L'attentat qui vient d'avoir lieu semble prouver que les adversaires de la domination anglaise n'ont pas désarmé, étant donné surtout qu'ils se sont attaqués à un homme comme lord Hardinge, qui, d'accord avec lord Morley, pratiquait une politique des plus libérales.

L'acte que l'Empire déplore aujourd'hui, écrivait le *Times* au lendemain de l'attentat, est sans aucun doute l'œuvre de quelques membres de cette organisation implacable d'anarchistes qui fréquente les environs des grandes cités indiennes et n'est point touchée par les concessions politiques ou les visites impériales. L'anarchisme n'est pas chose nouvelle dans l'Inde et ceux qui connaissent bien le pays savent qu'il n'est pas prêt de disparaître. Il y a trois ans lord et lady Minto étaient victimes d'un semblable attentat à Ahmedabad et c'est par miracle qu'ils sont encore vivants... L'anarchisme indien redevient agissant ; il en est plusieurs preuves : l'attentat contre le train de lord Carmichaël, en juillet dernier, l'assassinat d'un inspecteur de police à Decca en septembre sont les indications les plus visibles que les conspirateurs sont encore à l'œuvre. Ils sont en nombre limité et il y a un fossé profond entre eux et les aspirations et l'idéal de la masse du peuple indien. Ils ne disparaîtront jamais à moins que nous changions nos méthodes.

Le *Spectator* exprime la même idée dans un des articles de son numéro du 28 décembre intitulé « L'outrage de Delhi » :

La tâche que nous avons assumée dans l'Inde, écrit la revue anglaise, n'admet pas de relâchement ici compromis avec l'opportunisme. S'il est prouvé après un loyal essai que la politique de conciliation instaurée par lord Morley, différente de celle d'une « plus haute efficacité politique » de lord Curzon, n'agit pas dans sa forme présente, nous pensons qu'il ne faut pas hésiter à la modifier au risque d'encourir les attaques de la réaction. Lord Morley et lord Minto eux-mêmes ne seraient pas effrayés de ce changement eux qui ne l'ont pas été quand il s'est agi de reserrer les lois criminelles sur la presse. Une analogie entre la démocratie anglaise et le peuple de l'Inde est invariablement trompeuse. Le fait demeure, que les peuples orientaux ont une tournure d'esprit si différente de la nôtre, qu'ils persistent souvent à prendre pour un symptôme de faiblesse et de crainte ce qui n'est en réalité qu'une assurance dans le gouvernement. Nous pouvons être assurés que si de nouvelles mesures deviennent nécessaires contre la violence anarchique on en usera sobrement et avec ce sens de la modération qui est le frein le meilleur d'un zèle aveugle.

Enfin on pouvait lire dans la *Pall Mall Gazette* les réflexions que voici :

La principale leçon à tirer de la tentative d'assassinat du vice-roi dans la principale rue de Delhi, est que l'anarchie n'est pas morte dans l'Inde et qu'elle y est plus active que jamais. L'anarchie n'a pas cessé de s'exercer dans l'Inde, dans des limites restreintes, durant les douze derniers mois.

Les organisations anarchistes, toutefois, ont suspendu leur intimité durant la visite impériale, il y a une année. Les leaders ont déclaré qu'ils n'en voulaient pas à l'empereur-roi, et qu'ils s'abstiendraient d'armes politiques pendant que Sa Majesté serait dans le pays.

Quoi qu'il en soit, la veille du grand durbar de Delhi, un inspecteur de police fut tué à Barisal dans le Bengale oriental. Il poursuivait des conspirateurs, et son assassinat ce jour-là était destiné à servir d'avertissement aux autorités. Les anarchistes désiraient faire savoir au gouvernement qu'ils étaient encore prêts à frapper.

Au printemps dernier tout le pays semblait tranquille ; mais le 6 juillet un attentat pour faire dérailler le train spécial de Lord Carmichaël, gouverneur du Bengale, fut le signal de la reprise de l'activité anarchiste. Le 23 septembre un commissaire de police fut tué à Dacca. Il avait fait preuve d'un zèle tout particulier dans le procès des conspirateurs de l'endroit. Depuis lors il y a eu une série d'attentats ou d'actes de violences de moindre importance et dont peu attirèrent l'attention de l'Angleterre.

Une des raisons pour lesquelles les anarchistes ont essayé de renouveler leurs efforts néfastes est la douceur extraordinaire avec laquelle un certain nombre d'entre eux ont été traités par le tribunal suprême de Calcutta. On a cherché à les « gagner par la douceur ». Il n'est que trop facile de voir pourtant que cette classe d'individus — dont un grand nombre sont des jeunes gens d'un type dégradé poussés par d'autres, sont implacables et irréconciliables.

La situation des Indiens aux Colonies.

Au Congrès national indien tenu à Bankipore, M. Gokhale a parlé de la situation des Indiens en Afrique du Sud et dans les autres colonies et a déposé un vœu insistant sur la suppression

du travail à contrat et demandant au gouvernemeut de défendre le recrutement du travail indigène. Pour ce qui est de l'immigration en Afrique du Sud, M. Gokhale a énuméré les *desiderata* suivants :

1) Entrer dans l'Afrique du Sud ou en sortir sans difficulté ;
2) Emigrer librement d'une province à une autre ;
3) Rester là ou on a choisi sa demeure ;
4) Acquérir sa propre terre ainsi que d'autres propriétés ;
5) Poursuivre ses occupations sans être inquiété ;
6) Bénéficier de l'assistance d'Etat pour l'éducation des enfants ;
7) Jouir de la franchise municipale et politique ;
8) Entrer dans les carrières de l'Etat et les services publics.

M. Gokhale a rappelé en terminant qu'il était du devoir des Indiens de soutenir leurs frères de races émigrés et sa motion a été adoptée.

UNION SUD-AFRICAINE

Démission et reconstitution du cabinet Botha.

Une dépêche de Capetown, en date du 15 décembre, annonçait que le général Botha venait d'offrir à lord Gladstone, gouverneur général, qui l'avait acceptée, la démission du ministère qu'il présidait depuis la constitution de l'Union. Bien que la crise ait éclaté assez subitement, elle n'est que la conclusion logique de la lutte que menait depuis de longs mois les deux fractions du cabinet. Quelques collègues du général Botha, le général Hertzog entre autres, son ministre de la justice, se sont montrés dès le début les adversaires les plus acharnés de la politique de conciliation préconisée par le Premier. Cette opposition se déchaîna brusquement, lors de la récente élection partielle dans le district d'Albany au siège devenu vacant par la démission de sir Starr Jameson, le chef du parti unioniste. Le candidat de ce dernier parti, M. van der Riet, l'emporta par 1.449 voix contre 618 à son concurrent, M. Espin, nationaliste ministériel. L'avant-veille de ce scrutin, le général Hertzog avait prononcé à Rustenbourg un discours dans lequel il attaqua directement la politique tant intérieure qu'extérieure du général Botha. Le colonel Leuchars, ministre des travaux publics, démissionna parce qu'il ne pouvait, déclara-il, « supporter les discours et sentiments anti-impérialistes et anti-anglais du général Hertzog ». La situation pour le Premier étant devenue impossible, c'est dans ces conditions qu'il offrit sa démission au gouverneur général. Ce dernier le chargea d'ailleurs aussitôt après, pour lui marquer sa confiance, de reconstituer un autre ministère. Le général Botha y est arrivé en évinçant simplement le général Hertzog et en remplaçant le colonel Leuchars par sir Thomas Watt. Voici la nouvelle composition du cabinet Botha remanié :

Premier et ministre de l'agriculture..	le général Botha.
Ministre de la justice et des affaires indigènes.....	M.-J. W. Sauer.
Ministre des finances et de la défense .	le général Smuts.
Ministre de l'intérieur et des terres...	M. A. Fischer.
Ministre des mines et de l'instruction.	M. F. S. Malan.
Ministre des chemins de fer et ports..	M. H. Burton.
Ministre des postes, télégraphes et travaux publics.....	Sir Thomas Watt.
Ministre sans portefeuille.....	Sir P. de Williers-Graaf.

Cette reconstitution du premier ministère de l'Union va-t-elle être solide? Il est permis d'en douter. Elle prouve en tout cas un louable effort de la part du général Botha pour faire aboutir sa politique d'union entre les partis et ses projets de défense.

EGYPTE

Le commerce égyptien.

Voici, d'après le *Bulletin des douanes égyptiennes* du mois de novembre, les chiffres du commerce extérieur de l'Egypte depuis le 1er janvier 1912 :

Le total des marchandises importées s'élève à L. E. 22.187.312 contre 23.833.159 en 1911, soit une moins-value de L. E. 1.645.856. Le total de l'exportation s'élève à L. E. 28 019.827 contre 23.697.288 en 1911, soit une augmentation de L. E. 4.322. 539 en faveur des onze mois de 1912.

Les tabacs importés en novembre représentent une valeur de L. E. 1.104.715 contre 1.092.131 en 1911, soit une plus-value de L. E. 11.583 pour l'année courante.

Les cigarettes exportées représentent de L. E. 389.329 contre 375.877, soit une plus-value de L. E. 13.452.

La production cotonnière.

Le *Journal du Caire* donne, d'après la statistique mensuelle publiée par le service de l'agriculture et le service de statistique générale de l'Etat égyptien, les renseignements suivants sur la culture du coton en Egypte.

Quantité de chaque variété de coton cultivée en Egypte en 1911 :

Mit. Afifi.....	845.666	feddans
Joannovitch	250.927	»
Nubari	113.492	»
Sakellaridis.....	119.636	»
Abbassi	39.389	»
Voltos.....	16.243	»
Ashmonni.....	329.843	»

En regard de ces chiffres, les quantités pour 1912 sont :

Mit. Afifi.....	691.910	feddans
Assil	39.836	»
Joannovitch.....	239.232	»
Nubari	151.567	»
Sakellaridis.....	107.466	»
Abbassi.....	36.354	»
Voltos.....	14.195	»
Ashmonni	344.265	»

Soit un total de 1.711.241 feddans en 1911 contre 1721.815 en 1912.

Le barrage d'Assouan.

S. A. le Khédive, le président du Conseil, lord Kitchner et de nombreux personnages officiels ont inauguré en grande pompe le 23 décembre les importants travaux complémentaires du réservoir d'Assouan. Dans son discours prononcé en français, Ismaïl pacha Serry a fait l'historique des travaux du barrage destinés « à ouvrir un nouvel essor au progrès économique du pays ».

Terminé à la fin de l'année 1902, a-t-il dit, en sa structure primitivement fixée, le réservoir d'Assouan a tenu aussitôt les promesses que sa conception géniale avait apportées au développement de l'agriculture. Ses heureux effets se firent sentir dès la période estivale de 1903 mais, sous l'influence de diverses causes, conversion à l'irrigation pérenne des bassins de la Moyenne Egypte, extension de la culture cotonnière dans le Delta,

mise en valeur successive des terrains bas avoisinant les lacs du Nord, la croissance progressive des nouvelles exigences de l'irrigation fit bientôt reconnaître l'impérieuse nécessité de pourvoir à l'emmagasinement d'une provision d'eau plus étendue, susceptible d'alimenter l'irrigation dans des conditions satisfaisantes, au cours de la période des niveaux inférieurs du fleuve.

L'étude approfondie de ce problème difficile démontra, alors que la seule solution pratique consistait dans l'augmentation de la capacité du réservoir d'Assouan, au moyen de sa surélévation combinée avec le renforcement de ses œuvres de maçonnerie.

Cette solution si simple, rencontrait toutefois la grave objection, en élevant le plan d'eau, de soumettre à une submersion plus accentuée l'île de Philæ avec ses temples, ainsi que d'autres monuments antiques dans les régions méridionales de la vallée du Nil. Cependant, devant l'impossibilité d'établir efficacement un autre réservoir, dans un emplacement aussi bien approprié au but à atteindre, le projet a dû être maintenu, mais toutes les mesures de préservation compatibles avec la situation, ont été prises pour la sauvegarde des intérêts de l'archéologie égyptienne qui reste toujours l'objet de la plus vive sollicitude du gouvernement.

Le réservoir d'Assouan, dont le mur de retenue a été ainsi exhaussé de 5 mètres, répond actuellement à une contenance de 2.300.000 mètres cubes, en augmentation de 1.320.000 mètres cubes sur sa capacité primitive et il y a tout lieu de prévoir que cet énorme accroissement de la réserve d'eau, permettra, dans une année d'étiage normal du Nil, de subvenir à l'irrigation d'une superficie de 1 million de feddans.

Mais en regard de ces heureuses perspectives, il convient de faire ressortir également l'importance de l'effort financier grâce auquel une œuvre aussi considérable a pu être réalisée. La dépense totale encourue atteindra 1.480.000 livres égyptiennes, y compris 260.000 livres pour l'expropriation des terrains submergés en amont, de sorte que, en ajoutant à cette somme le montant de la dépense primitive, ainsi que celle de la construction subséquente des ouvrages de protection, le réservoir d'Assouan, dans son état actuel, aura coûté plus de 5 millions de livres égyptiennes.

Lord Kitchner, s'adressant à son Altesse le Khédive, a lu le message royal suivant :

Altesse, Sa Gracieuse Majesté le Roi m'ayant ordonné de donner à Votre Altesse connaissance du message suivant, j'ai l'honneur aujourd'hui de Lui en donner lecture :

« En cette heureuse occasion, je désire que vous exprimiez à S. A. le Khédive mes très cordiales félicitations pour l'achèvement de ce gigantesque travail auquel est attaché le nom de mon oncle le Duc de Connaught.

« J'ai toujours porté le plus grand intérêt à la prospérité de l'Egypte et je me réjouis avec Son Altesse de l'achèvement de cette œuvre colossale qui procurera de nouveaux bénéfices aux propriétaires et surtout aux petits cultivateurs.

« Maintenant que la fourniture de l'eau d'irrigation est assurée par ce magnifique barrage et que le gouvernement de S. A. a mis la main au projet de drainage général de la partie basse du Delta, l'avenir de l'agriculture égyptienne me paraît assuré.

« Je conserve les meilleurs souvenirs de la visite récente que m'a faite en Angleterre son Altesse le Khédive. »

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA COLONISATION JAPONAISE

« Avec la grande hallebarde du Pays du Soleil-Levant (le Japon),
« Les sauvages de l'Orient et les barbares de l'Occident,
« Abattons-les d'un seul coup.
« Les barbares du Sud et les sauvages du Nord,
« Broyons-les dans nos mains.
« Les Japonais sont des héros pleins de courage,
« Eux qui possèdent treize divisions à terre
« Et deux cent quarante mille tonnes à la mer. »

C'est à Saïgon que cette chanson japonaise accueillit le globe-trotter perspicace qui nous rapporte, de ses pérégrinations autour du monde, les documents les plus précis et les impressions les plus délicates sur l'invasion des Japonais (1). Son livre est le bilan des efforts, des succès, des audaces de cette pénétration tantôt doucereuse, tantôt brutale, peu embarrassée de scrupules, variée mais constante et ferme, bénéficiant enfin du prestige de récentes victoires, de l'appui d'une armée solide, d'une marine entreprenante, d'une diplomatie têtue. L'impérialisme japonais est un instructif exemple de colonisation tout à la fois spontanée et officielle par la souplesse de ses méthodes et par l'unité de ses fins.

* * *

C'est la mer qui fait le Japon. Le sol, mouvementé dans son altier relief, dans son instabilité sismique, qui dresse ses volcans boisés à la calotte neigeuse, aux pentes raides d'où dévalent les eaux en torrents, qui n'offre pour les cultures et les cohues indigènes que les marais de ces plaines étroites et noyées, cette terre, que la minutie de patients jardiniers a fini par rendre fertile, ne doit sa richesse artificielle qu'à la proximité de l'Océan. La mer apporte son atmosphère tiède et humide et crée au pays des fleurs ce printemps automnal, ce perpétuel temps doux et mouillé qu'est la continuelle saison japonaise; elle y amène les effluves au Kouro-Chivo, ce Gulf-Stream du Pacifique, les vents propices de la mousson et leurs pluies fertilisantes. La mer découpe la montagne en cet archipel qui jette son pont d'îles des Philippines au Kamtchatka; elle y cisèle ces « méditerranées », leurs presqu'îles rocheuses, leurs baies tranquilles et profondes où après les pêches fructueuses les bateaux vont s'abriter; elle jette sur les plainettes le poisson pourri qui les féconde; c'est encore elle en somme à qui le paysan est redevable de l'eau descendue des montagnes, qu'il capte dans des rigoles et où il noie son riz; de la molle chaleur qui fleurit le « hara », la prairie toute en parfums et couleurs, qui verdit et aromatise le théier des pentes, qui protège de son étuve le cocon des vers à soie. Et aussi c'est la mer qui a débarqué sur les rives japonaises les premiers conquérants malais; c'est elle qui a tracé la route aux Chinois, aux Hollandais, aux Américains, à tous les étrangers admirés et haïs, qui chaque fois fécondèrent la civilisation indigène en inculquant à celle-ci le secret de leurs victoires; c'est elle qui a permis de les rejeter au large, quand le Japonais imitateur leur eut pris ce qui le régénérait, l'agriculture savante des Chinois du VI^e^ siècle, les armes à feu et les vaisseaux des Européens du XVI^e^, le fusil à tir rapide, le navire à marche rapide que lui exposent au XIX^e^ les Barbares d'Europe et d'Amérique et dont il se sert par la suite pour expulser les initiateurs. Enfin au nouveau Japon qui dans sa flotte, ses casernes, ses usines enrégimente sa plèbe et se défend du péril blanc, à la fourmilière japonaise, depuis 1868 active et fiévreuse, grouillante et s'écrasant dans ses villages de papier, s'étouffant sur un sol qui ne suffit point à la nourrir, à ce peuple qui chez lui ne peut utiliser les hautes terres abruptes et Yeso trop froide et Formose malsaine, qui a besoin de trouver ailleurs un grenier de riz et de légumes, à ce Japon affamé la mer s'ouvre. Et par elle, derrière elle s'entr'ouvre la ceinture pacifique qui reflète à exemplaires multiples le paysage japonais.

Voici, au milieu de l'Océan, les Hawaï volcaniques, humides et chaudes, champs de sucre que les raffineurs américains accaparent, mais que, sans la main-d'œuvre jaune, ils ne pourraient cultiver. Voici, au delà du Pacifique, la côte sculptée et ensoleillée, les vergers et les tapis de fleurs, le sol de Californie, à la fois fertile et sec, qui exige qu'on le creuse, le draine, l'irrigue,

(1) HENRI LABROUE : *L'impérialisme japonais*. P. Delagrave s. d. (1911) 1 vol. in-12.

et les montagnes, les déserts, obstacles pour les émigrants de l'Est, et l'or qui fait hausser les salaires jusqu'à 25 francs par jour, qui reluit aux yeux du Japonais, de l'ouvrier à 3 francs. Voici encore la Colombie britannique, autre Californie frangée d'îles, découpée en bras de mer poissonneuse, couverte des fûts géants des pins, des cèdres, des sequoias : s'il n'y devient bûcheron, le Japonais pourra à l'affût de l'esturgeon, du saumon, même de la baleine, gagner de mirifiques sommes, jusqu'à 15.000 francs par an ! Puis les pays neufs de l'Amérique latine ouvrent un marché facile à la camelote japonaise, surtout le Chili dont le climat méditerranéen, les îles échelonnées, les courants littoraux propices aux pêches, offrent aux Japonais ichthyophages une identité de milieu; il n'est pas jusqu'au Brésil où le jardinier japonais, repiqueur de riz, tailleur de mûrier, ne trouve des emplois rémunérateurs. Continuons ce tour du Pacifique : au sud, la Nouvelle-Zélande, vraie réplique du Japon, archipel sur le flanc d'un continent massif, chaîne volcanique et sulfureuse sous un ciel tiède et nébuleux, qui possède des terres fertiles, mais manque de bras pour les faire fructifier, est d'un attrait fatal pour des colons à qui sourient un climat propice, un sol favorable à leur pullulement, fait pour leur traditionnel labeur. A côté, bien que plus fermée par la jalousie ouvrière, l'Australie orientale est également bien tentante. Si l'Insulinde trop peuplée, trop mouillée, trop chaude ne peut accueillir l'émigrant jaune du Nord, son manque d'industrie la désigne pour une inondation sortie des manufactures japonaises ; les professeurs des universités nippones, les journaux ne cessent d'envisager le reflux des conquérants de Malaisie vers leur pays d'origine, de convoiter l'abondante forêt et la riche rizière, de critiquer l'exploitation hollandaise, aux directions lointaines et mesquines, que la mégalomanie japonaise ne doute pas de mieux et vite remplacer. Le Siam indépendant est une proie facile. Tous les peuples jaunes regardent le Japonais vainqueur du Russe comme le libérateur de l'Asie ; dans l'Indochine soumise, les civilisations anciennes, humiliées par une politique coloniale barbare et asservissante, ont l'exemple d'une race parente préservée du contact européen, qui s'est assimilé la force brutale étrangère, et de ce jour s'est imposée aux Blancs, a rogné leurs ambitions menaçantes. Ici c'est moins la population japonaise qui cherche un exutoire; c'est l'influence morale du Japon qui rayonne par le prestige guerrier : les lettrés annamites vont à l'université de Tokio s'initier à la culture occidentale que la France leur refuse ; les agitateurs apprennent dans les écoles japonaises à armer et à diriger les troupes du futur 1868 indochinois ; mais aussi l'Indochine est un grenier à riz, dont le Japon est aujourd'hui tributaire ; c'est une mine de fer qui peut tenter les Japonais qui n'ont point de ce métal. La richesse du pays les attire; la race du pays les appelle ; ce sera sous l'égide japonaise que se produira, si elle survient un jour, la « révolte de l'Asie ».

En Chine au contraire les ambitieux insulaires éveillent une invincible méfiance : si le Japonais considère la Chine comme un monde inerte qu'il éveillera, comme le marché de ses industriels, le champ de manœuvre de ses soldats, il ne cache pas assez « la gloutonnerie de poisson, l'instinct rongeur de ver à soie » dont la rhétorique chinoise, amatrices d'images, accuse le minuscule et puissant voisin. C'est le gagne-petit qui inonde de sa réclame, de sa camelote, de ses boutiques les énormes agglomérations de Chine. Les bateaux de ce roulier des mers se prélassent dans les estuaires du Yang-tsé ou du Si-kiang qui prolongent la voie marine sur mille kilomètres dans l'intérieur. Les « settlements » de ce commis-voyageur insinuant et tenace édifient des villes japonaises gigantesques et menaçantes qui sucent la petite épargne du cultivateur chinois ; à Tientsin, Changhaï, Hankéou, il présente cotonnades, allumettes, ombrelles de Tokio, ou d'Osaka, et par la même occasion livres japonophiles, vantant les Japonais inventeurs du chemin de fer, écartant la pieuvre russe qui agrippe la Chine ; il offre des images où, parmi les grands hommes du monde, entre Gladstone et Napoléon, le mikado trône, des prospectus qui glorifient le « Bordeaux » de Kobé ou les « sardines Amieux » de « Nagoya, Japon ». Mais, un peu plus loin se dressent, sous une face moins aimable, le soldat japonais, costumé à l'européenne, qui déloge le Chinois gênant de Formose, des Pescadores, du Liao-Toung et le bouscule en Corée, le marin qui coule les bateaux paisibles sans déclaration de guerre et dès 1894 anéantit la flotte chinoise, le diplomate égorgeur et pétroleur de reines, qui dépose le roi insoumis, interne les princes indociles, couronne un imbécile à Séoul, fait de la Corée une colonie. N'est-ce pas une colonie naturelle que ce Japon péninsulaire, dont le sol est granitique et rude, mais aussi échancré de plainettes où poussent le riz, le blé, dont le climat est continental, mais où les bises âpres de Mandchourie sont compensées par les moussons humides et fécondes, dont les hivers sont froids, les été chauds, mais où six mois limpides et sereins rééditent au « matin calme » la douce saison de Hondo? Voici le littoral dentelé, le flot montant dans de petites mers, et avec lui, sollicités par ces baies spacieuses, les corsaires du XVI^e^ siècle, les marchands du XX^e^. Et surtout, sur cette terre attirante presque aucune population : 50 habitants vivent à l'aise et au large sur un kilomètre carré de terre coréenne, quand 300 Japonais s'écrasent sur les plaines du sol natal. Et quelle population ! Passif, résigné, somnolent, accroupi sur le pas de sa porte, fumant en silence la pipe longue, tel apparaît, dans ses pâles vêtements de gaze blanche, le Coréen placide et paresseux, qui n'a su profiter ni de ses forêts ni de ses mers poissonneuses, ni de ses champs ni de ses mines de fer, de cuivre, d'argent, d'or : toujours il a été exploité, rançonné par ses maîtres, dépouillé par ses voisins. Plus loin, la défaite russe a ouvert d'autres portes à l'expansion japonaise : à Karafouto (jadis Sakaline), le mineur japonais puise la houille, lave les sables aurifères, canalise et raffine le naphte; le bûcheron y abat pour les fabriques métropolitaines de papier, d'allumettes, de charpentes, les peupliers, bouleaux, pins, mélèzes; le pêcheur recueille sardines, harengs, saumons, morues, carrelets, phoques et baleines, étend ses sécheries, ses entrepôts, ses cabanes jusque sur le « Japanese Shore » que la Russie vaincue a dû céder sur toute la côte sibérienne. Les blés de la Mandchourie du Nord sont exportés par des négociants japonais. La Mandchourie méridionale, restée officiellement chinoise, est déjà une vraie colonie, où se dressent les gares, les casernes japonaises, où s'entassent sur des étalages japonais les marchandises japonaises, où les banques, les mines sont aux mains des Japonais ; seul le climat rigoureux y maintient, à l'abri de confiscations éventuelles, le cultivateur chinois sur ses champs immenses, blancs et rouges, de sarrasin et de sorgho. A l'extrême-sud la confiscation est accomplie : les vents froids du nord y sont arrêtés par une barrière de hauteurs et ne gèlent plus la mer dans ces anfractuosités rocheuses ; c'est là, à l'entrée de l'hinterland mandchourien froid et fertile, que le Japonais frileux, ayant expulsé les Russes, a fixé sa citadelle de Luchoune (Port-Arthur) et son port de Dairène, le Dalni des vaincus ; ces deux sentinelles, militaire, marchande, surveillent, pour le Japon qui guette, la chasse gardée de l'Extrême-Orient.

***

Ce qu'il y a de plus remarquable dans cet éparpillement des forces japonaises tout autour du Pacifique, c'est que la variété des théâtres où elles s'exposent, la multiplicité des déguisements qu'elle revêt n'excluent pas l'unité d'une politique impériale.

Officielle ou spontanée, guerrière ou commerçante, brutale ou sournoise, spoliatrice ou accommodante, la colonisation japonaise n'est jamais individualiste, est constamment nationale. Encore que le manque de scrupules, l'audace calme et insultante, l'orgueil incommensurable, la xénophobie des Japonais trouvent en M. Labroue un juge d'une sévérité impitoyable et d'une imperturbable ironie, on n'est pas sans admiration pour cette volonté, cette fermeté, ce patriotisme des ouvriers d'un empire nouveau. Regardez à l'œuvre cette avant-garde qui prépare les étapes de l'invasion future : ce juge qui se fait domestique d'un avocat de Seattle; ces étudiants jaunes des universités américaines, cuisiniers le jour, écoliers le soir; ces coolies et ces terrassiers de Vancouver qui transforment un quartier de la ville en un village japonais; ces institutrices qui dirigent l'éducation de toute la haute société siamoise; ces proxénètes qui sont les « consuls japonais » de Saïgon, Hué, Hanoï; ces coiffeurs, débitants de boissons, marchands de remèdes qui intriguent dans toute l'Indochine; ces officiers qui en un tournemain deviennent dans les campagnes colporteurs, et souteneurs dans les villes, ouvrent ici des boutiques de camelote, là des maisons de tolérance; ces professeurs japonais des Universités chinoises; ces pèlerins bouddhistes membres de sociétés secrètes qui contribuèrent au renversement des Mandchous, ces espions divers affublés jadis de fausses nattes et d'amples robes; et, en Mandchourie, avant la guerre, ces photographes qui sont des colonels, ces boys qui sont des lieutenants, ces femmes de chambre qui au pays natal ont épousé des officiers. Quels avatars inattendus, devant qui la morale parfois se récuse, troublée, embarrassée par leur glorieuse vilenie! Quelle armée de Protées qui, dans leur mesure grande et humble, par d'obscures et efficaces conquêtes, travaillent pour un patrimoine commun! Ces émigrés ne sont des déracinés nulle part; ils ne se fondent pas, comme les immigrés des Etats-Unis, dans le peuple nouveau où ils vivent : on les voit à Honoloulou envoyer leurs enfants, sortant des schools américaines, chez les maîtres japonais qui commentent les rescrits du Mikado : « Obéissez aux lois du Japon, et, en cas de nécessité, sacrifiez-vous de tout cœur au bien de votre pays »; on les voit, sur leurs modestes cabanes des chantiers du Canadian Pacific, hisser, au moment des défaites russes, le drapeau du Soleil Levant. Cet insigne de la patrie ambitieuse, érigé sur les deux rives du Pacifique, où naît le plus grand Japon, a toute la valeur d'un symbole.

JACQUES ANCEL.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Le transport des graines d'Hevea. — La vitalité des graines d'*Hevea* ne leur permet pas en général de résister à un bien long transport et cependant les expéditions deviennent de plus en plus fréquentes depuis que l'on essaie de faire la plantation de cette espèce dans un grand nombre de régions tropicales. Nous avons déjà eu l'occasion de relater des cas extraordinaires de vitalité, mais ce sont des exceptions; normalement, un long voyage détériore les graines.

M. F. G. SPING relate quelques expériences qui ont été faites en Malaisie, en vue de déterminer le meilleur mode d'emballage (*Agricultural Bulletin of the Straits and Federated Malay States*, vol. I, n° 2, p. 1 à 4).

L'année dernière, des milliers de graines furent expédiées à la Trinité et très peu germèrent à l'arrivée, en dépit de la sélection dont elles avaient été l'objet.

Il ne paraît pas douteux que les graines recueillies aussitôt tombées et soigneusement emballées donnent les meilleurs résultats. Dès qu'elles séjournent un peu sur le sol ou qu'elles sont mal emballées, on ne doit compter que sur un plus faible pourcentage de germination.

On ne doit pas emballer trop de graines dans la même caisse, autrement il se produit une fermentation, la masse entière s'échauffe et les graines perdent leur vitalité. La matière d'emballage doit être juste assez humide pour empêcher les graines de sécher, mais pas suffisamment pour favoriser le développement des germes de putréfaction. Pour la même raison l'emballage doit être assez serré, mais pas suffisamment pour empêcher tout passage de l'air. Enfin les petites boîtes paraissent préférables aux grandes caisses.

Un point important à fixer était de déterminer l'influence de la saignée sur la puissance de germination des graines. Ce fut l'objet d'une première série d'expériences faites par le service de l'agriculture en Malaisie. Il y avait lieu ensuite de reconnaître si l'on pouvait augmenter la durée de la vitalité des graines en les enduisant de substances diverses. Ce fut l'objet d'une seconde série d'expériences.

Influence de la saignée. — Les graines provenaient d'arbres de douze ans, les uns non encore saignés, les autres saignés pendant les deux années précédentes. Les graines étaient recueillies chaque matin et parfaitement fraiches. Toutes furent emballées avec de la paille de riz dans des boîtes en étain contenant chacune 200 graines. Ces boîtes furent enveloppées de papier brun et le tout cacheté. Les six premières boîtes furent laissées au repos respectivement pendant 3, 5, 7, 8, 9 et 10 semaines, puis ouvertes. Les graines furent plantées dans des sols bien préparés.

Les graines provenant d'arbres non encore saignés donnèrent un pourcentage de germination d'environ 50 0/0 plus élevé que les autres.

Voici d'ailleurs les résultats complets :

			Nombre de plants obtenus		Pourcentage de germination	
Boîtes	Nombre de graines	Temps de repos	Graines d'arbres saignés	Graines d'arbres non saignés	Graines d'arbres saignés	Graines d'arbres non saignés
1	200	3 semaines	67	156	33 0/0	78 0/0
2	»	5 »	46	133	13 »	66 »
3	»	7 »	48	100	24 »	50 »
4	»	8 »	40	167	20 »	83 »
5	»	9 »	40	164	20 »	82 »
6	»	10 »	49	165	24 »	82 »

Des essais du même genre faits au jardin botanique de Ceylan en 1908 avaient donné les résultats suivants : les graines d'arbres incisés abandonnées en caisse pendant cinq semaines n'ont pas germé; 28 0/0 de celles abandonnées seulement pendant quatre semaines ont germé. Les graines d'arbres incisés, après quatre semaines d'abandon, n'ont pas germé; 3 0/0 seulement de celles abandonnées pendant trois semaines ont germé. Le résultat était très inférieur à celui obtenu en Malaisie, sans qu'on puisse déterminer les causes de cette différence.

Les graines d'arbres saignés sont ordinairement plus petites que les autres.

Il résulte de ces expériences que l'exportation doit préférer les graines d'arbres non encore saignés. Il resterait encore à déter-

miner les conditions de croissance de la plante résultant de ces graines.

Préservation des graines. — Dans les expériences destinées à déterminer l'influence d'enduits divers appliqués sur les graines, celles-ci provenaient d'arbres déjà saignés; elles étaient emballées de la même façon que précédemment, mais au préalable elles étaient enduites les unes de cire d'abeille, d'autres de paraffine et d'autres enfin de vaseline. On enlevait ces enduits avant de planter les graines.

La cire d'abeille augmente le pourcentage des graines qui germent dans la proportion d'environ 30 0/0. La paraffine l'augmente un peu moins. Quant aux graines enduites de vaseline, elles ne germèrent pas du tout.

Voici les résultats comparatifs :

		Nombre de graines germées		Pourcentage de germination		
Boîtes	Temps de repos	Graines enduites de cire	Graines enduites de paraffine	Graines enduites de cire	Graines enduites de paraffine	Graines d'arbres non encore saignés
1	3 semaines	107	62	59	34	33
2	5 »	108	71	60	40	23
3	7 »	94	74	52	41	24
4	8 »	82	66	45	37	20
5	9 »	100	61	55	34	20
6	10 »	86	58	47	32	24

Il résulte de ces expériences que l'on obtient un meilleur pourcentage de germination avec des graines d'arbres déjà saignés enduites de cire ou de paraffine qu'avec des graines d'arbres non saignés. Le traitement à la cire ou à la paraffine est évidemment coûteux, mais il y a lieu de tenir compte de la difficulté croissante de disposer de graines d'arbres non encore saignés. D'autre part, pour des envois vers des contrées qui exigent un mois et demi à deux mois de voyage, la différence de pourcentage est très intéressante et compenserait probablement la dépense occasionnée par le traitement.

En tout cas ces expériences sont très intéressantes au moment où l'exportation des graines en vue de la plantation s'accroît dans des proportions notables.

E. M.

Récolte et préparation de la Balata à la Guyane française. — M. Volcy-Boucher, pharmacien des troupes coloniales, vient de publier une notice documentée sur la balata, ce produit connu, voisin de la gutta qu'elle remplace dans bon nombre d'applications industrielles. L'auteur pense que la balata de belle qualité, rivalisant avec la gutta, constitue une des principales richesses forestières de la Guyane française ; en effet il faut tenir compte qu'elle est abondante, facile à exploiter et que cette industrie est rémunératrice.

Trois centres d'exploitation ont été établis par l'administration pénitentiaire : Les Hattes qui est le plus ancien en date, Coswine où l'exploitation fut très active jusqu'en 1910 et Nouveau-Chantier à quelques kilomètres du Saint-Laurent ouvert depuis 1911.

Ces trois centres sont situés sur la rive droite du Maroni entre Saint-Laurent et la mer.

Le nom de *balata* s'applique là-bas indistinctement aux divers *Mimusops* et même à d'autres espèces ressemblant aux arbres à balata vraie, qui est fournie exclusivement par le *Mimusops Balata* Gartn. Ce dernier se rencontre sporadiquement dans la forêt par groupes comprenant souvent plusieurs centaines d'individus espacés de 40 à 50 mètres.

Après ce travail de prospection qui détermine les endroits propices, une équipe d'hommes sous la direction d'un surveillant militaire installe un camp et se divise en petits groupes de deux à quatre hommes qui reçoivent un espace de terrain à exploiter.

La saignée se fait au petit jour, car le latex s'écoule mal sous l'action du soleil.

A l'aide d'un couteau et d'un marteau, l'ouvrier trace sur le tronc de l'arbre des incisions obliques en V, séparées de 25 à 30 centimètres et réunies par la pointe dans un canal longitudinal et vertical exécuté à l'aide d'une gouge et se prolongeant sur toute la hauteur du tronc ; il peut donc mesurer jusqu'à 12 mètres de longueur.

Les incisions latérales ne doivent intéresser *de chaque côté que le quart de la circonférence ;* si on leur fait embrasser le pourtour entier, l'arbre est condamné et ce saignage à mort est absolument interdit.

Le latex qui s'écoule peu à peu est recueilli dans un récipient quelconque et versé dans un grand sac en toile à voile, rendu imperméable par un badigeonnage intérieur avec du latex de balata.

Le minimum de lait exigé par jour de chaque « balatiste » est de 3 lit. 500, mais certains ouvriers consciencieux peuvent en rapporter jusqu'à 10 litres.

Le rendement est meilleur pendant la saison des pluies, sauf toutefois quand celles-ci sont trop abondantes, car l'eau se mélangerait en quantité notable au latex ; l'exploitation est interrompue en octobre.

Un arbre saigné ne doit être exploité sur l'autre face qu'après cinq ans de repos environ, et la quantité de latex fournie est toujours inférieure d'un tiers à celle qu'avait donnée l'arbre « neuf », 2.000 litres de lait sont nécessaires pour obtenir une tonne de balata commerciale.

Le véritable lait de balata est blanc ou rosé, épais mais assez fluide, très fermentescible; il s'épaissit rapidement à l'air et abandonne par évaporation une masse très homogène, de couleur brun rouge plus ou moins foncé, légèrement translucide en couche mince, d'une odeur spéciale, d'une très grande flexibilité: ni cassante ni élastique, et n'adhérant pas aux doigts, ce produit se revivifie à l'air avec une extrême lenteur.

Le lait recueilli est mis à fermenter dans des barriques à l'abri du soleil, pendant une trentaine de jours au minimum, en brassant la masse plusieurs fois par vingt-quatre heures, jour et nuit. Quand les gaz cessent de se dégager et que la mousse tombe, la surface du liquide apparaît unie comme une glace ; l'odeur identique toujours, est cependant un peu plus prononcée et la couleur devenue blanche ou rosée.

Le latex fermenté est alors réparti dans des cuvettes en bois mesurant 0,77 × 0,72 × 0,09, dans lesquelles on verse une couche liquide de 7 centimètres. On expose au soleil et on peut, par temps sec, retirer chaque jour une plaque de 4 à 6 millimètres d'épaisseur. On peut agir autrement et laisser s'évaporer en retirant tous les trois jours la plaque formée.

Celle-ci est séchée au soleil, rentrée au magasin pour achever à l'ombre en quatre jours sa dessiccation. Les plaques empilées ensuite sont prêtes pour l'exportation.

M. V. Boucher n'a pu savoir l'importance de cette dernière,

mais conclut que la production annuelle pourrait être sensiblement augmentée. (*Bull. Office colonial* 1912, n° 55.)

EM. PERROT.

L'élevage de l'autruche. — Nous avons ici bien souvent entretenu nos lecteurs sous la signature de MM. BRUNTZ et RŒDERER, de l'élevage de l'autruche. Le succès, obtenu à Tuléar, permet d'envisager cet élevage comme une source véritable de revenus importants pour notre colonie de Madagascar.

Signalons donc encore le petit opuscule de M. Léon TARDIEU en vente à *Colonia-Club*, le *Comité colonial commercial international* fondé à Paris, il y a quelques mois. Ces notes sont brièvement rédigées, mais nous ont paru mettre, d'une façon très précise, la question au point.

EM. P.

Le caoutchouc. — La question du caoutchouc comporte un si grand nombre de faces, qu'on peut dire qu'aucun ouvrage sur cette matière ne fait double emploi avec l'un des précédents. Chaque auteur envisage le problème sous un angle particulier et il y a toujours à prendre pour ceux qui veulent se tenir au courant. C'est aussi que M. VOLF-CZAPEK (1) vient de publier un petit ouvrage qui est une excellente mise au point de la question de l'extraction et du manufacturage du caoutchouc.

Ce volume, de dimension réduite, cartonné, renferme également de nombreuses figures dont quelques-unes, fort intéressantes, sur les feuilles des différentes essences caoutchoutières, les méthodes d'incision et les machines qui servent à traiter la matière première et à la vulcaniser.

EM. P.

La destruction de la forêt malgache. — Sous ce titre, l'actif et distingué chef du service de colonisation à Madagascar, M. CARLE, publie dans la *Dépêche coloniale* (8 nov. 1912), un article qui ne doit pas passer inaperçu. La déforestation de Madagascar est un sujet dont nous avons, à la suite surtout de MM. JUMELLE et PERRIER DE LA BATHIE, souvent entretenu les lecteurs de cette Revue. Voici que cette fois, c'est l'une des voix les plus autorisées de notre Grande Ile qui s'élève et qui dit : « De toute façon il est urgent de prendre des mesures, car avant dix ans, si l'on n'y met ordre, cette forêt aura disparu. » En 1889, BARON estimait à 65 kilomètres carrés la forêt de l'Est ; en la limitant réellement, on peut admettre que, pour cette zone, elle mesurait au moins 1.600.000 hectares et que sa superficie est actuellement tombée à 300.000 hectares. *Treize cent mille hectares de forêts, et seulement dans l'Est de Madagascar, ont disparu en vingt-deux ans.* Ce chiffre colossal se passe de commentaires.

L'indigène fait disparaître la forêt pour préparer des terrains de culture, pour établir une rizière de montagne (*tavy*); il faudra donc agir avec prudence, et une série de mesures pour donner aux indigènes les terrains de culture dont ils ont besoin, pour éviter la famine, sont indispensables. M. CARLE indique ces mesures à prendre; espérons que son cri d'alarme sera entendu et que M. PICQUIÉ voudra que son passage à Madagascar, déjà fécond en résultats, soit encore marqué par l'organisation méthodique de la résistance contre la déforestation indigène.

EM. PERROT.

La culture du pavot et le commerce de l'opium en Turquie. — Le Dr MILLANT, chargé en 1911 de mission par le ministère de l'Instruction publique, a publié dans l'*Agr. pr. des Pays Chauds* un rapport sur la question de l'opium en Orient.

Au point de vue spécial qui nous occupe ici, nous ne retiendrons de son mémoire que ce fait, que la culture du pavot est en Turquie très rémunératrice, puisqu'elle peut laisser de 700 à 2.000 francs de bénéfice par hectare.

Cette culture, assez délicate, pourrait évidemment être tentée dans la plupart des régions tempérées chaudes, dans des terrains argilo-sableux où il ne gèle pas en hiver et où le printemps est assez humide. Bien entendu, comme la récolte est excessivement délicate, elle nécessite une main-d'œuvre intelligente et bon marché.

EM. P.

Les ressources de la Mauritanie. — M. CHUDEAU, dans le *Bull. Soc. géog. comm.* étudie les possibilités agricoles de la Mauritanie. En dehors de la zone d'inondation du Sénégal, la Mauritanie appartient à deux types de climat sec: le Sahara au Nord, avec ses pluies accidentelles; vers le Sud, dans les parties élevées de l'Adrar, il pleut chaque année pendant l'hivernage (fin juin à octobre). Mais du Sud au Nord, la hauteur de pluie, tombée annuellement, peut varier de 0 (zone sahélienne) à 250 millimètres.

Les cultures vivrières ne sont donc possibles que là où les conditions topographiques accumulent sur une petite surface la pluie tombée dans un bassin étendu. « C'est le cas des bassins fermés, au moins partiellement, que sont les *Tamourt* dans le Sud, les *Grara* dans le Nord. » On y sème surtout du gros mil (*And. Sorghum*), des Niébés (*Vigna Catjang*), des pastèques et parfois de l'orge. Dans les palmeraies, la culture est plus pénible, mais donne des résultats plus réguliers; on pourra aussi, à côté du henné et quelques autres plantes cultivées là par les indigènes, y introduire différentes espèces utiles aux Européens. S'il est possible d'étendre l'étendue de certaines des palmeraies, il ne faudra pas croire aisée la formation de nouvelles ; leur nombre en est limité comme le démontre le distingué géologue.

Somme doute, il y a peu de choses à tenter, dans ces régions, et il faut arriver à ce que « la police en soit le moins coûteuse possible » en améliorant le sort de l'indigène qui alors deviendra moins pillard, et paiera peut-être suffisamment d'impôts pour couvrir les frais d'occupation.

EM. P.

Bulletin du jardin botanique de Buitenzorg. — Comme la place nous manque pour analyser ces mémoires un peu spéciaux, nous nous contenterons de signaler que les numéros III et IV, 1912, de la remarquable publication du jardin botanique de Buitenzorg, renferment deux études qui peuvent intéresser les planteurs coloniaux.

L'un est un travail fort documenté du Dr A. RANT sur la maladie dite aux Indes néerlandaises *Djamoer œpas*, produite par le *Corticium javanicum* Linm. qui infeste les arbres à quinquina et

(1) WOLF-CZAPEK. *Der Kautschuk*. Seine Gewinnung und Verarbeitung, 1 petit vol. de 132 pages, avec 50 figures dans le texte. Berlin, 1912, *Un deutsch. Verlagsges.*

aussi beaucoup d'autres essences. Ce champignon est un des parasites les plus redoutables de ces régions. Cette espèce aurait été également confondue avec un autre, appelée *Necator decretus*.

L'autre concerne différentes galles et est suivi de la description de nouvelles orchidées de Malaisie ou de Papouasie.

EM. P.

Les boisements de palétuviers en Indochine. — Le *Bull. écon. de l'Indochine* (1912, n° 96), revient sur la question de disparition des vieux palétuviers, signalée déjà par M. BARBOTIN, directeur de l'Ecole professionnelle de Hanoï. C'est M. VERDAGNER, agent forestier, qui, répondant aux préoccupations de ce dernier, montre à son tour qu'il importe, dans l'intérêt même de cette industrie de l'écorce tannante, mais surtout dans l'intérêt général, de soumettre l'exploitation des espèces utiles de palétuviers aux règles générales de la sylviculture moderne. Il est à remarquer aussi, que la bordure de palétuviers en en réglant l'extension rendrait les plus grands services pour la circulation des eaux de certaines rivières.

EM. P.

Analyse des graines de Funtumia. — Dans le *Bull. Soc. chimique fr.* (1912, t. XI, p. 612), M. H. HÉBERT donne les résultats des analyses qu'il a faites des graines de *Funtumia elastica*. Ces dernières renferment en effet 20 0/0 d'une huile jaune foncé, limpide, possédant les constantes suivantes :

Densité à + 15°.....	0,929
Points de solidification.....	incongelable (même à — 10°)
Indice d'acidité.....	1,8
— saponification.....	167,6
— de Hehner (acides gras insolubles)	94,0
— Reichert (acides gras volatils)...	12,1
— d'iode (acides gras non saturés).	139,0

Cette huile est remarquable par la grande proportion d'acides volatils qu'elle contient et par la richesse de son indice d'iode qui y accuse la présence d'une forte quantité d'acides incomplets. Elle se rapproche des huiles siccatives et demi-siccatives et le tourteau est très riche en azote (21,25 0/0).

Dans le cas où, plus tard, l'exploitation du *Funtumia* prendrait une réelle importance, il serait donc possible que la graine puisse recevoir une utilisation industrielle.

EM. P.

Etude zootechnique sur l'Autruche. — Nos collaborateurs, MM. BRUNTZ et ROEDERER, ont tenu régulièrement au courant les lecteurs de cette Revue, de la question de l'élevage de l'autruche, c'est pourquoi nous nous contenterons de signaler seulement la très consciencieuse étude de J.-L. FRATEUR, professeur à l'Université de Louvain, publiée avec de très nombreuses et curieuses photographies, dans le *Bull. agricole du Congo belge* (1911, n^os^ 3 et 4, vol. II; 1912, n^os^ 2 et 3, vol. III). C'est certainement la meilleure monographie de la question, et nous en recommandons la lecture attentive à tous ceux que l'exploitation raisonnée de cet animal intéresse.

EM. PERROT.

Deux plantes textiles du Congo belge. — Il s'agit de deux plantes très répandues dans la région du Sankuru et nommées par les indigènes « Akonge » et « Losa ou N'Kosa ». La première est le *Triumfetta semitsiloba* Jacq. (Filiacées), et l'autre *Manniophyton africanum* Muell. Arg. (Euphorbiacées). La première est une plante arbustive, de 1 à 3 mètres, qui préfère les régions antérieurement défrichées; ce sont les fibres de l'écorce qui sont employées, comme dans la seconde qui est une liane de 10 à 25 mètres de longueur que l'on rencontre dans toute la forêt. Les fibres préparées par les indigènes seraient susceptibles d'applications européennes (*Bull. agr. Congo belge*, 1912, n° 3).

EM. P.

La Géologie du Sud de Madagascar. — La géologie du Sud de Madagascar qui était très peu connue jusqu'à présent s'éclaire progressivement grâce aux travaux de M. GIRAUD (*C. R. Acad. des Sciences*, 3 juin 1912, p. 445); il vient de montrer que le massif cristallophyllien du Sud constitue un horst partout limité par des failles et complètement séparé de la mer à l'Ouest et au Sud par des terrains sédimentaires effondrés. Sur la côte orientale le massif cristallin arrive jusqu'à la mer, mais là encore existe une grande faille rectiligne; des failles secondaires au voisinage de la bordure font reparaître les gneiss au milieu des terrains sédimentaires effondrés. Ces roches cristallophylliennes comprennent surtout des gneiss variés avec rares bancs de cipolins et de quartzites, traversés par de nombreux filons de quartz et de pegmatite; les micaschistes s'ils existent sont très localisés, les granites francs semblent excessivement rares. Parmi les éléments accessoires des roches cristallophylliennes, il convient de signaler l'or qui paraît à peu près exclusivemant localisé, au Sud de Madagascar, dans les gneiss basiques, amphiboliques ou pyroxéniques et la monazite dont l'abondance a été signalée déjà dans le bassin de Mananjary et qui se trouve en quantité variable dans la plupart des sables des rivières qui drainent le Sud du Massif central. Ces roches crystallophylliennes supportent la puissante formation cétritique avec conglomérats à gros blocs attribuée au Permien ou au Trias. M. GIRAUD dit avoir délimité l'extension de ces couches à charbon qui sont comprises dans une bande assez étroite ne dépassant pas 3 à 4 kilomètres de largeur et qui s'étendrait au Nord et au Sud à une assez grande distance. Les conglomérats à petits galets de quartz qui existent à différents niveaux de la série permo-triasique présentent parfois des traces d'or et cette constatation peut avoir un grand intérêt pratique. M. GIRAUD a également étudié les roches relativement récentes, tertiaires et pléistocènes, et il semble que ces résultats soient fortement intéressants; il serait extrêmement désirable que cette note préliminaire très courte soit suivie d'un mémoire d'ensemble avec carte qui nous fournisse sur le Sud de Madagascar des renseignements précis. Les géologues l'attendent avec autant d'impatience que la carte géologique de la Martinique que M. GIRAUD nous a promis depuis si longtemps.

P. L.

Les Equidés du Maroc Nord-Ouest (1). — Les chevaux que l'on rencontre au Maroc, dans la région nord-ouest, se rattachent à deux types distincts et nettement différenciés : les petits chevaux berbères, du type algérien, et les gros chevaux, spéciaux au Maroc occidental. Le premier type peut encore se diviser en deux : le cheval berbère proprement dit, et le cheval de Marnia.

(1) G DE GIRONCOURT. L'*Agriculture pratique des Pays Chauds*, 1911, n° 104, p. 353.

Le cheval berbère, de petite taille, 1 m. 45 environ, nerveux, d'allure élégante, très résistant et fort rustique, aux formes peut-être un peu ramassées, représente le cheval de montagne par excellence. On le trouve surtout dans le cœur et sur le flanc septentrional du Moyen-Atlas, sur le territoire des tribus nomades des Aït-Voussi et des Aït-Serouch.

Le cheval du type algérien, comme on le trouve à Marnia, sur la frontière oranaise, et chez les Aïaïna, est de taille un peu plus élevée, 1 m. 50 à 1 m. 52. Aussi rustique que le berbère, il a le train plus long, les membres plus gros, l'ensemble plus dégagé; plus agréable comme cheval de selle, il est certainement appelé à tenir la première place dans l'avenir hippique du Maroc.

Le Maroc occidental possède une race de chevaux entièrement différente, par l'aspect et par les qualités, des chevaux berbères. De taille plus élevée, 1 m. 55 environ, au squelette massif, à l'encolure courte et puissante, au poitrail et à la croupe très développée, ces chevaux d'un aspect imposant ne sont guère utilisés que comme chevaux de parade par les Marocains. Ils ne présentent, à aucun degré, les qualités d'endurance et de rusticité qui distinguent le cheval berbère. Leur origine remonte à une souche d'ancêtres percherons, qui avaient été offerts en cadeau aux sultans marocains par les rois de France, et dont le sang s'est conservé grâce aux conditions favorables de climat, d'humidité et de pâturages. On n'ignore pas, du reste, que le croisement de la jument barbe avec l'étalon percheron a donné, en Algérie, d'excellents résultats (1).

Ces chevaux de grande taille ne se trouvant que dans la région de l'ouest (Marrakech, Safi), et le désir de tous les notables marocains étant de posséder une monture d'aspect aussi majestueux que possible, les indigènes ont été amenés, sans doute en utilisant les gros chevaux de l'Ouest, à produire des mules d'une masse énorme, très robustes, et toutes désignées pour le service dans les régions montagneuses. La mule marocaine, de robe blanche, brun clair ou brune, élevée dans des conditions qui la rendent très rustique, est susceptible de porter des charges atteignant 860 kilogrammes, en faisant régulièrement 30 kilomètres par jour; quant à sa ration journalière, elle est de 4 à 5 kilogrammes d'orge, avec un complément de paille.

L'âne du Maroc, de taille un peu supérieure à celle du bourriquet algérien, est, comme dans la plupart des pays musulmans, un véritable martyr. Mal nourri, surchargé, astreint à des étapes de 30 kilomètres, il est surtout employé par le petit agriculteur pour le transport de ses produits.

R. et B.

(1) La *Quinzaine coloniale*, 1912, n° 12, p. 449.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

L. Arnaud et P. Bonnette (médecins-majors de l'armée). — *La femme sur le champ de bataille.* — In-12 de 115 pages. Henri-Charles Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1912. Prix : 2 francs.

Nul ne saurait essayer de contester l'esprit de dévouement féminin, dont l'existence a été reconnue de tout temps. La qualité dominante de la femme est la sensibilité, qui groupe autour d'elle d'autres facultés telles que l'affection et l'esprit de sacrifice. La femme possède enfin « une douceur native de manières et de paroles, une innocente et spontanée habileté », un sentiment inné du devoir qui font d'elle une infirmière parfaite. C'est une consolatrice latente, surtout individuelle, que l'on est toujours sûr de trouver inlassable et fidèle si le malheur éclate et qui trouve toujours dans son dévouement, dans son sacrifice même, une sorte de raison d'être. Cet attachant ouvrage, qui porte en exergue les mots « vaillance et dévouement », est un monument élevé à la gloire des femmes françaises qui ont si bien soigné nos blessés et qui leur prodiguent tant de dévouement aujourd'hui encore pendant la campagne du Maroc.

Maurice Bourote. — *Pour coloniser au Maroc. La Chaouïa agricole.* — In-12 de 79 pages. Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris, 1912. Prix : 2 francs.

Il appartenait à M. Bourote de donner des conseils aux futurs colons marocains. Son expérience déjà ancienne du bled Chaouïa mettait au point celle déjà recueillie dans le reste du Maghreb. La première question qui se pose pour le nouvel arrivant est celle-ci : comment devenir propriétaire en Chaouïa? L'auteur donne la marche à suivre, en indiquant les risques et les meilleurs moyens de les éviter. Il étudie ensuite les différents sols de la région, tirs, sahels, hamria, tant au point de vue chimique qu'au point de vue du rendement. La climatologie et la question de la main-d'œuvre occupent les chapitres suivants. Dans une seconde partie, l'auteur envisage les différentes cultures (orge, blé, coriandre, fèves, etc.) et les terres les mieux appropriées à chacune d'elles; il fait de même pour les plantes fourragères, dont on s'est assez peu occupé jusqu'ici, et pour les cultures diverses comme le coton, le tabac, les agrumes, l'olivier, la vigne, etc.; vient ensuite l'élevage de la chèvre, du cheval, âne, mulet, porc, et un exposé d'apparence théorique mais très étudié de l'organisation d'une propriété agricole, du devis à prévoir, soit pour une exploitation complète, soit pour une affaire plus spécialisée, élevage du mouton, du porc, etc. Aussi bien ce volume n'est-il pas seulement intéressant pour les seuls agriculteurs. Malgré sa forme avant tout pratique, il contient des renseignements d'une précision très scientifique, qui sont précieux pour tous ceux dont les études sont tournées vers les questions de géographie marocaine. M. Bourote apporte notamment une utile contribution à la localisation botanique de certaines essences. Et à ce propos une remarque de lui est à noter. Il dit que « non loin du camp du Boucheron on trouve une belle forêt composée d'arars, d'organiers, etc. ». On croyait jusqu'ici que cet arbre avait pour habitat exclusif le Sous et les environs de Mogador. Th. Fischer en avait rencontré quelques spécimens près de Mechra-ech-Chaïr, mais une enquête sur place n'avait pas permis de retrouver ces arbres et l'on pouvait penser que le géographe allemand avait fait une erreur d'identification. M. Bourote, en signalant ces mêmes arbres dans une latitude plus haute encore, jette dans cette question si discutée de l'arganier un élément tout nouveau et sur lequel il serait très important d'avoir plus de détails. L'auteur de ce livre, il faut l'espérer, ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Malgré les occupations plus directement pratiques qui l'absorbent, il continuera, nous le souhaitons du moins, d'apporter des contributions si utiles pour les connaissances scientifiques et le développement matériel du Maroc, maintenant français.

Paul Boyer. — *La Russie et les nationalités.* — In-8° de 15 pages. Léopold Cerf, éditeur, 12, rue Saint-Anne, Paris, 1912. Prix : 1 franc.

Le numéro exceptionnel de la *Revue de Synthèse historique* qui vient de paraître est consacré tout entier à la Russie. D'éminents spécialistes y exposent, tour à tour, l'évolution constitutionnelle économique, de ce grand pays, et, d'autre part, ses tendances actuelles en philosophie, en art et en littérature. Le premier article de cette belle série est de M. Paul Boyer, qui signale l'éclosion, puis la croissance, en Russie, au cours des cinq dernières

années, « d'un nationalisme étroit, agressif, intransigeant ». Or, si le sujet traité par M. Paul Boyer nous intéresse particulièrement, c'est que la France d'aujourd'hui comme la France d'hier, n'a jamais ménagé ses sympathies aux droits des nationalités.

JEAN JACQUES CASPAR. — *La crise finlandaise et la session de 1912 de la Diète.* — In-8° de 13 pages. Extrait des *Documents du Progrès*, Paris.

L'article de M. J.-J. Caspar, le plus général, nous fait sentir toute l'importance de cette question finlandaise qui commence à passionner l'opinion européenne. On sait que, jusqu'à présent, la Finlande tout en étant étroitement unie à l'Empire russe, avait conservé à l'intérieur une autonomie presque complète; mais elle voit maintenant toutes ses libertés menacées par le tzarisme niveleur.

HENRI CORDIER. — *La Chine en France au XVIII^e siècle.* — In-8° de 138 pag s. H. Laurens, éditeur, 6, rue de Tournon, Paris, 1910. Prix broché : 12 francs.

Le 20 novembre 1908, M. Henri Cordier faisait à la séance annuelle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres une communication, dans laquelle il recherchait les traces de l'influence exercée par l'art et la littérature du Céleste Empire dans notre pays. Cette lecture donna à la direction du Musée des Arts décoratifs, l'idée d'ouvrir une exposition des objets fabriqués en Europe sous l'influence de l'art de l'Extrême-Orient, exposition ouverte en ce moment au public.

M. Henri Cordier dans un volume a repris le texte de sa communication et l'a développé : il passe en revue ce qui est relatif au thé, à la porcelaine, à l'architecture, voire à la littérature Cette influence a été d'ailleurs d'une durée relativement courte et l'art chinois chez nous a eu surtout le caractère d'un engouement, d'une mode, d'une curiosité passagère : sans laisser de traces vraiment profondes. De nombreuses planches phototypiques teintées illustrent cet élégant volume qui sera lu avec profit par les collectionneurs et les amateurs aussi bien que par les savants.

D^r AD. CUREAU (gouverneur honoraire des Colonies). — *Les sociétés primitives de l'Afrique équatoriale.* — In-8° de XII-420 pages avec 9 figures dans le texte, 18 planches et 1 carte hors texte. Armand Colin, éditeur, 5, rue de Mézières, Paris, 1912. Prix broché : 6 francs.

Depuis quelques années, l'attention du public et du monde savant, surtout à l'étranger, s'est attachée à l'étude si captivante des races les plus arriérées de l'humanité. Après la conquête des pays nouveaux, l'œuvre de colonisation faisait de cette étude une nécessité pratique. En même temps, la disparition progressive des mœurs barbares devant la civilisation européenne rendait urgente une analyse plus approfondie que ne l'avaient pu faire, dans leurs randonnées hâtives, les premiers explorateurs. Par son passé scientifique, par les fonctions administratives qu'il a remplies, par ses voyages qui, au cours d'une carrière congolaise de plus de vingt années, l'ont promené de l'Océan aux confins du Bahr-el-Ghazal, M. Ad. Cureau était pleinement qualifié pour entreprendre l'étude psychologique et sociologique des races nègres. Ayant vécu la vie de ces primitifs et parlé leurs idiomes, s'étant assimilé leurs pensées et leurs mœurs, il a pu analyser l'âme de l'individu, élément de la société, puis faire parcourir au lecteur les étapes successives des sociétés humaines à leur aurore, dont l'Afrique tropicale offrait naguère encore, comme en une sorte de raccourci chronologique, les témoins survivants d'un très lointain passé. La naissance et le développement de la famille et du village, l'origine du principe d'autorité, le jeu des intérêts individuels ou sociaux, l'influence des milieux sont décrits dans cet ouvrage avec le souci constant d'écarter toute théorie d'école, tout système préconçu. Le fait seul y parle, fait physique et fait moral. La reconstitution synthétique rapprochée de l'analyse minutieu , la couleur locale rappelée en des tableaux imagés, enfin des photographies et dessins de l'auteur évoquent constamment les lieux et les hommes mêmes. Enrichi d'une illustration documentaire cet ouvrage a le mérite de répondre à un double but : spéculatif en tant qu'étude psychologique des races primitives; pratique dans les applications qu'en peuvent tirer l'administrateur ou le colon.

P. DECKERS-DAVID, sénateur. — *L'agriculture indigène en Tunisie.* — In-8° de 777 pages. Saliba et fils, éditeurs, Tunis, 1912. Prix : 12 francs.

Voici, enfin, sur la Tunisie, un ouvrage précis, complet, et, au point de vue politique et économique, d'un réel intérêt et d'une haute portée.

Ingénieur-agronome, ancien président du groupe agricole de la Chambre des députés, M. Decker-David, aujourd'hui sénateur du Gers, est une des personnalités parlementaires qui connaissent le mieux l'agriculture en général et les questions tunisiennes en particulier. Chargé, en 1911, d'organiser les services de vulgarisation et d'enseignement agricoles, président de la Commission d'amélioration de l'agriculture indigène, il a parcouru toute la Régence, écoutant les plaintes ou recueillant les vœux de tous les intéressés, bien décidé à se rendre compte par lui-même, à étudier sur place tous les problèmes.

Bien que les questions traitées soient parfois délicates et épineuses il ne faut chercher dans cet ouvrage — qui n'est, en somme, que la réédition d'un rapport officiel — ni théories préconçues ni polémiques en faveur d'une thèse ou d'un parti. M. Decker-David s'attache à démontrer, au contraire, que les intérêts des colons et des indigènes sont, le plus souvent, « connexes ou parallèles » : il affirme qu'ils le deviendront de plus en plus, et que la prospérité des uns est liée au bien-être, à l'évolution des autres.

On n'y trouvera pas davantage cet optimisme qui caractérise trop souvent les rapports officiels. L'agriculture indigène est encore bien arriérée, et le sort du pauvre *fellah* bien incertain, souvent même misérable. Nous ne pouvons énumérer ici les causes de cette situation, ni les remèdes que propose l'honorable sénateur. Indiquons cependant l'usure, dont il décrit les procédés monstrueux dans des pages d'une vérité saisissante. La solution est dans le développement des œuvres de Mutualité et de crédit agricole, dont M. Decker-David a été, en France, un des principaux promoteurs, et dont il a pu voir, en Tunisie même, quelques essais timides, mais déjà encourageants. Malgré l'importance de l'œuvre à réaliser, il faut avoir confiance dans l'indigène, capable, quoi qu'on dise, d'effort sérieux et de progrès, et qui ne demande qu'à profiter de l'exemple des Européens et des encouragements que lui doit l'administration.

Disons enfin que les colons eux-mêmes et tous ceux que préoccupe l'avenir de la Tunisie trouveront plaisir et profit dans la lecture de ce livre qui, sans parler de la description très précise (illustrée par des reproductions photographiques) des régions les moins connues du Centre et de l'Extrême-Sud, abonde en documents de toute sorte, rigoureusement contrôlés, et, sous un titre un peu spécial, touche, en réalité, à toutes les questions qui intéressent la prospérité générale de la Régence : régime foncier, douanes et transports, hydraulique agricole, forêts, industries annexes de la ferme et cultures industrielles, etc... L'exposé est clair, le style net et vigoureux, quelquefois vibrant, l'inspiration largement humaine et patriotique.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Le régime financier des colonies. — Un fort long décret, signé le 30 décembre par le président de la République (*Journal officiel* du 31 décembre 1912) codifie les règlements financiers en vigueur

dans nos possessions d'outre-mer. Cette codification a été préparée par la commission instituée le 27 novembre 1911 sous la présidence de M. Frézouls, inspecteur des colonies. Elle a pour but de réunir en un seul tous les divers décrets antérieurs relatifs à l'organisation financière des colonies. C'est dire qu'elle n'innove en rien.

Elle enregistre néanmoins un changement de fait qui a son importance. Jusqu'à présent les fonds des caisses de réserve, dans les différentes colonies, ne pouvaient dépasser en théorie un certain maximum. Cette règle était d'ailleurs souvent violée dans la pratique. Il a été décidé de supprimer dorénavant toute limitation de cet ordre. Le fonds de réserve sera considéré non seulement comme un fonds de prévoyance, mais comme une réserve industrielle destinée, grâce à l'accumulation des économies, à permettre l'exécution des travaux de longue haleine. Les budgets coloniaux auront ainsi une plus grande élasticité.

Société française de colonisation et d'agriculture coloniale. — A la dernière séance tenue sous la présidence de M. l'inspecteur général, Dr Kermorgant, M. le Dr Millant, chargé de mission, a exposé l'importance du *commerce de l'opium* en Turquie : 5 à 7 0/0 des exportations, soit un demi-million, et décrit la culture du pavot; bien qu'assez aléatoire et sous la dépendance des pluies, celle-ci produit en bonne année, 5 ou 6 fois plus que le blé. Et cependant il faut souhaiter que ce dernier prenne la place du pavot, car en dehors de ses usages pharmaceutiques, l'opium est une « mauvaise drogue » dont la disparition sera un bienfait pour l'humanité.

M. Carle, chef du service de la colonisation à Madagascar, après avoir fait ressortir l'importance de la *culture du riz* dans la Grande Ile et indiqué son état actuel, précise les moyens qui lui paraissent devoir être employés pour la développer : extension de la zone des terrains cultivables en rizières par des travaux de drainage et d'irrigation ; sélection des espèces cultivées par une station rizicole, en faveur de la création de laquelle il propose à la société de se prononcer.

Le Dr Legendre montre la nécessité de la collaboration des services de santé avec les services agronomiques, en vue d'éviter le *paludisme*; l'introduction dans les rizières des poissons se nourrissant de larves de moustiques est la meilleure prophylaxie.

Le Dr Pellegrin signale les meilleures espèces à introduire pour obtenir ce résultat, en même temps qu'un rendement économique avantageux.

M. Gruvel rend compte des résultats de la première *campagne de pêches d'hiver sur les côtes de Mauritanie*. Une vingtaine de bateaux sont partis de Groix, Port-Louis et Douarnenez; les pêcheurs ont eu une part (mais la prime y contribue) de 5 à 600 francs à peu près égale à celle que rapporte la campagne d'Islande. Plus de 200.000 langoustes royales ont été amenées en France, soit 150.000 kilogrammes vendus 1 fr. 80 à 2 fr. 15 le kilogramme. Indépendamment des espèces non primées, le poisson primé a atteint 692.000 kilogrammes vendus 125 francs la tonne. Lorsque des sécheries mécaniques seront installées à Port-Etienne, 100 bateaux pourront s'employer sur les côtes.

MM. Henriet et Heim ont étudié le *mécanisme de la coagulation* de certains latex caoutchoutifères.

La théorie de la précipitation des albuminoïdes, celle du signe électrique des globules en suspension ne peuvent s'appliquer à la généralité des cas, en particulier aux latex de *Funtumia elastica* et *Landolphia ovariensis* sur lesquels ont porté leurs recherches. La coagulation est obtenue par la précipitation d'une substance quelconque ajoutée au latex dans lequel elle était demeurée en suspens ; la formation du précipité sert d'amorce à la séparation des globules qui se réunissent peu à peu par entraînement. Le choix judicieux des précipités déterminant la coagulation permet d'obtenir un caoutchouc pur ou un caoutchouc chargé de diverses substances susceptibles de modifier sa valeur industrielle.

Le marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	10	90 à 11	»
Conakry Niggers	10	35 à 10	50
Soudan Niggers rouges	9	75 à 10	»
Soudan Niggers blancs	8	75 à 9	50
Soudan lanières et plaques	10	50 à 10	80
Soudan Manoh	10	50 à 10	80
Lahou petits Cakes	7	60 à 7	75
Lahou Niggers	8	» à 8	35
Gambie A	7	25 à »	»
Gambie AM	6	25 à »	»
Gambie B	5	25 à »	»
Bassam Lump	5	» à 5	10

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le 23 janvier et comprendra environ 460 tonnes, dont 319 tonnes Congo et 141 tonnes plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.		
Kasai rouge I	11	» à	11 30
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	10	» à	10 32
Kasai noir I	11	» à	11 30
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	11	» à	11 30
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	11	» à	11 30
Mongala lanières	11	» à	11 30
Aruwini	11	» à	11 30
Wamba rouge I	8	20 à	8 60
Uelé	11	» à	11 30
Détroits crêpe I	12	20 à	12 42

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Finances. — **Le budget de 1913.** — Le budget de l'Algérie pour l'exercice 1913 est arrêté en dépenses à la somme de 157.196.940 francs, et en recettes à la somme de 157.225.334 fr.

Télégraphes. — **Les relations télégraphiques avec la métropole.** — La situation des communications télégraphiques entre la France et l'Afrique du Nord est la suivante : trois câbles Marseille-Alger, un câble Marseille-Oran, un câble Marseille-Tunis.

Actuellement, l'un des câbles Marseille-Alger est interrompu et affecté de deux défauts, tous deux par des fonds de 3.000 mètres.

La campagne de réparation sera entreprise aussitôt que possible. Jusqu'au rétablissement de cette communication, quelques retards sont, il est vrai, à prévoir dans l'acheminement des télégrammes entre la métropole et l'Algérie, mais le service reste

toujours assuré par les deux autres câbles Marseille-Alger et par le câble Marseille-Oran.

D'autre part, les communications franco-algériennes seront améliorées prochainement par la pose d'un quatrième câble Marseille-Alger qui aura lieu dans le courant de 1913.

Tunisie. — AGRICULTURE. — **Les semences de coton.** — La direction générale de l'agriculture s'est préoccupée de la production sur place de semences sélectionnées de coton. Une surface totale de 15 hectares, répartie sur divers points de Tunisie (Tunis, Béja, Le Munchar, Souk-el-Khémis, Enfidaville, etc.), a donc été plantée sous la surveillance de l'inspection de l'agriculture, qui s'est réservé le droit de supprimer, dès l'apparition des premières fleurs, et avant toute possibilité d'hybridation, les pieds issus de graines non conformes aux variétés recherchées : Mit-Afifi, Mississipi et Yansvitea.

INDUSTRIE. — **Droit de fabrication sur les huiles de coton.** — Le *Journal officiel tunisien* vient de publier un décret établissant un droit de 35 francs par quintal sur la fabrication des huiles de coton dans la Régence.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

12 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 6 décembre rapportant les dispositions de l'arrêté n° 1984, du 18 novembre 1912, déclarant le territoire de l'escale de Diourbel (Baol) contaminé de fièvre jaune.

Arrêté du 9 décembre autorisant l'agence spéciale de Diorbivol à émettre des mandats-poste métropolitains.

19 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 13 décembre rapportant les dispositions de l'arrêté en date du 27 novembre, déclarant le port et la ville de Dakar contaminés de fièvre jaune.

Arrêté du 16 décembre soumettant à une enquête de commodo et incommodo le plan du projet de lotissement complémentaire de Kaolack.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 8 novembre portant réglementation des marchés de Kayes et de Bamako.

Mauritanie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

21 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 13 décembre portant création d'un poste sémaphorique au cap Blanc (résidence de la baie du Lévrier), à compter du 1er janvier 1913.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

21 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 1er décembre promulguant en Afrique occidentale française le décret du 9 novembre 1912, fixant la quantité de cafés originaires de la Côte d'Ivoire à admettre en France au bénéfice de la détaxe pendant l'année 1913.

Journal officiel de la colonie.

15 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 6 novembre instituant une prime de 25 francs par tête pour la destruction des panthères.

Arrêté du 6 novembre portant interdiction de vendre et de donner de l'absinthe aux indigènes.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

21 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 13 décembre promulguant en Afrique occidentale française le décret du 15 novembre 1912, fixant la quantité de cacao originaire du Dahomey à admettre au bénéfice de la détaxe pendant l'année 1913.

Journal officiel de la colonie.

15 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 4 novembre portant que des autorisations de travail pourront être accordées avant 6 heures et après 18 heures les jours ouvrables, ainsi qu'à toute heure les dimanches et jours fériés légaux aux capitaines de navires dans les conditions prévues par les règlements métropolitains des douanes.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la République française.*

4 *janvier*. — Loi du 31 décembre autorisant la colonie de Madagascar et dépendances à construire un chemin de fer entre Tananarive et Antsirabe.

Journal officiel de Madagascar.

16 *novembre*. — Avenant au cahier des charges réglementant les clauses et conditions de l'adjudication des terrains suburbains et de grande banlieue de Majunga.

ADMINISTRATION. — **Gouvernement général.** — Le gouverneur général Picquié, qui devait rentrer en congé en France en mars 1913, après l'inauguration du chemin de fer de Tananarive à Tamatave, prolongera son séjour dans la colonie jusqu'en 1914. M. Picquié répondra ainsi aux vœux qui lui ont été exprimés par une grande partie de la population européenne.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores.** (Séance du 13 décembre 1912). — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale a tenu sa réunion mensuelle le 13 décembre, sous la présidence de M. Eugène Buhan.

Présents : MM. Eugène Buhan, président ; Sescau et Maurice Simon, vice-présidents ; Catoire, secrétaire ; Eugène Jamet, Llewelyn, directeur des Agences de Madagascar et d'Egypte du Comptoir d'Escompte ; Henri Mager, Fleuriot, Auguste Michel, Paris, H. Nouvion, Grimault, B.-J. Dubos, H. Laurrain, C. Tardieu, Jeampierre Giraud, Mante, Carle, Depincé.

Excusés : MM. de la Motte Saint-Pierre, de Dienval.

En ouvrant la séance, M. le président se fait l'interprète de la Section en adressant l'expression de ses condoléances et de sa sympathie aux victimes du cyclone qui s'est abattu le 24 novembre sur le nord-ouest de Madagascar en causant d'immenses dommages. Il fait part à la section de la distinction dont vient d'être l'objet M. Carle, chef du service de colonisation de Madagascar, à qui la Fondation Lucien de Reinach a attribué une de ses médailles d'or. Il est particulièrement heureux du choix de la Fondation, si pleinement justifié, et il félicite M. Carle au nom de tous.

Correspondance. — Il est donné lecture de deux lettres adressées l'une au gouverneur général de Madagascar, l'autre au ministre des Colonies. La première, datée du 5 décembre, expose à nouveau le point de vue de la Section — nettement opposé à celui de l'administration locale — quant au droit de la colonie de se livrer à la recherche des mines et d'opérer le bornage des gisements découverts ; la seconde, du 10 décembre, relative à la réforme de la législation de la recherche et de l'exploitation de

l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses dans la Grande Ile, expose les vœux de la Section tels qu'ils résultent de la délibération qu'elle a prise dans sa séance du 26 novembre sur le rapport présenté par M. Darrieux.

Régime des eaux. — M. le président rappelle que dans sa séance du 17 octobre dernier, la Section a renvoyé à l'examen d'une commission composée de MM. Richardot, de Dienval, Jamet et Pâris, deux projets de décrets élaborés par le comité des travaux publics des colonies et communiqués pour avis à la Section par M. le ministre des Colonies, concernant, l'un, le régime des eaux, l'autre les associations syndicales à Madagascar.

La Commission a tenu plusieurs séances. M. Jamet a bien voulu accepter de rapporter les deux questions devant la Section.

Sur l'invitation de M. le président, M. Jamet donne lecture de son rapport sur le régime des eaux.

Après avoir rendu hommage à l'esprit libéral dont s'inspire la réglementation projetée, M. Jamet fait connaître que la commission de la Section approuve dans son ensemble ledit projet qui n'a donné lieu de sa part qu'à un petit nombre d'observations tendant à la modification de celles des dispositions prévues qui lui ont paru d'une application difficile ou même dangereuse dans un pays neuf et à peine organisé comme l'est Madagascar.

Ces observations portent notamment sur la *domanialité des eaux*. L'article 7 du projet établit une nomenclature des eaux appartenant au domaine public qui englobe la presque totalité des eaux de la colonie. La commission propose de s'en tenir à la définition très claire de l'article 538 du Code civil, en la complétant toutefois par les mots : « ou présentant un caractère d'utilité générale au point de vue hygénique, agricole ou industriel ».

Les autres modifications demandées touchent : à la *servitude du passage* (art. 7) qui devrait être ramenée dans les limites du Code civil; au mot *riverain* auquel la commission voudrait voir substituer, partout où il figure dans le texte, le mot *occupant*, beaucoup d'indigènes, par exemple, n'étant pas riverains au sens juridique du mot quoique l'étant de fait. La commission demande encore que soit précisé, dans l'article 12, le droit pour les colons et indigènes de se livrer à leurs petits travaux coutumiers (rizières, lakan'tany...) sans être obligés d'en demander l'autorisation, et que soient définis les deux modes d'user de l'eau savoir : l'*autorisation* (art. 15), la *concession* (art. 19). M. Jamet estime d'ailleurs qu'il y aurait avantage à fondre ces articles en un article unique. Il fait remarquer que la *concession d'eau*, analogue à la concession d'un chemin de fer en France, avec retour à l'Etat des travaux effectués par le concessionnaire, n'a pas d'application dans la colonie. Il paraît donc inutile de prévoir une réglementation sans application possible et qui ne peut que compliquer une législation déjà suffisamment complexe.

En résumé la commission estime que le droit d'user de l'eau doit être accordé avec le minimum de formalités possible et sur les bases suivantes :

1° Non limitation à un délai maximum de la durée de l'autorisation, le chef de la colonie devant être laissé libre dans chaque cas de fixer cette durée d'après les circonstances particulières;

2° Prévoir le cas où le demandeur n'aurait pas reçu de réponse dans un délai de 6 mois et décider que dans ce cas et passé ce délai il sera autorisé *ipso facto* à commencer tous travaux;

3° Donner au bénéficiaire de l'autorisation la possibilité de jouir des droits que les lois et les règlements confèrent à l'administration en matière de déclaration d'utilité publique.

Enfin la commission demande la suppression pure et simple de l'article 21, toutes les installations existantes lors de la promulgation du décret à intervenir devant à son avis être réputées autorisées *ipso facto*. Elle propose également diverses modifications de détail aux articles 31, 41 et 44.

Les diverses parties du rapport de M. Jamet sont successivement discutées et adoptées avec quelques légères retouches.

Associations syndicales. — M. Jamet donne ensuite lecture de de son rapport sur le projet de décret sur les associations syndicales.

Ce document n'a soulevé de la part de la commission aucune observation, sauf en ce qui concerne le paragraphe 1er de l'article 22 dont elle demande la suppression. Ce paragraphe prévoit, en effet, que le décret n'est pas applicable aux travaux intéressant les biens appartenant à des indigènes ou exploités par eux. Or, fait remarquer M. Jamet, c'est surtout aux associations syndicales intéressant les propriétés indigènes que la réglementation projetée paraît devoir s'appliquer, les propriétés européennes étant ou trop disséminées ou d'une étendue trop considérable pour donner lieu à la formation d'associations syndicales.

La Section s'associe entièrement à cette manière de voir.

M. le président remercie M. Jamet de ses très intéressants rapports. Il ajoute que M. le ministre des Colonies sera, à bref délai, saisi des deux questions dans le sens des vues qui viennent d'être exposées.

Régime douanier. — M. Henri Mager fait connaître qu'il sera en mesure de présenter son rapport sur la revision du tarif spécial des douanes de Madagascar à la prochaine séance de la Section. La commission nommée à cet effet par la Section a déjà tenu deux séances et doit se réunir une dernière fois dans quelques jours.

Colis postaux retardés. — M. le président invite de nouveau les membres de la Section qui auraient à se plaindre de retards dans l'acheminement des colis postaux en provenance de Madagascar à ne pas manquer de les signaler à l'Union coloniale qui se charge d'intervenir auprès de M. le sous-secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes. C'est ainsi qu'à sa demande une enquête a été prescrite par le sous-secrétaire d'Etat sur les causes du retard éprouvé par des colis qui, arrivés à Marseille le 26 novembre, ne lui ont été remis que le 7 décembre, soit avec un délai de livraison de 10 jours. Nul doute qu'après quelques réclamations de ce genre des mesures ne soient prises pour améliorer le service de réexpédition des colis.

Alcoolisme. — M. le président estime qu'il est du devoir de la Section d'étudier sans plus tarder les mesures dont il conviendrait de proposer l'adoption en vue d'enrayer le développement de l'alcoolisme dans la Grande Ile. Sur sa proposition, la question, qui a déjà fait l'objet d'un échange de vues au cours des deux dernières séances de la Section, est renvoyée à l'examen d'une commission composée de MM. de la Motte Saint-Pierre, Catoire, Pâris et Jamet qui soumettra un rapport à la Section.

Billets de Banque. — M. le Président fait connaître qu'à la suite des démarches qui ont été faites par le bureau de la Section

au ministère des Finances, des instructions ont été adresseés à Madagascar prorogeant pour un temps indéterminé les facilités précédemment accordées en ce qui concerne les billets de la Banque de France.

Coïncidence entre la date de départ et la date d'arrivée des courriers de l'Océan Indien. — M. Bigeard, président de la Société angevine de Madagascar et divers membres de la Section se sont plaints de l'insuffisance de l'écart existant actuellement entre les dates d'arrivée à Marseille et de départ de ce port des courriers de Madagascar, écart qui est, suivant le cas, de cinq jours ou d'un jour.

M. Depincé s'est informé auprès de la Compagnie des Messageries Maritimes de la possibilité de remédier à cet état de choses, qui ne laisse pas, en effet, d'être très incommode pour l'expédition de la correspondance. La Compagnie, au cours de ses explications verbales, a fait ressortir que la moindre modification d'itinéraires, si simple qu'elle paraisse, si l'on se place uniquement au point de vue de ceux qui la réclament, soulève, en réalité, dans la pratique, des difficultés considérables, étant donné que toutes les lignes de la Compagnie se tiennnent par quelque point. La nouvelle convention, en imposant une coïncidence à Djibouti aux paquebots des lignes de l'Océan Indien et de l'Indochine, en fournit un exemple. M. Depincé signale d'ailleurs la mise en application prochaine d'un nouvel horaire qui donne satisfaction, dans une certaine mesure, aux intéressés. L'écart entre les dates d'arrivée et de départ des courriers sera, en effet, porté, à partir de 1913, d'abord à six jours et à deux jours, puis, à l'expiration de la période transitoire — fin février — à huit jours et à quatre jours.

En présence d'une semblable amélioration et des difficultés qui s'opposent à une organisation plus parfaite des horaires, M. Depincé estime qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de pousser plus loin la question.

La Section se range à cet avis.

M. Depincé ajoute quelques explications sur l'état actuel des pourparlers entre la Compagnie des Messageries maritimes et le gouvernement général au sujet de l'organisation des Services locaux. L'accord serait en bonne voie quant aux itinéraires en discussion et semble devoir réaliser une amélioration très appréciable sur la situation actuelle.

Régime forestier. — A la demande de M. le président, M. Carle fournit quelques explications sur le projet de réglementation forestière en cours d'étude. A la suite des observations présentées par le ministère de l'Agriculture, ledit projet a dû être renvoyé à Madagascar. M. Carle s'emploiera, à son retour à Tananarive, à en hâter la mise au point. Communication, pour avis, en sera d'ailleurs faite en temps utile à la Section.

Exposition de Gand. — M. le président croit savoir que la colonie de Madagascar aurait décidé de ne prendre aucune part à l'exposition qui doit avoir lieu à Gand en 1913. Il estime qu'il serait extrêmement regrettable que la place de Madagascar restât vide, d'autant plus que les Belges s'apprêtent à donner un très vif éclat à la partie coloniale de cette exposition. L'abstention de Madagascar serait du plus fâcheux effet et on ne manquerait pas de l'interpréter dans un sens défavorable à notre colonie de l'Océan Indien, encore peu connue ou, ce qui est pis, mal connue. Il est d'avis d'insister auprès de l'administration pour que la participation de Madagascar et des Comores à l'exposition de Gand soit assurée, sans déploiement de luxe, mais de façon à donner aux visiteurs une idée complète et exacte de la richesse et de la variété des productions de ces possessions.

La Section approuve complètement la proposition de M. le président. Une lettre dans ce sens sera, en conséquence, adressée à M. le gouverneur général de Madagascar par le prochain courrier.

Banque d'émission. — Les circonstances rendant indispensable une entente entre les deux groupes au sujet du régime bancaire des colonies dont elles s'occupent, les Sections de Madagascar et des anciennes colonies de l'Union coloniale, après avoir procédé séparément à une mise au point de leurs vœux, chacune en ce qui la concerne, se sont réunies à l'effet de délibérer en commun sur les questions qui se rattachent, d'une part, au renouvellement du privilège des banques coloniales et, d'autre part, à la création d'une banque d'émission à Madagascar.

La séance est présidée par M. Eugène Buhan, assisté de M. Bougenot, président de la Section des anciennes colonies.

Après un échange de vues, les deux Sections ayant constaté qu'il n'existe aucun antagonisme entre les objectifs qu'elles poursuivent et que leurs desiderata respectifs n'impliquent, de la part d'aucune d'elles, rien dont les intérêts représentés par l'autre puissent prendre ombrage, ont décidé de poursuivre conjointement la réalisation de ces desiderata, formulés dans les termes suivants :

1° En ce qui concerne la Section de Madagascar et des Comores :

Que le privilège d'émission à Madagascar et aux Comores soit attribué à la Banque de l'Afrique occidentale.

2° En ce qui concerne la Section des anciennes colonies :

Que les banques des vieilles colonies conservent leur autonomie avec des statuts élargis, de façon à donner les plus grandes facilités à l'agriculture et au commerce d'importation et d'exportation.

Une démarche en ce sens sera faite auprès de M. le ministre des Colonies par les bureaux des deux sections, et l'Union coloniale a été priée d'insister de la manière la plus pressante auprès des pouvoirs publics pour que satisfaction soit donnée à ces vœux dans le plus bref délai possible.

AGRICULTURE. — **La station de Nanisana.** — M. le gouverneur général Picquié a visité longuement, le 6 novembre dernier, la station d'essais de Nanisana.

Nanisana est un petit village situé au nord et à quelques kilomètres de Tananarive. Le jardin d'essais qui y a été installé en 1897 par la colonie était au début destiné à renseigner les colons et les indigènes sur toutes les questions intéressant l'agriculture. La station, qui devait centraliser tous les renseignements et documents agricoles recueillis sur tous les points de la colonie, comprenait alors une section d'essais des cultures et une pépinière. Les essais effectués dans les cultures ne répondirent pas tout d'abord aux espérances. Les terrains de la station n'étaient pas d'assez bonne qualité et d'autre part leur mise en culture était trop onéreuse pour qu'il fût possible d'en tirer des données pratiques et profitables aux agriculteurs. La station fournissait aussi des plants d'ornement et des fleurs dont la culture fut abandonnée ensuite après l'installation à Tananarive de fleuristes indigènes. Toutes les variétés de légumes qui pouvaient réussir dans le pays

furent également cultivées à la station qui forma pendant un certain temps des jardiniers indigènes.

La pépinière rendit de grands services. Dès l'année 1898, la station était en effet en mesure de fournir un grand nombre de jeunes arbres qui furent plantés sur les places publiques et promenades de Tananarive, ainsi que sur les routes de la province.

Le programme du Jardin d'essai s'agrandit du fait de la création d'une section séricicole et d'une école d'agriculture. La nécessité de substituer aux races de vers complètement dégénérés qui existaient dans le pays des espèces sélectionnées attira l'attention de l'administration. Des dispositions furent prises pour établir le grainage par cellules, mais le petit nombre des magnaneries et des plantations de mûrier ne permit ni de faire de grandes éducations, ni de suffire aux demandes de cellules de plus en plus nombreuses. D'autre part les procédés de grainage, satisfaisants pour quelques centaines de pontes, ne répondaient plus aux besoins grandissants et demandaient à être transformés pour satisfaire tous les séricicultеurs.

Une filature destinée à dresser des élèves fonctionna quelques années, mais la faible quantité des cocons qu'elle avait à traiter ne fut pas suffisante pour l'alimenter; en outre la station devait, d'ailleurs, comme à l'heure actuelle, consacrer au grainage la plus grande partie des cocons récoltés.

Les élèves de l'école agricole et séricicole passaient deux années à la station. La durée des études, beaucoup trop longue pour apprendre aux jeunes indigènes l'élevage du ver à soie, était par trop restreinte pour permettre de former de bons agriculteurs. A leur sortie les élèves s'adonnaient à tout autre chose qu'à l'agriculture et à la sériciculture.

Depuis l'arrivée de M. le gouverneur général Picquié, la station de Nanisana a subi de grandes transformations qui l'ont mise en mesure de répondre d'une façon plus appropriée aux besoins actuels de la colonisation. Les essais de grande culture ont été transportés sur des champs d'expérience dans divers points de la colonie. Les pépinières ont été agrandies dans de très grandes proportions et si la partie ornementale a été supprimée, parce qu'elle était représentée dans le commerce, les espèces fruitières les plus diverses de France, des colonies françaises, du Japon et du Cap ont été multipliées par le greffage.

Le greffage a permis à la station de livrer chaque année des quantités considérables de plants. Les cours de greffage institués à Nanisana ont permis de mettre à la disposition des colons des indigènes capables et experts. Sur les instructions de M. le gouverneur général Picquié, les variétés d'arbres nécessaires au reboisement ont été multipliées. Chaque année elles sont répandues par milliers, si bien que les pépinières de la colonie fournissent à l'heure actuelle aux administrations provinciales les jeunes plants nécessaires aux programmes de reboisement. C'est aussi dans ce but que de nombreuses espèces de conifères ont été récemment introduites, ainsi que des variétés de platane, de cèdre, de micocoulier, de sequaia, de rhus.

Au point de vue séricicole les muraies ont été agrandies et permettent déjà la livraison aux Européens et aux indigènes de plus de 200.000 plants par an. Ces distributions gratuites, qui constituent une prime d'encouragement au développement de la sériciculture, sont très appréciées des indigènes. L'importance des demandes, chaque année plus nombreuses, en fournit la preuve manifeste. Les systèmes d'éducation et de grainage cellulaire ont été modifiés. Dans les mêmes locaux où l'on ne pouvait produire que 30.000 à 40.000 cellules, on en récolte actuellement 500.000.

La station sérigicole de Nanisana est devenue un établissement de grainage des plus sérieux. Grâce à ses méthodes particulières d'élevage, elle est parvenue à produire des quantités importantes de cocons exemps de maladie. Elle présente toutefois cette particularité qu'elle doit produire elle-même ses cocons de grainage. Il est en effet difficile sinon impossible de trouver chez les éleveurs des cocons aptes à produire de la graine sélectionnée et il n'est pas plus aisé de s'approvisionner à l'extérieur de la Colonie. Aussi la question de la prodution de la graine pour première éducation (celle de septembre-octobre) est-elle fort délicate.

Le système qui consisterait à faire à Nanisana une grosse éducation pendant les mois de juillet et d'août n'est guère possible, les mûriers se dépouillant de leurs feuilles à cette époque de l'année. Pour obvier à cet inconvénient, on a essayé, à l'instar de ce que l'on fait en France, de conserver par le froid les cocons et les graines. Mais ce procédé n'a pas donné, avec les races spéciales de vers malgaches, les résultats que l'on pouvait espérer. On a songé alors à faire des éducations dans les régions plus chaudes que les Hauts-Plateaux et où les mûriers conservaient leurs feuilles. Les tentatives qui ont été faites à ce sujet à la station de l'Ivoloina, près de Tamatave, ont donné de bons résultats.

Les recherches se poursuivent de ce côté et M. Picquié fait à l'heure actuelle procéder à des recherches en vue de l'installation dans une région assez proche de Nanisana d'une magnanerie qui pourrait faire de grosses éducations pendant les mois de juillet et d'août.

L'école agricole et séricicole d'autrefois est devenue une école exclusiment séricicole. La durée des études, réduite à 4 mois, est suffisante pour former de bons séricicultеurs.

Les colons de la colonie trouvent néanmoins les bons contremaîtres de culture dont ils peuvent avoir besoin parmi les ouvriers de la station. Ces derniers, prenant part pendant plusieurs années à tous les travaux de culture, sont en effet mieux à même que les élèves agriculteurs d'autrefois de rendre de grands services.

Le grenier à riz de Nanisana est une dépendance de la station. Il permet de distribuer des riz sélectionnés et les indigènes viennent en grand nombre y emprunter des semences. Les essais de rizigulture qui y sont poursuivis et qui portent sur des variétés diverses ont en vue la production des riz de valeur commerciale.

La station comporte aussi un laboratoire de recherches agricoles qui comprend une section de pathologie végétale et une section de chimie agricole. Le laboratoire poursuit des recherches sur les maladies signalées, sur les plantes cultivées, sur la valeur des engrais, sur la constitution des sols et la composition des terres.

Depuis deux ans la station de Nanisana fournit aux colons et aux indigènes, et aux prix les plus réduits, des arbres fruitiers, ainsi que des plantes économiques des variétés les plus diverses, elle distribue gratuitement aux séricicultеurs des plants de mûrier et toutes les cellules dont il a besoin, enfin elle procure à l'administration tous les plants nécessaires au reboisement.

Il reste encore à poursuivre d'autres améliorations. Parmi les plus importantes, nous citerons l'aménagement de nouveaux terrains sur lesquels il sera possible de suivre utilement diverses cultures et les travaux d'adduction d'eau qui permettront de parer aux inconvénients de la sécheresse qui, cette année, s'est fait sentir d'une manière plus fâcheuse que les années précédentes.

Dès que ces modifications auront été apportées, la station de Nanisana rendra de grands services, à condition que la direction en soit confiée moins à des théoriciens qu'à des agriculteurs pratiques.

La récolte du girofle.—A Sainte-Marie, la récolte du girofle, qui s'annonce comme particulièrement importante cette année, est commencée depuis quelques jours. Quelques lots ont été déjà présentés sur les marchés, où ils ont trouvé preneurs à 1 fr. 25 et 1 fr. 30 le kilogramme.

La griffe de girofle est cotée à 0 fr. 15 le kilogramme.

La vanille est en préparation, mais aucun lot n'a encore été exporté sur la métropole.

CHEMINS DE FER. — **Chemin de fer de Tananarive à Antsirabe.** — Voici le texte de la loi du 31 décembre 1912 qui autorise la colonie de Madagascar et dépendances à construire le chemin de fer de Tananarive à Antsirabe :

Article unique. — Le gouverneur général de Madagascar et dépendances est autorisé à procéder aux travaux de construction d'un chemin de fer entre Tananarive et Antsirabe.

Toutefois, l'ouverture des chantiers de chaque tronçon de la future voie ferrée aura lieu, sur la proposition du gouverneur général, après présentation des projets définitifs d'exécution, en vertu de décrets rendus sur le rapport du ministre des colonies.

Les dépenses afférentes à la construction du chemin de fer seront imputées sur le budget local de la colonie. Les ressources correspondantes seront fournies d'abord par les excédents budgétaires qui viendraient en dépassement du maximum réglementaire actuel de la caisse de réserve; ensuite, s'il est nécessaire, par des prélèvements exceptionnels sur les fonds de cette même caisse, étant entendu que la totalité desdits prélèvements exceptionnels ne dépassera jamais un maximum de cinq millions. (5.000.000).

Tout le matériel fixe et roulant de la ligne, ainsi que tous les matériaux nécessaires à sa construction, qui ne se trouveront pas dans le pays, devront, autant que possible, être d'origine française et transportés sous pavillon français.

Cette loi a été promulguée au *Journal officiel* du 4 janvier 1913.

ELEVAGE. — **L'élevage de l'autruche.** — L'élevage de l'autruche se développe de plus en plus à Madagascar. A côté des oiseaux cédés par l'administration aux particuliers et dont le nombre augmente chaque année dans des proportions intéressantes, la colonie possède un troupeau qui, au mois de mai dernier, s'élevait à 420 oiseaux. Toutes ces autruches sont, comme on le sait, issues *de deux couples importés en* 1902.

Les trois représentants qui subsistent de cette époque et qui servent de témoins permettent de faire une comparaison tout à l'avantage des produits nés et élevés dans la colonie. Ces derniers sont, en effet, supérieurs tant pour leurs formes que pour leur développement et pour la valeur des plumes qu'ils fournissent. Ce résultat qui a été obtenu malgré les conditions difficiles de nourriture et d'entretien montre le succès de l'entreprise tentée par l'administration de la colonie.

La première vente des plumes a eu lieu en 1906. Depuis cette époque les sommes produites par ces ventes ont marqué une progression. Alors que le prix moyen des plumes du Cap a oscillé de 1886 à 1907 entre 106 et 156 le kilogramme, le prix des plumes récoltées à Madagascar varie de 230 à 250 francs.

L'administration cherche encore à améliorer la qualité des plumes par une alimentation régulière et choisie. A cet effet elle a installé, près de Tuléar, à Befanamy, une nouvelle autrucherie. Des travaux de défrichement, d'irrigation viennent d'y être entrepris qui ont pour objet l'ensemencement de luzernières. En même temps de grands espaces ont été plantés en maïs qui fournira sur place et à des prix économiques la nourriture en grains pour les autruches. Le but recherché par la colonie est, en effet, de produire des oiseaux de choix pouvant faire souche de lignées de valeur et de fournir à ceux qui tenteront l'élevage de l'autruche à Madagascar, des indications qui les mettront à l'abri des surprises.

COMMERCE. — **Commerce des écorces à tan.** — Le commerce des écorces à tan s'est élevé en 1911 à 3.645 653 francs, en augmentation de 910.000 francs sur l'année précédente.

L'exploitation des palétuviers qui couvrent la plus grande partie de la côte ouest donne lieu à des transactions très importantes dans les provinces de Nossi-Bé, de Majunga et de Tuléar.

A côté de l'écorce fournie par le palétuvier, on songerait à exploiter, dans la région des Hauts-Plateaux, le tanin provenant du mimosa et de certaines variétés d'eucalyptus qui contiennent jusqu'à 45 0/0 d'alcaloïdes. Ces arbres se trouvent en très grande quantité dans le centre de l'île.

La Réunion. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 7 novembre promulguant dans la colonie le décret du 18 septembre 1912 modifiant à la Réunion en ce qui concerne les morues le tableau des exceptions au tarif général des douanes de la métropole.

22 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 19 novembre promulguant dans la colonie le décret du 28 septembre 1912 réglementant le régime de l'entrepôt fictif pour les marchandises étrangères importées à la Réunion.

Arrêté du 19 novembre réglementant la dénaturation, le transport et la vente de l'alcool entrant dans la composition des préparations pharmaceutiques et des parfumeries.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la République française.*

29 *décembre.* — Loi du 26 décembre autorisant le gouvernement général de l'Indochine à contracter un emprunt de 90 millions pour exécuter divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général.

31 *décembre.* — *Décret* du 30 décembre portant approbation d'un arrêté du gouverneur général de l'Indochine relatif à la validité et au prix des licences d'entrepôt et de vente au Tonkin, dans le Nord-Annam et en Cochinchine.

Décret du 30 décembre portant approbation du budget général de l'Indochine et des budgets annexes pour l'exercice 1913.

Journal officiel de l'Indochine.

14 *novembre.* — *Circulaire* ministérielle du 20 novembre 1911 sur les comptes administratifs.

18 *novembre.* — *Arrêté* du 30 octobre ouvrant les bureaux de poste de Mongtzeu et Yunnanfou au service des lettres et boîtes de valeur déclarée.

Arrêté du 2 novembre fixant au premier samedi de chaque mois la date à laquelle se tiennent les audiences publiques ordinaires des Conseils du contentieux administratif de l'Indochine.

Circulaire du 9 novembre sur l'établissement des listes d'an-

cienneté devant servir de base aux promotions faites à l'ancienneté.

21 *novembre.* — *Arrêté* du 2 août 1912 approuvé par le ministre des Colonies portant organisation du personnel des commis et commis principaux des services civils de l'Indochine.

Arrêté du 2 août approuvé par le ministre des Colonies fixant les cadres du personnel des commis et commis principaux des services civils de l'Indochine.

Arrêté du 5 novembre réglementant le mode d'établissement du tableau d'avancement du personnel des administrateurs et des commis des services civils de l'Indochine.

Arrêté du 1er octobre fixant les conditions et le programme de l'examen d'aptitude pour le grade d'administrateur de 5e classe des services civils de l'Indochine.

25 *novembre.* — Loi du 14 août 1889 ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit (promulguée en Indochine le 15 novembre 1912).

Loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins (promulguée en Indochine le 15 novembre 1912).

Décret du 22 mai 1912 relatif à l'importation des viandes en France.

25 *novembre.* — *Arrêté* du 9 novembre autorisant le versement à la caisse de réserve de l'Indochine d'une somme de 870.727 piastres 27 représentant l'excédent net constaté à la clôture de l'exercice 1911 des recettes sur les dépenses du budget général.

ADMINISTRATION. — **Avancement des fonctionnaires.** — Une circulaire de M. le gouverneur général Sarraut a modifié le mode de confection des listes d'ancienneté servant de base aux promotions pour l'avancement des fonctionnaires de tout ordre.

Jusqu'à présent, ces listes n'étaient dressées qu'en février, de sorte que les promotions de janvier étaient faites sur les listes de l'année précédente. Ce procédé était préjudiciable à certains agents dont l'ancienneté peut se trouver majorée du fait de séjour récent dans des postes malsains.

A partir de cette année, les listes d'ancienneté seront établies avant les promotions de janvier.

Législation pénale applicable aux indigènes. — Un décret du 16 mars 1880, dont les dispositions ont été successivement étendues aux autres parties de l'Indochine, a déclaré le code pénal métropolitain applicable, sous certaines modifications, par les juridictions françaises de la Cochinchine aux indigènes et Asiatiques assimilés.

Certaines des modifications édictées par ce texte ne sont plus aujourd'hui en rapport avec la situation économique du pays et l'évolution accomplie par nos sujets et protégés.

La refonte de la législation pénale applicable aux indigènes et Asiatiques de notre possession d'Extrême-Orient a donc paru nécessaire : elle fait l'objet d'un décret en date du 31 décembre 1912, inséré au *Journal officiel* du 5 janvier 1913.

FINANCES. — **Le budget indochinois pour 1913.** — Le budget de l'Indochine pour l'exercice 1913 vient d'être approuvé par décret en date du 30 décembre 1912.

Le budget général est arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 35.608.395 piastres. L'augmentation, par rapport à 1912, est seulement de 291.395 piastres, soit de moins de 1 0/0.

Cette augmentation est sensiblement inférieure à l'accroissement normal des recettes. Pour l'exercice courant (1912), la plus-value atteindra probablement 2 millions de piastres, et il y a lieu de croire que l'exercice 1913 présentera une plus-value au moins équivalente.

La répartition des dépenses a été dominée par le souci de comprimer les crédits relatifs au personnel et à l'administration ; au contraire, le chapitre des travaux publics d'intérêt général a été augmenté de 154.000 piastres.

Le budget d'exploitation des chemins de fer est arrêté, pour 1913, à 1.732.520 piastres. Il est en diminution de 126.380 piastres sur celui de 1912 ; cette diminution tient à la suppression d'une dépense extraordinaire (achat de matériel roulant pour la ligne Saigon-Mytho) ; elle a pour contrepartie une réduction de la subvention que lui allouait le budget général.

Le budget annexe de l'emprunt de 200 millions est arrêté pour 1913 à la somme de 4.390.770 francs ; celui de l'emprunt de 33 millions à celle de 2.650.000 francs.

Ces emprunts sont consacrés, on le sait, aux travaux de chemins de fer.

Excédent budgétaire de 1911. — Il a été versé à la caisse de réserve de l'Indochine, la somme de 870.727 piastres représentant l'excédent net des recettes sur les dépenses du budget général de l'Indochine pour l'exercice 1911.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

7 *novembre.* — *Arrêté* du 24 octobre portant suppression des budgets résidentiels du Cambodge.

25 *novembre.* — *Arrêté* du 12 novembre levant l'interdiction de la sortie de l'Indochine des riz, paddys et dérivés originaires des provinces du Cambodge.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

18 *novembre.* — *Arrêté* du 24 octobre sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes.

21 *novembre.* — *Arrêté* du 13 novembre fixant les délais de dépôt des demandes de primes en argent pour les cultures du café, thé, coton à longue soie, indigo, jute, ramie.

Arrêté du 13 novembre fixant la composition de la commission chargée de procéder à la répartition des primes à l'agriculture pour l'année 1912.

INDUSTRIE. — **Réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.** — Le *Journal officiel* de l'Indochine du 18 novembre vient de publier un arrêté du résident supérieur au Tonkin portant réglementation des établissements industriels dangereux, insalubres ou incommodes.

Kouang-tchéou-wan. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

18 *novembre.* — *Arrêté* du 30 octobre rapportant celui du 18 décembre 1907 interdisant provisoirement l'exportation des riz et paddys hors du territoire de Kouang-tchéou-wan.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris (quai d'Orsay) et Barcelone.

Billets directs simples et d'aller et retour 1re, 2e et 3e classes.
Divers itinéraires.
Enregistrement direct des bagages.
Voitures directes. — Wagons-lits. — Wagons-restaurants.
Service journalier depuis le 15 octobre 1912.

1er itinéraire : par Limoges-Toulouse.

Aller :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 19 h., arrivée à Barcelone à 15 h. 40,

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 20, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Express, départ de Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 30, arrivée à Barcelone à 19 h. 32.

Retour :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Barcelone à 14 h. 16, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 10 h. 41.

Express, départ de Barcelone à 10 h., arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 56.

2e itinéraire : par Bordeaux.

Aller :

Sud-Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16, arrivée a Barcelone à 7 h. 53.

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 9 h. 46, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Retour :

Express, départ de Barcelone à 18 h. 51, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 17 h. 25.

(9-11-12)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année. par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl, : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire: Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs.
Durée : 30 jours avec faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs.
Durée : 15 jours sans faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'hiver aux Plages nantaises.

Les Plages nantaises si fréquentées l'été sont aussi de délicieux séjours d'hiver par la douceur de leur climat.

En vue de faciliter l'hivernage dans ces stations, la Compagnie d'Orléans délivre à titre d'essai, jusqu'au mercredi précédant la fête des Rameaux 1913, aux familles d'au moins trois personnes, des billets d'aller et retour collectifs à prix réduits dits « billets d'hivernage ».

Ces billets sont délivrés sous condition d'un parcours d'au moins 150 kilomètres (aller et retour) de toute gare du réseau d'Orléans pour les stations comprises entre Pornichet (inclus) et le Croisic (inclus).

Leur validité est de deux mois, non compris le jour du départ, avec faculté de prolongation d'un mois moyennant un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Trains rapides et express de jour et de nuit, voitures directes 1re, 2e et 3e classes, compartiments-couchettes, wagons-restaurant.

(22-10-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80; 2e classe, 104 fr. 25; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).

(10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE
Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.
Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.
Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or**.
MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux
Indispensable dans les **Habitations, Ecuries. Etables, Porcheries Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Épidémies et les Epizooties.
Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* nom exact :
CRESYL-JEYES

RHUM St ESPRIT
RHUM DES PLANTATIONS St ESPRIT MARTINIQUE
MARQUE DÉPOSÉE
ENTREPÔT GÉNÉRAL
BORDEAUX
E. ROUSSE AINÉ ET Cie, 4, rue de Marseille, BORDEAUX
Correspondants sérieux demandés.

COMPAGNIE COLONIALE
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie

Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Coulurier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute ADMINISTRATEUR
E. Guignard —
Léon Peyrissac —

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire,

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai-d'Orsay, et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quelimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : (a) des billets simples, 4 mois ; (b) des billets d'aller et retour, 1 an ; faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt, tant en France qu'en Espagne et en Portugal, à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay ; en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de navigation.

(22-10-12)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : 500 MILLIONS

Siège social : 54 et 56, rue de Provence, à Paris.

Succursales :

25 à 29, boulevard Haussmann (Opéra) ;
134, rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe, taux des dépôts de 1 an à 2 ans 2 0/0 ; de 4 ans à 5 ans 3 0/0, net d'impôt et de timbre ; — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais** ; — **Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres** ; — **Avances sur titres** ; — **Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages** ; — **Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires** ; — **Change de Monnaies étrangères** ; — **Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(Compartiments depuis 5 francs par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.)

98 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 889 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION

J. LATRILLE FILS

BORDEAUX

CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s. ; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi ; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 20 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s. ; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi ; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne.

Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

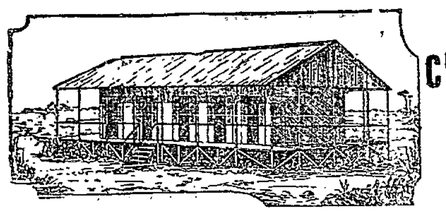
Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré, en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE

Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES

LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS

Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.

1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.

PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ

P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.

REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. — LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

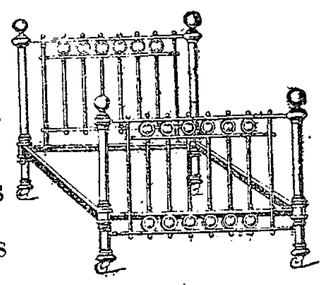
Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**

Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement



LITS COLONIAUX

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



PLIANTS ET DÉMONTABLES

MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.



SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

SIÈGE SOCIAL : 63, rue Taitbout, PARIS
SIÈGE de l'EXPLOITATION : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE (B.-du-Rh.) AGENCE à Marseille, 1, place Sadi-Carnot.

A PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE { Agence de la Compagnie Générale Transatlantique. » de la Compagnie Française de Navigation à vapeur. (Cyp. Fabre et Cie). » de la Compagnie de Navigation Générale Italienne (Florio Rubattino). » de la Compagnie Sévillane de Navigation à vapeur, etc., etc.

MAGASINS ET ENTREPOTS

Consignations, Transit, Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Exportation de matériaux de Construction

par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille, **pour l'Algérie et les Colonies**
Plusieurs départs par semaine de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour
l'Algérie et la Tunisie par les vapeurs de la Compagnie Générale Transatlantique
Adresse télégraphique : **Transitus. — Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic; il est le plus rapproché du centre de la France; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables par les services de la C^ie-G^e de navigation H.-P.-L.M.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary, Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées.
et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la **BANQUE DU SÉNÉGAL**
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER, Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES **ENTREPRISES COLONIALES**
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe. Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.

Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Cote de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° Ligne de l'Indo Chine. — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° Ligne Plata accélérée. — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque. le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° Ligne Plata directe. — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° Ligne Brésil I. — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° Ligne Brésil II. — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris:* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre:* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908. BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	30 janv., 14 et 28 fév. à midi.
	Pour Alexandrie, Port-Saïd et pour passagers seulement Beyrouth (1).....	23 janv., 7 et 21 fév. à midi,
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	23 janv., 7 et 21 fév. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Calamata, Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	18 janv., 15 fév. à 4 h. s.
	Pour Patras, Syra, Salonique, Constantinople et Odessa (1)..... (1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	11 et 25 janv., 8 fév. à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	5 fév. à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta ; à Singapore, pour Batavia ; à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok).	12 janv. et 9 fév. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobe et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides ; à Singapore, pour Batavia ; à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok.)..	26 janv. et 23 fév. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour Naméla, Morundava Ambohibé, Tuléar, Lourenço-Marquez et Durban ; 2° à Diégo-Suarez pour Nossi-Bé, Analalave, Majunga, Mayotte, Les Comores et Zanzibar ; 3° à Diégo-Suarez pour les ports de la Côte Est de Madagascar, Tuléar et Durban.	9 janv., 6 fév. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	23 janv., 20 fév. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers, de Marseille pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.	tous les mois le 1er

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

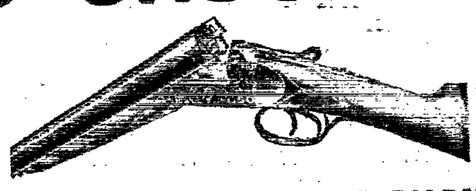


Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le numº du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

OUSTAU & Cie, A TARBES

MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES

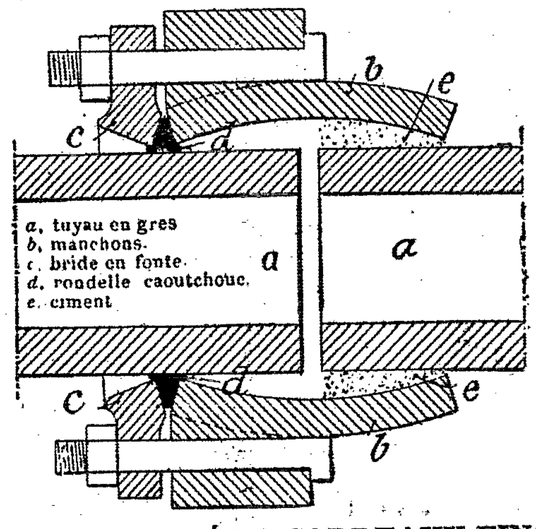
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES

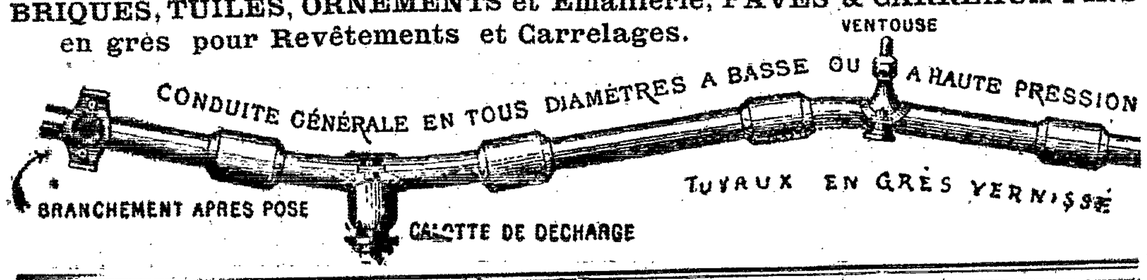
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.

Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ébénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
ON DEM... ...S REPRÉSENTANTS

PLAQUES **RADIO-BROM**
GUILLEMINOT
TRÈS PURES ULTRA-RAPIDES



sans rivales pour la finesse du Grain.

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, **GRAND PRIX**)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc., etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES,
à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 JANVIER 1913. — N° 2.

ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS BIBLIOTHÈQUE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC—PARIS. — *Code* : A. Z. *français*.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE CANAL DE PANAMA ET LES ANTILLES..... 37

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Soulèvement dans le sud-marocain..... 38
L'application du tertib..... 39
La réorganisation des services agricoles en Algérie..... 40
L'irrigation en Afrique occidentale..... 41
La répression de l'alcoolisme à la Côte d'Ivoire..... 41

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 42
Possessions britanniques..... 44

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La politique de Colbert dans les Indes occidentales. — P. CULTRU..... 46

V. VARIÉTÉS :
La question des métis en Indochine ; le rôle des sociétés de protection. — Rapport de M. H. SAMBUC..... 49

VI. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER.. 53

VII. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 57

VIII. CORRESPONDANCE :
Le danger chinois en Indochine. — P. B..... 61

IX. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 62

X. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 63

LE CANAL DE PANAMA ET LES ANTILLES

Le *Journal officiel* du 16 janvier 1913 a publié en annexe le rapport de la mission chargée d'étudier les conséquences de l'ouverture du canal de Panama en ce qui concerne les colonies françaises des Antilles et de l'Océanie.

C'est un document important qui ne remplit pas moins de 35 pages de l'*Officiel*. Sa publication était attendue depuis que le ministre des colonies l'avait promise à la tribune de la Chambre et cette publication mérite de ne point passer inaperçue.

Ce rapport est, en effet, un document très étudié.

* * *

On sait que la mission envoyée l'an dernier aux Antilles et en Océanie avait pour chef M. Jullidière, ingénieur en chef des ponts et chaussées, délégué du ministère des colonies et comprenait des représentants du ministère de la marine et du ministère du commerce.

Ces missionnaires ont donné de très amples renseignements non seulement sur les travaux du canal mais sur les conséquences de son percement. Nous ne retiendrons de ce consciencieux travail que deux ou trois points.

* * *

Il était tout naturel de se demander quelles routes suivraient les navires dans l'Atlantique pour se rendre d'Europe à Colon.

Ces navires prendront certainement le chemin le plus court, qui est le plus économique, c'est-à-dire l'arc de grand cercle. L'arc de grand cercle qui va de Liverpool à Colon, coupe Haïti à peu près au milieu. L'arc de grand cercle qui va de Gibraltar à Colon, coupe légèrement Porto-Rico au sud et passe très près au nord de Saint-Thomas, les bateaux passeront à l'est ou à l'ouest d'Haïti. Et l'on peut dire que, très généralement les navires venant d'Europe ou s'y rendant, passeront entre l'est de Cuba et Saint-Thomas. Une partie du trafic de l'est des Etats-Unis avec le Pacifique passera par la Nouvelle-Orléans, d'où les navires iront

directement sur Colon, il est impossible d'en donner le quantum. La majeure partie viendra des ports de l'est dont le plus important, de beaucoup, est New-York. L'arc de grand cercle qui va de New-York à Colon coupe l'île de Cuba à peu près au 80° de longitude ouest de Paris; la route la plus directe consistera donc à passer à l'est de Cuba. Les ports les plus intéressés par ce courant sont Antilla (baie de Nipe) sur la côte nord de Cuba, Manzanilla au sud, Port-au-Prince, le môle Saint-Nicolas en Haïti et Kingston (Jamaïque). Il est à peu près certain, dit la Commission, que les navires de ce courant ne charbonneront pas dans les grandes Antilles.

* * *

On estime que le grand courant européen de 6.200.000 tonnes à destination ou en provenance de Colon-Panama passera entre l'est de Cuba et Saint-Thomas. La plupart des navires fileront directement sans escale. On n'a plus à se préoccuper de la question des vivres frais, avec les installations réfrigérantes qui se trouvent à bord des navires modernes. Etant donnée la différence des prix de vente du charbon dans les Antilles et à Colon (prix sensiblement plus élevé aux Antilles), les armateurs s'arrangeront pour avoir des soutes qui leur permettent de faire l'économie des frais d'une escale et de la perte de temps qui en résulte.

Le rapport de la commission ajoute :

« Seules les lignes régulières de navires mixtes où de paquebots feront escales dans dans les grandes Antilles pour ne pas imposer de trop longues traversées à leurs passagers. Ces navires n'auront aucune raison de s'écarter de leur route pour aller chercher une escale dans nos Antilles :

« 1° Jamaïque, Cuba, Haïti, Porto-Rico sont des îles autrement importantes que la Guadeloupe et la Martinique; les navires peuvent donc y trouver beaucoup plus facilement du fret et des passagers;

« 2° Les navires des différents pavillons préfèrent, autant que possible, faire escale chez eux. Les Anglais auront Kingston (Jamaïque). Les Allemands iront à Saint-Thomas où l'on va faire des travaux, cependant pas aussi importants qu'on le prévoyait il y a quelques mois;

« 3° Des navigateurs étrangers éviteront plutôt nos Antilles; ils aimeront mieux faire escale chez eux autant que possible et ne pas entrer en contact avec des populations d'une mentalité différente;

« 4° Une escale dans nos Antilles, en outre des frais habituels et de la perte de temps, exige un déroutement de 95 milles pour la Guadeloupe et 148 milles pour la Martinique. C'est peu de chose, mais ce n'est pas négligeable quand on ne peut en attendre aucun profit. Pas de passagers : le plus grand nombre sont des fonctionnaires ou assimilés qui emploient nécessairement les paquebots subventionnés. Pas de fret : il y a un monopole de fait au profit de la compagnie Austra-Américana. La première s'est réservée le fret pour les ports français de l'Atlantique, la seconde le fret pour la Méditerrannée. Tous les producteurs des deux îles sont liés par contrat avec ces deux compagnies. »

* * *

Après avoir examiné les courants français à destination ou en provenance des côtes ouest de l'Amérique du Sud, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, la Commission conclut que contrairement à ce que certains prétendent la Guadeloupe et la Martinique ne sont pas des escales désignées à l'entrée ou à la sortie du canal de Panama car elles exigent : la première un déroutement de 95 milles, la seconde de 148 milles, alors que sur la route directe se trouvent des îles autrement importantes et beaucoup plus prospères. A cette raison tirée de la longueur de la route s'en ajoutent d'autres : notamment celle-ci : qu'un navire n'arrête sa course que lorsque cela en vaut la peine et lorsque les frais sont largement compensés par les profits. Or, dans nos Antilles, dit le rapport officiel, il n'y a ni fret, ni passagers. Les frets sont monopolisés, en fait, par deux compagnies, et en admettant que la production de ces îles, vienne à doubler, à tripler même, elle sauront s'arranger pour conserver cet avantage et on aurait fort à faire pour la leur enlever. D'autre part, la plupart des passagers étant fonctionnaires sont tenus de s'embarquer sur la compagnie subventionnée. Pour toutes ces raisons, la Commission aboutit à cette conclusion qu'il n'y a pas lieu de faire les frais d'un grand port d'escale, soit à Pointe-à-Pitre soit à Fort-de-France.

Elle estime cependant que ces deux ports, placés très près d'une voie maritime très fréquentée et dont ils peuvent profiter dans une faible mesure, ne peuvent rester dans l'état actuel. Et voici les améliorations qu'elle propose pour les deux ports :

« Le programme des améliorations de la Pointe-à-Pitre comprend : le dragage à huit mètres d'abord, puis à neuf mètres, au moyen du matériel actuel auquel il convient d'ajouter trois chalands; la construction d'un appontement d'accostage pour grands navires avec magasin sur l'appontement établi perpendiculairement au quai devant la ville, selon le programme général donné à l'avant-projet; et plus tard la construction d'un second appontement semblable, les deux devant présenter une profondeur d'eau de neuf mètres; la consolidation du barrage de prise d'eau de la ville, qui menace ruine, et l'amélioration de l'adduction; l'assainissement de la ville, la télégraphie sans fil.

« Le programme des améliorations de Fort-de-France comprend : l'établissement en rade des Flamands d'un appontement destiné à l'accostage des navires de petites dimensions, des embarcations et des chalands; la protection de la baie du Carénage par une digue placée sur le récif de l'ouest; la construction dans la baie du Carénage au pied du fort Saint-Louis de 500 mètres de quais avec profondeur variant de 7 à 10 mètres, la reconstruction d'un phare à la Pointe des Nègres et la construction d'un nouveau à l'îlet à Cabris, l'assainissement des quartiers suburbains, l'établissement de la télégraphie sans fil. »

D'après les évaluations de la Commission, les travaux nécessaires coûteraient trois millions et demi à la Pointe-à-Pitre et cinq millions à Fort-de-France.

Il y a là des considérations très intéressantes qui, bien que réduisant les aspirations des deux colonies de la Guadeloupe et de la Martinique, méritent de guider les efforts des pouvoirs publics et on doit souhaiter que bientôt le programme tracé par la Commission devienne une réalité.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Soulèvement dans le sud marocain. — Les nouvelles du sud marocain sont assez mauvaises. Un soulèvement s'y est produit dans la région située entre Mogador et le Sous.

Quand El Hiba fut chassé de Marrakech et obligé de se réfugier dans le Sous d'où il était venu, le général Lyautey conçut le projet de le faire attaquer dans ce dernier repaire par des harkas indigènes levées par ceux des grands caïds du sud qui se sont ralliés à notre cause. D'une part, une de ces harkas réunie par le

Glaoui fut envoyée de Marrakech à Taroudant, la capitale du Sous, aux environs de laquelle elle se trouvait aux dernières nouvelles et où elle paraît avoir remporté quelques avantages. D'autre part, une secoude harka, organisée à Mogador sous le commandement de Moulaï Rechid devait se rendre à Agadir afin de pacifier les populations de la côte.

Dans cette dernière région existent deux grands caïds, Anflous et Guellouli. Guellouli est notre adversaire déclaré; Anflous après avoir un moment pris le parti d'El Hiba avait fait sa soumission aussitôt que la fortune avait paru tourner contre le prétendant.

La harka de Moulaï Rechid comptait un peu plus de 2.000 hommes, dont la moitié avait été fournie par le caïd Anflous. Elle s'était mise en route avec beaucoup de peine au commencement du mois de décembre dernier; elle ne fit pas plus de 40 kilomètres en quinze jours. Elle fut arrêtée par une harka ennemie dont on estimait la force à 5.000 hommes et que commandait le caïd Guellouli. Le 14 décembre on envoya à son secours une colonne composée de 300 zouaves et de 180 indigènes du tabor de police de Mogador sous les ordres du chef de bataillon Massoutier. Cette colonne de secours, quand elle eut rejoint Moulaï Rechid, fut attaquée dans la nuit du 16 au 17 par la harka de Guellouli. Son camp fut forcé, et n'eût été le sang-froid des zouaves elle eût été gravement en danger. Non seulement la harka de Moulaï Rechid ne seconda en rien la colonne de secours, mais elle se dispersa, les uns s'enfuyant et les autres se joignant aux assaillants.

Se trouvant avec une petite troupe dans un pays soulevé, le commandant Massoutier se réfugia dans le bordj voisin de Dar-el-Kadi, en fit mettre les murs en état de défense et résolut d'y attendre des secours. Il soutint là un siège de huit jours qui comptera parmi les glorieux faits d'armes dont l'histoire de la conquête de l'Afrique est pleine. Les bandes de Guellouli qui étaient armées de fusils à tir rapide ont donné une série d'assauts furieux au bordj. On estime qu'ils y ont perdu cinq ou six cents hommes et qu'ils ont eu un nombre énorme de blessés. Le bordj fut promptement entouré d'une ceinture de cadavres, d'où se dégagea bientôt une affreuse odeur de charnier. Abrités derrière les murs, les nôtres n'ont eu que neuf tués et une vingtaine de blessés. Surpris par l'attaque de Guellouli, nos soldats étaient mal approvisonnés; il leur fallut rationner les vivres, on tua les chameaux et les mulets et on en boucana la viande. On ménagea les munitions; ordre dut être donné de ne tirer qu'à coup sûr. Ce qui fut terrible ce fut le manque d'eau; il n'y en avait point dans le bordj où il n'existait qu'une citerne à sec. Dès le 18, les bidons furent vides et on n'eut à boire que l'eau qu'on avait trouvée dans l'estomac des chameaux tués. Le 20, on souffrait si cruellement de la soif que l'on songeait, pour essayer de s'enfuir, à faire une sortie où la petite troupe aurait eu bien des chances d'être massacrée. Mais vers minuit un orage véritablement providentiel éclata; une pluie abondante tomba; on la recueillit dans tous les récipients dont on disposait et la citerne se remplit à moitié : notre troupe était sauvée.

Cependant à Mogador on n'avait plus de troupes disponibles. On fit venir en toute hâte, des ports les plus voisins, 3.000 hommes avec les généraux Tranchet d'Esperey et Brulard. Le mauvais temps rendit le débarquement de ces troupes à Mogador extrêmement difficile; il ne put être achevé que le 22 décembre. Et le général Brulard se mit en route dès le lendemain. Le 24 décembre, les assiégés de Dar-el-Kadi entendirent le canon dans le lointain : c'était le général Brulard qui était aux prises avec la harka de Guellouli et qui la dispersait; le 25 il arrivait au bordj et le 27 il rentrait à Mogador avec la troupe qu'il avait délivrée.

En somme, une colonne française avait été assiégée pendant huit jours et une fois délivrée elle avait dû rentrer à Mogador. Etant donnée l'extrême mobilité des populations musulmanes, ces nouvelles en se répandant produisirent un soulèvement général. Toutes les routes de l'intérieur sur Saffi, Mogador et Agadir furent coupées; Mogador même se trouva étroitement investi, et par crainte que la révolte n'y fît des recrues, l'état de siège y fut proclamé. Le caïd Anflous nous trahissant de nouveau, Guellouli et El Hiba ont fait alliance.

Dans le commencement de janvier, deux colonnes ont été envoyées pour dégager les abords nord et est de la ville. La colonne Rueff a pu rétablir sans coup férir les communications avec Saffi; mais la colonne Gueydon de Dives n'a pu rétablir les communications avec Marrakech qu'au prix de deux combats très durs où les Marocains ont perdu, d'après les dépêches officielles, plus de 500 morts et où nous avons eu nous-mêmes 19 tués et 90 blessés, ce qui constitue une des pertes les plus importantes que nous ayons subies depuis le commencement de l'occupation du Maroc.

Il s'agit maintenant de dégager la région sud. L'opération va être confiée au général Brulard, à la disposition duquel une colonne très importante sera mise. Elle comprendra en effet cinq bataillons, sept sections de mitrailleuses, cinq sections d'artillerie de montagne, une section d'artillerie de campagne et deux escadrons de cavalerie.

Ce que semble indiquer ce soulèvement, c'est que la politique qui consiste à se servir des grands caïds du sud pour essayer d'y maintenir l'ordre ne peut donner de résultat qu'à la condition d'être appuyée par une force française suffisante pour en imposer à ces puissants chefs. Il ne semble pas que nous puissions y limiter notre action à telle ou telle région déterminée. Il existe une solidarité entre les diverses parties de ce sud marocain; ce qui se passe dans l'une réagit forcément dans les autres. Toute partie où nous n'aurons pas montré que nous sommes en état d'intervenir avec une force irrésistible restera un foyer d'intrigues où nos adversaires se réuniront pour conspirer contre nous. La nécessité nous a déjà obligés à aller à Marrakech; il ne paraît pas douteux qu'elle nous obligera encore à aller à Taroudant. On ne peut espérer voir le sud tranquille que quand nous occuperons solidement ce point.

L'application du tertib. — Le tertib est un système d'impôts qui a joué un grand rôle dans l'histoire du Maroc de ces dernières années. La conception en remonte à Abd el Aziz et l'application en avait été décidée en 1903. Jusqu'à cette époque, les impôts directs étaient levés suivant les préceptes coraniques. En principe, le contribuable devait la dîme sur ses récoltes et sur ses animaux. En fait, d'une part, un assez grand nombre de catégories de cultures n'étaient pas soumises à l'impôt, et d'autre part un très grand nombre de contribuables avaient obtenu d'être exemptés, notamment tous les chefs religieux, la plupart des fonctionnaires et les protégés étrangers. En sorte que les impôts en arrivaient à rendre peu de chose.

Sous l'inspiration de ses conseillers européens, le malheureux Abd el Aziz avait entrepris de réformer ces abus en établissant un système d'impôts qui auraient frappé à la fois toutes les cultures et tous les contribuables, ce qui aurait permis d'obtenir des rendements beaucoup plus élevés tout en diminuant les taxes. L'idée était fort bonne en soi; mais pour vaincre la résistance inévitable des privilégiés, il eût fallu un gouvernement fort. Fort, le gouvernement d'Abd el Aziz ne l'était à aucun degré. Le projet souleva les colères de l'élément religieux si puissant au Maroc et il fut une des principales causes de l'impopularité dans laquelle tomba le sultan. Le résultat définitif fut tout à fait inattendu; le tertib étant établi pour remplacer les anciens impôts, on ne paya plus les anciens impôts; mais le gouvernement n'étant pas capable de contraindre les populations à payer le tertib, on ne paya pas non plus le tertib, c'est-à-dire qu'on ne paya plus d'impôts directs du tout.

C'est une situation que nous ne pouvions pas laisser se prolonger, car le premier besoin du Maroc réorganisé, c'est d'avoir un budget. Le dernier numéro du *Bulletin officiel* du Maroc contient un message de Moulai Youssef annonçant que le tertib sera mis en vigueur dès cette année 1913 et promulgue un règlement détaillé dans ce but.

D'après ce règlement, le tertib sera perçu, ainsi que l'avait voulu le règlement du 23 novembre 1903, sur tous les animaux et sur toutes les récoltes sans qu'aucune catégorie de contribuables en soit exemptée. Les animaux comprennent les chameaux, les bovins, les porcs, les ovins, les chèvres, les chevaux, les mulets et les ânes. Pour chacun d'eux un tarif à tant par tête est prévu. Les récoltes se partagent en céréales et en récoltes fruitières. Les céréales sont taxées un vingtième du rendement. Pour les arbres, un tarif spécial est prévu pour chaque nature d'arbres par groupe de cent.

La matière imposable sera constatée par deux recensements opérés au cours de l'année. Le premier se fera pendant les mois de mai et de juin et portera sur les céréales, les cultures printanières telles que le lin, le coriandre, les fèves et le fenu grec. Le deuxième se fera dans le courant du mois d'août et portera sur les animaux et les cultures automnales telles que le maïs, le mil, le sorgo, les cultures fourragères, le henné et les pois chiches. Ces recensements seront effectués par des commissions composées du caïd de la tribu, d'un expert en agriculture et d'un notaire, ces deux derniers par le Makhzen. Les taxes comportent trois échelles suivant que la récolte aura été estimée bonne, ordinaire ou mauvaise. Ce mode de taxation qui est déjà en usage en Algérie et en Tunisie est indispensable sous des climats aussi variables que celui de l'Afrique du Nord. Il permettra d'imposer les contribuables autant que possible proportionnellement aux revenus réels de l'année, en tenant compte non seulement de la nature de la récolte, mais également de sa qualité.

Les sommes dues seront versées par les contribuables à leurs caïds en présence de la commission de recensement. Les caïds devront désormais tenir des écritures; chaque contribuable recevra une quittance extraite d'un registre à souche dès qu'il aura effectué son versement. Pour leur rétribution le caïd recevra 6 0/0 des sommes perçues dans sa fraction, l'expert en agriculture et le notaire recevront chacun 1 0/0 des sommes perçues dans des territoires recensés par eux.

Ce sont là de grandes innovations. Elles ne comportent rien moins en effet que l'inauguration d'une administration régulière au Maroc. Jusqu'ici les impôts n'étaient perçus qu'en vertu de l'usage au milieu d'abus de toutes sortes qui en empêchaient plus ou moins la perception; il n'était pas tenu de comptabilité; les caïds et les cheikhs ne recevaient point d'allocations régulières. Le nouveau règlement change tout cela et ce va être pendant quelques années une des œuvres principales du protectorat, œuvre difficile mais indispensable, de veiller à ce que ce règlement soit de plus en plus exactement appliqué.

La réorganisation des services agricoles en Algérie. — Dans la dernière discussion du budget des colonies, notre directeur, M. Chailley, a fait un tableau des efforts et des dépenses considérables que s'imposent les colonies étrangères pour organiser l'étude scientifique de leur agriculture. L'inertie de nos propres colonies fait un pénible contraste avec cette activité. Mais il semble qu'elle va prendre fin et qu'une ère nouvelle commence. Sous l'impulsion de M. Alapetite, on est en train de constituer sérieusement l'expérimentation agricole en Tunisie. Et en Algérie, où M. Lutaud se préoccupe également de la question, voilà l'opinion publique qui s'émeut à son tour.

Sur un rapport de l'éminent agronome qu'est M. Bastide, l'ancien maire de Sidi-Bel-Abbès, la Chambre d'agriculture vient d'émettre une série de vœux en vue de la réorganisation, on pourrait dire de la création dans la colonie des services agricoles dont elle a besoin. Elle fait remarquer qu'en Europe et en Amérique on multiplie auprès des ministres et des directeurs les comités techniques chargés de renseigner les autorités sur tout ce qui peut être utile à l'agriculteur. Et cependant ce sont là de vieux pays où la science et la pratique séculaire ont déjà amassé un trésor considérable d'expérience. Combien des institutions semblables seraient encore plus nécessaires dans des pays neufs où tout est à apprendre.

En Algérie il existe bien déjà des éléments importants d'un bon service agricole, mais à l'état fragmentaire. Ils n'ont point de cohésion entre eux, travaillent sans méthode commune et par conséquent sont d'un faible rendement. Un agriculteur algérien veut-il avoir des semences de blé pour pays sec, il est obligé de s'adresser au consul d'Amérique; pour avoir des semences de porte-greffe d'oranger, il ne peut se les procurer qu'au Cap de Bonne-Espérance; pour étudier certaines améliorations, il lui faut aller en Sicile ou en Espagne. Il n'existe pas en Algérie un centre d'études scientifiques où il pourrait trouver les semences ou les renseignements dont il a besoin.

C'est pourquoi la Chambre d'agriculture a formulé les huit vœux suivants :

1° Que l'inspection de l'agriculture soit rétablie;
2° Qu'un Comité technique soit créé auprès d'elle, de façon à réaliser l'unité de direction nécessaire;
3° Que la cohésion et la hiérarchie soient établies dans le personnel et les divers Services agricoles de la colonie;
4° Qu'à l'exemple de ce qui se fait en France, des Comités soient créés auprès des chefs de service pour les aider dans leur tâche;
5° Que les Services agricoles, jugés utiles en tous pays, aient leurs similaires ici, notamment le Service des améliorations agricoles, les directions provinciales dont il est question en ce moment;
6° Que les professeurs départementaux soient mis à la tête de ces directions, qu'ils soient appelés périodiquement à Alger dans le but de donner un avis éclairé sur les questions agricoles inté-

ressant la colonie ; que le quart colonial leur soit accordé pour compenser les frais occasionnés par des déplacements fréquents et coûteux ;

7° Que des expériences sérieuses soient faites dans chaque chef-lieu de canton au moins, sur une superficie de plusieurs hectares, en suivant un programme préparé d'avance, comme cela a lieu en Tunisie, et sous la direction des professeurs départementaux d'agriculture ;

8° Qu'il soit créé un bulletin agricole de la direction de l'Agriculture, comme cela a lieu dans tous les pays, en France et même en Tunisie. Cette publication, à laquelle devraient collaborer tous les chefs des services agricoles, fonctionnaires techniques ayant chacun leur spécialité, tiendrait les Algériens au courant de ce qui se fait dans les principaux pays du monde, grâce à des échanges faciles à obtenir, servirait de moyen de contrôle des efforts de chacun en les centralisant, et conduirait la direction de l'agriculture elle-même à adopter une suite dans ses actes, et à mesurer ses propres progrès.

De son côté M. Rivaille, délégué financier, dans une lettre aux *Informations algériennes*, demanda qu'au lieu de disperser l'expérimentation agricole dans des champs d'expérience établis dans chacun des chefs-lieux de canton, on la concentre dans cinq ou six fermes d'Etat, à raison d'une ou deux par régions caractéristiques de la colonie. Dans ces fermes ont pourrait donner aux expériences la continuité nécessaire et qu'il est impossible d'attendre des particuliers. Cette proposition de M. Rivaille nous paraît beaucoup plus pratique que celle qui est contenue dans le septième vœu de la Chambre d'agriculture d'Oran. C'est sous réserve également que nous souscrivons aux paroles suivantes de M. Rivaille : « Il me semble, dit-il, qu'un pays ne vivant que d'agriculture, comme l'Algérie, et ayant encore une immense plus-value à acquérir par la meilleure culture de ses terres et l'amélioration de son cheptel vivant, vaut bien la peine qu'on dépense un ou deux millions à la création de deux ou trois de ces fermes pour commencer. »

On voit que si on diffère encore sur la meilleure manière de pratiquer l'expérimentation agricole, tout le monde est d'accord aujourd'hui sur la nécessité de l'organiser. Nous sommes heureux de voir aboutir enfin une campagne à laquelle nous nous sommes associés depuis des années.

L'irrigation en Afrique occidentale. — M. Ponty, gouverneur général de l'Afrique occidentale, vient d'avoir une heureuse initiative. Il a inscrit au budget une somme de 100.000 francs, et s'est assuré le concours d'un ingénieur spécialiste dans les travaux d'irrigation pour élaborer tout un programme concernant les vallées du Sénégal et du Niger. Il y a là de vastes espaces qui, si on savait user intelligemment les pluies qui y tombent en abondance à une époque de l'année, pourraient être d'une fertilité admirable.

Tous les étés, entre Sansanding et Tombouctou, sous l'influence des pluies tropicales tombées dans son bassin supérieur, le Niger monte de quelques mètres et inonde spontanément une région de plaine d'une surface qu'on évalue approximativement à trois millions d'hectares, c'est-à-dire à une étendue sensiblement égale à celle de l'Egypte irrigable. Mais c'est une Egypte à l'état fruste, une Egypte qu'il faudrait complètement aménager en y faisant les levées, les barrages et les canaux nécessaires pour y distribuer l'eau intelligemment.

En outre, au nord de Tombouctou s'étendent d'autres plaines où il paraît démontré que dans des temps récents le fleuve lançait des bras au moment des inondations. Toute l'eau qui s'écoule après avoir inondé la vallée, entre Sansanding et Tombouctou, pourrait donc, par un grand barrage, être rejetée dans ces plaines qui ne sont aujourd'hui qu'un affreux désert entre Tombouctou et Araouan.

Mais les travaux d'irrigation exigent pour être menés à bien une compétence particulière ; quand cette compétence manque, on peut faire des écoles très coûteuses ; certains pays en ont fait ou font l'expérience. Aussi M. Ponty a-t-il été bien inspiré en faisant appel à un spécialiste qui élaborera un programme dont la réalisation sera une nouvelle source de richesses pour cette belle colonie de l'Afrique occidentale dont la mise en valeur fait grand honneur à la France.

La répression de l'alcoolisme à la Côte d'Ivoire. — Nous avons annoncé que par un arrêté récent, M. Angoulvant, gouverneur de la Côte d'Ivoire, avait interdit de vendre ou de donner de l'absinthe aux indigènes. L'énergique gouverneur a eu pour se décider à prendre cette mesure des raisons qu'il a exposées dans un rapport au conseil d'administration et qui méritent d'être rappelées. Les tirailleurs et les gardes de cercle, sous l'empire de l'absinthe, n'hésitent pas à faire usage de leurs armes ou à se livrer à des manifestations en groupe. Nombreux, malheureusement, sont les cas de cette nature qu'on pourrait citer et déjà trop longue la liste des meurtres commis à la Côte d'Ivoire par des buveurs d'absinthe.

En 1910, à Dimbokro, c'est un tirailleur qui tue un Européen, employé de commerce, blesse un officier et tue deux porteurs indigènes ; à Lahou, c'est un tirailleur qui met en joue un capitaine.

Sans remonter si loin, on enregistre cette année l'assassinat, au mois de février, du capitaine du génie Raviart, par un garde de cercle alcoolique.

Le 15 septembre dernier, à Béoumi, le garde Mamady Keida, après une absorption exagérée d'absinthe, épaule le chef de poste et tire sur deux femmes : l'une est blessée grièvement, l'autre meurt des suites de ses blessures.

Et, à l'occasion de ce drame, l'administrateur du cercle du Baoulé-Nord écrit : « L'alcoolisme parmi les gardes fait des progrès incessants. Abrutis d'absinthe, tous nos hommes deviennent dangereux. Mamady Keita, excellent serviteur, cité pour sa bravoure, très aimé des chefs qui ont eu à l'employer à des heures difficiles, était le dernier duquel nous devions attendre pareille folie. Sous l'empire de l'alcool, ses facultés ont été annihilées ; il est devenu une brute qui a épaulé son arme contre l'Européen auquel de sang-froid il aurait fait un rempart de son corps. »

Devant ces faits, M. Angoulvant a décidé qu'à partir du 1er avril 1913, la vente de l'absinthe aux indigènes serait interdite. Au cours de la discussion du budget des colonies, un orateur a signalé cette interdiction et on y a applaudi ; mais le rapporteur du budget des colonies a regretté que l'absinthe fut seule probibée. Or, si M. Angoulvant n'a interdit que l'absinthe, c'est qu'il est allé au plus pressé. Il a ainsi expliqué les limites de son arrêté.

« Une série de mesures d'ordre moral, fiscal ou administratif, ont été étudiées et sont soumises, d'autre part, à votre approbation, en vue soit de diminuer la quantité des alcools importés, soit d'améliorer la qualité des alcools consommés, soit encore de développer chez nos sujets le goût des boissons hygiéniques.

« Certaines de ces mesures peuvent faire l'objet immédiate-

ment, d'arrêtés du gouvernement local : pour d'autres, au contraire, des décret simples ou en Conseil d'Etat, sont nécessaires et nous ne pourrons, en l'espèce, que saisir de nos vœux l'autorité supérieure.

« Toutefois, il est une mesure qui s'impose sans plus tarder ; c'est la prohibition de l'absinthe. »

Après avoir retracé les crimes dus à l'absinthe, il ajoutait : « Les gouverneurs peuvent, vous le savez, prendre en conseil d'administration, tous les règlements d'administration et de police. D'autre part, il a été jugé par la Cour de cassation, en 1896, qu'un gouverneur peut, sans violer le principe de l'égalité des citoyens devant la loi et la liberté du commerce, interdire aux indigènes de la colonie l'usage des boissons spiritueuses et défendre qu'il leur en soit vendu sans une autorisation administrative.

« C'est donc dans les limites strictes de ma compétence que j'ai pris l'arrêté que je soumets à votre examen avant de le revêtir de ma signature. »

Il faut espérer qu'on ne s'en tiendra pas là et que d'autres mesures seront prises ; mais dès aujourd'hui on doit se féliciter de ce premier pas fait dans une voie où est le salut des populations autochtones.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes

GÉNÉRALITÉS

L'année coloniale 1912. — Trois des colonies africaines et une colonie océanienne ont changé, l'an dernier, de gouverneur. Le duc A.-F. de Mecklembourg a été nommé au Togo, le conseiller Ebermaier au Cameroun, le Dr Schultz à Samoa, et le conseiller dr. Schnee dans l'Afrique orientale. La *Kolonialzeitung* se félicite déjà de voir que ce dernier a rompu avec la politique, tant attaquée, de son prédécesseur, M. de Rechenberg, et que la nouvelle orientation politique a été formellement marquée par le ministre des colonies, dans les paroles qu'il prononça, au cours de son voyage. « Plus d'un parmi vous, dit-il, croit que le gouvernement en est encore à considérer que la colonisation de l'Afrique orientale ne peut se faire que par le moyen des indigènes, et par les relations commerciales avec eux, et que les planteurs blancs ne sont pas bien vus dans la colonie. Tel n'est pas le point de vue du gouvernement. Dans le Sud-Ouest, il ne voit pas, non plus, seulement, un pays d'élevage. Cultures indigènes et plantations européennes peuvent très bien coexister. L'Afrique orientale est assez grande pour que ces deux systèmes d'exploitation agricole soient pratiqués à la fois. Laissons les indigènes cultiver tranquillement leurs terres. D'autre part, le gouvernement n'oubliera pas que nous avons dans l'Afrique orientale une colonie allemande. »

Nous avons vu précédemment quels ont été, en 1912, les progrès, dans la construction des voies ferrées coloniales. La situation économique fut généralement satisfaisante. Le Togo eut à souffrir des conséquences de la destruction du wharf ; celui-ci est rétabli depuis le 1er novembre, et fonctionne entièrement. L'exportation des produits du palmier à huile continua à augmenter, mais la Chambre de commerce de Hambourg se plaint des faibles progrès de la culture cotonnière, dans cette colonie. Cette même société a exprimé le vœu que la mise en valeur du Nouveau Cameroun aille de pair avec la prise de possession administrative, elle a réclamé la construction d'un chemin de fer, de même que le prolongement de la Nordbahn. Il a été fait, au Cameroun, d'heureux essais de plantations de tabac et de bananiers. Dans le Sud-Ouest, le nombre des fermes s'est accru. L'empereur, lui-même, a donné un exemple profitable, en achetant deux fermes dans le district de Gibéon. La dernière récolte dans le district de Gootfontein a produit, en maïs, blé cafre, pommes de terre, tabac, froment et melons, une valeur de 350.000 m., nouvelle preuve, dit la *Kolonialzeitung* que le Sud-Ouest n'est pas uniquement un pays d'élevage, et que, dans des conditions déterminées, l'agriculture, elle aussi, peut y réussir. Les colons se plaignent de la rareté des capitaux, et réclament la création d'un Institut de crédit agricole. Les promesses faites, à cet égard, par le ministre, font espérer qu'ils auront prochainement satisfaction, Dans l'année 1911-1912, le commerce des diamants avait fléchi. On en avait vendu 766.000 carats, valant 19.785.000 m., au lieu de 793.000 valant 20.750,000 m.. Mais l'an dernier, une amélioration sensible s'est produite, surtout à partir du mois de septembre, date de la mise en exploitation de la mine Pomona. Pour ce mois, le produit total de la vente est évalué à 2,8 millions de m. En tout, de juillet 1908 à fin septembre 1912, il a été extrait et vendu, dans le Sud-Ouest, pour 73 millions de m., de diamants, en chiffres ronds. L'année 1912 a été marquée, comme on sait, par l'achèvement du chemin de fer Nord-Sud. La société hanséatique demande une ligne de pénétration dans l'Amboland, et une ligne desservant le district de Gobabis. Dans l'Afrique orientale, l'année économique passée n'offre rien de bien saillant à noter. Les chiffres de l'exportation des produits indigènes attestent l'élévation des prix pour les produits des palmiers, et pour les peaux, et, au contraire, la faible valeur du caoutchouc de cueillette. Les plantations européennes seront bientôt en plein rapport. La culture du chanvre sisal, surtout, progresse rapidement. On compte sur une exportation de 16.500 t., en 1912, et on espère arriver, bientôt, à 20.000 t., avec une valeur de 10 millions de m. Pour le coton, les grandes entreprises ont donné de mauvais résultats ; dans quelques contrées, surtout à Lindi, et à Muanza, de petits colons européens et les indigènes ont obtenu de bonnes récoltes, mais, ailleurs, l'insuccès a été tel que les essais furent abandonnés. La culture du café a trouvé de nouvelles possibilités au Kilimandjaro, mais les colons de l'Afrique orientale se plaignent toujours vivement du manque de main-d'œuvre. On n'est pas encore arrivé à un accord entre le gouvernement et les associations de planteurs, au sujet du recrutement et de la répartition des travailleurs. Le port de Tanga est achevé. Les mêmes aménagements sont réclamés à Daressalam. En Océanie, le rétablissement du service d'une Cie américaine, dont les paquebots touchent à Tutuila, sur le parcours de San-Francisco à Sydney, a eu pour effet de réduire à vingt-huit jours, au maximum, le temps nécessaire pour faire parvenir les lettres d'Allemagne aux Samoa. Kiaotcheou a été, en somme, relativement peu éprouvé par la révolution chinoise.

Pour empêcher l'établissement des indigents aux colonies,

l'administration a décidé d'exiger des immigrants un cautionnement, à partir du 1er janvier 1913; pour le Sud-Ouest 300 m. remboursés à l'arrivée moyennant le consentement des autorités; pour l'Afrique orientale, 600 m., si ce sont des Européens, 200 si ce sont des Noirs. La majeure partie de ces sommes est destinée à payer le rapatriement, si les autorités ne permettent pas le débarquement.

CAMEROUN

Une colonie négligée. — Tel est le titre d'une brochure, récemment parue, dans laquelle M. Emile Zimmermann étudie la situation économique du Cameroun, titre parfaitement justifié, au dire de la *Kolonialzeitung*. Cette colonie embrasse, actuellement, une superficie de 750.000 kilomètres carrés, en y comprenant les territoires cédés par la France; aucune des autres grandes colonies allemandes d'Afrique ne l'égale, pour la richesse en produits naturels. Si l'Afrique orientale tient toujours la tête, par la valeur de son commerce total, elle doit sa prééminence à l'activité de ses planteurs, et aussi à la longueur de ses voies ferrées. Au Cameroun. l'importance des plantations est bien minime, en regard du commerce; celui-ci a su ouvrir à l'exploitation tout le Sud, jusque par delà les frontières, en dépit du manque de chemins de fer. Le Cameroun n'en possède, en effet, que 250 kilomètres seulement, contre 340 au Togo, 1.400 dans l'Afrique orientale, et 2.100 dans le Sud-Ouest. A Duala existe un port naturel excellent, mais rien n'est terminé encore, à l'heure qu'il est, des travaux d'aménagements et de la création d'un wharf, lesquels, d'après le projet gouvernemental, devaient être prêts en 1911. La Nordbahn s'arrête à 160 kilomètres de la côte, en deça de la savane proprement dite, et de la région des plateaux. La Mittellandbahn, qui, selon le projet officiel de 1908, devait être achevée en 1913, sur une longueur de 360 kilomètres est, actuellement, exploitée sur 80 kilomètres seulement, auxquels pourra s'ajouter, à l'automne prochain, une seconde section de 70 kilomètres. C'est pour 1916 qu'on compte maintenant atteindre le terminus provisoire, à savoir le Njong, mais au kilomètre 287, et non au kilomètre 360. Et l'on s'en tiendra là, si, entre temps, le gouvernement et le Reichstag n'ont pas décidé le prolongement. Le Njong et le Dume sont, il est vrai, navigables, dans une mesure restreinte, mais il y aura encore beaucoup à faire pour que ces cours d'eau, sinueux et de maigre volume, puissent transporter de grandes quantités de marchandises. Ce n'est que quand ces travaux nécessaires auront été exécutés qu'on pourra pénétrer, par voie ferrée, et voie fluviale, jusque dans ces pays du vieux Cameroun, qui sont, aujourd'hui, les principaux producteurs de caoutchouc. Quand au Sud, ce sont les commerçants, qui, seuls, dénués de voies et de moyens de transport, en se servant du Noir comme porteur, ont ouvert la contrée entière; c'est à eux qu'on doit les progrès constants dans le commerce de la colonie, et dans le rendement des douanes et des impôts sur les indigènes. En 1907 encore, on laissa ces firmes du sud verser 60.000 m., pour l'étude d'un chemin de fer partant de la côte de Batanga, et cela, au su de l'administration coloniale et du gouvernement; ce qui n'empêcha pas qu'en 1908, on leur déclara : Il ne faut pas songer, provisoirement, à construire un chemin de fer dans le Sud, puisqu'on créé une voie d'accès au Njong.

M. E. Zimmermann a fait, dernièrement, un voyage d'études dans la colonie, l'ancienne et la nouvelle. Les résultats en ont été publiés, dans un livre intitulé : *Le Nouveau Cameroun. Récits de voyage et enquêtes économiques et politiques.* Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur a exposé la situation de l'Allemagne, dans l'Afrique centrale, telle qu'elle résulte de l'acquisition des nouveaux territoires. Les jugements sont ainsi résumés par la *Kolonialzeitung:* L'ancien district de Carnot renferme, pour la plus grande partie, d'épaisses forêts vierges, avec une abondante richesse en caoutchouc, et une population nombreuse, pacifique et capable de payer l'impôt. La Sangha et ses affluents forment de bonnes voies de communication, toutefois la maladie du sommeil sévit sur leurs rives. L'auteur juge exagérée l'affirmation contenue dans ses rapports français, suivant laquelle la pointe de la Sangha, particulièrement la ville de Bonga, serait sous l'eau, la plus grande partie de l'année. Bonga est situé extrêmement haut, dit-il; le plateau formant le sommet de l'élévation et ayant, environ, 1 kilomètre carré de superficie, ne saurait être couvert par l'inondation. Ce plateau convient à l'établissement d'un poste douanier, destiné à empêcher la contrebande, et à assurer la domination économique de l'Allemagne. En devenant maîtres de ces voies fluviales, et du bec de l'Oubangui, les Allemands participent à la navigation sur le Congo, et acquièrent ainsi une situation particulière dans le mouvement économique du Centre africain. « La Belgique pourrait bien, par là, être forcée de reconnaître notre domination économique, sur le lac Tanganyika; car, autrement, l'Allemagne pourrait marcher d'accord avec la France, dans la politique des voies ferrées, favoriser la construction du chemin de fer de Pointe-Noire à Brazzaville, et même, éventuellement, prendre part à la construction d'une ligne, partant de Muni, traversant le Gabon, et aboutissant au Congo. »

M. E. Zimmerman établit ainsi le programme à exécuter pour continuer la colonisation du Cameroun : achever rapidement la création d'un port convenable, à Duala, poursuivre promptement la construction du chemin de fer conduisant au Njong, prolonger directement cette ligne jusqu'à la Sangha, vers Nola, environ, construire un réseau de routes pour automobiles, dans l'hinterland de Kribi, et enfin, faire un embranchement de la Mittellandbahn, conduisant, par Jaunde, à Ngaoundere. La dépense totale est évaluée à 110 millions de m., dont 44 ont été déjà votés, pour la première section de la Mittellandbahn. La *Kolonialzeitung* fait remarquer, à ce sujet, que le budget supplémentaire du Cameroun contient un crédit de 300.000 m., pour des études de chemins de fer, et que le budget de 1913 renferme un crédit de 200.000 m., pour création de routes automobiles dans l'hinterland de Kribi. Les demandes de M. E. Zimmermann ont donc obtenu, sur ce point, satisfaction. Il réclame de 5 à 7 millions de m. pour l'établissement d'un réseau de routes pour automobiles, partant de Kribi, passant par Ebolowa, et aboutissant à Akoasim et à Ojem. Cette somme serait fournie par un emprunt. Le paiement des intérêts serait garanti par les recettes douanières de Kribi; des droits de péage permettraient de faire face aux dépenses d'entretien. Puisque le ministère s'oppose à la construction d'un chemin de fer partant de Kribi, il est indispensable, pense M. Zimmermann, de construire un réseau vicinal, pour circulation automobile, pénétrant jusque dans l'hinterland du territoire de Muni, riche en caoutchouc. Mais la partie capitale de son programme c'est le prolongement de la Mittellandbahn, jusqu'à la Sangha, avec aboutissement à Nola, ou à Bania. Le Njong, le Dume, le Kadei et le Mambere seront parcourus par des petits

vapeurs, et serviront de voies d'accès au chemin de fer. Cette grande voie de communication, qui pourra faire concurrence à celle du Congo, est assurée de trouver un frêt rémunérateur, d'abord dans les quantités de caoutchouc et d'ivoire, expédiées par la Cie forestière, et, aussi, dans les bois, les fruits du palmier à huile, de même que dans les marchandises importées. Jusqu'à quel point les calculs de M. Zimmermann méritent-ils créance? Il est difficile de le savoir ; cela dépendra surtout de la Cie forestière.

Toutes ces questions ne pourront être résolues que quand on connaîtra le résultat des enquêtes projetées. Il en est de même de la question de savoir s'il convient, provisoirement, de mettre entièrement de côté le prolongement de la Nordbahn et la construction de la ligne d'accès au Tchad. M. Zimmermann fait allusion au projet d'une ligne concurrente menant à Nola, à savoir un prolongement de la Mittellandbahn, du Njong, dans la direction de Ouesso. La voie fluviale du Njong-Dume formera provisoirement une voie de communication, suffisante pour les années à venir, surtout si les deux fleuves sont reliés par un chemin de fer, et si on crée, également, entre la Sangha et le Dume, soit un chemin de fer, soit un service d'automobile. Mais Ouesso est, au point de vue de la politique des voies de communication, la clef de la navigation sur la Sangha; c'est ici que cesse, pour les grands navires, la navigabilité sûre du fleuve. Comme terminus d'un chemin de fer français, ce lieu attirerait à lui toutes les marchandises provenant du Cameroun sud et sud-oriental, et du bec de la Sangha, tandis qu'un chemin de fer allemand vers Ouesso pourrait accaparer tout le mouvement de la Sangha, du Congo jusqu'à Nola, celui du Cameroun sud-oriental, et celui du Gabon nord-oriental. La voie fluviale, de Mongumba à Ouesso, n'est certainement pas plus longue que jusqu'à Brazzaville ; la distance est, plutôt, moindre. Est-il téméraire d'espérer qu'une ligne Duala-Ouesso, et peut-être, plus tard, aussi, une ligne Kribi-Ouesso pourra transporter à la côte des produits de l'Oubangui et du haut Congo, si l'Allemagne aménage convenablement les cours d'eau et établit des services de navigation, en rapport avec les besoins? La capacité de rendement du chemin de fer belge du Congo est limitée ; même après sa transformation, il devra percevoir des prix de transport élevés. En tant que ports, ni Matadi ni Pointe-Noire ne peuvent rivaliser avec Duala. Si nous construisons la ligne vers Nola, dit le rédacteur de la *Kolonialzeitung*, certainement la France ne se fera pas faute de construire la ligne vers Ouesso.

Après le départ des Français. — Des journaux allemands ont parlé des manières désobligeantes avec lesquelles les Allemands auraient été traités par les Français, lors de la remise, par ceux-ci, des territoires congolais, cédés au Cameroun. Cette assertion est complètement démentie, dans une lettre particulière écrite de la station de Ojem, dans le district de Woleu Ntem, et communiquée au *Berliner Tageblatt*. « Je dois avouer, dit l'auteur, que je n'ai absolument rien remarqué de tel. Au contraire, les Français nous accueillirent très aimablement. Il est même faux, du moins, pour ce pays-ci, qu'ils aient, comme le bruit en a couru, excité contre nous la population de la frontière, et cherché, par des moyens déloyaux, à l'attirer sur leur territoire. » Mais au dire de ce témoin, l'Etat français n'a rien fait pour cette contrée, et les Cies concessionnaires n'ont aucunement rempli les obligations auxquelles elles étaients tenues. Ainsi l'on ne trouve pas un seul chemin, dans tout le territoire. Les indigènes ne sont pas soumis. Pour la valeur économique du Nouveau-Cameroun, on peut affirmer que, moyennant un travail intensif, il y a énormément à gagner. Il n'est pas vrai que les Cies françaises ont tout raflé. A la frontière de l'Ancien-Cameroun, la richesse en caoutchouc est, il est vrai, assez entamée, « mais le profit en a passé, en partie, dans la poche des commerçants allemands. Il en est de même à la frontière espagnole. » Au sud du fleuve Woleu, le caoutchouc abonde. La forêt renferme aussi quantité d'arbres utiles.

Les relations postales entre l'Allemagne et le Nouveau-Cameroun. — M. Diederich, secrétaire des postes, a étudié dans la *Kolonialzeitung*, cette importante question. Les relations postales sont établies par Libreville et Ekododo, sur le Muni, ou par Cap-Lopez, l'Ogooué et l'Ivindo, ou par la voie du Congo. Celle-ci, la plus intéressante des trois, achemine la poste, par chemin de fer, à Kinshasa, d'où elle est remise, par bateau, à Brazzaville. Les messageries fluviales transportent les courriers, de ce point, par des services mensuels, dans les directions suivantes : Brazzaville-Bangui (1.519 kil., de douze à dix-huit jours), Brazzaville-Ouesso (979 kil., dix à quinze jours), Ouesso-Soufflay; et Ouesso-Nola (de dix à douze jours). Après avoir fait ressortir l'importance que le pavillon français détient dans les relations ci-dessus, le pavillon allemand ne comptant qu'un seul bâtiment faisant le service entre Molundu et Kinshasa, l'auteur exprime l'espoir de voir, prochainement, augmenter la part du pavillon allemand, dans la navigation fluviale du Nouveau-Cameroun. Etant donnés les prix élevés, perçus par les lignes existantes, la création d'une Cie allemande de navigation à vapeur, sur le Congo, la Sangha et l'Oubangui, est considérée comme devant être certainement rémunératrice.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

LA DÉFENSE IMPÉRIALE ET LES COLONIES ANGLAISES

La dépêche circulaire envoyée par le secrétaire d'Etat pour les colonies aux gouverneurs généraux de l'Australie, de l'Union sud-africaine, de la Nouvelle-Zélande et de Terre-Neuve au sujet de la participation des Dominions autonomes au Comité de défense impériale siégeant à Londres a été publiée sous la forme d'un « parliamentary white paper ». En voici la teneur d'après le *Times* :

Downing Street, 10 décembre 1912.

Je vous adresse par poste, pour en informer confidentiellement vos ministres, un compte rendu des procès-verbaux des séances du Comité de défense impériale du 30 mai 1911 (pendant la conférence impériale) et du 1er août 1912 (pendant la visite des ministres canadiens à Londres). Ce compte rendu a seulement trait à la question de la participation des Dominions au Comité de défense impériale.

Nos ministres qui étaient présents à la première de ces occasions, se souviendront que (1) la question naquit d'une proposition faite par sir Joseph Ward qui figure sur l'agenda de la Conférence impériale demandant que les Hauts Commissaires des Dominions soient appelés à siéger au Comité de défense impériale lorsque des questions navales ou militaires concernant les Dominions d'outre-mer y seraient traitées. De l'avis unanime de tous ceux qui assistaient à cette séance du 30 mai 1911, la participation des Dominions devrait se traduire par la présence non des Hauts

(1) Ce membre de phrase ne figure pas dans la communication faite à la Nouvelle-Zélande.

Commissaires, mais par celle des ministres qui seront responsables vis-à-vis de leurs propres collègues et de leurs Parlements, et en même temps il y fut décidé qu'un Comité de défense serait établi dans chaque Dominion qui se tiendrait en rapports étroits avec le Comité de défense impériale de Londres. Les décisions prises par la suite par le gouvernement de Sa Majesté et acceptées à l'unanimité par les membres de la Conférence impériale au Comité de défense impériale sont les suivantes :

1° Qu'un ou plusieurs représentants nommés par les gouvernements respectifs des Dominions soient invités à assister aux réunions du Comité de défense impériale quand des questions touchant la défense militaire ou navale de ces Dominions y seront discutées;

2° La proposition de l'établissement dans chaque Dominion d'un Comité de défense est acceptée en principe. Chaque Dominion décidera de sa composition.

Le gouvernement canadien ayant changé dans l'automne de 1911, il était nécessaire, au moment de la visite de M. Borden et de ses collègues en Angleterre l'été dernier, de leur soumettre ces propositions puisqu'ils ignoraient les précédentes délibérations. Se réservant de les soumettre à l'approbation de ses collègues restés au Canada, M. Borden accepta provisoirement ces décisions et ajouta qu'il ne voyait aucune objection à ce qu'un des ministres canadiens avec ou sans portefeuille vînt passer chaque année quelques mois à Londres pour satisfaire au but proposé. M. Asquith et moi avons eu depuis plusieurs conversations privées avec M. Borden au cours desquelles le Premier exprima le désir que les ministres canadiens et ceux des autres Dominions qui pourraient venir à Londres en tant que membres du Comité de défense impériale seraient tenus au courant à titre confidentiel des autres questions de politique extérieure du gouvernement impérial. Nous avons fait remarquer au gouvernement canadien que le Comité de défense impériale est un corps purement consultatif et ne peut devenir en quelque circonstance que ce soit une assemblée décidant de la politique à suivre, prérogative qui doit appartenir au Cabinet seul avec le concours de la Chambre des Communes. Mais en même temps nous avons donné à M. Borden l'assurance que chaque ministre colonial pendant son séjour à Londres aurait libre accès auprès du Premier, du ministre des Affaires étrangères et des colonies pour se renseigner près d'eux de toutes les questions de la politique impériale. Dans un discours public que j'ai prononcé peu de temps après, je me suis servi des termes suivants :

« Il y a de la part des ministres et du peuple canadiens un désir « louable et naturel de coopération plus étroite dans l'avenir « qu'elle ne l'a été par le passé. Cela ne veut pas dire et il « n'est pas nécessaire que les problèmes épineux de Fédération « impériale qui ont été débattus depuis longtemps restent lettre « morte. Mais à mon avis je ne vois pas d'obstacle ni d'objection « à accorder aux gouvernements de tous ces Dominions une plus « large part dans la direction à donner aux questions de défense « et dans la collaboration et coopération avec les ministres « anglais chargés de les résoudre. Je ferai bon accueil à une « représentation plus continue des ministres des colonies s'ils le « désirent au Comité de défense impériale ; nous serions heureux « si un ou plusieurs membres de ces cabinets pouvaient être « annuellement présents à Londres. La porte de la confraternité « et de l'amitié est toujours ouverte à ceux-là et point n'est « besoin des formalités d'une Conférence impériale pour la conti- « nuité d'une confidence impériale .»

Ce qui précède représente les vues et intentions du gouvernement de Sa Majesté.

D'après le discours public de M. Borden, fait pour présenter le bill naval canadien, il semble qu'il accepte les propositions qui lui ont été faites. La même offre est faite par conséquent aux autres ministres des Dominions autonomes qui seraient disposés à l'accepter, mais cette proposition n'est pas d'une rigoureuse uniformité et peut varier suivant les désirs de chaque Dominion et les circonstances particulières. Je serai heureux de connaître à leur convenance si vos ministres désirent suivre une semblable méthode ou entrer en rapports plus étroits en matière de politique navale ou militaire avec le Comité de défense impériale du Royaume-Uni.

L. HARCOURT.

LES IMPORTATIONS DES DOMINIONS EN 1911

M. J.-M. Robertson, en réponse à une question posée au président de l'Office du commerce à la Chambre des Communes par M. W.-A. Redmond, a fait un exposé montrant pour les années 1908 à 1911 inclus la valeur totale des importations du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande en Angleterre, ainsi que la proportion de matières premières et de consommation en regard des produits manufacturés. Les chiffres pour 1912 ne peuvent encore servir. Voici ceux fournis par M. Robertson :

Années	Valeur des importations en Angleterre Total	Aliments-boissons, tabac		Matières 1res artic. non manuf.		Articles manufacturés		Articles divers	
		Total	0/0	Total	0/0	Total	0/0	Total	0/0
1. — *Du Dominion canadien.*									
	£	£		£		£		£	
1908...	23.403.000	18.258.000	78-6	3.951.000	16-9	1.082.000	4-6	112.000	0-5
1909...	24.557.000	18.922.000	77-7	4.078.000	16-7	1.253.000	5-2	104.000	0-4
1910...	24.696.000	18.813.000	76-3	4.509.000	18-2	1.274 000	5-2	100.000	0-4
1911...	23.396.000	18.264.000	77-4	4.076.000	17.3	1.144.000	4-8	112.000	0-5
2. — *Du Commonwealth australien.*									
1908...	16.436.000	7.282.000	44-3	6.903.000	42-9	2.222.000	13-5	29.000	0-2
1909...	18.930.000	10.343.000	55-7	6.717.000	35-5	1.643.000	8-7	27.000	0-1
1910...	25.334.000	14.926.000	58-9	8.852.000	34-9	1.520.000	6-0	36.000	0-2
1911...	26.470.000	15.492.000	58-5	9.101.000	34-9	1.833.000	6-9	44.000	0-2
3. — *Du Dominion néo-zélandais.*									
1908...	12.137.000	6.202.000	51-1	5.874.000	48-4	49.000	0-4	12.000	0-1
1909...	13.647.000	7.802.000	57-2	5.786.000	42-4	48.000	0-3	11.000	0-1
1910...	17.122.000	8.882.000	51-9	8.200.000	47-9	30 000	0-2	10 000	0-0
1911...	14.548.000	7.455.000	51-2	7.043.000	48-4	38.000	0.3	12 000	0-1

AUSTRALIE

La démission de M. Deakin.

Pour des raisons de santé, dit-on, le chef de l'opposition fédérale, M. Deakin, vient de donner sa démission. Mais pendant toute la session dernière, il y avait des signes évidents de désaccord au camp des libéraux et ce désaccord n'a certainement pas été étranger à la décision de M. Deakin. Celui-ci, M. Joseph Cook, l'ancien ministre libéral de la défense, et M. Millen, le chef de l'opposition fédérale au Sénat, se sont réunis le 7 janvier en vue d'élaborer le programme de leur parti aux élections. Le nouveau leader doit être élu le 20 janvier.

M. Deakin appartenait au barreau de Victoria où il avait été admis à vingt et un ans. A cette époque il était rédacteur en chef de l'*Age* de Melbourne, quand son directeur, M. David Syme, fut sollicité de se présenter à la députation. Aux amis venus lui faire cette proposition, M. Syme répondit : « Il y a un jeune homme dans la pièce à côté en train d'écrire un éditorial qui serait un brillant candidat. » Le « jeune homme » n'était autre que M. Deakin. Il devait réaliser en tous points la prophétie de M. Syme. A l'âge de vingt-sept ans, il était ministre.

En 1887, comme chef-secrétaire de la colonie de Victoria, il visita une première fois l'Angleterre en qualité de délégué à la première conférence coloniale où se décida la participation de l'Australie à la défense impériale sous forme d'une contribution annuelle aux dépenses navales. Il fut ensuite membre de la Convention fédérale australienne qui rédigea le bill du Commonwealth australien d'où naquit la fédération actuelle des Etats qu'en compagnie de sir Edmund Barton il alla soumettre en 1900 à la ratification du gouvernement anglais. Il devint le premier attorney général du nouveau Commonwealth et son second premier ministre de septembre 1903 à avril 1904. Deux fois encore, il devait occuper ces hautes fonctions : de juillet 1905 à novembre 1908 et de juin 1909 à avril 1910. On n'a pas oublié le

rôle important qu'il joua à la Conférence impériale de 1907 : avec sir Wilfrid Laurier, ce fut l'orateur le plus éloquent et le plus écouté des hommes d'État coloniaux. « Bien hardi qui prophétise, écrit le *Times*, ce qui est certain c'est que la retraite de M. Deakin laisse son parti très sérieusement divisé et indiscutablement faible... Quelque jugement que l'on porte sur sa carrière parlementaire, les services rendus à ses concitoyens sont indéniables. Il a mis en circulation de grandes idées, il a élargit l'horizon politique ; il a aidé le peuple du Commonwealth à s'efforcer d'atteindre leur idéal et à voir ce qu'ils demandaient. Ce n'est pas tout. C'est sous la direction de M. Deakin que l'Australie prit la première fois dans les réunions impériales une place digne d'elle et de sa puissance. On le considère en Angleterre comme un des protagonistes de la préférence impériale et comme un des chefs de tout le mouvement impérialiste... L'Australie possède en lui un grand Australien et l'Empire un grand impérialiste. »

Les relations commerciales avec le Canada.

On mande d'Ottawa au *Times* que M. Foster, ministre canadien du commerce, partira le 10 février pour la Nouvelle-Zélande et l'Australie, où il doit prendre part aux séances de la Commission commerciale impériale. Pendant son séjour en Australie, il abordera avec le gouvernement fédéral la question de l'établissement de relations commerciales plus étroites entre le Canada et l'Australie, question dont les bases ont déjà été jetées par lettres et même par câblogrammes.

UNION SUD-AFRICAINE

Une chaire de français à l'Université du Cap.

Après l'annexion des républiques sud-africaines par l'Angleterre, un certain nombre de membres des anciens comités boérophiles français créèrent, rappelait le *Temps*, sous la présidence de M. Pauliat, sénateur du Cher, qui avait été à la tête du comité pour l'indépendance des Boers, une association nouvelle dans le but de répandre la langue française dans l'Afrique du sud. Ce comité franco-sud-africain se donnait pour but de répandre l'étude du français parmi les Boers et de faciliter les moyens de venir étudier en France aux populations sud-africaines où se sont fondues des centaines de familles françaises, aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes.

Le comité franco-sud-africain disposait comme ressources d'un certain nombre de fonds de caisses de groupements qui s'étaient constitués en France pendant la guerre des Boers. Après six années de fonctionnement, étant donnée la situation actuelle faite aux Boers par le gouvernement anglais, le comité franco-sud-africain a estimé que son existence n'avait plus de raison d'être. Il a décidé de se dissoudre, et il a offert son avoir de 55.000 francs au gouvernement de l'Union sud-africaine pour aider à la création d'une chaire de français à l'Université qui va être fondée au Cap. Ce don, porté à la connaissance de M. Hofmeyr, sous-secrétaire d'Etat au département de l'éducation de l'Union, par l'intermédiaire du consul général de France au Cap, a été accepté, et M. Pauliat remettra ces jours prochains un chèque de 55.000 francs au président du Conseil, pour être transmis par les soins du gouvernement français au haut fonctionnaire de l'Union sud-africaine à Londres, qui a été désigné pour recevoir cette somme.

Au banquet qui a suivi, à Bordeaux, le 11 janvier, un match de football rugby organisé entre une équipe sud-africaine et une équipe française, M. Abel Chevalley, ministre plénipotentiaire, délégué par le ministre des affaires étrangères, a rappelé le don de 55.000 francs qu'a fait le Comité franco-sud-africain pour contribuer à la création d'une chaire de langue et de littérature françaises à l'Université du Cap. Il a exprimé l'espoir que cette généreuse initiative contribuerait à répandre notre langue dans l'Afrique australe, jadis peuplée en partie de Français, et resserrerait les liens qui unissent la France à l'Union sud-africaine.

INDES ANGLAISES

La vente de l'opium.

Le gouvernement a décidé de suspendre les ventes d'opium jusqu'à ce que l'on puisse liquider les stocks qui se trouvent dans les ports de Chine visés par le traité. Le gouvernement est tenu, toutefois, en vertu des conditions relatives à la vente de donner un préavis de trois mois de son intention de cesser la vente de l'opium destiné à la Chine. Il n'y aura plus de vente à Calcutta après la vente fixée à 170 caisses, qui aura lieu le 1^er^ avril; et il n'y aura plus de vente à Bombay après celle dont la date a déjà été fixée au 12 mars. Afin de faciliter la diminution des stocks détenus dans les ports visés par le traité, on a décidé à titre de mesure temporaire, de réduire la quantité d'opium à vendre en 1913 pour la consommation dans les pays autres que la Chine de 13.200 caisses à 9.000 caisses.

On croit savoir que l'on a pris cette mesure après de très sérieuses délibérations entre l'Office de l'Inde, la Chine et le gouvernement de l'Inde; car il en résultera une perte considérable pour les revenus de l'Inde.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA POLITIQUE DE COLBERT DANS LES INDES OCCIDENTALES (1).

L'œuvre coloniale de Colbert, petite part d'un labeur immense, est d'autant moins connue qu'on croit la connaître mieux. Combien d'ouvrages, en effet, n'a-t-on pas écrits sur ce grand ministre, qui nous offrent tous un ou plusieurs chapitres sur l'histoire des colonies! Mais, à vrai dire, on en saurait autant et plus sur le sujet en parcourant les cent pages que P. Clément, dans ses trois volumes, extraits de la *Correspondance de Colbert*, a concédées à la colonisation. Or, ces cent pages d'ailleurs triées un peu au hasard, sont tout à fait insuffisantes pour faire apprécier ce que voulut et ce que fit Colbert. C'est à peu près comme si on jugeait la stratégie de Napoléon d'après un manuel d'école primaire. Administrateur, financier, ministre du commerce, de la marine, des beaux-arts, des travaux publics, que sais-je encore? réunissant sous sa direction tant de parties diverses, Colbert offrait aux historiens une trop riche matière pour qu'ils pussent l'épuiser. Les économistes, les marins, les juristes trouvent en lui, chacun pour sa part, un sujet d'études spéciales : mais les spécialistes coloniaux ne sont pas légion, et l'on n'a guère jusqu'à présent étudié en Colbert le colonial : aussi, dans ce do-

(1) STEWART L. MIMS, Assistant-Professor of History in Yale College. — Colbert's West-India Policy, in-8°, 385 p. — New-Haven, Vale University Press; London : Henry Frowde; Oxford : University Press MCMXII.

maine, si modeste soit-il, il reste beaucoup à faire. Il y a quelques années, un bon livre de M. Kæppelin a fait connaître l'histoire de la première Compagnie des Indes orientales. Un historien canadien a raconté l'œuvre de Talon dans la Nouvelle France, de 1665 à 1672. Mais on a vraiment peu de ressources si l'on veut s'instruire par exemple sur la colonisation des Antilles, savoir quels résultats furent obtenus par cette Compagnie des Indes occidentales fondée précisément en vue de mettre en valeur nos possessions transatlantiques.

L'ouvrage de M. Stewart L. Mims nous apporte donc une contribution d'autant plus précieuse qu'étant pour ainsi dire unique sur ce sujet, il est composé à l'aide des documents originaux, avec une méthode et une conscience qui ne laissent guère prise à la critique.

L'auteur est, aujourd'hui, Assistant-Professor à Vale University, Newhaven (Connecticut); il était, il y a peu de temps encore, inscrit comme étudiant à la Faculté des Lettres de Paris. C'était pourtant déjà un maître. Attiré depuis longtemps par l'étude des causes économiques de la Révolution américaine, il avait été frappé de voir que les historiens n'expliquaient pas nettement un fait de la plus haute importance pour l'histoire commerciale des Etats-Unis, c'est à savoir le rapide accroissemeni des Antilles françaises au cours du XVIII[e] siècle. On constatait bien que des échanges considérables se faisaient entre ces îles et la Nouvelle-Angleterre qui achetait leurs rhums et leurs mélasses et leur vendait son poisson salé et ses viandes. C'était au point que les ministres anglais, poussés par les planteurs, essayèrent de s'y opposer; le mécontentement causé par leur politique restrictive fut une des causes de la révolte des colonies. Comment les îles françaises étaient-elles donc devenues capables d'exclure les sucres anglais des colonies anglaises et assez riches pour absorber tant de marchandises américaines? Personne ne semblait le savoir. C'est pour trouver une réponse à cette question que M. Mims a fait en France un laborieux séjour de trois années. Mais ses premiers travaux l'ont conduit à cette conviction qu'il était impossible de comprendre l'histoire de nos colonies au XVIII[e] siècle sans connaître celle de leurs origines au XVII[e]. Il a donc écrit une première étude, celle que j'analyse aujourd'hui, sur l'œuvre de Colbert aux Indes occidentales de 1664 à 1683. Il nous en promet une analogue sur la période postérieure, de 1683 à 1715. C'est après ces préliminaires qu'il abordera l'histoire du commerce entre la Nouvelle-Angleterre et nos Antilles.

Le présent ouvrage, en dehors de quelques chroniqueurs qui sont des témoins oculaires, comme le P. du Tertre, le P. Bouton et les autres missionnaires qui nous ont décrit les premières années de Saint-Christophe et de la Martinique, repose sur une documentation très abondante et presque complètement inédite. Dans une bibliographie (p. 346-364), qui est un modèle de précision, quant à l'analyse des documents cités, et pour laquelle je ne ferai à l'auteur qu'une seule critique, c'est d'avoir mentionné quelques ouvrages de seconde main auxquels il n'a certainement emprunté ni une idée ni un fait, nous trouvons la longue liste des sources qu'il a consultées. Je prie qu'on veuille bien me croire sur parole si j'affirme que les recherches effectuées par lui dans nos divers dépôts représentent un travail très considérable et que le texte du livre est presque entièrement tiré de ces fonds à peu près inexplorés. M. Mims a dépouillé, pour les années 1669-1683, aux Archives coloniales, les registres de la série A (Ordres du Roi) et de la série B (Lettres envoyées); dans la série C (Lettres reçues), ceux qui concernent la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Domingue, les îles diverses, Saint-Christophe, la Grenade, le Canada, le Sénégal et Cayenne. Il a parcouru avec la même conscience l'énorme collection Moreau de Saint-Méry, les cartons et volumes qui traitent des Compagnies de commerce, dans la série F. Au ministère de la marine, il a vu 26 volumes de la Correspondance, plusieurs autres de la série des Campagnes, d'autres encore de la série B[7] (commerce et consulats). Aux Affaires étrangères, à la Bibliothèque nationale (département des manuscrits) ce studieux chercheur a fait avec le même soin sa pénible et riche moisson. Non content d'explorer les dépôts parisiens, il a voulu voir ceux de la province. Il a été chercher dans les Archives départementales de Bordeaux, de la Rochelle, de Nantes, les débris des registres d'Amirauté qui donnent les armements et les désarmements des vaisseaux marchands; il a vu les correspondances des Chambres de commerce de Bordeaux et de Nantes, celle des intendants de Guyenne, les registres des passe-ports de Bretagne et ceux qui, à Nantes, contiennent le détail du commerce des sucres. Si j'insiste sur cette énumération, c'est parce qu'elle n'est pas un vain étalage de titres et de cotes comme le sont tant de bibliographies fastueuses compilées par des auteurs qui n'ont parfois pas ouvert d'autres livres parmi ceux qu'ils citent que ceux qu'ils ont démarqués. Ces registres et ces cartons ont été ouverts, feuilletés, extraits; l'on retrouve dans les notes du livre les cotes des registres et dans les pages leur substance.

C'est donc un ouvrage très solide; de sa valeur littéraire, je ne dirai qu'un seul mot : c'est qu'il est écrit d'un style très clair, sans autre prétention que de dire simplement des choses vraies. Quiconque voudra se faire une idée juste de la vie économique des Antilles françaises, entre 1630 et 1683, devra recourir à ce livre, et ce livre le dispensera de recourir à n'importe quel autre. Il n'y faut d'ailleurs chercher ni descriptions, ni récits, ni anecdoctes : l'auteur n'écrit pas l'histoire des Antilles : il s'occupe de leur mise en valeur et du commerce, non de leur administration, ni des mœurs. Il ne cite des événements politiques que ce qu'il faut pour encadrer dans la chronologie les résultats de son enquête. Dans la première partie, il expose les origines si difficiles de nos Antilles. Les lecteurs de ce journal en ont lu, ici même, une esquisse (1) qui me dispense d'analyser celle de M. Mims. Je n'en rappellerai pas les traits, sauf un seul qui est capital, car il fait comprendre la politique de Colbert : c'est la prépondérance économique de la Hollande. En 1660, nos îles avaient une population d'environ 20.000 habitants : la culture principale était celle du tabac; celle du sucre commençait de s'établir, grâce à l'importation croissante des nègres : mais une partie du capital qui avait servi à équiper les nouvelles plantations était fourni par les Zélandais et le commerce tout entier était entre leurs mains. Nos quatorze îles, grandes et petites, étaient dans le domaine politique du roi de France, mais elles demeuraient dans la dépendance économique de ces étrangers.

L'œuvre que Colbert s'imposa, ce fut d'assurer aux nationaux tout le profit commercial de nos établissements. Dès 1662, un marchand de Paris, Formont, évaluait à 100 ou 120 le nombre des grands vaisseaux hollandais qui y allaient tous les ans et proposait d'exclure les étrangers de nos colonies comme ceux-ci nous excluaient des leurs, dût-on leur permettre de continuer leur négoce pendant un an, jusqu'à ce que nos armateurs eussent pris leurs mesures pour les remplacer. Il recommandait avant tout d'abaisser les droits d'entrée sur les denrées coloniales, car le sucre, valant trente livres le quintal, payait en France un droit de 12 livres; le tabac, valant 20 livres le quintal, payait 10 livres, alors qu'en Hollande les mêmes produits ne payaient que 5 sols, ce qui permettait aux Hollandais de raffiner à bon compte les sucres de nos îles et de manufacturer nos tabacs pour les réexporter dans les ports du Nord et même en France. Ce mémoire et

(1) *Quinzaine coloniale* du 10 décembre 1912.

d'autres de la même année semblent des réponses à un questionnaire émané de Colbert. C'est à 1662 que remonte aussi le projet d'envoyer aux îles une escadre « pour y établir un bon ordre dans l'administration et la justice et pour procurer aux habitants une liberté entière dans leur commerce ». En fait, M. de Tracy, lieutenant général, envoyé en mission dans l'Amérique, ne partit qu'en 1664 et Colbert, au lieu d'établir la liberté du commerce, fonda la Compagnie des Indes occidentales, jugeant sans doute que les négociants français n'avaient pas de ressources suffisantes pour lutter contre la concurrence hollandaise.

Il ne paraît pas pourtant s'être porté d'emblée à ce vaste dessein. Il ne s'agissait d'abord que de Cayenne qu'on devait reprendre aux Hollandais, puis il pensa à racheter les diverses Antilles : alors, ses vues s'étendant, il obligea la compagnie formée pour coloniser Cayenne à se transformer en une compagnie beaucoup plus importante, et par ses capitaux, et par son domaine qui s'agrandit d'un trait de plume du Cap de Bonne-Espérance au Canada. La Compagnie toucha, de 1664 à 1669, une somme totale de 5.522.345 liv. 8 s. 6 d., dont 3.026, 545 liv. 8 s. 6 d. furent fournis par le Roi : le reste fut versé par des financiers, des magistrats, des fonctionnaires, tous à la dévotion de Colbert. Très peu de négociants figuraient parmi les souscripteurs. Ce fut la faiblesse de la Compagnie : elle demeura toujours, comme la Compagnie des Indes orientales, une entreprise d'Etat créée, entretenue, dirigée par le ministre en vue de servir une politique préconçue. Le but visé aux Antilles était l'exclusion des Hollandais. Pour cela, il fallait que la Compagnie pût du jour au lendemain se substituer à eux et fournir aux îles tout ce qui leur était nécessaire.

L'enquête de M. Mims nous démontre que c'était une tâche à peu près inexécutable. La Compagnie n'avait ni flotte, ni arsenal, ni personnel : il fallut tout improviser, les chefs et le matériel. Le premier envoi se composait de quatre vaisseaux : les commis vendirent à crédit et au hasard ces cargaisons insuffisantes. Les habitants manquant du nécessaire, de vivres, de vêtements même, souffrirent, s'irritèrent contre le monopole. La révolte gronda partout : sans l'énergie des gouverneurs, les îles se fussent livrées à leurs amis de Hollande. Les dépenses faites pour les expéditions successives tombèrent en pure perte pour la Compagnie, parce qu'elle ne sut pas organiser aux îles la perception des droits féodaux qui lui revenaient et la réception des sucres et des tabacs qu'elle devait toucher en paiement de ses marchandises. Il ne paraît pas qu'un seul de ses navires, en 1665 et 1666, ait fait un retour donnant du bénéfice. Au contraire, elle en eut, en 1666, cinq enlevés par des corsaires anglais : les directeurs évaluèrent ces pertes à 465.900 livres. Elle avait, cette année-là, 22 vaisseaux en chargement pour la Guinée et les îles. Mais, d'après la correspondance, il semble bien que 16 d'entre eux restèrent bloqués dans leurs ports d'attache par la guerre que nous faisait l'Angleterre. Il y a loin de ces chiffres irréfutables à ceux de 45 et de 60 vaisseaux que certains écrivains, Bonnassieux, par exemple, attribuent à la Compagnie dans les six premiers mois de son existence. En fait, au début de la guerre, en janvier 1666, elle était déjà en présence d'un déficit de 2 millions de livres, après un an et demi d'exercice. A ce moment, Colbert eut la pensée de réunir en une seule compagnie énorme les deux Compagnies des Indes dont les capitaux auraient été confondus. Ainsi Law se trouve avoir réalisé, probablement sans le savoir, un projet passagèrement envisagé par Colbert.

La guerre fut donc fatale à la Compagnie des Indes occidentales. D'abord, elle empêcha les cultures et le commerce pendant dix-huit mois. Les Anglais prirent ou brûlèrent à la Martinique cinq de ses navires. A la fin de 1667, les directeurs évaluaient leurs pertes réelles à 2 millions 1/2. Ils ne pouvaient subvenir à leurs dépenses qu'avec l'argent du roi. Aussi tous les historiens qui ont effleuré cette question ont-ils affirmé qu'à partir de 1668, Colbert était décidé à supprimer la Compagnie au premier jour. M. Mims ne considère pas cette opinion comme fondée. Colbert, d'après lui, tenait avant tout à ce que le commerce des îles fût fait par des Français : la Compagnie était d'abord pour lui le moyen nécessaire pour exclure la concurrence hollandaise. Mais, dès 1667, il insistait auprès des directeurs pour qu'ils accordassent des permis de commerce aux armateurs français. Devant leur impuissance financière et administrative, il essaya de concentrer leur activité sur un commerce spécial restreint et, le 10 novembre 1671, il leur ordonna au nom du roi de se borner à importer aux îles des nègres de Guinée et des viandes salées de France. Ce serait le premier document qui prouve un changement dans les vues de Colbert. La Compagnie ne réussit pas même à assurer l'approvisionnement des Antilles en bœuf salé. En 1672, le gouverneur général Baas se plaignait de la famine. C'est à cette époque, que Colbert autorise les directeurs à louer les navires qui leur restent et qu'ils n'utilisent pas à la Compagnie du Nord. Leurs bureaux sont supprimés dans les ports de France et, bien que sa révocation officielle date seulement de 1674, la Compagnie est vraiment morte à la fin de 1672 : elle ne paraît pas avoir été regrettée. En effet, son impuissance était constatée, et l'on ne tenait pas à elle pour elle-même.

Dans le préambule de l'édit de révocation, le roi expose que sa politique a atteint le but qu'il s'était proposé, que plus de 100 vaisseaux français de 50 à 300 tonnes font tous les ans commerce aux Antilles qui sont devenues un marché important pour le royaume. Or, il est exact que dans ces dix ans un courant de commerce nouveau se forma vers les îles, en partie, évidemment, grâce aux dépenses et aux efforts de la Compagnie. Et si l'on demande comment l'on peut concilier les monopoles constitués par Colbert en 1664 avec les principes de liberté commerciale qu'il formule à plusieurs reprises dans sa correspondance, à partir de 1669, M. Mims répond qu'à vrai dire on a bien peu de renseignements sur les vues théoriques de Colbert avant 1669 ; d'autre part, il est certain qu'il a continué, après 1669, de constituer des monopoles commerciaux et des compagnies. Au fond, il était homme de pratique et non de théorie ; il a usé concurremment de deux instruments contradictoires, la compagnie à monopole et l'armateur libre, en vue d'un intérêt national. Il a soutenu tour à tour l'une ou l'autre, selon qu'il le jugeait utile à l'objet qu'il poursuivait. En 1664, il veut exclure les Hollandais d'un seul coup : il crée donc une compagnie puissante, capable de les remplacer. Mais il sait bien que le commerce vit de liberté et, lorsqu'à la fin de la guerre de 1666-1667, il s'aperçoit que les armateurs français commencent d'aller aux îles, il les protège et les encourage. Il n'y a donc pas de contradiction dans ses principes, de rupture de méthode en 1669 ; à cette date, il emploie les deux instruments en même temps, voilà tout : quand la Compagnie est tout à fait usée, il l'abandonne. Le commerce libre est devenu en effet assez puissant ; il a grandi de telle sorte qu'au lieu de 3 ou 4 navires qui allaient aux îles en 1662, il passe à 131 en 1674, à 205 en 1683, venant du Havre, de Honfleur, de Dieppe, de Nantes, de la Rochelle, de Bordeaux. Parmi ces vaisseaux, en 1685-1686, vingt étaient bordelais, 45 rochelais, 58 nantais. Ce sont ces trois ports qui marquent le progrès le plus considérable dans cet espace de temps. Les escadres royales protègent nos armateurs en coulant à fond leurs rivaux étrangers.

L'explication donnée est ingénieuse, assez plausible, parce qu'elle s'accorde avec presque tous les faits connus et avec le caractère de Colbert. Je m'étonne seulement comme le firent alors

certains de ses correspondants, qu'il n'ait pas soufflé mot, même confidentiellement, de son état d'esprit et qu'on ait pu le croire monopoleur convaincu jusqu'à la minute précise où il se révéla subitement prêcheur de la liberté du commerce. J'incline à croire que l'insuccès de la Compagnie le désabusa d'abord, que le petit courant commençant qui se créa vers les Antilles pour répondre à un besoin urgent lui parut bon à encourager comme un expédient plus sûr, et moins coûteux que l'autre, que voyant jour à tourner en un succès inespéré l'échec indéniable de sa conception, il n'hésita pas à changer de plan comme un général sur le champ de bataille. Il y a, en effet, deux lettres contradictoires de lui à Baas, fin 1668 et début de 1669, qui se suivent immédiatement, l'une où il lui ordonne de maintenir absolument le monopole, l'autre où il lui prescrit de laisser toute liberté aux particuliers. Il y a là, à mon sens, une volte-face vraiment brusque et j'ai tendance à l'expliquer par les faits d'abord, et par des influences qui nous échappent, celle peut-être du conseiller commercial de Colbert, Bellinzani; on n'a pas encore d'assez près examiné quelle action ont exercée sur un ministre très laborieux, mais qui ne savait pas tout, loin de là, les gens de son entourage, gens certainement très écoutés, et qui tenaient le rôle de nos bureaux d'aujourd'hui.

Son amour de la liberté commerciale n'alla pourtant pas jusqu'à permettre aux colons de produire et de vendre librement. Il leur fut interdit de livrer aux étrangers, même leurs sirops, leurs mélasses, leurs rhums, dont ils ne pouvaient rien faire et qu'ils étaient obligés de jeter. Malgré les plaintes des habitants et les conseils des intendants des îles, Colbert maintint inflexiblement les défenses. Il avait autorisé l'établissement de raffineries coloniales. Quand il vit que cela pouvait nuire à celles de France, il fit fermer les usines des Antilles. L'établissement de la ferme du tabac en fit tomber la culture, parce que les fermiers, seuls maîtres du marché, réduisirent les prix de telle sorte que les colons ne faisaient pas leurs frais. Saint-Domingue fut ainsi ruiné en trois ans. Il fallut changer partout de culture, créer à grands frais les sucreries; cette évolution chassa les petits colons, constitua la grande propriété et les ateliers d'esclaves. Quant au sucre, la production des îles, si gênée qu'elle fût par les mesures du ministre, monta vite : elle était, en 1682, de 18 millions de livres, en poids. Les 29 raffineries du royaume et les cinq qui existaient encore aux îles en traitaient 20.700.000 livres. La France, en 1664, importait de Hollande tout le sucre qu'elle consommait. Dès 1670, elle se suffisait à elle-même : il est probable qu'à la fin du ministère de Colbert, elle devint exportatrice. Quant aux esclaves, ils étaient fournis d'abord par les Hollandais; puis Colbert attribua le monopole de ce commerce à la Compagnie des Indes occidentales et, après elle, aux compagnies successives du Sénégal. Elles firent si peu et maintinrent de tels prix que les plaintes des colons sont continuelles. Nos îles manquaient de travailleurs, alors que les îles anglaises en avaient à volonté et à bas prix. Il en fut ainsi jusque vers 1740.

Les îles importaient beaucoup de bœuf salé. 30.000 barils de 200 livres ne leur suffisaient pas en 1672. Colbert essaya de remplacer le bœuf d'Irlande par le bœuf de France : mais il ne semble pas que notre bétail fût assez abondant pour alimenter ce commerce, du moins au même prix. Craignant d'affamer les colons, Colbert, après deux ans d'obstruction et de réglementation, permit de renouer les rapports avec l'Irlande. Nos armateurs de la Rochelle et de Nantes gagnaient d'ailleurs 30 0/0 sur chaque cargaison : c'était un fret qui ne manquait jamais.

Les colons se fournissaient de bétail sur pied et de chevaux, soit chez les Hollandais de Curaçao, soit chez les Espagnols de Saint-Domingue et de Porto-Rico. Ils n'importaient que rarement des chevaux de Normandie, parce qu'il y en avait peu et qu'ils étaient fort chers. Le bois de construction manquait, Colbert voulut en faire envoyer du Canada, mais sans succès, car, vu la distance et peut-être le manque de bras, il coûtait plus cher que le bois venant de France. Au XVIII[e] siècle, ce fut la Nouvelle Angleterre qui le fournit. On trouvera sur les différentes branches du négoce des renseignements précis et minutieux dans les cinq derniers chapitres du livre de M. Mims.

Ses conclusions peuvent être résumées ainsi : Colbert a voulu rendre les Antilles françaises, indépendantes de tout commerce étranger; mais elles avaient besoin de denrées que des pays de zones tempérées pouvaient seuls leur fournir, farine, viande, bois de construction; elles avaient aussi besoin d'esclaves. Or, le Canada était trop loin et trop faible, les colonies d'Afrique trop médiocres et trop mal exploitées pour satisfaire à ces besoins. L'exclusion des étrangers gêna, retarda le développement économique de nos îles. Il est vrai que les profits du commerce, quels qu'ils fussent, restèrent entièrement à la métropole; cela suffisait, je le crois, à Colbert. Il n'a jamais caché qu'il préférait la métropole aux colonies. Il reste à sa gloire ce fait qu'ayant trouvé, en 1664, les Hollandais maîtres du commerce, il est parvenu à remplacer leurs flottes par une flotte de 200 vaisseaux marchands, partant tous les ans de la Rochelle, de Bordeaux et de Nantes dont l'activité se réveille à ce moment; c'est l'origine de la prospérité que ces villes connurent au siècle suivant.

Il faut espérer que M. Steward L. Mims ne nous fera pas attendre le livre qu'il prépare. Il aura l'honneur d'avoir écrit, lui étranger, un des meilleurs ouvrages que je connaisse sur l'histoire de nos Antilles.

P. CULTRU.

VARIÉTÉS

La question des Enfants métis en Indochine. Le rôle des Sociétés de protection.

RAPPORT
Présenté à la Section Indochinoise
de l'*Union coloniale francaise* (Séance du 7 janvier 1913) (1)

par

M. H. SAMBUC
Avocat près la Cour d'appel de l'Indochine.

Paris, 7 janvier 1913.

MESSIEURS,

L'Association de protection des Enfants Métis, dont le siège est à Hanoi, a adressé, le 13 novembre dernier, à la Fondation Lucien de Reinach, une demande de subvention.

Le Conseil d'administration de la Fondation Lucien de Reinach a communiqué cette demande à la Section de l'Indochine de l'*Union coloniale française*, en la priant de lui donner son avis sur les deux points suivants :

1° Convient-il d'accorder une allocation à la Société de protection des Enfants Métis?

2° Dans le cas affirmatif, y a-t-il lieu de donner une affectation spéciale à cette allocation?

Ce sont ces deux questions que nous devons examiner.

(1) V. procès-verbal de cette séance, p. 68.

I. — *Convient-il d'accorder une allocation à la Société de protection des Enfants Métis?*

L'Association de protection des Enfants Métis, qui a été reconnue comme établissement d'utilité publique, par décret du 31 juillet 1907 (*Bulletin officiel des colonies*, année 1907, page 552) a pour but « de pourvoir à l'entretien et à l'éducation des enfants métis abandonnés par leur père, ou qui se trouvent privés de soins indispensables en raison du départ de la colonie de celui-ci ou de l'indigence de leur mère ».

Signalons dès maintenant qu'il existe à Saigon une association analogue à celle d'Hanoi, reconnue également comme établissement d'utilité publique, par décret du 10 janvier 1911 (*Journal officiel de l'Indochine* du 9 mars 1911, page 466). C'est l'Association de protection de l'Enfance de Cochinchine. Cette association a pour but « d'assurer en Cochinchine la protection, l'éducation et l'instruction des enfants des deux sexes, dépourvus de ressources et de soutiens, sans distinction ». Elle entretient, à ses frais, les enfants abandonnés dans des immeubles lui appartenant. (Art. 1er des statuts.)

Le champ d'action de l'association de Cochinchine, qui s'intéresse à tous les enfants abandonnés, sans distinction, est donc plus vaste que celui de l'association du Tonkin qui ne se préoccupe que des enfants métis. Il convient, toutefois, de faire remarquer qu'en fait, la presque totalité des enfants protégés par l'association de Saigon, sont des enfants métis.

La tâche de ces deux associations est considérable.

Nombreux, en effet, sont les enfants nés ou naissant chaque année, en Indochine, de Français — militaires, fonctionnaires ou colons — et de femmes indigènes. Le fait n'a rien d'exceptionnel. Il se produit dans toutes les colonies françaises. En Indochine, le grand nombre de semblables naissances s'explique notamment par cette circonstance particulière que la loi et les coutumes annamites reconnaissent, à côté du mariage rituel ou mariage de premier rang, un mariage de second rang, produisant des effets moins étendus que le mariage de premier rang, mais se distinguant nettement des unions purement fortuites et passagères. Ce mariage de second rang est en usage même dans des familles d'une certaine condition. Ce sont le plus souvent de semblables unions, effectives aux yeux des Annamites, mais sans valeur au point de vue de la loi française, que sont issus les nombreux métis indochinois, alors que les femmes indigènes se livrant simplement à la prostitution sont généralement stériles. Cette remarque qui indique à quelle classe appartiennent le plus souvent les mères des métis indochinois a son importance.

Quelle est, en Indochine, la condition juridique des métis?

Au point de vue légal, les métis n'ont pas de statut particulier. La loi ne les reconnaît pas en tant que métis. On peut dire, légalement parlant, que les métis n'existent pas.

En effet, les enfants de sang mêlé légitimes, légitimés ou naturels reconnus par leur père, sont citoyens français. Ceux qui sont reconnus par leur mère seulement, suivent la condition de celle-ci, c'est-à-dire qu'ils sont Annamites, simplement sujets français. Enfin, ceux qui ne sont reconnus ni par leur père ni par leur mère ou qui sont de parents inconnus, sont également Annamites sujets français.

Ces dernières solutions n'ont pas été sans provoquer certaines controverses et de vives protestations de la part des intéressés. A maintes reprises, des enfants nés de père inconnu, mais présentant les traits caractéristiques de la race blanche se sont adressés aux tribunaux pour faire reconnaître sinon leur filiation, tout au moins leur qualité de Français et de citoyen français. Il ont toujours échoué dans leur prétention et se sont vu imposer, du chef de leur mère, la qualité d'indigènes simples sujets français.

Il en a été de même pour certains métis, fils de Français connus, décédés ou ayant quitté la colonie, sans avoir, par indifférence, calcul ou toute autre cause, reconnu leur progéniture.

Cette jurisprudence des tribunaux indochinois est actuellement constante. Les conséquences en sont souvent extrêmement choquantes étant donnée la condition inférieure, par rapport à celle du citoyen français, de l'indigène sujet français qui est régi par la loi annamite pour tout ce qui concerne son statut personnel et familial, qui n'a pas de droits politiques et auquel les carrières libérales et les fonctions administratives, à l'exception de quelques postes tout à fait subalternes, ne sont pas accessibles.

L'administration indochinoise se conformant rigoureusement à cette jurisprudence s'est toujours refusée à considérer comme Français les jeunes métis non reconnus par leur père, quelle que fût leur apparence physique. Elle leur a notamment interdit l'accès des établissements scolaires réservés aux Européens, elle leur a fermé ses bureaux, ne les y admettant qu'en qualité de concierges ou de plantons, elle a enfin toujours refusé de recevoir leur engagement dans l'armée et même dans la Légion Etrangère.

Telle est, en résumé et à grands traits, la condition juridique des métis en Indochine.

Les associations ayant pour but la protection des métis n'ont évidemment pas — hors certains cas exceptionnels — à se préoccuper de ceux qui sont élevés et entretenus par leurs parents. Mais l'intervention de ces associations se justifie et s'impose lorsqu'elles se trouvent en présence de métis — qu'ils soient légitimes, reconnus ou non reconnus — sans soutien et sans ressources. Leur intervention se justifie et s'impose alors d'autant plus qu'en Indochine, l'Assistance publique n'a pas encore été organisée et qu'aucune administration ne s'y préoccupe de la protection de l'enfance abandonnée, le gouvernement local se bornant à subventionner, parcimonieusement du reste, les associations de bienfaisance organisées par les particuliers.

Et cependant ils sont nombreux, soit au Tonkin, soit en Cochinchine, les enfants métis abandonnés par leurs parents. En novembre 1912, l'Association de protection de Hanoi en comptait 389 sur ses contrôles. Ils sont en aussi grande quantité en Cochinchine et leur nombre ne pourra qu'accroître dans l'avenir, à mesure qu'augmentera la population européenne.

Pour tous ces enfants se pose la question particulièrement délicate de déterminer la direction à donner à leur instruction et à leur éducation. Doit-on s'efforcer, ainsi que beaucoup le demandent, de les refouler dans la masse des indigènes pour qu'ils s'y fondent et y disparaissent définitivement ? Convient-il, au contraire, de les rapprocher de nous en développant le plus possible leur mentalité européenne, pour en faire des citoyens français jouissant de tous les droits découlant de cette qualité?

Tel est le problème qui se pose constamment aux associations de protection des métis et qu'il convient d'examiner brièvement.

Nous pensons qu'il faut tout d'abord considérer séparément

les enfants métis légitimes ou naturels reconnus par leur père. Ceux-là sont Français aux yeux de la loi. Du vivant de leur père, celui-ci seul avait le droit de s'en occuper. Le père mort, si la famille directe est inconnue, absente ou indifférente, les associations de protection qui à défaut de l'Etat inactif recueilleront ces enfants devront, sans doute aucun, respecter la volonté du père de famille, suffisamment manifestée par le fait de la reconnaissance. Elles ne sauraient rejeter dans la société annamite des enfants qui portent un nom français et qui ont reçu un commencement d'éducation française et qui malgré leur filiation maternelle, sont Français. Il faudra, tout au contraire, les recueillir, les empêcher de retourner à la vie et aux habitudes indigènes, achever leur éducation française et assurer enfin leur classement dans la race qui doit être et qui est la leur.

Quant aux enfants métis non reconnus, une distinction est à faire.

Il en est qui depuis leur naissance ont été élevés exclusivement dans leur famille indigène, qui n'ont jamais vécu avec leur père ni pris contact avec les milieux européens, qui n'ont jamais parlé que la langue annamite, qui n'ont jamais porté de vêtements européens, qui ont acquis une mentalité purement annamite et qui, sans ignorer peut-être qu'ils ont du sang français dans les veines, se considèrent et sont considérés dans leur entourage comme de véritables indigènes.

Pour ceux-là le problème, tel que nous l'avons formulé tout à l'heure, paraît comporter une solution différente. Il ne faut pas, semble-t-il, les changer de milieu. Même s'il est besoin de les secourir, il sera préférable de laisser s'achever leur éducation telle qu'elle a commencé dans la société annamite où leur classement s'opérera facilement et définitivement. Cependant s'il s'agit de filles, une surveillance particulière devra être exercée et en cas d'immoralité de la mère indigène, une prompte intervention s'imposerait.

Mais le plus souvent la situation des métis non reconnus n'est pas celle que nous venons d'envisager. Il s'agit généralement d'enfants ayant vécu soit avec leur père français, soit dans des milieux français, ayant reçu les éléments d'une éducation française, parlant le français, portant des vêtements européens, se considérant, malgré leur filiation maternelle, comme de vrais Français et ayant enfin toutes les aspirations de jeunes Français.

Pour ceux-là, lorsque le père de famille vient à manquer et qu'il faut les secourir, de graves difficultés se présentent qu'il convient d'examiner.

Deux systèmes sont en présence.

Certains font remarquer que jusqu'ici les efforts des associations de protection en vue de l'éducation et du relèvement des jeunes métis ont presque toujours échoué. Les métis, disent-ils, loin d'hériter des bonnes qualités de leurs parents, acquièrent seulement les vices des deux races dont ils tiennent. Les garçons alimentent le rôle des tribunaux correctionnels ou de la Cour d'assises, les filles tournent à la prostitution. Les négociants n'en veulent plus dans leurs bureaux, les administrations publiques ne les acceptent plus dans leurs services. Il est donc inutile et même dangereux de leur donner une éducation européenne, de leur ouvrir les rangs de la société française. Il importe, au contraire, de les maintenir rigoureusement dans les rangs de la population annamite, de les instruire comme ces derniers et de les obliger à s'y faire oublier.

D'autres, dont nous sommes, s'élèvent vivement contre semblable théorie qu'ils considèrent comme aussi fausse dans ses principes que dangereuse dans ses conséquences.

Il est exact qu'actuellement les enfants métis non reconnus, repoussés par les blancs, mal accueillis par les indigènes, qu'ils dédaignent du reste, constituent une sorte de caste à part, vivant à la fois en marge de la société française et en marge de la société annamite. Il est exact que trop souvent, pleins d'aspirations qu'ils ne peuvent satisfaire et de rancune contre les blancs qui les ont rejetés loin d'eux, ils deviennent des dévoyés et même des délinquants.

Mais il importe de rechercher à qui incombe la responsabilité de pareille situation. Tous les instituteurs qui ont suivi de près les jeunes métis s'accordent à repousser cette légende qui les représente comme réunissant en eux tous les défauts de leur double ascendance, sans en avoir jamais les qualités. Les métis, disent-ils, ne sont ni plus mauvais ni meilleurs de nature que la moyenne des jeunes Français nés et élevés dans nos colonies. Mais le milieu dans lequel ils grandissent, les exemples qu'ils ont sous les yeux, ne sont pas les mêmes. Leur condition légale est injuste et cruelle. Leurs occasions de chute sont plus nombreuses et ils doivent, pour se créer une situation régulière et honorable, vaincre des obstacles trop souvent infranchissables.

Telles sont les vraies causes du degré inférieur de moralité que présentent un trop grand nombre de métis. Il serait injuste de les en rendre responsables.

Nous pensons donc — et c'est là le second des systèmes en présence — que le problème de la protection des enfants métis abandonnés doit être envisagé et solutionné de toute autre façon.

Il faut partir de cette idée que la France conquérante et civilisatrice de l'Indochine se doit à elle-même de recueillir et de protéger d'une manière vraiment efficace, tous ceux qui, au hasard des circonstances, au cours de la conquête ou de l'occupation, ont été appelés à l'existence par ses soldats, ses fonctionnaires ou ses colons et qu'elle ne doit pas laisser se corrompre et se perdre une quantité quelconque de la graine française, sous les regards indifférents ou ironiques de ses sujets annamites.

Il faut qu'elle assure l'avenir de ses enfants de demi-sang en leur prodiguant les mêmes soins, la même instruction et la même éducation qu'à ses enfants de sang pur. Il faut qu'elle n'arrête pas à son œuvre. Il faut qu'elle suive ses protégés lorsque, une fois leurs études terminées, ils entreront dans la bataille de la vie et qu'elle ne les abandonne pas avant de leur avoir assuré un avenir honorable.

Il faudrait aussi, de toute nécessité, que la législation actuellement applicable aux métis soit modifiée dans un sens très libéral et permette de traiter, dès avant leur majorité, ces enfants à idées et à tendances françaises, comme de vrais Français, en attendant de leur reconnaître définitivement cette qualité par une naturalisation régulière ou par tout autre procédé équivalent.

Lorsque les choses seront ainsi organisées, lorsque les métis seront véritablement accueillis et protégés par la Société des blancs, lorsqu'ils n'auront plus à souffrir des constantes humiliations qu'ils subissent actuellement, lorsqu'ils verront s'ouvrir à eux toutes les carrières sans distinction et notamment les carrières administratives, il cesseront d'être des déclassés et des délinquants. Ils prendront confiance en eux-mêmes et montreront ce que l'on peut attendre d'eux.

Alors il sera possible de les juger sans injustice. Alors, nous en sommes convaincu, s'évanouiront les inexplicables préjugés dont ils sont encore les victimes. Alors on admettra que même aux colonies, le mélange de deux sangs ne constitue pas une tare et que l'expression de « métis » ne doit pas avoir un sens injurieux.

Définitivement reclassés dans la Société française, les métis pourront jouer dans la colonie le rôle qu'ils doivent y jouer. Bien acclimatés, parlant naturellement la langue indigène, ils deviendront soit pour le colon, soit pour le négociant ou l'industriel, soit enfin comme fonctionnaires de précieux intermédiaires dans les relations avec les Annamites ou les Chinois. Enfin, investis des droits de citoyens français et soumis à toutes les obligations découlant de cette qualité, ils accompliront dans la colonie leur service militaire et ainsi encore, ils pourront rendre de réels services à leur pays.

Quant aux jeunes filles, suffisamment instruites et bien élevées, elles se marieront facilement avec des Européens modestes. Le cas s'est souvent présenté et les unions ainsi contractées ont été généralement heureuses.

Certains faits bien dignes d'attirer l'attention corroborent, semble-t-il, le système que nous venons d'exposer. Nous voulons parler de ce qui se passe à Java pour les métis indo-néerlandais et en Indochine même pour les métis sino-annamites.

La législation hollandaise, elle aussi, ne reconnaît pas de métis. Mais la loi déclare Hollandais, non seulement l'enfant légitime ou reconnu d'un père néerlandais, mais encore l'enfant naturel qui n'a été reconnu ni par l'un ni par l'autre de ses auteurs, s'il est né aux Indes néerlandaises et aussi l'enfant trouvé, jusqu'à preuve d'une nationalité contraire. Ainsi, selon cette législation plus libérale, plus équitable, les métis qui ne sont reconnus ni par leur père ni par leur mère, de même que les métis nés de parents inconnus sont Hollandais de droit. Dès leur naissance ils sont traités comme tels et reçoivent la même éducation, la même instruction que les petits Hollandais de sang pur. Ils acquièrent ainsi la même mentalité et loin de constituer une classe à part dans la Société indo-néerlandaise, ils y exercent les mêmes professions, y occupent les mêmes positions et ne s'y distinguent en rien des autres éléments de la population hollandaise.

Un phénomène analogue se produit en Indochine pour les métis sino-annamites. Chacun sait que les Chinois sont installés en très grand nombre en Indochine où presque tous s'adonnent au commerce. Généralement mariés en Chine, ils y laissent toujours leur vraie femme, leur épouse légitime de premier rang. Mais une fois en Indochine, ils ne tardent pas à y choisir une femme annamite comme épouse de second rang et ils ont soin d'en avoir beaucoup d'enfants. Ces métis dits « Minh Huongs » sont ordinairement de saine apparence et fort intelligents. Leurs pères les élèvent avec le plus grand soin, auprès d'eux, et leur donnent une éducation aussi complète que possible. Ils leur apprennent à la fois l'annamite, le chinois, et le français et le moment venu, trouvent en eux de précieux auxiliaires dans la direction de leur commerce. Elevés sur le pied d'une parfaite égalité avec leurs frères purement chinois, les Minh Huongs n'ont jamais à souffrir de leur condition. Ils ont plutôt tendance à s'en enorgueillir et jouissent en tout cas d'une parfaite considération de la part des Annamites.

Pourquoi ne ferions-nous pas à nos métis franco-annamites une semblable situation ? Rien ne s'y oppose.

Les Associations de protection d'Hanoi et de Saigon, comme tous ceux qui ont vu de près les jeunes métis, sont acquises aux idées que nous venons de développer. Elles se sont toujours efforcées de soutenir matériellement et moralement leurs protégés. Matériellement, en assurant leur existence de chaque jour, moralement, en les élevant et en les instruisant comme de petits Français et en s'attachant à développer en eux le sentiment de leur dignité.

Les moyens d'action de ces associations sont encore très minimes eu égard à la grandeur de leur tâche. Néanmoins, grâce aux cotisations de leurs adhérents, aux subventions des gouvernements locaux et au dévouement de leurs membres, elles ont soulagé bien des misères, secouru bien des détresses.

Ces associations s'intéressent à tous les enfants dans le besoin qui leur sont signalés quel que soit leur âge. Les plus petits sont, si la chose est possible, laissés provisoirement chez leur mère indigène, à laquelle des secours en nature ou en espèces sont accordés. Si la mère est morte ou indigne, les jeunes enfants sont mis en pension dans quelque famille annamite ou de préférence européenne, honorable. A l'âge de sept ans, ils sont envoyés comme boursiers dans un établissement d'instruction primaire. Les mieux doués reçoivent une instruction plus complète. A tous on a soin de faire apprendre la langue et l'écriture du pays et de veiller, s'ils les connaissent déjà, à ce qu'ils ne les oublient pas.

Pendant la durée de leurs études, les Associations de Protection s'efforcent de leur procurer des correspondants mariés, ayant des enfants, chez qui ils puissent sortir les jours de vacance et où ils puissent prendre les habitudes et subir l'influence d'une famille française.

Enfin, point très important, les Associations de protection s'occupent de leurs élèves une fois leurs études proprement dites terminées. Elles leur apprennent les arts et métiers, elles leur font faire des apprentissages et elles leur cherchent des situations dans l'industrie, dans le commerce, dans l'agriculture et aussi dans l'Administration. Depuis quelques années, elles sont parvenues, grâce à l'appui des municipalités de Hanoi et de Saigon, à construire dans ces deux villes des orphelinats où elles sont absolument chez elles et où garçons et filles, — séparés — sont logés, nourris et instruits. Ces orphelinats, qui tiennent lieu d'écoles maternelles pour les plus jeunes et d'établissements scolaires pour les autres, permettent aux associations de donner aux enfants le genre exact d'éducation et d'instruction qui leur convient et ceux-ci s'y trouvent à l'abri, tout à la fois des promiscuités indigènes et des humiliations dont ils sont constamment abreuvés dans les milieux scolaires purement français. Enfin ces orphelinats présentent l'avantage inappréciable, pour les filles surtout, de servir d'asile aux jeunes métis ayant terminé leurs études en attendant qu'ils aient trouvé une situation. Ils sont ainsi soustraits aux dangers auxquels ils se trouvaient exposés sans défense, au lendemain du jour de l'expiration de leurs bourses scolaires.

Les Associations de Protection exercent leur action, non seulement par les soins matériels ou moraux qu'elles donnent à leurs enfants, mais encore en intervenant en leur faveur auprès des autorités et en provoquant les mesures administratives ou les modifications législatives désirables pour l'amélioration de leur condition.

Ainsi elles ont eu l'occasion de protester contre certaines prati-

ques administratives consistant, non seulement à refuser aux métis non reconnus la qualité de Français et les droits résultant de cette qualité, mais encore à leur refuser certains avantages, les bourses scolaires notamment, libéralement accordées aux enfants annamites. Elles ont obtenu satisfaction et fait cesser un état de choses qui de la façon la plus injuste et la plus illégale, faisait des métis non reconnus une caste à part, inférieure à la fois aux Français et aux Annamites.

Les Associations de protection, ont, d'autre part, attiré l'attention du gouverneur général de l'Indochine et du ministre des Colonies sur l'intérêt et sur l'urgence qu'il y aurait à faciliter aux métis 'accession de la qualité de Français et de toutes les carrières réservées aux Français. Ces démarches ont partiellement abouti en ce sens qu'en 1910, le ministre des Colonies a invité le gouverneur général de l'Indochine à élaborer un texte réalisant la réforme désirée.

Elles ont tenté encore, mais sans succès jusqu'ici, d'obtenir la promulgation en Indochine de la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle pour cause d'indignité. Cette mesure s'impose comme une nécessité d'ordre public. Trop souvent en effet, l'action des associations s'est trouvée paralysée par la résistance de mères indigènes ayant seules reconnu leur enfant métis et résolues à tirer, le moment venu, de la prostitution de leur fille, des profits d'autant plus élevés que la qualité de métisse a pour les Annamites, les Chinois et hélas aussi pour certains Français un attrait particulier. De lamentables situations, portant gravement atteinte à la bonne renommée du nom français seraient évitées ou prendraient fin, si les mères indignes pouvaient être déchues de leur puissance maternelle et si les Associations de protection, qui ont la possibilité de le faire comme établissements d'utilité publique, pouvaient assumer la tutelle de malheureuses filles de Français.

Enfin les Associations de Protection de l'enfance abandonnée ne manqueront pas de demander, avec toute l'insistance désirable, la promulgation en Indochine de la loi récente du 16 novembre 1912 sur la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle. De cette loi en effet il est permis de beaucoup espérer pour l'amélioration de la condition des enfants métis et peut-être aussi pour la diminution de leur nombre. Sans doute il y aura des résistances à vaincre. Mais elles doivent être vaincues. Les conditions précises exigées pour la recevabilité de l'action en recherche de paternité et les dispositions de la loi pour prévenir et réprimer les tentatives de chantage constitueront des garanties suffisantes, aux colonies comme en France, pour ceux qui sont sans reproche. Quant aux autres, qui par paresse, indifférence ou calcul ont abandonné leurs enfants sans nom, sans appui et sans ressource, ce sera justice si les sentences des tribunaux viennent les rappeler à l'observation de leurs devoirs les plus élémentaires.

Voilà, Messieurs, ce qu'ont fait, ce que font et ce que feront encore dans l'avenir les Associations de Protection de l'enfance abandonnée en Indochine, jusqu'au jour, que nous voudrions espérer prochain, où l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement général de l'Indochine se décidera à assumer, comme il le doit, la protection de tous les enfants dans le besoin et à organiser dans la colonie le service de l'Assistance Publique.

Le simple exposé auquel nous nous sommes livrés, de la condition juridique des enfants métis en Indochine, de leurs besoins, de leurs souffrances, et de leurs espérances, le seul énoncé des services rendus à ces déshérités par les associations qui les protègent, ont suffisamment fait prévoir les conclusions de notre rapport.

Nous estimons que l'Association de Protection des enfants métis d'Hanoi est digne de tout l'intérêt et de toute la bienveillance de la Fondation Lucien de Reinach.

La Fondation Lucien de Reinach a notamment pour but « d'assister les coloniaux sans fortune qui ont besoin de rétablir leur santé et, en cas de décès, leurs veuves et leurs orphelins ». (Art. 1er § 1 des statuts.)

En accordant une subvention à l'Association de Protection des enfants métis de Hanoi, elle se conformerait donc scrupuleusement à ses statuts et aux intentions de sa fondatrice.

Elle s'associerait en outre à une belle cause d'expansion et de justice coloniale, qui fait le plus grand honneur à ceux qui y ont consacré leur activité et leur dévouement.

II. — *Y a-t-il lieu de donner une affectation spéciale à la subvention qui serait accordée à l'Association de Protection de Hanoi?*

Ainsi que nous l'avons montré, le rôle des Associations de Protection des enfants abandonnés est fort complexe. Si le but à atteindre, savoir le relèvement et le reclassement de l'enfant est unique et bien défini, il en est tout autrement pour les moyens à employer pour atteindre ce but. Chaque cas nécessite un examen spécial et des mesures particulières, examen auquel il n'est guère possible de se livrer, mesures qu'il n'est pas possible de prendre, à distance. Nous pensons donc que si la Fondation Lucien de Reinach approuve les tendances de la Société de protection d'Hanoi et lui accorde une allocation, elle ne saurait mieux faire, quant à l'utilisation de cette allocation, que de s'en rapporter aux hommes désintéressés et dévoués qui dirigent cette Association.

Le Rapporteur
de la Section Indochinoise
de l'Union coloniale française,
H. Sambuc.

P. S. — Seule l'Association de protection des Enfants Métis de Hanoi a saisi la Fondation Lucien de Reinach d'une demande de subvention.

Néanmoins, obéissant à un sentiment que chacun comprendra, nous avons cru devoir, dans notre rapport, citer les travaux de l'Association de protection fonctionnant à Saigon dans des conditions analogues, et poursuivant le même but que l'Association d'Hanoi. Le Conseil d'administration de la Fondation Lucien de Reinach, pour le cas où elle subventionnerait l'Association d'Hanoi examinera sans doute s'il n'y aurait pas lieu pour elle de subventionner également l'Association de Saigon.

H. S.

Missions et Explorations

INDE ANGLAISE

Mission du capitaine Aymard. — M. le capitaine Aymard, de l'infanterie coloniale, dont nous avons mentionné ici l'étude sur les Touareg (1) et que ses fonctions militaires ont mis

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 septembre 1912, p. 652.

à même, après avoir parcouru le Sahara, d'étudier aussi à fond l'Indochine, a été chargé par le ministre des colonies, avant de rejoindre le Tonkin, d'étudier les musulmans de l'Inde anglaise en particulier au point de vue de leurs rapports avec les autorités britanniques, civiles et militaires.

Le capitaine Aymard doit se rendre d'abord à Bombay, d'où il rayonnera dans les diverses régions habitées par les musulmans. Il se propose d'étudier directement ces populations en vivant au milieu d'elles et en observant ainsi leur genre de vie et leurs mœurs. Son itinéraire sera subordonné aux possibilités pour lui d'obtenir l'hospitalité auprès des musulmans eux-mêmes qu'il veut voir de près et avec lesquels il désirerait pouvoir causer librement.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique occidentale. — Nous avons déjà, à de nombreuses reprises, signalé l'importance des études faites sur place par M. Gruvel, en vue du développement des pêcheries en Afrique occidentale et aussi celle des travaux scientifiques qu'il a publiés, et nous avons fait connaître les résultats pratiques qu'il a obtenus (1). A ces indications, il faut ajouter celles contenues dans une intéressante conférence de M. le professeur Gruvel, faite devant la Société de Géographie, le 6 décembre 1912, sur l'exploitation des eaux le long de la côte occidentale d'Afrique (2).

Dans cette conférence, le savant professeur a esquissé l'état actuel de l'industrie de la pêche en divisant les colonies en deux groupes : 1° celles où cette industrie est entre les mains des indigènes, Côte d'Ivoire, Dahomey, Nigéria et Congo belge; 2° celles où elle est au contraire, uniquement pratiquée par les Européens avec le concours d'indigènes autochtones, ou venant d'autres colonies, ce sont l'Angola portugais et la colonie anglaise du Cap.

A la Côte d'Ivoire, le réseau lagunaire et fluvial est extrêmement important : les indigènes travaillent à la fois en mer lorsque la barre le permet et, dans le cas contraire, en lagune où la pêche est toujours facile.

Au Dahomey, la pêche maritime est peu importante, mais il existe un réseau lagunaire étendu où les indigènes font une pêche abondante. Une grande partie du poisson fumé que l'on trouve sur les marchés du Togo provient du Dahomey, ainsi que la presque totalité du poisson consommé en Nigéria.

La Nigéria est surtout un pays d'exportation des produits de la pêche, de même que le Cameroun, la Guinée espagnole, le Gabon et le Congo français. Dans le Congo belge, on ne prépare guère le poisson séché et fumé qu'à Banane, à l'embouchure du Congo. Ce poisson est expédié sur les marchés de Boura et de Matadi où il est facilement vendu.

Le centre le plus important de pêcheries à forme européenne est l'Angola, où existent trois grands ports de pêche, Mossamédès, Port-Alexandre et la baie des Tigres ou grande baie des Poissons. Ce sont des Portugais qui pratiquent cette industrie, soit isolément, soit groupés en petites sociétés à faible capital.

Dans la colonie du Cap, ce sont surtout des Malais qui se livrent à l'industrie de la petite pêche et des compagnies spéciales envoient leurs chalutiers à vapeur aux environs de Cape-Town sur le banc des Aiguilles. Le marché de Cape-Town est fort bien approvisionné de poisson frais et de langoustes qui, grâce à la parfaite organisation des transports frigorifiques, peuvent pénétrer jusque dans les parties éloignées de la colonie. La pêche et l'industrie des langoustes sont très importantes aux environs du Cap où existent deux grandes usines, dont l'une est dirigée par un Français, établissements qui traitent, par jour, jusqu'à 30.000 langoustes.

La France possède, sur les côtes de Mauritanie, un réservoir identique à celui des côtes de l'Angola et dont les conditions biologiques sont les mêmes. C'est là qu'est Port-Etienne. Un poste militaire et un phare y assurent la sécurité sur terre et sur mer. M. Roume s'était occupé d'y établir des communications avec le Sénégal par un courrier régulier et par la télégraphie sans fil ; des citernes et des appareils distillatoires fournissent de l'eau potable. M. le gouverneur général Ponty, à son tour, a mis à la disposition des associations de marins pêcheurs, de vastes logements, des magasins, des étendages, des appontements, des filets, pour favoriser le développement des campagnes d'hiver par des pêcheurs français.

Durant l'hiver de 1911-1912, il est venu 23 bateaux pêcheurs bretons, qui ont travaillé sur les côtes de la Mauritanie et du Sénégal et qui ont gagné le triple des bateaux côtiers de France. La pêche de la langouste royale, *Panulirus regius*, a donné de merveilleux résultats. Pendant cette campagne, il a été exporté, en quelques mois, environ 200.000 langoustes, vendues en gros 1 fr. 80 le kilogramme, et 602.100 kilogrammes de poisson séché, expédié aux Canaries.

Une deuxième campagne de pêche a été entreprise cet hiver, dans des conditions analogues (1). Trois groupes de pêcheurs bretons, représentant environ 20 bateaux avec 160 pêcheurs et appartenant aux ports de Groix, Port-Louis et Etel, ont quitté nos côtes en novembre et décembre dernier, pour aller s'installer à Port-Etienne.

Les résultats déjà connus, obtenus par le premier groupe arrivé, sont des plus satisfaisants et paraissent même devoir être supérieurs à ceux de l'année précédente qui n'avait été, en quelque sorte, qu'une année d'essais.

Mais, ainsi que le déclare M. Gruvel, l'organisation ne sera parfaite que lorsque des séchoirs mécaniques auront été installés sur la côte, permettant de préparer rapidement une quantité de poissons assez grande pour faire vivre soixante ou quatre-vingts bateaux au moins, et qu'en même temps il y aura sur place un ou plusieurs commerçants s'occupant de la vente du poisson préparé sur la côte.

M. le gouverneur général, W. Ponty et M. le colonel Mouret, commissaire du gouvernement général en Mauritanie, ne négligent rien pour garantir aux pêcheurs toute sécurité. La garnison du poste vient d'être portée à 80 tirailleurs, sous les ordres du capitaine-résident Degoutin. Des travaux de balisage vont être exécutés. Le phare du Cap Blanc est doublé, depuis le 1er janvier, d'un poste sémaphorique. Les feux de Cansado et de Port-Etienne vont être allumés sous peu, en sorte que les pêcheurs pourront venir au mouillage de nuit comme de jour. Enfin, le ravitaillement en eau douce est assuré pour toute la flottille.

Il est à présumer qu'un nombre de plus en plus grand de nos pêcheurs bretons se rendra sur les côtes de Mauritanie, ce qui atténuera, dans une certaine mesure, les effets désastreux de la crise qui sévit sur une partie importante de notre marine de pêche française.

La mise en valeur des richesses ichtyologiques de la côte française d'Afrique occidentale a contribué à attirer l'attention des

(1) Voir notamment : *La Quinzaine coloniale*, 25 août 1910, p. 583; 25 décembre 1911, p. 864; 25 mai 1912, p. 368; 25 novembre 1912, p. 788; et les autres articles auxquels ceux-ci renvoient.

(2) Comptes rendus dans : *La Dépêche coloniale*, 8 décembre 1912; *Journal officiel*, 15 décembre 1912, p. 10.509-10.510.

(1) *La Dépêche coloniale*, 8 janvier 1913 (*A Port-Etienne*, article de M. A. Gruvel).

autres nations sur les ressources du même genre que leur offrent leurs propres possessions.

C'est ainsi qu'une société de chalutage vient de s'installer au Sierra Leone (1) et que les Belges font de gros efforts financiers pour développer les pêcheries du Congo. Des pêcheurs de La Panne, d'Ostende et de Zeebrugge viennent même d'entreprendre une expédition en face des côtes africaines françaises, dans la baie d'Arguin (2). Ce sont les pêcheurs bretons qui leur ont ouvert le chemin. Il paraît que le poisson est si abondant dans cette région, que l'équipage d'un bateau en ramena dans ses filets, en un jour, 35.000 kilogrammes.

Les eaux qui baignent l'Afrique australe allemande sont également très poissonneuses. Les officiers chargés de faire des sondages le long de cette côte ont constaté l'existence d'une grande variété de poissons dont de nombreuses espèces conviennent à l'alimentation. Ces richesses n'ont pas été exploitées jusqu'ici. Comme grandes pêches, il n'existe que deux entreprises de pêche à la baleine. La pêche ordinaire est pratiquée par de petites embarcations à la voile dont les sorties sont rendues difficiles par la barre, qui est assez forte. Partout où il y a des fonds rocheux couverts d'algues marines, on trouve la langouste et, dans certaines places, elle existe en grande quantité. Les résultats obtenus sur les côtes de Mauritanie à la suite des travaux de M. Gruvel ont, disent certains journaux allemands, incité les capitalistes du même pays, à consacrer des fonds à l'exploitation des pêches maritimes dans le sud-ouest africain (3).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Mission hydrographique Audoin. — La mission hydrographique maritime qui a opéré sur les côtes du Gabon, de 1910 à 1912, sous la direction du lieutenant de vaisseau Audoin, précédemment second de la mission Tilho (1906-1908), est l'une des missions d'études constituées par les décrets du 18 mars 1910 en vue de préparer le développement de l'outillage économique de l'Afrique équatoriale et organisées par M. le gouverneur général Merlin, à la suite de la loi du 12 juillet 1909 qui autorisait la colonie à contracter un emprunt de 21 millions (4). Ces missions vont avoir leur couronnement dans les travaux qui pourront être entrepris grâce à l'emprunt de 175 millions que le Parlement votera bientôt sans aucun doute.

La mission hydrographique du Gabon a offert cette particularité qu'elle n'a pas été seulement une mission d'études préparatoires, mais qu'elle a pu commencer des travaux d'exécution et a été par conséquent une mission d'études et d'aménagement. Nous en avons déjà parlé ici à plusieurs reprises (5) et avons mentionné la plupart de ses travaux, ainsi que leurs résultats (6), mais, aujourd'hui que la mission est rentrée en France, nous voulons revenir sur son œuvre pour l'examiner dans son ensemble et pour compléter par quelques nouveaux détails plus précis, ce que nous en avons dit précédemment.

C'est le 25 juin 1910 que s'est embarquée à Bordeaux la mission hydrographique. Elle comprenait, outre son chef, le capitaine Viant, de l'artillerie coloniale; les lieutenant de vaisseau Lefranc et Bain de la Coquerie (1); les enseignes de vaisseau Cablat, Lafargue, Le Terrier, Janssen ; le lieutenant Routy, de l'artillerie coloniale ; les sergents Nicolas et Agostini, de l'infanterie coloniale, et Faure, du génie ; les quartiers-maîtres Gueho, Domalain, Claveranne, Hervé et Pichon. Elle s'accrut en outre de plusieurs membres qui furent détachés de la mission Périquet : les lieutenants Flachot et Karcher, l'adjudant Debost.

La mission a commencé ses travaux dès le mois de juillet, dans le sud du Gabon. Elle avait notamment à rechercher le point de la côte le plus favorable à la construction d'un port de commerce susceptible de devenir la tête de ligne du chemin de fer de Brazzaville à l'Atlantique. Dans ce but, tous les mouillages situés dans les limites d'accès possible de la voie ferrée, ont été reconnus avec soin, de l'embouchure de la Loémé à celle du Kouilou. Ultérieurement, l'attention de l'autorité supérieure ayant été attirée sur des mouillages situés au nord de cette dernière rivière, de nouvelles reconnaissances y furent faites.

Ainsi que nous l'avons dit déjà (2), deux points seulement purent être retenus, entre l'embouchure de la Loémé et celle du Kouilou, comme pouvant convenir pour l'établissement d'un port : la baie de Pointe-Indienne ou de Loango, et celle de Pointe-Noire. C'est cette dernière qui parut à la mission devoir être préférée, et en voici les raisons.

A Loango, la ligne des fonds de 10 mètres est à 2 milles marins de terre ; en outre une lagune difficilement accessible et navigable sépare le mouillage de la ville. A Pointe-Noire, au contraire, cette même ligne de fond est à 1 mille seulement de terre et il n'y a pas d'interposition de lagune.

Mais Pointe-Noire n'est qu'un mouillage forain, comme d'ailleurs tous ceux qui existent dans les limites d'accès possible du chemin de fer, aussi la mission a-t-elle prévu, pour l'utilisation de ce point, deux plans d'aménagement à réaliser successivement et qui se complètent l'un l'autre.

Le premier plan, qui est réalisable en peu de mois et avec des dépenses relativement faibles, permettra de pourvoir aux besoins immédiats, qui sont notamment les facilités de débarquement à créer pour le matériel du chemin de fer. Il comprendra en particulier un appontement de 200 mètres de longueur atteignant les fonds de 3 mètres sous basse-mer. Si l'on y ajoute l'éclairage par des phares, l'outillage du wharf et du port, l'outillage de débarquement, on aura à Pointe-Noire une installation fournissant déjà des moyens d'action au moins équivalents, sinon supérieurs, à ceux dont disposent les ports de Grand-Bassam et de Cotonou.

Le second plan consistera dans la création d'un port en eau calme par la construction d'une jetée de 2.400 mètres avec des quais le long desquels on trouvera des profondeurs de 11 mètres sous basse-mer. Mais un travail de cette importance, devant entraîner une dépense qui a été évaluée à 44 millions et demi, pourra n'être entrepris que plus tard. Si élevé que soit ce chiffre, cette dépense ne paraît cependant pas excessive quand on considère l'avenir qui semble réservé à Pointe-Noire. En sachant faire à temps tous les sacrifices nécessaires, on pourra créer en ce point un grand port d'escale qui attirera à lui tout le transit du sud du Gabon, du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari, d'une partie du nouveau Cameroun allemand et d'une partie du Congo belge.

Mais si Pointe-Noire est appelée à devenir un port impérial,

(1) *La Dépêche coloniale*, 14 décembre 1912.
(2) *La Dépêche coloniale*, 12 novembre 1912.
(3) *Ibid.*, 26 octobre 1912.
(4) *La Quinzaine coloniale*, 25 mai 1910, p. 368; 25 decembre 1910. p. 894.
(5) *Ibid.*, mêmes passages et, en outre : 25 juin 1911, p. 419 25 mars 1912, p. 217.
(6) Voir ce qui en a été dit par M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, dans ses discours d'ouverture du Conseil du gouvernement, notamment dans celui d'octobre 1911.

(1) Nous rappelons que le lieutenant de vaisseau Bain de la Coquerie, qui était enseigne au départ de la mission, est un fils du lieutenant de vaisseau de ce nom qui, après avoir participé aux opérations de Francis Garnier, au Tonkin, prit le commandement militaire après la mort de celui-ci, en 1873.
(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 juin 1911, p. 419.

dont la construction intéresse l'Afrique Équatoriale tout entière, si elle doit être le port conjugué de Brazzaville, on ne peut regarder ce point comme un port gabonais proprement dit, destiné à desservir des intérêts locaux. Il fallait donc prévoir d'autres travaux et c'est dans ce but que la mission s'est transportée plus au nord, afin de se consacrer à une tâche qui devait intéresser plus directement la colonie du Gabon.

Entre temps, l'un des membres de la mission, M. l'enseigne de vaisseau Le Terrier, avait coopéré aux sondages effectués pour l'immersion d'un câble sous-marin entre Libreville, Cap-Lopez et Pointe-Noire.

Dans le nord c'est par le bassin de l'Ogooué que la mission a continué ses travaux (1). On sait que l'Ogooué est, après le Congo et le Niger, le plus puissant des tributaires africains de l'Atlantique. Son débit est supérieur à celui de tous les fleuves de l'Europe occidentale, Rhin compris. Il a un cours de 1.100 kilomètres se développant tout entier dans le Gabon et dont 350 sont navigables entre la mer et N'Djolé pour des navires à vapeur fluviaux dont le tirant d'eau peut atteindre 1 m. 70 aux hautes eaux et 1 m. 20 à 1 m. 30 à l'étiage.

En outre, dans la partie maritime de l'Ogooué, s'étend une vaste région lacustre, dont la superficie n'est pas moindre de 300 à 400 kilomètres carrés, très riche en bois communs ou précieux, et dans laquelle existe une grande étendue de papyrus. Le delta s'étend sur plus de 100 kilomètres et il va atteindre dans le Sud la lagune de Fernan-Vaz, séparée par un isthme de 12 kilomètres de celle d'Iguela qui, elle-même, est séparée de celle de Setté-Cama par un isthme de 16 kilomètres. Le seul examen de la carte permet de se rendre compte de l'intérêt considérable que présente cet ensemble de voies fourni par l'Ogooué et les lagunes pour desservir tout le nord du Gabon, à condition de leur faire subir un aménagement rationnel. Aussi la mission a-t-elle fait de toute cette région une étude très détaillée.

Le port maritime de toute cette région est Mandji, ou Cap-Lopez. Les travaux préconisés ont été approuvés dès 1911 par M. Merlin et sont, depuis l'année dernière, en cours d'aménagement ou d'exécution sous la direction du capitaine d'artillerie coloniale Viant, qui avait été d'abord membre de la mission. Ils comprennent un appontement de 220 mètres de long, deux grands phares de 15 milles de portée, puis des travaux à terre ainsi que l'assainissement de la ville.

Ensuite, à bord d'un vapeur affrété pour la circonstance, l'*Alembé*, de la Compagnie des Chargeurs-Réunis, la mission a reconnu le cours du fleuve de la mer jusqu'à N'Djolé, puis elle a dressé le plan d'aménagement du port fluvial qui sera, en ce point la tête de ligne du chemin de fer qui doit être conduit jusqu'à Kandjama, afin de réunir le bassin navigable de l'Ogooué à celui de l'Ivindo (2).

La mission a reconnu tous les lacs du bas Ogooué, ainsi que les lagunes. M. Audoin, dans son rapport, en a donné la description (3). C'est là une étude extrêmement intéressante au point de vue géographique, en même temps que d'une grande portée, en ce qui concerne l'avenir économique de cette partie du Gabon.

En effet, dans le sud du Cap-Lopez, toute la côte jusqu'à l'embouchure du Congo, présente le phénomène de la barre qui constitue une entrave considérable pour la navigation; dans les conditions actuelles, c'est une zone commercialement impraticable. Mais, comme les lagunes peuvent être mises en relation directe avec l'Ogooué, on a songé à substituer à la voie de mer une voie intérieure. Aussi la mission a-t-elle, ainsi que nous l'avons déjà signalé (1), étudié dans quelles conditions on pourrait avantageusement relier ces lagunes entre elles.

Il y aurait lieu, d'après les conclusions de la mission, à construire, entre la lagune de Fernan-Vaz et celle d'Iguela, un bout de voie ferrée de 22 kilomètres, et un autre de 18 kilomètres entre Iguela et Setté-Cama.

On pourrait se demander si de tels tronçons de voie ferrée sont susceptibles de donner un trafic rémunérateur. Oui, dit M. Audoin, parce que sur ces petites lignes pourraient venir s'amorcer des lignes de pénétration qui draineraient les produits de l'intérieur dans des parages qui manquent de débouchés naturels. Le pays offre des ressources qui pourraient être développées encore. Ces lagunes présentent plusieurs milliers de kilomètres de rives couvertes de bois aux essences variées; on trouve encore beaucoup d'éléphants dans la région. Le sol peut se prêter à la plupart des cultures tropicales : café, vanille, cacao, caoutchouc, etc.

En dernier lieu, la mission a étudié l'estuaire de Gabon. La question qu'elle avait à résoudre consistait à déterminer l'emplacement le plus favorable pour la création d'un port commercial, devant servir de tête de ligne au chemin de fer du nord du Gabon, dirigé vers Ouesso et dont la section, qui sera la première construite, est celle de N'Djolé à Kandjama.

Libreville avait été choisi, en 1839, par Bouët-Villaumez, alors lieutenant de vaisseau. Mais ce point qui pouvait convenir pour les navires à voiles ne répond plus aux exigences modernes. Les grands fonds, ceux de 10 mètres, sont trop éloignés de terre; de plus, il y a de la houle et un fort courant.

La mission a préconisé la pointe d'Owendo. Là, il n'y a pas de houle, la tenue est meilleure pour les navires et surtout la ligne des fonds de 10 mètres est beaucoup plus près de terre, à quelques centaines de mètres seulement. Le courant n'est pas moins fort qu'à Libreville, mais on pourrait citer même des ports européens qui présentent cet inconvénient et qui cependant ont pu acquérir un grand développement.

Le chemin de fer de Libreville vers l'intérieur ayant provisoirement son amorce à N'Djolé, le port d'Owendo pourra n'être entrepris qu'un peu plus tard. Le gouvernement général a dû, pour l'instant, se borner à améliorer ce qui existait déjà à Libreville. Les travaux d'aménagement, actuellement en cours d'exécution sous la direction du capitaine Viant, comprennent notamment la construction d'un port de chalandage et l'éclairage de l'estuaire par deux grands phares, permettant l'entrée et la sortie de nuit.

Indépendamment de ces travaux, la mission a fait aussi des études nautiques ayant pour objet la construction d'un routier des côtes du Gabon. Reconnues en 1824, par le capitaine anglais Owen, ces côtes ont été peu étudiées depuis au point de vue des conditions de la navigation. De plus, les levers d'Owen avaient été effectués sous voiles et, pour cette raison même, leurs chances d'exactitude étaient moindres. On a souvent constaté sur les cartes de diverses parties de la côte du Gabon des erreurs d'orientation. La mission a dû rectifier ces erreurs en déterminant les différences de longitude des principaux points de cette côte par des échanges réciproques de signaux télégraphiques.

Il faut ajouter encore à l'énumération des scientifiques et pratiques résultats importants de la mission qu'à dirigée avec un remarquable succès le lieutenant de vaisseau Audoin, les études

(1) Mission hydrographique du Gabon. *L'Ogooué de N'Djolé à la mer: ses lacs. La lagune du Fernan Vaz. Leurs relations. Renseignements pratiques tirés du rapport de la Mission hydrographique du Gabon;* par le lieutenant de vaisseau Audoin. Brazzaville, Imprimerie du gouvernement général, 1912, in-8°, 23 pages.

(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 octobre 1912, p. 716.

(3) *L'Ogooué de N'Djolé à la mer*, étude déjà citée.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 juin 1911, p. 420.

sanitaires auxquelles a procédé le Dr Delmas, puis les études scientifiques de diverses sortes et principalement météorologiques et climatologiques.

GUSTAVE REGELSPERGER.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Les richesses minérales de Madagascar. — Elles attirent beaucoup l'attention en ce moment et il convient de signaler les deux livres que M. LEVAT vient de publier à ce sujet.

Le premier (1) est un véritable petit « manuel de l'or » ; la longue expérience qu'a M. LEVAT de presque tous les gîtes aurifères connus dans le monde lui donnait une compétence particulière. Les Malgaches trouveront dans ce livre bien des renseignements inédits sur les gisements d'or. La carte minière de 1/4.000.000 sera surtout précieuse, car elle indique tous les placers.

Le second (2) est une description méthodique des nombreuses exploitations minières que l'auteur a visitées en 1910-1911, au cours de sa mission officielle dans l'île. Les nombreux plans et coupes qui accompagnent ce travail, et que M. LEVAT a pour la plupart levés lui-même rapidement sur place, constitueront des documents très importants.

Les géologues lui sauront gré d'avoir adopté comme plan d'exposition, celui indiqué par la constitution géologique de la colonie, savoir : Plateau central de l'Imerina classé comme archéen ; les terrains sédimentaires de la côte ouest et enfin les sites éruptifs et volcaniques.

L'or, le graphite, les minerais radifères sont l'apanage exclusif de la côte est et de l'Imerina.

Le gîte ordinaire de l'or à Madagascar et de l'or, partie constituante des roches cristallines primitives ou primaires métamorphisées, est déposé contemporainement avec elles. Il semble que dans des quartzites à magnétites l'or natif, régulièrement disséminé, joue le même rôle que la magnétite et moule des grains de quartz ou est englobé par eux. Ce gneiss ne contient pas trace de pyrite ; M. LACROIX en a conclu que l'or a été introduit là, lors du métamorphisme qui a produit les gneiss par un magna granulitique analogue à celui qui renferme si souvent de la cassitérite et avec l'étain de l'or.

Dans les terrains sédimentaires de la côte ouest et jusque dans les environs de Diégo-Suarez, M. LEVAT a porté une attention particulière aux gisements d'hydrocarbures (pétroles, bitumes) auxquels il croit que l'on n'a pas accordé jusqu'à présent assez d'attention.

Enfin, dans les terrains volcaniques de l'Ambongo et du Bouéni, déjà décrits dans leurs grandes lignes par Gautier, le Rév. Baron Mouneyres, il a pu étudier et décrire avec des détails très complets, des gîtes de cuivre natifs intercalés dans des laves et dans des tufs basaltiques.

Ce livre sera extrêmement précieux pour quiconque voudra avoir des renseignements précis sur les divers gisements miniers de Madagascar. P. L.

(1) D. LEVAT. Guide pratique du prospecteur à Madagascar. Paris, Dunod. 1912, 152 p. 1 carte hors texte.

(2) D. LEVAT. Rapport de mission à M. le ministre des colonies sur les richesses minérales de Madagascar. Paris, Dunod, 1912.

Nacres d'Océanie (1). — La production en nacres de nos colonies d'Océanie qui, il y a une vingtaine d'années, avait notablement fléchi, a, depuis peu, progressé dans d'importantes proportions, au point d'atteindre, en 1911, le chiffre imposant de 800 tonnes. Localisée dans l'archipel des Gambier et celui des Touamotou, la pêche des nacres est surtout florissante dans ce dernier groupe, où se trouvent de véritables parcs naturels, constitués par les lagons de ces îles coralliennes, où la *Margaritifera Cumingi* se reproduit à profusion.

Entièrement libre jusqu'en 1890, puis organisée de façon peut-être insuffisante à cette époque, la pêche des nacres n'est devenue réellement fructueuse que depuis le moment où, en 1904, des dispositions judicieuses eurent réglementé la pêche quant à sa durée et quant aux méthodes à employer.

En effet, avec le système de la pêche continue pendant douze mois dans les lagons désignés chaque année par l'administration, pêche pratiquée uniquement par la plonge à nu, et de la récolte intensive dans la région des fonds de 20 à 25 mètres accessible aux plongeurs, cette région était presque entièrement dévastée et la reproduction n'y était pas assurée. Par contre dans les zones plus profondes, les huîtres s'entassaient au point de se trouver dans les conditions les plus désavantageuses.

La réglementation de 1901 a introduit le tiercement, c'est-à-dire la division des lagons à huîtres en trois secteurs qui sont exploités alternativement, tant à la pêche à nu qu'à l'aide de scaphandres, le nombre de ces appareils étant du reste limité. De plus, la pêche est suspendue du 1er octobre au 1er février pendant la période de reproduction. Ces dispositions ont produit les meilleurs résultats, toutefois sur les réclamations des pêcheurs, qui attribuaient à l'emploi du scaphandre et du fort rendement consécutif de la pêche l'avilissement du prix des nacres de 1901 à 1904, l'usage de cet appareil a été interdit dans les lagons.

Actuellement encore la production des nacres ne cesse d'augmenter ; il en est résulté une certaine mévente à laquelle l'administration a cru devoir parer en réduisant la durée de la période de plonge annuelle. Peut-être aurait-il été plus rationnel de chercher de nouveaux débouchés aux nacres d'Océanie ? On est du reste en droit d'espérer que l'achèvement du Canal de Panama, réduisant l'isolement relatif dans lequel se trouvent actuellement les Gambier et les Touamotou fournira une solution élégante du problème.

R. ET B.

La Tunisie, pays de colonisation, de mines et de tourisme. — Tel est le titre d'un livre de M. Em. GUILLOT, (Laroze éditeur) qui « ayant voyagé dans ce curieux pays et l'ayant habité assez longtemps pour apprendre à le connaître et à l'aimer, a tenu à l'étudier très attentivement et à rechercher avec soin, sans optimisme trompeur, mais aussi sans pessimisme inutile et navrant, toutes les ressources qu'il peut offrir aux diverses branches de l'activité humaine ».

C'est ainsi que s'exprime l'auteur et nous nous voyons obligé de croire qu'il a pleinement réussi, car son livre fourmille d'observations judicieuses, marquées au coin d'un esprit attentif, pondéré et admirablement documenté ; il constitue une véritable monographie scientifico-économique de la Tunisie sans prétention, ni recherche de l'effet littéraire.

(1) J. DE CORDEMOY. L'*Expansion coloniale*, 1912, n° 54, p. 117.

Trois chapitres nous ont particulièrement intéressé : celui qui traite des « ressources naturelles de la Tunisie » et ceux qui sont réservés à l'« agriculture, au commerce et à l'industrie ».

M. Em. Guillot a consacré une bonne part de l'ouvrage au tourisme qui se développe chaque jour davantage en Tunisie et ses conclusions seraient entièrement à citer. EM. PERROT.

L'Ecole coloniale d'Agriculture de Tunis. — Le soin avec lequel le personnel enseignant de notre Ecole d'Agriculture de Tunis s'occupe des élèves qui lui sont confiés, reçoit sa récompense. En 1909, quand nous avons visité cet établissement (*Session extraordinaire de la Société botanique de France*), l'effectif des élèves réguliers était de 29 ; dans l'année scolaire 1909-1910 il s'élève à 56, pour atteindre depuis lors le chiffre de 72-75.

L'Ecole n'avait été prévue que pour 40 internes et elle a dû en recevoir jusqu'à près de 70, chiffre qui sera ramené à 60.

Il est intéressant de signaler que la plupart des élèves viennent de France. Sur 129 jeunes gens des trois dernières promotions :

92 venaient de France.
17 — de Tunisie.
3 — d'Algérie.
3 — d'Egypte.
2 — de Cochinchine.
2 — d'Alsace-Lorraine.

et 1 seul de chacune des nationalités suivantes : Suisse, Italie, Roumanie, Palestine, Sénégal, République Argentine, Réunion, Mexique, Etats-Unis, Saint-Pierre et Miquelon.

Les élèves de cette Ecole trouvent aisément des situations en Afrique du Nord où dans les colonies et quelques-uns sont venus demander à l'Ecole de Nogent-sur-Marue un complément d'instruction scientifique.

Il est utile que l'effort fait à Tunis, par l'Ecole d'agriculture, soit mieux connu de la métropole, afin que le succès aidant, le Protectorat et la France puissent, par des subventions suffisantes, encourager ceux qui ont assumé la responsabilité de mener ainsi cette œuvre intéressante dans la voie du succès. EM. P.

Le séchage des fruits et des légumes. — M. NANOT, directeur de l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles et M. GATIN, collaborateur de M. Aug. Chevalier, viennent de publier sous ce titre un ouvrage qui est la 2e édition des « Fruits, pratique du séchage des fruits et des légumes ». (*Librairie agricole*, 26, rue Jacob, Paris. Prix, 3 fr. 50.)

Cette industrie prend chaque jour une importance plus grande et s'est particulièrement développée en France au cours de ces vingt dernières années. Les Etats-Unis ont exporté, en 1911, pour une valeur dépassant 10 millions de francs, pour les abricots seulement et à peu près autant pour les pommes tapées.

Quant à la dessiccation des légumes, c'est un problème des plus importants pour l'alimentation populaire et surtout pour le ravitaillement des armées et des navires.

C'est évidemment l'Allemagne qui est au premier rang des nations se préoccupant activement de cette dernière industrie. On compte en effet actuellement dans l'Empire, 26 fabriques de légumes desséchés produisant annuellement :

88.000 quintaux de haricots.
129.000 — carottes.
113.000 — choux.
260.000 — légumes divers.

La place occupée par ces légumes est la vingtième partie de celle qu'exigeraient les mêmes légumes verts ; ils se conservent très bien à l'abri de l'humidité et en somme présentent à l'usage à peu près le goût, la saveur et les propriétés nutritives des légumes frais.

Ces industries intéressent donc au premier chef les colonies et cela au double point vue de la production et de l'importation. C'est pourquoi, on ne saurait trop recommander la lecture du livre de MM. NANOT et GATIN, qui renferme tous renseignements utiles : appareils servant à la dessiccation, méthodes à préférer, études particulières sur les différents fruits (pommes, poires, pêches, abricots, raisins, figues, kakis, etc.), préparation des principaux légumes.

EM. PERROT.

Le bois de « Cercueil » au Tonkin. — Le dernier numéro de l'intéressant *Bull. écon. de l'Indochine* (n° 98, sept.-oct. 1912) renferme une étude qui ne saurait être laissée dans l'ombre, du lieutenant-colonel BONIFACY. Elle concerne deux conifères dont le bois est utilisé surtout pour la fabrication des cercueils.

Le très érudit commandant du 3e territoire militaire, après avoir discuté et mis au point la traduction des signes et des dénominations donnés à ces arbres, leur attribue les noms de *Cha-mou* et *Peu-mou*, en dialecte quan-hoa.

Le premier serait un *Araucaria* d'après le capitaine ROBERT et l'autre, un cyprès ou un thuya.

Leur bois aromatique et résineux se conserve bien et cette qualité les fait surtout rechercher comme bois de cercueils par les Chinois qui font ce commerce.

C'est le bois *Cha-mou* enseveli dans le sol qu'on utilise, car il n'existerait plus de grands arbres vivants.

Les arbres renversés par les orages ou les éboulements et enfoncés peu à peu par les causes extérieures, se sont plus ou moins bien conservés dans le sol, de telle sorte, qu'on les déterre et débite les portions non putréfiées.

A l'aide de ces fragments, les Chinois construisent des cercueils dont le prix est d'autant plus élevé qu'il a fallu moins de morceaux pour leur établissement.

En Chine, non loin de la frontière, un cercueil de Cha-mou, fait de belles planches d'un seul morceau, vaut de 300 à 500 piastres.

Il en existerait deux variétés, dont les noms indigènes signifient : bois d'eau et bois de terre ; malheureusement nous ne connaissons ni les fleurs, ni les fruits de cet arbre.

Quant au *Peu-mou*, que le capitaine Robert croit un thuya, c'est un arbre qui atteint 50 mètres dont il donne une belle photographie ; il en existerait plusieurs variétés à fruits ressemblant à ceux des cyprès, mais de forme et disposition variables. Le bois est de valeur moindre que le précédent.

Tous deux peuvent se reproduire par bouture. Nous savons qu'en Indochine on se préocupe d'ordinaire peu de connaître la détermination exacte des végétaux, même utiles, on nous permettra cependant d'être surpris que l'administration n'ait pas eu encore la curiosité de se renseigner. Il y a en Indochine quelques personnalités susceptibles de faire cette détermination, et si l'on n'a pas confiance en elles, ce qui est sans doute fort regrettable, on pourrait adresser quelques branches avec fruits dans la métropole et l'on serait fixé.

Quoi qu'il en soit, voilà une communication bien curieuse qui entraînera l'Administration à des mesures de protection des gisements connus et devrait l'inciter à en recommander la culture, ne serait-ce qu'autour des postes de ces régions. Il convient de le faire au plus tôt, car ces espèces de Conifères sont partout des arbres à croissance très lente.

EM. PERROT.

Vers-à-soie sauvages d'Afrique. — Des recherches récentes viennent d'être effectuées dans l'Uganda dans le but de déterminer les espèces de vers-à-soie sauvages existant dans la contrée (1). Ces espèces sont les suivantes : *Anaphe infracta. Hypsoïdes mulleti*, *Mimopacha gerstæcheri*. La première espèce est la plus intéressante pour l'exploitation, parce qu'elle est la plus répandue et produit une plus grande quantité de soie que les deux autres.

Les papillons d'*Anaphe* apparaissent en janvier et en septembre. Ils déposent habituellement leurs œufs en amas de deux à trois œufs sur la face inférieure des feuilles des végétaux dont se nourrissent les chenilles. Ces végétaux sont : le *Bridelia micrantha*, le *Cynometra Alexandri* et le *Triumfetta macrophylla*. Les dimensions des nids d'*Anaphe* varient beaucoup, ainsi que le nombre de cocons qu'ils renferment ; leur poids peut atteindre 6 à 8 livres et ils contiennent de 130 à 500 chrysalides. 25 nids d'*Anaphe* fournissent environ un kilogramme de soie brute.

Le *Bridelia* semble être la meilleure nourriture des *Anaphe*. De préférence les plants se multiplient par bouturage et pour assurer leur reprise et leur croissance, il faut les ombrager en intercalant des bananiers dans les plantations.

En ce qui concerne l'importance qu'il y a lieu d'attacher actuellement à l'exploitation des *Anaphe*, il faut signaler que le résident de l'Uganda a informé les indigènes du district de Bukoba, que tout propriétaire de hutte aurait à planter cette année, des pieds de *Bridelia*. Les habitants du district de Ruanda auraient été soumis aux mêmes obligations.

Les principaux ennemis des *Anaphe* sont : 1° quelques espèces d'oiseaux qui se nourrissent de jeunes larves non encore pourvues de leurs poils irritants ; 2° des insectes qui attaquent les *Anaphe* à toutes les périodes de leur développement.

R. et B.

Traitement du caoutchouc de Ficus au carbonate de potasse. — Le *Bulletin of the Imperial Institute* (vol. X, n° 2, 1912, p. 208-209) publie les renseignements suivants sur des échantillons de caoutchouc de *Ficus elastica* de la Nigeria méridionale anglaise. Ces renseignements sont intéressants en ce que ces échantillons ont été traités de différentes manières.

Six biscuits ont été coagulés au carbonate de potasse et séchés à la fumée d'un feu d'amandes de l'*Elœis guineensis*. Quatre autres biscuits furent préparés sans addition de carbonate de potasse au latex et la gomme fumée au feu d'amandes de l'*Elœis guineensis*. Enfin cinq biscuits ont été préparés sans addition de carbonate de potasse et par enfumage au feu de bois vert.

Ces divers procédés de préparation ont donné des résultats assez différents, au point de vue physique. Pour la première série, la gomme était un peu poisseuse à sa surface ; elle était de couleur sombre, propre, mais fragile et se déchirant assez facilement sous un effort de tension.

Les biscuits de la deuxième série étaient un peu poisseux à la surface, mais avec moins de tendance à adhérer que les précédents. La gomme présentait d'ailleurs un aspect assez semblable à celle obtenue dans le traitement précédent, mais elle présentait plus de résistance. Quant aux cinq derniers biscuits, ils ressemblaient à ceux de la deuxième série, mais avec des propriétés physiques plus satisfaisantes, surtout au point de vue de la résistance.

Au point de vue chimique l'examen révéla les compositions suivantes :

	I	II	III
	0/0	0/0	0/0
Perte au lavage.....	1,3	0,6	1,2
Composition de la gomme sèche :			
Caoutchouc.....	89,6	92,3	93,7
Résines.....	8,4	6,6	5,4
Matières albuminoïdes.....	0,8	0,8	0,7
Cendres.....	1,2	0,3	0,2

Les valeurs commerciales moyennes cotées à Londres furent respectivement de 3 s. 4 d. ; 3 s. 4 d. à 3 s. 6 d. ; et 3 s. 6 d. par lb.

Il résulte de ce qui précède que la coagulation au carbonate de potasse n'est pas avantageuse, au moins en ce qui concerne le caoutchouc de *Ficus elastica* parce que tant au point de vue des qualités physiques qu'à celui de la composition, la gomme résultant de son emploi se montrait inférieure à celle obtenue sous ce coagulant. Il est intéressant de noter que les qualités de I à III vont en croissant, et que le troisième procédé donnait un bon résultat puisque la teneur en caoutchouc de la gomme sèche atteignait 93,7 0/0 et que celle des albuminoïdes ne dépassait pas 0,7 0/0, résultats plutôt remarquables pour un caoutchouc de *Ficus elastica*.

E. M.

Plantes à caoutchouc de l'Est de Madagascar. — Grâce aux recherches de MM. JUMELLE et PERRIER DE LA BATHIE, on connaît déjà la presque totalité des plantes à caoutchouc de Madagascar. Il n'est plus guère que certaines espèces de la côte Est, dont il reste à fixer les caractères. Elles appartiennent, comme on sait, au groupe des lianes du genre *Landolphia ;* les unes appelées *Mamolava* par les indigènes sont à latex inutilisable, ce sont les *L. Mamolava* Cost. et Poisson, *L. Mamavo* C. et P., *L. madagascariensis* Boj., *L. compressa* Jum. et Perr., *L. plectaneiæfolia* J. et Perr. Par contre le *L. Mandrianambo* Pierre et *L. Richardiana* Pierre, donnent d'excellent caoutchouc. Il en existe encore d'autres que M. JUMELLE décrit en même temps qu'il précise les caractères des précédentes (*Agr. t r. Pays Chauds* 1912, n° 113) ce sont : *L. costicata* Jum. et Perr., *fingibahea* ou *savinadroto* des indigènes et différentes autres appelées *fingipotsy*, *fingiboana sobanga*, dont les échantillons insuffisants n'ont pas permis la détermination. D'ailleurs l'expression « robanga » comme celle de « mamolava » désignerait un groupe d'espèces ne donnant qu'un mauvais produit.

EM. P.

Lactose et caséine végétale du Soja. — Nous avons récemment parlé de l'étude de MM. Li-Yu-Ying et Grandvoinnet

(1) MICHEL. *Bulletin agricole du Congo belge,* septembre 1912.

sur le Soja ; voici de nouveau que M. F. Beltzer reprend cette question en ce qui concerne surtout le lait végétal et la caséine qu'on peut retirer de cette graine. Or, l'on sait que cette substance albuminoïde privée de corps gras, est aujourd'hui très utilisée par de nombreuses industries : l'apprêt des papiers et tissus, les textiles artificiels, l'imperméabilisation des tissus, ce qui montre combien d'applications industrielles les graines de Soja pourront être susceptibles, si toutefois les rendements sont suffisants comme qualité et quantité.

Dans ce même volume (1), M. Beltzer traite du sucre du lait en lactose et de son industrie ; le chapitre du traitement industriel du lait est particulièrement à recommander.

Em. P.

La question de l'opium à l'époque contemporaine. — Sous ce titre, le Dr G. Thibout vient récemment de publier une volumineuse étude (2) sur le pavot et l'opium, les fumeries et les fumeurs, les effets de l'opium et ses conséquences envisagées sur l'individu, pour la famille, la société et l'humanité. Dans ces différents chapitres, l'auteur n'apporte aucune contribution nouvelle à l'histoire de l'opium. La dernière partie de son travail, consacrée à l'examen des remèdes individuels et généraux qu'on peut opposer au fléau, est plus intéressante. Parmi les remèdes individuels, plusieurs procédés sont à employer : la suppression brusque et totale du poison ou la suppression très lente ou la suppression rapide, mais non immédiate, celle qu'on effectue en une huitaine de jours, par exemple. Toutes ces méthodes ont eu des succès, la dernière serait préférable. Elle est moins pénible pour le malade et risque moins que la première d'entraîner des accidents graves. Elle a aussi des avantages sur la seconde ; dans celle-ci, en effet, la cure dure très longtemps, dans cette lutte prolongée, la volonté finit par s'énerver, quelquefois par fléchir.

La méthode brusque consiste à supprimer au fumeur du jour au lendemain la moitié de sa ration habituelle d'opium, puis le lendemain, encore la moitié de ce qui reste. Les dernières doses, quoique minimes, sont difficiles à supprimer et cette suppression entraîne des troubles, on la réalise en cinq ou six jours.

La méthode de suppression lente est accueillie par de nombreux auteurs. Elle se résume ainsi : descendre de 1 à 2 grammes par semaine, le malade s'arrête quelque temps lorsqu'il arrive à la moitié de la dose habituelle ; puis il reprend sa marche descendante. On emploie l'asa fœtida mêlée au tabac pour remplacer l'opium et combattre la prostration nerveuse.

Mais le fumeur guéri est-il à l'abri des rechutes ? Non et il subsiste après la guérison un amoindrissement permanent de la volonté qui empêche d'avoir confiance dans l'avenir. Les remèdes prophylactiques doivent prendre le pas sur les remèdes curatifs et parmi les premiers, la transformation de la mentalité de l'individu par la persuasion, qui est le moyen le plus lent, paraît être aussi le plus digne, le plus sûr, le plus efficace et le plus durable.

Les remèdes généraux employés pour détourner les individus de l'opium, sont les uns tirés de la législation des différents pays et d'ententes internationales, les autres, de la morale et de la religion. Les premiers sont nécessaires, mais insuffisants, car ils se heurtent à des difficultés suscitées par le désir du gain, par la question économique, par les passions humaines. Ils devront marcher de pair avec les seconds.

R. et B.

Le cocaïnisme collectif. — Le cocaïnisme, qui semblait jusqu'ici, une habitude peu répandue peut, semble-t-il, devenir un véritable vice, comparable à la morphinomanie. A la séance de la *Société clinique de médecine mentale*, en effet, trois communications ont été faites qui montrent qu'il faut veiller au péril cocaïnique, MM. Briand et Vinchon ont présenté quatre malades dont deux sont guéries, et une autre en voie de sevrage, mais dont la troisième est atteinte de symptômes de paralysie générale. Chez toutes, les troubles de la sensibilité générale dominent, mais la sensation de vers, entre « cuir et chair », manque. Les hallucinations et les illusions sont variables, mais les interprétations délirantes sont fréquentes. Elles consistent surtout en idées de dispute ou de jalousie. L'irritabilité est très grande ; l'anesthésie cutanée est variable. L'affaiblissement intellectuel est parallèle à l'affaiblissement physique.

Ces malades étaient toutes des priseuses de cocaïne, et appartenaient au milieu de Montmartre.

M. Provost (*même séance*), cite un cas analogue, avec excitation motrice assez prononcée. Après une période d'excitation génésitique très marquée, la malade eut une frigidité absolue. Elle vivait dans le même milieu que les malades précédentes. M. Beaussart (ibid.), relate des cas analogues, observés toujours dans le même milieu, et insiste sur les perforations de la cloison nasale, qui proviennent soit de l'abus de la poudre, soit du coton et des tampons imbibés de cocaïne, introduits dans le nez.

Il s'agit donc bien d'un cocaïnisme collectif, et les auteurs insistent sur la nécessité d'exercer des poursuites contre ceux qui préconisent l'emploi de la cocaïne comme poudre à priser (*Soc. clinique de médec. mentale*, 1912 18 nov.)

L. T.

Considérations cliniques sur la fièvre récurrente en Indochine. — C'est en 1907, que Séguier et Mouzals révélèrent pour la première fois, la présence de la fièvre récurrente, dans l'Indochine. Un an plus tard, Poumayrac, puis Pancot, en signalèrent de nouveaux cas.

M. Casaux, qui a eu l'occasion d'étudier, l'année dernière, une épidémie assez importante, divise les formes en : forme ambulatoire, forme ordinaire, forme typho-bilieuse, forme typhoïde, forme bilieuse. Dans tous ces cas, c'est l'examen du sang qui permet de faire le diagnostic. On y rencontre le spirille au moment des poussées fébriles. Mais c'est, sans contredit, la forme ambulatoire qui est la plus curieuse, au point de vue du diagnostic. C'est par hasard que dans les deux cas qu'il cite, l'auteur fut amené à examiner le sang d'individus bien portants. Il y trouva, chaque fois, de nombreux parasites.

La forme ordinaire peut offrir, deux, trois ou quatre accès. La forme typho-bilieuse est celle que l'on appelait, avant Griesenger, thyphoïde bilieuse. C'est ce dernier auteur qui la différencia et la rattacha à la fièvre récurrente.

Les symptômes principaux sur lesquels on devra se baser pour faire le diagnostic sont : la température, qui peut monter jusqu'à 41°,5, et les phénomènes hépatiques, dont l'existence est prouvée d'une part par l'ictère, d'autre part par la congestion du foie, que l'on trouve à l'autopsie. Les hémorragies, quand elles

(1) F.-J.-G. Beltzen. — *Industries du lactose et caséine végétale du Soja*. 1 vol., in-8°, 144 pages. Paris, 1912. Tignol, éditeur.
(2) *Thèse de médecine*. Steinheil, Paris, 1912.

existent, sont l'indice de la fin de l'accès, mais non de la guérison. Elles n'ont pas un pronostic mauvais. Fréquemment, on trouve une hyperesthésie musculaire, très marquée, que signale MOUZALS, après VALLIN, qui l'avait indiquée en 1876.

Le traitement qui a, jusqu'ici, donné les meilleurs résultats, est le traitement par l'arséno-benzol, à la dose de 0,20 à 0,30 centigrammes (CASAUX, *Revue de médecine et d'hygiène tropicales*, 1912, n° 2, p. 97).

L. T.

L'éléphantiasis. — On sait que l'éléphantiasis peut être divisée en trois classes : l'éléphantiasis des Grecs qui est d'origine lépreuse ; l'éléphantiasis des Arabes qui est d'origine filarienne, et l'éléphantiasis nostras ou infectieux commun. Tous ces états morbides se caractérisent par l'hypertrophie chronique du derme, siégeant surtout aux membres inférieurs, et aboutissant à la sclérose.

Cette hypertrophie serait toujours due à un *streptocoque*, associé à d'autres microbes quelconques, saprophytes de la peau. Les embolies filariennes, en empêchant la circulation lymphatique de retour, favoriseraient l'action du streptocoque, et ne joueraient par conséquent qu'un rôle secondaire dans la pathogénie des lésions. Le rôle principal serait joué par le streptocoque qui produit une lésion chronique hypertrophique du derme. Aussi toutes les éléphantiasis relèveraient de la même cause.

C'est là la thèse que soutient M. PIGASSOU ; il ne faudrait pourtant pas croire que le rôle des filaires soit nul dans l'éléphantiasis tropical. Mais l'action du streptocoque dans la production des lésions chroniques scléreuses du derme semble assez bien démontrée. (Ch. PIGASSOU. *Contribution à l'étude des éléphantiasis d'origine infectieuse commune. Thèse de médecine*, Toulouse, 1912.)

L. T.

CORRESPONDANCE

Le danger chinois en Indochine.

Un de nos lecteurs nous fait part des réflexions que lui a suggérées un article paru dans le numéro de la *Quinzaine coloniale* du 25 octobre dernier sous le titre : *Le crédit et le commerce en Indochine*. Bien que la thèse de notre correspondant soit en contradiction avec celle qu'on a constamment défendue ici au sujet du rôle de l'élément chinois dans l'activité économique de l'Indochine, nous nous faisons un devoir et un plaisir d'insérer sa communication qui ne peut manquer d'intéresser nos lecteurs.

La *Quinzaine coloniale* du 25 octobre dernier, citait, dans un article, certains passages du discours de M. Destenay, gouverneur de la Cochinchine, et exprimait l'espoir que les crédits exagérés faits par les maisons européennes de Cochinchine aux Chinois de Cholon seraient limités par la leçon des dernières faillites.

Il ne semble pas, malheureusement, qu'un tel souhait puisse se réaliser de longtemps ! Le mal qui constitue l'obligation, pour les maisons européennes, de se faire enlever périodiquement la plus grosse partie de leurs capitaux par la malhonnêteté des Célestes, a des racines plus profondes : il date de la conquête.

« Lorsque l'administration est arrivée en Indochine, elle a trouvé une organisation toute faite, celle des négociants chinois qui, économiquement, dominaient en maîtres le pays et, surtout, l'exploitaient. Dans chaque village annamite était un Chinois qui, profitant du peu d'esprit de prévoyance de nos protégés, leur prêtait à gros intérêts, faisait cause commune avec les mandarins, seuls officiellement riches, et exploitait le travail. Là, dans ces petites agglomérations, sévissait la plus atroce tyrannie capitaliste qui puisse exister ; tout était mis en œuvre contre les débiteurs récalcitrants, tout jusqu'aux moyens cruels, tant et si bien qu'il s'est créé, chez les Annamites, une sorte de point d'honneur de ne pas payer ses dettes, comme on voit, parfois, de ces déplorables déviations du sens droit parmi des fils de famille, vis-à-vis des usuriers.

Le Chinois, intermédiaire bénévole des exactions des chefs, obséquieux, cauteleux, d'autant plus qu'il est expatrié, était l'homme de toutes les combinaisons, l'ami des grands, l'exploiteur des petits. A Cholon, se centralisait le gros négoce d'où dépendaient les seigneurs de moindre importance de chaque village.

Ainsi, toutes les propriétés étaient repérées, parce que plus ou moins engagées dans cette toile d'araignée financière. L'administration française, ayant bien d'autres difficultés à vaincre, et d'organisations à faire, fut fort heureuse de trouver des éléments d'information aussi précieux dans un pays aussi désorganisé au point de vue économique que l'était l'Indochine à cette époque. Elle négligea de voir de tout près ces détails ruraux qui lui eussent donné la clef de toute l'organisation malhonnête et occulte qui donne ses résultats aujourd'hui, et devient un véritable danger économique pour le commerce européen. C'est ainsi, également, qu'elle se trouva impuissante devant le boycottage des usines françaises qui imploraient son secours, et que l'industrie rizicole devint chinoise sans tarder.

Cholon règne encore en maîtresse sur sa voisine Saigon, et il n'est pas un négociant français qui oserait essayer de se passer des Chinois, car il se sentirait battu d'avance, et cela est incontestable.

Encore maintenant la pieuvre qui suce le travailleur annamite étend ses tentacules sur toutes nos campagnes indochinoises ; et cette pieuvre ne se contente pas de ruiner notre petit protégé, faible encore devant elle, et que nos lois commencent seulement à défendre contre ses exploiteurs, mais, elle s'attaque au protecteur, par des faillites importantes, périodiques, habilement dosées.

Quand comprendra-t-on que, loin d'être une richesse, l'immigration chinoise, quand elle nous apporte le négociant chinois, est la ruine, à la fois de l'Annamite et du Français ! Qu'on ouvre toutes grandes nos portes aux ouvriers et aux travailleurs chinois, mais qu'on taxe durement le Chinois qui fait du négoce ; celui-là n'apporte rien au pays, il en vit, exploite les producteurs, les mines, et disparaît dans la masse désordonnée du Céleste Empire où nul ne peut le poursuivre ni le retrouver.

Un Chinois qui rentre chez nous, c'est de l'argent qui s'en ira, et d'où vient-il, sinon des banques de l'Occident et de ses négociants et colons ; ne serait-il pas mieux en France, qui en donne, ou en Indochine qui en a un urgent besoin ?

Les avantages des Chinois sont, en outre, très nombreux en Cochinchine. Sous prétexte que le service de l'immigration rapporte au budget des millions, on leur laisse ruiner le pays !

Ne nous dissimulons pas, toutefois, toutes les difficultés que présentent les réformes à accomplir ; est-il cependant des situa-

tions que des volontés bien tendues ne puissent régler à satisfaction ?

Nous devons aide et protection à l'Annamite dont nous occupons le pays, et qui nous paie l'*impôt foncier*. Nous ne pouvons laisser accomplir ces vols périodiques, tout cela fût-il le résultat d'une organisation forte et séculaire.

Les Chinois sont, chez nous, des étrangers au même titre que les autres. Supposons un instant qu'un Allemand ait fait plusieurs faillites frauduleuses, ne demanderait-on pas à son consul son retour en Allemagne ? Que signifie cette indulgence pour les étrangers célestes ; les Japonais sont traités suivant la loi commune ! L'orgueil national de la Chine ne devrait pas admettre pareille distinction.

Les colonies voisines ont trouvé, avec le système des « undesirables », un statut parfait qui exclurait vite les négociants chinois qui pratiquent la faillite. Pourquoi les administrations des diverses colonies européennes ne s'entendraient-elles pas entre elles ? On ne saurait trop se mettre en garde contre de pareils exploiteurs.

Dans l'intérieur, pourquoi conserver au Chinois son statut indigène dont il abuse ? Il y a assez d'années qu'il est, pour l'Annamite, l'oncle sans héritage et l'incitateur de tout ce qui est ennemi de la race que la Providence a placée sous l'égide de notre drapeau.

P. B.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

H. Busson, J. Fèvre, H. Hauser. — *Géographie générale*. Classe de seconde. Paris, Félix Alcan, 1913, in-12, 629 pages, 180 gravures et 73 cartes dans le texte.

On ne porte pas une attention suffisante dans le public et même dans les milieux instruits sur les ouvrages destinés à l'enseignement secondaire. Le livre classique est dédaigné, il est la victime de sa couverture. C'est fort injuste, car ce genre de livre, très différent de ce qu'il était jadis, renferme souvent, aujourd'hui, des œuvres de grande valeur, présentant une réelle originalité et exigeant de leurs auteurs, qui sont souvent des professeurs très érudits, une forte somme de connaissances et un travail considérable. Beaucoup d'ouvrages, présentés comme classiques, mériteraient bien plus d'être consultés par le public et de figurer dans nos bibliothèques, que beaucoup d'autres n'ayant pas ce caractère et valant beaucoup moins.

Nous ne pouvions trouver une occasion meilleure de dire notre sentiment à cet égard, qu'en mentionnant ce volume de MM. H. Busson, J. Fèvre et H. Hauser, qui est un exposé résumé vraiment remarquable des principales questions de géographie générale. Après de précédents livres qui, sous le même titre et pour répondre au même programme, s'étaient signalés déjà par les plus sérieuses qualités, MM. Busson, Fèvre et Hauser ont su faire une œuvre très personnelle et très différente de celles de leurs devanciers, parce qu'ils considèrent avec raison un cours de géographie générale comme « une sorte de profession de foi », dans laquelle il leur était possible d'adapter l'exposé des matières à leur conception de la géographie. Ils ont donc pu aussi attribuer à chacune d'elle l'importance qui leur semblait convenir à sa véritable valeur géographique.

Aussi, si les auteurs ont limité leurs développements en ce qui touche la cosmographie, l'histoire des découvertes et l'homme préhistorique, ont-ils, au contraire, fait une très large place à la géographie humaine, et notamment à la géographie économique, estimant avec raison que les rapports étroits existant entre l'homme et la terre sont la matière principale et le but essentiel de la géographie.

Le point de vue auquel se sont placés les auteurs nous engageait précisément à signaler ici d'une façon particulière, l'intérêt de ce livre que nos lecteurs pourront étudier avec profit, puisqu'il traite de questions qui répondent à leurs préoccupations habituelles. Ils y trouveront, successivement passé en revue, tout ce qui a trait aux principales productions du monde, parmi lesquelles il en est un certain nombre qui sont pour nous des productions dites coloniales, par opposition aux productions européennes ou de la métropole. Citons notamment parmi les produits étudiés : blé, riz, légumes et fruits, sucre, épices, tabac et boissons, telles que vin, bière, cidre, thé, café, chocolat. Puis sont examinés, ensuite, les produits de l'élevage et de la pêche, enfin les textiles divers, les métaux précieux et utiles, les combustibles.

Mais la géographie économique occupe seulement la troisième partie du volume, et les deux premières, géographie physique et rapports de l'homme et de la nature, ne sont pas d'un moindre intérêt ; je dirai même que ce sont celles où les auteurs ont apporté peut-être le plus de nouveauté d'exposition, et de plus ils les ont rendues particulièrement attachantes, grâce surtout à une illustration ingénieusement appropriée au texte et qui est le plus souvent extrêmement saisissante.

Les auteurs ont su échapper à cet écueil, que trop fréquemment les géographes d'aujourd'hui n'évitent pas facilement et qui consiste à confondre la géographie et la géologie. MM. Busson, Fèvre et Hauser ont su ne prendre à cette science que ce qui était indispensable pour expliquer la formation des accidents géographiques, de sorte qu'ils ont vraiment fait de la géographie physique. Tous les aspects physiques de la terre, tous les accidents du relief ou ceux qui se rapportent aux phénomènes des eaux, nous sont montrés et expliqués avec une clarté merveilleuse. Et non seulement nous apprenons à quels processus ils sont dus, mais encore il nous est démontré comment leur manière d'être et leur mode de formation expliquent beaucoup de phénomènes humains, et aussi comment les cartes peuvent nous traduire ces évolutions. A cet égard, de nombreuses cartes et de nombreux schémas du volume constituent des démonstrations des plus probantes.

Enfin, dans les deux chapitres, action de la nature sur l'homme et action de l'homme sur la nature, nous trouvons rappelés et énoncés un nombre considérable de faits naturels ou humains qui nous montrent quelle place de plus en plus considérable est en droit d'occuper dans la science la géographie humaine à laquelle des travaux comme ceux, notamment, de Ratzel, de Vidal de la Blache, de Brunhes, ont donné une si vive impulsion.

G. Regelsperger.

A. Mérignhac. — *Traité de droit public international*. — Troisième partie : Le droit de la guerre. Tome premier de la troisième partie : Le droit commun de la guerre. La guerre terrestre. — In-8° de 596 pages. Prix : 10 francs. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 20, rue Soufflot, Paris, 1912.

La troisième et dernière partie du traité de droit public international est, suivant le plan indiqué dans l'instruction générale de cet ouvrage, consacrée au droit de la guerre, c'est-à-dire à l'examen des rapports qui, au cours des hostilités, s'établissent soit entre les belligérants, soit entre ces derniers et les neutres et à l'étude de la situation nouvelle et exceptionnelle que la guerre crée entre les peuples, dont la condition normale est l'état de paix. Les règles exposées dans cette troisième partie constituent donc une dérogation au droit commun de la communauté internationale ; et voilà pourquoi, dans les hypothèses où ces règles sont muettes, il convient de s'en référer à ce droit commun que l'état de guerre n'anéantit nullement en principe et qu'il se borne à suspendre en un certain nombre de points importants.

L'auteur a naturellement tourné son effort principal du côté

international de la guerre ; toutefois il a pensé qu'il ne serait point inutile d'entrer, le cas échéant, à propos de certaines matières, dans le domaine de la législation interne et spécialement de la législation française. Les détails donnés à ce sujet sur des règlements qu'il est souvent difficile de se procurer, intéresseront les spécialistes et le public et permettront de suivre, en pleine connaissance de cause, le retentissement si intéressant des lois internationales sur les législations positives.

Comte MAURICE DE PÉRIGNY. — *Les Etats-Unis du Mexique.* — Préface de M. MARCEL DUBOIS, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne. — Paris, E. Guilmoto, in-8°, 310 pages, 1 carte hors texte.

On doit déjà à M. le comte Maurice de Périgny, plusieurs ouvrages sur l'Amérique centrale dans laquelle il a fait des voyages d'études archéologiques et en même temps économiques. Cette fois, c'est le Mexique qu'il décrit au moment même où une nouvelle révolution en a modifié les conditions d'existence. Le général Porfirio Diaz venant d'être renversé, l'appréciation de son œuvre, donnée par M. de Périgny, se trouvait avoir un caractère tout particulier d'actualité.

L'auteur remonte aux origines du Mexique, à l'époque des Toltèques et des Astèques, rappelle l'architecture Maya dont il a trouvé lui-même des vestiges remarquables, et conduit l'histoire de ce pays jusqu'aux derniers événements. Il donne des aperçus très suffisamment complets sur les lois et la constitution du Mexique, sur les diverses branches de l'administration, sur l'instruction publique, sur l'armée et la marine, sur les finances ; puis il expose l'état du commerce et de l'industrie, énumère les richesses minières qui sont considérables, fait connaître les ressources que peut fournir l'agriculture.

M. de Périgny décrit ensuite les divers états du Mexique, donnant de chacun d'eux un tableau très caractéristique et nous renseignant sur ses productions spéciales et sur son état économique. De très intéressantes indications nous sont données sur la valeur des ports, ainsi que sur les chemins de fer. En même temps l'auteur dépeint très agréablement les villes, leurs monuments, leur aspect propre, sans négliger de nous parler de leur développement industriel et commercial. Nous trouvons beaucoup aussi à apprendre dans ce livre sur les populations indigènes actuelles du Mexique, sur leur genre de vie, leurs mœurs et leurs croyances, ainsi que sur les peuples plus anciens et sur les traces qu'ils ont laissées de leurs civilisations.

Bien qu'il ne soit pas présenté sous la forme d'un récit de voyage, le volume de M. de Périgny en a tout le charme ; il nous donne les impressions recueillies, chemin faisant, par un très consciencieux observateur. Il s'est particulièrement attaché à nous faire connaître les ressources économiques des Etats-Unis mexicains, aussi son livre sera-t-il lu avec profit par tous ceux de nos compatriotes qui voudraient tenter des entreprises industrielles ou commerciales dans ce pays.

G. REGELSPERGER.

ETIENNE REY. — *La renaissance de l'orgueil français.* — In-12 de 213 pages. B. Grasset, éditeur, rue des Saints-Pères, Paris, 1912. Prix : 2 francs.

Dans les cinq chapitres de ce livre, qui sont : l'Historique, la Guerre et la Paix, la République et les Partis, la Jeunesse, la Patrie, M. Etienne Rey nous décrit ce lent ressaisissement national auquel assiste notre génération et qui s'est manifesté dans ces dernières années, par un véritable réveil de l'esprit patriotique ; il en cherche les causes et les origines lointaines et en analyse les différentes manifestations ; il montre comment les forces reconstituées de la nation viennent de se rencontrer et de se réunir le plus heureusement du monde dans cette résurrection de l'instinct national et de l'esprit public. Il indique la part que les différents partis ont eue dans la formation de cet idéal ; en un mot, il dresse comme le bilan moral de la France d'aujourd'hui.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Institut colonial de Marseille : Exposition des cafés, thés, cacaos et sucres. — L'ouverture publique de l'Exposition annuelle de l'Institut colonial de Marseille, qui a dû être renvoyée de 1912 au début de cette année par suite de la grève des inscrits maritimes, est fixée au 21 janvier courant et sa clôture au 15 mars.

Cette exposition portera sur les cafés, thés, cacaos et sucres des colonies françaises et présentera un tableau des plus complets de la production et de l'exploitation de ces denrées.

Les planteurs de nos colonies ont fait des envois importants, grâce auxquels cette exposition, comme les précédentes manifestations de l'Institut colonial, présentera un intérêt pratique des plus considérables pour le commerce et la consommation métropolitaine. Elle se tiendra dans les locaux du Musée commercial, 5, rue Noailles.

Les ingénieurs coloniaux. — Le banquet de la Société française des ingénieurs coloniaux a eu lieu, le 11 janvier, à l'Hôtel Continental, sous la présidence de M. Lebrun, ministre des Colonies.

Le succès de cette fête toujours réussie a été cette année, particulièrement brillant.

Citons parmi les invités qui avaient répondu à l'appel du comité : MM. Loisy, chef de cabinet de M. le ministre des Colonies ; Boutteville, inspecteur général des travaux publics des colonies ; Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale ; Nivoit, inspecteur général des mines, en retraite ; Martineau, directeur de l'*Office colonial ;* Delafond, directeur de l'Ecole nationale des mines ; Guillain, ancien ministre des Colonies ; Noël, sénateur, directeur de l'Ecole centrale des arts et manufactures ; Chailley, directeur général de l'*Union coloniale ;* Dior, Haudos, députés ; Legrand, président de la Chambre de commerce de Paris et de la Société de géographie commerciale ; Noblemaire, président de l'Association des anciens élèves de l'Ecole polytechnique ; Barbier, président de la Société des anciens élèves des Ecoles d'arts et métiers ; Gall, vice-président de la Société des ingénieurs civils de France ; Terrier, secrétaire général du *Comité de l'Afrique française ;* de Ribes, Christophe, vice-président de la Société des Etudes coloniales et maritimes ; Robert, vice-président de l'Association des chimistes de sucrerie et de distillerie ; Thouin, vice-président de l'Association des personnels de travaux publics ; Clinchard, Morgat, chefs de bureau au ministère des Colonies ; Carde, chef du cabinet du gouverneur général de l'Afrique équatoriale ; capitaine Dujour, inspecteur des travaux publics de l'Afrique équatoriale ; Chapot, secrétaire général de la Société des anciens élèves de l'Ecole des mines ; Paul Vivien, président du *Syndicat de la Presse coloniale ;* Lecourt, chef du service de la presse au cabinet du ministre des Colonies ; Troismaux, rédacteur à l'*Echo de Paris ;* Mury, rédacteur en chef du *Courrier colonial :* Boulland de l'Escale, de la *Dépêche coloniale ;* Mitelet, de l'Agence Havas, etc.

Dans un discours très applaudi, le président de la société, M. Adolphe Carnot, membre de l'Institut, après avoir levé son verre en l'honneur du président de la République, du ministre, des invités, a énuméré les plus urgents parmi les grands travaux

de ports et de voies ferrées dont l'exécution s'impose pour la mise en valeur de nos colonies. Il a proposé ensuite une création dont la réalisation serait un bienfait pour les fonctionnaires de tout ordre, marins, soldats, ingénieurs, négociants de la Côte occidentale d'Afrique, celle d'un sanatorium installé dans l'une des Canaries.

M. Chailley, au nom des sociétés coloniales ; M. Gall, au nom des sociétés techniques, ont constaté avec éloge le développement rapide et l'activité efficace de la Société française des ingénieurs coloniaux.

M. Ph. Rousseau, répondant à la proposition de M. Chailley, de créer dans nos grandes écoles une section spéciale pour former des ingénieurs spécialistes de travaux d'irrigation, a rappelé que les plus remarquables de ces travaux avaient été exécutés sous la direction ou avec la collaboration d'ingénieurs coloniaux français ; il a remercié ensuite de son active bienveillance M. Lebrun et levé son verre en l'honneur du ministre des Colonies, membre d'honneur de la Société française des ingénieurs coloniaux.

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — Les dernières ventes s'élèvent à 66.450 kilogrammes, comme suit :

Poids	Sortes	Prix
Kilog.		Francs
10.650	Soudan Manoh	10 15 à 10 80
6.200	Conakry et Nunez	10 40 à 11 »
14.850	Soudan Lanières	10 50 à 10 80
4.350	Lahou Cakes	7 90 à 8 »
150	Lahou Niggers	8 40
600	Gambie AM	6 25
400	Tonkin	10 25
600	Balata	9 » à 9 25
8.500	Conakry et Nunez	sur contrat
8.300	Sortes Soudan	—
9.650	Lahou Cakes	—
2.200	Lahou Niggers	—

On cote :

Rio Nunez	11 » à 11 10
Conakry Niggers	10 40 à 10 60
Soudan Niggers rouges	9 75 à 10 »
Soudan Niggers blancs	8 75 à 9 50
Soudan lanières et plaques	10 60 à 10 80
Soudan Manoh	10 50 à 10 80
Lahou petits Cakes	7 60 à 8 10
Lahou Niggers	8 » à 8 50
Gambie A	7 à 7 35
Gambie AM	6 » à 6 25
Gambie B	5 » à 5 30
Bassam Lump	5 » à 5 30

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le 23 janvier et comprendra environ 460 tonnes, dont 319 tonnes Congo et 141 tonnes plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.
Kasai rouge I	11 » à 11 30
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	10 » à 10 32
Kasai noir I	11 » à 11 30
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulongà	11 » à 11 30
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	11 » à 11 30
Mongala lanières	11 » à 11 30
Aruwini	11 » à 11 30
Wamba rouge I	8 20 à 8 60
Uelé	11 » à 11 30
Détroits crêpe I	12 20 à 12 42

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Travaux publics. — **Les travaux du port d'Oran.** — Le programme des travaux d'extension du port d'Oran doit être exécuté en deux étapes. La première comprenant des travaux uniquement payés sur des fonds de concours, fournis par la Chambre de commerce dont les dépenses s'élèvent à 27.000.000 de francs. La deuxième comprenant les travaux à exécuter avec la part contributive de la colonie estimée à 7.000.000 de francs.

Cette deuxième étape ne pourra être réalisée que lorsque le troisième emprunt de la colonie sera voté ; mais le programme en a été établi de telle façon que le retard que cette condition peut entraîner ne préjudiciera en rien à la bonne exploitation du port d'Oran.

La première étape qui pourra être entreprise dès que les formalités administratives auront été remplies, c'est-à-dire dans un délai relativement court, comprend :

1° Le prolongement, sur 500 mètres, de la jetée du large dans l'alignement actuel de la partie terminale ; — 2° l'établissement d'une traverse de 540 mètres, normale à ce prolongement, à 650 mètres de distance à l'est de la traverse du Ravin Blanc, enracinée à la côte ; — 3° l'établissement d'un quai de 520 mètres de longueur dans une direction sensiblement perpendiculaire au môle des Hauts Fonds et fondé à une cote minima de 10 m. 40 ; — 4° l'établissement d'un quai de 310 mètres de longueur perpendiculaire au précédent, de façon à transformer la jetée du Ravin Blanc en un môle de 160 mètres de largeur à la base et de 50 mètres de largeur à son extrémité, qui sera construite perpendiculairement à la direction de la traverse ; — 5° le dérochage à 10 m. 40 de l'angle du quai et des Hauts-Fonds et du nouveau quai de rive ; — 6° le remblaiement, à la cote de 2 mètres, en arrière des différents quais ci-dessus ; — 7° l'établissement des rampes d'accès aux nouvelles routes du port, rampe d'accès est à la nouvelle route (actuellement en construction), rampes d'accès ouest et est à une nouvelle et deuxième route, prévue au programme du troisième emprunt et qui doit rejoindre, par le plateau de Gambetta, le réseau établi par la commune et par le département pour relier la nouvelle route du port aux routes de Mostaganem et d'Arcole.

Les travaux qui formeront la deuxième étape n'offrent aucun caractère d'urgence et ne seront réalisés que dans un avenir assez lointain ; ils comprennent :

1° Prolongement de l'extrémité de la jetée sur 100 nouveaux mètres de longueur ; — 2° établissement sur 105 mètres d'une branche nord de la traverse indiquée ci-dessus à 600 mètres de la branche nord de la traverse du Ravin-Blanc et à 350 mètres de l'extrémité de la jetée (celle-ci supposée prolongée au total sur 600 mètres) ; — 3° établissement d'un quai le long de la grande jetée entre les branches nord des traverses des Hauts-Fonds et du Ravin-Blanc ; ce qui serait fondé à (12 m.) et représenterait une largeur de 35 mètres le long de la traverse du Ravin-Blanc.

En résumé, lorsque le programme complet des travaux sera réalisé, le port d'Oran, en plus des travaux actuellement en cours, comprendra :

1° Un nouvel avant-port de 43 hectares environ dont les fonds varieront entre (— 10 m.) et (— 35 m.) et dont l'entrée sera couverte

par 350 mètres de jetée extérieure, avec une passe de 150 mètres de largeur en surface ;

2° Un nouveau bassin de 13 hect. 60 non compris la passe avec des fonds minima de (— 10 m. 40) ;

3° 1.900 mètres de quais fondés à 10 m. 40 aux minima accostables par tous les temps ;

4° Une superficie de 300.000 mètres carrés de terre-pleins utiles, non compris la voie d'accès, qui s'élèveront à 110.000 mètres carrés environ, si on adopte l'étude actuellement soumise à l'instruction réglementaire.

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

28 *décembre* 1912. — *Décret* du 28 décembre promulguant le budget général de l'Etat et des établissements publics pour 1913.

Le budget de la Tunisie, pour 1913, s'équilibre de la façon suivante : recettes 85.012.400 francs; dépenses 85.002.322 francs; excédent de recettes 10.077 francs.

Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat tunisien, s'équilibrent en recettes et en dépenses à la somme de 2.140.927 francs.

PÊCHE. — **La pêche dans le lac de Tunis.** — La pêche aux filets traînants sera interdite pendant l'année 1913, de jour et de nuit, dans toute l'étendue du lac de Tunis.

CULTURES. — **La culture du tabac.** — En vue de répondre aux exigences de la consommation et de satisfaire à un vœu de la Conférence consultative, le gouvernement a décidé d'étendre dans la région de Bizerte la culture du tabac. Les nouvelles plantations seront placées sous le régime du décret du 25 août 1898.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

28 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 27 décembre portant fixation des mercuriales officielles des douanes, pour le 1er semestre 1913.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

28 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 18 décembre modifiant l'arrêté du 29 novembre 1910, fixant les conditions et les prix à percevoir pour les transports du chemin de fer de Thiès à Kayes.

L'arrêté du 29 novembre 1910, fixant les conditions et les prix à percevoir pour les transports du chemin de fer de Thiès à Kayes, est modifié ainsi qu'il suit :

1° Aux articles 9 et 15 du titre Ier : *Transport à grande vitesse*, et 3 du titre II : *Transport à petite vitesse*, est ajouté l'avenant suivant : « Pour les expéditions en provenance du Thiès-Kayes et à destination du Dakar-Saint-Louis ou inversement, le minimum de perception, par expédition, sera appliqué en tenant compte de la totalité des kilomètres parcourus sur l'un et l'autre des chemins de fer ; mais il sera payé, en plus du transport, une taxe fixe de 0 fr. 20 par expédition, pour tenir compte des frais de transbordement en gare de Thiès. »

2° A l'article 12 du titre 1er : *Transport à grande vitesse*, est ajouté l'avenant suivant : « Pour les expéditions de finances, valeurs, objets d'art taxés *ad valorem*, en provenance du Thiès-Kayes et à destination du Dakar-Saint-Louis ou inversement, le minimum de perception, par expédition, sera appliqué en tenant compte de la totalité des kilomètres parcourus sur l'un ou sur l'autre des chemins de fer, mais il sera payé, en plus du transport, une taxe égale à 0 fr. 02, par fraction individuelle de 1.000 fr. avec minimum de 0 fr. 20 par expédition, pour tenir compte des frais de transbordement en gare de Thiès. »

Arrêté du 19 décembre portant organisation de l'apprentissage et de la vulgarisation agricole dans la colonie du Sénégal.

Arrêté du 19 décembre fixant la situation du personnel auxiliaire temporaire du service de l'agriculture et des forêts de la colonie du Sénégal.

Arrêté du 19 décembre portant création d'un cadre local d'agents indigènes du service de l'Agriculture et des forêts au Sénégal.

Arrêté du 19 décembre fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement du service de l'agriculture et des forêts dans la colonie du Sénégal.

Journal officiel de la colonie.

26 *décembre*. — *Décision* du 20 décembre fermant provisoirement les bureaux postaux et télégraphiques de Diorbivol et Sénoudébou.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *décembre* 1912. — *Arrêté* du 4 novembre créant un réseau téléphonique à Grand-Popo et fixant à nouveau, à raison de l'extension et du doublement d'une partie du circuit, le régime des abonnements et des conversations taxées.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

22 *novembre* 1911. — *Arrêté* du 22 novembre 1912 promulguant : 1° la loi du 13 février 1912, qui porte approbation de la Convention conclue entre la France et l'Allemagne le 4 novembre 1911 pour la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique équatoriale ; 2° le décret du 13 mars 1912, portant promulgation de la Convention signée à Berlin le 4 novembre 1911 entre la France et l'Allemagne, relative à leurs possessions dans l'Afrique équatoriale.

Lettre du 4 novembre 1911 de M. de Kiderlen-Wæchter, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'empire d'Allemagne, à M. Jules Cambon, ambassadeur de la République française à Berlin.

Lettre du 4 novembre 1911 de M. Jules Cambon, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. de Kiderlen-Wæchter, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'empire d'Allemagne.

Arrêté du 22 novembre 1912 promulguant la loi du 22 juin 1912, qui porte ouverture au ministre des Colonies d'un crédit extraordinaire pour les opérations de délimitation de la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, déterminée par l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911.

Arrêté du 22 novembre 1912 promulguant : 1° la loi du 17 juillet 1912, qui porte approbation de l'accord conclu au sujet de la nationalité des personnes se trouvant dans les territoires échangés, le 4 novembre 1911, par la France et l'Allemagne, dans l'Afrique équatoriale ; 2° le décret du 24 septembre 1912, qui promulgue la loi du 17 juillet 1912.

Arrêté du 22 novembre 1912 promulguant le décret du 5 octobre 1912 approuvant la déclaration relative à la délimitation de la frontière entre l Afrique équatoriale française et le Cameroun, signée à Paris, le 28 septembre 1912, entre la France et l'Allemagne.

Lettre du 28 septembre 1912 de M. Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. le baron de Lancken-Wakenitz, ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires d'Allemagne à Paris.

Lettre du 28 septembre 1912 de M. le baron de Lancken-Wakenitz, ministre plénipotentiaire, chargé d'affaires d'Allemagne à Paris, à M. R. Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

1er *décembre* 1912. — *Arrêté* du 21 novembre promulguant le décret du 11 octobre 1912, fixant les droits d'entrée à percevoir en A. E. F., à l'exception des territoires du Gabon soumis à la loi

du 11 janvier 1892, et les droits de sortie à percevoir dans l'ensemble des territoires de l'A. E. F.

Arrêté du 20 novembre portant fixation des mercuriales officielles pour servir à la perception des droits d'entrée dans la partie française du bassin conventionnel du Congo, des droits de sortie *ad valorem*, en Afrique équatoriale française, et de la redevance sur les minerais extraits pendant l'année 1913.

Cahier des charges du 1er août réglementant l'adjudication des terrains de la ville d'Ouesso.

Arrêté du 1er octobre créant la subdivision de Kouki.

Arrêté du 1er octobre 1911 portant la création d'une agence spéciale à Grimari.

Arrêté du 11 octobre livrant à l'exploitation la ligne télégraphique de Fort-Crampel à Fort-Archambault.

Madagascar. — Actes officiels. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

23 *novembre*. — *Arrêté* du 9 novembre modifiant l'article 2 de l'arrêté du 8 juillet 1911 relatif au marquage du bétail.

Arrêté du 21 novembre promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances le décret du 13 juillet 1912, organisant le régime des droits d'enregistrement, de timbre et de chancellerie à Madagascar et dépendances. — Rapport et décret *ad hoc*.

Arrêté du 9 novembre prorogeant d'une année le délai accordé par l'arrêté du 14 octobre 1911 aux titulaires des permis de culture et d'emplacement à titre de redevance délivrés dans l'île de Sainte-Marie pour en demander la transformation en concession définitive.

Arrêté du 9 novembre fixant la base de perception du droit de statistique sur le riz paddy ou riz en paille.

Arrêté accordant à M. Justin Suberbie une concession pour l'exploitation du graphite et des autres substances minérales comprises dans la 4e catégorie.

Addendum à l'arrêté du 9 décembre 1911, créant des tarifs spéciaux en faveur des particuliers traités dans les hôpitaux militaires.

30 *novembre*. — *Arrêté* du 25 novembre modifiant les articles 1er et 5 de l'arrêté du 13 décembre 1906, relatif aux fonctions des adjoints aux chefs de province, commandant de cercle ou chefs de district autonome.

Arrêté municipal du 25 novembre 1912 portant réglementation de l'exploitation des carrières dépendant du domaine de la commune de Majunga. — Cahier des charges *ad hoc*.

Arrêté complétant la nomenclature des animaux nuisibles établie par les arrêtés des 22 mai 1907 et 26 mars 1909 sur la police de la chasse. Est ajouté à la nomenclature le canard dit à bec rose (nom malgache : otrika).

7 *décembre*. — *Arrêté* du 4 décembre instituant une direction des affaires civiles au gouvernement général de Madagascar et dépendances :

Le directeur des affaires civiles relève directement du gouverneur général. Il est appelé au conseil d'aministration pour toutes les affaires concernant son service.

Il est chargé de l'étude et de la centralisation de toutes les affaires civiles, administratives, politiques et économiques de la colonie.

Le service de la direction des affaires civiles est assuré à l'aide du personnel des administrateurs des colonies, des services civils de Madagascar et des fonctionnaires métropolitains mis à la disposition du gouverneur général par le ministre des Colonies.

La création de ce service ne devra entraîner aucune augmentation dans les effectifs actuels.

Arrêté du 4 décembre réorganisant le service du cabinet du gouverneur général.

Décision du 4 décembre nommant M. Hesling, administrateur en chef de 1re classe, directeur des affaires civiles.

Arrêté du 4 décembre portant organisation du service de l'inscription maritime à Madagascar et dépendances (*voir plus loin*).

Circulaire du 4 décembre au sujet de la constatation de la mise en valeur des concessions.

Arrêté du 25 juin 1912 portant organisation du personnel européen des chemins de fer de Madagascar.

14 *décembre*. — *Arrêté* créant dans le service des colis-postaux la coupure de 1 kilogramme dans les relations intérieures.

Agriculture. — **La culture du blé.** — La rouille ayant été signalée dans des champs de blé du Vakinankaratra, une commande a été adressée au département, sur les instructions du gouverneur général, pour l'expédition de semences portant sur des variétés de blé résistant à la rouille.

Colonisation. — **Création de lots de colonisation.** — La Chambre d'agriculture de Madagascar avait naguère émis le vœu, qu'elle a renouvelé au cours de sa dernière session, que des lots de colonisation fussent créés pour être mis à la disposition des colons.

Prenant en considération les desiderata qui lui avaient été exprimés à ce sujet, le gouverneur général vient décider la création, à titre d'essai, d'un lot de colonisation dans les provinces d'Antsirabe et d'Andevorante.

De la lettre que M. Picquié a adressée au président de la Chambre d'agriculture pour l'aviser de sa décision, nous extrayons ce qui suit :

Des instructions ont été adressées aux chefs de ces circonscriptions en vue de la reconnaissance des superficies susceptibles d'être immatriculées dans ce but, et j'ai chargé le service de colonisation de préparer le projet d'arrêté qui sera soumis à l'examen d'une commission.

Dès que les chefs des provinces intéressées m'auront rendu compte des résultats de leurs recherches, je confierai à M. l'inspecteur d'agriculture Fauchère, le soin d'étudier sur place la nature des terrains préalablement reconnus et de formuler un avis au sujet de leur valeur tant au point de vue agricole qu'industriel.

Je me propose d'ailleurs de tenir les comices agricoles au courant des études qui se poursuivent à ce sujet et de leur soumettre en temps utile, le projet qui sera élaboré par le service compétent.

Constatation de la mise en valeur des concessions. — Le *Journal officiel* de Madagascar en date du 7 décembre contient une circulaire du gouverneur général relative aux règles à suivre pour la délivrance des titres définitifs de concession.

On sait que l'arrêté du 10 février 1899 stipule formellement dans son article 7 que le titre d'occupation provisoire sera remplacé par un titre définitif, après justification de la mise en valeur des terrains et accomplissement des formalités d'immatriculation, dans le délai de trois ans au maximum. Aucune décision, même de principe, en vue de la délivrance des titres définitifs de concession, ne saurait donc intervenir jusqu'au jour où les concessionnaires ont rempli ces deux obligations qui leur sont imposées comme conditions essentielles de l'attribution du titre définitif.

En vue d'éviter les difficultés auxquelles donne lieu bien souvent l'étude de ces affaires, lorsqu'un premier rapport a constaté la mise en valeur et qu'un second rapport, établi plusieurs mois après, par suite des délais d'immatriculation, a conclu à la non-délivrance du titre définitif parce que la concession a été négligée ou même abandonnée, il ne devra plus être, en principe, procédé à l'avenir qu'à une seule constatation de la mise en valeur

qui sera effectuée aussitôt que l'immatriculation aura été prononcée.

Désormais, la commission réglementaire ne devra être réunie qu'au moment où le dossier régulier, en vue de la délivrance du titre définitif, pourra être soumis au gouverneur général en conseil d'administration.

« Afin d'assurer l'exécution de ces instructions, dit en terminant le gouverneur général, il appartiendra aux receveurs des domaines de rappeler aux concessionnaires, à la fin de l'année qui suivra la délivrance du titre provisoire, d'avoir à provoquer l'immatriculation dans le plus bref délai. Aussitôt que le titre de propriété aura été établi, ces fonctionnaires en rendront compte au chef de la province qui réunira d'urgence la commission chargée de constater la mise en valeur de la concession. Le dossier réglementaire devra ensuite être adressé à M. le chef du service des domaines pour m'être transmis aussitôt en conseil d'administration, soit pour la délivrance du titre définitif, soit pour l'annulation du titre provisoire, dans le cas où, les trois ans étant expirés, le rapport serait défavorable. »

Bulletin économique de Madagascar. — Le numéro du *Bulletin économique de Madagascar* du 2e semestre de 1912 vient de nous parvenir. Il contient un certain nombre d'études intéressantes dont voici l'énumération :

a) *Botanique :* Les plantes à caoutchouc du versant ouest de Madagascar, par M. Perrier de la Bathie. — b) *Agriculture :* Le mûrier, par M. Fauchère ; la flore de Madagascar, par M. C. Lamberton. — c) *Mines :* Notice sur la situation minière en 1911, par M. Bonnefond ; compte rendu sur l'extraction chimique des sels d'urane dans les terres uranifères, par M. Pétré ; études minéralogiques par M. A. Lacroix ; Notes géologiques sur le plateau Bara, par M. Perrier de la Bathie ; recherches sur les gîtes cuprifères du Centre, par M. Perrier de la Bathie. — d) *Industrie :* Notice sur l'huile de baobab dans le Menabe, par le capitaine Rey. — e) *Elevage :* Elevage du cheval ; destruction des tiques, par M. Carougeau ; la destruction des tiques dans les colonies de l'Océan Indien, par M. Carle ; maladies épidémiques du bétail ; tiques, leur extermination, par M. le Dr Theiler ; la lutte contre les sauterelles dans les pays de l'Afrique du Sud, par M. Carle.

Dans la partie commerciale nous relevons notamment des renseignements concernant le commerce de la viande congelée dans les pays de la Côte orientale d'Afrique et à Maurice, le relevé du mouvement commercial de la colonie de Madagascar et dépendances au cours des 1er et 2e trimestres 1912 (statistiques douanières) ; un état du mouvement commercial de la colonie de Mayotte et dépendances pendant les 1er et 2e trimestres 1912 (statistiques douanières).

Commerce. — **Commerce de Mananjary.** — Le mouvement du port de Mananjary a atteint, pendant le mois d'octobre 1912, 1.480 tonnes représentant une valeur de 1.070 000 francs. Les transactions effectuées dépassent de beaucoup en quantité et en valeur celles de chacun des mois de la même année.

Le total général du commerce de Mananjary s'élève ainsi, au 1er novembre, à 9.353 tonnes valant 7.343.000 francs. Il présente une augmentation de près de 1.000 tonnes et une plus-value de 2.100.000 francs sur les chiffres du mouvement commercial pendant toute l'année 1911.

Si l'on considère que ce dernier mouvement était supérieur de 15 0/0 en tonnage et de 5 0/0 en valeur à celui constaté en 1910, on n'a pas de peine à distinguer la progression et la régularité du développement commercial de cette région de Madagascar.

Pendant le mois d'octobre, les principaux articles à l'importation ont été les tissus qui figurent pour une valeur de 454.500 fr., les métaux et les ouvrages en métaux qui, avec les bois, entrent pour 40.000 francs dans le montant des achats.

Les produits qui ont alimenté les exportations sont : les peaux, 160.000 francs ; la graisse, 60.000 francs ; le riz, 45.000 francs ; le manioc et les haricots, 40.000 francs ; le café, 10.000 francs ; le graphite, 10.000 francs. Enfin, les expéditions de cire et de raphia se sont élevées à 18.000 francs.

La route de Mananjary est de plus en plus fréquentée par des véhicules de toute sorte qui transportent à la montée les ballots de toile, le sel, le vin, le pétrole, le ciment et qui descendent des hauts plateaux le riz, le manioc, les peaux, la graisse, le graphite.

Le développement de la province de Mananjary s'accusera encore d'une façon plus sensible avec l'ouverture des Pangalanes du Nord et du Sud qui permettront bientôt des relations faciles, directes et rapides vers Tamatave d'une part, vers Farafangana de l'autre.

Droit de statistique sur le riz paddy ou riz en paille. — Un arrêté du gouverneur général en date du 9 novembre fixe à 0 fr. 10 par tonne de 100 kilogrammes, le droit de statistique perçu sur le paddy ou riz en paille quel que soit le mode d'emballage.

Sont maintenus dans la colonie tous autres droits de statistique tels qu'ils ont été fixés par la métropole par l'article 3 de la loi du 22 janvier 1872 et l'arrêté local du 26 février 1910 concernant spécialement le manioc.

Mines. — **Mission de M. Perrier de la Bathie : découverte de nouvelles régions aurifères.** — M. Perrier de la Bathie, géologue, chargé de mission minière par M. le gouverneur général, vient d'aviser le Service des mines qu'il existe de l'or en quantité exploitable dans des régions qui, jusqu'à ce jour, ne semblent pas avoir été prospectées.

Voici comment s'exprime M. de la Bathie à ce sujet :

De Fenerive à Maroantsetra, j'ai reconnu à la base d'une dénivellation assez accentuée (de 300 à 400 mètres de différence d'altitude) parallèle à la côte dont elle est, au plus, distante de 30 à 40 kilomètres, c'est-à-dire à la base de ce que les prospecteurs de l'Est appellent la première falaise, une ligne, peut-être ininterrompue, de cours d'eau dirigés nord-sud (c'est-à-dire les affluents secondaires des cours d'eaux principaux au voisinage de cette ligne) qui roulent de l'or en quantité plus ou moins grande. L'or, par les procédés malgaches, m'a paru exploitable, surtout :

1° Entre Amboahabe sur la Simiana et Voandalona sur un petit affluent de droite du Fandrarazana-Atsimo, en passant par Soamalaza et Ambatolalaka ;

2° Entre le Fandrarazana-Avaratra et l'Anove, en prenant le petit sentier qui va d'Antananvada à Ankoririka ;

3° Entre l'Anove et le Menanara, d'Ankoririka à Saharanga.

J'ai trouvé aussi de bons indices entre Beanana et Vinanibe, c'est-à-dire entre le Rantabe et l'Ivoloina.

Dans toute cette zone, le quartz est extraordinairement abondant. Il contient sur le Fananehana de gros blocs de pyrite de fer, je crois, dont je vous envoie échantillon par le service de colonisation.

La forêt, les sangsues, le manque de travailleurs ont éloigné

jusqu'à présent les prospecteurs de cette région. Ils se sont bornés à prospecter de la côte vers l'intérieur, où les routes sont nombreuses, au lieu de passer parallèlement à la côte, où les routes manquent presque partout. Je crois que c'est bien à tort, et que les fatigues et les difficultés de la prospection de ces régions seront amplement compensées par les résultats pour les prospecteurs qui s'y livreront.

J'ai trouvé en outre du graphite sur le Fandrarazana Atsimo, un peu en amont du village de Voatsivala, à peine à 15 kilomètres de la mer.

NAVIGATION. — **Service de l'inscription maritime.** — Un arrêté du gouverneur général de Madagascar en date du 4 décembre organise le service de l'inscription maritime dans la colonie. Il crée trois centres d'inscription : Tamatave, Diégo-Suarez et Majunga.

Les fonctions de chef du service de l'inscription maritime seront exercées dans chacun de ces ports par les chefs des provinces intéressées.

SITUATION GÉNÉRALE. — **Le cyclone du 24 novembre.** — Nous avons reçu par le dernier courrier les renseignements suivants sur le cyclone qui a ravagé la région nord-ouest de la Grande Ile, les 24-25 novembre dernier :

Un cyclone qui a causé le naufrage du paquebot *Salazie*, de la Compagnie des Messageries maritimes, — courrier de Madagascar — a traversé le nord de Madagascar, du 24 au 25 novembre dernier.

Le *Salazie*, parti de Diégo-Suarez le 23 novembre au soir, à destination de Tamatave, de la Réunion et de Maurice, fut assailli par la tempête dans la matinée du lendemain, alors qu'il se trouvait au large de Vohémar. Il tint tête au cyclone jusque dans l'après-midi. L'ouragan brisa alors la partie supérieure de la mâture arrière qui tomba à la mer, entraînant avec elle les cordages et les amarres qui la maintenaient. Une lame vint emporter le premier lieutenant sur le gaillard d'avant. Les cordages tombèrent de si malheureuse façon qu'ils furent attirés par l'hélice, autour de laquelle ils s'enroulèrent et qu'ils immobilisèrent.

Le paquebot devint alors le jouet des vagues et du vent qui, par bonds successifs, le jetèrent à 8 heures du soir sur l'île de Nosy-Ankomba, à l'embouchure de la Loky. Les passagers furent débarqués et installés sous des tentes où ils restèrent jusqu'à l'arrivée des secours. L'*Eugène-Grosos*, de la C. H. P., la *M'panjaka* et le *Vaucluse* vinrent embarquer les passagers, la poste et les bagages, qui furent ramenés à Diégo.

Le cyclone avait passé sur Diégo le 24 novembre au soir, détériorant les constructions, le réseau télégraphique et coulant dans le port le matériel flottant et les chalands encore chargés des marchandises que le *Salazie* avait apportées. Dans les environs, les villages indigènes furent détruits et un certain nombre d'indigènes furent entraînés par les eaux des rivières qui avaient débordé.

Le météore ravagea ensuite la région d'Ambilobe où tous les villages furent en partie enlevés par l'ouragan. De nombreux habitants furent ensevelis sous les cases ou tués par la chute des arbres. Des troupeaux entiers de bœufs furent noyés.

Le village d'Ambilobe fut particulièrement éprouvé. Les usines des exploitations aurifères de la région ont également souffert. De nombreux bâtiments ont été démolis, enlevés.

D'Ambilobe, le cyclone, par la vallée du Sambirano où il ravagea les récoltes et détruisit en partie les usines de manioc installées dans cette région, atteint l'île de Nosy-Bé. La ville eut à souffrir de la tempête qui enleva les toits des habitations et détruisit ou coula le matériel du port. Vingt indigènes disparurent.

A Majunga et aux Comores, un raz de marée vint détériorer les quais et les jetées.

Le cyclone du 24 novembre, comme on le voit, a été particulièrement violent. On ne connaît pas encore d'une façon très exacte l'importance des dégâts qu'il a causés dans les régions traversées. Et c'est pour se rendre compte de leur étendue comme aussi pour témoigner aux populations éprouvées la part qu'il prend au malheur qui vient de les frapper, que M. le gouverneur général Picquié quitta Tananarive le 17 décembre pour aller visiter les régions désolées.

ASIE

Indochine. — ADMINISTRATION. — **Conseil de gouvernement.** — Le gouverneur général a convoqué le conseil du gouvernement pour les premiers jours de février. Dans cette session extraordinaire qui se tiendra à Hué, M. Sarraut présentera à l'examen du conseil quelques questions importantes, parmi lesquelles on signale le projet de réduction du nombre des provinces dans les différentes parties de l'Union indochinoise et celui, très important au point de vue politique, des assemblées consultatives indigènes.

M. Sarraut se rendra en Cochinchine le 18 janvier pour recevoir l'escadre anglaise qui, sous le commandement de l'amiral Winsloe, doit visiter Saigon du 22 au 29 janvier.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section indochinoise.** (Séance du 7 janvier 1913). — La réunion mensuelle de la Section indochinoise de l'Union coloniale s'est tenue le 7 janvier, sous la présidence de M. Roume.

Présents : MM. Roume, président; lieutenant-colonel Bernard et F. Mettetal, vice-présidents; J. Harmand, général Leturc, H. Sambuc, Lacaze (de la Banque de l'Indochine), L. Bélugou, Getten, Raveau, Cl. Madrolle, Fontaine, Ch. Depincé.

Excusés : MM. Paris, Vigne, R.-C. Bergougnan.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance du 5 décembre qui est adopté.

Recrutement de la main-d'œuvre javanaise. — M. Harmand signale à la Section qu'il est à sa connaissance qu'une société de plantation, qui utilise la main-d'œuvre javanaise, a pu récemment renouveler les contrats de ses travailleurs sur les bases mêmes des anciens contrats et sans aucune charge nouvelle. N'en faut il pas conclure qu'un arrangement est intervenu où que les autorités néerlandaises ont renoncé à leurs exigences?

Le fait, répond M. le président, n'implique pas nécessairement qu'un changement quelconque se soit produit depuis que la Section a été saisie de la réclamation des planteurs. C'est également l'avis du colonel Bernard. En fait, une détente se serait produite, mais la question n'est toujours pas résolue et il est indispensable qu'elle le soit au plus tôt.

Colis postaux. — M. le président rappelle que la Section, dans sa séance du 2 juillet dernier, avait émis le vœu, transmis par l'Union coloniale à M. le ministre des colonies, que les colis postaux d'origine française fussent, comme ceux d'origine étrangère, soumis à la vérification douanière à leur entrée en Indochine.

Le ministre des colonies, après enquête sur place, répond, en

substance, que les expériences auxquelles il a été procédé par le service des douanes démontrent qu'il ne se fait pas couramment de fraude par la voie postale entre la France et l'Indochine et que, dans ces conditions, il n'a pas paru possible au gouverneur général de l'Indochine d'imposer aux réceptionnaires de colis postaux l'accomplissement de formalités qui auraient pu paraître à bon droit vexatoires.

Chemin de fer de Phan-Rang à Xom-Gom. — Dans sa séance du 5 novembre, la Section, sur la suggestion de M. Pâris, avait pris une délibération, transmise à M. le ministre des colonies, tendant à ce qu'un projet de loi fût déposé autorisant l'Indochine à poursuivre, sur ses ressources budgétaires propres, l'achèvement de la voie ferrée de Phan-Rang à Xom-Gom.

M. le ministre des colonies, par lettre du 20 décembre, répond à l'Union coloniale que la proposition de la Section se rencontre, dans ses grandes lignes tout au moins, avec les vues du gouvernement général. En effet, M. Sarraut a fait étudier à nouveau la question des voies d'accès aux stations d'altitude du Sud-Annam.

Le programme qu'il a arrêté comprend, outre la jonction par routes de terre de Phantiet à Djiring, de Djiring à Dalat et de Dalat à Xom-Gom, l'achèvement de la voie ferrée de Phan-Rang à Xom-Gom. Ce dernier travail s'effectuerait progressivement, au moyen des ressources budgétaires ordinaires et est prévu pour 200.000 francs. Le gouverneur général ne semble d'ailleurs pas considérer — et le ministre partage entièrement sur ce point l'avis de M. Sarraut — que la loi du 10 février 1896 entraîne la nécessité d'une nouvelle disposition législative pour autoriser l'Indochine à achever l'équipement de la voie.

M. le président déclare que la Section ne peut que se féliciter de la solution donnée à cette question. Des renseignements recueillis par M. Depincé, il résulte que les travaux seront poussés activement afin que la voie puisse être livrée à l'exploitation en 1914.

Lutte contre le borer. — Il est donné lecture d'une lettre par laquelle un membre de la Section préconise la création au Tonkin de laboratoires pour l'étude de toutes les questions agricoles et en particulier, pour ce qui concerne le café, l'étude de la lutte contre le *borer* dont les ravages causent de vives inquiétudes aux colons intéressés dans des plantations de café.

M. Harmand dit que les organismes scientifiques existant en Indochine — ainsi d'ailleurs que M. Chailley l'a si bien fait ressortir dans un discours récent dénonçant l'infériorité de nos colonies au point de vue de l'organisation des méthodes scientifiques appliquées à l'agriculture — sont, en effet, des plus rudimentaires et qu'ils ne sauraient entreprendre des investigations de l'ordre de celles qu'on voudrait voir instituer et qui sont bien au-dessus de leurs moyens. Au surplus, la question n'est pas nouvelle : elle a fait l'objet de recherches de la part de spécialistes étrangers dont les travaux ont été publiés. Le *Bulletin économique* a reproduit autrefois maintes traductions de travaux intéressants concernant les maladies du caféier, par exemple. M. Harmand conclut en déclarant que la question mériterait d'être suivie.

M. le colonel Bernard estime que les efforts des colons dans ce sens resteront vains si ceux-ci s'en remettent uniquement à l'administration. Il cite en exemple, le jardin de Buitenzorg dont le budget, qui dépasse 500.000 francs, est alimenté en majeure partie par les contributions des planteurs qui entretiennent en outre, exclusivement, un certain nombre de laboratoires et de jardins d'essais annexes poursuivant des recherches d'ordre pratique. Il en est de même à Singapore et à Peradynia.

On ne peut vraiment pas songer, en ce moment, à doter l'Indochine d'institutions semblables qui, pour obtenir des résultats tangibles, doivent être pourvues d'un personnel de spécialistes et d'un outillage des plus dispendieux. Les colons sont trop peu nombreux en Indochine pour subvenir à la part des dépenses qui leur incomberait et, d'autre part, l'on ne peut demander au budget indochinois de pourvoir seul aux frais, considérables, d'une création de cette sorte.

Tout ce que l'on pourrait faire dans l'ordre d'idées indiqué par les planteurs de café, c'est de demander au gouvernement général d'envoyer en mission, auprès de celui ou de ceux des établissements scientifiques déjà cités qui se sont plus spécialement attachés à l'étude des maladies du caféier, le fonctionnaire de la direction de l'agriculture le plus qualifié par ses connaissances spéciales pour se mettre au courant des études et des recherches faites à ce point de vue.

La Section se rallie entièrement à cette manière de voir. Une lettre conçue dans ce sens sera en conséquence adressée par un prochain courrier au gouverneur général de l'Indochine.

Contrôle des matières d'or et d'argent. — En raison de l'absence de M. Pâris, la question est de nouveau réservée pour une autre séance.

Droits de douane sur les fleurs de thé. — M. Depincé expose l'état de la question. Il met la Section au courant des démarches qu'il a faites tant auprès du ministère du commerce que de la direction générale des douanes pour s'informer de leurs dispositions et il a le regret de faire connaître que celles-ci sont aussi peu favorables que possible à la cause défendue par la Section. Il résulte en effet des déclarations recueillies par M. Depincé que l'administration maintient obstinément sa thèse touchant la légalité du droit appliqué aux fleurs de thé de provenance indochinoise et qu'elle ne paraît rien moins que disposée à revenir sur sa décision. Nous nous trouvons, déclare M. Depincé, en présence d'une fin de non-recevoir absolue.

En face d'une semblable intransigeance, que convient-il de faire ?

Après un échange de vues, auquel prennent part avec M. le président, MM. Harmand, Mettetal et Depincé, la Section, plus convaincue que jamais de la justesse de son argumentation à l'encontre de celle que lui oppose l'administration, décide de faire un nouvel et pressant appel de l'administration mal informée à l'administration elle-même mieux informée, persuadée qu'un examen plus approfondi de la question la convaincra du bien fondé de la thèse soutenue par la Section et qu'est venue si singulièrement renforcer la consultation du Comité des jurisconsultes de l'Union coloniale.

Application de la convention commerciale franco-chinoise du 25 avril 1886. — M. Depincé fait connaître à la Section que le ministère des colonies a reçu confirmation du gouvernement général de l'Indochine que la convention franco-chinoise du 25 avril 1886 n'avait pas encore été promulguée dans la colonie. La question se pose de savoir dans quel sens la Section doit intervenir pour servir utilement les intérêts de ses membres.

La discussion qui s'engage sur ce point amène M. le Président

à parler des droits de transit en Indochine dont il souhaite la suppression dans l'intérêt général.

M. Mettetal fait des rérerves à ce sujet : ni le commerce, ni l'administration, dit-il, ne sont favorables à une mesure aussi radicale, et il rappelle qu'il a lui-même demandé dans un rapport qu'il a élaboré au nom du Comité du commerce et de l'industrie de l'Indochine lors de la refonte du tarif spécial indochinois — rapport qui a reçu l'approbation des Chambres de commerce de la colonie — le maintien des droits de transit, tout au moins de ceux perçus sur les filés — qui, à son avis, sont d'ailleurs insuffisants pour protéger l'industrie locale — et exception faite des marchandises destinées au Laos siamois.

M. Depincé rappelle que les droits de transit ont déjà fait l'objet de maintes discussions. Toutes les assemblées délibérantes indochinoises s'en sont occupées et se sont généralement prononcées pour leur suppression.Il rappelle qu'en 1909, le Conseil supérieur a abouti à cette formule : que le gouvernement local soit rendu maître de maintenir, d'augmenter, de réduire ou de supprimer les droits de transit après consultation des intéressés et sous réserve de l'approbation du ministre. Mais la question n'est pas à l'ordre du jour. Elle est toutefois suffisamment posée d'une façon générale pour que la Section puisse, si elle le juge à propos, en entreprendre l'examen au cours d'une prochaine séance.

Revenant au sujet en discussion, M. Depincé fait observer qu'aux termes de l'article 12 de la convention du 25 avril 1886, seules les marchandises d'origine *chinoise* — et il appelle l'attention de la Section sur ce point, car il paraît avoir complètement échappé aux intéressés — sont appelées à bénéficier du droit spécifique réduit prévu par la convention. Or, le transit yunnanais est constitué, pour 9/10 et plus, par des marchandises — des filés en majeure partie — provenant des entrepôts de Hong-Kong, d'origine étrangère par conséquent et pour lesquelles la convention ne jouerait pas ; les marchandises purement chinoises n'entrent dans ce trafic que pour une quantité infime.

M. le président résume la discussion. Il semble en résulter, dit-il, que les intéressés se sont mépris sur l'importance et la portée exacte de la convention dont ils réclament la mise en vigueur. Peut-être conviendrait-il, avant de s'engager plus loin, de leur faire part des considérations qui se sont fait jour au cours de la discussion. La question a changé d'aspect; elle a, semble-t-il, perdu considérablement de son intérêt, si bien que l'on peut se demander s'il ne serait pas plus opportun, de la part des membres de la section qui l'ont posée de renoncer à leur demande tout au moins jusqu'au jour où elle pourra être examinée dans son ensemble, avec la collaboration de tous les intérêts qu'elle met en jeu, et dont quelques-uns, comme on l'a justement fait observer, semblent en antagonisme avec ceux des personnes ou des sociétés qui ont fait à ce sujet appel à l'intervention de l'Union coloniale.

La Section se range entièrement à cette manière de voir.

Droits de transit sur les marchandises à destination du Laos siamois. — M. le colonel Bernard expose les raisons qui militent en faveur de la suppression des droits de transit sur les marchandises à destination du Laos siamois. Il estime que ces droits constituent l'obstacle le plus sérieux au développement des relations commerciales entre le Laos siamois et l'Indochine française.

Pour parvenir au Laos, les marchandises peuvent emprunter soit la voie Bangkok-Korat, soit celle de Saigon et du Mékong. Actuellement le transport des marchandises à destination d'Oubone, de Saniaboury ou de Nongkaï, revient infiniment moins cher lorsqu'elles empruntent la voie du Mékong que lorsqu'elles sont acheminées par le chemin de fer de Bangkok à Korat et, depuis Korat, par charrettes. La tonne de cotonnades, par exemple, est transportée de Saigon à Paksé à raison de 21 piastres, soit environ 53 francs et, de Saigon à Savannaket, à raison de 45 piastres, soit environ 110 francs ; de Paksé à Oubone, le coût du transport s'élève au maximum, à 20 francs et, par suite, le prix de transport d'une tonne de cotonnades, de Saigon à Oubone n'atteint pas 75 francs; entre Saigon et Nongkhai, il ne dépasse pas 130 francs.

Si, au contraire, on veut transporter cette même marchandise par la voie siamoise, elle doit, une fois rendue à Korat, effectuer en charrettes à bœufs un parcours de 300 à 350 kilomètres pour atteindre un des points indiqués ci-dessus; la durée du voyage est en moyenne de 20 jours et le prix du transport d'environ 200 francs la tonne.

Il semble, dans ces conditions, que les négociants établis sur la rive droite du Mékong auraient tout intérêt à faire transiter leurs marchandises par la voie française, c'est-à-dire par Saigon et le Cambodge. Il n'en est rien parce que les avantages que présente cette voie au point de vue du prix des transports sont annihilés par les droits de transit dont sont grevées les marchandises qui pourraient l'emprunter.

Ces droits, fixés à 20 0/0 des droits du tarif général, équivalent, en effet, à 6 0/0 de la valeur de la marchandise, soit le double exactement du droit perçu par la douane siamoise à Bangkok, lequel est de 3 0/0 *ad valorem*. C'est dire qu'ils compensent et au delà l'économie réalisée sur les frais de transport. Il s'ensuit que les négociants établis au Laos siamois préfèrent la voie siamoise, plus économique.

La conséquence de cette situation est que le port de Saigon et la navigation fluviale indochinoise sont privés du courant commercial qui pourrait s'établir, dans cette partie de notre possession asiatique, à destination des régions situées sur la rive droite du Mékong. Et cela d'ailleurs sans aucun profit pour l'industrie métropolitaine. Car si les droits de transit actuels sont suffisants pour empêcher les marchandises étrangères destinées au Laos siamois d'emprunter la voie indochinoise, ils sont insuffisants par contre pour assurer une protection efficace aux produits de l'industrie nationale. Ces droits jouent par conséquent dans le vide.

Signaler le mal, c'est en même temps indiquer le remède : M. le colonel Bernard conclut en proposant la supprssion pure et simple des droits de transit en attendant l'application au Laos du régime des zones franches réclamé par le Conseil supérieur, mais qui ne paraît pas devoir être adopté aussi facilement que la suppression des droits de transit.

M. Getten fait remarquer que la question de la suppression des droits de transit se pose d'une façon identique pour les marchandises empruntant la voie du Tonkin pour se rendre au Yunnan. Il se montre donc tout à fait partisan de la mesure proposée par M. le colonel Bernard, en attendant que la Section étudie la même question pour le transit du Yunnan.

Après un échange d'observations la Section adopte à l'unani-

mité la proposition formulée par M. le colonel Bernard. Une démarche sera faite à très bref délai auprès de M. le ministre des colonies.

Aide à donner aux sociétés de protection des enfants métis. — La Fondation Lucien de Reinach a été saisie, par l'Association de protection des enfants métis de Hanoi, d'une demande de subvention en faveur de l'œuvre qu'elle poursuit. Le Conseil d'administration de la Fondation a communiqué cette demande à la Section en la priant de l'examiner à ces deux points de vue :

1° Convient-il d'accorder une allocation aux sociétés de protection des enfants métis?

2° Y a-t il lieu de donner une affectation spéciale à ces allocations, comme, par exemple, le placement dans des familles indigènes des enfants métis non reconnus par le père?

M. H. Sambuc a bien voulu se charger de préparer un rapport sur la question. Il en donne lecture.

Il conclut en déclarant que l'Association de protection des métis est digne de toute la bienveillance de la Fondation Lucien de Reinach; quant à l'emploi des fonds, il estime que celle-ci ne saurait mieux faire, en raison du rôle complexe de l'œuvre, que de s'en rapporter aux hommes désintéressés qui veulent bien assumer la direction de l'Association.

Cette lecture achevée, M. le président remercie M. Sambuc de son remarquable exposé. Tout le monde est d'accord, dit-il, pour en approuver les conclusions. Il est sans doute certaines idées générales qui appellent quelques réserves. Nous ne pouvons, en raison de l'heure avancée, en aborder la discussion ce soir. Ce sera pour la prochaine séance.

Sur la proposition de M. le colonel Bernard il est décidé, pour permettre aux membres de la Section d'étudier à loisir le rapport de M. Sambuc, que ce rapport sera publié *in-extenso* dans la *Quinzaine coloniale* du 25 janvier. (V. p. 49.)

La prochaine séance de la Section est fixée au mardi 11 février.

CHEMINS DE FER. — **Le chemin de fer de Vinh à Dong-Ha.** — Le tracé du chemin de fer entre Vinh et Dong-Ha n'est pas encore définitivement arrêté.

Deux projets ont été établis, un longeant la côte, partant de Benthuy passant par Hatinh, Ky-Anh, la porte d'Annam, Roon, Bo-Trac, Dong-Ha.

L'autre partant de Vinh passant par la vallée de Huong-Khé, Phu-Trac, Khé-net, la vallée du Song-Giang, celle du Song-Troc et vient rejoindre le premier projet à Bo-Trac, pour continuer sur Dong-Ha.

Ces deux projets font en ce moment l'objet de discussions entre les intéressés.

COMMERCE. — **Tissus français et étrangers.** — Du 1er janvier au 1er novembre 1912, il est entré en Indochine 1.502.571 kilogrammes de cotons écrus et 2.179.643 kilogrammes de cotons blanchis venant de France et des colonies françaises, et 1.523.403 kilogrammes de cotons écrus et 2.198.482 kilogrammes de cotons blanchis venant d'Europe et d'Extrême-Orient. Ces chiffres sont supérieurs à tous ceux des périodes correspondantes, c'est-à-dire des dix premiers mois des années 1909, 1910, 1911, sauf pour les cotons blanchis. En effet, l'Indochine avait reçu en 1909, seule nnée où ces chiffres aient été atteints, de France et autres pays français 2.744.002 kilogrammes et de l'étranger 2.765.808 kilogrammes de tissus de coton blanchi.

La répression des fraudes. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 15 novembre 1912, a promulgué en Indochine :

1° La loi du 14 août 1889 ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit;

2° La loi du 11 juillet 1891 tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins;

3° Le décret suivant, du 22 mai 1912 :

Les viandes fraîches et les viandes conservées par un procédé frigorifique des espèces bovine, ovine et porcine provenant de l'Algérie, des colonies et des possessions françaises sont soumises, à leur entrée en France, à la même réglementation que les viandes fraîches provenant de l'étranger.

Toutefois, lorsque ces viandes auront été préalablement visitées au lieu d'abatage par un vétérinaire officiel, qui aura constaté leur état de salubrité, elles ne seront pas soumises à l'obligation de présenter les viscères adhérents; les viandes de l'espèce ovine pourront être introduites par animaux entiers.

Ces viandes seront accompagnées d'un certificat délivré par le vétérinaire officiel et dans lequel il attestera qu'il a assisté à l'abatage. L'estampille appliquée sur les viandes sera reproduite sur le certificat qui sera visé par un fonctionnaire désigné à cet effet par l'autorité supérieure du pays de provenance.

Etablissements français dans l'Inde. — TRAVAUX PUBLICS. — **Travaux d'irrigations.** — Une commission vient d'être instituée par le gouverneur des Etablissements français dans l'Inde à l'effet d'étudier le projet d'établissement d'usines élévatoires pour l'irrigation du territoire de Pondichéry.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

7 *novembre.* — *Arrêté* du 24 octobre créant à My-tho un réseau téléphonique relié par un circuit au réseau de Saigon-Cholon.

11 *novembre.* — *Addendum* aux arrêtés du 4 septembre 1912 créant des réserves forestières en Cochinchine et en Annam.

18 *novembre.* — *Errata* aux arrêtés du 16 octobre 1912 sur l'état-civil en Cochinchine et la législation civile annamite.

2 *décembre.* — *Arrêté* du 8 novembre sur la constitution des syndicats agricoles indigènes en Cochinchine.

Arrêté du 14 novembre modifiant celui du 12 août 1907 relatif aux remises sur les ventes des alcools indigènes allouées aux budgets provinciaux de Cochinchine.

Arrêté autorisant le paiement à la Société générale des tramways à vapeur de la Cochinchine, d'une somme de 422.572 fr. 53 pour reprise du matériel d'exploitation de la ligne de chemin de fer de Saigon-Mytho.

AGRICULTURE. — **Les irrigations: Mission de M. Normandin.** — M. Normandin, ingénieur des ponts et chaussées, chargé par le gouvernement de la Cochinchine des recherches préparatoires devant servir à l'établissement d'un programme de travaux d'hydraulique agricole pour la Cochinchine, a consigné les résultats de ses observations à Java, dans une brochure de 200 pages, récemment parue sous le titre « Les irrigations à Java » et à laquelle sont annexées 38 planches de plans ou graphiques et photographies des travaux d'irrigation qu'il a visités.

Il déclare s'être attaché plus particulièrement à l'étude des trois questions suivantes:

1° Comment sont conçus les projets par les services techniques du gouvernement des Indes néerlandaises?

2° Quels sont les modes d'exploitation adoptés pour les systèmes d'irrigation, et quelles sont les dépenses d'exploitation ?

3° Quels sont les résultats économiques donnés par les irrigations ?

L'ensemble des systèmes techniques d'irrigation établis à Java diffèrent peu des systèmes semblables établis ailleurs, et ne pourront servir de guide que pour ceux à faire dans la région des plaines élevées de l'est de la Cochinchine. Ils ont peu de rapport avec les emmagasinements d'eau nécessaires pour parer aux sécheresses à venir qui séviront dans la région de l'ouest cochinchinois, où les pentes d'amont en aval sont irrégulières et presque nulles.

Syndicats agricoles. — Le gouverneur général de l'Indochine a pris à la date du 8 novembre un arrêté, dont voici les dispositions essentielles, relatif aux syndicats agricoles indigènes de la Cochinchine :

Le gouverneur de la Cochinchine pourra autoriser la constitution de syndicats agricoles indigènes entre :

1° Propriétaires, usufruitiers ou usagers de rizières ou autres biens fonciers agricoles, exploitant ces biens eux-mêmes ou par autrui ;

2° Régisseurs, fermiers, métayers et, en général, tous agriculteurs cultivant cinq hectares de terre au minimum et étant inscrits depuis cinq ans au moins sur les rôles d'un village.

Les syndicats agricoles indigènes ont exclusivement pour objet l'assistance mutuelle dans les formes reconnues par la loi : prêts, achats d'instruments, travaux d'amélioration et de développement de la culture, et généralement tous moyens susceptibles d'étendre la puissance agricole du pays.

Les syndicats agricoles indigènes régulièrement constitués pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques agricoles. Ces unions devront faire connaître les noms des syndicats qui les composent. Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice.

Les syndicats agricoles indigènes auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations.

Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et aux cours d'instruction agricole.

Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions du présent arrêté, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à l'agriculture.

Dans les affaires contentieuses, les avis des syndicats sont tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication ou copie.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

2 *décembre.* — *Arrêté* du 14 novembre portant création de sept réserves forestières au Tonkin dans les provinces de Quang-yên (520 Ha.), Tuyên-quang (11.000, 15.000 et 16.900 Ha.) Yen-bay (4.500 et 800 Ha.), Phu-tho (1.200 Ha.).

COMMERCE. — **Mouvement commercial du Tonkin pendant les trois premiers trimestres de 1912.** — Le dernier fascicule des statistiques commerciales publiées par M. Goubier, entrepreneur des docks de la Chambre de commerce de Haiphong, vient de nous parvenir. Il se rapporte aux trois premiers trimestres de l'année 1912.

Voici quel a été, pendant cette période, le mouvement général des importations, exportations et transit du Tonkin (quantités en tonnes) :

	France et colonies françaises	Etranger	Totaux
Importations	17.218	31.269	48.487
Exportations	87.123	216.163	303.286

Transit : de France au Yunnan		46	7.756
— d'Europe au Yunnan		238	
— de Hong-Kong au Yunnan		7.471	
— du Yunnan à Hong-Kong		6.501	6.791
— du Yunnan en France		269	
— du Yunnan en Europe		21	

Le total des *importations*, au 30 septembre, s'élevait à 48.487 tonnes contre 47.179 à la même date en 1911, soit un progrès de 1.308 tonnes. Sur ces chiffres, la part du commerce national est de 17.218 tonnes — 16.553 en 1911 — marquant une augmentation de 665 tonnes, et celle du commerce étranger de 31.269 tonnes — 30.626 en 1911 — progressant également de 643 tonnes.

Les principales augmentations ont porté sur les peaux brutes, les laits et fromages (provenance française), les farines, les pommes de terre, les vermicelles chinois, les sucres, les thés et résidus, les espèces médicinales, le coton brut, le chanvre, le jute, le cunau, les teintures, les légumes frais ou conservés, les briques, ardoises et tuiles, la chaux, le ciment, les huiles de graissage, les fers et aciers, les faïences, les filés de cotons et les étoffes, les papiers, les poudres et pétards, les sacs en paille, les appareils et machines, etc.

Les principales diminutions se constatent sur les poissons séchés et salés, les cornes brutes, les coquilles de nacre, les légumes secs et farineux alimentaires, les fruits secs, les bois équarris et autres, les bières, le plâtre, le cuivre en masse, les épices et sauces chinoises, les poteries, les papiers de culte, les pièces de machines, les fontes moulées, la dynamite, la tabletterie, les parapluies, etc.

Les *exportations* ont subi, sur celles de 1911, un recul assez sensible, puisqu'elles sont passées de 304.578 tonnes à 303.286 tonnes, soit une différence en moins de 1.292 tonnes.

Les principales augmentations, pour l'ensemble des trois premiers mois, ont porté sur les peaux brutes, les déchets d'animaux, les poissons secs et salés, les graisses de poisson, le riz blanc, cargo et brisures, les fruits et graines oléagineux, les poivres et épices, les thés, le sticklaque, le benjoin, les espèces médicinales, les bois communs, les rotins et bambous, les tourteaux, l'acool de riz, le ciment, les huiles de pétroles et de graissage, les minerais de plomb, d'antimoine, les jossticks, les poteries, la verrerie, les tissus de coton, les peaux préparées, les allumettes chimiques, etc.

Les principales diminutions ont porté sur les soies grèges et déchets de soie, les produits de pêche, les coquillages, les os et sabots de bétail bruts, les cornes brutes, les maïs en grains, les paddys, les fruits conservés, le café en fèves, le cardamome et la cannelle, l'huile de ricin, les essences, la badiane, le caoutchouc, les bois d'ébénisterie, le coton brut et déchets de coton, le cunao, le manioc, les tuiles et ardoises, les briques, la chaux, la pierre à ciment, la houille crue, la calamine, le zinc en masses, le savon, etc.

Le mouvement de *transit* en provenance ou à destination du Yunnan s'est élevé pendant les neuf premiers mois de l'année, à 14.598 tonnes. Il avait été, pendant la période correspondante de 1911, de 9.923 tonnes. La différence en faveur de 1912 est donc de 4.626 tonnes.

La part de l'importation dans ce mouvement de transit a été de 7.757 tonnes contre 4.502 tonnes en 1911. Sur les 7.757 tonnes, 285 seulement viennent d'Europe — 46 de France — contre 7.471 tonnes pour les provenances de Hongkong. En 1911, le chiffre du transit importation avait été de 4.502 tonnes, dont 1.077 pour l'Europe et 3.424 pour Hongkong.

La part de l'exportation a été de 6.791 tonnes contre 5.421 en 1911. Dans ce chiffre, les expéditions sur l'Europe figurent pour 290 tonnes — dont 269 sur la France — et les expéditions sur Hongkong pour 6.501 tonnes. En 1911, la part de l'Europe avait été de 814 tonnes, et celle du port de Hongkong de 4.606.

Les progrès du commerce au Yunnan se font donc au bénéfice du port de Hongkong, et en 1912 plus qu'en 1911. Il est à remarquer, de plus, que le Yunnan qui achète à peine 47 tonnes de marchandises à la France lui en expédie cette année plus de 269. La balance est donc loin d'être en notre faveur. Autre remarque : le Yunnan qui avait, l'année dernière, vendu plus qu'il n'avait acheté — 5.421 tonnes à l'exportation contre 4.502 tonnes à l'importation — a, au contraire, en 1912, acheté plus qu'il n'a vendu : 7.757 tonnes contre 6.791.

HYGIÈNE. — **Création de formations sanitaires.** — Le gouverneur général a décidé que certaines provinces seraient dotées de formations sanitaires de la nature de celles déjà créées par le service de santé. La commission d'hygiène sera convoquée d'urgence pour déterminer l'emplacement des constructions prévues dans les provinces ci-dessous :

A Phutho, Tuyen-quang, Thai-nguyen et Laokai, ambulance de 16 lits. A Moncay, Hoa-Binh, Sonia, Laichau, Langson, dispensaire de 8 lits. A Haiduong, Nam-Dinh, Thai-Binh, Hadong, maternité de 8 lits.

A Sontay, Bac-Giang, maternité de 3 lits.

TRAVAUX PUBLICS. — **Les routes.** — Au cours de son passage à Haiphong, fin novembre, M. Charles, résident supérieur, s'est déclaré favorable au projet de route entre Haiphong et Trangbach. Il a ajouté qu'une commission serait prochainement nommée à l'effet de préparer un plan de campagne définitif pour la construction des routes au Tonkin. M. Simoni et lui sont d'accord pour reconnaître qu'il y a lieu de doter le pays de routes sérieuses, non plus en terre battue, mais empierrées. Une somme de 100.000 piastres sera prélevée annuellement à cet effet sur la caisse de réserve.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la République française.*

29 *décembre*. — *Décret* du 25 décembre reportant au 31 mars 1913 le terme fixé pour la perception des taxes minières en Nouvelle-Calénonie par les décrets des 21 décembre 1905 et 25 mars 1908.

4 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 2 novembre déclarant la ville de Nouméa contaminée de peste et fixant les conditions de communication avec l'intérieur de la colonie.

ADMINISTRATION. — **Conseil général.** — Le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie s'est réuni en session budgétaire le 4 décembre dernier.

M. Brunet, gouverneur de la colonie, a prononcé à l'ouverture de cette session un très intéressant discours dont voici quelques passages :

Ainsi que je vous le faisais prévoir à votre session ordinaire du mois de juin dernier, le règlement de l'exercice 1911 a fait ressortir un important excédent de plus de 300.000 francs (exactement 322.412 fr. 43), dont a bénéficié notre caisse de réserve.

L'exercice 1912 a traversé des circonstances douloureuses. Il va se ressentir des événements qui viennent de peser tout ensemble sur la production locale, sur nos relations extérieures et sur la vie même de notre cité : d'une part, la marche de l'*Hemileia* à travers nos caféières a entraîné un déficit des deux cinquièmes dans la récolte de l'année ; en second lieu, les grèves maritimes de Marseille, qui ont suspendu pendant près de trois mois nos relations avec la métropole, ont eu pour conséquence un ralentissement fâcheux dans le mouvement de nos importations, se traduisant par d'importantes moins-values budgétaires ; enfin, l'épidémie qui vient d'attrister la ville a apporté un grand trouble dans les transactions locales. Mais ces ombres au tableau de notre situation économique et financière ne font peut-être qu'accuser et mettre mieux en relief ce que notre prospérité actuelle, fondée à la fois sur un plus large développement de l'agriculture nourricière et sur l'admirable essor de notre industrie métallurgique et minière, a de réel et de durable.

La courbe de nos importations, je l'ai dit, a pu fléchir. A la fin du troisième trimestre, qui coïncide précisément avec la reprise de l'activité de notre port, elles s'enregistraient pour une valeur globale de 10.900.000 francs, accusant un déficit de 1.000.000 de francs sur la période correspondante de l'année dernière, après avoir présenté une plus-value de 579.000 francs sur le premier trimestre. Mais, dans le même temps, et malgré la réduction de notre production de café, malgré la restriction — normale celle-ci — des sorties de minerais de nickel par suite de leur traitement sur place, les exportations ont atteint un total de 10.700.000 francs présentant un excédent de 1.800.000 francs sur celles de l'année passée. Notre commerce global s'élevait ainsi pour les trois premiers trimestres à un total de 21.600.000 francs, et tout permet d'affirmer qu'en dépit des circonstances défavorables qui ont marqué l'année 1912, le mouvement commercial de la colonie atteindra, pour le dépasser même, le chiffre de 1911, le plus haut, je le rappelle, qui ait figuré jusqu'ici dans nos statistiques énonomiques...

... Le projet de budget de 1913 est établi sur les bases de celui de l'année dernière. Les dotations des services restent, en principe, les mêmes, les innovations les plus importantes concernent le chapitre des douanes et contributions, ceux de la justice, des affaires indigènes, de la colonisation et des travaux publics...

Une question, Messieurs les conseillers généraux, domine à cette heure vos préoccupations. Au moment où autour de nous, toutes les énergies se tendent vers ce but : être prêts pour la date historique, au moment où retentit cet appel répété comme un écho par la presse des deux mondes : « Get ready for the canal! » quelles dispositions la Nouvelle-Calédonie va-t-elle prendre pour remplir le rôle auquel la destine sa position géographique? Et d'abord quel est exactement ce rôle?

La Nouvelle-Calédonie, c'est là une constatation faite maintes fois, est placée en dehors de l'axe de la grande route maritime qui va bientôt s'ouvrir au transit international. Ce n'est pas une de ces escales obligatoires qui jalonneront la nouvelle voie mondiale, comme Tahiti et Rapa pour la France, Vavau des Tonga pour l'Angleterre. C'est autrement que l'on doit concevoir sa destination. C'est comme entrepôt de commerce placé entre les archipels du Pacifique occidental et l'Australie trop reculée pour bénéficier directement, sauf dans ses rapports avec New-York, des avantages de l'isthme et menacée de voir une partie de son trafic détournée par la Nouvelle-Zélande ; c'est aussi comme dépôt de charbon sur les routes de Sydney et de Brisbane au continent américain.

Mais pour répondre à la double vocation que lui assigne une

position privilégiée au nœud des courants commerciaux du Pacifique ouest, la Nouvelle-Calédonie réclame un aménagement moderne de son port. Un programme de grands travaux à exécuter, d'outillage à créer ou à développer s'impose. Ce programme a été élaboré par la commission chargée, à la date du 20 septembre 1910, par M. le gouverneur Richard, d'examiner la question de l'autonomie du port de Nouméa, et qui, élargissant le cadre primitif de son enquête, a présenté un plan complet des aménagements et installations nécessaires en vue de faire de Nouméa une base de ravitaillement pour nos navires de guerre et pour les cargos effectuant la navigation entre l'Amérique du Nord et l'Australie...

COLONISATION. — **Extension à la Nouvelle-Calédonie de la loi sur le bien de famille.** — Un décret du 9 novembre (*Journal officiel* du 25 novembre), applique à la Nouvelle-Calédonie des dispositions analogues à celles qui sont contenues dans la loi du 12 juillet 1909 et qui constituent un bien de famille insaisissable.

Le ministre des colonies estime que cette mesure est susceptible de produire des résultats très heureux dans notre possession australe, qui se prête particulièrement bien au développement de la petite colonisation agricole et dont l'avenir est en partie lié à celui de la propriété familiale.

MINES. — **Régime minier.** — Deux décrets du 21 décembre 1905 fixent, le premier, les tarifs des redevances annuelles à percevoir à la Nouvelle-Calédonie, sur les terrains miniers déclarés en recherches et sur les terrains miniers concédés, le second, le montant du droit pour les minerais de cuivre, de cobalt, de nickel et de fer chromé.

Un troisième décret, du 25 mars 1908, porte fixation du droit à percevoir pour la délivrance des permis d'exploration.

Ces actes ne produiront leur effet que jusqu'au 31 décembre 1912, conformément aux dispositions du décret du 29 décembre 1911.

En attendant un nouveau régime fiscal actuellement à l'étude, le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie a pris, dans sa séance du 13 décembre 1912, une délibération prorogeant jusqu'au 31 mars 1913 le délai d'application des décrets susvisés des 21 décembre 1905 et 25 mars 1908.

Le Conseil d'Etat ayant donné son adhésion à cette mesure, un décret du 25 décembre 1912 (*Journal officiel* du 29 décembre) porte approbation de la délibération dont il s'agit.

Nouvelles-Hébrides. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

15 *octobre.* — *Arrêté* du 25 mai 1912 rendant applicables aux Nouvelles-Hébrides les arrêtés sur les frais de justice en matière civile et commerciale et en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

1er *novembre* 1912. — *Circulaire* ministérielle en date du 12 août 1912 portant approbation de l'arrêté du 25 mars 1912 fixant le tarif des frais de justice aux Nouvelles-Hébrides.

ADMINISTRATION. — **Budget de 1913.** — Le budget local des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1913 a été arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 2.179.410 francs.

OCÉANIE

Etablissements français de l'Océanie. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de la colonie.*

Un vœu de la Chambre d'agriculture. — La Chambre d'agriculture de Tahiti a émis à l'unanimité le vœu que le Conseil général de la colonie soit rétabli.

COMMERCE. — **Commerce de la vanille.** — La Chambre de commerce de Papeete a adopté à l'unanimité les vœux suivants relatifs au commerce de la vanille :

La Chambre de commerce demande :
1° La stricte application de l'arrêté concernant la cueillette et la préparation de la vanille, et une surveillance sévère sur les commissions fonctionnant à cet effet dans chaque district;
2° La substitution de bandes coloriées avec la simple mention de « vanille du Tahiti reconnue officiellement marchande » aux bandes actuelles portant des classifications;
3° L'entrée en franchise totale de la vanille de Tahiti dans la métropole pour faciliter son exportation vers la France.

Ce dernier vœu mérite tout spécialement de retenir l'attention des pouvoirs publics, car la vanille entre en franchise aux Etats-Unis et dans tous les pays étrangers. Seule, la France frappe d'un droit excessif ce produit d'une de ses possessions.

NAVIGATION. — **Les droits de port.** — La Chambre de commerce de Papeete a émis le vœu suivant :

1° Que les droits perçus dans le port de Papeete qui ont été augmentés de 50 0/0 des droits existants, c'est-à-dire 150 au lieu de 100, soient diminués de moitié, soit : 75 francs au lieu de 150 francs (les recettes budgétaires ne seront points diminuées de moitié pour cela, car le port sera fréquenté bien davantage);
2° Que l'arrêté du 27 juin 1905, exonérant les navires de commerce français qui touchent Papeete, soit rapporté, le résultat cherché par cet arrêté n'ayant pas été obtenu, et que ces navires soient traités de la même façon que ceux de la localité.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris (quai d'Orsay) et Barcelone.

Billets directs simples et d'aller et retour 1re, 2e et 3e classes.
Divers itinéraires.
Enregistrement direct des bagages.
Voitures directes. — Wagons-lits. — Wagons-restaurants.
Service journalier depuis le 15 octobre 1912.

1er itinéraire : par Limoges-Toulouse.

Aller :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 19 h., arrivée à Barcelone à 15 h. 40,

Rapide. départ de Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 20, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Express, départ de Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 30, arrivée à Barcelone à 19 h. 32.

Retour :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Barcelone à 14 h. 16, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 10 h. 41.

Express, départ de Barcelone à 10 h., arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 56.

2e itinéraire : par Bordeaux.

Aller :

Sud-Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16, arrivée a Barcelone à 7 h. 53.

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 9 h. 46, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Retour :

Express, départ de Barcelone à 18 h. 51, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 17 h. 25.

(9-11-12)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année. par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl, : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire: Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs.
Durée : 30 jours avec faculté de prolongation.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs.
Durée : 15 jours sans faculté de prolongation.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'hiver aux Plages nantaises.

Les Plages nantaises si fréquentées l'été sont aussi de délicieux séjours d'hiver par la douceur de leur climat.

En vue de faciliter l'hivernage dans ces stations, la Compagnie d'Orléans délivre à titre d'essai, jusqu'au mercredi précédant la fête des Rameaux 1913, aux familles d'au moins trois personnes, des billets d'aller et retour collectifs à prix réduits dits « billets d'hivernage ».

Ces billets sont délivrés sous condition d'un parcours d'au moins 150 kilomètres (aller et retour) de toute gare du réseau d'Orléans pour les stations comprises entre Pornichet (inclus) et le Croisic (inclus).

Leur validité est de deux mois, non compris le jour du départ, avec faculté de prolongation d'un mois moyennant un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Trains rapides et express de jour et de nuit, voitures directes 1re, 2e et 3e classes, compartiments-couchettes, wagons-restaurant.

(22-10-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'aller et retour collectifs de famille, en 1re, 2e et 3e classes.

Délivrés aux familles d'au moins trois personnes, de toute station du réseau à toute station du réseau située à 125 kilomètres au moins du point de départ.

1° Toute l'année. — Trois premières personnes, prix de 3 billets aller et retour ordinaires du tarif G. V. n° 2; par personne en plus, réduction de 50 0/0. (Il peut être délivré un coupon spécial ou chef de famille qui a la faculté de revenir seul à son point de départ.)

Ces billets sont soumis, quant à la validité et aux arrêts en cours de route, aux mêmes conditions que les billets aller et retour ordinaires.

2° Saison de printemps (1). — Du jeudi qui précède la Fête des Rameaux au 25 juin.

Validité 33 jours, 2 prolongations facultatives de 15 jours moyennant supplément.

3° Saison d'été (1). — Du 25 juin au 1er octobre.

Validité : jusqu'au 5 novembre.

Pour les saisons de printemps et d'été :

Réduction des aller et retour pour les trois premières personnes, de 50 0/0 pour la quatrième et 75 0/0 pour la cinquième et les suivantes.

Arrêts facultatifs à toutes les gares situées sur l'itinéraire.

Faculté pour le chef de famille de rentrer isolément à son point de départ. Délivrance à un ou plusieurs membres de la famille de cartes d'identité permettant au titulaire de voyager isolément à demi-tarif entre le point de départ et le lieu de destination mentionnés sur le billet.

En outre, pour les billets de saison d'été, les membres de la famille au-dessus de trois personnes ont la faculté d'effectuer isolément leur voyage à l'aller et au retour en acquittant au guichet le prix d'un billet militaire.

(1) La distance minima de 125 kilomètres est réduite à 60 kilomètres pour les billets à destination d'une station thermale ou balnéaire.

(15-4-12)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80; 2e classe, 104 fr. 25; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).

(10-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

A dater du 15 septembre 1912 au départ de Paris et du 17 au départ de Marseille, des voitures à bogies, contenant des places de couchettes, seront mises en service entre Paris et Marseille :

Dans le train rapide n° 57 partant de Paris à 19 heures; et dans le train rapide n° 60 partant de Marseille à 20 h. 30.

Pour la location à l'avance des places de couchettes, s'adresser :

A Paris : gare de Paris P.-L.-M., ou aux bureaux de ville, rue Saint-Lazare, 88; rue Sainte-Anne, 6; rue de Rennes, 45;

A Marseille : à la gare et au bureau de ville, rue Grignan.

COMPAGNIE COLONIALE
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie

Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. *Courcelle-Seneuil*, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Coulurier*, VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac, AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute, ADMINISTRATEUR
E. Guignard, —
Léon Peyrissac, —

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Relations rapides entre Paris et Genève.
(Trains express, 1re et 2e classes.)

Aller :

Départ de Paris : 8 h. 20 m. (V.-R. Paris-Dijon) 8 h. 45 s. (1re, 2e, 3e cl. L.-S., V.-L.).
Arrivée à Genève : 6 h. 49 s., 7 h. 33 matin.

Retour :

Départ de Genève : midi 30 (V.-R. Dijon-Paris), 8 h. 12 s. (1re, 2e 3e. cl. L.-S., V.-L.).
Arrivée à Paris : 11 h. s., 7 h. 15 matin. (10-1)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai-d'Orsay, et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quelimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : (a) des billets simples, 4 mois ; (b) des billets d'aller et retour, 1 an ; faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt, tant en France qu'en Espagne et en Portugal, à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay ; en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de navigation. (22-10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le dimanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s. ; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi ; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s. ; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi ; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne

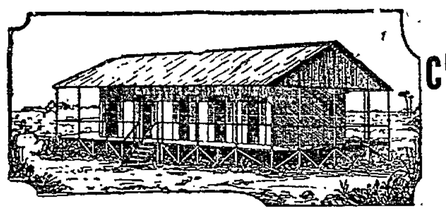
Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré, en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

L'Orient et l'Egypte, via Marseille.

Billets simples, valables 45 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M., et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes, Fraissinet et Paquet pour l'un quelconque des ports ci-après : Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, Le Pirée, Smyrne, Jaffa, Port-Saïd, Batoum, Salonique, Odessa, Samsoun, etc...

Billets d'aller et retour, valables 120 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M. et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes et Paquet pour certains des ports indiqués ci-dessus.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Le trajet de Paris à Marseille peut être effectué par la Bourgogne ou le Bourbonnais.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). Consulter le livret-guide-horaire P.-L.-M. en vente dans les gares : 0 fr. 60. (10-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Services directs entre Paris et le Maroc, via Marseille.

Pendant l'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). (Voir les indicateurs pour les périodes de mise en marche).

Billets simples de Paris à Tanger, valables 15 jours.

De Paris à Tanger, par les paquebots de la Compagnie de Navigation mixte (Touache) via Oran : 1re classe, 201 francs ; 2e classe, 138 francs ; 3e classe, 93 francs.

De Paris à Tanger, par les paquebots de la Compagnie Paquet : 1re classe, 196 francs ; 2e classe, 135 francs.

Ces prix comprennent la nourriture à bord des paquebots.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Franchise de bagages : en chemin de fer, 30 kilos ; sur les paquebots, 100 kilos en 1re classe ; 2e classe, 60 kilos ; 3e classe, 30 kilos. Enregistrement des bagages de Paris à Tanger ou réciproquement.

Délivrance des billets à la gare de Paris P.-L.-M., à l'agence de la Compagnie de Navigation mixte, chez M. Desbois, 9, rue de Rome, et dans les bureaux de la Société générale de Transports maritimes à vapeur, 8, rue Ménars, pour les parcours à effectuer par les paquebots de la Compagnie Paquet. (10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1) ; — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse ; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE

Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES

LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS

Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.

1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.

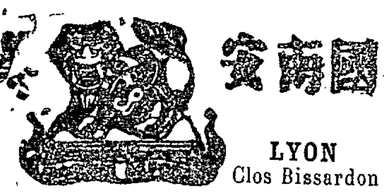
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ

P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à **ORLÉANS**

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : **400.000** *kilog.*



CHANTIERS MÉDOC

38, RUE POYENNE BORDEAUX

Catalogue illustré franco.

CANOTS AUTOMOBILES

Type A	4 mètres, 3 HP ..	complet. fr.	**1.000**
— B	5 — 4 ½ HP	—	»	1.500
— C	6 — 6 HP...	—	»	2.000
— CF	6 — 2 cyl. 6/8 HP..	compl.	»	2.500
— DL	7 — 2 cyl. luxe....	—	»	3.000
— D	7 — Vedette h^te mer	—	»	3.500
— Racer	6^m50. Canot rapide.	—	»	4.500
— —	8 mètres —	—	»	7.500
— T	11^m50. Baleinière de pêche.	—	»	3.900

Bateaux mixtes : **3.000** fr., **5.000** fr. et **8.000** fr.

HYDROPLANES, REMORQUEURS et tous types

AUTOHALEUR FALGUIÈRE

Propulseur amovible utilisable partout

— Notice explicative expédiée franco —

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

SIÈGE SOCIAL : 63, rue Taitbout, PARIS

SIÈGE de l'EXPLOITATION : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE (B.-du-Rh.) AGENCE à Marseille, 1, place Sadi-Carnot.

A PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE { Agence de la Compagnie Générale Transatlantique. » de la Compagnie Française de Navigation à vapeur. (Cyp. Fabre et Cie). » de la Compagnie de Navigation Générale Italienne (Florio Rubattino). » de la Compagnie Sévillane de Navigation à vapeur, etc., etc.

MAGASINS ET ENTREPOTS

Consignations, Transit, Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements

Exportation de matériaux de Construction

par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille, **pour l'Algérie et les Colonies**

Plusieurs départs par semaine de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour

l'Algérie et la Tunisie par les vapeurs de la Compagnie Générale Transatlantique

Adresse télégraphique : **Transitus. — Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservic par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables par les services de la C^ie-G^e de navigation H.-P.-L M.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary, Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis cinq *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.

Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours : PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes : *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par les paquebots de la Compagnie.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	30 janv., 14 et 28 fév. à midi.
	Pour Alexandrie, Port-Saïd et pour passagers seulement Beyrouth (1)	23 janv., 7 et 21 fév. à midi.
	Pour Naples, le Piree, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	23 janv., 7 et 21 fév. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Calamata, Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	18 janv., 15 fév. à 4 h. s.
	Pour Patras, Syra, Salonique, Constantinople et Odessa (1)..... (1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	11 et 25 janv., 8 fév. à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	(Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	5 fév. à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta ; à Singapore, pour Batavia ; à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok).	12 janv. et 9 fév. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobe et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Caledonie et aux Nouvelles-Hébrides ; à Singapore, pour Batavia ; à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok.)..	26 janv. et 23 fév. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour Naméla, Morundava Ambohibé, Tuléar, Lourenço-Marquez et Durban ; 2° à Diégo-Suarez pour Nossi-Bé, Analalave, Majunga, Mayotte, Les Comores et Zanzibar ; 3° à Diégo-Suarez pour les ports de la Côte Est de Madagascar, Tuléar et Durban.	9 janv., 6 fév. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Reunion et Maurice.....	23 janv., 20 fév. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Departs d'Anvers, de Marseille pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.	tous les mois le 1er

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671** fr. **22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

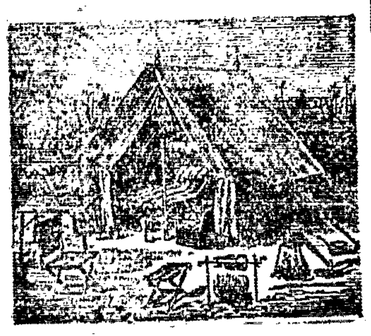
CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

PUITS



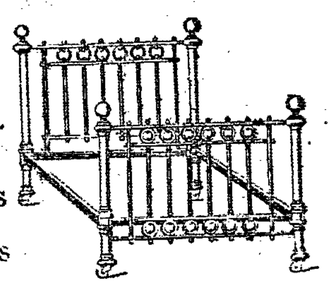
Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système L. JONET & Cie, à RAISMES
LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes. Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et **PICOT** réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX — LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES — PLIANTS ET DÉMONTABLES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

PLAQUES RADIO-BROM GUILLEMINOT



TRÈS PURES — ULTRA-RAPIDES
sans rivales pour la finesse du Grain.

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 FÉVRIER 1913. — N° 3.

ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC—PARIS. — *Code* : A. Z. *français*.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LES FINANCES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE..... 81

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Le prochain emprunt marocain..... 82
La situation de l'Algérie en 1912..... 83
Les mines et les chemins de fer dans la province de Constantine..... 83
Création d'un service économique indigène en Tunisie.. 84
Les relations franco-espagnoles dans le désert..... 85
L'extension de la télégraphie sans fil en Afrique centrale. 85
Le service militaire des jeunes gens des Antilles et de la Réunion..... 85
L'emprunt chinois..... 85

III. PROJET DE LOI RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT DU RÉGIME DOUANIER COLONIAL..... 86

IV. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 91
Possessions britanniques..... 93

V. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Un voyage aux sources du Nil. L'Egypte économique. — C. M..... 95

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 98

VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 102

LES FINANCES de l'Afrique Occidentale Française

L'Afrique occidentale française est l'une des possessions d'outre-mer qui font le plus d'honneur à notre pays. La vie économique y prend un essor chaque année plus vif, et les ressources que la prospérité générale met à la disposition de l'administration permettent de nouvelles améliorations matérielles qui, à leur tour, contribuent à l'accentuation de cet essor.

* * *

Rien ne saurait mieux éclairer cette affirmation générale, que le rapport sur la situation des finances de l'Afrique occidentale française, élaboré en novembre dernier par M. R. Fournier, directeur des finances et de la comptabilité. Dans ce document d'une clarté parfaite, on apprend par exemple que, de 1899 à 1911, les recettes douanières de l'Afrique occidentale française ont passé de 8.854.154 francs en 1899 à 23.940.241 francs ayant presque triplé en douze ans. Sans doute, les modifications de taxes inscrites aux décrets du 14 avril 1905, l'augmentation des droits sur l'alcool, consacrée par le décret du 30 novembre 1907, ont contribué à ce résultat, mais il procède essentiellement du développement du commerce extérieur qui s'est élevé de 129 millions de francs en 1900 à 270 millions en 1911. Ici nous pouvons remarquer que cette colonie qui a eu le bonheur de n'être point au nombre des colonies assimilées à la métropole au point de vue douanier, a trouvé dans des droits de douane non prohibitifs, par conséquent effectifs, les ressources que les pays jeunes doivent légitimement demander à cet impôt qui est l'un des plus simples, des plus naturels et des moins gênants quand le tarif est modéré.

* * *

Les recettes des chemins de fer exploités en régie depuis 1907 se sont élevées de 508.214 francs en 1907 à 848.343 fr. en 1908, 1.802.997 francs en 1909 et 1.983.906 francs en 1910 pour arriver à 3.380.493 francs en 1911. Ces chiffres

ne comprennent pas la part de l'Etat dans les bénéfices du Kayes-Niger. Il y a là encore une preuve éclatante des progrès économiques du pays et de l'utilité qu'ont les chemins de fer en cette vaste région. Les voies ferrées y sont une excellente affaire. Il est bien entendu qu'il ne faudrait pas en construire à tort et à travers ou sans mesure; mais on a encore de la marge et l'Afrique occidentale se trouvera bien d'être pourvue encore de nouvelles lignes. La ligne qui, en 1911, a donné le plus fort excédent de recettes sur les dépenses est celle de Conakry-Niger qui se présente avec le chiffre de 2.102.467 francs.

*
* *

Les recettes provenant de l'impôt de capitation ont gagné annuellement en moyenne 1.500.000 francs de 1902 à 1911 inclus. Dans ce laps de temps, elles se sont élevées de 6.664.779 francs à 22.030.651 francs : « Si, dit M. Fournier, on compare l'importance du produit de la perception en 1911 au chiffre de la population totale de l'Afrique occidentale soit environ 12 millions d'habitants, on trouve que cet impôt, qui varie, suivant les circonscriptions, de 0 fr. 50 à 5 francs, représente une charge moyenne d'environ 1 fr. 85 par individu. C'est dire que les budgets locaux possèdent, de ce côté, pour l'avenir, des réserves importantes que le progrès de notre domination, le développement économique du pays, le perfectionnement des recensements et des recouvrements permettront d'appeler progressivement sans dépasser les bornes d'une fiscalité modérée. Seule, la colonie du Dahomey aurait atteint, à cet égard, une limite que les facultés contributives de ses habitants ne permettraient d'augmenter qu'insensiblement. Dans les autres colonies de groupes, au contraire, les possibilités d'extension de cette contribution restent, au dire des autorités locales, importantes. » Ce sont là des constatations très intéressantes et très réconfortantes.

*
* *

Si nous nous montrons toujours aussi sages que par le passé, en ce qui concerne notre politique à l'égard des indigènes, si nous évitons les périls que présente le recrutement des troupes noires comme certains l'entendent, nous poursuivrons dans d'excellentes conditions notre œuvre colonisatrice en cette vaste région qu'est l'Afrique occidentale française. Le Parlement, pour ne point entraver le bel essor dont nous venons de fournir quelques preuves, doit voter le plus promptement possible l'emprunt dont il est saisi. Les résultats qu'ont permis d'obtenir les fonds procurés par les emprunts précédents sont la meilleure assurance qu'on ait de l'efficacité de l'emprunt projeté, emprunt dont l'emploi a été préparé avec la même méthode et le même souci de l'intérêt général que les emprunts antérieurs.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Le prochain emprunt marocain. — Le général Lyautey s'est embarqué le 2 février dernier à Bordeaux pour retourner au Maroc.

Il y trouvera une situation sensiblement améliorée en ce qui concerne le Sud. La grosse colonne du général Brulard, qui se proposait de pacifier les environs de Mogador, a décrit un grand arc de cercle autour de cette ville, en commençant par le Nord et en descendant vers le sud réduisant les tribus à la soumission sur sa route. Elle est finalement arrivée dans le sud-est, devant la kasba du caïd Anflous. On sait que ce grand chef, après une conduite hésitante qui l'avait tour à tour rapproché et éloigné de nous, s'était définitivement entendu avec le caïd Guellouli pour nous faire la guerre. Il avait mérité une leçon. Sa kasba située dans un pays montueux, passait parmi les indigènes pour une forteresse inexpugnable; aucun sultan n'y était jamais entré de vive force. Il a fallu, en effet, un combat acharné qui a duré six heures pour l'enlever; il nous a coûté cinq morts dont un commandant et seize blessés. Découverte étrange, on a trouvé dans la kasba, outre un dépôt d'armes assez considérable, une fabrique de fausse monnaie. Il est trop tôt pour que ce brillant fait d'armes ait encore eu le temps de produire ses conséquences; mais on pense qu'il répandra une salutaire terreur dans la région et qu'il décidera toutes les tribus à demander l'aman. Après cela, il restera à pacifier le Sous. Le général Lyautey hésite encore à s'engager dans cette région lointaine; il préférerait consacrer le plus de forces possibles à dégager le nord du Maroc et à établir des communications directes entre le corps d'occupation et l'Algérie. Mais nous craignons que la nécessité ne l'oblige à changer ses plans.

Pendant les dernières semaines de son séjour en France, le général s'est surtout occupé de l'emprunt sans lequel il lui serait impossible de travailler à la mise en valeur du Maroc. On avait d'abord songé à demander tout de suite au crédit les sommes nécessaires pour construire les premiers chemins de fer; mais i a paru difficile d'obtenir du Parlement une espèce de blanc-seing pour des projets que l'état d'insécurité du pays et le peu de temps dont le général a pu disposer jusqu'ici n'ont pas encore permis d'étudier sur le terrain. Au lieu du grand emprunt dont on avait d'abord parlé, on se bornera donc à demander l'autorisation d'émettre une première tranche destinée à satisfaire les besoins les plus urgents qui sont: 1° liquider les dernières dettes du makhzen qui se montent, dit-on, à 16 millions; 2° acquitter diverses indemnités dues à des particuliers à la suite des événements de Casablanca et de Fez; 3° construire dans la ville de Rabat, où présentement les services de la résidence générale sont littéralement logés sous la tente, les bâtiments indispensables aux administrations publiques; 4° installer des dispensaires et des écoles appropriés aux besoins indigènes; 5° construire les premiers travaux publics.

Ces premiers travaux publics seront de deux sortes. On aménagera le plus économiquement que l'on pourra les principales routes des régions occupées. Pour cela M. Jonnart a fait prévaloir, dans les conseils du gouvernement, un principe qu'il a pratiqué avec succès en Algérie. Au lieu de construire dès maintenant des chaussées empierrées sur toute la longueur du réseau qu'on veut créer, on se bornera d'abord aux ouvrages d'art et aux améliorations strictement indispensables pour que les pistes existantes deviennent praticables en tout temps; on organisera ainsi pour le même prix des voies de communication beaucoup plus étendues.

Mais de tous les travaux publics, celui qui doit être entrepris avant tout autre, le plus urgent est la construction du port de

Casablanca. Pendant l'hiver, par suite de l'absence de ports naturels, la côte atlantique du Maroc est comme fermée à la navigation. C'est ainsi que la *Dépêche marocaine* du 22 janvier dernier raconte que pendant dix-sept jours consécutifs, aucun navire n'a pu débarquer à Casablanca. Quand le temps permet le débarquement il s'opère à l'aide de barcasses qui vont chercher les passagers et les marchandises à bord des navires ancrés au large et les amènent à terre. Ces barcasses étaient au nombre de 30 ; un raz de marée vient d'en détruire 18 ; il n'en reste par conséquent plus que 12. Une fois les marchandises à terre, les difficultés ne sont pas finies, l'absence de quais élève un formidable obstacle à leur manipulation. Dans un discours prononcé au banquet que lui a offert la Chambre de commerce de Bordeaux à son départ, le général a constaté qu'un mètre carré du terrain de débarquement à Casablanca porte exactement dix fois le trafic de ce que porte le mètre carré à Liverpool. On imagine ce qui en résulte comme encombrement et comme désordre. Pour toutes ces raisons réunies, le général s'est cru obligé de donner aux compagnies et aux particuliers, s'ils ne veulent pas s'exposer à des mécomptes, le conseil de restreindre leurs services pendant les trois mois où la mer est particulièrement mauvaise sur les côtes du Maroc. Qu'un gouvernement en soit réduit à une pareille extrémité, c'est un état de choses intolérable. Malheureusement le mal ne comporte de remède ni facile ni rapide, car on ne pourra le supprimer que par la construction d'un port qui sera longue et coûteuse. Il ne faut donc pas perdre de temps pour se mettre à la tâche. Aussi cette construction a-t-elle été l'un des premiers soucis du général. Les travaux doivent être adjugés le 25 mars prochain ; ils coûteront 46 millions que devra fournir l'emprunt.

Le montant total de ce premier emprunt ne paraît pas encore définitivement fixé ; mais il ne semble pas qu'il puisse être inférieur à 200 millions.

La situation de l'Algérie en 1912. — On vient de publier la statistique du commerce de l'Algérie en 1912. Il s'est élevé à 1 milliard 255 millions, ce qui représente une augmentation de 95 millions sur 1911.

Ainsi continue la prospérité de notre grande colonie qui se marque par les progrès d'une rapidité vraiment exceptionnelle qu'elle a accomplis depuis dix ans. Que l'on songe qu'en 1901 le total de ce commerce n'était encore que de 579 millions ; il a plus que doublé.

Précisément, M. Doumergue vient de présenter au Sénat un rapport sur le budget de l'Algérie dans lequel il fait un tableau saisissant de cette prospérité. Pendant la même période, le tonnage des navires entrant dans les ports algériens a triplé et dépasse aujourd'hui 6 millions de tonnes ; les recettes de chemins de fer se sont élevées de 29 millions à 51 ; les dépôts de fonds dans les quatre grandes banques algériennes ont triplé ; les mouvements de fonds dans ces établissements de crédit ont augmenté de près de 11 milliards et passé de 4 milliards 272 millions à 15 milliards 32 millions ; le produit des impôts ordinaires a monté de 42 à 62 millions.

Ce qui ressort de particulièrement intéressant des renseignements donnés par M. Doumergue, c'est que ce développement si rapide provient moins de ce que de nouvelles terres sont mises en culture, que de ce que les terres sont d'année en année mieux cultivées. Les colons algériens, quand ils se sont établis, n'ont trouvé comme exemples autour d'eux que les cultures primitives des indigènes. Ils n'ont pas cessé de les améliorer ; ils les améliorent encore tous les jours, et chaque amélioration se traduit par une augmentation de rendement. Ils ont appris à beaucoup mieux faire leurs vins. Par les procédés du *dry farming*, ils cultivent beaucoup mieux les céréales. Ils ont introduit la culture des primeurs.

Mais, M. Doumergue signale un fait inquiétant. Les colons désertent la campagne ; leur nombre y a diminué de 71.000 depuis dix ans. Ils préfèrent la vie des villes où la population européenne a augmenté de 172.000 âmes pendant la même période. La propriété rurale européenne ne suit pas ce mouvement de diminution, elle tend au contraire à augmenter ; mais les petits domaines disparaissent, ils se fondent dans les grands domaines et l'on voit se reconstituer partout les *latifundia*. Les grands propriétaires remplacent la main-d'œuvre européenne par la main d'œuvre indigène moins coûteuse et plus docile, et c'est ce qui explique que le nombre des colons dans la campagne ait diminué dans d'aussi larges proportions.

C'est en fixant au sol les colons en grand nombre qu'on espérait faire de l'Afrique du Nord une terre française ; c'est pourquoi le phénomène signalé par M. Doumergue nous paraît tout à fait alarmant.

Les mines et les chemins de fer dans la province de Constantine. — Nous avons raconté que le Conseil d'Etat, saisi par le gouvernement du projet de rachat du réseau de la Compagnie du Bône-Guelma dans la province de Constantine, a émis l'avis que cette affaire était étroitement liée à la question de la construction d'un chemin de fer destiné à desservir les mines de fer de l'Ouenza, et que, par conséquent, il y avait lieu de surseoir, jusqu'au jour où le Parlement se serait enfin décidé à prendre une résolution en ce qui concerne cette dernière ligne.

Cet avis avait exaspéré les Algériens. Ils y voyaient en effet un nouveau retard pour la mise en exploitation de leurs richesses minières. Afin de calmer les esprits, le gouverneur général a convoqué, en session extraordinaire, les délégations financières et le Conseil supérieur et leur a fourni ainsi l'occasion d'exprimer officiellement et nettement l'opinion de la colonie.

Les assemblées algériennes se sont réunies dans le courant de janvier. Elles se trouvaient en présence de deux votes qu'elles avaient rendus antérieurement. Premier vote : elles ont approuvé les traités en vertu desquels l'exploitation des mines de l'Ouenza et la construction d'un chemin de fer de l'Ouenza à la mer, ont été concédées à un même consortium, traités qui attendent vainement depuis six ans l'approbation du Parlement français et qui deviendront caducs le 10 avril prochain si le Parlement ne s'est pas prononcé avant cette date. Deuxième vote : elles ont approuvé le rachat du Bône-Guelma. Entendaient-elles rester fidèles à ces votes, ou bien écouteraient-elles les nouvelles propositions que leur faisait la Compagnie du Bône-Guelma, qui non seulement n'acceptait pas son rachat, mais qui s'offrait à se substituer au consortium de l'Ouenza, pour la construction d'une ligne qui desservirait tous les grands centres miniers de la province de Constantine? C'est entre ces deux alternatives que les assemblées algériennes avaient à choisir.

Elles semblent n'avoir pas eu la moindre hésitation. Elles ont décidé que l'Algérie ferait honneur à sa parole et qu'en consé-

quence elles maintenaient leurs deux votes. Elles ont donc demandé au Parlement de se prononcer avant le 10 avril prochain sur le contrat passé avec le consortium de l'Ouenza. Elles ont réclamé « énergiquement » de nouveau le rachat du Bône-Guelma. Et pour éclairer les Chambres, elles ont décidé d'envoyer à Paris une délégation composée des présidents des quatre délégations financières et d'un certain nombre de membres des délégations et du Conseil supérieur.

Le Parlement aura-t-il le temps de s'occuper de la question avant le 10 avril prochain? C'est infiniment peu probable. Le 10 avril prochain le traité avec le consortium de l'Ouenza disparaissant, l'Algérie va se retrouver libre de disposer de ses mines et de remettre de nouveau à l'étude les voies ferrées destinées à véhiculer leurs produits. Or, depuis six ans, les perspectives de l'industrie minière ont prodigieusement changé dans la province de Constantine. M. Boulogne, commissaire du gouvernement, a donné à ce sujet aux délégations les renseignements les plus intéressants. Les gisements de phosphate du Djebel Kouïf ont été concédés; faute de moyens de transport, la société concessionnaire ne peut actuellement exploiter que trois ou quatre cent mille tonnes de minerais par an, mais elle pourrait aisément porter cette production à six cent mille et même un million de tonnes si elle avait des moyens de transport suffisants. De plus, au sud de Tébessa, des gisements de phosphate que l'on dit d'une richesse exceptionnelle ont été découverts en 1909 au Djebel Onk et en 1910 au Djebel Okba. Ce n'est donc plus seulement l'Ouenza qu'on a besoin aujourd'hui de desservir, mais le Kouïf, le Djebel Onk et le Djebel Okba. Il faut à tous ces gisements miniers une voie commune et dont le rendement devra être très considérable. M. Boulogne a annoncé que l'administration a l'intention d'entreprendre les études de ce chemin de fer dans le plus bref délai.

Création d'un service économique indigène en Tunisie. — Le passage de M. Alapetite en Tunisie aura été marqué par la création d'une série vraiment admirable d'œuvres destinées au relèvement économique de la société indigène. Il a institué des sociétés de prévoyance dans tous les caïdats; à l'aide de ces sociétés, il a organisé pour les cultivateurs indigènes un système de crédit à long terme qui doit amener rapidement la suppression de l'usure; il a fondé un comité des subsistances pour la distribution des secours dans les années de disette; il a, avec le précieux concours de son directeur de l'enseignement, M. Charlety, donné à l'enseignementprofessionnel des indigènes et à l'apprentissage une organisation qui a déjà donné des résultats considérables et qui paraît devoir en donner de bien plus considérables encore.

Au cours de l'année dernière, il a chargé une commission spéciale que dirigeait M. Decker-David, aujourd'hui sénateur du Gers, de parcourir la régence pour s'informer des besoins de l'agriculture indigène. Cette commission a visité successivement 34 centres agricoles en recueillant les vœux des cultivateurs indigènes. Ces vœux se ramènent à trois : 1° Les indigènes se rendent bien compte que leurs procédés agricoles sont très arriérés et qu'il y aurait grandement à gagner pour eux à pratiquer les procédés perfectionnés qu'ils voient employer par les colons autour d'eux, mais ils ne connaissent pas ces procédés et ils demandent qu'on les leur enseigne; 2° Toute amélioration dans leurs procédés de culture, soit qu'elle s'obtiennent par l'emploi de meilleurs instruments, ou par des défrichements, ou par des travaux plus profonds que ceux qui leur sont habituels, exigent des avances de fonds qu'ils ne peuvent se procurer que par le crédit; ils demandent donc que ce crédit soit mis à leur portée; 3° Le cultivateur n'a intérêt à améliorer sa terre que s'il est sûr de pouvoir profiter de ces améliorations; une grande partie des terres de Tunisie étant des biens habous qui ne sont loués qu'à courts termes, les indigènes demandent donc qu'à l'avenir ces habous consentent des baux beaucoup plus longs.

C'est la direction de l'agriculture qui est compétente pour indiquer les progrès techniques qui doivent être vulgarisés dans la population indigène, mais elle n'a pas de rapports avec cette population. C'est la direction des finances qui a eu l'initiative de l'institution des sociétés indigènes de prévoyance et de crédit à longs termes; mais elle aurait besoin d'être renseignée plus exactement par les chefs et les notables indigènes sur les besoins des populations. C'est la direction de l'enseignement qui a organisé l'enseignement professionnel des indigènes et le système d'apprentissage qui assure le placement des jeunes gens chez les patrons au sortir de l'école, mais elle aussi a besoin que les chefs et les notables indigènes lui indiquent les professions auxquelles il est le plus aisé et le plus utile de former les adolescents d'une localité. Enfin, la direction des travaux publics a une grande influence sur la société indigène par les nombreux chantiers qu'elle entretient sur les différents points du territoire et elle aurait de son côté le plus grand intérêt à être tenue au courant des ressources de main-d'œuvre que la population indigène peut offrir.

Tous ces services qui, chacun dans sa spécialité, contribuent à l'œuvre de relèvement de la société indigène qu'a entreprise M. Alapetite, sont donc forcés d'avoir recours à l'intermédiaire du secrétariat général du gouvernement tunisien chargé de l'administration générale du pays et qui, seul, est en contact direct et permanent avec l'ensemble de la population. Mais au secrétariat général, il n'existait point jusqu'ici un organe capable de recueillir les renseignements dont les divers services ont besoin et de coordonner tous ces efforts faits en vue de l'éducation économique des indigènes. Cet organe, M. Alapetite vient de le créer. Il avait demandé dans ce but un crédit de 10.000 francs lors de la dernière session de la Conférence consultative. A l'aide de ce crédit, il vient d'être ouvert au secrétariat général du gouvernement tunisien un « bureau des services économiques indigènes » qui recueillera toutes les informations relatives aux questions économiques intéressant nos protégés et qui aura mission de suggérer et de poursuivre toutes les réformes jugées utiles. M. Alapetite a défini ses attributions d'un mot heureux en disant qu'il sera chargé de la tutelle économique des indigènes.

Deux fonctionnaires qui ont déjà fait leurs preuves ont été mis à la tête de ce bureau, M. Bériel, inspecteur général de l'enseignement professionnel, et M. Fanet, chef du service des sociétés de prévoyance. On leur a adjoint un fonctionnaire indigène, M. Maouizi Baccouche, qui sera mis à la disposition de l'Association agricole. L'Association agricole que dirige avec tant de zèle M. de Warren a créé sur toute la surface de la Tunisie des sociétés de crédit mutuel agricole qui sont ouvertes aux indigènes aussi bien qu'aux colons. Jusqu'ici, les indigènes y sont venus en nombre insuffisant. M. Baccouche leur apprendra tous les avantages qu'ils en peuvent tirer et déterminera ainsi ceux qui hésitent à adhérer.

Les relations franco-espagnoles dans le désert. — Dans notre numéro du 10 octobre dernier, nous insistions sur la nécessité d'une entente entre la France et l'Espagne pour une police commune dans les parties du Sahara où elles sont voisines.

Les différents traités que nous avons passés avec l'Espagne lui ont reconnu, du cap Blanc à l'oued Draâ, la possession de 800 kilomètres de côtes et celle d'un hinterland qui, en certains points, a plusieurs centaines de kilomètres. Cet hinterland, à cause du voisinage de la mer, est un peu plus pluvieux que le reste du désert et contient, par conséquent, d'assez bons pâturages; les nomades y vivent en assez grand nombre. Si cette région n'est point surveillée, elle sera fatalement le refuge de tous les insoumis et de tous les pillards du Sahara. Elle est déjà depuis longtemps un foyer d'intrigues contre nous. Notre irréductible adversaire, Ma el Aïnin, y avait sa résidence à Smara, dans le Saguiet-el Hamra. C'est de là qu'il entretenait dans l'Adrar l'agitation qui nous a obligés à faire la conquête de ces oasis; c'est de là qu'est partie son expédition pour le Maroc que nos colonnes ont arrêtée et dispersée dans le Tadla; c'est de là qu'est parti son fils El Hiba pour marcher sur le Sous et ultérieurement sur Marrakech. Et les agressions continuent. Depuis qu'El Hiba a été rejeté dans le Sous, il y paraît de nouveau s'occuper de la Mauritanie où, depuis quelques mois, nos postes ont été l'objet de trois attaques successives.

Il est donc indispensable que nous nous concertions avec les Espagnols pour mettre fin à une situation intolérable. Notre article du 10 octobre signalait que les négociations engagées à cette époque avec l'Espagne étaient une excellente occasion pour poser la question et la résoudre. On ne l'a pas fait. Et un événement des plus regrettables vient de montrer combien on a eu tort. Un détachement français qui faisait pâturer ses chameaux entre Atar et Port-Etienne a été surpris le 12 janvier dernier par un rezzou sorti du territoire espagnol. Le lieutenant Martin, le sergent Tixier et deux maréchaux des logis ont été massacrés; les dépêches ne parlent point des pertes du contingent indigène.

Puisqu'on a conclu le traité du 27 novembre dernier avec l'Espagne sans régler une question aussi importante, il est urgent de faire un nouvel arrangement avec elle. Nous nous associons au *Temps* pour réclamer qu'on lui demande deux choses : « qu'elle organise à son tour une police suffisante dans sa zone, ce qu'elle fera aisément en constituant quelques compagnies de méharistes à l'imitation des nôtres, et que les méharistes des deux nations soient autorisés, dans la poursuite d'une bande de pillards, à en continuer la chasse sur le territoire l'une de l'autre sans être obligés de s'arrêter aux frontières qui divisent idéalement le désert ».

L'extension de la télégraphie sans fil en Afrique centrale. — La télégraphie sans fil voit ses installations se multiplier dans notre domaine colonial africain. Depuis le 14 octobre, des communications par télégraphie sans fil sont établies entre N' Guigmi, Mao et Fort-Lamy. Ces communications ont réalisé la jonction du centre africain de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale, ainsi que la liaison rapide des territoires du Tchad à la Métropole, liaison que devait compléter l'achèvement à bref délai d'un réseau radiotélégraphique s'étendant du Tchad jusqu'au Ouadaï. Il résulte des informations parvenues au ministère des colonies qu'un progrès nouveau vient d'être accompli. Depuis le 6 janvier, Abécher, capitale du Ouadaï, communique par télégraphie sans fil avec Fort-Lamy.

Sans revenir sur les conséqnences de la nouvelle organisation, il convient de rappeler, qu'il y a deux ans à peine, trois mois étaient nécessaires pour recevoir en France une nouvelle du Ouadaï. Le résultat est tout à l'éloge de la mission militaire qui, sous la direction du capitaine Chaulard, procède avec un dévouement et une activité remarquables à l'installation du nouveau réseau. Voilà une nouvelle preuve des services que va rendre à l'œuvre coloniale l'invention de la télégraphie sans fil et ainsi s'affirme aussi l'initiative de nos coloniaux qui se hâtent d'installer des postes susceptibles de mettre en relations rapides avec la métropole les régions qui en sont le plus éloignées.

Le service militaire des jeunes gens des Antilles et de la Réunion. — La question du service militaire des jeunes gens originaires des Antilles et de la Réunion soulève bien des problèmes et elle est souvent agitée. Voici, d'après une réponse faite à une question écrite posée par un député, deux points bien fixés et qu'il est intéressant de recueillir pour les mettre sous les yeux des intéressés.

« Les jeunes gens originaires des Antilles et de la Réunion sont régis par l'article 89 de la loi du 21 mars 1905 et par l'arrêté du 9 février 1910, déterminant les conditions d'application aux colonies de la loi sur le recrutement de l'armée : 1° lorsqu'ils se trouvent en France avant l'âge de vingt et un ans, ils sont, au moment de la formation de leur classe, signalés par l'autorité militaire de la colonie chargée de la tenue du registre matricule au commandant du bureau de recrutement de leur résidence, qui doit les affecter et leur adresser un ordre d'appel sous les drapeaux. Ils sont astreints à deux ans de service actif; 2° lorsque ces jeunes gens se trouvent en France après vingt et un ans, ils sont soumis aux mêmes obligations militaires que les hommes de leur classe (armée active, s'il y a lieu, et réserves). »

L'emprunt chinois. — L'une des principales difficultés auxquelles la jeune république chinoise a été aux prises lui est venue du défaut de ressources. Il lui a fallu songer à emprunter et nous avons indiqué naguère dans quelles conditions elle semblait devoir le faire ; mais la combinaison a subi bien des avatars et nous avons noté un jour que la combinaison semblait avoir complétement échoué.

L'accord est aujourd'hui fait et il sera signé le 5 janvier. Il est souscrit par les 6 groupes : français, russe, anglais, allemand, japonais et américain.

En voici les lignes principales :

L'emprunt sera appelé : emprunt or 5 1/2 0/0 de 1913 du gouvernement chinois pour la réorganisation.

Le contrat devra être signé par les banquiers, le premier ministre et les ministres des finances et des affaires étrangères de Chine.

Le montant en sera de 25 millions de livres sterling.

Les banquiers émettront des bons de 5 1/2 0/0 or. L'emprunt datera de la première émission de ces bons.

A part quelques réserves insignifiantes, le montant de l'emprunt sera employé :

1° Pour couvrir la dette et le passif du gouvernement occidental;

2° Pour racheter les emprunts des provinces;

3° Pour le paiement des pertes causées par la révolution;

4° Pour la dislocation des troupes;

5° Pour le rachat d'une certaine quantité de bons émis par des gouvernements de province;

6° Pour le paiement des dépenses courantes de l'administration ;

7° Pour la réorganisation de l'administration du sel.

Tout en étant entièrement gagé sur les revenus de la gabelle, déduction faite des engagements résultant des emprunts antérieurs, etc., le nouvel emprunt constitue une obligation directe pour le gouvernement chinois.

Mais tout excédent à venir des douanes maritimes sera affecté au service de cet emprunt; ce qui permettra au gouvernement chinois d'appliquer à d'autres besoins une somme correspondante des recettes de la gabelle.

Le groupe des banquiers s'engage à avancer 2 millions de livres sterling dès la signature du contrat, après quoi il émettra des bons à une date prochaine. Toutefois, si le marché monétaire n'était pas favorable ou si une émission était retardée pour tout autre motif, le groupe avancerait à la Chine une nouvelle somme de 2 millions de livres sterling en février et 3 millions en mars.

L'emprunt sera d'une durée de cinquante années, mais la Chine aura la faculté d'en faire la conversion ou de le racheter au pair, en donnant six mois de préavis.

Le remboursement de l'emprunt commencera au cours de la seizième année. Les fonds à la disposition de la Chine à l'étranger porteront intérêt à 3 0/0 et ceux à sa disposition en Chine seront au taux du jour.

Les transferts seront effectués au taux du jour.

Les banquiers toucheront la commission ordinaire de 1/4 0/0 pour le service annuel de l'emprunt.

Le prix de l'emprunt sera de 6 0/0 inférieur à la valeur nominale des bons. Il sera émis à un taux qui ne sera pas inférieur à 96 1/2 0/0 à Londres et 97 1/2 à Paris.

La Chine s'engage à établir un bureau de l'emprunt, une Cour des Comptes et un inspectoriat de la gabelle. Ce dernier, en conformité du règlement annoncé le 15 janvier passé. Elle réorganisera aussi la gabelle.

Aucune intervention ne se produira dans l'administration du sel tant que le principal et les intérêts seront régulièrement payés. Mais s'il y avait défaut de paiement, l'administration du sel, après l'expiration d'une période raisonnable de grâce, serait assurée par la douane maritime et ses recettes seraient gérées pour le compte et dans les intérêts des porteurs de bons.

En attendant que l'administrationdu du sel soit réorganisée, le gouvernement s'engage à ce que trois provinces versent chaque mois dans les banques, certaines sommes nécessaires au service de l'emprunt, autrement ces sommes seront remplacées au moyen de recettes provisoires, mais ces paiements se feront lorsque les recettes de la gabelle auront, au cours d'une année, été insuffisantes pour pourvoir au service de l'emprunt.

Le gouvernement s'engage à ne pas contracter un nouvel emprunt dans les six mois et aussi à ne pas émettre un nouvel emprunt qui soit gagé sur les recettes de la gabelle, sans avoir donné option au groupe des six puissances.

Une portion de la part de la Russie dans l'emprunt sera émise en Belgique et on assure aussi que la part du Japon sera émise pour la plus grande partie à Londres.

Les nominations de M. Oiesen, commissaire danois des douanes à Tien-Tsin, comme co-inspecteur chinois de la gabelle, et de M. Romp, sujet allemand, comme contrôleur de la Cour des Comptes chinoise, ont été approuvées.

La Chine désire nommer, pour le bureau de l'emprunt, un financier italien de réputation européenne.

Le groupe américain avait demandé que l'internationalisation fût entendue en ce sens que les six tranches de l'emprunt pussent être admises de droit à la Bourse de Paris.

Le gouvernement français n'a pas accepté cette proposition. Chaque groupe restera donc responsable de sa part, à l'exception pourtant des parts qui seraient immédiatement rétrocédées de groupe en groupe avant l'émission.

P. S. — Au moment où nous relisons l'épreuve de cet article, des difficultés se sont produites qui retardent encore la signature du contrat d'emprunt.

PROJET DE LOI

Relatif à l'Établissement

du

RÉGIME DOUANIER COLONIAL

Nous publions ci-après *in extenso* le projet de loi relatif à l'établissement du régime douanier colonial, déposé sur le bureau de la Chambre, le 12 décembre dernier, par le gouvernement.

Exposé des motifs.

Messieurs,

I. — Il est toujours difficile, et il peut être dangereux, de faire dépendre d'un système économique bien déterminé, selon une formule préconçue et invariable, le régime douanier de nos diverses possessions. Dispersées à travers plusieurs continents, celles-ci présentent, dans les conditions physiques de leur développement, dans l'état social et les besoins de leurs habitants, des différences trop profondes pour qu'il soit possible de les soumettre à des règles absolument uniformes, quant à leurs relations commerciales avec la France et avec les autres pays. Il en est certainement ainsi, — l'expérience a permis de le constater, — dès qu'il s'agit d'appliquer à nos possessions, indistinctement et dans des conditions égales, soit le régime douanier de la métropole, soit un régime différent.

En dépit des tendances générales qui l'inspiraient, la loi du 11 janvier 1892 n'a pu négliger elle-même cette considération fondamentale. Cette loi qui, spécialement dans son article 3, définit encore à l'heure présente le régime douanier applicable aux possessions françaises, établit avant tout une distinction entre deux groupes de colonies : celles dont le territoire est assimilé au territoire métropolitain et qui sont soumises au régime dit du tableau E annexé à la loi, et celles qui sont exclues de ce tableau. Le premier groupe comprend la Martinique, la Guadeloupe, la

Guyane, l'Indochine, le Gabon, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, Madagascar. Le second groupe comprend l'Afrique équatoriale française, moins le Gabon, l'Afrique occidentale française, la Côte des Somalis, les Etablissements français de l'Inde, les Etablissements français de l'Océanie, et depuis la loi du 11 novembre 1912, Saint-Pierre et Miquelon.

On avait séparé ces deux groupes de possessions parce que les colonies classées dans chacun d'eux semblaient placées en face de nécessités économiques très différentes, et parce qu'on avait voulu appliquer aux unes et aux autres des règles distinctes. La diversité des deux régimes apparaît nettement dans la loi du 11 janvier 1892.

Ainsi, dans les colonies du premier groupe, assimilées en principe à la métropole, les marchandises étrangères sont soumises aux mêmes droits de douane que si elles étaient importées en France, à l'exception toutefois de certains produits soumis à des tarifs spéciaux déterminés par des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des colonies après avis des conseils locaux. Les produits français et les marchandises étrangères francisées par le payement des droits dans la métropole sont au contraire admis en franchise dans ces colonies. Inversement, les produits naturels ou fabriqués qui sont originaires de ces possessions bénéficient à leur entrée en France d'une exemption de tout droit de douane, à l'exception des sucres et de leurs dérivés qui acquittent les droits du tarif métropolitain et des denrées coloniales de consommation, dites denrées secondaires (cacao, café, thé, poivre, girofle, cannelle, muscade, etc...).

Les colonies du second groupe sont considérées, d'autre part, comme formant des territoires distincts de celui de la France, et les tarifs douaniers qui y sont établis sont, par suite, indépendants du tarif métropolitain. Ces possessions ont, au point de vue douanier, une existence qui leur est propre; elles ont, comme on l'a dit, une « personnalité douanière », Si des droits de douane y sont perçus sur les marchandises étrangères, ils résultent alors de tarifs spéciaux, établis, après avis des assemblées locales, par des décrets en Conseil d'Etat. Quant aux produits naturels ou fabriqués, originaires de ces colonies, ils ne jouissent, en principe, d'aucune exemption à leur importation dans la métropole où ils doivent acquitter les droits du tarif minimum. Cependant, ce principe comporte deux exceptions : 1° les guinées et filés de coton des Etablissemeuts français de l'Inde sont exempts de droits à leur entrée dans la métropole jusqu'à concurrence d'une quantité de 2 millions de kilogrammes de tissus de coton et de 1.500.000 kilogrammes de filés; 2° le gouvernement a la faculté d'accorder par des décrets en Conseil d'Etat des exemptions ou réductions de droits à certains produits originaires des colonies du second groupe. Quelques-uns d'entre eux, tels que les bois et les huiles de la Côte occidentale d'Afrique, sont admis sans limitation à ce régime de faveur. Pour les autres, un décret fixe annuellement les quantités qui bénéficient de ces avantages.

Telle est la législation présente. Issue d'une transaction entre deux principes, l'assimiliation douanière, d'une part, l'indépendance douanière, d'autre part, elle a suscité des critiques de divers ordres. On avait trop sacrifié, selon les uns, aux idées d'assimilation, dont l'empreinte, malgré tout, dominait les dispositions de la loi; on en avait plutôt, selon les autres, beaucoup trop atténué l'influence en laissant aux colonies du premier groupe, dans l'intérêt du consommateur, la faculté d'un tarif d'exceptions et, de plus, en instituant pour les colonies du second groupe un régime de liberté et de faveur. A un autre point de vue, on jugeait contestable la classification des colonies dans l'un et l'autre groupes, classification devenue, à coup sûr, peu rationnelle, observait-on, en admettant que dès l'origine même elle n'eût pas été simplement arbitraire.

Ces critiques générales, que fortifiaient des considérations particulières à telle ou telle colonie, étaient en apparence contradictoires et inconciliables; elles procédaient en réalité d'une tendance commune. Sciemment ou à leur insu, ceux qui les formulaient subissaient l'influence d'un système économique et, pour rattacher à celui-ci tout le régime douanier de nos possessions, s'efforçaient d'assouplir les faits à une logique plus ou moins étroite.

Il n'y a pas cependant une véritable antinomie entre la situation des colonies « assimilées » et celle des colonies « non assimilées »; c'est ce que M. Gervais, sénateur, avait très justement observé dans son rapport sur le budget colonial de l'exercice 1911 : « L'on a un peu exagéré certainement, écrivait-il, l'opposition entre les deux solutions qui pourraient être adoptées, « assimilation » ou « personnalité douanière » des colonies, car il est bien évident qu'aucune des deux méthodes ne pourra être appliquée avec une absolue rigueur. Le débat est donc entre l'assimilation tempérée par des dérogations et la « personnalité douanière » contrôlée par la métropole, avec la préoccupation d'assurer aux produits français un traitement privilégié; d'une manière comme de l'autre, on aboutit aux tarifs spéciaux et, que ceux-ci soient présentés comme se suffisant à eux-mêmes ou comme placés dans le cadre général des tarifs métropolitains, le résultat est le même. L'assimilation abstraite, corrigée par des dérogations libérales, pourrait même être plus bienveillante que des tarifs spéciaux qui reprendraient les taxes les plus lourdes du tarif métropolitain. Il ne faut pas avoir la superstition des mots. »

Au lieu de chercher, toutefois, la vérité économique dans une sorte de compromis, l'opinion se trouvait encore partagée entre des courants contraires et finalement devenait incertaine, lors de la revision des tarifs douaniers métropolitains qui fut consacrée par la loi du 29 mars 1910. A cette époque, la commission des douanes de la Chambre des députés avait manifesté l'intention de reviser, dans son ensemble, la loi du 11 janvier 1892, spécialement les articles 3, 4, 5 et 6 de cette loi, qui constituent le statut douanier de nos colonies. Mais, devant la lourde tâche qu'elle s'était ainsi tracée, elle préféra s'attacher d'abord aux tarifs douaniers de la métropole, réservant pour une étude ultérieure la réforme du régime colonial. C'est ainsi que le Parlement fut conduit à insérer dans la loi du 29 mars 1910 un article (l'article 7), maintenant provisoirement en vigueur le *statu quo* en ce qui concerne le régime douanier de nos possessions.

Sur ces entrefaites, le département des colonies, après avoir ouvert une large enquête tant auprès des assemblées et des administrations locales, qu'auprès des Chambres de commerce et d'agriculture, avait confié à une commission interministérielle le soin de dégager des réponses reçues et des avis formulés des conclusions pouvant permettre au gouvernement de saisir le Parlement d'un projet de réforme. Des études impartiales de la commission, du faisceau de documents auquel elles se sont référées et que sont venus compléter récemment les remarquables travaux

du Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur, ce qui ressort avant tout, c'est que, pour faire œuvre pratique et utile, il importe, sans perdre de vue l'intérêt national, mais en évitant de s'asservir à une formule, de considérer en elles-mêmes, pour chacune de nos possessions, les nécessités économiques de son développement. Il se peut que, dans l'avenir, toute puissance colonisatrice soit obligée de former, entre la métropole et ses possessions, une fédération économique très étroite, et rien n'empêche la France de préparer cette union dans celles de ses colonies où elle est dès maintenant possible. Mais, pour que cette fédération, si elle s'impose un jour, soit vraiment féconde, il faut qu'elle puisse se constituer entre pays également prospères, et, par suite, la France métropolitaine a le devoir d'accepter, dans les relations commerciales de ses colonies, tous les tempéraments nécessaires à cette prospérité.

Ce sont là les conceptions réalistes dont s'inspire le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations. Egalement étranger à toutes les doctrines extrêmes, ce projet tend, non pas à bouleverser la législation de 1892, mais à l'améliorer par les correctifs devenus nécessaires, soit pour tenir compte d'opportunités évidentes, soit pour donner à des intérêts légitimes une satisfaction équitable.

Le caractère général du projet se trouve confirmé, si l'on considère le texte dans son ensemble et si l'on examine en particulier ses diverses dispositions.

II. — Dans le nouveau régime, il y aura lieu de distinguer comme par le passé deux groupes de colonies. L'assimilation douanière est maintenue pour la majorité de nos possessions, conformément d'ailleurs au vœu que celles-ci ont exprimé, mais, tout en précisant l'application du principe, le projet de loi tend à diminuer, par un traitement de réciprocité, les inconvénients pouvant en résulter pour nos colonies.

Cette disposition est d'un très grand intérêt. Actuellement, comme on l'a vu, les produits naturels ou fabriqués originaires de France sont reçus en franchise dans les colonies placées sous le régime de l'assimilation douanière. Le nouveau projet consacre, du reste, cette franchise qui, bien qu'admise en fait sans difficulté, n'était pas inscrite dans la loi. Mais, inversement, tous les produits originaires des colonies assimilées n'entrent pas en France en franchise. Actuellement, le tableau E, annexé à la loi du 11 janvier 1892, impose, d'une manière générale, à la moitié du tarif métropolitain les denrées coloniales, dites denrées secondaires. Sous le régime nouveau, la réciprocité sera établie, et les denrées coloniales des colonies assimilées seront admises en franchise sur le territoire métropolitain et en Algérie. Cet avantage peut avoir les plus heureuses conséquences en permettant de développer une production coloniale que la détaxe du demi-droit va désormais favoriser sur le marché de la métropole. Trois exceptions à la règle générale sont toutefois admises: la première, concernant les sucres, dont la situation se trouve réglée par des accords internationaux; la deuxième, les mélasses autres que pour la distillation; la troisième, se rapportant aux poivres dont la production excède les besoins de la production métropolitaine et qui peuvent sans inconvénient rester frappés des droits actuellement en vigueur.

Ce qui est non moins important, c'est une classification nouvelle des colonies. A côté d'un premier groupe de possessions, auxquelles l'assimilation douanière est appliquée, le projet de loi conserve une personnalite douanière indépendante à un second groupe de colonies.

Le maintien de cette seconde catégorie de possessions est à la fois judicieux et nécessaire. Le second groupe est, en effet, destiné à comprendre celles de nos colonies dont les frontières sont trop étendues pour que la surveillance douanière en soit aisée; celles que leur isolement rend tributaires de pays immédiatement voisins; celles enfin où des conventions diplomatiques nous ont enlevé la liberté de nos tarifs, ainsi qu'il est arrivé pour certaines de nos possessions africaines. Le projet de loi ne change rien au régime douanier des colonies de ce second groupe, mais il comprend désormais, parmi celles-ci, avec les îles de Saint-Pierre et Miquelon, dont une loi récente a changé la condition, les colonies du Gabon et de la Nouvelle-Calédonie.

Le déclassement du Gabon est pleinement justifié. C'était une anomalie de comprendre cette colonie parmi les possessions assimilées. Seul, de tous les territoires français de l'Afrique occidentale et équatoriale, le Gabon demeurait soumis au tarif métropolitain, sans qu'il fût possible d'expliquer pourquoi la loi du 11 janvier 1892 l'avait placé dans cette situation particulière. Il se rattache administrativement à l'Afrique équatoriale française dont les autres fractions sont comprises dans le bassin conventionnel du Congo. Or, dans les territoires dépendants de ce bassin, les accords internationaux proscrivent tout régime différentiel, et tout droit d'importation dont le taux dépasse 10 0/0 *ad valorem*. Le déclassement du Gabon où la France est, il est vrai, maîtresse de ses tarifs, permettra de rapprocher le régime douanier de cette colonie de celui que nous maintenons dans des possessions voisines, où les conditions de la vie économique ne sont pas sensiblement différentes.

Quant à la Nouvelle-Calédonie, on serait en droit de s'étonner de voir cette possession isolée et lointaine rester placée sous le régime de l'assimilation douanière ; le moment paraît également venu de la déclasser du premier groupe. Le Conseil général et l'administration de la Nouvelle-Calédonie sont, en effet, d'accord pour proposer en faveur de cette colonie un régime commercial mieux en rapport avec les conditions géographiques et économiques de son développement.

A la liste des colonies du second groupe le projet de loi ajoute, en outre, pour la première fois, les îles Kerguelen, Saint-Paul et Amsterdam, dont le régime n'avait été jusqu'ici fixé par aucun texte.

III. — Ce sont là les dispositions essentielles du projet de loi qui vous est soumis. Elles sont consacrées, en même temps que des règles particulières dont certaines sont d'un très grand intérêt, par les divers articles du projet.

L'article premier, qui modifie les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 11 janvier 1892, accorde explicitement la franchise douanière aux produits originaires de la Métropole ou nationalisés importés dans les colonies et, par voie de réciprocité, comme on l'a vu, aux produits originaires des colonies du premier groupe importés dans la métropole et en Algérie. Il règle en même temps les relations des colonies entre elles.

Il détermine les conditions suivant lesquelles, dans les colonies du premier groupe, des tarifications spéciales seront appliquées aux produits étrangers par dérogation au tarif général.

Comme par le passé, les assemblées coloniales seront obligatoirement consultées sur les projets de décrets consacrant ces dérogations, et pourront prendre l'initiative des mesures qui leur paraîtront justifiées. Il a paru également juste que les gouverneurs bénéficient, eux aussi, et en leur nom propre de ce droit d'initiative. Mais le droit de statuer est réservé à l'autorité métropolitaine, en Conseil d'Etat.

Dans la procédure applicable à ces tarifications spéciales, l'article premier consacre deux dispositions nouvelles. Il impartit un délai d'une année au gouvernement pour statuer sur les propositions de dérogations des colonies, et il prévoit, d'autre part, un délai d'une année également pour permettre aux colonies de demander des dérogations aux tarifs métropolitains quand des modifications y sont introduites. Il est inutile d'insister sur le caractère libéral de ces modifications.

Pour les colonies du second groupe, le projet maintient, dans les mêmes conditions que par le passé, la possibilité de tarifs spéciaux de droits de douane sur les produits étrangers entrant sur le territoire de ces possessions, ainsi que la faculté de détaxe en faveur des produits originaires de ces possessions, entrant sur le territoire métropolitain, et en Algérie.

A un autre point de vue, l'article premier exige comme par le passé pour les exemptions ou modérations de droits en faveur de produits coloniaux, l'obligation de l'importation en droiture et la production des justifications réglementaires.

Mais le projet admet, en ce qui concerne l'importation en droiture, certaines tolérances pour le cas où l'application rigoureuse du principe constitue une entrave excessive pour le commerce colonial.

Il fixe la procédure suivant laquelle des dérogations à la règle peuvent être ainsi consacrées.

Enfin, l'article premier tend à combler une lacune de notre législation coloniale. Nulle part on n'avait déterminé de façon précise le régime applicable aux droits d'entrée purement fiscaux qui existent dans un grand nombre de nos possessions sous le nom de droits d'importation, de consommation, ou d'octroi de mer, et dont le produit est attribué, tantôt aux budgets locaux, tantôt aux budgets municipaux. Désormais l'établissement de ces droits, qui devront éviter tout caractère différentiel ne rencontrera aucune difficulté. Il en sera de même pour les droits de sortie, dont l'établissement avait également donné lieu à quelques difficultés.

L'article 2 règle définitivement une question souvent controversée, celle de la perception aux colonies des taxes représentatives de droits de consommation qui s'ajoutent parfois aux droits de douane, en vigueur dans la Métropole. D'après l'article 2, il peut n'être perçu aux colonies que la partie correspondante au droit de douane proprement dit.

L'article 3 consacre pour les fils, tissus et guinées d'origine française provenant des établissements de l'Inde, le maintien de la situation actuelle, telle qu'elle résulte de la loi du 19 avril 1904.

Le second paragraphe abroge explicitement, avec toutes les dispositions contraires à celles du projet, l'article 30 de la loi du 16 mai 1863. Aux termes de cet article « les produits étrangers « admis temporairement en France pour y être fabriqués ou y « recevoir un complément de main-d'œuvre pourront être exportés « dans les colonies des Antilles, à la Réunion, et dans les posses- « sions de l'Algérie, et y seront admis en franchise de tout droit « de douane ». Ce texte avait été abrogé pour l'Algérie par l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884; mais il demeurait en vigueur pour les Antilles et la Réunion. Cette anomalie disparaît à juste titre grâce au second paragraphe de l'article 3, les produits étrangers importés temporairement et livrés à la consommation après avoir été travaillés par l'industrie française ne pouvant être traités différemment, selon qu'ils sont consommés, soit aux Antilles et à la Réunion, soit en France et dans nos autres colonies.

L'article 4 règle une question délicate, celle de l'application aux colonies des lois douanières en ce qui concerne les règles de perception et les pénalités.

Dans le silence de la loi du 11 janvier 1892 à cet égard, l'avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 1893, déclarait que l'assimilation devait être complète entre la France et ses colonies, en s'appliquant non seulement aux droits eux-mêmes, mais à toutes les dispositions qui, pour la mère-patrie, en détèrminent les « bases, les tempéraments et les échéances ». D'après la Cour de Cassation, au contraire, cette interprétation ne pouvait être étendue aux pénalités.

Cette jurisprudence a des résultats doublement regrettables, en exigeant des actes spéciaux en matière pénale, où la législation générale serait le plus souvent suffisante, et en appliquant de plein droit aux colonies, placées cependant dans des conditions toutes différentes, les règles suivies dans la métropole, en matière d'entrepôt, d'admission temporaire, etc.

Sans s'arrêter à des dispositions formelles, qui auraient exigé une étude longue et minutieuse, l'article 4 du projet de loi prévoit que la matière sera désormais réservée à des règlements d'administration publique.

Telle est l'économie du projet de loi sur le régime douanier des colonies que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Projet de loi.

Le président de la République française

Décrète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le ministre des Colonies, par le ministre de l'Intérieur, par le ministre des Finances, par le ministre du Commerce et de l'Industrie et par le ministre de l'Agriculture, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 11 janvier 1892, modifiés par la loi du 29 mars 1910, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 3. — Sont exemptés de tout droit de douane les produits originaires des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indochine importés en France, en Algérie ou importés de l'une des colonies, possessions et pays de protectorat susdésignés, dans un autre de ces territoires, ainsi que les produits originaires de la métropole et de l'Algérie importés dans les colonies.

« La même exemption s'étend aux produits étrangers nationalisés par le payement des droits de douane. Toutefois, au cas de réexpédition dans un territoire soumis à un tarif plus élevé, ces produits sont assujettis au payement de la différence entre les deux tarifs.

« Sont maintenues la loi du 28 janvier 1903, relative au régime des sucres, la disposition du tableau E de la loi du 11 janvier 1892, relative aux mélasses autres que pour la distillation, et les lois des 29 mars 1903 et 31 décembre 1909, relatives au régime des poivres.

« Les prohibitions ou restrictions établies par le tarif des douanes dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence de monopoles, sont applicables aux importations des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine, soit qu'il s'agisse de produits coloniaux, soit qu'il s'agisse de produits étrangers.

« Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

« Néanmoins, des décrets en forme de règlements d'administration publique rendus, après consultation des conseils généraux et des conseils de gouvernement ou d'administration des colonies, sur le rapport des ministres des Colonies, du Commerce et de l'Industrie et des Finances, déterminent les produits qui seront l'objet d'une tarification spéciale. Ils désignent en même temps les pays auxquels, en dehors de ceux qui bénéficient des tarifs les plus réduits, s'appliqueront à titre exceptionnel, les tarifications spéciales.

« Les gouverneurs, les conseils généraux et conseils de gouvernement ou d'administration des colonies peuvent proposer des tarifications spéciales. Il devra être statué dans les formes prévues au paragraphe précédent et dans le délai d'un an, sur la suite à donner à leurs propositions.

« Les modifications aux tarifs métropolitains ne deviennent applicables aux colonies qu'à l'expiration du délai d'une année, pendant laquelle les colonies peuvent demander des tarifications spéciales. Néanmoins, en cas d'urgence, un arrêté du gouverneur peut décider que les nouveaux tarifs entreront immédiatement en vigueur.

« Art. 4. — Sont exceptés du régime établi par l'article 3 ci-dessus les territoires français de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale françaises, la Nouvelle-Calédonie, les établissements français de l'Océanie et ceux de l'Inde, la Côte française des Somalis, les îles Saint-Pierre et Miquelon, Kerguelen, Saint-Paul et Amsterdam.

« Les produits originaires de la métropole, de l'Algérie et des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine entrent indifféremment en franchise dans ces diverses contrées et les produits originaires desdites contrées sont admis en franchise dans les colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indochine.

« Il en est de même des produits étrangers nationalisés par le paiement des droits de douane. Toutefois, au cas de réexpédition dans un territoire soumis à un tarif plus élevé, ces produits sont assujettis au payement de la différence entre les deux tarifs.

« Les droits de douane auxquels sont assujettis les produits étrangers sont déterminés par des tarifs distincts pour chaque colonie et établis par des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus après consultation des chefs de colonie et des assemblées et conseils locaux, après avis du ministre des Finances et sur le rapport des ministres des Colonies et du Commerce et de l'Industrie.

« Des décrets dans les mêmes formes, rendus après avis du ministre de l'Agriculture lorsqu'il s'agit de produits agricoles d'origine animale ou végétale, déterminent quelles exemptions ou détaxes peuvent être accordées à leur entrée en France et en Algérie, aux produits originaires des territoires ci-dessus visés.

« Ceux qui ne sont admis au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe sont soumis aux droits du tarif minimum.

« Art. 5. — Les exemptions ou modérations de droits prévues aux articles qui précèdent, ne sont accordées que sous condition d'importation directe et sur la production des justifications réglementaires.

« Néanmoins, dans des circonstances exceptionnelles, des décrets rendus sur le rapport des ministres des Colonies, du Commerce et de l'Industrie et des Finances pourront autoriser des dérogations à la règle de la droiture pour des produits et pour des colonies déterminés.

« Art. 6. — Les droits d'importation et les droits d'octroi de mer, perçus sur les marchandises sans distinction d'origine ni de provenance, et les droits de consommation sont établis dans les colonies par l'autorité compétente en matière de contributions et taxes locales. Il ne sont rendus exécutoires qu'après approbation par un décret en Conseil d'Etat rendu sur le rapport du ministre des Colonies, après avis conforme du ministre du Commerce et consultation du ministre des Finances et pour une durée de cinq ans.

« Les droits de sortie sont établis dans la même forme.

« Les droits de cette nature actuellement existants arriveront à expiration dans un délai de cinq ans à dater de la promulgation de la présente loi. »

Art. 2. — Lorsqu'un produit est frappé au tarif métropolitain de droits de douane qui comprennent, outre le droit de douane proprement dit, une taxe représentative de droits de consommation ou autres, frappant les produits similaires indigènes, il peut n'être perçu aux colonies que la partie correspondante au droit de douane proprement dit; un arrêté pris de concert entre les ministres des Colonies, du Commerce et de l'Industrie et des Finances, détermine le quantum de la taxe représentative des droits de consommation et autres; l'autorité coloniale compétente pour statuer en matière d'impôt de consommation décide s'il y a lieu de ne plus percevoir dans la colonie tout ou partie de cette taxe représentative.

Art. 3. — La loi du 19 avril 1904 concernant les fils, tissus et guinées d'origine française provenant des Etablissements français dans l'Inde est maintenue.

Sont abrogés l'article 30 de la loi du 16 mai 1863 et toutes les dispositions contraires à celles contenues dans la présente loi.

Art. 4. — Des règlements d'administration publique détermineront dans quelle mesure l'extension des tarifs métropolitains entraîne, dans les colonies qui y sont admises, l'application des lois douanières de la métropole et des pénalités qui les sanctionnent. Ces mêmes règlements fixeront, pour tous les autres cas, l'autorité compétente de la procédure à suivre pour l'établissement des règlements nécessaires.

Fait à Paris, le 12 décembre 1912.

Signé : A. Fallières.

Par le président de la République :

Le ministre des Colonies,
Signé : A. Lebrun.

Le ministre de l'Intérieur,
Signé : T. Steeg.

Le ministre des Finances,
Signé : L.-L. Klotz.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
Signé : Fernand David.

Le ministre de l'Agriculture,
Signé : Pams.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes

CAMEROUN

La remise des territoires français aux autorités allemandes. — En vertu de l'arrangement du 25 septembre dernier, relatif à la délimitation entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, les territoires français, cédés à l'Allemagne, doivent être remis en quatre fois : le 1er octobre 1912, et les 1er février, 1er avril et 1er juin 1913. La première cession comprend une bande s'étendant à l'ouest de la Likuala aux herbes, de la Sangha, du Mambere, et du Logone oriental, et, de plus, le territoire au sud de l'ancien Cameroun et de la Guinée espagnole. C'est ici qu'est situé le district de Woleu-Ntem. Nous avons parlé, dans le dernier numéro de la *Quinzaine*, de la prise de possession de cette région, par les Allemands, d'après une lettre adressée de Ojem au *Berliner Tageblatt;* nous connaissons maintenant les faits par le rapport du chef de l'expédition, le capitaine Haedicke. La 10e Cie de la troupe coloniale, partie de Jaunde, le 4 septembre, arriva, le 11, à Sangmelima, le 22, à Ambam, le 25, à Akonanji, franchit le fleuve Kye, qui formait l'ancienne frontière, et atteignit Ojem, le 30 septembre. De Ambam à Ojem, la route mesure environ 140 kilomètres; elle est en très mauvais état, particulièrement entre Akonanji et Bitam. Le capitaine Haedicke propose de la détourner par Nkin et Tsambalika. Les indigènes ne sont pas habitués à fournir aux autorités des subsistances. Les Français emportaient avec eux du riz et du corned beef. Rarement d'ailleurs de fortes colonnes passaient par là. Dans beaucoup de villages, les gens avaient fui, et s'étaient cachés dans la brousse. Les chefs indigènes, qui vinrent au devant des Allemands, demandaient qu'on leur procurât des porteurs pour aller chercher des vivres. Ils ne connaissaient pas, bien souvent, l'usage de la monnaie, car les Français les payaient généralement avec du sel, du tabac et autres marchandises. Dans tous les villages, on trouva, en quantité, des armes et de la poudre. Les indigènes ne prenaient nullement soin de les dissimuler. Le capitaine Haedicke confirme ce que disait le correspondant du *Berliner Tageblatt* de l'accueil fait aux Allemands par les Français, qui fut « très amical et plein de camaraderie ». La section française quitta Ojem, le 3 octobre. Les postes de Bitam, Minvul et Nzork avaient été évacués, deux jours auparavant. Le capitaine Haedicke jugea que l'emplacement de la station de Ojem était mal choisi, car elle est située sur une pente de montagne, non pas au sommet, et qu'elle est dominée par un village indigène, placé plus haut. Aucune fortification, aucun réduit n'existe ni à Ojem, ni dans les trois autres postes.

La délimitation des frontières. — La commission anglo-allemande, instituée, l'année dernière, pour délimiter la frontière, entre la Nigeria et le Cameroun, a terminé la moitié de sa tâche. Elle comprend 5 officiers, un médecin et 500 soldats et porteurs indigènes. L'opération, qui s'étend sur une longueur de 450 à 600 kilomètres, est particulièrement ardue. Les dépressions sont extrêmement giboyeuses; on y trouve des éléphants, des buffles, des lions, des léopards et diverses sortes d'antilopes; mais, après les pluies, pendant plusieurs mois, l'herbe est si haute que la chasse devient à peu près impossible. Les indigènes, rencontrés par la commission, sont, généralement, des sauvages, naguère anthropophages, qui ont fui devant la civilisation, et se sont réfugiés dans des montagnes difficilement accessibles.

La délimitation des frontières du nouveau Cameroun, sera faite de la façon suivante :

Frontière sud. — Deux expéditions, sous la haute direction du major Zimmermann, la première de la baie de Monda au Djua (400 kilomètres, 6 mois), la seconde du Djua à Sangha (240 kilomètres, 5 mois).

Frontière orientale. — Deux expéditions, sous la direction supérieure du capitaine v. Ramsay, la première du Congo à la Lobaye (360 kilomètres, 5 mois 1/2) et de la Lobaye au Pama (100 kilomètres, 3 mois), et la seconde du Pama au Logone (350 kilomètres, 5 mois).

Les expéditions doivent être munies d'appareils récepteurs pour la télégraphie sans fil, de manière à pouvoir déterminer rapidement la longitude. Le personnel comprendra, en tout, 30 Allemands et 1.740 indigènes. Les dépenses ont été évaluées, pour 1912, à 789.300 m., et pour 1913, à 500.200 m.

L'organisation administrative du nouveau Cameroun. — Les nouvelles acquisitions territoriales se trouvent le long des frontières de l'ancien Cameroun, en bandes relativement minces, de telle sorte que de grandes parties du nouveau territoire pourront être annexées aux circonscriptions administratives actuelles. Il faudra, d'abord, l'explorer à fond. Provisoirement, il ne semble pas nécessaire de l'occuper militairement et de l'administrer aussi complètement que l'ancien Cameroun. Le gouvernement est d'avis d'étendre ici le régime civil, ce qui permettra d'employer une partie de la troupe coloniale actuelle à la garde du nouveau territoire; toutefois, les parties de ce territoire avoisinant des districts de l'ancien Cameroun, soumis à l'administration civile, seront réunies à ceux-ci, et régis de la même façon. Les territoires devant être occupés militairement, sont la partie occidentale de la région comprise entre la Guinée espagnole et la Sangha, et, d'autre part, les pays qui confinent à la frontière E. de l'ancien Cameroun. Deux Cies, amenées de Jaunde et de Ebolova, seront établies à Ojem et à Ngarabinsam. Pour la région orientale, il faudra 3 Cies, plus, temporairement une 4e. Deux Cies seront amenées de Dschang, de Banjo et de Bafia. Deux sont à créer. La dernière servira comme armée de réserve et d'expédition. Les trois autres seront ainsi employées : l'une à l'est du district du Dume, la seconde aux environs de Kunde, Carnot et Kuigore, la 3e au nord, et dans le sultanat de Ngaoundere, qui sera détaché de la résidence de Garua, jugée trop étendue. La troupe coloniale du Cameroun comprendra donc 12 Cies, soit, en tout, 185 Blancs et 1.700 Noirs, y compris 150 porteurs.

Le régime de l'administration civile sera appliqué aux territoires que voici : 1° le petit triangle au sud du Muni, qui sera réuni au district de Kribi; 2° la partie orientale de la région entre le Muni et la Sangha. La plus grande moitié est adjugée au district de Lomie, la plus petite au district de Jukaduma (anciennement Molundu). De nouveaux postes administratifs sont établis à Ekododo (Muni) à Nola (Sangha-Kadei) et en face de Ouesso, sur le Dja; des postes douaniers à Bonga (Congo), et Singa (Oubangui).

Dans l'ancien Cameroun, l'administration civile est établie à Bafia, Dschang, Banjo, Dume, Ebolova. D'après les plans d'organisation pour 1912 et 1913, le personnel colonial du Cameroun sera augmenté de 82 Blancs, 110 employés noirs des douanes, et 575 soldats de police. Kunde-Carnot et Garua recevront, chacune, deux; Kango Ekododo, Bonga et Singa, chacune, un fonctionnaire. Les trois dernières localités, et, particulièrement, Garua, auront, en outre, 10 aides douaniers et 100 douaniers. Ngaoundere reçoit 5 fonctionnaires. On doit y créer un haras et un centre d'élevage du cheval, destiné à fournir des animaux convenables aux Cies de la troupe coloniale, fixées dans les régions de steppes. L'effectif total de la troupe de police noire doit s'élever à 255 hommes.

On sait que l'administration civile pour 1912, exige, en fait de dépenses supplémentaires, 2.383.437 m., dont 883.925 m. sont couverts par les recettes propres. Le reste, soit, en chiffres ronds, 1 million 1 /2, sera procuré à la colonie, à titre de dotation unique, pour le premier établissement de l'administration, dans les territoires nouvellement acquis. Les nouvelles charges permanentes, incombant à l'Etat, proviendront uniquement, semble-t-il, des dépenses nécessitées, de façon courante, par le renforcement de la défense militaire. Celle-ci réclame 500.140 m., qui figurent comme augmentation de la subvention pour 1912. L'augmentation, pour 1913, s'élève encore à 459.000 m.

Le câble sous-marin de l'Allemagne au Cameroun. — Le nouveau câble Monrovia-Lome-Duala est maintenant achevé et livré au service public, de telle sorte que les colonies du Togo et du Cameroun disposent, actuellement, d'une communication télégraphique sous-marine, exclusivement allemande, avec la métropole. Cette ligne est le prolongement de la ligne de Emden à Ténérife, et Monrovia (7.300 kilom.), établie par la Cie télégraphique Allemagne-Amérique du sud. La pose du nouveau câble commença à Monrovia, le 24 décembre. Les 970 milles marins (plus de 1.800 kilom.), de Morovia à Lome, furent achevés le 2 janvier. La deuxième section, de Lome à Duala (585 milles marins, env. 1.100 kilom.) fut prête le 15 janvier. La dépense s'est élevée à 6.350.000 m. La Cie, d'accord avec le ministère des postes, a réduit la taxe, par mot, pour les télégrammes ordinaires, dans les communications avec l'Allemagne. Au lieu de 3,95 m., pour le Togo, et 4, 60 m., pour le Cameroun, on paiera désormais, pour les deux colonies, le prix uniforme de 3,65 m.

Le directeur de la Cie télégraphique, qui visita, l'an dernier, le Togo et le Cameroun, a fait, dernièrement, à Cologne, une conférence sur ces deux colonies. Parlant de Duala, il dit que la malaria règne toujours dans cette ville. La question du port attend encore une solution; il faudrait faire en sorte que les grands navires puissent remonter l'estuaire, et pénétrer jusqu'à Duala, qui est, aujourd'hui, le point de départ de deux lignes ferrées. Deux projets, l'un étendu, l'autre restreint, ont été étudiés, pour ouvrir un chenal, à travers la barre, mais on n'a pas commencé encore à se servir de la drague amenée, depuis pas mal de temps, du Sud-Ouest. Moyennant l'amélioration des installations du quai, Duala pourrait devenir le premier port de la côte occidentale d'Afrique. Malheureusement, le quartier européen est toujours en contact avec le quartier indigène, quoique de grosses sommes d'argent aient été déjà dépensées en acquisition de terrains. Le conférencier est de ceux qui trouvent que l'administration use de beaucoup trop de ménagements et de complaisances envers les Noirs; il a signalé les inconvénients que présente l'extension du prolétariat intellectuel indigène, car le nombre des Nègres instruits, au Cameroun, s'élève, chaque année, à 15.000. Il fit allusion, pour la flétrir, à l'habitude, qui subsiste toujours, chez les jeunes gens et les jeunes filles, en Allemagne, d'entretenir un commerce épistolaire avec des Noirs, qui en font, paraît-il, des gorges chaudes. On cite, a-t-il dit, le cas d'une femme européenne, dont la fille s'était fiancée à un drôle du Cameroun, et qui écrivait à celui-ci : « Altesse royale aimée, cher gendre. » Le coquin, ainsi apostrophé, fut condamné à la prison, comme faussaire.

NOUVELLE-GUINÉE

Projet d'exploration en ballon. — Tandis que l'expédition, organisée par le ministère des Colonies, les musées royaux et la Société coloniale, pour la reconnaissance du fleuve de l'Impératrice Augusta, continue ses travaux, voici qu'on annonce que le lieutenant Graetz, connu par sa traversée de l'Afrique en voiture et canot automobiles, revient en Europe, pour préparer une expédition anglo-allemande, à dessein d'explorer, en ballon, la Nouvelle-Guinée.

La consommation de l'alcool en 1911. — La « vieille colonie » (archipel Bismarck, avec les îles Salomon et la Terre de l'Empereur Guillaume), comptait, en 1911, au total, 853 habitants, contre 748, en 1910. Pendant cette année 1911, il fut importé 194.560 litres de boissons alcooliques, pour une valeur de 223.366 m., soit 228 litres par tête d'habitant, et par an, ou 0 l., 63 par jour. Au dire du *Kolonialblatt*, cette quotité ne saurait être tenue pour excessive, car il ne s'agit ici que des hommes faits, et puis, on n'a recensé que la population sédentaire, en négligeant les équipages de vaisseaux, qui stationnent souvent dans la colonie. Si l'on réfléchit que Rabaul, le principal port, est visité, 36 fois l'an, par les paquebots poste, et autres navires, il faut compter, en réalité, sur une population adulte de 1.153 personnes; la quotité, par tête, se trouve, alors, réduite à 168 litres par an, et 0 l., 46 par jour.

Meurtre de deux Allemands. — A la fin de novembre dernier, un télégramme annonça l'assassinat de deux colons allemands, par les indigènes, dans l'île Umboi, voisine de la Nouvelle-Poméranie. Ces Allemands avaient été autorisés à établir des plantations, sur le modèle de celles qui ont été créées là par la mission évangélique bavaroise de Neuendettelsau.

La Cie de Jaluit. — Le 21 décembre 1912, la Cie de Jaluit a compté un quart de siècle d'existence. Elle fut fondée, en 1877, par la Cie allemande de commerce et de plantations du Pacifique et la firme Roberston et Hernsheim. Elle travaille avec un capital de 1.200.000 m. Ses établissement se trouvent aujourd'hui à Jaluit, Ponape, Butaritari (îles Gilbert), et en de nombreux endroits des 3 archipels. Après quelques années improductives, l'entreprise entra rapidement dans une période de prospérité. Depuis que la Cie s'est associée à la *Pacific Phosphate Co*, elle a réalisé des gains considérables, lesquels se sont élevés, en 1910 et 1911, jusqu'à 25 0/0. Outre les affaires commerciales, elle s'occupe de colonisation; c'est ainsi qu'elle a beaucoup fait pour l'introduction de la langue allemande, et pour les écoles. Jusqu'à ces derniers

temps, le conseil de surveillance de la Cie, fut présidé par J. César Godeffroy, dont nous avons récemment annoncé la mort.

Les oiseaux de paradis. — D'après les données officielles, la Nouvelle-Guinée avait exporté, en 1910, 4.847 oiseaux de paradis. Ce chiffre est monté en 1911, à 7.376. Dans un article de la *Kolonialzeitung*, le professeur Preuss, directeur de la Cie de la Nouvelle-Guinée, écrivait, il y a quelque temps, que cet oiseau, craintif, qui ne chante pas, et qui se nourrit, principalement, de fruits, ne mérite aucunement d'être épargné. « Il n'est bon, disait-il, qu'à faire rendre des bénéfices aux plantations de cocotiers. » La Cie de la Nouvelle-Guinée possède de grands domaines, qu'elle ne peut, elle-même, exploiter, faute de main-d'œuvre. Aussi cherche-t-elle à les vendre. Les acheteurs indiqués sont d'anciens employés de la Cie, qui ne possèdent pas un capital suffisant. C'est ici que se révèle l'utilité des oiseaux de paradis. « Tandis que l'un des Blancs s'en va à la chasse, son compagnon s'occupe de la plantation. » Mais aujourd'hui, la chasse est devenue l'affaire principale, à laquelle tout le monde prend part, et ce sont de véritables expéditions, aboutissant à des massacres. Il y a quelques années, il était strictement défendu d'avoir plus d'un fusil, pour un permis de chasse. Maintenant chaque société importante a le droit de se servir de 6 fusils, pour un seul permis. Le nombre de ces armes, employées actuellement, dans la Nouvelle-Guinée allemande, à la chasse des oiseaux de paradis dépasse, certainement, la centaine. Mais le professeur Neuhauss fait remarquer qu'une bonne partie de l'argent, gagné ainsi, est dépensé ensuite, pour faire les frais des représailles exercées contre les indigènes, sous les coups desquels plus d'un chasseur a péri. L'une de ces victimes, Mikulicz, et ses compagnons avaient livré 4 combats aux Noirs. Le meurtre d'un autre chasseur, Richards, fut impitoyablement châtié. Le rapport officiel relate que le grand village Wamba fut incendié, et réduit en cendres, et que les Wamba eurent, environ, 40 morts. Des assassinats, des soulèvements, et des opérations de représailles, voilà où conduit la liberté de chasser les oiseaux de paradis. L'Angleterre l'a interdite, il y a plusieurs années déjà, dans ses territoires de la Nouvelle-Guinée. L'Allemagne se montrera-t-elle moins civilisée ? demande le professeur Neuhauss. Depuis le 1er janvier est établi un droit de douane de 20 m. par pièce, au lieu de 5 m., et on annonce que de nouvelles mesures préservatrices seront prises.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUEST-AFRICAIN

Sous la signature de M. J. Goulven, le numéro de janvier du *Bulletin de l'Afrique Française* contient un très intéressant article relatif au développement des possessions britanniques de l'Ouest-Africain. L'auteur rappelle au commencement les paroles que lord Emmott prononçait le 7 novembre dernier au banquet donné à Whitehall en l'honneur du nouveau gouverneur de la Côte d'Or, sir Hugh Clifford.

La population de l'Ouest-Africain anglais, disait-il, peut être estimée à 19 millions d'habitants, celle des autres colonies de la Couronne et des protectorats à 39.200.000. En 1911, les ressources de la colonie s'élevaient à 1.532.000 livres sterling ; en 1911 elles ont atteint la somme de 3.887.000 livres sterling, soit un accroissement de 154 0/0. Cependant c'est aux exportations que figure le témoignage le plus éclatant de prospérité, celles-ci décelant à l'examen une plus-value de 256 0/0 pour la période décennale 1901-1911 (3.260.000 liv. st. à 11.608.000 liv. st.). Cette prospérité est assise sur des bases solides, parce qu'elle ne se pose pas simplement sur un ou deux articles de commerce. Le cacao, le caoutchouc, le bois, le coton, ont été exportés aussi bien que l'huile et les amandes de palme, et les récentes découvertes de houille dans la Nigeria du sud constitueront, en outre, une nouvelle source de revenus pour l'Ouest-Africain britannique. Il était nécessaire d'indiquer la cause de ce développement commercial dû également à la politique poursuivie par le Colonial Office en Afrique occidentale, politique toute de justice et d'équité envers les indigènes. Elle a laissé ceux-ci s'occuper de la terre et de ses produits, elle a respecté les lois et les coutumes indigènes en ce qu'elles avaient de meilleur. L'Ouest-Africain ne pouvant jamais devenir le pays des Blancs, il faut le développer en utilisant les capacités des peuples qui l'habitent. En agissant ainsi et seulement en le faisant, on édifiera sur des fondements solides et durables la prospérité de l'indigène et de l'Européen.

Et à l'appui de son discours lord Emmott donna les chiffres ci-dessous qui révèlent la grandeur de l'œuvre accomplie par ses compatriotes aux portes de l'Afrique occidentale française. Ce sont, pour le commerce d'exportation :

	1901	1911
	(livres sterling)	
Gambie.....	223.000	682.000
Sierra-Leone....	304.000	1.267.000
Côte d'Or.....	560.000	3.792.000
S. Nigeria.....	2.163.000	5.867.000
Total.....	3.260.000	11.608.000

Soit des augmentations de :

Gambie, 193 0/0; Sierra-Leone, 317 0/0; Côte d'Or, 577 0/0 ; S. Nigeria, 171 0/0 ; total, 256 0/0.

Pour les recettes financières :

Gambie.....	44.000	86.000
Sierra-Leone....	192.000	458.000
Côte d'Or.....	694.000	1.112.000
S. Nigeria (Lagos).	602.000	1.956.000
N. Nigeria	»	275.000
Total.....	1.532.000	3.887.000

Soit une plus-value totale de 154 0/0.

M. Goulven passe en revue les rapports publiés en 1911 sur chacune de ces possessions de l'Ouest-Africain anglais. Grâce en partie aux efforts de son gouverneur M. Galway, la Gambie qui compte aujourd'hui 146.000 habitants a exporté pour 682.036 livres sterling : l'arachide et les cacaouettes occupent la place principale. Au Sierra-Leone les ressources budgétaires s'élevaient pour 1911 à 457.759 livres sterling, en excédent de 33.544 livres sterling sur l'exercice antérieur et, grâce aux crédits prévus au chapitre des travaux publics, de nombreuses améliorations ont pu être réalisées conformément aux dernières données de l'hygiène et aux besoins économiques du pays. Même prospérité dans la Côte d'Or. Le coton promet une abondante récolte dans les « Northern Territories ». La question foncière est une de celles qui préoccupent le plus les Anglais. « La première loi de l'économie ouest-africaine est d'apporter des garanties législatives contre toute mesure qui pourrait tendre à aliéner les terres aux dépens des générations futures ou à paralyser la libre expansion économique des habitants. Il est en effet de l'intérêt du

gouvernement que la prospérité de l'indigène s'accroisse, parce que, dans ce cas, l'indigène augmente ses achats et contribue à l'expansion normale du commerce. La question est d'autant plus intéressante que la Côte d'Or réalise chaque année des progrès financiers qui sont le résultat à la fois de l'essor agricole du pays et de l'activité de son industrie minière. »

Quant aux résultats obtenus dans les deux Nigérias ils sont à l'honneur des hommes qui ont présidé à leurs destinées, MM. Hesketh Bell et Walter Egerton, auxquels il faut joindre le nom du nouveau directeur des chemins de fer et des travaux publics de la Nigeria, sir John Eaglesome, qui, comme on le sait, dirige le Baro-Kano depuis plusieurs années. Il ne faut pas oublier non plus le nom de sir Frédérik Lugard, ce « big man » africain de carrière et administrateur consommé, qui devra, pendant cinq années, donner l'impulsion initiatrice du succès à la Fédération des Nigerias dont, par ordre de son gouvernement, il étudie présentement les bases. Ces cinq ans seront d'une importance capitale dans l'histoire de l'Ouest-Africain, remarque l'*African Mail*, en décrivant l'immense tâche dévolue au futur gouverneur général Frédérik Lugard.

Il doit, dit cet organe, dégager les règles qui présideront à la fusion (des deux Nigerias) et décider dans son esprit s'il est préférable de maintenir, lors de la fusion, les divisions existantes ou de les supprimer. Il doit faire choix d'une capitale, s'occuper du placement des revenus tout en examinant, sous leurs aspects multiples, les problèmes de cette province occidentale. Dans le Nord une grande expérience de politique foncière, unique dans nos annales coloniales, vient d'être tentée, car ses principes fondamentaux visant la sécurité des droits des autochtones sur la terre et conservant à la base l'édifice de la société indigène constituent une législation en avance sur celle admise partout ailleurs en Afrique. Dans le Nord également, un système de taxation directe des habitants a permis d'établir une politique destinée à assurer à l'Etat nigérien les revenus de la terre, sans violer les coutumes locales... Dans le Nord enfin l'administration par les indigènes est *in situ ;* un certain prestige lui a été maintenu et elle compte beaucoup d'hommes possédant à un degré élevé les qualités de véritables hommes d'Etat. Le succès de ces réformes foncière et financière doit, en grande partie, dépendre de l'intelligence et de la coopération de cette administration indigène dont les idées s'élargiront progressivement au contact des écoles nationales.

Toutes ces questions dans le Sud devront être étudiées avec un esprit scientifique et inductif. Là le problème politique, à proprement parler, se complique de beaucoup de façons et varie suivant les districts. Rien ne doit être négligé pour en rendre la solution plus facile. La question foncière est dans le domaine de l'investigation et la pensée dans ces recherches ne doit pas être éclairée par des rapports venus d'on ne sait où. Le problème de l'impôt demeure non résolu et celui de l'éducation exige un examen sérieux.

AUSTRALIE

Le nouveau chef de l'opposition fédérale.

M. Joseph Cook, député du Parramatta au Parlement du Commonwealth, a été élu chef de l'opposition fédérale en remplacement de M. Deakin dont nous avions annoncé la démission dans notre dernière chronique. Il a déclaré qu'en politique fiscale son parti continuerait à appliquer le tarif actuel et qu'il demanderait la nomination d'une commission chargée d'enquêter sur ces questions de tarifs et de présenter un rapport au Parlement. Le nouveau leader est de modeste origine. Ses parents étaient cultivateurs dans le Stafford-Shire. Il avait neuf ans lorsque son père mourut, laissant trois autres enfants en bas âge. Le jeune Cook trouva un emploi dans une mine de charbon pour six shillings par semaine. En 1885 il émigra dans la Nouvelle-Galles du Sud quand ses frères et sœurs furent capables de gagner leur vie. A Silhgow près de Newcastle il redescendit dans la mine. Ce fut à cette époque que des aspirations mystiques s'emparèrent de lui : l'église méthodiste le tenta et il prépara et passa de premiers examens pour y rentrer. Il abandonna cette idée, mais garda de cette courte incursion dans la vie religieuse un goût marqué pour la prédication qui se traduisit dans la suite en discours nombreux à l'association des mineurs dont il faisait partie. Ses collègues reconnaissant ses capacités l'élurent pour leur secrétaire. Ce fut le commencement de sa carrière politique. A la suite des grandes grèves de 1890, il fut nommé représentant du parti travailliste à l'assemblée législative de la Nouvelle-Galles du Sud aux élections du 14 juillet 1891. C'est d'ailleurs à dater de ce jour que se constitua le premier parti travailliste en Nouvelle-Galles du Sud. Le nouveau député ne tarda pas à en devenir le chef. « Un homme, un vote et un impôt sur la propriété foncière » telle était la devise des travaillistes. En août 1894 M. (maintenant sir George) Reid, le haut commissaire pour l'Australie, devint premier ministre du cabinet néo-gallois et finit par décider M. Cook à accepter le portefeuille des postes et télégraphes qu'il garda pendant cinq ans. Quelques mois avant la Fédération, le cabinet Reid fut battu et les fédéralistes décidèrent de porter au Parlement national le collègue de M. Reid. M. Cook fut élu à une grosse majorité et il devint rapidement un des leaders les plus écoutés de l'opposition au Parlement fédéral. Lorsque fut formé le ministère de conciliation présidé par M. Deakin, M. Cook prit le portefeuille de la défense nationale.

Bien que mêlé par la force des événements aux hommes politiques du parti conservateur, le nouveau leader est resté très libéral de tempérament avec une pointe de radicalisme. Le parti de l'opposition fédérale est entre de bonnes mains.

UNION SUD-AFRICAINE

La session parlementaire.

Le Parlement de l'Union a repris ses séances à Capetown le 21 janvier. Dans son discours d'ouverture le vicomte Gladstone a dit :

Mes ministres reconnaissent l'importance de la défense navale de l'Afrique du Sud et de la protection de ses routes maritimes. Ils ont examiné la question d'une coopération plus entière et plus effective de la part de l'Union, mais avant de soumettre des projets définitifs au Parlement ils désirent une consultation plus approfondie avec le gouvernement impérial.

Le « Defence Act » sud-africain a été accueilli de tous côtés avec des marques très significatives d'approbation. Le peuple de l'Union conscient de la place qu'il a obtenue en tant que nation et comme un des plus grands Dominions autonomes de la Couronne, accepte ses responsabilités avec une promptitude qui est du meilleur augure pour le succès du nouvel organisme.

Malgré une déplorable sécheresse, les revenus du pays ont dépassé les prévisions. Les finances de l'Union sont dans un état satisfaisant. Le Parlement sera appelé à se prononcer plus tard sur la consolidation des lois en ce qui concerne les services d'Etat.

Mes ministres pendant les vacances parlementaires ont renouvelé leur enquête sur la création d'une Université nationale et ils ont eu plusieurs entrevues avec les généreux promoteurs de cette entreprise. Ils espèrent pouvoir soumettre sans tarder leur projet d'établissement d'une Université digne de l'Afrique du Sud.

Lord Gladstone a mentionné en terminant le dépôt de bills sur les relations financières entre les provinces sud-africaines et l'émigration.

La situation politique depuis la reconstitution du cabinet Botha reste toujours aussi imprécise, les forces du parti nationaliste et du clan unioniste étant difficiles à délimiter. Des élections générales demeurent improbables et on s'attend à ce que le gouvernement au pouvoir conserve malgré tout la majorité nécessaire à son maintien.

Questions d'Histoire et de Géographie.

UN VOYAGE AUX SOURCES DU NIL. — L'EGYPTE ÉCONOMIQUE (1).

Dans un ouvrage, récemment présenté aux lecteurs de la *Quinzaine*, M. Rondet-Saint, racontant son voyage de tourisme au centre du continent noir, exprimait son étonnement et son admiration de ce que l'on pût, aujourd'hui, naviguer avec tant de commodité et de confortable sur ces grands fleuves africains, dont les noms ne figuraient pas encore sur les cartes, au temps où il apprenait la géographie. Ces impressions furent aussi celles qu'éprouva M. J. Leclercq, lorsqu'il se rendit au lac Victoria, et aux sources du Nil. Comment, en effet, un homme ayant dépassé, de quelques années, la cinquantaine, comme l'ex-président M. Roosevelt, qui fit, aussi, ce voyage, il y a quatre ans, se défendrait-il de cette réflexion que, lorsqu'il vint au monde, l'existence de la grande mer intérieure africaine était complètement inconnue, et le problème des origines du fleuve égyptien encore irrésolu? Comment ne mesurerait-il pas, par la pensée, l'immense progrès accompli, quand il franchit, en quarante-deux heures seulement, la distance de près de 1.000 kilomètres, qui sépare le Victoria nyanza de la côte, au lieu des quatre mois, au moins, nécessaires en 1884, pour parler de l'exploration de Joseph Thomson? Ce merveilleux résultat a été obtenu par la construction du chemin de fer de l'Ouganda. Deux ans après l'établissement de leur protectorat sur ce pays, les Anglais commencèrent cette entreprise. Leur but était, soi-disant, l'abolition du commerce des esclaves; en réalité, il s'agissait, surtout pour eux, de s'assurer la domination politique et économique des pays du haut Nil, et aussi, de s'ouvrir, par là, une voie nouvelle d'accès vers l'Inde, pour le cas où le canal de Suez serait fermé à leur marine. Les travaux furent poussés si rapidement que, dès le 17 décembre 1900, le rail atteignit le lac, et que la ligne entière fut livrée à l'exploitation, au commencement de 1903. Moins de sept années avaient suffi pour exécuter ce grand ouvrage, tandis qu'il fallut quatorze ans aux Allemands, possesseurs des grandes voies historiques de la côte au Victoria, pour poser les 130 kilomètres de Tanga à Mombo. Les Anglais eurent l'avantage de trouver, parmi leurs sujets de l'Inde, une main-d'œuvre abondante; ce sont des Hindous qui, depuis le chef de gare, jusqu'au dernier des employés, composent, aujourd'hui, le personnel exploitant; ce sont eux aussi qui dirigent, comme contremaîtres, toute l'activité économique, dans les possessions britanniques de l'Afrique orientale. Les frais de construction s'étaient élevés à 141.562.000 francs, soit 151.250 francs le kilomètre. En 1911-1912, le mouvement des voyageurs monta à 142.500, celui des marchandises à 115.800 tonnes. Les recettes brutes ont été de 5.400.000 rp., en augmentation de 20 0/0 sur l'exercice précédent, alors que les dépenses croissaient de 13 1/2 0/0 seulement. Les espérances du début sont considérablement dépassées.

La ligne, partant de Mombassa, traverse, successivement, la zone forestière, la zone des cultures, la brousse, et, s'élevant sur de hautes plaines monotones, arrive à Nairobi, capitale de l'Afrique orientale anglaise. Située à l'altitude de 1.660 mètres, cette ville jouit d'un climat sain et, relativement, tempéré. L'arrivant éprouve la sensation exquise de respirer un air pur et vivifiant, et de connaître la fraîcheur des nuits. Cependant, les effets de la latitude et de l'altitude ne s'y produisent pas moins; les rayons solaires verticaux sont aussi dangereux qu'à Mombassa; d'autre part, la faible pression atmosphérique détermine des troubles du cœur et du système nerveux. Aussi n'est-il nullement certain que ce pays puisse jamais devenir une grande colonie de peuplement européen. Nairobi renferme environ 900 Blancs. Au delà, la ligne ferrée traverse la partie la plus pittoresque du parcours, le *rift*, ou grande faille. De l'altitude de 2.250 mètres, la voie, dont la largeur est de 1 mètre, descend brusquement, par d'innombrables lacets, au bas de cette fissure, c'est-à-dire à 1.800 mètres, ce qui fait une dénivellation de 450 mètres, pour une longueur de 100 kilomètres, puis remonte à 2.530 mètres, point culminant, et, finalement, se trouve, au niveau du lac, à la cote 1.133. Le voyageur est, ici, fortement déçu, en découvrant, au lieu de la belle nappe bleue qu'il s'attendait à voir, les eaux boueuses d'une sorte de marécage; c'est que le terminus Kisoumou, ou Port-Florence, est au fond d'une baie très peu profonde, le golfe de Kavirondo. Le port, le plus important du lac, possède une cale sèche, des quais, des ateliers de réparation pour bateaux, et plusieurs établissements industriels, dont une fabrique de coton. Il est appelé à devenir « le Liverpool du Victoria nyanza ».

Ce grand lac, aperçu pour la première fois par Speke, en juillet 1858, exploré entièrement par Stanley en 1875, mesure environ 435 kilomètres sur 362; sa superficie est évaluée à 15.000 milles carrés, soit 2 fois 1/2 celle de la Belgique; on peut naviguer sur un espace de 300 kilomètres sans avoir aucune terre en vue, car c'est seulement près des côtes que se rencontrent les îles et les archipels. La profondeur est faible; à peine 70 mètres au maximum. L'aspect du lac est extrêmement variable. Dans la partie occidentale, les tempêtes et les orages sont plus fréquents et plus dangereux qu'en aucune autre région du globe. Ils se produisent ordinairement deux fois par jour, dans l'après-midi et dans la nuit. Tout d'un coup, le ciel s'assombrit et devient tout noir, l'ouragan se déchaîne et agite furieusement les eaux du lac, le tonnerre gronde d'une façon effroyable, une pluie diluvienne s'abat, et la température s'abaisse, descendant jusqu'à 18°, la moindre que M. Leclercq ait notée dans l'Afrique équatoriale. Tel jour, il eut l'illusion d'être sur la mer du Nord par un gros temps, plutôt que sur un lac coupé par l'équateur. Mais la fin de l'orage n'apporte aucun soulagement à l'organisme humain; après comme avant, c'est toujours le même air lourd, humide et oppressant de serre chaude. Il y a une dizaine d'années encore, les seules embarcations étaient les pirogues indigènes. Aujourd'hui la navigation dispose de 4 navires, construits en Angleterre et appartenant à la Cie du chemin de fer. Le *Clement-Hill*, bateau à hélice, accomplit une fois par semaine, en trente heures, la traversée de l'est à l'ouest. Deux autres steamers plus petits, le *Sybil* (500 tonnes, tirant d'eau de 6 pieds), et le *Winifred* font, chaque quinzaine, en onze jours, chacun en un sens, le tour complet, soit 1.100 kilomètres. Les bateaux ne circulent que le jour, à cause du défaut de balisage et d'éclairage.

Le premier degré de latitude sépare les possessions allemandes des possessions britanniques. Celles-là comprennent les sulta-

(1) J. LECLERCQ. *Aux sources du Nil par le chemin de fer de l'Ouganda*. 1 vol. in-18, avec gravures et cartes, 295 pages. Paris, Plon, 1913. — Comte CRESSATY. *L'Egypte d'aujourd'hui*. 1 vol. in-8°, avec planches, cartes et graphiques, 245 pages, Paris, Rivière, 1912.

nats vassaux de Muanza et de Bukoba. Muanza occupe l'extrémité d'un fiord, resserré entre les montagnes, et long de 10 lieues. C'est le lieu le plus chaud du lac. M. Leclercq y a relevé 30° le matin et 33° l'après-midi, pendant la saison fraîche. La ville est heureusement située aupied d'escarpements granitiques qui portent le boma ou citadelle; c'est le point de départ de la grande route des caravanes conduisant, par Tabora, vers le lac Tanganyika et le Congo belge : aussi s'y fait-il un commerce très actif. Les Blancs sont plus nombreux ici qu'en toute autre cité du lac. Mais notre auteur a été désagréablement impressionné par le caractère lourd, massif et inélégant des constructions allemandes, l'apect militaire de la ville, l'insolence de la soldatesque indigène, dressée à la prussienne, et les témoignages de l'intempérance des fonctionnaires allemands. La véranda de la résidence du gouverneur était jonchée, dit-il, d'innombrables bouteilles vides de champagne, de vins de Moselle et de bière. A Chirati, le représentant du gouvernement se vantait, paraît-il, de vider 3 bouteilles de wisky par jour. La ville de Bukoba est bâtie sur une rade de la côte occidentale, exposée aux vents frais du large; comme il n'y a point de jetée, les débarquements y sont difficiles et dangereux. Cette rive ouest contraste absolument, par l'abondance des pluies et la richesse de la végétation, avec la rive orientale sèche et aride.

L'Ouganda est le joyau des possessions britanniques de l'Est africain. Le pays est formé d'une suite de collines, couvertes d'une éternelle verdure. La forêt vierge rivalise, pour sa splendeur, avec celles du Mexique et de Java. Des graminées géantes, hautes de 3 à 5 mètres font de la savane comme une autre forêt, herbeuse celle-ci. Les fourrés impénétrables servent de gîtes aux lions, aux rhinocéros, et autre gros gibier. M. Roosevelt vint y chercher, au contact des espèces dangereuses, le frisson et les émotions de la vie intense. Le même attrait des grandes chasses y attira aussi, entre autres, le baron de Langsdorff, dont le livre contient des renseignements intéressants, géographiques, et ethnographiques (1). D'autre part, les rapports sont unanimes à prédire à l'Ouganda le plus grand avenir agricole. Par la puissance et le charme de la nature, c'est « un conte des fées » (W. Churchill), c'est un paradis terrestre, paradis perfide, pourtant, car les dehors séduisants cachent de nombreuses causes de maladie et de mort, et de redoutables fléaux : le climat, très débilitant pour les Blancs, au point de les pousser souvent au suicide, la foudre meurtrière, les lions dévorants. Plus dangereux encore que les fauves, que les serpents pythons et les vipères, sont les innombrables insectes, les termites qui dévorent tout, et, surtout, les moustiques, porteurs de fièvre, et la tsé-tsé. L'Ouganda est un foyer permanent de la peste bubonique, de la petite vérole, et de la terrible maladie du sommeil. Signalée, pour la première fois, en 1901, elle se répandit avec une rapidité inouïe; en 1906, 200.000 habitants, dit-on, avaient péri. Les autorités anglaises ont pris des mesures draconiennes; on a coupé les arbres et les broussailles; plus de 22.000 indigènes ont dû changer de lieu d'habitation. Aussi le rivage et les îles offrent-ils maintenant la triste image de la désolation.

Les Baganda, probablement originaires du pays Galla, se distinguent par des qualités d'intelligence et de culture relative; ce sont d'excellents administrateurs, doués de l'esprit d'ordre et d'organisation. On se tromperait, toutefois, en les croyant animés de sentiments bienveillants, à l'égard des Blancs. M. Leclercq prétend que l'indigène de l'Ouganda supporte mal la domination anglaise; sa soumission n'est qu'apparente. Il n'a pas encore oublié, paraît-il, les barbares procédés de Stanley. Cameron assurait qu'il faudrait plusieurs générations pour effacer, chez les Noirs, les souvenirs de cette conquête sanguinaire. Stanley a dépeint, comme l'homme le plus avancé de l'Afrique, le roi Mtésa, qui avait déjà reçu Speke ; il offrait à ses visiteurs le spectacle de massacres humains, traditionnels ici, comme chez tous les potentats africains; mais c'était un despote intelligent et ambitieux, qui créa une armée régulière, et agrandit ses Etats. Stanley adjura les missionnaires de consacrer leur apostolat aux peuples de l'Ouganda. A son appel répondirent d'abord les Pères Blancs, dont l'activité se rattachait à la grande croisade anti-esclavagiste, prêchée par le cardinal Lavigerie. L'un d'eux, le père Lourdel, prit un ascendant extraordinaire sur Mtésa, mais le successeur de celui-ci, Mouanga, persécuta les chrétiens, faisant brûler vifs des milliers d'indigènes convertis. Ces scènes d'horreur furent dénoncées à l'Europe par l'explorateur russe Junker. Plus tard, l'attention publique fut attirée, à nouveau, sur l'Ouganda par les compétitions entre les deux confessions chrétiennes. Cette guerre religieuse entre catholiques et protestants était, au fond, une guerre politique, où se combattaient l'influence française et l'influence britannique. Les choses en vinrent à ce point que la mission protestante avait braqué un canon Maxim sur la mission catholique. Aujourd'hui, il ne reste plus de ces luttes que le souvenir. Les protestants comptent 70.000 adeptes, parmi lesquels le jeune roi, et deux des régents sur trois. Les missions anglicanes instruisent 40.000 élèves. Les Pères Blancs parviennent, à force de sacrifices, à subvenir aux besoins des 107.000 catholiques. Leurs 360 écoles renferment près de 10.000 élèves, nombre qui est en progression régulière. L'Ouganda constitue, selon l'expression de sir Ch. Elliot, une barrière contre la marche de l'Islam vers le sud, et semble appelé, à ce titre, à jouer un rôle important dans les destinées de l'Afrique.

La capitale indigène, Kampala, située à 24 milles dans l'intérieur, et peuplée de 60.000 habitants est reliée par une route magnifique, à la capitale européenne, Entebbe. Cette ville se compose de cottages et de bungalows, semés dans un vaste parc tropical. Une centaine seulement de Blancs en forme la population. La rive nord-oriental du lac est découpée par une multitude de golfes et de criques. C'est au fond de l'une de ces innombrables baies, la baie Napoléon, ainsi nommée par lui, que Speke, servi par le hasard, découvrit en juillet 1862, le berceau du Nil blanc. Au milieu d'un admirable paysage, le fleuve, large de 300 mètres, profondément encaissé entre de hautes collines verdoyantes, forme les cataractes Itipon, puis s'en va traverser le lac Kioga, et entre dans le lac Albert, qu'alimentent, en outre, les eaux du Semliki, émissaire du lac Albert-Edouard, ce dernier découvert, en 1889, par Stanley. C'est donc à cette date, seulement, que fut résolu complètement le plus grand problème géographique du XIX^e^ siècle, et entièrement connue la double origine équatoriale du fleuve géant, qui parcourt 6.500 kilomètres, avant de se jeter dans la Méditerranée, après avoir fécondé la terre des Pharaons.

La possession de l'Ouganda et des sources du Nil fut, il y a environ un quart de siècle, l'enjeu d'une lutte ouverte entre l'Allemagne et l'Angleterre, devenue maîtresse de l'Egypte, représentées, l'une par le Dr Peters, l'autre par le capitaine Lugard. Ce dernier combattait les hésitations de son gouvernement par des arguments décisifs : « L'Ouganda, disait-il, tient à sa merci les chutes du Nil. La question de l'évacuation de l'Ouganda et celle de notre situation en Egypte sont inséparables, l'une de l'autre. Car quiconque sera en possession du haut Nil disposera, à son gré, de l'Egypte, qu'il peut ruiner, en la privant d'eau. » Aussi l'Angleterre força-t-elle l'Allemagne à reconnaître que l'Ouganda était situé dans la sphère d'influence britannique. Le traité du 1er juillet 1890 est connu en Allemagne sous le nom de *Hosenknopfvertrag* ou convention du bouton de culotte, par allusion à la façon dont

(1) Voir *Quinzaine coloniale*, 25 juin 1910, p. 450.

Stanley jugeait la renonciation de l'Allemagne, satisfaite d'obtenir, en échange, l'île d'Héligoland. L'Angleterre avait obéi à cette « loi de l'amont », qui s'est imposée à tous les maîtres de l'Egypte.

Le triomphe définitif des armes anglaises, en 1899, fut suivi d'une minutieuse enquête sur le régime du Nil, scientifiquement étudié, et, aujourd'hui, parfaitement expliqué (1). Le règlement spécial d'avril 1890 avait ouvert, en Egypte, l'ère de l'irrigation rationnelle moderne. Sous Méhemet, les ingénieurs français avaient construit, dans la branche de Rosette, le premier barrage du Nil. Les Anglais pratiquèrent éminemment « la politique de l'eau », résolus à maîtriser le fleuve, et à régulariser l'apport de ses crues. Le barrage d'Assiout fut édifié par l'ingénieur Willcoks, sur les ordres de lord Cromer, puis, à la fin de 1902, fut inauguré celui d'Assouan, qui, surélevé depuis, emmagasine, aujourd'hui, près de 2 milliards 1/2 de mètres cubes d'eau. La révolution définitive dans la méthode d'utilisation des eaux du Nil eut pour conséquence une révolution dans l'exploitation agricole, laquelle prit un merveilleux développement, et porta l'Egypte à un remarquable degré de prospérité. L'étendue cultivée mesure, aujourd'hui 33.600 kilomètres carrés, plus que la superficie de la Belgique. La valeur du commerce extérieur, en 1910, atteignit 23.553.000 livres égyptiennes, à l'importation, et 28.944.000, à l'exportation (livre égypt. — 25 fr. 92). De 1880 à 1909, les revenus publics ont progressé de 71 0/0. De 1889 à 1910, les excédents budgétaires se sont élevés, en moyenne, chaque année, à 36.760.000 francs, ils ont presque atteint 50 millions, en 1911.

Le principal facteur de la situation économique et de la richesse publique est le coton, qui, à lui seul, détient les 4/5 de l'exportation. Le pays ne possédant, en dehors des usines d'égrenage, aucune installation pour travailler le coton, celui-ci est vendu, en totalité, au dehors. Il y a bien deux fabriques de tissage, mais aucune d'elle n'a pu réussir. Or, depuis quelques années, l'on a constaté une diminution progressive, dans le rendement des cultures cotonnières. De 5,27 kantars (valeur du kantar : 44 kg. 928), par feddan (valeur du feddan : 4.200 m. q.), pendant la période 1897-1901, la moyenne est descendue à 4,20, de 1907 à 1911, soit une diminution de 20, 30 0/0, fait grave, car une réduction de 1 kantar, dans le rendement moyen du feddan, représente une perte annuelle de 155 millions 1/2 de francs. Toutefois, le rendement de l'année 1909 fut, non pas de 90 kilogrammes au feddan, comme le laissait croire M. Deschanel, dans son rapport sur le budget des affaires étrangères, pour 1911, mais bien de 145 kilogrammes, soit 347 kilogrammes à l'hectare. Et, en 1910, ce chiffre est remonté à 495 kilogrammes. Le Bulletin de la Chambre de commerce française d'Alexandrie évaluait à 30 millions de livres égyptiennes, soit à 780 millions de francs la valeur de la récolte cotonnière, en 1910, « de sorte que, disait-il, M. Deschanel proclame la faillite agricole de l'Egypte, au moment précis où la récolte cotonnière s'élève à un chiffre qui n'avait jamais été atteint, soit comme quantité, soit comme valeur ».

Il n'en est pas moins vrai que la moyenne des rendements est en décroissance. Aussi n'est il pas surprenant que cette baisse soit de nature à inquiéter les creanciers de l'Egypte. Les dettes de l'Etat et les dettes des sociétés anonymes, dont les actions sont détenues en Europe, forment un total de 157.978.140 livres égyptiennes, soit plus de 4 milliards de francs. Non seulement l'Egypte n'est pas en état de se libérer, mais elle devra augmenter, dans de fortes proportions, sa dette publique, pour exécuter les travaux indispensables, développer et perfectionner l'outillage. Par conséquent, elle est destinée à devenir, plus étroitement encore, tributaire des puissances étrangères, au premier rang desquelles se trouve actuellement la France. Les capitalistes français sont, en particulier, les créanciers de la presque totalité, de la dette hypotécaire égyptienne, laquelle se monte à 54 millions de livres égyptiennes. La France est donc, plus que toute autre nation, intéressée à connaître la situation économique de sa grande débitrice, sa fortune présente et les promesses de son avenir.

Le gouvernement s'est, dès le début, sérieusement préoccupé du recul manifesté dans la production cotonnière. Une commission du coton, instituée le 20 décembre 1909, fut chargée d'en rechercher les causes. D'après ses conclusions, les origines du mal sont les suivantes : l'extension de la culture du coton sur des terres, nouvellement défrichées, et de médiocre qualité, l'appauvrissement du sol, par la substitution de l'assolement biennal à l'assolement triennal, l'insuffisance des engrais, la dégénérescence de la graine, et, en première ligne, la saturation du sol, et les parasites. La modification apportée au régime hydraulique, l'abus de l'irrigation a pour effet de relever le plan des eaux souterraines, et de produire des infiltrations excessives. Cet excès d'humidité, aggravé encore par des arrosages trop copieux, de la part des fellahs, provoque la chute des feuilles du cotonnier, et contribue à la pullulation des *vers du coton*, cette huitième plaie d'Egypte. Les raisons matérielles de la diminution des rendements, étant ainsi établies, le département de l'Agriculture arrêta et appliqua les diverses mesures propres à les combattre. Le principal remède consiste dans l'extension et le perfectionnement du système de drainage, complètement indispensable de l'irrigation. On sait que le gouvernement a entrepris le dessèchement des lagunes du Delta, ce qui permettra de mettre en valeur 300.000 hectares. En même temps qu'on accroîtra l'étendue du domaine cultivé, on fera produire davantage à la terre. Le rendement actuel du coton de 5 à 6 kantars par feddan est trop faible ; il faudra arriver à 9 ou 10, production déjà obtenue, d'ailleurs, dans certaines exploitations égyptiennes. Selon Willcoks, la production cotonnière de l'Egypte peut très bien monter à 10 millions de kantars. Mais, comme elle sera, toujours, relativement restreinte, en regard des besoins, sans cesse croissants, de la consommation, son prix est assuré d'une plus-value continue. Les pays qui l'emploient augmentent leurs demandes, chaque année, et le nombre des acheteurs va se multipliant. Il n'y a donc à craindre aucun ébranlement dans la situation privilégiée qu'occupe le coton égyptien. Mais celui-ci n'est pas le seul élément de la richesse du pays. En 1909-1910, la valeur, en livres égyptiennes, des récoltes fut de 6.510.120, pour le bersim, 5.594.165 pour le maïs, 5.057.000, pour le blé, 2.550.000, pour les fèves, 2.183.768, pour l'orge, 1.878.276, pour le riz, 417.829, pour la canne à sucre. Le revenu, net, par hectare, est de 682 francs pour la canne à sucre, et de 580, pour les céréales, au lieu de 625, en moyenne, pour le coton. On voit donc que, si, pour une cause quelconque, la culture du coton disparaissait, on pourrait lui substituer d'autres cultures également rémunératrices. L'Egypte est grandement intéressée, d'ailleurs, à développer les cultures vivrières, si elle veut pouvoir subvenir aux besoins d'une population, dont le chiffre a presque doublé, depuis 30 ans, et dont la densité (plus de 351 hab. au kil. car.) n'est dépassée, dans le monde, que par le Bengale. Or, actuellement, l'Egypte est obligée d'importer, en moyenne, par an, pour 40 millions de francs de farine ; elle a payé à l'étranger, en 1909, 64.000 livres égyptiennes pour l'achat de légumes et de fruits, 78.000 pour les pommes de terre, 43.000 pour les conserves alimentaires végétales. Ici, aussi, le rendement peut être accru. L'Egypte ne produit que 14,28 quintaux de blé à l'hectare, moins que l'Allemagne du nord, et à peu près, moitié du rendement du Danemark. Les terres, particuliè-

(1) Voir ZIMMERMAN. *Le Nil depuis 50 ans Quinzaine col.*, 25 octobre 1910.

rement soignées, donnent jusqu'à 12 ardebs (valeur de l'ardeb : 198 litres) par feddan, de produits agricoles, mais la moyenne, dans l'ensemble du pays, n'est que de 4. Seulement le progrès ne dépend pas seulement de l'amélioration des conditions matérielles ; il suppose une modification complète dans les habitudes du cultivateur, du fellah, ignorant, insouciant et routinier. Aussi le gouvernement de lord Kitchener a-t-il conçu et commencé d'appliquer tout un programme destiné à donner à l'indigène une éducation technique, des conseils utiles, des exemples, et l'assistance qui lui est nécessaire.

Toutes ces réformes, exécutées par un gouvernement fort, capable d'inspirer confiance aux capitaux étrangers, doubleront, tripleront même la production agricole de l'Egypte, qui, dotée comme elle est d'une fécondité perpétuelle, est appelée à connaître, dans l'avenir, une prospérité sans égale. La valeur croissante de la terre égyptienne est le meilleur gage que puissent avoir les créanciers hypothécaires de ce pays, le premier du monde, conclut le comte Cressaty, par les garanties qu'il offre, « champ d'opération unique, pour les placements ».

C. M.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

La pêche maritime au Tonkin (1). — En dehors de la Mauritanie, sur les côtes de laquelle on a, dans ces dernières années, commencé à organiser en grand la pêche et la conservation du poisson, nous possédons, dans le Tonkin, une colonie méritant de retenir l'attention des pouvoirs publics et des capitalistes, à ce même point de vue.

Le golfe du Tonkin est, en effet, une des régions les plus poissonneuses du monde. Nous citerons comme exemple les résultats obtenus par les pêcheurs chinois de Pakoï, qui, malgré la médiocrité de leurs embarcations et de leurs engins, rapportent annuellement à leur port d'attache de 20.000 à 26.000 tonnes de poissons, ceux-ci salés ou séchés sur place, sont expédiés au Yunnan, à Bornéo, au Japon, etc.

La pêche maritime au Tonkin, gênée jusqu'à présent dans son essor par les difficultés qu'éprouvaient les pêcheurs à se procurer le sel nécessaire, doit, maintenant que par suite des améliorations apportées au système de la régie du sel ces difficultés ont disparu, prendre tout le développement que légitime la consommation importante du poisson sous toutes ses formes par les populations d'Extrême-Orient.

Un premier pas a été fait dans cette voie par la constitution d'une société au capital de 200.000 francs pour l'exploitation, dans la baie de la Cat-Ba, d'une fabrique de poisson séché et de nuoc-mam (sauce au poisson). Cette usine, en plein fonctionnement, a fourni, dans le 1er semestre de 1911, 1.400 tonnes de poisson séché.

Il est à souhaiter que cet exemple soit suivi et que l'on trouve des capitaux européens pour l'achat de bateaux de pêche, d'engins perfectionnés et l'établissement d'usines analogues à celle que nous venons de citer, toutes mesures qui permettraient de mettre en labeur une des richesses naturelles de la colonie.

R. ET B.

(1) *L'Asie française*, 1912, n° 136, p. 282.

L'élevage de l'autruche à Madagascar. — Nous avons souvent parlé des essais d'élevage de l'autruche qui ont été entrepris à Madagascar, à Tuléar, d'abord, puis à Bétioky. En présence des bons résultats obtenus, le gouvernement de la colonie vient de créer une nouvelle autrucherie, à Marovoay, près de Majunga. La qualité des sujets obtenus va toujours en s'améliorant et les prix réalisés lors de leur vente n'ont cessé d'augmenter.

Dès 1907, des plumes d'autruche provenant de Madagascar ont été vendues en Europe et de 1.103 francs en 1907, la valeur des plumes exportées a passé à 13.210 francs en 1911. A Paris, les plumes blanches ou légèrement teintées ont été vendues jusqu'à 850 francs le kilogramme. Le moment ne semble donc pas éloigné où la Grande Ile pourra fournir à notre industrie plumassière des plumes d'autruche ne le cédant en rien à celles du Cap. (*Gazette Géographique*, 1912, n° 404, p. 493.)

R. ET B.

L'engraissement des volailles au Tonkin. — M. E. JARDEL (1) s'est livré à des expériences d'engraissement forcé mécanique des volailles qui lui ont donné de bons résultats et qui fort probablement seraient encore meilleurs par l'adoption d'une nourriture mieux comprise et plus appropriée aux poulets indigènes du Tonkin. Cette nourriture serait à trouver par une longue expérimentation, mais, déterminée, elle serait la base d'une nouvelle industrie à créer dans la colonie, car malgré le prix peu élevé des poulets maigres élevés librement (1 franc), les poulets gras pourront facilement se vendre 2 fr. 50 environ (bénéfice de l'éleveur compris).

Les premiers résultats obtenus par M. JARDEL sont encourageants. C'est la race commune des volailles du Tonkin qui a servi à ses essais. L'engraissement des volailles prises vers l'âge de trois à quatre mois s'effectue en épinettes, sorte de cage où les poulets sont placés sans entrave, au nombre de 6, dans un local demi-obscur, suffisamment aéré par le haut, à une température constante de 25 à 26° centigrades. Les poulets sont gavés deux fois par jour à l'aide d'une « compressive » du système Roullier-Arnoult. Les formules du régime à base de blédine sont données par l'auteur. Après vingt jours d'engraissement, il a obtenu des poulets d'une blancheur de chair remarquable semblable à celle de nos volailles fines françaises. La saveur de la chair est agréable et bien différente de celle des poulets élevés librement qui, eux, possèdent une chair filandreuse. M. Jardel estime qu'un élevage suivi parviendrait à établir une race bien définie de volailles, d'abord par des séries de croisements surveillés et bien compris, et ensuite par une alimentation intensive scientifiquement dosée.

R. ET B.

Maturation artificielle des dattes. — M. WALTER T. SWINGLE (2) a introduit des dattiers d'Algérie dans certaines régions désertiques et chaudes des États-Unis.

Mais jusqu'alors, les fruits ne mûrissent pas sur les arbres et diverses méthodes de maturation artificielle ont déjà été étudiées et ont donné d'excellents résultats.

M. Bruce DRUMMOND est arrivé à faire mûrir des dattes en moins de vingt-quatre heures par l'incubation des fruits à une température

(1) *Bull. de la Soc. nat. d'acclimatation*. 1912, n° 14.
(2) *Union pharm.* 15 *nov.* 1912.

de 43°-49° C. Cette méthode fournit des fruits présentant la même richesse en sucre que les dattes d'Algérie et ces fruits sont déjà très appréciés sur les marchés américains. Une autre méthode, proposée par le même auteur, consiste à faire mûrir les fruits lentement à basse température. Ce procédé donnera certainement aussi de bons résultats, mais il reste encore à déterminer, par des expériences, les moyens les plus efficaces à employer pour obtenir une bonne maturation artificielle lente, c'est-à-dire qu'il faudra rechercher les conditions d'humidité et de température susceptibles de donner les meilleurs résultats.

R. et B.

Une nouvelle huile végétale du Mozambique. — Le professeur C. de MELLO GERALDÈS de Lisbonne a reçu de M. J. d'ALMEIDA, inspecteur général de l'Agriculture du Mozambique un échantillon d'une nouvelle huile végétale, accompagné de quelques fruits qui la produisent. Ce serait un *Trachylobium* voisin, sinon identique avec le *T. mossambicense* Klotzsch.

Le fruit donne 12.48 0/0 d'huile de couleur jaune doré brillant, de saveur repoussante, très limpide et demi-siccative; elle paraît devoir être exploitée et l'auteur reviendra sur le sujet (*J. Agr.-trop.*, 1912, n° 134).

EM. P.

Le Palmier à sucre et à vin. — Le *J. Agr.-trop.* (1912, n° 135) complète les renseignements déjà fournis antérieurement par M. CAYLA sur l'*Arenga saccharifera*, palmier dont le suc riche en sucre est exploité par les Malais. Cet arbre est monoïque et seules les inflorescences mâles sont incisées, après que les indigènes ont battu, avec un fort morceau de bois, tout le pourtour du pédoncule de l'inflorescence. Ce battage désagrège les tissus et alors il est fait à la base de l'axe de cette inflorescence une petite entaille au dessous de laquelle se déverse le suc dit *sagueiro*, qui est le vin de palme. Le tapotement de l'axe ayant été fait l'après-midi, le liquide coule toute la nuit et une inflorescence peut donner du liquide pendant deux à six mois. Régulièrement exploité et sans exagération, un palmier peut vivre de 15 à 20 ans. C'est cette sève évaporée qui fournit le sucre de palmier qui tend à être remplacé partout, par le sucre de canne à sucre.

EM. P.

Considérations sur le Cocotier. — M. F. MAIN administrateur du *Journ. d'Ag. trop.*, résume sous ce titre (n° 136,1912) les différentes données extraites des publications les plus récentes sur le cocotier. Le point le plus intéressant de cet article a trait aux cultures intercalaires qui, bien qu'épuisant le sol, en facilitent le nettoyage et permettent de tirer dès le début quelques bénéfices.

Il insiste sur le *Coffea robusta*, espèce susceptible de fournir une récolte acceptable dès la 2e ou 3e année de plantation. L'ananas et le manioc sont aujourd'hui de plus en plus écartés comme cultures trop avides, mais on peut récupérer l'azote en cultivant et en enfouissant des légumineuses telles que le *Crotalaria* qui est très en faveur en ce moment.

EM. PERROT.

Le cocotier en Annam — Sur la côte, en Annam, la région d'exploitation des cocotiers s'étend depuis Phu-My jusqu'à la frontière Quang-Ngai, et ils sont plus particulièrement abondants dans les régions très peuplées (*Bull. écon. Indochine*, 1912, n° 98, p. 717). Leur culture est faite par les Annamites qui possèdent de petits groupes de 40.50 arbres et par des colons. Mais les rats détruisent une grande partie de la récolte, et le vol n'est pas suffisamment puni, de telle sorte que les plantations des Européens sont parfois privées ainsi, de la moitié de leur récolte. C'est encore à l'Administration qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour encourager la production en protégeant le colon qui a cependant droit aussi à quelques égards.

Les variétés cultivées sont : 1° le *coco vert de Siam* qui sert uniquement à la consommation, car il contient beaucoup d'eau et peu de pulpe; 2° le *coco vert gros* (dua-xanh) dont le fruit peut atteindre 2 kilogrammes, qui est utilisé pour la corderie (Coïr) et l'huilerie; 3° le *coco feu* (dua-lua) à nervures foliaires jaune orangé et fruits servant aux mêmes usages.

Ces deux dernières variétés sont seules intéressantes économiquement; M. VERNET, sous-inspecteur des services agricoles, a entrepris l'étude de leurs produits et en particulier de la fibre comme sous-produit, à côté de la fabrication de l'huile. La production de la région de de Bông-Son serait suffisante pour alimenter cette industrie particulière de la fibre.

EM. P.

Le Kapokier du Soudan. — On sait que le véritable kapokier est l'*Eriodendron anfractuosum* (*Ceiba pentandra*) qui fournit à l'industrie la fibre qui entoure les graines. Cet arbre est maintenant l'objet d'une exploitation raisonnée et intensive en Indo-Malaisie. En Afrique, il existe également un kapokier, le *Bombax buonopozense* Pal. de Beauvais, sur lequel M. VUILLET (*J. Agr. trop.* n° 125, 1911 et n° 134, 1912) attire à nouveau l'attention.

L'un de ces arbres, à la Station agronomique de Koulikoro, a produit en 1911, 1 kg. 500 de fibre sèche et 1 kg. 600 de graines; en 1912, il a donné 9 kg. 640 de fibres et 8 kg. 540 de graines.

Un autre enfin a fourni 4 kg. 930 de plus et 4 kg. 510 de graines; mais M. HOUARD, directeur de la station, a remarqué qu'il existe plusieurs variétés de l'espèce et que, par conséquent, il serait facile de faire une sélection.

Le *B. buonopozenze* est une des essences du Soudan dont les zones de dispersion naturelle sont les plus larges et la mission Vuillet en a déterminé les limites extrêmes. Comme la fibre paraît acceptée avec faveur par l'industrie, il convient de se préoccuper de cet arbre qui peut devenir pour l'indigène une source de revenus non négligeables.

EM. P.

Un parasite du Litchi. — Les plantations de litchi (*Nephelium Litchi* Camb.) de la province d'Assam et de la région de Tirhoot subissent depuis quelque temps un grave dommage du fait des attaques d'un acarien parasite : l'*Eriophyes spec* (1)? Cet acarien vermiforme, de couleur blanche, atteignant à peine 1/15 de millimètre dépose ses œufs à la base des poils qui recouvrent d'une couche veloutée la face inférieure des feuilles. Des œufs, relativement grands par rapport à la taille de l'acarien, sortent bientôt les nymphes, d'apparence analogue à celle des adultes, qui, comme ceux-ci du reste, perforent les tissus de la feuille et sucent la sève. Les acariens adultes commencent à se reproduire en mars, les générations se succédant de quinze jours en quinze jours. Il en est ainsi jusqu'au mois d'octobre. On

(1) *The Agricultural Journal of India*, 1912, n° 3, p. 286.

...TEURS ...QUE

voit bientôt les feuilles des arbres se recroqueviller, se déformer en s'enroulant et se recouvrir d'excroissances qui affectent parfois la forme de galles. L'état général de l'arbre s'en ressent bien vite, et si l'on n'intervient pas, il ne tarde pas à périr. On recommande, pour la lutte contre ce parasite, la méthode suivante : couper toutes les branches atteintes, en évitant les secousses qui pourraient faire tomber les acariens, et les brûler, ainsi que les feuilles tombées à terre. Entourer le tronc de l'arbre d'un anneau de goudron, ou d'un chiffon imbibé d'émulsion de pétrole brut. Faire, au printemps et au début de novembre, des pulvérisations d'émulsion de pétrole brut et de fleurs de soufre. Ces pulvérisations ont, paraît-il, une influence heureuse sur la croissance de l'arbre, en dehors de leur action destructive des parasites.

R. et B.

Les Bouillies sulfo-calciques concentrées. — M. l'inspecteur d'agriculture Vuillet conseille l'emploi contre divers parasites animaux (pou de San-José, par ex.), et contre divers Oïdiums, une bouillie concentrée obtenue en faisant bouillir en présence de l'eau, du soufre pulvérisé finement et de la chaux. La concentration doit être un peu différente selon le parasite à atteindre et les conditions d'usage et de préparation ont été déterminées par M. P. Hewart, de la station expérimentale d'agriculture de Pensylvanie (*Bull.* n° 115). Cette bouillie employée jusqu'alors dans les régions tempérées, serait peut-être utile dans les plantations tropicales. (D'après *J. d'Ag. trop.*, n°136.)

Em. P.

Production et Consommation du Cacao en 1911. — Voici les chiffres définitifs d'après la revue spéciale « Gordian » (in *J. d'A. T.* n° 137, 1912). Production : 244.545 tonnes et consommation 229.988 tonnes.

La Côte d'Or qui, en 1910, venait au 5e rang prend aujourd'hui la tête avec 40.537 tonnes. Viennent ensuite : l'Équateur avec 39.500 ; San Thomé, 35.500 ; Brésil, 34.994 ; Trinité, 21.220 République Dominicaine, 19.828 ; Venezuela 17.381 ; colonies allemandes, 4.404 (en augmentation de 400 tonnes sur 1910) ; colonies française 1.364 (en diminution de 200 tonnes sur 1910).

Les pays qui consomment le plus sont : les Etats-Unis, 58.965 ; tonnes, l'Allemagne, 50.855 ; la France, 27.340, l'Angleterre, 25.396, la Hollande, 23.536.

La consommation mondiale qui était de 194.838 tonnes en 1906 est passée à 229.988 tonnes, en 1911, soit une augmentation de 35.000 tonnes.

Le fait qui doit retenir l'attention de notre gouvernement, c'est que la France qui demande pour ses besoins industriels près de 30.000 tonnes de cacao, en produit seulement un peu plus d'un millier de tonnes ; pourtant ce ne sont pas les terres propices qui manquent, en Afrique (Gabon, Côte d'Ivoire, Madagascar), aux Antilles, à la Guyane et sans doute aussi en quelques endroits de l'Indochine.

Em. P.

Un parasite du pêcher à San Francisco. — La *Sanninoïdea pacifica* (1) cause d'importants dégâts dans les districts situés au sud de la baie de San Francisco.

(1) L. Morris. Peach Tree Borer. *University of California Publications.* Bulletin n° 228, p. 372.

L'insecte adulte, de couleur bleu-noir, a environ 25 à 30 millimètres de long. Il vole pendant le jour ; on le rencontre de février à septembre, la période de reproduction tombant dans le milieu de juillet. Les œufs sont déposés sur le tronc des pêchers, à environ 60 centimètres du sol, au nombre d'un à vingt-cinq. Leurs dimensions minimes font qu'ils passent le plus souvent inaperçus. L'éclosion se fait au bout de quelques jours ; les larves, ou « vers », fraîchement écloses pénètrent dans l'écorce, au niveau ou à peu de distance du sol. Elles y creusent des galeries, très nombreuses, où elles grandissent rapidement, causant les plus grands dommages aux arbres. La présence des gros « vers » est fréquemment décelée par la formation de gomme ; quant aux petits, il est presque impossible de soupçonner leur présence.

Les « vers » atteignent environ 30 millimètres de long et 3 ou 4 millimètres de diamètre. Ils ont le corps blanc et la tête brun-noir. Avant la métamorphose, ils cherchent un emplacement d'où l'insecte parfait puisse aisément sortir et s'entourent d'un cocon fait de fragments d'écorce et de bois vermoulu. Les cocons, bruns, en forme de capsule, se trouvent sous l'écorce, dans l'écorce même ou dans le sol, près du tronc.

Jusqu'à présent, on se contentait, après avoir écarté la terre du tronc jusqu'à 20 ou 25 centimètres de profondeur, d'extraire les « vers » à l'aide d'un couteau, une première fois, au début de l'hiver, puis au printemps, la terre étant ensuite remise en place. On se rend compte aisément du dommage que ces manipulations causaient aux pêchers.

De nombreuses préparations avaient aussi été préconisées pour enduire les arbres de façon à prévenir le dépôt des œufs, à empêcher les « vers » de pénétrer dans l'écorce ou à les tuer après qu'ils y avaient pénétré. Aucune n'avait donné satisfaction jusqu'à présent. M. L. Morris, se basant sur une expérience de quatre années, propose d'enduire le tronc des pêchers, à 30 centimètres au-dessus et à 30 centimètres au-dessous du niveau du sol, d'une couche de bitume, appliquée à chaud, avec un pinceau. Quelques précautions sont à prendre dans l'emploi du bitume. L'application doit se faire en deux couches, de façon à obtenir un enduit uniforme et bien épais.

L'opération se fait aussitôt après la chute des feuilles ; on la répète au printemps. Les résultats obtenus sont remarquables, puisqu'on empêche ainsi l'entrée et la sortie des insectes dans 95 0/0 des cas.

R. et B.

Un parasite du riz. — M. Spahr signale l'existence, dans les rizières de Java, d'un nématode, *Tylenchus Oryzae*, qui vit dans les racines et la partie souterraine de la tige du riz. Les feuilles de la plante attaquée se flétrissent, en commençant par la plus vieille, prennent une teinte brun rouge et se dessèchent. La plante dépérit et meurt bientôt. Ce parasite cause de graves dégâts : il a détruit près du quart de la récolte dans les districts de Soerabaya et de Rembang. On ne connaît jusqu'à présent pas d'autre moyen de le détruire que d'assécher les rizières infestées et de les utiliser pour des cultures sèches. Les méthodes d'irrigation usitées à Java rendent facile et rapide la propagation de ce parasite ; elles seraient, avant tout, à modifier.

R. et B.

Culture des Calotropis. — Des essais de culture du *Calotropis gigantea* ont été faits récemment au Togo, aux environs de

Yendi, en particulier, où on en a planté 2 hectares. La croissance est régulière, ainsi que la fructification. Toutefois, le rendement en fibres laisse à désirer, et cela pour deux raisons. D'une part, on peut admettre que les 2/3 environ des fruits sont piqués par une espèce de guêpe qui y dépose ses œufs, les larves qui se développent bientôt rongent les capsules qui se dessèchent et ne fournissent plus de fibres utilisables; d'autre part, il arrive que les capsules saines s'ouvrant avant la récolte laissent échapper les poils sous l'influence de la moindre brise.

Des *Calotropis* plantés à Sansane-Mangou ont d'abord prospéré, puis ont dépéri, de telle sorte que toutes les plantes avaient disparu au bout d'une année et cela sans raison connue. (*Tropenpflanzer*, 1912, n° 9, p. 507.)

Nouveau procédé pratique d'épuration des eaux de boisson. — Parmi toutes les méthodes proposées, peu ont donné des résultats assez satisfaisants pour l'emporter sur les autres. M. Lambert a cherché à en trouver un qui fût à l'abri de toute critique. Il a expérimenté à l'hôpital de Libreville.

En ce qui concerne l'emploi du permanganate de potasse, il a remarqué qu'il fallait employer des doses très élevées de sel, pour obtenir la stérilisation. 6 centigrammes par litre d'eau, sont au moins nécessaires. Il faudra donc opérer comme suit :

On prépare une poudre contenant : permanganate de potasse, 60 grammes; bioxyde de manganèse, 50 grammes; talc en poudre, 390 grammes. Avec une cuiller spéciale on en prélève de quoi stériliser un litre.

On laisse agir dix minutes; on ajoute 2 gouttes de solution réductrice : hyposulfite de soude à saturation dans l'eau, additionnee d'une pincée de sous-nitrate de bismuth. On agite; on laisse reposer; on filtre. On peut employer ce procédé pour de grandes quantités d'eau. (*Annales d'hygiène et de médecine coloniale*, 1912, n° 1.)

L. T.

Une épidémie psychique parmi les indigènes du Fezzan (Tripolitaine). Parmi les populations primitives, les maladies mentales se rencontrent très volontiers, sous la forme épidémique. On connaît l'amok des Malais, le myriachit des Ostiaks, etc... Chez les Tripolitains du Fezzan, l'auteur a observé une névrose collective analogue. Au moindre bruit, à la moindre suggestion, ces indigènes tressautent, ou reproduisent l'acte qu'on a ébauché. Vient-on à faire le geste de déchirer du papier, devant l'un d'eux qui porte une lettre, il la déchire aussitôt. Quelques individus exploitent cette suggestibilité ou s'en amusent.

Pour tous ceux qui sont ainsi atteints, la maladie a été causée par l'administration d'une poudre qu'un marabout leur a fait renifler. Cette neffa aurait une action définitive, et leur conférerait la sanctification qu'ils ont recherchée. Ils se croient en effet, alors atteints de folie religieuse.

On peut les guérir en les mettant dans un milieu discipliné; mais s'ils restent dans un milieu où on exploite leur nervosité, ils peuvent devenir dangereux. (J. Lévi. *Tunisie médicale*, 1912, n° 5, p. 141.)

L. T.

Remarques sur la géophagie. — Nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention sur cette curieuse manie d'absorber de la terre, qu'on appelle la géophagie. Le Dr Gobert reprend cette question avec beaucoup d'à-propos, et indique la signification réelle de beaucoup de géophagies. Le malade, qui fait le sujet de son observation, est devenu mangeur de terre pour soulager des douleurs stomacales, accompagnées d'hématémèses et de melœna. Il prenait une terre argileuse, gris-verdâtre, à cassure mate et à grain fin, qui fond sur la langue en donnant la sensation d'un corps gras. Il est donc logique de penser que dans l'estomac, elle devait agir réellement, à la façon d'un pansement bismuthé. Bourdin (*thèse de Toulouse*, 1910), rappelle que dans l'antiquité, la terre de Lemnos jouissait de réputation sédative. Mais cette catégorie de géophages par besoin pathologique est relativement assez rare. D'ordinaire les gens qui ont fait usage de cette terre finissent par en prendre l'habitude, et en continuent l'usage pour passer le temps, comme on fume, comme on chique ou comme on prise.

Il y a aussi la géophagie par perversion de l'appétit. C'est celle des enfants qui deviennent géophages par imitation. Plus tard, les filles enceintes en continuent l'usage pour calmer les sensations réflexes de leur système digestif. Il est d'ailleurs certain que quelques terres ferrugineuses combattent utilement l'anémie.

L'auteur propose de diviser les géophagies en : géophagie thérapeutique, géophagie perversion et géophagie habitude, qui peuvent se succéder, et permettent de classer logiquement les géophagies. (*Tunisie médicale*, 1912, n° 5, p. 137.)

L. T.

Sur la destruction des moustiques à l'aide du filet. — Ce procédé est simple et commode : on prend un filet à papillons, ordinaire, de 0 m. 50 de large et 0 m. 70 de profondeur terminé en pointe, et on pourchasse les moustiques, sans hâte. Ceux qui sont pris vont au fond du filet, et n'en bougent plus, de sorte qu'on peut continuer la chasse, sans les tuer. On peut ainsi attraper de 50.000 à 80.000 moustiques dans la même maison ; la chasse est plus facile le jour; le soir, à la lumière, les moustiques sont moins visibles. Ce procédé est excellent, et serait supérieur aux fumigations. Il peut être employé, soit au-dehors des habitations, soit au-dedans, et peut-être mis en œuvre par des enfants, à qui il sert de divertissement. (Legendre. — *Preese médicale* 1912, n° 66 *p.* 853.)

L. T.

La vaccination antityphique. — MM. Combe et Louis ont fait une importante revue générale de cette question qui a déjà suscité de nombreuses controverses. Ils établissent par des courbes les résultats que l'on a obtenus en Angleterre, en France et dans les colonies de ces deux pays, avec la vaccination antityphique, et concluent qu'elle doit s'imposer.

Depuis les premiers essais de Chantemesse, à qui appartient la priorité de la découverte, de nombreux vaccins ont été proposés, qui sont d'un emploi très facile, et donnent peu de réaction. On peut décrire : celui de Castellani et de B. Alcock, qui est formé de bacilles vivants sensibilisés; celui de Chantemesse, Wright, Leishman, qui emploient des cultures totales stérilisées. Celui de Wassermann (produits d'extraction de bacilles morts); celui de Vincent (produits d'extraction de bacilles vivants). Ici, on traite les cultures par l'éther. Ce dernier vaccin a été employé avec grand succès au Maroc où il a fait baisser la morbidité d'une façon remarquable. (*Monde médical*, 1912.)

L'avenir dira ce que vaut cette méthode, qui, en Angleterre, est considérée comme certaine. Mais nous savons que les épidémies de fièvre typhoïde sont liées à des facteurs cosmiques, telluriques et individuels qui peuvent, suivant l'opinion de M. Kelsch en abaisser considérablement l'intensité. Ce n'est pas sur quelques années seulement qu'on peut juger. Les résultats obtenus jusqu'ici sont seulement encourageants.

L. T.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Institut colonial de Marseille : **Exposition des cafés, cacaos, thés et sucres.** — L'inauguration de la 5e exposition annuelle de l'Institut colonial de Marseille consacrée aux cafés, cacaos, thés et sucres, a eu lieu le 20 janvier en présence des principales notabilités commerciales et industrielles de la région et sous la présidence de M. Bohn, président de l'Institut, entouré de MM. Adrien Artaud, président de la Chambre de commerce et Lombard, vice-président, Outrey, chef du Service colonial, Mesquitta, consul du Brésil, Martin-Laval, juge au tribunal de commerce, Rastoin, adjoint au maire, Velten, président du Syndicat des exportateurs, Rastit, président de la Fédération des groupements commerciaux du Sud-Est, Magnier, président du Syndicat des négociants en cafés, Arnaud, président du Syndicat des minotiers, Heckel, Fouque et Paul-Cyprien Fabre, vice-présidents et Emile Baillaud, secrétaire général de l'Institut.

En déclarant ouverte la nouvelle exposition, M. le président Bohn a prononcé un brillant discours dans lequel il a rappelé le but poursuivi par l'Institut colonial dans ses expositions annuelles consacrées chacune à l'étude d'une catégorie spéciale de produits coloniaux et il a indiqué à quelles préoccupations principales répondait l'exposition des cafés, cacaos, thés et sucres.

Il a été ensuite servi aux invités un lunch constitué par du chocolat fabriqué avec du cacao de la Côte d'Ivoire, fourni par M. Roux de Dromel aîné; du cacao de la Martinique, fourni par MM. Mouren, les habiles fabricants de chocolats marseillais; de la fleur de thé de MM. Paul Chaffanjon et Cie, et du thé du Tonkin de la Société des Planteurs Réunis de cette colonie.

L'Assemblée, après avoir apprécié l'excellence de ces produits, a visité longuement l'exposition dans laquelle se trouve réunie une collection des principaux types des cafés, cacaos, thés et sucres produits par nos colonies, comparés avec les types étrangers de ces mêmes produits. Une série de graphiques très détaillés complète l'exposition et indique l'importance prise par la production et la consommation des produits auxquels elle est consacrée dans les divers pays.

L'exposition restera ouverte jusqu'au 15 mars.

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	11 »	à	11 10
Conakry Niggers	10 40	à	10 60
Soudan Niggers rouges	9 75	à	10 »
Soudan Niggers blancs	8 75	à	9 50
Soudan lanières et plaques	10 60	à	10 80
Soudan Manoh	10 50	à	10 80
Lahou petits Cakes	7 60	à	8 10
Lahou Niggers	8 »	à	8 50
Gambie A	7 »	à	7 35
Gambie AM	6 »	à	6 25
Gambie B	5 »	à	5 25
Bassam Lump	5 »	à	5 30

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le 19 février et comprendra environ 240 tonnes, dont 168 tonnes Congo et 72 tonnes plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.		
Kasai rouge I	11 »	à	11 15
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	10 »	à	10 32
Kasai noir I	11 »	à	11 15
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	11 »	à	11 15
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	11 »	à	11 15
Mongala lanières	11 »	à	11 15
Aruwini	11 »	à	11 15
Wamba rouge I	8 20	à	8 60
Uelé	11 »	à	11 15
Détroits crêpe I	12 »	à	12 30

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Commerce. — **Importation des graines de coton.** — Par décret en date du 2 septembre 1912, inséré au *Journal officiel* du 16 janvier 1913, les graines de coton de toute provenance ne pourront pénétrer en Algérie que dépourvues de bourre et par les ports désignés par le gouverneur général de l'Algérie et les points de la frontière algéro-tunisienne qui seront déterminés de concert entre le gouvernement beylical et le gouvernement général de l'Algérie.

A leur arrivée dans les ports ou points de la frontière de terre, ces graines seront désinfectées dans des locaux désignés à cet effet et par les soins d'agents techniques choisis par le gouverneur général. Cette désinfection sera opérée au moyen : 1° d'un mélange renfermant de l'acide cyanhydrique gazeux ; 2° d'une solution de bichlorure de mercure dans des proportions qui seront déterminées par lesdits agents techniques.

Ceux qui auront introduit des graines de coton sans déclaration ou à l'aide d'une fausse déclaration ou de toute autre manœuvre frauduleuse seront punis d'un emprisonnement d'un mois à quinze mois et d'une amende de 50 à 500 francs.

Les autres infractions aux dispositions du présent décret seront punies d'une amende de 50 à 500 francs.

Mines. — **La question de l'Ouenza.** — Les délégations financières, réunies en assemblée plénière le 18 janvier, ont adopté, à l'unanimité moins deux voix, les conclusions du rapport de la commission interdélégataire, relatif à l'étude de la ligne Bône-Guelma et de l'Ouenza.

Ces conclusions demandent au Parlement de se prononcer avant le 10 avril prochain sur le contrat passé avec la société d'études de l'Ouenza. Elles réclament énergiquement de nouveau le rachat du Bône-Guelma et, dans le but d'insister auprès du Parlement, proposent d'envoyer auprès des Chambres une délégation de dix-sept membres.

Tunisie. — COMMERCE. — **Entrée en franchise en France des porcs tunisiens.** — Un décret en date du 14 janvier ouvre un crédit de 499 têtes au compte de l'exercice 1911-1912 pour l'admission en franchise, à l'entrée en France, des porcs d'origine et de provenance tunisiennes.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 25 novembre 1912 modifiant l'arrêté du 27 juin 1909, portant réglementation du régime des patentes et licences en Afrique occidentale française à l'exception des territoires d'administration directe du Sénégal.

Arrêté du 25 novembre 1912 portant réglementation de la prestation des indigènes dans les colonies et territoires du gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Arrêté du 31 décembre 1912 rendant provisoirement exécutoires les divers budgets des colonies et territoires de l'Afrique occidentale française, pour l'exercice 1913.

18 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 25 novembre 1912 fixant les tarifs des frais de justice en Afrique occidentale française.

FINANCES. — **Budget de 1913.** — Les divers budgets des colonies et territoires de l'Afrique occidentale française et les budgets des fonds d'emprunt, pour l'exercice 1913, sont arrêtés comme suit :

Le budget général, en recettes et en dépenses, à la somme de 31.830.000 francs;

Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer de Kayes au Niger (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 2.468.456 fr. 67;

Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer de la Guinée (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 3.860.000 francs;

Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer de la Côte d'Ivoire (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 1.480.000 francs;

Le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer de Thiès à Kayes (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 1.662.400 francs;

Le budget annexe de l'exploitation du port de commerce de Dakar (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 876.500 francs;

Le budget des fonds des emprunts de 65 et 100 millions, en recettes et en dépenses, à la somme de 4.241.153 fr. 86;

Le budget des fonds de l'emprunt de 14 millions, en recettes et en dépenses, à la somme de 919.702 fr. 76;

Le budget des territoires d'administration directe du Sénégal, en recettes et en dépenses, à la somme de 2.312.942 fr. 15;

Le budget des pays de protectorat du Sénégal, en recettes et en dépenses, à la somme de 6.158.838 fr. 71;

Le budget annexe du territoire civil de la Mauritanie (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 1.714.200 francs;

Le budget du Haut-Sénégal et Niger, en recettes et en dépenses, à la somme de 9.024.462 fr. 80;

Le budget du Dahomey, en recettes et en dépenses, à la somme de 5.066.275 francs;

Le budget de la Guinée, en recettes et en dépenses, à la somme de 7.343.000 francs;

Le budget de la Côte d'Ivoire, en recettes et en dépenses, à la somme de 7.493.840 fr. 76;

Le budget annexe du Territoire militaire du Niger (annexe du budget général), en recettes et en dépenses, à la somme de 1.443.320 francs.

IMPÔTS. — **Régime des patentes et licences.** — Aux termes de l'arrêté du 25 novembre 1912, les dispositions de l'article 14 de l'arrêté du 27 juin 1909 sont modifiées ainsi qu'il suit :

En cas de cession de commerce, de fermeture des établissements, magasins, ateliers, comptoirs, par suite de décès, liquidation judiciaire, faillite déclarée, le patentable, son mandataire ou ses ayants-droit devront en faire la déclaration à l'administration du cercle. La patente ne sera due que pour les trimestres échus et pour le trimestre courant. Tant que la déclaration de cession de commerce n'aura pas été faite, le patentable sera réputé continuer son commerce et devra acquitter sa contribution. Toutefois, les lieutenants-gouverneurs en conseil d'administration et les commissaires du gouvernement général en Mauritanie et en Territoire militaire du Niger pourront, par arrêtés locaux, soumis à l'approbation du gouverneur général, instituer des patentes dites de traite, d'une validité de cinq mois au maximum, payables d'avance et pouvant comprendre deux catégories.

Mauritanie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 23 novembre 1913 portant modification à l'organisation des circonscriptions administratives de la Mauritanie.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

4 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 20 décembre 1912 portant création d'un service de plantations à Dakar.

Arrêté du 23 novembre 1912 portant réorganisation administrative de la Casamance.

Arrêté du 23 novembre 1912 modifiant le taux de l'impôt personnel dans certains cantons des cercles du Niani-Ouli.

Journal officiel de la colonie.

9 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 12 décembre 1912 relatif aux eaux stagnantes dans l'intérieur des villes et dans les autres centres européens de la colonie non érigés en communes.

Arrêté du 12 décembre 1912 concernant les mesures à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies épidémiques.

Arrêté du 12 décembre 1912 concernant la construction et la salubrité des maisons.

Arrêté du 12 décembre 1912 prescrivant des mesures de prophylaxie à prendre contre la trypanosomiase humaine.

PLANTATIONS. — **Création d'un service de plantations.** — Un arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale porte création d'un service de plantations à Dakar. Ce service est chargé : du reboisement des deux zones marécageuses situées en arrière de la ville de Dakar et de la plantation des avenues, boulevards de la ville et des routes qui y aboutissent.

Il est rattaché à la station forestière de Hann et sera assuré, pour l'année 1913, sur le crédit de 20.000 francs prévu au chapitre XVI, article 5, paragrahe 2, du budget général, qui sera mis à la disposition du lieutenant-gouverneur du Sénégal.

TRAVAUX PUBLICS. — **Amélioration de la barre du Sénégal.** — Nous extrayons du *Bulletin de la Chambre de commerce de Saint-Louis* du 26 décembre dernier le rapport suivant de M. Renaud, ingénieur hydrographe en chef, sur l'amélioration de la barre du Sénégal :

L'amélioration de l'embouchure du Sénégal a fait en 1886 l'objet d'une étude magistrale de Bouquet de la Grye; le projet de l'éminent ingénieur a donné lieu à de longues discussions théoriques; mais il n'a jamais reçu commencement d'exécution. Il y a une dizaine d'années, le problème a été de nouveau posé sur l'initiative du premier gouverneur de l'Afrique occidentale française. Saisi de la question, le Comité des travaux publics des colonies avait demandé, malgré l'opposition que j'avais cru devoir faire à cette idée, qu'il soit fait un essai d'amélioration de la barre par des dragages puissants.

L'expérience n'a même pas pu être tentée, et il a été reconnu que toute tentative de ce genre était vouée à l'insuccès.

En 1906, les idées émises par Bouquet de la Grye ont été reprises et complétées par M. Dou, alors inspecteur des travaux publics de l'Afrique occidentale française. A son instigation, M. Delpit, ingénieur des ponts et chaussées, dressait un projet d'amélioration de la barre en s'appuyant sur une étude fort intéressante qu'il avait faite du régime du fleuve et de son embouchure.

Le projet de MM. Delpit et Dou, à la suite de diverses observations faites par le Comité des travaux publics des colonies, fut modifié en 1910 par MM. Blache et Mouneyres. Ce dernier projet fut examiné à la fin de 1910 et sa conception d'ensemble fut adoptée par le Comité.

Tel est actuellement l'état de la question au point de vue des études et des projets.

Par lettre du 17 octobre dernier, M. le ministre des colonies m'a prescrit de jeter, pendant mon passage à Dakar, un coup d'œil sur l'embouchure du Sénégal et de donner mon avis sur les projets présentés.

A la suite de l'examen sommaire des lieux, de l'étude des dossiers des avants-projets, enfin des données recueillies sur place, notamment des renseignements très précieux fournis par M. Quesnel, capitaine de port à Saint-Louis, je suis amené à présenter les observations suivantes :

La forme de l'embouchure du Sénégal dépend surtout, comme on le sait, de la puissance hydraulique du fleuve, de la masse indéfinie des alluvions côtières et de l'effet des lames du large. Etant donné qu'il s'agit là de masses et de forces très grandes, j'estime qu'il y a lieu de ne pas aborder de front un problème qui se présente dans des conditions fort différentes de celles dans lesquelles on l'a résolu ailleurs, mais bien de le décomposer en deux parties pour en faciliter la solution. On cherchera d'abord à fixer l'embouchure; on s'occupera ensuite d'améliorer la barre, ce dernier projet ne pouvant être préparé que lorsque l'embouchure sera devenue stable.

Fixer le débouché du fleuve en mer constitue un but précis auquel on doit se limiter dans un premier effort. Le problème est délicat, mais sa solution ne paraît devoir être ni coûteuse, ni longue, ni difficile. C'est seulement après l'avoir résolu qu'on devra aborder la question de l'amélioration de la barre.

Telle est, a mon avis, la meilleure tactique à employer pour mener à bien l'œuvre projetée.

Cette méthode me paraît présenter en effet les avantages suivants :

Ne donner lieu tout d'abord qu'à des travaux dans le cours intérieur du fleuve; ces travaux sont, par suite, plus faciles et moins coûteux; habituer le personnel à bien connaître le fleuve avant d'aborder les travaux en mer; permettre d'être exactement renseigné sur la barre, à l'embouchure fixe, et par suite d'aborder dans les meilleures conditions le problème difficile de l'amélioration de la barre;

Réduire au minimum l'aléa des travaux; permettre, lorsque le débouché sera fixé, de donner la concession des travaux pour améliorer l'embouchure par un contrat pouvant être avantageux à la fois pour la colonie et le concessionnaire, si on juge à propos de recourir à ce moyen, tandis qu'en ce moment tout mode de concession me semble impossible en raison du grand aléa des travaux.

Si cette manière de voir est adoptée, on devra préparer un projet pour fixer l'embouchure; il faudra dans ce but :

1° Déterminer l'emplacement définitif du débouché en mer du fleuve; 2° Y diriger son cours par des ouvrages appropriés.

En ce qui concerne le premier point, dans le projet Delpit et Dou, l'embouchure a été fixée près de la Pointe des Chameaux. Dans le projet Blache-Mouneyres, elle est placée un peu au sud de l'entrée du Marigot de Leybar. Ce dernier emplacement paraît bien meilleur que le premier, et la solution ainsi proposée paraît admirable. On peut toutefois en envisager d'autres. Si on examine un plan du fleuve en aval de Saint-Louis, on voit que son thalweg suit une ligne sinusoïde bien caractérisée. L'issue vers la mer ne doit être naturellement choisie qu'en aval d'une inflexion vers l'ouest : c'est ce qui a lieu pour le projet Blache-Mouneyres. Mais si on s'en rapporte à la carte 1892, on voit qu'on peut adopter d'autres emplacements plus au sud, dans des conditions tout aussi favorables à ce point de vue.

Il ne m'est pas possible, en raison du peu de temps passé à Saint-Louis, et aussi par suite de l'absence d'un plan exact en aval de l'entrée du Marigot de Leybar, de donner une opinion motivée sur le meilleur emplacement à choisir pour le débouché définitif. En adoptant la solution la plus au nord, celle du projet Blache-Mouneyres, on aurait l'avantage d'avoir en temps de crue la chasse la plus puissante sur la barre, et ainsi de réduire au minimum la dépense pour les digues de protection de la rive droite. Mais il faut observer qu'il est beaucoup plus facile d'empêcher le fleuve d'être attiré vers la mer par des brèches dans la langue de Barbarie que de l'obliger à suivre un cours déterminé pour déboucher en mer.

Ainsi, en choisissant des débouchés plus au sud, on allonge, il est vrai, les digues de la rive droite, mais on a l'avantage d'augmenter la puissance du flot, de s'opposer moins directement au cours du fleuve, et par suite de rendre plus facile la construction de la digue de la rive gauche qui forme le seul ouvrage important du projet.

A l'extrême limite sud, cette digue serait de construction très simple, puisque le fleuve s'appuie sur un terrain résistant qui forme une digue naturelle.

Une fois l'emplacement déterminé, il convient d'y diriger et d'y fixer le fleuve par des ouvrages appropriés. Du côté de la langue de Barbarie, on construirait les éléments d'une digue longitudinale en face des points faibles de la langue. On sait que les brèches de cordon littoral sont produites occasionnellement par des raz-de-marée, puis parfois agrandies progressivement par le flot. La digue empêchera le flot de pénétrer dans le fleuve et la mer réparera bien vite la brèche en reconstituant la ligne continue de son rivage.

Sur la rive gauche, à la suite d'une inflexion du fleuve vers l'ouest, on placera une digue continuant la berge, barrant la route du sud et dirigeant le cours du fleuve vers le point fixé pour son débouché en mer; elle sera naturellement concave et l'infléchira vers l'ouest sud-est. Entre l'extrémité de la digue longitudinale de la rive droite et celle de la digue de la rive gauche, on réservera au fleuve une embouchure plus large que celle de l'embouchure définitive, sauf à la réduire plus tard dans le projet d'amélioration de la barre.

Avant d'établir le projet de ces ouvrages, il convient de faire un levé précis au 1/5.000 du fleuve entre le Marigot de Leybar et son embouchure actuelle, en le poussant aussi loin que possible au sud. Toutefois, il ne sera pas utile de faire un levé de la barre, opération difficile, étant donné le peu de moyens dont dispose le personnel des travaux publics.

Il conviendra de commencer d'abord les travaux par les digues de la rive droite, puis de construire très vite la digue de la rive

gauche. De la rapidité d'exécution de ce dernier ouvrage dépendra en grande partie le succès de l'entreprise.

C'est seulement lorsque tous ces travaux seront achevés et auront rendu l'embouchure du fleuve bien stable qu'on pourra établir utilement un projet d'amélioration de la barre.

En résumé, mes conclusions sont les suivantes :

1° Ne pas donner suite aux projets actuellement présentés pour l'amélioration de la barre du Sénégal ;

2° Préparer un projet pour fixer définitivement l'embouchure du fleuve sans s'occuper d'améliorer sa barre ;

3° En raison du peu de temps que j'ai pu passer à Saint-Louis et aussi de l'absence d'un plan exact du fleuve en aval de Leybar, je ne puis donner un avis ferme sur le meilleur emplacement à choisir pour le débouché du fleuve en mer ; le point le plus au nord qu'on pourrait adopter est celui du projet Blache-Mouneyres, mais on pourrait être amené à adopter une embouchure beaucoup plus au sud pour faciliter la construction de la digue de la rive gauche ;

4° L'emplacement une fois choisi, on devra y diriger et y fixer le fleuve par les ouvrages suivants :

Eléments de digue longitudinale sur la rive droite pour empêcher le flot de pénétrer dans les brèches accidentelles des raz-de-marée ; puis digue contenue sur la rive gauche près de l'embouchure, pour fermer au fleuve la route du sud et l'infléchir vers son débouché en mer ;

5° Pour préparer ce projet, on devra faire un levé au 1/5.000 du cours du fleuve en aval de l'entrée du marigot du Leybar.

6° C'est seulement lorsque les travaux de fixation de l'embouchure auront donné leur plein effet qu'il sera possible d'établir le projet d'amélioration de la barre avec toutes les chances de succès.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

4 janvier 1913. — *Arrêté* du 20 décembre 1912 portant création d'un Conseil de santé du Haut-Sénégal et Niger à Bamako.

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 21 novembre 1912 modifiant les limites des cercles de Sikasso et Bobo-Dioulasso.

Arrêté du 21 novembre 1912 modifiant, au Haut-Sénégal et Niger, le taux des tarifs des droits de pacage.

Arrêté du 21 novembre 1912 portant création d'une taxe d'extraction sur le sel extrait des mines de la région saharienne dépendant du Haut-Sénégal et Niger.

Arrêté du 21 novembre 1912 portant suppression des droits d'oussourou perçus sur les marchandises et animaux en provenance des territoires sahariens et sahéliens.

18 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 31 décembre 1912 portant modification à l'article 1er de l'arrêté constitutif des Chambres de commerce du Haut-Sénégal et Niger.

Arrêté du 31 décembre 1912 portant homologation sur le chemin de fer de Kayes au Niger des tarifs spéciaux P. V. n° 20 et P. V. n° 21, relatifs aux transports en vrac des noix de karité.

Arrêté du 31 décembre 1912 portant modification des conditions d'application de l'article 19 des tarifs et conditions de transport en petite vitesse en vigueur sur le chemin de fer de Kayes au Niger et relatif aux sacs vides en retour.

Arrêté du 31 décembre 1912 portant homologation sur la ligne de Kayes à Ambodédi du tarif spécial P. V. n° 2 (K. A.), relatif à la location de la grue en service à l'appontement d'Ambidédi.

Arrêté du 31 décembre 1912 portant modification des articles 5 et 11 des tarifs et conditions de transport en vigueur sur le chemin de fer de Kayes au Niger, relatif à la délivrance, à l'enregistrement et la distribution des bagages dans les gares.

COMMERCE. — **Les Chambres de commerce de la colonie.** — L'article 1er de l'arrêté du 31 décembre 1906, portant organisation des Chambres de commerce du Haut-Sénégal et Niger est modifié ainsi qu'il suit :

« *Article premier modifié.* — Il est institué, dans la colonie du Haut-Sénégal et Niger, deux Chambres de commerce sises à Kayes et à Bamako. La circonscription de la Chambre de commerce de Kayes comprend les cercles du bassin du Sénégal, c'est-à-dire Kayes, Bafoulabé, Kita, Satadougou, Nioro, Goumbou. La circonscription de la Chambre de commerce de Bamakou comprend tous les autres cercles de la colonie. »

CHEMIN DE FER. — **Transport en vrac des noix de karité.** — Le tarif spécial P. V. n° 20 (applicable à la montée et à la descente), porte la disposition suivante : Noix de karité décortiquées ou non, en vrac (wagons découverts, non bâchés ou bâchés par l'expéditeur au moyen de bâches fournies par lui). Prix par tonne et par kilomètre : de 0 à 150 kilomètres, 0 fr.075 ; de 151 à 350 kilomètres, 0 fr. 05 ; au delà de 350 kilomètres, 0 fr. 005.

Les expéditions en vrac des noix de karité, décortiquées ou non, ne sont acceptées que par wagon complet de deux tonnes ou payant pour ce poids. Le parcours devra être d'au moins 60 kilomètres. Les noix de karité ne peuvent être chargées avec d'autres marchandises similaires en vrac avec lesquelles elles seraient susceptibles d'être confondues.

Transport des sacs vides. — Le libellé du deuxième paragraphe de l'article 19 du titre II du tarif des transports en vigueur sur le chemin de fer de Kayes au Niger est modifié et remplacé par le suivant :

Ce tarif n'est applicable qu'aux sacs vides à retourner à la gare d'où ils sont partis à l'état plein et pour lesquels l'expéditeur aura fourni la preuve au bureau de départ au moyen d'un récépissé ne remontant pas à plus d'un mois de date, compté à partir du jour de la livraison des sacs pleins, qu'ils ont réellement renfermé des marchandises transportées par le chemin de fer de Kayes au Niger sur le même parcours. La date de la livraison et le nombre de sacs pleins seront portés par la gare destinataire sur le récépissé au moment de la remise dudit récépissé au destinataire.

Location de la grue d'Ambidédi. — La grue de 10 tonnes en service à l'appontement d'Ambidédi pourra être mise à la disposition des particuliers et des services qui en feront la demande pour le chargement et le déchargement des marchandises transitant par Ambidédi, mais seulement lorsque cet appareil ne sera pas occupé par le chemin de fer ou qu'il ne sera pas en réparation au prix de 10 francs pour une opération (chargement ou déchargement), avec augmentation de 5 francs par heure au delà de la deuxième heure.

Moyennant la taxe ci-dessus, le chemin de fer fournit un ouvrier européen qui est chargé de la surveillance, de la manœuvre de la grue de 10 tonnes, mais il ne fournit pas le reste du personnel nécessaire à la manœuvre. Le temps consacré à la manœuvre des wagons n'est pas compté dans la supputation du délai servant au calcul de la somme à percevoir.

Territoire militaire du Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 23 novembre 1912 déterminant le taux et le mode de recouvrement des droits à percevoir pour l'extraction du sel et du natron dans le territoire militaire du Niger.

Arrêté du 23 novembre 1912 réglementant les droits à percevoir sur les caravaniers de l'Azalaï de Bilma.

Arrêté du 23 novembre 1912 fixant le taux de l'impôt personnel à percevoir dans les cercles du territoire militaire du Niger, pendant l'année 1913.

Arrêté du 23 novembre 1912 fixant les droits de patente et de licence applicables dans le territoire militaire du Niger.

Arrêté du 23 novembre 1912 portant détermination des droits de pacage à percevoir sur les troupeaux de provenance étrangère venant pâturer dans le territoire militaire du Niger.

Arrêté du 23 novembre 1912 portant répartition des marchés du territoire militaire du Niger et fixation des droits de place.

Arrêté du 23 novembre 1912 portant réorganisation administrative intérieure du territoire militaire du Niger.

Impôts. — **Droits d'extraction du sel.** — Conformément à l'arrêté du 23 novembre 1912, l'extraction du sel et du natron dans les salines et mares du territoire militaire du Niger ci-après désignées est soumise à un droit dont le taux, variable suivant les régions d'extraction, est le suivant : salines du Forgho (cercle de Niamey) : 1/30 de la production ; salines et mares de natron des cercles de Zinder et de N'Guigmi : 1/10 de la production ; salines de Toggoda N'Tessum (cercle d'Agadez) : 0 fr. 70 par 100 kilogrammes ; salines de Bilma et de Fachi (cercle de Bilma) : sel de 1re qualité, 1 franc par 100 kilogrammes ; sel de 2e qualité, 0 fr. 50 par 100 kilogrammes.

Droits de patente. — Le tarif des droits de patente et de licence applicables dans le territoire militaire du Niger aux différents commerces, industries et professions énumérés par l'arrêté du 27 juin 1909, est fixé comme suit :

1° *Patentes*. Tableau A : patente de 1re classe, 500 francs ; de 2e classe, 300 francs ; de 3e classe, 150 francs ; de 4e classe, 100 fr. ; de 5e classe, 60 francs.

Tableau B : patente hors classe, 600 francs ; de 1re classe, 400 fr. ; de 2e classe, 200 francs ; de 3e classe : 1re catégorie, 100 francs ; 2e catégorie, 75 francs ; 3e catégorie, 60 francs.

Le classement des patentables de la 5e classe (tableau B), est effectué par le Commissaire du territoire militaire.

2° *Licences*. Licence de 1re catégorie, 300 francs ; de 2e catégorie, 200 francs ; de 3e catégorie, de 60 à 120 francs.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 23 novembre 1912 portant réorganisation des cercles de la Guinée française.

Arrêté du 23 novembre 1912 relatif à la fixation de l'impôt personnel en Guinée française.

18 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 31 décembre 1912 ajoutant les plants, rejets et souches de bananiers, d'ananas, dans les marchandises pouvant bénéficier du tarif P. V. n° 2 sur le chemin de fer de la Guinée.

Arrêté du 31 décembre 1912 autorisant, à titre temporaire, sur le chemin de fer de la Guinée, l'arrêt de certains trains de marchandises entre Conakry et Kindia au droit des concessions agricoles sises sur ce parcours.

Arrêté du 31 décembre 1912 portant homologation sur le chemin de fer de Konakry au Niger du tarif spécial P. V. n° 10, relatif au transport des machines et matériel d'exploitation minière.

Journal officiel de la colonie.

1er *janvier* 1913. — *Arrêté* du 24 décembre 1912 fixant les conditions d'extraction de la latérite le long de la mer dans la presqu'île de Tumbo.

Impôts. — **Fixation de l'impôt personnel en Guinée française.** — Aux termes de l'arrêté du 22 novembre 1912, le taux de l'impôt personnel en Guinée française est fixé, chaque année, par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la colonie, en conseil d'administration ; il varie de 2 à 5 francs par contribuable suivant les régions.

Minerais. — **L'extraction de la latérite dans la presqu'île de Tumbo.** — Un arrêté du 24 décembre 1912 porte que l'extraction à la pince, au pic ou à la mine de moellons de latérite quelle que soit leur grosseur, est interdite sur le domaine public le long de la mer dans la presqu'île de Tumbo. Il ne pourra être fait d'exception que pour les cas où l'utilité publique serait invoquée et à la condition que les travaux d'extraction n'aient pas pour effet immédiat ou éloigné de nuire, soit à la sécurité du rivage actuel, soit à sa solidité, soit à son intégrité ou de contrevenir à l'arrêté sur les eaux stagnantes. Les autorisations de ce genre ne seront délivrées qu'après enquête du service des travaux publics et sur décision du lieutenant-gouverneur et ne seront valables que pour l'extraction d'un cube fixé et pour une durée déterminée dans chaque cas.

D'autre part, l'autorisation de ramasser du sable ou des gravillons de latérite (morceaux de roches de latérite détachés et roulés) devra faire l'objet d'une demande au lieutenant-gouverneur et donnera lieu aux redevances suivantes : 0 fr. 10 par mètre cube de sable ; 0 fr. 50 par mètre cube de gravillon.

Côte d'Ivoire. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 21 novembre 1912 portant modification du taux de l'impôt de capitation à la Côte d'Ivoire.

Arrêté du 25 novembre portant réorganisation de circonscriptions administratives de la Côte d'Ivoire.

18 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 12 janvier 1912 promulguant en Afrique occidentale française le décret du 14 décembre 1912, fixant à 100.000 kilogrammes pour l'année 1913, la quantité de cacaos originaires de la Côte d'Ivoire pouvant entrer en France aux conditions prévues par le décret du 16 novembre 1911.

Chemin de fer. — **Transports du matériel minier.** — Le tarif spécial P. V. n° 10 (applicable à la montée et à la descente) porte la disposition suivante :

Machines et matériel d'exploitation minières : prix par tonne et par kilomètre : 0 fr. 20, non compris les frais accessoires.

Le tarif est applicable de la gare de départ à la gare d'arrivée, pour des expéditions d'au moins 50 tonnes ou payant pour ce poids et pour un parcours minimum de 300 kilomètres. Les dispositions du tarif spécial P. V. n° 8 concernant le chargement et le déchargement des wagons complets sur le wharf de Conakry et au port fluvial de Kouroussa sont applicables aux transports en question, ainsi que celles de l'article 10 du titre II, relatif aux masses indivisibles et objets de dimensions exceptionnelles.

Impôts. — **L'impôt de capitation.** — Un arrêté du 21 novembre 1912 modifie le taux de l'impôt de capitation à la Côte d'Ivoire. Le taux de cet impôt variera de 1 fr. 50 à 5 francs, suivant les régions.

Il sera fixé, chaque année, sur la proposition des commandants de cercle, par le lieutenant-gouverneur, en conseil d'administration.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale.*

11 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 22 novembre 1912 créant un impôt sur la propriété bâtie au Dahomey.

Arrêté du 22 novembre 1912 portant établissement, au Dahomey, d'un permis pour la pêche dans les fleuves et lagunes.

Arrêté du 22 novembre 1912 portant création, au Dahomey, d'une taxe sur les armes à feu non perfectionnées.

Arrêté du 22 novembre 1912 établissant, au Dahomey, un droit sur les armes perfectionnées.

Arrêté du 22 novembre 1912 supprimant, dans certaines régions au Dahomey, les licences de la 3e catégorie prévues par arrêté du 27 juin 1909.

Arrêté du 22 novembre 1912 créant un impôt sur la propriété non bâtie au Dahomey.

Arrêté du 23 novembre 1912 portant modification à l'arrêté du 28 juin 1911, relatif aux droits de pacage à percevoir sur les troupeaux de provenance étrangère venant pâturer sur les territoires du Dahomey.

Arrêté du 23 novembre 1912 fixant les droits de circulation en lagune ou rivière entre les ports intérieurs de la colonie et de l'étranger.

IMPÔTS. — **Taxe sur les armes à feu non perfectionnées.** — A compter du 1er janvier 1913, tout individu résidant sur le territoire du Dahomey, détenteur d'une arme à feu non perfectionnée, sera astreint au paiement d'une taxe de 2 francs établie au profit du budget local. La taxe est due une fois tous les trois ans pour chaque arme.

Impôts sur la propriété bâtie. — Un arrêté du 22 novembre crée un impôt sur la propriété bâtie, au Dahomey, dans l'étendue de la commune de Cotonou. Cet impôt est fixé à 4 0/0 de la valeur locative des immeubles bâtis. La valeur locative est déterminée par une commission spéciale, d'après les baux passés ou par comparaison avec d'autres locaux faisant l'objet de location. A défaut de ces bases, la valeur locative est déterminée sur le taux de 10 0/0 de la valeur de l'immeuble imposé. La valeur de l'immeuble imposé est fixée elle-même d'après la déclaration inscrite sur les livres fonciers, soit d'après des titres authentiques ou sous-seing privé ayant date certaine, soit par comparaison avec des immeubles bâtis dont le prix est notoirement connu, et, à défaut de ces bases, à l'aide de renseignements recueillis au bureau du Conservateur de la propriété foncière tant sur la superficie que sur la valeur de l'emplacement ou du rendement.

Sont exempts de l'impôt sur la propriété bâtie : 1° les maisons, bâtiments ou édifices appartenant à l'Etat, au gouvernement général, au gouvernement local et à la commune ; 2° les immeubles qui, habités par leurs propriétaires, ont une valeur locative inférieure à 160 francs ; 3° les immeubles dont la construction remonte à moins de trois ans, à la condition que l'administration ait été avisée à temps de la date de la construction de la maison. La commission sera, dans ce cas, appelée à déterminer la date où l'immeuble sera considéré comme bâti.

Etablissement d'un permis pour la pêche dans les fleuves et lagunes. — A compter du 1er janvier 1913, tout individu pratiquant l'industrie de la pêche dans toute l'étendue du territoire de la colonie du Dahomey, à l'exclusion de la pêche maritime qui reste libre, devra se munir d'un permis qui donnera lieu à la perception d'une taxe annuelle de un franc au profit du budget local.

Droit sur les armes perfectionnées. — A compter du 1er janvier 1913, tout détenteur d'une arme à feu perfectionnée sera astreint, dans l'étendue de la colonie du Dahomey, au paiement d'une taxe semestrielle établie au bénéfice du budget local, sur les bases suivantes :

Cannes fusils, revolvers, pistolets, carabines de petit calibre (ne dépassant pas 9 millimètres), à canon non rayé, dites armes de salon, carabines ou pistolets à air comprimé à canon non rayé, 1 fr. 50 ;

Fusils de chasse à un ou deux coups à canon non rayé, sans hausse graduée, carabines à canon non rayé de calibre supérieur à 9 millimètres, 3 francs ;

Armes de guerre et, en général, tous fusils ou carabines à canon rayé assimilables aux armes de guerre, fusils ou carabines à canon rayé, fusils ou carabines à canon non rayé, comportant une hausse graduée, revolvers ou pistolets à crosse mobile du genre « Mauser », 5 francs.

Les armes à feu à l'usage des troupes, de la police ou de toute autre force publique ne sont pas soumises aux dispositions du présent arrêté. Il en est de même pour les armes perfectionnées régulièrement détenues par les Européens ou indigènes du territoire militaire du Haut-Sénégal et Niger traversant le Dahomey.

Suppression de licences dans certaines régions. — Les dispositions de l'arrêté du 27 juin 1909, sur le régime des patentes et licences, prévoyant des licences de 3e catégorie pour les marchands et fabricants de dolo et débitants sous apatam ou en plein air, sont abrogées au Dahomey pour les centres urbains de Porto-Novo, Cotonou, Ouidah, Grand-Popo, Abomey, Bohicon et Athiémé, dont les périmètres ont été déterminés par les arrêtés locaux des 15 et 19 juillet 1912, sauf celui de la circonscription d'Athiémé qui sera délimité ultérieurement. Seront assujetties, dans les villes précitées, à un droit de licence de la 1re ou de la 2e catégorie, suivant l'espèce, toutes personnes se livrant à la vente au détail ou donnant à consommer sur place des vins, liqueurs, boissons alcooliques ou fermentées.

Création d'un impôt sur la propriété non bâtie. — Aux termes de l'arrêté du 22 novembre, il est établi, sur toute l'étendue de la commune de Cotonou, telle qu'elle est délimitée par l'arrêté du 22 novembre 1912, un impôt sur la propriété non bâtie. Cet impôt est fixé à 0 fr. 25 0/0 de la valeur des terrains. Lorsque sur ces terrains s'élèvent des constructions exonérées de l'impôt foncier sur les propriétés bâties, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de l'arrêté du 22 novembre 1912, il est fait état de ces constructions dans l'établissement de la valeur du terrain.

Sont exempts de l'impôt sur les propriétés non bâties : 1° les terrains appartenant à l'Etat, au gouvernement général, au gouvernement de la colonie et à la commune ; 2° les terrains dont la moitié au moins sera mise effectivement en valeur par des cultures vivrières, des plantations en plein rapport de cocotiers ou autres. En ce cas, le bénéfice de l'exemption ne sera acquis que pour trois ans.

Modifications aux droits de pacage sur les troupeaux étrangers. — Les droits de pacage à percevoir sur les troupeaux venant

pâturer dans les territoires du Dahomey, en provenance des pays étrangers sont fixés comme suit : 1/40 sur les moutons et chèvres ; 1/60 sur les bœufs et ânes ; 1/100 sur les chameaux. La valeur des animaux est déterminée par les mercuriales locales.

Etablissement d'un droit de circulation sur les rivières et sur les lagunes. — Il sera dorénavant perçu, au profit du budget local du Dahomey, sur tous les navires, bateaux, chalands, surfboats, pirogues, etc., circulant en lagune ou rivière, entre les ports intérieurs de la colonie et l'étranger, une taxe de 1 fr. 25 par tonneau d'affrètement de marchandises ou de produits embarqués ou débarqués pour les navires et autres embarcations à moteur et pour toute embarcation remorquée par un vapeur ; et de 1 franc par tonneau d'affrètement de marchandises ou de produits embarqués ou débarqués pour tous les autres bateaux, chalands, pirogues et autres embarcations non actionnées par un moteur.

Les embarcations affectées au service de la poste ou effectuant ce service en vertu d'une convention spéciale, celles des divers gouvernements ne se livrant à aucune opération commerciale, les pirogues indigènes construites d'un seul tronc d'arbre sans membrures et d'un tonnage inférieur à trois tonnes, sont exemptées de la taxe de circulation.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

1er *janvier* 1913. — *Arrêté* du 15 décembre 1912 portant modification à l'arrêté du 28 juin 1912, ouvrant les station radiotélégraphiques de Brazzaville et de Loango-Pointe-Noire à la correspondance publique générale et fixant les taxes à percevoir.

Arrêté du 24 décembre 1912 rendant provisoirement exécutoires les divers budgets des colonies et territoires de l'Afrique équatoriale française, pour 1913.

FINANCES. — **Les budgets de 1913.** — Les divers budgets des colonies et territoires de l'Afrique équatoriale française, pour l'exercice 1913, sont arrêtés comme suit :

Le budget général, en recettes et en dépenses, à la somme de 6.400.000 francs ;

Le budget du Gabon, en recettes et en dépenses, à la somme de 2.110.000 francs ;

Le budget du Moyen-Congo, en recettes et en dépenses, à la somme de 2.357.469 francs ;

Le budget de l'Oubangui-Chari, en recettes et en dépenses, à la somme de 1.715.000 francs ;

Le budget du territoire militaire du Tchad, en recettes et en dépenses, à la somme de 1.000.000 de francs.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

21 *décembre.* — *Arrêté* du 4 décembre réglementant le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat et abrogeant celui du 22 juin 1908 sur la matière.

Arrêté du 13 décembre portant règlement sur le transport et la circulation des noix de coco.

Arrêté du 4 décembre relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation des maladies du cocotier,

Arrêté du 13 décembre portant organisation dans la commune de Tananarive de l'inspection sanitaire des viandes foraines et imposant ces viandes d'une taxe spéciale.

Arrêté modifiant les limites de la commune de Diégo-Suarez et portant constitution du périmètre urbain ainsi que de la dotation foncière de la dite commune.

28 *décembre.* — *Arrêté* du 25 décembre promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances, le décret portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux. *Rapport* et *Décret ad hoc.*

Arrêté du 4 décembre portant inscription au budget extraordinaire de l'exercice 1912 d'un chapitre additionnel et dotant ce chapitre d'un crédit de 100.000 francs, pour permettre de faire face aux premières dépenses nécessitées par le cyclone qui a ravagé les régions de Diégo-Suarez, Ambilobe et Nossi-Bé.

Ce chapitre comporte la division suivante, au titre duquel seront constatées par article les dépeuses occasionnées par le cyclone des 24 et 25 novembre 1912, savoir : Article 1er. Réfection des bâtiments ; art. 2. Réfection des lignes télégraphiques ; art. 3. Secours en nature ; art. 4. Ports et rades ; art. 5. Divers.

Arrêté du 23 décembre transformant le cercle de Morondova en province civile.

Listes des électeurs des Chambres consultatives des provinces de Tulear, Tamatave, Mananjary, Vatomandry, Fianarantsoa et Tananarive (année 1913).

Listes des électeurs des comices agricoles de Tulear, Tamatave, Mananjary, Vatomandry, Majunga, Tananarive et Fianarantsoa (année 1913).

4 *janvier.* — *Listes* des électeurs des Chambres consultatives des provinces de Diégo-Suarez, Nossi-Bé, Majunga et Ambositra.

Listes des électeurs des comices agricoles des provinces de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Ambositra.

Arrêté du 30 décembre rendant exécutoire le budget local de l'exercice 1913.

Etats des exploitations minières de la colonie en novembre 1912.

Arrêté du 13 décembre déclarant d'utilité publique les travaux d'agrandissement de la gare de Tamatave et d'aménagement des voies d'accès du prolongement du chemin de fer T. C. E.

Itinéraires provisoires de la ligne annexe de Madagascar et de la Côte d'Afrique (janvier-mai 1913).

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores.** (Séance du 30 janvier 1913.) — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale a tenu sa réunion mensuelle le 30 janvier, sous la présidence de M. Eugène Buhan, président de la Section.

Présents : MM. Eugène Buhan, président; Gueugnier, de la Motte Saint-Pierre, J.-B. Sescau, vice-présidents; Catoire, secrétaire; Eugène Jamet, Bernard J. Dubos, H. Nouvion, Lorrain, de Dienval, J. Moquet, Henri Mager, Maurice L. de Vilmorin, Compagnie générale frigorifique, Ch. Depincé.

Excusés : MM. Perben, vice-président, Boussand, Vaquin et Schweitzer.

Avant d'aborder l'ordre du jour, M. le président se déclare particulièrement heureux de faire part à la Section de la récente nomination de M. Gueugnier au grade de chevalier de la Légion d'honneur. Il lui adresse, au nom de la Section, ses plus vives félicitations. — M. Gueugnier remercie M. le président, ainsi que les membres de la Section, de leurs flatteuses félicitations.

M. le président fait savoir que le bureau de la Section a été reçu en audience particulière, le 29 janvier, par le nouveau ministre des colonies, M. Jean Morel. L'entretien a porté sur les deux questions d'ordre général qui, à l'heure actuelle, préoccupent le plus l'opinion à Madagascar, savoir : la réforme douanière et la création d'une banque d'émission.

En ce qui concerne la réforme douanière, que le récent dépôt du projet de loi portant établissement du régime douanier colonial place au premier plan de l'actualité, l'attention de M. le ministre a été appelée sur le vœu émis par le Congrès de l'Afrique orientale et que la Section a fait sien, visant à obtenir pour Madagascar la personnalité douanière. Sans doute, dit M. le président, nous ne saurions nous flatter d'obtenir actuellement satisfaction sur ce point. Aussi, n'avons-nous pas cru devoir y insister, et n'avons-nous rappelé le vœu émis à cet égard par le Congrès de l'Afrique orientale et par la Section elle-même que pour bien marquer la continuité de nos vues et, en quelque sorte, pour interrompre la prescription.

Par contre, nous avons eu la très vive satisfaction de constater que le ministre était tout acquis au principe de la détaxe des denrées coloniales tel qu'il est posé par le projet de loi actuellement soumis au Parlement, principe dont l'application constituerait pour Madagascar et les Comores un avantage extrêmement appréciable. M. Jean Morel s'est déclaré résolu à soutenir énergiquement le projet de loi sur ce point devant les Chambres et nous a même laissé entrevoir qu'il était disposé à demander à celles-ci, pour aller plus vite, d'en détacher les dispositions relatives à la détaxe et qui ne paraissant devoir soulever aucune opposition, pourraient être votées rapidement, l'examen du reste du projet, sujet à discussion, étant remis à plus tard.

Le bureau de la Section n'a pu que remercier le ministre de ses déclarations. Toutefois, comme M. Jean Morel avait paru disposé à ajourner jusqu'à ce que le Parlement ait statué sur le projet de loi dont il est saisi, la décision à prendre sur les modifications aux tarifs douaniers actuellement en vigueur demandées par la colonie, le bureau a appelé l'attention du ministre sur les inconvénients de cette procédure d'où pourrait résulter un retard considérable dans la décision attendue, et a insisté pour que ces modifications, qui rentrent dans le cadre du projet de loi récemment déposé par le gouvernement, aussi bien que dans celui de la loi du 11 janvier 1892, fissent l'objet d'un examen et d'une solution aussi rapides que possible.

Dans un autre ordre d'idées, le bureau de la Section a appelé tout particulièrement l'attention de M. le ministre des colonies sur l'urgence d'une solution en ce qui concerne la Banque d'émission. Cette question, depuis trop longtemps en suspens, a été mûrement étudiée par la Section qui avait tout récemment saisi le prédécesseur de M. Jean Morel d'un vœu formel et longuement motivé. M. le ministre déclare avoir pris connaissance des desiderata exprimés par la Section. Il espère pouvoir prendre une décision sans trop tarder.

Après avoir pris congé de M. le ministre, les membres du bureau se sont rendus auprès des chefs de service du ministère pour les entretenir de diverses autres questions, notamment du port de Tamatave, des secours à accorder aux victimes du cyclone et du projet de décret sur les mines communes.

En ce qui concerne le port de Tamatave, les membres du bureau ont appris que le projet d'emprunt qui avait été élaboré n'a pas eu l'agrément du ministre des finances. M. le ministre des colonies se propose d'insister auprès de son collègue pour le faire revenir à une appréciation différente. A défaut de l'emprunt, on a envisagé, dit M. le président, la possibilité pour la colonie d'entreprendre les travaux sur ses ressources propres, au même titre que les travaux du chemin de fer d'Antsirabe, et sauf à suspendre l'exécution de ceux-ci, ce qui serait possible et régulier, la loi qui les a autorisés ayant prévu leur exécution par tronçons. Le bureau de la Section s'est déclaré nettement défavorable à cette combinaison et a insisté pour que, si les ressources nécessaires à la construction du port de Tamatave ne pouvaient être assurées au moyen de l'emprunt, la construction du chemin de fer d'Antsirabe fût poursuivie sans désemparer jusqu'à son achèvement, la construction du port de Tamatave devant venir immédiatement après pour être conduite également sans interruption.

Le bureau de la Section a en outre insisté pour que le gouvernement intervînt d'urgence, d'une façon ou d'une autre, pour secourir les victimes du cyclone, soit sous forme de prêts sans intérêt soit sous forme d'indemnités.

M. Mager fait observer qu'il s'est écoulé 60 jours depuis le passage du cyclone et que rien n'est encore décidé, tandis que 20 jours avaient suffi, il y a quelques années, dans une circonstance analogue, pour que toutes mesures utiles fussent prises.

Il ne faut pas perdre de vue, explique M. Depincé, que le ministère des colonies n'a pas toute liberté d'action. Il ne peut rien en pareil cas sans l'assentiment du ministère des finances. Or, il semble bien que celui-ci n'ait pas manqué cette fois d'objecter que la colonie était en état de faire face à la situation, grâce à sa caisse de réserve. Sans cette opposition, il n'est pas douteux que le ministère serait déjà intervenu. M. Depincé ajoute que la colonie a ouvert un premier crédit de 400.000 francs, précisément sur les fonds de la caisse de réserve, pour parer aux nécessités les plus urgentes, crédit — croit savoir M. de la Motte Saint-Pierre — qu'elle est disposée à doubler ; mais il est évident que c'est peu de chose eu égard aux ruines causées par le cyclone. Il ne paraît pas possible, conclut M. Depincé que la métropole refuse son assistance à la colonie, la caisse de réserve, quelle que soit sa prospérité, ne pouvant pourvoir à tout. Il y a d'ailleurs des précédents et la métropole ne peut pas moins faire pour Madagascar qu'elle n'a fait, à plusieurs reprises, pour d'autres colonies éprouvées par des catastrophes semblables.

Enfin, en ce qui concerne les mines, déclare M. le président, nous avons appris, non sans surprise, que l'administration centrale se disposait à fondre en un seul décret les deux projets concernant les métaux précieux et les mines communes. La Section s'est déjà prononcée sur le premier, tandis qu'elle ne possède que de vagues indications sur le second qui a été soumis récemment aux assemblées de la colonie (Chambre des mines et commission mixte). Nous avons donc demandé qu'il nous en soit fait communication en temps utile.

M. Jamet croit savoir que le projet, tel qu'il est actuellement établi et à l'élaboration duquel ont collaboré MM. Weiss et Giraud qui se sont inspirés très largement, semble-t-il, de la nouvelle législation minière de l'Afrique occidentale et très peu, par contre, des vœux des Congrès minier et de l'Afrique orientale, diffère essentiellement, dans son ensemble, du projet primitif étudié par la Section et dont il ne subsisterait que peu de chose. Selon M. Jamet, le bouleversement est tel qu'il rend presque complètement inutile le travail auquel s'est livré la Section. C'est toute la question qui est remise en jeu.

Les déclarations de M. Jamet ne sont pas sans causer un profond étonnement.

Après un échange d'observations, M. le président déclare que le bureau s'informera de la teneur exacte du nouveau projet minier.

S'il différait sensiblement de celui qui nous a été précédemment communiqué, le ministre serait sollicité de le soumettre à l'examen de la Section. — Il en est décidé ainsi.

Services maritimes : 1° Ligne des Comores. — M. Depincé donne lecture d'une lettre en date du 24 novembre, par laquelle le gouverneur général de Madagascar répond à celle que lui avait adressée le 14 octobre l'Union coloniale touchant les mesures qu'il conviendrait d'adopter pour assurer les relations de l'archipel avec Madagascar.

Après avoir déclaré qu'il s'était, d'accord en cela avec la Section, opposé à la suppression, dans les itinéraires de l'Océan Indien, des escales de Mayotte, Nossi-Bé et Sainte-Marie, M. le gouverneur général fait connaître que si les pourparlers en cours aboutissaient, les vœux de l'Union coloniale recevraient, sur la plupart des points, complète satisfaction. D'après le tableau de marche des bateaux actuellement en discussion, l'annexe partirait de Diégo tous les vingt-huit jours, après l'arrivée du courrier de France, toucherait Majunga, Mayotte, Mutsamoudu, Mohéli, Moroni, Zanzibar, où il assurerait la correspondance avec le paquebot venant de France ; puis il reviendrait par la même voie à Diégo et y arriverait trois jours avant le départ du courrier pour France. Le court voyage que la *M'panjaka* effectue chaque mois de Diégo à Majunga serait supprimé. « Je me suis efforcé, ajoute M. le gouverneur général, d'obtenir la meilleure utilisation de toutes les lignes annexes et de donner, dans la plus large mesure, satisfaction aux desiderata des colons de l'archipel des Comores, comme aussi d'ailleurs, à ceux des commerçants des autres ports de Madagascar. En présence des sacrifices que la colonie s'est imposés et qui coûteront aux finances locales une somme qui n'est pas moindre de 660.000 francs, il est impossible de lui demander actuellement un effort plus considérable. »

Dès réception de cette lettre, dit M. Depincé, nous l'avons portée à la connaissance des colons des Comores que la question intéresse plus spécialement en leur proposant, en raison de l'urgence, de tenir une réunion spéciale qui a eu lieu le 20 janvier. Y ont pris part MM. Maurice Simon, Galzerl, de Dienval, Depincé, Moquet; Garnier et Fringhian, représentants des sociétés Humblot et Chiris. Après délibération, la réunion s'est montrée unanime à reconnaître que l'horaire, tel que le prévoit le gouverneur général, présente des avantages sérieux et qu'il était de nature à donner satisfaction aux intérêts des colons sous la réserve toutefois que les quatre conditions ci-après seraient remplies :

1° Maintien, en tout état de cause, de l'escale de Mayotte dans l'itinéraire des lignes de l'Océan Indien ;

2° Remplacement de la *M'panjaka* par un navire de vitesse et de tonnage supérieurs ;

3° Faculté pour les habitants des Comores de faire acheminer, via Zanzibar, leur correspondance, qu'elle soit sous pli soit chargé, soit recommandé ou non, à destination de France ;

4° Que des mesures fussent prises pour que les marchandises d'origine française destinées aux Comores conservassent le bénéfice de la droiture, malgré le transbordement opéré à Zanzibar, pays étranger.

Ces vœux, adoptés à l'unanimité et motivés d'une façon précise, ont été transmis au gouverneur général de Madagascar par le courrier du 23 janvier. La réunion a eu à se prononcer, en outre, sur deux propositions émanant de deux de ses membres, et tendant, l'une à l'exécution par la *M'Panjaka* d'un voyage supplémentaire sur Mayotte, en février; l'autre à la suppression du service sur l'Afrique du Sud. Aucune de ces propositions n'a été retenue par la réunion. M. Depincé fait remarquer, d'ailleurs, que la Section ayant tout récemment pris position, et dans un sens absolument opposé à la proposition qui lui était suggérée au sujet du service sur l'Afrique du Sud, il ne pouvait être question pour elle de se déjuger.

2° Ligne de l'Afrique du Sud. — Ainsi que le rappelle M. Depincé, la Section, dans sa séance du 17 octobre, avait émis le vœu, à la suite des doléances des commerçants de la Côte Ouest, dont M. Richardot s'était fait l'interprète, que le service sur l'Afrique du Sud, supprimé dans le courant de 1912, fût rétabli le plus promptement possible.

Le gouverneur général, à qui ce vœu avait été transmis, répond, par lettre du 2 décembre, que la nouvelle organisation des services maritimes locaux a été étudiée avec le plus grand souci d'utiliser au mieux des intérêts de la colonie le service des lignes annexes. Il a été nécessaire de tenir compte des itinéraires fixés par la métropole et de l'insuffisance du matériel dont dispose la Compagnie des Messageries maritimes. Le maintien de tous les voyages effectués auparavant à Lourenço-Marquez se serait fait au détriment du service des autres ports de la Grande Ile. « Si l'accord se fait, ajoute-t-il, entre la colonie et la Compagnie, sur les bases proposées par l'administration, il donnera entière satisfaction aux vœux dont l'Union coloniale s'est fait l'interprète. »

Régime des eaux. — M. de Dienval appelle l'attention de la Section sur les conséquences de l'application du projet de décret sur le régime des eaux qui lui avaient échappé lors de la discussion de ce projet. Il émet des doutes sur la légalité de l'extension aux Comores des principes que consacre ce projet et qui ne tendent à rien moins, dit-il, qu'à exproprier les colons qui ont joui de leurs terres depuis cinquante et même soixante ans sous le régime du droit civil. Il demande que la question soit soumise au Comité des jurisconsultes de l'Union coloniale.

Un long échange d'observations suit cette communication. M. de la Motte Saint-Pierre insiste à la suite de M. de Dienval pour que la question soit élucidée. Elle intéresse non seulement les Comoriens, mais bon nombre de colons de la Grande Terre qui se trouvent dans le même cas.

Sur la proposition de M. Depincé, il est décidé qu'une commission sera chargée de dégager de la discussion qui vient de se produire, le point précis de droit à soumettre au Comité des jurisconsultes. Sont désignés à cet effet MM. de la Motte Saint-Pierre, de Dienval, Moquet et Jamet qui tiendront une première réunion le vendredi 7 février.

Commerce des bœufs. — M. Depincé donne lecture d'une lettre en date du 7 décembre du gouverneur général relative au commerce des bœufs et répondant à celle que l'Union lui a adressée, au nom de la Section, le 26 octobre. Dans cette lettre, M. Picquié expose que depuis plusieurs années les chefs de circonscriptions s'efforcent de faire comprendre aux indigènes le préjudice qu'ils se portent soit en sacrifiant, soit en gardant inutilisée une richesse dont ils pourraient tirer un parti rémunérateur. Lui-même, lors de sa récente tournée dans le Sud de l'Ile, s'est efforcé, dans des kabary, de combattre ce fâcheux état d'esprit. « Il n'est pas

douteux, dit en terminant le gouverneur général, que nos efforts constants finiront par aboutir, mais il faudra encore longtemps pour arriver à déraciner une coutume ancienne profondément ancrée dans les mœurs. »

Nous ne pouvons, dit M. le président, que remercier M. le gouverneur général des bonnes dispositions qu'il veut bien manifester à l'égard des suggestions que nous lui avions soumises. Il ne doute pas que des efforts persévérants ne produisent l'effet attendu.

Situation du commerce des vins. — Par lettre du 29 octobre, l'Union coloniale avait appelé l'attention du gouverneur général sur la situation du commerce des vins dans la Grande Ile, en décroissance marquée depuis quelques années.

Le gouverneur général répond qu'il ne paraît y avoir aucune relation entre la diminution de l'entrée des vins dans la colonie et la fabrication des alcools indigènes que la Section avait dénoncée comme en étant la cause.

« La quantité de vin importée en 1911 (32.000 hectolitres), dit M. le gouverneur général, est en rapport avec la population européenne (13.000 individus-militaires compris) qui, à elle seule consomme les 4/5 de ce produit. Tout chiffre d'importation dépassant 32.000 hectolitres indique simplement une constitution de stocks plus ou moins importants suivant les prix pratiqués en France.

« Le décret du 14 août 1912 vient d'apporter une heureuse modification à la réglementation en vigueur. La suppression des licences de demi-gros, véritables paravents de la vente au détail, amènera encore une diminution de la consommation des alcools, mais il ne faut pas pour cela espérer que la consommation du vin augmentera. Cette boisson, pour être appréciée des indigènes, devrait être vendue à des prix de bon marché qu'il est encore impossible d'obtenir, étant donnés les frais de transport maritime grevant lourdement cette marchandise.

« Toutefois, en vue de favoriser la vente du vin et des boissons hygiéniques, j'examine actuellement la possibilité de dégrever les commerçants se livrant exclusivement à ce commerce. Ceux-ci sont présentement imposés à la 2e classe pour le vin et à la 3e classe pour la bière. En vue de diminuer leurs charges et de favoriser la vente des boissons hygiéniques, je me propose d'abaisser l'impôt de la patente et de le fixer à la 4e classe. Le maximum de la patente passerait ainsi de 600 francs à 200 francs. Cette nouvelle tarification serait de nature à donner, dans une large mesure, satisfaction aux desiderata des négociants en vins. »

Au surplus, M. Picquié fait remarquer que les importations d'eaux-de-vie à Madagascar sont en sensible décroissance. Quant à la betsabetsa, sa consommation est insignifiante : les taxes qui la frappent aujourd'hui sont prohibitives et la répression des délits de fabrication toujours poursuivie avec rigueur.

Cette lettre n'ayant donné lieu à aucune observation de la part ni des membres de la Section présents à la réunion, ni de celui qui avait soulevé la question, et à qui elle a été communiquée, la Section se borne à prendre acte des déclarations qui y sont contenues et passe à l'ordre du jour.

Tarif spécial des douanes. — M. Henri Mager donne lecture du rapport qu'il a élaboré au nom de la commission que la Section avait nommée dans sa séance du 17 octobre dernier, sur les modifications à apporter au tarif spécial des douanes de Madagascar. Dans ce long travail, résumé ci-après, M. Mager présente et justifie les desiderata de la colonie.

Après avoir exposé les remaniements successifs apportés aux tarifs douaniers locaux par les décrets des 28 juillets 1897, 31 mai 1898, 10 août 1900, 5 juin 1903, 7 février 1906 et 30 juin 1911, M. Henri Mager examine chacune des modifications ou additions réclamées par la colonie au décret de 1911 qui a provisoirement codifié l'ensemble des exceptions apportées, en ce qui concerne Madagascar, au tarif général des douanes.

M. Henri Mager a pris pour base de son travail le rapport dressé par le directeur des finances de Madagascar, après avis des Chambres consultatives de la colonie, et qui a été communiqué à la Section par le gouverneur général.

Il étudie successivement :

1° Les exceptions dont le maintien avait été demandé et qui sont effectivement maintenues par la nouvelle réglementation et concernent : les animaux vivants, les grains à ensemencer, les tabacs en feuilles ou en côtes, les houilles, huiles de pétrole et autres, les sacs de jute et les allumettes. Ces exceptions ne soulèvent pas d'objection de la part du rapporteur.

2° Les exceptions maintenues bien que la suppression en ait été demandée. — Dans cette catégorie se classent les produits suivants : lait concentré pur et lait additionné de sucre, poissons secs salés et fumés, poivre, piment et thé, bois communs, soufre trituré, cordage ou fils retors, meubles, ouvrages en bois, accordéons. — Le rapporteur se prononce, avec l'administration locale, pour la suppression du tarif spécial s'appliquant à ces produits, sauf en ce qui concerne les *bois communs*. Sur ce point, il émet l'avis que la suppression du régime spécial soit ajournée jusqu'au moment où l'exploitation rationnelle des forêts aura reçu un commencement d'exécution.

3° Les exceptions nouvelles demandées et accordées, mais avec des modifications. — Dans cette catégorie, un seul article : les voitures de commerce ou d'agriculture. Le rapporteur n'insiste pas pour obtenir un régime plus large que le droit spécial inscrit au décret du 30 juin 1911, soit, pour les voitures suspendues, 6 francs (Tarif minimum) et 18 francs (T. G.), et les voitures non suspendues, 3 francs (T. M.) et 9 francs (T. G.).

4° Les exceptions nouvelles demandées et non accordées. — Dans cette catégorie également un seul article : les verres à vitre. Le rapporteur ne s'oppose pas à la prise en considération du vœu de l'administration locale qui insiste pour que les verres à vitre bénéficient d'un tarif spécial de 2 fr. 50 les 100 kilogrammes au lieu de 5 et 7 francs.

5° Les modifications aux exceptions antérieurement demandées et non accordées. — Dans ce chapitre, trois articles : les wagons de terrassement, les tissus de coton et coutils, l'outillage. En ce qui concerne les wagons de terrassement, le rapporteur insiste avec l'administration locale pour l'abaissement du tarif spécial à 2 fr. 50. En ce qui concerne les tissus de coton, deux propositions ont surgi : l'une tend à remplacer le tarif spécial, qui est contraire à l'esprit de la loi de 1892, par le tarif minimum prévu par la loi douanière de 1892 et non modifiée par la nouvelle loi; l'autre demande qu'en aucun cas la taxe appliquée dans la colonie ne puisse être supérieuré à celle qui résulterait du tarif métropolitain. Il ne faut pas perdre de vue, fait observer très justement M. Mager, que quand un article tel que le lait concentré additionné de sucre ou tel que les cotonnades est imposé dans la colonie à un taux supérieur au taux métropolitain, il est dédouané en France. La métropole bénéficie donc ainsi d'une perception anormale dont est frustré le budget de la colonie. Il fait observer, d'autre part, d'accord avec l'administration locale, que la suppression de toute concurrence étrangère, résultant de l'exagération des tarifs en

vigueur, a eu pour effet un abaissement très marqué de la qualité des tissus de coton importés dans la colonie, ce qui n'est pas sans présenter de graves inconvénients pour la santé des indigènes que ces tissus protègent insuffisamment contre le froid. Pour toutes ces raisons, la commission de la Section est d'avis qu'il y a un intérêt essentiel à ce que l'une des deux propositions indiquées ci-dessus soit admise par le département et par le Conseil d'Etat. — Outillage : Le décret du 7 février 1906 a établi un tarif spécial pour les machines complètes, montées ou démontées, destinées à l'exploitation de l'or. Le dégrèvement ainsi accordé à l'outillage destiné à l'exploitation de l'or devrait être étendu à toutes les machines nécessaires à l'outillage industriel du pays, y compris les machines motrices à vapeur. Il y a lieu d'apporter, par ce dégrèvement, un encouragement effectif aux industries qui sont en voie de création, comme la préparation du manioc et sa transformation, la préparation des conserves de bœuf et de saindoux, la filature, le raffinage du caoutchouc, et M. Henri Mager signale une très longue liste d'articles de toute sorte d'outillage en métaux dont l'admission est demandée par les Chambres consultatives et qui ont, pour la plupart, l'approbation de l'administration locale.

Pour conclure; M. Henri Mager expose l'économie du projet de loi sur le régime douanier colonial récemment déposé par le gouvernement et, après avoir rappelé le vœu émis par le Congrès de l'Afrique orientale concernant l'attribution de la personnalité douanière aux colonies, termine en exprimant le souhait que se réalise enfin cette « grande, équitable et féconde mesure, si longtemps réclamée, si longtemps attendue ».

Les diverses parties du rapport de M. Henri Mager sont successivement mises aux voies et adoptées, sans observations, à l'unanimité.

M. le président tient à remercier et à féliciter tout particulièrement M. Mager, au nom de la Section, du rapport consciencieux qu'il vient de lire. On ne pouvait, sur une question aussi complexe, souhaiter un exposé plus clair et plus complet. Il ajoute, la Section se l'étant approprié sans aucune réserve, qu'il sera adressé, à bref délai, à M. le ministre des colonies.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 heures.

ADMINISTRATION. — **Tournée du gouverneur général dans les régions éprouvées par le cyclone.** — M. le gouverneur général Picquié, pendant son séjour à Diégo-Suarez, a visité en détail la ville et les environs, désireux de se rendre compte par lui-même des pertes éprouvées pendant le passage du cyclone du 24 novembre.

Il visite en ce moment la province de Nossy-Bé et le district autonome d'Ambilobe, où les dégâts seraient importants d'après les nouvelles reçues au lendemain du sinistre.

Une nouvelle province. — A compter du 1er janvier dernier, l'ancien cercle de Morondava a été transformé en province civile. La sécurité parfaite qui règne dans cette région et la tranquillité que rien ne vient menacer ont permis d'effectuer cette transformation.

Budget de 1913. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 4 janvier, rend exécutoire le budget du service local pour l'exercice 1913, arrêté en recettes à la somme de 36.569.185 fr. 80 se décomposant ainsi : 26.675.700 francs pour les recettes ordinaires; 5.193.848 fr. 65 pour les recettes extraordinaires; 2 millions 500.450 francs pour les recettes du budget annexe du chemin de fer de Tananarive à la côte Est; 2.199.187 fr. 15 pour les recettes du budget annexe de l'assistance médicale indigène;

En dépenses à la somme de 36.569.185 fr. 80, se décomposant ainsi : 26.675.700 francs pour les dépenses ordinaires; 5 millions 193.848 fr. 65 pour les dépenses extraordinaires; 2.500.450 fr. pour les dépenses du chemin de fer de Tananarive à la côte Est; 2.199.187 fr. 15 pour les dépenses du budget annexe de l'assistance médicale indigène.

Un nouveau cyclone. — Une tempête cyclonique s'est abattue, dans la nuit du 24 janvier, sur la région de Vohémar; il n'y a pas eu d'accidents de personnes, mais des dégâts matériels assez importants sont signalés dans la ville. Le gouverneur général a envoyé des secours aux chefs de la province pour parer aux premiers besoins des sinistrés.

*

Infractions à l'indigénat. — Le gouverneur général de Madagascar a pris, à la date du 4 décembre, un arrêté réglementant à nouveau le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat. Cet arrêté se substitue à celui du 22 juin 1908 qui avait le même objet.

Les infractions passibles des peines disciplinaires sont déterminées ainsi qu'il suit (Les parties du texte en italiques visent des infractions nouvelles qui ne figuraient pas dans l'arrêté de 1908) :

1° Refus de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions. *Refus d'obtempérer sans excuse valable aux convocations régulièrement faites à l'occasion d'enquêtes administratives ou judiciaires.* Faux renseignements donnés aux agents de l'autorité administrative et judiciaire.

2° Actes irrespectueux ou propos offensants vis-à-vis d'un représentant ou d'un agent de l'autorité, même en dehors de ses fonctions. Propos tenus contre la France et son gouvernement. Bruits alarmants et mensongers mis en circulation dans le public.

3° Refus ou inexécution des services de garde, de patrouille ou vigie prescrits par les autorités. Abandon d'un poste ou négligence dans les mêmes services. Refus ou négligence apportés à obéir aux réquisitions faites en cas d'accident, tumulte, naufrage, inondation, incendie, invasion de sauterelles ou autres calamités; en cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou exécution judiciaire.

4° Négligence de faire viser son livret individuel ou de voyage tant au départ qu'en cours de route ou à l'arrivée. Usage de papiers faux, irréguliers ou n'appartenant pas au porteur.

5° Asile donné, sans en avoir avisé l'autorité, à des vagabonds ou à d'autres étrangers non porteurs de livret ou détenteurs de livret de voyage non en règle.

6° Détention pendant plus de vingt-quatre heures, sans avis donné à l'autorité, d'animaux égarés ou de provenance inconnue, et dont la possession légitime ne pourrait être justifiée.

7° Détention, transport, trafic d'armes à feu, poudre et munitions de guerre ou de chasse, sans autorisation.

8° Tapage, scandale, dispute, attroupement, rixe et autres causes de troubles ou de désordre. — Fumer l'opium ou le chanvre, tenir fumerie d'opium ou de chanvre.

9° Réunion en nombre sans autorisation. Réunion sans autorisation pour cérémonies religieuses ailleurs que dans les édifices de culte régulièrement autorisés. — Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation. — Quêtes ou souscriptions faites sans autorisation en dehors des établissements régulièrement consacrés au culte.

10e Retard dans le paiement des impôts et taxes. Défaut d'obtempérer, sans excuse valable, aux convocations de l'administration à l'occasion de l'établissement ou de la perception des impôts. — Dissimulation de la matière imposable, connivence dans

les soustractions ou tentatives de soustraction de la matière imposable au recensement.

11° *Altération des monnaies ayant cours légal en dehors de toute intention frauduleuse et notamment dans le but de les marquer.*

12° *Achat des monnaies ainsi altérees autres que les pièces coupées à un taux inférieur à leur valeur nominale.*

AGRICULTURE. — FORÊTS. — **L'aménagement des forêts.** — Les massifs forestiers de la colonie de Madagascar renferment de très nombreuses essences qui sont utilisées dans l'ébénisterie et dans l'industrie.

Les bois d'ébénisterie qui comprennent les essences précieuses, bois d'ébène, bois de rose, santal, palissandre trouvent dans la fabrication et le placage des meubles de luxe un placement facile. Leur exportation atteint chaque année 200.000 francs. Les bois d'industrie sont représentés par le gaïac, le teck, l'hazomalanga, le palétuvier.

La difficulté des transports, le petit nombre des voies de communication et surtout le manque d'aménagement des forêts qui ne réunissent pas en un seul point les mêmes essences, n'ont pas encore permis à la forêt malgache de prendre l'importance qu'elle doit atteindre. Pour trouver dans les forêts de Madagascar les bois propres à certains emplois, on est, actuellement, obligé, en raison de cette dissémination des essences, de parcourir de grandes surfaces. Aussi, la colonie doit-elle, chaque année, importer de France, du Natal et des Comores un approvisionnement important de bois équarris ou sciés.

Par un autre côté, l'activité qui se développe à Madagascar dans toutes les branches du commerce et de l'industrie augmente dans de grandes proportions et occasionne chaque année la création de besoins nouveaux. L'industrie réclame des poteaux de mine, des poteaux télégraphiques, des bois de construction, de charronnage et de chauffage. Pour remédier à cette situation, l'administration a fait exécuter de grands travaux d'aménagement dans les stations forestières de la colonie. Depuis deux années, des périmètres de reboisement ont été créés dans divers centres, des recherches ont été faites sur la nature des essences à introduire et sur les meilleurs modes de plantation et d'exploitation. Des pépinières ont été installées dans chaque périmètre et les opérations d'aménagement commencées en 1910 se trouvent déjà terminées sur de grandes surfaces. Des semis d'eucalyptus ont été faits, qui sont destinés à servir d'essence de couverture, en même temps que l'on procédait à des plantations d'essences de fond appelées à régénérer la forêt malgache.

Les travaux effectués à la station d'Analamazaotra ont montré la possibilité de retirer avec méthode et profit tous les produits nécessaires au commerce et à l'industrie. L'excellent résultat qu'ils ont donné a amené l'administration à étendre ce même système d'aménagement à d'autres régions de l'île.

L'administration s'est aussi préoccupée des mesures à prendre en vue de la multiplication en forêt des lianes et arbres à caoutchouc que les indigènes exploitent souvent d'une façon abusive.

Des semis effectués en pépinière ont donné de belles collections de lianes qui ont été mises en place et qui auront pour effet de répandre les meilleures espèces.

La circulation des noix de cocos. — Un arrêté du gouverneur général en date du 13 décembre réglemente, en vue de prévenir les vols, le transport et la circulation des noix de cocos.

Désormais, les envois de noix de cocos supérieurs à dix noix récoltées dans la colonie ne pourront circuler tant par terre que par mer, entre la propriété productrice et le lieu de destination, que s'ils sont accompagnés d'un laissez-passer délivré, daté et signé par l'expéditeur ou son représentant dûment autorisé et extrait d'un registre à souche préalablement coté et paraphé par le chef de la circonscription où est située la plantation.

Un autre arrêté, du 4 décembre, édicte des mesures contre l'invasion et la propagation des maladies du cocotier.

Extension de la culture du manioc. — Les indigènes de la province d'Analalava et principalement dans les districts de Maromandia et d'Antonibe procèdent actuellement à la création d'importantes plantations de manioc.

ELEVAGE. — **L'exportation du bétail sur l'Afrique du Sud.** — On sait que jusqu'à ces derniers temps, un décret interdisait l'entrée du Mozambique au bétail de Madagascar. La levée de cette interdiction en décembre 1910 a eu pour effet de faire reprendre les transactions. Pendant le mois de novembre dernier, 400 bœufs ont été expédiés à Lourenço-Marquès. Ils provenaient de la région d'Analalava.

TRAVAUX PUBLICS. — **Les travaux du chemin de fer d'Antsirabe.** — Les travaux du chemin de fer de la nouvelle ligne de Tananarive à Antsirabe sont actuellement en pleine exécution en ce qui concerne le premier lot, c'est-à-dire entre Tananarive et Anjomakely. Le deuxième lot, qui va être incessamment mis en adjudication, comprend les travaux de terrassement et de maçonnerie entre Anjomakely et Behenjy (39 kilom.), ainsi que la construction des gares d'Ambatolampy et de Behenjy. L'importance des travaux de ce deuxième lot est évaluée à 400.000 francs.

Réfection de la digue de Tamatave. — M. le gouverneur général Picquié a décidé de faire exécuter incessamment des travaux importants pour la réfection de la digue qui borde la ville de Tamatave du côté de la mer. Cette digue avait été sérieusement endommagée en 1912 par plusieurs raz de marée.

Percement des pangalanes d'Andevoranto à Vatomandry. — Le 20 mars prochain aura lieu à Tananarive l'adjudication des travaux de percement des pangalanes d'Andovoranto à Vatomandry, le dragage des lacs et l'amélioration de la voie actuelle. Le montant des travaux à exécuter est évalué à 650.000 francs.

Les populations indigènes se réjouissent de l'exécution de ces travaux, en raison de l'augmentation des communications comme de l'accroissement des transactions qu'ils vont créer dans les régions traversées. Elles sont reconnaissantes à M. Picquié des encouragements et des facilités qu'il leur apporte en vue de développer leur agriculture et leur commerce.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

9 *décembre.* — *Circulaire* du gouverneur général en date du 19 novembre, relative à la décentralisation financière.

19 *décembre.* — *Arrêté* du 12 décembre classant les argiles, kaolins, terres à fouler et terres à poterie dans la catégorie légale des carrières.

COMMERCE. — **Mouvement commercial de l'Indochine pendant les trois premiers trimestres de 1912.** — L'ensemble du mouve-

ment commercial de l'Indochine pendant les trois premiers trimestres de 1912 présente, comparativement à la période correspondante de 1911, une plus-value de 26.365.561 francs. Le transit et le commerce intérieur ont chacun leur part de cette augmentation ; par contre, le commerce spécial a faibli notablement. Cette situation permet de conjecturer qu'avec des circonstances atmosphériques favorables ou simplement normales, qui mettront fin à la crise agricole dans laquelle se débat le Sud de l'Indochine, la colonie connaîtra bientôt une ère de prospérité commerciale encore inconnue.

A la fin du troisième trimestre 1911, le total du commerce d'*importation* (commerce spécial) s'élevait à 145.408.273 francs. Il n'a atteint, en 1912, au 30 septembre, que 144.103.936 francs, soit une diminution de 1.304.337 francs, imputable aux importations de l'étranger, qui ont été inférieures de 6.255.851 francs à celles de l'année dernière (trois premiers trimestres) tandis que les importations de la métropole et des colonies françaises ont accusé une augmentation de 4.951.514 francs.

Le commerce spécial d'*exportation* est tombé de 174.941.310 fr. (pour les trois premiers trimestres de 1911) à 159.975.217 francs pour la période correspondante de 1912, soit une diminution de 14.966,093 francs, au détriment de l'année en cours. Le Tonkin seul a vu son commerce spécial d'importation s'accroître (1 million 355.875 fr.). Les autres subdivisions accusent des moins-values, notamment la Cochinchine (14.532.706 fr.). Pour l'Annam et le Cambodge, elles sont respectivement de 875.125 francs et 914.137 francs.

Les opérations de *transit* des trois premiers trimestres de 1912 se sont élevées à 38.653,921 francs, contre 23.592.356 francs pour la période correspondante de 1911. L'augmentation en faveur de l'année en cours atteint donc 15.061.565 francs. Les mouvements en progrès sont, parmi les plus importants, les courants Yunnan-Hongkong (plus-value de 6.628.432 fr.) et Hongkong-Yunnan (plus-value de 8.966.945 fr.).

Les exportations de riz pendant les trois premiers trimestres de 1911 et 1912. — Les exportations de riz de l'Indochine, pendant les trois premiers mois de 1912, ont atteint 696.312 tonnes évaluées 95 millions de francs, contre 771.366 tonnes et 106 millions de francs l'année précédente, même période.

Voici le relevé comparatif des sorties pour chacun des pays exportateurs (quantités en tonnes de 1.000 kilogr.) :

	1912	1911
	—	—
Cochinchine.....	491.222	616.937
Tonkin.....	194.616	149.493
Annam.....	10.473	4.860
Cambodge.....	»	75

L'exportation du riz et de ses dérivés a subi en Cochinchine un ralentissement considérable. C'est, en effet, par 125.715 tonnes que se chiffre la différence de 1912 sur 1911. Par contre, il a été exporté du Tonkin 45.123 tonnes de plus qu'en 1911.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — MINES. — **Régime minier** (Décret du 28 janvier 1913). — Un décret en date du 28 janvier 1913, paru à l'*Officiel* du 29, vient de réorganiser le régime des mines en Nouvelle-Calédonie déterminé jusqu'ici par le décret du 10 mars 1906.

Ce décret de 1906 avait réalisé sur la réglementation antérieure un certain nombre d'améliorations dont la principale a eu pour effet d'assurer aux titulaires des permis de recherche la concession des gisements découverts par eux à l'intérieur de leurs périmètres de recherche. Cependant quelques années après la mise en application de ce texte, le conseil général de la colonie exprimait l'avis, au cours de ses sessions du mois d'avril 1910, qu'il fût apporté, sur quelques points de la nouvelle réglementation diverses modifications dont l'expérience venait de révéler la nécessité.

Après une étude de la question le ministre des colonies a reconnu l'utilité de procéder à une revision du décret de 1906 et, après avoir pris l'avis du comité des travaux publics des colonies il a arrêté le texte qui lui paraît devoir être définitivement adopté et qui vient d'être promulgué.

Le nouveau décret prévoit tout d'abord la création d'une quatrième catégorie de substances concessibles, en vue de favoriser la recherche des produits minéraux qui, dans l'état actuel des choses, ne forment qu'une même catégorie avec les minerais habituellement exploités et risquent, pour ce motif, de rester indéfiniment délaissés. Elle se rapporte au « nickel, fer chromé, cobalt, manganèse et fer ».

Afin d'aplanir les difficultés que présente, pour le repérage sur le terrain des périmètres de recherche, la forme circulaire qui leur est affectée, ces derniers seront, à l'avenir, délimités par un carré dont l'occupation matérielle devra comme aujourd'hui, être signalée préalablement sur le sol à l'aide d'un poteau signal.

Les obligations imposées aux propriétaires de mines en vue de la mise en valeur des richesses minérales qui leur sont octroyées ont été accentuées de manière à parvenir à une exploitation effective des terrains miniers concédés.

Des précisions ont, d'autre part, été apportées sur différents points de la réglementation actuelle dont l'interprétation avait donné lieu à quelque hésitation. D'une manière générale, toutes les contestations et oppositions que peuvent soulever l'attribution des permis de recherche et des concessions seront de la compétence des tribunaux civils.

Enfin le permis d'exploration qui constitue le premier stade conduisant à l'octroi de la concession a été supprimé. L'expérience a démontré que cette innovation, introduite dans le décret du 10 mars 1906, ne répond pas à une réelle nécessité d'ordre pratique et peut présenter, dans certains cas, de sérieux inconvénients.

Telles sont, en résumé, les modifications essentielles que présente la nouvelle réglementation. Dans leur ensemble, elles sont de nature à donner satisfaction aux vœux formulés par les pouvoirs locaux de la colonie tout en sauvegardant les intérêts d'une industrie dont la prospérité est intimement liée à l'avenir économique de la Nouvelle-Calédonie.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

Le samedi 22 février 1913, à une heure et demie après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, aux adjudications suivantes, au rabais, sur les prix de la Série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés aux cahiers des conditions particulières et sur soumissions cachetées :

1° Entreprise, en deux lots, de travaux de diverses natures à exécuter pour l'*agrandissement du Pavillon de la navigation, quai de la Tournelle.*

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	65.687	1.350
2e —	Ciment armé...	11.582	350

Cautionnement pour le 2e lot seulement : 600 francs.

2° Entreprise, en un lot, de travaux de *maçonnerie et carrelage* à exécuter pour l'*agrandissement et l'assainissement du Lycée Saint-Louis* (2e partie), lesquels travaux sont évalués à la somme de 538.282 francs.

Les frais approximatifs d'adjudication sont évalués à 6.000 francs.

Le cautionnement est fixé à 27.000 francs.

Les plans, les devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 23 mai 1910, modifié par les arrêtés du 8 juillet 1911 et 13 novembre 1912, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée pour chacune des adjudications ci-dessus, à la préfecture de la Seine, secrétariat de la commission d'admissibilité, au plus tard le 7 février 1913.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs.
Durée : 30 jours avec faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs.
Durée : 15 jours sans faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

A dater du 15 septembre 1912 au départ de Paris et du 17 au départ de Marseille, des voitures à bogies, contenant des places de couchettes, seront mises en service entre Paris et Marseille :

Dans le train rapide n° 57 partant de Paris à 19 heures ; et dans le train rapide n° 60 partant de Marseille à 20 h. 30.

Pour la location à l'avance des places de couchettes, s'adresser :

A Paris : gare de Paris P.-L.-M., ou aux bureaux de ville, rue Saint-Lazare, 88 ; rue Sainte-Anne, 6 ; rue de Rennes, 45 ;

A Marseille : à la gare et au bureau de ville, rue Grignan.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'hiver aux Plages nantaises :

Les Plages nantaises si fréquentées l'été sont aussi de délicieux séjours d'hiver par la douceur de leur climat.

En vue de faciliter l'hivernage dans ces stations, la Compagnie d'Orléans délivre à titre d'essai, jusqu'au mercredi précédant la fête des Rameaux 1913, aux familles d'au moins trois personnes, des billets d'aller et retour collectifs à prix réduits dits « billets d'hivernage ».

Ces billets sont délivrés sous condition d'un parcours d'au moins 150 kilomètres (aller et retour) de toute gare du réseau d'Orléans pour les stations comprises entre Pornichet (inclus) et le Croisic (inclus).

Leur validité est de deux mois, non compris le jour du départ, avec faculté de prolongation d'un mois moyennant un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Trains rapides et express de jour et de nuit, voitures directes 1re, 2e et 3e classes, compartiments-couchettes, wagons-restaurant.

(22-10-12)

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60 ; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (10-12)

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).

(10-12)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or**.

MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers**, pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**

CRESYL JEYES

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
63, Rue Taitbout, PARIS

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhone)

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot.

A PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

Agence de la Cie Générale Transatlantique.
» de la Cie Française de Navigation à vapeur. (Cyp. Fabre et Cie)
» de la Cie de Navigation Générale. Italienne (Florio Rubattino)
» de la Cie Sévillane de Navigation à vapeur, etc., etc.

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Plusieurs départs par semaine de Port-Saint-Louis-du-Rhône pour
l'Algérie et la Tunisie
par les vapeurs de la Compagnie Générale Transatlantique

Adresse télégraphique : **Transitus.**
Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M et est en communication avec tout le réseau des voies navigables par les services de la Cie Générale de navigation H.-P.-L.-M.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

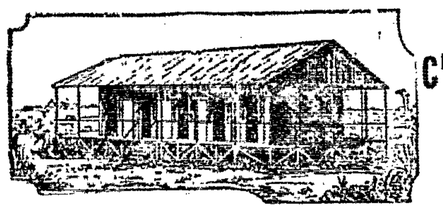
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

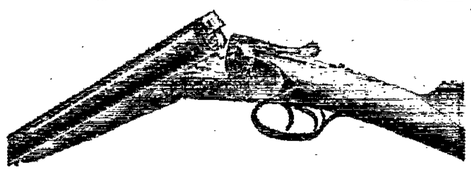
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES
Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie **DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES**
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
Médaille d'or Paris 1900
)-(

ARMES J. GAUCHER ST-ÉTIENNE
GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION
LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

SOCIETE GENERALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*
Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe, taux des dépôts de 1 an à 2 ans 2 0/0 ; de 4 ans à 5 ans 3 0/0, net d'impôt et de timbre ; — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 **francs** *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

98 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 889 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :
Société française de Banque et de Dépôts,
Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold,

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr. ; 2e cl. : 20 fr. ; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye. Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

BANQUE DE LA RÉUNION

Privitégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à **SAINT-DENIS (RÉUNION)**
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à **PARIS, 54, rue Blanche, 54.**

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.
Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.
On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les **POMPES** de tous systèmes, **TREUILS. BOURRIQUETS**
sont supprimés par
le **DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ**
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & C^ie^**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE
Indochine.
LYON
Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. *(10-1)*

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.
Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	28 fév., 14 et 28 mars. à midi.
	Pour Alexandrie, Port-Saïd et pour passagers seulement Beyrouth (1).....	21 fév., 7 et 21 mars à midi.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	6 et 20 fév. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	15 fév., 1er et 15 mars à 4 h. s.
	Pour Patras, Syra, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	22 fév., 8 mars à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	5 mars à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta ; à Singapore, pour Batavia ; à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Caledonie et aux Nouvelles-Hebrides.	23 fév., 9 et 23 mars à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	20 fév., 20 mars à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombass, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Reunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage insulaire de Madagascar.)	6 mars à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary, Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées. et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et **GRAND-BASSAM**
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION. Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de **quinine.** Donne des solutions injectables **neutres** et **indolores.**
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.
CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

LES
SOURCES A DOMICILE

Pour la Province :
0.20 Cent. le litre prise en gare de Départ des Sources

Pour Paris :
0.30 Cent. le litre Franco Domicile dans Paris ou au départ de Paris

Toutes les Variétés d'Eaux Minérales Naturelles

EN SIPHONS-BONBONNES DE 30 LITRES

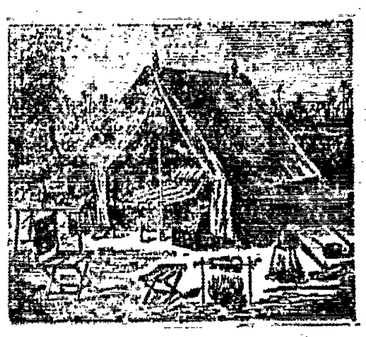
Cie Française des Eaux Minérales Naturelles Économiques

18, Rue Favart, PARIS
et Téléph. : 271.84
BRUXELLES
10, Galerie du Roi.



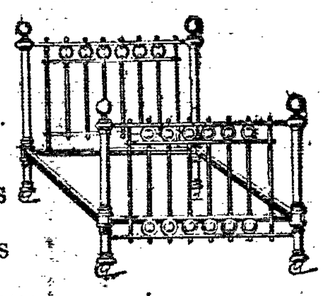
Expeditions en Province et Etranger

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute ADMINISTRATEUR
E. Guignard —
Léon Peyrissac —

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0,60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ect etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL, franco sur demande

72 5-3-2
ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS
BIBLIOTHÈQUE
DE LA SEINE

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 FÉVRIER 1913 N° 4.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Telégr.* : COLFRANC--PARIS. — *Code* : A. Z. *français*.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE RÉGIME DE L'ALCOOL AU TONKIN..... 121

II BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'État tangerois..... 124
Les ports du Maroc..... 124
L'élévation du taux de l'escompte en Algérie..... 125
L'effort d'organisation des colons tunisiens..... 125
L'établissement des taxes et contributions aux colonies. 126
La lutte contre l'alcoolisme à la Côte d'Ivoire..... 126
Pour la connaissance des langues indigènes..... 126

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 127
Possessions britanniques..... 129

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Le thaler de Marie-Thérèse. — BERTRAND NOGARO..... 131

V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER.. 133

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 136

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 140

VIII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 144

LE RÉGIME DE L'ALCOOL AU TONKIN

Après une année d'études, de pourparlers et d'enquêtes au cours desquelles les représentants des populations indigènes ont été dûment consultés, le gouverneur général de l'Indochine vient, sous réserve de l'approbation ministérielle, de fixer les conditions du régime de la fabrication de l'alcool destiné à entrer en vigueur au Tonkin et dans le Nord-Annam, le 12 avril prochain, date à laquelle expire le régime actuel. La solution à laquelle s'est arrêté M. A. Sarraut ne sera peut-être pas sans causer quelque surprise dans certains milieux métropolitains où l'on escomptait comme une certitude la suppression pure et simple du régime institué en 1902 et son remplacement par la liberté de fabrication. Et de fait, M. A. Sarraut, impressionné par la violente campagne menée en France contre ce régime, n'avait pas caché, à son départ, que telle était son intention. On doit penser que si son opinion s'est modifiée et que si, après un examen approfondi, il a cru devoir s'arrêter à une combinaison qui comporte le maintien du *statu quo* considérablement amélioré, ce n'a pas été sans les plus sérieuses raisons. Ces raisons ressortent des conditions mêmes dans lesquelles s'est posé devant lui le problème qu'il avait à résoudre.

Lorsque le gouverneur général actuel est arrivé en Indochine, son premier soin a dû être et a certainement été de s'informer des précédents de la question. Il a pu ainsi se convaincre tout d'abord que tout ce qui avait été raconté au sujet de la prétendue liberté de fabrication dont jouissaient les Annamites antérieurement à notre arrivée était une légende inventée à plaisir pour les besoins de la cause. En fait, le Tonkin, comme le reste de l'empire d'Annam, était soumis au régime de la fabrication limitée et contrôlée, en vertu d'une ordonnance de l'empereur Tu Duc remontant à 1871, qui réglementait l'industrie de la distillerie, fixait le nombre des alambics autorisés dans chaque canton et organisait la répression de la contrebande sous la sanction de la responsabilité des notables. C'est assez dire que cette industrie n'avait, à aucun degré, le caractère d'industrie familiale qu'on lui a attribué pour apitoyer les âmes sensibles et les intéresser au sort de nos malheureux protégés tonkinois, représentés comme autant de victimes de la plus inique des spoliations.

L'enquête à laquelle M. A. Sarraut a procédé auprès des

populations indigènes l'a amené à faire une autre constatation. C'est à savoir que les plaintes auxquelles avait donné lieu naguère de la part de ces populations le régime de l'alcool visaient surtout, pour ne pas dire exclusivement, le monopole de vente, confié, comme on sait, jusqu'au 1er janvier 1911, à un fermier général et dont le caractère vexatoire était encore aggravé par des abus de toute sorte, imputables soit au système lui-même, soit à des exigences spéciales du fisc, comme, par exemple l'achat en bouteilles, obligatoire pour le consommateur, soit enfin et principalement, aux procédés inquisitoriaux mis en œuvre en vue de la recherche et de la répression de la contrebande. Mais on ne saurait trop faire observer que ces abus ont disparu en même temps que le monopole de vente lui-même.

Antérieurement déjà, d'ailleurs, le prédécesseur du gouverneur général actuel, M. Klobukowski, s'était appliqué, dans la mesure où le lui permettaient les contrats qui liaient l'administration au fermier général de la vente, à tempérer la rigueur de ce régime. C'est ainsi qu'il avait interdit toute perquisition non autorisée spécialement au préalable par l'administrateur chef de province, ce qui constituait une garantie d'une efficacité non douteuse contre les excès de zèle parfois intéressés des agents de la régie. C'est ainsi encore qu'il avait supprimé la responsabilité collective des villages, sanction dont le caractère arbitraire et les applications, parfois plus arbitraires encore, avaient provoqué chez nos protégés du Tonkin et du Nord-Annam un mécontentement particulièrement vif.

La suppression du monopole de vente, opérée le 1er janvier 1911, était venue couronner et compléter ces mesures pacificatrices. On sait, en effet, que le Tonkin et le Nord-Annam ont été, à partir de cette date, divisés en circonscriptions, dans chacune desquelles un fermier spécial, désigné à la suite d'une adjudication à laquelle les Annamites ont été admis à concourir avec les Français, a été chargé de la vente de l'alcool. En même temps la vente de l'alcool en bouteilles cessait d'être obligatoire.

Les effets de ce nouveau régime n'avaient pas tardé à se faire sentir. Dès la première année de son application, c'est-à-dire en 1911, la vente passait de 35.000 hectolitres d'alcool pur à 52.000. C'était la preuve décisive que, contrairement à ce qu'on avait prétendu, les indigènes n'éprouvaient aucune répugnance pour l'alcool dit de la régie et que si, au début, il les avait surpris par un goût auquel ils n'étaient pas accoutumés — ce qui se produit toujours en pareil cas — ils avaient fini par s'habituer à ce goût.

Les choses en étaient là lorsque M. A. Sarraut prit la direction effective du gouvernement général. Si prévenu qu'il fût contre le régime en vigueur jusque-là, il ne pouvait pas ne pas être frappé d'un résultat qui venait infliger un démenti aussi éclatant aux critiques dirigées contre ce régime.

Toutefois ce résultat pouvait n'être qu'un accident exceptionnel et sans lendemain. La faveur témoignée par le consommateur indigène à l'alcool de la régie se maintiendrait-elle en 1912? Les chiffres ont répondu à ce point d'interrogation et y ont répondu, de manière à convaincre les plus sceptiques, par une augmentation nouvelle de 15.000 hectolitres, qui porte l'ensemble des ventes pour le Tonkin et le Nord-Annam à 68.000 hectolitres.

Il convient d'ajouter que le gouverneur général, obéissant tout à la fois à un sentiment de bienveillance pour les indigènes et au désir d'assurer l'absolue sincérité de l'expérience entreprise, a accentué le libéralisme des mesures prises par son prédécesseur en ce qui concerne la répression de la contrebande. Notamment, les perquisitions domiciliaires ont été complètement suspendues au cours du dernier exercice, de telle façon qu'on peut dire que le résultat que nous venons de signaler a été obtenu sans contrainte d'aucune sorte et malgré l'impunité assurée, en fait sinon en droit, aux distillateurs clandestins. Qu'en conclure, sinon que les protestations antérieures s'adressaient uniquement au monopole de vente et à son cortège de procédés inquisitoriaux et vexatoires, et que les indigènes s'accommodent parfaitement, en définitive, du régime actuel, du moment qu'on en a éliminé tout ce qui, sous sa forme première, l'avait rendu odieux à la population?

Cette conclusion logique, sortant des faits eux-mêmes, ne pouvait pas ne pas s'imposer à un esprit avisé comme celui de M. A. Sarraut et elle devait naturellement le conduire à la solution du problème, d'ordre à la fois politique et fiscal, qui se posait devant lui. Nous croyons pouvoir dire cependant qu'il n'est arrivé à cette solution qu'après avoir, en quelque sorte, fait le tour de toutes celles qui lui ont été proposées ou suggérées, et Dieu sait s'il y en a eu! Toutes, après examen et discussion, lui sont apparues comme présentant soit des inconvénients politiques, soit des aléas financiers, voire même les deux à la fois, incompatibles avec le double objectif qu'il s'était assigné et qui consistait, d'une part, à donner satisfaction aux vœux des populations indigènes par une réforme qui ne laissât plus rien subsister de leurs griefs contre le régime en cause, et, d'autre part, à sauvegarder l'équilibre du budget général, menacé par la disparition d'une ressource qui, en prenant les résultats de l'exercice écoulé, représente 2.040.000 piastres, soit, au taux de 2 fr. 50, 5.100.000 francs.

Ce dernier point de vue peut paraître négligeable à des publicistes irresponsables. Il n'est pas permis à un gouverneur général, qui a la charge des finances d'un grand pays comme l'Indochine et la responsabilité de son crédit, de s'en désintéresser. C'est une des raisons pour lesquelles M. A. Sarraut, après avoir envisagé au début le régime de la liberté de fabrication, avec la suppression de la taxe de consommation sur l'alcool, comme la solution la plus simple, n'a pas cru, après examen, devoir s'y arrêter. C'est très bien, en effet, de creuser un trou dans le budget; mais il faut le combler. Et ici, avec quoi l'eût-on comblé? Des droits à l'importation frappant même les marchandises d'origine françaises? C'eût été, de la part de l'industrie métropolitaine, une protestation générale et telle qu'on eût dû renoncer à ce procédé, avant même de l'avoir essayé. Et d'ailleurs imagine-t-on les autres pays de l'Indochine appelés à fournir, sous cette forme, la rançon partielle du dégrèvement dont seuls le Tonkin et le Nord-Annam eussent profité ou, autre solution matériellement plus inapplicable encore, ces droits à l'importation limités au Tonkin et au

Nord-Annam seuls dans une Indochine placée par ailleurs sous un régime douanier uniforme?

Des centimes additionnels au principal de l'impôt direct, foncier ou personnel? Il eût fallu, pour trouver une ressource équivalente à celle qu'il s'agissait de remplacer, augmenter de 50 0/0, le montant actuel des rôles de l'impôt foncier, de 80 0/0 celui des rôles de l'impôt personnel. Pour qui connaît le tempérament annamite, c'eût été, à n'en pas douter, s'exposer à un soulèvement général ; car si l'impôt de consommation sur l'alcool ne se voit pas, confondu qu'il est dans le prix de vente de cette denrée, l'impôt personnel et l'impôt foncier se voient, eux, portés qu'ils sont sur les rôles et inscrits sur la carte délivrée à chaque contribuable. C'est alors qu'à la question politique, qu'est au dire de certains la question de l'alcool, et qu'elle a en réalité — l'absence de toute réclamation depuis deux ans en est la preuve — cessé d'être, se serait substituée une autre question politique, non imaginaire celle-là, et autrement redoutable par ses conséquences.

A côté de cette double considération, il en est une autre qui n'a pas peu contribué à faire écarter par le gouverneur général le système de la liberté de fabrication. Décréter cette liberté, c'eût été laisser le champ libre à un organisme industriel qui, étant donné l'expérience acquise par lui et la puissance des moyens d'action dont il dispose, n'eût pas tardé à se rendre maître de tout le commerce de l'alcool au Tonkin et dans le Nord-Annam, sans concurrence possible, et sans limitation de prix. On eût créé ainsi un État dans l'État, cent fois plus dangereux que l'ancienne compagnie générale investie du monopole de vente, qui, elle du moins, était soumise au contrôle de l'administration et dont les prix de vente étaient fixés par celle-ci.

Il faut ajouter que l'établissement de la liberté de fabrication impliquait l'obligation, pour l'administration, de racheter, à beaux deniers, les droits que les distilleries européennes, fournisseurs de la régie, tiennent des contrats qu'elles ont passés avec elle et de la législation sous l'empire de laquelle ces contrats ont été passés. Et ce n'est pas par millions, mais par dizaine de millions qu'il eût fallu compter !

La solution qu'a adoptée M. A. Sarraut après mûr examen supprime tous ces inconvénients et tous ces dangers. L'idée directrice dont elle s'inspire consiste à maintenir un régime qui a fait ses preuves au point de vue financier, et qui assure au budget général des recettes sans cesse croissantes, mais en l'aménageant de telle sorte que son fonctionnement n'entraîne pour les indigènes aucune vexation pouvant donner lieu à des plaintes fondées. Ce qui est au fond de ce débat, c'est, en somme, la lutte entre l'alcool de la régie et l'alcool de contrebande. Que la fabrication de celui-ci cesse de présenter un intérêt pour le distillateur clandestin et immédiatement les distilleries clandestines disparaissent, et avec elles les perquisitions et la répression que la nécessité de sauvegarder les droits du Trésor rend indispensables : *cessante causa, cessat effectus*. Il s'ensuit qu'en dernière analyse, le problème se ramène à la question du prix de vente de l'alcool de la régie.

Abaisser ce prix de vente à un taux inférieur à celui auquel les distilleries clandestines peuvent produire, tel a donc été le résultat cherché par M. A. Sarraut. C'est, en en effet, enlever toute raison d'être à la contrebande, et, par conséquent ramener la paix dans les villages, garantis de ce fait même contre les vexations et les excès de zèle des agents du fisc, vexations et excès de zèle devenus sans objet. Et c'est, en même temps, donner à la population indigène une satisfaction matérielle appréciable et qui ne peut manquer d'être appréciée par elle, puisqu'elle se traduit par une diminution considérable dans le prix d'une denrée qui, si elle n'est pas, au sens strict du mot d'absolue nécessité, n'en joue pas moins un rôle des plus importants dans son alimentation et dans cette partie essentielle de son existence sociale et religieuse qu'est la célébration des rites et le culte des ancêtres. On aura une idée de l'importance de cette diminution, obtenue, pour la plus grosse part, au moyen d'une réduction imposée aux distillateurs européens, et pour le surplus, par un abaissement de la taxe de consommation, quand on saura que le prix de vente, actuellement fixé à 0$ 29 pour l'alcool à 40 degrés, est abaissé à 0$ 24 pour cet alcool, et descend à 0$ 19, pour l'alcool à 35 degrés, qui devient la qualité courante. Cette réduction du degré de l'alcool offert à la consommation de la grande masse de la population est encore une satisfaction donnée à celle-ci, dont l'alcool à 40 degrés contrariait les habitudes et les goûts.

Nous croyons, après cela, n'avoir pas besoin de conclure. Pour ramener la question à ses termes essentiels, M. A. Sarraut avait le choix entre deux réformes : l'une tapageuse, qui sacrifiait les finances de la colonie et la paix publique à une apparence, et dont les indigènes, loin d'en retirer un avantage quelconque, eussent fait tous les frais; l'autre, d'allure plus modeste, mais effective, qui, tout en sauvegardant les intérêts du Trésor, supprime tout ce qui restait d'irritant dans le régime de l'alcool et représente pour les Annamites du Tonkin et du Nord-Annam un dégrèvement évalué au minimum à 1.125.000 piastres. Il a, en complet accord avec les chefs des administrations locales, responsables de la paix et de l'ordre publics au Tonkin et en Annam, opté pour la seconde. C'est à l'honneur de son sens politique et de son courage, car il a dû s'attendre à ce que ses intentions fussent mal interprétées en France où, lorsqu'il s'agit de choses coloniales, on se paie si aisément de mots. Il a l'approbation des indigènes, qui sont les principaux intéressés, et qui, soit dans des consultations directes, soit par l'organe de leurs représentants au Conseil de gouvernement où son projet a fait l'objet d'un avis favorable émis à l'unanimité, ont déclaré adhérer à ce projet. C'est l'essentiel, et ce devrait être suffisant pour lui valoir également l'approbation de ceux qui, dans cette affaire, se sont institués les défenseurs des indigènes, et qui, on en conviendra, auraient mauvaise grâce, lorsque ceux-ci se déclarent satisfaits, à être plus royalistes que le roi.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'État tangerois. — Une seule nation européenne n'avait pas encore reconnu notre protectorat sur le Maroc et c'est précisément la nation amie, l'Angleterre. Celle-ci avait subordonné son acceptation au règlement préalable de la situation de Tanger. C'est aujourd'hui chose faite. La France, l'Angleterre et l'Espagne se sont mises d'accord sur les principes suivant lesquels sera organisé ce territoire qui va se trouver dans une situation unique au monde.

Ce territoire en effet sera administré internationalement tout en continuant à faire fictivement partie de l'empire marocain dont les traités continuent à affirmer l'intégrité nominale. Comment a-t-on concilié tout cela? De la manière suivante. Le sultan aura dans la ville un khalifa qui gérera les biens du makhzen et les biens habous. La ville et la banlieue qui lui est adjointe aura un conseil municipal qui gérera son budget et qui sera élu par les habitants répartis en trois curies : curie musulmane, curie israélite et curie des résidents étrangers. Au-dessus de ce conseil municipal sera constituée une commission de contrôle composée des consuls des puissances qui ont signé l'acte d'Algésiras et du khalifa du sultan. Cette commission de contrôle nommera un administrateur qui remplira le rôle de pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire sera confié à des tribunaux internationaux. Les droits de douane continueront à être perçus par le service de la Dette.

Le territoire de cette sorte de république internationale comprendra l'angle nord-ouest du Maroc. Au nord et à l'ouest il sera borné par la mer, au sud par le cours de l'oued M'harhon, à l'est par une ligne se détachant de cette rivière pour monter jusqu'à Punta Altarès sur le détroit de Gibraltar.

Les Tangerois ont accueilli avec joie cette constitution sous laquelle ils vont vivre désormais. Il vient d'y avoir des élections pour la nomination de la Commission d'hygiène qui représentait jusqu'ici la ville et qui devra disparaître pour faire place au Conseil municipal prévu ci-dessus. Ces élections ont manifesté chez les éléments si divers de la population européenne un désir de vivre en bon accord qui est de bonne augure pour la tranquillité à venir du petit État. Les Tangerois espèrent que le premier souci du Conseil municipal sera d'assurer la construction du port. Et comme d'autre part l'accord franco-allemand exige que le premier chemin de fer que nous mettrons en adjudication au Maroc soit celui de Tanger à Fez, ils prévoient que leur ville va entrer promptement dans une ère de grande prospérité.

Les ports du Maroc. — Nous racontions dans notre dernier numéro que le premier des grands travaux publics que l'on entreprendrait au Maroc à l'aide de l'emprunt que le général Lyautey a demandé pendant son dernier séjour à Paris serait un port à Casablanca. Il faut se hâter. En effet, depuis la publication de notre article les plaintes sur l'impossibilité de débarquer au Maroc n'ont fait que redoubler; la section locale du Comité du Maroc a prié la Chambre de commerce de Marseille de se faire l'interprète de ses doléances et de toutes parts on proteste que la situation actuelle est intolérable.

Elle est intolérable assurément. Mais c'est malheureusement la faute de la nature beaucoup plus que des hommes. Le présent hiver qui est particulièrement dur sur les côtes marocaines confirme ce que l'on savait déjà, mais ce dont on avait jamais autant souffert que cette année, c'est que pendant quatre mois on ne peut débarquer qu'à la faveur de rares éclaircies où la tempête s'apaise un peu. Autrefois, les échanges étant restreints, on arrivait à faire tant bien que mal le travail nécessaire pendant ces courtes périodes de calme. Mais aujourd'hui que le commerce a considérablement augmenté on n'y arrive plus. Pourquoi? Parce que, en raison de l'absence de ports, les débarquements se font à l'aide de petites embarcations indigènes qu'on appelle des barcasses, et comme ces embarcations sont sans cesse fracassées en grand nombre par la mer furieuse, elles se trouvent partout le plus souvent en nombre complètement insuffisant. A Casablanca, par exemple, comme nous l'avons déjà raconté, un coup de mer en ayant détruit dix-huit en un seul jour, il n'en est plus resté qu'une quinzaine de disponibles, alors qu'il y a toujours sur la rade vingt à vingt-cinq vapeurs à décharger.

Il n'y a qu'un remède à cela, c'est de construire au plus vite le grand port de Casablanca, et en attendant, d'aménager sur tous les points importants de la côte des abris pour ces barcasses dont tous les transbordements dépendent pour le moment et des quais pour faciliter leurs opérations. M. Delure, directeur des travaux publics marocains, vient d'exposer dans une interview que c'est le programme que s'est tracé l'administration.

Il a répété que les travaux du port de Casablanca seront mis en adjudication le 25 mars prochain. Ces travaux comporteront un vaste port de 140 hectares protégé par deux grandes jetées. Malheureusement il est impossible d'abréger le temps matériel nécessaire à d'aussi grandes constructions; on n'espère pas que ces deux grandes jetées puissent être achevées en moins de sept ans. C'est pourquoi on construira tout de suite à l'intérieur du grand deux petits ports d'une dizaine d'hectares pour abriter les barcasses et les remorqueurs. L'un d'eux devra être prêt au bout de huit mois, ce qui fait que dès la mauvaise saison prochaine on disposera pour les barcasses et les remorqueurs d'un abri qui permettra d'en augmenter le nombre et d'accélérer ainsi les opérations de déchargement. Le nombre des barcasses étant augmenté, on pourra améliorer le règlement du service d'acconage. Jusqu'ici, on affecterait une seule barcasse à chacun des navires en rade, sans tenir compte de son tonnage, ce qui était absurde. A l'avenir, on affectera à chaque bateau un nombre de barcasses proportionnel à celui de ses panneaux de déchargement.

En même temps vont être entrepris à Rabat, à Mogador et à Mazagan des travaux pour un outillage élémentaire qui pourra être utilisé dès la mauvaise saison prochaine. Ils consisteront à construire des petits port pour les barcasses avec des quais pour les déchargements. A Safi, on restaurera le wharf que le makhzen avait fait installer et que les grosses mers ont en partie démoli.

Enfin, on étudie s'il n'y aurait pas lieu de créer un port à Fedhala. C'est une anse étroite, mais relativement abritée qui se trouve à une vingtaine de kilomètres au nord de Casablanca. Il arrive souvent que Casablanca soit inaccessible alors qu'on peut encore débarquer à Fedhala. En y faisant un port annexe, on décongestionnerait Casablanca. Mais ce projet se heurte à la résistance d'intérêts privés qu'il sera difficile de vaincre. Beaucoup d'Européens sont aujourd'hui fixés à Casablanca, ils craignent qui si on aménage Fedhala, comme les conditions naturelles y sont meilleures, le commerce ne s'y transporte en masse et ne déserte leur ville.

L'élévation du taux de l'escompte en Algérie. — Il y a six semaines la Banque d'Algérie a élevé son escompte à 6 0/0, taux qui ne s'était jamais vu encore dans la colonie. Aussitôt les petites banques locales clientes de la Banque d'Algérie ont dû porter le chiffre du leur à 6 1/2 et même à 7. D'où grande émotion dans le commerce algérien et tunisien, émotion qui se manifeste par des polémiques très vives dans les journaux.

Les négociants ont commencé par rechercher dans le contrat de la Banque d'Algérie si aucune limitation au taux de l'escompte n'y était prévu. Parce que généralemeut le taux était fixé à 1 0/0 au-dessus du taux de la Banque de France, ils étaient convaincus que cet usage était imposé par une disposition formelle de la loi qui a concédé le privilège. Mais quand ils ont relu la loi, il n'y ont retrouvé rien de semblable. La Banque d'Algérie est parfaitement libre de fixer le taux de son escompte comme il lui convient. Alors les négociants ont demandé, en se plaignant de la mesure comme d'un acte d'avarice de la Banque, pourquoi après s'être jusqu'ici contentée de 1 0/0 de plus que la Banque de France, elle exigeait maintenant 1 1/2, car le taux de l'escompte à la Banque de France est actuellement de 4 1/2, tandis que, comme nous le disons plus haut, la Banque d'Algérie vient de mettre le sien à 6 0/0.

Dans une lettre aux journaux, le directeur de la Banque d'Algérie a expliqué les raisons de cette élévation exceptionnelle. Contrairement à ce que croit le public, ce n'est pas sur le taux de la Banque de France que se règle celui de la Banque d'Algérie. La Banque de France exige trois signatures, la Banque d'Algérie n'en demande que deux; il s'ensuit que la plus grande partie du papier que celle-ci escompte n'est pas réescomptable à la Banque de France. Ce n'est pas d'après le taux de celle-ci, mais d'après le taux pratiqué dans les établissements de crédit privé que la Banque d'Algérie doit fixer le sien. Or aujourd'hui, par suite de la guerre d'Orient et de l'état de tension dans lequel se trouve l'Europe, l'argent est extrêmement cher; le papier à échéance de 8 jours, se négocie à Londres à 5 1/2, le papier à échéance de trois mois se négocie à 7, 8 et 9 0/0 en France, à 10 et jusqu'à 12 0/0 en Allemagne et en Autriche.

Dans ces conditions que serait-il arrivé si le taux de l'escompte n'avait pas été relevé en proportion à la Banque d'Algérie? Deux choses fatalement: 1° le papier de France y trouvant de meilleures conditions serait venu se faire escompter en Algérie, de sorte que le numéraire existant dans la colonie aurait été drainé pour le dehors, ce qui aurait infailliblement amené une crise monétaire; 2° le trésor français qui s'est engagé à maintenir le stock monétaire de la Banque d'Algérie toujours à la hauteur de la valeur de de ses billets en circulation aurait été obligé de lui faire des avances de plus en plus fortes pour remplacer le numéraire enlevé par ce surcroît d'escompte.

Etaient-ce là des craintes chimériques? Pas du tout; car les deux phénomènes commençaient à se produire. Pendant les dernières semaines de l'année dernière la valeur de l'or monnayé qui est sorti de l'Algérie a dépassé de 100 millions la valeur des sorties ordinaires. Et à la fin de l'année le compte des avances que le Trésor français avait dû faire à la Banque d'Algérie atteignait le chiffre tout à fait inusité de 210 millions. C'est donc le ministre des finances, effrayé de la progression rapide de ces avances, qui a demandé à la Banque de l'enrayer en relevant suffisamment le taux de son escompte et la Banque s'est soumise d'autant plus volontiers à cette exigence qu'elle s'effrayait elle-même de la crise monétaire qu'elle voyait s'approcher.

Ce sont là des faits devant lesquels il n'y a guère qu'à s'incliner. Cependant le clair exposé du directeur de la Banque d'Algérie n'a pas calmé les esprits. On continue à polémiquer et à se plaindre.

L'effort d'organisation des colons tunisiens. — Grâce à l'initiative de deux hommes éminents, M. de Bouvier, malheureusement mort prématurément il y a deux ans, et M. de Warren, les colons tunisiens ont constitué une série d'organisations qui offrent un modèle de ce que l'association peut apporter de ressources aux agriculteurs qui savent se grouper. Une fête mutualiste donnée à Béja vient de leur fournir l'occasion de passer en revue cette série d'œuvres dont ils peuvent être fiers à juste titre.

Leur premier soin a été de former une Association agricole de la Tunisie qui comprend aujourd'hui plus de sept cents membres c'est-à-dire la plus grande partie des colons qui se livrent à l'agriculture. Cette association répartit son activité en trois ordres de travaux qui embrassent tout ce qui peut intéresser la vie agricole.

Une section d'études examine toutes les questions techniques qui peuvent contribuer au progrès agricole. Dans une brochure qui eut un grand retentissement, le regretté M. de Bouvier démontrait que la moyenne du rendement des céréales était encore extrêmement faible en Tunisie et que toute amélioration de la culture qui amènerait un accroissement de la production, ne fût-ce que d'un quintal à l'hectare, constituerait un enrichissement considérable pour le pays. C'est l'Association agricole de Tunisie qui a appelé la première l'attention des colons africains sur le *dry farming* en éditant une brochure de M. Malcor sur ce sujet. C'est elle qui a créé le mouvement d'opinion qui a déterminé le gouvernement tunisien à donner à l'expérimentation agricole une organisation qu'il est en train de mettre sur pied en ce moment. Sa section d'études a déjà de son côté fourni des travaux intéressants sur l'organisation des foires-concours, sur les assurances mutuelles, sur l'élevage et sur la motoculture.

Une autre section s'occupe de l'organisation du crédit agricole. Une caisse régionale a été constituée comme une véritable banque qui soutient de son crédit une série de caisses locales; ces caisses locales sont aujourd'hui au nombre de vingt-six et ont consenti en 1912 à des prêts s'élevant à 2.402.909 francs.

Le crédit agricole est donc aujourd'hui définitivement constitué parmi les colons tunisiens. Cependant, on songe à en élargir encore considérablement le champ d'action en appelant les indigènes à s'affilier aux caisses locales en même temps que les colons. Quelques-uns l'ont déjà fait, mais ils sont encore en très petit nombre. On va essayer de les attirer par une propagande spéciale. Le gouvernement a détaché auprès de l'Association agricole un rédacteur indigène de cette nouvelle direction des services économiques indigènes qu'il vient de créer. A l'aide de ce rédacteur indigène, l'Association agricole va constituer un bureau spécial qui aura pour mission de répandre parmi nos protégés la connaissance de nos procédés culturaux perfectionnés et des bienfaits de la mutualité! « Ce nouveau service, a dit en termes excellents M. de Warren dans le discours qu'il a prononcé à Béja, a pour but de permettre la bonne culture aux indigènes par la mise à leur disposition du crédit et de les tirer ainsi des mains des usu-

riers dont ils sont les victimes en raison de leur paresse et de leur imprévoyance. Il fortifiera nos œuvres de mutualité dont la force repose sur la loi du nombre. Il réalisera aussi cette association dans le travail qui doit permettre à nos deux races de vivre en bons termes sur la même terre. »

Enfin, une troisième section s'occupe de développer les œuvres de coopération. D'une part, les colons ont créé une coopérative centrale complétée par une série de coopératives locales pour les achats en commun des objets dont ils ont besoin : engrais, préservatifs pour la vigne, instruments agricoles. Dès maintenant, les colons de Tunisie achètent par an 7.000 tonnes de superphosphate et les Arabes eux-mêmes commencent à l'employer. D'autre part, on s'occupe de créer des coopératives de vente ; notamment pour la vente des céréales on essaie de se passer des intermédiaires et de se mettre en relations directes avec les minotiers. On s'occupe également de créer des coopératives d'élevage, afin de se procurer de bons reproducteurs qui permettraient d'améliorer les races chevalines et bovines.

Nous le répétons, nous croyons que l'on ne trouverait nulle part un meilleur exemple de l'effort le plus intelligent pour tirer tout le parti possible des bienfaits de l'association.

L'établissement des taxes et contributions aux colonies. — Le Conseil d'Etat statuant, le 17 janvier, sur une série de pourvois formés par des maisons de commerce établies au Dahomey et soutenus par Me Marcille, a conformément aux conclusions de M. Corneille, commissaire du gouvernement, annulé un arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, en date du 18 janvier 1907, établissant des droits de patente et de licence au Dahomey. C'est là une décision très intéressante à laquelle il convient de s'arrêter.

Dès le milieu de l'année 1907, les maisons de commerce du Dahomey avaient protesté contre cet arrêté, et, après étude, la Section de l'Afrique occidentale de l'Union coloniale sur les avis de M. Pierre Dareste, président du Comité des jurisconsultes de l'Union, avait approuvé cette protestation et engagé les intéressés à recourir au Conseil d'Etat. L'arrêté du gouverneur général n'a été promulgué dans la colonie que le 15 avril 1907. Les rôles des patentes n'ont été publiés que le 1er août. Cependant l'administration locale a prétendu que la patente était due pour l'année entière et a réclamé le paiement des droits à compter du 1er janvier.

Cette prétention a paru en opposition avec le principe de la non-rétroactivité des lois et ce fut l'un des griefs formulés. Il en était d'autres et notamment un concernant des erreurs dans la classification des patentables ; erreurs provenant de ce que, contrairement aux termes de l'article 7 de l'arrêté du 18 janvier qui prescrivent que cette classification devait être effectuée « par une commission composée, dans chaque centre commercial, d'un représentant de l'administration et de deux commerçants », aucun commerçant n'avait été appelé à Porto-Novo.

A tous ces griefs est venu s'ajouter celui de complète illégalité. On a soutenu que le gouverneur général de l'Afrique occidentale française avait outrepassé ses pouvoirs en signant l'arrêté du 18 janvier et la section du contentieux de la haute assemblée a déclaré que « les attributions antérieures des lieutenants-gouverneurs en matière de taxes n'ayant pas été transférées en 1904 au gouverneur général, l'arrêté par lequel ce haut fonctionnaire avait cru de voir, le 18 janvier 1907, instituer au Dahomey, fut-ce même sur la proposition du lieutenant-gouverneur, des droits de patente et licence, est entaché d'incompétence et permet aux imposés de poursuivre le dégrèvement des contributions sus relatées. » Aujourd'hui, la question ne se poserait plus de la même façon. D'après le nouveau décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, article 74, il est dit en effet : « B) sous réserve, en ce qui concerne le Sénégal (doté d'un conseil général), des dispositions du paragraphe A du présent article, dans les groupes de colonies constitués en gouvernements généraux les taxes et contributions indirectes sont établies par le gouverneur général en conseil de gouvernement. Le mode d'assiette et les règles de perception sont approuvées par décret. Aucune perception sur les nouvelles bases ne peut être effectuée avant l'approbation par décret.

« Sous la même réserve, le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des autres impôts, taxes et redevances de toute nature sont établis par le gouverneur en conseil ou, pour la Cochinchine, par le Conseil colonial et approuvés par arrêtés du gouverneur général en Conseil de gouvernement. Aucune perception sur les nouvelles bases ne peut être effectuée avant cette approbation. »

Il y a là maintenant en ce qui concerne l'établissement des taxes, une règle formelle. Le même article 74 en édicte d'autres pour les autres catégories de colonies ; mais on voit ici ce qui existe désormais pour l'Afrique occidentale.

La lutte contre l'alcoolisme à la Côte d'Ivoire. — Nous avons, il y a un mois, signalé la mesure prise par M. Angoulvant, en ce qui concernait la vente de l'absinthe à la Côte d'Ivoire. Le lieutenant-gouverneur a pris une mesure analogue à l'égard de l'alcool de traite, poursuivant avec méthode et persévérance la lutte qu'il a entreprise contre ce fléau qu'est l'alcoolisme. Après avoir montré les ravages que l'alcool faisait parmi les indigènes qu'elle transforme en brutes, M. Angoulvant a voulu, on le voit, restreindre le plus possible la cause du mal qu'il dénonçait et dont il donnait de lamentables preuves. Il a commencé par s'attaquer à l'alcool le plus nocif, à l'absinthe et il continue le bon combat en s'en prenant maintenant à l'alcool de traite. Alors qu'en France où le mal est si grave, on n'ose que palabrer sur le sujet sans prendre aucune mesure pratique, il est réconfortant de voir qu'au dehors nous montrons enfin plus d'énergie contre un danger qui vaut à lui seul presque tous les fléaux du temps passé et que des habitudes d'hygiène et de confort ont supprimés ou bien affaiblis.

Pour la connaissance des langues indigènes. — Il est utile que les fonctionnaires chargés d'administrer les populations indigènes de nos colonies connaissent la langue de ces populations ; l'opinion publique s'est pénétrée de cette vérité, démontrée à la tribune parlementaire et dans la presse coloniale, et qui est d'ailleurs la conséquence d'une conception nouvelle de nos rapports avec les indigènes et de la « politique d'association » aujourd'hui en honneur. L'administration indochinoise, qui s'y était montrée pendant longtemps réfractaire, a fini par s'y rendre et le premier soin de M. A. Sarraut, dès son entrée en fonctions comme gouverneur général de notre colonie asiatique, a été d'imposer à diverses catégories de fonctionnaires, comme condi-

tion de leur avancement, la connaissance des dialectes qui y sont en usage.

A la dernière session du Conseil supérieur de l'Indochine, il proclamait que la continuité de la politique basée sur les principes de l'association et l'exercice loyal et sincère du protectorat exigeait, entre les indigènes et les agents investis auprès d'eux de fonctions protectrices, l'établissement d'un contact étroit, permanent et sympathique à la fois. Mais les fonctionnaires ne peuvent vraiment pénétrer la mentalité de leurs administrés que s'ils peuvent recueillir sans le concours d'un interprète leurs vœux et leurs doléances.

Or, de ce point de vue même, si l'on veut entre les deux races prévenir les malentendus et obtenir une coopération efficace — et ici l'intérêt privé rejoint l'intérêt général — il est évident que ce n'est pas seulement aux fonctionnaires que la connaissance de la langue indigène sera utile; c'est à tous les colons; à tous ceux que le commerce, l'industrie, l'agriculture, mettent en relations constantes avec les indigènes; à tous ceux qui les ont pour employés ou pour clients.

Et c'est pourquoi il faut applaudir à l'initiative de la Compagnie des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan qui, ayant institué, pour son personnel européen, des primes à la connaissance des langues annamite et chinoise, vient, à la suite d'une série d'examens, de faire une première attribution de ces primes. Certes, les agents indigènes de cette compagnie savent les quelques mots de français indispensables; plusieurs de ses agents européens possèdent déjà de même quelques mots d'annamite ou de chinois; et cela suffit à la rigueur pour l'exploitation du chemin de fer. Mais la transmission des ordres et l'action sur le personnel indigène, aussi bien que les relations avec la clientèle, seront singulièrement facilitées si bon nombre d'agents européens possèdent une connaissance sérieuse des dialectes indigènes. En suscitant cet effort parmi son personnel, la Compagnie a visé son avantage et celui de sa clientèle; mais elle a, par surcroît, servi la cause de la conciliation des races sur la terre indochinoise.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes

LES FONCTIONNAIRES COLONIAUX

Bismarck, qui, à vrai dire, avouait n'être pas un colonial, se défendit de coloniser « à la française », c'est à savoir : « installer, d'abord, sur un morceau de terre acquis, une multitude de fonctionnaires, et une garnison, pour, ensuite, y attirer des colons. » L'objet essentiel de la colonisation germanique, telle qu'il la comprenait, était le soutien et le développement du commerce et des entreprises allemands; c'est à des Cies commerciales qu'il voulait laisser le soin d'administrer les nouvelles possessions d'outre-mer. On sait que la tentative échoua, et que l'Etat dut se substituer entièrement à ces sociétés. L'administration coloniale s'organisa, principalement, à partir de 1890; son organe central était une simple section de l'office impérial des affaires étrangères. Les difficultés de la guerre contre les Hereros, et une série de scandales révélèrent les défauts de cette administration impro-visée, et l'incapacité du personnel. La réforme commença par la création d'une direction autonome; en 1907 fut institué le secrétariat d'Etat des colonies. Le titulaire, M. Dernburg, traça, le premier, un programme d'action, dans lequel, après avoir exposé le but à atteindre : la mise en plein rapport du domaine colonial, et les moyens à employer : la construction des voies ferrées, et la participation des capitalistes métropolitains aux entreprises agricoles, il parlait des devoirs à remplir envers les indigènes. Ainsi, la colonisation allemande est sortie du cadre étroit du mercantilisme, dans lequel Bismarck avait pensé la renfermer. L'Allemagne a été contrainte, par la force des choses, de pratiquer, à son tour, le système français, que le chancelier lui avait conseillé d'éviter. Le *Reichskolonialamt* a vu grossir jusqu'à 240, environ, le nombre de ses agents, et, maintes fois, déjà, l'on s'est plaint des abus de la réglementation, et de la paperasserie qui s'y manifestent. Dans leurs colonies, toutefois, les Allemands ont su, assez bien, résister à l'invasion du fonctionnarisme, bien que les fonctionnaires y soient déjà nombreux. L'on en compte 357 dans l'Afrique orientale, 330 dans le Sud-Ouest, plus de 280 dans le Cameroun, avec la nouvelle augmentation du personnel, 73 au Togo, 87 en Nouvelle-Guinée, 34 à Samoa, et plus de 180 à Kiaotcheou, avec le détachement de marine. Les officiers de la troupe coloniale sont, environ, 125 dans l'Afrique orientale, 166 dans le Sud-Ouest, et 74 au Cameroun, sans les nouvelles formations militaires. L'organisation du personnel colonial allemand diffère sensiblement, en plusieurs points, de la nôtre, ainsi qu'il ressort d'une intéressante étude comparative due à l'un de nos administrateurs coloniaux. (1)

Le caractère essentiel de cette organisation est l'absence à peu près complète de personnel colonial spécialisé. Le recrutement des fonctionnaires coloniaux se fait, presque exclusivement, parmi le personnel de l'administration métropolitaine. En Prusse, et dans les autres États de l'Allemagne, les différents ministères permettent à leurs employés de se faire détacher au service colonial, en leur réservant la facilité de reprendre leur service dans la métropole, avec un grade correspondant à la position acquise dans les pays d'outre-mer. Toutefois le ministère de l'intérieur prussien ne délivre cette autorisation que pour trois ans, au maximum. Il y a quelques années, sur 260 fonctionnaires du Sud-Ouest, 28 seulement étaient portés au budget colonial. Tous les autres étaient délégués provisoirement dans leurs fonctions. Ce mode de recrutement, jugé gravement imprudent par les publicistes coloniaux français, tels que P. Leroy-Beaulieu, se justifie, pour le gouvernement allemand, par un double avantage : en premier lieu, les fonctionnaires sont déjà, à leur arrivée aux colonies, au courant des attributions de leurs emplois respectifs; en second lieu, l'administration peut réintégrer les fonctionnaires fatigués, sans être obligée de les mettre à la retraite, et de leur allouer, immédiatement, une pension. Mais, d'autre part, ce système a l'inconvénient d'entraîner des mutations incessantes, très préjudiciables au service, que les coloniaux allemands ont souvent signalé. Chaque corps recrute donc son personnel, par l'intermédiaire du ministère des colonies, parmi les fonctionnaires métropolitains, ayant des attributions correspondantes. Ainsi les administrateurs et les juges coloniaux sont pris, exclusivement, parmi les asses-

(1) A. E. Huckel, administrateur des services civils de l'Indochine. *Les fonctionnaires coloniaux allemands*, brochure. Hanoi 1912.

seurs de l'ordre administratif et judiciaire, lesquels justifient de leurs connaissances par la production de diplômes de l'enseignement supérieur. A cet égard, l'administration allemande est en avance sur l'administration française, qui, récemment encore (loi du 21 mars 1905), ouvrait aux sous-officiers et caporaux le corps du personnel des services civils de l'Indochine, et celui du personnel des affaires indigènes. En principe, les fonctionnaires coloniaux allemands doivent recevoir une préparation spéciale, soit, suivant les fonctions, au séminaire des langues orientales de Berlin (fondé en 1887), soit à l'Ecole supérieure de commerce, soit à l'Institut colonial de Hambourg (fondé en 1908), soit à l'Institut de médecine navale et coloniale de Hambourg, soit à l'Ecole supérieure vétérinaire de Berlin, soit au jardin botanique royal ou au muséum. A l'Institut colonial, les cours à suivre, pendant un an, varient suivant la colonie à laquelle les fonctionnaires demandent à être affectés. Outre une indemnité, l'Etat paie les frais d'études, à la condition que les candidats prennent l'engagement d'accomplir, aux colonies, les deux séjours réglementaires.

Les nouveaux fonctionnaires prêtent serment d'obéir à l'empereur et de remplir leurs devoirs, en loyauté et conscience. Aux termes des prescriptions, contenues dans de nombreuses ordonnances, instructions et circulaires, ils doivent s'efforcer de développer la mise en valeur économique et agricole du pays, assurer la plus large assistance aux colons, demeurer avec eux en très bonne intelligence, ne jamais perdre le calme et le sang-froid nécessaires, ni même se laisser aller à répondre à des attaques, ou à des injures, donner l'exemple d'une moralité de conduite parfaite, et éviter tout scandale. « Une des préoccupations les plus importantes de l'administration doit être de conserver constamment des relations amicales avec les indigènes, et de leur donner le goût du travail, ce qui ne peut se faire que si les indigènes sont traités avec humanité et bienveillance. » Les fonctionnaires ne doivent, sous aucun prétexte, accepter des cadeaux des indigènes, sauf les cas où ce refus constituerait une offense. S'ils sont célibataires, il leur est défendu de prendre à leur service, comme domestiques, ou employées, des jeunes filles indigènes mineures En dehors de leur fonction, ils ne doivent accepter un emploi, ou se livrer à une occupation salariée que moyennant l'autorisation préalable et toujours révocable du ministère. La même autorisation leur est nécessaire pour entrer dans les conseils de direction, administration, ou surveillance d'une société commerciale, ou pour acquérir un bien foncier aux colonies. Toutefois, dans ce dernier cas, l'autorisation peut être donnée par les gouverneurs, à condition que le domaine acheté n'excède pas 1 hectare. Les fonctionnaires allemands sont soutenus, dans l'accomplissement de leurs devoirs, par l'idée que leurs services sont hautement appréciés. Les fonctionnaires coloniaux de tous les pays ne peuvent que souhaiter, pour eux-mêmes, dit M. Hückel, la considération et l'estime que l'empereur, l'administration métropolitaine, et le public allemand accordent à ceux qui, s'étant expatriés, travaillent, au loin, à la prospérité de l'Empire et de ses possessions.

L'Etat prend à sa charge, soit directement, soit indirectement, les frais de traversée du fonctionnaire allant, pour la première fois, rejoindre son poste. Le gouvernement témoigne aussi sa sollicitude pour les familles des fonctionnaires. En principe, ceux-ci n'ont pas droit au passage de leurs femmes et de leurs enfants, mais, en fait, des secours, très largement calculés, leur sont attribués à cet effet. Ces avantages sont même accordés aux fiancées des fonctionnaires; cependant l'indemnité n'est remise qu'après la célébration du mariage, dans la colonie.

Les Allemands ont compris que les fonctionnaires coloniaux doivent être hautement payés. Ceux-ci ne supportent, au cours de leur carrière, aucune retenue sur leurs traitements, ou leurs émoluments personnels, comme participation à la constitution de leur pension. La solde augmente annuellement et automatiquement, pendant les six premières années; ensuite, à trois reprises différentes, sont accordés des suppléments, de telle sorte que, le traitement, dans une catégorie, atteint son maximum, au bout de quinze ans. Ces catégories sont au nombre de 9. La première ne comprend que les gouverneurs coloniaux. Les gouverneurs de l'Afrique orientale, du Sud-Ouest, du Cameroun et de Kiaotcheou ont le rang de conseillers privés en activité, pendant la durée de leurs fonctions, et leur séjour dans leur gouvernement, et sont placés dans la 1re classe de cette dignité, tandis que ceux du Togo, de la Nouvelle-Guinée et de Samoa appartiennent à la 2e classe, mais tous, aux colonies, ont droit au titre d'Excellence. Les gouverneurs de l'Afrique orientale et du Sud-Ouest reçoivent 40.000 m. chacun, plus une indemnité de représentation de 10.000 m. Le gouverneur du Cameroun a 30.000 m., plus une indemnité de 8.000 m. Les gouverneurs des autres possessions ont, chacun, de 20.000 à 24.000, plus 6.000 m. d'indemnité. La deuxième catégorie comprend les secrétaires généraux de 1re classe et les juges supérieurs (minimum : 13.390 m.; maximum : 17.100), la troisième, les secrétaires généraux de 2e classe (9.600 et 14.000 m.), la 4e, les administrateurs, chefs de province, résidents, etc. (8.300 et 13.400, pour la 1re section, 7.700 et 13.400 pour la 2e). Les traitements de début sont, dans la 5e catégorie : 7.300 m., dans la 6e : 6.900 m.; dans la 7e : 5.100, 5.400 et 6.000 m.; selon les sections, dans la 8e : 4.100, 4.200, 4.350, et dans la 9e : 3.600 et 3.800 m. Ainsi, il n'y a pas de traitement colonial inférieur à 3.600 m. (4.500 francs), et celui de la dernière catégorie se monte, au bout de quinze ans de services, à 5.000 et 5.400 m., soit 6.250 et 6.750 francs. Quant à l'avancement en fonctions, et en catégorie, il n'a lieu que pour certains corps seulement; il est donné au choix ou à la suite d'un examen.

Tous les fonctionnaires sont logés et meublés, ou bien ils reçoivent une indemnité variable, suivant les postes et les grades. M. Hückel a obtenu d'un fonctionnaire allemand quelques renseignements sur le coût de la vie européenne, dans les diverses colonies. A Daressalam, un célibataire dépense, pour sa pension, son logement, son entretien, son blanchissage et sa domesticité, de 2.660 à 3.150 roupies par an (4.390 à 5.200 francs). Un ménage y a un budget de 4.450 roupies environ (7.440 francs). A Buea, un célibataire, prenant sa nourriture chez lui, dépensera en tout, de 3.960 à 5.370 m. (4.950 à 6.710 francs), à Lome, de 4.140 à 4.680 m. (5.175 à 5.850 francs), à Windhuk, ou à Swakopmund, de 4.875 à 6.210 m. (6.095 à 7.760 francs). M. Hückel cite, en regard, la dépense annuelle d'un ménage modeste, à Hanoi, qui, d'après le résident-maire de Haiphong, s'élève à 4.920 francs.

Les fonctionnaires coloniaux ont droit à un congé après trois ans passés dans le Sud-Ouest et l'Océanie, deux ans dans l'Afrique orientale, dix-huit mois au Togo et au Cameroun. On sait que, d'après le décret du 12 juin 1911, l'administration française exige un séjour ininterrompu de deux ans, pour l'Afrique équatoriale, l'Afrique occidentale (sauf le Sénégal), la côte des Somalis et la

Guyane, trois ans pour le Sénégal, l'Indochine, Madagascar, les établissements de l'Inde et les Nouvelles-Hébrides, et cinq ans pour les autres colonies. La durée du congé pour les fonctionnaires allemands est de quatre mois, non compris le voyage. En fait sinon en droit, ils reçoivent une indemnité de voyage et, pendant la durée du congé, si celle-ci ne dépasse pas six mois, ils touchent leur traitement colonial intégral. S'ils tombent malades aux colonies, ils ont droit aux soins médicaux et aux médicaments gratuits, et s'ils sont hospitalisés, ils sont logés et nourris gracieusement, sans avoir à subir aucune retenue sur leur solde. Les familles des fonctionnaires dont la solde proprement dite est inférieure à 1.800 m. (8e et 9e catégories) peuvent être admises à jouir, gratuitement, des mêmes avantages. Des stations dites de repos ou de rétablissement pour les fonctionnaires éprouvés par le climat, ont été créées dans chaque colonie. Les gouvernements de l'Afrique orientale et du Sud-Ouest ont fondé des cercles officiels ou mess où sont tenus de prendre pension les officiers, fonctionnaires et sous-officiers célibataires, de même que ceux dont la famille est absente. Le cercle de Windhuk est ouvert aux dames, une fois par mois, à jour fixe ; elles peuvent, cependant, mais à titre exceptionnel et après avis préalable, être invitées à déjeuner ou à dîner.

Une des caractéristiques les plus importantes dans l'organisation du personnel colonial allemand, ce sont les garanties extraordinaires en cas de poursuites disciplinaires. L'avertissement, le blâme et la retenue de solde ne peuvent être infligés qu'après que le fonctionnaire a été mis en possibilité de se défendre de la faute reprochée. Le déplacement et la révocation ne peuvent être prononcés qu'à la suite d'une instruction et d'une comparution devant un conseil disciplinaire. C'est, en première instance, la Chambre de discipline coloniale composée de 7 membres, et, en appel, la Cour de discipline coloniale, où les juges sont au nombre de 11. En principe les débats sont publics. Le prévenu peut se faire assister et même représenter par un avocat, sauf, en ce cas, à la Chambre à exiger, si elle le juge utile, la comparution personnelle de l'inculpé. Ce sont les Conseils qui prononcent les pénalités, au lieu qu'en France les Conseils d'enquête ou de discipline ne sont appelés qu'à donner leur avis, lequel ne lie aucunement les décisions de l'autorité supérieure. L'accusé, aussi bien que le représentant du gouvernement, a le droit de faire appel. Enfin l'empereur a la prérogative de diminuer les peines prononcées ou de faire entièrement remise de leur exécution.

Les agents des services coloniaux étant fonctionnaires de l'Empire, bénéficient des dispositions de la loi du 31 août 1873, sur l'état de ces fonctionnaires, notamment pour la mise à la retraite, les pensions, etc. Toutefois différentes lois et ordonnances leur accordent des avantages spéciaux ; ainsi, tout fonctionnaire impérial ayant plus d'une année de service aux colonies, bénéficie après ce temps, d'un compte double de ses années de service. Les fonctionnaires coloniaux peuvent être mis en disponibilité, soit sur leur demande, soit d'office, par l'empereur ou le chancelier. Elle est prononcée pour une durée maximum de trois ans, pendant laquelle le fonctionnaire touche les 3/4 de son traitement colonial. Au contraire, la mise en disponibilité enlève aux fonctionnaires français le droit à tout traitement (décret du 2 mars 1910). L'admission à la retraite est prononcées suivant les cas, par l'empereur ou par le chancelier. Tout fonctionnaire ayant servi effectivement douze ou quinze ans, selon les colonies, a droit à une pension à vie, sans qu'il ait à justifier d'infirmités quelconques, ou de l'incapacité de continuer ses services, et l'on a vu plus haut que ces pensions sont constituées, par l'Etat, sans retenue aucune sur la solde des fonctionnaires. Un résident ayant vingt-cinq ans de services dont vingt et un effectifs aux colonies et comptant double, au total quarante-six années de services et six ans de services dans son grade, a droit à une pension de 3.593 m. ou 4.491 francs. Un supplément de pension dit tropical, supérieur à 300 m. et variable suivant les différentes catégories, est alloué à vie ou à temps, pour la durée de la pension elle-même, aux fonctionnaires retraités, en cas d'inaptitude au service administratif, ou d'affaiblissement de leurs facultés. Enfin des pensions sont accordées, de droit, aux veuves et aux orphelins des fonctionnaires coloniaux.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques

INDE ANGLAISE

Le discours d'ouverture du Conseil législatif.

Le Conseil législatif s'est réuni le 27 janvier dans la nouvelle Chambre du conseil à Delhi. Lord Hardinge, bien que souffrant encore des suites de l'attentat dont il a été récemment victime, a tenu à venir présider en personne cette première séance et a y prononcé — d'une voix qu'une visible émotion au rappel de certains souvenirs faisait parfois trembler — le discours traditionnel que voici :

Bien que je ne sois pas complètement guéri de mes blessures et que sur ordre des docteurs je sois obligé de m'abstenir de toute affaire publique, j'ai non seulement éprouvé le désir, mais j'ai pensé qu'il était de mon devoir de venir ici aujourd'hui ouvrir la première session de mon Conseil législatif à Delhi et de souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres qui y ont été nommés. Je suis sûr qu'en même temps personne ne me reprochera une expression de regret pour ceux qui n'ont pas été élus, car, après deux années de coopération loyale et active avec mon gouvernement au travail législatif du gouvernement de l'Inde, je les considère non seulement comme des collaborateurs, mais aussi comme des amis. Je suis heureux de revoir à leurs places quelques-uns des anciens membres de mon Conseil et j'ai confiance qu'ils y apporteront encore le même esprit de concorde, de bonne volonté, et d'habilité législative qu'ils ont déployé pendant les deux années durant lesquelles j'ai eu l'honneur de présider à leurs délibérations. Aux nouveaux membres du Conseil j'envoie un cordial salut. Je suis assuré de pouvoir compter sur eux pour maintenir aux débats futurs un ton de dignité et d'élévation aussi marquées qu'ils ont toujours gardé dans le passé. Je vous suis reconnaissant de votre chaleureuse réception d'aujourd'hui. Je sais que je peux compter sur votre sympathie que vous m'avez manifestée dans les souffrances que je viens d'endurer et qui m'a aidé à les supporter ainsi que sur celle de toutes les classes et sectes de l'Inde.

Je saisis l'occasion qui m'est offerte lorsque je m'adresse à mon Conseil qui représente toute l'Inde anglaise pour exprimer une profonde gratitude de l'élan spontané de sympathie et des prières et bons souhaits venus de tous côtés, prières qui j'en suis sûr ont été entendues. Quand il y a cinq semaines j'ai repris mes sens et ai pu me remémorer les événements passés, ma première pensée a été un sentiment de profonde gratitude pour le Dieu Tout-Puissant qui nous a protégés lady Hardinge et moi, de chagrin pour le pauvre homme mort en accomplissant son devoir, de grande pitié pour les hommes assez égarés qui ont pu se trouver dans l'Inde pour perpétrer un tel forfait, de tristesse enfin en réfléchissant à ce que ce crime a choqué les sentiments de toute l'Inde qui je le sais regarde avec horreur et dégoût l'accomplissement de tels actes contraires à ses préceptes et à son instinct d'humanité et de loyauté, en même temps qu'à ses principes religieux. Cette gratitude que je ressens d'avoir échappé avec lady Hardinge à la main de cet assassin a été vivement partagée dans

l'Inde mais les mots me manquent quand je pense aux malheureux que la bombe a atteints et qui laissent en deuil des familles qu'ils faisaient vivre.

Est-il trop d'espérer que ce déchaînement de l'indignation publique soit pour les terroristes indiens un sujet de réflexions humaines et bonnes et de repentir ? Il est difficile de croire que ces individus sont classés à part et qu'ils vivent en dehors de leurs concitoyens. Sont-ils réellement réfractaires à toute influence, insensibles à tout avis ? Ont-ils donc perdu tout contact avec les hommes restés sages et modérés? Quoi que je puisse penser du crime en lui-même je désire seulement vous assurer ainsi que l'Inde entière que cet incident ne modifiera en rien mon attitude. Je poursuivrai sans faillir la même politique dans l'avenir que par le passé. Ce que je viens de dire a un caractère personnel, mais j'ai un mot de plus à ajouter pour le peuple de l'Inde et je sens toute la gravité d'une pareille déclaration. Je n'ai pas besoin de rappeler que ce récent incident a des précédents dans l'histoire de l'Inde, mais pendant ces dernières années Indiens et Européens, loyaux serviteurs du gouvernement de l'Inde, ont été moins heureux que je ne l'ai été, et, desservis par le cruel destin, ont succombé sous la main d'assassins. Ces déplorables événements marquent d'une flétrissure le bon renom de l'Inde et du peuple indien et je dis à ce peuple, non seulement comme vice-roi très jaloux de l'honneur du pays qu'il a été appelé à gouverner, mais comme l'un des nombreux millions de sujets indiens de notre Roi-Empereur et l'un de ceux qui aime l'Inde et les Indiens depuis qu'il y vit, je dis que cette flétrissure doit être effacée et que le bon renom de l'Inde doit être remis en haut et intangible honneur. Sachant par les manifestations de sympathie touchantes et spontanées reçues de tous côtés combien vivement la population indienne répugne à l'idée de tels crimes, on peut se demander quel remède appliquer pour en prévenir le retour. Je répondrai que de tels attentats ne peuvent être considérés comme des actes isolés de fanatiques irresponsables, mais la plupart du temps comme le début de conspirations organisées dans lesquelles le crime n'intervient pas toujours comme le facteur principal. Une atmosphère de meurtre politique est plus facilement créé que dissipée. Elle pourrait l'être entièrement et pour toujours si l'opinion publique était résolue à ne pas tolérer la perpétration de tels crimes et à traiter en ennemis de la société non seulement ceux qui les commettent mais encore ceux qui en sont les instigateurs. Parmi les excitations au crime on devrait comprendre toute intempérance de langage politique ainsi que les méthodes propres à influencer les esprits mal équilibrés et à les pousser insidieusement à commettre ces crimes abominables. La condamnation du 23 décembre dernier et l'activité déployée pour la recherche des criminels me donne beaucoup d'espoir pour l'avenir. Rempli de cet espoir, ma confiance dans l'Inde, son avenir et son peuple demeure inébranlable et si, comme je le présume, la réalisation de cette confiance se confirme, alors les deux existences si tristement perdues le 23 décembre n'auront pas été sacrifiées en vain.

Sir Gandgadhar Chitnaris et sir Charles Armstrong parlèrent ensuite au nom du Conseil exprimant le sentiment d'horreur qu'a provoqué l'attentat commis contre le vice-roi et lady Hardinge et le plaisir en même temps éprouvé de voir lord Hardinge présider aujourd'hui la séance d'ouverture. Le vice-roi a quitté la Chambre de son Conseil au milieu des plus vifs applaudissements.

UNION SUD-AFRICAINE

Mort du chef du Basutoland.

Letsie, le chef souverain du Basutoland, vient de mourir. L'Angleterre perd en lui un de ses plus loyaux sujets. Durant les troubles de 1898 et la guerre sud-africaine, Letsie maintint l'ordre parmi son peuple. En mai 1911, lord Gladstone, alors Haut-Commissaire, lui fit une visite et fut reçu triomphalement par la population du Basutoland. Le chef défunt ne voyait pas sans crainte pour son pays la constitution de l'Union : « Ma nation, disait-il, est très en retard. Si vous avez dans un même kraal (village) un troupeau de bœufs et quelques moutons, les bœufs piétineront à mort les moutons. » Le Congrès national indigène sud-africain, dont Letsie présida les séances il y a un an à Bloemfontein, avait proposé de fournir un corps permanent destiné à représenter toutes les races indigènes dans l'Afrique du Sud.

Rappelons que le Basutoland fait partie des possessions de la Couronne depuis 1884 : il est gouverné par un résident commissaire placé directement sous les ordres du Haut-Commissaire pour l'Afrique du Sud.

Sir John Gordon Sprigg.

Un télégramme de Capetown du 4 février annonce la mort de sir John Gordon Sprigg : la Chambre et le Sénat de l'Union ont levé leur séance en signe de deuil. C'est que sir G. Sprigg fut un grand Sud-Africain qui se dévoua toute sa vie au bien de son pays. Né en 1830, il avait fait à Londres son apprentissage parlementaire, mais pour des raisons de santé il revint en 1858 en Afrique du Sud diriger une exploitation agricole et entra dans la vie politique active en 1869. Après avoir été ministre du trésor dans le cabinet Rhodes de 1893, il lui succéda comme Premier en 1896. Trois fois par la suite sir Gordon Sprigg devait être appelé à diriger le gouvernement du Cap qu'il représenta au jubilé de la reine Victoria.

Le commerce des plumes d'autruche.

Le *Financial News* dans son édition continentale donne d'après le rapport du consul des États-Unis à Port-Elisabeth, d'intéressants détails sur le commerce des plumes d'autruche de l'Afrique du Sud qui a atteint en 1911 un chiffre supérieur à 126 millions de francs. Port-Elisabeth est le centre le plus important du commerce de cette précieuse parure, si recherchée par la mode féminine, et le district de la colonie du Cap fournit les plus belles plumes. Ceci pour plusieurs raisons : d'abord les conditions climatériques, l'excellence de la reproduction des oiseaux et la connaissance supérieure que possèdent les fermiers pour l'élevage de l'autruche. Des expériences faites individuellement montrent que cet oiseau ne prospère pas de la même manière sur tous les points de ce district. Il est certain que les produits de l'autruche se ressentent de l'élevage et de la reproduction, bien qu'assez souvent de nombreux oiseaux, d'origine indéterminée, fournissent de magnifiques plumes.

Celles-ci, au point de vue de leur valeur marchande, sont classées en diverses catégories. Les plus belles proviennent des ailes du mâle. Le premier rang comprend de 30 à 40 plumes. Les meilleures sont dénommées « Primes » parce qu'elles sont les plus longues, bien blanches et les mieux fournies. Viennent ensuite les plumes dites « Blanches » et enfin les « Fantaisies » ou « Byocks » ; ces dernières sont blanches, mélangées de noir. Le premier rang de 40 plumes comprend généralement de 15 à 20 « primes », 10 « fantaisies » et le reste se compose de « blanches ». Immédiatement derrière ce rang on trouve les plumes noires, longues et de taille moyenne ; occasionnellement, on y rencontre les plumes noires et blanches. Celles de la queue sont blanches et noires, mélangées de blanc. Les plumes de la femelle sont classifiées de la même manière, mais à chaque catégorie est ajoutée le qualificatif « Femina ».

Des marchés locaux, le plus important est Port-Elisabeth où les ventes atteignent 500.000 dollars environ par semaine. Mossel Bay, port situé à mi-chemin entre Capetown et Port-Elisabeth, est le second centre d'exportation de plumes d'autruche. Les neuf dixièmes provenant de l'Afrique australe sont expédiés de Mossel

Bay et de Port-Elisabeth directement en Angleterre où viennent s'approvisionner les marchés étrangers. Pour l'élevage de l'autruche le centre principal est celui d'Outshoorn, situé dans le sud de la province du Cap.

AUSTRALIE

Les chemins de fer fédéraux.

D'après les rapports des « Railways Commissioners » les recettes totales des chemins de fer fédéraux de 1911 au 30 juin 1912 sont en augmentation surtout en ce qui concerne le trafic des voyageurs. Cette constatation ressort du tableau suivant :

	1909-1910 Liv. st.	1910-1911 Liv. st.	1911-1912 Liv. st.
Nouvelle-Galles du Sud.	5.485.714	6.042.205	6.491.473
Victoria	4.443.863	4.896.210	5 218.967
Queensland	2.338.468	2.730.430	3.032.858
Australie méridionale...	1.840.399	2.015.182	2.090.563
Australie occidentale....	1.637.334	1.844.418	1.884.604
Tasmanie.....	284.063	277.916	312.786
Total.....	16.029.841	17.806.361	19.031.251

Les dépenses d'exploitation ont augmenté en proportion des recettes pendant ces trois dernières années :

	1909-1910 Liv. st.	1910-1911 Liv. st.	1911-1912 Liv. st.
Nouvelle-Galles du Sud.	3.276.409	3.691.061	4.169.591
Victoria	2.817.875	3.099.504	3.441.803
Queensland.....	1.414.271	1.563.119	1.917.266
Australie méridionale...	1.069.140	1.222.439	1.293.987
Australie occidentale....	1.096.908	1.216.477	1.343.977
Tasmanie.....	211.677	215.530	221.172
Total.....	9.886.280	11.008.130	12.387.796

Si l'on déduit de ces dépenses les recettes totales, on arrive à un revenu net qui se répartit ainsi entre les Etats du Commonwealth :

	1909-1910 Liv. st.	1910-1911 Liv. st.	1911-1912 Liv. st.
Nouvelle-Galles du Sud.	2.209.305	2.351.144	2.321.882
Victoria	1.625.988	1.796.706	1.777.164
Quennsland	924.197	1.167.311	1.115.592
Australie méridionale...	771.259	792.743	796.576
Australie occidentalet...	540.426	637.941	540.627
Tasmanie.....	72.386	62.386	91.614
Total.....	6.143.561	6.798.231	6.643.455

A la Cour fédérale suprême.

M. Frank Gavan Duffy a été nommé juge à la Cour fédérale suprême, constituée depuis 1903, en remplacement de M. Justin O'Connor, sur la demande pressante du grand-juge sir Samuel Griffith. Le nouveau magistrat naquit à Dublin en 1852; il fit ses études au collège de Stonyhurst et à l'Université de Melbourne. Entré au bureau de Victoria en 1874, il ne tarda pas à en devenir une des personnalités les plus marquantes et à se mêler aux luttes politiques de cet Etat, où son père avait présidé un cabinet d'une existence d'ailleurs éphémère. Depuis l'établissement du Commonwealth, M. Duffy avait été désigné par les gouvernements fédéraux pour trancher tous les litiges constitutionnels et il était un des principaux avocats-conseil à la Cour d'arbitrage fédérale.

Stations de télégraphie sans fil.

On mande de Sydney au *Times* que des stations de télégraphie sans fil fonctionnent actuellement dans les six capitales d'Etats ainsi que dans Thursday Island et à Port Moresby. La station du mont Gambier vient d'être ouverte et les stations de Townsville, Cooktown et Rockhampton seront inaugurées le mois prochain. On compte que toutes les stations de Port Darwin, Wyndham, Broome, Roebourne, Geraldton et Esserance fonctionneront avant la fin de juin, et que le continent se trouvera ainsi complètement encerclé.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LE THALER DE MARIE-THÉRÈSE

Ceux qui n'ont pas voyagé sur les côtes de la Mer Rouge ou dans le centre africain peuvent se demander en quoi une monnaie de dénomination germanique, émise, semble-t-il, au milieu du XVIIIe siècle, par la souveraine de la puissance la moins coloniale qui soit en Europe, peut intéresser l'histoire coloniale. Et pourtant, cela est : le thaler de Marie-Thérèse, après avoir circulé sur les côtes barbaresques et dans le Levant, n'a disparu de ces régions que pour se répandre plus au sud et plus à l'est, dans le Soudan, en Abyssinie et sur les deux côtes de la Mer Rouge.

Outre sa diffusion surprenante, ce thaler présente aujourd'hui encore, ou même aujourd'hui surtout ce caractère très curieux d'être accepté pour une valeur très sensiblement supérieure, non pas seulement au cours commercial de l'argent, mais à celle des autres pièces d'argent. Et l'estime dont il jouit auprès d'une nombreuse clientèle est telle que le gouvernement autrichien n'a jamais cessé de frapper, en vue de l'exportation, de ces thalers à l'effigie de la souveraine du XVIIIe siècle.

La « valorisation » et la diffusion de cette monnaie d'allure archaïque font naître toute une série de problèmes économiques et sociologiques d'histoire coloniale, que des travaux récents permettent d'élucider dans une certaine mesure (1).

***

Le premier problème qui se pose est de savoir comment une monnaie autrichienne a pu, dès le milieu du XVIIIe siècle, se répandre dans le Levant. A cette époque, la politique, étroitement mercantiliste encore, des puissances européennes était contraire à toute exportation de monnaie. Pendant longtemps, l'Espagne seule avait eu pour mission d'inonder l'Europe et les pays méditerranéens de l'or et de l'argent qu'elle retirait du Nouveau Monde. Elle ne pouvait d'ailleurs faire autrement; car son industrie ne suffisait pas à satisfaire aux besoins que faisait naître une richesse subitement acquise. L'Autriche du XVIIIe siècle n'était pas dans la même situation : cependant, dans son commerce avec les Turcs, elle importait beaucoup plus qu'elle n'exportait, et il lui fallait solder la différence en numéraire. Au lieu d'essayer de lutter contre cette nécessité économique, le gouvernement autrichien, au XVIIIe siècle, s'inclina de bonne grâce. Il avait à cela deux raisons : la première était que l'Autriche possédait des mines d'argent, qui, sans prétendre en aucune façon rivaliser avec celles du Nouveau Monde, lui permettaient néanmoins d'exporter du métal blanc sans trop appauvrir son stock moné-

(1) L'ouvrage le plus récent est une étude de M. MARCEL-MAURICE FISCHEL intitulée *le Thaler de Marie-Thérèse. Etude de sociologie et d'économie économique.* Paris. Giard et Brière, 1912.

taire. La seconde était que le Trésor lui-même trouvait profit à l'opération : le rapport coutumier entre l'or et l'argent était, en effet, beaucoup plus favorable à ce dernier métal dans les pays du Levant que dans l'Occident ; et les pièces fabriquées dans les ateliers monétaires de l'empire étaient achetées avec prime.

Aussi, à partir de 1752, le gouvernement autrichien décida-t-il d'adopter franchement une politique incontestablement avantageuse au point de vue fiscal, et de frapper des thalers en vue de l'exportation. En cette même année, il conféra, dans ce but, un privilège à un financier viennois, le baron Friess ; et l'Etat partagea avec lui les bénéfices de ce trafic.

Il est vrai que le thaler de Marie-Thérèse devait rencontrer divers concurrents, parmi lesquels il convient de citer en première ligne les *colonnados* espagnols. Le gouvernement autrichien eut aussi à lutter contre des imitations et des contrefaçons. Divers Etats allemands avaient adopté la même unité monétaire et frappaient des thalers ; mais le gouvernement autrichien, après quelques années de tâtonnements s'en tint à un type unique, représentant Marie-Thérèse avec son voile de deuil ; il veilla désormais avec un soin jaloux à ce que ce type ne fût pas contrefait ; *et, depuis lors, il n'a cessé de frapper des thalers avec la même effigie*, et les mêmes procédés archaïques de frappe, de façon à lui conserver son cachet ancien, d'ailleurs très artistique.

Malgré le grand nombre des monnaies circulant en Orient, le thaler de Marie-Thérèse devint peu à peu l'objet d'une faveur spéciale, qui le fit préférer aux monnaies de même poids et de même titre. Est-ce parce que le gouvernement autrichien respecta scrupuleusement les conditions de poids et de titre fixées à l'origine ? Il ne semble pas que ce soit là la considération principale. Les Levantins furent longtemps, d'après des témoignages concordants, peu soucieux de connaître le titre exact des monnaies qu'ils acceptaient, et très sensibles, au contraire, à la nature de l'effigie. Aujourd'hui encore, le prestige propre de l'effigie de Marie-Thérèse est tel que, dans certaines régions, des thalers notoirement faux sont bien accueillis. Ce sont donc des raisons extra-économiques en elles-mêmes qui semblent expliquer la diffusion ancienne, et surtout la circulation et la « valorisation » actuelles, du thaler de Marie-Thérèse. La parole n'est donc plus aux économistes, mais aux sociologues, gens austères mais auxquels aucun domaine n'est fermé. Ecoutons-les.

*
* *

Sans y apporter trop de malice, on peut être enclin à attribuer la faveur si particulière et si durable du thaler de Marie-Thérèse à des raisons esthétiques : la pièce est, en elle-même, belle et bien faite ; tous les détails en sont bien venus et forment un ensemble harmonieux. De plus, la souveraine, dont le profil en constitue le principal ornement, est une veuve encore jeune, et son décolleté laisse entrevoir une ampleur de formes qui semble correspondre assez à un idéal oriental. Elle porte, sur les cheveux, un voile de deuil et un diadème, dont l'ensemble évoque assez la coiffure de la femme arabe. C'est, d'ailleurs, un savant professeur d'arabe à l'université de Vienne qui a établi ce rapprochement.

Ainsi, le thaler à l'effigie de Marie-Thérèse peut plaire aux hommes par un sentiment où la sociologie contemporaine, vertueuse mais indiscrète, n'hésite pas à voir de la sensualité. Elle plait aussi aux femmes arabes en leur représentant, sous une forme particulièrement luxueuse, le fichu et le frontal dont elles aiment se parer ; et aucun détail ne paraît être étranger à la considération dont jouit la précieuse médaille : plusieurs auteurs rapportent que « le diadème et l'agrafe doivent être bien visibles pour que l'acceptation du thaler soit assurée », et un voyageur ajoute que « les fleurons de la couronne, pris sans doute pour des pièces monétaires, sont soigneusement comptés avant l'acceptation du thaler ».

On peut donc penser que le thaler de Marie-Thérèse n'est pas seulement un instrument monétaire, mais une parure, et qu'il doit à cette qualité cette plus-value que nous avons déjà signalée à l'égard des autres monnaies d'argent. Et, en effet, cette pièce fait partie de l'ornementation des femmes touareg et des femmes arabes, en Arabie, et dans certaines régions de l'Afrique orientale notamment. C'est pour cette raison, semble-t-il, que le thaler de Marie-Thérèse, toujours frappé selon l'effigie traditionnelle, trouve des débouchés, toujours plus reculés, mais encore fort étendus, et que les gens de la côte eux-mêmes paient une prime pour obtenir cette monnaie qu'ils revendent avantageusement, comme une marchandise, aux tribus de l'intérieur.

*
* *

Ainsi paraissent s'expliquer non seulement la diffusion ancienne, mais la circulation et la « valorisation » actuelles de cette monnaie qui a su réaliser cet idéal de tant de personnes du beau sexe : ne pas changer avec les ans. Mais il reste encore un point un peu obscur dans son histoire : c'est l'explication précise de sa répartition géographique actuelle. Le thaler de Marie-Thérèse étend son domaine en Syrie, en Mésopotamie, en Arabie, en Asie, au Hadramouth, en Nubie, sur le Haut-Nil, au Sénoar, en Abyssinie, dans l'Erythrée italienne, dans la Somalie française, au Harrar, dans les oasis entre la Tripolitaine et l'Egypte, en Tripolitaine et au Soudan » ; et son prestige, dans ces contrées, semble n'avoir en rien diminué : dans ces dernières années lors de leurs expéditions au Soudan égyptien et en Erythrée, les gouvernements anglais et italien durent faire des commandes considérables de thalers à la Monnaie de Vienne.

A considérer le rôle capital que les Arabes ont joué dans la civilisation des régions où règne l'effigie de Marie-Thérèse, il paraît évident que la diffusion du thaler leur doit aussi quelque chose. De là à expliquer sa répartition géographique par la diffusion de l'Islam lui-même, il n'y avait qu'un pas, d'ailleurs aisé à franchir.

Cet acte n'en constitue pas moins, aux yeux des sociologues autorisés, une grave imprudence scientifique. Nous avons le tort d'associer trop facilement la nation d'Islam et celle de civilisation arabe. Il y eut, au temps du prophète, des habitants de l'Arabie, hommes de sa race, qui refusèrent de subir sa loi : nul n'est prophète dans son pays ! Il y eut, dans la suite, des populations en Arabie qui continuèrent à résister à l'influence de l'Islam, et ces protestants d'Arabie émigrèrent sur la côte orientale d'Afrique. Or, s'il faut se ranger à l'opinion qui est, peut-on dire, le « dernier cri » de la sociologie en cette matière, c'est à l'influence des Arabes *non musulmans*, et subsidiairement d'autres éléments non musulmans, ou sur lesquels l'islamisme n'a laissé qu'une empreinte très molle, comme les Touareg, qu'il faut attribuer la diffusion et la répartition actuelle du thaler de Marie-Thérèse.

Les arguments sur lesquels s'appuie cette thèse ne sont pas, à vrai dire, tout à fait positifs : on n'a pas, semble-t-il, reconstitué jusqu'ici d'une façon précise la nature du courant qui entraîne le thaler vers les régions où il circule aujourd'hui. Mais, comme nous l'avons vu plus haut, sa diffusion et sa « valorisation » semblent avoir des causes surtout esthétiques : la pièce à l'effigie de Marie-Thérèse est une parure d'autant plus chère, semble-t-il, aux femmes de ces régions qu'elle évoque parfois, en l'enrichissant, et en l'idéalisant, leur propre parure. Or, ajoutent nos sociologues, si les femmes du Centre et de l'Est africain portent des

parures, c'est qu'elles ont des maris galants pour leur en offrir. Mais les musulmans, du moins ceux sur lesquels l'Islam a exercé une influence profonde, ont peu d'égards pour leurs femmes. Les Arabes non mulsulmans, ou les peuples, comme les Touareg, sur lesquels l'islamisme semble n'avoir eu qu'une action superficielle, ont au contraire, le culte de la femme.

« La vie arabe que représentent les poésies anté-islamiques, la vie du désert, c'était l'enthousiasme des sentiments d'honneur, la passion des coups d'audace, la liberté pour chacun, liberté sans limite et sans embarras des lois, la malice sarcastique, l'aisance que ne gênait aucun pouvoir imposé, la poésie des poètes, hommes ou femmes, ne sachant ni lire ni écrire, et souvent improvisateurs, laquelle, en rimes sonores et chatoyantes, dans les soirées en plein clair de lune ou sous l'œil scintillant des étoiles disaient les hautes noblesses des familles et des tribus, les prouesses chevaleresques, les coups de sabre, de lance, de flèche et disaient aussi avec émoi, les amours fins et délicats, et vantaient les belles filles et les belles femmes, qui écoutaient ces trouvères des tentes, souriaient à ces fleurs de beau langage ou pleuraient aux panégyriques de chevaliers de la tribu ou de la famille morts à la gloire. »

« Aujourd'hui encore, ajoute M. Fischel, après cette citation du Dr Perron (1), l'amour joue un grand rôle dans la vie de l'Arabe bédouin ; la femme choisit toujours son aimé parmi les plus vaillants guerriers qui savent aussi louer sa beauté en de beaux chants d'amour ». Et, dit-il plus loin, « comme l'organisation des Arabes érythréens est pareille à celle des bédouins d'Arabie, c'est donc en Afrique comme dans la péninsule, la femme qui, en première ligne, se prononce en faveur du thaler de Marie-Thérèse ».

***

La diffusion et la répartition actuelle, non moins que la « valorisation », de la pièce à l'effigie de Marie-Thérèse seraient donc dues tout d'abord à des considérations esthétiques, puis plus spécialement à une influence arabe, mais à une influence arabe en quelque sorte pré-islamique. La dernière partie de cette explication n'est peut-être pas la plus évidente ; mais c'est, par contre, la plus ingénieuse. Elle a aussi l'avantage de nous faire faire une courte, mais agréable, incursion dans le domaine de la poésie, et de nous montrer l'influence de l'amour là où le commun des mortels n'eût pas songé à la chercher. Sachons gré aux sociologues de nous faire entrevoir ce que l'âme trop sèche des économistes et des historiens est impuissante à découvrir.

BERTRAND NOGARO.

Missions et Explorations

SAHARA

Mission du Transafricain. — M. le capitaine NIEGER, chef de la mission d'études du chemin de fer transafricain, vient de publier un rapport qui contient l'exposé des opérations de la mission et qui, sans entrer dans des détails techniques, fait déjà pressentir les conditions, favorables ou défavorables, dans lesquelles se présentera l'établissement de la ligne (2).

Nous ne revenons pas sur les opérations de la mission et de ses divers groupes, dont nous avons déjà donné un aperçu (3); nous préférons relever quelques-unes des considérations que le capitaine Nieger a présentées comme conclusion à son rapport.

Nous rappelons que la mission avait à étudier le tracé de la portion d'un chemin de fer transafricain comprise entre les oasis du Touat et le Tchad, et celui d'un embranchement dirigé sur l'Afrique Occidentale française; elle devait rapporter les documents permettant d'examiner les conditions d'exécution et de fixer les méthodes de construction éventuelle.

Deux conditions devaient être recherchées dans les tracés de ces avant-projets, c'est de ne prévoir que peu de terrassements et d'éviter les sables que soulèvent toute l'année les tempêtes sahariennes. A ce double point de vue, les conclusions de la mission sont pleinement satisfaisantes.

Il est dès à présent certain que, des oasis sahariennes au Tchad et au Niger, la ligne ferrée ne se heurtera à aucun obstacle sérieux et que, dans la plus grande partie du tracé reconnu, il sera possible de poser la voie en nivelant simplement une plate-forme. Les quelques terrassements qu'il faudra faire auront peu d'importance. Quant aux ouvrages d'art, c'est à peine s'il y a lieu d'en envisager la nécessité, sauf sur un point de la région soudanaise, au pied de l'Aïr.

Dans toute la partie saharienne, où le tracé a été prévu, il n'existe aucun massif de dunes important, et les amoncellements de sable qu'on y rencontrera sont d'une surface si restreinte qu'il sera toujours possible de les contourner. C'est seulement dans la zone soudanaise que la ligne devra traverser un massif de sable, formant un prolongement du massif montagneux du Koutous, mais ce sont des sables fixés par une végétation arborescente et non pas mouvants comme au Sahara.

La question la plus délicate qu'il y ait à résoudre pour l'établissement du chemin de fer et qui s'est présentée pour la mission elle-même, est celle de l'eau. Certaines des équipes de la mission restèrent jusqu'à onze et même treize jours sans pouvoir toucher un point d'eau.

Si les points d'eau sont relativement nombreux, leur débit est souvent très faible et, des oasis sahariennes à la zone tropicale, on ne peut guère en compter que quatre d'une importance appréciable : El Aoulef, Silet, Ti-n-Rérho et In-Guezzam. Au Sud de ce dernier point, commence la zone soudanaise, où l'on pourra capter et utiliser les eaux annuelles de ruissellement. Entre le Mouydir et l'Ahnet on pourra, semble-t-il, obtenir de l'eau artésienne. Les techniciens auront à étudier l'emploi de divers modes de traction pouvant suppléer à l'insuffisance de l'eau.

Il est à noter que *Moussa ag Amastane*, aménokal du Ahaggar, qui a été en 1910 l'hôte de la France, a accompagné la mission pendant quatre mois, des oasis sahariennes à Agadès.

Tandis qu'opérait la mission du Transafricain, une autre mission, entièrement distincte, qui avait laissé la France en mars 1912, s'était occupée d'étudier le raccord entre Adrar, point de départ du capitaine Nieger, et la Méditerranée, par Colomb-Béchar et Oran.

Cette mission comprenait MM. MAITRE-DEVALLON, ingénieur des ponts et chaussées; SAVARY, conducteur, et le lieutenant BRETZNER, de la compagnie saharienne de la Saoura, désigné par le gouverneur général de l'Algérie pour escorter la mission et assurer son ravitaillement.

Les travaux durèrent quatre mois. Ils permirent d'établir le profil d'un tracé qui, se détachant de la ligne d'Alger à Oran, gagnerait directement la région des Chotts en remontant l'un des affluents du Chéliff. De ce point, le tracé proposé, qui pourrait être facilement raccordé à Ras el Ma, avec le réseau de l'Ouest algérien, se dirige au sud, vers le cours supérieur de l'oued Guir, laissant à l'ouest les oasis du Figuig, coupe le Guir en amont de

(1) *L'islamisme, son institution, son influence, et son avenir*, Paris, 1877.
(2) Capitaine NIEGER, La mission d'études du chemtn de fer transafricain (*L'Afrique française*, janvier 1913), p. 5-12).
(3) *La Quinzaine coloniale*, 25 décembre 1912, p. 864.

son confluent avec la Zousfana, longe ensuite le plateau qui borde, à l'ouest, l'oued Saoura, en coupe la vallée à Ksabi et aboutit, enfin, à Adrar, chef-lieu du Touat.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique occidentale. — La collection des documents scientifiques de la mission Gruvel sur la côte occidentale de l'Afrique, en 1909-1910, s'est accrue d'un nouveau volume, (1) consacré aux mollusques marins et terrestres (2), qui y sont décrits les premiers par M. Ph. Dautzenberg, les seconds par M. Louis Germain. M. A. Gruvel parle ensuite des mollusques comestibles ou industriels. Comme les précédents, ce mémoire est inséré dans la superbe publication des *Annales de l'Institut océanographique* (fondation Albert Ier, prince de Monaco), et splendidement illustré. MM. Dautzenberg et Louis Germain sont deux savants spécialistes qui ont l'un et l'autre décrit, à de nombreuses reprises, des mollusques rapportés de nos diverses colonies par nos explorateurs et chargés de mission, et personne n'était mieux qualifié qu'eux pour déterminer les espèces recueillies par M. Gruvel et en faire une étude comparative avec celles que l'on possédait déjà.

M. Dautzenberg avait déjà, en 1910, publié dans les *Actes de la Société Linnéenne de Bordeaux*, les résultats au point de vue malacologique, des premières campagnes de M. Gruvel sur le littoral de l'Afrique occidentale entre la baie du Lévrier et le Sénégal. Pendant cette nouvelle campagne, en 1909-1910, M. Gruvel a visité au contraire de nombreux points situés entre le Sénégal et l'Angola : Conakry et l'archipel de Los, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, le Congo belge, le Benguella. Tous ces points lui ont fourni de précieux matériaux, parmi lesquels beaucoup de formes inédites. Les circonstances ne lui ont malheureusement pas permis de s'arrêter entre la baie des Tigres et le cap de Bonne-Espérance, en sorte qu'il n'a pas pu étudier sur place la manière dont s'effectue le passage de la faune de l'Afrique occidentale à celle de l'Afrique australe. Il ressort néanmoins des observations de M. Gruvel que peu de mollusques du cap de Bonne-Espérance remontent jusqu'à l'Angola.

Dans ce mémoire, M. Dautzenberg énumère 519 espèces dont 352 avaient été déjà citées par lui dans sa précédente étude. C'est donc 167 espèces que M. Gruvel a pu ajouter dans sa campagne de 1909-1910 à celles qu'il avait précédemment rencontrées, et sur ce nombre il y en a 60 de nouvelles.

M. Dautzenberg explique l'importance de ce chiffre par les difficultés qu'ont éprouvées souvent les voyageurs, sur ces côtes où se succèdent des pays de nationalité différente, pour se procurer des embarcations et se transporter d'un point sur un autre. Les recherches de M. Gruvel ont été elles-mêmes contrariées par ce fait que des dragues qu'il s'était fait adresser à Dakar ne lui sont pas parvenues et qu'il a dû recourir à des moyens de fortune ; il n'en a eu que plus de mérite d'avoir fait une aussi ample récolte. L'ensemble des mollusques recueillis par M. Gruvel sur la côte occidentale d'Afrique constitue certainement, comme peut l'affirmer en parfaite connaissance de cause M. Dautzenberg, « l'appoint le plus considérable qui ait jamais été apporté à nos connaissances de la faune malacologique de cette région ».

Moins nombreux sont les mollusques terrestres rapportés par M. Gruvel de son dernier voyage. Ils appartiennent, presque tous, à la nombreuse famille des *Achatinidæ*, si caractérisque de l'Afrique tropicale et qui renferme des animaux de grande taille. Il en est donné dans ce fascicule de fort belles figurations. M. Germain a déterminé quelques variétés nouvelles.

A l'inventaire scientifique des mollusques, marins et terrestres, dû à MM. Dautzenberg et Germain, M. Gruvel a ajouté quelques détails relatifs aux espèces comestibles ou industrielles.

C'est le plus petit nombre des espèces recueillies qui est utilisé par l'homme, soit par les indigènes, soit par les Européens. Parmi les mollusques servant à l'alimentation, M. Gruvel cite la moule, le cardium (*coque* des Parisiens), puis les espèces que nous connaissons sous les noms de praires et de palourdes, et bien d'autres encore parmi lesquelles les patelles et les haliotides, et enfin les huîtres. M. Gruvel donne des détails sur les essais d'ostréiculture et de myticulture qu'il a tentés auprès de Dakar, avec l'aide de M. Scordel, sous inspecteur de l'agriculture. Si les essais de myticulture ont besoin d'être repris, pour les huîtres, au contraire, les résultats obtenus sont très favorables, de sorte que l'ostréiculture peut offrir au Sénégal un avenir que l'on ne soupçonnait pas.

Quelques mollusques sont utilisés pour l'industrie, par exemple pour fabriquer de la chaux ; d'autres servent aux indigènes comme ornements ou comme monnaies.

Mission agronomique et archéologique de M. de Gironcourt. — M. de Gironcourt, ingénieur agronome et d'agriculture coloniale, qui a dirigé pendant plusieurs années la station agronomique des Ardennes, et qui a rempli ensuite des missions se rapportant à la même spécialité à Madagascar et au Maroc (1), a effectué depuis lors deux voyages en Afrique occidentale, l'un en 1908-1909, l'autre en 1911-1912 (2). Après avoir, au retour de l'un et de l'autre, présenté, dans des conférences, un exposé d'ensemble de ses itinéraires et des principaux objets d'études rencontrés sur sa route, le voyageur a entrepris de grouper, sous le titre de « Documents et résultats scientifiques de la mission de Gironcourt », au fur et à mesure de leur publication, les travaux et les rapports consacrés aux sujets très divers qu'il a abordés durant ces deux explorations.

M. de Gironcourt avait été chargé, en 1908, par le ministère des colonies, et en même temps par la Société de Géographie, d'une mission scientifique et économique dans la vallée du Niger et sur la côte occidentale d'Afrique. Son voyage se trouvait avoir un double but : d'une part l'étude géographique et scientifique du sommet de la boucle du Niger, et, d'autre part, une enquête agricole dans les différentes colonies françaises et étrangères de l'Afrique occidentale. C'est ainsi qu'il parcourut tous les pays touareg du Niger à la Côte de l'Or en passant par le Haut-Togo (3).

(1) Voir sur les précédents travaux rentrant dans cette série : *La Quinzaine Coloniale*, 25 mai 1912, p. 368 ; 25 novembre 1912, p. 788. — Voir aussi ce que nous avons dit de la mission Gruvel, *Ibid.*, 25 janvier 1913, p. 54,

(2) Annales de l'Institut océanographique (fondation Albert Ier, prince de Monaco), publiées sous la direction de M. le Dr Joubin, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et à l'Institut océanographique. Tome V, fascicule III. Mission Gruvel sur la côte occidentale d'Afrique (1909-1910). — *Mollusques marins*, par Ph. Dautzenberg ; *terrestres*, par L. Germain ; *comestibles ou industriels*, par A. Gruvel. — Paris, Masson et Cie, 1912, in-4°, 146 pages, 31 fig., 3 pl. hors texte.

(1) Nous rappelons que M. de Gironcourt, se trouvant à Fez en 1907, y fut assailli à coup de pierres le 7 mars et gravement blessé, juste dix jours avant le meurtre du Dr Mauchamp.

(2) Voir ce que nous en avons dit déjà dans *La Quinzaine coloniale*, 25 novembre 1911, p. 786 ; 25 avril 1912, p. 292.

(3) *La Géographie*, 15 mars 1910, p. 212-217. — De Gironcourt, *Des pays Touareg du Niger à la Côte de l'Or par le Haut-Togo* (*Bulletin de la société de Geographie de Lille*, juin 1911). Ce dernier article forme le Fascicule 1 des « Documents et résultats scientifiques de la mission de Gironcourt », sous ce titre : *Exécution de la Mission et exposé des résultats* (Lille, Imprimerie L. Danel, 1911, in-8°, 27 pages, cartes et gravures).

Au cours de ce voyage, M. de Gironcourt avait touché aux sujets les plus variés : géographie, histoire, archéologie, linguistique, anthropologie, botanique, agronomie. Cependant on peut dire que, dans l'ensemble, ce voyage avait eu plutôt un but géographique et général.

Durant son second voyage, M. de Gironcourt a complété les études commencées au cours du premier; il eut cependant un caractère plutôt archéologique. Il se trouvait que des dessins d'inscriptions rapportés par le voyageur avaient paru à M. le professeur Houdas, qui les avaient étudiés, de nature à éclairer d'un jour nouveau l'histoire de l'épigraphie du Soudan français; cette circonstance fit que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres le chargea spécialement de nouvelles recherches, surtout archéologiques. Il repartit en 1911, chargé d'ailleurs encore de missions des ministères des colonies et de l'instruction publique. M. de Gironcourt a raconté ce second voyage dans sa conférence à la Société de géographie du 31 janvier 1913 (1).

Parti en octobre 1911, M. de Gironcourt effectua d'abord, au Macina, des recherches de monuments lithiques. C'est ainsi qu'il releva un ensemble de stèles non gravées, dans la région de Djenné, où sur ses indications purent être réunis les rudiments d'un musée archéologique. Les premières inscriptions sur pierres n'apparaissent que près de Tombouctou, et l'aire épigraphique ancienne, dont il devrait former le Corpus, commença vers Bourem sur le Niger, point à partir duquel il découvrit un grand nombre de nécropoles qu'il inventoria et dont il prit les estampages de stèles gravées, ce qui représentait plus de 800 inscriptions lithiques, remontant à une époque antérieure à l'invasion marocaine. Ces pierres étaient souvent enfouies dans le sable. A la seule nécropole de Bentia, d'où provenaient les premiers dessins de sa précédente mission, l'explorateur parvint à mettre au jour plus de 500 pierres gravées.

C'est afin de déterminer l'aire géographique de cet art spécial que M. de Gironcourt parcourut le Tilemsi et l'Adrar des Iforas. Il chercha aussi à se procurer des documents manuscrits de l'époque littéraire, tâche difficile, car les musulmans soudanais ne les communiquent pas volontiers. Cependant M. de Gironcourt fut assez heureux pour pouvoir entrer en contact avec un marabout de l'Adrar, qui vit en ascète et ne veut se laisser voir par aucun Européen, et pour obtenir sa collaboration efficace pendant trois semaines. Quand ensuite le voyageur revint au Niger, il put avoir accès dans tous les centres maraboutiques. C'est ainsi qu'il ne récolta pas moins de 223 manuscrits.

M. de Gironcourt a pu constater, en revoyant Tombouctou, après deux années, que le pays avait progressé. Il en donne pour preuve, l'école professionnelle organisée dans cette ville grâce au zèle et à l'initiative d'un modeste instituteur, M. Cristofini. Aujourd'hui, comme nous l'apprend le voyageur, on pénétre dans la ville par une large avenue de petits arbres au délicat feuillage, jusqu'à 5 mètres, des *Parkinsonia*. La ceinture de sable qui jadis délimitait la ville la sépare de nouveaux quartiers qui surgissent de terre. Des puits creusés sur le marché donnent aux habitants de l'eau à discrétion. L'animation indigène a augmenté dans la ville et sur le marché.

M. de Gironcourt se fait le défenseur des populatations Touareg et Peuls, qui lui paraissent devoir être appréciées plus favorablement qu'on ne le fait souvent. Mais il blâme la trop grande facilité qui est accordée à la propagande musulmane. Les Peuls forment une population extrêmement utile au développement de l'élevage qu'ils pratiquent plus au Sud que les Touareg.

Laissant le Niger, M. de Gironcourt s'est dirigé vers le Cameroun dont il a visité les montagnes boisées. Le pays présente des régions où la végétation est exubérente et, près de la mer, des volcans surgissent à de hautes altitudes. Le voyageur a gravi le grand cratère de Manengouba, de 2.800 mètres de haut.

M. de Gironcourt a étudié les diverses plantations existant dans la colonie allemande et a observé avec soin les essais agronomiques. Il a porté son attention sur les avantages obtenus, par la culture, dans les cacaoyères et a signalé les services que peuvent rendre certaines « plantes améliorantes », des légumineuses, qui enrichissent le sol par les nodosités de leurs racines; il s'en est procuré des semences en vue de leur propagation dans nos territoires.

Nous reviendrons ultérieurement sur les résultats des explorations de M. de Gironcourt, en analysant les principales études contenues dans ses « Documents ».

(1) Compte rendu dans le *Journal officiel*, 3 février 1913.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Mission de délimitation du Congo-Cameroun. — Les opérations de délimitation de la nouvelle frontière Congo-Cameroun ont pu être commencées dès le mois décembre dernier par la mission française, dirigée par M. Périquet, administrateur des colonies, de concert avec les deux missions allemandes ayant à leur tête, celle de la frontière du sud le major Zimmermann, celle de la frontière de l'est, l'ancien capitaine von Ramsay. Nous avons déjà expliqué ici comment les missions des deux pays étaient subdivisées de façon à constituer quatre groupes franco-allemands correspondant à des territoires déterminés (1).

On vient de recevoir les nouvelles de la section Mondah-Djouah, l'une de celles du Sud-Cameroun, ayant à sa tête du côté français le capitaine Crépet, chef de la section totale du Sud-Cameroun, et du côté allemand le capitaine Abel (2).

Arrivée à Libreville, le 10 novembre, la section française quittait cette ville le 23 par l'*Amiral-Exelmans*, des Chargeurs-Réunis, pour se rendre à la baie de Mondah, point de départ de la nouvelle frontière franco-allemande sur l'Atlantique. La section allemande y avait déjà installé son campement.

D'après la convention de Berne le point de départ de la ligne de démarcation entre les possessions françaises et allemandes devait être fixé sur la rive orientale de la baie de Mondab, à un parallèle situé à 8 kilomètres au sud de la pointe Akanda.

Cette détermination ne s'est pas faite sans difficulté par suite de la nature même du pays. Toute la région côtière au nord du cap Esterias est, en effet, basse, marécageuse, découpée par de nombreux marigots vaseux et couverte de palétuviers. D'autre part, le ciel étant resté brumeux, les observations astronomiques étaient rendues impossibles. Aussi les travaux n'ont-ils pas duré moins d'un mois. Ce n'est qu'au début de janvier que le parallèle en question a pu être déterminé d'une façon précise.

Les commisaires français et allemands ont d'un commun accord, choisi l'embouchure de la crique Gambo comme point de départ de la ligne frontière qui, de là, suit la crique Mbafane.

La commission mixte opère actuellement à l'intérieur de la Noya.

Gustave Regelsperger.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 octobre 1912, p. 715.
(2) *La Dépêche coloniale*, 15 février 1913.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

A propos de plantes textiles. — Depuis quelques années on s'occupe avec raison, dans les régions tropicales, de la culture et de l'exploitation des plantes capables de fournir des fibres textiles ou des fibres pour cordages, car de jour en jour la matière première pour ces usages devient plus rare, ou trouve des emplois plus nombreux.

Parmi les plantes dont il a été à différentes reprises question, il faut citer les *Hibiscus*, genre dont plusieurs espèces sont capables en effet de fournir une fibre équivalente à celle de plantes communément cultivées pour l'obtention de matières textiles. Dans les Indes anglaises l'étude des Hibiscus textiles paraît avoir été poussée le plus loin et les études de ces dernières années ont porté surtout sur deux espèces : *Hibiscus cannabinus* L. et *Hibiscus Sabdariffa* L. La première de ces deux espèces est très cultivée dans les Indes anglaises et en particulier dans le Deccan; elle semble d'ailleurs être plus cultivée dans les possessions anglaises que dans les autres colonies de l'Asie, de l'Océanie ou de l'Afrique, malgré les avis très favorables qui ont été donnés par plusieurs hommes de science et agronomes sur la culture et l'exploitation de cette espèce.

Dans un mémoire publié par A. Howard et G. Howard du département de l'agriculture des Indes (1) ces auteurs citent différents noms indigènes appliqués à l'*Hibiscus cannabinus* : ambari, ambadi, pulu, mesta pat, dare kudrum, patsan, sheria, gogu, pundi, sigjado et sankukra.

Dans certaines Présidences, on voit la culture de ce textile s'étendre sur de grandes surfaces ; parfois même les $\frac{6}{7}$ de la superficie, comme dans le district de Guntur, sont consacrés à cette plante et, dans certains districts, on a installé des usines pour le travail de cette plante qui, comme on le sait, peut également être utilisée comme légume (2).

La culture demande un sol relativement bien drainé et assez de soins pendant la végétation. A Pusa même on a pu étudier d'une façon assez spéciale l'action de l'eau stagnante dans le sous-sol ; elle agit très nettement sur la croissance des plantes qui restent rabougries et meurent en général avant d'avoir fleuri. Un tassement trop fort du sol, donc un manque d'air autour des racines, a le même effet que la présence de l'eau et si, après des pluies fortes ayant tassé un sol lourd, la terre n'est pas remuée, la plante meurt rapidement.

Les conditions les plus favorables sont donc : terrain relativement élevé au-dessus de la nappe aquifère souterraine, bien drainé et remué de temps en temps.

Le semis sera fait suivant les saisons, et la récolte suivra d'après les conditions météorologiques ; elle se fait en général quand les premières graines formées sont mûres, les rameaux supérieurs encore en fleurs.

Il y a désaccord entre les auteurs sur la valeur de la fibre extraite à différents moments de la végétation. Suivant Roxburgh, par exemple, la fibre de plantes en fleurs se brise sous un poids de 115 livres, celle de la plante en fruits sous celui de 110 livres ; par contre Watt (1) prétend que les plantes ayant atteint toute leur croissance et mûri leurs graines fournissent une fibre plus forte. Cette différence entre la valeur des fibres a été souvent signalée ; il faut s'entendre sur la valeur du mot, forte, il est certain que les fibres de plantes mûres sont plus fortes, mais elles sont aussi beaucoup moins souples et par conséquent elles ont aussi moins de résistance à la traction.

L'obtention des fibres se fait par rouissage qui dure environ dix jours suivant la température. Comme pour le jute, les bottes de tige sont mises verticalement dans l'eau, de manière que les bases, plus difficiles à rouir, soient plus fortement en contact avec l'eau; au bout de quelque temps les bottes sont couchées horizontalement et totalement immergées. On obtient ainsi une fibre plus brillante et plus claire que celle du Sann ou *Crotalaria Juncea*. Déjà Hanausek en avait publié une description dans son traité sur les fibres, paru à Vienne en 1905, description qui a été souvent republiée et étendue par différents auteurs.

On trouvera sur les fibres du Gombo, des renseignements dans T. F. Hanausek, *Gambohanf, Realenzyklopedie d. ges. Pharm.* 2 Aufl. 1905, 5. 511 ; v. Hohnel, *Mikroskopie der technisch verwendeten Faserstoffe* Wien 2. Aufl. 1905, 56; Matthews, Textile Fibres New-York, 2e éd. 1907, 308; Wiesner, *Die Roshstoffe des Pflanzeinreiches*, Leipzig, 2, Aufl. 1903, 2, 31.

La plus grande partie de la fibre actuellement produite par les Indes est utilisée sur place pour fabriquer les liens nécessaires à l'agriculture, des filets de pêche, des étoffes plus ou moins grossières, et elle entre parfois dans la fabrication du papier. C'est depuis peu de temps que le chanvre Gombo, encore appelé Roselle, chanvre de Madras, jute de Bimlipatan est entré sur le marché européen par l'Angleterre (2) où il a d'ailleurs trouvé des acheteurs, aussi le Département agricole des Indes a-t-il installé des expériences en vue de déterminer si par des procédés de croisements, par des sélections de variétés on ne pourrait obtenir de meilleurs résultats.

De très nombreuses variétés existent dans les cultures, cultivées côte à côte, et les recherches installées à Pusa démontrèrent que les variétés observées dans les champs indigènes étaient produites par des fécondations croisées dues aux insectes.

Les recherches de MM. Howard ont démontré que l'auto-fécondation est effectuée presque uniquement par la corolle lorsqu'elle se replie autour du gynécée.

Même en faisant des cultures pures, de graines obtenues par l'auto-fécondation, on a encore trouvé des variations dans les plantes produites. MM. Howard ont décrit 5 types principaux qu'ils proposent de ranger sous des noms de variétés :

Var. simplex. — Tige, pourpre, feuilles entières à pétiole pourpre.

Var. viridis. — Tige verte, feuilles entières à pétiole vert.

Var. ruber. — Tige rouge, la partie inférieure est verte supérieurement ; feuille divisée, pétiole vert.

Var. purpureus. — Tige, pourpre, feuille divisée à pétiole pourpre.

Dans cette variété les auteurs anglais ont reconnu deux types différents, l'un tardif à tiges longues et minces, feuilles à lobes

(1) Cf., Some new varieties of Hibiscus cannabinus L. and Hibiscus Sabdariffa L. in Memoirs of the Department of Agriculture in India Bot. Series Vol. IV, n° 2.

(2) Roxburgh Coromandel plants. Vol. II, p. 48.

(1) Watt. The commercial Produits of India, London, 1908, p. 630.

(2). Cf. Agricultural ledger, 1903, n° 2.

étroits de couleur pourpre, pétale pourpre; l'autre hâtif à tiges courtes robustes à feuilles vertes à larges lobes.

Var. vulgaris. — Tige verte feuilles divisées, pétiole vert.

Dans cette dernière variété, les auteurs distinguent trois types:

a) Plante très hâtive.

b) Plante tardive, petite à tiges rouges.

c) Plante tardive, petite à tiges vertes.

On voit par les caractères que présentent ces différentes variétés qu'il était aisé de les prévoir; elles satisfont peut-être aux lois de Mendel.

Il est intéressant d'insister sur le fait que les botanistes descripteurs n'avaient, jusqu'à ce jour, signalé aucune de ces variations de façon précise, sauf dans une note de Hooker qui mentionne une forme à feuilles simples; c'est la seule allusion qui est faite à l'apparition de variétés distinctes dans l'espèce, et les herbiers conservés en Angleterre n'ont fourni aucun renseignement.

Les auteurs du travail ont préféré rapporter ces formes très caractéristiques au type *cannabinus :* les deux premières d'ailleurs lui ressemblent beaucoup et se croisent aisément.

Au point de vue agricole, il y a des différences notables dans les huit formes d'*Hibiscus cannabinus;* le type 4 est, semble-t-il, trop délicat pour être cultivé dans les plaines; les types 3, 6 et 7 ont le plus de valeur pour la production de fibres; le type 7 semble assez robuste et est la forme la plus répandue; le type 6 mérite d'être fortement pris en considération par suite de son caractère hâtif et de la faible ramification de ses tiges, ce qui est de très grande valeur, comme on sait, pour une plante à fibre. Le type 3 est, parmi tous, celui qui a le plus de vigueur; il peut même végéter dans des conditions de culture relativement défectueuses, donnant des tiges droites et très fortes.

Nous ne pouvons entrer dans le détail de la description de ces types, cela nous mènerait trop loin; nous avons tenu à insister sur la définition des variétés scientifiques ayant une valeur agricole différente, car celà nous montre une fois de plus l'intérêt capital, pour l'agriculture tropicale, de faire étudier d'une façon rigoureusement scientifique les plantes cultivées par les indigènes, et même par le Blanc, et qui n'ont jamais été soumises à une sélection rationnelle.

Citons quelques caractères, que les auteurs ont pu mettre en vedette et qui ont de l'importance au point de vue cultural. Le type 4 est très délicat; il est particulièrement sensible à la présence constante d'eau dans le voisinage de ses racines et produit peu de graines même dans les circonstances les plus favorables; la germination de ces dernières est longue, de même que la période de croissance et la maturité est très tardive. Ces défauts se montrent aussi devant le type 5, mais à un moindre degré; quant au type 6, il est le plus hâtif et ses tiges sont complètement mûres quand les autres variétés sont encore en fleurs; ces qualités auxquelles il faut ajouter sa faible ramification en font une plante de valeur culturale; quant au type 3, on peut fonder sur lui les plus grandes espérances,

Grâce à cette différenciation d'un certain nombre de types dont on a pu définir les caractères économiques, il sera possible d'obtenir des cultures pures et par suite des types de fibres plus uniformes. Il sera également possible d'améliorer d'une façon constante les variétés pures, de façon à obtenir une uniformité non seulement dans les plantes, mais encore dans leurs produits. Il faut, en effet, si l'on veut, d'une culture de plantes textiles, obtenir un bon rendement non seulement en quantité, mais en qualité, avoir des plantes très semblables les unes aux autres.

Elles doivent, par exemple, être mûres en même temps; avoir toutes des tiges non ramifiées, car les ramifications mélangées aux tiges principales donnent des fibres de longueur différente et déprécient, au point de vue commercial, l'ensemble du produit. Naturellement au point de vue de l'avenir, les plantes issues d'une plantation hétéroclite donnent des produits qui vont s'altérant.

Heureusement il est relativement aisé de maintenir la pureté des cultures, grâce aux caractères tranchés des variétés, ce qui permet d'écarter les plantes non désirables.

On ne pourrait d'ailleurs au point de vue agricole assez insister sur l'importance des études morphologiques; bien connaître les caractères de la plante et cela dès son jeune âge devient nécessaire pour le planteur désireux de conserver la valeur de ses cultures. C'est d'ailleurs ce qui a été conseillé pour beaucoup de cultures et en particulier par Cook, pour le coton; ce spécialiste américain conseille en effet d'étudier à fond les caractères de la plante et d'enlever dès le début de la culture tout ce qui diffère du type (1).

La seconde plante à laquelle nous avons fait allusion est l'*H. Sabdariffa* L. autre plante également très répandue, sous les tropiques. Aux Indes elle est relativement beaucoup cultivée, car elle a de nombreux usages. Les fibres de ses tiges sont connues sous le nom de « Roselle hemp », les fruits sont mangés en conserves, même en gelées et ils servent à préparer des boissons rafraîchissantes, etc.

L'*Hibiscus Sabdariffa* est encore cultivée pour les fibres à Ceylan, à la Jamaïque; dans les Indes anglaises il porte des noms nombreux : mesta, patwa, bal ambari, etc.

La culture de l'*Hibiscus Sabdariffa* est faite depuis longtemps au Mexique, dans l'Amérique centrale, aux Indes occidentales, en Floride, en Californie, elle a également été introduite aux Philippines (2) et au Queensland souvent non pas pour la production de ses fibres mais pour celle de ses calices comestibles. Sur un hectare, on a obtenu au Queensland, 284 hectolitres de ces calices. En Floride l'hectare portant 1.300 plantes donne environ 9.500 kilogrammes de calices et à Hawaï 6.750 à 7.875 kilogrammes.

Comme l'*H. cannabinus*, l'*H. Sabdariffa* se cultive aisément, mais la floraison est plus lente chez le dernier, par contre celui-ci est moins sensible à l'humidité. Un des caractères de valeur pour la culture est la forte ramification des plants, les rameaux partant de la base restent parallèles et de même vigueur que la première tige.

L'obtention des fibres se fait par rouissage; elles sont soyeuses, mais un peu moins résistantes que celles de l'*H. cannabinus*. Cette fibre à déjà été étudiée par Wiesner, Dodge dans leurs traités classiques.

Par leurs recherches les auteurs anglais sont parvenus à isoler, à Pusa, des variétés et formes très bien définies, dont la valeur culturale diffère.

Les 4 variétés obtenues ont été dénommées : 1° var. *ruber*, tiges,

(1) Cook. — Cotton selection on the farm lythe characters of the salks, leaves and bolls Circ. 66 *Bureau of Plants Industry*, Washington D. C. 1910.

(2) P. J. Wester. — Roselle, its cultivation and uses. *The Philippine agricultural Review*. vol. V, n° 3 p. 123 Manila 1912.

pétioles et calices rouges; 2° var. *albus*, tiges et pétioles verts ; 3° var. *intermedius* tiges et pétioles verts teintés de rouge, calice d'un vert jaunâtre ; 4° var. *bhagalpuriensis*, tiges et pétioles verts teintés de rouge, calices verts avec taches rouges; d'autres caractères sur lesquels nous n'insistons pas existent dans les fleurs.

Ces trois premières variétés possèdent des caractères agricoles identiques, elles fleurissent en même temps, sont de même grandeur et de forces équivalentes.

La variation de couleur avait été déjà observée par d'autres auteurs et c'est à ce propos que M. Wester écrit qu'il existe dans le type rouge deux variétés : Victor et Rico, la première plus dressée que la seconde, à fructification plus précoce, la première possède des calices rougeâtres, la seconde d'un rouge sombre.

La plante du type à fruit blanc, pousse plus droite que celles des variétés rouges, mais elle a moins de vigueur.

Les auteurs semblent être en désaccord au point de vue de la résistance à l'humidité, car Wester rappelle que dans plusieurs régions elle demande un drainage soigneux et il dit qu'elle souffre beaucoup de l'*Heterodera radicicola* qui par sa présence peut rendre la culture impossible.

L'Imperial Institute de Londres s'est occupé de cette fibre dont il avait reçu des échantillons de la Côte d'Or, l'analyse chimique comparée à celle d'une belle qualité de jute indien a donné :

	H. Sabdariffa	Jute
Eau	8,9 %	9,6 %
Cendre	1,1 %	0,7 %
Perte à l'hydrolyse environ	17 %	env. 13 %
— au lessivage par les acides	1,5 %	2 %
Cellulose	73,9	77,7
Longueur des fibres	20-40 cm.	15-30 cm.

A laquelle des variétés des Indes pourrait-on rapporter cette fibre, nous ne pourrions le dire, mais on appuie à Londres sur le fait que la plante n'était pas le type le plus répandu (1) et on a considéré, à Londres, contrairement à ce qui avait été indiqué antérieurement, que cette fibre était supérieure à celle de l'*H. cannalinus*, au moins pour celle de provenance de la Côte d'Or.

Bien que la culture de cet *Hibiscus* ait été faite aux Philippines, surtout pour le calice, qui sert comme nous l'avons dit pour les variétés rouges à faire des conserves alimentaires, pour les variétés blanches des sirops et du vin, on a insisté dans ce pays sur la valeur de cette plante au point de vue textile et au point de vue de la fabrication de papier.

Nous n'avons pas à signaler ici les maladies qui peuvent atteindre cette plante, ni les insectes qui peuvent nuire à sa croissance, le planteur soigneux pourra, relativement, les écarter.

D'autres *Hibiscus* ont encore été signalés comme capables de produire des fibres et nous sommes persuadé qu'étudiées à ce point de vue, avec soin, la plupart des espèces de ce genre, d'ailleurs très nombreuses pourraient être la source de revenus; ces espèces seraient particulièrement intéressantes pour l'Afrique tropicale où elles sont nombreuses et où souvent elles sont mises en culture par les indigènes qui utilisent leurs feuilles comme légumes.

A Londres on a signalé la valeur de la fibre de l'*H. squamosus*, qui forte et brillante peut atteindre 1 mètre de longueur et pourrait concurrencer le jute « daisee » de Calutta. On peut encore rappeler l'*H. esculentus*, très instable comme qualité, et très variable d'ailleurs et l'*H. lunarifolius*, de la Nigérie du nord qui produit la fibre « Ramma ». Ces diverses fibres ont malheureusement parfois le défaut de se rompre plus facilemement que le jute, elles peuvent cependant être considérées comme un de ses succédanés et être mélangées avec lui dans les tissus.

É. D. W.

(1) *Bulletin of the Imperial Institute*, vol. X. L. 1 p. 51. London, april 1912.

Trois cas d'intoxication par le fruit de l'ananas. — Ce fruit, qui est consommé très souvent en Europe, pourrait, d'après les indigènes de l'Indochine, être la cause d'accidents toxiques. Ceux-ci apparaissent 1/2 heure après l'absorption ; ils consistent en démangeaisons, éructations, douleurs épigastriques, troubles de l'intelligence; peu de temps après, apparaissent de la cyanose des extrémités, de la faiblesse des mouvements cardiaques, des sueurs abondantes, puis une éruption ortiée. Le coma peut survenir vers la fin de la crise. Le traitement a en général un très heureux effet ; il faut recommander les lavages d'estomac, pour faire évacuer le toxique, et les injections de caféine pour exciter la contraction cardiaque.

Dans les 3 cas observés, il semble que tout autre diagnostic que celui d'intoxication par l'ananas, doive être écarté. Toutes les variétés de fruits peuvent causer des accidents, sans que rien, ni dans la saveur, ni dans l'aspect, puisse les faire prévoir. (MOUZELS, *Annales d'hygiène et de médecine coloniales*, 1912, n° 2, p. 618.)

L. T.

Traité clinique des fièvres des pays chauds. — On ne sait, en lisant ce livre, si on doit plus admirer l'esprit clinique de l'auteur, que son érudition. La préface constitue une leçon très intéressante sur l'histoire du paludisme ; les textes les plus anciens, les théories les moins connues y sont cités et critiqués ; cette première partie constitue un chapitre historique qui contient de précieux renseignements.

La partie clinique, la plus étendue, est tout autre. L'auteur, qui a pour lui son expérience, montre les différents aspects des fièvres quartes, tierces, double quarte, double tierce. Il expose comment ces formes peuvent évoluer, et quelles modifications elles subissent du fait de l'administration intempestive de la quinine. De très nombreuses courbes illustrent cette partie de l'ouvrage et en augmentent encore, s'il est possible, l'intérêt. Elles sont des plus instructives et éclairent vivement le texte.

Une dernière partie est consacrée aux troubles digestifs des Européens, dans les pays chauds, à la fièvre ondulante, aux infections colibacillaires. Ce livre, richement documenté, mérite d'être lu, quand ce ne serait que pour faire admirer les qualités cliniques de celui qui l'a écrit, et dont les idées sont souvent en contradiction avec les données scientifiques actuelles. (LEGRAIN, 1 vol. de 612 pages, 1912. Maloine édit., Paris.)

L. T.

Un ennemi du riz. — Il y a déjà une quinzaine d'années que l'on a constaté dans les rizières de la région de Belgaun et de l'Etat de Mysore la présence d'une sauterelle, l'*Hieroglyphus Bandan* Fabr., qui, dévorant les feuilles et coupant les tiges du riz cause de grands ravages. Dans ces derniers temps, les dégâts causés par cet insecte ont augmenté d'importance au point d'attirer l'attention de l'Office d'agriculture (1).

(1) F.-T. MAIN. *Agricultural Journal of India*, juillet 1912, p. 246.

Des essais tentés pour la destruction de ces sauterelles, il résulte que les procédés suivants sont à recommander : on traîne dans les rizières et contre le vent des filets à mailles très étroites lestés de telle façon que leur partie inférieure plonge de quelques centimètres dans l'eau. En arrivant à l'extrémité du champ, on referme le filet en ramenant l'une contre l'autre ses extrémités, et les insectes qu'il contient sont détruits. On peut également disposer à l'une des extrémités de la rizière des filets dans lesquels on rabat les sauterelles.

Ou a également tenté de détruire les *Hieroglyphus* par des pulvérisations d'émulsion de kérosène ou de solutions arsenicales, mais ces essais n'ont pas donné de résultats satisfaisants.

R. et B.

L'élevage de l'autruche en Australie. — L'élevage de l'autruche en Australie (1) n'a pas fait de progrès bien notables au cours de ces dernières années. Le nombre des éleveurs est resté stationnaire et celui des oiseaux a augmenté dans des proportions inférieures à celles que l'on escomptait. Cependant l'expérience a nettement montré que l'élevage pouvait être très rémunérateur en Australie, à condition de faciliter la production de fourrage, particulièrement de luzerne, et d'améliorer le cheptel par l'importation de reproducteurs. Comme les oiseaux ne prospèrent que dans l'intérieur, au climat très sec, on éprouve souvent des difficultés pour se procurer le fourrage nécessaire pendant les mois chauds de l'été. Il semble toutefois que l'on puisse remédier à ces difficultés en transportant les fermes d'autruches dans les régions du Sud-Est de l'Etat de Nouvelles-Galles du Sud, régions irriguées à l'aide du grand barrage du Burrinjuck et où il serait facile d'établir des luzernières.

Les autruches australiennes descendent d'un nombre relativement restreint d'oiseaux importés, et la qualité des plumes va toujours en diminuant. Il serait grand temps de régénérer le troupeau par l'introduction d'un sang nouveau. C'est ce qu'a compris le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, qui vient d'organiser une mission chargée de visiter l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Egypte, d'y étudier l'élevage de l'autruche et d'acquérir un certain nombre de reproducteurs de choix. On espère que, grâce à ces mesures, l'élevage de l'autruche prendra bientôt un grand développement en Australie.

R. et B.

Le service forestier aux Philippines. — Tous les ans le major G. Ahern, qui depuis des années s'occupe de l'extension à donner au service forestier de ces îles, publie un rapport très détaillé sur la situation forestière de l'île.

Dans ce Rapport pour l'année fiscale 1911-1912, se terminant au 30 juin 1912, l'auteur, M. Sherfesse, directeur du service forestier, a non seulement fait l'analyse de ce qui a été fait durant l'année, documenté cet exposé par de magnifiques photographies qui donnent une idée très nette de la forêt exploitée et des exploitations, mais il nous donne un aperçu de l'organisation des études forestières telles qu'elles sont décrétées à l'École forestière qui a été créée en connexion avec le Collège d'agriculture, dépendant de l'Université.

Les cours sont distribués au moins sur deux années d'études; les leçons données dans ces deux années se répartissent en 3 groupes : sylviculture proprement dite; art de l'ingénieur, aménagement forestier.

A la base de l'enseignement se trouve la botanique forestière et l'écologie forestière dans laquelle se range l'étude des principaux bois, celles des produits secondaires et la préparation des échantillons pour musées : échantillons botaniques et géologiques, photographies forestières.

Nous ne pouvons nous étendre sur le programme d'enseignement très complet et très étendu, mais nous avons tenu à le signaler et à indiquer les bases de l'enseignement, car trop souvent chez nous, on n'accorde pas à ces bases une importance suffisante.

Aussi nous ne devons pas nous étonner de voir les Américains, obtenir dans cette colonie neuve, au bout de fort peu de temps, des résultats merveilleux.

É. D. W.

Flore du bas et moyen Congo. — La superbe collection d'études scientifiques illustrées publiée par le ministère belge des colonies, ne s'interrompt pas. Nous venons de recevoir en effet le troisième fascicule du volume III des *Etudes de géographie et systématique botaniques sur la Flore du bas et moyen Congo*, travaux dus à M. de Wildeman. Ce volume comprend trois fascicules parus successivement les fascicules 1 et 2 en 1910, le fascicule 3 en novembre 1912. 68 planches in-4° accompagnent les 553 pages de texte. Parmi les plantes représentées la grande majorité appartient au genre *Dioscorea* et sont nouvelles pour la science botanique. Ce volume fait honneur comme ses précédents à son auteur et au ministère belge qui ne recule pas devant la dépense d'aussi remarquables publications.

Ém. P.

L'éléphantiasis. — On sait que l'éléphantiasis peut être divisée en trois classes : l'éléphantiasis des Grecs qui est d'origine lépreuse ; l'éléphantiasis des Arabes qui est d'origine filarienne, et l'éléphantiasis nostras ou infectieux commun. Tous ces états morbides se caractérisent par l'hypertrophie chronique du derme, siégeant surtout aux membres inférieurs, et aboutissant à la sclérose.

Cette hypertrophie serait toujours due à un streptocoque, associé à d'autres microbes quelconques, saprophytes de la peau. Les embolies filariennes, en empêchant la circulation lymphatique de retour, favoriseraient l'action du streptocoque, et ne joueraient par conséquent qu'un rôle secondaire dans la pathogénie des lésions. Le rôle principal serait joué par le streptocoque qui produit une lésion chronique hypertrophique du derme. Ainsi tous les éléphantiasis relèveraient de la même cause.

C'est là la thèse que soutient M. Pigassou ; il ne faudrait pourtant pas croire que le rôle des filiaires soit nul dans l'éléphantiasis tropical. Mais l'action du streptocoque dans la production des lésions chroniques scléreuses du derme semble assez bien démontrée. (Ch. Pigassou. *Contribution à l'étude des éléphantiasis d'origine infectieuse commune. Thèse de médecine, Toulouse*, 1912.

L. T.

(1) *Der Tropenpflanzer* 1912, n° 7, p. 393.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

L'année cartographique 1912. — La 22e année du supplément de géographie que publie la librairie Hachette, sous la direction de M. Schrader, contient, en texte. les dernières explorations, avec les cartes suivantes : En Asie, péninsule des Samoyèdes ; Asie Mineure; Himalaya et Setchouen; Nouvelle-Guinée. En Afrique, les frontières nouvelles du Kameroun-Congo ; M'Bosnou, Ouadaï et Ennedi; Maroc, zone d'influence espagnole, région Mogador, Agadir. En Amérique et Antarctique, chaine canadienne des Rocheuses; Xingu et Tapajos; Cordillère de Mendoza; itinéraire Amundsen au pôle Sud. Toutes ces cartes sont en couleur et d'une grande netteté.

AMUNDSEN. — *Au pôle Sud.* — Grand in-8° de 370 pages. Hachette et Cie, éditeurs, Paris, 1913. Prix : 20 francs.

Enfin le Pôle Sud a livré son secret ! Le voile qui recouvrait les problèmes antarctiques est déchiré. Le Norvégien Amundsen a fait le dernier pas vers la solution de la dernière énigme géographique et pénétré au cœur de l'immense continent austral jusque-là inconnu. Comment l'audacieux explorateur avait-il préparé et organisé sa campagne? Au prix de quels efforts et de quelles difficultés a-t-il acheté cette glorieuse conquête ? Quels moyens lui ont assuré le succès là où tant d'autres avaient échoué ? Quels résultats sont désormais acquis à la science par ce magnifique exploit de l'énergie humaine? C'est ce qu'Amundsen lui-même nous apprend dans ce volume qui évoque à nos yeux les journées les plus dramatiques de la victorieuse expédition et qu'illustrent une profusion de photographies du plus saisissant intérêt.

Dr ANTON. — *Die holländische Tarifreform und die Aussichten eines Zollbündnisses mit den Niaderlanden* (brochure).

Le Dr Anton est partisan de la formation d'une Union douanière, embrassant toute l'Europe centrale, envisagée par plus d'un homme d'Etat, au moment de la conclusion des traités de commerce. sous le chancelier de Caprivi, et qui paraît plus urgente que jamais, croit-il, en raison de l'impérialisme britannique et de l'expansion des Etats-Unis d'Amérique. L'exemple donné par les Pays-Bas serait suivi par d'autres Etats-Unis. Mais l'auteur ne croit pas que le projet ait actuellement des chances sérieuses d'être réalisé. Ce n'est pas à l'Allemagne à faire les premiers pas, car les Pays-Bas sont un faible débouché pour la production allemande, le transit de ses marchandises à travers leur territoire n'est pas imposé, et ce passage ne sera plus nécessaire le jour où, le canal de Cologne à Emden étant achevé, le Rhin allemand communiquera directement avec la mer du Nord. D'autre part, il ne paraît pas probable que l'initiative vienne des Pays-Bas, qui partagent la méfiance des petits Etats envers l'Allemagne. Ainsi la Belgique « qui serait aujourd'hui française, si l'Allemagne eût accédé aux désirs de Napoléon III, croit sérieusement que nous voulons lui prendre le Congo, et même lui faire payer les frais de notre rapprochement avec la France ; l'acquisition des provinces wallonnes de la Belgique devant consoler celle-ci de la perte de l'Alsace-Lorraine ». En Suisse, une revue de Zurich annonçait dernièrement que, avant la fin du siècle, ce pays serait devenu une colonie allemande; même après les déclarations rassurantes de l'empereur, le ministre allemand, à Berne, a dû affirmer à un rédacteur du *Journal de Genève* que l'idée d'une invasion pangermaniste était absolument éloignée de la pensée de Guillaume II et de son gouvernement. De même, aux Pays-Bas, depuis le refroidissement des relations anglo-allemandes, personne ne songe à un accord avec l'Allemagne ; on redouterait, en pareil cas, la prise des colonies hollandaises par l'Angleterre. D'ailleurs la plupart des journaux hollandais appartiennent à l'opinion libérale ; aussi les institutions allemandes leur sont-elles antipathiques. La question politique a relégué à l'arrière plan le problème économique de l'union douanière. M. Anton est persuadé que les Hollandais n'agissent pas conformément à leurs intérêts, et qu'ils se font des idées absolument chimériques, quand ils s'imaginent que leur indépendance peut être menacée par l'Allemagne.

FRANÇOIS BENOIT. — *L'architecture (l'Orient médiéval et moderne).* — In-8° de 542 pages illustré de nombreuses gravures, H. Laurens, éditeur, 6, rue de Tournon, Paris, 1913. Prix : 10 francs.

L'auteur allie dans l'étude successive de chaque style, une analyse rigoureuse de ses données constitutives, à une caractérisation synthétique. Il explique pourquoi et comment les diverses écoles se sont constituées et développées par les conditions de leur milieu: particularités géologiques de la région, climat, mœurs, procédés techniques dérivant de la nature des matériaux, influences étrangères, etc... L'illustration schématique, abondante et claire, y est richement développée. La matière du deuxième volume sera presque entièrement une évélation pour la plupart des lecteurs. Un grand nombre des études qu'il contient n'ont aucun précédent dans les ouvrages antérieurs. On peut citer, à ce point de vue, l'Architecture chrétienne de l'Asie mineure, de l'Arménie ; la construction chez les Arabes avant l'Islam ; l'architecture de la Russie, de la Serbie, de la Moldo-Valachie. Il n'en est pas tout à fait de même pour les régions suivantes, dont l'art constructif est néanmoins présenté, pour la première fois, sur un plan rigoureux d'ensemble : l'Inde, le Népal, le Thibet, le Turkestan oriental, le Chamique, le Siam, la Birmanie, le Japon, l'Amérique précolombienne. A tous ces titres, l'ouvrage que nous annonçons n'a aucun précédent, en quelque langue que ce soit, et il n'est personne, artiste ou amateur, qui n'ait quelque chose à y apprendre.

COMITÉ FRANCE-AMÉRIQUE. — *Les établissements français d'enseignement*, 1re édition française. — Brochure. In-12 de 24 pages, publiée par la Ligue française de propagande du Comité France-Amérique, Paris.

GEORGES BONNAMOUR. — *L'apaisement.* (Les services français d'un homme d'Etat). — In-18, Bernard Grasset, éditeur, 61, rue des Saints-Pères, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Qu'est-ce au juste que l'apaisement? Faut-il croire, comme on l'a prétendu bien à tort, que ce mot couvre une politique de stagnation et même de recul, ou bien doit-on le prendre comme le synonyme d'une action politique nouvelle, ayant pour but l'accroissement continu du progrès social et de la grandeur morale de la France?

Le livre de M. George Bonnamour. qui retrace avec éclat l'œuvre accomplie par M. Aristide Briand depuis son entrée au Parlement jusqu'à son arrivée au pouvoir, fournit une ample et précise réponse à ces questions que tant de polémiques retentissantes encore présentes à tous les esprits n'étaient point encore parvenues, semble-t-il, à élucider. C'est une œuvre historique dans laquelle, à côté d'une ample documentation, le lecteur trouvera plus d'un aperçu nouveau sur la politique contemporaine. C'est aussi, par les portraits et les anecdotes dont elle est remplie, une œuvre vivante conçue par un homme d'une indépendance d'esprit absolue et réalisée par un écrivain.

E. DUPUY. — *Comment nous avons conquis le Maroc, 1845-1912.* — In-18 de 400 pages avec une carte et 4 croquis. Prix : 3 fr. 50. Pierre Roger et Cie, éditeurs, 54, rue Jacob, Paris, 1913.

« Le dernier et le plus beau joyau qui manquait encore à la couronne des possessions françaises du nord de l'Afrique y est maintenant et définitivement enchâssé. » Telle est la constatation précieuse que formulait un journal de Berlin le lendemain du jour où M. Regnault obtenait du sultan sa signature sur le traité qui confiait à la France la protection de son empire. Or, au moment où notre nouvelle colonie commence à s'organiser, malgré

l'abondance des publications parues, il n'existe encore aucun ouvrage faisant, sous une forme succincte et précise, sans esprit de parti, l'historique de l'*effort français au Maroc* depuis 1845, dans ses différentes phases, militaires et diplomatiques. Réalisant ce programme, après avoir nettement dégagé les origines de la question marocaine, l'auteur entreprend le récit détaillé des événements qui, de Lalla-Marnia, nous conduisirent à Fez, en passant par Algésiras et par Berlin, et aux négociations franco-espagnoles enfin terminées à la satisfaction des deux parties. La relation vivante des différentes campagnes que nous avons été amenés à y entreprendre, alternant avec une évocation suggestive de débats diplomatiques parfois fort graves, que complète le texte in-extenso des différents accords, enfin le tableau héroïque des premières heures du protectorat, constituent une des plus belles pages de notre histoire coloniale.

Capitaine Clément Grandcourt. — *Croquis marocains. Sur la Moulouya.* — In-8° de 60 pages, avec cartes. En vente chez L. Fournier, éditeur, 264, boulevard Saint-Germain, Paris, 1912. Prix : 3 francs.

Cette brève histoire de la colonne de Taourirt en 1910 présente, en une série de courts récits, que de nombreuses photographies contribuent à rendre plus vivants encore, les adversaires actuellement en présence. D'un côté, ce sont les tribus berbères de la Moulouya, du Riff et du Moyen Atlas, si différentes par la langue, le costume, la constitution sociale, des populations indigènes de l'Algérie. L'auteur nous les montre prenant contact avec les Français, pacifiquement au marché de Taourirt, ou bien les armes à la main, au combat de Moul-el-Bacha. En face de ces peuplades belliqueuses, les troupes des confins algéro-marocains, peu connues, elles aussi, dans la métropole. Le capitaine Clément Grandcourt dépeint en quelques traits bien nets les organes spéciaux auxquels sont dus les rapides progrès de l'influence française dans la zone frontière : légion montée, spahis, etc.

Tous ces Français d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, comme les appelle l'auteur, ont fait dans ces dernières années une besogne dont l'importance mérite d'être mise en lumière.

Capitaine Guillaume. — *Sur la frontière marocaine* (souvenirs). — In-8° de 244 pages. Henri-Charles Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913. Prix : 4 francs.

L'art de diriger une petite opération de guerre n'est qu'une infime partie des connaissances que doit posséder celui qui veut coloniser. Il ne s'agit, en effet, pas de détruire les populations indigènes, mais de les attirer à soi. Dans ces conditions, une des premières connaissances à posséder est celle de la langue et des mœurs du pays. Les officiers qui ont été au Maroc rapportent qu'une des principales causes, sinon la seule, de la révolte des tabors marocains à Fez a été la connaissance insuffisante qu'avaient certains officiers des habitudes, de la mentalité des hommes auxquels ils étaient appelés à commander. Ils ont voulu les mener comme des troupiers français, alors que des différences causées par un atavisme multiséculaire interdisent rigoureusement cette manière de faire. Nous ne saurions trop conseiller aux officiers qui vont aller servir dans les troupes indigènes de lire attentivement le livre du capitaine Guillaume. Ils y trouveront, racontées dans un style charmant, une foule de scènes locales qui peignent bien la vie, les mœurs et la mentalité des indigènes algéro-marocains, qu'ils servent dans nos rangs ou qu'ils aient gardé leur indépendance.

Yves Guyot. — *La gestion par l'Etat et les municipalités.* — In-12 de 438 pages, Félix Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

M. Yves Guyot s'est placé au point de vue objectif. Il donne des faits et des chiffres, et ces faits et ces chiffres démontrent la vanité des assertions des interventionnistes et prouvent qu'il est nécessaire de maintenir la formule des économistes libéraux : ni l'Etat ni les communes ne doivent jamais faire ce que peut faire un particulier.

Julien Hawthorne. — *Les confessions d'un condamné*, traduction d'Albert Savine. — In-12 de 331 pages. Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

En lisant les *Confessions d'un condamné*, on voit que les récents scandales de la police américaine n'auraient dû surprendre personne : ils étaient depuis nombre d'années un fait courant et il y a là bien d'autres révélations, et des plus piquantes.

Comte René le More. — *D'Alger à Tombouctou.* (Des rives de la Loire aux rives du Niger). In-12 de 260 pages. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Nous avons déjà retracé le voyage de M. Le More, qui suivant le témoignage du général Bailloud, a accompli un véritable tour de force en se rendant, accompagné seulement de deux Chaambas, d'Alger à Tombouctou. A l'aller, il s'est rendu d'In-Salah à Tamanrasset par le fort Motylinski, et à Kidal. Au retour, il a suivi un itinéraire moins fréquenté, exposé aux rezzous, en passant par Timissao et In Zize, non sans payer son audace de périlleuses surprises. Les notes rapportées de ce raid de quinze mois abondent en observations sur les populations, la position de nos postes, la possibilité d'établir des communications entre le Soudan et le sud algérien.

Jean Marsol. — *Djelal.* — In-12 de 239 pages. Honoré Champion, éditeur, 5, quai Malaquais, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Voilà un titre, un peu mystérieux, qui fait rêver. Au moment où tout l'univers a les yeux fixés sur Constantinople, il prend un intérêt tout particulier. C'est toute la vie, quotidienne, d'une française intelligente et sensible, en Turquie, qu'évoque le style si simple, si varié, si charmant de ce joli livre. L'auteur qui a vécu les heures passionnantes de la Révolution de 1908 les décrit avec un rare bonheur d'expressions. Jean Marsol est rêveur comme un marin, précis comme un historien, et bien mieux renseigné... qu'un diplomate. Le mystère qui enveloppe la personnalité de l'auteur ne fait qu'augmenter l'attrait de cet ouvrage, vraiment unique, et qui peut être mis entre toutes les mains.

Henri Ménabréa. — *Une brillante affaire.* — In-12 de 468 pages. Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

C'est l'histoire de tout un petit monde provincial d'aujourd'hui ; l'histoire d'une famille montagnarde et rurale que révolutionne, dans les traditionnelles conditions de son existence matérielle et morale, l'installation, près de son toit, d'une usine active, puissante et qui, fatale comme une force de la nature, s'efforce de tout adapter à ses besoins.

A. Messimy. — *Le statut des indigènes algériens.* — In-8° de 73 pages. Henri Charles Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913. Prix : 1 franc.

La première application à l'Algérie du système de la conscription a été faite cette année. Elle comportait le recrutement de 2.400 jeunes gens, engagés ou appelés.

Les opérations des conseils de revision ont eu lieu au printemps et l'on peut dire qu'elles ont pleinement réussi. Aussi le ministre de la guerre, répondant récemment à une question écrite de M. Houbé pouvait-il dire : « Grâce au tact et à la prudence apportés dans l'accomplissement de leur tâche par les commissions qu'a instituées le décret du 3 février 1912 sur la conscription des indigènes en Algérie, les opérations du tirage au sort et l'examen de l'aptitude physique, commencés le 1er mai, viennent de se terminer sans qu'aucun incident sérieux se soit produit. Néanmoins, il était fatal que la première application d'une mesure de cette nature provoquât parmi les populations une certaine émotion. Pareil fait se serait certainement produit en France sur des ques-

tions analogues. On a beaucoup parlé de la conscription en Algérie. Mais on en parle souvent sans en être suffisamment au courant. »

M. Messimy connait admirablement la question... et pour cause. Aussi son livre est-il très documenté et met-il bien les choses au point.

Jo Micha. — *Maladies des animaux de la ferme, traitements.* — In-12, Vermorel, Villefranche-sur-Saône (Rhône). Prix : 0 fr. 30.

Nous n'avons pas besoin d'indiquer l'importance toute spéciale que présente pour un agriculteur, la connaissance des traitements d'urgence qu'il y a lieu de donner à un animale malade. Souvent le vétérinaire est loin de la ferme ou bien des secours immédiats s'imposent sous peine d'issue fatale ; il importe que le cultivateur puisse trouver rapidement le renseignement qu'il ignore ou le remède que sa mémoire défaillante ne lui fournit plus. C'est un résumé forcément succinct des symptômes que révèlent les diverses maladies avec un exposé aussi précis que concis des moyens à mettre en œuvre pour apporter les premiers secours, sans empiéter sur les prérogatives de l'homme de l'art, que M. Jo Micha a réuni. C'est une petite brochure que l'agriculteur aura à consulter souvent et il s'en trouvera toujours bien.

Charles Michel. — *La réforme de l'administration des indigènes en Algérie.* — In-8° de 23 pages. Extrait de l'*Action nationale*, 90, rue de Varenne, Paris.

Henry Mylès. — *Instantanés d'Extrême-Asie.* — In-12 de 277 pages, E. Sansot et Cie, éditeurs, 9, rue de l'Eperon, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

L'évolution merveilleuse du Japon, et la dernière secousse qui a traversé le conservatisme chinois ont orienté la curiosité du public vers les races jaunes. A plus d'un égard, les *Instantanés d'Extrême-Asie* sont bien faits pour satisfaire cette curiosité. Encore toutes fraîches, ces impressions de voyage nous présentent sous leur dernier aspect la Chine et le Japon, pays réputés immuables et qui pourtant se transforment si vite ! De Saïgon à Yokohama, l'auteur étudie le pittoresque des paysages et des villes, le caractère des habitants ; il note en passant des détails de mœurs, conte des anecdotes contemporaines, ou rappelle les épisodes d'un lointain passé. Parmi tout cela flotte l'atmosphère étrange et troublante de cette Asie, qui ne reste jamais plus profondément mystérieuse et inconnue que lorsqu'elle nous paraît copier les choses d'Europe.

F. Peneveyre. — *Le noyer et sa culture.* — In-12 de 80 pages. Vermorel, Villefranche-sur-Saône (Rhône). Prix : 0 fr. 30.

M. F. Peneveyre était particulièrement qualifié pour écrire sur le noyer, une brochure spécialement destinée aux petits cultivateurs. Ses rapports constants avec les agriculteurs, les conseils fréquents qu'il est appelé à leur donner, lui ont indiqué la forme qu'il y a lieu de donner aux explications, pour être compris vite et bien. Après un examen rapide des sols favorables à la culture du noyer, M. Peneveyre passe en revue les différentes opérations culturales, semis, taille, greffage, plantation, récolte, traitements et maladies, etc., etc., de sorte que le lecteur trouvera dans cette petite brochure tout ce qu'il est utile de savoir pour faire beaucoup de noix à peu de frais.

Fr. Stuhlmann. — *Ein Kulturgeschihtlicher Ansflug in den Aures* (Une excursion dans l'Aurès, pour y étudier l'histoire de la civilisation). Publication de l'Institut colonial de Hambourg, 1912.

Grâce à une intervention, entre autres, de M. J. Chailley, et à l'obligeance des autorités française, M. Fr. Stuhlmann a pu, facilement, séjourner une semaine environ, dans le massif de l'Aurès. Il a complété ses observations personnelles par une étude des travaux publiés sur cette région, dont la plupart sont cités dans l'ouvrage du général de Lartigue : *Monographie de l'Aurès.* Les savants admettent aujourd'hui, comme vraisemblable que, dès le IIe siècle avant Jésus-Christ, il existait une civilisation berbère, à la formation de laquelle avaient contribué des éléments ethniques divers, venus du Nord, des pays méditerranéens et de l'Asie, civilisation à laquelle les Carthaginois et les Romains ne changèrent presque rien, mais qui fut fortement influencée par les Arabes. M. Fr. Stuhlmann souhaiterait que la France, maîtresse de l'Afrique mineure, entreprît, dans toute cette région, une vaste enquête ethnologique, anthropologique et archéologique, à l'effet de retrouver les caractères de cette civilisation préhistorique.

François de Tessan. — *Promenades au Far-West.* — In-16 de 337 pages. Prix : 3 fr. 50, Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1912.

La plupart des voyageurs européens ne parlent de l'Ouest américain que par ouï-dire. Voici enfin un livre d'impressions vécues qui décrit, avec une sincérité pittoresque autant que renseignée, l'ardente et mobile beauté des provinces du Pacifique, les détails variés de la vie dans le Far-West, les mœurs originales de populations jeunes, appelées à évoluer dans d'immenses espaces et dans un décor très différent des vieux continents. L'auteur promène son lecteur, au hasard de ses flâneries curieuses, dans les pays où se développe une civilisation truculente, riche de promesses, au sein des communautés mormones, à travers les montagnes de la Sierra, dans les prairies sans limite où le cow-boy est en train de se transformer en simple ouvrier agricole, où Buffalo-Bill perpétuait la légende d'Œil-de-Faucon, dans les villes de la côte, superbement épanouies, parmi les tribus de Peaux-Rouges, qui s'adaptent, elles aussi, au milieu. Chemin faisant, il a surpris et noté les changements prodigieux qui se sont opérés dans l'exploitation du sol, le trafic général, les habitudes sociales, la manière de vivre. Il a, de même, indiqué les problèmes qui se posent : accroissement de la population, immigration des Jaunes, progrès du socialisme, revendications du féminisme, etc. Aucune prétention dogmatique dans ces récits véridiques, clairs, rapides, d'un intérêt captivant, fertiles en anecdotes, qui nous montrent, en une série de tableaux animés, l'exemple stimulant de la belle énergie d'une race essentiellement utilitaire.

H. B. Marriott Watson. — *Dick le galopeur*, traduction d'Albert Savine. — In-12 de 313 pages. Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

C'est l'histoire d'un de ces gentilshommes de grands chemins qui écumèrent les routes de l'Angleterre au temps du roi Charles II. Marriott Watson va d'emblée obtenir chez nous ses lettres de grande naturalisation.

Lionel Wiener. — *Les chemins de fer du Brésil.* — Extrait de la *Revue générale des chemins de fer et des tramways* (numéros de novembre et décembre 1911, janvier, février, juin, juillet, août 1912), revu, complété et mis à jour. — In-4° de 238 pages avec de nombreux croquis et photographies. H. Dunod et E. Pinat, éditeurs, 47 et 49, quai des Grands-Augustins, Paris, 1912.

L'essor récent des chemins de fer au Brésil a été considérable. Devant l'évolution chaque jour plus rapide, devant l'extension constamment grandissante des intérêts français au Brésil, comme constructeurs de chemins de fer et comme participants directs et indirects à leur exploitation, il était utile de présenter un travail d'ensemble sur l'état actuel des chemins de fer au Brésil, afin de fournir d'une part des données sur ce qui existe, et d'autre part des renseignements utiles aux réseaux à créer. L'ouvrage de M. Wiener répond largement à ces besoins et sera des plus utilement consulté par tous ceux qu'intéresse directement ou indirectement cette importante question.

Baron Jehan de Witte. — *Les deux Congo* (trente-cinq ans d'apostolat au Congo français). Mgr Augouard. Préface de M. le comte A. de Mun (de l'Académie française). — In-12 de 408 pages avec gravures et cartes. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913. Prix : 4 francs.

La nouvelle œuvre de l'auteur s'attache à faire revivre l'apostolat fécond, les conquêtes réalisées, au prix de travaux et de dangers sans nombre, au profit de son pays et de la civilisation chrétienne, par Mgr Augouard, ce grand Français, à qui l'Institut a si justement accordé le prix Audiffred et que le ministère des Colonies vient d'élever au grade d'officier de la Légion d'honneur. Hélas ! ce territoire gagné avec tant de peine, équivalent à trois fois celui du sol national, l'évêque de Brazzaville eut la douleur de le voir livrer à l'Allemagne sans combat et la Commission des affaires extérieures de la Chambre recueillit à ce sujet sa vibrante protestation ! M. le baron de Witte, en s'inspirant de la correspondance du prélat, complétée par ses informations personnelles, en reprenant les belles pages qu'il avait données à la *Revue des Deux Mondes*, a entrepris d'écrire l'histoire définitive de cet admirable missionnaire et de ses gestes héroïques au Congo. Il a fait ainsi un exposé captivant, qui devient, par instants, un récit mouvementé de voyages et d'aventures. Mais le traité du 4 novembre 1911 pouvant être le prélude de futurs remaniements dans la carte des possessions européennes au cœur du continent noir, le livre de M. de Witte devait donc, logiquement, se clore par un historique fidèle des origines du Congo belge, menacé ouvertement par l'impérialisme germanique. Voilà des renseignements qui arrivent à l'heure opportune ! C'est la grosse question de demain.

Mouvement des périodiques.

Emile Amar. — L'organisation de la propriété foncière au Maroc. (*L'Afrique française*, décembre 1912.)

D. d'Anfreville. — Sur la côte d'Afrique. (*Le Souvenir africain*, décembre 1912.)

Henri Anet. — La formation de l'indigène. (*Bulletin de la société belge d'études coloniales*, décembre 1912.)

Capitaine Arnaud. — Aperçu géographique et géologique de la région ouaddienne (1910-1911). (*La Géographie*, 15 janvier 1913.)

Albert Armand. — L'emprunt de l'Afrique occidentale française. (*L'Expansion coloniale*, 1er janvier 1913.)

Dr H. Arragon. — Opinion des étrangers sur le port de Bizerte. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, décembre 1912.)

E. Baillaud. — La convention de Bruxelles et le marché des sucres. (*Journal d'agriculture tropicale*, 31 janvier 1913.)

H. Bardon. — Les deux capitales du Maroc. (*Bulletin de la société de Géographie de Marseille*, avril-mai-juin, 1912.)

Baudon. — Les exportations de l'Afrique équatoriale française. (*L'Expansion coloniale*, 1er décembre 1912.)

Amiral Besson. — Le transafricain. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, décembre 1912.)

Paul Bluysen. — Impressions du Maroc. (*La Revue parlementaire des colonies*, décembre 1912.)

Paul Bonnard. — Les relations franco-italiennes en Afrique centrale. (*Revue des Questions coloniales et Maritimes*, novembre 1912.)

Paul Bourdarie. — L'avenir de l'agriculture en Afrique équatoriale française. (*Le Courrier colonial*, 20 décembre 1912.)

C. Brouilhet. — L'autonomie algérienne. (*Lyon colonial*, juillet 1912.)

E. Brun. — Haut-Sénégal-Niger. (*Lyon colonial*, juillet 1912.)

Carlier. — L'élevage au Kivu (Congo belge). (*Bulletin agricole du Congo belge*, décembre 1912.)

De Carsalade. — Le port de Rabat-Salé et le Bouregreg. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

Dr Carlos Jahrling. — Note sur une classification des essences d'ylang-ylang de Manille. (*La parfumerie moderne*, janvier 1913.)

V. Cayla. — Les méthodes de saignée employées au Brésil. (*Journal d'agriculture tropicale*, 31 janvier 1913.)

Félicien Challaye. — L'introduction du régime concessionnaire à la Côte d'Ivoire. (*La France d'outre-mer*, 23 janvier 1913.)

Félicien Challaye. — L'introduction du régime concessionnaire à la Côte d'Ivoire. (*La France d'outre-mer*, 13 février 1913.)

Darchicourt. — Le Tonkin agricole. (*Colonia*, février 1913.)

A. Dauge. — Viande réfrigérée et gelée d'Australie. (*Bulletin de la société belge d'Etudes coloniales*, novembre 1912.)

A. Delacour. — Les Tenda, Koniagui, Bassari, Badyaranké de la Guinée française. (*Revue d'ethnographie et de sociologie*, novembre-décembre 1912.)

Paul Descombes. — Sauvegardons les richesses forestières de nos colonies. (*Bulletin de la société de géographie commerciale de Paris*, décembre 1912.)

R. Douget. — Une société d'histoire des colonies françaises. (*La Revue indigène*, décembre 1912.)

Baron Donny. — Les relations du Congo belge avec la Belgique. (*Bulletin de la société belge d'études coloniales*, novembre 1912.)

Edia. — L'élevage en Hongrie. (*Bulletin de la société de Géographie commerciale de Paris*, janvier 1913.)

Elbé. — A propos des banques coloniales. (*La France d'Outre-mer*, 19 décembre 1912.)

Camille Fidel. — Les visées égyptiennes sur la Syrie et l'influence française. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, novembre 1912.)

Floriane. — L'essence de mimosa et ses emplois. (*La parfumerie moderne*, janvier 1913.)

Dr A. Gaudcheau. — Quelques microbes utiles du Tonkin. (*Revue indochinoise*, novembre 1912.)

A. van Gennep. — Etudes d'ethnographie algérienne. (*Revue d'ethnographie et de sociologie*, novembre-décembre 1912.)

Henry Geoffroy Saint-Hilaire. — L'élevage au Maroc. (*L'Afrique française*, décembre 1912.)

J. Goulven. — Le développement des possessions anglaises de l'Ouest-africain en 1911-1912. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

J. Goulven. — Port-Bouet et Grand-Bassam. (*L'Afrique occidentale française*, septembre 1912.)

Grimaud. — Mission Rohan-Chabot dans l'Angola. (*La Géographie*, 15 janvier 1913.)

A. Gruvel. — Pêcheries de la Côte occidentale d'Afrique. (*Bulletin de l'Office colonial*, janvier 1913.)

Guénard. — La concurrence entre la France et l'Allemagne au Canada. (*France-Canada*, février 1913.)

L. M. de Guesnet. — L'Australie agricole. (*Colonia*, février 1913.)

Georges Guimbal. — A Marrakech. (*L'Action africaine*, février 1913.)

H. Guy. — Le commerce extérieur de Bordeaux. (*Revue de Géographie commerciale de Bordeaux*, décembre 1912.)

Henri Hauser. — Les relations maritimes entre la France et l'Algérie. (*Revue politique et parlementaire*, 10 février 1913.)

Dr E. Heckel. — Le sucre de maïs et de sorghos. (*L'Expansion coloniale*, 1er janvier 1913.)

Edmond Hippeau. — Le commerce français dans la Turquie asiatique. (*L'Asie française*, janvier 1913.)

CH. HUBERT. — Pé-King en 1908. (*Bulletin de la société de Géographie de l'Est*, avril-septembre 1912.)

CHARLES HUMBERT. — Le recrutement de l'armée coloniale. (*La Défense nationale*, 14 décembre 1912.)

GEORGES JARY. — Les accords franco-espagnols de 1902 à 1912. (*Revue des Sciences politiques*, janvier-février 1913.)

J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — Un grand seigneur marocain, El Hadj Thami el Mezouar, pacha de Marrakech. (*L'Action africaine*, décembre 1912.)

J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. — Le développement et les ressources du Maroc occidental en 1912. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

HENRI LAUMOMIER. — Le Tonkin en 1872. (*La France coloniale*, 1-15 décembre 1912.)

Dr LAHACHE. — L'avenir du camphre. (*L'Océanie française*, janvier 1913.)

COLONEL LARGEAU. — La situation du territoire militaire du Tchad au début de 1912. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

J. LEPRINCE. — La main-d'œuvre au Moyen-Congo. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

J. LEMAIRE. — Le budget de la Martinique pour 1913. (*La France d'outre-mer*, 19 décembre 1912.)

L. LEVEL. — Essais de culture de coton avec irrigations au Sénégal. (*Bulletin de l'association cotonnière coloniale*, octobre 1912.)

LEWANDOWSKI. — Les chemins de fer en Amérique. République Argentine. (*France-Amérique*, février 1913.)

COMTE JACQUES DE LICHTERVELDE. — La question des langues au Congo belge. (*Bulletin de la société belge d'Etudes coloniales*, décembre 1912.)

P. LIMBOUR. — Dakar 1856-1912. (*Souvenir africain*, décembre 1912.)

HENRI MAGER. — A propos des banques coloniales. (*Le Courrier colonial*, 20 décembre 1912.)

CAPITAINE MARCEL. — En campagne au Maroc en 1911. (*Bulletin de la société de Géographie de Marseille*, avril-mai-juin 1912.)

ALBERT MAYBON. — La révolution et les Chinois de Cochinchine. (*L'Asie française*, décembre 1912.)

G. MERCIER. — La question des terres arch en Algérie. (*Bulletin de la réunion des Etudes algériennes*, juillet-décembre 1912.)

G. DE MESSAIS. — L'emprunt de 150 millions de l'A. O. F. (*L'Afrique occidentale française*, septembre 1912.)

PIERRE MILLE. — Contre les compagnies concessionnaires du Congo français. (*La France d'outre-mer*, 2 janvier 1913.)

J.-A. MILLOT. — Les crues du Niger. (*Annales de géographie*, 15 janvier 1913.)

MOH' AMMED BOU-QALAM. — Le droit d'asile chez les Arabes. (*L'Action africaine*, décembre 1912.)

MOH' AMMED BOU-QALAM. — Les Touareg. (*L'Action africaine*, décembre 1912.)

E. MORESCO. — Le contrat de travail dans les colonies asiatiques. (*Bulletin de colonisation comparée*, 20 décembre 1912.)

J. MULLIE. — Défrichements au Congo. (*L'Agronomie tropicale*, septembre-octobre 1912.)

J. MULLIE. — Description de quelques travaux d'irrigation dans l'Afrique du Sud. (*Bulletin agricole du Congo belge*, décembre 1912.)

HENRI MYLÈS. — Instantanés d'Extrême-Asie. (*Revue des Sciences politiques*, novembre-décembre 1912.)

Dr NEVEUX et GUILLOT DE VOUILLÉ. — Utilisation des véhicules à roue en A. O. F. (*L'Afrique occidentale française*, octobre 1912.)

CAPITAINE NIEGER. — La mission d'études du chemin de fer transafricain. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

CAPITAINE J. NIEGER. — La mission d'études du chemin de fer transafricain. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er février 1913.)

COMMANDANT A. PÉRIGNON. — L'or dans la vallée du Ouassoulou-Balé (Haut-Sénégal et Niger). (*Le Mirador*, février 1913.)

G. PERRIQUET. — L'unification des transports maritimes et terrestres en Algérie. (*L'Algérie économique*, 15 janvier 1913.)

Dr G. RAISONNIER. — L'œuvre de la France en Afrique occidentale. (*Colonia*, février 1913.)

G. REGELSPERGER. — Les îles Fidji. (*L'Océanie française*, janvier 1913.)

G. REYNAUD. — La Croix-Rouge au Maroc. (*L'Action africaine*, février 1913.)

PHILIPPE ROY. — La mise en valeur du sol au Canada et le développement des villes. (*France-Canada*, janvier 1913.)

CAPITAINE ROUX. — Choses d'Indochine. (*Le Moulin*, décembre 1912.)

DE SAINT-SAUVEUR. — L'activité française à Java. (*Revue indochinoise*, novembre 1912.)

HENRI SAURIN. — Le change et la monoculture aux Antilles françaises. (*Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1913.)

LOUIS SONOLET. — L'Afrique produit des hommes. (*L'Afrique occidentale française*, septembre 1912.)

LOUIS SONOLET. — La justice en Afrique occidentale. (*La France coloniale*, 1-15 décembre 1912.)

AUGUSTE TERRIER. — La police française au Sahara. (*L'Afrique française*, janvier 1913.)

RODOLPHE VAN LOO. — La rénovation du Maroc. (*Bulletin de la société belge d'Etudes coloniales*, novembre 1912.)

C. DES VARENNES. — L'administration coloniale. (*La France de demain*, novembre 1912.)

F. VIÉ. — La Martinique, port d'escale entre l'Europe et le canal de Panama. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, décembre 1912.)

VIOLETTE. — Le régime des concessions au Tonkin. (*La Revue parlementaire des Colonies*, décembre 1912.)

L. DE WAELE. — L'industrie sucrière aux Etats-Unis. (*Bulletin de la société belge d'Etudes coloniales*, décembre 1912.)

C. WINCKLER. — La question des chemins de fer dans l'Afrique équatoriale française. (*Colonia*, février 1913.)

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	11 » à 11 10
Conakry Niggers	10 40 à 10 60
Soudan Niggers rouges	9 75 à 10 »
Soudan Niggers blancs	8 75 à 9 50
Soudan lanières et plaques	10 60 à 10 80
Soudan Manoh	10 50 à 10 80
Lahou petits Cakes	7 60 à 8 10
Lahou Niggers	8 » à 8 50
Gambie A	7 » à 7 35
Gambie AM	6 » à 6 25
Gambie B	5 » à 5 25
Bassam Lump	5 » à 5 30

Marché d'Anvers. — La prochaine vente comprendra environ 281 tonnes, dont 208 tonnes Congo et 73 tonnes plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.
Kasai rouge I	11 » à 11 15
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	10 » à 10 32
Kasai noir I	11 » à 11 15
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	11 » à 11 15
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	11 » à 11 15
Mongala lanières	11 » à 11 15
Aruwini	11 » à 11 15
Wamba rouge I	8 20 à 8 60
Uelé	11 » à 11 15
Détroits crêpe I	12 » à 12 30

Troisième Congrès international du froid. — Le troisième Congrès international du froid, organisé par l'Association internationale du froid, se réunira cette année aux Etats-Unis et durera du 14 au 24 septembre.

L'emploi du temps et le programme élaboré assureront aux congressistes européens qui feront le déplacement, un voyage aussi instructif au point de vue technique, qu'intéressant à tous les autres points de vue.

Les congressistes doivent se trouver réunis le 14 septembre à New-York, pour aller à Washington où aura lieu, le 15 septembre, l'ouverture officielle dn Congrès et où les congressistes étrangers seront présentés au président des Etats-Unis.

Les travaux du Congrès commenceront effectivement à Chicago, le 17 septembre, pour durer jusqu'au 24. La journée du 23 septembre sera employée à une excursion à Milwaukee et, durant tout le Congrès, aura lieu une exposition de matériel frigorifique et de conservation des denrées périssables.

Les conditions d'admisssion au Congrès sont les suivantes : les membres titulaires paient une cotisation de 4 dollars; les membres associés faisant partie de la famille des membres titulaires paient une cotisation de 2 dollars. *Exception :* Les membres de l'Association internationale du froid ne paient qu'une cotisation de 2 dollars pour être inscrits comme membres titulaires du Congrès.

Adresser toutes les adhésions et demandes de renseignements concernant le Congrès au secrétariat de l'Association internationale du froid, 9, avenue Carnot, à Paris.

Institut colonial international. — Dans sa dernière séance l'*Institut colonial international* a tenu à Bruxelles une session électorale. Ont été nommés :

Membres effectifs : lord Lamington, ancien gouverneur de Queensland et de Bombay; lord Tennyson, ancien gouverneur de l'Australie; marquis of Lincolnshire, ancien gouverneur de New-South Wales et ancien ministre de l'agriculture; lord Ampthill, ancien gouverneur de Madras.

Membres associés : M. Louis Goffin, ingénieur, administrateur-directeur du chemin de fer du Congo, Bruxelles; comte Henry de Castries, Paris; M. Philippe Millet, agrégé de philosophie, Paris; M. Pierre Mille, Paris; M. Robert de Caix, Paris; M. Guesde, administrateur des S. C. de l'Indochine et chef adjoint du cabinet du ministre des colonies, Paris; M. Emile Baillaud, secrétaire général de l'Institut colonial de Marseille; M. Georges Carle, ingénieur, chef du service de colonisation de Madagascar et dépendances.

La prochaine session de l'Institut aura lieu à Londres, le lundi 5 mai dans une salle qui sera désignée ultérieurement.

Régime douanier colonial. — M. Jean Morel, ministre des colonies, a été entendu le 11 février, par la commission des douanes de la Chambre, sur le projet de loi relatif au régime douanier des colonies présenté par son prédécesseur.

On sait que les colonies sont divisées en deux catégories : 1° les colonies dites assimilées, c'est-à-dire soumises au régime de la métropole; 2° les colonies à personnalité douanière, c'est-à-dire ayant un tarif douanier spécial et soumises pour leurs produits à l'entrée en France au tarif minimum.

Le projet a pour objet de faire passer de la première catégorie à la seconde, le Gabon et la Nouvelle-Calédonie.

Le ministre s'est expliqué sur le régime transitoire à instituer pour ménager les intérêts des industriels et commerçants par des atténuations de tarifs décidées par décret.

Le ministre a ensuite accepté de disjoindre du projet, pour en assurer le vote plus rapide, la partie tendant à admettre l'entrée en franchise des produits coloniaux dits secondaires : cacao, café, etc., afin de favoriser nos colonies de production; mais sous réserve de dispositions de nature à empêcher l'introduction de produits des pays étrangers.

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

1er *février.* — *Décret* du 29 janvier relatif à l'exportation des femelles bovines et ovines et à l'abatage de ces femelles ainsi que des chamelles.

3 *février.* — *Décret* du 1er février autorisant, à titre temporaire, l'importation des animaux reproducteurs de l'espèce bovine en provenance de la métropole.

Décret du 3 février rapportant les décrets des 15 avril et 23 décembre 1911 réglementant, à titre temporaire, l'importation et le transit dans la régence des animaux des espèces bovine et porcine en provenance de l'Algérie.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

1er *février.* — *Arrêté* du 19 janvier portant ouverture de la station radio-télégraphique de Monrovia à la correspondance publique générale.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

23 *janvier.* — *Arrêté* du 16 janvier autorisant le versement à la Caisse de réserve du budget des Pays de Protectorat de la somme de 497.554 fr. 41, montant de l'excédent des recettes sur les dépenses de l'exercice 1911.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 4 décembre 1912 portant ouverture de la chasse aux aigrettes crosses.

Arrêté du 12 décembre 1912 fixant, pour l'année 1913, le taux

des droits à percevoir pour l'enregistrement et la cession des permis de recherches et d'exploitations minières.

Arrêté du 12 décembre 1912 fixant, pour 1913, le taux des droits à percevoir sur la valeur au lieu d'extraction de l'or.

Chasse. — **La chasse aux aigrettes crosses.** — Un arrêté fixe au 15 décembre 1912 l'ouverture, et au 5 février 1913 la fermeture de la chasse aux aigrettes crosses dans la colonie du Haut-Sénégal-Niger.

Mines. — **Redevances pour les permis de recherches.** — Un arrêté du 12 décembre dernier a fixé à 10 centimes par hectare pour les permis de recherches et à 50 centimes par hectare pour les permis d'exploitation, le taux des droits à percevoir en 1913, pour l'enregistrement de la cession de ces permis.

Taxes sur l'or extrait en 1913. — Un arrêté du 12 décembre dernier fixe à 5 0/0 pour l'année 1913, le taux des droits à percevoir sur la valeur au lieu d'extraction, de l'or extrait. Cette valeur sera calculée, pour toute l'étendue de la colonie, à raison de 2 fr. 50 par gramme d'or obtenu par chloruration et à raison de 2 fr. 25 par gramme d'or obtenu par tous autres procédés.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *janvier* 1913. — *Arrêté* du 31 décembre 1912 fixant la valeur de l'or extrait des mines de la Guinée française et la taxe à percevoir sur cette valeur.

Mines. — **Les taxes sur l'or extrait en 1913.** — Un arrêté du 31 décembre dernier fixe à 5 0/0 pour l'année 1913, le taux des droits à percevoir sur la valeur au lieu d'extraction de l'or extrait. Cette valeur sera calculée, pour toute l'étendue de la colonie, à raison de 2 fr. 50 par gramme d'or obtenu par chloruration, et à raison de 2 fr. 25 par gramme d'or obtenu par tous autres procédés.

Côte d'Ivoire. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

31 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 25 décembre 1912 nommant une commission chargée d'étudier diverses questions relatives à l'accès maritime de l'avant-port de Bassam et d'examiner les questions qui s'y rattachent.

Arrêté du 26 décembre 1912 portant exemption de tous droits de place sur les marchés de Bouaké.

15 *janvier*. — *Arrêté* du 14 janvier interdisant la vente des alcools.

Alcool. — **Interdiction de la vente de l'alcool.** — Un arrêté interdit, à partir du 1er octobre 1913, la vente aux indigènes des alcools de traite de toute nature, ainsi que de tous autres spiritueux de consommation dans les cercles indiqués ci-après : Nord du cercle de Séguéla (partie située au-dessus de la ligne d'étapes, Mankono-Séguéla) Haut-Sassandra, Haut-Cavally, Kong, Gouros, Korhogo, district de Bouna, Touba, Baoulé-Nord, Baoulé-Sud (district de Yamoussoukrou). Toutes contraventions aux dispositions de cet arrêté seront déférées à la juridiction répressive et punies des peines de simple police.

Le texte de cet important arrêté nous parvient trop tardivement pour qu'il nous soit possible de commenter l'heureuse initiative prise par M. le gouverneur Angoulvant. La question de l'alcool en Afrique occidentale a été spécialement examinée par la Section africaine de l'Union coloniale au cours de sa dernière réunion : nous reviendrons sur cet intéressant sujet dans notre prochain numéro.

Chemin de fer. — **Les recettes du chemin de fer pendant les onze premiers mois de 1912.** — Pendant les onze premiers mois de 1912, les recettes du chemin de fer de la Côte d'Ivoire se sont élevées à 858.063 fr. 80, en augmentation de 197.378 fr. 55 sur la période correspondante de 1911.

Population. — **L'émigration des indigènes.** — Une circulaire du lieutenant-gouverneur appelle l'attention des commandants de cercle sur l'émigration des indigènes :

L'émigration des indigènes de la Côte d'Ivoire vers l'extérieur, a été soumise, par le décret du 30 septembre 1901, à une réglementation sévère dans le but de restreindre le nombre des émigrants. Or il m'est parvenu que des indigènes, originaires principalement du Baoulé, étaient sollicités par des recruteurs étrangers pour émigrer clandestinement en Gold Coast. Le départ de ces autochtones hors de la colonie nous est d'autant plus préjudiciable, vous ne l'ignorez pas, que la colonie entre dans une phase de production industrielle où le besoin de main-d'œuvre se fait impérieusement sentir.

En outre, le rapatriement de ces indigènes n'étant pas assuré dans un contrat régulier, la colonie risque de perdre définitivement cette main-d'œuvre dont elle a cependant le plus grand besoin. A ce préjudice s'ajoute encore une perte pécuniaire pour le Trésor, puisque, d'après le décret du 25 octobre 1901, chaque opération de recrutement pour l'extérieur donne lieu au versement d'un droit de passeport.

Le désarmement. — Les opérations de désarmement, qui se poursuivent dans la colonie depuis le mois de septembre 1909, avaient abouti, au 31 décembre dernier, à la confiscation de 88.572 fusils.

Travaux publics. — **Le port de Bassam.** — Un arrêté du 25 décembre 1912 institue à Grand-Bassam une commission pour procéder à l'examen des questions suivantes :

Abandon progressif du wharf au profit du Comoë et de la lagune ; transformation graduelle des transbordements et nouvelle organisation du wharf ; construction de quais, d'appontements sur la lagune, cale de halage, éclairage de ces quais. Terrains à réserver, terrains à acquérir, à reprendre ; bâtiments à réserver, à construire ; obligations à imposer aux particuliers, dans la construction de leurs quais et appontements ; agrandissement du quai des Chargeurs dans la direction de l'est ; transfert à Bassam du phare de Port-Bouet. Sera-t-il nécessaire de créer un service public de la colonie pour les transbordements ou bien chaque Compagnie (de navigation ou commerciale) aura-t-elle un service de branche-boats comme au Lagos ? Que faut-il faire à Moossou ? Terrains à réserver ? Comment relier Moossou à Bassam ? Ponts et voies à construire ? Nécessité de construire un quai sur la rive gauche de la lagune Ouladine et de combler les marais entre Petit-Paris et Moossou ? A quelle profondeur sera-t-il nécessaire de draguer la lagune Ouladine ? Reconstruction de la ligne télégraphique vers Assinie au passage du Comoé. Organisation du service sanitaire maritime. Importance de Bassam. Son rôle comme avant-port. Développement à donner aux travaux d'hygiène, d'assainissement, de voierie, d'éclairage ; établissement d'un plan d'ensemble pour tous ces travaux et d'un plan de nivellement pour l'écoulement des eaux pluviales et pour l'évacuation des matières usées. Examiner dans quelles conditions pourront être augmentées les ressources du budget urbain. Examen des solutions d'attente. Organisation et service douanier.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — Commerce, Industrie. — Une exposition de produits de l'Afrique équatoriale fran-

çaise à Bordeaux. — L'*Institut colonial de Bordeaux*, désirant propager dans la plus large mesure possible les relations commerciales et économiques entre la métropole et nos possessions d'outre-mer, a décidé de provoquer à Bordeaux de fréquentes manifestations destinées à mieux faire connaître nos colonies, leurs richesses et leurs divers produits susceptibles d'être utilisés par le commerce et l'industrie de notre pays.

Dans ce but, son conseil d'administration a pris la résolution de commencer cette série de manifestations en organisant, à Bordeaux, une exposition des produits naturels et manufacturés de l'Afrique équatoriale française, ainsi que des marchandises de toutes sortes et des articles et objets divers qui y sont importés de la métropole.

Cette exposition temporaire, d'une durée de quatre ou cinq semaines, s'ouvrira le 1er juin prochain.

Le conseil d'administration de l'*Institut colonial de Bordeaux* fait appel à tous, commerçants, industriels, colons, fonctionnaires, etc. en leur demandant de s'intéresser à son œuvre de propagande et de lui faciliter la tâche qu'ils s'imposent par l'envoi soit à titre de dons, soit comme prêts, de collections modèles, spécimens, échantillons, accompagnés de tous les renseignements pouvant intéresser les visiteurs (brochures, cartes géographiques, clichés photographiques, etc).

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ADMINISTRATION. — **Situation budgétaire au 30 novembre 1912.** — La situation financière de la colonie de Madagascar pour l'exercice 1912 présentait, au 30 novembre dernier, les résultats suivants :

Montant des recouvrements...	29.057.350 francs
Montant des dépenses.....	22.248 570 —
L'excédent des recettes, soit.....	6.808.780 francs

accuse une augmentation de 600.000 francs sur l'excédent de l'an dernier.

Les recettes effectuées jusqu'au 1er décembre dépassent de 2.528.000 francs celles recouvrées pendant la même période de l'exercice 1911.

Les recettes du chemin de fer s'élèvent à 1.664.900 francs en augmentation de 500.000 francs sur l'an dernier. Les dépenses qui s'élèvent à 19.300.000 francs sont supérieures de 1.750.000 fr, à celles de l'an dernier. Ce dépassement est le résultat des dépenses faites par la colonie pour l'amélioration de son outillage économique.

COMMERCE. — **Régime douanier ; une lettre de l'Institut colonial marseillais.** — Le président de l'Institut colonial marseillais a adressé la lettre suivante, le 8 février, à M. le président de la Chambre de commerce de Marseille, au sujet du projet de modifications à apporter au régime douanier de Madagascar :

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, à la date du 24 janvier dernier, me communiquer une lettre de M. le ministre du Commerce et de l'Industrie vous demandant votre avis sur un projet de modifications à apporter au régime douanier de Madagascar en ce qui concerne d'une part les métaux, ouvrages en métaux, wagons ou embarcations ; d'autre part, les tissus de coton pur, uni, croisé et uni et écru. Vous me demandez en même temps de vous faire part des observations que me suggèrent ces propositions.

Il ne me semble pas qu'il y ait lieu d'entrer dans de longs détails avant de recommander l'adoption des mesures préconisées. Notre Institut colonial, ainsi que votre compagnie ont examiné à de nombreuses reprises le fonctionnement du régime douanier auquel nos colonies sont soumises, et il leur a paru que l'application aux colonies des tarifs métropolitains pratiquée d'une manière aussi étroite qu'il est de règle à Madagascar en particulier présente les plus grands inconvénients et nuit à la fois aux intérêts de la métropole et de la colonie.

Nos études nous ont amené à conclure que cette assimilation uniforme ne peut pas donner de bons résultats, et qu'il serait sage d'accorder un régime spécial à chaque colonie en tenant compte des multiples conditions qui règlent leur vie économique.

Cette théorie a été présentée avec la plus grande netteté et l'éloquence la plus persuasive par M. Joseph Thierry, député de Marseille, à la Chambre des députés qui s'est associée sans réserve aux conclusions de l'éminent président de la Commission des douanes. Le gouvernement vient, de son côté, de déposer un projet de loi reconnaissant qu'il est nécessaire d'admettre que nos tarifs métropolitains ne peuvent pas être appliqués sans modifications aux colonies, sous peine de causer à celles-ci de graves dommages.

Le projet de réglementation additionnel à introduire à Madagascar et sur lequel vous voulez bien nous consulter n'est que l'application de ce principe. Les dérogations qu'il prévoit nous paraissent des plus modérées en même temps que des plus urgentes à accorder. Elles répondent à des préoccupations d'ordres très distincts.

Les réductions ou exemptions de tarifs proposées pour les métaux, ouvrages en métaux, wagons et embarcations ont pour but de faciliter la mise en valeur agricole et industrielle de la Grande Ile par nos vaillants colons. D'autre part la diminution des droits sur les tissus de coton pur et écru doit permettre aux indigènes de se procurer à des conditions meilleures les tissus qui leur sont de toute première nécessité, ainsi que le fait remarquer très justement M. le ministre du Commerce.

La réduction de 50 0/0 proposée sur les droits payés pour l'entrée des rails pour voies étroites, du matériel roulant sur ces voies, ainsi que les embarcations dégrèvera d'une lourde charge les planteurs et les commerçants qui utilisent ce matériel et permettra que son emploi se généralise pour le plus grand avantage de la mise en valeur du pays car l'utilisation de ces voies étroites et des embarcations permet de se dispenser pour les transports, d'une grande quantité de main-d'œuvre qui s'applique avec beaucoup plus de profit aux travaux agricoles dans des pays où le nombre de travailleurs est si limité.

Je me permets de vous signaler à ce point de vue que cet heureux résultat a été atteint en Afrique occidentale où ce matériel ne paie que des droits peu élevés. Les voies étroites ont pris le plus grand développement dans toutes les villes commerciales de cette colonie où leur exploitation a été organisée soit par l'administration, soit par le groupement des maisons de commerce. Ces dernières les emploient de plus en plus pour leur service personnel.

La réduction demandée de 50 0/0 des droits actuels ne nous paraît pas devoir entraîner un grave préjudice pour l'industrie métropolitaine, car dans cette même Afrique occidentale, les gouvernements, les municipalités et les particuliers n'hésitent pas à s'adresser aux fournisseurs français malgré leur prix plus élevés, en raison de la meilleure qualité de leurs voies, de leurs locomotives et de leurs wagons. A Madagascar, les prix élevés qui résultent de l'application des droits métropolitains ont eu pour résultat de restreindre d'une manière tout à fait exagérée l'utilisation du matériel à voies étroites. C'est ainsi qu'il n'a été importé en 1909 que 87.464 kilogrammes de rails d'acier représentant une valeur de 36.090 francs et en 1910 seulement 9.311 kilogrammes représentant une valeur de 4.000 francs, ce qui est évidemment insignifiant pour un pays aussi grand que Madagascar et où un si grand nombre d'entreprises devraient pouvoir bénéficier de l'emploi de ces voies.

En ce qui concerne les machines et le matériel agricoles pour lesquels l'exemption complète est demandée, il faut considérer que cette exemption est accordée dans la plupart des pays neufs. La prospérité générale de ces pays est en effet trop liée au développement des entreprises qui ont pour but l'exploitation des produits de leur sol, pour que leur gouvernement n'ait pas intérêt à réduire le plus possible les charges qui viennent grever les frais de ces entreprises qui sont si élevés, surtout dans les débuts. Nous ne pensons pas que nos constructeurs en soient particulièrement lésés, car ou bien ils ne sont pas spécialisés dans la fabrication des machines et appareils qui ont pour but le traitement de produits nouveaux pour nos colonies ou bien au contraire, ils les produisent et la qualité de ces machines et leur perfectionnement ayant une grande importance, une protection douanière ne leur est pas nécessaire.

En diminuant les droits établis sur certain nombre de tissus nous ne ferons que revenir à une saine appréciation des bases suivant lesquelles doit être établi notre commerce avec les indigènes. Dans le désir d'empêcher les fabricants étrangers de faire concurrence à nos tisserands et à nos filateurs, on a appliqué à Madagascar, en les aggravant, les droits de douane métropolitains sur les tissus de coton de consommation la plus courante. Le résultat en a été que les indigènes ont restreint au minimum cette consommation d'objets de première nécessité et dont on ne saurait trop souhaiter voir l'emploi se généraliser parmi eux pour des raisons d'hygiène sur lesquelles il est inutile d'insister et parce que l'utilisation du vêtement est la première forme du bien-être et entraîne peu à peu chez l'indigène le désir de se procurer les autres produits manufacturés européens.

Actuellement, les droits dont on demande la réduction pèsent de la manière la plus lourde sur les indigènes. Nous ne saurions mieux montrer combien ces droits sont élevés qu'en les comparant à ceux payés au Sénégal par exemple, où notre industrie profite d'une protection suffisante pour qu'elle ait pu trouver les débouchés très importants pour tous les articles qu'elle peut produire dans des conditions normales, mais où la tarification est établie sur les bases libérales que nous préconisons.

Alors que 100 mètres carrés de tissus de coton écru pesant 15 kilogrammes et valant 34 francs par exemple (1) paient au Sénégal 5 fr. 20 de droits de douane et de consommation ; ils acquittent à leur entrée à Madagascar un droit total d'au moins 15 fr. 30 (représentant un droit de 77 francs par 100 kilogrammes, plus 25 francs de droit de consommation) soit près de la moitié de leur valeur. Dans ces chiffres, la protection figure en Afrique occidentale pour 3 fr. 03 et à Madagascar pour 11 fr. 55. Si donc on diminue ce droit de douane de 50 0/0, ainsi qu'il est proposé, la protection restera encore de 5 fr. 775 pour cette même pièce de tissu, c'est-à-dire près du double de ce qu'elle est au Sénégal. Cette protection sera donc très probablement suffisante pour avantager l'industrie métropolitaine. Il faut remarquer du reste que le fait que la presque totalité des tissus de la catégorie considérée importée à Madagascar, sont indiqués par les statistiques comme étant d'origine française, ne prouve nullement qu'une partie de ces tissus n'a pas été fabriquée à l'étranger.

En effet, le tarif métropolitain sur les tissus de coton unis et écrus est progressif d'après le nombre de fils qu'ils contiennent pour un poids déterminé. On a aggravé ce tarif en l'appliquant à Madagascar en décidant que, pour un même poids, les tissus contenant le moins grand nombre de fils paieraient autant que ceux qui en contiennent le plus grand nombre. Les tissus étrangers ont donc avantage à passer par la France où ils paient ainsi un tarif meilleur marché et à se faire ensuite exporter à Madagascar comme métropolitains, ce qui, comme le fait remarquer la lettre de M. le ministre du Commerce, a lieu au détriment des finances de la colonie ; celles-ci gagneront à ce que cette pratique cesse et il n'y a là rien qui nuise à notre industrie.

(1) Prix de base tiré des comptes rendus de la Section de l'Afrique occidentale de l'Union coloniale (14 septembre 1911).

La baisse du prix de vente sur place qui en résultera également ne pourra qu'activer la production des indigènes. Il est incontestable que les tissus de coton figurent parmi les articles que ceux-ci désirent le plus posséder et c'est un excellent stimulant que de leur permettre de les acquérir le plus facilement possible.

Toute amélioration du régime actuel ne peut donc que contribuer à accélérer la mise en valeur de Madagascar et finalement augmenter la consommation totale des denrées métropolitaines dans ce pays ainsi que celà a eu lieu dans les colonies non-assimilées.

Nous ne saurions donc trop, monsieur le président, approuver le projet de loi qui vous est soumis en attendant que de nouvelles dérogations viennent dégager les colons et les indigènes de notre belle possession de l'Afrique orientale des charges qui pèsent inutilement sur eux.

Veuillez agréer...

Le président : F. Bohn.

P. S. — La *Réforme économique*, dans un article intitulé « Le coup de Madagascar » publié le 31 janvier dernier indique que la réduction prévue par le projet de décret en ce qui concerne les tissus de coton occasionnerait la disparition de la vente des tissus de coton français à Madagascar dont l'importance est représentée par les chiffres suivants :

Années	Valeur en milliers de francs	Poids en quintaux
1909.....	17 215	11.136
1910.....	12.737	29.195
1911.....	17.227	38.809

Or, le projet de décret ne concerne qu'une catégorie de tissus dont les importations en 1909-1910 (dernières années connues, ont été les suivantes) :

Années	Valeur en milliers de francs	Poids en quintaux
1909.....	6.976	28.645
1910.....	4.444	17.123

De la même manière, la *Réforme économique* indique que pour les métaux et machines, embarcations, celà représenterait une disparition de 5 millions de francs. Or, les chiffres sont les suivants pour les catégories d'articles que concerne le projet :

		1909	1910
Machines et mécaniques.....	Fr.	747.022	998.609
Rails de fer ou d'acier.....		36.090	11.207
Voitures pour chemins de fer à voie étroite.		10.930	11.020
Bâtiments de mer et de rivière.....		37.696	75.844
		831.738	1.096.680

Travaux publics. — **Autorisation de l'ouverture des travaux du chemin de fer d'Antsirabe.** — Un décret, en date du 29 janvier autorise, dans les conditions techniques et financières fixées par le département des colonies, l'ouverture des travaux de la première section du chemin de fer de Tananarive à Antsirabé.

Mayotte. — Un ouragan à Mayotte. — Du 7 au 10 janvier, un ouragan s'est abattu sur l'île de Mayotte détériorant plusieurs édifices et détruisant de nombreuses cases indigènes. Plusieurs ponts ont été emportés. Par suite de l'éboulement des falaises quelques routes ont été coupées. Les plantations ne semblent pas avoir beaucoup souffert. Les autres îles de l'archipel n'ont pas été atteintes.

AMÉRIQUE

La Martinique. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

16 *novembre* 1912. — *Arrêté* du 11 novembre promulguant dans la colonie le décret du 22 mai 1912 relatif à l'importation des viandes en France.

7 *décembre* 1912. — *Arrêté* du 6 décembre promulguant à la Martinique le décret du 9 novembre 1912 portant création d'un conseil de prud'hommes à Fort-de-France.

Arrêté du 3 décembre déclarant d'utilité publique les travaux d'ensemble à entreprendre pour l'établissement de la nouvelle conduite d'eau de Fort-de-France.

COMMERCE. — **Mouvement commercial de la Martinique pendant le troisième trimestre 1912.** — Pendant le troisième trimestre de l'année dernière, le commerce total de la Martinique s'est élevé à 7.168.871 francs contre 6.940.536 francs pendant la période correspondante de 1911. C'est une augmentation de 228.338 francs. Les importations montant à 3.789.897 francs accusent une augmentation de 52.840 francs sur celles du deuxième trimestre 1911. Les exportations se sont élevées à 3.378.977 francs en augmentation de 172.498 francs sur la période correspondante de 1911.

Les principaux produits exportés sont : eaux-de-vie de mélasse, 1.029.517 litres pour 2.216.234 francs; sucre brut d'usine, 1 million 424.237 kilogrammes pour 634.825 francs; peaux brutes, 19.345 pour 14.055 francs; cacao en fève, 1.358 kilogrammes pour 11.054 francs ; futailles vides, 89.492 pour 12.539 francs.

Les principaux produits importés sont : farine de froment, 1.131.310 kilogrammes pour 363.160 francs ; houille, 11.028.225 kilogrammes pour 310.010 francs; tissus, pour 294.945 francs ; morues salées, 366.196 pour 234.233 francs; huile de coton, 246.500 litres pour 197.500 francs ; riz en grains, 551.907 kilogrammes pour 194.468 francs ; machines, pour 135.110 francs; vins, 216.440 litres pour 117.891 francs; fers, 112.865 kilogrammes pour 102.606 francs ; saindoux, 73.772 kilogrammes pour 91.566 fr.; mélasses, 154.609 litres pour 74.539 francs; saindoux, 267.000 kilogrammes pour 67.591 francs; huiles lourdes et pétroles, 143.459 litres pour 40.017 francs ; eaux-de-vie, 9.978 litres pour 12.225 francs.

La Guadeloupe. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

26 *décembre* 1912. — *Décret* du 22 décembre 1912 portant organisation des Chambres de commerce de la Guadeloupe.

COMMERCE. — **Les Chambres de commerce de la colonie.** — Un décret du 22 novembre 1912 réorganise les Chambres de commerce de la Guadeloupe.

COMMERCE. — **Le mouvement commercial de la Guadeloupe pendant le troisième trimestre 1912.** — Le commerce total de la Guadeloupe, pendant le troisième trimestre 1912, s'est élevé à 7.130.217 francs dont 3.624.892 francs à l'importation et 3 millions 505.325 francs à l'exportation. La part de la France est : aux importations, 2.404.143 francs et de 3.160.245 francs à l'exportation.

Les principales marchandises importées sont par ordre d'importance : riz en grains, 886.658 kilogrammes pour 303.233 francs; tissus de coton, 592.582 mètres pour 257.183 francs; farine de froment, 702.047 kilogrammes pour 226.831 francs; vins en fûts, 273.368 litres pour 156.994 francs; morues salées, 243.205 kilogrammes pour 157.183 francs; bois de sapin, 1.629 m³ pour 129.455 francs; viandes salées porc, 58.220 kilogrammes pour 53.290 francs; beurre salé, 23.366 kilogrammes pour 38.379 fr.; houille, 1.191,610 kilogrammes pour 35.748 francs; huile de pétrole, 202.426 litres pour 31.162 francs.

Les exportations de produits du cru de la colonie se chiffrent comme suit : sucre d'usine, 4.481.847 kilogrammes pour 1 million 860.037 francs ; rhum et tafia, 3.055.429 litres pour 1 million 235.467 francs; mélasses, 315.287 litres pour 48.870 francs; cacao, 25.211 kilogrammes pour 40.323 francs; café en fève, 12.005 kilogrammes pour 29.444 francs ; ananas, 50.302 kilogrammes pour 15.091 francs ; huile de bois d'Inde, 889 kilogrammes pour 10.448 francs; rocou, 17.925 kilogrammes pour 7.180 francs; vanille, 95 kilogrammes pour 1.900 francs ; cocos et coprah, 8.366 kilogrammes pour 693 francs.

Guyane française. — FINANCES. — **Le budget de 1913.** — Par arrêté du gouverneur de la Guyane, le budget des recettes et des dépenses du service local pour l'exercice 1913, délibéré par le conseil général, a été arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 3.689.010 fr. 97.

Saint-Pierre et Miquelon. — COMMERCE. — **La situation commerciale de Saint-Pierre et Miquelon pendant le troisième trimestre 1912.** — Le commerce total du troisième trimestre 1912 s'est élevé à 4.737.517 francs. Pendant la période correspondante de 1911 il avait atteint 4.211.821 francs. Il ressort de ces chiffres une augmentation de 526.686 francs en faveur du trimestre envisagé. Le montant des importations est de 1.483.074 francs en augmentation de 552.093 francs. Celui des exportations est de 3.254.433 francs en augmentation de 26.409 francs. Le commerce de la France subit une diminution totale de 205.860 francs.

FINANCES. — *Le budget de* 1913. — Le budget du service local pour 1913 a été arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 511.445 francs.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

26 *décembre*. — *Règlement* du 23 décembre sur la comptabilité-matières des services généraux ou locaux de l'Indochine.

30 *décembre*. — *Arrêté* du 23 décembre modifiant les articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté du 26 août 1912, portant interdiction de l'emploi des poids et mesures d'origine étrangère dans les pays de Protectorat.

Circulaires du 18 décembre relatives aux modifications à apporter dans la comptabilité.

31 *décembre*. — *Arrêté* du 27 décembre promulguant le décret du 28 septembre 1912 qui approuve l'arrêté du 11 juin 1912 modifiant, en ce qui concerne l'importation et la mise en entrepôt, la réglementation douanière des huiles minérales.

Arrêté du 23 décembre promulguant en Indochine le décret du 22 mai 1912 relatif à l'importation des viandes en France.

Arrêté du 31 décembre portant création dans chacun des pays de l'Union d'une inspection des affaires politiques et administratives. — *Circulaire* y relative.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section indochinoise** (Séance du 11 février 1913). — La Section indochinoise de l'Union coloniale a tenu sa séance mensuelle le 11 février, sous la présidence de

M. le colonel Bernard, vice-président de la Section en remplacement de M. Roume empêché.

Présents : MM. le colonel Bernard, J. Berthet, A. R. Fontaine, Mettetal, vice-présidents ; H. Sambuc, Gonfreville (Chargeurs-Réunis), J. Harmand, L. Belugou, P. Marquié, Ch. Depincé.

Excusés : MM. Roume, président ; Pàris, Vigne, J. M. Bel.

Contrôle des matières d'or et d'argent. — Cette question, en raison de l'absence de M. Pàris, est de nouveau réservée.

Droits de douane sur les fleurs de thé. — M. Depincé fait connaître l'état actuel de la question. Il dit que contrairement à l'opinion émise précédemment, il se produit un courant appréciable d'importation de fleurs de thé de provenance étrangère. Cela du moins semble ressortir de l'examen des statistiques douanières. On constate, en effet, que l'importation étrangère des *fleurs médicinales autres* — rubrique sous laquelle étaient rangées les fleurs de thé antérieurement à la décision ministérielle du 1er mai 1912 — est passée de 810.000 kilogrammes en 1902, à 2.659.100 en 1911, tandis que les arrivages des colonies pour 1911 accusent un chiffre sensiblement inférieur à celui de la période de comparaison. La direction générale des douanes, qui a communiqué ces chiffres à l'Union coloniale, tient pour certain que les fleurs de thé contribuent pour une grande part à cette progression, et de là elle déduit que la détaxe de 50 0/0 dont bénéficient les fleurs de thé des colonies françaises permettra à la production indochinoise notamment de lutter avec avantage contre les importations étrangères. En fait, la décision contre laquelle s'élèvent les planteurs indochinois assure à ceux-ci une protection de 104 francs. Cette protection était nulle antérieurement, les *fleurs médicinales autres*, tant étrangères que coloniales, étant exemptes de tout droit.

Cette manière de voir, ajoute M. Depincé, est maintenant partagée par ceux des membres de la Section qui avaient protesté contre la décision du 1er mai 1912 et qui, informés des conséquences du nouveau régime, lesquelles ne leur avaient pas apparu tout d'abord, voient plus d'avantages pour les producteurs et les importateurs de fleurs de thé de l'Indochine, à profiter de la protection instituée par cet acte qu'à poursuivre l'abrogation de cette décision.

M. Harmand déclare qu'il ne tient pas pour absolument démontré qu'il existe un courant appréciable d'importation de fleurs de thé de provenance étrangère. L'accroissement des importations de fleurs médicinales dont fait état la Direction des douanes peut provenir d'un tout autre produit que des fleurs de thé. L'argumentation de l'administration n'aurait par suite qu'une valeur très relative. Nonobstant cette observation, la Section émet l'avis qu'il n'y a pas lieu d'insister pour obtenir le retour au *statu quo ante*.

Application de la convention commerciale franco-chinoise du 25 avril 1886. — M. Depincé rappelle que la question a déjà été examinée au cours des deux précédentes réunions de la Section. Il est établi que la convention, sans qu'on sache pourquoi au ministère des Colonies, n'a pas été promulguée en Indochine et, de plus, que le bénéfice de la tarification de faveur qu'elle institue est strictement réservé aux marchandises chinoises.

Dès lors s'est posée la question de savoir si le commerce indochinois avait vraiment intérêt à en poursuivre la mise en vigueur. Après examen, la Section a reconnu qu'elle n'était pas en état de proposer dès maintenant une solution définitive, certains éléments d'appréciation lui faisant défaut. Elle se prononcera ultérieurement, quand la proposition pourra être examinée dans son ensemble et avec la collaboration de tous les intérêts qu'elle met en jeu.

Cette délibération a été, entre temps, portée à la connaissance de celui des membres de la Section qui avait soulevé la question et qui, pour aider ses collègues à se faire une opinion, a bien voulu prier ses représentants dans la colonie de s'enquérir de l'importance exacte du mouvement de transit auquel donnent lieu les produits d'origine chinoise. Ces renseignements seront communiqués en temps utile à la Section.

Droits de transit sur les marchandises à destination du Laos siamois. — M. Depincé expose que, conformément au vœu émis par la Section dans sa séance du 7 janvier, le ministre des Colonies a été saisi, par l'Union coloniale, d'une requête tendant à la suppression des droits de transit qui frappent les marchandises destinées au Laos siamois et empruntant la voie du Mékong.

A cette requête, le ministre a fait, à la date du 3 février, la réponse suivante dont il est donné lecture :

Monsieur le directeur général, vous avez bien voulu appeler mon attention sur un vœu de la Section indochinoise de l'Union coloniale française tendant à obtenir la suppression des droits imposés aux marchandises étrangères qui transitent à travers l'Indochine française à destination du Laos siamois. Ces droits, fixés à 20 0/0 des droits d'importation, auraient l'inconvénient d'empêcher les négociants établis sur la rive droite du Mékong de faire transiter leurs marchandises par la voie française et s'opposeraient ainsi à l'établissement d'un courant commercial entre le Laos siamois et Saïgon, au grand détriment de ce port et de la navigation fluviale indochinoise.

Cette situation n'a pas échappé à M. le gouverneur général de l'Indochine, qui a inséré dans le projet de décret qu'il a soumis à mon prédécesseur et que M. Lebrun, sur l'avis du Comité du Contentieux des colonies, a transformé en un projet de loi tendant à organiser le Laos français en zone franche, une disposition ayant pour but d'exonérer de tout droit de douane les marchandises transitant à travers l'Indochine, à destination ou en provenance du Laos.

Cette disposition donne évidemment satisfaction à l'Union coloniale française; mais, bien que le projet de loi en question que j'ai contresigné ait reçu l'adhésion du ministre du commerce et du ministre des finances et puisse prochainement être déposé sur le bureau de la Chambre des députés, il n'est pas possible de prévoir l'époque à laquelle il viendra en discussion devant le Parlement.

Dans ces conditions, il paraît nécessaire, pour ne pas retarder l'application d'une mesure qui peut avoir d'heureux résultats pour le trafic commercial de l'Indochine, de prendre, sans attendre le vote de la loi, des dispositions permettant la suppression des droits de transit sur les marchandises en provenance ou à destination du Laos.

J'ai, dans ce but, transmis votre lettre à M. le gouverneur général de l'Indochine, en le priant, dans le cas où la proposition de l'Union coloniale ne soulèverait pas d'objection de sa part, et après avoir pris l'avis du Conseil de gouvernement et des différentes assemblées élues de la colonie, de faire préparer et de m'adresser un projet de décret portant suppression des droits de transit dont il s'agit. Je ne manquerai pas de vous donner connaissance de la réponse de M. Sarraut dès qu'elle me sera parvenue.

Veuillez agréer...

M. le président déclare que la Section ne peut que se montrer extrêmement reconnaissante à M. le ministre de ses dispositions bienveillantes, mais il conteste la nécessité d'une nouvelle enquête qui retardera sans utilité une solution envisagée depuis longtemps et qui n'a jamais soulevé la moindre opposition. Il est

en effet de notoriété que toutes les assemblées locales — le Conseil supérieur (session de 1910 notamment), le Conseil colonial, les Chambres de commerce de Saigon et Pnom-Penh, les plus directement intéressées en l'espèce — sont unanimement favorables à la mesure préconisée par la Section, elles ne sauraient émettre d'avis plus décisifs que ceux qui figurent déjà dans leurs délibérations. A quoi bon, dès lors, les consulter à nouveau ?

La Section s'associe sans réserve aux observations de M. le président. Il est décidé qu'une lettre s'inspirant de ces observations sera adressée à M. le ministre des Colonies en insistant pour que la question reçoive une solution aussi prompte que possible.

Abus du système de la régie. — M. Depincé rappelle que la Section s'est naguère associée à une protestation formulée par les industriels et entrepreneurs de Saigon contre la concurrence faite à l'industrie privée par les administrations et services publics de la Cochinchine. A la suite de cette intervention, M. le ministre des Colonies avait bien voulu donner à l'Union Coloniale des explications qui, disait-il, démontraient les exagérations manifestes contenues dans la protestation des entrepreneurs.

Placée entre des allégations opposées, la Section n'avait pas cru pouvoir mieux faire, pour éclairer sa religion et celle de l'administration centrale, que de s'adresser à la Chambre de commerce de Saigon en la priant de lui fournir les précisions nécessaires à l'appui de ses affirmations.

Pour satisfaire à notre désir, le président de cette compagnie vient de faire parvenir à l'Union coloniale tout un ensemble de documents des plus probants, qui paraissent contredire nettement les renseignements fournis au ministère et sur lesquels celui-ci avait basé sa réponse à la protestation des entrepreneurs.

Sur la proposition de M. Depincé, la Section décide de faire parvenir ces documents à M. le ministre des Colonies, accompagnés d'une lettre établissant le bien fondé des plaintes des industriels concernant les travaux en régie : deux lettres adressées au président de la Chambre de commerce de Saigon renferment à ce sujet la preuve évidente des abus signalés par cette compagnie M. le ministre des Colonies sera en outre sollicité d'examiner de concert avec son collègue de la Marine si et dans quelle mesure le personnel des ateliers de l'Arsenal peut être réduit, sans préjudice pour les intérêts de la défense de la colonie. Enfin il sera demandé, d'accord avec les industriels de la colonie, que l'école professionnelle des mécaniciens conserve son caractère d'école et que l'administration résiste à la tentation de lui donner un développement tel qu'elle ne puisse fonctionner sans se transformer en un véritable établissement industriel faisant concurrence aux entreprises particulières.

Aide à donner aux sociétés de protection des métis. — M. le président expose sommairement la question qui a fait l'objet d'un rapport très circonstancié dû à M. Sambuc et que les membres de la Section ont pu lire dans la *Quinzaine coloniale* du 25 janvier.

Le problème à résoudre comporte deux questions d'ordre bien distinct.

La première, celle de l'opportunité d'une allocation à la Société des métis, examinée par la Section au cours de sa séance précédente, a été résolue, sans observations, par l'affirmative.

La seconde, dit M. le président, beaucoup plus complexe, ne semble pas devoir rencontrer la même unanimité. C'est celle de la condition juridique et sociale des métis franco-indochinois non reconnus. Les tendances de notre rapporteur à ce point de vue ont soulevé certaines critiques qu'il convient d'examiner.

M. Depincé observe qu'il semble y avoir contradiction entre le vœu de M. Sambuc, tendant à ce qu'on favorise le reclassement rapide des métis dans la société française, et le système d'éducation adopté par les associations de protection. Nous voyons, en effet, dans le rapport de M. Sambuc, que les associations d'Hanoi et de Saigon ont construit des orphelinats où leurs pupilles sont logés, nourris, instruits, élevés complètement à l'écart des enfants européens. Ne risque-t-on pas ainsi de perpétuer le préjugé dont souffrent les métis?

M. Harmand : Est-ce un préjugé?

M. le président insiste sur ce fait qu'il est désirable que les métis reconnus soient reçus dans la société européenne et qu'ils jouissent de toutes les prérogatives que leur confère leur qualité de Français. Il semble donc, dit-il, que nous devions nous attacher tout d'abord à résoudre cette question de la reconnaissance. C'est là que réside la difficulté. Peut-être serons-nous amenés en outre à envisager l'extension à l'Indochine de la loi sur la recherche de la paternité — loi qui présente de graves inconvénients, c'est possible, mais qui, du moins, paraît offrir une solution partielle de ce délicat problème.

La question, dit M. Harmand, est de savoir si nous avons intérêt à multiplier ou non les métis. Il exprime l'avis qu'il vaut mieux, pour l'avenir de notre domination, en avoir le moins possible. Incidemment, M. Harmand s'élève contre la facilité avec laquelle on accorde la naturalisation aux indigènes. Cette faveur, qui constitue la plus haute récompense à laquelle puissent aspirer nos protégés, ne doit leur être octroyée qu'à titre personnel et tout à fait exceptionnel. Au surplus, M. Harmand se montre opposé à l'application en Indochine — parce qu'elle y donnerait des résultats déplorables — de la loi sur la recherche de la paternité dont le principe a été très long à admettre en France. On sait trop le parti qu'en tireraient les indigènes. Il ne se montre pas davantage partisan de la naturalisation des métis dans les conditions où on l'envisage. — MM. Mettetal, Fontaine et Depincé appuient les observations de M. Harmand.

Répondant à une question de M. Bélugou touchant l'attitude des gouvernements hollandais et anglais à l'égard des métis, M. le président dit qu'à Java les Hollandais s'accommodent parfaitement de l'existence d'une classe nombreuse de métis qui ne semble pas compter moins de 70.000 individus, et dont les droits ne diffèrent en rien de ceux des Hollandais d'origine. Un pareil chiffre ne saurait surprendre quand on sait que le concubinage entre soldats européens et femmes indigènes est toléré sinon encouragé dans les casernes. Le gouvernement hollandais admet les métis dans l'armée, et un très grand nombre de ceux-ci embrassent les carrières administratives qui leur sont libéralement ouvertes. Dans l'Inde, il en est tout autrement ; qu'il suffise de dire que les liaisons mixtes y sont considérées comme une tare et qu'en fait elles sont extrêmement rares dans le personnel administratif.

M. Harmand observe qu'il faut se garder de procéder par voie de comparaison, car la question des métis est loin de présenter le même caractère, au point de vue politique, à Java et en Indochine. Tandis qu'à Java la domination hollandaise est, depuis longtemps, solidement établie et incontestée, la nôtre, en Indochine, appelle encore notre plus vigilante attention.

M. Fontaine dit que le mal sera singulièrement atténué en Indochine le jour où le prolétariat administratif français aura complètement disparu.

M. Depincé est du même avis. Il confirme qu'il existe heureusement dans notre possession un mouvement d'opinion très marqué pour la suppression de ce prolétariat. Si l'on prend des mesures dans ce sens, il est évident que le nombre des métis augmentera moins dans l'avenir que dans le passé. — Mais, observe M. le président, il y en aura toujours...

La discussion se prolongeant sans que l'accord parût se faire, M. le président ramène la question à ses termes essentiels : il y a, dit-il, en Indochine, quelques centaines de métis qui peuvent prétendre à la nationalité française, ne convient-il pas de leur accorder la faculté de faire reconnaître leur filiation? — de plus, devons-nous appliquer en Indochine la loi sur la recherche de la paternité ?

Les mêmes objections se renouvellent. MM. Mettetal, Harmand, Fontaine et Depincé se montrent résolument opposés, en principe, à toute mesure tendant à multiplier les naturalisations parmi les métis.

Dans vingt ans, déclare M. Fontaine, nous aurons peut-être 5.000 métis en Indochine. Si nous leur accordons la naturalisation, ce sera une ruée générale vers les emplois administratifs. D'autre part, les métis seront complètement maîtres des élections. Voilà le danger. Il est avéré que les étudiants annamites envoyés en France font montre de sentiments anti-français. Les métis ont la même mentalité, sinon plus accentuée encore.

M. le président déclare que ces appréhensions sont excessives. Le fait brutal auquel vous fermez les yeux, dit-il, c'est que dans un pays de civilisation ancienne comme l'Annam, si nous ne donnons pas aux indigènes la place à laquelle ils peuvent légitimement prétendre, ils la prendront, et cette place c'est la nôtre. Il estime qu'il est extrêmement dangereux, pour notre sécurité, de refuser systématiquement aux indigènes certaines satisfactions, celle-là entre autres.

M. Harmand se montre d'un avis opposé. Le principe admis, nos protégés ne se contenteront pas des emplois subalternes, ils voudront accéder aux fonctions les plus hautes.

M. le Président. — Eh bien, nous les y admettrons... Dans tous les cas, pour revenir à la question, nous ne pouvons pas ne pas chercher à remédier à la situation faite actuellement aux métis abandonnés.

Après un nouvel échange de vues, il est finalement entendu que pour permettre à la Section de prendre nettement parti dans un sens ou dans l'autre, la question sera reprise ultérieurement. A cet effet M. Sambuc a bien voulu accepter de présenter un nouveau rapport portant sur les deux questions suivantes :

1° Devons-nous accorder aux métis franco-indochinois la faculté de faire reconnaître leur qualité de Français avant ou à une époque voisine de leur majorité ?

2° Y a-t-il lieu d'étendre à l'Indochine la loi sur la recherche de la paternité ?

La prochaine réunion de la Section est fixée au 2e mardi de mars. L'ordre du jour comprendra notamment la question suivante : Programme des travaux à exécuter au compte de l'emprunt de 90 millions. Examen de l'ordre d'urgence des études.

ADMINISTRATION. — **Inspection des affaires politiques et administratives.** — Un arrêté du gouverneur général institue une inspection des affaires politiques et administratives qui sera confiée à un administrateur de 1re classe des services civils, désigné par le gouverneur général.

Le fonctionnement et le rôle de l'inspection des affaires politiques et administratives sont définis par une circulaire annexée au dit arrêté.

M. Sarraut observe que cette inspection « doit être essentiellement indépendante et mobile et que, par suite, elle ne doit avoir la direction d'aucun service, ni la responsabilité d'aucune décision ». Le gouverneur général a jugé en outre nécessaire d'instituer au Tonkin, en Annam et au Cambodge, où l'organisation administrative indigène est fortement constituée, des inspecteurs de l'administration indigène qui fonctionneront à l'égard des autorités annamites ou cambodgiennes comme leurs collègues français à l'égard des autorités françaises.

COMMERCE. — **Reglementation de l'importation des huiles minérales.** — Le gouverneur général de l'Indochine vient de prendre un arrêté réglementant l'importation des huiles minérales propres à l'éclairage, des pétroles bruts et des matières inflammables et incendiaires, et la création des magasins particuliers de dépôt.

Des arrêtés du lieutenant-gouverneur de Cochinchine et des résidents supérieurs au Tonkin, en Annam et au Cambodge fixent les détails de cette réglementation en ce qui concerne la circulation et la vente des pétroles et huiles minérales.

MINES. — **Les carrières.** — Par arrêté du gouverneur général de l'Indochine en date du 12 décembre 1912 (*Journal officiel I. C.* du 19 décembre) sont classés dans la catégorie légale des carrières : les argiles, kaolins, terres à foulon et terres à poterie.

NAVIGATION. — **La question des frets.** — Nous avons annoncé récemment que le gouverneur général de l'Indochine avait ordonné une enquête au sujet des brusques variations des frets constatées ces temps derniers.

Le président de la Chambre de commerce de Saigon adresse à ce sujet la lettre suivante au gouverneur de la Cochinchine:

Conformément au désir exprimé par votre lettre du 10 septembre, j'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, un tableau comparatif établissant les moyennes approximatives des taux de frets sur les principaux articles exportés de notre colonie pour l'Europe. Le même tableau mentionne aussi les taux pour les articles d'importation venant d'Europe,

Ainsi que vous le verrez, Monsieur le Gouverneur, pour les articles d'exportation, la hausse entre 1910 et 1911 est assez importante. Elle représente pour le riz, qui est notre principal article d'exportation, une majoration d'environ 30 0/0. Si nous établissions un tableau comparatif pour les années antérieures à 1911, cette majoration apparaîtrait encore plus forte. Cette hausse n'est pas particulière à l Extrême-Orient. Elle s'étend au monde tout entier. Elle à pour cause la rareté du tonnage. Les frets désastreux qui ont régné partout dans la période de 1902 à 1910 avaient eu pour conséquence de faire réduire, dans des proportions considérables, la construction navale sur tous les chantiers du monde car l'avilissement des taux de fret dans cette période provenait d'un excédent de tonnage. La réduction des constructions navales dans certains chantiers et leur arrêt complet dans d'autres ont eu pour conséquence de dépasser la mesure qu'on se proposait d'atteindre et pour l'instant, c'est l'aliment de fret qui est supérieur au tonnage existant.

Tel est, Monsieur le Gouverneur, le motif de la hausse constante qui se manifeste. Il est fort possible que cette fermeté s'accentue encore au cours de l'année 1913, car le tonnage continue à être rare.

Cette hausse des frets n'a aucune répercussion fâcheuse sur le commerce d'exportation de notre colonie, attendu qu'elle est géné-

rale et que tous les pays exportateurs se trouvent dans les mêmes conditions que nous mêmes.

Il est à remarquer que, tandis que la hausse est très sensible sur les frets d'exportation, elle est à peu près nulle sur ceux d'importation. Cela vient de ce que notre importation est de beaucoup inférieure à notre exportation et que nos vapeurs réguliers français suffisent actuellement à assurer le transport d'Europe de toutes les marchandises destinées à la colonie.

Veuillez agréer, etc...

Signé : Ascoli.

a) Moyenne des frets (marchandises diverses) à l'exportation sur l'Europe :

		1911	1912	
		Fr.	Fr.	
Riz	les 1.000 kilogs	30	40	»
Caoutchouc	id	80	120	»
Benjoin	id	75	80	»
Chiendent	le mètre cube	20	22 50	
Coprah	les 1.000 kilogs	45	60	à 65
Coquillages	le mètre cube	25	30	»
Cornes emballées	les 1.000 kilogs	80	125	»
Coton pressé en balles	le mètre cube	20	25	»
Cuirs secs	les 1.000 kilogs	70	100	»
Graisse et huile de poisson	id	45	50	»
Kapok	le mètre cube	25	30	»
Minerai de wolfram	les 1.000 kilogs	80	100	»
Manioc	id	45	60	»
Poivre	id	55	60	»
Rotin	le mètre cube	20	27 50	
Nattes	id	18	20	»
Stick Lack	les 1.000 kilogs	80	70	»
Vessies de poisson	id	70	80	»

b) Tarifs des frets à l'importation (Messageries Maritimes et Chargeurs Réunis) :

	1911			1912		
	Bordeaux	Marseille Havre Dunkq.		Bordeaux	Marseille Havre Dunkq.	
	Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	
A m3	50	50		53	48	
B 700 kilos	55	55		57	52	
C 1.000 kilos	70	65		67	62	
X 1.000 kilos	60	55		57 50	52 50	
Z-m3	70	65		67	62	
D-m3	40	40		43	38	
E 1.000 kilos	50	50		52	47	
F 1.000 kilos	52 50	47 50		50	45	
H-m3	70	70		70	65	
K-m3 et val	75	1 %	70	1 %	75	1 %	170	1 %
L-m3	105	100		105	100	
M 1.000 kilos	135	130		135	300	

1911. — Ristourne en fin d'année suivant une progression croissante depuis 5 0/0 pour un fret total annuel de frs 50.000 jusqu'à 20 0/0 pour un fret total de francs 250 000.

1912. — Ristourne de 10 0/0 sur le montant total des frets de l'année, quel que soit le montant du fret, pourvu qu'il dépasse une somme fixée.

Annam. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

30 *décembre*. — *Arrêté* du 23 décembre rendant exécutoires en Annam les deux ordonnances royales du 13 novembre 1912, l'une modifiant le statut du personnel civil et militaire de l'administration indigène, l'autre créant un corps spécialisé de mandarins de l'enseignement.

Arrêté du 23 décembre autorisant le versement à la caisse de réserve de l'Annam d'une somme de 59.298 piastres 36 représentant l'excédent constaté à la clôture de l'exercice 1911 des recettes sur les dépenses du budget local.

Arrêté du 18 juillet 1912 approuvé par le gouverneur général, réglementant l'octroi des grades de mandarinat aux agents des services locaux et aux gradés de la garde indigène en Annam.

Arrêté du 11 novembre approuvé par le gouverneur général, réglementant la délivrance des grades de mandarinat aux militaires indigènes originaires de l'Annam.

31 *décembre*. — *Arrêté* du 30 novembre réglementant la circulation et la vente des huiles minérales en Annam.

Cambodge. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

31 *décembre*. — *Arrêté* du 16 décembre réglementant la circulation et la vente des huiles minérales au Cambodge.

Cochinchine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

16 *décembre*. — *Circulaire* du 27 novembre réglementant le mode de contrôle et de perception des barques en Cochinchine.

30 *décembre*. — *Arrêté* du 23 décembre promulguant le décret du 9 octobre 1912 qui réglemente l'industrie des bijoutiers en Cochinchine.

Arrêté du 23 décembre fixant les quantités de poivre originaire d'Indochine pouvant être admises annuellement en France au bénéfice de la détaxe coloniale.

31 *décembre*. — *Arrêté* du 1er décembre réglementant la circulation et la vente des huiles minérales en Cochinchine.

Riz. — **Exportations.** — Les exportations totales de riz et de ses dérivés effectuées par le port de Saigon ont atteint, en 1912, le chiffre de 550.955 tonnes, contre 651.917 en 1911. Elles ont donc subi une diminution de 100.000 tonnes.

Ce chiffre de 550.955 tonnes se décompose comme suit : riz cargo 19.152 ; riz blanc 415.795, paddy 8.795, brisures 28.587, farines 78.439.

Poivres. — **Exportations.** — Les exportations de poivres par le port de Saigon ont atteint, en 1912, 3.568.140 kilogrammes, contre 4.119.686 en 1911.

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

12 *décembre*. — *Arrêté* du 14 novembre érigeant la province de Hai-ninh en premier territoire militaire.

19 *décembre*. — *Arrêté* du 12 décembre prorogeant jusqu'au 31 décembre 1913 l'arrêté du 28 janvier 1909 qui a institué des primes en faveur des soies grèges filées au Tonkin et exportées sur la métropole.

23 *décembre*. — *Arrêtés* du 12 décembre suspendant la faculté d'acquérir des droits exclusifs de recherche de mines dans les îles du golfe du Tonkin et dans la région de l'Observatoire du Phu-liên.

31 *décembre*. — *Arrêté* du 31 décembre relatif à l'organisation du service des léproseries au Tonkin.

Arrêté du 31 décembre réglementant la circulation et la vente des huiles minérales au Tonkin.

Administration. — **La mort du Dê-Tham.** — Un câblogramme adressé au ministère des colonies par M. A. Sarraut, gouverneur général de l'Indochine, annonce que le chef pirate Dê-Tham a été tué mardi matin 11 février aux environs de Kep, près de la région du Yen-Thé où, depuis plusieurs années, il échappait à toutes les poursuites.

L'encerclement méthodique et la surveillance étroite organisés par le gouvernement local avec le concours des forces de police et

de la milice autour du repaire habituel du Dê-Tham s'étaient fort resserrés ces temps derniers et avaient considérablement réduit le nombre de ses partisans.

Le chef pirate a trouvé la mort avec ses deux derniers partisans au cours d'une rencontre où il fut frappé par des indigènes des hautes régions, qui coopéraient avec la milice à la surveillance de la région menacée par les incessantes incursions de sa bande. Le Dê-Tham a été finalement reconnu et identifié par les autorités communales indigènes, les habitants de la région et le représentant de notre administration. La nouvelle de sa mort a provoqué une profonde impression parmi les populations, sur lesquelles le vieux chef pirate conservait un réel prestige en raison de l'impunité de ses longs méfaits et de ses assassinats.

Hygiène-Médecine. — **L'isolement des lépreux.** — Un arrêté du gouverneur général de l'Indochine vient d'organiser l'isolement des lépreux au Tonkin. Cet isolement pourra se faire, soit dans des villages ou colonies agricoles dont l'organisation est minutieusement réglée, soit, exceptionnellement, à domicile.

Travaux publics. — **La route Haiphong-Hanoi. Le port d'Haiphong.** — Le gouverneur général s'est entretenu au début de janvier avec l'inspecteur général des travaux publics de la route Hanoi à Haiphong par Sept-Pagodes et des projets d'accès du port de Haiphong.

M. Sarraut a demandé à être saisi le plus tôt possible des projets d'amélioration et d'entretien de la route de Hanoi à Haiphong.

En ce qui concerne le port, M. Sarraut compte appliquer une partie des crédits prévus pour études dans l'emprunt de 90 millions au choix définitif et à l'établissement du projet d'amélioration de l'accès au port. Il a donné les instructions nécessaires pour l'organisation des études dont le résultat sera soumis à la commission du port de Haiphong dont la création a été récemment réclamée par la Chambre de commerce.

Le Gérant : P. Neveu. Paris. — Imp. Levé, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

1° Le vendredi 14 mars 1913, à trois heures après midi, il sera procédé publiquement, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, à l'adjudication, au rabais et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en quarante-quatre lots, des travaux de *ferronnerie, serrurerie et sonneries ordinaires* (11 lots); *fumisterie* (11 lots); *peinture, vitrerie et tenture* (11 lots); *canalisation, ciment, pavage* (11 lots) à exécuter, du 1er avril 1913 au 31 mars 1916, soit pour l'entretien, la réparation, etc..., de divers édifices, monuments, établissements et bâtiments appartenant à la Ville de Paris, soit pour les grosses réparations qui y seraient nécessaires et les constructions neuves, dans la limite, rabais déduit, de 8.000 francs pour chaque nature d'ouvrage.

Les rabais porteront sur les prix de la série de la Ville, en date du 1er novembre 1882, et sur tous ceux prévus ou composés aux cahiers des charges.

2° Le samedi 15 mars 1913, à une heure et demie après midi, il sera procédé publiquement au Palais du Tribunal de Commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, en présence du receveur municipal et de MM. André et Clément, architectes, aux adjudications suivantes, au rabais et sur soumissions cachetées:

a) Adjudication en 33 lots des travaux de *maçonnerie et carrelage* (11 lots); *couverture, plomberie, fontainerie et ardoiserie* (11 lots); *menuiserie et parquetage* (11 lots), à exécuter, du 1er avril 1913 au 31 mars 1916, soit pour l'entretien des édifices, monuments, établissements et bâtiments désignés au cahier des charges, appartenant à la Ville de Paris, soit pour les grosses réparations qui y seraient nécessaires et les constructions neuves, dans la limite, rabais déduit, de 20.000 francs pour les travaux de maçonnerie et carrelage, et de 8.000 francs pour tous les autres travaux.

b) Adjudication en cinq lots des travaux et fournitures : 1° d'*appareils de gymnastique* (lot unique); 2° de *paratonnerres* (lot unique); 3° de *stores et velums* (lot unique); 4° d'*ascenseurs de l'Hôtel de Ville et de l'Annexe nord* (lot unique); 5° de *conduites d'eau et fontainerie aux Halles centrales* (lot unique) à exécuter du 1er avril 1913 au 31 mars 1916, soit pour l'entretien des édifices, monuments, établissements et bâtiments désignés au cahier des charges, appartenant à la Ville de Paris, soit pour les grosses réparations qui y seraient nécessaires et les constructions neuves, dans la limite, rabais déduit, d'une dépense de 8.000 francs pour chaque nature d'ouvrage.

c) Adjudication en quatorze lots des travaux de : 1° *charpente* (2 lots); 2° *marbrerie* (2 lots); 3° *vidange* (2 lots); 4° *horlogerie* (2 lots); 5° *désinfection* (2 lots); 6° *terrasse* (2 lots); 7° *sonneries et téléphones* (2 lots) à exécuter du 1er avril 1913 au 31 mars 1916, soit pour l'entretien des édifices, monuments, établissements et bâtiments désignés aux cahiers des charges, appartenant à la Ville de Paris, soit pour les grosses réparations qui y seraient nécessaires et les constructions neuves, dans la limite, rabais déduit, d'une dépense de 8.000 francs pour chaque nature d'ouvrage.

Les cahiers des charges de chacune des adjudications ci-dessus et séries des prix ainsi que le bordereau général des prix de salaires et de la durée normale de la journée de travail, sont déposés à la Préfecture de la Seine, Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on peut en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité, devra être déposée à la Préfecture de la Seine (secrétariat de la Commission d'admissibilité) au plus tard le 21 février pour chacune des natures d'ouvrages comprises dans les quatre adjudications ci-dessus.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bonibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages en Espagne et au Maroc.

A l'occasion de la Semaine Sainte, des Fêtes de Pâques à Madrid et de la Foire de Séville, ainsi que des nombreuses fêtes qui ont lieu au printemps en Espagne, la Compagnie d'Orléans délivrera du 8 mars au 15 mai, au départ de Paris et de toutes les gares et stations de son réseau, des billets spéciaux de 1re et 2e classes, à prix très réduits, permettant d'atteindre Madrid, Cordoue, Séville, Cadix, Grenade, Malaga et Algésiras et comportant dix itinéraires différents.

Exemples :

1er itinéraire. — Paris à Madrid et retour : 1re cl. 180 fr, 2e cl. 129 francs.

2e itinéraire. — Paris à Séville et retour : 1re cl. 250 fr., 2e cl. 183 francs.

5e itinéraire. — Paris à Algésiras et retour : 1re cl. 286 fr., 2e cl. 209 francs.

9e itinéraire. — Paris à Séville, Grenade, Baeza, Madrid et retour : 1re cl. 276 fr., 2e cl., 202 francs.

Validité pour le retour jusqu'au 30 juin 1913, dernière date pour l'arrivée du voyageur à son point de départ. Faculté d'arrêt : en France, à Bordeaux, Bayonne et Hendaye; en Espagne à tous les points du parcours.

Les voyageurs trouveront à Madrid des billets d'aller et retour à prix très réduits leur permettant de visiter l'Escurial, Avita, Ségovie, Tolède, Aranjuez et Guadalajara.

Excursions en Andalousie, à Gibraltar et au Maroc.

Du 8 mars au 25 mai, les voyageurs trouveront à Cordoue et à Séville des billets d'excursion à prix très réduits valables 30 jours, avec arrêts facultatifs, pour Xérès, Cadix et Grenade et retour à Séville ou Cordoue, ainsi que pour Gibraltar.

Services rapides quotidiens par trains rapides et trains de luxe, notamment :

Sud-express quotidien entre Paris et Madrid;

Andalousie-express quotidien entre Madrid et Séville pendant les mois de mars et avril.

Maroc-express, service rapide bi-hebdomadaire pour Algésiras et Gibraltar, traversée d'Algésiras à Tanger en 2 h. 1/2 environ.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La compagnie organise avec le concours de l'Agence des voyages modernes, les excursions suivantes :

1° *La Corse, en automobile.*

Départs de Paris, les 17 mars, 15 avril et 5 mai 1913.

Durée de l'excursion : 13 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 690 fr., 2e cl. 640 francs.

2° *Italie.*

Départ de Paris, le 20 mars 1913.

Durée de l'excursion : 20 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 765 fr., 2e cl. 655 francs.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence des voyages modernes, 4, avenue de l'Opéra, à Paris.

NOS ENFANTS A L'ÉTRANGER

L'OEuvre de *Nos enfants à l'étranger*, 23, rue Demours, Paris, XVIIe, qui est subventionnée par les Ministères des Affaires étrangères et de l'Instruction Publique, et dont l'intervention a contribué pendant les dernières grandes vacances et au cours de l'année 1912 à faire séjourner plusieurs centaines d'enfants, jeunes gens et jeunes filles en Angleterre et en Allemagne, renseigne toute personne qui sollicite son intervention sur ce que coûtent les séjours d'études à l'étranger. En vue des prochaines vacances de Pâques et des grandes vacances, elle mettra les familles françaises qui s'adresseront à elle en relations avec d'honorables familles d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie et d'Espagne, qu'elle a choisies d'avance et agréées et où les enfants placés, un par famille étrangère, n'entendront parler que la langue du pays de séjour.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'hiver aux Plages nantaises.

Les Plages nantaises si fréquentées l'été sont aussi de délicieux séjours d'hiver par la douceur de leur climat.

En vue de faciliter l'hivernage dans ces stations, la Compagnie d'Orléans délivre à titre d'essai, jusqu'au mercredi précédant la fête des Rameaux 1913, aux familles d'au moins trois personnes, des billets d'aller et retour collectifs à prix réduits dits « billets d'hivernage ».

Ces billets sont délivrés sous condition d'un parcours d'au moins 150 kilomètres (aller et retour) de toute gare du réseau d'Orléans pour les stations comprises entre Pornichet (inclus) et le Croisic (inclus).

Leur validité est de deux mois, non compris le jour du départ, avec faculté de prolongation d'un mois moyennant un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Trains rapides et express de jour et de nuit, voitures directes 1re, 2e et 3e classes, compartiments-couchettes, wagons-restaurant.

(22-10-12)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1732
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le imanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix ; 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). (10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs.

Durée : 30 jours avec faculté de prolongation.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs.

Durée : 15 jours sans faculté de prolongation.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr. ; 2e cl. : 20 fr. ; 3e cl : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

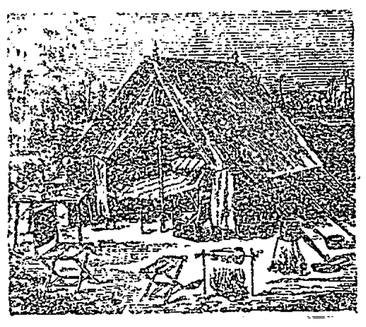
Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

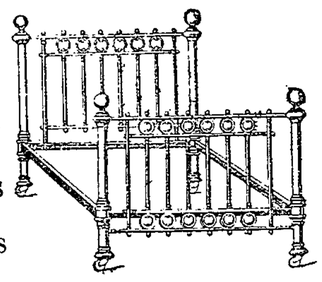
Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **37.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6 000 000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Service bi-hebdomadaire :
Paris-Madrid-Algésiras-Tanger.

Trajet en 53 heures.

Le service rapide entre Paris, Madrid, Algésiras et Tanger qui fonctionnait une fois par semaine et dont l'importance s'accroit avec le développement des affaires au Maroc, est devenu bi-hebdomadaire depuis le 6 janvier dernier au départ de Madrid.

Ce service était constitué, on le sait, entre Paris et Madrid par le train de luxe Sud-Express, entre Madrid et Algésiras, par un wagon-lits direct. Les horaires sont les suivants depuis la date ci-dessus :

A l'aller :

Départ de Paris-Quai d'Orsay, les lundi et vendredi, à midi 16; arrivée à Madrid-Nord, les mardi et samedi à 2 h. 12 s.; départ de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 8 h. 20 s.; arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 2 h. soir.

Au retour :

Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 3 h. 5 s., arrivée à Madrid-Atocha, les vendredi et mardi à 9 h. 5 m.; départ de Madrid-Nord les vendredi et mardi à 8 h. s.; arrivée à Paris-Quai-d'Orsay les samedi et mercredi à 9 h. 33 soir.

Entre Algésiras et Tanger : traversée en 2 h. 1/2 environ.

(10-1)

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi,

Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° Ligne de l'Indo Chine. — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° Ligne Plata accélérée. — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° Ligne Plata directe. — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° Ligne Brésil I. — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° Ligne Brésil II. — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	28 fév., 14 et 28 mars, à midi.
	Pour Alexandrie, Port-Saïd et pour passagers seulement Beyrouth (1).....	21 fév., 7 et 21 mars à midi.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	6 et 20 fév. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	15 fév., 1er et 15 mars à 4 h. s.
	Pour Patras, Syra, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	22 fév., 8 mars à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	5 mars à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta ; à Singapore, pour Batavia ; à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	23 fév., 9 et 23 mars à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	20 fév., 20 mars à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Reunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage insulaire de Madagascar.)	6 mars à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à **MARSEILLE, rue Plumier prolongée**

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

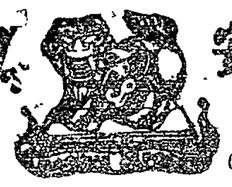
REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD

正好茶  宝南國

TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

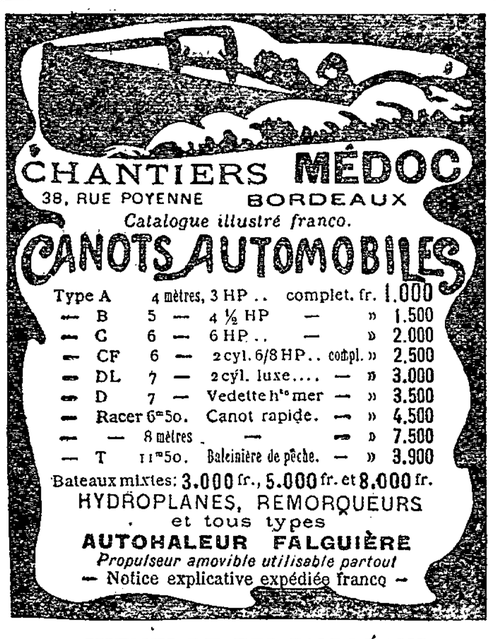
Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR



CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. *(10-1)*

OUSTAU & Cie, A TARBE

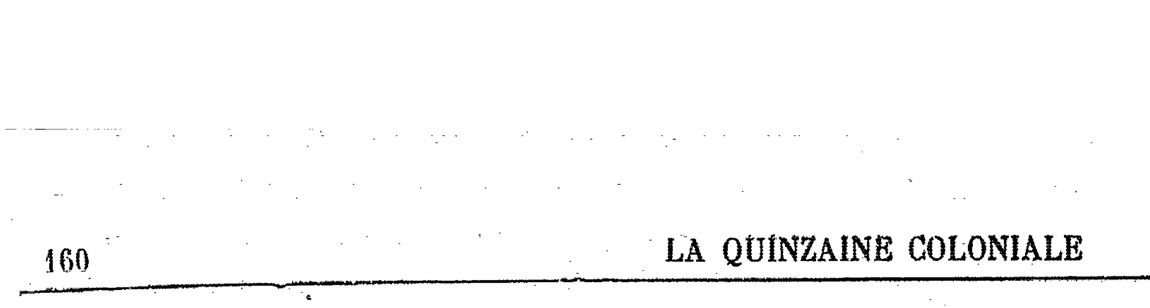
MANUFACTURE DE
PRODUITS CÉRAMIQUES

MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*

PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary, Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Said.

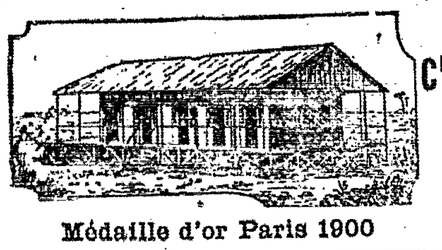
Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

COMPAGNIE COLONIALE
DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens **Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie**
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier*, VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac, AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute, ADMINISTRATEUR
E. Guignard, —
Léon Peyrissac, —

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc., etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES,
à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES,
FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

J4 37-5

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 MARS 1913. — N° 6.

ÉCOLE COLONIALE BIBLIOTHÈQUE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC—PARIS. — *Code :* A. Z. *français.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE RÉGIME DOUANIER COLONIAL..... 161
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Le traité franco-espagnol..... 162
La question de Taza..... 163
Toujours l'Ouenza..... 164
La lutte contre le renchérissement de la vie..... 164
Les travaux publics de l'Afrique occidentale française et l'emprunt..... 165
La législation du travail à la Martinique..... 165
Le Conseil supérieur des colonies..... 165
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 166
Possessions britanniques..... 168
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Les Bambara. — P. CULTRU..... 170
V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 172
VI. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 176
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 182

LE RÉGIME DOUANIER COLONIAL

Nous avons, dans notre numéro du 10 février, reproduit *in extenso* le projet déposé par le gouvernement et dont nous avions précédemment donné une analyse. Nous avons cru devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs à la fois l'exposé des motifs et le dispositif du premier des projets de loi qui envisage le régime douanier colonial dans son ensemble et de façon spéciale. C'est là, en effet, quelque opinion qu'on puisse avoir à l'égard de certaines dispositions du projet, un acte de toute première importance pour le monde colonial, car il atteste le progrès qu'ont fait les idées émises dans tant de congrès et dans tant de revues coloniales et de journaux depuis environ sept années.

On a maintenant une base officielle de discussion et c'est un grand point. Il est vrai que des cinq ministres qui ont présenté le projet, deux ne font plus partie du gouvernement : M. Pams, ministre de l'Agriculture et M. Lebrun, ministre des Colonies, son principal artisan ; des trois autres un seul, M. Klotz, ministre des Finances, a conservé le portefeuille qu'il avait le 12 décembre quand le projet de loi a été signé. M. Steeg est, comme on sait, passé de l'Intérieur à l'Instruction publique et M. Fernand David, du Commerce à l'Agriculture.

Ces modifications gouvernementales pourraient être nuisibles à la réforme projetée, mais nous sommes convaincus que la cause de la réforme du régime douanier colonial trouvera en les nouveaux titulaires des ministères intéressés à la question des défenseurs empressés et au premier rang d'entre eux le nouveau ministre des colonies. M. Jean Morel, qui a déjà occupé les hautes fonctions auxquelles l'a rappelé la confiance de M. Briand, sait trop quelles sont les conditions essentielles d'existence de nos possessions d'outremer pour servir des manœuvres qui aboutiraient au *statu quo*. Dans les déclarations qu'il a, dès son entrée rue Oudinot, faites à certains journalistes ou à des commissions parlementaires, M. Jean Morel a du reste assuré de sa bonne volonté et de son dévouement à l'intérêt général. Or l'intérêt général et la réforme douanière sont inséparables, voilà ce qui est certain et ce que nous avons bien souvent montré. La métropole a intérêt à avoir des colonies prospères, et les colonies ne peuvent prendre quelque essor que sous un régime douanier relativement libéral.

Tout d'abord le ministre des colonies a accepté de dis-

joindre du projet, pour en assurer le vote plus rapide, la partie tendant à admettre l'entrée en franchise des produits coloniaux dits secondaires : cacao, café, etc... afin de favoriser nos colonies de production; mais sous réserve de dispositions de nature à empêcher l'introduction de produits des pays étrangers.

On sait avec quelle impatience est attendue par certaines de nos colonies la réforme qui permettra l'entrée en franchise de produits comme le café, le cacao. Aujourd'hui ces produits sont admis à une taxe qui est en général moitié de celle qui frappe les produits similaires étrangers. Avec la franchise les colonies productrices de ces denrées espèrent prendre une place assez large sur le marché métropolitain, étant donné que la France achète actuellement des quantités considérables de ces denrées à l'étranger et qu'elle en demande peu à celles de ses possessions qui en sont productrices.

Il est très bon qu'on hâte le vote de cette mesure qui sera une première satisfaction donnée à certaines de nos colonies; mais il ne faut pas que cette disjonction renvoie le reste du projet aux calendes. Ce n'est pas en tranchant ce premier point qu'on se libérera; ce qu'il faut, c'est réformer notre régime douanier colonial dans son ensemble et il est urgent qu'on institue un grand débat parlementaire sur ce sujet et qu'on aboutisse.

Nous nous sommes félicités du dépôt du projet gouvernemental et nous venons de déclarer qu'il servirait d'excellente base à une discussion; mais nous croyons qu'on sera bien inspiré en en modifiant certaines parties.

C'est ainsi que dans les dispositions substituées par le projet aux articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 11 janvier 1892, modifiées par la loi du 29 mars 1910, il est un article 6 ainsi conçu :

« Article 6. — Les droits d'importation et les droits d'octroi de mer, perçus sur les marchandises sans distinction d'origine ni de provenance, et les droits de consommation sont établis dans les colonies par l'autorité compétente en matière de contributions et taxes locales. Ils ne sont rendus exécutoires qu'après approbation par un décret en Conseil d'État rendu sur le rapport du ministre des Colonies, après avis conforme du ministre du Commerce et consultation du ministre des Finances et pour une durée de cinq ans. Les droits de sortie sont établis dans la même forme. Les droits de cette nature actuellement existants arriveront à expiration dans un délai de cinq ans à dater de la promulgation de la présente loi. »

Cet article soulève un certain nombre d'objections.

Comme l'a très bien montré M. Mettetal, secrétaire général de la Fédération intercoloniale, on peut s'étonner, tout d'abord, de voir figurer dans une loi de douane des dispositions qui ne concernent en aucune façon cette matière : droits d'importation et de sortie quand ils ne sont point différentiels, droits d'octroi de mer et de consommation, toutes taxes qui alimentent les budgets locaux et sont instituées jusqu'ici par les autorités locales sous la haute sanction du ministre des Colonies. Or, le texte nouveau ajoute à la sanction du ministre des Colonies celles des ministres du Commerce et des Finances, et c'est là une intrusion qu'on ne s'explique pas et qui ne peut qu'apporter des complications très nuisibles à nos colonies. On ne sait que trop, en effet, combien deux administrations ont de la peine à s'entendre et que quand il faut en mettre trois d'accord l'affaire demande de longs délais pour aboutir.

D'autre part, le délai de cinq ans fixé par le texte est trop court; il faudrait au moins une dizaine d'années de stabilité pour que les commerçants ou industriels puissent faire des affaires en quelque sécurité.

Il y a plus encore, cet article 6 est en contradiction formelle avec le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, décret paru au *Journal officiel* du 31 décembre. Nous ne reproduirons pas ici l'article 74 de ce décret, qui est le plus important en la matière, mais nous signalerons qu'à la différence du projet dont nous nous occupons, le décret du 30 décembre 1912 n'adjoint pas au ministre des Colonies les ministres des Finances et du Commerce pour apprécier et trancher des questions d'intérêt purement local, ne réclame qu'un décret en forme de règlement d'administration publique pour certaines colonies (celles pourvues d'un conseil général); un décret simple pour les colonies constituées en gouvernements généraux; et une approbation ministérielle seulement, pour les colonies non groupées et non pourvues d'un conseil général. Le projet, au contraire, exige un décret réglementaire dans toutes les colonies pour l'établissement des droits de consommation.

Il n'y a pas lieu de revenir sur un décret aussi récent que le décret sur le régime financier des colonies, paru il y a deux mois, et les dispositions de l'article 6 du projet de loi sur le régime douanier, si elles acquéraient force de loi, donneraient au système financier de certaines de nos possessions, à celui de l'Afrique occidentale française en particulier, une précarité qui serait un désastre. L'article 6 devrait purement et simplement disparaître du projet.

Cette critique que nous croyons devoir faire dès aujourd'hui sur un point du projet n'empêche pas, nous le répétons, que nous nous félicitons de son dépôt et que nous espérons le voir promptement discuter.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Le traité franco-espagnol. — Le traité conclu à Madrid le 27 novembre 1912 entre la France et l'Espagne, en vue de préciser la situation respective des deux pays au Maroc, est en ce moment soumis au Parlement. M. Noulens vient de déposer son rapport au nom de la commission des affaires extérieures. M. Noulens a eu l'heureuse idée de reproduire en annexe le texte de toutes les conventions que nous avons été appelés à passer au sujet du Maroc, non seulement avec l'Espagne, mais aussi avec l'Angleterre et l'Allemagne. On a ainsi réuni sous la main, sous un format commode, des documents dispersés un peu partout.

Sur le fond même du traité, M. Noulens ne pouvait pas apporter des considérations bien nouvelles. Il est publié depuis plusieurs mois et il a été longuement commenté par la presse. Cependant, sur deux points spéciaux, l'honorable rapporteur apporte des précisions intéressantes.

Le premier concerne l'étendue et la valeur des territoires que

l'Espagne nous a concédés à titre de compensation aux sacrifices que nous avons dû nous-mêmes consentir à l'Allemagne. Au nord, nous gagnons 400.000 hectares dans la région de l'Ouergha ; au sud, nous en gagnons 4 millions dans la région de l'oued Draâ.

« La vallée de l'Ouergha qui nous est ainsi donnée représente pour la France, dit M. Noulens, une valeur à un double point de vue : la région d'une fertilité remarquable paraît appelée à fournir en même temps qu'une production agricole intense de précieuses richesses minières. En outre, et c'est là le second avantage sur lequel nous appelons l'attention de la Chambre, la vallée de l'Ouergha étant au nord de Fez, notre zone sans cette concession aurait eu une limite vraiment trop rapprochée de la capitale politique du Maroc. C'est à tel point que l'application stricte du traité de 1904 eût attribué à la zone espagnole les territoires de tribus dont les caïds résident à Fez. »

Dans le sud, il ne peut plus être question de fertilité, car on est dans une zone qui touche au Sahara et où il ne pleut déjà plus guère. Cependant les avantages acquis ne sont pas sans importance. De ce côté, dit M. Noulens, « les vastes territoires auxquels l'Espagne a renoncé en notre faveur renferment peut-être dans leur partie septentrionale, comme le prétendent certains explorateurs, des richesses minérales. Ils ont pour nous, dans tous les cas, l'avantage de faciliter nos communications avec la Mauritanie par la voie de terre, en même temps qu'ils nous donnent l'accès dè l'Océan Atlantique, sur une longueur supplémentaire de 150 kilomètres environ dans la région du Sous. »

Le second point sur lequel M. Noulens fait la pleine lumière est la question de l'exercice du culte catholique dans la zone française. Il y avait là une difficulté assez grave. Depuis le commencement du XIII^e^ siècle, les Franciscains espagnols n'ont pas cessé d'entretenir des missions au Maroc. Et plusieurs bulles papales ont conféré à cet ordre une sorte de privilège pour l'apostolat dans ce pays. Ces bulles lui reconnaissent le droit de fournir exclusivement des prêtres pour le service du culte. Il était inadmissible que dans la zone française un ordre étranger continuât à jouir d'une pareille prérogative qui lui assure une influence qu'il pourrait exercer contre nous. La France ayant rompu toutes relations diplomatiques avec le Saint-Siège ne pouvait plus demander à celui-ci d'abolir le privilège des Franciscains espagnols. Mais ce qu'elle ne pouvait plus faire par un arrangement direct avec le pape, elle l'a fait indirectement par un article de son traité avec l'Espagne. En effet, dans l'article 8 de ce traité, il est dit que le gouvernement espagnol « fera en sorte que les privilèges religieux exercés actuellement par le clergé régulier et séculier espagnol ne subsistent plus dans la zone française ». En vertu de cette disposition, le gouvernement français pourra donc à l'avenir interdire aux prêtres et aux religieux espagnols d'exercer dans la zone française, sans s'exposer à des réclamations du gouvernement espagnol. Il devient libre de n'y plus admettre que des prêtres ou des religieux français ; et c'est ce qu'il fera à l'avenir.

La question de Taza. — La presse française, pendant cette dernière quinzaine, a discuté la question de Taza. Taza, on le sait, est une petite ville située au milieu du seul couloir qui permette de passer à travers les montagnes de l'Atlas entre la Moulouïa et Fez. Discuter s'il faut occuper Taza, c'est donc discuter s'il convient de réunir l'Algérie au Maroc atlantique. En principe, tout le monde est d'accord sur la nécessité de cette occupation ; il est évident que notre empire du nord de l'Afrique ne sera complètement constitué que quand la grande voie ferrée centrale qui part de Tunis, passe par Constantine, Alger et Oran sera prolongée jusqu'à Casablanca, en passant par Taza et Fez. Mais c'est sur l'urgence que l'on diffère. Les uns demandent qu'on aille à Taza tout de suite et les autres que l'on remette l'opération à des temps plus propices.

Voici comment la situation se présente.

Nous avons actuellement au Maroc 57.000 hommes. On sait que le gouvernement ne veut pas en envoyer davantage, et il ne peut qu'être confirmé dans son intention par la formidable progression des armements à laquelle nous assistons depuis quelques semaines en Europe. Chaque nation s'efforce de porter sa puissance militaire au maximum. La France est obligée de faire comme les autres. Il lui est donc impossible de se dégarnir davantage au profit du Maroc.

Par conséquent, nos opérations militaires au Maroc doivent être calculées d'après ce chiffre de 57.000 hommes disponibles qui ne peut plus être augmenté. Si nos ressources en soldats étaient illimitées, la soumission complète du pays pourrait être entreprise sur tous les points à la fois. Mais du moment qu'il n'en est malheureusement pas ainsi, il faut sérier les opérations et n'entreprendre que ce qu'on peut faire avec 57.000 hommes.

Or, le général Lyautey en revenant au Maroc après deux mois et demi d'absence, a trouvé le pays dans un état, qui sans être alarmant réclame toute son attention. Sur trois points du Maroc occidental les populations sont en effervescence. Premier point : dans les régions au sud de Fez et de Meknès nos postes sont sans cesse attaqués par les Béni-M' Guild et les Béni-M' Tir, et la route de Fez à la côte n'est pas absolument sûre. Second point : la région du Tadla au sud-est de la Chaouia voit constamment se former de bandes qui trouvent un appui chez les Zaïane, puissante tribu berbère insoumise qui nous marque une hostilité ouverte. On dit couramment que le territoire des Zaïane c'est la Grande Kabylie du Maroc ; cela indique quel gros effort il faudra faire pour réduire cette tribu. Troisième point : les expéditions heureuses du général Brulard, qui ont amené la destruction des kasbahs d'E Kouti et d'Anflous, ont calmé les populations des environs de Mogador, mais celles-ci sont loin d'être pacifiées ; et il n'y a pas à espérer qu'elles puissent l'être jamais complètement tant que le prétendant El Hiba tiendra le Sous et en fera un foyer d'agitation contre nous.

A ces trois champs d'action, serait-il prudent d'en ajouter en ce moment un quatrième en allant à Taza ? Il semble que non à beaucoup de bons juges. Ce serait trop de besogne à la fois pour les 57.000 hommes de notre corps d'occupation. Il faut donc choisir. Ou l'on ira à Taza, et alors ou sera obligé de négliger un ou peut-être deux des points où la lutte est engagée en ce moment. Ou l'on ajournera définitivement l'opération de Taza pour s'occuper vigoureusement des trois points en question sur lesquels on concentrera tout notre effort.

Tout bien pesé, c'est évidemment l'ajournement de l'opération de Taza qui s'impose. En effet, au sud de Meknès, dans le Tadla et dans le sud du Maroc, ce n'est pas nous qui commandons aux événements, ce sont les événements qui nous commandent ; ce sont les indigènes qui nous attaquent et qui par conséquent nous obligent à combattre. A Taza, au contraire, si la région est insou-

mise, du moins elle n'est pas agressive, les populations ne nous attaquent pas, nous sommes maîtres de choisir notre heure pour nous mettre en mouvement. Donc, nous pouvons attendre. C'est ce que M. Robert de Caix a lumineusement exposé dans le *Journal des Débats*.

En prenant une décision ferme à ce sujet, le général Lyautey acquerrait des moyens qui lui ont manqué jusqu'ici pour achever la pacification de la côte atlantique. Dans le dessein d'aller à Taza, on maintient sur la Moulouya un corps de 12.000 hommes qui attend depuis près d'un an l'occasion d'agir. Si on prenait son parti d'ajourner d'un an ou deux la marche sur Taza, une partie de ce corps deviendrait disponible; on pourrait la transporter dans le sud marocain où elle permettrait de faire disparaître El Hiba dont la présence est une cause permanente de troubles que nous ne pourrons pas indéfiniment supporter.

Toujours l'Ouenza. — Réunies extraordinairement le 15 janvier dernier les délégations financières algériennes avaient décidé d'envoyer à Paris une commission de dix-sept membres chargée d'une double mission : 1° insister auprès de la Chambre des députés pour qu'elle se prononce sur l'affaire de l'Ouenza avant le 10 avril prochain, date à laquelle expire le délai fixé pour l'approbation du contrat passé avec un consortium international pour l'exploitation de la mine ; 2° insister auprès des pouvoirs publics pour obtenir l'approbation du vote par lequel les délégations financières ont décidé que la colonie rachèterait le réseau du Bône-Guelma.

La commission était nommée et prête à partir au commencement de ce mois, lorsque, péripétie inattendue, elle a annoncé que son voyage n'avait plus d'objet.

Que s'était-il passé ?

La commission des travaux publics de la Chambre saisie du dossier de l'Ouenza venait d'en voter le renvoi au gouvernement pour étude complémentaire. Elle avait motivé sa résolution par ce fait que depuis que le projet de loi approuvant la concession d'un chemin de fer entre Bône et l'Ouenza — il y a six ans — des faits nouveaux se sont produits. Ces faits nouveaux nous les avons déjà plusieurs fois signalés. C'est la découverte de gisements importants au sud de Tebessa. La commission estime que ces faits nouveaux modifient considérablement les données du problème des transports par voie ferrée dans le sud et dans l'est de la province de Constantine. C'est pourquoi elle demande une étude complémentaire.

Cette étude complémentaire on n'aura pas le temps de la faire avant le 10 avril. Le vote de la commission équivaut donc au rejet pur et simple de l'ancienne convention de l'Ouenza. Et c'est ce qui rendait le voyage de la commission des délégations désormais inutile. Bien qu'une réunion officieuse des délégations financières l'ait engagée à venir quand même à Paris pour soutenir au moins le projet de rachat du Bône-Guelma, elle s'est finalement abstenue.

Comme cela était à prévoir depuis quelques mois, l'Algérie va donc recouvrer sa liberté le 10 avril prochain. Elle devra préparer de nouveaux projets pour l'exploitation des grandes richesses minières de la province de Constantine. On parle aujourd'hui de faire construire par la colonie elle-même une ligne qui les desservirait toutes en partant du Djebel-Onk, en passant par le Bou-Kadra et l'Ouenza et en aboutissant au port de Bône. L'exploitation de chaque gisement ferait l'objet d'une adjudication publique.

La lutte contre le renchérissement de la vie. — Le renchérissement de la vie est un phénomène général qui, nous l'avons déjà constaté plusieurs fois, sévit dans nos possessions d'Afrique comme dans le reste du monde. Mais en Afrique, l'opinion publique, on le sait, en est encore à croire que des mesures administratives peuvent diminuer les effets de la loi de l'offre et de la demande et par conséquent abaisser les prix. Elle sollicite donc de l'administration toutes sortes de mesures restrictives inspirées par l'espoir qu'en gênant le commerce elle retiendra les marchandises sur ses marchés et les obtiendra à bon compte.

C'est ainsi qu'on été prises des mesures pour interduire en Tunisie l'exportation du poisson et pour interdire en Algérie l'exportation des agneaux au-dessous de l'âge de 20 mois. L'interdiction de l'exportation du poisson a été rapportée au bout d'un an par la Tunisie parce qu'elle avait eu un résultat tout contraire à celui qu'on se proposait ; elle avait doublé le prix du poisson. D'après les protestations qui s'élèvent contre l'interdiction de l'exportation des agneaux en Algérie, il est à présumer que cette mesure ne durera pas longtemps non plus.

En attendant, l'administration tunisienne vient de faire l'essai d'une nouvelle restriction qui ne paraît pas devoir être plus heureuse. Dans les premiers jours de février, un décret du bey a formellement interdit sur tout le territoire de la régence « le racolage des denrées alimentaires telles que : volaille, pigeons, lapins domestiques, gibier, œufs, beurre, fruits, légumes, poisson, céréales, bétail, etc. ». D'après le même décret : « constitue le racolage toute opération d'achat et de vente ou tendant à provoquer par stationnement, exposition, appel, etc., l'achat ou la vente des denrées ci-dessus, en dehors des marchés publics officiellement reconnus et dans les lieux même non publics mais ouverts et accessibles à tous ».

Ce qu'on voulait atteindre, c'est le petit courtier qui à travers la brousse s'en va de tente en tente et de gourbi en gourbi ramasser les quelques volailles et les quelques œufs que l'indigène peut avoir à vendre. On espérait ainsi obliger le campagnard indigène à apporter directement ses produits au marché et supprimer l'intermédiaire et le profit qu'il prélève sur la marchandise. Mais les produits du poulailler d'un Arabe sont trop peu de chose pour qu'il se décide à aller les porter lui-même au marché et ses mœurs lui interdisent d'y envoyer sa femme, de sorte que le premier effet du nouveau règlement a été de raréfier les produits sur les marchés et par conséquent d'amener une nouvelle augmentation de la cherté de la vie.

Aussi n'y avait-il pas trois semaines que l'interdiction du racolage avait été publiée que les plaintes ont recommencé dans les journaux tunisiens. Un correspondant de la *Dépêche Tunisienne* constate l'inefficacité du décret et propose comme remède de créer des colis postaux de 20 ou 30 kilogrammes qu'il appelle colis de ravitaillement. Ces colis postaux permettraient à la campagne de se fournir aisément chez l'épicier de la ville, et ils permettraient en retour à l'habitant de la ville de faire venir aisément de la campagne la volaille et les œufs. « Rien ne serait plus facile, dit-il, à un colon de bonne volonté où à un indigène débrouillard, que de centraliser chez lui la provision de toutes les basses-

cours de sa petite région et d'expédier à jour fixe à la ville l'ensemble de ces produits. »

La création de ces colis postaux serait, croyons-nous, excellente comme toute mesure qui aura pour effet de faciliter les échanges. Mais ce nouvel échec de la restriction devrait ouvrir les yeux à nos colons tunisiens. Il faut qu'ils se persuadent bien que toute mesure qui porte atteinte à la liberté du commerce finit par constituer une charge que doit supporter forcément le consommateur ; elle élève les prix au lieu de les abaisser. L'interdiction du racolage est une erreur du même genre que l'interdiction de l'exportation du poisson. On n'aura pas mis longtemps à s'apercevoir qu'elle aura forcément les mêmes conséquences. Plus vite on y renoncera et mieux cela vaudra.

Les travaux publics de l'Afrique occidentale française et l'emprunt. — Nous avons à diverses reprises insisté sur l'intérêt qu'il y avait à voter le plus tôt possible l'emprunt réclamé par l'Afrique occidentale française. Les 150 millions de francs auxquels monte le nouvel emprunt doivent servir à exécuter des travaux publics qui apporteront une nouvelle et sensible amélioration aux moyens de communication déjà existants et dont ils sont la suite naturelle. Mais il y avait surtout urgence à voter cet enseignement afin que la colonie pût poursuivre les travaux sans interruption, sans avoir, par exemple, à licencier les nombreux indigènes réunis sur les chantiers. Le Parlement ne s'étant pas prononcé sur l'emprunt au cours de la session extraordinaire de 1912, le gouverneur général d'accord avec le ministre des colonies fit voter une loi qui, en aménageant les reliquats des emprunts antérieurs permît d'éviter les fâcheuses conséquences qu'on redoutait ; mais l'effet bienfaisant de ce palliatif est aujourd'hui épuisé. Le correspondant du *Temps* à Dakar écrivait (n° du 1er mars) : « On sait que l'Afrique occidentale sollicite depuis de longs mois l'autorisation de contracter un emprunt qui n'imposera pas un sou de frais à la métropole. L'autorisation se faisant attendre, l'administration locale va se trouver dans la nécessité d'interrompre les travaux du Thiès-Kayes et de licencier le personnel ouvrier qui y est employé.

« Ce chemin de fer de Thiès à Kayes, qui doit avoir un développement total de 673 kilomètres, dont 282 seulement restent à construire, est la plus importante des artères prévues, puisqu'il doit réunir au littoral le Haut-Sénégal Niger, la seule de nos colonies qui n'ait point accès à la côte. Le principe du projet a été posé par les lois d'emprunt déjà votées. Son utilité est donc nettement établie et reconnue par le Parlement. Or, faute de ressources, le gouvernement général avait déjà songé à interrompre les travaux en octobre dernier.

« Grâce à un expédient de trésorerie, on avait pu les prolonger pour quelques mois. On pensait alors que la première tranche du nouvel emprunt pourrait être émise le 1er avril. Cet espoir n'étant plus réalisable, les travaux devront être suspendus : la main-d'œuvre indigène qu'on avait eu beaucoup de peine à réunir sera dispersée : le personnel européen que néanmoins il faudra payer restera inoccupé.

« Il en résultera, à la reprise des travaux, une hausse sensible du prix de revient kilométrique. En attendant, cette stagnation produira l'effet le plus fâcheux sur nos indigènes autant que sur les Européens. » L'Afrique occidentale française a toujours fait un emploi rémunérateur des emprunts qu'elle a naguère contractés ; le Parlement pouvait donc ici assez rapidement donner l'autorisation. Il serait bien nécessaire qu'il ne tardât plus ; et il ne faut pas surtout qu'on en arrive à objecter que maintenant qu'on a arrêté les travaux on peut prendre son temps. Ce serait aggraver un mal qui n'est déjà que trop réel.

La législation du travail à la Martinique. — Le 2 mars 1912, un décret a étendu à la Martinique les dispositions du livre Ier du code de travail et de la prévoyance sociale, pris en exécution de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1910, portant codification des lois ouvrières qui concernent les conventions relatives au travail. Le rapport qui précédait ce décret exposait que les résultats d'une mission confiée à un inspecteur du travail envoyé dans la colonie s'étaient traduits par l'établissement de plusieurs projets préparatoires dont la mise au point demandait, pour quelques-uns du moins, un certain délai. Un de ces projets est devenu le décret du 9 novembre 1912 qui a créé un conseil de prud'hommes à Fort-de-France. Poursuivant cette tâche, le ministre des colonies a fait signer un nouveau décret le 12 février 1913. Ce texte a été soumis au comité permanent de la législation coloniale du travail et de la prévoyance sociale institué auprès du ministère des colonies par un décret du 4 décembre 1911. Ce comité a arrêté le 2 juillet 1912 un texte qu'il a demandé qu'on soumît au conseil général de la colonie. L'assemblée locale a donné son adhésion à ce texte, sous réserve d'une nouvelle rédaction de l'article 37, relatif aux inspecteurs du travail ; cette rédaction a été adoptée. La loi du 26 novembre 1912 étant intervenue pendant ce temps pour codifier en France les lois ouvrières sur la réglementation du travail, qui avaient précisément servi de base à l'élaboration du projet précité, c'est en exécution de l'article 6 de cette loi qu'un décret a été pris qui détermine les conditions d'application à la Martinique des dispositions du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale. Nous avons fait remarquer naguère que le ministre des colonies avait été bien inspiré en faisant signer le décret de décembre 1911 qui entoure d'un certain nombre de précautions l'extension de la législation du travail aux colonies ; cet organisme a fonctionné ici et il faut espérer qu'il n'y aura pas à regretter cette première extension à une colonie de la législation du travail métropolitaine, mais nous persistons à croire qu'il faut apporter une grande prudence à cette exportation réclamée avec insistance par quelques parlementaires qui se grisent plus de formules que de réalités.

Le Conseil supérieur des colonies. — En réponse à une question écrite que lui a posée M. Thalamas, le ministre des colonies a fait savoir que la dernière assemblée plénière du Conseil supérieur des colonies remonte au 6 juin 1891 et la dernière assemblée de section au 12 juillet 1897. Il faut retenir ces deux dates, elles sont non la condamnation de l'attitude du ministre à l'égard du conseil, mais la condamnation de l'institution même. Le Conseil supérieur des colonies, tel qu'il est actuellement composé, est un organisme inutilisable qu'il vaut certes mieux laisser dans l'inaction que de réunir. Mais il serait bon que cessât cette comédie d'un grand corps qui figure pompeusement dans les annuaires officiels, y occupe plusieurs pages et qui cependant ne se réunit jamais.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Le développement des colonies en 1911-1912. — Le gouvernement a remis aux membres du Parlement le mémoire annuel sur le développement des colonies d'Afrique et d'Océanie, d'avril 1911 à avril 1912. Depuis trois ans, il n'a pas paru de mémoire sur Kiaotchéou; il n'en sera publié que tous les cinq ans.

Dans toutes les colonies, sauf le Togo, où l'achèvement des travaux de chemins de fer détermina un léger recul (de 363 à 345), la population blanche a augmenté; elle comprenait, au total, le 1er janvier 1912 : 23.342 individus, au lieu de 21.667 l'année précédente. Elle dépassait, de plus du double, celle de 1906, et de plus du triple, celle de 1903. L'augmentation a été de 5,6 0/0 au Cameroun (de 1455 à 1537), de 6 0/0 dans le Sud-Ouest, de 9 0/0 en Nouvelle-Guinée (de 1169 à 1278), de 15 0/0 dans l'Afrique orientale. Dans le district de Moschi, la population blanche a passé de 643 à 831; le nombre des Allemands s'y éleva de 295 à à 432, formant ainsi plus de la moitié du total, celui des Boers est resté stationnaire (232), celui des Européens du Sud, Italiens et Grecs a peu changé (77 au lieu de 66). Dans le Sud-Ouest, les Allemands ont augmenté dans la proportion de 10 0/0, alors que les étrangers diminuaient, en nombre, de 5 0/0. Le nombre des fermiers a monté de 1.141 à 1.245 (plus de 9 0/0). L'étendue des fermes embrassait, en chiffres ronds, 13 millions d'hectares; elles possédaient 141.000 têtes de gros et 631.000 têtes de petit bétail.

Le présent mémoire fournit sur la population de couleur des chiffres, en partie, plus précis que les mémoires précédents. Il évalue le nombre de cette population à 11.751.700 individus, pour toutes les colonies, sauf Kiaotchéou. Il faut y ajouter 25.890 Noirs non indigènes. Ces non-autochtones compteraient pour 14.933 dans l'Afrique orientale : Indiens, Persans, Arabes, Syriens, Egyptiens, etc. Le nombre des indigènes de cette colonie aurait été jusqu'ici, paraît-il, fortement exagéré; on l'évalue actuellement à 7.495.800. Les estimations s'élèvent à 2.537.400 pour le Cameroun, 1.003.000 pour le Togo, 600.000 pour la Nouvelle-Guinée, et 86.120 pour le Sud-Ouest (81.950 indigènes et 4.170 non indigènes, et sans compter ni les Ovambos, ni les tribus de la région de l'Okavango-Zambèse). On compte 3.544 Bastards de Rehoboth, et 1.647 métis. Le mémoire renouvelle les anciennes plaintes sur le faible penchant des Noirs au travail. Cependant, le gouvernement se préoccupe par-dessus tout, d'améliorer la situation des travailleurs. Pour les Ovambos, des points d'eau ont été créés, sur la route venant de leur pays, et des refuges installés dans quatre localités. L'hôpital de Windhuk pour les indigènes est un établissement modèle. Dans l'Afrique orientale, en 1911-1912, on a vacciné plusieurs centaines de mille d'indigènes. Les travaux d'assainissement, entrepris contre la maladie du sommeil font, ici et au Cameroun, des progrès manifestes. Au Togo aussi, dans des districts entiers, la population a été vaccinée contre la petite vérole.

Le commerce total des colonies allemandes eut, en 1911, une valeur de 240 millions de m., répartie comme il suit (en millier de m.) :

Colonies	Import.	Export.	Total
Togo.....	9.620	9.317	18.937
Cameroun.....	20.317	21.250	50.568
Sud-Ouest.....	45.301	28.573	73.875
Afrique orientale..	45.891	22.437	68.329
Colonies africaines.	130.131	81.579	211.710
Nouvelle-Guinée...	8.014	12.026	20.041
Samoa.....	4.066	4.389	8.456
Ensemble 1911....	142.212	97.996	240.208
Ensemble 1910....	128.842	100.841	229.683
Différence.....	+ 13.370	— 2.845	+ 10.525

Les plantations européennes, dans les colonies allemandes, couvrent aujourd'hui une surface de 800.000 hectares. Dans l'Afrique orientale, il y a 14.000 hectares, dont plus de la moitié productifs, qui sont plantés en cotonniers. La culture du caoutchouc occupe au Togo, au Cameroun, dans l'Afrique orientale, et en Océanie, environ 44.000 hectares, dont 1/3 est en rapport. Les plantations de cacao s'étendent sur 13.000 hectares, principalement au Cameroun et à Samoa; la superficie est de 3.000 hectares pour le café, et 36.000 hectares pour les plantations de cocotiers; plus des 2/3 de ces dernières, avec plus de 7 millions d'arbres, se trouvent dans la Nouvelle-Guinée, non comprises, bien entendu, les plantations appartenant aux indigènes. Le nombre des plantations, au Cameroun, dans l'Afrique orientale et à Samoa, s'élève à 762; elles occupent un personnel blanc de 782 employés, et plus de 76.000 ouvriers noirs. Les valeurs des produits exportés en 1911-1912, furent les suivantes : coton 1.886.000 m., dont 1.332.000 pour l'Afrique orientale, et 554.000 pour le Togo; chanvre sisal (Afrique orientale) : 4.500.000 m.; caoutchouc : 16.750.000 m., dont 15 millions au Cameroun, 1.775.000 en Afrique orientale, 832.000 au Togo et 100.000 en Nouvelle-Guinée; cacao : 3 millions 307.000 m. au Cameroun, 770.000 m. à Samoa; café (Afrique orientale) : 1.266.000 m.; copra : 4.500.000 m. en Nouvelle-Guinée, 3.583.000 à Samoa, 1.845.000 dans l'Afrique orientale et 64.000 m. au Togo; huile et amandes de palmes : 5.572.000 m. au Cameroun, 5.267.000 m. au Togo; tabac (Cameroun) : 18.000 m. Aux exportations de cette dernière colonie figurent les bananes fraîches (100.000 m., contre 14.000 m. en 1910). Le Sud-Ouest exporta 153 kilogrammes de diamants valant plus de 23 millions de m. contre 178 kilogrammes valant 26.869.000 m. l'année précédente. L'exportation de minerai de cuivre et de plomb ont une valeur de 4.100.000 m. au lieu de 4 millions 5, l'exportation de bétail vivant 50.000 m. seulement, et l'exportation de produits d'origine animale et de guano 571.000 m. En somme, les résultats de la production agricole dans les colonies allemandes, accusent une augmentation pour le coton, en Afrique orientale (presque le double relativement à 1910-1911), pour le coton, les amandes et l'huile de palme au Togo, pour le cacao et le copra à Samoa. Dans l'Afrique orientale et au Cameroun, les indigènes, outre la production en vue de leur consommation propre, et de l'exportation au dehors, s'adonnent toujours davantage à la production de denrees alimentaires, destinées à être vendues sur les marchés de l'intérieur. A cet égard, il faut mentionner, au Cameroun, et dans l'Afrique orientale, les progrès de l'élevage. Malheureusement, il

faut toujours craindre la peste bovine ; pour la combattre, dans l'Afrique orientale, un service vétérinaire a été organisé, pendant l'année du rapport.

En 1911-1912 furent importés dans les colonies allemandes, pour 142 millions de m. de marchandises (129, l'année précédente). La part de l'Allemagne se chiffrait par un peu plus de 90 millions, soit 63 0/0. Au premier rang se plaçait le Sud-Ouest, dont l'importation provenait, pour 83 0/0, de la métropole. Cette proportion était des 3/4, pour le Cameroun, et de 2/3, pour la Nouvelle-Guinée. Dans l'Afrique orientale, 55 0/0 de l'importation était d'originé allemande, mais ce calcul ne tient pas compte des produits allemands introduits dans la colonie, par la frontière terrestre. Au Togo, l'Allemagne peut à peine revendiquer 40 0/0 des importations (3,81 millions sur 9,62), mais ici, est compris 1.320.000 m. de monnaie d'argent provenant des colonies africaines voisines. Samoa demande à l'Allemagne pour 855.000 m., un peu plus de 1/5 des importations.

La situation financière, en 1911-1912, pour les colonies africaines, a été bonne. Dans l'Afrique orientale, les recettes propres montèrent de 3, 6 millions m., en 1903, à 13,2 millions, en 1910. Elles sont évaluées, pour 1913, à 13,8 millions. Les douanes rapportèrent : 4 420.000 m. (+ 360.871), l'impôt sur les huttes et les maisons et la capitation : 4.270.000 m. (+ 567.112), et l'impôt des patentes : 750.000 m. (+ 171.566). Au Cameroun, les recettes se sont élevées, entre 1903 et 1910, de 2 millions à près de 7 millions de m. Les douanes ont donné 4.700.000 m., soit presque 750.000 m. de plus qu'en 1910-1911, en 1 million 1/2 de plus que les prévisions, les impôts directs sur les indigènes, et les tributs des pays du Tchad : 1.900.000 m. (+ 350.000). Les autres recettes ont dépassé les prévisions de 260.000 m. Au Togo, l'exercice financier 1911 s'est clôturé par un excédent de 672.924 m. Les impôts produisirent 796.250 (+ 20.000), les douanes plus de 2 millions de m. (+ 260.000). Le bilan de 1911, pour la Nouvelle Guinée, n'est pas encore établi ; mais il paraît que les recettes totales des douanes dépassent de 130.000 m. celles de l'année précédente, et de 164.000 les prévisions budgétaires. Entre 1903 et 1909, les recettes augmentèrent de 131.000 m. à 855.000 m., pour la « vieille colonie » et de 64 000 m. à 362.000 m., pour les Carolines, les Palaos et les Marianes. La progression, à Samoa, fut de 477.000 m. à 733.000 m. En 1911, les recettes atteignirent 1 million de m., dont 600.000 m. pour les douanes, et presque 315 000 m. pour les impôts. Ainsi toutes les colonies tropicales ont eu des accroissements de recettes. Il en fut autrement dans le Sud-Ouest. Les recettes furent inférieures de 1.410.000 m. aux prévisions (14.580.000 m. au lieu de 15.990.000). Les impôts, les taxes diverses et les recettes des ports donnèrent, il est vrai, une augmentation de 1 million de m. relativement aux prévisions, mais les recettes des douanes (9 millions m.) leur furent inférieures de 2 millions, et les recettes de l'administration minière (2 millions 186.000 m.), inférieures de 475.000 m. En définitive, la moins-value fut de 1.410.000 m.

En dix ans, de 1903 à 1913, les recettes des colonies allemandes se sont élevées de près de 35 millions de m. (9.690.000 m. et 44.670.000), et les subventions de l'Etat de moins de 2 millions de m. (20 560.000 m. et 22.490.000). C'est le budget ordinaire des colonies africaines qui permet de faire face au service des emprunts coloniaux, lequel, en 1913, exige de l'Afrique orientale : 4 millions 758.000 m., du Sud-Ouest : 3.218.502 m., du Cameroun : 1.323.418 m., et du Togo : 765.070 m. ; au total, 10 millions de m. en chiffres ronds.

Les chemins de fer coloniaux. — Le 14 février dernier, à l'hôtel Ablon, à Berlin, en présence du ministre des colonies, et d'une nombreuse assistance, l'ingénieur en chef Baltzer fit une conférence sur l'état actuel de l'ouverture de l'Afrique par les voies ferrées. Le ministre prononça, ensuite, un discours programme. La question de la construction des chemins de fer, dans les colonies, fut aussi traitée, dernièrement, par le conseiller de gouvernement Schlüpmann, du ministère des colonies, dans une conférence à l'Institut colonial de Hambourg.

Comme on le sait, l'exécution du programme, établi en 1908, touche à sa fin. L'Allemagne possédera bientôt 4.500 kilomètres en chiffres ronds, de chemins de fer coloniaux, autant que les deux districts réunis de Halle et de Posen, pour la direction des chemins de fer prussiens. Le capital d'établissement de ces voies ferrées coloniales s'élève à environ 378 millions de m., ce qui fait, en moyenne, 84.000 m. le kilomètre. La science allemande s'est, paraît il, montrée à la hauteur des plus grandes difficultés, à tel point que l'ingénieur anglais, qui accompagnait le ministre allemand des colonies, dans son voyage, sur la ligne de l'Uganda, désirait par-dessus tout, connaître les chemins de fer de l'Afrique orientale allemande, parce que, disait-il, il y trouverait beaucoup à apprendre, quant à la technique. Sauf la ligne des monts Manenguba, tous les grands chemins de fer coloniaux sont la propriété de l'Etat ; c'est seulement pour la forme que la Centralbahn de l'Afrique orientale est une entreprise privée, car l'Etat possède plus de 90 0/0 des action, et il a avancé l'argent nécessaire à la construction, au delà de Morogoro. Il s'en faut encore de beaucoup, actuellement, que le réseau colonial allemand soit complet. L'Afrique orientale est dépourvue de voies ferrées, au sud et au nord-ouest. Au Togo, la ligne conduisant à la frontière nord n'a pas encore atteint le 1/3 de sa longueur. Au Cameroun il reste presque tout à faire. Au Sud-Ouest, on ne pourra pas longtemps se contenter de ce qui existe.

L'administration coloniale est résolue, a déclaré M. Solf, à continuer l'œuvre commencée ; elle considère comme un de ses devoirs les plus importants d'étudier tous les projets qui lui sont soumis, à l'effet d'étendre le réseau actuel. Cette étude doit être faite non pas à Berlin, du moins, en premier lieu, mais dans les colonies elles-mêmes. Ces projets divers étant actuellement, aux mains des gouverneurs, M. Solf n'a pas voulu les exposer en détail.

M. Schlupmann s'est montré opposé au prolongement jusqu'au lac Victoria, de la ligne de l'Osambara, puisque le profit que l'Allemagne en tirerait lui est procuré, sans qu'il lui en coûte rien, par la ligne anglaise de l'Uganda. S'il existait deux lignes concurrentes aboutissant au lac Victoria, chacune d'elles ne produirait pendant longtemps que 1 0/0 de revenu tout au plus, alors que la ligne de l'Uganda rapporte aujourd'hui plus de 2 0/0. En renonçant à faire concurrence à la ligne anglaise, l'Allemagne économisera par an, environ 3 0/0 des frais de construction d'un chemin de fer particulier menant au lac Victoria. Ces sommes seraient aujourd'hui mieux employées à servir les intérêts d'autres constructions neuves. M. Schlupmann s'est aussi prononcé contre le projet d'une ligne partant de Swakopmund ou de Luderitzbucht et pénétrant dans la colonie du Cap. Une telle ligne pour-

rait être préférée à la voie de mer par les voyageurs, mais elle ne serait certainement pas utilisée pour les gros transports.

Des chemins de fer coloniaux allemands il n'en est qu'un seul, celui d'Otavi, qui soit en état de payer les intérêts du capital engagé. Tous les autres donnent, au plus 2 0/0 de revenu ; mais il ne faut pas oublier que ces lignes sont encore dans la période des débuts. Les tarifs sont partout très élevés. M. Solf, dans son voyage en Afrique, a recueilli, à ce sujet, les doléances des colons. Elles ne lui paraissent nullement injustifiées. A l'origine l'on se préoccupait avant tout, des bénéfices ; cette considération seule détermina le Reichstag à voter les constructions demandées ; mais aujourd'hui l'on comprend qu'il est impossible « de semer et de récolter à la fois ». L'essentiel, au point de vue du développement économique, comme l'a dit le ministre, ce n'est pas de réaliser de grosses recettes, c'est d'avoir un grand trafic. « Les coloniaux préfèrent un chemin de fer transportant 1 million de tonnes de marchandises et donnant un revenu de 1 0/0 à un chemin de fer transportant 100.000 tonnes et donnant un revenu de 4 0/0. La perte de revenu dans le temps présent, est largement compensée par l'essor économique croissant. » Aussi le ministre est-il d'avis que les tarifs doivent être établis non pas d'après les résultats actuels de l'exploitation, mais d'après le rendement probable dans l'avenir.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

La question de l'éducation.

Il vient de paraître un très important rapport officiel sur la politique du gouvernement indien en matière d'éducation. Au début de ce document, il est rappelé le discours du roi à l'Université de Calcutta et les promesses de dons impériaux faits à cette époque. L'éducation indienne est en progrès et il est injuste de comparer les systèmes encore embryonnaires employés dans l'Inde à ceux bien établis des autres nations, en même temps qu'équitable de reconnaître les bons résultats des réformes de lord Curzon. Il convient, dit le rapport, d'adopter une ligne politique générale, tout en appliquant des traitements variables suivant les différentes contrées de l'Inde. Ce pays a besoin entre autres choses d'un musée ethnographique et les gouvernements locaux devront nommer des commissions chargées d'enquêter sur les questions de l'hygiène scolaire. Le nombre croissant des institutions ne doit pas être au détriment de l'amélioration de leur installation matérielle, ni du recrutement et des salaires des professeurs. L'enseignement primaire et secondaire doivent être plus pratiques. L'instruction libre, obligatoire pour les masses, n'est pas pratique pour des raisons précises, financières et administratives, mais le gouvernement espère ouvrir très prochainement 91.000 écoles d'enseignement primaire et doubler le nombre des pupilles qui s'élève maintenant à 4.500.000 élèves. De grands efforts sont faits pour améliorer l'instruction des filles. En ce qui concerne les écoles anglaises d'enseignement secondaire, le gouvernement indien est d'avis qu'il faut encourager les institutions privées sous le contrôle et avec la participation financière de l'Angleterre. Il reconnaît les services rendus par les missionnaires, mais attire l'attention sur les mauvais résultats obtenus dans certaines écoles, notamment au Bengale et réclame des professeurs mieux instruits et mieux payés. Le rapport traite enfin la question des universités et celle de la réorganisation du corps enseignant. Par l'importance des problèmes ainsi traités et la hauteur de vues qui l'inspire, ce travail justifie la création du nouveau département de l'éducation et la nomination à sa tête de sir Harcourt Butler.

L'absorption de l'or.

Le rapport annuel pour 1911-1912 du service de la circulation fiduciaire de l'Inde, qui a paru à Simla à la fin de décembre, éclaire la question, tant débattue récemment, de l'absorption d'or par l'Inde. Le rapport voit une preuve de la prospérité du pays dans le fait que l'Inde a absorbé 30 crores (soit 20 millions de livres sterling) de monnaie de tout genre, ce qui est le maximum jusqu'ici. Sur un volume total, d'après les dernières estimations, de 180 crores d'argent, 60 de billets de banque et 60 d'or, il a été absorbé 11 crores 5 d'argent, 7,5 de billets et 11,4 d'or. Les importations de souverains, qui dépassent tous les précédents, ont atteint 17.666.666 livres sterling. Le Pundjab a absorbé à millions de livres sterling ; Bombay et Madras, 1,1/2 ; les Provinces-Unies, plus de 1 ! la Birmanie, 1/2.

Il résulte des enquêtes spéciales que, dans le nord et l'ouest de l'Inde, le public emploie l'or plutôt comme monnaie que comme objet d'ornement. Dans le Pundjab, tandis que les exportateurs européens préfèrent l'argent, à cause des dangers du transport de l'or par chemin de fer, l'or fait prime pour les maisons indigènes, qui voient en lui un moyen d'obtenir de meilleures conditions. Dans tel endroit que l'on cite, les marchands ne tiennent pas à accepter des souverains, parce qu'il en circule beaucoup de faux.

En somme, dans certaines parties du pays, le souverain sert de plus en plus comme monnaie ; dans d'autres, on le transforme en ornements et en bijoux. Il est fort employé dans les commerce du blé et du coton, mais n'est guère accueilli dans ceux du jute et du riz.

CANADA

La marine canadienne et le gouvernement Borden.

Nous avons dit (1) que dans un grand discours prononcé aux Communes le 12 décembre, sir Wilfrid Laurier avait dénoncé le projet Borden et réaffirmé sa politique d'une marine canadienne autonome. Le 13 février, le bill naval du gouvernement Borden a subi sa première lecture. Après un débat animé, la proposition du cabinet conservateur a été adoptée par 115 voix contre 83 et l'amendement Laurier rejeté par 122 voix contre 75. Le colonel Mc Lean, libéral, a voté avec le gouvernement. Il en a été de même lors de la seconde lecture qui a eu lieu le 28 février et a donné les résultats suivants : 114 voix pour le bill Borden et 84 contre. Les débats vont se poursuivre.

Les conflits industriels.

Sir George Askwith, commissaire en chef d'industrie à l'Office du commerce de Londres, avait été chargé d'enquêter sur l'application au Canada de la loi de 1907, relative aux solutions à apporter aux conflits industriels, loi plus connue sous l'appellation d'« Act Lemieux » du nom de son auteur. Dans son rapport, sir G. Askwith explique ainsi ce que se proposait cette loi :

(1) *La Quinzaine Coloniale* du 25 décembre 1912.

Elle avait simplement pour but, écrit-il, d'assurer la reconnaissance, des intérêts du public comme tierce-partie, dans des conflits industriels et d'insister pour que ce tierce-partie, par l'entremise du gouvernement, ait une voix dans les conflits où ses intérêts sont en jeu, avant qu'il n'y ait arrêt complet du travail. Dans la pratique, cette reconnaissance s'étend aux cas survenus avant ou après l'arrêt du travail. La loi « Lemieux » a pensé réduire à son minimum l'intervention actuelle des parties dans le règlement de leurs différends pour les industries qui ont une importance capitale pour la vie même de la nation (mines, chemins de fer, navigation et autres services d'utilité publique).

La loi exige que ces conflits soient soumis à un tribunal de conciliation et d'enquête en vue d'arriver à un règlement avant la grève ou le lock-out légal. Un délai minimum de trente jours doit être donné pour tout chargement projeté relatif aux conditions de durée de travail et de salaires des employés.

Le système Lemieux diffère essentiellement de l'arbitrage obligatoire. Il s'efforce d'ajourner l'arrêt du travail dans certaines industries pour un temps assez bref et dans un but déterminé. L'opinion générale des travailleurs canadiens est favorable à cette loi. Sir G. Askwith conclut son rapport par ces mots : « Un tel Act, tout en n'assurant pas le manque complet de grèves et de lock-out, est très précieux à mon avis pour le pays, les chefs d'industries et les employés eux-mêmes. »

Nouvelle-Zélande.

Méthodes commerciales.

Un rapport du commissaire commercial anglais en Nouvelle-Zélande contient des renseignements sur les méthodes commerciales en usage dans ce pays, susceptibles d'intéresser les exportateurs français. Ces méthodes commerciales peuvent être ramenées à deux catégories en ce qui concerne le commerce avec le Royaume-Uni : les produits britanniques sont livrés, soit par l'intermédiaire d'une maison de commerce établie en Angleterre qui achète les marchandises dont elle a besoin, leur fabricant ne possédant aucune relation en Nouvelle-Zélande et ignorant même peut-être la destination ultérieure de ses produits; soit directement par le producteur à sa clientèle néo-zélandaise, avec ou sans le concours d'un représentant établi dans le pays.

Les marchandises sont adressées en consignation à des agents ou achetées ferme par ces derniers dans le but de les revendre pour leur propre compte; ou bien l'agent se borne à passer des commandes pour compte de tiers à son commettant qui assume les opérations d'expéditions à la clientèle et de recouvrement de ses factures. Un petit nombre d'industriels font, dans le pays, assez d'affaires pour y posséder une filiale pouvant aussi représenter d'autres producteurs; d'autres préfèrent y envoyer un voyageur avec mission de visiter les agents et de les surveiller. Dans certains cas, il est jugé préférable d'avoir un agent dans chaque district, province ou île, ou un seul agent dans la Nouvelle-Zélande tout entière, qui travaille au moyen de sous-agents dépourvus de responsabilité envers le fabricant qui, parfois, ne les connaît pas. Enfin, un très grand nombre de firmes travaillent en Nouvelle-Zélande au moyen d'agences établies à Melbourne ou à Sydney et qui envoient des voyageurs ou ont des sous-agences dans le pays.

D'une manière générale, on peut dire que les produits anglais jouissent en Nouvelle-Zelande d'une faveur marquée; il ne faudrait toutefois pas en conclure que les produits non anglais ne peuvent que difficilement trouver un débouché en ce pays. A égalité de prix et de qualité, l'article anglais l'emporte sur son concurrent étranger, mais beaucoup de produits étrangers trouvent à se placer, parce que, à une qualité peut-être moins bonne, correspond un prix beaucoup plus bas.

Le statut européen des Maoris.

« En vertu d'un bill récemment présenté au parlement néo-zélandais, écrit notre confrère l'*Océanie française*, il est proposé d'autoriser les Maoris à réclamer le statut européen, sous certaines conditions.

« Tout postulant devra adresser sa demande à la *Native Land Court;* il devra également posséder une connaissance parfaite de la langue anglaise, et être à même de passer un examen d'instruction élémentaire; il lui faudra enfin, pour prétendre à la situation d'Européen, témoigner de moyens d'existence suffisants, provenant soit de ses revenus privés, soit d'une profession reconnue. Si le tribunal juge à propos de demander au gouverneur du Dominion d'émettre un ordre en conseil donnant au postulant la qualification d'Européen, celui-ci entrera en possession de tous les droits dont jouit le citoyen de la race blanche en Nouvelle-Zélande, ses droits légaux, comme Maori, devant rester intacts.

« Il est à remarquer que les Maoris, bien qu'ayant été privés jusqu'à ce jour de la plupart des droits appartenant au Blanc, se trouvent dans une condition bien supérieure à l'état sauvage. Dans ces dernières années, plusieurs membres de cette race ont témoigné de réelles aptitudes pour les travaux agricoles, sur les terrains qui leur ont été réservés. Les Maoris envoient quelques membres au Parlement, et certains d'entre eux ont suivi les cours universitaires et obtenu des diplômes. »

Indes occidentales.

Un message royal.

La princesse Marie-Louise de Slesvig-Holstein, fille d'une sœur du roi Edouard VII, qui visite actuellement les Barbades, est porteuse d'un message de S. M. Georges V à ses possessions des Indes occidentales. Voici le texte de ce message :

Le roi m'a chargé d'un message pour vous. Il désire que je vous exprime, ainsi qu'à tous les habitants des Indes occidentales, l'intérêt qu'il prend à leur prospérité. Il suit leurs progrès avec sympathie et ce lui est une grande satisfaction de voir que, ces dernières années, les Indes occidentales anglaises sont sorties de la période de dépression qu'elles ont supporté avec tant de patience et de courage. Sa Majesté a remarqué avec plaisir les nombreux signes de la continuation de cette renaissance et prévoit avec confiance un brillant avenir pour les colonies des Indes occidentales.

Bien que quelques années aient passé depuis qu'il a visité les Indes occidentales, le roi a conservé les meilleurs souvenirs de sa croisière dans leurs eaux et des jours heureux qu'il a passés dans ces îles au cours des visites qu'il leur a faites.

A travers leur histoire tourmentée, ces colonies se sont distinguées par leur loyalisme. L'île des Barbades, une des plus vieilles d'entre elles, n'a jamais été foulée du pied de l'envahisseur et a toujours été inebranlable dans sa fidélité au Trône.

Sa Majesté est heureuse qu'un membre de sa famille transmette à son peuple des Barbades et à toutes les autres colonies des Indes occidentales ses souhaits sincères pour leur bonheur et leur prospérité.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LES BAMBARA

Plus nous avançons dans l'étude des peuples enfants que notre empire africain nous a soumis, plus se précise, en se limitant à des objets très modestes et surtout d'ordre pratique, notre devoir de tuteurs et de maîtres à leur égard. Donnons-leur la justice, telle qu'ils la conçoivent, améliorons pour eux la vie matérielle, la seule qui leur paraisse importer; empêchons leurs superstitions et leur violence de nuire à l'ordre public, mais ne rêvons pas l'irréalisable rêve de les civiliser en les transformant; ce sont, si l'on veut, des frères, mais nés si tard après nous qu'une incommensurable distance nous sépare; ce n'est pas la forme de leur intelligence qui diffère surtout, mais cette indéfinissable subconscience, ce domaine mystérieux des passions et des croyances qui ne se laissent pas raisonner et qui seules pourtant règlent en l'homme la force d'agir. Cette impression, cette vérité s'impose, à lire le livre de l'abbé Henry (1), sur les Bambara, et les renseignements qu'il nous apporte s'adressent à l'administrateur aussi bien qu'à l'ethnographe. L'auteur, ancien missionnaire, a résidé plusieurs années dans le cercle de Segou; il connaît très bien la langue; il décrit avec ordre et détail et, sans vouloir juger certaines appréciations qui paraissent proceder de ses convictions religieuses plutôt que de la réalité des faits, son ouvrage présente toutes les apparences d'une observation exacte et pénétrante.

L'âme du peuple bambara n'y apparaît vraiment pas d'essence divine il semble qu'à des vices de primitif ajoute les nôtres en les aggravant de brutalité. Mais qu'y faire? Il est tel que l'ont formé la nature et la vie, si différentes pour lui de ce qu'elles furent pour nos millénaires ancêtres.

Les Banmana, pour leur donner leur nom vrai, originaires du Ouassoulou, appartiennent à la famille Mandé.

M. Delafosse les classe dans le groupe central, avec les Kâgoro, les Khassouké, les Malinké et les Foulanké. Sur les 813.404 représentants de ce groupe, ils comptent pour 538.450, soit environ les deux tiers et forment presque la moitié de tous les Mandé du Soudan. Ils sont surtout nombreux dans les cercles de Bamako, de Segou et de Bougouni.

Leur histoire, d'après certaines légendes, remonterait au XIIIe siècle. Ils auraient, devant les Mandingues, fui le Ouassoulou, pour gagner la rive droite du Niger vers Koulikoro. Pendant quatre cents ans, le flot de leur migration se serait lentement étendu jusqu'à Dienné entre le Niger et le Bani. Un de leurs chefs, Kaladian Kouloubali, s'établit au XVIIe siècle en aval du village de Segou où l'un de ses successeurs construisit une forteresse qui devint le siège d'un empire.

Un chef d'une autre branche de cette famille, les Masassi, franchit le fleuve et fonda dans le Kaarta une seconde domination bambara, pendant que d'autres tribus peuplaient au Sud le Bélédougou.

Durant un siècle et demi, les Bambaras firent la loi entre le Niger et le Sénégal. A Segou, leur empereur avait une milice d'esclaves dont les chefs finirent par usurper le pouvoir. Un d'eux, Monson-Diara, passe pour avoir soumis Tombouctou. Ce sont les Toucouleurs qui ont détruit cette puissance: en 1854, El-Hadj-Omar soumit le Kaarla; quelques années après, malgré une résistance acharnée, il prenait Segou et conquérait le Massina; l'empire Toucouleur se maintint jusqu'à l'arrivée des Français.

Les Bambara avaient, on le voit, des traditions antiques de discipline et de bravoure. Il n'est pas surprenant qu'ils fournissent toujours de bons soldats à nos régiments. C'est une race vigoureuse, de taille moyenne, la tête grosse, le front fuyant, les mâchoires lourdes et avancées, le nez écrasé, les narines ouvertes. Leur tatouage consiste en trois balafres parallèles, qui partent des tempes et se terminent sous le menton. La femme, par coquetterie, se tatoue le front, le menton, la poitrine, sauf les seins, et le ventre. Le Bambara est surtout agriculteur; ce n'est que de l'agriculteur qu'il dit: « Il travaille. » Quand il ne manie pas la houe, durant la saison sèche, il s'occupe à tresser des nattes en jonc, en grosse paille, en tiges de mil. Il sait coudre et parfois même tisser, mais il laisse ordinairement ce travail aux musulmans de la race des Marka et des Somono; l'orfèvrerie, le travail du fer, du bois, du cuir, il le laisse de même aux forgerons et aux autres castes spéciales.

Comme tous les Soudanais, les Bambara sont groupés en familles gouvernées par une sorte de patriarche; elles comprennent tous les descendants d'une souche commune pendant environ quatre générations: elles s'étendent autant que dure la mémoire de la parenté et tant qu'il leur est possible de vivre rapprochées. L'autorité du chef s'exerce à peu près dans les mêmes conditions que l'autorité paternelle. Au-dessus des familles sont les clans dont les membres portent un nom spécial, le *diamou;* ils ont généralement pour protecteurs ou amis des animaux ou même des végétaux. Aussi les Diara ont le lion, l'iguane: les Dambelé, le singe noir, les Kouloubali, la biche, le mpolio, espèce de poisson barbu, la panthère. Ce sont les *ténés*, les *tabous* du clan. M. Delafosse et M. l'abbé Henry sont d'accord pour distinguer absolument le *téné* du *totem*. Le totem est un animal-ancêtre: mais le Bambara ne croit pas descendre de son *téné*. D'ailleurs, certains *ténes* sont des arbres, tel le dondol pour le clan des Tankara. C'est donc un être, animé ou non, qui a droit au respect de toute une lignée en raison d'un service signalé rendu à quelque ancêtre. Ainsi le mpolio a fait traverser le Niger sur son dos aux deux Kouloubali, pères de la maison royale. Certains Samaké ont pour *téné* le fourmi-lion, parce que cet insecte sauva le chef de leur famille de la gueule d'un crocodile. D'autres Samaké ont l'éléphant (*sama*). Le mot lui-même a un sens très étendu: il s'applique à toute prescription prohibitive émanée d'un prêtre, d'un sorcier, de toute autorité en un mot qui a un caractère religieux. Aussi y a-t-il beaucoup de *ténés*. Les clans, les familles, les individus, les villages mêmes ont les leurs. Les uns sont stables, et se transmettent de génération en génération, ils s'appliquent à toute une espèce, à celle des chiens par exemple: d'autres s'oublient vite, ne s'appliquent qu'à une partie de l'espèce, par exemple, aux chiens noirs. Les arbres, les plantes médicinales surtout, ont, par analogie, leurs *ténés* et l'on ne doit pas les mettre en contact avec les substances qu'elles abhorrent.

Il n'y a donc là aucun sentiment religieux. Mais les Bambara croient à l'existence d'un être suprême, créateur de toutes choses. Comme presque tous les peuples de l'Afrique occidentale, ils sont persuadés que rien n'arrive sans qu'il l'ait voulu, mais aussi que l'homme ne peut agir sur sa volonté. Ils ne lui adressent donc aucun culte, aucune prière, à moins de donner ce nom à certaines formules de souhaits qui sont fréquentes dans la conversation et qui semblent pourtant n'avoir qu'une signification banale.

Les adorations et les sacrifices, ils les réservent aux esprits, aux *gnéna* ou *djiné*. Ils sont animistes et voient un esprit, une force dans tout être, dans tout phénomène matériel. Les esprits du ciel, de la terre, des astres, du feu, des vents, conçus à l'image de l'homme, constituent dans la mythologie bambara des familles comparables à celles des dieux du paganisme antique.

(1) Abbé JOSEPH HENRY, ancien missionnaire chez les Bambara. *L'âme d'un peuple africain. Les Bambara*, in-8°, v-239 p. planches. *Bibliothèque Anthropos*, t. I, Münster W. Paris, Picard et Cie, 1910.

Ils sont considérés comme créés par le Dieu suprême et comme des intermédiaires naturels entre l'homme et lui. Il y a des génies d'ordres différents : certains sont très puissants et très redoutables; d'autres sont plus familiers et plus humbles : ils habitent la brousse, perchent sur les arbres, pêchent à la ligne le long des cours d'eaux ; il en est qui hantent les villages : ceux-ci sont plus sociables et parfois bienfaisants. Il n'est pas un acte de la vie qui ne soit surveillé par un de ces innombrables dispensateurs du bien et du mal. Tels étaient à Rome les dix mille dieux des *Indigitamenta*.

Les Bambara connaissent les génies des mares, des sources et des puits; le génie des semences à qui l'on offre une poule le jour des semailles; les génies protecteurs des enfants : ceux qui surveillent les circoncis, ceux qui gardent leur beauté aux femmes, ceux enfin qui défendent les villages, qui habitent presque toujours un baobab ou un cailcedra, non loin des murs, dans un bois où nul ne pénètre.

Tous ces génies ont leurs exigences; elles varient avec leur puissance présumée et le Bambara leur répartit ses offrandes avec une dévotion inspirée à la fois par la crainte et par l'avarice. Le culte ainsi rendu par les familles aux génies inférieurs entraîne pourtant une dépense énorme de farine, de noix de kola, de coton et de cauris. C'est que les sorciers savent se faire un revenu de la superstition des indigènes; il parlent au nom des génies, prédisent les calamités les plus affreuses, forcent les dons par la terreur.

Parmi les génies supérieurs, le plus révéré est Komo, supposé fils de la terre et du ciel. Son culte est spécial aux hommes et ses adeptes forment une association très puissante et très étendue. Presque tous d'ailleurs ont leurs prêtres, leurs mystères et leurs initiations; les cérémonies ont lieu parfois dans des cases où se trouve le symbole qui figure le dieu, plus souvent dans des bois sacrés et de préférence la nuit. Avant l'occupation française, il semble qu'il y ait eu quelquefois des sacrifices humains. A Bamako, le jour de la fête du génie du fleuve qui n'était autre qu'un caïman, on lui livrait une jeune fille à dévorer.

Le Bambara peut passer pour le plus superstitieux des Noirs. Entouré d'esprits, qu'il croit capables de lui nuire, il passe sa vie à se garder contre eux : gris-gris, talismans, amulettes, sacrifices, rien ne lui coûte pour se concilier les habitants du monde invisible. Les sorciers, dont il est la proie, ne suffisent pas à lasser sa crédulité. Il croit que certains hommes ont le pouvoir de se métamorphoser en animaux : il redoute donc les *souba* qui se changent la nuit en hyènes ou en hiboux, les *gné-fla* qui savent se rendre invisibles et pénètrent les secrètes pensées de l'homme.

Cette faiblesse puérile de l'esprit suffirait pour abaisser le Bambara beaucoup au-dessous de l'Européen. Et pourtant les Romains n'ont-ils pas eu leurs augures, leurs aruspices! L'avenir se lisait-il mieux dans le vol des corbeaux? Faudrait-il même remonter au moyen-âge et sortir de France pour trouver des exemples de populations aussi ridiculement superstitieuses? Mais au moins les Romains et nos pères rachetaient-ils leurs faiblesses par de hautes vertus morales. Ils avaient un idéal de vie terrestre et de vie surhumaine. Ils étaient grands par là, vraiment hommes.

Le Bambara n'a, semble-t-il, rien qui l'élève au-dessus de la vie physique et brutale.

L'abbé Henry lui reproche une sorte d'animalité inconsciente, par exemple, une obscénité de langage, de geste, d'action qui se manifeste partout, à toute heure, en toute compagnie : les fillettes y valent les vieillards, paraît-il. Si l'adultère est une faute jugée grave et qui se paie, c'est parce qu'elle lèse les droits d'un tiers. En cas de flagrant délit, le coupable paie au mari des dommages intérêts, rarement plus de 16.000 cauris (15 à 20 francs). Mais une fois payé, le mari s'apaise.

Si l'adultère est très fréquent, si la plus grande partie des disputes en proviennent, mais ce n'est pas une atteinte à la morale, c'est une atteinte à la propriété. Si les femmes ont peu d'enfants, si elles n'accouchent qu'une fois tous les trois ou quatre ans, c'est d'abord qu'elles allaitent pendant deux ou trois ans; mais comme la femme enceinte ne travaille pas, c'est surtout parce que le mari ne veut pas trop d'enfants; en cette corruption, Bambara et civilisés se touchent.

L'enfant mâle est plus désiré que la fille, les femmes enceintes se chargent donc de gris-gris pour obtenir des génies l'événement qu'elles souhaitent. L'enfant naît-il vers le huitième jour, les chefs de famille se rassemblent devant la case : le père leur déclare le nom qu'il veut donner au nouveau-né. Une vieille femme prend alors l'enfant et le lui crie trois fois dans chaque oreille; elle le roule trois fois sur un fer de hache si c'est un garçon, sur la tige de fer qui sert à égrener le coton si c'est une fille en lui disant : Sois fort et vigoureux, sois pour ta famille une aide et un soutien. Le chef religieux du village lui rase le crâne, et lui impose les mains pour chasser les esprits malfaisants en récitant une formule mystérieuse. Il peut recevoir le tatouage de la race dès le quatrième mois, si le forgeron passe à ce moment dans le village. Mais ce n'est pas une obligation et beaucoup de Bambara n'en portent plus les marques : c'est une suite des interdictions rigoureuses portées par les Toucouleurs contre cette coutume.

La circoncision pour les garçons, l'excision pour les filles marque l'initiation religieuse et l'accession à la vie civile. Les jeunes gens peuvent désormais prendre part aux palabres, aux associations religieuses ou secrètes.

Le mariage bambara se prépare longtemps d'avance. Les fillettes sont fiancées souvent dès l'âge de quatre ans. La demande est faite par un ami du jeune homme, jamais par un griot. Le père consulte ses devins et si leur réponse est favorable, le prétendant fait sacrifier une poule aux génies de la famille pour les interroger. Leur réponse se lit dans l'attitude de la victime; l'on pense bien que les Noirs y trouvent toujours le sens qu'ils désirent. Le prétendant offre alors une dot, fixée d'ordinaire à 24.000 cauris, soit 25 à 30 francs, quelques étoffes et deux ou trois kilogrammes de sel. Le père en rendra la valeur en nature le jour du mariage : car il fournit à sa fille les pagnes, les calebasses, la poterie nécessaire au ménage. Mais il ne rend pas celle des cadeaux que doit le fiancé pendant les cinq ou six années qui se passent d'ordinaire avant la célébration du mariage. Les fiancées ne sont pas consultées : elles obéissent aux dieux de la famille qui ont parlé pour elles : c'est la coutume, elles ne résistent jamais.

Les Bambara enterrent leurs morts, quelquefois dans la cour intérieure de l'habitation, mais ordinairement dans le cimetière auprès du village ou du bois du fétiche. A chaque enterrement, on sacrifie des poules, des chèvres, des chiens. L'abbé Henry, contrairement à l'opinion la plus commune, n'admet pas que ce soient là des honneurs rendus aux mânes des ancêtres ou du défunt. Celui-ci, en particulier, n'a droit à un sacrifice que lorsque son âme habite le Lahara, le monde des esprits, et les sacrifices qui accompagnent les obsèques s'adressent à des génies. Le culte des ancêtres se réduit donc à des sacrifices faits en l'honneur du chef de famille et paraît même contradictoire à la croyance en la reviviscence des âmes qui existe chez les Bambara. D'après eux, les enfants morts à la mamelle revivent en ceux qui naissent ensuite du même sang. Ainsi doivent renaître les jeunes gens, les jeunes filles, les femmes et les hommes morts dans la vigueur de l'âge et qui n'ont pas accompli leur existence entière. Les vieillards mêmes, reviennent à de nouvelles vies : n'est-il pas tel de leurs

descendants qui rappelle leurs traits? Nombreux sont les récits qui témoignent de ces résurrections : tel chef vénéré dans la région de Ségou est ainsi reparu trois fois de suite sur la terre, redevenu trois fois chef de son village et parvenu trois fois à une extrême vieillesse. Mais les vieillards demeurent bien plus longtemps que les autres morts dans le douteux *Lahara* ; c'est pourquoi, sans doute, on leur fait des sacrifices, au moins quand ils ont exercé une autorité qui leur assure quelque prestige dans la famille ou la cité. Chaque année, les villages sacrifient aux mânes de leurs prêtres, de leur chefs : dans les familles, le chef sacrifie aux mânes de ses pères, chefs comme lui : il répète ces cérémonies dans toutes les conjonctures de quelque importance, circoncision, fiançailles, noces, semailles. Cela consiste à égorger une poule sur le seuil de la case : le sang est jeté en flaque sur le mur à côté de la porte : on fixe quelques plumes au milieu avec une noix de kola mâchée. Quelques familles ont un autel spécial pour ces immolations. Il est bien difficile de ne pas voir là un culte, quel que soit la pensée réelle des Noirs.

Au dire de l'abbé Henry, qui paraît assez sévère, car il ne leur trouve même pas, que je sache, certaines vertus que nos officiers leur reconnaissent, les Bambara sont astucieux et fourbes : ils ne nous aiment pas : nous sommes l'étranger et le maître; nous leur défendons de vendre des esclaves et même d'en avoir. Ils sont d'ailleurs, par leur crédulité, sous la pleine domination des sorciers, et ceux-ci pourraient peut-être jouer chez ce peuple fétichiste, le rôle d'agitateurs que les marabouts fanatiques ont joué si souvent chez les Africains musulmans.

Lirons-nous donc jamais dans ces âmes obscures? Qui désarmera leur méfiance? Il arrive qu'on surprenne leur pensée : le plus souvent, elle nous échappe, parce que notre esprit est devenu presque inapte à la concevoir.

P. Cultru.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Le caoutchouc en 1912. — Les conditions du marché du caoutchouc ont été particulièrement bonnes en 1912. En dépit de l'augmentation très notable de la production, les prix ne sont pas avilis et on a pu constater avec satisfaction que les récoltes ont été absorbées par la consommation.

Les craintes qui s'étaient manifestées, il y a deux ans, au sujet d'une surproduction possible, ne se sont pas encore réalisées et il semble que l'accroissement de la consommation soit en harmonie avec celui de la production. On estime que la production mondiale en 1912 a été de 99.000 tonnes contre 88.000 en 1911. Cette production a été entièrement absorbée, les stocks fin décembre, étant à peu près les mêmes qu'à fin décembre 1911.

Au point de vue des prix, l'année 1911 n'avait pas été très favorable aux manufacturiers. L'année 1912 leur a permis de réaliser de meilleurs bénéfices.

Il est très remarquable que les prix du « Para hard fine » oscillaient au mois de janvier 1912 entre 4 s. 4 3/4 d. et 4 s. 8 1/2 d. par lb. et qu'au mois de décembre de la même année ils oscillaient entre 4 s. 5 1/2 d. et 4 s. 8 d. Il faut remonter à plusieurs années pour retrouver une telle proximité de prix entre le début et la fin de l'année.

Pendant tout le cours de l'année 1912, le prix du Para hard fine n'a varié que de 4 s. 3 d. à 5 s. 3 1/2 d., soit un écart entre les prix minimum et le prix maximum de l'année de 12 1/2 pence, contre une différence de 40 pence dans le cours de l'année 1911, 84 pence en 1910 et 49 pence en 1909.

D'autre part, le prix du caoutchouc de plantation a suivi de très près celui du Para hard fine depuis le mois de mai. Depuis le mois de janvier jusqu'en juillet, cette qualité faisait même prime sur le marché, mais depuis lors il y a eu une réaction en faveur du Para. A ce point de vue, le caoutchouc de plantation semble avoir été, dans une large mesure, un régulateur du marché et beaucoup n'hésitent pas à lui attribuer la cause de la constance remarquable des prix en 1912. C'est une indication précieuse pour l'avenir.

La récolte du caoutchouc de plantation en 1912, peut être estimée à environ 21.000 tonnes. C'est-à-dire qu'elle a dépassé celle du caoutchouc d'Afrique; on prévoit qu'en 1913 elle dépassera celle du Brésil. Le caoutchouc de plantation deviendra donc de plus en plus un régulateur du marché et, cela seul plaiderait en faveur des plantations.

Les récoltes de caoutchouc des forêts n'ont pas sensiblement augmenté pendant l'année qui vient de s'écouler. Celle des caoutchoucs d'Afrique tend plutôt à diminuer et ce sont probablement ces sortes qui seront les premières atteintes par le caoutchouc de plantation. Sur ce continent même, d'ailleurs, la plantation entre en concurrence avec la forêt et le *Manihot* paraît dès maintenant susceptible de donner d'assez bons résultats et de fournir un caoutchouc quelque peu comparable à celui des plantations d'Orient.

Si l'on peut prévoir un accroissement continu de la récolte des plantations d'Orient, il paraît plus difficile de donner des bases sérieuses et précises à cet accroissement en raison des superficies considérables plantées à Sumatra, à Java, à Bornéo et sur lesquelles des données statistiques manquent encore.

En Malaisie, on peut estimer la surface plantée à 450.000 acres (environ 180.000 hectares). La production par 10 acres est d'environ 11 tonnes, pour les hévéas de cinq ans. Elle atteint environ 2 tonnes pour ceux de 8 ans. Sur cette base, la production pour 1913 des arbres âgés de cinq à six ans en Malaisie, serait d'environ 28.900 tonnes, et en 1914 elle atteindrait 35.000 tonnes.

A Ceylan, la production par acre est un peu plus faible. En 1912, la superficie plantée était de 23.000 acres qui ont donné 5.000 tonnes de caoutchouc. La production moyenne est de 0,9 tonne par 10 acres pour des arbres de six à sept ans. On peut en conclure que la production atteindra 13.500 tonnes en 1913 et 15.300 en 1914. Toutefois, d'après M. Ferguson, directeur de l'Agriculture, on ne devrait compter que sur 7.500 tonnes en 1913 et 10.000 en 1914, la récolte n'étant guère, en réalité, que de 0,7 tonne en moyenne par 10 acres.

En général, on estime que la vente aux enchères telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui pour le caoutchouc de plantation, est défectueuse, en ce sens qu'elle révèle à l'acheteur la quantité mise en vente à date fixe. Cependant on peut penser aussi que les enchères publiques ont l'avantage de permettre aux acheteurs de régulariser leurs transactions en caoutchouc de plantation sans se laisser trop influencer par les autres marchés. Cette méthode de vente a ainsi favorisé le caoutchouc de plantation. Mais lorsque celui-ci sera définitivement adopté et que sa production aura dépassé celle de l'Afrique et du Brésil, il n'y aura plus aucune

raison de maintenir les ventes publiques à dates régulières et il sera préférable de voir passer des transactions directes pour livraison immédiate ou livraison ultérieure. Beaucoup de fabricants sont tout disposés à passer directement leurs ordres aux producteurs qui ont adopté des marques et des spécifications déterminées, sans passer par l'intermédiaire des importateurs.

Quelques transactions ont eu lieu en 1912, pour livraison en 1913, mais elles ne portent pas sur des quantités très importantes.

E. M.

L'exposition agricole coloniale de Deventer, 1912. — Les conférences qui ont été données à Deventer en 1912 à l'occasion de l'exposition coloniale viennent de paraître en un volume de 200 pages (Ac. E. Kluver, Deventer, 1913) illustré de 50 figures hors texte. Un certain nombre cependant des communications faites à Deventer n'ont pu paraître dans ce recueil. Nous citerons ici uniquement les titres des articles réunis dans ce volume, nous réservant de revenir peut-être plus en détails ultérieurement sur un certain nombre d'entre eux :

M. R. A. Van Sandick a traité le problème de l'irrigation à faire à Java et a intercalé, dans son texte, un certain nombre de gravures nous montrant les travaux déjà considérables entrepris à Java pour distribuer d'une façon convenable, l'eau si utile à la culture : (Irrigatie op Java).

M. le Dr A. W. Nanninga a étudié l'amélioration de la qualité du thé de Java, durant ces dix à quinze dernières années (Eenige oorzaken voor de verbeteringin de Kwaliteit der Javathee gedurende de laatste 10 à 15 jaren). M. Lugt a étudié l'exploitation des forêts de Djatti à Java et nous montre, par quelques gravures et quelques schémas, l'exploitation et le rendement de ces forêts. (De exploitatie der Djatti bossen op Java.)

M. Prinsen Geerlijs s'est occupé de la technique sucrière à Java, question qu'il a eu l'occasion de traiter à diverses reprises et sur laquelle il a publié des ouvrages que la *Quinzaine* a signalés (De technik der Java suiker-industrie).

Avec M. Abendanon, il s'agit de l'enseignement des métiers dans les Indes Néerlandaises, question qui a, au point de vue de l'avenir des colonies, une importance des plus considérables (Ibet onderwijs in Anbachten en bedrijven in Noederlandsch Indie).

Puis vient un résumé très succinct de la conférence brillante du Dr Berkhout, intitulée : **Caoutchouc.**

M. Groothoff s'est occupé de la culture du quinquina et de la fabrication de la quinine et a fait reproduire dans son texte quelques clichés qui rappellent vaguement le beau film que les visiteurs de l'exposition de Deventer ont pu admirer (De cultur van Kina en de fabricage van Kinine).

M. Henry a résumé d'une façon assez complète sa conférence sur la composition chimique des sols tropicaux, dans laquelle il a inséré un assez grand nombre de tableaux, donnant la constitution moyenne de sols coloniaux anglais (The chimical composition of tropical soils).

E. De Wildeman a exposé les « quelques considérations sur l'exploitation des caoutchoutiers dans l'Afrique tropicale » dans lesquelles il a inséré dix photographies.

M. E. Baillaud a analysé la « production agricole des colonies tropicales françaises ».

M. E. Perrot a résumé sa conférence « sur quelques points de l'histoire et de la préparation du cacao » illustrée d'un certain nombre de clichés originaux et de clichés empruntés à la *Dépêche coloniale*.

Enfin le professeur Hartwich de Zurich a donné son exposé : « Uber tropische Genûssmittel ûnd Speziell ûber das Sirih Haûen ».

É. D. W.

Les gîtes minéraux de l'Indochine. — Il convient de signaler ici les divers gisements que de Launay a cru devoir retenir dans l'énorme traité (2) où il a passé en revue tous les gîtes minéraux du globe.

On y trouvera des renseignements sur les gisements aurifères de l'Annam et du Laos. En ce qui concerne le principal gisement d'or filonien de l'Annam, celui de Bong-Miû, M. de Launay résume les renseignements de M. Degoutin. La principale zone minéralisée a une épaisseur de 40 à 50 centimètres. Les minerais sont de la galène, de la blende, du mispickel, de la chalcopyrite, mais la pyrite aurifère et la galène argentifère ont seules attiré l'attention, par leur valeur. Il est probable que ce gisement est en relation avec des roches granitiques. — Le gîte d'Attopeu dans le Laos étudié par Marc Bel est en relation avec des roches dioritiques. — Enfin, il signale, d'après Lantenois, les gîtes de Tranninh où un important massif dioritique forme le centre de toute une série d'alluvions aurifères et la région de Pak-Being autour duquel les alluvions aurifères sont également nombreuses.

Au Cambodge et au Laos, des grès triasiques fournissent en divers points des sources ou des efflorescences salées ; il est possible que, par des sondages, on trouve un jour en profondeur des dépôts salifères d'une extension plus intéressante.

Dans la région de Cao-bang, on connaît de l'autunite associé avec des granulites à étain et à muscovite.

Le gîte de fer de Phnom-deck depuis longtemps utilisé en petit par les indigènes consiste en un puissant amas vertical encaissé dans des porphyres anciens ; cet amas est composé surtout de magnétite et d'oligiste avec de la sidérose et de la limonite. Le minerai de bonne qualité a une teneur de 50 à 55 0/0 à un cube évalué à 6 ou 7 millions de tonnes. A Bathat, dans la région de Lao-kay, presque à la frontière chinoise, on connaît dans les micaschistes du Fleuve Rouge, des lentilles ou amas de magnétite interstratifiés qui paraissent exploitables.

Au col de Kem, il existe une roche verte à érubescite et cuivre natif et divers pointements de roches accompagnés de filonnets cuivreux.

Dans le sud-ouest du Tonkin, en particulier à Maia, on a exploité du cuivre dans des veines quartzeuses au milieu des schistes où l'altération a déterminé un enrichissement sous la forme d'érubescite et de chalcosite et même à la surface de malachite et d'oxyde de fer.

Plus près de Hanoi, vers Hoa-binh, on a signalé des veines de chalcopyrite et érubescite avec cuivre natif intercalé dans des schistes verts amphiboliques.

La zone des gisements mercuriels du sud de la Chine paraît se prolonger jusque dans le Tonkin, en particulier à Na-cho-tai.

L'*Indochine* a produit, en 1910, 23.000 tonnes d'étain à 113 fr.

(1) Voordrachteu over Koloniale onderwerp gerouden tergelegenheid van de koloniale Landbouwtentoonstelling te Deventer, 1 vol. 200 pages 54 figures hors texte.

(2) De Launay. Traité de métallogénie. Gîtes minéraux et métallifères, 3 vol. Paris. Baudry. 1913.

Il est possible que la formation stannifère des Indes hollandaises se poursuive dans le Laos. En effet, à Ban-ta-toua on a trouvé des alluvions stannifères qui ont donné des résultats pratiques assez médiocres, mais Gasctiel a signalé un filon de quartz avec cassitérite, mispickel, et pyrite qui peut devenir un jour susceptible d'une exploitation moderne.

Enfin, un groupement stannifère est situé dans le cercle de Caobang non loin du Yunnan dont il prolonge les gisements. Il y a là un massif granitique traversant des calcaires et des schistes probablement dévoniens. Ce granit est recoupé par des filons de quartz avec cassitérite et wolfram d'où proviennent des éluvions et des alluvions qui ont donné seules lieu à des exploitations. Il y aurait même là un filon qui a été attaqué par les Chinois. En un point, à Beau-site, on abat et on traite sommairement un minerai très complexe contenant de l'acide tungstique, du tungstène et de l'étain et nécessitant une préparation mécanique dont on laisse le soin aux acheteurs européens. En d'autres points, il y a de véritables cuvettes d'alluvions stannifères; plusieurs d'entre elles contiennent un peu d'or.

Il existe près de la frontière du Yunnam et du Tonkin, dans la région stannifère du Mong-tze, quelques filons d'antimoine inexploités.

P. L.

Le Ceara en Afrique. — Alors qu'en Orient, on a planté l'Hevea sur des superficies considérables, les essais de culture du *Manihot Glaziovii* continuent sur une échelle moindre, mais avec assez d'intérêt néanmoins dans les colonies anglaises, allemandes et portugaises d'Afrique.

Certains Cearas donnent d'ailleurs toute satisfaction, comme on on en peut juger par les résultats suivants d'examens effectués par l'*Imperial Institute* et par les estimations commerciales faites à Londres (*Bulletin of the Imperial Institute*, vol. X, n° 4. Décembre 1912, p. 551 à 554.)

Les caoutchoucs de Ceara examinés provenaient du Soudan, de la Rhodésie et de l'Afrique orientale portugaise.

Ceux du Soudan avaient été récoltés à la ferme que possède le gouvernement à Kugulu (district de Lado). Les échantillons étaient sous forme de feuille brun clair, propre et soigneusement préparée. La gomme présentait une bonne élasticité et une assez grande ténacité.

	Gomme brute 0/0	*Gomme séchée* 0/0
Humidité	1,7	—
Caoutchouc	82,7	84,2
Résine	6,4	6,5
Matières albuminoïdes	7,8	7,9
Cendres	1,4	1,4

La teneur en caoutchouc est bonne et celle en résine est un peu supérieure à la normale. La gomme était bien préparée et elle est parvenue en Angleterre en très bon état.

Sa valeur commerciale a été estimée à 4 s. 9 d. par lb., alors que le Para hard fine valait 4 s. 8 d. et que les feuilles et biscuits plantations valaient de 5 s. 3 d. à 5. s. 6 d.

On peut donc considérer ce caoutchouc comme étant de très bonne qualité.

Celui de la Rhodésie provenait d'arbres de trois ans et demi de Frehills, Fort Jameson. C'était un simple biscuit brun clair propre et bien préparé et les qualités physiques étaient bonnes. La composition était la suivante :

	Gomme brute 0/0	*Gomme sèche* 0/0
Humidité	4,3	—
Caoutchouc	71,7	7,5
Résine	6,7	7,0
Matières albuminoïdes	14,6	15,2
Cendres	2,7	2,8

Bien que l'échantillon fût un peu petit, on a pu l'estimer à Londres et on lui a attribué une valeur de 4 s. à 4 s. 3 d. par lb. alors que le Para hard fine valait 5 s. 3 d.

On doit remarquer que les proportions de matières albuminoïdes et de cendre sont assez fortes. La quantité de résine est aussi un peu élevée.

Quant au caoutchouc de l'Afrique portugaise, il avait été coagulé en biscuits et en feuilles par la méthode de Lewa. Le biscuit était de couleur brun pâle, propre et bien préparé; la gomme était bien élastique et tenace.

L'analyse a donné les résultats suivants :

	0/0
Perte au lavage	2,4
Composition de la gomme sèche	
Caoutchouc	85,1
Résine	6,4
Matières albuminoïdes	7,4
Cendres	1,1

L'estimation fut de 4 s. 6. d. par lb. à Londres, alors que le Para hard fine était à 4 s. 4 1/2 d. et le meilleur caoutchouc de plantation à 4 s. 10 3/4 d. à 4 s. 11 1/2 d.

Le caoutchouc était de bonne qualité. Quant à la feuille laminée elle était de couleur brun sombre et contenait quelques fragments d'écorce. La résistance était bonne.

La perte au lavage s'élevait à 7 0/0; la quantité de caoutchouc contenue dans la gomme sèche s'élevait à 85,2 0/0, la teneur en résine n'était que de 4,6 0/0 et celle des matières albuminoïdes de 6,6 0/0; par contre, la teneur en cendres de 3, 6 0/0 est excessive et c'est ce qui explique que la teneur en caoutchouc fût à peu près la même pour la feuille et le biscuit bien que les autres matières fussent en quantité moindre. C'est probablement aussi la raison pour laquelle ce caoutchouc ne fut estimé que 3 s. 6 d. par lb. alors que le Para hard fine valait 4. s. 4 1/2 d.

On peut toutefois conclure de l'examen de ces échantillons que le Ceara est susceptible de donner des résultats très satisfaisants en Afrique, puisque tous les échantillons, sauf un, ont été cotés à des prix marchands sensiblement égaux ou de très peu inférieurs au Para hard fine.

Il semble bien résulter encore, d'autre part, de ces données que la préparation est un facteur très important. Ceci vient en confirmation de tout ce qui a été dit à ce sujet. En Orient, on s'adonne actuellement à ce problème. Les données ci-dessus montrent qu'une bonne préparation peut donner une certaine valeur à des caoutchoucs ordinairement réputés comme étant de qualité un peu inférieure au Para.

E. M.

Le cancer du cacaoyer. — Les ravages occasionnés dans les plantations des îles Samoa par le cancer du cacaoyer ont beaucoup diminué depuis que l'on visite régulièrement les plantations, en ayant soin d'éliminer immédiatement les arbres atteints. Ce

contrôle sévère doit se faire au moins toutes les six semaines, de façon à déceler l'existence de la maladie dès son apparition et à ne pas laisser aux spores le temps d'infecter les sujets voisins.

On a également constaté que le cacaoyer « forastero », importé de Ceylan et dont les produits ont sensiblement la même valeur que ceux du « criollo » oppose une résistance plus grande à l'infection cancéreuse; les planteurs tendent à l'adopter exclusivement. — (*Tropenpflanzer*, 1912, n° 9, p. 508).

R. ET B.

La sériciculture au Tonkin (1). — Quoique l'année 1911 ait été, en général, très défavorable, la magnanerie expérimentale de Thanh-Ba a obtenu d'excellents résultats, sa production n'ayant été limitée que par la quantité de feuilles dont elle pouvait disposer.

Les dix éducations faites du 10 avril au 10 novembre ont produit 178 kilogrammes de cocons de choix; portant sur des vers japonais, annamites et croisés japonais-annamites et annamites-japonais, elles ont permis, une fois de plus, de constater que la grosseur et la richesse des cocons sont en rapport direct avec la nourriture et les soins. En effet, tandis que, pour les vers annamites, chez les éducateurs indigènes, il faut 1.500 cocons, ou plus, pour faire un kilogramme, à la magnanerie, il en fallait à peine 1.000.

Des plantations de mûriers ont été faites sur des mamelons silico-argileux, très caillouteux. Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, le mûrier n'a pas souffert de la sécheresse relative de ces terrains; la croissance a été très satisfaisante, favorisée encore par les essais de taille entrepris. Toutefois, la production en feuilles s'est trouvée ralentie; il y aura donc peut-être lieu d'envisager l'irrigation de ces plantations élevées.

R. ET B.

Un nouveau parasite du cocotier aux Philippines. — On a découvert, il y a quelque temps, aux Philippines, un nouvel insecte, très nuisible au cocotier, et qui a été déterminé sous le nom d'*Aleyrodicus destructor* (2).

L'insecte, peu de temps après sa sortie de l'œuf, se déplace sur la face inférieure de la feuille du cocotier, en y perçant des trous pour sucer sa nourriture. L'insecte parfait cesse de se nourrir, mais, quoique possédant des ailes, il reste attaché à la feuille où on constate sa présence en colonies rendues très visibles par la matière céreuse blanche que secrète chaque individu.

Comme moyen de lutte contre l'*Aleyrodicus*, on recommande de couper et de brûler les feuilles attaquées. Des pulvérisations avec une émulsion de kérosène ont été également préconisées, ainsi que des fumigations, pour les cas extrêmes.

R. ET B.

Un parasite du poirier en Californie. — Depuis quelques années déjà, l'attention de la station agronomique de l'Université de Californie avait été attirée sur les ravages causés dans les vergers, si nombreux dans cet Etat, par l'*Euthrips pyri*, parasite du poirier.

A la suite d'essais comparatifs entrepris par la Station, en 1910 et 1911, M. L. Morris préconise aujourd'hui l'emploi de pulvérisations de lait de chaux dans la lutte contre l'*Euthrips* (1). Les pulvérisations doivent être faites un peu avant le moment où les bourgeons s'entrouvrent. Le lait de chaux employé, tamisé avec soin, est préparé en partant de chaux vive de bonne qualité. On constate que les résultats sont d'autant meilleurs que le lait de chaux employé est plus épais ; ils sont, du reste, des plus encourageants puisque les arbres traités ont donné, en moyenne, huit fois autant de fruits que les témoins. Une application suffit en général; cependant au cas où on constaterait la présence ultérieure de larves, une seconde application serait indiquée.

R. ET B.

L'emploi des explosifs en Agriculture. — Il est une très grosse question pour la mise en valeur par l'agriculture des sols tropicaux, c'est celle de la destruction des forêts ou des brousses qui couvrent le sol.

Toutes les colonies s'en sont occupées et on a cherché par tous les moyens de remplacer la main-d'œuvre coûteuse exigée pour le nettoyage du sol, si nécessaire pour le succès de la culture.

Malheureusement les instruments que l'on a construits à grands frais n'ont pas donné les résultats auxquels on s'attendait. Cela était d'ailleurs dans bien des cas à prévoir, car s'il est déjà difficile dans une région tempérée de faire usage d'instruments compliqués, il l'est bien d'avantage sous les tropiques où les conditions climatériques, comme la main-d'œuvre, sont encore moins favorables à l'utilisation d'instruments compliqués, et délicats dans leur maniement.

Il est cependant un procédé de nettoyage complet du sol, de destruction des souches et même d'amélioration du terrain sur lequel on ne saurait assez insister et qui, quoique peu employé encore de nos jours, a fait ses preuves là où on a voulu l'expérimenter avec soin. Il s'agit de l'utilisation de la dynamite. Celle-ci peut être employée, en effet, avec très grand succès pour rendre le sol plus meuble, à une profondeur où la charrue ne pénètre guère et par cela même faciliter la nutrition de la plante dont les racines peuvent plus largement se développer. Aussi voit-on une différence très nette entre les plantes qui ont été insérées dans des trous faits simplement dans la terre, comme cela se fait constamment, et celles qui ont été plantées dans un terrain remué par une explosion de quelques charges de dynamite. Ce mode opératoire a naturellement une très grande importance pour les terrains relativement compacts que l'on rencontre fréquemment dans les régions tropicales et sous lesquels se trouve une couche relativement plus riche que les plantes ne peuvent atteindre si l'étage superficiel n'est pas brisé.

Par l'emploi de la dynamite, il est possible de créer aisément des fossés d'irrigation, dans un sol où cette création demanderait une main-d'œuvre considérable et exigerait une mise de fonds notable.

Mais l'opération pour laquelle il convient surtout de conseiller l'emploi de la dynamite est la destruction des souches qui restent sur le terrain, après que les troncs d'arbres de la forêt primitive en ont été enlevés. On sait, en effet, par les expériences nombreuses et malheureuses qui ont été faites à Ceylan et dans les

(1) É. de Campogasso. *Bull. Econ. de l'Indochine*, 1912, n° 94, p. 3.
(2) D. B. Mackie. *Bulletin des maladies des plantes*. 1912, n°, 6p. 1.511.

(1) L. Morris. Pear Thrips and Peach Tree Borer. *University of California Publications*. Bulletin n° 228 p. 367.

Indes Néerlandaises, que la persistance des souches pourrissant dans le sol est la source de toute une série d'inconvénients pour les cultures; c'est dans ces souches, ou dans les débris de bois restant dans le sol ou à sa surface, que se développent les champignons parasites et se logent les insectes qui s'unissent pour détruire, dans bien des cas, les plantations au moment où elles devraient commencer à produire.

La suppression de ces souches, si difficile et si coûteuse, est, par la dynamite, rendue très aisée. Nous n'avons pas à décrire la manière dont il faut opérer pour obtenir avec la dynamite, dans ces différents cas, de bons résultats. Nous avons tenu à insister sur le principe. Il existe sur ce sujet une littérature déjà assez étendue, en anglais, en allemand et même en français et tout récemment l'ancienne firme Alfred Nobel de Hambourg qui est devenue la « Dynamite Aktien-Gesellschaft » a publié une petite brochure résumant les avantages de cet emploi et une autre dans laquelle elle a indiqué la manière dont il faut opérer pour obtenir dans les divers cas un bon résultat. On ne pourrait assez attirer l'attention des sociétés agricoles coloniales sur ces procédés de culture pratiques et économiques.

É. D. W.

La question de l'opium à l'époque contemporaine. — Cette étude a été faite par un auteur qui connaît son sujet et a vu des fumeries d'opium. Il décrit la récolte du pavot, la préparation de l'opium, les rêves que la fumerie procure; célébré par de nombreux auteurs, dans des vers ou des écrits pleins d'enthousiasme mélancolique, il n'en reste pas moins un poison redoutable contre lequel on a lutté de toutes les façons, sans grand succès. Il faut espérer que les efforts que l'on fait actuellement en Chine seront suivis de bons résultats, mais il faut prévoir que pas mal de temps s'écoulera avant qu'on ait réussi... si on réussit. (Thibout. *Thèse médec. Paris*, 1912.)

L. T.

Suralimentation, obésité, testicule. — Sous ce titre, M. Léopold Lévi expose les résultats de l'analyse d'un cas d'obésité avec infantilisme. Un enfant avait été si bien suralimenté, qu'à 9 ans il était obèse et présentait une atrophie testiculaire, avec féminisme. Un régime sévère amena la disparition de l'obésité, et la disparition du féminisme. La suralimentation pourrait donc augmenter l'insuffisance fonctionnelle des glandes endocrines, et en particulier, l'agénésie directe ou indirecte du testicule.

Un autre enfant avait été également suralimenté dans son enfance, au point de peser 50 kilogrammes à 9 ans. En pension, il mangea moins et ne pesa plus que 49 kg. 500 à 15 ans. A partir de ce moment, il se livra de nouveau à des excès de nourriture et vit ses testicules s'atrophier. Le traitement hypophyso-orchitique fit de nouveau apparaître les poils. (*Soc. de biologie*, 25 *mai* 1912.)

L. T.

Deux cas de dysenterie amibienne autochtone; abcès du foie; association tuberculeuse. — L'intérêt de cette communication réside dans ce fait que les auteurs observèrent des abcès du foie probablement d'origine amibienne, chez des malades atteints de dysenterie à amibes, histologiquement identifiées. Ces malades n'avaient jamais été aux colonies. Il semble donc que la dysenterie amibienne se rencontre aussi en France. (Cade, L. Thévenot et Roubier. *Société médicale des professeurs de Lyon*, 14 mai 1912.)

L. T.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Annuaire du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française (Année 1912). Paris, Emile Larose, 1912, in-8°, 1359 pages, cartes hors texte.

Depuis qu'en 1909 a paru le premier Annuaire du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, cette publication périodique n'a fait que progresser. Comme simple constatation matérielle, il n'est pas inutile de noter que l'ouvrage qui avait 902 pages la première année, en a maintenant 1359, et, par rapport à 1911, 155 de plus.

L'ouvrage rend de grands services au public, non pas seulement en tant qu'annuaire, mais à raison des renseignements de toute nature qu'il renferme.

Au sujet du gouvernement général, il contient des notices sur les divers services et, cette année, il en a été ajouté une très développée, avec carte, sur un service d'une organisation toute récente et qui est appelé à jouer un grand rôle en Afrique, la télégraphie sans fil.

Sur chacune des colonies, l'Annuaire donne, comme précédemment, des exposés de tout ce qui concerne la géographie du pays et son histoire, les races qui l'habitent, leurs mœurs et leur religion, l'organisation politique et administrative du territoire, les moyens de transport et de communication, les ressources économiques et leur mise en œuvre, les concessions, les douanes et taxes. A ces matières s'ajoutent des renseignements divers, notamment sur la situation budgétaire du gouvernement général et sur les travaux publics exécutés en 1911 ou à exécuter en 1912, ainsi que les textes occupant plus de 200 pages de tous les actes et règlements intervenus depuis 1902. Toute cette partie générale, qui précède l'Annuaire proprement dit, occupe plus de la moitié du volume.

L'ouvrage présente cependant une grave lacune; il nous apprend bien (pages 56 et 331) qu'en vertu d'un décret du 7 septembre 1911 ayant effet du 1er janvier 1912, le Territoire militaire a cessé de faire partie de la colonie du Haut-Sénégal et Niger et forme désormais une subdivision administrative autonome, mais nous ne trouvons pas de notice consacrée à ce territoire.

En ce qui concerne les cartes, dont nous voudrions voir le nombre indiqué sur la page de titre et la nomenclature portée dans une table spéciale, elles sont claires et bien établies, mais elles ont besoin d'être mises à jour.

C'est ainsi que la carte du Haut-Sénégal et Niger continue à porter un territoire militaire englobant la région de Tombouctou et le cercle de Gao, quoique rattachés aujourd'hui au territoire civil par les arrêtés du 22 juin 1910 et du 21 juin 1911.

La carte suivante donne en sous-titre de « Haut-Sénégal et Niger » un « Territoire militaire » qui est représenté avec les limites de cette ancienne dépendance de la colonie et non avec celles aujourd'hui assignées au nouveau territoire qui a pour chef-lieu Zinder.

On relèverait bien d'autres détails qui montreraient la nécessité de reviser ces cartes.

Dans celle du Haut-Sénégal-Niger, par exemple, on chercherait vainement le nom du cercle de Dédougou qui n'est autre que l'ancien cercle de Koury, le poste de Koury ayant été abandonné pour cause d'insalubrité et transporté à Dédougou.

L'Annuaire proprement dit ne contient pas seulement la liste des fonctionnaires de l'Afrique occidentale, il donne des renseignements qu'il peut être très utile de trouver en même temps sur

les services du ministère des Colonies et sur les diverses autres organisations administratives d'un intérêt général.

G. REGELSPERGER.

Dr PAUL BARRET. — *L'Afrique occidentale. La nature et l'homme noir*, 2 volumes. In-8°. Challamel, éditeur, 17, rue Jacob, Paris, 1888.

Tome I. — *Sénégambie et Guinée*. Ch. I. Du Cap Vert à Sierra-Leone. — II. La Côte de Sierra-Leone. — III. La côte des Graines. — IV. La Côte d'Ivoire. — V. La Côte d'or anglaise. — VI. La Côte des Esclaves. — VII. Le golfe de Biafra. — *La région gabonaise*. Ch. I. La prise de possession. — II. Le sol et les eaux. — III. Le climat. — IV. La flore. — Tome II. *La région gabonaise (suite)*. Ch. V. La faune. — VI. Les Noirs. — VII. Les missions. — VIII. L'échange et les factories. — IX. L'administration du comptoir. — X. Conclusion. Quelques mots sur l'avenir lointain et les moyens de la civilisation dans l'ouest africain. Les intérêts de la France au Gabon et au Congo.

RENÉ BAZIN. — *Nord-Sud*. Amérique. Angleterre. Corse. Spitzberg. — In-16 de 348 pages. Prix : 3 fr. 50. Calmann-Lévy, éditeurs, 3, rue Auber, Paris, 1913.

Ce sont les impressions rapportées de ses voyages en Amérique, en Angleterre, en Corse, au Spitzberg, que l'éminent académicien a réunies dans ce volume. Rien de captivant comme ces promenades faites avec l'auteur à travers les villes prodigieuses des Etats-Unis, les vastes fermes du Canada, les cités industrielles ou les villages d'Angleterre, les villes et le maquis corses, les banquises du Spitzberg qu'égaient une chasse à la baleine ou bien au renne. Tous ces récits présentent autant d'intérêt et de diversité que les régions parcourues offrent entre elles de variété. Croquis pittoresques, observations originales, peintures vivantes, animent les scènes les plus simples comme les plus grandioses de la nature et de la vie.

R. DE BONAND. — *Les trois empires asiatiques :* Russie, Chine, Japon. — In-16 jésus de 312 pages avec photographies hors texte. Prix : 3 fr. 50. A. Challamel, éditeur, 17, rue Jacob.

Etudier les transformations successives de la Russie, de la Chine et du Japon, la situation des trois puissances à l'heure actuelle et les caractéristiques de chaque peuple, les relations des trois pays entre eux et avec les puissances étrangères, tel a été le but de l'auteur. La conclusion ne cesse pas d'être troublante : « avec son énorme population qui augmente chaque année, la Russie aura couvert dans vingt-cinq ans la Sibérie d'une population slave. L'empire chinois, uni ou divisé, formera un ou plusieurs Etats puissants. Le Japon, puisant de nouvelles ressources dans ses possessions continentales, restera une puissance militaire de premier ordre. Les trois pays, qui possèdent toutes les richesses naturelles se fourniront eux-mêmes de produits manufacturés. — Le règne du commerce européen, ou américain, en Extrême-Orient sera terminé, l'Asie sera aux Asiatiques.

PIERRE BONNET. — *La banque d'Etat du Maroc et le problème marocain*. — In-8° de LIX-396 pages. Arthur Rousseau, éditeur, 14, rue Soufflot, Paris, 1913.

La convention franco-allemande du 4 novembre 1911, en même temps qu'elle fondait notre protectorat au Maroc, y maintenait la Banque d'Etat internationale instituée par la Conférence d'Algésiras. Cette juxtaposition contradictoire grève le Maroc d'une condition trop singulière, pour que ceux qui connaissent dans quelle mesure les services financiers dépendent des services généraux, dans quelle mesure des destinées du Maghreb dépendent les destinées mêmes de la France, ne soient pas inquiets de résoudre l'incertitude.

Mais la seule étude de l'Acte de Concession et de la Convention de novembre, même éclairée par les rapports parlementaires, est insuffisante à évoquer autre chose que les linéaments d'abstraites probabilités. Ici, comme partout où l'on prétend, par-delà les textes et les commentaires, atteindre et saisir les faits, il n'est possible de dégager la figure des événements à venir que de l'exacte analyse des événements accomplis. Dans quel esprit la Banque s'est-elle mêlée aux dernières péripéties de la crise marocaine? Suivant quelle méthode a-t-elle collaboré aux réformes d'Abd el Aziz, de Moulay Hafid? De quelles sympathies a-t-elle animé ses interventions dans la lutte des deux frères, dans la rivalité de l'Allemagne et de la France? Autant de questions qu'il faut résoudre pour comprendre sa place dans le Maghreb d'aujourd'hui, pour imaginer la condition administrative et politique du Maghreb de demain, et dont la solution n'est elle-même accessible que par la connaissance des débats d'Algésiras, des négociations qui les ont enveloppées, des accords qui les ont complétés, des sanctions qui les ont suivis.

Par quelles vicissitudes ont été marquées les origines de la Banque? Sous quelles influences sa genèse s'est-elle poursuivie? Avec quel succès s'est-elle acquittée de sa tâche? Quel rôle, en un mot, a-t-elle joué dans le règlement du problème marocain, et quels enseignements la colonisation de l'avenir semble-t-elle pouvoir retirer de cette histoire, telle est la question complexe où conduit l'examen de la condition présente du Maghreb, et à laquelle le livre de M. Bonnet tente heureusement d'apporter une solution. Les éléments de discussion émanent des documents les plus sûrs, assemblés et analysés avec méthode et le plus grand souci d'exactitude. A tous ceux qui s'intéressent au Maroc, l'ouvrage si consciencieux de M. Bonnet est indispensable pour se faire une opinion forte et raisonnée de nos droits et de nos espérances.

Congrès national des Chambres de commerce pour la défense et le développement du commerce extérieur (Paris, juin 1912).

I. — Rapport sur les vœux de la quatrième commission concernant l'amélioration de notre organisation commerciale à l'extérieur. — In-fol. de 44 pages.

II. — Les Chambres de commerce françaises à l'Etranger. Leur création. Leur rôle. Leurs moyens d'action. Leur avenir. — In-fol. de 37 pages.

III. — Nécessité d'une connexion entre les transports fluviaux et maritimes. Rapport de M. Emile Lombard, vice-président de la Chambre de commerce de Marseille. — In-fol. de 19 pages.

IV. — L'importance économique de la voie navigable internationale du Haut-Rhône, par M. G. Autran, ingénieur, membre de la Chambre de commerce française de Genève. — In-fol. de 23 pages avec une carte.

V. — Commission des rapports douaniers des colonies avec la métropole. Rapport général par M. Adrien Artaud, vice-président de la Chambre de commerce de Marseille, président honoraire de la société pour la défense du commerce et de l'industrie de Marseille, du syndicat des exportateurs de Marseille et de l'institut colonial marseillais. — In-fol. de 38 pages.

VI. — De l'influence que pourrait avoir sur les exportations de la région parisienne l'amélioration de la Seine entre Paris et la mer, par M. Mallet. — In-fol. de 16 pages.

VII. — Communications maritimes entre la France et l'Algérie, par M. Léonce Vieljeux, membre de la Chambre de commerce de La Rochelle. — In-fol. de 11 pages.

VIII. — Contribution à l'étude de quelques moyens à préconiser pour aider au développement du commerce extérieur. Communication de M. Jules Niclausse, membre de la Chambre de commerce de Paris. — In-fol. de 14 pages.

IX. — L'aménagement de la Loire et le développement du commerce d'exportation, par M. Abel Durand, avocat à Nantes, membre du Comité central de la Loire navigable.

X. — Commission de législation commerciale et de propriété industrielle. Rapport général de M. André Taillefer, avocat à Paris, secrétaire général de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle. — In-fol. de 23 pages.

XI. — Le régime douanier de la Martinique, par M. Louis Bougenot,

délégué de la Chambre de commerce de la Martinique au Comité consultatif de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

XII. — Voies navigables de la vallée du Rhône, par M. Ch. Lavaud, ingénieur des Arts et Manufactures, membre de la Chambre syndicale de la marine, sous-directeur de la société générale de Touage et de Remorquage. — In-fol. de 75 pages.

XIII. — Commission du développement de nos relations maritimes. Rapport d'ensemble par M. René Verneaux, chef du contentieux de la Compagnie des messageries maritimes (rapporteurs : MM. Paul de Rousiers, Jouanny, E. Lombard, Basile, Py, Vieljeux, Paquet, Verneaux, Marcel Dubois). — In-fol. de 31 pages.

XIV. — Les tarifs spéciaux 400 *bis* communs aux Compagnies de chemins de fer et aux Compagnies françaises de navigation. La question des détournements, par M. Jouanny, membre de la Chambre de commerce de Paris. — In-fol. de 6 pages.

XV. — Commission du crédit à long terme pour l'exportation. Rapport de M. Roger Delombre. — In-fol. de 14 pages.

XVI. — Commission de l'organisation de l'enseignement professionnel. Rapport de M. Georges Blondel, professeur à l'école des Hautes Etudes commerciales et à l'école des Sciences politiques. — In-fol. de 14 pages.

XVII. — Utilité du Rhône pour le développement du commerce extérieur, par M. C. de Dumas, directeur de l'Office des Transports des Chambres de Commerce du Sud-Est, à Lyon. — In-fol. de 16 pages.

XVIII. — Concours des représentants officiels du gouvernement à l'Etranger, par M. Jules Prevet, président de l'Union des syndicats de l'alimentation en gros de France. — In-fol. de 6 pages.

XIX. — Commission du service militaire des Français à l'Etranger. Rapport de M. G. Scelle, chargé de cours de droit public à la Faculté de droit de l'université de Lille. — In-fol. de 26 pages.

XX. — Le régime douanier de la Guadeloupe par M. Jacqueminet, secrétaire général du Crédit Foncier colonial. — In-fol. de 11 pages.

XXI. — Sur le régime douanier de la Guinée, par M. G. Séguin, administrateur délégué de la Société commerciale de l'Ouest africain. — In-fol. de 16 pages.

XXII. — Le régime douanier de l'Afrique équatoriale, par M. E. du Vivier de Streel, président, directeur général de la S. A. F. I. A. (société agricole, forestière et industrielle pour l'Afrique). — In-fol. de 12 pages.

XXIII. — Le régime douanier des Etablissements français de l'Océanie, par M. Georges Gouzy, délégué de la colonie au Conseil supérieur des colonies.

XXIV. — Le régime douanier colonial de Saint-Pierre et Miquelon, par Alcide Delmont, secrétaire général du Comité de défense des intérêts des îles Saint-Pierre et Miquelon.

XXV. — Le régime douanier du Sénégal, par MM. Philippe Delmas, négociant à Bordeaux, conseiller du commerce extérieur, et Charles Duffart, publiciste. — In-fol. de 10 pages.

XXVI. — Le régime douanier de la Nouvelle-Calédonie par M. Louis Simon, délégué des Chambres de commerce et d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie au Comité consultatif de l'agriculture, du commerce et de l'industrie des colonies. — In-fol. de 7 pages.

XXVII. — Le tarif douanier applicable à l'Indochine, par M. F. Mettetal, ancien avocat défenseur à la cour de l'Indochine, ancien maire de Hanoi. — In-fol. de 36 pages.

XXVIII. — Le régime douanier des Etablissements français dans l'Inde, par M. Désiré Pector, ancien administrateur délégué de la Société générale industrielle de Chandernagor, secrétaire du Comité national des conseillers du commerce extérieur, secrétaire de la Chambre de commerce d'exportation de Paris. — In-fol. de 8 pages.

XXIX. — Le régime douanier de la Guyane française, par M. Auguste Michel, conseiller du commerce extérieur, secrétaire de la section des anciennes colonies de l'Union coloniale française. — In-fol. de 11 pages.

XXX. — Le régime douanier de Madagascar, par M. Jean Pagnoud, ancien agent de la Compagnie lyonnaise de Madagascar, administrateur de la Compagnie forestière de l'Afrique française. — In-fol. de 5 pages.

XXXI. — Texte des vœux adoptés. — In-fol. de 86 pages.

JULIEN COSTANTIN (membre de l'Institut, professeur au muséum d'Histoire naturelle et à l'école nationale d'horticulture de Versailles). — *Atlas des orchidées cultivées* contenant environ 1.000 figures en couleurs accompagnées d'un texte, avec dessins en noir, contenant l'organisation des orchidées, leur histoire, les caractères des principaux genres cultivés avec des renseignements complets sur leur culture et leur germination. — Fascicules VII et VIII. Prix des fascicules : 1 fr. 45. Chaque fascicule peut être acheté séparément. E. Orlhac, éditeur, 1, rue Dante, Paris, 1912.

RENÉ DELAPORTE. — *L'île de Chypre. Séjour de trois ans au pays de Paphie-Vénus.* — 1913, Grenoble, Joseph Baratier ; Paris, Emile Larose, in-8°, 359 pages.

Après avoir vivement attaqué en 1907 l'administration anglaise à Chypre, M. René Delaporte, mieux éclairé par un séjour de trois années dans l'île et s'efforçant de juger la situation en toute impartialité, a entièrement changé d'opinion et il s'est proposé de démontrer dans ce livre que l'occupation britannique a été un bien pour les indigènes, incapables de se diriger et de s'administrer eux-mêmes, et a été des plus favorables au développement de cette île.

L'auteur débute par un aperçu sur l'organisation politique, administrative et sociale de Chypre qui permet d'entrevoir son avenir comme plein de promesses. Puis il aborde la description des villes et des campagnes de cette île de 9.417 kilomètres carrés, la troisième de la Méditerranée, plus grande que la Corse, où abondent les monuments et les souvenirs historiques ; il y donne des détails intéressants sur la population, sur son genre de vie et ses mœurs. Il montre la place qu'occupent dans l'île les diverses races qui l'habitent.

Dans un chapitre spécial, M. Delaporte retrace la situation économique de Chypre, dont il indique les produits et les ressources. C'est surtout dans le domaine de l'agriculture qu'il y a à faire. Le pays est encore très neuf, beaucoup plus même que certaines colonies lointaines et il y a de nombreuses richesses à y glaner.

Depuis 1900 environ, il s'est produit dans l'île, grâce à l'action de l'Alliance française, une heureuse diffusion de notre langue et de nos idées, que le consul de France, M. Hippeau a su encourager, et l'auteur de ce livre, M. Delaporte, appelé à professer à l'Ecole d'enseignement secondaire de Nicosie, a contribué par son zèle à accentuer ce mouvement.

G. R.

AUG. DUPOUY. — *France et Allemagne.* Littératures comparées. — In-12 de 300 pages. Prix : 3 fr. 50. Paul Delaplane, éditeur, 48, rue Monsieur-le-Prince, Paris, 1913.

Cet ouvrage a pour but de faire sortir du domaine de l'érudition pure et de la spécialité, pour le public de plus en plus nombreux que ce genre d'études intéresse, un chapitre important de littérature comparée. Dans ses proportions modestes, il embrasse toute l'histoire des relations littéraires franco-allemandes, en insistant, comme il est naturel, sur la période la plus remplie de cette histoire, c'est-à-dire sur les cent cinquante dernières années. Un tel livre d'ensemble n'existait pas encore. On y signale comme particulièrement neuves les pages consacrées à l'émigration de 1792, aux auxiliaires germanophiles de Mme de Staël, à la Jeune Allemagne, à Quinet, Michelet, Taine, Renan, au symbolisme, au naturalisme, etc. De nombreuses et récentes monographies ont été mises à contribution pour les établir. Mais, tout en s'imposant comme principale règle de renseigner, l'auteur n'a pas simplement voulu faire de ce livre une compilation et un répertoire.

Il ne s'y est pas interdit les vues personnelles. De son enquête impartiale mais non pas neutre, le lecteur pourra tirer les leçons qui s'imposent — le lecteur français, notamment, des leçons de traditionnisme.

MAURICE HONORÉ. — *L'Amérique du Sud à tort et à travers.* — Six mois de tourisme. — In-12 de 283 pages. Roger et Chernoviz, éditeurs, 99, boulevard Raspail, Paris, 1911. Prix : 4 francs.

C'est un voyage méthodique agrémenté de pittoresque. De l'ouvrage se dégage une impression franche de la nature, une fine observation des mœurs de ces sociétés si intéressantes par leurs origines comme par leur perpétuelle rénovation. M. Honoré nous fait connaître, avec bienveillance mais impartialité, ces peuples de l'Amérique du Sud auxquels nous attachent tant de traits de ressemblance et de liens de sympathie.

C'est un livre vivant, qui plaît et qui instruit, bien fait pour encourager nos compatriotes à nouer là-bas de précieux liens d'intérêt, à y faire connaître les merveilles de notre industrie, à rivaliser d'audace commerciale avec des concurrents qui prennent trop volontiers nos scrupules pour de la paresse, notre honnêteté pour de l'indifférence.

Journal de la Jeunesse. Année 1911-1912. — 2 vol. in-4°. Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris. Prix brochés : 20 francs.

Le *Journal de la Jeunesse* réunit les noms aimés de Albert Cim, avec « Disparu », de H. de Charlieu, avec « le Fils du Naufragé », de G. G. Toudouze, avec « Une Mystérieuse Affaire », de Pierre Maël avec « Les deux Tigresses », etc., etc. M. L. Rousselet nous y fait assister à son pittoresque voyage aux confins algéro-marocains, et M. Daniel Bellet nous livre le trésor de ses chroniques scientifiques, tandis que M. G. Renaudot nous initie aux émouvants mystères de la mécanique céleste. Puis ce sont MM. Edmond Renoir, André Savignon, Jacques Freneuse, P. Vincent, etc., etc., qui traitent, en des articles à la fois documentaires et aisés à lire, des sports, des grands travaux d'art, des explorations célèbres, des variétés historiques, de l'histoire des industries, des merveilles de la zoologie, etc., etc.

STÉPHANE LAUZANNE. — *Au chevet de la Turquie* (quarante jours de guerre). — In-12 de 276 pages. Arthème Fayard et Cie, éditeurs, 18 et 20, rue du Saint-Gothard, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

M. Lauzanne, rédacteur en chef du *Matin* qui, pendant quarante jours, s'est trouvé au chevet d'agonie de l'empire ottoman, en a tracé avec tout le talent qu'on lui connaît les péripéties et les images. Ainsi qu'il le déclare lui-même, ce livre n'est ni un manuel d'histoire, ni un traité de diplomatie, ni une dissertation de philosophie, ni un cours de tactique militaire, mais un recueil vivant de photographies.

Mais, du drame qui vient de se dérouler en Orient doit se dégager, pour la France, des enseignements, des espoirs et des regrets. L'auteur les formule avec méthode et précision, ajoutant : « Celui que la France qui, sur ce sol craquelant et convulsé de Turquie, a jadis parfois oublié de remplir tous ses devoirs, n'oublie pas aujourd'hui de faire valoir tous ses droits!

« Elle en a un, au moins, dont aucune autre nation au monde ne peut se prévaloir : celui de la langue qu'on enseigne en Orient depuis quatre siècles et qu'y parlent des millions d'hommes. Que la France, à défaut de ses idées, défende au moins sa langue, la plus douce qui ait été parlée sur terre, la plus généreuse qui ait retenti sur l'humanité, la plus immortelle qu'ait connue l'histoire, cette langue qui sur les continents lointains comme sur les terres rapprochées, a survécu à toutes les pressions, à toutes les éclipses, à toutes les mutilations et à tous les deuils!... »

Livret Chaix colonial. — Guide officiel pour le transport des passagers et des marchandises à destination des colonies françaises et dans l'intérieur de ces colonies, publié sous le haut patronage du ministère des colonies. — Librairie Chaix, 20, rue Bergère, Paris.

L'édition du premier semestre 1913 du *Livret Chaix colonial* vient de paraître. Les diverses parties qui composent cette publication ont été, à cette occasion, revues et corrigées avec le plus grand soin : services des paquebots, horaires des chemins de fer, tarifs, etc. Les nouvelles lignes maritimes qui desservent les ports marocains y occupent dès maintenant une place importante.

De nombreuses cartes complètent très heureusement cette intéressante publication. Elles sont minutieusement mises à jour, notamment au point de vue des routes de mer, des chemins de fer et des autres voies de communication. L'éditeur y a ajouté, dans cette édition, une carte générale, à livre ouvert, de nos possessions en Afrique, à l'aide de laquelle on se rend compte d'un coup d'œil de l'immense domaine colonial français dans cette partie du monde, des moyens de pénétration et de liaison.

Conçu dans la forme pratique des indicateurs de chemins de fer, le *Livret Chaix colonial* se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc. :

1° Amérique (Iles Saint-Pierre et Miquelon, Martinique, Guadeloupe, Guyane française); — 2° Afrique occidentale (Sénégal, Haut-Sénégal et Niger, Mauritanie, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey, Afrique équatoriale française); — 3° Afrique orientale (Côte française des Somalis Madagascar, Mayotte, les Comores, Réunion); — 4° Océanie (Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Etablissements français de l'Océanie); — 5° Extrême-Orient (Etablissements français dans l'Inde, Cochinchine, Cambodge, Laos, Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan); le Transsibérien; — chemins de fer chinois); — 6° Méditerrannée (Corse, Algérie, Tunisie, Maroc).

Le *Livret Chaix colonial* paraît deux fois par an, en janvier et en juillet; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 (port en plus 0 fr. 60); 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20).

Les merveilles du monde. Les prodiges de la nature. Les créations de l'homme. — In-4° de 650 pages, illustré de plus de 700 photographies en noir et en couleurs. Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris, 1912. Prix : cartonné, 25 francs; broché, 20 francs.

Les *Merveilles du monde* conduisent le lecteur des glaces du Pôle aux sables de l'Equateur en le faisant passer par toutes les régions du globe, depuis les plus civilisées jusqu'aux plus sauvages; avec elles apparaissent toutes les civilisations et aussi tous les arts, ces mille visages aux âmes différentes. Les pagodes de l'Inde évoquent ce que le génie de l'homme a conçu de plus somptueux et de plus féérique. Et quelles impressions ne font pas naître ces monuments d'Égypte qui semblent bâtis pour l'éternité. Mais qui ne se croira transporté dans des régions imaginaires en contemplant la grandeur, la magnificence écrasante de certains paysages asiatiques ou américains; les colères, les révoltes de la nature, fleuves torrentiels de Chine et d'Amérique, raz de marée, chutes du Niagara et du Zambèze, volcans dont les fumées obscurcissent le ciel, cyclones qui tordent les arbres séculaires et ravagent les villes? Des brûlants geysers d'Océanie aux cimes neigeuses du Tibet, toutes les forces et toutes les beautés de la nature sont révélées avec ses caprices, ses fantaisies, ses bizarreries. 700 photographies, prises dans tous les pays du globe, permettent au lecteur d'accomplir un admirable tour du monde auquel il aura bien des fois songé, mais comme au plus irréalisable des rêves. Et ce Tour du Monde enchanteur, il l'aura fait chez lui, de soirée en soirée, à même la douce intimité de son foyer.

PAUL MACEY (administrateur des services civils de l'Indochine), — *Statut international de Tripoli.* — In-12 de 87 pages. Paul Lechevalier, éditeur, 12, rue de Tournon, Paris, 1912. Prix : 4 francs.

Avant-propos. — Précis historique montrant le début et le processus des relations diplomatiques entre la France et la Turquie.

Accords diplomatiques. —I. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre le roi François Ier et le sultan Sulignan Ier (février 1535). — II. Traité de paix avec Tripoli, conclu à Chio (25 octobre 1681). — III. Traité de paix avec Tripoli (29 juin 1685). — IV. Traité de paix avec Tripoli (27 mai 1692). — V. Renouvellement des traités de paix avec Tripoli (4 juillet 1720). — VI. Traité de paix avec Tripoli (9 juin 1729). — VII. Article additionnel aux traités avec Tripoli (25 mai 1752). — VIII. Renouvellement des traités avec Tripoli (12 décembre 1774). — IX. Arrêté du Directoire exécutif (15 février 1799). — X. Traité de paix avec Tripoli (18 juin 1801). — XI. Traité de navigation et de commerce avec Tripoli (11 août 1830). — XII. Protocole relatif à la juridiction consulaire de Tripoli (Constantinople 12 février 1873). — XIII. Décret d'annexion à la Tripolitaine au royaume d'Italie (Rome 5 novembre 1911).

MISSION MARCHAND. — *Journal de route du Dr J. Emily.* — In-8° de 378 pages, illustré. Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913. Prix : broché 20 francs, relié 25 francs.

C'est un des plus brillants faits d'armes de l'histoire moderne que cette traversée de l'Afrique, par la mission Marchand, qui devait avoir, à tous les points de vue, de si graves conséquences. Etendre sur la terre d'Afrique l'influence de la France, agrandir son empire, en reculer les frontières plus loin que le Congo et l'Oubanghi, jusqu'aux rives lointaines du vieux Nil, tel est le but que se proposait la courageuse expédition. On sait quels événements vinrent briser les espoirs de ce groupe d'hommes — devant la vaillance desquels le sirdar Kitchner fut le premier à s'incliner — et de la France...

Aujourd'hui que le temps a estompé de douloureux souvenirs, le Dr Emily, médecin de la mission, a pensé que le moment était venu de publier son journal de route où sont relatées jour par jour les phases de ce voyage si difficile et si périlleux, qui devait, à travers les marais du Bahr-el-Gazal, le mener de l'Atlantique à Fachoda, et de là à la mer Rouge. Luttes quotidiennes contre la nature hostile, les bêtes féroces, les indigènes, les fièvres : prodiges d'énergie qui assurent, malgré tous les obstacles, la marche en avant ; la défaite des derviches, l'occupation de Fachoda, puis l'évacuation ; nous assistons, captivés et angoissés, aux progrès de cet effort titanique. Devant les prouesses accomplies par cette poignée de héros, on se sent pénétré d'une fierté légitime et d'une patriotique confiance dans l'avenir de notre race.

MINISTÈRES DES COLONIES, DE LA MARINE ET DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Rapport de la mission chargée d'étudier les conséquences de l'ouverture du canal de Panama*, en ce qui concerne les colonies françaises des Antilles et d'Océanie. Première partie : *Antilles.* — In-4° de 37 pages avec 2 cartes. Imprimerie des journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris, 1913.

BERTRAND NOGARO. — *Eléments d'économie politique.* Production-Circulation. — In-18 de 388 pages. Prix : 6 francs. Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris, 1912.

Le livre de M. Nogaro, professeur agrégé d'économie politique à la Faculté de droit de l'Université de Caen, s'adresse tout d'abord aux étudiants. Il comprend toutes les matières qu'il est désormais d'usage d'embrasser dans l'enseignement de l'économie politique. Sur chacune d'elles, l'auteur s'est efforcé de présenter, sous une forme simple et claire les notions les plus essentielles et les mieux établies. Tout en étant très concis, l'ouvrage de M. Nogaro semble devoir échapper aux reproches de sécheresse qui pourrait être adressé à un livre de ce genre. Car, s'il évite les longs développements et surtout les discussions doctrinales, il donne tous les renseignements nécessaires pour suivre aisément, malgré leur complexité, les diverses manifestations de l'activité économique et leur enchaînement. La rigueur du plan, et la composition vigoureuse de chaque chapitre et de chaque paragraphe, contribuent même à donner une sensation de vie qui rend la lecture de l'ouvrage plus attrayante. Le volume qui paraît aujourd'hui, est consacré à l'étude de la production et de la circulation. Il forme, à lui seul, un tout, qui correspond au programme le plus généralement adopté en première année de droit. Il intéressera aussi tout spécialement ceux qui ont à retenir de l'enseignement économique moins une formation sociale qu'une formation technique : commerçants, industriels, consuls, etc., et surtout les jeunes gens, qui se préparent au commerce, aux consulats, à la banque. Les systèmes monétaires, l'organisation des banques et des bourses, le mécanisme du crédit et celui du commerce international, sont en effet exposés d'une façon très complète et tout à fait neuve, et de telle sorte qu'il paraît difficile de présenter des sujets aussi délicats, sous une forme aussi aisément accessible.

EMILE NOLLY. — *Gens de guerre au Maroc.* — In-12 de 282 pages. Calmann-Lévy, éditeurs, 3, rue Auber, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

C'est un livre des plus captivants, tant par la richesse du style que par le coloris éclatant des descriptions. C'est là une belle œuvre littéraire, digne de l'auteur de « Hieu-le-Mabout », ouvrage couronné par l'Académie française, et de « La Barque annamite ». En plus du charme poétique, le lecteur y trouvera des observations fines et des analyses du plus grand intérêt.

PAUL NYSSENS. — *Comment lire et étudier avec profit.* — In-16 de 140 pages. Prix : 2 francs. Librairie de culture humaine, 129, rue Froissard, Bruxelles, 1913.

Ce livre sera pour l'étudiant un précieux vade-mecum, qui lui ouvrira la voie la meilleure à suivre pour s'assimiler de façon durable et avec la dépense de temps la plus réduite les matières de ses études. Il sera utile à tous ceux que la lecture passionne et qui désirent être économes de leur temps et de leur énergie nerveuse, en leur facilitant un choix raisonné et judicieux des meilleurs auteurs. Il sera en faveur auprès des nombreux lecteurs, depuis l'humble artisan, qui désire se servir de son intelligence pour se perfectionner dans son métier, jusqu'aux personnes qui occupent des situations élevées dans notre société. En un mot, il trouvera crédit auprès de toutes les personnes qui veulent compléter elles-mêmes leur éducation en mettant à profit leurs moments de loisirs, améliorer leur situation morale et matérielle et progresser sûrement dans la vie à tous les points de vue.

PIERRE POLÉJAÏEFF. — *Six années. — La Russie de 1906 à 1912.* — In-8° de 258 pages. Plon, Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1912. Prix : 5 francs.

Au moment où un conflit armé peut mettre aux prises la Russie et l'empire austro-hongrois, il sera intéressant de lire : « Six années, la Russie de 1906 à 1912 », car il est la meilleure contribution à l'histoire de ce grand empire, qui ait paru depuis longtemps. Il est dû à la plume de M. Pierre Poléjaïeff, et a été adapté du russe par notre distingué confrère, M. Gaston Dru, qui a su se créer une si heureuse spécialité dans ce genre d'ouvrages documentaires. M. Gaston Dru y a collaboré d'ailleurs, de la manière la plus intelligente, en y ajoutant une introduction remarquable, au cours de laquelle il nous présente successivement les principaux hommes d'Etat russes qui ont dirigé dans ces dernières années les destinées du grand empire ami et allié.

Pour s'enrichir au Maroc. Ce qu'il faut savoir, ce qu'il faut faire. — In-12 de 120 pages. Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens, Paris, 1913. Prix : 2 francs.

L'idée d'aller au Maroc et d'y faire fortune commence à exercer

sur les jeunes imaginations françaises des séductions analogues à celles d'aller jadis en Californie. Mais le Maroc ne deviendra un Eldorado que pour ceux qui débarqueront avec une suffisante pacotille de connaissances acquises et qui, avant de lui demander beaucoup, auront commencé par l'étudier un peu. Il existe au Maroc des usages commerciaux, un régime financier, une organisation judiciaire, un ensemble de coutumes, de manières de vivre, auxquels le nouvel arrivant devra s'acclimater, matériellement et intellectuellement.

Tous tireront de la lecture de cet ouvrage un enseignement utile sur ce qu'est le Maroc, ce que sont ses habitants, comment ils vivent et travaillent, en même temps que des indications pratiques, des données exactes et des avis précieux pour un nouvel arrivant.

Léon Tolstoï. — *La puissance des ténèbres* (1886). *Le premier bouilleur* (1886). *Les fruits de l instruction* (1889). Tome XXVIII. — In-16 de 415 pages. Prix : 2 fr. 50. P.-V. Stock et Cie, éditeurs, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913.

La librairie Stock publie le tome XXVIII de son édition littérale des *Œuvres complètes de Tolstoï*. Ce volume comprend les principales pièces de théâtre de l'écrivain russe, et on aura plaisir à trouver, après : la *Puissance des ténèbres*, drame terrifiant et splendide, l'agréable ironie des *Fruits de l'instruction*.

Alfred Viénot. — *Personnels des gouverneurs, des secrétariats généraux, des administrateurs des affaires indigènes et des services civils des colonies.* (Préface de M. E. Dalmas, directeur du personnel au ministère des Colonies). — In-8° de 720 pages avec 8 planches hors texte. Berger-Levrault, éditeurs, 18, rue des Glacis, Nancy, 1913. Prix : 18 francs.

Depuis longtemps le personnel colonial ressentait le besoin d'un ouvrage donnant une codification des textes d'application courante. Le livre de M. Viénot épargnera désormais des recherches fort longues, qui devenaient de plus en plus difficiles par le nombre toujours croissant des feuilles officielles dans lesquelles elles devaient être faites, et permettra de suppléer, dans bien des cas, à un manque complet de documents. Les actes exclusivement coloniaux subissent, en effet, à des intervalles souvent très rapprochés, des modifications incessantes, qui s'expliquent par la nécessité de les mettre en harmonie avec les exigences de rouages qui, loin d'avoir atteint, comme dans la métropole, leur plein développement, suivent la marche progressive de la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer.

Les textes d'une application plus générale, tels que les règlements sur les pensions, ne subissent pas, d'ailleurs, de moins fréquentes transformations, causées par le souci constant du perfectionnement de la législation et aussi par la nécessité d'harmoniser les diverses parties de la réglementation applicable au personnel.

La multiplicité de ces textes divers (la table chronologique de l'ouvrage fait ressortir leur nombre à 443, reproduits *in extenso* ou par extraits), publiés au jour le jour dans les feuilles officielles, ainsi que le nombre considérable des interprétations auxquelles ils ont donné lieu, ne permettaient, jusqu'à ce jour, ainsi que l'indique M. Dalmas dans sa lettre-préface, qu'à quelques fonctionnaires spécialisés de posséder leur sens exact.

L'ouvrage de M. Alfred Viénot coordonne tous ces textes épars pour en former un tout destiné à devenir le *Vade-mecum du fonctionnaire colonial*, qui y trouvera, avec leur interprétation, tous les textes relatifs à l'organisation du personnel administratif, à la solde et aux allocations accessoires ; aux indemnités de route, de séjour, aux passages ; aux pensions (militaires, civiles, locales) ; aux uniformes. Par une innovation heureuse, les différents actes n'ont pas été reproduits à la suite les uns des autres. Dans chaque partie de l'ouvrage, le texte initial a été mis à jour par l'incorporation de ceux qui sont venus le modifier ou le compléter, de manière à former une réelle codification et à supprimer toute recherche. Une note indique chaque fois la date et la nature de l'acte qui a modifié la rédaction primitive du règlement. Dans le même esprit, les interprétations ont été données en renvoi, au bas du texte même qu'elles concernent, de façon à rassembler sur un seul point toute la réglementation concernant le même objet. Enfin, les modèles d'uniformes, que les intéressés recherchaient vainement dans les feuilles officielles, car ils n'ont fait l'objet d'aucune publication, sont reproduits dans huit planches hors texte, avec toutes les indications utiles.

Werner Soderhjelm. — *Finlande et Finlandais.* — In-18 jésus de 330 pages. Prix : 3 fr. 50. Armand Colin, éditeur, 5, rue de Mézières, Paris, 1913.

L'histoire de la Finlande est brève et simple : elle a été le théâtre et l'enjeu de conflits séculaires entre ses deux grandes voisines, la Suède et la Russie. Il y a quelques années, ce petit peuple émut l'Europe libérale en opposant énergiquement ses droits parlementaires aux intérêts d'une puissance autocratique. Depuis lors, de jour en jour s'élargit le cercle de ceux qu'intéresse ce pays, attirant par sa vie politique, intellectuelle et morale plus encore que par la beauté, un peu austère et uniforme, de ses paysages. Nous, Français, devons aux Finlandais une sympathie particulière en échange de l'attachement qu'ils ont toujours témoigné à notre langue, à notre culture, à notre esprit. Ils viennent d'en donner une nouvelle preuve en publiant, en langue française, un ouvrage d'ensemble sur la Finlande, son passé, son état actuel, ses aspirations. Quiconque aura lu *Finlande et Finlandais* sera très exactement et très abondamment renseigné sur la géographie, l'ethnographie et l'histoire de la Finlande, sur la littérature, les arts, l'industrie, l'agriculture, les sports finlandais. Deux points retiendront spécialement l'attention du lecteur français : la Finlande est un pays de démocratie intégrale et de féminisme politique.

La direction de cette œuvre a été assumée par M. Werner Söderhjelm, professeur à l'Université d'Helsingfors, dont le nom est familier à tous les romanistes. C'est dire toute la valeur littéraire et scientifique de cet ouvrage, dont chaque chapitre est signé d'un spécialiste.

Oscar Wilde. — *Derniers essais de littérature et d'esthétique août 1887-1890.* — In-16 de 356 pages. Prix : 3 fr. 50. P.-V. Stock et Cie, éditeurs, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913.

Cette traduction de M. Albert Savine complète l'œuvre d'Oscar Wilde journaliste. On y a réuni, en effet, tout ce que le poète a donné au jour le jour dans la presse de 1887 à 1890 d'impressions curieuses, de piquantes appréciations, de chroniques pleines d'humour. Les principales de ces pages sont celles qui nous parlent de William Morriss, des biographes de Keats, de M. Caro, de Walt Whitman, d'Ouida, de Swinburne, de Pater, du Kalévala ou de Chuang-Tzu. A noter aussi *Les modèles de Londres* et les conférences esthétiques des salons de Willis.

Mouvement des périodiques.

Armatte. — La prise de Dar Anflous et la liaison du Maroc avec la Mauritanie. (*Questions diplomatiques et coloniales,* 16 février 1913.)

Bardon. — A travers le Maroc. (*Bulletin de la Société de géographie de Marseille*, juillet-septembre 1912.)

Baudon. — Sur quelques plantes alimentaires indigènes du Congo français. (*Annales du musée colonial de Marseille*, 1912.)

Combaz. — L'enseignement en Tunisie. (*Bulletin de la Mission laïque française*, janvier 1913.)

H. Courtet. — Nos colonies à bovidés. La Nouvelle-Calédonie. (*Bulletin de la Société nationale d'acclimatation de France*, 1er février 1913.)

R. Doucet. — Une société d'histoire des colonies françaises. (*La Revue indigène*, décembre 1912.)

J. Feillet. — La réforme douanière coloniale et la Nouvelle-Calédonie. (*L'Océanie française*, février 1913.)

Georges Froment-Guieysse. — Etudes polynésiennes : Tahiti. La situation actuelle. (*L'Océanie française*, février 1913.)

Eugène Gallois. — Le canal de Panama. Le rôle de nos colonies des Antilles et de l'Océanie. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, janvier 1913.)

Joseph Goncet. — Voyage à Ceylan et aux Indes. (*Bulletin de la Société de géographie de Marseille*, juillet-septembre 1912.)

Edouard Heckel. — Nouvelles observations sur les plantes de Nouvelle-Calédonie. (*Annales du Musée colonial de Marseille*, 1912.)

Maurice Lasvignes. — Les difficultés et les possibilités commerciales de la France au Maroc. (*La Revue marocaine*, 5 février 1913.)

Colonel Charles Mangin. — La délivrance de Marrakech et les opérations de pacification. (*L'Afrique française*, février 1913.)

René Moulin. — Notre tâche marocaine. (*La Revue hebdomadaire*, 22 février 1913.)

Noray. — Les officiers indigènes algériens. (*La Revue indigène*, décembre 1912.)

Léon Réallon. — La situation financière et économique des Fidji en 1911. (*L'Océanie française*, février 1913.)

Saint-Brice. — La France et le Maroc, avant et après Algésiras. (*La Revue marocaine*, 5 février 1913.)

E. Salesses. — Les chemins de fer africains. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, janvier 1913.)

E. de Wildeman. — Les bananiers. (*Annales du musée colonial de Marseille*, 1912.)

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	10 25 à .. ..
Conakry Niggers	9 75 à .. ..
Soudan Niggers rouges	9 25 à .. ..
Soudan Niggers blancs	7 75 à 8 ..
Soudan lanières et plaques	9 75 à 10 »
Soudan Manoh	9 75 à .. ..
Lahou petits Cakes	7 50 à .. ..
Lahou Niggers	7 60 à .. ..
Gambie A	6 60 à .. ..
Gambie AM	5 60 à .. ..
Gambie B	4 60 à .. ..
Bassam Lump	4 70 à .. ..

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le 19 mars comprendra environ 369 tonnes, dont 294 tonnes Congo et 73 tonnes plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.
Kasai rouge I	9 80 à 10 ..
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	9 50 à 9 75
Kasai noir I	9 80 à 10 ..
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	9 80 à 10 »
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	9 80 à 10 »
Mongala lanières	9 80 à 10 »
Aruwini	9 80 à 10 »
Wamba rouge I	7 30 à 7 75
Uelé	9 80 à 10 »
Détroits crêpe I	11 » à 11 25

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — Actes officiels. — *Journal officiel tunisien.*

15 *février.* — *Décret* du 12 février portant institution près la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation d'une Inspection générale de l'Agriculture.

Assistance publique. — **Le budget de 1913.** — Le budget de assistance publique tunisienne pour 1913 a été arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de 168.000 francs.

D'autre part, 33.000 francs, prélevés sur le fonds de réserve, sont affectés à l'achèvement de diverses infirmeries-dispensaires.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — Actes officiels.
Journal officiel de l'Afrique occidentale française.

8 *février.* — *Arrêté* du 29 janvier instituant, en Afrique occidentale française, un conseil supérieur de l'enseignement primaire.

15 *février.* — *Arrêté* du 15 février promulguant en Afrique occidentale française le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies.

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

8 *février.* — *Arrêté* du 30 janvier réorganisant le service de l'enseignement au Sénégal.

Journal officiel de la colonie.

6 *février.* — *Arrêté* du 21 janvier instituant des commissions mixtes chargées d'examiner les plans de lotissement des escales nouvelles après l'enquête réglementaire.

Arrêté du 30 janvier portant ouverture de la gare Malem-Hoddar au service télégraphique public, privé et officiel.

13 *février.* — *Arrêté* du 6 février autorisant le bureau de Khombole à émettre et à payer les mandats-poste métropolitains pour le compte du receveur régional de Diourbel.

Arrêté du 12 février portant ouverture du bureau postal de Carabane à la télégraphie officielle et privée.

Administration. — **Le lotissement des escales.** — Un arrêté du 21 janvier institue au Sénégal des commissions mixtes appelées à donner leur avis sur tous les projets de lotissements des terrains domaniaux, des clôtures des enquêtes de commodo et incommodo.

Ces commissions pourront : 1° apprécier si l'ordonnance des plans de lotissement répond aux besoins généraux et commerciaux des escales; 2° appeler l'attention de l'administration sur des détails d'exécution susceptibles d'en favoriser l'essor; 3° proposer les travaux qui paraîtraient urgents et examiner les conditions d'installation des villages indigènes; 4° émettre une opinion sur l'opportunité de procéder aux adjudications par voie de vente pure et simple, ou avec charge de bâtir; 5° donner un avis sur l'interdiction de commercer dans les villages exclusivement réservés aux indigènes et dans un rayon déterminé autour des escales; 6° ces commissions seront également consultées au cas où les plans approuvés des escales allotiés seraient modifiés.

Les commissions mixtes siégeront au centre de la Chambre de commerce du territoire visé et seront composées : 1° d'un administrateur, *président;* 2° d'un agent des travaux publics; 3° d'un agent du service des domaines où d'un délégué du bureau du secrétariat général, chargé des affaires domaniales; 4° de deux commerçants désignés par la Chambre de commerce, *membres.*

Agriculture. — **Les circonscriptions agricoles.** — Les résidences des chefs des circonscriptions agricoles du Sénégal sont fixées ainsi qu'il suit : Circonscription du fleuve : Richard-Toll; circonscription de Dakar-Saint-Louis : Saint-Louis; circonscription du Thiès-Kayes : Hann; circonscription de Casamance et Haute-Gambie : Ziguinchor.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *février* 1913. — *Arrêté* du 24 décembre 1912 fixant le taux de l'impôt de capitation dans les différents cercles de la Guinée française.

Dahomey. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

8 *février*. — *Arrêté* du 30 janvier réorganisant le service de l'enseignement au Dahomey.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

11 *janvier*. — *Circulaire* ministérielle relative à la protection de la propriété industrielle.

Arrêté du 31 décembre portant modification à l'arrêté du 30 octobre 1909 sur les patentes. — Cet arrêté substitue le texte suivant à celui qui visait le commerce des boissons dans l'article 9 de l'arrêté 1909 :

En ce qui concerne le commerce des boissons, sont qualifiés :

Marchands en gros, ceux qui vendent des boissons alcooliques à emporter par quantités égales ou supérieures à 11 litres ou 11 bouteilles d une contenance de 75 centilitres et au-dessus ou qui possèdent un magasin central servant à alimenter leurs divers débits.

Marchands au détail, ceux qui débitent ou vendent des boissons alcooliques par quantités inférieures à 11 litres ou à 11 bouteilles d'une contenance de 75 centilitres à 1 litre, à consommer sur place ou à emporter.

Est assimilé à la vente au détail, l'échange ou le troc de boissons alcooliques contre des marchandises ou produits quelconques.

Arrêté du 31 décembre portant les additions ou modifications suivantes au tableau B annexé à l'arrêté du 30 octobre 1909 sur les patentes :

1° Additions : Marchands de cocons, 5e classe; — exploitants à appareils automatiques (orgues, pianos, etc.), patentés de 5 fr. par an; — exploitant de cinématographe, 5e classe; — voyageur de commerce, 4e classe (patente payable par douzième et d'avance, pour chaque mois de séjour dans la colonie; le taux de la patente est fixé d'après la population de la localité la plus importante dans laquelle le voyageur traite des affaires).

2° Modifications : Fabricants, entrepositaires ou marchands de bière en gros, passent de la 3e à la 4e classe; — marchands de vins en gros, vendant des vins par quantités égales ou supérieures à 11 litres ou 11 bouteilles de 75 centilitres, passent de la 2e à 4e classe; — les marchands de vins en demi-gros cessent de figurer dans le nouveau classement.

Tableaux de marche des voitures automobiles, route du Sud, route de l'Ouest et route de Miarinarivo pour l'année 1913.

Itinéraire de la ligne annexe Diégo-Comores.

18 *janvier*. — *Arrêté* du 3 janvier 1913 promulguant dans la colonie et ses dépendances le décret du 28 février 1912, portant promulgation de la convention du commerce et de navigation signée à Paris le 19 août 1911 et conclue entre la France et le Japon.

Arrêté du 18 janvier portant réorganisation du personnel des services civils de Madagascar.

Arrêté du 18 janvier portant création d'un service vétérinaire.

Arrêté du 31 décembre relatif au mode de recouvrement des patentes, licences et taxes de séjour aux chefs-lieux des provinces et dans les districts centraux.

Arrêté du 16 janvier apportant diverses modifications dans les services des courriers.

Administration. — **Le cyclone. Tournée du gouverneur général.** — Ainsi que nous l'avons annoncé précédemment, M. le gouverneur général Picquié a effectué une tournée dans les régions du Nord de l'Ile qui ont eu à souffrir du passage du cyclone du 24 novembre.

A Diégo-Suarez, l'ouragan a causé des dégâts nombreux et importants aux immeubles qui ont eu leur toiture enlevée et leurs charpentes tordues. Le matériel de batelage du port a été démoli; les chalands encore chargés des marchandises que le « Salazie » venait d'apporter ont sombré. Une partie des quais d'Antsirane ont été démolis. A l'intérieur de la province, l'ouragan a détruit plusieurs villages indigènes, dévasté des concessions européennes, coupé les routes et les communications télégraphiques et anéanti les cultures. De tous côtés, l'on reconstruit, l'on répare et déjà, à l'arrivée de M. Picquié, la ville de Diégo-Suarez avait repris un aspect moins lamentable.

De Diégo, le gouverneur général s'est rendu à Nossy-Bé où le cyclone a également sévi faisant écrouler plusieurs maisons, emportant de nombreuses cases indigènes et les réserves de riz, détruisant et coulant une partie du matériel du port.

En baleinière et en filanzane, par la vallée de la Mahavavy, M. Picquié est remonté jusqu'à Ambilobe où la tempête a été particulièrement violente. Des fermes démontables en sapin rapidement fabriquées à Majunga ont été montées à Ambilobe, tous les bâtiments ayant été renversés. La région, qui semble s'être trouvée sur le centre du cyclone, a été dévastée par les eaux. On signale la perte de plus de 10.000 bœufs. D'Ambilobe, le gouverneur général est revenu à la côte en traversant la plaine du Sambirano où les exploitations et les plantations ont subi de sérieux dommages.

A la nouvelle du cyclone, M. Picquié ayait fait distribuer des secours et constituer des approvisionnements de vivres sur les points qui en manquaient. Des commissions ont été chargées d'évaluer les pertes et les dégâts. Le gouverneur général est revenu à Tananarive, heureux d'avoir pu constater l'énergique activité des colons de la région du Nord et le courage des populations et persuadé que grâce aux efforts des colons et l'appui de l'administration, les dégâts causés par le cyclone pourront être rapidement réparés.

Commerce. — **Chambre consultative de Tananarive.** — Au cours de la séance du 12 décembre dernier de la Chambre consultative de Tananarive, M. Bourdariat a fait un exposé des travaux du Congrès des Chambres d'agriculture et de commerce de la Réunion et de Madagascar que nous résumons sommairement ci-après :

La première question traitée concerne l'institution d'une délégation permanente des assemblées élues des deux colonies. Sur ce point, le Congrès a émis le vœu : « Que soit institué à Madagascar et à la Réunion un bureau de renseignements spécial à chaque colonie. Ils seront l'un et l'autre chargés de grouper les offres et les demandes entre les pays, et de se transmettre les renseignements recueillis à l'aide d'un bulletin agricole, industriel

et commercial dont la publication se fera mensuellement par chaque bureau. »

La question du fret a donné lieu à une motion tendant à obtenir des compagnies une réduction très sensible du fret entre Madagascar et la Réunion. Le Congrès a décidé en outre d'étudier la constitution dans les deux colonies de syndicats de chargeurs.

Parmi les autres vœux, mentionnons les suivants :

Que, dans tous les centres où il existe un bureau de douane ouvert à l'importation et à l'exportation, des connaissements directs soient délivrés entre la métropole et les colonies de Madagascar et de la Réunion, ainsi qu'entre ces deux colonies.

Un vœu tendant à la création de communications plus nombreuses et sans transbordements entre Madagascar et la Réunion; à l'installation de frigorifiques à bord des navires.

En vue de développer chez les indigènes de la Grande Ile la consommation du sucre, le Congrès demande la réduction à 8 fr. de la taxe — actuellement de 25 francs — qui frappe ce produit dans la colonie. A titre de réciprocité les droits de consommation et d'octroi de mer grevant certains produits malgaches — le riz notamment — à leur entrée à la Réunion devraient être abaissés.

Le Congrès a demandé également : la réduction des frais de banque entre la Réunion et Madagascar; l'autorisation pour les pharmaciens possédant le diplôme de la Réunion d'exercer à Madagascar dans les localités où ne se trouvent pas de pharmaciens pourvus du diplôme métropolitain; l'introduction dans les deux colonies de la main-d'œuvre d'origine étrangère qu'elles réclament; la mise à l'étude de la répartition entre les deux colonies d'un enseignement agricole et industriel avec une école à la Réunion et une autre à Madagascar.

En ce qui concerne le régime douanier le Congrès se rallie entièrement aux vœux du Congrès de Marseille et du Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur. Une motion a été votée, visant plus spécialement l'Union sud-africaine et les colonies anglaises de l'Océan Indien, demandant un tarif de faveur pour certains produits que la Réunion et Madagascar auraient intérêt à importer de ces pays.

En terminant son exposé, M. Bourdariat fait ressortir que les produits de la Grande Ile peuvent se faire une large place à la Réunion. Les bœufs, les légumes secs (pois du cap, haricots, etc.), le saindoux, les salaisons, les bois de construction y trouveraient un écoulement régulier et rémunérateur. Il en est de même du riz bien préparé et présenté, provenant d'usines munies de l'outillage nécessaire. Par contre, le riz décortiqué au pilon, à la malgache, est peu apprécié. On lui reproche son manque d'uniformité et la présence de petits graviers. En outre, le commerce réunionnais souhaiterait que cette denrée fût expédiée non en soubiques mais en sacs de jute de 75 kilogrammes, comme les riz de Saigon et de l'Inde anglaise. L'emploi des décortiqueries mécaniques qui commence à se développer à Madagascar fera disparaître ces défauts. Nous y avons tout intérêt, dit M. Bourdariat, car les importations de riz à la Réunion dépassent 20.000 tonnes par an. Il y a donc là une place importante à prendre pour nos producteurs.

Au point de vue agricole Madagascar a beaucoup à apprendre de l'île voisine. Partout, les délégués au Congrès ont été agréablement surpris par l'étendue et la perfection des cultures et la puissance de l'outillage industriel destiné à traiter les produits du sol.

Dans une note complémentaire, que publiera le bulletin de la Chambre, M. Bourdariat a réuni les observations qu'il lui a été donné de recueillir au point de vue industriel et commercial au cours de son séjour à la Réunion.

Parmi les autres questions qui figuraient à l'ordre du jour de cette séance, signalons notamment celle des tarifs du T. C. E. et celle des sacs de jute.

Tarifs du T. C. E. : La Chambre consultative, en vue de l'ouverture prochaine à l'exploitation du tronçon actuellement en voie d'achèvement du T. C. E., se propose d'étudier les modifications à introduire dans la classification des marchandises. Un projet de tarif applicable au parcours Tananarive-Tamatave sera soumis au gouverneur général.

Sacs de jute : Lecture est donnée d'une lettre de l'Union coloniale au sujet de la taxe sur les sacs de jute. Le président rappelle que l'assemblée avait naguère demandé la suppression totale de la taxe de consommation prévue par le décret du 19 juillet 1910. A la suite de ce vœu et des réclamations des autres Chambres, le gouvernement de la colonie avait mis à l'étude la réduction de cette taxe et demandé à la Chambre de Tananarive son avis sur un projet consistant à remplacer la taxe en vigueur — de 0 fr. 15 par sac, perçue à l'entrée et remboursée ensuite à la sortie de la colonie — par un droit unique de 5 centimes par sac importé, droit qui resterait définitivement acquis à la colonie. L'assemblée répondit, dans sa séance du 22 décembre 1911, que cette taxe de 5 centimes — representant le huitième de la valeur du sac — était encore trop élevée et proposa, puisque la suppression pure et simple de ce droit était jugée impossible, une taxe de 2 centimes par kilogramme de sacs vides. En d'autres termes, le droit serait perçu non plus à l'unité mais au poids, ainsi que cela se passe déjà pour les tissus. Tel est l'état de la question.

Après discussion, la Chambre renouvelle le vœu ci-dessus rappelé. Considérant, en outre, que l'abaissement de la taxe nécessite un nouveau décret modifiant celui du 19 juillet 1910 promulgué pour une période de cinq ans, l'assemblée demande au chef de la colonie de vouloir bien accorder au commerce, à titre transitoire, un délai de deux ans pour réexporter les sacs de jute, en tenant compte d'un déchet, lequel serait fixé à 10 0/0 sur le nombre de sacs introduits.

Mayotte. — COMMERCE. — **Le commerce de Mayotte pendant le 3e semestre 1912.** — Le commerce total de Mayotte et Comores pendant le 3e trimestre 1912 a atteint 2.330.330 francs, dont 400.295 à l'importation et 1.935.035 à l'exportation.

L'importation donne 194.921 francs avec la France, 119.086 avec nos colonies et 86.288 avec l'étranger ; l'exportation est de 1.837.061 francs pour la France, 53.522 pour nos colonies et 39.452 pour l'étranger.

Les principaux produits représentés par ces valeurs ont été, à l'importation :

Tissus de coton, 106.133 fr. ; riz blanc, 72.384 fr. ; riz en paille, 33.685 fr. ; machines, 24.039 fr. ; quincaillerie 16.085 fr. ; vins en fûts, 9.393 fr. ; savons, 6.031 fr. ; fer en barre, 5.797 fr. ; farine, 4.442 fr. ; pétrole, 4.338 fr. ; tôles de fer, 3.632 fr. ; wagonnets, 3.200 fr. ; parapluies, 2.430 fr. ; bière, 2.162 fr. ; graisses alimentaires, 2.107 fr. ; tabac, 1.445 fr. ; ciment, 1.250 fr. ; sel marin, 1.189 fr. ; chaussures, 1.163 fr.

A l'exportation :

Vanille, 1.627.853 fr. ; huile d'ylang-ylang, 88.872 fr. ; graines

oléagineuses, 52.790 fr. ; extraits odorants, 30.913 fr. ; peaux brutes, 30.309 fr. ; rhum, 18.333 fr. ; cacao, 11.307 fr. ; sucre brut, 4.226 fr. ; coprah, 4.006 fr. ; racines médicinales, 3.448 fr.

AMÉRIQUE

La Martinique. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

11 *janvier.* — *Arrêté* du 4 janvier réglementant la circulation et la vente de la vanille.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

6 *janvier.* — *Circulaire* du 30 janvier relative au fonctionnement du service des passages.

13 *janvier.* — *Arrêté* du 10 décembre autorisant l'acquisition de terrains nécessaires à la construction de la ligne Saigon-Khanh hoà-Lang-bian, section comprise entre les kilomètres 221 et 237 d'une part et les kilomètres 237 et 261 + 878 d'autre part.

CHEMINS DE FER. — **Les recettes des chemins de fer indochinois en 1912.** — Le réseau ferré indochinois comprenait, au 31 décembre 1912, une longueur totale exploitée de 1909 kilomètres, répartie comme suit :

1° Ligne du Yunnan (Haiphong-Yunnansen),	859	kilomètres (1)
2° Lignes de Hanoi-Vinh et de Hanoi frontière de Chine	493	—
3° Ligne de Tourane-Hué-Quang-tri	202	—
4° Lignes : *a*) de Saigon au Khanh-hoa (section Saigon-Phan-thiet) ; *b*) de Phan-rang à Nha-trang ; *c*) de Saigon à Mytho	355	—

La ligne du Yunnan, exploitée par la Compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, a fait 7.449.269 fr. de recettes en 1912, soit une moyenne de 8.672 francs par kilomètre, contre 5.843 en 1911.

Les autres lignes, exploitées par la colonie, ont donné les résultats suivants :

Hanoi-Vinh et Hanoi frontière de Chine : recettes totales, 1.506.555 francs, soit une moyenne de 5.084 francs par kilomètre exploité, contre 4.715 en 1911.

Tourane-Hué-Quang-tri : recettes totales, 348.560 francs, soit 1.725 francs par kilomètre, contre 1.365 en 1911.

Saigon-Khanh-hoa ; Phan-rang-Nha-trang ; Saigon-Mytho : recettes totales, 1.594.372 francs, soit une moyenne de 4.818 fr. par kilomètre, contre 3.893 en 1911.

FINANCES. — **Les recettes du budget général en 1912.** — Les recettes totales du budget général de l'Indochine effectuées au 31 décembre 1912 s'élèvent pour l'année entière, à 36.714.770 piastres 46. Elles sont supérieures de 2.033.280 piastres 46 aux prévisions budgétaires de l'exercice. Ces chiffres ne comprennent que les recettes afférentes aux quatre premiers articles du budget (produits à rendement régulier).

Il y a plus-value sur tous les articles, sauf pour les douanes, en moins-value de 263.968 piastres. Les autres articles du budget sont en excédent, savoir : les contributions indirectes et les régies, de 2.080.971 piastres ; l'enregistrement, de 159.319 piastres 62 ; les postes et télégraphes, de 66.957 piastres 84.

(1) Section de Haiphong à Lao-kay, 394 kilomètres ; section de Lao-kay à Yunnansen, 465 kilomètres.

GÉNÉRALITÉS. — **Les assurances sur la vie en Indochine.** — Le gouverneur de la Cochinchine a communiqué récemment à la Chambre de commerce de Saigon un projet de décret, portant réglementation des entreprises d'assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation actuellement régies par la loi du 17 mars 1905 et divers décrets promulgués en Indochine par le décret du 11 juillet 1907.

Le gouverneur demande l'avis de la Chambre sur ce projet de décret, qui comporte des modifications à la législation métropolitaine, dont l'application pure et simple dans les colonies a soulevé des critiques de la part d'une compagnie étrangère. La nouvelle réglementation donnerait notamment satisfaction au vœu émis par la Chambre de commerce, dans sa séance du 20 mai 1910, au sujet du placement des fonds des sociétés d'assurances en immeubles situés dans la colonie.

Ce projet de décret n'est, en somme, qu'un règlement d'administration publique destiné à rendre applicable en Indochine la loi sur les compagnies d'assurances sur la vie. Cette loi a déjà, en effet, été promulguée dans la colonie, mais on avait, jusqu'à ce jour, omis de prendre les dispositions nécessaires pour son application. Il prévoit que les sociétés étrangères devront constituer des fonds de garantie en Indochine. Les fonds ainsi constitués seront spécialement affectés à la garantie des engagements pris par les compagnies envers les assurés.

Les compagnies françaises d'assurances doivent avoir leur siège à Paris ; elles doivent, de plus, remplir certaines formalités et constituer certaines garanties en France avant de pouvoir faire des affaires.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

20 *janvier.* — *Arrêté* du 16 janvier rendant exécutoires les dispositions de l'ordonnance royale du 20 décembre 1912.

ADMINISTRATION. — **Etat civil indigène.** — Une ordonnance du roi d'Annam, rendue exécutoire par arrêté du gouverneur général de l'Indochine, décide la création de l'état civil dans les centres urbains de l'Annam.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

20 *janvier.* — *Arrêté* du 2 janvier relatif à l'impôt personnel des asiatiques étrangers résidant au Cambodge.

Cochinchine. — TRAVAUX PUBLICS. — **Inauguration du tramway de Saigon à Lai-thieu.** — La ligne de tramway de Saigon à Lai-thieu par Govap a été solennellement inaugurée le 28 janvier, sous la présidence de M. le gouverneur général.

La ligne nouvelle — la partie Saigon-Govap était en exploitation depuis plusieurs mois déjà — d'une longueur de 10 kilom. 7 de Govap à Lai-thieu, traverse un pays extrêmement cultivé. Elle comporte sept ponts dont un de 260 mètres et un de 100 mètres.

Le lendemain, 29 janvier, M. Sarraut a posé la première pierre des halles centrales de Saigon.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

13 *janvier.* — *Arrêté* du 10 janvier relatif à la délivrance des permis de séjour aux Chinois en Annam et au Tonkin.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

15 *novembre-1er décembre.* *Arrêté* du 19 octobre sur l'interdiction de l'usage de la dynamite et de la pêche aux explosifs dans les eaux de la colonie.

Arrêté du 30 octobre promulguant dans la colonie le décret du 14 août 1912 modifiant l'article 13 du décret du 10 août 1893, qui réglemente l'élevage, la conduite, l'abatage et la vente du bétail dans la colonie.

Arrêté du 6 novembre relatif à la désinfection dans l'intérieur de la colonie.

15 *décembre.* — *Discours* prononcé par M. A. Brunet, gouverneur p. i. de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, à l'ouverture de la session budgétaire du Conseil général, le 4 décembre 1912.

Arrêté du 27 novembre convoquant les électeurs de la Chambre de commerce pour le 28 décembre, à l'effet de procéder au renouvellement intégral de cette compagnie.

Arrêté du 30 novembre promulguant le décret du 12 décembre 1912, réglementant le séjour des étrangers dans la colonie.

Arrêté du 5 décembre promulguant les décrets des 25 juin 1911 et 25 mai 1912 sur la protection des œuvres artistiques, etc.

Arrêté du 5 décembre promulguant le décret du 20 juin 1912 relatif à l'organisation de la justice dans la colonie.

Arrêté du 6 décembre modifiant celui du 13 août 1879 sur les débits de boissons.

31 *décembre.* — *Arrêté* du 27 décembre promulguant le décret du 25 décembre 1912 reportant au 31 mars 1913 le terme fixé pour la perception des taxes minières prévues par les décrets du 21 décembre 1905 et du 23 mars 1908.

Arrêté du 28 décembre rendant provisoirement exécutoire le budget du Service local pour l'exercice 1913. — Tarif des contributions et taxes à percevoir pour l'année 1913.

INDUSTRIE. — **Projet de création d'une école de sciences appliquées.** — Au cours de sa dernière session, le Conseil général a eu à examiner un projet de création dans la colonie d'une école de sciences appliquées. Voici en quels termes le gouverneur s'exprime à ce sujet dans le rapport qu'il a présenté au Conseil général et que celui-ci a approuvé à l'unanimité.

Après avoir souligné la prospérité de l'industrie minière et l'impulsion qui en résulte pour toutes les branches de l'activité économique de la colonie, le gouverneur s'exprime ainsi : « Devons-nous négliger de donner à l'industrie, aux mines et à l'agriculture leurs cadres de contremaîtres instruits, de chefs d'ateliers et de chefs d'industries pris parmi l'élite de cette colonie que le manque de situations rémunératrices contraindrait au départ vers la France, vers nos autres colonies, peut-être même vers l'Australie comme nous avons eu à le constater trop fréquemment. Nous avons pensé qu'il devenait urgent de conserver sur place les meilleures intelligences et qu'à la suite de baccalauréat ou d'études équivalentes, il y avait lieu de créer les cours d'une Ecole de sciences appliquées. Nous avons étendu le programme de ces cours aux connaissances qui sont indispensables aux colons de l'avenir, l'agriculture industrialisée ayant des besoins considérables de personnel dirigeant. »

Le gouverneur définit ainsi le but de l'école : « Donner à des jeunes gens déjà pourvus de connaissances secondaires une instruction scientifique à la fois théorique et pratique qui les rende capables de fournir de bons services comme contremaîtres, comme chefs d'exploitations ou d'industries existant déjà en Nouvelle-Calédonie ou susceptibles d'y prendre naissance, telles que : exploitations agricoles et industries dérivées; distilleries, extraits tanniques, savonneries, vitrification, tannerie, extraction des minerais, dragages, préparation des minerais... »

La durée des études est fixée à deux années. Le budget de l'institution s'équilibrerait, semble-t-il, sans grand sacrifice pour la colonie. Les dépenses prévues s'élèveraient annuellement à 9.000 francs.

NAVIGATION. — **Outillage du port de Nouméa.** — Pour répondre aux vœux émis par le Conseil général dans ses séances du 6 juillet et 30 décembre 1912 au sujet de l'outillage du port, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie vient de constituer, par arrêté du 13 janvier, une commission à l'effet d'examiner les différentes questions se rattachant à l'outillage du port de Nouméa (wharf, dock flottant, bassin de radoub, prolongement des quais, dépôt de charbon, frigorifiques, etc.)

Cette commission, placée sous la présidence du gouverneur et la vice-présidence, de MM. Legrand, maire de Nouméa, et Borel, président de la Chambre de commerce, procédera à toutes les enquêtes utiles, entendra toutes les personnes dont elle jugera à propos de recueillir l'avis.

Nouvelles-Hébrides. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

15 *novembre-1er décembre.* — *Arrêté* du tribunal mixte en date du 7 novembre 1912 au sujet de l'entrée en vigueur du règlement d'immatriculation.

15 *décembre.* — *Arrêté* du 15 juin 1912 abaissant le droit de port à Port-Vila.

Règlement d'immatriculation. — Aux termes d'un arrêté du tribunal mixte, en date du 7 novembre 1912, paru à l'*Officiel* de la Nouvelle-Calédonie des 15 novembre-1er décembre, le règlement d'immatriculation du 18 octobre 1911 est considéré comme publié à Port-Vila le 2 février 1912.

Il entrera en vigueur : *a*) dans l'île Vaté, le 17 février; *b*) dans les îles du Sud de l'archipel le 2 mai; *c*) dans les îles du Nord — à l'exception de Santo et des îles Banks et Torrès — le 2 janvier; *d*) dans l'île Santo et ses dépendances, le 2 juillet; *e*) dans les îles Banks et Torrès, le 2 août 1913.

Droit de port à Port-Vila. — Un arrêté, en date du 15 juin 1913, paru au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie du 15 décembre, abaisse à 30 centimes par tonne nette constatée le droit de port fixé précédemment (arrêté du 8 janvier 1912) à 60 centimes pour tout navire de commerce à vapeur et tous autres bâtiments de commerce jaugeant plus de 200 tonnes provenant de l'extérieur de l'archipel et entrant dans la rade de Port-Vila.

Taxes douanières. — On sait que depuis le 1er janvier dernier, des droits d'entrée sont perçus sur les marchandises introduites dans l'archipel néo-hébridais. Le tarif de ces droits, élaboré par les hauts commissaires du Condominium, n'est pas encore parvenu en France. Suivant les journaux locaux, le taux en serait fixé à raison de 5 0/0 *ad valorem*. Quelques articles intéressant les exploitations agricoles seraient exonérés, les armes et les alcools, par contre, frappés de droits plus élevés.

Des réclamations s'étant produites au sujet de la réglementation nouvelle, M. Brunet, haut commissaire français, a chargé M. Chauve, vérificateur des douanes de la Nouvelle-Calédonie, de se rendre à Port-Vila pour examiner sur place, d'accord avec les deux résidents anglais et français et les commerçants, les amendements qui pourraient être apportés au règlement pour le rendre plus pratique et l'adapter davantage aux conditions locales.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

PARIS A LONDRES

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl. et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La compagnie organise avec le concours de l'Agence des voyages modernes, les excursions suivantes :

1° *La Corse, en automobile.*

Départs de Paris, les 17 mars, 15 avril et 5 mai 1913.

Durée de l'excursion : 13 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 690 fr., 2e cl. 640 francs.

2° *Italie.*

Départ de Paris, le 20 mars 1913.

Durée de l'excursion : 20 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 765 fr. 2e cl. 655 francs.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence des voyages modernes, 4, avenue de l'Opéra, à Paris.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages en Espagne et au Maroc.

A l'occasion de la Semaine Sainte, des Fêtes de Pâques à Madrid et de la Foire de Séville, ainsi que des nombreuses fêtes qui ont lieu au printemps en Espagne, la Compagnie d'Orléans délivrera du 8 mars au 15 mai, au départ de Paris et de toutes les gares et stations de son réseau, des billets spéciaux de 1re et 2e classes, à prix très réduits, permettant d'atteindre Madrid, Cordoue, Séville, Cadix, Grenade, Malaga et Algésiras et comportant dix itinéraires différents.

Exemples :

1er itinéraire. — Paris à Madrid et retour : 1re cl. 180 fr, 2e cl. 129 francs.

2e itinéraire. — Paris à Séville et retour : 1re cl. 250 fr., 2e cl. 183 francs.

5e itinéraire. — Paris à Algésiras et retour : 1re cl. 286 fr., 2e cl. 209 francs.

9e itinéraire. — Paris à Séville, Grenade, Baeza, Madrid et retour : 1re cl. 276 fr., 2e cl., 202 francs.

Validité pour le retour jusqu'au 30 juin 1913, dernière date pour l'arrivée du voyageur à son point de départ. Faculté d'arrêt : en France, à Bordeaux, Bayonne et Hendaye ; en Espagne à tous les points du parcours.

Les voyageurs trouveront à Madrid des billets d'aller et retour à prix très réduits leur permettant de visiter l'Escurial, Avila, Ségovie, Tolède, Aranjuez et Guadalajara.

Excursions en Andalousie, à Gibraltar et au Maroc.

Du 8 mars au 25 mai, les voyageurs trouveront à Cordoue et à Séville des billets d'excursion à prix très réduits valables 30 jours, avec arrêts facultatifs, pour Xérès, Cadix et Grenade et retour à Séville ou Cordoue, ainsi que pour Gibraltar.

Services rapides quotidiens par trains rapides et trains de luxe, notamment :

Sud-express quotidien entre Paris et Madrid ;

Andalousie-express quotidien entre Madrid et Séville pendant les mois de mars et avril.

Maroc-express, service rapide bi-hebdomadaire pour Algésiras et Gibraltar, traversée d'Algésiras à Tanger en 2 h. 1/2 environ.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le dimanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60 ; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (10-12)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bonibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1781
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE
Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.
Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.
Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**
MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux
Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.
Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* nom exact :
CRESYL-JEYES

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

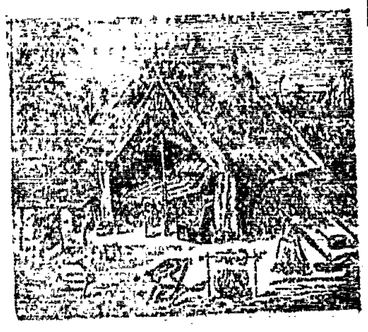
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

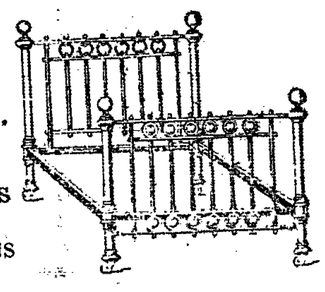
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE — SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*
Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe, taux des dépôts de 1 an à 2 ans 2 0/0 ; de 4 ans à 5 ans 3 0/0, net d'impôt et de timbre ; — Ordres de Bourse (France et Etranger) ; — Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons Français et Etrangers ; — Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques sur la France et l'Etranger ; — Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances (Vie, Incendie, Accidents), etc.

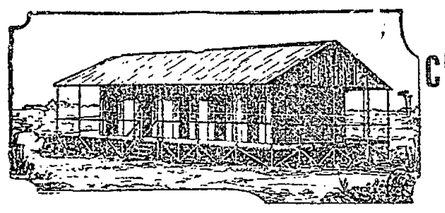
Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

98 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 889 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :
Société française de Banque et de Dépôts,
Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 24, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc

Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.

A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.

A Beaune : Avenue de la Gare.

A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine

et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR

(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe) (10-12.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f. »	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f. »	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

PUITS



Ouverts sont Couverts

les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS

sont supprimés par

le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ

ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs

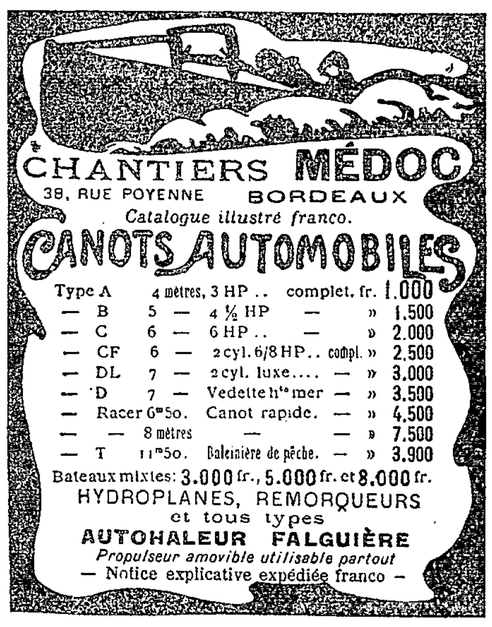
Système L. JONET & C^ie, à RAISMES

LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs

NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES

Sur demande, envoi franco du Catalogue

— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —



CHANTIERS MÉDOC

38, RUE POYENNE BORDEAUX

Catalogue illustré franco.

CANOTS AUTOMOBILES

Type A	4 mètres,	3 HP ..	complet.	fr.	1.000
— B	5 —	4 ½ HP	—	»	1.500
— C	6 —	6 HP ..	—	»	2.000
— CF	6 —	2 cyl. 6/8 HP..	compl.	»	2.500
— DL	7 —	2 cyl. luxe....	—	»	3.000
— D	7 —	Vedette h^le mer	—	»	3.500
— Racer	6m50.	Canot rapide.	—	»	4.500
— —	8 mètres	—	—	»	7.500
— T	11m50.	Baleinière de pêche.	—	»	3.900

Bateaux mixtes : 3.000 fr., 5.000 fr. et 8.000 fr.

HYDROPLANES, REMORQUEURS et tous types

AUTOHALEUR FALGUIÈRE

Propulseur amovible utilisable partout

— Notice explicative expédiée franco —

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : 3.000.000 de francs *entièrement versés.*

RÉSERVES : 1.980.000 francs.

REPORT A NOUVEAU : 208.671 fr. 22 au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL

à SAINT-DENIS (RÉUNION)

AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)

AGENCE CENTRALE

à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs de 24 000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24 000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000 000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER, Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS REUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre, Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.
Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque le Havre Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 1er, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes } *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MA

PAQUEBOTS-POSTE FRA

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les p la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartre

Service de luxe par paquebots à marche rapide entr
Traversée en quatre jours. — Départs tous

DÉPARTS DE MARSEILL

MÉDITERRANÉE.....
- Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers s et Beyrouth.....
- Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Be
- Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, C Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, L sina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, et Beyrouth (1).....

MER NOIRE.....
- Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum et Batoum (1).....
- Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1

(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures s

INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES
- Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa.....
- (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébr

INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....
- Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Shanghai, Kobé et Yokohama.....
- (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Saigon, pour le Tonkin et Bangkok).
- (Correspondance : à Colombo pour les passagers alla tralie, en Nouvelle-Caledonie et aux Nouvelles-Heb

DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.
- Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seyc Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et
- Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanziba Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-S tave, La Réunion et Maurice.....
- (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores; Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de M

LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE
- Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de M pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.

LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT
- Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alter Djibouti ou Aden.....

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANS.

PAQUEBOTS POSTE FRANÇ

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la **New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Me rique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifi**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, T Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Ma**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-U France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre**.

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

iétés
LES en
30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le num° du 25 juin dernier

AUCHER ST-ÉTIENNE



GROS
EXPORTATION

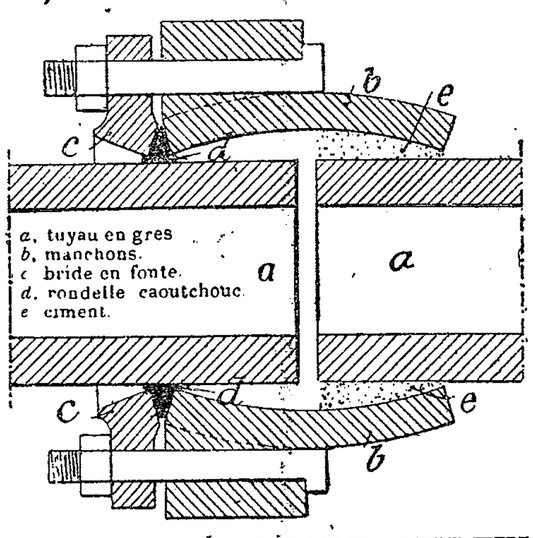
E MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
on annuelle : 40.000 FUSILS
CATALOGUE ILLUSTRÉ sur demande.
N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

& CIE, A TARBES

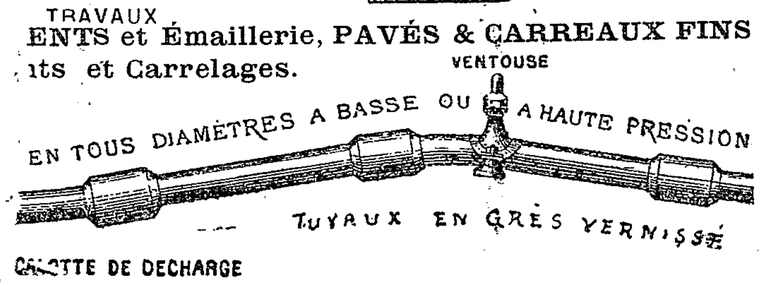
RAMIQUES
versailles de Paris

INALTÉRABLES
pour les tuyaux
ion.
G. D. G.

nduites en grès
pour combattre
ets de la dilata-
matière hygié-
, peut recevoir
les adductions
ns la série des
conduites sup-
s de plusieurs
une étanchéité
férences.



TRAVAUX
ENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
its et Carrelages.



CUVETTE DE DECHARGE

ÈRE
RANÇAISE
al de 3 millions fr.

OCIAL
Clichy, 12
ARIS
PHONE 323-94

n et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
utres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale
de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à PARIS
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou,
Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

COMPAGNIE COLONIALE
DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie

Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute ADMINISTRATEUR
E. Guignard —
Léon Peyrissac —

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot 3.25 ; franco poste 3.50.
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. 3 fr. ; Bout. 5 fr., franco gare 0.60 en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES,
à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES,
FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 MARS 1913. — N° 6.

B 2-4-12

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. CHOSES MAROCAINES..... 193
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Le Midi de la France contre l'Algérie..... 194
Reprise de la vie minière en Algérie..... 195
L'instruction des jeunes musulmanes..... 196
L'hygiène des indigènes à la Côte d'Ivoire..... 196
Le centenaire de Livingstone..... 197
Le Conseil supérieur des colonies..... 197
Le coton dans les colonies françaises..... 198
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 198
Possessions britanniques..... 201
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La Tripolitaine en armes. — C. M..... 203
V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 206
VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 209
VII. VARIÉTÉS :
Les problèmes de l'agriculture coloniale. — AUGUSTE CHEVALIER..... 213
VIII. CORRESPONDANCE :
Le service de trois ans et le peuplement français de l'Afrique du Nord. — E. FALLOT..... 217
IX. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 217

CHOSES MAROCAINES

Dans la discussion du traité franco-espagnol qui a eu lieu le 7 de ce mois, M. Jonnart a prononcé le seul discours qu'il aura eu l'occasion de faire pendant son trop court passage aux Affaires étrangères. Son succès a été très vif. La Chambre a été unanime — pour une fois, les applaudissements des socialistes unifiés se sont mêlés à ceux des autres députés — à reconnaître la clarté, la mesure et la sagesse de l'éloquent exposé du ministre des Affaires étrangères. La caractéristique de ce discours, comme d'ailleurs de tous ceux qui ont été prononcés dans cette séance, a été le désir de manifester une sympathie sincère à l'Espagne. Cela répondit si bien au sentiment de la Chambre, qu'elle a voté le traité à l'unanimité.

Cette manifestation de cordialité a trouvé de l'écho à Madrid. Depuis quelque temps, la presse espagnole discute la question de savoir s'il convient à l'Espagne de continuer à faire bande à part dans le monde. Son isolement lui a déjà coûté très cher ; car, n'ayant pas d'alliance, elle a perdu Cuba et les Philippines sans que personne lui ait donné le moindre secours. Il pourrait l'exposer encore pour ce qui lui reste de son domaine colonial. Quelques journaux suggèrent qu'elle devrait se rapprocher de la Triple-Entente. D'autres conseillent au gouvernement espagnol de commencer par négocier avec la France un traité de commerce. Cette campagne sera-t-elle continuée? C'est l'affaire des Espagnols avant tout. Pour nous, coloniaux français, nous souhaitons qu'elle aboutisse. Les deux pays ont maintenant au Maroc un champ d'action limitrophe. Plus les rapports entre eux seront amicaux et plus le travail que chacun doit exécuter lui sera facile.

M. Jonnart a donné à la tribune d'intéressantes indications sur l'orientation que le gouvernement imprime en ce moment à notre politique marocaine. Au point de vue militaire les instructions les plus précises ont été données au général Lyautey pour empêcher la dispersion de nos forces et l'extension prématurée de notre occupation. D'autres devoirs plus

pressants nous obligent en ce moment à n'étendre que progressivement notre action. Cette prudence n'a d'ailleurs rien de commun avec l'inaction. Le meilleur moyen de pacification est encore de faire une bonne politique indigène et de construire le plus vite possible de grands travaux publics. Manifestons notre volonté de respecter les traditions et les croyances locales, d'attirer à nous les indigènes en les intéressant à nos progrès et à nos entreprises et d'en faire, en un mot, loyalement des collaborateurs et des associés. C'est cette partie du discours du ministre que l'extrême gauche a particulièrement applaudi avec le reste de la Chambre.

***

Pour ce qui concerne les travaux publics, un fait intéressant s'est produit depuis cette discussion. La commission franco-espagnole, chargée de déterminer suivant quel mode sera concédé le chemin de fer de Tanger à Fez qui doit être le premier construit du réseau marocain a terminé ses travaux qui viennent d'être soumis à l'approbation du cabinet de Madrid. Elle a décidé que le directeur de la ligne sera français, mais il sera assisté par un directeur-adjoint qui sera espagnol et qui collaborera immédiatement avec lui dans toutes les questions d'administration. Sur les 300 kilomètres de son parcours, la ligne en aura environ 200 dans la zone française, un peu moins de 100 dans la zone espagnole et une quinzaine dans la zone neutre de Tanger. Chacune de ces sections aura son autonomie financière; elle exécutera à ses frais tous les travaux qui la concerneront spécialement; les dépenses d'intérêt général seront réparties entre les trois sections en prenant pour base le parcours kilométrique des trains.

Le tracé dans la zone française partira de Fez, passera par Meknès et coupera le Sébou non loin de l'embouchure de l'Oued-R'dom. L'écartement normal est adopté pour la voie, ce qui tranche une question qui tenait les esprits en suspens. Fallait-il construire les lignes maîtresses du Maroc à voie large ou à voie étroite? Du moment qu'on adopte la voie large pour la ligne Fez-Tanger, il sera bien difficile maintenant de ne pas l'adopter pour le grand-central Marhnia-Taza-Fez-Casablanca. Le réseau principal du Maroc se construira donc à voie large.

Dès que le gouvernement de Madrid aura donné son approbation, la société franco-espagnole se constituera. Nous rappelons que, d'autre part, les travaux du port de Casablanca vont être adjugés le 25 mars prochain pour un chiffre de 45 millions. L'ère des grands travaux publics commence donc au Maroc.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Le Midi de la France contre l'Algérie. — Les viticulteurs du midi de la France supportent avec impatience la concurrence des viticulteurs de l'Algérie. Depuis trois ans surtout où les récoltes algériennes ont été particulièrement belles et se sont vendues à de hauts prix, ils se sont réunis fréquemment en congrès pour chercher comment ils pourraient supprimer cette concurrence, ou tout au moins l'atténuer. Les moyens auxquels ils se sont arrêtés sont de deux ordres : tantôt ils demandent que la quantité de vins algériens qui pourra entrer en franchise en France soit fixée à 7 millions d'hectolitres, et que passé ce chiffre, les vins algériens soient traités à leur entrée en France comme des vins étrangers; tantôt ils demandent que la viticulture algérienne soit frappée d'impôts nouveaux suffisants, pour que ses charges deviennent équivalentes aux charges de la viticulture métropolitaine.

Les viticulteurs du Midi ont au Parlement des représentants qui saisissent naturellement toutes les occasions qui se présentent de poser la question. M. Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, se distingue dans le nombre. Profitant de l'émotion que cause dans le pays la nécessité d'augmenter nos armements, il a déposé à la loi de finance un amendement proposant d'imposer à l'Algérie une contribution de 18 millions, qui représenterait sa participation aux dépenses militaires nouvelles que la France va avoir à supporter. Cet amendement, discuté dans la séance du 14 mars, a donné lieu à des discours de M. Emmanuel Brousse et de M. Thomson. Ces deux discours sont également intéressants, en ce sens qu'ils sont un exposé très complet, l'un de la thèse pour l'imposition de charges nouvelles à l'Algérie et l'autre de la thèse contre. En les résumant, nous donnerons donc à nos lecteurs une première idée exacte d'un problème dont l'examen sera repris très prochainement.

Thèse pour l'imposition à l'Algérie de charges nouvelles développée par M. Emmanuel Brousse. Les progrès de la richesse publique en Algérie sont prodigieux. En dix ans, son commerce extérieur est passé de 576 millions à 1.080 millions; et son budget a passé de 51 à 158 millions. Or les Algériens échappent à beaucoup de charges fiscales qui pèsent sur les métropolitains : chez eux, pas d'impôts fonciers, pas de droits sur les successions; l'impôt sur la propriété bâtie ne comprend ni l'impôt des portes et fenêtres, ni la cote mobilière et personnelle; les droits d'enregistrement sont réduits d'environ 50 0/0, ce qui attire aux notaires algériens la rédaction de quelques actes que des sociétés françaises trouvent économique d'aller passer en Algérie, un tarif réduit est appliqué à certains produits à leur entrée en Algérie, tels que café, poivre, etc.; les droits sur les alcools sont de 167 fr. par hectolitre pour 220 francs en France; pas d'impôts sur les transports en chemin de fer ou autre moyens de transport; rien sur les automobiles, bicyclettes, allumettes, bougies, sels, vinaigres, billards, cercles; le tabac non monopolisé mais taxé seulement se vend 40 0/0 meilleur marché qu'en France; les vins qui circulent en Algérie n'acquittent qu'un droit de 20 centimes, tandis que le droit est de 1 fr. 50 pour circuler en France. Les Algériens ne contribuent en rien au paiement des intérêts de la dette publique de la France. Ils ne contribuent pas davantage à l'entretien du 19e corps chargé de défendre leur territoire et qui coûte 82 millions par an au budget métropolitain. Ils ne paient pas même les frais de leur représentation au Parlement. Bref, le contribuable algérien ne paie que 45 francs par tête, alors que le contribuable français paie 90 francs. Si l'Algérie était soumise aux mêmes impôts que la métropole, les recettes de son budget seraient augmentées de 53 millions environ. Ces 53 millions représentent une subvention que la métropole s'impose annuellement en faveur de la colonie. Au moment où le contribuable français va accepter de nouvelles charges très lourdes pour assurer la sécurité et la dignité du pays, n'est-il pas juste que le contri-

buable algérien accepte de son côté cette charge de 18 millions à prélever sur ces 53 millions qu'il a été jusqu'ici dispensé de payer?

Thèse contre développée par M. Thomson, député de Constantine. L'Algérie est dans un état de prospérité incontestable; mais à quoi tient cette prospérité? Au développement de ses ports, de ses chemins de fer, de ses routes qui permet la mise en exploitation progressive de régions nouvelles. Là où parviennent les voies de transport naît et se développe la vie économique; là où elles ne sont pas encore parvenues, le pays reste inerte et mort. Cette question des moyens de communication est donc vitale. Or, il reste encore énormément à faire pour constituer l'outillage économique de la colonie. Elle a pu mettre de grands travaux en train, grâce à un premier emprunt de 50 millions et à un second de 175 millions; elle se prépare à en contracter un troisième de 300 millions. Mais si on l'accable de charges qu'elle ne pourrait pas supporter, elle ne pourrait plus gager d'emprunts nouveaux; elle serait obligée de suspendre les constructions de lignes nouvelles et c'en serait fait de cette prospérité très réelle dont la colonie jouit depuis quelques années. Outre les travaux publics, la colonie a à faire face à d'énormes dépenses pour l'organisation de l'enseignement, tant des Européens que des indigènes. Va-t-on également rendre ces dépenses impossibles? Il n'est pas vrai que l'Algérie cherche à échapper aux impôts qu'elle peut supporter. Depuis 1900, époque où elle a été dotée de son autonomie financière, elle a établi un impôt sur les tabacs, elle a augmenté l'impôt sur l'alcool; dans leur dernière session, les délégations financières ont décidé en principe la création de trois impôts nouveaux : sur la propriété non bâtie, sur les successions et sur les offices ministériels. De plus, depuis 1900, l'Algérie a repris à son compte un certain nombre de dépenses qui avaient été laissées à la charge du budget métropolitain; ces dépenses forment un total annuel de 2.100.000 francs. Il est vrai que l'Algérie ne participe pas aux dépenses du 19e corps d'armée stationné sur son territoire; mais il faut remarquer que ce corps d'armée n'est pas organisé pour un objet spécialement algérien : il y a quelques années, on l'avait envoyé en grande partie en Tunisie; en ce moment, les deux tiers de son effectif sont au Maroc. L'Algérie ne se refuse point à envisager un jour la possibilité de contribuer aux dépenses militaires quand elle pourra le faire; mais il sera équitable alors de proportionner ces dépenses à la mesure stricte où le 19e corps est nécessaire à sa sécurité. En attendant, l'Algérie a des charges spéciales dont il faut tenir compte. C'est ainsi que le monopole de pavillon que l'on a jugé nécessaire à l'existence de notre marine marchande ne lui coûte pas moins de 10 millions par an. L'Algérie accepte que celles de ses dépenses civiles que paie encore la métropole soient peu à peu mises à son compte; mais elle demande que ce transfert ne soit fait que prudemment et progressivement, à mesure que se développeront ses ressources, et que, suivant l'expression de M. Cochery, il soit effectué suivant un plan d'ensemble arrêté d'avance qui mette la colonie à l'abri des à-coups et des surprises. L'Algérie est devenue un des principaux clients de l'industrie métropolitaine; dans la période décennale qui a suivi 1871, l'importation des produits français en Algérie ne s'élevait qu'à 139 millions; elle a atteint 655 millions en 1912. Dans l'intérêt de la métropole elle-même, qu'on n'aille pas paralyser par des mesures fiscales prématurées les efforts économiques de ce merveilleux client.

Telle est la substance des deux thèses qui se sont heurtées. Mai à mesure que parlaient les deux orateurs, des interruptions signalaient qu'il en existe une troisième, celle qui consiste à demander que les charges en Algérie soient également réparties entres les colons et les indigènes. Ce n'était plus seulement des rapports entre les viticulteurs du Midi et les viticulteurs algériens qu'il s'agissait, mais de l'ensemble de notre politique africaine. Seulement, il était évident que ce n'était pas à la fin d'une discussion du budget que s'était déjà démesurément prolongée qu'on pouvait aborder un pareil débat. M. Brousse a senti que le moment aurait été mal choisi pour insister et il a retiré son amendement en annonçant qu'il reprendrait sa proposition à la rentrée des Chambres. Ce n'est donc qu'une affaire ajournée. Mais à en juger par l'attitude de la Chambre, il est dès maintenant fort douteux qu'elle soit disposée à s'associer à aucune mesure qui aurait un caractère de prôtection accordée aux vins du Midi contre les vins de la colonie. Les Algériens peuvent donc se rassurer de ce côté.

Reprise de la vie minière en Algérie. — La Tunisie est le théâtre d'un développement minier intense; la valeur des minerais qu'elle exporte annuellement dépasse aujourd'hui 40 millions. On s'accorde généralement à attribuer ce mouvement au fait que la Tunisie jouissant de son autonomie en sa qualité de protectorat elle a pu pratiquer très libéralement son régime minier, garantir les droits du prospecteur, encourager ainsi la prospection et accorder promptement aux inventeurs sérieux les concessions nécessaires pour exploiter leurs découvertes.

Beaucoup de spécialistes assurent que le sol de l'Algérie est aussi minéralisé que celui de la Tunisie. Il suffirait donc, à leur avis, que la prospection fût encouragée dans une colonie autant que dans l'autre pour que l'on y voit surgir du sous-sol des richesses minières de toute sorte. Du moins, il est un fait certain, c'est que la prospection si active en Tunisie a débordé dans le département voisin de Constantine et qu'elle y fait des découvertes sensationnelles; les gisements de fer et de phosphates de l'Ouenza et du Djebel-Onk ne paraissent pas moins considérables que ceux qui ont fait la fortune de la Tunisie.

Malheureusement, l'Algérie soumise à l'administration directe relève de la législation métropolitaine, et depuis cinq ans la vie minière y était complètement suspendue comme dans la métropole. En 1908, en effet, on se rappelle que le ministère Clemenceau avait décidé de réformer le régime minier en imposant aux concessionnaires des conditions nouvelles destinées, les unes à donner à l'Etat une participation aux bénéfices, les autres à subventionner les œuvres sociales au profit des ouvriers. Le Conseil d'Etat ayant déclaré que la loi de 1810 ne permettait pas d'introduire de pareilles clauses dans les décrets de concessions, le ministère déposa un projet de loi nouvelle. Dès lors, le mouvement minier fut complètement interrompu. Les ministères qui se sont succédé depuis n'ayant plus osé appliquer la loi de 1810 considérée comme surannée et ne pouvant pas appliquer la loi nouvelle, qui n'a pas encore été votée, il devint impossible d'obtenir une concession.

Les demandes se sont accumulées depuis cinq ans sans recevoir de réponses. Finalement il y en avait plus de deux cents en instance, et, dans le nombre, l'Algérie en comptait une soixantaine pour sa part.

Les journaux algériens signalent avec joie que cet embargo mis

sur la vie minière vient enfin d'être levé. Le ministre des travaux publics, M. Jean Dupuy, a eu le courage de rompre avec la timidité de ses prédécesseurs, et il mérite d'en être grandement loué. Il vient de concéder une mine de plomb, dite mine des Amaden, dans la commune mixte de la Soummam. La caractéristique et la nouveauté de la concession, c'est que le gouvernement prend acte de l'offre faite par le concessionnaire de verser à l'Algérie, à titre de fonds de concours, une redevance de 10 francs par tonne de minerai vendu « pour des études ou des travaux connexes intéressant l'industrie minière et pour des œuvres intéressant les ouvriers mineurs ».

On augure que ce décret de concession sera suivi de beaucoup d'autres, que le mouvement minier va reprendre son élan, et que l'Algérie pourra enfin marcher sur les traces de la Tunisie.

L'instruction des jeunes musulmanes. — Les garçons musulmans fréquentent les écoles que nous leur ouvrons en Algérie et en Tunisie avec un empressement qui va croissant. Mais essayer de donner un peu de culture européenne aux jeunes filles musulmanes a paru longtemps une chimère. Comment vaincre les préjugés qui font voiler les fillettes dès qu'elles ont dix ans et qui font claustrer les femmes dans les intérieurs pendant toute leur vie? Cependant l'obstacle a été surmonté en Tunisie et l'enseignement féminin y est déjà assez largement développé pour que l'on considère aujourd'hui le problème comme résolu. C'est ce que constate M. Valran dans un intéressant rapport que vient de publier le *Musée social*.

L'initiative de l'œuvre revient à Mme René Millet. Alors que son mari était résident général, elle avait été émue de l'ignorance des femmes musulmanes et de l'existence misérable qui en est la conséquence. En 1900, s'ouvrit sous ses auspices, à Tunis, un premier établissement scolaire destiné aux jeunes filles musulmanes. La reconnaissance que Mme René Millet inspirait aux familles tunisiennes qu'elle avait secourues dans une récente épidémie de petite vérole, décida quelques-unes d'entre elles à lui confier leurs enfants; et elle eut la chance de trouver en Mme Eygenschenk une directrice aussi compétente que distinguée. Dès la première année il y eut une cinquantaine d'adhésions. A voir le résultat, d'autres familles s'enhardirent, et le nombre des élèves s'accrut d'année en année. En 1904, Mme Pichon créa à côté de l'enseignement proprement dit, l'œuvre de l'Ecolière prévoyante, qui se donne pour but de pousser chaque élève à se constituer son trousseau : serviettes, chemises, mouchoirs. Ce qui fait qu'elle se prépare une corbeille de mariage tout en apprenant à coudre et à broder.

Bientôt la première école fut trop petite, et on dut lui créer des succursales. Enfin M. Charlety, l'actif et intelligent directeur de l'enseignement, pensa que les faits accomplis lui commandaient de créer, à côté de ces écoles privées qui réussissaient si bien, un service d'enseignement public spécial à la jeune musulmane. Il ouvrit donc de nouvelles écoles de filles musulmanes à Tunis, à Nabeul, à Sousse, à Mahdia, à Kairouan et à Gabès. S'inspirant de ce qu'avait fait Mme Eygénschenk, il leur assigna un double but : 1° donner à la femme musulmane une culture générale qui pût la mettre à même de comprendre son mari, quand celui-ci comme le cas devient de plus en plus fréquent, est initié dans une plus ou moins large mesure à la civilisation moderne; 2° donner à la femme les moyens de contribuer aux ressources de la famille si celle-ci est dans le besoin. Dans ce dernier but, certaines écoles donnent un enseignement professionnel convenant aux industries locales. A Kairouan, les fillettes apprennent à faire des tapis; à Gabès, à faire des couvertures; à Nabeul, à faire des broderies.

Aujourd'hui 900 jeunes filles fréquentent ces écoles. M. Valran a eu la curiosité de rechercher à quelles classes sociales appartiennent leurs parents. A Tunis les parents sont généralement des fonctionnaires ou des gens aisés; là on considère évidemment l'instruction comme un moyen de trouver plus facilement un mari dans la classe éclairée. Dans l'intérieur le père est plus souvent un artisan; c'est la considération économique qui l'emporte. On est guidé par l'espoir de voir la femme, grâce au métier qu'elle aura appris, apporter son appoint aux ressources du ménage.

En Algérie, on se préoccupe aussi d'organiser l'enseignement pour la femme indigène; mais les choses, croyons-nous, sont encore loin d'être aussi avancées.

L'hygiène des indigènes à la Côte d'Ivoire. — On sait que M. Angoulvant, gouverneur de la Côte d'Ivoire, a pris des arrêtés pour interdire la vente d'abord de l'absinthe, puis de l'alcool aux indigènes. Pour protéger les indigènes contre les fléaux qui les déciment : l'alcoolisme et les maladies vénériennes, il ne néglige aucun moyen. Nous avons, sous les yeux, deux courts imprimés qui sont l'un une conférence aux indigènes pour leur montrer les dangers de l'alcoolisme, l'autre des instructions pratiques pour la lutte contre les maladies vénériennes. Ces deux notices sont dues à la collaboration de M. Paul Lamy, médecin-major, chef du service de santé, et M. François Sorel, médecin-major, directeur du laboratoire de bactériologie et elles sont très simples et très pratiques.

La notice relative à l'alcoolisme insiste sur les maladies dues à l'alcool, en particulier sur la tuberculose et sur les crimes qu'il provoque.

« L'alcoolique, dit la notice, se tue lentement, devient souvent dangereux pour les autres, mais de plus et c'est peut-être encore celui-ci, son plus grand danger, il transmet à ses enfants les suites de sa maladie : sa descendance ne présente trop souvent que des êtres déchus, atteints d'idiotie, de scrofule, d'épilepsie, etc... Vous en connaissez certainement quelques-uns dans vos villages, mais ce nombre ne fera qu'augmenter si l'alcoolisme continue à progresser dans la colonie : enfants idiots, sans intelligence ni volonté; enfants scrofuleux constamment malades; enfants épileptiques ayant des crises fréquentes avec perte de connaissance. Tous ces enfants, nés de parents alcooliques, incapables de vivre et de grandir, sont une charge pour leurs familles, qui pourraient voir une première punition de leur vice si l'alcoolisme ne leur avait enlevé déjà toute leur intelligence. » Les instructions pratiques aux indigènes pour la lutte contre les maladies vénériennes sont rédigées aussi de façon à impressionner les indigènes et les conséquences de ces maladies négligées sont indiquées avec une netteté qui devra être efficace.

Il y a dans ces deux notes des choses excellentes et un effort qui peut être donné comme modèle; car ce n'est pas, malheureusement, à la seule Côte d'Ivoire que sévissent l'alcoolisme et les maladies vénériennes, tous deux, causes de l'affaiblissement et de la disparition de la race.

Le centenaire de Livingstone. — Il y a eu le 18 mars dernier cent ans que naissait à Blantyre, une petite ville manufacturière de l'Ecosse, voisine de Glasgow, l'homme qui fut l'initiateur des grands voyages auxquels l'Europe a dû de connaître et de prendre possession de l'Afrique centrale. C'est, en effet, le 18 mars 1813 que naquit David Livingstone. Tout jeune il travaillait avec sa famille dans une filature de coton, mais doué d'une énergie qui ne se démentit jamais, il trouve le temps de s'instruire et de passer les examens qui lui valurent à l'Université de Glasgow le diplôme de médecin et chirurgien.

A la suite de lectures, entre autres de la *Philosophie de la religion et de la vie future* par Thomas Dick, il résolut de se faire médecin-missionnaire. A vingt-sept ans, en 1840, il s'embarqua pour le Cap, là il épousa la fille d'un autre missionnaire, et de ce mariage il eut cinq enfants. Il fonda une mission à Kolobeng, à l'entrée du désert de Kalari, à peu de distance de la frontière occidentale du Transvaal. Pendant seize ans, de 1840 à 1856, il fit des voyages qui amenèrent des découvertes géographiques sensationnelles. C'est au cours de ces voyages qu'il découvrit le lac Ngami, le Zambèse (1851) ; ensuite il parcourut l'Afrique centrale de Saint-Paul à Quilimane, découvrit les chutes aujourd'hui célèbres de Victoria sur le Zambèse. Il aborda le bassin du Congo dans les parages du lac Dilolo.

Après cette première étape qui avait établi sa réputation et qui pour d'autres que lui eût paru suffisante, Livingstone reprit ses voyages à travers l'Afrique. C'est au cours de ce nouveau voyage, qu'en septembre 1859, il découvrit le lac Nyasa.

En 1865 il partit de Zanzibar à la recherche des sources du Nil. En 1871, au mois de mars, il fit la découverte du cours central du Congo-Lualaba, à Nyangwe. C'est à ce moment que se place dans la vie de Livingstone un épisode fameux. Le bruit de sa détresse, même de sa mort, avait couru en Europe. Des expéditions furent organisées pour le retrouver. Ce fut Stanley, qui, plus tard, devait jouer dans l'exploration du continent africain le rôle de premier plan que l'on sait, qui retrouva Livingstone, le 30 octobre 1871, au village d'Udjiji, à la rive du Tanganyika.

Livingstone et Stanley voyagèrent quelque temps de compagnie, mais le célèbre explorateur ne voulut pas revenir à la côte avec Stanley, il tenait à résoudre le problème qu'il s'était posé et qui consistait à rechercher les sources du Nil ; mais épuisé par plus de sept années de voyages incessants, Livingstone mourut le 1er mai 1873, à Shitambo, dans l'Ilala, au sud du lac Banguelo.

On sait — et c'est un détail qui fait grand honneur aux qualités morales de Livingstone, — que ses serviteurs noirs ramenèrent son cadavre, placé dans un cercueil d'écorces et que des funérailles solennelles lui furent faites à Londres, à l'abbaye de Westminster, le 18 avril 1874.

Sur la pierre de son tombeau, placé dans la nef droite de l'église de l'abbaye de Westminster, sont gravées ces lignes que nous traduisons :

Rapporté par des mains fidèles, sur terre et sur mer, ici repose le Dr David Livingstone, missionnaire, voyageur, philanthrope, né le 18 mars 1813, à Blantyre, comté de Lanark, mort le 1er mai 1873 au village de Shitambo (Ilala). Pendant trente ans, sa vie fut dépensée en infatigables efforts pour évangéliser les naturels, explorer les contrées inconnues, abolir le commerce d'esclaves qui désole l'Afrique centrale, où parmi ses dernières paroles il écrivit : « Puissent les bienfaits célestes descendre sur quiconque, Américain, Anglais ou Turc, aidera à guérir cette plaie saignante du monde ! »

A cette inscription funèbre, la science reconnaissante a ajouté deux vers latins :

Tantus amor veri, nihil est quod noscere malim.
Quam fluvii causas per sœcula tanta latentes.

M. J. A. Wauters a, dans le *Mouvement géographique*, terminé ainsi l'article qu'il a consacré au grand explorateur anglais : « Depuis la disparition de celui qui inaugura l'ère des grandes découvertes géographiques au cœur, si longtemps caché, de l'Afrique centrale, bien des figures héroïques se sont dressées, bien des faits émouvants et des découvertes sensationnelles se sont succédé sur la terre des Noirs. Mais la découverte du Zambèse et du Congo au centre du continent ; la première description des chutes Victoria, cette merveille naturelle de l'Afrique ; la reconnaissance des lacs Nyasa, Moero et Banguelo constituent un apport à nos connaissances scientifiques qu'aucun autre voyageur n'a égalé. Les conditions modestes dans lesquelles de si belles et si utiles choses ont été réalisées, avec le constant et unique souci de servir consciencieusement à la fois la science et la civilisation, font de celui dont l'Angleterre célèbre cette semaine le centenaire un modèle qui honore grandement l'humanité. » Ce sont là des paroles auxquelles nous autres Français nous pouvons souscrire, nous dont tant de compatriotes ont après Livingstone sillonné cette Afrique où ils ont laissé le meilleur d'eux-mêmes et affirmé les plus belles qualités de leur race.

Le Conseil supérieur des colonies. — Nous avons signalé dans notre numéro du 10 mars que la dernière assemblée plénière de ce conseil remontait au 6 juin 1891 et la dernière assemlée de section au 12 juillet 1897. Ces deux précisions étaient fournies par une réponse du ministre des Colonies à une question écrite de M. Thalamas. Cette première note a été suivie de deux autres. Dans l'une le ministre déclarait que ce conseil était une assemblée purement consultative et qu'aucun texte législatif n'obligeait le ministre à le consulter. Il ajoutait qne, le cas échéant, et pour l'examen des questions d'ordre général intéressant l'ensemble des colonies françaises, il ne verrait ancun inconvénient à réunir pour la consulter, la commission permanente du Conseil supérieur des colonies.

Mais, comme nous l'avons dit, il est démontré que le conseil dans sa forme actuelle est inutilisable. En 1908, M. Milliès-Lacroix a institué une commission de réorganisation de ce conseil ; cette commission a élaboré un projet dont les caractéristiques essentielles étaient la constitution d'un conseil supérieur central des colonies, chargé de statuer sur les questions d'ordre général et la création de conseils spéciaux chargés d'étudier les questions intéressant un groupe de colonies déterminées.

Ce projet fut ultérieurement amendé par le ministre M. Milliès-Lacroix.

Les colonies consultées au sujet de son application et notamment au sujet du mode d'élection des délégués ont donné des avis contradictoires.

« En tout état de cause, dit une réponse ministérielle insérée au *Journal officiel* du 13 mars, le système projeté ne pourrait être mis pratiquement en application qu'après une mise au point indispensable dans le sens de la simplification. D'autre part, en

raison de sa composition et du nombre exagéré de ses membres, il ne peut être question de réunir le Conseil supérieur des colonies tant que cette assemblée n'aura pas été réformée. Le ministre a décidé de faire procéder immédiatement à une étude complémentaire de la réorganisation du Conseil supérieur des colonies, et cette étude sera poursuivie avec le désir très net d'aboutir à un résultat dans le plus bref délai possible. »

Il serait à souhaiter qu'en effet on aboutit promptement à la constitution d'un organisme viable, susceptible de rendre des services et qu'on mît fin à cette véritable comédie que donne aujourd'hui le Conseil supérieur des colonies, ce conseil fantôme, comme on a pu justement l'appeler.

Le coton dans les colonies françaises. — Les efforts persévérants de l'Association cotonnière coloniale sont chaque année récompensés par des résultats en progrès.

La production qui avait atteint seulement 460.800 kilogrammes en 1911, s'est élevée en 1912 à 628.500 kilogrammes se répartissant comme suit :

Sénégal	20.000	kilogrammes
Haut-Sénégal et Niger	120.000	—
Dahomey	125.000	—
Nouvelle-Calédonie	165.000	—
Madagascar	3.500	—
Tahiti	15.000	—
Algérie	180.000	—

En 1911, le Sénégal n'avait produit que 15·000 kilogrammes et le Haut-Sénégal et Niger que 60.000.

Les essais de cultures irriguées se poursuivent à Richard-Toll, Podor et Kayes. Dans le premier de ces centres, les expériences ont porté, en 1912, sur quinze hectares de coton et huit de cultures diverses. Les conditions climatériques ayant été favorables, la récolte s'est bien présentée. Le coton est de belle qualité et sera abondant, si l'apparition de l'eau salée qui est toujours à redouter ne se manifeste pas trop tôt. Afin de se soustraire à ce danger, des terrains propices à de nouveaux essais sont recherchés, toujours sur les rives du Sénégal, mais dans une position plus éloignée de la mer. A Kayes, il est question de porter à vingt-cinq hectares, la superficie cotonnière et parallèlement aux essais irrigués, on continue à s'occuper de cultures sèches, dans la région de Podor.

Au Dahomey, un courant commercial a été établi. Néanmoins, l'amélioration de la qualité, tant au point de vue de l'aptitude des espèces à végéter convenablement, qu'à celui de la valeur de la fibre recueillie, reste l'objet de préoccupations.

En Nouvelle-Calédonie, la production est passée, en cinq ans, de zéro à 150.000 kilogrammes d'un coton magnifique; dans les Iles-sous-le-Vent une société commerciale cotonnière poursuit l'extension de son domaine; aux Nouvelles-Hébrides, une coopérative s'apprête à fonctionner avec un matériel complet d'égrenage fourni par l'Association; la Côte-d'Ivoire donne des espérances et on peut entrevoir le moment où le coton alimentera le commerce d'exportation dans de sérieuses proportions. Ce sont là des résultats encourageants et nulle culture ne saurait être plus encouragée, étant donné les larges débouchés qu'elle a et la subalternisation dans laquelle se trouve la France à l'égard des Eats-Unis pour l'approvisionnement de cette matière première.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

Les débats parlementaires. — Le Reichstag a consacré trois séances à la discussion du budget des colonies. Elle a porté principalement sur la politique indigène, et sur la troupe coloniale. Les critiques adressées au gouvernement, sont venues, à la fois, du centre et de l'extrême gauche de l'assemblée. A propos de cet accord tacite des deux partis, la *Gazette de Cologne* évoque, non sans exagérer singulièrement le rapprochement, le souvenir de la coalition qui se noua, entre eux, à la fin de 1906, dans le dessein de refuser les crédits demandés pour la guerre du Sud-Ouest, refus qui eut pour conséquence la dissolution du Reichstag. Le centre aurait profité de la leçon, et, pendant les années suivantes, il aurait donné son adhésion à la politique gouvernementale; mais, aujourd'hui, à entendre le journal rhénan, il reviendrait à ses habitudes d'opposition, qui font de ce parti, l'allié des socialistes.

Les socialistes, partant du principe de l'égalité absolue entre les races, revendiquent pour les Noirs les mêmes droits que pour les Blancs. Les travailleurs indigènes sont, à leurs yeux, des prolétaires comparables aux ouvriers européens. Aussi protestent-ils contre la façon dont ils sont traités, contre les pénalités qui les frappent. Le député Noske a compté que, l'an dernier, dans les quatre colonies africaines, la bastonnade a été appliquée 7.389 fois. Pour le Centre, le devoir essentiel des peuples colonisateurs consiste à civiliser, à moraliser les indigènes. « L'indigène, dit M. Erzberger, ne doit pas être considéré plus longtemps comme l'ennemi du peuple allemand. Nous avons le devoir de leur servir de tuteurs et d'éducateurs, et il faut vous garder de rétablir, à notre profit, l'ancien esclavage, sous la forme du travail forcé. » Les deux partis condamnent le système des grandes entreprises de plantations, l'un parce que celles-ci sont la mort de la culture indigène et réduisent le Noir à la condition de salarié, aux mains des capitalistes, l'autre, parce que les indigènes, enlevés à la vie de famille, groupés ensemble dans une promiscuité favoroble à la contagion des maladies, se corrompent, matériellement et moralement, et échappent à l'action bienfaisante des missionnaires; car le Centre, parti confessionnel, ne comprend pas la la civilisation sans le christianisme, et sans l'éducation religieuse. Aussi se montre-t-il, au Parlement, le zélé défenseur des missions, réclamant, pour elles, des privilèges, l'exemption des droits de douane, et des cessions de terres. Les missions ont pour tâche de combattre l'alcoolisme, de lutter contre l'Islam et de répandre l'enseignement. M. Erzberger s'est plaint, comme l'année dernière, que le refus de la France de consentir à une élévation des taxes sur les spiritueux fût un obstacle à la répression de l'alcoolisme, au Togo et au Cameroun. Il a reproché au gouvernement allemand de favoriser les musulmans. Quand il s'agit de choisir des maires, dans les villages de l'Afrique orientale, on préfère, prétend-t-il, les musulmans aux chrétiens. « Il faut déclarer nettement, que l'Empire est, non pas un Etat musulman, mais un Etat chrétien. » Quant à l'enseignement, les députés du Centre voient, avec déplaisir, la concurrence, extrêmement faible, pourtant que les écoles du gouvernement font aux écoles des missions,

et ne ménagent pas le blâme à celles-là. Ils s'opposent, au nom de la liberté religieuse, proclamée par l'acte du Congo, et par la loi coloniale, à la solution, indiquée par un député de gauche, pour mettre fin à la rivalité entre les deux confessions chrétiennes, et consistant à leur assigner, à chacune, des territoires séparés. Fidèles à leur rôle d'avocats des Noirs, les socialistes et les députés du Centre n'ont guère parlé de la troupe coloniale que pour rappeler le crime commis envers la population du Sud-Ouest, dans la guerre qui coûta 50.000 vies humaines, pour s'indigner, une fois de plus, des cruautés attribuées au major Dominik, au Cameroun, et des hécatombes causées par toutes les expéditions entreprises pour châtier les rebelles. Persuadés qu'aucune insurrection n'est à redouter, ils demandent la réduction des effectifs, ou plutôt, la transformation de la troupe coloniale en troupes de police, réparties par districts ; la police relevant directement de l'administration, dont elle est, suivant le mot de M. Seitz, la bonne à tout faire, et étant payée sur le budget de chaque colonie. M. Erzberger a vivement critiqué le dualisme que crée, dans une colonie, la séparation des pouvoirs militaires et administratifs ; il a cité, à ce propos, le cas d'un commandant de la troupe coloniale qui aurait rassemblé ses officiers pour les mettre au courant de ses démêlés avec le gouverneur.

Dans sa réponse à l'opposition, le ministre a, d'abord, comme il avait fait l'an dernier, exprimé le regret de voir les questions coloniales obscurcies et défigurées par les passions politiques et l'esprit de parti. Après avoir répudié la politique d'exploitation pure, qui est un non-sens, et déclaré que l'Etat a la mission de civiliser les Noirs, qu'il faut traiter ceux-ci avec la plus grande humanité, et que les colonies prospéreront « avec les indigènes, pour eux, et non malgré eux et contre eux », il a refusé de suivre plus loin la doctrine socialiste, qui conduirait à faire des indigènes les maîtres des colonies. Si l'on appliquait les idées du député socialiste de Brême, on devrait, a-t-il dit, conseiller aux Etats-Unis de rétrocéder l'Amérique aux Indiens. « Sans doute, les Noirs ne vivent pas aussi bien que les Blancs, ils ne se promènent pas dans la Friedrichstrasse, à Berlin, ils habitent non pas au premier étage, mais au rez-de-chaussée. C'est ce que j'ai fait moi-même, pendant douze ans. » Les Noirs sont de grands enfants qui ont besoin d'être guidés, instruits, préservés contre la maladie. Il est impossible de les assimiler à des ouvriers européens. Que les socialistes aillent voir dans le Sud-Afrique si un de ces derniers consentirait à travailler avec un Zoulou. Le ministre est partisan des cultures indigènes, mais pas au point de leur sacrifier les plantations européennes. Les unes et les autres doivent coexister. M. Solf a rendu hommage aux services rendus par les missionnaires, mais il trouve que la propagande chrétienne n'est pas aussi active que la propagande musulmane. Pour lui, l'islam, dans l'Afrique orientale n'est pas une religion, c'est simplement une affaire de mode ; il est de bon ton d'être musulman. Il a naturellement présenté la défense de l'école publique et de la troupe coloniale. Une enquête, ordonnée par lui sur les prétendues cruautés commises dans l'Afrique orientale, aurait donné un résultat négatif ; il a opposé au chiffre de 150.000, donné par un député du Centre, celui de 10.797 indigènes, tués depuis 1903, dans les expéditions de la troupe coloniale et de la police. Il a protesté contre la substitution de cette dernière à la schutztruppe, « qui n'est pas seulement un instrument de guerre, mais qui travaille aussi pour la civilisation », et affirmé, contrairement aux allégations de M. Erzberger, la subordination du commandant de la troupe coloniale au gouverneur. L'histoire, racontée par ce député, lui parut invraisemblable. Toutefois, « il ne faut pas s'étonner si les esprits s'échauffent avec une température de 30 à 40 degrés Celsius ».

Le souci de défendre les intérêts de la population blanche inspira à un député progressiste l'idée d'une délégation des colons, particulièrement des colons du Sud-Ouest, dans la commission du budget et au Reichstag. Le ministre fit observer que l'idée avait déjà été réalisée, en une certaine mesure, le fermier Schlettwein ayant été admis à parler devant la commission. La proposition fut combattue par un député national-libéral, qui craignait que la délégation et le gouvernement se trouvassent en désaccord, et par un socialiste, qui blâma l'étroitesse de vue des fermiers, et assura que les intérêts de la colonie étaient suffisamment soutenus par le Reichstag. Les membres de la commission du budget seront encore mieux informés à l'avenir, M. Solf ayant promis de leur donner communication de toutes les publications officielles du ministère.

Les dépenses pour les travaux de délimitation du *nouveau Cameroun* ont été évaluées, comme on sait, à la somme de 1.313.000 m. dont 789.300 m. ont été inscrits au budget supplémentaire pour 1912, et 304.200 m. au budget de cette année. L'agrandissement territorial de cette colonie a nécessité la création d'emplois nouveaux, pour lesquels le gouvernement demandait 160.194 m. Les députés du Centre, dans la commission du budget, jugèrent la demande excessive et, d'ailleurs, insuffisament justifiée, mais on leur fit savoir que les dépenses étaient déjà engagées et les fonctionnaires partis. Soutenu par les socialistes, le Centre réussit à faire réduire le crédit de 11.500 m. Le gouvernement en sera quitte pour prendre ailleurs les fonds nécessaires. Le Centre combattit également la création de deux Cies nouvelles de la troupe coloniale ; mais le ministre se crut obligé de déclarer que, d'après les dernières nouvelles reçues, il y avait lieu de redouter, dans le Sud-Cameroun, des difficultés avec les Pangwe. Des instructions sévères ont été données aux troupes, afin d'éviter toute rencontre inutile avec les Noirs. Un vif débat s'engagea, dans la commission sur la question du chemin de fer central. Le sous-secrétaire d'Etat, Conze, apporta des renseignements sur l'état actuel des travaux de construction. Le déboussaillement est achevé jusqu'au kilomètre 150, les terrassements sont prêts jusqu'au kilomètre 120, la superstructure jusqu'au kilomètre 98. L'entreprise s'est heurtée à des difficultés extraordinaires. Cependant le ministre affirma que le tracé prévu était parfaitement exécutable et que les crédits votés suffiraient pour l'achèvement jusqu'au Njong. La ligne a déjà coûté 21 millions de m. Le 6e versement, inscrit au budget extraordinaire de 1913, se monte à 1.840.000 m. Quant au prolongement, le ministre n'en a rien dit, parce que, comme on sait, les projets, préparés par le gouvernement, sont actuellement soumis à l'examen du gouverneur de la colonie. Le vœu de la commission est que la Mittellandbahn soit continuée jusqu'au Congo. Au cours de la discussion sur les recettes du nouveau Cameroun, il fut question des Cies concessionnaires. Le ministre délara que, pour le gouvernement, comme pour tous les partis, le système des concessions est mauvais, parce qu'il entrave la liberté commerciale, mais il a ajouté que l'acte du Congo et le cahier des charges lui fournissaient les moyens d'empêcher les Cies d'être trop puissantes. Il faudra, a-t-il dit, en venir avec elles à un arrangement semblable à celui qui fut fait avec la Cie du

Sud-Cameroun, qui renonça à ses droits, moyennant l'obtention, en toute propriété, d'un domaine restreint. Les socialistes accusèrent le gouvernement d'avoir eu à l'égard des Cies une attitude bienveillante, peu conforme avec les principes émis; ils incriminèrent surtout le député national-libéral Semler, président de la Cie du Sud-Cameroun, et rapporteur du budget des colonies, qui fut désigné par le gouvernement allemand pour négocier avec les Cies françaises. Le ministre défendit Semler; il ajouta que le projet de construction de la ligne de Duala à la Sangha avait déjà joué un rôle bien avant l'acquisition du nouveau Cameroun; ce chemin de fer était destiné, non pas à favoriser les intérêts des Cies, mais à relier à la côte le bassin du Congo, à rattacher l'un à l'autre l'ancien et le nouveau Cameroun.

Un des problèmes politiques qui s'imposent à l'attention de l'administration coloniale est celui des aspirations politiques des colons, particulièrement dans le *Sud-Ouest*. Les 9.000 Blancs adultes de cette colonie réclament, pour leurs représentants, le droit de voter les lois et le budget, et aussi l'autonomie municipale. Mais le gouvernement juge toujours cette réforme comme prématurée, tout en étant disposé à laissé au landrat le droit de délibérer sur certaines affaires. Un député national-libéral fit remarquer que les autres puissances coloniales, par exemple la France, avaient procédé, à cet égard, avec plus de prudence. L'expérience a démontré que, sous le régime autonome, il est difficile de sauvegarder les intérêts de la population indigène. Le gouverneur du Sud-Ouest s'est expliqué sur les nouvelles prescriptions administratives, réclamées par les missionnaires, qui obligent les indigènes, passant d'un district dans un autre, sans y être forcés par leur travail, à se munir d'un passeport coûtant 3 m. Il a montré les rapports entre lés deux populations plus difficiles que partout ailleurs, à cause de l'extrême pénurie d'ouvriers, et parce que le Noir se voit dépossédé pour toujours par le Blanc qui s'installe à demeure. Il en sera ainsi, a-t-il dit, jusqu'à ce que soit résolue la question de savoir laquelle des deux races l'emportera définitivement sur l'autre. L'an dernier, une grande partie des débats parlementaires avait eu pour objet la question des diamants du Sud-Ouest. Cette année, on attend les résultats du nouveau règlement sur les taxes. Les producteurs ont été admis dans la Cie de régie et dans la commission de contrôle. La vente bénéficiera désormais de la libre concurrence. Mais le ministre a répété qu'il ne faut pas songer à créer, en Allemagne, un marché de diamants. Quant à l'industrie allemande, il fera tout le possible pour la favoriser. On sait qu'elle peut se procurer les diamants bruts pour un prix réduit de 5 0/0. Une école pour la taille du diamant sera établie à Hanau et une taillerie à Berlin.

Dans la discussion du budget de l'*Afrique orientale*, le Reichstag est habitué, tous les ans, à entendre le général v. Liebert parler en faveur de l'établissement des colons européens. « Les colonies allemandes, dit-il, doivent être des territoires allemands, et non pas seulement des pays noirs africains. » Il a invoqué, cette fois, le témoignage de M. de Lindequist, d'après lequel il y aurait, dans l'Afrique orientale, 6 millions d'hectares propres à la colonisation européenne. M. v. Liebert a été appuyé par un conservateur, le député Oersel, mais la petite colonisation a eu pour adversaires un socialiste et un national-libéral. Le nouveau gouverneur de la colonie, le Dr Schnee paraît avoir trompé les espérances que mettait en lui la Société coloniale, car il a publié un mémoire contre la petite colonisation, avec un rapport du ministère de l'agriculture où il est dit que l'Allemagne n'a pas trop de cultivateurs et que ceux-ci ne sont pas disposés à s'expatrier. M. Solf n'a pas caché que, dans cette question de la petite colonisation, il n'est pas tout à fait du même avis que M. de Lindequist. « M. de Lindequist, qui a passé toute sa vie dans le Sud-Ouest, dit-il, s'efforce de peupler cette colonie avec de petites gens. Quand un homme possédé d'une pareille idée dominante s'en va dans une autre colonie, naturellement il y voit toutes choses avec des lunettes du Sud-Ouest. » Pour la petite colonisation, le ministre adopte, à peu près, l'avoir nécessaire indiqué par M. de Lindequist. Pour la moyenne colonisation, il croit difficile de donner des chiffres. Il faut de 30 à 50.000 m. de capital, selon la capacité, l'expérience et l'activité des colons. Mais ce sur quoi le ministre a insisté, c'est qu'il faut se garder de faire de cette question de colonisation une question politique. Le recrutement de la main-d'œuvre cause toujours aux colons de l'Afrique orientale d'extrêmes préoccupations. Le ministre, adversaire de toute mesure de contrainte, a indiqué les moyens employés par l'administration pour se procurer des travailleurs.

La rente accordée à l'ancien sultan de Zanzibar qui habite Daressalam, a été élevée de 22.000 à 30.000 marks.

KIAOTCHEOU

La Gazette de l'Allemagne du Nord a publié un aperçu du développement de la colonie allemande d'Extrême-Orient, d'octobre 1911 à octobre 1912. La révolution chinoise a eu, pour le territoire de Kiaotcheou, une conséquence heureuse : de 10 à 12.000 Chinois, aisés et instruits, enfuis de leur domicile, se sont réfugiés à Tsingtaou, où ils se décidèrent, ensuite, à se fixer et à fonder des entreprises. Aussi jamais n'y eut-il pareilles demandes d'immeubles. La vie économique en reçut un grand essor. En même temps, dans l'hinterland, les cultivateurs faisaient une bonne récolte. Une des banques les plus riches du Chansi fonda une succursale à Tsingtaou. Plusieurs grandes maisons de commerce chinoises s'y établirent, dont deux maisons de soiries. Les recettes totales de la douane maritime chinoise s'élevèrent de 1.306.520 à 1.406.113 taëls, ce qui donne une augmentation de 7,6 0/0. La valeur du commerce monta à 98, 96 millions de dollars mexicains au lieu de 69.40. Pendant les deux dernières années, le cours moyen du dollar s'est tenu uniformément à la valeur de 2 m. Par conséquent, en monnaie allemande, la valeur du commerce a passé de 138,80 millions de m., à 197,92. Les importations d'origine allemande représentaient 54 millions de taels, ou environ, 16,2 millions de m. Les exportations en Allemagne figuraient pour 4,7 millions de dollars, soit, environ, 9,4 millions de m. Il y eut augmentation pour le bétail, le coton, et le minerai de Vladivostodck. Le commerce de soie du Chantoung se déplace de plus en plus de Tchéfou à Tsingtaou. La statistique de la navigation donne 727 navires, jaugeant 1.136.000 tonnes au lieu de 590 navires et 1.025.200 tonnes. La Cie allemande des chemins de fer du Chantoung a encaissé 960.247 dollars, au lieu de 644.880, pour les voyageurs, et 3.068.159 dollars au lieu de 2.750.911 pour les marchandises. La Cie minière a extrait, du 1er octobre 1911 au 13 septembre 1912, 532.589 tonnes de charbon, au lieu de 453.275. Les recettes de la colonie se sont élevées de 5.325.978 m. à 6 millions 739.480 m. Les ventes de terres seules ont donné une augmentation de 465.000 m. (625.532, au lieu de 150.990 m.) Les impôts fonciers ont fourni une plus-value de 26.000 m. Celle-ci fut de

129.000 m. pour les recettes de l'administration du quai, 36.000 pour les taxes du port, 45.000 pour la part de l'Allemagne dans les recettes de la douane chinoise, 84.000 pour l'entreprise de l'électricité, et 66.000 pour le service des eaux. Les établissements d'instruction sont prospères. L'école du gouvernement, ou gymnase pour les écoliers européens comptait, au 1er octobre 1912, 191 élèves. Quant à l'Ecole supérieure sino-germanique, il paraît que beaucoup de candidats ont dû être refusés, faute de place et à cause du manque de professeurs. L'édifice nouveau, où elle doit être logée, est achevé.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

LA DÉFENSE IMPÉRIALE ET LES COLONIES ANGLAISES

Au début du discours du Trône, lu le 10 mars dans la salle des Lords par George V à l'occasion de l'ouverture du Parlement anglais se trouvait le passage suivant: « Dans le courant de l'année dernière, le premier ministre du Dominion du Canada et plusieurs de ses collègues sont venus ici pour conférer avec mes ministres concernant les questions d'intérêt commun, et en particulier celles qui se rapportent à la défense navale.

« Le ministre de la défense du Dominion, de la Nouvelle-Zélande est arrivé ici dernièrement dans un but semblable. Je suis convaincu qu'un tel échange de vues entre les membres des gouvernements responsables profitera à la solidarité de l'Empire.

« Le don d'un cuirassé d'escadre fait récemment par les Etats malais, l'empressement avec lequel le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a consenti au maintien du cuirassé fourni par lui dans la flotte de la mer du Nord, le progrès continu que fait l'idée de la création d'une flotte australienne et les discussions qui ont lieu actuellement au Parlement canadien concernant la question de la défense, prouvent le désir universel que l'Empire éprouve de voir maintenir la sécurité commune. »

Le ministre de la défense de l'Australie a rédigé un important rapport sur la Défense navale impériale au début duquel il rappelle la conférence de 1909 et celle qui avait été proposée pour cette année qui aurait été reportée à l'été prochain et devra se tenir à Vancouver. Le sénateur Pearce explique que le gouvernement australien n'attache aucune importance particulière à être représenté au Comité impérial de la défense de Londres qui est un Comité purement consultatif. Les questions que les Dominions ont à envisager sont des questions de politique plutôt que d'administration. Le rapporteur réfute l'allégation si souvent répétée que les gouvernements canadien et australien, il y a quatre ans, préféraient construire et maintenir leur propre flotte plutôt que contribuer en bateaux et en argent à la marine impériale et que l'Amirauté avait à accepter cette aide navale telle que le lui avaient proposé le Canada et l'Australie. Cette dernière, conclut le ministre, est d'avis qu'il serait avantageux pour l'Empire considéré comme un tout si l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande pouvaient voir agréer leur politique consistant à s'unir pour arriver à un arrangement en ce qui concerne la défense des intérêts britanniques dans le Pacifique.

Sir Joseph Ward, l'ancien premier ministre néo-zélandais, qui avait offert un dreadnought à la mère-patrie, a répondu dans le *Morning Post* au rapport du ministre australien. Il ne croit pas que la Nouvelle-Zélande abandonne sa politique de coopération navale directe avec la métropole pour se joindre à l'Australie en vue de maintenir une flotte australienne. « L'Amirauté, a ajouté sir J. Ward a très nettement dit que c'était la meilleure politique pour l'Empire et je crois que c'est la meilleure pour la Nouvelle-Zélande. »

L'assemblée de l'Union sud-africaine réunie au Cap a voté le 6 mars à mains levées l'amendement proposé par le général Botha reconnaissant l'importance de la question de la défense navale et chargeant le gouvernement de se concerter avec le gouvernement britannique pour connaître le montant de la somme que l'Union-sud-africaine doit fournir à l'empire pour sa part dans les dépenses de défense et afin de pouvoir soumettre des propositions fermes à l'assemblée. Le ministre de la justice a fait valoir que l'Union sud-africaine avait déjà donné 939.587 livres sterling pour la marine britannique, sans compter un subside annuel de 500.000 livres sterling et un privilège douanier pour les produits manufacturés anglais ; qu'en outre l'Union sud-africaine avait pris pour elle les responsabilités impériales concernant les indigènes. Le budget sud-africain est donc spécialement chargé : néanmoins tous les Sud-Africains feront leur devoir. De son côté, un député de l'Etat d'Orange a trouvé trop élevée la contribution actuelle de l'Union sud-africaine aux dépenses navales britanniques, mais en déclarant qu'il convient de la continuer telle qu'elle existe en témoignage des bons sentiments de la colonie.

Le discours du trône, lu à l'ouverture de la session parlementaire par M. Davidson, le nouveau gouverneur de Terre-Neuve, annonce que le gouvernement terreneuvien a ouvert des négociatons avec le cabinet impérial pour la participation de la colonie anglaise à la défense navale de l'Empire.

Au Parlement canadien enfin la discussion des articles du bill qui tend à fournir à la Grande-Bretagne les fonds nécessaires à la construction de plusieurs dreadnoughts se poursuit depuis deux semaines sans interruption au milieu des scènes les plus diverses. Les conservateurs criaient aux libéraux : « Nous ne nous rendrons pas ! » Ils chantaient *Rule britannia*, tandis que les libéraux entonnaient *O Canada*, ce qui produisait une cacophonie indescriptible. Après quoi les deux partis se réunissaient pour chanter le *God save the King !* et *Bonsoir, mesdames !* à l'adresse des dames fort nombreuses dans les tribunes, même pendant la nuit

Le début de la seconde semaine a été marqué par la lecture du memorandum de M. Winston Churchill, dont la publication n'avait pas été faite jusqu'ici. Dans son memorandum au gouvernement canadien, M. Winston Churchill expose notamment que les cuirassés demandés au Canada devraient être construits dans les chantiers britanniques, étant donné qu'il était douteux qu'ils puissent être construits au Canada, ainsi que le proposait l'opposition libérale.

L'opposition ayant fait l'objection que le premier ministre M. Borden ne donnait lecture que d'un extrait du memorandum, M. Borden donna lecture de la totalité du document. Les libéraux protestèrent, déclarant que les observations de M. Winston Churchill constituaient une immixtion inqualifiable pour un homme d'Etat britannique dans la politique intérieure du Canada. Les libéraux ont affirmé que les conclusions de M. Winston Churchill étaient erronées et qu'elles s'appuient sur des faits inexacts. Divers orateurs ont continué avec chaleur à protester contre

l'immixtion de M. Winston Churchill. La discussion promet, on le voit, d'être longue et orageuse.

Inde anglaise.

Le budget de 1912.

Sir Guy Fleetwood Wilson vient de faire au Conseil législatif du vice-roi dont il est membre, son exposé budgétaire annuel. Les estimations revisées comparées aux estimations budgétaires donnent pour 1912 les résultats qui se trouvent consignés dans le tableau ci-dessous :

	Estimations budgétaires	Estimations revisées	Augmentation
	liv. st.	liv. st.	liv. st.
Revenus	79.354.000	86.985.300	7.631.300
Dépenses	77.875.700	83.623.400	5.747.700
	1.478.300	3.361.900	1.883.600

Dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice 1913-1914, sir G. Wilson s'attend à un surplus de 1.311.200 livres sterling. Des diminutions de 3.617.300 livres sterling pour l'opium, de 606.700 livres sterling pour les chemins de fer et de 121.800 pour les douanes sont cependant prévues. On estime à 12 millions de livres les dépenses pour les chemins de fer, à 1.466.700 livres sterling, celle des travaux publics, à 1.333.000 livres sterling, enfin celles des premiers aménagements de la capitale nouvelle Delhi.

Union sud-africaine

Statistiques commerciales.

Des statistiques publiées par le bureau des douanes pour l'année 1912 et transmises par le correspondant de l'*Economist*, il ressort que le commerce de l'Union accuse dans toutes ses branches une progression constante. Il convient de rappeler que la population ne dépasse pas 6 millions, dont 1.300.000 sont des Européens et 4.700.000 des gens de couleur.

Ceci dit, voyons quelques chiffres de l'an dernier comparés avec ceux de 1911, afin de mieux comprendre le chemin parcouru :

	1911	1912
	Liv. st.	Liv. st.
Importation des marchandises	34.945.447	36.009.841
Valeur des provisions faites par le gouvernement	1.979.937	2.829.119
Valeur du numéraire importé d'outre-mer	1.097.698	981.318
Valeur du numéraire importé de Rhodésie	12.413	21.912
	38.035.495	39.805.210

Les principales marchandises figurant dans les importations sont les suivantes :

	1911	1912
	Liv. st.	Liv. st.
Cotons manufacturés	2,992,720	3,237,058
Drogues et produits chimiques	930.252	948.543
Produits alimentaires	6.336.269	6.359.404
Articles d'ameublement	694.956	712.449
Quincaillerie	1.778.407	1.811.597
Fers et aciers	1.229.005	1.372.165
Cuirs manufacturés	1.549.346	1.685.662
Machines	2.958.955	2.688.745
Matériel de chemin de fer (lignes privées)	171.674	162.041
Papeterie et livres	740.035	789.266
Véhicules divers	788.058	1.078.389
Bois et charpentes	1.106.143	1.061.047
Lainages manufacturés	891.769	925.430

Voici maintenant les chiffres des marchandises exportées :

	1911	1912
	Liv. st.	Liv. st.
Pays étrangers d'outre-mer	54.907.263	60.996.361
Rhodésie	482.090	597.752
Total	55.389.363	61.594.113

Les minéraux jouent dans la prospérité sud-africaine un rôle prépondérant, aussi est-il intéressant de connaître la part qui revient à chacun d'eux :

	1911	1912
	Liv. st.	Liv. st.
Diamants	8.281.907	9.152.316
Or	35.064.314	38.242.306
Cuivre	573.537	432.265
Etain	244.691	246.329
Amiante	25.210	19.194
Charbon	1.079.007	1.173.820
	45.268.666	49.367.230

Les produits agricoles tiennent la place la plus importante dans la balance des exportations, ainsi qu'on en pourra juger :

	1911	1912
	Liv. st.	Liv. st.
Plumes	2.253.140	2.609.638
Maïs	402.680	443.492
Poils de chèvres	917.874	967.286
Cuirs et peaux	1.211.527	1.691.314
Laines	3.899.828	4.780.591
Ecorces à tan	289.536	283.010

L'Union sud-africaine accordant un tarif préférentiel aux produits anglais, il n'est pas sans intérêt de retracer les effets de cette protection :

	1911	1912
	0/0	0/0
Empire britannique	68.4	67.7
Royaume-Uni	58.3	58.1
Belgique	2.1	1.9
France	1.6	1.7
Allemagne	9.6	8.8
Hollande	1.8	2.0
Suède	1.9	1.6
Etats-Unis	8.0	8.8
Brésil	1.7	1.9

La représentation électorale.

La commission de délimitation nommée conformément à l'Acte d'Union pour rétablir les divisions électorales d'après le recensement de 1911, vient de terminer son rapport. Elle donne neuf sièges de plus au Transvaal, dont cinq seront pour la Witwatersrand, trois pour les districts ruraux et un pour Prétoria. Un col-

lège électoral est créé dans la péninsule du Cap, tandis que Jausenville (province du Cap) est absorbée dans les collèges nouveaux. La représentation électorale des provinces dans le prochain parlement se trouvera donc ainsi modifiée :

Province du Cap.....	51	représentants
Province du Transvaal.....	45	—
Province de l'Orange.....	17	—
Natal.....	17	—

AUSTRALIE

Le commerce du Commonwealth.

Le commissaire commercial du Commonwealth vient de publier son rapport concernant l'exercice 1911-1912. Pour la première fois les importations ont presque égalé l'ensemble des exportations : 66.860.303 livres sterling d'une part et 79.484.226 de l'autre.

Les importations ont accusé un excédent de 11 millions de livres sterling sur l'année 1911. En ce qui concerne les entrées de numéraire, il y a eu une diminution de 283.576 livres sterling, mais, sur tous les autres articles, la plus-value a été de 11.414.401 livres sterling. Le relevé ci-dessous fait ressortir la valeur des entrées et des sorties, de 1903 à 1912 inclus (valeurs en livres sterling) :

	Import.	Export.
1903.....	37.811.471	48.230.112
1904.....	37.020.842	57.485.915
1905.....	38.346.731	56.841.035
1906.....	44.744.912	69.737.763
1907.....	51.809.033	72.824.247
1908.....	49.799.273	64.311.058
1909.....	51.171.896	65.318.836
1910.....	60.014.351	74.491.150
1911.....	66.967.488	79.482.258
1912.....	78.098.313	78.834.730

On ne connaîtra les motifs exacts de cet accroissement considérable des importations que lorsque le service des douanes australiennes aura fourni des détails à cet égard.

Si nous passons maintenant au détail des entrées par destinations principales, nous nous trouvons en présence du relevé suivant, qui indique aussi la part prise par la métropole dans ce mouvement :

Etats	Import. totales (espèces comp.)	Part de la métropole
	Livres sterling	
Nouvelles-Galles du Sud....	27.330.330	12.675.664
Victoria.....	21.839.224	9.927.014
Queensland.....	6.200.128	3 694.693
Australie méridionale.....	6.190.692	3.247.863
Australie occidentale.....	4.478.794	2.633.984
Tasmanie.....	821.135	540.547
	66.860.303	32.719.865

La France revendique une certaine part dans le commerce des textiles, dont les importations totales s'élèvent à un total de 12.605.837 livres sterling, contre 9.704.752 en 1909 et 11.396.390 en 1910. Cette part est respectivement de 604.132, 662.502 et 642.588 livres sterling. Les entrées de lainages, en pièces, se sont élevées à 2.107.717 livres sterling en 1911, contre 1.917.989 en 1910. La France et l'Allemagne y ont pris une certaine part. Celles de velours se chiffrent par 1.218.521 livres sterling en 1911, contre 1.094.262 en 1910 et 947.749 en 1909. Notre pays a fourni pour 14,37 0/0 de ce chiffre en 1908, 16,52 0/0 en 1909 et 14,95 0/0 en 1910. La part de l'Allemagne a beaucoup plus fléchi proportionnellement au bénéfice de la Suisse. Pour les accessoires des textiles, garnitures, corsets, chapeaux de feutre, etc., les achats totaux sont de 4.813.148 livres sterling en 1911, de 4.179.988 en 1910 et de 3.608.338 en 1909. La part de la métropole a fléchi de 58,5 0/0 en 1909 à 53,5 en 1911 ; mais celle de la France a peu varié, de 5,3 en 1908 et 1910 à 5,4 en 1909. Nous occupons le troisième rang après l'Allemagne. La France et l'Allemagne après elle tiennent la tête dans le commerce des spiritueux.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA TRIPOLITAINE EN ARMES (1).

L'entreprise italienne contre la Tripolitaine, à l'automne de 1911, fut favorisée, à son début, par toutes les chances de succès : les heureuses circonstances politiques, en Europe et en Turquie, la saison convenable, la supériorité du nombre, de l'armement et de la préparation militaire, l'absence d'une force adverse, organisée et commandée, l'affaiblissement des garnisons ottomanes par l'envoi de contingents au Yémen, enfin la condition misérable des Tripolitains, ruinés par la disette. Aussi la conquête des ports fut-elle facile. A Tripoli, 1.200 marins italiens suffirent à repousser les contre-attaques, assez molles, d'abords, des Turcs. Bientôt toute la région, jusqu'à Azizié, se soumit. A Bengazi, la petite troupe turque s'enfuit dans la montagne verte, et jusqu'à Merdj. La résistance parut à tous matériellement impossible. Le cabinet turc pria les puissances d'intervenir, et d'insister auprès de l'Italie, pour que les troupes italiennes se retirassent. Les Italiens crurent que la guerre serait l'affaire de quelques jours. Ils devaient leurs premiers succès plus encore à la diplomatie qu'à la force; ils avaient, en effet, à leur dévotion, dans le pays même, une douzaine de chefs, qui s'étaient rendus, personnellement, dans les campagnes, ou y avaient envoyé leurs émissaires, vantant les Italiens, critiquant l'administration turque, et distribuant de l'argent. Ils pensèrent que la généralisation de cette méthode leur permettrait d'atteindre leur but, et que, par ce moyen, ils arriveraient facilement à détacher les Arabes des Turcs et à s'appuyer sur les premiers contre ceux-ci.

Si les Arabes sédentaires du littoral se sont, relativement, affinés, par le contact avec le monde méditerranéen et l'élément turc, les Arabes nomades de l'intérieur ont conservé les caractères moraux de la race : l'énergie guerrière, l'instinct d'indépendance, et l'amour des aventures. Ils n'ont jamais été complètement soumis à la domination turque. Pour ces musulmans de rite malékite, les Ottomans, hanéfites, sont vaguement des hérétiques, ou des croyants d'une orthodoxie douteuse, suspects, en tout cas, comme ayant adopté les vêtements et les costumes des Européens. Entre eux et le gouvernement de Constantinople s'interpose, d'ailleurs, une haute autorité religieuse. L'intérieur du villayet de Tripoli et du sandjak de Barca est, presque en totalité, inféodé à la congrégation des Senoussis, qui possède, dans la Cyrénaïque seule, une quarantaine de zaouias. Les cheikhs, nommés par le grand Senoussi de Koufra, et choisis, ordinairement, parmi les fils des titulaires, jouissent d'une situation mo-

(1) G. RÉMOND. *Aux Camps Turco-Arabes*. Notes de route et de guerre en Cyrénaïque et en Tripolitaine. — 1 vol. in-8°, 212 p. avec gravures et cartes. Paris, Hachette 1913.

rale considérable, et disposent d'une influence analogue à celle des moines sur les populations européennes, au moyen âge. Chaque zaouia possède de grandes terres, pour lesquelles, au temps des semailles et de la moisson, les Arabes doivent un jour de travail par semaine. La congrégation est une sorte de théocratie, pourvue d'un budget et d'une armée. Grâce à l'indifférence de l'administration turque, elle avait réussi à exercer une attraction sur les tribus nomades, à imposer ses bons offices, pour le règlement amiable des conflits entre tribus ; elle prétendit étendre à tous les territoires de ses adeptes l'immunité fiscale dont elle bénéficiait, monopolisant, à son profit, et au détriment des finances ottomanes, la propriété du sol entier, dans l'intérieur de la Cyrénaïque. Cet Etat dans l'Etat, par ses tendances particularistes, suscitait au gouvernement central de fréquentes et graves difficultés. Les rapports entre l'autorité et la confrérie en vinrent à un tel degré de tension aiguë que l'on put, à certains moments, attribuer aux Senoussis l'intention de s'appuyer sur une puissance chrétienne, pour se soustraire aux exigences du fisc ottoman. En 1906, toutes les tribus se coalisèrent pour résister à une augmentation d'impôts. Le gouvernement turc n'était pas plus heureux quand il voulait obtenir l'aide militaire des Arabes. Quand la Turquie s'était emparée de la Tripolitaine, en 1835, elle avait supprimé la conscription, et conféré aux tribus une sorte d'autonomie. En 1901, jugeant prudent de renforcer les garnisons du villayet, elle rétablit le service obligatoire. Mais cette mesure provoqua des mécontentements, des bagarres, où des fonctionnaires turcs furent tués, des patrouilles attaquées. Les Arabes tentèrent même de prendre Tripoli. Les chefs convoqués étaient restés sous leurs tentes. Après dix ans de discussions, le gouvernement décida que, seuls, les habitants des ports seraient enrôlés. Quand éclata la guerre italo-turque, le loyalisme de plusieurs tribus, parmi les plus importantes, paraissait fort douteux. Au reste, toutes ces tribus, profondément divisées par des rancunes séculaires, et des inimitiés permanentes, continuaient à se livrer, les unes envers les autres, à leurs habitudes de violence : incursions, rapts de troupeaux, razzias et brigandages.

Le gouvernement italien avait donné l'ordre à la marine et à l'armée de nouer des rapports d'amitié avec les Arabes. Des émissaires partirent pour l'intérieur, afin de répandre la nouvelle que les Italiens sont forts, généreux et loyaux. On fit l'impossible pour séduire les Senoussis, au moyen de promesses et de cadeaux. Un des chefs les plus intelligents et les plus influents, le cheikh Mebri, avait rendu visite à l'amiral Aubry. Croyant la cause turque définitivement perdue, il avait accepté des présents, et parlé de se soumettre, sous réserve, toutefois, de s'entendre avec les autres cheikhs de la contrée. Plus tard, quand les aéroplanes firent des reconnaissances, les Italiens imaginèrent de s'en servir pour reprendre leur propagande et leurs tentatives d'apprivoisement des Arabes. Leurs aviateurs lançaient des proclamations, et des brochures, rédigées en arabe, et pleines de menaces ou de bonnes paroles. Cette littérature faisait l'éloge du roi Victor Emmanuel III et expliquait la signification du drapeau rouge, blanc et vert, « emblème de la vie heureuse, dont jouit la grande nation italienne ». « Sous le gouvernement du roi d'Italie, l'homme vivra, en Tripolitaine, à l'ombre de la justice et de la liberté, actif pendant la journée, tranquille pendant la nuit. S'il mange, ce sera avec délices ; s'ils se divertit, ce sera toujours agréablement. Ainsi prospèrent les nations qui se sont attachées aux peuples colonisateurs, et Dieu sait que l'Italie est une nation colonisatrice ». « Arabes, pourquoi continuer à rester avec les Turcs, qui vous empoisonnent avec de mauvais aliments? Ces vivres avariés et gâtés sont la cause des maladies, des infections, des épidémies qui font mourir tant des vôtres. Ne voyez-vous pas que Dieu, qui concède les royaumes à ceux qu'il aime, et les enlève à qui il veut, assiste l'armée et la grande puissance italienne, laissant la porte ouverte pour la conquête? Quand comprendrez-vous? »

Les Arabes empochèrent, d'une main, l'argent des Italiens, tandis que, de l'autre, ils en recevaient aussi du gouvernement turc, se contentant de donner, en retour, aux premiers, de vagues promesses, en attendant les événements. Ils avaient joué un bon tour au *Banco di Roma*. « Avant la guerre, celui-ci donnait à qui voulait quantité de moutons ; le produit seul devait en être partagé entre la banque et les Arabes. L'échéance venue, ceux-ci arrivèrent à la ville, chargés d'oreilles de moutons, se lamentant, et disant : « Tous les moutons sont morts de la peste, et voici leurs oreilles. » Ce n'était que leurs oreilles. Les marchés de Cyrénaïque regorgent, aujourd'hui, de ces moutons essorillés, mais bien vivants. Persuadé, ou non, il a bien fallu que la *Banco di Roma* se contentât de ce témoignage auriculaire. » Les Arabes ne se laissèrent donc prendre ni à l'appât financier, ni, non plus, à la rhétorique des proclamations ; ils répondirent à celles-ci par des affiches, apposées de nuit, dans Bengazi, où ils invoquaient, à leur tour, l'aide du Dieu des armées. Loin de les frapper d'admiration, les aéroplanes leur paraissaient des fantasmagories diaboliques, inventées par un ennemi qui n'osait les combattre face à face. Les sollicitations de la diplomatie italienne n'auraient pu agir efficacement sur eux que si elles avaient été précédées, ou appuyées, par des manifestations de la force des armes, seul argument décisif aux yeux des Arabes. Mais les Italiens, au lieu d'une offensive hardie et vigoureuse, se résolurent à une guerre de fortifications. Leur inaction rendit courage à leurs adversaires. Les Arabes de la région de Tripoli avaient conservé, avec une partie de leurs armes, l'espoir d'une revanche. Ils accusèrent les Turcs de les avoir trahis, et refusèrent, d'abord, de les aider, même de leur fournir des vivres et des chameaux. Le député du Djebel, Suleiman Baroni, s'efforça de faire l'union des tribus berbères contre l'ennemi commun, et enrôla des volontaires, tandis que Ferhad bey parcourait de même les villages et prêchait la guerre sainte. Les hordes farouches, déguenillées, brandissant leurs armes, et hurlant, qui accouraient, à leur appel, avaient besoin d'être organisées et disciplinées. Ce fut l'œuvre des officiers turcs, et, particulièrement de trois d'entre eux : Nechet bey, Fethy bey, tous deux anciens attachés militaires à Paris, et Enver bey, un des héros de la révolution turque. Ils avaient énergiquement combattu le projet de médiation européenne voulu par le cabinet de Constantinople. Le Congrès des Jeunes-Turcs, réuni à Salonique, avait émis cette résolution : « Comme interprète du sentiment national, le comité Union et Progrès se déclare prêt à sacrifier tout pour résister, jusqu'à la dernière extrémité, dans la question tripolituine. » Les officiers turcs organisèrent les premières escarmouches qui rendirent confiance aux Arabes, et les accoutumèrent à braver le feu des canons. Le 23 octobre, eut lieu une attaque en règle de toutes les forces turques et arabes contre Tripoli. Le 4 décembre, les Italiens occupèrent Aïn-Zara, à 8 kilomètres de ce port. Le 19, une colonne de 1.700 hommes se heurta à 3.000 Arabes, bien postés, qui infligèrent aux Italiens des pertes sérieuses. Un camp turco-arabe fut établi, sur une trentaine de kilomètres de longueur, le centre étant à Bou-Guéchir, en face de Aïn-Zara. En Cyrénaïque, Enver bey réussit, à force d'habileté, à réconcilier les tribus, qui jurèrent, solennellement, d'oublier leurs vieilles querelles, pour marcher, ensemble, au combat. Une ville de tentes se créa, à une douzaine de kilomètres de Bengazi. Ainsi, contrairement à ce que les Italiens avaient espéré, les Arabes se solidarisaient avec les Turcs. Plus clairvoyant que la

plupart de ses compatriotes, M. Morgari, envoyé, en 1904, à Tripoli, par l'*Avanti*, pour étudier la situation, avait prévu que les uns et les autres se grouperaient, sans hésitation, contre l'ennemi, qui voudrait attenter à leur religion, ou à leur liberté. « L'arrivée de l'infidèle, déclarait-il, aura pour effet immédiat de réconcilier Turcs, Arabes et Berbères. »

Un tel mouvement méritait d'être suivi, par la France, avec la plus grande attention. Il intéressait directement, en effet, notre grand empire africain, qui confine, à l'Ouest et au Sud, à la Tripolitaine, l'arrière pays libyen ayant été fermé à toute expansion politique, au Midi, par la convention franco-anglaise du 21 mars 1899. Aussi, tandis que la plupart des journaux français avaient envoyé leurs correspondants à l'armée italienne, en particulier M. Jean Carrère, du *Temps*, qui fut blessé le 1er décembre à Tripoli par un fanatique, l'*Illustration* chargea un jeune et expérimenté voyageur, M. G. Rémond, d'éclaircir sur place ce « miracle de la résistance turco-arabe ». Muni d'un sauf-conduit, qu'il était allé d'abord chercher en Turquie, celui-ci pénétra en Tripolitaine, par la frontière tunisienne, au milieu de janvier 1912. La caravane comprenait, avec lui, 1 interprète, 4 chameliers, 2 domestiques et 2 gendarmes arabes. Son cheval fit tout le voyage, plus de 2.500 kilomètres, sans lui manquer un seul moment. Au départ, on lui avait fait les plus fâcheuses prédictions : « Croyez-en un vieil Africain, lui disait un confrère, vous n'irez pas jusqu'à Syrte ! » Beaucoup de gens traitaient son projet de folie. Il s'agissait, en effet, de traverser des régions réputées à peu près inaccessibles, et cela en pleine guerre. Mais ce fut précisément cette circonstance qui rendit possible l'entreprise. « Un des résultats imprévus de cette guerre fut d'établir la paix entre les tribus et de faciliter les voyages à travers la Tripolitaine. » Il avait fallu protéger contre les brigands les villages désertés par les volontaires ; aussi l'administration avait-elle été réorganisée. Partout avaient été placés des chefs sûrs. M. Rémond put ainsi parcourir toute la Tripolitaine et la Cyrénaïque, sans qu'il lui arrivât d'autres incidents que ceux qui sont habituels à des voyages de cette sorte. Mais la direction seule de la caravane était une rude affaire, en raison de la sottise et de la fainéantise des hommes, de la rapacité des cavaliers d'escorte, de l'humeur batailleuse et de l'ivrognerie des chameliers. « Le chamelier est le roi de ce pays ; il fait ce qu'il veut, ne respecte, au monde, que ses chameaux. » Au début, l'hiver se faisait encore sentir. Un matin, il y avait à terre, de la gelée blanche et, dans l'air, une légère brume. A la chaleur du jour succédaient des nuits froides, même glaciales, pendant lesquelles les hommes grelottaient, transis, claquant des dents. Plusieurs fois, la pluie tomba, remplissant d'aise le cœur des Tripolitains, qui l'attendaient depuis des années. Une nuit, un orage éclata. Les rafales ne permettaient pas de se tenir debout. Pour se mettre à l'abri du vent, les voyageurs se réfugièrent dans le fond d'un ravin, non sans craindre d'être noyés et emportés par le torrent, que les pluies grossissaient. En quittant la Tunisie, la caravane suivit la piste qui longe la crête du *djebel*, la bordure échancrée du plateau de Nefousa. C'est, jusqu'à Djado, un paysage désolé, sauvage et hostile. Plus loin se découvrent de belles vallées, pleines d'arbres fruitiers, qui rappellent la Provence, ou la Toscane. Le désert, à cette époque de l'année, n'a rien de triste ; il était recouvert d'un tapis de fleurs, et de grandes touffes d'asphodèles, qui montaient jusqu'au poitrail des chevaux. Cette sorte de Kabylie, que forme le djebel Nefousa, est habitée par des Berbères, dont les ksours s'accrochent aux rochers, ou se creusent comme des habitations de troglodytes. Les villes étranges, semblent ruinées et disloquées depuis des siècles, par des cataclysmes ou des tremblements de terre, telles Nalout, fantastique repaire, apparu livide et jaune de soufre, au coucher du soleil, ou bien Zliten qui, blanchâtre sous la lumière brillante de la lune, fit sur le voyageur l'impression d'une cité des mille et une nuits. Tarhona fut la première ville rencontrée, où les habitants lui semblèrent des êtres humains, pareils à ceux des autres pays. La végétation printanière, les amandiers en fleurs, les champs d'orge, abondante et drue, donnaient alors tout leur charme aux oasis de la plaine de Tripoli, à ces jardins appelés « terres de la tentation ». Après Maszata, M. Rémond parcourut, pendant huit heures, une vaste palmeraie, au delà de laquelle commence l'affreux désert de la Syrte. Ici commença la période la plus fatigante du voyage. C'était en mai. La caravane éprouva le fléau du « guebli », le vent brûlant du Sud, qui souffla plusieurs fois en tempête, soulevant la poussière asphyxiante des sables. « On marchait comme à travers un incendie. » Impossible au voyageur de se servir du casque, emblème du chrétien, abhorré de l'Arabe. Arrivé à Azizié, M. Rémond, dont le visage était rôti par le soleil, n'y tenant plus, s'était muni d'un chapeau targui. Mais à Homs, un fonctionnaire turc lui assura que, à cause de ce parasol, il ne pourrait répondre de sa sécurité. « Je repris, à travers la grande Syrte et le pays de Bengazi le bonnet rouge officiel, risquant, à chaque heure, l'insolation. » Aussi voyageait-il en grande partie, la nuit, à la clarté de la lune. L'une des étapes fut de quatorze heures. Il avait fallu emporter de l'eau, et de la nourriture pour les animaux. Faute de liquide pour les ablutions, de Mesrata à Bengazi, M. Rémond et son interprète ne se lavèrent guère plus que les hommes. En entrant dans le désert, il n'était pas sans inquiétude, car les tribus de cette région sont assez farouches, et il ignorait alors, à quel point elles étaient favorables aux Turcs ou aux Italiens.

Notre compatriote n'eut, en définitive, qu'à se louer de ses relations avec la population entière, à commencer par les paysans, qui le saluaient, la main sur le cœur. « Est-ce que, lui disaient-ils, vous ne nous défendrez pas, vous autres Français, puisque vous êtes les maîtres de nos frères d'Algérie et de Tunisie ? » « Si notre pays ne doit pas demeurer libre, ajoutaient-ils, peut-être par politesse, nous voulons nous donner à la France. » Les notables, dans chaque ville, le reçurent et l'accompagnèrent, au départ, en lui faisant leurs souhaits. L'accueil fut sympathique, touchant même, de la part des fonctionnaires et des officiers turcs. Certains, comme le commandant Fethy bey, le traitèrent en ami et en camarade. Tout en dégustant des mets succulents, parfumés, mais poivrés et pimentés à pleurer, ou en fumant des cigarettes, pendant les longues veillées, il eut avec eux d'intéressantes conversations, dans lesquelles ses hôtes n'hésitaient pas à parler des sujets les plus brûlants, et faisaient montre de leurs sentiments humanitaires, de leur amour du progrès. Il apprécia leur bonhomie, leur franchise, leur ouverture d'esprit. Plusieurs, du reste, avaient vécu à Paris, et connaissaient notre littérature. Ces parfaits gentilhommes, à l'âme bien équilibrée, considéraient naguère les Arabes comme des demi-sauvages. Combien, en effet, différaient d'eux, physiquement et moralement, ces grands diables, secs, bronzés, au tempérament frénétique et violent. Tandis qu'à l'exemple des Européens, « les Turcs sont, plus ou moins, tous semblables, ayant été longtemps disciplinés par d'identiques habitudes, resserrés, dans leur liberté, par les coutumes de la vie civilisée, les Arabes ont une personnalité singulière. Ce sont de purs anarchistes. Un fils ne supporte même pas l'autorité de son père, lui parle, lui répond librement, insolemment ». N'importe quel Arabe « garde, dans l'allure, l'expression, le geste, le caractère d'un homme libre, dépendant de Dieu seul et de soi ». Comment, se demande M. Rémond, des hommes aussi dissemblables ont-il pu s'associer étroitement pour une action commune ? A son sens, le lien qui les rapprochait fut celui qui unit le plus fortement les hommes : la religion. Elle seule opéra cette réconciliation.

Sans doute, le monde musulman est, lui aussi, en proie au scepticisme; beaucoup, parmi les Berbères et les Arabes sont plus superstitieux que sincèrement croyants, mais on sait que cette tiédeur n'exclut pas certains retours d'exaltation mystique, coïncidant avec une surexcitation du sentiment d'indépendance. Il est bien certain que la guerre sainte fut le cri qui fit accourir aux armes toutes les tribus. Quant aux Ottomans, M. Rémond observe que nombre d'officiers ne sont pas de bien fervents musulmans. Les Jeunes-Turcs, qui avaient proclamé l'égalité des hommes et des religions, ne craignaient rien tant que de passer, à ses yeux, pour intolérants. « La guerre sainte, lui disait Ferhad bey, n'écrivez pas ce mot. Nous sommes des patriotes, non des fanatiques religieux. » Le panislamisme leur semblait une chimère. Mais, peut-être, au contact des Arabes, ont-ils été reconquis par la foi musulmane, ou bien ont-ils feint de l'être, en voyant la puissance de ce sentiment. Il est possible aussi, remarque M. Rémond, qu'ils aient obéi à l'honneur, ou au patriotisme, car la révolution turque s'était faite au nom des droits de la patrie menacée. « Nous défendons notre pays contre un envahisseur étranger », déclarait Enver bey. Ces anciens révolutionnaires montrèrent, en Afrique, de remarquables qualités d'organisateurs. Ils fondèrent des écoles, des hôpitaux. Enver bey eut assez d'ascendant pour imposer une réforme singulièrement difficile, celle de la coiffure militaire. Ce fut une rude tâche que de discipliner l'individualisme des Arabes, de les empêcher de causer dans les rangs, de gaspiller la poudre, de corriger leur naturelle indifférence. Au combat, ils s'arrêtaient, soudain, alors qu'un petit effort leur aurait assuré la victoire. En voilà assez pour aujourd'hui, disait-ils, nous continuerons demain. Mais, d'autre part, quelle étoffe guerrière dans ces hommes, capables de supporter toutes les privations, aimant, par-dessus tout, se battre, et souhaitant, comme suprême bonheur, de mourir au combat!

Pareil enthousiasme ne se rencontrait naturellement pas du côté italien. Si les officiers firent preuve de bravoure, les soldats, non entraînés à la guerre coloniale, étaient peu disposés à sacrifier leur vie pour une cause qui n'intéressait pas directement la patrie italienne. Les troupes manquaient de qualités offensives. Aussi les Italiens ne faisaient-ils aucun effort sérieux pour s'avancer dans le pays. Chose incroyable, les 60.000 Italiens de Tripoli avaient réussi, en cinq mois, à avancer seulement de 8 kilomètres. A Bengazi, 50.000 hommes, embusqués, refusaient obstinément d'affronter un ennemi inférieur en nombre, et d'attaquer le camp ennemi. Ils se contentaient de bombarder les quelques groupes d'Arabes qui passaient auprès des fortifications. Les armes italiennes causaient des blessures généralement peu dangereuses. M. Rémond vit des Arabes traversés, plusieurs fois, de part en part, par des balles de fusil, et guéris en moins de huit jours.

Le correspondant de guerre de l'*Illustration* ne put donc assister à aucune bataille. En fait d'opérations militaires, il ne vit que des fantasias enragées, d'un pittoresque incomparable; mais « on se sent étranger; on admire ces spectacles du dehors, on ne va pas plus loin que l'admiration plastique du drapé, des gestes, des attitudes pieuses ou héroïques; on éprouve l'impression profonde que l'on ne pénètre pas ces âmes, façonnées par une autre religion, une autre civilisation, qui élèvent, entre ceux-ci et nous, une barrière absolue ». A Syrte, il rencontra l'émir Ali, fils du grand Abd el Kader, qui se rendait, de Damas en Tripolitaine, avec son fils et des chefs du désert. « Parle-t-on de moi en France? lui demanda ce personnage. Sait-on ce que je fais ici? Sait-on que je suis l'ami des Français? Dis bien que tous ceux qui passent à Damas doivent venir me voir. » En Cyrénaïque, il trouva rassemblés tous les cheiks des Zaouias, vénérables et gras patriarches, à longue barbe, amplement drapés, aimant le luxe, la bonne chère, les parfums, à l'esprit cultivé, et qui se laissèrent aisément photographier. Le camp d'Aïn Mansour, près de Bengazi, montrait une activité bien différente du grouillement confus, désordonné, bariolé, que présentent ordinairement les agglomérations de troupes, en pays arabe. Tout témoignait ici de la volonté organisatrice de Enver bey. Fier du résultat obtenu, il espérait que cette merveille : la réconciliation des tribus, serait le commencement d'une ère de civilisation.

M. Rémond quitta la Cyrénaïque, à la fin de mai, et revint en France, par l'Egypte. Quand il publia son livre, quelques mois plus tard, la paix était signée. Le sultan donnait à la Libye l'autonomie complète. Les Arabes de Tripolitaine, désarmés, acceptèrent assez philosophiquement le départ des Turcs; mais, en Cyrénaïque, ceux-ci furent contraints par les Bédouins à rester en armes. Les Italiens n'occupent toujours que trois ports : Bengazi, Derna et Tobrouk. Cependant, le gouvernement ottoman, à peine débarrassé de cette guerre, en avait une autre beaucoup plus grave à conduire, en Europe même. « Si je devais juger de tous les Turcs par ceux aux côtés desquels j'ai vécu en Tripolitaine, disait M. Rémond, je ne douterais pas de l'issue de la nouvelle guerre. » Il partit pour en suivre les péripéties. Les événements démentirent son espoir. Mais, se rappelant les prodiges accomplis, en Afrique, par les Jeunes-Turcs, il se persuada que, si, au début de la guerre des Balkans, ceux-ci avaient eu les affaires en mains, la défaite n'eût, peut-être, pas été si rapide, ni si complète.

C. M.

Missions et Explorations

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Missions scientifiques de M. Henry Hubert. — M. Henry Hubert, administrateur-adjoint des colonies et docteur ès-sciences, qui est actuellement adjoint à l'inspecteur des travaux publics de l'Afrique occidentale française et chargé à ce titre du service des mines, a publié de nouveaux travaux scientifiques (1) se rapportant à ses précédentes missions ou à ses études actuelles.

Ils portent plus spécialement sur la géologie et la minéralogie. Notre confrère, M. Paul Lemoine, a déjà mentionné ici la communication de M. Hubert à l'Académie des Sciences sur les gîtes aurifères filoniens en Afrique occidentale (2). Nous signalons encore une note présentée à la Société géologique de France sur les grès siliceux du Haut-Sénégal et Niger. (3) Ces grès n'appartiennent vraisemblablement pas tous à un même groupe. Ceux de Bandiagara et sans doute aussi ceux des régions voisines, paraissent être au moins en partie marins et appartiennent à une formation littorale. Dans la plaine située à l'est de Bandiagara, M. Hubert a constaté l'existence de calcaires (4).

On peut citer aussi, parmi les travaux du même ordre de M. Hubert, la description pétrographique d'échantillons de roches rapportés d'Afrique occidentale par MM. Desplagnes et Vuillet,

(1) Voir sur ses précédents travaux : *La Quinzaine Coloniale*, 25 février 1912, p. 132.

(2) *Ibid.*, 25 octobre 1912, p. 717.

(3) Henry Hubert, *Sur les grès siliceux du Haut-Sénégal et Niger* (Compte rendu sommaire des séances de la Société géologique de France, 1912, p. 46-47).

(4) Voir la mention qui en est faite par M. Paul Lemoine dans *La Quinzaine Coloniale*, 10 avril 1912, p. 265.

et qui ont été étudiés au Laboratoire de minéralogie d[illegible] d'histoire naturelle. (1)

Parmi les roches recueillies par le capitaine D[illegible] unes provenaient des régions comprises entre Ni Bamako et Siguiri (2). Elles comprennent des grani[illegible] bases, des gneiss, des schistes, des quartz et des quartzite.

M. Desplagnes avait déterminé l'emplacement d'un importa[illegible] gisement de fer dans le Fansané ; son étendue est de 4 kilomètres carrés. Le minerai est constitué par de la magnétite, avec un peu de limonite. Il y a encore de la magnétite au pied du mont Kolle et entre Kaniéna et Nafadié ; de l'oligiste et de la limonite entre ces deux derniers points ; de la limonite compacte à Kentinian.

D'autres échantillons, rapportés par le capitaine Desplagnes du Lobi et des régions voisines, appartenaient pour la plupart aux mêmes types.

Les roches recueillies par M. J. Vuillet, directeur de l'agriculture du Haut-Sénégal et Niger sur des points très divers de la colonie, sont aussi principalement des granites, diabases, gneiss, schistes divers et quartzites, mais aussi quelques roches plus rares, diorites, andésites. Il faut aussi citer des échantillons calcaires, généralement très cristallins.

Outre les échantillons qu'il a recueillis, M. Vuillet a pris aussi des notes géologiques très intéressantes sur les itinéraires qu'il a suivis. M. Hubert a résumé celles relatives aux régions comprises entre Kayes, Tombouctou et Bamako.

En ce qui concerne la météorologie, nous devons signaler une note de M. Hubert, présentée par le prince Roland Bonaparte à l'Académie des Sciences, sur les courants aériens en Afrique occidentale (3). Précédemment, M. Hubert avait montré que les deux grands vents de cette région sont l'alizé et l'harmattan. Les nouvelles observations démontrent : 1° que contrairement à ce qui avait été avancé par certains météorologistes, l'alizé et l'harmattan sont deux courants distincts et nettement différents; 2° que l'harmattan sur les 3.000 kilomètres où il a été observé, est un courant constant de vaste amplitude, qui constitue la branche de retour du circuit atlantique.

Nous mentionnerons enfin quelques observations nouvelles faites par M. Henry Hubert sur la tendance de certaines populations africaines à la géophagie (4). Ce sont surtout les femmes enceintes qui paraissent portées à se livrer à cette consommation ; cela concorde, d'ailleurs, avec ce qui a été dit ici dans l'article précité du 10 février dernier.

D'après ce que nous écrit M. Hubert, à Bakel, ce sont les tout petits enfants et les femmes enceintes de race saracolé ou bambara qui mangent de la terre. Les femmes toucouleures, n'en mangeraient pas.

C'est toujours l'argile qui paraît préférée et elle semble surtout estimée quand elle renferme son eau de carrière.

Les femmes ouoloves de Dakar mangent aussi de la terre quand elles sont enceintes. M. Hubert nous raconte à ce sujet une anecdote typique. Ayant reçu à son laboratoire des échantillons d'argile provenant d'un puits nouvellement creusé, il se débar-

(1) HENRY HUBERT. *Descriptions pétrographiques d'échantillons de l'Afrique occidentale française* (Supplément au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française, 20 avril 1912, p. 61-67).

(2) M. Desplagnes avait déjà indiqué la répartition d'un certain nombre de ces roches dans son article : *Les sources du Bakoy*, paru dans *La Géographie*. tome XVI, 2e sem. 1907, p. 226-235.

(3) *Le Temps*, 2 octobre 1912.

(4) Il avait donné de curieux exemples de cette habitude dans : *L'Afrique française*, mars 1911, *Renseignements coloniaux*, n° 3, p. 59-61, (voir : *La Quinzaine Coloniale*. 25 août 1911, p. 569). — Voir aussi ce qui a été dit récemment sur la géophagie dans *La Quinzaine Coloniale*, 25 juillet 1912, p. 515; 10 février 1913, p. 101.

ssa de quelques doubles inutiles qui furent jetés dans la rue, oins d'une heure après, ils avaient été ramassés par des femmes se proposaient de les consommer.

exploration Bonnel de Mézières et les restes du jor Laing. — Nos lecteurs savent déjà que M. BONNEL DE ZIÈRES, au cours d'une mission qu'il a remplie au Sénégal et au Soudan, en 1910-1911, a été assez heureux pour découvrir, à quelque distance de Tombouctou, les restes du voyageur anglais Alexander Gordon Laing, assassiné en 1826 (1).

Le voyageur vient, dans un ouvrage spécial, de résumer l'histoire du major Laing et les circonstances dans lesquelles il a fait la découverte de ses restes, en faisant suivre cette étude des textes, pièces et documents se rapportant à cette question (2).

M. Bonnel de Mézières avait entrepris ce voyage comme chargé de mission de M. le gouverneur général William Ponty. De son côté, M. Clozel, gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, avait recommandé au voyageur de recueillir le plus de renseignements possibles sur le major Laing, et il avait personnellement dirigé ses recherches dans ce sens. Aussi le livre fut-il publié par le gouvernement du Haut-Sénégal-Niger, et M. Bonnel de Mézières voulut-il que le nom de M. Clozel fût inscrit en tête de ce livre comme ayant été l'instigateur de sa découverte. D'où, la préface écrite par le gouverneur.

Le major Laing est le premier Européen qui ait visité Tombouctou sans qu'on puisse contester l'authenticité de son voyage. M. Bonnel de Mézières raconte sa carrière, son projet de se rendre dans la mystérieuse cité et le long et pénible voyage qu'il dut faire avant de l'atteindre. Ce fut seulement treize mois après son départ de Tripoli qu'il put arriver au but.

On n'avait aucune connaissance des circonstances dans lesquelles le voyageur anglais était tombé sous les coups des indigènes. Comme l'a fait observer M. Bonnel de Mézières, les descendants des meurtriers du malheureux explorateur, les mieux placés pour nous renseigner sur ce qu'avaient pu devenir ses restes et ses papiers, redoutaient tout au moins le paiement d'une *dia*, malgré le temps écoulé ; et c'est ce qui explique, ainsi que le rappelle M. Clozel dans la lettre-préface, l'échec des tentatives antérieures faites par nos officiers et par M. Croomie, le précédent consul général d'Angleterre. Mais le mystère qui planait sur ce drame a pu être percé par M. Bonnel de Mézières et il a pu en reconstituer les scènes.

Laing fut d'abord bien accueilli à Tombouctou ; mais, à la suite de reconnaissances envoyées vers Tombouctou par les fanatiques Toucouleurs qui commençaient alors à étendre partout leurs conquêtes, il se produisit un revirement parmi la population. Cédant aux menaces des Toucouleurs, le chef de la ville de Tombouctou mit en demeure le major Laing de quitter au plus tôt la ville et de prendre la route d'Araouan. Confié au chef de la tribu arabe des Berabich, tribu qui avait à cette époque comme aujourd'hui une sorte de monopole pour la conduite des caravanes entre Tombouctou et Araouan, il fut rejoint en chemin par ce chef, nommé Ahmadou Labeida, qui l'assassina. On mit le feu à ses effets et à ses papiers. Son corps fut laissé sans sépulture. Quelques jours plus tard, les débris de son corps, mis en lambeaux par les

(1) *La Quinzaine Coloniale*, 25 mai 1911, p. 339. — Voir aussi sur la même exploration : Ibid., 25 juillet 1911, p 503.

(2) Gouvernement du Haut-Sénégal-Niger. A. BONNEL DE MÉZIÈRES, *Le major A. Gordon Laing* (*Tombouctou*) 1826). Textes et documents nouveaux découverts à Tombouctou et à Araouan. Textes arabes traduits par M. O. HOUDAS, professeur à l'Ecole des langues orientales. Lettres, préface de M. le gouverneur CLOZEL. Paris, Emile Larose, 1912, in-8°, 61 pages, 15 planches.

oiseaux de proie, furent enterrés par un passant, musulman qui ignorait qu'il rendait ainsi les derniers devoirs à un chrétien.

C'est dans des « tarikhs », documents relatant les événements au jour le jour, qu'il a pu se faire communiquer à Araouan, que M. Bonnel de Mézières a trouvé le récit de la mort de Laing. Ce volume en donne la traduction par M. Houdas.

Secondé par des chefs, le voyageur fut mis en rapport avec un vieillard berabich qui était le propre neveu d'Ahmadou Labeida. Celui-ci, mis en confiance par la promesse de toute impunité, raconta les faits et montra l'arbre situé au lieu dit Sahab, au pied duquel devaient être les restes du voyageur anglais. On fouilla et on les trouva. Les ossements recueillis furent soumis à l'examen du Dr Lefèvre qui constata qu'on se trouvait en présence des restes de deux individus, un adulte présentant les caractères d'un Européen, et un adolescent. Ce dernier était le serviteur de Laing. Les ossements furent séparés et mis en bière.

Il a été établi des procès-verbaux réguliers de toutes les enquêtes et de toutes les opérations auxquelles on a procédé au sujet de cette affaire. Ils ont été reproduits à la fin du livre de M. Bonnel de Mézières, qui contient ainsi toutes les sources historiques relatives à la fin tragique du major Laing.

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE FRANÇAISE.

Travaux de M. Auguste Chevalier. — Grâce à sa grande activité, M. Auguste Chevalier ne cesse de mettre au courant le monde colonial de nombreuses observations utiles qui sont le résultat des études faites par lui au cours de ses missions.

Dans le *Bulletin de la Société botanique de France* (1), M. Auguste Chevalier a appelé l'attention sur deux espèces de plantes cultivées, décrites par Lamarck depuis plus d'un siècle et encore mal connues aujourd'hui, bien qu'elles offrent un très grand intérêt au point de vue économique : l'une est le *Ficus punctata*, dont l'écorce fournit un textile utilisé pour faire des pagnes; l'autre est le *Dioscorea cayenensis*, igname possédant des tubercules dont se nourrissent beaucoup d'indigènes.

Le 25 novembre 1912, M. Aug. Chevalier communiquait à l'Académie des sciences une note sur le giroflier au Gabon (2), dans laquelle il montrait comment cette essence, originaire de Zanzibar, a été introduite à Libreville, grâce à la volonté persévérante de M. Maxime Cornu, professeur à la chaire de cultures du Muséum. Les premiers plants ont fourni un grand nombre de graines qui ont permis de répandre l'espèce sur les points les plus divers de l'Afrique Equatoriale Française et du Congo belge. Le giroflier n'atteint nulle part un aussi beau développement qu'au Gabon équatorial et il est devenu une acquisition très précieuse pour notre colonie.

Ces exemples pris au milieu de beaucoup d'autres, car les travaux de M. Auguste Chevalier sont très nombreux et notre confrère, M. Em. Perrot, en a souvent signalé ici en en faisant ressortir toute l'importance, montrent combien le savant et laborieux chargé de missions a apporté une précieuse contribution au développement et à la propagation des produits susceptibles d'être cultivés dans nos colonies africaines et d'en accroître le rendement. Nul n'aura plus fait que lui pour l'agriculture coloniale.

Il vient de faire tout récemment sur ce sujet, devant l'Association française pour l'avancement des sciences, une conférence qui lui a fourni l'occasion d'exposer ses idées sur les divers problèmes qui se posent en cette matière (1).

Le conférencier a, tout d'abord, posé ce principe qu'on ne saurait entreprendre des cultures coloniales sans préparation. Il faut, pour réussir, avoir la pratique de certaines méthodes particulières à chaque culture, et, pour ainsi dire, à chaque colonie, méthodes qui sont très différentes de celles employées en Europe. D'autre part, les études qui peuvent y préparer sont insuffisantes en France, car les établissements scientifiques où elles devraient être poursuivies ou bien n'existent pas ou ne sont pas pourvus de budgets leur permettant de remplir efficacement leur objet. Il résulte de ces conditions défavorables une infériorité marquée de notre production coloniale par rapport à notre consommation.

Ainsi, fait observer M. Chevalier, nous avons importé, dans la métropole, en 1912, pour 8 milliards de marchandises; or, sur ce chiffre, c'est à peine si nos colonies entrent pour 500 millions, alors qu'elles seraient capables de fournir à la métropole des quantités presque équivalentes de la plupart des produits que les pays étrangers introduisent.

La production agricole coloniale, dit avec raison le conférencier, doit être abondante, afin de pouvoir déterminer un mouvement suffisant d'exploitation; elle doit être également de bonne qualité pour pouvoir lutter avec avantage contre la concurrence de l'étranger; elle doit aussi présenter un rendement élevé, afin de diminuer concurremment le prix de revient.

Souvent, il ne suffit pas de continuer et de développer les cultures indigènes que nous avons trouvées dans la colonie; il importe parfois d'en introduire d'autres, mais encore faut-il être sûr qu'elles pourront y prospérer. D'où l'utilité des stations expérimentales, des laboratoires, des jardins coloniaux. Sous ce rapport, nous ne possédons pas des établissements comme ceux qui ont permis à la Hollande et à l'Angleterre d'avoir des colonies agricoles aussi prospères. Il importe de créer les organismes scientifiques nécessaires ou d'organiser plus rationnellement ceux qui existent, afin que la France puisse diriger plus utilement hommes et capitaux vers les entreprises agricoles coloniales.

La multiplication des cultures soulève encore bien d'autres importants problèmes sur lesquels M. Chevalier a eu aussi l'occasion de s'expliquer, questions douanières, moyens de transport, main-d'œuvre, sur lesquelles nous ne pouvons insister ici, mais quelques idées exprimées par le voyageur sont encore à retenir (2).

M. Chevalier préconise, à côté de la plantation européenne, la plantation indigène. Le Noir vendra sa récolte à l'Européen. Au Cavally, la production indigène du cacao figure déjà en rang très honorable. Il faut aussi développer l'élevage, car il contribue à l'alimentation générale. Il faut organiser et développer des grands marchés indigènes, idée sur laquelle a souvent insisté de son côté M. Bourdarie. Il faut prendre des mesures pour lutter efficacement contre la maladie du sommeil.

Les nombreuses études de M. Chevalier ne peuvent manquer d'aboutir à des réalisations pratiques. Nous savons déjà que M. le gouverneur général Merlin a manifesté l'intention de consacrer, sur les fonds du prochain emprunt, une somme importante à la création de jardins d'essais et sans doute aussi de fermes d'essais d'après les données de M. Chevalier.

Les missions Schwartz et Tilho et la télégraphie sans fil. — On a récemment signalé ici (3) l'extension qui a été

(1) Auguste Chevalier, *Sur deux plantes cultivées en Afrique tropicale décrites par Lamarck* (*Bulletin de la Société botanique de France*, t. LIX, 1912, p. 168-175 et 221-227, 3 planches).

(2) Aug. Chevalier, *Sur l'introduction et sur la réussite du giroflier au Gabon* (*Comptes rendus des séances de l'Académie des sciences*; tome 155, p. 1.091, séance du 25 novembre 1912).

(1) On trouvera plus loin le texte de cette conférence.

(2) *Le Courrier colonial*, 29 décembre 1912 (article de M. Paul Bourdarie).

(3) *La Quinzaine coloniale*, 10 février 1913, p. 85.

donnée à la télégraphie sans fil en Afrique centrale et on a justement mis en relief les immenses avantages qui en résultent. Mais voici qu'un nouveau service est rendu par la télégraphie sans fil. La démonstration est faite aujourd'hui qu'elle peut servir à faciliter la détermination des longitudes.

M. le commandant TILHO avait déjà, à la suite de sa mission de 1906-1909, fait entrevoir la possibilité de l'emploi de la télégraphie sans fil dans ce but (1).

Afin de rechercher dans quelle mesure et d'après quelles méthodes ce procédé était susceptible d'être utilisé aux colonies, le colonel (aujourd'hui général) BOURGEOIS, directeur du Service géographique de l'armée, chargea deux des officiers de la section de géodésie, l'un qui fut le capitaine, aujourd'hui commandant Tilho, de l'infanterie coloniale, et l'autre le capitaine TROADEC, de l'artillerie coloniale, de procéder, sous la direction du commandant LALLEMAND, chef de la section de géodésie, à des expériences dans les environs d'Alger. Ces essais eurent lieu en février et mars 1912 sur divers points du Sahel d'Alger, et réussirent de la façon la plus complète (2).

Il en résultait que l'emploi de la télégraphie sans fil pour la détermination des longitudes en campagne ne présentait aucune difficulté sérieuse. MM. Tilho et Troadec avaient en même temps tracé les meilleures méthodes de travail à suivre pour cette opération.

La première application de ce système fut faite en 1912 par la mission chargée de la délimitation de la frontière franco-libérienne, que dirige le capitaine SCHWARTZ (3). L'expérience a eu un plein succès. En gros, voici en quoi consiste l'opération. Un poste côtier muni des appareils de télégraphie sans fil, envoie un signal horaire à un poste situé à l'intérieur. La différence des heures entre le poste émetteur et le poste récepteur est, par définition, la longitude de celui-ci, et permet de la fixer.

En l'espèce, le poste émetteur était Conakry. Le poste mobile avait été installé au prix des plus grandes difficultés à Kissidougou, en pleine zone forestière, à 500 kilomètres de Conakry, par les soins du capitaine Schwartz, assisté de l'adjudant DROUOT. Les résultats ont été des plus concluants. Cette méthode est appelée à rendre les plus grands services en permettant aux explorateurs de faire leurs points avec toute la précision désirable, en même temps qu'elle leur fournira l'occasion de se tenir en communication avec les postes côtiers.

Une expérience plus extraordinaire encore vient d'être tentée avec succès par M. le commandant Tilho.

Parti de France le 25 juin 1912 pour se rendre dans le Territoire militaire du Tchad, le commandant Tilho avait emporté l'outillage spécial de cerfs-volants et d'appareils de réception qu'il avait utilisé l'année précédente en Algérie.

Grâce à un train de cerfs-volants, qu'ils ont élevé à quelques centaines de mètres en l'air, le commandant Tilho et son adjoint, le capitaine Troadec, ont pu percevoir directement les signaux horaires de la tour Eiffel. Il ne leur fut pas possible cependant de correspondre directement avec Paris; de Mao où il se trouvait alors, le commandant Tilho a dû faire passer par N'Guigmi et l'Afrique occidentale le télégramme reçu à Paris le 2 mars et annonçant le remarquable succès qu'il avait obtenu.

Cette possibilité de connaître l'heure du premier méridien dans les régions les plus éloignées du globe, avec des appareils portatifs appropriés, résout le problème, particulièrement complexe jusqu'alors, de la détermination des longitudes.

GUSTAVE REGELSPERGER.

(1) *Documents scientifiques de la mission Tilho* (1906-1909), tome Ier, p. 222. — *La Quinzaine coloniale*, 25 juin 1912, p. 447.

(2) Capitaines TILHO et TROADEC, *La détermination des longitudes en campagne par la télégraphie sans fil* (*La Géographie*, 15 septembre 1912, p. 157-176). — *L'Illustration*, 18 mai 1912.

(3) *L'Afrique française*, janvier 1913, p. 43.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS

avec les Colonies

L'évolution économique en Afrique équatoriale française. — De la remarquable conférence de M. ROUGET, délégué du gouvernernement de l'A. E. F., faite à l'Office colonial très récemment (*Bull. Off. col.*, 1913, n° 62), il nous faut extraire quelques appréciations sur les productions intéressantes de cette colonie et susceptibles d'un important accroissement, si le Parlement veut, en votant les ressources nécessaires, permettre le développement de ses voies de pénétration et de son outillage économique (ports, routes, stations agricoles, etc.).

M. ROUGET pense que par une chasse raisonnée de l'éléphant, la production de l'ivoire pourra rester au chiffre de 140 à 150 tonnes par an ; quant au caoutchouc, il continuera à arriver sur nos marchés où grâce à certains efforts, il est aujourd'hui mieux apprécié. Les réserves sont abondantes, mais le produit ne subira-t-il pas une baisse de prix telle que, dans quelques années, l'indigène ne refuse de recueillir un produit dont le bénéfice sera insignifiant? Il est sage d'estimer la production maxima annuelle de caoutchouc à 2.000 tonnes.

Le palmiste n'est pas exploité, M. ROUGET le constate. Ne pourrait-on faire un effort sérieux encouragé par le gouvernement, en faisant installer au Gabon une ou deux usines, ou mieux encore de nombreux petits centres d'exploitation dont les produits seraient centralisés par de puissantes sociétés industrielles? Il y a là un problème dont l'importance n'a pas échappé à des inspecteurs comme Aug. Chevalier... sa réalisation devrait être poursuivie.

La question des plants textiles est au Congo l'une de celles qui demande à être étudiée par l'administration ; mais à quand les stations agricoles chargées de résoudre quelques dizaines de problèmes urgents qui se posent, pour la mise en valeur du Gabon et du Moyen-Congo ?

Rien à dire de l'exploitation des bois, c'est un fait trop connu, et nous partageons l'espoir de tous pour le futur grand rendement des mines de cuivre ; la prospection d'autres régions du Gabon très rapprochées de la côte donnera peut-être lieu à de nouvelles espérances.

Enfin il faudrait développer la culture du cacao, et c'est par milliers de tonnes que ce produit devrait affluer du Gabon vers la France ; plus difficile, sans doute, sera la culture économique du caféier, mais il est évidemment bon nombre d'autres végétaux utiles qui pourraient faire l'objet de cultures importantes et donner à leurs auteurs de sérieux bénéfices.

M. ROUGET n'a pas parlé de la possibilité de culture des arbres à caoutchouc ; sera-ce l'*Hevea* ou le *Funtumia* ? Il est vrai que personne n'en sait encore rien et c'est bien dommage, car que de temps perdu !

Quoi qu'il en soit, comme M. ROUGET, nous avons foi en l'avenir économique de cette France équatoriale si riche et si pauvre à la

fois; il dépend uniquement du Parlement de l'aider et cela est très urgent.

Le Congo a payé la rançon du Maroc, il serait odieux de ne pas venir à son secours.

EM. PERROT.

L'agriculture indigène en Tunisie (1). — C'est la deuxième édition du Rapport général de la commission spécialement constituée le 13 mai 1911, sous la présidence de M. P. DECKER-DAVID, ingénieur-agronome, devenu depuis sénateur du Gers. On n'analyse pas un semblable travail qui renferme une documentation énorme et des conclusions multiples... Après avoir rapidement fait l'histoire de la Tunisie, M. DECKER-DAVID expose (pages 27-29) comment il comprend le *rôle de la France*. Nous avons nous-mêmes enquêté dans ce beau pays et souscrivons entièrement aux idées de l'auteur qu'il faudrait reproduire dans leur entier.

Sous la protection de la France, règnent dans toute la Tunisie a sécurité, l'ordre et la paix; il importe de la mettre en valeur, de gagner la confiance des indigènes qui sont évidemment accessibles à la compréhension de nos méthodes rationnelles. L'exemple de nos colons sera pour eux d'un salutaire effet.

La commission a longuement étudié la question de l'enseignement agricole, et elle propose l'organisation et la création de l'Ecole professionnelle agricole indigène, qui sera complétée par de petites écoles régionales; il faut avec elle louer l'œuvre de colonisation de la ferme-école de Djedeida.

Mais, parmi les nombreuses questions qui se sont imposées à l'esprit des commissaires enquêteurs, celle de l'hydraulique agricole devait se placer au premier rang, aussi le chapitre qui lui est réservé attire-t-il particulièrement l'attention. L'initiative privée et l'administration font, dans le but d'améliorer l'état de choses actuel, des efforts auxquels il faut rendre hommage.

La solution de ce problème, au moins dans le nord de la Régence, est intimement liée au bon fonctionnement du régime forestier. On lira donc avec grand intérêt les chapitres consacrés à ces sujets par M. DECKER-DAVID. De même, il convient d'appeler l'attention du lecteur sur l'exposé de la question de l'élevage, car une amélioration sensible est à souhaiter en ce qui concerne le troupeau indigène.

L'auteur consacre ensuite une centaine de pages à l'étude des plantes cultivées en Tunisie : céréales, plantes fourragères, cultures maraîchères, arbres à fruits, vignes; plantes textiles et autres plantes industrielles.

Les industries agricoles indigènes ne sont pas non plus oubliées : aviculture, sériciculture, agriculture, puis le reste de l'ouvrage est réservé au compte rendu des voyages entrepris par les sous-commissions, et l'esprit critique qui a présidé à sa rédaction en fait un document de réelle valeur.

Somme toute, ce Rapport est, à notre point de vue, une œuvre documentaire de première valeur et nous n'avons pas parlé des solutions que propose la commission pour remédier aux défectuosités du régime foncier et à l'usure, cette plaie de l'indigène.

Puisse M. DECKER-DAVID trouver au Parlement les concours nécessaires pour aider l'administration tunisienne, si habilement dirigée par M. ALAPETITE, à se procurer les ressources nécessaires pour hâter l'évolution indispensable de ce pays dont la prospérité ne saurait que s'affirmer en même temps que grandirait le prestige de la France.

EM. PERROT.

(1) *L'agriculture indigène en Tunisie*. Rapport général de la commission d'amélioration de l'agriculture indigène. 1 fort vol. in 8° de 777 pages. Saliba et fils, éd. Tunis.

La cire de Candelilla. — La cire de Candelilla proviendrait d'après certains auteurs de l'*Euphorbia antisiphylitica*, d'après d'autres du *Pedilanthus Pavonis* ; on ne le sait exactement, dit ZIMMERMANN, dans le *Pflanzer XIII*, 5, 1912, p. 249. Quoi qu'il en soit, cette cire est fournie par une Euphorbiacée cactiforme pouvant atteindre 1 m. 50 de haut. C'est une plante lactescente, qui croît dans les régions sèches du nord du Mexique et du sud des Etats-Unis.

La cire recouvre toute la plante sauf les racines. Pour l'obtenir, on la chauffe dans l'eau, la cire se ramasse à la surface, et on la recueille. Ainsi préparée, elle est jaune sale ; mais par purification, on obtient finalement un produit jaune clair que l'on peut faire blanchir par des oxydants tels que le permanganate de potasse, l'acide sulfurique, l'acide azotique ou l'eau oxygénée.

Dans le commerce, on la trouve tantôt en poudre, tantôt en morceaux plus ou moins foncés. Elle est plus dure et plus cassante que la cire d'abeille ; et en la frappant ou la triturant on peut la réduire en poudre. Elle est cependant moins dure que la cire fournie au Brésil par le *Copernicia cerifera*.

On pourrait l'utiliser dans l'industrie pour la fabrication des cierges en y ajoutant de la stéarine ou de la paraffine. Elle ferait en outre un bon excipient pour pommades, associée à la vaseline ou la lanoline. Enfin on peut l'utiliser pour la fabrication des plaques de phonographies, dans l'isolement des câbles téléphoniques, et la préparation des laques et des vernis.

La plante sèche en contiendrait de 2,5 à 5, 2 0/0, soit environ 3,7 0/0. Quant à savoir quelle serait la valeur commerciale de ce produit, on ne le peut ; cependant en la comparant à la cire du *Copernicia cerifera* qui, en décembre 1910, valait de 275-490 mark les 100 kilogrammes, on pourrait compter, pour les plantes poussant à l'état sauvage, un rapport de 200 à 300 mark par hectare.

En outre, il faut ajouter qu'à la place des rameaux récoltés, se développent de nouveaux rejets qui pourront redonner une seconde récolte.

On a fait des essais de culture de cette plante en Afrique orientale et on a obtenu un produit possédant les caractères suivants :

Acidité	4,8
Ethers	35,2
Indice de saponification	40
Indice d'iode	16,5
Cendres	1,9 0/0
Humidité	17,8
Point de congélation	62,5

CH. ROYER.

La question de l'eau dans le Sud-Tunisien. — L'important rapport que M. PERVINQUIÈRE vient de publier sur la mission scientifique qu'il a remplie dans l'Extrême-Sud tunisien, en accompagnant la commission de délimitation de la frontière entre la Tunisie et la Tripolitaine, renferme des renseignements précieux sur les ressources hydrauliques de l'Extrême-Sud tunisien. Il a pu montrer que toutes les eaux de cette région contiennent des sels de sodium, qu'aucune de ces eaux ne peut être considérée comme potable. Aussi y a-t-il lieu, à son avis, de recourir à des solutions

radicalement différentes pour alimenter en eau les postes du Sud, et cette solution consiste à construire des citernes.

Malgré cela, il est utile de résumer ici les dossiers fournis sur ces eaux : car l'alimentation humaine n'est pas le seul usage de ces eaux.

La source la plus intéressante est celle de Radamès, dont la température est de 30° environ et dont le débit est de 2.500 litres à la minute. Il y a là deux puits d'eau chaude et une source qui, d'après M. PERVINQUIÈRE, sont alimentés par la même nappe artésienne. Il est très curieux de constater que la profondeur de la nappe artésienne, telle que l'on se l'imagine d'après les données géologiques recueillies dans la région, est exactement celle que l'on déduit de la température de la source en supposant que le degré géo-thermique du pays soit de 30 mètres, chiffre normal.

Sur les conseils qu'avait donnés M. Pervinquière dans une de ses missions antérieures, on a entrepris à Kébili des forages qui ont donné d'excellents résultats. Il semble qu'il faille persévérer dans cette voie, mais il fait remarquer qu'il serait dangereux de croire qu'on peut multiplier indéfiniment les forages et les placer n'importe où, sans inconvénients pour ceux qui existent déjà. Il est amené ainsi à étudier la question de la limitation du débit des puits artésiens qui préoccupe tous ceux qui s'occupent de questions hydrologiques et qui a fait, en particulier, l'objet d'études approfondies des géologues égyptiens. Ainsi, il considère que la limite est atteinte pour Kébili où un forage récent, celui de l'autrucherie, a fourni un débit exactement égal à la somme des diminutions de débit que son ouverture a fait subir aux autres puits. La même chose s'était produite à Gabès. Il n'en est pas moins vrai que, dans certains cas, il peut être sans inconvénients de réduire le débit de tel ou tel puits et avantageux d'avoir une autre répartition de l'eau.

L'étude hydrologique de l'Extrême-Sud tunisien faite par M. PERVINQUIÈRE est donc extrêmement intéressante et fournira la base de toutes les études et de tous les essais de forage qui seront faits dans cette région.

P. L.

Les richesses minérales de l'Égypte. — L'Egypte tire de la culture du coton la plus grande partie de ses ressources ; il y a, à certaines époques de crise, un danger qui pourrait être atténué s'il existait des richesses minérales, cachées dans le sous-sol des immenses étendues désertiques qui se trouvent au delà de la vallée du Nil.

A cet égard, les renseignements qu'a condensés M. POTIER seront très précieux (1) et il convient de les résumer ici.

On aurait découvert, il y a quelques années, des champs *pétrolifères* à Gemsah sur la côte égyptienne au débouché du golfe de Suez. L'un deux a traversé, à 80 mètres, une couche de 15 à 16 centimètres d'ozokérite, sorte de pétrole solide. Depuis quelques mois la question des pétroles égyptiens est entrée dans une phase nouvelle plus active. On a signalé le départ d'un premier cargo-boat emportant 6.000 tonnes de pétrole de la mer Rouge ; le nombre des concessions s'est augmenté en se développant vers le Sud et l'on a découvert de nouveaux gisements pétrolifères vers le Sinaï. Ces pétroles paraissent être meilleurs qu'on ne l'avait cru tout d'abord et il se pourrait qu'ils fussent sérieusement une source de richesse pour cette région désolée.

L'Egypte a été autrefois riche en *cuivre*, mais il s'est présenté dans des conditions telles, que les anciens Egyptiens ont fait exploiter tous les gisements ; on retrouve leurs anciennes mines où le cuivre se présentait sous forme de silicate et de carbonate. Leur technique fut assez parfaite pour épuiser tous les filons. Cependant on a signalé une belle veine de silicate sur la côte Est de la presqu'île du Sinaï, ainsi que des imprégnations de cuivre dans la même région, au Djebel-Dara et au Djebel-Ranga. Des gisements de *manganèse* ont été reconnus dans la presqu'île du Sinaï et ils paraissent pouvoir être susceptibles d'exploitation. Sur le littoral de la mer Rouge au Djabel-Roussas on a reconnu d'importants gisements de *plomb et de zinc*. — En ce qui concerne les *nitrates* il semble que les prospections soient jusqu'à présent relativement négatives.

Par contre, les phosphates paraissent devoir constituer une richesse beaucoup plus certaine pour l'Egypte. Plusieurs gisements ont été reconnus dans la vallée du Nil, les échantillons prélevés ont donné 70 p. 100 de phosphates tribasiques. Sur les bords de la mer Rouge, à Safadja une compagnie anglaise possède des gisements. Les points les plus riches se trouvent à Rachid dans l'oasis de Taklak, en plein désert libyque, à 600 kilomètres de la vallée du Nil ; l'avancement du chemin de fer permettra probablement de les exploiter un jour. Il existe plusieurs centres d'exploitation de l'or. Tout à fait au Sud de l'Egypte, au sud d'Assouan, on a repris d'anciennes mines du temps des Ptolémées ; sur les bords de la mer Rouge, à Soukari, on exploite des quartz contenant 5 à 6 onces d'or à la tonne. Plus à l'ouest, en plein désert libyque, se trouve la mine de Barramiah où les quartz auraient en moyenne 2 à 3 onces à la tonne, avec des veines plus riches contenant jusqu'à 11 onces et malgré des difficultés considérables, cette mine a pu se développer. Enfin il existe des exploitations de pierres précieuses (émeraudes, turquoises, péridot).

Malgré le faible intérêt actuel de ces richesses minérales, il convenait de les signaler, parce qu'elles peuvent devenir un jour beaucoup plus intéressantes lorsque les conditions économiques se modifieront.

P. L.

L'âge des formations géologiques du Congo belge. — On sait que le bassin du Congo forme une gigantesque cuvette qui est constituée par des terrains redressés et plissés rapportés à l'Archéen et aux terrains primaires. Au fond de cette cuvette s'étalent en couches horizontales ou faiblement ondulées des formations apparemment continentales dans lesquelles M. CORNET a depuis longtemps reconnu les caractères stratigraphiques de la formation du Karoo en Afrique australe.

Ces formations horizontales du bassin du Congo ont été réparties par M. CORNET en trois systèmes qui sont, de la base au sommet, le système du Kundelungu, le système du Lualaba et le système du Lubilache.

En se basant sur les caractères minéralogiques qui composent ces systèmes, ce savant a cru pouvoir préciser leurs rapports avec les divisions établies dans la formation du Karoo, et il les a considérés comme les équivalents respectifs des couches de Beaufort (Trias supérieur) et de Stormberg (Rhétien), en Afrique du Sud.

(1) POTIER. La Richesse agricole et minérale de l'Egypte Etat actuel et vues d'avenir: *Bull. Soc. d'Encouragement pour l'Ind. nationale*, CXVIII, n° 2; pp. 232-272, oct. 1912.

La récente découverte de poissons fossiles au centre du Congo a permis enfin de soumettre, au contrôle paléontologique, la classification qui avait été donnée de ses terrains. L'étude de ces poissons a été faite par M. Leriche (*Revue zoolog. africaine*, 1911) et les résultats auxquels il arrive confirment tout à fait ceux de M. Cornet. Ces poissons fossiles sont en effet très bien conservés, ainsi que le montrent les belles planches qui accompagnent son travail et lui ont permis d'attribuer les couches de Lualaba au Trias supérieur.

Cette découverte a un grand intérêt au point de vue de la Géologie générale de l'Afrique, car elle constitue le premier repère stratigraphique sérieux dans l'immense quantité des terrains qui couvrent ce continent; il permettra dans beaucoup de cas, d'orienter les recherches pratiques avec plus de sécurité.

P. L.

Les Textiles végétaux. — Nous ne cessons d'attirer ici l'attention de nos lecteurs, sur la question des textiles végétaux qui intéresse toutes nos colonies, car il n'est point que le coton qui puisse apporter un appoint considérable à la production agricole de bon nombre d'entre elles.

Aussi sommes-nous heureux de signaler l'important ouvrage que vient de publier M. J. Beauverie dans l'Encyclopédie industrielle de M. C. Lechalas (1).

M. Lecomte dans sa préface se félicite d'avoir décidé l'auteur à entreprendre l'œuvre qu'il publie aujourd'hui et c'est à juste titre, car la littérature scientifique et économique ne possédait aucun livre qui puisse être comparé à celui-ci.

La première partie de l'ouvrage, réservée aux caractères généraux des fibres textiles d'origine végétale, bien que comprenant seulement une centaine de pages, constitue un travail d'ensemble des plus importants, surtout en ce qui regarde les caractères physiques et les caractères chimiques, le phénomène du rouissage, la classification et la détermination des fibres. Elle sera particulièrement appréciée dans les laboratoires d'enseignement pratique de micrographie végétale et dans bon nombre de laboratoires d'expertise.

L'étude des fibres étant d'ordinaire très délicate et les renseignements à leur sujet épars dans des Revues, on saura infiniment gré à M. Beauverie de les avoir réunis pour en tirer les monographies qui composent la seconde partie de son ouvrage.

A côté des plus importants (*Coton*, *Chanvre*, *Lin*, *Jute*, *Ramie*, *Agaves*, etc), on trouvera également les autres qu'il importe de connaître également (*Kapok*, *Aloès*, *Ananas*, *Sansevière*, *Coïr*, fibres des *Asclépiadées*, des *Graminées*, des *Palmiers*, etc).

M. Beauverie a volontairement laissé de côté les pailles à chapeaux, il a terminé son ouvrage par une documentation bibliographique considérable, qui ajoute encore à l'intérêt qu'il présente réellement aux points de vue les plus divers.

Em. Perrot.

L'alcoolisme à la Côte d'Ivoire. — M. le gouverneur Angoulvant a récemment présenté au Conseil de gouvernement de l'A. O. F. un rapport qui lui fait grand honneur.

Dans les cercles côtiers seulement, la consommation d'alcool est considérable. Les boissons fermentées que consommaient jadis les indigènes, vin de palme, bière de mil ou de maïs amenaient parfois des scènes d'ivrognerie manifeste, mais non les symptômes d'alcoolisme effrayants dus à l'abus des alcools de traite, gin, absinthes, etc.

Les trafiquants européens sont bien coupables et avec eux cette funeste coutume de récompenser tout effort par le cadeau d'une certaine quantité de boisson alcoolique.

Les effets multiples do l'action de l'alcool sur les autochtones sont envisagés dans l'exposé des motifs qui précède les mesures préconisées, les unes contre l'absinthe, les autres contre l'alcool et les dernières en faveur des boissons hygiéniques : vin et bière.

Em. P.

Sanatoria coloniaux. — Combien cette question est d'actualité, et combien il serait important, pour nous, de refaire ces sanatoria coloniaux, que nos pères avaient établis sous le nom de « convalescences » ! Nous nous sommes, en apparence, laissés distancer par les Anglais, et, pourtant, il est facile de voir que depuis longtemps nous avons dans nos colonies des stations d'altitude qu'il suffirait de savoir utiliser, pour leur rendre leur importance. A la Guadeloupe existe le camp Jacob ; à la Réunion, il y a Cilaos, station thermale, et Salazie aux sources sulfureuses ; la montagne d'Ambre et Nossi-Comba, à Madagascar. M. Picquié songerait à transformer Antsirabe, en station de convalescence, car il y existe une source qui rappelle celles de Vichy. Si l'on voulait capter les eaux de cette source, et y aménager des hôtels, on pourrait faire de ce point une ville d'eau des plus importantes qui attirerait à elle tous les baigneurs de la côte orientale d'Afrique, du Cap, ou des îles voisines.

En Indochine, il y a peu de points où l'on pourrait installer une « convalescence » ; mais M. Doumer avait pensé pouvoir utiliser le plateau de Lang-Biang, découvert par le Dr Yersin; la température y est très tempérée (de 0 à 17°); mais il y pleut 173 jours par an. Toutefois, avec des ressources convenables, on en ferait une excellente station d'altitude. M. Vieillard avait proposé, au Tonkin, la création d'une station de convalescence, dans le petit village de Chapa, voisin de Lao-Kay. La situation serait meilleure que celle du Lang-Biang.

En Afrique occidentale, certains plateaux du Fouta-Djalon, pourraient être utilisés. M. Chevalier a signalé dans l'Ouest africain de nombreuses régions susceptibles d'être conseillées au point de vue sanitaire, mais leur accès est encore difficile.

Enfin, au Congo, on trouvera probablement, non loin du trajet du chemin de fer de Brazzaville à l'Océan, des villages où les Européens fatigués pourront se remettre et rétablir leur santé éprouvée, sans rentrer en France.

Cette étude si intéressante est signée d'un nom qui est bien connu des lecteurs de la *Quinzaine coloniale*. La compétence de l'auteur mérite qu'on prête attention à ses projets. Le souci constant qu'il a de développer notre influence en favorisant les conditions d'hygiène de nos colonies doit retenir l'attention des pouvoirs publics. (L. d'Anfreville de la Salle. *Presse médicale*, 1912, 1912, n° 92, p. 1162.)

L. T.

Les stupéfiants chez les Turcs. — Dans un travail qui est « vécu », l'auteur montre les ravages que font l'opium et le haschich chez les Turcs. Ces toxiques ne sont pas fabriqués sur

(1) J. Beauverie. *Les textiles végétaux*. (Préface de M. H. Lecomte). Paris 1914, 1 fort vol. in-8° 730 p. Gauthier-Villars, éditeur.

place, mais viennent de Londres ou d'Allemagne, et continuent à être employés, malgré la guerre qui leur est faite. Le haschich, dont, jusqu'en ces derniers jours, l'Egypte était le marché, provient de Grèce. Il est vendu chez des entrepositaires de Constantinople, sous le nom de haschich de Stamboul. On trouve également le haschich khafour qui est formé de sommités de chanvre, roulées et mélangées à des solanées. L'infusion de graines vertes, le bang, le dawamesk, préparé en cuisant la plante avec différents aromates, le madjioum, composé de haschich et de miel, s'emploient également. Le haschich est fumé en cigarettes, ou mélangé de tabac, dans le nargileh. Dans les fumeries, on n'emploie que le chibouk, qui est toujours préparé par le cafedji lui-même.

Ce sont là des mœurs de fumeries de haschich. Mais il existe aussi des mangeurs d'opium qui dégustent leur poison, souvent mélangé à l'assa-fœtida ou à une essence quelconque, d'ordinaire aphrodisiaque. Ce qu'il y a de curieux, c'est que quelques-uns de ces mangeurs d'opium peuvent en absorber sans dommage, une grande quantité. M. della Suda en a vu prendre jusqu'à 8 grammes par jour.

A Constantinople, les fumeries d'opium sont très retirées : on y fume de l'opium brut. Ce sont surtout les Persans qui en forment la clientèle ; et on y rencontre peu de Turcs, bien que la Turquie soit la grande pourvoyeuse de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. La production y atteint 700.000 à 800.000 kilogrammes.

Ce qui est donc curieux à constater, c'est qu'en Turquie les fumeurs de haschich sont bien plus nombreux que les fumeurs d'opium. Il en résulte qu'on rencontre beaucoup plus souvent des individus en état d'ivresse active, gaie, que des individus en état d'ivresse comateuse. Mais, si ces manifestations délirantes ne se rencontrent presque jamais chez l'opiophage, la chronicité dans l'intoxication conduit à un état de déchéance profonde. Dans les rares moments où l'intelligence se réveille, l'opiomane se rend compte de sa déchéance, et tombe dans la neurasthénie qu'il calme avec une nouvelle dose d'opium. Le haschichisme n'est pas moins redoutable, et ces deux intoxications agissent évidemment, comme le faisait remarquer Marie, sur la genèse de la criminalité et de la folie.

Cette étude est extrêmement intéressante. Elle est écrite d'une manière très simple, et l'auteur y prouve ses qualités d'observateur. R. Millant. *Revue de médecine et d'hygiène tropicales*, 1912, n° 1 p. 43.)

L. T.

Cannibalisme rituel et ses survivances. — *La Quinzaine Coloniale* a signalé les pratiques de cannibalisme qui existaient encore dans certains pays, et montré que ces pratiques reposaient sur des idées préconçues, tirées de déductions simplistes. C'est ainsi que le cœur et les organes génitaux des ennemis morts constitueraient un mets de choix qu'on ne doit offrir qu'aux grands chefs.

Dans beaucoup de régions, des idées analogues ont encore cours. Chez les Dayako, de Bornéo, les jeunes gens ne doivent pas manger de gibier, car ils deviendraient timides. Les Indiens kansas mangeaient du chien, considérant que cet animal valeureux pouvait transmettre ses qualités par sa chair. La même croyance subsiste aux îles Buro et Ares, dans les Indes orientales. Les Coréens en usent de même avec la chair de tigre, et les Chinois avec le fiel. Certains indigènes du sud de l'Afrique réduisent en cendre le foie, la peau du front, les testicules des ennemis valeureux, et en saupoudrent les plaies de la circoncision des jeunes gens. Les Bassoutos mangent le cœur. Les Angonis, de l'Afrique centrale font une bouillie de cendres humaines et la consomment pour avoir du courage. Dans l'île de Tud, du détroit de Torres, les hommes boivent la sueur des guerriers ; dans l'île voisine de Nagir, les jeunes gens à qui on fait avaler un mélange d'œil, de langue et d'urine d'un guerrier tué, deviennent plus forts. Les Efugaos des Philippines sucent la cervelle de leurs ennemis. Certains Noirs australiens se frictionnent avec la graisse du crâne des ennemis, comme quelques Arabes se frictionnent de graisse de lion. (Laufer. *Journal de diététique et de bactériothérapie* 1912). Toutes ces pratiques s'inspirent évidemment de superstitions et nous paraissent condamnables à cause de leur cruauté. Mais ne voyons-nous pas de nos jours, des gens boire du sang de bœuf pour devenir plus vigoureux, et manger du cheval pour prendre plus de forces?

L. T.

VARIÉTÉS

LES PROBLÈMES DE L'AGRICULTURE COLONIALE

par M. Auguste CHEVALIER

Conférence faite le 4 mars 1913

à l'Association française pour l'avancement des Sciences.

L'arrangement du 4 novembre 1911 entre la France et l'Allemagne, qui nous a permis d'installer notre protectorat au Maroc, mais nous a coûté l'abandon à l'Allemagne d'une des plus belles parties de notre Congo, a eu une conséquence bien inattendue.

Lorsque, pour la première fois, furent connues les visées de l'Allemagne, l'opinion publique, qui avait jusqu'à ce jour manifesté une indifférence profonde à l'égard de nos colonies, fut brusquement prise d'une tendresse infinie pour les territoires que nous allions perdre. Toute la presse a discuté âprement la cession que le Gouvernement allait consentir. En ces jours d'angoisse, pendant lesquels notre fierté nationale s'est réveillée, ce n'est pas seulement vers les frontières que l'attention était tournée, elle allait aussi vers l'Afrique centrale ; il semblait que c'était une parcelle de la mère-patrie elle-même que nous allions perdre.

A quelque chose ce malheur aura été utile. La masse des Français a appris par ces événements que les colonies font désormais vraiment partie de notre patrimoine. Ce sont autre chose que des pays lointains destinés à satisfaire le goût du public pour les récits d'aventures lointaines.

Depuis quelques années, et surtout, je le répète, depuis que nous avons cédé une partie du Congo à l'Allemagne, le public ne s'intéresse plus seulement à l'histoire anecdotique de nos colonies ; il acquiert peu à peu la notion de l'immense valeur du magnifique domaine colonial que nous avons acquis depuis trente ans. Il est courant d'entendre désormais poser aux vieux coloniaux des questions telles que celle-ci :

— Les pays que nous avons cédés à l'Allemagne avaient donc de la valeur?

— Certainement, mais ils avaient la valeur d'un capital qui dort, et il eût suffi de la volonté de la métropole pour le faire fructifier. Il reste encore heureusement dans cette même région et dans d'autres parties du globe, des territoires immenses qui nous appartiennent, et qui peuvent être aussi des sources de richesse pour la France, et laissez-moi le dire, les sources de richesses les plus sérieuses ne sont pas dans l'exploitation des mines d'or et des pierres précieuses, mais dans le développement de l'agriculture.

Et l'on rencontre aujourd'hui des jeunes Français disposés à devenir des planteurs de café, de coton, ou d'arbres à caoutchouc! Il faut même parfois refréner l'enthousiasme de ceux qui voudraient partir de suite, sans connaissances spéciales et parfois sans capitaux, s'imaginant qu'il est plus facile de devenir planteur colonial que d'exercer n'importe quelle autre profession en Europe.

J'ai voulu montrer dans cette causerie qu'on n'entreprend pas des cultures coloniales sans préparation; il est nécessaire de pratiquer des méthodes qui demandent plus de savoir, plus d'esprit d'observation que les méthodes de culture en Europe, parce que l'on a moins d'expérience de ces cultures.

Je crois utile pour le démontrer de présenter d'abord quatre films que les établissements Pathé ont bien voulu mettre à notre disposition, et qui montrent toutes les difficultés de la culture et de la préparation de quatre produits coloniaux pris parmi les plus utiles à notre existence : je veux parler du café, de la canne à sucre, de l'arbre à caoutchouc, du cocotier, qui fournit non seulement la noix de coco, mais aussi le beurre végétal, la cocoïne ou végétaline, matière grasse dont la consommation se répand de plus en plus en France. Vous verrez de suite combien est compliquée la culture et la préparation de ces produits.

* * *

Le premier problème qui se pose en agriculture coloniale, est de savoir quelles cultures il faut pratiquer. Ce sont naturellement celles qui fournissent les produits dont nous avons le plus grand besoin et trouveront le plus facilement des débouchés.

Or l'infériorité de la production de nos colonies, eu égard à notre consommation, est lamentable.

Je vous demande la permission de citer quelques chiffres dont je garantis l'exactitude. Ils viennent pour la plupart des statistiques du ministère des Finances.

En 1912, pour un commerce total d'importation de l'étranger s'élevant à 8 milliards, nos colonies ont fourni à peine 500 millions de matières premières d'origine agricole à la métropole, alors que nous avons importé des pays étrangers pour plus de 2 milliards de denrées dites coloniales.

Voulez-vous avoir un aperçu de ces denrées?

En 1912, nous avons importé de l'étranger :

Pour 605 millions 1/2 de coton, 130 millions de café, 163 millions de soie ; 363 millons de laine, 50 millions de cacao, 46 millions de viandes salées en conserves ou en extraits, 40 millions de tabac, 45 millions de caoutchouc, 150 millions de graines oléagineuses, 50 millions de jute, 30 millions d'oranges et autres fruits des pays chauds, 10 millions de thé.

Je passe les rhums, les cires, le maïs, le quinquina et d'autres drogues. Pour deux produits seulement nous nous suffisons : pour le poivre qui est produit en excédent par la Cochinchine, et pour la vanille, qui vient surtout de Tahiti de la Réunion et des Comores.

Il n'est pas douteux que la plupart des autres denrées pourraient aussi être fournies par nos colonies, qui étant très vastes, et situées sous les climats chauds les plus variés, conviennent aux cultures tropicales les plus diverses, à la condition que l'on sache choisir le pays approprié à telle culture ou à tel élevage.

Mais pour obtenir ces résultats, nous nous trouvons en présence de grandes difficultés qui ne sont pas insurmontables, mais à la solution desquelles nous devons nous atteler sans retard.

* * *

Quand nous avons procédé à la conquête et à l'occupation de nos colonies, nous y avons trouvé des habitants qui n'avaient que des besoins restreints ; ils pratiquaient une agriculture rudimentaire qui suffisait à satisfaire ces besoins. En outre ils n'avaient aucune raison d'étendre leur production, les maigres cultures auxquelles ils se livraient suffisant à leur alimentation, à leur vêtement, etc. Beaucoup des peuplades que j'ai visitées, ne portent même pas le pagne primitif. Souvent, leurs habitudes ethniques s'opposent du reste à ce qu'ils économisent la main-d'œuvre dans la production. Cela leur eût donné un excédent dont ils n'avaient nul besoin. Parfois même les produits qui nous sont les plus indispensables ont un usage restreint chez les indigènes. En Europe, par exemple, nous élevons du bétail pour nous procurer de la viande. Chez les peuplades de la forêt de la Côte d'Ivoire, les bœufs servent simplement d'objet de troc pour le mariage ou pour l'achat des noix de kola.

Il est certain que les produits dont se servent les indigènes ne peuvent pas nous suffire.

Il nous faut une production plus abondante, afin de déterminer un trafic d'exportation. Il nous faut des produits de meilleure qualité pour que nous puissions lutter contre la production étrangère ; il nous faut enfin un rendement plus élevé pour diminuer le prix de revient.

Voilà donc un certain nombre de problèmes à résoudre ! Il en existe de plus compliqués. Il est indispensable parfois d'entreprendre la culture d'une plante qui n'avait jamais été cultivée et qu'on s'était contenté jusqu'alors d'exploiter dans les forêts. Cela est arrivé d'abord pour les Arbres à quinquina. On s'est contenté longtemps de recueillir les écorces des arbres vivant à l'état sauvage sur les montagnes des Cordillières. Java en a fait par la suite de vastes plantations et a aujourd'hui le monopole de la production de la quinine.

Plus tard ce sont les Arbres à caoutchouc qu'il a fallu mettre en culture. Jusqu'à ces dernières années, c'étaient les essences spontanées au Brésil, en Afrique tropicale, etc., qui suffisaient à la production de la gomme élastique. On s'est mis à cultiver l'une de ces espèces : l'*Hevea*, en divers pays, et notamment en Indo-Malaisie. En 1912, pour une production totale de 99.000 tonnes, le caoutchouc de plantations intervient déjà pour 28.000 tonnes, et l'époque où les plantations d'essences à caoutchouc suffiront à la production mondiale n'est sans doute pas très éloignée.

Un autre problème consiste à introduire une culture nouvelle dans un pays où elle était totalement inconnue auparavant. Le caféier, qui fait la richesse du Brésil, n'y existait d'aucune façon il y a trois siècles. Il est originaire d'Afrique. Au contraire, le cacao, dont l'Afrique tropicale produit 70.000 tonnes par an, est originaire de l'Amérique tropicale. Le thé de Chine est maintenant produit en grand à Ceylan et même dans le Caucase. Les meilleures variétés de dattier du Sud algérien prospèrent aujourd'hui en Californie. Nos belles sortes de pommes de Normandie mûrissent depuis quelques années au Canada. Nous pourrions citer un grand nombre d'autres exemples.

Voici donc un problème de la plus haute importance à résoudre : nécessité d'introduire dans les pays nouveaux les cultures nouvelles qui ont des chances d'y prospérer.

Pour réussir ces introductions, il faut parfois prendre de gran-

des précautions. La plupart des graines d'arbres des pays chauds, perdent très vite leur pouvoir germinatif. Si elles ne sont pas semées immédiatement, elles s'avarient et ne germent plus. Pour les expédier au loin, il faut les stratifier entre des lits de sable humide ou de charbon et on n'est pas encore certain de les conserver longtemps ainsi en bon état. C'est pour cela que le ministère des colonies a été amené à créer des serres pour la germination, à Nogent-sur-Marne. Les graines venant par exemple d'Extrême-Orient, y sont ensemencées et ce sont les jeunes plantes que l'on expédie dans des serres portatives aux Antilles ou en Afrique occidentale.

C'est en cela que consiste l'utilité d'un Jardin colonial en France. Il n'a ni le but ni la prétention de donner l'illusion de la flore tropicale dans un site des environs de Paris.

Il ne suffit pas, du reste, d'introduire au hasard quelques graines ou quelques sujets de chaque espèce. Il faut constamment réintroduire de nouvelles variétés. On sait que chaque espèce de plante cultivée présente une infinité de races. De même qu'il existe en Europe des centaines de variétés de blé, il existe dans les pays tropicaux de nombreuses variétés de cotonniers, de caféiers, de riz, de maïs.

Il faut déterminer celles qui conviennent le mieux pour la région où l'on veut développer la culture, et lorsque l'on croit avoir solutionné un problème, il est parfois nécessaire de le reprendre par le commencement.

Je citerai à ce sujet l'exemple très typique de la culture du café à Ceylan. La culture du caféier commença à prospérer dans cette possession anglaise vers 1830. On y avait introduit le caféier d'Arabie, seule espèce alors connue. De 1840 à 1850, la culture du café fut à son apogée : des fortunes immenses furent édifiées, basées exclusivement sur la production de cette denrée. Mais les rendements allèrent bientôt en diminuant. Vers 1870, on s'aperçut que la cause de ce déclin était l'apparition d'une maladie : l'*Hemileia Vastatrix*, champignon parasite sur les feuilles de la plante. Les feuilles atteintes se couvrent de taches rousses, puis elles noircissent et tombent. L'arbuste n'ayant plus de feuilles, et par suite de chlorophylle, est dans l'impossibilité de décomposer l'acide carbonique de l'air pour s'alimenter en carbone. Bientôt, il dépérit et meurt.

L'*Hemileia* a ruiné les vieilles plantations très prospères de Ceylan, de Java et de toute la Malaisie. Il s'est ensuite propagé à Maurice, à Bourbon, à Madagascar et même en Nouvelle-Calédonie. Son apparition a accumulé partout des ruines aussi désastreuses que celles causées en France par le phylloxera sur la vigne. C'est en vain qu'on a cherché des remèdes, et finalement les planteurs de Ceylan ont dû se résigner à abandonner la culture du caféier pour lui substituer la culture du cocotier, du cacaoyer et surtout celle de l'arbre à thé.

Cependant, à Java, où se trouve le merveilleux Institut botanique de Buitenzorg, on ne renonçait pas à la lutte. Dans la décade 1895-1905 on a découvert dans les forêts vierges de l'Afrique tropicale de nombreuses espèces et variétés de caféiers sauvages. Moi-même en ai signalé un certain nombre au cours de mes diverses missions au Continent noir. L'une de ces espèces, provenant du Congo belge, fut répandue dans les Jardins d'essais sous le nom de *Coffea robusta,* mais elle n'est autre que le caféier du Kouilou, découvert au Gabon dès 1886 et décrit par le botaniste français L. Pierre en 1897 sous le nom de *Coffea canephora*.

Vers 1902, on s'aperçut à Java que le *Coffea robusta* n'était pas atteint par l'*Hemileia*. A côté de cet avantage, il présentait des inconvénients. L'arbre étant en fleurs toute l'année, les récoltes de fruits devaient donc être échelonnées; en outre on reprochait aux grains d'être très irréguliers et l'arome du café que l'on obtenait était loin de valoir celui du moka. Tous ces défauts ont été peu à peu corrigés par d'habiles sélections, et le café robusta est aujourd'hui une des sortes les plus estimées des planteurs et des plus cotées sur les marchés.

Est-ce un résultat définitif? Assurément non. Demain on se trouvera en présence de nouvelles difficultés à vaincre et les agronomes de Java recherchent déjà d'autres améliorations des caféiers, en les greffant, en les hybridant, et surtout en introduisant toutes les espèces que les botanistes ont découvertes en Afrique, ainsi que les races améliorées qui existent dans tous les pays chauds du globe.

Donc, les introductions de plantes utiles dans un pays ne doivent jamais prendre fin.

Il y a sans cesse à introduire des variétés meilleures et quand on croit avoir introduit ce qu'il y a de mieux au monde, il y a encore mieux à introduire, parce que l'agriculture est sans cesse en évolution et se perfectionne dans la plupart des régions du globe à la fois.

Mais pour développer l'agriculture d'un pays neuf, il ne suffit pas d'introduire constamment de bonnes variétés des plantes cultivées. Il faut aussi chercher sur place à améliorer leur culture et à accroître la production. Pour cela il faut améliorer les plantes cultivées, il faut aussi améliorer les procédés de culture, améliorer enfin l'outillage agricole, améliorer ou créer des procédés pour combattre les maladies. Toutes ces améliorations ne peuvent être obtenues qu'après des expériences préalables poursuivies méthodiquement pendant des années dans des Stations agricoles expérimentales.

Prenons l'exemple du riz. On sait l'importance de cette culture pour notre colonie de l'Indochine. Cette céréale nourrit tous les habitants de la colonie, et en plus elle fournit chaque année de 1 million à 1 million 1/2 de tonnes de riz à l'exportation, c'est-à-dire pour 150 à 200 millions de francs par an.

Eh bien, cette culture se pratique encore d'une manière très primitive. Je ne veux pas dire que les cultivateurs annamites ne savent pas cultiver le riz. Ce sont, au contraire, des cultivateurs remarquables, et quiconque voudrait innover, devrait tenir le plus grand compte de leurs méthodes, basées sur une expérience archiséculaire. Mais cela ne prouve pas que ces méthodes ne peuvent pas être considérablement perfectionnées. M. Capus, directeur général de l'agriculture en Indochine, a montré récemment « combien vaste et importante demeure la partie d'un programme à exécuter, combien il reste de recherches à faire, de résultats à retenir et à faire valoir, avant que la culture du riz, éclairée à la lumière des principes généraux de la culture moderne, nous soit connue à l'égal de la culture des céréales d'Europe et d'Amérique ». Nous devons d'abord essayer la culture séparée des diverses sortes de riz, et il en existe des centaines de variétés. Nous devons étudier s'il y a intérêt à faire la culture directe ou à repiquer, nous devons déterminer les diverses sortes d'engrais, déterminer les quantités d'eau nécessaires à l'irrigation, et aménager celle-ci où elle ne l'est pas; il convient encore d'essayer divers assolements.

Je me suis moi-même occupé, ces derniers temps, des problèmes relatifs à la culture de l'arachide.

Cette légumineuse, qui produit ses graines dans la terre, fait vivre la colonie du Sénégal qui en exporte pour environ 50 millions de francs par an. L'amande sert en confiserie, mais elle est surtout employée pour fabriquer une huile comestible et des tourteaux employés pour l'engraissement du bétail, produits qui ont de très grands débouchés. La production pourrait décupler sans que les cours des matières grasses en soient sensiblement affectés. D'autre part, la paille de l'arachide est un excellent four-

rage et donne lieu au Sénégal à un commerce intérieur très grand. On voit combien est important pour l'Afrique occidentale le développement de cette culture. Eh bien, presque aucune expérience n'a été faite en vue de l'améliorer. Dans les meilleures terres l'indigène obtient 1.000 à 1.200 kilogrammes à l'hectare, alors que les Américains sont arrivés à produire jusqu'à 3.500 kilogrammes sur la même surface.

Les méthodes de culture indigène sont très primitives, mais admirablement adaptées au pays. L'expérience de nombreuses générations a appris au Noir des procédés dont l'utilité peut nous échapper, mais qui ont leur raison d'être. Ce n'est qu'après avoir pratiqué dans une grande ferme-modèle — que le gouvernement du Sénégal se préoccupe dès maintenant de créer — des essais scrupuleux et obtenu des résultats décisifs, qu'on pourra demander aux indigènes d'apporter des modifications à leurs procédés de culture. Les questions relatives aux labours profonds ou superficiels, aux jachères, à l'écobuage, aux fumures, aux rotations de culture, aux sarclages et aux binages, devront être l'objet de recherches incessantes. On devra se préoccuper aussi d'améliorer les instruments agricoles. On sait que dans toute l'Afrique tropicale, la charrue est totalement inconnue, et tous les travaux agricoles s'effectuent avec une houe primitive, travail lent et pénible pour l'indigène.

Enfin, on doit chercher à perfectionner les semences, de manière à obtenir des races à plus fort rendement et de meilleure qualité.

C'est encore dans une Station expérimentale que ces améliorations pourront être obtenues. Et lorsque l'on sera en mesure de produire en grand les semences améliorées, tous les efforts de l'administration devront tendre à les répandre chez le cultivateur indigène. On y parviendra par les Sociétés de prévoyance indigène. Ces sociétés, dont il existe déjà un certain nombre au Sénégal, ont pour but d'avancer au cultivateur des semences de très bonne qualité, appropriées à la région qu'il habite, semences qu'il est tenu de rembourser avec un léger intérêt après la récolte. Les magasins coopératifs fournisseurs de semences sont un des plus puissants moyens d'amélioration de l'arachide que l'on possède. Il importe donc de les multiplier. En aidant ainsi l'indigène à accroître sa production, et par conséquent son bien-être, nous l'attacherons à nous par des liens beaucoup plus solides que ceux créés par la conquête.

La production d'autres denrées d'un très grand intérêt pour nous, celle du coton notamment, pourra être considérablement accrue par des procédés analogues.

*
* *

Je pourrais vous entretenir encore d'autres problèmes, ceux-là d'ordre économique. Il ne suffit pas de déterminer qu'une culture peut prospérer sous le climat et dans les terres d'une colonie. Il faut encore qu'on trouve dans cette colonie ou qu'on puisse se procurer dans d'autres régions, des travailleurs pour pratiquer cette culture. C'est le problème de la main-d'œuvre.

Il faut aussi que l'on puisse transporter de la colonie sur les lieux de consommation et dans les délais voulus les denrées produites. Par exemple, la Guyane hollandaise croit pouvoir produire en ce moment 40.000 régimes de bananes par mois. Or la Compagnie de navigation qui est aménagée pour transporter ces fruits prétend ne pouvoir charger que 15.000 régimes dans le même temps. Des difficultés semblables existent sur la côte de Guinée française pour les bananes et les ananas. C'est le problème des transports.

Il faut aussi que le produit dont on veut innover la culture dans un pays neuf ait des débouchés assurés sur le marché, et que la consommation de ce produit aille chaque année en augmentant ; sans quoi il sera difficile, sinon impossible, d'évincer sur les marchés les pays qui pratiquent déjà cette culture et en ont nécessairement une expérience plus grande.

Je n'ai encore parlé des cultures indigènes qu'à propos de l'arachide. Le développement de l'agriculture indigène a une très grande importance pour l'avenir de nos colonies. L'administration a le devoir impérieux d'aider les peuples que nous avons placés sous notre protectorat à accroître leur bien-être par l'extension et l'amélioration de leurs cultures, la création de moyens de transports ; enfin elle doit les encourager à pratiquer des cultures donnant des produits d'exportation.

Le colon européen possesseur de capitaux, est aussi un puissant moyen de développement de nos colonies. S'il vient risquer sa santé, sa vie, son argent dans un pays lointain, sous un climat énervant, ce n'est évidemment pas par philanthropie, mais pour obtenir un gain supérieur à celui qu'il peut obtenir dans sa patrie. Mais il accroît aussi le mouvement d'échanges et par suite la prospérité de notre pays, et si par surcroît il apporte une juste notion de ses devoirs vis-à-vis des peuplades chez lesquelles il vient s'établir en faisant sa fortune, il créera aussi de la propriété et de la richesse chez un grand nombre d'indigènes. Il leur donnera l'exemple de cultures mieux comprises. Il méritera donc tous les encouragements,

C'est au législateur pour certaines questions et au colon pour d'autres qu'il appartient de résoudre les derniers problèmes que nous avons signalés au cours de cette causerie, mais pour les premiers, pour ceux qui concernent l'introduction de végétaux utiles ou de races d'animaux améliorées, pour ceux qui sont relatifs à l'expérimentation et ont pour but d'améliorer le produit, les rendements et les procédés de culture, enfin pour ceux qui concernent la lutte contre les parasites animaux ou végétaux ou encore l'utilisation de diverses sortes de terrains, il faut la présence dans les colonies de techniciens : agronomes, botanistes, entomologistes ou chimistes. Il est nécessaire que ces spécialistes aient à leur disposition dans les colonies, d'une part, des Instituts scientifiques tropicaux et des Jardins d'acclimatation, et, d'autre part, des champs d'expérience pour y étudier les cultures à développer.

Ce n'est évidemment pas au colon, mais à l'Etat qu'il appartient de faire ces créations. La plupart des pays étrangers l'ont compris, et si l'Angleterre et la Hollande possèdent des colonies agricoles si prospères, c'est en grande partie parce que ces pays emploient pour perfectionner leur agriculture des Instituts spéciaux et des Stations expérimentales admirablement outillés.

M. J. Chailley, dans un récent discours à la Chambre des députés, appelait l'attention du Parlement sur l'infériorité de notre pays à cet égard.

Ainsi que je le disais au début de cette conférence, il existe aujourd'hui beaucoup de jeunes Français pleins d'enthousiasme et d'énergie disposés à partir dans nos possessions lointaines pour y faire œuvre de colonisation. D'autre part un pays comme le nôtre, qui possède une quarantaine de milliards placés en entreprises de toutes sortes dans les pays étrangers, est capable de trouver rapidement le capital indispensable pour faire produire à nos colonies les denrées tropicales nécessaires à notre consommation.

Pour que les hommes et les capitaux se risquent désormais dans les entreprises agricoles aux colonies, il faut sans retard dégager les méthodes grâce auxquelles ces entreprises auront des chances de réussir. Or, c'est par la science seulement qu'on arrivera à ces résultats et qu'on solutionnera les problèmes actuellement posés.

CORRESPONDANCE

Le service de trois ans et le peuplement français de l'Afrique du Nord.

Le projet de loi déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre, pour le rétablissement du service de trois ans, porte que les jeunes gens désireux d'aller s'établir aux colonies ou dans les pays étrangers, pourront, au moment de l'incorporation de leur classe, contracter un engagement de quatre ans, et qu'ils seront libérés au bout de trois ans, à la condition d'aller s'établir, dans les six mois qui suivent, dans le pays de leur choix et d'y faire constater leur présence pendant cinq ans. Cette disposition a été évidemment inspirée par le désir de faciliter l'émigration dans nos colonies et le développement de notre commerce à l'étranger. On ne peut que se féliciter de voir qu'une préoccupation aussi louable se fait jour enfin au ministère de la guerre. Mais il faut reconnaître que le procédé qui a été trouvé pour lui donner satisfaction sera complètement inefficace. En effet, on ne voit pas quel avantage trouveraient les jeunes gens qui ont l'intention de s'établir dans nos colonies à accepter ce qu'on leur offre. Ils devraient prendre, par avance, l'engagement de faire une quatrième année de service militaire, dans le cas où les circonstances ne leur permettraient pas de donner suite à leur désir de s'établir dans une colonie, ce serait pour eux le seul bénéfice de la mesure projetée. Il serait préférable pour eux d'obtenir le certificat d'aptitude militaire, qui leur permettrait de devancer l'appel à dix-huit ans, sans avoir, dans aucun cas, à servir plus de trois ans. Le paragraphe que je critique restera lettre morte.

Il ne semble pas, car le texte manque de clarté, que ce paragraphe du projet soit applicable à nos possessions de l'Afrique du Nord, qui dans le langage administratif ne sont pas des colonies; et cela constitue une grave lacune. Cependant personne ne me contredira si j'avance que c'est de ce côté qu'il convient de diriger le plus possible l'émigration de nos jeunes compatriotes.

Pour donner satisfaction au désir si louable des rédacteurs du projet, il faudrait autoriser les jeunes gens dont il s'agit à contracter, à partir de dix-huit ans, un engagement de trois ans dans un corps de la colonie ou de la possession de leur choix (y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc), avec faculté d'être libéré, au bout de deux ans, moyennant promesse de se fixer pour vingt ans dans cette colonie ou possession. Ce serait là un encouragement sérieux et efficace.

La raison qui nous pousse à faciliter le peuplement de l'Afrique du Nord par des Français, car c'est elle surtout qu'il faut considérer, est bien connue des lecteurs de la *Quinzaine coloniale :* c'est la nécessité d'y fixer une quantité de nos compatriotes, suffisante pour absorber, avec le temps, la population étrangère. Mais je veux laisser de côté cette considération, pourtant capitale, et me placer, puisqu'il s'agit d'une loi militaire, uniquement sur le terrain des choses militaires.

Le but poursuivi par le projet de loi est d'augmenter le chiffre de nos effectifs, menacés par la faiblesse de notre natalité! « C'est donc, dit l'exposé des motifs, le service général de trois ans que nous proposons, égal pour tous, *et sans autre dérogation que celle qu'autorise le grave problème de la dépopulation.* »

Or, tandis qu'en France la natalité a décru ces dernières années dans des proportions alarmantes, il n'en est pas de même dans nos possessions du sud de la Méditerranée. Là, au contraire, le taux de la natalité chez nos compatriotes est réjouissant. Si dans les grandes villes d'Algérie, où les conditions d'existence se rapprochent de celles de la métropole, la natalité a malheureusement une tendance à décroître, tout en restant supérieure à ce qu'elle est en France, le contraire se produit dans les campagnes. Il y a quelques années, au cours d'une enquête officielle sur la colonisation, M. de Peyerimhoff a constaté que, pour les campagnes, la natalité moyenne était de 37 0/00, et il a relevé, dans des villages français de création récente, où les étrangers étaient très peu nombreux, des moyennes de 40, 45, 49, 52, 58 et même 69 0/00 (1). Ces chiffres sont énormes, si on les rapproche de celui de 20.45, que l'on a observé pour l'ensemble de la France, de 1891 à 1910. L'existence de beaucoup de villages semblables relèverait sensiblement les totaux des futurs contingents; il faut donc encourager ceux qui vont les fonder.

La remise d'une année de service, que je réclame pour les jeunes gens qui se destinent à coloniser l'Afrique du Nord, comme le projet de loi l'accorde à ceux qui appartiennent à des familles nombreuses, n'est pas une dispense, c'est une prime à l'émigration, et par voie de conséquence très directe, à la procréation de très nombreux conscrits de l'avenir.

E. Fallot,
Ancien délégué de la Résidence Générale de Tunis
à l'*Union coloniale française.*

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITES

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	9 75	à	10 ..
Conakry Niggers	9 25	à	9 50
Soudan Niggers rouges	8 75	à	.. »
Soudan Niggers blancs	7 50	à	7 75
Soudan lanières et plaques	9 25	à	9 75
Soudan Manoh	9 50	à	9 76
Lahou petits Cakes	7 »	à	7 30
Lahou Niggers	7 »	à	7 50
Gambie A	6 50	à	. ..
Gambie AM	5 50	à	. ..
Gambie B	4 50	à	. ..
Bassam Lump	4 75	à	4 80

Marché d'Anvers. — La prochaine vente comprendra environ 369 tonnes, dont 294 tonnes Congo et 75 tonnes Plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs.		
Kasai rouge I	9 80	à	10 ..
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	9 50	à	9 75
Kasai noir I	9 80	à	10 ..
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	9 80	à	10 »
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	9 80	à	10 »
Mongala lanières	9 80	à	10 »
Aruwini	9 80	à	10 »
Wamba rouge I	7 30	à	7 75
Uelé	9 80	à	10 »
Détroits crêpe I	11 »	à	11 25

Mission commerciale de la Compagnie d'Orléans au Maroc. — La Compagnie des chemins de fer d'Orléans vient d'envoyer au Maroc une mission chargée d'étudier les moyens propres à développer et à assurer, dans les meilleures conditions possibles, les relations entre la France et le Maroc pour les voyageurs et les marchandises. Cette mission visite en ce moment les localités les plus importantes : Casablanca, Rabat, Tanger, etc... Elle se renseigne sur les mouvements de voyageurs entre la France et le Maroc aux différentes époques de l'année, sur les conditions de leur transport et les facilités à leur accorder, sur

(1) Enquête sur les résultats de la colonisation officielle, t. I, p. 167 et 168.

la possibilité de créer des correspondances pour les principales localités de l'intérieur. Elle étudie également tout ce qui a trait au transport des marchandises, et en particulier les conditions de l'exportation des œufs, des viandes, des fruits du pays, ainsi que celle d'autres produits tels que les grains, les peaux, les cuirs, les suifs, les huiles de Mogador, etc...

La mission examine, en un mot, la situation actuelle du marché marocain, son importance, ses préférences, ses tendances, ce qui permettra ensuite à la Compagnie d'Orléans de se rendre un compte exacte des besoins de ce marché et d'aider efficacement au développement du trafic franco-marocain.

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — Agriculture. — **Concours agricole de Tunis.** — A l'occasion du Concours général qui se tiendra à Tunis du 18 au 28 avril prochain, les Compagnies de transport ont consenti les réductions suivantes :

1°) Voyageurs. — *Compagnies de Navigation.* — La Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie de Navigation Mixte accorderont aux exposants, sur présentation de leur carte d'exposant, une réduction de 20 0/0 avec nourriture, sur le prix du tarif régulier Marseille-Tunis et retour.

Compagnies de chemins de fer. — La Compagnie des Chemins de fer Bône-Guelma accordera aux voyageurs une réduction de 50 0/0 sur l'ensemble de ses lignes d'Algérie et de Tunis. La Compagnie des Chemins de fer algériens de l'Etat (ancien réseau-algérien) accordera une réduction de 30 0/0 sur les lignes de son réseau.

2°) Produits. — *Compagnies de Navigation.* — La Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie de Navigation Mixte accorderont les facilités de transport habituellement consenties pour les concours agricoles (transport à plein tarif à l'aller et transport gratuit au retour). La Compagnie des bateaux à vapeur du Nord accordera une réduction de 50 0/0 sur le fret aller et sur celui de retour.

Compagnies de chemins de fer. — La Compagnie des Chemins de fer du P.-L.-M., les chemins de fer de l'Etat, la Compagnie Bône-Guelma et la Compagnie des Chemins de fer algériens de l'Etat (ancien réseau Est-Algérien) appliqueront le tarif spécial consenti à l'occasion des Concours agricoles (transport à plein tarif à l'aller et transport gratuit au retour).

Commerce. — **Les importations en Tunisie du bétail algérien.** — Un décret beylical, en date du 3 février 1913, rapporte les dispositions prohibitives édictées par les décrets des 15 avril et 23 décembre 1911, relatifs à l'importation en Tunisie du bétail de provenance algérienne.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

22 *février.* — *Décision* du 3 février nommant une commission d'études chargée d'examiner et de proposer les mesures à prendre en vue de l'assainissement de Gorée.

Arrêté du 15 février créant deux réserves forestières au Sénégal.

Journal officiel de la colonie.

20 *février.* — *Arrêté* du 12 février fixant la redevance à payer à la colonie pour les occupations temporaires du domaine public et du domaine fluvial.

Forêts. — **Création de réserves forestières.** — Les peuplements forestiers et notamment les peuplements de gonakié compris dans les régions délimitées ainsi qu'il suit :

Région de Matam : région limitée par le fleuve Sénégal du village de Koundel au village de Garly et par des lignes droites allant de Garly à Ourrosogui, d'Ourrosogui à Tioubalel et de Tioubalel à Koundel;

Région de Richard-Toll : région limitée par le fleuve Sénégal de N'Bagam à Kouma et des lignes droites allant de Kouma à N'Dombo, de N'Dombo à la limite Ouest du peuplement de parkinsonias de N'Diandé et de ce dernier point à N'Bagam,

Sont l'objet des mesures de protection et de conservation suivantes : L'usage du feu en dehors des emplacements des villages et des terrains de cultures et tout défrichement y sont formellement interdits. Dans les terrains de culture, des feux ne pourront être allumés à moins d'une distance de 100 mètres de tout boisement. Le lieutenant-gouverneur fixera par arrêté les limites des terrains déboisés qu'il y aura lieu de remettre à l'état de forêt dans les régions indiquées à l'article 1er, ainsi que les modes d'exercice des droits d'usage des indigènes, qui pourront être maintenus dans les peuplements sans leur porter préjudice.

Propriété foncière. — **Redevances pour occupations temporaires du domaine public.** — Les administrateurs commandants de cercles sont autorisés à accorder des autorisations d'occuper le domaine public et le domaine fluvial dans la colonie, pour installations momentanées de sécots d'arachides ou autres marchandises en attendant l'embarquement de ces graines. A la fin de la traite, le terrain devra être évacué et remis en état. Une redevance de 0,10 par mètre carré de terrain ainsi occupé pour l'époque de la traite, qui s'étendra du 1er novembre au 31 mai inclus, sera due par les bénéficiaires. Le versement devra être effectué au plus tard dans la quinzaine qui suivra la délivrance de l'autorisation, soit à la caisse du Receveur des Domaines de la circonscription intéressée, soit pour le compte du Domaine, à la Caisse des receveurs régionaux.

Les bénéficiaires actuels de semblables autorisations seront soumis à la même règle, laquelle s'étend à toutes les occupations provisoires du domaine public et fluvial, non assujetties à redevances. Les demandes d'autorisation devront être adressées au commandant du cercle par lettre recommandée.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

Arrêté du 10 février créant une agence spéciale à Kodougou.

1er *mars.* — *Arrêté* du 14 février fixant les conditions de transport sur la voie fluviale n° 3 de Koulikoro.

Transports. — **Conditions de transport sur la voie fluviale n° 3 de Koulikoro.** — Le tarif spécial P. V. n° 22 est applicable à la montée et à la descente sur la voie fluviale n° 3 de Koulikoro, (aiguille n° 7), aux marchandises de toutes catégories.

Ce tarif est le suivant : par tonne, 0 fr. 35 avec minimum de 0 fr. 70 par expédition. Les conditions d'application du tarif spécial P. V. n° 5 lui sont applicables.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

22 *février.* — *Arrêté* du 15 février créant une commision consultative à Bouaké.

ADMINISTRATION. — **Création d'une Commission consultative à Bouaké.** — L'administrateur du cercle du Baoulé-Nord sera assisté, pour l'administration du cercle urbain de Bouaké, d'une Commission consultative composée comme suit : L'administrateur du cercle de Baoulé-Nord ; le médecin chargé du Service d'hygiène de la ville de Bouaké ; le chef du poste urbain ; quatre commerçants français ; un commerçant indigène.

Les membres français devront jouir de leurs droits civils et politiques, être âgés de 25 ans accomplis, être domiciliés dans la localité et n'occuper, à quelque titre que ce soit, aucune fonction publique. Les membres indigènes seront notables sujets français.

Les membres de la Commission consultative sont nommés par le lieutenant-gouverneur. La durée de leur mandat est fixée à deux ans. Il est renouvelable, il est révocable avant expiration, par arrêté du lieutenant-gouverneur, pris en Conseil d'administration. Deux suppléants français non fonctionnaires et un suppléant indigène sont désignés, chaque année, par le lieutenant-gouverneur, pour remplacer les membres absents. Les fonctions de membre de la Commission consultative sont gratuites.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *février.* — *Arrêté* du 3 février instituant un livret domestique indigène.

Tous indigènes employés en qualité de boys, cuisiniers, hamacaires, cochers, palefreniers et généralement tous indigènes attachés à la personne ou à la maison, sont tenus de se pourvoir d'un livret d'identité.

Ce livret d'identité est délivré et signé par les commandants de cercle ou chefs de poste sur la demande de l'indigène employé, assisté de deux témoins susceptibles de certifier son identité et leur identité propre par la production de leur ticket d'impôt. Le nouvel engagé devra également présenter son ticket d'impôt de capitation au lieu de sa résidence actuelle ou de sa dernière résidence.

La délivrance du livret d'identité donne droit à la perception d'une taxe de 3 francs payée au moment de la délivrance du livret.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

15 *février.* — *Arrêté* du 23 janvier ajoutant le poste de Dongou à la liste des localités figurant à l'article 6 de l'arrêté du 28 septembre 1912, réglementant le transit des marchandises importées ou exportées par la voie Kinshassa-Brazzaville, en provenance ou à destination du Congo belge.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

25 *janvier.* — *Arrêté* du 18 janvier promulguant dans la colonie le décret du 7 novembre 1912, portant règlement sur l'organisation du service vétérinaire à Madagascar. — Rapport et décret *ad hoc.*

Décision nommant une commission chargée d'étudier un projet de règlement du régime légal des associations tant européennes qu'indigènes à Madagascar.

Circulaire relative à l'application de l'arrêté du 18 mai 1908 sur l'administration des successions vacantes des fonctionnaires et agents civils des services coloniaux et locaux.

Arrêté du 20 janvier autorisant le rachat des prestations dans la province de Farafangana et fixant le taux de ce rachat à 0 fr. 50 par jour.

Arrêté du 22 janvier fixant la durée et le taux de rachat des prestations à accomplir en 1913 dans les circonscriptions de la colonie où la réglementation de l'arrêté du 6 mars 1907 a été rendue applicable.

Arrêté municipal relatif à l'entrée de certains produits sur le territoire de la commune de Tananarive.

Arrêté du 18 janvier promulguant dans la colonie la loi du 29 août 1905, n'autorisant toute vente d'îles, d'îlots, de châteaux-forts, batteries ou forts du littoral déclassés que par une loi et après avis favorable des conseils supérieurs du ministère de la marine et du ministère de la guerre.

Arrêté du 18 janvier fixant pour l'année 1913 la base de calcul de la taxe *ad valorem* à percevoir sur le produit des mines d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses.

1er *février.* — *Arrêté* du 26 janvier autorisant le rachat des prestations dans la province de Fort-Dauphin et fixant le taux de ce rachat à raison de 0 fr. 40 par jour.

Décision de l'administrateur-chef de la province de Tamatave fermant à l'exploitation et constituant en réserve, pendant deux ans à dater du 13 janvier 1913, tout le territoire des faritany de Marovato et de Miarinarivo.

Arrêté du 30 janvier promulguant dans la colonie le décret du 5 décembre 1912 créant à Madagascar et dépendances un brevet de capacité correspondant au baccalauréat.

8 *février.* — *Arrêté* du 29 janvier complétant l'arrêté du 27 avril 1908 concernant les usines de conserves alimentaires.

Arrêté réglementant la vente des objets perdus ou déclassés dans les gares ou les dépendances du chemin de fer.

15 *février.* — *Arrêté* ministériel approuvant et rendant exécutoires les projets de budgets de la colonie de Madagascar et dépendances pour l'exercice 1913.

Arrêté du 29 janvier modifiant celui du 26 décembre 1906 qui interdit la chasse aux bœufs sans maître connu dans la colonie.

Aux termes de ce nouvel arrêté, la capture des bœufs sans maître connu est autorisée pendant l'année 1913 dans les districts de Mamolakazo, du Mandridrano (province de l'Itasy), dans les secteurs d'Ambato-Boéni et de Kandreho (province de Maevatanana) et dans le district de Betafo (province du Vakinankaratra). La capture des bœufs est autorisée dans ces circonscriptions, moyennant la délivrance d'un permis de capture accordé après adjudication aux enchères publiques, du 1er août au 31 décembre 1913. — Cahier des charges.

Arrêté du 13 février promulguant dans la colonie le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies. Rapport et décret *ad hoc.*

Arrêté du 18 janvier accordant au sultan Saïd Mohammed, de l'île d'Anjouan, une pension annuelle et viagère de 10.000 francs.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores** (Séance du 6 mars 1912.) — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale s'est réunie le 6 mars, sous la présidence de M. Eugène Buhan, président de la Section.

Présents : MM. Eugène Buhan, président; Gueugnier, de la Motte Saint-Pierre et Maurice Simon, vice-présidents; Catoire, secrétaire ; Auguste Michel, secrétaire adjoint; Gatzert, Tardieu, le général Leturc, Guillaume Grandidier, Ch. Marande, Eugène Jamet, Henri Mager, Darrieux, Laurain, de Dienval, G. Moyau, Ch. Depincé.

Excusés : MM. Perben et Sescau, vice-présidents.

Le procès-verbal de la séance du 30 janvier, qui a été publié dans la *Quinzaine coloniale* du 10 février, est adopté.

Caisse de dépôts et de prêts agricoles. — M. le président rappelle que la Section avait donné son adhésion, sous certaines réserves, au principe du projet de création à Madagascar d'une Caisse de dépôts et de prêts agricoles.

Par lettre du 21 janvier, M. le ministre des Colonies a fait savoir à l'Union coloniale que « le ministre des Finances, après un examen attentif du projet, estimant trop grands les risques et trop problématiques les avantages qui résulteraient pour la colonie de cette grave innovation » opposait son *veto* à sa réalisation, et le ministre ajoutait : « Vous-même aviez d'ailleurs exprimé de trop sérieuses craintes à ce sujet et n'aviez adhéré au projet que sous de trop expresses réserves pour que je n'aie la certitude que la réponse de M. Klotz, vraisemblablement définitive, ne vous causera qu'un médiocre étonnement. »

Ce dernier paragraphe de la lettre du ministre, dit M. le président, nous ayant paru prêter à équivoque sur la portée de notre intervention, la Section, dans sa dernière séance, au cours de laquelle cette lettre a été lue, a été unanime à penser qu'une mise au point s'imposait. La lettre suivante a été, en conséquence, adressée à M. le ministre des Colonies, à la date du 13 février :

Monsieur le ministre, par votre lettre du 21 janvier dernier vous avez bien voulu me faire connaître que votre collègue des Finances, consulté par vous sur le projet de création d'une Caisse de dépôts et de prêts agricoles qui vous avait été soumis par M. le gouverneur général de Madagascar, s'était prononcé dans un sens défavorable à ce projet.

Notre Section de Madagascar et des Comores, à laquelle j'ai communiqué votre lettre, n'a pu qu'en prendre acte et s'incliner devant le *veto* opposé par M. le ministre des Finances à la création projetée. Toutefois, les termes dans lesquels vous m'avez fait l'honneur de m'informer de ce *veto* pouvant donner à penser que notre Section de Madagascar et des Comores ainsi que moi-même n'avons appuyé le projet de création d'une Caisse de dépôts et de prêts agricoles à Madagascar que pour la forme et avec la certitude, sinon avec l'espoir, que ce projet ne recevrait pas l'agrément du gouvernement, nous tenons à dissiper toute équivoque à cet égard.

Nous avons cru de notre devoir, elle lorsqu'elle a formulé son avis et moi-même lorsque j'ai eu l'honneur de vous le faire connaître, de montrer que nous ne nous dissimulions pas les aléas qui pouvaient résulter pour la colonie de l'institution dont s'agit. Mais nous avons pris soin en même temps de marquer que ces aléas nous paraissaient compensés par des avantages tels que l'expérience méritait d'être tentée, sauf à ce qu'elle fût arrêtée si elle ne donnait pas les résultats que nous en attendions pour le développement du commerce et de la colonisation.

C'est donc avec une absolue sincérité et sans la moindre arrière-pensée que nous sommes intervenus auprès de vous pour appuyer le projet, et il nous serait extrêmement pénible de supposer que notre attitude, en cette circonstance, a pu donner lieu de votre part à une interprétation de nature à lui prêter un caractère aussi éloigné de nos intentions que de la réalité.

Veuillez agréer...

Cette lettre est approuvée par la Section.

Suite donnée aux vœux du Congrès de l'Afrique orientale en ce qui concerne les travaux publics. — M. le ministre des colonies, par lettre du 17 février dernier, a transmis en ces termes à l'Union coloniale, la réponse que lui a adressée M. le gouverneur général de Madagascar au sujet des vœux du Congrès de l'Afrique orientale touchant le programme des travaux publics à entreprendre dans la colonie :

Suivant le vœu n° 15, l'administration devrait établir un programme en classant les travaux par ordre d'urgence, en échelonnant leur exécution sur une période de dix ans et en faisant entrer en ligne de compte la dépense, l'utilité économique, le rendement, les ressources de main-d'œuvre et les ressources financières. Ce projet serait soumis pour avis, aux Chambres consultatives de commerce et d'industrie, ainsi qu'à la Chambre d'agriculture de la colonie.

Le gouvernement local rend compte que le programme des grands-travaux élaborés au cours des années 1910, 1911 et 1912 est en voie d'exécution et exigera encore pour sa complète réalisation une période de cinq années. Il ajoute que pour la préparation des plans de campagne, il s'est toujours inspiré des avis émis par les assemblées élues. Il a d'ailleurs décidé que dorénavant le programme des travaux publics à exécuter dans chaque circonscription serait soumis, avant de lui être adressé, à l'examen des Chambres consultatives et des comices agricoles.

Routes. — Le Congrès émet, en outre, le vœu que « la route des placers, de Diégo à Ambikarano, soit achevée le plus rapidement possible, et que cette route soit prolongée par Ambaja jusjusqu'à Analalava. Qu'un embranchement de cette route soit établi d'Ambaja à Mandritsara par la vallée du Sambirano et Befandriana ».

La route des placers sera livrée à la circulation vers le milieu de l'année 1913. Il restera à remplacer les ponts en bois sur culées en pierres sèches par des ponts métalliques. Mais il ne paraît pas possible d'envisager dès à présent la continuation de cette route vers Ambaja jusqu'à Analalava. Sa direction serait parallèle à la mer et cette voie serait de bien peu d'utilité pour la région Sud, désertique en maints endroits et où il serait préférable d'ouvrir des chemins conduisant aux ports d'embarquement et servant au transport des marchandises jusqu'à Nossy-Bé.

Quant au projet envisagé par le Congrès, d'une route remontant la vallée de Sambirano pour redescendre vers Befandriana, il ne semble pas que l'exécution d'un semblable travail puisse être entreprise ; elle serait des plus difficiles, son parcours se trouvant dans la région la plus élevée et la plus accidentée de Madagascar. Il faut remarquer, en outre, que la main-d'œuvre y fait complètement défaut et qu'il serait très malaisé d'y amener et d'y maintenir des éléments ethniques étrangers au pays. La dépense de construction de cette route coûterait enfin au minimum 12 millions de francs.

La route de l'Ouest, dont le Congrès souhaite l'amélioration et la prolongation jusqu'à Ambato, est en assez bon état ; elle sera conduite l'année prochaine jusqu'à Marololo et l'embranchement sur Ambato est à l'étude. La dépense sera au moins de 1.500.000 francs.

Si on évalue les travaux de route actuellement en voie d'exécution ou dont l'exécution se poursuivra en 1913 et 1914, on peut estimer à plus de 8 millions de francs les dépenses du programme dont la réalisation est poursuivie :

Prolongation de la route de l'Ouest	1.500.000
Route d'Antsirabe à Miandrivazo	1 000.000
Achèvement de la voie commerciale du lac Alaotra à Tamatave, dont les dépenses peuvent être évaluées à au moins	4.000.000
La route de la Manara est en voie d'exécution et pourra être terminée jusqu'à Anjozorobe fin 1914	200.000
Dépenses nécessaires à l'achèvement de la route des placers, soit	1.500.000
Total	8.200.000

Chemin de fer. — Le chemin de fer d'Antsirabe est en voie de construction et les travaux seront poussés avec le plus d'activité possible. Le vœu du Congrès sera ainsi réalisé.

Ports et rades navigables. — Le Congrès désire qu'un port soit créé à Tamatave et que le port de Majunga soit amélioré.

La question du port de Tamatave est aujourd'hui réglée, puisque le Département a adopté l'idée d'un projet de loi en vue de la réalisation de l'emprunt nécessaire à l'exécution de ce travail.

Répondant à la demande de renseignements qui a été adressée à la suite de l'examen des propositions faites par la Colonie pour l'exécution du projet établi par M. l'ingénieur en chef Bourgougnon, il a été exposé que l'autorité locale partageait les vues du Département en ce qui concernait l'affectation à la garantie d'une partie de l'emprunt soit des recettes douanières, soit des recettes du domaine.

Des travaux sont actuellement exécutés pour l'élargissement des quais de Majunga et l'agrandissement du port. Les études que comporte l'achèvement du programme adopté sont poursuivies par le Service des travaux publics.

Les travaux de percement des pangalanes de la côte est sont en cours d'exécution dans les provinces de Farafangana, de Mananjary et de Vatomandry. Les canaux en construction auront une largeur de 15 mètres.

Les difficultés de la navigation sur la Betsiboka, que le Congrès voudrait voir disparaître, cesseront dès que la route de l'Ouest atteindra Ambato.

Quant à l'amélioration des autres cours d'eau signalés : Marovoay, Bemarivo, Kamoro, Sofia et Mahajamba, elle exige de nombreux, délicats et importants travaux. L'étude ne peut en être entreprise que par un personnel spécial. La Section de l'hydraulique agricole que j'ai annexée au Service de colonisation étudie un programme d'améliorations agricoles et d'irrigations, dont une partie a pu être déjà réalisée.

Après lecture, la Section renvoie ce document à l'examen d'une commission composée de MM. Gueugnier, de la Motte Saint-Pierre, Guillaume Grandidier et Henri Mager, qui étudiera la réponse à faire à M. le ministre des colonies. Ces messieurs tiendront une première réunion le 12 mars.

Vœux du Congrès mixte de la Réunion et de Madagascar. — La Section examine, d'après le texte qui en a été communiqué à la Chambre consultative de Tananarive par M. Bourdariat, les vœux du Congrès mixte qui s'est tenu à Saint-Denis, en novembre dernier. M. Depincé rappelle que ce congrès avait pour objet, à la fois, de rechercher les moyens propres à accroître les relations commerciales entre la Réunion et Madagascar et d'étudier les questions de tout ordre à la solution desquelles les deux îles sont également intéressées.

Le Congrès a émis un certain nombre de vœux que M. Depincé lit et commente. Deux de ces vœux retiennent plus particulièrement l'attention de la Section. Le premier est relatif à la crise de la main-d'œuvre qui se fait de plus en plus sentir tant à la Réunion qu'à Madagascar, le second, à l'abaissement du droit de consommation sur les sucres dans la Grande Ile.

En ce qui concerne le premier, le Congrès a décidé de faire appel aux gouvernements respectifs des deux colonies en leur demandant instamment de favoriser l'immigration de travailleurs étrangers, de travailleurs hindous notamment. M. Depincé fait observer qu'un vœu semblable avait été voté au Congrès de l'Afrique orientale. Il serait opportun de le rappeler au gouverneur général.

M. de la Motte Saint-Pierre dit que la question mérite qu'on s'y arrête. Il demande si l'on est fixé sur les intentions du gouvernement général.

M. Depincé croit savoir que M. Picquié poursuit les pourparlers qui avaient été engagés par ses prédécesseurs. Il observe que plusieurs autres colonies — l'Indochine et la Nouvelle-Calédonie en particulier — souffrent du même mal. Pour y remédier, elles recourent à la main-d'œuvre javanaise qui leur donne toute satisfaction. Malheureusement, si les facilités de recrutement subsistent à l'heure actuelle — restreintes il est vrai, — certains indices font craindre qu'il n'en soit plus longtemps ainsi. Les autorités néerlandaises ont, en effet, marqué leur intention de subordonner désormais l'autorisation de recruter à l'octroi de nouvelles garanties en faveur des engagés. Des pourparlers, que les colons ont hâte de voir prendre fin, sont en cours à ce sujet entre les gouvernements de Java et d'Indochine.

M. Depincé indique que la Nouvelle-Calédonie a dès longtemps résolu pratiquement le problème du recrutement de la main-d'œuvre immigrée, les colons étant d'ailleurs, lors de chaque opération, puissamment secondés par l'administration locale. Le concours de celle-ci se manifeste sous différentes formes : négociations préliminaires auprès des gouvernements intéressés, enquête auprès des colons sur leurs besoins en main-d'œuvre, avance des frais de recrutement et d'introduction des coolies, répartition des travailleurs introduits, contrôle exercé pour l'exécution des contrats tant du côté des engagistes que du côté des engagés, etc. ; les opérations proprement dites de recrutement et de transport étant d'autre part confiées à un particulier ou à un syndicat qui opère sous la surveillance de l'administration.

M. Depincé fait ressortir qu'il y a là tout un ensemble de mesures du plus grand intérêt, mises au point par une expérience déjà longue et dont pourrait s'inspirer le gouvernement général de Madagascar. Il ne semble pas que jamais rien de semblable ait été envisagé pour donner satisfaction aux colons de la Grande Ile.

Après un échange d'observations auquel prennent part, avec M. le Président, MM. de la Motte Saint-Pierre, le général Leturc, Guillaume Grandidier il est entendu que des informations seront prises au ministère des colonies pour savoir où en est la question, puis, s'il y a lieu, le gouverneur général sera saisi de la question dans le sens des observations présentées par M. Depincé.

En ce qui concerne l'abaissement du droit de consommation sur les sucres à Madagascar, la Section partageant les vues du Congrès, estime qu'il y a intérêt à développer la consommation de ce produit chez les indigènes de la Grande Ile. La réduction de 25 à 8 francs du droit actuel contribuerait certainement à ce résultat. Cette mesure, dont l'industrie sucrière de la Réunion ne manquerait pas de ressentir les bons effets, devrait avoir comme contre-partie une diminution des droits de consommation sur les produits de Madagascar importés à la Réunion.

Une lettre conçue dans ce sens sera adressée au gouverneur général de Madagascar.

Sacs de jute. — M. Depincé donne lecture de la délibération prise par la Chambre consultative de Tananarive dans sa séance du 12 décembre dernier au sujet du régime des sacs de jute. (Reproduite dans le numéro du 10 mars de la *Quinzaine coloniale*, page 184.) Par cette délibération, la Chambre confirme le vœu qu'elle avait émis précédemment tendant au remplacement — à défaut de sa suppression pure et simple, jugée impossible — de la taxe de 15 centimes par une taxe de 2 centimes par kilogramme de sacs vides. La Chambre demande en outre qu'un délai de deux ans — ce délai est actuellement de dix-huit mois — soit accordé pour la réexportation des sacs en tenant compte d'un déchet de 10 0/0 sur le nombre des sacs introduits.

M. Depincé propose à la Section d'appuyer le vœu de la Chambre consultative. Il fait d'ailleurs connaître que jusqu'ici le ministre des colonies n'a encore été saisi d'aucune proposition de la part de l'administration locale.

La Section émet un avis conforme.

Réglementation du commerce des caoutchoucs. — M. le président rappelle que la Section avait, en octobre dernier, suggéré au gouvernement général de Madagascar, pour mettre un terme aux fraudes dont le caoutchouc d'exportation est l'objet, d'appliquer dans la colonie une réglementation analogue à celle dont l'Afrique

occidentale venait de bénéficier par un décret du 15 septembre 1912.

M. le président est heureux de faire part à la Section de la réponse favorable que par lettre du 4 janvier le gouverneur général a faite à l'Union coloniale. M. le gouverneur général déclare qu'il a mis à l'étude les mesures qu'il conviendrait de prendre pour adapter à la colonie la réglementation établie en Afrique occidentale. Avec l'Union coloniale, il estime qu'elle est de nature à rendre les plus grands services en prévenant les adultérations qui pourraient être pratiquées dans la préparation du caoutchouc. Il adressera incessamment au Département un projet du décret consacrant les dispositions qui auront été adoptées.

La Section, dit M. le président, prend acte avec satisfaction des dispositions et promesses bienveillantes de M. le gouverneur général.

Modifications au tarif spécial des douanes à Madagascar. — M. Depincé donne lecture de la lettre adressée, le 13 février, en même temps que le rapport de M. Henri Mager adopté par la Section, à M. le ministre des Colonies pour recommander les conclusions de ce rapport à son attention et le prier de hâter l'instruction, par les Départements intéressés, des propositions qui leur sont soumises.

En raison des tendances qui se manifestent dans les milieux protectionnistes, qui réclament le maintien du régime actuel aussi longtemps que ne sera pas résolue la question du régime douanier des colonies, nous avons cru devoir, dit M. Depincé, insister tout particulièrement à ce sujet ;

L'exercice du droit — écrivons-nous à M. le ministre — qui appartient aux colonies assimilées, en vertu de la loi, de demander des modifications à leurs tarifs de droits de douane ne saurait, en effet, notamment être paralysé, comme l'idée en a été émise dans certains milieux, jusqu'à ce que le Parlement ait statué sur le projet de loi dont il est actuellement saisi concernant le régime douanier colonial. Il pourrait d'autant moins l'être, qu'il n'est porté aucune atteinte à ce droit par le projet de loi dont s'agit, qui, sur ce point ne fait que le confirmer en l'élargissant. Tout ajournement, fondé sur ce prétexte, de la décision à intervenir serait par conséquent injustifié et votre sollicitude pour les intérêts des colonies ne saurait, j'en suis convaincu, se prêter à une procédure d'atermoiements qui ne serait pas moins contraire à ces intérêts qu'à la loi elle-même.

M. Depincé donne ensuite quelques explications sur l'état de la question. Une enquête a été ouverte auprès des Chambres de commerce métropolitaines et, comme il fallait s'y attendre, les propositions de la colonie, celles surtout relatives aux tissus et aux produits métallurgiques, aussitôt connues, ont soulevé de la part des protectionnistes de véhémentes protestations. Pour donner une idée de l'état d'esprit qui règne dans ce milieu, M. Depincé communique à la Section une lettre adressée au ministre du Commerce par M. de Bagneux, député de la Seine-Inférieure, que les journaux ont reproduite, et divers articles parus dans le *Travail national*, organe de l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises, la « citadelle du protectionnisme métropolitain ». Les exigences des protectionnistes, dit-il, ne connaissent plus de bornes ; dans sa séance du 23 janvier le Comité de direction de ladite Association n'a-t-il pas décidé d'insister pour qu'aucune dérogation ne puisse être désormais apportée aux tarifs autrement que par voie législative ! Dans l'espèce, est-il besoin de l'ajouter, les protectionnistes repoussent formellement toute modification.

M. Depincé expose que l'enquête poursuivie par le ministère du Commerce sera vraisemblablement assez longue. C'est là une procédure qu'il n'est pas possible d'abréger. Quand elle sera terminée, la colonie sera appelée à donner son avis sur les observations recueillies et qui marquent dès maintenant les divergences de vues très profondes. Il a la conviction que le moment venu, le ministre des Colonies défendra énergiquement la cause de Madagascar. Nous ne sommes d'ailleurs pas seuls, dit-il, à soutenir les propositions du gouvernement général. Au nombre des éléments favorables de la consultation à laquelle il est procédé, au rapport très clair et très probant de M. Henri Mager, est venue, notamment, s'ajouter une longue lettre, d'une argumentation des plus topiques, du président de l'Institut colonial marseillais et que la *Quinzaine coloniale* a publiée. Ces documents ne peuvent manquer de produire l'effet que nous attendons.

M. le président fait observer qu'il résulte de ces explications que la question, après avoir fait un pas en avant, marque un temps d'arrêt du fait de l'influence très agissante des industriels métropolitains. Si leur point de vue prévalait, Madagascar se trouverait dans une situation inférieure à celle qui lui est faite actuellement. Il espère qu'il n'en sera pas ainsi.

Régime des eaux. — M. Depincé communique à la Section la correspondance qu'il a échangée avec M. Dareste, président du Comité des jurisconsultes de l'Union coloniale, au sujet de la légalité de l'extension aux Comores du décret actuellement à l'étude concernant le régime des eaux à Madagascar. La question n'est pas encore définitivement tranchée et nécessite un nouvel échange de vues avec M. Dareste. La Section sera tenue au courant.

Régime des mines. — M. Depincé rend compte de la démarche qu'il a faite au ministère des Colonies au sujet du projet de décret minier. Il résulte des renseignements recueillis par lui que la nouvelle réglementation, qui réunira dans un seul décret les deux projets concernant les mines d'or et les mines communes, s'inspirerait de celle qui est en vigueur en Indochine (décret du du 26 janvier 1912) sur laquelle a déjà été adaptée la législation minière de l'Afrique occidentale. M. Depincé a d'ailleurs obtenu la promesse formelle que la Section serait appelée à formuler ses observations en temps utile.

AGRICULTURE. — **La culture du riz.** — La presque totalité du riz cultivé à Madagascar provient de la culture en plaine qui remplace de plus en plus les plantations faites en montagne. Dans les provinces du Sud de la colonie cependant, les indigènes préfèrent encore la culture du riz de montagne à celle des rizières irriguées. Au lieu d'établir des canaux, au lieu de travailler le sol à l'angady ou de le faire piétiner par les bœufs, l'indigène n'a, en effet, qu'à incendier un quartier de forêt dont les débris forment un engrais naturel qui fertilise le sol. Il procède ensuite à la plantation qui ne demande aucun autre soin que celui de la récolte. Après l'épuisement d'une zone, l'indigène s'attaque à une autre. C'est de cette façon que la forêt disparaît, que se modifie le régime des eaux et que le sol s'appauvrit. Depuis quelques années, des mesures ont été prises par l'administration de la colonie en vue de sauvegarder les massifs forestiers et les résultats qu'elle a obtenus sont déjà très appréciables. Déjà, les indigènes abandonnent progressivement la préparation des rizières de montagnes

qui font place à de jeunes taillis appelés à rajeunir les forêts. Les progrès sont évidemment assez lents, mais les mesures actuellement adoptées concourent toutes au but envisagé. Les nouveaux défrichements sont interdits ; les cultures de riz de montagne ont été cantonnées dans des superficies défrichées. En même temps, les chefs de province et de district ont pour mission d'attirer les indigènes dans les vallées. Grâce aux conseils répétés, aux encouragements donnés, la culture des rizières de plaine se multiplie là où naguère les vallées ne formaient que d'immenses marais.

C'est ainsi que dans les districts de Vondrozo et de Vangaindrano, tous les *tavy* ont été supprimés. En 1912, grâce aux nombreux canaux d'irrigation, grâce aux travaux d'assèchement, le nombre des rizières de marais a doublé. Certaines contrées qui, malgré les tavy, manquaient de riz pendant six ou sept mois par an, obligeant les indigènes à se nourrir de patates et de manioc, produisent depuis l'an dernier des récoltes qui non seulement assurent la nourriture pendant toute l'année, mais qui déjà fournissent aussi quelques tonnes à l'exportation.

Dans le district de l'Ikonge, la question de l'abandon des rizières de montagnes était particulièrement délicate. Elle se posait, en effet, dans un pays de grandes forêts habitées par une population très attachée à ses habitudes, au nombre desquelles figurent les tavy. Un délai de 3 ans pour abandonner la culture des tavy et pour pratiquer la culture des rizières irriguées fut accordé : une surveillance attentive, de plus en plus étroite, fut exercée et amena ce résultat que chaque indigène possède maintenant sa rizière en plaine et que l'interdiction des tavy peut être prononcée sans aucun inconvénient.

Dans la région de Farafangana, une des régions qui ont eu le plus à souffrir de l'institution des tavy, les indigènes pratiquent aujourd'hui dans de grandes proportions la culture du riz de marais.

En résumé, la forêt dans le sud-est de Madagascar est aujourd'hui sauvée et à l'abri de nouvelles atteintes. Partout, les tavy, interdits sont en voie de disparition. La conséquence a été le développement des rizières de marais que l'administration s'efforce d'encourager par tous les moyens. D'autre part, les forêts ont été préservées et le reboisement se trouve partout en voie de reconstitution.

En continuant cette surveillance attentive, en habituant l'indigène à faire des cultures rationnelles et productives, l'administration l'amène à sauvegarder une des plus grandes richesses du pays.

Le développement de l'agriculture indigène dans la province de Morondava. — On signale dans la province de Morondava une orientation nouvelle des indigènes vers l'agriculture. De plus en plus, sur le bord des rizières et des lacs, les rizières s'étendent et déjà les récoltes sont suffisantes pour assurer les besoins des populations.

La culture des pois du Cap, antérieurement limitée à la province de Tuléar, gagne depuis quelques années la région de Morondava et ce port exporte depuis quelque temps près de 1.900 tonnes de légumes secs par an. En raison des bénéfices que cette culture permet aux indigènes de réaliser, ces derniers augmentent chaque année la superficie des terres propres à ces plantations. A cet effet, de nombreux terrains sur les bords de la Tsiribihina, sont défrichés et l'administration, pour les mettre en valeur, fait exécuter de grands travaux.

L'élevage des bovidés prend aussi, dans la province de Morondava, une très grande extension. Malgré les déchets et les pertes, le nombre des bovidés s'élève à 421.000, en augmentation de 23.000 sur les chiffres donnés par le recensement de 1911.

Le climat relativement sec de la côte Ouest semble convenir aux troupeaux qui trouvent dans les vallées et sur le bord des rizières des pâturages excellents et nombreux.

Le commerce des bovidés a pris cette année un grand développement, qu'est venu favoriser encore la création des foires de Sérinam et de Maintirano.

CHEMIN DE FER. — **Inauguration du chemin de fer de Brickaville à Tamatave.** — L'inauguration du chemin de fer de Brickaville à Tamatave a eu lieu le 6 mars, sous la présidence de M. Picquié, gouverneur général de Madagascar. Nous rendrons compte de cette cérémonie quand les renseignements que nous attendons par prochain courrier nous seront parvenus.

COMMERCE. — **Mouvement commercial de Madagascar en 1912.** — Pour la première fois, le mouvement commercial annuel de Madagascar a dépassé 100 millions de francs. Il a été, en effet, en 1912, de 50.034 848 francs aux importations (en augmentation de 5.027.956 francs sur 1911) et de 59.844.294 francs aux exportations (en accroissement sur l'année précédente de 12 millions 308.933 francs) soit au total de 109.879.142 francs. La plus-value totale sur le commerce général de 1911 atteint 17.579.889 francs.

Chambre consultative de Tananarive (séance du 30 janvier). — Au cours de cette séance, la Chambre consultative a notamment examiné les questions suivantes :

Promulgation à Madagascar de la loi sur le nantissement des fonds de commerce : Les relations commerciales devenant de plus en plus actives, et certains commerçants indigènes ayant une tendance fâcheuse à dissimuler leur actif au profit de leurs femmes ou de leurs enfants, la Chambre consultative ne voit que des avantages à la promulgation dans la colonie de la loi du 17 mars 1909 sur le nantissement des fonds de commerce.

Mesure contre le déboisement, substitution éventuelle des huiles lourdes au bois comme moyen de chauffage : Le chef de la colonie communique à l'assemblée une circulaire ministérielle en lui demandant son avis sur les avantages qu'il y aurait, afin d'éviter le déboisement, à substituer à l'emploi du bois les huiles lourdes de pétrole, en particulier les mazouts. La Chambre estime que le vrai moyen d'empêcher la déforestation serait l'emploi de la force électrique. Grâce aux nombreuses chutes d'eau que possède la colonie, des usines électriques peuvent être créées un peu partout, plus particulièrement à proximité du chemin de fer.

Elle demande qu'une commission soit chargée d'étudier la possibilité d'employer la traction électrique sur le chemin de fer. Elle prie en outre le gouverneur général de sévir contre les incendies de forêts.

Réglementation de la récolte, de la circulation et de la vente du caoutchouc. Cette question, on le sait, a été soulevée par Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale (V. *Quinzaine coloniale* du 10 novembre 1912, p. 763). — La Chambre estime qu'une réglementation semblable à celle qui est appliquée en Afrique occidentale serait prématurée à Madagascar. Elle ferait diminuer immédiatement la production du caoutchouc.

La Chambre reconnaît toutefois la nécessité de faire apprécier le caoutchouc malgache sur les marchés d'Europe en empêchant,

par des sanctions, la vente des produits de qualité inférieure. Une réglementation large et tolérante devrait servir de transition entre la réglementation actuelle et celle proposée à son examen. L'administration, par tous les moyens en son pouvoir, pourrait pendant cette période transitoire, initier les indigènes aux méthodes de récolte qu'elle désire leur imposer plus tard.

MINES. — **Taxe sur l'or.** — Un arrêté du gouverneur général de Madagascar en date du 18 janvier dernier (*Officiel* du 25 janvier) fixe, pour l'année 1913, la base de calcul de la taxe de 7 0/0 *ad valorem* à percevoir sur le produit des mines d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses.

L'or extrait sera uniformément estimé 2 fr. 80 le gramme — sauf pour les périmètres miniers situés dans le district d'Ambilobe pour lesquels cette base d'évaluation sera réduite à 2 fr. 60, afin de tenir compte du titre peu élevé de l'or provenant de cette région. Cette base d'évaluation ne s'applique qu'à l'or ayant un titre inférieur à 800 millièmes. Dans les mêmes conditions, le platine et l'argent seront uniformément estimés valoir, pour le premier 5 francs le gramme, pour le second 0 fr. 08 le gramme. Pour les pierres précieuses, il est créé deux catégories suivant que ces pierres sont destinées à la joaillerie ou à l'industrie.

Pour les pierres de joaillerie, la taxe *ad valorem* de 7 0/0 sera représentée par une taxe uniforme de 10 francs le kilogramme. Pour les pierres industrielles, la taxe sera de 0 fr. 05 le kilogramme.

NAVIGATION. — **Syndicat des Chargeurs.** — Nous apprenons la formation d'un groupe des principaux chargeurs de Madagascar et dépendances, de la Réunion et des Colonies françaises de l'Océan Indien sous forme d'un syndicat régi par la loi du 21 mars 1884. Le but de cette association est l'étude de toutes les questions de transports maritimes de ou pour les colonies susnommées et la défense des intérêts des chargeurs.

Le conseil syndical est ainsi composé :

Président : M. David Levat, ingénieur civil des mines, membre du Conseil supérieur des colonies; — Vice-président : M. Maxime Darrieux, négociant-commissionnaire; — Secrétaire : M. Gaston Lethorre, industriel, importateur-exportateur ; — Trésorier : M. Léon Tardieu, administrateur-directeur de la Compagnie nossybéenne d'industries agricoles.

Membres du conseil : MM. René Haugou, négociant-commissionnaire, secrétaire général de la Chambre des négociants-commissionnaires et du Commerce extérieur; Ernest Kodesch, négociant, importateur-exportateur; Gatzert aîné, directeur général de la Société des Comores; Maurice Simon, négociant-planteur.

Secrétaire administratif : M. Auguste Michel, conseiller du Commerce extérieur de la France.

Le siège du Syndicat des Chargeurs de Madagascar est 28, rue du 4-Septembre (place de l'Opéra), Paris.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

23 *janvier.* — *Instructions* du gouverneur général de l'Indochine relatives au développement des mesures de prophylaxie en Indo-Chine.

Circulaire, en date du 18 janvier, au sujet des tournées médicales périodiques et du rôle des médecins européens et indigènes dans l'assistance médicale aux indigènes.

3 *février.* — *Arrêté* du 8 janvier portant interdiction de l'importation à destination du Yunnan des piastres métalliques françaises dites « de commerce ».

ADMINISTRATION. — **La réforme de la représentation indigène.** — On sait que le Conseil de gouvernement, au cours de sa session extraordinaire qui a eu lieu à Hué les 5, 6 et 7 février dernier, s'est rallié au projet de réforme de la représentation indigène qui lui était soumis par M. Sarraut, gouverneur général de l'Indochine.

Voici un résumé du rapport présenté au conseil à ce sujet et qui fait connaître les grandes lignes de la réforme :

1° *En Cochinchine.* — Deux solutions ont été envisagées : augmenter dans une proportion notable le nombre des conseillers indigènes qui, à l'heure actuelle, ne sont que six en face de douze Français ; ou encore substituer au conseil colonial une assemblée consultative qui s'inspirerait de l'organisation des délégations financières de l'Algérie. Cette seconde solution, toutefois, a été presque aussitôt écartée. Le régime qui a pu convenir à notre colonie de l'Afrique du Nord, où l'élément français est nombreux, n'a pas semblé convenir à la Cochinchine, où le collège électoral compte à peine quelques centaines d'agriculteurs et de commerçants. On a pensé qu'on arriverait à une représentation équitable de tous les intérêts en maintenant les divers éléments français dont se compose le conseil colonial actuel (membres élus par le suffrage universel, délégués du conseil privé, délégués élus par les Chambres de commerce et d'agriculture), et en instituant une section indigène élue par un collège électoral élargi. « Ce collège, dit le rapport de M. Sarraut, serait composé de deux délégués élus par chaque village de la circonscription, des conseillers de province, des conseillers municipaux indigènes, des propriétaires fonciers payant un chiffre déterminé d'impôts directs, des patentés au-dessus d'une certaine catégorie. » Le nombre des membres de la section française serait porté à quatorze, le nombre des membres de la section indigène serait porté à dix.

2° *Au Tonkin.* — Les membres de l'assemblée consultative, sous le régime instauré en 1908, étaient élus par moitié, par un collège électoral comprenant les seuls chefs et sous-chefs de canton, pour un quart par des mandarins qui tenaient leur nomination du protectorat, pour un autre quart par les commerçants patentés.

M. Sarraut ne conserve dans le collège électoral que les mandarins non fonctionnaires ou anciens fonctionnaires. Il y maintient les chefs et sous-chefs de canton. « Mais les chefs et sous-chefs de canton, ajoute le rapport, représentent surtout une oligarchie de notables aisés. Leurs intérêts sont généralement liés à ceux des gros propriétaires fonciers. D'autre part, comme ils ne craignent rien tant que d'être licenciés ou révoqués, ils sont, pour la plupart, dans la main des mandarins. Il paraît donc nécessaire de leur adjoindre des indigènes plus indépendants et appartenant à d'autres classes de la société. » Aussi, ajoute-t-il, à cette catégorie d'électeurs les gradués universitaires, les commerçants patentés des trois premières classes et un délégué par village, représentant les petits cultivateurs indigènes.

3° *En Annam.* — Rien n'y avait encore été fait pour la représentation indigène. On se bornera donc pour l'instant à y créer des assemblées provinciales. Aux termes de l'ordonnance royale qui vient d'être soumise à l'approbation du gouverneur général, les assemblées provinciales se composent : 1° de conseillers élus par les chefs et sous-chefs de canton en service ; 2° de notabilités indigènes recrutées parmi les propriétaires fonciers, les anciens mandarins, les gradués universitaires recommandés au choix de l'autorité supérieure par leur influence, leur loyalisme, leur dévouement aux intérêts du pays et aux institutions du protectorat. Ces notabilités indigènes sont désignées d'office par l'administration, et leur nombre ne peut, en aucun cas, dépasser le quart de la totalité des membres élus.

L'institution d'une assemblée élective, réunissant des représentants des diverses contrées du royaume, ne sera envisagée que lorsque la partie instruite de la population se sera familia-

risée avec le fonctionnement de ces assemblées provinciales consultatives.

4° *Au Cambodge.* — On sait que des conseils de résidence ont été créés en 1903, au Cambodge. Le rapport de M. Sarraut signale que cette institution a produit, en général, les résultats les plus satisfaisants. L'expérience faite a rendu facile l'organisation, au degré supérieur, de la représentation indigène dans ce pays.

L'assemblée consultative se composera de délégués de chaque conseil de résidence et d'un certain nombre de fonctionnaires désignés d'office par l'administration, après entente avec le Conseil des ministres. Seront éligibles les membres élus des conseils de résidence, les anciens membres de ces mêmes assemblées et les chefs et anciens chefs de quartier de Pnom-Penh. « Les fonctionnaires indigènes, dit le rapport, constituent au Cambodge, avec les bonzes, la classe la plus instruite de la population. D'autre part, ils ne forment pas, comme en Annam et au Tonkin, une caste puissante et redoutée pouvant, dans certaines circonstances, exercer une action directe et imposer sa volonté dans les milieux intellectuels où se manifeste leur influence. »

5° *Au Laos et à Kouang-Tchéon-Wan.* — L'unité politique indigène n'existe pas au Laos. On se bornera pour l'instant, à y créer des conseils de commissariat élus par les chefs de canton et les chefs de village, et dont les hautes autorités des principautés seront membres de droit. Ces conseils seront chargés d'être, plus tard, des représentants à la Chambre consultative du Laos.

A Kouang-Tchéou-Wan, les assemblées de notables déjà existantes désigneront les représentants appelés à siéger à une commission territoriale consultative.

Conclusion. — « Tels sont, dit en terminant M. Sarraut, les projets de réglementation que j'ai préparés, de concert avec les souverains protégés et les chefs d'administration locale, en vue de réorganiser la représentation indigène dans les pays où elle existe et de la créer dans ceux qui jusqu'à présent n'ont pas été pourvus d'institutions électives. J'ai la conviction que les modifications ou les innovations réalisées en vue d'assurer la participation effective des peuples de notre grande colonie asiatique à a direction et au maniement des affaires publiques fourniront à l'administration l'élément de collaboration qui lui est indispensable pour tenir compte des vœux et des aspirations de nos sujets et de nos protégés, et pour les associer étroitement à la gestion de leurs affaires et de leurs intérêts. »

Services agricole et forestier. — Deux décrets, en date du 12 mars, suppriment l'un, le poste d'inspecteur conseil des services agricoles et commerciaux de l'Indochine, l'autre, le poste de chef du service forestier.

Le gouverneur général pourra réglementer, par arrêté, le contrôle technique et professionnel sur les services locaux d'agriculture placés sous les ordres directs du gouverneur de la Cochinchine et des résidents supérieurs.

Les services forestiers locaux sont placés sous l'autorité du gouverneur en Cochinchine et des résidents supérieurs dans les autres pays de l'Indochine et dirigés, dans chaque pays, par un inspecteur adjoint du service forestier désigné par le gouverneur général.

ENSEIGNEMEMT. — **Le futur lycée indochinois.** — M. le gouverneur général vient d'ajourner — pour des raisons financières — le projet de construction d'un lycée indochinois à Hanoi, et de décider l'agrandissement du collège Paul-Bert.

FINANCES. — **Réalisation d'une première tranche de l'emprunt.** — Un décret du 11 mars, paru à l'*Officiel* du 12, autorise le gouvernement général de l'Indochine à réaliser, par voie d'emprunt, une somme de 50 millions à valoir sur celle de 90 millions prévue par la loi du 26 décembre 1912.

La colonie, lit-on dans l'exposé des motifs de ce décret, n'aurait aucun avantage, bien au contraire, à réaliser en une seule fois la totalité de cette somme, puisque l'exécution des travaux, si activement qu'ils soient poussés, se répartira nécessairement sur plusieurs années. Tenant compte, d'une part, des plans de campagne pour 1913 et 1914 et, d'autre part, de la situation budgétaire de la colonie, il paraît opportun et suffisant, d'accord en cela avec le gouverneur général de l'Indochine, de réaliser présentement une première tranche de 50 millions... Il convient de constater que le service d'intérêt et d'amortissement pour 1913, des obligations à émettre est, dès maintenant, largement assuré par un crédit de 2 millions inscrit, à cet effet, au chapitre premier du budget général de l'Indochine, exercice 1913, approuvé par décret du 30 décembre 1912. Quant à l'élasticité de ce budget, il suffit de rappeler qu'il s'élève au même chiffre, très sensiblement, que celui de 1912, lequel apparaît comme devant présenter à sa prochaine clôture un excédent de recettes sur les dépenses de plus de 2 millions de piastres, soit environ 5 millions de francs.

Règlement du budget général de 1910. — Un décret en date du 18 février 1913 a approuvé le compte administratif du budget général de l'Indochine pour l'exercice 1910, arrêté en conseil de gouvernement aux sommes de 38.765.662 piastres 16 en recettes et 37.783.171 piastres 88 en dépenses.

HYGIÈNE-MÉDECINE. — **La prophylaxie des maladies contagieuses.** — Le *Journal officiel* de l'Indochine en date du 23 janvier dernier, publie des instructions relatives au développement des mesures de prophylaxie en Indochine. Après des considérations générales sur l'importance de la lutte contre les maladies contagieuses, la circulaire passe au chapitre de la vaccination antivariolique et préconise l'organisation de la vaccine mobile, quitte, si le personnel médical indochinois est numériquement insuffisant, à y employer les médecins de l'assistance, directeurs des hôpitaux.

Les tournées de vaccination devront se faire à dates fixes suivant des itinéraires combinés de façon que les indigènes aient le minimum de distance à parcourir pour se rendre au centre d'opération. Une province ne sera jamais abandonnée avant d'avoir été vaccinée en son entier. Le personnel de la vaccine mobile, distinct de celui de l'assistance médicale, ne devra pas être distrait de sa mission, si ce n'est en dehors des périodes de vaccination et sera chargé, en outre, de la prophylaxie de toutes les maladies transmissibles dans « la population si intéressante des campagnes ». Il devra signaler les foyers de paludisme, lèpre, fièvre récurrente, etc., visiter les dépôts de quinine d'état, de médicaments, les dispensaires, les maternités, les écoles. Les médecins-vaccinateurs seront munis d'instruments de chirurgie et de médicaments. « Véritables médecins de brigades volantes de prophylaxie », ils donneront, au cours de leurs tournées, des consultations gratuites, des notions sur la puériculture, l'hygiène et la prophylaxie, notamment celle du trachome, cause fréquente de cécité.

En ce qui concerne le choléra, la peste, la fièvre récurrente, les médecins provinciaux devront tenir à jour la carte médicale de leur province et donner tous renseignements sur la situation sanitaire à la direction de la santé.

La circulaire signale l'importance de la déclaration immédiate des cas suspects et édicte des sanctions à l'égard des notables qui se rendraient coupables de négligences à cet égard. Elle prescrit aux administrateurs de faire connaître le rôle de l'eau

dans la propagation du choléra, des rats dans celle de la peste, des parasites dans celle de la fièvre récurrente, etc. Ce texte prévoit la collaboration que l'autorité administrative devra apporter au service médical et se termine par un appel au dévouement de tous pour cette œuvre.

Congrès de médecine tropicale. — L'Association internationale de médecine tropicale d'Extrême-Orient tiendra son troisième congrès à Saigon, du 8 au 15 novembre prochain, sous la présidence de M. le Dr Clarac, inspecteur général du service de santé des troupes coloniales, inspecteur des services médicaux de l'Indochine.

Comme aux précédents congrès, à Manille en 1910, à Hongkong en 1912, une exposition spéciale de pharmacie, d'instruments de chirurgie, d'hygiène, sera organisée durant les assises du congrès.

M. Sarraut, gouverneur général de l'Indochine, qui a accordé son patronage à l'œuvre, présidera la séance d'ouverture du congrès.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

23 *janvier.* — *Arrêté* du 16 janvier rendant exécutoire en Annam les deux ordonnances royales du 10 décembre 1912, l'une portant modification de certains grades d'emplois civils et militaires, l'autre relative au mode de recrutement des agents inférieurs du gouvernement annamite.

Arrêté du 16 janvier portant prélèvement d'une somme de 170 000 piastres sur le fonds de réserve de l'Annam pour parer aux dégâts des typhons du mois de novembre 1912.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

23 *janvier.* — *Arrêté* du 17 janvier portant réorganisation de l'École de médecine de Hanoi.

Arrêté portant réorganisation du personnel de la police municipale des villes de Hanoi et de Haiphong.

OCÉANIE

Etablissements français de l'Océanie. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de la colonie.*

2 *janvier.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie le décret du 7 octobre 1912 portant suppression du Conseil privé et réorganisation du Conseil d'administration.

9 *janvier.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie le décret du 6 novembre 1912 fixant la composition nouvelle du Conseil du contentieux administratif.

23 *janvier.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie le décret du 3 décembre 1912 fixant à 20.000 kilogrammes la quantité de vanilles originaires de la colonie admises en France au régime de faveur établi par le décret du 30 juin 1892.

Arrêté promulguant dans la colonie la loi du 9 novembre 1912, modifiant l'article 340 du code civil au sujet de la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle.

COMMERCE. — **Mouvement du commerce des Établissements français de l'Océanie pendant le 3e trimestre de l'année 1912.** — Pendant le 3e trimestre de l'année 1912, le commerce total s'est élevé à 3.059.380 francs. Les importations ont atteint 1.769.329 fr. dont 72.644 francs avec la France et 1.696.685 avec l'étranger, et les exportations 1.290.051 francs, dont 15.914 francs avec la France et 1.274.133 avec l'étranger.

Les principaux articles importés sont :

Farine de froment, 234.403 fr. ; tissus, 215.307 fr. ; bois brut, 85.890 fr. ; bois raboté, 78.900 fr. ; riz en grains, 60.720 fr. ; saumon en boîtes, 51.207 fr. ; beurre salé, 40.645 fr. ; savons ordinaires, 31.317 fr. ; chaussures, 30.341 fr. ; vins rouges en fûts, 13.876 fr.

Les principaux articles exportés sont :

Vanille, 685.428 fr. ; coprah, 319.296 fr. ; phosphates, 140.280 fr. ; nacre, 23.387 fr. ; cocos secs, 27.231 fr.

La hausse sensible de la vanille Tahiti a contribué à porter les indigènes à délaisser quelque peu la préparation du coprah.

Nouvelle-Calédonie. — COMMERCE. — **Exportations de café.** — Les exportations de café de Nouvelle-Calédonie pendant les quatre dernières années se présentent comme suit :

	Kilogrammes	Valeur
Pour 1909.....	461.320	715.972
— 1910.....	548.296	850.237
— 1911.....	649.113	1.279.745
— 1912.....	376.053	864.921

Exportations de minerais. — Il a été exporté de Nouvelle-Calédonie, pendant le mois de novembre 1912, 6.254 tonnes de minerais de nickel et 2.791 tonnes de minerai de chrome, — ce qui porte les quantités exportées pendant les onze premier mois de 1912 à 69.339 tonnes pour le nickel et à 43.780 tonnes pour le chrome.

Réglementation de la vente du pétrole. — Le *Journal officiel* du 13 mars 1913 publie un décret du 5 mars 1913, rendant applicable à la Nouvelle-Calédonie les décrets des 12 juillet 1881, 20 mars 1885 et 29 décembre 1910 qui modifient le décret du 19 mai 1873 relatif à la vente du pétrole et de ses dérivés.

FINANCES. — **Règlement de l'exercice 1911.** — L'exercice financier de la Nouvelle-Calédonie pour 1911 s'est traduit par un excédent de recettes de 415.832 francs.

Cette somme a été versée à la caisse de réserve de la colonie.

Le budget de la Nouvelle-Calédonie pour 1913 a été arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 4.312.621 francs.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

PARIS A LONDRES

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La compagnie organise avec le concours de l'Agence des voyages modernes, les excursions suivantes :

1° *La Corse, en automobile.*

Départs de Paris, les 17 mars, 15 avril et 5 mai 1913.

Durée de l'excursion : 13 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 690 fr., 2e cl. 640 francs.

2° *Italie.*

Départ de Paris, le 20 mars 1913.

Durée de l'excursion : 20 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 765 fr., 2e cl. 655 francs.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence des voyages modernes, 4, avenue de l'Opéra, à Paris.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages en Espagne et au Maroc.

A l'occasion de la Semaine Sainte, des Fêtes de Pâques à Madrid et de la Foire de Séville, ainsi que des nombreuses fêtes qui ont lieu au printemps en Espagne, la Compagnie d'Orléans délivrera du 8 mars au 15 mai, au départ de Paris et de toutes les gares et stations de son réseau, des billets spéciaux de 1re et 2e classes, à prix très réduits, permettant d'atteindre Madrid, Cordoue, Séville, Cadix, Grenade, Malaga et Algésiras et comportant dix itinéraires différents.

Exemples :

1er itinéraire. — Paris à Madrid et retour : 1re cl. 180 fr, 2e cl. 129 francs.

2e itinéraire. — Paris à Séville et retour : 1re cl. 250 fr., 2e cl. 183 francs.

5e itinéraire. — Paris à Algésiras et retour : 1re cl. 286 fr., 2e cl. 209 francs.

9e itinéraire. — Paris à Séville, Grenade, Baeza, Madrid et retour : 1re cl. 276 fr., 2e cl., 202 francs.

Validité pour le retour jusqu'au 30 juin 1913, dernière date pour l'arrivée du voyageur à son point de départ. Faculté d'arrêt : en France, à Bordeaux, Bayonne et Hendaye ; en Espagne à tous les points du parcours.

Les voyageurs trouveront à Madrid des billets d'aller et retour à prix très réduits leur permettant de visiter l'Escurial, Avila, Ségovie, Tolède, Aranjuez et Guadalajara.

Excursions en Andalousie, à Gibraltar et au Maroc.

Du 8 mars au 25 mai, les voyageurs trouveront à Cordoue et à Séville des billets d'excursion à prix très réduits valables 30 jours, avec arrêts facultatifs, pour Xérès, Cadix et Grenade et retour à Séville ou Cordoue, ainsi que pour Gibraltar.

Services rapides quotidiens par trains rapides et trains de luxe, notamment :

Sud-express quotidien entre Paris et Madrid ;

Andalousie-express quotidien entre Madrid et Séville pendant les mois de mars et avril.

Maroc-express, service rapide bi-hebdomadaire pour Algésiras et Gibraltar, traversée d'Algésiras à Tanger en 2 h. 1/2 environ.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON
ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le dimanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'État (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr. ; 2e cl. : 20 fr. ; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

L'Orient et l'Egypte, via Marseille.

Billets simples, valables 45 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M., et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes, Fraissinet et Paquet pour l'un quelconque des ports ci-après : Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, Le Pirée, Smyrne, Jaffa, Port-Saïd, Batoum, Salonique, Odessa, Samsoun, etc...

Billets d'aller et retour, valables 120 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M. et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes et Paquet pour certains des ports indiqués ci-dessus.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Le trajet de Paris à Marseille peut être effectué par la Bourgogne ou le Bourbonnais.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). Consulter le livret-guide-horaire P.-L.-M. en vente dans les gares : 0 fr. 60. (10-12)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1782
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { **Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

NOUVEAU CIRQUE

251, *rue Saint-Honoré*, 251.

A 8 h. 1/2 opérette « *Dix millions de Dot* » : Emilienne Franville, Blon-Dhin, Carlozea, Henri Albano, Nazol, etc...

Il faut savoir gré à M. Charles Debray, l'avisé directeur du Nouveau Cirque, de nous avoir présenté un spectacle aussi inédit, gai, spirituel et luxueux comme est l'opérette comique et nautique *Dix millions de Dot*, due à la collaboration de Mme Emile Codey — depuis les *Eclaireuses* de Maurice Donnay, le féminisme a déjà fait du progrès. — Musique de M. H. Siabel.

Le triomphe qu'a obtenu *Dix millions de Dot*, est la meilleure consécration d'un succès qui s'annonce formidable.

Mercredis, jeudis, dimanches et fêtes, matinée à 2 h. 1/2.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai-d'Orsay, et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quelimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : (a) des billets simples, 4 mois ; (b) des billets d'aller et retour, 1 an ; faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt, tant en France qu'en Espagne et en Portugal, à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay ; en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de navigation.

(22-10-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s. ; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

RÉSEAU DU MIDI

Le livret-guide illustré de la Compagnie des chemins de fer du Midi renferme avec cent cinquante gravures, la description complète de la région pittoresque et variée de la Côte Basque, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Hendaye, et des stations thermales et climatériques des Pyrénées.

Le texte de cette publication contient, en outre, la nouvelle marche des trains, des cartes régionales, le plan des principales villes, les renseignements généraux sur les voyages dans le Midi, etc.

Se trouve dans les bibliothèques des gares du Midi et de l'Orléans.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)
Pnom-Penh (Cambodge)
Battambang (Cambodge)
Haiphong (Tonkin)
Hanoi (Tonkin)
Tourane (Annam)
Pondichéry (Inde française)
Singapore (Presq. Malacca)
Djibouti (Côte des Somalis)
Hong-Kong (Chine)
Canton (Chine)
Shanghai (Chine)
Hankéou (Chine)
Pékin (Chine)
Tien Tsin (Chine)
Bangkok (Siam)
Papeete (Thaïti)
Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs.
Durée : 30 jours avec faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs.
Durée : 15 jours sans faculté de prolongation.
Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.
Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.
Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :
65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne
Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.
Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.
Il est délivré, en même temps que le billet circulaire; un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.
La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'hiver aux Plages nantaises.

Les Plages nantaises si fréquentées l'été sont aussi de délicieux séjours d'hiver par la douceur de leur climat.

En vue de faciliter l'hivernage dans ces stations, la Compagnie d'Orléans délivre à titre d'essai, jusqu'au mercredi précédant la fête des Rameaux 1913, aux familles d'au moins trois personnes, des billets d'aller et retour collectifs à prix réduits dits « billets d'hivernage ».

Ces billets sont délivrés sous condition d'un parcours d'au moins 150 kilomètres (aller et retour) de toute gare du réseau d'Orléans pour les stations comprises entre Pornichet (inclus) et le Croisic (inclus).

Leur validité est de deux mois, non compris le jour du départ, avec faculté de prolongation d'un mois moyennant un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Trains rapides et express de jour et de nuit, voitures directes 1re, 2e et 3e classes, compartiments-couchettes, wagons-restaurant.

(22-10-42)

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Transformation de la **BANQUE DU SÉNÉGAL**
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.
Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.
2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong.
3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.
4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.
5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.
6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par les paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	28 mars, 11-26 avril à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	21 mars, 4 et 18 avril à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	3 et 17 avril. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Tréhizonde et Batoum (1)	15 et 29 mars, 12 avril à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	22 mars, 5 et 19 avril à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	2 avril à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghaï, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	23 mars, 6 et 20 avril à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.	20 mars, 3 avril à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	17 avril à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghaï, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique**.

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à MAISMES
LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à PARIS
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR



CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

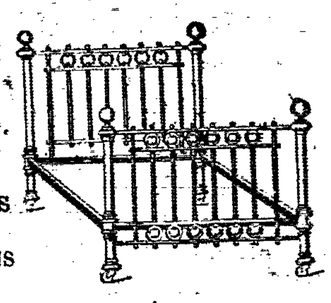
Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-13)

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites, Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

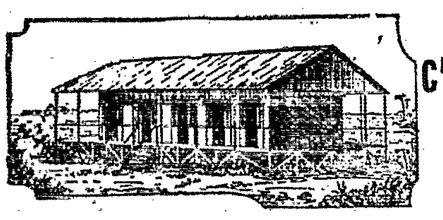
Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées,
et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
C^IE **DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES**
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANCAISE

Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie

Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.	*Courcelle-Seneuil*,	PRÉSIDENT
	Maurice Gorgeu	VICE-PRÉSIDENTS
	A. Couturier	
	Ch. Peyrissac	AD. DÉLÉGUÉ
	H. Saule	ADMINISTRATEUR
	E. Guignard	—
	Léon Peyrissac	—

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, **GRAND PRIX**)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES,
à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES,
FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 AVRIL 1913. — N° 7.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE RAPPORT SUR L'EMPRUNT DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE..... 233

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :

Le projet d'emprunt marocain..... 234
Les crédits et les effectifs marocains..... 235
La question de Fédhala..... 236
L'affaire de l'Ouenza se terminera-t-elle par un procès? 236
Projet de réforme du régime municipal algérien..... 236
Un combat en Mauritanie..... 237
Le renouvellement du privilège des banques des vieilles colonies..... 237

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 237
Possessions britanniques..... 240

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Le Maroc fécond. — JACQUES ANGEL..... 242

V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 245

VI. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 246

VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 250

LE RAPPORT
sur l'emprunt de l'Afrique occidentale française

La Chambre des députés est enfin en possession du rapport de sa commission des affaires extérieures et coloniales sur le nouvel emprunt de l'Afrique occidentale française. Nous avons, à diverses reprises, insisté sur les inconvénients des retards apportés à l'autorisation de cet emprunt. Le rapport parlementaire lui-même souligne les lenteurs de la procédure quand il rappelle (page 15) que le programme des travaux à couvrir par l'emprunt, a été présenté par M. W. Ponty dans la session du conseil de gouvernement de juin 1911. Le même programme avait fait l'objet d'un rapport d'ensemble, très étudié et très motivé, de M. Mouneyres, depuis inspecteur général des travaux publics de la colonie, et qui est un fonctionnaire d'une grande compétence et d'une rare conscience, dit le rapporteur. Le conseil de gouvernement, ajoute-t-il, a adopté, à l'unanimité, le projet d'emprunt dans la séance du 21 juin 1911.

Il semble qu'après cette préparation, qu'on veut bien reconnaître consciencieuse, et après les utilisations si bonnes que l'Afrique occidentale française a faites de ses précédents emprunts, on pouvait faire diligence et un délai d'un an, à partir de juin 1911, était largement suffisant pour mener l'affaire à bien. Malheureusement il n'en a pas été ainsi et nous voici au début d'avril 1913 avec un Parlement qui ne reviendra de vacances qu'en mai, aussi l'emprunt a-t-il encore plusieurs mois à attendre. S'il est voté à la Chambre et au Sénat avant les vacances de juillet, il faudra s'estimer heureux.

Il faudrait qu'on n'eût plus dans l'avenir à se plaindre de pareils retards, et tous ceux qui ont à s'occuper de telles questions devraient faire toute diligence, d'autant mieux que faire rapidement n'est pas nécessairement faire mal, bien au contraire. Le jeune rapporteur de l'emprunt, M. Pierre Goujon, explique qu'il a dû attendre certains documents. « Nous allions, écrit-il (page 57), donner le bon à tirer de ce rapport lorsque des faits nouveaux ont été portés à notre connaissance qui nous ont obligé à modifier profondément la rédaction de la partie relative à l'accès maritime de la Côte d'Ivoire. » Les conclusions des missions Aron et Renaud ne lui ont été communiquées qu'à la date du 8 mars 1913.

Or, le rapport de M. Renaud est daté de Dakar le 2 décembre 1912, et c'est par câblogramme du même jour que M. Ponty a fait connaître au ministre des Colonies qu'il donnait son adhésion aux conclusions de ce rapport. Du 12 décembre au 8 mars, il y a là un retard qui semble imputable à l'administration centrale. Mais nous n'avons pas à rechercher les responsabilités d'un retard dont la colonie va souffrir, nous ne pouvons que nous borner à le constater et à le regretter en souhaitant qu'on fasse mieux une autre fois.

Ce rapport parlementaire donne toute satisfaction à la colonie; il lui accorde même plus qu'elle ne demandait. D'après le projet élaboré par M. Ponty et adopté par le gouvernement, le montant de l'emprunt devait être de 150 millions, la commission lui en accorde 160. Les 10 millions ajoutés l'ont été à la demande de M. Carpot, député du Sénégal, pour l'amélioration de l'embouchure du Sénégal par la stabilisation de la barre. Ces 10 millions s'ajoutent aux 10 autres que le projet primitif consacrait à des travaux de port, à raison de 6 pour des perfectionnements au port de Dakar, de 3 pour celui de Conakry et de 1 pour des études de ports à la Côte d'Ivoire.

Sur 160 millions, 20 seulement sont attribués à des travaux maritimes; les 140 autres doivent servir à l'extension du réseau ferré de l'Afrique occidentale. On sait que M. Roume a préconisé qu'il fallait en cette colonie avoir pour programme : des chemins de fer et toujours des chemins de fer. C'est qu'en effet, la façon dont cette colonie est bâtie, les appelle. Bien des régions fort éloignées de la mer, sont parmi les plus peuplées et les plus riches. Or, les voies d'eau qui les desservent ne se dirigent vers la mer qu'en empruntant le chemin des écoliers et en cherchant les passages les plus difficiles. Les grands fleuves africains ne se prêtent pas sur l'ensemble de leur parcours à une exploitation vraiment commerciale. Aussi les chemins de fer s'imposent-ils et justifient-ils presque aussitôt après leur construction, leur utilité. Ils sont sans concurrents.

Les lignes de pénétration ont eu, en 1911, des recettes brutes de 4.600 francs par kilomètre pour le Kayes-Niger, de 7.600 pour le chemin de fer de la Guinée, de plus de 5.000 pour celui de la Côte d'Ivoire, de 4.000 pour celui du Dahomey; les frais d'exploitation oscillant entre 3.000 et 4.000 francs le kilomètre, toutes les lignes laissent un bénéfice appréciable, d'autant que le prix de construction reste généralement au-dessous de 400.000 francs le kilomètre. Avec un peu de temps, il semble y avoir des chances pour que la plupart de ces chemins de fer puissent entièrement couvrir l'intérêt de leur capital d'établissement.

Les 140 millions de francs du nouvel emprunt consacrés aux voies ferrées seront ainsi répartis :

	Francs
Achèvement du chemin de fer de Thiès à Kayes.	25.000.000
Assainissement et assistance médicale indigène au Sénégal. Etudes et travaux complémentaires en vue de l'installation de centres d'assistance médicale, de l'assainissement des escales de la ligne de Thiès-Kayes et de l'aménagement de l'hôpital indigène de Dakar.	250.000
Construction du chemin de fer de Bamako à Bougouni.	15.250.000
Prolongement du chemin de fer de la Guinée de Kankan vers Beyla.	25.000.000
Prolongement du chemin de fer de la côte d'Ivoire de Bouaké vers la Comoé et embranchement de Dimbroko vers Daloa.	44.000.000
Prolongement du chemin de fer du Dahomey : de Savé vers Djougou, par Parakou. Construction de la ligne de Grand-Popo vers Lokossa avec raccordement à la ligne de Cotonou à Segboroué. Construction de la ligne de Porto-Novo à Cotonou.	30.500.000
Total.	140.000.000

Quand un pays doit emprunter, il convient de se demander s'il est en mesure de faire face à l'intérêt et à l'amortissement des sommes qu'il va emprunter. Cet examen est très favorable pour l'Afrique occidentale française. Ce pays a fait des progrès magnifiques et ses finances sont en une brillante situation.

Cet emprunt de 160 millions va s'ajouter aux emprunts de 65, 100 et 14 millions contractés en 1903, 1907 et 1910, et va porter la dette de la colonie à 339 millions. L'annuité inscrite au budget pour en couvrir l'intérêt et l'amortissement, devra passer de 7.844.000 francs aux environs de 15 millions; mais c'est là un effort que le pays peut faire.

Les recettes des douanes, suivant l'essor commercial (le commerce extérieur a été de 269 millions en 1911 contre 131 en 1901), se sont élevées de 9.808.000 francs en 1900 à 23.940.000 francs en 1911. L'augmentation moyenne est de 1.300.000 francs par an et de 1.700.000 pour chacune des six dernières années. Les caisses de réserve contiennent près de 23 millions de francs, etc... Tous les indices économiques sont favorables et une crise viendrait-elle, ce qui est possible, que ce pays est en mesure de la supporter sans modifier ses engagements.

Les dépenses que préconise le projet d'emprunt, sont d'ailleurs de celles qui doivent favoriser encore l'essor de ces dernières années. C'est grâce aux chemins de fer que l'Afrique occidentale s'est développée, les lignes nouvelles ou les compléments de lignes dont elle sera dotée, l'aideront à poursuivre dans cette voie. Aussi faut-il que le plus promptement possible le projet rapporté par M. Pierre Goujon devienne loi.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Le projet d'emprunt marocain. — Le gouvernement a déposé au Parlement le projet de loi autorisant le gouvernement marocain à contracter un emprunt. Cet emprunt sera de 230 millions. De ces 230 millions il est fait deux parts bien distinctes.

La première est destinée à liquider les dettes du makhzen : 25 millions pour dettes diverses, 70 millions pour le remboursement à la France de dépenses militaires qui a été prévu par

l'accord du 31 mars 1910; soit en tout 95 millions qui ne serviront en rien à améliorer la situation actuelle du pays.

La seconde partie recevra les affectations suivantes :

Indemnités aux victimes des événements de Fez, de Marrakech, etc.		10.000.000
Travaux du port de Casablanca		50.000.000
Travaux de routes au Maroc		26.250.000
Installation des services publics		15.000.000
Construction d'hôpitaux et de dispensaires	10.000.000	
Construction d'écoles, de collèges, de bâtiments divers pour l'instruction publique	10.000.000	
De lignes et de postes télégraphiques et téléphoniques, de bureaux postaux ou télégraphiques	5.000.000	
	25.000.000	25.000.000
Premières dépenses nécessitées par la mise en valeur des forêts du Maroc	2.000.000	
Irrigations et champs d'essai	500.000	
Exécution de la carte du Maroc	500.000	
Premiers travaux d'exécution du cadastre	2.500.000	
	5.500.000	5.500.000
Subvention aux villes du Maroc pour travaux		3.250.000
Total		230.000.000

Le budget du Maroc, qui a été établi pour l'exercice 1913, se monte à 13 millions et demi de francs. On voit que s'il devait payer l'annuité d'un emprunt de 230 millions, surtout au taux où est aujourd'hui l'argent, il serait absorbé presque en entier. On ne peut donc songer à lui imposer une pareille charge. Il est entendu que la métropole prendra cette annuité à son compte, jusqu'au moment où les recettes brutes du protectorat atteindront 20 millions de francs.

Quelques-unes des affectations ci-dessus appellent des observations.

C'est le troisième emprunt que le Maroc va contracter. Les deux premiers ont été contractés pour payer les dettes du makhzen. Et dans le troisième qui va se faire, il y a encore 25 millions pour la même rubrique. Cela veut dire qu'après avoir apuré sa situation, le makhzen imprévoyant et inconsidéré recommence, il retourne chez les usuriers. Qu'est-ce qui nous garantit qu'après ce troisième emprunt il ne recommencera pas encore? N'y aurait-il pas lieu de prendre au Maroc la même précaution qu'en Tunisie? En Tunisie, aucun acte du bey n'est valable s'il n'est revêtu du contre-seing du résident général et publié au *Journal officiel*. S'il en était de même pour le sultan du Maroc, nous ne serions pas exposés à avoir si fréquemment à liquider des dettes contractées à notre insu.

2.500.000 francs sont prévus pour les premiers travaux d'un cadastre. Cette dépense a causé quelque étonnement. L'exposé des motifs du projet de loi explique que le plan cadastral du Maroc pourrait être donné à l'entreprise, au prix moyen de 20 francs l'hectare, ce qui fait qu'en cinq ans, avec 2 millions 500.000 francs, on pourrait lever le plan de 25.000 hectares. A-t-on songé que la superficie des terres cultivables au Maroc est évaluée à 200.000 kilomètres carrés? Au taux de 20 francs l'hectare, c'est donc une dépense de 400 millions qu'on engage; il est vrai qu'à raison de 500.000 francs par an, le travail exigera 800 ans! Là, encore, pourquoi le Maroc ne s'inspirerait-il pas de ce qui s'est fait en Tunisie, dont la loi foncière fait l'admiration de tous les spécialistes et qui a été imitée dans plusieurs de nos colonies? Cette loi, au lieu d'entreprendre un cadastre général chimérique, n'oblige à un arpentage exact que les domaines dont les propriétaires demandent l'immatriculation. Une partie des frais de levée de plans est laissée aux intéressés, ce qui déchargerait d'autant ce pauvre budget marocain qui est destiné à se solder longtemps encore en déficit. Enfin, le cadastre est simplifié et tombe à 1 fr. 50 par hectare quand les domaines sont un peu étendus. Comment peut-on songer à demander 20 francs pour le mesurage d'un hectare dans un pays où il n'en vaut pas encore 100?

On remarquera que rien n'est prévu pour les voies ferrées dans le programme de cet emprunt. Le gouvernement, en effet, s'est arrêté à la solution qui consiste à les faire construire par des compagnies concessionnaires. C'est le principe suivant lequel ont été construits les chemins de fer de la métropole et ceux de l'Algérie. Pour notre compte, nous le trouvons excellent, même en dehors des circonstances qui nous contraignent impérieusement de l'adopter au Maroc.

Les crédits et les effectifs marocains. — Avant de se séparer, la Chambre et le Sénat ont voté un crédit supplémentaire de 133.677.362 francs destiné à liquider nos frais au Maroc pour 1912. Le rapport présenté à ce sujet à la Chambre contient des chiffres intéressants.

On y voit d'abord ce que le Maroc nous a coûté jusqu'à présent. Au 31 décembre dernier, nos dépenses d'occupation se montaient à 273.768.450 francs qui se répartissent ainsi :

En 1907	10.542.808 francs
En 1908	38.198.876 —
En 1909	16.711.025 —
En 1910	11.775.484 —
En 1911	63.062.895 —
En 1912	133.477.362 —

Le rapport nous apprend ensuite que nos effectifs présents au Maroc s'élevaient le mois dernier à 62.153 hommes de l'armée de terre et à 1.330 marins.

Les hommes de l'armée de terre se décomposent, par armes, de la manière suivante :

I. *Troupes métropolitaines.*

Militaires prélevés sur les corps de France	3.462
Militaires prélevés sur les corps européens d'Algérie et de Tunisie	20.285
Militaires indigènes prélevés sur l'Algérie	14.956
Militaires indigènes prélevés sur la Tunisie	4.968
Militaires indigènes prélevés au Maroc	3.318

II. *Troupes coloniales.*

Troupes blanches	7.708
Troupes sénégalaises	7.456

La Chambre et le Sénat se sont étonnés que les dépenses militaires pour le Maroc se présentassent ainsi sous la forme de crédits supplémentaires demandés en fin d'exercice. Le gouvernement leur a promis qu'à l'avenir il serait fait des prévisions régulières pour cet objet dans le budget ordinaire. C'est un crédit

qu'il faut s'attendre à voir figurer dans nos dépenses pendant quelques années. On s'en rend compte aujourd'hui : la plaine marocaine habituée à obéir au sultan est facile à soumettre ; mais il faudra du temps et de la patience pour réduire les montagnards berbères de l'Atlas qui ont toujours été jusqu'ici indépendants.

Au Sénat, M. Gaudin de Villaine a montré quelque impatience sur ce sujet, s'est plaint qu'on ne fît pas l'expédition de Taza et a déclaré que pour conquérir le Maroc il faudrait 150.000 à 200.000 hommes. Le ministre de la guerre, M. Etienne, lui a sagement répondu que la pénétration doit s'opérer lentement. La marche sur Taza se fera le jour où le résident général la reconnaîtra facile.

La question de Fédhala. — On sait que les premiers travaux du port de Casablanca se montant à 40 millions devaient être adjugés le 25 mars dernier. On apprendra avec plaisir que l'adjudicataire est une maison française.

Mais on sait aussi que ces travaux seront fort longs. La nature n'a rien fait pour Casablanca ; il y faudra créer le port de toute pièce à l'aide de jetées construites en pleine mer, et l'on s'attend à ce que la grande houle de l'Atlantique, qui a une force énorme, bouscule plus d'une fois les travaux avant qu'ils soient terminés et donne des déboires aux constructeurs. Quand le port de Casablanca sera-t-il utilisable? Nul ne saurait le dire. Et en attendant durera la situation que nous avons déjà signalée plusieurs fois : pendant quatre mois d'hiver, le gros temps rend les débarquements souvent impossibles ; le cas est fréquent de bateaux obligés de rester sur rade pendant dix, quinze jours et même plus sans pouvoir décharger. Tout le monde cherche s'il n'y aurait pas un remède provisoire à cette difficulté. Nous avons dit qu'on va en essayer un à Casablanca même, en commençant par construire à l'intérieur de ce qui sera le grand port deux petits ports pour les barcasses.

Une autre solution donne lieu à beaucoup de polémiques en ce moment. A 24 kilomètres au nord de Casablanca existe sur la côte une anse que deux rochers abritent contre les vents du Sud et de l'Ouest. On y peut encore débarquer alors que Casablanca est inabordable. Si on y construisait un petit môle pour le défendre des vents du Nord et si on en draguait le fond, on aurait un petit port d'environ 13 hectares où les bateaux calant 6 m. 50 pourraient aborder en tout temps. On dit que des particuliers songent à construire ce port à leurs frais, en se récupérant sur la revente des terrains qui bordent l'anse et qu'ils ont achetés.

Mais un port ne peut être ouvert à l'exploitation que par un acte du gouvernement. Or, d'une part, le commerce de Casablanca proteste énergiquement contre un projet qui lui créerait une concurrence dans son voisinage. D'autre part le service de la dette marocaine qui est chargé de la perception des droits de douane ne se soucie pas beaucoup d'augmenter son personnel pour une opération qui n'augmentera pas ses recettes.

Cependant, si l'anse de Fédhala présente les avantages que l'on dit, si des particuliers s'offrent à l'aménager sans demander aucun concours à l'Etat, ni les résistances de Casablanca, ni celles du service de la dette ne semblent des raisons suffisantes pour priver la côte marocaine d'un moyen de débarquement qui lui fait pour le moment défaut à un si haut point.

L'affaire de l'Ouenza se terminera-t-elle par un procès? — En rentrant à Alger, le 25 mars dernier, le gouverneur de l'Algérie a donné à la *Dépêche algérienne* une interview qui a eu du retentissement. On sait que le Conseil d'Etat, appelé à donner son avis sur le contrat passé entre l'Algérie et une Société d'étude, donnant à celle-ci la concession des gisements de fer de l'Ouenza et la construction d'un chemin de fer destiné à porter les minerais au port de Bône, avait déclaré que, si dans un délai de cinq ans la Société d'étude n'avait pas pu obtenir du Parlement la concession de son chemin de fer, elle serait déchue de ses droits. Ce délai est expiré le 10 avril courant.

Le gouverneur général a expliqué au rédacteur de la *Dépêche* comment la question se pose maintenant.

La Société d'étude a interrogé des jurisconsultes, et forte de leur consultation, elle entend démontrer, le code en main, que la validité de son contrat survit à l'expiration du délai fixé au 10 avril 1913. A son avis, le Conseil d'Etat aurait excédé ses droits ; il lui appartenait d'approuver ou de repousser les propositions qui lui étaient soumises ; mais il n'avait pas qualité pour modifier les clauses arrêtées d'un commun accord entre les contractants. La société d'étude soutient encore qu'en retirant le projet de loi qui proposait d'évacuer sur Bizerte une partie des minerais de l'Ouenza, le gouvernement a porté atteinte au droit d'exploiter à sa guise le gisement et d'en transporter les produits où bon lui semblait. Cette atteinte, dit-elle, mérite un dédommagement. Et ce dédommagement, elle l'exige sous forme de prolongation du délai expiré.

De son côté, le gouverneur général a interrogé un jurisconsulte. Il lui a demandé si l'Algérie se trouve déliée de tout engagement envers la Société d'étude, si elle est redevenue maîtresse du gisement de l'Ouenza et si elle est libre de le concéder à nouveau à qui bon lui semblera et aux conditions qui lui paraîtront le plus avantageuses.

Ce jurisconsulte n'a pas encore fait connaître son avis. Si cet avis est que la colonie est maintenant libre, les assemblées algériennes seront immédiatement saisies. Elles auront à choisir entre les nombreuses combinaisons qui s'offrent à elles. Elles auront à décider notamment si la colonie a intérêt à concéder le gisement et la construction de la voie ferrée à un seul groupe ; ou bien, si, se bornant à concéder le gisement à une des sociétés candidates, elle aurait avantage à construire elle-même la voie ferrée ou à utiliser les voies existantes en les améliorant.

En tout cas, l'avis du jurisconsulte consulté par le gouverneur général ne tranchera pas le litige. Il est infiniment probable que la Société d'étude portera l'affaire devant les tribunaux. L'Algérie va avoir un procès formidable sur les bras. Tel est maintenant le résultat fatal des lenteurs du Parlement.

Projet de réforme du régime municipal algérien. — On s'attend à ce que, à propos du débat sur les pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes, il se produise dans le Parlement des interventions nombreuses et puissantes en faveur de l'adoucissement du régime auquel les indigènes sont actuellement soumis. M. Albin Rozet, on le sait, a déposé un projet de loi supprimant complètement ces pouvoirs des administrateurs et le pouvoir d'internement par mesure administrative dont dispose actuellement le gouverneur général. D'autre part, une délégation indigène est venue apporter l'été dernier à Paris une pétition exposant les réformes que souhaitent nos sujets, et ces réformes le gouvernement a promis de les exami-

ner avec le désir de les réaliser. Mais plusieurs ministères se sont succédé depuis cette époque, et il semble que les uns et les autres ont été fortement embarrassés en présence de ce grave problème algérien. Quatre fois déjà ils ont fait remettre la discussion, ce qui était un moyen d'ajourner la question, mais n'était pas un moyen de la résoudre. Elle reste donc en suspens.

Dans l'interview qu'il a donnée à la *Dépêche algérienne*, M. Lutaud a raconté qu'il avait proposé un certain nombre de réformes à M. Briand qui les avait acceptées, et qu'il espère les voir bientôt consacrées par un décret.

Ces réformes consisteraient : 1° à exempter de l'indigénat les musulmans lettrés ayant un diplôme de l'enseignement, les anciens militaires et les titulaires de récompenses honorifiques ; 2° d'étendre l'électorat à titre indigène à tous ceux qui seraient ainsi dispensés du code de l'indigénat ; 3° à augmenter le nombre des représentants indigènes dans les conseils municipaux ; ces conseils au lieu d'en compter seulement de 2 à 6 comme maintenant, en compteraient désormais de 3 à 12. Le conseil municipal d'Alger, par exemple, en compterait 12 ; 4° à reconstituer les djemaâ qui auraient comme par le passé, la faculté de disposer des fonds des douars (les douars sont des agglomérations indigènes ; les djemaâ sont des conseils nommés par le préfet pour les administrer ; les fonds de douars sont les revenus que les douars se font par l'association de leurs communaux) ; 5° à retirer aux conseils municipaux la capacité de décider la construction des écoles indigènes et à la donner au gouverneur général, ce qui ôterait aux municipalités qui sont hostiles à l'enseignement indigène la possibilité de s'opposer à la création des écoles.

Dès que ce projet a été connu, le conseil municipal s'est rassemblé : 25 conseillers français et 5 conseillers indigènes étaient présents. Après une discussion très vive où les conseillers indigènes ont vainement demandé que la question fût renvoyée à une commission pour qu'elle pût être étudiée avec soin, les conseillers municipaux français ont été unanimes à voter un vœu demandant qu'il ne fût rien changé à la législation existante.

Cet incident fait prévoir qu'il ne sera pas apporté en Algérie des modifications à la condition des indigènes sans une forte résistance des colons.

Un combat en Mauritanie. — Le 3 avril, le conseil des ministres a pris connaissance d'une dépêche annonçant un engagement assez vif en Mauritanie. Le 10 mars, la colonne du lieutenant-colonel Mouret, commandant militaire en Mauritanie, fut attaquée par un rezzou estimé à 500 fusils ; elle n'en avait que 350.

Après un combat très violent, le rezzou, composé de dissidents marocains fanatisés, le frère de El Heiba fut mis en complète déroute et dispersé ; il abandonna sur le terrain de la lutte 45 cadavres, des armes et des munitions nombreuses, et emporta un chiffre considérable de blessés ; plusieurs personnages marquants seraient parmi les morts.

Le détachement, après avoir exécuté, avec une partie de son effectif, la poursuite de l'ennemi en fuite, a repris sa marche vers le sud et est arrivé à Tézadit le 18 mars.

Malheureusement, nous avons eu à déplorer la perte de 2 officiers, le capitaine Gerhardt et le lieutenant Morello, et 22 indigènes tués, 1 officier, 1 sous-officier européen et 35 indigènes ont été blessés.

Déjà, en janvier dernier, nous avions eu un poste attaqué et c'est précisément de la pointe qu'il avait faite dans la direction du nord pour nous venger de cette attaque que revenait le colonel Mouret quand il a eu à se défendre le 10 mars.

Ces incidents sont la conséquence de notre action au Maroc. Les fanatiques marocains cherchent en Mauritanie une compensation aux échecs subis dans la région de Marakech. Aussi les autorités de l'Afrique occidentale française vont-elles prendre toutes les mesures utiles pour que la sécurité intérieure de la Mauritanie reste assurée dans le cas d'incursion possible de nouveaux rezzou venant du Nord.

Le renouvellement du privilège des banques des vieilles colonies. — Le *Journal officiel* a publié le 4 mars la réponse suivante du ministre des colonies à une question écrite qui lui avait été posée :

« Le département des colonies n'a pas l'intention de renouveler le privilège des banques des colonies (des Antilles, de la Guyane et de la Réunion. Conformément aux résolutions adoptées par la commission extraparlementaire des banques coloniales, il se propose de demander au Parlement la concession à un seul établissement, ayant son siège en France, du privilège d'émission dans les colonies précitées.

« Une commission spéciale qui a été chargée de préparer dans cet ordre d'idées des projets de loi et de statut, va terminer incessamment ses travaux. Le département des colonies sera ainsi en mesure de soumettre des propositions au Parlement.

« Il ne perd d'ailleurs pas de vue l'intérêt que présente le concours du nouvel établissement de crédit pour l'organisation du crédit agricole dans les colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion.

« Les mesures utiles seront prises pour que ce concours soit aussi large que possible. »

Il était bon d'enregistrer cette réponse qui marque une décision dans une question qui est pour les pouvoirs publics une véritable toile de Pénélope. Ces banques des vieilles colonies ont presque toujours vécu sous le régime des prorogations provisoires d'année en année et actuellement encore on est sous un régime de prorogation ; il n'y a pas de solution qui accuse plus l'impuissance du Parlement à aboutir.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

L'AVENIR DE LA COLONISATION DANS L'AFRIQUE ORIENTALE

Le problème de la colonisation blanche, c'est-à-dire de l'établissement de colons européens, en pays tropical, est un de ceux qui ont soulevé et soulèvent encore, en Allemagne, les discussions les plus passionnées. Il faut se rappeler que l'agitation pour les colonies fut suscitée, à l'origine, par le grand mouvement d'émigration, qui prit des proportions énormes, d'abord, après la révolution de 1848, puis de 1866 à 1874, et, de nouveau, après 1880. On voyait, à regret, ce flot germanique se perdre, sans profit,

dans des nationalités étrangères, et l'on pensait que l'Allemagne devait avoir des colonies, dans lesquelles le surplus de sa population croissante pourrait, sans perdre sa nationalité, demeurer sous le pavillon national. Cependant, sauf le Sud-Ouest, où encore les conditions climatériques sont médiocrement favorables, à cause de la grande sécheresse, les possessions allemandes d'outre-mer appartiennent toutes à la zone tropicale, impropres au séjour permanent des Européens. D'autre part, dès 1894, contrairement à l'attente, l'émigration allemande tombait à des chiffres relativement insignifiants et, depuis, n'a jamais repris son ancien essor. Les partisans de la colonisation blanche n'ont pas, toutefois, renoncé à leurs idées; à leurs yeux, il s'agissait, avant tout, d'assurer la domination allemande sur les indigènes; ce résultat ne pouvait être atteint que par la création, au milieu des Noirs, de centres, où une population de colons formerait autant de points d'appui. Du nombre de ces partisans était le gouverneur de l'Afrique orientale, M. de Goetzen; il préconisa l'établissement de paysans allemands sur les hauts plateaux de cette colonie. La Société coloniale allemande fonda, dans ce dessein, un comité de colonisation. Dans sa réunion générale, en 1908, elle avait mis la question à l'ordre du jour. M. Vohsen s'y trouva, à peu près, seul à combattre le projet. L'Allemagne ne devait-elle pas, disait-il, profiter de l'expérience acquise par les nations colonisatrices, en particulier la France, qui a renoncé à l'idée de faire des possessions tropicales des colonies de peuplement. Cette expérience fut invoquée également par M. Chailley, dans la conférence faite à Berlin, au début de 1909; il montra l'avenir, sous les tropiques, devant appartenir aux races indigènes, et, par suite, l'entreprise allemande vouée à un échec certain. Cette opinion est celle du professeur Rathgen, président de l'Institut colonial de Hambourg, qui l'a exposée dans une conférence, dont il a été rendu compte ici (1), conférence refaite, par lui, dernièrement, à l'Institut Solway, de Bruxelles. Cependant la colonisation blanche conserve des champions déterminés. Ils reprochent à l'administration coloniale de ne pas l'encourager suffisamment. On sait que le dernier secrétaire d'Etat, M. Lindequist, était partisan de ces idées, tandis que le gouverneur, M. de Rechenberg, les combattait vivement. La Société coloniale mit son espoir dans le successeur de celui-ci, le Dr Schnee. Nous avons dit, dans le dernier numéro, qu'elle pourrait bien éprouver des déceptions, à lire le rapport sur la colonisation de l'Afrique orientale, que ce gouverneur a remis aux membres de la commission du budget.

Et, d'abord, y a-t-il, actuellement, en Allemagne, une population agricole en excédent, dont puissent profiter les colonies allemandes? Les statistiques du ministère de l'agriculture permettent de répondre à cette question. La population agricole, loin d'augmenter, a décru, depuis 1871; de 26.219.352 habitants, elle est descendue, en 1900, à 25.734.103. Si l'on considère actuellement, les domaines agricoles comprenant de 5 à 50 hectares, on voit que le nombre total de ceux qui les dirigent et les exploitent s'élève à 4.600.000. Les ouvriers agricoles de passage, ayant travaillé en Allemagne du mois de décembre 1910 au mois d'octobre 1912, étaient 212.590. Or de ceux-ci 5.058 seulement (2,38 0/0) étaient originaires d'Allemagne. Même en tenant compte de ce ce que, parmi les 207.537 étrangers, se trouvent 2.630 Allemands venus de Russie, on voit que, dans cette population d'ouvriers agricoles temporaires, l'élément étranger dépasse infiniment, en nombre, l'élément national. L'Allemagne manque donc de travailleurs agricoles; le fait est d'autant plus inquiétant que le concours de travailleurs étrangers n'est nullement assuré, qu'il pourrait même être interrompu, ou cesser tout à fait. Ce serait donc une absurdité de prétendre que l'Allemagne peut, du jour au lendemain, fournir aux colonies des millions de colons cultivateurs. D'ailleurs, il existe, à cet égard, en exemple probant, celui de la colonisation poursuivie par le gouvernement prussien, dans ses provinces de Prusse occidentale et de Posen. Depuis 1891, ont été créés 38.000 domaines de colonisation. Des 20.000 colons, établis par la commission de colonisation, environ 2.000 étaient des non Prussiens. Environ 5.000, le quart, étaient des Allemands immigrés à l'étranger, surtout en Russie et en Autriche, et revenus dans leur patrie. Le nombre des colonies agricoles fondées, annuellement, se monte, en tout, à 2.800 environ. Or, dans son discours du mois d'octobre dernier, le chancelier a déclaré, qu'à l'avenir, les sociétés de colonisation soutenues par l'Etat, devront, chaque année, porter au triple le nombre de leurs fondations, qui est de 1.300 à 1.400. L'on se demande si l'on pourra trouver assez de colons, car, dès maintenant, l'on ne saurait dire qu'il s'en rencontre trop. Ainsi, insuffisance sensible de cultivateurs, propres à la petite colonisation, d'une part, et, d'autre part, juste assez d'amateurs capables pour les colonies agricoles, de petite et de moyenne étendue, voilà, aujourd'hui la situation. Etant donnés les changements qu'amènera la nouvelle politique de colonisation, en Prusse, il est certain que les possessions allemandes, d'outre-mer, ne pourront compter, en fait de colons, que sur un nombre relativement faible d'individus, à savoir des paysans enrichis, désireux de s'élever dans la hiérarchie sociale, et voulant devenir propriétaires d'un vaste domaine, qu'ils feront exploiter par d'autres; la plupart d'entre eux, doués, d'ailleurs, de certaines qualités individuelles, assez rares, telles que le besoin d'activité, une vive imagination, et la faculté de s'adapter au milieu étranger.

Quel est-il ce milieu, s'il s'agit de l'Afrique orientale? Le gouverneur Schnee étudie, successivement, dans son rapport, les conditions sanitaires et les conditions économiques de la région du Kilimandjaro-Méru. Pour ces deux massifs, il distingue la zone des plantations et la zone des fermes d'élevage. Au Kilimandjaro, les plantations sont situées, ou bien dans la région basse, plus ou moins exposées à la malaria, ou dans la zone qui s'étend, au Sud, et à l'Est, à une altitude supérieure à 1.200 mètres, et qui renferme une nombreuse population indigène. Mais, même exempte de malaria, toute cette région de plantations ne peut pas convenir pour une colonisation blanche durable. Les missionnaires établis là depuis plusieurs années, et les colons, ont dit au gouverneur qu'après un séjour prolongé sur ces hautes terres, l'Européen doit absolument revenir faire une cure dans nos climats, sous peine de voir ses facultés diminuer. La cause de cet affaiblissement est moins l'altitude à laquelle on s'habitue, que l'humidité et la nébulosité. Il n'est pas rare qu'à Moschi on ait, pendant cinq mois environ, d'une façon presque continue, de la pluie et des nuages. Dans le massif du Méru, presque toutes les plantations sont à l'altitude de 1.200 à 1.500 mètres, mais la malaria existe, même plus haut, dans les lieux où se trouvent des eaux stagnantes. Elle a frappé extrêmement fort la colonie de Wurtembergeois, venue de Palestine, établie au Sud-Est, non

(1) Voir *Quinzaine coloniale*, 25 mars 1911.

loin de Leudorf, et à 1.200 mètres environ d'altitude. Sauf un enfant, tous les 30 ont souffert. Un enfant mourut de la fièvre. Plusieurs ont eu des accès de fièvre palustre, jusqu'à 2 en six mois.

Ces accès survinrent à la suite de fortes pluies, qui transformèrent en marais les fossés creusés pour l'irrigation. Dans les endroits dépourvus d'eau stagnante, la malaria, si elle existe, n'est que temporaire comme maladie de saison. On ne la connait pas à Leudorf, où la plupart des colons, dont plusieurs sont là depuis huit ans, couchent toute l'année sans moustiquaires, et n'ont jamais souffert de la fièvre. Quant aux régions du Kilimandjaro et du Méru propres à l'élevage et jusqu'ici colonisées, les meilleures au point de vue sanitaire, paraissent être les hautes steppes situées au Nord et à l'Ouest du Méru. Ces pays sont considérablement plus secs que les pays de plantations. Or, le climat sec des hautes altitudes est beaucoup plus supportable pour l'Européen que le climat humide de la zone forestière. Le gouverneur estime que pendant plusieurs générations, les Blancs doivent pouvoir vivre de façon permanente dans ces steppes Ni par sa propre observation, ni par les entretiens qu'il a eus avec presque tous les fermiers, il n'a rien découvert, dit-il, qui pût ébranler cette conviction. Chacun des Boers, dont la plupart habite là depuis huit ans, lui a répété que le climat y est parfaitement saiu et meilleur que celui du Transvaal, moins chaud en été, et moins froid en hiver.

La principale culture est celle du café. Le plus grand nombre de ces plantations appartient à des Grecs. La production moyenne est de une livre par arbuste. On a constaté qu'une récolte très abondante est généralement suivie d'une moins bonne. Les planteurs se sont mis à planter des arbres de protection, surtout dans les régions moins élevées, ce qu'ils ne faisaient pas à l'origine. Ces plantations ont souvent souffert de l'insuffisance de la main-d'œuvre. Quelques grandes entreprises ont pu se procurer des travailleurs dans l'intérieur, mais les petites plantations doivent se contenter des indigènes du pays même, qui coûtent beaucoup moins cher. La culture du café semble avoir beaucoup d'avenir, à la condition toutefois, que les plantations ne soient pas trop attaquées par les insectes nuisibles. Les plantations de caoutchouc ont donné des résultats très différents, suivant les lieux. Dans quelques cas, l'arrachage du chiendent a causé des dépenses, qui ont rendu les bénéfices problématiques. Les essais de culture de coton ont abouti à des échecs; le majorité des planteurs y ont renoncé. Il ne paraît pas qu'on puisse concevoir des espérances à cet égard. Les hautes steppes, quand elles sont suffisamment arrosées, conviennent à l'élevage. Les fermes, d'un seul tenant, ont, au plus, 2.000 hectares. Au delà, elles sont morcelées, comme les propriétés de la Cie de plantations du Kilimandjaro qui contiennent 12.000 hectares. Les bovidés indigènes ont été croisés avec des animaux de demi-sang venus de l'Afrique orientale britannique ou du Sud-Afrique. L'avenir, pour l'élevage du gros bétail, dépend de l'issue de la lutte entreprise contre les maladies : fièvre du littoral et peste bovine. L'élevage des moutons à viande et des chèvres paraît en bonne voie; celui des moutons à laine n'est possible que dans des régions élevées, offrant des conditions de température et des pâturages appropriés. La question des débouchés ne se pose pas encore, et ne se posera peut-être pas d'ici huit ou dix ans, mais, ensuite, si l'élevage se développe, les fermiers seront obligés, pour pouvoir exporter leurs produits, de fabriquer des conserves de viande. Ils prendront exemple alors, sur ce qui aura été fait, à cet égard, dans le Sud-Ouest.

Y a-t-il, sur ces hautes terres de l'Afrique orientale, des conditions économiques favorables à l'établissement durable de petits colons, cultivant eux-mêmes, avec leurs familles ou d'autres Blancs, sans travailleurs noirs? A cette question le gouverneur Schnee n'hésite pas à répondre par la négative. La principale objection est la difficulté de trouver des débouchés pour les produits agricoles, en raison de la concurrence faite par les indigènes. Les colons allemands de Wilhelmsthal, qui utilisent cependant la main-d'œuvre noire, ont fait de mauvaises affaires, tant qu'ils se sont adonnés exclusivement à l'agriculture. Même, abstraction faite de l'écoulement des produits, aucun colon cultivateur ne peut sa passer de la main-d'œuvre indigène. Dans tous les lieux du district de Moschi, visités par le gouverneur, l'abondance des oiseaux granivores est un véritable fléau. Rien que pour préserver un hectare, planté en céréales, il faut, en moyenne, 6 indigènes occupés constamment du matin au soir. Il faut, de même, chasser les sangliers, les singes, les porcs-épics, etc. Les fermiers ont répété au Dr Schnee, que faute d'un personnel de surveillants noirs, ils n'avaient rien récolté, tout ayant été détruit par les animaux nuisibles. Les essais de petite colonisation tentés par la Société coloniale à Leudorf, avec les Russo-Allemands, ont eu un insuccès complet. Les familles qui sont demeurées, ont trouvé à s'occuper comme artisans, voituriers, et ne font de la culture et de l'élevage que d'une façon accessoire. Le fondateur de la colonie, le capitaine Leue est aussi d'avis que la petite colonisation est impossible. « Il est à souhaiter, dit le gouverneur, que cette question, si débattue encore dans la presse allemande, soit considérée comme définitivement résolue, pour les pays dont il s'agit. » Pour les Allemands de Palestine, ils ne sauraient passer pour de petits colons, car ils ont reçu par famille 200 hectares, et on leur a accordé de vastes régions de pâturages, attenant à leurs terres, qu'ils avaient réclamées. Ils n'ont pu avoir autant de travailleurs noirs qu'il leur en faudrait, mais quelques-uns ont fait beaucoup de besogne, grâce au grand nombre d'enfants dont ils disposent. Ils cultivent des céréales, des légumes, des arbres fruitiers, particulièrement des orangers. Ce sont, en réalité, des planteurs et fermiers de condition moyenne. Ils viendront, vraisemblablement, à bout des obstacles que leur opposent le climat et les conditions économiques. « Toutefois, ajoute le gouverneur, je doute que des colons, venant d'Allemagne, et non familiarisés avec ce milieu puissent triompher, de la même manière, de ces difficultés. »

Pour le moment, le gouvernement ne fait aucune cession de terres dans la zone cultivable du Kilimandjaro, où habitent, au nombre de 100.000, les Wadschagga. Ce pays, profondément raviné et, en partie, encore, couvert de forêts, n'avait pas été suffisamment mesuré et reconnu ; il était impossible de savoir si déjà la terre cultivable n'était pas en trop petite quantité pour une population aussi dense. Quand le mesurage sera terminé, c'est-à-dire à la fin de cette année, on saura quelles terres pourront être déclarées terres de la couronne et cédées pour des plantations. Mais il est probable que ce seront seulement quelques petites parcelles. On croit faussement en Allemagne, que le pays à l'ouest du Méru est fermé à la colonisation européenne. La vérité est que là aussi, a été entrepris, il y a quelques années, un mesurage provisoire. On a reconnu que ce pays, riche en eau, contenait de l'espace pour environ trente fermes, mais aucun acquéreur ne

s'est présenté. L'opinion ci-dessus a dû venir de ce que l'administration n'a pas donné satisfaction aux demandes de quelques Boers. Elle leur a opposé un refus parce qu'ils ne paraissaient pas devoir observer en matière de chasse et de maladie du bétail, les ordonnances du gouvernement, dans ces pays éloignés et presque entièrement soustraits au contrôle de l'Etat. Mais le gouverneur verrait avec joie, se fixer dans des régions comme celles dont il vient d'être parlé, des Allemands expérimentés et possédant un capital suffisant.

Les observations du gouverneur de l'Afrique orientale confirment les considérations présentées par M. Rathgen et que nous connaissons déjà. « Le colon, dit ce dernier, ne va pas en Afrique pour rester petit colon. Il devient éleveur et augmente, autant que possible, ses troupeaux ; il cultive le café, le coton, le caoutchouc, des produits qui supportent de hauts frais de transport. Cela veut dire qu'il devient planteur et qu'il cesse d'être petit colon. Nous voyons, par exemple, sur les pentes du Kilimandjaro, que les colons ont commencé tout petit, et que déjà ils ont des plantations de café de 50 à 100 hectares. Ils descendent des montagnes et achètent des terres plus en bas, où le pays est plus fertile, mais plus malsain. En même temps ils cessent de travailler de leurs propres mains, mais s'ils ne le font pas eux-mêmes, ce sont leurs fils qui se contentent de surveiller et de diriger le travail. » La colonisation blanche, partout où il y a des indigènes, est basée sur la grande culture. L'entreprise personnelle évolue fatalement vers la forme collective. Le nombre considérable d'entreprises de plantations, surtout dans l'Afrique orientale, a été transformé en Cies, sociétés anonymes ou à responsabilité limitée. C'est là une conséquence de la transformation des moyens de transport, le planteur d'aujourd'hui n'étant plus obligé de rester à demeure dans la colonie, pouvant facilement revenir au pays natal, et faisant administrer sa propriété par des employés, en se contentant de faire, de temps en temps, un tour d'inspection. « De tout ce que j'ai dit, conclut M. Rathgen, il résulte que pour les colonies à indigènes, situées dans les climats chauds, nous devons abandonner cette idée, chère à beaucoup de mes compatriotes, que la petite colonisation serait le vrai moyen d'assurer notre domination parmi les races indigènes. Même si les conditions climatériques permettent une colonisation blanche, sur les hauts plateaux, pour des raisons économiques et sociales, elles ne donneraient pas les résultats voulus. » M. Rathgen pense que la nouvelle société blanche, en voie de formation dans les colonies tropicales, est une société essentiellement aristocratique. Dès lors, la question n'est pas, comme beaucoup s'imaginent, une question seulement de climat et d'hygiène. « Il s'agit surtout de savoir s'il est possible et probable que cette aristocratie blanche maintienne sa position supérieure, supériorité qui repose, en dernier lieu, sur ses qualités morales, sur son énergie, sur la force de sa volonté. »

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

LA DÉFENSE IMPÉRIALE ET LES COLONIES ANGLAISES

En présentant son budget le 26 mars à la Chambre des communes, le Premier lord de l'Amirauté, M. Winston Churchill a consacré le passage suivant de son discours à l'aide naval que les Dominions se proposent d'apporter à la mère-patrie :

..... Nous avons aussi le moyen d'envoyer de puissantes escadres sur les points de l'empire qui pourraient être menacés. Mais si la concurrence continue à augmenter dans les eaux européennes, les forces navales dont disposent nos colonies ne seront pas une superfétation.

Nos colonies restent libres, pour assurer leur propre défense, soit de doter la marine britannique de dreadnoughts, soit d'avoir à cet effet leurs propres navires. Les forces navales qu'elles apporteront s'ajouteront aux exigences imposées par la nécessité de maintenir une supériorité navale de 60 0/0, mais elles ne seront pas de trop pour faire face aux exigences d'un empire qui s'étend à travers le monde.

Les trois dreadnoughts du Canada sont destinés, avec celui de la péninsule de Malacca et celui de la Nouvelle-Zélande à constituer une escadre qui aura pour base Gibraltar, croisera à travers l'empire et pourra se porter sur tous les points menacés, soit en Europe, soit ailleurs. Elle sera une patrouille maritime.

Les colonies pourront renforcer cette escadre, lui adjoindre des croiseurs, etc., etc. En outre, on encouragera les colonies à créer des bases navales, des bassins, des arsenaux et des chantiers de construction, à établir des flottilles et des escadrilles de petits bâtiments auxiliaires nécessaires à l'escadre de patrouille coloniale. L'amirauté aidera les gouvernements coloniaux de ses conseils et de son expérience, elle leur fera connaître ce qu'il convient de faire pour que cela s'accorde avec le plan d'ensemble, mais autrement les colonies restent libres.

CANADA

Le bill Borden et l'obstruction libérale.

Les vacances de Pâques sont venues interrompre la lutte qui se poursuivait depuis plusieurs semaines à la Chambre entre conservateurs et libéraux à propos du bill naval, lutte dont nous avons suivi les phases principales. Profitant de l'ajournement du Parlement après les fêtes pascales, le premier ministre du Dominion, M. Borden, chef du parti conservateur, et sir Wilfrid Laurier, chef de l'opposition libérale, ont publié chacun un manifeste pour expliquer leur attitude à l'égard du bill naval donnant une contribution de 175 millions de francs à la Grande-Bretagne pour la construction de trois dreadnoughts. Sur le principe de la contribution les deux partis sont d'accord ; mais ils diffèrent sur la forme à lui donner. Les libéraux et nationalistes voudraient créer une marine canadienne autonome et faire construire au Canada les trois dreadnoughts. C'est pourquoi ils font obstruction au bill du gouvernement. Le premier ministre, M. Borden, s'est appuyé sur un mémorandum de M. Winston Churchill, ministre de la marine britannique, pour démontrer que la construction des cuirassés au Canada ne serait ni économique ni pratique. La lecture de ce mémorandum à la Chambre des communes du Canada n'avait fait qu'irriter davantage l'opposition qui avait protesté contre l'immixtion de l'homme d'Etat anglais dans la politique intérieure du Dominion et réfuté ses conclusions.

M. Borden, dans son manifeste, menace de briser l'obstruction en imposant la clôture. Le manifeste libéral justifie l'obstruction et déclare que les libéraux tâcheront d'empêcher le vote du bill sous sa forme actuelle.

Si on se trouve dans une impasse, dit sir Wilfrid Laurier, la faute n'en est pas à l'opposition, mais au gouvernement. L'opposition ne réclame que le droit de parole et celui de discuter une mesure dans laquelle un principe de la plus haute importance est en jeu. Le gouvernement n'a pas mandat du peuple de continuer cette politique et trois ministres ont été nommés comme s'opposant à une assistance navale vis à-vis de l'Angleterre sous quelque forme que ce soit.

Le manifeste de l'opposition libérale se plaint en terminant de

ce que la discussion du bill Borden entrave celle de projets de loi d'une importance capitale pour la vie intérieure du pays.

A ce manifeste, M. Borden a de nouveau répliqué en défendant l'attitude du gouvernement et en rappelant les discours de sir W. Laurier pour montrer que si les libéraux étaient revenus au pouvoir en 1911 ils auraient changé les règlements de la Chambre pour empêcher l'obstruction. Le Premier conclut ainsi :

L'issue est très simple. Le gouvernement ayant la responsabilité des affaires d'après le mandat du peuple canadien, estime qu'il est nécessaire d'apporter une aide immédiate et effective aux forces navales de l'Empire. Il se propose de le faire à des conditions qui permettront à un service naval canadien de s'établir dans la suite si la nation le veut ainsi. L'opposition déclare que la politique du gouvernement ne prévaudra pas, que la volonté de la minorité parlementaire doit être contrôlée ; que l'aide effective et immédiate ne sera pas donnée et que le Canada s'engage dans une organisation navale, qui, si elle est appliquée, dans dix ou quinze ans entraînera une dépense de 152.000.000 dollars. Elle crie à une impasse et à une attitude qui empêche le Parlement de discuter les affaires les plus urgentes et les plus utiles à la vie publique du pays. Ce dernier ne tolérera pas une réclamation aussi arrogante et infondée.

AUSTRALIE

Canberra, la nouvelle capitale du Commonwealth.

A plusieurs reprises nous avons parlé de la cité nouvelle qui devait être la capitale future de la Fédération australienne. Elle vient de recevoir la consécration officielle le 12 mars. L'article 125 du « Commonwealth Constitution Act » de 1900 prévoyait que le siège du gouvernement fédéral devait se trouver dans les Nouvelles-Galles du Sud à 100 milles au plus de Sydney : jusque-là Melbourne avait été choisie comme capitale provisoire. Sa remplaçante définitive a été officiellement et solennellement baptisée Canberra du nom du district où elle va être construite. Le gouverneur général, lord Denman, et lady Denman ont posé la première pierre de ses fondations en présence de toutes les autorités australiennes assemblées pour assister à cette imposante cérémonie. Lord Deuman a envoyé à George V la dépêche suivante : « Je désire transmettre le salut du peuple australien à Votre Majesté et lui annoncer que j'ai posé la pierre fondamentale de la capitale fédérale. Lady Denman l'a baptisée Canberra. » La cérémonie est terminée par des discours du gouverneur général, du premier ministre, M. Fisher, et de M. Hughes, célébrant l'unité nationale et la grandeur du Commonwealth.

Les progrès de l'automobilisme.

Les progrès rapides de l'automobilisme dans la Nouvelle-Galles du Sud ressortent du rapport annuel du chef du trafic pour 1912 que cite le *Globe*. L'année dernière le nombre des automobiles inscrites est passé de 3.992 à 5.895, soit une augmentation moyenne de 40 par semaine. Proportionnellement à la population, on a une moyenne d'une automobile pour 283 personnes.

UNION SUD-AFRICAINE

Le budget.

Le général Smuts, ministre de la défense et des finances, a présenté le 14 mars à la Chambre le budget 1912-1913. Les estimations portaient pour les revenus 16.288.000 livres sterling; pour les dépenses 17.130.000 livres sterling, revision faite, ces chiffres se sont transformés comme suit : revenus 17 millions 214.000 livres sterling, dépenses 17.196·000 livres sterling. Le ministre a fait valoir cet excédent de 1.026.000 livres sterling que l'on constate dans les revenus malgré l'extrême sécheresse. Il a fait remarquer également l'augmentation des recettes douanières qui se sont élevées à 240.000 livres sterling. Les exportations ont atteint en 1912, 63.262.000 livres sterling, alors qu'en 1911 elles avaient donné 57.308.000 livres sterling. La production de l'or a augmenté de 3.500.000 livres sterling; des diamants de 1 million 314.000 livres sterling. Pour 1913-1914, on estime les dépenses, non comprises celles des chemins de fer et des ports, à 16.165.519 livres sterling, ce qui constitue sur l'exercice précédent une économie de 964.332 livres sterling. M. Burton, ministre des chemins de fer, a annoncé à la Chambre que les prévisions pour le budget 1913-1914 des chemins de fer et des ports étaient de 13.918.000 livres sterling pour les recettes et de 12 millions 774.000 livres sterling pour les dépenses.

Les revenus combinés de l'Union et des provinces sont évalués à 16.600.000 livres sterling pour 1913-1914, en diminution de 714.000 livres sterling sur le précédent exercice. Le général Smuts a terminé son exposé en parlant de la question des emprunts. Son gouvernement se proposerait d'en lever un à Londres et un autre dans l'Afrique du Sud pour consolider la dette flottante qui, depuis l'établissement de l'Union, a augmenté de 3.699.000 livres sterling.

Le commerce de l'Afrique orientale.

En 1911-1912, les importations de cotonnades dans le protectorat de l'Afrique orientale anglaise ont été évaluées à 394.715 livres sterling, alors qu'en 1903-1904 elles ne s'élevaient qu'à 118.539 livres sterling. Comparativement à l'année 1910-1911, l'excédent a été de 51 0/0 en valeur, et de 64 0/0 en quantité. Les cotonnades constituent le principal article du commerce d'importation de l'Est-Africain britannique et, suivant un rapport récemment publié, elles sont encore susceptibles d'une grande extension dans un avenir prochain.

Le commerce extérieur du protectorat a augmenté de 75 0/0 depuis 1907-1908, grâce au développement des produits indigènes, auxquels s'adonne aujourd'hui une population indigène qui compte environ 3 millions d'habitants. Tout récemment encore, les indigènes ne portaient pour ainsi dire aucun vêtement, la majorité d'entre eux observant encore, à ce point de vue, leurs coutumes primitives. La prospérité des tribus indigènes s'accroît d'année en année, et l'on peut s'attendre à ce que cette prospérité croissante, en même temps que l'expansion de la civilisation, les incitent d'ici peu à adopter un genre de vie semblable à celui des autres humains.

Dans le commerce des cotonnades, le Royaume-Uni ne vient actuellement que dans la proportion de 22.7 0/0 comparativement à 24 0/0 en 1910-1911. Les Etats-Unis y contribuent pour 30 0/0, contre 20 0/0 l'année précédente, prenant ainsi le premier rang jusque-là occupé par le Royaume-Uni. Les augmentations de 1910-1911 ont été les suivantes : Royaume-Uni 27.049 livres sterling; Etats-Unis, 64.901 livres sterling; Allemagne, 13.149 livres sterling, et Hollande, 14.936 livres sterling.

L'ÉMIGRATION ANGLAISE DANS LES COLONIES

D'après les indications fournis par l'Office de renseignements sur l'émigration, 467.762 personnes d'origine britannique ont

quitté les ports du Royaume-Uni pour des localités situées hors d'Europe. Le chiffre pour 1911 était de 454.527 personnes. Les retours d'émigrants dans la mère-patrie ont été, en 1911, de 192.178 et, en 1912, de 199.276 personnes.

L'émigration nette (c'est-à-dire déduction faite des retours d'émigrants) pendant les deux années 1911 et 1912 a présenté les chiffres suivants pour les Dominions britanniques ;

A destination de :	1911	1912
Le Canada	134.765	133.531
L'Australie	56.337	68.688
La Nouvelle-Zélande	9.432	11.054
L'Afrique australe	7.527	4.233

L'émigration nette, pour les Etats-Unis a été, en 1911, de 49.732 personnes et, en 1912, de 45.847.

Il y a tendance croissante de la part des émigrants britanniques du Royaume-Uni à tenter leur chance dans d'autres parties de l'Empire britannique plutôt que dans les pays étrangers. En 1910, 68 0/0 de l'émigration nette totale des sujets britanniques est pour des parties de l'Empire britanniques ; en 1911, cette proportion s'élève à 80.4 0/0.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LE MAROC FÉCOND

Les événements politiques qui nous ont donné le Maroc ont naturellement favorisé l'éclosion d'une abondante littérature marocaine. Mais il n'est pas sûr que nos connaissances aient crû aussi vite que pourrait le faire croire l'empressement de ceux qui offrent de combler si tôt les lacunes de notre savoir. A peine entrons-nous au Maroc, que des guides se proposent et nous embarrassent de leur science imperturbable, bien que hâtive, de leur naïve confiance dans le manque de critique de nos avides curiosités. Ainsi la plupart des livres qui traitent des questions marocaines nous laisseraient-ils cette impression singulière que nous ne connaissons pas le pays, si la lumière ne surgissait de quelques rares volumes, dont les auteurs, initiés de longue date aux difficultés marocaines, créateurs, pour leur part, de l'histoire récente, ont édifié notre savoir en préparant l'établissement de notre domination (1).

Il n'y a pas que les géographes qui trouveront à glaner dans ces trois substantielles œuvres : elles affichent les buts modestes d'ouvrages de vulgarisation et prétendent être utiles qui aux pionniers, qui aux commerçants, qui à tous. Mais leur manque de prétention ne peut faire oublier ni les recherches laborieuses qui se cachent sous la concision de la forme, ni les voyages jadis aventureux qui ont, parfois héroïquement, préludé à ce travail. Et encore, ignorerions-nous le passé de ces écrivains, que nous serions frappés par leur souci intellectuel de nous faire comprendre ce qu'ils ont vu ou étudié pour nous. C'est la pénurie d'explications géographiques qui nous étonne dans l'abondante et vaine littérature marocaine qui s'étale depuis quelque temps ; ce sont les tentatives de coordination des observations, de corrélation entre les phénomènes humains et naturels, qui nous séduisent dans ces exceptionnelles études. Sans doute elles ne sont point identiques : l'une ne masque peut-être pas assez, pour un ouvrage vulgarisateur, les hypothèses hardies et intéressantes d'une science ardue aux profanes ; l'autre, dans son désir de nous être utile, ne se résigne pas à jeter par-dessus bord foule de notions historiques ou simplement pittoresques dont la géographie n'a que faire ; le troisième, dans le but de secouer notre paresse, ne met peut-être pas suffisamment en œuvre les statistiques qu'il expose. Mais tous, par leurs efforts explicatifs, font œuvre de vrais géographes, et contribuent à nous apprendre ce qu'est le Maroc inconnu.

***

A vrai dire, *le* Maroc existe-t-il ?

Le premier fait qui nous frappe est la diversité du Maroc. Il y a des Marocs plutôt qu'un Maroc et nous n'apercevons nulle part l'unité qui fait un Etat, l'unité qui crée une région naturelle. Aux points de vue politique, religieux, le Maroc est « une fiction diplomatique », dit Bernard ; on pourrait dire aussi : aux points de vue physique, humain, le Maroc est une fiction géographique. En gros on peut distinguer le Maroc des plaines et celui des montagnes ; mais chacun peut se subdiviser encore. Etudions-en tour à tour les plus importants pays.

Entre les rides montagneuses de l'Atlas et du Rif et la côte atlantique s'étagent par gradins successifs, de 700 mètres à la mer, des collines encadrant des plaines fluviales, mouillées par les vents de l'Ouest, tempérées par le voisinage de l'Océan. C'est le climat maritime qui imprime à tout le Maroc occidental une physionomie particulière : modération singulière de la température hivernale (moyenne de janvier : 16°2) et estivale (moyenne d'août : 21°7), qui disparaît naturellement à l'intérieur grâce à l'éloignement de la mer et à l'altitude croissante ; prédominance des vents marins, brouillards fréquents, rosées abondantes, absence presque totale de chutes de neige sur la côte, pluies d'hiver amenées par les vents du Sud-Ouest et relativement faibles, même près de l'Océan (40 centimètres à Mogador, 42 centimètres à Casablanca, 81 centimètres à Tanger), à plus forte raison dans l'intérieur où, en l'absence d'observations scientifiques, la sécheresse générale et la nécessité agricole de l'irrigation fournissent des preuves suffisantes du lien de cette zone atlantique avec toutes les régions méditerranéennes. Mais ici interviennent, pour diversifier les régions, d'autres éléments plus terrestres : les plaines ne sont pas uniformes et l'on peut distinguer au moins trois aspects particuliers.

Le Houz. — La partie médiane entre le Moyen Atlas, l'Océan et une ligne approximativement horizontale qui aboutirait à Casablanca sur la côte, est tout entière formée de terrains anciens, assez analogues à notre Massif Central et qui, comme lui vis-à-vis des Alpes, ont joué le rôle de butoir lorsqu'à l'Est l'Atlas s'est plissé ; ils ont été recouverts par des dépôts marins qui subsistent par places, puis ont été dénudés, presque réduits à l'état de plaine : aussi même les roches granitiques ont-elles été nivelées. Ce sont des croupes arrondies, séparées par des vallons adoucis, dominées par quelques crêtes aiguës de grès durs, formant un paysage qui rappelle parfois, dans le pays des Zaër, par exemple, notre granitique Morvan. L'ancienne couverture a laissé des modelés plus mous, des mamelons de calcaires marneux, des cuvettes de grès calcarifères transformées en marécages où s'abreuvent les bestiaux et autour desquels les habitations se groupent, rappelant certaines dépressions des Causses. Le massif rocheux s'avance

(1) Louis Gentil : *Le Maroc physique*. P. Alcan 1912, 1 vol. in-16 (Nouvelle collection scientifique). Augustin Bernard : *Le Maroc*. P. Alcan 1913, 1 vol. in-8° (Bibliothèque d'histoire contemporaine). Auguste Terrier et J. Ladreit de Lacharrière : *Pour réussir au Maroc*. P. Roger 1 vol. in-16 (Bibliothèque de l'*Opinion*).

La Géographie : 1911, 1912, passim (articles divers, entre autres de Gentil, Ladreit de Lacharrière).

jusque dans la mer où il offre les seules indentations, les seules possibilités d'abri sur une côte de sables et de dunes, à Casablanca, à Mazagan, à Safi, à Mogador. Ce sont probablement les terrains supérieurs désagrégés et décalcifiés qui ont donné naissance à ces sols qui occupent la majeure partie de la surface du Houz et dont aucun voyageur n'a oublié de mentionner la fertilité étonnante : ces *tîrs* sont des argiles noires, boueuses au moment des pluies, crevassées et durcies lors de la sécheresse, remarquables par l'absence d'arbres, recouvertes d'un riche tapis d'herbes, sur lesquelles on obtient sans engrais, parfois sans irrigation, toujours sans jachères, d'abondantes récoltes de maïs et surtout de blé. Les vents pluvieux d'Ouest et les fortes rosées ne sont pas non plus étrangers à cette prospérité du pays des Doukkala, des Chaouïa. L'intérieur moins arrosé, présentant moins de terres noires, est moins riche que la plaine proprement côtière : il forme surtout une steppe, entremêlée de jujubiers, de pistachiers, d'armoises, offrant aux troupeaux un pâturage propice. Mais, au voisinage de l'Atlas, les cultures recommencent, grâce aux dépôts détritiques arrachés par les fleuves à la montagne et grâce à l'eau abondante qui permet l'irrigation : ce sont de véritables jardins comme autour de Marrakech, où se mêlent palmiers, orangers, oliviers et vignes. C'est le cœur du Maroc, la « province » par excellence; car telle est la signification du mot « Houz ».

En somme, les trois zones du Houz, zone cultivable, pays des steppes, région d'irrigation, présentent des conditions naturelles qui expliquent leur importance dans la vie marocaine. C'est là où est la plus dense population du Maroc, bien que cette densité soit fort variable et peu appréciable encore aujourd'hui : on compte 200 habitants au kilomètre carré aux environs de Marrakech, 40 chez les Doukkala. Mais, au surplus, que signifient ces chiffres dans un pays d'où ne sont jamais absents les nomades? Pourtant la fertilité du Houz fait que la proportion des sédentaires paraît plus forte qu'ailleurs. C'est cette richesse qui explique dans les Chaouïa l'organisation féodale de la vie agricole, l'exploitation du domaine par de nombreux métayers, au centre la maison du maître, un vrai château-fort en pierres, et tout autour les huttes coniques ou les tentes des serviteurs encerclées d'un talus et d'un fossé. La vie du pays est tout entière tournée vers les cultures : les huttes de branchages ou « nouala », en forme de cylindres surmontés de cônes, de roseaux, de férules, de paille, entourées d'un petit mur de pierres sèches, sont réunies en villages occupant un vaste espace, contenant nombreux les granges ou les bâtiments qui renferment le grain et où puisent les indigènes. Autour du village, la culture, bien qu'importante, n'occupe qu'une surface restreinte relativement au reste du pays (dans les Chaouïa 367.000 hectares sur 1.031.000) : dès le printemps les moissons se succèdent, l'orge au début de mai, une quinzaine après le blé, en juin le maïs, ensuite les fèves, pois chiches, lentilles; les longs chaumes que l'indigène laisse servent à leur tour de nourriture au bétail : moutons, bœufs, chèvres, ânes, chevaux, chameaux. Toutes ces populations enrichies sont tranquilles, attachées à leur sol et par conséquent à la paix : Chiadma, Doukkala, Chaouïa, Rehamna. Ce sont surtout des Arabes, descendants des envahisseurs hilaliens du XI^e^ siècle, qui furent naturellement tentés par la richesse du pays.

Les pays foncièrement agricoles sont rarement des pays de population urbaine. Les villes sont rares dans le Houz. Si l'on excepte les ports dont le développement tout récent, comme celui de Casablanca, est dû à la colonisation française, le Houz, encerclé presque entièrement par la mer et l'Atlas, sans communications faciles avec le Sahara, ne peut offrir de nombreuses étapes aux caravanes passagères. Car les villes sont des forteresses qui gardent les routes, des gîtes d'étapes et des marchés; alors s'y sont créés une bourgeoisie, une vie intellectuelle et mondaine, un luxe de gens enrichis qui mettent leur fortune à l'abri de fortes murailles, qui se reposent dans de magnifiques jardins, avec de l'eau, de la fraîcheur, un horizon de montagnes, tout ce qui a manqué à ces coureurs de pistes poudreuses. Ainsi est Marrakech, à la muraille solide, aux portes rares, aux vastes carrefours où s'entassent dans les souks le sucre, les bougies, les étoffes d'Europe, et les olives, les noix, les peaux et les laines, les céréales des pacages ou des pentes irriguées du Haut-Atlas, aux eaux abondantes qui descendent de la montagne neigeuse, et aux 50.000 habitants de toutes sortes, Arabes, Berbères, Juifs, Nègres, qui lui donnent l'allure d'une ville saharienne. Casablanca, sa concurrente par le chiffre de sa population, n'est maintenant qu'une ville européenne aux édifices laids et utilitaires, boutiques, hôtels, magasins, casernes, déjà couverts d'affiches, de réclames et regorgeant d'étrangers : la richesse de l'hinterland autant que l'occupation française explique sa prodigieuse croissance.

Le Rarb. — Entre le Plateau central marocain et l'arc montagneux du Rif est une zone plus basse que le Houz, que les fleuves nombreux, surtout le Sebou, le seul navigable, ont comblée d'alluvions, ont remblayée en même temps que les mers récentes : elle est surtout formée d'argiles et marnes argileuses que suivent les phénomènes géographiques qui sont les habituels compagnons de ces masses instables : drainage mal établi, vallées marécageuses, éboulement des flancs. Les oueds courent dans ce modelé vague, s'étalent en méandres comme le Sebou, la Moulouia. Seuls quelques plateaux de grès et de poudingues dominent ce relief indécis. Mais, si difficile qu'il soit d'y établir des routes, cette plaine n'en a pas moins une importance capitale : c'est là qu'aboutît la grande transversale de l'Afrique mineure qui, par le col de Taza et la vallée de la Moulouia, fait communiquer l'Algérie et le Maroc atlantique. D'où le rôle stratégique des villes situées sur cette voie, en particulier de Fez ; sans compter les ressources que les indigènes ont puisées dans le sol pour la construction de leur ville et la confection des indispensables ustensiles, briques, argile à poterie, même calcaire et chaux pris aux crêtes dentelées et dénudées qui ferment l'horizon de la plaine, sources abondantes provenant des terrains gréseux reposant sur le sous-sol d'argile, Fez était destiné à devenir le plus important marché de la plaine alluviale du Sebou : en amont, le Sebou mène vers le cœur de l'Atlas et les vallées qui, de l'autre côté, descendent au Tafilet; d'autre part, l'Innaouen conduit vers la trouée de Taza, la Moulouia et Tlemcen; là, se croisent les routes du Sahara, de l'Oranie, de l'Atlantique. On conçoit que Fez soit surtout un grand bazar, dont les petites échoppes se serrent les unes contre les autres dans des rues étroites, tortueuses et recouvertes de roseaux. Les 100.000 Fâsi, élégants, raffinés, de longue date civilisés par les apports des sociétés voisines qu'ont amenés le commerce ou les invasions belliqueuses, n'ont rien de commun avec le paysan des campagnes berbères.

La plaine côtière est un véritable maquis méditerranéen, la broussaille de lentisques, d'où surgissent les palmiers-nains, les oliviers et parfois les plants de vignes. Mais les animaux contribuent, plus encore que les cultures, à détruire la végétation ligneuse : déjà la forêt ancienne n'existe plus et les arbres sont tellement rares de Tanger à Fez, qu'ils servent de points de repère et que les cartographes les nomment; mais aussi chameaux, chèvres, moutons s'attaquent aux écorces et aux branches et le maquis lui-même est quelque peu menacé. A l'intérieur, c'est la pluie insuffisante qui supprime les arbrisseaux : tout le Rarb, à l'exception de la bordure littorale, est une steppe immense qui

se continue dans les confins algériens dans la région du Dahra : ce sont les grosses touffes irrégulières de l'alfa, d'un vert jaune, séparées par des espaces libres, puis dans les fonds argileux, plus humides, s'annoncent le vert gris de l'armoise champêtre et l'armoise blanche; entre les deux, le sparte vert-blanc, sans oublier au printemps le vert émeraude des orges et des blés, plus rares.

La steppe impose la vie pastorale, nomade par conséquent. Bien qu'on ne puisse limiter au Rarb le domaine du nomadisme, il est certain que dans ces plaines moins fertiles, il s'explique mieux et s'affirme davantage qu'ailleurs : mais le Tell côtier, plus pluvieux, est encore un pays de sédentaires; ici il y a des tribus où la tente du nomade et le gourbi stable sont mélangés; là même des tentes ont leurs pans attachés à des claies de roseaux entrelacées d'épines, ce qui donne à la demeure mobile un caractère permanent. Il n'est pas aussi aisé de fixer les hommes que les plantes et l'absolu n'est guère de mise en géographie humaine. Ces réserves faites, les pasteurs nomades paraissent dominer dans les steppes de Rarb; beaucoup même sont des transhumants à longs parcours qui, au début de mars, plient leurs tentes et émigrent vers les montagnes, d'où ils redescendent en automne; quelques-uns, dispersés dans les pâturages dès le printemps, vont à la fin de l'été récolter les dattes dans la région saharienne. La plupart ne possèdent pas de champs, vivent exclusivement de l'élevage du mouton, de la chèvre, du cheval et même du bœuf. La chèvre, le mouton fournissent la bande d'étoffe noire qui, supportée par un poteau et deux perches, constitue l'élément essentiel de l'habitation mobile; une bordure de terre, des broussailles épineuses entourent la tente au ras du sol. Dans le cercle (douar) que forment les tentes assemblées, on rentre les troupeaux chaque soir. Dans ce pays de plaine, où les attaques sont faciles, les douars groupent des tentes nombreuses, une centaine souvent, chez les Zemmour, les Zaër.

Il est bien difficile de dire de quelle race sont ces tribus de pasteurs : on les rattache au groupe des Beraber, mais beaucoup parlent arabe et plusieurs se considèrent comme Arabes réels; il n'est guère étonnant de trouver trace de domination arabe dans cette plaine placée sur la route des invasions; aujourd'hui le Rarb, comme le Houz, pays de plaines riches qu'on peut aisément occuper, forment le Blad-el-Makhzen, le pays soumis au sultan, parfaitement islamisé.

Le Sous. — Au Sud du Houz, enserré entre le Haut Atlas et l'Anti-Atlas, plaine profonde, comblée par les alluvions de son oued, le Sous fait pendant au Rarb. Mais ce n'est qu'une analogie superficielle : l'origine du pays n'est pas une ancienne communication marine, comme le détroit qui contournait le Rif jadis uni aux chaînes espagnoles; le Sous est le produit d'un effondrement et la plaine remblayée n'est pas sans ressemblance avec celle de notre Roussillon entre les Pyrénées et les Corbières. Le sol d'argile rouge ou de cailloux roulés est d'une monotonie extrême : pas la moindre ride; parfois de rares mamelons calcaires qui percent la nappe alluvionnaire; sur la côte une dune immense. Le climat, qui par sa chaleur et sa sécheresse rappelle déjà le Sahara, est néanmoins modéré par la brise de l'Ouest, qui, quotidiennement vers midi, vient apporter quelque fraîcheur et quelques nuages pluvieux. Ainsi un sol et un climat fort propices aux cultures, mais qui nécessitent une irrigation constante : autre trait qui rappelle le Roussillon ou les huertas espagnoles. Le Sous, ses affluents venus de l'Atlas, les « ghettara », canaux d'adduction souterrains, permettent les céréales, les arbres fruitiers, orangers, citronniers, grenadiers, abricotiers, pêchers, les vignes qui grimpent sur des treilles de roseaux; dans les parties les plus pierreuses, oliviers et arganiers, malgré leur pauvre ombre, font apparaître ce pays comme un paradis au voyageur qui vient du Sahara ou du Nord. Aussi la population du Sous est-elle tout à fait sédentaire : on n'y rencontre que des maisons de boue, avec parfois des soubassements de cailloux roulés, recouverte d'une terrasse ou d'un toit de roseaux, de forme cubique; elles se disséminent dans les oliviers, formant des hameaux distants de 300 à 500 mètres. Même les villes ont une étendue immense : ainsi, Taroudant, la seule ville du Sous, où, autour de quelques « fondouk » se concentre la vie commerciale, éparpille ses 6.000 à 8.000 habitants dans une foule de jardins, qui sont enceints d'une unique muraille. Les Nègres, venus à travers le Sahara, y sont nombreux comme dans tout le Sous; les Berbères, eux-mêmes fortement teintés de sang nègre, et parlant arabe, sont encore un exemple de la fusion des races dans ces plaines clémentes et fertiles.

***

Ainsi trois régions dont la constitution physique dissemblable a emmené une vie différente : il y a peu de rapports entre le grand cultivateur du Houz, le nomade du Rarb, le jardinier du Sous et la seule identité de ces zones résulte de l'imprécision de leurs limites, de la juxtaposition inévitable des genres de vie. Nous avons déjà observé au passage que, sauf peut-être dans le Sous, uniformisé par sa ceinture de montagnes, l'hinterland se distingue petit à petit du littoral, que le Tell côtier, plus pluvieux, est le domaine des cultures arbustives méditerranéennes et des agriculteurs sédentaires, tandis que l'intérieur plus sec est propre aux steppes, à l'élevage, aux nomades. Les cartes que M. Bernard a ajoutées à son livre, sont, si on les confronte, parfaitement parlantes : la zone de pluies de plus de 40 centimètres correspond au pays le plus fertile sur lequel vivent plus de 20 habitants au kilomètre carré; la région orientale déjà plus haute, ne reçoit que de 20 à 40 centimètres de pluies, ne permet que l'élève des moutons et des chèvres, a une population clairsemée (1 à 5 habitants au kmq). Mais c'est là une classification artificielle, bien que logique et commode. Les influences du sol interviennent pour la compliquer, influences pétrographiques et même tectoniques : les divisions que les géologues précisent entre la « Meseta » ou plateau central, le « détroit sud-rifain », la zone d'effondrement du Sous n'ont pas seulement une valeur historique; les particularités de la vie du Sous, petite Egypte qui vit de son Nil médiocre isolée entre les murailles de l'Atlas, ont pour cause l'affaissement ancien; les communications maritimes par le Rarb, la trouée de Fez-Taza-Oujda ont précédé la grande voie romaine de la Syrte à l'Atlantique, la route des invasions arabes du VII^e^ siècle et du XI^e^, la pénétration française venue d'Algérie au XX^e^, et, j'ajouterai, l'arrivée des vents desséchants de l'Est qui étendent jusqu'à l'Océan les steppes des hauts plateaux de l'Afrique mineure; enfin le bastion démantelé du Houz, ces vieilles et dures terres qui ont reçu tour à tour l'assaut des mers, des fleuves venus de l'Atlas, des vents soufflant de l'Atlantique, ont fini par laisser accumulées sur leurs ruines ces boues noires qui ont fait de cette « Meseta » la plus riche région marocaine. Comme jadis les Arabes se rendirent maîtres de ces plaines, imposant aux vaincus le mélange des sangs, la primauté de leur langue, la victoire de leur religion, nous nous contentons pour l'instant de dominer le Bas Pays. L'autre Maroc, celui des montagnes, paraît encore inaccessible à nos armes. Aussi bien a-t-il été à peine effleuré par la curiosité des explorateurs.

JACQUES ANCEL.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Le Giroflier au Gabon. — Cet arbre important existe au Gabon, où il fut introduit par les soins du professeur Maxime Cornu, vers 1887. M. Auguste Chevalier, au cours de sa mission a constaté que de beaux exemplaires existaient en différents endroits et il considère que les conditions climatériques de cette colonie sont particulièrement favorables à cette culture (*C. R. Ac. des Sciences*, 25 novembre 1912). Les premiers plans obtenus, grâce à Pierre, le distingué botaniste jardinier de Libreville, ont fleuri en 1893 pour la première fois, et de leurs graines on a obtenu çà et là, de très beaux pieds qui pourraient être le point de départ de cultures intéressantes pour les petits colons et les indigènes.

« Il pousse rigoureusement au Congo, dit M. Chevalier, même dans les terrains argilo-sablonneux où ni le cacaoyer, ni le caféier, ne sauraient réussir; il se passe d'abri et doit être seulement protégé par des brise-vents. Il développe ses boutons floraux en juin-juillet en pleine saison sèche, à une époque où on peut les cueillir et les sécher facilement. Il produit dès la 5e année et à partir de la 10e année, un arbre peut fournir, s'il est bien entretenu, 5 à 10 kilogrammes de clous de girofle. »

C'est là une précieuse indication que donne M. Chevalier; si nos jardins d'essai peuvent fournir des graines, il faut encourager dans cette voie quelques colons là où il existe une main-d'œuvre suffisante.

L'industrie demande une quantité tellement énorme d'essence de girofles, qu'avec un peu de protection à l'entrée en France, il n'y aurait pas à craindre de surproduction.

Em. P.

Sur la côte d'Afrique. — Sous ce titre, M. d'Anfreville de la Salle décrit, avec la verve qui lui est coutumière, les villes principales du Sénégal. On sent, en lisant ce livre, tout empreint de poésie, que l'auteur n'a décrit que ce qu'il connaît fort bien, et aussi, ce qu'il aime. Car. au milieu des critiques, toujours spirituelles, et des comparaisons amusantes, il ne perd pas de vue l'intérêt de la colonisation, et il fait ressortir l'importance des efforts qui ont été faits, et les progrès qu'une pénétration lente, mais régulière, a réalisés. De nombreuses photographies illustrent ce volume, et le rendent plus attrayant, bien que le style simple et facile de l'auteur en rende la lecture très agréable. Tour à tour, on assiste, à Saint-Louis, à Dakar, à Thiès, à la vie ordinaire de ces localités, et on comprend l'attrait que peuvent exercer ces pays, tout pleins de souvenirs d'autrefois, sur les cerveaux de nos compatriotes. C'est un livre qui n'est pas seulement descriptif; il nous fait voyager avec l'auteur, dont certaines descriptions de lever ou de coucher de soleil doivent retenir l'attention par leur poésie et leur élégance littéraire. (D'Anfreville de la Salle. — *Larose, édit. — Paris* 1912.)

Considérations sur la rareté de la filariose infantile. — Il est de notion courante que la filariose est rare chez l'enfant, et cette opinion est déjà ancienne. Pourtant les auteurs classiques ne signalent pas ce fait particulier. Les auteurs plus récents, Rouffiandis, Hodges, Anetta, Brumpt, citent des observations qui prouvent que l'opinion ancienne est exacte; mais il faut arriver à notre époque pour avoir des documents absolument probants. MM. Marotte et Morvan, ont eu, en effet, l'occasion de rechercher l'indice filarien chez 142 enfants, 811 hommes et 386 femmes. Leurs recherches ont été faites très consciencieusement, puisque chaque malade a été examiné au moins six fois.

Or, parmi ces 142 enfants, un seul fut trouvé infecté, alors que les hommes l'étaient dans la proportion de 32,5 0/0; et les femmes, dans la proportion de 12 0/0. La filariose semble donc bien être exceptionnelle chez les enfants. (1er *Congrès de pathologie comparée*, 17-23 *octobre* 1912. *Paris.*)

L. T.

Les microfilaires. — Les filaridés comprennent plusieurs genres qui sont : le *Draconculus* (filaire de Médine), les *Filaria* (sang et lymphe de l'homme), les *Agamofilaria*, les *Setaria* (séreuses des herbivores), les *Dirofilaria* (parasites du cœur), les *Thelazia* (parasites des yeux), les *Conchocerca* (parasites du tissu conjonctif), et les *Spiroptera* (tube digestif). Leur morphologie est assez mal connue. On les distingue par leur gaine, la position de la bouche, de l'anus et des pores génitaux. Elles sont difficiles à colorer.

Cependant, en employant la méthode de Pappenheim, M. Lévy a pu exposer la structure d'une microfilaire d'*Acanthochelonema dracunculoïdes*, observée chez un chien de Tunis. Elle n'a pas de gaine, et est constituée par une colonne de noyaux embryonnaires contenue dans une cuticule striée transversalement, et interrompue par 6 taches. La cuticule est percée de deux pores situés aux extrémités opposées du tiers moyen de l'animal. Autour du pore génital, l'auteur put colorer un semis de granulations que les autres procédés n'avaient pas permis de colorer.

Il s'agit là, selon toute invraisemblance, d'un parasite nouveau du chien, et les recherches de l'auteur montrent qu'en ce qui concerne l'étude des microfilaires en général, les procédés de recherches qu'il a employés, peuvent rendre de grands services. (Lévy. *Contribution à l'étude des microfilaires. Thèse de médecine, Toulouse,* 1912.)

L. T.

Le traitement du paludisme par le salvarsan. — Ce produit, autour duquel il a été mené grand bruit, n'est pas, comme le voulait son inventeur, un stérilisant de l'organisme. On sait qu'il n'est pas fidèle absolument dans la syphilis. Il ne l'est pas dans la lèpre; il ne l'est pas non plus dans le paludisme, où l'*hectine* donne d'ailleurs beaucoup plus de succès. Dans la forme quarte et dans la tierce maligne, il n'amène que la mort des schizontes, et la disparition momentanée des parasites. Ceux-ci reviennent au bout de quelques jours. Dans la tierce bénigne, il a donné des améliorations. (Tuschinsky. — *Deutsche Med. Woch*, 1912, *vol.* XXXVIII, *n°* 12, p. 548).

Ces observations concordent avec celles qu'on a déjà citées et avec les conclusions de la thèse de Roques, dont la *Quinzaine Coloniale* a déjà entretenu ses lecteurs. L'auteur dit, en effet, que dans les cas d'accès pernicieux, en particulier, le salvarsan peut être employé, pour faire rapidement disparaître les parasites, mais qu'il faut, ensuite, y substituer le traitement quinique ou hectinique.

L. T.

Sur l'ulcère de l'estomac et du duodénum chez les Annamites au Tonkin. — On sait que l'ulcère du duodé-

num a donné récemment lieu à de nombreux travaux. Jugé comme très fréquent par les chirurgiens anglo-américains, il est considéré en France comme un ulcère le plus souvent juxta-pylorique, et les auteurs français différencient l'ulcère vrai du duodénum de l'ulcère juxta-pylorique qu'ils rattachent à l'ulcère de l'estomac. C'est cette variété qu'ont étudiée MM. DEGORCE et MOUZELS chez les Annamites, en faisant remarquer qu'elle était très fréquente. L'alcool qu'on considère comme un facteur important n'entrerait pas ici en ligne de compte; mais l'abus de la saumure et des aliments salés expliquerait, en provoquant l'hyperchlorhydrie, la fréquence de l'ulcère de l'estomac chez les Annamites. (*Soc. méd.-chir. de l'Indo-Chine, 14 avril* 1912.)

L. T.

Mycétome à grains noirs observé en Algérie; isolement du Madura Mycetomi. — M. BRAULT (d'Alger), rapporte une observation de pied de Madura qu'il a été le premier à décrire à Alger. Ici, il a pu cultiver le parasite, en le retirant du liquide hémato-puriforme de la lésion qui affectait les parties molles et avait l'aspect d'un gros kyste non diffus. Les grains noirs étaient durs, irréguliers, et constitués par un feutrage de mycélium avec chlamdospores. Les inoculations ont échoué. Cette *Madurella Mycetomi* est très voisine, pour PINOY de la *Madurella Tozeuri*. (*Ann. de dermat. et de syphiligr.* 1912, *n°* 6, *p.* 333.)

L. T.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Annales de Géographie, XXI^e^ Bibliographie géographique annuelle, 1911, publiée sous la direction de LOUIS RAVENEAU, avec le concours de nombreux collaborateurs. — Paris, Armand Colin, 15 septembre 1912, in-8°, 336 pages.

M. Raveneau poursuit d'année en année, avec le même zèle et la même science, son œuvre bibliographique si utile. Elle offre cette caractéristique que ce n'est pas une simple liste de livres accompagnée d'analyses critiques, mais que les notices consacrées aux ouvrages cités ont surtout en vue, par la façon dont elles sont rédigées et par de fréquents renvois à d'autres travaux, de fournir le plus d'éléments possible pour l'étude d'une question. Cette remarque peut s'appliquer particulièrement aux publications d'explorateurs, à l'occasion desquelles on trouve réunis de nombreux renseignements sur leurs voyages.

Parfois, les travaux relatifs à une même question sont groupés sous une rubrique spéciale : *Paris port de mer; Alpes, tunnels et voies d'accès*. C'est là un excellent système. Il y a aussi dans l'ouvrage de très nombreux relevés de périodiques, ce qui a permis à l'auteur de citer commodément et sans accroître les proportions du volume, un nombre considérable de travaux.

En somme, la Bibliographie des Annales de Géographie est l'une des œuvres de ce genre les mieux comprises qui aient été faites; elle rend aux travailleurs en général et à tous ceux qui ont besoin de se renseigner sur une question particulière touchant la géographie ou la colonisation les plus signalés services. Elle a ce très grand mérite que les récherches y sont extrêmement faciles, et l'on peut très rapidement, en parcourant la série des volumes annuels, se constituer une documentation complète sur le sujet que l'on étudie.

G. REGELSPERGER.

GEORGES BOUSSENOT. — *Un crime politico-judiciaire. L'affaire Légitimus*. — In-12 de 398 pages. Maison des publications littéraires et politiques, 11, rue des Petits-Champs, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

Le monde colonial a suivi avec intérêt la campagne très ardente et parfaitement documentée, menée dans l'*Action* par M. Georges Boussenot, en faveur de la revision du procès Légitimus. Mais le cadre étroit des articles ne pouvait comporter le développement qu'exigeait l'exposé d'une pareille affaire. M. Boussenot a donc réuni dans un livre très clair tous les arguments, et, mieux encore, tous les documents administratifs, judiciaires et parlementaires qui font paraître au grand jour les odieuses machinations dont a été victime le député de la Guadeloupe. Ce livre n'est pas seulement un éloquent plaidoyer en faveur de M. Légitimus, il constitue un réquisitoire sévère contre les magistrats coloniaux et contre certains procédés administratifs inqualifiables.

JOSEPH DAUTREMER, consul de France, professeur à l'Ecole des Langues orientales. — *Une colonie modèle, la Birmanie sous le régime britannique*. — Paris, E. Guilmoto, sans date, in-8°, 300 pages, grav. hors texte et 1 carte.

M. Dautremer est un érudit et un observateur consciencieux qui a su décrire savamment et avec une grande justesse les divers pays d'Asie que ses voyages et ses fonctions consulaires l'ont amené à visiter. Précédemment, il avait, dans la même série, écrit deux excellents ouvrages, l'un *L'Empire japonais et sa vie économique*, l'autre *La grande artère de la Chine : le Yangtseu*, également chez l'éditeur E. Guilmoto. C'est maintenant d'un autre pays asiatique qu'il nous parle, de la Birmanie, colonie britannique qu'il dépeint comme une colonie modèle.

L'auteur retrace l'histoire de la Birmanie, décrit les races qui la peuplent, et après un aperçu sur la géographie physique et un coup d'œil jeté sur les villes principales, il donne un exposé de l'organisation administrative de la colonie.

Toute la seconde moitié du volume est consacrée à l'étude économique de la Birmanie. Elle n'est pas riche seulement par son riz qui l'a fait appeler la vache à lait de l'Inde, elle possède encore des produits nombreux sur lesquels nous renseigne M. Dautremer, bois, caoutchouc, soie, coton, minerais, etc.

Le commerce et l'industrie en Birmanie sont amplement traités par l'auteur, qui étudie ensuite spécialement l'état du commerce français dans ce pays. Il estime qu'il pourrait se développer bien davantage, si nos fabricants et commerçants s'en occupaient eux-mêmes; malheureusement, ce sont les étrangers et surtout les Anglais qui traitent les affaires pour nous. C'est là un état de choses que M. Dautremer déplore, et qu'il a eu souvent à déplorer au cours de sa carrière en Extrême-Orient.

L'ouvrage de M. Dautremer restera l'un des meilleurs et des plus documentaires écrits sur la Birmanie. Il va se répandre en Angleterre en même temps qu'en France, car nous savons qu'il vient d'en être fait une traduction anglaise comme pour les autres ouvrages du même auteur, traduction qui est sur le point de paraître.

G. REGELSPERGER.

A. DETRY (Procureur d'Etat du Congo belge). — *A Stanleyville*. — Petit in-8° de 222 pages. J. Lebègue et C^ie^, éditeurs, 36, rue Neuve, Bruxelles, 1912. Prix : 4 francs.

Dans la première partie, sous une forme anecdotique des plus attrayantes, l'auteur met sous les yeux du lecteur en des tableaux pris sur le vif la vie des Blancs et des Noirs, des traits de mœurs indigènes, quelques problèmes africains qui sont, pour tous, d'un grand intérêt.

La seconde partie n'offre pas moins d'attraits. Ayant vécu parmi des populations noires de religion mahométane, l'auteur a, l'un des premiers, depuis que l'Afrique centrale est ouverte aux

Européens, recherché les us et coutumes de ces Arabisés ou Banguana. Il a su rompre les obstacles rencontrés sur sa route au cours de ses investigations et il se croit en mesure d'affirmer que les Arabes ont laissé d'heureuses traces au Congo belge.

La troisième partie envisage d'importantes questions de médecine légale et de police scientifique.

Cet ouvrage, à la documentation sûre, brillant dans la forme, sera goûté de tous les coloniaux et de tous ceux, nombreux aujourd'hui, que les problèmes coloniaux ne laissent pas indifférents.

Capitaine A. Garenne (de l'Infanterie coloniale). — *Italina* (idylle malgache). — In-16 de 333 pages. Librairie Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

C'est une idylle charmante qui a pour cadre le sud pittoresque de Madagascar. Elle rappelle un peu *le mariage de Loti*, tout en demeurant fort différente, tant dans la forme que dans le fond.

Cette aventure exotique, tout imprégnée de sentiment et de poésie, se déroule parmi les enchantements d'une nature riche en fantaisies, attirante comme un mystère dangereux. C'est pour l'auteur l'occasion de mettre sous les yeux du lecteur, en une série de tableaux saisissants de couleur locale et de réalisme, la vie des indigènes, leurs mœurs, leurs superstitions.

Gattefossé. — *Technique de la fabrication des parfums naturels et artificiels.* — In-4° de 32 pages. « La parfumerie moderne », 19, rue Camille, Lyon. Prix : 2 francs.

L'industrie des parfums naturels et artificiels est une de celles qui se sont le plus profondément modifiées pendant ces dernières années.

Des procédés et des appareils nouveaux basés sur des théories absolument nouvelles permettent d'obtenir des rendements de plus en plus avantageux ou des qualités plus parfaites. L'industriel doit les connaître et les utiliser s'il ne veut pas rester en arrière de ses concurrents.

L'ouvrage est indispensable non seulement aux chimistes, mais aussi à tous les distillateurs, pharmaciens, parfumeurs, etc.

Mgr. Paul Guérin et G. Bovier-Lapierre. — *Nouveau dictionnaire universel illustré ;* contenant langue française, histoire, biographie, géographie, sciences et arts. Nouvelle édition remaniée, augmentée et complètement mise à jour. — In-18 jésus de 900 pages avec 866 figures, 11 cartes dans le texte, 24 cartes et planches en couleurs mises à jour, 44 tableaux encyclopédiques. Prix : cartonnage classique, 2 fr. 60 ; percaline, 3 fr. 50 ; demi-reliure, dos chagrin, 4 fr. 75. Il a été tiré un certain nombre d'exemplaires sur véritable papier indien dont l'épaisseur ne dépasse pas 2 centimètres, avec reliure en peau souple au prix de 6 fr. 50. Alfred Mame et fils, éditeurs, Tours, 1913.

Gabriel Hanotaux, de l'Académie française. — *La France vivante.* En Amérique du Nord. — In-16 de 264 pages. Prix : 3 fr. 50. Hachette et Cie, éditeurs, Paris, 1913.

« Le présent volume est un livre d'action », dit M. Hanotaux.

Dans une première partie, l'auteur réhabilite devant la pensée américaine, la France trop longtemps méconnue. Il essaie d'indiquer ce que l'Amérique ne doit plus ignorer de la France, ce que la France ne doit plus ignorer de l'Amérique. Ces deux grandes républiques possèdent les plus fécondes qualités : il faut unir les idées généreuses de notre pays au sens pratique des Etats-Unis. Il faut aussi que la France tire profit pour l'avenir de certaines leçons du passé : le Canada porte en soi sa leçon sévère.

Dans la deuxième partie, l'auteur enregistre, photographie, sténographie, en quelque sorte, les paroles et les gestes d'union qui se sont multipliés, en 1912, par les initiatives du comité France-Amérique. Et nous assistons alors au voyage de la Mission Champlain aux Etats-Unis et au Canada, aux fêtes et aux travaux qui marquèrent ces journées officielles et historiques.

Echange d'idées, de connaissances, d'exemples, et finalement document précieux sur des faits qui appartiennent dès aujourd'hui à l'histoire, cet ouvrage est un de ceux qu'on lit avec intérêt puis que l'on consulte avec fruit.

D. Levat. — *Richesses minérales de Madagascar.* — In-8° de 359 pages. Dunod et Pinat, éditeurs, 47, quai des Grands-Augustins, Paris, 1912. Prix : 15 francs.

Nous avons déjà signalé l'ouvrage écrit, au cours de 1912, par M. Levat : *Guide pratique du prospecteur à Madagascar.* L'auteur est un spécialiste distingué, préparé par de nombreuses explorations et par sa connaissance approfondie des gites aurifères dans les pays tropicaux. L'exploitation des mines, notamment des mines d'or, a pris dans ces dernières années un développement tel que l'attention publique se trouve attirée de nouveau sur les richesses minérales de Madagascar, bien que, comme dans toutes les colonies qui débutent, comme au Transvaal, en 1894, une période de défiance et de dépression ait succédé aux enthousiasmes immodérés du début. L'auteur reçut du ministère des Colonies la mission de faire une étude approfondie sur les richesses minérales de Madagascar. C'est son rapport qui vient de paraître ; l'auteur y a donné ses conclusions qui peuvent être, au point de vue des recherches et des explorations futures, d'un grand secours pour les prospecteurs aussi bien que pour les exploitants.

André Lichtenberger. — *En Alsace* (collection des Beaux Voyages). — In-12 de 114 pages, orné de 12 planches en couleurs et 1 carte. Edité par « Les Arts graphiques », 3, rue Diderot, Vincennes, 1912.

Ch. I. L'Alsace : Un coup d'œil sur l'histoire. — II. L'Alsace, « Le Jardin de la France ». — III. Strasbourg : La cathédrale, le musée alsacien. La chambre d'Oberlin. — IV. Les cigognes. — V. Le caractère alsacien. — VI. L'Alsace à table. — VII. Figures de légende. — VIII. Friedlid Trinele (récit d'autrefois). — IX. Le souvenir. — X. Noël d'Alsace.

En ces chapitres, écrits de main de maître, l'auteur nous peint cette région qui nous tient de si près par tant de liens. Tous ceux qui le liront sentiront vibrer en eux la saine fibre patriotique.

Ligue nationale contre l'alcoolisme. — La commission coloniale de la Ligue nationale contre l'alcoolisme au XIIe congrès international contre l'alcoolisme. Londres. Imperial Institute, 18-23 juillet 1909. — In-8° de 15 pages. En vente au siège social de la Ligue, 147, boulevard Saint-Germain, Paris.

Pierre Loti. — *Turquie agonisante.* — In-16 de 124 pages, 5e édition, Calmann-Lévy, éditeurs, 3, rue Auber, Paris, 1913. Prix : 2 francs.

C'est un émouvant plaidoyer en faveur du peuple qu'accable aujourd'hui le destin. Sans rechercher d'ailleurs si la guerre impitoyable d'aujourd'hui n'est pas le retour inévitable de plusieurs siècles de persécutions, l'éminent auteur évoque avec puissance les circonstances atténuantes. On ne peut qu'admirer l'appel éloquent à la pitié que lance Pierre Loti en souvenir du passé : « J'accorde, si l'on veut, dit-il, que tout cela est inévitable quand les peuples primitifs sont déchaînés à la guerre ; aussi n'en aurais-je pas parlé si les « libérateurs » n'avaient vraiment trop joué de cette corde-là, pour ameuter les ignorants et les crédules contre les pauvres Turcs, qui en ont fait beaucoup moins qu'eux-mêmes.

Paul Masson. — *Marseille et la colonisation française. Essai. Histoire coloniale.* — Grand in-8° de 592 pages (2e édition). — Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris, 1912.

Cet ouvrage fut honoré d'un prix (prix Audiffred) par l'Académie des Sciences morales et politiques ; il a pour auteur l'érudit

professeur à l'université d'Aix-Marseille et à l'Institut colonial de Marseille, M. Paul Masson, dont nous avons déjà signalé au public divers ouvrages relatifs à la colonisat on française dans le passé. A l'occasion de l'exposition coloniale de 1906, il étudia avec détail le rôle colonial de Marseille. Le sujet était vaste, il a fourni la matière d'un gros livre. Une grande place y a été donnée au passé colonial du grand port méditerranéen; ce passé est ignoré et mérite d'être connu. L'antiquité et le moyen âge ont été traités brièvement, leur histoire bien lointaine est plus intéressante pour les érudits que pour le grand public; deux chapitres sont consacrés à la colonisation méditerranéenne aux temps de la monarchie; mais dans le long passé-colonial de Marseille, c'est son activité en dehors de la Méditerranée au dernier siècle de l'ancien régime qui y est particulièrement étudiée. Cette étude historique est complétée par un tableau rapide du rôle de Marseille dans la colonisation française actuelle.

L'ouvrage de M. Masson est une remarquable synthèse, apte à préparer des travaux d'analyse plus importants. Il est, de plus, une page brillante à l'histoire coloniale de la France.

Henri Mérou. — *Coins de France en Amérique.* — In-12 de 176 pages. E. Basset et Cie, éditeurs, 3, rue Dante, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

L'auteur est un membre distingué du corps consulaire français, il y a plus de dix-sept années qu'il exerce ses délicates fonctions aux Etats-Unis d'Amérique. Mêlé durant ces dix-sept années, sans interruption, à toutes les œuvres franco-américaines destinées à rendre plus éclairées et plus intimes les relations entre les deux grandes républiques sœurs, il nous raconte les faits de sa longue expérience personnelle des groupements français aux Etats-Unis.

Ce livre sera utile entre tous aux pionniers qui, dans un champ donné quelconque, travaillent au rapprochement des nations et des peuples, pour le plus grand profit des uns et des autres.

Isidore Nègre. — *Patrie? ou Matrie!* étude de régénération nationale et sociale, sur *Le droit à la vie pour la mère et l'enfant.* — In-8° de 32-48 pages. Prix : 0 fr. 25 chez l'auteur, M. Isidore Nègre, à Mazamet (Tarn).

A. Piard. — *Manuel de fabrication des boissons gazeuses et sirops.* — In-4° de 210 pages. « La Parfumerie moderne », 19, rue Camille, Lyon, 1913. Prix : 4 francs.

De toutes les boissons rafraichissantes que le commerce nous offre, il n'en est peut-être pas qui aient aussi rarement que les limonades gazeuses retenu l'attention des hygiénistes et des législateurs. Il s'agit cependant d'une industrie réellement importante tant par les capitaux engagés, l'éducation technique des dirigeants et l'extension possible des débouchés que par la valeur hygienique et alimentaire des débouchés. L'auteur expose avec une très grande compétence qui témoigne de longues années de travaux pratiques et d'études sur la question non seulement toutes les nécessités scientifiques et techniques de la fabrication des limonades, sodas et sirops, mais encore toute la série des règlements successifs qui en France et à l'étranger réglementent cette industrie alimentaire.

L'ouvrage de M. Piard est le seul réellement complet qui ait paru jusqu'à ce jour sur les boissons gazeuses, il est au courant des méthodes les plus modernes.

René Pinon. — *France et Allemagne 1870-1913.* — In-12 de 306 pages, 2e édition avec 1 carte de l'Afrique équatoriale. Perrin et Cie, éditeurs, 35, quai des Grands-Augustins, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Après la convention du 4 novembre 1911 et la période de tension aiguë qui l'a précédée, la France et l'Allemagne ont besoin, l'une comme l'autre, de réfléchir, de rentrer en elles-mêmes, de se demander pourquoi il s'est en fin de compte, résolu pacifiquement. Le problème des relations franco-allemandes est l'un des plus délicats qui se soient jamais posés devant la conscience de deux grands peuples. Il est capital pour l'avenir de l'Europe et de la civilisation. Au moment où, dans l'Orient balkanique, sévit une terrible guerre qui amènera fatalement entre les grandes puissances, des divergences d intérêts, le maintien de la paix générale dépend, pour une très large part, de la France et de l'Allemagne et des rapports qu'elles auront entre elles. »

C'est ainsi que l'auteur de tant d'ouvrages si appréciés sur les grandes questions de politique étrangère présente ce volume qui, dans un exposé clair et précis, pénétrant et vif, résume en substance l'histoire des relations franco-allemandes pendant ces quarante-deux dernières années. Au moment où l'Europe traverse une redoutable crise politique ce livre sera lu avec profit par tous ceux qu'intéressent l'avenir de la France.

Félix Serret. — *Voyage en Colombie (1911-1912).* — In-12 de 331 pages. Dunod et Pinat, éditeurs, 47, quai des Grands-Augustins, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

L'ouvrage de M. Serret est des plus intéressants. On sent qu'il connait admirablement son milieu et qu'il sait observer. Il est en effet peu de sujets qui passent inaperçus dans cette vivante encyclopédie, et tous y sont fouillés et décrits avec naturel et clarté. Rien de ce que rencontre le voyageur n'y est oublié et chaque page réserve au lecteur une surprise nouvelle, en même temps qu'un enseignement précieux. Tous ceux qui aiment la lecture et qui désirent s'instruire liront le livre de M. Serret qui leur fera connaître et aimer la Colombie, que l'auteur déclare l'un des pays les plus beaux et les plus riches du monde.

Louis Tauxier. — *Le Noir du Soudan. Pays Mossi et Gourounsi.* Documents et analyses. — Paris, Emile Larose, 1912, in-8°, 796 pages.

L'auteur de ce livre présente au public une description détaillée et minutieuse d'un certain nombre de peuples appartenant à la famille soudanaise, ce sont ceux qui habitent des territoires situés dans la boucle centrale du Niger entre le 11e et le 14e degrés de latitude Nord environ et le 2e et le 6e degrés de longitude ouest, c'est-à-dire les pays Mossi et Gourounsi.

L'ouvrage a un très grand mérite, c'est que son auteur a visité et étudié par lui-même les populations dont il parle et c'est ce qui fait qu'il a pu réunir sur chacune d'elles un dossier de faits très considérable. Aussi l'ouvrage laisse-t-il bien loin derrière lui d'autres livres écrits par des savants de cabinet qui ne parlent pas des peuples africains de visu.

M. Louis Tauxier, qui se présente comme un disciple de Le Play, emprunte aux méthodes de la science sociale les divisions sous lesquelles il classe les populations : Noirs cultivateurs, cultivateurs et éleveurs, cultivateurs et commerçants, guerriers et conquérants, pasteurs.

Ce qu'il dit de chacun des peuples compris dans ces groupes est fort intéressant et se lit très agréablement, mais tout se suit d'une façon ininterrompue, sans que rien marque la séparation entre les matières multiples et variées qui sont traitées. La description de chaque peuple est tout d'une venue, sans aucune subdivision, et pour un même peuple il y a souvent de 30 à 40 pages; pour les Nounoumas, il y en a 90. Il en résulte que les recherches sont difficiles à faire, ce qui est regrettable pour un livre de cette importance. La table ne renseigne pas davantage.

Puisque M. Tauxier annonce un second ouvrage sur le Noir du Soudan qui complètera celui-ci, ne pourrait-il y donner une table alphabétique des matières contenues dans les deux volumes ? Il rendrait certainement ainsi un grand service à tous ceux qu'intéresse l'ethnographie des peuples africains et augmenterait la valeur documentaire de son livre.

G. Regelsperger.

Edmond Théry. — *L'Europe économique.* — In-12 de 332 pages. Edition de l'*Economiste européen*, Paris, 1911. Prix : 3 fr. 50.

Ch. I. Cinquante années d'histoire européenne. — II. Population et superficie de l'Europe. — III. Les finances publiques. — IV. Les moyens de transport et de communication. — V. Les banques d'émission et la circulation monétaire métallique de l'Europe. — VI. L'agriculture européenne en 1898 et 1908. — VII. L'industrie européenne en 1898 et 1908. — VIII. Le commerce extérieur européen en 1898 et 1908.

Cette courte énumération des chapitres de ce nouvel ouvrage de l'éminent directeur de l'*Economiste européen*, montre qu'aucune branche de l'activité économique de l'Europe n'a été laissée de côté. OEuvre de savante vulgarisation, ce livre a sa place marquée, indispensable pourrait-on dire, sur la table de travail de chacun.

JOSEPH TURQUAN. — *Les femmes de l'émigration* (2e édition). — In-8° de 393 pages. Emile-Paul, éditeur, 100, faubourg Saint-Honoré, Paris, 1912. Prix : 5 francs.

Cet ouvrage pourrait s'appeler aussi bien la fin d'un monde, car on y trouve les dernières convulsions et l'agonie de cette société du XVIIIe siécle qui avait été aussi brillante que frivole. La première série avait montré les causes de l'émigration, la part qui revenait aux femmes et aux salons dans les idées qui amenèrent la Révolution, puis l'émigration; il nous avait fait pénétrer dans les premiers groupements d'émigrés à Bruxelles, Worms, Coblentz, et dans les salons d'exil ouverts par d'aimables et spirituelles Françaises. La seconde série, qui paraît aujourd'hui, présente le tableau de l'émigration en Angleterre. Rien de plus curieux que de voir ces femmes, qui avaient été en France les reines de la mode, ces élégantes, dont les noms s'entendent encore chaque jour dans nos salons, aux prises avec les nécessités de la vie, luttant péniblement pour le pain quotidien, travaillant tout le jour pour un maigre salaire et se recevant entre elles, le soir, dans leurs mansardes de Londres. Vingt-cinq mille émigrés étaient en Angleterre. La Suisse, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, la Russie en avaient aussi reçu beaucoup. Il y en eut en Amérique, où, tandis que les maris se faisaient planteurs, chasseurs de fourrures, etc., les femmes répandaient un peu de joie dans leurs humbles habitations, où l'on menait souvent la vie des peuples primitifs. Le retour en France n'est pas le chapitre le moins curieux de ce livre.

L. VENTOU-DUCLAUX. — *Les caoutchoucs artificiels.* — In-8° de VII-114 pages. Prix broché : 3 fr. 75. H. Dunod et E. Pinat, éditeurs, 47 et 49, quai des Grands-Augustins, Paris, 1913.

Les emplois du caoutchouc deviennent de plus en plus nombreux, et d'autre part dans chacun de ces emplois, la quantité consommée augmente annuellement. Les pneumatiques et les bandages des automobiles entrent pour les 3/4 dans la consommation totale. Or, le nombre des voitures mises en service augmente chaque année dans une proportion considérable.

De sérieux efforts ont été faits au cours de ces dernières années pour obtenir, d'une part, la synthèse du caoutchouc, et d'autre part, la régénération du caoutchouc vulcanisé ou de la gomme dans les objets manufacturés que l'usage a plus ou moins profondément altérés. C'est l'exposé des recherches entreprises jusqu'à ce jour qui fait l'objet de cet ouvrage. Les produits qu'on peut obtenir, les uns étant directement utilisables, les autres destinés à être mélangés à des gommes dans le but de diminuer leur prix de revient, sont divisés en quatre catégories : caoutchoucs synthétiques, caoutchoucs régénérés, caoutchoucs dérésinés, factices et succédanés. Chacun de ces chapitres est terminé par la liste des brevets relatifs à la question traitée.

ALBERT BUISSON. — *Le problème des poudres, au point de vue technique, économique et national.* — In-8° de VIII-252 pages. Dunod et Pinat, éditeurs, 47, quai des Grands-Augustins, Paris, 1913. Prix : 4 fr. 50.

L'ouvrage de M. Buisson a le mérite d'arriver à son heure. Ce n'est pas, du reste, son seul avantage. D'une lecture facile et dégagé de toute contingence, il met au point une question technique délicate, en même temps qu'il indique la marche à suivre pour éviter le retour des accidents que nous avons eus à déplorer.

A ce titre, il intéresse tout particulièrement les ingénieurs, les marins, les officiers; le public y trouvera, en outre, une confiance particulièrement opportune dans la situation difficile que nous traversons.

GEORGES ROSSIGNOL (ROGER DEBURY). — *Un pays de célibataires et de fils uniques.* — In-18 de 327 pages. Prix : 3 fr. 50. Ch. Delagrave, éditeur, 15, rue Soufflot, Paris, 1913.

C'est le livre le plus douloureux et le plus éloquent, le plus complet et le plus décisif qui ait été écrit sur la question de la dépopulation. Et il est plus tristement d'actualité que jamais. Chaque année en effet, — chaque jour, pourrait-on dire, — la France perd une grande bataille. Chaque jour, il y a 2.500, chaque année il y a 900.000 Allemands de plus. C'est comme si l'Allemagne s'accroissait tous les deux ans d'une Alsace-Lorraine! Numériquement égaux aux Français vers 1860, dans les mêmes limites territoriales, les Allemands sont aujourd'hui 28 millions de plus. Il naît 2.015.000 Allemands pour 742.000 Français, presque trois Allemands pour un Français. Jamais si effroyable péril n'a menacé un pays, et la France ne veut pas s'en inquiéter, ou elle ne s'en inquiète que pour chercher des remèdes dérisoires. « Quelles belles colonies nous aurions s'il y avait 3 ou 400.000 naissances de plus par an. »

Mouvement des périodiques.

JEAN AJALBERT. — Le monopole de la fabrication de l'alcool en Indochine. (*La France d'outremer*, 6 mars 1913.)

ALIS. — L'enseignement professionnel en Tunisie. (*Bulletin de la mission laïque française*, février 1913.)

ARMATTE. — La situation actuelle du protectorat marocain. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mars 1913.)

ASTIER. — Souvenirs de voyage en Arabie. (*Bulletin de la Société française des Ingénieurs coloniaux*, octobre-décembre 1912.)

AZÉMA. — Le monopole du riz à la Réunion. (*La Revue parlementaire des Colonies*, mars 1913.)

RAOUL BAUDE. — La Chine républicaine et l'opium. (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*, février 1913.)

CH. BEAUGÉ. — Projets d'irrigations et de dessèchements en Egypte et au Soudan. (*Bulletin de la société française des Ingénieurs coloniaux*, octobre-décembre 1912.)

GEORGES BONNENOT. — La représentation des colonies. (*La Revue parlementaire des Colonies*, mars 1913.)

ROBERT DE CAIX. — L'emprunt marocain. (*L'Afrique française*, mars 1913.)

C. CILVANET. — Le caoutchouc en 1912. (*Revue française d'Exploration*, mars 1913.)

J. CLOZEL. — Politique musulmane au Soudan. Pacification du Sahara soudanais. (*L'Afrique française*, mars 1913.)

COFFINIÈRES DE NORDECK. — La barre du Sénégal. (*Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, octobre-décembre 1912.)

DEBATS. — Les ports du Maroc. (*La Revue marocaine*, 5 mars 1913.)

MAURICE DELAFOSSE. — Les sociétés primitives de l'Afrique équatoriale. (*L'Afrique française*, mars 1913.)

ROBERT DOUCET. — Le monopole de l'alcool en Indochine. (*Le monde économique*, 22 mars 1913.)

E. GAUTHIER. — L'Allemagne économique. (*Journal des Chambres de commerce*, 25 février 1913.)

HENRI GOURDON. — L'enseignement européen à Shanghai. (*Revue indochinoise*, décembre 1912.)

J. Ladreit de Lacharrière. — La pénétration militaire de la France au Maroc. (*L'Action africaine*, mars 1913.)

Ladreit de Lacharrière. — Du Sous à Tanger. (*Société normande de Géographie*, avril-juin 1912.)

Guy. — Le Fouta-Djallon. (*Lyon colonial*, mars 1913.)

Georges Parmentier. — En Finlande. (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale du Havre*, avril-juin 1912.)

Henri Planas. — De l'enseignement colonial dans les écoles primaires de France. (*Bulletin de la mission laïque française*, février 1913.)

Georges Poignant. — Les intérêts français en Syrie. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mars 1913.)

Georges Poignant. — Les intérêts français en Syrie. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 mars 1913.)

Ponty. — L'assistance médicale en Afrique occidentale française. (*Archives de thérapeutique*, 1er mars 1913.)

Puget. — En Nouvelle-Calédonie. Une étape. (*La Revue parlementaire des Colonies*, mars 1913.)

Commandant G. Reynaud. — Oran et l'Oranie. (*L'Action africaine*, mars 1913.)

Edmond Rottach. — En s'éloignant de Péking. (*Revue des Français*, 2 février 1913.)

Etienne Taris. — Le coton russe et les principales richesses agricoles du Turkestan et de la Transcaucasie. (*L'agriculture pratique des Pays chauds*, février 1913.)

Sousou-Hannaï. — Pèlerinage à Ang-Kor en 1912. (*Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, octobre-décembre 1912.)

Spruyt. — Trois ans dans la Chine centrale. (*Bulletin de la Société royale belge de Géographie*, novembre-décembre 1912.)

A. de Tarlé. — L'organisation militaire des colonies anglaises. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 mars 1913.)

Lieutenant Vallée. — Notes sur le Kouango. (*L'Afrique française*, mars 1913.)

H. Varache. — Canton, Hong-Kong, Macao. (*Revue de Géographie commerciale de Bordeaux*, février 1913.)

Capitaine Varrigault. — Une tribu nomade : Les Borroros. — (*L'Afrique française*, mars 1913.)

H. Villenet. — Les Doukkala. (*La Revue marocaine*, 5 mars 1913.)

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITES

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	9	25	à	.. ..
Conakry Niggers	8	50	à	. ..
Soudan Niggers rouges	7	75	à	8 »
Soudan Niggers blancs	7	»	à	. ..
Soudan lanières et plaques	8	75	à	9 ..
Soudan Manoh	8	50	à	. ..
Lahou petits Cakes	6	50	à	. ..
Lahou Niggers	6	75	à	. ..
Gambie A	6	25	à	. ..
Gambie AM	5	25	à	. ..
Gambie B	4	25	à	. ..
Bassam Lump	4	»	à	. ..

Marché d'Anvers. —On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	9	25	à	9 65
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	9	..	à	9 25
Kasai noir I	9	25	à	9 65
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	9	35	à	9 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	9	35	à	9 75
Mongala lanières	9	35	à	9 75
Aruwini	9	35	à	9 75
Wamba rouge I	7	»	à	7 25
Uelé	9	35	à	9 75
Détroits crêpe I	10	75	à	10 90

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

22 *mars.* — *Arrêté* du 9 mars ouvrant à l'exploitation provisoire et restreinte les gares de Maka-Yop et Koungheul (chemin de fer de Thiès à Kayes).

Journal officiel de la colonie.

6 *mars.* — *Arrêté* du 21 février rétablissant la perception de la taxe additionnelle de change sur les mandats d'articles d'argent.

15 *mars.* — *Décision* du 4 mars portant réouverture des bureaux postaux et télégraphiques de Diorbivol et Senoudébou.

Décision du 5 mars nommant une commission mixte à Ziguinchor (Casamance), en vue de l'examen des plans-projets de lotissement définitif des escales de Kolda, Baïla, Balandine, Tanafe et Diana-Malary.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *février.* — *Décision* du 1er janvier interdisant la coupe des arbres à kapok dits « Fromagers ».

Arrêté du 8 janvier supprimant, à compter du 15 janvier, le trafic direct entre le chemin de fer de Kayes au Niger et le service de la navigation.

Territoire militaire du Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

8 *mars.* — *Arrêté* réglementant le régime des concessions urbaines au Territoire militaire du Niger.

Arrêté du 4 mars autorisant le receveur des postes de N'Guigmi à délivrer et à rembourser, à partir du 1er juillet 1913, des mandats d'articles d'argent métropolitains.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *mars.* — *Arrêté* du 18 février 1913 réglementant la construction et l'entretien par le service des postes des lignes télégraphiques ou téléphoniques d'intérêt privé.

Dahomey. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *mars.* — *Arrêté* portant création d'un bureau de poste à Bassila et fermeture du bureau de Cabolé.

Chemin de fer. — **Les progrès du chemin de fer du Dahomey.** — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française vient de rendre compte par la voie du câble au ministre des Colonies des conditions dans lesquelles a eu lieu, le 18 mars dernier, l'inauguration du tronçon nord du chemin de fer du Dahomey. Cette voie ferrée d'une quarantaine de kilomètres, relie Sakété à Pobé, elle traverse une région agricole riche en produits de toute nature, particulièrement en coton.

Cette cérémonie s'est accomplie au milieu d'un grand concours de population. Les chefs des principales maisons de commerce de la colonie y assistaient, les fonctionnaires et les notables indigènes des cercles voisins entouraient le lieutenant-gouverneur de la colonie.

Les travaux commencés en octobre 1910 sur les fonds de la caisse de réserve du budget général ont été conduits par le capitaine du génie Ostermann et par l'officier d'administration Auray,

avec un zèle et une habileté auxquels on ne doit pas oublier de rendre hommage.

Au point de vue politique, l'ouverture de cette ligne ne manquera pas d'avoir un certain retentissement. Déjà plusieurs chefs que la proximité du rail rallie à notre influence ont fait parvenir au gouvernement l'assurance de tout leur dévouement.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

22 *février.* — *Arrêté* du 17 février promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du Code civil (reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle).

Par application des dispositions du paragraphe 2 de son article 4, la loi ne s'appliquera qu'au seul cas où la mère et le père prétendu seront de nationalité française ou appartiendront à la catégorie des étrangers assimilés aux nationaux français.

Arrêté créant des périmètres de reboisement dans le district de Manjakandriana (province de Tananarive) et déterminant les conditions d'après lesquelles seront effectués les travaux de reboisement.

Arrêté du 20 février portant organisation d'un service topographique des domaines et de la propriété foncière.

Arrêté du 21 février promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances la loi du 31 décembre 1912 autorisant cette colonie à construire un chemin de fer entre Tananarive et Antsirabe.

Arrêté du 20 février portant déclaration d'ouverture à l'exploitation publique, à compter du 9 mars 1913, de la voie ferrée entre Tananarive et Tamatave.

Arrêté homologuant les distances d'application et portant fixation des tarifs généraux, des conditions et des frais accessoires sur le chemin de fer de Tananarive à Tamatave.

Arrêté portant règlement sur la comptabilité de l'exploitation du chemin de fer de T. C. E. (chemin de fer et automobiles).

ADMINISTRATION. — **Situation budgétaire au 31 décembre 1912.** — La situation financière de la colonie de Madagascar pour l'exercice 1912 présentait au 31 décembre dernier les résultats suivants :

Montant des recouvrements.....	30.751.542 francs
Montant des dépenses.....	23.919.231 —
L'excédent des recettes, soit.....	6.832.311 francs

accuse une augmentation de 630.000 francs sur l'excédent de l'an dernier.

Les recettes effectuées jusqu'au 31 décembre dépassent de 2.228.619 francs celles recouvrées pendant la même période de l'exercice 1911.

L'impôt sur les patentes, supérieur de 117.700 francs à celui perçu l'an dernier, atteint 773.000 francs.

La taxe personnelle s'élève à 13.746.800 francs, en augmentation de 854.880 francs.

L'impôt sur les bovidés dépasse de 384.000 francs les perceptions de l'année 1911 et figure pour 2.715.820 francs.

Les taxes de consommation s'élèvent à 4.697.000 francs et accusent une plus-value de 735.000 francs.

Les recettes du chemin de fer, qui s'élèvent à 1.665.000 francs, sont en augmentation de 300.000 francs sur l'an dernier.

Organisation d'un service topographique. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 20 février, institue à la direction des domaines et de la propriété foncière un service topographique placé sous l'autorité du chef du service des domaines et sous la direction technique d'un géomètre breveté qui prendra le titre de « Chef du service topographique des domaines et de la propriété foncière ».

Près de chacune des conservations foncières de la colonie et de ses dépendances, il est institué une brigade topographique; ces brigades, sous la direction technique du chef du service topographique des domaines, sont chargées :

1° Du levé des plans nécessaires à l'immatriculation des propriétés, en exécution des prescriptions du décret du 4 février 1911 sur la propriété foncière; 2° de la reconnaissance du levé des plans ou croquis et du lotissement des terres domaniales; 3° de la tenue à jour des archives topographiques foncières et domaniales; 4° de la tenue, le cas échéant, des bureaux d'archives domaniales et foncières; 5° transitoirement, des travaux miniers demandés par le service des mines ou les particuliers.

INDUSTRIE. — **Création d'un atelier d'apprentissage industriel.** Pour favoriser le développement des chantiers de construction des embarcations à voiles qui desservent les principaux ports de la côte ouest de Madagascar, M. le gouverneur général Picquié vient de prendre un arrêté instituant à Bolo-sur-mer, dans la province de Morondava, un atelier d'apprentissage industriel.

Chaque année, les écoles indigènes de la zone maritime de cette province fourniront des élèves qui seront pendant deux années mis en apprentissage dans cet atelier. A leur sortie, les charpentiers ainsi formés pourront facilement trouver à s'employer soit dans d'autres chantiers, soit sur les navires qui font le cabotage sur les côtes de Madagascar.

Mayotte et dépendances. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

15 *février.* — *Arrêté* de l'administrateur de Mayotte en date du 16 décembre 1912, réglementant les prestations pour l'exécution des travaux à la charge des villages.

Le nombre des journées de prestations dues pour l'année 1913 par chaque prestataire est uniformément fixé à six. Le rachat des prestations en argent n'est pas autorisé.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de de l'Indochine.*

20 *février.* — *Décret* du 30 décembre portant approbation du budget général de l'Indochine et des budgets annexes pour l'exercice 1913.

Arrêté du 15 février fixant pour l'année 1913 le prix du remboursement des journées de traitement dans les établissements hospitaliers du service général et les infirmeries-ambulances de l'Indochine.

Discours prononcé par M. le gouverneur général à l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil de gouvernement de l'Indochine tenue à Hué, le 4 février 1913.

24 *février.* — Loi du 26 décembre 1912, autorisant le gouvernement général de l'Indochine à contracter un emprunt de 90 millions pour exécuter divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section indochinoise.** (Séance du 11 mars 1913.) — La Section indochinoise de l'Union coloniale s'est réunie le 11 mars sous la présidence de M. Mettetal, vice-président de la Section, remplaçant M. Roume empêché.

Présents : MM. Mettetal et Fontaine, vice-présidents; H. Sam-

buc, Cl. Madrolle, Société La Bienhoa industrielle et forestière, Raveau (Société foncière de l'Indochine), Depincé.

Excusés : MM. Roume, président; le colonel Bernard et J. Berthet, vice-présidents; Pâris, Vigne, J.-M. Bel.

Le procès-verbal de la séance, du 11 février, qui a été publié dans la *Quinzaine coloniale* du 25 février, est adopté.

Droits de transit sur les marchandises à destination du Laos siamois. — M. Depincé donne lecture de la lettre suivante adressée à M. le ministre des Colonies en exécution de la décision prise par la Section dans sa séance précédente, au sujet de la suppression des droits de transit sur les marchandises à destination du Laos siamois :

Paris, le 19 février 1912.

Monsieur le ministre, par votre lettre du 3 de ce mois vous avez bien voulu me faire connaître que, desireux de donner satisfaction au vœu émis par la Section indochinoise de l'Union coloniale française et tendant à la suppression des droits de douane dont sont frappées les marchandises étrangères transitant à travers l'Indochine à destination du Laos siamois, vous aviez prié M. le gouverneur général de l'Indochine, au cas où ce vœu ne soulèverait de sa part aucune objection, et après avoir pris l'avis du Conseil supérieur et des différentes assemblées élues de la colonie, de faire préparer et de vous adresser un projet de décret en ce sens.

J'ai communiqué cette lettre à notre Section indochinoise, qui s'est montrée extrêmement reconnaissante de vos bienveillantes intentions et m'a chargé de vous en exprimer tous ses remerciements.

Toutefois elle m'a prié de vous faire observer que l'instruction à laquelle vous avez décidé de faire procéder a déjà été faite, ainsi d'ailleurs qu'il ressort des termes de votre lettre précitée, puisque le projet de décret soumis par le gouverneur général de l'Indochine à votre prédécesseur et que M. Lebrun a transformé en un projet de loi ayant pour objet d'organiser le Laos en zone franche renferme une disposition exonérant de tout droit de douane les marchandises transitant à travers l'Indochine, en provenance ou à destination du Laos.

Il est bien évident, en effet, que sur ce point spécial, comme sur les autres dispositions du projet de décret, le conseil de gouvernement et les assemblées locales ont dû être consultées et il suffirait de se reporter au texte même de ce projet pour y trouver la mention des avis émis par eux.

En fait, d'ailleurs, il n'est pas douteux que cette consultation ait eu lieu, et nous en avons trouvé la preuve dans les délibération desdits conseils et assemblées auxquelles nous nous sommes reportés et qui ont dû être transmises au Département à l'appui des propositions de M. le gouverneur général Sarraut : Chambre de commerce du Saigon, 3 septembre 1908 et 4 avril 1910; Chambre consultative du commerce et de l'agriculture de Pnom-Penh, août ou septembre 1908; Conseil colonial de Cochinchine, session ordinaire de 1908, séance du 17 septembre et session ordinaire de 1910, séance du 20 septembre; enfin, Conseil supérieur, sessions ordinaires de 1908 et de 1910. Il va sans dire d'ailleurs que les avis visés dans l'énumération qui précède sont favorables à la suppression des droits de transit.

Dans ces conditions, il semble que le département possède d'ores et déjà tous les éléments nécessaires en vue de la préparation du décret à intervenir et qu'une nouvelle consultation des assemblées locales n'y ajouterait rien. Elle ne ferait donc que retarder encore sans utilité une solution depuis longtemps réclamée par les commerçants de la Cochinchine, du Cambodge et du Laos français, légitimement impatients de voir disparaître le principal obstacle qui, dans l'état actuel, s'oppose à l'établissement de relations commerciales suivies entre le Laos siamois et notre colonie asiatique.

La seule question qui puisse se poser est de savoir si M. le gouverneur général de l'Indochine, dont l'opinion sur l'opportunité de la mesure dont s'agit n'est d'ailleurs pas douteuse, voit ou non des inconvénients à ce que la mesure soit prise avant que le Parlement ait été appelé à statuer sur la partie de ses propositions tendant à l'organisation du Laos en zone franche. Mais c'est un point sur lequel le Département pourrait être fixé rapidement par télégramme, si vous voulez bien, Monsieur le ministre, consulter ce haut fonctionnaire par la même voie.

Permettez-moi donc d insister auprès de vous en ce sens, conformément au désir qui m'en a été exprimé par la Section indochinoise de l'Union coloniale qui attache le plus grand prix à ce que la question reçoive une solution aussi prompte que possible et qui vous sera reconnaissante de tout ce que vous voudrez bien faire pour arriver à ce résultat.

Veuillez agréer, etc.

Le directeur général : J. Chailley.

M. Depincé ajoute que suivant les renseignements qu'il a obtenus au ministère des colonies, on peut s'attendre à une solution satisfaisante dans un délai prochain.

Contrôle des matières d or et d'argent. — M. Depincé rappelle que M. Pâris, par une lettre remontant à novembre dernier, a soumis à la Section indochinoise de l'Union coloniale une proposition tendant à la création en Indochine d'un service de contrôle des ouvrages d'or et d'argent analogue à celui qui existe en France.

Dans sa séance du 5 décembre, la Section, après un court échange de vues, a décidé de surseoir à toute décision jusqu'au jour où M. Pâris pourrait développer lui-même ses conclusions. Aujourd'hui encore M. Pâris se trouve malheureusement empêché, par son état de santé, d'assister à la séance.

Le ministère de Colonies ayant mis la question à l'étude, M. Depincé estime qu'il devient urgent pour la Section de se prononcer. Il est d'autant plus inutile d'attendre davantage que personne ne conteste les avantages de la réforme qui paraît devoir être particulièrement bien accueillie dans la colonie.

L'institution du contrôle a été réclamée encore tout dernièrement par le Conseil colonial de Cochinchine.

Pour commenc r, le contrôle pourrait être facultatif, sauf à le rendre obligatoire ultérieurement. Trois bureaux de garantie à Saigon, à Hanoi et à Pnom-penh, suffiraient vraisemblablement au début.

MM. Mettetal, Sambuc et Raveau se montrent du même avis que M. Depincé.

M. Mettetal ne doute pas du succès de la réforme, à condition toutefois que le montant de la taxe de garantie soit le même qu'en France. En outre, et c'est là un point essentiel, les objets poinçonnés en Indochine devront être dispensés, à leur importation dans la métropole, d'un nouveau contrôle. Il importe pour cela que le poinçon de garantie, en usage en Indochine, soit reconnu dans les ports métropolitains.

Sur la proposition de M. le président, la question est renvoyée à l'examen de M. Sambuc qui veut bien accepter de présenter un rapport que la Section discutera au cours de sa prochaine séance.

Travaux à exécuter au compte de l'emprunt de 90 millions. Examen de l'ordre d'urgence des études: — M. Depincé fait remarquer que cette question doit être envisagée sous un double aspect.

Il s'agirait, tout d'abord, de déterminer l'ordre d'urgence des études préliminaires aux travaux à effectuer, et ensuite l'ordre d'urgence de ces travaux eux-mêmes.

Il ajoute que, soit à un point de vue, soit à l'autre, la Section ne possède peut-être pas tous les éléments d'appréciation pour présenter à l'administration un projet de classement définitif. Il est nécessaire, en effet, pour procéder à un tel classement, que tous les intérêts soient envisagés et que le projet à soumettre à

l'administration ne sacrifie aucun d'eux. Un projet hâtivement établi, sans enquête suffisante, risquerait de soulever des protestations, de ne pas être adopté par le ministère des Colonies et l'Union coloniale doit éviter un tel échec.

Après un court échange de vues et eu égard aux observations de M. Depincé, cette question est réservée.

La prochaine réunion de la Section est fixée au mardi 15 avril.

CHEMINS DE FER. — **Résultats d'exploitation des chemins de fer indochinois.** — Nous empruntons les renseignements suivants, qui donnent une vue d'ensemble des plus intéressantes sur les résultats d'exploitation des chemins de fer indochinois, au rapport qui a été présenté au Conseil supérieur touchant la situation générale des travaux publics en Indochine au cours de l'année 1912.

Les voies ferrées de l'Indochine exploitées par la colonie sont divisées administrativement en trois réseaux :

1° Le réseau Nord, composé des lignes de Hanoi à Vinh (Hanoi Ben-Thuy) et à Lang-Son (Hanoi Nam-Quam); longueur exploitée: 493 kilomètres;

2° Le réseau de l'Annam-Central, constitué par la ligne de Tourane à Hué et Dong-Ha (175 km.);

3° Le réseau Sud. Ce réseau est formé : *a*) de la ligne Saigon-Mytho (70 km.) dont la concession a expiré le 31 décembre 1911 et qui depuis est exploitée par la colonie; *b*) de la ligne Saigon-Khanhoa (408 km.) avec embranchements Muong-Man Phantiêt, Nga-Ba Ba-Ngoi et Phanrang Langbian. A partir de Saigon, la section Saigon Muong-Man (178 km.) et l'embranchement Muong-Man Phantiêt (12 km.) sont en exploitation totale depuis 1910; la section Muong-Man-Phanrang sera terminée dans le courant de 1913; la section Phanrang Nhatrang (88 km.) avec l'embranchement Nga-Ba Ba-Ngoi (5 km.) est en exploitation provisoire depuis le 1er avril 1912; la construction de l'embranchement Phanrang Langbian n'est pas terminée; la plate-forme est construite de Phanrang à Xomgon (38 km.).

En outre des chemins de fer exploités directement par la colonie, le chemin de fer de Haiphong à Yunnanfou a été concédé par la colonie à la Compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan et son exploitation est soumise à une convention financière spéciale.

La longueur totale des chemins de fer de la colonie en exploitation est de 1.880 kilomètres (1909, au 31 décembre 1912).

Dans ce qui va suivre, il n'a pas été fait état de la section Phanrang-Nhatrang du réseau Sud, qui est exploitée sommairement et provisoirement depuis le 1er avril seulement et pour laquelle les résultats connus à ce jour sont trop peu concluants :

Recettes d'exploitation. — Depuis 1909 et surtout 1910 les transports en service ont considérablement diminué sur les différentes lignes par suite du ralentissement des travaux de construction. Aussi les résultats de ces dernières années donnent-ils une physionomie assez exacte du fonctionnement économique des chemins de fer indochinois.

En tablant sur les résultats connus au 1er octobre pour les recettes 1912, on peut admettre pour les recettes des quatre dernières années les chiffres suivants :

	Années	Longueur exploitée	Recette kilométrique
Réseau Nord..	1909	493 km.	4.122 francs
—	1910	493 —	3.957 —
—	1911	493 —	4.280 —
—	1912	493 —	4.840 —
Annam-Central.	1909	175 km.	1.280 francs
—	1910	175 —	1.233 —
—	1911	175 —	1.395 —
—	1912	175 —	1.742 —
Réseau Sud....	1909	204 —	6.074 —
—	1910	260 —	5.075 —
—	1911	260 —	5.545 —
—	1912	260 —	5.963 —

Ces chiffres indiquent une progression très nette des recettes depuis 1910. Cette constatation est d'autant plus rassurante pour l'avenir des chemins de fer de la colonie que l'augmentation des recettes n'a pas été la résultante d'un accroissement du mouvement économique de la colonie, ainsi que le montre le tableau suivant :

Années	Exportations des riz	Importations et exportations totales de la colonie
1907 .	1.428.121 tonnes	545.354.872 francs
1908..	1.234.003 —	522.357.230 —
1909..	1.095.855 —	522 788.295 —
1910..	1.269.516 —	529.233.200 —
1911..	858.453 —	494.289.179 —

De l'examen de ce tableau il ressort que la récolte de riz a été notablement inférieure de 1908 à 1911, et cette dernière année surtout, à celle de 1907; or c'est la récolte de riz qui caractérise le mieux la prospérité économique du pays. Les chiffres du commerce total suivent les variations de celles du riz. Il y a donc lieu d'espérer que, lorsque les récoltes seront redevenues normales et que le commerce général se sera relevé, les recettes des chemins de fer s'en ressentiront et qu'elles subiront un accroissement encore plus marqué.

Dépenses et coefficient d'exploitation. — Les dépenses d'exploitation par kilomètre exploité, en admettant, que, pour 1912, les prévisions budgétaires ne seront pas dépassées, ont été les suivantes pour chacun des réseaux :

Années	Nord	Annam-Central	Sud
	Francs	Francs	Francs
1909.....	3.962	2.672	4.424
1910.....	3.705	2.959	4.057
1911.....	3.649	2.868	3.741
1912..... (Approximatif)	3.874	3.124	4.527
1913..... (Prévisions budg.)	3.834	2.757	3.627 (1)

a) Réseau nord : De 1909 à 1912 les recettes ont augmenté de 17 0/0 environ ; le tableau précédent montre que les dépenses ont au contraire diminué de 2,5 0/0 pendant le même intervalle ; le coefficient d'exploitation a passé ainsi de 96 0/0 à 80 0/0.

b) Réseau de l'Annam central : Pendant que les recettes augmentaient de 36 0/0 (de 1909 à 1912) les dépenses m'augmentaient que de 16 0/0 ; ce qui a fait tomber le coefficient d'exploitation de 209 0/0 à 179 0/0.

c) Réseau sud: Pour avoir des résultats comparables, il ne faut pas tenir compte de l'année 1909 où une partie de la ligne Saigon-Phantiêt n'était pas encore ouverte. De 1910 à 1912, on constate alors une augmentation de recettes de plus de 17 0/0, pendant que les dépenses ont augmenté de 11 0/0 environ. Le coefficient

(1) Le chiffre de 3627 francs pour les prévisions budgétaires réseau Sud s'applique au réseau entier y compris la section Nhatrang-Phanrang.

d'exploitation qui était de 80 0/0 en 1911 sera environ de 75 0/0 en 1912. De 1911 à 1912, il y a donc eu un accroissement marqué des dépenses d'exploitation ; cela tient à l'augmentation du trafic et à celle du taux de la piastre. Toutefois pour le réseau Sud d'autres causes d'ordres divers sont intervenues qui ont provoqué un accroissement des dépenses plus grand que sur les autres réseaux.

Il ressort de ce qui précède que l'amélioration du rendement des chemins de fer de l'Indochine est très nette durant ces dernières années. Depuis 1912 la création de budgets annexes permet de dégager clairement les résultats de l'exploitation. Diverses améliorations sont à l'étude pour perfectionner le fonctionnement de ce service, telles que la création d'un fonds de renouvellement du matériel et de la voie, la réorganisation du personnel indigène, la fixation des cadres.

Bénéfices d'exploitation et résultats financiers. — Le tableau suivant donne les variations des bénéfices d'exploitation depuis 1909 :

Années	Nord	Annam	Sud (y compris Phanrang Nhatrang)	Total
	Francs	Francs	Francs	Francs
1909.....	75.308	242.177	306.225	139.356
1910.....	134.324	305.469	419.018	247.873
1911.....	310.442	257.631	468.900	521.711
1912.....	447.700	242.000	363.000	568.700

Les bénéfices d'exploitation sont au total en progression ; il y a tout lieu d'espérer que cette progression continuera encore lorsque les dépenses occasionnées par le rachat du Saigon-Mytho auront été faites et quand le développement complet du trafic possible aura été atteint.

Au point de vue budgétaire, ces bénéfices d'exploitation n'apparaissent pas, absorbés qu'ils sont par des dépenses de parachèvement ou d'achat de matériel roulant. Toutefois la subvention fournie par le budget général qui avait été prévue de 479.900 piastres pour l'exercice 1912 sera, grâce à l'accroissement du trafic, fort vraisemblablement réduite à environ 37.000 piastres pour cet exercice. Pour l'exercice 1913, il a encore été prévu une subvention du budget général à celui des chemins de fer, égale à 49.520 piastres. On peut espérer que, en fait, cette subvention sera fortement réduite, sinon annulée, et qu'en tout cas elle disparaîtra prochainement ; la colonie n'ayant plus à supporter pour ses chemins de fer d'autres dépenses que celles qui correspondent à l'amortissement du capital de premier établissement.

Si l'on ajoute aux résultats donnés par les chemins de fer exploités directement par la colonie ceux du chemin de fer de Haiphong à Yunnanfou exploité par la Compagnie des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan, on peut dresser, pour les quatre dernières années, le tableau suivant des bénéfices procurés par l'exploitation proprement dite du réseau ferré indochinois :

Années	Chemin de fer du Yunnan	Autres lignes	Réseau total
	Francs	Francs	Francs
1909.....	330.988	139.356	470.344
1910.....	343.039	247.873	590.912
1911.....	308.223	521.711	830.934
1912.....	800.000	568.700	1.368.700

Ces chiffres constituent les bénéfices d'exploitation proprement dits, indépendamment de tout prélèvement pour dépenses de premier établissement ou de parachèvement. Ils indiquent une progression continue très rassurante pour l'avenir.

OCÉANIE

Nouvelles-Hébrides. — **Régime douanier.** — On sait que depuis le 1er janvier dernier les produits importés aux Nouvelles-Hébrides sont soumis à un droit de 5 0/0 *ad valorem*. L'arrêté pris conjointement à ce sujet par les Hauts-Commissaires français et anglais a été publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie du 1er février dernier. Il porte la date du 28 décembre 1912. En voici le texte :

Il sera perçu un droit de 5 0/0 *ad valorem* sur tous les articles importés aux Nouvelles-Hébrides sous réserve des exceptions et exemptions ci-après indiquées :

a) *Exceptions.* — Les articles ci-dessous énumérés acquitteront à leur entrée dans l'archipel les droits suivants :

Vins ordinaires (blanc et rouge).....	» 05 par litre.
Autres vins (champagne, vins de liqueurs), vins apéritifs, etc.....	» 50 —
en fûts.....	» 50 —
en bouteilles.....	» 50 par bout.
en 1/2 bouteilles.....	» 30 par 1/2 bout.
Ales, bières, etc., par quart de 114 centilit.	» 10
par pinte de 57 centilitres.....	» 05
par douzaine de 1/2 pintes de 28,5 centil.	» 30
Liqueurs spiritueuses de toutes sortes : cognacs, rhums, eaux-de-vie, gin, whisky, alcools divers à l'exception de l'alcool dénaturé (en caisses ou en futs).....	2 50 par litre.
Alcoolats et essences d'alcool.....	20 0/0 *ad valorem*.
Pétrole.....	» 60 par caisse de 36 lit. envir.
Tabac.....	1 20 par kg.
Cigares et cigarettes.....	2 » —
Dynamite.....	5 » —
Fusées lentes (de 7 mètres de longueur)...	1 » par unité.
Détonateurs.....	100 0/0 *ad valorem*.
Armes à feu de précision à l'usage exclusif des non-indigènes.....	10 0/0 *ad valorem*.
Munitions pour armes à feu de précision..	10 0/0 —
Revolvers à l'usage exclusif des non-indigènes.....	10 0/0 —
Munitions pour revolvers.....	10 0/0 —
Autres armes à feu.....	100 0/0 —
Munitions pour les armes à feu autres que les armes de précision et revolvers.....	100 0/0 —
Gramophones, phonographes et disques..	10 0/0 —
Dentelles.....	10 0/0 —
Parfums.....	10 0/0 —

b) *Exemptions.* — Les articles dont l'énumération suit seront exonérés de tout droit d'importation :

Animaux vivants; articles importés pour les besoins de l'un ou l'autre gouvernement ou du condominium; bagages personnels des passagers; bateaux avec leurs agrès et apparaux; biscuits de mer; briques; charbon de terre; chaudières et pièces de rechange; ciment; échantillons sans valeur commerciale; engrais chimiques; farine; fil de fer pour clôtures; fruits et légumes frais; imprimés; instruments et appareils de chirurgie; instruments aratoires; machines agricoles et accessoires; machines électriques et accessoires; machines à l'usage des exploitations minières, des scieries, des usines à sucre et à café et leurs accessoires; machines à vapeur, à essence, bouilleurs et accessoires; microscopes, monnaies; plantes vivantes; produits pharmaceutiques et médicaments importés pour l'usage des hôpitaux qui pourront en consentir la cession aux particuliers; rail, trucs, aiguilles, croisements, plaques tournantes et accessoires en fer, ou en acier; riz et céréales; semences; tuyaux de drainage et buses; uniformes officiels; vaccins et sérums.

Le mode de perception de ces droits fera l'objet d'un règlement arrêté conjointement par les commissaires-résidents.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudication.

Le samedi 26 avril 1913, à une heure et demie après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, en présence du receveur municipal de la Ville de Paris et de M. Narjoux, architecte, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la Série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés aux cahiers des conditions particulières et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en deux lots, de travaux de diverses natures à exécuter pour *la construction d'une Ecole maternelle et l'agrandissement de l'Ecole de filles, rues Ramey et Ferdinand Flocon* (18e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	119.097	2.400
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	44.992	1.000

Les plans, les devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 11 janvier 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée à la préfecture de la Seine, secrétariat de la commission d'admissibilité, au plus tard le 11 avril 1913.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le imanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

58, Boulevard de la Villette PARIS
Bornibus Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux, Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint-Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo-les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux),

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4-1913)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.
via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La compagnie organise avec le concours de l'Agence des voyages modernes, les excursions suivantes :

1° *La Corse, en automobile.*

Départs de Paris, les 17 mars, 15 avril et 5 mai 1913.

Durée de l'excursion : 13 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 690 fr., 2e cl. 640 francs.

2° *Italie.*

Départ de Paris, le 20 mars 1913.

Durée de l'excursion : 20 jours.

Prix (tous frais compris) : 1re cl. 765 fr., 2e cl. 655 francs.

S'adresser, pour renseignements et billets, aux bureaux de l'Agence des voyages modernes, 4, avenue de l'Opéra, à Paris.

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**

MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* nom exact :
CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

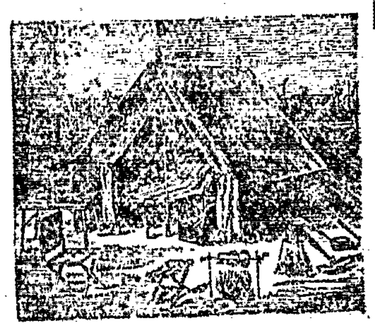
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

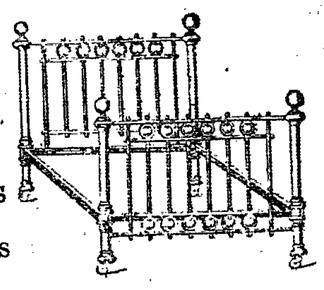
Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : 422.17 — 314.22



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.

MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS



LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*
Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — Ordres de Bourse (France et Etranger) ; — Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons Français et Etrangers ; — Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques sur la France et l'Etranger ; — Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

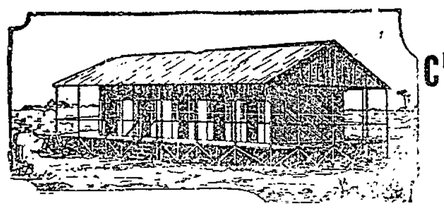
(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

99 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 913 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :
Société française de Banque et de Dépôts,
Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc

Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.

A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.

A Beaune : Avenue de la Gare.

A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine

et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le BYRRH est une boisson savoureuse, eminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR

(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr. ; 2e cl. : 20 fr. ; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

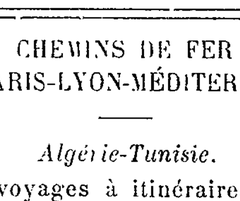
Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60 ; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (10-12)

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f. »	1 paq	de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f. »	—	125 —	Melange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,

108, cours Saint-Louis.

Téléph. : 463 BORDEAUX

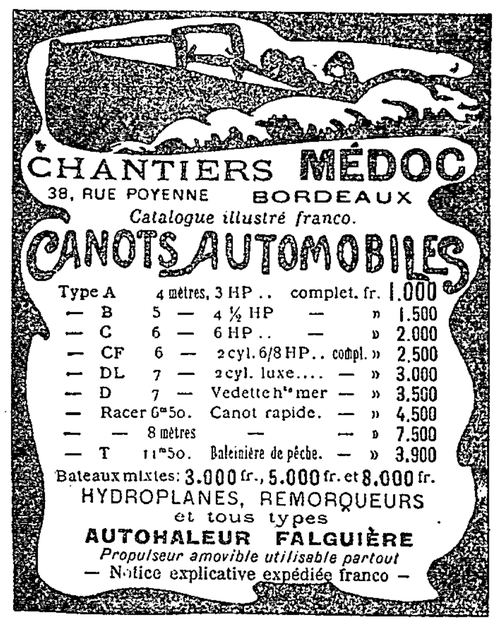
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var, Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).



BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : 3.000.000 de francs *entièrement versés.*

RÉSERVES : 1.980.000 francs.

REPORT A NOUVEAU : 208.671 fr. 22 au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL

à SAINT-DENIS (RÉUNION)

AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)

AGENCE CENTRALE

à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	Hong-Kong (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	Canton (Chine)
Battambang (Cambodge)	Shanghai (Chine)
Haiphong (Tonkin)	Hankéou (Chine)
Hanoi (Tonkin)	Pékin (Chine)
Tourane (Annam)	Tien Tsin (Chine)
Pondichéry (Inde française)	Bangkok (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	Papeete (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER, Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.

Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Cote de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres.

5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les 28 jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation eventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation.

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	11-25 avril et 9 mai à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	18 avril et 2 mai à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	3, 17 avril et 1er mai à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	12 et 26 avril à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	5 et 19 avril à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	2 et 20 avril à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	6, 20 avril et 4 mai à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice	3 avril et 1er mai à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	17 avril et 15 mai à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

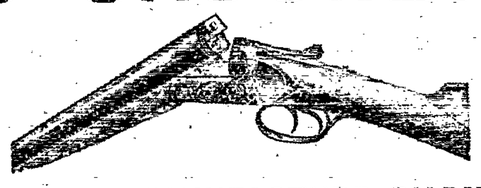


Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le numº du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION

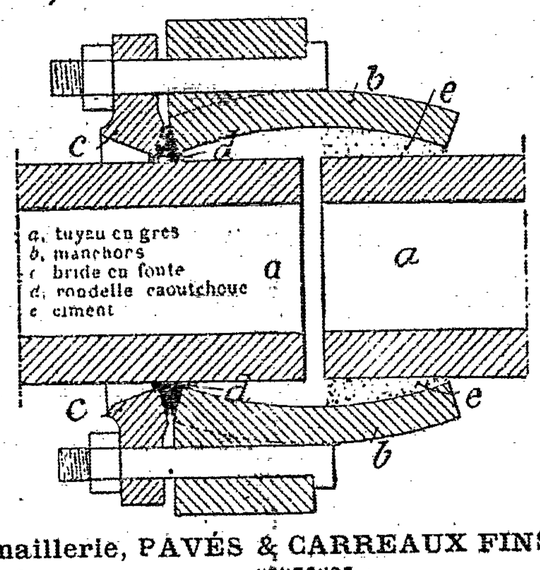


GROS EXPORTATION

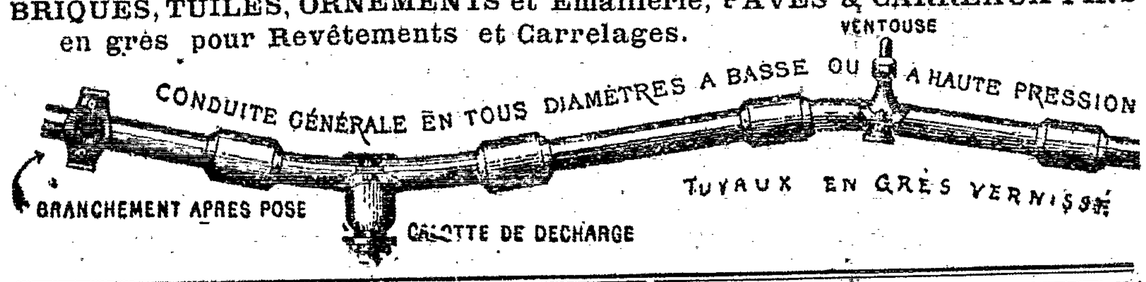
LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

OUSTAU & Cie, A TARBES
MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900
CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens **Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie**
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.
SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute ADMINISTRATEUR
E. Guignard —
Léon Peyrissac —

IMPORTATION - EXPORTATION
Sénégal, Haut-Sénégal-Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0,60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS
EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)
GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.
CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
Société anonyme au capital de 3 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94
Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries
Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française
Société anonyme au capital de 5 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX
Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323 94
IMPORTATION-EXPORTATION
Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 AVRIL 1913. — N° 8.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE DE LA SEINE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Téléyr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LES NATURALISATIONS DANS LES COLONIES ET PAYS DE PROTECTORAT..... 261

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Amélioration de la situation militaire au Maroc..... 262
La Chaouïa soumise au régime civil..... 263
Le ministre des travaux publics en Algérie..... 264
Les raisons du succès de la mutualité en Tunisie..... 264
L'Afrique équatoriale française et ses perspectives..... 265
Les colonies françaises et le canal de Panama..... 266
Une exposition coloniale à Marseille en 1916..... 266

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 267
Possessions britanniques..... 269

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Les Peuls sont-ils des Juifs ? — P. CULTRU..... 272

V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER.. 274

VI. BULLETIN DE L'UNION COLONIALE :
L'*Union coloniale* et la Maladie du Sommeil..... 277

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 280

VIII. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES FRANÇAISES..... 282

IX. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 286

LES NATURALISATIONS
dans les colonies et pays de protectorat.

Les naturalisations ont un tout particulier intérêt dans un pays comme la France où la population ne s'accroît pas du fait des naissances. Elles sont aussi, et pour la même raison, un élément non négligeable en ce qui concerne les colonies et pays de protectorat. Aussi, allons-nous jeter un coup d'œil sur les renseignements fournis par le rapport annuel du directeur des affaires civiles et du sceau sur le fonctionnement de la loi de juin 1889 relative à la naturalisation.

La loi du 26 juin 1889 n'est applicable qu'à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. Elle n'a reçu son application en 1912 dans aucune de ces trois colonies. En 1911, deux hommes avaient été naturalisés dans la colonie de la Réunion. En 1910, quatre hommes et une femme l'avaient été dans celles de la Réunion et de la Guadeloupe. Pour ces vieilles colonies la loi de 1889 ne joue donc que très rarement.

Nous allons voir comment les choses se passent dans les autres parties de notre domaine.

La naturalisation dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion est réglée par le décret du 7 février 1897, rendu en exécution des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juin 1889.

1° *Cochinchine française.* — Il y a lieu de distinguer en Cochinchine :

a) Les étrangers qui sont régis par le décret de 1897 ;

b) Les indigènes annamites qui restent soumis aux dispositions non abrogées du décret du 25 mai 1881. Ils sont Français, mais régis par les lois et coutumes locales. Ils peuvent, à partir de vingt et un ans, être appelés, sur leur demande, à jouir des droits de citoyens français (art. 1^er^).

1 Suisse ayant un enfant mineur et 1 Ottoman ont été naturalisés en 1912.

25 indigènes ont été admis à jouir des droits de citoyens français.

En 1911, 2 Suisses ayant un enfant mineur et une femme autrichienne ; en 1910, 1 Grec, avaient été naturalisés.

45 indigènes en 1911 et 9 en 1910 avaient été admis à jouir des droits de citoyens français.

2° *Iles Tahiti.* — En 1812, 1 homme ayant 1 enfant mineur a été naturalisé. En 1911, la naturalisation avait été accordée à 4 individus ayant 17 enfants mineurs et à 6 individus en 1910.

3° *Établissements français de l'Océanie.* — 8 hommes et 2 femmes ayant 6 enfants mineurs (dont 1 Suisse, 1 Grec, 4 Marocains et 4 Ottomans) ont été naturalisés en 1912.

Ce chiffre avait été en 1911 de 5 hommes et 1 femme ayant 3 enfants mineurs dont 2 Russes, 2 Marocains et 2 Ottomans, et en 1910 de 3 hommes ayant 3 mineurs dont 1 Allemand et 1 Marocain.

4° *Nouvelle-Calédonie.* — En 1912, 2 hommes, dont 1 Anglais, ont été naturalisés.

6 hommes dont 2 Alsaciens-Lorrains, 1 Suisse et 2 Anglais avaient été naturalisés en 1911 et aucun ne l'avait été en 1910.

5° *Madagascar.* — Il y a lieu de distinguer dans cette colonie :

a) Les étrangers qui sont régis par le décret de 1897 ;

b) Les indigènes malgaches qui sont soumis aux dispositions du décret du 3 mars 1909. Ils sont Français, mais régis par les lois et coutumes locales. Ils peuvent à partir de vingt et un ans être appelés, sur leur demande, à jouir des droits de citoyens français (art. 1er).

3 hommes et 1 femme ayant un enfant mineur (dont 1 Allemand, 2 Grecs et 1 Ottoman) ont été naturalisés en 1912; 4 hommes et 2 femmes ayant 4 enfants mineurs, dont 2 Allemands et 4 Anglais l'avaient été en 1911 et aucun en 1910.

3 indigènes ont été admis à jouir des droits de citoyens français. En 1811 4 indigènes et en 1910 16 indigènes avaient obtenu cette faveur.

6° *Sénégal.* — 3 hommes (dont 1 Alsacien-Lorrain, 1 Anglais et 1 Ottoman) ont été naturalisés en 1912 (3 Marocains 1 Ottoman l'avaient été en 1911 et 2 Marocains en 1910).

7° *Guyane.* — 3 Anglais (1 homme et 2 femmes) ont été naturalisés en 1912. 1 Italien et 2 Anglais ayant 4 enfants mineurs l'avaient été en 1911 et 1 Belge et 7 Anglais ayant 6 enfants mineurs en 1910.)

8° *Saint-Pierre et Miquelon.* — En 1912, 2 individus dont 1 Anglais ont été naturalisés. En 1911, 1 Anglais, en 1910, 1 Espagnol et 3 Anglais avaient été naturalisés.

9° *Protectorats.* — Il faut enfin grouper à part les pays de protectorat : la Tunisie, le Tonkin et l'Annam.

La situation des étrangers et des indigènes désirant acquérir en Tunisie la qualité de Français est réglée par le décret du 3 octobre 1910 qui a abrogé celui du 28 février 1899.

88 naturalisations ont été accordées en 1912 : 58 à des hommes, 30 à des femmes.

Elles comprennent :

6 indigènes (6 hommes).
47 Italiens (31 hommes, 16 femmes).
19 Anglais (11 hommes, 8 femmes).
9 Ottomans (8 hommes 1 femme).
5 Grecs (1 homme 4 femmes).
2 Suisses (1 homme, 1 femme).
134 enfants mineurs comprenant :
20 indigènes,
72 Italiens,
21 Anglais,
16 Ottomans,
4 Suisses,
1 Grec.

ont été compris aux décrets de naturalisation de leurs parents.

En 1911, la naturalisation avait été accordée à 119 personnes ayant 124 enfants mineurs et en 1910 à 40 personnes ayant 41 enfants mineurs.

Pour le Tonkin et l'Annam, la situation des étrangers résidant dans ces deux pays et des indigènes tonkinois et annamites est réglée par le décret du 29 juillet 1887.

3 hommes ont été naturalisés en 1912. En 1911 4 hommes et en 1910 5 hommes avaient été naturalisés.

Aucun indigène n'a été admis à jouir des droits de citoyen français. Un seul l'avait été en 1911.

Au total, le chiffre des naturalisations pour les colonies et les pays de protectorat en 1912 a été de 146, concernant 111 hommes et 35 femmes.

En 1911, il avait été 209, pour 161 hommes et 48 femmes; en 1910, de 100, pour 83 hommes et 17 femmes; en 1909, de 129 pour 97 hommes et 32 femmes.

145 mineurs (au lieu de 155 en 1911, de 60 en 1910) sont devenus Français par suite de la naturalisation de leurs parents, avec faculté de répudier la nationalité française dans l'année de leur majorité.

La répartition des naturalisés entre les colonies et les pays de protectorat est la suivante :

Aux colonies. — 22 hommes, 5 femmes naturalisés (28 indigènes admis aux droits de citoyens français) et 11 enfants mineurs.

Dans les pays de protectorat. — 61 hommes, 30 femmes naturalisés et 134 mineurs.

C'est, on le voit, grâce surtout à la Tunisie que le nombre des naturalisés n'est pas tout à fait insignifiant puisque sur 146 naturalisations il y en a 88 pour la régence. Plus de la moitié des hommes naturalisés l'ont été en Tunisie, soit 58 et 30 femmes sur 35.

Tout naturellement c'est l'élément italien qui, en Tunisie, fournit le plus fort contingent de naturalisés; il est remarquable qu'il y ait 19 Anglais dont 11 hommes et 8 femmes.

Pour les colonies, au contraire, le nombre des naturalisations a été, on l'a vu, très infime; ce qui est, d'ailleurs, généralement l'habitude.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Amélioration de la situation militaire au Maroc. — La situation s'est éclaircie pendant la dernière quinzaine.

Nous avons déjà expliqué que la région qui nous est le plus hostile au Maroc est celle du Tadla. C'est à la fois le cœur du pays par sa position centrale, le cœur des montagnes de l'Atlas et le cœur de la résistance, non seulement contre nous, mais contre tout étranger quel qu'il soit. Là, domine la grande tribu des Zaïane, dont on dit qu'elle peut mettre 20.000 fusils sur pied et que jamais aucun sultan du Maroc n'a pu soumettre. Cette tribu nous combattait non seulement dans le nord, où on la trouve

mêlée à toutes les attaques par lesquelles les tribus rebelles essaient de couper notre ligne d'étapes entre Meknès et Rabat, mais encore dans le sud, où c'est elle qui provoque tous les rassemblements hostiles du Tadla qui inquiètent nos postes avancés de la Chaouïa et de l'Oum-er-Rebia. Le général Lyautey paraît avoir décidé d'en finir, et il a fait attaquer le territoire rebelle à la fois par le nord et par le sud. Au nord, le colonel Henrys, parti de Kasbah El-Hajeb, a dispersé deux rassemblements de Beni-M'tir et de Beni-M'guild dans une série d'attaques victorieuses qui ont eu pour effet de séparer ces deux tribus dont il faut traverser le territoire pour arriver chez les Zaïane et de les rejeter dans leurs montagnes. Au sud, le colonel Mangin a eu affaire sur l'oued Zem au caïd des Zaïane en personne qui avait parmi les indigènes la réputation d'un homme invincible. Il l'a surpris, battu et lui a enlevé 300 tentes; puis il a marché sur la Kasbah du Tadla et s'en est emparé après un nouveau combat aussi vigoureusement conduit que le premier. Ces succès ont naturellement produit une impression profonde.

On a annoncé que le général Lyautey se préparait à profiter de ces avantages pour faire envahir complètement le territoire des Zaïanes par cinq colonnes convergentes. Mais la nouvelle a été démentie. Pour le moment la leçon qui vient de leur être infligée suffira sans doute à calmer les tribus barbares. D'une part, les dépêches signalent de nombreuses soumissions. D'autre part, le colonel Mangin ne s'est pas arrêté à la Kasbah du Tadla; il poursuit le cours de ses succès, continuant à s'enfoncer dans le territoire des Zaïane et dispersant tout ce qu'il trouve devant lui.

Les nouvelles des autres régions sont également bonnes.

Sur la Moulouïa un poste qu'on venait d'installer à Nekhila a été attaqué. Les légionnaires qui l'occupaient ont opposé une résistance héroïque. Leur capitaine a été tué; mais l'événement malheureux en lui-même ne peut avoir aucune suite fâcheuse au point de vue militaire. Le chemin de fer militaire d'Oudja à Taourirt vient d'être mis en exploitation. Le colonel Ropert, commandant du sud du Maroc oriental, parti de Bou-Denib, s'est avancé en passant par le Haut-Ziz jusqu'à 25 kilomètres de Kasbah-el-Makhzen sur la Haute-Moulouïa. Dans cette région, encore inconnue, le colonel a été reçu partout avec les marques de la plus entière déférence. Ainsi avance peu à peu notre pénétration.

Dans le sud, les environs de Mogador sont calmes. On construit une route entre ce port et Marrakesch. Dans l'extrême-sud, El Hiba tient toujours la capitale du Sous, Taroudant. Mais il ne fait pas de progrès. Ses partisans ont plutôt une tendance à l'abandonner. On annonce que le caïd Thami Glaoui, rallié à la cause française, lève une nouvelle harka pour marcher contre lui.

La Chaouïa soumise au régime civil. — Un arrêté du général Lyautey vient de constituer la Chaouïa en région civile. Cette importante mesure est le signe des progrès que fait la pacification. Elle est le premier pas vers l'organisation définitive du protectorat qui substituera l'autorité civile à l'autorité militaire. L'exposé des motifs de l'arrêté résidentiel est fort intéressant : il constate que grâce aux efforts accomplis depuis cinq ans par l'autorité militaire, les bases de l'organisation administrative de la Chaouïa sont désormais bien établies; que la pacification de la région est complète; que les intérêts de la colonisation y sont déjà considérables, et que le moment est donc venu d'installer un personnel civil, qui assurera, conformément aux dispositions du traité de protectorat, le contrôle politique et administratif des autorités indigènes dans ce territoire.

En conséquence, la Chaouïa est divisée en deux contrôles : Ber-Rechid et Casablanca-banlieue. Pour ménager les transitions, les officiers qui dirigeaient les bureaux de renseignements de Ber-Rechid et Casablanca-banlieue sont maintenus provisoirement dans leur commandement avec les fonctions de contrôleurs civils; mais ils relèveront désormais d'un contrôleur en chef qui sera M. Klepper, contrôleur civil tunisien hors cadre, qui avait été chargé au Maroc du service des contrôles civils. M. Klepper résidera à Casablanca.

Le numéro du *Bulletin officiel* où est promulgué l'arrêté résidentiel, publie en même temps sur la Chaouïa une notice ou sont résumées fort à propos les études que nos officiers de renseignements y ont faites depuis cinq ans. On y apprendra avec exactitude ce que c'est que la première région civile qui a été créée au Maroc.

Elle a une étendue de 10.000 kilomètres carrés. Elle est peuplée de 198.000 âmes. Dans le nombre, il y a 27.000 propriétaires indigènes cultivant 376.000 hectares, soit 38 p. 100 de la superficie totale. On compte en outre déjà 200 propriétaires européens (dont 127 Français), lesquels se partagent 24.000 hectares, dont la valeur est estimée à 2 millions de francs. Par suite du manque de routes carrossables, de chemins de fer et de l'achat récent de ces domaines, il en est bien peu encore qui soient exploités à l'européenne; la plupart continuent à être cultivés par des métayers ou des fermiers indigènes.

Les terres de la Chaouïa se divisent en *tirs* et en *sahel*. Les *tirs* correspondent en général à ce que les colons algériens appellent les « terres fortes »; ce sont en majeure partie des « terres noires » à cause du pourcentage d'humus qu'elles contiennent. Mais il y a aussi des *tirs* rougeâtres dans les régions où se trouve de l'oxyde de fer.

Les *sahel* sont des terres légères, sablonneuses, qui occupent de grandes étendues; elles forment notamment une bande de 15 à 25 kilomètres de largeur tout le long de la mer. Les indigènes attirés par les terres très productives des *tirs* ont négligé les *sahel*, ne les ont pas défrichés et se bornent à y faire paccager leurs troupeaux. Aussi sont-ils généralement envahis par les palmiers nains. Ils n'en conviennent pas moins très bien à certaines cultures, comme celle des primeurs par exemple. Mais il n'y a pas lieu d'espérer qu'ils seront défrichés avant que la colonisation européenne ne se soit solidement installée, car l'opération exige une dépense de 80 à 100 francs par hectare.

D'après la notice, le climat sur le littoral atlantique est plus humide que sur le littoral méditerranéen. Les pluies sont beaucoup plus abondantes d'octobre à mai, et même dans les années les plus défavorables, on ne voit jamais les récoltes manquer absolument comme dans trop de régions de l'Algérie et de la Tunisie. Les cultures les plus répandues dans la Chaouïa sont, par ordre d'importance, l'orge qui couvrait à elle seule, en 1911, 198.000 hectares, c'est-à-dire plus de la moitié des terres cultivées, le blé, le maïs, les pois chiches, la graine de lin, le fenugrec, les fèves, le sorgho et le coriandre.

La notice fait remarquer avec raison que dans la plaine de la Mitidja, il existe 352.000 indigènes vivant sur 185.000 hectares cultivés seulement; les propriétés indigènes de la Chaouïa sont

donc beaucoup plus étendues que celles de cette région algérienne. Comment se fait-il cependant que sur des champs beaucoup plus restreints, les indigènes algériens puissent non seulement vivre, mais encore prospérer, puisque l'on voit un certain nombre d'entre eux racheter des terres aux colons européens à des prix élevés qui vont jusqu'à 1.000 et même 2.000 francs l'hectare ? C'est que sous l'impression de l'exemple donné par les Européens, les indigènes de la Mitidja ont appris à varier beaubeaucoup leurs cultures : outre les produits déjà connus dans la Chaouïa, ils ont encore des fourrages, des tabacs, des vignes, des vergers et des jardins maraîchers. Tout cela ne manquera pas de pénétrer peu à peu dans la Chaouïa. Déjà les colons y ont introduit le blé tendre qui y était inconnu et qui couvrait déjà 20.000 hectares en 1911. On ne peut donc que s'associer à la conclusion du *Bulletin officiel* qui termine ainsi sa notice : « En examinant de plus près le parti que le Européens et les indigènes ont tiré de la zone de culture. de l'arrondissement d'Alger, zone plus restreinte que celle de la Chaouïa, moins riche en terres fertiles, dotée d'un régime de pluies moins abondant, on peut déjà entrevoir le magnifique avenir réservé à cette province marocaine et à celles qui l'avoisinent lorsque l'œuvre de régénération économique, l'œuvre de colonisation et le temps auront fait leur œuvre. »

Le ministre des Travaux publics en Algérie. — M. Thierry, député de Marseille et ministre des travaux publics, est allé faire un petit voyage d'étude en Algérie. Il a débarqué à Alger le 11 avril. Les Algériens ne reçoivent pas des visites ministérielles aussi fréquemment qu'ils le désireraient, car ils estiment que leur pays ne peut que gagner à être mieux connu. Aussi ont-ils fait à M. Thierry une réception particulièrement chaleureuse, d'autant plus chaleureuse, qu'en sa qualité de représentant de notre grand port méditerranéen, il a eu dans sa carrière politique l'occasion de servir à plusieurs reprises les intérêts algériens. C'est ainsi que lors des récentes grèves des inscrits, qui avaient pour conséquence d'interrompre complètement les communications entre la colonie et la métropole, il a demandé que le monopole de pavillon qui exclut les navires étrangers de la navigation entre les deux pays fût suspendu.

Deux affaires motivaient surtout le voyage du ministre. La première est l'agrandissement du port d'Alger, pour lequel la Chambre de commerce a conçu un projet que nous avons exposé dans l'un de nos précédents numéros ; ce projet comporte pour 103 millions de travaux dont la Chambre de commerce fournira la plus grande partie, mais pour lesquels elle demande une subvention de 8 millions à l'Etat. La seconde est celle de l'Ouenza, qui ne peut rester plus longtemps en suspens et à laquelle il est indispensable de trouver une solution.

A propos de la question de l'extension du port d'Alger, M. de Galland, maire de cette ville, a, dans un discours au ministre, fait un tableau très intéressant des rapides progrès d'Alger.

Notre nouvelle cité française, il y a moins d'un siècle, a-t-il dit, se circonscrivait dans des remparts étroits qu'elle a brisés pour se développer de plus en plus en un immense amphithéâtre, sur une superficie de 1.263 hectares. Pour se rendre compte de la rapidité de cette évolution, vous me permettrez, Monsieur le Ministre, de vous citer rapidement quelques chiffres assez suggestifs. Pendant une période de trente années, de 1881 à 1911, la population de notre ville s'est élevée, suivant une progression à peu près constante, de 65.000 à 172.000 habitants. En 1896, on comptait 3.800 maisons à Alger : en 1912, 7.800, avec un accroissement de 4.000 immeubles ; et enfin au budget communal, dans une période de vingt années, les recettes passent de 2.600.000 fr. à 6.700.000 francs.

Le port suit une progression plus étonnante encore, grâce à l'initiative de la Chambre de commerce et à la remarquable activité de nos ingénieurs, il couvre une superficie de 133 hectares avec des quais qui s'étendent sur une longueur de 3.500 mètres, sans parler des projets d'extension dont le président de la Chambre de commerce et le président du Syndicat commercial vous entretiendront demain. C'est ainsi que les vastes abris que nos ports ne tarderont pas à offrir à tous les bâtiments de la marine marchande et aux belles unités de notre marine nationale permettront, dans un avenir peu éloigné, de classer notre ville au nombre des grandes cités méditerranéennes.

On peut envisager avec confiance et un orgueil assez légitime, l'ampleur de la cité future dans un des plus beaux cadres qui existent au monde.

Reçu le lendemain à la Chambre de commerce, le ministre a été entretenu par le président de cette compagnie de toutes les questions qui concernent la bonne exploitation du port et des projets formés pour son agrandissement. M. Thierry, sans faire de promesses formelles qui lui étaient impossibles tant que les projets n'ont pas été examinés par l'ensemble du gouvernement, a promis son bon vouloir « de représentant d'un grand port méditerranéen et de bon Français ».

Sur l'affaire de l'Ouenza et des lignes à construire pour desservir les mines, M. Thierry s'est trouvé en présence de deux avis différents. A Alger, on est partisan du rachat du réseau de la compagnie du Bône-Guelma, ce qui aurait presque nécessairement pour conséquence d'amener la colonie à construire elle-même le nouveau réseau nécessaire. A Bône, au contraire, on est hostile au rachat et favorable aux propositions que le Bône-Guelma fait pour être chargé de la construction de ce réseau. Chacun des partis a naturellement essayé d'attirer le ministre de son côté. M. Thierry a sagement gardé la plus stricte neutralité, en répondant qu'étant venu faire un voyage d'étude, il ne pourrait avoir une opinion que quand son examen serait terminé.

Et après s'être arrêté à Constantine, à Philippeville et à Bône dont il a visité les ports, puis à Souk-Ahras, il est allé en automobile visiter la mine de l'Ouenza ; de là, il a achevé son voyage par une grande randonnée à travers le centre de la Tunisie.

La raison des succès de la mutualité en Tunisie. — Nous avons déjà signalé plusieurs fois combien était remarquable le mouvement de mutualité qui s'est produit en Tunisie sous l'inspiration de deux hommes dévoués à cette œuvre, M. de Bouvier, mort prématurément et M. de Warren, qui préside depuis sa fondation l'Association agricole.

Les résultats de ce mouvement viennent d'être de nouveau constatés dans l'assemblée annuelle que les mutualistes tunisiens ont tenue à Tunis. Les chiffres suivants en donneront une idée. La caisse régionale de crédit dont les opérations embrassent l'ensemble de la Régence a escompté en 1912 pour 2.400.000 fr. d'effets à ses membres. Les caisses locales sont aujourd'hui au nombre de 31 dont 10 caisses indigènes. Les indigènes paraissent décidément comprendre l'utilité de cette organisation du crédit ; 400 d'entre eux ont donné leur adhésion pendant l'année 1912 ; ce qui va permettre à la caisse régionale d'augmenter son capital et de demander de nouvelles avances sur les fonds de la banque d'Algérie.

L'Association agricole débordée par les affaires s'est scindée en

deux groupements: une Coopérative centrale des agriculteurs qui vient d'augmenter considérablement son capital; une Société des agriculteurs de Tunisie qui recherche tous les moyens d'améliorer la technique des cultures et de l'exploitation agricole. D'accord avec la Chambre d'agriculture, cette Société des agriculteurs a organisé en 1912 l'assurance mutuelle contre la grêle et l'incendie. Cette assurance a été rattachée à l'organisation déjà existante en Algérie. Une *caisse centrale* fonctionne à Alger sous le patronage et avec l'appui du gouvernement de l'Algérie et du gouvernement tunisien; en Tunisie des *caisses locales* reçoivent les demandes des assurés, constatent si elles cadrent avec l'importance des récoltes en terres, et sont garantes de la moralité des sociétaires, à Tunis une *caisse régionale* comme pour le crédit agricole vérifie les propositions des caisses locales et établit les polices. Par cette organisation, les risques sont répartis sur l'ensemble des caisses existant tant en Algérie qu'en Tunisie et, de plus, la fédération de ces caisses se réassure encore en Europe pour une portion de ces risques. L'assurance mutuelle réalise ainsi une réduction qui peut aller jusqu'à la moitié sur les tarifs de l'assurance ordinaire.

Jusqu'ici ce que nous avons appelé l'effort d'organisation des colons tunisiens s'est poursuivi d'une façon rapide et continue, sans que le moindre accroc soit venu l'interrompre ou le retarder. A quoi est dû ce succès ? En ouvrant l'assemblée annuelle des mutualistes, M. de Warren en a donné une explication qui mérite d'être reproduite :

> Tant par mon travail parmi vous en Tunisie, que par mes voyages et études en Italie, en Allemagne, en Belgique, en France, en Algérie, j'ai acquis, vous le savez, une certaine expérience des choses de la mutualité. Eh bien ! de cette expérience acquise, ressort avant tout une idée maîtresse : c'est que la politique quelle qu'elle soit est un virus de désagrégation et de mort dès qu'elle pénètre l'organisme des mutuelles.
>
> La politique ne se fait pas sans passions, et cela amène des tempêtes, nécessaires très souvent pour éclaircir son atmosphère surchargée.
>
> La politique ne se fait pas non plus sans clients et sans adversaires. Il y a combat : or, l'âme humaine est ainsi faite, que même après le combat, on n'a pas le droit d'oublier ses amis, on ne peut se soustraire aux méfiances et aux soupçons de ses ennemis.
>
> Tempêtes ou faiblesses politiques ne conviennent pas à la neutralité, à la confiance réciproque, à la solidarité.
>
> ... Exigez donc toujours, Messieurs, de ceux qui sont les âmes de vos œuvres mutuelles, des présidents, des administrateurs délégués, de ne pas être des hommes politiques...

Ces sages paroles devraient être méditées par les mutualistes de tous les pays. C'est pour s'en être inspirés que les mutualistes tunisiens n'ont pas connu d'obstacles jusqu'ici. Il ne faudrait pas aller bien loin de la Tunisie pour une colonie où la mutualité n'a pas su se défendre aussi bien contre la politique et en a beaucoup souffert.

L'Afrique équatoriale française et ses perspectives. — On n'a pas oublié qu'une loi du 12 juillet 1909 a autorisé cette colonie, qui s'appelait alors le Congo, à réaliser par voie d'emprunt une somme de 21 millions de francs applicable à l'exécution de divers travaux et études d'utilité publique ou d'intérêt général ainsi qu'au remboursement de l'emprunt contracté par la colonie en 1900. Cet emprunt fut pour cette colonie, si longtemps délaissée, le commencement d'une vie nouvelle. Sous la direction éclairée du gouverneur général, M. Merlin, une première tranche de cet emprunt, soit 15 millions, a été réalisée dès 1909 et employée à des installations de lignes télégraphiques et de câbles, à des constructions de routes et créations de pistes, à des constructions d'hôpitaux et d'écoles, à des reconnaissances et aménagements de cours d'eau, de ports fluviaux et maritimes, à des études de voies ferrées, etc. Voici au reste le détail de cet emploi des 15 millions :

Lignes télégraphiques. — Construction de 2.076 kilomètres de lignes et de sept postes de T. S. F. Dépense : 1.464.000 francs.

Câble de Libreville-Loango. — Le câble est posé et en exploitation depuis le 29 avril 1912. Dépense : 2.700.000 francs.

Route du Chari. — Les terrassements sont terminés, ainsi que huit ponts en maçonnerie et quinze en charpentes provisoires. Dépense : 1.882.000 francs.

Pistes. — De nombreuses pistes ont été ouvertes ou améliorées de 1910 à 1912. Colonie du Gabon : piste de Sindar à Fongamou, de Kango à N'Djolé, de Libreville à Kango.

Colonie du Moyen-Congo : piste de Djouah-Sembé, piste de Brazzaville-plaine, piste de Zinga-Ibenga.

Colonie de l'Oubangui-Chari-Tchad, piste de Léré au Logone, piste de Bangui à Sibut, piste de Fort-Crampel à Ndélé.

Leur ensemble présente un développement de 1.200 kilomètres. Dépense : 560.000 francs.

Installations et outillage d'occupation. — 33 postes ont été construits, 5 chaloupes ont été achetées. Dépense : 1.625.000 francs.

Installations d'hôpitaux et formations sanitaires. — Indépendamment de l'hôpital de Brazzaville, 10 formations sanitaires ont été établies ainsi que 2 parcs vaccinogènes. Dépense : 740.000 francs.

Installations d'écoles. — 3 écoles professionnelles et 5 écoles primaires ont été construites dans les trois colonies du groupe. Dépense : 304.500 francs.

Etudes de télégraphie sans fil. — Ces études sont terminées et démontrent la possibilité pratique d'utiliser la T. S. F. dans les régions africaines équatoriales les plus difficiles. Dépense : 200.000 francs.

Reconnaissance et aménagement des cours d'eau et des ports. — Les études de la mission fluviale hydrographique Congo-Oubangui Sangha ont permis outre la rédaction complète de cartes et avant-projets, l'établissement des premiers aménagements reconnus nécessaires. Dépense : 1.427.674 fr. 70.

Ces études doivent être complétées.

Sur la côte maritime, des études et des travaux analogues se poursuivent à Cap-Lopez et Libreville. Dépense : 2.941.291 fr. 13.

Etudes de voies ferrées. — L'établissement envisagé du chemin de fer de Pointe-Noire à Brazzaville a fait l'objet d'un avant-projet complet conformément aux dispositions de la convention du 16 avril 1910.

Celui du chemin de fer du Nord a été reconnu et étudié par une mission sous les ordres du capitaine Périquet en 1910 et 1911.

Dépense totale : 950.000 francs.

Les 15 premiers millions ayant été ainsi employés, un décret, paru au *Journal officiel* métropolitain du 16 avril 1913, autorise la colonie à se procurer les 6 millions qui restent à réaliser. Ces 6 millions seront ainsi employés :

a) Le programme de construction des *lignes télégraphiques* doit être complété :

1° Par la liaison de Brazzaville à Liranga pour l'utilisation de la ligne de l'Oubangui et du Tchad en territoire français : ony

satisfera par l'établissement de postes de télégraphie sans fil à Liranga et à Okoyo ;

2° Par la construction des lignes de Mobaye à Zémio, d'Okoyo à Francoville et d'Abéché à Gosbeida. Dépense : 1.629.000 francs.

b) *Voies de communication.* — Il y a lieu de procéder à l'achèvement de la route du Haut-Chari pour la rendre carossable, les ponts métalliques et l'empierrement partiel représentent une dépense de 1,268.000 francs. La création de nouvelles pistes ou l'amélioration des anciennes sont envisagées pour compléter le réseau actuel et permettre la pénétration de certaines régions. Pistes de Fort-Crampel à Fort-Archambault, de Bangui à Sibut, d'Etoumbi à Makoua (440.000 francs).

Aucune dépense de matériel de transport n'a été faite en 1909, la colonie réservant pour la deuxième tranche les acquisitions nécessaires pour l'utilisation de ses voies de pénétration (voitures, rails Decauville, etc., 350.000 francs).

c) *Installations d'occupation.* — La loi du 12 juillet 1909 avait donné le cadre d'un plan de campagne des installations pour l'ensemble de la colonie ; une partie seulement en a été réalisée.

Il reste à établir : une station agricole (200.000 francs), 23 postes d'occupation (1,175.000 francs), 5 formations sanitaires (260.000 fr.), 4 formations scolaires (195.500 francs). Total : 1.830.500 francs.

ETUDES. — *Reconnaissances et aménagements des cours d'eau.* — Un faible crédit est encore disponible pour la rédaction des études actuellement en cours (58.708 fr. 87). Elles seront poursuivies ultérieurement, s'il y a lieu, sur ressources spéciales.

Voies ferrées. — Les 350.000 francs disponibles sur ce chapitre serviront à l'établissement des projets complémentaires de la voie ferrée du Nord et notamment des études définitives du projet adopté par le Comité des travaux publics de Ndjolé à Kandjama.

Cet emprunt de 21 millions n'était qu'un emprunt préparatoire à un appel plus large au crédit. L'heure est venue de faire cet appel, et M. Merlin a élaboré un projet d'emprunt de 175 millions dont il a exposé les grandes lignes à un banquet de l'Union coloniale française. Profitant du séjour qu'il fait en France pour donner aux pouvoirs publics les éclaircissements nécessaires, M. Merlin ne néglige pas les occasions de dire ce que l'avenir réserve à l'Afrique équatoriale française si on sait lui donner les moyens de révéler les richesses qu'elle renferme. Tout dernièrement, il faisait à la Chambre de commerce du Havre et à la Section havraise de la *Ligue coloniale*, section dont le président est M. Ch.-A. Marande, un exposé de la situation actuelle et de celle qu'on peut espérer. Malgré un manque quasi absolu d'outillage économique le commerce extérieur de ce pays a passé de 18 millions en 1900 à 24 millions en 1905 et à près de 38 millions en 1910. Quand des voies ferrées auront été construites dans cette colonie, les richesses qu'elle renferme pourront être exploitées et amenées à la côte, et ces chiffres seront vite distancés.

Les colonies françaises et le canal de Panama. — Nous avons fait connaître en leur temps les conclusions de la commission technique envoyée par le gouvernement français pour étudier les conséquences devant résulter pour nos colonies de l'ouverture du canal de Panama. Ces conclusions ont été transmises aux colonies de la Guadeloupe et de la Martinique. Il ressort d'une réponse du ministre des Colonies à une question écrite de fin mars 1913 que la colonie de la Guadeloupe a dressé un projet des travaux à exécuter au port de la Pointe-à-Pitre conformément à ces suggestions et l'a transmis au département des Colonies, en même temps qu'un projet d'emprunt nécessaire à la réalisation de ce programme. Le dossier est actuellement soumis à l'examen du comité des travaux publics des colonies. Dès que ce comité aura émis son avis, une décision sera prise au sujet des propositions de la colonie.

La colonie de la Martinique avait soumis au département un projet technique qui a donné lieu à diverses observations. Elle en a été avisée en même temps qu'on lui a demandé de présenter des propositions pour la création de ressources nécessaires à la réalisation de ces travaux. Dès que ces propositions parviendront au département, elles seront examinées et il leur sera donné suite.

Enfin, le projet des améliorations à réaliser au port de Papeete est actuellement soumis au comité des travaux publics. Dès que ce comité aura émis un avis sur cette question, le gouvernement prendra une décision sur les voies et moyens à adopter pour réaliser ces améliorations.

On sait que les conclusions de la commission technique en ce qui concerne les deux premières colonies étaient que l'ouverture du canal n'aurait pas une grande influence sur elles. Cependant, certains travaux d'amélioration sont opportuns et il faut souhaiter que les dossiers les concernant ne s'attardent pas dans les bureaux et que les autorisations nécessaires interviennent le plus promptement possible.

Une exposition coloniale à Marseille en 1916. — Tous les coloniaux se souviennent encore de l'énorme succès remporté par l'exposition coloniale de Marseille en 1906. Non seulement les objets exposés et le cadre dans lesquels on les avait placés concoururent à affirmer le grand rôle de la France comme puissance coloniale ; mais les manifestations, dont cette exposition fut le prétexte, ont eu sur la vie coloniale française une influence profonde et heureuse. Il nous suffira de dire que c'est à un congrès tenu lors de cet exposition que fut montrée à tous, de façon éclatante, la nécessité de modifier le régime douanier de nos possessions d'outre-mer ; depuis, l'idée a fait un joli chemin si l'on songe que toute idée raisonnable a tant de peine à se faire adopter des pouvoirs publics. L'exposition coloniale de Marseille n'a pas fait que lancer de bonnes idées dans la circulation, elle s'est en quelque sorte perpétuée d'abord par un parc magnifique où sont restées des constructions qui ont un caractère permanent et ensuite par cet Institut colonial marseillais dont la vie est des plus actives et qui, par des cours, des conférences, des expositions annuelles très méthodiquement organisées et par une installation des mieux comprises, sert très efficacement la cause coloniale.

Ce qui a été fait en 1906, on songe à le refaire en 1916. L'idée avait déjà recueilli nombre d'adhésions précieuses quand elle a pris tout à fait corps en une grande réunion tenue le 27 février 1913 au Palais de la Bourse sur l'initiative de la Chambre de commerce. M. Adrien Artaud, président de la Chambre de commerce et président honoraire de l'Institut colonial marseillais, a plaidé pour une exposition en 1916. Les lecteurs de la *Quinzaine coloniale* savent quelle est l'éloquence entraînante et persuasive de M. Adrien Artaud, ils connaissent ses qualités d'apôtre par la belle campagne qu'il mène contre le tarif douanier de 1892 et ils

ne seront pas étonnés qu'une cause pourvue d'un tel avocat ait triomphé brillamment. Par un vote unanime l'assemblée s'est en effet prononcée en faveur d'une exposition coloniale à Marseille en 1916, exposition dont le commissaire général sera M. J.-Charles Roux. Ce n'est pas en ce journal qu'il convient de faire l'éloge de M. J.-Charles Roux; mais ses compatriotes auxquels il a rendu tant de services et qui lui ont témoigné leur reconnaissance en lui offrant par souscription publique son buste que Puech a exécuté, n'ont pas oublié avec quel succès il avait organisé l'exposition de 1906 après avoir montré sa maîtrise à la Section coloniale de l'exposition universelle de 1900. Avec un tel commissaire général le succès est assuré.

Marseille, qui est le grand port colonial français puisqu'il prend au trafic colonial une part égale à celle de tous les autres ports de France réunis, montrera dans quatre ans à la fois cette branche de son activité si pleine de promesses et les progrès réalisés depuis dix ans par les possessions françaises d'outre-mer. Ces progrès sont dès aujourd'hui considérables et quand la vieille cité phocéenne, toujours jeune pour les initiatives hardies, nous les montrera en un groupement méthodique et pittoresque, les détracteurs de la politique coloniale qui ne sont déjà plus très nombreux, auront un effectif plus réduit encore.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

La défense militaire des colonies.

L'auteur d'une série d'articles, relatifs à cette question, et parus dans les *Koloniale Monatsblätter*, estime que, dans le temps de paix, l'Allemagne n'a pas besoin d'avoir, dans la métropole, une armée coloniale; la flotte de guerre et l'infanterie de marine suffisent, à condition qu'on prépare avec soin les mesures de renfort nécessaires. L'essentiel pour la défense des colonies, c'est l'organisation des forces militaires, dont dispose chacune d'entre elles.

Le *Togo* ne possède qu'une troupe de police. Avant les dernières dispositions prises en vue de l'occupation des nouveaux territoires, le *Cameroun* avait 10 C^ies^ de troupe coloniale et un détachement d'artillerie. Les sièges de ces C^ies^ sont : Kusseri, Garua, Banjo, Ramenda, Dschang, Victoria, Duala, Jaunde, Dume et Ebolova. Toutes ces garnisons, sauf celles de Bamenda, Victoria et Duala, et, en outre, les localités de Bamum et de Buea sont pourvues d'artillerie. De plus, des postes militaires sont établis à Dikoa, Manding, Bongar, Binder, Ngaoundere, Karbabi, Kentu, Baturi, Fontem, Sangmelima et Akoafim. Les C^ies^ de Kusseri et de Garua sont, en partie, montées. Il y a un dépôt de chevaux à Garua. On sait que 4 C^ies^, tirées de Jaunde, de Ebolova, de Dschang et de Banjo, doivent être envoyées dans le nouveau Cameroun, et que 2 nouvelles seront créées. Pour la colonie entière, l'effectif sera donc porté à 12 C^ies^, comprenant 155 Blancs et 1.700 Noirs, y compris 150 porteurs. Le rassemblement des forces militaires, au Cameroun, est actuellement fort difficile, en raison de la rareté des voies ferrées. La colonie ne possède, en effet, que les 160 kilomètres de la Nordbahn, ou chemin de fer de Bonaberi à Nkongsamba, et les 81 kilomètres de la Mittellandbahn, de Duala à Edea. Les C^ies^ les plus malaisément secourables sont celles de la région septentrionale. On compte 300 kilomètres de Banjo à Garua, et autant de Garua à Kusseri. L'inconvénient résultant du manque de voies ferrées est encore accru par l'insuffisance des voies télégraphiques; ce dernier réseau ne dépasse pas, au Nord, Dschang et Jaunde. Aussi, a-t-on remarqué, en Allemagne, comme Fort-Crampel sera bientôt relié télégraphiquement à Brazzaville, qui communique déjà avec Fort-Archambault, si des troubles venaient à se produire dans le territoire allemand du Tchad, la nouvelle en parviendrait à Paris, vraisemblablement, un mois plus tôt qu'à Duala.

Le *Sud-Ouest*, la seule colonie allemande non tropicale, avec une population indigène de 80.000 Noirs, et une population blanche de 13.000 personnes, a une troupe coloniale forte de 2.000 hommes, et formée de volontaires sortis de l'armée allemande. Outre ses occupations militaires : patrouilles, instruction des hommes astreints au service, et aux périodes d'exercice, elle a des devoirs techniques : construction de routes, de voies ferrées, de lignes télégraphiques, et des devoirs administratifs : entretien des points d'eau, service météorologique et cartographique, etc. Cette troupe coloniale est répartie en 9 C^ies^, 3 batteries d'artillerie et 3 sections de mitrailleuses. Le gros de ces forces, à savoir : 6 C^ies^, 2 batteries et 2 sections de mitrailleuses, se trouve dans la région méridionale. Voici, d'ailleurs, les lieux de résidence de ces C^ies^ : Outjo, Okanjande (2 C^ies^), Windhuk, Gochas, Chamis (près de Béthanie), Kabus (au nord-est de Keetmanshoop), Kanus (au nord de Kalkfontein), Ukamas et Warmbad. Il y a des batteries de montagne à Johann Albrechtshöhe, à Keetmanshoop et à Kais; des postes militaires à Otavi, Maltahöhe, Nurudos, Uhabis. Deux C^ies^ sont montées sur des chameaux. La troupe de police, organisée par M. de Lindequist, en 1907, comptait, primitivement, 700 Blancs. Ce chiffre a été ramené à 566, auquel il faut ajouter 370 indigènes. Le total est donc de 936 hommes de police, avec 572 chevaux, 525 mulets et 58 chameaux, sans compter 200 bœufs de trait. Les 6 districts de police comprennent une centaine de stations, 4 dépôts et un poste d'officier. Les attributions de la police consistent, paraît-il, pour la plus grande part, à porter aux intéressés les avis envoyés par les tribunaux. Cette troupe coûte à la colonie 3.300.000 marcs par an, soit 7.000 m. par tête d'habitant blanc, tandis que, pour la troupe coloniale, déduction faite des pensions, la proportion serait seulement de 5.000 m. La question a déjà été agitée plusieurs fois de la fusion de la troupe coloniale et de la troupe de police. Cette année-ci, encore, au Reichstag, comme on l'a vu, les socialistes et le parti du Centre ont demandé la transformation au profit de la seconde. Le gouvernement et les militaires pensent, au contraire, que si l'on faisait l'amalgame, ce devrait être au bénéfice de la Schutztruppe. Mais, si l'on maintient la distinction actuelle, les partisans d'une réforme souhaitent que la troupe de police soit réduite en nombre, réorganisée et uniquement affectée à ses fonctions propres. On a calculé qu'en temps de guerre, en comptant la police et les colons en état de porter les armes, mais non les étrangers et les indigènes, la colonie pourrait disposer de 5.000 à 6.000 combattants et de 2.000 à 3.000 hommes pour garder les villes. L'administration militaire trouverait en la possession des colons un peu plus de 8.000 chevaux. Les quelques tribus indigènes à la fidélité desquelles on peut se fier, comme les Bastards de Rehoboth, pourraient être organisées en

corps spéciaux avec des chefs propres. La défense militaire du sud-ouest pourrait utiliser un réseau ferré très étendu, puisqu'il atteint, aujourd'hui, une longueur totale de 2.106 kilomètres. L'éventualité la plus redoutable serait une guerre étrangère, par exemple avec la colonie du Cap, si l'Allemagne cessait d'être maîtresse de la mer; dans ce cas, la colonie, réduite à elle-même, devrait pouvoir tirer de son sol toutes ses ressources.

La Schutztruppe de l'*Afrique orientale*, dont la superficie est double de celle de l'Allemagne, a un effectif de 2.800 kilomètres. Les 14 Cies sont placées dans les localités suivantes : Kissenji, Bukoba, Muanza, Usumbura, Ujiji, Tabora, Aruscha, Kondoa-Irangi, Daressalam, Kilimatinde, Iringa, Mahenge, Lindi et Massoko. La plupart de ces stations, de même que Mkalama, Iraku, Bismarckburg, Neu Langenburg, Songea, Mpapua, et Turu sont pourvues de mitrailleuses. Il y a des canons de divers modèles à Usumbura, Ujiji, Bukoba, Aruscha, Lindi, Iringa et Tabora. Des 14 Cies, 10 sont situées dans le voisinage, ou au nord du chemin de fer central. Les 4 autres sont réparties sur une étendue entièrement privée de voie ferrée. Une concentration de ces forces vers Songea, par exemple, obligerait les troupes à parcourir des distances de 200, 300, 400 et même 500 kilomètres, suivant l'emplacement des garnisons. Non seulement le sud est dépourvu de chemins de fer, mais les communications télégraphiques y sont incomplètes. 8 stations de la colonie, placées au sud et à l'ouest, n'ont pas encore le télégraphe. Une ligne télégraphique, sans chemin de fer, relie Tabora et Muanza. Cette dernière ville et Bukoba ont, chacune, une station de télégraphie sans fil.

La colonie de la *Nouvelle-Guinée* n'a qu'une troupe de police, comme le Togo. Le port de Simpsonhafen est, avec Tsingtau, le meilleur des possession allemandes; mais les divers archipels ne sont pas rattachés les uns aux autres par la télégraphie sous-marine. La transmission des nouvelles ne peut se faire que par le moyen des navires. C'est ainsi que le meurtre du chef de district de Ponape, commis le 18 octobre 1910, ne fut connu du gouverneur de la colonie que le 8 janvier 1911.

Le développement agricole.

La statistique officielle pour 1912 fait voir dans quelle mesure les possessions allemandes ont contribué à l'importation en Allemagne des matières premières coloniales; café (provenant uniquement de l'Afrique orientale) : 3.500 doubles quintaux (5.500 en 1911) sur 1.750.000 (moins de 1 0/0); cacao (Togo, Cameroun et Samoa) : 12.400, au lieu de 14.800 sur 550.000 (un peu plus de 2 0/0); coton (Togo et Afrique orientale) : 13.000 sur plus de 5 millions (400e partie); chanvre sisal : 2270 tonnes sur 3.208; caoutchouc : 30.000 doubles quintaux sur 206.000; copra; 9.400 tonnes sur 183.258; amandes de palme: 15.634 tonnes sur 261.405; huile de palme : 258 tonnes sur 14.183; arachides: 2.000 tonnes eur 70.000.

La production cotonnière est montée de 4.373 balles de 250 kilogrammes, valant 1 million 1/2 m., en 1910, à environ 11.000 balles, valant 3 millions 1/2, en 1912. Le Conseil de l'agriculture allemande, dans son assemblée plénière du 11 février dernier, a considéré comme son devoir le plus pressant de travailler à l'augmentation de cette production. Le comité économique colonial a ait un nouvel appel au monde de l'industrie et du commerce, particulièrement à l'industrie textile, et, en peu de temps, il a obtenu la promesse d'une subvention de 200.000 m., pour les trois années à venir. La bourse du coton de Brême s'est engagée pour 30.000 m. En outre, le comité et les 1.100 sociétés et corporations diverses, affiliées à lui, ont adressé au Parlement une requête, demandant aux membres de Reichstag et du Bundesrath d'inscrire, à cet effet, un crédit de 200.000 m., dans le budget supplémentaire pour 1913, et un crédit égal dans chacun des budgets ordinaires de 1914, 1915, 1916 et 1917, soit, en tout, une somme de 1 million de m.

Un article de M. Fr. Wohltmann, dans le numéro de janvier du *Tropenpflanzer*, donne un aperçu de l'état actuel de l'agriculture dans l'Afrique tropicale allemande :

Au *Togo*, le but a toujours été d'encourager la culture indigène. L'ancienne ferme d'essais de Nuatja est devenue, en 1907, un établissement de culture agricole ; en 1911, on lui a adjoint une station cotonnière. Deux autres stations de ce genre ont été créées, l'une à Sokode, l'autre dans le district de Misahöhe. L'instruction cotonnière est donnée par 3 agronomes de district, dont le nombre sera prochainement augmenté.

Cameroun. — L'ancien petit jardin botanique s'est transformé en un établissement d'essais agricoles, dirigé par 3 savants, un inspecteur d'horticulture et un horticulteur; depuis 1910, on y prépare de jeunes indigènes aux fonctions de surveillants de plantations. Toute l'organisation agricole de la colonie a pour chef un rapporteur spécial, qui réside dans la capitale. Les grandes stations administratives ont reçu des fonctionnaires du service agricole, chargés d'établir des jardins d'essais, qui produiront des semences de choix et instruiront les indigènes. Il a été établi, dans la colonie, une inspection du caoutchouc, avec 4 stations de culture; on a le projet d'instituer, de même, des inspections pour les palmiers, pour le cacao, et une station d'essais pour les cultures indigènes. Des recherches et des essais ont été entrepris en vue de la culture du coton, dans l'intérieur. Outre celle de Victoria, il a été fondé, en 1909, une école d'agriculture à Dschang. C'est un grand centre d'élevage, pour le bœuf à bosse, le cheval, le mouton et aussi l'autruche.

Afrique orientale. — Il a été institué, en 1909, un rapporteur spécial pour l'agriculture, en 1910, un spécialiste pour les maladies du coton, en 1912, un expert pour des essais de fumage. L'institut agricole d'Amani est dirigé par un état-major de 5 savants; 1 jardinier chef et plusieurs jardiniers y sont occupés. En 1911, fut créée, dans le district de Moschi, la station d'essai de Kibongoto. Il a été beaucoup fait pour le coton. Cette culture est l'objet de trois stations d'essai, en exploitation. Deux autres sont en construction, à Muanza et à Lindi. Dans les régions où ces stations manquent encore, et surtout là où les indigènes ont entrepris des cultures cotonnières, l'instruction spéciale est donnée par des agronomes de district, qui font des tournées, et dont le nombre sera accru.

Les dépenses de l'Etat, pour l'agriculture coloniale, qui se montaient, en 1908, à 1.588.405 m., se sont élevées, en 1912, à 2.868.770 m.

AFRIQUE ORIENTALE

La colonisation blanche.

Le rapport du gouverneur Schnee snr « la colonisation et la possibilité de colonisation des versants du Kilimandjaro et du Méru », dont nous avons rendu compte, dans le dernier numéro de la *Quinzaine*, a été naturellement, fort commenté. « Ce rêve de colo-

nisation est maintenant fini », a dit le *Tag*. Mais les arguments du Dr Schnee n'ont pas réussi à convaincre, de même, les membres de la Société coloniale, qui, l'an dernier, encore, dans leur assemblée générale, avaient souhaité que l'administration accordât à l'œuvre de la colonisation, dans l'Afrique orientale, plus d'attention et d'encouragement qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors. L'un des partisans les plus résolus de cette politique, le député W. Arning a communiqué à la *Kolonialzeitung* ses réflexions sur ce sujet. Il ne peut nier que, contrairement à ce que l'on attendait, sans raison probante, d'ailleurs, du nouveau gouverneur, ses conclusions de son rapport ne soient nettement pessimistes ; cependant, il contient certaines affirmations qui suffisent à M. Arning pour lui inspirer une complète confiance.

D'abord, tout ce que M. Schnee dit des conditions climatériques se trouvait déjà, paraît-il, dans le rapport de M. de Lindequist, sur les résultats de l'enquête, dont il fut chargé, comme sous-secrétaire d'Etat, précisément en vue du même objet. On savait que les zones inférieures à 1.000 ou 1200 m., ne conviennent pas à la colonisation. Que les colons allemands, venus de Palestine aient eu à souffrir de la malaria, quoi d'étonnant, puisqu'ils avaient eu l'imprudence de transformer, par l'irrigation, leurs champs en marécages ! Les mêmes effets se seraient produits dans un pays non-tropical. Ces gens inexpérimentés ont payé la faute de n'avoir pas voulu suivre les conseils des colons éprouvés. La présence de la malaria ne semble pas à M. Arning un obstacle à la colonisation, car il pense qu'on peut la supprimer, radicalement, sans trop de peine ; c'est l'affaire de quelques travaux à exécuter et de quelques mesures à prendre. Quant à l'affaiblissement des facultés physiques et morales constaté par le Dr Schnee, il aurait été sérieusement contesté par M. Lindequist, selon qui chaque groupe d'immigrants présente les caractères particuliers à sa nationalité.

Si les régions de cultures et de plantations offrent des conditions climatériques défavorables, il en est tout autrement des régions d'élevage des hautes steppes, situées au nord et à l'ouest du Méru. « A mon avis, déclare le gouverneur, on peut admettre que ces régions sont propres à être colonisées par les Blancs, de façon absolue, et pendant des générations ». Ce jugement paraît à M. Arning tout à fait décisif, pour l'avenir de la colonisation blanche, sur les hauts plateaux de l'Afrique orientale. Voilà ajoute-t-il, la première reconnaissance officielle de la thèse soutenue, depuis plusieurs années, par la Société coloniale. En effet, le rapport de M. de Lindequist fut livré à la publicité, non pas par le gouvernement, mais bien par une société privée, l'Association pour la politique sociale. Il était donc permis de croire que les idées de M. de Lindequist n'avaient pas rencontré, dans le ministère, une entière approbation. Si le gouvernement s'est décidé à faire connaître le rapport du gouverneur Schnee, c'est, en partie, prétend M. Arning, parce que les renseignements recueillis, à la demande du ministère des Affaires étrangères, par les représentants de l'Allemagne au dehors, sur la possibilité de coloniser les hautes régions tropicales, ont été généralement affirmatifs.

Après la déclaration rassurante, relativement au climat des hautes steppes, peu importe, aux yeux de M. Arning, que, pour des raisons économiques, le rapport déconseille la petite colonisation. Et d'abord, que faut-il entendre par « petit colon » ? M. Arning n'admet pas la définition selon laquelle ce serait seulement celui qui cultive, lui-même son domaine, sans l'aide de travailleurs noirs. Il est d'avis que le « petit colon » doit, en général, disposer d'une superficie de 50 hectares, en chiffres ronds, autant qu'un grand cultivateur en Allemagne. Au reste, grande moyenne, ou petite colonisation, les mots ont, pour lui, peu d'importance. L'essentiel, à son gré, est que les colonies allemandes soient fortement peuplées de Blancs, car c'est à cette condition seulement qu'elles peuvent servir de débouchés à l'industrie métropolitaine. Le Sud-Ouest allemand, qui renferme 15.000 Européens, a importé, en 1911, pour près de 44 millions de m., tandis que le Cameroun, où les Européens sont seulement 1.500, n'importa que pour 26 millions. La valeur de l'importation, par tête d'habitant, atteint 3.000 m., en Australie et en Nouvelle-Zélande, grâce à leur nombreuse population européenne, tandis qu'elle descend à 10 m. dans l'Inde, surpeuplée cependant, mais où les Européens ne sont pas plus de 100.000. Ces chiffres, cités par M. Arning, peuvent être convaincants pour des commerçants, mais quand il s'agit de colonisation blanche, ces comparaisons entre des pays, si dissemblables par le climat, ne sauraient, quoi qu'il en pense, absolument rien prouver.

Le rapport de M. Lindequist avait été publié, avons-nous dit, par l'Association pour la politique sociale. Le second volume de cette série consacrée à la colonisation dans les pays tropicaux, renferme une étude du géographe Sapper sur l'Amérique centrale et les petites Antilles. L'auteur conclut que la colonisation blanche durable n'est possible que si les Européens reviennent, de temps à autre, refaire leur santé en Europe, et s'ils y font élever leurs enfants. Dans les Indes occidentales néerlandaises, les essais réitérés de colonisation avec des cultivateurs hollandais, suisses et allemands ont échoué. Dans les Indes orientales néerlandaises, il y a quelques régions, relativement peu étendues, où le climat est favorable aux Européens. La plupart des soi-disant Européens établis consiste en métis. Etant données la forte densité de la population indigène et la tendance des Européens à s'unir à des femmes du pays, la colonisation blanche risquerait d'aboutir bientôt à la formation d'une race de sang mêlé.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

Elections aux Conseils provinciaux et au Conseil suprême.

Du mois de novembre 1912 à fin janvier 1913 on a procédé, suivant les règles spécifiées dans l'Acte passé par lord Morley en 1909, aux secondes élections générales pour les Conseils provinciaux et pour le Conseil suprême. Quelques modifications ont été apportées aux règlements électoraux par le gouverneur général en conseil : déclaration expresse de l'inégibilité des personnages officiels à des sièges électoraux, définition précise des pouvoirs des membres des conseils, simplification et consécration définitive des règles ayant trait au quorum nécessaire pour la solution d'une affaire. En outre, les deux cours civile et criminelle ont reçu le pouvoir de récuser un votant à cause de son mauvais esprit.

« Quant aux changements d'importance pratique, écrit le *Bulletin de l'Asie française*, ils tendent à accroître le pouvoir numérique de l'élément représentatif élu dans les législatures. Tandis qu'une majorité officielle était maintenue, encore que très réduite, dans

le Conseil suprême, les législatures provinciales devaient (on s'en souvient), d'après les règlements promulgués en 1909, être composées en majorité de membres non officiels. Dans les nouveaux règlements se manifeste la double tendance d'augmenter cette majorité et de réduire la proportion des membres désignés par le gouvernement. C'est ainsi qu'à Madras le nombre des élus est accru de deux, tandis que le nombre des membres nommés est réduit d'autant. L'un des deux sièges nouveaux est attribué aux électorats généraux, et le second aux propriétaires fonciers autres que les zemindars dont les terres sont exploitées de manière permanente. Les électorats généraux, constitués jusqu'à présent par les membres non officiels des municipalités et des conseils locaux, sont agrandis de manière à comprendre les anciens membres de ces corps et les détenteurs de titres conférés par le gouvernement. Ainsi se trouve accru d'environ 30 0/0 le nombre des électeurs généraux. De même, les conditions de propriété et d'impôt sur le revenu précédemment exigées des propriétaires et des musulmans sont réduites, de telles sorte que le nombre des électeurs devient trois fois plus considérable que précédemment, et le droit de vote est étendu aux classes moyennes et professionnelles.

« Ce n'est pas seulement dans la présidence de Madras que se constatent de tels faits. Dans les Provinces-Unies, le nombre des députés élus passe de 20 à 21, et c'est aux conseils de district et municipaux que va le nouveau siège; ainsi se trouve portée à 7 la majorité non officielle du conseil de ces provinces. Dans le Pendjab, où le total des membres élus passe de 5 à 8, le chiffre des membres officiels est réduit de 19 à 16.

« Et jusque dans les provinces dont l'empereur-roi a solennellement annoncé au grand durbar de Delhi du 12 décembre 1911 la distribution nouvelle, on voit la présidence du Bengale, en dépit de la diminution de son étendue, posséder désormais une assemblée provinciale de 50 membres, et non plus de 48, à côté de son gouverneur et de son Conseil exécutif. Des membres de l'assemblée, 22 sont nommés et 28 sont élus, les uns comme ils l'étaient antérieurement, un autre par l'association des porteurs de thé, un dernier par les commissionnaires du port de Chittagong. Dans les nouvelles provinces de Behar et d'Orissa, parmi les 21 représentants élus se trouveront désormais des députés des Conseils municipaux et de district, des propriétaires fonciers et des musulmans, ainsi qu'un délégué de l'association des mineurs et un délégué de celle des planteurs. Enfin, dans le commissariat en chef de l'Assam, le premier qui soit pourvu d'une Chambre législative, sur 11 membres élus, 3 représenteront les planteurs de thé; à côté de ces mandataires de la population siégeront 14 membres nommés, dont 9 seulement pourront être des personnages officiels.

« Autre fait intéressant à noter : les provinces nouvellement réorganisées possèdent maintenant 11 représentants musulmans (5 pour le Bengale, 4 pour le Behar et l'Orissa, 2 pour l'Assam) alors qu'on n'en comptait primitivement que 8 dans les deux assemblées existant antérieurement...

« Ce n'est pas seulement dans les assemblées provinciales que l'on voit s'accroître la puissance de l'élément élu; il en est encore de même dans le Conseil suprême qui compte désormais 27 (et non plus 25) membres élus, 33 (et non plus 35) membres nommés, dont 28 seulement peuvent appartenir au monde officiel. La base antérieurement adoptée pour la représentation des électeurs ne subit pas d'autres modifications que les retouches nécessitées par la nouvelle organisation administrative de l'ancienne présidence du Bengale. Ainsi vont s'accentuant les progrès des réformes préconisées par lord Morley. »

Canada

Expansion économique : exportations en France.

Depuis dix ans, la situation financière du Canada a été en s'améliorant : alors qu'en 1899-1900, les revenus ordinaires dépassèrent pour la première fois 50 millions de dollars et qu'en 1910 ils s'élevaient à 101 millions, ils ont atteint, pour l'exercice clos le 31 mars 1912, 136 millions de dollars. Cet accroissement, écrit M. Lefort dans *France-Canada*, revue mensuelle du Comité France-Amérique, provient en partie de recettes avec charges correspondantes comme celles du réseau des chemin de fer de l'Etat et du service des postes ; mais ce sont les douanes et l'accise qui représentent la plus forte contribution nécessaire pour assurer la marche des services ; pendant le dernier exercice, elles ont donné 105 millions de dollars. Et, grâce à un équilibre budgétaire relativement facile, grâce à un développement continu au point de vue économique et financier, le crédit canadien est très favorablement apprécié. Une bonne situation budgétaire ayant été généralement assurée, la dette du Dominion n'est pas très élevée, et ainsi que l'indiquait le directeur de la Banque de Montréal, M. Taylor, il y a quelques mois, dans un discours prononcé à Londres, les capitaux placés au Canada se répartiraient actuellement de la façon suivante :

Gouvernement fédéral.....	50.000.000	de livres sterling
Municipalités.....	32.000.000	—
Chemins de fer.....	236.000.000	—
Industries diverses.....	74.000.000	—
Placements privés.....	20.000.000	—

On voit que les plus forts capitaux ont été absorbés par les trois puissantes entreprises de chemins de fer qui forment à elles seules plus des trois quarts de tout le réseau canadien, dont la longueur est de 25.000 milles : Canadian Pacific, le Grand Trunk et le Northern Canadian.

Les recettes brutes du Canadian Pacific ont atteint 123 millions de dollars en 1911-1912 et ses recettes nettes 43 millions, en augmentation de 15 0/0 sur le précédent exercice.

« Et si nous consultions les rapports des conseils d'administration du Canadian Northern Railway et du Grand Trunk, ajoute M. Lefort, nous proclamerions que partout règne la prospérité. Le Canadian Northern est toutefois de fondation plus récente et d'importance moins considérable que le Canadian Pacific ; conçu en 1896, il a aujourd'hui 3.400 milles, ses recettes sont de 16 millions de dollars, son capital total de 165 millions de dollars ; le Grand Trunk exploite 3.506 milles partant de l'est de Portland pour aboutir vers le Pacifique, ses recettes brutes sont de 7 millions de livres sterling, sa capitalisation totale de 70 millions de livres sterling. »

La Chambre de commerce française de Montréal a montré dans son Bulletin la nécessité pour la France d'acheter au Canada plus largement qu'elle ne le fait les produits nécessaires à sa consommation et qu'elle tire de l'étranger. Il est clair, en effet, que pour assurer à notre commerce la clientèle du Canada, il faut que nous-mêmes nous nous adressions à ce pays pour nos achats. Or, les chiffres récemment publiés par le *Weekly Report of Trade* pour les douze mois finissant au 31 décembre 1912 montrent que les exportations du Canada en France demeurent stationnaires, tandis que nos importations augmentent d'une façon sensible. Les Allemands et les Belges marquent un progrès dans les deux branches.

Aux importations au Canada nous relevons les chiffres suivants (en dollars) :

	1911	1912
France.....	11.761.291	14.877.850
Allemagne.....	11.184.790	13.707.696
Aux exportations :		
France.....	2.257.789	2.372.729
Allemagne.....	3.393.213	3.461.124

Les exportations en Allemagne augmentent de façon à peu près régulière. Au contraire nous sommes au-dessous du chiffre de nos achats (2.728.727 en 1910).

UNION SUD-AFRICAINE

La Dette du gouvernement de l'Union.

Lorsqu'il y a trois ans se constitua le Commmonwealth sud-africain, l'administration des emprunts des quatre colonies fut transférée à la Commission de la Dette publique de l'Union sud-africaine. Dans son second rapport pour l'exercice clos le 31 mars 1912, on y trouve d'intéressants renseignements sur la situation financière de l'Union. En mai 1910, la dette totale du Natal, du Cap, du Transvaal, de l'Orange, se montait à 116 millions 037.000 livres sterling; l'an dernier elle a été réduite à 114.237.000 livres sterling. Voici comment, au 31 mars 1912, se répartissait la Dette consolidée :

	Dette consolidée	Charge annuelle d'intérêt
	Livres sterling	
Cap	46.076.591	1.687.386
Natal	20.095.943	697.931
Transvaal et Orange	35.000.000	1.050.000
Transvaal	5.000.000	150.000
	106.172.534	
Dette flottante	11.088.000	
Total	117.260.534	

La production de l'or au Transvaal.

La Chambre des mines du Transvaal a publié dans son rapport le tableau suivant qui montre la valeur (en livres sterling) de la production aurifère transvaalienne mois par mois depuis le commencement de 1908 :

	1908	1909	1910	1911	1912	1913
Janvier...	2.380.124	2.612.856	2.554.451	2.765.386	3.130.830	3.353.116
Février...	2.301.971	2.400.992	2.445.088	2.594.634	2.989.832	3.118.352
Mars.....	3.442.022	2.580.498	2.578.877	2.871.740	5.528.688	3.358.050
Avril.....	2.403.500	2.578.804	2.629.535	2.836.267	3.133.383	»
Mai.....	2.472.143	2.652.699	2.693.785	2.913.734	3.311.794	»
Juin.....	2.442.329	2.621.818	2.655.602	2.907.854	3.202.517	»
Juillet....	2.482.608	2.636.965	2.713.083	3.012.738	3.265.198	»
Août.....	2.496.869	2.597.646	2.757.919	3.030.360	3.248.395	»
Septembre	2.496.112	2.575.760	2.747.853	2.976.055	3.176.846	»
Octobre...	26.24 012	2.558.902	2.774.390	3.010.130	3.265.150	»
Novembre.	2.069.685	2.539.146	2.729.554	3.857.213	3.216.965	»
Décembre.	2.806.235	2.569.822	2.722.775	3.015.499	3.297.962	»
Total...	29.957.610	30.925.788	32.002.912	34.991.620	38.757.560	9.779.518

Le nombre d'indigènes employés à l'extraction de l'or dans les mines du Rand s'élevait en 1912 à 191.316 et en mars 1913 à 207.733. Pendant ce dernier mois il a été extrait 790.552 onces d'or fin.

AUSTRALIE

La politique du gouvernement.

Le premier ministre du Commonwealth, M. Fisher, a prononcé à Malborough (Queensland) un discours où il a exposé la politique du gouvernement. Après avoir passé en revue les événements accomplis, M. Fisher s'est déclaré non seulement partisan du referendum, mais il a annoncé l'intention du gouvernement de présenter à la prochaine session législative un projet de loi établissant le referendum. Si ce projet est voté, le système protectionniste sera renforcé, si non, le gouvernement prendra lui-même le soin d'amender les tarifs de façon à protéger de façon effective les industries australiennes.

En ce qui concerne la défense navale, le gouvernement a l'intention de commander, au cours des trois années à venir, un cuirassé, trois destroyers, deux sous-marins, et d'installer une école navale d'aviation. Il sera aussi créé un bureau fédéral d'agriculture; le relevé hydrographique de 5.000 milles de côtes australiennes va être entrepris et une somme de 20.000 livres sterling sera consacrée à des recherches sur la tuberculose et le cancer.

Le gouvernement convoquera une conférence des Etats en vue de s'entendre pour que l'écartement des voies des lignes ferrées soit le même sur tous les réseaux. D'autre part, une ligne de vapeurs rapides sera établie entre Melbourne et la Tasmanie pour le transport du courrier et des marchandises. Enfin, des ouvertures seront faites à la Nouvelle-Zélande et au Canada pour l'établissement de traités de réciprocité.

M. Joseph Cook, le nouveau leader de l'opposition au Parlement australien, a ouvert la campagne du parti libéral-fédéral par un discours prononcé à Parramatta, dans lequel il a présenté le programme de ce parti. Maintien d'une Australie fédérale libre de race blanche par une sérieuse immigration et des principes de la Constitution pour assurer l'autonomie des Etats; étroite et effective coopération avec la mère-patrie pour la défense impériale; maintien des présents tarifs; nomination d'un corps non politique avec autorité statutaire pour enquêter et faire au Parlement des rapports sur les questions industrielles; amendement de l'« Arbitration Act » et réorganisation de la Cour d'arbitrage; suppression du patronage politique dans les services publics; développement des Territoires du Nord; consolidation et administration des dettes des Etats fédérés; modification des règlements électoraux et de la loi sur la presse et les associations politiques.

GUYANE ANGLAISE

Son développement commercial.

M. Sandbach Parker a fait au Royal Colonial Institute de Londres une conférence très documentée sur le développement commercial de la Guyane anglaise. Cette colonie est riche en gisements aurifères : au cours de ces trente dernières années on a pu obtenir 2.250.000 onces d'or. Quant aux diamants, de 1900 à 1912, on s'en est procuré 1.006.557 pesant au total 74.203 carats. C'est l'industrie sucrière qui constitue la principale prospérité de la colonie depuis plus d'un siècle. Sur 150.000 acres environ, qui forment la superficie totale des terrains cultivés dans la Guyane, 70.000 acres environ sont sous culture de cannes à sucre, laquelle produit annuellement de 110.000 à 120.000 tonnes de sucre. Dans ces dernières années, le riz est devenu une industrie importante; sa culture se fait aujourd'hui sur une surface de 40.000 acres environ. Le café, le cacao, le caoutchouc et le chanvre de sisal, sont les principaux produits agricoles de la colonie dont la quantité ne pourra qu'augmenter si on considère que toute la culture est actuellement confinée le long de la côte et qu'il reste encore 90.000 milles carrés à exploiter.

En ce qui concerne le commerce de la Guyane, les exportations de 1911-1912 se sont élevées à 2.172.000 livres sterling,

somme à laquelle le sucre et ses sous-produits ont contribué pour 1.513.000 livres sterling. Les importations ont été évaluées à 1.754.000 livres sterling. Le revenu, non compris l'impôt foncier, a été de 600.000 livres sterling, dont 356.000 provenant des recettes de douanes. M. Sandbach Parker a examiné s'il y avait lieu de penser que l'exploitation de l'hinterland bénéficierait à la colonie, et il a recherché quels étaient les moyens propres à assurer cette pénétration et quel en serait le coût. A son avis, un des meilleurs moyens de pénétrer dans l'hinterland serait la construction d'un chemin de fer de 200 milles de longueur qui coûterait un demi-million de livres sterling. Ce projet paraît très raisonnable; mais, on se trouve en présence des difficultés inhérentes à la colonie — pénurie de main-d'œuvre pour construire le chemin de fer, absence de population pour l'alimenter, et défaut de moyens pécuniaires. L'intérêt à verser sur une dépense de 1 million de livres sterling, serait au moins de 40.000 livres sterling par an, ce qui constituerait une lourde charge pour une population déjà trop imposée. Cependant, avec un système satisfaisant d'immigration, ces charges pourraient être allégées. Pour favoriser l'immigration, le conférencier a proposé, en terminant, que l'on accordât de petites concessions gratuites de terrains aux familles des immigrants italiens, qui sont de bons agriculteurs et d'excellents colons.

Questions d'Histoire et de Géographie.

Les Peuls sont-ils des Juifs ?

Le problème de l'origine des Peuls est intéressant surtout par les difficultés qu'on trouve à le résoudre. Il en fut ainsi du mystère des sources du Nil ou de la découverte des pôles qui ont passionné plusieurs générations. On savait certes, longtemps avant d'avoir atteint le pôle nord, qu'on le trouverait en pleine banquise maritime; on savait que le pôle antarctique était au centre d'un chaos de montagnes et la source première du Nil a reculé de lac en lac devant les explorateurs : pour toutes ces questions la solution définitive ne devait apporter nulle surprise, presque aucun enseignement. Mais l'homme, avide de savoir, attribue aux recherches où son ardeur se dépense une valeur qu'il mesure à l'intensité de son énergie bien plus qu'à l'importance pratique ou au scientifique de ses travaux. C'est par le mépris du gain et de la mort, par la persévérance d'une volonté transmise d'homme à homme pendant de longues années que ces exploits non utilitaires méritent l'admiration : il semble que l'homme, éphémère et matériel, triomphe de la matière en cette lutte pour l'idée et du temps qui se dérobe par la constance de son effort.

Je n'irai pas jusqu'à dire que celui qui révélera, à n'en pouvoir douter, l'origine vraie des Peuls méritera la gloire d'Amundsen : il y a une hiérarchie des problèmes et l'on ne peut égaler les découvreurs qui ont fait preuve seulement de labeur et de méthode dans la paix de leur bibliothèque à ceux dont la puissance d'action nous donne de si fières leçons. Mais il sera un héros au moins à la manière d'Œdipe, car il aura résolu une énigme plus embrouillée que celles du Sphinx. On s'est déjà fort exercé sur elle depuis un siècle; on a beaucoup écrit et ces dissertations, plus gaies parfois qu'on ne doit s'y attendre, donnent autant de preuves de la naïveté de certains savants que de la sagacité des autres. Dès 1846, G. d'Eichthal crut pouvoir affirmer l'origine océanienne des Peuls, en se fondant sur certaines analogies entre leur langue et le malais. Si ces analogies étaient assez parfaites pour permettre d'affirmer cette identité linguistique, il resterait à prouver que les Peuls parlent encore la langue de leur race; mais la valeur de la comparaison est niée par les meilleures autorités : elles ne voient dans les résultats présentés par d'Eichthal que de purés coïncidences phonétiques, comme on en pourrait trouver entre deux langues quelconques prises au hasard parmi les plus dissemblables (1). D'autres, séduits par l'analogie des sons, ont rapproché l'un de leurs noms, *Fellatah*, du mot *Fellah* et en ont déduit leur origine égyptienne. Le général Frey les rattache aux Annamites tout en les apparentant aux Bretons; le Dr Thaly les identifie aux Tsiganes et compare le Peul au romanichel. Faidherbe les fait venir d'Orient et en même temps indique la parenté de leur langage avec le sérère. Grimal de Guiraudon leur donne pour ancêtres des Juifs palestiniens. Le Dr Verneau, le Dr Gasnet, M. E.-D. Morel s'accordent pour leur reconnaître une origine sémitique. Une fois sur les routes de l'Orient, quel savant ne penserait aux Hycsos ou à ces Ethiopiens blancs dont parlent Pline et Ptolémée ?

M. M. Delafosse (2) adopte la théorie de Guiraudon : il pense que les Peuls descendent d'une migration judéo-syrienne. Il prend leur généalogie d'assez haut, non toutefois d'abord sans quelques réserves : « Si l'on identifie, dit-il, les Peuls avec la tribu de *Fouth* ou *Foudh* mentionnée dans le Pentateuque et dans les écrits de plusieurs prophètes, tribu dont le nom est d'ailleurs écrit *Foul* par Isaïe, on doit reconnaître que ce peuple a été mentionné dès la plus haute antiquité. Je ne prétends pas que cette identification puisse être présentée avec certitude, mais en tout cas, elle n'est pas absurde... »

Suffit-il, demanderai-je, qu'une hypothèse ne soit pas absurde pour bâtir sur elle toute une construction historique?

Un mot permet-il à lui seul de reculer jusqu'à la date de la rédaction du Pentateuque, l'existence de la race Peule? C'est ici encore une pure analogie de son dont on ne peut légitimement rien conclure : d'Eichthal était certes aussi fondé à soutenir sa théorie de l'origine malaise, s'il suffisait qu'une théorie ne fût pas absurde pour être plausible.

L'ethnographie de la Bible, assez sûre pour les peuples très voisins de la Syrie et que les Juifs connaissaient bien, est très vague pour ceux que leur éloignement voilait d'une brume de légendes. *Loud*, *Javan*, *Misraim* sont d'une identification indéniable : *Fouth*, *Ham*, *Koush*, *Canaan*, *Khati*. sont des vocables beaucoup moins précis. La Bible est, pour tout croyant, un document révélé; aussi, beaucoup d'auteurs s'ingénient à y trouver la source de toute ethnographie et tiennent à rattacher tous les peuples connus aux éponymes qu'elle donne. Mais, à prendre la Bible comme simple document historique, résumé des connaissances et des traditions hébraïques vers le xe siècle avant notre ère, à la lire comme on lit Hérodote ou les inscriptions chaldéennes, on s'habitue à peser les affirmations des écrivains juifs comme des autres, à traiter d'obscur ce qui est obscur, d'incertain ce que rien d'ailleurs ne confirme. C'est le cas pour une bonne part des subdivisions ethnographiques pour lesquelles la Bible est souvent le document unique. Les Sabéens, par exemple, sont pour elle tantôt des Koushites, tantôt des Jectanides. Si la classification biblique se prête à de telles variations, je me refuse à accepter, même à titre d'hypothèse, l'assimilation du *Fouth* hébreu, du *Foul* d'Isaïe avec les *Foulbé*. Ce fils de Cham, a-t-il une descendance d'Asiates ou d'Africains? A-t-il même une des-

(1) M. Delafosse.

(2) Maurice Delafosse. Haut-Sénégal-Niger, t. I.

cendance? Les textes bibliques n'en disent rien. D'ailleurs, pour relier le *Fouth* de Jérémie aux Foulânia de Makrizi, il faudrait franchir sans un seul texte intermédiaire un intervalle de vingt-trois siècles. Ce grand vide est un grand argument. Pour trouver un ouvrage qui parle un peu longuement des Peuls, il faudrait aller jusqu'au *Tarik-es-Soudân*, qui est du XVII^e^ siècle. Encore est-il assez mal renseigné sur eux, puisqu'il les confond avec les Ouolofs. Deux siècles encore après, en 1823, le Sultan de Sokoto, Mohammed-Bello, Peul du clan Tôrodo, remet au capitaine Clapperton un manuscrit dans lequel il déclare que son peuple descend des Juifs. Cela semble n'avoir que la valeur d'une tradition, peut-être d'une rêverie de Peuls musulmans; ne pouvant se dire Arabes, ils se disent Juifs. Pour accepter une pareille prétention comme fondée, il serait nécessaire qu'elle fût corroborée par des présomptions sérieuses.

On est naturellement porté à les chercher dans l'étude de leur langue. Si elle était du type sémitique, si tout au moins elle en conservait certaines racines comme notre français garde certains mots celtiques ou germains qui attestent des influx primitifs que le latin n'a pas entièrement détruits, ce serait véritablement le commencement d'une preuve et cela donnerait de la vraisemblance aux inductions que la préhistoire et l'histoire peuvent fournir à l'appui de la thèse proposée. Mais M. Delafosse, dont l'autorité est grande en l'espèce, déclare que la langue actuelle des Peuls est une langue nègre, celle des Toucouleurs, et qu'il est impossible de la rattacher au groupe sémitique. Admettons cela sans discussion : il ne reste dès lors pour étayer l'hypothèse de l'origine judéenne des Peuls que les témoignages d'ordre historique. Examinons-les donc à leur tour. Le plus ancien se rapporte à l'invasion des Pasteurs en Egypte. Qu'on accepte la forme biblique de ce fait, l'histoire de Joseph, ou la forme égyptienne, l'invasion des Hycsos, l'immigration violente de peuplades sémitiques dans la vallée du Nil, paraît incontestable. Ces envahisseurs, après cinq cents ans d'occupation, furent contraints de quitter l'Egypte; c'est l'Exode mosaïque, c'est l'expulsion des Pasteurs du camp d'Avaris. Tel est le fait général auquel on ne peut refuser sa valeur historique. « Il est loisible, ajoute ici M. Delafosse, de penser que beaucoup de ces Sémites restèrent dans le pays; que beaucoup d'autres durent se disperser vers la Cyrénaïque et la Haute-Egypte ». Ce sont là deux hypothèses; encore doit-on se souvenir que l'attaque libératrice et victorieuse est venue précisément de Thèbes, c'est-à-dire de la Haute-Egypte. Or, 320 avant J.-C., plus de mille ans après, Ptolémée Soter déporta beaucoup de Juifs en Cyrénaïque. Cela est avéré : « Sans doute, ils y trouvèrent, écrit M. Delafosse (1), plus ou moins mélangés d'éléments berbères, les descendants devenus nombreux et puissants, des fractions israélites ou hycsos venues d'Egypte longtemps auparavant, et il se forma là une population fort importante, d'origine judéo-syrienne dans son ensemble et pratiquant des religions diverses qui, toutes, devaient dériver plus ou moins du culte des Hébreux primitifs ou culte d'Abraham. C'est à cette population que je crois pouvoir faire remonter l'origine ethnique des Peuls. »

Dans cette phrase capitale, qui pose les bases du système de l'auteur, il n'y a qu'un fait incontestable, celui de la déportation de Juifs nombreux par Ptolémée Soter. Les Hycsos en Cyrénaïque? Leurs descendants? Leur puissance, leur nombre? Pure hypothèse. On pourrait aussi bien affirmer leur faiblesse, leur disparition, leur non-existence. Dire qu'il se forma là une population fort importante, c'est bâtir dans le vide. D'ailleurs, pour supposer légitimement la présence en Cyrénaïque d'une population sémitique, ancêtres des Peuls, il faudrait être d'abord certain que les Peuls sont des Sémites, et ensuite qu'ils sont venus de Cyrénaïque.

On ne doit pas renverser les termes et, quand on rencontre un peuple de race indécise, lui chercher d'abord des aïeux connus pour lui garantir une origine, comme on forge une généalogie à des roturiers. Ici, nous n'avons qu'un point d'appui : l'existence actuelle de la race peule.

Les Peuls sont-ils des Sémites? Je l'ignore. Y a-t-il eu des Sémites en Cyrénaïque? Je l'ignore. De ces deux ignorances je ne puis vraiment pas tirer de science certaine.

Pour m'éclairer, consulterai-je les traditions des Peuls eux-mêmes? Les traditions des peuples sont sujettes à varier, même quand elles sont fixées dans des rites religieux et des monuments écrits. On peut retrouver dans le Pentateuque les traces des cultes primitifs des Hébreux, du culte des Bétyles, du culte des Elohim, du culte de Jahveh. Mais les traditions orales ou écrites des Peuls n'ont certainement pas l'antiquité vénérable de la Bible; leur précision, presque inquiétante, prouve même une jeunesse relative. Qu'ils assignent à leurs ancêtres, la Syrie pour patrie, c'est avoir bonne mémoire pour des gens qui l'auraient quittée vingt-cinq siècles avant J. C. et qui n'ont guère de moyens pour fixer un tel souvenir. Ils seraient passés du pays de Tor (Sinaï) dans Misraïm (l'Egypte), de là dans Soritou (les Syrtes, Cyrénaïque), et enfin dans le Diaka ou Massina. Je ne puis m'empêcher de voir que cette route, obligatoire pour toutes les migrations venues d'Asie vers le Maghreb, a été suivie, depuis les Hycsos, par les Arabes; que l'invasion hilalienne de qui procèdent leurs tribus de Tunisie, d'Algérie et de Maroc, date du XI^e^ siècle et que la tradition peule pourrait bien n'être qu'une tradition arabe démarquée. C'est une hypothèse que je risque à mon tour; mais une hypothèse en vaut une autre. Celle-ci non plus n'est pas absurde, elle a le mérite d'expliquer, par la fraîcheur des souvenirs et par l'intervention d'écrits arabes, l'exactitude des noms et la vraisemblance des faits transmis.

J'écarte, à plus forte raison, les traditions des Peuls islamisés, et les traditions arabes sur les Peuls, encore plus suspectes. Qu'on se souvienne du Charlemagne de la *Chanson de Roland*, vrai roi féodal du XI^e^ siècle; qu'on le compare avec le Charlemagne réel : on conviendra qu'en moins de deux cents ans, dans un pays où l'on avait des annales, des historiens et des philosophes, la tradition populaire a déformé les faits du passé en les réduisant à ses conceptions présentes.

On ne peut donc, il me semble, admettre comme suffisamment fondées les hypothèses successives qui servent de bases au système de M. Delafosse. Il n'y a pas de preuves que les Peuls soient Sémites, pas de preuves qu'ils viennent de Cyrène, pas de preuve qu'il y ait eu des Sémites à Cyrène.

Même si l'on lui accordait ces prémisses, la suite de sa déduction proprement historique ne serait pas des plus solides. Je ne suis pas sûr le moins du monde que saint Marc ait prêché dès l'an 40 du Christ dans la Cyrénaïque : c'est une tradition pieuse, et sans date; encore moins peut-on accepter qu'il y ait eu des querelles religieuses suscitées par cette prédication entre pré-mosaïstes, Hycsos mosaïstes de Ptolémée Soter et chrétiens, ni des réformes religieuses juives, ni des guerres intestines, ni une émigration vers le Sud, commencée vers l'an 80 : les Judéo-Syriens pré-mosaïstes s'exilent paraît-il : pourquoi ceux-là et non les autres? Ils gagnent l'Aïr, y restent un certain temps, arrivent aux bords du Niger. Ces fils des Hycsos sont demeurés pasteurs et mènent avec eux des troupeaux. Ils prennent les pâturages du Massina pour la terre promise à leurs ancêtres et s'y installent. Une fois amenés là, nos Judéo-Syriens peuvent devenir des Peuls; le plus difficile est fait. Les Judéo-Syriens admis, leur migra-

(1) *Loc. cit.*, p. 211.

tion au Massina admise, le reste va de soi. M. Delafosse les suit dans leur marche au Soudan d'après les traditions et les légendes locales. Je ne puis l'accompagner dans les intéressants détours de son exposé. La nature des documents qu'il invoque, légendes, traditions, récits arabes de dates diverses fait que s'il arrive à des résultats vraisemblables, ils ne présentent pas, sauf pour les temps tout à fait modernes, le caractère de certitude approximative qu'on requiert de l'histoire.

Faut-il donc renoncer à pénétrer l'énigme peule? N'y a-t-il pas quelques faits certains dont on puisse partir pour remonter aux origines? La linguistique nous manque, puisque les Peuls parlent une langue nègre et qu'ils ne sont pas Nègres d'après l'anthropologie. Mais la science anthropologique peut-elle donner des certitudes plus approchées? Rattachera-t-elle jamais les Peuls aux Berbères, aux Abyssins ou à tel autre rameau des races actuelles? Il ne me paraît pas qu'elle dispose pour cela d'assez de faits ni d'assez de rigueur.

Les mœurs de ce peuple, le type de leur bétail, sont-ce vraiment des arguments qui suffisent pour le classer?

Oserai-je donner mon sentiment? Il me semble que la question de l'origine des Peuls ne doit pas être traitée comme une question historique ordinaire. On a trop peu de faits pour atteindre à la certitude. Il en est ainsi pour les Etrusques, par exemple. Affirmer que les Peuls descendent des Hycsos ou des Juifs, ou des Egyptiens, c'est, dans l'état de la science, dépasser son droit.

Nous avons d'ailleurs le tort de vouloir des solutions simples, des réponses claires. Or, dans le monde en général et dans l'ethnographie, comme dans le reste, tout est compliqué. De même qu'en chimie les corps crus jusqu'ici simples se décomposent en des éléments plus simples qu'on décomposera sans doute à leur tour, de même les races les plus pures en apparence sont un agrégat où se confondent les apports non mesurables du temps, transformés par l'évolution vitale.

Avant la race dite juive qui nous a laissé son âme dans ses Livres sacrés, bien des siècles même avant la grande race des Abrahamides, une race proto-sémitique occupa la Mésopotamie, une autre l'Egypte. Une seconde race sémitique, venue du Kedem, du vague Orient, atteignit à une époque non déterminée, la mer Erythrée, la mer Méditerranée. Ce sont les ancêtres des Arabes, des Hittites, des Phéniciens, des Hébreux. L'invasion gagna l'Egypte et la dépassa.

Dans ces remous formidables de peuples sur lesquels nous ne savons rien, se sont mêlées, combinées, élaborées, pendant des siècles de préhistoire, les races historiques d'Egypte, d'Asie et d'Europe. La légende de Cadmus, Phénicien venu de Libye, qui civilise la Grèce, est le témoignage mythique de la confusion des nations sur les rivages méditerranéens. Les Liby-Phéniciens furent peut-être, trois mille ans avant Jésus-Christ, une de ces races composites où s'unirent dans des proportions qu'on ne peut deviner aujourd'hui, le sang proto-sémite au sang koushite des envahisseurs. En même temps, dans la Syrie, les primitifs Hébreux, rejoints plus tard par les Beni-Israël, sortis du Sinaï, s'établissaient sur la montagne et sur la côte, s'alliant par leurs tribus maritimes à leurs frères les Phéniciens. Tout cela c'est de la préhistoire, et c'est pourtant à cette époque que se sont établis sur leur habitat historique la plupart des peuples de l'antiquité classique. Migration dite aryenne vers l'Europe et vers l'Inde, migration sémitique et koushite vers l'Asie Mineure et la Libye, ce sont là des faits incontestés, mais dont il est imprudent de vouloir préciser les détails.

Il en est un peu de ces révolutions humaines comme des périodes géologiques. Qu'elles aient eu lieu, c'est certain; comment elles ont eu lieu, nous l'ignorons.

Les Peuls, dans leur état singulier de peuple dispersé, vivant en marge d'une autre race, peuvent être un vestige de ces grands bouleversements; quelle que soit la souche d'où ils sortent, je n'y vois pas de difficulté. Les Juifs de la Diaspora, celle qui date de la ruine de Samarie et qui s'étendit sur les pays d'Afrique, comme sur ceux de Gaule et d'Espagne, à côté des Carthaginois, ont gardé leur personnalité sous tous les climats et dans tous les empires. Celle des Peuls peut être très ancienne et remonter à trois ou quatre millénaires. Les Fellahs égyptiens d'aujourd'hui ne ressemblent-ils pas encore aux sujets des Pharaons? Et quel pays a vu plus d'invasions que l'Egypte? Les Arabes du Nedjed ont gardé les mœurs que leur prêtent les contes égyptiens du temps de Ramsès II. A titre d'hypothèse préhistorique, j'admettrai donc sans peine que les Peuls soient des Hycsos, des Liby-Phéniciens, des Judéo-Syriens, des Sémito-Koushites, car ces mots désignent le même chaos de races imprécises et marquent l'embarras des savants. Je ne nierai pas non plus l'existence de colonies juives dans l'Ethiopie dont les Phalachas sont les derniers représentants; à côté des Berbères primitifs et des Himyarites, on trouve de nos jours, des preuves nombreuses de l'infiltration israélite dans le Maghreb, dans les ksours du Sahara, antérieurement à la domination romaine; à partir même du second siècle de notre ère, l'élément juif fut certainement renforcé par des exilés. Ce ne sont donc pas les ancêtres sémitiques, purs ou non, qui manqueraient aux Peuls. Mais je doute qu'on puisse jamais sortir, en ce qui les concerne, des affirmations très générales auxquelles je viens de faire allusion. Et ce qu'on dira d'eux sera inattaquable, à condition de ne rien donner que comme vraisemblable. Il faut être non pas sceptique en ces matières, mais très prudent. A qui me demande: « Les Peuls sont-ils des Juifs? » je ne réponds pas: « J'en suis sûr, ni : Que sais-je? » Je réponds : « Peut-être. »

P. Cultru.

Missions et Explorations

MAROC

Le traité franco-espagnol et la Commission mixte de délimitation de la frontière. — La Chambre des députés a voté le 7 mars le projet de loi portant approbation de la convention franco-espagnole du 27 novembre 1912. La discussion de ce projet a été l'occasion pour M. Jonnart, ministre des Affaires étrangères, de prononcer un excellent discours dans lequel il a su exactement montrer les nécessités historiques en présence desquelles nous nous trouvions et fort bien tracer le programme que doit adopter et réaliser la France (1). La loi promulguée le 29 mars, a été publiée au *Journal officiel* du 30 (2).

L'article IV du traité prévoit que la délimitation franco-espagnole, au nord et au sud, sera confiée à une commission technique « dont les membres seront désignés en nombre égal par les gouvernements français et espagnol. » La France et l'Espagne viennent de s'entendre sur la désignation des membres composant cette mission qui a été formée exclusivement d'officiers d'Afrique et d'officiers géographes.

(1) L'*Afrique française*, mars 1913, p. 120. — Voir ce qui a été dit dans : *La Quinzaine coloniale*, 25 mars 1913, p. 193.

(2) On en trouvera le texte avec des notes dans : E. Rouard de Card, *Traités de délimitation concernant l'Afrique française (Supplément 1910-1913)*. Paris, A. Pedone, J. Gamber, 1913, in-8°, 129 pages. Voir page 81.

La commission comprend, du côté français : le capitaine CHEDEVILLE, breveté d'état-major, détaché au bureau du Maroc du ministère des affaires étrangères, chef de la délégation ; les capitaines NOISEL, PERRIER, VERNISY, du Service géographique de l'armée ; GASCUEL, officier de renseignements du Maroc occidental enfin un officier interprète.

Du côté espagnol, la commission comprend : le commandant d'état-major don JOSE ALFONSO DE VILLAGOMEZ, chef de la délégation ; les capitaines d'état-major don JOSE BALGORRI, don CESAR VOGER et don MANUEL SAGUILLO ; un cinquième membre doit être ultérieurement désigné.

Il est établi par le traité que, « dans son travail, la commission pourra tenir compte non seulement des accidents topographiques, mais encore des contingences locales ».

Elle aura deux tâches particulièrement délicates à remplir que le traité prévoit.

En premier lieu, dans la région qui sépare la Moulouïa de la vallée de l'Ouergha, elle déterminera si le marabout de Sidi-Maarouf dépend de la fraction sud des Beni-Bou-Yahi ; si cette dépendance est reconnue, le marabout en question sera rattaché à la zone française.

En second lieu, la commission aura à déterminer la limite qui sépare les tribus riveraines de l'Ouergha, destinées à rester en territoire français, des tribus non riveraines, qui demeureront en territoire espagnol.

La commission doit commencer ses travaux par la région du Gharb et c'est vers le 15 avril environ qu'elle a projeté de se réunir à Larache. Sur le désir exprimé par le gouvernement espagnol, des travaux de démarcation seront entrepris en même temps du côté de la Moulouïa, après entente avec les autorités locales françaises et espagnoles.

La France procède donc aujourd'hui en même temps à la délimitation de ses frontières marocaines avec l'Espagne et à celle de ses frontières congolaises avec l'Allemagne. Les deux opérations sont la conséquence de l'établissement de son protectorat sur le Maroc. Il est intéressant, à cette occasion, de trouver dans le *Supplément* que vient de donner M. E. ROUARD DE CARD à ses *Traités de délimitation concernant l'Afrique française* (1), l'historique résumé et précis des négociations qui ont abouti à l'état de choses actuel et des arrangements en vertu desquels sont faites ces délimitations.

Après un aperçu sur les traités de délimitation entre la France et l'Allemagne et le texte de ces traités, M. Rouard de Card passe aux traités entre la France et l'Espagne. Il donne d'abord le texte de la convention du 3 octobre 1904, qui était restée secrète pendant plusieurs années et qui a été publiée pour la première fois dans le journal *Le Matin* du 8 novembre 1911, puis celle du 27 novembre 1912, qui a rectifié et complété la première. Un précédent ouvrage de M. Rouard de Card, qui contient tous les documents diplomatiques antérieurs relatifs à la question marocaine, fournit le texte des divers autres accords plus anciens conclus par la France avec l'Allemagne et l'Espagne (2).

La convention franco-espagnole du 27 novembre 1912, qui vient d'être rendue définitive, avait entre autres objets, celui de constituer et de définir la zone internationale comprenant la ville de Tanger et sa banlieue, et de fixer les conditions pour la construction et l'exploitation de la ligne de chemin de fer de Fez à Tanger. Le premier point a été réglé par l'article 7 du traité, le second par un protocole annexé à la convention (3).

(1) Cité *Supra*.
(2) E. ROUARD DE CARD. *Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine* (1911).
(3) E. ROUARD DE CARD. *Traités de délimitation concernant l'Afrique française* (*Supplément* 1910-1913), p. 97.

Pour l'étude du statut international de Tanger, une commission s'est réunie à Madrid. Elle est composée de MM. WHITE, chargé d'affaires britanniques à Tanger, PADILLA, directeur au ministère d'Etat de Madrid et CRUCHON-DUPEYRAT, chef du bureau du Maroc au ministère des Affaires étrangères. Les principales questions soulevées par la réglementation de ce statut sont la place à donner au khalifa du sultan à côté des représentants des puissances, l'organisation des collèges électoraux et celle du budget (1).

En ce qui concerne le chemin de fer, la commission franco-espagnole chargée de s'entendre sur le mode de concession de la ligne et qui était composée de MM. RENDUELES et VILLARES pour l'Espagne et de M. DELURE, directeur général des travaux publics au Maroc, s'est réunie à Paris et a terminé ses travaux. On a déjà dit ici quelles avaient été ses décisions (2).

Le sort de la ville de Tanger va donc être définitivement réglé de telle manière qu'aucune puissance n'y possède une situation supérieure à d'autres. Ce régime, simplement désigné des mots de « régime spécial » par la convention du 27 novembre 1912, avait été défini avec plus de précision par l'article 9 de la convention franco-espagnole du 3 octobre 1904 : « La ville de Tanger gardera le caractère spécial que lui donnent la présence du corps diplomatique et ses institutions municipales et sanitaires. »

Si le principe d'un régime spécial pour la ville de Tanger est sorti des longues négociations qui se sont poursuivies, en 1912, entre la France et l'Espagne sous le contrôle de l'Angleterre, c'est à l'instigation de celle-ci.

Les Anglais ont été jadis les maîtres de Tanger, ville que l'infante Catherine de Bragance avait apportée en dot à son mari le roi d'Angleterre, Charles II, en 1661, mais leur situation y fut compromise par une défaite que leur fit subir les Maures en 1664. Malgré l'importance politique et maritime de cette place, ils durent l'abandonner, vingt ans après, en 1684, surtout pour des raisons pécuniaires (3).

C'est alors que, pour se dédommager de cette perte, l'Angleterre enleva aux Espagnols la ville de Gibraltar dont elle s'empara par surprise en 1704 et qu'elle se fit céder par le traité d'Utrecht en 1713.

L'Angleterre a pu tenir ainsi la clé de la Méditerranée ; c'est pour en surveiller l'entrée qu'elle a interdit aux autres puissances de construire des ouvrages fortifiés sur la rive marocaine, ainsi que le porte la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 (art. 7), et c'est pour la même raison qu'elle leur a suggéré l'idée de l'internationalisation de la ville de Tanger.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique occidentale. — Nous avons, à maintes reprises, mentionné ici les voyages et les nombreux travaux savants de M. le professeur GRUVEL, aujourd'hui directeur du Laboratoire de productions coloniales d'origine animale, à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, près le Muséum d'histoire naturelle, et nous nous sommes efforcés de mettre en relief les efforts si persévérants du savant et de l'homme d'action en vue de provoquer le développement d'une industrie française des pêches sur les côtes de l'Afrique occidentale. M. Gruvel a déjà obtenu des résultats très encou-

(1) *L'Afrique française*, mars 1913, p. 133.
(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 mars 1913, p. 194.
(3) M. Rouard de Card a fait l'historique de ces événements dans sa brochure : *La défaite des Anglais à Tanger en* 1664, Paris, A. Pedone, J. Gamber, 1912, in-8°, 33 pages.

rageants puisqu'il a réussi à faire créer à Port-Etienne un centre de pêche où viennent aujourd'hui nos pêcheurs bretons.

M. Gruvel avait fait, le 6 décembre 1912, devant la *Société de Géographie*, une conférence très intéressante où il avait esquissé l'état actuel de l'industrie de la pêche sur les rivages occidentaux d'Afrique ; nous l'avions résumée ici (1) et nous avions mentionné aussi une curieuse communication faite par M. Gruvel devant l'*Institut Ethnographique International de Paris* sur les méthodes indigènes de pêche usitées sur les mêmes côtes (2). M. Gruvel *vient de publier* un nouvel ouvrage où se trouve présenté d'une façon complète l'exposé de l'industrie des pêches sur la côte occidentale d'Afrique, du cap Blanc au cap de Bonne-Espérance, sujet dont il n'avait pu donner qu'un rapide aperçu dans sa conférence devant la Société de Géographie (3). Dans cet ouvrage sont principalement consignés les résultats d'observations recueillies par l'auteur au cours d'un voyage d'études qu'il a accompli sur toute la ligne de côtes de l'ouest en 1909-1910 (4).

M. Gruvel fait remarquer que si, en général, sur presque toute la côte occidentale d'Afrique on rencontre un nombre plus ou moins considérable d'indigènes se livrant à l'industrie de la pêche, il n'en est pas moins vrai que, dans la presque totalité des pays, la production est de beaucoup inférieure à la consommation, ce qui fait qu'on peut les qualifier de colonies d'importation. Il n'existe au contraire, sur la côte ouest-africaine, que trois colonies produisant une quantité de poisson préparé qui non seulement peut suffire à la consommation locale, mais permet même l'exportation d'une partie plus ou moins considérable de cette production, ce sont le Dahomey, l'Angola et le Sud-Africain anglais.

Passant successivement en revue les diverses colonies, françaises et étrangères, M. Gruvel examine pour chacune d'elles, l'état du développement des pêches tant indigènes qu'européennes et les conditions dans lesquelles elles sont pratiquées. Il nous dit en même temps quelles sont les races indigènes qui se livrent particulièrement à la pêche, quels sont les engins et les méthodes de pêche, les marchés où se vend le poisson ; il nous indique les prix courants de vente et les espèces qui sont capturées sur les divers points de la côte. Nous sommes renseignés aussi sur toutes les entreprises européennes qui y ont été tentées.

En ce qui concerne nos possessions, M. Gruvel estime que l'on pourrait, par une exploitation rationnelle et bien conduite, tirer un parti considérable des immenses ressources ichthyologiques que recèlent nos côtes françaises de l'Afrique occidentale et, plus spécialement la Mauritanie, le Sénégal et peut-être la Guinée. Aussi lira-t-on avec beaucoup d'intérêt les développements concernant ces trois colonies.

L'œuvre est déjà commencée et, comme le fait ressortir M. Roume dans la Préface, le mérite en revient à M. Gruvel. Il expose dans son livre, ce qu'a été la première campagne d'hiver des pêcheurs bretons en Mauritanie et au Sénégal, en 1911-1912, puis il donne des indications sur la législation actuelle et notamment sur la loi du 26 février 1911 portant encouragement aux grandes pêches maritimes, qui est venue d'une façon très heureuse faire bénéficier la pêche sur la côte occidentale d'Afrique de primes à l'armement ainsi qu'à l'exportation de certaines espèces de poissons.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 janvier 1913, p. 54.

(2) Le texte en a paru dans la *Revue d'ethnographie et de sociologie publiée par l'Institut Ethnographique International de Paris*, janvier-février 1913, p. 58-61 : *Sur quelques procédés et engins de pêche originaux employés par les indigènes de l'Ouest-Africain.*

(3) A. Gruvel, *L'industrie des pêches sur la côte occidentale d'Afrique (du Cap Blanc au Cap de Bonne-Espérance)*. Introduction de M. le gouverneur général E. Roume. Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 193 pages, 61 reproductions photographiques et 30 figures dans le texte.

(4) *La Quinzaine coloniale*, 25 août 1910, p. 583-585.

Dans le chapitre consacré au Congo et à l'Angola portugais, M. Gruvel montre l'importance de la production des pêches dans la seconde de ces colonies. Ainsi qu'il l'affirme, l'Angola fournit de poisson salé et séché, non seulement les possessions portugaises, mais, comme il a pu le constater, une partie du Gabon, du Congo français et même du Congo belge. Et cependant, les deux principaux centres de pêche de l'Angola, Port-Alexandre et la Baie des Tigres sont situés dans un pays désolé auprès duquel Port-Etienne apparaît comme un véritable paradis. Là vivent une centaine d'Européens, dont pas mal de femmes et d'enfants.

« Quand on a vu de près, comme nous, dit M. Gruvel, les miracles d'énergie que les Portugais ont dû déployer pour créer cette magnifique industrie des pêches, dans un semblable pays, on pense qu'il y aurait vraiment de quoi désespérer du nom français si nous n'arrivions pas à faire aussi bien et même mieux, dans des conditions biologiques identiques et des conditions matérielles qui, sans être encore brillantes, s'amélioreront à mesure que le pays se développera et, en tout cas, ne présentent, heureusement, rien de comparable à celles qui existent à Port-Alexandre et, surtout, à la baie des Tigres. »

Après ces descriptions régionales, M. Gruvel donne la liste des principales espèces de poissons, crustacés et mollusques comestibles de la côte occidentale d'Afrique, mais on trouvera sur toutes ces espèces des renseignements beaucoup plus complets dans les mémoires savants que nous avons précédemment signalés ici et qui ont paru dans les *Annales de l'Institut océanographique*, publiées sous la direction de M. le Dr Joubin.

M. Gruvel termine son ouvrage par un index bibliographique et nous le félicitons d'avoir ajouté cet utile complément.

Mais ce que M. Roume a appelé, dans la Préface « une œuvre remarquable et véritablement nationale et patriotique », dont il reporte tout le mérite sur M. Gruvel, a rencontré cependant des détracteurs. Il s'est trouvé des gens mal informés, un député par exemple, M. De L'Estourbeillon, pour fulminer contre le climat et la salubrité de Port-Etienne (1). Il vient d'être fait justice de ces assertions dont l'inexactitude a été démontrée par les plus intéressés, c'est-à-dire par les marins installés à Port-Etienne.

Une déclaration, signée de trois d'entre eux, à la date du 26 mars 1913, porte que « depuis quatre mois qu'ils sont à Port-Etienne avec les dix-neuf bateaux qui composent leurs trois flottilles de pêche, l'état sanitaire des cent trente-huit marins armant leurs navires, a été excellent ». Et les marins ajoutent :

« Aucune maladie, aucun malaise même, n'a pu être constaté, malgré le travail intensif, de jour et souvent de nuit, à la mer et souvent à terre, auquel les équipages ont été astreints par *l'abondance du poisson pêché* et par les nécessités de sa préparation.

« Certains d'entre nous, patrons ou marins, en sont à leur deuxième saison de pêche, en baie du Lévrier et, tant l'an dernier que cette année, ils ont apprécié le *climat exceptionnel* dont jouit cette région.

« C'est avec une absolue sincérité et un désir très vif de rendre au *climat privilégié* de Port-Etienne une justice méritée que, nous faisant les interprètes de tous les marins bretons ici présents, nous avons fait, en leur nom et au nôtre, la présente déclaration. »

Ce document est probant et méritait d'être consigné ici, à la suite de l'analyse de l'ouvrage de M. Gruvel (2).

(1) *Journal officiel*, 1er février 1913.

(2) M. Gruvel qui a publié ce document dans la *Dépêche coloniale* du 10 avril 1913, ajoute que Port-Etienne possède en ce moment cinq ménages avec jeunes enfants de fonctionnaires ou commerçants, et qu'un sixième avec un bébé de cinq mois, est attendu. Enfin, le médecin résident de Port-Etienne déclare qu'on ne peut discuter son « indiscutable salubrité ».

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Mission de délimitation du Congo-Cameroun. — La commission franco allemande chargée de délimiter la nouvelle frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Congo allemand poursuit ses travaux régulièrement, mais non sans des difficultés nombreuses tenant à la nature du pays et aux dispositions des habitants. Nous avons précédemment parlé ici de la section Mondah-Djouah, l'une de celles du Sud-Cameroun (1); nous donnerons aujourd'hui des nouvelles des groupes de l'est.

Dans une lettre qu'il nous a envoyée de la source de la Pama, à la date du 5 février, M. l'administrateur PÉRIQUET, qui est à la tête de la mission française, nous donne une idée de la diversité d'aspect du pays et par là des difficultés que l'on peut rencontrer: « Toutes les variétés du pays, dit-il, sont représentées, forêt peuplée, forêt désertique, marécages, régions sans eau, savanes aérées, montagnes abruptes, régions inconnues et vierges, etc. Pour chacune d'elles, il faut des méthodes spéciales soit de pénétration, soit de travail. » Mais toutes les brigades sont bien outillées et on peut être assuré que, sous la direction d'un chef aussi prudent et avisé, et aussi habitué à ces pays que l'est M. Périquet, la mission viendra à bout de ces obstacles naturels.

M. Périquet, qui, tout en ayant la conduite générale des opération, a spécialement pris à sa charge la direction de la délimitation de la frontière de l'Est-Cameroun, et sur celle-ci de la partie Logone-Pama, explorait, au moment où il nous écrivait, les bassins de la M'Poko, rivière qui se jette sur la rive droite de l'Oubangui auprès de Bangui, et de ses affluents, M'Bali, M'Bi, Pama. Ce sont des pays nouveaux que la mission va faire connaître. Entre le cours de la M'Bi et celui de la Pama, par exemple, M. Périquet s'est avancé, à l'ouest de Bangui, dans une bande de territoire, large de 80 à 100 kilomètres en moyenne, absolument inexplorée, et dont la population baya ne connaissait pas encore les Européens.

Toute cette région forme la continuation des terrains qui descendent de gradin en gradin du plateau granitique de Yadé. Ce sont des pays qui semblent riches et fertiles, et en même temps très sains. Il n'y a ni moustiques ni tsés-tsés et les maladies des indigènes paraissent surtout provenir de la misère dans laquelle ils vivent.

Les populations qui habitent ces pays sont assez difficiles à classer au point de vue ethnographique, car des races différentes ont leurs points de contact dans ces régions, Bayas, Mandjas, Bandas, Yangherés. Il faudra des études attentives, que M. Périquet se propose d'entreprendre dans la mesure du possible, pour définir et identifier les populations rencontrées.

La nourriture des indigènes est le manioc, mais ils ne cultivent que selon leurs besoins et n'exportent rien. Ils ne sélectionnent pas leurs animaux domestiques et ne s'inquiètent en aucune façon de leur reproduction. Les cases sont rondes avec un soubassement en terre et un toit conique en paille. Les ornements consistent en petits objets passés dans les lobes des oreilles, les narines et la lèvre supérieure. Les femmes ne sont vêtues que de feuilles et les chefs influents portent la dalmatique plissée.

Une caractéristique de ces populations, bien gênante pour les voyageurs, est qu'elles prennent la fuite et abandonnent leurs villages quand approchent des étrangers. Aussi, à raison de l'état tout à fait sauvage de ces indigènes, M. Périquet a-t-il dû à plusieurs reprises, diviser son personnel pour ne pas les effrayer et pour trouver chez eux des ressources.

Le capitaine THOMAS, qui commande l'autre expédition de l'Est-Cameroun, dénommée Congo-Lobaye, se trouvait, au commencement de l'année, aux prises avec les marécages de la basse Likouala-aux-Herbes. Il n'avait, comme l'écrivait M. Périquet, que des routes liquides à sa disposition et il les reconnaissait toutes en pirogue.

Quelques nouvelles ont été données aussi de la mission allemande (1). L'expédition Logone-Pama, partie le 12 octobre de Garoua, dans le Cameroun, a atteint Rei-Rouba le 18. Elle s'est divisée en deux colonnes.

La première a traversé le pays des Daris, qui sont d'excellents agriculteurs, pour arriver au pays des Lakkas dont la civilisation est arriérée. Le village constitue l'unité politique et les guerres de village à village sont incessantes. Il n'y a pas de gros bétail ; les femmes et les enfants sont des articles d'échange. Sur tout le parcours de la colonne, les habitants ont montré une attitude hostile, sans cependant passer à la lutte ouverte. La traversée du Mambéré, large de 200 mètres et profond de 3 mètres, a également retardé la marche en avant. Cette région comprend une population très dense, composée d'hommes grands, vigoureux et intelligents, qui connaissent le travail du fer.

Dans chaque village, il y a plusieurs forges ; ce sont de petits barreaux de fer qui servent de monnaie.

La seconde colonne a franchi de Rei-Bouba au Logone, un pays plat de 400 à 500 mètres d'altitude, coupé par quelques chaînes de montagnes abruptes. La marche a dû être faite à la boussole et la traversée du Logone a présenté également des difficultés. La population était ou franchement hostile ou ombrageuse. Ce n'est qu'à une dizaine de kilomètres de Goré que la colonne a retrouvé des traces de l'influence des Français qui avaient évacué le poste.

Le rapport du médecin de l'expédition indiquait que la situation sanitaire était bonne. Il n'avait pas été rencontré de Nègres atteints de la maladie du sommeil, ni de glossine. Les régions traversées sont très giboyeuses et les rivières très poissonneuses.

L'expédition allemande Congo-Lobaye est arrivée à l'époque fixée à Skelemba. Bayanga, sur la Sangha, a été arrêté comme point d'aboutissement des travaux de cette section.

Sur la frontière du Sud-Cameroun, l'expédition allemande qui travaille dans l'hinterland de la baie de Monda, a rencontré des difficultés provenant aussi bien du terrain que du temps. Il lui a été possible d'établir par deux fois des relevés de longitude par communication radiotélégraphique avec Douala.

GUSTAVE REGELSPERGER.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 février 1915, p. 135.

(1) *La Dépêche coloniale*, 27 mars 1913.

BULLETIN
de l'Union Coloniale Française

L'Union coloniale et la Maladie du Sommeil.

L'*Union coloniale* a organisé, le 9 avril courant, une importante réunion consacrée à la maladie du sommeil et à la recherche des moyens d'ordre thérapeutique et administratif susceptibles d'enrayer sa propagation dans les parties de nos colonies africaines où cette affection sévit et de protéger efficacement contre elle les régions qui se trouvent encore hors de son atteinte.

M. Chailley, directeur général de l'*Union coloniale*, présidait la séance; il était assisté de MM. You, directeur au ministère des Colonies, représentant le ministre des Colonies, Le Myre de Vilers,

ambassadeur de France, et Veillat, député, président de la Section de l'Afrique équatoriale de l'*Union*.

Parmi les personnalités présentes, nous citerons : MM. les Drs Laveran, Marchoux, Wurtz, Jeanselme, Kermorgant, Bouet, Emily, Aubert, Mesnil, Roubaud, Grandjux, Tanon et Mouneyrat ; puis, en dehors du corps médical, MM. le gouverneur Clozel, le gouverneur de Lamothe, Auguste Chevalier, J. Le Cesne, du Vivier de Streel, Carde, Paul Bourde, Emile Perrot, Brandon, Auguste Terrier, Bourdarie, Baron du Teil, etc...

M. Chailley a ouvert la séance en remerciant les médecins, les fonctionnaires et les colons qui avaient bien voulu se rendre à l'appel qu'il leur avait adressé ; puis il a fourni, sur l'objet même de la réunion, quelques précisions, et il a indiqué les raisons pour lesquelles elle avait été organisée.

Il a tout d'abord montré que la maladie du sommeil est un mal très sérieux, mais qui n'est pourtant pas insurmontable, qui a moins cru que la connaissance que nous avons progressivement pu en avoir et dont il ne convient pas de nous alarmer exagérément. Aujourd'hui, en effet, on sait ce qu'on ignorait ou ce que l'on soupçonnait seulement autrefois, et l'on appelle de son vrai nom « maladie du sommeil » des affections auxquelles jadis on ne donnait pas de nom. On sait, d'autre part, que la maladie du sommeil se développe par la circulation des indigènes à travers la colonie ; on a constaté qu'elle s'était particulièrement disséminée le long des grandes routes commerciales, celle du Fleuve, celle de Bangui à Fort-Crampel notamment : c'est là une première constatation très importante, et qui présente le plus grand intérêt.

La lutte contre la maladie est engagée depuis longtemps déjà : dès 1907, sur l'initiative de M. Le Myre de Vilers, une mission dirigée par M. le Dr Martin, parcourait le Congo et en rapportait nombre de renseignements utiles ; en 1909, le reliquat des fonds qui avaient pû être recueillis par M. Le Myre de Vilers et une subvention annuelle de 30.000 francs de la colonie ont permis de créer à Brazzaville un laboratoire de bactériologie : grâce à l'activité et au dévouement de M. le Dr Aubert, qui le dirige, il a déjà pu rendre d'inappréciables services. L'administration, de son côté, sous l'impulsion éclairée du gouverneur général, M. Merlin, a fait tous ses efforts pour combattre efficacement la maladie, dans la mesure malheureusement trop restreinte, des moyens dont elle dispose. Il y a quelques jours, enfin, MM. Guynet, Fondère et Tréchot et un certain nombre de sociétés congolaises ont affecté des sommes considérables (200.000 francs) à la fondation, au Collège de France, d'une chaire dont le titulaire s'attachera à la découverte du remède qui, dans l'état actuel de la science, paraît manquer encore.

Les moyens qu'on a jusqu'ici employés sont de plusieurs sortes : au point de vue médical proprement dit : l'atoxyl et le sérum d'Ehrlich ; et au point de vue administratif : l'organisation de formations sanitaires et la création de villages de ségrégation, puis le débroussaillement des villages, des gués et des lavoirs, et l'obligation du passeport sanitaire, qu'un accord avec la Belgique a rendu nécessaire entre les deux colonies du Congo belge et du Congo français.

Les résultats obtenus ont été satisfaisants ; la maladie est devenue régulière et endémique ; on a constaté que l'atoxyl supprimait, chez les malades inoculés, le danger de contagion ; les remèdes administrés peuvent guérir ; on a vu des Blancs, traités ainsi, capables de reprendre leurs occupations après guérison.

Mais, si on a beaucoup fait jusqu'ici, il reste beaucoup à faire. Les travaux scientifiques tout d'abord, doivent être continués : l'Institut Pasteur s'est attaché à cette œuvre à laquelle il a déjà consacré tant de fructueux efforts ; il a les moyens nécessaires pour pouvoir les poursuivre. La Société de pathologie exotique, présidée par M. le Dr Laveran, a fait également beaucoup et poursuit ses travaux.

La chaire qui vient d'être créée au Collège de France sera un centre important de recherches et d'enseignement. Mais elle manque encore du complément indispensable que serait pour elle un laboratoire : 100 000 francs en auraient permis la création. Sans doute, a-t-on songé à les demander à l'initiative privée ; mais M. Chailley estime que les Congolais ont suffisamment fait en créant la chaire elle-même, pour que les pouvoirs publics prennent à leur charge la création du laboratoire qui doit lui être annexé : la somme nécessaire doit être fournie — et il n'est pas douteux qu'elle le soit — par la Métropole et par les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale.

Par ailleurs, il importe que les « formations sanitaires » se multiplient et que les soins médicaux soient donnés par beaucoup plus de médecins ; ceux-ci ont, dans la colonie, un effectif absolument insuffisant ; peut-être, pour les y attirer, l'administration pourrait-elle prendre des mesures analogues à celles que prit M. Roume quand il voulut organiser l'assistance médicale indigène en A. O. F. Mais le recrutement de ces médecins devra être étudié de près. Enfin, il paraît indispensable que des dispositions soient arrêtées en commun par les différents pays intéressés : France, Belgique, Angleterre et Allemagne.

Telles sont les questions qui se posent devant l'assemblée : l'*Union coloniale* lui demande de les étudier, d'en discuter, et de lui fournir les solutions d'ordre pratique, grâce auxquelles il deviendra possible de lutter efficacement contre la maladie du sommeil.

M. le Dr Aubert, directeur du laboratoire bactériologique de Brazzaville, a ensuite donné d'intéressants détails tant sur la maladie elle-même que sur les moyens employés dans la colonie pour la combattre. Il a signalé que si le nombre des cas de maladie paraît augmenter, c'est sans doute parce qu'on les recherche davantage. Il a montré ensuite combien un traitement continué pendant un temps suffisamment long, s'il donne d'excellents résultats quand il s'agit d'Européens, devient impraticable dès qu'il s'adresse à des indigènes. Ceux-ci échappent à toute surveillance et disparaissent généralement au bout de quelques jours : on ne peut, en l'état actuel de la science, chercher à les guérir et on doit se contenter de les stériliser, en faisant disparaître, grâce à l'atoxyl, les trypanosomes périphériques. A Carnot, on a trouvé 50 0/0 de gens atteints ; ils ont été, au nombre de 168, traités par l'atoxyl ; la moitié ont rechuté, l'autre a été stérilisée pendant six mois.

Nos médecins ont également usé d'un autre médicament qui a donné des résultats très supérieurs à ceux fournis par l'atoxyl : après deux ans, des malades qui avaient été soumis à ce traitement, se trouvaient en excellente santé.

Grâce aux moyens employés, la situation s'est grandement améliorée à Carnot ; elle est aujourd'hui excellente à Brazzaville. En somme, il n'a pas été constaté, depuis 1910, de cas de contamination chez les Européens et la contamination est en diminution

chez les Noirs. Nous pouvons donc lutter. Sous ce rapport, M. le Dr Aubert a signalé une expérience que devrait tenter l'administration : ce serait de donner aux Européens, dans les postes dépourvus de médecins, les moyens de faire eux-mêmes, sur les indigènes, l'application des remèdes.

M. le Dr Laveran a ensuite rappelé la part prise dans la lutte contre la maladie du sommeil, par la « Société de pathologie exotique », qui, dès 1908, s'était vivement préoccupée de la question du passeport sanitaire : la conférence internationale de Londres, en 1907, n'a pu aboutir ; mais, dans la suite, des accords particuliers ont été signés entre l'Allemagne et l'Angleterre en ce qui concerne l'Ouganda, entre l'Angleterre et le Congo belge, et entre la France et le Congo belge : il serait nécessaire d'arriver à un arrangement analogue entre la France et l'Allemagne au sujet du Cameroun.

M. du Vivier de Streel a exprimé la crainte que la maladie du sommeil n'ait pris au Gabon, dans ces derniers temps, une extension plus grande qu'on ne le suppose : autrefois, on ne rencontrait de malades qu'à Loango ; maintenant on en trouve partout. Il est certain que la dispersion de la main-d'œuvre cause la dissémination de la maladie. M. du Vivier de Streel a fait faire une enquête sur 250 travailleurs employés par la société qu'il dirige : ces Nègres avaient été déjà l'objet de deux sélections successives très rigoureuses ; malgré cela, on a constaté 7 0/0 de malades, ce qui est très considérable. L'œuvre entreprise par M. le Dr Aubert est parfaite ; mais le personnel médical chargé de l'appliquer est absolument insuffisant. Sous ce rapport, il importe que la Métropole fasse en faveur de la colonie l'effort financier indispensable.

M. le Dr Marchoux a montré combien il est nécessaire de coordonner exactement les moyens médicaux et les moyens administratifs pour pouvoir arriver à de bons résultats. Sur ce sujet, il a suggéré la création, en des régions particulièrement atteintes à déterminer, de « circonscriptions administratives » à la tête desquelles serait placé un médecin : l'expérience ne saurait fournir que de très utiles indications et mériterait d'être tentée.

M. Paul Bourdarie a rappelé qu'au Congo belge les missionnaires reçoivent des instructions pratiques sur la maladie du sommeil et sont mis en mesure de faire eux-mêmes l'application des remèdes. Ne pourrions-nous entrer dans cette voie ? Par exemple, demander à l'Institut Pasteur d'organiser un enseignement pratique qui serait donné à tous les fonctionnaires, officiers, missionnaires et colons partant pour la colonie. D'autre part, il semble qu'il conviendrait d'entreprendre beaucoup plus de débroussaillements qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

M. Le Myre de Vilers a ensuite abordé l'aspect social de cette question. La maladie du sommeil a de tout temps existé en Afrique ; mais, d'une part, elle n'y a jamais eu le degré de gravité que nous constatons, parce que les populations étaient autrefois stables ; d'autre part, elle n'y était pas aussi virulente, parce que les populations ne se trouvaient pas aussi affaiblies qu'aujourd'hui. Pour remédier au mal, il y a donc deux remèdes : nourrir la population ; puis la stabiliser, la fixer au sol en développant et en encourageant l'agriculture, à l'exemple de ce qu'a fait sur ses concessions la « Compagnie forestière Sangha-Oubangui », et restreindre les corvées de portage. La situation est grave ; elle le deviendra beaucoup plus encore lorsque, afin de construire des chemins de fer, on concentrera une main-d'œuvre très importante sur les chantiers. De plus, il apparaît nettement que l'effectif médical est insuffisant : il faudrait tripler le nombre des médecins que la colonie compte actuellement.

M. du Vivier de Streel a signalé qu'il y a un an, le « Syndicat des Planteurs du Gabon », avait demandé à M. le professeur Perrot un rapport sur le traitement par l'atoxyl ; ce rapport concluait à la possibilité de laisser les agents européens, munis des instructions nécessaires, appliquer eux-mêmes ce traitement aux indigènes. Il a été communiqué au ministère des Colonies qui, au bout de six mois, a répondu qu'il y aurait danger à faire employer l'atoxyl par quiconque autre qu'un médecin.

M. le gouverneur Clozel a montré que toute l'œuvre poursuivie par la France en Afrique consiste à mobiliser les indigènes, qu'il paraît donc difficile de fixer la population au sol, surtout dès qu'il s'agit des jeunes gens et des pauvres.

Mais M. Le Myre de Vilers, tout en reconnaissant le bien-fondé de l'observation faite par M. le gouverneur Clozel, a insisté sur la nécessité de stabiliser la population en dirigeant ses efforts vers l'agriculture : il ne faut plus qu'on puisse voir des villages entiers réquisitionnés pour le portage.

M. le Dr Tanon a annoncé qu'à la suite de longues recherches, deux nouveaux dérivés de l'arsenic ont été découverts qui donnent, dans le traitement de la maladie du sommeil, des résultats inespérés.

M. le Dr Mouneyrat, d'accord avec M. le Dr Tanon, a proposé de mettre à la disposition des médecins de la colonie, les quantités de ce nouveau produit qui leur seraient nécessaires.

Puis M. le gouverneur de Lamothe a demandé que, en vue d'exécuter les grands travaux publics qui seront prochainement entrepris au Congo, on fasse venir dans la colonie de la main-d'œuvre des pays où elle est en grand nombre.

M. le Dr Laveran a signalé les mesures qui ont été prises dans l'Ouganda : 24.000 indigènes ont été éloignés des endroits contaminés ; de vastes débroussaillements ont été opérés ; des camps de ségrégation organisés ; les résultats ont été merveilleux : ceci doit donner à nos médecins un excellent encouragement.

M. Chailley a rappelé que les Allemands ont dépensé une somme de 8 millions à débroussailler le long d'une rivière, sur 8 à 9 kilomètres de large et sur plusieurs centaines de kilomètres de longueur.

Le P. Maurice, missionnaire belge, a dit qu'il avait constaté une sérieuse diminution de la maladie sur le deuxième tronçon du chemin de fer des Grands-Lacs, à la suite du débroussaillement nécessité par l'établissement de la voie. Puis il a exposé l'inutilité presque générale du passeport sanitaire, que les indigènes se prêtent entre eux pour faire croire qu'ils ne sont pas malades. Il a suggéré le recours à un autre procédé que le passeport sur papier.

M. le Dr Marchoux a exprimé l'avis que pour assurer l'identité du porteur du passeport, on pourrait recourir soit à la photographie, soit à l'empreinte digitale. D'autre part, répondant au vœu exprimé par M. Le Myre de Vilers, il a signalé combien de difficultés on rencontrera pour fournir à la population congolaise une nourriture abondante, les bovidés eux non plus, n'étant pas épargnés par la maladie : peut-être conviendrait-il de développer l'usage des viandes séchées.

M. du Vivier de Streel a insisté sur la nécessité d'assurer aux indigènes qui seront employés dans les travaux publics, les soins

médicaux, la nourriture et le logement dans de bonnes conditions.

M. Chailley a résumé les dispositions préconisées par l'assemblée : organisation d'une circonscription médicale au Congo, sur les bases indiquées par M. le Dr Marchoux; enseignement pratique donné par l'Institut Pasteur de Paris aux Européens se rendant dans la colonie et sur place, s'il y a lieu; création, grâce aux sommes affectées à cet effet par les pouvoirs publics, d'un laboratoire annexé à la chaire nouvellement fondée au Collège de France; adoption de mesures capables de certifier l'identité du porteur de passeport sanitaire; adoption de mesures propres à fixer au sol les éléments stables de la population, et à lui procurer une nourriture plus abondante qu'actuellement; augmentation du nombre des médecins.

Sur ce dernier point, M. Chailley a proposé à l'assemblée et fait adopter par elle la réunion d'une Commission qui serait spécialement chargée d'étudier cette question, et serait composée de MM. le gouverneur Clozel, du Vivier de Streel et les Drs Wurtz, Aubert, Bouet et Roubaud.

Enfin, M. You a remercié l'*Union coloniale,* au nom du ministre des Colonies, de l'initiative qu'elle avait prise et l'a assurée de tout le concours du Département.

La Commission spéciale s'est réunie le vendredi 11 avril, à 10 heures du matin, au siège de l'*Union coloniale*, sous la présidence de M. le gouverneur Clozel.

Après discussion, le vœu suivant a été adopté :

L'*Union coloniale française* a pris l'initiative de développer et d'activer la lutte entreprise en Afrique équatoriale contre la maladie du sommeil.

La Commission, réunie pour étudier la question du recrutement des médecins et des infirmiers, nécessaires pour mener cette lutte à bien, s'est arrêtée aux conclusions suivantes :

Considérant que la continuation de la lutte déjà entamée contre la maladie du sommeil, exige des ressources exceptionnelles;

Considérant que certaines colonies et particulièrement l'Afrique équatoriale française ne disposent pas, à cet effet, des moyens financiers nécessaires;

Considérant, d'autre part, que là même où ces moyens financiers existent, l'insuffisance des effectifs médicaux ne permet pas l'emploi des sommes prévues;

Considérant, enfin, que toutes les mesures prises n'auront leur plein effet que s'il y a une entente parfaite entre les divers gouvernements africains français, ainsi qu'entre les différentes nations colonisatrices,

Emet les vœux suivants :

1° Vote par le Parlement d'une somme de 1 million à répartir en quatre annuités et mise à la disposition de l'Afrique équatoriale française;

2° Création de médecins de missions (missions temporaires ayant pour objet unique un service mobile de prophylaxie de la maladie du sommeil);

3° Création d'un corps d'infirmiers indigènes qui recevraient leur éducation dans les laboratoires de l'Afrique équatoriale;

4° Entente entre les ministères de la Guerre et des Colonies pour développer aussi rapidement que possible les effectifs et les cadres des médecins du Corps de santé des troupes coloniales, de façon à pouvoir mettre à la disposition des services coloniaux et locaux un effectif triple de celui placé actuellement hors cadre;

5° Extension de l'organisation des médecins d'Assistance médicale indigène par la création d'un corps unique pour toutes les colonies de l'Afrique française;

6° Création en France d'une Conférence des gouvernements africains intéressés avec le concours des personnalités autorisées par leurs titres scientifiques ou commerciaux;

7° Enfin, participation active du gouvernement français à la prochaine Conférence Internationale de Londres, ainsi qu'à toute manifestation internationale tendant au même but.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Annuaire de l'exportation, édition 1913 (73e année). — Prix (rendu franco) : 3 francs à adresser par mandat-poste au directeur du journal *Le Courrier*, 48, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (Xe).

Volume contenant noms et adresses des commissionnaires en marchandises de la place de Paris, acheteurs pour la France, l'Europe et les pays d'outre-mer, en trois classements : 1° par ordre alphabétique de noms; 2° par ordre alphabétique de pays d'expéditions; 3° par ordre alphabétique de rues. Le dernier classement contient l'indication des principaux articles achetés, succursales à l'étranger, jours de paiement, noms de clients, noms d'acheteurs, etc.

Félix Arin. — *Le régime légal des mines dans l'Afrique du Nord.* Tunisie-Algérie-Maroc. Textes et documents, précédés d'une étude historique sur la législation minière sous les dominations romaine, arabe et française, et d'un aperçu sur les richesses minérales de l'Afrique du Nord. — In-8° de 188 pages. Augustin Challamel, éditeur, 17, rue Jacob, Paris, 1913.

L'Afrique du Nord semble appelée à devenir, de nos jours, un centre minier d'une importance de plus en plus considérable. L'industrie extractive y a déjà pris, depuis quelques années, un essor rapide; et ce mouvement ne peut que s'amplifier dans l'avenir, puisque l'on est encore loin d'avoir mis en valeur toutes les richesses que renferme le sous-sol de cette vaste région. Au moment où l'importance minière de l'Algérie et de la Tunisie s'affirme de plus en plus, où le Maroc va ouvrir un nouveau champ d'activité aux entreprises de cette nature, où la métropole elle-même se préoccupe d'élaborer une législation minière, il y avait intérêt à exposer les différents systèmes juridiques qui ont régi tour à tour l'exploitation des mines sous les dominations diverses auxquelles ont été soumis ces pays, à préciser les régimes légaux actuellement en vigueur dans ces régions, enfin et surtout, à réunir les principaux textes et documents relatifs à la question. C'est ce que l'auteur a fait, avec clarté et précision, dans cet important ouvrage.

Henri Carbou. — *Méthode pratique pour l'étude de l'arabe parlé au Ouaday et à l'est du Tchad.* — In-16 de 251 pages. Paul Geuthner, éditeur, 13, rue Jacob, Paris, 1913.

La prononciation, objet si important dans l'étude d'une langue parlée, ne peut s'apprendre dans les livres; la langue arabe surtout a des aspirations fortes, des sons emphatiques, des articulations gutturales, que l'on ne peut représenter avec aucun signe de notre alphabet. L'auteur s'est pourtant efforcé de rendre les mots arabes au moyen de caractères français et si leur transcription ne peut être d'une exactitude rigoureuse, elle permettra néanmoins, quand on aura vécu quelque temps avec les Arabes, de remédier très facilement à ce qu'elle présente de défectueux. Cela indique la valeur de ce livre qui est indispensable à tous ceux pour qui la connaissance de l'arabe est utile, à nos fonctionnaires, à nos colons.

Léonce Grasilier. — *Evasions de prisonniers de guerre favorisées par les francs-maçons sous Napoléon Ier.* (Publié pour la première fois dans *La Revue internationale des sociétés secrètes*, juillet 1912), 3e édition. — In-8° de 15 pages. Prix : 1 fr. 50. H. Daragon, éditeur, 96-98, rue Blanche, Paris, 1913.

Stéphane Gsell. — *Exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840-1845.* Archéologie. Texte explicatif des plan-

ches du chef d'escadron Delamare. — In-8° de 193 pages. Ernest Leroux, éditeur, 28, rue Bonaparte, Paris, 1912.

En 1839, le capitaine d'artillerie Delamare fut nommé membre de la commission chargée de l'exploration scientifique de l'Algérie. Dans cette vaste enquête, il mit au service de l'archéologie son talent de dessinateur. Il commença ses relevés en 1840 et les continua jusqu'à 1845, et s'acquitta de sa mission avec une conscience admirable et parvint à rassembler un grand nombre de sculptures, de bas-reliefs, surtout d'inscriptions latines, qui constituent en majeure partie le musée africain du Louvre.

L'ouvrage de Delamare compte 193 planches qui devaient être accompagnées d'un texte explicatif et qui n'a point paru. C'est cette lacune regrettable que l'éminent professeur au Collège de France, M. Stéphane Gsell, vient de combler heureusement dans cet important ouvrage.

Lieutenant Kuntz. — *Souvenirs de campagne au Maroc.* — Préface du colonel Reibell. — In-8° de 642 pages avec 22 croquis dans le texte et 1 carte du Maroc hors texte. Prix : 7 fr. 50 Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913.

On disait autrefois : « Menteur comme un bulletin de la Grande Armée ». Ce n'est pas sans raison. Les communiqués officiels faits à la presse ou autrement sont forcément entachés d'erreurs voulues. Il n'est pas un gouvernement qui ne se préoccupe de diriger l'opinion publique.

Mais il n'en subsiste pas moins que les historiens, ceux qui ultérieurement auront la mission de faire connaître la vérité, doivent être autrement documentés que par des textes officiels.

Les sources les plus véridiques, celles auxquelles il convient d'attacher le plus de prix sont les mémoires émanant d'officiers subalternes ou même d'hommes de troupe. Si l'on n'y trouve pas toujours un aperçu d'ensemble sur les opérations, du moins y voit-on ce qu'on a le plus intérêt à connaître : les conditions de l'exécution.

Dans cet ordre d'idées, nous voulons signaler tout particulièrement à l'attention de nos lecteurs un ouvrage dont le titre indique bien l'objet : les *Souvenirs de campagne au Maroc*, par le lieutenant Kuntz. L'auteur a été aux Beni-Snassen, dans le Haut-Guir, sur les confins marocains, etc. Son travail est très vécu, très fouillé ; il est accompagné de nombreux croquis et d'une grande carte. Le colonel Reibell en a écrit la préface et ce n'est pas un des moindres attraits de cet excellent volume.

Jean Lahache et Francis Marre. — *Beurre de vache et graisse de coco.* — In-12 de 364 pages. Maloine, éditeur, 5 et 7, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris, 1913.

La graisse de coco se place au premier rang des succédanés du beurre, par son prix, par les garanties hygiéniques qu'elle présente au point de vue de la non-transmission des maladies contagieuses, et par son incomparable résistance au rancissement. C'est un aliment qui a, comme tous les autres, le droit d'être librement mis en vente, à condition, toutefois, qu'il soit vendu pour ce qu'il est et qu'on ne l'introduise pas frauduleusement dans le beurre.

MM. Lahache et Francis Marre donnent, sur sa préparation et son épuration, les détails les plus circonstanciés. Sur ce point, les renseignements qu'ils fournissent ont presque la saveur de l'inédit, car les procédés employés dans les usines qui fabriquent ce produit, n'ont guère été divulgués jusqu'ici. Ils établissent ensuite les différences analytiques existant entre le beurre et la graisse de coco, et, pour la caractérisation de cette dernière par les procédés chimiques, physico-chimiques et optiques, ils décrivent très minutieusement les nombreuses méthodes actuellement connues, qu'ils ont soumises dans leur laboratoire à un examen critique très sévère et à de nombreuses vérifications expérimentales. Notamment, ils exposent de la façon la plus complète la question des beurres anormaux et de leur influence sur la répression des fraudes. Comme conclusion, les auteurs démontrent que l'introduction de la graisse de coco dans le beurre de vache n'est rémunératrice qu'à la dose de 5 0/0 au moins. Or, à semblable dose, la falsification peut être décelée avec certitude par les laboratoires. Le beurre est donc bien suffisamment défendu et protégé ; il serait aussi inutile qu'injuste de « brimer » le coco, qui répond à des nécessités économiques aussi regrettables qu'inéluctables.

L'ouvrage de MM. Lahache et Francis Marre est le plus complet qui ait paru jusqu'à ce jour sur la graisse de coco. D'une lecture facile, il sera consulté avec fruit, non seulement par les chimistes et les magistrats, mais encore par les producteurs de beurre, et par tous ceux qu'intéressent les problèmes si complexes, mais si attachants, de l'alimentation rationnelle.

Melik S. David-Bey. — *La langue arabe en 30 leçons suivie d'un manuel de conversation courante appliquée aux règles.* — In-12 de 79 pages. Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens, Paris, 1913. Prix : 1 franc.

Ce petit manuel en inculquant, dès le début, le mécanisme de la langue arabe à quiconque veut s'en servir d'une manière relativement rapide, permettra de développer ultérieurement les connaissances acquises, de rendre moins aride l'étude complète de l'arabe, et enfin et surtout, d'arriver à une pratique immédiate.

Melik S. David-Bey. — *Manuel de conversation française et arabe.* — In-16 de 71 pages. Albin Michel, éditeur, 22, rue Huyghens, Paris, 1913. Prix : 1 franc.

Lieutenant-colonel Morel. — *La légion étrangère.* Recueil de documents concernant l'historique, l'organisation et la législation spéciale des régiments étrangers. — In-8° de 146 pages. Marc Imhaus et René Chapelot, éditeurs, 30, rue Dauphine, Paris, 1912.

Tous ceux, qu'à un titre quelconque intéresse la Légion étrangère, voudront avoir ce livre qui les renseignera sur sa législation spéciale en ce qui concerne les engagements, rengagements, les conditions et régime du service au titre étranger, sur le mode de recrutement du corps d'officiers de la Légion, sur la provenance et la situation militaire des officiers servant au titre étranger. Ce véritable vade mecum, précis et clair, leur sera des plus utiles et sera certainement apprécié.

Bertrand Nogaro. — *Eléments d'économie politique. Production. Circulation.* — In-12 de 388 pages. Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris, 1913. Prix : 6 francs.

M. Bertrand Nogaro, professeur agrégé d'Economie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Caen, est l'auteur de nombreuses et remarquables publications dans le domaine de l'économie politique. Le livre actuel présente, sous une forme condensée et claire, le cours professé devant des étudiants en droit de première et de deuxième année. Il donne une idée d'ensemble du mécanisme de la vie économique et de son fonctionnement, principalement dans la société contemporaine. C'est à cette conception nouvelle qu'a été subordonné le plan général de cet important ouvrage. Justement préoccupé de montrer comment les diverses manifestations de l'activité économique s'enchaînent et se coordonnent, l'auteur s'est efforcé de ne passer que progressivement du connu à l'inconnu et de n'exposer le fonctionnement combiné des principales institutions économiques, qu'après en avoir étudié séparément les éléments. De même, dans l'ensemble, ses déductions théoriques s'étayent sur des résultats acquis, ce qui donne à son livre une très grande autorité. Les chapitres relatifs à l'étude des systèmes et des phénomènes monétaires, au crédit et aux échanges internationaux, appuyés sur ses travaux antérieurs, témoignent de la science de M. Nogaro et donnent à cet ouvrage une valeur de tout premier ordre.

H. Palm. — *Où et comment les Français peuvent se suffire au dehors.* Renseignements à ceux qui veulent enseigner le français ou trouver un emploi à l'étranger. Adresses des meilleures agences de placement dans les pays d'Europe et d'Amérique. — In-8° de 63 pages. Librairie Fischbacher, 33, rue de Seine, Paris, 1913.

L'énumération du titre et du sous-titre indique la grande utilité de ce répertoire que tous auront intérêt à avoir entre les mains.

Eugène Réausteau. — *Méthode pratique pour l'évaluation de la valeur réelle des obligations à long terme, suivie des tables nécessaires à son application.* Procédé rendant facile les comparaisons de diverses obligations, l'examen de la différence existant entre le cours d'un titre et sa valeur réelle, la recherche des placements les plus avantageux au point de vue du rendement, l'étude des arbitrages de portefeuilles, l'estimation, par titre, du montant des primes attribuées aux obligations à lots, etc. — In-16 de 46 pages. Prix : 2 francs. H. Daragon, éditeur, 96-98, rue Blanche, Paris, 1913.

Général Roget. — *Notre situation militaire.* Le service de deux ans et les lois relatives à la constitution des cadres et des effectifs. — In-8° de 63 pages. Prix : 1 fr. 15. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913.

Avant même que la question de notre situation militaire en Europe se présente à nos yeux avec l'acuité qu'elle vient de prendre ces temps derniers, le général Roget avait jeté un cri d'alarme sur la situation que nous créait le service de deux ans tel qu'il a été voté et appliqué depuis 1905.

Dans une étude appuyée sur les chiffres les plus exacts et sur les renseignements les plus sûrs, cet appel d'un officier général des plus en vue était déjà de nature à retenir tout particulièrement l'attention; et voici, suivant les termes mêmes de l'auteur, que se produit en Allemagne un nouveau fracas d'armements.

Le général Roget pose alors la question de savoir si nous resterons plus longtemps inactifs et tout le monde voudra lire son vibrant appel, tout d'actualité.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Le Dry-Farming. — Nos lecteurs savent ce que l'on doit entendre par cette locution dont on abuse un peu depuis quelque temps. C'est pourquoi, il nous faut y revenir en citant les conclusions d'un article de M. Pierre Large, qui constitue une bonne mise au point de la question (*Revue scientifique*, 15 février 1913). Le Dry-Farming, conclut l'auteur, est à sa place dans les régions où il tombe de 25 à 50 centimètres d'eau, où les pluies de printemps et d'été sont peu fréquentes, l'évaporation forte, mais les vents peu violents. Il ne peut s'appliquer ni dans les sols pierreux, ni dans les sols graveleux, mais seulement dans ceux qui renferment au moins 2 m. 50 de terre proprement dite, argilo-siliceuse de préférence.

La méthode consiste :

1° A labourer vers 0 m. 20 à l'automne, en ameublissant de suite la surface ;

2° A rompre la croûte formée après chaque pluie;

3° A laisser une année de jachère nue mais travaillée pour accumuler l'eau dans le sous-sol ;

4° A semer en ligne des variétés appropriées et biner entre les rangs pour réduire l'évaporation ;

5° A détruire toute végétation adventive dès son apparition.

Pour l'appliquer économiquement, il est nécessaire :

1° D'avoir de grandes parcelles;

2° De disposer de 140 hectares au moins ;

3° D'employer les instruments à grand travail et en particulier le disque et le semoir en lignes;

4° De disposer de chevaux en quantité suffisante.

Toutes ces conditions ne sont remplies en aucun point de la France, mais les territoires neufs ne manquent pas, et l'application du dry-farming permettra d'assurer la production économique des céréales un instant compromise. On ne peut que reconnaître l'avantage de la méthode sur la routine que certains colons apportent d'Europe et les innovations irraisonnées de certains autres.

Em. P.

La troisième exposition internationale du caoutchouc. — En 1908, on organisait à Londres la première exposition internationale du caoutchouc, et ce fut seulement grâce à l'initiative intelligente de M. Cillard, directeur du journal « *Le caoutchouc et la gutta* » que la France n'ignora pas tout à fait cette remarquable manifestation.

Tous les spécialistes du monde, scientifiques, industriels, commerçants s'étaient donné rendez-vous, mais on n'y comptait qu'un bien petit nombre de Français. Nous étions de ceux-là et n'avons point cessé depuis de déplorer ces abstentions si funestes au bon renom de notre industrie.

La deuxième exposition eut lieu à New-York et aucun Français n'y a pris part !

La troisième est en voie d'organisation et il semble cette fois que la presse coloniale ne veuille point l'ignorer.

Si le comité français des Expositions coloniales reste sourd aux appels qui lui sont faits, il est indispensable que nos grands industriels se groupent pour aller, dans une manifestation digne d'eux et de leur pays, montrer aux spécialistes du monde entier, les efforts réalisés dans leurs usines. Il est également à espérer que les producteurs s'entendront avec les gouvernements des colonies intéressées et qu'ils édifieront un pavillon dont ne rougiront pas les quelques Français de Londres ou de la métropole qui ne manqueront pas de visiter cette exposition.

La première exposition fut pour ainsi dire la révélation mondiale du caoutchouc de plantation, celle de New-York fut plutôt industrielle, celle de 1914, mettra en présence les producteurs, les fabricants de machines, les industries dérivées, etc., et sans doute y verrons-nous apparaître pour la première fois, sous une forme acceptable, le caoutchouc de synthèse.

Les grandes foires internationales où les produits coloniaux ont leur place, ne sauraient donner à un groupe d'industries un essort vigoureux, les expositions spéciales, au contraire, sont le plus précieux des enseignements et l'occasion de la plus fructueuse émulation.

Puissent nos commerçants et industriels le comprendre et trouver parmi eux l'homme d'initiative qui se chargera de l'organisation du futur groupe français du caoutchouc à l'exposition internationale de Londres de 1914.

Je veux terminer par un vœu : cette exposition devant com-

prendre trois sous-groupes : producteurs, fabricants de machines, industriels spécialisés, il est indispensable que tous s'entendent pour faire de leurs stands un tout harmonieux et qu'on ne voie plus, ces petites expositions particulières, faisant si piteuse mine à côté des fastueux stands anglais, américains ou allemands.

La France est le pays du goût, elle se doit à elle-même de respecter sa renommée mondiale. Faisons bien et beau, ou abstenons-nous complètement. Ayons l'espoir que cette fois, cet appel sera entendu.

EM. PERROT.

Réorganisation du journal d'Agriculture tropicale. — Tous les coloniaux connaissent cet excellent organe scientifico-économique créé par WILBOUCHEVITCH, et continué par un comité à la tête duquel se trouvaient MM. MAIN et LABROY avec MM. JUMELLE, BAILLAUD, GRISARD, comme collaborateurs. Une réorganisation vient de se faire et à partir de janvier 1913, c'est notre ami Aug. CHEVALIER qui en assume la direction avec son collaborateur C.-L. GATIN comme secrétaire de la rédaction. M. MAIN conserve l'administration et MM. JUMELLE, CAYLA, GRISARD et BAILLAUD continuent leur collaboration, qui devient régulière.

C'est dire que ce Journal, dont la place était déjà considérable parmi les organes coloniaux, ne peut que dorénavant gagner encore en considération mondiale.

EM. P.

L'agriculture au Katanga. — Sous ce titre vient de paraître un ouvrage (Bruxelles, 1912, Misch et Thron, éd.) (1), de 300 pages environ très illustré par de nombreuses et intéressantes photographies. Il est, en somme, le résumé des connaissances acquises par les missions récentes qui ont parcouru cette région la plus méridionale du Congo belge, et ce volume est placé sous le patronage des Instituts Solvay (Travaux de l'Institut de Sociologie). L'auteur, A. HOCK, après avoir décrit la région, en discute les possibilités agricoles : climat, sols, cultures économiques possibles, élevage des animaux domestiques, main-d'œuvre indigène, débouchés, systèmes de culture, etc.

Le problème de la colonisation agricole pour l'émigration belge fait l'objet d'une étude critique des plus intéressantes et somme toute, ce livre très consciencieux, mérite d'attirer l'attention de tous les agronomes de nos colonies, malgré que les conditions extérieures de climat soient très particulières, l'attitude générale du Haut-Katanga, par exemple, variant de 1.000 à 1.600 mètres, d'où des écarts de température considérables. Dans le sud, la température est plus régulière et le régime des pluies est de six mois (octobre-avril).

Grâce à la fraîcheur des nuits, le climat convient aux Européens, le Katanga peut donc être considéré jusqu'à un certain point comme une colonie de peuplement européen.

EM. PERROT.

Rapport sur la culture du coton en Algérie. — Ce rapport émane de M. F. VERRY, inspecteur d'agriculture, et vient d'être publié en annexe au *Bull. de la direction de l'Agriculture de Tunisie* (1912, n° 64) et il nous a paru d'une impartialité qui en fait un document de valeur.

Les conclusions sont en somme conformes à ce que pensaient les techniciens avisés ; la culture du coton est possible en Algérie là où les conditions du sol et les conditions pluviométriques sont suffisantes, mais là surtout où des cultures concurrentes à rendement plus élevé ne peuvent, pour différentes raisons, être entreprises.

A ce jour, elle ne s'est développée sur une assez grande échelle que dans la région d'Orléansville et elle ne paraît devoir être rémunératrice que « dans les plaines ou coteaux peu élevés de la région tellienne, à sol profond et fertile ».

Si la culture est possible également en terre sèche, le rendement est considérablement augmenté (jusqu'à 25 0/0) à la moindre irrigation. Somme toute, la culture du coton, en dehors d'excellentes conditions régionales, ne doit être entreprise qu'après examen sérieux et avec la plus grande prudence.

EM. P.

Sur le rôle des infiniment petits chimiques en Agriculture. — Depuis un petit nombre d'années, on se préoccupe du rôle que jouent certains corps que l'on trouve à l'état de traces pour ainsi dire dans la composition des végétaux. Actuellement la présence de plus de 30 éléments sur les 80 environ connus a été signalée et voici que des expériences récentes montrent l'importance de quelques-uns d'entre eux chez certaines espèces (manganèse, aluminium, zinc, bore, silicium, cuivre, etc.). M. GAB. BERTRAND, professeur à la Faculté des sciences et à l'Institut Pasteur, a dirigé ses collaborateurs dans cette voie nouvelle et des faits nouveaux du plus haut intérêt ont surgi. C'est pourquoi la lecture de sa belle conférence, faite au Congrès international de chimie appliquée de New-York, sera des plus instructives pour les agronomes métropolitains ou coloniaux (*Revue scientifique*, 1913, n° 3).

EM. P.

Quelques graines oléagineuses. — Le *Bulletin of the Imperial Institute* (vol. X, n° 2, 1912, p. 223, 226, 234, 303) contient les résultats d'observations intéressantes sur les graines de *Telfairia pedata*, de *Lophira*, de *Camellia Sasanqua* et de *Perilla*.

Le *Telfairia pedata* Hook. est une plante vivace, grimpante, de la famille des Cucurbitacées, de l'Est Africain, Zanzibar et Pemba, dont les graines sont mangées par les indigènes de l'Afrique tropicale. Leur amande fournit, en effet, 60 0/0 environ d'une huile visqueuse, brun rougeâtre. La difficulté de l'emploi de ces graines, au point de vue commercial, réside dans le fait que leur tégument contient une substance excessivement amère qui rend inutilisables l'huile, comme aliment, et le tourteau, pour la nourriture des bestiaux. Il n'existe pas, jusqu'à présent, de machine capable de décortiquer ces graines, et ce problème serait-il résolu, que l'utilisation des semences de *Telfairia* ne serait pas forcément garantie, même pour la fabrication des savons, en raison des difficultés que l'industrie aurait probablement à se les procurer en grande quantité.

Les amandes de graines de *Lophira alata* Banks (Ochnacées), de Sierra Leone, ont fourni 40 0/0 d'une matière grasse solide, de couleur jaune pâle, d'odeur et de saveur faibles, mais non désagréables, inutilisable comme aliment, en raison de son haut degré d'acidité, mais propre à la fabrication des savons. Le tourteau, de qualité inférieure à ceux de ricin, de colza et de coton, ne peut être employé qu'en guise d'engrais, à cause de sa saveur amère et fortement astringente.

(1) Dépôt en France, M. RIVIÈRE, 31, rue Jacob Paris.

La matière grasse, retirée des amandes de *L. procera* (kaku seeds du Gold Coast), dans la proportion de 55.3 0/0, présente les mêmes caractères que celle provenant de l'espèce précédente.

Le *Camellia Sasanqua* Thumb., espèce voisine de l'arbre à thé, est cultivé par les Chinois, pour ses graines dont l'huile, obtenue par expression, est utilisée pour l'éclairage. Cette huile, de couleur brun jaunâtre, légèrement opalescente, donne un savon plus mou que l'huile de coton. Elle n'est pas comestible, en raison de la présence, dans les graines, d'une saponine, qu'on retrouve dans le tourteau, dans la proportion de 7 à 8 0/0. Moins riche en saponine que l'écorce de panama, ce tourteau pourrait trouver son emploi, en horticulture, comme vermicide.

Le *Perilla ocymoides* Linn. est une Labiée cultivée en Mandchourie, dans les régions froides du Japon et dans le Nord de l'Inde, et fréquemment aussi dans l'Himaloye, à l'altitude de 4 à 5.000 pieds. Sa culture, tentée dans l'Ohio, aux Etats-Unis, produisit 400 livres de graines par acre (acre = 40 ares 46). Ces graines fournirent 41 0/0 d'huile.

Le pouvoir siccatif de l'huile de Perilla est inférieur à celui de l'huile de lin, mais avec les siccatifs au cobalt, l'huile de Perilla fournit un vernis supérieur à celui qu'on obtient avec l'huile de lin.

La production annuelle moyenne de graines de Perilla, au Japon, est de 325.000 boisseaux (boisseau = 36 litres 34). L'huile est utilisée, dans ce pays, pour imperméabiliser le papier, dans les laques, et pour extraire les dernières portions de cire du Japon. En Mandchourie et dans l'Inde, l'huile de Perilla est employée dans l'alimentation.

P. G.

Les missions hydrographiques en Afrique occidentale française. — M. l'enseigne de vaisseau Rovch, chargé de l'hydrographie de l'Afrique occidentale française, vient de résumer dans deux articles fort documentés, l'état de la question. (*Revue scientifique* n^{os} des 18 janvier et 8 février 1913). Cette revue ne saurait être analysée, aussi nous renvoyons le lecteur intéressé au texte lui-même; toutefois notre devoir était de signaler l'apparition de ce document.

Em. P.

Le caoutchouc de Cryptostegia grandiflora. — Cette plante est l'un des deux **Lombiro** de Madagascar, l'autre étant le *C. madagascariensis*. Le *C. grandiflora* a été transporté dans différentes régions tropicales et en particulier dans l'Inde, où il fournit le *Palay-Rubber*.

Le caoutchouc de cette espèce est de qualité moyenne et malheureusement le rendement du lait en gomme est très pauvre (2 0/0 environ), à moins que l'époque de la saignée ne joue un rôle important, ce qui pourrait alors expliquer les chiffres considérables obtenus par certains auteurs. A Maurice, le directeur de la station agronomique, aurait retiré 25 grammes de caoutchouc de 50 grammes de latex en décembre et seulement 12 grammes de caoutchouc de 56 grammes de latex, en janvier. Le traitement mécanique des racines sèches ne paraît pas donner un meilleur résultat. La culture rémunératrice de cette plante ne semble guère possible. (H. Jumelle in *Journ. Agr. trop.* n° 138, déc. 1912.)

Une mission scientifique dans l'Ouest africain. — Le rapport des missions effectuées par Aug. Chevalier de 1908 à 1910 dans l'Ouest africain, vient d'être officiellement publié dans les *Nouvelles archives des missions scientifiques* (nouv. série fasc. 5). Les principaux résultats de ces missions sont déjà connus de nos lecteurs, car nous les avons signalés au fur et à mesure que l'auteur les portait à la connaissance du public scientifique ou économique, par des communications aux Sociétés savantes.

Une carte très claire accompagne ce document dont la haute valeur n'échappera à personne et qui fourmille de renseignements les plus précieux. Les 40 premières pages de ce rapport, seraient à citer en entier.

En appendices, on trouvera : 1° un index des arbres les plus remarquables de la forêt de la Côte d'Ivoire; 2° des documents concernant l'altimétrie de l'Afrique occidentale française; 3° une notice, accompagnée d'une carte du Congo-Cameroun, indiquant les limites de la forêt vierge.

Em. P.

L'exploitation du camphrier. — M. Baillaud consacre dans le *Jour. Agr. trop.* (déc. 1912) un article très documenté sur cette question. Des essais de culture sont entrepris de toutes parts, sauf dans les colonies françaises, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, dans les Etats fédérés malais, en Afrique orientale allemande. M. Eaton chimiste du département d'agriculture des Etats fédérés malais a fait également une étude monographique assez complète du camphrier et de son rendement (*Bull. of. th. Str. Settl.* n° 15 fév. 1912).

Les arbres ont été obtenus dans différentes plantations des Etats fédérés malais de graines ou de jeunes plantes achetées au Japon, et les premiers essais couronnés de succès datent de 1904. Conclusions :

a) Le rendement en camphre et huile est de 1 0/0 avec le produit de la taille d'arbres de cinq ans;

b) Le temps de distillation ne doit pas dépasser trois heures, si l'on traite les feuilles des jeunes branches;

c) La proportion de camphre obtenue des feuilles est plus grande que celle tirée des branches et le rendement des petites brindilles est supérieur à celui des branches plus anciennes pour les arbres du même âge;

d) Le séchage à l'air n'a pas d'effet fâcheux sur le rendement mais, il n'en serait probablement pas de même si les feuilles étaient exposées à la lumière directe du soleil tropical.

Il semble donc qu'il y ait intérêt à laisser sécher le produit de la taille à l'ombre pour diminuer les frais d'évaporation.

Le camphrier paraît pousser convenablement dans les Etats malais, dans des *sols relativement pauvres*, à condition qu'ils soient bien drainés; comme engrais, on emploie simplement les résidus de la distillation.

Ainsi donc, contrairement à ce que pensait M. Rivière, en Méditerranée il est vrai, les camphriers résistent bien à une taille annuelle; la récolte permet d'espérer de bons rendements dès la troisième année.

A Formose, le Bureau officiel japonais a commencé en grand la distillation des *feuilles* provenant de jeunes arbres; elles ont donné, sans branches, 1,3 0/0 de camphre et 0,04 0/0 d'huile.

Aussi, à partir de 1913-1914, 3.000 acres seront plantés en jeunes camphriers. L'huile brute obtenue sera dorénavant traitée à la vapeur, car ce procédé donne 48 0/0, du poids de l'huile traitée

de camphre supérieur. La production en camphre raffiné par le Bureau du monopole, en 1911, a été de 7.267.000 livres anglaises.

EM. P.

Un ennemi du cocotier. — Parmi les ennemis les plus dangereux du cocotier figure, à côté de l'*Oryctès nasicornis* Linn., dont les ravages sont bien connus, le *Rhyncophorus ferrugineus* Oliv. qui, s'il est plus rare que le premier, n'en est pas moins capable de causer aux plantations des dommages encore plus graves (1). On l'a signalé aux Indes, aux Philippines, en Indochine et dans toute la Malaisie. Ce coléoptère d'un brun rougeâtre. au corps aplati, muni d'un rostre assez long, légèrement incurvé, passe toute sa vie, de l'œuf à l'insecte parfait, sur le cocotier sur lequel on le rencontre toute l'année. Tandis que l'adulte n'occasionne pour ainsi dire pas de dégâts, la larve, creusant en tous sens ses galeries dans le tronc, cause bien vite le dépérissement de l'arbre, trahi au début par le jaunissement des feuilles et enfin sa mort. M. L.-C. Brown, inspecteur des cocoteraies des Etats fédérés Malais, cite le cas d'une plantation de 20 hectares où, par suite de la négligence des exploitants, les Rhyncophores s'étaient multipliés au point qu'en une seule journée on captura 20.000 larves et insectes parfaits. Ce n'est qu'au bout de deux mois, pendant lesquels on détruisit 170.000 larves et coléoptères, que la plantation fut débarrassée de ce dangereux parasite.

Comme le rappelle M. PRUDHOMME, dans son ouvrage sur *Le Cocotier*, il importe, dans la lutte contre le rhyncophore, de prévenir autant que possible la ponte qui se fait dans les lésions du tronc, en les recouvrant d'une couche d'argile ou de goudron mélangé de sable. Dans le même ordre d'idées, on se gardera d'arracher le pétiole des feuilles mortes que l'on laissera tomber naturellement. Les galeries creusées par d'autres coléoptères (*Oryctes*) sont obturées ; on débarrassera le sol des vieux troncs vermoulus des souches et de tous les détritus d'origine végétale qui contituent autant de foyers d'infection ; ils seront incinérés ou submergés. Les arbres déjà trop atteints pour qu'on puisse espérer les sauver seront abattus et brûlés. C'est à ce prix seulement qu'on évitera la propagation de ce redoutable fléau.

R. et B.

L'huile de graines d'« Hevea ». — Avec le nombre formidable d'*Hevea* plantés de toutes parts, il y a lieu d'envisager sérieusement l'utilisation des graines. Celles-ci, analysées à l'*Imperial Institute* par MM. PICKLES et HAYWORTH, ont fourni près de 50 0/0 de leur poids, d'une huile jaune pâle, très siccative, dont voici les constantes (*Analyst.*, 1911, p. 36, d'après *Caoutchouc* et *Gutta*, 1912, n° 100) :

Densité à 15°	0,9239
Indice d'acide	29.9
— saponification	185.6
— iode	133.3
— Hehner	96.4
— Reichert	0.5

Les acides gras solides (14 0/0) comprennent surtout de l'acide stéarique et les acides non saturées liquides, des acides oléique, linoléique et linolénique.

Le poids des amandes est variable avec l'âge de l'arbre, l'état de dessiccation et aussi l'exploitation. Les graines d'arbres non saignés, toutes choses égales d'ailleurs, sont d'un poids plus élevé.

Faudra-t-il décortiquer sur place et expédier les amandes dans les pays importateurs, ou fabriquer l'huile et utiliser les tourteaux comme engrais ? Telles sont les questions que l'avenir résoudra.

EM. P.

Une nouvelle machine pour l'extraction du caoutchouc des écorces. — Le problème d'extraction mécanique du caoutchouc des écorces est, on le sait, des plus intéressants à résoudre. Beaucoup d'essences caoutchoutifères pourraient être traitées ainsi, et particulièrement les lianes : *Landolphia*, *Clitandra*, *Marcarenhasia*.

M. le professeur JUMELLE qui s'est occupé, avec la compétence qu'on lui reconnaît universellement, des plants à caoutchouc de Madagascar, fait le plus grand éloge de la nouvelle machine, dite « la Valour », construite à Paris, par M. RICHARD (*Le Caoutchouc et la Gutta*, 1912, n° 106). La description de cette machine avec figures est donnée dans le même journal, en janvier 1913, n° 107.

EM. P.

L'engraissement des volailles au Tonkin. — Nous avons déjà signalé (1) les résultats des plus intéressants obtenus par M. E. JARDEL pour l'engraissement forcé des volailles. La chair des poulets engraissés par sa méthode avait toutefois une saveur assez inférieure à celle des poulets gras français, par suite du goût du riz qui formait, on s'en souvient, la matière dominante de la ration d'engraissement.

Actuellement, à la suite de nombreux essais, M. JARDEL a trouvé dans la farine de banane, qu'il prépare lui-même (2), un produit qui permet d'obtenir en vingt jours d'engraissement forcé (gaveuse Roullier-Arnoult), des poulets d'un poids moyen de 2 kg. 200, d'un goût suave, à la chair blanche et ferme, sans excès aucun de graisse, résultat merveilleux vu la petitesse de taille des oiseaux de basse-cour du Tonkin.

Voici la composition d'un repas et son prix de revient :

Denrées	Poids	Prix
Farine de banane	25 gr.	0 fr. 0150
Lait condensé	6	0 fr. 0060
Graisse de porc	5	0 fr. 0025
Eau filtrée	100	p. mémoire
Total	136 gr.	0 fr. 0235

R. et B.

Les animaux domestiques du Chang-Toung (3). — La population de la province de Chang-Toung s'adonne plutôt à la culture qu'à l'élevage, et importe une partie des animaux qui lui sont nécessaires. Les chevaux sont importés de la Mongolie ; les ânes et les mulets viennent de l'intérieur de la Chine.

Les poneys, de petite taille, très résistants et d'une grande sobriété, ont des robes variées ; la robe isabelle est assez répandue ; les chevaux noirs sont très rares.

Les ânes, gris ou gris-noirs (on ne rencontre pas d'ânes blancs), ont la bouche et le ventre plus clairs que le reste du pelage ; ils sont très résistants et peuvent rivaliser de vitesse avec les poneys. Les mulets, de forte taille, rendent de grands services.

(1) L. Duport. *Bull. écon. de l'Indochine*, 1912, n° 97, p. 532.

(1) *Quinzaine coloniale*, 10 février 1913.
(2) *Bull. de la Soc. nat. d'Acclimatation*, 1913, n° 3.
(3) Th. Noach. Zoolosischer Anzeiger 1912. T LXI, n° 3, p. 118.

Les bœufs, aux cornes relativement courtes, sont plus petits que les nôtres; ils sont surtout employés par les Chinois comme bêtes de trait et pour la culture. On n'utilise pas le lait de vache et la consommation de leur chair est restreinte. Les vaches qu'entretiennent les Européens donnent tout au plus 4 ou 5 litres de lait.

Les moutons à grosse queue, aux oreilles pointues et tombantes, ont des cornes recourbées de taille moyenne. Leur toison est blanche, la tête et les pattes étant fréquemment brunes.

Les chèvres, de taille moyenne, aux cornes recourbées, ont une longue toison blanche, grise ou tachetée.

Les porcs, noirs, à la face ridée, ont la tête pointue et de grandes oreilles tombantes. Les porcs blancs sont importés du Japon.

Les chiens à demi sauvages que l'on rencontre dans les environs de Kiao-tchéou sont de taille moyenne, ils ont la tête allongée, les oreilles droites et courtes. Le Chinois les considère bien comme animaux domestiques, mais les laissent chercher eux-mêmes leur nourriture; ils donnent la chasse aux souris, aux rats, aux lièvres, se repaissent de charognes et dévorent les cadavres d'enfants. Très méfiants, ils évitent les Européens qui les tuent, du reste, dès qu'ils les rencontrent rôdant à quelque distance des habitations.

On ne rencontre pas de chats dans les agglomérations rurales; ceux que possèdent les Européens ont été importés d'Europe. Le chat sauvage (*Felis microtis*?) commun aux environs de Tsingtau n'est pas domestiqué.

On élève des lapins à oreilles droites ou tombantes pour la vente aux Européens, les Chinois ne mangent pas de viande de lapin.

Comme volailles, citons les poules, pigeons, oies et canards qui doivent, eux aussi, se procurer eux-mêmes la plus grande partie de leur nourriture. La poule a la taille de notre poule de pays. On rencontre des poules ayant la peau et la chair noir violacé.

Les pigeons ressemblent à nos bisets. Les oies, aux plumes blanches, ont les ailes et la tête grises. On rencontre parfois des exemplaires domestiqués d'*Anser cygnoïdes*. Quant aux canards, on peut distinguer deux types : l'un, de forte taille, l'autre plus petit, au plumage brunâtre (*Anas boschas* n.?)

R. et B.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote par kilogramme :

Rio Nunez	9	25	à	.. ..
Conakry Niggers	8	50	à	. ..
Soudan Niggers rouges	7	75	à	8 »
Soudan Niggers blancs	7	»	à	. ..
Soudan lanières et plaques	8	75	à	9 ..
Soudan Manoh	8	50	à	. ..
Lahou petits Cakes	6	50	à	. ..
Lahou Niggers	6	75	à	. ..
Gambie A	6	25	à	. ..
Gambie AM	6	25	à	. ..
Gambie B	4	25	à	. ..
Bassam Lump	4	»	à	. ..

Marché d'Anvers. —On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	9	25	à	9 65
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	9	..	à	9 25
Kasai noir I	9	25	à	9 65
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	9	35	à	9 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	9	35	à	9 75
Mongala lanières	9	35	à	9 75
Aruwini	9	35	à	9 75
Wamba rouge I	7	»	à	7 25
Uelé	9	35	à	9 75
Détroits crêpe I	10	75	à	10 90

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

9 *avril.* — *Décret* du 18 mars réglementant l'introduction, le commerce, la détention et le port d'armes en Tunisie.

Décret du 5 avril relatif à la pêche des éponges au moyen du scaphandre en 1913-1914.

12 *avril.* — *Arrêté* du 9 avril fixant la taxe à percevoir sur les vignobles de la Régence.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

29 *mars.* — *Arrêté* du 28 février promulguant le décret du 12 février 1913, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 juillet 1909, sur les dessins et modèles dans les colonies et pays de Protectorat dépendant du ministère des Colonies.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

29 *mars.* — *Arrêté* du 27 février créant des sièges de membres suppléants au sein des Chambres de commerce de Saint-Louis. Dakar, Ziguinchor et modifiant l'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1906.

Journal officiel de la colonie.

27 *mars.* — *Arrêté* du 1er mars portant création d'écoles rurales en Casamance.

Arrêté du 18 mars déclarant le port d'Accra (Gold-Coast) comme contaminé de fièvre jaune.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

29 *mars.* — *Arrêté* du 27 février portant création d'un budget urbain à Bouake.

Arrêté du 28 février portant ouverture de la station radiotélégraphique de Tabou à la correspondance publique générale.

Journal officiel de la colonie.

18 *février.* — *Arrêté* du 26 novembre 1912 fixant le taux de l'impôt de capitation, pour l'année 1913.

Circulaire du 25 février au sujet des formalités à remplir pour la de cente des bois au port d'embarquement.

FORÊTS. — **La descente des bois au port d'embarquement.** — Le gouverneur de la Côte d'Ivoire vient d'adresser, à la date du 25 février 1913, la circulaire suivante aux administrateurs commandant de cercle, au sujet des formalités à remplir pour la descente des bois au port d'embarquement.

Quelques exploitants forestiers ont pu objecter avec juste rai-

son qu'ils pouvaient parfois se trouver dans l'embarras par suite de l'obligation de soumettre au visa administratif du poste le plus voisin, l'extrait de leur carnet, avant d'évacuer sur le port d'embarquement les billes provenant de leur chantier.

Or, à la suite de certaines circonstances, notamment de tournées, le chef de poste peut se trouver absent au moment où l'exploitant intéressé se présente, ce qui entraîne un retard lorsque le poste ne possède qu'un seul agent administratif. Ces mêmes exploitants ont, en conséquence, sollicité l'autorisation de faire viser simplement au port d'embarquement, pour copies conformes, les extraits du carnet. Dans ces conditions, ce visa ne présenterait plus aucune utilité et il serait en conséquence plus logique de le supprimer. En effet, la précédente mesure édictée par l'article 23 de l'arrêté n° 737 du 23 août 1912 a évidemment pour objet d'empêcher toutes fraudes au cours du transport et notamment la substitution ou l'addition de certains bois achetés ou coupés en contravention.

Afin de donner aux intérêts en cause le plus de facilités compatibles avec le contrôle dont ne peut se départir l'administration, j'ai résolu de procéder de la manière suivante lorsqu'un exploitant forestier se trouverait dans les conditions précitées.

L'intéressé, après avoir dressé son extrait de carnet pour les billes qu'il se dispose à sortir du chantier, l'enverra sans plus tarder à l'administrateur du port d'embarquement avec son carnet. Il ne pourra ensuite commencer l'évacuation des billes qu'après avoir reçu de l'administration l'autorisation d'enlever. De cette façon, le contrôle pourra toujours être effectué, le cas échéant, par tout agent disponible. On réduira ainsi autant que possible les pertes de temps que pourraient occasionner l'absence momentanée du chef de poste. En tout cas, il n'y aura lieu de recourir à ce procédé que de façon exceptionnelle, puisque la mise en route d'un train de billes ne constitue généralement pas une opération tellement improvisée et rapide que l'on ne puisse en temps utile obtenir au préalable les visa nécessaires.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

15 *mars*. — *Arrêté* du 1er mars portant nomination des membres du comité consultatif du commerce, de l'agriculture et de l'industrie de Brazzaville, pendant l'année 1913.

Sont désignés, pour l'année 1913, comme membres du comité consultatif du commerce, de l'agriculture et de l'industrie de Brazzaville : MM. Yerlès, agent général de la Compagnie forestière Sangha-Oubangui; Tréchot, administrateur délégué de la Compagnie française du Haut-Congo ; de Saint-Albin, directeur de la Banque de l'Afrique équatoriale française; Leenart, directeur de la Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap; Coelho, commerçant portugais. M. Galland, administrateur adjoint des colonies, chef du bureau de l'administration générale et des affaires économiques, remplira les fonctions de secrétaire.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *mars*. — *Arrêté* modifiant et remplaçant les arrêtés des 18 novembre 1909, 9 août 1911, 15 mai 1912, et 23 juillet 1912 relatifs à l'exploitation des stations télégraphiques de Madagascar et des Comores.

8 *mars*. — *Arrêté* complétant l'article 22 de l'arrêté du 30 octobre 1909 sur les patentes, modifié par les arrêtés des 30 août 1911 et 13 janvier 1912, en ce qui concerne l'exercice de la profession de colporteur.

Circulaire relative à l'organisation des brigades topographiques domaniales et foncières et des bureaux d'archives.

Arrêté ouvrant la ligne télégraphique Antsirane-Orangea à l'exploitation publique.

15 *mars*. — *Arrêté* créant, sous le titre : « Prix de Madagascar », un prix ou bourse d'études à attribuer tous les ans à un artiste français, peintre ou sculpteur. La valeur du prix est de 1.000 fr.

Circulaire du 24 février au sujet des enfants métis reconnus par leur père.

Circulaire au sujet de la rédaction des marchés de fournitures.

Arrêté portant organisation d'un cadre de commis indigènes topographes.

Arrêté du 1er mars complétant l'arrêté du 6 juillet 1908, portant fixation du prix des opérations topographiques exécutées par la colonie au compte des particuliers.

Circulaire au sujet des licences à appliquer aux fabricants de betsabetsa.

Le gouverneur général rappelle par cette circulaire, que depuis le décret du 4 octobre 1909, il n'existe plus que deux classes de licence : la première pour la vente en détail ; la deuxième pour la vente en gros et la distillation. Les fabricants de betsabetsa qui vendent par quantités égales ou supérieures à 11 bouteilles, d'une contenance de 75 centilitres à 1 litre, doivent être classés à la 2e classe. Par contre, les fabricants ou les détaillants qui vendent à emporter par quantités supérieures à 1 litre mais inférieures à 11 bouteilles d'une contenance de 75 centilitres à 1 litre, doivent être inscrits à la 1re classe. La vente par quantités égales ou inférieures à 1 litre et le débit sur place de la betsabetsa sont formellement interdits, sauf en ce qui concerne les ventes accidentelles.

Administration. — **Le statut légal des enfants métis reconnus.** — Le gouverneur général a adressé aux chefs de circonscription de la colonie, le 24 février dernier, la circulaire suivante au sujet des enfants métis reconnus :

La question du statut légal des enfants nés dans la colonie d'un père français ou étranger et d'une mère indigène et ensuite reconnus par le père à l'état civil français s'est posée récemment dans diverses circonscriptions et les solutions qu'elle y a reçues ont fait apparaître des divergences de vues que la présente circulaire a pour objet de faire disparaître. Les premiers enfants de cette catégorie nés depuis l'occupation française atteignent actuellement l'âge de seize ans, à partir duquel les indigènes sont astreint aux obligations fiscales et administratives.

Or, sans vouloir trancher la question de la nationalité de ces enfants, à laquelle la justice seule a qualité pour répondre, suivant les dispositions de l'article 8 du Code civil, j'estime, qu'en fait, l'administration se doit de considérer comme Français ceux de ces enfants qui, *vivant avec leur père Français sous son toit ou se comportant comme Français* dans les actes ordinaires de la vie sociale, ont acquis la possession d'état de Français et en jouissent d'une façon effective.

Si donc ces enfants ou leurs pères réclament, au moment où ils atteignent leur 16e année, à jouir administrativement de cette qualité de fait, vous devrez en principe réserver à leur demande l'accueil le plus favorable et leur accorder, après enquête et suivant chaque espèce, ceux de ces privilèges auxquels la dignité de leur vie et leur place dans la société européenne leur donne droit. Je désire notamment que ces jeunes gens ne soient pas inscrits aux rôles de la taxe personnelle et qu'ils ne soient point assujettis à la législation spéciale à l'indigénat ni aux prestations. Les infractions qu'ils pourraient commettre ne seront pas poursuivies par les parquets indigènes, restant entendu qu'une fois les instructions terminées, la liberté d'appréciation des tribunaux compétents demeurera entière si la question d'état vient à être posée.

J'ai d'ailleurs mis à l'étude les moyens de régler juridiquement et définitivement la question du statut personnel des enfants naturels reconnus.

Je désire qu'en attendant, les espèces qui pourront se poser soient toujours examinées et solutionnées dans le sens le plus favorable aux intérêts de ces jeunes gens.

Agriculture. — **La culture du café.** — La Chambre d'agriculture de Madagascar a récemment fait parvenir à l'Institut colonial marseillais une série de produits malgaches : café, cacao, thé, sucre et vanille. Au nombre des échantillons de café envoyés figure une variété dite « Petit Congo » qui semble très productive et très résistante à l'Hémileia. Déjà les concessions des vallées de l'Ivoloina et de l'Ivondro comprennent des plantations qui comportent plus de 100.000 pieds de cette espèce de café. L'examen

que l'Institut colonial de Marseille doit faire du « Petit Congo » fixera les planteurs de Madagascar sur le succès que peut obtenir dans la Grande Ile l'introduction de cette nouvelle variété.

Travaux publics. — **Inauguration du chemin de fer.** — On nous écrit de Tananarive :

Les fêtes d'inauguration du chemin de fer de Tananarive à Tamatave viennent de se terminer. Elles ont duré plus d'une semaine.

Le gouverneur général, accompagné de toutes les notabilités européennes et indigènes de la capitale, des chefs de service de la colonie, des autorités militaires ainsi que des représentants des puissances étrangères, est arrivé le 5 mars à Tamatave. Le lendemain, un train spécial transportait à Brickaville les invités de Tananarive et les Tamataviens qui avaient été conviés à cette grande manifestation. C'est à Brickaville, en effet, qu'a eu lieu le grand banquet, au cours duquel furent prononcés les discours d'inauguration.

Après avoir retracé l'historique du chemin de fer de Tananarive à la Côte, le Directeur des travaux publics rappela les raisons qui avaient milité en faveur du prolongement jusqu'à Tamatave. Examinant les avantages que la population entière allait retirer de l'ouverture de la nouvelle ligne, il fit ressortir l'économie qui allait aussi en résulter pour le commerce : le transport d'une tonne de marchandises se trouvera réduit de 49 fr. 50, quant aux voyageurs, ils ne réaliseront pas moins de 195 francs d'économie par tonne de bagages. Le chemin de fer de Tananarive à Brickaville avait été pour la colonie une source de richesse et de progrès, son prolongemeut jusqu'à Tamatave augmentera considérablement cette richesse et donnera un nouvel essor à ce progrès.

Le tonnage du chemin de fer s'est élevé, en 1912, à 22.000 tonnes à la montée. A la descente, il est passé de 6.104 tonnes en 1909 à 32.810 tonnes en 1912. Ce mouvement déjà intéressant n'attendait plus que l'ouverture du prolongement pour prendre un nouvel élan et témoigner d'une nouvelle importance.

Après le Directeur des travaux publics, le président de la Chambre consultative de Tananarive, signalant les résultats prodigieux obtenus depuis l'ouverture du chemin de fer, dit que l'inauguration actuelle constituait un fait saillant dans l'histoire économique de la colonie. Puis, rappelant l'intérêt que M. Picquié portait aux questions d'hydraulique agricole, il exprima le vœu de voir se terminer rapidement le grand programme de travaux élaboré à ce sujet par le gouverneur général : le développement déjà si intéressant de l'industrie agricole dans la Grande Ile ne pourra manquer d'en recevoir une nouvelle et vigoureuse impulsion.

Le président de la Chambre consultative de Tamatave, M. Baillet, exposa que la colonie avait relié deux grands centres dont les intérêts jusqu'alors étaient restés différents. Cette divergence disparaît devant le trait d'union qui les rapproche aujourd'hui, et les deux capitales peuvent maintenant aspirer aux mêmes vues. Jusqu'à ces temps derniers, on pouvait supposer que Tamatave seule était intéressée à la construction d'un grand port. Désormais Tananarive et toutes les riches régions des hauts plateaux de Madagascar sont à un égal titre appelées à en bénéficier. La construction du port de Tamatave s'impose donc, à l'heure actuelle, plus manifeste et plus urgente que jamais.

Le consul d'Angleterre à Tananarive, remerciant M. Picquié de l'honneur qu'il avait fait au corps consulaire en le conviant aux fêtes d'inauguration, félicita le gouverneur général de l'œuvre accomplie et qui constitue une nouvelle étape dans le développement colonial de la France. Cette œuvre fait honneur à ceux qui ont présidé et qui président aux destinées de la Grande Ile.

Enfin, au nom des Malgaches, le gouverneur principal Rasanjy vint déclarer qu'il était réservé à la France d'accomplir en quelques années d'occupation une œuvre aussi considérable. L'idée de relier Tananarive à la côte avait autrefois été suggérée au gouvernement malgache, mais cette idée ne resta jamais qu'à l'état de projet. Les difficultés de toute nature que présentait son exécution, la crainte de favoriser par une voie ferrée une invasion étrangère au cœur du pays détournèrent vite l'attention du gouvernement. Et Madagascar devait devenir terre française pour que ce rêve se réalisât. Depuis, et grâce aux facilités de toutes sortes apportées dans l'agriculture, dans l'élevage, grâce à l'extension donnée aux voies de communication, grâce au développement des moyens de transport, les Malgaches ont pu augmenter leur production dans des proportions très grandes et exporter l'excédent de leur consommation. Le chemin de fer a aussi eu pour effet de favoriser chez eux la création de corps de métiers, la formation d'artisans, de forgerons, de mécaniciens. De tous ces bienfaits ils jouissent déjà et bientôt même ils vont pouvoir encore les apprécier davantage, puisque M. Picquié, soucieux de donner à de nouvelles régions l'essor économique qu'elles méritaient, a demandé et obtenu que la voie ferrée de Tananarive soit poussée jusqu'à Antsirabe. Les Malgaches sont heureux de comprendre davantage la portée de l'œuvre que la France accomplit à Madagascar. Ils expriment à son représentant, M. Picquié, l'hommage de leur profonde reconnaissance et l'assurance de leur inaltérable affection envers la France qui d'une main généreuse conduit ce pays avide de civilisation vers les plus belles et les plus heureuses destinées.

A ces allocutions, le gouverneur général répondit par l'important discours que nous sommes heureux de reproduire ci-après :

Messieurs,

Les paroles que prononçait le 1er novembre 1904, à Fanovana, un de mes éminents prédécesseurs et qui n'enregistrait alors qu'une espérance, expriment bien aujourd'hui une réalité : « Tananarive et Tamatave vont pouvoir se donner la main. » Dimanche, nous franchirons en moins de 15 heures la distance qui sépare les deux villes.

C'est avec une joie légitime, avec une satisfaction profonde, que je salue un événement d'une portée si considérable, en présence de MM. les consuls qui ont bien voulu apporter à cette œuvre de la paix française, un témoignage de leur précieuse sympathie; au milieu d'une élite d'activités intelligentes, hommes énergiques et vaillants qui, dans l'agriculture, le commerce, l'industrie, l'armée ou l'administration, ont associé leurs efforts pour faire de ce pays ce qu'il est désormais : une grande colonie digne de la France et de la République. Et ces hommes qui savent le prix de l'action, qui connaissent la valeur du travail ininterrompu, du pénible labeur quotidien, s'exerçant sous un climat meurtrier, dans les tristesses de l'isolement ne comprendraient pas que mon premier remerciement n'allât pas à tous ceux, illustres ou obscurs, qui ont doté Madagascar de cet outil merveilleux qui est la voie ferrée, Tamatave-Tananarive. Je ne remplis pas ce devoir sans émotion, car il m'est impossible d'oublier que beaucoup d'entre eux qui furent à la peine ne sont pas en ce moment à l'honneur. Beaucoup sont tombés victimes de la brousse homicide, rançon inévitable du Progrès. Nous associons pieusement leur mémoire à l'hommage que nous rendons aux survivants. Je ne me hasarderai pas à en faire une énumération qui risquerait d'être incomplète. Je ne veux méconnaître aucun mérite, effaroucher aucune modestie. Tous d'ailleurs, officiers, fonctionnaires des travaux publics, entrepreneurs, grands usi-

niers ou humbles surveillants, ont fait largement leur devoir et mérité la gratitude de la colonie.

Il serait cependant injuste de ne pas rappeler ici les noms des deux principaux artisans de l'œuvre que nous avons admirée ce matin : M. le directeur des travaux publics Girod, et M. le commandant du génie Guyon. Dans la conception et dans l'étude du projet, aussi bien que dans son exécution, dans les bureaux et sur les chantiers, ils ont apporté ce savoir, cette méthode et cette ténacité que la colonie connaissait de longue date pour en avoir déjà éprouvé les heureux effets. Communiquant à tous leur ardeur, ils ont pu terminer en moins de trois ans, puisque la loi d'autorisation est du 8 avril 1910, 98 kilomètres de chemin de fer, respectant à ce point les prévisions de leur devis, que loin de les dépasser, ils ne les ont même pas atteintes. Je ne connais pas beaucoup de colonies, voire de métropoles, qui en puissent dire autant.

Si la construction a été rapide et consciencieuse, elle a été aussi, ce qui ne gâte rien, conduite avec la plus stricte économie. Alors que le prix de revient du kilomètre avait été de 292.000 francs dans la section Brickaville-Mangoro et de 130.000 francs dans la section Mangoro-Tananarive, il n'a plus été que de 63.000 dans la section Brickaville-Tamatave. Ne voyez, Messieurs, dans cette comparaison, aucune idée de critique, encore moins de dénigrement. Elle tend à indiquer simplement que nous n'avons pas perdu de vue les leçons du passé et que nous avons profité de l'expérience chèrement acquise par nos devanciers, et aussi, que le rendement de notre main-d'œuvre s'est amélioré, en même temps qu'une concurrence plus large s'établissait entre nos entrepreneurs. Ni M. le directeur Girod, ni M. le commandant Guyon n'acceptersaient, j'en suis sûr, une autre interprétation. Ils ont trop le respect et l'admiration de ceux qui les ont précédés. Ils ont appartenu tous deux à cette arme du génie qui s'est fait à Madagascar une place hors de pair et a gagné l'affection de tous par des services signalés, allant parfois jusqu'à la limite des forces humaines. Ce n'est point faire d'eux un mince éloge que de dire qu'ils sont les dignes continuateurs d'hommes tels que le général Roques et le colonel Ozil. Eux-mêmes seront continués à leur tour, avec une égale valeur et même conscience par leurs jeunes camarades, les Favery, les Vanière, les Forgeot et tant d'autres. A tous je suis heureux d'adresser aujourd'hui le salut reconnaissant de la colonie.

Et, Messieurs, n'est-ce point le lieu d'observer que cet esprit de suite que, si facilement, on refuse aux Français et en particulier aux Coloniaux, ne nous a pas fait défaut à Madagascar? Examinons en quelques mots, si vous le voulez bien, l'orientation et le développement de notre politique locale.

Dès qu'il eut achevé sa grande tâche de pacification, M. le général Gallieni établit, avec sa précision et sa netteté habituelles, le programme de mise en valeur de la Grande Ile. La création de routes lui apparut comme la mesure la plus urgente. Il construisit la route de l'est, améliora celle de l'ouest et amorça les communications avec Miarinarivo et le sud. Il conçut le projet d'un chemin de fer vers la côte est et, au milieu de difficultés inouïes, en commença la construction, 120 kilomètres furent livrés à l'exploitation ayant son départ.

M. Augagneur, sans hésitation, concentra dès la première heure, ses efforts sur le développement des voies de communication. Avec la belle énergie qui est le trait dominant de son caractère, il continua le chemin de fer entrepris par le général Gallieni, conduisit le rail jusqu'à Tananarive, et projeta de l'amener à Tamatave. Il acheva la route de Miarinarivo, continua celle du sud jusqu'à Antsirabe, empierra celle de l'ouest, étudia et fit commencer les routes du lac Alaotra, de la Mananara et des Placers.

Qu'avons-nous fait nous-même, sinon continuer l'œuvre de notre distingué prédécesseur ? Le tronçon Brickaville-Tamatave est terminé ; la ligne Tananarive-Antsirabe est en bonne voie d'exécution. La route du sud-est ouverte aux automobiles jusqu'à Fianarantsoa et Mananjary, elle se prolonge vers Ambalavao. Les routes des Placers, du lac Alaotra, de la Mananara se continuent et seront prochainement achevées. Les ponts de la route de l'ouest sont successivement remplacés, la route elle-même se continue vers Marololo et nous étudions les moyens de la conduire jusqu'à Ambato. Enfin, nous nous préoccupons d'assurer une communication directe entre Ambatondrazaka et la vallée de l'Ivoloina.

N'est-ce point là, Messieurs, depuis 16 ans, la même politique et le même objectif? Et ne devons-nous pas nous féliciter de notre fidélité à un programme judicieux si nous considérons l'influence qu'a eu sa réalisation progressive sur notre commerce général? Sous le gouvernement de M. le général Gallieni il atteignit 53 millions ; au départ de M. Augagneur il était de 67 millions, il dépasse aujourd'hui 109 millions Ces chiffres ont une trop belle éloquence pour que je m'attarde à les commenter ; ils consacrent victorieusement la politique de grands travaux publics, suivie jusqu'à ce jour, et c'est pourquoi nous entendons y persévérer dans toute la mesure qu'autorise notre solide situation financière.

Mais, si nos ressources nous permettent de construire tous les ans de nouvelles routes carrossables, nous ne pourrons étendre indéfiniment ce réseau, sans imposer à nos budgets des frais d'entretien considérables ; cette charge rendue ici plus lourde qu'ailleurs, en raison des conditions climatériques de la Grande Ile, risqueraient d'absorber, à brève échéance, la totalité des crédits affectés annuellement à l'ensemble de nos travaux. Est-ce donc que nous allons, c'est le cas de le dire, nous arrêter en si beau chemin, condamner ce pays à une stagnation fatale et briser son magnifique essor? Nous n'avons jamais eu pareille pensée. Si les routes sont onéreuses, si l'exploitation des automobiles est déficitaire, les chemins de fer, eux, sont rémunérateurs et leur régie directe, en même temps qu'elle procure au commerce des tarifs réduits, apporte à nos recettes un appoint qui n'est pas négligeable. L'exemple du T. C. E. rappelé par M. le directeur Girod, est à ce titre convaincant.

On va nous objecter, sans doute, que la construction d'un nouveau réseau de fer plus étendu que l'ancien sera fort coûteux, et que notre caisse de réserve, si amplement pourvue soit-elle, ne possède pas cependant les nombreux millions indispensables à une pareille entreprise. Nos ambitions, Messieurs, ne sont pas si hautes ! Nous nous proposons seulement de donner à nos nouvelles routes d'intérêt général les caractéristiques d'un chemin de fer, d'y supprimer l'empierrement et de jeter sur la plate-forme un tramway à traction mécanique, mettant ainsi la recette à côté de la dépense. Plus tard, quand les exigences du trafic le commanderont, nous substituerons une voie de fer normale au tramway, tandis que celui-ci transporté plus loin y reprendra son rôle de pénétration et de préparation économique. Peut-être aurons-nous ainsi solutionné heureusement la question des routes à Madagascar.

Ce n'est point la seule que nous ayons à résoudre. La question des ports se pose avec une égale urgence et une aussi impérieuse nécessité. Il ne suffit pas, en effet, que nos produits parviennent sans difficultés à la mer, il faut en outre qu'ils s'y puissent manutentionner rapidement dans des ports sûrs et convenablement outillés. Madagascar doit disposer, en dehors de la magnifique rade de Diégo-Suarez facile à aménager, de deux grands ports : Tamatave à l'est, Majunga à l'ouest.

Tamatave est le point d'aboutissement de toute la production du plateau central et de la majeure partie de la côte orientale. Son trafic actuel représente le tiers de notre trafic local. Son importance va s'accroître dès à présent, par suite de l'exploitation de la ligne Brickaville-Tamatave. Elle grandira dans une proportion encore plus considérable après l'arrivée du rail à Antsirabe. Nous n'avons pas manqué de prendre, en vue de cette éventualité, toutes les dispositions utiles. Vous savez que nous avons proposé la création à Hastie d'un port moderne, au moyen de fonds d'emprunt. Nos projets ont été transmis en France et M. le ministre Lebrun a bien voulu en approuver, en principe, la partie technique et la partie financière. J'ose espérer que M. le ministre Morel, qui a déjà donné aux colonies des marques de son attachement et de sa bienveillance éclairée, nous accordera la même confiance, et nous aidera à triompher des difficultés extérieures que nous rencontrons dans la métropole. Il voudra bien considérer qu'un retard, même léger, est gros de conséquences dans un pays en pleine évolution, en ce qu'il nous met en état d'infériorité vis-à-vis de nos rivaux, mécontente notre clientèle, décourage nos colons, et influe sur le travail indigène dont la susceptibilité s'alarme du moindre arrêt dans le mouvement des affaires.

Majunga est le centre d'importation et d'exportation de la côte ouest. Il est et deviendra, chaque jour davantage, la base de nos opérations commerciales avec le sud et l'est africain. Son importance ne peut que s'accroître au fur et à mesure que se développera la colonisation dans les riches vallées qui l'avoisinent. Sa baie spacieuse et bien abritée se prête à toutes les installations. Nous avons entrepris, dès l'année dernière, la construction des

quais devenus indispensables. Nous examinons, à l'heure actuelle, l'influence exercée par les travaux déjà exécutés, sur la direction des courants et l'état des fonds. Dès que nous aurons à ce sujet des indications précises, nous continuerons l'entreprise dans les conditions techniques jugées les meilleures. Nous envisageons d'ailleurs l'affectation d'une drague au port de Majunga et nous avons prévu cette dépense dans un programme général de première urgence soumis récemment à M. le ministre des Colonies. Nous espérons qu'avant longtemps notre grand port de l'ouest sera en mesure de faire face à toutes ses obligations, grâce à un outillage complet et approprié.

Je m'aperçois, Messieurs, que j'ai parlé fort peu du chemin de fer que nous inaugurons. Mon excuse est que tout ce qu'il y avait à en dire a été dit, et en termes excellents, par M. le directeur des travaux publics. Peut-être même des orateurs parlant après moi ont-ils l'intention de vous en entretenir. Je vous laisse le plaisir de les entendre.

Aussi bien, une jeune colonie comme la nôtre doit surtout lever les yeux vers l'avenir, et sans s'hypnotiser dans l'admiration de ce qui a été fait, préparer son effort pour ce qui reste à faire.

Nous allons donc nous remettre à l'œuvre, aligner nos chemins de fer, creuser nos ports, irriguer nos steppes, drainer nos marais, augmenter nos surfaces cultivées, préserver et aménager nos forêts, développer notre cheptel, rechercher et exploiter nos richesses minières, améliorer nos transports maritimes associant d'une manière, de jour en jour plus étroite, les indigènes à nos travaux dont ils comprennent l'utilité, et pour lesquels ils sont devenus nos collaborateurs nécessaires. La présence parmi nous des représentants des principales races ou tribus, atteste non seulement leur loyalisme, mais aussi l'exacte compréhension qu'ils ont de leurs intérêts essentiels. J'espère que de retour dans leurs villages, ils raconteront ce qu'ils ont vu ici.

Messieurs,

Depuis que la magistrature suprême de notre pays a été confiée à de nouvelles mains, c'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole en public. Je suis assuré d'être votre fidèle interprète, en adressant aujourd'hui, à l'élu de l'Assemble nationale, à l'homme d'Etat éminent qui représente si dignement la France, l'hommage de notre respect et de notre inaltérable attachement à la République. Nous qui vivons ici loin de la mère-patrie et qui, pour cela, ressentons peut-être plus vivement que d'autres ce qui la touche, nous n'avons pas appris sans émotion et sans orgueil la sympathie unanime qui a accueilli en France, et dans le monde entier, l'avènement de M. le président Poincaré.

C'est en son honneur que je vous prie de lever vos verres, à la grandeur de la République, à la prospérité de Madagascar.

Répondant ensuite à l'allusion du président de la Chambre consultative de Tamatave au sujet du port à créer dans cette ville, M. Picquié prit à nouveau la parole :

Messieurs, je voudrais rassurer l'honorable M. Baillet au sujet de l'entreprise du port de Tamatave. J'ai fait allusion à quelques difficultés rencontrées en France. Nous sommes prêts, pour en triompher, à apporter à nos propositions toutes les modifications jugées nécessaires, toutes sauf une seule... Nous ne voulons plus ici ni monopoles ni grandes compagnies concessionnaires. Nous voulons rester maîtres de notre exploitation et de nos tarifs, afin d'en faire bénéficier le commerce à qui nous entendons ne demander que la stricte rémunération de nos charges.

Ce discours interrompu par les applaudissements de toute l'assistance, souleva une ovation lorsque M. Picquié exposa le programme économique qu'il avait suivi et qu'il poursuit à Madagascar.

La série des discours terminée, les invités regagnaient le train qui les ramenait à Tamatave où de grandes fêtes étaient organisées.

Une excursion à la station d'essais de l'Ivoloina rassemblait le lendemain les invités dans ce magnifique jardin où se trouvent réunies toutes les cultures de la côte est.

Les notables indigènes, Hova de Tananarive et de Tamatave auxquels s'étaient joints les Betsimisaraka de la côte, offraient le lendemain un grand banquet à M. Picquié, au cours duquel le gouverneur général exprima sa satisfaction de voir le resserrement des relations entre les habitants des hauts plateaux et de la côte et se félicita de voir que le chemin de fer n'avait pas seulement réuni deux régions, mais qu'il avait réuni deux peuples.

L'après-midi était consacré à une réunion sportive sur l'hippodrome des Manguiers.

Les délégués des Chambres de commerce et d'agriculture de la Réunion que le gouverneur général avait invités à l'inauguration du chemin de fer et qui avaient eu à subir dans leur traversée les effets d'un cyclone arrivaient le soir même à Tamatave.

Un train spécial ramenait le lendemain à Tananarive M. Picquié et tous les invités. L'arrivée du train du gouverneur général dans la capitale fut le signal du commencement des fêtes.

Le mardi 11 mars, le gouverneur général assistait au banquet offert par les notables et les fonctionnaires malgaches. Répondant aux indigènes qui le remerciaient de la sollicitude qu'il n'avait cessé de leur témoigner depuis son arrivée dans la colonie et des encouragements de toute nature qu'il avait donnés aussi bien dans le commerce que dans l'agriculture et l'industrie, M. Picquié exposa que sa politique n'avait eu qu'un seul but : resserrer les liens qui unissaient le peuple malgache à la France, que tous ses efforts tendaient vers ce but et qu'il était heureux de voir dans les manifestations sans cesse renouvelées que lui offraient les indigènes une approbation de son administration, un acte de confiance et de gratitude des plus significatifs. Grâce à la tranquilité qui partout régnait, grâce aux voies de communication, grâce à la propagande de l'enseignement et de l'assistance médicale, les Malgaches se comprenaient, s'appréciaient, s'unissaient et leur association avec les Français se trouvait chaque jour plus complète et plus féconde.

Le même soir, le gouverneur général et Mme Picquié offraient un bal à la population.

Le lendemain une excursion, organisée par le gouverneur général, permettait aux Tamataviens et aux délégués de la Réunion d'aller visiter Ambohimanga, la Ville sainte d'Andrianampoinimerina, le berceau de la dynastie Hova. De retour à Tananarive les invités assistèrent à des épreuves hippiques sur l'hippodrome de Mahamasina, puis au banquet de la Chambre consultative de Tananarive.

Dans le discours qu'il prononça, le président de la Chambre consultative de Tananarive se félicitant d'avoir à recevoir les représentants des Chambres de commerce et d'agriculture de l'Ile voisine, exprima l'espoir que leur voyage resserrerait les liens d'intérêt qui unissaient les deux îles et faciliterait les relations commerciales.

Le banquet offrit aux délégués de la Réunion l'occasion de témoigner au gouverneur général leur gratitude pour l'invitation qu'ils avaient reçue de lui et pour l'affabilité de sa réception. Elle leur permit aussi d'affirmer que les liens entre les deux îles sœurs se resserraient de plus en plus.

Le gouverneur général M. Picquié prit ensuite la parole ; heureux d'assister à cette manifestation qui lui permettait de saluer au nom de la colonie les distingués représentants de la Réunion, il se félicitait de pouvoir leur dire la joie que leur présence à l'occasion des fêtes de l'inauguration avait causée dans la colonie. La visite qu'ils venaient de faire, l'accueil qu'ils avaient partout reçu devait suffire à leur montrer le désir qu'entretenait la colo-

nie d'engager des rapports de plus en plus étroits avec l'île voisine.

Après le banquet, le gouverneur général se rendit au bal organisé par les notabilités malgaches et où les indigènes, heureusement surpris, se montrèrent très touchés de sa visite.

Les fêtes de l'inauguration étaient terminées. Les délégués de la Réunion et de Tamatave regagnaient la côte le lendemain emportant les uns et les autres, des fêtes de Tananarive, le plus doux et le plus profitable des souvenirs. L'entrain qu'à mis durant ces fêtes la population européenne et indigène, aussi bien à Tananarive qu'à Tamatave, à manifester son contentement, a marqué une fois de plus l'approbation que tous donnaient au gouverneur général, la confiance qu'ils avaient dans son administration, la sympathie respectueuse qu'ils avaient pour sa personne. Et à ce titre nous devons nous réjouir de cette manifestation grandiose dont tout l'honneur revient au gouverneur général de Madagascar M. Picquié.

Comores. — Un typhon à Anjouan. — D'après un câblogramme de Tananarive, un nouveau typhon aurait ravagé Anjouan le 3 avril. Des bâtiment européens et des maisons indigènes seraient détruits. Les cultures seraient ravagées. Peu d'accidents de personnes seraient heureusement à déplorer.

AMÉRIQUE

Guyane française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

22 *février.* — *Arrêté* du 13 février portant fermeture du poste de Tourépée à l'Approuague.

Arrêté du 13 février portant création d'un poste de douane à l'embouchure de Mataroni, sur l'Approuague.

Arrêté du 13 février ouvrant le poste des douanes du Mataroni à la perception des droits de circulation sur l'or.

8 *mars.* — *Arrêté* du 20 février portant interprétation de l'article 2 de l'arrêté du 8 janvier 1912, sur les primes à la culture.

L'article 2 de l'arrêté du 8 janvier 1912, portant institution, dans la colonie, des primes à la culture, est complété de la manière suivante :

« Les quotités fixées ci-dessus constituent des maxima et l'en-
« semble des primes allouées, chaque année, ne sauraient, en
« aucun cas, excéder le montant des crédits inscrits à cet effet
« au budget de l'exercice en cours. »

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

27 *février.* — *Arrêté* du 25 février promulguant en Indochine le décret du 31 décembre 1912 déterminant les dispositions du Code pénal applicables par les juridictions françaises de l'Indochine aux indigènes et Asiatiques assimilés.

3 *mars.* — *Circulaire* du 20 février au sujet du mode de dépôt des soumissions. (Récemment une commission d'adjudication — s'autorisant d'une clause du cahier des charges, en vertu de laquelle la soumission devait être mise sous pli fermé, distinct des autres pièces — avait évincé un concurrent qui avait mêlé sa soumission aux pièces annexées. Le gouverneur général décide qu'à l'avenir aucune clause de la nature indiquée ci-dessus ne devra être insérée dans les cahiers des charges relatifs aux fournitures concernant les différents budgets de la colonie.)

6 *mars.* — *Circulaire* du gouverneur général, en date du 21 février 1913, au sujet de la répartition des crédits.

ADMINISTRATION. — **Un discours de M. Sarraut.** — M. Albert Sarraut, gouverneur général de l'Indochine, a prononcé, le 24 février, au banquet des amicales de fonctionnaires du Tonkin, un discours où il a rappelé les devoirs mutuels des fonctionnaires coloniaux et de leurs chefs.

Parlant de la politique indigène, le gouverneur général a déclaré :

Vous devez tous avoir pour les populations qui se sont confiées à notre tutelle les sentiments de bienveillance et de sympathie dont le chef de la colonie se déclare nettement animé à leur égard. C'est la volonté de la France souveraine, c'est le vœu de son Parlement et de son gouvernement. Lorsque j'ai affirmé ici ces sentiments, certains m'ont jeté à la face des épithètes qu'ils croyaient injurieuses. Elles ne me gênent pas; je ne les repousse point. Annamitophile? Soit. Indigénophile? Parfaitement. Ces conceptions ne sont pas chez moi l'exécution d'une consigne. Elles sont l'expression d'une profonde et personnelle conviction.

M. Sarraut montre ensuite que les défauts de certains indigènes des villes, du « boy menteur, espion et filou », ne doivent pas faire oublier ce que valent les populations laborieuses des campagnes.

Cette fourmilière humaine empressée au labeur, sans répit, dont les épaules inclinées gardent encore comme les traces du servage millénaire, et qui tremble toujours au passage du « Blanc » incarnant pour elle la puissance suprême, voilà l'indigène. Ce n'est pas le boy, ce n'est pas le drôle équivoque, c'est la foule obscure et humble de ces laborieux; et c'est aussi, se dégageant parfois de cette masse misérable, se haussant au-dessus d'elle par un effort de volonté et de travail qu'il faut bien tout de même reconnaître, c'est le lettré, c'est l'homme qui s'instruit longuement dans sa langue ou dans la nôtre, s'efforce de comprendre notre civilisation, vient avec confiance de la ténèbre natale vers ce foyer rayonnant de lumière que lui apporte la civilisation française. Cet indigène-là, ce petit homme jaune, oui, à coup sûr, je l'aime d'une affection sincère et paternelle. Ce n'est pas un sentiment factice et littéraire; et lorsque je vais vers lui, j'obéis aux impulsions profondes que je sens en moi de la tradition même de ma grande patrie, j'y suis poussé, Messieurs, par un sentiment bien français, l'élan spontané du grand qui défend le petit, du fort qui protège le faible.

Passant enfin à la condition des fonctionnaires, M. Sarraut déclare la guerre au favoritisme :

Je crois pouvoir m'honorer, dit-il, d'avoir, sur ce point, scrupuleusement respecté les stipulations du contrat. Je ne sais s'il m'est arrivé parfois, car l'homme est faillible, de me tromper dans les choix et les nominations; mais je puis engager ma parole que l'erreur fut de bonne foi, et que je l'ai redressée chaque fois que je l'ai pu. Et non seulement j'ai respecté le contrat que j'ai trouvé, mais j'ai voulu, dans votre intérêt, y inscrire des garanties nouvelles, comme lorsque j'ai supprimé, par exemple, le droit pour le chef de la colonie d'effectuer des inscriptions d'office.

Certains d'entre vous, je l'imagine, pourraient avoir des craintes, sinon légitimes, du moins explicables, lorsqu'ils ont vu venir ici un membre des assemblées législatives. Que n'a-t-on pas dit, en effet, de la recommandation parlementaire, des apostilles et des interventions par lesquelles les députés ou sénateurs passeraient, paraît-il, leur temps à demander aux chefs des administrations de violer l'esprit ou la lettre des règlements au profit de quelques favorisés! Eh bien! il est un fait qu'il me plaît de proclamer très haut, et contre lequel je crois que nul de vous n'élèvera un geste d'incrédulité : c'est que la recommandation parlementaire a été pour moi une chose inexistante.

Le discours du gouverneur général a été fort applaudi.

COMMERCE. — **Le commerce de l'Indochine pendant le 3e trimestre 1912.** — Le commerce général de l'Indochine française, pendant le 3e trimestre 1912, s'est élevé à 119.039.888 francs, dont 61.247.644 francs à l'importation et 57.792.244 francs à l'exportation.

Au détail, les importations donnent 23.891.484 francs avec la France, 1.422.705 francs avec nos colonies et 35.933.456 francs avec l'étranger. Les exportations donnent 13.826.296 francs avec

la France, 13.038 francs avec nos colonies et 43.952.910 francs avec l'étranger.

Le Tonkin rentre dans ces chiffres pour 54.895.484 francs au commerce total, dont 26.207.152 francs à l'importation et 28 millions 688. 332 francs à l'exportation ; la Cochinchine pour 58 millions 338.945 francs au commerce total, dont 32.288.600 francs à l'importation et 26.070.345 à l'exportation ; l'Annam pour 4 millions 526.702 francs au commerce total, dont 1.674.986 francs à l'importation et 2.851.716 francs à l'exportation ; le Cambodge pour 1.258.676 francs au commerce total, dont 1.076.828 francs à l'importation et 181.856 francs à l'exportation.

Durant les trois premiers trimestres de 1912, les principaux articles d'importation de France ont été :

Tissus de coton teints, 6.949.092 francs ; tissus de coton avec des fils blanchis, 6.207.482 francs ; tissus de coton écrus, 3 millions 981.541 francs ; cartouches de guerre pleines, 1 million 943.649 francs ; armes d'affûts et affûts, 1.847.030 francs ; automobiles, 1.154.016 francs ; chapeaux de paille, 985.100 francs ; caisses de voitures 892.091 francs ; médicaments, 879.769 francs.

Les principaux articles importés de l'étranger durant la même période ont été :

Huiles minérales, 3.984.769 francs ; coton de laine, 3 millions 863.124 francs ; sucres raffinés, autres que candi, 2.629.757 francs ; thés, 2.346.290 francs ; noix d'arec sèches, 2.338.432 francs ; papiers et enveloppes chinois, 2.312.759 francs ; farines de froment 2.044.619 francs ; papier destiné au culte, 1.256.150 francs ; vermicelle chinois 819.013 francs.

Les principaux produits exportés sur la France et les colonies françaises ont été :

Riz entier blanc, 14.743.402 francs ; riz cargo, 4.267.723 francs ; brisures, 2.600.533 francs ; maïs en grains, 2.125.466 francs ; poivre, 2.111.707 francs ; coprah, 2.083.002 francs ; peaux brutes grandes, 1.366.347 francs ; graisses de poissons, 1.137.331 francs.

Les principaux produits exportés sur l'étranger ont été :

Riz entier blanc, 64.952.193 francs ; poissons secs, salés ou fumés, 10.541.006 francs ; farines et poussières de riz, 4 millions 666.757 francs ; riz cargo, 3.060.312 francs ; houille crue, 2 millions 965.947 francs ; peaux corroyées de vache, 2.878.484 francs ; peaux brutes grandes, 2.486.870 francs ; ciment, 2.376.969 francs ; fil de coton simple écru, 1.998.514 francs ; écailles de tortues, 1.994.250 francs ; coton de laine, 1.424.177 francs ; tresses ou nattes de paille, 1.178.429 francs ; crevettes sèches, 1 million 184 920 francs ; minerai de zinc, 1.029.860 francs ; poisson frais de mer, 1.025.457 francs.

MINES. — **Le développement de l'industrie minière en Indochine.** — Le dernier courrier nous a apporté d'intéressants renseignements sur la situation, au 31 décembre dernier, de l'industrie minière dans nos possessions indochinoises. Nous les résumons ci-après :

Charbon. — Le chiffre de la production des combustibles qui était, en 1904, de 250.000 tonnes, est passé à 427.000 tonnes en 1912, après avoir atteint 480.000 en 1910. Il a été successivement :

En 1904 de	250.000 tonnes	En 1909 de	348.000 tonnes
— 1905 —	300.000 —	— 1910 —	480.000 —
— 1906 —	315.000 —	— 1911 —	437.000 —
— 1907 —	321.000 —	— 1912 —	427.000 —
— 1908 —	347.000 —		

Les mines de charbon comprennent des mines de charbon maigre et anthraciteux et des mines de charbon gras. Le charbon gras est l'objet de recherches actives et même d'un commencement d'exploitation à Phan-Mé, près Thai-Nguyen, à Chiné et à Phu-Nho-Quan. Le charbon maigre est exploité à Hongay, à Kébao et dans le Dong-Trieu. Un nouveau groupe d'exploitation est en préparation dans le Huong-By La principale mine de charbon est, comme on le sait, celle de Hongay, appartenant à la Société française des charbonnages du Tonkin. Les couches sont puissantes et l'extraction se fait à ciel ouvert. La production des mines de Hongay constitue à elle seule les trois quarts de la production totale des mines de charbon du Tonkin : 306.000 tonnes, sur 427.500. Les autres exploitations sont celles de la Société du domaine de Kébao (production en 1912, 11.800 tonnes), de la Compagnie minière et industrielle de l'Indochine (18.000 tonnes), de M. A. R. Marty (23.492 tonnes), de M. Berniès (17.000 tonnes), de M. Ferrand (30.000 tonnes), de la Société des mines de Phan-Mé (6.600 tonnes), de MM. Borel et Schaller (2.000 tonnes), et en Annam, les mines de Quang-Nam (12.000 tonnes).

Mines métalliques. — La production des mines métalliques (zinc, étain et tungstène) qui était seulement de 8 tonnes, en 1904, est passée à 28.500 tonnes en 1912. En voici la statistique :

1904.....	8 tonnes	1909.....	16.000 tonnes
1905.....	12 —	1910.....	24.000 —
1906.....	2.089 —	1911.....	28.600 —
1907.....	5.600 —	1912.....	28.500 —
1908.....	9.600 —		

On remarquera que le chiffre de la production en 1912 est resté sensiblement le même qu'en 1911. Il y a tout lieu de penser que la progression qui a subi cette année un moment d'arrêt reprendra son cours dans un avenir peu éloigné.

Zinc. — Les principales mines de zinc actuellement exploitées sont celles de la région de Lang-Hit près de Thai-Nguyen, celles de Trang-Da près de Tuyen-Quang, et celle de Thanh-Moï près de Lang Son. — 28.387 tonnes de minerais ont été extraites en 1912 par les entreprises suivantes :

Société des mines de Trang-Da (Tuyen-Quang) : 10.220 tonnes de calamine ; — Société minière du Tonkin (Thai-Nguyen) : 10.230 tonnes de calamine et 2.192 tonnes de blende ; — Société des mines de Thanh-Moï (Lang-Son) : 525 tonnes de calamine et 12.000 tonnes de blende ; — Société d'études minières au Tonkin (Thai-Nguyen) : 2.564 tonnes de calamine ; — Société minière de Yen-Linh (Tuyen-Quang) : 936 tonnes de calamine. Sur la quantité produite, soit 28.387 tonnes, 25.172 tonnes, d'une valeur de 3 millions 401.500 francs, ont été exportées en 1912.

Parmi les nouveaux groupes de mines de zinc qui sont en perspective d'exploitation, on distingue celles des environs de Chodien, non loin des lacs Babé. Une voie ferrée de 25 kilomètres de longueur est projetée pour réunir ces mines à la rivière de Song-Gam.

Etain et tungstène. — Ces mines constituent le groupe dit du Pia Ouac, dans la province de Cao-Bang. On exploite des minerais d'alluvions et de filons. Les alluvions sont composées surtout de cassitérite (oxyde d'étain) dans la vallée de Tinh-Tuc, et de cassitérite et wolfram mêlés, à Beau-Site et en d'autres points. Les filons paraissent nombreux et sont constitués par une gangue de quartz qui enrobe le wolfram surtout et la cassitérite accidentellement. Le produit extrait de ces filons a donc surtout de la valeur comme minerai de tungstène. Les gisements sont exploités

par la Société des étains et wolfram du Tonkin, par la Société des mines d'étain du Haut-Tonkin et par M. Ducreux. La production totale de ces mines est seulement en légère augmentation depuis plusieurs années et a atteint, en 1912, le chiffre de 240 tonnes, valant, au total, environ 500.000 francs.

Or. — La seule mine d'or exploitée est celle de Bong-Miù, près de Tourane. La production annuelle varie, depuis une dizaine d'années, entre 50 et 150 kilogrammes d'or. En 1912, elle a été de 85 kilogrammes.

Autres mines. — Des recherches sont actuellement en cours d'exécution sur des filons de galène et de blende notablement argentifères, autrefois exploités, situés à Nganson près de Backan, ainsi que dans les provinces de Hoa-Binh et de Yen-Bay. Les mines de cuivre de la rivière Noire et de Lang-Son ont donné lieu à des travaux assez importants dans ces dernières années. Le relèvement des cours de l'antimoine a provoqué de nouveaux travaux sur les filons explorés il y a une vingtaine d'années au nord du Port-Courbet près de Hongay. Les gisements de mercure ont fait l'objet de récentes explorations dans la région de Hagiang. Le minerai de fer a surtout appelé l'attention au Cambodge. On commence à s'occuper également des gîtes de fer connus au Tonkin. Enfin des découvertes de phosphate en poches ou en filons dans les calcaires ont été faites au Tonkin, en Annam, en Cochinchine et au Cambodge et ont donné lieu, notamment au Tonkin et au Cambodge, à des commencements d'exploitation.

Notons encore qu'au 31 décembre dernier le nombre des concessions instituées s'élevait à 104. Il paraît appelé à augmenter prochainement dans de sensibles proportions si l'on en juge par la quantité des concessions en instance à cette époque et qui n'était pas moindre de 146.

A cette même date on comptait 3.044 périmètres de recherches en vigueur. Le relevé suivant montre la progression générale des recherches dans chacun des pays de l'Union :

	1907	1908	1909	1910	1911	1912
Tonkin.....	447	610	723	1.052	1.961	2.540
Annam.....	22	52	131	223	370	395
Laos.....	»	2	5	16	39	58
Cambodge..	»	»	»	»	»	51
Totaux...	469	664	859	1.291	2.370	3.044

Comme on le voit, les recherches sont surtout développées au Tonkin et comprennent des mines de diverses natures que l'on peut classer comme suit au point de vue de l'importance actuelle des travaux : charbon, minerais de zinc, d'étain et tungstène, de plomb et d'argent, d'antimoine, de cuivre, d'or, de phosphate et de fer. Les seules mines qui donnent lieu actuellement à une exploitation suivie sont celles de charbon, zinc, étain et wolfram. En Annam, sont exploitées des mines de charbon, or et zinc. Au Laos et au Cambodge aucune exploitation n'existe encore.

Notons enfin, pour terminer ce tableau de l'industrie minière indochinoise, que le nombre des ouvriers employés dans les exploitations est de 12.000 (150 Européens et 11.900 Asiatiques dont 2.060 Chinois) en 1912, contre 16.000 en 1911. Cette diminution est due à l'achèvement de certains grands travaux d'aménagement des mines métalliques et aux progrès apportés aux procédés d'abatage, notamment par l'emploi de la perforation mécanique.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

27 *février.* — *Arrêté* du 9 février plaçant la province de Phuyên sous l'autorité administrative du résident du Binh-dinh, supprimant la province de Phan-rang et rétablissant l'ancienne circonscription moï de Plei konderr en province autonome, sous le nom de province moï de Kontum.

5 *mars.* — *Arrêté* du 25 février portant réorganisation de la Chambre consultative mixte de commerce et d'agriculture de l'Annam.

Arrêté du 25 février autorisant les vapeurs et voiliers de toute nationalité et de tout tonnage à effectuer à Dabac (province de Nha-trang), des opérations d'importation et d'exportation par mer.

Arrêté du 25 février ordonnant une régie générale aux frais de l'adjudicataire en vue de l'exécution des réfections nécessaires pour la mise en état de réception définitive des ouvrages d'adduction des eaux pour la ville de Hué, reçus avec réserves par la commission chargée de la vérification des travaux.

COMMERCE. — **Réorganisation de la Chambre consultative.** — Le *Journal officiel* de l'Indochine vient de publier un arrêté du gouverneur général réorganisant la Chambre consultative mixte de commerce et d'agriculture de l'Annam.

Cette Chambre a son siège à Tourane et sa circonscription comprendra tout l'Annam, sauf les provinces de Thanh-Hoa, Vinh et Ha-Tinh.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

3 *mars.* — *Arrêté* du 25 février créant dans la circonscription résidentielle de Takeo, province de Bati, une réserve forestière dite de Prey-chom d'une superficie approximative de 2.262 hectares.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

27 *février.* — *Arrêté* du 9 février plaçant respectivement les provinces de Go-cong, Sadec et Hà-tiên sous l'autorité administrative des chefs des provinces de My-tho, Vinh-long et Châudoc.

Arrêté du 7 mars sur le repêchage du bois canard en Cochinchine.

Aux termes de cet arrêté, le flottage à bûche perdue sur les cours d'eau navigables et flottables de la Cochinchine est et demeure interdit. Quiconque repêche un bois canard, c'est-à-dire une bille de bois flotté allant à la dérive, échouée sur la berge ou coulée à fond d'eau, en assure le gardiennage et prévient dans un délai de cinq jours le maire du village de son domicile qui, à son tour, avise l'agent forestier le plus proche.

Arrêté du 7 mars fixant les conditions d'exploitation du tramway Saigon-Cholon.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

3 *mars.* — *Arrêté* du 25 février déclarant M. Vergriète, propriétaire de la mine dite « Opale », située dans la province de Backan.

Arrêté du 25 février déclarant M. Fleury, propriétaire de la mine dite « Marie-Louise », située dans la province de Lang-Son,

Arrêté du 27 février fixant respectivement à 8.000 et à 4.000 piastres les parts contributives des villes de Hanoi et de Haiphong dans les dépenses de l'enseignement primaire ; à 1.500 piastres la part de la ville de Hanoi dans les dépenses de fonctionnement de l'hôpital des contagieux et à 10.000 piastres celle destinée à l'hôpital indigène de Protectorat.

6 *mars.* — *Arrêté* du 28 février annulant diverses concessions de mines au Tonkin.

10 *mars.* — *Arrêté* du 7 mars plaçant respectivement sous l'autorité administrative de l'administrateur-résident de France à Nam-dinh et de l'administrateur-résident de France à Vinh-yên, les provinces de Hà-nam et de Phuc-yên.

COMMERCE. — **Chambre de commerce de Haiphong.** — Dans sa séance du 3 mars, la Chambre de commerce de Haiphong a décidé de demander au gouverneur général l'autorisation d'employer à divers travaux d'amélioration du port et des docks les excédents de recettes laissés par les diverses taxes qu'elle a été autorisée à percevoir pour gager son emprunt.

On sait qu'un délai de vingt-cinq ans avait été prévu pour le remboursement de l'emprunt, mais que le décret décidait que les excédents seraient consacrés à des remboursements anticipés. Or, du train dont vont les remboursements, cet emprunt se trouvera payé en moins de dix ans.

Lors de sa dernière visite à Haiphong, le gouverneur général avait déjà été saisi de la question et avait paru apprécier les raisons qui lui étaient exposées.

Dans cette même séance, la Chambre a adopté le projet de décret portant la réglementation du régime des assurances sur la vie et des sociétés de capitalisation en Indochine présenté à son examen par M. le résident supérieur.

Elle a également approuvé le projet d'arrêté relatif au pilotage présenté par la commission. Ce projet sera adressé à M. le résident supérieur.

Au sujet de la réglementation des droits de phare et d'ancrage, la Chambre, après discussion, renvoie la question à l'examen de la commission pour en établir un nouveau rapport.

GÉNÉRALITÉS. — **La population européenne d'Haiphong.** — La population européenne d'Haiphong est actuellement de 1.600 personnes, garnison comprise.

Il a été enregistré, pendant l'année 1912, 52 naissances, dont 28 garçons et 24 filles; 15 reconnaissances, dont 9 garçons et 6 filles.

Le nombre des décès a été de 37, se décomposant comme suit : de 1 jour à un an 11, de 2 à 20 ans 3, de 21 à 40 ans 19, de 41 à 60 ans 3, de 61 à 80 ans 1.

Le nombre des mariages a été de 21.

Le chiffre des naissances mérite d'être noté de façon particulière. *Le Courrier d'Haiphong* fait remarquer qu'il y a peu de localités en France où, par rapport au chiffre de la population, il soit aussi élevé.

Kouang-tchéou-wan. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

6 *mars*. — *Arrêté* du 4 mars créant une taxe de pêcherie à Kouang-tchéou-wan.

Arrêté du 4 mars modifiant le droit de statistique à percevoir sur les marchandises de toute nature et de toute origine importées ou exportées autrement qu'en cabotage d'un port à un autre du territoire de Kouang-tchéou-wan, fixé par l'arrêté du 8 janvier 1912.

Etablissements français dans l'Inde. — COMMERCE. — Mouvement commercial de l'Inde française pendant le 4e trimestre 1912.

— Le commerce de l'Inde française s'est élevé, au cours du 4e trimestre de 1912, au chiffre total de 6.458.314 francs : 1.554.495 pour les importations et 4.903.819 pour les exportations. La part de la France est de 2.572.867 francs, dont 101.916 aux importations et 2.470.961 francs aux exportations ; celle des colonies de 736.691 (11.670 + 725.021) et celle de l'étranger de 3.148.756, dont 1.440.909 francs aux importations et 1 million 707.247 aux exportations.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

15 *janvier*. — *Arrêté* du 6 janvier déclarant la ville de Nouméa indemne de peste à compter du 7 janvier 1913.

Arrêté du 8 janvier reconstituant la Chambre d'agriculture et convoquant les électeurs pour le 19 janvier 1913.

1er *février*. — *Arrêté* du 13 janvier rendant exécutoire le rôle de l'impôt de capitation de 1913 fixé à la somme de 69.770 francs.

Décision du 13 janvier nommant une commission pour l'examen des questions relatives à l'outillage du port.

Arrêté du 20 janvier promulguant dans la colonie la loi du 29 août 1905 portant que toute vente d'îles, d'îlots, de châteaux forts, batteries ou forts du littoral déclassés devra être autorisée par une loi et après avis favorable des Conseils supérieurs du ministère de la Marine et du ministère de la Guerre.

Arrêté du 24 janvier portant répartition du produit de l'octroi de mer en 1913.

Journal officiel de la République française.

2 *avril*. — *Décret* du 25 mars 1913 approuvant la délibération du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, en date du 3 mars 1913, reportant au 30 septembre 1913 le terme fixé pour la perception des taxes minières prévues par les deux décrets du 21 décembre 1905 et le décret du 25 mars 1908.

MINES. — **Exportations de minerais.** — Il a été exporté de la Nouvelle-Calédonie, pendant l'année 1912, 73.358 tonnes de minerais de nickel et 50.516 tonnes de minerais de chrome.

TRAVAUX PUBLICS. — **Le chemin de fer de la Nouvelle-Calédonie.** — Le chemin de fer de la Nouvelle-Calédonie a actuellement 18 kilomètres de développement, 13 kilomètres sont en construction et 30 autres sont à l'étude. La longueur totale de la voie doit être de 137 kilomètres si on la prolonge jusqu'à Bourail.

Ce chemin de fer est, comme on le sait, exploité en régie. Les recettes en 1912, tant en voyageurs que marchandises, ont été de 123.010 francs et les dépenses de 134.498 francs, soit un déficit net de 11.487 francs.

Nouvelles-Hébrides. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *février*. — *Arrêté* du 28 décembre 1912 portant perception d'un droit *ad valorem* sur les articles importés aux Nouvelles-Hébrides. (V. la *Quinzaine coloniale* du 10 avril, p. 254.)

Arrêté du 9 janvier créant quatre emplois de délégués du Condominium aux Nouvelles-Hébrides, avec résidence à Espiritu-Santo, Mallicolo, Pentecôte et Tanna.

Ces fonctions sont remplies à Mallicolo et à Pentecôte par deux agents de nationalité française, à Espiritu-Santo et à Tanna par deux agents de nationalité britannique.

Les délégués ont notamment pour mission de contrôler les engagements et d'inspecter le travail des indigènes employés chez les colons et de s'assurer de l'observation par les engagistes des prescriptions édictées en matière d'engagement. Ils contrôlent les opérations de recrutement de travailleurs indigènes. Ils procèdent à toutes enquêtes relatives à des crimes. Les délégués sont, pour les commissaires-résidents, des agents d'information. Ils dressent, à la fin de chaque semestre, des états du mouvement de la population européenne et assimilée de leur ressort (naissances et décès). Ils ont le devoir d'entrer en relations avec les indigènes et d'établir des rapports sur la situation générale des tribus.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Cartes d'excursions

(1re, 2e et 3e cl. — Individuelles ou de famille) *dans le Dauphiné, la Savoie, le Jura, l'Auvergne et les Cévennes.*

Emission dans toutes les gares du réseau, du 15 juin au 15 septembre. — Ces cartes donnent droit à :

La libre circulation pendant 15 ou 30 jours sur les lignes de la zone choisie;

Un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs entre le point de départ et l'une quelconque des gares du périmètre de la zone. Si ce voyage dépasse 300 kilomètres, les prix sont augmentés pour chaque kilomètre en plus de : 0 fr. 065 en 1re cl., 0 fr. 043 en 2e cl., 0 fr. 03 en 3e classe.

Les cartes de famille comportent les réductions suivantes sur les prix des cartes individuelles : 2e carte, 10 0/0; 3e carte, 20 0/0; 4e carte, 30 0/0; 5e carte, 40 0/0; 6e carte et les suivantes, 50 0/0.

La demande de cartes doit être faite sur un formulaire (délivré dans les gares) et être adressée, avec un portrait photographié de chacun des titulaires, à Paris : 6 heures avant le départ du train, 3 jours à l'avance dans les autres gares.

(17-4-13

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

Relations entre la France et le Maroc par Bordeaux.

En vue de faciliter le développement des relations commerciales avec le Maroc, ainsi que les voyages de tourisme, la Compagnie d'Orléans et la Compagnie Générale Transatlantique ont établi des billets directs simples et d'aller et retour des 3 classes de Paris-Quai d'Orsay à Casablanca et vice versa, via Bordeaux-Saint-Jean avec enregistrement direct des bagages.

Ces billets sont, de plus, combinés de manière à permettre de faire soit tout le trajet en l'une des trois classes, soit le trajet par fer en 1re classe et par mer en 2e classe, soit enfin par fer en 2e classe et par mer en 3e classe.

La validité des billets simples est de 15 jours, et celle des billets d'aller et retour de 3 mois.

Faculté de prolongation pour ces derniers, d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant paiement d'un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

Le départ des paquebots a lieu, pour le service rapide, les 10 et 25 de chaque mois, pour le service accéléré, les 2 et 18 de chaque mois. Ce dernier service ne comporte que des places de 2e et de 3e classes.

Exemples des prix de Paris-Quai d'Orsay à Casablanca y compris les frais de nourriture sur le paquebot, mais non compris les droits de port à Bordeaux, les frais de confection des billets et le transport la gare de de Bordeaux-Saint-Jean au quai d'embarquement :

Billets simples : 1re cl. 205 fr. 85, 2e cl. 154 fr. 45, 3e cl. 99 francs.

Aller et retour : 1re cl. 328 fr. 80, 2e cl. 251 fr. 10, 3e cl. 161 fr. 35.

(12-4-13)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo-les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux),

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4 1913)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de vacances à prix réduits (1re, 2e et 3e cl.) pour familles d'au moins 3 personnes, délivrés du 15 juin au 30 septembre.

Validité jusqu'au 5 novembre.

Minimum de parcours simple : 150 kilomètres. — Arrêts facultatifs.

Prix : Les 2 premières personnes paient le tarif général, la 3e personne bénéficie d'une réduction de 50 0/0, la 4e et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Faire la demande de billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

(17-4-13)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 130 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Élégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boîtes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année: par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. ; 26 fr.; 2e cl. ; 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire; Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

NOUVEAU CIRQUE

251, *rue Saint-Honoré*, 251.

A 8 h. 1/2 opérette « *Dix millions de Dot* » : Emilienne Franville, Blon-Dhin, Carlozea, Henri Albano, Nazol, etc...

Il faut savoir gré à M. Charles Debray, l'avisé directeur du Nouveau Cirque, de nous avoir présenté un spectacle aussi inédit, gai, spirituel et luxueux comme est l'opérette comique et nautique *Dix millions de Dot*, due à la collaboration de Mme Emile Codey — depuis les *Eclaireuses* de Maurice Donnay, le féminisme a déjà fait du progrès. — Musique de M. H. Siabel.

Le triomphe qu'a obtenu *Dix millions de Dot*, est la meilleure consécration d'un succès qui s'annonce formidable.

Mercredis, jeudis, dimanches et fêtes, matinée à 2 h. 1/2.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'État fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne.

Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré, en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

Huiles d'Olive & d'Arachide
clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A·A REGISTREDED
Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: 463 **BORDEAUX**
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers
(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet.
NICE, 31, avenue Désembrois.
PORT-MAURICE (Italie).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)
Pnom-Penh (Cambodge)
Battambang (Cambodge)
Haiphong (Tonkin)
Hanoi (Tonkin)
Tourane (Annam)
Pondichéry (Inde française)
Singapore (Presq. Malacca)
Djibouti (Côte des Somalis)
Hong-Kong (Chine)
Canton (Chine)
Shanghai (Chine)
Hankéou (Chine)
Pékin (Chine)
Tien Tsin (Chine)
Bangkok (Siam)
Papeete (Thaïti)
Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le imanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.
via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25; 2e cl., 35 fr.; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois: 1re cl., 82 fr. 75; 2e cl., 58 fr. 75; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton; les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai-d'Orsay, et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quelimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : (a) des billets simples, 4 mois; (b) des billets d'aller et retour, 1 an; faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt, tant en France qu'en Espagne et en Portugal, à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay; en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de navigation.

(22-10-12)

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000 000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et **GRAND-BASSAM**
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° **Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique.** — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.
Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.
2° **Ligne de l'Indo Chine.** — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.
3° **Ligne Plata accélérée.** — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.
4° **Ligne Plata directe.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres
5° **Ligne Brésil I.** — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.
6° **Ligne Brésil II.** — *Service tous les 28 jours* désservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.
Champagnes } *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	11-25 avril et 9 mai à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	18 avril et 2 mai à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	3, 17 avril et 1er mai à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	12 et 26 avril à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	5 et 19 avril à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	2 et 20 avril à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	6, 20 avril et 4 mai à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	3 avril et 1er mai à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	17 avril et 15 mai à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haïphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les **POMPES** de tous systèmes, **TREUILS. BOURRIQUETS**
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

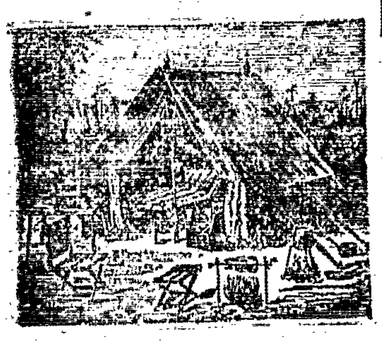
a) Des billets simples, 4 mois;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

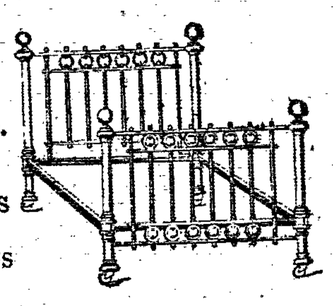
Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa ; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

Adresse Télégraphique : FLEM-PARIS Adresse Téléphonique : 422.17 — 314.22



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

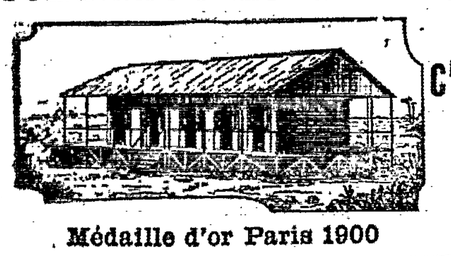
Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
CIE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

COMPAGNIE COLONIALE
DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens **Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie**
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.	*Courcelle-Seneuil*,	PRÉSIDENT
	Maurice Gorgeu	VICE-PRÉSIDENTS
	A. Couturier	VICE-PRÉSIDENTS
	Ch. Peyrissac	AD. DÉLÉGUÉ
	H. Saule	ADMINISTRATEUR
	E. Guignard	—
	Léon Peyrissac	—

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger,
Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0,60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 MAI 1913. — N° 9.

4 Q 19-5

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS BIBLIOTHÈQUE

SOMMAIRE

I. CHOSES DE CHINE..... 301
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'automobile au Maroc..... 302
Les intérêts français à Tanger..... 302
La conscription indigène..... 303
Le monument de Philippe Thomas..... 303
Dans le sud tunisien..... 304
La justice en Afrique équatoriale..... 304
A l'Institut colonial de Marseille..... 305
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 307
Possessions britanniques..... 309
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Le présent et l'avenir de l'Argentine. — C. M..... 313
V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES FRANÇAISES..... 316
VI. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 320
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 322

CHOSES DE CHINE

Le premier Parlement de la République chinoise s'est réuni à Pékin le 8 avril. On sait que cette réunion devait marquer une étape dans l'œuvre de réorganisation de la Chine. Le Parlement avait pour mission d'élaborer une constitution et d'élire un président. Or, comme il est composé en majorité d'ennemis du président provisoire Yuan Chi Kaï, il n'a pu se décider à donner des pouvoirs à ce président ni à nommer Yuan Chi Kaï président définitif; mais il n'a pas non plus osé se prononcer contre lui.

Yuan Chi Kaï continue à dominer toute la politique chinoise et il semble qu'il doive triompher de ses ennemis du Parlement. Le passé de Yuan est une garantie de ses succès futurs. Au moment où la Révolution commença, en octobre 1911, Yuan était en disgrâce; il fût rappelé par la Cour de Pékin comme le seul homme qui fut capable d'arrêter le mouvement républicain. Ayant reçu tous les pouvoirs, il réussit avec une maîtrise étonnante à se rendre le maître indispensable. Il amena la dynastie mandchoue à abdiquer en février 1912. Nous avons, à l'époque, indiqué la portée de cette abdication qui transformait le souverain chinois en une sorte de pape. Avec les républicains qui le détestaient, il lui était plus difficile d'arriver à ses fins. Mais, avec ses troupes du Nord qui étaient les meilleures de la Chine et qui lui étaient fidèles, il tenait les républicains qui en le combattant pouvaient faire échouer le mouvement par eux entrepris; car avec ses troupes il eût pu l'entraver.

Dans ces conditions, les républicains pensèrent qu'il valait mieux se l'annexer que de l'avoir pour ennemi et ils crurent le neutraliser en le nommant président provisoire.

Une fois dans ces fonctions, Yuan a manœuvré avec habileté. C'est ainsi qu'il s'est débarrassé du chef républicain Sun Yat Sen en le nommant directeur des chemins de fer, et l'utopiste s'est laissé paralyser par le fin politique qu'est Yuan.

* * *

Aujourd'hui, la situation devient de nouveau très curieuse. Nous avons signalé à peu près tous les avatars par lesquels a passé l'emprunt chinois que devait consentir un consortium de banques de six grandes puissances. Depuis l'avènement du président Woodrow Wilson, les Etats-Unis se sont retirés du consortium, parce que le nouveau président a jugé que les conditions de contrôle et d'intervention qui étaient

stipulées ne cadraient pas avec les principes de politique extérieure de la grande république. Cet incident semblait devoir ajourner encore la solution et l'emprunt chinois était une véritable toile de Pénélope, quand on apprit que l'emprunt était enfin signé avec les banques des autres puissances.

Yuan Chi Kaï a conclu cet emprunt pour se donner les moyens de mener efficacement la lutte. M. Robert de Caix a indiqué ainsi dans le *Journal des Débats* du 24 avril, l'opportunité de cet emprunt : Il (Yuan Chi Kaï) n'a rien à craindre des masses, parfaitement indifférentes aux idées des révolutionnaires, et qui ont continué à vivre de leur vie municipale sous les autorités provinciales républicaines, comme jadis sous les mandarins de la dynastie mandchoue. Il pourrait facilement balayer les idéologues sans racines qui ont proclamé des formules constitutionnelles que le pays ne comprenait ni ne désirait vraiment. Mais il est obligé de compter avec les gouvernements locaux, les espèces de juntes provinciales qui se sont constituées pour exploiter le nouveau régime et qui s'appuient sur les soldats levés partout pour assurer le triomphe de la révolution. Pour éviter des scissions, qui sont sinon dans les intentions, du moins dans l'humeur de certaines provinces, il lui faut désagréger l'adversaire ; se préparer ensuite à être irrésistiblement plus fort que les irréductibles qu'il aurait encore en face de lui. De là, sa décision de faire le nécessaire pour se procurer à l'étranger des sommes qui devraient s'élever, en plusieurs versements, jusqu'à environ 600 millions de francs.

Le Sénat a senti ce que cette conclusion de l'emprunt avait de fâcheux pour les adversaires de Yuan Chi Kaï, aussi a-t-il cité à sa barre les ministres qui l'ont signé, prétendant que le contrat ne pouvait engager le pays, le gouvernement provisoire n'ayant pas qualité pour le conclure. Les ministres n'ont pas répondu à cette invitation et Yuan Chi Kaï a adressé aux gouverneurs des provinces une dépêche dans laquelle il critique l'opposition du Sénat à l'emprunt, opposition qui méconnaît les intérêts de la Chine.

La Chambre des députés vient d'élire pour président un partisan du gouvernement par 279 voix contre 248; cela annonce déjà à Yuan Chi Kaï la majorité à la Chambre des représentants, quand le vote interviendra pour l'élection du président définitif.

Ce président définitif sera probablement Yuan Chi Kaï. Les représentants du consortium l'ont d'ailleurs escompté en lui faisant confiance sans trop se soucier des formes. Ils le considèrent comme le seul homme capable d'ordonner le chaos chinois. Les Chinois le comprendront-ils?

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'automobile au Maroc. — Le Maroc donne en ce moment le spectacle curieux et qui rappelle ce qu'on raconte de l'Amérique, des moyens de locomotion les plus perfectionnés s'introduisant dans le milieu barbare encore le plus fruste.

Dans les régions du Gharb, de Fez, de Meknès, de Marrakech, de Mogador, c'est-à-dire un peu partout dans les pays que nous occupons, nos officiers se mettent à aménager les pistes, se contentant de rectifier les passages difficiles et de faire des ponts sur les oueds qu'il faut traverser. Et sur ces pistes on lance des automobiles.

La Chaouïa étant la plus anciennement occupée est aussi naturellement la région où ce réseau de pistes est le plus avancé. Et on signale qu'il existerait dès maintenant à Casablanca une centaine d'automobiles circulant sur ces pistes.

Ce qui est certain, c'est que le commandant de la région de Doukkala, le lieutenant-colonel Peltier, ayant fait aménager la piste entre Mazagan et Marrakech, vient de l'essayer. Parti de Mazagan le matin avec deux automobiles de type commercial courant, il arrivait le soir à Marrakech. Il y a trois mois, aucune voiture à cheval ne s'était encore avancée à plus de quelques kilomètres vers l'intérieur ; on allait de Mazagan à Marrakech en trois ou quatre jours à cheval, à mule ou à chameau. On voit avec quelle rapidité marche le progrès.

Le même colonel Peltier a entrepris la construction d'un pont à à Azemmour sur l'Oum-er-Rebia, qui en cet endroit a plus de 200 mètres de largeur. Quand il sera construit, les automobiles pourront aller d'une traite de Mazagan à Casablanca, tandis qu'aujourd'hui elles doivent passer le fleuve en bateau.

Les pistes sont une ressource pendant l'été où la chaleur rend la terre dure comme le macadam d'une route. Il faut s'attendre à ce que, quand les pluies d'hiver auront détrempé le sol, les choses n'aillent plus aussi bien. Mais n'est-ce pas déjà une chose merveilleuse qu'on puisse pendant une partie de l'année voyager aussi facilement à travers un pays qui n'est encore qu'à moitié soumis ? Afin de donner au fait une confirmation éclatante, la *Vigie marocaine* organise pour le mois de septembre un grand circuit pour automobiles dont les points extrêmes seront justement Casablanca et Marrakech.

Les intérêts français à Tanger. — Trois sénateurs français, MM. Mascurand, Perchot et Decker-David sont allés visiter le Maroc, et en passant à Tanger, ils y ont inauguré une section du Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. La colonie française leur a offert à cette occasion un banquet dans lequel il a été dit des choses intéressantes.

Tanger est maintenant une petite république internationale où quatre éléments vont se disputer l'influence : l'élément français, l'élément anglais, l'élément espagnol et l'élément indigène. Notre part est aujourd'hui très importante et il est d'un grand intérêt que nous ne la laissions pas diminuer. Tanger, en effet, quoi qu'on fasse, restera forcément la principale porte du Maroc ouverte sur l'Europe. En effet, en raison de sa situation géographique, en raison des conditions locales qui permettent d'y aménager un port excellent, c'est là que le voyageur allant à Fez ou en venant, sera toujours tenté de débarquer ou de s'embarquer.

Les orateurs du banquet ont démontré que l'élément français dispose de moyens considérables pour défendre sa place dans la petite république. Le service des travaux publics a, à sa tête, un ingénieur français, M. Porché. Le contrôle de la dette marocaine, dont presque tous les agents sont français et qui est dirigé par un diplomate français, M. Guiot, a son siège principal à Tanger. La mission scientifique française du Maroc, qui possède une magnifique bibliothèque, y est également installée. Notre colonie est la

seconde pour l'importance numérique et elle occupe dans le commerce de la ville le premier rang, car elle ne fait pas moins de 40 0/0 du commerce total. Cette proportion se retrouve dans la propriété des terrains de la ville européenne; 40 0/0 en appartiennent à nos compatriotes.

La construction du port qui ne saurait tarder et celle du chemin de fer de Tanger à Fez qui vient d'être concédée, étant faites l'une et l'autre sous des directions françaises, ne pourront que fortifier cette situation de l'élément français.

La conscription indigène. — Pour la seconde fois, la conscription vient d'être appliquée aux indigènes algériens. L'année dernière on avait appelé 2.500 jeunes gens dans une moitié des communes de la colonie; cette année on a appelé le même nombre, mais dans l'autre moitié. L'opération qui vient de se terminer n'a donné lieu à aucun incident; on a signalé comme preuve de la bonne volonté de la population qu'à Oran, sur 88 conscrits, il n'y a eu que 2 réfractaires; et c'est l'endroit où il y en a eu le plus. On peut donc considérer, après ce nouveau succès, la conscription comme entrée dans les mœurs.

Mais lors du passage du ministre des Travaux publics à Bône, une délégation de notables musulmans lui a présenté une pétition dans laquelle elle demandait deux modifications à la loi qui les soumet au service militaire. La première, c'est que les jeunes gens au lieu d'être appelés à dix-huit ans le soient à vingt comme en Tunisie; la seconde, c'est que la durée du service militaire soit la même pour les Arabes que pour leurs camarades français, c'est-à-dire qu'elle soit ramenée à deux ans au lieu de trois.

Sur le premier point, la réclamation nous paraît tout à fait juste. A dix-huit ans, un indigène n'est pas plus formé qu'un Français. Pourquoi l'appeler si tôt? Les commissions de revision ont dû en ajourner un grand nombre pour faiblesse de constitution. Le ministre lui-même, en répondant à la délégation, lui a raconté qu'en passant à Jemmapes, il avait rencontré deux contingents, l'un français, l'autre arabe, qui allaient rejoindre leurs corps, et qu'il avait remarqué la différence de constitution qui existait entre eux, différence très visible. L'âge de dix-huit ans avait été fixé dans la croyance que les indigènes sont plus précoces que nous; du moment que ce n'est pas vrai, il y a d'autant moins de difficulté à reporter l'appel à vingt ans qu'eux-mêmes le demandent.

Sur le second point, ce sont les événements qui vont se charger de satisfaire les indigènes. Pour répondre aux armements allemands, la France va être obligée de rétablir le service de trois ans. Les indigènes n'auront donc plus à se plaindre qu'on leur fait un traitement d'inégalité.

Le monument de Philippe Thomas. — Le 25 avril dernier, le Résident général de Tunisie a inauguré à Sfax un monument élevé à Philippe Thomas. Quelques semaines auparavant, une cérémonie du même genre avait eu lieu à Tunis. Enfin, il y a quelques années déjà que le nom de Philippe Thomas a été donné à la petite ville de 5.000 à 6.000 âmes, qui s'est élevée dans le désert près des mines de Metlaoui.

Qu'était-ce donc que Philippe Thomas? Un modeste vétérinaire militaire, qui avait le goût des recherches géologiques et qui a découvert les principaux gisements de phosphates qui sont aujourd'hui en exploitation dans l'Afrique du Nord. Peu d'hommes auront eu une influence aussi considérable, non seulement sur la fortune de l'Afrique en particulier, mais on peut dire sur l'accroissement de la richesse en général dans le monde.

Philippe Thomas, dans une première visite de la Tunisie, avait constaté qu'elle appartenait à une formation géologique qui permettait d'espérer qu'on y pourrait trouver des phosphates. Or, il était tout particulièrement préoccupé du fait, que l'agriculture de plus en plus intensive qui se pratique en France, finirait par en épuiser le sol si on n'entretenait pas sa fertilité par un apport constant d'engrais chimiques. Or, il y a trente ans, quand ces idées préoccupaient Philippe Thomas, on ne connaissait encore comme grands gisements de phosphates que ceux de la Floride. L'avenir agricole de notre pays dépendait donc d'un élément qu'il lui fallait aller chercher à l'étranger. Ce fut le souci patriotique de l'arracher à cette sujétion qui détermina Philippe Thomas à explorer à fond le centre et le sud de la Tunisie, pour vérifier s'il y existait réellement des phosphates. Nommé membre de la mission d'exploration de la Tunisie, il eut la chance de découvrir en 1885 le gisement du Djebel-Seldja qui est aujourd'hui le centre de l'exploitation de la Compagnie de Gafsa. Puis, dans les années suivantes, il découvrit les gisements de Kalaat-es-Senam et du Kouif.

Philippe Thomas ne chercha pas à tirer un profit personnel de ses découvertes. Il les fit connaître dans une série de mémoires adressés à l'Académie des sciences et à l'Association française pour l'avancement des sciences.

On n'a pas oublié quelle peine le gouvernement tunisien eut à faire mettre en exploitation ces gisements du Djebel-Seldja. Ce fut seulement après trois adjudications qu'ils furent adjugés en 1897 à la Société des phosphates et du chemin de fer de Gafsa. Encore cette société qui aurait eu besoin de 22 millions pour parfaire son capital n'en trouva que 18, tant à cette époque on avait peu de confiance dans l'affaire. Mais l'usage des engrais chimiques se répandant avec une extrême rapidité par tout le globe, le succès est venu promptement et il a atteint des proportions imprévues. Aujourd'hui, on le sait, après quatorze ans seulement d'exercice, les actions de la compagnie ont décuplé, et l'extraction des minerais va croissant régulièrement d'année en année.

Ce succès particulier de la compagnie, intéressant en lui-même, l'est bien plus encore par la prodigieuse impulsion qu'il a donnée à toute la vie économique de la Tunisie et de la province de Constantine. De tous côtés on a prospecté pour rechercher de nouveaux gisements. On en a découvert à Kalaa-Djerda, au Rédeyef, au Maknassy en Tunisie, au Djebel-Onk dans la province de Constantine. Trois lignes de chemins de fer d'une longueur totale de plus de mille kilomètres ont été construites en Tunisie pour desservir les gisements. L'exportation totale des phosphates, tant en Tunisie que dans la province de Constantine, s'est élevée l'année dernière à 2 millions de tonnes d'une valeur de 60 millions de francs. C'est presque la moitié de la production des phosphates dans le monde entier. Les ports de Sfax, de Sousse, de Tunis, de Bône doivent leur prospérité en totalité ou en partie à cet élément d'activité. Et ce n'est pas tout; quantité de petites mines qui seraient restées inexploitées, faute de moyens de transport, ont pu être mises en valeur grâce à ces chemins de fer; il en est de même des vastes régions agricoles que ces lignes traversent et qui, sans les phosphates, auraient attendu bien longtemps la voie ferrée. Ce n'est pas tout encore; grâce à ces phosphates, ces

lignes ont été immédiatement productrices de bénéfices qui ont permis d'entreprendre d'autres lignes, et en outre une bonne partie du réseau des routes de la Tunisie. Enfin, l'agriculture tunisienne se met elle-même à faire usage du superphosphate que l'on commence à fabriquer dans la Régence, ce qui aura pour résultat d'augmenter considérablement sa production.

On le voit, les conséquences des découvertes de Philippe Thomas sont incalculables. Il a mérité d'autant plus les hommages qui lui sont rendus que cette récompense est bien tardive. Il a passé ses dernières années retiré dans une ville de province, vivant de sa petite retraite. Le gouvernement tunisien ému de sa situation lui avait à la fin constitué une honorable pension; mais il n'en a joui que pendant dix-huit mois.

Dans le sud tunisien. — Avant d'inaugurer le monument de Philippe Thomas, M. Alapetite avait fait un voyage dans le sud de la Tunisie.

Dans la première partie, il a visité l'enchir Gamouda qui appartient à l'Etat. Ce grand domaine n'a pas moins de 90.000 hectares. C'était autrefois un canton florissant, dont le voyageur El Bekri nous a laissé une description. Au XIe siècle, on y comptait cinq villes qui vivaient au milieu de plantations de toutes sortes d'arbres fruitiers et principalement d'oliviers. Gamouda était célèbre pour la qualité de ses figues, et il avait la spécialité d'en fournir pour la table des émirs de Kairouan.

A quelle époque cette civilisation a-t-elle disparu? L'histoire n'a pas gardé trace de cette catastrophe; mais le fait est qu'aujourd'hui il n'y a plus ni une maison, ni un arbre dans cette grande plaine. Il est probable qu'à la suite de quelque révolte, le bey de Tunis a dû tout raser et confisquer le territoire. C'est ce qui expliquerait que le Gamouda soit devenu bien domanial et qu'on n'y trouve plus que des demi-nomades, habitant sous la tente, qui sont de simples locataires.

M. Alapetite projette de faire revivre ce pays. En premier lieu, il voudrait y reconstituer la propriété privée, ce qui est la première base d'une réorganisation sociale sérieuse. Pour cela, on mettrait les terres en vente par lots et on en faciliterait l'acquisition aux locataires actuels. En second lieu, une condition de ces ventes serait que les indigènes s'obligeraient à planter des arbres fruitiers. Les notables des tribus consultés se sont montrés à la fois très désireux de devenir propriétaires et tout prêts à planter dans les conditions qu'on leur imposera. Ce sera assurément un spectacle émouvant que celui de la résurrection de ce territoire dévasté depuis huit siècles.

Dans la seconde partie de son voyage, le résident général a poussé jusqu'à l'oasis de Tozeur. Un embranchement qui s'achève en ce moment doit la relier à la ligne de Gafsa. Cet événement ouvrira une ère nouvelle pour ce pays si curieux. Tozeur est une oasis beaucoup plus belle que celle de Biskra; on peut donc espérer que les touristes qui ont fait la fortune de Biskra viendron en grand nombre à Tozeur. En outre, les produits de Tozeur pourront désormais s'exporter en toute facilité; dans le nombre, figure au premier rang la deglet-en-nour, qui est de beaucoup la meilleure des dattes et qui est fameuse, on peut dire, dans le monde entier. Les palmiers de cette espèce sont actuellement en nombre insuffisant, et M. Alapetite continuant là cette bonne propagande de civilisation qu'il avait commencée au Gamouda, a engagé les indigènes à en multiplier les plantations.

Le Djerid, dont Tozeur est la capitale, est la première région où a été essayé le crédit agricole, tel qu'il a été organisé pour les indigènes en prenant pour base les sociétés de prévoyance. Ces sociétés accumulent des capitaux. Elles ont été autorisées à consentir à leurs membres, contre des gages suffisants, des prêts à des taux normaux. L'essai conduit par l'un des plus intelligents contrôleurs civils de la Régence, M. Penet, a pleinement réussi. L'usure a été frappée à mort du coup; elle a été obligée de rapprocher ses tarifs de ceux des caisses de prévoyance. Les indigènes ont saisi promptement les avantages de ce crédit mis à leur disposition, et ils sont venus remercier le résident général de ce bienfait qui met fin à la principale cause de l'état misérable des populations.

La justice en Afrique équatoriale française. — Le *Journal officiel*, du 25 avril, a publié un décret qui apporte quelques modifications à l'organisation de la justice en Afrique équatoriale française. Nous avons dit à plusieurs reprises combien cette organisation était chose délicate. On en a une preuve dans ce fait, que le décret nouveau modifie un décret qui ne remonte qu'à deux ans, puisqu'il est du 12 mai 1910. Cette expérience a été mise à profit et on a pensé, éclairé par elle, qu'on pouvait faire deux réformes : 1° assurer le fonctionnement de la justice française, dans les principaux centres de la colonie, d'une manière plus conforme aux principes des codes métropolitains de procédure civile et d'instruction criminelle; 2° donner plus de latitude au gouverneur général pour la création des tribunaux dans les différentes divisions administratives.

Les justices de paix à compétence étendue fonctionnant au chef-lieu de chacune des colonies du groupe sont remplacées par des tribunaux de première instance composés d'après le système de l'unité du juge avec un magistrat du ministère public. Cette réforme constitue, pour l'exercice de l'action publique, une mesure de décentralisation justifiée par l'évolution rapide de centres importants où la population européenne s'est accrue rapidement. Elle marque un progrès dans le fonctionnement de la justice française, le même juge ne devant plus être chargé à la fois de poursuivre et de juger.

Le fonctionnement de l'instruction ne pouvant être prévu comme dans la métropole, il a paru préférable de laisser au ministère public, ainsi que le prévoit le décret du 12 mai 1910, le soin de décider s'il y a lieu ou non à poursuites. L'indépendance du magistrat appelé à juger, lequel aura bien souvent instruit l'affaire, sera ainsi sauvegardée. En matière criminelle, ce sera le procureur général qui décidera des poursuites.

L'éloignement de certaines circonscriptions de la colonie, les difficultés qui s'opposent au transfèrement des prévenus et à la convocation des témoins, les lenteurs et les frais considérables qui en résultent ont démontré qu'il y aurait tout avantage à donner au gouverneur général le pouvoir de confier à des commandants de circonscription, investis déjà des fonctions de juge de paix, la connaissance des affaires correctionnelles, ainsi qu'il a été fait pour Madagascar. Il a donc été prévu que la faculté d'appeler appartiendrait au procureur général en ce qui concernerait tous les jugements correctionnels émanant des diverses juridictions correctionnelles, et un texte précis a indiqué que cet appel serait formé par déclaration au greffe de la Cour.

En ce qui concerne la justice indigène, on laisse au gouverneur

général la faculté de créer des tribunaux indigènes dans les subdivisions. Le fonctionnement de ces tribunaux aux seuls chefs-lieux de circonscription présentant souvent des inconvénients dus aux vastes étendues des divisions administratives et aux difficultés de communication.

Aux termes du décret du 12 mai 1910, le procureur général pouvait, d'office, demander l'annulation à la Chambre spéciale d'homologation des décisions des tribunaux indigènes infligeant une peine n'excédant pas deux années d'emprisonnement, mais il n'était pas question des décisions d'acquittement qui peuvent cependant, dans certains cas, constituer de graves iniquités et des mesures dangereuses au point de vue politique, de nature à porter atteinte à l'ordre public. Il y avait là une lacune que le décret nouveau fait disparaître.

Enfin, les pouvoirs de la Chambre d'homologation — dans le cas où, ayant annulé pour la deuxième fois, elle doit évoquer et statuer au fond — étaient insuffisamment précisés. Cette Chambre a été instituée, en effet, pour exercer un contrôle sur les conditions de forme dans lesquelles sont poursuivis les délits et les crimes et sont prononcées les sentences. Elle doit examiner si ces sentences sont ou ne sont pas équitables. C'est donc dans l'intérêt de la régularité et de l'équité des sentences judiciaires qu'est instituée la Chambre d'homologation, bien qu'en définitive elle constitue, elle aussi, une garantie heureuse pour le justiciable indigène.

Un texte précis met fin aux controverses qui se sont élevées sur la nature et l'étendue de ses pouvoirs, en reconnaissant expressément à la Chambre, statuant après évocation, le droit d'élever la peine prononcée par le premier juge et même de condamner un prévenu acquitté, si elle estime que le tribunal indigène a commis une erreur de fait ou de droit.

Telles sont les principales réformes apportées à l'organisation judiciaire de l'Afrique équatoriale; elles viennent montrer avec quel soin on suit, en Afrique équatoriale, l'application des textes et combien les leçons de l'expérience y sont mises à profit.

A l'Institut colonial de Marseille. — Le samedi 19 avril a eu lieu, à l'Institut colonial de Marseille, la clôture de l'exposition des cafés, cacaos, thés, vanilles et sucres qui était ouverte au public depuis trois mois.

La cérémonie a été présidée par M. Capus, délégué du gouvernement général de l'Indochine, en la présence de M. Bohn, président de l'Institut colonial ; M. Artaud, président de la Chambre de commerce ; M. Bardon, conseiller municipal, représentant M. le maire de Marseille ; de MM. les consuls généraux des Etats-Unis, du Brésil, etc., et des présidents des principaux groupements et syndicats professionnels de la ville.

L'exposition de cette année était la cinquième organisée par l'Institut.

M. Bohn, en ouvrant la séance, a rappelé le but que poursuivait l'Institut colonial par ses expositions spéciales annuelles et il a indiqué quelle était l'importance pour nos colonies de l'exploitation des produits auxquels l'exposition de cette année a été consacrée. M. H. Dufay, délégué par la Chambre de commerce à la présidence du jury, a rendu compte des opérations de ce jury, opérations qu'ont exposées en détail MM. Mouren, rapporteur de la section du cacao ; Digonnet, rapporteur de la section du thé, et Magnier, rapporteur de la section du café.

M. Edouard Payen a ensuite fait une conférence sur la situation du marché des cafés, thés, cacaos en insistant particulièrement sur la question de la valorisation du café au Brésil. Il a exposé ce qu'avait été cette colossale opération ; l'heureuse chance de l'Etat de Sao Paulo d'avoir eu des récoltes de café peu abondantes ; les appels répétés au crédit et la témérité de l'opération qui n'est point à recommander aux pays dont la principale production souffre des bas prix.

Parlant des droits énormes qui frappent à leur entrée en France les cafés et cacaos et entravent le commerce et l'industrie de ces produits, M. Payen a rappelé la proposition Damour qui tend à réduire les droits sur le café et le vœu de la Chambre de commerce de Marseille en faveur d'une mesure identique à l'égard du cacao. De cette façon nos fabriques de chocolat pourraient travailler pour l'exportation. On a, à nos portes, l'exemple de la Suisse qui est devenue une grande exportatrice de chocolat grâce aux droits infimes dont elle frappe le cacao. Le plus grand service qu'on puisse rendre aux colonies susceptibles de produire ces denrées, c'est de ne pas les écraser en France d'où qu'elles viennent par des droits qui sont les plus élevés de l'Europe et gênent forcément l'essor de la consommation.

M. Artaud, président de la Chambre de commerce, a ensuite félicité l'Institut colonial des services de plus en plus grands qu'il rend au commerce et à l'industrie de notre région et à la colonisation tout entière. Il a dit combien les expositions spéciales annuelles qui forment la suite de l'exposition de 1906 sont une heureuse initiative et ont des résultats utiles. M. Capus en terminant la séance a indiqué que l'Indochine pourrait devenir un des pays grands producteurs de la plupart des cafés, cacaos et thés qui sont consommés en France et il a conclu en disant combien était nécessaire cet inventaire des possibilités économiques de nos colonies auquel travaille si brillamment l'Institut colonial de Marseille dont les services sont appréciés au plus haut point par les gouvernements des colonies et tous ceux qui se consacrent à la mise en valeur de notre domaine colonial.

Peu de jours après la clôture de son exposition, l'Institut colonial de Marseille a reçu M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale.

Sous la présidence de M. Bohn, assisté des vice-présidents du conseil d'administration, MM. Heckel, Fouque, Paul Cyprien Fabre, Outrey, chef du service colonial à Marseille, Emile Baillaud, secrétaire général, et en la présence de M. Adrien Artaud, président de la Chambre de commerce, les principaux négociants, armateurs et industriels de Marseille ont entretenu M. Merlin des problèmes relatifs à l'exploitation de l'Afrique équatoriale et les précisions qu'a bien voulu leur donner le gouverneur général les ont intéressés au plus haut point.

M. Bohn après avoir souhaité la bienvenue à M. Merlin, et lui avoir dit combien le monde colonial lui était reconnaissant de l'ardeur avec laquelle il s'efforçait de faire connaître à la Métropole, qui s'en était trop désintéressée jusqu'ici, les possibilités économiques de sa belle colonie, il lui a rappelé quel était le but que se proposait l'Institut colonial de Marseille et comment il cherchait à l'atteindre.

La visite de M. Merlin lui est un gage précieux de la bienveillance avec laquelle les colonies prennent part à ces travaux et les secondent.

M. Merlin a répondu en disant avec quel intérêt il suivait le

développement de l'Institut colonial depuis sa fondation et combien il appréciait les services que cet important groupement ne cesse de rendre à la cause coloniale en prenant la défense d'idées qui, dans les colonies ne paraissent que de simples truismes alors que dans la métropole on les trouve souvent bien dangereuses, bien que ce soit la vie même de nos colonies qui soit en question. Par le développement de ses divers services, enseignement, musées, étude des produits coloniaux, bureau de renseignements, publications, l'Institut colonial complète cette œuvre et les colonies lui en gardent une grande reconnaissance.

Les questions concernant tout particulièrement les rapports de Marseille et de l'Afrique équatoriale ont été ensuite examinées et, principalement celles relatives aux relations maritimes. M. Paul Cyprien Fabre, au nom du Syndicat marseillais de la marine marchande, a exposé les raisons pour lesquelles Marseille n'est pas reliée par des lignes régulières avec notre possession équatoriale. Malgré les très nombreuses tentatives faites par les armateurs du port de Marseille, il a été impossible d'organiser jusqu'ici un service régulier intéressant entre Marseille et les ports du Gabon. La principale raison est que Marseille n'offre pas de marché aux produits africains, à l'exception des huiles de palme dont une importante mais unique maison en est le principal acquéreur.

Au contraire, les marchés nombreux sur lesquels se vendent dans tous les ports du Nord : l'ivoire, le cacao, les palmistes, huile de palmes et bois de tous genres permettent l'établissement de lignes de navigation même directe entre les Congos français et belge, les ports de Liverpool, de la Manche et de la mer du Nord. Le gouvernement ne s'est jamais montré disposé à aider sérieusement toute entreprise de relation suivie entre l'Afrique équatoriale et la Méditerranée.

Il y a un an encore, le gouvernement mettait en adjudication un service mensuel de Marseille à Matadi, moyennant le simple engagement de donner à l'adjudicataire une partie de son personnel colonial; c'est-à-dire quelques centaines de passagers à prix réduit.

M. Paul Cyprien Fabre expose les statistiques des mouvements de passagers en 1910, 1911, 1912 et démontre combien les propositions de l'Etat étaient disproportionnées avec les charges d'un service qui ne trouvait aucune base intéressante en marchandises et ne reposait que sur un nombre insignifiant de passagers.

M. Paul Cyprien Fabre passe en revue les ressources de la ligne commerciale de navigation, reliant Marseille à la Côte occidentale d'Afrique. Il indique le vide considérable avec lequel rentrent en France les navires, vide qu'il semblerait aussi naturel de venir combler au Congo avec des bois qu'au Sénégal avec des arachides. Malheureusement, le Congo étant à plusieurs jours de distance du Cotonou, une provision de charbon onéreuse supplémentaire est nécessaire pour l'atteindre; de plus, les bois sont une marchandise encombrante s'arrimant mal dans des navires construits pour la cueillette de la Côte occidentale d'Afrique et de ce chef leur rendement en fret est particulièrement mauvais. Néanmoins, les Compagnies marseillaises vont de temps en temps, quand l'occasion se présente, enlever au Congo une partie de ses bois dans l'espoir d'amorcer des affaires plus suivies et susceptibles d'amélioration.

M. Merlin a répondu que dans l'établissement de ces relations entre Marseille et l'Afrique équatoriale, il ne fallait pas considérer simplement l'importance des échanges actuels, mais s'organiser pour profiter du développement que devait prendre nécessairement l'exploitation de cette colonie. C'est là une œuvre qui ne revient pas seulement aux Compagnies de navigation, mais à laquelle doivent s'attacher tous ceux dont dépend l'accroissement de l'activité du port de Marseille. Il se peut qu'actuellement les marchés du Nord attirent davantage les produits africains que le port de Marseille; la première chose à faire est donc de modifier cet état de choses en créant à Marseille ces marchés qui lui manquent: par exemple, en en faisant le grand marché de bois du bassin méditerranéen. M. le gouverneur général a exposé comment, par suite des efforts des négociants de Hambourg, ce port absorbe actuellement des quantités considérables de bois du Gabon qui allaient autrefois uniquement du Havre et à Liverpool; il en est résulté en même temps que les marchandises allemandes sont arrivées en échange en quantités de plus en plus grandes. Il en sera ainsi pour tous les autres produits si l'on n'y prend garde et nous devons mettre tout autant d'énergie à empêcher que l'exploitation de l'Afrique équatoriale se fasse uniquement au profit de l'étranger, que nous en mettons à conserver les territoires qui nous appartiennent.

M. Merlin est entré ensuite dans les détails très précis sur la manière dont devrait être entreprise l'exploitation nouvelle de l'Afrique équatoriale qui va succéder au régime des concessions et pour la réalisation de laquelle est tout d'abord nécessaire l'exécution du grand programme de travaux que doit permettre d'accomplir l'emprunt qu'il s'efforce actuellement de réaliser.

Les chefs des principales entreprises commerciales et industrielles de Marseille, présents à cette réunion, ont suivi avec la plus grande attention les explications de M. Merlin qui leur a donné des renseignements du plus haut intérêt sur les points les intéressant plus spécialement, en particulier, l'exploitation des plantes oléagineuses, l'établissement des plantations de cacao, caoutchoucs, café, vanille, la circulation monétaire, la main-d'œuvre, la création de nouvelles maisons de commerce.

M. Artaud, président de la Chambre de commerce de Marseille, a appelé l'attention du gouverneur général sur les mesures propres à faciliter l'écoulement dans nos possessions africaines des vins français qui doivent trouver dans nos colonies un si large débouché et constituer le moyen de résoudre le problème de l'alcool.

Après que M. Merlin eût complété ses explications en indiquant comment la lutte contre la maladie du sommeil s'organisait d'une façon qui permettait d'espérer qu'elle deviendrait de moins en moins grave, et comment elle paraissait en pleine période de régression, M. Bohn lui adressa tous les remerciements de l'Institut colonial et l'assura que la manière si bienveillante avec laquelle il avait bien voulu se mettre en rapport avec les négociants, les armateurs et les industriels de Marseille attirerait certainement ceux-ci de plus en plus vers notre grand domaine équatorial. Dans les journées qu'il voulait bien consacrer à Marseille, dans sa conférence à la Société de géographie, et dans ses entretiens avec la Chambre de commerce, il continuerait cette conversation des plus fécondes.

Après avoir visité l'exposition des cafés, cacaos et thés qui avaient été conservés à son intention après sa fermeture dans la salle du Musée commercial, M. Merlin fut ensuite reçu par le Syndicat des exportateurs dont les bureaux font partie de ceux de

l'Institut colonial et dont les membres de la Chambre syndicale lui firent les honneurs.

M. Merlin a conclu sa conférence par les paroles suivantes unanimement applaudies.

« Quand la nouvelle nous parvint de la cession d'une partie des territoires du Congo à l'Allemagne, une émotion intense a étreint nos cœurs. Mais bientôt après nous nous sommes dit que puisque la France exigeait ce sacrifice pour posséder le Maroc sans conteste, nous devions le faire sans nous plaindre, et tous nous l'avons fait, depuis les colons ayant de hauts intérêts à défendre jusqu'au financier qui avait des capitaux engagés. On n'a pas regardé à la perte. On n'a pas marchandé. On a dit... « La France le veut, il le faut...! » et c'est en raison de la grandeur et de la spontanéité du sacrifice que la métropole doit, aujourd'hui, venir à notre aide et nous faciliter à réaliser l'emprunt que nous sollicitons pour nous aider à vivre et nous donner les moyens de nous développer. »

Ces manifestations montrent quel intérêt Marseille donne aux choses coloniales et font bien augurer des progrès de ce port comme grand port colonial français.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Quelques jugements anglais sur les méthodes coloniales allemandes.

M. John H. Harris, ancien missionnaire anglais au Congo belge, chargé, l'an dernier, par la Société britannique contre l'esclavage, et pour la protection des indigènes, d'une enquête sur la situation présente de cette colonie, a publié les résultats de ses observations dans un livre intitulé : *Dawn in darkest Africa* (*l'Aurore au plus sombre de l'Afrique*), dont la préface a été écrite par le comte Cromer. A côté d'une description de l'état de chose actuel au Congo belge, l'on y trouve une critique approfondie des méthodes administratives en usage chez les nations colonisatrices de l'Afrique occidentale.

M. Harris loue, sans restriction, la bienveillance que les Allemands témoignent, dit-il, dans leurs possessions, aux commerçants étrangers. Le commerçant anglais, qui s'y rend, peut être absolument sûr d'y être chaleureusement accueilli et soutenu, de toutes les façons ; il est préféré à tous les autres, et, dans ses rapports avec le gouvernement, il peut toujours compter qu'on sera juste envers lui. M. Harris a, particulièrement, admiré la ponctualité et la promptitude avec lesquelles se font, dans les ports allemands, les départs des paquebots et les opérations de douane. Si, ajoute-t-il, plus d'un Anglais maugrée, d'abord, contre la sévérité des ordonnances, comme, par exemple, celle qui a pour but de combattre la propagation des moustiques, il s'y soumet pourtant de bonne grâce, dès qu'il en voit l'efficacité.

A ce libéralisme commercial des Allemands, si profitable à ses compatriotes, M. Harris oppose, pour les blâmer, les méthodes des Français, des Portugais et des Belges. En quelque lieu de l'Afrique occidentale française qu'on débarque, l'on entend, selon lui, les commerçants se plaindre des misérables chicanes qui leur sont faites par le gouvernement français et par ses fonctionnaires. « Les Français sont tellement occupés d'eux-mêmes que, en dehors d'eux, ils ne souffriraient volontiers personne sur terre ; ne le pouvant pas, ils veulent, dans leurs propres colonies, au moins, ne voir que des Français. » Les Portugais sont également accusés de chercher, par le moyen de droits de douane préférentiels, à exclure tout commerce étranger. Quant aux Belges, suspects de ne pas observer entièrement les prescriptions de l'Acte de Berlin, c'est, au dire de M. Harris, le peuple qui accueille le moins bien les commerçants des autres nations.

En sa qualité d'ancien missionnaire, le révérend Harris préconise une politique d'humanité envers les Noirs, qu'il voudrait voir se développer sans entraves, et avec la plus grande liberté possible. Mais, à cet égard, l'Allemagne ne lui paraît pas offrir plus de garanties que la Belgique, le Portugal et la France. « L'Allemagne est, à bien des égards, une puissance progressiste, mais elle n'a pas une âme philanthropique. » D'après lui, la plupart du temps, les indigènes ne sont pas mieux traités dans les colonies allemandes qu'au Congo belge, ou dans les possessions portugaises ; même, abstraction faite de l'esclavage, qui subsiste encore ici, il donnerait volontiers la préférence aux Portugais, car, à l'ordinaire, ils se montrent bons pour les Noirs, tandis qu'il n'y a chez les Allemands que raideur, dureté, et un penchant à exploiter, sans scrupules, les colonies. « Ce que j'ai vu, dit-il, des méthodes coloniales allemandes ne me donne pas l'impression que leur emploi est bien différent d'une certaine façon de despotisme militaire. » M. Harris fait allusion à la guerre contre les Hereros et au « massacre des Cafres. » On se rappelle qu'en 1911, une mutinerie se produisit, dans le Sud-Ouest, parmi les Cafres, qui avaient été embauchés pour la construction d'une ligne de chemin de fer. Comme ils se rassemblaient, et manifestaient des dispositions malveillantes, le surveillant européen avait réclamé l'aide de la troupe. L'officier exigea qu'on lui livrât les meneurs. Une bagarre s'ensuivit, dans laquelle plusieurs Cafres furent tués ou blessés. L'événement avait eu, alors, un écho, au Parlement sud-africain. La manière forte que M. Harris reproche aux Allemands, a été aussi remarquée par un voyageur belge, M. Jules Leclercq, auteur du livre analysé ici : *Aux sources du Nil, par le chemin de fer de l'Ouganda*. « Ce qui frappe immédiatement les yeux, dit-il, en débarquant dans la colonie allemande de l'Afrique orientale, c'est, d'une part, le déploiement de la puissance militaire, d'autre part, le spectacle du travail forcé. Ce spectacle du travail forcé c'est le sinistre *leit motiv* qui revient obsédant dans chaque rue, sur chaque route où le hasard vous conduit. Tous les quarts d'heure, vous rencontrez de longues files de forçats enchaînés, le cercle de fer au cou, chargés de pioches, de bêches, de haches, sous la conduite de soldats noirs, armés, non seulement d'un fusil, mais encore du fouet, symbole de l'esclavage. On ne peut franchir 500 mètres sans croiser de ces lugubres cortèges. N'y a-t-il donc que d'affreux bandits parmi la population noire ? Ou bien faut-il croire que, sous le plus futile prétexte, on leur impose le travail forcé avec le cercle de fer au cou ? La plupart n'ont commis d'autres méfaits que d'avoir circulé, sans lanterne, dans les rues, par une nuit de clair-de lune. La chicotte est l'indispensable complément du travail forcé. La peine consiste en 25 coups, appliqués au bon endroit, avec une lanière d'hippopotame, longue de 2 mètres. Après son supplice, le

malheureux est conduit au lac Victoria, où il prend un bain, dont l'effet est de refroidir les atroces brûlures que la chicotte laisse sur la peau. La chicotte intervient aussi en justice : il est d'usage de l'appliquer aux témoins pour leur faire dire la vérité. » Il est juste d'ajouter que, dans l'Ouganda britannique, M. J. Leclercq a été témoin de scènes qui lui ont paru non moins affligeantes. Ce n'est pas lui qui, comme M. Harris, accorderait aux Anglais des pays tropicaux un brevet d'humanité.

Mais les affirmations du révérend anglais méritent-elles toujours créance? Sur quelles informations se fondent les jugements qu'il porte, à l'égard de la politique coloniale allemande? Voici un exemple : Sur les rives du Counene, il demande à un planteur de coton français en quoi l'administration portugaise diffère de l'administration allemande, dans la colonie voisine, le Sud-Ouest. « Les Allemands n'y vont pas par quatre chemins, aurait répondu l'interrogé. Ils incendient purement et simplement les petits villages, éloignés des plantations, et chassent les habitants vers celles-ci. Le gouvernement peut ainsi, à bon compte, fournir des travailleurs aux maîtres des plantations. » Il est inconcevable, dit à ce propos la *Koloniale Rundschau*, que M. Harris, qui a la prétention d'être un homme consciencieux, ajoute foi à un discours aussi dénué de vérité, et fonde là-dessus ses appréciations. Il aurait dû savoir que, dans toute la partie nord de cette colonie allemande, la seule dont il s'agit, il n'y a pas une seule plantation européenne, que le pays est sévèrement interdit aux Blancs, et que nul d'entre eux, sauf quelques missionnaires, n'y réside. Il est donc tout à fait impossible que le fait raconté par M. Harris, comme un événement de chaque jour, se soit produit même une seule fois. De pareils jugements se rencontrent fréquemment dans la presse coloniale étrangère ; ils s'expliquent, assure la *Koloniale Rundschau*, par la raison que les Allemands parlent souvent des Noirs avec des expressions très méprisantes. Peut-être, ajoute-t-elle, ces expressions ne sont-elles pas sincères et ne correspondent-elles pas aux façons de faire, mais elles nuisent au prestige colonial allemand, aux yeux des étrangers.

Cependant, un rédacteur de cette revue, le capitaine D. Hutter, a relevé, dans le dernier Mémoire annuel sur les colonies allemandes, deux faits dans lesquels les autorites allemandes ont, selon lui, dépassé la mesure. Dans le premier cas, « il fallut, dit l'ouvrage officiel, à cause du meurtre d'un soldat noir, procéder à une exécution contre un canton ». Evidemment, remarque le capitaine Hutter, une punition était nécessaire, mais laquelle? Le soldat noir n'avait-il pas provoqué les indigènes? « Beaucoup d'Européens, comme moi, ont observé la manière dont se comporte la soldatesque noire, quand elle n'est pas dirigée par des Blancs. Ils réclament, pour leurs besoins personnels, du bétail, des vivres, des femmes, des porteurs, et s'ils ne sont pas servis assez vite, et en quantité suffisante, ils brutalisent les chefs et les paysans. Rappelons-nous seulement, avec quelle facilité commettent des excès les soldats allemands, chez eux, en manœuvres, par exemple, dès qu'ils ne sont pas surveillés. Aussi est-ce une grosse faute de confier aux Noirs la levée des impôts. Il n'est pas étonnant que le Mémoire pour 1909-1910 fasse cette remarque : les impôts sont payés facilement, surtout quand ce sont des fonctionnaires blancs qui les recueillent ». Le second fait se rapporte, comme le premier, au Cameroun. Il s'agit d'une expédition contre les tribus païennes de l'Adamaoua, encore insoumises. En brisant, ou en limitant la puissance, autrefois absolue des sultans Foulbé, les Allemands ont soustrait ces populations à l'oppression qu'elles subissaient. Si le gouvernement les traite, aujourd'hui, avec trop de rigueur, ne risquera-t-il pas de se les aliéner, et même, à l'occasion, de les pousser à s'unir, contre lui, à leurs anciens tyrans? Cette conduite serait essentiellement impolitique, d'autant plus que les Allemands ont besoin de ces populations, pour mettre le pays en valeur. Le capitaine Hutter rappelle, à ce propos, à ses compatriotes, que la main-d'œuvre noire, travaillant sous la direction des Blancs, est, dans toute possession tropicale, le facteur indispensable, faute duquel toute richesse est inutilisée. Cette vérité avait été proclamée par l'ancien ministre des colonies Dernburg. Quand il quitta le pouvoir, une revue anglaise écrivit qu'il fallait lui être reconnaissant d'avoir introduit une politique indigène plus douce et plus humaine. De même, dernièrement, la revue *The African World* a su gré à M. Solf d'avoir déclaré au Reichstag que l'Etat a mission de civiliser les Noirs, qu'il faut les traiter avec la plus grande humanité, et que les colonies prospéreront « avec les indigènes, pour eux, et non malgré eux, et contre eux ». Au dire de la revue anglaise, ces excellents principes sont ceux que la politique britannique applique dans les possessions de l'Afrique occidentale et orientale, et elle ne doute pas que ce ne soit là que le ministre allemand des colonies ait appris à les connaître. Un gouvernement qui professe de telles maximes ne saurait évidemment être suspect de maltraiter les Noirs, comme voudrait le faire croire le révérend Harris; aussi la conclusion de l'*African World* est-elle la négation de ce que celui-là affirmait : « C'est une erreur, dit cette revue, de croire, comme on le fait souvent, que les indigènes des colonies allemandes sont gouvernés comme des recrues à la caserne. » Un rédacteur de l'*United Empire*, également très éloigné des sentiments du révérend Harris, se demandait, naguère, si l'Allemagne a réussi dans ses entreprises coloniales. « Il y a cinq ans, il eût été encore difficile de répondre à cette question. Aujourd'hui, l'observateur désintéressé ne peut que répondre affirmativement. Nous autres Anglais pouvons apprendre de la politique coloniale allemande que l'éducation coloniale n'est pas quelque chose de secondaire. Seule, ni la théorie, ni la pratique n'est suffisante. » L'auteur de l'article pense que le séminaire pour les langues orientales, l'institut colonial de Hambourg et l'école coloniale de Witzenhausen peuvent être présentés comme des modèles, auxquels l'Angleterre n'a rien de semblable à opposer. Enfin, l'éducation donnée aux indigènes, dans l'Afrique orientale allemande, a été récemment louée dans la revue *The Empire review and magazine*. L'enseignement officiel a des adversaires nombreux, surtout parmi les colons, qui veulent laisser les indigènes dans leur état primitif, et qui n'approuvent pas les essais faits pour les civiliser. Ces adversaires se rencontrent aussi au Reichstag, sur les bancs du centre. Le publiciste anglais admire, au contraire, sans restriction, les écoles établies par le gouvernement allemand. « Le système d'éducation qui a donné de si heureux résultats dans l'Afrique orientale allemande, peut, dit-il, servir de modèle à la colonie britannique voisine, et cela beaucoup mieux que le système qui, dans des conditions tout autres, a réussi dans l'Inde, ou dans le Sud-Afrique. »

Une souscription nationale en faveur des missions chrétiennes des colonies. Certaines nations coloniales s'imposent de lourds sacrifices pour les missions religieuses, dans les pays d'outre-mer.

L'Amérique du Nord leur consacre annuellement 69 millions de m., et l'Angleterre, environ 52 millions. L'Allemagne vient bien loin derrière, avec le 1/10, à peine, de ces sommes d'argent. Cependant, les missions allemandes ont, actuellement, dans les colonies, plus de 100.000 élèves. Outre leurs fonctions religieuses, elles donnent l'enseignement, et dispensent des soins médicaux. Leur tâche augmente chaque jour. Aussi, à l'occasion du jubilé impérial, a-t-on conçu, en Allemagne, l'idée de faire appel, en leur faveur, à la générosité publique. Un comité s'est fondé, à cet effet, sous la direction du grand duc J. Albert de Mecklembourg, président de la Société coloniale. Le chancelier et les ministres de la marine et des colonies ont promis leur appui. Dans les divers Etats et dans les provinces prussiennes, des comités locaux se sont formés, pour recueillir les offrandes.

CAMEROUN

— Les travaux de délimitation de la frontière, entre le Cameroun et la Nigera septentrionale, ont été terminés en février dernier. Les deux commissions ont procédé ensuite à la délimitatiou de la section méridionale. La ligne de partage des eaux entre le Niger et le Cross est formée par une chaîne de montagnes, qui atteint, en un point, 1.800 mètres d'altitude. Ces montagnes sont habitées par des populations anthropophages, qui ont causé, souvent, des embarras à l'administration allemande, et ont attaqué, en 1908, une commission anglaise de délimitation.

— La section militaire, chargée de délimiter, sur le terrain, la nouvelle frontière du nouveau Cameroun, à l'ouest de Ouesso, a rencontré une vive résistance chez les Sangha-Sangha. Un soldat a été tué et plusieurs furent blessés. La *Kolonialzeitung* fait remarquer que cette tribu n'a jamais été soumise par les Français ; elle prétend, derechef, que les Français ont excité les populations contre leurs nouveaux maîtres, assertion complètement démentie, pourtant, dans une lettre adressée de la station de Ojem au *Berliner Tageblatt*. et que nous avons reproduite, précédemment.

— La Chambre de commerce du Cameroun méridional a adressé au gouvernement une requête, à l'effet de maintenir, dans le triangle territorial côtier, les droits de douane sur les spiritueux, au même taux que celui qui est appliqué au Gabon français, et dans le Rio Muni espagnol. Le but de cette mesure est de mettre un terme à la contrebande. On demande aussi la création d'un poste douanier à Ndombo.

— Le Nouveau Cameroun comprend les districts suivants : Rio Muni, Woleu-Ntem, Ivindo, Basse-Sangha, Moyenne Sangha-Lobaye, Haute Sangha-Uham, et Haut-Logone. Le poste Eta appartient au district de Lomie et le poste Ngoila à la station de Yukaduma. Le poste de Lere est rattaché à la résidence de Garua.

Les planteurs et les commerçants de la colonie protestent contre un projet du gouverneur tendant à obliger les intéressés : propriétaires, marchands et indigènes à contribuer à l'établissement et à l'entretien des routes.

— Une ordonnance du 22 février établit un impôt annuel de 18 m., sur tous les indigènes, mâles et valides. Un supplément pourra être exigé des indigènes ayant un revenu annuel supérieur à 400 m., et possédant plusieurs femmes. Ces impôts peuvent être payés, sous forme de travail.

— Le 25 avril dernier, au Reichstag, un député socialiste a demandé où en sont les négociations entre le gouvernement et les sociétés concessionnaires du Nouveau Cameroun. Le directeur Gleim a répondu que le gouvernement s'en tenait à ses précédentes déclarations et qu'il attendait de nouvelles propositions, de la part des C^ies^. Un autre député a voulu savoir pourquoi la conférence de Bruxelles, en 1912, sur les spiritueux, n'avait pas abouti. Le représentant du ministre a répété ce que M. Solf avait déjà dit, antérieurement, à savoir que la France avait refusé d'instituer des zones de prohibitions dans ses colonies voisines des colonies allemandes ou anglaises.

— Le 19 avril, il a été procédé, à Hambourg, à la constitution d'une société coloniale allemande, sous la dénomination de « Société de navigation du Cameroun », au capital de 2 millions de marks. Cette société a pour objet l'entreprise de transports fluviaux sur le Congo, la Sangha et l'Oubangui. A cet effet, elle a fait l'acquisition des bateaux appartenant à la société des Messageries fluviales françaises et à la Société du Sud-Cameroun. Le comité directeur de la nouvelle C^ie^ comprend, à côté d'Allemands, des Belges et des Français.

— Le gouverneur de la colonie a entrepris une tournée dans la partie nord-est. Arrivé à Garua, le 9 février, il en est parti pour Kusseri, l'ancien siège de la résidence des pays allemands du Tchad.

— Le ministre des Colonies, qui a visité, l'an dernier, les colonies allemandes du Sud-Ouest, et de l'Afrique orientale, se propose de se rendre, cet été, au Cameroun. Les territoires, nouvellement acquis, aussi bien que les anciens, sont l'objectif de son voyage. Il étudiera particulièrement, sur place, la question de la Mittellandbahn.

— Le savant Gunther Tessmann a dû partir, le 9 mai, pour s'acquitter d'une mission, dont il a été chargé par le ministère des colonies ; il s'agit de l'exploration scientifique de la région Sangha-Lobaye.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE.

L'India Council et la Commission royale.

Les opérations financières que fait à Londres l'*India Council* pour le compte du gouvernement indien ont donné lieu à une série d'incidents parlementaires qui ont eu, entre autres résultats, celui de provoquer la nomination d'une « Commission royale » qui fera ressortir des détails et explications instructifs à l'égard du mécanisme de ces opérations et de leur influence sur le marché monétaire de la Cité. Les termes de la question ou des questions soumises à la Commission portent sur la domiciliation et l'emploi temporaire du fonds qu'a, à Londres, à tout moment donné, le Gouvernement indien ; les mesures que met en œuvre l'*India Council*, de concert avec lui pour stabiliser le taux du change, la disposition donnée aux éléments de la réserve d'or. Et, plus généralement, la Commission devra rechercher si le régime actuel est pour le mieux des intérêts financiers de l'Inde et dans quelle mesure il conviendrait d'y apporter des modifications. La composition de la Commission indique qu'en tout cas on a voulu écarter toute idée de penchant politique dans un sens ou dans l'autre. En voici les membres :

M. Austin Chamberlain, président; lord Faber, lord Kilbracken, sir Robert Chalmers, sir Ernest Cable, sir Shapurji Broacha, sir James Begbie, M. Robert Woodburn Gillan, M. Henry Neville Gladstone, M. John Maynard Keynes.

UNION SUD AFRICAINE

Agriculture, commerce et voies de communication.

L'*African World* a publié récemment des statistiques et des renseignements relatifs aux conditions de l'agriculture et des voies de communication dans l'Union sud-africaine qui ont été consignés dans le résumé suivant que nous empruntons à la *Dépêche coloniale :*

Le 7 mai 1911, date du recensement, il y avait dans l'Union 5.796.949 têtes de gros bétail, 719.414 chevaux, 93.931 mulets, 336.710 ânes, 746.736 autruches, 30.656.659 moutons, 11.762.979 chèvres, 1.081.600 porcs et 10.533.909 volatiles de basse-cour. Il est intéressant de noter que 42.63 0/0 du gros bétail, 59.33 0/0 des porcs et 45.80 0/0 de la volaille, appartenaient à des indigènes ; il semble que les agriculteurs de race blanche se contentent de laisser à la population noire la prérogative de la reproduction et de l'élevage de ces catégories d'animaux. Les chiffres qui précèdent représentent un progrès considérable depuis le recensement de 1904 ; le gros bétail a, en effet, augmenté de 65.61 0/0, les chevaux de 60.03 0/0, les ânes de 137.24 0/0, les autruches de 106.95 0/0 les moutons de 87.82 0/0, les chèvres de 20.39 0/0, les porcs de 59.27 et la volaille de 66.88 0/0. Il n'y a eu de diminution que pour les mulets, soit 30.93 0/0. Au Transvaal et dans l'Etat-Libre d'Orange, certains accroissements sont, en vérité, étonnants ; le gros bétail, par exemple, dans l'État-Libre d'Orange et au Transvaal s'est augmenté, respectivement, de 254 et de 159 0/0. Dans cette dernière province, des excédents de 308, de 377 et de 226 0/0 ont été enregistrés pour les moutons, la volaille et les ânes. Dans l'Etat-Libre, les progrès ont été presque aussi importants.

Les résultats concernant l'agriculture offrent tout autant d'intérêt. Dans l'ensemble, il y a dans l'Union 3.282.971 morgen (1) sous culture, 892.929 morgen en friche, et 89.945.238 morgen affectés aux pâturages. Sur la partie cultivée, 17.255 morgen consistent en vignobles, 36.623 en vergers et 10.529 en jardins potagers. En outre, 464.102 morgen sont irrigués, et 34.132.230 sont clôturés. Une analyse des différentes provinces de l'Union confirme le fait que le Cap possède la plus grande quantité de terrains sous culture, avec 974.266 morgen ; viennent ensuite : le Transvaal avec 954.825 morgen ; l'Etat-Libre et le Natal, avec 872.073 et 481.807 morgen respectivement. En ce qui concerne les terrains en friche, il existe 376.873 morgen au Cap, 233.094 au Transvaal, 185.990 dans l'Etat-Libre et 106.972 au Natal. Enfin, pour les pâturages, on ne compte pas moins de 58.058.667 morgen au Cap, contre 14.297.851 au Transvaal, 13.295.422 dans l'Etat Libre et 4.293.298 au Natal.

Les résultats consignés dans le *Blue Book* commercial du département des douanes de l'Union, pour 1912, donnent un aperçu intéressant sur le mouvement du commerce dans les ports de l'Union savoir : Capetown, Port-Elisabeth, East-London, Durban, Port-Nolloth, Simonstown, Mossel Bay, Knysna et Saint-John's River.

(1) Mesure agraire allemande ayant des valeurs très variées de 90.52 ares (Hombourg) à 20 27 ares (Francfort).

A l'entrée, le tonnage total s'est élevé, pour l'année, à 12.205.300 tonnes, contre 12.552.708 en 1911. A la sortie, on a enregistré 12.163.081 tonnes, contre 12.580.098. Le chargement débarqué dans les différents ports s'est totalisé par 2.775.957 tonnes contre 2.430.209 en 1911. Les cargaisons embarquées ont représenté 1.522.266 tonnes, contre 1.145.061 en 1911. En ce qui concerne l'embarquement des marchandises en 1912, la répartition entre les divers ports de l'Union s'établit comme suit :

Durban	1.729.473	tonnes
Capetown	1.225.602	—
Port-Elizabeth	635.775	—
East-London	439.157	—
Mossel-Bay	62.548	—
Port-Nolloth	59.328	—
Knysna	15.726	—
Simonstown	10.356	—
Saint-John's-River	9.528	—

Quant aux navires à voiles, ils ont pour ainsi dire disparu, et la plus grande partie de ceux qui subsistent sont de nationalité étrangère, 61 voiliers seulement ont fait escale dans les ports de l'Union en 1912, et sur ce nombre 19 étaient anglais. Le tonnage total des voiliers, à l'entrée, s'est élevé à 92.592 tonnes.

Le nombre des passagers ayant débarqué dans l'Union a été de 42.026 ; il s'est réparti comme suit entre les différents ports ; Capetown, 26.773 ; Durban, 11.424 ; East-London, 2.037 ; Port-Elisabeth, 1.637 ; autres ports, 155. Celui des passagers qui se sont embarqués s'est élevé à 42.197, se répartissant ainsi : Capetown, 25.202 ; Durban, 14.433 ; Port-Elisabeth, 1.333 ; East London, 1.123 ; autres ports, 106.

D'après le rapport du Manager général des chemins de fer de l'Union, la situation est satisfaisante. Le capital dépensé en 1911 est de 79.371.655 livres sterling pour les chemins de fer et de 11.504.978 livres sterling pour les ports ; tandis que le capital portant intérêts s'élève à 64.876.997 livres sterling pour les premiers et à 18.168.777 pour les seconds. Grâce à la réduction des tarifs et à la prospérité générale, les recettes se sont accrues de 265.723 livres sterling. Au 31 mars 1912 le profit net de l'année financière atteignait 2.570.866 livre sterling et la contribution au revenu général 3.135.449 livres sterling. Les lignes exploitées s'étendaient sur une longueur de 7.196 milles 1/2 et 913 milles 3/4 se trouvaient en construction. Les prévisions budgétaires pour 1913-1914 se montent à 13.918.000 livres sterling aux recettes et 13.774.000 livres sterling aux dépenses. Le programme des voies projetées pour 1912-1913 comporte les lignes suivantes :

PROVINCE DU CAP	Milles	Coût estimatif
		liv. st.
De Carnavon à Calvania (1re section)	179	822.606
De Gairtney à Barkly East	17 1/4	66.775
TRANSVAAL		
De Delarey à Schweizer Reineke	36 1/2	128.448
De Bethal à Zandspruit	75	361.157
ÉTAT LIBRE D'ORANGE		
De Fauresmith à Koffyfontein	34	133.740
De Vierfontein à Bothaville	26	93.485
De Aliwalmorth à Zastron	49	260.083
NATAL		
De Ginginholown à Eshowe	24	97.240
De Shroeders à Harburg	28	108.000
Continuation de Port Sheptone à Harding	50	166.622

A ce programme s'ajoutera bientôt la ligne du Zoulouland réclamée par les colons sud-africains pour faciliter la pénétration des territoires agricoles productifs et des vastes gisements houillers (1).

AUSTRALIE

La production de l'or.

Dans le tableau suivant l'*Economist* relève les chiffres comparés pour ces trois dernières années de la production de l'or dans les différents Etats du Commonwealth, y compris la Nouvelle-Zélande (quantités exprimées en onces d'or fin) :

	1910	1911	1912
Victoria	570.363	503.541	480.131
Nouvelle-Galles-du Sud	188.857	181.121	165.295
Queensland	441.400	386.164	346.390
Australie méridionale	11.645	11.680	7 902
Tatmanie	37.048	31.101	35.197
Australie occidentale	1.470.632	1.370.868	1.282.651
Comnonwealth	2.719.945	2.484.475	2.317.566
Nouvelle-Zélande	446.444	427.385	316.498
Total	3.166.379	2.911.860	2.634.084

CANADA

Statistiques du Département des chemins de fer.

Les statistiques annuelles du Département des chemins de fer établissent qu'il a été construit, en 1912, 1.330 milles de lignes ferrées, ce qui porte la longueur totale des lignes en exploitation à 26.727 milles.

Au point de vue des nouvelles lignes, la province du Saskatchewan vient en tête avec 633 milles en exploitation, celle d'Alberta en second avec 402 milles. C'est l'Ontario qui a le réseau le plus étendu, avec une longueur totale de 8.545 milles; vient ensuite la province de Québec avec 3.882 milles.

Les lignes actuellement en construction se répartissent ainsi : Alberta, 2.614 milles; Saskatchewan et Manitoba, 1.263 milles; Colombie britannique, 1.299 milles.

En 1912, les chemins de fer canadiens ont transporté 89 millions 444.341 tonnes de marchandises et leurs recettes brutes ont atteint 219.403.753 dollars, contre 96.069.526 dollars il y a dix ans et 52.042.396 dollars en 1892. Par rapport à 1911, les recettes de 1912 sont en plus-value de 30.670.259 dollars, correspondant à 16 0/0.

Pendant l'exercice en question, le nombre des employés de chemins de fer était de 155.901, en augmentation de 14.000 sur le précédent exercice. Les salaires payés se sont élevés à 87.299.639 dollars, en augmentation de 12.500.000 dollars.

EGYPTE

La Banque nationale : perspectives commerciales et financières.

L'Assemblée générale de la *National Bank of Egypt* a eu lieu le 22 mars au Caire, sous la présidence de M. F. T. Rowlatt, gouverneur de cet établissement. Il est dit, dans son discours aux actionnaires, qu'a résumé l'*Economiste français*, qu'on estime à 7.500.000 *cantars* la récolte de coton qui vient de s'achever; 7.300.000 *cantars*, d'ailleurs, sont déjà arrivés à Alexandrie. Voilà trois années de suite que tant le volume de la récolte, que les prix auxquels elle s'est vendue sont tout à fait satisfaisants. En 1909, elle ne fut que de 5 millions de *cantars*, par suite des ravages des insectes. Si on la compare avec celle des années 1910 et 1911 — c'est-à-dire que les années financières doivent se comprendre comme partant, du 1er septembre au 31 août, parce que c'est dans les derniers mois de l'année que s'opère la récolte, et que c'est donc sur ces mois-là et ceux qui leur font suite que portent les résultats commerciaux — on a les chiffres que voici :

Récolte du coton. (En *cantars.*)

1909	5.000.772	1911	7.424.808
1910	7.573.537		

L'influence qu'a eue la faible récolte de 1909 sur le mouvement des affaires extérieures de l'Egypte est indiquée par le relevé des importations et exportations (exprimées en livres (monnaie) égyptiennes) :

	Importations.	Exportations.
1909-1910	22.733.900	25.252.500
1910-1911	26.722.800	32.171.500
1911-1912	25.625.900	30.884.500

Le coton joue le rôle principal dans les exportations, cela s'entend. En 1911-1912, il en a constitué les quatre cinquièmes.

Bien que les exportations en 1911-1912 aient dépassé les importations de 4 millions de livres — ceci en tenant compte de ce que les sorties d'or ont été de 7.070.800 livres égyptiennes, contre 8.169.000 livres d'entrées, — il n'est pas douteux que la dette de l'Egypte envers l'Europe ne cesse d'augmenter. Il ne faut pas oublier, d'une part, qu'elle a à solder l'intérêt de ces emprunts de toutes natures; ni, d'autre part, que le développement de ses ressources agricoles réclame constamment de plus grands capitaux.

Le bénéfice brut de l'exercice arrêté au 31 décembre dernier ressort à 409.900 livres sterling. Le bénéfice net disponible, y compris 20.561 livres sterling de report de l'exercice antérieur, ressort à 257.000 livres sterling. Statutairement, le capital qui est de 3 millions de livres sterling, reçoit 4 0/0 d'intérêt. De ce chef, un prélèvement de 120.000 livres sterling est à faire. Le Conseil d'administration a proposé une répartition supplémentaire de 8 shillings par action qui motive un deuxième prélèvement de 120.000 livres sterling. Dans l'ensemble, le dividende est donc de 8 0/0, soit 16 shillings, dont 6 shillings ont fait l'objet d'une répartition par acompte en septembre 1912.

On constate au bilan, en outre du capital de 3 millions de livres sterling indiqué plus haut, une réserve statutaire de 1.525.000 livres sterling. Les comptes courants, comptes de dépôts et autres, figurent, en chiffres ronds, pour 4 millions de livres sterling. Les tribunaux mixtes ont quelque 1.400.000 livres sterling en compte auprès de la *National Bank of Egypt*. A l'actif, on remarque un montant de 1.882.000 livres sterling, sous la rubrique « Avances sur marchandises ». A signaler, les avances que la Banque fait au gouvernement du Soudan, qui, de 475.000 livres sterling par quoi elles s'inscrivaient au bilan de 1911, s'élèvent, dans celui-ci, à 809.000 livres sterling.

(1) Un bill a été déposé au Parlement de l'Union, prévoyant la construction de 795 milles de voies ferrées nouvelles s'élevant à 2 millions 731.631 livres sterling.

NYASALAND

Les chemins de fer.

Le *Times* a consacré son supplément financier et commercial du 24 avril aux nouveaux chemins de fer destinés à relier le Nyasaland à l'Océan Indien (1) Un contrat est intervenu entre le gouvernement portugais et la British Central Africa Company pour la construction de la ligne de Kaia, point à partir duquel le Zambèze est navigable toute l'année jusqu'à Port-Herald, terminus du chemin de fer de la Haute-Chiré, actuellement en exploitation. Ce tronçon, d'une longueur de 70 milles environ, coûtera 500.000 livres sterling pour lesquelles le gouvernement du Nyasaland garantira un intérêt de 4 0/0 pendant dix ans.

La ligne Port Herald-Blantyre (113 milles) restait, en effet, d'une utilité restreinte, du fait de l'isolement du Protectorat au cœur de l'Afrique. Il est même surprenant qu'en dépit de cette situation et du manque de moyens de communication, le Nyasaland ait pu atteindre le prodigieux développement commercial relaté par le dernier rapport de la British Central Africa C°. Le coton, le café, le caoutchouc, le tabac sont devenus des produits en vogue et sur les hauts plateaux, farmers et colons ont réussi à aménager une florissante industrie agricole, notamment à Blantyre et à Zemba, siège du gouvernement. Le commerce s'est ressenti de ces efforts, et, pour 1911-1912, il a atteint la somme de 446.123 livres sterling, dont 257.540 représentent le mouvement des entrées. 79 0/0 des articles d'importation sont originaires du Royaume-Uni. Aux exportations les principaux produits sont : le tabac, le coton, le caoutchouc et le café.

Sur l'une des embouchures du Zambèze est située, en territoire portugais, la ville de Chindé, seul débouché du Nyasaland sur l'Océan Indien et « concession britannique » où les marchandises en transit pour l'Afrique centrale anglaise sont libres de droits de douane et peuvent être emmagasinées. Mais le port de Chindé, défectueux à cause de sa barre qui est mauvaise, sera avantageusement remplacé par celui de Beira, qu'on a appelé le « Hambourg de l'Afrique du Sud », qu'une voie ferrée de 278 kilomètres doit réunir au Zambèze et au Nyasaland. Cette section passe sur le territoire compris dans la charte de la Compagnie de Mozambique qui a fait elle-même établir le plan de la ligne projetée. On devra s'arranger, avions-nous dit, pour que le terminus de cette ligne et celui de la première soient en regard sur les rives sud et nord du Zambèze et pour compléter les communications entre le Nyasaland et Beira, il sera seulement nécessaire de réunir les deux tronçons Port Herald-Zambèze et Beira-Zambèze par un pont jeté sur le fleuve.

Ce réseau, une fois achevé, comprendra une longueur de 800 milles et sera pour le Protectorat d'une utilité incontestable, les districts qui avoisinent le lac attendant son achèvement pour écouler vers la côte leurs produits. En outre, il est à prévoir que le protectorat anglais du Nyasaland ne sera pas le seul à alimenter le trafic du chemin de fer, mais que la Rhodésie du Nord et le Congo belge méridional utiliseront aussi avec profit la nouvelle route de Beira. On annonce, en effet, que la ligne du Nyasaland sera prolongée par les lacs Tanganyika, Kivu et Albert-Edouard jusqu'à l'Est africain anglais, qui est, on le sait, le nom officiel donné depuis 1895 à la région limitée au nord par la Djouba et l'Abekurie, à l'ouest par l'Ouganda, au sud par l'Afrique orientale allemande et à l'est par l'Océan Indien.

(1) Cf. *Quinzaine coloniale* des 25 mars et 10 août 1912.

SOMALILAND. — ILES DE SAINTE-HÉLÈNE ET MAURICE.

Passant en revue les possessions de l'Afrique centrale et orientale dans le *Bulletin de l'Afrique française* (1), M. Goulven a étudié en terminant à la lumière des rapports les plus récents, la situation du Somaliland et des îles de Sainte-Hélène et Maurice.

« D'après le recensement des villes effectué en 1911, le Somaliland aurait une population de 302.859 habitants, dont 18 Européens seulement. Malgré ces faibles chiffres, on a jugé opportun de créer des municipalités ; la plus importante est celle de Berbera. Son budget s'élève pour 1911-1912 à 5.058 roupies aux recettes et 6.784 aux dépenses. Il est alimenté par des taxes de balayage, de case et des amendes.

« Le commerce demeure stationnaire et se fait par les ports de Berbera, Bulhar et Zeila où se rendent des navires anglais et des boutres arabes. Les droits de douane fournissent les quatre cinquièmes des recettes budgétaires qui s'élèvent à 32.572 livres sterling. Le chemin de fer de Djibouti a porté un coup sensible au développement des ports de la Somalie anglaise.

« La situation économique de Sainte-Hélène s'améliore chaque année. Les progrès enregistrés et escomptés dépendent de l'essor que prendront trois industries récemment implantées dans l'île : l'exportation des fibres textiles, le commerce du poisson salé, l'industrie de la dentelle. Cette dernière surtout est en bonne voie et pourra donner d'excellents résultats si le gouvernement veut bien lui continuer son aide. Une école spéciale a été instituée à cet effet et occupe 24 personnes à la broderie et 50 à la dentelle, non compris les enfants et les employés de passage. Elle a confectionné en 1911 environ 4.000 yards de dentelles. L'Ecole reçoit une subvention de 120 livres sterling du gouvernement; son travail lui a rapporté 788 livres sterling l'année dernière.

« Peuplée de 375.000 habitants répartis sur une surface de 720 milles carrés, l'île Maurice ne produit que du sucre ; la campagne sucrière commence le 1er août et finit le 31 juillet de l'année suivante. La production moyenne est d'environ 200.000 tonnes, elle est suffisante pour alimenter le travail de 65 fabriques dont la valeur représenterait un capital de 33.456.400 roupies. On estime par ailleurs à 140.000 arpents la superficie plantée en cannes à sucre (2). Les prix avantageux obtenus pour ce produit ont eu comme effet de détourner l'attention des autres cultures de la colonie : plantations d'aloès, thé, vanille, maïs, tabac. L'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre permettraient, si on le voulait, de développer ces dernières ; mais l'existence étant facile et confortable, personne n'en a cure. Il semble aussi qu'au point de vue économique l'île Maurice gagnerait beaucoup à des relations plus fréquentes avec Madagascar et le continent africain. »

(1) Avril 1913.
(2) L'arpent mauritaire est de 42 ares 208.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE L'ARGENTINE (1).

La publication par le gouvernement argentin, en 1910, à l'occasion des fêtes du centenaire, du *Recensement agricole national*, nous a fourni, il y a deux ans, les principaux éléments d'un tableau général, où nous avons exposé l'évolution économique de la République Argentine, depuis un siècle (2). Les progrès, accomplis, durant cet espace de temps, ont été, nous l'avons vu, absolument prodigieux, d'autant mieux que plus de la moitié de cette période fut remplie par de stériles commotions internes. Il y a seulement quinze ans, la richesse du pays consistait exclusivement dans les immenses troupeaux de bœufs et de moutons issus des quelques animaux, importés d'Espagne, ou du Pérou, au XVI^e^ siècle, qui s'étaient multipliés, dans la pampa, à l'état complètement sauvage, et qu'on chassait pour la production de la viande salée, et, surtout, pour le cuir. Ce mode d'exploitation barbare a fait place à l'élevage rationnel de bestiaux, améliorés par la sélection, et le croisement avec les meilleures races étrangères, et parqués dans des fermes closes, de préférence dans des prairies artificielles. La steppe, autrefois nue, s'est couverte d'*estancias* confortables, environnées d'arbres, et formant des oasis de verdure. Les champs de céréales ont pris, rapidement, une extension telle que l'agriculture a conquis le premier rang parmi les sources de la fortune nationale. Aujourd'hui, l'agriculture et l'élevage utilisent environ 117 millions d'hect. La culture du blé en occupe 7 millions, celle du maïs 3 1/2, celle du lin 1.700.000, et celle de l'avoine 1.200.000. Le troupeau argentin compte 70 millions d'ovidés, 30 de bovidés et 8 de chevaux. La valeur totale des produits naturels, en 1912, s'est élevée à 5 milliards 300 millions de francs, dont près de 3 milliards pour les produits agricoles, et 1 milliard 1/2 pour les produits de l'élevage. Le chiffre du commerce extérieur a dépassé 4 milliards de francs; l'exportation (2 milliards 311 millions) a été supérieure de plusieurs centaines de millions, à l'importation. Cette activité économique s'est produite grâce au concours de l'Europe, qui a vraiment « colonisé » l'Argentine en lui envoyant des hommes et des capitaux. De 1857 à 1910, l'immigration a laissé dans le pays 2 millions 1/2 d'étrangers. On évalue à 4 milliards 1/2 de francs les capitaux anglais employés dans l'Argentine, et à 1 milliard 1/2 les capitaux français prêtés à l'Etat ou aux provinces, ou engagés dans les dernières entreprises à 52 millions de piastres (piastre papier = 2 fr. 20, piastre or = 5 francs) la valeur des propriétés rurales appartenant à des Français résidant en France, et au double celles de nos compatriotes habitant l'Argentine. Ce pays, dont le rôle, sur les marchés européens, s'accroît sans cesse, et qui, de tous les Etats de l'Amérique du Sud, est le plus en faveur, nous intéresse donc particulièrement, surtout si nous voulons lutter avantageusement avec les concurrents, que nous avons laissés nous distancer, et participer, comme il convient, à la colonisation de demain. L'attention que nous donnons aux choses de là-bas paraît au grand nombre d'ouvrages sur l'Argentine qui ont paru dans ces dernières années; mais beaucoup de voyageurs se sont bornés à voir la capitale, et les terres à blé et les pâturages des régions voisines, comme s'il n'existait, dans le pays, qu'une seule ville, une seule culture et une seule industrie. L'étude complète de ce vaste Etat, avec ses ressources multiples, utilisées ou à utiliser, caractérise les livres de M. Huret, et de M. P. Walle, l'un journaliste, habile à observer et à interviewer, l'autre économiste spécialement qualifié, car, depuis plusieurs années, il parcourt en tous sens, l'Amérique du Sud. De 1887 à 1900, il avait déjà visité, en trois fois, les diverses régions de l'Argentine; il y est retourné, en 1911, comme chargé de mission par le ministère du Commerce; nul mieux que lui ne pouvait se rendre compte du développement progressif de ce pays, et mener à fond une enquête sur toutes les questions qui préoccupent aujourd'hui, chez nous, financiers, hommes d'affaires, industriels et commerçants, sans parler des savants et du public lettré.

L'Argentine, qui mesure 3.700 kilomètres du Nord au Sud, 1.700 kilomètres de l'ouest à l'est, et occupe une superficie de 3 millions, environ, de kilomètres carrés, soit 6 fois la France, est comprise, pour la plus grande partie de son étendue, dans la zone tempérée. Peu de climats au monde conviennent aussi parfaitement aux Européens, qui s'y adaptent sans difficulté. La colonisation a débuté, naturellement, par l'est et le centre. Les parties les plus avancées sont, avec la capitale, les 4 provinces de Buenos-Aires, Santa Fe, Cordoba et Entre Rios, et le territoire de la Pampa Centrale. L'ensemble forme une superficie de 601.690 kilomètres carrés, avec une population de 5.200.000 habitants (chiffre de 1910) sur un total de 7. La capitale en renfermait 1.300 000, et la province de Buenos-Aires 1.870.000. Les villes les plus peuplées, après la métropole, sont : Rosario (plus de 200.000 habitants) Cordoba, Bahia, la Plata (chacune environ 100.000), Santa Fe (50.000). Cette région a produit, en 1912, 4.520.000 t. de blé. Elle possède 20 millions de bêtes à cornes, et 45 millions de moutons. Le territoire de la Pampa Centrale, qui a profité du voisinage de Buenos-Aires, dépasse la province de Entre Rios pour la production des céréales. La superficie cultivée, qui était, en 1895, de 8.760 hectares, atteint, actuellement, 1.900.000 hectares occupés par les céréales et la luzerne (830.000 hectares pour le blé). Dans une même journée, l'on peut parcourir, en voiture, 120 kilomètres, en différentes directions, sans cesser d'apercevoir une mer de blé. L'avenir de ce territoire est uniquement fondé sur la culture des céréales. A ce groupe des régions argentines actuellement les plus riches et les plus développées, il faut ajouter les deux provinces de Mendoza et de Tucuman, qui viennent en tête, la première, pour la production vinicole (74 0/0 du total), l'autre, pour la production sucrière. La ville de Tucuman a 75.000 habitants, celle de Mendoza, environ 50.000.

La province de Tucuman appartient à la zone sous-tropicale du Nord, qui comprend les provinces et territoires suivants : au pied de la Cordillère : Jujuy, les Andes, Salta et Catamarca; dans la plaine médiane : Tucuman et Santiago, au climat essentiellement chaud et sec; à l'est, dans le bassin du Parana, et de l'Uruguay : Formosa, Chaco, Corrientes et Misiones. Cette dernière région a une longue saison de pluies abondantes. Elles atteignent, annuellement, une hauteur de 2 mètres et 2 m. 50. Ce territoire est dépeint M. Walle comme la contrée la plus séduisante de toute la République. Il possède la plus magnifique cataracte du monde, celle de l'Iguazu, supérieure aux chutes de Niagara et du Zambèze. La région sous-tropicale du Nord mesure une superficie de 882.000 kil. carrés. La population ne dépasse pas 1 million 120.000 habitants. On en trouve plus de 300.000 dans les provinces de Corrientes et de Tucuman, plus de 200.000 dans celle de Santiago, mais le chiffre tombe au-dessous de 100.000 pour Jujuy (62.000), Misiones (50.000) Chaco (27.000) Formosa (16.000) et les Andes (2.500). L'étendue des terres cultivées est de 930.000 hectares.

La zone occidentale, formée par les provinces de la Rioja, San

(1) PAUL WALLE. *L'Argentine telle qu'elle est*. 1 vol. in-fol. 590 p. avec illustration et cartes. Paris. Guilmoto.

JULES HURET. *En Argentine. De Buenos-Aires au grand Chaco. De la Plata à la Cordillère des Andes*. 2 vol. Charpentier 1913.

(2) Voir *Quinz. Col.* 25 mai 1911.

Juan, Mendoza et San Luis, est particulièrement la zone viticole. Elle embrasse 397.600 kil. carrés, et renferme 540.000 habitants.

La Patagonie, qui compte, encore, moins de 100.000 habitants pour 858.800 kil. carrés, se compose d'une région andine très pitoresque, avec ses forêts, ses rivières, ses lacs, et ses vallées fertiles, et, d'autre part, d'une région pampéenne très sèche. Ces immenses steppes nourrissent actuellement 800.000 bêtes à cornes, 11 millions et demi de moutons, et 490.000 chevaux.

Si surprenant que puisse paraître le développement actuel de l'Argentine, de l'avis de nombre d'observateurs, il eût pris déjà des proportions plus grandes, s'il n'avait pas été contrarié par la forme du gouvernement, par les mœurs politiques et administratives. On sait que la république est un Etat fédératif, à l'exemple de l'Union de l'Amérique du Nord. Chacune des 14 provinces a sa constitution propre, et son autonomie ; elle nomme elle-même son gouverneur, ses législateurs, ses fonctionnaires et ses juges. Or il semble que la forme unitaire eût beaucoup mieux convenu à ces pays. En dehors des régions vivifiées par le flot de l'immigration étrangère, en dehors des territoires nationaux de la Pampa Centrale, de Misiones et de Chaco, conquis sur la nature, et les Indiens, où l'on a pu construire, en quelque sorte, sur une table rase, la politique pure et stérile, legs du passé, tient une place prépondérante, quelquefois même exclusive, dans les préoccupations locales, et absorbe toute l'activité. au détriment de la vie économique. Les anciennes familles ont constitué, à leur profit, de véritables fiefs. Cette oligarchie, maîtresse du pouvoir, n'a d'autre souci que de s'y maintenir, en écartant ses adversaires, et en comblant de faveurs et de richesse la camarilla qui la soutient. Beaucoup d'hommes de valeur et de bonne volonté, frappés d'ostracisme, ou voyant leurs efforts anéantis par de mesquines intrigues, ont quitté leur pays natal, pour venir dans la capitale fédérale, qui accapare, ainsi, les forces intellectuelles des provinces pauvres. Les budgets servent à payer des fonctionnaires aussi nombreux qu'inutiles. L'industrie de l'élevage est frappée d'impôts excessifs, ou bien l'immense majorité des propriétaires échappe à la contribution. Les finances locales sont dans un état désastreux. Tel était le spectacle offert, naguère, par la province de Santiago, telle est encore la situation dans les province arriérées de Jujuy, de Catamarca et de la Rioja. Le gouvernement fédéral a le droit d'intervenir dans les provinces, et même, d'y déclarer l'état de siège, mais, au jugement de M. Walle, ce droit n'est pas exercé aussi souvent qu'il faudrait. Le gouvernement fédéral a aussi, seul, le droit d'entreprendre de grands travaux publics, dans l'ensemble du pays. C'est en partie, aux lois et aux mesures fédérales que sont dues la richesse et la prospérité des provinces de Buenos-Aires, de Santa Fe, de Cordoba et de Mendoza.

La marche du progrès a suivi, partout, l'ouverture des lignes de chemin de fer. La longueur totale de ces lignes, qui en 1880, était de 2.500 kil., atteint, aujourd'hui 31.500 kil. Elles ont servi, en 1912, au transport de 68 millions 1/2 de voyageurs, et de 33 millions 1/2 de tonnes de marchandises, et produit un bénéfice net de 218 millions de francs. Près de 11.000 kil. sont en construction. Parmi ces dernières lignes, il faut citer, d'abord celle de Formosa à Embarcacion (700 kil. dont 200 achevés), et de Barranqueras à Métan, appelées à desservir les territoires du Nord, et, ensuite, dans la Patagonie, les deux lignes mettant les ports de San Antonio et de Deseado en communication avec la Cordillère. Les trois grands centres d'exportation de l'Argentine sont : Buenos-Aires, Rosario et Bahia. Le nouveau port de Buenos-Aires, terminé en 1900, est déjà trop petit. Il va être agrandi, et sa profondeur sera portée à 33 pieds. Rosario est sur le Parana qui a, ici, une largeur de 1800 mètres, et dont la profondeur permet l'entrée de bateaux de 13.000 t. Le nouveau port s'étend sur une longueur de 4 km. 1/2. Le tonnage s'est élevé de 1 million de francs, en 1902, à 3 millions 1/2 en 1908. La baie de Bahia abrite quatre ports, déjà insuffisants, tellement la croissance de cette ville, qui date de vingt-cinq ans, a été rapide. Bahia détient le record du monde, pour l'exportation du blé. Avec la construction des voies ferrées et des ports, les grands travaux d'utilité publique, qui contribuent le plus, à accroître la richesse du pays, sont les travaux hydrauliques. Le gouvernement fédéral s'est attaché à résoudre le problème de l'irrigation. Dans la province de Cordoba, 600.000 hectares peuvent être irrigués par des cours d'eau temporaires, ou permanents. Le rio Primero a été emprisonné par une digue colossale, haute de 50 mètres, épaisse d'autant, et qui a coûté 10 millions de francs. De ce lac artificiel de San Roque, dont la capacité est de 260 millions de mètres cubes se détachent deux canaux principaux, et plusieurs canaux secondaires. La superficie irriguée ainsi embrasse 130.000 hectares. On projeta de construire un autre bassin de 120 millions de mètres cubes. Les chutes du Primero sont utilisées pour la production de la force et de la lumière. Dans la province de Santiago, remarquablement sèche, 3 canaux arrosent 200.000 hectares. Les luzernières donnent jusqu'à 10 coupes dans l'année. Des travaux hydrauliques semblables ont été exécutés dans les provinces de Salta, Tucuman, Catamarca, la Rioja et San Luis. Partout, la terre est féconde, quand elle n'est pas privée d'eau. Mais où l'irrigation a véritablement produit des merveilles, c'est dans les provinces de San Juan et de Mendoza, où la création de barrages et de réservoirs a fait naître, de riches centres de production. Des étendues stériles ont été transformées en magnifiques vignobles, en luzernières, ou en vergers. Une agriculture intensive se développe là, au pied des Andes. L'initiative est partie de quelques particuliers, puis l'Etat est intervenu pour augmenter et perfectionner les travaux. Dans San Juan a été construite la digue de Puntilla. Dans Mendoza, 2.000 kilomètres de canaux fertilisent 472.000 hectares. Le gouvernement est résolu à porter la superficie arrosée à 5 millions d'hectares. Les terrains, qui, non irrigués, se paient de 10 à 20 francs, en valent jusqu'à 300 l'hectare. quand ils sont pouvus d'eau. En 17 ans, grâce aux irrigations, la valeur de la propriété s'est élevée de 50 à 286 millions de piastres. Aussi la province de Mendoza a-t-elle reçu 12.000 immigrants, en 1908. On prévoit, pour elle, la destinée de la Californie. Ces exemples montrent éloquemment de quelle évolution agraire sont susceptibles ces provinces de nord-ouest. L'irrigation transformera pareillement les steppes de la Patagonie ; on a commencé par régulariser les rivières maîtresses du rio Negro et utiliser la vallée de ce fleuve. Le débit varie de 250 mètres cubes, à la seconde, en été à 9.000 mètres cubes, en hiver ; les inondations sont terribles. La vallée du rio Negro a une superficie de 550.000 hectares, dont 380.000 susceptibles d'être réellement cultivés. Au mois de mars 1910, a été entreprise la construction d'une digue gigantesque qui barre le Neuquen, et forme un lac artificiel, le lac Pellegrini contenant 2 milliards de mètres cubes d'eau. La dépense s'élèvera à 4 millions de piastres or. On irriguera, par ce moyen, 100.000 hectares. Deux autres canaux ouvriront à la culture 80.000 hectares. On a prévu aussi le creusement d'un canal long de 300 kilomètres qui amènera à San Antonio les eaux du rio Negro.

L'action du gouvernement fédéral a été stimulée, secondée et complétée par l'initiative intelligente de l'élite argentine, et des Européens immigrés. Les étrangers, qui se font naturaliser, jouissent au bout de deux ans de séjour, de tous les droits politiques. Tous les enfants, nés sur le territoire de la République, sont citoyens argentins ; et ces fils d'immigrants se montrent aussi bons patriotes que les habitants de souche plus ancienne. Ainsi

se formera, sans nul doute, un peuple parfaitement homogène. Pendant l'année 1911, il est entré 225.772 immigrants; le maximum avait été atteint l'année précédente, avec 289.640. En un demi-siècle, plus de 1 million d'Italiens se sont incorporés à la population. On en trouve 300.000 dans la capitale, 200.000 dans la province de Santa Fé, 80.000 dans Entre Rios. Leur principal centre d'attraction est maintenant Mendoza. La presque totalité des vignobles de cette province leur appartient. Une maison italienne produit, par an, 300.000 hectolitres de vin. D'autres en fabriquent de 200 à 250.000. Les Espagnols viennent, pour le nombre, après les Italiens. Les Basques de France et d'Espagne (250.000) sont l'élément le plus facilement assimilable. En un demi siècle, le seul département des Basses-Pyrénées en envoya près de 80.000. Les Français sont, en tout, 125.000, dont 35.000 à Buenos-Aires. L'un des colons les plus fameux de la période héroïque fut le Français du pays basque, Pedro Luro. Il était arrivé en 1837, avec quelques francs en poche. Quand il mourut, il laissa à ses quatorze enfants 375.000 hectares de terres, 500.000 moutons et 150.000 bœufs, le tout évalué à 40 millions. Le Basque, Dominique Barthe, est actuellement l'un des plus gros capitaliste de Misiones. Il possède 617 lieues de campos et de forêt au Paraguay et au Brésil. On lui a offert de ses propriétés près de 33 millions de francs. Les Français figurent au nombre des premiers pionniers, et des principaux concessionnaires de ce territoire. Un agronome français a été, ici, le véritable créateur des premières cultures pratiques de maté. M. Walle a rencontré, dans un rancho, en pleine forêt, un groupe de cinq Français : un docteur en droit, un négociant, la femme de celui-ci, une Parisienne, et deux volontaires, venus pour cultiver le maté. Ils avaient 100 hectares plantés. C'est aussi à des Français qu'est due la propriété naissante du territoire de Chaco. Ce sont nos colons qui ont initié les créoles de Entre Rios à la culture du blé, qui ont innové cette culture dans le Sud de la province de Buenos-Aires, qui ont perfectionné la culture de la canne à sucre dans Tucuman. Un de nos compatriotes fut des premiers à démontrer pratiquement la possibilité de pratiquer en grand l'industrie sucrière. Il a édifié une fortune considérable et possède une usine de premier ordre, produisant 140.000 kilogrammes de sucre. Dans Mendoza, les Français comptent au nombre des grands viticulteurs. L'un d'eux à fait une fortune d'une dizaine de millions, en quelques années. L'amélioration de la race ovine, par l'importation des Rambouillet est à l'actif des nôtres. On les trouve enfin dans les grandes entreprises, telles que la construction des ports (Rosario, Mar-del-Plata), des chemins de fer (Rosario à Bahia, Santa-Fe à Barranqueras et prolongements, Rosario à Puerto Belgrano), travaux d'irrigation (digue San Roque et barrage du Neuquen). Les Français appartiennent à ce qu'on peut appeler l'immigration aristocratique, à la différence des Italiens et des Espagnols qui se résignent aux occupations les plus humbles. Depuis quelques années, on voit arriver en Argentine un grand nombre de Russes, et même de Syriens. L'immigration la plus souhaitée est celle des peuples de l'Europe septentrionale et occidentale. Le Patagonie andine conviendrait admirablement aux Scandinaves. La vie est chère dans l'Argentine, mais les salaires sont élevés, en proportion. Les étrangers économisent beaucoup, et viennent en aide à leurs parents d'Europe, comme le prouvent le total des dépôts dans les caisses d'épargne, en 1911 (550 millions de francs), et le nombre des lettres de change, de moins de 500 francs, prises dans les banques, lesquelles donnaient, ensemble, une valeur de 245 millions de francs.

Le bon marché des terres est maintenant chose du passé. Autour des grands centres, les terrains valent si cher qu'il y a plus de culture rémunératrice. Dans la banlieue de Buenos-Aires, jardins et vergers ont disparu. Dans la province de Buenos-Aires, des terres particulières valent jusqu'à 3.100 piastres l'hectare. Dans la Pampa centrale où, il y a quinze ans, on n'aurait pas trouvé preneur sur le pied de 2.000 p. la lieue carrée, celle-ci se vend jusqu'à 100.000 piastres. Dans le rio Négro, l'hectare se paie déjà jusqu'à 700 piastres. La hausse extraordinaire des prix ne répond pas, le plus souvent, à une plus-value réelle ; la majorité des terres achetées est laissée en friche. Le *boom* est l'effet de la seule spéculation. Les grands propriétaires, escomptant la « valorisation », s'obstinent à ne pas morceler leurs domaines. Ces « latifundios » sont un grand obstacle à la colonisation. Dans Cordoba, les grandes propriétés, de 1.000 jusqu'à 40.000 et 50.000 hectares, forment encore les 6/10 de la superficie. Dans Formosa, des domaines de 30 lieues carrées demeurent incultes. Dans Entre Rios, les détenteurs du sol se montrent aussi routiniers et conservateurs, mais le gouvernement de la province cherche à supprimer les latifundios. La non-mise en valeur de ces vastes domaines est imputable, non pas seulement aux propriétaires, mais aussi au gouvernement fédéral, quand il s'agit de concession de terres fiscales, car celles-ci n'étaient, autrefois, soumises à aucune obligation. Le gouvernement se laissait aussi facilement duper par des sociétés ou des particuliers, qui, pour obtenir des concessions, simulaient l'organisation de colonies agricoles. A vrai dire, le gouvernement fédéral n'a jamais eu, jusque dans ces derniers temps, de véritable politique de colonisation. Les lois des terres étaient tellement complexes et imprécises, elles prescrivaient tant de conditions et rendaient si difficile l'obtention du titre définitif de propriété que seuls les spéculateurs, les gens d'affaires pouvaient en bénéficier. Dans les territoires, le gouvernement n'a pas songé à créer des centres, et dans les localités, n'a rien réservé pour les services publics. La dernière loi des terres, toute récente, est beaucoup plus libérale que les précédentes ; elle encourage davantage les initiatives. Parmi les terres publiques, le gouvernement devra réserver des régions favorables à l'établissement de colonies agricoles. Des concessions gratuites y seront accordées à des étrangers possédant une carte de naturalisation. Le reste des terres fiscales sera loué ou vendu aux enchères, par lots de 5.000 hectares, au maximum. Ces terres sont actuellement mises à prix 1 p. l'hectare, mais la base varie de 2 à 4. L'ensemble des terres publiques de l'État fédéral, situées dans les Territoires, occupe 83.679.000 hectares. Certaines provinces, comme Catamarca et la Rioja, ont encore une quantité énorme de ces terres. Dans celle de Corrientes, où l'on a le moins fait pour la colonisation, le gouvernement local s'est décidé aussi à entrer dans la voie de la colonisation officielle. Il a acquis de vastes campos, qu'il a mesurés et divisés pour les mettre à la disposition des colons. Le gouvernement fédéral et les gouvernements particuliers doivent se préoccuper sérieusement de faciliter l'établissement, en masse, sur le sol argentin, de nouveaux arrivants, car l'immigration actuelle est absolument insuffisante, pour tirer parti de toutes les possibilités économiques.

M. Huret et M. Walle sont d'accord pour penser que les résultats obtenus, si brillants soient-ils, ne répondent pas encore à ces possibilités, que nous ne sommes qu'au début de la fortune argentine, et que la prospérité future de ce pays est illimitée. Jusqu'ici, les progrès de l'agriculture ont été dus à l'extension des terres cultivées ; qu'on songe que rien que dans Chaco, Formosa et Santiago, il y a encore 30 millions d'hectares à peu près incultes. L'élevage peut disposer d'immenses espaces nouveaux : la province de Corrientes, de grandes zones dans les territoires de Formosa et de Chaco, pour les bêtes à cornes, toute la Patagonie, pour les moutons. La République Argentine arrivera facilement à doubler son troupeau. Elle devra, en même temps, per-

fectionner l'élevage, car il y a beaucoup à faire, encore, au point de vue du rendement. La colonisation des régions septentrionales amènera le développement des cultures tropicales : canne à sucre, coton, caoutchouc, café, arachides, et aussi celui des cultures de primeurs et de fruits. Le territoire de Chaco, les provinces de Jujuy, Salta, Catamarca, Mendoza donnent déjà des récoltes pleines de promesses. On y voit des tomates pesant jusqu'à 1 kgr. 1/2, des orangers donnant jusqu'à 5.000 fruits. D'ici dix ans, les fruits frais de Mendoza viendront, l'hiver, sur les marchés européens, grâce à l'interversion des saisons, et feront concurrence à la Californie, à l'Australie et au Canada. Mais il n'y a pas dans toute la République Argentine, de région présentant des conditions plus favorables à la culture intensive des fruits et des légumes que la vallée de rio Negro. M. Walle y a vu des poires et des coings pesant 1.200 grammes, une grappe de raisin pesant 3 kg. 415 ; un chou de 1 m. 20 de diamètre. Les côtes de l'Argentine sont extrêmement poissonneuses. Les régions du nord et la Patagonie andine, sont, en grande partie, couvertes de forêts. Celles-ci occupent les 2/3 de la superficie du Chaco. Elles produisent le bois précieux appelé *quebracho*. C'est à tort qu'on a pu craindre sa disparition. Il faudrait encore un demi-siècle d'exploitation active pour en finir avec ces arbres, dans Chaco et Formosa. Leur exploitation donne des bénéfices énormes. La Cie Coppel a pu distribuer à ses actionnaires un dividende de 88 0/0 (valeur des produits forestiers de l'Argentine, en 1912 : 350 millions de francs). Le sous-sol des Andes recèle toutes sortes de minerais. On a découvert du lignite, et même du charbon. La Patagonie a des gisements de pétrole. Des milliers de concessions minières ont été accordées, mais quelques-unes seulement sont exploitées, à cause du manque d'eau, de combustible, de voies d'accès, et puis parce que le gouvernement fédéral a commis ici la même faute que pour les terres ; il a fait des dons gratuits à des gens qui n'ont jamais traité aucun minerai, mais qui vendent leur concession, moyennant des prix extrêmement élevés, aux sociétés exploitantes. Les frais d'achat et de premier établissement absorbent, la plupart du temps, la totalité du capital (valeur des minerais, en 1912 : 5 millions de francs). La grande industrie n'est guère représentée encore que par les frigorifiques, dirigés, pour la plupart, par des capitaux anglais (exportation de viande congelée, ou refroidie, en 1909 : 290.000 tonnes), et par la fabrication du vin, à peu près monopolisée par des Italiens (3 millions 200.000 hectolitres en 1908, importation étrangère : 350.000 hectolitres). Mais la possession du combustible minéral et de la force hydraulique des torrents andins, garantit à l'Argentine, un futur grand essor industriel.

On voit quel vaste champ d'activité s'ouvre pour les capitaux et les entreprises européens. Aujourd'hui, c'est sur une production sans cesse grandissante que sont fondées la richesse et la prospérité ; aussi, l'Argentine n'a-t-elle plus à redouter de crise financière, comparable à celle de 1890. Le gouvernement fédéral est entré dans la voie des réductions de dépenses, sage politique pour un pays dont la dette totale atteint 2 milliards 660 millions de francs. Deux années d'économies suffiront pour rétablir un parfait équilibre budgétaire. Le crédit argentin est maintenant solide, ainsi que le démontre la conclusion, en France, en 1911, d'un emprunt de 350 millions de francs. Mais ce n'est pas assez, pour nous, de fournir des capitaux, nous devons faire progresser notre commerce qui s'est laissé distancer par nos concurrents. En 40 ans, nos ventes n'ont augmenté que de 90 millions de francs, et nos achats de 168 millions, tandis que les chiffres correspondants du commerce allemand croissaient de 215, et de 206, et dépassaient les nôtres de 61 et de 11 millions. M. Walle a exprimé, à son tour, à cet égard, de judicieuses doléances. Parmi les causes de notre décadence, signalées par lui, il en est une, l'insuffisance de nos services de navigation, qui vient de disparaître. La nouvelle Cie de navigation Sud-Atlantique, disposant déjà de quatre bateaux anciens, a, récemment, lancé un paquebot répondant à toutes les exigences de la clientèle sud-américaine. Depuis quelques années, d'ailleurs, d'heureux symptômes de notre réveil se sont manifestés. « J'ai reçu, dit M. Huret, une quantité incroyable de lettres qui me montrent la préoccupation actuelle des jeunes générations, leur répulsion devant les vieilles carrières encombrées, classées et hiérarchisées, en même temps que leur goût grandissant pour la vie active et libre des pays neufs. » Ce témoignage, favorable, prouve quelles ressources en initiatives et en énergies pour la colonisation possède notre pays : il prouve aussi que ces forces ont besoin d'être éclairées et dirigées par des livres et des répertoires pratiques, comme ceux de MM. Huret et Walle.

C. M.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Poisons de flèche et poisons d'épreuve (1). — Ce livre vient à son heure. Encore quelques années sans doute, et les flèches auront disparu des contrées, de plus en plus rares, où l'emploi s'y est jusqu'ici maintenu ; les armes à feu pénètrent partout et chassent l'arme antique, moins sûre, moins efficace, moins rapide ; déjà, chez quelques peuplades de l'Afrique, comme le remarquent les auteurs, il est, paraît-il, difficile de trouver les flèches qui étaient, il n'y a pas longtemps, entre toutes les mains, et il deviendra plus difficile aussi de se procurer les poisons dont elles étaient enduites, les indications d'origine et les modes de préparation se perdront vite. C'est donc un mérite que d'avoir eu l'idée d'écrire maintenant ce livre et, l'ayant eue, de l'avoir menée à bien, malgré toute la complexité de la tâche, que je montrerai tout à l'heure.

Mais ce livre s'imposait pour d'autres raisons, à cause de l'importance du sujet même et parce que, en dépit de son intérêt propre, il n'avait jamais été traité dans une œuvre d'ensemble, telle que celle que MM. Perrot et Vogt ont conçue et réalisée, réunissant les poisons de toutes les parties du monde, ancienne Europe, Afrique, Asie, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Océanie, et en présentant l'histoire, pour autant qu'on peut la reconstituer, et la complète description scientifique, — à cette réserve près que la partie physiologique du sujet se réduit à quelques indications principales, les auteurs n'étant pas physiologistes et s'étant sagement abstenus de faire œuvre physiologique. — Il est facile de justifier ce que j'avance de l'importance d'un tel travail.

Dès les temps préhistoriques et dans les âges barbares et, jusque de nos jours, chez les peuplades sauvages, l'invention et le développement du rôle des armes de jet sont choses capitales ;

(1) Em. Perrot et Vogt, 1 vol. in-8° 367 pages avec 8 planches phototypie hors texte. Paris 1913, Vigot frères éditeurs.

Il nous était difficile dans cette Revue d'analyser ce livre qui vient de paraître sous notre signature, nous nous contentons donc de reproduire la Préface que M. le professeur Gley a bien voulu écrire et qui donnera à nos lecteurs la physionomie exacte de l'ouvrage et la pensée qui a présidé à son exécution. — Em. P.

les anthropologistes et les historiens l'ont bien montré. A ce point de vue, pour ainsi dire philosophique, l'intérêt de la question des flèches empoisonnées est manifeste. Mais la question n'est pas moins intéressante au point de vue scientifique. Les poisons dont les peuplades sauvages se sont servis et se servent encore pour leurs flèches, proviennent, la plupart du temps, de plantes, ou consistent aussi quelquefois en venins ou en matières animales putréfiées; ces plantes, la botanique les détermine; ces venins et ces ptomaïnes, les pathologistes et les toxicologues les étudient; la chimie extrait de ces plantes des principes actifs, alcaloïdes ou autres, dont l'étude théorique a été souvent d'une grande importance; l'importance pratique de ces principes n'est pas moindre, démontrée par la découverte de leurs actions physiologiques et par les applications thérapeutiques qui en découlent.

C'est qu'un poison de flèches, pour remplir son office, qui est d'annihiler tout de suite le pouvoir offensif de l'ennemi ou d'empêcher de fuir le gibier atteint, doit agir vite; et, pour satisfaire à cette condition, il doit agir sur les fonctions essentielles de l'organisme, en les supprimant rapidement. Or, n'est-il pas curieux de constater que les principaux poisons de flèches sont des substances qui arrêtent le cœur ou qui abolissent l'activité du système nerveux cérébro-spinal, soit qu'elles provoquent des convulsions violentes, soit qu'elles paralysent les centres ou les nerfs moteurs? Le type des premières pourrait être la strophantine, le type des seconder, la strychnine, d'une part, et, d'autre part, le curare, qui, entre autres actions, paralyse le diaphragme et, donc, les mouvements respiratoires. De sorte que l'on peut dire que les poisons-types de flèches font mourir par arrêt du cœur ou de la respiration ou par épuisement du système nerveux. Ces seuls exemples suffisent à montrer quels habiles physiologistes furent, sans le savoir, les sauvages inconnus qui utilisèrent, les premiers, les extraits des plantes, dont la chimie du XIXe siècle devait retirer les principes actifs. Aussi comprend-on aisément que la physiologie obtint grand profit de l'analyse approfondie à laquelle elle soumit peu à peu beaucoup de ces poisons, comme celle que Claude Bernard fit du curare.

Voilà bien des raisons pour lesquelles la question des poisons de flèches est tout autre chose qu'une curiosité ethnologique ou toxicologique. Elle pose des problèmes multiples, de botanique, de géographie botanique, de chimie, de matière médicale et de pharmacologie, de physiologie générale, de thérapeutique. Elle méritait donc qu'on y consacrât une œuvre d'ensemble.

En raison de leur compétence spéciale, attestée par de nombreux travaux, les auteurs du présent ouvrage se sont surtout attachés à la détermination de la nature des poisons sagittaires, détermination, d'abord, des matières premières qui servent à la préparation de ces substances et, ensuite, étude de leur composition chimique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est là un travail fondamental, car il est à la base de toutes les recherches possibles de pharmacodynamie et de physiologie.

Il me semble que cette étude a été conduite avec beaucoup de soin et à la fois avec sagacité. De nombreux documents ethnographiques, largement utilisés, servent d'introduction à la description botanique et chimique. La tâche était difficile, de réunir et de classer ces innombrables renseignements rédigés en toutes langues et épars dans les recueils les plus divers, journaux, récits de voyages, ouvrages historiques, revues d'ethnographie et de géographie, périodiques scientifiques les plus variés, de botanique, de chimie, de pharmacologie, de physiologie, de thérapeutique, etc. Quelle somme de travail dépensée à cette œuvre, préliminaire pourtant! et quel patient labeur! Mais ce labeur a été fructueux; l'œuvre essentielle en est sortie; les auteurs ont trouvé, comme il arrive toujours à ceux qui cherchent bien, les matériaux importants, ils ont su les ordonner, ils en ont tiré tout ce qu'il y avait de bon, de sûr, d'utile; leur critique avisée a rejeté ce qu'il y avait de douteux. On le voit bien en lisant, par exemple, les chapitres sur les rapports entre les principes convulsivants et les principes curarisants des *Strcyhnos*, sur les variétés des *Strophantus* et les diverses strophantines, sur l'origine des *Curares*, etc., toutes questions complexes, difficiles à débrouiller.

Je voudrais aussi louer brièvement les auteurs du soin qu'ils ont apporté à la rédaction même de leur ouvrage, du résumé si clair et si plein qui termine chacun des chapitres consacrés aux poisons de l'une ou l'autre des parties du monde, des cartes schématiques donnant la répartition des principaux poisons employés dans chacune desdites régions, des tables si complètes, table des noms des auteurs cités, table des noms des plantes (noms indigènes et noms scientifiques), liste alphabétique des peuplades ou tribus, et enfin des belles planches dont ils ont su réuir les éléments.

Dr E. Gley,
professeur au Collège de France.

Annales du Musée colonial de Marseille. — Ce volume est le dixième de la 2e série de cette publication commencée il y a vingt ans. Il contient 8 mémoires différents dont nous allons résumer le contenu :

I. — Le professeur Marcel Dubard, continuant ses recherches de botanique systématique sur les Sapotacées, famille de plantes si intéressantes par les produits industriels qu'elles fournissent (gutta-percha, balata, corps gras, etc.), s'est occupé cette année de celles qui appartiennent au groupe des Sideroxylinées. Ce travail est des plus intéressants, car il met de l'ordre dans une synonymie des plus embrouillées et confirme sur bien des points les conclusions antérieures du professeur Dr Engler.

Il débute par le *Calocarpum mammosum* Pierre; les *Lucuma*, si nombreux aux Antilles, sont groupés judicieusement et le nombre des espèces décrites par Pierre est sensiblement diminué. L'auteur en a donné toutes les synonymies scientifiques et les noms vernaculaires et il a réuni les Lucumées africaines sous le seul nom nouveau de genre : *Bakeriella*. Vient ensuite la description des *Ponteria* Engler et Radlkofer, qui fournissent entre autres le Caïmito ou Balata indien, les *Labatra* Sw., les *Butyrospermum* (Karités), les *Bureavella*, *Englerella*, *Planchonella*. Ces derniers étaient auparavant rangés pour la plupart dans le genre *Sideroxylon*, comme beaucoup de *Micropholis* Griseb. Les caractères du Sapotillier *Achras Sapota* L. sont précisés, ainsi que ceux des *Bumelia*, des *Sarcosperma*, *Dipholis*, *Sideroxylon*, *Argama* et *Omphalocarpum*.

Cette brève énumération montre l'importance de ce travail qui fait honneur à son auteur, car il servira de base à des précisions futures, quand tous les documents auront été réunis qui en permettront une revision définitive.

II. — M. Baudoin a étudié **quelques plantes alimentaires indigènes du Congo français**. Cet auteur, dont le nom est

bien connu de tous ceux qui s'occupent de l'inventaire économique des richesses naturelles de la forêt équatoriale, fait partie de ce groupe de fonctionnaires de l'administration coloniale, qui en dehors de leur service pénible, apportent à la science des documents de réelle valeur. La question des plantes vivières est de celles qui sont d'une importance immédiate pour la colonisation; aussi lira-t-on avec fruit les observations de M. BAUDOIN sur les Maniocs, les Ignames, les Arachides et les Bananiers cultivés par les indigènes du Congo. Nous reviendrons sur les points essentiels de cette communication qui porte de plus encore, sur les Kolatiers, les *Raphia*, les *Elaeis*.

III. —MM. les Dr ALOY et BOURDIN, en analysant les *terres mangées par différentes tribus indigènes des colonies*, ont cherché à saisir leur rôle physiologique. Evidemment il ne saurait être question de les considérer comme de véritables aliments, mais disent les auteurs, sans méconnaître l'action néfaste de la géophagie, on ne peut nier la triple action exercée par les terres comestibles :

1° Par leur état physique; en se délitant elles agissent comme absorbantes;

2° Par le fer et le calcium solubles dans le suc gastrique, elles cèdent à l'organisme une partie de ces deux corps;

3° Elles neutralisent partiellement le suc gastrique.

IV. — MM. JADIN et JUILLET ont étudié avec forces détails l'anatomie de trois espèces des Crassulacées donnant dans leurs écorces des résines odorantes. Ce sont des *Kalanchœ* de Madagascar qui ne nous semblent pas susceptibles d'exploitation économique.

V. — Cette partie est constituée par la 15e note de M. GUILLAUMIN sur la flore de la Nouvelle-Calédonie (Bourail).

VI. — Le *Pelea madagascarica* H. Bn. est une Rutacée, du groupe des Xanthoxylées, dont l'essence possède une odeur anisée très caractéristique ; elle a fait l'objet, de la part de M. JUILLET, d'une étude morphologique et anatomique approfondie. L'auteur n'a pu donner d'étude complète, les fleurs femelles de la plante lui manquant encore.

Le fruit particulièrement intéressant, est une capsule globuleuse indéhiscente de un centimètre de diamètre, de couleur brun foncé, présentant, dans la partie externe de sa paroi, des poches à essence. Celles-ci, situées tout près de l'épicarpe, donnent au fruit pourvu de quatre côtes apparentes, un aspect chagriné.

Les quatre loges renferment chacune une seule graine exalbuminie, noire, triangulaire-obovoïde, avec un embryon volumineux à gros cotylédons.

Il existe deux formes de la plante, variétés sans doute de la même espèce et appelées par les indigènes **Tolongoala** et **Tolongoala-Manitsa-Anisette.**

De très bonnes photographies de feuilles, de fruits et d'excellents dessins anatomiques accompagnent ce consciencieux travail.

VII. — Le travail suivant de ce numéro des *Annales du Musée colonial de Marseille* porte la signature de M. le professeur Dr HECKEL et traite de diverses plantes de la Nouvelle-Calédonie, provenant de M. JEANNENEY.

La première de ces plantes est le *Spermolepis tannifera* (*Sp. gummifera* Brong. et Gris) ou **chêne-gomme.**

La sécrétion tannique résineuse de l'arbre a fait l'objet d'essais intéressants au point de vue de sa récolte et de son utilisation. L'exudation peut se faire spontanément, mais elle semble pathologique, car les arbres malades peuvent en fournir une quantité double des arbres sains (expériences faites en 1893).

Le gemmage à la tarière présente des variations considérables quant au rendement, et seuls les arbres adultes sont susceptibles de fournir de la tanno-résine en quantité appréciable. Celle-ci s'accumule dans l'écorce et sa présence se trahit à l'extérieur, par des cannelures apparentes.

La moelle de ces plantes renferme d'assez nombreux canaux sécréteurs anatomosés entre eux.

Parmi les plus intéressantes des espèces dont M. HECKEL a refait la monographie, citons: 1° *Gardenia Aubryi* Vieillard, producteur de résine par les poils sécréteurs spéciaux du bourgeon (cette résine est utilisée dans la médecine indigène comme celui du *G. fusiformis* H. Bn.; 2° *Garcinia amplexicaulis* Vieillard, *Carapa obovata* Bl. (fournissant un bois estimé en ébénisterie), *Rhizophora mucronata* Lam (appelé **Bongo** ou palétuvier blanc); *Melaleuca pungens* Brong et Gris, *Dendrotium fractiflexum* Finet (belle orchidée comme la suivante) *Phajus grandiflorus* Lour.; *Myoporum tenuifolium* (espèce à odeur de citronnelle); *Calophyllum inophyllum* L. (qui fournit l'huile de **Mù-ù**, ou la résine de **Tamanou**); *Sophora Fomentosa* L., *Phyllanttsus buplenroïdes* H. Bn., *Passiflora aurantia* Forst. (Barbadine), *Casuarina equisetifolia* Forst. etc., etc.

VIII. — Le dernier travail est une étude des bananiers, sur laquelle nous reviendrons spécialement. Elle est due à M. DE WILDEMAN et comporte, à côté de la partie purement scientifique, un côté économique qui intéresse plus spécialement des lecteurs de cette Revue.

Trente-huit planches hors texte illustrent ce volume des Annales qui se trouve être l'un des plus intéressants de la collection.

EM. PERROT.

L'Hevea en Afrique. — M. C.-M. BRET sous-inspecteur d'Agriculture, revient sur la question des variations dans la forme et le rendement subis par le caoutchoutier de Para en Afrique occidentale, question sur laquelle il a été écrit pas mal d'inexactitudes.

M. BRET compare les deux peuplements existants, l'un à Dabou à la Côte d'Ivoire, l'autre à Porto-Novo au Dahomey (1). Le peuplement de Dabou, de 70 arbres environ, provient de graines rapportées du Brésil par Eug. POISSON à la maison Godefroy-Lebeuf. Apportés à la Côte d'Ivoire par M. BOURDARIE, ils y croissent normalement, dans un sol de fertilité moyenne, perméable et parfois inondé.

Celui de Porto-Novo comprend 6 arbres provenant de la station d'Ebrite-Meta au Lagos. M. Aug. CHEVALIER et le Dr PRAIN, directeur des jardins royaux du Kew, s'accordent à les rapporter à l'espèce *Hevea brasiliensis;* leur rendement en latex est bien plus élevé que celui des arbres de Dabou.

Pourquoi cette différence; est-on en présence de deux variétés? C'est ce que M. BRET a cherché et il semble avoir trouvé dans l'étude anatomique une distinction aisée.

La base renflée des pétiolules des arbres à rendements plus élevés présentent donc dans le parenchyme périfasciculaire (cortical) des laticifères nombreux, plus particulièrement vers la face

(1) C. R. Ac. Sc. 1913, t. CLVI, p. 578.

ventrale; les laticifères sont également abondants, et serrés dans le liber des faisceaux où ils forment un véritable chapelet qui se ferme à la face ventrale par de nombreux tubes logés dans le tissu libérien qui s'incurve profondément dans la moelle. Dans cette même région centrale, il se fait des faisceaux surnuméraires, riches en laticifères.

Dans les espèces à faible rendement, l'appareil laticifère est réduit : les éléments peu abondants dans la région externe et aussi dans le liber ne pénètrent pas dans la moelle.

Ces caractères, très faciles à observer, pourront à l'avenir servir à la sélection des arbres porte-graines, si toutefois leur fixité est démontrée; ils pourraient même dans une plantation, permettre de supprimer très jeunes ceux des pieds chez qui l'appareil laticifère paraîtrait ne pas se développer; mais nous le répétons, il faudra encore beaucoup d'observations pour affirmer la constance absolue de ces différences anatomiques chez les différents sujets de cette espèce; l'observation de M. Bret est en tous cas très originale et mérite l'attention des botanistes des stations d'essai.

Em. P.

Les caféiers congolais. — Notre excellent confrère et collaborateur E. de Wildeman, résume dans le *Bull. Ass. Planteurs de caoutchouc d'Anvers* (1912, n° 10, 12), les idées du Dr Wurth, exposées à Malang (Indes néerlandaises). Cette question des caféiers du groupe du *Coffea canephora* est des plus importantes, car ils font à Java la richesse des planteurs de caoutchouc qui s'en sont servi comme de culture intercalaire; mais elle est encore fort obscure. En effet, on n'a pas procédé au moment des envois de graines, à la détermination exacte des espèces ou variétés; c'est pourquoi la systématique de ce groupe est tout entière à faire.

Les variétés à *feuilles étroites* seraient moins résistantes et il pourrait ne s'agir ici que de simples variations individuelles; en tout cas, il y aura avantage à ne laisser vivre dans les plantations que les arbres à feuilles larges. M. Wurth range les types cultivés de caféiers en trois groupes qu'il dénomme : *arabica*, *liberia*, *robusta* avec les espèces suivantes :

Arabica : congensis, stenophylla.
Liberia : abrocuta, excelsa.
Robusta : canephora, quillou, uganda.

Dans le groupe *Robusta*, c'est le Quillou, sans doute notre caféier du Kouilou, au Gabon (*C. canephora* var. *Kuoilouensis* Pierre) qui donne le meilleur rendement et semble le mieux résister aux parasites.

Pourquoi n'avons-nous pas au Gabon de plantations suffisantes déjà pour donner une réponse aux planteurs intéressés ?

Em. P.

Les coques de cacao dans l'alimentation des vaches laitières. — Le directeur des fermes agronomiques de Suresne et de Gournay-sur-Marne, M. J. E. Lucas, vient de reprendre à un point de vue spécial la question de la valeur alimentaire des coques de cacao. Il s'agissait de s'assurer de la valeur réciproque des sons de céréales et des coques de cacao dans l'alimentation des vaches *laitières* (1).

(1) *Ann. de la Soc. agronomique*, nov. 1912, n° 5, pp. 321-347.

Les résultats furent tout à fait concordants, et l'addition de ces coques amena une diminution notable du lait (jusqu'à 20 0/0). En même temps le poids de la matière grasse par litre de lait s'est élevé jusqu'à 20 0/0, mais la production *totale* de matière grasse fut à peine influencée.

Les coques employées provenaient de cacao peu fermenté, et c'est la seule explication que l'auteur trouve ; de là, contradiction qui s'élève ainsi entre ses conclusions et celles des auteurs qui l'ont précédé, qui paraissent avoir expérimenté avec du cacao très fermenté.

En tout cas, la prudence s'impose pour les cultivateurs, et il ne faudra employer cette matière première que chez les vaches non laitières.

Em. P.

Les racines de Mesembryanthemum Mahoni du Transvaal. — Ces racines sont employées par les indigènes du Transvaal pour la confection d'un breuvage enivrant appelé « Khadi ». Les Blancs en font une poudre qu'ils utilisent, en guise de levure, pour faire le pain (*Bull. of the Imp. Institute*, vol. X, n° 2, 1912, 300-301).

L'emploi de cette poudre n'est cependant pas sans offrir de dangers, car s'il est vrai que ces racines peuvent provoquer la fermentation, grâce à la présence de filaments mycéliens à leur surface, elles renferment une certaine quantité d'oxalates, correspondant à environ 3 0/0 d'oxalique.

P. G.

Influence de la castration sur la production du sucre chez les maïs et les sorghos. — Le professeur Ed. Heckel expose dans la *Revue scientifique* (22 février 1913, n° 8) les expériences entreprises à Marseille par lui et par M. Jumelle sur la castration complète ou non de ces plantes. Cette opération a comme résultat d'augmenter sensiblement la teneur en saccharose, mais en revanche les jus renferment une assez grosse quantité d'amidon très gênante pour l'industrie; cet inconvénient pourra peut-être disparaître en ne pratiquant pas la castration complète. Ces opérations ne nous paraissent guère faciles, en pratique du moins, en ce qui concerne les sorghos.

Il est toutefois intéressant de noter que la canne à sucre, cultivée dans les pays chauds, ne produit ni fleurs, ni fruits et par conséquent est une plante ainsi naturellement châtrée ! La stérilité naturelle aurait-elle favorisé la tendance à accumuler du saccharose dans la tige de cette plante ?

Em. P.

Les fossiles de la Tunisie. — Il convient de signaler tout particulièrement aux personnes qui s'intéressent aux questions d'histoire naturelle les magnifiques volumes que M. Pervinquière vient de consacrer à la description des fossiles de la Tunisie ; illustré de très nombreuses planches, cet ouvrage permet la détermination facile de la plupart des restes d'animaux que l'on trouve dans les terrains tunisiens. La Tunisie est un terrain privilégié où les fossiles seront facilement déterminables au moyen d'ouvrages uniques bien illustrés et M. Pervinquière a rendu là un très grand service à la science, parce qu'il développera ainsi le goût des sciences naturelles en Tunisie et aussi parce que, la facile déter-

mination des restes organisés dans les couches tunisiennes, facilitera les recherches méthodiques des richesses minérales de ce pays déjà si bien partagé à ce point de vue.

P. LEMOINE.

Le commerce des plumes d'autruche. — D'après des renseignements publiés par le ministère du Commerce de l'Union sud-africaine, cette région fournit 80 % de la consommation mondiale de plumes d'autruche (1). La valeur des plumes exportées; du Cap a atteint les chiffres suivants (en France) : 1906 : 35.150.000 : 1907 : 45.350.000; 1908 : 43.450.000; 1909 : 52.275.000; 1910 56.800.000; 1911 : 56.325.000. Le prix moyen d'une livre de plumes était, à Londres : 1906 : 53.60; 1907 : 57.15; 1908 : 53.20; 1909 : 56.70; 1910 : 63.95; 1911 : 55.50. Les ventes publiques de plumes d'autruche organisées à Londres, fréquentées par des acheteurs venant de toutes les parties du monde, règlent le marché européen. Les plumes sont triées et exposées par les soins de la Direction du port de Londres qui s'acquitte de cette tâche à la satisfaction générale. La tentative faite, il y a quelque temps, pour organiser des ventes de plumes d'autruche à Paris ne semble pas avoir réussi. On sait que Paris achète les plus belles plumes; viennent ensuite Vienne et New-York. Les plumassiers de Londres n'achètent guère de plumes dont le prix dépasse 500 francs la livre.

L'industrie plumassière allemande se développe peu à peu, et les fabricants allemands, qui n'achetaient tout d'abord que des plumes de peu de valeur, sont maintenant preneurs des plus belles qualités.

Quant aux centres de production autres que le sud-Afrique, la guerre italo-turque et les troubles du Maroc ont empêché tout progrès de l'élevage de l'autruche dans l'Afrique du Nord (2). Par contre, aux Etats-Unis, où des efforts persévérants ont été faits pour faire de cet élevage une industrie nationale, les résultats obtenus sont très encourageants, ainsi qu'il ressort du tabeau ci-dessous :

	Nombre de fermes.	Nombre d'autruches.
Arkansas....	1	147
Arizona.....	13	4.028
Californie....	10	1.082
Floride.....	4	92
Texas.....	1	12

R. et B.

Les fibres des HIBISCUS (3). — Les plantes de ce genre de la famille des Malvacées sont susceptibles de fournir des fibres dont plusieurs font l'objet d'un commerce important ; d'autres espèces sont des plantes d'ornement recherchées qui fournissent à l'industrie des essences, des produits estimés. Nous en parlons fréquemment quand des observations nouvelles sont faites à leur sujet.

M. Albin PICAUD, professeur suppléant à l'Ecole de médecine de Grenoble a donné une brève monographie de ces plantes, connues encore sous le nom de « Ketmies », parue dans le *Bulletin de la soc. d'horticulture de la Tunisie* et que nous allons encore résumer.

Ketmie à chanvre (*Hibiscus cannabinus*). — Comme l'indique son nom, elle est cultivée pour les fibres de son écorce, qui se présentent dans le commerce généralement mal préparées et pour cette raison, non estimées à leur véritable valeur. On désigne généralement le produit sous le nom de **Chanvre de Gombo** ou **Ambaree** (région occidentale de l'Inde) **Palungo** (Madras) et **Dekanee** (Bombay) et il est parfois confondu avec celui du *Cannabis satira* et du *Crotalaria juncea*, sous le nom de **Indian Hemp.**

Le **Chanvre de Mahot** provient de l'*H. digitatus* originaire de l'Inde et cultivé à la Guyane ; la fibre de l'*H. elatus* des mêmes régions, est connue sous le nom de **Warwe** et sert à la confection de cordages ; celle de l'*H. tiliaceus* qu'on trouve dans l'Inde, l'Amérique centrale, les îles Marquises fournit de bonnes fibres dites **Mola** ou **Bololia.**

La **Rozelle** de Madras, appelée **red sorrel** aux Antilles, provient de l'*H. Sabdariffa.*

Les *H. syriacus* (**Ketmie de Syrie**), *H. trionum* (**Ketmie vésiculeuse**), *H. vesicarius*, *palustris*, *militaris*, *rosa sinensis*, *subviolaceus* sont des variétés horticoles très estimées et chacun connaît la **Ketmie musquée** ou **Ambrette** (*H. Abelmoschus*) dite **Kabel misk** en arabe, dont les graines fournissent à la parfumerie un parfum à odeur de musc fort employé en mélange avec d'autres auxquels il sert de soutien.

Les fruits verts de l'*H. esculentus* ou **Gombo** originaire de l'Inde, sont comestibles et très appréciés maintenant dans bon nombre de contrées chaudes où on les cultive, aussi bien en Afrique qu'en Amérique. Ils sont consommés au lieu et place des haricots verts.

On mange également en certains endroits, les fruits encore verts de l'*H. Abelmoschus*, var. *esculentus*.

EM. P.

(1) *Der Tropenpflanzer* 1912, n° 12, p. 679.

(2) On sait cependant les efforts faits à Madagascar particulièrement aux environs de Tuléar. L'auteur allemand paraît en ignorer les résultats.

(3) Voir aussi les différents articles publiés antérieurement dans cette revue, 1911 p. 926 et 1912, p. 541.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

EUGENIO GARZON. — *L'Amérique latine.* République Argentine. Introduction de M. ENRIQUE R. LARRETA. — Paris, Bernard Grasset, 1913, in-8°, 386 pages avec cartes et graphiques.

On a beaucoup écrit depuis quelques années sur la République Argentine et à vrai dire, c'est que le pays le mérite. MM. Martinez et Lewandowski dans *L'Argentine au* XX^e^ *siècle*, en 1906 ; M. Paul Walle plus récemment, dans *L'Argentine telle qu'elle est*, et bien d'autres auteurs, ont mis en relief son prodigieux développement économique, et en parcourant à travers les années la littérature relative à ce pays, on peut en suivre les progrès réguliers. L'ouvrage de M. Garzon, l'un des derniers, rend l'évolution encore plus saisissante, grâce surtout à l'abondance des renseignements statistiques et documentaires.

M. Garzon consacre, au début de son livre, une série de chapitres à retracer l'histoire de l'émancipation de l'Amérique latine et en même temps celle de l'un des hommes qui y ont pris la plus grande part, le général San Martin.

Puis il aborde ce qui est le véritable sujet de son livre, le tableau de la situation économique de l'Argentine dont il démontre la prospérité remarquable par des chiffres et des faits.

Le pays était décrit au point de vue naturel et en ce qui concerne son organisation, l'auteur passe en revue l'agriculture et

l'élevage, les mines, la main-d'œuvre accrue par l'immigration, les finances au sujet desquelles il étudie le budget, la dette publique et la condition des diverses valeurs argentines.

Il expose l'état du commerce et de l'industrie, montre l'énorme accroissement des chemins de fer et jette un coup d'œil sur la participation des capitaux européens aux entreprises de toute nature en Argentine. Si l'Angleterre tient la tête avec plus de 7 milliards, la France vient après, mais avec la moitié à peine de ce chiffre. Il résulte de l'ouvrage de M. Garzon que la France et l'Argentine auraient un intérêt réciproque à étendre davantage leurs relations d'affaires.

MARCEL LABORDÈRE. — *Mouvements de l'or aux Etats-Unis (1890-1911) et tableau des mouvements de l'or dans le monde en 1911*, suivi d'appendices documentaires. — In-8° de 50 pages. Extrait de la *Revue de Paris*, du 1er mars 1913. Imprimerie Paul Brodard, Coulommiers, 1913.

L'objet principal que se propose l'auteur est de montrer, par les Etats-Unis pris comme exemple, les fruits qu'on peut recueillir de cette méthode d'investigation ; l'étude systématique des mouvements de l'or. « Dans le labyrinthe des faits économiques, le « fil d'Ariane est le fil d'or, le mouvement du métal divin. Ayez « sous les yeux le mouvement de l'or dans le monde pendant une « année, vous aurez sous les yeux les liens de chaque peuple « avec les autres peuples, les liens de tous les peuples entre eux. « Ayez sous les yeux le mouvement de l'or, dans un même pays, « à travers les années, vous verrez le lien des années. Sur le « tableau des variations du stock d'or des Etats-Unis de 1890 à « 1911, on trouvera comme écrite toute l'histoire économique de « ce pays dans la forme abrégée de quelques chiffres et si une « telle condensation n'ajoute rien à la connaissance que nous « pouvons avoir des faits, du moins présente-t-elle l'avantage de « les évoquer si succinctement qu'elle en montre et en rend « comme sensible la direction générale, l'esprit et ce qu'on pour- « rait appeler l'âme. » Ainsi s'exprime M. Labordère, dont les travaux en matière économique sont bien connus et appréciés, dans la présentation au lecteur de son important et très intéressant ouvrage.

CAPITAINE MAITROT. — *Le recrutement des indigènes algériens.* Impressions d'un officier d'Afrique. — In-8° de 99 pages. Prix : 2 francs. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913.

Il y a plusieurs années que la question s'est posée de savoir s'il ne serait pas possible d'appliquer à l'Algérie le système de recrutement par conscription déjà en usage en Tunisie, ou tout autre mode analogue d'appel. La question est venue tout naturellement à l'ordre du jour, au moment où l'application de la loi de 1905 sur le recrutement de l'armée métropolitaine a diminué dans des proportions notables notre effectif de paix. On a donc songé à compenser cette diminution dans une certaine mesure par l'appel sous les drapeaux d'un certain nombre d'indigènes algériens. Une commission d'études a fonctionné à partir de 1908 et son rapport a été favorable à un système de conscription restreinte avec faculté de remplacement. On sait que la première application de la conscription en Algérie à l'élément musulman a été faite en 1912. Nul n'ignore que, si quelques incidents se sont produits, s'il y a eu également quelques défaillances, en somme on peut considérer le premier résultat comme satisfaisant. Mais doit-on s'en féliciter outre mesure et l'avenir ne nous ménage-t-il pas des complications de ce côté? Le capitaine Maitrot, dans cette étude très fouillée, donne une conclusion plutôt pessimiste, qui mérite au moins d'être étudiée attentivement.

PAUL MARION. — *Souvenirs de Panama.* — In-8° de 23 pages. C'est une relation vécue du voyage accompli par l'auteur en qualité de chef de section des travaux du canal de Panama. Paul Marion, à Meyrueis (Lozère).

MÉRIGNHAC (A.). — *Précis de législation et d'économie coloniales.* — Librairie de la Société du Recueil Sirey, L. Larose et L. Tenin, 1912, in-8°, 1.012 pages.

M. A. Mérignhac, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Toulouse, qui, enseignant depuis longtemps le droit international public, a écrit sur cette partie de la science juridique, des ouvrages très justement estimés, a publié récemment un traité relatif au droit colonial, matière qu'il a été chargé depuis de professer aussi, et il a apporté dans ce nouvel ouvrage les mêmes qualités de méthode et de clarté que dans les précédents.

Ce « Précis », comme l'intitule l'auteur, est un ouvrage assez important par son étendue, car il compte plus de 1.000 pages et il n'est guère de question se rapportant au droit colonial dont il ne donne un aperçu. Il est divisé en deux parties, l'une générale, l'autre spéciale.

Dans la partie générale, M. Mérignhac a fait un exposé historique du développement de la colonisation et spécialement de la colonisation française ; il a suivi celle-ci dans ses phases successives et a montré les conditions actuelles de nos colonies au point de vue géographique et économique ; il a exposé les principes généraux qui dominent soit la colonisation dans son ensemble, soit la colonisation française en particulier. Il présente des considérations intéressantes sur les méthodes de politique coloniale entre lesquelles on doit choisir, sur les compagnies de colonisation et les concessions, sur les conditions de l'occupation territoriale.

La seconde partie, contenant l'étude détaillée du régime colonial français, forme la partie essentielle du livre. Là sont exposés, avec d'amples développements, tout ce qui concerne les régimes législatif, politique, administratif, financier, commercial, judiciaire ; les régimes des terres, des mines et de la main-d'œuvre ; les régimes militaire et pénitentiaire.

L'auteur a le soin de ne pas se borner à un pur exposé de l'état actuel de l'organisation coloniale française ; il ne néglige aucune occasion de signaler les défectuosités de cette organisation et les critiques qu'on a pu lui adresser. Il les examine et les discute, présente les projets de réforme qui ont pu être proposés et en donne des appréciations. C'est ce qu'il fait notamment au sujet du régime législatif, si compliqué et si peu rationnel, appliqué à nos colonies, au sujet de la question de la représentation des colonies au Parlement métropolitain, au sujet de la situation des magistrats coloniaux, puis à celui de la défense des colonies, et de même pour beaucoup d'autres.

M. Mérignhac examine la question des troupes noires et estime que les arguments que l'on a mis en avant pour combattre ce système, sont insuffisants pour faire repousser l'idée excellente en elle-même de leur utilisation.

Il consacre un chapitre à l'examen des problèmes très délicats que soulève le régime pénitentiaire colonial, passe en revue les diverses peines, déportation, transportation, relégation, et la manière dont elles sont subies, et présente de fort justes critiques du système actuel. M. Mérignhac déclare, très nettement et sans ambages, que « les peines de la transportation et de la relégation constituent tout simplement un moyen commode pour la métropole de se débarrasser tous les ans d'un trop plein criminel, encombrant et dangereux ». Et il ajoute que tous les motifs allégués pour prouver l'intérêt qu'y trouve la colonie, n'ont qu'une vaine apparence. Aussi conclut-il que si les colonies ne peuvent vraiment éviter de subir cette nécessité d'ordre public, il faut que ce soit pour une part aussi petite que possible. Il faudrait, d'après l'auteur, parquer les forçats et relégués collectifs dans un périmètre déterminé, d'où ils ne pourraient sortir en principe. Avec raison, croyons-nous, il repousse la proposition de M. Girault, de former des *équipes volantes* de condamnés qui seraient transportées là où il y aurait à exécuter des travaux publics. Pour lui, il ne doit plus être question de concessions et c'est la Guyane qui lui paraît être la colonie la mieux adaptée, pour diverses raisons, à la réception des condamnés.

G. REGELSPERGER.

PARA BELLUM. — *Bansaï.* — In-16 de 331 pages. Traduit de l'allemand et augmenté d'une préface par ALBERT LE BOULICAULT. Prix : 3 fr. 50. Editions Nilsson, 73, boulevard Saint-Michel, Paris, 1913.

C'est le récit émouvant et hypothétique d'une agression soudaine du Japon contre les Etats-Unis. L'oncle Sam, confiant dans sa force, ne peut croire à une attaque des Nippons. Aussi sa flotte est-elle détruite et son sol envahi. Heureusement il peut se ressaisir et la victoire de Hilgard, dans les montagnes Bleues, libère son territoire et l'honneur national.

Lieutenant E. PEYROU. — *Expédition de Sardaigne. Le lieutenant-colonel Bonaparte à la Maddalena* (1792-1793). — Paris, Henri Charles-Lavauzelle, 1912, in-8°, 152 p., 1 carte hors texte.

Le lieutenant Peyrou, du 38e régiment d'infanterie, a raconté d'un façon très intéressante dans ce petit volume, les incidents d'une expédition malheureuse que la France a entreprise en Sardaigne dans les premières années de la Révolution. C'est une excellente présentation historique, dans laquelle sont surtout développés les faits politiques qui ont donné lieu aux opérations militaires.

L'étude du lieutenant Peyrou mérite de fixer l'attention, parce qu'elle porte sur des événements dont les historiens ont peu parlé et qu'elle montre bien, par cet épisode, l'esprit et les visées du gouvernement d'alors. La Sardaigne aurait pu devenir française, si l'expédition avait été bien conduite. Cette tentative a échoué par des fautes et des circonstances que l'auteur expose, mais elle était intéressante à retracer, parce qu'elle marque le début du prodigieux effort de la Convention et qu'elle ouvre la série des expéditions qui devaient plus tard être si brillantes. Une autre particularité, qui ajoute encore de l'intérêt à ce récit, est que cette campagne nous fait assister à de premiers incidents de la carrière militaire de Bonaparte et donne des aperçus nouveaux sur sa personnalité et son caractère.

G. R.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

L'Institut colonial international. — L'Institut colonial international vient de tenir à Londres sa session de 1913. Parmi les personnalités qui y assistèrent figura lord Reay et lord Brassey, MM. Dernburg et von Lindequist, anciens secrétaires d'Etat aux colonies de l'Empire allemand; Camille Janssen, gouverneur général honoraire du Congo, secrétaire général de l'Institut; Joseph Chailley, député, directeur général de l'*Union coloniale française;* M. Speyer, professeur à l'Université de Bruxelles, sénateur; le Dr D. Fock, ancien ministre hollandais des colonies et gouverneur de Surinam, etc...

Les travaux de la session se sont ouverts par des discussions intéressantes sur l'organisation du service d'hygiène et de médecine aux colonies et sur la question des emprunts coloniaux. La seconde de ces deux discussions a eu pour point de départ un rapport du Dr D. Fock hostile, dans son ensemble, au système des emprunts garantis par la métropole. Au cours du débat, M. Dernburg a exposé le mécanisme financier des colonies allemandes et M. Joseph Chailley, résumant l'expérience de l'Indochine et de l'Algérie, a montré que les colonies ont intérêt à se passer des garanties de la métropole, ces garanties ayant toujours pour contre-partie une diminution de l'autonomie coloniale.

Les jours suivants ont été consacrés à l'exposé et à la discussion de plusieurs rapports parmi lesquels il faut citer celui de M. Hasselman sur l'attitude des gouvernements à l'égard des missions et celui de M. Henri Froidevaux sur l'enseignement colonial dans la métropole.

Société française de colonisation et d'agriculture coloniale. — A la dernière séance, M. Chudeau, chef du Service géologique de l'Afrique occidentale française, a exposé, d'après une note de M. Vuillet, directeur de l'Agriculture du Haut-Sénégal et Niger, *l'organisation et le fonctionnement de la Bergerie de l'Issa-Ber*, et ses observations personnelles sur le *développement de l'exploitation ovine en Afrique occidentale.*

On peut espérer des résultats rapides ; on a déjà des troupeaux indigènes passables. Les Peuls et les Touareg sont d'excellents éleveurs, et ces derniers au moins connaissent la sélection.

M. Dewavrin, président de la Chambre de commerce de Tourcoing, voudrait voir importer l'élevage du mérinos dans les endroits reconnus favorables; la Bergerie nationale de Rambouillet constituerait pour cette exportation une excellente pépinière, ainsi que le fait remarquer M. Coutté, directeur de cet établissement.

M. de Gironcourt expose ses vues sur l'importation et l'acclimatation du mérinos en Afrique occidentale; une étude préalable montrera seule la possibilité ou non de l'introduction des mérinos à laine fine, en déterminant les conditions optimes dans lesquelles pourront être tentés les essais. La Société émet le vœu que la sollicitude des pouvoirs publics soit acquise à l'étude méthodique de la question de l'introduction du mérinos en Afrique occidentale française.

M. Montet a fait part à la Société, des remarques faites par lui au cours de sa dernière mission à Sao-Thome, notamment en ce qui concerne la fumure des plantations de cacaoyers. L'apport du fumier, l'utilisation des cendres provenant de l'incinération des cabosses, l'importation d'acide phosphorique, joints aux drainages et irrigations amèneraient une meilleure production.

M. Sidersky, ingénieur-chimiste, a indiqué l'état actuel de l'industrie sucrière au Brésil : la culture de la canne est encore faite dans des conditions peu économiques, et la moyenne de l'extraction ne dépasse guère 7 1/2 0/0. L'augmentation du coefficient d'extraction par un meilleur travail des moulins, l'amélioration de la culture par le choix judicieux des variétés, et la sélection des plants, la réorganisation des services commerciaux, lui paraissent être les principaux facteurs du relèvement de l'industrie sucrière brésilienne.

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	8 50	à	.. ..
Conakry Niggers	7 50	à	. ..
Soudan Niggers rouges	7 25	à	8 »
Soudan Niggers blancs	6 75	à	. ..
Soudan lanières et plaques	7 60	à	9 ..
Soudan Manoh	7 60	à	. ..
Lahou petits Cakes	6 ..	à	. ..
Lahou Niggers	6 40	à	. ..
Gambie A	5 85	à	. ..
Gambie AM	4 85	à	. ..
Gambie B	3 85	à	. ..
Bassam Lump	3 75	à	. ..

Marché d'Anvers. —On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	7 75 à	8 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	7 50 à	7 75
Kasai noir I	7 75 à	8 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	7 85 à	8 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	7 85 à	8 25
Mongala lanières	7 85 à	8 25
Aruwini	7 85 à	8 25
Wamba rouge I	5 75 à	6 »
Uelé	7 85 à	8 25
Détroits crêpe I	9 02 à	9 30

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Maroc. — ACTES OFFICIELS. — Nous publions ci-après le sommaire des principaux actes officiels parus au *Bulletin officiel du Maroc* depuis sa création (1er novembre 1912).

Agriculture. — Note relative au service des remontes de haras (*Bull. off.* 29 nov. 1912). Le service des remontes de haras chérifiens a reçu un commencement d'organisation par l'arrêté du 3 septembre 1912, approuvé en principe par le ministère. Cet arrêté sera publié ultérieurement.

Dahir chérifien, du 21 janvier 1913, interdisant l'abatage des vaches et des brebis dans l'empire chérifien (*Bull. off.* du Maroc, 4-11 avril 1913).

Assistance et hygiène. — Arrêté portant organisation du service de l'assistance médicale indigène (*Bull. off.*, 15 nov. 1912).

Arrêté concernant la création de bureaux d'hygiène à Fez, Meknès, Rabat, Casablanca, Marrakesch, Mogador, Safi et Mazagar (*Bull. off.* 23 nov. 1912).

Arrêté créant un Institut Pasteur et un parc vaccinogène de l'assistance médicale indigène à Rabat (*Bull. off.* 13 déc. 1912).

Boissons alcooliques. — Dahir chérifien relatif à la réglementation des débits de boissons (*Bull off.* du Protectorat, 7 février 1913).

Arrêté du grand Vizir réglementant l'exploitation des débits de boissons et édictant des pénalités (*Bull off.* 7 fév. 1913).

Gouvernement chérifien. — Firman de S. M. chérifienne concernant l'organisation du ministère maghzen, ministère de S.M. chérifienne (*Bull. off.* 15 nov. 1912).

Impôts. — Texte du Message chérifien envoyé au sujet de l'application du Tertib. Règlement sur le Tertib (*Bull. off.* 6 déc. 1912).

Instruction publique et Beaux-Arts. — Arrêté instituant à Rabat une école supérieure d'enseignement arabe et berbère (*Bull. off.* 23 nov. 1912).

Dahir chérifien relatif à la conservation des monuments et inscriptions historiques (*Bull. off.* 29 nov. 1912).

Arrêté créant un service des antiquités, Beaux-Arts et monuments historiques (*Bull. off.* 29 nov. 1912).

Ouverture d'un cours d'arabe à l'école supérieure de Rabat (*Bull. off.*, partie non officielle, 13 déc. 1912).

Organisation judiciaire. — Circulaire du grand Vizir réglementant la juridiction des pachas dans les ports du Protectorat (*Bull. off.* 27 déc. 1912).

Organisation du protectorat. — Traité conclu entre la France et le Maroc pour l'organisation du protectorat français sur l'empire chérifien. — *Loi* approuvant le traité du protectorat (*Bull. off.*, 1er novembre 1912).

Décret nommant le commissaire résident général. — Décret fixant ses attributions (*Bull. off.*, 1er novembre 1912).

Décret relatif aux pouvoirs exercés par le haut commissaire des confins algéro-marocains (Maroc oriental). *Bull. off.*, 1er novembre 1912.

Désignation du personnel des services de la résidence générale et du commandement en chef (*Bull. off.*, 1er novembre 1912).

Arrêté portant création du (*Bulletin officiel*, 1er novembre 1912).

Arrêté portant création d'un service des Etudes et de renseignements économiques (*Bull. off.*, 1er novembre 1912).

Instruction aux régions relativement à la transmission des renseignements économiques (*Bull. off.*, 1er novembre).

Circulaire aux consuls au sujet de la création du service des Etudes et des renseignements économiques (*Bull. off.*, 1er novembre).

Instructions du résident général relativement à l'organisation du commandement (*Bull. off.*, 8 novembre 1912).

Organisation administrative du Maroc oriental. — Haut commissaire du gouvernement de la République française à Oujda : M. Varnier (*Bull. off.* du protectorat, 20 décembre 1912).

Décret du 15 janvier 1913 instituant un secrétariat général du protectorat (*Bull. off.*, 24 janvier 1913).

Arrêté portant création d'un commandement général du Sud et nommant le général Brulard à ce commandement (*Bull. off.*, mars 1913).

Arrêté portant constitution du cercle de Beni-M'tir (*Bull. off.*, 21 mars 1913).

Arrêté portant création d'un cercle Hayaïna dans la région de Fez (*Bull. off.*, 28 mars 1913).

Arrêté du 22 mars 1913 créant une région civile de la Chaouïa. M. Klepper est chargé des fonctions de contrôleur en chef de cette région (*Bull. off.*, 28 mars 1913).

Arrêté du résident général portant rattachement du service des Etudes et des renseignements économiques au secrétariat général du protectorat (*Bull. off.*, 4-11 avril 1913).

Note relative au stage des officiers du service des renseignements à la résidence générale (*Bull. off.* du 18 avril 1913).

Organisation des services centraux de la résidence et leur fonctionnement (*Bull. off.* du 18 avril 1913).

Postes et télégraphes. — Arrêté portant nomination d'un agent de liaison entre les services télégraphiques et militaires (*Bull. off.*, 23 novembre 1912).

Arrêté du 8 septembre portant organisation du service télégraphique (*Bull. off.*, 23 novembre 1912).

Annexe à l'arrêté du 8 septembre sur l'organisation du service télégraphique (*Bull. off.*, 29 novembre 1912).

Arrêté portant ouverture d'un bureau télégraphique à Saffi (*Bull. off.*, 23 novembre 1912).

Régime foncier. — Circulaire du grand Vizir aux gouverneurs, caïds et cadis, formant règlement foncier provisoire auquel seront tenues de se conformer les autorités chérifiennes (*Bull. off.*, 1er novembre 1912).

Firman chérifien relatif aux servitudes des villes fortifiées et des ouvrages militaires, classées par décret. Régions de la Chaouïa, de Doukkala-Abda, de Rabat, de Meknès, de Fez, de Marrakech (*Bull. off.*, 8 novembre 1912).

Dahir chérifien concernant la reconnaissance et l'évaluation des biens Habous (*Bull. off.*, 31 janvier 1913).

Circulaire de la Direction générale des Habous aux Nadirs des Habous (*Bull. off.*, 31 janvier 1913).

Travaux publics. — Arrêté portant réglementation des services des travaux publics municipaux (*Bull. off.*, 15 novembre 1912).

Procès-verbal de l'adjudication des travaux du port de Casablanca : MM. Schneider et Cie, conjointement et solidairement, ont été déclarés adjudicataires, sous réserve de l'approbation du maghzen (*Bull. off.* du 18 avril 1913).

COLONISATION. — **Services des Etudes et des Renseignements économiques.** — Ce service a des attributions que son titre indique suffisamment. Il communiquera, par l'intermédiaire de la Direction générale des finances, avec les consulats, avec les bu-

reaux de renseignements, avec le contrôle de la Dette, le comité des douanes, la commission des valeurs en douane, les ministères métropolitains, certaines organisations privées (le Comité du Maroc à Paris, la mission scientifique à Tanger), etc. Il a, notamment, pour Mission d'établir des monographies complètes sur les régions pacifiées et de mettre à la disposition du public tous renseignements de nature à faciliter les œuvres de colonisation.

Par une circulaire du 28 septembre 1912, M. le général Lyautey, prescrit aux officiers des bureaux de renseignements de fournir au service dont il s'agit les informations économiques les plus complètes. M. le général Lyautey s'exprime ainsi : « C'est une véritable agence de renseignements économiques que je désire voir fonctionner dans chaque bureau pour faciliter aux Européens, et plus particulièrement à nos compatriotes, leur installation parmi nous, la mise en valeur du pays et son développement commercial. »

Par une autre circulaire de la même date, le résident général invite les consuls à développer leur rôle économique. « J'attache, dit-il, la plus grande importance à ce que nos consulats deviennent sans tarder des centres de renseignements économiques. »

Par arrêté du 30 mars, le service des études et des renseignements écomiques a été rattaché au secrétariat général du protectorat.

Colonisation agricole. — Le *Bulletin officiel* du Maroc (4-11 avril) renferme une information d'après laquelle M. le général Lyautey a, au cours du voyage qu'il a effectué le 1er et le 2 avril, « visité plusieurs exploitations agricoles florissantes et, « en particulier, une très intéressante plantation de vignes ».

Commerce. — **Commerce général de Rabat en 1910.** — Exportations : 1.237.325 francs. Importations : 5.679.809 francs. Total : 6.917.134 francs.

Le commerce de Rabat en 1911, *évalué en tonnes*, est le suivant :

		France	Angleterre	Allemagne	Espagne
Exportations..	1.613	664	129	347	84
Importations..	10.187	4.224	1.373	1.321	747

Commerce de Rabat pour 1911 (*valeurs en francs*) :

	Avec la France	L'Angleterre	L'Allemagne
Exportations..	816.206	99.993	271.793
Importations..	2.398.477	2.393.827	846.638
Total...	3.214.681	2.493.820	1.118.431

Hygiène-Médecine. — **L'assistance médicale indigène.** — Dans chacun des centres de région est constitué un service d'assistance médicale indigène, comportant une installation fixe et une organisation mobile. L'assistance fixe est placée sous la direction d'un médecin désigné par le résident général ; le médecin peut hospitaliser les malades. — La portion mobile, en dehors de son action propre, concourt au rayonnement de notre influence dans les tribus de la région à laquelle elle appartient. Enfin, il est installé dans les sièges de commandement de cercle, des infirmeries indigènes, où l'on donne des consultations, où l'on distribue des médicaments, où l'on reçoit des hospitalisés suivant le mode indigène.

Impôts. — **Règlement sur le Tertib en 1913.** — Cet acte du gouvernement chérifien fixe la date des deux recensements : l'un dans le courant des mois de mai et de juin porte sur les céréales, les cultures printanières, les arbres fruitiers ; l'autre dans le courant du mois d'août porte sur les animaux et les cultures automnales. Il détermine la composition de la commission de recensement, présidée par le caïd de la tribu, dispose que la date d'ouverture des opérations de la commission sera fixée dans chaque région par le représentant de S. M. chérifienne, et indique les procédés de recensement. Pour l'orge, le blé, le maïs, le mil et le sorgho, la commission relèvera les surfaces réellement cultivées dans l'année, en les évaluant par charrues et en distinguant trois catégories de charrues. Les arbres seront décomptés par pied. Les fèves, le fenugrec, le coriandre, le lin, les pois chiches, le henné, les cultures fourragères seront recensés, soit sur pied, soit en meules, selon leur état au moment du passage de la commission.

Les taxes sont de trois sortes, suivant que la récolte aura été estimée très bonne, ordinaire ou mauvaise ; elles sont applicables à chacun des trois genres de charrues. Les sommes dues sont versées par les contribuables à leur caïd. Tous les Marocains sont soumis à l'impôt tertib. Le maghzen se réserve toutefois d'exonérer les contribuables du paiement de certaines taxes. Des dégrèvements peuvent être consentis. Le caïd reçoit 6 0/0 des sommes perçues dans sa tribu, le cheikh 2 0/0 des sommes perçues, l'expert en agriculture et l'adel 1 0/0 des sommes perçues dans les territoires recensés par eux. Toute la comptabilité du tertib sera tenue en pesetas hassani.

Régime foncier. — **Instructions du grand Vizir aux gouverneurs, caïds et cadis.** — La section première de ce document est consacrée aux biens inaliénables dont le maghzen seul peut disposer quand ils cessent d'être affectés à un usage public. Il est d'autres biens qui ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du maghzen, tels que les habous, les terres occupées en collectivité par les tribus, les forêts, les terres où le maghzen a installé des tribus, les terres mortes, les minerais à extraire du sous-sol ou de la surface de la terre, lesquels feront l'objet d'une réglementation ultérieure, les biens des disparus, tous les biens urbains ou ruraux appartenant en particulier au maghzen.

La section deuxième est relative aux biens aliénables. Avec l'autorisation du maghzen, tous ces biens peuvent faire l'objet de mutations entre les particuliers, selon la loi du Chrâa et les coutumes du pays. Les instructions règlent ensuite ce qui concerne les formalités relatives à la délivrance aux notaires de l'autorisation d'usage pour les actes de transfert, l'examen pour les cadis des titres produits par le vendeur, la définition de la propriété, aux renseignements à demander à l'amin des biens maghzen, au préposé aux biens des disparus, au nadir des habous et au caïd de la tribu sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble. Lorsqu'il aura été constaté que l'immeuble en jeu est la propriété certaine du requérant, le gouverneur répondra affirmativement au cadi et lui permettra aussi d'autoriser les notaires à établir l'acte de vente selon la procédure et les usages en vigueur. Seuls, les notaires et les cadis des villes et des ports auront qualité pour dresser et valider des actes constitutifs ou transmissifs de propriété ; ceux qui seront établis par des notaires et cadis de la campagne seront nuls jusqu'au jour où le maghzen aura désigné parmi les cadis et notaires ceux qui pourraient valablement dresser

et valider les actes de cette nature. Ces prescriptions sont applicables à tous sujets marocains, protégés et étrangers.

Quant aux étrangers visés par l'article 2 de la Convention de Madrid, ils ont le droit d'acheter des immeubles dans toute l'étendue de l'Empire, à condition de se munir préalablement de l'autorisation *ah hoc* du maghzen. L'article 60 de l'acte d'Algésiras leur a accordé cette autorisation une fois pour toutes, pour les immeubles situés dans le périmètre myriamétrique des huit ports et dans un rayon de 2 kilomètres autour de El-Ksar-el-Kebir, Arzila, Azemmour. Mais l'autorisation reste indispensable à la validité des opérations effectuées par les étrangers pour tous les immeubles situés en dehors de ces différents périmètres.

Afin de favoriser l'exécution des travaux publics au Maroc, le maghzen décide que, dorénavant, les acquéreurs d'immeubles devront, pour obtenir la validation de deux contrats par les autorités chérifiennes, souscrire une déclaration notariée aux termes de laquelle ils s'engageront à céder à l'Etat marocain, les emprises nécessaires à l'exécution des travaux publics.

Travaux publics. — **Navigabilité du Sebou.** — Le résident général a visité (1er et 2 avril) une partie de la vallée du Sebou et a constaté que la navigabilité du fleuve, notamment entre Mehdia et Kenitra, se présente dans des conditions favorables qui seront améliorées encore par les travaux qui sont actuellement mis à l'étude par le service des travaux publics. La Compagnie de l'Omnium utilise déjà le fleuve pour les transports de la guerre.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — Actes officiels. *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

5 *avril.* — *Arrêté* du 31 mars promulguant en Afrique occidentale française le décret du 10 février 1913, fixant à 20.000 le nombre de têtes de bétail originaires de l'Afrique occidentale française qui peuvent être importées en franchise dans la métropole, en 1913.

Arrêté du 31 mars portant fixation de la valeur des caoutchoucs aux mercuriales officielles pour la période comprise entre le 1er avril et le 1er octobre 1913.

Commerce. — **La mercurialisation du caoutchouc.** — Un arrêté du 31 mars fixe de la façon suivante, les valeurs en douanes à attribuer aux caoutchoucs exportés de l'Afrique occidentale française, pour la période comprise entre le 1er avril et le 1er octobre 1913 :

	Les 100 kgr.
du Sénégal :	
Casamance et Cayor	500 —
Autres caoutchoucs exportés du Sénégal	600 francs
de la Guinée	600 —
du Dahomey	350 —
de la Côte d'Ivoire :	
Autres qu'Assinie :	
1° Niggers et Twists	500 —
2° Cakes et Lumps	500 —
D'Assinie, toutes qualités	250 —

Mauritanie. — Finances. — **Le compte définitif du budget de 1911.** — Les recettes et les dépenses du budget annexe du Territoire civil de la Mauritanie, exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : recettes, 1.715.505 fr. 97 ; dépenses, 1.615.351 fr. 28 ; excédent de recettes, 100.154 fr. 69.

Cet excédent de recettes sera versé à la caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française.

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

3 *avril.* — *Arrêté* du 29 mars désignant les membres suppléants de la Chambre de commerce de Rufisque, pour l'année 1913.

Sont nommés membres suppléants de la Chambre de commerce de Rufisque pour l'année 1913 : MM. Jean Abadie, Albert Dansan, Louis Bousset, Paul Gelly, Joseph Jobert, Gaston Clanet.

17 *avril.* — *Arrêté* du 12 mars autorisant les bureaux de Sédhiou et Kolda à émettre et à payer les mandats-poste métropolitains pour le compte de l'agent spécial de Ziguinchor.

Arrêté du 12 mars ouvrant certains bureaux des postes et télégraphes de la colonie à l'échange des valeurs déclarées (boîtes et lettres) dans l'intérieur de la colonie.

Les bureaux suivants des postes et télégraphes participent à l'échange des lettres et boîtes de valeurs déclarées dans l'intérieur de la colonie : Bambey, Dagana, Dakar, Diourbel, Fatick, Foundiougne, Gorée, Gossas, Goumbo-Guéoul, Guinguinéo, Kaolack, Kébémer, Kelle, Khombole, Longa, M'Pal, N'Dande, N'Gaye-Mekhé, Pire-Gourèye, Podor, Rufisque, Saint-Louis, Thiès, Tivaouane, Ziguinchor.

Arrêté du 14 avril désignant les membres suppléants de la Chambre de commerce de Dakar, pour l'année 1913.

Sont nommés membres suppléants de la Chambre de commerce de Dakar, pour l'année 1913, MM. Gavin, Roland, Denons, Caland, Lavie, Vincent.

Arrêté du 14 avril désignant les membres suppléants de la Chambre de commerce de Ziguinchor, pour l'année 1913.

Sont nommés membres suppléants de la Chambre de commerce de Ziguinchor, pour l'année 1913 : MM. Benoît, agent de la Compagnie de l'A O. ; Semont, agent de la maison Maurel et Prom ; Maurice, agent des établissements Salagna.

Finances. — **Le compte définitif du budget de 1911.** — Les recettes et les dépenses du budget des pays de protectorat du Sénégal, exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : recettes, 5.305.866 fr. 84 ; dépenses, 4.808.312 fr. 43 ; excédent de recettes, 497.554 fr. 41. Cet excédent de recettes sera versé à la caisse de réserve du budget intéressé.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

19 *avril.* — *Arrêté* du 9 avril fixant sur la ligne de Kayes à Ambidédi, les distances d'application des tarifs généraux et spéciaux pour les transports à grande et à petite vitesse.

Finances. — **Le compte définitif du budget de 1911.** — Les recettes et les dépenses du budget local de la colonie du Haut-Sénégal-Niger, exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : recettes, 8.963.342 fr. 41 ; dépenses, 8.616.962 fr. 91 ; excédent des recettes, 346.379 fr. 50. Cet excédent de recettes sera versé à la caisse de réserve de la colonie du Haut-Sénégal-Niger.

Commerce. — **Etablissement d'une taxe sur les armes.** — Un arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française vient de créer une taxe de 2 francs sur toute arme à feu non perfectionnée détenue par un habitant du Territoire du Niger. Le paiement de cette taxe sera constaté par l'apposition d'une plaque de contrôle sur la crosse de l'arme.

Les armes perfectionnées sont soumises à une taxe semestrielle établie sur les bases suivantes :

Cannes-fusils, revolvers, pistolets, carabines de petit calibre (ne dépassant pas 9 millimètres), à canon non rayé, carabines ou pistolets à air comprimé à canon non rayé, 1 fr. 50.

Fusils de chasse à un ou deux coups à canon non rayé, sans hausse graduée, carabines à canon non rayé, de calibre supérieur à 9 millimètres, 3 francs.

Armes de guerre et, en général, tous fusils ou carabines à canon rayé assimilables aux armes de guerre, fusils ou carabines à canon rayé, fusils ou carabines à canon non rayé, comportant une hausse graduée, revolvers ou pistolets à crosse mobile, 5 francs.

Territoire militaire du Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

19 *avril.* — *Arrêté* du 4 avril portant institution d'une taxe au Territoire militaire du Niger sur les armes à feu non perfectionnées. — *Arrêté* du 4 avril portant institution d'une taxe au Territoire militaire du Niger sur les armes perfectionnées.

Guinée. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *mars.* — *Arrêté* du 4 mars portant modification au tarif annexé à l'arrêté du 24 août 1912, réglementant le mode de cession des produits des Jardins d'essai. — *Arrêté* du 12 mars fixant la marche des courriers entre Kindia et Télimélé. — *Arrêté* du 14 mars prescrivant des mesures quarantenaires contre toutes provenances de la Gold Coast.

FINANCES. — **Compte définitif du budget de 1911.** — Les recettes et les dépenses du budget local de la Guinée française, pour l'exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : recettes, 7.364.483 fr. 79 ; dépenses, 7.202.249 fr. 09 ; excédent de recettes, 162.236 fr. 70. Cet excédent de recettes sera versé à la caisse de réserve de la colonie de la Guinée française.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

20 *mars.* — *Arrêté* du 17 février portant interdiction de la chasse aux petits oiseaux à Grand-Bassam.

Arrêté du 5 mars ouvrant et interdisant certaines régions de la Côte d'Ivoire au commerce européen.

Le cercle des Gouros sera ouvert au commerce européen à compter de son passage à l'administration civile. Le secteur de Patokla est provisoirement interdit au commerce européen.

Dahomey. — FINANCES. — **Le compte définitif du budget de 1911.** — Les recettes et les dépenses du budget local du Dahomey, exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : recettes, 4.462.995 fr. 54 ; dépenses, 4.181.860 fr. 54 ; excédent de recettes, 211.135 francs. Cet excédent de recettes sera versé à la caisse de réserve du budget local de la colonie du Dahomey.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

22 *mars.* — *Décision* nommant les membres d'une commission chargée d'examiner les moyens d'adaptation à la colonie d'une législation appropriée sur les warrants agricoles.

Décision du 13 mars nommant une commission chargée d'étudier les modifications à apporter au décret du 4 février 1911, réorganisant le régime de la propriété foncière à Madagascar.

29 *mars.* — *Arrêté* modifiant les subdivisions territoriales du district de Vohémar.

Etats des exploitations minières.

Arrêté promulguant le décret du 29 janvier 1913 autorisant l'ouverture des travaux de la première section du chemin de fer de Tananarive à Antsirabe.

COLONISATION. — **Le développement de la colonisation dans le Vakinankaratra.** — A la limite et au sud de la province de Tananarive, le Vakinankaratra constitue une des circonscriptions les plus riches, les plus fertiles et les plus intéressantes de Madagascar. Egalement favorisée par une situation géographique privilégiée, par un sol facilement irrigable, par un climat égal et sain, cette contrée est rapidement devenue un centre important de colonisation.

Les voies de pénétration ouvertes depuis la conquête, sûrs garants du trafic auquel elles devaient donner lieu, ne manquèrent pas d'attirer au début l'attention des Européens, et de laborieux efforts furent déployés aux environs d'Antsirabe.

Des essais de cultures diverses, d'élevage et même d'industrie y furent tentés, d'abord très timides, mais dont le succès fut assuré par les efforts opiniâtres des colons, ainsi que par les encouragements nombreux et les facilités diverses accordés par l'administration de la colonie. Insensiblement les cultures se sont étendues, de nouvelles se sont installées, des industries se sont crées. Et ces tentatives, primitivement modestes, ont bientôt fait place à des exploitations suivies, à des industries nouvelles dont la création a amené une heureuse transformation économique de la région.

Il en est résulté une augmentation très marquée des transactions commerciales, augmentation qui a nécessité, avec l'ouverture de nouvelles routes, l'amélioration des moyens de transport. De grands travaux ont été exécutés depuis deux années, mais la production sans cesse grandissante de la province d'Antsirabe a déjà devancé les améliorations apportées à cet effet. Le mouvement sans cesse progressif des affaires absorbe, à l'heure actuelle, dans leur presque totalité, les moyens de transport disponibles, si bien que les prix du charroi subissent, à certaines périodes, des fluctuations assez sensibles. Ces fluctuations ne disparaîtront qu'avec l'ouverture du chemin de fer de Tananarive à Antsirabe, c'est-à-dire le jour où le rail desservant les différents points de cette région, rendra économique et facile l'écoulement d'une production croissante et sans cesse renouvelée. La situation actuelle était prévue il y a plus de deux années. A cette époque, en effet, M. Picquié ordonnait déjà les travaux d'études en vue de la construction de cette voie ferrée. A l'heure présente, on le sait, ces travaux sont en cours ; ils sont poussés avec la plus grande activité.

La province achète à l'extérieur les tissus dont la consommation très grande est due aux rigueurs du climat ; les articles de ménage, le sel, l'alcool dont les prix, par suite du transport, restent encore relativement élevés. L'établissement d'usines de conserves, de minoteries, de filatures, ainsi que l'exploitation du graphite ont nécessité l'importation d'un matériel complet de machines et d'outils.

La province expédie au dehors les produits de son agriculture, de son élevage et de son sous-sol. Peu de produits sont exportés sous leur forme brute. Ils subissent, pour la plupart, un traitement préalable qui leur permet de trouver des débouchés nombreux à l'extérieur.

Sans multiplier les exemples, nous rappellerons que l'utilisation industrielle des nombreux troupeaux de porcs, grâce à l'installation par la Compagnie lyonnaise d'une usine de salaisons à Antsirabe, a permis de donner à cet élevage un essor jusqu'à ce jour inconnu. Nous indiquerons aussi l'heureuse trans-

formation des produits de la sériciculture qui ne servaient autrefois qu'à la seule confection des linceuls et qui figurent à l'heure actuelle avec succès sur le marché de soiries de Lyon.

Au point de vue des cultures, l'exportation du riz prend une extension de plus en plus grande. Le riz est en effet la culture la plus répandue et la principale source de revenus de l'indigène. Particulièrement favorisé au point de vue de l'irrigation naturelle, le district de Betafo en est un très grand centre de production. Les cours avantageux que soutient cette céréale ont d'ailleurs incité les cultivateurs à augmenter leur production et les rizières ont été augmentées l'an dernier de 200 hectares.

La culture du maïs suit le développement que prend dans cette région l'élevage du porc. Il entre, en effet, en grande partie dans la nourriture de cet animal.

Le manioc fait également l'objet d'une culture très suivie, en particulier dans le district d'Ambatolampy où près de 3.500 hectares ont été plantés en 1912.

Ces deux derniers produits qui ne peuvent, en raison de leur faible valeur sur place, supporter les frais d'un transport par charrettes jusqu'à Tananarive, prendront avec l'ouverture du chemin de fer un développement plus grand.

Le centre de production du blé est la plaine de Betafo où la surface emblavée augmente chaque année dans des proportions considérables. L'étendue des champs de blé était, en 1911, de 339 hectares. Il a atteint, en 1912, 735 hectares. La production du grain a subi de ce fait une augmentation de 190 tonnes.

La culture du tabac est plus spéciale au district d'Ambatolampy Elle couvrait 493 hectares en 1911 et 600 hectares en 1912. La production a atteint 95.000 kilogrammes de feuilles de tabac. Des essais sont entrepris par l'administration à la station d'Antsirabe en vue de donner à cette culture une extension plus grande encore.

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter aussi le café qui est représenté dans le district de Betafo et qui est cultivé par les indigènes aux abords des villages.

A qui parcourt le pays il est facile de se rendre compte que les indigènes ont réussi à mettre en valeur, et dans des conditions excellentes, une grande partie de leur sol. Ils ont, il est vrai, largement profité des travaux importants d'hydraulique agricole que l'administration fait exécuter dans cette région et grâce auxquels des terrains autrefois incultes ont été fertilisés et transformés en rizières, en champs de blé ou de maïs. Au nombre de ces ouvrages citons : le canal d'Antanamanjaka, d'une longueur de 6 kilomètres, et qui irrigue 350 hectares; le canal de Marotampona, dans la région de Betafo, qui assure l'irrigation de 700 hectares; un canal de plus de 10 kilomètres, dérivé de l'Ilempona, qui arrose la plaine de Sambaina et la fertilise sur 1.500 hectares.

La création de jardins d'essais, l'institution de nombreuses pépinières ont également permis à l'administration de fournir aux populations environnantes des mûriers, des arbres fruitiers et des essences forestières. L'administration s'est également préoccupée d'améliorer le sol dans les régions dénudées de la province et de fixer les terres par un reboisement méthodique. De loin en loin, des pépinières ont été installées dans le but d'entretenir le développement des essences diverses : mimosas, eucalyptus, filaos, et de distribuer gratuitement des plants aux colons et aux indigènes.

L'œuvre de reboisement est poursuivie avec succès depuis deux années; elle semble comprise par les indigènes qui constituent aux alentours de leurs villages des réserves forestières pour leurs besoins. Les concessions européennes s'attachent elles aussi à mettre en valeur des plantations d'essences forestières et fruitières, et leur nombre comme leur étendue augmente chaque année. Les progrès que l'on constate dans la colonisation du Vakinankaratra, dans l'étendue et la variété des cultures s'observent aussi frappants dans les produits de l'élevage. De ce côté également de grandes améliorations ont été apportées qui ont eu pour effet d'augmenter le cheptel de la région. Alors qu'en 1911 on comptait 171.900 bovidés, le dernier recensement en 1912 indiquait une augmentation de 7.000. Un courant d'exportation sur la côte Est ayant surtout Farafangana pour centre s'est depuis quelque temps établi. Il est alimenté par le passage des Antaimore qui, de retour des placers aurifères du nord et de l'ouest de la colonie, traversent la province d'Antsirabe pour regagner leur pays d'origine achetant au passage des troupeaux qu'ils peuvent se procurer à des conditions avantageuses.

La création de l'usine de salaisons et de fabrique de saindoux d'Antsirabe a provoqué une élévation rapide des prix; elle a eu pour conséquence d'encourager les indigènes à s'adonner de plus en plus à l'élevage du porc.

Le nombre des chevaux a aussi augmenté, surtout dans le district d'Ambatolampy.

L'industrie du tissage existait depuis longtemps dans la province d'Antsirabe, mais jusqu'à ces dernières années, les produits de la fabrication locale ne servaient qu'à la confection de lambamena. La filature installée à Antsirabe par M. Lanier utilise à l'heure actuelle presque toute la production des cocons. Une minoterie transforme maintenant la récolte du blé et fournit aux grandes villes malgaches une farine de première qualité partout très appréciée. Des tuileries et des briquetteries se sont aussi installées dans la région, qui fournissent, à des prix relativement bon marché, des matériaux de construction.

En ce qui concerne l'industrie minière, le pays est également privilégié. A côté des mines d'or, de pierres précieuses et de pierres d'industrie, le Vakinankaratra renferme des gisements très importants de graphite qui attirent l'activité des prospecteurs. L'extraction de ce minerai a fourni en 1912 plus de 300 tonnes.

Le développement important qu'a pris la province d'Antsirabe, à quelque point de vue que l'on se place, a eu une répercussion très marquée sur le mouvement des transports. Le nombre des charrettes qui ont circulé avec un chargement sur la route du Sud entre Tananarive et Antsirabe, Betafo et Ambositra est passé de 3.143 en 1910 à 28.946 en 1912; celui des charrettes vides de 1.700 à 12.746. Cependant, malgré cet accroissement considérable, malgré l'activité des relations, des écarts considérables et très brusques se manifestent, ainsi que nous l'avons dit plus haut, dans les prix de transport. En outre, la longueur de la route fatigue vite les animaux qui dépérissent rapidement à la saison sèche. Enfin, les propriétaires de charrettes, qui sont avant tout cultivateurs, n'assurent plus les transports quand survient l'époque de la plantation du riz. Le chemin de fer mettra un terme à ces obstacles. A cette contrée si fertile, si intéressante et si riche de Madagascar, il apportera le seul moyen de développement qui lui manque et l'on saura gré au gouverneur général de Madagascar, M. Picquié, d'avoir été en même temps que le créateur, l'inspirateur de cette ligne nouvelle.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — **Réorganisation du régime de la propriété foncière.** — Le *Journal officiel* de Madagascar du 22 mars dernier publie une décision du gouverneur général instituant une commission à l'effet « d'étudier les modifications qu'il est nécessaire d'apporter au décret du 4 février 1911, réorganisant le régime de la propriété foncière à Madagascar ».

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

13 *mars.* — *Arrêté* du 10 mars promulguant le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Arrêté du 11 mars promulguant le décret du 11 janvier 1913 qui a abrogé les dispositions du décret du 10 octobre 1911 relatif au recrutement du personnel de la magistrature en Indochine.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section indochinoise.** — (Séance du 15 avril 1913). — La Section indochinoise de l'Union Coloniale a tenu sa réunion mensuelle le mardi 15 avril, sous la présidence de M. E. Roume, président de la Section.

Présents : MM. Roume, président; MM. le colonel Bernard, Fontaine et Mettetal, vice-présidents; Gonfreville, H. Sambuc, Getten, L. Gage, Henri Bernardin.

Excusés : J. Berthet, vice-président; Pâris, Harmand, Vigne.

Le procès-verbal de la séance du 11 mars est lu et adopté.

Question des métis. — Il est donné lecture d'une lettre en date du 10 avril par laquelle M. J. Charles-Roux, président de la Fondation Lucien de Reinach, prie M. Depincé de transmettre à la Section indochinoise et en particulier à son rapporteur M. Sambuc ses félicitations pour le soin et la compétence avec lesquels elle a examiné la question des enfants métis. M. Charles-Roux ajoute qu'il soumettra au Comité de la Fondation, dans sa prochaine séance, les conclusions adoptées par la Section. Il indique toutefois qu'une solution définitive n'interviendra que lorsque la Section aura exprimé sa manière de voir sur l'ensemble des problèmes que soulève la question.

M. Sambuc dit qu'il attend d'un moment à l'autre les renseignements complémentaires qu'il a demandés à M. Durrwell, président de la Société de Protection de l'Enfance à Saigon, renseignements qui lui permettront de compléter l'étude de cette question. La Section sera donc en mesure de se prononcer dans une prochaine séance.

Contrôle des matières d'or et d'argent. — M. Sambuc donne lecture du rapport qu'il a rédigé touchant l'organisation en Indochine d'un service du contrôle des matières d'or et d'argent. Il se montre tout à fait favorable à la mesure préconisée par M. Pâris, député de la Cochinchine, sur la demande de qui cette question a été examinée. Toutefois, s'inspirant des considérations qui ont semblé prévaloir dans la Section, au cours de ses séances des 5 décembre et 15 avril, M. Sambuc estime qu'il serait prudent de réaliser la réforme en deux étapes. Facultatif pour commencer, avec un nombre restreint de bureaux de garantie établis à Hanoi, Haiphong, Tourane, Saigon, Pnom-Penh et Vientiane, le contrôle ne serait rendu obligatoire que plus tard, lorsque l'usage du poinçon de garantie s'étant généralisé, la réforme pourra être appliquée sans difficultés dans son intégralité.

Cette lecture achevée, M. le président remercie M. Sambuc de son très intéressant exposé. Il fait remarquer que les conclusions en sont tout à fait conformes à celles qui paraissent se dégager des délibérations antérieures de la Section.

M. Gage se demande s'il n'y aurait pas lieu de prévoir, dès la mise en vigueur de la réforme, la création d'un bureau de garantie à Nam-dinh, centre important, et où résident de très nombreux indigènes de condition aisée, clients attitrés des bijoutiers annamites.

M. Sambuc est d'avis de s'en tenir aux six bureaux indiqués dans son rapport, savoir : deux au Tonkin (à Hanoi et à Haiphong) et un dans chacun des autres pays de l'Indochine. Nam-dinh pourra avoir le sien, mais plus tard. Pour le moment, eu égard au but à atteindre et pour ne pas impressionner l'administration que les difficultés d'organisation d'un contrôle trop étendu pourraient faire reculer, il est prudent de n'en pas demander davantage.

M. le colonel Bernard reconnaît tout l'intérêt de la réforme, mais il a des raisons de douter que l'administration des contributions indirectes, de laquelle dépend le service de la garantie dans la métropole, se prête à sa réalisation. A son avis, on se heurtera de ce côté à une opposition très vive. M. le colonel Bernard ajoute qu'il faut s'attendre en outre à voir la Chambre syndicale de la bijouterie prendre position. Il est à craindre qu'elle ne se prononce contre l'extension à nos possessions d'Extrême-Orient du régime de la garantie, cette mesure, qui aura pour effet immédiat de faciliter le commerce des bijoux annamites, pouvant être considérée, à tort ou à raison, comme susceptible de porter atteinte à l'industrie bijoutière métropolitaine.

M. Sambuc répond que l'organisation d'un service de garantie en Indochine présenterait son utilité pour la population locale alors même que le poinçon apposé dans la colonie ne serait pas reconnu par les Services métropolitains. D'autre part, il estime que le contrôle pourrait être organisé en Indochine dans les mêmes conditions qu'en Algérie où il fonctionne depuis plus de cinquante ans sans avoir jamais, semble-t-il, donné lieu à aucun abus. Les garanties dont est entourée l'importation en France des objets poinçonnés en Algérie sont telles d'ailleurs que les fraudes sont impossibles.

M. Sambuc rappelle les dispositions prises à ce sujet : les objets revêtus, en Algérie, du poinçon légal — ce poinçon est le même que celui qui est en usage en France — doivent être accompagnés de certificats émanant des bureaux de garantie algériens et présentés à l'arrivée sous le plomb intact de la douane algérienne. C'est à cette condition seulement qu'ils sont dispensés des formalités auxquelles sont ordinairement soumis les objets d'or et d'argent à leur entrée dans la métropole et d'un nouveau contrôle. Ces mêmes dispositions seraient vraisemblablement adoptées pour l'Indochine. Dès lors, il n'y a pas de raison de supposer que l'administration des contributions indirectes refuse son assentiment à la réforme.

D'autre part, ajoute M. Sambuc, il n'est pas à prévoir que l'importation des bijoux indochinois prenne jamais une importance telle que l'industrie bijoutière métropolitaine soit fondée à s'en émouvoir. En effet, l'industrie des bijoux européens n'existe pas dans la colonie et quant aux objets de fabrication indigène, ils

consistent exclusivement en objets de curiosité et bibelots de collections.

M. Sambuc explique ensuite que l'organisation du contrôle en Indochine, au point de vue du régime intérieur, relèverait de la compétence du ministre des Colonies et qu'un décret suffirait pour réaliser la réforme. Mais une loi serait peut-être nécessaire pour autoriser l'introduction dans la Métropole, sans nouveau contrôle, des objets poinçonnés en Indochine. Il appartiendrait dans ce cas, au ministre des Colonies, de provoquer, le moment venu, la mesure législative nécessaire.

M. le colonel Bernard dit que le contrôle n'offrira toute garantie qu'autant qu'il sera assuré par des agents du service métropolitain détachés en Indochine.

M. Sambuc partage cet avis.

M. le président observe que M. Sambuc fait allusion, dans son rapport, aux droits de douane auxquels seraient assujettis à leur entrée en France, les bijoux indochinois. Ces bijoux ne sont-ils pas admis en franchise ?

MM. Sambuc et Mettetal inclinent à penser que ces objets doivent être soumis aux droits parce que la matière première entrant dans leur fabrication n'est pas originaire de la colonie.

M. Gage et plusieurs membres sont d'un avis différent. Ils font observer qu'il est de notoriété que les bijoux d'argent sont fabriqués en Indochine avec des piastres fondues, or ces piastres proviennent de la Monnaie de Paris.

Après un échange d'observations, le principe de la légitimité du droit dont s'agit ne paraissant pas très nettement établi, il est entendu que le rapport de M. Sambuc sera modifié sur ce point de façon à ne pas préjuger la question.

Sous cette réserve, le rapport de M. Sambuc est ensuite adopté à l'unanimité.

Régime des colis-postaux. — M. le président rappelle que, conformément à une délibération de la Section en date du 5 novembre dernier, l'attention de M. le gouverneur général de l'Indochine a été appelée sur la situation créée au commerce de la colonie par l'arrêté du 30 mars 1912 frappant d'une taxe de 0 fr. 25 les colis-postaux du régime international provenant ou à destination de l'Indochine. L'application de la taxe à l'entrée des colis-postaux n'ayant pas — ainsi que cela semble ressortir de l'examen de la convention de Rome — pour contre-partie nécessaire et obligatoire l'application de la même taxe à la sortie, l'Union coloniale demandait que les colis expédiés de l'Indochine à l'extérieur en fussent exonérés.

M. le gouverneur général, par une longue lettre du 9 février dont il est donné lecture, a répondu que les raisons qui ont motivé l'application de cette surtaxe ne résident pas tout entières dans le souci de protéger le commerce local. Si les plaintes de celui-ci ont été prises en considération, l'administration a également envisagé les grosses difficultés que présente l'exécution du service des colis-postaux dans les régions éloignées de son territoire. Elle a entendu atteindre, c'est certain, les envois d'arrivée susceptibles de concurrencer les transactions locales, mais aussi frapper les colis de départ pour le plus grand nombre originaires des hautes régions et qui comme tels imposent, pour leur acheminement vers les ports d'embarquement, de lourdes charges peu en rapport avec la faible rémunération accordée par les règlements internationaux.

En ce qui concerne l'erreur qu'aurait commise l'administration indochinoise des postes au sujet de l'interprétation de la convention internationale de Rome, M. le gouverneur général fait remarquer que de nombreux pays ont usé de la faculté que donne ladite convention de percevoir une surtaxe de 0 fr. 25 sur les colis-postaux et qu'aucun d'eux n'a fait la distinction que l'Union coloniale voudrait voir établir entre les envois de départ et ceux d'arrivée.

« Au surplus, ajoute M. Sarraut, les représentants officiels du commerce indochinois me paraissent avoir donné à la concurrence faite par les grands magasins de la métropole une importance qu'elle n'a pas. Les statistiques démontrent en effet que moins d'un tiers (28 0/0) des colis postaux d'arrivée est susceptible de nuire au développement du commerce local: encore faut-il déduire de ce nombre les envois que l'on pourrait appeler de famille et qui, contenant les objets ou produits les plus divers, ne peuvent être considérés comme servant à des transactions commerciales. »

M. Gage dit que lorsque la question est venue au Conseil supérieur, le gouvernement ne s'est nullement placé au point de vue de la protection du commerce indochinois pour justifier la perception de la taxe de 0 fr. 25 dont s'agit. A vrai dire d'ailleurs, on ne saurait attendre d'effet utile d'une mesure aussi anodine. M. Gage ajoute qu'un autre motif du mécontentement du commerce local, au sujet des colis-postaux, provient de l'inobservation des règlements touchant la vérification des colis. A son avis, la douane se montre beaucoup trop large à ce point de vue.

M. le colonel Bernard reconnaît que dans les régions dépourvues de voies de communication, dans le Haut-Laos par exemple, où, à défaut d'autres moyens de transport, il faut recourir au portage, le service des colis-postaux constitue une charge très onéreuse pour l'administration indochinoise. On conçoit aisément que celle-ci cherche à atténuer les moins-values qu'elle subit de ce fait. La solution paraît devoir être cherchée dans l'établissement de zones. Les taxes de transport des colis-postaux du régime international seraient non plus uniformes, mais calculées en tenant compte des conditions d'acheminement des colis à destination de l'intérieur de la colonie (1).

M. Mettetal ne se montre pas partisan de cette combinaison qu'il estime dangereuse. Elle serait défavorable aux colons et ne cadrerait sans doute pas d'ailleurs avec les dispositions des règlements internationaux.

M. le président résume la discussion. Il est d'avis de se borner pour le moment à insister auprès de M. le gouverneur général pour qu'il opère le retrait de l'arrêté du 30 mars 1912, en tant qu'il frappe les colis, sortant de l'Indochine, de la surtaxe de 0 fr. 25 ; les termes de la convention internationale — et notre manière de voir à ce sujet n'est d'ailleurs pas contredite par M. le gouverneur général — ne paraissent nullement empêcher la distinction que la Section voudrait voir établir, si modestes

(1) Des dispositions analogues sont en vigueur pour les colis-pos-postaux du *régime intérieur*. Un arrêté du gouverneur général en date du 4 septembre 1912 répartit les bureaux de poste indochinois en cinq catégories et détermine les taxes à percevoir pour chacune d'elles. Ces taxes, suivant les catégories auxquelles appartiennent les bureaux d'arrivée et de destination varient, pour les colis de 3 kilogrammes de 0 $ 20 à 1 $; pour les colis de 5 kilogrammes, de 0 $ 30 à 1 $ 50, enfin pour les colis de 10 kilogrammes de 0 $ 50 à 2 $ 20.

que soient les avantages qui en résulteront pour le commerce local.

Après un nouvel échange de vues la Section se range à l'avis de M. le président.

La destruction des rats. — M. Sambuc communique à la Section un article de journal rendant compte d'expériences qui ont eu lieu récemment dans le département de la Charente-Inférieure en vue de la destruction des rats par un nouveau procédé. Il s'agirait d'un virus microbien qui aurait donné des résultats appréciables.

Les expériences dont s'agit ont été exécutées sous le contrôle d'une commission officielle nommée par le ministre de l'Agriculture.

La question de la destruction des rats préoccupant vivement depuis de longues années les colons indochinois, M. Sambuc propose de demander au ministre de l'Agriculture communication du rapport ou tout au moins des conclusions de la commission. Si ces conclusions sont aussi favorables que le fait espérer l'article en question, l'Union coloniale pourrait prier le ministre des Colonies d'en faire l'objet d'une communication spéciale aux gouvernements intéressés.

Il en est ainsi décidé par la Section.

Après un court échange d'observations la Section décide également de reprendre dans sa prochaine séance l'examen de l'ordre d'urgence des études et des travaux à exécuter sur les fonds de l'emprunt de 90.000.000.

ADMINISTRATION. — **Suppression de la recette principale des douanes et régies.** — Un décret en date du 23 avril 1913 (*Officiel* du 1er mai) supprime la recette principale des douanes et régies de l'Indochine créée le 22 septembre 1899. Cette recette, lisons-nous dans l'exposé des motifs qui précède ce décret, n'a pas rendu les services que l'on en avait attendu, lors de son institution.

Dans ces conditions M. le gouverneur général de l'Indochine a estimé qu'il y avait lieu de supprimer la recette principale et d'ériger en recettes centralisatrices les quatre recettes secondaires existant actuellement à Haïphong, Tourane, Saïgon et Pnom-Penh.

Cette réforme, que sanctionne le décret du 23 avril, répond par ailleurs aux vues générales de décentralisation dont s'inspire le programme du gouvernement pour l'administration de l'Indochine et à la nécessité d'économie reconnue pour la plupart des services publics de cette colonie.

Un attentat à Hanoï. — Un attentat a été commis à Hanoï, le 26 avril à sept heures du soir, rue Paul-Bert, contre des Européens qui se trouvaient à la terrasse d'un café. Une bombe a été jetée contre un groupe de Français ; on a à déplorer la mort du chef de bataillon Mongrand et celle du commandant Chapuis ; en outre, le contre-maître des mines Diry et les commis des services civils Kermoel et Burdin, ont été légèrement blessés ; cinq indigènes ont été aussi légèrement blessés.

D'après des renseignements sérieusement contrôlés et réunis par le gouverneur général, cet attentat a été perpétré par les partisans du prince Cuong-Dê, dont le parti est dirigé par le fameux lettré Pham-Bo-Chau qui, établi en Chine, garde un contact permanent avec les révolutionnaires chinois. Tout confirme que la préparation de l'attentat et la fabrication de l'engin ont eu lieu à Canton et à Hong-Kong, où le parti révolutionnaire annamite reçoit des subsides et des conseils de certains révolutionnaires chinois. Il est confirmé, d'autre part, que les auteurs de l'attentat viennent de Hong Kong et de Canton.

Déjà, le 2 avril dernier, le thuan-phu de la province de Thai-Binh (Tonkin) avait été tué par une bombe lancée par un indigène demeuré jusqu'à ce jour inconnu. Le mobile de ce dernier attentat paraît être une vengeance exercée à l'instigation de ces révolutionnaires annamites établis en Chine, contre qui ce thuan-phu avait eu l'occasion de diriger des poursuites et de prononcer des condamnations sévères, à la suite desquelles il avait reçu de nombreuses lettres de menaces de mort.

Le 24 mars, la police avait déjà découvert sur divers points de Saïgon et de Cholon huit bombes de confection rudimentaire et ancienne, qui n'avaient pas éclaté.

Un câblogramme du gouverneur général de l'Indochine, en date du 9 mai, a annoncé que la police a arrêté à Langson un indigène qui se préparait à traverser la frontière. Des documents compromettants ayant été découverts sur lui, il se reconnut l'auteur de l'attentat de Hanoï et ajouta qu'il se préparait à rejoindre Pham-Boi-Chau en Chine.

CHEMINS DE FER. — **Chemin de fer de Dong-Dang à Na-Cham.** — Par un décret du 16 avril, paru à l'*Officiel* du 26 avril, l'ouverture des travaux à exécuter pour la construction en Indochine du chemin de fer de Dong-Dang à Nacham est autorisée.

La dépense d'infrastructure de la ligne est évaluée à 760.000 frs. La dépense totale, voie comprise est prévue pour 1.762.000 francs.

L'exposé des motifs qui précède ce décret fait observer que la dépense totale prévue est inférieure à la somme de 1.800.000 francs inscrite, pour la ligne en question, dans la loi d'emprunt et qu'il y a lieu de considérer comme étant l'allocation attribuée par la loi à la construction de cette ligne ; l'article 1er § 4 de la loi du 26 décembre 1912 comprenant dans une évaluation unique les deux lignes de Dong-Dang à Nacham et de Dong-Ha à Vinh.

COMMERCE. — **Loi sur les fraudes.** — Par décret du 9 avril 1913, (*Officiel* du 27 avril) est rendue applicable en Indochine la loi du 28 juillet 1912 qui a modifié certaines dispositions de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins.

Annam. — ADMINISTRATION. — **Poids et mesures.** — En transmettant un arrêté du gouverneur général sur l'emploi des poids et mesures indigènes jusqu'à la mise en vigueur du système métrique, la résidence supérieure en Annam a appelé l'attention des chefs de provinces sur l'intérêt qui s'attache à la stricte observation des règles édictées par ce texte.

Avant d'imposer aux pays du protectorat le système métrique dont les avantages ne sont plus à démontrer, il est nécessaire de procéder par essais successifs et de connaître l'accueil qui sera fait par les intéressés à la réduction partielle des mesures dont ils font usage. Dans ce but, la résidence supérieure à prié les chefs de province de lui faire connaître les constatations auxquelles les aura conduits la mise en application de l'arrêté dont il s'agit et de lui donner leur avis sur la possibilité éventuelle de rendre obligatoire le système métrique, ainsi que sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour réaliser cette réforme.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

20 *mars.* — *Arrêté* du 17 mars fixant à dix centimes le gramme le prix de vente, au Tonkin, de la quinine d'Etat aux particuliers.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

COMPAGNIE FRANCAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Société anonyme. — Capital : 9 millions.

Par décision de l'assemblée des actionnaires du 2 mai courant, le dividende de l'exercice 1912 a été fixé à 125 francs, impôts à déduire.

Un acompte de 12 fr. 50 ayant été distribué le 2 janvier dernier, le solde sera payé, à partir du 20 mai courant, à raison de :

108 francs (impôts déduits) par action nominative ;

99 fr. 45 (impôts déduits) par action au porteur, sur la présentation du coupon n° 31.

A Marseille : au siège social, cours Pierre-Puget, 32. A la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, rue Paradis, 75.

A Paris : à la succursale de la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, rue Auber, 4.

L'assemblée générale extraordinaire du 2 mai courant a décidé :

1° Le dédoublement des actions de la Compagnie par l'échange de une action de 500 fr. contre deux actions nouvelles de 250 francs ;

2° L'augmentation du capital social de la Compagnie, de neuf à dix millions de francs, par la souscription de 4.000 actions nouvelles de 250 francs au prix de 1.110 francs chacune.

Un avis ultérieur fera connaître la date et les conditions de l'émission et les conditions dans lesquelles s'exercera le droit de préférence réservé aux actionnaires par les statuts.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Cartes d'excursions

(1re, 2e et 3e cl. — Individuelles ou de famille)

dans le Dauphiné, la Savoie, le Jura, l'Auvergne et les Cévennes.

Emission dans toutes les gares du réseau, du 15 juin au 15 septembre. — Ces cartes donnent droit à :

La libre circulation pendant 15 ou 30 jours sur les lignes de la zone choisie ;

Un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs entre le point de départ et l'une quelconque des gares du périmètre de la zone. Si ce voyage dépasse 300 kilomètres, les prix sont augmentés pour chaque kilomètre en plus de : 0 fr. 065 en 1re cl., 0 fr. 045 en 2e cl., 0 fr. 03 en 3e classe.

Les cartes de famille comportent les réductions suivantes sur les prix des cartes individuelles : 2e carte, 10 0/0 ; 3e carte, 20 0/0 ; 4e carte, 30 0/0 ; 5e carte, 40 0/0 ; 6e carte et les suivantes, 50 0/0.

La demande de cartes doit être faite sur un formulaire (délivré dans les gares) et être adressée, avec un portrait photographié de chacun des titulaires, à Paris : 6 heures avant le départ du train, 3 jours à l'avance dans les autres gares.

(17-4-13

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint-Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo-les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux),

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4-1913)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de vacances à prix réduits (1re, 2e et 3e cl.) pour familles d'au moins 3 personnes, délivrés du 15 juin au 30 septembre.

Validité jusqu'au 5 novembre.

Minimum de parcours simple : 150 kilomètres. — Arrêts facultatifs.

Prix : Les 2 premières personnes paient le tarif général, la 3e personne bénéficie d'une réduction de 50 0/0, la 4e et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Faire la demande de billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

(17-4-13)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr. ; 2e cl, : 20 fr. ; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CRÉSYL-JEYES

DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE

Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :

NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**

MICROBICIDE

Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**

CRÉSYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX

MAISON FONDEE EN 1792

F. DUMÉZIL

BORDEAUX

Négociant et Propriétaire des

Château de Nort - Château Ferrère

EXPORTATION

Agents à :

MADAGASCAR, RÉUNION, MAURICE, EXTRÊME-ORIENT, ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { **Paris,** **Port-Saint-Louis-du-Rhône,** **Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

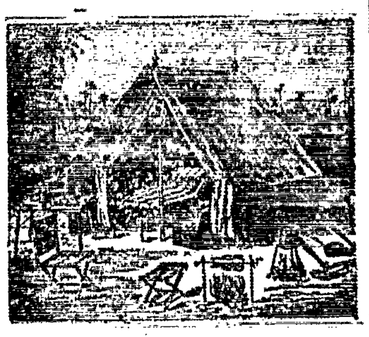
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

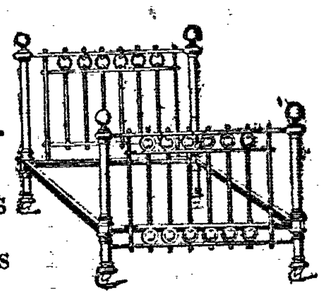
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE — SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 et 56, rue de Provence, à Paris.

Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — Ordres de Bourse (France et Etranger) ; — Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons Français et Etrangers ; — Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques sur la France et l'Etranger ; — Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances (Vie, Incendie, Accidents), etc.

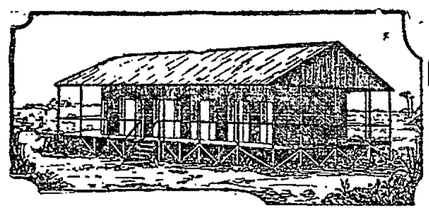
Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

99 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 913 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.
Correspondant en Belgique et Hollande :
Société française de Banque et de Dépôts,
Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à **MARSEILLE**, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.

A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.

A Beaune : Avenue de la Gare.

A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine

et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANEE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON

Parfums spéciaux pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Élégance

Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudrés de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crêmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.

Parfums originaux de Peter Soldson

En bottes fantaisie assorties

P. DUCLOS

Agent général et concessionnaire exclusif

Paris et Bordeaux

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.F.I. REGISTREDED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.

Téléph. : 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).



BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER, Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.

Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

2° Ligne de l'Indo Chine. — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.

3° Ligne Plata accélérée. — *Service tous les 28 jours* désservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac, Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.

4° Ligne Plata directe. — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres

5° Ligne Brésil I. — *Service tous les 28 jours* desservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.

6° Ligne Brésil II. — *Service tous les 28 jours* désservant : Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par les paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	9-23 mai et 6 juin à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	16 et 30 mai à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	16 et 29 mai à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	10 et 24 mai à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	3, 17 et 31 mai à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	28 mai à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	4, 18 mai et 1er juin à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	29 mai et 26 juin à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	15 mai et 12 juin à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le numᵒ du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : 40.000 FUSILS
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

OUSTAU & Cie, A TARBES

MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES

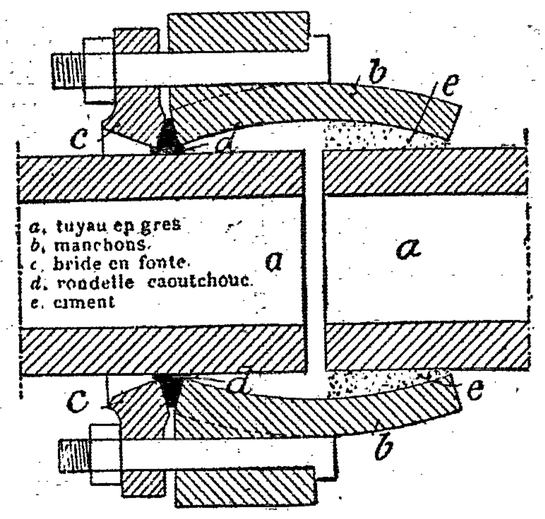
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES

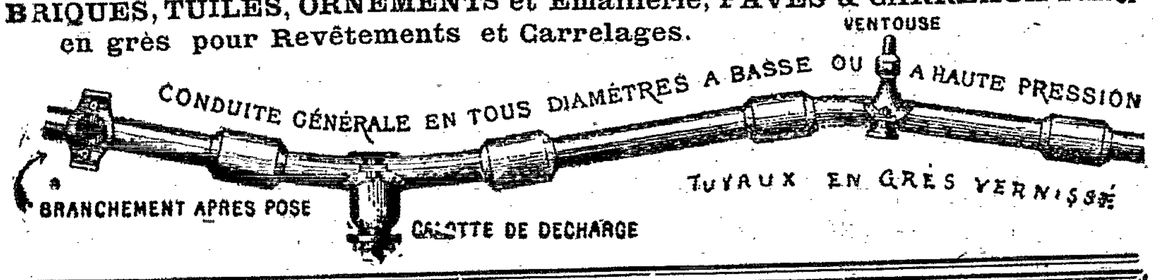
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.

Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX,
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie

Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.	*Courcelle-Seneuil*,	PRÉSIDENT
	Maurice Gorgeu	VICE-PRÉSIDENTS
	A. Couturier	
	Ch. Peyrissac	AD. DÉLÉGUÉ
	H. Saute	ADMINISTRATEUR
	E. Guignard	—
	Léon Peyrissac	—

IMPORTATION - EXPORTATION

Sénégal, Haut-Sénégal-Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

Rés 6.6

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 MAI 1913. — N° 10.

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LA SEINE BIBLIOTHÈQUE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. TAHITI ET LE CANAL DE PANAMA..... 337

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Occupation de la kasbah de M'çoun..... 338
Ouverture des délégations financières algériennes..... 339
Réforme des habous en Tunisie..... 340
Le projet sur le régime douanier colonial et la Chambre de commerce de Marseille..... 340
La multiplication des écoles en Afrique occidentale française..... 342
Le nouveau gouverneur de la Guadeloupe et son programme..... 342
La législation métropolitaine et les colonies..... 343

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS DE PROTECTORAT :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 343
Possessions britanniques..... 346

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Le Maroc farouche. — J. ANCEL..... 349

V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 352

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 355

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 359

VIII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 361

TAHITI ET LE CANAL DE PANAMA

L'ouverture du canal de Panama sera l'un des grands événements économiques du premier quart du XX^e^ siècle et elle aura vraisemblablement des répercussions considérables en ce qui concerne le régime des transports et les grandes routes commerciales du monde.

On sait que depuis longtemps on pressait le ministère des Colonies d'apporter aux ports de quelques-unes de nos possessions des améliorations qui puissent les mettre en état de profiter de ces courants nouveaux. Finalement une mission dont la direction fut confiée à M. Jullidière, ingénieur en chef des ponts et chaussées, fut chargée de rechercher les conséquences possibles de ce grand fait sur nos colonies des Antilles et d'Océanie.

* * *

Les conclusions de la commission concernant les Antilles ont été tout d'abord publiées et nous en avons donné un résumé. Ces conclusions étaient que les Antilles ne se trouvant pas sur les routes qui seront choisies pour atteindre le canal, il n'y avait pas lieu de faire de grands travaux à la Martinique ou à la Guadeloupe. Aujourd'hui nous possédons les conclusions de la même mission en ce qui concerne les établissements français de l'Océanie ; le rapport a paru au *Journal officiel* du 19 mai et ce document est tout à fait intéressant.

Il est très curieux de constater que le représentant du ministère des Colonies et celui du ministère du Commerce dans la mission n'ont pas justifié de la même façon la création d'un port d'escale à Tahiti pour les bateaux qui iront de Panama vers l'Australasie. Le premier pense que les bateaux s'arrêteront à Tahiti pour y faire du charbon ; le second croit que malgré le coût élevé des escales à Tahiti pour les paquebots, les compagnies de navigation seront obligées de les subir, pour ne pas imposer une traversée d'une durée excessive aux passagers.

Au point de vue de la réduction de longueur de la route, le port le mieux placé pour une escale serait celui de Rapa à 50 milles environ de l'arc du grand cercle Panama-Sidney. Rapa présente une rade bien abritée, mais la passe est

sinueuse et difficile. L'île est à peu près inhabitée et aucun commerce ne peut s'y établir, l'escale serait réduite au dépôt de charbon. Aussi les membres de la mission ont été unanimes à affirmer la supériorité de Papeete, tant à cause des facilités de son port que de ses ressources de toute nature.

Parmi les ressources de la capitale de nos établissements de l'Océanie, il en est une qui est très importante pour un port d'escale, l'eau. Or Papeete est alimentée par des eaux de source excellentes dont l'analyse montre la pureté.

D'ailleurs Papeete offre déjà à la navigation des conditions favorables. Actuellement la passe présente, sur une largeur de 65 mètres, au moins 9 mètres de profondeur et la longueur à franchir n'est que de 70 mètres. Le port est donc accessible, dès à présent, à des navires de 8 m. 30 de tirant d'eau avec 0 m. 70 sous la quille. Mais il faut prévoir l'accès de bateaux qui auront besoin d'un tirant d'eau plus considérable.

* * *

Le comité des travaux publics des colonies a, le 28 avril dernier, approuvé les conclusions de la mission d'enquête.

Les travaux à exécuter sont, par ordre d'urgence : 1° le balisage et l'éclairage de la route d'accès à Tahiti et de la passe d'entrée dans la rade de Papeete dans les conditions du tableau annexé au présent rapport; 2° l'approfondissement à 13 mètres et l'élargissement à 150 mètres de la passe d'entrée du port de Papeete; 3° l'établissement d'un poste de télégraphie sans fil reliant Tahiti aux postes à grande portée fonctionnant dans les archipels voisins; 4° la création d'un emplacement d'environ 8.000 mètres carrés pour l'organisation d'un dépôt de charbon à Papeete, la construction des appontements nécessaires pour l'accostage des charbonniers et l'installation de coffres d'amarrage pour les navires en rade; 5° l'amélioration de l'appontement public actuel qui peut être réalisé dans un délai relativement court, de façon à permettre l'accostage des grands navires à cet appontement; 6° la construction de 300 mètres de quai à grande profondeur; 7° la reconstruction de la cale de halage; 8° l'amélioration de la canalisation d'eau et de la voirie; la dépense totale peut être évaluée à 7 millions de francs.

Le comité des travaux publics des colonies dit, dans son rapport, qu'il y a lieu de décider que les travaux du port seront exécutés par l'Etat ainsi que la plate-forme pour l'établissement du dépôt de charbon; que l'entretien des ouvrages du port sera assuré par l'Etat, et que l'exploitation et l'entretien du parc à charbon seront concédés à une compagnie privée.

Il convient de reviser les droits actuels d'entrée à Papeete et de les remplacer par des droits moins élevés; les nouveaux droits paraissent pouvoir être fixés comme il suit :

Droit de tonnage de 5 centimes environ par tonneau de jauge nette;

Taxe de 2 francs environ par tonne de charbon à la sortie du port;

Taxe de 1 franc par passager à bord.

Le comité exprime en outre l'avis qu'il conviendrait en raison de l'urgence :

1° De faire reconnaître le plus tôt possible par des officiers de marine les emplacements proposés pour l'établissement des feux, lesquels devront être installés dans le délai le plus court;

2° De décider la mise au concours de l'exécution des autres travaux les plus importants par voie d'entreprise générale;

3° De procéder simultanément à un appel d'offres pour l'établissement du dépôt de charbon;

4° D'organiser de suite un service d'études pour l'élaboration des projets, programmes de concours, cahiers des charges, etc.

Toutes ces propositions sont excellentes, aussi, ce qu'il faut, c'est les réaliser maintenant au plus vite.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Occupation de la Kasbah de M'çoun. — Nos troupes viennent de faire un très important pas en avant dans le Maroc occidental.

Une des choses dont l'accomplissement est désirable le plus tôt possible, est la jonction de l'Algérie avec Fez, qui établirait la continuité de notre occupation du Maroc jusqu'ici partagée en deux tronçons. En raison de la nature montagneuse du pays, cette jonction ne peut se faire que par le couloir au milieu duquel est bâtie la ville de Taza.

Mais si l'opération est tenue pour désirable par tout le monde, on est très partagé sur son opportunité. Le couloir de Taza est bordé à droite et à gauche par quelques-unes des tribus les plus populeuses et les plus guerrières du Maroc. En raison du nombre limité des forces dont le général Lyautey dispose, les uns se demandent s'il ne conviendrait pas d'ajourner le jonction et de reporter une partie des troupes de la Moulouïa, qui deviendraient ainsi disponibles, sur les régions de la côte atlantique. Leur raison, c'est que cette région de Taza, qui n'a jamais été soumise aux sultans et qui n'a jamais été pliée, par conséquent, à une administration régulière, coûtera très cher à pacifier, et pendant longtemps ne rapportera rien au budget marocain; tandis que la côte atlantique est habitée par une population plus industrieuse et plus commerçante et qui est habituée à être gouvernée et à payer des impôts. Cette population étant plus facile à soumettre, étant plus riche, il semble que pour constituer un budget se suffisant à lui-même aussi vite que possible, c'est par elle qu'on devrait commencer. Et une fois que le budget serait constitué, on serait en état d'entreprendre des opérations onéreuses comme celle de Taza.

Mais, étant donné que la jonction entre Fez et l'Algérie donnerait deux bases d'opérations au lieu d'une à notre corps d'occupation qui pourrait, quand elle serait faite, se ravitailler à la fois par l'Algérie et par la côte atlantique, d'autres personnes estiment que toutes les considérations économiques et financières doivent céder devant cette considération stratégique.

Le général Lyautey s'est rallié à l'opinion de ces dernières. Et les événements lui donnent raison. La facilité avec laquelle nos troupes viennent de faire la première partie de la marche sur Taza et d'occuper la kasbah de M'çoun, ce qui les a amenées à une étape de cette ville, semble indiquer qu'on s'en est peut-être exagéré les difficultés.

Cette marche sur M'çoun a été préparée par le général Alix avec une prudence remarquable. Il a commencé à la fin de mars

par couvrir sa droite contre la grande tribu des Béni-Bou-Yahi en installant un poste très solide à Nekhila. Puis, dans le courant de mai, il a couvert sa gauche contre la tribu plus considérable encore des Beni-Ouaraïn en construisant un autre poste à Safsafat. Et enfin, il s'est aménagé un bon accueil à M'çoun même, en nouant des relations avec le cadi de la localité qui est un des personnages les plus influents de la tribu des Haouaras, dans le territoire de laquelle M'çoun est placé.

Ce n'est que quand toutes ces précautions ont été prises, que le général Alix s'est porté sur M'çoun avec une colonne d'environ 4.000 hommes. Il y est arrivé le 10 mai sans avoir eu à tirer un coup de fusil. Le cadi Mahomed Ben Ali Ben Hossein vint à sa rencontre et lui servit d'intermédiaire avec la population qui s'était massée sur un monticule voisin. Un interprète expliqua aux Haouaras que les troupes françaises venaient leur apporter la sécurité et la justice. Les Haouaras répondirent par un murmure approbateur et les notables conduisirent nos officiers dans l'intérieur de la kasbah.

La kasbah de M'çoun, édifiée sous le sultan Moulaï Ismaïl, est une de ces citadelles comme le makhzen en a bâti sur toutes les routes de l'empire pour les commander. C'est une simple enceinte carrée, en pisé, de 200 mètres de côté, à l'intérieur de laquelle se sont construites une centaine de maisons et une quarantaine de boutiques. Là, logent les autorités de la région et les commerçants; un marché s'y tient deux fois par semaine.

Le général Alix, aussitôt arrivé, a fait commencer la construction d'un fort à côté de la kasbah. Il se propose d'y laisser seize compagnies et de revenir ensuite à son quartier général de Mérada, où il attendra que les circonstances soient suffisamment favorables pour qu'il puisse faire un nouveau pas en avant et aller jusqu'à Taza. Pour le moment, il s'agit de voir comment l'occupation de M'çoun va être accueillie par les tribus environnantes. Jusqu'ici, il ne s'est produit que quelques attaques sans importance.

M'çoun est à 30 kilomètres de Taza, et, circonstance qui impressionne fortement les populations ignorantes, deux aéroplanes sont déjà allés reconnaître la ville qui présente un aspect charmant au milieu de ses jardins. Le moment venu, il restera donc fort peu de chemin à faire à nos troupes pour y arriver.

Ouverture des délégations financières algériennes. — Le 15 mai s'est ouverte à Alger la session annuelle des délégations algériennes. Le projet de budget qu'elles doivent examiner n'ayant été distribué que la veille, les délégués arrivèrent en séance un peu irrités. Quelques-uns proposèrent d'ajourner la session jusqu'au moment où ils auraient eu le temps de l'étudier, mais après une explication un peu vive, les colères se sont apaisées.

Suivant l'usage, le gouverneur général a prononcé un grand discours dans lequel il a tracé le programme de la session. Il a naturellement commencé par expliquer le retard qu'a subi cette année la distribution du budget et montré qu'il n'y avait point de sa faute. Le projet du budget algérien préparé par le gouverneur général doit être ensuite approuvé par le ministre de l'Intérieur avant d'être soumis aux délégations. Cette année le ministre a épluché le projet avec une attention particulière et ce sont les négociations auxquelles ont donné lieu les changements qu'il voulait apporter qui ont rendu impossible la distribution du projet aux délégués dans les délais ordinaires.

Trois sujets vont surtout occuper les délégations.

Le premier est le projet d'un emprunt de 300 millions nécessaire pour la continuation de la création de l'outillage économique. Le gouverneur général a dit à ce sujet :

L'effort colonisateur déployé dans ce pays est prodigieux; il dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir et l'antique race de nos cultivateurs français semble s'être rajeunie et vivifiée dans son accouplement avec votre terre.

Mais partout l'initiative de l'homme est ralentie, entravée, parfois paralysée par l'insuffisance de notre outillage économique. Il faut trouver d'urgence des ressources nouvelles pour créer des routes, des chemins de fer, et pour compléter nos ports. La prospérité algérienne sera plus apparente que réelle aussi longtemps que le problème des transports ne sera pas complètement résolu. La consolidation de sa fortune est à ce prix, et dans le domaine moral ou hygiénique, l'œuvre à réaliser n'est pas moins étendue : enseignement agricole, enseignement professionnel, enseignement primaire pour les Européens et pour les indigènes; alimentation en eau potable, multiplication des infirmeries indigènes, tout sollicite l'intervention et les sacrifices de la colonie.

La nécessité d'un emprunt important éclate à tous les yeux. Je ne puis que vous apporter une esquisse rudimentaire de ce projet d'emprunt. C'est à vous qu'il appartiendra, avec votre connaissance approfondie du pays, de faire un choix judicieux entre les vœux des collectivités locales. Pour cette étude, le concours de mes services vous est entièrement acquis.

Le gage de cet emprunt sera garanti par deux nouveaux impôts sur lesquels les délégations vont avoir à se prononcer définitivement. L'année dernière, elles en ont voté le principe ; cette année elles vont avoir à décider des tarifs et des modes de perception. Ces impôts sont : une taxe sur la propriété bâtie européenne qui était exempte jusqu'ici d'une taxe sur les successions.

Le second sujet dont les délégations vont avoir à s'occuper est la fameuse affaire de l'Ouenza. Nos lecteurs ont été tenus au courant, il est donc inutile de l'exposer à nouveau. La combinaison à laquelle s'était arrêtée M. Jonnart — concession à un consortium international de grands métallurgistes des gisements de fer et de la construction et de l'exploitation du chemin de fer destinés à les desservir — cette combinaison est aujourd'hui caduque. De plus dans ces dernières années on a découvert plus au sud d'autres mines, notamment les gisements de phosphate du Djebel-Ouk. Il faut donc aujourd'hui mettre ou remettre à l'étude la concession de toutes ces richesses et le projet d'une ligne traversant dans toute sa longueur le département de Constantine pour les desservir. Nous avons raconté que le ministre des Travaux publics est allé récemment en Algérie pour examiner sur place toutes ces questions. Les délégations vont avoir à en délibérer de leur côté.

Le troisième sujet est celui des réformes indigènes que le gouverneur général a préparé et qui devront recevoir l'approbation des délégations. Voici ce que M. Lutaud en a dit :

Nous avons conçu et dressé un programme de réformes indigènes ; il a besoin de la consécration des pouvoirs publics. Nous en poursuivrons la réalisation sans hâte, sans précipitation. J'ai exposé plus haut que, cette année, je vous demandais des crédits nécessaires pour le relèvement de la situation des caïds, et que déjà j'avais amélioré la situation des cavaliers et du petit personnel des communes mixtes. Le rendement exceptionnel de nos forêts qui atteint le chiffre inconnu jusqu'à ce jour de 6 millions nous permet de mettre à l'étude une modification dans le service des postes-vigie et de dégrever les populations indigènes de cet impôt en nature. Déjà, pour réduire le nombre des délits forestiers, j'ai institué les transactions avant procès-verbal, qui ont l'avantage de décharger les délinquants de tous les frais. Je vous propose d'instituer aussi, cette année, des primes de langue arabe pour les gardes forestiers. Ce sont là des réformes qui s'accom-

plissent en leur temps, sans ostentation et sans tapage. Elles ne nous vaudront vraisemblablement pas les applaudissements de ceux qui souhaitent des réformes sensationnelles. Mais il nous suffira d'avoir l'approbation de nos chefs et d'obéir à la grande loi de l'humanité en même temps qu'au souci d'une bonne administration : il nous suffit de nous rappeler que l'idéal français nous anime, qu'il est fait de tolérance, de générosité et qu'il nous dicte une œuvre de régénération par l'éducation.

Réforme des habous en Tunisie. — M. Alapetite s'occupe, avec le zèle le plus intelligent, du relèvement de la condition des indigènes, afin de les faire participer à la mise en valeur du pays qui est le programme de notre occupation. Nous signalions, dans notre avant-dernier numéro, qu'il était allé étudier sur place, au Gamouda, les moyens de rendre propriétaires les indigènes qui habitent cet immense domaine et qui, jusqu'à présent, n'y étaient établis qu'à titre de locataires. Depuis, il a pris des mesures qui faciliteront l'accès des indigènes à la propriété sur une autre catégorie de terres bien plus étendues encore, car elles représentent une partie considérable — le tiers, dit-on, — du territoire tunisien.

Nos lecteurs savent ce que c'est que les habous en pays musulman. Ce sont des domaines que les propriétaires, soit par piété, soit pour se soustraire aux confiscations des souverains, ont donnés à des établissements religieux ou quelquefois à de simples établissements publics. Tantôt la donation est complète, emportant à la fois la nue-propriété et le droit de jouissance; c'est ce qu'on appelle les habous publics. Tantôt ils n'ont donné que la nue-propriété et réservé la jouissance à leurs descendants tant qu'il en existerait; c'est ce qu'on appelle les habous privés.

Quelquefois les dévolutaires de cette dernière catégorie de habous habitent la propriété et l'exploitent; mais souvent aussi ces dévolutaires se sont dispersés; ils louent la propriété à d'autres indigènes, ils se contentent de toucher les locations et ils ont pour les percevoir un gérant commun qu'on appelle mokadem.

Les habous étant biens de mainmorte ne peuvent pas être vendus; et, comme ils sont très nombreux, il s'ensuit qu'une partie de la population tunisienne est installée sur le sol à titre de simple locataire. Or, on sait tous les inconvénients de ce mode de tenure. Le locataire n'étant pas intéressé à l'avenir du domaine ne se soucie point de l'améliorer ; il cultive avec le moins de frais possible et cette insouciance s'oppose à tout progrès agricole.

C'est à cette cause d'avilissement économique et de misère qu'un décret vient de remédier. Les jurisconsultes musulmans ont trouvé un moyen de soustraire les habous à l'immobilisation de la mainmorte, de les remettre dans la circulation et de leur rendre ainsi les avantages de la propriété privée. Ce moyen c'est l'enzel. L'enzel est une rente perpétuelle, contre le paiement de laquelle l'enzéliste jouit de tous les droits d'un véritable propriétaire. D'une part, il est assuré de garder le domaine à perpétuité pourvu qu'il acquitte régulièrement ses annuités; d'autre part, il peut vendre son droit d'enzel en bénéficiant de toutes les plus-values que la terre aura pu acquérir pendant son exploitation.

L'enzel, on le voit, est un stratagème fort ingénieux pour empêcher les habous de dépérir. Pourquoi donc a-t-il eu si peu d'effet en Tunisie, qu'on y voie une grande quantité de terres qui, par suite de l'incurie des occupants, sont retournées à l'état de friche et sont recouvertes de broussailles? C'est que, pour obtenir la constitution du habous en enzel et changer une location précaire en un droit d'exploitation perpétuelle, il fallait obtenir l'acquiescement de l'unanimité des dévolutaires et du mokadem. Cette unanimité était souvent très difficile et quelquefois impossible à réaliser, parce que les dévolutaires, devenus très nombreux, étaient dispersés à travers toute la régence et qu'il suffisait d'un récalcitrant pour faire échouer l'opération. De plus, la mise à enzel ne pouvait se faire que par voie d'adjudication publique, de sorte que les occupants n'étant jamais sûrs d'être les adjudicataires n'avaient nul intérêt à poursuivre une adjudication qui pouvait avoir pour effet de les expulser purement et simplement.

Le nouveau décret change tout cela ; il suffira désormais que les occupants s'entendent non pas avec l'unanimité des dévolutaires, mais seulement avec les principaux d'entre eux, ce qui rendra l'accord facile ; et, pour ces occupants, il ne sera plus obligatoire de passer par les enchères publiques; ils pourront traiter de gré à gré, ce qui les met à l'abri de toute éviction possible. Une commission spéciale déterminera les surfaces respectives à attribuer à chacun des occupants. Cette commission sera composée du secrétaire général du gouvernement tunisien ou de son délégué président, du contrôleur civil de la circonscription, du délégué de la djemaïa des habous, de l'amin d'agriculture de la région, du naïb local des habous, de cinq des principaux ayants-droit à la fondation intéressée à ce que le habous produise le maximum de revenus, désignés par les dévolutaires et agréés par le cadi, du mokadem du habous s'il en existe, du secrétaire du contrôle civil qui remplira les fonctions de secrétaire.

Quand chaque occupant aura ainsi reçu son lot, s'il reste des surfaces disponibles, elles seront mises en enzel par voie d'enchères publiques, dans les conditions actuellement en vigueur et qui ont été réglées par les décrets du 22 juin 1888 et 31 janvier 1898.

Nous pensons qu'il serait difficile d'exagérer la portée de ces mesures. Une grande partie de la population tunisienne va pouvoir passer de l'état précaire de locataire à l'état stable d'enzéliste, qui équivaut, comme nous l'avons dit plus haut, à celui de propriétaire. C'est une révolution sociale analogue à celle que l'Angleterre essaie depuis quelques années de réaliser en Irlande; elle s'en distingue en ce qu'elle ne coûte pas un sou à l'État et ne demande de sacrifices à personne.

Le projet sur le régime douanier colonial et la Chambre de commerce de Marseille. — La Chambre de commerce de Marseille a examiné le projet de réforme du régime douanier colonial élaboré par le gouvernement et elle a adopté sur ce sujet un rapport de son président, M. A. Artaud.

La personnalité de M. Artaud, le rôle prépondérant qu'il a joué dans la campagne qui a abouti au dépôt de ce projet et que nos lecteurs connaissent bien, font de ce rapport une œuvre à laquelle on doit s'arrêter.

M. Artaud considère, comme nous, que ce projet est une amorce de discussion, et à ce titre, dit-il, l'initiative qu'a prise M. Lebrun et qui met fin à un système de mutisme parlementaire absolu doit être approuvée. « Le projet témoigne, ajoute-t-il, d'une très grande bonne volonté chez ses auteurs, on pourrait dire d'une trop grande bonne volonté, car ce sentiment conciliateur se manifeste en faveur de l'eau et du feu, c'est-à-dire dans des cas où il faudrait choisir. »

Après un examen de l'exposé des motifs, M. Artaud passe en revue chacun des articles du projet de loi.

Ce travail fait, M. Artaud écrit :

« Nous avons examiné ce projet de loi, article par article et alinéa par alinéa : il le méritait, car il constitue un gros effort pour améliorer le régime de nos colonies.

« Il faut rendre justice à la sincérité qui a inspiré les auteurs de ce projet de loi, mais il faut aussi ne pas leur dissimuler que le travail unilatéral des fonctionnaires rédacteurs de ce projet est un travail incomplet. Ils étaient animés d'un sincère désir du bien public, mais il leur manquait l'expérience dérivant des transactions avec les colonies. Le projet de loi à l'étude constitue, sur l'idée simpliste de 1892, un certain progrès, mais il marque en même temps une étape sur le terrain de l'erreur. La Bible nous apprend que, pour avoir murmuré, les Israélites durent camper trente ans dans le désert avant d'entrer dans la Terre promise : on se demande au nom de quel pouvoir le Parlement peut nous obliger à piétiner un certain temps sur place avant d'effectuer la marche décisive en avant.

« En résumé, et sous les réserves de détail formulées article par article, il y a lieu d'accepter ce projet de loi comme aveu de l'incohérence, de l'inapplicabilité et des fâcheux effets du régime de 1892, mais en regrettant beaucoup que la loi ne se borne pas à édicter, pour l'ensemble de notre domaine colonial, les dispositions déjà votées pour Saint-Pierre-et-Miquelon et proposées pour le Gabon et pour la Nouvelle-Calédonie.

« Dans ces conditions, toutes nos possessions s'organiseraient, arriveraient à un maximum de prospérité, qui les rapprocherait de nous et les rendrait mûres pour un certain degré d'assimilation. Peu à peu, par une sage gradation de mesures de détail, on arriverait à toute l'assimilation possible, comme on y est arrivé en un siècle et demi pour la Corse et en quatre-vingts ans pour l'Algérie et, en attendant d'atteindre ce but, on aurait des colonies prospères aux divers points de vue politique, financier, maritime, social. On aurait donc en elles des acheteurs de nos produits autrement importants que si on les maintient dans une quasi-indigence par une soi-disant *assimilation* qui n'a d'autre effet que de comprimer leur développement avec toute la force que recèlent les mesures d'assujettissement. »

Nous aurons l'occasion de revenir sur cet important travail et de le citer encore; mais nous ne voulons pas aujourd'hui le quitter sans avoir rapporté ce qu'il dit au sujet de l'article 6 du projet. Nous avons nous-même abordé déjà ce point et montré combien cet article était menaçant pour les finances de certaines de nos colonies; on va voir que M. Artaud est du même avis.

Voici tout d'abord le texte de l'article 6 du projet :

ART. 6. — « Les droits d'importation et les droits d'octroi de mer, perçus sur les marchandises sans distinction d'origine ni de provenance, et les droits de consommation sont établis dans les colonies par l'autorité compétente en matière de contribution et taxes locales. Ils ne sont rendus exécutoires qu'après approbation par un décret en Conseil d'Etat rendu sur le rapport du ministre des Colonies, après avis conforme du ministre du Commerce et consultation du ministre des Finances et pour une durée de *cinq ans*.

« Les droits de sortie sont établis dans la même forme.

« Les droits de cette nature actuellement existants arriveront à expiration, dans un délai de cinq ans à dater de la promulgation de la présente loi. »

Cet article, écrit M. Artaud, est extrêmement dangereux pour les finances des colonies, c'est-à-dire pour la tenue de leurs engagements et pour leur mise progressive en valeur, à cause des deux conditions de l'avis des ministères du Commerce et des Finances, que leur orientation toute métropolitaine ne prépare pas à entrer dans les vues des colonies, et à cause de la durée de cinq ans. Pourquoi cette précarité? Nous avons sollicité une durée de douze années pour les droits résultant de la personnalité douanière en vue de lui donner de la stabilité. Cela n'a pas été retenu et, par contre, on limite à cinq années la durée d'un droit d'importation ou d'octroi de mer. Pourquoi? Un impôt, même raisonnable, est lourd pendant les premières années de son institution; après on s'en accommode, comme de tout, et quelle raison peut amener le gouvernement à proclamer que l'instabilité sera la loi fiscale de nos possessions? Qu'on constate bien qu'il s'agit ici de taxes de consommation s'appliquant à tous les produits sans distinction d'origine, de taxes qui ne produisent leur plein effet fiscal qu'à la condition d'être très modérées, et l'on sera très étonné du luxe du contrôle résultant de l'avis de deux ministères exclusivement métropolitains et de la revision quinquennale.

Pourquoi soumettre à cette règle les droits actuellement existants, ce qui équivaut à dire : Dans cinq ans les finances des colonies, actuellement prospères à ce point de vue, seront bouleversées, il ne nous appartient pas de réduire leur charges, mais nous menaçons leurs recettes sans donner aucune raison justifiant cette menace et sans laisser entrevoir jusqu'à quel point de désorganisation peut aller son effet.

L'exposé des motifs est muet à cet égard et lorsqu'on sait combien de fois on a tenté de détruire l'équilibre budgétaire du gouvernement général de l'Afrique occidentale, on est fondé à concevoir toutes les appréhensions.

De plus, pourquoi ne pas avoir donné aux colonies sollicitant des droits d'importation la garantie accordée aux colonies sollicitant des dérogations, par l'obligation pour la métropole de statuer dans une année, sous peine d'application, de plein droit, des taxes d'importation sollicitées?

Il n'est pas sans exemple que l'inertie parlementaire empêche qu'une combinaison arrivée à échéance ne soit pas remplacée en temps opportun par une autre combinaison et la durée limitative de cinq années, sans aucune obligation de statuer dans un délai déterminé sur les propositions de taxe, peut ne préparer que le chaos financier des colonies, l'anarchie en matière d'impôts. Il n'est pas besoin de remonter haut pour trouver le Parlement peu soucieux de tenir ses engagements et nous avons dû citer ce qui s'est passé pour la loi du 29 mars 1910 fixant un délai d'un an qu'il a fallu porter à quinze mois. Et si l'on agit ainsi quand un délai est fixé, que fera-t-on en l'absence de toute stipulation de terme pour une décision? Il faudrait au moins stipuler dans la loi que si les formalités exigées pour rendre exécutoire les droits d'importation et les droits d'octroi de mer remplaçant les taxes arrivées à leur échéance n'interviennent pas avant cette échéance, les taxes anciennes continueront d'être perçues pendant une nouvelle période de cinq années.

Enfin, à propos de l'article 5, ainsi conçu :

ART. 5. — « Les exemptions ou modérations de droits prévues aux articles qui précèdent, ne sont accordées que sous condition d'importation directe et sur la production des justifications réglementaires.

« Néanmoins dans des circonstances exceptionnelles, des décrets rendus sur le rapport des ministres des Colonies, du Com-

merce et de l'Industrie et des Finances, pourront autoriser des dérogations à la règle de la droiture pour des produits et pour des colonies déterminées. »

M. Artaud fait ces réflexions :

« A première vue cela paraît juste, mais pour qui connaît les chinoiseries de la règle de la droiture et l'abus qu'en font les protectionnistes, cet article est très inquiétant.

« Citons ce qui s'est passé depuis 1893 pour Chandernagor. Ce port fluvial est situé sur la rive droite de l'Hoogly, un des bras du Gange, à 25 kilomètres en amont de Calcutta (Indes britanniques). Il y existe depuis 1893 une usine qui fabrique des tissus et sacs de jute dont les produits ont été empêchés de venir en France par une extension abusive des obligations de droiture. Le manque de profondeur de l'Hoogly à Chandernagor ne permet pas aux grands vapeurs des Messageries maritimes, fréquentant le port de Calcutta, de remonter jusqu'à Chandernagor, et on a refusé d'admettre qu'un transport par allèges, de Chandernagor à Calcutta, fût conforme aux règles de la droiture. Devant cette prétention inattendue, la Compagnie des Messageries maritimes ut sollicitée de créer une ligne annexe de Chandernagor à Calcutta, mais les représentants de l'industrie des textiles obtinrent qu'on donnât à entendre aux Messageries maritimes qu'elle eût à refuser cette annexe. Il s'ensuit que les produits des tissages et filatures de Chandernagor, colonie française, ne peuvent pénétrer en France. En outre, pourquoi demander un rapport au ministre du Commerce sur les dérogations, le ministre des Finances ne suffit-il pas dans une question de perception de taxe? »

Mais nous n'avons voulu, aujourd'hui, que montrer l'impression générale produite à la Chambre de commerce de Marseille par le projet gouvernemental et souligner les critiques soulevées par deux des articles les plus contestables; aussi nous bornerons-nous à ces citations d'un document dont il faudra se souvenir quand viendra au Parlement une discussion que nous souhaitons prochaine.

La multiplication des écoles en Afrique occidentale française. — M. Ponty vient d'adresser à tous les gouverneurs des colonies du groupe une circulaire pour les inviter à multiplier les écoles et à augmenter le nombre des élèves de celles qui existent.

Le gouverneur général reconnaît que les résultats obtenus jusqu'ici sont tout à fait encourageants et que si des progrès sont à réaliser encore dans les méthodes, les programmes et les instruments de travail, cela sera fort facile à obtenir. Mais le gouverneur insiste pour que les écoles actuellement existantes soient régulièrement peuplées. « On peut poser en principe, écrit M. Ponty qu'un maître n'est pas surchargé, tant que sa classe ne compte pas plus d'une trentaine d'élèves; or, certaines écoles de village accusent la présence de huit ou dix élèves seulement ; cette faiblesse du recrutement est tout à fait inadmissible ; elle s'explique ou bien par la mauvaise situation de l'école, ou bien par la négligence des administrations locales, car les indigènes ne sont pas, en général, hostiles à notre enseignement et ne sont guère coupables que d'apathie. Je vous serais donc reconnaissant d'examiner avec le plus grand soin les moyens de relever ces écoles et de les amener au chiffre minimum de trente élèves. »

M. Ponty, indique comme moyen de maintenir l'école de village en haleine la création d'écoles régionales où les écoles de village envoient leurs meilleurs élèves et sont ainsi forcées d'attester périodiquement leur activité.

Il faut retenir encore de cette circulaire le passage où M. Ponty définit le rôle que doit remplir l'école : « Le premier objet de nos écoles, dit-il, gardons-nous de l'oublier, n'est pas de préparer à nos administrations des fonctionnaires et des ouvriers à nos ateliers ; c'est d'éveiller à l'activité des régions entières, de répandre chez les indigènes les bienfaits de notre civilisation, de les faire profiter du progrès de nos méthodes médicales, agricoles, industrielles, commerciales et de nous les attacher par une connaissance plus exacte de notre caractère et de nos intentions. Pour une telle œuvre, quelques centaines d'écoles, quelques milliers d'élèves ne suffisent pas ». Ce sont là d'excellentes déclarations et c'est par l'école bien comprise que nous pouvons faire beaucoup pour nous attacher les indigènes. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'école qui ouvre de trop larges horizons aux indigènes, alors que nous ne prenons pas de dispositions pour satisfaire les ambitions que nous avons fait naître, va à l'encontre du but que nous cherchons à atteindre et nous crée des ennemis au lieu de nous donner des amis.

Le nouveau gouverneur de la Guadeloupe et son programme. — M. Merwart, nommé gouverneur de la Guadeloupe par un décret du 20 février 1913, est arrivé à Basse-Terre le 14 avril dernier. M. Fawtier, gouverneur intérimaire, désigné pour gouverner les établissements français de l'Océanie, lui a souhaité la bienvenue: il n'a pas caché, dans son allocution, que la Guadeloupe était un pays difficile à administrer « où la division des partis politiques rend toujours délicate la tâche du gouverneur, lorsqu'elle ne la rend pas stérile » Il s'est empressé d'ajouter cependant que la politique d'apaisement pratiquée depuis quelques années par l'administration avait permis à la population de travailler dans le calme et aux capitaux européens de contribuer au développement de l'industrie de la colonie. C'est à fortifier ce courant d'apaisement que s'appliquera le nouveau gouverneur, en le dirigeant vers l'essor économique de la colonie et vers son progrès social.

« L'essor économique, a dit M. Merwart, nous y tendrons, en premier lieu, par la mise en œuvre des travaux d'amélioration du port de la Pointe-à-Pitre, sur les bases du programme préparé par M. Fawtier, consécutivement aux conclusions de la mission Jullidière. Ces projets se trouvent soumis à l'examen du comité technique des travaux publics des colonies et sont suivis avec le plus bienveillant intérêt par le ministre, M. le sénateur Jean Morel. Il est à souhaiter que leur aboutissement puisse avoir pour corollaire celui de la voie ferrée, depuis si longtemps demandée; qui doit traverser la Grande-Terre, de la Pointe-à-Pitre au Moule, Il est à désirer, en outre, que des progrès soient réalisés aussi bien dans la voirie de la Guadeloupe que dans les communications intercoloniales et dans les échanges télégraphiques et postaux.

« En même temps, notre attention ne doit cesser de s'attacher au relèvement agricole de la colonie, à l'extension et à l'amélioration des cultures, au développement, si intéressant, de la petite propriété rurale et à l'organisation si nécessaire, du crédit agricole. Le pouvoir central vient de s'associer à cette œuvre en proposant aux Chambres de dégrever les denrées secondaires de la totalité des droits d'entrée qui les frappent dans la métropole. Ainsi

affranchie, la culture du cacao, du café, de la vanille, des épices, des plantes vivrières ne saurait qu'être l'objet des plus chaleureux encouragements, à l'effet de contre-balancer progressivement les risques toujours ouverts d'un fléchissement des cours de la canne à sucre. »

Le gouverneur a dit ensuite d'excellentes choses sur les rapports du travail : « Dans les entreprises agricoles, a-t-il déclaré, le capital et le travail, soumis aux mêmes aléas, se trouvent unis par une communauté d'intérêts qui appelle leur entente. Un tel accord est profondément désirable à tous les points de vue et nécessaire à la paix publique, dont la perturbation jamais encore, depuis que le monde est monde, n'a utilement servi aux travailleurs. J'ose donc compter sur leur civisme pour que, s'il survenait une crise de production, ils fassent, sans hésiter, la moitié du chemin vers les arrangements résultant de concessions réciproques. » Tout ce passage mérite d'être médité par les auditeurs ; nous ne sommes plus autant de l'avis du gouverneur quand il parle de la législation ouvrière métropolitaine, car celle-ci ne doit être exportée qu'avec la plus grande prudence. Mais dans leur ensemble les déclarations de M. Merwart doivent être approuvées et il faut souhaiter pour la Guadeloupe qu'il puisse demeurer comme il a déclaré qu'il était, à savoir : profondément étranger aux préjugés de caste, de couleur ou d'origine. Ce sera là une excellente condition pour faire à la Guadeloupe de bonne besogne. Mais cette besogne, il ne pourra l'accomplir que s'il reste assez longtemps à la tête de cette colonie. Or, depuis bien des années, les gouverneurs se succèdent à la Guadeloupe, aussi rapidement que les préfets dans certains départements de France, où il est impossible à ces hauts fonctionnaires de seulement connaître de vue les maires de leur département. Cette ressemblance avec certains départements métropolitains devrait d'abord cesser, ce serait la meilleure preuve, du reste, que la politique ne règne plus en maîtresse dans le pays et qu'on y a enfin souci de l'intérêt général.

La législation métropolitaine et les colonies. — La persistance de la doctrine de l'assimilation d'une part, et d'autre part, le désir de certains législateurs de tout diriger et de ne laisser aucune région où flotte le drapeau de la France en dehors d'une législation dont l'excellence pour eux est indubitable, expliquent pourquoi on entend encore assez souvent revendiquer pour le Parlement le pouvoir exclusif de décider quelles règles seront applicables outre-mer. C'est là une théorie condamnée et qui cependant s'affirme encore, en dépit de toutes les souffrances imposées aux colonies par l'obligation qu'elles ont de s'adresser au Parlement. On a des inconvénients de cette procédure des exemples fameux : l'Ouenza, entre autres ; il en est d'autres qui, pour être moins célèbres, ont été aussi très fâcheux. Le Parlement apporte aux solutions les plus urgentes et les moins contestables des retards ruineux. Voilà un premier point. Mais, dira-t-on, quand il s'agit d'une loi élaborée par le Parlement, le Parlement devrait lui-même stipuler qu'elle s'appliquera à telle ou telle colonie. Le fait se produit quelquefois et il n'est pas toujours heureux. La légèreté n'est pas comme on sait, l'un des moindres défauts des assemblées délibérantes et il peut arriver que les colonies souffrent de ce défaut. Dans un livre tout récent sur les illusions et les dangers de *la réglementation du travail*, M. Edouard Payen rapporte à ce propos un fait qui mérite d'être rappelé. On discutait au Sénat une loi sur le paiement des salaires des ouvriers. L'article 6 disposait que la loi serait applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Le rapporteur est venu exposer que le ministre des Colonies avait fait observer à la Commission que cette disposition avait passé rapidement devant la Chambre, et que son département n'avait pas été à même de se rendre compte des difficultés d'application. L'ayant examinée, par la suite, il est arrivé à la conviction qu'il y aurait des inconvénients à appliquer dès maintenant cette loi aux colonies anciennes. En conséquence le Sénat n'a visé que l'Algérie ; mais les autres colonies l'ont échappé belle. Cet incident est à méditer et vient montrer que le ministre des Colonies doit de près examiner les cadeaux que le Parlement a la prétention de faire aux pays dont il a la garde.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS DE PROTECTORAT

Possessions allemandes.

SUD-OUEST.

Fondation d'une Banque de crédit agricole.

Le crédit, proprement commercial, a été organisé, dans les colonies, les années dernières, par la création de plusieurs banques : la Banque de l'Afrique orientale, la Banque commerciale pour l'Afrique orientale, la Banque allemande de l'Afrique occidentale, et la Banque africaine. L'évolution économique, surtout dans le Sud-Ouest, a rendu nécessaire, en outre, la création d'établissements de crédit, en faveur des fermiers, des planteurs, et de la population urbaine. C'est à satisfaire cette dernière clientèle qu'est destiné le nouvel Institut privé, appelé Société du Crédit Foncier du Sud-Ouest. Cette banque fournit des prêts hypothécaires jusqu'à concurrence de 50 0/0 de la valeur des immeubles, et prend un intérêt de 6 1/2 0/0 seulement, tandis que jusqu'ici, le taux des intérêts hypothécaires, dans la colonie, s'élevait jusqu'à 10 0/0, au moins. De plus, le Crédit Foncier avance de l'argent aux communes. Ainsi la ville de Luderitzbucht lui a emprunté une somme de 95.000 m., portant intérêt à 5 p. 0/0, pour la fondation d'un nouvel hôpital. Cette Société de Crédit Foncier a son siège social à Berlin. Elle possède un capital de 1 million de m., et a le droit d'émettre des obligations, pour sept fois cette valeur. A la demande du gouvernement, elle a établi une Caisse d'épargne, pour les 4.000 indigènes, environ, qui travaillent aux champs de diamants de Luderitzbucht. Son but n'est pas de faire, par là, des bénéfices ; c'est seulement d'amener les indigènes à économiser. Mais les colons du Sud-Ouest, qui ont le plus besoin d'argent, sont les fermiers. Il leur faut des fonds de roulement, pour les dépenses courantes d'exploitation, et des capitaux, pour étendre et améliorer leurs entreprises. Déjà presque toutes les fermes, naturellement pourvues d'eau, sont vendues. Celles qui restent à vendre, et toutes celles qui sont situées dans le Kalahari, dans le Sandfeld, et dans le Namib, n'ont pas d'eau courante permanente. Il faut commencer par en amener, au moyen de forages, de réservoirs, de digues, bref, par des travaux très coûteux. Or, l'argent est très rare, dans le Sud-Ouest. Des bénéfices produits par l'exploitation des diamants rien ne passe dans la bourse des fermiers,

et l'on vient de voir à quelles conditions extrêmement onéreuses, ils pouvaient jusqu'à présent emprunter sur hypothèques. Il existe bien déjà, dans la colonie, des caisses de prêt coopératives : la Banque coopérative du Sud-Ouest, dont le siège est à Windhuk, et l'Union des banques de Swakopmund, mais ces établissements ne font d'opérations qu'à court terme, et ne peuvent, par conséquent, rendre aux fermiers les services qu'ils attendent. Depuis de longues années, ils n'ont cessé de réclamer la fondation d'un Institut de crédit foncier agricole, qui leur apporterait une aide financière sérieuse, et, pour une longue durée. Leurs demandes ont été énergiquement soutenues par la Société Coloniale, qui, au dernier Congrès, en 1910, fit voter une résolution dans ce sens. La question, souvent traitée dans la presse coloniale, fut mise à l'étude par la Commission économique permanente de l'administration coloniale. Les débats aboutirent à cette conclusion que, pour l'organisation du crédit à long terme, il ne fallait pas songer faire appel à une société capitaliste privée, mais que, seul, un établissement public, disposant de fonds d'Etat, pouvait répondre au besoin. Le gouvernement prépara, alors, un projet qui vient d'être accepté par la commission du budget, et qui sera bientôt, vraisemblablement, voté par le Reichstag. Ce projet vise la fondation d'une Banque agricole, pour le Sud-Ouest, jouissant du droit de la personnalité civile, indépendante, subventionnée, et contrôlée par l'Etat. Le but est de prêter de l'argent, sur hypothèques, aux fermiers, et même sans hypothèques, aux communes, aux associations de districts et aux syndicats. Le montant des prêts doit s'élever jusqu'à 50 0/0 de la valeur existante des immeubles et, jusqu'aux 2/3 de la valeur à réaliser, s'il s'agit d'améliorations à entreprendre. Le taux d'amortissement est de 1/2 0/0 par an. La nouvelle Banque aura son siège à Windhuk. Elle disposera d'un capital de 10 millions de m., qui seront fournis, soit par un emprunt de la colonie, soit au moyen d'un prêt fait par l'Etat à la colonie. La moitié de ce capital est, actuellement, réclamée par le projet. Les intérêts seront payés au taux de 4 0/0. La Banque aura le droit d'émettre, mais sans la garantie de l'Etat, des billets pour une somme dix fois égale à son capital. Ce sont, par conséquent, 110 millions de m. qui seront mis au service des fermiers. Enfin la Banque pourra s'associer pour 1/10 de son capital, à une banque de crédit personnel, dépendant d'un syndicat, ou bien fonder une banque de ce genre. Le ministre a donc tenu la promesse qu'il avait faite, l'année dernière, aux colons du Sud-Ouest. La nouvelle du vote par la commission du budget a été accueillie avec joie par le Landrat, alors en session. La colonie dispose, ainsi, de l'instrument financier indispensable à son développement agricole, et, par suite, au progrès de la colonisation blanche.

La session du Landrat.

Le Conseil de la colonie a tenu sa quatrième session, à la fin d'avril, sous la présidence du gouverneur intérimaire, le conseiller intime Hintrager. Les membres élus ont déploré l'absence des hauts fonctionnaires du Sud-Ouest ; en effet, ni le gouverneur, ni le commandant de la troupe coloniale, ni le chef de la troupe de police n'étaient là. Le gouverneur s'était rendu en Allemagne pour assister aux débats parlementaires sur la création de la Banque agricole. Les mêmes conseillers se sont aussi vivement plaints de n'avoir reçu aucune réponse aux motions déposées par eux, l'année dernière, notamment à celles qui concernent la colonisation, et l'extension, toujours réclamée, des droits du Landrat. Cependant, dans une des séances suivantes, le président fit part au Conseil d'une bonne nouvelle : il annonça que le gouverneur Seitz avait proposé, à Berlin, de conférer au Landrat de nouvelles attributions : cette Assemblée serait appelée, à l'avenir, à approuver ou à rejeter toutes les ordonnances touchant l'agriculture, les forêts, l'élevage, la voirie, la lutte contre les épidémies, qu'il s'agisse des hommes ou des animaux, et, enfin, le sort des travailleurs indigènes. Mais l'agrément du ministère demeurera nécessaire pour toutes les résolutions de l'Assemblée entraînant des conséquences budgétaires. Le futur Landrat comprendra, outre les membre actuels, les bourgmestres des villes de Windhuk, Luderitzbucht, Swakompund et Keetmanshoop.

Le gouvernement de la colonie et le Landrat sont d'accord pour vouloir favoriser le développement de la colonisation, laquelle est jugée présentement trop faible ; seulement, ils diffèrent d'avis sur les moyens à employer. Le gouvernement estime qu'il y a lieu de limiter l'étendue des fermes, de manière à empêcher la formation de trop grands domaines, et à laisser place aux futurs immigrants. La majorité du Conseil pense, au contraire, qu'en raison des progrès de l'élevage, surtout dans le sud, la superficie des fermes est trop étroitement mesurée, que les progrès agricoles nécessitent de plus grands espaces, et que, d'ailleurs, il serait fâcheux de laisser des terres en friche, uniquement en prévision de colons à venir. On demande que les conseils de districts soient consultés, à cet égard, chaque fois que des terres sont mises en vente. Les Associations de districts devraient aussi, dit-on, pouvoir disposer, comme réserves, d'une portion du domaine public, non encore aliéné. Les intérêts des agriculteurs seront, à l'avenir, défendus par une institution, actuellement en projet. Il s'agit de créer un Conseil d'agriculture, formé de délégués, envoyés par chaque district, présidé par le gouverneur, mais n'ayant aucun pouvoir administratif. La question de l'eau est une de celles qui préoccupent le plus l'agriculture ; le Conseil reproche au gouvernement métropolitain de ne pas consacrer assez d'argent à l'ouverture de puits et à la construction de réservoirs. Il a voté 150.000 m. pour distribuer des primes aux éleveurs des meil. leurs étalons.

L'assemblée s'est entretenue d'une affaire judiciaire, qui a eu dans la colonie un énorme retentissement : l'affaire Cromer Celui-ci, qui appartient à une famille distinguée, et a le grade d'officier de réserve, en était venu, par suite d'un malheureux concours de circonstances, à la conviction que les indigènes, travaillant sur sa ferme, avaient résolu de l'empoisonner, ainsi que ses bestiaux. Il se livra sur ces Noirs à de graves sévices. Des femmes, les vêtements arrachés, furent frappées jusqu'au sang, avec des lanières d'hippopotame. L'une d'elles, qui se trouvait dans un état de grossesse avancée, souffrit tellement qu'elle fit une fausse-couche. L'accusé trouva des défenseurs parmi les fermiers, dont beaucoup étaient persuadés qu'il avait été réellement l'objet d'une tentative d'empoisonnement et qu'il avait agi en cas de légitime défense. Mais le juge supérieur démontra lui-même l'inanité de ce prétendu crime, en absorbant, sans en ressentir le moindre mal, une petite quantité du poison déposé sur la table de justice. Eu appel, Cromer ayant bénéficié de circonstances atténuantes, fut condamné à quatre mois de prison et 2.700 marcks d'amende. Le jugement fut commenté avec passion dans la presse ; le frère du condamné prit à partie les tribunaux. Le Landrat,

désireux de faire voir qu'il avait à cœur le maintien des bonnes mœurs et du sentiment du droit, adopta en séance secrète, la résolution suivante : « Les mauvais traitements, commis envers les indigènes, par les Blancs, qui furent jugés l'année dernière, pourraient donner aux étrangers à la colonie une idée fausse de la situation présente. Il s'agit de cas exceptionnels, où quelques individus seulement s'étaient rendus gravement coupables. Le Landrat réprouve, de la façon la plus sévère, toute cruauté envers les indigènes, et considère que de tels hommes sont dangereux pour la colonie ; ils doivent être sérieusement punis et expulsés, s'il y a récidive. La presse locale a souvent tort en prêchant l'indulgence. Elle devrait pourtant comprendre que c'est violer la loi que se faire justice à soi-même. Mieux vaudrait défendre les violences que contribuer à renforcer, dans les esprits, cette notion fausse, d'après laquelle le Blanc a sur les indigènes les droits d'un père sur ses enfants. Le Landrat propose que les autorités refusent de fournir des travailleurs aux patrons qui maltraiteront les Noirs. Mais s'il n'hésite pas à prendre parti contre ceux-ci, il se prononce, avec non moins d'énergie, contre les vols de bestiaux et contre le vagabondage des indigènes. Une douceur excessive, à l'égard de ces derniers, est souvent la cause qui explique les excès des Blancs. » Finalement, le Conseil a nommé une Commission, chargée de déterminer l'étendue du droit de punir appartenant aux Blancs. Il a réclamé un contrôle sévère sur les Noirs, et l'établissement d'une capitation, afin que le fisc soit intéressé à ce qu'ils demeurent; à la résolution, émise par le Reichstag, en faveur des ouvriers des mines, il a répondu que les ouvriers reçoivent des salaires convenables, et qu'ils sont protégés efficacement par les règlements et par les autorités compétentes.

Lorsque le Landrat demande à coopérer davantage à l'administration de la colonie, il ne manque pas de justifier cette réforme, en blâmant le nombre excessif, suivant lui, des fonctionnaires, et la dépense qu'entraîne ce luxe de personnel. Il proposa de simplifier les formalités bureaucratiques et de réunir plusieurs districts en une seule organisation administrative. Il a déploré aussi la mésintelligence qui règne, souvent, entre les fonctionnaires et la population civile ; mais quand il s'est exprimé sur le compte de ceux-là, il s'est vu nier, par le président, le droit à la critique. La commission militaire a réduit de 100.000 marcs les dépenses qu'elle avait à examiner, mais le Conseil n'a pas jugé que le moment fût venu de diminuer l'effectif de la troupe coloniale. Le projet, proposé au Reichstag, de confondre en un seul le budget de la troupe coloniale et celui de la police, laquelle est, comme on sait, à la charge de la colonie, lui a paru de nature à bouleverser complètement les usages établis, et à compromettre l'équilibre financier. Un long débat s'est engagé sur la question de la construction d'un chemin de fer destiné à pénétrer dans l'Amboland. Cette voie ferrée est réclamée, comme urgente, pour faciliter le recrutement des travailleurs nécessaires aux champs de diamants de Luderitzbucht. On construit en ce moment, à Swakopmund, une jetée, pour le débarquement des marchandises. Le sol sous-marin, sur lequel doivent être établies les piles, est formé, contrairement à ce qu'on attendait, de ce conglomérat de poudingues, à ciment argileux, que les géologues appellent le *nagelfluh*, et qui doit, sans doute, sa naissance à d'anciennes alluvions du Swakop. La roche primitive, le granit se rencontre à plusieurs mètres seulement au-dessous. Il résulte de cette constatation que les piles à construire devront avoir plus de hauteur qu'on ne prévoyait. Tous les calculs faits se trouvent ainsi erronés, et la dépense sera bien supérieure aux 4.150.000 m. du projet. La faute revient, paraît-il, à l'administration, qui avait reconnu la nature des fonds terrestres, lors de la construction par elle de l'ancienne jetée en bois, mais qui n'avait pas fait part de ses découvertes à l'entreprise privée, chargée des nouveaux travaux. C'est à l'administration que le Landrat fait remonter la responsabilité de ces mécomptes. Enfin le Conseil a été d'avis que le budget de la colonie doit être établi avec la plus sévère économie, car les recettes proviennent, pour la plus grosse part, de la production des diamants, laquelle est essentiellement aléatoire.

Le projet de budget de la colonie, pour 1914-1915, fut voté en dernière lecture, le 10 mai, à la fin, de la session, qui avait duré trois semaines. Le Dr Hintrager remercia, au nom du gouvernement, le Landrat, pour sa précieuse collaboration, et, à son tour, le Conseil adressa au président ses remercîments, pour la façon effective, dont il avait dirigé les débats ; il exprima le vœu que le gouvernement de la colonie et le gouvernement impérial reconnussent que les membres élus ont travaillé avec ardeur au développement de la colonie, tant par amour pour leur nouvelle patrie que par attachement à l'ancienne. Les motions suivantes ont été adoptées : Réduire de 60.000 m. les crédits affectés aux dépenses du personnel. Ne pas fondre en un seul, comme l'a proposé le Reichstag, le budget militaire et le budget de la police, ce qui empêcherait d'employer les recettes de la colonie au développement économique et troublerait profondément l'équilibre financier. Opérer des retranchements dans le budget de la police, et prendre des mesures tendant à la transformation de celle-ci en une gendarmerie locale. Considérer comme suffisante, pour l'importation en Allemagne, la visite du bétail par les vétérinaires du gouvernement. Consulter, à l'avenir, les conseils de districts, pour la vente des fermes. Ne vendre des fermes du gouvernement, dépourvues d'eau, que si celle-ci peut être obtenue facilement, et si l'acquéreur possède assez d'argent pour cela. Multiplier les travaux de forage de puits, en s'adressant, à cet effet, à des entrepreneurs privés, et en leur faisant des conditions avantageuses. Demander à la loterie de bienfaisance un nouveau crédit de 50.000 m. pour construction de barrages. Exempter à l'avenir de toute charge spéciale les exploitations minières. Réserver aux communes et aux associations de districts le produit de certains impôts. Inscrire au budget militaire une somme de 100.000 m. pour l'aviation. Afin d'encourager le reboisement méthodique, distribution, par l'Etat, gratuitement, ou à peu de frais, d'arbustes utiles. Que les chefs de districts ne puissent plus, à l'avenir, remplir, dans leur propre circonscription, le rôle de procureur. La colonie a obtenu, de l'Etat, pour l'exposition générale de 1914, une subvention de 30.000 m.

— La population de Windhuk comptait, au 1er janvier 1913 : 1.906 Blancs, dont 1.123 hommes, 420 femmes et 363 enfants, et 5.000 indigènes, desquels 2.500 payaient l'impôt. La population blanche, dans la colonie entière, sans la troupe coloniale, se composait de 12 645 personnes (+ 755, ou + 6 1/2 0/0). Le nombre des Allemands a augmenté de 9,9 0/0, celui des étrangers a diminué de 5 0/0. Le nombre des personnes du sexe féminin, introduites, jusqu'au 1er janvier 1913, par les soins de la Société coloniale, s'élève à 1.696.

— Depuis le 1er avril, un impôt municipal, variant entre 0,25 pfennings et 2 marcks, par mois, suivant les salaires, est perçu, à Windhuk, sur les indigènes, âgés de plus de quatorze ans, et pratiquant un métier.

— Le syndicat formé par les trois Compagnies allemandes desservant la côte occidentale d'Afrique; la Compagnie *Woerman*, la *Hamburg America linie* et le *Hamburg Bremer Afrika linie* s'est offert à transporter de petites quantités de viande congelée, en provenance du Sud-Ouest. Le prix de transport est fixé, provisoirement, à 55 marcks les 1.000 kilogrammes.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

CANADA

Les libéraux et la défense navale.

La Chambre canadienne a adopté, après avoir voté la clôture de la discussion, le projet naval de M. Borden. Tous les amendements ont été rejetés à une majorité de 32 voix. La Chambre s'est ensuite ajournée, au milieu des vives protestations de l'opposition. On procédera à une troisième lecture du projet, qui ira ensuite devant le Sénat. On croit que la majorité libérale du Sénat rejettera le projet. En attendant, les libéraux continuent à mener une vive campagne contre le projet Borden. Un meeting monstre a été tenu le 5 mai à Toronto : devant un auditoire que les journaux anglais évaluent à dix mille personnes environ, sir Wilfrid Laurier a prononcé un discours très applaudi. Le leader libéral a opposé la politique navale de son parti à celle des conservateurs et dénoncé cette dernière comme contraire au sentiment et à l'intérêt national. L'orateur a accusé M. Borden et le ministre du Commerce, M. Foster, d'avoir changé leur attitude dans la politique de défense navale et d'avoir conclu une alliance avec le parti nationaliste de Québec.

Pour celui, a-t-il ajouté, qui vit à Québec ou dans les provinces maritimes, la question de défense ne se pose pas de façon urgente. Il vit en sécurité : le voisinage de la flotte anglaise lui suffit. Mais si vous allez en Colombie britannique, en Australie ou en Nouvelle-Zélande, dans le Pacifique, la question de défense est sans cesse a l'ordre du jour. Aucun sujet anglais ne vit en sécurité en Colombie, en Australie, en Nouvelle-Zélande ; la flotte britannique est trop éloignée. Les escadres ont été renvoyées et il n'est pas protégé. A Wellington, Vancouver ou Victoria, il n'y a rien pour sauvegarder le pays contre une invasion. Voilà ce que je vois; mon pays n'est pas là seulement où je suis né; mon pays est partout, dans n'importe quelle partie du monde où flotte le drapeau anglais...

J'ai pensé qu'il était du devoir du peuple canadien de prendre en main cette question de défense et d'aider la Grande-Bretagne en prenant notre part de fardeau. J'ai adopté cette politique et l'aurais fait à n'importe quel prix. J'étais à ce moment premier ministre. Je suis maintenant dans l'opposition. Aux dernières élections il y avait à Ontario la question de réciprocité, à Québec celle de la défense navale. Les nationalistes me dénonçaient. Ils dirent que nous ne voudrions pas lever un doigt pour défendre l'Angleterre. J'ai le regret d'ajouter que ces attaques furent entendues et que nous perdîmes ainsi qu'eux des sièges en province.

Je ne regrette rien. Nous, libéraux, sommes fiers de notre situation; mais que peuvent dire les conservateurs ? La clôture est leur œuvre, mais tôt ou tard il y aura un appel au peuple.

Rappelant les mots de Kipling : « Je suis fille dans la maison de ma mère, mais maîtresse dans la mienne », sir W. Laurier a conclu :

Ces paroles traduisent le sentiment que nous avons tous et servent en même temps à marquer la liberté dans laquelle on doit trouver la solution de tous ces problèmes impériaux aussi bien que nationaux. Je n'ai pas achevé ma tâche. Je retourne à Ottawa prendre ma part au bon combat et quelle que soit la conclusion du débat au Parlement, la dernière bataille sera livrée devant le peuple canadien.

Les récoltes.

Le bureau du recensement et des statistiques, à Ottawa, a publié les renseignements suivants sur l'état des récoltes dans les différentes provinces canadiennes :

D'après les rapports envoyés par les correspondants à la fin de mars, 92 0/0 de la récolte de blé l'an dernier au Canada, c'est-à-dire 183.611.000 boisseaux sur la production totale estimée de 199.236.000 boisseaux était susceptible d'être vendu. Dans les provinces maritimes, dans Québec et Ontario, la proportion était moins considérable que celle-ci, étant de 88 0/0 dans l'île du Prince-Edouard, 86 0/0 dans la Nouvelle-Ecosse, 82 0/0 dans le Nouveau-Brunswick, 75 0/0 dans Québec, et 83 0/0 dans la province d'Ontario; mais dans les provinces du Nord-Ouest, Manitoba, Saskatchewan et Alberta, où le gros de la récolte est moissonnée, le pourcentage de blé propre à la vente était dans chaque cas d'environ 93 0/0. Dans la Colombie britannique, la qualité propre à la vente était de 76 0/0, mais dans cette province la production totale fut relativement peu considérable.

On estime qu'environ 22 0/0 de la récolte totale de blé au Canada, soit 44.668.000 boisseaux, est resté dans les mains des cultivateurs le 31 mars, comparé à 27 0/0 représentant 58.129.000 boisseaux de la moisson de 1911, qui est resté dans les mains des cultivateurs le 31 mars 1910. La quantité de blé en stock, chez les fermiers, le 31 mars 1913, est estimée dans les provinces maritimes, à 366.000 boisseaux, dans Québec à 350.000 boisseaux, dans Ontario à 3.232.000 boisseaux, dans les trois provinces de l'Ouest à 40 704.000 boisseaux et dans la Colombie britannique à 46 000 boisseaux.

L'avoine, dont le rendement était estimé l'an dernier à 361.733.000 boisseaux, était susceptible d'être mise sur le marché dans la proportion de 91 0/0, soit 328.483.000 boisseaux, et la quantité restant en stock chez les cultivateurs fut de 44.22 0/0, soit 159.948.000 boisseaux, en comparaison des chiffres de l'an dernier de 89 0/0 susceptible d'être vendu, soit 310.074.000 boisseaux et 44.18 0/0, soit 153.846.000 boisseaux en stock chez les fermiers le 31 mars 1912. La proportion propre à la vente de la récolte de 1912 était par province : Ile du Prince-Edouard, 95 0/0 (6.857.000); Nouvelle-Ecosse, 87 0/0 (2.755.000); Nouveau-Brunswick, 86 0/0 (4.612.000); Québec, 73 0/0 (22.016.000); Ontario 83 0/0 (76.074.000); Manitoba, 99 0/0 (53.171.000); Saskatchewan, 94 0/0 (99.239.000); Alberta, 99 0/0 (62.193.000), et Colombie britannique, 80 0/0 (1.568.000 boisseaux).

De la récolte d'orge de 44.014.000 boisseaux, on estime que 87 0/0, soit 38.299.000 boisseaux, était de qualité propre à la vente, et que 35 0/0, soit 15.404.000 boisseaux, est resté en stock chez les cultivateurs à la fin de mars. Les chiffres correspondants de l'an dernier étaient de 90.20 0/0, soit 36.683.000 propres à la vente, et 32.56 0/0, soit 13.235.000 boisseaux en stock chez les fermiers le 31 mars 1912. La plus grosse partie de la récolte d'orge provient de l'Ontario et du Manitoba. Dans cette première province 12.001.000 boisseaux, soit 81 0/0, et dans la dernière province 13.416.000 boisseaux, soit 90 0/0, étaient de qualité vendable.

Le rendement vendable du maïs de fourrage était de 76 0/0 de la récolte totale, le sarrazin 81 0/0, la graine de lin 89 0/0, de pommes de terre 78 0/0, de navets, autres racines, 90 0/0, et de foin et trèfle 81 0/0. Les quantités en stock le 31 mars étaient : maïs 3.969.000 boisseaux, lin 5.803.000 boisseaux, pommes de terre 35.097.000, navets et autres racines 18.884.000 boisseaux, foin et trèfle 3.444.000 tonnes.

AUSTRALIE

Les élections générales : l'orientation de la politique.

Le Parlement fédéral a été dissous le 23 avril, et les ordonnances, ou *writs*, convoquant les électeurs australiens pour le 31 mai prochain ont paru le 2 mai. Le *Labour party* prépare toutes ses forces pour cette lutte décisive. Le correspondant de l'*Economiste français* lui écrivait de Sydney le mois dernier à ce propos :

« L'approche des élections générales, qui doivent renouveler le Parlement du *Commonwealth*, commence à émouvoir l'opinion publique en Australie. A la même date (31 mai) aura lieu le *referendum* populaire sanctionnant ou rejetant les propositions de changements à la Constitution que les assemblées fédérales, dominées par le *Labour party*, ont votées, et dont l'objet est d'étendre les attributions du gouvernement central au détriment des gouvernements des Etats. Une première tentative dans la même voie a échoué en 1911. Mais, c'est une nécessité pour le parti socialiste, — ou plus exactement *étatiste*, — de concentrer les pouvoirs entre les mains de l'autorité fédérale. Il ne peut imposer ses vues dans les rapports du capital et du travail, et sur tout le territoire, qu'à cette condition, parce qu'il ne peut espérer que les six Etats confédérés aient simultanément, et durant de longues périodes, des gouvernements de même nuance que la sienne. En fait, à aucun moment, le *Labour party* n'a été au pouvoir en même temps dans les six Etats.

« D'autre part, si l'administration du ministère à tendances socialistes, favorisée depuis son avènement, en 1910, par des circonstances météorologiques, qui ont donné trois magnifiques récoltes, n'a pas été aussi malheureuse qu'on le pouvait craindre, elle a peu contribué au développement de la fortune publique. L'accroissement de la production est dû à des causes naturelles, et les résultats en eussent été plus heureux si l'augmentation de la cherté de la vie et le médiocre fonctionnement des services publics, conséquences de la politique du *Labour party*, n'en avaient, dans une large mesure, restreint le profit.

« Après cette expérience de trois années, l'Australie se trouve certainement à un « tournant » décisif. Il faut qu'elle se décide à choisir une orientation et aborde enfin les problèmes dont dépend son avenir : Questions de l'immigration, de la mise en valeur des territoires de climat tropical (soit plus de la moitié de la superficie du continent), de la stabilité des rapports entre le gouvernement fédéral et ceux des Etats, de la fusion des dettes de ceux-ci, du régime général des impôts, de celui des chemins de fer, etc.

« Avant de chercher à résoudre ces diverses questions, il sera nécessaire de définir l'esprit dans lequel on se propose de les traiter. Or, jusqu'à présent, la seule pensée directrice des gouvernants de l'Australie a été l'idée démocratique, trouvant son expression dans la concentration étatiste, c'est-à dire antiindividualiste. Même sous les ministères relativement modérés, combattus par le parti « du travail », les initiatives privées ont rencontré le mauvais vouloir de l'Etat, aussitôt qu'elles paraissaient prendre quelque développement. La législation contre les grèves, celle contre les *trusts*, n'ont été, quant à leurs résultats, et probablement quant à l'intention de leurs promoteurs, que des instruments de pression dirigés contre toute grande entreprise...

« L'impuissance des lois pour la répression des grèves continue à se manifester. En Nouvelle-Galles du Sud, nous avons eu récemment celle des ouvriers du gaz, qui a privé de lumière la ville de Sydney pendant deux jours, puis celle des mineurs du Sud ; et, enfin, celle des *ferry boats*. Le gouvernement fait ce qu'il peut pour concilier les prétentions des employés et les intérêts des patrons qui, le plus souvent, se seraient aussi bien conciliés sans lui. Au point de vue des principes, il sauvegarde le prestige de la loi et le sien en déclarant, si la cessation du travail ne dure pas trop longtemps, qu'il n'y a pas eu de grève, mais seulement « suspension temporaire ». Les pénalités sévères (amende de 10 livres sterling, emprisonnement pour six mois) encourues par les grévistes ne sont, dans la pratique, jamais appliquées, par la raison qu'elles ne peuvent l'être, dès que le nombre des délinquants dépasse quelques milliers, même quelques centaines, et c'est le cas général. »

GUYANE ANGLAISE

Situation géographique et développement économique.

La *Dépêche Coloniale* a résumé de la façon suivante une très intéressante conférence faite au cours d'un banquet donné par le Royal Colonial Institute de Londres, par M. C. Sandbach Parker, directeur de la Compagnie Demerara, qui a longuement parlé de la Guyane anglaise.

Cette colonie, a dit le conférencier, s'étend depuis Punta Playa, non loin du côté est du delta de l'Orénoque, jusqu'au fleuve Courantyne qui la sépare de Surinam. La ligne côtière est d'environ 300 milles. Le différend qui existait entre le Venezuela et la Guyane anglaise, au sujet de la frontière, a amené le président Cleveland à menacer d'intervenir en faveur du Venezuela, en 1895. Cette question de frontière a été réglée par l'arbitrage, en 1901. La frontière brésilienne a été délimitée par la sentence arbitrale du roi d'Italie, en 1904 ; par cette sentence, la superficie de la colonie a été réduite d'environ 10.000 milles carrés.

La Guyane anglaise est un territoire en forme de coin, qui s'étend à environ 520 milles à l'intérieur, jusqu'à un point, dans le Sierra Acarai, où se trouve la source du fleuve Essequibo. Sa superficie est d'environ 90.277 milles carrés, soit à peu près la même que la Grande-Bretagne et deux fois l'étendue de Cuba ; elle est limitée par la Guyane hollandaise, à l'est ; par le Brésil, au sud et à l'ouest, et par le Venezuela au nord-ouest. La capitale est Georgetown, dont la population est de 57.000 habitants, sur 296.000 que compte la colonie.

La Guyane anglaise est bien arrosée par trois grands fleuves : l'un, l'Essequibo, a 600 milles de longueur et de 12 à 15 milles de largeur à l'embouchure ; il possède cinq tributaires sur l'un desquels, le Potaro, se trouve la chute de Kaieteur qui tombe d'une hauteur de 822 pieds, dont 740 pieds sans interruption, sur une largeur de 400 pieds, soit plus de cinq fois la hauteur des chutes du Niagara et de cinq fois celle des Victoria Falls sur le Zambèze. Les deux autres fleuves sont le Demarara et le Berbice. Le bord de la mer est plat, marécageux, surtout au-dessous du niveau de la mer à marée haute. Puis vient une zone de terrains

égèrement ondulés et élevés ; ensuite, au sud, se trouve un hinterland qui comprend les onze douzièmes de la superficie totale, dont une grande partie, 39.000 milles carrés environ, se compose de forêts remplies de bois précieux. Cet hinterland est également riche en minéraux; cependant, l'or et les diamants sont les seuls minéraux que l'on y exploite, et encore dans une faible proportion, faute de capitanx, de main-d'œuvre et de moyens de transport.

De 1900 à 1912, on a pu obtenir 1.006.557 diamants pesant ensemble 74.203 carats. Mais c'est principalement sur l'industrie sucrière qu'a jusqu'à présent reposé la prospérité de la colonie. Sur environ 150.000 acres de terrains cultivés, 70.000 sont consacrés à la culture de la canne à sucre, la récolte annuelle se tenant entre 110.000 et 120.000 tonnes. Le riz est devenu une importante industrie dans ces dernières années, et 40.000 acres de cette céréale sont actuellement sous culture. Le café, le cacao, le caoutchouc, le sisal et les noix de coco sont les autres principaux produits de la colonie.

Le climat de la Guyane anglaise, quoique tropical, n'est pas insalubre comparativement aux autres pays tropicaux; la malaria est la maladie dont on se plaint le plus. Le taux de la mortalité est de 31 pour 1.000, contre 37,7 à Bombay et 41,7 à Madras. La fièvre jaune, le fléau de la plupart des climats tropicaux dans l'Amérique du Sud, a été à peu près enrayée, et aucune épidémie ne s'est déclarée depuis 1881.

Deux faits sont à noter : d'une part, le petit nombre de la population, soit 293.784, ou 3,3 par mille carré ; d'autre part, la faible proportion des terrains cultivés, soit 150.000 acres, ou 234 milles carrés par 90.277 milles carrés.

Presque toute la culture et la population se trouvent sur les terrains de la côte. Environ 100.000 adultes sont employés aux travaux agricoles, principalement dans les propriétés sucrières, où 71.000 manœuvres ont leur résidence, tandis que 66.000 habitants vivent dans les villes, et 159.000 dans les villages.

En 1911-1912, les exportations ont été évaluées à 2.178.765 liv. st., le sucre et ses sous-produits ayant contribué dans cette somme pour 1.513.816 liv. st. et le riz pour 40.162 liv. st. La valeur des importations a été de 1.754.043 liv. st. Quant au revenu de la colonie, il a atteint le chiffre de 593.498 liv. st., dont 356.767 liv. st. provenant des recettes des douanes.

Ceci pour le passé ; pour l'avenir M. C. Sandbach Parker a tracé le programme suivant :

Entreprendre immédiatement la construction d'un chemin de fer, de façon à faciliter l'exploitation du territoire par les colons, en envisageant pour l'avenir une ligne principale aboutissant à Manaos ; une somme de 20.000 dollars a déjà été votée dans ce but par le tribunal mixte.

Inviter un groupe de capitalistes anglais, canadiens ou américains à entreprendre la construction de ce chemin de fer, au moyen d'une garantie d'intérêts, de l'importation en franchise des matériaux et de l'exonération de tout impôt pendant un certain nombre d'années.

Utiliser pour ces travaux une main-d'œuvre spéciale, et s'engager à ne pas recourir à la main-d'œuvre actuellement nécessaire à la colonie.

Demander aux gouvernements de l'Italie et du Portugal s'ils consentiraient à prêter leur concours en accordant des subventions aux lignes de vapeurs pour amener dans la colonie, à des tarifs spéciaux, les familles des colons.

Enfin, accroître le recrutement de la main-d'œuvre destinée aux industries sucrière et agricole de la côte en augmentant l'immigration en provenance des Indes orientales.

Impressions de l'Est africain.

Sous ce titre, M. Alfred Lyttelton a communiqué au *Times* une intéressante relation du voyage d'études qu'il vient d'entreprendre dans l'Afrique orientale anglaise. Le voyageur commence par faire ressortir l'hospitalité courtoise et empressée qu'il reçut du gouverneur, des administrateurs de districts, des fonctionnaires du service agricole du chemin de fer de l'Ouganda et du port de Kilindini, des commerçants et des colons en général. La nature ne fut pas moins accueillante. « Dans certains pays tropicaux, dit-il, le soleil est considéré comme un ennemi, mais l'Afrique orientale ne connaît pas les monotonies climatériques, car si le soleil brille de tout son éclat pendant le jour, la fraîcheur se répand sur la terre pendant la nuit; aucun moustique ne vient bourdonner aux oreilles. La pluie tombe souvent en abondance, mais invariablement lorsque sont terminés les occupations ou les plaisirs de la journée. »

La gent animalière est très curieuse à étudier dans cette partie du globe. M. Lyttelton vit un hippopotame près « des magnifiques et romantiques Ripon Falls, où le Nil prend sa source », et, tandis qu'il chassait des perdrix avec un ami, une superbe lionne sortit d'un fourré.

« Si l'on veut avoir une juste compréhension de l'aspect du pays, le fait essentiel, qu'il ne faut jamais perdre de vue, est que le gouvernement impérial et le contribuable anglais ont payé pour le chemin de fer de l'Ouganda six ou huit millions de livres sterling. Cette grande dépense n'a pas été faite dans un but commercial, mais dans un but politique et philantropique. Le chemin de fer a placé dans des mains anglaises la maîtrise des sources du Nil, et il a permis au gouvernement britannique d'effacer les horreurs du trafic des esclaves dans toutes les régions d'alentour, ce qui suffit pour justifier son existence et son coût élevé...

« L'Afrique orientale possède, dans certaines parties, un sol si riche que les industries du coton, du café, des fibres et du maïs y sont déjà solidement établies. On peut ajouter, à ces produits, le blé, le caoutchouc, les pommes de terre, les fruits, le bois et aussi les pâturages sur lesquels viennent paître les nombreux troupeaux de bétail indigène. Si les expériences de reproduction si brillamment entreprises par le département de l'agriculture continuent à prospérer comme elles l'ont fait jusqu'à présent, le pays ne tardera pas à s'enrichir de belles espèces de gros bétail et de moutons. Autour du lac Victoria Nyanza, s'étend la province fertile de l'Ouganda, dont les habitants noirs, intelligents et aidés par les conseils des experts scientifiques, augmentent chaque année le volume de la production et acquièrent des gains qui leur permettent de faire des achats auxquels ils ne pensaient pas il y a vingt ans. Ainsi soutenu par le trafic important des marchandises, le chemin de fer a de grandes et uniques attractions pour le voyageur. On peut dire avec assurance qu'il n'y a rien au monde d'égal ou d'approchant. D'un wagon bien aménagé, où l'on passe très confortablement deux ou trois jours et où le luxe de l'Europe est égalé, des panoramas merveilleux se déroulent en une succession constamment variée. Tantôt, sur les quais de la gare et des stations fréquentes, se tient un guerrier Masai ou Nanoli, muni de sa longue lance, dédaigneux de toutes les industries à l'exception de l'industrie pastorale, réservé dans ses paroles, mais amoureux du kodak; tantôt, c'est un Koviponopo, un Wakamba ou un Kikuyu, portant des ornements qui leur déforment l'oreille et le nez et qui font penser à l'homme primitif.

« De cet observatoire civilisé, on peut encore admirer la grandeur des sites naturels, les forêts immenses et impénétrables, les fiers contours des montagnes de la Suisse en même temps que les teintes riches de l'Ecosse, l'horizon intensément bleu, et les couleurs incomparables des cieux sud-africains. Et si les indigènes, leurs habitations, les plaines où ils séjournent et qu'ils parcourent nous reportent à l'époque d'Abraham et de Jacob, assurément les animaux sauvages ne font pas oublier Esaü. »

Certains colons mènent une vive campagne en faveur de l'autonomie que la situation financière de la colonie ne permet ni ne justifie pas encore.

« L'histoire des colonies a prouvé, écrit M. Lyttelton que, dans cette première phase de la vie coloniale, les élections aboutissent à des choix qui ne sont pas les meilleurs; car les plus capables et les plus expérimentés des colons, les hommes qui conviennent à la tâche de la représentation, sont tellement accaparés par la besogne absorbante qui consiste à conquérir les forteresses industrielles d'un pays neuf, qu'ils n'ont pas le temps de l'entreprendre .» Feu sir Charles Dilke insistait constamment sur les dangers et sur l'inopportunité d'accorder un gouvernement autonome à une jeune communauté ne comptant que quelques centaines de membres et vivant au milieu de plusieurs millions d'indigènes. C'est là également l'opinion de M. Alfred Lyttelton. « Cependant, conclut-il, chacun doit ressentir de la sympathie pour les colons anglais qui aspirent à diriger leurs propres affaires ; et un Conseil de port, s'occupant des questions de transport, se trouvant dans le centre même des affaires, pourrait aider l'administration et donner satisfaction aux aspirations de la population blanche. »

Questions d'Histoire et de Géographie.

LE MAROC FAROUCHE

Nous avons, dans un précédent article (1), tenté d'analyser les conditions de vie physique et humaine du Bas-Pays marocain. Il est plus malaisé de déterminer celles-ci dans les régions montagneuses, Rif et Atlas : non pas que des livres récents (2) n'aient essayé de nous apprendre leur constitution, leur aspect, mais peu curieux encore ou prudemment pusillanimes, les voyageurs qui ont longé ou traversé ces chaînes, n'ont voulu ou n'ont pu observer avec tous les détails désirables le genre de vie de leurs habitants. Nous savons que ces montagnes furent les môles de la résistance berbère à la pénétration musulmane, et il faudra de longues années « de pénétration pacifique » pour parvenir à connaître ces réduits. Contentons-nous de dresser seulement l'inventaire de notre maigre savoir actuel.

* * *

Le Rif. — De ce Maroc peu connu, le Rif, bien que plus proche de la Méditerranée, est peut-être la partie la moins connue de toutes : on ne sait rien sur la région centrale de cet arc montagneux et l'on n'a encore que des données peu précises sur ses deux extrémités, la péninsule des Trois-Fourches à l'Est, et la presqu'île nord-marocaine. Du côté de la mer, il apparaît comme une série de chapelets qui s'élèvent jusqu'à 2.500 mètres, dont les avancées granitiques, gneissiques ou schisteuses forment les pointes exiguës où se sont placés les postes militaires espagnols et dont les effondrements ont permis l'établissement de rares ports, comme Melilla; sur ce bord maritime effondré on trouve trace d'actions volcaniques, de déjections de laves qui ont édifié des montagnes entières. Au contraire la bordure extérieure de l'arc rifain est faite de sédiments plus récents, bouleversés, surtout des calcaires analogues comme âge et comme aspect à ceux de notre Jura : ils en reproduisent les traits topographiques essentiels, vallées en cañons profonds, flancs hérissés et ruiniformes, crêtes aiguës, vallées « aveugles » ou fermées vers l'amont, sources vauclusiennes, « lapiaz » ou terres percées comme des écumoires, dans les fissures de rares brouissailles, des habitations de troglodytes, bref, les éléments de tout paysage calcaire, travaillé à l'excès par l'érosion souterraine.

Ce pays qui paraît sec est cependant un des plus arrosés du Maroc : les voyageurs qui ont traversé la chaîne de Tanger à Tétouan ont eu foule de difficultés pour planter leurs tentes, tant les vents sont violents dans le Rif occidental; à Tanger les vents d'Est soufflent quatre-vingt-dix jours par an avec une force de 7 à 10 (la force du vent étant mesurée à l'échelle de 1 à 12); été comme hiver Tanger est exposé à tous vents, venus de l'Est ou de l'Ouest et également nuageux. L'hiver est pluvieux, comme dans toutes les régions méditerranéennes; mais il est exceptionnellement pluvieux : Tanger reçoit annuellement 81 centimètres de pluie et les grandes averses y sont fréquentes (on a compté jusqu'à 80 millimètres d'eau tombée en une seule journée).

Telles sont les deux bases de la vie du Rif qui paraissent contradictoires : une forte humidité de l'atmosphère et une grande sécheresse du sol. Si à la perméabilité des calcaires fissurés on ajoute les déclivités nombreuses en ce pays de montagnes jeunes et hardies, on conçoit la pauvreté de la végétation de ces chaînes littorales. Le chêne-liège, qui exige des pluies abondantes, s'y rencontre sur les bords de la mer; mais ces régions stériles sont surtout boisées par le chêne-kermès, arbrisseau de 2 à 4 mètres dont les tiges grêles forment un buisson maigre et vivace; les hautes altitudes (1.300-2.000 mètres), ensoleillées, bien aérées, mais trop chaudes, pluvieuses ou neigeuses même, sont le domaine des bouquets clairsemés de cèdres, accompagnés d'ifs, de houx, de cerisiers; enfin, partout où les troupeaux ont respecté le maquis primitif, l'arbousier, la bruyère, le mirte, les cistes, les lavandes, les romarins, les genêts et les citises, et enfin l'olivier sauvage, dont le tronc massif, les branches noueuses, l'écorce crevassée, les feuilles étroites et dures sont l'accompagnement obligatoire de tout horizon méditerranéen.

Un tel pays ne peut pas nourrir une population abondante : quelques parties, surtout à l'Ouest particulièrement bien arrosé, paraissent rivaliser avec la Kabylie algérienne, un des rares pays montagneux très peuplés : presque chaque colline de la péninsule des Guelaya est occupée par plusieurs village perchés au sommet ou accrochés aux flancs; autour de Tétouan, d'Ouezzan, la population paraît également assez dense.

La montagne méditerranéenne est ici comme en Algérie plutôt le domaine des sédentaires : les Rifains cultivent le grenadier, le figuier, l'olivier, et, mauvais musulmans, buvant du vin, s'adonnent à la taille de la vigne; les villages sont entourés de jardins, et l'explorateur de Foucauld s'extasie sur la prospérité d'entre Tétouan et Chechaouan, due au labeur des habitants. Mais dès que les vents atlantiques cessent de faire sentir leur humidité bienfaisante, vers Melilla, on trouve une population plus clairsemée, éparse sur les grands terrains de parcours que son nomadisme exige : tels les Beni-Bou-Yahii des derniers monts du Rif proches

(1) V. *La Quinzaine coloniale* du 10 avril 1913 : *Le Maroc fécond.*

(2) Les ouvrages cités précédemment, notamment ceux de Gentil et et de Bernard.

de la Moulouïa. Dans l'ensemble le pays n'est guère riche en ressources : témoin l'exode périodique de certaines tribus rifaines qui tous les ans vont faire la moisson dans l'Oranie voisine. Le brigandage célèbre, les actes de piraterie, les luttes épiques des Guelaya avec les Espagnols de Melilla, tout atteste les mœurs primitives de montagnards qui ont conservé un très vieux type, blond, aux yeux bleus, et ont été absolument réfractaires à la civilisation arabe. Dans le partage, ce lot, échu à l'Espagne, n'est sans doute pas le meilleur.

Le Haut Atlas. — Le Haut Atlas est véritablement une barrière qui du Sud-Ouest au Nord-Est sur 1.000 kilomètres environ limite le Maroc, le sépare du Sahara et des Hauts plateaux steppiens d'Algérie. Ceux qui l'ont longé ou ont escaladé quelques cimes ont pu apprécier la grande complication de sa structure. C'est une longue et haute muraille qui a subi des alternatives nombreuses de plissements, de dénudation, qui a été fracturée et sur laquelle se sont épanchées des déjections volcaniques : entre les tables du Plateau central marocain, des Hauts plateaux algériens et du Sahara, il apparaît comme une ride gigantesque où tous les sols se rencontrent. A l'Ouest des mamelons couverts de pierres, coupés de ravins escarpés, résultat de la désagrégation des granites ; des schistes noirs redressés aux escarpements déchiquetés, aux sommets en aiguilles. A l'Est, c'est une topographie tout autre : des arêtes calcaires rigides, le paysage ruiniforme des dolomies, les parois rocheuses percées de grottes, les vallées en gorges profondes, tous traits semblables à ceux du pays rifain. Les flancs nord du Haut Atlas, calcaires et marno-calcaires, offrent des types de collines analogues aux coteaux crayeux de notre Picardie et de l'Angleterre du sud, des « downs ». Enfin presque partout des reliefs volcaniques donnent à cette montagne son cachet particulier : de grandes murailles de trachytes sombres alternant avec des laves vertes ou des porphyres rougeâtres ; ici les crêtes de plus de 3.500 mètres, comme celles du Likoumt, désagrégées par la gelée, présentent des roches brisées, des blocs anguleux accumulés sur place ; là des montagnes entières, comme le djebel Anr'mer montrent des pans coupés à pic, de plus de 400 mètres, en tufs porphyritiques et en laves.

Ces chaînes, qui atteignent souvent ou dépassent 4.000 mètres, ont un climat naturellement spécial. Mais les observations météorologiques y ont été rares. Les roches éclatées témoignent d'une température basse; Gentil, qui a traversé le Haut Atlas a noté 2° un matin de mars, par près de 2.000 mètres d'altitude, et 1° seulement à la fin de la matinée par 3.600 mètres. Les pluies sont naturellement fort abondantes ; tous les hivers des chutes de neige apparaissent dès 1.000 mètres, et des explorateurs ont trouvé la neige persistant à 2.700 mètres en juin ; parfois même les crêtes restent couvertes si longtemps, que quelques voyageurs ont affirmé un peu vite l'existence de neiges éternelles. Ce sont les vents secs et chauds du désert qui s'opposent à l'accumulation, à la formation des névés. L'Atlas est ainsi une véritable barrière climatique entre la région humide des plaines atlantiques et la région sèche du Sahara ; les deux versants du Haut Atlas se ressentent de cette différence : du Sous, Gentil constatait en décembre que la neige se tenait le plus souvent au-dessus de 3.500 mètres, tandis que le flanc nord de la chaîne était recouvert dès 1.500 mètres.

Partout le climat de montagne amène la répartition spéciale de la végétation étagée : tandis qu'aux pieds de l'Atlas s'étale, grâce aux sources et aux rivières nombreuses, une riche zone de cultures irriguées, l'on rencontre dès les premières hauteurs la zone des forêts, les arbres à feuilles vertes des pays méditerranéens : le cèdre qui se répand de là dans tout le Maroc, le chêne-liège, arbre des sols siliceux et des climats doux quelque peu humides, le thuya qui croît dans les rides calcaires et dont deux fois par an les indigènes extraient par incision la gomme sandaraque, gomme à vernis, à cire à cacheter, qu'on expédie vers Hambourg, Londres. Puis succède à ces bois la forêt épineuse, les conifères qu'on retrouve sur toutes les hautes montagnes. Mais les sommets présentent, au contraire de nos Alpes, de longues et monotones surfaces chauves, et la prairie alpine est presque entièrement absente. Dès 2.300 mètres les arbres cessant, le roc nu et neigeux n'offre plus aux troupeaux de quoi vivre, et les hommes ont, grâce aux neiges et à l'irrigation possible, recours aux mêmes procédés de subsistance qu'aux pieds des pentes ; mais combien précaires et irréguliers !

Ainsi la structure tourmentée et le climat rigoureux du Haut Atlas y fait cesser la vie pastorale à une altitude bien plus basse que dans nos montagnes européennes ; la neige précoce chasse les animaux, ils ne trouvent pas un pacage suffisant sur les schistes aux maigres herbes, sur les calcaires fendillés et stériles ; enfin ces flancs abrupts sont naturellement peu habitables. Aussi, et bien qu'il faille faire foule de réserves sur un pays encore mal connu, il semble que la population du Haut Atlas ne se trouve guère qu'en bas, au contact de la montagne et de la plaine, menant la vie spéciale des populations refoulées, inquiètes et avides. Les chemins qui pénètrent dans cette montagne sont étroits, accessibles aux seuls piétons, zigzaguent en lacets interminables. Ils mènent à de très rares villages juchés sur les pentes à la manière kabyle. Mais presque toujours les villages sont à l'endroit où l'on peut utiliser les eaux et irriguer, c'est-à-dire dans le fond des vallées : ils sont compacts, ramassés ; les maisons sont en terre grasse, paille hachée et petites pierres ; des deux côtés de la vallée des murs en maçonnerie supportent sur des terrasses les cultures, pomme de terre, patate douce, oliviers, parfois noyers ; toute parcelle de terre meuble est creusée et occupée ; ce qui domine, et ce qui indique la préoccupation essentielle, défendre la récolte contre les convoitises des tribus voisines, au besoin contre l'armée du sultan, est l'immense « tirremt », un château-magasin où les indigènes enferment les provisions, le grain surtout : c'est une véritable fortification de boue et de pierres, carrée et flanquée de tours carrées, aux murs obliques pour plus de solidité ; chaque habitant y dépose ses richesses dans un abri dont il a la clef. Au Sud-Ouest ce coffre-fort gigantesque est remplacé par un village fortifié, l' « agadir » qui est commun à toute la tribu.

Dans ces nids d'aigles ou dans ces fonds se sont toujours maintenues des populations indépendantes. Ce sont les Chleuh, dont le dialecte est le plus répandu des dialectes berbères au Maroc, preuve de leur ancienne extension. Le travail difficile les a affinés et ils sont renommés pour leur intelligence et leur labeur jusqu'en Algérie, où leur pauvreté les force souvent à immigrer, à s'enrôler dans les mines. Ils descendent ainsi de leurs montagnes, mais on ne va guère les y chercher ; les sultans se sont peu préoccupés de ces rebelles et les grands caïds berbères ont toujours formé une féodalité indépendante : c'est vraiment le « Blad-es-siba », le pays de l'insoumission.

Le Moyen Atlas. — Du Haut Atlas se détachent, autant que l'on peut préciser ces soudures dans l'état actuel de nos connaissances, deux rameaux obliques dont l'un va rejoindre au Sud-Ouest l'Atlantique et dont l'autre paraît s'arrêter vers le Nord-Est, à la trouée de Taza : celui-ci, appelé Moyen Atlas, mais dont les altitudes ne paraissent pas inférieures à la grande muraille du Sud, semble avoir une topographie identique à celle de la chaîne dont il se sépare, et à celle de l'Atlas Tellien d'Algérie qui en est sans

doute la suite. Ce sont surtout des barres parallèles, presque entièrement calcaires, entrecoupées de gorges profondes, percées de grottes habitées. Mais le Moyen Atlas est fort mal connu encore : à peu près seul M. de Segonzac y pénétra jadis ; on peut s'en faire probablement une idée par le massif des Beni-Snassen, dans l'Oranie, amplement décrit par Gentil, et que la Moulouïa traverse en un cañon sauvage étroitement creusé dans les dolomies. Ce sont les flancs blancs, nus et abrupts qui limitent à l'Ouest la large vallée alluvionnaire de la moyenne Moulouïa.

Ces caractères physiques de la montagne ne paraissent pas la rendre plus habitable que le Haut Atlas voisin. Son climat est, dans les grandes lignes, naturellement le même, froid dans les fortes altitudes, pluvieux sur le flanc exposé aux vents atlantiques, plus sec du côté des steppes oranaises. Mais, remarquons que la chaîne est plus proche de la Méditerranée que le Haut Atlas, qu'elle reçoit les vents du Nord-Est et que ceux-ci amènent des pluies, des orages même en été : différence de climat qui va se traduire par une différence de vie.

Sans doute, les calcaires de l'Est ne sont guère recouverts que de thuya et de broussailles de lentisques. Mais l'Ouest, bien exposé, plus proche encore de l'Océan que le Haut Atlas, peut-être aussi plus épargné par les cultures, porte jusqu'à 2.500 mètres des forêts de cèdres superbes, qui ont 6 à 8 mètres de circonférence à la base et jusqu'à 20 mètres de haut ; et surtout il semble que les pacages alpestres des sommets, absents du Haut Atlas, se retrouvent ici. Ils ramènent avec eux le nomadisme pastoral. Les populations du Moyen Atlas n'y vivent guère que pendant l'été ; l'hiver elles descendent vers les plaines littorales. Ainsi, une des tribus les plus étendues, celle des Beni-Mguild, possède plusieurs domaines : ils cultivent les hautes vallées de la Moulouïa et de quelques affluents du Sebou et du Beht qui vont vers l'Atlantique ; ils placent là leurs greniers fortifiés, leurs « tirremts » analogues à ceux du Haut Atlas ; mais ils se partagent aussi la montagne, envoient des bûcherons et charbonniers exploiter les forêts des pentes, et des bergers paître les troupeaux sur les hauteurs. Les Riata ont des terrains de pâture et de culture dans la vallée de l'Innaoun, mais, prudents, en repoussant leurs bêtes, ils remontent leurs grains dans l'Atlas. Le nomadisme prend souvent la forme marchande, comme celui des Aït-Youssi qui viennent à Sefrou et à Fez vendre des planches de bois de cèdre, les peaux, les laines de leurs chèvres, de leurs moutons ; il revêt aussi parfois l'aspect belliqueux des razzias, comme chez les Beni-Mtir qui viennent piller les récoltes des riches plaines de Fez et de Saïs. Ainsi ces « Beraber » nomades, mènent une vie assez dissemblable de celle des Chleuh, sédentaires du Haut Atlas ; pourtant certaines tribus comme les Beni-Ouaraïn aménagent de petits champs en terrasses et habitent des villages stables ; les plants d'oliviers, les champs de blé, de légumes des Aït-bou-Zid, étagés et protégés par des murs maçonnés, ont émerveillé de Foucauld. Mais, en général, ayant moins de ressources et des mœurs moins tranquilles, quoique peu nombreux dans ces chaînes abruptes et pauvres, ces Beraber sont plus dangereux : ils passent pour les plus sauvages parmi les peuples du Maroc ; ce sont les Riata, gardiens de la trouée de Taza, qui arrêtèrent et mirent à mal l'expédition vers Oudja de Moulay-el-Hassan, le père des derniers sultans, l'énergique réorganisateur du Maroc, qui fit accepter son pouvoir jusque dans le Sous et dans le Touat. Encore aujourd'hui le Moyen Atlas est, dit Augustin Bernard dans son livre des Confins, « le réduit de la résistance berbère ».

L'Anti-Atlas. — Vers le Sud-Ouest, faisant pendant au Moyen Atlas, l'Anti-Atlas est une autre branche détachée du tronc montagneux. C'est la limite du Maroc au Sud : au delà commence le désert. Il a été parcouru parfois, souvent aperçu, rarement étudié. Le dernier venu, Gentil, a le premier donné une idée de la structure de la chaîne : elle fait, de l'autre côté du Sous, pendant au Haut Atlas ; mais elle est beaucoup moins haute (1.000 mètres d'altitude moyenne) : elle s'élève par un escalier, dû à une série de fractures, au-dessus de la vallée effondrée du Sous. Ce sont des roches plissées jadis, maintenant mamelonnées, extrêmement anciennes, granites, schistes, granulites, grès bruns ou noirs ; beaucoup sont recouvertes d'un manteau volcanique, comme le djebel Siroua. Ce massif, qui culmine à 3.300 mètres, est un important nœud orographique et hydrographique, car l'Anti-Atlas s'y sépare du Haut Atlas et l'oued Sous y prend naissance. On s'y croirait, dit Gentil, dans un paysage d'Auvergne, avec ses puys et ses dômes, ses culots d'anciens cratères, ses jeux d'orgues de basalte, et tout autour un chaos de coulées de laves, de cendres, de bombes, tandis que plus loin s'étalent les croupes aplaties du socle cristallin qu'est l'Anti-Atlas.

La situation de ce mur assez bas et en paliers, entre le Sahara et la plaine surchauffée du Sous, sa faible hauteur, qui ne peut épargner à la vallée les influences désertiques, n'établissent point ici l'exception du climat de montagne. La base méridionale, grâce aux cours d'eau qui descendent, est parsemée d'oasis sahariennes où les dattes mûrissent, au contraire de celles du Houz et du Sous. La base du Nord est réservée à ces forêts claires d'arganiers, qui grimpent disséminés jusqu'à 800 ou 900 mètres, et qui forment la végétation typique du Sous presque tout entier : c'est un arbre toujours vert, petit, au tronc droit, à l'écorce grise, aux branches basses dont les plus jeunes sont épineuses et les autres portent une feuille verte lancéolée ; son fruit rappelle par sa forme l'olive, contient une amande qu'on grille, écrase, arrose et qui fournit une huile renommée ; arbre d'usages multiples au reste, dont le bois devient un charbon excellent, dont les feuilles servent de nourriture aux chèvres et aux chameaux, dont les tourteaux engraissent les bêtes à cornes ; les chameaux, les bovidés avalent le fruit et le rejettent en ruminant à l'étable : c'est là que les femmes et les enfants vont recueillir l'amande précieuse.

Aussi c'est sur le flanc de l'Anti-Atlas, à l'exclusion des sommets stériles et asséchés, que la population se concentre ; population du reste peu nombreuse, car la pluie est rare et il faut au moyen de puits arroser péniblement la terre. C'est encore la maison chleuh qui domine, comme dans le Haut-Atlas, la maison cubique de torchis ; elle se place à flanc de coteau dans une bonne position défensive, groupée avec ses voisines dans l' « agadir », le village fortifié berbère.

Le versant méridional de l'Anti-Atlas renouvelle, bien que différente, la richesse de la bordure nord ; mais ici c'est une prospérité intermittente et clairsemée : nous sommes à la limite du désert et déjà l'eau du ciel est insuffisante pour la culture. Dans le lit même du fleuve qui longe le pied de l'Anti-Atlas, le Dra, surtout à l'endroit où débouchent ses affluents venus de la montagne, dans les « mader » temporairement inondés, les indigènes, sangs mêlés de Berbères et de Nègres, cultivent l'orge, le blé, le maïs, dont les tiges, dit-on, dépassent la hauteur d'un cavalier monté. Mais cette agriculture est à la merci de la moindre sécheresse : quand à l'automne les nuages n'amoncellent pas sur l'Atlas leurs promesses de filets d'eau abondants pour l'hiver, on s'abstient d'ensemencer. Et c'est ainsi de la montagne inféconde que la plaine attend sa fertilité précaire.

***

C'est là un fait essentiel. Les commodités géographiques nous imposent une division du Maroc donc la clarté a de l'arbitraire. Si particulier que soit le Maroc des montagnes, il ne peut pas être

solé. Nous avons vu les liens étroits qui unissent la zone d'irrigation qui jalonne la base du Haut Atlas à la montagne elle-même, vers où les cultivateurs de la plaine de Marrakech poussent leurs « ghettara » ou canaux d'adduction; nous avons vu les souks de Fez se remplir des dépouilles des animaux qu'engraisse l'alpe marocaine, et les pasteurs du Moyen Atlas descendre chaque hiver dans les plaines de l'Ouest, tandis que les tribus du Rarb se resserrent pour laisser des pacages à ces nouveaux arrivants. Cette entente rigoureuse entre les habitants de la montagne et ceux de la plaine, qui détermine à époques fixes ce qu'on pourrait appeler l'élasticité de la densité de la population, fait saisir sur le vif les rapports étroits entre toutes les zones habitables. Le caractère sédentaire, quasi claquemuré, de certains Berbères du Haut Atlas ne controuve pas cette loi d'union : il est dû, pour une grande part, à l'insécurité, à l'esprit de piraterie des tribus, à l'avidité du makhzen : quand celui-ci veut « manger une tribu », il envoie des soldats découvrir les cachettes où le malheureux *fellah* est obligé d'enfouir sa récolte. La paix française amènera avec la possession mieux assise, un changement dans l'état social ; ce serait une erreur de croire que nous pouvons nous contenter, comme jadis les Arabes, de dominer les plaines et laisser invaincus les Berbères dans leurs forteresses montagneuses. Il s'agit moins de faire le blocus de ces repaires que d'ouvrir aux transhumants les pistes vers les steppes basses. Si la géographie peut amener à des conclusions politiques, la plus certaine n'est pas la plus évidente : dans l'étude du pays il ne faut oublier les hommes; le spectacle de leurs rapports, la connaissance de leurs échanges permettent de penser que les cadres naturels ne sont pas des compartiments rigides, et que le Bas-Pays, le fécond Maroc, n'est pas sans avoir besoin pour vivre des farouches montagnards du Haut-Pays.

Jacques ANCEL.

Missions et Explorations

ASIE

Mission médicale du Dr Jeanselme en Extrême-Orient (1898-1900). — Bien que remontant à un certain nombre d'années déjà, la mission qu'a remplie en Extrême-Orient, pendant près de deux années, de 1898 à 1900, M. le Dr JEANSELME, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, a repris une actualité nouvelle, à la suite d'une conférence qu'il a faite le 3 juin 1912, à cette Faculté et qui a été récemment publiée (1). Il est en outre d'autant plus intéressant de rappeler les résultats de cette mission, que le Dr Jeanselme a étudié des maladies qui continuent à faire aujourd'hui de grands ravages dans nos possessions, et parmi lesquelles figure au premier rang la lèpre.

M. le Dr Jeanselme parcourut d'abord les différentes parties de notre domaine indochinois, Cochinchine, Cambodge, Annam, Tonkin ; puis, ayant traversé la province chinoise du Yunnan, il descendit l'Iraouaddi depuis Bhamo jusqu'à Rangoon. Après avoir relâché à Poulo-Penang et à Singapore, il alla visiter les établissements sanitaires de Java. De retour en Cochinchine, il se rendit au Siam et remonta ensuite le Mékong depuis son embouchure jusqu'à la frontière de Chine.

(1) Dr JEANSELME, *Une mission médicale en Extrême-Orient* (1898-1900) 16 pages en 2 col., avec illustrations. Extrait de : *Paris médical ; la semaine du clinicien*. Directeur : le professeur A. Gilbert. J. B. Baillière et fils, éditeurs, novembre 1912.

Le but principal de la mission était la recherche des moyens propres à enrayer la lèpre dans l'Indochine française. M. le Dr Jeanselme dit qu'il y a plus de 100.000 lépreux dans toute l'Inde britannique, 10.000 aux Indes néerlandaises, 40.000 aux Philippines, 40.000 au Japon, un nombre impossible à évaluer, mais considérable à coup sûr, en Chine. D'après l'enquête qu'il a faite sur place, il estime que dans la presqu'île indochinoise, il n'y a pas moins de 25.000 lépreux, répartis dans la proportion de 5.000 en Birmanie, 5.000 au Siam, et 15.000 dans notre grande colonie d'Extrême-Orient.

Le Dr Jeanselme avait proposé, comme mesures urgentes, de surveiller l'immigration jaune, d'interdire aux lépreux avérés l'exercice de certaines professions et d'isoler d'office les lépreux mendiants ou vagabonds dans des léproseries maritimes. Il faisait observer très justement que la léproserie ne doit pas être une prison, mais une colonie agricole où les lépreux aspirent à entrer.

Longtemps, ce projet d'organisation de la lutte anti-lépreuse demeura lettre-morte. Cependant, en 1903, une léproserie pour la Cochinchine fut ouverte dans une île du Bas-Mékong à Culao-Rong. En 1909, en conformité avec les vœux émis par la Société de pathologie exotique, le gouverneur général de l'Indochine prit un arrêté répondant à ces desiderata. Tout récemment enfin, fut créée une direction générale des léproseries du Tonkin. On est donc en voie d'organiser plus solidement la prophylaxie antilépreuse en Indochine, et la mission du Dr Jeanselme y aura certainement contribué.

M. le Dr Jeanselme qui, au cours de cette mission médicale, a étudié les principales maladies sévissant sur les Européens ou sur les indigènes des diverses races, maladies spéciales au pays, ou connues partout, mais manifestant des caractères particuliers, a présenté d'intéressantes observations relativement au paludisme, dont il a eu à supporter lui-même gravement les atteintes.

C'est à tort, fait-il observer, que l'on représente couramment le paludisme comme ayant pour habitat les régions basses et marécageuses. Or, en Indochine, la maladie fait peu de victimes parmi les habitants des Deltas ; en revanche elle est meurtrière pour qui s'engage dans la montagne couverte de forêts.

Contrairement aux idées reçues, il n'y a donc, comme le montre le Dr Jeanselme, aucun lien nécessaire entre l'altitude et le degré de salubrité d'une région. L'habitat du paludisme, c'est le sol non défriché, et tout aussi bien d'ailleurs la forêt vierge située à plusieurs milliers de mètres au-dessus du niveau de la mer que la jungle assez basse pour être inondée par le flux. Ce qui chasse le paludisme, dit le Dr Jeanselme, c'est la culture, et il est amené à faire une comparaison très frappante entre cette affection dans nos pays et en Indochine.

En Europe, ce qui est fébrigène, c'est le marécage, parce qu'il est abandonné comme peu productif. Il en est autrement en Indochine. Comme toute la richesse agricole réside dans le terrain mouillé, où l'on établit les rizières, le limon qui y est déposé par l'inondation annuelle, étant constamment remué et assaini par un travail incessant, n'engendre pas de paludisme. Dans la région montagneuse, au contraire, qu'il s'agisse de la chaîne annamitique ou des massifs montagneux du Tran-ninh, du Haut-Laos ou du Tonkin, les forêts, que l'homme a à peine entamées, sont le repaire de la fièvre des bois, qui est la forme du paludisme à son plus haut degré de virulence.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique occidentale. — Comme suite à ce que nous avons

dit le mois dernier (1) des résultats pratiques obtenus en Mauritanie à la suite des études et des travaux de la mission GRUVEL, nous ajoutons quelques indications qui sont fournies par une lettre écrite de Port-Etienne à la date du 23 avril dernier (2).

La campagne de pêche d'hiver se termine à la baie du Lévrier. Des trois sociétés qui y sont venues de Bretagne, deux sont en route pour la France ; mais la troisième, que dirige M. CARRIER, de Port-Louis, doit prolonger encore son séjour.

Les courbines (*Sciœna aquila*) (3) s'étaient montrées très abondantes et les chaluts, trop petits, avaient souvent crevé sous le poids des énormes poissons capturés.

Il est fâcheux que les pêcheurs bretons ne se décident pas à rester à Port-Etienne durant l'année entière car, si la pêche y est intéressante en toute saison, c'est à partir d'avril-mai qu'elle est particulièrement abondante.

Mais ce qui serait indispensable, dit avec raison le correspondant de la *Dépêche Coloniale*, c'est que les pêcheurs trouvent *à Port-Etienne même*, et non ailleurs, une industrie débitant le poisson frais, le préparant et se chargeant de la vente. Ce serait là le moyen de conserver à nos pêcheurs français une industrie qui peut leur assurer de faire vivre leur famille, alors que beaucoup d'entre eux se trouvent exposés à tomber dans la misère. Le marché africain peut s'ouvrir largement au profit de nos pêches, pourvu qu'on prépare du poisson bien sec et non salé.

La compagnie de M. Charrier rentrera en juin ou en juillet, ayant effectué une excellente campagne.

La pêche des langoustes, un peu contrariée au début par la houle, a été ensuite très fructueuse et des bateaux sont partis pour Camaret et Concarneau avec des chargements de 4.000 à 5.000 langoustes royales chacun.

Travaux cartographiques sahariens du capitaine Cortier. — Nous avons déjà signalé ici la participation du capitaine CORTIER, de l'infanterie coloniale, à la mission du Transafricain (4) et nous avons parlé des principaux travaux cartographiques qu'il a pu accomplir à la suite de ses voyages sahariens.

Nous avons dit, notamment, qu'à la suite de sa mission de 1908-1910, M. le capitaine Cortier avait pu, grâce à de nombreuses observations astronomiques prises au cours de ce voyage, dresser un canevas géographique qui lui a permis d'établir trois cartes (5) :

1° Une carte de l'Aïr au 1/500.000, dont nous avons précédemment parlé ;

2° Une carte de l'Adrar, à la même échelle, qui vient de paraître (6) et dont nous allons dire aussi quelques mots ;

3° Quatre feuilles de la carte du monde au 1/1.000.000, en préparation au Service géographique de l'armée.

Les cartes de l'Aïr et de l'Adrar sont, au contraire, publiées par le Service géographique des colonies.

Adrar est un mot qui, en arabe et en tamachèque, désigne un massif montagneux. L'Adrar des Ifoghas ou des Ifor'as est le pays montagneux habité par les Touareg de ce nom et qui s'étend entre les 18e et 21e degrés de latitude Nord. En le qualifiant d'Adrar des Ifoghas ou d'Adrar Nigritien, on le distingue de l'Adrar de Mauritanie. Ce n'est pas le plus haut massif saharien ; il est dépassé de beaucoup par le Ahaggar avec ses sommets de 2.200 mètres, car ses points culminants n'atteignent guère que 800 à 900 mètres.

Tel est le massif que représente la carte du capitaine Cortier ; il en a donné le premier une figuration complète, et, avant cette carte, il en avait déjà publié une, à l'échelle du 750.000e, qui montre très nettement l'aspect général du pays, dans son ouvrage *D'une rive à l'autre du Sahara*, paru à la suite de sa traversée saharienne accomplie avec le capitaine Edouard ARNAUD, en 1907 (1).

Au cours de cette mission, il avait fait seul un séjour plus prolongé dans l'Adrar des Ifoghas pour étudier plus à fond le pays. Aussi, bien que le capitaine Cortier ait utilisé pour l'exécution de sa carte au 500.000e, comme d'ailleurs pour la première, les travaux d'un certain nombre d'officiers, sont-ce en réalité les siens propres qui en ont fourni la base la plus importante. Il a d'ailleurs complété encore ses documents cartographiques durant sa mission de 1908-1910, dont l'objet était surtout de créer dans la région saharienne de l'Afrique occidentale française un canevas astronomique analogue à celui établi par M. VILLATTE dans le Sahara algérien, car il est resté dans l'Adrar presqu'une année, en 1909 et au début de 1910. En 1912, enfin, avec la mission du Transafricain, il revit encore les mêmes pays et suivit la bordure orientale de l'Adrar afin de se rendre compte de la possibilité d'un passage direct au sud de ce massif de Gaoà Silet. De même que pour sa carte de l'Aïr, le capitaine Cortier a eu, pour celle de l'Adrar, l'adjudant MALROUX comme collaborateur.

La carte de l'Adrar au 500.000e, donne avec un scrupuleux souci de la précision, mais sans une trop grande exagération de détails le figuré orographique et hydrographique du pays.

L'Adrar est tout entier de formation archéenne et volcanique. C'est, comme l'écrivait le capitaine Cortier en 1907, un plateau de roches granitiques ou porphyriques en partie enfouies et qui s'incline légèrement vers l'ouest ; un rebord étendu du nord au sud est constitué par un très important massif rocheux, l'Adrar Ter'arr'ar ou Tir'ar'ar, où se trouvent les plus hautes altitudes avec les monts Effen et Ahaggan et qui est limité dans toutes les directions par une falaise presque verticale. La carte rend fort bien cet aspect de dômes et de coupoles, et de crêtes morcelées et déchiquetées qui caractérise les chaînons de l'Adrar. De même que pour l'Aïr, le capitaine Cortier a laissé en blanc les parties centrales de certains massifs, comme celui du Tir'ar'ar dont l'exploration eût été plutôt une œuvre d'alpiniste et qu'il n'y avait pas d'intérêt actuel à pousser plus loin, mais il nous eût paru désirable que quelques cotes d'altitudes, au moins les plus notables, fussent portées sur la carte. A l'ouest, de l'autre côté de la vallée du Tilemsi, on voit s'étendre la falaise calcaire dont le dessin rend immédiatement apparente à l'œil la différence de nature.

L'hydrographie est également très soigneusement étudiée et rendue. Les oued sont nombreux dans l'Adrar ; leurs lits trop souvent asséchés, s'ouvrent dans toutes les anfractuosités des chaînons au milieu des éboulis de cailloux, et parfois dans des

(1) *La Quinzaine Coloniale*, 25 avril 1913, p. 275.
(2) *La Dépêche Coloniale*, 10 mai 1913.
(3) Voir sur ce poisson l'ouvrage récent de M. A. GRUVEL, *L'industrie des pêches sur la côte occidentale d'Afrique* (Paris, E. Larose, 1913), notamment pages 11 et 162.
(4) *La Quinzaine Coloniale*, 25 décembre 1912, p. 864.
(5) Ibid., p. 866.
(6) Service géographique des colonies. Mission Cortier. *Adrar des Ifoghas*, dressée par le capitaine CORTIER et l'adjudant MALROUX, d'après les itinéraires de M. le colonel LAPERRINE, MM. les capitaines CORTIER, DINAUX, NIÉGER, PASQUIER et THÉVENIAUT, MM. les lieutenants CLOR, DE SAINT-LÉGER, LENGLUMÉ, SIGONNEY et VALLIER, appuyés sur 30 positions astronomiques, dont 25 de M. le capitaine Cortier et 5 de M. VILLATTE 1912. Echelle de 1/500.000. 2 feuilles.

(1) Mission Arnaud-Cortier, 15 février-24 juin 1907. *D'une rive à l'autre du Sahara*, par le lieutenant Maurice CORTIER. Paris, Emile Larose, 1908, in-8°, avec une carte de l' « Adr'ar, des Ifor'ass », à l'échelle de 1/750.000, extraite de *La Géographie*, vol. XVII, n° 4, 15 avril 1909.

gorges sauvages entre des falaises rocheuses. Leur système est simple, car presque tous sont inclinés de l'est à l'ouest. Les anciennes cartes étaient à cet égard, très significatives, mais trop schématiques; elles représentaient une série d'oued, mathématiquement parallèles les uns aux autres, orientés est-ouest, et allant tous se jeter dans un Tilemsi rectiligne et vertical. Cette conception, sans être entièrement fausse, était outrée; la carte du capitaine Cortier vient rectifier l'impression que les précédentes cartes donnaient de cette disposition hydrographique et elle montre en même temps que ces rivières forment un réseau beaucoup plus ramifié qu'on ne l'aurait pu croire.

On peut remarquer que la carte du capitaine Cortier présente de nombreuses parties restées en blanc, notamment des deux côtés du massif, à l'est et à l'ouest. Ce n'est pas faute de documents que ces vides existent. Ils correspondent à des plaines caillouteuses où se continuent les lits des oued après qu'ils ont laissé les régions montagneuses et les plaines verdoyantes, pays plat et inhabitable qui n'offrait aucun détail à relever. Au contraire, la carte est complète pour tout ce qui concerne le relief et les eaux; c'est là ce qu'il était utile de fouiller et d'étudier à fond.

La carte ne porte que peu de noms de localités. C'est que le massif de l'Adrar, dont la population n'est que de 12.000 habitants, n'a pas de gros centres; il est habité par des nomades et ne renferme que de très petits villages. En dehors de leur bétail, les Touareg n'ont guère de ressources agricoles; quelques dattiers et un peu de tabac, et c'est à peu près tout.

A la carte du capitaine Cortier est joint un tableau des positions astronomiques sur lesquelles elle s'appuie. On y trouve mentionnée l'indication de quatre altitudes hypsométriques.

Les itinéraires du capitaine Cortier, au cours de la mission du Transafricain, sont portés sur la carte, non qu'il en ait été fait état comme résultat de cette mission, mais parce que c'étaient des faits acquis. Les résultats de cette mission seront publiés ultérieurement, mais la mission n'a pas fait de carte d'ensemble, ce qui n'était d'ailleurs pas son objet. Elle s'est bornée à dresser des levés à petite échelle de ses itinéraires et des pays en bordure, en vue seulement du projet de chemin de fer. Elle a relevé des altitudes qui seront publiées avec les autres travaux.

Les deux cartes du capitaine Cortier, Aïr et Adrar, au 500.000e, sont en quelque sorte deux cartes jumelles, donnant à échelle suffisamment grande deux pays sahariens qui méritaient d'être traités à part. La contrée intermédiaire, plate et sablonneuse, ne comportait pas une carte à même échelle. La jonction entre ces deux cartes spéciales se trouvera réalisée par les 4 feuilles au 1.000.000e, Bilma, Azaouak, Tombouctou et Tahoua, que nous avons annoncées.

Nous faisons remarquer que, si l'Adrar dépend à peu près entièrement de l'Afrique occidentale française, néanmoins une partie du nord-est de la carte est territoire algérien; à celui-ci appartiennent In-Ouzzal et Tin-Zaouaten, qui sont peu éloignés de la limite entre les deux colonies.

Mission artistique de M. Laurent-Gsell en Afrique occidentale française. — Un artiste de talent, M. Laurent-Gsell, peintre du département de la marine, vient de remplir, dans l'Afrique occidentale française, une mission dont il a rapporté une série d'une soixantaine de toiles aussi remarquables par leur valeur artistique qu'intéressantes comme documents coloniaux (1).

M. Laurent-Gsell, qui est hors concours du Salon des Artistes français, traitait, pour la première fois, des sujets coloniaux; il l'a fait de la façon la plus heureuse. Jusqu'ici, il avait peint surtout les paysages méditerranéens de la Côte d'Azur et de l'Italie, mais il s'y était préparé déjà sous ce ciel méridional, aux clartés plus lumineuses encore qu'il allait rencontrer en Afrique.

Sa mission a débuté en 1912 et s'est achevée cette année même. Elle s'est effectuée grâce au prix qui lui avait été attribué par le gouvernement général de l'Afrique occidentale française sur la présentation du ministère des Colonies et après désignation par un jury composé de peintres éminents des deux Salons parisiens.

M. Laurent-Gsell a parcouru tout le pays compris entre Dakar et Tombouctou en passant par Kayes et Bamako; puis il a visité la Guinée. Il a su traduire les aspects de ces diverses régions avec une vérité que tous les coloniaux s'accordent à reconnaître, que ses paysages soient éclairés par le soleil brûlant du Sénégal ou du Sahel, ou par la lumière plus adoucie de la Guinée. Son exposition est très variée. Elle fait défiler devant nos yeux des sites caractéristiques qui sont autant de types géographiques bien choisis, puis elle nous fournit des scènes de la vie indigène prises sur le vif dans les villages, dans les marchés, auprès des puits; elle nous montre des physionomies typiques, et, comme il convenait à un artiste, ce sont des beautés noires que le peintre a prises pour modèles. Il a montré ainsi qu'il excellait dans tous les genres, et il a donné d'un petit-fils de Samory, un gentil gamin noir, un portrait qui est un petit chef-d'œuvre.

Par-dessus tout, brille la lumière; on ne peut manquer d'en être frappé au premier coup d'œil jeté dans la salle. Les ciels sont bleus et vibrants de clarté.

De Dakar, l'artiste nous montre les rues de la ville européenne, le village indigène, les marchés. Puis, successivement, nous voyons Kayes, Bafoulabé, Bamako. Voici la hauteur de Koulouba, sur laquelle a été construit le palais du gouvernement du Haut-Sénégal-Niger. Après Koulikoro, nous verrons la grande place de Sansanding. Djenné est la ville des merveilles architecturales. C'est un séduisant tableau que celui qui représente sa grande mosquée toute ensoleillée, édifice reconstruit il est vrai, mais dont on a su garder le style si original; un autre tableau en montre l'intérieur que l'on prendrait pour la nef d'une église gothique. Regardons aussi en passant les artisans de Djenné, forgerons, tisserands, ainsi que la danse sacrée des Bosos. Deux des tableaux, consacrés à Djenné, ont été acquis par le gouvernement de l'Afrique occidentale française, l'entrée de la ville et le tribunal, ce dernier représentant les juges indigènes en séance. De Bandiagara et de Mopti, nous arrivons bientôt à Tombouctou la ville si longtemps mystérieuse et fermée, dont la population n'eût certes pas admis il y a quelques années qu'un artiste blanc vînt peindre sa sainte mosquée de Sidi-ia-ia ou fît poser devant lui les plus belles de ses dames noires.

Nous admirons encore, dans les tableaux de M. Laurent-Gsell, la végétation luxuriante de la Guinée et ses ravissantes cascades; nous nous laissons charmer aussi par les agréables aspects de Conakry et avec curiosité nous regardons ces sites de Mamou et de Kouroussa où, aujourd'hui, a pénétré le rail.

Comme complément à cette œuvre africaine si consciencieuse et si sincère en même temps qu'empreinte d'un charme pénétrant, nous ajouterons qu'au Salon de la Société nationale des Beaux-Arts, M. Laurent-Gsell a exposé aussi quatre tableaux dont les sujets sont également empruntés à l'Afrique et dont l'un représente le fama bien connu de Sansanding, Mademba (1).

(1) Elles sont actuellement exposées (du 15 au 30 mai) à la galerie Marcel Bernheim, 2 *bis*, rue Caumartin, à Paris.

(1) Au moment où nous corrigeons notre épreuve, nous avons le plaisir de lire l'intéressant article publié sur la même exposition par par M. Maurice Delafosse, dans *La Dépêche coloniale*, 23 mai 1913.

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Travaux de la mission Auguste Chevalier. — Comme suite aux résultats déjà signalés ici de la mission Auguste Chevalier (1), nous ajouterons aujourd'hui la mention de deux études dues à son adjoint, M. C. M. Bret, sous-inspecteur d'agriculture des colonies. L'une est relative à la saignée de l'arbre à caoutchouc d'Afrique, ou *Funtumia elastica* (2) ; l'auteur y montre l'utilité de substituer à des saignées très productives et peu fréquentes, des saignées d'un faible rendement, mais nombreuses et périodiques. La seconde étude est une communication à l'Académie des sciences sur l'existence en Afrique occidentale de deux formes stables d'*Hevea brasiliensis*, présentant une aptitude différente à la production du latex (3).

De son côté, M. Auguste Chevalier a récemment adressé à l'Académie des Sciences une communication qui a été lue par M. Edmond Perrier, dans laquelle il constate l'importance prise par l'exportation des bois au Gabon (4). Le commerce est passé de 3.679 tonnes, exportées en 1896, à 32.226 tonnes en 1906, et à 108.242 en 1911.

Les neuf dixièmes de cette production sont fournis par un grand arbre, l'Okoumé, très abondant dans la forêt vierge et dont le bois est employé pour faire des boîtes à cigares. Il faut y ajouter le bois corail, qui est un bois rouge de teinture analogue au bois de campêche, puis l'ébène et les acajous. Certains de ces derniers sont reconnus par les experts comme pouvant rivaliser avec les plus belles sortes de Honduras et de Cuba.

Gustave Regelsperger.

(1) *La Quinzaine Coloniale*, 25 mars 1913, p. 208.
(2) *Bulletin de la Société nationale d'acclimatation*, 1911, nos 8 à 11.
(3) *Comptes rendus*, t. 156, p. 478, séance du 10 février 1913.
(4) Aug. Chevalier. *Sur l'origine botanique des bois commerciaux du Gabon* (comptes rendus, t. 156, p. 138 séance du 5 mai 1913).

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Les Bananiers. — Comme la plupart des plantes alimentaires cultivées dans de nombreuses régions, les Bananiers se composent d'un nombre presque incalculable de variétés, formes ou types, les uns améliorés quant à la qualité de leurs produits, les autres au contraire en régression vers les types sauvages dont ils sont issus. La systématique de ces plantes est encore impossible, mais cependant déjà, nombre d'espèces ou de sous-espèces sont de mieux en mieux définies; mais une rigoureuse enquête s'impose, afin que les agriculteurs et les colons puissent bientôt ne propager que les espèces réellement dignes d'intérêt.

Le distingué Directeur du Jardin botanique de l'Etat à Bruxelles, M. E. de Wildeman (*Ann. Inst. col. Marseille 1912*), demande qu'on procède de tous côtés à une enquête rationnelle et qu'on réponde au questionnaire suivant en envoyant si possible des échantillons.

Enquête sur les Bananiers (Questionnaire).

Localité : conditions climatériques, géographiques et origine géologique du sol.
Aspect de la plante : présence ou absence d'une sorte de bulbe; hauteur, épaisseur et couleur du stipe.
Couleur du suc cellulaire des gaines du stipe.
Feuilles : dimension et mode de terminaison ; couleur de la nervure médiane et du suc qui s'écoule en brisant la feuille. Résistance des feuilles au vent, leur persistance ou disparition totale pendant l'hivernage.
Inflorescence (1) *:* sa forme; couleur et dimensions des bractées; nombre de mains par inflorescence, de fleurs et de fruits par mains; les chiffres donnés sont-ils constants dans toute l'inflorescence.
Graines : quand elles existent, seraient très utiles pour l'étude.

Les renseignements techniques suivants seraient également de la plus grande utilité :

Fleurs : couleur et longueur.
Périgone : nombre de lobes et leur forme.
Etamines : nombre, avec couleur et longueur des *anthères*.
Style : longueur et couleur.
Fruit mûr : couleur et dimension ; possède-t-il ou non des graines ? Couleur et saveur de la pulpe.
Graines : couleur, forme, dimensions, apparence extérieure; mode de germination.
Usages : qualité reconnue des fruits avant maturité, à maturité, en conserve; peut-on utiliser la plante pour ses fibres ou tout autre usage.
Noms indigènes.
Modes de culture; maladies et s'il y a lieu : *commerce, statistique.*

M. de Wildeman avec juste raison insiste sur le développement que pourrait prendre cette culture raisonnée des Bananiers et cit les exemples déjà connus des colonies où cette exploitation devient une véritable richesse locale : *Jamaïque, Cuba, Costa-Rica*, etc. Cette dernière colonie possède actuellement 40.000 hectares, pouvant donner 800.000 à 1.200.000 régimes de bananes par mois et elle a déjà atteint en 1907-1908, 10 millions de régimes chaque année.

La Guyane hollandaise pense tirer un grand profit de ses Bananes, malgré les maladies et il n'y a aucune raison pour que cette culture ne soit pas rémunératrice dans bon nombre de régions équatoriales.

Les Allemands du Cameroun ont envoyé à Berlin des bananes séchées qui ont été vendues 23 marks les 100 kilogrammes, soit 28 fr. 75, pour la fabrication de l'alcool.

Malheureusement pour nous autres Français, il n'est pour ainsi dire rien tenté en ce qui concerne les possibilités d'écoulement de ce produit en bon état vers la métropole. La Guinée, la Côte-d'Ivoire et surtout le Gabon pourraient rapidement fournir des quantités considérables de bananes, si des moyens de transport, rapides et économiques reliaient la France à ses colonies africaines.

La proportion des bananes consommées à Paris a augmenté dans la proportion de 1 à 4 depuis 7 ou 8 ans et elle est aujourd'hui de 150.000 à 200.000 régimes, tandis que l'Angleterre, grâce à ses bateaux amenagés pour les Antilles, en consomme 6.000.000 de régimes.

Aux Etats-Unis, les Américains ont installé des organisations électriques pour la maturation à volonté de leurs régimes de bananes, ce qui est indispensable, car on sait qu'une *banane verte ne renferme pas de sucre.*

La maturation a pour effet de transformer l'amidon en sucre et cette dernière substance peut atteindre dans les bananes très mûres, 50 0/0 du poids de matière sèche.

En somme, la parole du professeur Warburg mérite d'être toujours citée à nouveau :

(1) Il serait ici très utile d'envoyer aux herbiers chargés de l'étude des échantillons de fleurs et fruits : les premières bien séchées ou conservées dans l'alcool ou l'eau formolée, les fruits dans de la mousse imbibée d'eau formolée et enfermés dans des vases bien clos.

« Aucune plante ne peut, écrivait-il, sous divers points de vue, être comparée au *Bananier à fruits comestibles*, car aucune n'est capable sur un même espace, pendant le même temps et avec les mêmes soins, de donner autant de produits utilisables. »

Mais la question « Bananiers » dit M. DE WILDEMAN est complexe; il y a bananiers et bananiers! Plante à fruits comestibles sans grains, plantes à fruits de dessert et à fruits légumes, plantes à fruits utilisables pour la préparation d'une farine alimentaire, plantes susceptibles d'exploitation comme textiles.

A ce dernier propos, on peut dire que tous les bananiers sont susceptibles de donner des fibres (gaine ou limbe foliaire). Cette question de production de fibres, devrait être étudiée avec soin et méthodiquement, on aurait ainsi un sous-produit qui ne serait pas à dédaigner.

Il est toutefois un point des plus importants à signaler dans la culture des bananiers, c'est que ces plantes sont avides de certains éléments chimiques qu'il importe de restituer au sol. Malheureusement la question des engrais sous les tropiques est excessivement compliquée et nous ne savons réellement pas quand et comment il faut fumer la terre dans ces régions.

Il sera nécessaire d'être très prudent et nous ne pouvons personnellement cesser de songer aux connaissances récentes acquises sur la valeur fertilisante de certains éléments minéraux.

Les recherches sur l'action de corps existant en très petite quantité dans le sol, viennent de démontrer que la présence de ces corps paraissait presque aussi indispensable que la teneur en éléments ordinairement dosés : acide phosphorique, azote, potasse, chaux.

Dans les engrais utilisés pour les bananes, a-t-on tenu compte de la *magnésie*, par exemple, et du *fer?* N'y a-t-il pas un autre élément minéral en plus faible quantité dont la présence soit utile? Ce n'est pas en ajoutant une trop grande quantité de quelques éléments fertilisants qu'on remplacera ceux qui manqueront, quelle que soit la faible teneur exigée par la plante dans le sol.

Il nous semble aussi que le rôle des *infiniment petits chimiques*, pour employer l'expression de M. Gabriel BERTRAND, est plus grand qu'on ne l'avait supposé.

Et aussi, la diminution de la résistance aux maladies des plantes mises en culture intensive ne proviendrait-elle pas, pour une partie tout au moins, de la diminution correspondante d'un ou de plusieurs de ces infiniment petits, que l'addition d'engrais phosphatés, azotés, calciques ou potassiques ne rapporterait pas au sol peu à peu épuisé?

Autant de questions extrêmement délicates à résoudre, mais de la solution desquelles, à notre avis, dépend en grande partie l'avenir cultural sous les tropiques.

***

Mais cette digression nous a éloigné du travail de M. DE WILDEMAN, dont la seconde partie n'est autre chose qu'un essai très documenté sur les caractères morphologiques des bananiers.

Ceux-ci se divisent en trois sections ou sous-genres : *Physocaulis*, *Eumusa*, *Rhodochlamys;* mais l'état actuel de nos connaissances ne permet pas encore de donner une classification exacte des espèces signalées; ce sera l'œuvre d'un monographe qu'il faudra souhaiter voir apparaître le plus tôt possible.

M. DE WILDEMAN s'est contenté d'en faire une énumération alphabétique, ce qui rendra néanmoins son travail utile et facile à consulter; il a particulièrement essayé de débrouiller les formes et variétés cultivées du *Musa paradisiaca,* et c'est, comme il le dit, surtout pour ce groupe que l'étude systématique s'impose, car on signale chaque jour des variétés nouvelles.

Au Congo seulement, le R. P. GILLET énumère 21 variétés dans le seul groupe des bananes à cuire, les plus communément consommées par les Noirs.

M. BAUDON, dans la même publication (*Ann. Inst. Col.*, Marseille, 1912), ajoute encore de nouvelles espèces à celles du P. GILLET et son étude des types qu'il a découverts dans la région d'Imfondo, lui a permis de conclure que ceux-ci ne correspondent pas non seulement comme noms, mais comme variétés, à celles de la Likouala aux herbes, croissant 50 kilomètres plus à l'ouest. Ces bananiers sont au nombre de quatorze connus des indigènes, dont un seul donne des fruits sucrés, le *Matiba inesse* du P. GILLET.

M. BAUDON donne des caractères différentiels les plus importants qui semblent pouvoir prendre place dans le questionnaire cité plus haut.

EM. PERROT.

Industries préhistoriques du Sahara. — Le capitaine CORTIER a rapporté de ses nombreuses missions dans le Sahara, une collection importante d'objets préhistoriques, ainsi qu'un grand nombre de renseignements. Toutes ces données ont été étudiées au laboratoire de M. le professeur VERNEAU au Muséum d'histoire naturelle et les conclusions que M. CORTIER en a tirées sous la direction de M. VERNEAU sont extrêmement intéressantes. (*Notiee de préhistoire saharienne*, Paris, Larose 1913.)

Ces données permettent de constater que l'industrie de la pierre a été répandue dans presque tout le Sahara actuel, mais plus particulièrement dans les régions des dunes, même dans les Tanezrouft les plus désolées actuellement; les ateliers semblent moins fréquents dans les régions montagneuses. Ce fait peut provenir, pense M. CORTIER, de ce que l'eau, étant autrefois plus abondante, les habitants préféraient demeurer dans les plaines faciles et bien irriguées plutôt que de pénétrer dans les montagnes difficiles où les nomades actuels ne sont attirés que par la présence des puits.

De l'existence des races antiques dans tout le Sahara se dégage ce premier fait, c'est qu'à cette époque le désert actuel devait présenter des conditions d'habitabilité tout à fait différentes, l'eau et la végétation devaient y être partout en abondance; c'était sans doute l'âge où les grands oued du Sahara coulaient d'une façon permanente, où se sont formées les vastes dépressions de la Saoura, du Taffassasset et du Tilemsi et creusés dans les grès, les formidables cañons du Tassili, des Azgueurs.

On peut constater l'existence d'une première industrie comparable à notre industrie paléolitique et d'une autre industrie qu'on peut qualifier de néolitique, mais cette dernière présente un faciès très différent dans le nord et dans le sud du Sahara. Ces deux faciès de l'industrie néolitique paraissent caractériser deux civilisations essentiellement différentes, la première, d'une race blanche venue du nord, la seconde, d'une race noire venue du sud; il est possible d'ailleurs que ces deux industries néolitiques ne soient pas rigoureusement contemporaines. M. CORTIER a étudié avec soin l'extension géographique de ces diverses civilisations néolitiques. L'influence du nord s'est fait sentir jusqu'au voisinage du 16° parallèle, l'industrie noire et soudanaise

originaire du sud s'est étendue dans le Sahara jusqu'au voisinage du 22° parallèle, du 16° au 22° il existe une zone de chevauchements de ces deux influences, mais l'industrie soudanaise semble avoir été postérieure à l'industrie algérienne. C'est là une confirmation très importante des conclusions auxquelles M. VERNEAU était déjà arrivé, mais d'une façon plus hypothétique.

P. L.

Les corindons de Madagascar. — Parmi les nouveaux produits miniers de Madagascar, on peut citer le corindon (Bonnefond, *Bull. Soc. Ingén. civils*, 1913). Son gisement se trouve dans les pegmatites décomposées, il en a été expédié 150 tonnes en 1911 et 496 en 1912. Les prospecteurs se portent en ce moment sur ce produit et il en sera certainement expédié 1.500 tonnes en 1913; on le rencontre près d'Ambositra et d'Antsirabe et aussi sur le versant oriental à hauteur d'Andevoranto ; son prix en Europe varie entre 500 et 600 francs la tonne ; on sait qu'il est utilisé comme abrasif. Jusqu'à présent on se contente de glaner les cristaux épars dans les ravins.

P. L.

Dry-farming. — La méthode de culture dénommée par les Anglais « Dry farming », par les Allemands « Trockenfarmen » a, depuis quelque temps, beauconp fait parler d'elle. Il est certain qu'elle mérite d'attirer l'attention du planteur et qu'à ce titre elle devrait être étudiée avec soin. Elle a été utilisée dans plusieurs pays avec plein succès, et il est certain que dans bien des colonies tropicales elle pourrait permettre l'obtention d'un rendement sur des terrains actuellement improductifs.

La littérature qui a surgi sur cette méthode est déjà notable et dans son numéro du 25 avril dernier, la *Quinzaine coloniale* a même reproduit les données publiées par M. LARUE sur la même question, aussi ne voulons-nous pas rappeler ici la littérature mais simplement attirer l'attention sur une des dernières publications de l'*Institut colonial de Hambourg* qui a fait paraître une étude sur le « Dry farming » dans la partie occidentale des Etats-Unis de l'Amérique du Nord (1).

M. PLEHN s'est consacré depuis quelques années à l'étude de l'irrigation, qui, dans les Etats-Unis, a amené des transformations étonnantes, il a sur ce sujet aussi, publié un rapport remarquable.

Dans le travail auquel nous faisons allusion, l'auteur étudie les conditions dans lesquelles il convient d'être placé, pour pouvoir utiliser avec succès la méthode du « Dry farming » et passe ensuite en revue les manières d'appliquer la méthode. Il fait suivre cet exposé des observations qu'il a faites durant un voyage à travers le Colorado vers l'Utah et l'ouest du Canada ; cette partie de son travail est documentée par de nombreuses gravures.

Mais l'auteur met avec raison le lecteur en garde contre des appréciations trop optimistes. Pour savoir, dit-il, si une région, peu favorisée au point de vue de l'eau atmosphérique, peut être mise en valeur par le « Dry farming » il convient de faire des recherches préliminaires, en particulier au point de vue météorologique et d'établir avec l'aide des gouvernements, des fermes d'expériences.

C'est là une conclusion à laquelle conduisent actuellement toutes les études et trop souvent on n'y songe pas !

A signaler dans ce livre un tableau dressé d'après les données du ministère de l'Agriculture de Washington, relatant les meilleures variétés de céréales, convenant pour une série de régions américaines.

Il serait à souhaiter que l'on puisse, pour la plupart des régions, dresser de tels tableaux pour toutes les plantes de grande culture ; ce que l'on ne pourrra faire qu'en suivant les conseils rappelés par le Dr PLEHN, et en particulier ceux que nous signalons ci-dessus.

Nous devrions également rappeler ici les mémoires de M. le Dr WIDTSOE, de Utah (1) et des résultats de recherches entreprises à Pusa (Indes anglaises), par M. C. S. HENDERSON.

Le travail de M. PLEHN, auquel nous avons fait allusion plus haut, renferme aussi quelques indications intéressantes sur les moyens qu'emploient de grandes compagnies américaines pour attirer chez elles des colons. Bien que les mêmes procédés ne soient pas utilisables partout, il y a là quelques initiatives à suivre.

É.-D.-W.

Latex du Congo français et méthode générale de coagulation des gommes. — M. FLAMANT a étudié les latex des *Funtumia elastica, Landolphia owariensis* et un autre d'origine botanique inconnue, d'ailleurs coagulé à son arrivée à Paris. Les autres additionnés d'ammoniaque étaient encore liquides. (*Caoutchouc et Gutta* 1912, n° 96).

Les conclusions des expériences entreprises sont :

1° Le caoutchouc à l'état très divisé est susceptible de s'émulsionner en présence des solutions colloïdales (lait naturel de caoutchouc) ;

2° Les albuminoïdes, contenus dans les latex sont la seule cause de leur état physique spécial et la seule raison de leur coagulation spontanée ;

3° En étudiant soigneusement la nature de ces albuminoïdes et les réactifs qui les coagulent, on obtiendra toujours une coagulation rapide et complète du caoutchouc par ces mêmes réactifs;

4° Un lait est d'autant plus facilement coagulable spontanément qu'il renferme moins d'albuminoïdes.

Les latex de *Funtumia* et *Landolphia* cités, maintenus à une température de 50 degrés, ont fourni à l'auteur une coagulation rapide et complète en leur ajoutant 2 0/0 d'acide acétique additionné de 10 0/0 de son volume de bichlorure de mercure (réactif général des albuminoïdes).

Par ce moyen, on évite de chauffer à 100 degrés et par conséquent on n'abîme pas la gomme et supprime toute cause ultérieure de tourner au gras.

La présence de traces d'acide acétique ne semble pas nuisible, bien au contraire ; c'est surtout l'état des albuminoïdes mélangés au caoutchouc dans le coagulum qui influe sur les qualités ultérieures de cette matière.

C'est l'acide carbonique qui donne incontestablement les meilleurs résultats au point de vue strict de la qualité, mais la coagulation est incomplète.

(1) Das Trockenfarmen un Westen der vereinigten Staaten von Nordamerika. Hambourg, Friederichsen, 1913.

(1) Dry farming : A system of Agriculture for Countries undn a Low Rainfoll. Macmillau Cy., New-York, 1911.

L'élimination des albuminoïdes du coagulum est le but principal à atteindre, car leur présence diminue rapidement l'élasticité (1).

M. Flamant a obtenu, en tenant compte de ces expériences, un caoutchouc de toute première valeur, d'une élasticité et d'une nervosité supérieures, affirme-t-il, à celles des caoutchoucs d'*Hevea* de plantation ; c'est ainsi que s'explique la faveur dont jouit le caoutchouc des forêts congolaises exploitées par certaines compagnies.

Em. P.

Les graines grasses de Makerou ou Dumori. — A. Chevalier attirait il y a quelques années, l'attention des industriels sur les graines d'un arbre de la famille des Sapotacées le *Dumoria Heckeli* qui fournissait aux indigènes de la grande forêt tropicale de la Côte d'Ivoire, une matière grasse comestible et médicinale. En 1911, plus de 5 tonnes de ces graines furent expédiées en Europe et c'est ce qui a motivé l'intéressante note de M. Heckel (*Les matières grasses* 1912, n° 51). Analysées par M. Pasquier chimiste de l'usine Fournier à Marseille, elles ont fourni 33.66 0/0 de graisse par rapport à l'amande et 18,64 0/0 du poids total, coque comprise ; cette graisse possède les caractéristiques suivantes :

		point de solidification
Acides gras de saponification.....	95 » 0/0	52°40
— de distillation.....	91 » 0/0	56°80
Stéarine de saponification.....	55, 30 0/0	66°
— de distillation.....	69.55	62°50
Rendement en *glycérine*.....	8 0/0	

Ces graines sont à peu près exclusivement constituées par les acides stéarique et oléique et comme telles pourront être recherchées en stéarinerie. Malheureusement comme pour les autres graines de Sapotacées et en particulier, le karité, les Illipés, les graines de *Baillonella toxisperma* et *Ticghemella africana*, les tourteaux sont impropres à l'alimentation et des engrais médiocres.

Rappelons que le bois de *Makerou* ou *Dumori* est une sorte d'acajou qui pourra jouer un rôle en ébénisterie. Il paraît identique à celui qui est connu au Loango sous le nom de *Moabi*.

Em. P.

Les Séricigènes sauvages du Tonkin. — On ne s'est, jusqu'à présent, guère attaché à récolter et à mettre en œuvre les cocons des différents séricigènes sauvages du Tonkin. En effet, les schapes fournies par l'*Attacus Ricini*, l'*Attacus Guthia*, l'*Attacus Atlas* et le *Saturnia Pyretorum* n'ont pas grande valeur, à cause surtout de la difficulté de trouver des débouchés suffisants. M. Vieil, qui dirige avec autant de compétence que de dévouement la station séricicole de Phu-lang-thuong, a porté son attention sur cette question et a trouvé, dans la fabrication du crin de Florence, un moyen d'utiliser les séricigènes sauvages, en particulier le *Saturnia Pyretorum* dont la chenille est très répandue aux environs de Phu-lang-thuong, et, de façon générale, dans le Yên-Thé (2). Les indigènes la recueillent lorsqu'elle est arrivée à maturité, l'ouvrent par sa face dorsale, extraient les glandes soyeuses qu'ils plongent dans du vinaigre où elles séjournent quinze à trente minutes, puis les étirent. Ils obtiennent ainsi des fils de 2 à 3 mètres de longueur qui, s'ils étaient réguliers comme couleur, diamètre et résistance, auraient un débouché important, le crin de Florence obtenu en Europe, utilisé pour la pêche et en chirurgie, ne dépassant guère de 0m,40 à 0m,50 de longueur, et sa valeur augmentant énormément lorsqu'il dépasse ces dimensions. M. Vieil, en appliquant les méthodes employées en Espagne, dans la province de Murcie, qui a, en quelque sorte, le monopole de la fabrication du crin de Florence, est arrivé a améliorer notablement la qualité du produit du *Saturnia Pyretorum*, ouvrant ainsi un champ nouveau à l'activité de nos colons du Tonkin.

R. et B.

Parasites de l'Aréquier. — Le *Cocotrypes dactyliperda* Fabricius que l'on rencontre fréquemment sur le palmier dattier infeste également les fruits de l'*Areca Catechu*, de la substance desquels il se nourrit (1). Ce coléoptère, de 2 à 2.5 millimètres de long, au corps allongé, de couleur brunâtre, a jusqu'à présent été signalé en Afrique et en Asie. Les galeries irrégulières qu'il trace dans l'intérieur des noix d'arec traversent celles-ci dans tous les sens, les galeries des larves ne se distinguant pas de celles des coléoptères, où l'on trouve des larves, des puppes et des insectes parfaits. Les noix attaquées perdent toute valeur.

On a signalé, aux Indes, un autre parasite de l'aréquier, le *Stéphanodores Arecae* Hornung. Ce bostriche, de très petite taille, puisqu'il atteint au maximum 1 millimètre de long, a le corps d'un noir mat, recouvert de petits poils jaunâtres, plus gros à l'extrémité qu'à la base, et disposés sur les élytres en rangées régulières séparées par des points. Le thorax, de nuance plus claire que le reste du corps, a la surface légèrement ridée. Cet insecte a été longtemps confondu avec l'*Hypothenemus eruditus*.

R. et B.

Le dry-farming dans la Colonie du Cap. — La récolte moyenne de 1912, à la ferme-école de Lichtenburg (Transvaal) qui applique les méthodes du dry-farming a été de 1.125 kilogrammes de froment par hectare (2). Ces résultats qui n'auraient rien d'extraordinaire en Europe sont remarquables pour l'Afrique Australe, surtout si l'on envisage que l'année 1912 y a été très sèche et que la récolte moyenne, dans les régions productrices de blé aux États-Unis, où le climat est plus favorable, n'atteint pas le chiffre cité plus haut.

A la ferme de Groene Kloof, près de Prétoria, ferme que la ville a offerte au gouvernement pour y créer un Institut agronomique, le dry-farming a fourni 2.700 kilogrammes de maïs à l'hectare.

La hauteur moyenne des pluies est annuellement de 475 millimètres pour Lichtenburg; il est tombé 558 millimètres de pluie à Prétoria, du 1er juillet 1911 au 1er juillet 1912.

R. et B.

Coloration rouge des fibres d'agave. — M. F. Bruck (3), attribue à l'action d'une bactérie, non encore déterminée, la coloration rougeâtre que prennent parfois les fibres d'agave, quelque temps après la récolte. Ce fait, constaté récemment en Afrique

(1) Voir aussi à ce sujet, l'article de M. Hermann C. T. Gardner : Sur la constitution physique des latex producteurs de caoutchouc et sur leur relation avec le phénomène de la coagulation. *Le caoutchouc et la gutta percha* 1912, n° 98, p. 6132.

(2) P. Vieil, *Bulletin Économique de l'Indochine* 1912. N° 98, p. 700.

(1) M. Hagedorn. *Der Tropenpflanzer* 1913. N° 1, p. 45.

(2) *Der Tropenpflanzer* 1913. N° 2 p. 109.

(3) F. Bruck. *Der Tropenpflanzer* 1913. N° 2 p. 83.

orientale allemande, l'avait déjà été aux Philippines et à Java, et des recherches sur le sujet avaient été ébauchées à Buitenzorg. L'infection bactérienne est-elle antérieure à l'écrouissage ou ne se produit-elle que lors du lavage des fibres, et par l'intermédiaire de l'eau qui y est employée ? La question n'a pas été élucidée; toujours est-il qu'il semble qu'un lavage avec de l'eau traitée au permanganate de potasse et à la chaux (10 grammes de permanganate et 10 kilogrammes de chaux pour 10 mètres cubes d'eau), dans des bassins en ciment, dont le nettoyage est facile, permet de prévenir la coloration rouge des fibres. Le fait méritait d'être signalé.

R. et B.

Le Leucoptera coffeella, parasite du caféier. — On signale la présence dans les plantations de café de l'Etat de Sao Paulo, d'un microlépidoptère, le *Leucoptera coffeella* Guérin, dont la larve cause des dégâts importants (1).

Cet insecte, à peine visible à l'œil nu, s'attaque aux feuilles dont il dévore le parenchyme. Des feuilles atteintes prennent une teinte rougeâtre et périssent rapidement. La larve, après un séjour de 8 à 15 jours dans la feuille, en sort par une ouverture de 1 millimètre environ pour se transformer en chrysalide, dont le cocon est fixé à la face inférieure de la feuille. Le *Leucoptera* produit plusieurs générations par an, et d'autant plus que l'hiver a été plus doux.

Répandu au Brésil, au Venezuela, aux Antilles, ce parasite existe également à la Réunion et à Madagascar. Il semble que ses attaques soient limitées au *Coffea arabica*, tandis que le *Coffea liberica* reste indemne.

On préconise comme moyens de lutte, l'emploi de lampes-pièges contre les papillons, l'incinération des feuilles attaquées et enfin l'élevage de parasites du *Leucoptera*, comme l'*Eulophus eemiostomatis* et l'*Exothecus letifer*.

R. B.

(1) R. v. Ihering. *Bull. Mal. Plants*. 1913, n° 1, p. 161.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Pierre Corbin. — *Histoire de la politique extérieure de la France.* Tome I. Les origines et la période anglaise jusqu'en 1483. — In-8° de 456 pages. A. Picard et fils, éditeurs, 82, rue Bonaparte, Paris, 1912.

Livre premier. Les origines. Ch. I. Période gauloise et gallo-romaine. — II. Période barbare. — *Livre second*. Période anglaise. Ch. I. Reconstitution de la France sur la grande féodalité. — II. Les relations avec la papauté. — III. Relations avec l'empire. — IV. Relations avec l'Angleterre. — V. Question de la Méditerranée première. — VI. Question de la Méditerranée seconde ou origines de la question d'Orient. — VII. Conclusions.

Cet important ouvrage se composera de trois volumes qui seront, à en juger par la valeur du premier, hautement appréciés des historiens et des diplomates, car il peut servir à l'étude complète de nos questions de politique extérieure. Ce premier volume, après avoir parlé des origines, traite particulièrement de notre conflit avec l'Angleterre au moyen âge. M. Corbin a tissé là une France solide des événements historiques et qui facilitera la compréhension des luttes violentes entre les deux nations au cours des siècles à venir.

Philippe Bunau-Varilla. — *Panama.* La création. La destruction. La résurrection. — In-8° de 774 pages. Prix : 10 francs. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913.

Ce livre, écrit par un ingénieur, n'est pas un livre technique. C'est l'émouvante, la passionnante histoire de la lutte pour la gloire du génie français contre les obstacles de la Nature, contre les obstacles plus grands encore de l'Erreur et de la Passion humaines. Aux pages angoissantes de la *Création* où l'on voit des Français, à force de sacrifices, arracher, au prix de leur sang, à la Nature son mystère et triompher de l'impossible, en assurant l'ouverture du Canal pour 1891, succèdent les pages noires de la *Destruction* où l'on voit après l'arrêt des travaux, à la fin de 1888, l'incompétence et l'erreur fournir des armes aux passions politiques. Elles déchirent à l'envi la grande entreprise, l'isolent dans un lac de boue et symbolisent leur œuvre néfaste par cette conclusion impie : Panama est une *gigantesque escroquerie*.

Puis viennent, avec la *Résurrection*, les pages consolantes de foi et d'énergie, le récit des efforts multiples, d'abord infructueux de M. Philippe Bunau-Varilla. Lorsqu'il s'est rendu compte de l'impossibilité de dominer l'incompréhension publique et de sauver l'œuvre en France et par la France, il ne songe plus alors qu'à préserver l'honneur du génie national en faisant triompher en Amérique la solution française de Panama sur la solution américaine de Nicaragua. Il y parvient après des efforts et des aventures qui semblent appartenir au domaine de la fiction. Vient ensuite l'opposition de la Colombie. L'ingénieur la brise par la création de la République de Panama. Ce n'est pas le moins extraordinaire chapitre de cette extraordinaire histoire où resplendit l'esprit scientifique, l'audacieuse originalité, l'indomptable volonté du sang français, dans la lutte tragique pour le triomphe de la grande conception nationale dont Ferdinand de Lesseps fut le glorieux initiateur.

Dr Louis Combe. — *Le soldat d'Afrique.* — In-8° de 230 pages. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

Le Dr Louis Combe, dont une grande partie de la carrière s'est passée en Algérie, commence la publication d'un travail de psychologie des plus attachants intitulé *Le soldat d'Afrique*. Il nous donne aujourd'hui le premier volume de cette étude, avec le sous-titre : « Le soldat du bataillon d'Afrique, le soldat des compagnies de discipline, le détenu des prisons, pénitentiers et ateliers de travaux publics. »

Ce volume est à faire connaître, car il donne des appréciations exactes et documentées sur un sujet insuffisamment connu dans les milieux parlementaires et même dans les milieux militaires. La question des corps d'épreuve est venue plusieurs fois à la tribune de la Chambre et on reste stupéfait devant certaines thèses soutenues à ce sujet. On sait aussi quels déplorables résultats a donnés la campagne de sensiblerie faite en faveur des disciplinaires ! Il n'est rien de tel que des faits pour redresser des erreurs voulues ou non...

Dr E. Jeanselme. — *Prisons et châtiments corporels en Indochine au début du* XXe *siècle.* — In-8° de 34 pages avec gravures. Masson et Cie, éditeurs, 120, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

Anjot. — Le port de Bizerte en 1912. (*Revue de géographie commerciale de Bordeaux*, mars 1913.)

Paul Baringer. — Le développement de la colonie du Niger. (*Colonia*, avril 1913.)

Darchicourt. — Le Tonkin agricole. (*Colonia*, avril 1913.)

Delaroche. — La Cochinchine. (*Colonia*, avril 1913.)

Jean Delpit. — La prospérité de Tahiti. (*Colonia*, avril 1913.)

G. Demanche. — La mission du Transafricain. (*Revue française d'exploration*, avril 1913.)

L. de Guesnet. — L'Australie agricole. (*Colonia*, avril 1913.)

A. Huni. — Le nouveau Cameroun. (*Revue de géographie commerciale de Bordeaux*, mars 1913.)

Jensen. — La navigation au Congo et l'utilisation maximum du réseau fluvial. (*Bulletin de la société belge d'études coloniales*, février 1913.)

Général Laperrine. — Notes et souvenirs : La pacification des Touareg. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er avril 1913.)

Ch. Marchal. — Les conséquences des progrès de l'agriculture nord-africaine. (*Bulletin de la réunion d'études algériennes*, janvier-février 1913.)

A. Montell. — La mise en valeur du Maroc. (*Revue française d'exploration*, avril 1913.)

Baron Jean de Neufville. — Dans le bled marocain. (*L'Etoile bleue*, avril 1913.)

Paris. — Le port d'Alger. (*Bulletin de la réunion d'études algériennes*, janvier-février 1913.)

Dr B. Pont. — La crise colonnière. (*Colonia*, avril 1913.)

Dr G. Raisonnier. — L'œuvre de la France en Afrique occidentale. (*Colonia*, avril 1913.)

Victor Rouvier. — Vanille et vanilline. (*Colonia*, avril 1913.)

A. de Tarlé. — L'organisation militaire des colonies anglaises. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er avril 1913.)

Robert Thys. — Le problème des grandes forces hydrauliques du Congo belge. (*Bulletin de la société belge d'études coloniales*, février 1913.)

R. P. le Dr Verbrugge. — Les confins sino-mongols. Géographie et ethnographie. (*Bulletin de la société belge d'études coloniales*, février 1913.)

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	8	50 à	.. ..
Conakry Niggers	7	50 à	. . .
Soudan Niggers rouges	7	25 à	»
Soudan Niggers blancs	6	75 à	. . .
Soudan lanières et plaques	7	60 à	. . .
Soudan Manoh	7	60 à	. . .
Lahou petits Cakes	6	.. à	. . .
Lahou Niggers	6	40 à	. . .
Gambie A	5	85 à	. . .
Gambie AM	4	85 à	. . .
Gambie B	3	85 à	. . .
Bassam Lump	3	75 à	. . .

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	7	75 à	8 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	7	50 à	7 75
Kasai noir I	7	75 à	8 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	7	85 à	8 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	7	85 à	8 25
Mongala lanières	7	85 à	8 25
Aruwini	7	85 à	8 25
Wamba rouge I	5	75 à	6 »
Uelé	7	85 à	8 25
Détroits crêpe I	9	02 à	9 30

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Maroc. — Actes officiels. — *Bulletin officiel du Maroc.*

Gouvernement chérifien. — Dahir en date du 18 avril 1913 relatif au recrutement, à l'avancement, à la discipline du personnel administratif. (*Bull. off.* 22 avril 1913.)

Dahir en date du 18 avril fixant les traitements du personnel civil dans l'empire. (*Bull. off.* 28 avril 1913.)

Dahir en date du 20 avril instituant une commission de réforme fiscale. (*Bull. off.* 2 mai 1913.)

Dahir en date du 20 avril portant nomination d'une commission chargée d'élaborer un projet de décret réglementant le régime foncier de l'empire chérifien. (*Bull. off.* 9 mai 1913.)

Dahir en date du 14 avril 1913 relatif à l'organisation du comité consultatif de l'élevage. (*Bull. off.* 9 mai 1913.)

Organisation du protectorat. — Tableau portant répartition du personnel et attributions des services civils du Maroc. (*Bull. off.* 22 avril 1913.)

Organisation des territoires et cercles. — *Arrêté* du 23 avril portant suppression du territoire dit « Le Zemmour » et création d'un cercle dit « cercle des Zemmour ». (*Bull. off.* 2 mai 1913.)

Colonisation. — **Une mission au Maroc : Rapport d'ensemble de M. Nahum Slousch.** — *La Revue des Questions coloniales et maritimes* de mars publie le compte rendu de cette mission.

La neutralisation de Tanger semble à M. Nahum Slousch « faire d'Oran le grand port des relations avec le Maroc oriental ». Quant au Maroc occidental, il est « appelé à graviter autour des ports de l'Atlantique français ». Dans les environs de Rabat, il s'est renseigné sur l'achat par des groupes français d'Algérie de vastes terrains aux bords du Sebou, près de Mehedia, sur une longueur de plus de 20 kilomètres. Le Sebou est navigable sur une étendue de 150 kilomètres. Il traverse une région fertile qui pourrait devenir un centre de civilisation lorsque le régime des terres aura pris de la fixité. Le port de Fedhala lui « paraît présenter un réel intérêt commercial ». A Agadir, l'ancien débouché maritime de tout le sud marocain, les Allemands se sont déjà établis dans le quartier de Bougham. Le soulèvement provoqué par El Hiba l'a obligé de renoncer à son idée de pénétrer dans le Sous. Parlant d'Oudjda, M. Nahum Slousch estime qu'il serait possible de fonder près de Debdou, sur le flanc boisé et riche de la Gada, par exemple, un établissement agricole qui, à travers la Moulouïa et le canton si fertile de Taza, irait rejoindre les futures colonies des rives sud du Sebou pour former une chaîne ininterrompue de colonies françaises de l'Oranie à l'Océan.

Du point de vue ethnique, le Maroc est un pays plus berbère qu'arabe : la « résistance que les régions de l'Atlas et du Sous opposent » est « autant dirigée contre le Maghzen arabe et musulman que contre la conquête européenne ». D'une manière générale, la population berbère est très peu musulmane.

La conclusion de M. Nahum Slousch se résume comme suit : l'expérience de la Chaouïa, où 16.000 hectares appartiennent à des colons français, au nombre de 127 est décisive ; les rives du Sebou et les environs de Mazagan et de Safi offrent les mêmes possibilités ; le centre de colonisation formé dans l'Est, à Berkane, pourrait s'étendre dans la direction de Taza, pour rejoindre le Sebou.

L'Exposition coloniale de 1916 à Manseille — Dans un discours prononcé (27 février 1913) au Palais de la Bourse, M. Adrien Artaud, président de la Chambre de commerce, s'est exprimé

ainsi :« L'exposition du Maroc sera certainement un des principaux attraits et notre future manifestation, et si les expositions portaient des noms comme en portent les promotions, je n'hésiterais pas à dire que celle de 1916 pourrait s'appeler l'*Exposition de l'Afrique du Nord et du Maroc*.

COMMERCE. — **Le mouvement commercial du Maroc en 1912.** — Le mouvement commercial du Maroc en 1912, en exceptant le commerce algéro-marocain qui se fait par voie de terre (exportations et importations réunies des huit ports de l'Empire ouverts au commerce européen) s'élève à 200.363.620 francs, soit 134.309.264 à l'importation et 66.054.356 à l'exportation.

Si l'on compare ces chiffres à ceux de 1911 on remarque que le commerce général du Maroc a augmenté de 54.251.659 soit plus du tiers du commerce total de 1911 (146.111. 951 francs).

Par rapport à 1911 (77.916.716 francs), les importations de 1912 (134. 309. 264 francs), sont supérieures de 56.392.548 francs. Elles ont presque doublé.

Les exportations au contraire sont passées de 68.195.245 francs en 1911 à 66.054.356 francs en 1912, soit une diminution de 2.140.889 francs.

RÉGIME FONCIER. — **La propriété foncière au Maroc.** — On conçoit l'importance qu'emprunte cette question aux circonstances actuelles. Aussi, le livre de M. Emile Amar est-il venu à son heure. Aucune étude n'est plus précise, plus claire, mieux ordonnée (1).

On peut distinguer au Maroc quatre grandes catégories de terres : 1° les terres du Maghzen ou domaine public ; 2° les terres mortes, c'est-à-dire improductives, sans propriétaires, qui appartiennent à celui qui les met en valeur ; 3° les terres des tribus : terres des tribus militaires, dites tribus Guich, — terres des tribus qui paient une taxe de remplacement du service militaire, dites tribus Naïba, les terres collectives ; 4° les terres de propriété privée.

M. Emile Amar indique les réformes qu'il conviendrait d'introduire dans l'organisation foncière du Maroc. Tout d'abord, il faut faire cesser la confusion qui existe entre le domaine privé du souverain et le domaine de l'Etat. Ensuite, il y aurait lieu de régulaliser la situation de ceux qui ont acquis de particuliers des biens dont le Maghzen se prétend propriétaire. En ce qui concerne les terre des tribus, la solution que préconise l'auteur comme la plus rationnelle est le cantonnement ; la tribu en aurait la propriété collective. Le surplus des terres serait attribué au domaine privé de l'Etat. Plus tard, on organisera la propriété privée dans le territoire des tribus, à la requête individuelle des membres de la tribu. Enfin — mais ceci est d'ordre fiscal — en supprimant le service militaire dû par la tribu Guich, on l'assimile déjà à la tribu Naïba, ce qui serait l'amorce de l'impôt foncier. Mais qu'il s'agisse des terres concédées aux tribus Naïba et aux tribus Guich, le Maghzen se considère comme propriétaire de ces territoires. Les sultans se regardent comme administrateurs des biens de la communauté musulmane. Quant aux terres collectives — elles entourent les villages et le long de la frontière sont des terres de parcours et de transhumace — il serait désirable qu'elles devinssent des communaux.

Si l'on s'en tient à la pure doctrine du droit musulman, il ne peut y avoir au Maroc, au profit des particuliers, un droit de pleine propriété. Au contraire, dans les pays insoumis, le blâd es siba, la propriété privée est la règle. Les concessions sultaniennes se font en jouissance ou en pleine propriété, à titre gratuit ou à titre onéreux. Celles qui sont réalisées par l'emploi d'une formule où se trouve le mot manfâ'a, ne peuvent être transmises à une autre personne, et en général celles où la formule contient le mot *intifâ* sont personnelles. Parmi les concessions faites à titre gratuit on doit mentionner celles dont les bénéficiaires sont des *cheurfâ*, réalisées au moyen de lettres-patentes chérifiennes appelées *adhir*.

L'auteur consacre un chapitre à la preuve de l'origine première de la propriété ou de l'origine de l'acquisition avec titre de propriété. Le titre de propriété en droit musulman n'est qu'un commencement de preuve par écrit ; c'est plutôt la possession qui établit le droit de propriété. La possession est la même qu'en droit français. L'usage s'est établi de faire établir celle-ci par des actes notariés (Moulkiya). Cet acte n'établit pas seulement le droit matériel de la possession, il constate également que cette possession est conforme à la loi et qu'elle est de nature, ayant au moins dix ans de durée, à paralyser l'action en revendication du véritable propriétaire.

Les réformes que recommande M. Amar sont les suivantes : Prendre les témoins d'une *Moulkiya* parmi les habitants du village même où se trouve située la terre ; la faire dresser par les soins des adoul et du cadi les plus rapprochés — les adoul et le cadi devraient être tenus de s'assurer de la régularité des titres produits et de la véracité des déclarations. L'établissement d'une *Moulkiya*, pour un propriétaire qui n'a pas de titres, devrait être précédé d'inscriptions dans les annonces légales et surtout de criées dans les marchés, le détenteur d'un titre de propriété devrait être tenu de faire constater, tous les neuf ans, par acte d'adoul, qu'il est en possession de l'immeuble.

Le chapitre IV est consacré à la transmission de la propriété (entre indigènes seuls — par des indigènes à des Européens — par (des Européens à d'autres personnes). — Aux termes de la Convention de Madrid du 3 juillet 1880, les Européens peuvent devenir propriétaires fonciers au Maroc. Ce droit, suivant cette convention et l'acte général d'Algésiras de 1906, est subordonné au consentement du gouvernement marocain. A cet égard, le Maroc a été divisé en deux zones ; la première comprend les huit ports ouverts au commerce lors de l'acte d'Algésiras, avec un rayon de 10 kilomètres autour de ce port, plus les villes de Ksar-el-Kebir, Arzila, Azemmour, un rayon de 2 kilomètres autour de ces villes ; pour ces acquisitions, inutile de recourir à une autorisation individuelle ; — la deuxième zone comprend tout le reste du Maroc et une autorisation individuelle et spéciale est nécessaire à chaque Européen. La loi applicable au Maroc est la loi musulmane du rite *Malékite*, législation contenue dans des écrits de jurisconsultes dont l'autorité dépend de la réputation de science de l'auteur. M. Amar recommande les réformes suivantes : créatiou d'un tribunal français, préface de la suppression de la juridiction consulaire ; établissement de l'immatriculation foncière, comme en Tunisie et aux Nouvelles-Hébrides ; organisation de la surveillance du personnel indigène ; réorganisation du notariat indigène ; désignation dans chaque centre du cadi chargé de vérifier les titres de propriété ; tenue de registres en règles.

Nous terminerons cette analyse par quelques mots sur les biens habous, très nombreux dans tous les pays musulmans, notamment

(1) L'organisation de la propriété foncière au Maroc, Paul Geuthner, éditeur, 13, rue Jacob.

au Maroc. Ce sont des biens inaliénables, imprescriptibles et soustraits à la dévolution successorale telle qu'elle est réglée par la loi musulmane. Il serait imprudent pour un Européen d'acheter ces biens. Quand toute la série des dévolutaires intermédiaires est éteinte le bien habou fait retour au dévolutaire définitif, qui est toujours une personne morale : mosquée, Zaouïa, hôpital, université, ville sainte. L'administrateur en est un nâdir. M. Amar conseille la création d'une administration générale des habous, l'établissement de registres des nâdir, la location de ces biens aux enchères publiques, l'affectation des revenus aux œuvres indiquées par la loi musulmane.

Le livre de M. Amar est un travail consciencieux que ceux qui veulent avoir des notions claires sur le régime de la propriété au Maroc devront lire.

Situation générale. — **Dans le Sud marocain : Au pays des Anflous.** — Tel est le titre d'une étude pleine d'intérêt que M. Edmond Doutté publie dans la *Revue de Paris* du 15 mars 1913. L'auteur y montre de manière saisissante la vie intime des tribus du Sud marocain, l'anarchie guerrière qui en formait la trame avant notre occupation, ce qu'il y a d'indomptable chez ces populations berbères que M. Doutté, arabisant et berbérisant connaît jusque dans les profonds replis de leur tempérament moral. Une courte analyse de cette belle étude donnera une idée de la vie de ces tribus turbulentes et inquiètes.

Les troupes françaises ont envahi l'arrière-pays de Mogador, le territoire des Hâha, que ne purent jamais soumettre les Portugais. L'autorité du Magkhzen ne put elle-même jamais s'y établir. Les Berbères maintiennent farouchement leur indépendance. La jmâa est la commune ou mieux le clan. Les habitations d'un même clan, chez les Hâha sont disséminées. Mais une étroite solidarité unit les membres d'une jmâa. Avant les Anflous, les Hâha étaient gouvernés par les Bihi. Le caïd Aït Bihi avait soumis tout leur pays et même des tribus voisines. Le successeur d'Aït Bihi, El Hâjj Abdallah Ould Bihi fut comme son père, prodigue et amateur de rapines, mais de plus, curieux et novateur. Ses innovations déplurent. Si Mohammed Ould Bihi fut un tyran ivrogne et libertin. Les haines s'amoncelèrent autour de la maison des Bihi. Les Hâha, soulevés par Si Embarek Anflous, enlevèrent et démolirent la casba du caïd, qui se réfugia au Makhzen, où il mourut. Les Hâha restaient divisés. Si Embarek Ould Anflous n'osait pas se faire proclamer caïd, bien que le dernier des Bihi dût s'enfuir à Marrâkech où il mourut obscurément. Le parti de l'indépendance triomphait. Les Hâha, n'osant se révolter ouvertement contre le Makhzen, firent une réunion de tous les notables des tribus. Après de longs débats, on convint de demander au sultan un caïd étranger aux Hâha et qui résida à Mogador. Le sultan, heureux de cette apparente soumission, nomma un caïd des Hâha. Mais Anflous demeura le champion de l'indépendance. Il s'appliqua à déconsidérer Daoublâh, qui devint bientôt un objet de risée. Et par ailleurs il ne restait pas inactif : il gagnait les ministres de Mahkzen, et les Hâha apprirent sa nomination en même temps que la destitution de Daoublâh. Les Hâha, édifiés sur la nature des sentiments d'Anflous, s'insurgèrent. Anflous alla voir le Mahkzen, qui le confirma dans sa dignité ; les tribus refusèrent cependant de se soumettre et bientôt il était bloqué dans Mogador. Avec une escorte de cinquante cavaliers, il quitta la ville et, déconcertant ses ennemis, il gagna miraculeusement sa casba, au cœur des Hâha. Il fut impuissant à soumettre les Hâha et enfin vit l'élévation au caïdat de ses rivaux comme le Guelloûli.

M. Edmond Doutté, pour montrer la férocité de la haine des tribus rivales, donne l'extrait d'une vieille chanson berbère que les femmes des Hâha chantent à l'occasion de la naissance d'un garçon :

« Le Mtouggui ne sera jamais que le Mtouggui et le Heïhi sera toujours le Heïhi !

. . . . . .

« Le Mtouggui ne doit recevoir en présent que des coups de fusil.

. . . . . .

« Nous sommes habitués à voir nos enfants orphelins et vous-mêmes en pleurs.

. . . . . .

« O Dieu que n'ai-je été la peste, je les aurais tous anéantis. »

M. Edmond Doutté décrit le territoire des Hâha sous le rapport économique. « Ils pourraient, dit-il, être nos maîtres dans l'art des irrigations. Ils ont pour le passage des eaux des règlements parfaitement établis dont l'application est surveillée par un « maître de l'eau », rétribué sur les fruits des jardins irrigués. »

Combien serait précieuse une série de monographies analogues à celle que nous venons d'analyser sur les principaux groupements de population au Maroc. Le Service des renseignements pourrait en fournir les éléments. Ceux qui les mettraient en œuvre n'auraient pas la patience d'égaler M. Edmond Doutté, mais ils constitueraient des matériaux d'une valeur inestimable.

Territoire de Ber-Rechid. — Ce territoire (120.000 hectares) est situé au cœur de la Chaouïa. Il compte 25.000 indigènes, formant la tribu des Ouled-Hariz. Le pays est plat et sec. Il produit des céréales et des plantes fourragères. La colonisation agricole est représentée par 18 colons français, exploitant 8.950 hectares et possédant en animaux et matériel pour 458.000 francs environ ; par 10 colons étrangers exploitant 670 hectares et ayant un matériel agricole évalué à 25.000 francs. Les Ouled-Hariz ont payé annuellement 155.000 francs d'impôts depuis 1909.

Les cultures pratiquées jusqu'à ce jour sont : le blé, l'orge, le maïs, le lin, les pois chiches, les fèves, le fourague, le coriandre. La culture maraîchère, sauf la pomme de terre, est peu recommandée. Les cultures fourragères qui semblent devoir réussir sont les suivantes : semis de vesces d'hiver faits à Jacma par la Société d'Etudes et de Commerce. Il n'y a pas de forêts. Le charbon de bois est apporté de la forêt des Medahra (45 kilomètres à l'Est). Le lin réussit bien.

Les voies de communication sont des pistes jalonnées par des fossés, impraticables aux voitures pendant les pluies. Il existe une voie ferrée Decauville de Casablanca à Ber-Rechid. Une voie ferrée de 0 m. 60 entre Casablanca et Setlat par Ber-Rechid est projetée.

Il y a une petite industrie indigène de poterie et de nattes. Dans l'avenir, l'installation de minoteries sera indiquée. Un maçon, un menuisier se paie de 5 à 6 francs et un journalier de 1 fr. 50 à 3 francs.

L'état sanitaire du pays est bon. Néanmoins, on signale du paludisme dans la tribu.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

26 *avril.* — *Circulaire* du 19 avril au sujet de l'augmentation de la population scolaire en Afrique occidentale française.

3 *mai.* — *Arrêté* du 25 avril relatif au transfert, à Dakar, du laboratoire de bactériologie de l'Afrique occidentale française fonctionnant actuellement à Saint-Louis.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

26 *avril.* — *Arrêté* du 22 avril instituant à l'Ecole normale de Gorée des conférences de médecine usuelle.

Journal officiel de la colonie.

24 *avril.* — *Arrêté* du 18 avril rapportant l'arrêté du 18 mars 1913, déclarant le port d'Accra (Gold-Coast) contaminé de fièvre jaune.

1er *mai.* — *Arrêté* du 22 avril modifiant le tarif du droit de place sur les marchés des Pays de Protectorat imposé aux vendeurs de produits manufacturés et marchandises d'importation.

Le droit de place que paient les marchands vendant, sur les marchés des Pays de Protectorat, des objets manufacturés et marchandises provenant de l'importation est porté de 2 francs à 3 francs par mètre carré et par jour.

Décision du 28 avril fixant le tarif des plantes mises en distribution en 1913, à titre de cessions payantes, par les stations agricoles de la colonie du Sénégal.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

31 *mars.* — *Arrêté* du 4 mars autorisant dans les cercles côtiers l'immatriculation des pirogues indigènes.

Arrêté du 20 mars modifiant les dispositions relatives au paiement des droits de wharf à l'embarquement.

Arrêté du 26 mars fixant à 5 0/0, pour l'année 1913, le taux des droits à percevoir sur la valeur, au lieu d'extraction, de l'or extrait.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *avril.* — *Arrêté* du 14 avril divisant le Dahomey en deux circonscriptions administratives.

M. l'administrateur en chef de 1re classe Sasias sera chargé de l'inspection des cercles du Bas et Moyen Dahomey, c'est-à-dire Cotonou, Ouidah, Grand-Popo, Porto-Novo, Allada, Athiémé, Zagnanado, Abomey et Savalou. Les cercles dits du Nord, c'est-à-dire ceux de Savé, Borgou, Moyen-Niger, Djougou et Kouandé seront inspectés par M. l'administrateur en chef de 2e classe Lefilliâtre.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

15 *avril.* — *Arrêté* du 21 mars réorganisant les circonscriptions administratives des Batékès, de l'Alima et de la Mossaka, le territoire compris d'une part entre le cours de la Léfini et la frontière du Cameroun ; d'autre part, entre la frontière du Congo belge et la colonie du Gabon, est réparti en cinq circonscriptions constituées de la manière suivante :

Circonscriptions civiles : circonscription des Batékés (chef-lieu : Essou), circonscription de la Kouyou (chef-lieu : Fort-Rousset), circonscription de la Mossaka (chef-lieu : Makaoua), circonscription de la Bokiba (chef-lieu : Liouesso).

Circonscription militaire : circonscription de l'Alima (chef-lieu : Osselé).

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

3 *avril.* — *Circulaire* du 25 mars relative aux concessions de terres sises le long des voies ferrées et des voies de communication présentant une importance exceptionnelle.

Arrêté du 25 mars portant création à l'école Le Myre de Vilers d'une section préparatoire à l'école de médecine.

Arrêté ouvrant la ligne télégraphique Midongy-Sud-Ranomafana à l'exploitation publique et les bureaux de Manantenina et Ranomafana au service de la télégraphie officielle et privée.

12 *avril.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances, le décret du 12 février 1913 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles dans les colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies. — RAPPORT et DÉCRET *ad hoc.*

Circulaire en date du 7 avril du gouverneur général transmettant la circulaire ministérielle du 27 janvier 1913 relative à la formation des syndicats professionnels.

Pour déférer au vœu de son collègue du Travail, M. le ministre des Colonies a demandé, par différentes circulaires aux administrations locales de lui faire connaître quelles étaient les associations fonctionnant sous le régime de la loi du 24 mars 1884. Peu de réponses lui étant parvenues, jusqu'ici, M. le ministre renouvelle sa demande. Il saisit cette occasion pour attirer l'attention des gouverneurs de nos colonies sur différentes questions touchant à la dénomination, à la constitution et au fonctionnement des associations professionnelles soumises à la loi du 21 mars 1884 et pour rappeler les prescriptions essentielles de la législation ainsi que les interprétations jurisprudentielles intervenues en cette matière.

Arrêté autorisant M. Durand, capitaine au long cours, à installer à Itaperina (Fort-Dauphin), une usine pour le dépeçage et le traitement des baleines (fonte de l'huile, préparation de guano et d'autres sous-produits).

Arrêté autorisant la Société d'alimentation de l'Emyrne à installin sur sa propriété sise à Soanierana (Tananarive), une usine pour le traitement industriel des produits du porc et du bœuf, saindoux, graisses, salaisons, conserves de viande, etc.).

Etat des permis d'exploiter les forêts ou leur produits accessoires, délivrés pendant le premier trimestre 1913.

Arrêté au sujet de la liquidation des dépenses du service local.

Etat des concessions domaniales délivrées pendant le mois de mars 1912.

Arrêté relatif au taux de remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux et ambulances pour l'année 1913.

Arrêté au sujet de la transformation de l'hôpital secondaire de Majunga en ambulance et du rattachement administratif des ambulances du groupe.

Arrêté du 10 avril fixant pour la colonie de Madagascar les attributions et obligations des officiers et maîtres de port, ainsi que leurs relations avec les autorités civiles, maritimes et militaires.

COLONISATION. — **Régime des concessions de terres situées le long des voies de communication.** — Une circulaire en date du 31 janvier 1901 a fixé le mode d'attribution des concessions de terres domaniales situées dans une zone de 15 kilomètres le long, et de part et d'autre, du chemin de fer de Tananarive à la côte est. Ces dispositions ont été dans la suite étendues au prolongement de la voie ferrée de Brickaville à Tamatave. Il avait paru, en effet, que ces terrains acquerraient, du fait de l'ouverture d'une voie de communication à grand rendement, une valeur exception-

nelle et tombaient ainsi sous l'application des dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 10 février 1899.

M. le gouverneur général, par une circulaire publiée à l'*Officiel* du 5 avril, rappelle ces dispositions, et décide qu'elles seront appliquées aux régions traversées par la future voie ferrée de Tananarive à Antsirabe et, d'une manière générale, à toutes celles qui pourraient être à l'avenir, traversées par une voie de même nature.

C'est ainsi que la mise en adjudication aux enchères publiques a été déjà prescrite pour les terrains demandés en concession ou en location, dans la zone de 10 kilomètres le long, et de part et d'autre, de l'axe de la voie commerciale Mangoro-Alaotra. Par contre les terres, situées le long de la route carrossable Tananarive-Mahatsara, ayant perdu toute valeur exceptionnelle par suite de l'ouverture de la voie ferrée Tananarive-Tamatave, les dispositions des instructions du 31 janvier 1901 n'ont plus actuellement leur raison d'être en ce qui les concerne. Ces terres pourront donc, à l'avenir, être concédées suivant le droit commun, à moins qu'elles ne se trouvent dans la zone de 15 kilomètres de la voie ferrée.

COMMERCE. — **Le commerce de Madagascar en 1911.** — Le *Journal officiel* de Madagascar du 12 avril 1912 publie en annexe les statistiques commerciales de la colonie pour 1912. Ainsi que nous l'avons annoncé précédemment, pour la première fois le mouvement commercial de la Grande Ile dépasse 100 millions de francs. Il a atteint, en effet, 109.879.142 francs, en excédent de 17.579.000 sur celui de 1911. Ces résultats sont des plus satisfaisants.

A l'importation, les valeurs ont atteint 50.034.848 francs, contre 44.763.892 francs en 1911, soit une différence, en faveur de 1912, de 5.270.956 francs.

Parmi les principaux produits importés en 1912 notons les suivants :

	Valeurs 1911	Différences sur 1911
	—	—
Tissus de coton	22.768.330	+ 4.873.699
Vins ordinaires	1.950.643	+ 10.212
Ferronnerie	1.863.953	+ 678.344
Métaux	1.703.119	— 828.029
Machines et mécaniques	1.537.366	— 125.699
Vêtements et lingerie	1.120.357	+ 354.339
Articles de ménage	974.221	+ 74.828
Farine de froment	823.325	— 81.205
Ciment	674.698	+ 132.738
Sucre	674.354	+ 188.582
Papier et ses applications	649.118	+ 30.223
Savons autres que ceux de parfumerie	628.340	+ 68.463
Eaux-de-vie en bouteilles	582.687	+ 154.241
Huiles minérales	562.706	+ 87.395
Sacs de jute	484.782	— 147.665
Produits chimiques	429.819	+ 75.734
Eaux-de-vie autrement qu'en bouteilles	412.704	+ 72.930
Fils	399.485	— 59.318

Parmi les autres articles en plus-value citons les suivants : tissus de soie (+ 60.182 francs), médicaments composés (+ 68.166 fr.), vins de Champagne et vins mousseux (+ 79.583 francs), bijouterie et orfèverie (+ 61.715 francs), allumettes chimiques (+ 49.417 francs), embarcations (+ 38.330 francs).

Parmi les articles en diminution nous relevons notamment : la houille (— 276.366 francs), les ouvrages de sparterie (— 100.754 fr.), la bimbeloterie (— 96.312 francs), les chapeaux de feutre (— 88.935 francs), les ouvrages en bois (— 89.086 francs), le coutellerie (— 88.186 francs), les armes, poudres et munitions (— 77.673 francs), etc.

A l'exportation, les objets d'alimentation ont figuré pour une valeur de 18.310.514 francs, les matières nécessaires à l'industrie pour 39.553.065 francs, et les objets fabriqués pour 1.980.715 fr., soit une valeur totale de 59.844.294 francs, en plus-value de 12.308.933 francs sur celle de 1911.

Les principaux produits exportés en 1912 ont été, par ordre d'importance, les suivants :

	Valeurs 1911	Différences sur 1910
	—	—
Peaux brutes	10.732.572	+ 2.084.381
Poudre d'or	5.989.175	— 2.716.383
Caoutchouc	5.181.431	+ 615.126
Vanille	3.941.521	+ 1.916.865
Rafia	3.787.936	+ 349.349
Viandes salées ou conservées	3.323.035	+ 1.733.995
Manioc brut ou desséché	2.923.192	+ 1.344.888
Légumes secs	2.807.575	— 359.123
Écorces à tan	2.367.832	— 1.277.821
Cire animale	1.696.760	+ 367.070
Riz en paille	1.675.773	+ 629.139
Saindoux	1.351.176	+ 118.582
Chapeaux de paille	1.237.891	— 174.716
Bovidés	1.008.685	— 121.866
Graphite	948.680	+ 502.108
Guano	726.000	+ 600.000
Bois d'ébénisterie	425.663	+ 237.804
Girofle	394.451	+ 138.171
Cafés en fèves	348.984	— 98.918
Huiles volatiles ou essences	227.743	+ 87.508

Parmi les autres articles dont l'exportation a marqué un progrès sur l'année précédente, citons : les dentelles à la main (+ 90.016 francs), la farine de manioc (+ 160.450 francs), les poissons secs, salés ou fumés (+ 54.130 francs), le suif (+ 50.276 francs), le crin végétal (+ 45.562 francs), le maïs en grains (+ 20.181 francs). Par contre, on enregistre une diminution de 158.679 francs sur les féculès de manioc, de 10.613 francs sur les bois communs, de 9.598 francs sur les oléagineux et de 8.000 francs sur les écailles de tortues.

Le tableau ci-après donne la part de chaque pays dans le commerce de Madagascar en 1912 (valeurs en francs) :

Pays de provenance et de destination	Importations	Exportations	Totaux
	—	—	—
France	44.216.307	41.154.665	85.370.972
Allemagne	847.326	9.627.328	10.474.654
Angleterre	715.486	4.017.200	4.732.686
Colonies françaises	1.527.134	2.309.862	3.836.996
Colonies anglaises	1.823.024	1.369.148	3.192.172
Amérique (Etats-Unis)	240.356	82.273	322.629
Suède et Norvège	103.052	10.870	113.922
Egypte	18.736	32.910	51.645
Autres pays	543.427	1.240.038	1.783.465
Totaux	50.034.848	59.844.294	109.879.142

Comparativement à l'année 1911, le commerce de Madagascar (importation et exportation réunies) se partage comme suit entre les divers pays de provenance ou de destination (valeurs en francs) :

	1911	1912	Différences pour 1912
France	68.585.008	85.370.972 +	16.785.964
Allemagne	9.673.679	10.474.654 +	800.975
Angleterre	5.655.512	4.732.686 —	922.826
Colonies françaises	3.212.017	3.836.996 +	624 979
Colonies anglaises	2.318.255	3.192.172 +	873.917
Amérique (Etats-Unis)	669.283	322.629 —	346.654
Suède et Norvège	261.131	113.922 —	147.209
Egypte	27.492	51.646 +	24.154
Autres pays	1.896.876	1.783.465 —	113.411
Totaux	92.299.253	109.879.142	

Comme on le voit, c'est la France qui a profité dans la plus large mesure de l'augmentation des échanges de la Grande Ile : sa part est de plus de 77 0/0 contre 74 l'année dernière.

Tamatave reste le principal entrepôt de la colonie, avec un trafic de plus de 44 millions, contre 32 millions en 1911. Sa part est de 40, 68 0/0 du mouvement commercial de Madagascar. Puis viennent : Majunga, avec 16,03 0/0, Diégo-Suarez, 8,36 0/0, Mananjary 7,56 0/0, Nosy-Be, 6,88 0/0, Tuléar 4,45 0/0, etc...

Voici enfin la répartition par pavillons des importations et exportations (valeurs en francs) :

Pavillons	Importations	Exportations	Total général	Part prop. 0 0
Français	47.541.971	49.417.553	96.959.524	88.24
Allemand	1.780.514	8.548.563	10.329.077	9 40
Anglais	252.088	775.254	1.027.342	0 93
Autres pavillons.	168.856	963.282	1.132.138	1 03
Indien	291.419	439.642	431.061	0 40
Totaux	50.034.448	59.844.294	109.879.142	100.00

En 1911, la part de chaque pavillon avait été la suivante : français 84,82 0/0, allemand, 9,65 0/0, anglais, 4,46 0/0, autres pavillons, 0,74 0/0, indien, 0,33 0/0.

Elevage. — **L'élevage des bovidés.** — L'élevage à Madagascar est presque tout entier entre les mains des indigènes. Quelques Européens, quelques sociétés sont arrivés à constituer des troupeaux importants près des grands centres, mais ces quantités sont négligeables à côté de ce que possède l'indigène.

De tout temps, Madagascar a été réputé pour son bétail dont l'abondance et la qualité ont frappé les explorateurs. Tout le monde s'accorde en effet à reconnaître que ce bétail très apte à l'engraissement fournit une viande de très belle qualité. On lui a cependant fait le reproche de ne pas être assez volumineux ni assez précoce. Ces défauts, qui sont la conséquence du mode d'élevage, s'expliquent aussi par la difficulté qu'il y avait à améliorer un bétail dans un pays où l'agriculture n'a pris de réel développement que depuis quelques années. Cette amélioration se poursuit cependant dans notre grande colonie de l'Océan Indien et les récentes mesures prises à cet effet par M. le gouverneur général Picquié auront bientôt fait disparaître les difficultés signalées.

Dans les pays du Sud où les pâturages pendant la saison sèche sont assez rares et obligent les indigènes à faire transhumer leurs troupeaux jusqu'à l'approche de la période des pluies, M. Picquié a ordonné la création de travaux d'irrigation en vue de la constitution des prairies. Il s'est également préoccupé de la question d'amélioration de l'élevage. Et à cet effet, dans plusieurs centres, on applique déjà les principes de la sélection, l'amélioration par la sélection du mâle paraissant le plus sûr moyen d'arriver au but recherché.

Jusqu'à ces temps derniers, les essais de croisement des zébus avec des animaux importés d'Europe ont été peu nombreux.

Les premières tentatives d'importation sont dues à Jean Laborde qui avait acclimaté dans la région de Mantasoa, près de Tananarive, un lot de taureaux et de génisses qu'il avait fait venir du Sud-Ouest de la France. Ces animaux ont créé une race métis dont on retrouve autour de la capitale des spécimens très réussis.

Plus tard, des sociétés tentèrent plusieurs essais d'introduction de bétail européen. Sous le gouvernement du général Gallieni, l'administration de la colonie importa des taureaux normands dont les descendants sont aujourd'hui acclimatés au pays. Depuis cette époque, cette question d'importation pourtant si intéressante fut perdue de vue. Très longtemps abandonnée, elle vient d'être reprise par le gouverneur général de Madagascar, M. Picquié, qui a fait acheter pour la colonie des reproducteurs de race Schwytz, garonnaise et du Mézenc. Ces animaux entretenus aux haras de Tananarive sont mis gratuitement à la disposition des éleveurs.

Avant la conquête, alors que tout écoulement vers l'extérieur était encore impossible, les bœufs étaient à Madagascar très bon marché. La période de pacification qui amena la sécurité dans toute l'île eut pour effet de permettre et de faciliter les achats. Des commerçants de toute les nationalités parcourent le pays réunissant de gros envois. Suivant l'inévitable loi de l'offre et de la demande, les prix s'élevèrent aussitôt. Les indigènes comprenant l'avantage de posséder de grands troupeaux s'adonnèrent d'autant plus volontiers à cet élevage qu'il n'exigeait pour eux ni grand travail ni grands capitaux. Les troupeaux se constituèrent plus nombreux ; le bétail augmenta. Le premier recensement effectué en 1904 évaluait cette année-là à 2.757.000 le nombre des bovidés à Madagascar.

En 1907, le chiffre des animaux imposés était de 3.406.229 ; deux années plus tard il atteignait 4.120.000 ; il dépassait en 1910 4.490.000. Enfin, le dernier recensement, c'est-à-dire au 1er janvier 1912, indiquait 5.530.000 bovidés. Ainsi chaque année accuse un excédent sur l'année précédente.

Une excellente mesure prise, il y a déjà quelque temps par M. Picquié est encore venue favoriser le commerce des bœufs. Il s'agit en l'espèce du marquage du bétail qui a eu pour effet d'arrêter les vols de bœufs autrefois si nombreux.

La richesse bovine de Madagascar est une des plus précieuses pour la colonie. Il y a donc lieu de la poursuivre et de la développer ; c'est encore là une des questions auxquelles, dès son arrivée à Madagascar, s'est attaché le gouverneur général.

L'élevage du cheval. — L'élevage du cheval à Madagascar ou plutôt l'amélioration de la race chevaline à Madagascar a été, de la part de l'administration et des indigènes, l'objet d'efforts méthodiques et persévérants qui ont donné d'excellents résultats. La difficulté était pourtant plus grande que pour l'élevage du bœuf malgache.

Au moment de la conquête, le nombre de chevaux existant à Madagascar s'élevait à 350 environ. Il dépasse à l'heure actuelle le chiffre de 2.000. Les besoins de la remonte des troupes, d'une part, la facilité avec laquelle certaines contrées, d'autre part, en particulier la région des hauts plateaux se prêtaient à cet élevage et qui démontrèrent vite la nécessité de développer la race cheva-

line à Madagascar, amenèrent une série de mesures. L'administration introduisit en plusieurs lots des étalons, des juments d'origine diverse (arabes, anglo-arabes, abyssins, australiens). Des dépôts furent installés à Tananarive, à Fianarantsoa, à Tamatave où les étalons étaient mis à la disposition des éleveurs.

Les efforts de l'administration pour aider l'élevage du cheval à Madagascar ont pleinement réussi. Le succès déjà obtenu par cet élevage a déjà amené dans les grandes villes de Madagascar la formation de sociétés d'encouragement.

L'élevage du cheval à Madagascar est en progrès constant en Emyrne et dans le Betsileo. Non seulement le nombre des poulinières et celui des naissances enregistrés chaque année a plus que doublé depuis trois ou quatre ans, mais la qualité de la production a suivi elle aussi une progression très nette dont la preuve est fournie par les sujets présentés soit aux expositions soit sur les hippodromes. Mais comme les poulinières ont des origines très diverses, la même diversité de forme, de taille, de type se retrouve dans la production. Au lieu d'être à regretter, cette grande variété est au contraire très heureuse, puisqu'elle permet de trouver sur place depuis le poney jusqu'au cheval de 1 m. 45 à 1 m. 50, c'est-à-dire une série de chevaux aptes aux utilisations les plus variées. Cette diversité n'empêche d'ailleurs pas de poursuivre la création d'un type de plus en plus fixe et qui finira par représenter un jour, grâce aux étalons que la Colonie met à la disposition des éleveurs, une race particulière et spéciale de chevaux malgaches.

Madagascar n'est pas un pays où l'on ne doit songer à la création d'une race de grands chevaux, soit australiens, soit anglo-normands ou de pur sang anglais, que d'une façon onéreuse. Les indigènes élèvent encore le cheval comme ils élèvent le bœuf, c'est-à dire à très peu de frais et avec le minimum de peine. Or, si le produit d'une petite jument et d'un étalon de taille moyenne arrive, malgré les négligences apportées par les indigènes, à un développement à peu près normal, il n'en serait pas de même du produit d'une grande jument avec un étalon de haute taille.

Les tentatives d'importation faites du temps du général Gallieni ont été renouvelées par M. Picquié. Déjà l'an dernier, sur ses instructions, la colonie avait importé des étalons anglo-arabes et arabes; elle vient de faire l'acquisition en Egypte d'un étalon pur sang arabe (syrien).

La remonte et le service des haras ont jusqu'ici accaparé l'élite des poulains. Quand aux pouliches, quel que soit leur type, elles font prime et sont invariablement livrées à la reproduction dès qu'elles ont atteint l'âge de trois ans. A ce sujet, on peut poser en principe qu'une pouliche vaut, à sa naissance, deux fois et demi à trois fois le prix d'un poulain du même âge et de la même origine. Nombreuses sont en effet les pouliches issues d'étalons arabes ou anglo-arabes et qui se vendent 2.000 francs et plus.

Ceci explique que l'on ne pourra encore songer à Madagascar à l'élevage du mulet. La production de cet animal ne sera possible dans la colonie que lorsque le nombre des juments sera devenu tel que les seuls poulains issus de belles poulinières auront une valeur suffisamment rémunératrice. On est en droit d'ajouter aussi que lorsque la production chevaline dépassera les besoins de l'Ile, les débouchés ne manqueront pas à l'élevage du cheval; la Réunion et Maurice, qui sont actuellement tributaires de l'Australie, seront alors les clients des éleveurs de Madagascar.

La Réunion. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

4 *avril.* — *Arrêté* du 2 avril créant sous le titre de « Prix de la Réunion » un prix à attribuer à un artiste français, peintre ou sculpteur.

11 *avril.* — *Arrêté* du 7 avril promulguant à l'Ile de la Réunion, le décret du 12 février 1913 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 juillet 1909 sur les dessins et modèles dans les colonies et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies.

AMÉRIQUE

La Martinique. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

19 *avril.* — *Arrêté* du 10 avril réglant les conditions d'exécution de la prophylaxie de la fièvre jaune.

Arrêté du 10 avril réglementant l'isolement des personnes atteintes de maladies dont la liste a été fixée par le décret du 17 mai 1911.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

24 *mars.* — *Arrêté* du 20 mars sur la vente des cartes éditées par le Service géographique aux libraires d'Hanoi et d'Haiphong, constitués dépositaires, et aux libraires de l'Indochine autres que ceux d'Hanoi et d'Haiphong.

31 *mars.* — *Arrêté* du 27 mars relatif à l'envoi par la voie transsibérienne des lettres et cartes postales ordinaires et recommandées : les lettres et cartes postales ordinaires et recommandées échangées aux conditions du régime franco-colonial et intercolonial entre l'Indochine et les bureaux du territoire de Kouang-tchéou-wan, d'une part, la France et les colonies françaises, d'autre part, seront acheminées par la voie transsibérienne lorsqu'elles auront été revêtues par l'expéditeur de la mention « voie transsibérienne » ou de toute autre indication impliquant l'emploi de cette voie.

Circulaire du 31 mars relative aux notices sur les fonctionnaires décédés.

Circulaire du 21 mars relative à la communication de leur dossier aux fonctionnaires déplacés d'office.

Circulaire du 24 mars au sujet des indemnités de cherté de vivres : interprétation à donner à l'arrêté ministériel du 10 août 1911.

3 *avril.* — *Arrêté* du 29 mars convoquant à Hanoi pour le 7 avril 1913 le Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène en Indochine.

BANQUE DE L'INDOCHINE. — **Rapport sur l'exercice 1912.** — L'assemblée générale ordinaire de la Banque de l'Indochine a eu lieu le 16 mai courant. Le rapport du Conseil d'administration, dont il a été donné lecture au cours de la réunion, contient, comme toujours, un exposé précis de la situation économique des divers pays dans lesquels fonctionnent des agences de ce grand établissement. Suivant l'usage, nous le reproduisons ci-après *in extenso*.

Les bénéfices du premier semestre de l'exercice ont atteint le chiffre de 3.511.911 fr. 74, dont nous avons déduit 300.000 francs, portés à la réserve immobilière.

Le montant à répartir se trouvait, par suite, ramené à 3 millions 211.911 fr. 74 qui ont reçu l'affectation suivante, d'après les articles 32 et 33 des statuts:

60.000 fr. » au fonds de réserve statutaire, 1/2 0/0 du capital versé ;

360.000	»	»	aux actionnaires, première répartition de 3 0/0 pour le semestre ;
279.191	»	17	au fonds de prévoyance statutaire, 10 0/0 de l'excédent ;
279.191	»	17	au Conseil d'administration 10 0/0 de l'excédent ;
2.233.529	»	40	aux actionnaires, 80 0/0 de l'excédent.
3.211.911	»	74	Somme égale.

Il vous revenait donc, Messieurs, 2.593.529 fr. 40 auxquels s'ajoutaient 575.602 fr. 11, reliquat reporté du deuxième semestre 1911 ; total : 3.168.831 fr. 51.

Le 2 janvier dernier, nous vous avons effectué un versement de 25 francs par action, ce qui, pour les 96.000 actions composant le capital social, nécessitait un prélèvement de 2.400.000 francs laissant un reliquat de 768.831 fr. 51 reporté au deuxième semestre de l'exercice. Pendant cette période, les bénéfices se sont élevés à 3.608.410 fr. 26. Nous vous proposons de déduire de ce montant 300.000 francs et de les ajouter encore à la réserve immobilière qui se trouverait de la sorte portée à 2.300.000 francs. Si vous acceptiez cette proposition, le total des bénéfices distribuables serait alors ramené à 3.308.410 fr. 26.

Les articles 32 et 33 des statuts prévoient la répartition de cette somme comme suit :

60.000 fr.	»		au fonds de réserve statutaire, 1/2 0/0 du capital versé ;
360.000	»	»	aux actionnaires, première répartition de 3 0/0, pour le semestre ;
288.841	»	»	au fonds de prévoyance statutaire, 10 0/0 de l'excédent ;
288.741	»	»	au Conseil d'administration, 10 0/0 de l'excédent ;
2.310.728	»	26	aux actionnaires, 80 0/0 de l'excédent.
3.308.410	»	26	Somme égale.

Nous aurions donc à vous distribuer.....	2.670.728	»	26
qui, avec le reliquat du premier semestre de.	768.831	»	51
forment un total de.....	3.439.559	»	77

Nous venons, en conséquence, vous proposer de fixer à 27 fr. 50 par action le dividende de la deuxième partie de l'exercice, ce qui absorberait une somme de 2.640.000 francs et de reporter au premier semestre 1913 le reliquat de 799.559 fr. 67. Le paiement de ce dividende aurait lieu, comme d'usage, le 1er juillet prochain, après l'autorisation ministérielle stipulée par l'article 33 des statuts.

Si vous voulez bien approuver les comptes et les propositions que nous avons l'honneur de vous soumettre, le dividende total de l'exercice 1912 serait de 52 fr. 50, en augmentation de 2 fr. 50 sur celui des quatre années précédentes.

Nous vous avons demandé de prélever sur les bénéfices de chacun des deux semestres une somme de 300.000 francs à ajouter à la réserve immobilière, qui se trouverait ainsi élevée de 1.700.000 francs au 31 décembre 1911 à 2.300.000 francs au 31 décembre 1912.

Notre compte « Immeubles » s'est, en effet, augmenté de 1 million 777.322 fr. 15 au cours de l'année écoulée, par suite : 1° de l'acquisition à Saigon d'un terrain adjacent à notre succursale ; 2° de la construction de notre immeuble à Tsien-Tsin, et 3° de l'achat de deux terrains, l'un à Singapore, l'autre à Shanghai, sur lesquels nous édifions actuellement des immeubles destinés aux services de nos agences et au logement du personnel. Le compte « Immeubles » figure par suite au bilan du 31 décembre dernier pour un montant de 4.600.832 fr. 35. A ce chiffre viendra s'ajouter encore le coût des deux constructions à élever à Singapore et à Shanghai et le prix d'un terrain à Pondichéry sur lequel nous établirons les services de notre succursale de l'Inde où notre installation actuelle est en effet devenue tout à fait insuffisante en raison du développement des opérations. Nous devons enfin prévoir la réfection complète de notre immeuble de Pékin où, forcés de rester dans le quartier des Légations, nous avions dû nous contenter provisoirement d'un vaste bâtiment chinois en assez mauvais état. Ces motifs nous paraissent justifier amplement l'augmentation de notre réserve immobilière, bien que les terrains et constructions que nous possédons déjà, à l'heure actuelle, présentent des plus-values appréciables sur les prix d'achat. A la suite de ces diverses acquisitions, nos succursales et agences, à l'exception de celle de Hongkong, seront partout installées dans des locaux qui nous appartiendront.

Nous avons fait quelques modifications aux bilans du 30 juin et du 31 décembre derniers et nous vous donnons, à ce sujet, les renseignements suivants :

A l'actif, nous avons fait apparaître une nouvelle rubrique intitulée « Monnaies et Matières », qui comprend les matières d'or et d'argent et les monnaies n'ayant pas cours légal dans les différents pays où sont établies nos succursales et agences.

Au passif, nous avons disjoint les comptes d'encaissements des comptes correspondants et créditeurs divers, dans lesquels ils étaient compris jusqu'ici, et nous avons établi une distinction entre les comptes courants et de dépôts à vue et les comptes de dépôts à échéances fixes.

Le mouvement général des opérations productives de nos succursales et agences s'est élevé, pour l'exercice

écoulé, à.....	Fr.	1.837.197.917 33
et celui des comptes courants à.....		757.189.393 69

Ces chiffres accusent une progression sensible sur ceux des années précédentes. Il en est de même des comptes de dépôts qui, au 31 décembre, atteignaient 79 millions de francs. L'augmentation provient, en majeure partie, de nos agences de Chine.

Le compte courant du Trésor, en Indochine, est en diminution de près de 6 millions de francs. Il s'élevait, au 31 décembre, à 25 millions de francs environ.

La circulation de nos billets au porteur, limitée exclusivement, vous ne l'ignorez pas, aux colonies françaises dans lesquelles nous sommes installés, s'élevait, au 31 janvier 1912, au total de 65 millions 180.000 francs. Depuis cette date, elle a marqué une avance continue jusqu'au 31 juillet, où elle a atteint le chiffre de 86 millions 562.000 francs, le plus élevé obtenu jusqu'ici. La saison active terminée, la circulation a légèrement faibli pour s'arrêter, au 31 décembre, à 81.720.000 francs.

Nous allons maintenant vous exposer, comme d'usage, la situation économique des pays dans lesquels fonctionnent nos succursales et agences, et la répercussion qu'elle a eue sur les opérations.

L'année 1912 débutait, en *Cochinchine*, sous des auspices peu favorables ; une récolte médiocre des riz en 1911, et la perspective d'une récolte inférieure encore pour l'année en cours, laissaient le commerce de la colonie assez désemparé. Il eût fallu les rendements élevés des années antérieures pour lui permettre de réparer les pertes causées par une spéculation malheureuse que les banques, malgré leurs efforts, n'avaient pu qu'atténuer.

Au lieu de cela, les quantités disponibles pour l'exportation des riz ont atteint seulement le total de 551.302 tonnes, en diminution de 180.000 tonnes environ sur l'année précédente, qui, elle-même, avait été très réduite.

Aussi, dès le milieu du premier semestre se produisaient les

suspensions de paiements d'une des plus anciennes maisons de commerce chinoises et d'une des plus importantes rizeries de Saigon.

Bien que prévu depuis un certain temps déjà, cet événement n'en a pas moins exercé un contre-coup funeste sur les affaires de riz qui constituent, comme vous le savez, la branche principale du commerce et de l'industrie en Cochinchine. Les négociants chinois et les maisons européennes d'exportation, auxquels, dans cette circonstance difficile, nous n'avons pas hésité à prêter toute l'assistance dont ils avaient besoin, ont éprouvé des pertes d'une certaine importance. En ce qui concerne plus spécialement notre succursale, sa situation de créancière privilégiée, en vertu des gages constitués, la met à l'abri de tout mécompte sérieux.

La crise assez intense, provoquée par cet état de choses, a démontré la nécessité absolue pour les maisons européennes de renoncer à des méthodes de travail dangereuses et surannées, de restreindre les facilités de crédit accordées aux usiniers chinois et qui étaient disproportionnées avec leur situation commerciale et même avec leurs besoins réels. Elles n'ont pas tardé à s'en rendre compte.

Pour les engager à modifier les procédés en usage, les banques, de leur côté, ont refusé de consentir des avances sur traites à livrer à longue échéance, dans le but d'empêcher les usiniers de détourner de leur destination véritable les fonds qu'ils auraient pu se procurer de la sorte. Au surplus, en raison même de la médiocrité des récoltes, certaines usines ont dû chômer pendant une partie de l'année; d'autres n'ont travaillé que d'une façon réduite, ce qui tend à prouver que le nombre des usines établies en Cochinchine est trop élevé et l'importance de certaines d'entre elles trop grande, lorsqu'on se trouve en présence d'une production seulement normale. Quoi qu'il en soit, une transformation des méthodes commerciales s'impose actuellement.

D'accord avec les banques anglaises et les maisons européennes, nous étudions un mode de procéder qui, par la création de magasins dans les centres importants et d'entreprises de transports fluviaux, permettra, au moyen d'avances sur marchandises, de suivre le riz depuis sa récolte chez le producteur annamite jusqu'à sa sortie de l'usine pour l'embarquement. La tâche présente, assurément, de réelles difficultés, mais nous considérons que nous devons à notre situation de Banque privilégiée de prendre l'initiative d'asseoir le commerce de l'Indochine sur des bases saines et solides. En agissant ainsi, nous lui éviterons désormais les crises périodiques auxquelles l'exposait l'exagération des facilités accordées aux négociants chinois, dont la tendance spéculative constituait un véritable danger. Nous accepterons avec empressement tous les concours pour réaliser cette œuvre d'assainissement et de sécurité.

Les affaires d'importation, sans être plus considérables qu'en 1911, comme chiffre total, ont été bien plus rémunératrices, grâce surtout à la hausse de la piastre qui s'est maintenue en moyenne entre 2.50 et 2.55 dans tout le cours de l'année et a même dépassé un moment 2.60 alors que, l'année précédente, elle s'était tenue à 2.25 environ. Malgré les circonstances plutôt défavorables, les opérations de notre succursale de Saigon ont en somme été très actives, et, prudemment conduites, nous ont donné des résultats dont nous n'avons qu'à nous féliciter.

Le *Cambodge*, soumis aux mêmes circonstances climatériques que la Cochinchine, a souffert également de la modicité de ses récoltes. De plus, une crue médiocre et peu prolongée du Mékong a entravé la production des pêcheries qui constitue une de ses principales ressources. Les opérations de nos agences de Pnom-Penh et de Battambang se sont par suite un peu ralenties.

Au *Tonkin*, l'année 1912 accuse une nouvelle et sensible progression, due à de bonnes récoltes successives et au développement des affaires industrielles et minières. L'essor du pays est continu. Les superficies mises en culture augmentent, le bien-être se répand chez l'indigène et les impôts rentrent facilement. Grâce à l'accroissement des exportations, nous avons pu constater chez nos deux établissements du Tonkin une notable augmentation de leurs achats de remises documentaires tant sur la Chine que sur la métropole. Les sorties de riz qui, en 1911, n'avaient pas dépassé 190.000 tonnes, ont atteint l'année dernière un total de 254.340 tonnes, chiffre qui n'avait pas encore été obtenu jusqu'à présent. Sur cette quantité, 73.505 tonnes ont pu être dirigées sur la France, qui, l'année précédente, n'avait reçu que 21.000 tonnes. 100.000 hectares environ de terres nouvelles ont été mises en exploitation. On peut se rendre compte, par cet exposé, de l'importance des résultats que l'on pourra obtenir grâce aux travaux d hydraulique agricole que l'émission de l'emprunt récent va permettre d'entreprendre. La progression et la régularité des rendements s'en trouveront accrues dans de notables proportions.

Les affaires d'importation ont également augmenté et les industries des filatures et des ciments ont été très actives. Il en est résulté une reprise des affaires locales de notre succursale d'Haiphong et de notre agence d'Hanoi que nous avons été heureux de constater après une période d'accalmie assez prolongée. Le transit du Yunnan vers Hongkong s'est développé d'une façon remarquable. Les importations se sont élevées de 10 millions de francs environ en 1911 à près de 22 millions, et les exportations de 25 à 32 millions. Ces dernières sont dues principalement aux expéditions d'étain de Kotieou, qui ont passé de 6.000 à 8.000 tonnes. Les bienfaits de l'établissement de la ligne du Yunnan se manifestent donc déjà pour notre colonie par l'importance des transactions que l'on n'aurait pas osé, il y a quelques années, espérer aussi sérieuse. Les recettes du chemin de fer en témoignent de la façon la plus certaine et la plus heureuse.

La durée anormale de la sécheresse qui a sévi sur l'*Annam* a nui aux récoltes. La production des cotons et des soies grèges est en diminition sensible. La réduction des exportations, entravées d'autre part par la hausse et la rareté des frets a quelque peu ralenti les opérations de notre agence de Tourane.

En résumé et à un point de vue général, malgré la médiocrité des récoltes en Cochinchine et en Annam, la situation économique de l'Indochine est restée favorable. La production des riz, qui en est un des principaux éléments, paraît devoir permettre pour l'année en cours une exportation qui ne serait pas inférieure à un million de tonnes, pour la Cochinchine seulement.

La situation budgétaire est également satisfaisante. Les excédents du budget général pour l'année 1912, dus principalement aux impôts indirects, dépasseront 2 millions de piastres. Les budgets locaux présentent également des plus-values.

Lorsque, au moment de la liquidation de l'exercice, les exécédents auront été versés aux diverses caisses de réserve, le total de ces dernières atteindra 12 millions de piastres.

L'émission récente de l'emprunt de 50 millions de francs, à laquelle nous avons eu la satisfaction de prêter notre concours, permettra la continuation du programme de travaux publics destinés, notamment ceux concernant les irrigations, à assurer définitivement la prospérité dé notre colonie d'Asie.

Malgré la situation troublée et instable que vous connaissez, les affaires en *Chine* ont été beaucoup plus actives qu'on n'aurait pu l'espérer. Dans le sud les récoltes de soie ont été satisfaisantes. Elles ont permis l'exportation de 45.000 balles de soie; notre agence de Canton a pris une part active dans les achats de papier documentaire qui en ont été la conséquence. Les opérations locales de l'agence de Hongkong présentent également une aug-

mentation. Elle n'a pas souffert de la crise qui s'est produite et qui subsiste encore, à la suite des difficultés suscitées par le gouvernement chinois pour l'entrée en Chine de l'opium indien contrairement aux engagements pris. Ses avances sur cette marchandise sont réduites et ont été consenties avec des marges importantes.

Dans la vallée du Yang-Tsé et les provinces du Nord, l'heureuse influence des récoltes exceptionnelles a contrebalancé les effets funestes de l'instabillté politique et des difficultés financières avec lesquelles le gouvernement est aux prises. La vitalité de ce pays est telle que, malgré les circonstances les plus défavorables et qui partout ailleurs eussent été suffisantes pour paralyser toute vie économique, les chiffres du commerce ne présentent aucune diminution snr la période correspondante de 1911.

A l'importation les recettes des douanes ont assurément fléchi, surtout en raison du moindre rendement des droits et des likins de l'opium. D'une façon générale du reste, les entrées ont subi une certaine diminution, grâce à laquelle les stocks accumulés avant et pendant la Révolution ont pu s'écouler.

Les marchés s'en trouvent donc assainis.

Par contre, les recettes des douanes à l'exportation présentent des plus-values sérieuses dues surtout aux expéditions de soies, de thés et de sojas.

Nos sièges de Shanghaï et de Tien-Tsin ont participé à ce mouvement d'une façon très active. Les chiffres de leurs affaires, heureusement conduites, sont en augmentation marquée. Nous constatons aussi chez ces deux agences un accroissement notable des dépôts chinois.

A Hankéou, qui avait souffert plus que toute autre partie de la Chine des excès de la révolution, l'instabilité du régime et la crainte de nouveaux troubles n'ont pas eu, sur l'ensemble des relations commerciales avec l'extérieur, l'influence que l'on aurait pu redouter. Il n'en est pas de même en ce qni concerne les affaires locales, qui ont été complètement paralysées.

Leur reprise est subordonnée à la liquidation des créances antérieures à la révolution, à la reconstruction de la cité détruite et au règlement des pertes directes ou indirectes qui en ont été la conséquence. Pour résoudre ces graves questions, le gouvernement central n'a pu trouver à l'intérieur du pays l'aide financière dont il a besoin et que seule peut lui apporter la conclusion d'un emprunt extérieur. C'est aux longs et laborieux pourparlers relatifs à cet emprunt que notre agence de Pékin a surtout été occupée : nous saisissons avec empressement cette occasion pour rendre hommage au tact et à l'habileté dont, dans cette négociation extraordinairement épineuse, ont fait preuve nos agents, ainsi du reste que les représentants des banques étrangères, avec lesquels ils ont toujours été en parfaite communion d'idées.

Le rôle du consortium qui s'est constitué en vue de l'emprunt de réorganisation et qui est composé des principales banques françaises, anglaises, allemandes, russes et japonaises, a été souvent mal compris, parfois dénaturé. Il n'est jamais entré dans l'esprit de ces groupes, qui ont toujours agi de concert avec leurs gouvernements respectifs, de rechercher un monopole quelconque ou une mainmise sur la gestion financière de la Chine. Le seul but poursuivi a été d'assurer la sécurité du gage et le contrôle effectif de l'emploi des fonds.

Il avait été convenu que le gage principal de l'emprunt de réorganisation devait être la gabelle. Mais, outre qu'une partie de cet impôt est déjà affectée à la garantie d'autres emprunts, il est bien évident que la gabelle ne peut suffire à gager un emprunt de l'importance de celui dont il s'agit que si une réorganisation complète de cette administration assure la centralisation dans les caisses du Trésor de toutes les sommes recueillies dans les provinces. Cette réorganisation, l'exemple des douanes maritimes en est la preuve, ne peut s'effectuer sans l'assistance de l'élément européen.

Le contrôle de l'emploi des fonds n'était pas moins nécessaire et il était logique que ce contrôle fût exercé par des conseillers étrangers désignés d'un commun accord par le gouvernement chinois et les gouvernements des pays auxquels appartenaient les banques contractantes.

Ces deux conditions indispensables et sur lesquelles un accord unanime s'est vite établi entre les groupes de banques et les gouvernements intéressés, n'impliquent en aucune façon une ingérence quelconque dans la politique intérieure ou dans l'administration financière de la Chine. Aussi le gouvernement chinois n'a-t-il pas tardé à se rendre compte que c'est dans son véritable intérêt que ces garanties lui étaient demandées.

Il a signé le contrat d'emprunt le 26 avril.

Les opérations de notre succursale de *Djibouti* ont continué leur marche ascensionnelle, surtout en ce qui concerne les escomptes. Nos billets commencent à pénétrer en Abyssinie à la suite du chemin de fer.

A *Papeete*, le mouvement plus accentué des exportations directes sur l'Europe a permis à notre succursale de développer ses achats de remises documentaires. La situation économique de Tahiti est du reste satisfaisante. Elle s'améliorerait considérablement le jour où pourrait être résolue la question de la main-d'œuvre, absolument insuffisante. La prochaine ouverture du canal de Panama devrait être pour notre colonie un élément d'indiscutable prospérité si le port de Papeete, dont la situation l'emporte sur toute autre, était aménagé de façon à pouvoir recevoir et approvisionner les navires se dirigeant d'Amérique sur l'Australie.

L'année 1912 a été particulièrement favorable pour les *Etablissements des Détroits*. L'augmentation totale du commerce a atteint, d'une année à l'autre, près de 120 millions de piastres, grâce surtout aux exportations d'étain, de caoutchouc et de coprah. Notre agence de Singapoore a participé à cet important mouvement. Toutes ses opérations accusent une notable progression.

En dépit de deux mauvaises récoltes successives qui ont influé sur les sorties des riz et des tecks, la situation financière du Siam reste favorable ; le budget de l'exercice dernier s'est soldé par un excédent de quatre millions et demi de ticaux environ. Notre agence de Bangkok voit ses opérations se développer d'une façon régulière et nous donne toute satisfaction. La récolte de l'année en cours, qui paraît devoir être excellente, lui apportera un nouvel élément d'affaires.

L'activité de notre succursale de *Pondichéry,* que nous avions le plaisir de constater l'année dernière, ne s'est pas démentie pendant l'exercice écoulé. Ses avances sur marchandises, liquidées ultérieurement par des achats de remises documentaires, ont atteint un chiffre qui jusqu'ici n'avait pas encore été obtenu grâce à une récolte d'arachides qui a permis d'exporter plus de 3.400.000 balles. Sur ce chiffre, 2.800.000 balles, dont un million en provenance directe de Pondichéry, ont été expédiées à Marseille. L'importance de ces affaires, financées en presque totalité par notre succursale de l'Inde vous montrera toute l'activité qu'elle a dû déployer pour donner satisfaction aux besoins du commerce.

Nous n'avons rien de particulier à vous signaler au sujet de notre succursale de *Nouméa*. La situation de la colonie reste prospère et notre établissement de Nouvelle-Calédonie voit ses opérations progresser d'une façon normale.

Le sort désigne cette année MM. E. Roume et Stanislas Simon comme administrateurs sortants. Leur réélection pour une nou-

velle période de cinq années forme une des résolutions sur lesquelles vous êtes appelés à délibérer.

Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité par l'Assemblée :

1° L'Assemblée approuve les comptes des deux semestres de l'exercice 1912 tels qu'ils sont présentés par le conseil d'administration.

Elle fixe à 52 fr. 50 par action (sur lesquels 25 francs ont déjà été payés à titre d'accompte, le 2 janvier dernier) le chiffre du dividende annuel et décide de reporter à l'exercice 1913 le reliquat disponible de 799.559 fr. 77 ;

2° L'Assemblée renouvelle pour une période de cinq années les pouvoirs de MM. E. Roume et Stanislas Simon, administrateurs sortants.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

3 *avril.* — *Arrêté* du 31 mars ajoutant le port de Banghoi à la liste des stations sanitaires secondaires.

Arrêté du 31 mars portant suppression de la station sanitaire de Faifoo.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

27 *mars.* — *Arrêté* du 21 mars soumettant les Asiatiques étrangers au Cambodge, classés aux trois premières catégories de l'impôt personnel, à une carte photographique d'identité.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

27 *mars.* — *Arrêté* du 21 mars exemptant de l'impôt foncier les terrains affectés à la culture du mûrier en Cochinchine.

ADMINISTRATION. — **Circulaire au sujet du cadastre.** — Afin d'assurer la tenue régulière du cadastre le lieutenant-gouverneur de Cochinchine vient d'inviter les chefs de province, par voie de circulaire, à appliquer strictement les instructions relatives au service du cadastre, et à communiquer régulièrement à ce service tous les actes concernant des terrains.

Laos. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

17 *mars.* — *Arrêté* du 13 mars annulant la concession de la mine dite de Hin-Boun et rendant aux recherches minières les terrains qu'elle comprenait.

3 *avril.* — *Arrêté* du 28 mars portant création d'un poste de gendarmerie à Xieng-Khouang.

RÉGIME DOUANIER. — **Le Laos zone franche.** — Le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre, le 6 mai courant, un projet de loi tendant à constituer les territoires du Laos français en zone franche pour les droits de douane à l'importation.

Nous publierons ce document dans notre prochain numéro.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

27 *mars.* — *Arrêté* du 24 mars fixant la composition du comité local de perfectionnement de l'enseignement indigène au Tonkin.

3 *avril.* — *Arrêté* du 29 mars portant que les contestations de terrains entre les communes annamites seront jugées administrativement par l'autorité provinciale et, en dernier ressort, par le résident supérieur.

Arrêté du 31 mars déterminant les dispositions auxquels seront soumis, pour l'organisation de leurs chantiers, les concessionnaires et permissionnaires de mines situées dans le ressort de la délégation de Nguyen-binh, province de Cao-bang.

Etablissements français de l'Inde. — ADMINISTRATION. — **Taux de la roupie.** — Dans l'Inde française, le gouverneur fixe, le 25 de chaque mois, le taux de conversion de la roupie. Or, depuis 1899, ce taux n'a pour ainsi dire pas varié. Depuis 1903, il a toujours été de 1 fr. 67, sauf en octobre 1903 et avril 1904, où il a été de 1 fr. 68. La détermination du taux officiel de la roupie est donc devenue une simple formalité administrative se répétant douze fois par an. Dans ces conditions le ministre des colonies a jugé suffisant de déterminer une fois seulement par an, en novembre, le taux de conversion de la roupie pour l'année suivante. Un décret du 28 mars, paru à l'*Officiel* du 23 avril sanctionne la réforme.

Toutefois, si la valeur légale de la roupie vient, dans le cours de l'année, à différer sensiblement du cours commercial, le gouvernement peut, sur la proposition du trésorier payeur, la modifier par un arrêté pris en conseil privé.

Travaux du cadastre. — Une commission vient d'être instituée à l'effet de constater le degré d'achèvement des travaux du cadastre de l'Etablissement de Pondichéry et d'examiner en même temps si l'état actuel de ces travaux permet d'entreprendre immédiatement ceux du cadastre de Karikal.

Réglementation de la vente de la cocaïne. — La vente clandestine de la cocaïne et de ses dérivés ayant pris dans les Etablissements français de l'Inde une extension déplorable, le ministre des Colonies, par un décret du 9 avril (*Officiel* du 23 avril) vient d'interdire l'introduction et la détention de la cocaïne, de la morphine et de leurs dérivés dans la colonie. Seuls les pharmaciens pourront être autorisés à importer et à détenir ces narcotiques.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle Calédonie.*

15 *février.* — *Arrêté* du 3 octobre 1912 portant participation de l'armée au maintien de l'ordre public.

Arrêté rendant exécutoire le budget de la commune de Nouméa pour l'exercice 1913, fixé tant en recettes qu'en dépenses à la somme de 650.155 fr. 63.

Arrêté du 8 février 1913 promulguant en Nouvelle-Calédonie le décret du 28 février 1912 portant promulgation de la convention de commerce et de navigation signée à Paris le 19 août 1911 et conclue entre la France et le Japon.

Arrêté du 8 février portant organisation de l'Ecole des sciences appliquées.

NAVIGATION. — **Droit de navigation.** — Un décret du 10 avril 1913 approuve la délibération du conseil général de la colonie, en date du 8 décembre 1911, tendant à ne plus faire payer le droit de navigation intérieure — qui était de 1 fr. 50 par tonneau de jauge nette — que sur la quantité de produits du pays embarqués, lorsque les navires en cause ne débarquent pas de marchandises.

Etablissements français de l'Océanie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

20 *février.* — *Arrêté* du 15 février réglementant l'embarquement et le transport des spiritueux dans les archipels.

Aux termes de cet arrêté, aucune boisson prohibée ne pourra être embarquée à destination des archipels sans un permis spécial délivré par le service des contributions. Ce permis sera délivré sur présentation par le capitaine, maître ou patron du navire chargeur ou par l'expéditeur, d'une demande écrite émanant du destinataire. Toute contravention sera passible des peines de simple police ; les spiritueux non déclarés seront confisqués pour la vente en être faite par moitié au profit du Trésor et du capteur.

27 *février.* — *Arrêté* du 27 février désignant le secteur du lagon des îles Gambier qui sera ouvert à la plonge pendant la campagne 1914 (1er décembre 1913-1er octobre 1916).

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

COMPAGNIE FRANCAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Société anonyme. — Capital : 9 millions.

Les actionnaires sont prévenus que la souscription aux 4.000 actions nouvelles de 250 fr., émises en augmentation du capital par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 2 mai courant, sera ouverte aux guichets de la Société Marseillaise du Crédit industriel et commercial et de Dépôts, à Marseille et à Paris, le 20 mai, et sera close le 31 mai, à midi.

Les actionnaires ont un premier droit de préférence irréductible, dans la proportion des titres par eux possédés, et à raison de deux actions nouvelles de 250 francs par neuf actions anciennes.

Ils ont un second droit de préférence, mais à titre réductible, pour la souscription des actions que n'aurait pas absorbées l'exercice du droit de préférence irréductible.

Les actionnaires qui désireront user de leurs droits de préférence devront présenter à l'appui de leur demande de souscription leurs titres pour être estampillés.

Les versements auront lieu comme suit :
400 francs en souscrivant;
350 francs du 1er au 15 septembre prochain;
350 francs du 1er au 15 décembre.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.
via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris),

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr.; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75; 2e cl., 58 fr. 75; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo-les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux),

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4-1913)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne,

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boites fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl, : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne

Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

Huiles d'Olive & d'Arachide
clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A REGISTREDED
Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers
(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : { St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1) ; — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit (Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Agucssac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse ; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à **MARSEILLE, rue Plumier prolongée**

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS
BYRRH
VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA
Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.
Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.
On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

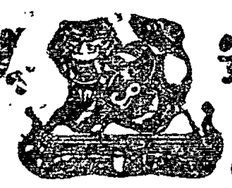
MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE
Indochine.
LYON
Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.
Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.
Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois ; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.
Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.
Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.
Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)
Pnom-Penh (Cambodge)
Battambang (Cambodge)
Haiphong (Tonkin)
Hanoi (Tonkin)
Tourane (Annam)
Pondichéry (Inde française)
Singapore (Presq. Malacca)
Djibouti (Côte des Somalis)
Hong-Kong (Chine)
Canton (Chine)
Shanghai (Chine)
Hankéou (Chine)
Pékin (Chine)
Tien Tsin (Chine)
Bangkok (Siam)
Papeete (Thaïti)
Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. E. AYMONIER. Résident supérieur hon.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

1° Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — *Service Postal mensuel* desservant : Le Havre Pauillac, Ténériffe, Dakar, Conakry, Tabou, Gd Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, Banane, Boma et Matadi.
Service Commercial mensuel desservant : Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Cote de l'Or, du Dahomey et du Gabon.
2° Ligne de l'Indo Chine. — *Service mensuel* desservant : Dunkerque, le Havre, Pauillac, Marseille, Port-Saïd, Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong.
3° Ligne Plata accélérée. — *Service tous les* 28 *jours* désservant: Dunkerque, le Havre, Pauillac. Vigo, Dakar, Montevideo et Buenos-Ayres.
4° Ligne Plata directe. — *Service tous les* 28 *jours* desservant : Dunkerque, Le Havre, La Pallice, Pauillac, Pasajes, Vigo, Ténériffe, Montevideo et Buenos-Ayres
5° Ligne Brésil I. — *Service tous les* 28 *jours* desservant: Dunkerque, le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos.
6° Ligne Brésil II. — *Service tous les* 28 *jours* désservant: Dunkerque. le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio de Janeiro et Santos, avec prolongation éventuelle sur la Plata.
S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux*. 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905; LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.
Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	9-23 mai et 6 juin à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	16 et 30 mai à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	16 et 29 mai à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	10 et 24 mai à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	3, 17 et 31 mai à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	28 mai à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	4, 18 mai et 1er juin à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice	29 mai et 26 juin à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	15 mai et 12 juin à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

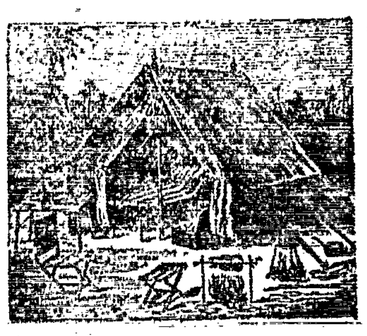
Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

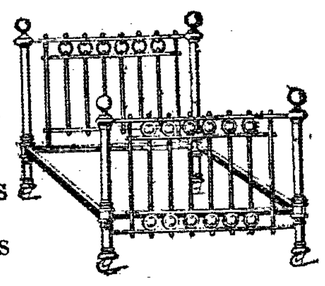
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Asse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successseur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

LES
SOURCES A DOMICILE

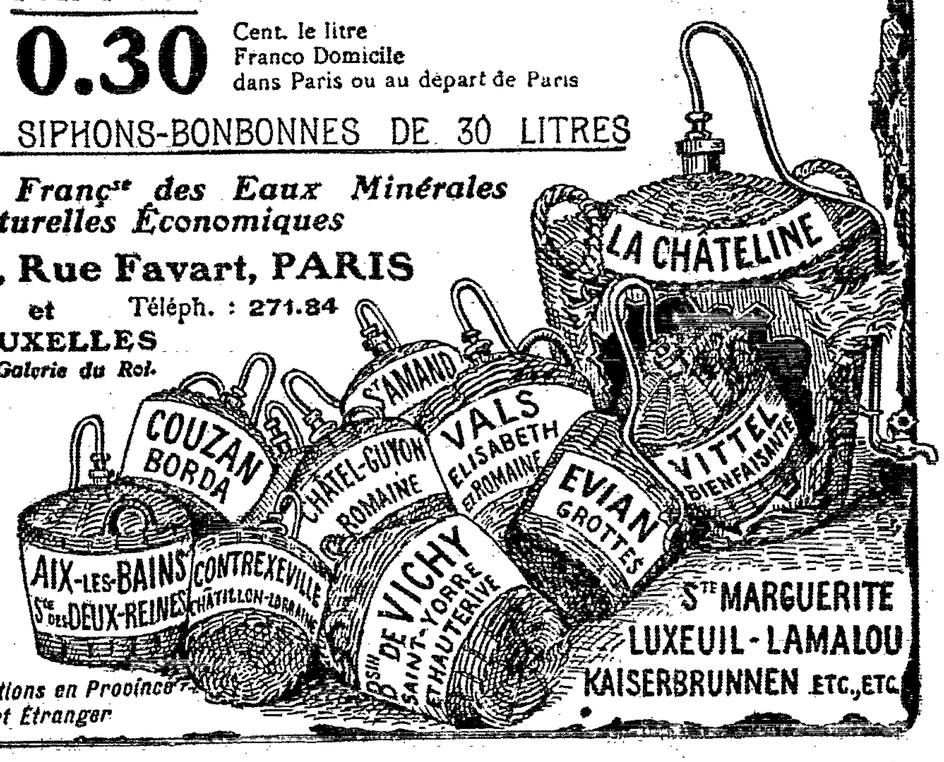
Pour la Province :
0.20 Cent. le litre prise en gare de Départ des Sources

Toutes les Variétés d'Eaux Minérales Naturelles

Pour Paris :
0.30 Cent. le litre Franco Domicile dans Paris ou au départ de Paris

EN SIPHONS-BONBONNES DE 30 LITRES

Cie Françe des Eaux Minérales Naturelles Économiques
18, Rue Favart, PARIS
et Téléph. : 271.84
BRUXELLES
10, Galerie du Roi.



Expéditions en Province et Étranger

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.

SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute, *E. Guignard*, *Léon Peyrissac* ADMINISTRATEURS

IMPORTATION - EXPORTATION
Sénégal, Haut-Sénégal-Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3,50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0,60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc., etc.
Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

16-6-13

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — Le N° 60 Centimes — 10 JUIN 1913. — N° 11.

LA QUINZAINE COLONIALE

ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE LA SEINE BIBLIOTHÈQUE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LES ENSEIGNEMENTS DE LA DISCUSSION DU BUDGET DES COLONIES AU SÉNAT..... 377
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
La créance de la France sur le Maroc..... 378
La population du Maroc..... 379
Organisation du protectorat marocain..... 380
Création d'un ordre marocain..... 380
La question des gisements miniers de Constantine..... 380
A Bizerte..... 381
Un comité consultatif des affaires indigènes..... 381
La détaxe des produits coloniaux..... 381
Une heureuse initiative : le Congrès des Chambres d'agriculture et de commerce de la Réunion et de Madagascar..... 382
Le régime douanier du Laos..... 382
La télégraphie sans fil dans les colonies françaises.... 383
III. BULLETIN DE L'UNION COLONIALE :
Les besoins de l'Afrique occidentale française..... 383
Deuxième compte rendu annuel du fonctionnement de la *Fondation Lucien de Reinach*..... 391
IV. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 395
Possessions britanniques..... 398
V. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
L'officier méhariste. — P. CULTRU..... 400
VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 403
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 407

LES ENSEIGNEMENTS DE LA DISCUSSION DU BUDGET DES COLONIES AU SÉNAT

Le budget des colonies a été promptement discuté au Sénat. Une séance du matin et une partie de la séance de l'après-midi y ont suffi; mais dans ce court espace de temps des critiques fort justes et fort instructives ont été formulées. Il convient de dire que depuis trois ans, le même sénateur est chargé du rapport de ce ministère et chaque année l'œuvre que donne M. Gervais est très utile et très sensée, c'est une bonne base de discussion.

*
* *

La discussion générale s'est ouverte par une interpellation de M. Henry Bérenger sur les conséquences de l'ouverture du canal de Panama. Le sénateur de la Guadeloupe a prononcé un discours très éloquent et il a attiré l'attention non seulement sur les travaux à exécuter à Tahiti comme le conseille le rapport de la mission Jullidière que nous examinions dans notre dernier numéro ; mais aussi sur ceux nécessaires aux Antilles. Sur ce dernier point, M. Bérenger ne se range pas à l'avis des enquêteurs officiels. « Pouvait-on prévoir, a-t-il dit, le trafic que procurerait dans la navigation interméditerranéenne le percement de l'isthme de Suez ? Pouvait-on à l'avance attribuer à chaque port de la Méditerranée la part qui lui reviendrait ? Pouvait-on assurer que Gênes en profiterait plus que Palerme, ou Marseille plus que Salonique?... Ce qu'on peut dire, c'est que dans cette Méditerrannée américaine qu'est la mer des Antilles, tous les ports, ceux de la Guadeloupe et de la Martinique, aussi bien que ceux d'Haïti et de Cuba pourront être amenés à bénéficier de l'ouverture du canal. » A l'appui de son opinion, le sénateur de la Guadeloupe a montré les Danois, les Hollandais et les Anglais aménageant leurs ports dans cette région et il a regretté que la Guadeloupe et la Martinique ne soient pas outillées même pour répondre à la préoccupation d'un trafic interantillais. Il a ajouté que les colonies indiquées n'avaient aucune part de responsabilité dans cet abandon de leurs ports. La suppression du sénatus-

consulte, qu'autrefois la France avait adopté dans un esprit de libéralisme à l'égard de ses vieilles colonies, ayant repris aux assemblées coloniales leur part d'indépendance budgétaire et l'ayant donnée aux gouverneurs et aux bureaux.

La Martinique et la Guadeloupe ne peuvent faire aucun travail utile dans leurs ports, si le pouvoir central ne les y autorise pas.

Un sénateur a souligné ces explications de ce mot : « C'est de la mauvaise centralisation. »

* * *

La discussion du budget des colonies, dans l'après-midi où cette interpellation avait été développée, a été un commentaire éclatant de ce mot. Il apparaît de plus en plus que le contrôle parlementaire est néfaste pour les colonies et ne constitue qu'une bien faible garantie. Ses inconvénients ne valent pas ses avantages.

Au reste, dans sa réponse même à M. Bérenger, le ministre des Colonies s'est montré de l'avis de tous les gens sensés quand, parlant de l'emprunt que doit faire la Guadeloupe pour son port, il a dit (*Journal officiel* du 27 mai, *Sénat* page 655, 2e colonne) : « L'emprunt comporte pour la Guadeloupe une somme de 3.460.000 francs et la colonie fera face, au moyen de ses propres ressources, aux annuités de remboursement. *Nous pourrons ainsi aller plus vite et nous n'aurons pas à soumettre la question au Parlement.* » Ne pas avoir à soumettre une question au Parlement, on sent quel avantage cela est. Voilà où on en est arrivé ! Les colonies souffrent largement des lenteurs parmentaires et plusieurs sénateurs ont cité bien des exemples de cette impuissance.

* * *

M. Etienne Flandin a demandé qu'on aboutisse enfin en ce qui concerne la réforme de la magistrature coloniale. Le Sénat a, il y deux ans, voté un projet de loi sur ce sujet. « Or, ce projet de loi dort d'un sommeil tellement profond à la commission de la réforme judiciaire à la Chambre, qu'il est permis de croire à une léthargie. »

M. Doumergue, sénateur, ancien ministre des Colonies, a déclaré après M. Flandrin : « L'Afrique occidentale, depuis un an, attend non pas l'autorisation d'emprunter, car l'autorisation générale lui a déjà été donnée, mais celle de continuer l'opération entreprise et de prendre les mesures indispensables à l'archèvement du réseau ». M. Doumergue a ajouté : « Nous avons quelques *mea culpa* à faire. Pour prouver l'intérêt que nous portons aux colonies, il y a mieux à faire que de critiquer les fonctionnaires. Il faut donner à nos gouvernements zélés, intelligents et pénétrés de la grandeur de l'œuvre à accomplir, tous les moyens dont ils ont besoin pour faire de notre empire colonial, l'empire prospère que nous désirons qu'il soit très prochainement. » Le ministre des Colonies a répondu : « Vous vous êtes plaint avec raison de ce que, depuis mars 1912, un projet de loi soit en instance devant la Chambre des députés... A plusieurs reprises, je suis intervenu auprès de la commission des affaires extérieures chargée de rapporter ce projet. Le rapport de cette commission a été renvoyé à la commission du budget. L'avis de la commission du budget n'est pas encore déposé, mais je cherche toutes les occasions de rappeler à cette dernière commission que son rapport est attendu avec impatience, que l'adoption du projet est lié au développement économique et même à la sécurité économique de l'Afrique occidentale. Je renouvellerai, je vous assure, mes efforts, et j'espère bien qu'avant quelques semaines, quelques jours peut-être, le projet viendra en discussion devant la Chambre et que le Sénat, s'il veut faire diligence, pourra le voter avant les vacances du mois de juillet prochain. » (*Approbation.*)

* * *

La discussion du budget des colonies au Sénat a été, on le voit, une sorte de martyrologe colonial et la liste n'est pas complète. Il suffira de rappeler ici l'inertie — pour ne pas employer un mot plus vif et plus juste — du Parlement en ce qui concerne le régime douanier colonial, inertie dont nous avons marqué tous les caractères pour montrer qu'une nouvelle méthode s'impose. Ministre et parlementaires se plaignent eux-mêmes des errements actuels ; à plus forte raison les colonies elles-mêmes et ceux qui ont l'honneur de parler en leur nom.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

La créance de la France sur le Maroc. — L'emprunt de 230 millions que le Maroc demande l'autorisation de conclure, a donné lieu, au sein de la commission des affaires extérieures, à un débat intéressant. Sur ces 230 millions, le projet prévoyait que 70 millions seraient employés à rembourser la France des dépenses qu'elle a faites lors de son débarquement à Casablanca. Ceci a paru extraordinaire à la majorité de la commission. Expliquons cette affaire que nous trouvons nous-mêmes tout à fait étrange.

Il est certain que le débarquement à Casablanca et que l'occupation de la Chaouïa qui a suivi, nous a entraînés dans de grandes dépenses. En 1910, quand nous avons traité avec Moulay Hafid, personne n'aurait pu dire si, oui ou non, le Maroc deviendrait français. C'était encore un pays étranger, et il était tout naturel que nous lui demandions le remboursement des frais auxquels il nous avait obligés. Moulay Hafid accepta. Le montant de ces frais, arrêté au 31 décembre 1909, fut fixé à 70 millions. Et il fut entendu que cette somme serait payée en soixante-quinze ans, par une annuité de 2.740.000 francs à prélever sur l'excédent des revenus de la douane qui resterait libre après qu'il aurait été fait face au service de la dette. Trois de ces annuités sont échues depuis l'arrangement ; elles n'ont pas été touchées par la France ; elles ont été versées à la Banque d'Etat du Maroc, où elles forment un compte d'attente de 8.220.000 francs. La question s'est posée à la commission des affaires extérieures de savoir s'il y a lieu pour la France d'exiger l'exécution des arrangements de 1910.

Or, il s'est passé depuis 1910 quelque chose qui ne laisse pas d'avoir quelque importance pour le Maroc : le protectorat français y a été établi, et ce protectorat a été reconnu à la fois par le sultan et par les puissances européennes. Le Maroc a cessé pour nous d'être un pays étranger. Est-ce que ce changement ne doit pas entraîner un changement correspondant de notre politique?

Est-il possible de traiter un pays qui a passé sous notre direction comme on le faisait auparavant? Quand nous exigions de Moulay Hafid une annuité de 2.740.000 francs pendant soixante-quinze ans, nous n'avions pas à considérer s'il était en état de la payer; il était indépendant; c'était son affaire. Mais, aujourd'hui que nous avons assumé les responsabilités du protectorat, le sort du Maroc dépend de nous, et ce serait une absurdité que de lui rendre la vie impossible. Et, qui ne voit que ce malheureux pays est hors d'état de suffire pendant longtemps encore à ses dépenses les plus urgentes. Il n'a pas de budget; il n'a pas même encore un système fiscal régulièrement établi. Le plus clair de ses ressources, ce sont justement les excédents des revenus de la douane, et on les lui prendrait? Nous prétendons organiser le Maroc et nous commencerions par lui ôter le moyen d'exister? On se demande dans la tête de quel bureaucrate étranger à toute considération politique a pu naître une pareille idée.

Et puis, dans quelle intention sommes-nous allés à Casablanca et dans la Chaouïa? Certainement, c'était d'abord pour venger la mort des Européens massacrés par la populace marocaine; mais, c'était aussi parce que nous voulions nous établir dans ce pays, à l'exclusion de toute autre puissance. Nous avons réussi, et maintenant que le succès est venu, allons-nous refuser de solder les frais d'une opération dont nous avons eu tout le bénéfice que nous en espérions? Les dépenses du débarquement à Casablanca et de l'occupation de la Chaouïa ont été des dépenses de conquête; c'est au conquérant à les payer. Cela est tellement évident, que c'est ce que nous faisons en ce moment même. La conquête du Maroc est loin d'être terminée, elle nous coûte 150 millions par an, et c'est le budget de la métropole qui en supporte la charge. Soyons donc logiques, et le système que nous appliquons au présent, appliquons-le aussi au passé; n'accablons pas le Maroc d'une dette qu'il est incapable de supporter.

Ce raisonnement de bon sens a frappé le rapporteur, M. Long, et la majorité de la commission. Il a été décidé que la France ferait abandon au protectorat marocain de ces 70 millions qu'elle avait exigés de Moulay Hafid. En conséquence, l'emprunt sera ramené de 230 à 160 millions.

La population du Maroc. — Combien y a-t-il d'habitants au Maroc? Pour la première fois, M. Robert de Caix vient d'apporter, dans le dernier numéro du *Bulletin de l'Afrique française*, des données précises sur ce sujet capital.

Jusque dans ces derniers temps on s'était fait de grandes illusions. La présence de quelques villes sur la côte, la vue de quelques régions où la population était particulièrement dense, avaient donné à croire qu'il était beaucoup plus peuplé que l'Algérie, bien que la superficie des terres utilisables fût sensiblement la même dans les deux pays. Tandis que cette dernière colonie, au moment de la conquête, ne comptait pas plus de 1.800.000 à 2 millions d'indigènes, et qu'aujourd'hui encore, après un demi-siècle de tranquillité, elle n'en compte encore, d'après le dernier recensement fait en 1911, que 4.740.000, on disait couramment que le Maroc nourrissait entre 12 et 15 millions d'habitants.

En 1906, le capitaine, aujourd'hui commandant, Larras, qui avait parcouru le pays en tous sens comme attaché à la mission militaire chargée de relevés topographiques, commença à rabattre ces énormes exagérations. Dans une étude publiée par la *Géographie*, il résumait ainsi son impression : « Le Maroc a de 4 à 5 millions d'habitants; mais j'ai la conviction que le chiffre exact est plus voisin de 4 millions que de 5. » En 1912, M. Augustin Bernard ayant fait dans son ouvrage, *Le Maroc*, la critique de tous les renseignements publiés jusqu'alors, conclut de son côté que la population ne devait pas dépasser 4 ou 5 millions d'habitants. Il basait son raisonnement surtout sur le recensement que nos officiers avaient fait du territoire de la Chaouïa que nous occupons depuis 1908. Cette province couvre 1.031.000 hectares et on y a constaté l'existence de 205.000 habitants, ce qui fait un peu plus de 19 habitants au kilomètre carré. Les régions utilisables du Maroc étant évaluées à 200.000 kilomètres carrés environ, en leur appliquant cette moyenne, on obtenait un total de 3.600.000 individus, auquel il fallait ajouter quelques centaines de mille pour faire la part de la population des villes.

Mais ce n'était encore là qu'une approximation qui était certainement inexacte puisqu'elle supposait partout une population aussi compacte que dans la Chaouïa, ce qui est bien loin de correspondre à la réalité. Aujourd'hui, M. Robert de Caix publie des documents qui permettent de serrer la vérité de plus près encore. Ce sont les statistiques du service des renseignements de notre armée d'occupation. Ce service a établi des bureaux dans toutes les régions où nos troupes ont pénétré. Le premier soin de ces bureaux a été naturellement de rechercher combien d'habitants ils avaient sous leur contrôle, et de reconnaître aussi exactement que possible la force réelle des tribus encore insoumises dont ils doivent surveiller les mouvements et préparer la pénétration. Ils ont procédé suivant l'usage africain : ils ont compté soit les maisons, soit les tentes, et en multipliant le nombre des feux tantôt par 4, tantôt par 5, ils sont arrivés à des chiffres qui doivent représenter assez exactement le nombre des habitants.

Voici les totaux constatés par région :

Région du Rharb (de la fontière espagnole au Sébou).	66.500
Région de Fez	236.000
Région de Meknès	221.120
Région de Rabat	170.550
Région de la Chaouïa (y compris les Beni-Meskine et Casablanca)	259.200
Région des Doukkala	250.000
Région des Abda et des Ahmar	200.000
Région du Haouz	594.060
Rive gauche de la Moulouya	108.500
Rive droite de la Moulouya	190.170
	2.296.100

Comme nous l'avons dit plus haut et comme il ressort, du reste, de la liste ci-dessus, le Tadla, le sud du Moyen-Atlas, les deux versants du Grand-Atlas, le Sous et le Sahara marocain, régions avec lesquelles nos troupes ne sont pas encore entrées en contact, sont restés en dehors de ces statistiques; mais, comme il n'est pas vraisemblable qu'elles puissent fournir un appoint de plus de 700.000 individus, la conclusion de M. Robert de Caix s'impose : désormais, si l'on veut se tenir dans les limites de la vérité, il ne sera plus possible d'évaluer à plus de 3 millions le nombre des habitants du Maroc français.

Grâce à ce travail, on peut se faire aujourd'hui une idée exacte du nombre de musulmans que nous aurons à l'avenir à administrer. Le dernier recensement fait en Tunisie a donné le chiffre de 1.730.000 indigènes, et le dernier recensement fait en Algérie celui de 4.740.000. Si on y ajoute 3 millions de Marocains, on voit

qu'en chiffres ronds le nombre de nos sujets s'élèvera à 9.500.000. Pour achever de donner une idée de l'importance de notre empire africain, il convient d'ajouter que l'on évalue les régions où il pleut assez pour permettre la culture à 100.000 kilomètres carrés en Tunisie, à 200.000 en Algérie et à 200.000 au Maroc, soit en tout 500.000 kilomètres carrés; c'est-à-dire que l'étendue utilisable de la France africaine est sensiblement égale à celle de la France métropolitaine.

Pour revenir au Maroc, M. Robert de Caix publie également le chiffre de la population des villes. C'est encore un renseignement nouveau et fort intéressant à connaître. Voici ces chiffres par ordre d'importance : Fez, 97.000; Marrakech, 70.000; Rabat, 52.000; Casablanca, 46.000; Meknès, 30.000; Mogador, 22.000; Salé, 18.800; Mazagan, 18.000; Ouezzan, 17.500; Safi, 12.000; Azemmour, 8.000; Oujda, 6.466; Sefrou, 6.400; Bahlil, 4.000.

Organisation du protectorat marocain. — Nous avons trouvé le Maroc à l'état à peu près anarchique. Peu à peu sous l'impulsion du général Lyautey s'édifie une administration régulière.

Jusqu'ici avait régné un peu d'incertitude dans la manière de légiférer du protectorat. Tantôt on procédait par décrets du sultan, tantôt par arrêtés du résident général. Ces pratiques auraient pu avoir plus tard des conséquences fâcheuses. Le Maroc est un pays de protectorat et non pas d'administration directe. La seule autorité qui y ait qualité au point de vue international pour faire les lois et pour engager les dépenses du budget, est le sultan protégé sous le contrôle de la France sa protectrice. Les étrangers qui sont, comme on sait, nombreux au Maroc, pourraient se refuser à obéir soit à des prescriptions émanant d'un autre législateur, soit à des agents qui ne tiendraient pas leurs pouvoirs de lui ; et ces résistances nous auraient entraînés dans des procès que nous n'aurions pas été sûrs de gagner.

Remède a été apporté à ce danger. Depuis quelques numéros le *Bulletin officiel* du Maroc ne contient plus que des actes émanant des autorités marocaines, soit le sultan, soit quelqu'un de ses ministres, et contresignés par le général Lyautey. Tous les fonctionnaires qui n'avaient reçu qu'une nomination provisoire de la résidence générale, ont été l'objet d'une nomination définitive du sultan et se trouvent ainsi investis de pouvoirs réguliers. Le protectorat fonctionnera donc désormais dans des conditions d'une légalité irréprochable.

Des décrets du sultan viennent de fixer les conditions de recrutement, d'avancement, de traitement et de discipline des fonctionnaires. Les règles qui régissent les divers personnels administratifs ont été unifiées. Et ce n'est pas sans raison qu'on a dit du statut ainsi créé qu'il est en avance sur la métropole où les fonctionnaires en attendent encore un semblable du Parlement.

Une commission s'occupe activement à Paris de préparer l'organisation judiciaire. On sait qu'en vertu des traités les étrangers, tant que des tribunaux français n'existeront pas, continueront à être soumis à leurs tribunaux consulaires. Cette situation énerve complètement l'autorité française qui n'est jamais sûre de trouver auprès des consuls le concours nécessaire pour faire respecter ses décisions. Il est donc urgent de la faire cesser.

Comme premier linéament de cette organisation, la commission a déjà décidé qu'il serait créé 6 justices de paix dont les titulaires pourront tenir des audiences foraines. Au-dessus d'elles seront placés deux tribunaux de première instance, l'un à Oudjda pour le Maroc oriental et l'autre à Casablanca pour le Maroc occidental. A Rabat, la capitale, sera instituée une Cour d'appel qui possédera en même temps, pour l'immatriculation des immeubles, des pouvoirs analogues à ceux du tribunal mixte de Tunis. La Cour de cassation à Paris sera la juridiction suprême.

Création d'un ordre marocain. — Donnons aux amateurs de décorations une nouvelle qui les mettra dans la joie. Un dahir, c'est à-dire un décret du sultan Moulay Youssef, crée un ordre marocain qui s'appellera *ouissam alaouite chérifien*. Il comportera cinq classes : grand cordon avec plaque sur le côté gauche de la poitrine ; grand officier avec plaque sur le côté droit de la poitrine ; commandeur avec croix suspendue à une cravate ; officier et chevalier. Le ruban et les cordons seront couleur orange clair.

Mais un détail qui fera peut-être reculer les candidats, c'est que les droits de chancellerie à payer seront assez élevés : 75 francs pour les chevaliers, 150 francs pour les officiers, 400 francs pour les commandeurs, 700 francs pour les grands officiers, 1.000 francs pour les grands cordons.

Un autre dahir de Moulay Youssef réglemente l'ordre du mérite militaire qui avait été créé en 1910 par Moulay-Hafid. Mais, comme son titre l'indique, celui-là doit être réservé aux membres de l'armée.

La question des gisements miniers de Constantine. — Au moment où nous écrivons, les Délégations financières n'ont pas encore abordé ce débat ; mais les journaux ont publié le rapport de M. Guérin, directeur des chemins de fer de l'Etat algérien, que le gouverneur général avait chargé d'étudier le problème. Sans doute l'avis de M. Guérin deviendra celui du gouvernement lui-même ; c'est pourquoi il est important de le faire connaître.

Il s'agit, on le sait, de desservir à la fois les gisements de fer de l'Ouenza et du Bou-Khadra et les gisements de phosphate du Djebel Onk. On calcule que le trafic pourra s'élever promptement à 4 millions de tonnes par an. Y a-t-il au monde beaucoup de chemins de fer ayant à fournir un pareil débit ? En tous cas, on voit que ce n'est pas une petite affaire. Du Djebel Onk à Tebessa il n'y a pas discussion possible ; comme il n'y a qu'un intérêt à desservir, le Djebel Onk, il n'y a qu'à choisir le meilleur tracé que permet le relief du terrain ; mais de Tebessa au port de Bône on avait proposé trois solutions : 1° ou utiliser la ligne existante Tebessa-Souk-Ahras-Bône en la refaisant à voie large dans la partie où elle ne l'est pas ; 2° ou construire une nouvelle ligne Tebessa-Bône par Bou-Hadjar à droite de la ligne actuelle ; c'est la solution qu'avait choisie M. Jonnart ; 3° ou construire cette nouvelle ligne non plus sur la droite, mais sur la gauche pour aller de Tebessa rejoindre la ligne actuelle à Duvivier.

M. Guérin n'a adopté aucune de ces trois solutions. Il en propose une quatrième qui consisterait à refaire la ligne de Tebessa jusqu'à Oued Damous, à construire une nouvelle ligne se détachant à gauche pour aller d'Oued Damous à Duvivier par Khemissa et à Duvivier on emprunterait de nouveau l'ancienne ligne de cette gare jusqu'à Bône. En résumé, toute l'ancienne ligne Tebessa-Souk-Ahras-Bône serait reconstruite à voie large dans les parties où elle est voie à étroite et réparée de manière à supporter un trafic de 4 millions de tonnes dans les parties où elle est déjà à voie large. De plus elle serait doublée de l'oued Damous à Duvivier

par la nouvelle ligne à construire, parce que l'ancienne ligne dans ce tronçon se trouve dans des terrains trop difficiles pour qu'on soit jamais assuré qu'elle suffise à un transport de 4 millions de tonnes.

Des embranchements, l'un de 20 et l'autre de 12 kilomètres raccorderaient les mines de l'Ouenza et du Bou-Khadra à la ligne.

D'après l'estimation de M. Guérin, l'aménagement de la ligne Bone-Souk-Ahras-Tebessa coûterait 22 millions, le doublement de la ligne entre Duvivier et l'Oued-Damous 42 millions et le tronçon Tebessa-Djebel-Ouk 20 millions. Les embranchements devraient être construits par les concessionnaires des mines.

Tel est le projet que les délégations vont sans doute avoir à examiner.

A Bizerte. — Des manœuvres navales viennent d'avoir lieu dans la Méditerranée. Ces manœuvres comportaient un ravitaillement dans le port de Bizerte. Le cuirassé amiral *Voltaire*, quatre autres cuirassés, trois croiseurs cuirassés et quinze contre-torpilleurs ont pu se réapprovisionner en charbon en un seul jour. Tout a bien marché. La batellerie a paru suffisante, les équipages du port ont paru bien formés ; parmi eux on remarquait de nombreux baharia ; c'est ainsi qu'on appelle les matelots indigènes.

C'est la première fois que notre grand port africain a eu l'occasion de rendre un tel service. Après une interruption complète des travaux sous le ministère désastreux de M. Pelletans, on aménagement avait été repris avec énergie par M. Thomson et ses successeurs ; l'arsenal est aujourd'hui en pleine activité, c'est une chose intéressante à noter. Il ne construit pas encore, mais il répare et même il refond les navires comme c'est le cas actuellement pour l'*Amiral-Charner*. Il est en état d'approvisionner les escadres, comme il vient de le prouver, et il occupe dès maintenant régulièrement 600 ouvriers. C'est donc déjà une usine importante bien qu'elle n'ait pas encore atteint son plein développement. L'arsenal, comme on sait, n'est pas à Bizerte même ; il est à quinze kilomètres dans le fond du lac, au point nommé Sidi-Abdallah. A côté de l'arsenal a surgi une petite ville, Ferryville, où logent les officiers du port, les fonctionnaires, les ouvriers et leurs fournisseurs. En 1898 elle ne possédait encore qu'une maison : aujourd'hui elle compte 6.000 habitants. Et comme les terrains y sont très chers, une partie de la population essaime et est en train de créer une autre ville à quelques kilomètres de là, à l'oued Tindja. L'organisation de la défense de l'ensemble des travaux de Bizerte laisse encore à désirer du côté de la terre. Pour en hâter l'achèvement, il est question d'en donner la responsabilité complètement à la marine qui mènerait parallèlement et l'organisation de la défense et le développement du port. Dans ce but on y créerait une préfecture maritime qui aurait les deux services sous sa direction. Un projet de loi sur l'organisation du corps des officiers de marine prévoit pour l'avenir un cadre de 16 vice-amiraux au lieu de 15 ; ce seizième vice-amiral deviendrait le préfet maritime de Bizerte.

Au moment même où le port de Bizerte donnait une première manifestation du grand rôle militaire qu'il est appelé à jouer dans la Méditerranée, la population civile était en pleine crise ; elle se plaint de ce qu'aucun de ses vœux n'est écouté par les autorités supérieures. Les Bizertains s'étaient fait beaucoup d'illusions sur l'avenir de leur ville ; ils espéraient que l'arsenal donnerait une impulsion considérable à sa croissance ; mais l'arsenal, comme nous venons de le rappeler, ayant été placé à 15 kilomètres, il n'est rien arrivé de ce qu'on prévoyait. Ce n'est pas Bizerte même, ce sont les localités beaucoup proches de Ferryville et de l'oued Tindja qui se développent. De là un état d'aigreur permanent qui ne se comprend que trop chez les Bizertains déçus. En 1907 ils avaient formulé un cahier de revendications demandant : construction d'une gare de voyageurs et d'un théâtre, achèvement du port de commerce à la baie de Sébra, augmentation de la garnison, rattachement au port d'une division navale de la troisième escadre de la Méditerranée. Ils prétendent que rien de tout cela n'est fait. Et « écœurés du délaissement continuel dans lequel Bizerte se débat » cent douze électeurs consulaires ont par voie d'affiche sommé la Chambre de commerce de donner sa démission en guise de protestation. La Chambre de commerce a eu beau expliquer que les travaux du théâtre et de la gare aux voyageurs allaient être mis en adjudication, que les travaux du port de commerce sont en cours dans la baie de Sébra et que l'effectif des garnisons et le point d'attache des flottes étaient déterminés par un intérêt supérieur aux intérêts d'un commerce local, la plupart des électeurs consulaires ont maintenu leur demande de démission et la Chambre de commerce a dû démissionner. On ne peut que plaindre les Bizertains. Mais à quoi servira leur manifestation ? Il n'est pas à présumer en effet qu'elle décide le gouvernement français à changer quoi que ce soit aux dispositions qu'il croit nécessaires à la défense nationale.

Un comité consultatif des affaires indigènes. — Le ministre des Colonies a fait signer, le 14 mai, un décret qui réorganise le comité consultatif des affaires indigènes. En mars 1909 une commission interparlementaire et administrative avait été constituée pour fixer les règles générales dont la colonisation moderne doit s'inspirer à l'égard des populations indigènes. Cette commission a cessé en fait de se réunir depuis le 16 juin 1910, après avoir étudié quelques questions relatives à l'Afrique occidentale et à l'Afrique équatoriale. Aujourd'hui le ministre des Colonies reprend l'idée réalisée en 1909 et l'applique à son seul ministère, alors qu'il y a trois ans on l'avait appliquée aux deux ministères des Colonies et des Affaires étrangères.

Ce comité, dont la composition est très variée, aura naturellement des attributions purement consultatives, les gouverneurs généraux de nos possessions d'outre-mer ayant le mandat « d'agir et d'oser » et le ministre a raison de dire dans l'exposé des motifs du décret qu'il entend maintenir cette règle. Toutefois l'existence du comité peut se concilier avec cette règle, car ainsi que le dit M. Morel, « je désire que la plus vive lumière soit faite sur nos procédés de colonisation, parce que l'action des gouvernements locaux ne peut que gagner à ce qu'un comité, composé de personnalités les plus compétentes dégage et contrôle d'une manière permanente, par l'expérience des faits, les principes directeurs de notre politique coloniale à l'égard des populations indigènes. » Il faut souhaiter que ce comité n'ait pas la destinée de la commission à laquelle il fait suite et ne soit pas pas comme elle trois ans sans être réuni.

La détaxe des produits coloniaux. — M Sévère a rédigé, au nom de la commission des douanes de la Chambre, un rapport sur le régime douanier colonial. On sait que du projet ministériel sur la réforme du régime douanier colonial, gouvernement et commission des douanes se sont mis d'accord pour déta-

cher ce qui a trait à la détaxe des produits coloniaux, aussi le rapport de M. Sévère est-il surtout consacré à cette question. Cette détaxe totale n'est accordée qu'aux produits du premier groupe de colonies, c'est-à-dire des colonies assimilées et, à ce propos, M. Sévère dit très justement : « Il eût été bon que le dégrèvement fût étendu à l'ensemble du domaine colonial dont l'exploitation serait ainsi grandement facilitée. La commission des douanes n'a pas eu à examiner à fond ce problème, désireuse qu'elle était de ne pas s'écarter du projet du gouvernement. Mais elle a enregistré avec satisfaction la déclaration que lui a faite M. le ministre des Colonies, que des décrets spéciaux interviendront pour assurer, autant que possible, aux colonies non assimilées le bénéfice de la nouvelle législation. » Il serait bon que cette promesse fût tenue.

Quant à nous, comme nous l'avons déjà dit, nous ne considérons pas cette seule réforme comme susceptible de donner satisfaction aux desiderata des coloniaux et il ne faudra pas se considérer comme quitte envers eux quand cette partie de la réforme douanière coloniale sera réalisée.

Une heureuse initiative : le Congrès des Chambres d'agriculture et de commerce de la Réunion et de Madagascar. — M. Garbit, gouverneur de la Réunion, a été directeur des finances à Madagascar et gouverneur général *par intérim* de la Grande Ile ; se souvenant de ses hautes fonctions, M. Garbit comprit bientôt, quand il eut fait connaissance avec le nouveau pays confié à ses soins, qu'il y aurait grand intérêt pour les deux colonies françaises voisines à ne se point ignorer. Pour arriver à ce résultat, pour établir les liens étroits entre les deux îles, pour faire tomber aussi certaines préventions, M. Garbit songea à organiser un Congrès des Chambres de commerce et d'agriculture de Madagascar et de la Réunion. Cette idée fut très favorablement accueillie de part et d'autre et, en novembre 1912, le congrès se réunissait à Saint-Denis, capitale de l'île de la Réunion. Nous avons aujourd'hui sous les yeux le compte rendu des travaux de ce congrès, travaux auxquels a présidé M. Hugot, président de la Chambre d'agriculture de la Réunion, et quand on a parcouru ce compte rendu, on demeure convaincu qu'il y a eu là une initiative heureuse qui doit être féconde.

La Réunion importe de l'extérieur la plus grande partie des matières nécessaires à son alimentation : riz, farines, grains de toute sorte, saindoux, salaisons, etc. Or, Madagascar tend à devenir chaque jour un gros producteur de ces matières ; elle a donc à sa portée un pays français pouvant servir de débouché à son agriculture et à son industrie naissantes, de même qu'elle peut lui prendre les sucres, les rhums, les tapiocas qu'elle ne produit pas encore.

Pour que des liens étroits s'établissent entre les deux pays, le congrès a décidé d'instituer une délégation permanente des Chambres d'agriculture et de commerce des deux îles, qui échangeront désormais un bulletin commercial contenant les renseignements économiques utiles. Le congrès s'est occupé de questions qui faciliteraient ces relations, notamment de l'abaissement de frets aujourd'hui trop élevés, de l'établissement de communications plus nombreuses, etc...

M. Picquié, gouverneur général de Madagascar, a fait suivre les travaux du congrès par un délégué, et il est à espérer qu'avec le concours de l'administration cette manifestation produira des effets très utiles propres à jeter un nouveau lustre sur la colonisation française. Dès maintenant, on est assuré que cette manifestation aura un lendemain. Une exposition coloniale, commune aux deux colonies, aura lieu à Saint-Denis, en 1914, et ce sera une occasion de se souvenir des décisions de novembre 1912.

Le régime douanier du Laos. — La Chambre des députés a été tout récemment saisie d'un projet de loi tendant à modifier le régime douanier du Laos. Ce document, qui est signé par les ministres actuels des Colonies, des Finances et du Commerce, stipule que les territoires du Laos français seront constitués en zone franche en ce qui concerne exclusivement les droits de douane à l'importation. Les produits manufacturés en Laos français et les produits naturels de la vallée du Mékong et de ses affluents, autres que le poivre, seront exempts de droits à leur entrée au Tonkin, en Annam, au Cambodge et en Cochinchine. D'autre part, les produits manufacturés d'origine étrangère entrant par le Laos français dans les mêmes pays seront soumis aux droits d'importation prévus à l'entrée en Indochine pour la catégorie douanière et les pays auxquels ils appartiennent. Enfin les marchandises transitant à travers l'Indochine à destination ou en provenance du Laos circuleront en franchise de droits de douane.

Ces propositions du gouvernement ont pour objet de remédier à une situation de fait que voici. Il y a impossibilité matérielle à établir une barrière douanière suffisamment étanche sur la frontière très étendue et à peine occupée qui sépare le Laos français du royaume de Siam, aussi les marchandises siamoises et, avec elles, les marchandises étrangères transitant par le Siam, entrent-elles en franchise au Laos, alors que celles importées par les ports indochinois sont soumises au tarif d'entrée. Les commerçants asiatiques qui importent leurs marchandises par le Siam sont donc dans une situation privilégiée par rapport aux commerçants français. La suppression de cette anomalie permettra au commerce français de lutter à armes égales contre la concurrence étrangère et favorisera probablement la création d'un courant commercial entre le Laos et le reste de l'Indochine.

La bizarrerie de la situation que nous venons de rappeler a été relevée voilà déjà longtemps et il y a plus de deux ans que nous nous en sommes occupés en ce journal. On aurait pu la faire promptement disparaître et malheureusement bien que le projet de loi que nous venons d'analyser soit satisfaisant, il est fort à craindre qu'il n'apporte pas promptement la solution souhaitée. On connaît depuis longtemps la lenteur des interventions parlementaires ; mais jamais peut-être on n'en a eu de plus nombreuses et de plus éclatantes preuves qu'en ce moment, aussi la Section indochinoise de l'Union coloniale française a-t-elle été bien inspirée en recommandant au ministre des Colonies une solution qu'un simple décret pourrait fournir : il s'agirait de supprimer purement et simplement les droits de transit sur les marchandises destinées au Laos siamois. Le transport des marchandises à destination de ce pays est en effet moins coûteux quand on emprunte la voie du Mékong plutôt que la voie ferrée Bangkok-Korat ; mais cet avantage est annihilé par les droits de transit dont sont grevées des marchandises qui pourraient emprunter la première voie. Le port de Saigon et la navigation fluviale indochinoise sont ainsi privés d'un courant commercial important et cela, sans profit pour l'industrie métropolitaine, car les droits de transit sont insuffisants pour assurer une protection efficace aux produits

de l'industrie nationale. Cette solution moins large que celle préconisée par le projet ministériel, est étudiée et approuvée depuis longtemps par tous les partis intéressés, elle peut être adoptée dans un court délai. Nous souhaitons qu'elle devienne promptement une réalité. Avec les lenteurs dont est menacé le projet de loi sur la zone franche, on risque fort, en effet, d'éprouver la justesse de l'axiome que le mieux est souvent l'ennemi du bien.

La télégraphie sans fil dans les colonies françaises. — Nous avons déjà, à diverses reprises, fourni des renseignements sur l'application dans notre domaine colonial de cette découverte qui lui rend déjà de si grands services. Tout récemment, dans une réponse à une question écrite de M. Paul Bluysen, le ministre des Colonies a donné sur l'organisation administrative de ce réseau les renseignements suivants :

1° Les stations de télégraphie sans fil coloniales peuvent être divisées en deux catégories : stations destinées à satisfaire aux besoins locaux de nos possessions ou groupes de possessions, stations établies pour relier, à partir de la métropole, nos colonies entre elles ou à l'étranger.

On procède actuellement à l'étude d'une réglementation générale de l'exploitation de ces diverses stations.

L'exploitation des stations de la 1re catégorie sera assurée par l'administration coloniale.

Seule, l'exploitation des stations de la 2e catégorie sera dirigée par l'administration des postes et des télégraphes. Afin de ne pas porter atteinte aux principes de l'autonomie coloniale, tout le personnel chargé de l'exploitation sera placé, au point de vue de la discipline générale, sous la surveillance et l'autorité des gouverneurs intéressés, par l'intermédiaire desquels seront transmises les instructions relatives au service, adressées par l'administration des postes et des télégraphes.

Enfin, les questions concernant l'organisation générale du service seront réglées d'accord entre l'administration coloniale et l'administration des postes et des télégraphes.

2° La réglementation applicable au personnel des réseaux locaux de télégraphie sans fil dépend uniquement de l'administration coloniale. Un projet de décret réglant les conditions de recrutement, d'avancement, etc., de ce personnel a été préparé par le ministre des Colonies qui, avant de le soumettre à la signature du président de la République, l'a communiqué aux gouverneurs des colonies intéressées.

Il est à prévoir, d'autre part, qu'une partie du personnel de ces réseaux sera utilisée pour la construction du réseau intercolonial. La situation qu'il y aura lieu de réserver aux agents de cette catégorie dans l'exploitation future du réseau, à l'établissement duquel ils auront collaboré, fait actuellement l'objet d'un échange de vues entre le ministre des Colonies et l'administration des postes et des télégraphes.

BULLETIN

DE L'UNION COLONIALE FRANÇAISE

DINER DU 14 MAI 1913

Les besoins de l'Afrique Occidentale française.

Le 14 mai, a eu lieu au Cercle militaire, sous la présidence de M. J. Charles-Roux, *le dîner mensuel de l'Union coloniale.*

A l'ordre du jour : « *Les besoins de l'Afrique occidentale* ».

Nous reproduisons ci-après *in extenso* l'exposé de la question fait par M. J. Chailley. Nous le faisons suivre des observations de MM. Goujon, Albin Rozet, Veillat et Clozel qui prirent part à la discussion.

Avant de donner la parole à M. Chailley, M. Charles-Roux a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs.

Nous ne sommes pas très nombreux ce soir, mais nous avons l'extrême bonne fortune de posséder six députés que nous remercions d'avoir répondu à notre appel : notre collègue et ami Albin Rozet, président de la Commission des Affaires extérieures et coloniales; M. Goujon, rapporteur de la loi sur l'emprunt de la Côte occidentale d'Afrique; MM. Dubarle, Veillat, Paul Leroy-Beaulieu fils, et M. Chailley, notre directeur général, que vous allez entendre dans un moment.

Je remercie ces messieurs d'être venus, parce que la question a une importance considérable au point de vue de notre histoire coloniale.

Je profite de l'occasion pour souhaiter la bienvenue au colonel Roulet, qui arrive en droite ligne de Tombouctou, comme nous arrivons d'Asnières. Je suis très heureux de le voir revenu en bonne santé et je lui demande la permission de boire à sa santé, au beau voyage qu'il vient d'accomplir. (*Applaudissements.*)

Je donne la parole à M. Chailley.

DISCOURS DE M. CHAILLEY.

Messieurs,

Nous avions mis à l'ordre du jour de ce soir notre colonie de l'Afrique occidentale, sous le titre un peu vaste et ambitieux : « Les besoins de l'Afrique occidentale. » C'était une occasion de parler de l'emprunt et aussi d'autres questions qui l'intéressent.

Je n'ai pas l'intention de traiter, avec l'ampleur qu'il mérite, un sujet aussi complexe en présence d'hommes qui, comme vous, le connaissent aussi bien que moi; et il s'agit, à vrai dire, bien moins de faire un discours que d'échanger entre nous des idées sur les différents problèmes du pays.

Ce n'est pas quand on a devant soi M. Clozel et mon collègue Veillat, qui ont passé des années en Afrique occidentale, ou des commerçants éprouvés comme mon ami Le Cesne, ou comme M. Lecocq, un gouverneur comme M. Salesses, qui a accompli cette œuvre admirable du chemin de fer de la Guinée, ou des hommes comme M. Paul Leroy-Beaulieu, et je devrais dire : la dynastie des Leroy-Beaulieu, qu'on peut oser de longs discours; soyons brefs et d'abord parlons de l'emprunt de l'Afrique occidentale.

Nous avons, depuis la convocation lancée, appris que la discussion de ce projet d'emprunt est à l'ordre du jour et que nous pouvons, dans un temps très court, espérer le voir voter par la Chambre. D'ici à quelques jours, je crois que nous allons avoir à la Chambre des séances du matin, et — c'est ce que me disaient M. Albin Rozet et M. Goujon, — le projet pourra passer à une séance du matin, vraisemblablement sans rencontrer une grande opposition ; le vote n'est pas douteux, et peut-être même n'y aura-t-il pas de discussion. C'est en effet ce qui serait à souhaiter, non que l'Afrique occidentale ait rien à cacher et qu'elle ne dût gagner à un débat public ; mais elle a attendu assez longtemps ; les crédits dont elle disposait doivent maintenant toucher à leur fin ; les chantiers sont à la veille d'être désorganisés, que rien ne serait plus dommageable que de voir interrompre l'œuvre commencée ; enfin cet emprunt se fera demain dans des conditions moins favorables qu'hier. Le taux de l'argent est remonté, ce qui est bon pour ceux qui possèdent, mais fâcheux pour ceux qui

empruntent, et peut-être va-t-on perdre 50 ou 70 centimes par 100 francs, peut-être davantage sur les conditions qu'on aurait obtenues. Malgré tout cela, réjouissons-nous, car nous touchons à une solution et dès à présent nous pouvons envisager les autres problèmes de l'Afrique occidentale.

De ces problèmes, qui importent tous à la prospérité de cette grande colonie, il y a un certain nombre dont il serait bon de nous entretenir immédiatement, encore que la réalisation en apparaisse éloignée, car peu à peu les idées se répandent, la discussion se répercute, les solutions sont discutées, et la réalisation se prépare.

Avant toutes choses, je veux féliciter mon ami Goujon de son rapport. Dans un très court volume, il a enfermé énormément d'idées; il a présenté en raccourci l'histoire de cette colonie, avec un grand talent d'écrivain et d'historien ; toutes les opinions ont été analysées avec une sincérité et une bonne foi qui lui font grand honneur. Il a eu des formules saisissantes, des mots qui font image.

En relisant son rapport, j'ai relevé (et je ne parle pas des documents qu'il a publiés soit dans le texte, soit en annexes), des vues singulièrement intéressantes pour qui veut examiner à fond la condition de l'Afrique occidentale. Il a prouvé qu'il est plus qu'un homme politique : un philosophe et un économiste. Il s'est demandé d'abord si les hommes à qui nous devons tant d'informations et d'idées sur l'Afrique occidentale ont assisté de leur vivant à l'éclosion soudaine d'une grande richesse, phénomène économique en quelque sorte isolé, et qui ne se reproduira plus, ou, au contraire, au développement progressif d'un pays en voie de s'organiser et dont nous pouvons croire que les efforts se répéteront d'année en année et d'année en année seront assurés d'un égal succès. Il a l'air, quant à lui, d'incliner vers cette seconde solution; et, s'il a raison, les chiffres qu'il produit sont ce qu'il y a de plus satisfaisant pour notre patriotisme et les espérances qu'il peut se permettre.

L'Afrique occidentale a, dans les dix dernières années, et notamment dans les six dernières, réalisé des progrès réguliers, presque tous égaux d'année en année, progrès qui nous permettent d'escompter presque à coup sûr pour un avenir prochain un accroissement de richesse, et, par conséquent, des gages solides d'emprunts futurs, car à peine un emprunt est-il voté qu'il faut songer qu'il sera épuisé en cinq ou six ans, et déjà on en entrevoit un autre qui permettra d'agir plus tard. Les gouvernements généraux se sont déjà préoccupés de cette question. M. Roume, il y a dix ans, après lui, M. Ponty ont examiné ce que devront être les prochains travaux qui succéderont à ceux que nous allons voter. Ils ont prévu qu'il y aura encore plusieurs milliers de kilomètres de voie ferrée à construire, et environ 400 millions à dépenser. J'entends, au total. Or, nous allons ces jours-ci en voter une tranche de 150 à 160 millions ; il en restera encore 250.

Cette lourde dépense, pourra-t-on la payer? Et, puisqu'il faudra emprunter, aura-t-on pour cela, des gages sérieux et qui inspirent confiance? Cela ne paraît pas douteux pour ceux que nous allons voter. Il s'agit de mettre pendant six ans tous les ans à la disposition du crédit de l'Afrique occidentale une somme nouvelle de 1.200.000 francs environ, soit au total une somme de 7 à 8 millions qui figurera au budget pendant près d'un demi-siècle.

Et plus tard?

Vous connaissez l'organisation très ingénieuse des finances de l'Afrique occidentale; le budget général n'est pas séparé et indépendant des budgets locaux, ils s'appuient les uns sur les autres, ils s'étayent; ils constituent un solide édifice financier. En 1905, ce budget général avait des recettes de 15 millions 1/2 ; en 1911, il en a de 27 millions de francs. Voilà donc un budget qui a grossi d'environ 12 millions en six ans, soit de 2 millions par an pendant cette période, et régulièrement de 900.000 francs à 1 million par an pendant la période précédente. J'appelle votre attention sur cet accroissement des recettes des six dernières années, parce que, vous l'allez voir, durant cette période, l'augmentation y a été régulière et considérable. Si, par exemple, les recettes avaient crû de 1 dans chacune des années de la période précédente, elles ont crû de 1 1/2 à 2, durant celle des six dernières années. L'explication de ce phénomène est simple : ces six années correspondent à de de grands travaux, qui, une fois exécutés, assurent un développement continu de richesse au pays et de plus-values au budget.

Les budgets locaux atteignaient, en 1905, le total de 26 millions environ; en 1911, ils arrivent à 39 millions, soit un accroissement de 13 millions de francs. Les caisses de réserve, sage institution de nos colonies, ont un maximum prévu de 19 millions; elles renferment, à l'heure actuelle, 23 millions. Le commerce extérieur atteignait, en 1901, 131 millions, en 1911, il atteint 269 millions, soit une augmentation de 138 millions en dix ans. Et c'est un commerce bien équilibré, les exportations et les importations s'y balancent de la façon la plus satisfaisante; les importations atteignent, en 1911, 151 millions de francs, et les exportations — la valeur des marchandises étant calculée au moment où elles sortent de la colonie — 120 millions. Il est bon de retenir que la France absorbe 48,2 0/0 de ce commerce à l'importation et 52,6 0/0 à l'exportation. Et, répétition du phénomène déjà sigalé, dans les six années, le commerce a crû de 19 millions par an, tandis que dans les dix années précédentes il n'avait crû que de 12 millions 1/2.

Les douanes produisaient en 1900, 9.800.000 francs, et, en 1911, 24 millions, soit une augmentation de 14 millions. C'est encore un chiffre qu'il faudra retenir, lors de la discussion du nouveau régime douanier des colonies.

Je crois que ce régime sera conçu dans un esprit libéral, mais il faudra toujours rappeler à ceux qui le combattraient, que ce budget de l'Afrique occidentale d'environ 70 millions est alimenté jusqu'à concurrence de 24 millions par les droits de douane. C'est là une ressource à respecter et qui commande qu'on modifie le moins possible le régime douanier tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Une autre importante source de recettes est la capitation, impôt dont on médit beaucoup; c'est en effet un système assez barbare, mais qui semble très bien s'appliquer aux régions dont il s'agit : impôt par tête, en moyenne de 2 francs ou 2 fr. 50, il va de 50 centimes dans certains pays jusqu'à 5 francs dans d'autres. La capitation produisit en 1895, quand nous l'avons vu appliquer pour la première fois, 877.000 francs; elle a produit en 1911, 20 millions et en 1912, 23 millions de francs. C'est un des gros éléments du budget de l'Afrique occidentale, et une forme d'impôt à laquelle il faudra rester attaché.

Autre signe de prospérité : le port de Dakar. C'est une création de l'ancien gouverneur général Roume, ou plus exactement des anciens gouverneurs généraux, d'accord avec le ministère de la Marine. Quand on le construisit, on avait l'intention d'en faire un des points d'appui de la flotte. Abandonné depuis, de ce point de vue, il me semble que l'on ne doive plus le retenir comme port militaire; il deviendrait simplement un port de commerce. Ce port de commerce a enregistré les progrès suivants : en 1903, il a vu passer 397 navires; en 1906, 1536, en 1911, 2.360. Je n'ai pas la statistique pour 1912. M. Goujon, avec beaucoup de raison, dit : Dakar est devenu une des grandes escales du monde, et il le compare à Hong-Kong, Singapoure et Colombo. C'est une escale presque indispensable. Non seulement s'y arrêtent les navires qui desservent la côte occidentale d'Afrique, mais ceux qui s'en vont vers

l'Amérique. Il y a passé 3.500.000 tonnes en 1911. Fait économique, plus intéressant, il s'y est débarqué et embarqué 1.000.000 de tonnes. Et, M. Goujon le fait observer dans son rapport, tel de ces bateaux, pendant un court séjour à Dakar, laisse dans la ville 10.000 francs au moins.

Ce port de Dakar a une physionomie particulière; c'est certainement le meilleur port depuis la Méditerranée jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, le seul même qui présente véritablement quelque sécurité.

Je me souviens qu'il y a cinq ou six ans, discutant, dans une conversation privée, avec quelques-uns des plus fougueux pangermanistes, à Carlsruhe, lors d'une session de l'Institut colonial international, nous parlions déjà du Maroc, et mes interlocuteurs disaient: « Nous ne permettrons pas que vous preniez le Maroc » ! (Ils avaient alors des intentions sur le Brésil; ils se figuraient qu'ils pourraient en faire un jour une possession allemande, et peut-être la chose se serait-elle réalisée, s'ils n'avaient rencontré au Brésil, d'une part un puissant sentiment national, et d'autre part la forte main des Etats-Unis de l'Amérique du Nord). « Nous ne voulons pas vous y voir creuser et aménager sur nos derrières un grand port d'où vous pourrez lancer contre nos paquebots de commerce des croiseurs ou des escadres et gêner tous nos mouvements ». Et je leur répondais : « Mais ce port, nous l'avons déjà; c'est Dakar ! » L'événement a dépassé nos espérances.

Après toutes les plus-values que je viens de vous indiquer provenant du commerce, des douanes, du développement des chemins de fer, etc., on peut penser que, si nous développons encore notre outillage, nous recueillerons encore de plus beaux résultats. Nous avons environ 2.800 kilomètres de chemins de fer; ce n'est pas beaucoup vu l'immensité de ce pays, car l'Afrique occidentale compte des millions de kilomètres carrés, mais c'est déjà quelque chose Sur ces 2.800 kilomètres, 2.500 sont à la colonie et environ 300 à une compagnie privée. Il nous reste à en construire environ le double.

Parmi les cartes dressées par le gouvernement de l'Afrique occidentale, et que M. Goujon a fait insérer dans son rapport, il en est une qui montre les voies ferrées déjà en exploitation, les voies que l'on va construire avec les 150 millions du présent emprunt, et les voies que l'on rêve de faire dans les années qui suivront. Le projet est magnifique. Certes la dépense en est considérable. M. Goujon se demande et devait se demander si on pourra y suffire; avec les arguments qu'il a fournis et que j'ai reproduits, il conclut qu'il y a pour celà toutes les chances.

Il note, dans son rapport, un trait assez intéressant de la politique des chemins de fer en Afrique occidentale. La colonie, après avoir recouru à l'entreprise privée pour construire plusieurs de ses chemins de fer s'en est, en somme, assez mal trouvée; moi, qui suis de l'école des Leroy-Beaulieu, assez peu étatiste, et même anti-étatiste, je dois reconnaître que, dans ces questions de chemins de fer coloniaux, la balance a été indécise entre les résultats de l'effort de l'initiative privée et ceux de l'effort de l'entreprise publique, mais qu'il semble, cependant, que l'on ait intérêt dans nos colonies à faire construire par l'Etat.

Pour l'exploitation par l'Etat, il y a une raison que donne M. Goujon : c'est qu'en Afrique occidentale nous avons tout autour de nous beaucoup de rivaux; des états voisins construisent aussi des chemins de fer, et il est bon de pouvoir déterminer des courants commerciaux à l'intérieur de notre empire sans les laisser détourner par les lignes rivales. Une colonie maîtresse de ses lignes et de ses tarifs pourra plus rapidement et plus facilement s'imposer les sacrifices nécessaires pour faire passer ces courants par ses lignes.

Et, dans le même sens, j'invoque encore cette raison : pendant longtemps il n'y aura pas d'industrie en Afrique occidentale. Ce pays semble appelé à un grand développement de richesse agricole; cette richesse agricole ne supporte pas de tarifs élevés pour le transport. Une colonie, maîtresse de ses tarifs, pourra faire affluer à la côte les produits agricoles de l'intérieur. Or, le commerce avec la métropole est fonction de la production agricole. Quand la production agricole se développe, immédiatement le commerce avec la métropole grandit. Quand la production agricole diminue ou cesse, le commerce avec l'extérieur en ressent le contre-coup. Celà nous montre notre devoir : tâcher de pousser le plus possible au développement de l'agriculture, et, pour la colonie, rester maîtresse de ses tarifs des chemins de fer, jusqu'à pouvoir transporter sans bénéfice à la côte les produits de l'intérieur, de façon à fournir sans cesse un aliment croissant au commerce général.

J'ai tout à l'heure parlé du produit des douanes; j'y reviens. Ils s'élèvent à 24 millions, c'est un chiffre à retenir. Grâce à Dieu, les modifications que l'on propose au régime douanier colonial ne paraissent pas le menacer; nous ne sommes plus, comme nous l'avons été à un moment, en face d'une modification profonde du régime douanier de 1892; ce régime certes, ne nous a pas donné dans l'ensemble toutes les satisfactions; mais, du moins, en ce qui concerne l'Afrique, il a gardé un aspect libéral que nous entendons lui laisser. Nous rencontrerons des adversaires. Contre eux, le grand argument doit être : Ne touchez pas trop au tarif, n'allez pas le relever à l'excès et en diminuer les recettes. Rappelez-vous l'expérience de Madagascar, qui a perdu, d'un coup, des ressources énormes le jour où l'on a supprimé le protectorat et élevé des droits quasi prohibitifs.

Quelle crise ce fut pour son budget et son développement. Souvenons-nous en. Le tarif douanier colonial rapporte à l'Afrique occidentale 24 millions; c'est le gage présent des emprunts et le gage futur d'emprunts plus considérables que nous aurons à faire; on ne doit pas toucher à de telles ressources. Elles sont la condition des succès de demain.

Parmi les choses qui seront la besogne de demain, la plus urgente, c'est le développement de l'agriculture. Il faut bien le dire : nous avons obtenu des résultats très intéressants, mais ils furent obtenus pour ainsi dire sans que les pouvoirs publics s'en soient mêlés. Le développement de la culture de l'arachide, une des grandes richesses du Sénégal et de l'Afrique occidentale, qui est encore à l'état embryonnaire, car l'Afrique renferme des terres immenses, n'a pas été le résultat d'une politique arrêtée des autorités de la colonie; les commerçants y ont seuls contribué. Mais ils peuvent beaucoup dans un cas comme celui de l'arachide, il en est où ils ne peuvent pas grand chose et où il faut qu'intervienne l'autorité du gouvernement si l'on veut développer les cultures nouvelles.

Je ne veux pas recommencer devant vous un discours que j'ai fait il y a trois mois à la Chambre, et qui a été purement technique. Nous avons M. Chevalier à la tête de la Mission permanente de l'Agriculture et des jardins coloniaux; il vient de faire pendant douze ans des excursions en tous sens à travers l'Afrique, et il a constaté que si souvent nous avons donné l'exemple, rarement nous avons persévéré dans la voie que nous avons ouverte et sur laquelle maintenant plusieurs de nos rivaux nous devancent. Nous y avons une politique agricole, hésitante, fléchissante, parfois rétrograde. Chevalier a raconté la création, vers 1895 ou 1896, du Jardin de Libreville, qui, au bout de peu de temps, fut non pas totalement abandonné, mais négligé, au profit de Brazzaville. Puis, lorsqu'on eut envoyé la mission du Chari-Tchad, on créa un jardin nouveau, et l'on a abandonné les premiers, et ainsi de suite; si bien qu'aujourd'hui il ne reste presque rien de

tout ce qui a été fait dans ce temps, et que ce Gabon, terre très fertile, une des plus vieilles colonies de la France, victime d'une politique sans suite et sans idées bien conçues, ne produit aujourd'hui difficilement que 100 tonnes de cacao, par exemple, alors que le Cameroun, venu bien après lui, en produit 2.000 tonnes. Et je pourrais donner d'autres exemples. Nous qui avons été, au temps de notre ami Bourdarie, les premiers importateurs d'essences précieuses et notamment d'essences de caoutchouc, nous sommes obligés d'aller en chercher les graines dans les jardins de l'Etat du Congo où nous les payons fort cher.

Tout ceci doit être modifié. Le gouvernement se doit à lui-même d'encourager l'agriculture des indigènes et celle des Européens. Nos colonies, à l'heure actuelle, au point de vue de l'agriculture des Européens, ne produisent à peu près rien ; ce sont là des entreprises difficiles, les hommes qui sont disposés à y mettre des capitaux n'ont pas les connaissances voulues et ceux qui auraient les connaissances n'ont pas les capitaux. Le gouvernement doit ouvrir les voies, et faire ce qu'on fait dans les jardins botaniques de l'Etat indépendant du Congo et de l'Afrique allemande, qui ont des dotations de centaines de mille, voire de millions de francs. Il doit entreprendre chez nous ce qu'on a entrepris dans ces pays, étudier méthodiquement les espèces à acclimater et à développer dans de vastes champs d'expériences pendant plusieurs années, sans s'arrêter dans les expériences entreprises, afin qu'au bout de huit, dix, douze ans, il puisse se tourner vers les capitalistes français, vers ceux que les colonies tentent, que l'agriculture peut intéresser et leur dire : Vous pouvez tranquillement, en toute sécurité, entreprendre telle ou telle culture, j'ai maintenant la certitude que cette culture pourra être tentée utilement et avec profit.

Les Français, certes, sont les premiers horticulteurs, arboriculteurs et même agriculteurs du monde. Ce n'est pas un fait nouveau que je révèle, c'est l'expérience de tous les temps qui le prouve. Nos vieilles colonies produisent encore à l'heure actuelle les plus savoureux des fruits d'origine tropicale ; nous nous y sommes montrés grands jardiniers, grands introducteurs d'espèces et d'arbres sélectionnés et perfectionnés. N'abandonnons pas cette réputation. Dépensons un peu d'argent pour les œuvres vivantes de la colonisation. Ne serez-vous pas, par exemple, scandalisés si vous songez que, sur 78 millions de francs, le budget de l'Afrique occidentale ne consacre que quelques billets de mille francs à ses immenses forêts ; qu'il entretient un agent forestier, alors qu'il lui en faudrait des douzaines, pour que si l'un d'eux tombe malade, les autres conduisent la besogne?

Bien plus, nous ne connaissons même pas nos richesses agricoles, nous n'avons jamais fait un inventaire complet. Quand on compare à notre indolence ce qui a été entrepris au Congo belge et aux admirables publications de Tervueren, qui représentent aujourd'hui plus d'un million de francs, on s'aperçoit que le Congo belge a travaillé pour sa prospérité d'abord, et ensuite pour la science, avec plus de profit et de gloire que nous n'avons fait, nous qui sommes les propriétaires d'un plus beau domaine, plus vaste et depuis plus longtemps. Il y a là une tâche qui s'impose : elle importe à notre honneur et à notre ambition légitime.

Après l'agriculture, il faudra — et c'est encore une partie de l'agriculture — s'occuper de l'élevage. J'ai lu encore dans le rapport de M. Goujon que le cheptel bovin s'élève à plus de 5 millions de têtes, qu'il y a des chevaux de haute taille qu'on recherche actuellement au Maroc pour les croiser avec des bretons ou des anglo-normands. Ce qu'on fait au Maroc, il faudrait qu'on le fît en Afrique occidentale également.

Après les bœufs, les moutons. Je sais bien que lorsqu'on lit les rapports annuels, on y trouve toujours une ligne très habilement consacrée à l'élevage, au cheptel, aux moutons, aux bovidés, mais il n'y a qu'une ligne et il n'y a pas de crédits, il n'y a pas d'hommes, pas de spécialistes, il n'y a pas de volonté tendue et agissante. L'administration française est enfermée dans ses vieux cadres, et ses vieilles préoccupations. L'Administration ! c'est bien ; mais il y a mieux. Il s'agit aujourd'hui d'entreprendre des études, en apparence désintéressées, qui sont d'abord d'ordre pratique, et qui auront ce résultat, au bout d'un certain nombre d'années, de permettre de mettre à la disposition des colons des notions précises et pratiques, bases d'entreprises profitables. C'est ce qu'on fait partout. C'est nous qui aurions dû et pu donner l'exemple, qui aurions, par exemple, pu lancer les plantations de caoutchouc. Nous n'en avons rien fait. Pourquoi? Ce n'est pas qu'on s'en soit désintéressé, mais l'œuvre est longue, difficile ; elle comporte outre les capitaux et les administrateurs : la science et ses enseignements. Et sur ce terrain, nous Français, nous avons hésité. Et pour réussir nous avions tout. En Asie, en Océanie, ce sont, par dizaines, des ingénieurs agronomes français qui dirigent les plantations de caoutchouc ou y collaborent. Et ici, en Afrique, nous avons un Chevalier, un savant et un praticien. Or, si la pratique est beaucoup, sachons et disons que la science est davantage. Il n'y a rien à faire si la science n'est pas à la base de l'entreprise.

Je pourrais appliquer cet axiome à toutes les cultures. Mais je n'insiste pas ; je ne veux ajouter que ceci : M. Clozel, va retourner en Afrique occidentale. Il approchera le gouverneur général ; qu'il lui demande d'ouvrir des crédits pour sauvegarder nos richesses forestières, pour procéder aux inventaires de ce que nous possédons, pour préparer les études scientifiques, base des entreprises privées de culture, de cacao, de caoutchouc, de sizal, cette espèce particulière de chanvre dans la culture de laquelle les Allemands ont réussi avant nous.

Ce ne peut être qu'une œuvre de gouvernement.

Il a près de lui l'homme le plus compétent en ces matières à l'heure actuelle : Chevalier. Quelqu'un a eu l'occasion de parler à Wildeman de Chevalier. Wildeman a dit : C'est un savant qui honore notre profession. Servez-vous de cet homme et faites que dans quelques années, nous puissions comparer nos jardins et nos plantations à ceux de l'Afrique allemande et du Congo belge.

Après la production agricole, les questions d'hygiène. Sur ce domaine, on a fait beaucoup, et il serait injuste de le méconnaître, mais ce n'est pas assez. Voilà un pays qui mesure 4 millions de kilomètres carrés ; retranchons-en 3 millions qui représentent peut-être des espaces sans valeur (quoique je ne sois pas de ceux qui pensent qu'il n'y ait rien à faire même dans ces parties méprisées ; il y a deux ou trois ans, j'ai cité à la Chambre des députés un passage d'un livre du général Galliéni, dans lequel il disait : rien à faire au Soudan, — et aujourd'hui, tous les administrateurs de l'Afrique espèrent beaucoup de ce Soudan). Resterait 1 million de kilomètres carrés ; sur cette immense superficie, seulement 12 millions d'habitants. C'est tout à fait insuffisant, et s'il faut travailler à la repopulation en France, il faut aussi travailler à la population de l'Afrique.

Faidherbe disait dans le temps : « L'Afrique est peut-être un pays pauvre, mais elle est riche d'un riche produit : les hommes. » Il n'y en a pas assez. C'est là une des œuvres que peut, de la façon la plus intéressante, entreprendre l'administration. Elle doit s'occuper de ce que j'appellerai la « puériculture ». Je suis très ignorant en la matière ; mais on prétend que, notamment les Noirs qui ont passé par l'armée, revenus au village natal, ne désirent plus avoir d'enfants ; que des maladies nombreuses, syphilis, blennorragie, rendent les fécondations assez rares et que, d'autre

part, les femmes soumises à un dur régime souvent ne mènent pas à bien leurs grossesses.

C'est vrai ou ce n'est pas vrai, si je me trompe tant mieux, mais si je ne me trompe pas, il y a là une œuvre qui provoque au plus haut point la sollicitude du gouvernement, et je puis dire que, si l'on consacrait quelques centaines de mille francs à assurer le développement de la population, on ferait une œuvre plus utile encore que de surveiller les progrès des plantations de caoutchouc et de préparer l'avènement du cacaoyer.

En public, on n'ose pas aborder ce genre de questions, mais ici, nous sommes devant les hommes qui les connaissent : il n'y en a pas de plus intéressante. Je me rends bien compte que la solutionner ne rapportera pas de gloire immédiate, que ce sera une œuvre discrète, obscure et longue, mais l'homme qui l'aura entreprise aura admirablement travaillé pour son pays.

Dernièrement, à la session de l'Institut colonial international, on a discuté cette question si importante; un Belge, le docteur Julien, qui a été attaché à l'Etat du Congo, a parlé de l'organisation médicale dans les diverves colonies, et notamment en notre Afrique occidentale. Il a dit qu'il considérait que nous avions un service médical insuffisant comme nombre et qu'étant donné les traitements qu'on y offre, nous ne pourrions pas de longtemps y avoir d'hommes de mérite. Pas de retraite, des traitements insuffisants ; comment attirer des hommes de mérite? Vous aurez, disait-il, le rebut des hommes du monde médical de la métropole.

Or, nous devrions y avoir l'élite. Dans l'organisation de l'hygiène, on devrait créer quelque chose comme l'assistance maternelle, l'assistance aux mères et aux enfants. Il y a là une très grande œuvre à accomplir, et, puisque l'on a dit que gouverner c'est prévoir, prévoyons un peu ce que nous avons à faire, et puisqu'on dit aussi qu'il faut sérier nos efforts, développons successivement dans les budgets des crédits qui grandiront d'année en année : ils sont indispensables à notre Afrique occidentale.

Enfin, je voudrais, pour finir, parler d'une chose qui chez moi tourne à la manie, je veux dire l'irrigation. C'est comme dans la comédie de Molière : je dis toujours la même chose, parce que c'est toujours la même chose.

Cette irrigation, qui réussit si merveilleusement dans les autres pays, qui a donné dans les Indes anglaises des résultats incomparables, doit à son tour triompher chez nous. Dans l'Inde, l'Angleterre a consacré environ 1 milliard de francs à l'irrigation et ces travaux, qui ont fertilisé 22 millions d'acres (un acre-40 ares), lui rapportent aujourd'hui, dans l'ensemble, environ 8 0/0, à savoir 4 0/0 pour l'intérêt des sommes engagées, et 4 0/0 de bénéfice. Il y a des canaux d'irrigation qui rapportent 40 0/0 des sommes qu'on y a mises. Il en est d'autres qui ne rapportent rien, si ce n'est le bénéfice moral.

Je voudrais voir entreprendre chez nous méthodiquement et ardemment cette œuvre d'irrigation. Quand je lis les exposés du gouvernement général, j'y vois bien cette petite ligne à laquelle je faisais allusion tout à l'heure : « Nous nous occuperons de l'irrigation, il y a M. *untel* et M. *untel* qui y sont engagés ». Mais ce sont des crédits misérables et un salut en passant et sans s'arrêter.

L'irrigation mérite mieux que cela, certes, nos ingénieurs sont des hommes extrêmement savants, ils savent ce que vaut l'irrigation ; quand nous en parlons, ils nous répondent, et ils ont raison : l'irrigation, nous la connaissons mieux que vous et mieux que ceux dont vous vantez les œuvres; c'est nous qui l'avons inventée ou ressuscitée. J'ai assisté cette année au dîner des Ingénieurs coloniaux, et M. Guillain, notre ami et notre chef, m'a dit : L'irrigation, c'est nous qui l'avons réintroduite et appliquée en Egypte... Et il m'a cité les grands travaux de Barrois. Et c'est exact, mais il n'empêche que chez nous, dans nos colonies, nous n'avons pas su l'appliquer avec l'ampleur qu'elle comporte. Eh bien ! il faut un changement de front : il faut se dire que l'irrigation est une chose de premier ordre, indispensable, à laquelle il faut consacrer de gros crédits.

Quand on parle de cette question au ministère des Colonies, à l'honorable inspecteur général, il répond : Oui, c'est vrai, vous avez raison; faisons de l'irrigation; mais pas tout de suite, on n'a pas encore fait la planimétrie de la colonie.

Je suis très ignorant de ces questions techniques; mais je ne suis pas ignorant des résultats de l'irrigation, je les ai étudiés sur place; et voici 7 ou 8 ans, j'ai eu l'honneur d'écrire deux articles dans la *Revue Générale des Sciences*, qu'on m'a fait l'honneur, non sollicité, de reproduire dans une Revue du ministère des Travaux publics. Je ne suis donc pas tellement incompétent. Et j'ai peut-être qualité pour souhaiter et réclamer qu'on entreprenne les travaux d'irrigation notamment dans cette boucle du Niger, qui est un pays plein de promesses, qu'il tiendra le jour où ces travaux seront faits. Mais qu'on s'y mette.

Les plans ne sont pas prêts, on dépensera à l'aventure 50 ou 100.000 francs ! Qu'est-ce que 100.000 francs gaspillés? Nous en avons gaspillé bien d'autres ! Est-ce qu'aujourd'hui quelqu'un fait grief au gouvernement des sommes qu'il a gaspillées pour construire le chemin de fer du Niger au Sénégal, depuis Kayes jusqu'à Bafoulabé? Personne n'en parle plus. Tout le monde se rappelle la lettre éloquente que Faidherbe a écrite pour déterminer le gouvernement à ne pas abandonner l'œuvre quand il ne restait que 35 kilomètres à construire. On s'est trompé. On s'est trompé sur la manière de travailler, mais on ne s'est pas trompé sur le but ni sur le résultat.

Gaspillez donc un peu d'argent sur l'irrigation ! Trompez-vous ! Dépensez tout de suite, 100.000, 200.000 francs par an; ce sera une chose merveilleuse et votre gaspillage aura été de l'économie. Quand M. Clozel va retourner auprès du gouverneur général, qu'il lui dise de ne pas marchander. Il n'y a pas de plan de campagne ! Tant pis. Vous avez sous la main des gens qui ont travaillé avec Willcox. Lui aussi s'est trompé, c'est entendu, mais il a fait des grandes choses et fondé une école. Que dans nos colonies on fasse étudier ces questions par beaucoup de gens à la fois, qu'on rapproche leurs projets, qu'on compare leurs méthodes, et un beau jour on aura un plan arrêté.

Qu'on ne mentionne plus l'irrigation, par une ligne insérée dans le rapport du gouverneur général de l'Afrique occidentale, comme une chose de demain. C'est une question pour laquelle tout le monde doit s'employer, le ministre ici, le gouverneur général là-bas, les gouverneurs dans les colonies. C'est une œuvre nationale, indispensable.

Il faut que l'irrigation devienne le grand cheval de bataille des coloniaux. Nous avons un pays, le Maroc, pour qui on peut faire énormément par l'irrigation. Nous avons un autre pays, l'Afrique occidentale, notamment la boucle du Niger, qui doit égaler l'Égypte; ne laissons pas dormir tant de richesses, tirons-en parti.

Voilà les quelques points sur lesquels je voulais appeler votre attention. Je remercie notre collègue Goujon, car c'est lui qui m'a fourni l'occasion de parler de toutes ces questions. C'est au cours de son rapport que j'ai cueilli cette idée que dans cinq ou six ans, les 150 millions que nous allons voter seront épuisés. Il faut que d'ici à cinq à six ans nous ayons préparé d'autres ressources financières. L'Administration est là et elle est excellente ; on ne peut pas rendre trop d'hommages au zèle et à la sagacité de l'ancien gouverneur général Roume et de ses auxiliaires : des hommes comme Veillat, comme Clozel, comme Salesses et tant

d'autres qui ont si bien travaillé. Nous avons actuellement à la tête du gouvernement de l'Afrique occidentale un fonctionnaire vigilant et ardent ; nous lui disons : préparez l'avenir. L'avenir, c'est l'ensemble des travaux publics.

Qu'il prépare le nouveau programme de chemins de fer, les encouragements à l'agriculture, les études instituées sur des bases scientifiques. Qu'il rassemble des hommes à qui il fera confiance, à qui il ne marchandera ni les crédits, ni le temps, qu'il les emploie et qu'il les garde et les maintienne. Le plus grand malheur qui puisse nous arriver, c'est de voir un jour Chevalier appelé à d'autres fonctions ou envoyé sur d'autres domaines. Il connaît l'Afrique, qu'on l'y laisse, qu'on lui donne de l'argent, et dans dix ans il aura mis notre Afrique française, au point de vue des espèces introduites et de la propagande en matière agricole, sur le même pied que les colonies voisines.

Et puis, il y a la grande affaire de la puériculture. Cela a l'air d'une plaisanterie dans un pays si neuf que de parler de développer la population. Mon collègue Veillat a fait sur ce point un discours que Goujon a signalé. La Chambre tout entière a souligné ce que vous avez dit l'autre jour : « Il y a beaucoup d'ouvriers dans le champ colonial, et il y a beaucoup de bonne volonté. »

C'est une chose incroyable de songer que l'on ait pu, dans une démocratie qu'on dit instable, conduire si bien et si vite cette grande entreprise coloniale. Quand j'entends parler de l'instabilité de la démocratie et de ses vues changeantes, je me permets de hausser les épaules. Je ne connais pas un gouvernement qui, en quarante ans, ait conduit sa politique coloniale comme nous l'avons fait, au milieu de toutes sortes de difficultés. Et si l'on soutient que nous aurions pu faire mieux encore, c'est qu'on regarde la masse des talents, des bonnes volontés, des enthousiasmes. Pas un parti n'a rassemblé plus d'enthousiasmes, de talents, de bonnes volontés, d'héroïsme. Parfois les efforts se sont contrariés. Pour que les efforts ne se contrarient pas, il faut des plans arrêtés, et des hommes pour les exécuter.

Nous avons à notre tête en Afrique des hommes de talent, d'énergie et qui inspirent confiance. Qu'ils usent de leurs pouvoirs sur ce domaine de l'Afrique occidentale et alors nous recueillerons ce que nous méritons de recueillir. Je ne parle pas de l'argent ; on peut répéter que la France est assez riche pour payer sa gloire ; mais je parle de tant de bonnes volontés qui se sont associées pour une grande œuvre : qu'il nous soit donné, avant de mourir, de recueillir enfin les fruits glorieux d'une politique qui aura été l'honneur de notre génération. (*Vifs applaudissements.*)

Discours de M. Pierre Goujon.
Député.

Monsieur le Président, Messieurs,

Il a été parlé de moi, il y a un instant, dans des termes trop bienveillants, et avec une insistance dont il était trop manifeste qu'elle était commandée par l'amitié, pour que je n'accepte pas la parole et pour que je ne sois pas résolu à ne prononcer que quelques mots très simples, mais très reconnaissants.

Je voudrais d'abord saluer avec déférence le président de l'Union coloniale, à côté de qui j'ai eu l'honneur de m'asseoir ce soir. Personne plus que lui n'a mis au service de la force française à l'intérieur, de l'expansion française dans le monde, un plus ferme caractère, plus de continuité dans la volonté et d'originalité dans l'intelligence. (*Applaudissements.*)

J'éprouve, je vous l'assure, un trouble considérable à parler devant vous d'une histoire que vous connaissez infiniment mieux que moi. Je suis entré avec une grande appréhension dans l'examen des choses de l'Afrique occidentale française. Je savais qu'il y avait là une des plus belles réalisations de notre pays, une des applications les plus heureuses de notre aptitude à coloniser. Mais je redoutais de m'égarer dans un sujet aussi vaste et de ne pouvoir apercevoir dans son ensemble une aussi superbe construction. Au fur et à mesure que je pénétrais dans ces annales glorieuses, je me suis senti conquis, dominé, entraîné par elles, et il me semble que j'ai aimé les êtres et les choses, tant ils contiennent de preuves immédiates de valeur, avant de les connaître complètement. J'ai tenu à ce que mon rapport fût avant tout une démonstration personnelle de mon attachement. Je voudrais que les amis des colonies groupés ce soir consentissent à m'admettre dans leurs rangs et à me tenir désormais pour un ouvrier du développement colonial français.

Tout à l'heure, au cours du bel exposé qu'il a fait de la situation de l'Afrique occidentale française, mon excellent ami, M. Chailley, vous a donné des nouvelles de l'emprunt.

Mon ami, M. Albin Rozet, ne me démentira pas : ce n'est pas la Commission des affaires coloniales ni le rapporteur qui sont responsables du retard apporté au vote de l'emprunt. J'ai fait adopter les conclusions de mon rapport au commencement de décembre ; ce sont les événements, les accidents de la vie politique qui nous ont empêché de discuter, avant le mois de février, un certain nombre d'amendements, déposés un peu tardivement, au projet de loi. C'est au mois de mars que j'ai pu donner le « bon à tirer » de mon rapport. Nous avons obtenu que le rapport fût inscrit à l'ordre du jour et nous nous appliquerons à enlever, avant la fin de ce mois, le vote de ce projet indispensable à la santé normale et au progrès de l'Afrique occidentale.

Je suis confondu par les éloges que m'a adressés tout à l'heure M. Chailley. Est-ce accepter ses éloges qu'accepter ses conclusions ? Si j'ai pu m'assimiler les choses de l'Afrique occidentale, c'est que, par une bonne fortune qui, très heureusement, s'est reproduite très souvent pour moi, j'ai vu venir à moi des hommes qui avaient la plus longue habitude de notre domaine africain, qui l'ont créé, porté à ce point admirable de vitalité et d'épanouissement. J'ai subi l'influence et la séduction de tant d'administrateurs, de soldats, de colons, partis pour l'aventure, insouciants du profit, et qui étaient tous pénétrés d'une sorte d'amour pour le pays qu'ils avaient foulé les premiers. Je les ai vus impatients de reprendre cette existence qui implique d'incomparables qualités de sacrifice et de désintéressement, où il faut être tout à la fois médecin, agriculteur, instituteur, ingénieur, architecte, soldat, où il faut faire face à toutes les tâches, tenir tête à toutes les ruses, à toutes les forces de la vie. Ce sont eux qui m'ont fourni les idées, les sentiments, et jusqu'aux couleurs de mon rapport.

Laissez-moi les remercier. J'évoque ceux qui sont morts en leur rendant un hommage fervent et pieux ; j'évoque tous ceux qui s'exposent, ceux qui sont là-bas, ceux qui vont y retourner ; je salue ceux que je vois ici, les administrateurs et les soldats, dignes du même respect et de la même gratitude. Nous autres, parlementaires, nous recevons leur consigne. Nous devons écouter leur appel, recueillir leurs conseils, nous inspirer de leur exemple et de leurs leçons.

L'Afrique occidentale française est en de bonnes mains. Assurée d'avoir les sympathies très attentives de la mère-patrie et de ses représentants, qu'elle vive en appliquant les règles de vie que lui prescrivait M. Chailley. Personne plus que mon éminent ami n'a plus courageusement, plus intelligemment servi les colonies françaises, souvent, vous le savez, en bravant et en surmontant des colères affectées et des injustices préméditées.

L'Afrique agricole, l'Afrique peuplée : voilà l'avenir. Il faut

nous préoccuper, avant tout, de donner aux idées de cet homme admirable qui s'appelle M. Chevalier, toutes les conséquences naturelles et réalistes qu'elles doivent avoir. Les richesses sont à fleur du sol, la main n'a qu'à les cueillir. Assurons-nous qu'elles seront indéfiniment renouvelées par la culture.

J'ai cette conviction, après avoir beaucoup causé avec ceux qui ont parcouru l'Afrique occidentale, avec ceux qui lui ont voué toutes les délicatesses de leur cœur et l'ingéniosité de leur intelligence, que par l'irrigation on pouvait et devait transformer la force de production de ce pays, de ce merveilleux Soudan qui contient tout.

Excusez-moi de vous parler avec un peu d'inquiétude dans la pensée. Je n'avais pas imaginé que je serais admis à l'honneur de vous adresser la parole. Je m'en irai d'ici, je ne dirai pas plus attaché à l'Afrique occidentale, mais plus capable peut-être, ayant reçu de vous un enrichissement colonial nouveau, de la servir au Parlement.

Je remercie l'*Union coloniale* de son accueil bienveillant. Je connaissais depuis longtemps la noblesse de son œuvre. Je savais qu'elle appartait à toutes les colonies comme à l'Afrique occidentale, un concours infiniment précieux.

En portant, Messieurs, votre santé, j'entends ne pas honorer seulement des amis des colonies françaises, mais des Français. Tous les hommes qui sont groupés ici et qui ont voué leur existence à la cause coloniale ont toujours entendu consacrer le meilleur d'eux-mêmes à la France qui ne saurait se passer de ses colonies et qui regarde dans ses colonies son plus bel aspect de courage et de générosité. (*Applaudissements prolongés.*)

Discours de M. Albin Rozet,

Président de la Commission des Affaires extérieures et coloniales.

Messieurs,

C'est avec une très vive satisfaction que le président de la Commission des Affaires extérieures vient d'entendre célébrer par M. Chailley tout ce que nous avons fait de grand, de bon et de bien jusqu'à présent en Afrique occidentale.

Le distingué directeur général de l'Union coloniale, après avoir fait au cours de sa très intéressante conférence une description vivante du pays, a terminé en parlant de la persévérance, l'une des qualités principales en matière coloniale. Je crois vraiment que je ne puis rien faire de mieux que de vous dire de mon côté que la Commission des Affaires extérieures est l'organe né pour assurer cette persévérance. Vous savez déjà que sous mes éminents prédécesseurs, MM. Deschanel et Barthou, la commission s'est occupée avec un dévouement ininterrompu, aussi vigilant que prévoyant, des intérêts politiques, moraux ou matériels des populations que nous administrons dans toutes les colonies.

La commission, je puis vous l'assurer, — et tous mes collègues sont du même avis, — est animée du désir passionné de continuer cette noble tradition et de persévérer dans sa tâche patriotique. Vous pouvez être certains, Messieurs, que nous ferons sans cesse tout ce que nous pourrons pour vous être utiles.

Nous considérons que l'Afrique occidentale française est une de nos meilleures et plus belles colonies, parce qu'elle n'est pas très éloignée de nous, parce que nous y avons des colons, des industriels et des commerçants laborieux et des indigènes en voie incessante de développement, et parce que nous y trouvons une réserve importante de leurs soldats, dont un grand nombre se battent si brillamment aujourd'hui en courageuse émulation avec nos troupes indigènes blanches de l'Afrique du Nord. Je crois que plus l'on développera le service de ces troupes et que plus on les utilisera dans leurs pays respectifs ou sous les climats qu'elles peuvent snpporter, sans nuire au développement de la population par un recrutement trop intensif, plus on fera une bonne œuvre française.

C'est une grande satisfaction pour moi d'avoir pu prononcer ces paroles entre mes deux vieux amis : M. Charles-Roux, que j'ai vu si longtemps à la Chambre, dévoué à tous les intérêts de la France, particulièrement à la Commission des Douanes, et M. Chailley, qui lutte avec tant d'intelligence et de patriotisme pour la plus grande France.

Je bois à l'Afrique occidentale française, à tous les coloniaux ici présents, à l'avenir de notre pays, aux Français et aux indigènes qui vivent dans nos colonies sous le drapeau de la France. (*Applaudissements.*)

Discours de M. Veillat,

Député.

Messieurs,

Cette soirée me rappelle un souvenir déjà lointain, mais qui m'est demeuré cher : c'est le moment où je suis venu en Afrique occidentale.

M. Roume en était alors gouverneur général. M. Chailley a dit quel homme il était. Il avait surtout un don ; il savait inspirer à tous ses collaborateurs, auxquels il accordait grande confiance, une foi profonde pour l'œuvre à entreprendre. Nous travaillions tous, à cette époque, avec ardeur.

Depuis, l'Afrique occidentale a grandi, elle a magnifiquement prospéré. M. Chailley nous a cité des chiffres qui sont saisissants. Mais ses ambitions s'accroissent en même temps. Elle veut contracter aujourd'hui un troisième emprunt pour prendre un nouvel essor.

Je la félicite d'avoir pour parrain devant le Parlement M. Pierre Goujon, dont le rapport mérite le plus grand éloge. Il ne connaissait pas l'Afrique occidentale auparavant, mais il avait une telle sympathie pour ce pays et l'œuvre accomplie, qu'il en a mieux parlé que ne l'aurait fait aucun de ceux qui y sont allés. Je le félicite de ce qu'il a écrit ce rapport non seulement avec son cerveau mais avec son cœur ; il a compris les besoins de ces populations africaines, et il a plaidé éloquemment leur cause.

Ce n'est point que ces besoins aient été méconnus. Dans tous les ordres d'idées, pour la politique économique comme pour la politique indigène, notre œuvre est considérable. Je me rappelle qu'en 1907, M. Roume me dit : Je voudrais bien que vous alliez visiter les colonies étrangères de la côte occidentale d'Afrique, vous verrez ce que sont ces pays, ce qu'ils ont fait, quelles méthodes ils ont adoptées. S'il y a eu de grands progrès réalisés nous pourrons en profiter.

Je partageais alors l'opinion commune que les Français étaient de médiocres colonisateurs, que les étrangers, surtout les Anglais, leur étaient bien supérieurs. Les Anglais, eux, savaient bien la vérité. Quand je vins dans leurs colonies, ils me dirent : Les Français se jugent mauvais colonisateurs. Quelle erreur ! L'histoire, leur œuvre actuelle, tout prouve le contraire. Pour nous, qui sommes à la côte d'Afrique, notre modèle, c'est l'Afrique occidentale française.

Et le gouverneur du Togo allemand me le disait aussi : Votre œuvre est vraiment remarquable et audacieuse. Ces chemins de fer que vous avez lancés sans savoir s'il y avait une production suffisante ! Ces efforts considérables pour assainir le pays ! Je m'inspire de votre action.

M. Chailley, dans son admirable discours, nous a dit tout ce qu'il était urgent de faire pour protéger les indigènes et surtout

la population infantile contre les causes de mort. La tâche est considérable, mais nos médecins ont déjà fait reculer pas à pas certains fléaux. Tout à l'heure, pendant le dîner, au cours de la conversation, nous demandions au gouverneur Clozel : Combien avez-vous vacciné d'indigènes l'année dernière dans le Haut-Sénégal-Niger ? 400.000 environ nous répondit-il. — Quelle éloquence dans ce chiffre !

Reprenant la thèse qu'il avait éloquemment exposée à la tribune de la Chambre, M. Chailley nous a parlé aussi de l'agriculture coloniale et tracé un vaste programme.

Je me rallie entièrement à ce programme. On peut faire la plus absolue confiance à des hommes comme Chevalier pour qui l'Afrique n'a plus de secrets et suivre la voie qu'ils indiquent. Mais, ce qui est essentiel, c'est d'amener l'indigène à s'associer entièrement à cette œuvre de production. Nous avons été pour l'indigène des libérateurs, en l'arrachant à des oppositions nombreuses, nous avons ensuite fait œuvre de conquérants, en lui imposant nos lois et aussi des taxes de capitation — et si modérées que soient ces taxes, je ne crois pas qu'on puisse les augmenter dans l'avenir, — il faut achever notre tâche en faisant de l'indigène un puissant agent de production, car, on l'a fort bien dit tout à l'heure, nous ne pouvons guère compter sur la colonisation européenne, qui ne donnera rien ou presque rien. Et c'est pourquoi je n'ai cessé de préconiser l'octroi à l'indigène de petites concessions, pour l'inciter à travailler et à produire.

Je crois que les gouverneurs peuvent faire beaucoup pour augmenter la production, et aussi les commerçants.

Je me rappelle que l'ancien gouverneur de la Nigéria du sud, Sir Walter Egerton, disait aux commerçants : Aidez donc les indigènes. Quand ils vous apportent une petite poignée d'arachides, fruit de leur récolte, ne leur dites pas : c'est insuffisant, vous reviendrez l'année prochaine. Mais achetez cette faible quantité, demandez-leur de l'augmenter et encouragez-les sans cesse à faire mieux.

Cette question de la production est vraiment capitale. Nous sommes arrivés dans un pays neuf, nous avons trouvé des réserves séculaires immenses, prodigieuses en caoutchouc. Ces richesses s'épuiseront par la force des choses ; quel sera le sort de l'Afrique si nous n'avons pas pris nos mesures à temps pour augmenter la production ?

Avant le caoutchouc, il y avait des productions prospères, il faudrait les faire revivre. Alors seulement, quand la production sera prospère, nous pourrons être à l'abri des crises ; contracter de nouveaux emprunts pour des travaux toujours plus grands ; augmenter sans cesse le réseau de nos voies ferrées ; améliorer la navigabilité du Niger ; faire ces grands travaux d'irrigation dont parlait M. Chailley qui transformeront la vallée du Niger en un grenier d'abondance. Nous aurons à la fois relevé l'indigène et assuré la vitalité de l'Afrique occidentale. (*Applaudissements*).

Discours de M. Clozel,
Gouverneur du Haut-Sénégal-Niger.

Messieurs,

Je crois que le budget de notre colonie peut être augmenté dans de notables proportions. Chaque jour, nous trouvons que 20.000 habitants ont échappé au recensement précédent, et au fur et à mesure que se développent les routes et le chemin de fer, il ne peut y avoir rien d'anormal ni d'excessif à ce que le taux de capitation, qui a été fixé à 1 franc, par exemple, soit porté à 2 francs.

Ensuite, il faut bien reconnaître que cet impôt de capitation est plus juste qu'il n'en a l'air. Ce n'est pas chaque individu qui paie l'impôt, c'est chaque chef de famille qui paie pour sa famille les enfants et les vieillards et infirmes étant exonérés, ainsi que les familles des soldats sous les drapeaux.

Dans un pays neuf comme les pays d'Afrique, les familles nombreuses sont les plus riches, de sorte que dans une certaine mesure l'impôt de capitation est un impôt proportionnel. Je crois donc qu'il peut nous donner des ressources doubles peut-être dans quelques années.

Je ne crois pas qu'il soit indéfiniment extensible, mais il ne donne lieu à aucune protestation. La seule chose que j'ai recommandée, c'est de ne pas trop presser le recouvrement. Cet impôt rentrait dans le premier mois de l'année, et à ce moment les indigènes pouvaient être gênés. J'ai dit aux administrateurs de ne pas s'inquiéter et d'accorder les trois premiers mois.

Au Soudan, l'impôt est perçu pendant le premier trimestre, sans effort.

Je demanderai aussi la permission de dire à M. Chailley que je ne crois pas que le service militaire ait une influence fâcheuse sur la population. Il y a ici des gens qui sauraient traiter mieux que moi la question, mais, en général, nos Nègres sont physiologiquement normaux, ils aiment à avoir des femmes et à faire beaucoup d'enfants, et le service militaire a ce résultat que des jeunes gens qui n'avaient pas d'argent pour se marier, prennent des femmes lorsqu'ils touchent leur prime de rengagement.

Nous avons donc des hommes qui se marient un ou deux ans plus tôt.

Je suis tout à fait de l'avis de M. Chailley en ce qui concerne la puériculture. Nous avons 12 millions d'indigènes dans l'Afrique occidentale ; nous devrions en avoir 30 ou 35 millions. Nous ne saurions avoir trop d'hommes.

Je place l'hygiène même avant l'agriculture, parce que pour l'agriculture il faut des bras et nous ne cultiverons l'Afrique qu'avec des bras noirs ; il faut donc développer cette population noire par tous les moyens en notre pouvoir.

La première question à étudier c'est celle de la mortalité infantile, qui est considérable. La première chose à faire c'est de vacciner ; on peut former des vaccinateurs indigènes, et grâce à leur concours, sous le contrôle d'un médecin, j'ai pu arriver à faire passer le chiffre des vaccinations au Soudan de 125.000 à 400.000. Ce n'est pas encore assez. Il faut que nous arrivions à vacciner au Soudan 500.000 indigènes par an ; nous y arriverons, sinon en 1913, du moins sûrement en 1914.

En ce qui concerne la mortalité infantile, c'est plus compliqué, parce qu'il y a des maladies qui réclament le secours du médecin.

Ce qu'il faut en Afrique, ce sont des hommes ; rien n'est possible sans des hommes. Le pays le plus riche du monde, s'il n'a pas d'hommes pour le mettre en valeur, ne donnera rien. En Afrique, le Blanc sera le guide, mais la main-d'œuvre sera la main-d'œuvre noire. (*Applaudissements.*)

Allocution de M. le Président.

Messieurs,

Je félicite les orateurs qui ont pris la parole, et je remercie tous les membres de la Chambre des députés d'avoir bien voulu nous honorer de leur présence. En ma qualité d'ancien député et de financier, voulez-vous me permettre de vous donner un petit conseil.

Vous avez parlé tout à l'heure de l'emprunt, et vous avez laissé espérer que d'ici à fort peu de temps l'emprunt serait voté par le Parlement. J'en accepte l'augure, mais je crois qu'il est indispensable de vous hâter, et vais vous en donner les raisons. Je sais que nous allons être complètement envahis par les emprunts

étrangers. Déjà, alors que la paix n'est pas conclue, ces emprunts se manifestent sous forme de bons du trésor ; nous voyons arriver les bons du trésor bulgares, serbes, grecs, turcs, avant-coureurs des emprunts turc, bulgare, serbe, grec, etc.

Je crois que pour placer avantageurement votre emprunt, il faut le faire le plus tôt possible; plus vous attendrez et plus difficilement vous le placerez, et plus chèrement vous l'obtiendrez

J'espère donc, messieurs les Députés, qu'avant une dizaine de jours votre emprunt sera voté.

Je bois à tous les amis de l'Afrique occidentale, à tous les députés ici présents, à mon vieil ami Albin Rozet, à M. le gouverneur Clozel, à l'avenir et à la prospérité de l'Afrique occidentale française. (*Applaudissements.*)

Assistaient à ce dîner :

MM. Louis Augustin, négociant commissionnaire; Maurice Ajam député ; Paul Blanck, rédacteur à l'*Eclair ;* Bourdarie, Brunet-Millon, de l'*Agence Fournier ;* Brally, directeur de la Compagnie des Chargeurs Réunis; Branet, directeur général des Douanes ; P. Chapuy, président de la Compagnie française de Chemins de fer au Dahomey ; J. Charles-Roux, président de l'*Union Coloniale Française ;* J. Chailley, député, directeur général de l'*Union Coloniale ;* gouverneur Clozel, Dassier, rédacteur à *La France ;* G. Denoual, chef de service à l'*Union Coloniale ;* Dubarle, député ; Durand, rédacteur à l'*Agence Havas.*

MM. L. Finot, directeur adjoint de l'Ecole des Hautes-Etudes ; Ferreux, du *Nouvelliste* de Lyon ; Pierre Goujon, député ; docteur Grall, inspecteur général du service de santé des colonies ; Armand Janet ; Lecocq, administrateur délégué de la Compagnie Forestière de l'Afrique Française; J. Le Cesne, vice-président de la Compagnie française de l'Afrique occidentale ; Pierre Leroy-Beaulieu, député ; Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut ; général Lasserre ; Lhotte, rédacteur à l'*Agence africaine* ; Adolphe Meney, rédacteur à la *France* de Bordeaux; Milhe-Poutingon, chef de service à l'*Union Coloniale ;* colonel Mordrelle, directeur des Services militaires au ministère des Colonies.

MM. de Almada Negreiros; E. Payen, rédacteur au *Journal des Débats ;* Pierre Pégard, chef de service à l'*Union Coloniale ;* Pagnoud, administrateur de la Compagnie Forestière de l'Afrique française; colonel Roulet, G. Raveau, de La Rochère, Bruno-Rostand, administrateur délégué de la Société commerciale de Port-Saint-Louis-du-Rhône ; W. Roth, Albin Rozet, député, président de la Commission des affaires extérieures.

MM. Lucien Roland, rédacteur à la *Petite Gironde ;* G. Seguin administrateur délégué de la Société commerciale de l'Ouest africain ; Salesses, gouverneur dss colonies; Thirion, directeur de la Société Française de commerce et de navigation à Madagascar ; G. Trélat, directeur de l'Ecole spéciale d'architecture ; Comte deTroismonts; J.-P. Trouillet, dieecteur de la *Dépêche Coloniale;* G. Veillat, député ; You, directeur au ministère des Colonies.

DEUXIÈME COMPTE RENDU ANNUEL

DU FONCTIONNEMENT DE LA

FONDATION LUCIEN DE REINACH

par

M. J. CHARLES-ROUX

Président

Messieurs,

Conformément à un précédent que vous avez désiré voir devenir un usage, nous résumons devant vous le fonctionnement de la Fondation Lucien de Reinach durant l'année 1912.

Assistance individuelle.

Une des premières préoccupations de notre Comité avait été de demander que la Fondation qu'il administre fût reconnue comme Etablissement d'utilité publique. Elle acquerrait ainsi la capacité de recevoir et une pérennité garantissant la continuité de ses efforts. A vrai dire, l'œuvre philanthropique que nous voulions instituer apparaissait sous une forme nouvelle. Mais, au sein même de notre Comité, nous avions un guide éminent, M. le Président Dislère, et nous avons rencontré au ministère de l'Intérieur, puis au Conseil d'Etat, une bienveillance, un libéralisme, grâce auxquels nous avons pu aboutir rapidement notre reconnaissance légale. Aussi est-ce pour nous, Messieurs, un devoir de remercier les pouvoirs publics et le Conseil d'Etat qui, loin de contrarier les initiatives désintéressées, les favorisent et leur permettent de se développer avec leur physionomie propre.

La Fondation Lucien de Reinach jouit donc aujourd'hui de la personnalité civile. Ses statuts sont approuvés par l'Etat; sa dotation est constituée ; en un mot, son existence légale est organisée et son budget définitivement assuré.

Notre Comité, au cours de l'exercice écoulé, s'est appliqué à répondre de son mieux aux intentions de la bienfaitrice. Celle-ci, d'ailleurs, nous en a exprimé maintes fois sa satisfaction. Ce témoignage nous est d'autant plus agréable qu'il est rendu à bon escient. La donatrice, en effet, coopère à notre œuvre. Dans cette collaboration, où elle met une discrétion ingénieuse, un tact vraiment exquis, elle manifeste un esprit éclairé qui donne à ses avis la valeur de conseils précieux.

Vous savez, Messieurs, qu'aux termes de nos statuts, nous intervenons sous quatre formes : assistance aux coloniaux ou à leurs veuves, récompenses aux bons serviteurs de la cause coloniale, subventions à des œuvres ou missions scientifiques, prêts à des Français désirant s'établir dans les colonies et à des militaires qui y sont libérés.

Un compte rendu détaillé des circonstances, qui ont motivé nos décisions, excéderait le cadre de cet exposé. Nous nous bornerons à parler des cas-types en quelque sorte, à marquer d'un trait la modalité de notre intervention, afin de vous permettre de dégager l'esprit général de notre action. La charité individuelle est, certes, chose délicate, elle comporte des procédés d'une infinie variété. L'essentiel est d'être guidé par un sentiment profond de commisération avertie et un constant esprit de discernement. Notre Comité peut se rendre cette justice qu'il ne s'est jamais départi de cette règle. Il ne s'est, d'ailleurs, pas contenté de soulager les infortunes par la remise d'un secours temporaire, mais il a suivi ceux qu'il avait secourus. Après l'aide matérielle, il leur apporte le réconfort moral, et souvent il a été assez heureux pour les mettre entièrement, du moins il l'espère, à l'abri de la détresse.

***

L'année dernière, nous vous avons entretenus de la veuve d'un administrateur de mérite, assassiné en Guinée, dans l'exercice de ses fonctions, par des musulmans fanatiques. Durant onze jours, cette femme courageuse aida l'administration locale à rechercher les coupables, qui furent arrêtés. A travers la forêt, par des sentiers difficiles, elle ramena jusqu'à la voie ferrée le corps mutilé de son mari. Revenue en France, malade, ayant à sa charge sa mère, dont la santé altérée exigeait de grands soins, et un jeune enfant, elle se trouva dans une situation très voisine de la misère. Sur la proposition de notre cher collègue, M. Xavier Charmes, nous lui avons accordé deux allocations qui lui ont permis de sortir de cette épreuve, de rétablir sa santé et celle de sa mère. Elle sollicitait vainement de la préfecture de la Seine une concession perpétuelle dans un cimetière de Paris pour y transférer les cendres de son mari qui, avant d'entrer dans l'administration coloniale, avait été employé de la Ville de Paris. Sur nos instances, notre ami, M. Delanney, le distingué Préfet de la Seine, a bien voulu faire droit à sa requête, qu'il en soit ici remercié. Enfin, elle a obtenu également sur notre recom-

mandation, de M. le Directeur de l'Enseignement primaire de la Seine, un emploi dont la rétribution, ajoutée à ce que l'Etat lui accorde, lui assure une existence honorable.

Un pharmacien-major des troupes coloniales mourait en Cochinchine à la veille de son admission à la retraite, laissant une veuve et trois jeunes enfants. En attendant la liquidation de sa pension — ce délai a été de plus de huit mois, — comment vivrait-elle avec sa jeune famille? Les règlements administratifs ne connaissent que ce qu'ils ont prévu et les bureaux sont lents. Nous avons contribué à assurer la vie de ces pauvres gens et, comme la mère était énergique, intelligente, qu'elle avait de l'initiative et une volonté persévérante, sur la proposition de notre collègue, M. Tambour, nous lui avons consenti un prêt afin qu'elle puisse nstaller un magasin dans la colonie où se trouve une partie de sa famille. Nous avons fait plus : avec l'aide personnelle de la bienfaitrice, nous avons pu lui faire obtenir des Grands Magasins du Printemps et de diverses fabriques, des conditions exceptionnellement avantageuses. Cette femme est pleine de confiance dans l'avenir. M. Tambour, dont la bonté est aussi efficace qu'elle est discrète, voudra bien continuer de s'associer à l'œuvre si méritoire que nous mènerons à bien autant qu'il est en nous.

Des veuves d'anciens officiers supérieurs, dont quelques-uns ont été mêlés aux plus brillants épisodes de l'histoire coloniale contemporaine, et dont la gêne momentanée était extrême, n'ont pas fait appel en vain à la Fondation. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple entre vingt, un officier du Service géographique mourait pour avoir tenu, malgré les premières atteintes du mal, à achever la mission dont il avait été chargé au Laos. Sa veuve et ses quatre enfants restaient sans ressources. La Fondation lui a annoncé par cablogramme l'envoi d'une somme de 1.000 francs.

Enfin, vous connaissez tous le mérite de notre corps de santé colonial, si instruit et résolu à apporter une large contribution à la science, si intrépide dans l'accomplissement de son devoir professionnel. Mais les règlements ne sauraient se modeler sur tous les actes d'héroïsme individuel. Chaque fois qu'on s'est adressé à la Fondation, celle-ci n'a pas hésité à venir en aide, sans délai, aux veuves de médecins tombés au cours d'épidémies qui décimaient européens et indigènes, comme cet aide-major décédé en Guyane de fièvre typho-malarienne contractée à l'occasion de recherches qu'il faisait dans le but d'établir la prophylaxie de cette maladie.

Dans un autre ordre d'idées, notre ami, M. Terrier, ne nous a pas signalé en vain les enfants d'un de nos explorateurs les plus méritants qui, après avoir pris part à la mission Maistre, retourna au Congo et dans le bassin du Chari pour tomber sous les coups du fils de Rabah. La veuve d'un autre explorateur, assassiné en Abyssinie en 1886, a trouvé également auprès de nous l'aide qu'elle sollicitait. On a élevé à cette victime de la cause coloniale un buste sur l'esplanade de Nîmes. Cet hommage de la reconnaissance publique gagnerait à être complété par une mesure qui mettrait à l'abri de la gêne celle qui lui survit.

Une forme d'assistance, que nous avons appliquée aux veuves de militaires coloniaux, consiste à payer la pension de leurs enfants.

* * *

Quant aux allocations à des coloniaux malades ou nécessiteux, elles forment un autre chapitre de notre budget.

Nous avons secouru de vieux agents des colonies qui n'avaient pas droit à une pension de retraite, d'anciens militaires coloniaux, dont les uns étaient malades et les autres hors d'état de faire la dépense indispensable pour aller prendre possession des emplois auxquels ils avaient été nommés. Il serait vraiment trop long de détailler les motifs des décisions qui représentent la somme répartie. Quelques indications suffiront pour donner une idée des situations particulières qui les ont justifiées.

Sur la proposition de notre collègue, M. Stanislas Simon, nous avons porté à 365 francs l'allocation renouvelable accordée à M. N'gnin, l'interprète et le compagnon fidèle de M. Pavie dans toutes ses missions au Siam et au Laos. Le portrait de N'gnin figure en tête du beau livre de M. Pavie sur le « Passage du Mé-Kong au Tonkin ». Naturalisé Français, chevalier de la Légion d'honneur, devenu aveugle, père de nombreux enfants — les deux aînés ont suivi les cours de l'Ecole coloniale et sont militaires, — sa petite pension ne lui permettait pas d'élever sa famille. Grâce à l'allocation de la Fondation, les dernières années de cet excellent serviteur de la France seront adoucies.

Puis, c'est un ancien soldat, amputé d'une jambe en Indochine, qui ne pouvait continuer de remplir son emploi, faute d'un appareil que nous lui avons permis d'acheter, sur les indications du Dr Tanon. — C'est un ancien adjudant d'infanterie coloniale, médaillé militaire, père de sept enfants, dont cinq sous les drapeaux, qui ne pouvait aller rejoindre son poste de chef de gare sur une ligne départementale du Finistère, parce qu'il n'avait pas l'argent nécessaire. — C'est un colon du Tonkin à qui, sur la demande de la « Société amicale de rapatriement d'Hanoi » et la proposition de M. Stanislas Simon, nous avons accordé un secours de 700 francs pour qu'il puisse, avec sa famille, rester dans le Midi, son pays natal, le temps nécessaire au rétablissement de sa santé.

Un jour, la question se posa de savoir si nous pouvions accorder une sorte de récompense posthume à un ancien soldat, l'adjudant X..., chevalier de la Légion d'honneur, qui se conduisit héroïquement en Indochine, au Soudan, au Congo, à la Côte d'Ivoire, au Haut-Sénégal-Niger et devint sous-agent du commissariat des colonies après sa retraite. Il mourut subitement en août dernier. Il avait toujours demandé à être inhumé à Givonne (Ardennes), son pays natal. Il le fut au cimetière de Bagneux. Sa vieille mère, indigente, supplia M. Henri Gallois, député de Sedan, vice-président de la Commission de l'armée, de nous saisir de sa requête. Celui-ci vint nous voir. Il fut éloquent. On l'est toujours quand on est l'interprète d'une pauvre femme qui demande à pouvoir mettre des fleurs sur la tombe de son fils. Nos statuts ne prévoyaient pas le cas. Nous avons pris sur nous d'accorder à la famille la somme nécessaire pour transporter le corps de l'ancien soldat, de Bagneux à Givonne. La bienfaitrice et nos collègues ont bien voulu nous approuver. Nous espérons que vous ferez de même.

Enfin, le ministère de la Guerre, il y a deux ans, a autorisé le général commandant les troupes de l'Indochine à nous proposer les militaires qui ont mérité, à un haut degré, l'estime de leurs chefs, soit pour des gratifications, soit pour des médailles. Le montant des gratifications que nous avons accordées dans ces conditions est de 1.050 francs. Tous sont des soldats d'élite, et les sergents Picart et Cosse, à Cao-Bang, ont aidé à l'œuvre de colonisation. Tous prélèvent sur leur solde, dont on sait la modicité, de petites sommes qu'ils envoient chaque mois à leur famille.

Assistance collective.

Notre Comité a remis, en décembre dernier, à M. le général Lyautey, une somme de 10.000 francs pour être répartie, par ses soins, dans les conditions qu'il a déterminées lui-même, de concert avec nous :

— 2.000 francs pour les professeurs et instituteurs qui, dans les postes de l'intérieur, poursuivent avec tant de dévouement une tâche encore ingrate;

— 6.000 francs à attribuer en secours aux femmes d'officiers et d'hommes de troupe, tués à l'ennemi;

— 2.000 francs pour les soldats libérés, dont la situation est précaire.

M. le général Lyautey a remercié la Fondation en ces termes : « Permettez-moi de vous dire combien je suis touché des offres de « la Fondation Lucien de Reinach. Elle consacre un noble sou- « venir. J'ai vu Lucien de Reinach à l'œuvre en Indochine et j'ai « hautement apprécié ses qualités d'esprit, de cœur, de vaillance « et de patriotisme. »

Quoique modeste, notre initiative n'aura pas moins contribué : pour les uns, à accroître la satisfaction du devoir accompli, et pour les autres, à atténuer les conséquences matérielles de la perte de ceux qu'ils ont aimés et qui sont morts pour la patrie.

C'est, d'ailleurs, ce qu'a constaté M. le général Lyautey dans une seconde lettre du 14 mars dernier : « Déjà, nous écrit-il, la « somme que vous avez bien voulu m'envoyer l'an dernier, sur la « Fondation Lucien de Reinach, nous a rendu des services inesti- « mables et tel billet de 500 francs, arrivé à propos, a empêché « de vrais désastres. »

Subventions a des oeuvres scientifiques.

Vous connaissez l'Ecole Jules-Ferry, qui a son siège à Paris, rue de Miromesnil. Elle a pour objet de former des instituteurs coloniaux. On n'envoie pas toujours aux colonies les maîtres les plus édifiants. Les hommes distingués qui ont fondé l'Ecole Jules-Ferry ont voulu réagir contre cette tendance.

Cette institution, qui s'est placée sous le patronage d'un grand nom, est proprement une école normale d'enseignement colonial. Elle a été fondée, en 1902, par la Mission laïque française.

L'enseignement, donné à l'Ecole Jules-Ferry, est conçu de telle sorte que les futurs instituteurs puissent être, à la fois, des éducateurs au fait de la pédagogie indigène, et des auxiliaires éclairés de l'œuvre colonisatrice. Son programme comprend donc non seulement l'étude des méthodes d'enseignement, mais des cours d'agriculture coloniale, de médecine pratique, de langues indigènes, de travaux techniques. Il est essentiellement orienté vers les applications pratiques.

Vous le savez, messieurs, l'instituteur, en contact direct avec les jeunes indigènes, est un excellent instrument de civilisation et de pénétration morale. Les anciens élèves de l'Ecole Jules-Ferry ne se bornent pas à enseigner les rudiments de notre langue et du calcul aux enfants qui leur sont confiés : ils donnent des notions de culture, de travaux pratiques, d'hygiène, de médecine usuelle. En quittant l'Ecole Jules-Ferry, chaque maître emporte une petite pharmacie appropriée à la région, où il exercera ses fonctions.

Nous lui avons accordé une subvention de 2.500 francs pour l'aider à mener à bien sa mission civilisatrice. En effet, fournir aux colonies des maîtres d'école dévoués, irréprochables, nous a paru une œuvre digne d'être soutenue.

En octobre 1910, le ministre des Colonies a chargé le Dr Lebœuf d'étudier la lèpre en Nouvelle-Calédonie. Il y était préparé par de longues études à l'Institut Pasteur de Paris et par sa participation à la mission d'études de la maladie du sommeil au Moyen-Congo.

Aucune mission n'était plus utile. En effet, l'affreuse maladie fait là-bas des progrès dont le gouvernement a peut-être trop tardé à s'émouvoir.

Dès son arrivée dans notre colonie du Pacifique, le Dr Lebœuf s'est occupé de déterminer l'étendue du mal, visitant les léproseries, examinant un à un les malades.

Puis, il a organisé le service médical dans les léproseries et institué toute une série d'essais thérapeutiques. Le traitement par l'application du froid paraît avoir donné des résultats appréciables et, à la fin de l'année dernière, ont commencé les essais de traitement spécifique par les dérivés du bacille lépreux lui-même, d'après les méthodes employées dans les autres affections microbiennes.

Les recherches scientifiques ont été remarquables. Elles ont consisté dans l'examen de très nombreux malades ou suspects. Le nombre des examens microscopiques, ainsi pratiqués, s'élève à plus d'un millier seulement pendant les deux dernières années. Au cours de ses travaux, le Dr Lebœuf a pu confirmer la découverte du bacille de la lèpre.

La possibilité de la culture de ce bacille est la voie ouverte à une série de travaux que le savant docteur poursuit avec ténacité. D'autre part, il a étudié les modes probables de contagion et de transmission de la lèpre. Toutes les questions soulevées seront mises au point par des expériences ultérieures.

La lèpre sévit dans la plus grande partie de notre empire colonial. Les travaux du Dr Lebœuf devaient donc attirer notre attention. Aussi notre Comité n'a-t-il pas hésité à accueillir la proposition de notre collègue, M. Tambour. Le succès de l'entreprise du Dr Lebœuf aurait une grande portée humanitaire et il ajouterait à la gloire de la science française.

Notre Comité a mis une somme de 4.000 francs à sa disposition et il en a été d'autant plus heureux que nous avons appris depuis que, grâce à l'utilisation immédiate du vaccin fabriqué par M. le Dr Lebœuf dans le laboratoire qu'il a installé, la ville de Nouméa a été préservée d'une épidémie de peste. En quelques jours, plus de 11.000 personnes ont pu être immunisées tant à Nouméa que dans l'intérieur de la colonie.

La publication d'ouvrages anciens concernant Madagascar, entreprise par le Comité de Madagascar, demeurait inachevée.

On sait la valeur scientifique de ces ouvrages qui sont plus particulièrement dus à M. Alfred Grandidier, membre de l'Institut, et à son fils, M. Guillaume Grandidier.

Il restait à faire paraître trois volumes de cette collection : le récit du voyage de Flacourt et les documents hollandais, c'est-à-dire le complément nécessaire de la publication dont il s'agit.

Le Comité de la Fondation Lucien de Reinach a considéré que la série d'ouvrages anciens présentant le tableau de l'histoire de Madagascar depuis le jour où les premiers Européens ont abordé dans la Grande Ile, avait un puissant intérêt scientifique. Il a pensé, en outre, que les observations et les notes de MM. Grandidier avaient une valeur inestimable. Dans ces conditions, laisser inachevée une entreprise à laquelle ces deux savants avaient consacré plusieurs années d'un travail désintéressé et des sommes considérables, eût été profondément regrettable. Il a donc appliqué une somme de 2.500 francs à l'impression des tomes VIII, IX et VI.

La sœur Marie Tarcissius est digne de toute notre admiration. Elle dirige à Port-Vila, dans les Nouvelles-Hébrides, une école où elle instruit les enfants de nos colons. L'école compte 150 enfants. Or, la sœur Marie Tarcissius ne dispose que de très faibles ressources, car une partie de son effectif scolaire ne paie pas. Son œuvre ne subsiste que grâce à des prodiges d'ingéniosité. Elle voulait annexer à son école de filles une école de garçons. Les ressources lui manquaient. La subvention que nous lui avons accordée — 2.000 francs — lui a permis d'aménager les locaux nécessaires.

M. Emile Mercet, notre honorable prédécesseur à la présidence de l'Union coloniale, suivait avec une grande sollicitude les efforts de la sœur Marie Tarcissius. Il contribuait à l'entretien de l'école au moyen de ses deniers personnels. La mort de notre ancien président a été une dure épreuve pour l'humble Ecole française des Hébrides, et nous avons considéré comme un devoir de poursuivre son œuvre.

Autres formes de notre intervention.

En avril 1912, mourait M. Chemin-Dupontès, chef du service de la statistique à l'Office colonial, dont vous connaissez tous le mérite. Il se proposait de publier un livre sur les Guyanes, lequel eût complété heureusement son étude sur les petites Antilles. La mort l'a surpris avant qu'il ait pu terminer les premiers chapitres de son ouvrage, à la publication duquel il attachait une grande importance. Il n'existe pas, en effet, d'ouvrage en français, ni d'ailleurs en langue étrangère, contenant une étude méthodique et comparée des Trois Guyanes. Il n'y a même pas de monographies en français de la Guyane anglaise ou de la Guyane hollandaise. Notre pauvre Guyane française n'est plus guère, depuis le milieu du siècle dernier, administrativement qu'un pénitencier et économiquement qu'un petit marché d'or et combien serait-elle plus prospère si nous savions et voulions lui appliquer les procédés par lesquels nos voisins, Anglais et Hollandais, à force d'énergie et d'initiative et bien soutenus par leur gouvernement, ont réussi à maintenir les riches cultures de jadis ou à y substituer de nouvelles exploitations. M. Chemin-Dupontès exprimait aux siens, à son éditeur, à ses amis le chagrin qu'il éprouvait à la pensée de laisser inachevé l'ouvrage dont il voulait faire une œuvre d'éducation coloniale. Dans les conditions qui nous ont été indiquées par notre collègue et ami, M. Xavier Charmes, nous avons chargé, sous notre contrôle, un écrivain colonial de mérite de mener à bien l'entreprise entamée par M. Chemin-Dupontès. Le livre qu'il méditait sera, nous l'espérons, publié à la fin de l'année chez l'éditeur Guilmoto au profit de sa veuve et de ses enfants.

Enfin, dans un autre ordre d'idées, le 12 novembre 1912, le président de la Société de Protection des Enfants métis abandonnés de Hanoï nous a adressé une demande de subvention. Nous avons voulu examiner le bien-fondé de cette requête. Dans ce but, nous ne pouvions mieux faire que de prier la Section indochinoise de l'Union coloniale française, qui compte tant d'hommes distingués, de nous éclairer sur la valeur de l'œuvre dont il s'agit ainsi que sur l'ensemble des problèmes complexes que soulève la question des métis. Vous avez pu lire dans la *Quinzaine coloniale* le remarquable rapport de M. Sambuc, ainsi que le compte rendu analytique de la discussion qui s'est poursuivie durant plusieurs séances de la Section indochinoise, laquelle a considéré que la question qui lui était soumise avait surtout un caractère politique et touchait aux conditions mêmes dans lesquelles doit s'exercer la domination française dans notre empire d'Extrême-Orient.

Dans notre rapport sur l'exercice 1913, nous vous ferons connaître la décision intervenue relativement à la demande de subvention qui nous a été adressée, mais nous ne voulons pas tarder à remercier la Section indochinoise de l'Union coloniale de son concours et à rendre hommage à la compétence et à la hauteur de vues dont elle a fait preuve dans la discussion à laquelle elle consacrera encore plusieurs séances.

Attributions de récompenses.

Grande médaille d'or. — C'est à M. Adrien Artaud, Président de la Chambre de commerce de Marseille, que revient l'honneur d'avoir donné le signal et fourni le programme de la campagne qui s'est poursuivie en vue de la revision, sur la base de la personnalité douanière et coloniale, du régime institué par la loi du 11 janvier 1892.

Médailles d'or. — Mgr Douceré, vicaire apostolique des Nouvelles-Hébrides, est aujourd'hui le représentant unanimement aimé de l'influence française dans l'archipel ; il y a créé vingt-quatre établissements et des écoles où les indigènes parlent notre langue et apprennent à connaître la France. Il met à son service la grande distinction de son esprit et la tranquille obstination de sa volonté.

M. Charléty, directeur général de l'enseignement en Tunisie, qui a organisé dans le protectorat l'enseignement professionnel indigène avec un rare bonheur et a obtenu des résultats d'une haute portée sociale et politique.

M. le Dr Jeanselme, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, qui fut chargé par les ministères de l'Instruction publique et des Colonies de rechercher les moyens propres à enrayer l'extension de la lèpre dans l'Indochine française, a rempli avec une science remarquable et un courage sans égal sa mission dont les conséquences pratiques ont été précieuses.

M. Carle, chef du service de la colonisation et de l'hydraulique à Madagascar, qui s'applique avec un exceptionnel dévouement à développer l'irrigation dans la Grande Ile et a eu l'heureuse idée de confier l'entretien des ouvrages exécutés ou remis en état à des associations syndicales indigènes, dont le fonctionnement est parfait.

L'œuvre du Service géographique de l'Indochine a continué d'attirer l'attention de notre comité, qui a accordé les récompenses suivantes à ceux dont le mérite lui a été signalé par l'autorité militaire : une médaille d'or au capitaine Edel ; des médailles d'argent au sous-lieutenant Denis, aux sergents Cosse, Picard ; des médailles de bronze au caporal Seguin, aux soldats Buffet, Laniel, Ledorze, Arhan, Meunier et Montfort.

Prix en espèces. — M. E. Viard, un des pionniers de notre expansion coloniale en Afrique, qui, après plusieurs explorations, put conclure avec les chefs des Eygbas un traité plaçant ce pays sous le protectorat de la France. Appréciant l'œuvre de ce vaillant homme, M. le général Dodds considère que ce traité est un des moyens qui permirent à la France d'arriver à la délimitation de ses possessions du Bénin, à faire placer le Dahomey dans la zone d'influence, à frayer la voie commerciale vers le Niger. M. Viard sacrifia tout à la réalisation de son idée. Il vivait oublié lorsque notre cher collègue, M. Le Cesne, l'a signalé à l'attention de notre Comité.

M. Jolly, ancien agent de culture à la Côte d'Ivoire, à qui l'on doit d'utiles introductions dans cette colonie ; il a réussi, notamment, à sauver les plants d'hevéas apportés en 1882 à la côte d'Afrique. M. le gouverneur Angoulvant nous recommanda ce modeste agent. Nous lui avons permis de réaliser le rêve de sa vie : habiter en Bourgogne la maison familiale, arrondir son petit domaine et vivre dans le bonheur ses dernières années.

Institution d'un prix a l'Académie des sciences morales et politiques.

Nous ne voulons pas terminer ce compte rendu sans vous dire que notre bienfaitrice, constatant une lacune qu'elle considérait à bon droit comme regrettable, nous a chargés d'intervenir auprès de l'Académie des Sciences morales et politiques, en vue de la création d'un prix biennal destiné à récompenser un ou plusieurs ouvrages traitant de questions coloniales. Cette création

est, depuis plusieurs mois, un fait accompli. Les intérêts d'une somme de 50.000 francs constituent le prix « Lucien de Reinach ». L'Académie des Sciences morales et politiques a bien voulu admettre que les membres de l'Institut faisant partie de notre comité pourront signaler les ouvrages dont les auteurs peuvent prétendre à la récompense dont nous venons de parler. Désormais, les écrivains ne traitant que les questions coloniales auront leur prix. Formons le vœu que cette initiative crée parmi eux une louable émulation.

***

Dans une notice placée en tête de notre premier rapport, nous avons parlé de la carrière de M. Lucien de Reinach, dont la Fondation perpétue la mémoire, et marqué les principaux traits de sa vie qui fut une constante et discrète exhortation à l'accomplissement simple et stoïque du devoir. Nous manquerions au nôtre, si nous oubliions de vous demander de vous unir à notre comité dans l'expression de la reconnaissance que nous devons à la bienfaitrice. Elle donne, Messieurs, une grande leçon. Alors qu'elle pouvait, comme tant d'autres, se réfugier dans le délicieux égoïsme d'une intellectualité pure, elle a préféré vivre dans les régions profondes de l'âme, remplir un noble devoir social, se consacrer — et avec quelle intelligence! — à l'œuvre la plus belle qui soit.

Nous tenons également à remercier nos éminents et chers collègues du Comité de la Fondation. Leur vigilance et leur zèle éclairé sont pour nous un puissant appui. Leur coopération à une œuvre de haute philanthropie coloniale nous est particulièrement utile et nous leur en exprimons notre profonde gratitude, sans oublier notre secrétaire général, M. Denoual, dont le dévouement est à toute épreuve, et notre trésorier, M. Jean Bazin qui, malgré ses absorbantes occupations, n'hésite pas à consacrer à notre Fondation un temps précieux.

Le compte rendu ci-dessus du deuxième exercice de la *Fondation Lucien de Reinach* a été communiqué par M. J. Charles-Roux à l'occasion du dîner mensuel de l'*Union coloniale Française* du 3 juin 1913.

Assistaient à ce dîner :

MM.

A. Ballande, député; Bazin, administrateur-directeur de la Société marseillaise, trésorier de la *Fondation Lucien de Reinach;* Paul Bonnard; Bourdariat, ingénieur, directeur de la Compagnie coloniale de Madagascar; Henry Bérenger, sénateur; Boutteville, inspecteur général des travaux publics des colonies; Bougenot, président du Syndicat des producteurs de sucre et de rhum des colonies françaises; Brally, directeur de la Compagnie des Chargeurs Réunis; général Bonnier; Beaurain, rédacteur colonial du *Matin;* Casenave, ministre plénipotentiaire de France; J. Chailley, député, directeur général de l'*Union Coloniale Française;* J. Charles-Roux, ancien député, président de l'*Union Coloniale Française* et de la *Fondation Lucien de Reinach;* Edmond Chatel, négociant; Aug. Chevalier, chargé de missions; Cureau, gouverneur honoraire des colonies; Courcelle, sous-directeur de la Banque de l'Union Parisienne; Guillaume Capus, délégué du gouvernement général de l'Indochine près de l'*Office colonial;* J. Deschamps, sous-directeur de la Société générale de crédit industriel et commercial; G. Denoual, chef de service à l'*Union Coloniale Française*, secrétaire général de la *Fondation Lucien de Reinach;* Paul Doumer, sénateur, ancien ministre; général Dodds, ancien membre du Conseil supérieur de la guerre; Domenget; Dassier, rédacteur colonial de la *France*; Fabre-Luce, vice-président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais; Franck, directeur de la Compagnie coloniale d'exportation; Ch. Ferreux, de l'agence du *Nouvelliste de Lyon;* Dr Grall, inspecteur général du service de santé des colonies; Gruvel, professeur au Muséum d'histoire naturelle; colonel Guillaumat, directeur de l'Infanterie au ministère de la Guerre; Girard, rédacteur au *Figaro;* Hautefeuille, secrétaire général de « La Foncière Transports »; Fernand Hauser, rédacteur au *Journal;* Dr Jeanselme, professeur agrégé à la Faculté de médecine; Adrien Jolly, ancien chef de culture à la Côte d'Ivoire; Josset, notaire; Edouard Kahn; Lhotte, rédacteur de l'*Agence africaine;* Labrousse, secrétaire général du Comptoir National d'Escompte; Le Gesne, vice-président de la Compagnie française de l'Afrique occidentale; professeur Le Dentu, membre de l'Académie de médecine; Victor Le Dentu, avocat; Le Myre de Vilers, ancien ambassadeur de France; Raphaël Georges Lévy; Georges Lemaire sculpteur-graveur; Laloy, secrétaire général de la Société « Les Bigors »; Ernest Meyer, conseiller d'Etat; Meeüs, de la Société Marseillaise; Camille Moyse, secrétaire général de la Banque de l'Algérie; A. Meney, rédacteur à *La France de Bordeaux;* Marcellin, rédacteur à *La Liberté;* le colonel marquis de Nadaillac; Emile Perrot, professeur à l'Ecole supérieure de Pharmacie; le général Pennequin, ancien commandant des troupes de l'Indochine; Peytel, président du Conseil d'administration du Crédit algérien; E. Payen, rédacteur au journal des *Débats;* Paris, secrétaire de la direction des *Annales coloniales;* le gouverneur Richard; S. de la Rupelle, secrétaire général de la Société Générale; Vicomte de la Rochère; Robert Régnier, chef du secrétariat de l'Institut; Lucien Roland, rédacteur à *La Petite Gironde*; Emile Sénart, membre de l'Institut, président du *Comité de l'Asie française*; Schmidt, directeur au ministère des Colonies; Simon, administrateur-directeur de la Banque de l'Indochine; Séguin, administrateur délégué de la Société commerciale de l'Ouest-africain; Triboulat, président de la Société « Les Bigors »; Colonel Tournier, ancien résident supérieur au Laos; général de Torcy; Aug. Terrier, secrétaire général du Comité de l'Afrique française; le marquis de Turenne, ministre plénipotentiaire; le baron Joseph du Teil, secrétaire général de la *Société antiesclavagiste de France*; comte de Troismonts; Gaston Trélat, directeur de l'Ecole spéciale d'architecture; L.-G. Thibault, directeur des *Annales coloniales;* Veyot, rédacteur à *La Dépêche de Toulouse*; Paul Vivien, directeur de la *Presse coloniale*; Maurice Lévêque de Vilmorin; Viard, explorateur; Wâtelet.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes

GÉNÉRALITÉS

Les langues parlées dans les possessions allemandes.

« C'est en faisant pénétrer la langue latine dans tout leur empire que les Romains ont marqué de leur empreinte la moitié de l'Europe. De même, aujourd'hui, c'est parce que l'on y parle anglais que les possessions britanniques, dans les quatre parties du monde, nous apparaissent comme des membres de la grande Bretagne. Pour nous, nous ne pouvons établir notre domination dans des pays étrangers, si nous n'y introduisons pas, en même temps l'usage de notre langue. C'est à la condition de donner à l'allemand plus d'importance que nous ne l'avons fait jusqu'ici que nous réussirons à faire de nos colonies des parties véritables de l'Empire allemand d'outre-mer. » C'est en ces termes que débute un article de la *Kolonialzeitung* sur les langues usuelles des colonies allemandes. Actuellement, en effet, l'on se borne, presque toujours, à réclamer sur le papier, que l'allemand soit la langue dans laquelle s'entretiennent les Blancs, et que ceux-ci se servent, dans leurs conversations avec les Noirs, soit de la langue indigène, soit de l'allemand, et non, comme il arrive trop fréquemment encore, d'un baragouin, formé des deux langues, ou de ce qu'on appelle l'anglais-nègre. Dans la réalité, les Allemands, dans leurs rapports avec les indigènes, emploient presque partout,

d'autres idiomes ; même entre eux, ils n'usent pas de leur langue maternelle, ou bien, ils altèrent le caractère de celle-ci par l'usage d'expressions étrangères, et vicieuses.

C'est au *Togo*, « la colonie modèle » que la situation est la meilleure, depuis que l'ordonnance du gouverneur, en date dn 9 janvier 1905, a interdit, dans toutes les écoles en dehors de la langue indigène, l'usage d'une autre langue vivante que l'allemand ; l'administration a toujours veillé à ce que les Blancs parlassent allemand avec les indigènes.

Il en est tout autrement au *Cameroun*. — Le journal local, la *Kamerun Post* se plaignait, dernièrement encore, de la grande diffusion de l'anglais-nègre. « Nulle part, disait-il, dans les autres colonies non britanniques de l'Afrique occidentale, ce parler n'est aussi répandu qu'au Cameroun. Au Gabon, il y a un français-nègre, dans l'Angola ce qu'on appelle le créole-nègre ; en Guinée espagnole, on parle, autant que possible, espagnol. Il n'y a que chez nous que le Noir voit la langue nationale proscrite, et mise au second rang, derrière la langue d'un autre peuple. Nous supportons, sans en être humiliés, un état tel que tout nouveau venu, débarquant au Cameroun, a l'impression d'être sur le sol britannique. » La seule explication valable est que, dans les premières années de la colonisation, les Allemands durent employer, comme soldats des Noirs de Liberia ou de Sierra Leone, qui bredouillaient l'anglais. Pourtant, l'auteur de l'article ne rejette pas en bloc tous les mots d'origine étrangère ; à son avis, l'on ne saurait se passer d'expressions telles que *boy*, *palaves* et *trust*. Ce n'est pas l'allemant littéraire, remarque-t-il, que les Noirs doivent comprendre et parler, c'est l'allemand des commandements, des avis, etc. Selon lui, il devrait être absolument interdit aux officiers et aux fonctionnaires de parler l'anglais-nègre avec les indigènes, c'est-à-dire avec les soldats de la troupe coloniale ; autrement, à quoi servirait tout l'enseignement allemand, donné à l'école, si l'on ne converse pas, en langue allemande, avec les anciens écoliers ?

Dans le *Sud-Ouest*, où l'on compte, environ, 15.000 Blancs, dont 12.000 Allemands, ce n'est pas l'allemand qui est la langue employée avec les Noirs. C'est un patois hollandais, usité dans tout le Sud Afrique, qui ne vaut pas mieux que le « pidgin » anglais du Cameroun. Le Sud-Ouest étant, selon le mot de la *Kolonialzeitung*, la « principale colonie allemande de peuplement », il semble qu'ici les sons allemands devraient seuls être proférés par les bouches allemandes. Les mots : *rivier*, *pad*, *orlog*, etc, ne pourraient-ils, demande le journal colonial, être remplacés par des mots allemands équivalents ? Le plus fort, c'est l'usage constant, fait par les Allemands, du mot anglais *stief*, qui signifie : beaucoup. Cependant les Allemands sont bien parvenus à substituer des mots allemands aux désignations polysyllabes des localités. Sur ce point, les réclamations de la Société coloniale n'ont pas été tout à fait inutiles. L'association universelle de la langue allemande s'est aussi occupée, et d'une façon particulière du Sud-Ouest. L'un de ses membres, qui habite Windhuk, réclame « l'enseignement allemand, dans toutes les écoles indigènes, la langue allemande, dans toutes les maisons allemandes, où l'on ne sait pas les langues indigènes, et pas de hollandais, pas de baragouin, composé de trois, quatre et cinq langues. »

Dans l'*Afrique orientale* existe une langue indigène, qui est entendue de l'Océan indien, jusqu'au Congo, c'est le kisuaheli. Il est parlé par la plupart des fonctionnaires, officiers, planteurs et marchands allemands, même par les femmes allemandes. Mais, en outre, ici aussi, l'on doit s'efforcer de propager l'allemand, le plus possible, parmi les indigènes. En 1905, le conseil colonial adopta une résolution ainsi conçue : il faut faire en sorte que l'allemand remplace le kisuaheli, comme *lingua franca*. Les écoles du gouvernement pourraient travailler en vue de ce résultat. La *Kolonialzeitung* considère la kisuaheli comme dangereux, en ce sens qu'il est parlé par les musulmans, l'Islam étant tenu pour un péril indéniable, menaçant la domination allemande, dans l'Afrique orientale.

En *Océanie*, la langue des conquérants a, jusqu'ici, gagné peu de terrain. Tous ceux qui ont des sentiments allemands déplorent l'usage de l'anglais « pidgin ». La question a été discutée au mois de février dernier, dans le conseil de gouvernement à Rabaul. Le gouverneur reconnut qu'il existait une seule exception : les missions, qui conversent avec les indigènes dans la langue de ceux-ci. Il recommanda l'emploi de l'allemand, à la place du « pidgin ». Naturellement, un tel changement ne peut pas se produire du jour au lendemain, et nécessite le concours de tous les colons ; il y a beaucoup à attendre, aussi, de l'extension de l'enseignement, et de l'établissement de cours d'adultes. Seulement, tous ces efforts seraient vains, si les colons ne se servaient pas de l'allemand, dans leurs rapports quotidiens avec les Noirs.

A *Kiaotcheou*, il a été fait beaucoup, dans les dernières années, pour l'enseignement de l'allemand anx Chinois, et il paraît bien que les résultats obtenus sont satisfaisants. Il n'en est pas de même dans les autres ports d'Extrême-Orient, notamment à Changhai.

La *Kolonialzeitung* conclut en reproduisant la résolution votée par le Congrès colonial de 1905 : « Il est nécessaire que les fonctionnaires coloniaux s'appliquent plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, à apprendre les langues indigènes, car connaître leur langue est la première condition nécessaire pour comprendre ces peuples. Il convient de récompenser les fonctionnaires qui se montreront particulièrement capables. En outre, il faut faire en sorte que, dans toutes les colonies, la langue allemande soit propagée, le plus possible, parmi les indigènes. »

L'extension des plantations dans les colonies tropicales allemandes.

On évalue, à environ 100 millions de m. la valeur des capitaux engagés dans les entreprises des plantations. La *Kolonialzeitung* a établi, d'après les chiffres officiels, et pour les principales productions, le tableau suivant des superficies cultivées, en comparant entre elles, les années 1907 ou 1908, et 1911.

Plantations de caoutchouc.

	1907		1911	
Afrique orientale	5.050	hectares	32.961	hectares
Cameroun	2.081	»	7.181	»
Nouvelle-Guinée	1.771	»	2.352	»
Samoa	611	»	862	»
Togo	96	»	164	»
	9.109	»	43.520	»

Plantations de cocotiers.

	1908		1911	
Nouvelle Guinée	19.573	hectares	25.264	hectares
Afrique orientale	6 288	»	6.806	»
Samoa	3.814	»	4.689	»
Togo	580	»	580	»
	30.255	»	37.339	»

Plantations de chanvre sisal.

	1907		1911	
Afrique orientale	10.355	hectares	31.335	hectares
Togo	30	»	131	»
Nouvelle-Guinée	35	»	89	»
	10.420	»	21.555	»

Plantations de coton.

	1908		1911	
Afrique orientale	6.144	hectares	14.308	hectares

Plantations de cacao.

	1907		1911	
Cameroun	7.673	hectares	10.674	hectares
Samoa	1.519	»	2.182	»
Nouvelle-Guinée	225	»	413	»
Togo	93	»	150	»
Afrique orientale	100	»	100	»
	9.160	»	13.499	»

Plantations de café.

Afrique orientale 2.900 hectares.

Le tableau suivant donne, pour chaque colonie, avec la superficie cultivée, le nombre des employés blancs, et celui des ouvriers noirs.

1911	Etendue cultivée		Employés blancs	Travail. noirs
	—		—	—
Afrique orientale	81.831	hect.	557	60.835
Nouvelle-Guinée	28.194	»	182	13.742
Cameroun	20.000	»	147	13.272
Samoa	8.353	»	78	2.053
Togo	1.071	»	8	536
Total 1911	139.448	»	972	90.438
» 1910	126.113	»	811	81.340
» 1909	98.646	»	731	66.968
» 1908	85.115	»	591	52.085

On voit que, de 1908 à 1911, l'étendue cultivée et le nombre des travailleurs ont augmenté de 60 0/0. Les colonies où le développement a été le plus grand sont l'Afrique orientale et le Cameroun; ce sont aussi celles où le manque de main-d'œuvre s'est fait sentir. Cette pénurie est due à l'insuffisance des voies de communication. La construction des chemins de fer n'a pas été du même pas que le progrès économique. Plus de la moitié des travailleurs occupés, est employée aux transports, entre la côte et l'intérieur. Ce sont autant de bras enlevés au travail agricole. C'est parce que l'établissement des voies ferrées a été longtemps négligé que, dans ces deux colonies de l'Afrique orientale et du Cameroun, l'on doit se garder, dans les années à venir, de créer de nouvelles plantations, car il est indispensable de se procurer, d'abord, des ouvriers, avant de penser à des entreprises nouvelles.

L'exposition coloniale de Strasbourg.

L'exposition agricole ambulante se tiendra, du 5 au 10 juin, à Strasbourg. Elle comprendra une section coloniale, organisée par la Société coloniale, sur le modèle de ce qui fut fait, à Hambourg, en 1910. Des tableaux graphiques montrent les progrès commerciaux, de 1897 à 1911. Pendant cet espace de temps, les importions se sont élevées de 22 millions de m. à 124, les exportations de 12 à 96. Parmi les produits, d'origine végétale et animale, exportés, les fruits oléagineux et les semences ont tenu la première place; ils représentaient, en 1911, 70.500 tonnes, valant 16 millions de m., au lieu de 4 millions de m., en 1897. Toutefois, cette valeur fut dépassée par celle des diamants (23 millions de m.). Les tableaux graphiques, dressés par le ministère des Colonies, font voir que, de 1908 à 1913, les dépenses, pour l'agriculture coloniale, ont passé de 1,5 million de m., a 3,4, et que le nombre des fonctionnaires, attachés à l'agriculture, a monté de 51 à 130. Des tableaux, spéciaux pour la colonie du Sud-Ouest, indiquent, pour chaque district, la surface des fermes exploitées, les prix moyens d'achat, l'étendue des terres restant en la possession du gouvernement et des sociétés, la grandeur moyenne des fermes, la superficie des pâturages utilisés et non utilisés, l'aménagement de l'eau, la richesse en bétail, etc. L'Institut colonial de Hambourg expose des spécimens des diverses plantes fourragères du Sud-Ouest, avec l'indication de leur abondance, plus ou moins grande, selon les régions, et les résultats de leur analyse chimique. Il a rassemblé aussi des échantillons des divers produits de cette colonie : laine, mohair, plumes d'autruches, etc., ainsi que des denrées alimentaires servant à la consommation des indigènes. Dans l'exposition collective se voient des spécimens de chanvre sisal, végétal, dont la culture a pris, comme on sait, un grand essor. Les meilleurs produits ont été primés par la Société allemande d'agriculture. Des expositions particulières sont consacrées au coton, aux fruits oléagineux, au caoutchouc, au cacao, au café, au bois okoumé du Nouveau Cameroun, et, partout, à côté du produit brut, l'on a montré son utilisation industrielle. Une place est réservée au tabac du Cameroun, lequel attire, spécialement, l'attention des planteurs, depuis que l'un d'eux a obtenu le prix de 6.000 m., fondé par un Brémois, pour les 100 premiers quintaux de tabac, récolté dans une colonie allemande, et pouvant servir à la fabrication des capes de cigare. Le visiteur de l'exposition trouve toutes les explications désirables dans un guide illustré, lequel contient, en outre, des renseignements sur le service de l'agriculture, sur les essais agricoles, dans les colonies allemandes, sur le développement des plantations, sur l'utilisation du chanvre sisal, et sur le régime des pluies, dans le Sud-Ouest.

Le jubilé de la Croix rouge coloniale.

L'association des femmes allemandes de la Croix rouge, pour les colonies, a fêté, solennellement, le 17 mai, le 25e anniversaire de sa fondation. Dans son discours, le ministre des Colonies a rappelé qu'aux colonies la bienfaisance ne s'applique pas seulement aux Blancs; elle s'intéresse aussi aux indigènes qui ont, aussi, à souffrir du danger des maladies tropicales, et même beaucoup plus qu'on ne le croit généralement. L'association s'est donné pour tâche d'envoyer aux colonies des sœurs, pour soigner les malades. Tous les postes de sœurs, dans les lazarets dépendant des ministères des Colonies et de la Marine, ont été pourvus, grâce à elle. Les sœurs sont les auxiliaires véritables du médecin. Beaucoup d'entre elles ont reçu une culture scientifique, s'occupent de remédier à la malaria, font des accouchements, ou prennent part à de lointaines expéditions, destinées à combattre la maladie du sommeil. L'association a fait établir des jardins d'enfants à Windhuk, à Swakopmund, à Daressalam; avec son concours, ont été crées des hôpitaux au Togo, à Swakopmund et à Daressalam. L'association consacre, chaque année, aux colonies, une somme de 200.000 m. A l'occasion du jubilé, plusieurs villes

d'Allemagne ont envoyé des dons ; Brême, Francfort, Madgebourg, chacune 5.000 m., Chemnitz 4.500, Cologne, 2.000, Leipzig 1.000. Un conseiller de justice de Cologne a donné 10.000 m. La vente d'un calendrier du jubilé a produit un bénéfice net de 9.000 m. La section de Hambourg a créé une fondation du jubilé de 12.000 m., au profit des sœurs infirmières.

SAMOA

La *Gazette de Cologne* publie la communication suivante : L'espoir, conçu par les colons samoans, de voir améliorer les services de navigation, entre les possessions allemandes d'Océanie et l'Europe, sera réalisé, en partie, dans quelques mois, mais d'une façon inattendue, et même, jusqu'à un certain point, décevante. Il s'agit, en effet, non pas du *Nord deutscher Llyod*, avec lequel les négociations pour le prolongement de la ligne de Singapour, par Rabaul, jusqu'à Samoa, étaient sur le point d'aboutir, mais bien d'une Cie française, la *Cie navale de l'Océanie*. Cette Cie a construit 4 paquebots entièrement neufs, d'un tonnage de 8.000 tonnes pour faire le service d'Anvers aux ports français du Pacifique. L'aller a lieu par le cap de Bonne-Espérance, et le retour par le cap Horn, Bordeaux et Nantes. Après l'ouverture du canal de Panama, ces navires emprunteront cette voie, dans ses deux sens, pour gagner Tahiti et la Nouvelle-Calédonie. Ils desserviront, chaque fois, l'archipel des Samoa, situé à égale distance entre les deux archipels français. En Nouvelle-Calédonie, ils chargeront du nickel, et autres minerais, mais, ensuite, ils disposeront encore de beaucoup de place pour des marchandises. Le copra de Samoa, qui, jusqu'ici, a été dirigé sur Sydney, par des navires anglais, ou australiens, aurait un très grand avantage à être expédié, au moyen de navires français, en Europe, où il trouverait un marché plus favorable qu'en Australie. Et comme, de plus, les prix de transport de la ligne française sont modérés, les planteurs de Samoa pourront, ainsi, tirer de leurs produits un meilleur parti qu'ils n'ont fait jusqu'à présent. En outre, un nouveau service de Singapour à Nouméa, par Batavia, est ouvert par la Cie française des *Messageries maritimes*, qui fait, en partie, concurrence au *Nord deutscher Lloyd*. Par là, Samoa se trouve relié à Batavia, condition préalable, exigée par le gouvernement hollandais pour permettre aux Javanais de se rendre sur les plantations de Samoa. Cette condition sera donc remplie, et, du même coup, la question de la main-d'œuvre, dans cet archipel, sera bien près de recevoir une solution favorable. Les Javanais trouvent déjà, à l'heure qu'il est, à s'employer, en grand nombre, dans les mines de la Nouvelle-Calédonie. La maison Ballande fils aîné, de Nouméa, qui recrute des ouvriers javanais, pour cette colonie, et qui, récemment, a affecté à ce transport un nouveau paquebot de 2.500 tonnes, s'est déjà mise, en rapport, par le moyen de ses agents à Samoa, avec les planteurs allemands, à l'effet de leur procurer la main-d'œuvre javanaise. Il y aurait là un moyen de restreindre, tout au moins, l'immigration coûteuse des Chinois. Il est certain que l'établissement de ces lignes françaises assurera à la colonie de Samoa des avantages économiques considérables ; on peut donc s'en féliciter. Malheureusement, le but que visaient, et que visent toujours les Samoans, n'est pas atteint, à savoir le rattachement direct, sous pavillon allemand, de Samoa aux autres possessions allemandes d'Océanie et à la métropole. Cette espérance est trompée. Le pavillon français flottera dans les eaux de Samoa, à côté du pavillon des Etats-Unis, et du pavillon anglais et australien, mais la marine allemande en sera absente. Le commerce allemand avec Samoa, déjà médiocre, subira, vraisemblablement, un nouveau dommage. A l'avenir les Allemands devront s'efforcer d'utiliser, pour le développement de leurs relations économiques avec l'Océanie, l'ouverture du canal de Panama. En ce qui touche Samoa, une entreprise de navigation allemande pourrait compter, entièrement, sur le concours des firmes allemandes, et, en partie, aussi sur celui des firmes anglaises et américaines, car elles trouveraient, dans cette entreprise, des avantages économiques égaux, et même supérieurs, aux profits promis par la Cie française.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

CANADA

Le rejet du bill naval au Sénat.

Le bill Borden que la Chambre avait accepté à une majorité de 32 voix (1) a subi, comme nous l'avions prévu, un échec au Sénat. M. Lougheed, le chef de la minorité conservatrice, avait bien essayé à la seconde lecture de défendre le projet de loi du gouvernement. Ce fut en vain : sir George Ross, le leader libéral, présenta une motion disant que la Chambre n'était pas qualifiée pour donner son assentiment à un projet de loi avant qu'il ne soit soumis au jugement du pays. L'amendement du sénateur libéral a été voté par 51 voix contre 27. Voilà donc le bill enterré jusqu'à la fin de la session. M. Borden est placé devant deux alternatives : faire un appel au peuple pour les élections générales ou modifier la constitution de la Chambre haute. Le Premier fera sans doute une déclaration à ce sujet avant la fin de la session.

A la séance de la Chambre des Communes du 5 juin, le Premier lord de l'Amirauté, M. Wuiston Churchill a déclaré que la situation créée par le rejet du projet naval canadien exigeait une action immédiate, afin que la marge de la force navale nécessaire pour la protection de l'empire britannique dans le monde entier soit suffisamment maintenue dans l'automne et l'hiver de 1915, et le printemps de 1916. Dans ces circonstances, le gouvernement a décidé d'accélérer la construction des trois navires qui, selon le programme de cette année, doivent être construits dans des chantiers privés. Des ordres ont été donnés par l'amirauté, qui fera en sorte que la construction soit commencée le plus tôt possible, au lieu de commencer seulement en mars prochain.

Le budget.

M. White, ministre des finances, a présenté son budget le 12 mai. Il a annoncé quelques changements de tarifs en dehors de ceux nécessités par le nouvel accord commercial avec les Indes occidentales. La situation économique du Dominion est excellente. Les revenus totaux du dernier exercice se sont élevés à 168.000.250 dollars, en augmentation de 32 millions de dollars. Les dépenses courantes n'excéderont pas 113.250.000 dollars, laissant un surplus de 55 millions de dollars. La dette nette du Canada, a dit M. White, a été réduite de 23.300.000 dollars et se tient maintenant à 316.609.460 dollars. Le commerce avec l'Angleterre a constamment augmenté depuis six ans, sauf en 1909, et celui avec les Etats-Unis a doublé durant la même période.

(1) *Quinzaine coloniale* du 25 mai.

INDE ANGLAISE

Le commerce avec l'Angleterre et l'étranger.

Il vient de paraître un Livre bleu consacré aux « statistiques concernant le commerce de l'Inde anglaise avec les possessions britanniques et les pays étrangers de 1907-1908 à 1911-1912 ».

De 1907 à 1910, le chiffre des importations avait baissé. Il y a eu reprise depuis : 80.236.011 livres sterling en 1910-1911 et 92.383.255 livres sterling en 1911-1912, dont 57.635.248 venaient d'Angleterre et 6.003.406 seulement des autres parties de l'empire. Les pays étrangers ont envoyé dans l'Inde, pendant cette dernière période, pour 28.744.601 livres sterling de marchandises. Java vient en tête avec sa production sucrière (6 millions 250.013 liv. st. sur 6.314.048 d'exportations totales). L'Allemagne figure en tête des nations étrangères exportatrices comme l'indiquent les chiffres suivants :

	Liv. st.
1907-1908	5.130.205
1908-1909	4.875.525
1909-1910	4.307.357
1910-1911	5.596.424
1911-1912	5.968.844

Les exportations de l'Inde en Angleterre dans l'empire et les autres pays prouvent la prospérité de cette grande dépendance. Le tableau que voici en est la meilleure illustration :

	liv. st.
1907-1908	115.727.136
1908-1909	99.904.842
1909-1910	122.997.605
1910-1911	137.080.646
1911-1912	147.878.013

La part de la Grande-Bretagne dans ce dernier chiffre a été de 38.427.836 livres sterling et celle des possessions britanniques de 23.062.723 livres sterling. Les meilleurs clients de l'Inde sont par ordre d'importance :

	liv. st.
Allemagne	15.048.119
Japon	11.152.767
Etats-Unis	10.392.736
Belgique	8.883.270

L'an dernier, l'Inde a acheté 203.917 livres sterling de cycles et automobile ; 997.000 livres sterling de machines anglaises à tisser ; 5.000.000 de tonnes de fer et 3.000.000 de tonnes d'acier.

Le mouvement révolutionnaire au Bengale.

Le *Standard* a publié une dépêche de Simla sur le procès qui a dû commencer le 26 mai à Barisal et où sont impliqués de nombreux conspirateurs. Sur les bancs des accusés se trouveront trente indigènes au moins, accusés de menées séditieuses. Depuis quatre mois, la police a suivi des pistes sérieuses et nombreuses. Elle a découvert un vaste complot dont les ramifications s'étendent surtout dans les écoles.

Le *Standard* du 23 mai consacrait au mouvement révolutionnaire au Bengale son éditorial, et se félicitait de l'aggravation apportée il y a quelques mois par le Conseil législatif aux peines encourues par les conspirateurs. Le grand journal conservateur marquait sa surprise de l'obstination avec laquelle, malgré les progrès de l'esprit révolutionnaire aux Indes, les cercles officiels, tant aux Indes que dans la métropole, s'obstinent à méconnaître le danger. Le vice-roi a fait preuve d'un grand courage personnel le jour où il fut l'objet, à Delhi, d'une entreprise criminelle, mais il aurait dû saisir cette occasion de déclarer au mouvement révolutionnaire une guerre sans merci. Et c'est ce qu'il n'a pas fait. L'attentat de Delhi n'a eu, il est vrai, aucun résultat, mais ce n'était pas le premier de ce genre. La série fut inaugurée en 1907 par une tentative dirigée contre le lieutenant-gouverneur du Bengale.

Le *Statesman* de Calcutta donnait récemment une liste des attentats de toute sorte commis au Bengale pendant les quatre premiers mois de cette année. Cette liste est imposante. Assurément, tous ces actes de brigandage et ces meurtres, ne sont pas des crimes politiques, mais ils n'en témoignent pas moins d'un état chronique d'effervescence et de trouble contre lequel il convient de lutter avec énergie. Le *Standard* craint que l'on ait accueilli, dans une mesure excessive, les réclamations des indigènes. On leur a fait espérer des innovations irréalisables, dangereuses, et qui causeraient au pays, si elles étaient appliquées, un tort immense. L'Inde a bénéficié déjà de réformes constitutionnelles au delà de ce qu'il était raisonnable de lui octroyer. Ce qu'il lui faut maintenant, c'est un gouvernement fort qui ne se laisse point intimider, et qui soit parfaitement décidé à maintenir l'ordre. Le *Standard* cite en terminant un mot de feu sir Alfred Lyall, qui déclarait que le gouvernement de l'Inde doit « montrer les dents » au lieu de céder toujours aux éléments les plus turbulents et les plus suspects de la population du Bengale. Le besoin d'une action vigoureuse ne se fait pas aujourd'hui moins impérieusement sentir.

ÉGYPTE

Le rapport de lord Kitchener.

Le second rapport de lord Kitchener, agent et consul général de Sa Majesté en Egypte, sur les finances, l'administration et la situation générale en Egypte et dans le Soudan, durant l'année écoulée, vient d'être publié sous forme d'un document parlementaire.

Lord Kitchener commence par noter avec satisfaction une diminution dans l'acuité des luttes politiques en Egypte. Les masses populaires sont tout particulièrement plus calmes que par le passé.

Ce fait est d'autant plus remarquable, que la guerre des Turcs contre les Balkaniques a provoqué un vif sentiment de sympathie en Egypte à l'égard des soldats du Croissant. Comme à l'occasion de la guerre italo-turque, l'Egypte, dans la guerre qui vient de prendre fin, a observé la neutralité, mais les vœux unanimes allaient à la Turquie. Des souscriptions en faveur du Croissant-Rouge et même une souscription générale en faveur de la Turquie ont obtenu un plein succès. Deux princes de la famille khédiviale ont mis leur épée au service de la Turquie.

Dans la partie de son rapport relative aux conditions économiques de l'Egypte, lord Kitchener montre à quel point la prospérité du pays dépend du prix du coton : « Le niveau de prospérité, écrit-il, que ce pays a maintenant atteint, repose dans une très considérable mesure sur le maintien du prix du coton qui a prévalu ces quelques dernières années. Heureusement, il y a peu de raison de craindre que ce prix doive tomber dans un avenir prochain au niveau atteint il y a quinze ans. »

En matière financière lord Kitchener recommande la prudence et l'épargne : « Il est nécessaire, tout en maintenant une stricte économie dans les dépenses ordinaires, de régler les dépenses extraordinaires, de façon à laisser un fonds de réserve permanent pour les cas de besoin. Depuis deux ans d'ailleurs, les dépenses extraordinaires n'ont pas dépassé l'excédent des revenus, de sorte que la balance de ce fonds n'a pas souffert de diminution. »

Des caisses d'épargne rurales ont été créées pour la population agricole. On a pris des mesures pour protéger les fellahs contre les entreprises de certains petits usuriers répandus dans le pays qui, peu à peu, réussissaient à dépouiller les indigènes de leur bien. Une autre réforme a été introduite dans l'ordre judiciaire par la loi sur la justice cantonale. Cette loi crée des postes de juges non payés choisis parmi les notables et chargés de rendre la justice dans des affaires d'importance secondaire.

A propos du barrage d'Assouan, lord Kitchener expose le problème de l'irrigation dans la vallée du Nil et les résultats obtenus jusqu'à ce jour. Le nouveau réservoir, avec un fleuve normal, pourra suffire à une augmentation de 14 0/0 des terres actuellement cultivées. Lord Kitchener mentionne de nouveaux projets tendant à ouvrir à la culture un large supplément de terres, particulièrement dans le delta du Nil et dans la Haute-Egypte. Il est question de créér un nouveau barrage sur le Nil blanc, à 40 milles environ en amont de Khartoum. De toute façon, l'irrigation convenable des terres est assurée pour plusieurs années, à moins d'accidents.

Lord Kitchener réclame des réformes dans l'organisation des tribunaux mixtes. Il se déclare en faveur de la participation des juges étrangers à l'administration de la justice dans les cas concernant des étrangers. Mais sous leur forme actuelle, ces tribunaux ne sont point un instrument suffisant pour la protection des intérêts étrangers, en raison de leur organisation défectueuse et de leur procédure surannée.

La situation financière est satisfaisante. Les recettes se sont élevées pour 1912 à 17.515.000 livres égyptiennes, les dépenses ordinaires et extraordinaires à 15.470.000 livres égyptiennes. Les recettes ont été supérieures de 722.000 livres égyptiennes à celles de 1911, qui avaient représenté elles-mêmes le plus haut chiffre de recettes précédemment atteint.

La récolte du coton : le commerce égyptien.

On vient de voir la part importante que, de l'avis même de lord Kitchener, le coton joue dans la prospérité de l'Egypte. Le département de l'agriculture vient justement de publier son bulletin mensuel donnant les statistiques au 30 avril dernier relatives au coton.

Des différents tableaux arrêtés à cette date, on relève que les rendements à l'égrenage du coton en Basse-Egypte ont varié durant la saison 1912-1913, dans le Béhéra de 99 à 102, contre 99 1/2 à 104 en 1911-1912, dans le Dakahlieh de 100 1/4 à 108 1/2 contre 100 à 103 ; dans la Charkieh de 99 1/2 à 108 1/2 contre 100 1/4 à 104 ; dans la Garbieh de 98 à 107 contre 100 à 103 ; dans le Menoufieh de 98 à 107 contre 99 1/4 à 103 1/4 ; dans le Kalioubieh de 98 1/2 à 110 1/4.

C'est au coton Assil qu'est dû le plus haut rendement auquel on a atteint dans ces provinces sauf le Béhéra où il n'en a pas été égréné. Durant la saison 1912-1913, jusqu'au 30 avril il est arrivé 7.387.000 cantars contre 7.203.000 en 1911-1912 dont 6.776.000 par fer et 611.000 par eau.

On a pressé durant le même espace de temps 873.234 balles contre 827.190 l'année précédente. Il a été exporté 817.690 balles représentant 6.228.913 cantars contre 817.735 balles soit 6.091.196 cantars en 1911-1912. Les exportations sont en augmentation vers l'Amérique de 130.518 cantars ; vers la France de 54.272 cantars ; vers l'Italie de 52.254 cantars ; vers la Belgique de 6.435 cantars ; vers le Japon de 39.691 cantars ; vers le Portugal de 6.557 cantars. Le Portugal est un nouveau venu sur le marché.

Par contre les exportations ont diminué de 106.660 balles vers l'Angleterre, de 23.709 balles vers la Hollande ; de 13.705 balles vers l'Allemagne et de 9.215 balles vers la Roumanie.

Le prix moyen du coton arrivé à Alexandrie du 6 septembre 1912 au 23 avril 1913 est de 18 tallaris 8/82 ce qui donne pour la récolte de cette date une valeur de 27.019.642 livres égyptiennes, contre 24.658.073 livres égyptiennes pour l'époque correspondante de l'année passée où le prix moyen était de 17 7/32.

La Direction générale des douanes égyptiennes vient de publier son bulletin mensuel sur le commerce extérieur de l'Egypte. D'après ce rapport au mois d'avril les importations ont atteint une valeur de 2.004.326 livres égyptiennes contre 1.842.149 livres égyptiennes pour le même mois l'année dernière, soit un surplus de 252.177 livres égyptiennes cette année. Les exportations pour le même mois ont été de 1.977.701 livres égyptiennes contre 2.362.560 livres égyptiennes pour le mois d'avril 1912, soit une diminution de 384.859 livres égyptiennes.

Du 1er janvier au mois d'avril, soit pour les quatre premiers mois de l'année, le total des marchandises exportées a été d'une valeur de 10.895.370 livres égyptiennes contre 12.531.200 livres égyptiennes pour la période correspondante en 1912, soit une diminution de 124.128 livres égyptiennes contre 137.151 livres égyptiennes en 1912, soit 13.023 livres égyptiennes en moins. Pour les importations, le total du 1er au 39 avril a été de 8.838.881 livres égyptiennes contre 7.968.628 livres égyptiennes en 1912, soit une augmentation de 870.253 livres égyptiennes. Dans ce chiffre la valeur des tabacs et tombac importés figure pour 375.195 livres égyptiennes contre 410.366 livres égyptiennes en 1912, soit une diminution de 53.169 livres égyptiennes.

Aussi bien pour l'importation que pour l'exportation, c'est l'Angleterre qui tient la tête avec 2.821.361 livres égyptiennes de marchandises importées et 4.002.257 livres égyptiennes de marchandises exportées ; puis viennent l'Allemagne, avec 517.602 livres égyptiennes à l'importation et 1.441.576 à l'exportation ; la France, avec 878.739 à l'importation et 899.292 à l'exportation ; l'Autriche-Hongrie avec 659.013 à l'importation et 683.189 à l'exportation.

Questions d'Histoire et de Géographie.

L'OFFICIER MÉHARISTE (1)

Napoléon proposait volontiers l'exemple des légions romaines aux demi-brigades d'Italie et d'Egypte. Nos républicains, nourris des souvenirs de l'antiquité, comprenaient ses harangues grandioses : les Romains étaient pour eux comme d'héroïques ancêtres

(1) VENEL et BOUCHEZ. *Guide de l'officier méhariste*. Paris, LAROZE, 1910.

qu'ils s'efforçaient d'imiter, sans espoir de les dépasser jamais : « Avez-vous, leur disait-il, égalé la gloire des armées de Rome qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage ? »

Il pensait, ce jour-là, aux marches foudroyantes de César, aux victoires fabuleuses qui anéantissaient un parti ou détruisaient une nation. Et, pourtant, à comparer les vétérans du César moderne à ceux de l'autre, on peut penser que leurs exploits se valent. Austerlitz et Waterloo ont pris figure d'épopée plus vite que Pharsale et Victor Hugo vaut bien Lucain. On comparerait plus justement encore nos coloniaux d'à présent aux légionnaires qui, pendant quatre siècles, ont gardé contre la barbarie les immenses contours de l'Empire. Que de vertus stoïques on imagine à ces tribuns militaires, à ces préfets d'ailes qui passaient leurs quarante années de service dans les *castra stativa* du Danube ou d'Afrique, loin de Rome, loin du maître, voués à la défenseperpétuelle d'une frontière harcelée par les Nomades, ne se reposant des alertes et des expéditions que par le terrassement et la bâtisse, sans enfants, sans fortune, ayant le camp pour patrie, l'aigle pour famille ; quelques-uns à peine nous ont laissé leur nom, au hasard d'une inscription sur un rocher de l'Atlas, sur les ruines d'un aqueduc construit par leur légion ou sur une stèle tombale.

Tels sont les officiers qui, aujourd'hui, après l'avoir conquise, administrent pour nous cette Afrique intérieure où Rome n'a pas pénétré. Comme les légats d'Auguste, ils combattent, ils civilisent: ils représentent, parmi les Barbares, la force et la justice, le génie même de leur race et de leur pays. Sans refuser leur mérite aux colonisateurs civils, il me semble que c'est chez l'officier placé par le hasard d'une conquête parfois imprévue en face de graves périls, de problèmes redoutables d'organisation et de défense, que se décèle le mieux la souplesse d'esprit, la variété d'aptitudes, la vigueur physique et morale de la nation. Il s'accomplit ainsi, presque sous nos yeux et, pourtant, trop souvent à notre insu, tant notre attention est distraite par le tumulte de la vie, des actes d'un héroïsme obscur parce qu'il est quotidien, parce que leurs auteurs en ont l'habitude et qu'il leur devient naturel. Nous ne nous étonnons que de leurs plus grands exploits ou de leurs catastrophes. La vraie merveille, c'est leur vie de chaque jour, c'est leur adaptation au ciel, aux hommes, au terrible labeur. Est-il rien de plus admirable à cet égard que l'état d'âme, si j'ose le dire, de l'officier méhariste, le dernier en date, de nos types coloniaux ?

Le terme est nouveau comme la formation militaire qu'il désigne; ce n'est guère, en effet, que depuis 1905 que nous avons eu dans le territoire militaire du Niger de l'infanterie montée sur des dromadaires, comme autrefois nous en eûmes en Egypte. Les nomades auxquels nous avions affaire dans ces régions étaient insaisissables à la troupe à pied, même à la troupe à cheval; ils disparaissaient dans le désert où tout s'efface, comme une nuée de sable que disperse le vent. Pour les atteindre, il fallut nous plier à leur nature. Soumettre les Berbères limitrophes du Niger, étudier, pacifier la frontière, protéger les caravanes, faire la police et la découverte du Sahara méridional, égaler la mobilité des Touareg et des Maures, constituer des compagnies aussi agiles, aussi endurantes qu'eux, dresser nos tirailleurs soudanais à une vie si étrange pour eux : telle fut l'œuvre de nos officiers dans ces dernières années. Les sections méharistes qui gardent nos limites entre le Tchad et Tombouctou, depuis celle de Maul qui fait face au Borkou, jusqu'à celle d'Araouan qui se relie avec l'Algérie par In-Salah, sont aujourd'hui réparties dans la zone qu'elles doivent surveiller comme autant d'unités indépendantes; la chaîne de leur postes fait penser à une croisière en travers de l'Océan.

Leur chef, un lieutenant, est l'âme de la troupe. Avec lui, un sous-officier européen, 60 tirailleurs, 20 chameliers bellahs, 100 chameaux de course ou de bât. Pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois, il est en reconnaissance, en nomadisation dans sa zone. Ses hommes ne seront nourris que s'il a calculé la somme des vivres, vérifié leur état, surveillé fermement leur consommation : plus que les vivres, il doit ménager l'eau, prévoir l'assèchement d'un puits, et si le puits est vide, et si la réserve d'eau manque, conserver l'énergie et le calme qui sauveront les siens et lui-même. Il doit savoir se diriger sans carte et sans guide, sans points de repère connus, dans un pays ou la moindre erreur fait manquer le puits, le pâturage nécessaire; il doit, s'il hésite, cacher qu'il hésite, dans l'angoisse du doute paraître sûr de lui-même, donner aux autres par sa fermeté morale la sécurité qu'il n'a pas. Arrivé à l'étape, bivouac de jour sans ombre, bivouac de nuit glacial, il faut donner des soins aux hommes malades, aux animaux blessés et, après, quand les sentinelles sont posées sur les quatre faces du carré nocturne, le chef, sous sa tente de 4 mètres de surface, ou sur sa table pliante en plein air, devra relever l'itinéraire de la journée, noter les observations faites, préparer les plans du lendemain.

Cependant, dans son lent voyage de pâture en pâture, la section rencontre des campements nomades. Le lieutenant, par sa seule présence, y fait sentir son autorité; il les recense, il les pacifie, il s'y renseigne sur les bruits, les incidents, les événements du désert. Parfois, à l'approche signalée d'un rezzou, la paisible reconnaissance change de caractère : l'administrateur, le juge, le géographe n'est plus alors qu'un guerrier aussi rapide, aussi infatigable, aussi audacieux que les ennemis qu'il cherche.

Pour suffire à son rôle, l'officier méhariste doit être d'une vigueur invincible, accoutumé à toutes les privations, acclimaté comme un indigène. Il faut qu'il sache reposer sur sa dure couchette, manger avec le même appétit une nourriture toujours la même, qu'il se contente pour une campagne de ce que peuvent contenir deux cantines, que cela lui suffise pour se conserver en allègre entraînement et en belle tenue.

Certes, il doit être bon officier de tirailleurs, puisqu'il commande de l'infanterie : mais aussi, il doit être de tous ses hommes, celui qui monte le mieux à méhari : il doit connaître le naturel de sa monture, il doit avoir pratiqué le désert. Ces qualités techniques, un officier les acquiert vite, s'il a les qualités physiques et morales du soldat : amour de l'action, confiance en soi et pourtant pondération parfaite, car toutes les décisions doivent être prises de sang-froid; mais on prend, quand on sait le vouloir, l'habitude de raisonner vite et la volonté d'un vrai chef n'hésite que le temps nécessaire pour percevoir et comparer les données de l'intelligence. Activité du corps, équilibre de l'esprit, volonté sont les vertus cardinales de l'officier méhariste, elles ne lui suffisent pourtant pas; qu'il y joigne encore la foi enthousiaste dans sa mission de découvreur et de conquérant : son destin la lui offre en un siècle où les hommes semblent ne lutter que pour des ambitions mesquines, pour les jouissances matérielles que donne l'or ou l'exercice du pouvoir. Maître de lui-même et des autres, en plein exercice de toutes ses facultés, soit qu'il foule le premier un sol vierge de pas européens, soit qu'il impose à l'ennemi vaincu la loi de sa prévoyance et de son énergie, il sentira naître et grandir au désert la conscience de sa valeur propre; il goûtera cette allégresse rare et profonde de l'homme pour qui prendre une responsabilité est une joie, parce qu'il n'a pas à mesurer sa force. De tels hommes sont l'élite dans une élite : ils sont, pour leurs soldats comme pour les barbares qu'ils domptent, le même Français qui s'idéalisa, au XVI^e^ siècle, en Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche ; au XVIII^e^, en Desaix, le Sultan Juste.

Les tirailleurs méharistes sont recrutés parmi les peuples soudanais : on prend aujourd'hui des Bobos, des Mossi, des Djermas aussi volontiers que jadis des Bambaras et des Toucouleurs. Tous proviennent de populations sédentaires, de pays au climat plus ou moins humide, très différent du climat saharien ; ils sont habitués à rencontrer de l'eau chaque fois qu'ils ont soif, à se nourrir de mil ou de riz, à se faire suivre de leurs femmes : ils ne connaissent pas le méhari. En les transportant dans le désert à l'air sec, aux vents froids, en réduisant leur ration d'eau, en les séparant de leurs femmes pendant les expéditions, en leur donnant une monture inaccoutumée, nous changeons presque brutalement leurs habitudes ; aussi semblerait-il que leur service pourrait être moins sûr, moins parfait que dans l'intérieur du Soudan. Pourtant, dans cette vie nouvelle, ils ont apporté les vertus militaires qui leur sont ordinaires et les faits d'armes des sections méharistes valent ceux des glorieux régiments dont elles sont sorties.

Le tirailleur étant incapable de donner au méhari les soins qu'il exige, il y a dans chaque section des chameliers choisis parmi les Bellahs, c'est-à-dire parmi les serviteurs des Touareg. Ils surveillent les chameaux au pâturage, conduisent les animaux de bât, les chargent, les déchargent, les soignent s'ils sont blessés ; ils sont dirigés par un chef chamelier ; ils rendent au besoin quelques services, dressent une bête, servent de courriers ; parfois même, ils ont pris part à la défense du convoi.

Le chameau qui a la réputation justifiée d'être très robuste et très résistant est en même temps fort délicat sous certains rapports. Il peut rester longtemps sans boire, mais il lui faut manger chaque jour ; encore est-il difficile dans le choix de ses aliments. Il soutient une marche très prolongée à une allure lente ; mais un changement de climat, un excès brutal de fatigue, un défaut d'alimentation le fait périr en deux ou trois jours. Il peut soutenir un effort modéré et très long, mais il lui faut aussi un très long repos pour réparer ses forces. C'est une monture qu'il faut très bien connaître pour en tirer tout le service possible sans en compromettre l'existence. Son allure ordinaire est le pas de 4 à 5 kilomètres à l'heure. Le pas soutenu, 6 kilomètres, le fatigue vite ; le petit trot, 8 à 10 kilomètres, ne peut lui être imposé que pour un temps très court. S'il est en bon état, il pourra néanmoins le soutenir pendant 10 et même 20 heures ; c'est un grand effort qui ne pourrait être renouvelé. Les nomades font parfois 150 kilomètres en un jour, mais en cas d'urgence et à la condition d'un long repos immédiat. En marche régulière, l'étape d'une section montée est de 25 à 30 kilomètres par jour, en 6 heures ; on se repose 1 jour sur 3 ; en cas de nécessité, on peut doubler l'étape, il faut alors doubler le repos. Le chameau ne vaut donc pas par la vitesse, mais par le fond, et aux allures modérées.

Le prix d'un mehari est d'environ 120 francs ; il sert en moyenne deux ans et demi et se vend à la réforme un tiers du prix d'achat. On l'achète aux nomades du territoire : ils en possèdent environ 40.000, nombre très suffisant pour assurer la remonte annuelle de nos sections.

Les tirailleurs sont armés de la carabine 92, modèle de la gendarmerie et de l'épée baïonnette. L'arme à feu est parfaite, la baïonnette, trop longue et par suite incommode pour le cavalier. Ils portent la culotte de toile ou de drap, la ceinture, le tricot de laine, la chéchia surmontée du chapeau conique soudanais en paille, la djellaba, sorte de cafetan à manches, en laine grise, à la fois chaude et légère. Des peaux de bouc contiennent les provisions de riz ou de farine de mil, l'eau, les effets de toute sorte : elles sont paquetées sur la monture, en arrière et sur les côtés de la selle ; avec l'homme et les armes, cela fait une charge de 135 kilogrammes.

On apprend aux tirailleurs à harnacher, monter, manier doucement le chameau, à le faire évoluer aux diverses allures. La manœuvre d'une section n'a d'ailleurs rien qui ressemble à celle d'un escadron de cavelerie. Le tirailleur ne se bat pas en selle ; devant l'ennemi il met pied à terre, les chameaux se couchent, sont entravés ; le méhariste n'est plus qu'un fantassin.

La marche se fait en formations régulières, soit en colonnes d'escouades, soit en carré. Il y a toujours un service de sûreté en avant, en arrière et sur les flancs, précédé à grande distance par un service d'exploration. En saison froide, l'étape se fait de jour, six heures de marche ininterrompue ; en saison chaude, on part après quatre heures du soir ; ce sont les habitudes même des nomades. Ces horaires permettent au besoin de faire la double étape et assurent aux bêtes douze heures consécutives pour pâturer. On bivouaque en carré, avec le convoi au centre ; les chameaux sont déchargés, envoyés au pâturage ; on place le dispositif de sûreté, composé en principe d'une sentinelle en avant de chaque face ; de jour, on détache sur les hauteurs de petits postes de deux ou trois hommes. Quand on le juge nécessaire et quand on le peut, on entoure le campement d'une zeriba, haie de branches épineuses amoncelées, bonne défense contre une surprise. Les tirailleurs se reposent sous la tente le jour ; mais la nuit, les tentes sont abattues : ils se couchent sur leurs toiles ; la carabine, baïonnette au canon, repose sur une petite fourche en bois à la hauteur de leur épaule. En cas d'alerte, les feux sont éteints, les hommes prennent leurs armes en silence, les sentinelles rentrent et rendent compte : pas un coup de feu ne doit être tiré sans ordre. La discipline est rigoureuse dans une section méhariste, parce qu'elle est toujours sur le pied de guerre.

Qu'elle soit en station à son point d'attache, le poste-grenier où sont les réserves de vivres et de munitions, où demeurent les femmes et les enfants où l'on garde, dans les environs du blockhaus, les 100 chameaux de relai, qu'elle soit en nomadisation, c'est-à-dire en déplacement, de pâturage en pâturage, menant la vie même des Touareg et s'entraînant sans fatigue, tout en prenant contact avec les campements des tribus amies, qu'elle soit commandée pour une reconnaissance qui peut durer huit jours, mais qui peut durer trois mois, qu'elle se jette à l'improviste sur la piste d'un rezzou qu'on lui signale, la section est toujours prête à partir, prête à combattre. Car la plus rude de ses expéditions, le contre-rezzou, toujours violent et subit, exige la marche immédiate.

Le rezzou est une bande armée, forte presque toujours, d'une centaine de guerriers réunis momentanément pour le pillage. Ils sont bien montés, parfois très bien armés de fusils à tir rapide. Une fois pillé le campement ou la caravane qu'ils visaient, ils se mettent en retraite vers leur tribu avec leur butin. Poursuivis, ils cherchent surtout à le mettre en sûreté ; forcés ils se souviennnent qu'ils sont des guerriers et se battent comme s'ils ne savaient pas fuir.

Quand un rezzou lui est signalé dans sa zone, l'officier méhariste cherche à lui couper la route, soit à l'aller, s'il en est temps encore, soit au retour, si l'attaque a déjà eu lieu. La connaissance du terrain et des habitudes des nomades lui permettent de choisir le mode d'offensive, de déterminer, par le calcul de la vitesse probable du rezzou, le lieu où la rencontre se fera. Son but fixé, son plan de marche déterminé, il met en mouvement sa section, relève la piste, force l'ennemi de vitesse s'il l'a devant lui ou s'embusque sur sa route, à portée d'un puits, s'il l'a précédé dans son avance ou dans sa retraite.

En principe, nos méharistes attaquent toujours, le combat défensif n'est considéré que comme un préliminaire. Sauf de rares exceptions, les bandes de Berbères varient de 100 à 200 hommes ; si braves, si bien armés qu'ils soient, la valeur du commande-

ment, la bravoure de nos tirailleurs compense la supériorité du nombre.

Si elle attend l'assaut, la section se forme en carré, repousse l'ennemi par son feu, marche sur lui par bonds successifs et dès qu'il est massé, rompt le carré et prend l'offensive.

Contre un adversaire muni de fusils à piston qui ne portent guère qu'à 200 mètres, mais généralement muni d'armes blanches qui rendent le corps à corps redoutable, l'officier commandant use de sa supériorité de tir, fait exécuter des feux ajustés entre 100 et 200 mètres et ne lance sa section à la baïonnette que lorsqu'il juge l'ennemi affaibli, ébranlé et que lui-même touche à la zone dangereuse. L'attaque est précédée d'un feu rapide intense et menée avec la dernière énergie.

Si l'ennemi a des fusils à tir rapide, il vaut mieux ne pas prolonger la fusillade, elle peut coûter cher, le nomade y vaut un tirailleur : mais quand il a une pareille arme, il renonce ordinairement à porter la lance et le sabre; il n'est pas préparé au corps à corps. Dans ce cas, la marche en avant se fait par bonds, suivis de feux très nourris. L'adversaire se démoralise et l'élan furieux des nôtres à l'arme blanche lui fait parfois lâcher pied avant le choc. On ne poursuit les fuyards que par le feu; la section massée serait impuissante contre des guerriers dispersés; ils seraient dangereux pour des soldats isolés. On sait d'ailleurs qu'ils ne songent qu'à se réfugier dans leur tribu. L'officier ramène sa troupe victorieuse et rend le butin reconquis aux douars que nous protégeons. Puis il reprend sa garde patiente sur cette limite que sa vigilance rend infranchissable et derrière laquelle s'organisent, à l'abri de son épée et du drapeau national, des pays qui pour le Maure, le Touareg n'étaient jadis que des terrains de chasse à l'homme; grâce à lui, se civilisent lentement et s'adoucissent, désapprenant la barbarie antique, des races à qui nos guerres assurent la paix, qui reviennent à l'agriculture primitive, à l'élevage, au commerce, maintenant que ne règne plus sur elles la violence qui fut si longtemps la loi du désert.

P. Cultru.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Sur l'origine botanique des bois commerciaux du Gabon (1). — L'exploitation des bois du Gabon pour la vente en Europe a pris en quelques années un grand développement. Ce commerce existait déjà à Libreville en 1850 (H. Hecquard), mais en 1096 l'exportation totale des bois de cette colonie n'était encore que de 3.679 tonnes. Ce chiffre passait à 32.226 tonnes en 1906 pour atteindre 108.242 tonnes en 1911 (statistiques du ministère des Colonies).

Sauf pour ce qui concerne l'Okoumé, dont l'origine botanique a été fixée en 1896 par L. Pierre à l'aide de spécimens d'herbier recueillis par le R. P. Klaine, les renseignements sur les bois exportés du Gabon étaient encore dans ces derniere temps ou inexistants ou erronés. L'étude des matériaux recueillis récemment par nous et par M. F. Fleury, secrétaire de la *Mission permanente d'Agriculture coloniale*, nous permet de combler cette lacune.

Sur 108.000 tonnes exportées en 1911, 91.471 tonnes, soit plus des 9/10, figurent dans les statistiques sous le nom d'Okoumé. Le vrai Okoumé provient de l'*Aucoumea Klaineana* Pierre, de la famille des Burséracées, mais les exploitants glissent souvent dans les lots de bois exportés d'autres troncs d'arbres, et notamment des billes de fromager (*Eriodendron*) qui en déprécient beaucoup la valeur, car ces bois n'ont pas les mêmes propriétés. On sait que le bois d'Okoumé se vend surtout en Allemagne et où il est employé principalement pour la fabrication des boîtes à cigares.

L'*Aucoumea* est répandu le long de la côte de l'Afrique équatoriale depuis la Guinée espagnole jusqu'à l'embouchure du Congo, mais il ne paraît pas pénétrer loin dans l'intérieur. Nous ne l'avons observé ni au moyen Congo français, ni au moyen Congo belge, mais nous avons constaté sa fréquence au Mayumbe belge, où il n'avait pas été signalé.

Au Gabon, les peuplements sont parfois assez denses et se rencontrent aussi bien dans la forêt de formation secondaire que dans la forêt primitive. D'autres grands arbres de la même famille appartenant à des espèces des genres *Pachylobus* et *Canarium*, communs dans la forêt de l'Afrique équatoriale, fournissent un bois analogue, mais ils ne sont pas exploités.

Le *Bois corail* (bois rouge du Gabon) Padouk africain, s'exportait autrefois en assez grande quantité comme bois de teinture pour remplacer le bois de Campêche. Actuellement, on ne trouve plus de débouchés que pour quelques centaines de tonnes par an, mais l'espèce productrice est encore commune au Gabon et au Cameroun. Cette espèce est le *Pterocarpus Soyauxii* Taub.

Nous avons pu nous en assurer en identifiant les rameaux d'arbres abattus sous nos yeux avec le type même de Taubert qui provenait du reste du Gabon. C'est un arbre de grande taille dont le tronc peut dépasser 1 mètre de diamètre. Lorsque le diamètre excède 40 centimètres, le duramen durcit et vire au rouge sang. L'aubier et le cœur des jeunes arbres est blanc et sans valeur.

L'*ébène du Gabon* est connu depuis plus d'un demi-siècle sur les marchés d'Europe; aussi il s'est raréfié près de la côte. La quantité exportée en 1911 par toute la colonie était seulement de 500 tonnes; ce chiffre s'accroîtra lorsque le commerce s'avancera dans l'intérieur de la forêt, car l'ébène du Gabon est un très beau bois, d'un noir franc se polissant parfaitement et ayant des débouchés certains.

L'essence qui fournit ce bois est une ébénacée, le *Diospyros Evila* Pierre (Mss. in Herb. Mus. Paris), espèce encore imparfaitement connue, nous paraissant très voisine du *Diospyros flavescens* Gürke du Cameroun et qu'il faudra peut-être lui identifier lorsque les fleurs de la première espèce encore inconnues auront été observées. Le bois des jeunes arbres est entièrement blanc et ce n'est que lorsque leur diamètre atteint 30 centimètres à 40 centimètres que le cœur devient noir.

L'*acajou du Gabon* donne lieu au commerce le plus important après celui du bois d'Okoumé. En 1911, il en a été exporté 4.891 tonnes. Ce bois est fourni par de très grands arbres de la famille des Méliacées. Au Gabon, les espèces productrices sont connues des indigènes sous les noms d'*Amanguilla* (pahouin) et appartiennent au genre *Khaya*, dont une espèce, *K. Klainei* Pierre, est très voisine et peut-être même identique (d'après Pellegrin) au *K. ivorensis* A. Chev., producteur de la plus grande partie de l'acajou de la Côte d'Ivoire. Les autres espèces que nous avons recueillies au Gabon et vu exploiter, n'ont encore pu être

(1) *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, t. **156**, p. 1389, 1913.

identifiées, faute de matériaux en fleurs; elles nous ont paru se rapprocher des *K. grandis* Sprague, de la Nigeria du Sud et *K. anthoteca* C. DC. de l'Angola et elles devront probablement leur être identifiées par la suite.

L'acajou du Gabon n'est pas apprécié sur les marchés d'Europe comme il le mérite, la plupart des exploitants ne le présentant pas en lots bien choisis et bien uniformes.

Du reste, outre les bois signalés ci-dessus, il existe dans la forêt du Gabon, ainsi que nous le montrerons dans une prochaine étude, d'autres espèces d'arbres inconnus des colons et complètement inexploités, qui ont une valeur égale ou même supérieure à ceux dont on tire déjà parti. Nous avons notamment reconnu la présence d'espèces produisant des acajous qui, de l'avis des experts compétents, sont susceptibles de rivaliser avec les plus belles sortes de Honduras et de Cuba.

Aug. CHEVALIER.

A propos de textiles. — Depuis quelques années, la question de la production des fibres a vivement préoccupé tous ceux qui s'occupent de culture dans les régions tropicales et sub-tropicales; aussi ne se passe-t-il guère de jour sans que paraisse l'un ou l'autre travail important dans ce domaine et il devient presque impossible de se tenir au courant de la littérature relative aux différentes plantes textiles.

Rien que la question cotonnière donne lieu à de nombreuses discussions sur lesquelles il serait très désirable d'avoir des résumés qui pourraient être condensés en un tout facilement utilisable.

Il paraît cependant tous les ans un annuaire de l'industrie cotonnière, dans lequel on cherche à résumer l'état actuel de la question, tant au point de vue cultural qu'au point de vue commercial et industriel, mais cet annuaire, publié pour la première fois en 1880 et dont une 34e édition vient de paraître en 1913 sous la signature du professeur Lehmann, de Crefeld, tout en devant être signalé comme de grand intérêt pour celui qui s'occupe de textiles, ne peut être assez détaillé pour présenter un ensemble de cette question dont l'importance va grandissant (1). On sait en effet que, dans presque tous les pays tropicaux où la culture du cotonnier a pris pied, on se préoccupe non seulement de l'étude des questions : rendement et qualité, mais aussi de celle du choix de la variété à mettre en culture, faisant intervenir la science pure pour la définition et la séparation des races à conserver et à propager.

En Egypte, on semble, comme en Amérique, avoir actuellement vivement reconnu l'importance d'études génétiques, car on s'est aperçu que les cultures non sélectionnées d'après des règles rigoureusement scientifiques ne conservaient pas des types uniformes et que la descendance de ces variations inattendues produisait une fibre de valeur commerciale diminuée (2). Grâce à l'importance acquise dans l'industrie par le coton, importance qui est loin d'avoir atteint son apogée, certains pays qui, à première vue ne paraissaient pas devoir être destinés à produire du coton, sont entrés résolument dans la vie de l'exportation de ce textile; nous pouvons par exemple citer comme se trouvant dans ce cas le Nyasaland dont la première exportation, un peu sérieuse, date de 1912 (1). On commença dans ce pays par cultiver un assez grand nombre de variétés de cotonniers sans avoir recherché si ces variétés convenaient aux conditions climatériques du milieu. Malheureusement, ce ne fut pas là le seul défaut de la multiplicité des formes introduites dans la culture : les plantes issues des semis s'hybridèrent entre elles et il se constitua des séries de variations qui, pendant quelque temps, firent croire que le coton ne pourrait pas être cultivé d'une façon rentable dans la colonie. Actuellement on s'est contenté de cultiver sur une grande échelle les variétés égyptiennes dans les régions les plus chaudes et les « Uplands » américains à soie longue sur les terrains plus élevés et plus froids; la culture des premiers ne se fait pas au delà de six cents mètres, celle des secondes entre six cents et douze cents mètres d'altitude.

Par une sélection soignée, les « Uplands » ont donné naissance à un type acclimaté qui produit le coton connu commercialement sous le nom de Nyasa-Upland. L'année passée, ce dernier occupait 9.300 hectares et le cotonnier égyptien 300 hectares.

Mais ce n'est pas seulement le coton qui a de l'importance au point de vue commercial, d'autres fibres en ont tout autant; il suffit en effet de se rappeler qu'en Amérique, par exemple, plus de 90 millions de kilogrammes de fibres sont employés annuellement aux États-Unis comme ligatures, principalement en agriculture ; on estime même que la vente de fibres plus ou moins brutes destinées à cet usage, atteint une valeur de 15 millions de dollars et cette quantité est reprise tous les ans, car elle ne sert en général qu'une fois. Nous ne pouvons insister sur toutes les fibres capables d'être utilisées comme ligatures, et dont la culture pourrait être entreprise dans toutes les régions tropicales, nous renverrons à ce sujet, par exemple à la brochure publiée en 1911 par M. Lyster H. Dewey, chargé des recherches sur les plantes textiles au bureau spécial de botanique industrielle du département d'agriculture de Washington (2).

Parmi ces fibres, rappelons que le chanvre de Manille ou fibre de *Musa textilis* est particulièrement estimé ; viennent ensuite celles de l'Henequen, celles du Sisal, celles du *Phormium*, celles du chanvre de Maurice, du Maguey, produites en général par l'*Agave cantala*, dont on a fortement vanté la valeur lors du dernier congrès de Sourabaya.

Il convient peut-être d'attirer l'attention sur le Sisal bien que, sous ce nom, on range souvent des fibres de provenance botanique différente. La véritable fibre de Sisal provient des feuilles de l'*Agave Sisalana*, originaire du Mexique ; elle est cultivée actuellement, semble-t-il, surtout, dans les Bahamas, Hawaï, Afrique orientale allemande, certaines parties de l'Inde anglaise et du Mexique.

La culture de cette plante a fait surtout de remarquables progrès en Afrique orientale allemande où elles n'existe pas à l'état naturel et où son introduction date d'une vingtaine d'années environ ; elle semble admirablement bien adaptée aux conditions culturales du pays. En 1911, l'exportation atteignait 11.212 tonnes

(1) Professeur LEHMANN. *Das Illustrieste Jahrbuch mit Kalender für die Gesammte Baumwollindustrie* 34. Jahrgang 1913. Leipzig H. A. L. Degener.

(2) Cf. W. LAWRENCE BALLS. *The Cotton Plant in Egypt*. Mac Millan and Cie London, 1912.

(1) Cf. *The Cotton Industry of Nyasaland* in *Bulletin of the Imperial Institute*. Vol. X n°, 4, p. 527. London Dec. 1912.

(2) L.-H. DEWEY, *Fibers for binder twine* in *Year Book* of Department of Agriculture, for 1911.

de fibres, dont la valeur dépassa 5.600.000 francs et en 1912, l'exportation fut de 5.500 tonnes, dont la première qualité de fibres fut vendue à 868 francs la tonne. On estime, en Allemagne, que l'exportation de cette matière première, de la plus haute importance pour l'industrie de la métropole, atteindra très vite le taux de 20.000 tonnes et une valeur d'environ 12.500.000 fr. annuellement.

Il convient de faire remarquer qu'en Afrique orientale allemande, la culture de l'Agave a réussi dans des conditions variées de sol et de climat (1). Dans les terrains fertiles de l'Usumbara, dans les sols argileux-sablonneux rouges provenant de la désagrégation des gneiss, sur les terrains calcaires de la côte, dans les steppes on obtient des rendements, mais il semble qu'au point de vue qualité et quantité, les rendements sont les meilleurs sur les terrains médiocres ou pauvres.

Dans la colonie allemande, on multiplie la plante, pour l'extension des cultures, ordinairement par des rejets que l'on prend d'environ 50 centimètres de longueur, car on a observé que la facilité du développement augmente avec l'âge ; on a également pris l'habitude de mettre ces rejets en place définitive, très rarement on utilise des pépinières. Dans ces conditions, la première coupe peut être faite en général au bout de trois ans et la récolte peut se poursuivre pendant cinq à sept ans. Une même culture résiste donc en moyenne pendant une dizaine d'années.

Dans certaines régions de la colonie allemande, les rendements sont obtenus plus rapidement ; dans l'Usambara, par exemple. On peut, dans certains cas, faire une première coupe au bout d'un an et demi. Mais ce qu'on gagne en rapidité on le perd en durée, très souvent, trois ans plus tard, la culture doit être abandonnée.

Dans certaines conditions très défavorables, par exemple, dans les terres pauvres de la côte, la production est retardée ; elle ne peut commencer avant l'âge de quatre ou cinq ans, mais par contre, la durée de la plantation est plus longue.

Il semblerait que l'on puisse utiliser dans la culture de cette plante, des cultures intercalaires et l'on a essayé, avec quelques bons résultats, celle du cotonnier qui a pu donner, dans des conditions favorables, un rendement capable de couvrir, en partie du moins, les frais occasionnés par la plantation et l'exploitation du Sisal.

D'après M. Bruck, il faut que le planteur, avant d'entreprendre sa culture, songe à envisager la production de la plante et l'économie de la culture; il faut en effet se rendre bien compte que, pour être vraiment rentables, les plantes de Sisal doivent donner par pied 200 feuilles capables de fournir de la fibre et que, dans ces feuilles il faut au moins 3, 5 à 4 0/0 de fibre de bonne qualité; il faut également que la feuille puisse être travaillée par une défibreuse mécanique; celle de Krupp a donné toute satisfaction aux planteurs de l'Afrique orientale.

Pour être vraiment productive, économiquement, il faut que la culture soit capable de fournir d'une manière continue du travail à la défibreuse et il faut compter de 100.000 à 120.000 feuilles à traiter par jour pour chaque défibreuse et tabler sur 300 jours de travail par an.

(1) Dr W.-J. Bruck. *Die Sisalkultur in Deutsch-Ost-Africa.* Verhandlb des Vorstandes des Kol.-Wirtsch. Komitees, n° 2, p. 39, Berlin, Déc. 1912.

Comme on le voit, le plus grand obstacle à l'extention de cette culture, qui pourrait probablement être entreprise dans bien des régions tropicales, est le défaut de main-d'œuvre nécessitée par la coupe et le transport de la matière première à l'usine; il n'y a pas, en effet, dans les circonstances actuelles, à risquer de voir trop de cette marchandise sur le marché même si les prix sont assez élevés; le tout est de savoir si la main-d'œuvre peut alimenter sans discontinuité l'usine qu'il faudrait installer sur place. La vitalité de celle-ci sera encore assurée par le fait que les résidus peuvent être utilisés pour préparer un alcool, qu'on peut en extraire de la cire, de l'acide oxalique, qu'on peut en faire des briquettes pour le chauffage et que la pulpe fibreuse, non utilisable comme textile, peut entrer dans la fabrication du papier.

Il est encore une autre plante textile dont il a été beaucoup question il y a quelques années en France et dont l'importance industrielle semble être remise à l'ordre du jour, c'est la ramie. Dans les États-Unis, dans certaines parties de l'Europe sa culture a été fréquemment essayée, mais on s'est heurté à des difficultés d'extraction. Depuis 1860 des essais ont été faits assez systématiquement aux États-Unis sans que la fibre ait pu atteindre une importance commerciale très considérable; cependant on remarque que, de jour en jour, il s'en présente des quantités plus considérables sur les marchés américains et l'on voit d'ailleurs des usines se fonder, ou se transformer, pour travailler cette fibre. La culture de la ramie a acquis, on le sait, une certaine importance en Chine, au Japon, à Formose et en Corée; elle est moins étendue dans l'Inde anglaise, en Afrique où elle est même presque nulle et dans dans les Indes néerlandaises où cette plante a été jugée, dans ces derniers temps, de valeur relativement réduite. Il est certain que cette culture pourrait être largement étendue en Amérique et dans d'autres régions tropicales ou sub-tropicales, car la ramie qui demande un climat plutôt tempéré que franchement tropical, n'exige pas des conditions culturales très particulières. Les conditions dans lesquelles il faut placer les plants de ramie ont été souvent indiquées depuis qu'en France s'est réuni un Congrès spécial pour la ramie; on les trouvera d'ailleurs rappelées avec plus ou moins de détails dans l'étude qu'a consacrée récemment à ce textile M. Lyster H. Dewey (1). Cependant si la ramie n'est pas très exigeante sur la qualité du sol, elle lui enlève assez bien de matières minérales comme le montre le tableau ci-dessous dressé par le professeur Hilgard, directeur de la Station expérimentale agricole de Californie.

Eléments enlevés au sol sur une surface d'un hectare par une récolte de ramie :

	Feuilles	Tiges	Écorces	Plantes entières
	9.525 kg.	16.245 kg.	6.162 kg.	31.930 kg.
	Kilog.	Kilog.	Kilog.	Kilog.
Potasse	76,31	174,71	31,20	282,22
Soude	10,07	37,67	8,42	56,16
Chaux	634,94	80,38	21,44	736,76
Magnésie	128,33	48,92	11,21	188,46
Oxyde de manganèse	2,15	1,62	0,22	3,10
Oxydes de fer et d'aluminium	43,19	13,62	0,80	57,60

(1) Cf. Lyster H. Dewey. — *Ramie in Bureau of Plant Industry*, circular n° 103, United States Depart. of Agriculture, Dec. 1912.

	Feuilles	Tiges	Écorces	Plantes entières
	9.525 kg. Kilog.	16.245 kg. Kilog.	6.162 kg. Kilog.	31.930 kg. Kilog.
Anhydride phosphorique.	86,39	75,84	12,16	174,38
— sulfurique....	34,56	16,27	3,55	54,39
Silice.....	775,84	7,91	5,02	788,76
Chlore.....	46,55	2,80	8,72	58,07
Cendres totales.....	1.838,31	459,74	102,75	2.389,60
Azote.....	230,83	118,55	64,68	414,06

La question de la ramie doit attirer l'attention des planteurs et des industriels par le fait que, depuis peu, des constructeurs semblent avoir inventé une machine capable de traiter la ramie soit fraîche, soit sèche; nous pouvons donc rappeler que, dans la culture de la ramie, la reproduction peut se faire par graines ou par fragments de touffes; ce second procédé est le plus rapide. Dans cette culture, il faut, comme pour celle de toutes les plantes à fibres, chercher à obtenir le plus de rameaux dressés possible et le plus de rameaux de même longueur. En Asie, on a pris comme habitude de couper les tiges au fur et à mesure de leur arrivée à maturité; dans d'autres régions, on a cherché à faire des coupes régulières. Tantôt on préconise l'écorçage en vert, aussitôt après la coupe; dans d'autres cas, on conseille de laisser sécher sommairement les tiges coupées sur le sol, en évitant, bien entendu, la moisissure. On estime que le rendement augmente jusqu'à la quatrième année et des expériences faites en France ont donné les résultats suivants :

Rendement de ramie en kilogrammes par hectare :

Année	Tiges vertes	Tiges séchées à l'air	Fibres sèches
1re.....	6.720	1.680	336
2e	13.440	3.360	672
3e.....	20.608	5.152	1.008
4e.....	29.568	7.392	1.456

Dans des cultures expérimentales, la fibre brute de deux coupes par an a été évaluée comme pouvant varier de 560 à 3.136 kilogrammes par hectare, on estime que l'on peut tabler sur 1.448 kilogrammes de fibre brute à l'hectare.

A Formose, où d'ordinaire on fait trois coupes par an et où 2.000 hectares environ sont pris par cette culture, on obtient une moyenne annuelle d'environ 84 kilogrammes par hectare; dans le Yunnan et le Hupeh (Chine), on obtient de 448 à 672 kilogrammes de *China grass* par hectare en trois coupes.

La fibre chinoise qui est nettoyée à la main part en général de Hong-kong et trouve de bons marchés aux États-Unis, à New-York et à San-Francisco.

Si actuellement la culture de la ramie est confinée dans les pays où la main-d'œuvre est abondante et peu coûteuse, l'aspect de la question se modifiera si les machines que certaines firmes européennes et américaines prétendent capables de traiter convenablement ce textile sont reconnues satisfaisantes pour l'extraction de la fibre soit des tiges vertes, soit des tiges sèches. Dans ces nouvelles conditions, la ramie sera appelée à un bel avenir non seulement en Amérique, mais en Europe, car elle peut être utilisée dans le tissage d'étoffes fines, linge et nappage, et peut concurrencer, jusqu'à un certain point, les fils de soie, car elle possède un brillant remarquable et elle a une résistance considérable. On cite encore parmi les propriétés de cette fibre sa non-élasticité et son pouvoir absorbant.

É. De Wildeman.

Les plantes vivrières des régions riveraines du Congo et de l'Oubangui. — Nous avons déjà signalé en passant cette notice de M. Baudon, administrateur des colonies, nous proposant d'y revenir. On sait que les plantes entrant dans l'alimentation des Noirs sous forme de feuilles, fruits, graines ou tubercules appartiennent aux familles les plus diverses: les indigènes sont végétariens, parce qu'ils n'ont pas la possibilité d'avoir du poisson et du gibier.

Malgré cela, les cultures vivrières sont peu étendues et naturellement en rapport avec l'aspect du pays. Dans les régions forestières et dans les savanes du Bas-Congo, le *manioc* et les *bananes* dominent; dans les pays dénudés, Haute-Sangha, Oubangui-Chari, ce sont au contraire les Graminées : *sorgho*, *riz*, *maïs*. — **Manioc.** — Ce dernier forme la base de la nourriture, exception faite de l'Oubangui-Chari, des deux tiers des indigènes de notre Congo; les Gabonais eux-mêmes, qui jadis utilisaient surtout la banane, cultivent maintenant le manioc.

Des deux variétés *manioc doux* et *manioc amer*, c'est cette dernière qui est la plus répandue, parce que son rendement est plus considérable. Elle nécessite trois ou quatre jours de macération dans l'eau avant d'être consommée, car sans cela on sait qu'elle est dangereuse sinon toxique, par suite de formation d'acide cyanhydrique.

Les indigènes reconnaissent bien la plante à tubercules doux de celle à tubercule amer, surtout par la conleur du pétiole qui est vert chez ce dernier et rouge chez le manioc doux — ce serait l'inverse au Brésil (??)

Il existe des variétés nombreuses dont les caractères présentent si peu de différences que les indigènes eux-mêmes s'y trompent parfois. M. Baudon a rencontré dans l'Oubangui, deux variétés assez typiques; l'une dite **Monkoo** à feuilles entièrement palmatiséquées à lobes étroits à deux dents vers le tiers inférieur et lancéolés à l'extrémité; l'autre à folioles simples indépendantes, non plus groupées sur un pétiole commun, mais ayant chacune leur pétiolule, c'est l'**Ibokoseke**. Toutes deux appartiennent au groupe des maniocs doux. Les procédés de culture sont extrêmement simples, ils ont été souvent décrits; à noter seulement que dans les savanes du plateau où l'eau est rare, la disparition du principe toxif du manioc amer est obtenue en enfouissant le manioc dans des espèces de fosses que l'on recouvre de feuillage; le procédé donne un produit grisâtre, amer, encore dangereux pour ceux qui n'ont pas l'habitude de le consommer, mais pour lequel il s'établit assez vite une accoutumance réelle.

Ignames. — Très utilisés dans certaines régions et plus particulièrement sur les plateaux sub-désertiques qui s'étendent entre l'Alma et le Congo jusqu'aux sources de l'Ogoué. Certaines plantes donnent, comme le Manioc, des tubercules dangereux qu'on peut traiter de même manière. Les types les plus répandus sont le **Bisounia**, le **Ngayala**, le **Nkoloba**, le **Konaknisina** et le **Konakengouvon** dérivant des *Dioscorea alata* ou du *D. aculeata* à tiges-épineuses.

En dehors des espèces à tubercules souterrains, il en est d'autres à tubercules aériens également utilisables, ce sont : le **Masoco** du Bas-Congo et le **Songo** ou itoko des Bondjos. Ce

dernier qui est le *D. antropophagorum* Chev. donne un produit de qualité médiocre à grand rendement; les tubercules atteignent la grosseur du poing, mais son peu de valeur doit la faire considérer comme une plante de famine.

A signaler encore à côté des Ignames, des **Taros** *Colocasia antiquorum* et *Xanthosoma sagittifolium* et aussi des *Coleus* que nous avons jadis étudiés avec CHEVALIER.

Arachides. — Elles valent aussi cher au Congo que sur les marchés européens, car elles sont cultivées sauf dans la région avoisinant Brazzaville. On en distingue deux variétés, l'une à port dressé à grosses graines répond à l'*Arachis asiatica* Lour. et est dénommée **Mpinda** ou **Bicougou** ou **Makongo**; l'autre rampante, à graine petite, plus répandue est le **Ngouva** (*Arachis africana* Lour). Cette culture mériterait d'attirer l'attention de pouvoirs publics et il faudrait qu'un établissement d'Etat (station d'essai) en sélectionnât la meilleure variété adoptée aux régions sableuses de ces pays.

EM. PERROT.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux**. — On cote :

Rio Nunez	8 50	à	8 25
Conakry Niggers	8 25	à	8 ..
Soudan Niggers rouges	7 50	à	. »
Soudan Niggers blancs	6 25	à	6 75
Soudan lanières et plaques	8 ..	à	8 25
Soudan Manoh	8 ..	à	8 50
Lahou petits Cakes	5 75	à	6 25
Lahou Niggers	6 25	à	6 75
Gambie A	6 ..	à	6 50
Gambie AM	5 ..	à	5 50
Gambie B	4 ..	à	4 50
Bassam Lump	4 25	à	. ..

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs		
Kasai rouge I	7 75	à	8 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	7 50	à	7 75
Kasai noir I	7 75	à	8 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	7 85	à	8 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	7 85	à	8 25
Mongala lanières	7 85	à	8 25
Aruwini	7 85	à	8 25
Wamba rouge I	5 50	à	5 75
Uelé	7 85	à	8 25
Détroits crêpe I	9 10	à	9 30

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Maroc. — ADMINISTRATION. — **Conseil de gouvernement : enseignement; forêts; domaines.** — Au cours de la réunion du Conseil de gouvernement qui a eu lieu le 10 mai, sous la présidence du général Lyautey, diverses questions importantes ont été traitées.

M. Loth, chef des services de l'Enseignement, a parlé de ses projets relatifs à un stage d'application que feraient, dans les écoles de Rabat, les instituteurs nouvellement recrutés pour servir au Maroc.

M. Boudy, chef du service des Forêts, a entretenu le conseil des études faites et des efforts à tenter en vue de la reconstitution des massifs forestiers et de l'exploitation rationnelle des bois appartenant à l'Etat.

M. de Chavigny, chef du service des Domaines, a annoncé au conseil le dépôt d'un avant-projet de décret établissant au Maroc le régime de l'immatriculation foncière.

Organisation du corps des interprètes civils. — Un arrêté du grand vizir du 12 mai 1913 dispose que les élèves interprètes titulaires et les élèves interprètes du cadre auxiliaire sont recrutés au moyen de deux concours distincts et annuels. Les élèves interprètes recevront à l'Ecole supérieure de langues et littératures arabes et berbères de Rabat un double enseignement (deux années) sous forme de complément à leur instruction générale et de préparation professionnelle.

L'arrêté dont il s'agit fixe le chiffre des traitements, les conditions d'avancement, règle la discipline.

Un autre arrêté du grand vizir (12 mai) détermine les conditions d'admission au concours des élèves interprètes titulaires et des élèves interprètes auxiliaires.

Nominations à des emplois civils. — M. Marc, consul de 2e classe à Mogador, est nommé adjoint au secrétaire général près le commissaire résident général au Maroc, et placé hors cadres. M. Lebé, consul de 2e classe à Fez, et non installé, est nommé à Mogador. M. Maigret, vice-consul de 1re classe à Marrakech, est chargé du consulat de Fez. M. Coufourier, interprète à Casablanca, est inscrit dans le cadre des vice-consuls de 3e classe et nommé à Marakech. M. Guillouet, élève consul à la direction des affaires politiques et commerciales, est chargé des fonctions de consul suppléant au consulat de Tanger.

JUSTICE. — **Voyage à Rabat du ministre de la Justice du gouvernement chérifien.** — El Hadj Bouchab ed Doukkali, ministre de la Justice, qui avait accompagné le sultan à Marrakech, est venu à Rabat pour s'y concerter avec le secrétaire général du gouvernement chérifien et le conseiller jndiciaire du protectorat, au sujet de la réorganisation de la justice musulmane. Après avoir accompli sa mission, il est retourné le 12 mai à Marrakech.

TRAVAUX PUBLICS. — **Chemin de fer de Tanger à Fez. Amélioration des pistes.** — On sait que M. Delure a quitté Paris pour retourner à Rabat. Il s'est particulièrement occupé des négociations relatives à la construction du chemin de fer de Tanger à Fez, Un projet a été arrêté d'un commun accord par les deux gouvernements touchant la création de la Société franco-espagnole qui devra exploiter cette voie ferrée. C'est la Compagnie générale du Maroc qui sera, du côté français, l'instrument de réalisation; l'Espagne confierait cette mission au groupe dit « des Tabacs ».

Les travaux d'amélioration des pistes se continuent avec activité, notamment entre Mogador et Marrakech. D'autre part, le progrès très rapide de la viabilité entre Mazagan et Marrakech a été établi.

GÉNÉRALITÉS. — **Les Doukkala.** — Les renseignements fournis par le lieutenant-colonel Peltier, commandant la région Doukkala-Abda-Ahmar, permettent de se faire une idée de la valeur économique du territoire des Doukkala (1).

(1) *La Revue marocaine* (février-mars).

La région communique avec la France par Mazagan, port relié à Bordeaux, Saint-Nazaire et Nantes par la Compagnie générale transatlantique, à Marseille par la Compagnie de navigation Paquet. Le sol des Doukkala se divise en trois zones : la zone côtière, formée en grande partie de sables marins ; une zone d'affleurements rocheux de transition offrant des surfaces semées de cailloux, résultant de la désagrégation de la roche par tous les agents physiques ; enfin une immense plaine, à peine ondulée, terres rouges dites « hamri » et de « tirses ». Cette dernière région serait une des plus fertiles du monde en céréales. Les deux premières zones sont loin d'être incultes. On y fait de l'orge, du blé, du maïs, du henné ; l'eau y est abondante. Les terres sont des terres très fortes, donnant des rendements remarquables ; les hamri sont des terres plus légères, dont les rendements sont plus réguliers. Il n'existe pas de cours d'eau superficiels en dehors de l'Oum-Er-Rebia, dont le cours encaissé ne semble pas devoir se prêter naturellement à l'irrigation. Il tombe une moyenne annuelle de 400 millimètres d'eau sur les Doukkala dont l'orientation sur l'Atlantique favorise nettement l'arrosage.

L'élevage se pratique partout. Les indigènes labourent tous avec des bœufs. Le commerce du bétail est très développé.

Les gens des Doukkala sont des sédentaires, adonnés à l'agriculture.

Le port de Mazagan est la porte de sortie traditionnelle des Doukkala. Il n'est guère inaccessible que pendant vingt à vingt-cinq jours distribués par périodes très courtes, un jour, un jour et demi, deux jours au maximum. Chacune des routes qui partent de Mazagan est une voie commerciale à double courant où, sans discontinuer, les caravanes de chameaux circulent. La plus importante de ces voies est la route de Marrakech, qui traverse la partie la plus riche des Doukkala, draine la plus grande partie du trafic de Marrakech. Des travaux peu considérables pourront la rendre carrossable. Deux autres routes moins importantes la doublent. Enfin, d'Azemmour au cap Cantin se déroule, tout près de la côte, la grande route impériale qui relie Rabat à Agadir. Le passage sur l'Oum-Er-Rebia se fait par un bac à rameurs pour les marchandises et les animaux et par des canots pour les voyageurs. Un pont est projeté.

Sur toutes ces routes, le colonel Peltier se propose de faire établir, de distance en distance, des caravansérails. La circulation n'est pas dangereuse de Mazagan à Marrakech.

La situation économique de Mazagan et des Doukkala est bonne. Il dépend de nous de la rendre excellente. La région se prête à une expérience qui serait poursuivie dans les conditions les plus favorables. L'étude de M. Henry-Villenet, quoique écrite au moyen d'éléments d'information forcément incomplets, en donne nettement cette idée.

Prix de la main-d'œuvre indigène à Mazagan. — Charpentiers, 6 à 7 francs; menuisiers, 6 à 7 francs ; peintres, 5 francs ; maçons (ouvriers), 4 fr. 50 ; contremaîtres, 5 à 6 francs ; forgerons, 5 fr.; cordonniers, 5 francs; charretiers, 2 fr. 50.

Prix des objets de première nécessité dans la région de Mazagan. — Pain, le kilogramme, 0 fr. 65; viande de bœuf, 1 fr. 25; viande de mouton, 1 fr. 35; vin ordinaire, le litre, 0 fr. 60; sucre blanc, le kilogramme, 0 fr. 70; beurre, 5 francs ; pâtes alimentaires, 1 fr. 25 ; pommes de terre, 0 fr. 25 ; œufs, la douzaine, 0 fr. 75 ; lait, le litre, 0 fr. 80 ; volaille, la pièce, 1 fr. 25 ; eaux-de vie, le litre, 1 franc ; charbon de bois, le kilogramme, 0 fr. 15; sel fin, 0 fr. 50 ; gros sel, 0 fr. 05 ; bière, le litre, 1 franc ; eaux minérales, la bouteille, 0 fr. 45.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

10 *mai.* — *Arrêté* du 25 avril fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget de l'exploitation du port de commerce de Dakar (annexe au budget général), exercice 1911.

Le compte définitif du budget de l'exploitation du port de commerce de Dakar, exercice 1911, est arrêté : en recettes recouvrées à 332.827 fr. 87, en paiements effectués à 317.506 fr. 97, soit un excédent de recettes sur les dépenses de 15.320 fr. 90.

Journal officiel de la colonie.

15 *mai.* — *Arrêté* du 10 mai prescrivant une enquête de commodo et incommodo sur le projet de lotissement de l'escale de Diaroumé (Casamance).

22 *mai.* — *Arrêté* du 13 mai prescrivant que tous les projets de lotissement des terrains domaniaux, avant d'être étudiés par la Commission mixte prévue par l'arrêté du 21 janvier 1913, devront être soumis au médecin chargé du service d'hygiène dans la circonscription.

Arrêté du 16 mai désignant les membres suppléants de la Chambre de commerce de Saint-Louis, pour l'année 1913.

Sont nommés membres suppléants de la Chambre de commerce de Saint-Louis, pour l'année 1913 : MM. Aubiès, agent de la maison Clastres et Plantey ; Darricade, agent de la compagnie coloniale de l'Afrique française ; Devaud, agent de la maison Devès et Chaumet ; Durand, agent de la maison Buhan et Teisseire ; Mailhac, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale.

Commerce. — **Le commerce du Sénégal pendant le quatrième trimestre 1912.** — Le commerce du Sénégal pendant le quatrième trimestre 1912 s'est élevé à 30.275.766 francs. Les importations ont atteint 21.719.027 francs, dont 10.312.312 pour les provenances de France, 208.129 celles des colonies et 11.198.586 celles de l'étranger. Les exportations ont été de 8.556.739 francs, soit 4.315.308 pour la France, 3.615 les autres colonies et 4 millions 237.816 l'étranger.

Les principaux articles importés ont été : tissus de coton, 5 millions 297.305 francs; houille, 2.406.317 francs ; sucres, 1 million 286.953 francs; guinées, 779.198 francs; kola, 742.744 francs; vêtements confectionnés, 688.199 francs; vins 494.690 francs; alcools et eaux-de-vie, 492.222 francs; tabacs en feuilles, 458.706 fr.; biscuits de mer, 398.440 francs; huiles comestibles de toutes sortes, 340.948 francs ; fils de coton, 335.266 francs; farine de froment, 306.252 francs; savon autre que de parfumerie, 241.692 francs; conserves alimentaires, 216.315 francs; bière, 74.475 francs; liqueurs, 48.954 francs.

Les principaux produits exportés ont été : arachides en coque, 3.752.493 francs; amandes de palme, 394.925 francs; caoutchouc, 277.255 francs; gommes, 230.896 francs; bœufs, 95.500 francs; cire, 37.554 francs.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

10 *mai.* — *Arrêté* du 25 avril fixant définitivement les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de Thiès à Kayes (annexe au budget général), exercice 1910.

Arrêté du 25 avril fixant définitivement les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de Kayes au Niger (annexe au budget général), exercice 1911.

Le compte définitif du budget de l'exploitation du chemin de fer de Thiès à Kayes, exercice 1910, est arrêté : en recettes recouvrées à 952.407 fr. 37, en payements effectués à 950.592 fr. 49, soit un excédent de recettes de 1.814 fr. 88 à verser à la Caisse de réserve du budget général de l'Afrique occidentale française.

Arrêté du 25 avril fixant définitivement les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de Thiès vers Kayes (annexe au budget général), exercice 1911.

Les recettes et les dépenses du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit, pour le premier tronçon Kayes-Niger : en recettes à 2.686.020 fr. 27, en dépenses à 1.906.431 fr. 66, soit un excédent de recettes de 779.588 fr. 61.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

10 *mai.* — *Arrêté* du 25 avril fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de Conakry au Niger (annexe au budget général), exercice 1911.

Les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de Conakry au Niger (annexe au budget général), exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : en recettes à 4.472.342 fr. 64, en dépenses à 2.369.875 fr. 43, soit un excédent de recettes de 2.102.467 fr. 21.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

10 *mai.* — *Arrêté* fixant définitivement les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de la Côte d'Ivoire (annexe au budget général), exercice 1911.

Les recettes et les dépenses du budget de l'exploitation du chemin de fer de la Côte d'Ivoire (annexe du budget général), exercice 1911, sont définitivement arrêtées comme suit : en recettes à 1.130.878 fr. 85, en dépenses à 752.820 fr. 53, soit un excédent de recettes de 378.057 fr. 82.

Journal officiel de la colonie.

15 *avril.* — *Arrêté* du 6 avril levant les mesures quarantenaires prescrites contre les provenances de Grand-Popo.

Arrêté du 11 avril fixant l'emploi du crédit de 50.000 francs affecté à l'assainissement de la ville de Grand-Bassam en 1913.

Arrêté du 12 avril réglementant le fonctionnement des Fermes-Ecoles de Bingerville et de Bouaké.

Arrêté du 13 avril levant les mesures quarantenaires édictées contre les provenances de la Gold-Coast.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal Officiel de Madagascar et dépendances.*

19 *avril.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie : 1° le décret du 1er février 1913 fixant le prix des poudres destinées à l'exportation ; 2° le décret du 1er février 1913 fixant le prix des poudres à feu livrées aux gouvernements des colonies et pays de protectorat.

Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 11 mars 1913 sur le régime des cultes à Madagascar.

Décision locale fermant à l'exploitation des palétuviers pendant dix ans la zone littorale comprise entre la rivière Ankarana et la rivière Ambajaona.

26 *avril.* — *Arrêté* du 23 avril aux termes duquel la session de la Chambre d'Agriculture, pour l'année 1913, se tiendra à Mananjary. — M. le gouverneur général justifie en ces termes le choix qui a été fait de Mananjary pour y tenir cette année les assises de la Chambre : « Considérant que la colonisation européenne a réalisé à Mananjary pendant ces dernières années des progrès remarquables, donnant ainsi un exemple des plus encourageants de ce qu'il est possible d'obtenir à Madagascar au point de vue agricole, qu'il convient, afin de mettre sous les yeux des délégués des différents comices agricoles de la colonie, les résultats obtenus dans cette circonscription d'y réunir la Chambre d'agriculture pour sa session de 1913. »

Décision locale fermant à l'exploitation et constituant en réserve tout le massif forestier de la montagne Ambohipiraka.

Arrêté apportant diverses modifications dans le services des courriers.

Itinéraires présumés, de mai à décembre 1913, de la ligne annexe de Diégo-Suarez à Zanzibar.

AGRICULTURE. — **Le concours agricole de Fianarantsoa.** — Le succès obtenu, l'an dernier, par le concours agricole qui s'est tenu à Antsirabe a engagé l'Administration de Madagascar à renouveler, cette année, sur un autre point des Hauts Plateaux, une nouvelle manifestation économique.

Le prochain concours aura lieu à Fianarantsoa, capitale de Betsileo; il sera présidé par M. le gouverneur général Picquié.

A côté de l'exposition des spécimens que fournit l'élevage des animaux domestiques et de basse-cour et qui sera dotée par l'Administration de prix dont le montant dépasse 3.000 francs tous les produits agricoles, ainsi que les industries locales seront représentés. Des prix d'une certaine importance seront aussi réservés aux produits agricoles, aux céréales, plantes vivrières et industrielles dont la culture constitue l'une des principales richesses de la région Betsileo.

L'industrie agricole sera représentée par la sériciculture, la fabrication des dentelles et tissus du pays, la sparterie et la chapellerie, la corderie, le travail des cuirs, la confection des objets en os, les produits de la laiterie, feront l'objet de sections spéciales. Enfin, un dernier groupe comprendra l'exposition réservée à l'outillage agricole.

Le concours agricole de Fianarantsoa, qui durera deux jours et qui s'ouvrira prochainement, se terminera par des épreuves pratiques de labour à la charrue et la conduite de charrettes attelées.

ELEVAGE. — **Elevage de l'autruche.** — Pour développer l'élevage de l'autruche à Madagascar, le gouvernement de la Colonie met, chaque année, en vente aux enchères publiques, les oiseaux en surnombre dans ses autrucheries. La prochaine vente aura lieu cette année à Tuléar dans le courant du mois de juin.

L'élevage du ver à soie. — On sait que pour encourager la sériciculture à Madagascar, un certain nombre de primes sont distribuées chaque année aux Européens qui s'occupent de l'élevage du ver à soie. Une commission chargée de l'attribution des primes tient compte de la superficie des muraies, du nombre d'arbres et de leur âge, de la surface des salles de grainage et de la qualité des cellules mises en éducation. Cette commission fonctionnera cette année dans le courant du mois de juin.

TRAVAUX PUBLICS. — **Chemin de fer d'Antsirabe.** — Les travaux de la construction du 4e lot du chemin de fer de Tananarive à Antsirabe entre le pont de Tsinjonikely et la gare de Behenjy seront incessamment mis en adjudication. L'importance de ces travaux est évaluée à la somme de 430.000 francs.

ASIE

Indochine. — ADMINISTRATION. — **Commission permanente du Conseil de Gouvernement.** — La Commission permanente du Conseil de gouvernement de l'Indochine s'est réunie le vendredi 25 avril avec l'ordre du jour suivant :

1° Arrêté admettant les alcools indigènes à 35° à la circulation et à la vente au Tonkin et dans le Nord-Annam;

2° Prorogation des contrats passés avec les quinze débitants généraux du Tonkin et du Nord-Annam pour assurer la vente des alcools indigènes dans cette partie de l'Union, du 12 avril 1913 au 31 janvier 1914 inclus;

3° Deux arrêtés relatifs aux prix de vente des alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam;

4° *a*) Acte additionnel portant prorogation pour la période du 12 avril 1913 au 31 janvier 1914 du marché passé le 1er août 1910, pour l'entreprise des transports d'alcools indigènes, alcools parfumés et vins de Chine à effectuer pour le compte de l'administration des douanes et régies de l'Indochine au Tonkin et dans le Nord-Annam, du 1er janvier 1911 au 11 avril 1913;

b) Acte additionnel portant prorogation pour la période du 12 avril 1913 au 31 janvier 1914, du marché de gré à gré passé le 15 décembre 1910, relatif à l'emmagasinage des fûts et barriques vides appartenant à l'administration des douanes et régies, à l'entretien desdits fûts et barriques et à toutes les manipulations en résultant;

5° Projet de convention pour la fourniture de l'énergie nécessaire comme force motrice et éclairage de la gare d'Hanoï, de ses annexes et du pont Doumer;

6° Projet d'arrêté ouvrant aux divers chapitres du budget général de l'Indochine pour l'exercice 1912, un crédit supplémentaire de 637.983 piastres prélevé sur les disponibilités du chapitre premier du même budget;

7° Projet d'arrêté relatif à la modification des limites et de la contenance de la forêt de Dinh-Tanh, réserve n° 4;

8° Demande de dégrèvements formulées par la Standard Oil et la Compagnie Franco-Asiatique sur des manquants de pétrole.

La naturalisation des indigènes. — Un décret, en date du 26 mai dernier, paru à l'*Officiel* du 5 juin, détermine les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine, sujets ou protégés, peuvent obtenir la qualité de Français.

Un décret du 25 mai 1881 a réglé les conditions d'admission à la qualité de citoyen français des indigènes de la Cochinchine; les règles suivant lesquelles les indigènes de l'Annam et du Tonkin peuvent être naturalisés français, ont été fixées par un décret en date du 29 juillet 1887. Aucune disposition n'a été prise jusqu'ici pour permettre aux indigènes du Cambodge et du Laos d'obtenir la nationalité française. D'autre part, les décrets précités, de 1881 et de 1887, manquaient de précision.

Sur la proposition de M. le gouverneur général de l'Indochine et d'accord avec M. le garde des Sceaux, M. le ministre des Colonies a fait signer un nouveau décret qui détermine les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine, sujets ou protégés français, pourront obtenir la qualité de citoyen français. Cette qualité sera accordée à titre personnel aux indigènes qui se seront rapprochés de nous par leur culture ou qui se seront distingués par leurs services, et à titre définitif aux familles qui auront manifesté leur attachement pour notre civilisation.

Laos. — RÉGIME DOUANIER. — **Le Laos zone franche.** — Voici le texte du projet de loi qui a été déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre, le 6 mai dernier, et que nous commentons d'autre part, organisant les territoires du Laos français en zone franche :

Article 1er. — Les territoires du Laos français sont constitués en zone franche en ce qui concerne exclusivement les droits de douane à l'importation.

Art. 2. — Les produits manufacturés du Laos français et les produits naturels de la vallée du Mékong et de ses affluents, autres que le poivre, sont exempts de droits à leur entrée au Tonkin, en Annam, au Cambodge et en Cochinchine.

Art. 3. — Les produits manufacturés d'origine étrangère entrant par le Laos français au Tonkin, en Annam, au Cambodge et en Cochinchine, sont soumis aux droits d'importation prévus à l'entrée en Indochine pour la catégorie douanière et le pays auquel ils appartiennent.

Art. 4. — Les marchandises transitant à travers l'Indochine, à destination ou en provenance du Laos, circuleront en franchise de droits de douane.

Des arrêtés du gouverneur général, pris en Conseil du gouvernement, pourront, le cas échéant, établir des droits de contrôle sur les dites marchandises.

Art. 5. — Des arrêtés du gouverneur général de l'Indochine détermineront les bureaux à ouvrir pour la reconnaissance des marchandises à destination ou en provenance du Laos, ainsi que les voies, les moyens de transport par lesquels ces expéditions pourront s'effectuer et les garanties à exiger des expéditeurs.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — **Droits de consommation** (*Décret du 22 mai 1913*). — Le *Journal officiel* métropolitain du 29 mai publie trois décrets, en date du 22 mai, relatifs, le premier, à la législation et aux tarifs des droits de consommation et des licences en Nouvelle-Calédonie, le deuxième, à la police des cafés et établissements analogues, le troisième aux infractions à la législation des taxes de consommation.

Voici le tarif des taxes de consommation fixé par le premier des décrets sus-visés :

Produits	Unités	Quotités
Vins rouges naturels jusqu'à 14°9	barr. de 228 l.	17 »
— blancs — —	»	20 »
Vins naturels non suralcoolisés, jusqu'à 9°9	»	10 »
Vins ordinaires en caisse	le litre	0 10
Vins de liqueurs, vins apéritifs, vins de dessert, vins de quinquina, etc.	»	1 »
Vins ne provenant pas exclusivement de la fermentation de raisins frais	—	Prohibés
Vins ordinaires au-dessus de 14°9; le surplus d'alcool	le litre d'alcool pur	3 »
Vins de Champagne	le litre	2 50
Vins mousseux	»	1 »
Alcools de toutes sortes purs ou à l'état de mélange	le litre d'alcool pur	3 »
Absinthes et similaires (surtaxe).	alcool pur	2 »
Alcools régulièrement dénaturés	—	exempts
Bières et cidres	le litre	0 10
Tabacs fabriqués { cigares et cigarettes	le kilogr.	6 »
Tabacs fabriqués { autres de toutes sortes	»	4 »
Sucres raffinés	»	0 10
Opium (autre que pour l'usage médical)	—	Prohibé

Ce décret détermine, en outre, au point de vue de l'application des droits de consommation, le régime des produits (vins, bières, cidres, spiritueux, etc.) récoltés, fabriqués ou préparés dans la colonie et qui figurent dans le tableau ci-dessus. Il fixe également le régime des entrepôts destinés à recevoir les produits fabriqués dans la colonie et passibles de droits de consommation.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Voyages d'excursions aux plages de la Bretagne.

Pendant la saison des bains de mer, du 1er mai au 31 octobre, il est délivré des billets d'excursions de 1re et de 2e classes aux plages de Bretagne, comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Le Palais, (Belle-Ile-en-Mer), Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.

Durée : 30 jours. — Prix des billets aller et retour) : 1re classe, 45 francs; et 2e classe 36 francs.

Faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Faculté de prolongation de la durée de validité moyennant supplément.

Billets complémentaires du Voyage d'excursions ci-dessus.

Il est délivré au départ de toute station du réseau d'Orléans pour Savenay ou tout autre point situé sur l'itinéraire du voyage d'excursions indiqué ci-dessus et inversement des billets spéciaux de 1re et 2e classes réduits de 40 0/0, sous condition d'un parcours de 50 kilomètres par billet.

Prix des billets complémentaires de Paris-Quai-d'Orsay à Savenay et retour, via Tours : 1re classe, 55 fr. 50 — 2e classe, 37 fr. 40.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions à Fontainebleau et à Moret.

Pour faciliter les excursions à Fontainebleau et à Moret pendant l'été 1913, un train spécial à prix réduits. (2e et 3e classes seulement) sera mis en marche, tous les dimanches, du 1er juin au 21 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18. Arrivée à Fontainebleau à 8 h. 16, à Moret à 8 h. 29.

Retour : par tous les trains du même jour, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires. (3-6-13).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année. par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl, : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire: Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANEE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70; 2e cl., 32 fr. 20; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90; 2e cl., 27 fr. 60; 3e cl., 18 fr.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1); — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE
Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.
Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.
Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**
MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux
Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.
Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**
CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { **Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

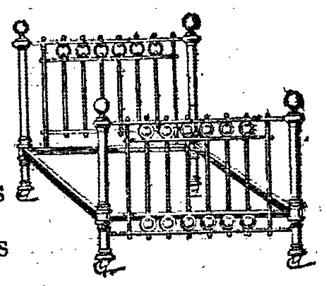
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 **francs** *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

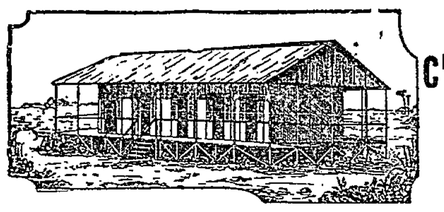
90 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 913 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.
Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts;

Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

C^IE **MONTAGE RAPIDE ET FACILE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES**

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.

— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER DU NORD.

Exposition internationale et universelle de Gand.

(Avril-novembre 1913.)

Services rapides entre le réseau du Nord français et Gand.

Toutes les gares et stations du Réseau délivrent à guichet ouvert les billets suivants :

1° Billets simples et billets d'aller et retour, valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Sur demande faite 5 jours à l'avance, des cartes d'abonnement belges, valables 5 et 15 jours sur tous les réseaux belges conjointement avec un billet d'aller et retour Nord ayant la même durée de validité.

Indépendemment de ces billets, il sera émis, à l'occasion de certaines fêtes, la date de délivrance étant annoncée par affiches : *a)* des billets d'aller et retour, valables 3 jours par trains spéciaux ; *b)* des billets d'un jour, valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement,

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(3-6-1913.)

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.C. REGISTREDED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,
108, cours Saint Louis.

Téléph. : 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(Produit de la Maison)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois PORT-MAURICE (Italie).

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON



Parfums spéciaux pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance

Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.

Parfums originaux de Peter Soldson

En boîtes fantaisie assorties

P. DUCLOS

Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis cinq *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. SCHEFFLER, Chef Adjoint du Cabinet du Ministre des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — Service direct sans transbordement. 39 départs annuels à dates fixes. Emigrants et marchandises. De *Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Pasajes, Vigo*, pour Ténériffe (ou Dakar) Montevideo et Buenos-Ayres.

Ligne du Brésil. — Service direct sans transbordement. Emigrants et marchandises. Départs tous les 14 jours de *Dunkerque, Le Havre, Vigo. Leixoes, Lisbonne*, pour Rio-de-Janeiro et Santos,

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers et marchandises. Départs du *Havre* le 22, de *Bordeaux-Pauillac* le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers et marchandises. Départs de *Dunkerque* le 15, du *Havre* le 18, de *Bordeaux-Pauillac* le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

3° *Services annexes.* — Passagers et marchandises. Desservant les lagunes de la Côte d'Ivoire, et du Dahomey et la Rivière Ogooué.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service mensuel.* — Passagers et marchandises. Départs de Dunkerque le 28, du Havre le 31, de Bordeaux-Pauillac le 3, de Marseille le 15 pour Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bangkok. Pnom-Penh et Hanoi en transbordement).

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	20 juin et 4 juillet à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	13-27 juin et 11 juillet à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	12-26 juin à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	7-21 juin à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	14-28 juin à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	(Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	25 juin à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	15-29 juin à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	26 juin à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Reunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	12 juin et 10 juillet à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**



Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le numᵉ du 25 juin dernier

ARMES J. GAUCHER ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION

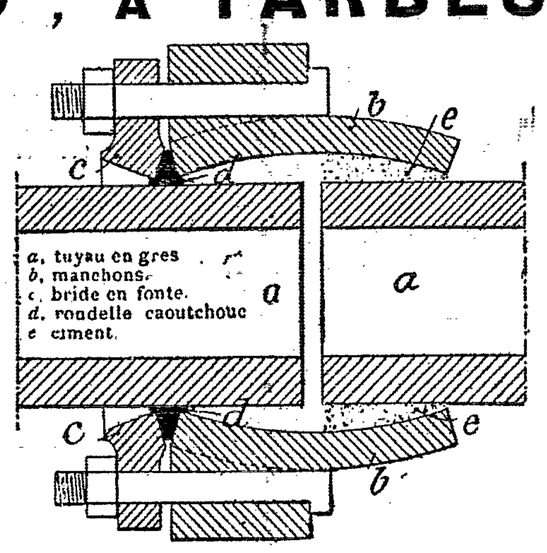


GROS EXPORTATION

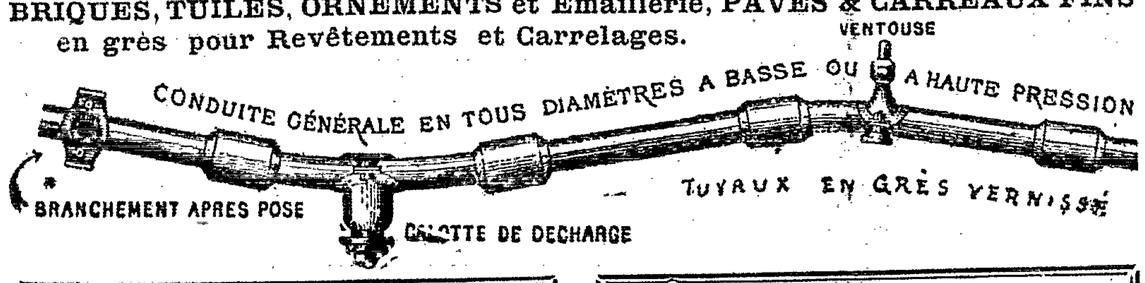
LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : 40.000 FUSILS
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 10, boulev. Carnot.

OUSTAU & Cie, A TARBES
MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900
CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
Société anonyme au capital de 3 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94
Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries
Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française
Société anonyme au capital de 5 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX
Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94
IMPORTATION-EXPORTATION
Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

COMPAGNIE COLONIALE DE L'AFRIQUE FRANCAISE
Anciens Etab. Ch. PEYRISSAC & Cie
Société Anonyme au capital de 4 millions de Fr.
SIÈGE SOCIAL ET COMMERCIAL
36, rue Poquelin-Molière, BORDEAUX
CONSEIL D'ADMINISTRATION
MM. Courcelle-Seneuil, PRÉSIDENT
Maurice Gorgeu, *A. Couturier* } VICE-PRÉSIDENTS
Ch. Peyrissac AD. DÉLÉGUÉ
H. Saute ADMINISTRATEUR
E. Guignard —
Léon Peyrissac —
IMPORTATION - EXPORTATION
Sénégal, Haut-Sénégal-Niger, Guinée Française, Côte d'Ivoire.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS
EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)
GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.
CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 JUIN 1913. — N° 12.

DE LA SEINE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. *français et Code interprète Veslot.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. L'EXCÈS DU CONTROLE PARLEMENTAIRE EN MATIÈRE COLONIALE..... 417

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
La situation au Maroc..... 418
La session des Délégations financières..... 419
La politique indigène de M. Lutaud..... 419
Suppression de l'internement en Tunisie..... 420
Les Tripolitains en Tunisie..... 420
La détaxe douanière à la Chambre..... 421
Le développement des voies de communication au Cambodge..... 421
Les lois sociales aux colonies..... 422

III. LA QUESTION DU RÉGIME DOUANIER COLONIAL ET LE PROJET DE RÉFORME. — L.-C. AUBERT..... 422

IV. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 426
Possessions britanniques..... 429

V. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La Rodhésie. — C. M..... 430

VI. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 434

VII. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 437

VIII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 441

IX. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 449

L'EXCÈS DU CONTROLE PARLEMENTAIRE EN MATIÈRE COLONIALE

La discussion du budget des colonies au Sénat nous a fourni l'occasion de montrer, il y a quinze jours, combien le Parlement qui veut ramener tout à lui, apportait d'entraves à la vie progressive des colonies. Nous avons vu que l'idéal, même pour le ministre des Colonies, était de se pouvoir placer en des situations telles que l'intervention parlementaire ne fût pas nécessaire. Dans ce cas même, la centralisation excessive de toutes les affaires au ministère des Colonies et le peu de rendement utile de ce rouage administratif, ne sont pas sans présenter aussi de graves inconvénients ; mais ce n'est pas aujourd'hui le point sur lequel nous voudrions insister. Le premier est à lui seul assez important et le mal qu'il révèle est devenu si large qu'on y doit revenir. Aussi bien tout le monde le sent aujourd'hui et comprend la nécessité de réagir. C'est ainsi que la Société d'Economie Politique a, dans sa dernière séance du 5 juin, entendu sur ce sujet une communication de M. Joseph Chailley, directeur de l'Union Coloniale. Cette communication très nourrie de faits et dont on pourra trouver un compte rendu développé dans le *Journal des Economistes* du 15 juin, a montré à des auditeurs qui ne soupçonnaient probablement pas toute l'étendue du mal, tous les *impedimenta* que le Parlement apporte à une vie coloniale normale.

Le Parlement, au lieu de contrôler de façon éclairée et rapide les actes des colonies, intervient en tout, et il intervient non pour le bien des possessions françaises d'outremer, mais pour affirmer seulement soit la puissance du Parlement, soit celle d'un parti, soit même celle d'un individu.

Il suffit de parcourir la collection de la *Quinzaine coloniale* pour trouver de nombreux exemples de cette intervention abusive dont le plus clair résultat est de retarder pour de longs mois, quand ce n'est pas indéfiniment, des solutions auxquelles une conclusion rapide apporterait presque toujours une grande qualité.

On a vu le Parlement arrêter un projet de Madagascar tendant à prolonger avec ses propres ressources le chemin

de fer de Tananarive à la côte, celui de la même colonie ayant pour objet l'amorce d'une ligne de Tananarive à Antsirabe. La *Quinzaine coloniale* a naguère protesté énergiquement contre ce double scandale. Hier encore, nous montrions l'inertie coupable du Parlement dans cette question de l'emprunt de l'Afrique occidentale française. Cette inertie entraîne des difficultés et des frais pour la main-d'œuvre, des chantiers devant être licenciés, mais dès maintenant, le retard va coûter à la colonie plus d'un million de francs d'intérêts en plus de ceux prévus, parce que, tandis que le projet languissait dans les commissions, le taux des capitaux renchérissait dans les proportions que l'on sait.

Il y a là vraiment des faits exaspérants qui sont dus à la suffisance ignorante de quelques-uns et à l'apathie de tous. On ne saurait trop répandre de pareilles conséquences d'un travail parlementaire défectueux.

En matière douanière, les protectionnistes s'entendent admirablement à faire traîner en longueur tous les projets qui pourraient donner satisfaction non seulement aux desiderata des colonies, mais à l'intérêt bien entendu et de ces colonies et de la métropole. Nous signalons plus loin l'apparente satisfaction que la Chambre vient de donner aux coloniaux au sujet de la détaxe, mais l'unanimité même qu'a rencontrée le projet n'est pas de bon augure et il est à craindre qu'on ne paie ce vote rapide d'un ajournement indéfini de la réforme principale, et encore n'est-il pas sûr que le Sénat ne fasse attendre de longs mois la loi en un seul article que va lui adresser la Chambre; ce qui est arrivé pour Saint-Pierre et Miquelon se reproduira probablement en l'espèce.

La Chambre d'ailleurs, en ce moment même, donne un exemple de sa lenteur en n'examinant pas le projet, pourtant bien urgent, sur la magistrature coloniale qu'elle a reçu du Luxembourg il y a deux ans.

Nous n'avons pas à rappeler l'affaire de l'Ouenza, qui n'a pu aboutir depuis douze ans qu'elle est sur le métier, parce que le parti socialiste s'y est opposé. C'est un scandale qui vient s'ajouter à beaucoup d'autres dont la raison est : tantôt la tactique, néfaste au point de vue général et cependant très consciente, d'un parti politique, tantôt l'impuissance du Parlement.

Cette impuissance n'empêche pas le Parlement, chose admirable, de se donner à lui-même, à chaque instant, des tâches nouvelles, qu'il n'accomplit d'ailleurs pas plus que les anciennes. L'*Officiel* nous en a apporté précisément, le 5 juin dernier, une preuve très nette. Nous l'avons trouvée dans cette partie à laquelle nous faisons souvent des emprunts, parce qu'elle est riche en faits instructifs et qui est celle de l'*Officiel* où sont insérées les réponses ministérielles aux questions écrites des députés.

Pour répondre aux stipulations de l'article 40 de la loi de finances du 30 janvier 1907, les ministres des Colonies et des Finances ont déposé un projet de loi portant approbation des comptes définitifs (exercice 1907) des colonies dont les emprunts sont garantis par l'Etat. Ce projet de loi a été présenté à la Chambre le 23 février 1910. Etant devenu caduc à l'expiration de la législature, ce projet fut déposé à nouveau, le 17 novembre 1910, et renvoyé à la commission des comptes définitifs. Depuis le 17 novembre 1910, ce projet n'a fait l'objet d'aucun rapport! Le ministre des Colonies dit qu'il aurait désiré avoir les observations de la commission des comptes, afin d'en tenir compte pour l'établissement des projets de lois suivants ; mais, devant l'absence de tout rapport, il va déposer des projets de lois portant approbation des exercices 1908, 1909, 1910 et 1911.

Comme le Parlement n'a plus, d'ici les élections générales, qui auront lieu en mai 1914, que six mois de séances, que la besogne ne lui manque pas et que dès maintenant on se demande s'il pourra voter le budget de 1914, celui de 1913 étant encore sur le chantier, le contrôle réclamé en 1907 ne sera pas exercé ou il ne le sera que nominalement; si un vote intervient, ce sera un vote de pure forme. Il était facile de prévoir qu'il en serait ainsi, étant donné que le Parlement n'arrive que très rarement et toujours avec des retards énormes à voter les lois de contrôle des exercices passés, en ce qui concerne les finances métropolitaines. Mais, nous l'avons bien souvent répété, l'expérience n'a aucune vertu éducatrice pour les parlementaires. Si cependant nous ne le trouvions en faute que sur ce point, il n'y aurait pas à se trop lamenter, mais son impuissance, et sa mégalomanie, et parfois son inertie voulue, font que si on veut que les colonies vivent, il serait urgent de changer de méthode. Nous verrons un jour à quelle méthode on se pourrait arrêter.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

La situation au Maroc. — Nos lecteurs savent que parmi les régions où nous sommes en conflit actuellement avec les populations marocaines, la plus importante est celle du Tadla située au cœur du Maroc et qui est à la fois fertile, peuplée, montagneuse et par conséquent difficile. Les troupes qui y opèrent sont sous le commandement de l'énergique colonel Mangin, le conquérant de Marrakech. Du 8 au 10 juin dernier, ces troupes ont livré trois combats pour détruire la kasbah du plus influent des chefs indigènes qui nous résistent, Moha Ou Saïd, la kasbah de Ksiba. En raison des difficultés du terrain et de la vaillance de nos adversaires, ces affaires ont été très chaudes ; elles nous ont coûté une centaine de tués et le double de blessés.

En présence de ce chiffre élevé de nos pertes, les socialistes ont essayé d'émouvoir l'opinion. M. Jaurès a annoncé l'intention d'interpeller le gouvernement. Mais il ne semble pas que l'opinion se laisse impressionner par cette agitation factice où l'on devine des préoccupations fort étrangères au Maroc, l'intention de retarder encore le vote de la loi de trois ans par exemple.

Où sont les motifs d'une inquiétude sérieuse? Le Maroc est grand comme la France : on y compte 3 millions d'habitants. Est-il un homme sensé qui puisse espérer qu'on l'occupera sans coup férir? Des combats comme ceux que le colonel Mangin vient de livrer sont des événements qui étaient à prévoir et qui se renouvelleront certainement encore souvent. Il n'y a donc lieu de ne s'en préoccuper qu'en se plaçant au point de vue pratique : donnent-ils des résultats qui justifient ce qu'ils nous coûtent?

Or, la simple constatation des faits prouve que, si douloureuses

que soient nos pertes, l'œuvre accomplie depuis un an ne peut pas être comparée avec elles. En avril 1912, quand le général Lyautey est arrivé au Maroc, nous y avions un peu plus de 40.000 hommes qui occupaient environ 20.000 kilomètres carrés; aujourd'hui nous y avons 74.000 hommes et nous occupons plus de 100.000 kilomètres carrés. Les surfaces passées sous notre domination effective ont donc quintuplé. On voit par là que ce n'est pas pour un vain plaisir que l'on expose nos troupes, et que depuis un an elles ont fait une besogne considérable.

Parmi les critiques dont le plan du général Lyautey est l'objet, une seule nous paraît donc mériter de retenir l'attention. Il dispose de 74.000 hommes; et dans la situation actuelle de l'Europe, il est impossible de lui en envoyer davantage. Ses opérations devraient être calculées en conséquence. Beaucoup de personnes craignent qu'elles ne soient trop étendues et dépassent par conséquent les possibilités actuelles. On vient d'envoyer une compagnie pour occuper le port d'Agadir. Nous avions toujours prévu que nous serions ainsi entraînés à intervenir dans le Sous. El Hiba s'y était réfugié et en avait fait un foyer d'agitation contre nous. Le général y avait envoyé des harkas indigènes; mais il est bien rare que des harkas indigènes donnent des résultats décisifs. Une guerre entre bandes indigènes s'éternise; chacune d'elles pille de son côté et le pays se ruine. Comme il faudra tôt ou tard se décider à pacifier cet extrême-sud, ne vaut-il pas mieux s'y décider tout de suite, au lieu d'attendre que la dévastation soit complète? Cette occupation d'Agadir nous paraît donc une chose très raisonnable. Mais une compagnie ne suffira pas à tenir le Sous; on sera obligé d'en envoyer d'autres. Puisque ce sont là des opérations dont il était à prévoir qu'on ne pourrait pas les éviter, n'eût-il pas été prudent de ne pas s'engager sur d'autres points où l'on pouvait remettre sans inconvénient notre action à des temps plus favorables? Rien en particulier ne motivait une marche immédiate sur Taza. On a engagé de ce côté 14.200 hommes, dont il semble qu'un certain nombre pourrait être plus opportunément employé.

La session des Délégations financières. — Les Délégations financières algériennes sont en ce moment en pleine session. On sait comment elles fonctionnent; elles se partagent d'abord en quatre sections qui étudient séparément les projets à l'ordre du jour. Quand ces quatre sections ont terminé leurs travaux, elles se réunissent en séances plénières et prennent alors des résolutions définitives. Cette année, les séances plénières ont été retardées par l'absence du gouverneur général appelé à Paris par le gouvernement qui voulait le consulter sur la question de l'indigénat. Mais M. Lutaud est rentré le 14 juin et les Délégations ont déjà tenu, au moment où nous écrivons, quatre séances plénières où elles ont traité des questions fort importantes.

Elles ont repoussé les propositions du Bône-Guelma comme onéreuses pour la colonie et elles ont maintenu, en y insistant avec une énergie particulière, leurs délibérations antérieures demandant que la colonie rachète le réseau de cette compagnie. Les propositions du Bône-Guelma repoussées, il fallait décider par quels moyens de transport serait assurée l'exploitation des grands gisements miniers de la province de Constantine. Comme nous l'avions fait prévoir, les Délégations se sont ralliées au projet de M. Guérin que lui présentait le gouvernement général et que nous avons analysé dans notre dernier numéro. Les gisements miniers de la province de Constantine seront donc desservis par une ligne centrale partant du Djebel Onk, rejoignant à Tébessa les voies ferrées déjà existantes et empruntant ces voies pour aller jusqu'au port de Bône. Dans les parties à construire, on établira tout de suite la voie large; les parties déjà construites et qui sont à voie étroite seront reconstruites à voie large. Entre Oued Damouz et Duvivier, la ligne sera doublée par une seconde ligne qui se détachera de la première et passera à gauche par Khémissa. Ce grand travail sera réalisé par étapes successives et la première étape consistera à transformer à voie large le tronçon de Souk-Ahras à Tébessa.

Les Délégations se sont ensuite occupées de l'administration indigène. Cette administration est assurée par les fonctionnaires qu'on appelle tantôt adjoints indigènes, tantôt cheikhs, tantôt caïds. Ces adjoints sont chargés spécialement de la police et de la rentrée de l'impôt dans les douars dépendant des communes. Ils sont rétribués au moyen d'un tant pour cent prélevé sur les sommes qu'ils perçoivent. Dans bien des cas, cette rétribution est absolument misérable. Pour quelques-uns, elle ne dépasse pas cent francs par an, et pour beaucoup d'autres deux à trois cents francs. Dans ces conditions, comment ces chefs indigènes n'abuseraient-ils pas de leurs fonctions? Il faut bien qu'ils vivent; et comme la première faute remonte à l'administration qui les paie si mal, elle est obligée de fermer les yeux sur leurs exactions. De là d'innombrables abus que les colons dénoncent depuis longtemps. La réforme toujours ajournée jusqu'ici a été enfin mise en train par le vote suivant qui a été rendu après une importante discussion. « Les Délégations financières estimant qu'il y a urgence à améliorer la situation des adjoints indigènes, et sans se prononcer sur les voies et moyens à employer pour arriver à ce résultat, invitent le gouverneur général à amorcer une réforme qui, dès 1914, devra se traduire par une augmentation intéressant d'abord les adjoints les moins rétribués. »

Enfin, au moment où la France fait un grand effort militaire pour se mettre en état de défendre son existence, les Délégations financières ont tenu à s'associer à ce mouvement patriotique. Elles ont voté la motion suivante : « L'assemblée plénière décide de participer aux dépenses exceptionnelles proposées en France pour les armements extraordinaires par une contribution volontaire de 10 millions. Elles prient le gouvernement général de transmettre cette résolution au gouvernement métropolitain en lui demandant d'en faire état dans le projet de loi de finances qui sera déposé au sujet du budget de 1914. »

La politique indigène de M. Lutaud. — Le gouverneur général vient d'adresser aux préfets de l'Algérie une longue circulaire dans laquelle il expose en détail la politique qu'il entend suivre à l'égard de la population indigène.

La première question qu'il traite est celle des droits électoraux. Il pense qu'il convient d'ouvrir largement la porte à ceux qui désirent la nationalité française. Il croit aussi qu'on pourrait sans inconvénient augmenter le nombre des conseillers indigènes dans les conseils municipaux et les porter à l'avenir au tiers de l'effectif. Mais il est fermement opposé à ce que ces conseillers aient le droit de participer à l'élection des municipalités. « Il pourrait se produire, en effet, dit-il, que le maire fût l'élu d'une minorité française coalisée avec la représentation indigène, et il y aurait là une source de rivalités et de désordres, tout un specta-

cle de discordes locales dont les indigènes doivent toujours être éloignés sous peine de compromettre la tranquillité publique ».

Mais pour faire une part plus large à l'élément indigène dans la vie municipale, il pense reconstituer les djemaâ dans les douars. Les douars sont les groupements indigènes, lesquels ont des biens communaux à gérer; et les djemaâ sont des conseils de notables qui seront chargés de cette gestion.

Les impôts arabes ne sont pas répartis de la même façon dans les trois départements. M. Lutaud projette de les unifier. Il voudrait notamment remplacer les diverses lezmas kabyles par une lezma unique revêtant le caractère d'un impôt de quotité.

M. Lutaud est très résolument attaché au maintien des pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes. Il consent à ce que certains délits soient jugés par les juges de paix. Mais, dit-il, « je déclare hautement qu'on ne saurait aller plus loin sans compromettre l'autorité indispensable dans ce pays aux administrateurs des communes mixtes ». Il réclame également que le pouvoir d'interner les indigènes suspects par simple mesure administrative soit conservé au gouverneur général; il serait simplement disposé à consentir à ce que les décisions fussent préalablement soumises à une commission d'examen.

Comme allègement aux charges des indigènes, M. Lutaud a donné des instructions pour que la circulaire de M. Jonnart supprimant la corvée des patrouilles de nuit, soit observée dans les communes où elle n'a pas encore été appliquée. Il pense pouvoir également adoucir la corvée pour la surveillance des forêts qui réquisitionne chaque année plus de 4.000 indigènes pendant trois mois. D'après les prévisions de la direction des forêts, on pourrait dès maintenant réduire de moitié le nombre des postes-vigies qui seraient remplacés par un service salarié.

Comme son prédécesseur, M. Lutaud s'attachera au développement de l'assistance publique des indigènes. Dès maintenant il existe 83 infirmeries qui ont hospitalisé en 1911 plus de 12.000 malades. Tant dans ces infirmeries que dans les douars, il a été donné près de 474.000 consultations gratuites. Cinq cliniques exclusivement affectées aux femmes ont été créées dans les grandes villes. Enfin, 27 bureaux de bienfaisance musulmans ont secouru près de 10.000 familles. Les organisations de prévoyance et de mutualité agricole, seront multipliées. Les sociétés de prévoyance indigènes sont déjà au nombre de 208, ayant un actif de plus de 22 millions. A côté de ces sociétés s'organisent des caisses de crédit mutuel où les indigènes sont admis en même temps que les Européens; il en existe déjà 40. D'autres associations qu'on appelle *Mutuelles labours* louent des terres aux communes, les cultivent, et le produit de la vente des grains sert à payer aux sociétaires l'assurance de leurs récoltes personnelles et de leur cheptel en cas de sinistre. M. Lutaud estime que la colonie a fait un effort considérable pour la diffusion de l'enseignement des indigènes. En 1891, les écoles indigènes n'avaient que 10.000 élèves; aujourd'hui, elles en ont plus de 35.000 dont près de 4.000 filles. Il n'a jamais été question de donner dans ces écoles un enseignement purement pratique. Mais il ne faut pas négliger l'enseignement professionnel; c'est lui qui nous permettra de constituer une classe moyenne qui nous est indispensable dans la société indigène. M. Lutaud attache une importance égale à l'enseignement agricole. Il désire augmenter le nombre des cours pratiques de culture et celui des fermes écoles.

Tels sont les principaux points que le gouverneur général a traités dans sa circulaire. Ce programme est significatif, non seulement par ce qu'il contient mais par ce qu'il ne contient pas. Il en ressort que M. Lutaud n'est pas d'avis que le moment soit venu de donner satisfaction aux revendications des indigènes formulées dans une pétition qu'une délégation avait apportée l'année dernière à Paris, et dont le principal article demandait qu'il fût accordé à l'élément musulman « une représentation sérieuse et suffisante » dans les diverses assemblées de la colonie : conseils municipaux, conseils généraux, délégations financières, conseil supérieur.

Suppression de l'internement en Tunisie. — Au moment même où M. Lutaud affirmait la nécessité de conserver l'internement en Algérie, on apprenait qu'il va être supprimé en Tunisie.

Cette question des pouvoirs discrétionnaires en Algérie est justement pendante actuellement devant la commission des affaires extérieures de la Chambre. Celle-ci, comme nous l'avons déjà expliqué, avait à choisir entre deux projets : celui de M. Albin Rozet qui propose de supprimer les pouvoirs disciplinaires des administrateurs de communes mixtes et le droit d'internement; et celui du gouvernement qui, adoptant les vues de M. Lutaud, demande au contraire, que la situation actuelle soit maintenue.

Sur une question de M. Albin Rozet, qui désirait éclairer la commission, le ministre des Affaires étrangères lui a fait connaître par une lettre du 3 juin que le gouvernement du protectorat a l'intention de promulguer très prochainement un code pénal dont l'article premier est ainsi conçu : « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une disposition antérieure; si après le fait, mais avant le jugement définitif il intervient une loi la plus favorable à l'inculpé cette loi est seule appliquée. » L'administration du protectorat a donc pris son parti; elle a renoncé aux pouvoirs discrétionnaires; le droit de punir par simple mesure administrative va disparaître de la Tunisie, à l'avenir tout prévenu devra y être jugé contradictoirement.

C'est un grand événement pour la Tunisie. Désormais, en effet, ayant cette garantie que nul ne peut être frappé arbitrairement, l'opinion publique indigène tendra forcément à se manifester avec plus de hardiesse. Il faut donc s'attendre à voir les musulmans se mêler de plus en plus à la vie publique.

Et cet événement aura nécessairement des répercussions en dehors de la Tunisie. Si le gouvernement a jugé que l'internement pourrait être supprimé sans inconvénient en Tunisie où nous ne sommes établis que depuis une trentaine d'années, il lui sera difficile de le conserver bien longtemps encore en Algérie où nous sommes arrivés il y a plus de quatre-vingts ans.

Les Tripolitains en Tunisie. — L'occupation de la Tripolitaine par l'Italie a eu pour effet de déterminer l'émigration d'un grand nombre d'habitants de ce pays en Tunisie.

L'homme qui vit sous la tente n'est pas toujours un nomade, comme on le croit. Souvent il se contente de ce mode d'habitation, soit parce qu'il n'en connaît pas d'autre, soit parce qu'il préfère au gourbi fixe où s'accumulent les immondices la tente à laquelle on peut toujours donner un emplacement propre en la déplaçant. Il y a en Afrique beaucoup de tribus qui quoique résidant sous la tente n'en vivent pas moins toujours dans le même canton. Mais si elles ne sont point précisément nomades, elles

sont du moins extrêment mobiles. Quand on peut du jour au lendemain plier sa tente et la mettre avec les quelques ustensiles dont se compose le mobilier sur un chameau, on est en état de fuir au moindre ennui. C'est ce qui fait que de nos jours encore on voit se produire si facilement de grands exodes parmi les populations africaines.

C'est ainsi qu'en Tunisie, après notre arrivée en 1881, des contingents considérables des Zlass, des Hamama et des Beni-Zid qui avaient fait le coup de feu contre nous, ne pouvant se résigner à accepter notre domination passèrent en masse en Tripolitaine, d'où ils ne revinrent que peu à peu, et encore pas tous. Et c'est ainsi qu'un mouvement inverse vient de se produire en Tripolitaine : un grand nombre d'habitants, plutôt que de se soumettre à l'autorité italienne, se sont réfugiés en Tunisie.

Combien étaient-ils? Les appréciations ont varié de 16.000 à 30.000.

Là-dessus, grandes polémiques dans la presse locale. Quelques journaux ont vu arriver ces immigrants avec plaisir. La main-d'œuvre, en effet, se raréfie en Tunisie, les salaires augmentent, et malgré cela les mines qui emploient beaucoup d'indigènes ont de plus en plus de peine à les recruter ; et de leur côté, les agriculteurs éprouvent un embarras croissant à faire faire leurs moissons.

Les journaux en question ont donc regardé les immigrants tripolitains comme un supplément d'ouvriers qui arrivait. Ils ont conseillé au gouvernement du protectorat de les bien recevoir et de leur distribuer des terres pour les fixer à tout jamais dans la régence.

Mais d'autres journaux ont aussitôt protesté, déclarant que si la Tunisie avait des biens domaniaux et des biens habous, elle devait les réserver à ses nationaux et non pas en faire profiter des étrangers.

La querelle a fini le plus naturellement du monde. Avec l'autorisation du gouvernement français, le gouvernement italien a envoyé dans la régence un officier, le comte Sforza, avec mission d'engager les dissidents tripolitains à rentrer dans leur pays où le meilleur accueil leur était garanti. Au dire des journaux tunisiens, le comte Sforza a réussi, la plupart des dissidents sont rentrés chez eux. Il n'est resté que ceux qui se croient trop compromis pour se fier à la générosité italienne et les derniers des Zlass, des Hamana et des Beni Zid, fuyards de 1881, qui revenus en Tunisie, trouvent que domination étrangère pour domination étrangère, la domination française en vaut bien une autre et sont retournés sur les territoires tunisiens où ils vivaient il y a trente-deux ans.

La détaxe douanière à la Chambre. — Dans sa deuxième séance du 12 juin 1912, la Chambre des Députés a, après avoir déclaré l'urgence et sans débats, adopté le projet de loi relatif à la détaxe des produits coloniaux, projet dont M. Sévère était rapporteur, ainsi que nous l'avons dit, il y a quinze jours. Nos lecteurs connaissent bien la question. Nous nous bornons à rappeler le libellé du projet :

« *Article unique.* — A partir du 1er janvier 1914, le régime douanier des produits d'origine coloniale, établi par le tableau E, annexé à la loi du 11 janvier 1892, sera modifié comme suit :

« Produits d'origine coloniale (les produits des colonies et possessions françaises ne sont admis au régime de faveur qu'à la condition de l'importation directe et sur production des justifications d'origine réglementaires) :

« Sucres, mélasses non destinés à la distillation. — Droits du tarif métropolitain.

« Sirops, bonbons et biscuits sucrés. — Droits du tarif métropolitain.

« Confitures et fruits de toute sorte confits au sucre et au miel. — Droits du tarif métropolitain.

« Poivres. — Droits du tarif minimum métropolitain diminué de 104 francs.

« Produits d'origine coloniale non spécifiés ci-dessus. — Exempts ».

Ce projet a été adopté à l'unanimité des 557 votants. Nous verrons si le Sénat ne le fera pas longtemps attendre. Pour nous, nous enregistrons ce premier vote avec plaisir, non sans insister sur ce fait que cette réforme, quoique fort désirée par certaines colonies, ne saurait en aucune façon tenir quitte le Parlement de l'élaboration d'un régime douanier colonial nouveau qui mette fin au régime absurde élaboré en 1892 et dont les conséquences néfastes ne sont que trop patentes.

Le développement des voies de communication au Cambodge. — La vie économique, au Cambodge, est restée pendant longtemps concentrée dans la zone desservie par les voies fluviales. Dans cette région, les communications sont, en effet, extrêmement faciles et l'activité intense de la navigation y témoigne chaque jour de la vitalité et de la richesse du pays. Mais, en dehors de cette partie si largement dotée par la nature, il en existe une autre, trois fois plus vaste et non moins riche qui, jusqu'à ces derniers temps, se mourait de langueur, faute de voies d'accès. Cette situation n'a pas échappé à la vigilance de l'actif résident du Cambodge, M. Outrey. Aussi fait-il un effort soutenu et digne d'être remarqué pour développer un vaste réseau routier qui doit contribuer très largement à la mise en valeur du pays.

Un plan général, élaboré depuis assez longtemps, est actuellement en voie d'exécution. Les travaux entrepris ont d'abord pour objet la construction des artères principales qui formeront ensuite la charpente de tout cet édifice. Déjà, la région maritime de Kampot qui, jusqu'à présent, avait vécu à part, vient d'être reliée à la capitale par une route dont la construction a été commencée, il est vrai, il y a fort longtemps, mais qu'un dernier effort a ouvert, d'une façon définitive, à la circulation. Cette route a été poussée immédiatement du côté du nord sur Kompong-Chnang, Pursat et Battambang, tandis que, de l'autre côté, elle se continue sur la jolie petite plage et le sanatorium de Kep. Elle ira ensuite se relier tout prochainement au réseau de l'Ouest cochinchinois, du côté d'Hatien.

Enfin, la route de Pnom-Penh à Battambang est déjà ouverte à la circulation, d'une façon définitive, jusqu'à Kompong-Chnang, et, provisoirement, jusqu'à Pursat. A la fin de l'année, les terrassements seront complètement terminés et l'on peut prévoir que dès 1914 ou, au plus tard, vers la fin de 1915, la route de Battambang sera réalisée. Ce travail représentera un très gros effort que, pendant bien des années, on a hésité à faire. Deux routes importantes se soudent déjà à cette grande artère. L'une d'elle relie la province du Kompong-Speu à Pnom-Penh ; l'autre va bientôt, à travers la vaste région de rizières de Takeo, constituer une soudure de plus avec le réseau cochinchinois par la province de Chaudoc.

La liaison de Pnom-Penh à Saigon, par une route automobile, sera bientôt un fait accompli et déjà le voyage, qui autrefois

demandait vingt-quatre heures par la voie fluviale et le chemin de fer de Mytho a été réduit à sept heures. A la fin de l'année, il ne sera plus que de cinq heures.

Du côté du haut Mékong, la route de Kompong-Cham à Kompong-Thom a été reprise avec une nouvelle ardeur et le terrassement, terminé cette année, permettra un empierrement qui rendra la route praticable dès 1914 ou 1915.

Ainsi donc, à défaut des chemins de fer qui lui ont été refusés jusqu'ici, et qui s'imposeront d'eux-mêmes avant peu, le Cambodge résout lui-même, et avec un bel esprit de suite, le problème de ses communications intérieures. Le trafic des marchandises n'est pas, sans doute, ce qu'il pourrait être avec une voie ferrée, mais l'automobilisme qui se presse derrière les travaux des routes et qui pas à pas en suit les progrès, y supplée dans une certaine mesure. Et au Cambodge, comme en Cochinchine d'ailleurs, ce mode de transport prend rapidement des proportions qui deviendront très intéressantes pour l'industrie française. Déjà, des services publics ont été établis sur la route de Pnom-Penh-Kampot et l'on peut prévoir qu'ils s'étendront immédiatement du côté de Battambang dès l'achèvement de la route actuellement en construction.

Cette route de Pnom-Penh à Battambang a d'ailleurs une importance considérable sur laquelle nous ne saurions trop attirer l'attention. Non seulement elle va faire sortir de l'isolement une région que l'on considère, à juste titre, comme le grenier à riz du Cambodge, mais elle va encore desservir toutes les pêcheries des grands lacs, si importantes et si peuplées pendant toute la saison sèche. Enfin et surtout, elle suit, sur la plus grande partie de son parcours, le tracé du principal tronçon de la voie ferrée projetée entre Battambang-Pnom-Penh-Saigon et deviendra probablement un jour, l'infrastructure de cette ligne.

La population indigène bénéficie la première des avantages que ces voies nouvelles donnent au pays. Elle montre d'ailleurs qu'elle les apprécie en les utilisant immédiatement et en les encombrant de tels convois de charrettes, de piétons, de cavaliers et de troupeaux que souvent la circulation automobile s'en trouve rendue fort difficile. Ce programme, dont la réalisation est intéressante à tant de points de vue, va contribuer au développement très rapide de la richesse du pays et fournir un des moyens les plus sûrs d'attacher définitivement à notre cause toute la population cambodgienne.

Les lois sociales aux colonies. — Le 29 mai 1913, M. Carpot, député du Sénégal, a demandé par voie de question écrite, au ministre des Colonies : 1° à quel point en est l'étude, pour les colonies de l'Afrique occidentale française, et particulièrement pour la colonie du Sénégal, des conditions d'application des lois sociales promulguées dans la métropole ; 2° s'il compte créer bientôt, pour ces colonies, une section annexe au Comité permanent de la législation du travail et de la prévoyance sociales établi par le décret du 4 décembre 1911. Le *Journal officiel* du 6 juin a publié la réponse suivante à cette double question :

1° A la suite des instructions données par le ministre des Colonies en vue d'étudier l'application, en Afrique occidentale française, des lois concernant le travail et la prévoyance sociale, le gouverneur général a invité les lieutenants-gouverneurs des colonies du groupe à entreprendre une enquête complète sur la question.

D'autre part, M. Ponty vient d'informer le département qu'il prépare une refonte de l'organisation des sociétés de prévoyance indigène. Il a chargé, à cet effet, M. Yves Henry, inspecteur de l'agriculture, d'une mission pour étudier le fonctionnement des institutions de prévoyance et de crédit agricole en Algérie et en Tunisie, afin de faire bénéficier l'Afrique occidentale des progrès réalisés dans l'Afrique du Nord.

Enfin, le ministre adresse au gouverneur général une lettre de rappel en vue d'obtenir, aussitôt que possible, les réponses aux questionnaires élaborés par la Commission centrale du comité permanent de la législation coloniale du travail et de la prévoyance sociale sur les accidents du travail dont sont victimes les nationaux français et assimilés, et la condition générale des travailleurs de nationalité française et des travailleurs étrangers qui leur sont assimilés ;

2° Il a semblé, dans ces conditions, prématuré de constituer la section annexe au Comité permanent de la législation coloniale du travail et de la prévoyance sociale pour nos colonies de la côte occidentale d'Afrique. Mais la question n'est pas perdue de vue, et l'organisation définitive du comité continuera à être poursuivie méthodiquement, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux.

Nous avons eu souvent l'occasion de dire qu'il fallait en ce domaine des lois sociales être très prudent et ne décider leur extension à certaines colonies, qu'après mûre réflexion. Nous avons aussi approuvé en son temps la formation du comité permanent dont il est ici question, et il ne faut pas qu'on fasse rien sans prendre son avis. Les lois sociales promulguées dans la métropole ne sont pas toutes, il s'en faut, exemptes de reproches, mais le seraient-elles, que ce ne serait pas une raison pour en faire sur une large échelle un objet d'exportation dans nos possessions d'outre-mer. L'assimilation est chose mauvaise, mais elle le serait tout particulièrement en l'espèce.

LA QUESTION DU RÉGIME DOUANIER COLONIAL ET LE PROJET DE RÉFORME (1)

On peut manifester à bon droit son étonnement lorsqu'on envisage la question du régime douanier colonial qui, considérée comme urgente dès qu'elle fut posée, n'a pas encore reçu depuis sept ans de solution définitive et durable.

C'est en effet au Congrès colonial de Marseille en 1906 que, pour la première fois depuis la loi de 1892, les résultats du régime de l'assimilation douanière pour nos colonies ont été exposés et discutés. L'idée d'une réforme, dont la nécessité ressortit nettement des discussions, prit corps et se propagea dans les milieux coloniaux. Cette idée fut reprise au Congrès colonial de Bordeaux en 1907 ; dès lors, le thème passa de congrès en congrès, se précisant et prenant tournure d'une réalisation pratique. Des vœux furent encore élaborés au Congrès des anciennes colonies en 1909 et au Congrès de l'Afrique orientale en octobre 1911. Une centralisation de ces efforts parut alors désirable, et un groupement

(1) Cet article nous avait été adressé avant le vote par la Chambre de la franchise accordée aux denrées secondaires des colonies du premier groupe entrant dans la Métropole. Sans accepter toutes les idées émises par l'auteur, nous croyons cependant intéressant de publier une étude qui se recommande par sa documentation et par les aperçus qu'elle renferme.

nouveau, constitué sous le nom de Fédération intercoloniale, se donna comme unique objectif de poursuivre auprès du Parlement et du gouvernement la revision de la loi de 1892, conformément aux vœux émis par les congrès coloniaux, et adoptés également en 1912 par le Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur.

Alors que les initiatives privées se montraient si affirmatives et agissantes, les pouvoirs publics restaient presque passifs et irrésolus.

En 1908, le ministre des Colonies faisait procéder, dans nos possessions, à une vaste enquête auprès des administrations et assemblées locales, et dans la métropole, il consultait les Chambres de commerce des principales villes et ports. Il y eut ainsi un dossier très important formé au ministère des Colonies pour l'examen duquel une commission fut constituée en 1909 ; elle ne fut pas réunie. En 1910, la commission remaniée comprit des fonctionnaires des ministères du Commerce et des Finances ; en 1911, enfin, on réorganisa cette commission interministérielle par l'adjonction de membres étrangers à l'administration, personnalités du monde politique ou des affaires.

Ainsi traînant de bureaux en commissions, les revendications des colonies n'avaient aucune chance de se voir rapidement acceptées. Des études impartiales de la dernière de ces commissions, dit l'exposé des motifs du projet de loi, il résulte que « pour faire œuvre pratique et utile, il importe, sans perdre de vue l'intérêt national, de considérer en elles-mêmes, pour chacune de nos possessions, les nécessités économiques de son développement... La France métropolitaine a le devoir d'accepter, dans les relations commerciales de ses colonies, tous les tempéraments nécessaires à leur prospérité ».

Pendant ce temps, la loi du 29 mars 1910, modifiant les tarifs douaniers métropolitains du 11 janvier 1892, s'appliquait aux colonies assimilées — (sauf quelques dérogations apportées par une série de décrets en date du 30 juin 1911) — puisque les nouveaux actes prévues par son article 7 n'étaient pas venus fixer le régime douanier des colonies et pays de protectorat. Le débat parlementaire entamé à la Chambre des députés et au Sénat lors de l'élaboration de la loi du 29 mars 1910 n'avait pu prendre toute son ampleur et aboutir. En 1910 et depuis, d'ailleurs, on a fait volontairement le vide autour de la question douanière coloniale, par une vaste conspiration d'intérêts pendant tout le temps de la revision douanière. Pour amener les représentants des colonies à voter le tarif aggravé, on a pris devant eux l'engagement formel d'ouvrir un grand débat sur la question coloniale dans le délai d'une année : le débat n'est pas commencé. En mai 1912, M. J. Thierry écrivait : « Je souhaite une discussion de la question douanière coloniale dans son ensemble ; les commissions ont travaillé, elles ont formulé des conclusions, que l'on s'en inspire pour rédiger un projet de loi, nous aurons ainsi une base de discussion. »

Ce vœu, quoique tardif, n'était pas superflu. A quelques mois de là, le 12 décembre 1912, le gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi relatif à l'établissement du régime douanier colonial (1) qui fut renvoyé pour examen à la commission des douanes. En présentant son projet, M. Lebrun, ministre des Colonies, s'est contenté de solliciter de la Chambre, sans oser insister, une discussion prochaine. M. Briand, en qualité de président du Conseil, avait inséré, dans sa déclaration ministérielle de fin janvier 1913, un paragraphe affirmant l'urgence de la réforme du régime douanier des colonies. Ces manifestations isolées n'ont pas hâté l'ouverture des débats et la stagnation actuelle des travaux parlementaires n'est pas de bon augure pour la solution rapide de la question.

Avant la rédaction du projet de loi, déjà, les vœux des colonies en faveur de l'autonomie douanière ont été écartés par le gouvernement sur l'insistance de la commission des douanes du Sénat. M. Méline avait dénoncé à cette assemblée une prétendue campagne très habile menée par les importateurs français de produits étrangers dans le but de s'emparer du marché colonial.

Les protectionnistes ont imaginé que, sous couleur de liberté commerciale, il y aurait « une métropole sacrifiée aux colonies » au plus grand dommage, d'ailleurs, de ces dernières ; pour eux, l'autonomie serait pour les importations coloniales, par une conséquence logique et nécessaire, le régime de la porte fermée en France, alors que l'assimilation plus complète l'ouvrirait davantage. Le régime actuel, affirment-ils, souple et libéral, se plie à toutes les circonstances et favorise tous les intérêts en faisant régner l'absolue justice ; pour le maintenir, la majorité protectionniste de la Chambre ne se laissera pas entamer, et si, par hasard, elle avait la faiblesse de capituler, les adversaires auraient à compter avec le Sénat où la résistance sera inébranlable.

Sous l'empire de ces menaces occultes, le projet de loi du gouvernement, quelque timoré et si imparfait qu'il soit, donnait néanmoins aux colonies des avantages précis et indiscutables. C'était un minimum de satisfaction aux revendications formulées, un faisceau de réformes partielles qui, groupées, prenaient une valeur de coordination et d'ensemble. « Egalement étranger à toutes les doctrines extrêmes, dit l'exposé des motifs, le projet tend, non pas à bouleverser la législation de 1892, mais à l'améliorer par les correctifs devenus nécessaires, soit pour tenir compte d'opportunités évidentes, soit pour donner à des intérêts légitimes une satisfaction équitable. »

Maintenant la distinction des colonies en deux groupes, avec application du principe de l'assimilation au premier, tandis que le second sera soumis à des tarifs d'exception, le projet de loi instaure le régime suivant :

1° En ce qui concerne les colonies assimilées (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Madagascar, Indochine), la franchise complète est établie à l'importation de leurs produits en France et réciproquement, ainsi que dans leurs relations entre elles ; subsistent seuls les régimes spéciaux des sucres, des mélasses autres que pour la distillation et des poivres.

Les produits étrangers sont soumis au tarif général français à l'importation dans ces colonies ; des exceptions à ce tarif pourront être faites par décrets en forme de règlement d'administration publique rendus sur le rapport des ministres des Colonies, du Commerce et de l'Industrie et des Finances.

Lorsque la tarification métropolitaine applicable à un produit comprendra, outre le droit de douane proprement dit, une taxe accessoire de consommation frappant les produits similaires de la métropole, un arrêté pris de concert entre les ministres des Colonies, du Commerce et de l'Industrie et des Finances détermine le quantum de la taxe représentative des droits de consommation ; l'autorité coloniale compétente décide s'il y a lieu de ne plus percevoir cette dernière taxe.

2° En ce qui concerne les colonies non assimilées (Afrique occidentale, Afrique équatoriale, côte des Somalis, établissements de l'Inde, de l'Océanie, Nouvelle-Calédonie, îles Saint-Pierre et Miquelon, Kerguélen, Saint-Paul et Amsterdam), elles doivent recevoir en franchise les produits originaires de France ou des colonies, et leurs produits sont admis en franchise dans les colonies françaises, mais non dans la métropole où ils sont astreints au payement des droits du tarif minimum (sauf exemptions ou

(1) Reproduit dans la *Quinzaine coloniale* du 10 février 1913, p. 86.

détaxes), à titre de compensation de l'autonomie relative dont elles jouissent. Les produits étrangers paient, à l'importation dans ces colonies, des droits de douane déterminés par des tarifs distincts pour chacune d'elles et établis par décret en forme de règlement d'administration publique rendu sur le rapport des ministres des Colonies et du Commerce et de l'Industrie, après avis du ministre des Finances.

3° Pour toutes les colonies, les taxes purement fiscales et locales perçues sur les marchandises de toute origine et provenance sous les noms des droits d'importation ou d'octroi de mer et les droits de consommation sont établis dans chaque colonie par l'autorité compétente en matière de contributions et taxes locales. Cependant ces taxes ne deviennent exécutoires qu'après approbation par décret en Conseil d'Etat rendu sur le rapport du ministre des Colonies, après avis conforme du ministre du Commerce et consultation du ministre des Finances, et pour une durée de cinq ans. Les droits de sortie sont établis dans la même forme.

Les autres dispositions reproduisent, à quelques variantes près, la législation antérieure.

La combinaison de ces textes répondait assez bien au vœu général des publicistes et des colonies. Par ce qu'il dit et ce qu'il ne dit pas — car l'abstention peut être aussi, parfois, un moyen de légiférer — le projet applique le principe de la réciprocité à l'importation des produits nationalisés respectivement soit en France, soit aux colonies. Les denrées dites secondaires, provenant des colonies assimilées, sont affranchies de tous droits à leur entrée dans la métropole ; on peut donc espérer que la détaxe générale, ouvrant largement le marché métropolitain aux produits coloniaux, donnera dans les colonies du premier groupe un vif essor aux cultures riches du café, du cacao, du thé, de la vanille. Le Gabon et la Nouvelle-Calédonie, ensuite, comme Saint-Pierre et Miquelon en novembre 1912, sont soustraits au régime de l'assimilation et appartiennent au groupe des colonies à régime spécial. Enfin les droits d'importation et diverses taxes fiscales accessoires perçues à l'entrée des colonies et les droits de sortie sont soumis à un régime légal auquel elles avaient échappé jusqu'alors.

Mais à peine le projet était-il déposé que, de toutes parts, des critiques acerbes se firent jour et s'élevèrent pour en combattre les termes et discuter certains points de détail. On blâma tout d'abord le projet de n'avoir pas suffisamment pris en considération les desiderata des congrès coloniaux et de la commission interministérielle et de n'avoir pas fait un pas plus net vers l'autonomie. On s'attendait à une refonte plus complète de la législation de 1892.

Les colonies désiraient, avec raison, *la personnalité douanière*, qui n'est pas l'autonomie radicale et absolue. La personnalité douanière ne comporte qu'un droit d'initiative, la décision finale restant à la métropole. Elle aurait pu être réalisée soit en revenant complètement sur les lois de 1892 et 1910, supprimant la distinction entre les deux groupes de colonies et l'obligation du transport en droiture des produits coloniaux, — soit conservant nominalement le système actuel créé par M. Méline — en faisant passer toutes les colonies dans le second groupe et leur donnant simplement le droit qu'elles réclament de proposer leur tarif.

On aurait ainsi supprimé cette facétie d'une assimilation douanière que la nécessité élargit sans cesse et où la dérogation triomphante devient la règle ; car en France, même, tout le monde est satisfait du régime des colonies autonomes, à l'exception d'une industrie, celle des textiles.

On aurait évité, pareillement, aux colonies l'obligation d'instituer des droits de consommation de plus en plus lourds sur les produits importés de France. Les taxes douanières du tarif métropolitain sont tellement élevées qu'elles perdent toute valeur fiscale. Par suite de leur caractère prohibitif, elles ne rendent pour ainsi dire plus, puisqu'il n'entre pas, ou presque, de produits étrangers ; elles ne fournissent aux budgets locaux que des ressources dérisoires ; il faut y suppléer : d'où la nécessité d'aggraver outre mesure certains impôts et d'en inaugurer de regrettables, parce qu'ils augmentent d'autant plus le coût de la vie. C'est ainsi qu'en 1912, à Madagascar, il fut perçu plus de 4 millions de taxes de consommation sur des marchandises d'importation métropolitaine.

Les protectionnistes craignent par-dessus tout que l'abaissements des tarifs, dans les colonies assimilées devenues autonomes, n'en fassent de véritables entrepôts de fraude où les marchandises viendraient se dédouaner à prix réduits pour retourner ensuite, au bénéfice de la franchise, dans une autre colonie ou en France même. L'objection est un peu simpliste ; le texte du projet de loi actuel prévoit une hypothèse analogue pour les colonies du deuxième groupe : dans le cas d'une réexpédition vers un territoire soumis à un tarif plus élevé que le territoire de transit, les produits importés sont assujettis au payement de la différence entre les deux tarifs. Une taxe compensatrice pallie à tout inconvénient.

L'autonomie douanière a été envisagée en partie et superficiellement lors de la discussion du projet de loi fixant le régime douanier de Saint-Pierre et Miquelon. Certains publicistes auraient voulu alors que ce système eût pour correctif l'intervention du législateur dans la fixation des tarifs eux-mêmes — cela avait été déjà prévu pendant la discussion à la Chambre de la loi douanière de 1910. — On l'avait considéré comme une question de principe dont la méconnaissance entraînerait le plus grave des préjudices, mais l'idée n'eut pas de suite.

Dans son discours à la Chambre, à la séance du 3 avril 1911, M. J. Thierry disait : « Dans la pratique, une autonomie sagement pratiquée ou une assimilation avec beaucoup de dérogations ne sont pas très différentes l'une de l'autre, car si la dérogation qui est le tempérament de l'assimilation est intelligemment et largement pratiquée ou si l'autonomie, qui est peut-être un peu inquiétante pour certains esprits théoriques, est de son côté sagement tempérée, les conditions finissent par être matériellement les mêmes. »

On semble s'être cependant résigné, dans les milieux coloniaux, au rejet du principe de l'autonomie, puisqu'on ne peut rien actuellement contre le flux protectionniste, et les controverses les plus vives à l'égard du projet portent sur les denrées dites secondaires, les taxes locales d'entrée et de sortie n'ayant qu'un caractère fiscal et l'intervention de ministres étrangers aux colonies pour le règlement d'affaires purement coloniales.

Invoquant l'idée de réciprocité — connexe de celle d'assimilation — on a objecté que le tableau E de la loi de 1892 l'excluait ; le marché colonial était bien réservé aux marchandises de la métropole, mais on n'admettait pas cette solution pour la production coloniale importée en France. La demi-taxe répondant à la franchise exigée d'autre part apparut comme une injustice. Les denrées coloniales, d'ailleurs, n'ayant aucun similaire en France, il ne pouvait s'agir là de protéger la culture métropolitaine, et les protectionnistes pourraient regretter un jour que l'assimilation eût conduit les colonies à s'outiller industriellement et à concurrencer les industries de la mère-patrie, conséquence inattendue de mesures d'ordre fiscal. Le demi-droit sur les denrées coloniales représente pour la France une recette annuelle de 2 à 3 millions et demi, tandis que, d'autre part, la charge imposée aux colonies assimilées par le tarif métropolitain se chiffre à 30 millions environ par an. Cette différence augmente dans une forte proportion le prix de la vie des Français aux colonies, tandis que le renonce-

ment à ce demi-droit ne serait pas très sensible pour le Trésor de la Métropole. De plus ce pourrait être un sacrifice productif en poussant les colonies aux cultures exotiques par le surcroît de protection vis-à-vis des denrées étrangères; la Commission des Douanes, saisie de la question de la vie chère, avait proposé la détaxe des cafés et cacaos, mais n'avait jamais obtenu du gouvernement la mise à l'ordre du jour. Le projet de loi sur le régime douanier colonial tranche cette difficulté ; certains même auraient voulu étendre la détaxe des denrées secondaires aux colonies du second groupe, ne voyant pas la raison d'une distinction sur ce point.

Des objections se sont élevées contre la détaxe complète des denrées coloniales secondaires, venues non seulement des protectionnistes, mais encore d'économistes libéraux. Sur le principe, on fait remarquer que la taxe qui frappe actuellement les denrées secondaires des colonies (café, cacao, thé, vanille, poivre, etc.) à l'entrée en France n'est pas, en réalité, une simple taxe douanière; c'est aussi, en grande partie, une taxe de consommation comme celle qui grève des produits métropolitains ayant un usage analogue (vin, cidre, bière, sucre, sel). Il est logique et juste d'accorder aux produits coloniaux l'immunité de la première, mais il faut les soumettre à la seconde comme produits de luxe ou demi-luxe, puisque des produits plus nécessaires à la vie et de valeur moindre y sont astreints sous une forme ou sous une autre. La quantité des produits coloniaux importés en France n'a pas subi d'augmentation appréciable depuis vingt ans, alors qu'ils jouissent de la détaxe du demi-tarif (78 fr. par 100 kgr. de café et 52 fr. par 100 kgr. de cacao importés). Si l'on trouve la détaxe insuffisante, que l'on fasse une nouvelle discrimination de la fraction douanière et de la fraction fiscale de l'impôt, qu'on la porte aux deux tiers ou trois quarts, mais il est impossible que, dans un pays comme la France où tout est imposé, les produits coloniaux ne soient pas soumis à un droit de consommation. Le demi-droit est une prime assez élevée pour stimuler la production et permettre aux colonies de lutter avantageusement sur le marché français contre la concurrence des similaires étrangers, sans qu'il soit besoin de leur conférer un supplément de protection qui se traduira par une grosse perte pour le budget de l'Etat. A quoi profitera d'ailleurs la détaxe complète? Chacune de ces denrées secondaires coloniales n'entre que pour 2 à 4 0/0 dans la consommation métropolitaine; les denrées coloniales étrangères continueront donc de fixer le prix du marché à l'intérieur. Le consommateur français n'en bénéficiera certes pas; le colon, pas davantage : il livrera à la sortie de la colonie sa marchandise au même prix. Tout le profit sera donc pour l'intermédiaire, commerçant importateur qui sans peine nouvelle s'en attribuera en gros toute la marge.]

En fait, la détaxe complète est dans la logique de la conception protectionniste de l'assimilation ; l'unification douanière des colonies et de la métropole ne pouvait être considérée comme faite tant qu'il restait une exception notable à la règle de l'admission en franchise des produits des colonies en France; toute barrière tombée, l'assimilation est parfaite et une fois établie ne souffre plus de discussion. Il n'y a rien là qui ressemble à une sympatique sollicitude à l'égard des colonies. On accorde aux colonies un dégrèvement entier pour quelques-uns de leurs produits — dégrèvement dont elles ne récupéreront qu'une part plus qu'infime — pour mieux les soumettre aux aggravations du tarif général métropolitain revisé en 1910 dont elles auront à supporter tout le poids et à subir toutes les conséquences économiques et financières.

La véritable faveur, la vraie réciprocité douanière, la stricte assimilation demanderait qu'on allât plus loin que l'exemption de taxes en France de la production coloniale ; elle voudrait que les produits similaires étrangers importés en France fussent soumis à des taxes compensatrices et protectrices et écartés du marché métropolitain par des tarifs appropriés, comme ils sont écartés des marchés coloniaux lorsqu'il s'agit de protéger l'industrie métropolitaine. L'agriculture coloniale pourrait ainsi prendre un essor auquel elle ne peut aspirer abandonnée à elle-même et à ses seuls moyens; l'industrie indigène pourrait faire de rapides progrès et les populations laborieuses devenues plus stables entreraient dans une ère nouvelle de prospérité qui contribuerait grandement au maintien de l'ordre et de la paix ; la marine nationale y trouverait son compte, ayant à transporter une quantité sans cesse croissante de riz, de féculents, de graines oléagineuses, de bois, de fibres, de caoutchouc, de soie et de produits manufacturés ; la métropole enfin y gagnerait une vitalité agrandie et des produits meilleurs et moins chers pour sa consommation et son industrie. Toute la nation ainsi profiterait de cette activité plus étendue et de ce champ ouvert à son travail et à son génie, augmentant sa puissance et sa considération dans le monde.

Une dernière critique a été faite au projet de loi au sujet d'un défaut qui tient à son origine : le texte, en effet, émane d'une commission interministérielle. Plusieurs de ses articles prévoient que des décrets en forme de règlement d'administration publique pourront être rendus en diverses circonstances, notamment pour déterminer les produits qui, à l'importation dans les colonies assimilées, seront l'objet d'une tarification spéciale, pour établir les tarifs applicables dans les colonies du deuxième groupe, pour autoriser des dérogations à la règle de la droiture pour certains produits et certaines colonies, pour rendre exécutoires les droits d'importation et d'octroi de mer et de sortie fixés par l'autorité locale compétente ; par contre, un simple arrêté suffira pour déterminer, pour chaque article du tarif métropolitain, le quantum de la taxe représentative des droits de consommation et autres. Dans chacun de ces cas interviennent pour rapporter le décret ou prendre l'arrêté, en dehors du ministre des Colonies, les ministres des Finances, du Commerce et de l'Industrie et parfois de l'Agriculture.

Cette intrusion, cette ingérence de l'administration métropolitaine dans les questions coloniales est incompréhensible et ne s'explique pas, surtout en ce qui concerne les droits et taxes purement locaux n'ayant qu'un caractère purement fiscal sans répercussion sur les finances de la métropole ; en outre, cette anomalie est contraire aux principes administratifs actuels, auparavant toujours respectés.

On se demande pourquoi, par une analogie naturelle; on n'a pas consulté le ministre des Colonies à l'occasion de l'établissement du tarif métropolitain des douanes, et pourquoi aussi le ministre des Travaux publics n'intervient pas dans les questions d'outillage économique, celui du Travail dans les questions sociales et de main-d'œuvre, celui de l'Instruction publique dans les questions d'enseignement, celui de l'Intérieur enfin, dans les questions d'administration et de politique générale.

Si l'indifférence volontaire des bureaux de la métropole peut faire échec à l'action de l'administration centrale des colonies, s'il n'est pas besoin d'une spécialisation et de connaissances particulières pour résoudre les questions coloniales, si elles ne diffèrent de celles qui se présentent en France que par des incidences négligeables, si la responsabilité parlementaire et contentieuse du ministre des Colonies est insuffisante, l'institution d'un ministère indépendant était inutile. De simples préfets ressortissant du ministère de l'Intérieur et correspondant avec les bureaux compétents des administrations métropolitaines eussent fait l'affaire et l'on aurait évité une centralisation superflue.

Il est temps que le Parlement replace chacun dans son rôle véritable; il arrive trop souvent que des questions urgentes et graves restent sans solution, parce qu'elles doivent traverser de trop nombreux bureaux ou commissions — témoin la question douanière coloniale — où elles s'éternisent, laissent leur caractère fondamental et leur véritable aspect. Exiger l'avis conforme d'administrations incompétentes par essence pour les affaires coloniales, c'est amener des lenteurs nouvelles dans leur examen, créer des conflits incessants, s'exposer à une obstruction de principe et vouer les intérêts coloniaux à la stagnation et au marasme : c'est faire œuvre néfaste et mal comprendre ce qu'est une administration bien organisée et active, ayant déjà des traditions, des principes et un but.

Le projet de loi revisant le régime douanier colonial est entre les mains de la commission des douanes de la Chambre depuis bientôt cinq mois et il n'est pas encore sorti de ses délibérations, malgré les modifications qu'il a subies. Tout d'abord, le ministre des Colonies a accepté de disjoindre du projet primitif la partie tendant à admettre l'importation en franchise des denrées coloniales de consommation des colonies assimilées, dans la métropole, sous réserve des dispositions de nature à empêcher l'introduction des produits similaires étrangers.

Cette disjonction doit assurer le vote plus rapide de cette mesure et faire bénéficier plus tôt les colonies de cette faveur; souhaitons un résultat conforme à cette intention.

D'autre part, la commission des douanes de la Chambre a décidé de disjoindre du projet les dispositions qui font passer la Nouvelle-Calédonie et le Gabon du premier groupe dans le second pour en ajourner l'examen à une date ultérieure.

Que reste-t-il alors du projet après ces mutilations successives? Une innovation atrophiée et bâtarde qui se heurte avant que d'être mise en œuvre à des objections qui l'atteignent dans son fondement même : celle relative aux droits de consommation, d'octroi, de mer et aux taxes de sortie, taxations locales et fiscales dont la nature et le caractère ne sont pas modifiés, mais seulement la forme de leur établissement. Toutes les autres parties du projet ne sont que la reproduction de la législation antérieure, avec l'aggravation des tarifs que les colonies doivent subir malgré tout.

On est alors admis à se demander si l'attitude de la commission de la Chambre émiettant à plaisir le projet et le volatilisant, n'a pas pour but l'échec de cette réforme nécessaire?

Et cependant, le Parlement, même dominé par le parti protectionniste, sait bien qu'il a mieux à faire que d'exploiter la misère de nos colonies; qu'il y a plus à gagner à être solidaire de leur prospérité. Il sait bien que les bons acheteurs ne sont pas les pauvres; que si l'on vend très cher aux colonies, elles n'achèteront que les marchandises indispensables parce qu'elles ne peuvent faire autrement; elles achèteront peu et le moins possible; elles supporteront le surcroît de dépenses auquel les oblige la métropole qui les tient en sa merci; mais elles restreindront leurs achats, diminueront leurs transactions, s'appauvriront.

Comme on aimerait qu'un gouvernement ferme et décidé fît adopter aux Chambres les principes que M. Messimy, alors ministre des Colonies, synthétisait dans son discours à la Chambre le 15 juin 1911! « Ce qui sera, disait-il, le résumé de la doctrine que je voudrais faire prévaloir dans le Parlement et dans le pays au point de vue du régime douanier colonial, c'est considérer les colonies comme des marchés préférentiels où les produits français sont assurés d'un traitement de faveur, mais où ils ne sont, cependant, pas les seuls à pouvoir pénétrer, protégés par des barrières tellement hautes que les produits de la région la plus voisine ne peuvent pas y accéder; il faut considérer les colonies comme des territoires où les habitants doivent être les clients riches, aisés et satisfaits d'une métropole qui s'enrichira de leur prospérité et du développement même de leurs affaires. »

L.-C. AUBERT.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

TOGO

L'avenir économique.

L'agronome John Booth, qui avait été chargé par le Comité économique colonial de faire une enquête sur les possibilités économiqnes du Togo, a publié, l'année dernière, un article remarqué dans lequel il constatait avec regret, que la mise en valeur de la colonie demeure stationnaire, et que, faute d'emploi, les capitaux européens et la main-d'œuvre indigène émigrent, dans de grandes proportions, dans les colonies voisines. A son avis, la production pourrait être considérablement augmentée, moyennant des conditions qu'il indiquait. Cependant, depuis lors, rien n'a été fait en ce sens. Tandis que les gens d'affaires de la colonie prévoient un recul sensible du commerce des produits, et par suite aussi, du commerce des marchandises, prennent leurs dispositions pour des années plus mauvaises, et n'ont pas le courage de fonder de nouvelles entreprises, d'autres, alléguant l'essor indéniable du mouvement des exportations et des importations qui a suivi la construction de l'appontement et des voies ferrées, surtout en 1911, concluent de là que la colonie est en pleine prospérité, et qu'il serait, pour le moins, inutile de changer quoi que ce soit aux méthodes employées jusqu'ici. Comment concilier ces deux thèses opposées? Pour bien juger la question il conviendrait, d'abord, d'examiner ce que le Togo est susceptible de donner, et ce qu'il donne actuellement. C'est ce que vient de faire, dans les *Koloniale Monatsblætter*, M. Fr. Hupfel, directeur de la Cie allemande du Togo.

Il établit en premier lieu, que, d'après la nature du sol et le climat, le Togo ne peut pas être rangé au nombre des colonies riches. La partie orientale est formée de gneiss et de granit; ce n'est qu'au pied de quelques massifs comme le massif de l'Agu, qu'on y rencontre des étendues, encore restreintes, de terrains vraiment fertiles. Le système montagneux qui s'étend du sud-ouest au nord-est, consiste en micaschistes et quartz. Beaucoup de régions sont parsemées de gros blocs de cette dernière roche, particulièrement les steppes désertes situées à l'est du système montagneux, aux confins entre le centre et le nord. A l'ouest les terrains appartiennent à des formations plus récentes; le grès et l'argile schisteuse y prédominent. La zone littorale est constituée par des sables. Ces différents sols sont médiocrement féconds. Aussi les cultivateurs sont-ils obligés, ou bien de laisser la terre en jachère pendant plusieurs années, ou bien de la fumer, ce qui se fait dans quelques régions très peuplées du Togo septentrional. Malheureusement, dans les parties où il s'agit de créer des valeurs d'exportation, les indigènes se refusent absolument à se servir d'engrais; faute d'élevage suffisant, d'ailleurs, les engrais naturels n'y seront jamais assez abondants. Quant aux engrais artificiels les Noirs n'ont pas l'intelligence nécessaire pour les

employer, ils sont, du reste, assez coûteux. La surface du sol est exposée aux érosions produites par les eaux ; sa meilleure protection ce sont les arbres. La forêt vierge couvre de grandes surfaces dans les montagnes du centre. Des bois se rencontrent assez fréquemment dans les parties médiane et méridionale, mais l'étendue de beaucoup la plus grande appartient à la steppe, qui, de buissonneuse, se transforme, vers le nord, en steppe purement herbeuse. Le climat est soumis au régime des moussons. La saison pluvieuse commence en mars-avril et atteint son maximum en juin. En août, sur la côte règne une sécheresse prononcée, tandis que des pluies, en quantité moyenne, tombent encore dans le Centre. Septembre et octobre sont, de nouveau, des mois pluvieux, mais en moindre mesure qu'en mai et juin. Novembre est le temps de la grande sécheresse. Plus on s'éloigne de la mer, plus est tardive la première période des pluies ; si bien que dans l'extrême-nord il n'y a plus qu'une seule saison pluvieuse, suivie d'une très longue période sèche. Dans la zone côtière, il arrive souvent que la petite saison des pluies fait à peu près complètement défaut. En général, la grande saison des pluies et la grande saison sèche s'établissent régulièrement ; aussi les famines sont-elles absolument inconnues. La hauteur d'eau tombée qui est 7 à 800 millimètres en moyenne sur le littoral, atteint environ 1.500 millimètres au pied des montagnes et même un peu plus dans la région montagneuse du Centre, puis dans le Nord, descend à 1.000 millimètres. Mais, à cet égard, les années diffèrent beaucoup les unes des autres ; des périodes humides semblent alterner avec des périodes d'années sèches. Ces conditions influent naturellement sur le commerce. Les années 1902 à 1906, ayant été très sèches dans le Sud, la valeur des exportations qui auparavant dépassait 3 millions 1/2 de m., descendit à 2,3 en 1903 et 3 en 1906 ; elle monta à 4 1/2 en 1907, 4,9 en 1908, 5,8 en 1909 et presque 8 millions en 1911, parce que ces dernières années furent exceptionnellement pluvieuses. Depuis 1911, il y a un recul dans le commerce comme dans la quantité de pluies. Cette influence se remarque, notamment, dans l'exportation des fruits du palmier et du cocotier. Le record appartient à l'année 1911, où l'on exporta 13.200 tonnes d'amandes de palme, 4.000 t. d'huile de palme et 189 t. de copra.

Le palmier à huile est l'arbre utile, par excellence, du Togo, comme de toutes les colonies du golfe de Guinée ; ses produits constituent, actuellement, l'élément essentiel du commerce extérieur, et il en sera, sans doute, ainsi, dans l'avenir, du moins pour la partie centrale, et méridionale. Après les amandes et l'huile de palme, le 3e rang, dans les exportations, est occupé par le caoutchouc ; le maximum, avec 166 tonnes a été atteint en 1912. Le caoutchouc provient des forêts qui couvrent les pentes septentrionales des montagnes du centre ; une petite part est originaire de l'hinterland des colonies voisines. Pendant longtemps, on n'exporta que le produit des lianes du Landolphia, mais, depuis quelques années, on vend aussi, des gâteaux de caoutchouc, obtenus par la saignée de lianes et arbres de différentes sortes, dont la qualité est très inférieure, tout en ayant encore une valeur marchande. La culture du maïs, par les indigènes, a pris, subitement, une extension extraordinaire. En 1904, elle avait encore très peu d'importance, puis, de 1905 à 1908, la quantité exportée, monta de 7.000 à 50.000 tonnes. Mais le recul fut aussi rapide : en 1909, on ne comptait déjà plus que 13.000 tonnes ; le chiffre tomba, en 1910, à 3.400, et en 1911 et 1912, il n'était plus que de quelques centaines. Cette régression peut s'expliquer par l'épuisement du sol, par le mauvais régime pluvial, par la préférence donnée à l'exploitation des palmiers, devenue très rémunératrice ; mais la faveur dont cette culture avait été l'objet ne peut entièrement se comprendre que si on l'attribue, au moins, en partie, à la mode. Ni le gouvernement, ni aucune influence européenne n'exerça ici une action. Le mouvement d'exportation du coton a été assez régulier, quoique beaucoup plus faible que certains l'espéraient. Il débuta, en 1902, avec 14 tonnes 1/2. En 1909, il était monté à 510 tonnes. L'année suivante, il y eut une légère diminution, puis, en 1912, l'on arriva à 550 tonnes qui fut le chiffre maximum. L'année 1913 accusera un recul. Les variations atmosphériques ne sont pas sans influence sur la production. Le cacao, exporté, provient, pour 86 0/0, de cultures indigènes. De 1 tonne, en 1903, l'on a passé à 283 tonnes en 1912, sans qu'il y ait eu le moindre fléchissement dans la production. Seulement, une certaine quantité est fournie par la région anglaise de Keta. Les indigènes du district de Misahöhe ont, simplement, imité l'exemple de la Côte d'Or, où, plusieurs milliers de Nègres sont occupés, comme salariés, à la culture du cacao. Le gouvernement n'a absolument rien fait pour cette entreprise agricole ; il la vit, même, d'un mauvais œil, pendant plusieurs années, parce qu'il se faisait une idée exagérée de la valeur de la forêt, qu'on détruisait pour mettre le sol en culture. La sécheresse des deux dernières années n'a pas eu d'effet sur la production, ce qui prouve que son intensité est moins grande dans les régions montagneuse et boisées du centre que dans les steppes des parties centrale et méridionale. Le cacao est, sans doute, la culture propre de la zone forestière centrale. Seulement il faut compter, pour l'avenir, avec l'épuisement du sol, et si l'on ne fume pas la terre, on doit s'attendre à voir les plantes nuisibles se multiplier. Comme produits agricoles exportés, il faut citer, ensuite, le chanvre sisal, le capok, le copra. On peut cultiver le kolatier, le citronnier l'ananas. L'élevage est la principale ressource du Togo septentrional, si mal partagé pour tout le reste ; il offre ici, un champ d'activité, à peu près illimité. On comptait, au Togo, en 1911 : 4.200 têtes de gros bétail, valant 311.000 m., 12 200 têtes de petit bétail, valant 103.000 m., et 3.800 volatiles, d'une valeur de 3.800 m. La plus grande partie du bétail exporté est dirigée, par voie de terre, vers la Côte d'Or anglaise. Les marchands, musulmans, pour la plupart, échangent, en partie, leur marchandise contre la noix de kola, originaire du pays achanti. Si l'on excepte quelques centaines de familles foulbé du Togo septentrional, les Noirs du Togo sont de très médiocres éleveurs ; d'ailleurs, dans le centre et dans le sud, l'élevage est très fréquemment impossible, à cause de la mouche tsétsé ; pour cette même raison, l'on ne peut guère amener dans la région côtière le bétail du nord. Quant à la valeur du sous-sol, l'on n'a encore découvert, au Togo, aucun gisement important. Les mines de fer de Banjeli sont exploitées par les indigènes, pour leurs propres besoins, mais, actuellement, elles ne sauraient intéresser les Européens, et ne méritent aucunement d'être mentionnées, dans une étude sérieuse sur les possibilités économiques de la colonie.

Ces possibilités sont grandes. Il y a beaucoup à faire au Togo. Mais, selon M. Hupfeld, qui pense absolument comme M. John Booth, l'on se tromperait en croyant que la culture indigène suffit à assurer le développement économique. Le seul moyen d'obtenir

rapidement la production de matières premières, que réclame la métropole, c'est, à leur avis, de créer des plantations européennes. Pour le palmier à huile, de grandes étendues peuvent être plantées, avec succès, dans le Sud et dans le Centre. Une usine pour l'extraction de l'huile a été établie sur la plantation de l'Agu, une autre à Lome, par la Cie cotonnière du Togo, et une troisième sur le Mono, par la Cie commerciale de l'Afrique occidentale allemande. Un ancien directeur de plantation projette de créer une plantation de palmiers dans l'hinterland de Anecho. Mais il n'est pas question d'un vaste programme pour donner l'essor à cette sorte d'entreprises. L'essentiel est, d'abord, la création d'usines, dans les régions à palmiers. Cette création est coûteuse. Pour en faire les frais, il faut être assuré que l'usine recevra régulièrement la quantité de fruits dont elle a besoin. Or, il ne faut pas songer à faire des conventions, à cet égard, avec les indigènes. Par conséquent, il est nécessaire que le fondateur de l'usine soit, lui-même, propriétaire d'une plantation en plein rapport, ou qu'il s'entende avec un autre Européen, propriétaire. La principale plantation de cocotiers appartient à la Cie de Kpeme. Une autre, située à Lome, est aux mains d'un indigène. Plusieurs ont été établies, en divers endroits, par des Européens, et aussi, par des Noirs. La Cie de Kpeme emploie des engrais artificiels ; sa production croît régulièrement. La culture du cacao est limitée à certaines parties des districts de Misahöhe, d'Atakpame et de Kete-Kradji. Les plantations ne peuvent, comme les cultures indigènes, utiliser des parcelles de terre dispersées. Les expériences faites sur les plantations de caoutchouc ne sont pas encore assez concluantes. On pourra, sans doute, cultiver le *Hevea brasiliensis* dans les régions propres à la culture du cacao. Dans les steppes, et aussi dans le Togo septentrional, croît très bien le *Manihot glaziovii;* son domaine est à peu près illimité. Le capok est un arbre des steppes, qui pousse au Togo, à l'état sauvage, et dont on trouve des variétés précieuses; sa culture convient parfaitement à la colonie, même à la région septentrionale. On peut en dire autant du chanvre sisal; il a, ici, la même valeur que dans l'Afrique orientale, où il couvre 25.000 hectares ; on pourrait, par conséquent, faire la même chose, c'est-à-dire créer des plantations le long de la voie ferrée, car, en dehors de la région des palmiers, les chemins de fer du Togo traversent, souvent, aujourd'hui, dans les steppes, plusieurs douzaines de kilomètres improductifs. Les résultats acquis avec le coton prouvent que cette culture réussit bien dans le Centre, médiocrement dans le Sud, et mal dans le Nord. Actuellement, exception faite des plantations d'essai du gouvernement, elle est entièrement entre les mains des indigènes. Ceci est le cas du maïs. De tous les produits exportés, c'est celui qui a le moins de valeur; son prix moyen, à Hambourg, est de 115 m. la tonne, au lieu de 400 m. pour les amandes de palme, 600 pour l'huile de palme, 1.200 pour le coton, et de 1.000 à 1.200 pour le cacao. Frais déduits, il ne reste guère que 65 m., pour le producteur, le commerçant, et le transport dans la colonie même. Il est probable que la production du maïs variera toujours beaucoup, selon l'état de la récolte et de la surface cultivée.

Trois conditions préalables sont nécessaires pour l'établissement de plantations susceptibles de réussir : la possession d'un domaine foncier, la main-d'œuvre, et le capital. La question des terres n'est pas encore résolue, au Togo. En fait, le fisc n'en vend pas ; il faut donc les acheter aux indigènes, ce qui suppose la connaissance du pays, beaucoup d'habileté, de patience et de temps. Les planteurs se plaignent des formalités excessives, exigées par le gouvernement, qui veille à ce que les Noirs ne soient pas exploités, et conservent assez de terres pour leurs besoins propres. On dit, quelquefois, que le Togo est tellement peuplé que, dans certains districts, il n'y a aucune terre disponible, pour les Européens. Cette affirmation paraît à M. Hupfeld contraire à la vérité. En réalité, le Sud, le Centre, et la plus grande partie du Nord contiennent, en abondance, des terres pouvant servir à des plantations, et à l'agriculture indigène. Dernièrement, a été émise, dans l'intérêt des indigènes, l'idée d'imiter l'usage en vigueur, dans les colonies hollandaises et anglaises, de ne pas permettre aux Européens de faire des baux, pour une durée supérieure à quatre-vingt-dix ans. M. Hupfeld repousse absolument ce système que doivent blâmer, dit-il, le planteur et l'homme politique. Le premier s'attache toujours davantage à la terre; le second ne peut admettre une disposition légale susceptible de faire croire à l'indigène qu'il est, pour toujours, le maître du pays, tandis que le Blanc est seulement toléré, comme locataire, durant un certain temps seulement ; il trouvera absurde qu'au bout de cinquante ou cent ans, les descendants des planteurs actuels soient obligés d'abandonner une plantation européenne aux petits-fils des indigènes qui la cultivent aujourd'hui. Cette question du régime foncier devra, tôt ou tard, être résolue par le gouvernement. La main-d'œuvre est suffisante. Le Nègre du Togo est laborieux, et, dès sa jeunesse, habitué à fournir une certaine somme de travail. Aussi est-il recherché dans toute l'Afrique occidentale. Les distances sont beaucoup moins longues ici que dans les autres colonies. Grâce au chemin de fer de Atakpame, un indigène peut aller, en huit jours, de Lome jusque dans le pays Kabure. Les travailleurs du Nord amènent avec eux leurs femmes. Il serait à souhaiter qu'ils consentissent à s'établir dans le Centre et dans le Sud, où la population est beaucoup moins dense. La troisième condition est la plus difficile à réaliser. On trouve très malaisément, en Allemagne, des capitaux pour fonder des plantations aux colonies. Les capitalistes ont été mis en défiance par l'insuccès de beaucoup d'entreprises qui avaient été lancées, à grand renfort de réclames, et sans garanties sérieuses. C'est à la presse, surtout, qu'il appartiendrait de renseigner exactement le public et de le mettre en garde contre les illusions. Le rédacteur commercial d'un journal doit savoir qu'une plantation ne rapporte qu'au bout de quatre ans, pour le sisal, cinq, pour le cacao, dix, pour les cocotiers. Le capital est découragé aussi par les exigences fiscales. A cet égard, M. Hupfeld, qui est directeur d'une Cie de plantations, ne peut manquer de blâmer la façon dont le gouvernement a agi envers la Cie du Nord-Ouest Cameroun.

Le Togo n'a pas de port naturel; on a suppléé à ce défaut par la construction du wharf de Lome. Sauf le Mono, navigable en aval de Togodo, et la Volta, dont l'embouchure est anglaise, le Togo est réduit aux voies terrestres. Les chemins de fer de Lome à Anecho, à Palime et à Atakpame desservent la région sud et le centre-est. Cette dernière partie bénéficiera de la ligne projetée dite de l'huile. La région occidentale revendique, comme on sait, la construction d'une *Westbahn*.

M. Hupfeld trouve que le gouvernement ne s'est pas toujours montré à la hauteur de sa tâche, par exemple, pour ce qui est de l'élevage. Presque personne ne s'en est encore occupé. Il n'y a pas, dans tout le Togo, un seul vétérinaire. Pour l'agriculture, il a été fait davantage. On a envoyé dans la colonie plusieurs fonc-

tionnaires agronomes. Il est à remarquer, cependant, dit M. Hupfeld, que le chef du service agricole au Togo a seulement, dans la hiérarchie administrative, le rang de conseiller, tandis que le chef du service forestier a le titre de rapporteur, ce qui indique que, pour l'administration, la conservation des forêts a plus d'importance que le développement de l'agriculture. Cependant le nouveau gouverneur a, déjà, mis à exécution des projets qui témoignent du louable désir de favoriser l'accroissement de la production agricole.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

UNION SUD-AFRICAINE

Trois années « d'union » : la situation politique.

Il y a eu trois ans le 31 mai que l'Union sud-africaine a été réalisée et que ce jeune Dominion a pris rang officiellement parmi ses aînés, ceux du Canada et de l'Australie. Commémorant cette date anniversaire, le *Times* a jeté un coup d'œil en arrière sur ces trois premières années d'union pendant lesquelles le gouvernement au pouvoir n'a pas changé. Lorsque fut formé le premier ministère, sir Starr Jameson s'employa très généreusement à y faire entrer des hommes influents et en vue, sans distinction de races ni de partis. Le général Botha fit un ministère dans ce sens, « un gouvernement des meilleurs hommes ». Il prit avec lui le général Hertzog, le chef de l'irréconciliable école anglaise. Les élections qui suivirent montrèrent une Afrique du Sud divisée en deux grands partis : les « sud-africains » et les « unionistes » qui, en dépit de leurs appellations, représentaient les vieilles haines de races. Le général Botha s'est efforcé de les atténuer, mais, bien que son parti ait une majorité marquée sur les unionistes, ses compromissions avec l'Etat Libre lui coûtèrent son siège au Transvaal.

La division s'est accentuée depuis, dans les rangs mêmes du parti sud-africain. Le général Hertzog prononça, d'autre part, une série de discours qui, en dépit de la sincérité de leurs sentiments et de leurs intentions, n'eurent pratiquement d'autres effets que de précipiter la scission des deux partis et d'enlever à son propre clan les éléments les plus modérés. La crise éclata après l'élection d'Albany occasionnée par la démission de sir Starr Jameson dont le successeur, malgré l'intervention du général Botha, passa à une forte majorité sur son concurrent. Le colonel Leuchars, représentant du Natal dans le cabinet, démissionna, entraînant la chute du ministère tout entier. Le général Botha en reconstitua un autre, dont fut exclu le général Hertzog.

« Les observateurs impartiaux dans les autres parties de l'empire ne peuvent s'empêcher de considérer cet état de choses avec anxiété et regret. » Le mouvement créé par le général Hertzog, que l'on a qualifié « d'herzotgisme », ne peut être ignoré ni supprimé. « La vie publique de l'Union conclut le *Times* serait inévitablement empoisonnée et dégradée par une recrudescence de luttes de races qu'avive le général Hertzog. Les gens d'origine anglaise, nous en sommes certains, ne la favoriseront pas, mais ils auront surtout à y faire face avec tous les maux qu'elle entraînera, si les plus sages et les plus libéraux de leurs compatriotes hollandais présentent leurs désirs au général Hertzog et à ceux qui partagent ses sentiments sincères, mais étroits. »

Les voies ferrées sud-africaines.

Le rapport de l'administration des chemins de fer qui a été présenté au Parlement sud-africain propose la construction de plusieurs lignes nouvelles. Une des principales parmi ces lignes, une de celles qui ont provoqué certaines discussions dans le courant de l'année dernière, consiste dans le prolongement du chemin de fer depuis Vierfontein jusqu'à un point de jonction avec la ligne principale près de Kroonstad, sur une distance de 56 milles, et depuis Vierfontein jusqu'à Bothaville. Une autre ligne partira du nord d'Aliwal pour aboutir à Zastron, sur la frontière de l'Etat Libre; elle aura 52 milles de longueur.

Dans la province de Natal, la ligne du nord de la côte doit être reliée avec Eshowe, la capitale du Zoulouland; Eshowe est un des villages les plus jolis et les plus attrayants de l'Afrique du Sud.

Une autre ligne fera communiquer le chemin de fer du sud de la côte avec Harding, centre important situé dans le comté Alfred, dans la direction du Griqualand oriental.

Au Transvaal, le programme comprend une importante voie ferrée destinée à relier Bethal et Volksrust, *via* Amersfoot et Wakkerstroom; sa longueur sera de 103 milles. Cette voie rejoindra les lignes principales qui vont à Johannesburg en partant de Durban et de Lourenço-Marquez, à un point situé juste au delà de la frontière du Natal; elle pénétrera sur les riches territoires qui longent les frontières du Swaziland.

Le coût total des lignes projetées est évalué à 3.117.225 livres sterling, et leur longueur à 794 milles 1/4. Presque toutes ces lignes traverseront des contrées excellentes pour la colonisation, et faciliteront l'écoulement des produits agricoles. Les chemins de fer, observe à ce propos le correspondant de l'*African World* dans le Sud-Africain, sont la vie même de ce pays; c'est sur eux que comptent les fermiers pour leur permettre de rendre leurs terres productives et d'approvisionner les principaux marchés, en augmentant l'exportation du pays. En raison des longues distances qui séparent les villes et de la population peu nombreuse disséminée sur le territoire, le chemin de fer est la grande voie, le principal facteur qui puisse aider au développement de l'Afrique du Sud.

CANADA

Le projet de loi navale : une déclaration de M. Borden.

La session parlementaire s'est close le 6 juin sur une importante déclaration de M. Borden, relative à la politique que compte suivre le gouvernement au sujet de la question navale depuis que le « Naval Aid Bill » a été rejeté par le Sénat. Le Premier a dit :

Etant donné que des propositions ont été faites sur la base d'une information fournie par l'Amirauté anglaise, il est encore possible de changer le mal en bien. Les télégrammes de presse disent que les trois bateaux que le Canada se dispose à construire seront achetés par les contribuables anglais. Il est impossible que nous fassions des avances dans ce sens, parce que régulièrement le bill a été rejeté par le Parlement, bien qu'en réalité ce ne soit que par une minorité qui ne représente pas les désirs réels du peuple canadien. Comme les bateaux qui seront maintenant construits par l'Amirauté, doivent être du même type que ceux proposés et construits dans le même dessein, le gouvernement canadien, s'il reste au pouvoir, comme cela ne semble pas douteux, proposera à une date ultérieure d'acquérir ou de construire trois bateaux, tels que ceux projetés dans le « Naval Aid Bill », et nous espérons ainsi qu'avant l'achèvement de ces trois unités navales nous serons en mesure de faire ce que la majorité du Sénat nous empêche d'accomplir actuellement. Nous prendrons à notre compte et acquerrons les bateaux pour le service de Sa Majesté et la défense en commun de l'empire.

Le gouvernement, a ajouté M. Borden, a obtenu l'assentiment de la Chambre basse qui représente le peuple canadien. La façon dont le bill naval a été rejeté a profondément humilié ce dernier et ce sentiment même poussera le Dominion à accomplir son devoir.

Sir Wilfrid Laurier, en réponse à cette déclaration, a dit que le Sénat n'avait fait que défendre les droits des Canadiens contre la majorité servile des Communes; il n'a pas enfreint la Constitution ni rejeté le bill, mais simplement demandé à ce qu'il ne passe qu'après avoir été soumis à un referendum populaire. Et le leader libéral terminait par ces mots : « Notre politique consiste à avoir une marine canadienne construite par le Canada et équipée avec des marins canadiens. Telle est notre manière de voir et nous mettons au défi le gouvernement de faire appel au pays sur ce programme. »

AUSTRALIE

Les chemins de fer australiens.

La Fédération australienne examine en ce moment un intéressant problème stratégique et économique. Lorsque la construction des chemins de fer fut entreprise à l'origine sur le continent australien, on songea seulement à relier les villes de la côte de l'intérieur et l'on pensa que chacun des Etats créerait ainsi son propre réseau de voies ferrées. Aussi ne se préoccupa-t-on point d'avoir des écartements de rails uniformes. C'est ainsi que dans la Nouvelle-Galles du Sud l'écartement est de 4 pieds 8 1/2 pouces, alors qu'il est de 5 pieds 3 pouces dans la Victoria et l'Australie du Sud, et de 3 pieds 6 pouces dans le Queensland. Aujourd'hui que le pays s'est développé, on sent le besoin d'une communication directe entre les divers réseaux des Etats; la différence de largeurs de voies présente à ce propos un grand obstacle, en même temps qu'elle est aussi un désavantage sérieux au point de vue stratégique.

Voici déjà quelque temps qu'a été décidée en principe l'unification des largeurs de voies de toutes les lignes principales d'Australie, mais on discute encore sur la fixation de cette largeur, les opinions se partageant entre l'écartement de 4 pieds 8 1/2 pouces et celui de 5 pieds 3 pouces. Etablir partout le premier écartement coûterait environ 37 millions de livres sterling (925 millions de francs), l'établissement du second élèverait la dépense à plus de 51 1/2 millions de livres sterling (environ 1 milliard 290 millions de francs). Cependant, plus on tardera à prendre une décision, plus coûteux deviendra le travail, car de nouvelles lignes se construisent constamment, et quel que soit l'écartement qu'on choisisse finalement, il faudra opérer la réfection de plusieurs de ces lignes.

EGYPTE

Le mouvement des ports.

Le rapport annuel de l'administration des ports et phares donne les détails suivants sur le mouvement des ports égyptiens pendant l'année 1912.

Il est rentré dans les ports égyptiens un total de 8.457 bâtiments (bateaux à vapeur) d'un tonnage total de 21.445.455, ils ont déchargé 4.499.144 tonnes de marchandises et 148.466 passagers.

Au départ en France, un total de 8.467 navires d'un tonnage de 21.465.331 qui ont emporté 1.625.400 tonnes de marchandises et 150.973 voyageurs.

C'est naturellement Alexandrie qui tient la tête sur le tonnage de marchandises déchargées et qui atteint le chiffre de 2.650.170.

Port-Saïd a vu transiter un tonnage total de 15.054.057 en pleine charge. Mais 913.522 tonnes seulement de marchandises sont arrivées sur ses quais.

Pour les voyageurs, nous voyons qu'il en est arrivé 94.415 à Alexandrie et 25.990 à Port-Saïd.

Au départ, Alexandrie compte 88.467 passagers et Port-Saïd 26.934.

En 1909, 88.768 passagers avaient débarqué en Egypte. Il y en eut 84.415 en 1912.

C'est le pavillon anglais qui, tout naturellement, a transporté le plus de voyageurs : 20.627 en 1909, 24.515 en 1912. Viennent ensuite presque *ex æquo* les pavillons autrichien et grec avec un total respectif, pour 1912, de 13.656 et 13.430 passagers, la Russie arrive ensuite avec un chiffre de 10.965 voyageurs, puis la France 1.701, l'Allemagne 6.753.

L'Angleterre a importé 1.635.213 tonnes de marchandises; loin derrière elle viennent l'Autriche avec 165.624 tonnes, la Russie 135.507, l'Allemagne 130.322, la Belgique 103.432, l'Italie 65.139, la France, 60.844.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA RHODÉSIE (1).

Le groupe belge d'études coloniales, fondé sous les auspices de l'Institut de sociologie Solway, s'est donné pour tâche d'examiner et de discuter à fond les questions congolaises, et, en même temps, d'éclairer le gouvernement et le monde colonial, en leur faisant connaître l'œuvre accomplie, dans des conditions analogues, par les nations plus avancées à cet égard. Dans ces dernières années, son effort s'est porté, principalement, sur le Katanga (2). Cette province, extrêmement riche en minerais, est appelée à prendre un grand essor industriel; de plus, grâce à l'altitude et au climat, du moins dans sa partie méridionale, elle est susceptible d'être habitée par des colons cultivateurs, et, par suite, de devenir une colonie mixte, peuplée à la fois, de Blancs et de Noirs. Ici, donc, les Belges vont se trouver en face de problèmes spéciaux, ceux-là même qui se sont posés, pour les Anglais, il y a une vingtaine d'années, dans le pays limitrophe du Katanga, la Rhodésie. Partant, c'est dans l'expérience acquise, depuis, par leurs voisins du Sud, que les Belges pourront puiser les plus utiles enseignements. Dans cette pensée, l'Institut Solway a pris l'initiative d'une enquête sur les lois et l'administration de la Rhodésie. L'éminent juriste, à qui cette mission fut confiée, M. Rolin, professeur à l'Université de Bruxelles, auditeur au Conseil supérieur du Congo, et directeur du *Bulletin de colonisation comparée*, avait publié, outre un livre sur *les vices de l'administration du Katanga et ses remèdes*, un remarquable ouvrage intitulé : *le droit de l'Ouganda*. M. Chailley, qui en écrivit la préface, loua l'auteur de s'être borné à signaler les méthodes qu'ont appliquées le gouvernement de l'Angleterre, et l'administration de l'Ouganda, sans avoir voulu présenter une œuvre didactique et critique. Le même souci d'objectivité se retrouve dans le présent ouvrage; seulement, cette fois, l'auteur a vivifié l'étude du droit par un exposé des conditions historiques et sociales; il a tiré parti de ses informations personnelles, recueillies sur place, pour montrer, avant tout, le fonctionnement pratique des institutions. Son livre, formant ainsi un tout complet, outre

(1) H. ROLIN : *Les lois et l'administration de la Rhodésie*. 1 vol in-8°, 352 p. avec cartes et diagrammes. Paris. A. Challamel, 1913.

(2) Voir : *Le Katanga Quinz.* (*col.* 25 août 1911).

l'utilité qu'il offre pour les Belges, ouvre des vues nouvelles, profitables à tous, sur un système colonial très particulier, très intéressant, et, jusqu'ici, très imparfaitement connu.

La Rhodésie (1) doit son nom à Cécil Rhodes, le « Napoléon du Cap ». On le comparerait plus justement, ainsi que fait M. Rolin, à Léopold II. Ces deux « Africains » se ressemblaient par leurs conceptions impérialistes. C. Rodes s'était révélé ardent annexionniste, quand, en 1885, le gouvernement anglais, voulant barrer la route aux Allemands, nouvellement installés sur la côte de l'Atlantique, proclama son protectorat sur le Betchuanaland, c'est-à-dire, d'une façon générale, jusqu'au Zambèze. Les régions du Máshonaland et du Manicaland, connues pour lenrs richesses minérales, excitèrent, spécialement, les convoitises britanniques, après que la découverte des mines du Rand, en 1886, eut provoqué la fièvre de l'or. D'autre part, l'extension de la suzeraineté anglaise à toute la Zambézie, revendiquée alors par le Portugal, était nécessaire à la réalisation du rève conçu par C. Rhodes : la domination britannique s'étendant, sans interruption, du Cap au Caire. A l'instigation de celui-ci, le roi des Matébélés, Lobengula fut sollicité de conclure un traité, par lequel, sans rien abdiquer de sa souveraineté, il concéda aux Anglais des droits miniers, et s'engagea à ne pas traiter avec les étrangers, sans l'assentiment du haut commissaire britannique. Dans le dessein d'exploiter les pays entre le Cap et le Zambèze, et de mettre en valeur les nouvelles concessions, se constitua une société, la *British South Africa C°*. Le principal actionnaire était un membre de la famille royale d'Angleterre. C. Rhodes obtint, pour elle, du gouvernement, une charte, c'est-à-dire un monopole. Préparée par lui et par son ami, le Dr Jameson, une expédition, composée de 200 pionniers, avec 150 chevaux, et 65 chars à bœufs, quitta Maféking, en juin 1890, contourna le Matébéléland, atteignit le Mashonaland, et construisant une route, au fur et à mesure, arriva, au bout de 600 kilomètres, sur un plateau de 1.700 mètres d'altitude, au pied du mont Hampden, où elle édifia le fort Salisbury. La Cie, qui avait délégué tous ses pouvoirs à C. Rhodes, reçut l'autorisation d'acquérir, par des conventions, ou concessions, sous réserve de l'approbation du ministre, des droits de toute nature, y compris des pouvoirs de souveraineté. Mais, ayant, par voie d'usurpation sur l'autorité de Lobengula, établi sa domination au Mashonaland, ce fut par conquête qu'elle devint souveraine, au Matébéléland, Lobengula ayant été vaincu, et ayant disparu, en 1893. Une insurrection générale, en 1895, fut écrasée, après plusieurs mois de lutte. La Cie dépensa plus de 50 millions. La guerre se termina par un désarmement général des indigènes. Dans la Rhodésie du Nord-Ouest, le pouvoir de la Cie fut reconnu, sans difficulté, par le roi des Barotsé, la seule tribu importante (convention de 1898). Le Portugal, brutalement déçu, dans son espoir de créer, en Afrique, un vaste empire lusitanien, avait dû se soumettre (traité anglo-portugais du 11 juin 1891). Le différend, relatif à la détermination de la frontière, dans le Barotseland, a été résolu, le 30 mai 1905, par une sentence arbitrale du roi d'Italie.

Le domaine de la *British South Africa C°*, la Rhodésie, couvre une superficie de 1.138.000 kilomètres carrés à peu près, égale à celles de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et de la Hollande réunies. « Si on reportait la Rhodésie, tout entière, sur une carte d'Europe, à la même échelle, en faisant coïncider Buluwayo avec Bruxelles, les limites du territoire de la Cie s'étendraient jusqu'à Strasbourg, environ, vers le sud, et jusqu'à Magdebourg, vers l'est. La frontière occidentale de la Rhodésie du Nord-Ouest coïnciderait, à peu près, avec la côte occidentale de l'Ecosse, et la partie la plus septentrionale de la Rhodésie du Nord-Est atteindrait la latitude de Molde, en Norvège. » Cette immense région ne forme pas, au point de vue géographique, une unité propre ; elle appartient à la même zone de hauts plateaux que le Katanga méridional, le Transvaal et la colonie du Cap. Mais la quantité d'eau de pluie augmente du sud au nord : tandis qu'on en mesure, en moyenne, par an, 0,46 centimètres à Kimberley, il en tombe près de 0,60 à Buluwayo, plus de 0,83 à Salisbury, et plus de 1 mètre à Fort-Jameson. Aussi, surtout après la saison pluvieuse, la végétation est-elle plus abondante, la brousse plus épaisse. En comparaison des steppes, traversées dans le Transvaal et l'Orange, la Rhodésie paraît, principalement alors, un pays verdoyant. La Rhodésie du nord a un climat semi-tropical ; la malaria y sévit dans les vallées chaudes, à l'atmosphère débilitante. Au dire d'un médecin pessimiste, l'avenir de cette région dépendrait de la quinine. Mais, sur les plateaux de 1.400 à 1.600 mètres surtout dans le Sud, la chaleur est rarement accablante. Même en été, la température est rafraîchie par des brises agréables, et en hiver, souffle un vent assez froid du sud. On peut être obligé, alors, de se couvrir, pendant quelques jours, d'épais vêtements. A Salisbury, on a relevé un maximum de 33° centigrades, à l'ombre, et un minimum de 1° 5 centigrades. L'air est, ordinairement, pur et vivifiant. Ainsi, dans la plus grande partie du pays, l'altitude permet le peuplement européen. On comptait, en 1911, dans la Rhodésie, 25.000 Blancs, très inégalement répartis, car le Nord en renfermait seulement 1.490. Les deux circonscriptions de Buluwayo et de Salisbury, réunies, comprenaient 60 0/0 de l'ensemble. Salisbury, capitale de la Rhodésie du sud, a de superbes magasins, de nombreux bureaux, mais les quartiers du centre sont moins plaisants que la périphérie avec ses villas nichées dans la verdure touffue. Livingstone, principale cité de la Rhodésie du Nord-Ouest est bâtie dans une clairière, comparée au parc de Richmond, au milieu de la forêt, à peu de distance des chutes Victoria.

La *British South Africa C°* est, d'abord, une entreprise à but lucratif, ayant en vue l'enrichissement de ses actionnaires. L'autorité supérieure appartient à 8 directeurs, nommés, pour un an, par l'assemblée générale, et rééligibles. Depuis 1906, elle a une « commercial branch » c'est-à-dire des bureaux spéciaux pour les affaires commerciales, et, depuis 1908, un fonctionnaire particulier, le « manager », chargé de diriger les opérations de commerce. Cependant la Cie elle-même, fait peu le commerce ; elle n'exploite, directement, que fort peu d'entreprises agricoles et aucune mine ; mais elle est intéressée dans de nombreuses sociétés. Se considérant comme propriétaire de toutes les terres, elle vend on loue son domaine, par parcelles, et, seule, décide de l'opportunité et de condition de toute concession. Un « bureau des terres », rattaché à la « commercial branch » a été installé à Buluwayo, en 1908. Le futur colon doit posséder les ressources nécessaires, évaluées à environ 750 ou 1.000 livres sterling. Les terres augmentent de valeur dans des proportions considérables ; depuis 1910, les prix de vente se sont élevés de 33 0/0. La principale richesse de la Rhodésie est l'or (sorties, en 1912 2.700.000 liv. st.). Les principaux gisements sont, ensuite, les charbonnages de Wankie. Mais la Rhodésie entend développer, à l'avenir, ses entreprises agricoles ; elle escompte les plus brillants résultats de la culture cotonnière, et de l'élevage. La Rhodésie pourra nourrir des millions de têtes de bétail. Près de Buluwayo, la Cie Liebig a acquis, pour ses bœufs, 400.000 hectares de terres. La Cie s'était engagée, à l'origine, à prolonger le chemin de fer, alors arrêté à Kimberley. Il traverse aujourd'hui toute la Rhodésie, et mesure, à partir du Cap, 2.180 kilomètres jusqu'à Buluwayo (plus que la distance de Lisbonne à Paris), 2.660 kilomètres jusqu'à

(1) Voir : B. Nogaro : (*La Rhodésie. Quinz. col.* 10 juillet 1909).

Salisbury, et 3.700 kilomètres (distance de Lisbonne à Berlin), par Buluwayo, Livingstone et la Rhodésie du Nord-Ouest, jusqu'à la frontière du Katanga. On sait que la ligne est achevée, actuellement, jusqu'à Elisabethville. La locomotive, venue du Cap, met une semaine pour atteindre cette ville. Salisbury est reliée, par voie ferrée, au port portugais de Beira. Les recettes des chemins de fer ont été, en 1912, de 825.900 livres sterling. La *British South Africa C°* a réalisé, en 1910-1911, un bénéfice commercial de 147.829 livres sterling. Dans le domaine économique, elle a fait, à peu près, tout le possible, depuis vingt-cinq ans. L'œuvre porte, dit M. Rolin, la forte empreinte de l'esprit pratique et de l'énergie des « businessmen » de la Cité.

La C^ie^ à charte s'est attachée, de préférence, au gouvernement de la Rhodésie, mais elle n'est pas seule à la gouverner. Le pouvoir de faire des ordonnances, qui lui avait été conféré, par la charte de 1889, lui fut retiré, l'année suivante, et attribué à la Couronne. Le décret de 1891 porte que Sa Majesté possède, en Rhodésie, « pouvoir et juridiction »; il donne au Haut commissaire britannique tous pouvoirs pour légiférer et administrer, en réalité pour « venir en aide, en cas de nécessité, aux pouvoirs attribués, par la charte, à la C^ie^ ». Les décrets royaux, pris en exécution de l'« Act » de 1890, doivent être déposés devant les deux Chambres du Parlement. En fait, par conséquent, le gouvernement de la C^ie^ est un gouvernement vassal de la Couronne, analogue à celui de certains princes protégés de l'Inde. Le Haut commissariat de Sa Majesté britannique, dans l'Afrique australe, créé en 1878, a son siège à Prétoria. « L'installation ne comporte qu'une dizaine de pièces, situées au premier étage d'un édifice à usage commercial, dont le rez-de-chaussée est occupé par des magasins. Le personnel ne comprend, en dehors d'un secrétaire, qu'un secrétaire et un comptable adjoints et une dizaine de copistes. » Et ce personnel s'occupe non seulement de la Rhodésie, mais de trois autres protectorats. Le Haut commissaire contrôle la C^ie^, et participe directement à l'exercice du pouvoir législatif. Dans la Rhodésie même, la Couronne est représentée, depuis 1898, par le *résident-commisioner*, nommé par le gouvernement anglais. Son office, limité d'abord à la Rhodésie du Sud, a été étendu, en 1911, à la Rhodésie septentrionale. C'est lui qui, en temps de guerre a le commandement des troupes, lorsqu'elles ont été placées « en service actif », c'est-à-dire mobilisées par ordre du Haut commissaire. Sauf le traitement du commissaire-résident, la métropole ne subvient à aucune des dépenses du gouvernement rhodésien; le Parlement anglais ne contrôle pas les finances de la Rhodésie, pas plus qu'il n'est appelé à faire des lois pour ce territoire.

Les droits souverains appartiennent donc à la Couronne et à la C^ie^. Cette dualité existe, sans mélange d'aucun autre élément, dans la Rhodésie du Nord. Ici, c'est le Haut commissaire qui fait presque toutes les lois. Mais, dans la Rhodésie méridionale, il y a comme une trinité politique. Le troisième facteur est le Conseil législatif élu. La combinaison du système électif avec une C^ie^ à charte est une organisation à peu près unique; dans le passé, on la trouverait, en Virginie, au XVIII^e^ siècle. Sont électeurs les Blancs, âgés de vingt et un ans, de nationalité britannique, et possédant un certain cens. Le décret de 1903 avait fixé à 7 sur 14 le nombre des membres élus du conseil; en 1908, la C^ie^ a cédé aux réclamations des électeurs, et réduit à 5 le nombre des membres non élus, si bien qu'elle n'a plus maintenant la majorité. Une part importante du pouvoir souverain lui a ainsi échappé. Le Conseil législatif tient une session par an. Il n'a pas l'initiative, en matière financière; il n'a pas à examiner les crédits affectés aux traitements des fonctionnaires supérieurs; ses ordonnances n'ont force de loi que si elles sont approuvées par le Haut commissaire; elles peuvent encore être annulées par le secrétaire d'Etat.

Les directeurs de la C^ie^ ont eu la sagesse d'adopter un système de large décentralisation. Ils ont délégué leurs pouvoirs à deux « administrateurs », un pour chacune des deux Rhodésies. Ceux-ci sont nommés, pour trois ans, par la C^ie^, avec approbation du secrétaire d'Etat, payés par la C^ie^, et révocables par elle, mais avec le consentement du ministre, ou même, par ce dernier seul. L'administrateur de Salisbury préside le Conseil législatif de la Rhodésie méridionale. Cette province a aussi un Conseil exécutif, purement consultatif, comprenant, outre le commissaire-résident et l'administrateur, 3 membres, nommés par la C^ie^, toujours avec approbation du secrétaire d'Etat. En fait, les membres de ce Conseil jouent le rôle de ministres responsables.

Dans l'organisation judiciaire, le trait caractéristique est le petit nombre de magistrats de carrière. En Rhodésie méridionale, 4 personnes seulement sont des juristes de profession, et 2 ont la mission de juger; ce sont les deux juges de la Haute Cour, l'un à Salisbury, l'autre à Buluwayo. Ils sont nommés par le secrétaire d'Etat, sur la proposition de la C^ie^. En matière répressive, il y a un jury de 5 membres, choisis par l'administrateur. Le Haut commissaire a droit de grâce. Au-dessus de la Haute-Cour existent deux degrés de juridiction : la Cour suprême de l'Afrique du Sud, et le Conseil privé. Mais, dans la Rhodésie du Nord, le système judiciaire est complètement indépendant des Cours de l'Afrique du Sud. Ici, sauf la Haute-Cour, la justice est rendue par les fonctionnaires. Le cumul des fonctions administratives et judiciaires est un trait caractéristique de l'organisation rhodésienne. Y compris l'administrateur et les deux juges de la Haute-Cour, le chiffre total du personnel administratif, dans la Rhodésie du Sud, s'élève à 688. Pour la Rhodésie du Nord, il est de 200 environ. Tous les fonctionnaires sont choisis librement, sans règles fixes, et sans aucun examen. Après chaque période de trois ans et demi de service, tous peuvent obtenir cinq mois de congé, avec solde entière, et un mois avec demi-solde. Le système des pensions est un peu différent dans les deux parties de la Rhodésie.

C'est seulement depuis 1906, comme on l'a vu, que la C^ie^ distingue ses recettes administratives de ses recettes commerciales. La charte ne donnait, d'ailleurs, aucune définition légale des revenus publics et des profits commerciaux. Pendant vingt ans, la C^ie^ a supporté les déficits de l'administration, qui se montèrent à 4.700.000 livres sterling, en chiffres ronds. Pour les combler, le capital social fut porté, successivement, de 1 à 9 millions de livres sterling. Si, depuis 1910-1911, les recettes totales ont été supérieures aux dépenses, c'est, principalement, grâce aux bénéfices commerciaux, mais les actionnaires n'ont jamais reçu de dividende. Dans la Rhodésie du Nord, en 1910-1911, les dépenses administratives atteignaient 149.084 livres sterling et les recettes du même genre 97.474. Dans le Sud, en 1911-1912, les chiffres correspondants étaient : 837.804 et 808.602. Ici, les principales recettes administratives proviennent des douanes, des impôts indigènes, des droits de timbre et de licence. La Rhodésie bénéficie, en vertu de la « clause de Rhodes », d'une réduction, allant, en fait, jusqu'à 21 0/0, sur les droits d'entrée des marchandises venues d'Angleterre, ou d'une possession britannique quelconque. Les relations commerciales avec le Katanga ont été favorisées par un arrêté de 1910 qui, dans la Rhodésie méridionale, accorde une remise totale des droits de douane sur les marchandises qui en sont réexportées, en vue de la consommation dans le Congo belge. Il en résulte que, dans le Katanga, les acheteurs ont souvent intérêt à adresser leurs commandes à Buluwayo, au lieu de les adresser en Europe. Aussi a-t-on pu dire que le Katanga est une province commerciale anglaise.

En face des 25.000 Blancs, il y a, en Rhodésie, 1.583.000 indigènes; ceux-ci leur sont supérieurs, en nombre, 30 fois, dans le

Sud, et 560 fois, dans le Nord ; de 1904 à 1911, ils ont augmenté de 153.000 unités, tandis que les Blancs s'accroissaient de 11.000 seulement. Le problème des races est, ainsi, plus inquiétant encore que dans le reste de l'Afrique australe. Les Blancs ne peuvent pas se passer de la main-d'œuvre indigène. Les mines ne rapporteraient plus rien, si on les exploitait avec des travailleurs blancs, à 6 fr. 25, par jour. A Salisbury, des maçons italiens gagnent, journellement, 37 fr. 50, pour huit heures de travail. C'est seulement dans les professions techniques qu'on peut recourir à l'ouvrier européen. La question de la main-d'œuvre occupe une place énorme dans les préoccupation de législateur. Le recrutement et la distribution des ouvriers de couleur sont réglés par le *Native labour bureau*, créé en 1899, et réorganisé en 1906 et en 1912; c'est seulement après 1906-1911 que la protection des engagés a été assurée. Dans la Rhodésie méridionale, 45 0/0 des Noirs ont quitté leurs villages, pour s'engager au service des Blancs. La moyenne mensuelle de ceux qui travaillent dans les mines seules a doublé, de 1906 à 1910, mais la demande a plus que triplé. Les industries européennes se développent beaucoup plus vite que l'inclination des indigènes à s'enrôler comme ouvriers; ces derniers ont, d'ailleurs, une aisance relative. Dans la Rhodésie du Sud, en 1910-1911, ils possédaient 1.120.000 têtes de bétail, et avaient produit 2.600.000 sacs de grain, de 200 livres anglaises. La rareté de la main-d'œuvre est l'objet de plaintes continuelles. En 1901, on importa des Abyssins, des Arabes, des Somalis, et on songea à amener des Chinois. Actuellement, c'est dans la Rhodésie septentrionale que les industries du Sud cherchent le complément d'ouvriers qui leur sont nécessaires, mais cette source se tarira avec les progrès de la colonisation, au nord du Zambèze, et le moment viendra où la Rhodésie du Sud devra se suffire à elle-même. Plus encore qu'aujourd'hui, la Cie s'efforcera de faire du Noir un ouvrier agricole ou industriel, autrement dit, un salarié.

La Cie a confisqué à son profit, comme on l'a vu, toutes les richesses du pays, la terre et les mines. Les décrets de 1898 et de 1911 l'ont obligée à assigner des terres aux indigènes. Les réserves, ainsi créées, occupent un peu plus de 1/5 du territoire. On en compte, dans la Rhodésie du Sud, une soixantaine, comprenant 45 0/0 du nombre des indigènes. Dans le nord, il n'y a qu'une seule réserve, proprement dite, le district des Barotse, dont la population est de 138.000 habitants. Mais, en droit, la Cie demeure propriétaire de ces réserves. Ainsi, les conquérants ont pris, pour eux, les 4/5 des terres, et les meilleures; elles appartiennent à la Cie, ou bien ont été aliénées par elle; ces dernières forment près des 3/5, au sud de Zambèze, et près des 4/5, au nord. Sur ces terres les indigènes doivent payer à la Cie un fermage de une livre sterling. Sauf l'espace occupé par les huttes et les cultures, le sol est possédé collectivement par les tribus et les kraals indigènes. En fait, les Noirs ne possèdent pas de terres, individuellement. La tendance des Blancs est de refouler dans les réserves, ou dans les régions fortement peuplées tous les Noirs qui ne sont pas à leur service, de manière à constituer des régions pour les Blancs, et d'autres pour les Noirs. La politique indigène est, ainsi, une politique de prolétarisation, d'une part, et de séparation des races, d'autre part.

Les indigènes sont astreints au paiement d'une taxe qui est de 1 livre sterling dans la Rhodésie du Sud, une demi-livre dans le Nord-Ouest et 3 shillings dans le Nord-Est. Le produit en 1911, a été respectivement : 207.000 liv. st. (27 0/0 des recettes administratives), 40.975 liv. st. (68 0/0) et 16.740 liv. st. (56 0/0). On évalue à 27.000 liv. st. en moyenne, par an, dans la Rhodésie méridionale, la part du produit des douanes revenant aux indigènes. La vente des spiritueux de fabrication européenne, est interdite. Il est défendu aux Noirs de posséder aucune arme. Ils ne peuvent circuler hors de leur district sans un passeport, faute de quoi ils s'exposent à être arrêtés, même par un particulier, et livrés à la justice. La tâche de lever l'impôt indigène, de délivrer les passeports, d'assigner les terres de réserves incombe dans la Rhodésie du Sud, aux *native commissioners*. Ces fonctionnaires, indépendants de tous les autres, ont, chacun, l'administration d'un district indigène et disposent d'une autorité presque despotique. Ils ont aussi une certaine compétence judiciaire, mais ne connaissent pas le droit plus que les juges. Dans le Nord, ils sont subordonnés aux chefs de districts. Antipathiques aux colons qui les accusent de favoriser les Noirs, ils n'exercent sur ces derniers aucune action morale ; ils n'ont même pas le pouvoir de faire respecter leurs décisions par la force et doivent, le cas échéant, faire appel à l'officier de police, lequel dans le Sud, n'est pas leur subordonné. C'est particulièrement dans le choix des commissaires indigènes que s'accuse le défaut de préparation spéciale des fonctionnaires rhodésiens. La tâche de ces commissaires serait impossible sans l'aide des chefs indigènes qui, moyennant un subside, servent à l'administration d'auxiliaires. Mais, en même temps, aux yeux des indigènes, le prestige et l'autorité de ces chefs décroît. Le contact des Blancs détermine également une évolution dans les traditions et les mœurs des Noirs. L'éducation de ceux-ci est presque entièrement aux mains des missionnaires. L'administration intervient par son contrôle, sa réglementation et ses subsides, et cette intervention tend à s'accroître. Les Noirs ne sont pas légalement exclus de l'électorat, mais la loi électorale est conçue de manière à les priver de toute influence réelle. En définitive, la civilisation indigène est purement apparente ; les Noirs sont livrés sans garanties véritables, à la merci de leurs conquérants, la vraie politique sociale est absente de la Rhodésie.

Ce pays offre donc cette originalité d'être encore gouvernée par une Cie à charte, la seule de ce genre qui demeure encore en Afrique. Plus heureuse que la *Royal Nigeria C°* ou l'*Ibea* (*Imperial British East Africa C°*), par exemple, elle a réussi à conserver le pouvoir parce qu'elle était financièrement forte, mais elle n'a subsisté qu'en s'adaptant, comme on l'a vu, aux conditions nouvelles. Une série de réformes a donné naissance à un système politique très complexe, et, en même temps, fait ressortir davantage la nature hybride, la contradiction interne et le caractère provisoire que recèle l'organisation actuelle. Des trois éléments politiques qui coexistent actuellement, il en est deux qui continueront à se développer : le gouvernement impérial et le système électif. Il est visible que la Rhodésie méridionale évolue vers le régime parlementaire. Si le privilège de la Cie est renouvelé, ce qui paraît probable, cette province se verra octroyer un statut plus autonome. Une autre question est aujourd'hui fort discutée, celle de la fusion avec l'Union sud-africaine. Reste à se demander quelle solution apportera l'avenir au troublant problème des races. Il est possible qu'il se forme parmi les Bantous une classe d'artisans qui feront concurrence aux Européens et même une classe d'intellectuels qui réclameront pour leurs congénères une place dans le gouvernement du pays. « Si nos descendants leur restent indéfiniment et incontestablement supérieurs, ils trouveront dans leur supériorité même, le moyen de maintenir leur suprématie. Si, au contraire, les Noirs deviennent aptes à gouverner la Rhodésie et à diriger l'exploitation de ses richesses naturelles, nos descendants devront leur céder la place. En tout cas, nous devons laisser aux indigènes ce que les Anglais appellent *a fair chance*. S'ils savent en profiter, ce sera pour les Européens un titre de gloire d'avoir su préparer leur propre abdication. »

C. M.

Missions et Explorations

ALGÉRIE. — AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Mission saharienne du capitaine Cortier. 1908-1910. — M. le capitaine Maurice CORTIER, de l'infanterie coloniale, n'a pas seulement rapporté de ses voyages sahariens de 1908-1910, les éléments d'importants travaux cartographiques (1), il a réuni au cours de ses reconnaissances des collections et des observations scientifiques d'un grand intérêt, notamment en ce qui concerne la préhistoire saharienne. Il vient de publier, sur ce sujet, une notice précédée d'une préface de M. le professeur VERNEAU (2), qui apporte une précieuse contribution à un ordre d'études qui a fait depuis quelques années d'immenses progrès, mais pour laquelle il reste encore bien des problèmes à résoudre.

Ainsi que l'a rappelé M. le professeur Verneau, dans la préface de cette notice, le premier voyageur qui signala des gisements de silex taillé au Sahara, et d'ailleurs dans son extrême Nord, fut l'abbé Richard, en 1868. Vinrent ensuite l'interprète Féraud (1871), Ph. Thomas (1876), Largeau (1877), Choisy (1880), Flatters (1880), Rabourdin (1881), mais tous avaient limité leurs recherches à la région située au nord d'El-Goléa; environ 35 stations avaient été signalées par eux dans la partie du désert qui s'étend jusque vers le 31e degré de latitude Nord. Fernand Foureau fit porter ses investigations au cours de ses nombreux voyages, jusque vers le 21e degré et, à lui seul, il découvrit plus de 200 gisements préhistoriques; en vingt ans il récolta environ 6.000 pièces. A ces noms M. Verneau en ajoute encore quelques autres: Flamand, Chudeau, Gruvel, le lieutenant Ayasse, etc.

Le capitaine Cortier a rapporté 430 pièces qui, pour la plupart, proviennent de deux régions principales, celle de Tadmayt-Tinghert au sud du grand Erg, et la vallée du Tilemsi au nord du Niger.

La notice qu'il a publiée contient la description de cette collection qui a été exposée au Musée d'anthropologie du Trocadéro et étudiée sous la direction de M. le professeur Verneau et de son assistant, le Dr Rivet.

Il résulte de l'examen de la collection du capitaine Cortier, et ce sont là les conclusions qu'il donne à son étude, que l'industrie de la pierre a été répandue dans presque tout le Sahara actuel, mais plus particulièrement dans les régions des dunes, même dans les Tanezrouft les plus désolés. Les ateliers sont, au contraire, moins fréquents dans les régions montagneuses comme le Tassili des Azgueurs, l'Ahaggar, l'Air. Ce fait peut provenir de ce que l'eau étant autrefois plus abondante, les habitants préféraient sans doute rester dans les plaines fertiles et bien irriguées. Il est vraisemblable de supposer, à raison de l'existence de races antiques dans tout le Sahara, que le désert actuel devait présenter à cette époque des conditions d'habitabilité tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui. Le genre d'outillage en pierre des peuplades qui y vivaient permet de se faire une idée de leur genre de vie.

Le capitaine Cortier a pu aussi déterminer avec quelque précision l'extension respective des deux faciès de l'industrie néolithique au Sahara, l'un au nord caractérisé surtout par des flèches taillées, l'autre au sud par des instruments en pierre polie, faciès qui correspondent à des civilisations essentiellement différentes. Le premier est dû à une race blanche venue du nord; le second, à une race noire originaire du sud. D'après le capitaine Cortier, l'influence du nord s'est fait sentir dans le Sahara jusqu'au voisinage du 16e parallèle. L'industrie noire et soudanaise s'est répandue du sud au nord jusque vers le 22e parallèle. Du 16e au 22e parallèle, il existe un chevauchement de ces deux influences; mais l'industrie soudanaise semble avoir été postérieure à l'industrie algérienne (1).

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 mai 1913, p. 353.

(2) Mission Cortier, 1908-1909-1910. *Notice de préhistoire saharienne*, par le capitaine CORTIER. Préface de M. le Dr R. VERNEAU, professeur d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle et conservateur du Musée d'ethnographie du Trocadéro. Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 78 pages, 33 pl. dans le texte.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Mission agronomique et archéologique de M. de Gironcourt. — L'aperçu que nous avons donné sur les deux voyages de M. DE GIRONCOURT en Afrique occidentale, en 1908-1909 et 1911-1912, nous a déjà permis d'en faire ressortir l'importance (2), mais il peut être intéressant d'ajouter en outre quelques indications sur les divers travaux que le voyageur réunit au fur et à mesure de leur publication sous le titre de « Documents et résultats scientifiques de la mission de Gironcourt ».

Après une première partie consacrée à l'exécution de sa mission, M. de Gironcourt a, dans un second fascicule, intitulé « Archéologie » (3), décrit les inscriptions relevées par lui dans la nécropole de Bentia, située à 130 kilomètres en aval de Gao et où un certain nombre de tombes sont surmontées de stèles gravées. Ces inscriptions sont en caractères moghrébins et antérieures de deux siècles à l'invasion marocaine rapportée par le Tarikh es Soudan. Elles fournissent des renseignements sur les traditions relatives à l'importation de l'islamisme au Niger. M. le professeur Houdas a écrit que ces documents sont de nature à éclairer d'un jour nouveau l'histoire et l'épigraphie du Soudan français. C'est d'ailleurs à la suite de la communication faite par M. de Gironcourt sur ce sujet devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres que fut décidé son second voyage, dans le but principal de compléter ses recherches archéologiques.

Depuis qu'a paru ce mémoire archéologique, M. de Gironcourt a déposé à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 9 mai dernier, la collection des estampages qu'il a rapportés de la mission dont l'avait chargé l'Académie, ainsi que son travail d'ensemble sur cette mission. Ces estampages représentent un « Corpus » de plus de 800 inscriptions lithiques découvertes par lui dans plus de 60 nécropoles mises à jour tant au Niger que dans l'Adrar.

Ce sont en général des épitaphes funéraires dont la facture extrêmement soignée, révèle un art épigraphique spécial qui s'est épanoui au début de la période islamique au Niger. C'est à Es-Souk, dans l'Adrar, qu'il paraît avoir eu son origine.

M. de Gironcourt a montré aussi à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de très curieuses haches de silex et des polissoirs de quartz fin entièrement recouverts d'inscriptions élégamment disposées et d'une grande finesse.

Dans une précédente séance, il avait déjà déposé à l'Académie un ensemble de 223 manuscrits également rapportés de sa mission et représentant plus de 4.000 pages de texte arabe ancien sur l'histoire et les traditions de l'Afrique intérieure.

Nous n'avons pas à revenir sur l'étude géographique qui forme le fascicule III, dont nous avons déjà parlé ici (4); elle est relative

(1) M. le capitaine CORTIER a fait aussi sur les *Dessins rupestres et pierres taillées du Sahara soudanais*, une communication à l'*Institut ethnographique international de Paris*, le 8 février 1913.

(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 février 1913, p. 134.

(3) Extrait des *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1911, p. 198 (Communication du 17 mars 1911). Mâcon, 1911.

(4) *La Quinzaine coloniale*, 25 avril 1912, p. 202.

à la géographie physique et botanique du sommet de la boucle du Niger et est accompagnée d'une carte au 500.000e, publiée par la Société de Géographie avec l'article du voyageur.

Avec le fascicule IV, *Agronomie*, le voyageur aborde un sujet qui rentre dans sa compétence tout à fait spéciale (1). Il y étudie la productivité de la vallée du Niger en riz et en blé notamment, et la question cotonnière en Afrique occidentale.

L'utilisation des territoires africains en vue d'une production cotonnière doit d'autant plus retenir l'attention que, jusqu'ici, l'Asie et l'Amérique ont été pour ainsi dire les fournisseurs exclusifs de la fibre pour la consommation mondiale. Le succès qu'obtiennent les indigènes dans la petite culture à laquelle ils se livrent, permet de penser qu'on pourrait arriver à cultiver la plante, plus en grand, dans un pays qui, ainsi que la vallée du Niger, renferme de larges zones de sol propice.

Mais l'installation de cultures industrielles dans des pays neufs est un problème complexe et l'on ne peut envisager la spécialisation du coton sans examiner les conditions régissant le développement des cultures fondamentales existant dans le pays. Aussi, M. de Gironcourt étudie-t-il le riz et il montre que cette production pourrait donner lieu, à bref délai, à une exportation.

Le blé, déjà cultivé par les indigènes dans certaines parties du bassin du Niger et notamment dans les environs du lac Faguibine, est susceptible aussi de recevoir une culture plus étendue. Les habitants de Tombouctou fabriquent du pain et l'augmentation de production de blé pourrait, tout en accroissant la richesse locale, servir à approvisionner les postes européens.

Mais des considérations qu'il expose, M. de Gironcourt tire des déductions pour l'avenir du coton, assez réservées en ce qui concerne le Soudan et plus favorables pour le Moyen-Dahomey. En raison des conditions physiques et économiques que le voyageur a pu observer, il semblerait plus sûr de s'en tenir exclusivement, pour le moment, à la culture indigène. M. de Gironcourt estime que, notamment, la cherté relative de la main-d'œuvre au Soudan, son peu d'habileté, la grande distance du Niger à la côte, la difficulté de l'amélioration de l'espèce, les soins culturaux qu'elle entraîne, limiteront rapidement la possibilité d'une exploitation à grande échelle.

M. de Gironcourt signale la qualité un peu supérieure des cotons indigènes du Dahomey dont l'exportation a été de 100 tonnes en 1907 et de 50 en 1918. Il pense que le Dahomey par ses superficies propices, par son voisinage de la mer, l'abondance et l'habileté plus grande de sa main-d'œuvre, pourrait présenter des perspectives d'avenir plus favorables.

Sous le titre de *Technologie*, M. de Gironcourt présente, dans son fascicule V, plusieurs études se rapportant aux industries agricoles (2). Il y signale une graminée du Togo qui fournit aux indigènes une paille pour la confection des chapeaux; il expose les procédés d'élevage en usage chez les Touareg, et donne des détails sur les produits de leur exploitation pastorale, beurre, fromage; il mentionne l'existence, dans la boucle du Niger, d'une terre saline servant de condiment pour le bétail; il donne des renseignements sur les lianes à indigo du Haut-Dahomey, dont le produit est un objet d'échange notable dans ce pays.

Enfin, un fascicule VI renferme les résultats de certaines enquêtes agricoles d'un réel intérêt, faites par M. de Gironcourt (1). L'une d'elles est relative à la question de l'envoi en France, pour la boucherie, des bœufs du Soudan (2). Il donne ensuite le résumé d'une enquête agricole, faite au Cameroun, qui l'a conduit, entre autres résultats intéressants, à constater le rôle important que peuvent être appelées à jouer, dans l'agriculture coloniale, les plantes dites « améliorantes ». On a pu, par exemple, observer que des cultures intercalaires de légumineuses convenablement choisies déterminent un développement des plants de cacao double en vigueur et en rapidité de croissance.

A ces divers travaux, M. de Gironcourt en ajoute peu à peu de nouveaux, qui viendront grossir encore la somme des résultats scientifiques de sa mission.

Il a publié dans le *Bulletin de la Société de géographie commerciale* (3) une étude dans laquelle il montre combien il serait opportun d'étudier la question de savoir s'il y aurait lieu d'introduire sur nos territoires soudanais des mérinos à laine très fine et de chercher à les y faire prospérer. Après des enquêtes sur ce qui est pratiqué par les Anglais en Afrique orientale et en Australie du Nord, et des comparaisons avec les conditions que peuvent présenter les diverses régions du Soudan, on saura au moins avec précision s'il convient ou non de tenter des expériences en ce sens. A la suite d'une communication faite sur le même sujet, par M. de Gironcourt, devant la *Société française de colonisation et d'agriculture coloniales* (4), dans une séance présidée par M. le Dr Kermorgant, la société a adopté, après discussion, sur la proposition du président, le vœu que la sollicitude des pouvoirs publics soit acquise à l'étude méthodique de cette question.

M. de Gironcourt a réservé aussi, dans ses études, une part importante à l'ethnographie, et, le 3 mars 1913, il a fait, devant l'*Institut ethnographique international de Paris*, une communication très intéressante sur l'art chez les Touareg, qui sera ultérieurement publiée.

C'est, on le voit, avec une laborieuse ardeur, que M. de Gironcourt a travaillé à accroître nos connaissances scientifiques sur l'Ouest africain et à rechercher les meilleurs procédés de mise en valeur de notre domaine. Ce sont là les termes mêmes employés par le rapporteur de la médaille décernée cette année à M. de Gironcourt, — médaille du *Journal des Voyages* — par la Société de Géographie commerciale (5).

M. de Gironcourt vient d'être agréé par la Société de Géographie comme membre de la mission scientifique envoyée par celle-ci au Maroc; il y sera chargé des études agronomiques.

CAMEROUN-NIGÉRIA

Mission de délimitation de la frontière Nigéria-Cameroun. — En même temps que les Allemands procèdent à la délimitation de la frontière outre le Cameroun et l'Afrique Équatoriale française, ils ont aussi entrepris une opération semblable pour celle qui sépare leur colonie de la Nigéria anglaise.

Les deux missions, anglaise et allemande, chargées de ce travail, avaient achevé, en février de cette année, la démarcation de la section Nord de la frontière; elles ont ensuite délimité la partie séparant le Cameroun de la Nigéria du Sud, ce qui a duré jusqu'en avril. Aujourd'hui, la frontière entre le Cameroun et la Nigéria

(1) G. DE GIRONCOURT. *Sur la productivité de la vallée du Niger (riz, blé) et la question cotonnière en Afrique occidentale* (Extrait du *Compte rendu du Congrès national des Sociétés françaises de Géographie*, 30e session, Roubaix, juillet-août 1911). Lille, 1912.

(2) Notes et études présentées à la *Société française de colonisation et d'agriculture coloniale*. Etampes, 1913.

(1) Extrait du *Bulletin de la Société de géographie commerciale*, mai, septembre, décembre 1912. Paris, 1912.

(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 avril 1912, p. 292.

(3) G. DE GIRONCOURT. *La production de la laine et l'introduction du mérinos en Afrique occidentale française* (*Bulletin de la Société de géographie commerciale*, avril 1913, p. 225-239).

(4) *La Dépêche coloniale*, 16 avril 1913.

(5) *Bulletin de la Société de géographie commerciale*, mars 1913, p. 156.

est fixée sur toute sa longueur, du Tchad à la mer. Les procès-verbaux de délimitation ont été signés, le 12 avril, et les deux commissions sont rentrées, le 8 mai, en Europe.

Dans le nord du Cameroun, les Allemands et les Anglais ont dû soutenir des combats contre les indigènes. La section britannique a même dû demander l'aide de la section allemande, dont le chef et deux sous-officiers ont été grièvement blessés. En dehors des embarras que leur ont causés ces tribus sauvages et cannibales, les missions ont eu à vaincre aussi de graves obstacles dus à la nature du pays qui est accidenté et coupé de torrents.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

La route du Tchad et la mission du capitaine Varigault au Mayo Kabbi. — Le colonel Largeau s'est embarqué à Bordeaux le 25 juin pour le Tchad. Il est parti accompagné de son adjoint le lieutenant Ferrandi, ainsi que des capitaines Lauzanne, Simonet et Cros, du lieutenant Duclos, du sous-lieutenant Bourgeois. C'est pour la cinquième fois qu'il va reprendre le commandement du territoire où il s'est signalé, comme on sait, par sa haute valeur militaire et son habile administration (1). Il peut être intéressant de jeter en ce moment un regard sur les routes qui conduisent vers cette partie lointaine de nos possessions africaines (2).

On a pu longtemps hésiter sur la meilleure route à adopter pour atteindre ce point central, qui a été pour les premiers explorateurs comme un mystérieux pôle d'attraction et autour duquel rayonnent aujourd'hui les possessions anglaises, allemandes et françaises.

Dès le début de notre occupation, il nous a semblé que le chemin le plus rationnel consistait à passer du bassin du Congo dans celui du Chari, qui se trouvent séparés l'un de l'autre par une distance d'environ 300 à 400 kilomètres. Mais le pays compris entre ces deux points était fort peu connu, notre influence ne s'y était pas fait sentir, et les difficultés de pénétration étaient considérables. Comme d'ailleurs, il fallait pourvoir au ravitaillement du territoire du Tchad, on fut conduit à rechercher s'il n'existerait pas d'autres voies dès à présent plus accessibles et, successivement, on préconisa la voie Dakar-Niamey-Zinder-N'Guigmi-Tchad; puis la voie de la Bénoué-Logone, et enfin, plus récemment, quand fut livré à l'exploitation le chemin de fer anglais de Kano, la voie Lagos-Kano-Zinder-Tchad. Aujourd'hui, on songe à revenir à la voie du Congo-Chari.

La voie Dakar-Niamey-Zinder-N'Guigmi fut abandonnée dès 1906 comme fort onéreuse.

Celle dite de la Bénoué, qui aurait utilisé une ligne d'eau ininterrompue de l'Océan au Tchad, formée par le Niger, la Bénoué, le Mayo Kabbi, le lac Toubouri, le Logone et le Chari, était basée sur la possibilité, qui avait été longtemps ignorée, d'une jonction entre la Bénoué et le Logone.

Barth déjà, en 1852, en descendant du Bornou, avait pressenti une communication Logone-Toubouri.

En 1901, le capitaine Löfler, venant de Carnot et côtoyant les lacs de Toubouri en saison sèche, avait entendu dire par les indigènes que le Logone communiquait avec les lacs pendant l'hivernage.

C'est sur ces données que le capitaine Lenfant, en 1903, partit de France et reconnut, d'une façon certaine, la communication Bénoué-Logone. A part une passe infranchissable, qui obligea à démonter le chaland en acier de la mission, le *Benott-Garnier*, et à le transporter à dos d'hommes, le bateau put flotter du Niger au Tchad, et il continua depuis 1903 à naviguer sur les eaux du Chari et du Logone.

Le capitaine Lenfant avait démontré la réalisation théorique de la communication Bénoué-Logone; il s'agissait maintenant de la rendre praticable. Les divers officiers en service dans le Mayo Kabbi, depuis 1905, époque à laquelle était passé le premier ravitaillement, avaient fait des efforts dans ce but, mais il fallait pour cela entreprendre des études et des travaux.

En 1910, le gouverneur général de l'Afrique Équatoriale française, M. Merlin, décida d'établir définitivement et pratiquement cette communication dans le but d'assurer ainsi, dans de meilleures conditions, le ravitaillement du Territoire militaire.

Le lieutenant-colonel avait chargé d'une mission dans ce but, le capitaine Varigault, et son successeur, le colonel Largeau, avait confirmé cette désignation, se proposant même de donner un plus vaste essor à cette entreprise.

Mais, la conclusion de l'accord franco-allemand, le 4 novembre 1911, est venu arrêter les travaux de la mission confiée au capitaine Varigault. Le dernier passage d'un ravitaillement, en 1911-1912, avait montré que la nouvelle voie, une fois achevée, pourrait donner dans l'avenir les plus excellents résultats, au point de vue du temps nécessaire et quant au prix de revient, mais aujourd'hui, la nécessité de passer en territoire allemand change beaucoup les conditions de son exécution.

L'Allemagne a bien cédé à la France sur la Bénoué et le Mayo Kabbi et en deçà dans la direction du Logone, des enclaves qui malgré leur faible étendue (10 hectares au plus), doivent permettre les opérations de débarquement, d'emmagasinement et de transbordement des marchandises empruntant la voie de la Bénoué; mais, en admettant même que les travaux commencés par la France, il y a deux ans, puissent être achevés avec l'autorisation du gouvernement allemand, M. le capitaine Varigault estime que « des difficultés de toutes sortes concernant l'alimentation des hommes et des animaux envoyés chaque année dans le Mayo Kabbi, la sécurité des routes et l'entretien des voies de communication enlèveraient à cette route du Tchad la plupart des avantages qu'elle détenait (1) ».

Commentant dans la *Kolonialzeitung* (2) l'étude publiée dans la *Dépêche coloniale illustrée*, le géographe allemand Moisel se trouve d'accord avec le capitaine Varigault pour reconnaître que l'établissement d'une route d'étapes à travers le territoire allemand serait une source de difficultés. « Le contrat, dit-il, mentionne bien les opérations qui se feront dans chacune des enclaves, mais il ne prévoit que vaguement les conditions de transport entre ces entrepôts. » Et non sans raison, M. Moisel estime qu'il y aurait là un sujet permanent de conflits entre les deux contractants.

Mais, en concluant que « la voie de la Bénoué ne peut plus être utilisable dans l'avenir comme route de ravitaillement du territoire militaire », le capitaine Varigault ajoutait : « à moins qu'une société allemande ne fasse dans le Mayo Kabbi ce que la Niger C° voulait faire pour nous dans la Nigéria ».

M. Moisel dit à ce sujet qu'on ne peut que déconseiller cette idée, car après la mise en état de la voie fluviale, qui entraîne-

(1) Voir l'importante étude publiée par le colonel Largeau : *La situation du Territoire militaire du Tchad au début de* 1912 (*L'Afrique française*, janvier et février 1913. Renseignements coloniaux, nos 1 et 2).

(2) Voir un article de M. Auguste Terrier, *La route du Tchad*, dans *L'Afrique française*, mars 1913, p. 97-101.

(1) Capitaine Varigault, *Le Mayo Kabbi et la route du Tchad* (*La Dépêche coloniale illustrée*, 31 mars 1913. — Voir aussi ce qui a été dit par M. le capitaine Varigault dans une conférence faite devant la Société de Géographie, le 20 juin 1913.

(2) Voir : *La Dépêche coloniale*, 24 mai 1913).

rait des frais importants, celle-ci ne pourrait pas devenir une voie de pénétration suffisante pour le Cameroun et servirait surtout aux Français. Au point de vue allemand, ce qu'il faut, d'après lui, au Cameroun, ce serait une ligne qui relierait Garoua au Logone dans une direction nord-est et serait ultérieurement rattachée au littoral pur le chemin de fer central du Cameroun : Douala-Ngaoundéré, dont le tracé est actuellement étudié.

Si la mission du capitaine Varigault n'a pas abouti, pour le moment au moins, à la réalisation que l'on attendait, les travaux et les reconnaissances de cet officier ne sont pas demeurés sans utilité, car ils ont servi à faire connaître plus en détail la région du Kabbi, ses habitants et ses ressources, comme on peut le voir par l'importante étude qu'il a publiée dans la *Dépêche coloniale illustrée* et que nous venons de citer (1).

La voie de Kano est la seule qui reste en concurrence aujourd'hui avec celle du Congo-Oubangui, mais elle est encore très onéreuse et, de plus, elle emprunte, elle aussi, un territoire étranger.

Aussi, est-ce la vieille voie du Congo-Oubangui-Chari que, malgré toutes les difficultés, toutes les hésitations et tout les déboires précédemment éprouvés, nous songeons à reprendre aujourd'hui. Cette voie offre au moins l'avantage d'être bien française. Elle entre dans le programme des travaux prévus par M. le gouverneur général Merlin, et qui devront être réalisés grâce à l'emprunt de 175 millions dont le vote prochain par les Chambres est si nécessaire et si impatiemment attendu. Le projet consiste à construire un chemin de fer de Bangui à Fort Crampel, unissant les deux lignes fluviales du Congo et de l'Oubangui au sud, et du Chari au nord, qui devront être l'une et l'autre aménagées. En outre, dans le sud du Gabon, un chemin de fer devra réunir Pointe-Noire à Brazzaville (2).

La grande artère française qui mettra en communication l'Océan avec le Tchad et qui traversera l'Afrique Equatoriale dans toute sa longueur sera donc constituée, partie par des voies ferrées, partie par des cours d'eaux navigables, de la manière suivante : chemin de fer de Pointe-Noire à Brazzaville, Congo, Oubangui, chemin de fer de Bangui à Fort-Crampel, Chari enfin lequel se jette dans le Tchad.

GUSTAVE REGELSPERGER.

(1) Voir aussi : Capitaine VARIGAULT, *Les Borroros* (*L'Afrique française*, mars 1913, Renseignements coloniaux, n° 3, p. 110).

(2) F. JOURDIER, *L'Afrique Équatoriale française et ses grandes voies de communication* (*La Dépêche coloniale illustrée*, 30 avril 1913). — Gouvernement général de l'Afrique Équatoriale française. *Emprunt de l'Afrique Équatoriale française.. Programme des travaux et projet de loi*, Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 220 pages, avec tableaux et graphiques, et une carte hors texte.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Un nouveau traitement de la maladie du sommeil. — On sait que l'extension de la maladie du sommeil ou trypanosomiase humaine peut déjà s'enrayer à l'aide de traitements délicats, basés sur l'emploi de l'atoxyl surtout, comme aussi, dans certains cas, de l'émétique en injections hypodermiques. On a également essayé, sans succès notable semble-t-il, le fameux 606 d'Ehrlich et nous avons déjà dit dans ce journal, ce qu'il fallait penser de la lutte contre cette terrible affection, lutte qui devrait être entreprise avec la dernière énergie et la plus rigoureuse méthode dans nos colonies françaises d'Afrique après accord avec les colonies voisines.

A quoi aboutira l'initiative prise par l'Union coloniale? Nous l'ignorons, car il ne semble guère, comme cela se présente toujours d'ailleurs, quand il s'agit de discussions de ce genre, que nos sommités médicales soient près de se mettre d'accord. Qu'importe ? A l'administration de suivre telle ou telle série d'idées en créant un corps de médecins régionaux chargés d'étudier les effets de telle ou telle médication. Il faut tout tenter, hormis se croiser les bras et se plaindre !

Depuis les découvertes d'Armand GAUTIER qui ont entraîné comme conséquence l'apparition d'un nombre considérable de composés arsenicaux organiques, susceptibles d'application en thérapeutique, il n'est point de semaines qu'il ne faille encore enregistrer la naissance d'un nouveau produit et tous ceux qui paraissent avoir une action utile contre les organismes de la syphilis et ceux des trypanozomiases, nous intéressent au plus haut degré.

Récemment, le 17 janvier 1914, à la Société médicale des hôpitaux, MM. DE BEURMANN, MOUNEYRAT et TANON faisaient connaître les résultats obtenus dans le traitement de la syphilis avec deux nouveaux corps, découverts par l'un d'eux, chimiste de mérite, le professeur MOUNEYRAT a désigné ses produits par les n^{os} 1116 et 1151 ; le premier est le *tetraoxydiphosphaminodiarsenobenzène* ou Galyl et le second, le *phényldisulfaminotétraoxydiaminodiarsenobenzène* ou Ludyl.

Expérimentés en injection intraveineuse par M. DE BEURMANN et en injections intramusculaires par M. BALZER, contre la syphilis, ces corps sont également doués d'une réelle activité vis-à-vis des trypanosomes et c'est sur ce point spécial que MM. TANON et DUPONT sont revenus ces jours derniers (séance du 9 mai, *Soc. méd. des Hôpitaux*).

L'étude expérimentale a porté sur le virus de la trypanosomiase humaine (*Trypanozoma gambiense*) et celui de la *variété africaine* de la fièvre récurrente (*Spirillum Duttoni*). Au point de vue clinique les auteurs n'ont rapporté que les résultats obtenus dans le traitement de la maladie du sommeil, résultats qui nous paraissent actuellement très démonstratifs de la valeur trypanosomicide de ces dérivés.

Recherches expérimentales. — Ces recherches ont été faites sur des animaux, rats et souris blanches, cobayes, singes (*Macacus rhesus*) en employant des solutions à 0 gr. 05 pour 10 centimètres cubes d'eau distillée. A la dose de 0 gr. 10 de produit par kilogramme chez les singes, par exemple (1 milligramme par 10 grammes chez les souris, 2 centigrammes par 100 grammes chez les rats), en injection sous-cutanée, doses voisines de la limite de toxicité, la disparition des trypanosomes est très rapide; elle s'effectue en deux ou trois heures avec une constance et une régularité mises en relief par les expérimentateurs. En outre, cette disparition était complète et *sans récidive avec ces doses, chez les cinq cents animaux en expérience.*

C'est là une première observation du plus haut intérêt, qui devra nécessairement retenir toute l'attention des médecins coloniaux; malheureusement, chez l'homme, la voie sous-cutanée est très douloureuse.

MM. L. TANON et DUPONT expliquent longuement le mode de disparition des parasites, qu'ils ont étudié avec grand soin et qui est tout spécial. Résumons-le.

1re PHASE. — Dès que l'absorption du corps commence, c'est-à-dire au bout d'une demi-heure ou d'une heure environ, les mouvements des trypanosomes se modifient. Ils deviennent plus saccadés, plus brusques, comme si le parasite réagissait contre une influence extérieure.

Les trypanosomes ne s'agglutinent pas, mais restent pendant quelques secondes au milieu de globules sanguins, puis s'agitent vivement et brusquement pour s'immobiliser à nouveau et recommencer ensuite.

2e PHASE. — Au bout d'une heure en moyenne, les mouvements deviennent plus lents; les périodes d'agitation deviennent plus rares; on a l'impression que le trypanosome a peine à se remuer, comme s'il s'agitait dans un milieu trop dense.

3e PHASE. — Immobilisation définitive vers la deuxième heure.

4e PHASE. — La trypanolyse s'accentue, car il n'y a pas phagocytose, mais disparition par dissolution pour ainsi dire, du parasite tué.

5e PHASE. — Toute trace de parasite a disparu.

Ces phénomènes observés chez l'animal vivant peuvent se reproduire au laboratoire *in vitro*, mais ils sont beaucoup plus rapides : l'immobilisation est obtenue en quinze secondes, entre lame et lamelle sous le microscope, et la trypanolyse est complète après deux minutes.

Ces phénomènes sont donc sans récidives aux doses thérapeutiques signalées, mais à doses moindres, on observe des récidives dont les auteurs ont consciencieusement étudié les conditions.

Dans la *spirillose*, le mécanisme de disparition des organismes est différent, et à l'inverse du précédent, le phénomène est assez facile à suivre à l'ultramicroscope. Il est plus lent, le spirille résistant beaucoup plus longtemps à l'action du 1116 et du 1151; il est également moins général, en ce sens que certains spirilles résistent dans la même préparation beaucoup plus longtemps que d'autres. Il y a dans ce cas, *fragmentation du spirille* avant la *spirillolyse*.

La fragmentation commence au plus tôt à la troisième heure; elle est complète en cinq ou six heures seulement. Elle peut être décrite en deux périodes : l'une, la *période de vacuolisation* qui va depuis l'injection du corps jusqu'à l'apparition de vacuoles; l'autre qui est la *période de fragmentation* proprement dite et *de désintégration*.

Avec les solutions thérapeutiques, on se rend compte que la résistance des spirilles à la destruction est beaucoup plus grande que celle des trypanosomes; on trouve des spirilles encore vivants après deux minutes de contact; après cinq minutes tout mouvement avait cessé.

A partir de ce moment, la coloration ne permet plus de déceler aucune spirille, mais seulement des granulations fines, en amas, ou placées bout à bout.

Il est vraisemblable que dans ces cas, comme dans les récidives de trypanosomiase d'ailleurs, la rate joue un rôle de protection.

Pour les trypanosomes, il y a aussi un autre réservoir de virus : c'est le liquide céphalo-rachidien et aucune guérison n'est possible quand l'animal est dans le coma.

Recherches cliniques. — L'action de ces corps, 1.116 et 1.151, étant à très peu de chose près comparable, ils ont été expérimentés par M. DUPONT au Sénégal sur trente malades dont quinze sont scientifiquement guéris, la preuve n'ayant pu encore être faite sur les autres.

Dans une affection comme la maladie du sommeil, dont la durée est souvent longue, il n'est en effet pas possible de parler de guérison avant un certain temps et surtout avant que l'inoculation du liquide céphalo-rachidien et du sang du malade à un animal réactif ait démontré l'absence totale de trypanosomes.

L'animal employé dans ce cas est le singe rouge dit **Patas** (*Cercopithecus ruber*), dont la sensibilité à l'égard du *Trypanosoma gambiense* est comparable à celle du cobaye vis-à-vis du bacille tuberculeux.

Voici le mode opératoire suivi :

Après avoir fait le diagnostic par examen bactériologique dans le sang ou les ganglions, le malade reçoit quatre injections espacées de huit jours à raison de 1 centigramme de 1.151 ou de 1.116 par kilogramme, chez l'homme adulte, dissous dans 3 centimètres cubes d'eau distillée additionnée de carbonate de sodium à 12 ou 15 0/0.

Un mois plus tard, le sang et le suc ganglionnaire sont examinés et s'il n'y a rien, on injecte au singe rouge dans le péritoine, 10 centimètres cubes de sang et 10 centimètres cubes de liquide céphalo-rachidien.

Lorsqu'au bout de quarante jours, le singe ne présentait aucun parasite dans le sang, la malade était considéré comme guéri. Cette méthode de contrôle est longue, mais, disent les auteurs, c'est la seule qui ait une réelle valeur.

Ces médicaments guérissent, mais n'immunisent pas, car des animaux ont pu être réinfectés expérimentalement. Le traitement nécessite l'emploi des injections intra-veineuses, les injections sous-cutanées étant trop douloureuses.

Par la bouche, les résultats ont été négatifs avec ces sels. Le traitement est facile à faire, car la technique des injections intra-veineuses est aujourd'hui à la portée de tous les médecins et il ne paraît pas y avoir à craindre d'accidents graves à la suite de ces injections. Il se produit parfois des vomissements et de la diarrhée, mais ils sont de peu de durée.

En somme, le 1.116 et le 1.151 permettent d'obtenir la guérison dans la première et la deuxième période de la maladie et la troisième période, celle de l'envahissement des centres nerveux, leur action ralentit l'évolution de la maladie, mais ne l'arrête pas.

Très prudents, les auteurs, après des réserves basées sur ce fait qu'une guérison de six mois pouvait encore n'être qu'une rémission, dans une maladie à durée aussi longue, concluent que, si au point de vue curatif, ces nouveaux médicaments n'avaient pas la valeur qu'ils leur attribuent « ils n'en seraient pas moins précieux au point de vue prophylactique, puisque dans un centre infecté, ils permettraient de stériliser et de rendre impropres à la propagation, les indigènes déjà infectés ».

Nous nous associons pleinement à ces paroles sages et nous espérons que le corps médical des colonies voudra bien entrer dans la voie d'expérimentation de ces produits à qui manque la savante réclame d'outre-Rhin.

Combien il est regrettable qu'au Congo, la pénurie de médecins empêche toute lutte effective. Ce malheureux pays, pauvre en main-d'œuvre, voit périr une quantité énorme de Noirs faute de soins et il y a là une situation intolérable qui devrait soulever l'indignation du Parlement. M. le gouverneur général MERLIN

déplore évidemment son impuissance, et c'est à la métropole à faire tous les sacrifices pour faire cesser cet état de choses.

Les plus grands ennemis de l'humanité sont là-bas la variole et la maladie du sommeil et rien n'est fait pour en enrayer les funestes conséquences.

On ne trouve pas, affirme-t-on, de médecins pour le Gabon et le Congo et l'on veut y appeler capitaux et énergies humaines de la métropole. Il y a là quelque chose de monstrueux. Organisons de suite un service médical comme celui de l'Afrique occidentale et faisons aux médecins une situation pécuniaire suffisante et digne d'eux, alors nous serions bien étonnés, qu'à cette époque de pléthore professionnelle, les candidats n'affluent point.

Professeur Em. Perrot.

La production de la gomme laque dans les plaines de l'Inde (1). — La laque est une substance résineuse produite par un Hémiptère, le *Taccardia lacca* Kerr., qui suce la sève des plantes et la transforme en une résine qui l'entoure complètement. L'insecte vit principalement sur les *Schleichera trijuga, Butea frondosa*, *Zizyphus Jujuba*, *Ficus religiosa*, *Albizzia Lebbek*, *Acacia arabica*.

L'industrie de la laque était connue des premiers habitants de l'Inde. La plus grande quantité de la laque est obtenue dans les provinces centrales (Chatisgarh et Nagpore surtout), dans certains districts du Bengale et dans l'Assam méridional. Les régions ni trop chaudes ni trop froides, sont celles qui conviennent le mieux pour le développement de l'insecte, l'humidité étant de toute nécessité. La récolte de la laque a lieu deux fois par an; celle de juin-juillet étant la plus importante. Elle doit se faire une quinzaine de jours avant la sortie des larves. C'est aussi à cette époque que l'on doit élaguer et préparer les arbres sur lesquels la cochenille doit être ensemencée. Il faut, en effet, que le sujet soit pourvu de branches tendres pour permettre au jeune insecte de s'y fixer.

Ponr l'ensemencement, certaines branches pourvues de laque sont coupées en morceaux de 8 à 13 pouces de long. Après douze à quatorze jours, dès que les petits insectes, de couleur rouge, commencent à circuler, ces morceaux sont fixés sur les arbres préparés à cet effet.

La laque brute, obtenue par grattage, abandonne par lavage à l'eau une matière colorante, *lac dye*, et fournit une résine, *seed-lac*, qu'on peut blanchir au moyen d'une solution alcaline. Elle sert à la préparation de la laque en écailles, *shell lac*. Pour cela, on ajoute à la laque en grains 2 à 3 0/0 d'orpiment pour la colorer, et 4 à 5 0/0 de résine de pin pour abaisser son point de fusion. On reçoit le mélange, rendu homogène et semi-liquide, sur des cylindres de faïence remplis d'eau chaude, et sur lesquels on l'étale uniformément et laisse sécher.

La gomme-laque sert à la fabrication d'une foule d'objets, et entre dans la composition des vernis, des cires à cacheter, des encres lithographiques.

P. G.

L'exploitation du palmier à huile. — Les besoins croissants de l'industrie et la pénurie de la matière première, attirent l'attention de tous côtés sur cet arbre intéressant qu'est le palmier à huile (*Elaeis guineensis* L.). Abondant sur différentes régionsde la côte occidentale d'Afrique, cet arbre n'existe cependant pas d'une façon régulière dans la grande forêt. On le trouve par plages plus ou moins denses, soit dans la zone côtière, surtout de la forêt tropicale, de la Guinée au Dahomey, soit dans la zone équatoriale, du Cameroun au Congo belge.

A la Côte d'Ivoire, de vastes territoires peuvent être mis en valeur, et il en est de même au Gabon, et jusqu'alors l'huile de palme est fournie au commerce par les exploitations des indigènes. Quelques sociétés se sont déjà préoccupées d'installer des huileries en Afrique, mais il ne semble pas que les résultats soient probants, pourtant la puissante firme anglaise Lever Brothers (savonnerie de port Sunlight) n'hésite pas en ce moment à tenter une sorte de trust des matières grasses et en particulier du palmier à huile.

Cette Société a obtenu des concessions considérables dans les nombreuses colonies de l'Afrique occidentale où croît l'*Elaeis* et négocie avec les Sociétés concessionnaires l'exploitation des palmiers de leurs territoires.

Ces tentatives réitérées auront évidemment comme effet de mettre au point bien des questions importantes de technique industrielle, mais elles ne résolvent pas la question agricole pourtant primordiale. Ce sont des palmeraies véritables qu'il faudrait commencer par organiser dans les régions où vont être installées de vastes usines. C'est la conclusion de M. Bret, nous sommes pleinement d'accord avec lui (*Journ. agr. trop.* 1913, n° 140).

Em. P.

La culture du Pyrèthre insecticide. — Avec juste raison M. Heckel revient sur cette question du Pyrèthre insecticide. (*Chrysanthemun cinerariæfolium* Trev.)dont la culture est localisée dans les îles et la côte Dalmate, en Herzégovine et au Monténégro. Les espèces cultivées au Caucase sont différentes et donnent un pin un peu différent, ce sont : *Chrys. roseum* et *carneum*. La poudre de Pyrèthre insecticide atteint les prix extrêmement élevés de 10 à 12 francs le kilogramme, il y aurait donc place pour une production beaucoup plus intense et si l'on songe au peu de soins culturaux nécessités par la plante productrice, on doit se demander comment une pareille culture ne serait pas rémunératrice. Les premiers essais en Provence n'ont pas été encourageants, mais si en France la main-d'œuvre est trop chère, ne pourrait-on pas tenter, dans certaines régions pauvres et sèches de l'Afrique du Nord, l'introduction de cette culture. Si cette poudre pouvait être obtenue *à bon marché*, son usage s'étendrait considérablement dans l'économie domestique, dans l'horticulture et aussi en arboriculture contre les parasites animaux particulièrement du groupe des insectes et des arachnides.

Em. P.

Le papillon du cacaoyer à Java. — Le Dr Roepke de la station agronomique de « Midden Java » à Salatiga, vient de faire une découverte importante. Il a trouvé de nombreux parasites de cet ennemi terrible du cacaoyer qu'est le papillon, dont la note du *Bull. Ass. Pl. caout. d'Anvers* ne nous dit pas le nom. M. Roepke espère pouvoir donner des cultures de ces parasites pour combattre le Lépidoptère.

Em. P.

(1) The cultivation Of Lac in the Plains of India. Misra (C.-S.), *Agricultural Research Institute, Pusa*, Calcutta, 1912, 28, 32 p., 18 fig., 1 pl.

Une conséquence de l'état révolutionnaire au Mexique. — L'excellent et très documenté *Bulletin de l'Association des planteurs de caoutchouc d'Anvers*, rapporte, d'après le *Courrier du Mexique*, que des étendues immenses de plantations de *Guayule* ont été détruites par le feu allumé pour les insurgés ; c'est par millions et millions de piastres qu'il faut évaluer la perte occasionnée de ce fait, car il est prouvé qu'à l'âge de 10-12 ans, cette plante ne renferme pas encore de caoutchouc.

EM. P.

Huile de Lophira. — Les *Lophira alata* et *procera*, deux Ochnacées de l'Afrique occidentale possèdent des graines oléagineuses susceptibles d'application dans la fabrication des savons. Celles de *L. alata* moins riches, donneraient une huile de valeur au moins égale à celle du palmier à huile (*Les matières grasses*, 1912-1913, nos 56-57). Les tourteaux sont impropres à l'alimentation, mais ont une valeur réelle comme engrais.

EM. P.

Huile de thé. — Sous ce nom on désigne les matières grasses extraites des graines de *Camellia Sasanqua*.

Des échantillons examinés à l'*Imperial Institute* de Londres, on peut conclure que cette huile peut trouver son emploi dans l'industrie savonnière. Les savons obtenus sont plus mous que ceux qu'on fabrique avec l'huile de coton. Les tourteaux ne sont pas alimentaires, mais renferment une assez grande proportion de saponine, ils pourraient être utilisés contre la vermine (d'après *Les matières grasses*, 1912, n° 57).

EM. P.

Les fruits de Sorindeia oleosa A. CHEVALIER. — Ces fruits formés d'un noyau de la grosseur d'une cerise entouré de pulpe, proviennent d'un arbre commun au Soudan. Les indigènes font fermenter cette pulpe et en obtiennent une boisson peu alcoolique qu'ils utilisent assez couramment. M. A. CHEVALIER en a envoyé à M. HÉBERT une certaine quantité pour étude chimique.

La matière sucrée est composé de sucre interverti ce qui explique sa facile fermentation, et les noyaux constituant 40 0/0 des fruits secs renferment une proportion de matière grasse qui atteint 25 0/0 du poids de ces mêmes fruits secs (*Les matières grasses*, 1912, n° 52).

Le corps gras obtenu est solide à la température ordinaire de couleur brunâtre et présente les constantes suivantes :

Densité à 17°	0,889
Point de fusion	16-17
— congélation	12-13
Indice d'acidité	4,9
— de saponification	185
— Iode	132
— Reichert	7.92
— Hehner	91.75

Saponifiée, elle donne 92 0/0 d'acides gras fusibles à 39-40°, elle peut être utilisée en savonnerie et stéarinerie. Le *Sorindeia oleosa* appartient à la famille botanique des Anacardiacées.

EM. P.

L'acide phénique et la destruction des larves de moustiques (1). — Certains insectes, redoutables en tant qu'agents de dissémination des germes contagieux, les moustiques notamment, ont l'habitude de déposer leurs œufs dans les eaux dormantes ou faiblement courantes. Etangs, puits et marécages jouent donc, à ce point de vue, un rôle néfaste, surtout en ce qui concerne la propagation des fièvres paludéennes, des affections malariques et des trypanosomiases.

En nombre de points, on a pu arriver à des résultats excellents en épandant à la surface des eaux stagnantes une mince couche d'huile minérale lourde qui, s'interposant entre ces eaux et l'atmosphère, fait périr par asphyxie les larves pour lesquelles le besoin d'oxygène est absolu. Mais il est des régions où cette méthode est inopérante, en raison des conditions climatiques spéciales ou de la topographie des lieux. C'est le cas de la Guinée anglaise, par exemple, où, au ras d'un sol uniformément plat, courent sans discontinuer des vents rapides et chauds, qui exagèrent d'autant plus l'évaporation due à la température qu'aucun mouvement de terrain ne vient briser leur élan et constituer des abris inaccessibles à leur action desséchante. Dans ces conditions, les huiles lourdes disparaissent de la surface des eaux avant d'avoir eu le temps de produire les effets attendus de leur présence. Il a donc fallu chercher, pour les contrées de ce genre, des moyens d'action plus efficaces, dans le but d'arriver à y détruire les larves d'insectes morbifères.

C'est à quoi se sont efforcés MM. K. Wilke et P. Minett. Ils ont d'abord eu recours à la voracité d'une espèce de poissons indigènes des régions chaudes, les Cocker-bellies, qui font une consommation énorme de larves aquatiques, à condition qu'ils disposent pour leurs évolutions d'un espace suffisant, et que leurs mouvements ne soient pas entravés par la végétation luxuriante qui encombre souvent les cours d'eaux des pays tropicaux. Ces poissons rendent d'inappréciables services dans les petits canaux de drainage convenablement faucardés. Mais, dans les mares de faible dimension qui sont, la plupart du temps, remplies d'eau d'une façon seulement intermittente, on ne saurait compter sur leur voracité.

Aussi MM. K. Wilke et P. Minett ont-ils procédé à toute une série de recherches de laboratoire qui les ont conduits à adopter l'acide phénique brut, du type commercial usuel ; moins rapidement toxique pour les larves que le phénol pur, il a sur lui l'avantage d'être beaucoup moins volatil ; à la proportion de 1/20.000 en poids, son efficacité est parfaite, aussi bien sur les larves elles-mêmes que sur les nymphes les plus résistantes. Comme l'acide phénique teinte énergiquement l'eau et lui communique une odeur à la fois pénétrante et repoussante, on a déjà la presque certitude que les animaux domestiques n'auront pas la tentation d'aller boire dans les mares ainsi phéniquées ; mais, iraient-ils y étancher leur soif, qu'à la dose indiquée, le phénol très dilué n'exercerait sur leur organisme aucune action nocive.

Malheureusement, l'acide phénique brut contient toujours comme impuretés un certain nombre de substances qui, n'étant pas ou étant très peu miscibles à l'eau, interdisent de l'employer en solutions étendues pour en effectuer l'épandage par pulvérisation. Il est nécessaire d'agiter et de brasser constamment, la masse pour maintenir une émulsion suffisante pendant tout le temps que fonctionne le pulvérisateur. L'opération devient pénible quand elle doit être répétée souvent, par exemple sur des surfaces creusées de mares petites et nombreuses. Aussi conviendrait-il peut-être de donner dans ce cas la préférence à des

(1) D'après *Biologica* n° 29, 1913.

produits larvicides complexes, plus complètement solubles dans l'eau, mais dont, par contre, le prix de revient est notablement plus élevé que celui du phénol brut.

Des travaux en cours en fixeront la liste, mais, dès maintenant on peut dire que nos compatriotes établis aux colonies peuvent s'assurer de réels avantages hygiéniques en faisant état des recherches poursuivies par les deux auteurs anglais et en employant systématiquement l'acide phénique brut du commerce pour détruire, dans les environs de leurs résidences, les larves d'insectes qui font courir à leur santé les dangers les plus redoutables.

FRANCIS MARRE.

Les Diptères vulnérants du Venezuela. — MM. J.-R. SURCOUF, chef des travaux de zoologie au Laboratoire colonial du Muséum d'histoire naturelle et R. GONZALEZ RINCONES, de la Faculté de Caracas, avaient publié en 1911, un *Essai sur les Diptères vulnérants du Venezuela* (librairie Maloine, Paris), dont il a été rendu compte en temps utile aux lecteurs de cette Revue. Les auteurs n'avaient alors passé en revue que les Nematozoères. Dans la seconde partie de leur ouvrage qui vient de paraître tout récemment à la même librairie, ils ont examiné les Diptères Brachycères qui renferment, comme l'on sait, un certain nombre de groupes particulièrement importants, étant donné le point de vue spécial auquel se sont placés MM. SURCOUF et GONZALEZ RINCONES (mouches, taons, glossines, par exemple).

Outre une classification nouvelle et des tableaux dichotomiques destinés à faciliter la détermination des genres, il convient de relever dans cet ouvrage un questionnaire relatif aux observations pouvant être faites sur les insectes piqueurs et les instructions pratiques destinées à faciliter leur récolte et leur conservation en vue de l'étude. Questionnaire et instructions s'adressent aux médecins.

Il serait à souhaiter que le gouvernement vénézuélien, s'inspirant des efforts qui ont été faits dans les colonies françaises d'Afrique contre la maladie du sommeil, diffusât le questionnaire de MM. SURCOUF et GONZALEZ RINCONES, et organisât un office où les renseignements provenant de cette enquête pourraient être centralisés et élaborés. Il en résulterait certainement une connaissance plus approfondie des différentes maladies que les Diptères transmettent et les moyens prophylactiques à employer pourraient être aussi établis sur des bases scientifiquement solides.

R. ANTHONY.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

MARCHE DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	8 50	à	8 25
Conakry Niggers	8 25	à	8 ..
Soudan Niggers rouges	7 50	à	. ..
Soudan Niggers blancs	6 25	à	6 75
Soudan lanières et plaques	8 ..	à	8 25
Soudan Manoh	8 ..	à	8 50
Lahou petits Cakes	5 75	à	6 25
Lahou Niggers	6 25	à	6 75
Gambie A	6 ..	à	6 50
Gambie AM	5 ..	à	5 50
Gambie B	4 ..	à	4 50
Bassam Lump	4 25	à	. ..

Marché d'Anvers. — La prochaine vente a lieu le 25 juin et comprend environ 586 tonnes, dont environ 461 tonnes de sortes congolaises et diverses et 125 tonnes de plantation.

On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	7 75 à 8 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	7 50 à 7 75
Kasai noir I	7 75 à 8 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	7 85 à 8 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	7 85 à 8 25
Mongala lanières	7 85 à 8 25
Aruwini	7 85 à 8 25
Wamba rouge I	5 50 à 5 75
Uelé	7 85 à 8 25
Détroits crêpe I	9 10 à 9 30

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — FINANCES. — **Aux délégations financières.** — La délégation des colons a examiné les moyens financiers propres à permettre la réalisation de la motion adoptée dans une précédente séance et relative à la participation de l'Algérie dans les dépenses militaires extraordinaires de la métropole pour une somme de 10.000.000 de francs.

Après un échange d'observations, l'assemblée a adopté une motion tendant :

1° A prélever 5.000.000 de francs sur le fonds de réserve immobilisé ;

2° A prélever 5.000.000 de francs sur l'excédent des recettes de 1912.

Subsidiairement, la délégation a adopté une motion tendant, au cas où le Parlement autoriserait le prélèvement de 5.000.000 de francs sur le fonds de réserve immobilisé, à ce que l'Algérie obtienne un délai de cinq ans pour reconstituer ce fonds de réserve dont le montant est fixé par la loi du 3 juillet 1904 à 10.000.000 de francs.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

31 *mai.* — *Arrêté* du 21 mai promulguant en Afrique occidentale française le décret du 23 avril 1913, modifiant la limite du Haut-Sénégal et Niger et du Dahomey.

La limite entre le cercle de Fada-N'Gourma (Haut-Sénégal et Niger) et de l'Atacora (Dahomey) est déterminée comme suit : 1° par une ligne parallèle, à l'Est, à la piste Compougou, Konkobiri, Batchango, qui longe le pied de la chaîne de l'Atacora, distante de celle-ci de 8 kilomètres et prolongée, jusqu'à sa rencontre, avec le cours supérieur de la rivière Pendjari ; 2° par le cours supérieur de la Pendjari, d'aval en amont, ainsi qu'il est fixé dans le paragraphe 3 ci-après ; 3° par la ligne qui suit le plus court chemin entre le Pendjari et la source du Boursoudabouga, branche méridionale du Tantoucouli ; 4° par le cours du Boursoudabouga, d'amont en aval, et le cours du Tantoucouli jusqu'à son confluent avec la Pendjaga, cette rectification laissant au cercle de Fada-N'Gourma le village de Pensouga ; 5° par le cours de la Pendjaga jusqu'à son confluent avec la Pendjari ; 6° par le cours

inférieur de la Pendjari, d'amont en aval, depuis ce confluent jusqu'à l'entrée de cette rivière en territoire allemand.

Arrêté du 21 mai promulguant en Afrique occidentale française le décret du 23 avril 1913, modifiant les limites des colonies du Haut-Sénégal et Niger et de la Mauritanie.

La frontière entre les colonies de la Mauritanie et du Haut-Sénégal et Niger sera déterminée comme suit : 1° le cours du Karakoro depuis son embouchure jusqu'à Kankossa ; 2° à partir de ce point, la frontière se dirige en ligne droite vers le puits de Chik, de là sur le puits de Oumou, d'où elle s'infléchit vers le nord-est pour passer à Aioun-Latrous et traverse ensuite la région du Hodh pour aboutir au Nord au puits d'Aratane.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

31 *mai.* — *Arrêté* du 24 mai ouvrant à l'exploitation provisoire la gare de Koumpentoum.

Haut-Sénégal-Niger. — HYGIÈNE PUBLIQUE. — **Questions concernant les aliénés.** — Le lieutenant-gouverneur par intérim du Haut-Sénégal-Niger a adressé aux commandants de cercle la circulaire suivante relative à l'étude de toutes questions concernant les aliénés :

Le vingt-deuxième Congrès des médecins aliénistes et neurologistes de France tenu récemment à Tunis, a émis un vœu tendant à la réorganisation et à l'amélioration de l'assistance aux aliénés dans les colonies et pays de protectorat.

Dans le but de réaliser les desiderata formulés par ce congrès, il y a lieu d'étudier :

1° Le rapatriement rapide des Européens dans des conditions plus satisfaisantes que celles existant actuellement ; 2° la suppression du transport des indigènes dans les asiles de la métropole et l'organisation de leur assistance sur place.

Pour les Européens, il n'y a lieu d'envisager que la création de locaux d'isolement et d'attente dans les formations sanitaires leur rapatriement devant s'effectuer le plus rapidement possible.

En ce qui concerne les indigènes, il y a lieu de prévoir la création de véritables asiles pour délirants chroniques, installés sous forme d'établissements agricoles et semblables à ceux qui ont donné à Madagascar de si remarquables résultats.

La préparation d'une législation sur les aliénés et la détermination des mesures préventives de la folie (lutte contre l'alcoolisme en particulier) doivent compléter cette étude.

En conséquence, je vous serais obligé de me faire parvenir, dès que possible, toutes observations sur la matière qui vous paraîtront de nature à apporter une contribution utile à l'étude de la question.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

31 *mai.* — *Arrêté* du 26 mai modifiant les ressorts du tribunal de 1re instance de Conakry et des justices de paix à compétence étendue de Kankan et Boké (Guinée française).

Le ressort du tribunal de 1re instance de Conakry comprend : l'île de Tumbo, la banlieue de Conakry, les îles de Loos et les cercles de Forécariah, Dubréka, Boffa, Kindia, Pita (y compris le territoire du poste administratif de Télémélé), Labé (y compris le territoire du poste administratif de Tougué), Timbo (y compris le territoire du poste administratif de Ditinn), Dinguiraye (y compris le territoire du poste administratif de Bissikrima) et Faranah (y compris le territoire du poste administratif de Dabola), ainsi que le territoire du poste administratif indépendant de Mamou.

Le ressort de la justice de paix à compétence étendue de Kankan comprend les cercles de Siguiri, Kouroussa, Kankan, Beyla, Kissidougou, ainsi que le territoire de la région militaire de la Guinée française.

Le ressort de la justice de paix à compétence étendue de Boké comprend les cercles de Boké et Koumbia et le territoire du poste administratif de Mali (Sigon).

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

1er *mai.* — *Arrêté* du 3 avril promulguant dans les colonies constituant le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

3 *mai.* — *Arrêté* promulguant le décret du 2 mars 1913, modifiant celui du 16 juin 1902 qui a fixé les droits à percevoir sur les mandats-poste dans les relations entre la France, l'Algérie, les colonies françaises d'une part, les bureaux français à l'étranger d'autre part, et dans les rapports de ces derniers bureaux entre eux.

Arrêté rapportant celui du 25 octobre 1911 modifiant l'arrêté du 27 mars 1911 rendant applicables aux marchés d'entreprises passés pour les travaux à la charge du budget local et de ses annexes, les conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1899.

10 *mai.* — *Arrêté* du 12 avril interdisant l'emploi du feu pour la préparation des *tavy* et des terrains de culture. — Circulaire y relative.

Arrêté accordant à M. Villerme la concession du monopole de la pêche des huîtres perlières sur la Côte est de Madagascar entre Farafangana et Fort-Dauphin dans les limites de la baie Sainte-Luce.

Arrêté portant fixation des tarifs de transports effectués par les voitures automobiles pour des voyages spéciaux.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores** (Séance du 29 mai 1913). — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale française s'est réunie le 29 mai, sous la présidence de M. Eugène Buhan, président de la Section.

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

Présents ; MM. Eugène Buhan, président; J.-B. Sescau et Maurice Simon, vice-présidents; Jamet, Société minière de l'Andavakoera, de Dienval, le R. P. Piolet, H. Nouvion, Guillaume Grandidier, Darrieux, Henri Mager, Evaux, de Saboulin (Compagnie des Messageries maritimes), Bourdariat.

Excusés : MM. Perben et de la Motte Saint-Pierre, vice-présidents; Vaquin et Schweitzer.

En ouvrant la séance, M. le Président dit que la Section sera profondément peinée d'apprendre que l'état de santé de M. Depincé, qui laissait à désirer depuis quelque temps, s'étant subitement aggravé, une opération a été reconnue nécessaire. Il est très heureux d'ajouter qu'elle a eu lieu ces jours derniers dans des conditions telles qu'on est en droit d'espérer son prompt rétablissement. Il se fera l'interprète de la Section en exprimant à M. Depincé ses sentiments de profonde sympathie et ses vœux les plus vifs.

Le procès-verbal de la séance du 6 mars, qui a été publié dans la *Quinzaine coloniale* du 25 mars, est adopté.

Travaux publics. — M. le Président rappelle qu'au cours de sa dernière séance, la Section a renvoyé à l'examen d'une commission composée de MM. Gueugnier, de la Motte Saint-Pierre, Guillaume Grandidier et Henri Mager, la lettre de M. le ministre des Colonies, en date du 17 février, relative aux vœux du Congrès de

l'Afrique orientale en ce qui concerne plus particulièrement les travaux publics à exécuter à Madagascar.

M. Grandidier fait connaître les conclusions auxquelles a abouti la commission. Il dit que celle-ci a tout d'abord enregistré, avec satisfaction, la promesse de M. le gouverneur général de Madagascar de soumettre désormais le programme des travaux publics à exécuter dans chaque circonscription aux Chambres consultatives et aux Comices agricoles intéressés. La commission a reconnu d'ailleurs le bien fondé des objections élevées par l'administration à l'encontre de certains travaux dont l'exécution peut être ajournée, mais elle a été unanime à penser qu'il y avait lieu d'insister pour obtenir la mise à l'étude d'une route qui, remontant jusqu'à un point à déterminer la vallée du Sambirano, assurerait le développement rapide de cette région, l'une des plus fertiles de l'île.

Il sera répondu dans ce sens à M. le ministre des Colonies.

Correspondance. — Il est donné lecture de trois lettres adressées, le 18 mars dernier, à M. le gouverneur général et qui se rapportent à des décisions prises par la Section dans sa séance du 6 mars : la première, relative à l'abaissement des droits de consommation sur les sucres, expose les raisons qui militent en faveur de cette mesure qui devrait avoir comme contre-partie une diminution correspondante des taxes de consommation dont sont frappés à la Réunion les produits de Madagascar; — la seconde lettre appelle l'attention de M. Picquié sur la charge excessive imposée aux commerçants et aux colons de la Grande Ile par la taxe de consommation perçue sur les sacs de jute que la Section propose de ramener à 2 centimes par kilogramme de sacs vides, le délai de réexportation étant en outre porté de dix-huit mois à deux ans; — la troisième lettre est relative à l'insuffisance de la main-d'œuvre locale et à l'urgence d'y porter remède par l'introduction de travailleurs étrangers, hindous ou javanais.

Au sujet de cette dernière question, M. Darrieux observe qu'à son sens l'émigration dans nos colonies de travailleurs français n'est pas suffisamment encouragée. Les pouvoirs publics devraient s'en occuper et s'efforcer de détourner vers nos colonies le courant qui porte tant de nos compatriotes, des pays basques notamment, à émigrer en Amérique. Il demande qu'une enquête soit faite auprès des préfets des départements fournissant les plus forts contingents d'émigrants à l'effet de déterminer les causes qui poussent ceux-ci à s'expatrier.

M. le Président répond que la proposition de M. Darrieux soulève un problème des plus complexes. Il ne faudrait pas croire, cependant, que la question soit nouvelle. Elle a déjà été maintes fois étudiée. Elle se complique de ce que, à Madagascar, le climat interdit à l'Européen un travail manuel prolongé. Il ne peut donc être question d'y utiliser la main-d'œuvre blanche. Les seuls émigrants à envoyer dans la Grande Ile sont ceux munis de capitaux.

M. Darrieux précise que c'est bien d'émigrants aptes à faire œuvre de colons qu'il entend parler. Il s'agit, dans son esprit, de constituer à Madagascar quelques noyaux de familles basques qui ne manqueraient pas, en cas de succès, de susciter de nouvelles recrues.

C'est là, dit le R. P. Piolet, une vieille idée de tous les coloniaux français. L'Union coloniale, d'accord avec l'administration, l'a mise en pratique il y a une quinzaine d'années. Il s'en faut malheureusement qu'elle ait produit les résultats qu'on en attendait. A la suite d'une propagande active, des centaines de familles sont parties en Nouvelle-Calédonie, la plupart s'y sont ruinées. Le R. P. Piolet tient à mettre la Section en garde. A son avis, elle fera bien de n'avancer dans cette voie qu'avec la plus extrême prudence.

M. Grandidier dit qu'un autre exemple, non moins probant, de la difficulté du problème, est fourni par l'essai de colonisation militaire tenté vers 1900 par le gouvernement général de Madagascar. Là encore, insuccès complet, malgré tout ce que le général Gallieni a fait pour faciliter la tâche des soldats-colons.

M. Jamet revient sur la proposition de M. Darrieux. Il insiste pour que des renseignements soient demandés aux autorités compétentes sur l'importance et les conditions de l'émigration française.

M. le Président clôt la discussion qui pourra reprendre plus utilement quand elle aura été mise au point en Commission. Il annonce à ce sujet que la nécessité est apparue de constituer au sein de la Section, pour assurer la bonne marche de ses travaux, des commissions permanentes devant lesquelles seront renvoyées les questions qui paraîtront devoir comporter une étude préliminaire. Ces commissions seront organisées au cours de la prochaine séance.

Au sujet d'une délibération de la Chambre des mines de Tananarive. — Il est donné lecture d'une lettre de M. Jamet signalant à l'attention du Bureau la délibération prise par la Chambre des mines de Tananarive le 31 janvier dernier et qui souligne un malentendu regrettable entre cette compagnie et la Section de Madagascar.

Suivant cette délibération, notre Section aurait « adopté et pré-« senté au ministre des Colonies une motion tendant à remplacer « par un pourcentage sur les bénéfices la taxe *ad valorem* actuelle-« ment en vigueur sur la production des mines d'or, des pierres « et des métaux précieux ».

La Chambre proteste contre cette motion.

M. Jamet estime qu'une mise au point s'impose, nos intentions ayant été, comme il est facile de s'en rendre compte, mal comprises.

M. le Président fait observer que le désaccord est plus apparent que réel. Il est dû manifestement, comme le pense M. Jamet, à une interprétation erronée du vœu exprimé par la Section.

Nous avons simplement demandé que faculté fût laissée aux exploitations filoniennes et de dragage de remplacer la taxe *ad valorem* par le paiement de 10 0/0 de leurs bénéfices nets annuels. Il ne s'agit donc aucunement, comme le donne à entendre le procès-verbal de la Chambre des mines, de la suppression de la taxe *ad valorem* à laquelle de toute façon resterait soumise l'entière production alluvionnaire, la plus importante à Madagascar.

M. le Président rappelle que l'unanimité s'est faite dans la Section sur l'impérieuse nécessité de cette réforme. Si, en effet, une taxe sur le brut peut s'admettre pour les exploitations traitant des gisements alluvionnaires, elle entraîne pour les exploitations filoniennes et de dragage de tels aléas que leur constitution est rendue souvent impossible. Il est donc équitable de laisser à ces dernières la faculté d'opter pour le pourcentage sur les bénéfices si elles estiment que ce mode de taxation sauvegarde mieux leurs intérêts.

La Section n'a pas demandé autre chose. On conviendra que cette réforme ne ferait courir aucun risque à l'avenir économique et financier de la colonie ; bien au contraire, elle créerait de nouvelles ressources au budget local en favorisant la création d'entreprises qui ne pourraient prospérer sous le régime actuel.

Ces éclaircissements, ajoute M. le Président, seront transmis par le prochain courrier, avec le libellé exact de nos vœux, à la Chambre des Mines, qui, nous l'espérons, en reconnaîtra la sagesse, car l'union est plus nécessaire que jamais entre les divers groupements qui défendent les intérêts économiques de la Grande Ile.

Les déclarations de M. le Président sont approuvées sans réserve par la Section.

Projet de décret minier. — M. le Président annonce qu'il fera incessamment une nouvelle démarche au ministère des Colonies à l'effet de savoir où en est la question de la nouvelle législation minière. Il insistera pour que communication du projet de décret soit faite assez à temps à la Section pour que celle-ci puisse, s'il y a lieu, formuler ses observations.

Régime des eaux et des associations syndicales à Madagascar. — Lecture est donnée d'une lettre, en date du 28 avril, par laquelle M. le ministre des Colonies informe l'Union coloniale de la mesure dans laquelle il lui a paru possible de tenir compte des quelques modifications que la Section aurait désiré voir introduire dans le projet de décret sur le régime des eaux et celui sur les associations syndicales à Madagascar.

Régime de la vanilline. — M. Maurice Simon fait connaître l'état de la question. Il dépose sur le bureau quelques exemplaires imprimés de la proposition de loi, définitivement au point, tendant à différencier les produits aromatisés avec de la vanille naturelle de ceux parfumés à la vanilline. Cette proposition, qui s'inspire de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes, a été élaborée, on le sait, par la Section de Madagascar d'accord avec le Syndicat des Planteurs de vanille. Il ne reste plus qu'à recueillir le nombre requis de signatures pour qu'elle puisse être présentée au Parlement. M. Maurice Simon s'y emploie d'accord avec M. Chailley : plusieurs députés sollicités ont déjà donné leur adhésion. L'affaire est donc en très bonne voie.

Le projet de loi, précédé d'un exposé des motifs qui justifie la nécessité de la réforme, est ainsi conçu :

Article premier. — Nul ne pourra exposer, mettre en vente ou vendre des produits portant la mention : « parfumé à la vanilline », « vanilliné », ou toute autre ayant pour but d'indiquer que le produit est aromatisé au moyen d'un succédané chimique de la vanille, si cette mention n'est pas immédiatement suivie des mots : AROME ARTIFICIEL.

Le qualificatif *arome artificiel* devra être inscrit sans abréviations, en caractères de dimensions au moins égales à celles des mots désignant l'arome dont il a pour but de spécifier la nature.

Art. 2. — Toute infraction à la disposition qui précède sera punie d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1.000 fr.), et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

Communications maritimes. — M. le Président se félicite de la présence de M. de Saboulin, secrétaire de la Direction de la Compagnie des Messageries maritimes. Il le prie de vouloir bien, dans la mesure du possible, faire connaître à la Section l'état actuel des négociations avec le gouvernement général en ce qui concerne l'organisation des services locaux.

M. de Saboulin dit qu'il comprend les légitimes préoccupations que fait naître l'état actuel des services maritimes locaux à Madagascar. La Compagnie des Messageries maritimes est loin de rester indifférente à ces préoccupations, ses intérêts propres, tout comme ceux des commerçants, souffrent d'un état de choses qu'il n'a pas dépendu d'elle de modifier plus rapidement.

En somme la question se présente comme suit :

Du jour où, en application des dispositions de son nouveau cahier des charges, la Compagnie a eu entre la France et Madagascar 26 voyages annuels au lieu de 24, les correspondances jadis assurées entre les navires des lignes annexes et ceux des grandes lignes n'ont pas pu être maintenues. Une modification des contrats locaux devenait nécessaire. Cette modification, on pouvait la concevoir de deux façons : ou supprimer une partie des parcours pour permettre aux navires dont on allégeait les services d'assurer le plus grand nombre des correspondances, ou ne rien changer aux itinéraires, les développer même dans une certaine mesure et mettre en ligne un quatrième navire.

La colonie n'a pas accepté la première combinaison et la seconde lui a paru entraîner des charges financières trop lourdes.

Entre la colonie et la Compagnie les pourparlers continuent, au sujet desquels M. de Saboulin s'excuse d'être tenu à la plus grande réserve, mais ils paraissent devoir bientôt aboutir, le ministère des Colonies s'occupant également de la question.

Au sujet du taux élevé de subvention qu'on reproche aux Messageries maritimes de demander pour les services locaux de Madagascar, M. de Saboulin rappelle que ces services font partie du domaine privé de la Compagnie, que leur exploitation doit donc être considérée, abstraction faite de celle des lignes principales, et qu'elle doit, ainsi envisagée, présenter une légitime rémunération du capital. Or c'est un fait qu'actuellement le trafic local et surtout le trafic entre Madagascar et l'Afrique du Sud est à ce point insuffisant que l'exploitation envisagée ne peut être assurée à des conditions raisonnables avec une subvention inférieure à celle demandée. A ce sujet, la bonne foi de la Compagnie est établie par ce fait que de son propre mouvement elle a fait connaître au gouverneur général qu'elle était prête à accepter le principe de la réversibilité annuelle de cette subvention.

M. de Saboulin redit, en terminant, le ferme espoir qu'il a de voir les choses s'arranger à brève échéance.

M. le Président remercie M. de Saboulin de ses explications. Cette question des transports maritimes, dit-il, revêt, au point de vue de l'avenir économique de Madagascar et des Comores, une importance considérable ; aussi préoccupe-t-elle au plus haut degré tous ceux qui ont des intérêts dans ces colonies. Il espère qu'il aura été tenu le plus grand compte, au cours des négociations qui se terminent, des desiderata de la Section en ce qui concerne notamment le service entre Madagascar de l'Afrique du Sud et la ligne annexe des Comores dont l'organisation actuelle laisse encore à désirer. Il exprime en outre le vœu que le gouvernement général trouve une combinaison qui assure lesdits services.

En terminant, M. le Président engage la commission des transports maritimes à reprendre ses travaux en vue d'étudier l'ensemble de la question.

M. de Dienval signale que les colons de Mayotte reçoivent deux courriers par mois, ce qui est bien, mais par contre, n'ont la possibilité d'en expédier qu'un. Il serait désirable, pour mettre fin à cette situation très incommode, que la poste pût être acheminée sur France *via* Zanzibar.

M. le Président donne lecture d'une communication du Syndicat des Chargeurs de Madagascar rendant compte des démarches faites auprès de la Compagnie des Messageries maritimes par le bureau du Syndicat au sujet :

1° Du préjudice grave que porte aux Chargeurs la modification, sans préavis, des tarifs publiés par les compagnies chaque année;

2° De la possibilité de mettre éventuellement sur la ligne, si du tonnage en souffrance l'exige, des navires affrétés pour le compte du Syndicat.

Sur le premier point, satisfaction a été donnée dans une certaine mesure aux Chargeurs: la Compagnie prendra à l'avenir ses dispositions pour qu'aucune majoration des taux de fret ne soit appliquée aux marchandises de ou pour Madagascar, sans qu'un avis de trois mois en soit donné. Le Syndicat estime que ce préavis devrait être porté à six mois pour les marchandises faisant l'objet de marchés avec livraison à long terme ; il continuera ses démarches dans ce sens.

Sur le second point le Syndicat a essuyé un refus. Il ne perd pas espoir cependant de trouver un terrain d'entente avec les Compagnies intéressées.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Bourdariat, ancien président de la Chambre consultative de Tananarive, arrivé au cours de la séance, et qui prend part pour la première fois aux travaux de la Section.

M. Bourdariat remercie. Il déclare qu'il a écouté avec beaucoup d'attention les explications de M. le Président concernant la taxation des mines. Elles sont de nature à dissiper le malentendu qui s'est produit et à rassurer complètement les membres de la Chambre des mines qui redoutaient que l'adoption du vœu de la Section eût pour conséquence l'application aux exploitations alluvionnaires de la taxation sur les bénéfices.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 heures.

Colonisation. — **Le régime des eaux à Madagascar.** — Un décret du 3 juin, promulgué au *Journal officiel* métropolitain du 11, réglemente le régime des eaux à Madagascar. En voici l'exposé des motifs :

« Les progrès continus de l'agriculture, de l'industrie et de la salubrité publique à Madagascar rendent tous les jours plus nécessaires et plus nombreux les travaux d'irrigation et de curage de drainage et d'endiguement, de lavages des minerais et de créa, tion d'usines hydrauliques, d'assèchement des étangs et d'assainissement des régions marécageuses.

« Le problème complexe et d'une si grande importance aux colonies de l'utilisation des eaux met en présence les droits parfois opposés des riverains et des occupants, des usagers et de concessionnaires des fonds servant et des fonds dominant, des diverses autorités locales. Les uns réclament pour leurs intérêts particuliers des garanties et des sûretés, les autres pour la défense de l'intérêt public des pouvoirs et des prérogatives.

« Sans doute le décret du 26 septembre 1902, relatif au domaine public dans la Grande Ile, avait nettement posé le principe de la domanialité de toutes les eaux, mais il était resté à l'état d'affirmation théorique et générale jusqu'au jour où le développement économique de la colonie avait imposé une réglementation particulière des eaux du domaine public. L'arrêté local du 9 mai 1906 a bien défini certains modes d'utilisation des eaux du domaine public, mais la pratique a relevé les lacunes et le caractère en quelque sorte provisoire de cet acte.

« Il était donc devenu indispensable de reprendre la question dans son ensemble, de préciser nettement les droits et les obligations, en la matière, de chacun des intéressés, de ne pas se borner à poser quelques principes, mais encore de prévoir dans une réglementation détaillée toutes les applications pratiques dont ceux-ci peuvent être l'objet.

« Les dispositions du nouveau décret ont été inspirées à la fois par le souci de réaliser à Madagascar les améliorations que depuis longtemps en France, des voix autorisées suggéraient d'introduire dans la législation métropolitaine et par la préoccupation de faire bénéficier la Grande Ile des résultats que, dans cet ordre d'idées, la pratique a révélés dans les autres colonies. »

(A signaler que ce décret a donné lieu à la publication d'un *errata* qui a paru au *Journal officiel* du 14 juin, p. 5099.)

Les associations syndicales à Madagascar. — En même temps que le décret portant réglementation des eaux, le *Journal officiel* du 14 juin a publié un second décret fixant la législation des associations syndicales à Madagascar.

Ne pouvant, faute de place, publier le texte intégral de ce document, nous en reproduisons l'exposé des motifs qui fait connaître l'économie de la réforme :

« Dans un pays neuf essentiellement agricole et à population clairsemée, l'association en vue de certains travaux de tous les individus susceptibles de profiter de ceux-ci semble s'imposer avec encore plus de force que dans la métropole.

« Le développement économique de la Grande Ile et la solidarité entre les générations successives paraissent exiger que les efforts des intéressés soient coordonnés et organisés pour mener à bien non seulement les entreprises de défense et de protection (comme celles que rendent nécessaires les menaces d'empiètement de la mer, les dégâts éventuels des inondations, les risques d'ensablement des canaux, les dangers des pestilences des régions marécageuses), non seulement celles qui assurent un bénéfice direct à ceux qui les assument (tels : l'ouverture des voies de communication, l'irrigation et le colmatage, l'aménagement en vue de fins industrielles des cours d'eau, la mise en valeur des terres incultes) mais encore celles qui ne comportent pas de profit immédiat (comme l'assainissement des espaces insalubres, le reboisement et l'aménagement des forêts).

« Il serait prématuré, alors que peuvent se produire et des conflits entre les éléments ethniques d'origine différente et des tentatives de spéculation, de laisser des associations syndicales se créer en dehors de toute intervention de l'autorité locale. Aussi le décret prévoit-il que si aucune association libre ne pourra se constituer, les associations forcées ne seront possibles que dans des cas nettement définis et avec des garanties certaines.

« Le fonctionnement de ces nouveaux organismes a été entouré d'aussi peu de règles et de formalités que possible.

« Cette réglementation repose sur la base de l'extension à Madagascar, harmonisée et adaptée aux conditions particulières de

cette colonie, de la législation actuellement en vigueur en la matière dans la métropole. Son application ne peut que hâter et favoriser l'essor économique de la Grande Ile. »

(De même que pour le décret sur le régime des eaux, un errata a paru, concernant ce décret, au *Journal officiel* du 14 juin, p. 5099).

Usine pour la préparation des produits du porc. — On signale la construction à Tananarive d'une grande usine qui aura pour objet la préparation du saindoux et l'industrie de tous les produits du porc. Cette usine, qui est appelée à développer encore l'élevage, déjà très répandu du porc sur les Hauts Plateaux sera vraisemblablement terminée en janvier 1914 et pourra fonctionner à cette époque.

FINANCES. — **Résultats financiers de l'exercice 1912.** — Un câblogramme adressé au ministre des Colonies par M. Picquié, gouverneur général de Madagascar, rend compte comme suit des résultats définitifs obtenus par la colonie pour l'exercice de 1912.

1° Budget ordinaire :

Les recettes s'élèvent à.....	Fr.	30.717.573 49
Les dépenses sont de.....		25.481.919 11
L'excédent des recettes ressort à.....		5.235.184 35

2° Budget annexe du chemin de fer :

Les recettes s'élèvent à.....	Fr.	2.086.186 64
Les dépenses sont de.....		1.967.057 75
L'excédent des recettes ressort à.....		119.128 89

3° Le total des excédents de recettes à verser à la caisse de réserve atteint la somme de 5.354.983 fr. 27 dépassant de 205.368 fr. 81 l'excédent de l'exercice de 1911.

GÉNÉRALITÉS. — **La fête des enfants.** — La fête des enfants malgaches a eu lieu à Tananarive le 28 avril dernier.

La fête des enfants est en même temps la fête de l'enseignement officiel. C'est, en effet, ce jour-là qu'a lieu la distribution des prix au concours général entre les écoles officielles.

Après la remise des prix, a lieu la distribution des récompenses aux nombreuses mères de famille ayant 8 enfants vivants ou plus.

Cette journée de réjouissances a été une nouvelle manifestation de la grande affection de la population de l'Emyrne pour l'enfance, elle a permis à cette même population de prouver à nouveau au gouverneur général, M. Picquié, sa grande reconnaissance pour avoir, dès son arrivée à Madagascar, rétabli cette fête si populaire et si goûtée des enfants et de la population.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

7 *avril.* — *Arrêté* du 23 mars convoquant à Hanoï, pour le 7 avril 1913, le conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène en Indochine.

10 *avril.* — *Arrêté* du 8 avril instituant à Paris des examens pour l'obtention des brevets du 1er et 2e degrés des langues annamite et cambodgienne et du brevet de caractères chinois. Seront seuls admis à se présenter à ces examens les fonctionnaires, employés ou agents civils de l'Indochine dûment autorisés à cet effet, avant leur départ en congé, par le gouverneur général de l'Indochine.

Procès-verbal de la séance du 5 février 1913 (matin) du Conseil de gouvernement de l'Indochine (Session extraordinaire de 1913).

14 *avril.* — *Arrêté* du 7 avril autorisant l'exécution en régie des travaux de transport de matériel de voie, pose de voie et ballastage de la section comprise en Phan-rang Tour-cham et Xom-gon (Km. 30), ligne Saigon-Khanh-hoa-Lang-bian. Le montant des dépenses autorisées est fixé à la somme de 93.000 piastres.

Arrêté du 8 avril admettant à la circulation et à la vente au Tonkin et dans les trois provinces du Nord-Annam les alcools indigènes ordinaires ayant une force alcoolique égale ou supérieure à 35 degrés réels.

Compte rendu général de l'administration de la justice en Indochine pendant l'année 1912.

21 *avril.* — *Circulaire* du gouverneur général, en date du 14 avril, au sujet de la préparation d'un programme d'assistance médicale à échelonner sur cinq années.

Arrêté du 15 avril portant réorganisation de l'Ecole des travaux publics créée à Hanoi pour la préparation des indigènes au grade d'agent technique indigène des travaux publics.

24 *avril.* — *Circulaire* ministérielle, en date du 22 mars 1913, sur le régime financier des colonies.

28 *avril.* — *Arrêté* du 23 avril promulguant les décrets du 12 mars portant : 1° réorganisation du service forestier de l'Indochine ; 2° suppression de l'emploi d'inspecteur-conseil des services agricoles et commerciaux de l'Indochine.

1er *mai.* — *Arrêté* du 27 avril modifiant l'article 252 de l'arrêté du 16 mars 1910, réglementant en Indochine la procédure en matière civile indigène devant les tribunaux français.

FINANCES. — **Situation des recettes du budget général au 31 mai 1913.** — Le gouvernement général vient de câbler à M. le ministre des Colonies le résultat des cinq premiers mois de l'exercice financier 1913, pour les quatre premiers articles du budget général.

Les recettes effectuées à la fin de mai s'élèvent à 16.660.172 piastres ; la plus-value sur les évaluations budgétaires est de 2.085.292 piastres et l'augmentation sur la période correspondante de 1912 est de 748.754 piastres.

La plus-value que les évaluations budgétaires escomptaient pour l'ensemble de l'exercice 1913 (tous les revenus compris) n'était que de 290.000 piastres. La situation est donc bonne.

A signaler notamment qu'en dépit des événements du mois d'avril, la plus-value sur les évaluations budgétaires a été en mai de 438.187 piastres, l'augmentation sur mai 1912 étant de 120.529 piastres.

Contrôle financier. — Un décret du 28 mai 1913 (*Journal officiel* du 8 juin 1913) décide que les attributions dévolues au directeur du contrôle financier par le décret du 22 mars 1907, sont étendues au budget du territoire de Kouang-Tcheou-Wan, aux budgets des diverses municipalités et des Chambres de commerce de l'Indochine.

Un second décret portant la date du 25 mai 1913 (*Journal officiel* du 13 juin 1913) modifie comme suit l'article 4 du décret du 22 mars 1907 précité :

« Le contrôleur financier adresse directement, chaque trimestre, au ministre des Colonies et au ministre des Finances, un rapport détaillé sur la situation budgétaire et sur le fonctionnement des services financiers de la colonie. Il remet en même temps copie de ce rapport au gouverneur général. »

Police des cours d'eau. — Un arrêté du gouverneur général de l'Indochine, en date du 12 mai, réglemente la police des cours d'eau en Indochine.

Aux termes de l'article premier de cet arrêté, il est défendu d'établir sans autorisation sur les fleuves, rivières, cours d'eau et leurs dépendances, des barrages ou obstacles quelconques au libre écoulement de l'eau ; de pratiquer sans autorisation des prises d'eau ; de faire sans autorisation des plantations dans le lit des cours d'eau, d'y extraire des matériaux, d'y jeter des immondices ou substances quelconques de nature à contaminer l'eau ; de porter atteinte d'une façon quelconque aux ouvrages ou installations existant sur les rivières ou cours d'eau, leurs rives et dépendances, ou les jouxtant, non plus qu'aux écluses, barrages, épis, quais et digues ; de faire dans ces dernières des coupures ou des rigoles et de pratiquer des fouilles ou excavations à moins de 50 mètres de leur pied extérieur.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

10 *avril.* — *Arrêté* du 4 avril rendant exécutoire l'ordonnance royale du 1er février 1913, portant suppression des budgets provinciaux en Annam.

Arrêté du 12 avril modifiant l'article 9 de l'arrêté du 1er août 1911 réglementant la fabrication, la vente des armes et munitions et le port d'armes en Annam.

21 *avril.* — *Arrêtés* du 27 décembre 1900 sur les taxes à percevoir dans les centres urbains de Thanh-hoa, Qui-nhon et Vinh.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

24 *avril.* — *Arrêté* du 4 avril portant répartition pour l'année 1913, entre les producteurs, des quantités de poivres du Cambodge à admettre en France au bénéfice de la détaxe coloniale.

Cochinchine. — ADJUDICATIONS. — **Délais pour les dépôts des soumissions.** — La Chambre de commerce de Saigon a été récemment saisie par un commerçant d'une réclamation au sujet de l'insuffisance des délais accordés pour le dépôt des soumissions dans les adjudications publiques relatives aux fournitures de gros matériel, que très peu de maisons seulement peuvent avoir en stock dans leurs magasins. Consultés, les membres de la Chambre se sont montrés favorables à cette réclamation. L'un d'eux a cependant fait ressortir, au cours de la discussion, que le système actuel favorise les maisons qui ont constitué des stocks sur place et les chantiers de construction locaux. Quoique l'observation ait été reconnue juste en principe, la Chambre a considéré que, pour les fournitures importantes, se référant à du gros matériel, il est nécessaire de fixer des délais suffisants pour que les commerçants intéressés aient tout le temps nécessaire pour consulter les maisons de France. Un vœu a été émis dans ce sens.

COLONISATION. — **Création d'un service de renseignements.** — Le gouverneur de la Cochinchine vient de créer à titre d'essai, dans les bureaux du gouvernement, un service de renseignements économiques et de la colonisation qui aura, dans ses attributions, les questions suivantes :

Centralisation des rapports économiques ; renseignements agricoles ; rapports avec la Chambre d'agriculture ; colonisation, immigration, main-d'œuvre ; sociétés agricoles ; élevage, haras et jumenteries, épizooties, courses ; enseignement professionnel agricole ; régime monétaire, banques, caisses d'épargne ; statistiques.

M. Lan, inspecteur des services agricoles et commerciaux, est placé à la tête du nouveau service. M. Colombon, administrateur des serviees civils, lui est adjoint.

Irrigations : mission de M. Normandin. — M. Normandin, ingénieur des travaux publics, chargé par le gouvernement général de l'étude du programme d'irrigations à réaliser en Cochinchine, est arrivé fin mars à Saigon, venant des Indes.

On sait que M. Normandin s'était rendu dans la grande possession asiatique anglaise pour compléter sa documentation sur les travaux entrepris par tous nos voisins au sujet de l'hydraulique agricole. M. Normandin revient de son voyage plus que jamais convaincu de l'urgence des travaux à entreprendre pour une meilleure exploitation des rizières cochinchinoises.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de l'Indochine française.*

17 *avril.* — *Arrêté* du 19 mars réorganisant les Conseils provinciaux de notables indigènes et la Chambre consultative indigène au Tonkin.

21 *avril.* — *Arrêté* du 12 avril autorisant le prélèvement sur la caisse de réserve et de prévoyance du Tonkin d'une somme de 100.000 piastres pour la continuation des travaux de réfection des digues du delta.

Arrêté du résident supérieur, en date du 25 mars, réglant l'application de l'arrêté du 19 mars 1913 portant réorganisation des conseils provinciaux de notables indigènes et de la Chambre consultative indigène du Tonkin.

ADMINISTRATION. — **Limite d'âge d'admissibilité aux emplois administratifs.** — Suivant un décret du 17 mai, paru à l'*Officiel* du 17 juin, nul ne pourra désormais être nommé à un emploi soumis au régime de la caisse locale des retraites de l'Indochine, s'il est âgé de plus de trente ans, à moins qu'il ne puisse réunir à cinquante-cinq ans d'âge, les conditions nécessaires pour l'obtention d'une pension d'ancienneté dudit régime. Cette condition est indépendante de celles exigées par les règlements organiques pour l'obtention dudit emploi et s'ajoute à ces dernières.

Réorganisation des Conseils provinciaux et de la Chambre consultative indigène. — Voici les principales, dispositions de l'arrêté du gouverneur général du 19 mars dernier organisant la représentation indigène au Tonkin :

La représentation indigène au Tonkin est constituée : 1° par des conseils provinciaux de notables indigènes ; 2° par une Chambre consultative.

Il est créé dans chaque province ou territoire militaire un *conseil provincial* de notables indigènes.

Les conseillers provinciaux sont élus par un collège comprenant : les chefs et sous-chefs de canton ; les tiên-chi et thu-chi ; les ly-truong ; les anciens chefs et sous-chefs de canton titulaires.

Ne peuvent être élus conseillers provinciaux les indigènes âgés de moins de trente ans, les fonctionnaires en activité recevant un traitement payé sur les fonds du budget général ou du budget local, les anciens fonctionnaires révoqués, les individus condamnés par les tribunaux français ou les tribunaux indigènes. Les conseillers provinciaux ne peuvent être élus que parmi les indigènes ayant leur domicile dans la province ou parmi ceux qui y paient l'impôt foncier. Nul ne peut être élu membre de plusieurs conseils provinciaux. La durée du mandat des conseillers provinciaux est de trois ans. Il est indéfiniment renouvelable.

Dans les provinces ou territoires peuplés d'Asiatiques autres que ceux de race annamite, les membres des conseils provinciaux pourront être désignés par le résident supérieur.

Les conseils provinciaux sont obligatoirement consultés : 1° sur les propositions adressées par les chefs de province et les commandants de territoire au résident supérieur et concernant les titres III et VI du budget local (dépenses d'intérêt économique

et social); 2° sur les changements proposés au territoire des circonscriptipns; 3° sur les travaux d'entretien et de construction de routes, digues et canaux.

Ils peuvent être consultés par l'administration sur toutes les questions intéressant la province ou le territoire.

Tous vœux politiques sont interdits. Néanmoins le conseil peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale.

Les conseils provinciaux sont présidés par les résidents chefs de province et dans les territoires militaires par les commandants de ces territoires.

Chaque année, les conseils provinciaux sont réunis obligatoirement, en session ordinaire au début du mois de mai, sur la convocation du chef de province ou du commandant de territoire.

La *Chambre consultative indigène* est appelée à donner son avis sur les questions d'ordre général susceptibles d'intéresser la population indigène.

La Chambre consultative se compose :

1° De représentants de la population élus à raison de un représentant pour 20.000 contribuables. Ces représentants sont nommés par un collège électoral comprenant : les chefs et sous-chefs de canton; les anciens fonctionnaires retraités et les fonctionnaires de l'administration indigène ; les titulaires des grades de l'enseignement indigène, des diplômes de l'enseignement primaire supérieur, secondaire et supérieur français, du diplôme de fin d'études de l'enseignement franco-annamite; les titulaire d'un grade de mandarinat; les délégués des villages choisis dans les conditions déterminées par le résident supérieur; les anciens sous-officiers retraités de l'armée de terre et de mer et de la garde indigène; les secrétaires-interprètes et assimilés employés dans les divers services de l'administration française ;

2° De patentés annamites élus par les commerçants patentés;

3° De fonctionnaires et notables de la haute et moyenne région nommés par le résident supérieur au Tonkin sur la proposition des chefs des provinces intéressées et dans une proportion qui sera déterminée ultérieurement par arrêté du résident supérieur.

La durée du mandat des membres de la Chambre consultative est de trois années. Ce mandat est indéfiniment renouvelable.

Sont inéligibles les indigènes âgés de moins de trente ans, les militaires et gardes indigènes ainsi que les fonctionnaires indigènes du protectorat, des services dépendant du gouvernement général et les fonctionnaires de l'administration indigène.

Ne sont ni électeurs ni éligibles : les fonctionnaires et agents révoqués de leurs fonctions et les individus condamnés par les tribunaux français ou indigènes.

La Chambre consultative se réunit chaque année à Hanoi dans la dernière quinzaine de juin sur la convocation du résident supérieur. La durée de la session est de dix jours.

La Chambre consultative est obligatoirement consultée sur le budget des recettes et sur les prévisions de dépenses inscrites aux titres III et VI du budget local (dépenses d'intérêt économique et d'intérêt social). Elle est appelée à donner également son avis sur toutes les questions qui lui seront soumises par l'Administration quinze jours avant l'ouverture de la session.

Les vœux que la Chambre pourra émettre sur toutes autres questions que celles indiquées à l'article précédent ne pourront être discutés qu'après avoir été communiqués, par l'intermédiaire du président, au résident supérieur qui décidera s'il y a lieu d'inscrire l'examen de ces vœux à l'ordre du jour d'une des séances de la session. — Tous vœux politiques sont interdits.

La Chambre consultative indigène peut être dissoute par le gouverneur général, sur la proposition motivée du résident supérieur.

COMMERCE. — **Chambre de commerce d'Haiphong.** — Au cours de sa séance du 5 mai dernier, la Chambre de commerce a notamment examiné les questions suivantes :

Projet d'arrêté instituant *l'école professionnelle* de Haiphong: la Chambre demandera à M. le résident supérieur de compléter la composition de la commission d'administration par l'adjonction d'un membre indigène de la Chambre de commerce.

Projet de règlement relatif à la vente et à l'abatage en vue de l'exportation des *animaux de race bovine et bubaline:* la Chambre estime que le moins de gêne possible dans l'exportation serait désirable, mais elle se rangera à l'avis de la Chambre d'agriculture, plus directement intéressée.

Consultée sur l'opportunité de la création d'un service de *contrôle des matières d'or et d'argent* en Indochine, la Chambre a émis un avis favorable à cette création, mais sous la réserve que ce contrôle serait facultatif. (La Chambre de commerce d'Hanoi s'est prononcée dans le même sens).

Le président a fait connaître que la Commission chargée d'étudier le projet de cahier des charges préparé en vue de la concession des *services coloniaux de navigation*, n'a présenté aucune objection de principe. La Chambre a donc adopté ce projet en demandant toutefois que les départs des courriers français et des courriers dits anglais aient lieu à intervalles égaux.

Au cours de la séance suivante de la Chambre de commerce, M. Roque a signalé de nouveau les inconvénients graves qui résulteraient de l'application en Indochine de la *convention de commerce* et de navigation signée à Paris, le 19 août 1911, entre la *France et le Japon*. Il a fait remarquer que les Chambres de commerce de l'Indochine ont été unanimes à déclarer que cette mesure était prématurée et dangereuse. Il a demandé à la Chambre de rappeler à M. le résident supérieur sa délibération du 2 décembre 1912, où cette question a été traitée.

La Chambre s'est ralliée à la proposition de M. Roque et a prié son président de signaler à M. le résident supérieur les dangers qui pourraient résulter de l'application de cette convention en Indochine, tant au point de vue économique que politique.

NAVIGATION. — **Amélioration du port d'Haiphong.** — On sait que M. Berrué, inspecteur des colonies, a été chargé de se mettre en rapport avec le président de la Chambre de commerce d'Haiphong dans le but d'étudier les mesures que cette compagnie serait désireuse de voir adopter pour l'aménagement du port.

Au cours d'une récente séance de la Chambre de commerce, le président a fait connaître que M. l'inspecteur Berrué, à la suite des renseignements qui lui ont été fournis, a donné un avis favorable à l'émission d'un emprunt complémentaire gagé sur les excédents de recettes des taxes de péage. La commission des travaux étudiera le programme des travaux qui pourraient être réalisés avec cet emprunt complémentaire et soumettra ce programme à l'approbation de la Chambre.

Kouang-tchéou-wan. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

10 *avril.* — *Arrêté* du 4 avril créant des droits de visite sanitaire sur les bœufs, buffles, porcs et chèvres exportés du territoire de Kouang-tchéou-wan.

Arrêté érigeant en commune l'agglomération de Tchékam.

1er *mai.* — *Arrêté* du 25 avril réglementant le port des armes à Kouang-tchéou-wan.

Etablissements français dans l'Inde. — JUSTICE. — **Journal judiciaire de l'Inde française.** — Le *Journal officiel* des Etablissements français dans l'Inde publie sous le titre de *Journal judiciaire de l'Inde française*, un supplément contenant le texte

des arrêts et jugements rendus par la Cour de cassation ou par les différentes juridictions de la colonie, et présentant de l'intérêt au point de vue de la jurisprudence.

Le premier fascicule de cette publication a paru sur 20 pages en annexe au numéro du 27 mai 1913 du *Journal officiel* des Etablissements français de l'Inde.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *mars.* — *Arrêté* du 8 février relatif aux droits de magasinage du service des douanes.

Arrêté du 22 février, promulguant en Nouvelle-Calédonie et dans ses dépendances et dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du Code civil relativement à la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle.

29 *mars.* — *Arrêté* du 29 mars promulguant le décret du 25 mars 1913, prorogeant jusqu'au 30 septembre 1913, le terme fixé pour la perception des taxes minières prévues par les décrets du 21 décembre 1905 et 28 mars 1908.

15 *mars.* — *Arrêté* du 19 décembre 1912 promulguant en Nouvelle-Calédonie le décret du 22 mai 1912, qui réglemente l'importation en France des viandes fraîches ou frigorifiques provenant des colonies françaises.

NAVIGATION. — **Appareils des bateaux à vapeur.** — Un décret du 22 mai 1913 (*Journal officiel* du 28 mai), rend applicable à la colonie les décrets des 9 octobre 1907, 25 avril 1910 et les lois des 21 juillet 1856 et 18 avril 1900, réglementant les appareils des bateaux à vapeur.

Nouvelles-Hébrides. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *mars.* — *Arrêté* promulguant en Nouvelle-Calédonie, dans ses dépendances et aux Nouvelles-Hébrides le décret du 10 décembre 1912 réglementant l'application générale du décret du 9 mai 1909, instituant des tribunaux français aux Nouvelles-Hébrides.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

GEORGES BOURDON. — *L'énigme allemande.* — In-12 de 478 pages. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Le goût public est aux enquêtes. Et quand la France et l'Allemagne, chacune de son côté, font un effort militaire tel que le monde n'en a jamais vu, quand leurs journaux semblent se défier, que des incidents multipliés accusent un état d'incertitude qui n'est pas sans alarmer, de part et d'autre, beaucoup de gens, quel sujet plus actuel que celui des sentiments vrais qu'elles portent en elles? Le voyage d'études effectué au delà des Vosges par M. Georges Bourdon et les impressions qu'il a notées dans le *Figaro* avaient été, pour cette raison, très remarqués, à l'étranger aussi bien qu'en France. Aujourd'hui, l'auteur reprend et achève son œuvre. Il a revu, refondu, complété ces études déjà si substantielles, il y a ajouté près des deux tiers d'inédit, et il nous offre un volume important, de forme sobre et forte, nourri de faits, riche d'observations, remarquable par son objectivité, et qui se distingue nettement des travaux similaires, souvent hâtifs et tendancieux. A quoi tient, dans le passé, l'attitude formidable de l'Allemagne? Quelles chances s'affronteront dans un conflit possible? Ce conflit est-il fatal? Quelles sont les dispositions réelles des Allemands de toutes classes? Quelle puissance, au juste, nos voisins de l'Est seraient-ils en mesure de mettre en œuvre contre nous? Ainsi sont posées et résolues les questions qui nous intéressent plus particulièrement : tendances nationales, éducation de la jeunesse, force militaire, capacité financière de l'Allemagne, etc. La conclusion de ces recherches consciencieuses, dégagées de tout *à priori*, est que les deux grandes nations militaires de l'Europe paraissent s'ignorer, méconnaître à la fois leur pensée intime et la direction de leurs véritables intérêts, et que lorsqu'elles se soupçonnent, c'est bien souvent à tort. Par là se justifie le mot du chancelier de Bethmann-Hollweg : « La guerre est toujours l'ouvrage des minorités fanatiques. » Après Fachoda, l'entente cordiale. Après Agadir et les récents incidents de frontière, n'y aura-t-il pas un rapprochement? Cruelle énigme qui enferme le secret d'un avenir peut-être tout proche! En lisant le livre de M. Georges Bourdon, on comprendra quels sont les intérêts réels de l'Allemagne, on verra où sont ses adversaires historiques, et l'on suivra l'auteur, lorsque dans un langage éloquent, il montre à notre pays quel est « le vrai chemin ».

CAPITAINE CLAUDE-LAFONTAINE. — *A travers l'Inde.* — In-12 de 281 pages. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

L'Inde prestigieuse, mère des religions et des civilisations, attirera toujours l'observateur curieux par son mystère persistant, en dépit des apparences brillantes de la domination anglaise. On lira donc avec fruit le récit de la randonnée que le capitaine Claude-Lafontaine a exécutée dans ce pays magique. Il a fort bien vu, et noté avec une précision pittoresque, les traits de mœurs des populations qu'il a visitées, le caractère immuable, malgré les adaptations européennes, des institutions et des formes sociales. Tour à tour, à la faveur de ce « spectacle dans un fauteuil », défilent devant nous, apparitions rapides, colorées, vivantes : Bombay, qui représente l'Inde moderne, avec son vaste mouvement d'affaires; Ahmedabad, la cité exubérante restée soumise à l'influence mogole, avec ses quinze mosquées; Ajmere, semblable à une ville arabe; le Radjpootana, hanté par les légendes radieuses du Ramayama; Amritsar, la Rome des Sikhs, la Mecque des Khalsa, les Elus; Delhi, qui s'enorgueillit de son passé trente-cinq fois séculaire, de ses ruines imposantes, de ses grands Mogols dont la puissance fut supérieure à celle des Romains; Lahore, au nom suggestif, avec le palais de son roi fameux; Luknow, où vit le souvenir de la terrible révolte de 1857; Bénarès, la ville sainte, avec ses vingt-cinq mille brahmanes; Calcutta enfin, la cité du large trafic, ancienne résidence des vice-rois. En regard de l'immense empire anglais, l'auteur a placé, poignant contraste, ce qui nous reste de l'effort épique de Dupleix. Le livre se termine par une description de Ceylan où lui fut révélée, dans son luxe insolent, la nature équatoriale primitive.

CAPITAINE MÉRA. — *Une page de politique coloniale* (Lord Cromer en Egypte 1883-1907). — In-8° de 78 pages. L. Fournier, éditeur, 264, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913. Prix : 2 francs.

Après un résumé de la politique égyptienne au cours du siècle dernier, l'auteur nous initie à l'œuvre de Lord Cromer (12 septembre 1883) en Egypte, œuvre à laquelle l'agent britannique consacra un quart de siècle.

C'est l'histoire de l'abaissement de l'influence française en cette Egypte, c'est une évocation de Fachoda et un souvenir aux missions Bonchamps et Marchand. On ne peut méconnaître, cependant, la collaboration de Lord Cromer à la convention franco-anglaise du 28 avril 1904, le premier des engagements écrits que les Anglais aient jamais pris à l'égard du statut politique de l'Egypte.

Ces pages sont à lire par ceux qui s'intéressent à la politique coloniale et à la politique extérieure, parce qu'ils y trouveront l'histoire de l'organisation d'un protectorat. C'est un document d'actualité au moment où nous pensons à organiser le Maroc.

PIERRE MILLE. — *Paraboles et diversions.* — In-12 de 288 pages. Stock et Cie, éditeurs, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Ce n'est plus la vaste terre, mais des tableaux intimes, des rencontres familières qui inspirent ici à l'auteur de *Barnavaux* ses récits si pittoresques et humains, et jamais peut-être le style de cet excellent écrivain n'eut plus de couleur, de souplesse et de force en sa diversité.

NED-NOLL. — *Almanach du Marsouin. Annuaire illustré des troupes coloniales 1913* (20e année). — In-8° de 252 pages. Henri-Charles Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913. Prix : 2 francs.

Pour la vingtième fois, l'*Almanach du Marsouin* voit le jour.

Il est à peine utile de rappeler ce qu'est cette si intéressante publication, due à l'auteur sympathique et connu qui répond au pseudonyme transparent de Ned-Noll.

Du reste, le sous-titre de l'ouvrage en indique bien la portée. Ce sous-titre est, on s'en souvient : *Annuaire illustré des troupes coloniales*. On n'illustre pas des listes d'ancienneté ni des listes donnant la composition des régiments. Mais on illustre de la manière la plus heureuse et la plus féconde des récits de guerre. C'est précisément ce qui est fait dans l'ouvrage de M. Ned-Noll.

Une première partie est intitulée : « L'Année militaire coloniale. » On y trouve, mise au point, la narration de tous les événements qui se sont passés en 1912 dans nos différentes colonies. Cette narration est faite sous la forme d'une monographie et nullement d'une simple nomenclature. Lorsque la chose est nécessaire pour « situer » les événements, l'auteur n'hésite pas à revenir en arrière et à en rappeler l'origine. La deuxième partie de l'ouvrage est l'annuaire proprement dit. Elle donne, sur les officiers et fonctionnaires coloniaux, les renseignements qu'on trouve généralement dans tous les annuaires.

CAPITAINE RENONDEAU. — *Règlement et manuel de tir de l'artillerie de campagne japonaise.* — In-8° de 256 pages. Prix : 5 francs. Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913.

« L'artillerie de campagne a pour but la guerre, qu'elle fait en coopération avec les autres armes, principalement l'infanterie. Pour remplir cette tâche, elle règle toujours sa conduite sur la situation du combat. Ossature de la bataille, elle donne aux autres armes leur liberté d'action. Son rôle essentiel est de faciliter le progrès général au cours du combat. » Ainsi s'exprime le nouveau règlement japonais sur l'artillerie de campagne, dont le capitaine Renondeau vient de publier une excellente traduction chez l'éditeur Lavauzelle. Ce nouveau règlement est le premier dans lequel les Japonais fassent état d'un matériel à tir rapide. D'autre part, il a été rédigé en vue de tenir compte de l'expérience de la guerre russo-japonaise. Il constitue donc un document du plus haut intérêt, non seulement au point de vue technique, mais également au point de vue tactique. Il est aussi particulièrement attachant de lire la conception du combat, rédigée à quelques années d'une grande guerre par ceux-là mêmes qui s'y illustrèrent.

VIALLATE ET CAUDEL. — *La vie politique dans les deux mondes.* — In-8° de 648 pages. Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913. Prix : 10 francs.

Cet ouvrage a pour but de tenir le public éclairé au courant, d'une manière précise, des événements politiques contemporains. Ses auteurs donnent, dans ce but, un résumé des faits politiques de l'année écoulée dans les deux mondes. Leur exposé est purement objectif; ils se bornent à grouper, de façon à les rendre intelligibles et à en montrer la suite, les grandes questions qui se posent dans les différents pays, les faits quotidiens qui forment la trame de la vie politique. Les questions économiques et sociales tiennent une place importante dans les chapitres consacrés à chaque pays. Ces études par pays sont complétées par des études d'ensemble sur : les actes internationaux, la vie économique et le mouvement socialiste, où se trouvent groupés des faits que la juxtaposition éclaire comme d'une lumière nouvelle et qui sont exposés plus en détail dans les autres parties de l'ouvrage.

Une table analytique et une table alphabétique détaillées font de ce livre un instrument de travail facile à consulter.

Ce volume, le sixième de la publication, embrasse les événements qui se sont produits du 1er octobre 1911 au 30 septembre 1912.

Mouvement des périodiques.

ARMATTE. — Les opérations militaires au Maroc. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mai 1913.)

LIEUTENANT-COLONEL AUBLET. — La forêt et l'arbre dans les colonies françaises. (*Revue de Géographie commerciale de Bordeaux*, avril 1913.)

AZÉMA. — Le monopole du riz à la Réunion. (*La Revue parlementaire des Colonies*, avril 1913.)

GEORGES BOUSSENOT. — La représentation des colonies. (*Revue parlementaire des Colonies*, avril 1913.)

ANTOINE CABATON. — Les jungles Moï. (*La Géographie*, 15 avril 1913.)

CAYLA. — Au Brésil. (*Bulletin de l'Union géographique du nord de la France*, janvier-mars 1913.)

J. CLOZEL. — Politique musulmane au Soudan. Pacification du Sahara soudanais. (*L'Afrique française*, avril 1913.)

F. DE COUTOULY. — La propriété foncière dans la coutume des Toucouleurs et les Déallonkés du Dinguiraye. (*La Revue indigène*, mars 1913.)

DARCHICOURT. — Le Tonkin agricole. (*Colonia*, mai 1913.)

JACQUES FEILLET. — Le chemin de fer de la Nouvelle-Calédonie. (*L'Océanie française*, avril 1913.)

HUBERT DE FELS. — Russie et Chine en Mongolie. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mai 1913.)

CAMILLE FIDEL. — L'Afrique occidentale anglaise. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, avril 1913.)

CAPITAINE DE FLEURELLE. — La Chine méridionale et le Tibet. (*Bulletin de la société de Géographie de Tours*, avril-juin 1913.)

FROMENT-GUIEYSSE. — Une visite à Java. (*Bulletin de l'Union géographique du nord de la France*, janvier-mars 1913.)

G. DE GIRONCOURT. — La production de la laine et l'introduction du mérinos en Afrique occidentale française. (*Bulletin de la société de Géographie commerciale de Paris*, avril 1913.)

J. GOULVEN. — Les possessions britanniques de l'Afrique australe et orientale. (*L'Afrique française*, avril 1913.)

A. GRUVEL. — Sur quelques procédés et engins de pêche originaux employés par les indigènes de l'Ouest africain. (*Revue d'Ethnographie et de Sociologie*, janvier-février 1913.)

DE GUESNET. — Madagascar. (*Colonia*, mai 1913.)

HANNA-CHARLEY. — La Guadeloupe. (*Colonia*, mai 1913.)

PAUL HUBERT. — Manioc et tapioca. (*Colonia*, mai 1913.)

LÉON JACOB. — La Guinée portugaise et le Cabinda. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mai 1913.)

JOSEPH JOUBERT. — Les projets de remaniement de la carte d'Afrique et l'intérêt français. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, avril 1913.)

JACQUES LACOUR-GAYET. — L'outillage d'un protectorat : les ports tunisiens. (*Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1913.)

GÉNÉRAL LAPERRINE. — Notes et souvenirs. La pacification des Touareg. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er mai 1913.)

Dr A. LEGENDRE. — L'avenir économique de la France et du Tonkin dans la Chine sud-occidentale. (*Bulletin de la société de Géographie commerciale de Paris*, avril 1913.)

J. LEMAIRE. — L'Ogooué. Voie de pénétration au Gabon. (*La France d'outre-mer*, 11 avril 1913.)

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres par Limoges, Toulouse, Narbonne ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 22 heures par paquebot rapide *La Marsa* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le dimanche à 1 h. 30 soir. Arrivée à Alger le lundi à 11 heures matin.

Retour. — Départ d'Alger le mercredi à midi. Arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 30 heures par paquebot rapide *Medjerda* muni de la télégraphie sans fil.

Aller. — Départ de Port-Vendres le vendredi à 1 h. 30 soir. Arrivée à Oran le samedi à 7 h. soir.

Retour. — Départ d'Oran le lundi à midi. Arrivée à Port-Vendres le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples valables 15 jours et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne, ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits. (1-6-1912)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.
via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint-Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo-les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux),

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4 1913)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s. ; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi ; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s. ; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi ; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En bottes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

ENVOYONS NOS ENFANTS A L'ETRANGER

En vue des prochaines grandes vacances, l'Association familiale *Nos enfants à l'étranger*, 23, rue Demours, Paris (XVIIe), que subventionnent les ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, renseigne et met en relations avec d'honorables familles étrangères les familles françaises qui recourent à son intervention pour faire séjourner leurs enfants à l'étranger. Les enfants sont placés un seul par famille étrangère, afin de n'entendre parler que la langue du pays de séjour. L'Association exerce exclusivement son contrôle moral et une incessante surveillance sur les familles étrangères agréées par elle et qu'elle recommande, mais elle ne perçoit jamais le prix de la pension qui est invariablement, et sans son intervention, payé directement par la famille française à la famille étrangère.

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5
AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

ALLEZ A LUNA PARK

Allez à Luna Park : Vous y respirerez l'air du Bois de Boulogne, confortablement assis sous les ombrages qui entourent les Witching Waves.

Allez à Luna Park : Vous y verrez l'extraordinaire Scenic-Railway dont les pentes vertigineuses, le parcours angoissant, vous procurent une sensation jamais éprouvée.

Allez à Luna Park : L'entrée y est toujours de 1 franc, même le Vendredi. Vous serez émerveillés par l'assistance select que tous les jours on y rencontre, par les nouveautés que crée l'imagination de l'habile directeur M. Gaston Akoun, qui constamment embellit son parc en vue de satisfaire tous ses visiteurs.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne.

Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré, en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Voyages d'excursions aux plages de la Bretagne.

Pendant la saison des bains de mer, du 1er mai au 31 octobre, il est délivré des billets d'excursions de 1re et de 2e classes aux plages de Bretagne, comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Le Palais, (Belle-Ile-en-Mer), Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.

Durée : 30 jours. — Prix des billets aller et retour) : 1re classe, 45 francs; et 2e classe 36 francs.

Faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Faculté de prolongation de la durée de validité moyennant supplément.

Billets complémentaires du Voyage d'excursions ci-dessus.

Il est délivré au départ de toute station du réseau d'Orléans pour Savenay ou tout autre point situé sur l'itinéraire du voyage d'excursions indiqué ci-dessus et inversement des billets spéciaux de 1re et 2e classes réduits de 40 0/0, sous condition d'un parcours de 50 kilomètres par billet.

Prix des billets complémentaires de Paris-Quai-d'Orsay à Savenay et retour, via Tours : 1re classe, 55 fr. 50 — 2e classe, 37 fr. 40.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1); — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à **MARSEILLE, rue Plumier prolongée.**

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les **POMPES** de tous systèmes, **TREUILS, BOURRIQUETS**
sont supprimés par
le **DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ**
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Service bi-hebdomadaire :
Paris-Madrid-Algésiras-Tanger.
Trajet en 53 heures.

Le service rapide entre Paris, Madrid, Algésiras et Tanger qui fonctionnait une fois par semaine et dont l'importance s'accroît avec le développement des affaires au Maroc, est devenu bi-hebdomadaire depuis le 6 janvier dernier au départ de Madrid.

Ce service était constitué, on le sait, entre Paris et Madrid par le train de luxe Sud-Express, entre Madrid et Algésiras, par un wagon-lits direct. Les horaires sont les suivants depuis la date ci-dessus :

A l'aller :

Départ de Paris-Quai-d'Orsay, les lundi et vendredi, à midi 16 ; arrivée à Madrid-Nord, les mardi et samedi à 2 h. 12 s. ; départ de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 8 h. 20 s. ; arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 2 h. soir.

Au retour :

Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 3 h. 5 s., arrivée à Madrid-Atocha, les vendredi et mardi à 9 h. 5 m. ; départ de Madrid-Nord les vendredi et mardi à 8 h. s. ; arrivée à Paris-Quai-d'Orsay les samedi et mercredi à 9 h. 33 soir.

Entre Algésiras et Tanger : traversée en 2 h. 1/2 environ.

(10-1)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMINS DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions à Fontainebleau et à Moret.

Pour faciliter les excursions à Fontainebleau et à Moret pendant l'été 1913, un train spécial à prix réduits. (2e et 3e classes seulement) sera mis en marche, tous les dimanches, du 1er juin au 21 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18. Arrivée à Fontainebleau à 8 h. 16, à Moret à 8 h. 29.

Retour : par tous les trains du même jour, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires. (3-6-13).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl. : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMIN DE FER DU NORD.

Exposition internationale et universelle de Gand.

(Avril-novembre 1913.)

Services rapides entre le réseau du Nord français et Gand.

Toutes les gares et stations du Réseau délivrent à guichet ouvert les billets suivants :

1° Billets simples et billets d'aller et retour, valables 10 jours;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires;

3° Sur demande faite 5 jours à l'avance, des cartes d'abonnement belges, valables 5 et 15 jours sur tous les réseaux belges conjointement avec un billet d'aller et retour Nord ayant la même durée de validité.

Indépendemment de ces billets, il sera émis, à l'occasion de certaines fêtes, la date de délivrance étant annoncée par affiches : *a*) des billets d'aller et retour, valables 3 jours par trains spéciaux; *b*) des billets d'un jour, valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement,

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(3-6-1913.)

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.

M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — Service direct sans transbordement. 39 départs annuels à dates fixes. Emigrants et marchandises. De *Dunkerque*, *Le Havre*, *Pauillac*, *Pasajes*, *Vigo*, pour Ténériffe (ou Dakar) Montevideo et Buenos-Ayres.

Ligne du Brésil. — Service direct sans transbordement. Emigrants et marchandises. Départs tous les 14 jours de *Dunkerque*, *Le Havre*, *Vigo*, *Leixoes*, *Lisbonne*, pour Rio-de-Janeiro et Santos,

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers et marchandises. Départs du *Havre* le 22, de *Bordeaux-Pauillac* le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers et marchandises. Départs de *Dunkerque* le 15, du *Havre* le 18, de *Bordeaux-Pauillac* le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

3° *Services annexes.* — Passagers et marchandises. Desservant les lagunes de la Côte d'Ivoire, et du Dahomey et la Rivière Ogooué.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service mensuel.* — Passagers et marchandises. Départs de Dunkerque le 28, du Havre le 31, de Bordeaux-Pauillac le 3, de Marseille le 15 pour Colombo, Singaporre, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bangkok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement).

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	20 juin et 4 juillet à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	13-27 juin et 11 juillet à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	12-26 juin à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	7-21 juin à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	14-28 juin à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	25 juin à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghaï, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	15-29 juin à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	26 juin à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	12 juin et 10 juillet à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghaï, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

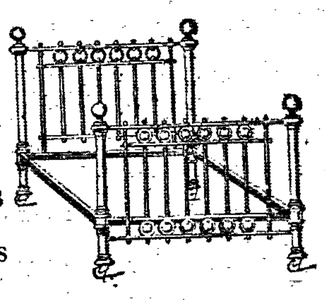
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successseur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX — LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES — PLIANTS ET DÉMONTABLES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
Quinoformе 87.56 % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie **DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES**
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(
Médaille d'or Paris 1900

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A. REGISTREDED

Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph. : 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAËL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.

Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.

Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.

Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

LA QUINZAINE
COLONIALE

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS

DIRECTEUR : **Joseph CHAILLEY**

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — 1913

(JUILLET-DÉCEMBRE)

PARIS
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE D'ANJOU, 17

1914

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 JUILLET 1913. — N° 13.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC PARIS.
Code A. Z. *français* et *Code interprète Veslot.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. L'EMPRUNT DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE 457
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Où mettre la capitale du Maroc ?..... 458
La discussion de l'indigénat..... 459
L'emprunt algérien de 300 millions..... 459
La propriété indigène en Algérie..... 459
Rachat du domaine de l'Habra..... 460
La nationalité des indigènes du Sénégal..... 461
Au Soudan français..... 461
La Chambre de commerce du Dahomey et le port de Cotonou..... 462
L'exposition coloniale de Marseille..... 462
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 463
Possessions britanniques..... 465
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Les forestiers du Congo. — JACQUES ANCEL..... 466
V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 469
VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 473
VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 486

L'EMPRUNT DE L'AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

M. Merlin, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, a, il y a un an, à la session ordinaire de juillet 1912 du conseil de gouvernement de sa colonie, développé tout un programme de travaux destinés à outiller les vastes domaines que nous possédons dans les bassins du Congo, du Chari et de l'Ogooué. Le montant de l'emprunt nécessité par ces travaux est évalué à 175 millions de francs, dont 155 millions seraient affectés à des chemins de fer et 12.700.000 à des aménagements fluviaux. Le reste, soit 7.300.000 francs, servirait à des installations administratives et à un réseau électrique et radioélectrique.

Après avoir exposé, devant les conseillers de son gouvernement, les raisons qui militaient en faveur de cet emprunt, M. Merlin est venu en France et il a saisi le ministre des Colonies de son projet. Il l'a, en outre, développé en de nombreuses conférences faites sous le patronage de diverses sociétés et en diverses villes; c'est ainsi qu'il a parlé à un dîner offert par l'Union coloniale française, au Havre, à Marseille, hier à Bordeaux.

Partout, M. Merlin a fait applaudir les raisons qu'il a données pour justifier une intervention de la métropole en faveur de sa colonie : long délaissement qui a permis de comparer justement le Congo à Cendrillon ; mutilation par la convention franco-allemande de la fin de 1911; possibilités économiques remarquables qui feront que le secours financier de la métropole ne saurait être que temporaire. Mais il a pensé que cette propagande, pour utile qu'elle soit, n'était pas suffisante : elle touchait nombre de gens qui pour la plupart étaient déjà persuadés de l'utilité d'une intervention; il fallait atteindre et convaincre une autre catégorie de personnes, les parlementaires. C'est alors qu'il a fait rédiger un ouvrage (1) où, en plus de 250 pages accompagnées de graphiques, tableaux et cartes, sont exposées les raisons qui militent en faveur de l'emprunt projeté, dont les grandes lignes ont été indiquées l'an dernier dans un discours auquel nous avons fait plus haut allusion et qui est reproduit en tête du volume récemment paru.

Ce discours est suivi d'un chapitre sur l'organisation

(1) Emile Larose, éditeur, 11, rue Victor-Cousin, Paris, 1913.

militaire de l'Afrique équatoriale française ; d'un autre sur les progrès de l'occupation, la situation politique, l'organisation administrative et les œuvres sociales d'assistance médicale et d'enseignement. Vient ensuite l'étude des principales ressources, celle des budgets et les résultats de l'exercice 1911. Ceci exposé, le gouverneur général aborde le programme des grands travaux à exécuter et le projet d'emprunt. Comme il est bon qu'au Parlement la besogne arrive bien préparée, un projet de loi tout rédigé couronne ces explications.

***

Nous n'avons pas à entrer aujourd'hui dans tous les détails du projet élaboré par M. Merlin, car nous en avons parlé l'an dernier quand nous avons eu sous les yeux son discours au conseil de gouvernement, et les lecteurs de la *Quinzaine coloniale* trouveront aussi dans leur collection l'exposé fait par M. Merlin au banquet de l'Union coloniale française. Nous répéterons seulement aujourd'hui que nous sommes convaincus, comme le gouverneur général lui-même, de la valeur des arguments moraux et utilitaires qu'on met en avant pour justifier l'emprunt projeté. Cet emprunt doit être autorisé et doté de la garantie de la métropole.

Le récent passé est d'ailleurs un garant de l'avenir.

Il a suffi, d'une part, que la métropole consentît à prêter à l'Afrique équatoriale l'appui qui lui était indispensable et que, d'autre part, l'administration locale poursuivît avec plus d'ordre et de méthode la mise en valeur du pays pour qu'un premier élan fût donné au mouvement économique et commercial. L'ouvrage qui vient de paraître résume ainsi les résultats obtenus par l'occupation plus méthodique du pays. Le chiffre du commerce spécial a passé de 26 896.122 fr. en 1909, à 36.023.140 francs en 1910 et à 40.785.877 francs en 1911. Dans ce dernier chiffre, les importations figurent pour 14.793.923 francs et les exportations pour 25.991.954 fr.

L'ensemble des budgets de la colonie, déduction faite des contingents ou subventions formant double emploi, était, en 1909, de 6.371.338 francs : ce chiffre s'est élevé à 8.014.109 francs en 1910 et à 9.215.890 francs en 1911. Pendant cette période, le budget général a été arrêté successivement à 4.308.800 francs, 5.231.785 et 5.542.945 francs, alors que les budgets locaux s'élevaient, au total, à 2.062.538 francs, 2.782.324 francs et 3.672.945 francs. L'impôt de capitation, principale ressource des budgets locaux, a produit, en 1909, 1.676.747 francs ; en 1910, il a été recouvré à ce titre 2.314.909 francs et, en 1911, 3.600.000 francs. Tous les budgets se sont, en 1911, soldés par des excédents de recettes et l'arriéré a été liquidé. Seulement, les capitaux dont la colonie a besoin pour s'outiller, elle ne peut se les procurer qu'avec l'aide de la métropole. On estime à une dizaine d'années la période pendant laquelle la métropole devrait assurer le service de l'emprunt.

Dans les évaluations de recettes de la colonie figurent les droits de sortie qui frappent l'ivoire, le caoutchouc et les bois. L'ivoire ne doit pas augmenter beaucoup à la sortie, les réserves s'épuisant ; aussi n'a-t-on pas prévu d'accroissement de recettes de ce chef ; en revanche, on en a prévu pour les bois et le caoutchouc. Etant donnée la richesse en bois de la colonie, le déboisement intensif des principales régions forestières du globe et les facilités que donneront à l'exportation des bois congolais, les constructions de voies de communication, il y a là une prévision qui, vraisemblablement, ne donnera pas de déception : on évalue à 612.000 fr. en 1922 le produit des droits de sortie sur les bois contre 165.000 en 1912. Quant au caoutchouc, les droits de sortie sur ce produit sont évalués à 2 961.000 francs en 1922 contre 1.144.000 francs en 1912. Peut-être cependant, conviendrait-il, en cette matière, de tenir compte de la concurrence très vive que font, de plus en plus, aux caoutchoucs de cueillette les caoutchoucs de plantation ; rappelons les craintes qu'éprouve le Brésil où le caoutchouc de l'Amazonie est d'un prix de revient élevé : tout récemment le gouvernement fédéral et l'Etat de Para ont pris toute une série de mesures pour parer au coup qui les menace ; et de son côté, la Belgique a décidé, devant la baisse déjà considérable du caoutchouc sur les marchés d'Europe, de ramener le droit de sortie au Congo de 1 fr. 75 à 1 franc.

***

Il faut souhaiter que le programme élaboré par M. Merlin soit bientôt exécuté et que le Parlement ne fasse pas attendre l'Afrique équatoriale française comme l'Afrique occidentale. Mais il est bien possible que les élections générales arrivent avant que le Parlement mégalomane et impuissant que nous avons, trouve un moment pour étudier cet emprunt. Nous verrons. En tout cas, M. Merlin n'aura rien négligé pour qu'il en soit autrement

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Où mettre la capitale du Maroc? — En discutant le projet d'emprunt pour le Maroc, la commission des affaires extérieures de la Chambre a soulevé une question intéressante.

Dans l'ancien Maroc, il existait quatre villes ayant rang de capitales : Fez, Meknès, Rabat et Marrakech. Le sultan se transportait de l'une à l'autre soit pour ramener à l'ordre des tribus turbulentes, soit pour faire rentrer l'impôt. Le gouvernement marocain n'ayant pas d'archives et faisant tenir aisément tous ses papiers dans quelques sacs, pouvait sans inconvénient être un gouvernement nomade, toujours en route. Mais aujourd'hui que nous introduisons dans ce pays les habitudes européennes de régularité administrative, il n'en va pas de même. Autrefois, il suffisait au sultan d'avoir un palais dans chaque ville ; sa suite se logeait où elle pouvait et en partie sous la tente s'il était besoin. Aujourd'hui, il faut à nos fonctionnaires et à leurs dossiers de vastes locaux que l'on ne peut songer à édifier à quatre exemplaires. Ils doivent être réunis dans une seule ville ; et cette ville deviendra naturellement la capitale unique et définitive du Maroc.

Quelle sera cette ville?

Dans les propositions du gouvernement du protectorat marocain, il était prévu une somme de 10 millions pour la construction d'une résidence générale et de locaux administratifs à Rabat.

S'il était donné suite à ce projet, c'est donc Rabat qui deviendrait la capitale définitive.

Mais la proposition a été rejetée par la commission. Celle-ci reconnaît que certains services pourront être centralisés à Rabat. C'est ainsi qu'elle admet qu'on y crée une Cour d'appel et qu'elle conseille de consacrer à son installation une somme de 2.500.000 fr. Pour la résidence et les services administratifs, elle a pensé qu'il faut se borner à une installation provisoire et que 500.000 francs suffiront à en faire les frais. A son avis, c'est à Fez que doit être placée la capitale définitive, parce que ce serait là que serait le centre religieux le plus influent de l'empire.

Nous avouerons que la décision de la commission des affaires extérieures nous cause quelque surprise. S'il est des questions où la métropole doive laisser toute initiative aux autorités locales, il nous semble que ce sont des questions comme celle-là. Qui est-ce qui est mieux placé pour juger des convenances et des commodités du choix à faire que le général Lyautey? Une première considération c'est que si grands que soient les avantages que l'on puisse attribuer à Fez, tout le monde sera bien forcé de reconnaître que Fez est inaccessible pour le moment et qu'il le restera longtemps encore. Quand seront construits les routes et les chemins de fer qui les relieront à la côte? Personne n'en sait rien. Pas avant dix ans peut-être. Est-ce que pendant tout ce temps-là nos administrations vont rester à Rabat campées sous la tente? Car il y a des bureaux qui sont installés littéralement sous la tente. Une seconde considération, c'est que le choix de Rabat nous paraît se justifier par de très bonnes raisons. On a comparé l'Afrique du Nord à une façade sur la mer; il est naturel que les capitales soient sur la mer. Alger et Tunis sont des ports. Il serait tout à fait logique que la capitale du Maroc en fût un autre. De Rabat on est en communication avec toutes les autres villes de la côte, et c'est là que se concentre en somme l'activité économique du pays.

Nous ne comprenons donc pas pourquoi on contrarie les vues du général Lyautey sur ce point.

La discussion sur l'indigénat. — Après avoir été rejetée une première fois par le Sénat qui voulait ainsi manifester son mécontentement de ce qu'une question de cette importance restât si longtemps sans solution, un cinquième ajournement de la discussion sur l'indigénat a été décidé. Il a été entendu que les pouvoirs disciplinaires des administrateurs seraient renouvelés encore pour six mois; mais il a été décidé que le débat serait joint à l'examen prochain du budget de l'Algérie. Il viendra donc inévitablement cette fois avant la fin de l'année.

Au Sénat, M. Monis a déposé une importante motion. Il y a dix-huit ans, la haute assemblée avait envoyé en Algérie, sous la présidence de Jules Ferry, une commission d'enquête dont les travaux sont restés célèbres. M. Monis a demandé que, reprenant cette tradition, le Sénat envoie une nouvelle commission d'enquête qui, d'accord avec le gouvernement étudierait les réformes qu'il pourrait être opportun de faire au profit des indigènes. Le Sénat a renvoyé la motion à une commission qui donnera certainement un avis favorable.

Depuis quelque temps cette question indigène a donné lieu à des polémiques passionnées. D'un côté sont ceux qui, avec M. Albin Rozet et des orateurs socialistes, déclarant que « depuis quatre-vingts ans que la conquête de l'Algérie est faite, nous y laissons subsister un système de gouvernement des indigènes contraire aux plus élémentaires principes sur lesquels reposent les sociétés modernes ». De l'autre sont ceux qui, avec M. Thomson et les autres députés algériens, assurent que « la situation morale et matérielle des indigènes algériens s'est considérablement améliorée et qu'elle est bonne à l'heure actuelle. »

Une enquête sérieusement menée nous paraît être le meilleur moyen de faire la pleine lumière sur ce sujet.

L'emprunt algérien de 300 millions. — Dans la session qui vient de se terminer, les Délégations financières ont affirmé à nouveau la nécessité pour l'Algérie de contracter un troisième emprunt. Elles ont décidé en principe que cet emprunt ne dépasserait pas 300 millions.

L'administration a fait un travail préalable. Elle a demandé à tous les services et à toutes les collectivités de la colonie quelles étaient les dépenses extraordinaires qu'ils croyaient nécessaires. Les propositions qu'elle a ainsi reçues ont été condensées dans un mémoire qui a été distribué aux Délégations. Il en ressort que l'on demande pour les chemins de fer 250.385.000 francs, pour la colonisation 21.717.000 francs, pour les forêts 3.105.935 francs, pour les postes et télégraphes 14.144.737 francs, pour les routes et chemins 84.677.000 francs, pour les travaux maritimes 57.100.000 francs, pour les travaux hydrauliques, 19.400.000 francs, pour les écoles indigènes et la création d'un musée de l'Afrique du Nord 6 millions, soit en tout 456.296.672 francs.

Encore ce chiffre est-il un minimum. Dans un rapport aux délégations, M. Joly a estimé que si l'on voulait procéder immédiatement à tous les travaux utiles, ce n'est pas 456, mais 666 millions qu'il faudrait. Mais d'une part, le personnel existant ne pourrait suffire à l'emploi immédiat d'une pareille somme; et de l'autre, les ressources de la colonie ne permettent pas d'y songer. Les Délégations ont donc agi sagement en fixant le chiffre de 300 millions comme une borne qui ne sera pas dépassée. 300 millions font 100 millions par département. Chacun des trois conseils généraux de la colonie va être invité à indiquer ses préférences jusqu'à concurrence de 100 millions. Une fois cette ventilation préalable faite, les Délégations seront réunies en session extraordinaire, soit à la fin de l'année actuelle, soit au commencement de l'année prochaine et elles arrêteront d'une façon définitive le programme de l'emprunt.

On sait que l'année dernière, pour assurer le gage de cet emprunt, les Délégations avaient décidé en principe la création de trois impôts nouveaux : l'un sur la propriété européenne non bâtie, l'autre sur les successions, la troisième sur les offices de notaire et d'avoué.

Sur la propriété européenne non bâtie, il avait été voté qu'elle serait taxée sur le même pied que la propriété bâtie, c'est-à-dire à 3,20 0/0 de sa valeur locative. Il restait à fixer comment la valeur locative d'une propriété serait établie. L'administration a fait faire au mois de mai dernier des essais pour s'assurer s'il serait possible de s'en tenir aux déclarations des propriétaires. Le résultat a été excellent. Tous les propriétaires intéressés ont répondu à l'appel des autorités et sont venus bénévolement faire la déclaration qui leur était demandée. Les Délégations ont donc décidé que c'est le système qui serait adopté.

La propriété indigène en Algérie. — Il n'est pas de

question qui ait plus souvent occupé et les Chambres françaises qui ont fait sur elle trois lois successives et les assemblées locales. Les Délégations financières s'en sont encore longuement occupées dans leur dernière session.

La colonisation consiste à installer des colons dans une colonie. Mais pour que des colons s'installent, il faut qu'ils trouvent des terres à acquérir. Or, en Algérie, comme dans le reste de l'Afrique du Nord, toutes les terres ont déjà des propriétaires. Les unes, en petite quantité, appartiennent à l'Etat qui peut les vendre comme il lui plaît. Mais l'immense majorité appartient à des particuliers auxquels il faut les acheter. Ceci paraît simple au premier abord; ce ne l'est pas du tout; car pour acheter avec sécurité, il faudrait que le vendeur ait entre les mains un titre de propriété régulier et certain qu'il pourrait céder, et en Afrique rien n'est plus rare.

En pays musulman, les terres se partagent en deux catégories. D'une part sont les tribus qui au moment de la conquête se sont librement converties à l'islam. A celles-là on a laissé leurs biens: elles possèdent leurs terres en toute propriété. C'est ce qu'on appelle les terres *melk*. D'autre part sont les tribus qui ont résisté à l'invasion arabe et qui ont été conquises par la force. A celles-là on a enlevé la propriété de leurs terres qui est devenue possession de la communauté musulmane ; elles ont été réduites à l'état de locataires payant un tribut, et il ne leur est resté qu'un droit d'usage sur les territoires où elles sont fixées et dont elles ont dû se résigner à jouir collectivement. C'est ce qu'on appelle les terres *arch*.

Les propriétés *melk* sont souvent indivises entre les membres d'une même famille et c'est là une difficulté pour les achats, parce qu'il faut réunir le consentement de tous les ayants droit ; cependant cette difficulté n'est pas insurmontable et, en dépit des obstacles, les transactions immobilières sont nombreuses en Algérie. Le gouvernement général a fait distribuer aux délégués financiers une statistique de ces transactions pendant les douze dernières années, de 1901 à 1912. Il en résulte que pendant cette période les indigènes ont vendu aux Européens 526.481 hectares, mais qu'ils leur ont racheté 200.278 hectares et que d'indigènes à indigènes il s'est vendu 774.012 hectares. Mais ces ventes se sont à peu près exclusivement faites en terres *melk*, pour la bonne raison que jusqu'au moment où la loi française est intervenue les terres *arch* étaient invendables de leur nature.

D'après le spécialiste qui connaît le mieux la question, M. Pouyanne, le Tell algérien comprend environ 14 millions d'hectares. Sur ce total, les terres possédées par les Européens représenteraient 1 million et demi d'hectares, les terres francisées, c'est-à-dire les terres qui ont été pourvues d'un titre français, mais qui sont possédées par des indigènes représentent 2 millions et demi d'hectares, les terres *melk*, c'est-à-dire n'ayant que des titres arabes représentent 6 millions et demi d'hectares et les terres *arch* 3 millions d'hectares.

Si ces 3 millions d'hectares *arch* étaient restés soumis aux conditions juridiques musulmanes ordinaires, ils auraient formé un bloc intangible pour la colonisation. Appartenant à des collectivités, personne n'avait qualité pour les vendre. Et du moment que les indigènes ne pouvaient pas les vendre, il était impossible qu'un Européen pût en acheter la moindre parcelle. C'est pour que ces terres *arch* puissent être mises dans la circulation que les trois lois de 1873, de 1887 et de 1897 ont créé une procédure spéciale qu'on appelle « l'enquête partielle » et qui permet d'arriver à l'achat d'une terre *arch*. Lorsqu'un Européen est parvenu à s'entendre avec une tribu pour se faire céder une partie de son territoire collectif, il demande l'enquête partielle. Un géomètre va mesurer la parcelle. Un commissaire enquêteur va ensuite s'assurer que les vendeurs ont bien le droit de vendre et qu'il n'y a pas d'autre droit sur la propriété que le leur. Un titre régulier de propriété est alors constitué. Et sous réserve que le gouverneur général homologuera la vente, les indigènes peuvent le céder à un Européen.

Ce qui a ramené l'affaire devant les Délégations, c'est que faute de personnel, les enquêtes partielles ne s'opèrent qu'avec une certaine lenteur. L'administration demandait que ce personnel soit augmenté dans une proportion qui exigerait 314.250 francs de dépenses supplémentaires. Elle n'entendait pas d'ailleurs engager ces dépenses immédiatement en totalité. Elle se contentait d'un premier crédit de 175.000 francs. Fallait-il constituer un corps nouveau de fonctionnaires fixes ou se contenter d'un personnel temporaire? On a fort longuement discuté là-dessus. Finalement les Délégations ont voté 175.000 francs, mais pour un personnel temporaire seulement.

Rachat du domaine de l'Habra. — Il y a eu dans l'histoire de la colonisation algérienne une période pendant laquelle on a cru à l'action des grandes compagnies. On pensait qu'en donnant de très grandes concessions, leur intérêt particulier pousserait les concessionnaires à faire les frais nécessaires pour l'aménagement des terres : routes, chemins, drainage, canaux, etc., et qu'une fois ces frais faits, ils revendraient la concession par petits lots aux colons proprement dits. Ces combinaisons n'ont en général pas donné les résultats qu'on espérait. Dans la plupart des cas, après des essais plus ou moins heureux d'exploitation directe, ces grands concessionnaires se sont bornés à louer leurs terres aux Arabes et la colonisation n'a tiré aucun profit de leur intervention.

Parmi ces grandes concessions figure celle de l'Habra dans la province d'Oran. L'Etat possédait là un domaine de 24.100 hectares qu'il concéda en 1864 à la Compagnie franco-algérienne, sous l'obligation pour celle-ci de construire un barrage réservoir en maçonnerie hydraulique sur la rivière de l'Habra, avec les canaux nécessaires pour l'irrigation de 12.000 autres hectares de terre que l'Etat avait déjà vendus dans le voisinage. La compagnie devait en outre dessécher la plaine de la Macta comprise dans sa concession et où il y a plus de 9.000 hectares de marais. La compagnie a exécuté une partie des travaux qui lui étaient imposés. Elle n'a pas desséché le marais, mais elle a construit le barrage et les canaux d'irrigation. Ses affaires ayant mal marché, le domaine est tombé sous le séquestre du Crédit foncier de France qui l'a revendu en 1911 à Mme Schneider.

Deux sortes de considérations ont amené la colonie à le racheter à son tour à Mme Schneider. D'une part, elle était menacée d'un procès interminable. En effet, dans la concession primitive il était dit que la Compagnie franco-algérienne devrait tenir compte des prises d'eau effectuées en amont du barrage. Or, ces prises d'eau n'avaient pas cessé de croître ; de 945 litres à la seconde en 1868, elles avaient passé 1.313 litres en 1905. Les nouvelles prises d'eau étaient-elles légales? C'était un litige. D'autre part, la colonisation est devenue très prospère dans cette vallée de l'Habra ;

il s'y est élevé de véritables villes comme Perrégaux. Il était donc fort désirable que l'on pût morceler ce grand domaine de l'Habra et multiplier ainsi le peuplement français.

C'est pour ces deux raisons que les assemblées algériennes avaient invité l'année dernière l'admininistration à entrer en négociation avec Mme Schneider en vue du rachat. C'est ce que l'administration a fait, et elle est tombée d'accord avec Mme Schneider sur le prix de 6 millions. Il est intéressant, à titre d'indication sur la valeur actuelle des terres en Algérie, de relever comment cette évaluation a été faite. Les orangeries ont été estimées à 7.000 francs l'hectare, les jardins et les cultures maraichères à 900 francs l'hectare, les cultures industrielles et les terres à céréales de deuxième qualité et les prairies de bonne qualité 500 francs l'hectare, les prairies de deuxième qualité 300 francs l'hectare, les terrains de parcours 150 francs l'hectare, le marais et ses abords 50 francs l'hectare.

Cette année l'affaire est revenue devant les Délégations financières et le Conseil supérieur. Le rachat a été définitivement décidé. Les 6 millions seront prélevés : 2.500.000 francs sur le budget ordinaire et 3.500.000 francs sur le fonds de réserve.

La nationalité des indigènes du Sénégal. — M. Carpot, député, ayant rappelé au ministre des Colonies les observations présentées par lui dans la séance de la Chambre du 19 décembre 1912 au sujet de la nationalité des indigènes du Sénégal et lui demandant quelles mesures il comptait prendre pour mettre fin aux conséquences anormales qui résultent des arrêts de la Cour de cassation en date du 26 avril 1909 et 17 mai 1911, a reçu la réponse suivante :

Aux termes des arrêts de la Cour de cassation en date des 26 avril 1909 et 17 mai 1911, les indigènes du Sénégal ne sont pas des citoyens français; toutefois, bien que n'étant que sujets de la France, ils possèdent dans la colonie la jouissance des droits électoraux.

M. Carpot exprimait, en décembre dernier, le désir de voir maintenir sur les listes électorales tous les indigènes pouvant justifier qu'ils sont inscrits depuis un certain temps sur ces listes; il estimait, en outre, nécessaire de permettre à ceux d'entre eux qui sont originaires des communes ou des territoires d'administration directe du Sénégal, d'acquérir la nationalité française, en renonçant à leur statut personnel.

Sur le premier point : la conclusion même des arrêts précités donne satisfaction à l'honorable député puisque la jouissance des droits électoraux est reconnue aux indigènes du Sénégal.

Sur le deuxième point : le décret du 25 mai 1912 avait d'avance répondu dans une certaine mesure aux vues de M. Carpot; ce texte prévoit, en effet, que tout sujet né et domicilié en Afrique occidentale française pourra accéder à la qualité de citoyen français, s'il remplit les conditions assez larges destinées à garantir la sincérité de son désir d'entrer dans la catégorie de ceux qui acceptent, avec le bénéfice des avantages, la charge des devoirs qui incombent au citoyen français : l'une des formalités exigées qui consiste précisément dans le dépôt d'une déclaration dans laquelle l'indigène renonce formellement pour l'avenir à son statut personnel.

M. Carpot a, il est vrai, au cours de la séance de la Chambre des députés du 19 décembre 1912, estimé que « si cette mesure constitue un progrès en ce qui concerne l'ensemble des indigènes de l'Afrique occidentale française, elle est absolument insuffisante en ce qui concerne les indigènes des communes du Sénégal et des territoires d'administration directe ».

Pour conclure sur cette question, l'honorable député du Sénégal demandait que les indigènes de cette colonie fussent assimilés sur ce point aux indigènes des établissements français de l'Inde qui deviennent Français par le seul fait de leur déclaration de renonciation à leur statut personnel.

Ces suggestions ont été signalées à M. le gouverneur général de l'Afrique occidentale française qui a été invité à étudier les mesures dont l'adoption paraîtrait de nature à donner satisfaction aux vœux des populations du Sénégal en ce qu'ils peuvent avoir de légitime. Dès que les résultats de cette étude seront parvenus au département, ils seront soumis à l'examen des services compétents en vue de la suite à leur donner.

Au Soudan français. — M. Clozel, gouverneur du Haut-Sénégal-Niger s'est embarqué le 20 juin pour rejoindre son poste. Pendant les vacances qu'il avait bien gagnées, l'éminent gouverneur est allé se reposer en Tunisie et de là il a adressé au *Bulletin du Comité de l'Afrique française* plusieurs lettres d'un vif intérêt sur la politique musulmane au Soudan et la pacification du Sahara soudanais; et, avant de partir, il a accordé à M. Ph. Millet du *Temps* une interview que nous croyons devoir reproduire et où on verra reparaître plusieurs questions comme celle de l'emprunt de l'A. O. F., sur lesquelles nous avons insisté souvent ces temps derniers.

Je considère, a-t-il dit à notre confrère, que notre politique soudanaise doit avant tout se préoccuper d'améliorer la condition économique des Noirs. Comme il ne saurait être question d'implanter dans ces régions des colons européens, l'avenir de notre Soudan dépend exclusivement des progrès de la population autochtone.

Ces progrès sont liés à la mise en valeur du sol. De là l'importance des travaux d'irrigation qui viennent d'être mis à l'étude et qui intéressent le Niger plus encore que le Sénégal. On estime en effet que, sur une distance de 600 kilomètres en aval de Tombouctou et sur une bande de territoire d'une largeur moyenne de 50 ou 60 kilomètres, il sera possible d'utiliser la crue annuelle du Niger de la même façon que l'on utilise celle du Nil en Egypte. J ai déjà fait procéder à des études empiriques dans la région des lacs qui s'étendent à l'ouest de Tombouctou et où se trouvent des terres à blé que l'on nomme terres Daouna. Ces études ont démontré qu'il suffira de faire sauter quelques seuils de roches et de sable pour que les eaux du Niger se répandent régulièrement sur ces terres et en quintuplent le rendement.

Mais aucun développement économique sérieux ne sera possible tant que le réseau des voies ferrées n'assurera pas au Soudan les débouchés qui lui manquent. Déjà le retard apporté au vote de l'emprunt de l'Afrique occidentale a failli nous causer le plus grave préjudice en arrêtant la construction du Thiès-Kayes. Les travaux de la ligne seraient en fait déjà abandonnés si l'Afrique occidentale n'avait pas été autorisée à prélever une somme de 2 millions et demi sur son fonds de réserve. Cette somme permettra d'aller jusqu'au mois d'octobre. Mais à ce moment la situation deviendra critique si l'emprunt n'est pas voté. Remarquez que, de toute façon, le Thiès-Kayes ne saurait être terminé avant la fin de 1915. Il importe de ne pas faire prolonger indûment ce trop long délai. Le Soudan ne prendra son essor qu'après l'achèvement de cette ligne.

Voilà pour l'outillage matériel. Au point de vue sanitaire, nous faisons de grands efforts pour enrayer des maladies épidémiques et en particulier celles qui causent l'effroyable mortalité infantile. Nous avons vacciné, en 1912, 376.000 Noirs. Nous espérons, grâce à nos auxiliaires indigènes, porter ce chiffre jusqu'à 500.000 ou 600.000, c'est-à-dire au dixième de la population de la colonie. Parmi les autres fléaux qui déciment la population, il en est qui

ne sont dus qu'à la pauvreté des Noirs. Tel est le cas des nombreuses maladies de poitrine que contractent les indigènes pendant les nuits froides de la saison sèche. Pour qu'ils en fussent indemnes, il suffirait qu'ils fussent en mesure de s'acheter des couvertures.

Ce dernier exemple, entre mille, prouve que nous devons tout faire pour aider ces pauvres gens à s'enrichir. Permettez-moi, à ce propos, d'insister sur la nécessité de respecter la propriété indigène.

Cette propriété revêt encore en bien des endroits une forme collective qui étonne les habitudes administratives françaises. Certains d'entre nous voudraient que l'on en profitât pour constituer à l'aide des terres vacantes ou momentanément incultes un domaine de l'Etat. M. Yves Henry, inspecteur d'agriculture en Afrique occidentale, vient justement d'être chargé d'étudier le régime forestier algérien pour instituer au Soudan un régime analogue. Je crois, pour ma part, que l'on commettrait une grande faute en s'inspirant d'un exemple aussi sujet à caution. Notre intérêt n'est pas de créer en Afrique occidentale des terres domaniales qui puissent, au détriment des indigènes, être transformées en concessions. Il est de ménager le capital humain qui sera la véritable fortune de cet admirable pays.

La Chambre de commerce du Dahomey et le port de Cotonou. — Les travaux de réaménagement et d'extension de l'outillage du port de Cotonou, commencés le 19 mai 1911 avec la réfection du wharf ont pris fin le 8 mai 1913 avec l'achèvement du quai en maçonnerie situé sur la lagune. La Chambre de commerce de la colonie a invité à l'occasion de l'achèvement de ces travaux le lieutenant-gouverneur et de nombreux fonctionnaires et colons.

Au vin d'honneur offert au gouverneur, M. E. Michaut, président de la Chambre de commerce, a remercié tous ceux qui ont collaboré à l'exécution de ces travaux et souhaité au gouverneur de rester longtemps dans un pays dont il s'était efforcé d'acquérir rapidement une connaissance approfondie de la situation, des besoins, de la population et du commerce.

M. Noufflard a, en réponse au président de la Chambre de commerce, prononcé un très intéressant discours. Avec beaucoup de bons sens, le jeune gouverneur a insisté sur la nécessité de la persévérance dans l'effort et de l'idée de suite dans les programmes. Il a fait constater que malgré les changements fréquents survenus dans sa direction, la colonie a vu s'accomplir sans heurts, sans retards, les principales parties d'un vaste programme en exécution depuis plusieurs années. C'est un bonheur pour une colonie d'avoir un gouverneur qui met toute son application à poursuivre ce qui a été entrepris avant lui, et ne sacrifie pas l'avenir du pays qui lui est confié à la vaine gloriole d'élaborer son programme personnel; l'inconvénient que comporte pour les colonies les trop fréquents changements de gouverneur se trouverait amoindri s'il en était partout ainsi. M. Noufflard a exposé en détail les améliorations réalisées. Voici d'abord le wharf de Cotonou. Cet ouvrage se présente actuellement avec les caractéristiques suivantes. Il comprend une passerelle de 240 mètres de longueur sur 17 m. 90 de largeur et un débarcadère de 60 mètres de longueur sur 22 m. 30 de largeur. L'ancien appontement n'avait que 8 m. 50 de largeur et le débarcadère 11 mètres de longueur sur 10 m. 20 de largeur. Seule la longueur de la passerelle n'a pas été modifiée. Ces travaux, commencés le 19 mai 1911, ont mis fin à une longue période de malaise et de gêne pour le port dont le mouvement se répercute sur le trafic des chemins de fer et sur celui du service lagunaire, service inauguré lui aussi, au cours de l'année dernière, par la Compagnie des Chargeurs Réunis.

Sur la lagune on a établi un appontement en maçonnerie de 40 mètres de longueur, d'une avancée de 10 mètres dans l'eau pour atteindre les fonds de 1 m. 80, ce qui permet l'accostage facile et sûr, même aux plus basses eaux.

L'outillage du wharf qui comprenait autrefois 4 grues dont 2 de 3 tonnes et 2 de 5 tonnes, en comporte aujourd'hui 6 : 3 de 2 tonnes, 2 de 5 tonnes, 1 de 10 tonnes, dont 3 sont neuves.

Le matériel de rade qui se composait autrefois de 15 surfboats et d'une chaloupe à vapeur le *Saphir* compte maintenant 20 surfboats bien équipés et une seconde chaloupe à vapeur le *Rubis*. Ce nouveau remorqueur possède une machine de 20 chevaux.

Le rendement du wharf qui, dans son état antérieur oscillait, avec difficulté, autour d'un maximum de 200 tonnes par jour, peut actuellement aisément atteindre 150 et même 500 tonnes toutes les fois que les nécessités du trafic le comportent.

Au cours de ces dix derniers jours, en plus des marchandises importées, il a été manutentionné près de 3.000 tonnes de produits pour l'exportation (huile, amandes de palme, coton, etc.) dont 2.250 ont été enlevées par l'armement français.

« Je crois, a dit M. Noufflard, que cette opération constitue la plus élevée qui ait jamais été effectuée au Dahomey dans un délai aussi court. Jamais non plus notre pavillon n'avait participé dans une proportion aussi forte à l'exportation de nos produits. »

De beaux bâtiments ont été élevés près des nouveaux travaux : magasin à l'importation et à l'exportation, ateliers de réparation.

A droite et à gauche du terre-plein sillonné de voies de 1 mètre et de 0 m. 60 qui relient le wharf aux magasins, à la gare de marchandises et à l'ancien appontement lagunaire et qui formeront un réseau de 6 kilomètres lorsque le nouvel appontement sur le chenal sera raccordé à son tour, s'élèvent le magasin à l'importation d'une superficie de 600 mètres carrés et d'une contenance approximative de 1.200 mètres carrés et le superbe hangar, d'une superficie de 1.300 mètres carrés contenant 2.600 mètres cubes ce qui permet d'emmagasiner environ 1.800 ponchons d'huile de palme.

Ces installations sont complétées par un abri pour le personnel à l'extrémité du wharf, une distribution d'eau comprenant réservoir, grue et canalisation, un mât de signaux et un réseau téléphonique complet.

Cotonou est dès maintenant une des villes les plus coquettes, un des ports les mieux aménagés de l'Afrique occidentale française et c'est désormais une commune mixte. La jeune municipalité s'applique à réaliser des améliorations sensibles aux services d'hygiène, de voirie et de police et elle s'efforce de doter la ville d'un réseau Decauville complet.

En terminant son discours, le gouverneur a esquissé les projets dont il poursuivrait la réalisation dans l'avenir, grâce aux subsides que le gouverneur général Ponty veut bien consentir au Dahomey et qui doivent assurer l'essort continu de cette colonie.

L'exposition coloniale de Marseille. — Le Conseil des ministres qui s'est tenu le 1er juillet a décidé qu'une exposition coloniale aurait lieu à Marseille en 1916. Les vœux des Marseillais vont donc être exaucés. On sait, et nous l'avons rappelé (1), qu'un groupement de hautes personnalités marseillaises ayant à leur tête M. Artaud, l'éminent président de la Chambre du commerce, avait pris l'initiative de renouveler en 1916 à Marseille ce qui

(1) Voir la *Quinzaine coloniale* du 25 avril 1913.

avait si bien réussi en 1906. Marseille a de nombreux éléments de succès pour une exposition coloniale et en premier rang l'expérience. Après cette décision du gouvernement, les promoteurs de l'idée vont se mettre ardemment au travail et il n'estpas douteux qu'en 1916 les visiteurs de la vieille cité phocéenne y trouveront en un cadre magnifique, la démonstration brillante de ce que nous avons fait et de ce que nous pouvons espérer faire dans nos possessions d'outre-mer.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Un quart de siècle d'histoire coloniale.

La Société coloniale vient de fêter le jubilé impérial ; son organe, la *Kolonialzeitung* a saisi cette occasion pour retracer le mouvement colonial accompli depuis l'avènement de Guillaume II, c'est-à-dire depuis le milieu de 1888. Trois ans auparavant, l'Allemagne avait acquis ses possessions africaines, et la Nouvelle-Guinée. Du même coup, elle avait annexé les Carolines; mais, en présence de l'émotion causée en Espagne, Bismarck avait consenti à soumettre le litige au jugement du pape. L'Allemagne, déboutée, s'était rabattue sur les îles Marshall. Dans l'Afrique orientale, l'arrangement du 1er novembre 1886 n'avait fixé la frontière anglo-allemande que jusqu'au lac Victoria; entre la rive occidentale de ce lac et la frontière de l'Etat indépendant s'ouvrait une brèche par laquelle les coloniaux allemands espéraient pouvoir atteindre les pays du haut Nil. Justement, Emin pacha s'était engagé au service de l'Allemagne, et le Dr Peters négociait, avec succès, un traité de protectorat sur l'Ouganda. Cependant Guillaume II se préoccupait, alors, avant tout, d'assurer une entente allemande avec l'Angleterre. Son nouveau chancelier, le comte de Caprivi désavoua Peters, et renonça à l'Ouganda et à Zanzibar, qui étaient abandonnés à l'Angleterre, moyennant la cession de Helgoland. Le traité du 1er juillet 1890 exaspéra les coloniaux allemands ; ils le qualifièrent de « *Hosenknopfvertrag* », ou convention du bouton de culotte, par allusion à la plaisanterie de Stanley, disant que l'Allemagne avait troqué un pantalon neuf contre un vieux bouton de culotte. Tel fut le premier acte du nouvel empereur, en matière coloniale. La *Kolonialzeitung* n'a garde de rappeler un si mauvais souvenir; elle se borne, d'ailleurs, à mentionner les gains territoriaux. En 1897, le gouvernement allemand obtint de la Chine la cession à bail du territoire de Kiaotcheou. En 1899, lorsqu'il vit l'Espagne vaincue à Cuba, et dépossédée des Philippines, il offrit de lui acheter les Carolines, les Palaos, et les Marianes. L'acquisition fut réalisée, au prix de 16 millions 1/2 de m. La même année, la convention de Londres laissait les Allemands seuls maîtres des deux îles de Sawaï et Upolu, dans l'archipel de Samoa. Enfin, le Cameroun s'est agrandi, en 1911, des territoires congolais, cédés par la France. L'empire colonial allemand s'étend sur une superficie six fois égale à celle de l'Allemagne, et sa place au 3e rang, dans le monde. Cependant, la *Kolonialzeitung* faisait observer naguère que, en comparaison de la France. l'Allemagne, avec ses 65 millions d'habitants, sa population croissante, et son commerce de 20 milliards, aurait droit à des possessions beaucoup plus étendues. « Tandis que la France a quintuplé, et l'Angleterre quadruplé ses possessions africaines, depuis 1890, ajoutait-elle, les autres puissances africaines n'ont pas agrandi essentiellement la situation qu'elles avaient à cette époque. » Depuis 25 ans, l'Allemagne a eu à réprimer la grave insurrection du Sud-Ouest, qui a duré de 1903 à 1907, et les insurrections de 1888 et de 1905 dans l'Afrique orientale ; jusqu'à une époque toute récente, des combats, plus ou moins sérieux, furent livrés dans le Sud-Ouest, au Cameroun et dans la Nouvelle Guinée.

Dans son désir de louer Guillaume II, la *Kolonialzeitung* lui attribue le mérite qui, en réalité revient au ministre Dernburg, d'avoir cherché à mettre en valeur les colonies allemandes, et accroître leur production. Elle dit plus justement que son œuvre propre a été de créer une forte marine de guerre, pour soutenir et protéger le commerce allemand. La valeur du commerce des colonies, Kiaotcheou excepté, a quadruplé depuis 1900. De 58 millions de m., elle a passé, en 1911, à 240. Sur ce dernier chiffre, 166 millions représentent la part de la métropole. Pourtant, l'on voit qu'il reste encore beaucoup à faire, quand on constate que, pendant les neuf premiers mois de 1912, les colonies n'ont fourni que pour 37 millions de m. de produits coloniaux, sur une importation totale de 637 millions. Dans le Sud-Ouest, 1/6 seulement de la superficie a été concédée aux colons. De ces 13 millions d'hectares, 5.274 sont cultivés, le reste se compose de pâturages. L'effectif du troupeau, au 1er avril 1912, soit 170.000 têtes de gros bétail, et 877.000 moutons, paraît faible, en regard des chiffres respectifs de 20 millions 1/2 et de 7 millions qu'on trouve en Allemagne. La *Kolonialzeitung* ne pouvait manquer de rappeler ici que Guillaume II s'est rendu propriétaire de deux fermes, situées près de Gibeon, dont il se propose de faire des établissements modèles. L'étendue des terres concédées est, dans l'Afrique orientale, de 81 kilomètres carrés, dont 43 occupés par des plantations, et, au Cameroun, de 20 kilomètres carrés, cultivés, dont 8 1/2 en plein rapport. Dans toutes les colonies, il reste encore une très grande étendue de terres cultivables. Le budget des colonies, recettes et dépenses, s'établit à 145 millions de m., environ. La population blanche, au 1er janvier 1912, se composait de 25.000 individus, en chiffres ronds, au lieu de 6.000, en 1888. On compte environ, 200 sociétés coloniales, disposant d'un capital de 300 millions de m. L'administration centrale tend de plus en plus, à adopter la méthode anglaise, c'est-à-dire, à laisser une grande initiative aux gouverneurs, et à admettre les colons à collaborer à l'administration. L'essor économique, qui s'est manifesté dans les dernières années, est dû à la construction des voies ferrées. Il n'en existait pas, en 1888; leur réseau atteint, aujourd'hui, une longueur de 4.000 kilomètres. Le ministre actuel se préoccupe de la compléter, et, en même temps, de réduire les tarifs de transport. Les ports des colonies ont été visités, en 1911, par 2.000 navires allemands et 500 navires étrangers, sans compter 400 bateaux à voile. Enfin, l'administration coloniale n'a pas borné son activité au développement agricole et commercial; elle s'est acquittée, toujours davantage, de ses devoirs envers les indigènes, en veillant sur leur santé; elle a été secondée, dans cette tâche, par les missions, par la société de la Croix rouge coloniale, qui, elle aussi, a justement, comme nous l'avons dit, célébré dernièrement, le 25e anniversaire de sa fondation.

Après avoir jeté un regard sur le passé, et résumé l'œuvre de-

ces 25 dernières années, on peut se demander quelle sera l'œuvre de demain. La section berlinoise de la Société coloniale a, récemment, proposé à l'étude ce sujet : les prochains objectifs de la politique coloniale allemande; une conférence a été faite sur ce thème, le 26 mai dernier. Les conférenciers et les orateurs qui prirent part à la discussion se sont demandés comment l'Allemagne pourrait s'y prendre pour coloniser les territoires africains qui ne lui appartiennent pas, notamment les possessions belges et portugaises. Depuis l'accord congolais du 4 novembre 1911, des ambitions politiques sur le Congo belge se sont révélées, en Allemagne. Pour le professeur Delbrück, le centre de l'Afrique serait un gage destiné à être partagé, et distribué, en « compensations », pour ramener entre les puissances, l'entente nécessaire à la paix. Tout dernièrement, le journal pangermaniste, la *Post* publiait un article envisageant l'éventualité d'un accord anglo-allemand, relatif à l'Afrique centrale. « La Belgique, y était-il dit, ne nous cédera pas volontairement son empire africain. Il faudra, donc, ou l'acheter à un prix onéreux, ou le prendre, en vertu du droit de plus fort. » Ce mode d'espansion a été unanimement rejeté par les membres de la société coloniale, dont nous parlons plus haut. Il est condamné également par l'auteur d'une brochure intitulée : *Politique mondiale allemande et, pas de guerre*. Cet écrivain préfère à la guerre les moyens diplomatiques. Il considère la convention de 1911 comme marquant le début d'une période d'activité allemande réfléchie dans l'Afrique centrale, et voit dans les deux antennes congolaises « comme des poteaux indicateurs pour la future expansion allemande ». Pas un homme sensé, ajoute-t-il, ne pense à déposséder la Belgique et le Portugal de leurs colonies, mais ni la Belgique ni le Portugal n'ont les moyens et les ressources nécessaires pour développer économiquement, d'une façon normale, leurs immenses territoires. Pour les exploiter, ces deux puissances doivent faire appel à des nations plus fortes, et plus aptes à la colonisation. » C'est à l'Allemagne, pense l'auteur, qu'il appartient de mettre en valeur par la construction du chemin de fer, et par l'apport des capitaux, les richesses de l'Afrique centrale, tellement considérables que ce pays est, suivant lui, susceptible de donner lieu, dans 10 ou 12 ans, à un commerce de 1 milliard de m. La *Kolonialzeitung* estime, à son tour, que l'Allemagne doit tout mettre en œuvre pour maintenir à jamais ouvertes au commerce les portes qui ne lui sont pas encore fermées. « Mais il ne faut pas oublier, conclut-elle, que, dans nos propres colonies, nous avons encore bien des problèmes à résoudre, et aussi à accomplir bien des tâches, qui réclameront, dès l'avenir, le concours de la métropole, en argent et en hommes. »

CAMEROUN

La question des chemins de fer.

Le ministre des Colonies doit s'embarquer, le 9 août, pour l'Afrique occidentale. Il commencera son voyage par le Cameroun, auquel il consacrera environ un mois. Accompagné du gouverneur, qui est rentré, à la fin de mai, de sa tournée dans le Nord, il visitera les ports de la colonie, et leur hinterland, autant que le permettent les moyens de communication, et la partie centrale, desservie par les voies ferrée. L'objet principal de son étude sera, nous l'avons dit, la questions des chemins de fer.

Le Cameroun ne possède encore que 250 kilomètres de voies ferrées, moins que le Togo. Le gouvernement a résolu de demander au Parlement un crédit de 300.000 m. destiné à payer les frais d'une enquête sur les lignes projetées, 200.000 ont été, actuellement, votés. On sait seulement qu'il s'agit de prolonger les deux lignes existantes, l'une vers Garua et le Tchad, l'autre vers la Sangha, et, peut-être, l'Oubangui. La ligne du nord, s'arrête à 160 kilomètres de la côte, au pied des monts Manenguba. Le tracé prévu passe par Dschang, Bamenda, ou Fumban, Banjo, et Kontcha. Mais l'éxécution présente, parait-il, de très grandes difficultés techniques; jusqu'à présent, on ne sait comment franchir les monts de Dschang; peut-être sera-t-on obligé de recourir à une crémaillère. Malgré tout, la ligne devra être poussée, au moins, jusqu'au plateau de Bamum, si on veut en faire une voie d'accès à la région élevée des savanes. Un autre tracé a été proposé : l'itinéraire par le bassin de la Sanaga, soit sur la rive droite de ce fleuve, par Joko et Tibati, soit à gauche, par Jaunde et Dendeng, puis Ngaoundere. Mais, en admettant que ce second tracé soit adopté, pour la ligne nord, il manquerait encore à la colonie une voie ferrée se dirigeant vers le centre de la frontière orientale. Aussi, M. Franz Kolbe, dans les *Koloniale Monatsblaetter*, propose-t-il la construction d'une ligne passant par Jaunde, Nanga, Eboko, Dendeng, Kunde et Gore, qui diviserait le Cameroun en deux parties presque égales, et serait la véritable *Mittellandbahn* Il la désigne sous le nom de ligne du nord-est. Elle faciliterait dit-il, la pacification de régions, qui n'ont jamais été sérieusement soumises par les Français, permettrait d'atteindre des contrées fertiles, propres, en particulier, à la culture du coton, et, prolongée jusqu'à l'origine de la navigation sur le Logone oriental, elle deviendrait la voie d'accès la plus courte et la plus économique vers les pays du Tchad. Si, de Doba, cette ligne était poussée jusqu'à Fort-Archambault, qui est à 1.400 kilomètres de Duala, la région française du Tchad deviendrait l'hinterland économique de Cameroun, et aucun chemin de fer, transsaharien, ou autre, ne serait en état de faire, avec succès, concurrence à la ligne allemande. Un autre projet, recommandé, celui-ci par M. Moisel, a également en vue de détourner vers le Cameroun le service de ravitaillement des ports français du Tchad : c'est un chemin de fer de Garua au Logone, lequel formerait, dans l'avenir, la section terminale de la *Nordbahn*. « Par là, non seulement toute la partie du Cameroun située au nord de la Benoué serait ouverte au commerce, et rattachée à la circulation mondiale, mais le commerce français de transit nous serait adjugé. » Les frais de transport du matériel de construction seraient sensiblement réduits, ajoute M. Moisel, si l'on arrivait à créer une compagnie allemande de navigation sur le Niger et la Benoué.

Dans le projet de M. Fr. Kolbe, les trois lignes du nord, du nord-est et du centre pourraient avoir une section commune, de Duala à Dendeng ; c'est en ce dernier point que se ferait la trifurcation. Quelle direction, maintenant, prendrait la ligne centrale? Convient-il de la prolonger jusqu'à l'Oubangui? Si elle arrivait à Bangui, « elle capterait tout le commerce du bassin supérieur, français et belge », mais, à considérer l'intérêt propre du Nouveau Cameroun, elle a moins d'importance que les lignes du nord et du nord-est. C'est pourquoi M. Kolbe est d'avis que, pour le présent, la *Mittellandbahn* doit être conçue comme s'arrêtant à la Sangha. Il a été question aussi d'un chemin de fer pénétrant jusqu'au Congo, soit une bifurcation de ligne centrale, soit une *Sudbahn*, de Kribi à Ouesso, Impfondo, et la Nouvelle Anvers, ou bien de la baie de Muni, par le Gabon, vers Bonga. M. Kolbe, qui s'était d'abord montré partisan de la construction de cette ligne sud, ainsi pro-

longée, s'est depuis rangé à l'avis de M. Emile Zimmermann, qui considère que, en raison des difficultés énormes dans la zone forestière inondée, il faut abandonner l'idée d'une voie ferrée aboutissant au Congo.

L'objection faite contre l'exécution du projet d'une *Sudbahn* ne concerne que la partie orientale du tracé ; mais on sait que le gouvernement ne s'est pas décidé, jusqu'à présent, à satisfaire aux vœux des commerçants du Sud Cameroun qui réclament la construction d'une ligne partant de Kribi. En compensation, il a promis de rendre carrossables les routes de Kribi à Jaunde et Ebolowa. La Chambre de commerce a demandé la construction d'une route, pour automobiles, menant, par Ngulemakong vers Sangmelima, et d'une autre, au sud, par Ambam, vers Ojem. Mais elle ne va pas manquer de faire valoir un nouvel argument, en faveur du chemin de fer. L'emprunt sollicité par l'Afrique équatoriale française doit servir, en partie, comme on sait, à la création d'une ligne ferrée entre Njolé sur l'Ogooué et Kandjama, sur l'Ivindo. M. Merlin a mis en évidence la raison déterminante, qui l'a décidé à proposer cette entreprise. « En mettant Kandjama et Ndjolé en communication avec la mer, a-t-il dit, on facilite l'évacuation des produits du haut pays, et on fait dépendre, économiquement, de nous tous les territoires que nous venons de céder à l'Allemagne. Si nous n'agissons pas ainsi, toute l'évacuation se fera par le port allemand de Kribi, et il est bien certain que les habitants de Kribi ne tarderont pas à demander la construction d'un chemin de fer vers la Sangha. » M. Kolbe a commenté cette déclaration en disant : « Nous devons savoir gré à M. Merlin de la franchise avec laquelle il a expliqué son programme, et nous a montré les moyens de parer le coup, dont on nous menace. Les commerçants du Sud ne sauraient, en vérité, trouver un meilleur avocat que M. Merlin pour plaider la cause de leur chemiu de fer. » Il ajoute que, si le Parlement français vote l'emprunt, le gouvernement allemand ne pourra plus refuser la *Sudbahn*. Il y aurait 2 tracés possibles : Kribi, Ebolowa, Akoafim, Vahdi, ou bien Kribi, Ambam, Minvul, Vahdi. Le premier serait plus long, mais il aurait l'avantage de pouvoir être, actuellement, prolongé jusqu'à Ouesso. Quant au projet d'une ligne partant de la baie de Muni, M. Kolbe estime qu'il ne serait profitable qu'aux possessions espagnoles et françaises.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

Le commerce de l'Inde avec les pays étrangers.

Une statistique récemment publiée en Angleterre donne un exposé intéressant du commerce de l'Inde avec les pays étrangers et les possessions britanniques pendant les cinq années finissant en 1911-1912. Si l'on jette un coup d'œil sur son commerce extérieur, on est frappé du développement qu'il a pris dans ces trois dernières années. De 236.361.312 liv. st. qu'ils atteignaient en 1909-1910, les chiffres ont passé de 260.353.424 liv. st. en 1910-1911 et à 290.592.281 liv. st. en 1911-1912. Sur ce dernier total, les importations ont été de 131.684.190 liv. st. et les exportations de 158.908.091 liv. st.

Importations. — Le pays qui exporte le plus de marchandises à destination de l'Inde anglaise est le Royaume-Uni dont les expéditions de 1911-1912 se sont élevées à 57.635.248 liv. st., excédent considérable comparativement aux deux exercices précédents, mais cependant inférieur de 136.843 liv. st. au chiffre de 1907-1908. En outre de ses importations en provenance du Royaume-Uni, l'Inde anglaise a fait venir des marchandises, pour une valeur globale de 6.003.406 liv. st., des possessions britanniques disséminées dans le monde entier.

Parmi les pays étrangers en relations commerciales avec l'Inde, l'Allemagne est le principal exportateur européen, avec 5 millions 968.844 liv. st. en 1911-1012. Ce chiffre est dépassé par Java, qui n'a pas expédié moins de 6.314.048 liv. st. à destination de l'Inde pendant la même année fiscale.

Les importations provenant du Japon se sont élevées à 2 millions 318.307 liv. st., et celles expédiées des ports à traité de la Chine, à 1.034.024 liv. st. Les Etats-Unis d'Amérique ont contribué dans le total des entrées pour 3.527.290 liv. st. Il est manifeste que, parmi les pays européens qui font du commerce avec l'Inde, l'Allemagne, qui est aujourd'hui le plus formidable concurrent commercial du Royaume-Uni, est de beaucoup l'exportateur le plus actif ; les exportations réunies de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique et de la France ont été inférieures aux siennes de 1.228.500 liv. st.

Exportations. — La valeur des exportations à destination du Royaume-Uni a été de 38 millions 427.836 liv. st., somme à laquelle il convient d'ajouter les sorties dirigées sur les possessions et dominions britanniques, pour 23.052.723 liv. st., soit au total 61.480.559 liv. st., comparativement à 86.397.454 liv. st., pour l'ensemble des territoires non britanniques.

Les exportations de l'Inde sur le Canada n'ont atteint, en 1911-1912, que 678.035 liv, st.; ses expéditions de marchandises à destination de l'Australie ont été évaluées à 1.851.634 liv. st. et ses envois dans la Nouvelle-Zélande à 294.922 liv. st.

Parmi les pays d'Europe, l'Allemagne, a été en 1911-1912, le plus fort importateur de produits indiens, avec un total de 15.058.119 liv. st. Puis viennent, en importance : la France, avec 9.162.078 liv. st ; la Belgique, 8.883.270 liv. st.; l'Autriche-Hongrie-Hongrie, 5.046.924 liv. st.; l'Italie, 4.186.906 liv. st. et la Hollande, 2.212.893 liv. st. La Russie, avec ses 100.000.000 d'habitants, n'a importé que pour 1.158.206 liv. st., chiffre inférieur à celui enregistré pour l'Espagne, soit 1.191.316 liv. st.

Enfin, parmi les principaux clients de l'Inde anglaise, il convient de citer l'île de Java, l'Egypte, les Etats-Unis et l'Amérique du Sud, principalement la République Argentine.

Le commerce du blé.

La superficie de l'Inde anglaise cultivée en blé a augmenté dans ces quarante dernières années de 16 à 30 millions d'acres (30 millions 517.800 exactement en 1911). Le Punjab et les Provinces Unies sont les principales provinces productrices de blé. Voici la moyenne quinquennale en milliers de tonnes.

Provinces.	Années.		
	1902-3	1907-8	1912-13
Punjab	2.281	3.004	3.485
Frontière nord-ouest		278	249
Sind	123	157	124
Provinces Unies	2.328	2.539	2.762
Inde centrale	261	488	568
Rajputana	214	199	225
Bombay	461	403	388

Provinces.	Années.		
	1902-3	1907-8	1912-13
Provinces centrales.....	500	755	799
Berar.....	40	64	72
Hyderabad.....	28	79	70
Bengale.....	655	29	30
Behar et Orissa.....		446	497
Total.....	6.891	8.451	9.269

Les principaux clients de l'Inde sont la Grande-Bretagne, la Belgique et la France, ainsi que le prouve le tableau suivant montrant en milliers de tonnes les exportations depuis cinq ans :

	1908-9	1909-10	1910-11	1911-12	1912-13
Grande-Bretagne.	104	886	1.042	1.033	1.161
Belgique.....	»	121	59	186	183
France.....	»	18	141	73	129
Allemagne.....	»	8	6	19	23
Italie.....	»	6	4	16	102
Egypte.....	»	»	»	15	39
Autres pays.....	6	12	14	9	13
Total.....	110	1.051	1.266	1.361	1.660

AUSTRALIE

Un nouveau ministère.

Une des conséquences des élections australiennes, dont on ne possède pas encore les résultats complets, aura été le changement de ministère. M. Fisher a remis le 20 juin à lord Denman sa démission et celle de ses collègues. Le ministère Fisher était au pouvoir depuis le 29 avril 1910, date de la chute du cabinet Deakin-Cook. De nombeux et importants événements ont marqué le passage de M. Fisher à la tête des affaires ; le transfert des territoires du Nord au Commonwealth, l'inauguration de la capitale fédérale, la taxe foncière, les primes à la maternité, le développement du système fédéral judiciaire, les droits sur les sucres, le commencement de construction du chemin de fer transcontinental et surtout, en matière de défense, le service militaire obligatoire et projet de marine australienne.

On a fait appel à M. Cook pour constituer un nouveau ministère et voici la liste des collègues qu'il s'est adjoint :

Mr. Cook, premier ministre et ministre de l'Intérieur ;
Sir J. Forrest, trésorier ;
Mr. W. H. Irvine, attorney général ;
Mr. E. D. Millen, ministre de la Défense ;
Mr. P. M. Glynn, ministre des Affaires étrangères ;
Mr. L. E. Groom, ministre du Commerce et des Douanes ;
Mr. A. Wynne, ministre des Postes ;
Mr. J. H. Mc Coll, vice-président du Conseil exécutif.

MM. W. H. Kelly et le sénateur J. S. Clemans, ont été nommés ministres sans portefeuilles.

La moitié des collègues de M. Cook a déjà fait partie des précédents cabinets fédéraux.

La question des habitations.

La revue l'*Océanie française* a publié dans son dernier numéro, les renseignements généraux suivants sur les conditions des habitations en Australie qui ne manquent pas d'intérêt :

« Les résultats du dernier recensement donnent un total de 929.789 demeures de toutes sortes, dont 888.045 sont des habitations privées, et 41.744 consistent en hôtels et constructions diverses n'entrant pas dans la première catégorie.

« Sur les 888.045 habitations privées, il y en a 64.886 qui ne possèdent qu'une seule pièce, 44.139 qui en ont 2, 70.188 qui en comptent 3 et 204.687 4. Ces dernières semblent être le type de la petite maison australienne. Enfin, 190.229 maisons comportent 5 pièces, et 147.549 en ont 6. Le nombre des habitations de 7 pièces dépasse de 10.439 celui des maisons à une seule pièce, tandis que les maisons à 8 pièces sont au nombre de 40.623. Ce n'est que lorsque l'on arrive au type du château, avec 11, 12, 15 et 20 pièces, que le nombre commence à devenir restreint. Le Commonwealth compte 4.896 maisons de 11 pièces, 4.043 de 12 pièces, et seulement 861 de 20 pièces et au-dessus.

« De tous les matériaux de construction, c'est la brique qui est préférée pour les habitations destinées à la classe moyenne ; la pierre est réservée aux châteaux. Mais c'est encore le bois qui rencontre le plus de faveur ; le nombre total d'habitations construites en bois s'élève à 489.966. Les maisons en bois sont en grande partie affectées aux simples logements ; cependant, il n'y a pas moins de 42.042 maisons de 7 pièces, et l'on compte 204 habitations de 20 pièces et au-dessus, qui sont construites de cette façon.

« Il existe dans la Nouvelles-Galles du Sud 319.766 maisons privées ; 263.634 dans la Victoria ; 121.753 dans le Queensland ; 82.108 en Australie méridionale ; 66.563 en Australie occidentale ; 38.950 en Tasmanie et 1.194 sur le territoire du Nord, sans oublier 431 maisons de tous genres sur le territoire de la capitale fédérale.

« Les loyers sont généralement plus élevés que dans les grandes villes d'Angleterre. La statistique indique, pour le Commonwealth tout entier, 81.882 maisons louées à un prix variant entre 5 et 6 shelling par semaine et 104.969 habitations de 10 à 11 sh. par semaine. D'autre part, les maisons qui ont quelque prétention se louent à des prix très élevés. Il existe 3.927 loyers de 100 à 130 liv. st. par an et 38 maisons seulement dont le loyer annuel se tient entre 200 et 250 liv. st. Enfin, on compte 274 châteaux pour la location desquels le prix varie entre 260 et 312 liv. st. par an. »

Questions d'Histoire et de Géographie.

LES FORESTIERS DU CONGO

La géographie humaine doit avoir une particulière dilection pour les sociétés primitives, car elle y trouve, pour corroborer sa philosophie déterministe, les exemples les plus précis : nulle part la nature ne se montre aussi dominatrice ; nulle part l'homme n'a su aussi peu se dégager des influences physiques extérieures. Je goûte assez ces mots de Montaigne : « Ils sont sauvages, de même que nous appelons sauvages les fruits que la nature de soi et de son progrès ordinaire a produits » : je les lis en épigraphe de ce livre charmant et savant, où le gouverneur Cureau nous initie, en sociologue, en géographe, mais aussi en juriste, et en psychologue, et en poète, aux mystères indigènes de la silve du Congo français (1).

L'exubérante nature de l'Afrique équatoriale est, pour l'homme qui s'y meut, peu prodigue de ses trésors. Ici, tout est immense.

(1) Dr Cureau : *Les sociétés primitives de l'Afrique équatoriale*. P. Colin 1912. 8° écu 420 p. (carte et 18 photographies hors texte extrêmement expressives).

n'est point à l'échelle humaine. De vastes plateaux étagés et concaves, où les eaux s'amoncellent en marais, d'où elles jaillissent en fleuves qui se brisent sur les rochers ou s'épanouissent au delà des rives; la monotonie de saisons uniformes, six mois de sécheresse, six mois de déluge; une chaleur moite et continue; l'eau maîtresse de cette terre lavée et molle. Une végétation variée en espèces, mais dont la lourdeur écrase, et l'abondance emprisonne : près de la mer, les arcs ogifs des rhizophores, leurs colonnes droites et leurs pendentifs grêles qui, de vingt mètres, descendent vers la vase; dans l'eau douce, les prairies flottantes des papyrus et des bancs d'herbes ; sur les bancs émergés d'argile, les longs et redoutables crochets des palmiers-lianes qui s'agrippent à tous les bouquets, et le paysage aquatique qui vous poursuit de sa monotone ampleur...

« Le spectacle entier évoque l'idée d'un monde disparu : l'air embrasé oppresse la poitrine; les buées qui se dégagent du ciel attiédi roulent à sa surface comme sur une cuve en ébullition; de lumineuses vapeurs s'effilochent dans le ciel; les berges marécageuses dégagent des senteurs fétides; des îles, couvertes d'eau limoneuse, émerge un invraisemblable fouillis de végétations enchevêtrées; des hippopotames reniflent en soufflant une gerbe d'eau; un crocodile se vautre dans une sieste immonde, la gueule ouverte à la pointe d'un banc de sable; un pélican s'avance à pas comptés, en quête de poisson; un anhinga, moitié oiseau, moitié serpent, fend l'air en trait de flèche; un varan s'allonge sur une grosse branche, tout prêt à replonger dans son humide élément; enfin, une troupe d'éléphants traverse une clairière inondée, balançant leur trompe et agitant le large éventail de leurs oreilles. Les jeux de lumière concourent à l'illusion. Les premiers plans ont des contrastes violents d'ombre et de clarté. Les lointains que l'atmosphère surchauffée fait trembloter, prennent des silhouettes indécises. Le mirage suspend en l'air les îles et les corps flottants et les sépare de leur image réfléchie par la surface du fleuve. Des traits aveuglants se croisent et se brisent dans l'espace, un million de fois répercutés par le ciel, les feuilles polies des arbres, l'eau scintillante, les bancs de sable. Il semble qu'on soit placé au centre d'une sphère miroitante aux innombrables facettes. C'est une orgie, un écœurement de lumière, sans dégradations, sans coloris, sans nuances... »

Quelle vision que cette peinture d'un Meschacebé réel !

Puis, voici le Congo, fleuve-monstre, qui multiplie ses îles, éparpille son courant en infinité de canaux, s'étale daus les sous-bois en fondrières limoneuses, laissant parcimonieusement à l'homme des terres solides, habitables. Ajoutons une humidité lourde qui oppresse, un constant demi-jour verdâtre, l'absence du soleil qui ne peut percer le plafond des frondaisons épaisses, pas d'herbe ni de mousse pour s'étendre, les fruits à des hauteurs inaccessibles, la nourriture incertaine et la chasse hasardeuse : telle est l'hospitalité qu'offre l'épaisse et sombre forêt. Au delà seulement, le haut pays s'assèche et s'humanise : les arbres s'espacent, s'abaissent, l'horizon s'élargit, le ciel se montre, l'air circule. Avec l'ambiance plus accueillante, la vie s'affranchit, une civilisation rudimentaire s'annonce qui discipline cette nature adoucie dans le pâturage et les labours : « l'homme des plaines, des savanes, s'oppose à l'homme des bois ».

En forêt, végétaux et animaux pullulent; mais le Nègre meurt de faim. Dans un instructif chapitre, le Dr Cureau a dressé la liste des misères qui assaillent le Noir débile : dermatoses, embarras gastro-intestinaux, broncho-pneumonie, maladie du sommeil ravagent les populations équatoriales, abaissent la moyenne de la vie au chiffre de 12 à 15 ans. Elles auraient pour cause essentielles les conditions mêmes de l'existence : aliments insuffisants ou insuffisamment nutritifs, costumes nuls ou rudimentaires, habitations malpropres et malsaines, sans compter les vraies bêtes féroces du pays, les insectes dont le harcèlement sans trève, sinon les venimeuses piqûres, est d'une constante nocivité.

Le degré de civilisation se mesure à la capacité de l'homme, qui dompte les forces physiques, arrache à la nature inerte les éléments utiles, bref, crée des richesses autour de soi et pour soi. Dans une société civilisée, le groupement entier jouit du travail individuel, des productions d'un seul membre. L'homme primitif, qui ne prévoit ni n'accumule, ne s'allie à son prochain que si l'union décide d'une plus immédiate victoire sur la nature inclémente; il ne fait participer à sa tâche que ceux dont le voisinage perpétuel lui assure une aide efficace. Ses associés sont donc une source de richesse : il n'en augmente le nombre que si croissent ses besoins. La société la plus inférieure est bornée à la famille : tel est le groupement-type des Noirs de la forêt africaine.

L'homme de la zone équatoriale, justement parce que le milieu est hostile, doit être un travailleur tenace, sinon ingénieux et habile; qui a su vaincre une nature rebelle trouve dans son labeur opiniâtre une supériorité corporelle et politique sur l'homme plus amolli et plus paisible des plaines découvertes du Nord. Tels les Fang, qui, depuis la forêt vierge, se sont épandus invinciblement dans les savanes voisines; dans leur pédagogie se conserve, comme jadis à Sparte, le souvenir de leurs durs travaux; le jeune Fang doit traverser nu des buissons épineux, marcher sur des cailloux et des noix de palme concassées, triompher de la douleur. Les croyances religieuses traduisent, comme chez toutes les races jeunes, le respect superstitieux des forces physiques insurmontables, chaleur étouffante, déluges, inondations, légions infinies des moustiques, des fauves : elles peuplent le monde de génies redoutables, immensément intelligents et forts, dont la bonté est inconnue : religion sans consolation, que suit une morale utilitaire, si l'on peut nommer morale la seule réprobation des méfaits dont on est victime, le seul désir d'échapper aux conséquences de ses fautes. Ainsi, l'éducation empirique ou l'instruction doctrinaire ne fait connaître au Nègre que les difficultés de la vie. Un unique précepte : « Défends-toi ».

*
* *

Accumuler des biens, c'est-à-dire les ravir à la nature, veiller sans repos sur ces trésors : poursuite et alerte, c'est ce qui, pour le Noir, peut s'appeler la vie. S'il sait imposer sa puissance à d'autres êtres, accroître pour soi-même le nombre des bras travailleurs, le nombre des yeux vigilants, il sera plus fort, plus respecté, plus riche. Aussi acquerra-t-il des femmes, des esclaves, procréera-t-il des enfants : ce sont, au même titre, des éléments de richesse. Plus la famille s'étend, plus certaine devient la vie.

Le jeune homme qui a amassé quelques marchandises, charges de sel, fusil, cochons, pièces d'étoffe, sagayes, couteaux, lingots, pirogue, bouteilles de genièvre, chiens de boucherie, troque son pécule contre une femme, objet moins périssable, plus mobilier et de bon rapport. Le mariage est un placement : l'épouse servira des rentes en préparant le poisson fumé, les nattes, la vannerie, les poteries, les pagnes, les pâtes, les garçons qui fourniront des bras, les filles qui seront vendues à leur tour. Et la rente croîtra avec le nombre des femmes : le gynécée est une banque, où le capitaliste polygame vivra en toute paresse, confiant et satisfait. Puis, en se donnant des enfants, en adjoignant par rapt ou par troc des esclaves à sa famille, le Nègre continue à accroître ses richesses, à s'assurer une main-d'œuvre; l'esclave est un enfant artificiel, et, comme les descendants, comme les mères, un capital productif d'intérêts. L'autorité grandit avec la richesse : le père est devenu un maître, un « chef ».

Ainsi constituée, la famille est un organisme social qui se suffit à soi-même. Plus forte, elle marche à la conquête du monde, et, tout d'abord, adapte à ses besoins primordiaux les éléments les plus malléables. Une division du travail s'élabore, qui, au reste,

laisse au chef les travaux les moins pénibles ou ceux, revenant à de longs intervalles, qui exigent sa direction. Le matin, quand la chaleur n'est pas encore étouffante, notre Noir consent à abattre les arbres, à construire ou à réparer sa case; les femmes plantent, sarclent, récoltent, portent les bois, panifient le manioc, cuisinent les légumes, les viandes, y mélangent les graisses, les épices, les huiles. Plus tard on mange, puis on se baigne; la femme lave pagnes, écuelles, calebasses; l'homme fait la sieste sous les arbres, ou sur les lattes de sa hutte, balayant indolemment les mouches qu'attirent sa sueur, sa crasse et l'huile rance dont son corps est badigeonné. Enfin, le repos du soir et le sommeil nocturne.

Ce tableau de la vie familiale n'est pas toujours aussi idyllique: c'est l'apaisement quand règne l'abondance, quand on a assuré l'indispensable défense contre les ennemis de toutes sortes qui guettent ou attaquent la petite tribu. Se prémunir contre les pluies, les bêtes, et se bâtir une maison; se garantir des plantes acérées ou coupantes, et se mettre un vague vêtement; se garer de la faim sans cesse menaçante, et chasser, pêcher, gratter: c'est ces tâches capitales qui accaparent la famille et répartissent ses journées.

La forêt dense et humide offre ses propres abris contre les rafales pluvieuses : l'indigène se réfugie sous les branches; ingénieux il arrache les feuillages, les dispose en pentes sur un rameau horizontal et bas, puis étaie le bout flexible d'un poteau fiché en terre; plus perspicace encore, il choisit les palmes, feuilles vernissées entre toutes, les épingle à l'aide d'épines, les dispose en toiture sur des perches qu'il a dressées : ainsi, de progrès en progrès, il a constitué sa hutte, la case rectangulaire, la maison-type de cette zone. L'habitation est en fonction du milieu physique : dès que le ciel et le sol s'assèchent, que les bois font place aux steppes soudaniennes, que l'homme n'a pour se défendre contre l'ardeur du soleil que des peaux de bêtes cousues, alors la case conique de paille, perfectionnement de la tente, remplace la cabane quadrangulaire et feuillue. L'exiguité de la demeure suffit aux quelques heures de sommeil, s'adapte à l'impérieux besoin, pendant les nuits les plus fraîches, de la chaleur corporelle. Mais, la famille s'accroît-elle, la hutte s'allonge, se divise; elle se scinde même en plusieurs cellules. Ainsi, vers la Sanga, le groupe familial s'essaime en loges voisines qui entourent une loge centrale, celle du maître, de l'époux commun. Chaque famille vit dans cette agglomération de cases et pourvoit seule à ses besoins.

Avant tout, il faut protéger son corps : le froid est inconnu, le chaud vêtement inutile; le danger, c'est le tranchant des feuilles des marais, le coupant des grandes herbes, la pointe épineuse des broussailles. Contre elles il n'est besoin de couvrir que les plus sensibles organes : le costume n'est qu'un bouclier, une peau de bœuf ou d'antilope, des bandes de fibres ou d'écorce entre les jambes, sous les reins. Puis l'ouvrage se parfait : les fibres sont choisies, affinées, roulées, blanchies à l'air, tissées à la main; l'étoffe ainsi tramée forme un pagne qui peut être, suprême élégance, coloré de rouge, de noir. Ce progrès en engendre d'autres : le Fang qui érige, par coquetterie, un plumet de perroquet sur son heaume le Bombasa, qui orne sa perruque de longues cornes recourbées, apprennent à utiliser l'animal. Mais déjà quand, pour se vêtir, il a extrait les textiles, les a filés, cordés, tissés, cousus, teints, il est sorti de la passivité primitive, s'est mué en civilisé.

Enfin, il faut manger. Le Nègre, croit-on volontiers, recueille sans aucun effort les fruits qu'offre à son désir l'épanouissement forestier. Mais cette végétation tenace ne s'extirpe qu'avec peine et ne cède point la place aux champs. Les orages diluviens, en un clin d'œil, noient les cultures; l'humidité les pourrit; la horde microscopique et rapace, fourmis, termites, sauterelles, criquets, chenilles, les dévorent; les singes se ruent dans les plants de sorgho, de riz, de maïs; les hippopotames s'y vautrent; les éléphants les piétinent; les mangoustes sont à l'affût des œufs de la basse-cour; le lion, le léopard, le python sont friands de cochons, de chèvres; les maladies fondent sur les bœufs. Quelle vie hasardeuse, où le manger ne s'assure même pas au prix d'une lutte quotidienne, où l'homme est désarmé devant la nature ennemie! Sans doute il peut récolter régimes et vin de palme; sans doute il arrache les bananes, qui seront bouillies, cuites sous la cendre, pressées en farine, fermentées en boisson; il se nourrit des pâtes de mil, de sorgho, de maïs, pétries avec de l'eau et mêlées de piments; il pêche, il chasse. Mais quelle poursuite aventureuse et quel précaire butin! Le Négrille, réduit à son javelot, sa flèche, sa lance, doit ramper dans la forêt fangeuse, se tapir dans le fumier de bois et de feuilles, attendre de longues heures l'éléphant dans la puanteur des bauges, sauter soudain entre les pieds du vieux pachyderme qui clôt la marche de la troupe, lui plonger son fer dans le ventre, bondir pour se soustraire à la rage du fauve, puis deux jours parfois le poursuivre, le harceler, et, incapable de traîner le géant mort, se gaver avidement de chair, sur le cadavre palpitant. Aussi, toute viande de boucherie, l'esclave qu'on achètera, engraissera, abattra, est une extraordinaire aubaine : le cannibale assouvit son appétit de famélique. Le mangeur d'hommes est un crève-la-faim. Hors la famille pas d'humanité; on traque le « barbare » comme la bête. Au nord de l'Oubanghi, par exemple, chaque tribu, ennemie-née de ses voisines, vit isolée dans ses fermes-cabanes, entourées de jardins.

* * *

Le village est l'abri d'une famille prolifique : tantôt les fils demeurent auprès de la vieille souche ; tantôt ils s'en détachent et vont au loin essaimer. Les descendants sont-ils nombreux, les cloisons s'ajoutent dans la case ; la hutte se disloque en huttes; des maisons communes s'édifient : l' « abègn », corps de garde à l'orée du village fang, la case à palabres, où les hommes achèvent leur courte journée de labeur dans la fumée, les beuveries, les querelles et les potins.

La place du village n'est point fortuite. L'inondation le menace, et il choisira le rare banc d'argile, élevé de quelque cent mètres, qui émergera des hautes eaux : sur la Likouala en crue on circule en pirogue de butte en butte, de case en case. Ou bien, pour plus de sécurité le village se juche sur le bourrelet riverain, pour qui le fleuve n'est tout ensemble ni redoutable ni éloigné. Il faut, de plus, se défier des populations voisines : les villages de l'Ogoué, du moyen Oubanghi se perchent, protégés sur leur colline par le sol glissant, le fourré épais, la pente raide, et les abatis d'arbres, les chausse-trapes, les fossés. L'on élit enfin un site propice, confluent, berge poissonneuse, clairière fertile, piste commerciale, même le voisinage des Blancs. En dépit de ces avantages, le village n'est point permanent ni stable. Souvent plusieurs établissements se succèdent, instinctif hommage aux bienfaits du lieu ; mais un village grandit pour une famille, périclite avec la décadence de son fondateur, et disparaît avec lui. Fait de matériaux légers, aisément il se désagrège. Le Nègre n'est pas nomade, mais il vit au jour le jour et ne bâtit guère que pour une génération.

Ce village familial subsiste de ses seules œuvres. Il a son jardin qui enceint les cases de bananes, patates, haricots, piments, arachides ; plus loin il possède, dans ses réserves, au milieu de la forêt, les grandes plantations, les grosses racines farineuses, les céréales à graines comestibles. Pour créer ses champs, l'isolé impuissant a dû s'associer à d'autres : seul avec sa simple

hachette, il ne peut terrasser les géants des bois. Deux ou trois hommes se sont arc-boutés sur les saillies d'écorce et, les reins sanglés, se sont attachés aux troncs, ont creusé à petits coups redoublés des brèches jusqu'à ce que l'arbre s'écroule. De même il est difficile, dangereux de s'attaquer seuls aux monstres : on va à eux plutôt de conserve, afin de les mieux surprendre; l'on tend des collets en lianes pour capturer les oiseaux ; l'on attire les antilopes en imitant leur bramement ; on sème la forêt de fosses où tomberont éléphants, hippopotames et bœufs. Pour ces battues se mobilisent tous les gens valides du village ; aussi bien faut-il être là pour prendre sa part de la curée, se plonger avec délices dans les entrailles puantes, déchiqueter la victime, s'en gaver jusqu'en être saoûl. Le village a aussi ses bassins de pêche : les femmes barrent la rivière, la vident par des calebasses, recueillent à sec le poisson ; ou bien par des estacades en clayonnage on construit des nasses savantes ; ou encore, comme sur l'Oubanghi, on jette des filets sous des pirogues, qui basculeront au moment propice et recevront le poisson lancé. Toujours les difficultés de la conquête, végétale ou animale, rendent indispensable la cohésion des efforts, une discipline, en somme un rudiment d'organisation politique, la royauté primitive du « tata », père de famille, chef de village.

*
* *

La forêt vierge, par son fouillis inextricable, impose à ses habitants la dispersion, l'isolement. De village en village les rapports sont malaisés : pas de défrichement possible dans cette frénésie végétale, pas de sentiers stables dans ces fondrières fangeuses, pas de bêtes de somme dans ce domaine malsain, pas de cours d'eau qui ne soient barrés par des chutes, des rapides. Au moins ces fleuves offrent-ils de longs biefs navigables et inaugurent-ils les relations d'affaires entre les villages riverains : les pirogues ont de tout temps circulé sur le moyen Congo, amenant au Stanley-Pool le poisson fumé, l'ivoire, les esclaves, en emportant le cuivre, les étoffes, les poteries; les Fang, habiles pagayeurs, ont monopolisé jadis, malgré les cataractes, le transport sur l'Ogooué de la bimbeloterie européenne et ont imposé longtemps leurs services de commissionnaires : le caoutchouc, l'ivoire, l'ébène ne passaient que par leurs mains. Ainsi la nécessité créait, dès avant la colonisation blanche, des liens entre les tribus. Il se formait des lieux d'échange, sites d'élection sans doute : confluent, cataracte, limite de navigabilité, lisière de la forêt, ligne de partage des eaux. La géographie prédisposait ces places à servir un jour de marchés.

Mais, que le village sortît de sa solitude, qu'il produisît au delà de ses besoins, qu'il ne fabriquât pas tout ce qu'il fallait à sa subsistance, qu'il s'éveillât à la notion de la solidarité interfamiliale, que le voisin cessât d'être un ennemi, un « barbare », contre qui l'on se précautionne et dont on épie la faiblesse, ce fut, certes, une lente évolution séculaire. Cette conscience a dû naître à l'instigation étrangère : les négriers l'éveillèrent, et, en fixant pour leurs caravanes humaines des chaînes d'étapes, des marchés, ils percèrent dans la forêt des courants de troc qui n'ont changé que d'objets.

Maintenant encore les rapports entre villages ne sont rien moins que pacifiques. Ils dérivent de la conception du groupe, caste jalousement fermée, de l'absence de justice sociale, de la répression des crimes sous la forme de la vendetta : d'un vol, d'un rapt, d'un meurtre, toute la famille de l'agresseur est reconnue responsable, et toute la famille de la victime prête main-forte pour la vengeance. Le vaincu sera captif : esclave de corvée, esclave de boucherie.

Moins que les guerres, les échanges commerciaux contribuèrent à l'évolution sociale, politique, l'accentuèrent vers un dernier stade, la constitution de l'Etat. Au surplus le roi, comme le « mokoko » des Batéké de Brazzaville, est à peine un roi d'Yvetot: son domaine n'est qu'un grand village ; ses sujets ne lui concèdent guère qu'une vague considération semi-sacrée, et en guise de liste civile, que quelques ballots d'étoffe ou charges de fil de laiton. Le « nganga », le sorcier, féticheur et thérapeuthe, grâce à sa science empirique et ses incantations charlatanesques, est de beaucoup plus influent : le premier facteur de discipline dans ces sociétés naissantes est un pouvoir religieux. Le sauvage vit dans des transes : la morale sociale naît des efforts qu'il fait pour s'affranchir des forces occultes. Le rôle du nganga congolais rappelle celui des Moïses : ses prescriptions hygiéniques, ses interdictions morales, même les danses rituelles, les imprécations magiques, les amulettes préservatrices font échec à la toute puissance des divinités méchantes que le Noir a imaginées : le double, esprit du mort, qui inspire les cauchemars, taquine les dormeurs, rosse les noctambules, ou ce dieu vague, génie malfaisant, pourvoyeur des déluges, des blessures, des maladies, des plantes vénéneuses, des animaux destructeurs, depuis le crocodile paresseux qui happe jusqu'au termite insinuant qui dévore la maison.

La nature implacable tend ses pièges, prépare ses cataclysmes, convie les êtres, les eaux, le ciel à une lutte sans merci contre l'homme des forêts : c'est en se détachant de cette emprise terrible qu'il se civilise peu à peu. Dans les groupes où la nécessité le fait vivre, la famille, le village, il tente moins de s'affranchir du milieu physique rebelle que d'en discipliner les forces et de les asservir à ses fins.

JACQUES ANCEL.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

L'exposition des thés et cacaos de l'Institut colonial de Marseille. — La série des expositions de produits continue à l'Institut colonial marseillais, et c'est heureux, car c'est là un *moyen excellent de propagande et d'étude*. Nous avons pu assister personnellement aux opérations du jury et nous sommes revenu persuadé que les opinions exprimées par les industriels convoqués à cet effet seraient du plus grand poids auprès des producteurs. Il ne s'agit plus, en effet, comme dans les grandes foires internationales, de récompenser telle ou telle firme ayant exposé un nombre suffisant de fois, mais bien d'apprécier véritablement les qualités des produits soumis à l'examen des techniciens compétents. Voici les conclusions des dernières réunions des jurys. (*Expansion coloniale* 1913, n° 66.)

CACAOS. — M. MOUREN, rapporteur, termine comme suit son rapport dans lequel on verra qu'il n'est en aucune façon question du Gabon, dont la production s'étendra cependant bientôt dans une proportion intéressante. Par ignorance, sans doute, ou parce que la quantité produite est encore trop infime, les planteurs congolais n'avaient pas envoyé de cacaos à examiner. Ils répareront cette lacune dans l'avenir :

« De l'ensemble de l'examen auquel s'est livré M. MOUREN, il résulte que nos planteurs coloniaux possèdent les éléments et les connaissances nécessaires pour fournir des cacaos pouvant rivaliser avec la plupart des produits étrangers : les uns, ceux de Madagascar, par exemple, pour la belle couleur rougeâtre de leur chair;

les autres, ceux des Antilles et de la Côte d'Ivoire, par leur qualité qui peut lutter avantageusement avec les cacaos d'Amérique (Trinidad et Brésil). Et, à ce sujet, il y a lieu de faire remarquer l'intérêt qu'il y a pour notre colonie de la Côte d'Ivoire à s'appliquer à produire cette denrée, puisque sa voisine, la Côte d'Or (Gold Coast, possession anglaise) située à peu près sous la même latitude et qui ne produisait, il y a dix ans, qu'une quantité insignifiante de cacao, a livré en 1911 plus de 40.000 tonnes de cacao, dépassant de près de 10.000 tonnes la production de San-Thomé (possession portugaise) réputée jusqu'ici comme la plus abondante de la production africaine. Un pareil résultat pourrait être obtenu aisément dans cette partie de nos possessions de la côte occidentale de l'Afrique, puisqu'il est prouvé que c'est surtout la méthode de la petite culture faite par les indigènes qui a permis aux Anglais de la Côte d'Or ce résultat que l'on peut qualifier de formidable.

« La même observation peut s'adapter à notre colonie de Madagascar sur la partie nord et sur la côte orientale où la culture du cacao présente des caractères parfaits de stabilité.

« Il ressort donc nettement de cette exposition que le cacaoyer peut être une source importante de revenus pour certaines de nos colonies africaines et des Antilles dont la valeur commerciale des produits peut être comparée avec avantage à certains cacaos de provenance étrangère, sous réserve d'appliquer des méthodes de culture d'ordre technique et économique qui semblent avoir fait défaut jusqu'ici. C'est un effort à faire, mais qui donnera certainement de merveilleux résultats, pour peu que des méthodes plus rationnelles de culture soient introduites et que l'Etat français se décide à abaisser ou même à supprimer les droits sur les cacaos coloniaux ou encore à encourager les fabricants de chocolat français, par un système de prime, à n'employer de préférence que des cacaos coloniaux. »

THÉS. — Le rapport sur les thés ne pouvait porter que sur ceux d'Annam et du Tonkin, puisqu'on n'en produit nulle part ailleurs dans nos colonies, nous laissons la parole à M. P.-L. DIGONNET :

« L'arbre à thé n'était pas cultivé autrefois en Indochine, il poussait à l'état sauvage et se développait beaucoup trop; les feuilles grossières donnaient une infusion sans saveur agréable, néanmoins, les indigènes les cueillaient pour leur propre consommation et les employaient sans leur faire subir d'autre préparation que le séchage. Actuellement, du reste, les indigènes emploient toujours le thé brut.

« Les premiers essais de culture de l'arbre à thé et de préparation des feuilles à la chinoise remontent à 1890, ils furent assez heureux et les thés de l'Indochine firent leur apparition en France en 1892; la production était alors insignifiante et les envois se limitaient à quelques centaines de kilogrammes. Mais les progrès furent rapides et les exportations en France augmentaient sensiblement chaque année.

« On peut fixer approximativement, par période de quatre années, les chiffres annuels atteints :

En 1896.....	50.000	kilogrammes	environ.
» 1900.....	125.000	»	»
» 1904.....	250.000	»	»
» 1908.....	375.000	»	»
» 1912.....	500.000	»	»

« Au début, le feuillage était grossier et le goût de l'infusion désagréable, mais grâce au régime de faveur dont jouissent les thés des colonies françaises à l'entrée en France, le prix de revient (droits acquittés) étant sensiblement inférieurs à celui des thés ordinaires de la Chine et des Indes, l'écoulement en fut facile. Le bas prix seul fit donc tout d'abord le succès des thés de l'Indochine.

« Mais des améliorations appréciables étaient réalisées d'une récolte à une autre, surtout comme aspect du feuillage et actuellement les thés de l'Indochine rivalisent avantageusement avec les thés de qualité courante des autres provenances. Les feuilles sont bien roulées et l'âcreté du goût est très atténuée.

« Les thés de l'Indochine et plus particulièrement de l'Annam sont incontestablement les plus riches en théine (caféine), ils contiennent environ 4 0/0, alors que les thés de Ceylan et des Indes n'arrivent qu'à 3 0/0 et les thés de Chine 2 0/0 environ. On doit, par contre, constater avec regret qu'ils n'ont aucune finesse de goût ni d'arôme, ce qu'il faut attribuer à la nature du sol et à l'influence du climat.

« Dans ces conditions, il sera impossible d'atteindre à la qualité des grands thés de Hankow et de Darjeeling, ni même aux sortes fines de Foochow, de Calcutta et de Colombo ; on peut cependant espérer dans l'avenir de nouvelles améliorations, de grands efforts sont faits dans ce but.

« L'Annam est favorisé dans la production comme quantité, par contre, le Tonkin marque un avantage réel comme qualité, et les produits exposés par MM. CHAFFANJON, LAFEUILLE et Louis REYNAUD méritent une mention particulière.

« La liqueur des thés du Tonkin se rapproche de celle obtenue avec les thés du sud de la Chine, elle est plus ambrée et plus agréable que celle des thés de l'Annam. Les moyens de préparation sont cependant les mêmes et cette constatation confirme l'opinion déjà émise sur l'influence du climat et la nature du sol. On doit en conclure que les efforts des producteurs devraient se porter de préférence du côté du Tonkin qui offre beaucoup plus de chances d'amélioration de qualité que l'Annam.

« Si l'on examine la situation du marché français, on voit que les importations de thé de l'Indochine ont dépassé 500.000 kilogrammes dans l'année écoulée, faisant un bond de près de 100.000 kilogrammes sur l'année précédente ; mais le tout n'a pu être absorbé par la consommation et il y a encore des stocks importants dans les divers entrepôts. Il faut donc prévoir une diminution sensible dans les importations de la campagne prochaine.

« Les thés de l'Indochine entrent à peu près pour le quart dans la consommation du thé en France et cette proportion ne pourra augmenter que légèrement, petit à petit, les fervents du « five o'clock tea » ayant une préférence marquée pour les thés de Chine et de Ceylan.

« Les producteurs de l'Annam et du Tonkin devraient donc limiter leurs exportations en France et chercher d'autres débouchés s'ils veulent éviter une perturbation dans le marché. Peut-être pourraient-ils utiliser une partie de la production à la préparation des thés verts (genre Foong-Mée et Sow-Mée) ; des essais avaient été faits il y a quelques années par la Compagnie des thés de l'Annam — aujourd'hui disparue. Ces essais avaient été satisfaisants et il est regrettable qu'ils n'aient pas été continués.

« La population arabe de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc consomme de très grandes quantités de thés verts Sow-Mée et Foong-Mée et l'Indochine trouverait là un débouché exceptionnel.

« En résumé, je pense qu'il y aurait un intérêt pour les producteurs:

« *Au Tonkin.* — A développer la production et à améliorer le plus possible la préparation du thé noir.

« *En Annam.* — A rechercher hors de France, de nouveaux débouchés pour le thé noir, à reprendre les essais de thé vert et à en activer le plus possible la production. »

Quoi qu'il en soit, on peut dire que le chemin parcouru depuis vingt ans est considérable, que la situation actuelle est satisfaisante et que la culture du thé contribue pour une large part dans la prospérité de notre belle colonie d'Extrême-Orient.

Qu'il nous soit permis d'ajouter qu'aucune série d'observations techniques n'ayant paru à notre connaissance, concernant les causes du manque de finesse et de goût des thés d'Annam, il est difficile d'être affirmatif sur leur véritable origine, nous attendrons qu'une véritable exploitation européenne, largement outillée, pourvue de chimistes comme ceux de l'Inde et de Ceylan, soit en fonctionnement et vraisemblablement ce ne sera pas de sitôt. Evidemment, au Tonkin on pourra produire plus facilement un thé rappelant les plus fameux thés de Chine, puisque c'est dans le haut Tonkin, vers le Yunnan que se trouvent les régions où croît encore le théier sauvage.

Em. P.

Pêcheries de Mauritanie. — Les lecteurs de la *Quinzaine Coloniale* connaissent (1) les belles recherches de M. le professeur Gruvel sur les pêcheries en Afrique occidentale, recherches qui ont permis de créer sur les côtes de Mauritanie, avec Port-Etienne pour centre, toute une industrie à laquelle M. Gruvel a donné une vigoureuse impulsion qu'atteste le développement qu'elle prend de jour en jour.

Au moment où s'ouvre la nouvelle campagne de pêche, le distingué Directeur du Laboratoire de productions coloniales d'origine animale publie (2) une notice sur laquelle nous tenons à attirer l'attention. Dans cette étude, M. Gruvel résume les dispositions d'ordre pratique contenues dans les différents textes réglementant la pêche sur la Côte occidentale d'Afrique. Tour à tour, et dans le plus grand détail, il étudie la question des primes à l'armement et à l'exportation, indiquant aux intéressés les démarches à faire pour obtenir ces primes. La question si importante des rogues est également traitée, ainsi que celle du dégrèvement des sels employés à la préparation du poisson. A ce propos, M. Gruvel fait remarquer qu'il serait du plus haut intérêt de voir résoudre, par les administrations compétentes, la question suivante : les consommateurs indigènes préférant nettement le poisson séché ou fumé au poisson salé, il y aurait lieu de savoir si les produits ainsi préparés jouiront de la prime. En effet, exiger que le poisson envoyé sur la Côte occidentale d'Afrique soit salé comme la morue serait priver radicalement nos pêcheries africaines des bénéfices de la loi du 26 février 1911, et, très certainement, agir contrairement à l'intention du législateur.

R. et B.

L'élevage à Madagascar. — A Madagascar la situation générale au point de vue de l'agriculture et en particulier celle de l'élevage, est extrêmement satisfaisante ainsi que l'indiquent les chiffres publiés par le *Bulletin de l'Office colonial* (1).

Le cheptel de la colonie se trouve en progrès constants. On enregistre 1.968 équidés au lieu de 1.830 et un excédent de 330.000 bovidés, ce qui porte ce dernier troupeau à 5.330.209 bêtes, auxquelles il convient d'ajouter le nombre considérable de bœufs sauvages qui vivent dans les zones désertiques.

On peut considérer que maintenant Madagascar compte près de 2 bovidés par habitant.

Le troupeau d'autruches de la colonie qui comptait 319 oiseaux en 1910, en compte, aujourd'hui, plus de 500. Des essais de croisements sont en outre tentés à l'aide de couples venus d'Abyssinie.

R. et B.

Nouveaux matériaux pour la fabrication du papier. — Le *Bull. of the Imperial Institute* (vol. X, n° 3, p. 372-379) publie les résultats d'expériences sur un certain nombre de plantes susceptibles d'être utilisées dans la fabrication du papier.

Deux *Papyrus,* l'un du Soudan et l'autre de l'Est africain, sont capables de donner un très bon papier. Le second fournit sensiblement la même proportion de pâte que le sparte, mais avec plus de cendres, et cette pâte perd davantage en poids au blanchiment.

L'*Arundo Donax* du Transvaal peut procurer également du bon papier.

Une espèce d'*Aristida* du Transvaal, voisine de l'*A. Burkei* Stapf, a une valeur bien moindre. Elle fournit moins de pâte que le sparte et, de plus, ses fibres sont beaucoup plus courtes. Aussi cette graminée ne pourrait-elle être utilisée qu'en mélange.

Les fibres du palmier *Nipa,* qui croît abondamment à Selangor, dans la presqu'île de Malacca, ne donnent que 26,8 0/0 de pâte blanchie, et le pétiole de la même plante 12,6 0/0 seulement, tandis que le sparte en fournit 32 0/0.

Les feuilles du *Borassus flabellifer* du Mozambique contiennent une proportion de cellulose (43 0/0) et des fibres, d'une longueur de 3 à 6 mm. 3, qui les rendent utilisables pour la fabrication du papier. Au contraire, celles d'un *Bromelia* du Brésil (*Gravata de Rede* de l'Etat de Rio de Janeiro), qui est peut-être le *B. fastuosa* Lindl., ne paraissent pas propres à cet emploi.

En raison de leur volume et de la proportion plutôt faible de pâte qu'ils fournissent, les matériaux qui viennent d'être énumérés ne devraient être expédiés qu'après avoir été traités en partie sur place, ou encore être employés localement pour la fabrication du papier.

Le même *Bulletin* (vol. XI. n° 1, p. 68 et p. 163) mentionne encore, comme végétaux utilisables pour fabriquer le papier l' « *Elephant grass* » (*Pennisetum purpureum* Schum, *P. Benthamii* Stend.) très répandu dans l'Afrique tropicale et quelques Zingibéracées.

Les tiges d' « *Elephant grass* », dont les fibres ont une longueur double de celles du sparte, peuvent être réduites, sans difficulté, en une pulpe capable de donner un très bon papier.

L'*Hedychium coronarium* est un Zingibéracée, indigène de l'Inde, et qui se rencontre aussi dans l'Amérique centrale, la Nouvelle-Zélande et l'Ouest africain. Introduite au Brésil, elle abonde à présent, à l'état sauvage, principalement à Morrettes, dans l'Etat de Parana. Ses tiges fournissent des fibres (30 0/0 environ

(1) La *Quinzaine Coloniale*, 25 août 1910, 25 décembre 1911, 25 mai 1912, 25 novembre 1912.

(2) *Bulletin de l'Office colonial*, 7e année, n° 61, p. 1.

(1) *Bulletin de l'Office colonial*, n° 61, 1913.

à l'état sec) donnant un papier très fort et exceptionnellement élastique.

Les tiges d'*Amomum hemisphericum* et d'*Alpinia nutans*, qui fournissent respectivement 58,2 et 50 0/0 de fibres (calculé sur tiges sèches), peuvent aussi être utilisées, mais leur valeur est moindre.

P. Guérin.

Encore le bois de cercueil. — Nous avons, il y a quelques semaines, rapporté au sujet des conifères qui servent aux Chinois, à la fabrication des cercueils, les observations du colonel Bonifacy. Cet officier a rencontré cette fois de grands arbres dont il a adressé des échantillons à M. Lemarié. Le *Chamou* n'est autre que le *Cunninghamia sinensis* R. Br., qui présente par endroits une variété glauque.

Em. P.

Graines oléagineuses du Soudan anglo-égyptien. — Le sésame est cultivé sur une vaste échelle dans le Kassala, le Sennar, le Kordofan et les provinces du Nil bleu et du Nil blanc; les semences d'arachides, de ricin, de carthame et de tournesol sont produites en moindre quantité. Quant au *Butyrospermum Parkii* (Karité), il se rencontre dans diverses parties du Bahr-el-Ghazal.

Le *Bull. of the Imp. Institute* (vol. XI, n° 1, p. 56-62) cite encore, comme semences oléagineuses du Soudan, moins connues que les précédentes, celles d'une sorte de Courge et du *Salvadora persica* L.

Sous le nom de « *hameïd* », « *fagus* », « *ajur* et « *tibish* », on cultive dans le Gezira central, et surtout dans le Managil et la province du Nil bleu, une sorte de Courge, qui est une race provenant du *Cucumis Chate* L. Ses graines fournissent, par exposition, 30 à 38 0/0 d'une huile d'un jaune pâle, comestible. En raison de sa forte teneur en potasse, l'enveloppe du fruit pourrait être utilisée comme engrais.

Le *Salvadora persica* L. est un petit arbre de la famille des Salvadoracées, répandu à l'état sauvage dans le Soudan, où il est connu sous le nom de « *Mustard tree* ». Ses graines donnent 44,9 0/0 d'ue matière grasse, dure, d'un jaune brillant et d'une odeur faible, légèrement désagréable. Cette substance, ne fondant qu'à 38°, peut servir à la fabrication des chandelles. Peut-être pourrait-on, par purification, la rendre cosmopolite?

P. Guérin.

Notes sur l'agriculture à San-Thomé. — Après l'excellent livre de Chevalier sur le cacaoyer dans l'Ouest africain (Fascicule IV des *Végétaux utiles de l'Afrique tropicale*), il reste bien peu de choses originales à dire sur les plantations de cacaoyers à San-Thomé. Cela n'enlève cependant pas d'intérêt à la notice publiée récemment par M. Douzie sous-inspecteur de l'Agriculture à Boma (*Bull. agr. du Congo belge*, déc. 1912, vol. III, n° 4, pp. 867-910).

Beaucoup d'observations faites par ce fonctionnaire intéresseront nos planteurs du Gabon et de la Côte d'Ivoire, et nous signalerons particulièrement ce qui a trait aux parasites et à leur traitement.

Em. P.

Un parasite du caféier d'Arabie au Congo belge. — Dans le même numéro de cette importante publication du ministère des Colonies de Bruxelles, on trouve un article très documenté sur un sérieux ennemi du *Coffea arabica* un longicorne, le *Bixadus sierricola* Wh. L'auteur, M. R. Mayné, entomologiste du Congo belge a étudié avec soin la biologie de cet insecte dont on peut réduire considérablement les dégâts par des traitements préventifs au coaltar ou au savon phéniqué. En badigeonnages, ces enduits empoisonnent l'insecte et en empêchent la ponte.

Em. P.

Les graines de Cay-Sen ou Hot-Sen. — Ce sont encore des graines d'une Sapotacée indéterminée (*Palaquium* ou *Bassia*, dit M. Heckel (*Les matières grasses*, 1912, n° 51). Le fruit est une baie verte, légèrement jaune à la maturité, à pulpe succulente mangée par les singes et les oiseaux. De la grosseur d'une olive, elle ne renferme qu'une graine à enveloppe crustacée et vernissée et l'arbre qui le produit est abondant surtout dans la province de Than-Hoa.

Les indigènes ramassent les graines qui tombent au pied de l'arbre, par suite des morsures des animaux, et les rapportent au village. Le produit est divisé en trois parts, dont deux pour le village et une pour les habitants.

On fait, à l'aide de procédés primitifs, une huile dans la proportion de 10 litres pour 100 litres de graines; mais il y a une perte énorme, car la proportion de matière grasse atteint 40 0/0. Le tourteau est toxique et peu riche en azote, donc inutilisable.

M. Heckel donne les caractères de ces graines, petites, 2 cent. 5 sur 1 centimètre et 1/2 centimètre; elles pèsent à peine 1 gramme quand elles sont débarrassées de leur tégument. L'huile est fluide à la température ordinaire et d'après les constantes résultant de l'analyse de M. Pasquier, elle est surtout composée d'oléine, avec de la palmitone et de la stéarine en mélange. Elle peut trouver des débouchés en savonnerie, malgré les 4, 5 0/0 de matière insaponifiable qu'elle renferme.

Em. P.

Huile de « Telfairia pedata ». — C'est une huile comestible extraite des graines d'une Cucurbitacée abondante en Afrique orientale, à Zanzibar et Pemba. Les caractéristiques, d'après l'analyse faite de l'*Imp. Institute* de Londres, sont :

Densité à 15°	0,919
Indice d'adide	2,6
— saponification	196
— d'iode	89

Elle renferme surtout comme acide gras de l'acide stéarique, des acides palmitique et telfairique, plus un hydracide non identifié de formule $C^{24}\ H^{40}\ O^3$.

Em. P.

Thé de la Nigéria méridionale. — Des échantillons du thé de cette région ont offert, avec les thés de l'Inde, la plus grande ressemblance, mais leur teneur en extrait (37,6 à 42,1 0/0), en caféine (4,1 0/0) et en tanin (13,2 à 17,2 0/0), est un peu plus élevée. (*Bull. of the Imp. Institute*, vol. X, n° 3, p. 395-396.) Au total, ces thés promettent de donner de bons résultats.

P. G.

Semences et fibres de « Cheyi ». — Ce nom de « *Cheyi* » est employé par les indigènes de la Nigéria septentrionale pour désigner *Polygala butyracea* Heck., plante herbacée très répandue dans les régions tropicales de l'Ouest africain. Ses graines four-

nissent 37,9 0/0 d'une matière grasse jaunâtre, fondant à 36°, d'un goût agréable et dépourvue d'odeur particulière, et comestible. (*Bull. of the Imp. Inst.*, vol. XI, n° 1, p. 62-65.)

La tige contient des fibres utilisées sur place pour la fabrication des filets de pêche et des vêtements. Ces fibres, de valeur égale à celles du Chanvre de Bombay (*Crotalaria juncea*), atteignent 0,6 à 1,3 pouces (pouce = 0 m. 025 de longueur.

P. G.

Traitement du coup de chaleur.. — Le Dr Chastang, médecin en chef de la marine, préconise un traitement du coup de chaleur, qu'il est utile de signaler, car il donnerait dans tous les cas, des résultats de beaucoup supérieurs à tous les traitements connus.

Il consiste à plonger, tout d'abord, le malade dans un bain à 38° dont on élève progressivement la température à 40°, en faisant en même temps des ablutions froides sur la tête. On y laisse le malade 10 minutes, temps suffisant pour que la respiration et le pouls se régularisent.

Au sortir du bain, on étend le malade tout nu sur son lit. Une transpiration abondante se produit. On évente fortement le malade qui accuse alors une grande sensation de bien-être.

Un sommeil réparateur survient ensuite, pendant lequel on surveillera le pouls et la respiration qui doivent rester réguliers; sinon on recommencerait le traitement.

Dans les cas graves, on pourra employer aussi les injections de caféine et d'éther, mais presque toujours il sera inutile d'y avoir recours.

Avec ce traitement, on obtient des guérisons très rapides, sans aucun phénomène congestif et sans aucune rechute (Chastang, *Caducée*, 1912, n° 6).

L. Tanon.

Traitement du mal de mer. — Parmi les nombreux traitements proposés, il en est peu qui réussissent dans tous les cas. Le Dr Coulomb a cependant recommandé le véronal, qui agirait d'une façon complexe et peu élucidée. M. Piquet conseille d'associer ce médicament à la stovaïne et au pyramidon. La première abolirait les réflexes gastriques, et la seconde, les réflexes centraux. On formulera ainsi :

Stovaïne, 0,01 centigrammes;
Pyramidon, 0,03 centigrammes;
Véronal, 0,50 centigrammes,

pour 1 cachet n° 5.

On prend avant de s'embarquer, un cachet; puis un second quelques heures après, et on évite ainsi le mal de mer. C'est là un remède logique qui peut être essayé et qui a donné, dans les cas de l'auteur, des résultats excellents. (*Journ. de méd. et de chir. prat.*, 1912, 12 mai.)

L. T.

Un cas de myase rampante. — Les cas de ce genre sont rares en France, mais ils s'observent quelquefois dans les pays du Nord. Les auteurs rapportent l'observation d'une jeune Bretonne qui s'était contaminée en soignant des bestiaux originaires d'Ecosse.

La malade accusa tout d'abord des douleurs dans la région du cou, avec œdème considérable qui détermina l'occlusion de l'œil. Huit jours après le début des douleurs, on vit sortir une larve de mouche dans la région temporale. Une autre fut expulsée quelques jours après, dans la région du cou; une troisième sortit au niveau de la crête illiaque. Ces larves ont été identifiées par M. Brumpt, avec l'hypoderma bovis. Il y avait une éosinophilie considérable.

Il s'agit bien là d'un cas de larve rampante, car l'inoculation se fait dans ces cas par le tube digestif; les larves, mises en liberté dans l'estomac, perforent la paroi, et arrivent sous la peau ordinairement dans la partie supérieure du corps. (Dantin, Balzer et Landesmann, *Soc. de dermat.*, 3 avril 1913.)

La vaccination antityphique. — Cette question, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, n'est pas encore au point, si l'on en juge par le grand nombre de vaccins qui ont été proposés. Depuis les premiers travaux de MM. Chantemesse et Widal, repris par Wuright, beaucoup de procédés d'inoculation ont été essayés. Pour ne parler que des travaux les plus récents, on peut citer ceux de Chantemesse, qui emploie des cultures tuées par la chaleur; ceux de Vincent qui utilisa les bacilles stérilisés par l'éther; ceux de Metchnikoff et Besredka, qui ont proposé d'employer des bacilles sensibilisés par contact avec un sérum de typhique. Les résultats qu'on a obtenus paraissent bons, et la pratique de la vaccination antityphique se répand de plus en plus, sans qu'on puisse encore préjuger des résultats éloignés.

MM. Ch. Nicolle, Conor et Conseil proposent d'employer une émulsion de bacilles typhiques en eau physiologique chauffée et centrifugée trois fois. Ils injectent cette émulsion dans les veines et obtiendraient ainsi une production abondante d'anticorps immunisants, sans aucune réaction locale ni générale (Ch. Nicolle, Conor et E. Conseil, *Acad. des sciences*, 1912, 18 novembre.)

L. Tanon.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Fédération Intercoloniale. — Le Conseil de la *Fédération Intercoloniale* s'est réuni pour examiner l'importante question du régime douanier colonial. M. Mettetal, secrétaire général de la *Fédération*, a fait des travaux parlementaires actuellement en cours, un résumé très clair et fort intéressant ; il a étudié, tout d'abord, le projet de loi déposé par M. Lebrun et dont les dispositions principales se rapportaient à la franchise complète des denrées secondaires des colonies du premier groupe introduites dans la métropole, et au passage de Saint-Pierre et Miquelon, du Gabon et de la Nouvelle-Calédonie du nombre des colonies assimilées à celui qui jouit de la personnalité douanière.

Il a ensuite indiqué l'évolution qui s'était produite, à la suite de laquelle le ministre actuel des colonies, M. Morel a décidé de scinder le projet primitif et de ne présenter, pour le moment, au vote du Parlement, que la question de la détaxe, en reportant à plus tard l'examen des autres dispositions du précédent projet de loi.

Il a enfin examiné les différents problèmes que soulève la détaxe qui, on le sait, votée par la Chambre, est en ce moment même en instance devant le Sénat, et exprimé le vœu que le vote de la haute assemblée vienne, sans retards exagérés, apporter au vote récent de la Chambre la consécration indispensable.

M. Mettetal a également étudié quelques-unes des dispositions du projet de loi déposé le 22 décembre dernier, notamment celles qui ont trait à l'établissement des taxes locales dans les colonies, qui se feraient dorénavant dans des conditions très préjudiciables aux finances coloniales et dont l'adoption par le Parlement constituerait pour nos possessions un danger dont nous avons déjà informé nos lecteurs.

L'assemblée, est-il besoin de le dire, a approuvé comme il convenait l'exposé si clair et si documenté de M. Mettetal et, tout en félicitant la *Fédération Intercoloniale* des résultats dès à présent acquis à la suite de la campagne qu'elle mène depuis plusieurs années en faveur de la réforme du régime douanier colonial, elle a renouvelé à son bureau et en particulier à son distingué secrétaire général, l'expression de sa confiance et tous ses encouragements à poursuivre une voie qui sera éminemment féconde en résultats pratiques.

Congrès national des Sociétés françaises de géographie. — Le Congrès des Sociétés françaises de géographie tiendra sa XXXI[e] session à Paris, au siège de la Société de Géographie, 184, boulevard Saint-Germain, du 15 au 19 juillet courant.

Le programme en est le suivant :

Mardi 15 juillet. — Matin, 10 heures : réunion des délégués.

Après-midi, 2 heures : Séance d'ouverture. Discours du prince Bonaparte, président du Congrès. — Conférence de M. Jean Brunhes : *Les caractères géographiques des territoires contestés entre Serbes et Bulgares ; Monastir et Okrida.*

Mercredi 16 juillet. — Matin, 9 heures : Question du *Relèvement de la marine marchande*. Communication de M. P. de Rousiers, secrétaire général du Comité central des Armateurs de France.

Après-midi, 2 heures : *Les marais à poissons*, par M. Linyer.

Quelques observations comparatives sur les entailles et les sinuosités littorales de la péninsule ibérique et du bassin occidental de la Méditerranée, par M. Emile Belloc.

Les colonies françaises de l'Océanie et l'ouverture du canal de Panama, communication de M. E. Gallois.

Jeudi 17 juillet. — Matin, 9 heures : Suite de la discussion sur *La marine marchande.*

Midi, déjeuner de la Société de géographie commerciale.

Après-midi : Visite de la basilique de Saint-Denis, avec conférence de M. Paul Vitry, conservateur des Musées nationaux. — Visite de la Maison d'éducation de la Légion d'honneur.

Soir, 9 heures : Séance solennelle dans le grand Amphithéâtre de la Sorbonne. Conférence de M. le capitaine Nieger : *Mission du Transafricain.*

Vendredi 18 juillet. — Matin, 9 heures : *Enseignement colonial*, par M. le prof. Henri Froidevaux et M. Ch. Marande.

Valeur économique des pluies tropicales. — Sélection des riz dans les colonies, par M. Guillaume Capus.

Après-midi, 2 heures : *La carte aéronautique*, par M. le commandant Talon. — Visite aux Invalides.

Samedi 19 juillet. — Matin, 9 heures : réunion des délégués. — 10 heures, Séance de clôture :

Paris port de mer et la Seine, par M. le Marchand, conseiller municipal.

La nomenclature française en Australie et en Tasmanie, par M. le comte de Fleurieu.

Indices de l'existence des gisements pétrolifères en France, par M. P. Durandin.

Après-midi, projet d'excursion en automobile au champ d'aviation de Buc. — Soir, dîner à l'Elysée-Palace.

Dimanche 20 juillet. — Projet d'excursion à l'exposition de Gand, du dimanche 20 au mardi 22 juillet.

Commission des affaires extérieures et coloniales : *Les ports coloniaux*. — La commission des affaires extérieures et coloniales, réunie le 2 juillet sous la présidence de M. Albin Rozet, a entendu M. Jean Morel, ministre des Colonies, sur la création de ports à Tamatave et à Djibouti ; le ministre a déclaré que les travaux seraient prochainement entrepris sans faire appel aux ressources de la métropole. Il s'est ensuite expliqué sur l'amélioration de l'outillage de nos ports des Antilles et de Tahiti, en vue d'une ouverture prochaine du canal de Panama.

L'emprunt de l'Afrique occidentale. — La commission a entendu et approuvé le rapport supplémentaire de M. Pierre Goujon sur l'emprunt de l'Afrique occidentale française, qui tend à élever l'emprunt de 7 millions et à le porter, en conséquence, à 167 millions.

Comité consultatif des affaires indigènes. — Le *Comité consultatif des affaires indigènes* s'est réuni samedi 28 juin, à 3 heures de l'après-midi dans la salle de la Commission des douanes du Sénat, sous la présidence de M. Lucien Hubert, sénateur. Il a examiné les conditions d'application aux colonies de la loi sur la recherche de la paternité et des dispositions du décret sur la naturalisation en Indochine.

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nuñez	7 25	à	7 75
Conakry Niggers	7 25	à	7 75
Soudan Niggers rouges	7 ..	à	. ..
Soudan Niggers blancs	6 ..	à	6 50
Soudan lanières et plaques	7 50	à	7 75
Soudan Manoh	7 25	à	8 ..
Lahou petits Cakes	5 50	à	6 ..
Lahou Niggers	6 ..	à	6 50
Gambie A	5 75	à	6 ..
Gambie AM	4 50	à	5 ..
Gambie B	3 75	à	4 25
Bassam Lump	2 25	à	3 75

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	6 85 à 7 10
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	5 75 à 6 ..
Kasai noir I	6 85 à 7 ..
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	6 85 à 7 ..
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	6 85 à 7 ..
Mongala lanières	6 85 à 7 ..
Aruwini	6 85 à 7 ..
Wamba rouge I	4 25 à 4 50
Uelé	6 85 à 7 ..
Détroits crêpe I	7 85 à 8 05

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Maroc. — Actes officiels. — *Bulletin officiel du Maroc.*

Administration générale. — Dahir du 11 janvier 1913 créant et réglementant l'ordre du Ouissam Alaouite chérifien (*Bull. off.*, 23 mai).

Texte du Dahir du 30 décembre 1912 réglementant l'ordre du

Ouissam Hafidien, créé par Dahir du 7 août 1910, applicable à l'ordre du Ouissam Alaouite (*Bull. off.*, 23 mai)·

Dahir du 30 décembre réglementant l'ordre du Mérite militaire crée par Dahir du 7 août 1910 (*Bull. off.*. 23 mai).

Arrêté viziriel du 5 mai 1913 instituant une commission chargée d'examiner les réclamations formées à l'occasion des événements de Fez, Marrakech et faits semblables (*Bull. off.*, 13 juin).

Arrêté du grand vizir en date du 12 mai 1913, portant organisation du corps des interprètes civils (*Bull. off.*, 16 mai).

Agriculture. — Dahir du 14 avril relatif à l'organisation d'un comité consultatif de l'élevage (*Bull. off.*, 9 mai)

Domaine. — Régime foncier. — Arrêté viziriel du 5 juin 1913, portant nomination de membres des commissions de réglementation du régime foncier et de la réforme fiscale (*Bull. off.*, 13 juin 1913).

Arrêté viziriel du 17 mai 1913, portant délimitation des zones de servitude (*Bull. off.*, 6 juin).

Arrêté viziriel du 17 mai 1913, portant fixation de la largeur des zones de servitude (*Bull. off.*, 6 juin).

Dahir du 20 avril 1913, portant nomination d'une commission chargée d'élaborer un projet de décret réglementant le régime foncier de l'Empire chérifien (*Bull. off.*, 9 mai).

Finances et impôts. — Dahir du 20 avril 1913, instituant une commission de réforme fiscale (9 mai 1913).

Hygiène et assistance. — Arrêté viziriel du 23 mai 1913, relatif à la mise en application du règlement du 18 avril 1913 sur le service de santé et de l'assistance publique au Maroc (*Bull. off.*, 23 mai).

Arrêté viziriel du 17 mai 1913, portant nomination du personnel du service de santé et de l'assistance publique (*Bull. off.*, 23 mai).

Arrêté viziriel du 17 mai 1913, portant répartition du personnel du service de santé et de l'assistance publique (*Bull. off.*, 23 mai).

Organisation du protectorat. — Règlement du 19 avril 1913 sur le service de santé et de l'assistance publique au Maroc (*Bull. off.* 23 mai).

Arrêté du 4 mai 1913 portant ouverture du service public du bureau télégraphique de Settat (*Bull. off.* 16 mai).

Arrêté résidentiel du 29 mai 1913 déterminant les conditions de fonctionnement des bureaux de télégraphes chérifiens dans les camps ou postes militaires (*Bull. off.* 6 juin).

Travaux publics. — Arrêté viziriel du 28 mai 1913 fixant le traitement des fonctionnaires appartenant au personnel des travaux publics (*Bull. off.* 6 juin).

Arrêté viziriel du 31 mai 1913 portant nomination du personnel de l'Administration des travaux publics (*Bull. off.* 6 juin).

Administration générale. — **Conseil du gouvernement** (séances des 6 et 7 juin) : **Enseignement ; travaux publics en cours ; remontes ; service d'eau de Rabat ; forêts.** — M. Loth a exposé au conseil le fonctionnement et le programme de l'école supérieure de langue arabe et berbère de Rabat, les projets de création d'institutions d'enseignement secondaire français et indigène, ce qui se rattache à l'enseignement primaire du Maroc. A la prochaine rentrée d'octobre 170 classes seront ouvertes.

M. Delure a entretenu le conseil des améliorations apportées à la piste Rabat-Casablanca, dont la réfection totale sera achevée dans un mois environ ; des travaux entrepris pour l'aménagement du bac de Salé et les agrandissements du port de Rabat.

Le capitaine, aujourd'hui commandant Charles Roux, directeur des remontes et haras chérifiens, a exposé au conseil la situation des différents services placés sous ses ordres et les résultats obtenus. Les indigènes répondent avec empressement aux offres qui leur sont faites. Le nombre des étalons (150) devra être doublé.

La question de l'alimentation de la ville de Rabat a été étudiée. Aujourd'hui, cette alimentation est insuffisante.

Le chef du service des forêts a parlé des constatations qu'il a faites au cours de sa dernière tournée. La forêt de Mamora, presque entièrement composée de chênes-lièges, est dans un état satisfaisant. L'exploitation paraît devoir être facile. Il en serait de même dans les Zaërs et dans le Tafoudaït. Dans le bassin de Bouer-Rebia il existe d'importants boisements de cèdres.

Régime immobilier du Maroc. — Le service des domaines a terminé l'élaboration d'un projet de réforme immobilière. Ce texte est une adaptation au Maroc du système de l'immatriculation foncière, connu sous le nom d'*Act Torrens*. Le régime proposé est d'ailleurs facultatif. Il laisse subsister le régime foncier musulman de droit commun. Mais il fournira à ceux qui l'adopteront les sécurités et les garanties immobilières qui favorisent la mise en valeur du pays.

Lotissement de la ville nouvelle de Marrakech. — Le 30 juin 1913, à 7 heures du matin, il a été procédé dans les bureaux des services municipaux, à l'adjudication aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de 280 lots de terrain à bâtir sis entre le camp du Guelliz, Bâb-Douka'a et de Ménara et formant le premier secteur de la ville nouvelle de Marrakech.

Le cahier des charges de cette adjudication a été publié dans le *Bulletin économique du Maroc* du 1er juin (n° 1).

Enseignement. — **Enseignement public.** — L'effectif de l'école franco-arabe installée dans la Zaouïa des Chenagta a doublé en quelques semaines: 40 élèves suivent les cours. On compte sur 500 demandes d'inscription à bref délai.

Les jeunes Sénégalais ont été rassemblés dans une école où ils apprennent les éléments de la langue française. Les fillettes Sénégalaises vont être confiées à une institutrice.

A Meknès, l'école franco-arabe est en pleine prospérité, 37 élèves la fréquentent régulièrement. Leur nombre augmentera rapidement. Un des meilleurs instituteurs français de Casablanca vient d'y être attaché. Ce maître instruit les jeunes Européens et les petits Sénégalais, provisoirement avec le concours de deux Pères Franciscains français, aumôniers militaires. Meknès comptera, à la prochaine rentrée, trois écoles : l'une réservée aux Musulmans, l'autre aux Européens, la troisième aux Sénégalais.

Commerce. — Situation économique. — **Commerce en 1912 des 8 ports marocains ouverts** (valeurs en francs) :

	Importations	Exportations	Total
1° Tetouan ...	2.113.423 fr.	447.354 fr.	2.560.777 fr.
2° Tanger	21.223.809 »	5.004.304 »	26.228.113 »
3° Larache....	18.492.698 »	2.515.315 »	21.008.013 »
4° Rabat.....	13.096.453 »	441.117 »	13.537.570 »
5° Casablanca.	40.181.785 »	23.084.338 »	63.266.123 »
6° Mazagan...	13.255.167 »	12.020.841 »	25.276.008 »
7° Saffi.....	13.859.416 »	14.727.394 »	28.586.810 »
8° Mogador...	12.086.513 »	7.813.693 »	19.900.206 »

Le Bulletin économique du Maroc. — Le *Service des études et renseignements économiques*, de création récente au Maroc, a eu

une initiative heureuse : il vient de faire paraître un Bulletin où il consignera, sous une forme claire et commode, tout ce qui a trait au mouvement économique du protectorat : renseignements d'ordres maritime, cours des produits et des prix de transports à travers le Maroc, informations administratives, extraits de rapports officiels, etc.

C'est là un excellent moyen de diffusion. Il sera possible de suivre la vie économique du pays et de se procurer sur le champ des indications que, jusqu'ici, on ne trouvait que dans des documents souvent dénués d'autorité. Le Bulletin permettra de faire profiter le public de rapports intéressants, œuvre d'officiers de mérite, en contact direct avec les hommes et les choses.

Situation économique. — Les récoltes de céréales et de graines que l'on croyait compromises à partir de la lisière de la Chaouïa et des Zaërs jusque dans l'extrême sud marocain, se présentent dans des conditions assez favorables. En Chaouïa, les résultats seront moyens ou médiocres, mais en aucun endroit ils ne seront nuls. En Doukkala, les récoltes paraissent devoir être satisfaisants dans la région côtière. La région au sud de Marrakech a moins souffert, grâce aux arrosages artificiels, que chez les Ahmar, les Rehamna, les Haha-Chiadma. La partie de la vallée de l'oued Sous, qui est également irriguée, a pu lutter contre la sécheresse. Les terres non irrigables n'ont pour ainsi dire rien produit au sud du Haut-Atlas. Dès qu'on atteint le nord et le nord-est de la Chaouïa, où le régime des pluies est plus régulier, la situation s'améliore. Les récoltes en céréales dans les vallées et sur les plateaux des Zemmours et des Zaërs, sont moyennes. Il en est de même dans les régions de Fez et de Mecknès. Le bassin du Sebou donnera des récoltes qui permettront probablement une légère exportation par Larache.

Le bétail a beaucoup souffert de la sécheresse. Des troupeaux entiers de la Doukkala-Abda et de la Chaouïa ont été dirigés encore tout récemment vers la vallée du Sebou et le Rarb. L'interdiction de l'exportation des moutons par mer permet au cheptel ovin de se maintenir et de suffire à la consommation.

Le commerce maritime reprend toute son intensité avec la belle saison.

L'industrie du bâtiment est en voie de progrès constant dans certains centres tels que Casablanca, Rabat, Mazagan et Saffi. A Rabat, on signale le manque des bois et matériaux. De nombreux projets de constructions sont à l'étude à Kenitra, Mazagan, Saffi, Mogador, Fez, Meknès, Marrakech, Settat.

Quant aux transports automobiles, ils se multiplient. De nouveaux services desservent depuis quelques semaines, pour les voyageurs, les lignes Casablanca-Rabat et Casablanca-Marrakech, On attend l'amélioration des pistes pour organiser des services Rabat-Kenitra, Meknès-Fez ; Casablanca-Mazagan-Saffi, Mazagan-Marrakech.

Les routes et les pistes de l'amalat d'Oudjda, soudées à la voierie oranaise, sont de plus en plus sillonnées d'automobiles, de charrues et de voiture diverses.

L'exportation des laines marocaines. — L'exportation des laines a toujours été une branche florissante du commerce marocain. L'élevage du mouton est pour les indigènes une source de bénéfices importants, malgré les conditions très défectueuses dans lesquelles il est pratiqué. En effet, constituer des réserves de nourriture pour la mauvaise saison, irriguer les pâturages en été, installer des abris pour les bêtes en hiver, sont des précautions inconnues de l'indigène.

La tonte des moutons a lieu généralement fin avril ou commencement de mai. Les livraisons s'effectuent par 100 toisons à des prix variant, suivant la qualité, de 50 à 120 francs les 100 kilogrammes, mais toujours basés sur les cours européens. Les expéditions se font en balles pressées de 175 kilogrammes environ. La douane perçoit un droit de 6 pes. has. 875 le quintal (50 kg. 750) de laine en suint et de 10 pes. has. sur le quintal de laine lavée.

La France a eu longtemps le monopole du commerce des laines au Maroc ; il n'en est plus actuellement ainsi ; elle tient encore la première place, mais l'Angleterre et surtout l'Allemagne lui font une concurrence sérieuse.

Les indigènes utilisent sur place une part considérable de la production pour l'industrie des vêtements (Haiks, Djellabas) et celle des tapis. Les laines sont classifiées, suivant leur qualité, en laines *ourdighia* (à poil court, fin et soyeux), *abboudia* (qualité moyenne) et *beldia* (qualité commune).

C'est à Casablanca que les sorties de laines atteignent les chiffres les plus intéressants. En 1911, les exportations de laine en suint ont été de 4.600.000 francs.

A considérer seulement les sorties de laine par mer, celles-ci représentent plus de 10 % du commerce général d'exportation (4.396.459 francs sur 39.385.468 francs en 1910). Il y a donc là un vaste champ ouvert à l'activité des maisons françaises.

En facilitant les achats à la commission, pratiqués d'une façon beaucoup plus large par les maisons étrangères, les négociants français assureraient à leur commerce une prépondérance que le commerce allemand leur dispute chaque année davantage.

Statistique des régions. Région de Rabat :

I. Rabat-Ville. — Population : indigène, 32.000 ; Européenne, 2.000. Total : 34.000 habitants. — Prix des terrains urbains : de 5 à 35 francs le mètre. — Cultures : vignes, figuiers, cognassiers, poiriers, grenadiers, abricotiers, pêchers, pommiers, fèves, oignons.

II. Rabat-banlieue. — Population totale : 5.954 habitants. Prix des terres : de 125 à 200 francs l'hectare. Achats par les Européens : 6.000 hectares. — Cultures : maïs, orge, blé, figuiers, fèves.

III. Salé-Ville. — Population : 16.200 habitants, dont 1.150 Juifs et 90 Européens.

IV. Salé-banlieue. — Population 2.332 habitants. — Prix des terres : de 75 à 200 francs l'hectare. — Cultures : blé, orge, maïs.

V. Cercle de Rarb (Porte du Sebou). — Superficie : 320.000 hectares. — Surface cultivée : 27.500 hectares. — Population : 15.000 habitants. — Trafic moyen des marchés : 50.000 p. h. (sur les 4 qui existent). — Prix des terres : de 60 à 200 francs l'hectare. Achats pour les Européens : 30.000 hectares. — Cultures : blé.

VI. Cercle des Zaers (Poste de Marchand). — Superficie : 110.000 hectares. Surface cultivée : 6 à 7.000 hectares. — Population : 6.000 habitants. — Prix des terres : de 40 à 60 francs l'hectare. Achats par les Européens : 3.000 hectares. — Cultures : orge, blé, légumes, arbres fruitiers, pâturages.

Cercle des Zaers (poste de Merzaga. — Superficie : 30.000 hectares. Superficie cultivée : 3.000 hectares. — Population : 5.000 habitants. — Trafic des marchés : 10.000 p. h. pour 3 marchés. — Prix des terres : de 40 à 100 l'hectare p. h. Aucun achat par les Européens. — Cultures : blé, orge, maïs, fèves.

Cercle des Zaers (poste de Nkheila). — Superficie 900 kilomètres carrés. Surface cultivée : 60 kilomètres carrés. — Population : 6.000 habitants. — Trafic des marchés : 7.700 p. h. pour les 3 marchés. — Prix des terres : 100 à 120 francs l'hectare. — Achats par les Européens : 3.000 hectares. — Cultures : blé, orge, fèves.

Cercle des Zaers (Poste Christian). — Superficie : 1.800 kilomètres carrés. Surface cultivée : 10.000 hectares. — Population : 8.500 habitants. — Trafic des marchés : 150.000 p. h. pour les 3 marchés. — Cultures : blé, orge.

VII. Cercle des Beni-Hassen. — Superficie : 3.500 kilomètres carrés. — Surface cultivée : 80.000 hectares. — Population : 50.000 habitants. — Trafic des marchés : 15.000 p. h. par mois. — Prix des terres : de 60 à 120 francs l'hectare. — Achats par Européens : 20.000 hectares. — Cultures : blé, orge, maïs, millet, fèves.

VIII. Cercle des Zemmours (Poste de Tiflet). — Superficie : 1.250 kilomètres carrés. — Population : 16.000 habitants. — Trafic des marchés : 107.000 pour 6 marchés. — Prix des terres : de 90 à 300 p. h. l'hectare — Achats par les Européens : de 500 à 700 hectares. — Cultures : blé, orge, fèves, oignons, pois chiches.

Cercle des Zemmours (Postes de Maaziz-Tedders). — Superficie : 600 kilomètres carrés. — Surface cultivée : de 100 à 150 kilomètres carrés. — Population : 12 à 15.000 habitants. — Prix des terres : de 50 à 80 p. h. l'hectare. Achats par les Européens : aucun jusqu'ici. — Cultures : orge, maïs, blé, fèves, pois chiches, forêts, paturages.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

14 *juin.* — *Arrêté* du 4 juin suivi d'un règlement portant fonctionnement du laboratoire d'analyses et d'essais techniques de l'inspection de l'agriculture et des forêts.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

12 *juin.* — *Arrêté* du 10 juin interdisant la saignée des lianes à caoutchouc pendant les mois de juillet, août et septembre.

Arrêté du 10 juin suspendant l'application du décret du 15 septembre 1912, en ce qui concerne la fabrication, la circulation et la vente du caoutchouc.

19 *juin.* — *Arrêté* du 16 juin autorisant la colonie du Sénégal à acheter un terrain situé à Sor, faubourg de Saint-Louis, pour l'installation d'un village de ségrégation.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

14 *juin.* — *Arrêté* du 31 mai fixant les prix et conditions de transport du fibro-ciment en caisse sur le chemin de fer de la Guinée.

Le fibro-ciment est supprimé de la 3e catégorie de la classification générale des marchandises en petite vitesse et classé dans la 4e catégorie et parmi les marchandises susceptibles de bénéficier du tarif spécial P. V. n° 6. La disposition indiquée à l'article précédent sera applicable trente-cinq jours après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* du Haut-Sénégal et Niger.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

14 *juin.* — *Arrêté* du 31 mai fixant les prix et conditions de transport du fibro-ciment en caisse sur le chemin de fer de Kayes au Niger.

Le fibro-ciment est ajouté à la classification générale des marchandises et classé à la 4e catégorie et parmi les marchandises susceptibles de bénéficier du tarif spécial P. V. n° 1.

Les dispositions indiquées ci-dessus seront applicables trente-cinq jours après la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la colonie.

Arrêté du 6 juin portant ouverture à l'exploitation des quais du port fluvial de Kouroussa et de la voie d'accès.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *mai.* — *Circulaire* du 7 mai sur la mise en vigueur de l'arrêté du 25 novembre 1912 réglementant la prestation.

ADMINISTRATION. — **La réglementation des prestations.** — M. le gouverneur Angoulvant a adressé aux administrateurs de cercles de la Côte d'Ivoire, à la date du 7 mai dernier, la circulaire suivante relative aux prestations :

Par arrêté du 25 novembre 1912, le gouverneur général a réglementé les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Afrique occidentale française pourront être astreints à des prestations pour l'entretien des voies de communication et des pistes télégraphiques. Ma circulaire 66 G P, du 22 février, vous a défini l'esprit dans lequel je désirais voir appliquer cet arrêté, et mon arrêté 160 G P, du 17 février, a fixé le taux de rachat des prestations dans les centres urbains de Bassam et d'Abidjan et pour la population flottante. Je vous ai demandé ensuite de me faire connaître le nombre minimum de journées de prestations à imposer aux indigènes de chacun de vos cercles d'après le plan de campagne établi pour les travaux de routes et pistes télégraphiques.

Pour la première mise en application de la prestation et en raison de l'époque tardive à laquelle ont pu me parvenir les renseignements de tous les cercles de la colonie, j'ai décidé que le nombre de journées de prestations à imposer par indigène serait de dix (10) jours dans les cercles de : Assinie, Baoulé-Nord, Baoulé-Sud, Bas-Sassandra, Bas-Cavally, Bassam, Bondoukou, Indénié, Kong, Korhogo, Lagunes, Lahou, N'Zi-Comoé et Touba ; et de douze (12) jours dans le cercle d'Ouorodougou.

Au moment où la prestation va être appliquée pour la première fois, je vous rappelle les prescriptions essentielles de ma circulaire 66 G P. Les prestations doivent être limitées à des travaux bien déterminés et essentiellement d'utilité publique ; tous les indigènes adultes du sexe mâle doivent y être indistinctement soumis, en ne comprenant toutefois sur les rôles que des hommes de quinze à cinquante ans en état d'effectuer un travail vraiment utile ; les prestations doivent être exécutées en principe en dehors des époques de culture et les prestataires employés à une distance raisonnable de leur village ; enfin, il importe que les avantages accordés aux villages par réduction de prestation pour les hommes sous les drapeaux soient bien sensibles aux yeux de la population.

Conformément aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté du 25 novembre 1912, la prestation donnera lieu à l'établissement de rôles. Ceux-ci seront nominatifs pour la prestation en argent (rachat de la population flottante et des habitants des centres urbains de Bassam et d'Abidjan), établis sur le modèle des rôles d'impôt de capitation de la population flottante, approuvés et apurés dans le même forme. Pour la prestation en nature, ils seront établis par village sur le modèle des rôles de l'impôt de capitation de la population fixe, approuvés et apurés dans la même forme.

Cependant, en raison de l'époque tardive à laquelle la prestation est pour la première fois mise en vigueur, les rôles de la prestation en nature pourront ne pas être apurés, c'est-à-dire que vous ne devez pas vous considérer comme obligés d'utiliser complètement le nombre total de journées de main-d'œuvre que cette première réglementation, représentant un maximum, met à votre disposition.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

25 *avril.* — *Arrêté* du 16 avril créant un impôt sur la propriété bâtie à Cotonou.

Cet impôt est fixé à 4 0/0 de la valeur locative des immeubles bâtis.

La valeur locative est déterminée par une commission spéciale d'après les baux passés ou par comparaison avec d'autres locaux faisant l'objet de location. A défaut de ces bases la valeur locative est déterminée sur le taux de 10 0/0 de la valeur de l'immeuble imposé. La valeur de l'immeuble imposé est fixée elle-même d'après la déclaration inscrite sur les livres fonciers, soit d'après des titres authentiques ou sous-seing privé ayant date certaine, soit par comparaison avec des immeubles bâtis dont le prix est notoirement connu et à défaut de ces bases, à l'aide de renseignements recueillis au bureau du conservateur de la propriété foncière tant sur la superficie que sur la valeur de l'emplacement ou du rendement.

Une commission composée de l'administrateur-maire de la commune, président, et de quatre notables français, qui s'adjoindra le conservateur de la propriété foncière et le conducteur des travaux publics, déterminera semestriellement la valeur locative ou la valeur réelle ou estimée de l'immeuble. Cette commission aura également mission d'apprécier la plus-value ou la moins-value apportée aux immeubles au cours du semestre.

Arrêté du 16 avril créant un impôt sur la propriété non bâtie à Cotonou.

Cet impôt est fixé à 0.25 0/0 de la valeur des terrains. Lorsque sur les terrains s'élevent des constructions exonérées de l'impôt foncier sur les propriétés bâties, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de l'arrêté du 16 avril 1913, il est fait état de ces constructions dans l'établissement de la valeur du terrain.

L'appréciation de la valeur sera faite par la commission et dans les conditions prévues aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 16 avril 1913 établissant un impôt foncier sur les propriétés bâties.

14 *juin*. — *Arrêté* du 31 mai portant approbation d'arrêtés du lieutenant-gouverneur du Dahomey relatifs au régime des patentes et licences dans cette colonie.

Sont approuvés : 1° l'arrêté n° 357, du lieutenant-gouverneur du Dahomey, du 6 mai 1913, portant réglementation du régime des patentes et des licences dans cette colonie ; 2° l'arrêté n° 358, du lieutenant-gouverneur du Dahomey, du 6 mai 1913, fixant, pour l'année 1913, le tarif des patentes et des licences dans la même colonie.

Journal officiel de la colonie.

1er *juin*. — *Arrêté* du 19 mai réglementant la concession des autorisations exceptionnelles de débarquement ou d'embarquement des marchandises à bord des navires et à terre, et réglant la répartition entre les agents des douanes chargés du contrôle de ces opérations.

A partir de la promulgation du présent arrêté au *Journal officiel* de la colonie, des autorisations exceptionnelles pourront être accordées au commerce : 1° pour le déchargement ou embarquement des marchandises à bord des navires régulièrement inscrits ; 2° pour le déchargement ou embarquement des navires arrivant dans les ports avant l'ouverture ou après la fermeture des bureaux pendant la semaine.

Les marchandises ne pourront être enlevées que lorsque la reconnaissance aura été effectuée, les droits payés ou garantis ; il en sera de même en ce qui concerne l'embarquement des marchandises à bord des navires.

Les demandes d'autorisation seront produites aux chefs des bureaux des douanes du lieu où devra se faire l'opération et autant que possible la veille du jour où cette opération devra commencer.

Les demandes stipuleront que l'armateur, le négociant ou toute autre personne voulant bénéficier des prescriptions du présent arrêté, s'engagera à se conformer aux mesures de surveillance jugées nécessaires par la douane à décharger celle-ci de tout dommage causé aux marchandises déposées sur les points de débarquement ou d'embarquement, à verser dans les vingt-quatre heures entre les mains du chef de bureau, contre reçu, le montant des indemnités dues aux agents des brigades et stipulé à l'article 6.

Les autorisations exceptionnelles pourront être accordées de jour et de nuit en semaine, les dimanches et jours fériés, le jour de la fête nationale du 14 juillet excepté.

La rétribution à verser par les intéressés est ainsi fixée : les dimanches et jours fériés : 4 francs l'heure par agent employé aux opérations de 6 heures à 18 heures et 3 francs en semaine ; 4 fr. de 18 heures à 22 heures ; 5 francs de 22 heures à 24 heures ; 6 francs de 24 heures à 6 heures. Une fraction d'heure de plus de 15 minutes donnera lieu à la perception d'une demi-heure, toute fraction qui dépassera 30 minutes sera comptée pour 1 heure.

Arrêté du 19 mai portant réception définitive de travaux prévus à l'acte additionnel du 22 août 1910, pour la transformation du wharf de Cotonou.

Arrêté du 19 mai portant réception définitive des travaux de réfection de l'ossature métallique de l'ancien wharf de Cotonou prévus à l'acte additionnel du 15 janvier 1912.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Exposition de bois du Gabon. — Le 30 juin a eu lieu au Muséum, l'inauguration de l'exposition des bois du Gabon, recueillis par M. Auguste Chevalier, directeur du laboratoire d'agronomie coloniale à l'École pratique des Hautes Etudes près le Muséum.

Assistaient à cette cérémonie : MM. Le Myre de Vilers, Grodet, Esnault-Pelterie, Merlin, Lacroix, Professeur Perrot, Gruvel, Loisy, Dujour, Capus, Pobéguin, Leconte, Brandon, Poisson, Chudeau, de Lamothe, Regelsperger, etc.

M. Ed. Perrier, directeur du Muséum, a pris le premier la parole, puis M. Chevalier, et enfin M. Morel, ministre des Colonies, qui a rendu hommage à M. Chevalier, le distingué chef de mission.

Après l'inauguration de l'Exposition, M. le ministre, accompagné du gouverneur général Merlin, s'est rendu au laboratoire de M. Gruvel où il a pu constater la parfaite conservation de nombreux poissons et de superbes langoustes vivantes.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

17 *mai*. — *Arrêté* du 10 mai promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances, le décret du 7 mars 1913 modifiant le règlement d'administration publique du 21 septembre 1908, sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce. — *Rapport* et décret *ad hoc*.

Arrêté du 3 mai portant interdiction de la chasse aux aigrettes durant trois années dans toute l'étendue de la colonie de Madagascar et dépendances.

Arrêté du 10 mai nommant une commission chargée de rassembler les documents relatifs à l'étude des vols de sauterelles et des moyens de les détruire.

Circulaire du 10 mai au sujet de la lutte à entreprendre contre les sauterelles,

Circulaire du 8 mai au sujet du taux des salaires d'ouvriers, de bourjanes et de l'emploi du filanjana.

Arrêté du 3 mai promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances, la loi du 28 décembre 1910 fixant le régime douanier applicable aux briquets de poche, aux allumeurs de gaz ou à acétylène et aux amorces et autres fournitures destinées à ces appareils. — Loi *ad hoc*.

Arrêté accordant la franchise postale aux expéditeurs de cartes postales relatant les observations faites sur les migrations de sauterelles.

Arrêté ouvrant le réseau optique Soanierana-Sainte-Marie à l'exploitation publique.

Arrêté portant organisation du personnel indigène des vaccinateurs-hongreurs, des surveillants des haras et des autrucheries de Madagascar.

24 *mai*. — *Arrêté* autorisant M. Jaujon, administrateur délégué de la Société des conserves alimentaires de la montagne d'Ambre, à installer sur le plateau d'Antsirane (province de Diégo-Suarez),

sur la propriété dite « Félicia », un abattoir et une usine pour la préparation des conserves alimentaires et le traitement des peaux de bœuf et autres sous-produits.

Arrêté autorisant MM. Chafcouloff frères à installer un établissement pour la préparation des peaux par l'arséniate de potasse, à Majunga, dans un immeuble sis près de l'abattoir.

Circulaire du 10 mai au sujet de la mise en valeur des concessions.

Colonisation. — **Mise en valeur des concessions.** — Pour répondre à divers vœux de la Chambre d'agriculture, et dans le but de tenir compte aux colons des efforts faits par eux pour la culture de certaines plantes, dans le but aussi de favoriser l'élevage, le gouverneur général de Madagascar a décidé que la mise en valeur des concessions serait désormais constatée de la façon suivante (circulaire du 10 mai 1913, insérée au *Journal officiel* de la colonie du 24 mai) :

Les plantations de caféiers, vanilliers, cocotiers, cannes à sucre et essences caoutchoutifères seront considérées, lorsqu'elles seront en plein rapport, comme représentant une mise en valeur superficielle égale à quatre fois la surface qu'elles occupent.

Les plantations de maïs, de pommes de terre, de blé, d'avoine, de légumineuses (particulièrement pois du Cap), de luzerne, de fourrages et de cultures maraîchères seront comptées, dans les mêmes conditions, pour une surface double de la superficie plantée.

L'aménagement effectif en rizière d'une étendue de marais sera considéré comme ayant entraîné avec lui la mise en valeur d'une superficie double de terrain de la même concession non susceptible de cette transformation.

Pour les terrains de pâture ou d'élevage, la mise en valeur sera acquise à raison de : 3 hectares par tête de bovidé ; 5 hectares par tête d'équidé; 10 hectares par tête d'autruche.

Mais les commissions ne devront faire état que des animaux dont la présence sur la concession depuis un an au moins aura été justifiée. Les étables, bergeries, enclos, parcs à animaux existant sur la propriété devront être suffisants pour loger et entretenir habituellement le bétail présenté. En outre les concessions mises en valeur dans ces conditions ne pourront être d'une superficie supérieure à 250 hectares au maximum.

Il est entendu que ces nouvelles prescriptions ne modifient en rien les dispositions des circulaires des 6 mai 1899 et 25 mars 1908. La commission chargée de constater la mise en valeur des concessions devra toujours se rendre compte de tous les efforts qui auront été faits et de tous les travaux entrepris en vue de réaliser une œuvre utile et permanente sur la propriété demandée; elle ne devra pas manquer de signaler au gouverneur général tous les essais intéressants qui auront été tentés par le concessionnaire.

Suppression des « tavy ». — Un arrêté en date du 12 avril dernier, vient d'interdire à Madagascar l'emploi du feu pour la préparation des *tavy* et des terrains de culture.

L'incendie par les indigènes de certaines régions de l'île pour la préparation des rizières de montagne dites *tavy* et des terrains de culture, avait jusqu'ici causé des dégâts considérables dans les forêts où de vastes superficies ont été détériorées. Une réglementation spéciale des feux de brousse, prise en 1907, avait bien enrayé quelque peu cette institution. Des instructions avaient été données aux chefs de circonscription pour conduire les habitants à modifier progressivement leur travail.

La circulaire du 26 mai 1908 avait même interdit les tavy ailleurs que dans les broussailles ou dans les terrains ayant déjà été brûlés pour des cultures antérieures. Mais il n'avait pas été possible, jusqu'à présent, de supprimer complètement, dans certaines circonscriptions, cette pratique barbare. En agissant trop brusquement, l'on pouvait craindre de provoquer la famine dans des régions où les indigènes ne savaient pas travailler les rizières de marais, et où les terrains marécageux ne se trouvaient pas en quantité suffisante.

L'application des mesures précédentes a donné d'excellents résultats. Dans de nombreux endroits, les tavy ont presque complètement disparu et l'on a pu constater que partout où les rizières de marais avaient remplacé les rizières de montagne, la récolte était plus abondante et régulière. Le moment était donc venu pour l'administration de Madagascar de créer une réglementation qui interdisait définitivement cette culture jusqu'ici justifiée par la seule paresse des indigènes et qui, si elle était maintenue, était de nature à détruire rapidement le domaine forestier de la colonie. C'est cette mesure que consacre l'arrêté du 12 avril 1913.

La lutte contre les sauterelles. — On sait que le gouvernement général de Madagascar s'est préoccupé de la lutte à entreprendre contre les sauterelles qui ravagent, par endroits et par moments, les récoltes.

Une commission vient d'être nommée à effet de rassembler les documents relatifs à la lutte contre les sauterelles et d'étudier les moyens préconisés par la destruction de ces acridiens. Par circulaire du 10 mai, le gouverneur général a, en outre, invité les chefs de province à lui adresser tous les renseignements qu'ils pourraient recueillir sur les variétés, les mœurs, les migrations de ces insectes. Afin de faire connaître et de déterminer les centres d'éclosion, des cartes d'un modèle spécial ont été adressées aux chefs de circonscription pour être distribuées aux colons européens et aux indigènes. Ces cartes, établies en double expédition, seront adressées au gouvernement général, après constatation d'un centre de ponte, d'un essaim de criquets ou d'un vol de sauterelles.

Interdiction de la chasse aux aigrettes. — La chasse aux aigrettes, en vue du commerce des plumes, a pris depuis quelques années à Madagascar une extension considérable. Ces oiseaux, autrefois très connus dans la colonie, y sont devenus de plus en plus rares et il est même à craindre qu'ils ne disparaissent complètement dans un avenir assez rapproché.

L'Administration de la colonie s'est préoccupée de cet état de choses et a recherché les moyens de protéger les aigrettes et de favoriser leur repeuplement.

Un arrêté en date du 3 mai vient d'interdire, pour une période de trois années et à partir du 1er juillet courant, la chasse aux aigrettes, sur toute l'étendue de Madagascar. Pour donner satisfaction au Syndicat de Sambirano qui a signalé la nécessité d'interdire la chasse d'un oiseau utile à l'agriculture et dont il est fait, chaque année, de véritables hécatombes, la nouvelle réglementation interdit aussi la chasse de la fausse aigrette dite pique bœufs.

Bulletin économique. — Le dernier courrier nous a apporté le fascicule du 1er trimestre 1913 du *Bulletin économique* publié par le gouvernement général de Madagascar. Nous relevons dans le sommaire de cette très intéressante publication les articles ci-après :

Le chemin de fer de Tananarive à Tamatave (discours prononcés à l'inauguration de la ligne, le 6 mars 1913). — Le cyclone du 24 au 28 novembre 1912 dans le nord de Madagascar (Elie Colin).

— Etude géographique et géologique sur le Menabe (lieutenant A. Buhrer). — Note sur le commerce du riz à Madagascar (Duchêne). — Essai de culture de tabacs (Filip, secrétaire de la Commission permanente des tabacs coloniaux). — Note sur la culture du tabac Souffi. — Rapport sur une tournée agricole dans les vallées de l'Ivondro et de l'Ivoloina (A. Fauchère). — Extrait du rapport annuel de la station agronomique de l'île Maurice. — Le ver à soie (E. Fauchère). — Pêcheries coloniales (L. Bony, capitaine au long cours). — Statistiques des résultats de l'exploitation du chemin de fer de Brickaville à Tananarive (juillet, août, septembre, octobre et novembre 1192).

Feuille mensuelle d'informations agricoles et commerciales. — Voici le sommaire du fascicule de mai 1913 (n°11) de la *Feuille mensuelle d'informations agricoles et commerciales* publiée par le gouvernement général de Madagascar :

Une plantation de mimosas au Natal (G. Carle). — Note relative aux différents modes de plantation employés pour les arbres sur les Hauts-Plateaux (Nicolas). — Note sur la culture de la vigne dans la province de Fianarantsoa (Duchêne). — Os, cornes, produits d'exportation (Brigandat). — Mercuriales des divers produits de Madagascar sur les principaux marchés d'Europe.

Forêts. — **Travaux forestiers entrepris par le Service de Colonisation en 1912.** — Les travaux forestiers exécutés pour le compte de la colonie au profit de l'administration des chemins de fer se sont poursuivis très activement à la station forestière d'Analamazoatra; ils ont permis de continuer l'étude des meilleures méthodes à suivre pour assurer dans les forêts malgaches, la régénération naturelle tant des produits principaux que des produits secondaires. C'est une part importante de cette station où l'on a entrepris également une étude pratique sur les essences qui conviendraient le mieux dans cette région pour repeupler rapidement et économiquement les vides, les clairières, et les parcelles détruites à la suite de coupes abusives; les essais de marcottage de lianes à caoutchouc entrepris en 1911 ont été continués.

a) *Aménagement et amélioration de la forêt malgache.* — Les opérations d'aménagement et de mise en valeur de la forêt malgache commencées depuis 1909 dans la réserve de la station forestière se trouvent actuellement terminées sur une surface de 252 hectares, dont 90 hectares pour l'année 1912.

L'exploitation de bois morts ou dépérissants a donné (de janvier à novembre inclusivement) les produits suivants : bois de chauffage, 15.150 stères; charbon de bois, 20 t. 753; traverses, 801 tonnes; planches, 410 tonnes; madriers et demi-madriers, 690 tonnes.

La dépense totale (comprenant prix de façonnage, le ramassage, transport et arrivage en gare, nettoiement et construction de chemins d'exploitation) s'est élevée, pour le bois de chauffage, à 38.667 fr. 46; pour le charbon de bois, à 554 fr. 95; pour les traverses, à 801 francs; pour les planches, à 324 francs; pour les madriers et demi-madriers, à 902 fr. 75.

Les réserves domaniales de Périnet, rationnellement exploitées, peuvent fournir au service du chemin de fer, *d'une manière soutenue* et dans des conditions avantageuses, une grande partie du bois de chauffage nécessaire aux machines. Le nombre de stères est actuellement de 15 à 18 par an; mais il peut facilement être doublé.

La Colonie retire de nombreux avantages de ces travaux d'aménagement entrepris dans la région d'Analamazaotra : elle améliore et enrichit ses réserves forestières. Les opérations sont, en effet, dirigées de manière à constituer les peuplements nouveaux avec les meilleures essences de la forêt (vivaona, palissandre, nato, hazotokana, faralaotra, vintanina, etc.). Elle assure un chauffage très économique des locomotives. Enfin, en réduisant de plus en plus les fournitures de bois de quelques compagnies elle supprimera une cause importante de déboisement.

b) *Repeuplement des clairières et terrains dénudés avec des résineux. Avantages que présente l'introduction en forêt des eucalyptus aussitôt après le passage des coupes.* — En 1911 il avait été fait à la station un essai de reboisement avec des pins de différentes espèces : pignon (*pinispinca*), pins d'Indochine, pins maritimes des Landes et de la Réunion. Les plantations de pins pignon et d'Indochine n'ont pas donné de bons résultats. Ces essences semblent ne pas convenir à la région de l'Est. Dans le courant de l'année 1912 les semis et plantations de pins maritimes des Landes et de la Réunion ont donc seuls été poursuivis. Les pins des Landes en particulier, présentent une végétation vigoureuse; quelques sujets, âgés de deux ans, ont actuellement 1 m. 10 à 1 m. 20 de hauteur.

Au cours des exploitations, il arrive fréquemment que l'abatage des gros arbres occasionne des vides dans les peuplements, vides qui sont très rapidement repeuplés en essences inférieures telles que : Harongana, Andrarezina, Sevabe, etc. Pour empêcher la multiplication de ces bois sans valeur, différentes variétés d'eucalyptus ont été introduites dans les parcelles clairières. Les résultats ont été satisfaisants. Les eucalyptus, en raison de l'humidité abondante, ont une croissance extrêmement rapide. Pour ne multiplier que les meilleures espèces, en particulier celles qui sont susceptibles de fournir des bois de construction, plusieurs variétés ont été essayées en pépinière : Eucalyptus marginata, obliqua, gomocalya, amygdalina, stuartiana, vimmalis, colossier, globulus, deaneai, eugenioides, cambager. D'autre part, une clairière de 5 à 6 hectares a été entièrement reboisée en Eucalyptus robusta. Ce peuplement d'eucalyptus renferme quelques pieds de différentes variétés d'acacia provenant de l'Afrique du Sud.

c) *Multiplication des végétaux à caoutchouc.* — Les travaux de marcottage de lianes « fingibary » ont été continués. Les marcottes suffisamment enracinées seront, dans le courant de cette année, mises directement en place de la coupe de 1909.

d) *Construction des lignes d'aménagement.* — Les coupes de 1912 et les nouvelles parcelles annexées ont été délimitées par des lignes de 2 m. 50 de largeur débarrassées de toute végétation arborescente et arbustive.

Reboisement. — Des tentatives de reboisement ont été faites sur divers points des hauts plateaux, afin de s'assurer le bois nécessaire tant pour la consommation locale que pour l'alimentation des machines à vapeur sur le futur rail d'Antsirabe. Mais il a fallu renoncer aux anciennes méthodes qui consistaient à faire effectuer le reboisement uniquement par les fokon'olona. Ceux-ci, en effet, n'ayant aucune expérience, pratiquaient des trouaisons excessives le long des chemins, des routes, des digues; dans ce dernier cas, c'est non seulement inutile, mais cela peut devenir dangereux, car les trous quelquefois profonds que l'on fait affaiblissent la digue; dans tous les cas ce sont des travaux sans résultat, car la plantation, le long des routes, ne donne pas certainement plus de 5 0/0 de réussite après 3 ans de plantation. Elle a à lutter contre la sé-

cheresse, ou l'excès d'eau, suivant la situation de la route, la dent des animaux, l'angady des indigènes, enfin l'absence de soins d'entretien.

Le reboisement est une entreprise délicate, elle nécessite l'étude du terrain à reboiser, des moyens propres à effectuer le reboisement (préparation du terrain choisi, des plants, etc.), enfin la mise en défense des terres intéressées. Comme premier essai, des périmètres de terres ont été choisis dans la région de Tannanarive-Mandraka après des enquêtes assez longues, par suite des prétentions des indigènes. Ces reboisements sont effectués au moyen des travaux des prestataires des villages qui se trouvent dans une zone limitrophe de celles des périmètres ; la Colonie subventionne ces travaux. Le fruit sera à partager entre les fokon olona qui auront participé aux travaux et le gouvernement. Les périmètres ont été définitivement déterminés par l'arrêté du 29 janvier 1913.

a) *Reboisement d'Ambatovory.* — Le périmètre de reboisement d'Ambatovory, situé au sud-est d'Alarobia, d'une superficie d'environ 38 hectares, est constitué en majeure partie par le restant de l'ancienne forêt, quelques grands arbres (Hazotokana) et un taillis buissonnant en occupent le sommet et une partie des versants. Les parties dénudées, 10 hectares environ, ont été plantées en eucalyptus, mimosas et Hazotokana; la plantation a été continuée ensuite dans les clairières et les vides du taillis, la trouaison est actuellement terminée, la plantation ne pourra l'être qu'à la fin de l'année.

b) *Reboisement de l'Angavokely.* — Le périmètre de reboisement de l'Angavokely, d'une superficie d'environ 700 hectares, est situé au sud-est de la gare de Carion, entre la voie ferrée et la rivière Hiadiana, dans le massif montagneux de l'Angavokely. Tous les grands arbres ont été détruits; sur le versant sud, se trouvent encore quelques buissons disséminés. Les trous creusés jusqu'à ce jour sont au nombre de 17.625; la plantation effectuée 15.834 plants en eucalyptus et agave. La plantation pourra être continuée dans certains endroits pendant la saison sèche.

c) *Reboisement de Manjakandriana.* — Le périmètre de reboisement de Manjakandriana est situé au nord-est de Manjakadriana au lieu dit Ambohitrandriamanitra, il a une superficie de 25 hectares environ, les versants du mamelon ne sont pas entièrement dénudés, quelques arbrisseaux couvrent encore le sol. Il a été creusé jusqu'à présent 73.628 trous. Une plantation de 10.162 pins a été faite en février 1912. La plantation d'eucalyptus en cours, commencée en décembre dernier, actuellement de 7.000 plants, pourra se continuer pendant presque toute l'année. La sécheresse se faisant rarement sentir dans cette région, de plus l'irrigation pourra se faire dans certaines parties.

d) *Reboisement d'Ambatolaona.* — Il n'existe pas encore de périmètre de reboisement à Ambatolaona; 6.400 trous ont été creusés aux alentours du poste forestier.

e) *Pépinières.* — Des pépinières ont été établies dans chaque périmètre de reboisement. La pépinière d'Ambatovory, créée à l'origine, ne sera utilisée que jusqu'à la fin de l'année; à la fin de la prochaine saison des pluies, toute la plantation de ce reboisement sera terminée.

La pépinière de l'Angavokely ne sera pas suffisante pour fournir chaque année les plants nécessaires à la plantation; tous les terrains convenables sont cultivés en rizières ou soi-disant; aucun indigène ne veut céder temporairement les parties actuellement incultes.

La pépinière de Manjakandriana est installée sur une rizière inculte, prêtée par un indigène; lorsque le reboisement sera terminé, le terrain aménagé pour des semis, pourra de nouveau être cultivé en rizière; le propriétaire profitera ainsi des travaux exécutés pour l'irrigation.

La pépinière d'Ambatoloana est installée près du poste forestier; des semis de diverses essences ont été faits l'année dernière: eucalyptus, pins et essences forestières de la région.

Chacune de ces pépinières, sauf celles d'Ambatovory, peut fournir chaque année une moyenne de cent vingt mille (120.000) plants, représentant une superficie de reboisement d'environ 72 hectares par périmètre. La pépinière de l'Angavokely devrait pouvoir fournir annellement trois cent mille (300.000) plants, ce qui ne peut être fait avec le terrain dont on dispose actuellement.

Les essences employées pour le reboisement sont les suivantes : diverses variétés d'eucalyptus, principalement l'E. robusta dans les terrains frais ou humides, le plant pousse très vite; dans les sols secs, l'arbre se développe mal, sa croissance est moins rapide. Mimosa, croissance assez rapide. Acacia heterophylla, planté à Ambatovory pousse vigoureux. Hazotokana, croissance assez lente. Des pins plantés dans le périmètre de Manjakandriana et des Chines dans ceux d'Ambatovory et de l'Angavokely, croissent assez difficilement. Des graines de diverses essences des forêts de la région ont été semées dans les périmètres.

Les périmètres de reboisement d'Ambatovory et de l'Angavokely se trouvant dans la zone des saisons bien tranchées, saison des pluies et saison sèche, les plantations ne peuvent se faire ordinairement que de décembre à mars, peut-être sera-t-il possible dans l'Angavokely, par irrigation, de continuer les plantations pendant une partie de la saison sèche.

A Manjakandriana, il pleut pendant presque toute l'année, les périodes de sécheresse sont assez rares, la plantation pourra se continuer une grande partie de l'année.

A Ambatoloana, la sécheresse n'a lieu, suivant les années, que vers le mois de novembre.

Reboisement entrepris par le service de la construction du chemin de fer le long de la ligne, d'Ambatovory à Antsirabe, sous la direction du Service de colonisation. — Plantations. — Semis. — Les arbustes ont été mis en place soit par repiquage, soit par semis.

Certaines graines, celles de l'eucalyptus notamment, sont très légères et ne peuvent être régulièrement réparties directement sur le sol ; elles risqueraient du reste d'être entraînées par les pluies. On est obligé de les semer tout d'abord en pépinière et de repiquer ensuite les jeunes plants. Ce mode de culture a été employé pour les eucalyptus, les filaos, les grevilléas et les conifères. On a néanmoins tenté de semer à la volée les graines de ces arbres, mais, sauf en des endroits particulièrement bien exposés, l'essai n'a pas réussi.

Quand les jeunes pousses ont atteint une hauteur de 4 ou 5 centimètres, elles sont arrachées avec précaution et immédiatement repiquées dans des petites corbeilles remplies de terre, simplement confectionnées avec l'herbe des champs. Au bout de quelques jours d'apprentissage un ouvrier moyen peut préparer par jour de 150 à 200 corbeilles semblables, les remplir de terre et y planter les jeunes arbustes. Les pots ainsi préparés, soigneusement ombragés sous des fougères, sont laissés pendant quelque temps dans la pépinière où ils sont régulièrement arrosés matin et soir ; plus tard, au moment de la saison des pluies, ils sont

transportés à leur emplacement définitif. Cette façon de procéder a réduit les pertes au minimum.

On a également essayé de transplanter sans intermédiaire les jeunes pousses de la pépinière dans les domaines forestiers. Ce procédé, évidemment plus rapide et par suite plus économique que le précédent, a donné une proportion d'insuccès relativement considérable. Il peut réussir dans les périodes de pluies abondantes; mais dans les années normales, il n'est pas à recommander.

Les semis en place ont été réservés pour les arbres à graines lourdes telles que le mimosa, le lilas de Perse, le robinier vulgairement appelé acacia, etc. Ils ont été effectués de deux manières différentes ou bien à la volée, ou bien par poquets.

Le premier procédé ne peut être employé qu'avec des ouvriers expérimentés, sachant bien répartir la semence, la consommation de graines est néanmoins considérable; de plus les plants sont inégalement espacés les uns des autres. Enfin, dans les premières années, les plantations exigent beaucoup de main-d'œuvre; il faut en effet éclaircir aux endroits trop touffus et, au contraire, faire des repiquages ou de nouveaux semis aux endroits laissés à découvert.

Dans le procédé par poquets qui paraît de beaucoup préférable dans la région, les graines prélevées par pincées de 4 ou 5 au plus sont déposées sur le sol à intervalles réguliers de 1 mètre environ. De cette façon on évite le gaspillage de la semence, et les arbustes groupés en buissons sont convenablement disposés pour que l'air et la lumière puissent circuler autour d'eux. Ils sont du reste suffisamment rapprochés les uns des autres pour ne donner naissance qu'à de petites branches latérales. De cette façon le tronc seul se développe; le rendement en bois est notablement augmenté, puisque l'on évite le déchet causé par les branches trop menues et les arbres sont plus facilement débités, car ils se développent en hauteur plutôt qu'en grosseur, et au moment de l'abatage il est inutile de les refendre.

Dans les plantations de 1912, les semis ont, en principe, été effectués par poquets, et le procédé à la volée n'a été employé que pour peupler les endroits arides où la germination se faisait dans de mauvaises conditions.

Provenances de graines. — La station de Nanisana a fourni gracieusement quantité de graines, notamment celles d'eucalyptus, de filao, de grevilléa et de conifères. Le service des jardins de la ville de Tananarive a donné des graines de filaos, jacarandas, aulnes, acacias, etc. On a recueilli sur place beaucoup de graines de mimosas. M. Escure, garde principal de la milice indigène, en a livré environ 800 kilogrammes. Le service en a fait ramasser 400 kilogrammes à Ambatolampy. Enfin, les stations de culture d'Antsirabe et d'Ambositra en ont expédié chacune une centaine de kilogrammes. Le ramassage est très facile. En employant des hommes à la journée, le litre de graines (soit un peu moins de 1 kilogramme) revient au prix de 30 centimes environ.

Dans les semis à la volée, il faut compter sur une consommation de 5 kilogrammes à l'hectare. Au contraire, dans le semis par poquets on n'emploie que 1 kilogramme à 1 kilogramme et demi.

Il convient de noter pour l'avenir que les quantités de graines à ramasser devront être calculées en tenant compte non seulement des terrains à reboiser, mais encore des talus du chemin de fer qui seront à ensemencer en mimosas.

Surfaces reboisées en 1912. — Les surfaces reboisées en 1912 sont les suivantes :

1° Ambatolampy :	
Parcelle n° VIII au nord de la ville, surface	30 ha. 34
Parcelle n° IX au sud de la ville	33 ha. 03
Parcelle n° IV près Ambohimena	10 ha. 24
Parcelle n° V près Ambohimena	13 ha. 86
Parcelle n° VI	8 ha. 95
2° Ampitantafika :	
Parcelle n° I au Nord d'Ampitantafika	36 ha. 47
3° Antanifotsy :	
Parcelle n° VII à l'ouest d'Antanifotsy	30 ha. 83
4° Andranomanelatra :	
Parcelle n° III	56 ha. 11
Total	248 ha. 83

soit en chiffres ronds 220 hectares. En raison de l'époque tardive où les reboisements ont été commencés en 1911, il n'a pas été possible d'atteindre la superficie de 270 hectares que l'on s'était proposé de reboiser cette année.

Autant qu'il est possible d'en juger, étant donné que le domaine est de création toute récente, les résultats obtenus sont les suivants :

Le mimosa, comme il fallait s'y attendre, a parfaitement réussi. La germination, favorisée par une chute de pluie abondante, s'est faite dans d'excellentes conditions, sur tout l'ensemble du domaine.

L'eucalyptus s'est mal accommodé des terrains rocailleux et secs du nord d'Ambatolampy, où il a été décimé par des insectes. Au sud de cette ville, au contraire et plus particulièrement à Ampitantafika et Antanifotsy, il donne de belles espérances. Les plants, à peine âgés de quatre mois, ont déjà une hauteur de 40 à 50 centimètres. Mais on ne sera définitivement fixé sur leur avenir que s'ils résistent aux gelées du prochain hiver. L'acacia, le jacaranda et le filao sont en bonne voie au sud d'Ambatolampy.

Le grevilléa et le lilas de Perse ont médiocrement réussi : quelques sujets à peine se montrent de loin en loin.

Les conifères paraissent devoir prospérer.

Enfin, quelques plants de chêne, de mûrier, etc., ont été plantés à titre d'essai. Mais ils sont en place depuis trop peu de temps pour que l'on puisse encore apprécier les résultats qu'ils donneront plus tard.

MAIN-D'ŒUVRE. — **Salaires des ouvriers employés par l'administration ; les transports en filanjana.** — Au cours de ses dernières séances, la Chambre d'agriculture de Madagascar avait émis le vœu que la main-d'œuvre ne soit pas payée plus cher par l'administration que par les particuliers. Elle avait aussi exprimé le désir que dans les provinces où l'on pourra utiliser un autre moyen de transports que le filanjana, l'administration s'en serve pour laisser de préférence aux colons la main-d'œuvre disponible.

Ces vœux ont été transmis à M. Picquié, et le gouverneur général a immédiatement adressé aux chefs de province une circulaire publiée à l'*Officiel* du 17 mai, leur faisant connaître que les vœux présentés par la Chambre d'agriculture présentaient une réelle importance pour le développement général de l'agriculture dans la colonie et devaient être pris en considération. En conséquence, les administrateurs ont été priés de ne jamais

allouer aux ouvriers et bourjanes employés pour le compte des services administratifs, un salaire supérieur au salaire moyen en vigueur dans la région où est exécuté le travail.

En ce qui concerne le transport des administrateurs, M. Picquié a rappelé à nouveau la circulaire qu'il avait prise le 24 juin 1911 et qui interdisait l'emploi du filanjana sur les parcours desservis par des moyens mécaniques et sur les routes où les transports en pousse-pousse ont fait l'objet de contrats spéciaux.

Ces mesures, destinées à faciliter, dans la mesure du possible, le recrutement de la main-d'œuvre, confirment une nouvelle fois l'intérêt que M. Picquié n'a, depuis son arrivée au gouvernement de la colonie, cessé de témoigner aux agriculteurs et aux colons.

MINES. — **Le graphite.** — Bien que la découverte du graphite ne remonte qu'à trois ans à peine, les recherches et la mise en exploitation des gisements se sont considérablement développées en 1912 et surtout pendant le premier trimestre 1913.

Le nombre total de bornages de graphites existant au 31 décembre 1912 était de 942. Du 1er janvier au 31 mars 1913, 350 bornages nouveaux ont été déclarés, contre 104 et 114 durant les trimestres correspondants de 1912 et 1911. Ces 350 bornages sont situés dans les provinces suivantes : Andevrante 57, Vakinankaratra 52, Tananarive 48, Tamatave 43, Ambositra 41, Vatomandry 32, Itasy 24, Morondava 22, Ankazobe 10, Maroantstera 8, Farafangana 7, Betroka 2, Fianarantsoa 2, Mananjary 2.

La zone actuellement reconnue comme graphitifère s'étend presque du nord au sud de la colonie, sur toute la région orientale de la Grande Ile, et principalement sur le centre des Hauts-Plateaux. Cette zone mesure du nord au sud, près de 1.400 kilomètres.

L'exportation augmente dans de très grandes proportions. Les chiffres suivants des sorties enregistrées pendant les trois premiers trimestres des années 1911, 1912, 1913, permettent de s'en rendre compte.

1er trimestre	1911.....	258.988 kilos
—	1912.....	473.856 —
—	1913	980.305 —

Il existe actuellement 10 concessions de graphites; d'autres sont à l'instruction. On prévoit que plus de 100 concessions seront demandées aussitôt que les taxes superficielles seront diminuées. La réglementation minière à l'étude donnerait satisfaction sur ce point aux prospecteurs.

La Réunion. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

16 *mai.* — *Arrêté* du 14 mai portant création de l'Académie de l'île de la Réunion.

ADMINISTRATION. — **Création de l'Académie de la Réunion.** — Un arrêté du gouverneur de la colonie, en date du 14 mai dernier, porte création d'une académie à la Réunion. Voici quelles sont les principales dispositions :

L'Académie de l'île de la Réunion a pour objet l'étude approfondie, méthodique et raisonnée de toutes les questions relatives à l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, la littérature et les arts, intéressant la colonie.

L'Académie est placée sous le patronage et haut contrôle du gouverneur.

Elle a son siège à Saint-Denis. Elle est composée de 25 membres titulaires dont 15 au moins résident au chef-lieu de la colonie, de 25 membres associés et d'un nombre illimité de membres honoraires et membres correspondants.

Les vingt premiers membres titulaires seront nommés par arrêté du gouverneur et choisis parmi les personnes qui se recommandent par leurs connaissances des choses de la Réunion ou leurs travaux antérieurs.

Les membres titulaires appelés au début à compléter l'Académie et dans la suite à remplacer les vacances qui pourraient se produire, soit par suite de décès, soit pour toute autre cause, seront soumis à l'élection de l'assemblée.

Le Muséum, le Jardin colonial, le Musée Léon Dierx, la Bibliothèque coloniale, les Archives historiques de la colonie sont placés sous le patronage de l'Académie.

L'Académie est autorisée à recevoir tous dons en nature qui auront préalablement reçu l'approbation du gouverneur.

Un bulletin annuel publiera les comptes rendus des séances et fera connaître les travaux de l'Académie.

Un local sera mis par la colonie à la disposition de l'Académie.

Une subvention dont le montant sera fixé chaque année par le Conseil général, lui sera allouée.

Côte française des Somalis. — POPULATION. — **Population de Djibouti.** — La population de Djibouti est de 16.535 habitants dont 303 Français, 291 Etrangers, 3.358 Inas, 1.733 Danakils, 1.128 Arabes, sujets français, 4.172 Arabes ou Indiens, sujets étrangers, et 5.550 Somalis et Abyssins. La population étrangère européenne se subdivise à son tour en : 124 Grecs, 88 Italiens, 22 Suisses, 16 Autrichiens, 15 Turcs, 13 Russes et 13 individus de nationalités diverses. Il y a eu parmi la population non blanche 464 naissances et 284 décès.

AMÉRIQUE

Guyane française. — ACTES OFFICIELS. *Journal officiel de la colonie.*

19 *avril.* — *Arrêté* du 19 avril promulguant à la Guyane le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies.

26 *avril.* — *Arrêté* du 18 avril désignant le port de Cayenne comme port d'attache des navires.

Arrêté du 18 avril autorisant certaines catégories d'ambarcations à naviguer sous pavillon français, sans être astreints à la francisation.

Guadeloupe. — TRAVAUX PUBLICS. — **Le projet d'emprunt.** — Le projet d'emprunt de la Guadeloupe s'établit de la façon suivante :

Approfondissement de la rade, au lieu de 600.000 fr.	750.000
Construction d'un wharf.....	1.600.000
Réparation des quais.....	290.000
Construction du quai à charbon	550.000
Conduite d'eau de la Pointe-à-Pitre	353.000
Adduction d'eau de Basse-Terre.....	100.000
Personnel, dont un ingénieur chargé de l'exécution des travaux pendant trois ans	132.000
Télégraphie sans fil (poste à Pointe-à-Pitre, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Désirade, Marie-Galante et les Saintes).....	208.000
Achat d'immeubles appartenant à l'Etat et de terrains pour installer les stations de télégraphie sans fil (Hôtel du procureur général, caserne de gendarmerie de Basse-Terre, Fort-Fleur d'Epée, Fort-Napoléon, etc.).....	106.000
Frais d'études pour le chemin de fer de la Grande-Terre	20.800
Total.....	4.109.000

Le Conseil général a décidé de faire l'emprunt au taux de 4 fr. 25 0/0 par l'entremise de la Banque de la Guadeloupe, à moins que le Département trouve dans la métropole un établissement de crédit disposé à faire de meilleures conditions.

ASIE

Indochine. — HYGIÈNE-MÉDECINE. — **La lutte contre la lèpre en Indochine.** — M. le député Doizy avait demandé au ministre des Colonies quelles mesures prophylactiques sont prises contre la lèpre dans nos colonies asiatiques et quels ont été, jusqu'à ce jour, les résultats de l'arrêté du 4 décembre 1909 relatif à la circulation et à l'isolement des lépreux et au fonctionnement des léproseries en Indochine. M. J. Morel vient de répondre dans les termes suivants à cette question :

La lèpre en Indochine est inégalement répartie. On évalue à environ 4.000 à 5.000 le nombre des lépreux au Tonkin et de 5.000 à 6.000 celui des lépreux en Cochinchine. En Annam, au Laos et au Cambodge, la lèpre n'existe qu'à l'état de foyers épars, sans tendance à l'extension.

De tous temps, les Indochinois ont considéré la lèpre comme une maladie contagieuse et ont pris, à l'égard des lépreux, certaines mesures d'isolement.

Mesures prophylactiques prises. — En 1903, un arrêté local du 18 juillet prescrit l'isolement des lépreux et la création de la léproserie de Culao-Rang, en Cochinchine. En 1905, l'arrêté du 15 septembre portant réglementation de la protection de la santé publique en Indochine stipule (art. 6) que le gouverneur général détermine les mesures à prendre à l'égard des lépreux. En 1909, en exécution de ces prescriptions, l'arrêté du 4 décembre interdit aux lépreux la circulation sur les voies publiques, l'accession aux emplois publics et l'exercice de certaines professions. La mise en application de l'arrêté du 4 décembre 1909 a été entreprise dès le début de 1910.

a) Au Tonkin, dès cette époque, il convient de signaler l'installation d'un véritable village de lépreux à Haiduong et la plus complète organisation de la léproserie de Tre-Truong, à 11 kilomètres de Hanoi, léproserie qui existait déjà depuis plusieurs années (1905). La province de Thai-Binh a organisé une colonie agricole.

b) En Annam, l'isolement des lépreux est encore laissé à l'initiative des provinces. Le nombre relativement restreint des lépreux dans cette région diminue les dangers d'extension.

c) En Cochinchine, l'arrêté du 4 décembre 1909 permet une plus complète organisation de l'importante léproserie de Culao-Rang.

d) Au Cambodge, les lépreux cambodgiens sont isolés en dehors des villages et les lépreux chinois sont expulsés.

e) Au Laos, la plupart des lépreux vivent à l'écart des villages, dans des paillottes individuelles, à la charge de leur famille, ou bien d'aumônes quand ils n'ont pas de parents. La résidence supérieure a prescrit récemment le groupement des lépreux au village de Nam-Lun, à 25 kilomètres en aval de Luang-Prabang.

En 1912, un arrêté du 11 janvier confie la direction des léproseries du Tonkin au docteur Barbezieux, médecin de l'assistance en Indochine, avec un budget global de 57.239 piastres.

L'arrêté du 31 décembre prescrit l'isolement des lépreux : soit dans la léproserie de Tre-Truong, soit dans les colonies agricoles du modèle de Van-Mou (province de Thai-Binh), soit, exceptionnellement, à domicile.

On compte, à la fin de 1912, une vingtaine de léproseries provinciales, savoir : Bac-Giang, Bac-Ninh, Hadong, Haïduong, Haï-Ninh, Ha-Nam, Hao-Binh, Hung-Yen, Kien-An, Lang-Son, Lao-Kay, Nam-Dinh, Ninh-Binh, Phu-To, Phuc-Yen, Son-Tay, Taï-Binh, Vinh-Yen, deuxième Territoire militaire, troisième Territoire militaire.

Programme nouveau. — Les colonies agricoles doivent être réparties d'après le nombre des lépreux, à 2 kilomètres de toute agglomération urbaine, et réunir les conditions d'existence des autres villages, sauf pour les habitants (lépreux) la défense d'en sortir et de laisser sortir les produits agricoles ou autres, destinés à être consommés ou utilisés par les villages voisins. L'impression d'internement doit être atténuée le plus possible, de façon à éviter les tentatives d'évasion et à réaliser ainsi un isolement effectif.

Le fonctionnement régulier de ces colonies agricoles aurait pour avantage de diminuer l'importance et les dépenses de la léproserie de Tre-Truong, dont les lépreux, actuellement au nombre de 986, pourraient être répartis entre ces nouvelles colonies. Enfin, à la date du 14 janvier 1913, une note du gouvernement général de l'Indochine annonçait à l'inspection générale du service de santé la préparation d'un projet réglementant définitivement les colonies agricoles de lépreux. Grâce à ces mesures prophylactiques, le nombre des lépreux en Indochine n'est plus en progression croissante, et on est en droit d'espérer que, dans un avenir prochain, il diminuera dans des proportions appréciables.

Tonkin. — COMMERCE. — **Mouvement du port d'Haiphong.** — Pour la première fois, le mouvement total des importations du port d'Haiphong a dépassé, en 1912, 100.000 tonnes.

Si nous nous référons aux statistiques qui viennent de paraître et qui sont publiées avec tout le soin qu'on peut désirer par M. Goubier, entrepreneur des docks de la Chambre de commerce, nous voyons en effet que le mouvement commercial du port d'Haiphong a été, en 1912, de 546.634 tonnes (103.200 tonnes à l'importation et 443.334 tonnes à l'exportation). Le gain total sur le précédent exercice, dont les résultats marquaient déjà une avance sensible sur ceux de 1910, s'élève au chiffre considérable de 63.917 tonnes.

Voici d'ailleurs le tableau du tonnage des marchandises sorties ou entrées par le port d'Haiphong pendant la période quinquennale antérieure à 1912 : on verra, par la comparaison de la *moyenne* de cette période avec les chiffres enregistrés cette année, combien le développement économique du Tonkin se poursuit continu et rapide :

Années	Import.	Export.	Totaux
1907.....	80.401 t.	313.622 t.	394.023 t.
1908.....	92.399	394.665	487.064
1909.....	90.210	360.784	450.994
1910.....	70.208	394.815	465.023
1911.....	80.061	402.656	482.717
Moyenne..	82.656	373.308	455.964
1912.....	103.200	443.434	546.634
En plus en 1912	20.544	70.126	90.670

Dans ces chiffres, nous n'avons pas tenu compte des charbons sortis par le port de Haiphong pour l'avitaillement des navires et dont le tonnage était de 33.615 tonnes en 1911 et 35.936 tonnes en 1912.

Dans les chiffres ci-dessus de 1912, le commerce spécial du Tonkin entre pour 66.806 tonnes à l'importation et 431.676 tonnes à l'exportation, accusant ainsi une plus-value totale de 42.363 tonnes sur ceux de 1911 ou, en valeur, de 16.600.000 francs.

L'exportation des céréales en 1912. — Les exportations de céréales du Tonkin ont atteint, en 1912, un chiffre particulièrement élevé, notamment en ce qui concerne le riz. Elles ont été en effet de 272.657 tonnes, dont 199.128 tonnes sur l'étranger et 73.529 sur la France. Ce chiffre représente 63 0/0 du tonnage embarqué. La valeur des expéditions sur France étant de 19.825.428 francs, le riz y participe pour 9.541.689 francs. En ce qui concerne l'étranger, le riz participe pour 29.777.349 francs, au total de 46.987.650 francs.

La quantité des sorties sur la Métropole a augmenté dans de

notables proportions et, tandis que les années précédentes, elle était de 1/9 des exports, elle en a atteint le 1/4 en 1912.

L'année 1912 a été très nettement supérieure à la moyenne des dix années précédentes, qui atteint 144.140 tonnes. C'est la seconde fois que le chiffre de 200.000 tonnes est dépassé ; encore, en 1908 n'avait-on atteint que 250.360 tonnes. Cette campagne a donc été particulièrement favorisée et il faut s'attendre, à moins de récoltes exceptionnelles, à un fléchissement dans les années suivantes. Il convient, néanmoins, de noter que l'export des paddys suit, depuis dix ans, une marche ascensionnelle, notamment au point de vue des expéditions sur la Métropole, nulles ou insignifiantes jusqu'en 1906, où elles n'atteignaient encore que 600 tonnes.

Si l'année a été parfaitement satisfaisante au point de vue du riz, il n'en a pas été de même pour les maïs, tombés à 23.238 tonnes au lieu de 59.937 en 1911. La récolte a cependant été bonne, mais il y a lieu de tenir compte de la hausse du fret, de celle de la piastre et de l'abondance des récoltes en Argentine et à la Plata. De plus, les indigènes, trouvant de leurs riz des prix rémunérateurs, ont consommé de très grandes quantités de maïs.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *avril.* — Arrêté portant création de deux léproseries indigènes à Maré.

Arrêté du 20 mars fixant le concours d'entrée à l'Ecole des sciences appliquées de la Nouvelle-Calédonie.

Dossier sanitaire des tribus : îles Loyalty, par les Drs Lebœuf et Javelly.

15 *avril.* — Arrêté du 10 avril 1912, promulguant le décret du 28 janvier 1913, portant modification au régime des mines de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Décret joint.

1er *mai.* — Arrêté du 1er avril 1913 portant constitution de l'île des Pins en réserve indigène.

Décision nommant une Commission chargée de rechercher les parties des territoires de l'île des Pins susceptibles d'être affectées à la colonisation libre sous les réserves de l'arrêté du 1er avril, La mission de cette commission est ainsi définie :

1° Rechercher quelles parties des territoires désaffectés de l'île des Pins paraissent propres à la culture ou à l'élevage ; 2° déterminer le nombre et l'étendue des lots de colonisation susceptibles d'être attribués ; 3° d'établir un contrat-type de location à proposer aux demandeurs des lots ainsi formés, réservant la faculté de transformation ultérieure du titre provisoire en concession définitive.

Arrêté du 22 août 1912, approuvé par le ministre des Colonies, fixant le régime des concessions domaniales ne dépassant pas 200 hectares en Nouvelle-Calédonie.

Circulaire ministérielle du 19 janvier 1913 au sujet de l'application du règlement du 2 août 1912, sur le fonctionnement des services médicaux coloniaux, hospitaliers et réglementaires aux colonies.

Arrêté du 25 mars portant création à Nouméa d'une équipe de dératisateurs.

Arrêté du 10 avril rendant exécutoire le rôle général de la redevance sur les mines instituées.

COLONISATION. — **Régime des concessions** (arrêté du 22 août 1912). — Un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 22 août 1912, vient de réglementer à nouveau dans la colonie le régime des concessions domaniales ne dépassant pas 200 hectares. Cet arrêté, qui a reçu l'approbation du ministre des Colonies, a paru à l'*Officiel* de la colonie du 1er mai dernier. En voici les dispositions principales :

Des concessions de terres, sur le domaine de l'Etat non affecté à des services publics, peuvent être attribuées à titre gratuit, par arrêté du gouverneur, aux catégories de personnes désignées ci-après, lorsqu'elles justifient de ressources suffisantes, savoir :

1° Aux immigrants qui viennent s'établir dans la colonie pour y entreprendre des exploitations agricoles ;

2° Aux officiers, fonctionnaires ou employés qui, après avoir servi dans la colonie, y prennent leur retraite et y fixent leur résidence ;

3° Aux employés civils ou militaires auxquels la loi de finances du 28 décembre 1895 a refusé tous droits à une pension de retraite et qui, après cessation de leurs fonctions, se fixent dans la colonie ;

4° Aux jeunes gens nés ou fixés dans la colonie et âgés de vingt et un ans au moins, ou ayant rempli les obligations du service militaire, qui n'exercent pas de fonctions rétribuées par l'Etat ou la colonie et veulent s'adonner à l'agriculture ;

5° Aux sous-officiers et soldats nés hors de la colonie et qui y prendront désormais leur congé.

L'étendue des concessions peut varier suivant les accidents du terrain et sa qualité. Cette étendue ne sera jamais inférieure à 10 hectares ni supérieure à 25.

Le concessionnaire est tenu de mettre son terrain en valeur et d'y résider. Il ne peut s'en absenter pendant plus de six mois sans en aviser l'administration et se faire remplacer par un gérant libre.

Il ne pourra être coupé des bois sur les terrains concédés que pour les barrières et installations. Les défrichements n'auront lieu qu'au fur et à mesure des ensemencements et plantations.

Il est délivré au concessionnaire, lors de son installation, un titre provisoire. Ce titre provisoire sera, quant aux lots de culture, transformé en titre définitif de propriété au bout de cinq ans et seulement s'il a été planté en caféiers ou autres plantes de longue durée (caoutchouc, coton, vanille, etc.) la moitié de la surface susceptible de les recevoir.

Le titre définitif, en ce qui concerne les lots de pâturage et les lots à bâtir ne pourra être délivré qu avec le titre définitif des lots de culture et, en outre, pour les lots à bâtir, lorsqu'une maison, d'une valeur de 1.000 francs au moins, y aura été édifiée.

Les concessions à titre onéreux sont soumises aux mêmes conditions et entraînent, pour les détenteurs, les mêmes obligations que celles résultant des quatre alinéas précédents pour les concessions gratuites.

Elles suivent le sort de ces dernières et la réalisation des promesses de vente ne peut être réclamée et accordée qu'en même temps que le titre définitif est demandé et délivré pour la concession gratuite. Quant aux ventes directes, les actes par lesquels elles sont consenties stipulent expressément l'obligation de mise en valeur, sous peine de déchéance.

Exportations de minerais. — Il a été exporté de Nouvelle-Calédonie, pendant les trois premiers mois de 1913, 16.479 tonnes de minerais de nickel et 2.711 tonnes de minerais de chrome.

Nouvelles-Hébrides. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *mai.* — Arrêté du 15 mars 1913 fixant l'état de répartition des produits néo-hébridais à admettre au régime de faveur jusqu'au 30 juin 1913. — Tableau de répartition entre les colons francais des Nouvelles-Hébrides des quantités de cafés, cacaos et vanilles à admettre en détaxe.

Arrêté du 4 avril promulguant le décret du 11 janvier 1913 sur la situation administrative et judiciaire des citoyens français établis dans les îles du Pacifique n'appartenant à aucune puissance civilisée.

Etablissements français de l'Océanie. — COMMERCE. — **Mouvement commercial de la colonie en 1912.** — Le mouvement commercial des Etablissements français de l'Océanie, pour l'année 1912, a atteint 16.228.447 francs. Il avait été, en 1911, de

14.725.769 francs, soit, en faveur de 1912, une augmentation de 1.502.678 francs.

Ces chiffres se répartissent comme suit :

	1911	1912	Différence en plus
Importations ..	7.206.650 fr.	7.747.181 fr.	540.531 fr.
Exportations ..	7.519.119 —	8.481.366 —	962.247 —
Totaux....	14.725.769 fr.	16.228.547 fr.	1.502.778 fr.

Le progrès constaté porte à la fois sur les importations et les exportations. Il est dû, en grande partie, à ce que les cours des principaux produits d'exportation se sont maintenus élevés et ont même subi une hausse sensible, celui de la vanille notamment. Ce produit a été payé en moyenne, sur place, 18 francs le kilogramme, contre 10 fr. 50 en 1911, de sorte que les exportations de vanille tout en étant inférieures, en quantité, de 24.932 kilogrammes, à celles de 1911, ont dépassé celles-ci, en valeur, de 1.058.000 francs. L'exploitation des phosphates de Makatea, qui n'est pas encore dans sa période intensive et sur laquelle nous reviendrons plus loin, n'est pas étrangère non plus à ce mouvement : il a été exporté, en 1912, 38.488.000 kilogrammes pour une valeur de 769.700 francs, contre 11.911.700 kilogrammes pour 238.200 francs en 1911.

Le tableau ci-après permet de comparer le mouvement du commerce général de la colonie pendant les cinq dernières années :

Années	Importations	Exportations	Totaux
1908.....	3.867.863 fr.	3.145.326 fr.	7.013.189 fr.
1909.....	4.612.930 —	5.051.442 —	9.664.372 —
1910.....	5.659.367 —	6.031.289 —	11.690.656 —
1911.....	7.206.650 —	7.519.119 —	14.725.769 —
1912.....	7.747.181 —	8.481.366 —	16.228.547 —

Les *importations* de 1912 s'élèvent à 7.747.181 francs ; celles de 1911 n'avaient été que de 7.206.650 francs, d'où une différence en plus, pour 1912, de 540.531 francs.

Les importations, par pays de provenance, se répartissent comme suit :

Etats-Unis.....	3.626.493 francs
Nouvelle-Zélande et Australie.....	1.820.179 —
France.....	1.310.929 —
Angleterre.....	499.431 —
Allemagne.....	182.156 —
Colonies françaises.....	19.767 —
Autres pays.....	288.224 —

Pour la première fois apparaissent, dans les statistiques, des importations directes des colonies françaises. Ce fait est dû à ce que les vapeurs de la Compagnie navale de l'Océanie font escale en Nouvelle-Calédonie en venant à Tahiti. Il a été importé de cette colonie des chevaux et des bœufs vivants, des sacs vides et du riz. Ce dernier produit provient de Cochinchine.

Les *exportations* de 1912 s'élèvent à 8.481.366 francs ; celles de 1911 à 7.519.119 francs, soit une différence, en faveur de 1912, de 962.247 francs.

Les principaux produits du crû exportés sont les suivants (valeurs en francs) :

Produits	1911	1912
Vanille.....	2.318.744	3.376.749
Coprah.....	3.719.817	2.814.223
Nacres.....	774.822	841.892
Phosphates naturels.....	238.253	769.768
Cocos en coques.....	80.793	117.380
Oranges.....	73.247	101.294
Coton en laine.....	42.047	55.586
Fungus.....	8.346	14.351
Cire d'abeilles.....	8.426	6.575
Biches de mer.....	1.351	601

Nous avons dit plus haut que la récolte de la vanille avait subi, en 1912, une diminution sensible. Cette diminution est due à une maladie parasitaire qui sévit sur les vanillières dans certains districts de Tahiti et à Moorea en particulier, et qui menace de se propager si des mesures ne sont prises au plus tôt pour l'enrayer.

Les exportations de la colonie en 1912 ont reçu les destinations suivantes :

Etats-Unis.....	4.880.443 francs
Angleterre.....	1.008.885 —
Allemagne.....	413.565 —
Nouvelle-Zélande.....	648.326 —
France.....	882.609 —
Colonies françaises.....	100 —
Autres pays.....	647.438 —

Le mouvement commercial de la colonie avec la métropole se décompose comme suit :

	Importations	Exportations	Totaux
1912.....	1.310.920	882.609	2.193.538
1911.....	1.311.681	528.842	1.840.523
Différences p. 1912.	— 752	+ 353.767	+ 353.015

La diminution insignifiante des importations de France est due à un fait accidentel, la non arrivée, en novembre 1912, du vapeur *Saint-André* dont la plus grande partie de la cargaison se composait de marchandises françaises. Les exportations sont en augmentation de 353.767 francs sur celles de 1911. Dans son ensemble, le mouvement commercial avec la métropole a subi, en 1912, une amélioration sensible qui se traduit par une plus-value de 353.015 francs. Les relations commerciales de la colonie avec la métropole s'affermissent donc de plus en plus. Ce résultat est dû à l'existence du service à vapeur assuré par la Compagnie navale de l'Océanie, depuis l'année dernière, et qui relie directement Papeete à la France.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Leo Biram. — *Les amis de mon ami Fou Than*. In-16 de 329 pages. Prix : 3 fr. 50. Plon-Nourrit et Cie. éditeurs, 8 rue Garancière, Paris 1913.

L'Académie française a justement couronné *Mon ami Fou Than*, curieux roman de mœurs chinoises du même auteur qui nous montre ce que deviennent les Célestes au contact direct des Occidentaux, sous l'impulsion des événements qui ont transformé l'Extrême-Orient. Non moins attachante est l'histoire des soldats français faisant partie des détachements qui représentaient, les armes à la main, les ambitions rivales des puissances intéressées. Nous retrouvons là des types caractéristiques de « coloniaux » : le loustic du corps, tireur de bordées incorrigible, le déclassé qui se refait sous le drapeau une mentalité neuve, le soldat de car-

rière pour qui le régiment est une famille, le fricoteur, l'alcoolique qui lutte en vain contre les tentatives, le bon sujet qui se laisse prendre un instant aux séductions des bouges exotiques, enfin l'officier des temps nouveaux, conscient de son rôle et de ses responsabilités, manieur d'hommes supérieur. La vie de ces camps lointains est dramatiquement rendue, avec les mille incidents qui la traversent : émeutes populaires dans les quartiers suspects, rapports avec les soldats du détachement allemand, scènes vécues des maisons de thé et des assommoirs internationaux, exercices sportifs où la victoire revient au drapeau, bruit soudain des défaites russes et arrivée d'un train d'ambulance, rempli de malades et de blessés, qui est secouru à temps par les Français, désertion, tableaux de mœurs pris sur le vif. Ce récit alerte et vivant donne une impression très nette de l'étrange situation de la nouvelle Chine dans la période de transition qui a précédé et amené la proclamation de la République. C'est presque un document d'histoire par sa sincérité expressive et colorée.

Henri Bobichon. — *La politique indigène dans les colonies françaises*. — In-8° de 32 pages (préface de M. Maurice Violette, député-rapporteur du budget des colonies. Publication approuvée par le ministre des Colonies). Bureaux de la *France d'outre-mer*, 90, rue de Varenne, Paris 1912.

Louis Botte. — *Au cœur du Maroc*. — In-12 de 227 pages. Hachette et Cie, éditeurs, 19, boulevard Saint-Germain, Paris 1913. Prix cart., 4 francs.

Partir en voyage pour faire du tourisme et être conduit par les circonstances au milieu d'une grande bataille, puis assister à la conquête d'une capitale, voilà, certes, qui n'est pas banal. C'est le sujet du livre de M. Louis Botte.

Avec l'auteur, nous visitons d'abord Tanger, la ville cosmopolite ; Casablanca, la cité mercantile, et surtout l'exquise Rabat qui a su conserver de nombreux vestiges d'un passé glorieux. Les artistes liront avec plaisir ces descriptions vivantes et amusées. Les voyageurs et les touristes trouveront là un guide clair et averti.

Après une promenade en Chaouïa, M. Louis Botte réussit à joindre la petite armée du colonel Mangin, au moment précis où la marche sur Marrakech est décidée. Seul civil, il peut l'accompagner dans son attaque victorieuse. Le 6 septembre, il assiste à la bataille de Sidi-bou-Othman et sous les balles marocaines prend des croquis et écrit des notes. Des récits alertes et animés nous montrent à l'œuvre nos soldats. Ils ajoutent une page de plus à notre épopée africaine.

Dr Charézieux. — *Les préjugés en art dentaire*. — In-12 de 120 pages. Prix : 3 francs. A. Maloine, éditeur, 25-27, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 1913.

C'est un livre écrit de façon simple et pratique, qui fixera le lecteur sur les ressources qu'offre l'art dentaire, en indiquant ce qu'il importe d'éviter, en exposant clairement ce qu'il faut faire et ne pas faire.

Comité central des Armateurs de France. — *Annuaire de la Marine marchande française*. — Un fort volume, gr. in-4° de 1.100 pages. Prix, 12 francs l'exemplaire relié, port en sus (Paris, 0 fr. 25 ; départements, 1 fr. 05 ; étranger, prix d'un colis-postal de 5 kilogrammes). Adresser les demandes au Secrétariat du *Comité central des Armateurs*, 73, boulevard Haussmann, Paris.

C'est dans un but d'utilité publique et avec le concours officiel des administrations des douanes, de la marine, des colonies et des affaires étrangères, que le *Comité central des Armateurs de France* publie, depuis quatre ans, l'*Annuaire de la Marine marchande française* dont l'édition pour l'année 1913 vient de paraître.

Cet ouvrage est le répertoire complet de toutes les entreprises françaises d'armement sans exception, qu'elles soient métropolitaines, coloniales, affiliées ou non au *Comité* et quel que soit le type des navires qu'elles exploitent : paquebots, cargo-boats, voiliers, long-courriers ou caboteurs, navires spéciaux (câbliers, écoles, frigorifiques, hôpitaux, etc.), navires de toutes pêches, à voiles ou à propulsion mécanique, remorqueurs, vedettes à voyageurs, etc. On y trouve des renseignements très détaillés et précis, non seulement sur chaque entreprise d'armement, mais encore sur tous les navires français d'une jauge brute supérieure ou au moins égale à 25 tonneaux. Toutes ces entreprises y sont mentionnées dans l'ordre alphabétique, sans distinction aucune entre la grande compagnie de navigation et l'armateur d'un unique bateau de pêche ou d'un petit remorqueur.

La nouvelle édition réalise des améliorations importantes sur les éditions précédentes de l'ouvrage. Grâce au grand nombre des renseignements contenus et aux formes multiples sous lesquelles ces renseignements sont présentés, le lecteur peut instantanément et sans aucune recherche : 1° se documenter sur une entreprise d'armement dont il connaît seulement un des mots composant la raison sociale ; 2° savoir quelles sont les entreprises d'armement établies dans chaque port, ou les navires attachés à ce port ; 3° comparer toutes les entreprises entre elles au point de vue de l'importance de leurs armements ; 4° savoir à quelle entreprise d'armement appartient une personne qui se réclame de la qualité d'armateur ; 5° savoir quel est l'armateur d'un navire nommé et connaître les caractéristiques de ce bâtiment ; 6° connaître le navire que concernent les nouvelles apportées par les bâtiments qui l'ont rencontré en mer, ou transmises par les sémaphores qui ont aperçu ses signaux ; 7° trouver tous les navires ayant, soit une jauge brute ou nette, soit une portée en lourd, soit une puissance de machine, soit une vitesse déterminée ; 8° trouver un navire qui réponde à un type spécial, ou qui effectue un transport ou un service d'un genre déterminé ou encore qui offre certaines particularités.

Ces innombrables données ont éte résumées dans des tableaux statistiques qui accusent que le tonnage brut de notre flotte commerciale et de pêche (à partir de 25 tonneaux) s'élève, en 1913, à 2.454.190 tonneaux, en augmentation de 204.711 tonneaux sur le tonnage de l'année précédente. Il ressort encore de ces tableaux que le nombre total de nos navires de commerce et de pêche est de 4.268 dont : 1.854 à vapeur, 29 à moteur, 35 à moteur et à voiles et 2.350 à voiles ; 74 navires étaient en cours de construction au moment de la publication de l'ouvrage ; un seul navire a une vitesse supérieure à 24 nœuds, 2 filent de 23 à 24 nœuds, 2 de 22 à 23, 6 de 21 à 22 et 4 de 20 à 21 nœuds. Notre flotte comprend 3 navires-câbliers, 2 navires-écoles, 16 navires frigorifiques, 3 navires-hôpitaux, 4 navires pétroliers, 32 navires à viviers, etc. ; 4 navires de commerce deviennent croiseurs auxiliaires en temps de guerre et 113 sont pourvus d'appareils de télégraphie sans fil ; 3.565 bâtiments sont armés dans la métropole, 10 en Corse, 154 en Algérie, 497 dans les colonies et pays de protectorat et 34 à l'étranger.

Enfin, l'ouvrage comporte un répertoire complet des syndicats maritimes (armateurs, capitaines et officiers, mécaniciens, médecins sanitaires maritimes, personnel naviguant, ouvriers des ports, assureurs maritimes, courtiers maritimes, etc.), ainsi qu'un répertoire des principales maisons de l'industrie et du commerce maritimes, classées par spécialités.

Ludovic de Contenson. — *Les réformes en Turquie d'Asie*. La question arménienne. La question syrienne. — In-8° de 135 pages avec 1 carte. Prix : 3 fr. 50. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris, 1913.

On connaissait, de l'auteur, ce beau livre, plein d'avertissements prophétiques. *Chrétiens et Musulmans*, que l'Académie française a très justement couronné. M. Ludovic de Contenson a, cette fois, réuni, en les complétant, les études que lui a inspirées le spectacle instructif de l'explosion balkanique dans le bulletin du Comité de l'*Asie française*. Les conséquences du recul des Turcs vers l'Asie sont incalculables et la position de la question d'Orient en est changée du tout au tout à ses yeux. Il estime avec raison

et il démontre, uniquement par des arguments de fait, avec une logique singulièrement pressante, que les causes de dissolution de l'empire ottoman sont aussi profondes, aussi inquiétantes, en Arménie, en Syrie, dans les pays arabes conservés à sa domination, qu'elles l'étaient hier en Macédoine, en Thrace, en Albanie. Un emprunt consenti sans condition par l'Europe serait une faute qui laisserait la porte ouverte au conflit des égoïsmes et dont la France serait victime. Il faut établir d'urgence un plan de réformes propres à prévenir les soulèvements, spontanés comme celui des Balkans, ou provoqués par les rivalités des puissances. Une révolution se prépare dans la Turquie d'Asie et ce sera l'honneur de M. de Contenson d'en avoir dénoncé, avec des détails et des preuves sans réplique, le péril tout proche pour la paix européenne. Voilà véritablement le livre d'actualité : il mérite d'être médité par tous ceux qui se demandent, avec un frémissement de patriotisme, de quoi demain sera fait !

CHARLES DEMANGE. — *Notes d'un voyage en Grèce.* — In-12° de 152 pages, 2e édition. Marcel Rivière et Cie, éditeurs. 1, rue Saint-Benoît, Paris, 1912. Prix 2 fr. 50.

Ces notes de voyage sont de ravissants poèmes dans lesquels rien de la vie n'est oublié. On aimerait un tel guide auprès de soi pour conduire nos pas, ouvrir notre cœur et nos yeux, peupler notre cervelle d'illusions.

ECOLE COLONIALE. — *Conférences publiques sur l'Indochine faites à l'Ecole coloniale pendant l'année scolaire* 1912-1913. — In-8° de 71 pages. Imp. Chaix, Paris, 1913.

Une heure au pays d'Annam, par M. Prêtre. — Chez les villageois annamites du Tonkin, par M. E. Chassigneux. — Les palmiers utiles de l'Indochine, par M. Capus. — L'avenir du téléphone en Indochine, par M. Milon. — Les chansons populaires du Cambodge, par M. Tricon. — La vie religieuse au Cambodge, par M. Cabaton. — Le Laos et les Néerlandais au XVIIe siècle, par M. A. Cabaton. — La question de l'alcool au Tonkin et dans le nord Annam, par M. Guesde. — La médecine et la prophylaxie en Indochine, par M. le Dr Kermorgant. — Notre action en Indochine, par M. Guesde.

ECOLE COLONIALE. — *Conférences publiques sur Madagascar faites à l'École coloniale pendant l'année scolaire* 1912-1913. — In-8° de 26 pages. Imp. Chaix, Paris, 1913.

Les populations australes de Madagascar (mœurs, mythes et légendes), par M. Julien. — Les richesses minérales de Madagascar, par A. Lacroix. — Madagascar dans ses rapports avec la côte orientale d'Afrique. Les progrès de Madagascar, par M. Mot.

J. FÈVRE. — *La terre et l'homme par l'image.* — Voyage pittoresque à travers le monde, offrant un moyen facile de connaître à peu de frais, d'après des photographies, l'aspect exact des divers pays, les costumes et les mœurs des habitants. — 3e fascicule : *Les colonies françaises.* In-8° de 96 pages, illustré de 263 gravures. Prix : broché, 1 franc; cartonné, 1 fr. 50. Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913.

PAUL HAURY. — *Exposé simple et clair de la question d'Orient.* — In-8° de 46 pages. Imbert, éditeur, boulevard Saint-Germain, 60, Paris, 1913. Prix : 1 franc.

De tout temps la Question d'Orient passa pour inextricable aux yeux des diplomates et des candidats au baccalauréat. Le public, qu'elle intéresse aujourd'hui, ne réussit pas toujours à comprendre le pourquoi de l'attitude de telle ou telle puissance : parfois la portée des faits lui échappe, faute de connaître l'ensemble dont ils sont l'aboutissant. Expliquer le présent par le passé, sans vaine érudition, mais avec une parfaite sûreté d'information et de méthode, tel a été le but de M. HAURY dans la brochure courte et substantielle qu'il vient de publier chez Vuibert. Son exposé, « simple et clair », est d'une lecture indispensable et facile pour quiconque veut être de son temps et en comprendre les grands événements.

TH. HEYSE. — *L'inspection du travail au Katanga.* — In-8° de 30 pages. Extrait du Bulletin des licenciés des écoles supérieures de commerce, affiliées à l'*Union coloniale belge*, n° 2, avril 1913, chez Bonnet-Dasset, éditeur, Ixelles, 1913.

E. LANGLET. — *Le peuple annamite.* — In-12° de 308 pages. Berget-Levault, éditeurs, 5, rue des Beaux-Arts, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Voici une œuvre coloniale non seulement très intéressante, mais avant tout pratiquement très utile. Ce sont les notes et observations recueillies au cours de plusieurs années de mission topographique en Annam, par un sous-officier qui sans cesse a vécu dans des milieux indigènes. Habile à gagner la confiance des populations rurales, il a en a su profiter pour se documenter sur leurs mœurs, si différentes de celles des Annamites frolés par la civilisation dans les centres populeux.

L'auteur ayant d'abord soumis son travail à ses supérieurs, tous ont été frappés par ce fait, qu'il sort absolument de la banalité courante des relations de voyage ou des descriptions de pays exotiques, et que, fruit de l'observation directe, il est destiné à rendre service aussi bien aux coloniaux qui n'ont pas l'occasion d'approcher intimement les indigènes, qu'à ceux qui sont appelés à vivre parmi eux. C'est véritablement un manuel de la vie privée et sociale, des usages, des rites et des traditions du peuple annamite, la lecture qui, par conséquent, s'impose à tout passager faisant la traversée de France en Extrême-Orient.

...L'auteur a fait plus et mieux qu'un bon livre. Il a fait une bonne action. Et si cet ouvrage a le succès qu'il mérite, il portera celui qui l'a écrit au premier rang des bons serviteurs de l'Indochine.

HENRI MAGER. — *Les sourciers et leurs procédés.* La baguette. Le pendule. — In-8° de VIII-314 pages avec 107 figures. Prix 4 fr. 50. H. Dunod et E. Pinat, éditeurs, 47 et 49, quai des Grands-Augustins, Paris 1913.

Les expériences publiques de Baguette et de Pendule qui ont été faites récemment, au cours de la Semaine des Sourciers, à Sartrouville, au Bois de Vincennes, au Château-Mirabeau, au Muséum, ont provoqué, en France et à l'étranger, un sentiment d'étonnement d'abord, d'admiration ensuite. Sous le contrôle sévère d'un jury impartial et de savants venus en sceptiques, la Baguette et le Pendule, si suspects jusqu'alors, ont accompli des prodiges, en permettant de découvrir des cours d'eau souterrains, de jalonner des galeries souterraines, de trouver une masse métallique enfouie, de déterminer la nature de plaques métalliques dissimulées dans des enveloppes.

Le volume de M. Henri Mager, le président du jury, est extrêmement curieux. Il expose les procédés de recherche des Baguettisans et les Pendulisants ; il décrit ces procédés avec clarté et précision, mettant ainsi chacun de ses lecteurs à même de répéter ou de faire répéter les prodiges réalisés au cours de la Semaine des Sourciers. Il ne se contente pas d'exposer les procédés, il explique les causes. Il montre que les courants électriques sont entourés d'un *champ d'influence* et de lignes de force, que ce champ d'influence et ces lignes de force impressionnent les sensitifs et que l'impression reçue par les sensitifs peut être traduite par une Baguette ou un Pendule tenus en mains. M. Henri Mager établit que les courants liquides souterrains sont, comme les courants électriques, entourés d'un champ d'influence et de lignes de force, qui agissent sur les sensitifs, dont l'action peut être enregistrée par la Baguette ou le Pendule. Enfin, M. Henri Mager montre que tous les corps de la Nature sont entourés d'un champ d'influence avec lignes de force, qui sont comme un prolongement immatériel de la Matière ; les lignes de force, de nature plutôt électrique, émises par tous les corps, peuvent être perçues par les sensitifs, qui ont suréveillé leur état de réceptivité spécial.

Quant aux courants, ils peuvent être perçus sans que l'état de réceptivité ait à être surveillé.

MAX MARSE. — *L'Autriche à l'aube du* XX^e^ *siècle.* — In-12° de 174 pages. A. Eichler, éditeur, 21, rue Jacob, Paris 1904. Prix : 2 francs.

C'est un tableau clair et précis de l'Autriche actuelle, avec ses institutions et ses partis politiques, ses races et ses religions, ses divers facteurs économiques, son agriculture, son commerce et son industrie. « On ne connaît pas l'Autriche, ou plutôt, on la connaît mal. Il n'est pour ainsi dire pas de pays à l'égard duquel le grand public nourrisse plus de préjugés : préjugés dus en grande partie à ce que les écrivains étrangers n'ont pu pénétrer jusqu'aux ressorts intimes de son organisation, et ont dû se contenter d'une vision toute de surface, et aboutir par conséquent à des conclusions souvent contraires à la réalité des choses. »

L'auteur s'est efforcé précisément de rectifier les erreurs et de réagir contre les préjugés. L'esquisse qu'il donne de la monarchie des Habsbourg a le très grand mérite d'être sincère et la franchise de ses réflexions donne à l'excellent ouvrage de M. Marse une valeur de tout premier ordre.

MUSTAPHA BEY IBRAHIM DE COURTEN. — *Notes sur l'armée égyptienne.* — In-8° de 88 pages. L. Fournier, éditeur, 264, boulevard Saint-Germain. Paris 1913. Prix : 2 francs.

Sous le modeste titre « Notes sur l'armée égyptienne » les monographies des armées étrangères s'enrichissent d'un intéressant document.

Après l'exposé de l'Histoire de l'armée égyptienne, M. de Courten étudie l'armée égyptienne actuelle : Organisation générale, le commandement, les armes et service, solde et alimentation, habillement, équipement et armement, casernement, écoles militaires, drapeaux, décorations, les corps organisés militairement.

La situation de l'auteur classe cette notice parmi les documents les plus autorisés ; sa méthode de travail est à recommander pour ce genre d'étude.

ANDRÉ POËY. — *L'anarchie mondiale* (sa psychologie morbide). — In-12° de 265 pages, 2^e^ édition. Félix Alcan, éditeur, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

« Ce que les révolutionnaires et les anarchistes font, des souverains le refont bien plus impunément :

« Depuis seulement 1898 on a vu la République de Washington enlever à l'Espagne ses colonies de l'Amérique et de l'Asie ; on a vu la guerre sino-russe provoquée par la violation du traité de 1902 relatif à l'évacuation de la Mandchourie ; on a vu la violation du traité de Berlin, par l'Autriche, soutenue par ses alliés, s'annexant la Bosnie et l'Herzégovine ; on a vu l'acte d'Algésiras violé par l'Espagne, le parti impérialiste voulant entraîner la France ; on a vu l'Angleterre et la Russie violer leurs engagements vis-à-vis de la Perse ; enfin, on vient de voir, le 29 septembre 1911, l'Italie s'annexer la Tripolitaine et la Cyrénaïque. »

C'est un ouvrage très curieux, aux déductions logiques et fortes.

CLERC-RAMPAL. — *La Mer.* — In-4° Larousse, de 302 pages, librairie Larousse, 13-17, rue Montparnasse, Paris 1913, Prix : broché, 20 francs ; relié demi-chagrin, 26 francs.

A part quelques traités d'océanographie trop ardus pour les profanes, on n'avait guère publié jusqu'ici sur la mer que des ouvrages de pure imagination et il y avait là, pour les esprits curieux et soucieux de notions exactes, une région pour ainsi dire inexplorée. Ce livre semble donc une véritable lacune. Vice-président du Yacht-Club de France, conférencier écouté de l'Institut océanographique et l'un des auteurs du catalogue du Musée de Marine du Louvre, M. Clerc-Rampal était sans doute l'écrivain le mieux qualifié pour traiter dans toute son ampleur un aussi vaste sujet, et il a réussi avec un rare bonheur à présenter de façon attachante et accessible un tableau d'ensemble très complet de tout ce qu'il est intéressant de savoir sur les choses de la mer. Le volume est divisé en deux parties : la première, au courant des dernières découvertes de l'océanographie, initie le lecteur à tous les phénomènes de la mer, aux problèmes scientifiques souvent considérables qu'ils soulèvent, au secret des profondeurs où vivent les êtres les plus étranges de la création ; la seconde traite avec une remarquable érudition de l'histoire du navire et de la science de la navigation et donne des renseignements détaillés sur la marine d'aujourd'hui, sur les dreadnoughts et torpilleurs, les transatlantiques, etc. Edité avec le luxe d'illustrations, de planches et cartes en noir et en couleurs qui a valu aux volumes de la *Collection in-4° Larousse* une si juste notoriété, l'ouvrage revêt une forme extrêmement attrayante et vivante, et jamais certainement on n'avait réuni sur la mer une aussi merveilleuse collection de photographies, effets de vagues, trombes, falaises, animaux et végétaux marins, bateaux de toutes formes, scènes de la vie du bord, etc. Ajoutons que *La Mer* est imprimée sur magnifique papier couché, dans un beau format, et enrichie d'une artistique reliure de Grasset ; c'est tout à la fois un livre de luxe et une œuvre de fond d'une grande valeur et d'une incontestable nouveauté.

LOUIS RÉAU. — *Saint-Pétersbourg.* — In-8° de 195 pages, illustré de 150 gravures. H. Laurens, éditeur, 6, rue de Tournon, Paris, 1913. Prix : 4 francs.

Saint-Pétersbourg est trop souvent sacrifié à Moscou, l'ancienne capitale des tzars qui, bien qu'elle soit détrônée depuis deux siècles, s'obstine cependant à ne pas abdiquer. M. Louis Réau, que ses fonctions de directeur de l'Institut français à Saint-Pétersbourg mettaient à même d'étudier parfaitement cette capitale, s'est efforcé de réhabiliter la création de Pierre le Grand et d'en faire sentir l'originale beauté.

L'auteur s'est attaché tout particulièrement, au cours de cette étude, à mettre en lumière l'influence de la civilisation et de l'art français qui ont si profondément imprégné la Russie du XVIII^e^ siècle. Depuis Pierre le Grand jusqu'à Nicolas I^er^, les artistes français se succèdent sans interruption à Pétersbourg ; ils ont été les meilleurs artisans de sa beauté. Ce sont des architectes français qui construisirent le palais de l'académie des Beaux-Arts, la Bourse, la cathédrale Saint-Isaac ; c'est un de nos compatriotes, le sculpteur Falconet, qui dresse sur son piédestal de granit l'admirable statue équestre de Pierre le Grand : les musées et les collections se disputent les tableaux de ses peintres : des ornemanistes français travaillent à la décoration des palais impériaux de Péterhof et de Pavlovsk, les Versailles et les Trianons russes. Ainsi ce livre, abondamment illustré, est en même temps qu'une monographie d'une des plus imposantes capitales de l'Europe, une contribution originale à l'étude trop négligée de l'expansion de l'art français à l'étranger.

JEANNE ET FRÉDÉRIC REGAMAY. — *L'Allemagne ennemie.* Origines et exploits des Hohenzollern. Le mensonge allemand. Leurs bonnes mœurs. La famille allemande. La culture allemande. La brute allemande. Comment ils nous haïssent. Comment ils frappent leur coup. Le Sedan commercial. La veillée des armes. Comment ils nous bernent. — In-12° de 301 pages. Prix : 3 fr. 50. Albin Michel, éditeur, 22, rue Huygens, Paris 1913.

Ils étudient l'Allemagne d'aujourd'hui dans sa vie morale, intime, familiale, dans la fièvre de jouissance où l'a jetée sa fortune trop rapide, publique ou privée. Ils montrent que l'Allemagne, poussée par des nécessités matérielles inexorables, plus forte que sa vieille haine millénaire, est obligée de poursuivre par tous les moyens notre anéantissement comme nation indépendante. Le chapitre sur les origines de la famille de Hohenzollern piquera la curiosité du lecteur et ces détails ignorés seront certainement très remarqués.

E. DE RENTY. — *L'Europe Noire.* — In-12 de 171 pages. Prix : 2 fr. 50. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton, Paris, 1913.

A des titres divers, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Belgique ont des intérêts en Afrique. Par quoi se traduira dans l'avenir la lutte que ces intérêts amèneront fatalement entre ces puissances? Il serait évidemment difficile de le prévoir. Mais, dès à présent, l'imagination des écrivains se donne libre carrière. Il en est même qui, devançant singulièrement les événements, ont tracé la carte du continent noir après son partage entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne! Ceci est encore du domaine de la fantaisie.

Il n'en est pas moins permis de réfléchir aux contingences et de tâcher de déterminer des pronostics. C'est ce qu'a essayé de faire M. de Renty, dans cet ouvrage.

A quelque point de vue qu'on se place, l'étude entreprise est du plus haut intérêt. A moins d'être complètement aveugle, il faut reconnaître que l'expansion coloniale fait aujourd'hui partie intégrante et indispensable du programme économique de toute grande puissance européenne. L'ouvrage de M. de Renty documentera très exactement le lecteur sur l'état actuel de la question chez les puissances énumérées plus haut.

RUSILLON (Henry), de la Société des Missions évangéliques de Paris. — *Un culte dynastique avec évocation des morts chez les Sakalaves de Madagascar. Le « Tromba ».* — Introduction par Raoul ALLIER, professeur honoraire de l'Université de Paris. — Paris, Alphonse Picard et fils, 1912, in-12, 195 p., 24 grav.

M. Henry Rusillon, qui a séjourné de nombreuses années à Madagascar et qui a visité des régions où l'apostolat chrétien avait peu pénétré, s'est trouvé dans des conditions très favorables pour réunir les éléments de ce livre. Il y étudie les croyances des Sakalaves aux manifestations des esprits des ancêtres, croyances qui les maintiennent en communion avec l'âme antique de leur race. Il décrit les fêtes dans lesquelles la population rend hommage aux restes des grands hommes, et c'est avec des détails très précis et très circonstanciés qu'il explique ce qu'il faut entendre par le « Tromba », cet étrange état maladif, sorte d'hypnose plus ou moins complète durant laquelle le sujet se croit possédé par l'esprit des ancêtres et soumis à leur influence mystérieuse.

C'est là une très curieuse étude qui intéresse à la fois la médecine, l'histoire religieuse et l'ethnographie et qui montre dans quelle perpétuelle inquiétude leurs idées superstitieuses font vivre les Sakalaves.

La persistance de ces croyances suggère à l'auteur de la Préface quelques réflexions sur l'influence qu'elles pourraient exercer quant à l'attachement de ces populations à la France.

G. R.

G. SCELLE. — *Commission du service militaire des Français à l'Etranger.* — Rapport au Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur, tenu à Paris en juin 1912. — In-4° de 26 pages.

GEORGES SOULIÉ. — *Essai sur la littérature chinoise.* — In-12 de 391 pages, Mercure de France, 26, rue de Condé, Paris, 1912. Prix : 3 fr. 50.

La littérature chinoise, nous apprend l'auteur, est la plus abondante et la plus variée du monde entier. Un seul fait donnera l'idée de cette extrême richesse : l'empereur Kien-Long, au XVIII^e^ siècle, voulut faire un choix parmi les principaux chefs-d'œuvre pour éditer une collection nouvelle : les lettrés chargés de ce travail retinrent les titres de cent soixante mille volumes.

Les conditions politiques et matérielles de chaque époque y ont modifié la qualité et la forme de la production littéraire et l'histoire a servi à l'auteur pour expliquer les œuvres des siècles successifs, en même temps que la littérature lui a servi à pénétrer la formation lente de l'âme chinoise.

L'ouvrage de M. Soulié est d'un érudit et d'un lettré. Il permettra de connaître davantage une civilisation très ancienne, très loin de nous, dont le raffinement et l'originalité absorbent ou déroulent les âmes sans force.

N.-S. TAGANTZEFF. *Le manifeste impérial du 1/13 décembre* 1890 et le code criminel finlandais. Traduit du russe par le *comte A.-M. du Chayla.* — In-8° de 56 pages, Prix : 2 francs : par la poste, 2 fr. 25. Librairie H. Walter, 4, rue Bernard-Palissy, Paris 1913.

GUSTAVE TILLIÉ. — *Éditeurs contre auteurs.* — In-12 de 103 pages. Prix : 2 francs. *Le Moniteur juridique,* éditeur, 13, boulevard Saint-Germain, Paris, 1913.

Editeurs contre auteurs que vient de faire paraître M. Gustave Tillié est le complément au guide d'édition précédemment paru. C'est un excellent plaidoyer pour les écrivains et artistes, en même temps qu'un réquisitoire contre les mauvais éditeurs. Cet ouvrage, utile à tous ceux qui écrivent, traite des questions pratiques parmi lesquelles : le droit d'écrire aux officiers; le droit d'auteur aux artistes et aux chorégraphes; petit traité de fabrication; Convention de Berne, revisée; des jugements et arrêts.

TOURING-CLUB DE FRANCE. — *Comité de tourisme colonial.* L'INDO-CHINE FRANÇAISE. Sites. Monuments. Types. Forêts vierges. Guide-album à l'usage des touristes. 52 pages avec de nombreuses et très riches illustrations et 1 carte de l'Indochine. Edité par le Touring-Club de France, 65, avenue de la Grande-Armée.

Les touristes trouveront dans ce superbe guide-album des renseignements pratiques sur les services maritimes, la navigation locale, le transsibérien, les chemins de fer, la sécurité, les saisons, l'hygiène, les monnaies, les hôtels, les passeports, les excursions. Comme on le voit, rien n'a été omis pour la commodité du voyageur lequel, muni de ce précieux guide, pourra circuler en Indochine sans crainte de mécompte.

PAUL WALLE. — *Le Pérou économique.* Préface de M. PAUL LABBÉ, secrétaire général de la société de Géographie commerciale de Paris. Ouvrage couronné par l'Académie française, 4^e^ édition entièrement revue. — In-8° de 388 pages, illustré et carte hors texte. Prix : 9 francs. E. Guilmoto, éditeur, 6, rue de Mézières, Paris, 1913.

Certains États de l'Amérique du Sud, restés jusqu'à présent comme à l'écart, vont connaître une vie nouvelle grâce à l'ouverture, maintenant prochaine, du canal de Panama : parmi ces États, le Pérou semble appelé à en bénéficier le plus largement. L'étendue de son territoire, la diversité de ses richesses naturelles, la variété de ses climats, aussi bien que la stabilité de son gouvernement lui permettent de prétendre rapidement à un bel avenir. Ces éventualités, non chimériques, ont rendu nécessaire une édition entièrement revue et mise à jour du *Pérou économique* dont il n'avait été fait jusqu'à présent que de simples réimpressions. Resté le dernier en date depuis son apparition, le livre de Paul Walle est digne du succès qu'il a vite rencontré. Il unit, en effet, de la manière la plus heureuse, à une étude économique attentive, une vivante description du pays.

On sait maintenant dans le public quelle est la valeur pratique des ouvrages de M. Paul Walle. Son éminent préfacier en a bien montré les raisons : « M. Paul Walle a vu le pays dont il parle, « il y a longtemps travaillé, il a vécu dans l'intimité des races si « diverses qui s'y trouvent; mieux que tout autre, il a connu, en « les partageant, les besoins, les goûts et même les souffrances « des habitants... Pour bien connaître le Péruvien, il faut le comparer avec ses voisins, si différents de lui, avec le Chilien, avec « le Brésilien, avec l'Argentin, etc. L'auteur n'était pas embarrassé pour le faire... Il n'a jamais été le touriste qui passe, il a « connu les industries les plus diverses, il a mis, comme on dit, « la main à la pâte, il s'est occupé de commerce, il a travaillé « dans les mines, il a été acheteur de caoutchouc. Les choses « dont il parle sont des choses vécues. »

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

Le samedi 19 juillet 1913, à deux heures après-midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, aux sept adjudications suivantes, au rabais, sur les prix de la Série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés aux cahiers des conditions particulières et sur soumissions cachetées :

1° Entreprise, en trois lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour *la construction d'une Ecole maternelle, 10 et 12, chemin des Carrières* (19e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	109.828	2.200
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	42.393	900
3e —	Menuiserie et parquetage..	26.026	600

2° Entreprise, en sept lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *construction d'un Groupe scolaire, avenues de Taillebourg et de Bouvines* (11e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	62.782	1.250
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	435.153	8.700
3e —	Ferronnerie et serrurerie ...	117.289	2.350
4e —	Charpente en bois.....	53.055	1.050
5e —	Couverture et plomberie	65.301	1.300
6e —	Menuiserie.....	61.018	1.200
7e —	Parquetage	40.832	800

3° Entreprise, en deux lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *restauration de l'Eglise Saint-Etienne du Mont* (5e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage...	44.751	1.200
2e —	Couverture et plomberie ...	42.978	1.100

Cautionnements : 1er lot, 2.300 francs ; 2e lot, 2.200 francs.

4° Entreprise, en quatre lots, des travaux à exécuter pour l'*aménagement de la Caserne Napoléon* (4e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	77.837	1.600
2e —	Ferronnerie et Serrurerie ...	34.422	800
3e —	Menuiserie.....	53.868	1.100
4e —	Ciment armé...	37.198	900

Cautionnement pour le 4e lot : 2.000 francs. (Les trois autres lots, sans cautionnement.)

5° Entreprise, en trois lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *construction d'une Ecole de filles, rue de Romainville* (19e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	150.219	3.000
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	54.026	1.100
3e —	Menuiserie et Parquetage..	33.072	650

6° Entreprise, en quatre lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *reconstruction de l'Ecole des garçons, passage Saint-Pierre* (4e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	113.532	2.300
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	45.820	950
3e —	Menuiserie et Parquetage..	34.795	750
4e —	Carrelage en grès cérame .	22.537	500

7° Entreprise, en un lot, de travaux de couverture et plomberie à exécuter pour la *remise en état des couvertures du Collège Rollin* (9e arrond.)

Ces travaux sont évalués à 58.643 francs, avant rabais. Les frais d'adjudication sont évalués à 1.200 francs.

Les plans, les devis, les cahiers des charges de ces adjudications et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 11 janvier 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée pour chacune des adjudications ci-dessus, à la Préfecture de la Seine, secrétariat de la commission d'admissibilité, au plus tard le 4 juillet 1913 pour les six premières, et le 7 juillet pour la septième.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Les actionnaires de la Compagnie Générale Transatlantique se sont réunis en Assemblée ordinaire, le 23 juin, sous la présidence de M. J. Charles-Roux.

En 1912, l'excédent des recettes sur les dépenses est de 9.244.400 francs ; sur cette somme :

1 million de francs ont été appliqués à la réserve pour changement de chaudières et grosses réparations qui se trouve ainsi portée, déduction faite des travaux réglés en 1912, à 5.532.161 francs.

6.394.521 francs ont été appliqués à l'amortissement du matériel naval dont la valeur au 31 décembre 1912 est de 129.695.765 francs.

130.000 francs ont été portés à l'amortissement des immeubles et installations.

1 million de francs ont été appliqués à la réserve d'assurance qui se trouve ainsi portée à 12.662.508 francs.

2.080.000 francs ont été affectés à la distribution d'un dividende aux actions ordinaires et de priorité.

L'Assemblée Générale a approuvé dans toutes leurs parties le rapport du Conseil d'Administration, celui des Commissaires des Comptes, ainsi que les Comptes de l'Exercice 1912.

Les actions ordinaires et de priorité auront à toucher un Coupon de 8 francs sous déduction des impôts le 1er juillet.

CRÉSYL-JEYES

DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE

Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :

NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**

MICROBICIDE

Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* nom exact :

GRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX

MAISON FONDÉE EN 1792

F. DUMÉZIL

BORDEAUX

Négociant et Propriétaire des

Château de Nort - Château Ferrère

EXPORTATION

Agents à :

MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

58, Boulevard de la Villette

PARIS

Bornibus Sa

MOUTARDE

Ses CORNICHONS Mère Marianne

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

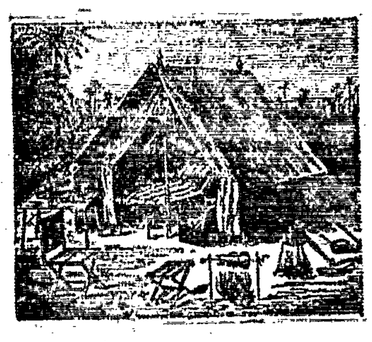
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

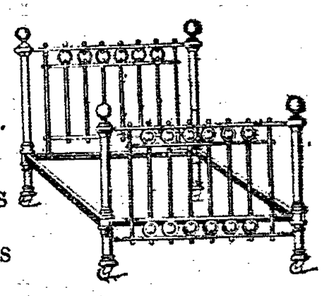
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES PLIANTS ET DÉMONTABLES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE — SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 **francs** *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

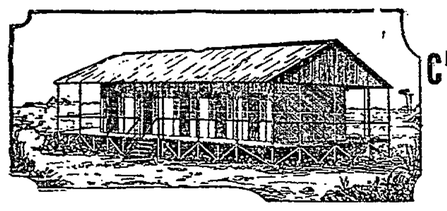
99 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 913 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 33, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.
Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc

Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.

A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.

A Beaune : Avenue de la Gare.

A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine

et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APERITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, eminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraichissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR

(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLEANS.

Les Châteaux de Touraine en automobile.

(Circuits au départ de Tours et de Blois)

En vue de permettre la visite rapide et pratique des plus interessants châteaux de Touraine, la Compagnie d'Orléans a organisé, au départ de Tours, pour la période du 1er juillet au 30 septembre, les deux circuits automobiles ci-après, avec un voyage chaque jour sur chaque circuit :

a) Tours, Loches, Montrésor, Montrichard, Chenonceaux, Ambroise, Tours.

b) Tours, Montbazon, Azay-le-Rideau, Villandry, Ussé, Langeais, Cinq-Mars, Luynes, Tours.

Prix : Circuit A. Voyageurs munis de billets de chemin de fer : 23 fr. 50 (1).

Autres voyageurs : 26 francs.

Prix : Circuit B. Voyageurs munis de billets de chemin de fer : 19 fr. 50 (1).

Autres voyageurs : 22 francs.

Les places peuvent être retenues à l'avance soit à la gare du Tours, soit à celle de Paris-Quai d'Orsay moyennant paiement d'une taxe de location de 1 franc par place.

Un service automobile analogue, fonctionne déjà quotidiennement au départ de Blois et comporte le circuit suivant : Blois, Forêt-de-Russy, Château de Cheverny, forêt de Boulogne. Chambord, Blois. — Prix : 8 francs par personne (Service indépendant de la Compagnie, indiqué à titre de simple renseignement. (27-6-1913.)

(1) Billets aller et retour (individuels et de famille), billets circulaires, cartes et billets d'excursions comportant sur le réseau d'Orléans, un trajet d'au moins 250 kilomètres et ayant Tours comme destination ou donnant la faculté de s'y arrêter.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : 3.000.000 de francs

entièrement versés.

RÉSERVES : 1.980.000 francs.

REPORT A NOUVEAU : 208.671 fr. 22

au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL

à SAINT-DENIS (RÉUNION)

AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)

AGENCE CENTRALE

à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A. REGISTREDED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,

108, cours Saint Louis.

Téléph. : 463 BORDEAUX

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).



PUITS

Ouverts sont Couverts

et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS

sont supprimés par

le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ

ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs

Système L. JONET & C^ie, à RAISMES

LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs

NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES

Sur demande, envoi franco du Catalogue

— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

Parfumerie de

PETER-SOLDSON

Parfums spéciaux pour l'exportation

préparés pour tous les climats

Hygiène — Santé

Beauté — Elégance

Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.

Parfums originaux de Peter Soldson

En boites fantaisie assorties

P. DUCLOS

Agent général et concessionnaire exclusif

Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Donizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 15, avenue du Trocadéro.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions, par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Said.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis cinq *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000 000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — Service direct sans transbordement. 39 départs annuels à dates fixes. Emigrants et marchandises. De *Dunkerque, Le Havre, Pauillac, Pasajes, Vigo*, pour Ténériffe (ou Dakar) Montevideo et Buenos-Ayres.

Ligne du Brésil. — Service direct sans transbordement. Emigrants et marchandises. Départs tous les 14 jours de *Dunkerque, Le Havre, Vigo, Leixoes, Lisbonne*, pour Rio-de-Janeiro et Santos,

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers et marchandises. Départs du *Havre* le 22, de *Bordeaux* le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers et marchandises. Départs de *Dunkerque* le 15, du *Havre* le 18, de *Bordeaux-Pauillac* le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or, du Dahomey et du Gabon.

3° *Services annexes.* — Passagers et marchandises. Desservant les lagunes de la Côte d'Ivoire, et du Dahomey et la Rivière Ogooué.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service mensuel* — Passagers et marchandises. Départs de Dunkerque le 28, du Havre le 31, de Bordeaux-Pauillac le 3, de Marseille le 15 pour Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bangkok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement).

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Pelyt ; *Bordeaux* 1er, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages speciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	18 juillet et 1er août à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	11-25 juillet et 8 août à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	10-24 juillet et 7 août à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	5-19 juillet et 2 août à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)..... (1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	12-26 juillet et 9 août à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	23 juillet à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Caledonie et aux Nouvelles-Hébrides.	13-27 juillet et 10 août à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	24 juillet à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	10 juillet et 7 août à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique**.

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre**.

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

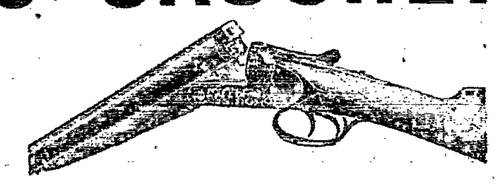


Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le num° du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogador

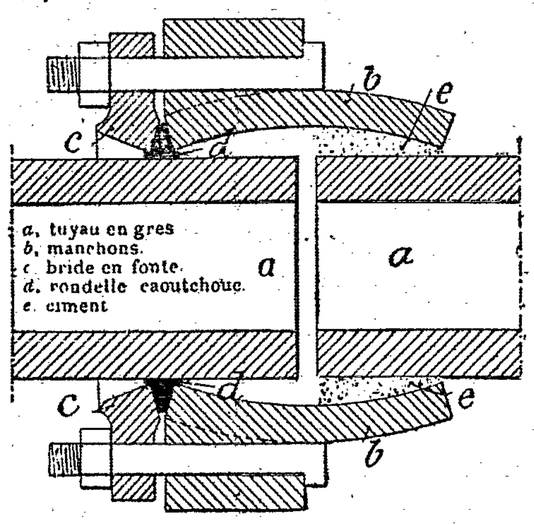
OUSTAU & Cie, A TARBES

MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES

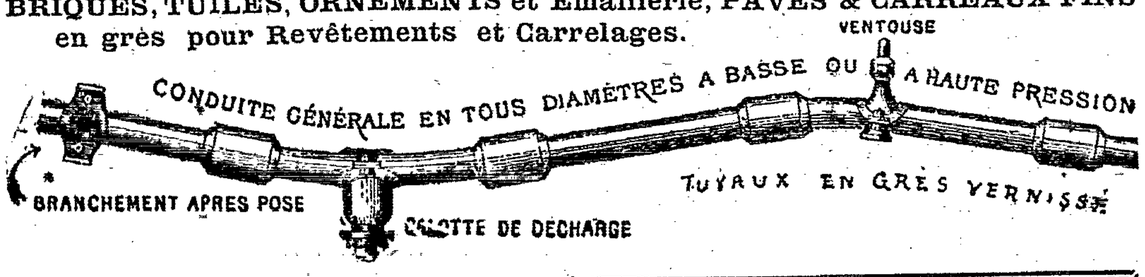
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ECONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXECUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX)

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 JUILLET 1913. — N° 14.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. UN AN DE PROTECTORAT AU MAROC,..... 497
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'emprunt marocain 498
Le budget du Maroc pour 1914..... 500
L'optimisme algérien..... 500
La population de la Tunisie..... 500
L'emprunt de l'Afrique occidentale française..... 501
M. Salesses prend sa retraite..... 501
Les troupes indigènes à Paris..... 501
Le tribunal musulman de Kayes..... 502
L'abus du vin de palme à la Côte d'Ivoire..... 502
La suppression du corps des secrétariats généraux des colonies..... 503
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 503
Possessions britanniques..... 506
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La politique extérieure, le gouvernement et l'opinion publique en Allemagne. — C. M..... 508
V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 511
VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 513
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 517
VIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 524

UN AN DE PROTECTORAT AU MAROC

Le gouvernement de protectorat au Maroc avait demandé au Parlement l'autorisation de contracter un emprunt de 230 millions. Ce chiffre a été ramené par la Commission des affaires extérieures de la Chambre à 148.409.132 francs, à la suite de réductions dont nous parlerons plus loin. Le projet a été l'objet d'un intéressant rapport de M. Long qui vient d'être déposé à la Chambre. Dans la première partie de son travail, M. Long fait un exposé très complet de l'œuvre qui a été accomplie au Maroc depuis le 24 mai 1912, date à laquelle le général Lyautey a pris possession de son poste. Cet exposé ne peut pas contenir de révélations, mais il groupe des faits que le public n'a connus jusqu'ici qu'à l'état fragmentaire, ce qui permet d'embrasser d'un coup d'œil la besogne faite et d'en mesurer l'importance. Aussi croyons-nous devoir résumer nous-mêmes ce tableau d'ensemble.

* * *

Arrivé le 24 mai 1912 à Fez, le général Lyautey y était assiégé le lendemain. Tel a été le point de départ de son action au point de vue militaire. Depuis cette époque, les événements se sont déroulés de la manière suivante. Une vigoureuse offensive du général Gouraud a dégagé Fez et a pacifié la région jusque chez les Hayaïna dans le Nord, et jusqu'au delà de Séfrou dans le Sud. Aujourd'hui, nos convois circulent tranquillement jusqu'à la frontière espagnole. Les tribus qui inquiétaient notre ligne d'étape entre Fez et la côte ont été rejetées dans leurs montagnes. Au mois d'août 1912, El Hiba s'étant emparé de Marrakech, une marche rapide et victorieuse du colonel Mangin nous a mis en possession de la ville et a rejeté El Hiba dans le Sous.

Le danger madhiste écarté, on s'occupe de la région centrale du Maroc. Trois fortes colonnes convergent vers ce qu'on a appelé la Grande Kabylie marocaine. La première sous les ordres du colonel Henrys partant du nord dégage les environs de Meknès et soumet la grande tribu des Béni-M'Tir. La seconde sous les ordres du lieutenant-colonel Coudein a occupé le plateau d'Oulmès où il construit en ce moment un poste. La troisième partant du sud sous les ordres du colonel Mangin a réussi, après des combats meur-

triers, à nous installer solidement à Kasba Tala qui commande le seul pont existant sur l'Oum-er-Rébia, ce qui nous permettra désormais d'arrêter derrière cette rivière les tribus berbères qui avaient l'habitude d'aller razzier la Chaouïa. Pendant ces opérations El-Hiba n'a pas été laissé tranquille. Des harkas indigènes organisées à notre demande l'ont expulsé de Taroudant, la capitale du sud, le 24 mai dernier, et ont occupé Agadir, le port de la région où nous avons envoyé une compagnie pour les soutenir. Dans le Maroc oriental, l'année qui vient de s'écouler a été non moins active ; notre occupation a été portée jusqu'à Kasba M'çoun, à 30 kilomètres de Taza et à 80 seulement du poste le plus rapproché que le commandement de Fez a installé à Souk-el-Arba de Tissa.

Quand les nouvelles de ces diverses opérations nous arrivaient les unes après les autres à l'état isolé, on n'en comprenait pas l'enchaînement et on n'apercevait pas bien les résultats qui en étaient la conséquence. Mais maintenant qu'on en peut embrasser l'ensemble, on voit qu'elles ont été conduites avec méthode et qu'elles ont été fort efficaces. En effet, ainsi que nous l'avons déjà constaté, elles ont étendu notre occupation sur un territoire de 70.000 kilomètres carrés.

*
* *

Parallèlement à l'action militaire s'est poursuivie l'organisation civile des régions occupées. La tâche était particulièrement difficile. Nous n'avions pas affaire, comme en Egypte ou en Tunisie, à un mauvais gouvernement qu'il s'agissait d'améliorer ; nous avions affaire à un gouvernement presque inexistant qu'il fallait organiser. Dans ce but, les rudiments d'administration centrale que nous avons trouvés au Makhzen ont été développés. Un secrétariat général français du protectorat a été placé auprès du grand visir pour diriger l'administration régionale et locale, les services judiciaires et l'instruction publique. Des techniciens français ont été placés à la tête des directions générales des finances et des travaux publics. Dans les villes de la côte, des commissions municipales où sont représentés les Européens, les musulmans et les israëlites ont été instituées pour gérer les intérêts municipaux. Dans les villes de l'intérieur, les medjless (conseils élus) ont été reconstitués. La création d'un corps de contrôleurs civils qui sera substitué peu à peu aux officiers commandant les cercles militaires a été amorcé dans la Chaouïa.

L'organisation de la justice est encore en préparation, mais cette préparation est très avancée et l'on va incessamment passer à l'application des mesures projetées.

Dans cette organisation, le protectorat français s'est proposé un triple but :

1° Assurer aux Français et aux Européens une justice prompte et économique. Pour cela, on créera dans les principales villes du Maroc des justices de paix à compétence étendue. On créera en outre deux tribunaux de première instance et une Cour d'appel. Il n'y aura point d'officiers ministériels ; leurs fonctions seront remplies d'une façon bien moins onéreuse pour le public par des fonctionnaires attachés aux différentes juridictions. Il y aura un barreau international auquel on ne pourra être inscrit que si l'on justifie de la connaissance du droit français ;

2° Assurer aux sujets marocains une justice indigène qui soit honnête. Dans ce but, des précautions ont été prises pour imposer à la magistrature musulmane des habitudes régulières : il a été enjoint aux cadis de tenir des registres de leurs jugements, et les caïds devant qui sont portés les délits de simple police seront désormais soumis à un contrôle ;

3° Assurer à la propriété un régime foncier simple, équitable et peu dispendieux. Le gouvernement du protectorat se propose d'y pourvoir comme la Tunisie en recourant à l'immatriculation des immeubles sur le modèle du célèbre *act Torrens*. En Tunisie, c'est un tribunal mixte qui a été chargé d'appliquer cette procédure. Au Maroc, on confiera ce soin au cadi qui est en pays musulman le juge immobilier de droit commun ; on lui adjoindra seulement un conseiller légiste français. Et dès que la Cour d'appel française sera installée, elle sera appelée à statuer sur les oppositions faites aux immatriculations.

Enfin, un travail considérable a été accompli en matière financière. Là le gâchis était complet. Depuis Abd el Aziz on ne percevait plus d'impôts directs ; les biens domaniaux et les biens habous étaient au pillage. La perception de l'impôt foncier appelé *tertib* a été imposée à tous les habitants, aux étrangers comme aux indigènes. Moulay Hafid s'était approprié les biens domaniaux et les vendait pour son compte. Interdiction a été faite aux cadis de régulariser ces ventes et au moyen d'une transaction avec l'ancien sultan on lui a fait restituer les biens dont il s'était emparé. D'autres mesures de protection ont été prises pour empêcher les ventes illégales de habous. Les biens habous sont des biens de mainmorte affectés à des services publics. Leur revenu aide soit à entretenir les édifices publics, soit à payer les frais de la justice et de l'enseignement indigène.

*
* *

A mesure que s'étend l'occupation française s'étendent la paix, les cultures, le commerce, toute la vie économique en un mot. Les effets de ce développement se traduisent d'une façon saisissante dans les chiffres du commerce général. En 1910 il était de 125 millions de francs ; pour 1912 il a presque doublé, il a atteint 227 millions sur lesquels la part de la France a été de 92 millions.

Telle est l'œuvre de pacification et d'organisation qui a été accomplie en un an. On ne pourra pas en prendre connaissance sans s'associer à cette conclusion de M. Long : « Elle fait le plus grand honneur au commissaire résident général, aux officiers, aux soldats, aux fonctionnaires. La France a le droit d'en être fière. »

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'emprunt marocain. — Nous le disons dans l'article précédent, le chiffre de l'emprunt marocain a été ramené de 230 millions à 148.409.132 francs. Comme nous l'avons déjà expliqué à nos lecteurs, la commission n'a pas admis l'idée absurde de réclamer au

Maroc l'indemnité de guerre de 70 millions que Moulay Hafid s'était engagé à nous payer; le Maroc devenu un protectorat français ne saurait être rendu responsable des dépenses que la France a faites pour le conquérir.

Sur les 148.409.132 francs, 28.959.132 francs seront employés à liquider les dettes du makhzen et à payer des indemnités aux victimes des événements de Fez et de Marrakech. Cela ne peut donner lieu à aucune observation particulière. Mais il est fort intéressant de voir comment l'on compte employer le reste. Le rapport de M. Long entre à ce sujet dans de grands détails.

Le plus gros morceau ira au port de Casablanca qui recevra 50 millions pour sa part. Si considérable que soit la somme, le rapporteur prévoit qu'elle ne suffira pas. Peut-être permettra-t-elle de construire les deux jetées du grand port de 140 hectares, ainsi que le petit port pour remorqueurs et barcasses qui sont projetés. Mais de nouveaux crédits seront très probablement nécessaires pour construire les quais et achever l'outillage nécessaire. D'ailleurs, le rapporteur convient que c'est une nécessité inéluctable de ne reculer devant aucune dépense pour doter la côte atlantique du Maroc d'un grand port, car celui-ci est appelé à devenir très prospère. Dès 1912, le commerce de Casablanca qui oscillait entre 10 et 15 millions avant l'occupation française a atteint 63 millons.

26.250.000 francs sont prévus pour la construction d'un premier réseau de routes. Ce réseau comprendra une route côtière partant de Mogador, passant par Saffi, Mazagan, Casablanca, Rabat et se terminant à Méhédya, après un parcours de 450 kilomètres; une route de 195 kilomètres de Rabat à Fez par Meknès; une route de 235 kilomètres de Marrakech à Casablanca; et une cinquième de 170 kilomètres de Marrakech à Mogador. Ce qui sera en tout 1.050 kilomètres. La commission regrette que dans le premier réseau ne soit pas compris un tronçon prolongeant la route de Méhédya dans la riche vallée du Sébou et conduisant jusqu'à la zone espagnole; mais elle n'a pas cru devoir prendre l'initiative de réparer cette lacune.

Le programme du protectorat ne comportait aucun crédit aux chemins de fer. Elle a cru devoir en inscrire un de 500.000 francs pour qu'il soit procédé sans retard aux études préliminaires d'un premier réseau de voies ferrées. A son avis, ce premier réseau devra être formé des quatre lignes suivantes : 1° Tanger-Fez par Meknès, qui mesurera 215 kilomètres en territoire français; 2° Casablanca-Fez par Rabat, qui comprendra, soit 210 kilomètres si on remonte jusqu'à la rive gauche du Sébou pour rejoindre la ligne Tanger-Fez au point où elle passe ce fleuve, soit 130 kilomètres seulement si l'on va rejoindre cette ligne droit à Meknès. Sans se prononcer, la commission indique cependant que ses préférences sont pour ce dernier tracé qui serait sensiblement plus économique pour le trafic; 3° Casablanca-Marrakech à travers la Chaouia, d'une longueur de 230 kilomètres; 4° Fez-Oudjda, qui aura environ 300 kilomètres. Ces lignes devront-elles être construites à voie normale ou à voie étroite? La commission a discuté la question et se prononce énergiquement pour la voie large, rien que les frais de premier établissement de celle-ci soient plus élevés. Les raisons qui l'ont décidée sont que la voie large permet des vitesses plus grandes pour les trains de voyageurs, qu'elle permet également un débit plus grand pour le transport des marchandises, et enfin qu'il est nécessaire de faire du réseau marocain la continuation des réseaux algériens et tunisiens, de manière à n'avoir qu'une seule largeur de voie sur les grandes lignes de la totalité de l'Afrique du Nord. Quant à l'exploitation, la commission incline à penser qu'on devrait essayer, pour commencer, de la régie. Si un contact permanent sans intermédiaire de l'administration du protectorat avec les étrangers l'exposait à trop de réclamations, l'essai fait lui procurerait du moins des bases précises pour affermer par la suite l'exploitation du réseau marocain à l'industrie privée.

2 millions sont prévus pour la mise en valeur des forêts. En fait, ce crédit doit être affecté uniquement à l'immense forêt de Mamora, de 150.000 hectares, qui s'étend sur la rive gauche du Bas-Sébou. On projette d'y établir 15 maisons forestières, d'y ouvrir des chemins et des sentiers et de faire procéder au démasclage des chênes-lièges, opération qui doit nécessairement précéder la mise en exploitation. Le protectorat espère trouver là promptement des revenus; on sait qu'à l'heure actuelle l'Algérie tire 6 millions par an de ses forêts.

Pour l'agriculture, il est prévu 500.000 francs destinés à l'organisation de champs d'essai où l'on étudiera les méthodes et les variétés d'animaux et de plantes qu'il convient de recommander aux cultivateurs. Des institutions de ce genre sont en création dans tous les pays du monde et notamment dans la plupart de nos colonies. Le Maroc n'aura ainsi pas perdu de temps pour introduire chez lui cette heureuse innovation.

On se rappelle que dans ses propositions l'administration du protectorat demandait un crédit pour commencer le lever du cadastre, à raison de 25.000 hectares par an et de 20 francs par hectare. Nous avions fait remarquer qu'une opération de cadastre engagée dans ces conditions, coûterait 200 millions pour les 100.000 hectares de terres riches du Maroc et exigerait 400 ans. Ces raisons paraissent avoir frappé la commission qui a rejeté le projet. Le plan des propriétés rurales devra être dressé aux frais des propriétaires ou des nouveaux acquéreurs lorsqu'ils recourront à l'immatriculation. La commission a donc admis seulement un crédit de 1.500.000 francs qui devra être consacré exclusivement au cadastre des villes, de leur banlieue la plus proche et des propriétés domaniales.

Parmi les autres crédits, nous signalerons encore, à cause de son intérêt, 10 millions attribués à l'enseignement. L'administration du protectorat se propose de mener de front, avec un zèle égal, l'organisation de l'enseignement européen et l'organisation de l'enseignement indigène. Au 1er juin dernier, elle avait dans ses écoles françaises 2.278 élèves et dans ses écoles indigènes 2.570. C'est un joli début; mais les besoins sont très grands. Sait-on qu'à Casablanca il existe déjà une population civile européenne de 25.000 âmes? On manque d'écoles pour les enfants. Même pénurie du côté indigène : à Casablanca, à Marrakech, à Fez, beaucoup d'enfants indigènes inscrits ne peuvent trouver place sur les bancs en raison de l'exiguïté des locaux. Sur le crédit de 10 millions, on ouvrira tout de suite 46 classes nouvelles pour les européens, 30 classes nouvelles pour les indigènes, une école normale à Fez, des écoles supérieures à Fez et à Rabat, 1 lycée de garçons et 1 lycée de filles à Casablanca.

Il est à souhaiter que toutes ces dépenses soient engagées aussi rapidement que le permettront les cadres actuels de l'administration du protectorat. Toutes, en effet, tendent directement ou indirectement à hâter la mise en valeur du pays et à augmenter ses ressources budgétaires. Ainsi que le dit fort bien M. Long : « Tout

retard éloignerait d'autant le moment où le Maroc pourra se suffire et par conséquent se passer du concours financier de la métropole. Il faut bien se dire que plus vite nous réaliserons l'œuvre civilisatrice à laquelle l'emprunt est destiné, plutôt il nous sera possible de diminuer nos sacrifices militaires, en argent et en hommes. »

Ces considérations ont déterminé la commission à demander au Parlement d'aider le Maroc à contracter son emprunt. Celui-ci serait bien incapable en ce moment d'assurer le service de la rente. C'est le budget métropolitain qui s'en chargera. Il avancera sans intérêts les sommes nécessaires au budget marocain. Dès que les recettes brutes de ce budget dépasseront 25 millions de francs, la moitié du surplus sera affectée au remboursement de ces avances.

Le budget du Maroc pour 1914. — Est-il à présumer que le budget marocain atteigne promptement ce chiffre de 25 millions de recettes, à partir duquel la moitié des plus-values devront être employées au service de l'emprunt? M. Long l'espère. Et dans un chapitre spécial, il explique pourquoi, en exposant ce que sera le budget du Maroc en 1914.

Le budget du Maroc se compose de deux natures de ressources: d'une part, le surplus des recettes de la douane qui reste lorsqu'on a servi les intérêts des deux emprunts contractés par le Maroc; ce surplus a été en 1912 de 2.276.363 francs; d'autre part, les douanes du Maroc oriental qui ne sont pas comprises dans les garanties de la dette, et différents impôts intérieurs dont les principaux sont l'impôt foncier et l'impôt sur le bétail, réunis sous le nom de tertib, les droits de marchés et les droits d'aconage; en 1912, ces diverses ressources ont produit 5.354.400 francs. Le total des ressources pour 1912 a donc été de 14.630,763 francs.

En 1914, on estime que la plus-value des douanes s'augmentera de 3.190.000 francs, que le tertib donnera 3 millions de plus, que de nouveaux éléments de recettes vont apparaître, tels que les postes et télégraphes, et que ces recettes nouvelles produiront 1.265.000 francs. On escompte donc que les recettes totales de 1914 dépasseront 22 millions de francs. Etant donnée cette progression de recettes, il est très vraisemblable que le budget de 1915 ne sera pas éloigné de ces 25 millions de francs que prévoit le projet d'emprunt.

Les dépenses civiles du protectorat sont évaluées à 21.299.000 francs. On voit que dès 1914 dépenses et recettes vont s'équilibrer.

L'optimisme algérien. — La dernière session du Conseil supérieur a été marquée par un discours de M. Sénéchal que toute la presse a relevé. M. Sénéchal, inspecteur général des finances, est chargé du contrôle des finances algériennes; il préside à ce titre la commission des finances du Conseil supérieur. Son rôle consiste à rappeler la colonie à la prudence et à la modération. C'est donc ce qu'il a fait.

Depuis quelques années, l'Algérie traverse une période de prospérité inouïe. Les céréales et le bétail se vendent bien; quant au vin, il a tout simplement quadruplé de prix. Les gains réalisés sont donc considérables. De toutes parts on signale que de grosses fortunes se constituent.

Le plus souvent, les colons qui s'établissent le font à crédit; la plupart ont un compte chez le banquier et ont dû laisser mettre hypothèque sur leurs propriétés. Longtemps on a cru que cette dette hypothécaire était un signe du mauvais état des affaires dans la colonie. On s'attendait donc à ce que, une fois la prospérité venue, les colons s'empresseraient de rembourser leurs emprunts. C'est exactement le contraire qui s'est produit. M. Sénéchal a révélé que pendant les trois dernières années où l'argent a afflué dans la colonie, les colons n'ont pas éteint leurs dettes, mais ils se sont empressés d'en contracter de nouvelles. Le passif de la colonie, bien loin de diminuer pendant ces trois années a augmenté de 300 millions.

D'où vient cela? De ce que les colons estiment qu'en empruntant de l'argent à 6 0/0 et en achetant de la terre ils font encore un très bon placement. Tout l'argent dont la colonie dispose, elle le met en achats domaniaux. De là une hausse que M. Sénéchal qualifie de « fantastique » sur la valeur des immeubles; et peu à peu ce mouvement de hausse est devenu général et porte sur les prix de toutes les choses nécessaires à la vie.

Est-ce un bien, est-ce un mal? M. Sénéchal estime que c'est un grand danger. « La fièvre de la spéculation s'est emparée des esprits, a-t-il dit au Conseil supérieur. Les optimistes y voient la preuve d'une vitalité intense; il faudrait plutôt y reconnaître les signes d'une suractivité dangereuse qui peut amener une crise financière, car c'est ainsi que s'annoncent les crises. » Et comme les Délégations financières ont fait état de ses progrès inouïs pour majorer de 4.770.000 francs le budget que leur avait présenté l'administration, M. Sénéchal a demandé au Conseil supérieur de revenir en arrière et d'établir les prévisions financières avec plus de circonspection.

On ne l'a point écouté. Et la presse algérienne commente son discours avec sympathie, mais sans aucune envie d'en tenir compte. Ce qui est visible, c'est que l'Algérie est aujourd'hui absolument optimiste; elle a la plus grande confiance dans son avenir.

La population de Tunis. — Le gouvernement du protectorat s'occupe de créer l'état civil parmi les indigènes tunisiens. Cela est déjà fait pour une grande partie de la Régence et en particulier pour la ville de Tunis. La ville musulmane est divisée en 34 quartiers dont chacun est présidé par un notable, ce qu'on nomme le mharrek, investi de la confiance de ses coreligionnaires qui le consultent dans les cas embarrassants, le chargent de leurs requêtes auprès des autorités et auquel ils rendent de mille petits services. Encouragés par une prime de 1 fr. 50 par déclaration, les mharreks ont expliqué à leurs administrés l'utilité de l'état civil et les ont déterminés à faire inscrire les naissances de leurs enfants. Les mharreks ont été également chargés d'un recensement que, en trois mois, ils sont parvenus à faire maison par maison. L'administration a été ainsi mise en possession de documents certains qui nous avaient manqué jusqu'ici. Et M. Joseph Valensi, directeur des services administratifs de la ville de Tunis et le Dr Conseil, chef du bureau municipal d'hygiène, en rapprochant les renseignements concernant les musulmans de ceux que l'on possédait déjà sur les autres éléments de la population, viennent de faire sur la démographie de la ville de Tunis un intéressant travail que publie la *Revue politique et parlementaire*.

La population de Tunis comprend 17.875 Français, 75.000 Musulmans, 26.500 Juifs, 5.986 Anglo-Maltais, 45.237 Italiens et 1.381 autres Européens. Soit en tout 170.379 âmes. C'est donc la plus grande ville de l'Afrique du Nord.

Cette population a une natalité élevée; et les Français ont beaucoup plus d'enfants à Tunis que dans la métropole. La proportion a été de 31,90 pour mille en 1912. En même temps la mortalité parmi nos compatriotes n'a été que de 15,4 pour mille, alors qu'elle est de 19,2 dans la métropole. Il en faut conclure que notre race trouve des conditions d'existence qui lui conviennent parfaitement sous le climat tunisien. Natalité élevée, mortalité faible, font que pendant la période de quatre ans qui va de 1909 à 1912 l'excédent des naissances sur les décès a été de 1.077, soit 269 par an. Quel dommage que la métropole ne connaisse pas des chiffres semblables!

Malheureusement, les constatations sont beaucoup moins satisfaisantes en ce qui concerne la population musulmane. Sa natalité est élevée puisqu'elle atteint 32,50; mais sa mortalité est effroyable, puisqu'elle dépasse sa natalité et arrive à 38,56 pour mille. Pendant les quatre dernières années, l'excédent annuel des décès sur les naissances a été de 487. Les musulmans de Tunis seraient donc menacés d'une prompte disparition s'ils ne se recrutaient incessamment par des éléments nouveaux venus du dehors. Hâtons-nous de dire que ce triste phénomène paraît spécial à la ville de Tunis, car dans la plupart des régions de l'intérieur, les naissances sont au contraire en excédent sur les décès parmi les musulmans.

Cette mortalité paraît tenir à la misère et à l'ignorance dans lesquelles vivent les ouvriers de Tunis. Les salaires sont infimes, la nourriture est insuffisante, les logements insalubres faute de place, d'air et de lumière. Dans ces conditions, les maladies contagieuses et surtout la tuberculose trouvent un excellent terrain de propagation. Mais les causes du mal sont de celles auxquelles on peut remédier, et c'est ce dont s'occupe avec zèle l'administration du protectorat qui a pris en main avec tant d'application et d'intelligence le relèvement matériel et moral des indigènes.

L'emprunt de l'Afrique occidentale française. — La Chambre des députés a enfin adopté, dans sa deuxième séance du vendredi 11 juillet, le projet de loi autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions. Voilà donc une première étape franchie. On sait que ça n'a pas été sans peine. Depuis mars 1912, la Chambre était saisie du projet et alors que l'emploi lucratif des emprunts passés lui était une assurance de l'excellence des propositions de l'administration, le Parlement, qui veut tout ramener à lui, et empiète sans mesure sur l'exécutif, a indiqué d'autres travaux à faire en outre de ceux qu'avait proposés l'administration. L'emprunt, qui avait d'abord été arrêté au chiffre de 150 millions, a été élevé ensuite au chiffre de 160 millions, puis finalement de 167 millions. Ces deux augmentations ont pour objet l'amélioration de l'embouchure du Sénégal par la stabilisation de la barre et la création d'un port à la Côte d'Ivoire. De plus, le rapporteur de la commission du budget ne donna l'avis qu'on lui demandait qu'après avoir obtenu la promesse qu'on accroîtrait les droits sur l'alcool. Tous ces remaniements et toutes ces exigences mirent le gouvernement de l'Afrique occidentale dans le plus grand embarras, il fallut s'ingénier, pour ne point licencier les ouvriers des chantiers, ce qui aurait entraîné des frais et des retards considérables. Enfin, étant donné l'accroissement du taux de l'intérêt, la colonie va avoir à faire face à une annuité plus lourde que si l'emprunt avait été voté rapidement. Il faut espérer que le Sénat, plus conscient des intérêts de la colonie, adoptera le projet avant de partir en vacances, car, d'après l'interview de M. Clozel, que nous reproduisions l'autre jour, les expédients auxquels on a eu recours pour ne pas interrompre les travaux des voies ferrées ne permettent de faire vie qui dure que jusqu'en octobre.

M. Salesses prend sa retraite. — M. Salesses a été admis il y a quelques jours à faire valoir ses droits à la retraite comme gouverneur des colonies. Nous avons bien souvent dit les services que M. Salesses a rendus à la cause coloniale. Aujourd'hui il nous plait de rappeler que son nom restera attaché à une grande œuvre qui fait le plus grand honneur à la France colonisatrice, à savoir le chemin de fer de la Guinée. M. Salesses qui sortait de Polytechnique s'appliqua bientôt à l'œuvre à laquelle il devait consacrer une partie de sa vie. C'est dans le second semestre de 1910 que la voie ferrée qui va de Conakry à Kouroussa et se déploie sur plus de 500 kilomètres a été complètement achevée. On sait qu'elle va être poursuivie jusqu'à Kankan, mais à sa première arrivée sur le Niger, au point qui était désigné tout d'abord pour son terminus, on en fit l'inauguration officielle. Le 20 décembre 1910. M. Ponty, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Mme Ponty et de nombreux fonctionnaires se trouvèrent à Kouroussa. M. Salesses exposa qu'il s'était engagé à faire ce chemin de fer en 10 ans et, qu'en 1908, il promettait d'arriver au Niger avant la fin de 1910. Cette double promesse a été tenue. Pour le remercier de ses efforts, le gouvernement a nommé M. Salesses, d'abord secrétaire général des colonies, puis gouverneur de 3e classe, et officier de la légion d'honneur. En dehors de cette grande œuvre, M. Salesses a étudié les principaux chemins de fer africains et on peut dire que, pratiquement et théoriquement, il a fait faire à ce problème vital des chemins de fer coloniaux un progrès considérable. A tous ces titres son nom restera parmi ceux des meilleurs pionniers de la cause coloniale, et dans l'histoire de la Guinée il figurera à côté de celui de Ballay.

Les troupes indigènes à Paris. — Paris a fait, le 14 juillet, une chaleureuse ovation aux troupes indigènes venues à la revue de Longchamp pour recevoir des mains du Président de la République les drapeaux qu'on leur accorde.

Et cette ovation était grandement méritée. Quand M. Poincaré a décoré le drapeau du 1er tirailleurs sénégalais, il a fait un acte de justice que toute l'assistance a compris. Ç'avait été l'un des premiers actes de M. Étienne à son entrée rue Saint-Dominique que de préparer cet acte de justice. Lui qui a tant fait pour assurer notre expansion en Afrique, il a été depuis plus de trente ans le témoin de tous les services rendus et de tous les actes héroïques accomplis par nos troupes indigènes et il a voulu récompenser ce passé glorieux.

On ne saurait mieux le résumer, ce passé, qu'en reproduisant ce passage du *Journal Officiel de l'Afrique occidentale française* annonçant la décoration du drapeau des tirailleurs: « Tirailleurs, canonniers, spahis, laptots, ils ont assuré la paix au Sénégal avec Faidherbe et Pinet-Laprade, défendu Médine avec Paul Holle et le sergent Desplats, pénétré au Soudan avec Borgnis-Desbordes, Archinard, Gallieni, le capitaine Mahmadou Racine et le lieutenant Yoro Coumba, descendu le Niger avec Caron et Hourst, conquis le Dahomey avec Dodds, traversé l'Afrique avec Marchand: ils étaient au Congo avec Brazza, Ballay et le sergent Malamine,

à la Côte d'Ivoire avec Binger, Monteil et Levasseur, à Tombouctou avec Bonnier, à Zinder avec Cazemajou, en Mauritanie avec Coppolani et Gouraud. Ils ont fait flotter les couleurs françaises sur Tananarive avec Duchesne et Voyron, sur Abéché avec Fiegenschuh et Moll; et c'est hier qu'ils versaient leur sang à Fez, à Méràkech et à Mogador. Partout il furent admirables, dans les profondeurs de la forêt tropicale comme dans les sables du désert saharien. Ils sont prêts à faire mieux encore, sur tous les points de son territoire où la France, leur patrie tutélaire, aura besoin de leur dévouement. » Ce dévouement, nous pouvons l'apprécier en ce moment même où 11.000 tirailleurs se battent au Maroc, et de nombreux traits de courage de ces hommes pour sauver leurs chefs français attestent de leur fidélité allant jusqu'au sacrifice de leur vie. Ils ont du reste une conception du devoir militaire qu'on ne saurait concevoir plus haute. On en pourra juger par cette simple lettre dont l'orthographe est respectée et que le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* a publiée dans son numéro de février 1913. Elle est adressée du Maroc à l'administrateur de Kaolak (Sénégal).

Meknès, le 22 juin 1912.

Monsieur l'administrateur de Kaolak,

Je l'honneur de vous faire savoir que le frère du Bour Sine N'Gou Thiombi Diouf est tué pendant la dernière colonne du Zaer. Dite au Bour que ce jeune Demi Bour a fait son devoir en versant son sang sur le champ d'honneur pour honorer son supérieur...

Nous aussi, nous sommes là en attendant, car les guerres sont encore commencées. Et ce qui a tué notre frère, s'il nous tue, nous seront très content. Parmi ceux qui sont au Maroc, personne ne doit pas tourner le dos aux ennemis. Nous aimons bien mourir que d'avoir la peur ou la mauvaise réputation.

Sous une forme un peu moins naïve mais aussi nette un caporal des tirailleurs sénégalais a exprimé les mêmes sentiments dans l'allocution qu'il a prononcée à l'Hôtel de ville de Paris pour remercier ses hôtes de la réception qui lui était offerte.

Messieurs, a-t-il dit, vous permettrez à un modeste tirailleur, un fils adoptif de la grande et généreuse France, de se faire le porte-parole de tous les soldats noirs pour adresser un hommage de profonde reconnaissance au président de la République française, au ministre de la Guerre, au Conseil municipal de la capitale, à vous tous Français de France.

Nous sommes toujours les mêmes tirailleurs sénégalais dévoués corps et âme à nos chefs, nous sommes, comme on l'a fort bien dit, les héros de la colonisation française ; nous sommes toujours prêts à apporter à notre mère patrie, la grande, la généreuse France, l'appui de notre indomptable courage.

Nous n'avons qu'un but : servir le pays sous la tutelle duquel nous sommes très fiers, très heureux d'être. Nous avons promené les couleurs nationales françaises au Soudan, à la Côte d'Ivoire, au Congo, au Dahomey, à Madagascar et au Tchad. Nous les promènerons encore avec autant de vaillance au Maroc et sur tous les continents où l'on voudra bien nous appeler.

Vous avez voulu nous honorer davantage : vous nous décorez notre drapeau. C'est là un précieux encouragement ; ainsi vous nous poussez à continuer. Nous le ferons, vous pouvez en être certains. Français, nous ne vous marchanderons jamais notre dévouement.

Vive la France! Vive la République! Vive le Sénégal!

Le passé est, ici, un sûr garant de l'avenir et ce n'est pas sans raison que M. le Président de la République a pu dire dans l'allocution qu'il a prononcée avant la remise des drapeaux : « Tirailleurs algériens, annamites, tonkinois, malgaches, régiments indigènes du Tchad et du Gabon; tous, quels que soient leurs noms et leurs uniformes — tous, en quelque lieu du monde qu'ils soient appelés à servir la France — ne connaîtront que leur devoir et donneront, avec un égal entrain, le noble exemple des vertus militaires.

« Ils marcheront sur les traces de ce glorieux 1er régiment de tirailleurs sénégalais, à qui je remettrai tout à l'heure une décoration si fièrement gagnée.

« Et sur les drapeaux dont la garde va leur être confiée, ils veilleront jalousement, pieusement, comme sur l'image sacrée du grand pays dont ils sont les défenseurs. »

Le tribunal musulman de Kayes. — Voici d'après une réponse du ministre des Colonies à une question écrite de M. Carpot, d'intéressantes explications sur le tribunal musulman de Kayes et l'application du décret du 12 août 1912 sur la justice indigène en Afrique occidentale française.

Le tribunal musulman de Kayes n'a pas été supprimé, mais transformé, comme conséquence du décret du 12 août 1912 sur la justice indigène en Afrique occidentale française.

Sous le régime du décret de 1903, modifié le 22 mai 1905, étaient justiciables du tribunal français de Kayes tous les indigènes demeurant dans son ressort ; toutefois, pour certaines affaires civiles énumérées limitativement, les indigènes musulmans relevaient d'un tribunal musulman composé d'un cadi et d'un greffier.

Sous le régime du décret de 1912, seuls les tribunaux français de Dakar et de Saint-Louis continuent à connaître *ratione loci* des affaires intéressant uniquement les indigènes. A Kayes, ceux-ci ne sont plus justiciables du juge de paix dont la compétence était la raison d'être du tribunal musulman, simple annexe du tribunal français auprès duquel il constituait une sorte de chambre civile musulmane.

L'article 1er du décret de 1912 a rendu nécessaire et les articles 6 et 7 ont permis la création d'un tribunal de subdivision spécial de statut musulman composé du cadi, président; de deux assesseurs, notables musulmans, et d'un greffier. Ce tribunal a le même prestige que l'ancien, ses juges bénéficiant des mêmes avantages matériels. Son importance est accrue en raison de ses attributions plus étendues. En effet, il est compétent non seulement pour certaines affaires civiles, mais encore en toute matière civile et correctionnelle. La procédure plus simple et absolument gratuite instituée par la nouvelle organisation donne aux indigènes musulmans de Kayes des garanties supérieures pour assurer le respect de leurs coutumes. Les indigènes fétichistes résidant à Kayes sont justiciables d'un autre tribunal de subdivision composé de juges de leur statut.

En résumé le statut des musulmans, aussi bien que des non-musulmans de Kayes est respecté encore plus complètement que par le passé.

L'abus du vin de palme à la Côte d'Ivoire. — Le lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire poursuit avec énergie la campagne qu'il a entreprise contre le développement de l'alcoolisme. Nous avons eu déjà l'occasion de signaler de lui deux arrêtés concernant l'un la vente de l'absinthe dans toute la colonie, l'autre la protection des régions non touchées par les alcools européens. Au mois de mai dernier, il a lancé une nouvelle circulaire qui fait très judicieusement observer que ces deux mesures seraient inutiles si on laissait s'étendre la fabrication du vin de palme. Prenant texte de ce fait qu'un tirailleur, envoyé en escorte et

s'étant enivré avec du vin de palme, avait tiré un coup de feu sur un indigène soudanais de Toumodi, M. Angoulvant a donné à ses collaborateurs des instructions où il est dit : 1° qu'il faut mettre fin à la destruction irraisonnée des palmiers, et 2° chercher des mesures préventives contre les crimes dus à l'ivresse.

Le lieutenant-gouverneur recommande à ses collaborateurs de profiter de toutes leurs palabres pour donner aux indigènes des conseils pressants et leur faire comprendre qu'il est de leur intérêt de ne pas détruire leurs palmeraies pour récolter en peu de temps une importante quantité de sève de palmes. D'autre part il les invite à avertir les indigènes que la nouvelle réglementation sur les patentes et licences frappe d'une taxe les fabricants et les marchands de « bangui » poison qui, quelle que soit son origine, a des propriétés enivrantes comme le vin. Qu'en conséquence les maigres bénéfices qu'ils pourraient tirer de cette vente seraient absorbés en totalité ou en partie par le paiement de cette licence. Enfin les villages seront rendus responsables, toutes les fois que par suite de la vente du vin de palme par eux fabriqué, un auxiliaire ou un indigène aura commis ou tenté de commettre un meurtre sous l'influence du *bangui*.

De telles mesures doivent être approuvées et il faut souhaiter qu'elles soient efficaces.

La suppression du corps des secrétaires généraux des colonies. — L'organisation administrative des colonies a subi ces jours derniers une modification assez considérable. Un décret, en date du 2 juillet 1913, a décidé la suppression du corps des secrétaires généraux des colonies. Ces fonctionnaires étaient chargés de seconder le gouverneur dans toutes les parties de l'administration. Leur rôle principal était, en fait, de représenter le gouverneur au sein du Conseil général et de la commission coloniale et de le remplacer de plein droit en cas de mort, absence ou empêchement. Les secrétaires généraux étaient pris dans un corps spécialisé, comportant un traitement, une hiérarchie et un droit propres à pension sur le budget de l'Etat, un certain nombre de ces secrétaires généraux devenaient gouverneurs comme les secrétaires généraux de première classe de nos préfectures métropolitaines peuvent devenir préfets.

L'obligation pour le ministre de choisir les collaborateurs intimes du gouverneur dans le corps des secrétaires généraux, mettait parfois le ministre dans l'impossibilité de tenir compte des désirs des chefs des colonies. Pour élargir le choix du ministre on a élargi les conditions d'entrée dans le corps en 1905 et 1906, mais, ces nominations étant définitives et les bénéficiaires conservant indéfiniment le grade, l'inconvénient demeurait assez grave.

M. Morel a pensé que le meilleur moyen de remédier aux inconvénients dont on se plaignait serait, tout en conservant les fonctions de secrétaire général, à n'en plus recruter les titulaires parmi les membres d'un corps spécialisé et par suite restreint et à les confier, à titre temporaire, et essentiellement révocable à des fonctionnaires pris dans certains corps de l'administration métropolitaine ou coloniale. Telle est la réforme de M. Morel. Elle est assez logique et permettra de ne pas encombrer l'administration coloniale de fonctionnaires qu'on était souvent obligé de placer dans la position de disponibilité avec ou sans traitement.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

SUD-OUEST

Le développement économique.

Les chiffres suivants, donnés par les *Koloniale Monatsblätter*, expriment les progrès accomplis, depuis quinze ans. En 1897, la population se composait de 2.628 personnes, dont 1.554 hommes et 1.074 femmes et enfants. En 1912, on en compta 14.816, soit 9,046 hommes, 2.808 femmes et 2.962 enfants. L'augmentation a donc été de 12.188 unités. La valeur du commerce total a passé de 6.134.000 m. à 73.875.000 m. en 1911. L'exportation valait en 1897 : 1.247.000 m. En 1903, elle atteignit 3.540.000 m. Puis vinrent les années de l'insurrection. La valeur tomba à 299.000 m. en 1904, 216.000 m. en 1905 et 383.000 m. en 1906. Un relèvement se produisit en 1907, où l'on dépassa le chiffre de 1897. En 1908, la production du cuivre et autres minerais (6.299.000 m.) fit monter la valeur de l'exportation à 7.795.000 m. L'année suivante, celle-ci fit un bond considérable et s'éleva à plus de 22 millions de m. Elle arriva en 1910, à 34.691.000 m., puis fléchit, en 1911 (28.573.000 m.) Cet essor prodigieux a été la conséquence de l'exploitation des diamants, dont la valeur fut représentée par 15.436.000 m. en 1909, 26.869.000 en 1910 et 22.334.000 m. en 1911. En cette dernière année les produits de l'élevage comptaient, dans l'importation, pour 538.000 m. (peaux : 324.009 ; plumes d'autruches : 79.000 m. ; laine : 74.000 m. ; animaux sur pied : 45.500 m. ; viande de boucherie : 14.500 m.), et les produits de l'agriculture et des forêts pour la somme infime de 4.300 m.

Si quelqu'un avait avancé, il y a quatre ou cinq ans, que dans une grande étendue du territoire, le sol non irrigué artificiellement, n'est pas impropre à l'agriculture, on eût haussé les épaules, avec un air de scepticisme, en l'écoutant. Beaucoup de fermiers considèrent encore que la culture des céréales et des plantes fourragères n'est pas susceptible de dépasser les limites du jardinage. Mais le gouvernement et les vrais agriculteurs ne sont pas de cet avis. « Il est prouvé par les heureux résultats qu'ont obtenus quelques fermiers habiles, lisait-on dans un rapport officiel remis, il y a deux ans, au *Landrat*, que l'agriculture offre des promesses de plus d'une sorte. Les conditions de climat et de sol ne sont pas, en somme, aussi défavorables qu'on l'avait cru. Le Sud-Ouest ne sera jamais un pays agricole pouvant, dans ce domaine, concourir sur le marché mondial ; mais il parviendra sans doute à suffire à ses besoins, pour les denrées alimentaires et le fourrage. Seulement il faudra des années de travail. » L'expérience a démontré que, grâce au *dry-farming*, on peut mettre en culture les terres qui reçoivent, en moyenne, de 200 à 250 millimètres d'eau de pluie par an. Or dans le nord-est de la colonie, la hauteur d'eau dépasse 450 millimètres. On a mesuré 471 millimètres à Gobabis, 564 millimètres à Waterberg, 591 millimètres à Otavi et 619 millimètres à Grootfontein. Seulement, même ici, il ne faut pas compter sur plus d'une récolte tous les deux ou même tous les trois ans. La pratique du *dry-farming* n'en est encore qu'à ses débuts. D'autre part, elle ne peut réussir dans toute la zone située au sud et à l'ouest d'une ligne passant par Franzfontein, Oma-

rura, Johann-Albrechtshöhe, Heusis, Rehoboth, Hoachanas. Dans cette partie de la colonie, la culture n'est possible que moyennant l'irrigation artificielle. Mais l'agriculture n'aura jamais qu'une importance très secondaire. Le Sud-Ouest sera toujours essentiellement un pays d'élevage. Pendant une dizaine d'années environ, l'Allemagne pourrait offrir un débouché aux produits de la colonie exportés sous forme de viande réfrigérée, mais, passé ce temps, le Sud-Ouest devra chercher à conquérir le marché mondial. Après s'être appliqués à produire du bétail de boucherie, les colons feront bien de s'adonner à l'élevage des vaches laitières et à la fabrication des produits lactés. Outre le bétail bovin et ovin, ils peuvent aussi élever les chevaux, les mulets et les porcs, sans parler des autruches. Le gouvernement a compris qu'il doit venir en aide aux fermiers. Il a créé à Neudamm et à Grootfontein, deux stations d'essais pour l'agriculture d'après le système du *dry-farming*. Une troisième doit être prochainement fondée dans le Sud. De plus il existe une station d'essai pour la culture du tabac, à Okahandja, des écoles d'arboriculture à Gobabis, Petit Windhuk et Grootfontein, une ferme modèle pour les autruches, etc. Le couronnement de l'œuvre a été la fondation récente de la Banque de crédit agricole. Mais toutes ces entreprises ne peuvent produire leur effet que si les colons ont à leur service un nombre de travailleurs suffisant. Or, la main-d'œuvre fait défaut. On peut à peine trouver les ouvriers nécessaires pour les fermes d'élevage existantes. Si cet état de choses ne change pas, l'on ne voit pas comment l'on pourra subvenir aux besoins des exploitations nouvelles.

— L'assemblée générale de la Société coloniale a récemment exprimé le vœu que les droits du *Landrat* fussent étendus. Cette réforme a été réalisée par un décret du chancelier, en date du 28 juin. Ce décret désigne celles des ordonnances qui devront être soumises à l'approbation du Conseil de la colonie. Ce sont les ordonnances concernant les mesures sanitaires, la législation sur les routes et les cours d'eau, le droit de chasse, l'agriculture, les forêts, l'élevage, le recrutement des travailleurs et les contrats de travail. Les décisions sont prises à la majorité des voix. La moitié au moins des conseillers doit être présente. En cas de nécessité urgente, le gouverneur a le droit de publier une ordonnance non approuvée par le *Landrat*, à la condition de la soumettre à celui-ci dans la prochaine session.

— Le jubilé impérial a été fêté dans la colonie par une exposition agricole, qui eut lieu à Windhuk, du 24 au 26 mai dernier.

— Les études préparatoires pour le chemin de fer de l'Amboland ont commencé en 1911. Deux tracés sont proposés, l'un par Tsumeb et Namutoni, l'autre par Otjiwarongo, Outjo et Okaukwejo. Une nouvelle mission a dû partir en juin dernier. On espère que les crédits pour la construction de cette ligne seront inscrits au budget de 1914.

AFRIQUE ORIENTALE

La session du Conseil de gouvernement.

Pour la seconde fois de l'année, le Conseil de gouvernement s'est réuni, à Daressalam, le 23 juin. Dans la session précédente, en janvier dernier, il avait discuté, à fond, pendant plusieurs jours, le budget supplémentaire pour 1913. Ce budget comprenait des dépenses pour des travaux jugés nécessaires et urgents : canalisation de Daressalam, prolongement du chemin de fer de l'Usambara jusqu'à Aruscha, et aménagement des ports du lac Victoria. Or le ministère des colonies n'en a tenu aucun compte, alors qu'il déposait sur le bureau du Reichstag des projets de budgets supplémentaires pour le Cameroun et pour le Sud-Ouest. Le Conseil a vivement regretté ce manque d'égards du gouvernement métropolitain. Celui-ci accordera, sans doute, plus d'attention aux demandes de la colonie, quand l'Afrique orientale possédera un Conseil législatif. Il s'agit en effet d'instituer ici un *Landrat*, sur le modèle de celui qui existe dans le Sud-Ouest. Il se composera, outre dix membres nommés par le gouverneur, de 15 représentants de la population, élus, pour trois ans, par 9 circonscriptions électorales. Une discussion s'engagea sur les attributions du futur *Landrat*. On adopta une proposition d'après laquelle le chancelier soumettrait à la décision de cette assemblée les ordonnances concernant la colonie ; celles-ci auraient force de loi, quand elles auraient été approuvées, à la fois, par le *Landrat* et par le gouverneur. Les représentants des districts du Nord demandèrent que le *Landrat* fût appelé à décider de l'emploi des recettes propres de la colonie ; mais le gouvernement fit observer que ce droit empiéterait sur les pouvoirs du Reichstag. Cette motion fut donc écartée. Un conseiller se plaignit des trop fréquents changements de fonctionnaires, et réclama qu'on nommât des juristes pour l'administration des districts. Le gouverneur répondit qu'on éviterait, à l'avenir, les mutations répétées du personnel ; il fit observer que sur 17 chefs-lieux de districts, 9 avaient à leur tête un juriste, et précisément ceux qui renferment une nombreuse population européenne. Des crédits furent réclamés pour la création d'hôpitaux indigènes à Korogoué et à Muhesa, pour l'extension du service vétérinaire, pour l'assainissement de Daressalam, de Tanga, et de Kilossa. La Cie du chemin de fer a promis de contribuer, pour 100.000 m., à cette dernière entreprise. Dans l'ordre économique, le gouverneur a fait un tableau des progrès de l'agriculture, qui sont attestés par l'augmentation notable de la valeur des exportations. La peste bovine sévit encore dans quelques districts indigènes, mais on la combat avec succès, au moyen d'injections de sérum. Grâce au concours du gouvernement, une association pour l'élevage a été créée, dans le Nord. Les travaux hydrauliques exécutés au mont Méru permettront, on l'espère, de constituer de nouvelles fermes pour l'élevage du bétail ; mais le manque d'argent a fait écarter par le gouverneur les demandes relatives à de nouveaux travaux pour avoir de l'eau, et à la construction de chemins. La rareté de la main-d'œuvre est telle que l'on songe à remplacer les bras par des machines. Le Conseil aurait voulu que le gouvernement se chargeât d'expérimenter les divers systèmes d'exploitation mécanique en usage, mais ici encore le gouverneur allégua le manque de fonds. On ajourna, comme insuffisamment étudié, le projet de création d'un office central pour le recrutement des travailleurs. Une mesure adoptée à l'avantage des indigènes fut le repos dominical. L'assemblée approuva la création d'un conseil consultatif pour les chemins de fer. Elle discuta la question de savoir comment doit se faire la pénétration de l'Urundi et du Ruanda, par un embranchement de la *Mittellandbahn*, ou par un prolongement, jusqu'au lac Victoria, de la ligne de l'Usambara. Le gouverneur s'était prononcé pour le premier de ces deux projets. Les voix des conseillers élus se partagèrent par moitié, mais le vote des conseillers officiels donna la préférence au projet gouvernemental. Des réclamations furent présentées contre l'élévation des tarifs de

transport de la Cie de navigation de l'Afrique orientale, lesquels sont, actuellement, fort préjudiciable, au commerce allemand, en raison de la situation du marché du caoutchouc. Le Conseil exprima le vœu que, dorénavant, il fût consulté, au préalable, sur toute augmentation des tarifs. Il approuva, enfin, une ordonnance pour la protection des plantes et des animaux sauvages, en demandant qu'on limitât le nombre de bêtes qu'il est permis à un chasseur de tuer.

Le chemin de fer de l'Urundi-Ruando et le prolongement de la ligne nord.

Le gouverneur, accompagné d'un ingénieur de chemins de fer, a fait, au mois de janvier dernier, un voyage dans le district de Tabora et dans les pays de l'Urundi et du Ruanda, à l'effet d'étudier, sur place, la question, depuis longtemps débattue, du chemin de fer. On sait que ces deux pays, situés au nord-est du lac Tanganyika, renferment 3 millions et demi d'habitants, c'est-à-dire la moitié de la population de la colonie entière, et possèdent, dit-on, un troupeau de 700.000 bœufs, et de plusieurs millions de moutons ; mais ils sont demeurés, jusqu'ici, en dehors du mouvement de colonisation, à cause de la difficulté d'y accéder. La commission technique, instituée par le gouvernement, après une longue enquête, avait établi trois projets de voie ferrée. L'un avait pour objet de rattacher au lac Victoria la ville où siège le résident allemand du Ruanda, Kigali. Un autre consistait à relier le lac Tanganyika au lac Kivu, au moyen d'une ligne suivant la vallée du Russisi. Ces deux projets ont été l'un et l'autre écartés, à cause de l'absence de tout port utilisable sur la rive occidentale du Victoria, du relief accidenté de la région à traverser, et de la nature marécageuse dans la vallée inférieure de la Kagera. Ces conditions nécessiteraient des dépenses considérables. Après avoir conféré avec les chefs des districts intéressés, le gouverneur acquit la conviction que le seul projet pratique est celui d'un embranchement, partant de Tabora, et aboutissant au coude formé par la Kagera, à son confluent avec le Ruvuvu. Cette ligne aurait une longueur de 450 kilomètres. Elle se continuerait par un réseau navigable, dont on évalue l'étendue à 500 ou 600 kilomètres. Le gouvernement considère ce tracé comme particulièrement avantageux, surtout parce que d'un point situé dans le pays Kahama, on pourrait, sans trop de frais, pousser un embranchement sur Muanza. Tabora serait ainsi mise en communication avec les pays riverains du lac Victoria, en même temps qu'avec toute la région confinant au lac Tanganyika. On peut donc admettre comme résolu en principe, par le moyen d'un embranchement de la *Mittellandbahn*, le mode de pénétration des pays Urundi et Ruanda. Seulement le tracé officiel est-il le plus susceptible de favoriser le développement économique de ces contrées ? Les coloniaux, qui les connaissent, ne sont pas de cet avis, paraît-il. L'un des plus expérimentés, le P. van der Burght, de l'ordre des Pères blancs, reproche au projet gouvernemental d'effleurer simplement l'Urundi et la Ruanda. Il propose, à son tour, un tracé qui, passant au sud du précédent, traverserait la plaine de Mujowosi, admirablement propre à la culture du coton, et irait atteindre le lac Kivu. Sans doute, elle serait de 200 kilomètres plus longue que l'autre, mais elle desservirait le cœur même de l'Urundi et du Ruanda, où l'entreprise du chemin de fer trouverait une main-d'œuvre exceptionnellement abondante, et l'administration fiscale une très riche matière imposable.

M. Moisel, qui expose, dans la *Kolonialzeitung*, le projet van der Burght, avec celui du gouvernement, pense que c'est en construisant une bifurcation de la *Mittellandbahn*, au nord de Tabora, qu'on fera la meilleure concurrence au chemin de fer anglais de l'Uganda. On vient de voir, que, dans le Conseil du gouvernement, 6 membres élus sur 12 ont voté en faveur du prolongement de la ligne de l'Usambara. La *Nordbahn* a ses partisans, qui réclament comme urgente la continuation de la ligne jusqu'au lac Victoria. Ce sont, pour la plupart, les partisans de la colonisation européenne sur les hautes terres du Méru et du Kilimandjaro. La polémique à ce sujet a été ravivée par le rapport du gouverneur Schnee, dont nous avons parlé. M. Franz Kolbe se plaît à signaler les contradictions qui existent entre les conclusions de ce rapport et celles du rapport Lindequist. Il oppose la politique du gouvernement allemand à celle du gouvernement britannique, lequel encourage, dit-il, les efforts des colons, a créé 4 fermes d'essais, et accorde toutes les concessions de terres demandées. Un autre rédacteur de la *Kolonialzeitung*, M. Berthold, invoque l'exemple de la colonie du Cap, comme s'il était applicable à l'Afrique orientale. « On ne peut que regretter, dit-il, l'attitude du gouvernement, en présence de cette question, et espérer qu'il réparera bientôt sa faute. La petite colonisation est, pour l'Afrique orientale, une question vitale. » Cette politique de colonisation a été, dernièrement, recommandée par M. de Lindequist, dans l'assemblée générale de la Société coloniale, à Breslau. Le mémoire du ministère de l'Agriculture prussien, qui démontre que l'on manque d'hommes pour la colonisation, a été écarté. L'assemblée adopta une résolution priant le gouvernement de donner une aide vigoureuse à la colonisation. M. Moisel estime que cette question, si controversée, du peuplement européen, au Méru et au Kilimandjaro, est encore très éloignée de sa solution, et que d'ici au moment où elle sera résolue, il n'est aucunement besoin de prolonger le *Nordbahn*. « Nous devrions, dit-il, être reconnaissants à M. Schnee d'avoir parlé comme il l'a fait, car il ne peut que rendre service à la colonie en enterrant, enfin, une bonne fois, l'espoir conçu, par nombre de coloniaux, d'entretenir, dans nos colonies tropicales, une population blanche. Il est nécessaire que, comme l'a dit M. Solf, notre politique coloniale distingue nettement entre les pays de colonisation, les pays subtropicaux, et les pays purement tropicaux, ce qui, malheureusement, a toujours été négligé, témoin l'article de la *Kolonialzeitung*, où l'on met en parallèle, sans restriction, les conditions de colonisation dans la colonie du Cap, et celles de l'Afrique orientale allemande. Nous devons nous persuader que nos possessions tropicales sont essentiellement destinées à fournir des matières premières pour notre industrie. »

— On annonce la fondation, au-dessus de Morogoro, dans les monts Uluguru, d'un séminaire suahéli, créé par les missions religieuses, et destiné à fournir au gouvernement des fonctionnaires indigènes chrétiens, qui pourront être substitués aux musulmans.

— Pour fêter l'inauguration du chemin de fer du Tanganyika, et le 25e anniversaire de la fondation de la troupe coloniale, aura lieu, en août 1914, à Daressalam, une exposition coloniale. Le Kronprinz en a accepté le patronage. Le duc Jean Albert de Mecklembourg, président de la Société coloniale, est à la tête d'un comité d'honneur. La commission permanente de l'exposition pour l'industrie allemande, d'accord avec le ministère et avec le comité économique colonial, travaille à obtenir le concours de la métropole.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

UNION SUD-AFRICAINE

La grève du Rand.

Les mineurs du Rand se sont mis en grève et on a pu craindre un moment que cette grève, qui a été marquée de troubles graves, n'entraînât de non moins graves pertubations financières. Son origine est curieuse : le 26 mai, la direction de la New-Kleinfontein Mine signifiait à son personnel une modification peu importante dans la répartition des heures de travail. Aucune protestation ne s'éleva tout d'abord. Mais bientôt la Fédération générale des mineurs du Transvaal intervint. Elle accusa la Fédération de la New-Kleinfontein d'avoir contrevenu à l'*Act* destiné à régler les conflis ouvriers, en ne prévenant pas au préalable le ministre des mines. La direction répondit que la référence au ministre n'est obligatoire que dans les litiges intéressant plus de dix hommes alors que cinq seulement étaient en cause. La Fédération adressa un ultimatum à la Société qui proposa de rétablir la *statu quo ante*. Ces propositions furent repoussées et la Fédération proclama la grève générale des mineurs. Elle fut dès le début très violente. Le gouvernement assura, comme il le devait, la protection des mines et Johannesburg fut mis en état de siège. Les représentants du gouvernement sud-africain, désireux d'arrêter un conflit aussi gros de conséquences, convoquèrent les propriétaires des mines et les chefs du mouvement gréviste. Finalement on conclut l'arrangement suivant :

1° La grève cessera immédiatement; les grévistes rentreront chez eux, les troubles cesseront, aucun dégât ne sera plus commis;

2° Les grévistes de la New-Kleinfontein seront réintégrés. Le gouvernement donnera une indemnité aux ouvriers non syndiqués. Ceux-ci ne devront pas être inquiétés, ni molestés en aucune façon;

3° Les grévistes des autres mines retourneront au travail et seront repris à mesure que les travaux recommenceront dans les mines. Ils ne seront pas inquiétés;

4° Les représentants des ouvriers auront le droit de déposer devant le gouvernement leurs autres réclamations.

Aussi se termina cette grève qui a fait subir au marché sud-africain une nouvelle et importante réaction et aurait pu avoir sur les marchés d'Europe une aussi grave répercussion.

« Pour comprendre l'importance d'une telle grève au point de vue financier, écrivait un correspondant du *Temps*, il suffit de rapprocher les chiffres de la production mondiale de l'or et ceux de la production du Transvaal :

	Prod. mondiale	Prod. du Transvaal
	—	—
1907.....	2.050 millions	685 millions
1908.....	2.225 —	747 —
1909.....	2.275 —	772 —
1910.....	2.275 —	800 —
1911.....	2.325 —	892 —
1912.....	2.450 —	967 —

« A tout moment une grève des mines du Transvaal serait donc un événement sérieux ; mais aujourd'hui les circonstances lui donnent une gravité particulière. Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'argent est rare pour le moment :

Taux de l'escompte.

Paris.....	4 »	Saint-Pétersbourg...	5 1/2
Londres....	4 1/2	Bruxelles.....	5 »
Berlin.....	6 »	Amsterdam.....	5 »
Vienne.....	6 »	Copenhague.....	5 1/2
Rome.....	6 »		

« Les causes de ce resserrement monétaire sont multiples. Les unes sont d'ordre général : la production de l'or au cours des dernières années s'est accrue dans des proportions considérables :

Totaux de périodes.

1896-1900.....	6.500 millions	1909.....	2.275 millions
1901-1905.....	8.500 —	1910.....	2.275 —
1906.....	2.000 —	1911.....	2.325 —
1907.....	2.050 —	1912.....	2.450 —
1908.....	2.225 —		

« Mais des quantités d'or mises à la disposition du marché européen n'ont pas augmenté dans la même proportion : les demandes d'or des pays extra-européens sont, en effet, surtout depuis trois ou quatre ans, devenus considérables. »

Les journaux anglais se félicitent de l'issue des négociations :

« Toute l'Union sud-africaine écrit le *Morning-Post* s'est sentie délivrée d'un grand poids en voyant se terminer la grève du Rand. On ne s'attarde guère à examiner quelle est, dans cette lutte, la partie gagnante, on est simplement heureux qu'elle soit finie, et même ceux qui déplorent ce qu'ils regardent comme une victoire à certains égards du parti du désordre sont contents de croire que le gouvernement a appris à connaître son devoir et qu'il ne permettra plus aux événements de se développer une autre fois aussi dangereusement. Le fait que la cessation des troubles a suivi de si près la proclamation de la loi martiale parait prouven que les troupes impériales ont encore une fois sauvé l'Afrique australe ; de fait, tout citoyen de l'Afrique centrale, respectueux des lois, reconnait que l'emploi des troupes impériales est une nécessité absolue pour la sauvegarde des vies et des propriétés. Les agents de police, en nombre insuffisant, et les forces miliaires de l'Union, qui sont encore dans la période de formation, sont pour la plupart peu exercées et difficiles à mobiliser. Les habitants de l'Angleterre qui proclament qu'on ne devrait pas employer les troupes impériales au maintien de l'ordre en Afrique australe ne se rendent pas compte de l'état réel et de sa gravité croissante. La loi martiale était la seule solution possible; l'hésitation à un pareil moment eût eu des conséquences fatales. »

CANADA

Commerce et chemins de fer.

Le correspondant de l'*Economist* à Ottawa résume ainsi les statistiques commerciales et financières de l'exercice 1912-1913 qui viennent de paraître. Le total des importations et exportations atteint 1.068.000.000 dollars. « Les financiers, dit-il, sont alarmés de l'excès des importations sur les exportations, qui a été remarquable pendant ces dix dernières années et est probablement dû à nos énormes emprunts. Notre commerce étranger l'an dernier était presque cinq fois plus fort qu'il n'était il y a trente ans, et presque dix fois plus qu'en 1868, la première année qui a suivi la Confédération. Depuis lors nous nous sommes agrandis de cinq provinces nouvelles, tandis que depuis 1900 nous avons reçu plus de 2 millions d'immigrants, comprenant 820.000 du Royaume-Uni et 750.000 des États-Unis, le reste provenant de l'Europe continentale. »

A l'Est comme à l'Ouest, le programme primitif des chemins de

fer est à peu près réalisé et en ce qui concerne le Sud la physionomie des réseaux est déterminée. Des compagnies de chemins de fer vont maintenant s'attaquer à la conquête du Nord. M. Guénard, dans *France-Canada*, revue mensuelle du Comité France-Amérique, étudie l'état actuel des principaux réseaux qu'il divise en trois catégories: la division de l'Atlantique, la région de l'Ontario, la division des Prairies et du Pacifique. La première comprend la Compagnie du Grand Tronc, dont la tête de ligne est à Québec; le Canadien Pacifique, dont la tête de ligne est à Montréal; l'Intercolonial et le Canadian Northern.

La région de l'Ontario, la partie la plus étroite du Canada, est desservie par les deux transcontinentaux le Canadien Pacifique et le Grand Tronc Pacifique.

Reste la division des Prairies et du Pacifique. De Winnipeg, « toutes les voies ferrées partent vers l'Ouest, s'étendant en patte d'oie sur un territoire presque uniformément plat et sur lequel il a suffi, pendant longtemps, pour faire une voie ferrée, de poser simplement des traverses sur le sol. Aujourd'hui, au contraire, on établit les voies solidement, sur de lourds rails d'acier, avec des ponts bien construits sur les grands fleuves. Le *Canadian Pacific* double ses voies pour rendre son trafic plus intense, plus régulier et plus rapide. Sa voie principale traverse le Saskatchewan et l'Alberta jusqu'à Calgary (à 2.251 milles de Montréal), puis, par une série de tunnels et de travaux d'art, elle traverse les Rocheuses à Banff-Field et Glacier. A Mission-Junction une voie suit la frontière et va rejoindre le Northern Pacific Ry jusqu'à Seattle (Washington). La ligne maîtresse reste au contraire en Canada et atteint le Pacifique à Vancouver (2.897 milles de Montréal). A Dunmore, en Alberta, une autre ligne franchit les Rocheuses par la Crow's Nest Pass, touche Nelson en Colombie Britannique et va rejoindre la ligne principale de Vancouver. La barrière des Rocheuses a rendu nécessaire la création d'une ligne allant du Sud au Nord. Cet embranchement important part de Lethbridge et monte vers Calgary et Edmonton, déterminant un vaste triangle dont le dernier côté est formé par la voie de Wetaskiwin à Moose Jawe.

« Le *Transcontinental* ou Grand Tronc Pacifique achève sa ligne maîtresse particulièrement bien construite. Elle sera terminée en 1914. Elle va de Winnipeg à Saskatoon, Edmonton, Edson, franchit les Rocheuses par la Yellow Head Pass, monte vers Fort-George en Colombie Britannique et aboutit à Prince Rupert, port nouveau créé pour servir de terminus à la ligne et pour concurrencer Vancouver dont il est séparé par une distance de 1.550 milles.

« Le *Canadian Northern* a dans la prairie un très important réseau. Sa ligne la plus septentrionale est celle de Prince Albert (439 milles de Winnipeg et 1.884 milles de Montréal). Une autre ligne passe par North-Battleford, Edmonton, et franchira les Rocheuses par le même col que le Grand Tronc Pacifique. Toutefois, en Colombie Britannique, elle prendra la direction du Sud et suivra jusqu'à Vancouver une marche sensiblement parallèle à celle du Canadien Pacifique. A Saskatoon (Saska) deux embranchements sont en direction opposée l'un vers Calgary, l'autre vers Régina. Enfin, sur la ligne de Prince-Albert, à Hudson Bay Junction, un embranchement monte vers Le Pas et sert d'amorce à la ligne de l'Hudson-Bay que construit le gouvernement. »

Le recensement.

Les derniers chiffres du recensement prouvent que l'élément anglais au Canada est toujours dominant. Entre 1901 et 1911 la population d'origine britannique du Dominion a augmenté de 3.063.189 d'habitants à 3.896.985. Celle d'origine française vient immédiatement après avec 2.054.890 en 1911, gagnant ainsi 405.519 sur les chiffres de 1901. Les Allemands sont passés de 310.501 à 392.320: les Autrichiens sont 129.103 à l'heure actuelle et les Scandinaves 107.535. Les Indiens et les Nègres sont en diminution. La population chinoise a augmenté dans la Colombie britannique, passant de 14.885 à 19.568, sans qu'on puisse craindre pour cela une invasion orientale.

EST AFRICAIN ANGLAIS

Le contrôle de Zanzibar.

L'Est africain anglais comprenait jusqu'à ces derniers temps le protectorat est-africain proprement dit, le protectorat de l'Ouganda, réunis sous le contrôle du « Colonial Office », et les îles de Zanzibar et de Pemba, gouvernées par un sultan arabe et relevant directement du « Foreign Office ». Or depuis le 1er juillet de cette année le protectorat de Zanzibar a été transféré au ministère des Colonies et réincorporé à l'Est africain anglais dont il avait été détaché en 1904.

Ce petit événement de l'histoire coloniale de l'Angleterre a attiré l'attention de la presse anglaise sur la nouvelle colonie. Zanzibar était au temps de Marco Polo un des grands marchés d'esclaves de l'Afrique orientale. Vers la fin du XVIIe siècle, les Portugais qui occupaient l'île en furent chassés par les sultans de Mascate, maîtres de toute la côte africaine de l'est. Vers le milieu du XIXe siècle, la France entra en relations avec les sultans de Zanzibar qui ne tardèrent pas à s'émanciper de la tutelle de ceux de Mascate. En 1885, le sultanat de Zanzibar fut l'objet des convoitises allemande et anglaise: finalement, par le traité du 14 juin 1890, l'Allemagne reconnut le protectorat exclusif de l'Angleterre en échange d'Heligoland. En même temps la France reprenait sa liberté d'action en ce qui concernait Madagascar. Depuis cette époque, le sultanat de Zanzibar ne fut troublé que par le bombardement de 1896 pour amener la soumission du prétendant Saïd Khalad et par l'abdication en 1911 Seyyid (sultan) Ali, remplacé par le souverain actuel Seyyid Khalifa bin Harub.

L'hétérogénéité de la population de Zanzibar a frappé maintes fois les voyageurs. D'après Stanley, elle comprend « l'Arabe aux sons rudes et gutturaux, le Balooch à la voix douce et chantante, l'Omanee au regard fier et à la barbe noire, le Persan à l'œil humide et de haute taille, le Somali à l'allure souple et au corps élancé, enfin une centaine de spécimens de tribus africaines ». Le docteur Ruschenberger, le professeur Drummond, Livingstone ont émis les mêmes opinions. Ce dernier estime que, malgré ce mélange de races, Zanzibar reste « le foyer de tous les travaux de mission et d'exploration à l'intérieur, la porte par laquelle ont pénétré les influences civilisatrices dans l'Afrique équatoriale orientale ».

Le commerce de Zanzibar est stationnaire depuis quelques années: les importations et exportations atteignent une moyenne de deux millions de livres sterling. Le mouvement de la navigation par contre s'accroît rapidement.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE, LE GOUVERNEMENT ET L'OPINION PUBLIQUE EN ALLEMAGNE (1)

Les récentes fêtes du jubilé impérial, pendant lesquelles toute l'Allemagne officielle offrit au souverain, à l'occasion 25e anniversaire de son avènement au trône, le tribut de ses louanges, ont pu, par contraste, rappeler à la mémoire des Allemands, la « semaine noire de la monarchie », d'il y a presque 5 ans. A la fin d'octobre 1908, le journal anglais, le *Daily Telegraph*, avait publié une conversation tenue à un de ses rédacteurs par Guillaume II, qui avait exprimé son avis personnel sur des faits de la politique générale, incomplètement et inexactement rapportés, d'ailleurs, et affirmé ses sentiments anglophiles, tout en reconnaissant que ces sentiments n'étaient pas partagés par la majorité du peuple allemand. Il déclarait avoir fourni au gouvernement britannique un plan de campagne contre les Boers, nation de sang germaniqne, à laquelle étaient allées toutes les sympathies allemandes. Il envisageait comme possible un collaboration de la flotte allemande et de la flotte anglaise, quand se déciderait le sort de l'Océan pacifique. Avant d'être livré à la publicité, ce factum avait été correctement soumis à l'examen du chancelier; mais M. de Bulow s'en était remis à des sous-ordres, qui l'avaient approuvé, peut-être sans le lire. Se jugeant coupable d'une grave négligence, il avait offert sa démission, mais l'empereur avait refusé, prenant ainsi pour lui-même toute la responsabilité de l'affaire. Alors, de presque toute la presse, jusque-là disciplinée, s'éleva un concert de récriminations acerbes contre le souverain; on blâmait, sans ménagement, ses intempérances de langage et son impulsivité. « C'est le plus pénible incident que nous ayons eu depuis la fondation de l'Empire », s'écriait la *Deutsche Tageszeitung*. Les journaux, avidement lus, mettaient toute la population en émoi. Jamais, dit un témoin, on n'avait vu, dans les rues de Berlin, gesticulations aussi véhémentes, et physionomies aussi passionnées. La foule se rassembla, frémissante, autour du Palais du Reichstag, où une interpellation devait avoir lieu. L'assaut fut donné aux tribunes avant l'heure de la séance, par les privilégiés munis de cartes. Pendant deux jours, les orateurs, fort agressifs, se succédèrent à la tribune. Le chancelier, à son tour, s'expliqua. Il parla avec une dignité attristée, en avocat qui plaide les circonstances atténuantes; mais, quand il eut constaté le divorce qui existait, disait-il, entre le peuple allemand et l'empereur, déclaré, d'un ton comminatoire, que les choses ne pouvaient pas durer plus longtemps ainsi, et réclamé des garanties pour l'avenir, il donna l'impression qu'il était, au fond, d'accord avec les interpellateurs. Ainsi pour la première fois, dans l'histoire, un chef d'Etat, attaqué dans son Parlement, traité en accusé, ne trouva par une seule voix pour le défendre. Pour la première fois, en Allemagne, l'opinion publique s'était révélée avec une force telle que le chancelier s'était résolument rangé de son côté.

Cette campagne contre Guillaume II et contre les abus du pouvoir personnel, était l'explosion de mécontentements accumulés pendant les années précédentes. Auparavant, le public s'était, en général, fort peu inquiété de la politique étrangère, qui s'élaborait dans l'entourage immédiat du souverain; il été accoutumé à ne rien juger par lui-même, à s'incliner aveuglément, et à abdiquer tout esprit d'examen. Aussi bien sa foi en l'infaillibilité de ses gouvernants avait-elle été entretenue par une longue série de succès nationaux. Pendant plus d'un quart de siècle, l'Allemagne avait dominé l'Europe. Bismarck la croyait arrivée au point culminant de la puissance politique. Mais Guillaume II, à son avènement, avait fait luire aux yeux de son peuple l'espoir de jours magnifiques, et prédit que l'avenir de l'Allemagne était sur mer. Par son essor industriel, commercial et colonial, elle était devenue une *Welmacht*, une puissance mondiale. Cet impérialisme politique et économique à la fois, avait sa source, non seulement dans le rêve ambitieux d'un souverain, mais dans la « volonté de puissance » de la nation elle-même. Depuis une quarantaine d'années, les intelligences et les volontés avaient été tendues, dans un effort constant, vers ce but : l'hégémonie de la race germanique. Ainsi s'était enraciné dans l'âme allemande le culte de la force, dont tout, dans l'histoire contemporaine, concourait à mettre en évidence les bienfaits, culte qui s'était concrétisé, en quelque sorte, dans la quasi divinisation de Bismarck; ainsi avait été portée au plus haut degré la superbe germanique. Le peuple allemand en était arrivé à se considérer comme un « peuple de maîtres », titre qui le « prédestine à se mesurer un jour, dans une lutte à la vie, à la mort, avec les Slaves et les Anglo-Saxons, et qui, en attendant, lui permet de mépriser les autres peuples déchus. » Habitués à régner sans partage, les Allemands avaient une croyance naïve dans leur fortune providentielle, et se montraient convaincus que leur volonté devait tout primer. La machine gouvernementale avait si bien fonctionné, si bien suivi l'impulsion donnée par son créateur, que les sujets de Guillaume II n'avaient pas éprouvé la tentation d'en examiner, de près, les rouages, ni d'en critiquer la marche.

Mais, après la période facile de l'hégémonie triomphante, le temps des épreuves et de l'action militante était venu pour la politique allemande. Déjà, par l'alliance russe, contre-partie et conséquence de la Triplice bismarkienne, la France avait rompu le cercle de la solitude, où Bismarck l'avait enfermée. L'accord de 1904 venait ensuite de mettre fin à l'hostilité franco-anglaise, que la diplomatie de Berlin considérait comme un axiome et comme le fondement de toutes les combinaisons politiques. D'autres rapprochements suivirent que le gouvernement de la Wilhelmstrasse avait également jugés impossibles et par lesquels fut rétabli l'équilibre détruit par l'hégémonie allemande. A son tour, l'Allemagne eut la sensation d'être isolée, « encerclée ». L'entente franco-anglaise passa, comme on l'a dit, de l'état statique à l'état dynamique, à l'occasion de l'affaire du Maroc, et ce fut comme symbole de cette Duplice que le gouvernement allemand envisagea la question. L'opinion allemande ne s'intéressait guère, alors, au Maroc lui-même, mais lorsqu'elle vit la politique inaugurée par la théâtrale démonstration de Tanger, continuée par la brutale sommation, faite à la France, de soumettre l'affaire au jugement d'une Conférence européenne, aboutir finalement aux résultats d'Algésiras, où l'Allemagne se trouva seule, avec l'Autriche, en opposition avec toute l'Europe, elle sentit qu'on avait conduit l'Empire à un échec humiliant, et, comme cette politique était l'œuvre de Guillaume II et de ses conseillers intimes, ce fut au souverain que les patriotes s'attaquèrent. L'un d'eux dénonça l'absolutisme dans un livre qui fit grand bruit : « Guillaume II et les Byzantins ». A la diatribe de l'empereur contre les *Schwarzseher*, la *Post* répliqua en disant : « Des pessimistes, mais, aujourd'hui, c'est parmi les meilleurs patriotes qu'on rencontre les hommes qui considèrent l'avenir avec de graves soucis », et un député exposa au Reichstag (novembre 1906) les raisons de ce pessimisme; il montra l'œuvre de Bismarck ruinée jusque dans ses

(1) H. MOYSSET, *L'esprit public en Allemagne, 20 ans après Bismarck*, in-8° 304 p. Alcan, 1911, — P. BAUDIN. *L'empire allemand et l'empereur*, in-18, 410 p., Flammarion. — A. BLONDEL. *Les embarras de l'Allemagne*, in-18. 313 p., Plon, 1912. — P. CROMER. *Le chauvinisme en Allemagne*, *Temps* du 18 juin 1912. — W. MARTIN. *La crise politique de l'Allemagne contemporaine*, in-18. 288 p. Alcan, 1913. — G. BOURDON. *L'énigme allemande*, in-18, 179 p. Plon, 1913. — P.-A. HELMER. *Guillaume II et les pangermanistes*. *Revue de Paris*, 15 avril 1913.

fondements, le capital de gloire, acquis depuis 1870, dissipé, l'Allemagne isolée, en face d'une coalition, la politique allemande dépourvue de calme et de stabilité, le nouveau « cours en zigzag » manquant d'une direction ferme. Aussi quand, deux ans après, au moment même où se réglait, contrairement aux vœux des chauvins allemands, l'affaire des déserteurs de Casablanca, éclata l'incident du *Daily Telegraph*, on conçoit le malaise que dut produire l'incartade de Guillaume II; il parut clairement que l'empereur usait du gouvernement personnel d'une façon qui ne servait ni les intérêts de la monarchie, ni ceux de l'Etat. Des signes d'anarchie apparaissaient derrière l'imposante façade de la politique impériale.

Jusqu'alors, c'est l'empereur seul qui avait porté le poids des déceptions éprouvées, mais, lorsque le public apprit, le 1er juillet 1911, l'arrivée de la *Panther* devant Agadir, pleinement confiant dans un gouvernement qui comptait parmi ses membres « le meilleur élève ds Bismarck », il ne douta pas un instant de l'avantageuse issue du conflit. La désillusion suivit, rapide et profonde. L'Allemagne apprit avec stupeur, que sa diplomatie renonçait à toute prétention d'établissement au Maroc et ne revendiquait que des compensations territoriales au Congo, « des territoires de valeur douteuse, encombrés de marécages et infectés de malaria », déclarait le secrétaire d'Etat aux Colonies. M. de Lindequist, qui donna sa démission pour ne pas souscrire aux stipulations du 4 novembre 1911. La nation fut avec lui. Le patriotisme allemand, d'abord stimulé par des avis de source officielle, puis égaré par des rumeurs alarmantes, déchaîné avec une impétuosité farouche, ne comprit absolument rien à cette brusque volte-face politique et crut à un déshonneur national. Cette effervescence belliqueuse de l'opinion dépassa complètement les intentions du gouvernement, qui était pacifique. Ainsi, à deux reprises, en 1906 et en 1911, la nation allemande a été trompée par son gouvernement; les procédés employés ont déterminé l'opinion à croire à des présages de victoire, ont éveillé, imprudemment, des espoirs fallacieux; puis, les deux incidents, « commencés en épopée, ont fini pratiquement, par des marchandages ». Les effets ne semblèrent pas correspondre à la force de l'Allemagne, et ne satisfirent nullement son colossal orgueil. Les deux fois, la nation se persuada qu'elle n'avait pas le pilote dont elle se croyait digne.

Les traditions de la Prusse et celles de l'Allemagne contemporaine, ainsi que l'instinct national font que l'esprit public exige un gouvernement fort et capable de servir absolument les intérêts de l'Etat. Le gouvernement impérial, tel qu'il est organisé et qu'il fonctionne, répond-il à cet idéal? Le seul ministre impérial, à vrai dire, est le chancelier. La fonction avait été créée pour Bismarck, à sa taille, et fut développée par lui; mais ses successeurs n'ont pu hériter ni de son immense prestige, ni de son extraordinaire autorité. Comme le général de Caprivi s'effrayait de la tâche qu'il allait avoir à recueillir, Guillaume II le rassura en disant : « Vous n'aurez qu'à exécuter mes ordres. » « Il n'y a dans le pays qu'un seul maître, déclare-t-il un jour, à Dusseldorf; je n'en souffrirai pas d'autre à côté de moi. » Le chancelier n'est, en effet, que le délégué de l'empereur, responsable devant lui seul. Sa fortune est entièrement soumise à la volonté du maître. Pour remplacer le prince de Bulow, auquel il n'avait pas, au fond, pardonné la désinvolture dont témoignait le discours du 18 novembre 1908, Guillaume II a choisi un ministre de l'Intérieur, fonctionnaire accompli, mais homme d'Etat sans volonté et sans influence sur le Parlement. Une tradition rigide veut que, comme le chancelier, les ministres soient des gens de carrière. Nul pays n'a conconservé plus jalousement le monopole de l'oligarchie gouvernementale. La nomination au secrétariat des Colonies de M. Dernburg, un banquier, causa un scandale. Cependant ces *Fachmänner*, ces spécialistes manquent généralement de largeur d'esprit d'idées générales et d'initiative personnelle. Le mode de recrutement employé empêche l'avènement au pouvoir d'hommes nouveaux. D'ailleurs, selon l'esprit de la Constitution, les ministres doivent avoir un rôle purement administratif; ils ignorent, fréquemment, l'orientation politique du gouvernement, et les rapports de celui-ci avec les divers partis du Reichstag. Bismarck n'avait pas voulu de collègues qui fussent ses égaux. Les secrétariats d'Empire n'ont entre eux, d'autre lien, que leur dépendance commune. En fait, ils sont souvent en opposition l'un contre l'autre. Au cours de la crise marocaine, les relations furent complètement suspendues entre les secrétariats des Affaires étrangères et des Colonies, au point que le commandant des troupes d'occupation du Cameroun, présent à Berlin, ne put obtenir accès auprès de M. de Kiderlen. Le ministre de la Marine fait une politique qui n'est pas celle des Affaires étrangères, ni celle de la Chancellerie. Pendant le séjour à Berlin, en février 1912, de lord Haldane, qui était venu négocier la réduction des armements, un amiral, interprète de son chef, prononça un discours retentissant en faveur des armements navals. M. de Kiderlen était alors tombé dans une demi-disgrâce; toute la négociation passa à côté de lui. La Marine et les Affaires étrangères ont, chacune, leur bureau de la presse et leurs journaux officieux, qui échangent des notes ou des articles, plus ou moins hostiles. De pareilles mésintelligences existent entre les autres ministères. Le manque de solidarité incite, de plus en plus, chaque ministre à assumer, contrairement à la Constitution, la responsabilité de ses actes. Chaque acte de politique est l'œuvre d'un ministre ou même d'un sous-secrétaire d'Etat; il provoque souvent le départ d'un collègue qui refuse de s'y associer. La veille de la signature du traité franco-allemand, M. de Lindequist démissionna, parce qu'il désapprouvait la convention. Quelques mois plus tard, le ministre des Finances se retirait, ses projets n'ayant pas eu l'adhésion du chancelier. Le gouvernement ne peut plus prendre une décision importante sans risquer quelque défection; aussi hésite-t-il à le faire. Combien les atermoiements sont encore plus grands, lorsque, comme le disait le *Berliner Tageblatt*, en 1908, « le mécanisme de l'empire fonctionne dans les villégiatures, quand l'empereur, le chancelier et le ministre des Affaires étrangères sont séparés l'un de l'autre, par des centaines de kilomètres. » Les affaires les plus simples s'éternisent. Au cours des dernières années, dit M. W. Martin, l'Europe eut, pendant plusieurs mois, l'impression que l'Allemagne était sans gouvernement. « L'unité du gouvernemeni n'existe plus que dans l'incohérence », et la stabilité gouvernementale est ébranlée par les crises ministérielles. L'empereur actuel a déjà eu, depuis son avènement, 5 chanceliers et plus de 80 ministres. Il y a toujours à Berlin, une crise ouverte ou latente. Le public ne connaît généralement rien des causes qui les préparent et les expliquent. Le gouvernement cherche à masquer sa propre indécision en couvrant les faits les plus ordinaires d'un voile de secret et de mystère. Son silence favorise la propagation des rumeurs les plus inquiétantes et, d'autre part, il dédaigne absolument, avant d'agir, de s'enquérir de l'état de l'opinion, et de gagner son assentiment. Il en résulte que ce n'est plus lui qui dirige l'ensemble de la vie nationale; il a perdu toute influence sur la masse.

Cette autorité, qui manque au gouvernement, la trouvera-t-on dans le Reichstag? Le Parlement, élu au suffrage universel, est la représentation de la nation tout entière, représentation imparfaite, d'ailleurs, car les circonscriptions électorales, établies en 1869 et 1871, n'ont jamais été remaniées, quoique, depuis, les agglomérations urbaines aient pris un essor énorme, tandis que les districts agricoles demeuraient stationnaires. Près de 6 millions d'électeurs, dans les grandes villes, n'ont que 91 députés,

alors que 5.300.000 électeurs dens les campagnes en ont 221. L'organisation du Reichstag repose entièrement sur les partis. Le plus nombreux est le parti socialiste, qui compte 110 députés, élus par 4.329.000 suffrages. C'est l'organe du prolétariat allemand. Mais les socialistes, profondément divisés entre eux, traités en ennemis par le gouvernement, n'ont aucune influence et en sont réduits à faire, au Parlement, une opposition stérile. C'est un poids mort. Comme le parti socialiste, le Centre doit son importance à son admirable organisation, mais à la différence de celui-là, il comprend des membres appartenant à toutes les conditions sociales, unis par la volonté de faire prévaloir les droits de la morale catholique. Il fut, jusqu'à la fin de 1906, en possession d'une autorité considérable, et put se croire l'arbitre de la situation politique; mais il rompit d'une façon éclatante avec le gouvernement, en refusant, alors, les crédits demandés pour la guerre du Sud-Ouest. « L'on ne saurait songer, dit le prince de Bulow, à subordonner à des considérations de parti, la conduite d'une guerre et des mesures militaires, de la bonne exécution desquelles dépendent la vie, la prospérité ou le malheur de tout le pays. » Le Parlement fut dissous, et le gouvernement fit campagne contre le Centre et ses alliés les socialistes, combattus les uns et les autres comme « antinationaux ». Malgré l'inimitié ministérielle, le Centre a conservé son crédit. Après ces deux blocs, le parti socialiste et le Centre, le reste est fait de nuances indécises. Les partis sont devenus des groupements sociaux, qui luttent pour des intérêts de classe; ce sont des syndicats d'intérêts. Aucun n'est assez nombreux pour former à lui seul une majorité stable; il ne peut se produire que des majorités d'occasion, dont les éléments sont modifiés, à son gré, par le gouvernement. Ainsi, la composition du Reichstag fait de l'incohérence une nécessité. Le Reichstag est convoqué par l'empereur, qui n'est obligé de recourir à l'assemblée que s'il demande de nouveaux crédits. Il est appelé à délibérer sur les propositions que le Conseil fédéral a jugé bon de lui soumettre. Ce Conseil prononce, en dernier ressort, sur les lois votées par les députés. La compétence de l'assemblée populaire est donc assez limitée. En 1906, l'orateur du Centre, le député Spahn demanda, pour faire cesser le malaise, que le Reichstag exerçât sur la politique extérieure une influence plus forte, un contrôle plus sévère. En 1908, lors de l'interpellation, à propos de l'incident du *Daily Telegraph*, on proposa de reviser la constitution de 1871, mais la crise finit sans aucune sanction parlementaire. Constitutionnellement, le gouvernement n'est pas obligé de demander la ratification du Reichstag, pour des traités tels que le traité franco-allemand du 4 novembre 1911. Cependant, le secrétaire d'Etat à l'intérieur a déclaré, à cette époque, que le Conseil fédéral était disposé à satisfaire aux vœux du Reichstag, et à modifier le droit existant, « de manière à permettre au Parlement de participer davantage à la tâche gouvernementale, en matière d'acquisition, ou de cession territoriale, dans les colonies. » Une disposition nouvelle, appliquée, pour la première fois, le 28 novembre 1912, donne au Reichstag, la faculté de terminer, par un vote, la discussion d'une interpellation. L'assemblée a acquis, ainsi, une attribution importante, mais elle n'a toujours aucune prise directe sur le gouvernement, aucune action directe sur la conduite des affaires et le sort des ministres. Si elle voulait renverser un ministre, elle devrait aller, tout de suite, aux moyens extrêmes, au refus du budget. Or, elle n'a pas le tempérament à faire une révolution, ni, non plus, l'autorité morale nécessaire pour pouvoir risquer un conflit durable avec le gouvernement.

Ni le gouvernement ni le Reichstag ne sont les maîtres de l'opinion. Le rôle de conseiller écouté appartient à des organisations irresponsables, possédant la cohésion, l'unité de vue et la discipline qui caractérisent les associations allemandes. Ces grandes sociétés de propagande sont au nombre de quatre. En tête se présentent les « Vieilles Excellences », la Société coloniale et la Ligue pangermaniste. La première, qui a plus d'un quart de siècle d'existence, et comprend aujourd'hui 42.000 membres, répartis en 416 sections, a eu un rôle considérable dans l'œuvre de la colonisation allemande. Sa force lui vient de l'absence de toute société concurrente, et de la concentration entre ses mains de tout l'effort de l'initiative privée. En 1911, elle a énergiquement revendiqué un établissement au Maroc. Elle soutient cette doctrine que l'Allemagne n'a pas les colonies auxquelles lui donneraient droit le chiffre de sa population et la valeur de son commerce. La Ligue pangermaniste fut fondée après l'accord anglo-allemand de 1890, relatif à l'Afrique orientale, lequel avait paru un abandon injustifiable des intérêts allemands et un acte de faiblesse. Elle se proposa d' « implanter dans la masse du peuple allemand la conviction que le développément de l'Allemagne était loin d'être terminé par les événements de 1870-71 ». Plus récentes sont la Ligue navale, qui compte, paraît-il, plus de 1 million d'adhérents, et la Ligue de défense (*Wehrverein*), créée pour « développer, en Allemagne, la conscience patriotique et les énergies viriles »; elle poursuit la réalisation rapide de toutes les mesures susceptibles d'augmenter, constamment, la force de l'armée. Tous ces groupements sont assez puissants pour avoir, à l'occasion, une politique indépendante de celle des milieux officiels. On sait que Guillaume II a mérité le nom d'empereur de la paix. « Lorsque je montai sur le trône, a-t-il dit, les peuples étrangers avaient, à mon égard, une méfiance profonde, quoique non justifiée, parce qu'ils supposaient que je recherchais les lauriers des succès guerriers. En réponse à cela, il était de mon devoir de convaincre l'étranger que le nouvel empereur allemand et son empire étaient disposés à consacrer toutes leur forces au maintien de la paix. » Sa volonté s'est montrée loyale et respectueuse des droits d'autrui; à différentes reprises, il a fait des avances à la France, à l'Angleterre, cherchant des rapprochements sur le terrain international. Au contraire, la Ligue pangermaniste, en particulier, soutient la politique bismarckienne, arrogante et agressive, multipliant, à l'égard de la France, les injures et les menaces. Le président, général Keim, a déclaré dernièrement qu'il considérait comme un devoir patriotique de demander une augmentation des effectifs telle que la France se trouve dans l'impossibilité de songer à une guerre victorieuse contre l'Allemagne, même avec le secours de l'étranger. Depuis la guerre des Balkans, on agite devant l'opinion publique le spectre du slavisme, l'adversaire historique, contre lequel le germanisme aura quelque jour à jouer son rang. C'est, en quelque sorte, Bismarck qui mène la campagne contre Guillaume II, suspect de ne pas représenter convenablement le *Deutschtum*. Ces associations ont presque toujours réussi à imposer au gouvernement leurs résolutions. Le coup d'Agadir fut monté d'accord avec le ministre des Affaires étrangères, qui approuva la publication d'une brochure répandue à plus de 60.000 exemplaires et dans laquelle les patriotes réclamaient la moitié du Maroc. Les chefs de la Ligue navale et probablement aussi, certaines personnalités du ministère de la Marine laissaient croire au public que le gouvernement britannique avait mobilisé ses escadres et firent répandre le bruit que l'armée française, régénérée, se trouvait alors très supérieure à l'armée allemande, provoquant ainsi, dans la nation, une véritable panique, profitable à leurs desseins. L'opinion surrexcitée de la sorte pourrait, à un moment donné, peser d'un poids écrasant sur les décisions du gouvernement. Une des plus hautes personnalités de l'Empire affirmait avec mélancolie, au correspondant du *Temps:* « la prochaine guerre sera déclarée par la presse ». « Il eût été plus pré-

cis de dire, ajoutait le rédacteur, qu'elle serait l'œuvre des influences qui, en Allemagne, dominent les journaux et l'opinion. »

C. M.

Missions et Explorations

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

La mission Auguste Chevalier : exposition des bois du Gabon. — Ce n'est pas auprès de nos lecteurs qu'il est nécessaire de beaucoup insister pour mettre en relief la haute valeur des travaux botaniques de M. Auguste Chevalier et l'importance qu'ils présentent au point de vue tant scientifique que pratique. M. Chevalier est connu de tous les coloniaux comme explorateur et comme savant et tous ont applaudi à la distinction si justifiée que lui a décernée, il y a peu de jours, l'Académie des sciences en lui attribuant le grand prix des sciences physiques. Il vient de donner une nouvelle preuve de sa laborieuse activité et des résultats fructueux de ses voyages en ouvrant au public, au Muséum d'histoire naturelle, une collection des échantillons de bois qu'il a rapportés du Gabon.

Il y a déjà une quinzaine d'années que M. Chevalier s'est consacré avec un zèle inlassable à l'étude de tous les arbres qui peuplent la brousse et la forêt équatoriales. De 1898 à 1905, il s'est occupé des espèces du Sénégal, du Soudan, de la Guinée; de 1907 à 1910, il a étudié celles qui peuplent la forêt vierge de la Côte d'Ivoire et, après avoir passé deux années au milieu de cette forêt, il en a rapporté des documents qui ont attiré l'attention du commerce des bois sur environ 80 espèces utilisables. C'est au cours de l'année 1912 qu'il a fait des recherches relativement aux bois du Gabon et c'est là l'origine de l'exposition qui a été inaugurée le 30 juin.

M. Jean Morel, ministre des Colonies, est venu en personne inaugurer cette exposition, témoignant ainsi de l'importance qu'il attribuait, pour l'avenir même de la colonie, à l'inventaire de ses richesses forestières.

M. Edmond Perrier, directeur du Muséum, a pris le premier la parole et, dans un discours nourri de faits comme une page d'histoire, il a rappelé la part considérable prise depuis longtemps par le savant établissement qu'il dirige, dans l'étude des productions naturelles de nos colonies et de toutes leurs applications à l'agriculture, au commerce et aux arts (1). Nous ne le suivrons pas dans cette longue énumération qui débute par l'introduction du café à la Martinique faite, en 1710, par le Jardin des Plantes, et où nous relevons tant de noms connus, de professeurs ou de voyageurs, des travaux desquels le Muséum peut se réclamer à des titres divers. Faisant l'éloge de l'œuvre de M. Chevalier, il estime que le contact pris aujourd'hui avec le Muséum par les principaux représentants de l'industrie et du commerce des bois en est la juste récompense, et dans les éloges qu'il lui adresse, il associe au nom de M. Chevalier ceux de ses collaborateurs : le regretté M. Courtet, puis M. Gatin et M. Fleury.

M. Chevalier a présenté ensuite un exposé rapide de la valeur considérable que présentent les richesses forestières de l'Afrique Equatoriale.

On a cru longtemps, comme il le fait observer, que la forêt vierge était un obstacle à la colonisation. Elle est au contraire la meilleure partie de la France d'outre-mer. Il est aujourd'hui bien démontré que toutes les cultures riches des tropiques : cacaoyer, caféier, épices, caoutchouc, ne deviennent prospères que sur l'emplacement de la forêt vierge défrichée. « Si nous estimons aujourd'hui, dit avec raison M. Chevalier, que le Gabon et le Moyen-Congo ont une si grande valeur latente, c'est précisément parce que la forêt vierge en recouvre la plus grande partie. Mais cette forêt n'a pas seulement une grande valeur parce qu'on peut sur son emplacement créer des richesses par l'agriculture, elle a aussi dès maintenant une valeur propre grâce à ses bois. »

Les bois, ce sont là des richesses que l'on a pendant trop longtemps ignorées ou méconnues. M. Henri Lecomte, aujourd'hui professeur au Muséum, a fait, en 1892, pour le compte d'une société, une prospection des bois du Kouilou, et l'un des premiers il a attiré l'attention sur les principaux bois du Mayumbe. Une grande partie des essences du Gabon ont été étudiées aussi, de 1895 à 1905, par le botaniste Louis Pierre, à l'aide d'herbiers formés par un missionnaire de Libreville, le R. P. Klaine. Ces collections appartiennent aujourd'hui au service des herbiers du Muséum, dirigé par M. Lecomte.

Très peu importante il y a quelques années, l'exportation des bois du Gabon a pris, dans ces derniers temps, un essor considérable. L'exportation, qui n'était que de 3.679 tonnes en 1896, s'est élevée, en 1911, à 108.000 tonnes.

Malheureusement, les procédés d'exploitation sont restés très rudimentaires. Les concessionnaires et les colons se sont contentés souvent d'envoyer dans les profondeurs de la forêt vierge des indigènes abattre les arbres qui leur paraissaient avoir quelque valeur. Il arrive souvent qu'après avoir séjourné plus ou moins longtemps sur le sol, les troncs non équarris sont déjà attaqués par les insectes ou les cryptogames quand ils arrivent par flottage à Cap-Lopez, à Libreville ou dans quelque autre port. De plus, les trains de billes que l'on embarque sur les paquebots ont une composition très peu homogène comme espèce de bois et comme qualité. Les essences qui peuplent la forêt tropicale sont tellement variées que seul un spécialiste peut classer ces bois par catégories identiques.

Malgré l'amputation territoriale qui résulte pour le Gabon de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, la colonie présente encore une étendue forestière d'environ 200.000 kilomètres. De grandes facilités d'exploitation lui sont fournies par l'existence de lagunes et de rivières flottables; elles seront accrues encore lorsque seront accomplis les travaux d'outillage économique dont le programme a été établi d'une façon si rationnelle par M. le gouverneur général Merlin et pour lesquels l'autorisation de contracter un emprunt est actuellement demandée au Parlement (1).

La forêt du Gabon et du Congo paraît renfermer, autant que permettent de l'affirmer les documents botaniques, environ 500 espèces d'arbres de première et de deuxième grandeur. Certains s'élèvent jusqu'à 60 mètres de hauteur et ont un tronc qui mesure jusqu'à 3 mètres de diamètre et 60 de longueur.

Beaucoup de ces bois, sinon tous assurément, sont susceptibles d'utilisation, et ceux qui sont utilisables trouveront des emplois très différents selon leur nature et leurs qualités. Les uns, les plus tendres, peuvent servir à la préparation du papier; d'autres, très durs, peuvent être employés en charpente, en ébénisterie, en menuiserie, en carrosserie. L'acajou du Gabon, plus léger que celui de la Côte d'Ivoire, offre deux catégories bien distinctes, jaune et brun chocolat. L'okoumé a quelque analogie avec l'acajou, mais il est plus léger encore et sert très souvent pour la fabrication des boîtes à cigares.

(1) Le texte en est reproduit dans *La Dépêche coloniale*, 2 juillet 1913.

(1) Gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française : *Emprunt de l'Afrique Equatoriale Française. Programme des travaux et projet de loi.* Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 226 pages, avec cartes, tableaux et graphiques hors texte.

Sur environ 170 espèces étudiées par M. Chevalier au cours de son dernier voyage, il en est 70 qui ont été reconnues par des industriels des plus compétents, comme offrant une réelle valeur commerciale. Malgré cela, il est à noter qu'à l'heure actuelle, on n'exploite guère que quatre à cinq espèces et comme leur exportation représente à elle seule, comme nous l'avons dit, plus de 100.000 tonnes, nous pouvons, avec M. Chevalier, faire observer combien ce commerce pourrait devenir étendu.

La visite de l'exposition permet de se rendre compte de la diversité des ressources de nos forêts africaines et de la beauté de certains bois aux tons chauds et aux reflets chatoyants ; mais ce qui est particulièrement digne d'être noté, c'est qu'il existe dans les forêts du Gabon beaucoup d'arbres qui, tout différents qu'ils sont des essences de nos pays, rappellent les qualités de nos espèces communes, chêne, noyer, frêne et autres.

Les collections exposées ne consistent pas seulement en planchettes de bois; il y a aussi des herbiers, des fruits et des fleurs dans l'alcool, des morceaux d'aubier et d'écorce, et tous ces documents, joints aux notes et aux photographies rapportées, permettront à M. Chevalier de faire de chacune des espèces des études approfondies. Elles seront complétées par des travaux micrographiques qui ont été confiés à M. le professeur Perrot, de l'École supérieure de pharmacie, que ses travaux antérieurs ont rendu spécialiste à cet égard.

Mais, si l'on ne veut pas voir peu à peu disparaître ou se transformer les forêts, qui sont l'une des plus importantes richesses de notre Afrique tropicale française, il est nécessaire, comme l'a fait observer M. Chevalier dans une récente communication à la *Société nationale d'Acclimatation* (1), d'organiser dans certaines de nos colonies des réserves forestières.

De cette façon seulement, nous conserverons une forêt vierge, c'est-à-dire une forêt ayant gardé sa végétation primitive. Quand la forêt vierge est défrichée, elle peut en apparence se reconstituer, mais les anciennes essences à bois dur se trouvent remplacées par des plantes à bois tendre. Nombre d'espèces, fréquentes jadis à la Côte d'Ivoire ou au Gabon, ont disparu déjà.

M. Chevalier fait remarquer aussi très justement que la création de réserves forestières pourrait servir en même temps à conserver certaines espèces de la faune, comme les girafes et plusieurs sortes d'antilopes, qui sont en voie de disparition.

La déforestation de nos colonies, qui va s'accentuant sans cesse, à peu près partout plus ou moins fortement, est un grave objet de préoccupation pour leur avenir. Il convient de prendre pour chacune d'elles, sans le moindre retard, des mesures appropriées de façon à sauvegarder nos forêts, tout en assurant, s'il y a lieu, les moyens d'existence nécessaires aux indigènes (2). Il importe aussi qu'il soit créé au ministère des Colonies un bureau spécial chargé du contrôle du domaine forestier des colonies et de toutes les questions générales d'intérêt forestier qui les concernent. C'est le vœu qui a été émis par le Congrès forestier international qui s'est tenu à Paris, du 16 au 20 juin, à la suite de la présentation d'un rapport sur les forêts coloniales par M. R. Chaplain, inspecteur des eaux et forêts, ancien chargé de mission en Indochine et aux Indes, et M. A. Umbdenstock, secrétaire de la Commission des pelouses et forêts, et du Comité du Tourisme colonial du Touring Club français.

(1) *La Dépêche coloniale*, 9 juillet 1913.

(2) Nous nous permettons de mentionner une courte note, *Le Déboisement de nos colonies*, que nous avons présentée à la Société forestière française des Amis des Arbres, au début de cette année (*Bulletin trimestriel*, janvier-février-mars 1913, p. 641-644), note n'ayant d'autre valeur que celle d'une simple indication destinée à appeler l'attention de cette société sur cette grave question.

Mission de délimitation Afrique Equatoriale Française-Cameroun (1). — M. l'administrateur Périquet, chef de la section française de la mission de délimitation Afrique équatoriale française-Cameroun, a poursuivi ses travaux dans les bassins des hautes rivières qui, par leur réunion, forment la M'Poko, c'est-à-dire Pama, M'Bi, M'Bali; toutes ces rivières ont de 200 à 250 kilomètres de longueur et sont ensemble comme un immense éventail à branches serrées. Les travaux de délimitation ont fourni ainsi l'occasion d'explorer un pays entièrement nouveau. La détermination technique de la frontière y a cependant été assez facile, grâce aux lignes naturelles qui se présentent. Mais les colonnes ont donné dans un cercle vierge de toute exploration où s'étaient réfugiés nombre de rebelles et de sauvages irréductibles et elles ont eu à y subir de nombreuses aventures : refus de vivres et de guides, fausses indications, guet-apens et attaques. Le lieutenant Fricout et ses travailleurs ont même été blessés.

M. Périquet a étudié toute la région s'étendant jusqu'à la ligne de postes voisine de la route du Chari. Les lieutenants Messire et Fricout ont fait trois grandes reconnaissances de plus de 200 kilomètres de développement dans cette direction. Il n'a pas été trouvé de nœud orographique d'altitude élevée et le sol rocheux est toujours constitué par des masses granitiques affleurant au milieu des tables de latérite.

Les nouvelles des autres brigades sont satisfaisantes. Le capitaine Crépet a fait, outre son travail géographique, d'intéressantes études sur la faune et la flore. Le lieutenant Karcher a parcouru la forêt désertique, d'où il a dû aborder le pays des Sangha-Sangha. Le lieutenant Guillemet a reconnu toute la zone frontière depuis Goré jusqu'à l'Ouahme; le capitaine Thomas est sorti des marécages de la Likouala-aux-Herbes et le lieutenant Gardeux a procédé à la détermination de la ligne Lobaye-Pama.

Les études ethnographiques, dont se préoccupe M. l'administrateur Périquet, sont fort difficiles à mener à bien. Les villages sont séparés par des zones neutres impliquant des luttes constantes entre eux et une chasse à l'homme permanente. Les cases dissémihées sont établies là où les vues sont les meilleures, ou dissimulées dans des replis de terrain, pareilles à des tanières de fauves.

La mission Tilho au Kanem. — Nous avons précédemment signalé l'importante expérience de télégraphie sans fil qui a été réalisée avec succès auprès du Tchad, par M. le commandant Tilho et son adjoint, le capitaine Tronadec, qui ont pu, malgré la distance considérable qui les en séparait, percevoir les signaux horaires de la tour Eiffel (2).

Le chef de bataillon Tilho, qui commande le territoire du Kanem, a donné, dans une lettre écrite à M. Henri Cordier, membre de l'Institut, et communiquée par lui à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, des détails fort intéressants sur la région du Tchad.

Il fait savoir, notamment, que le lac a atteint son niveau maximum au mois de novembre dernier et qu'à cette époque la cuvette entière était occupée par les eaux, fait qui ne se produit pas tous les ans et qui montre de quelles variations leur étendue est susceptible.

Le commandant Tilho donne également un aperçu de ses observations sur les nappes d'infiltration du Tchad et quelques détails sur les Pays-Bas du Tchad qui ont été spécialement étudiés par le capitaine Vignon. Celui-ci rapporte que, d'après des guides indigènes, le sillon du Bahr-el-Ghazal se prolonge très loin vers l'Est en contournant par le Nord les massifs de l'Ennedi.

(1) Voir *La Quinzaine coloniale*, 25 avril 1913, p. 277.

(2) *La Quinzaine Coloniale*, 25 mars 1912, p. 208.

Cette dernière indication offre un intérêt tout particulier en ce qu'elle montre de quelle façon on peut s'orienter pour chercher la solution du problème d'une communication ancienne entre le Tchad et le Nil. Les études que poursuivent le commandant Tilho et le capitaine Vignon se signalent donc comme particulièrement importantes au point de vue géographique.

AFRIQUE CENTRALE

Travaux ethnographiques du capitaine Avelot. — M. le capitaine René Avelot, qui a rempli deux missions en Afrique, l'une au Sénégal et aux Rivières du Sud, l'autre en Afrique Equatoriale, où il a exploré les bassins du Como, de la Mondah et de l'Ogooué, a rapporté de ses voyages les éléments d'importants travaux d'histoire et d'ethnographie sur les pays qu'il a visités. Aux études qu'il a publiées, il vient d'ajouter un très érudit mémoire sur les grands mouvements de peuples qui se sont produits dans l'Afrique centrale (1).

Il s'agit dans cette étude des Jaga ou Zimba qui, selon l'opinion communément admise, sont un peuple nigritique originaire d'une région située au Nord du Congo et qui, dans le courant des XVI^e^ et XVII^e^ siècles, aurait mis à feu et à sang le continent africain de Sierra-Leone au Zambèze, de l'Abyssinie au Kalahari. On a rattaché les Jaga ou Zimba à de nombreuses nations africaines, et on les a regardés comme les pères ou les frères des Ba-yaka du Congo, des Jinga d'Angola, des Ba'n'kumbi et des Gangèla du Counène, des A-Zimba du Zambèze, des Vazimba de Madagascar, des Galla d'Abyssinie, des Fundji du Sennaar, des Timéné du Sierra-Leone, des Gola du Libéria, des Négrilles Akka de l'Ouellé, des Ma-Kalaka de la Rhodesia, des Pahouins, des Cafres, des Zoulous, des Arabes et des Fouls. Nous donnons cette longue énumération uniquement pour montrer combien l'étude du capitaine Avelot intéresse de nombreuses régions de l'Afrique et, par suite, son ethnographie générale; ce n'est pas une simple étude régionale.

M. le capitaine Avelot estime que les Jaga jouèrent en effet un rôle considérable en ce qu'ils bouleversèrent les groupements ethniques formés par les Bantous antérieurement à leur apparition, et en ce que leurs expéditions ont provoqué la formation d'un grand nombre d'Etats nouveaux, mais il établit en même temps que leur action se fit sentir plutôt par contre-coup que directement, ce qui lui fait dire que l'on se tromperait en concevant l'invasion Jaga comme le mouvement de hordes guerrières parcourant en tous sens le continent africain. M. le capitaine Avelot est arrivé, dans ce travail, à force de patientes études, à reconstituer la véritable physionomie de cette importante révolution, question si embrouillée que quelques-uns avaient regardé sa solution comme impossible; s'il y est parvenu, c'est grâce à la méthode judicieuse et à l'esprit d'ordre qu'il a su apporter dans l'examen et l'utilisation des documents. Il a, en effet, suivi de très près l'ordre chronologique, ce qui n'avait pas toujours été fait, et successivement, il a étudié l'état de l'Afrique centrale avant la venue des Jaga, les expéditions guerrières qui leur ont été, à tort ou à raison, attribuées, et enfin les groupements politiques qui ont subsisté après la tempête.

Nous ne suivrons pas l'auteur, bien entendu, dans ce long exposé, mais nous relèverons quelques-unes de ses intéressantes conclusions.

D'abord, il y a lieu de distinguer très nettement les Jaga ou Zimba, de très nombreux peuples auxquels on a donné le nom de Zimba, simple sobriquet bantou sans valeur, et qui ne sont nullement des Jaga.

Les Jaga constituaient primitivement une nation, ou tout au moins la classe dirigeante d'une nation belliqueuse et nomade; à une date très antérieure au XVI^e^ siècle, ils avaient été chassés de la région des grands lacs dans le bassin du Lu-Lua, sur la lisière sud de la sylve congolaise, où ils prirent l'empreinte bantoue; poussés par leur turbulence naturelle et aussi par les Ba-luba qui les suivaient, ils se disloquèrent à nouveau à plusieurs reprises, et s'ébranlèrent dans toutes les directions autres que celles du nord, qui leur était barrée par la grande forêt.

De même que les Zoulous, les Jaga étaient errants, mais ce n'était plus un corps de nation, c'étaient des hordes de guerriers où la famille était désorganisée. Les Jaga ont parcouru la presque totalité de l'Afrique au Sud de l'Equateur; ils y ont fondé la majeure partie des Etats qui subsistaient encore à la fin du XIX^e^ siècle, au moment de l'occupation par les Européens. Mais ce qui est particulièrement intéressant à noter dans les conclusions du capitaine Avelot, c'est que ces groupements politiques ainsi formés constituent aujourd'hui des groupements ethniques qui ne doivent pas être sensiblement différents de ce qu'ils étaient avant la conquête par les Jaga. Mais ceux-ci ont marqué leur passage par l'introduction d'usages qui ne s'expliqueraient pas sans eux, ainsi que par l'empreinte de leur langage.

M. le capitaine Avelot a fait suivre sa savante étude d'une bibliographie considérable, car elle comprend 319 numéros, et au cours de son étude; il renvoie à tous ces travaux.

Nous citerons encore, parmi les dernières contributions apportées par le capitaine Avelot aux études ethnographiques, une communication qu'il a faite le 10 mai 1913, devant l'Institut ethnographique international de Paris, dans laquelle il a analysé les divers faits fabuleux qui figurent parmi les croyances des peuples du Gabon, et qui sont des faits symboliques imaginaires ou des faits relevant de la sorcellerie, mais qui ne sont souvent aussi que l'interprétation de phénomènes naturels exagérés ou déformés.

Gustave Regelsperger.

(1) R. Avelot, *Les grands mouvements de peuples en Afrique. Jaya et Zimba* (*Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1912, n^os^ 1-2, p. 75-216. et tir. à part, 144 p.).

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Sur la fermentation du cacao (1). — Le cacao qui arrive des régions productives sur nos marchés a subi, dès sa récolte une fermentation qui s'opère dans des conditions encore mal déterminées et dont le résultat est de fournir à l'industrie un produit de qualité extrêmement variable.

Cette opération poursuit le double but de détruire la pulpe mucilagineuse et sucrée qui adhère fortement aux graines dans le fruit et d'amener dans l'amende des transformations chimiques utiles.

Au cours de la fermentation pulpaire, qui n'est autre qu'une fermentation alcoolique occasionnée par une levure (*Saccharomyces Theohomæ* Reyer), la température s'élève vers 45°-50° dans le centre de la masse, et le tissu cotylédonaire ne tarde pas à accuser, par un changement de couleur, de violet au brun, la preuve des modifications intimes qui se produisent dans sa constitution.

C'est seulement au cours de ces dernières années que les observateurs ont cru devoir dissocier les deux phénomènes et, parmi eux, il faut citer Reyer, Sack, Fickendey et Lambert.

(1) *C. R. Ac. Sc.*, 1913, n° 13, 1394.

Il est incontestable que, pour rendre la préparation du cacao plus rationnelle et plus aisée, il faudrait séparer les deux préparations, dépulpage et fermentation du grain, en les conduisant méthodiquement et scientifiquement.

Etant parvenu à nous procurer un certain nombre de cabosses fraîches de cacao, nous en avons soumis les graines à différentes séries d'essais, desquels il résulte que, si la fermentation alcoolique en usage pour la préparation a pour but principal de permettre l'élimination aisée de la pulpe, elle ne doit pas être complètement sans action sur les transformations intimes des tissus de la graine.

En effet, s'il paraît vraisemblable que ces dernières sont uniquement dues à des actions diastasiques, celles-ci apparaissent seulement aussitôt que le contact prolongé de la masse en fermentation a tué, avec la puissance germinative de l'embryon, la vie cellulaire elle-même. La chaleur développée est favorable à ces actions diastasiques qui se manifestent par l'attaque des combinaisons tanniques et l'apparition de la couleur brune.

Fickendey proposait de dépulper à l'aide d'alcool à 90°; mais c'est là un simple procédé de laboratoire et l'on peut obtenir ce résultat, comme nous l'avons fait en laissant, pendant quelques heures et à la température de 45° à 50°, les graines fraîches macérer dans de l'eau additionnée de 1 0/0 de carbonate de soude; soumises ensuite à un brossage mécanique dans de l'eau, elles se débarrassent très suffisamment de leur pulpe. On peut ensuite les abandonner dans des caisses ou des chambres spéciales, dans des conditions telles que la dessiccation ne se fasse que très lentement; les transformations dues aux diastases se produisent alors sans autre intervention.

On obtiendrait ainsi un cacao de meilleure apparence et d'excellente qualité. Malheureusement la difficulté d'éviter les moisissures subsiste tout entière, c'est pourquoi nous avons pensé à recourir à d'autres procédés.

Grâce à la complaisance de M. le gouverneur Angoulvant, un des inspecteurs de l'Agriculture, M. Bervas, a bien voulu se mettre à notre disposition pour de nouvelles recherches que nous avons orientées dans le sens de la stérilisation sur place des graines fraîches.

Par simple action de la vapeur d'eau sous légère pression à l'autoclave, on obtient des graines qui, débarrassées mécaniquement de leur pulpe, ont bel aspect et chez lesquelles la chair de l'amande conserve, après dessiccation, sa belle couleur violette, preuve qu'aucune transformation chimique portant sur les composés tanniques ne s'est opérée. Ces graines stérilisées et réduites en poudre ont été soumises à deux séries d'essais, les uns d'ordre simple, les autres d'ordre biologique. Sans entrer dans des détails que ne comportent pas cette Note, nous dirons seulement qu'il est parfaitement possible d'obtenir, *in vitro*, sur cette poudre stérilisée, des transformations comparables à celles qui se produisent dans la graine au cours de la préparation actuellement en usage aux colonies.

Les solutions alcalines faibles, la torréfaction bien conduite, le contact des pulpes fraîches de végétaux riches en certaines diastases, amènent cette transformation des matières tanniques qui s'accompagne de mise en liberté de théobromine:

Les conclusions de cette première série d'études sont surtout d'ordre économique et doivent attirer l'attention des colonies productrices; elles peuvent se résumer ainsi :

1° La méthode actuelle de préparation du cacao peut être sans doute, avantageusement modifiée en utilisant d'abord un dépulpage mécanique après contact de la pulpe externe avec une solution alcaline faible, puis en abandonnant les graines en milieu humide et chaud jusqu'à transformation suffisante de la pulpe;

2° Il serait préférable de préparer à la plantation même du cacao stérilisé à l'aide de la vapeur d'eau, puis séché, car l'industrie recevrait ainsi, comme elle le désire en vain, un produit inaltérable et constant pour une même plantation et qu'elle traiterait ensuite selon ses désirs. Les résultats obtenus sur notre demande et nos indications par l'emploi industriel de ce cacao stérilisé sont assez encourageants pour attirer l'attention des colonies intéressées, qui retireraient des avantages considérables de l'usage de ce procédé.

Em. Perrot.

Le rougissement des fibres d'Agave. — Le professeur W.-F. Bruck de Giessen raconte dans le *Tropenpflanzer* 2, XVII, 1913, p. 83, qu'un planteur de l'Afrique orientale allemande ayant expédié en Europe des fibres blanches d'Agave, fut fort étonné en apprenant que ces mêmes fibres étaient rouges ou rose pâle en arrivant à Hambourg. Le fait s'est également produit plusieurs fois avec des fibres de sisal. A vrai dire, on ne sait exactement à quoi attribuer cette altération ; on suppose qu'elle est produite par des bactéries. Mais les fibres possèdent-elles déjà ces bactéries avant les lavages qu'on leur fait subir, ou bien au contraire sont-elles contaminées par des eaux impures ? L'auteur ne saurait répondre. En tout cas le séchage au soleil ne suffit pas pour les détruire, et dans des circonstances favorables d'humidité ou de température, la couleur rouge peut apparaître.

L'auteur s'occupe alors des moyens que l'on doit employer pour arrêter le développement de ces microorganismes. Il recommande d'abord d'éviter d'exposer les fibres à l'humidité, et surtout de n'employer pour leur lavage que des eaux préalablement désinfectées. Pour cela, Bruck préconise un dispositif très simple qu'il a remarqué chez un planteur de Java. Les eaux du lavage se filtrent en tombant sur une couche de pierres disposées dans une cuve en ciment, puis de là elles passent dans un second récipient où elles laissent déposer leurs impuretés. Finalement dans deux autres cuves, on leur ajoute du permanganate de potasse et de la chaux, dans les proportions de 10 grammes de permanganate et 10 kilogrammes de chaux pour 100^{cm3} d'eau.

Ch. Royer.

Le Pachote au Mexique. — M. S. Lomanitz a publié dernièrement dans le *Journal of industrial and engineering Chemistry in Mexico* (vol. IV, n° 3, août 1912), une note sur l'huile de *Ceiba occidentalis* ou *C. æsculifolia*. Cette plante se rencontre dans les régions chaudes et humides du Mexique, où on l'appelle « **Pachote** ». C'est un petit buisson de 1m. 50 à 2 mètres de haut, dont les graines fournissent une huile employée autrefois dans la médecine indienne. On le cultive maintenant pour en retirer l'huile, qui est semi-siccative, très voisine de celle de coton, avec laquelle elle peut même, dit l'auteur, entrer en concurrence dans diverses industries. Les plantations de ce « Pachote » peuvent durer cinq à six ans quand elles sont bien entretenues, mais au bout de ce temps il faut les renouveler. Pour cela il suffit de laisser pousser des rejets.

Cette plante a été importée l'année dernière dans diverses colonies allemandes des tropiques, et on espère qu'elle pourra donner un produit commercial intéressant (*Tropenpflanzer*, 2, XVII, février 1913, p. 97).

Ch. R.

L'élevage au Congo Belge. — *Le Bulletin agricole du Congo Belge*, dans une étude consacrée à la station agronomique de Zambi (1), expose les résultats déjà obtenus à cet établissement, de création récente (1911), résultats intéressants, tout particulièrement au point de vue de l'élevage.

Elevage des bêtes à cornes. — Les troupeaux entretenus actuellement à Zambi comprennent 500 animaux, répartis en plusieurs kraals d'élevage. La majeure partie du bétail est d'origine congolaise. Les croisements avec des taureaux belges ont donné déjà des produits remarquables par leur belle conformation ; on compte également arriver à de bons résultats par la sélection appliquée au bétail indigène.

Douze zébus de la race de Nellore ont été acquis en 1911 aux Indes anglaises et dirigés sur Zambi où on compte acclimater facilement la race étant donné le climat, fort chaud, avec de longues périodes de sécheresse. Une importation de buffles italiens que l'on se proposait de diriger sur les régions marécageuses du Bas-Congo, où les bœufs domestiques ne sauraient prospérer, tandis que les buffles s'y trouveraient dans des conditions de terrain et d'humidité favorables, n'a pas réussi : les douze sujets importés ont péri, victimes d'une maladie indéterminée.

La direction de la station de Zambi se préoccupe également de créer des pâturages artificiels pour assurer la nourriture, pendant la saison sèche, des vaches laitières importées de Belgique ou provenant du croisement des vaches congolaises avec les taureaux belges. La question de la production permanente du lait est, en effet, d'une importance primordiale au point de vue de l'hygiène des Européens et de l'alimentation des malades et des enfants.

Elevage des équidés. — Les équidés réunis à la station de Zambi sont d'origine multiple ; en dehors d'un étalon arabe, sans valeur comme reproducteur, on y trouve 5 étalons et 25 juments de la race M'Bayar du Sénégal. De faible taille, nerveux, très résistants à la fatigue et à la maladie, habitués aux températures élevées, ces chevaux pourront rendre de grands services. Cinq juments demi-sang, d'origine russe, ont été importées en 1910, jusqu'à présent, et malgré le travail fatigant qu'elles fournissent, ces bêtes se maintiennent en excellent état. Sur onze juments belges de gros trait, envoyées à Zambi en 1911, neuf survivent. Elles sont destinées à l'élevage du mulet et plusieurs ont été saillies avec succès par un étalon importé de Sicile. Une cinquantaine d'ânes achetés dans le Poitou et deux cents ânes provenant de la Lombardie ont été, dans ces dernières années, dirigés sur Zambi d'où on les a répartis, après un séjour de quelques mois, sur les haras de Dolo, Nyangwe et Luluabourg. Vingt-cinq ânes du Sénégal figurent également au nombre des pensionnaires de la Station.

Elevage du mouton et de la chèvre. — Cet élevage est encore dans la période d'organisation. A côté des moutons à grosse queue, appartenant aux diverses races africaines, on se propose de chercher à utiliser les moutons persans, élevés avec succès au Cap, et de tenter l'introduction de moutons à laine choisis parmi les races rustiques de l'Afrique du Nord et du Sud de l'Europe. Quant aux chèvres, on n'ignore pas que les chèvres indigènes, très médiocres laitières, sont surtout élevées en vue de la production de la viande. Il sera intéressant de chercher à améliorer la production du lait par le croisement avec de bonnes laitières. Des chèvres blanches du haras de Cruyshautem ont été importées dans ce but.

Race porcine. — Les porcs belges amenés à Zambi se sont maintenus en excellent état ; ils s'alimentent bien et se reproduisent régulièrement.

Volailles. — L'amélioration des races indigènes et l'introduction de volailles européennes se poursuivent parallèlement. Cent cinquante reproducteurs de la race Coucou de Malines sont réunis à Zambi où, par l'incubation artificielle, on obtient de nombreux poulets. La Direction de la Station a commencé à distribuer des coqs aux indigènes. Les canards, les oies, les dindons et les pigeons réussissent, avec quelques soins, dans presque tout le Congo Belge. Les résultats obtenus jusqu'à présent ont décidé l'administration à installer incessamment dans d'autres districts des stations d'aviculture analogues à celle de Zambi (1).

Roederer et Bruntz.

Le commerce de Tsingtau en 1912. — Le commerce de Tsingtau, en 1912, s'est tout naturellement, comme celui du reste de la Chine, ressenti de la situation politique troublée. L'abondance de la récolte a toutefois permis de compenser, durant le second semestre, les pertes du premier, de sorte que le résultat final est, en somme, satisfaisant. Les importations ont sensiblement augmenté, sans atteindre toutefois l'importance des exportations. Le chemin de fer du Chan-Toung a transporté 827.222 tonnes, contre 705.073 en 1911, soit 17 0/0 d'augmentation. Les expéditions du hinterland, vers Tsingtau, ont atteint 170.838 tonnes, celles de Tsingtau vers l'intérieur 101.174 tonnes. Toute une série de maisons de commerce chinoises se sont établies à Tsingtau pour y faire le commerce d'exportation, avec des résultats parfois décevants, certains produits faisant presque complètement défaut et d'autres ne procurant pas les bénéfices attendus. Il faut en chercher la raison, partie dans la concurrence plus âpre, partie dans des causes toutes différentes. Les prix de vente des arachides, par exemple, étaient si peu élevés par rapport aux exigences des producteurs, que les affaires étaient rendues très difficiles et se soldaient par des bénéfices minimes. La baisse de 20 0/0 sur l'huile de soja a eu pour effet de restreindre la production au point que l'exportation a diminué de moitié par rapport à 1911. Par contre, quelques produits nouveaux ont été introduits sur le marché.

Le pont construit sur le fleuve Jaune pour le chemin de fer de Tientsin à Pukau a été mis en service le 1er décembre 1912, ce qui a déterminé un trafic ininterrompu sur toute la ligne. On n'a toutefois pas encore pu constater une influence bien nette sur le commerce d'exportation de Tsingtau, bien que le trajet de Tsinan-fou à Tientsin soit de 50 kilomètres plus court que celui de Tsinan-fou à Tsingtau et que les tarifs soient particulièrement

(1) *Bulletin agricole du Congo belge*, 1912, n° 1, p. 214.

(1) Quand aurons-nous au Gabon, de préférence, une station semblable, dans laquelle on pourrait déjà bénéficier de l'expérience acquise par nos voisins ? — Em. P.

(2) *Fkf. Ztg.*, 7 juin 1913.

réduits, pour permettre de concurrencer le canal parallèle à la ligne. En outre, la Compagnie du Chan-Toung a, dans un but de lutte, ramené, à partir du 1er décembre son tarif de Tsinan-fou à Tsingtau au niveau de celui de Tsinan-fou à Tientsin, en même temps qu'elle accordait une réduction générale des tarifs pour l'importation, exception faite pour le pétrole. Le commerce de Tsingtau a trouvé là des avantages indéniables, peut-être un peu réduits du fait qu'avec le développement de Pukau, son rayon d'action dans l intérieur se trouve réduit. Sur ce point, du reste, une baisse proportionnée des tarifs aurait une heureuse influence. Avant tout, il y aurait lieu, pour Tsingtau, de créer un nouveau rayon d'activité par la construction de la ligne de Koumi à Tchou-fou. De plus, il faudrait que les frets de Tsingtau en Europe mettent cette place sur le même pied que Schanghaï.

Parmi les articles concentrés de l'intérieur sur Tsingtau, en 1912, nous citerons : le coton brut (110 t.), les haricots (283 t.), l'huile de soja (339 t.), les arachides (27.464 t.), l'huile d'arachides (2.073 t.), les peaux, le chanvre, le jute, la soie (642 t.) le suif, les noix, le charbon.

On a exporté 791.000 piculs d'arachides (738.396 en 1911) ; 69.609 p. de coton (1911 : 39.600); 8.000 p. de chanvre; 2.332 p. de soies de porc (1911 : 2.995), 28.561 p. de cuirs verts (1911 : 8.178); 38.749 p. d'huile de soja (1911 : 70.196) ; 230.987 p. d'huile d'arachides (1911 : 109.256). Le chanvre et les poingées figurent cette année pour la première fois parmi les articles exportés. Les marchandises transportées par fer de la cote vers l'intérieur consistent surtout en : ferrailles, bois de construction, cotonnades, fils, indigo, papier, pétrole, allumettes et sucre.

R. ET B.

Parasites du caféier. — Un procédé recommandé pour la destruction des chenilles vivant dans la terre qui infestent parfois les plantations de caféier ou de tabac, consiste dans l'emploi d'une pâte empoisonnée que l'on prépare de la façon suivante : A un kilogramme de son ou de farine de maïs, on mélange 50 grammes de sucre et 20 grammes de vert de Schweinfurt, en ajoutant assez d'eau pour former une pâte bien homogène. On dispose de petits morceaux de pâte au pied des plantes attaquées, en les recouvrant de feuilles, pour éviter que la pâte ne se dessèche (1). On peut également, comme le recommande Wally, humecter des débris végétaux d'une solution de 100 grammes d'arséniate de soude dans 10 litres d'eau, additionnés d'un kilogramme de sucre. Ces appâts sont disposés sur le sol aussitôt après le binage ou le labour ; les larves s'y attaquent bientôt et périssent en masse.

R. ET B.

A propos de poisons d'épreuve. — Dans leur remarquable étude sur les poisons de flèches et poisons d'épreuve, MM. PERROT et VOGT ont naturellement étudié l'*Erythrophlæum guineense*, dont il est très souvent question en Afrique centrale, dans les « jugements de Dieu ». Tout récemment, MM. POWER et SALWAY ont publié, sous le n° 144 des Contributions du « The Welcome chemical research Laboratories » de Londres, une étude sur les résultats d'un examen de l'écorce de cet *Erythrophlæum* qu'ils avaient reçue du Congo belge de la « Christian missionary alliance », faisant accompagner cette note de deux photographies documentaires représentant l'une un tronc abattu de cette essence, l'autre les restes, au pied d'un arbre, d'une victime de l'épreuve incinérée après avoir avalé une dose fatale d'extrait d'écorces.

Les résultats des recherches des auteurs anglais peuvent être succinctement résumés comme suit :

L'écorce extraite par l'alcool à chaud, le liquide concentré puis distillé dans un courant de vapeur, n'a pas permis de déceler de l'huile essentielle. De la partie d'extrait soluble dans l'eau on a isolé une très petite quantité de lutéoline $C^{15}H^{10}O^6$ et une faible quantité d'un alcoloïde qui, par ses caractères et son action physiologique ressemblait à l'Erythrophléine décrite, en 1896, par HARNACK (*Arch. Pharm.*).

Cet alcoloïde ni ses sels n'ont pu être obtenus à l'état cristallisé. Le liquide aqueux contenait encore des matières amorphes indéterminables, une grande quantité de tanin et un sucre fondant à 210° et produisant du *d* - phénylglucosazone.

La partie d'extrait alcoolique insoluble dans l'eau était formée par une substance résineuse d'un brun foncé qui représentait environ 13 0/0 du poids de l'écorce. On put en extraire un phytostérol $C^{27}H^{46}O$ (Point de fusion 130°-133°), des acides cérotique, stéarique, palmitique, oléique et linolique, de très petites quantités d'ipuranol $C^{28}H^{38}O^2$ $(OH)^2$ et de la lutéoline $C^{15}H^{10}O^6$. Les essais préliminaires avaient indiqué dans l'écorce une plus grande proportion d'alcaloïde que celle qui put être isolée. Il paraîtrait donc assez probable que des changements se sont produits pendant l'extraction. L'écorce fraiche serait donc plus active que les extraits.

É. D. W.

Le traitement de la dysenterie par l'ipéca. — Depuis l'époque déjà lointaine où l'ipéca a été préconisé dans le traitement de la dysenterie, de nombreuses méthodes ont été proposées, qui ont donné des résultats variables. La plus ancienne et la plus usitée est la méthode dite à la brésillenne, qui fait prendre l'ipéca à la dose de 8 grammes dans 200 centimètres cubes d'eau. Le premier jour, le malade boit la macération, le second jour, l'infusion de tes mêmes 8 gramme, le troisième jour, la décoction.

Dans la méthode dite anglaise, on donne pendant 2 à 4 jours, des pilules de 0,80 centigrammes d'ipéca, jusqu'à impression nauséeuse, le malade restant couché, après avoir été soumis, avant le traitement, à la diète lactée et au traitement laudanisé (10 gouttes pendant un jour).

Ces traitements donnent, dans la plupart des cas, de bons résultats; mais ils n'amènent pas toujours la guérison. Aussi a-t-on songé à utiliser l'ipéca d'autre façon. Les pilules de SEGOND, qui contiennent 0,40 centigrammes d'ipéca, 0,20 centigrammes de calomel en poudre et 0,05 centigrammes d'extrait d'opium incorporés à quantité suffisante de sirop de nerprun peur 6 pilules, sont administrées toutes les deux heures; les selles se modifient sous l'influence de cette médication et redeviennent pâteuses. Mais la guérison est lente, et quelquefois la maladie suit son cours malgré la thérapeutique employée.

On a pensé alors à employer l'ipéca débarrassé de son émétine, et ZEMBOULIS a heureusement utilisé ce médicament dans une épidémie d'Asie-Mineure, les résultats n'ont cependant pas toujours été aussi encourageants. Aussi ROGERS, de Calcutta, après avoir essayé l'action de l'ipéca sur des dysenteries amibiennes de son service, voulut-il mettre en pratique les expériences de VELDER

(1) *Der Pflanzer*, 1913, n° 4, p. 195.

qui montrèrent qu'une solution, même diluée, de chlorhydrate d'émétine tuait très rapidement les amibes dysentériques. Il employa donc ce sel chez les malades en injections sous-cutanées, en dissolvant simplement 0,02 centigrammes de chlorhydrate d'émétine dans l'eau bouillie. Il augmenta ensuite ses doses et put injecter sans aucun inconvénient 0,03 centigrammes et même 0,05 centigrammes sous la peau, deux ou trois fois par jour. Il obtint ainsi des résultats surprenants, et des guérisons très rapides en deux ou quatre jours au plus.

L'action de ce médicament sur les hépatites amibiennes ne serait pas moins grande, et les douleurs disparaîtraient en vingt-quatre heures. La température baisse également vite.

M. Chauffard, dans une communication à l'*Académie de médecine* (25 février 1911), a eu l'occasion d'employer ce traitement dans un cas d'abcès au foie consécutif à une dysenterie amibienne ouvert dans les bronches. Le résultat en a été tout à fait surprenant, et le chlorhydrate d'émétine paraît être le traitement de choix de la dysenterie amibienne.

Chez les enfants, on peut donner le médicament par la bouche, en évitant d'alimenter le malade. Les doses sont les mêmes qu'en injections sous-cutanées, la guérison a été également complète.

Ce nouveau traitement a été employé par M. Dopter, dans un cas d'abcès du foie, d'origine dysentérique, et dans plusieurs cas de dysenterie amibienne (*Soc. méd. des hôp.*. 4 avril 1913), le résultat a été surprenant. MM. Rouget, Costat ont signalé des cas analogues. Il semble bien que le chlorhydrate d'émétine, en injections sous-cutanées, soit un véritable spécifique de la dysenterie amibienne et de ses complications.

Dr L. Tanon.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	7 25 à 7 50
Conakry Niggers	6 50 à 6 75
Soudan Niggers rouges	6 50 à . .
Soudan Niggers blancs	5 75 à 6 25
Soüdan lanières et plaques	7 . . à 7 50
Soudan Manoh	6 . . à 6 50
Lahou petits Cakes	5 . . à 5 50
Lahou Niggers	5 50 à 6 . .
Gambie A	5 . . à . .
Gambie AM	4 25 à . .
Gambie B	3 75 à . .
Bassam Lump	3 50 à 3 75

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	6 85 à 7 10
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	5 75 à 6 . .
Kasai noir I	6 85 à 7 10
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	6 85 à 7 10
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	6 85 à 7 10
Mongala lanières	6 85 à 7 10
Aruwini	6 85 à 7 10
Wamba rouge I	4 25 à 4 50
Uelé	6 85 à 7 10
Détroits crêpe I	7 85 à 8 05

Exposition coloniale de Marseille. — Le ministre des Colonies a soumis à la signature du président de la République un décret désignant comme commissaire général de l'*Exposition nationale et coloniale de Marseille de 1916*, M. J. Charles-Roux, ancien commissaire général de l'Exposition coloniale de 1906, président de l'*Union coloniale française*, et comme commissaire adjoint, M. Artaud, président de la Chambre de commerce de Marseille.

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Pêches. — **Commission consultative des pêches.** — Un arrêté du gouverneur général a réorganisé la Commission consultative des pêches, qui sera incessamment appelée à se prononcer sur les mesures qu'il conviendra de prendre pour mettre définitivement un terme aux trop nombreux délits de pêche que l'on a eu lieu de constater dans ces temps derniers, et plus particulièrement aux infractions commises par les chalutiers à vapeur.

Tunisie. — Actes officiels. — *Journal officiel tunisien.*

9 *juillet.* — Décret du 28 juin portant interdiction de la consommation de l'alcool dans le territoire de l'annexe du contrôle civil de Tozeur.

Viticulture. — **Contre le Phylloxera.** — La Chambre d'agriculture de Tunis a adopté la motion suivante :

« La Chambre estimant que la viticulture tunisienne ne peut rester plus longtemps sous la menace constante d'envahissement du Phylloxera qui arrête le développement normal et le rajeunissement du vignoble, émet un vœu tendant à la destruction radicale de la partie contaminée et à l'adoption des mesures les plus propres à empêcher le retour du fléau. »

Maroc. — Actes officiels. — *Bulletin officiel du Maroc.*

Gouvernement chérifien. — Dahir du 7 juin 1913, portant modification au dahir du 18 avril 1913, fixant les traitements du personnel civil.

Arrêté viziriel du 21 juin, portant nomination de membres du Comité de réformes fiscales.

Organisation du Protectorat. — Arrêté résidentiel du 28 juin 1913, portant création du cercle de Tadla et modifications à l'organisation du territoire de la Chaouïa (*Bull. off.*, 4 juillet 1913).

Arrêté résidentiel du 28 juin, relatif au commandement de la région de Marrakech (*Bull. off.*, 4 juillet 1913).

Arrêté résidentiel du 15 juin, portant création d'un bureau de renseignements à Agadir (*Bull. off.*, 15 juin 1913).

Arrêté résidentiel du 13 juin, portant création au Secrétariat général du Protectorat d'un service du *Bulletin officiel* (*Bull. off.*, 20 juin 1913).

Administration. — **Installation des services publics.** — Des opérations d'achat, d'échange et de lotissement de terrains, en vue de l'installation des services publics, se poursuivent à Rabat, Casablanca, Marrakech.

M. de Castries. — Le commissaire résident général a chargé M. le comte de Castries d'étudier la reconstitution possible des archives marocaines.

Le général Lyautey ne pouvait confier cette mission à un homme plus compétent et plus éclairé à tous égards.

Immeubles sortis du patrimoine de l'Etat. — Il a été pro-

cédé au dépouillement des listes produites par les Oumana Mostafad et les Bou Mouareth des villes de la côte et relatives aux immeubles sortis du patrimoine de l'Etat depuis moins de dix ans ; les dossiers correspondants ont été préparés pour être soumis à l'examen de la Commission de revision des biens maghzen.

Lotissement de Kénitra. — Le texte définitif du cahier des charges, pour arriver à l'adjudication du lotissement urbain de Kénitra, ayant été arrêté et porté à la connaissance des intéressés, la date de l'adjudication a été fixée au 21 juillet.

Service des domaines. — La commission créée par dahir du 20 avril 1913 et chargée de réorganiser le régime de la propriété foncière au Maroc, a tenu sa première réunion le 3 juin courant. Elle a commencé l'examen d'un avant-projet préparé par le service des Domaines et établissant le régime de l'immatriculation facultative dans l'empire chérifien, et décidé de soumettre ce document à l'examen d'un certain nombre de jurisconsultes.

L'instruction publique au Maroc. — L'inspecteur des écoles indigènes a parcouru récemment la vallée du Sebou. Ses constatations se résument ainsi : dans la région de Fez, une école indigène est en plein fonctionnement dans le quartier des Andalousines. Les nouvelles écoles de Lemtine et d'Adaoua sont fort bien installées. Un notable musulman se propose de doter cette école de toutes les ressources nécessaires en aliénant à son profit une de ses propriétés. Un collège musulman recevra bientôt les fils de notables.

FORÊTS. — **Situation forestière au Maroc.** — Les environs immédiats de Fez sont complètement déboisés. Il y sera entrepris prochainement d'importants travaux de reboisement, qui seront étendus à tout le Maroc occidental, partout où cela sera nécessaire.

Il existe, dans le Moyen-Atlas, du sud-est de Sefrou au sud-ouest d'Azrou, pour ne parler que des régions sur lesquelles on est un peu documenté, de très importants massifs de cèdres susceptibles de fournir du bois d'œuvre et d'ébénisterie de tout premier ordre.

Le grand massif de la Mamora, dont la superficie est de 150.000 hectares environ, est peuplé de chênes-lièges en mélange avec quelques poiriers sauvages et thuyas. La forêt de Mamora doit, d'ailleurs, être l'objet incessamment d'une reconnaissance complète de la part du chef de service des eaux et forêts.

TRAVAUX PUBLICS. — **Premiers travaux du port de Rabat.** — Le 16 juin a eu lieu à Tanger l'adjudication des premiers travaux d'aménagement du port de Rabat. Le montant des travaux s'élève à 734.715 francs. M. Francis Gérard, entrepreneur à Tunis, a été déclaré adjudicataire.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

5 *juillet.* — *Arrêté* du 27 juin promulguant en Afrique occidentale française le décret du 6 mai 1913, relatif à la protection des Colonies et Pays de protectorat contre la propagation des maladies des végétaux.

MINES. — **Le renouvellement des permis de recherches.** — Un décret du 28 juin 1913 décide que, par dérogation aux dispositions de l'article 23 du décret du 6 juillet 1899, de l'article 2 du décret du 22 août 1906, de l'article 1er des décrets des 9 juin et 23 août 1911, les permis de recherches s'appliquant à des périmètres situés dans les colonies et territoires de l'Afrique occidentale française, ayant bénéficié des dispositions du décret du 23 août 1911, et dont la date d'expiration définitive tomberait entre le 1er juillet 1911 et le 30 juin 1913, pourront, à la demande des titulaires, mais sous réserve expresse des droits des tiers, être renouvelés gratuitement à compter de leur date d'expiration, pour une nouvelle période qui prendra fin le 31 décembre 1913.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

28 *juin.* — *Décision* du 20 juin fixant la répartition entre les divers services, en cas de guerre, du stock de charbon en approvisionnement à Dakar.

L'approvisionnement du stock de 5.000 tonnes de charbon de réserve à entretenir, à Dakar, par la Compagnie des charbonnages de Dakar sera réparti, en cas de guerre, de la façon suivante, entre les divers services publics : 2.100 tonnes pour la marine ; 150 tonnes pour l'artillerie ; 300 tonnes pour le port de commerce ; 1.950 tonnes pour le chemin de fer de Thiès à Kayes ; 500 tonnes pour les travaux publics.

5 *juillet.* — *Arrêté* du 24 juin ouvrant les postes de douanes créés sur la frontière de la Gambie à l'entrée et à la sortie de toutes les marchandises à l'exception de celles admises seulement à l'importation ou à l'exportation.

Journal officiel de la colonie.

26 *juin.* — *Arrêté* du 19 juin déclarant le port de Lagos (Dahomey), contaminé de fièvre jaune.

Arrêté du 19 juin déclarant le port d'Accra (Gold-Coast), contaminé de fièvre jaune.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

28 *juin.* — *Arrêté* du 18 juin renouvelant les pouvoirs d'un membre titulaire et de deux membres suppléants du Conseil d'administration de la colonie du Haut-Sénégal et Niger.

Les pouvoirs de MM. Martin, membre titulaire, Lestonnat et Perron, membres suppléants, tous trois sortants, du Conseil d'administration de la colonie du Haut-Sénégal et Niger, sont renouvelés pour une période de deux ans.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

5 *juillet.* — *Arrêté* du 24 juin groupant en un cercle unique le territoire de la ville de Conakry, de sa banlieue et des îles de Loos.

Arrêté du 24 *juin* organisant en commune mixte le village de Conakry et fixant la nomenclature des ressources dont la perception est autorisée au profit du budget communal.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

28 *juin.* — *Avis* d'ouverture du bureau de poste de Zaranou (Côte d'Ivoire) au service des mandats métropolitains.

Journal officiel de la colonie.

31 *mai.* — *Arrêté* du 16 mai fixant les dates d'interdiction de saignée des essences à caoutchouc.

Est interdite la saignée des essences à caoutchouc pendant les mois de mai, juin et juillet de chaque année, et sur toute l'étendue de la colonie. Cette interdiction ne s'applique pas aux espèces, lianes et arbres, introduites à titre expérimental.

Décision du 23 mai instituant une prime pour la destruction des lions.

Cette prime est de 20 francs pour chaque lion détruit.

Circulaire du 24 mai à MM. les commandants de Cercle, au sujet de l'abus du vin de palme fait par les indigènes et de ses conséquences.

15 *juin.* — *Circulaire* du 10 juin à MM. les commandants de Cercle sur le port des sabres par les indigènes.

Arrêté du 14 juin fixant le taux de l'impôt de capitation pour l'année 1914.

Décision du 27 mai divisant la région militaire de l'Ouest en quatre secteurs.

ALCOOLISME. — **L'abus du vin de palme.** — M. Angoulvant a fait paraître, à la date du 24 mai dernier, la circulaire suivante relative à l'abus du vin de palme fait par les indigènes et à ses conséquences :

Je viens d'apprendre qu'un tirailleur, envoyé en escorte, s'étant enivré avec du vin de palme, a tiré un coup de feu sur un indigène soudanais de Toumodi. Plusieurs faits de ce genre m'ont déjà été signalés. Nos auxiliaires et particulièrement les tirailleurs et les gardes de Cercles, sous l'empire de l'ivresse causée par de nombreuses libations de sève de palmier, se sont servis de leurs armes, et ont parfois fait des victimes, aussi bien parmi les Européens que parmi les indigènes.

Il arrive souvent que des discussions, suivies de rixes, parfois mortelles, éclatent entre les indigènes d'un même village. Ces disputes n'ont pas d'autre cause que l'absorption d'une trop grande quantité de vin de palme, qui, en échauffant les têtes, pousse à des excès toujours regrettables. Vous n'êtes pas sans ignorer aussi que le « bangui » quelle que soit son origine, est une boisson qui, par quantité ordinairement absorbée, devient aussi néfaste que le gin de traite.

Dans ces conditions, il est inadmissible que les mesures prises pour interdire la vente de l'absinthe dans toute la colonie, et proteger les régions non touchées par nos alcools européens, voient leur effet annihilé par l'extension de la fabrication du vin de palme. De plus, au point de vue économique, cette fabrication est néfaste par le fait même que l'indigène, pour se procurer une quantité de vin plus grande, n'hésite pas à sacrifier les palmiers les plus beaux et en pleine production, dévastant ainsi les palmeraies les plus riches en produits oléagineux. C'est alors que pour récolter pendant huit jours environ, un ou deux litres de sève de palmier matin et soir, l'indigène abattra, cinq, six, parfois dix palmiers adultes qui lui donneraient, s'il en récoltait les graines, une grosse quantité d'huile de palme.

Si nous ne mettons pas un frein à cette destruction, en quelque sorte méthodique des palmeraies, certaines régions se verront, dans un avenir prochain, complètement privées de ressources économiques, qui auraient pu faire une partie de leur richesse.

En conséquence, il y a lieu de rechercher les mesures à prendre pour empêcher le retour de pareils faits, et pour éviter la destruction des palmeraies.

Vous voudrez tout d'abord profiter de toutes vos palabres, aussi bien au poste que dans vos tournées, pour donner aux indigènes des conseils pressants. Vous vous efforcerez de leur faire comprendre qu'il est de leur intérêt de ne pas détruire les réserves de palmiers qui dès maintenant ou dans un avenir très rapproché, peuvent ou pourront leur rapporter des bénéfices appréciables, que les quelques francs que leur procure la vente du vin de palme ne peuvent compenser la perte d'arbres qui forment une partie de la réserve économique de beaucoup de régions.

— Vous les avertirez que la nouvelle réglementation sur les patentes et licences frappe d'une taxe les fabricants et les marchands de « bangui ». Qu'en conséquence les maigres bénéfices qu'ils pourraient tirer de cette vente seraient absorbés en totalité ou en partie par le paiement de cette licence.

Enfin, vous préviendrez les villages qu'ils seront rendus responsables, toutes les fois que, par suite de la vente de vin de palme par eux fabriqué, l'un de nos auxiliaires, ou un indigène quelconque aura commis ou même tenté de commettre un meurtre sous l'influence du « bangui ».

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

5 *juillet.* — *Arrêté* du 23 juin créant une agence spéciale à Boukoumbé (Dahomey).

Journal officiel de la colonie.

15 *juin.* — *Arrêté* du 6 mai portant réglementation du régime des patentes et licences.

Arrêté du 6 mai fixant le taux des patentes et licences.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

1er *juin.* — *Arrêté* du 9 mai promulguant le décret du 1er avril 1913 fixant les quantités de cafés et de cacaos originaires de la partie française du Bassin conventionnel du Congo à admettre en France au bénéfice de la détaxe pendant l'année 1913.

Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de cafés et cacaos en fèves, originaires de l'Afrique équatoriale française (Bassin conventionnel du Congo) qui pourront être admises en France pendant l'année 1913, dans les conditions prévues par le décret du 22 avril 1899 : café, 50.000 kilogrammes ; cacao, 25.000 kilogrammes.

Arrêté du 20 mai promulguant le décret du 22 mars 1913 étendant le service des colis postaux grevés de remboursement à la colonie du Gabon.

Arrêté du 20 mai promulguant le décret du 12 avril 1913, autorisant le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à réaliser une somme à valoir sur l'emprunt prévu par la loi du 12 juillet 1909.

Arrêté du 20 mai promulguant le décret du 9 avril 1913, réglementant en Afrique équatoriale française la délivrance aux indigènes des armes à feu et des munitions dites de traite.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

31 *mai.* — Arrêté du 24 mai fixant le tarif de transport des colis postaux ordinaires de Tananarive à Tamatave et *vice versa* à 100 francs la tonne.

Arrêté du 24 mai fixant comme suit la taxe des colis postaux transportés exclusivement par le chemin de fer de Tamatave à Tananarive et inversement ou entre les différents bureaux situés sur la voie ferrée :

Jusqu'à 3 kilogrammes.....	0 fr. 50
De 3 kg. 001 à 5 kilogrammes.....	0 fr. 75
De 5 kg. 001 à 10 kilogrammes.....	1 fr. 00

La taxe prévue par l'arrêté du 21 juin 1907 pour les colis échangés entre les différents ports de la colonie et transportés par les paquebots postaux, sera augmentée de la taxe fixée ci-dessus lorsque ces colis seront à destination d'un bureau de poste desservi par le chemin de fer.

Les colis postaux transportés par tsimandoa, chaloupe, voiture automobile ou bateau desservant la colonie, restent soumis aux taxes de transport prévues par l'arrêté du 29 juin 1907.

ADMINISTRATION. — **Prêts aux victimes du cyclone.** — Un décret en date du 21 juillet autorise le gouverneur général de Madagascar à consentir sur les fonds de la caisse de réserve et jusqu'à concurrence de la somme de 500.000 francs des avances remboursables dans un délai maximum de cinq ans, et sans intérêt, aux colons français ayant subi de graves dommages à la suite des cyclones qui ont ravagé la colonie pendant les années 1912 et 1913. Les conditions d'attribution de ces avances seront détermi-

nées par arrêté du gouverneur général en conseil d'administration.

Mayotte et dépendances. — Actes officiels. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

31 *mai*. — Arrêté du 19 mars fixant provisoirement comme suit le maximum du prix de vente du riz à Mayotte :

Riz blanc.....	0 fr. 40 le kilogramme
Riz en paille.....	0 fr. 25 —

AMÉRIQUE

La Martinique. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

14 *juin*. — *Arrêté* du 11 juin promulguant à la Martinique le décret du 6 mai 1913 relatif à la protection des colonies et pays de protectorat contre la propagation des maladies des végétaux.

Guyane française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

22 *mars*. — *Arrêté* du 15 mars promulguant à la Guyanne française la loi du 24 décembre 1912, portant prorogation du privilège des Banques coloniales et des statuts desdites banques.

ASIE

Indochine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

22 *mai*. — *Arrêté* du 20 mai portant modification de l'arrêté du 8 mars 1910, réglementant le mode de recrutement de la main-d'œuvre étrangère pour être employée dans les exploitations agricoles ou minières de l'Indochine.

26 *mai*. — *Arrêté* du 20 mai relatif aux renonciations aux demandes de concession de mine.

Arrêté du 20 mai instituant une commission à l'effet d'examiner et recevoir s'il y a lieu le vapeur *Orénoque*, présenté par la Compagnie des Messageries maritimes, pour être mis en service sur les lignes postales de l'Indochine.

Décision ministérielle du 7 avril portant approbation de deux arrêtés du 12 décembre 1912, suspendant la faculté d'acquérir des droits de recherches de mines dans les îles de la baie d'Along et dans la région de l'Observatoire de Phu-liên.

29 *mai*. — *Arrêté* du 26 mai instituant un comité consultatif des mines.

2 *juin*. — *Avis* au sujet de la quotité des droits applicables à certains tissus de soie originaires du Japon, importés en Indochine.

5 *juin*. — *Arrêté* du 30 mai sur la surtaxe des mandats-poste métropolitains.

Aux termes de cet arrêté, lorsque le cours moyen de la piastre, dans les différentes banques à Saigon ou à Haiphong sera inférieur au taux officiel, il sera perçu sur le montant des mandats-poste métropolitains une surtaxe représentative du change de 0.20 0/0 par demi-centime d'écart entre les deux taux, de telle sorte qu'il sera fait perception en dehors des droits ordinaires :

de 0.20 0/0	si l'écart est de		0.005	en dessous du taux officiel	
— 0.40 0/0	—	—	0.01	—	—
— 0.60 0/0	—	—	0.015	—	—
— 0.80 0/0	—	—	0.02	—	—
— 1.00 0/0	—	—	0.025	—	—
— 1.20 0/0	—	—	0.03	—	—
— 1.40 0/0	—	—	0.035	—	—
— 1.60 0/0	—	—	0.04	—	—
— 1.80 0/0	—	—	0.045	—	—
— 2.00 0/0	—	—	0.05	—	—

et ainsi de suite, à raison d'une majoration de 0.20 0/0 par demi-centime d'écart, si, exceptionnellement, cet écart venait à dépasser cinq centimes.

Il ne peut exister, dans toute l'étendue de l'Union indochinoise, que deux surtaxes basées, l'une sur le cours de la piastre en Banque à Saigon, l'autre sur le cours en Banque à Haiphong. La surtaxe établie en Cochinchine est également applicable dans les bureaux et recettes du Cambodge et du Laos ; celle du Tonkin est applicable en Annam et dans le territoire de Kouang-tchéou-wan.

La surtaxe, établie d'ordinaire le matin, à l'ouverture des bureaux des postes et télégraphes, à Saigon et à Haiphong, est fixée en principe pour tout le reste de la journée ; elle est applicable les jours suivants jusqu'à changement du cours en banque, ou pour les autres bureaux et recettes jusqu'à nouvel ordre.

Le montant de la surtaxe, dès qu'il est connu, est immédiatement appliqué, affiché aux guichets, télégraphié à tous les postes et bureaux, notifié aux différents services à la diligence des receveurs des postes de Saigon et de Hanoi.

5 *juin*. — *Arrêté* du 30 mai résiliant le contrat passé le 27 avril 1908 avec la Compagnie des Messageries cantonnaises, pour exécution d'un service maritime postal, sous pavillon français, entre Canton et Hongkong et entre Samshui et Outchéou.

Banque de l'Indochine. — **Création d'une agence à Montzé.** — Le développement croissant des relations commerciales entre le Tonkin et le Yunnan, aussi bien que la protection du stock de monnaie métallique indochinoise ont conduit le gouverneur général de l'Indochine à demander la création au Yunnan d'une agence de la Banque de l'Indochine.

Cette proposition n'a rencontré que des avis favorables à l'installation d'une agence dans la ville de Montzé, desservie par la voie ferrée de Haiphong au Yunnan. Cette agence remplacerait celle dont la création avait été prévue à Yunnanfou par un décret du 26 février 1910 et qui n'a pu, jusqu'à ce jour, pour des considérations diplomatiques, recevoir son exécution.

En conséquence, un décret du 11 juillet 1913, décide qu'une agence de la Banque de l'Indochine sera créée à Montzé en remplacement de celle prévue à Yunnanfou.

Commerce. — **Relations commerciales avec le Japon.** — Aux termes de l'article 19 du traité de commerce et de navigation conclu à Paris, le 19 août 1911, entre la France et le Japon, les dispositions de cet acte « pourront être ultérieurement étendues en tout ou partie aux colonies, possessions françaises et pays de protectorat par une déclaration concertée entre les deux gouvernements ».

Aucune convention n'étant intervenue jusqu'à ce jour au sujet de l'Indochine, l'arrangement franco-japonais n'est pas applicable dans la colonie ; les produits japonais importés en Indochine et qui ne sont pas repris au tarif spécial doivent, par conséquent, acquitter les droits du tarif général. Il en est ainsi, notamment, des foulards, crêpes, tulle, passementerie et tous autres tissus de soie pure, y compris les tissus de l'espèce brodés ou confectionnés, inscrits au numéro 459 du tableau des droits : les tissus de l'espèce, d'origine japonaise, sont passibles à l'entrée en Indochine du droit de 1.500 francs les 100 kilogrammes. Le nota (A) inséré sous même numéro du tarif métropolitain « les pays d'Extrême-Orient ayant droit au tarif minimum des soieries sont... le Japon », ne concerne que les introductions en France et dans les colonies, possessions françaises ou pays de Protectorat où le Japon bénéficie du tarif minimum.

Finances. — **Situation budgétaire à la fin du premier semestre 1913.** — Aux termes d'un câblogramme adressé par M. Albert Sarraut au ministre des Colonies, les recettes des quatre premiers articles du budget général de l'Indochine pendant le premier semestre s'élèvent à 19.813.421 piastres. La plus-value sur les six

premiers douzièmes budgétaires est de 2.323.571 piastres. La plus-value sur le premier semestre de 1912 est de 694.741 piastres.

Hygiène-Médecine. — **Institut d'hygiène et de bactériologie.** — Par arrêté du gouverneur général, le laboratoire d'hygiène de l'Indochine et le laboratoire de bactériologie et Institut antirabique du Tonkin sont fusionnés en un seul service qui prend le nom d' « Institut d'hygiène et de bactériologie du Tonkin ».

Ecole de médecine de Hanoi. — Un décret du 28 juin 1913 abroge le décret du 18 mars 1911 portant organisation et réglementation de l'Ecole de médecine de Hanoi.

Le gouverneur général de l'Indochine, dans la limite de ses attributions, règlera par arrêtés l'organisation, le fonctionnement et le contrôle technique de l'Ecole de médecine de l'Indochine.

Main-d'œuvre. — **La main-d'œuvre étrangère** (*Arrêté du 20 mai* 1913). — Les articles 1-6-7-13-15-16-17-25-31 et 32 de l'arrêté du 8 mars 1910, réglementant le mode de recrutement de la main-d'œuvre étrangère pour être employée dans les exploitations agricoles ou minières de l'Indochine, sont complétés ou modifiés ainsi qu'il suit en ce qui concerne la main-d'œuvre d'origine javanaise :

Article premier. — Tout propriétaire d'exploitation agricole ou minière, qui désirera introduire dans la colonie de la main-d'œuvre étrangère, devra, au préalable, en obtenir l'autorisation du gouverneur ou résident supérieur. La demande indiquera la situation de l'exploitation, sa superficie, la nature des cultures entreprises et le nombre d'engagés que l'on désire introduire.

L'autorisation d'introduction de main-d'œuvre d'origine javanaise sera subordonnée à l'engagement pris par l'employeur éventuel de n'accorder à ses futurs engagés d'autres avances que celles mentionnées au contrat d'engagement et de ne leur en consentir aucune en cours d'exécution du contrat, autrement que dans les cas visés à l'article 25, paragraphe 2, du présent arrêté. Les avances qui seraient faites en violation de cet engagement ne pourront entraîner pour l'engagé d'origine javanaise aucune obligation de restitution ni en argent, ni en travail et décharge pleine et entière lui en sera donnée par avance par l'employeur.

Art. 6. — Tout engagé a droit gratuitement, ainsi que les membres de sa famille autorisés à résider avec lui, à un logement salubre ; les locaux destinés au logement des engagés ne peuvent être mis en service qu'après autorisation du représentant de l'Administration donnée par écrit à l'employeur.

Tout engagé a droit à la nourriture, dont le prix est à la charge de l'employeur et indépendant du quantum du salaire. La ration quotidienne des engagés, variable suivant leur nationalité, sera fixée d'un commun accord entre l'employeur et le représentant de l'Administration, en tenant compte des circonstances locales. L'employeur cédera à prix coûtant à l'engagé les rations supplémentaires que celui-ci pourrait désirer pour les membres de sa famille autorisés à résider avec lui et non employés eux-mêmes sur l'exploitation.

Art. 7. — L'eau potable, les soins médicaux et les médicaments seront fournis gratuitement aux engagés et aux membres de leur famille autorisés à résider avec eux. Les opérations chirurgicales seront faites par un médecin européen. En cas d'épidémie ou de maladie contagieuse grave, l'exécution des mesures d'hygiène générale ou de prophylaxie qu'il y aura lieu de prendre sera confiée à un médecin européen et, à défaut, à un médecin indigène diplômé de l'école de médecine de l'Indochine.

Art. 13. — Tout engagé est tenu de fournir dix heures de travail par jour, exception faite pour les jours de repos et les jours fériés stipulés dans son contrat.

Dans le cas où les circonstances mettraient l'employeur dans la nécessité de demander, à titre exceptionnel, à ses engagés des heures de travail supplémentaires, ces heures devraient être payées moitié en plus du salaire ordinaire. Toutefois, les engagés peuvent être astreints à une corvée gratuite de deux heures par semaine au maximum pour le nettoyage de leurs logements, dépendances et cours y attenant qui devront constamment être tenus proprement et en bon état d'entretien.

Lorsque, dans un contrat, il est stipulé que l'engagé peut être mis à la tâche, celle-ci pourra être imposée. Toutefois, s'il y a réclamation de la part de l'engagé quant à la somme de travail exigé, le représentant de l'Administration devra intervenir pour fixer la tâche à accomplir.

Dans le cas où les circonstances mettraient l'employeur dans la nécessité d'imposer, à titre exceptionnel, à ses engagés un chômage en dehors des jours de repos et des jours fériés stipulés dans leur contrat, la durée de ce chômage indépendant de la volonté des engagés, et ne provenant ni de leur immoralité ni de leur inconduite, ne saurait donner lieu à la prorogation de la durée du contrat prévue à l'article 31 du présent arrêté, ni enlever le droit à la nourriture gratuite et au salaire.

Lorsque l'absence ou le chômage de l'engagé ne sera pas justifié par des raisons de santé, ou par une exemption régulière de l'employeur ou du représentant de l'employeur, ou encore lorsque l'absence n'aura pas pour but de permettre à l'engagé de porter ses doléances devant le représentant de l'Administration, la durée du contrat pourra, sous réserve des dispositions de l'article 31 ci-après, être prorogée d'office, au gré de l'employeur, d'une durée égale à celle de l'absence ou du chômage non justifié et enlever à l'engagé le droit à la nourriture gratuite et au salaire.

La maladie ne peut jamais justifier au sens du paragraphe précédent, l'absence ou le chômage, lorsqu'elle est la conséquence de l'immoralité ou de l'inconduite de l'engagé.

Art. 15. — Il est établi quotidiennement par l'employeur une liste nominative, dûment signée et arrêtée, des engagés exemptés de service pour raison de santé. Cette liste sera exemptée de la formalité du timbre.

Les malades exempts de travail seront placés dans une infirmerie isolée des logements, enclos d'une palissade et munie de latrines particulières. Cette infirmerie devra être constamment approvisionnée d'une quantité suffisante des médicaments européens les plus usuels.

Les malades gravement atteints et ceux dont l'affection présenterait un danger pour la santé publique seront, chaque fois qu'il n'y aura pas impossibilité absolue, évacués sur l'hôpital indigène de la province, aux frais de l'employeur.

Art. 16. — En cas de maladie reconnue par le médecin, non occasionnée par une conduite immorale de la part de l'engagé, celui-ci conserve le droit à la nourriture gratuite depuis le jour de la cessation du travail jusqu'à guérison complète ou incurabilité constatée par certificat médical. Toutefois, les engagés blessés dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de leurs fonctions, ou parce qu'ils se trouvaient en service commandé, conservent le droit au salaire et à la nourriture jusqu'à guérison complète ou incurabilité constatée par certificat médical.

Si, en cas de péril imminent menaçant l'exploitation, un ou plusieurs membres de la famille d'un engagé autorisés à résider avec lui, non employés eux-mêmes sur l'exploitation, ont concouru, soit sur la réquisition de l'employeur ou de son représentant, à la défense et à la préservation de l'exploitation et, si dans l'accomplissement de cette tâche, ils ont été blessés ou ont contracté une maladie, ils auront droit, jusqu'à guérison complète ou incurabilité constatée par un certificat médical, à une indemnité journalière dont le taux sera fixé d'un commun accord entre l'employeur et l'engagé. En cas de désaccord, le différend sera, par la partie la plus diligente, soumis à l'arbitrage du représentant de l'Administration sans préjudice des voies de droits ordinaires qui resteront ouvertes aux parties, dans le cas où cet arbitrage n'aboutirait pas à leur conciliation.

Art. 17. — Si un engagé fait à l'hôpital un séjour de plus de 30 jours dans une même année ou si son entrée dans cet établissement est la conséquence de sa propre immoralité ou de son inconduite, ou s'il a perdu du temps en plaintes injustifiées ou en absences prévues à l'article 13 du présent arrêté, le représentant de l'Administration, à la demande de l'employeur et après vérification des faits, fera mention sur le contrat et la matricule provinciale du temps ainsi perdu, lequel ne sera pas compté dans la durée du contrat.

Copie de ces mentions sera adressée, à toutes fins utiles, au chef du service de l'immigration à Saigon, ou au commissaire de police à Haiphong.

Art. 25. — Des avances, avec ou sans remise, peuvent être

faites aux engagés avant leur entrée en service, ou au moment du renouvellement de leur contrat. En aucun cas, elles ne peuvent être supérieures à 5 mois de salaire. Elles sont inscrites au débit de l'engagé.

Sont également considérées et inscrites comme avances : 1° la valeur de la nourriture fournie à l'engagé pendant les exemptions de service et le temps de chômage prévu par le paragraphe 6 de l'article 13 du présent arrêté; 2° les amendes payées par l'employeur pour le compte de l'engagé.

Le montant de ces avances sera remboursé à l'employeur par des retenues mensuelles successives et interrompues. En aucun cas, les retenues mensuelles pour le remboursement des avances ne pourront excéder le tiers du salaire acquis par l'engagé.

Art. 31. — Si, au moment de l'expiration de son contrat, un engagé reste redevable envers son employeur soit d'une portion des avances à lui faites et non remboursée, soit d'une période de service complémentaire à laquelle il aurait été astreint, son contrat sera prorogé de plein droit dans les mêmes conditions jusqu'à libération complète. Toutefois, cette prolongation de travail ne pourra pas excéder une année en dehors de la durée maximum du contrat.

Art. 32. — Tout contrat d'engagement, arrivant à expiration, pourra être renouvelé, en cas d'accord des parties, trois mois avant la date de son expiration. La durée de l'engagement stipulée au nouveau contrat ne pourra être supérieure à celle de l'engagement primitif et les avantages accordés au réengagé ne pourront être inférieurs à ceux qui lui étaient assurés par le contrat primitif.

Tout engagé dûment libéré pourra entrer au service d'un nouvel employeur. Dans ce cas, la durée de l'engagement stipulée au nouveau contrat ne pourra être supérieure à celle de l'engagement primitif et les avantages accordés à l'engagé ne pourront être inférieurs à ceux qui étaient stipulés dans son premier contrat. De ce fait, le premier employeur se trouvera libéré de toute obligation envers son ancien engagé.

Les contrats ainsi passés en Indochine y seront soumis aux mêmes formalités que les contrats passés à l'extérieur.

MINES. — **Comité consultatif des mines.** — Un arrêté du gouverneur général de l'Indochine, en date du 26 mai, vient d'instituer un Comité consultatif des mines. Ce Comité donnera son avis sur les questions intéressant la réglementation et l'exploitation des mines qui lui seront soumises.

Renonciations minières. — Le gouverneur général de l'Indochine a signé, le 20 mai dernier, un arrêté concernant les renonciations minières qui peuvent être formulées par les intéressés.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

5 *juin.* — *Arrêté* du 30 mai portant rattachement à la délégation de Djiring du territoire actuel de la délégation de Dalat.

ADMINISTRATION. — **Voyage du gouverneur général en Annam.** — M. Sarraut, gouverneur général de l'Indochine, s'est rendu à Hué le 6 juin dernier, à l'occasion de la prise de possession des fonctions de M. Charles, résident supérieur p. i. en Annam.

M. Albert Sarraut a été reçu à la gare de Hué par les autorités, les membres du Conseil de régence et la population européenne. Après avoir fait une visite officielle au roi, qui lui fit un très cordial accueil, le gouverneur général reçut la visite du Conseil de régence. Puis M. Charles a été présenté par le gouverneur général aux fonctionnaires français et indigènes, aux colons, M. Albert Sarraut prononça une allocution.

En venant présider personnellement la prise de possession des fonctions de M. Charles, le gouverneur général a voulu saisir l'occasion non seulement de marquer la haute estime qu'il a pour ce distingué collaborateur, mais aussi exprimer, une fois de plus, au gouvernement de S. M. Duy-Tan et aux populations de l'Annam, les sympathies fidèles et cordiales de la France protectrice.

Le gouverneur général retraça la carrière de M. Charles; il termina ainsi :

La France s'est employée, chaque jour, à développer la prospérité économique de l'Annam, par un effort dont les heureux effets s'attestent dans les résultats budgétaires aussi bien que dans les statistiques commerciales.

Afin de favoriser les progrès de ce développement, en fournissant l'outillage économique qu'il réclame, le gouvernement du Protectorat a fait de plus en plus larges les dotations consacrées aux travaux d'intérêt général, sensiblement accrues déjà dans l'année 1913. Les crédits destinés à ces travaux recevront, dans le budget prochain, une dotation plus importante. Un vigoureux effort va s'appliquer ensuite au développement des voies de communication et à l'amplification des moyens d'action que demandent la production agricole et l'essor commercial. Par surcroît, la mise en chantiers très prochaine des grands travaux, désormais permis par le vote de l'emprunt indochinois, va susciter dans tout l'Annam un labeur d'une admirable fécondité.

Routes nouvelles, chemins de fer, travaux d'irrigation, constructions d'écoles, établissement de dispensaires et de maternités, toutes ces créations bienfaisantes attesteront aux yeux des Annamites la puissance et la générosité de l'effort que la France protectrice apporte sans relâche à son œuvre de colonisation. Et c'est pourquoi le gouverneur général est convaincu que le chef de l'administration locale et ses collaborateurs français pourront conduire aisément et allègrement leur tâche au millieu de la confiance et du loyalisme des populations indigènes, qui doivent chaque jour s'attacher davantage à la grande nation qui leur apporte ses bienfaits.

Si certains événements récents dont le Tonkin a été le théâtre ont creusé dans les cœurs français, une trace profondément douloureuse, ils ont permis à la nation protectrice d'apprécier la force du prestige qu'elle gardait parmi l'immense masse de ses protégés.

Ceux-ci ne sauraient pactiser avec d'indignes malfaiteurs qui ont révélé par leurs forfaits même, la vilenie de leurs desseins. Impitoyable envers les criminels et fermement résolu à garder intacte l'autorité dont il est investi, le gouvernement français a été heureux de recueillir, dans le calme profond, que les populations de l'Annam ont gardé comme celles du Tonkin, la nouvelle preuve de la confiance qu'elles ont dans l'action tutélaire et féconde de la nation protectrice.

Cette tranquillité, cette confiance, le protectorat saura les reconnaître et les affermir à la fois, en travaillant toujours à la prospérité matérielle et morale de l'Empire d'Annam.

M. Charles a répondu remerciant profondément le chef de la Colonie d'être venu lui donner la marque publique de son estime; il assura qu'il suivrait très exactement les directions, animées d'un esprit libéral et généreux, que le gouverneur général venait de tracer au nom de la France protectrice. En terminant, M. Charles a fait appel à la confiance de ses collaborateurs français et indigènes et les assura qu'ils trouveraient toujours auprès de lui, une entière bienveillance.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

2 *juin.* — *Arrêté* du 1er avril rendant exécutoire l'ordonnance royale du 18 mars 1913, créant une assemblée consultative au Cambodge.

5 *juin.* — *Arrêté* du 30 mai portant création d'un conseil de résidence à Battambang (Cambodge).

ADMINISTRATION. — **Création d'une assemblée consultative indigène.** — Par ordonnance royale du 18 mai dernier (*Journal officiel* du 2 juin) que vient d'approuver le gouverneur général de l'Indochine, il est institué au Cambodge une assemblée consultative indigène appelée à donner ses avis sur les questions l'ordre

fiscal, administratif ou économique intéressant la population indigène du royaume.

Cette assemblée est constituée au scrutin individuel et secret par un collège électoral comprenant : 1° les conseillers de résidence élus et les anciens membres élus de ces assemblées; 2° les anciens fonctionnaires retraités ou démissionnaires et les fonctionnaires de l'administration indigène en service ; 3° les titulaires des diplômes de l'enseignement primaire supérieur, secondaire et supérieur français et du diplôme de fin d'études de l'enseignement franco-cambodgien.

Seront éligibles : 1° les membres élus des conseils de résidence et les anciens membres de ces mêmes assemblées, à l'exception de ceux qui en auraient été exclus pour indignité ; 2° les anciens fonctionnaires retraités de l'administration indigène ; 3° les chefs et anciens chefs de quartiers de la ville de Pnom-Penh.

Feront également partie de l'assemblée consultative, dans une proportion qui ne pourra pas dépasser le huitième des membres élus, des fonctionnaires ou agents de l'administration cambodgienne dont la liste sera dressée au commencement de chaque année en Conseil des ministres par le résident supérieur.

Les membres de l'assemblée consultative sont élus pour trois ans. Ils sont indéfiniment rééligibles.

L'assemblée consultative se réunit chaque année à Pnom-Penh, au moment des fêtes du Tang-tock, sur la convocation du résident supérieur. La durée de la session est de dix jours. En dehors de cette réunion annuelle, le résident supérieur peut convoquer l'assemblée consultative chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'assemblée est obligatoirement consultée sur le budget des recettes et sur les prévisions de dépenses inscrites aux titres III et IV du budget local (dépenses d'intérêt économique et d'intérêt social). Elle est appelée à donner également son avis sur toutes les questions qui lui seront soumises par l'administration.

Cochinchine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

22 *mai.* — *Arrêté* du 17 mai rendant exécutoires les prescriptions contenues dans les projets d'aménagement des réserves forestières, nos 53, 112 et 127, en Cochinchine.

5 *juin.* — *Arrêté* du 30 mai portant création des réserves forestières dans les provinces de Baria, Biên hoa et Thu-dâu-môt.

Arrêté du 30 mai portant répartition, pour l'année 1913, entre les producteurs de Cochinchine, des quantités de poivres à admettre en France au bénéfice de la détaxe coloniale.

Administration. — **Réglementation des monts-de-piété.** — A la suite d'un vœu émis par le Conseil colonial de la Cochinchine au cours de sa session de 1910, une commission fut nommée en vue d'étudier la réglementation qui pourrait être appliquée au fonctionnement des monts-de-piété dans la colonie.

Le projet de cette commission soumis à l'appréciation du procureur général, des chefs d'administration locale, des administrations municipales intéressées, a reçu l'approbation du gouverneur général qui a transmis récemment à M. le ministre des Colonies ses propositions définitives à cet égard.

Un décret du 28 juin 1913, inséré au *Journal officiel* du 4 juillet, vient de sanctionner ces propositions.

Pour l'assainissement de Saigon et de Cholon. — Une note de M. l'inspecteur général des travaux publics Constantin propose les mesures suivantes pour assainir les villes de Saigon et Cholon :

1° Traitement des vidanges et des bouages, c'est-à-dire suppression des dépotoirs ; 2° épuration bactériologique des eaux potables ; 3° adduction d'eaux de lavage et de chasse ; 4° canalisation des eaux vannes conduites automatiquement à l'usine de traitement dont l'importance serait accrue en conséquence.

Le traitement des vidanges et bouages pourrait être très rapidement obtenu par la construction d'une usine dont la dépense est évaluée de 500.000 à 600.000 francs ; il en serait de même de l'épuration des eaux potables.

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

29 *mai.* — *Arrêté* du 21 mai portant de deux à trois le nombre des élèves-pilotes au Tonkin.

Arrêté du 22 mai rendant exécutoires les prescriptions contenues dans les projets d'aménagement des réserves forestières, nos 83, 93 et 151, au Tonkin.

2 *juin.* — *Arrêté* du 29 mai réorganisant l'Institut d'hygiène du Tonkin.

Arrêtés du 30 mai désignant les régions dans lesquelles les mines ne peuvent être acquises que par voie d'adjudication publique.

5 *juin.* — *Arrêté* du 30 mai portant réduction de la redevance superficiaire des mines d'antimoine.

9 *juin.* — *Arrêté* du 30 mai portant réglementation de l'exploitation des carrières au Tonkin.

Arrêté du 30 mai portant approbation d'un nouveau programme des travaux à exécuter pour l'amélioration du port de Haiphong sur les fonds de l'emprunt de la Chambre de commerce de ladite ville.

Agriculture. — **La lutte contre le borer du caféier.** — Au cours de sa séance du 20 mai dernier, la Chambre d'agriculture du Tonkin a entendu M. Lemarié, directeur des services agricoles et commerciaux locaux, au sujet des mesures à prendre contre les insectes ennemis du caféier, en particulier contre le « borer », le plus redoutable.

A la suite de sa tournée dans les plantations des régions de Ninh-binh et de Chi-Nê, M. le gouverneur général a reconnu la nécessité de commencer enfin des études qui intéressent au plus haut point une des branches de la colonisation agricole les plus productives, une culture riche pour laquelle ont été faits de très grands efforts et qui permet les plus belles espérances. Tous les pouvoirs publics sont donc d'accord sur cette question et également désireux de voir aboutir à des résultats pratiques les études et les recherches dont il s'agit.

M. Lemarié a exposé que M. le résident supérieur était d'avis : 1° de placer la lutte à entreprendre sous le patronage et la surveillance de la Chambre d'agriculture ; 2° de confier cette tâche à un entomologiste spécialement choisi, qui s'engagerait par contrat à poursuivre les études pendant un laps de temps suffisant, quatre ou cinq ans par exemple.

Quant aux moyens matériels pour assurer la rémunération des services de l'entomologiste, ils pourraient être assurés par une subvention annuelle du budget local du Tonkin. M. le résident supérieur s'engagerait pour un chiffre qui ne serait pas inférieur à 4.000 piastres. La Chambre aura à examiner si, sur ses ressources propres, elle pourrait compléter cette somme dans les limites qui seraient reconnues utiles. Les principaux planteurs auraient à assurer les plants et arbustes nécessaires aux études et expériences et, éventuellement, le logement de l'entomologiste pendant le temps qu'il aurait à passer sur les plantations.

Après discussion, la Chambre a chargé M. Marius Borel, vice-président, de s'entendre avec M. Lemarié pour rechercher sur quelles bases il serait possible de traiter avec un entomologiste et déterminer les détails d'organisation du service projeté.

Mines. — **Les exportations de minerais du Tonkin en 1912.** — Les exportations de minerais métalliques du Tonkin ont marqué, en 1912, une légère régression, qui s'explique par les transformations apportées à l'industrie minière et les difficultés rencontrées dans le recrutement de la main-d'œuvre, compliquées par certaines mesures administratives. Nous empruntons aux statistiques commerciales de M. Goubier les chiffres suivants sur les exportations de minerais du Tonkin durant ces dernières années :

1904.....	5.468	kilogrammes
1905.....	35.387	—
1906.....	1.670.384	—
1907.....	4.735.452	—
1908.....	9.388.861	—
1909.....	14.276.039	—
1910.....	19.118.628	—
1911.....	28.819.619	—
1912.....	26.476.503	—

En 1912, ces exportations se divisent comme suit :

Zinc.....	25.481.367	kilogrammes
Antimoine.....	535.805	—
Etain et wolfram..	281.829	—
Cuivre.....	54.967	—
Plomb.....	116.172	—
Autres.....	6.363	—

Les deux principales destinations sont : Dunkerque avec 15 786.729 kilogrammes et Anvers avec 9.705.420 kilogrammes. Viennent ensuite Marseille 422.855 kilogrammes, Le Havre 380.562 kilogrammes et Londres 132.580 kilogrammes.

Les minerais de zinc représentent 96 0/0 de la totalité des minerais métalliques exportés. La Société minière du Tonkin participe pour 10.230 tonnes de calamine et 2.190 tonnes de blende, d'une teneur de 50 0/0 environ et provenant de la région du Lang-Hit.

La Société des mines de Trang-Da a fourni 10.965 tonnes de calamine.

La Société civile de Than-Moï, 520 tonnes de calamine et 1.190 tonnes de blende.

Les minerais d'étain, de tungstène et de wolfram proviennent du massif du Pia-Ouac. Ils représentent une sortie de 237 tonnes. Les résultats sont d'autant plus remarquables que cette région est dépourvue de moyens de communication et que les transports doivent s'effectuer par charettes ou par chevaux jusqu'à Dong dang.

Parmi les exploitations, il faut citer : la Société des mines d'étain du Haut-Tonkin, dont l'export atteint 103 tonnes; la Société des étains et wolfram du Tonkin : export 73 tonnes; la Société des mines du Pia-Ouac : export 30 tonnes; les mines de Tinh-tuc : 31 tonnes.

Parmi les autres minerais, il convient de citer l'antimoine, qui passe de 48 tonnes en 1910 à 719 en 1911 et 535 en 1912. Cette augmentation est due à la hausse des cours en Europe. Notons également la découverte de gisements de phosphates, qui peuvent présenter le plus haut intérêt.

L'avenir minier du Toknin se présente donc sous un jour des plus favorables.

Exploitation des carrières au Tonkin. — Le *Journal officiel* de l'Indochine du 9 juin publie un arrêté du gouverneur général de l'Indochine en date du 30 mai portant réglementation de l'exploitation des carrières au Tonkin.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — Enseignement. — **Ecole normale indigène.** — Il est créé à Nouméa, au lieu dit Montravel, une Ecole normale pour les indigènes, destinée à la préparation d'instituteurs et de moniteurs appelés à exercer, en cette qualité, dans les écoles indigènes des tribus.

Hygiène-Médecine. — **Création d'un laboratoire de microbiologie.** — Un arrêté en date du 14 mai dernier, du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, crée dans cette colonie, sous la dénomination d'Institut de microbiologie, un service de recherches de laboratoire et d'études de prophylaxie des maladies infectieuses ou parasitaires, endémiques ou épidémiques susceptibles de se manifester dans la colonie.

Cet établissement aura pour but :

1° D'exécuter les analyses microscopiques d'ordre médical ou hygiénique;
2° De poursuivre l'étude des maladies microbiennes ou parasitaires de l'homme et des animaux;
3° De préparer le vaccin antivariolique nécessaire à l'application, dans la colonie, des dispositions de l'article 7 du décret du 20 septembre 1911;
4° De préparer le vaccin antipesteux nécessaire à la colonie;
5° D'étudier la meilleure manière de fournir à la colonie des quantités de sérum antipestueux qui sont nécessaires, soit pour la préparation sur place du sérum, soit pour tout autre moyen qui pourra être reconnu supérieur;
6° D'étudier la valeur des virus antimurins et de rechercher si ces virus peuvent être utilement appliqués à la destruction des rats et des souris en Nouvelle-Calédonie;
7° La prophylaxie spéciale de la lèpre (recherches étiologiques et thérapeutiques), surveillance médicale des léproseries, recherches des lépreux indigènes dans les tribus, statistique et classement des lépreux;
8° De fournir aux médecins les sérums et autres moyens thérapeutiques ainsi que toutes les indications utiles pour éclairer leur diagnostic et leurs études cliniques;
9° De procéder à toutes les analyses demandées par les autorités militaires dans l'intérêt de l'hygiène des troupes.

Par un second arrêté, le gouverneur a décidé que tous les indigènes engagés venant des Loyalty ou y retournant seront visités à leur arrivée à Nouméa, à l'Institut de microbiologie, au point de vue de la lèpre.

Nouvelles-Hébrides. — **Une pétition.** — Une pétition circule en ce moment aux Nouvelles-Hébrides parmi les colons anglais, tendant à la dénonciation du Condominium et au rattachement politique des îles à la France.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

G. Autran. — *L'importance économique de la voie navigable internationale du Haut Rhône.* Rapport de M. Autran, membre de la Chambre de commerce française de Genève au Congrès national pour la défense et le développement du Commerce extérieur,

tenu à Paris en juin 1912. — In-4° de 23 pages avec 1 carte. Imprimerie Wyrs et Duchène, Genève, 1912.

COMPAGNIE FORESTIÈRE SANGHA-OUBANGUI. — *Ses origines. Ses méthodes. Ses résultats. Ses aspirations.* — In-8° de 138 pages avec carte.

Travaux d'aménagement forestier. Recherches sur les meilleurs procédés de récolte. — In-8° de 111 pages avec de nombreuses cartes et figures. Au siège de la Compagnie, 5, rue La Rochefoucauld, Paris, 1913.

Dans une préface claire, précise et littéraire, l'éminent et très regretté président du Conseil d'administration de la Compagnie, expose l'œuvre considérable accomplie et les heureux résultats déjà obtenus par une méthode rationnelle d'exploitation. Le programme tracé dans cette préface, fait le plus grand honneur au caractère de l'homme de cœur si prématurément disparu, en même temps qu'aux membres du Conseil d'administration de cette florissante compagnie.

PAUL DOUMER, P. IWEINS, FRITZ THYSSEN, J.-O. ARNOLD, L. BACLÉ, P. NICOU, E. DE LOISY, WILHELM KESTRANEK, BARON DE LAVELEYE, FERNAND MEYER. — *La métallurgie du fer.* — In-8° de 244 pages. Librairie Vuibert, 63, boulevard Saint-Germain, Paris, 1912.

La *Revue économique internationale de Bruxelles*, a demandé à M. Paul Doumer de faire, en s'entourant des collaborations utiles, une étude de la situation actuelle de la métallurgie du fer dans le monde. C'est ce travail qui fait l'objet de cet important ouvrage. Ingénieurs, industriels, professeurs, parmi les mieux qualifiés et les plus compétents, ont parlé successivement de chacun des grands pays producteurs qu'ils connaissent. Une pareille synthèse technique n'était possible qu'avec une direction aussi éminente et un ensemble de tels collaborateurs.

Ch. I. La métallurgie aux Etats-Unis. — II. La métallurgie allemande. — III. La métallurgie en Grande-Bretagne. — IV. La métallurgie française : Région du Centre et bassin de la Loire. — V. La métallurgie française : l'Est et le Nord. — VI. La métallurgie russe. — VII. La métallurgie austro-hongroise. — VIII. La métallurgie belge. — IX. L'électrométallurgie.

JEAN MEEUS, docteur en droit. — *La défense de l'épargne française contre l'émission et le commerce en France des valeurs mobilières étrangères.* — In-8° de 234 pages, Giard et Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris, 1913.

Pour diverses raisons dont certaines sont d'une action puissante, les économies de la France, qui s'emploient volontiers en valeurs mobilières, se trouvent nettement dirigées vers l'achat de titres étrangers, fonds d'Etats ou titres de Sociétés.

Les valeurs mobilières étrangères ne sont pas sans présenter de sérieux aléas; de plus, il est souvent difficile pour les porteurs, d'être renseigné d'une manière satisfaisante sur le sort de leurs capitaux.

La publicité légale préalable, si détaillée et si précise soit-elle, ne peut être sérieusement considérée comme un moyen de défense suffisant de l'épargne de notre pays; elle doit être complétée par une documentation permanente mise à la disposition du public. Une prévention contre les émissions frauduleuses ou contre les malversations peut être envisagée par l'élimination des émetteurs d'occasion et sans surface, par une intervention rationnelle du gouvernement au moment de l'émission des emprunts d'Etats étrangers et enfin par une surveillance sérieuse des capitaux français investis dans les Sociétés étrangères.

Le livre de M. Meeus, par la clarté du style, le choix de la documentation, la sûreté des conseils, la précision des renseignements comme par la probité morale des théories et des arguments, devrait figurer dans la bibliothèque de tous les rentiers soucieux de leurs intérêts. Sa lecture serait profitable à tous; elle intéresserait les techniciens eux-mêmes. A une époque où le mouvement des valeurs étrangères est universel et si actif, tout le monde devrait avoir des notions au moins élémentaires sur les placements étrangers, sur la législation qui protège l'épargne. L'essentiel de ce qu'on doit savoir se trouve dans l'ouvrage de M. Jean Meeus, et s'y trouve groupé avec une méthode et un art qui affirment son jeune talent.

ALBERT FAURE. — *Justin Pinard.* — In-12 de 333 pages. Stock et Cie, éditeurs, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913. Prix : 3 fr. 50.

Justin Pinard est un personnage symbolique qui descend de Thomas Diafoirus et de Brid'Oison. Il représente l'éternelle tendance de l'esprit français déterminé pour l'automatisme des fonctions administratives. Il est né fonctionnaire! Il est également un personnage réel qui synthétise l'Université actuelle. Il possède toute la série des diplômes de lettres et meurt professeur en Sorbonne. L'auteur le prend dès le collège et l'accompagne dans toute sa carrière. C'est celle d'un impuissant, revêtu de toutes les apparences de la connaissance littéraire. Cependant, parvenu au faite des honneurs, doyen de la Faculté des lettres, Justin Pinard entreprend d'écrire une œuvre. Hélas! privé du secours des cahiers de notes, des idées d'autrui, des jugements fabriqués d'avance, il se trouve face à face avec lui-même, c'est-à-dire en présence d'un colossal néant! L'effrayant labeur stérile d'un impuissant : voilà ce que l'auteur essaie de décrire dans la dernière partie du livre.

LIEUTENANT-COLONEL A. GROUARD. — *France et Allemagne : La guerre éventuelle.* — In-16 de 253 pages. Prix : 3 fr. 50. Marc Imhaus et René Chapelot, éditeurs, 30, rue Dauphine, Paris, 1913.

Ch. I. La frontière franco-allemande : 1° le côté français; 2° le côté allemand. — II. L'offensive allemande. — III. La riposte française. — IV. Le haut commandement. Appendice : Nouvelle hypothèse.

C'est le cas ou jamais de dire d'un livre qu'il est d'actualité. Tous les Français ont intérêt à le lire. Sans optimisme exagéré, il leur donnera confiance en notre armée et en ses chefs.

PUBLICATIONS ÉDITÉES SOUS LE PATRONAGE DE L'UNION COLONIALE FRANÇAISE :

Compte rendu du Congrès colonial de Marseille (4 vol. gr. in-8°). — Tome Ier : Procès-verbaux du Congrès. Histoire. Colonisation. Législation. — Tome II : Régime économique des colonies. Travail. Justice. Questions indigènes. — Tome III : Travaux publics. Mines. Hygiène et police sanitaire. Tome IV : Cultures et productions des colonies. Elevage et forêts.

Compte rendu du Congrès de l'Afrique du Nord (2 vol. gr. in-8°). — Tome Ier : Questions économiques. Colonisation. Questions politiques et administratives. — Tome II : Questions indigènes (Enseignement; justice ; institutions religieuses ; conditions de vie matérielle). Maroc (Questions politiques et économiques). — Prix : 20 francs.

Compte rendu du Congrès des Anciennes colonies (1 vol. gr. in-8°). — Organisation administrative. Régime douanier. Agriculture. Industrie. Commerce. Hygiène. Prophylaxie. Assainissement. — Prix : 20 francs.

Compte rendu du Congrès de l'Afrique orientale (Madagascar et dépendances, Côte française des Somalis). — Un volume gr. in-8° de 821 pages avec deux cartes hors texte : mines, voies de communication et forêts. Prix : 15 francs.

Première partie : *Politique indigène.* (Enseignement. Assistance médicale. Industries locales.)

Deuxième partie : *Questions économiques.* (Commerce, industrie et transports maritimes. Question monétaire, crédit et banque. Agriculture. Forêts. Industrie minière. Transports terrestres. Main-d'œuvre. Djibouti : sa situation présente, son avenir.)

Répertoire des Entreprises coloniales (2e édition) : Transports maritimes; Etablissements de crédit; Entreprises ayant leur siège en Europe; Entreprises locales; Négociants-commissionnaires; Principaux fournisseurs des colonies. — Un vol. de 260 pages. Prix : 3 fr. 50; franco, 3 fr. 70.

On trouve les publications ci-dessus au siège de l'Union coloniale, 17, rue d'Anjou, Paris.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

EMILE AMAR. — La propriété foncière au Maroc et la spéculation immobilière. (*Revue des questions coloniales et maritimes*, mai 1913.)

LIEUTENANT A. BUHRER. — Etude géographique sur le Ménabe. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913)

Le chemin de fer de Tananarive à Tamatave. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913.)

ELIE COLIN. — Le cyclone du 24 au 28 novembre 1912 dans le nord de Madagascar. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913.)

Commentaires sur nos méthodes de colonisation en Indochine : I. Divergences de vues et fausse direction. (*Bulletin financier de l'Indochine*, 26 mai 1913.)

DARCHICOURT. — Le Tonkin agricole. (*Colonia*, juin 1913.)

J. DÉCAMPS. — La revision douanière aux Etats-Unis et l'avenir des rapports commerciaux franco-américains. (*France-Amérique*, juin 1913.)

DUCHÊNE. — Note sur le commerce du riz à Madagascar. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913.)

EUGÈNE EMLER. — Pour la Guyane française. Les communications extérieures. (*Colonia*, juin 1913.)

A. FAUCHÈRE. — Rapport sur une tournée agricole dans les vallées de l'Ivondro et de l'Ivoloina. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913.)

JACQUES FEILLET. — La détaxe des cafés. (*L'Océanie française*, juin 1913.)

FILIP. — Essai de culture de tabacs. (*Bulletin économique de Madagascar*, 1er trimestre 1913.)

FROMENT GUIEYSSE. — Un pays de peuplement français : La Nouvelle-Calédonie. (*Bulletin de la société de géographie de Paris*, mai 1913.)

GEORGES FROMENT GUIEYSSE. — Papeete, port d'escale sur la voie de Panama. (*L'Océanie française*, juin 1913.)

GÉNIN. — Lettres du Canada. Les compagnies de navigation et l'exportation en France des produits canadiens. (*France-Canada*, mai 1913.)

LOUIS GENTIL. — Vue d'ensemble sur le relief du Maroc. (*La Revue du mois*, Alcan, éditeur, 10 mars 1913.)

La main-d'œuvre agricole en Cochinchine. (*Bulletin financier de l'Indochine*, 24 février 1913.)

LEMARIÉ. — Les plantes alimentaires du Tonkin. (*Bulletin de la société nationale d'Acclimatation de France*, 1er mai 1913.)

NARRAS. — Nos colonies d'Afrique : Madagascar. (*Colonia*, juin 1913.)

GEORGES PERROT. — L'islamisme chez les Gallas dans la province du Harrar. (*L'Afrique française*, avril 1913.)

A. PIMIENTA. — L'avenir de Tanger. (*L'Afrique française*, avril 1913.)

RENÉ PUAUX. — En Afrique occidentale française. (*Lyon-Colonial*, mai 1913.)

Dr G. RAISONNIER. — L'œuvre de la France en Afrique occidentale. (*Colonia*, mai 1913.)

CH. ROUYER. — L'amélioration des voies fluviales du Tonkin (*Colonia*, mai 1913.)

HENRI SAURIN. — Panama et les colonies françaises. (*Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1913.)

JULES SAURIN. — Le peuplement français dans l'Afrique du Nord. (*Revue des questions coloniales et maritimes*, mai 1913).

LIEUTENANT G. SCHMITT. — Le Sahara occidental. (*La Géographie*, 15 avril 1913.)

STIBBE. — Le contrat de travail dans les colonies asiatiques. (*Bulletin de colonisation comparée*, 20 avril 1913.)

JEAN THIBAUT. — La représentation des indigènes en Indochine. (*Revue indochinoise*, février 1913.)

TIGNOL. — La traversée du Sahara. (*Bulletin de l'Union géographique du nord de la France*, janvier-mars 1913.)

G. VABRAN. — La femme française et la femme musulmane. (*Le Musée social*, mars 1913.)

A. ZAOUCHE. — L'amélioration de l'agriculture indigène. (*La Revue indigène*, mars 1913.)

Rapports commerciaux

FRANÇAIS

Possessions anglaises d'Océanie. — N° 1018. — *Confédération australienne.* — Le commerce de l'Etat de Victoria en 1912.

Italie. — N° 1023. — Mouvement commercial, maritime et industriel de la circonscription de Livourne en 1911.

Mexique. — N° 1024. — Le commerce français au Mexique.

Espagne. — N° 1025. — Activité commerciale de Bilbao en 1911.

Autriche-Hongrie. — N° 1026. — Situation commerciale et économique du port de Trieste en 1911.

Egypte. — N° 1027. — Le mouvement commercial en 1911.

LEFEUVRE MÉAULLE. — N° 1028. — Le Soudan anglo-égyptien.

Espagne. — N° 1029. — Situation économique de la Catalogne en 1911.

Etats-Unis. — N° 1030. — Circonscription consulaire de Chicago, principales industries dans les Etats du centre. Importations françaises.

Possessions américaines des Indes orientales. Iles Philippines. — N° 1031. — Mouvement économique des Iles Philippines pendant l'année fiscale 1911.

Possessions des Etats-Unis d'Asie. Iles Philippines. — N° 1032. — Mouvement du commerce et de la navigation entre l'Indochine et les îles Philippines pendant l'année fiscale 1911.

Chine. — N° 1033. — Mouvement commercial de Swatow en 1911. Commerce spécial avec la France et l'Indochine. Commerce avec l'Indochine.

Allemagne. — N° 1034. — Le mouvement industriel et commercial de l'Allemagne en 1911, d'après les données recueillies par la Chambre de Commerce de Chemnitz.

Grèce. — N° 1035. — Mouvement commercial, industriel et agricole de la Thessalie. Navigation du port de Volo en 1911.

Maroc. — N° 1036. — Situation économique actuelle de Rabat et Salé.

Espagne. — N° 1037. — L'exportation et l'importation dans la région de Valence en 1911.

ANGLAIS

Colonial reports annual.

N° 713. — *Saint-Lucia.* — Report for 1910.
N° 714. — *Saint-Helena.* — Report for 1911.
N° 715. — *Weihaiwei.* — Report for 1911.
N° 716. — *Ceylon.* — Report for 1010-1911.
N° 717. — *Gibraltar.* — Report for 1911.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

Indépendamment de ces billets, il sera émis à l'occasion de certaines fêtes (les dates de délivrance étant annoncées par affiches) :

a) Des billets d'aller et retour, valables 3 jours, par trains spéciaux ;

b) Des billets d'un jour valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement, s'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD.

Saison balnéaire 1913.

Un jour à la mer.

A partir du dimanche 22 juin et tous les dimanches suivants, ainsi que le lundi 14 juillet (Fête nationale) et le vendredi 15 août (Assomption) jusqu'au dimanche 14 septembre inclus :

Trains de plaisir à marche rapide et à prix très réduits en 2e et 3e classes, aller et retour dans la même journée.

1° De Paris à Boulogne-sur-mer et Calais-Ville, et aux stations balnéaires de Noyelles, Cayeux, Saint-Valéry-sur-Somme, Le Crotoy, Quend-Fort-Mahon, Rang-du-Fliers-Verton, Berck, Etaples, Dannes-Camiers, Wimille-Wimereux, Marquise-Rinxent.

Aller : nuits des samedis aux dimanches et des 13, 14 juillet et 14, 15 août à 0 h. 08 et 5 h. 45.

Retour : Arrivée à Paris, nuits des dimanches aux lundis et des 14-15 juillet et 15-16 août à 22 h. 15 et 23 h. 58.

2° De Paris au Tréport-Mers et Eu (plages d'Ault et Onival).

Aller : nuits des samedis aux dimanches et des 13, 14 juillet et 14, 15 août à 0 h. 15 et 5 h. 55.

Retour : arrivée à Paris, nuits des dimanches aux lundis et des 14-15 juillet et 15-16 août à 21 h. 46 et 23 h. 58.

Les voyageurs porteurs de billets de trains de plaisir ne sont admis que dans le train de plaisir, tant à l'aller qu'au retour, à l'exclusion de tout autre train.

Indépendamment des billets individuels, il est délivré pour ces trains des billets de famille comportant, suivant le nombre des membres de la famille, des réductions de 5 à 25 0/0.

A titre de renseignement, s'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie. (27-6-1913.)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s. ; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi ; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s. ; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi ; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boîtes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

ENVOYONS NOS ENFANTS A L'ETRANGER

En vue des prochaines grandes vacances l'Association familiale *Nos enfants à l'étranger*, 23, rue Demours, Paris (XVIIe), que subventionnent les ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, renseigne et met en relations avec d'honorables familles étrangères les familles françaises qui recourent à son intervention pour faire séjourner leurs enfants à l'étranger. Les enfants sont placés un seul par famille étrangère, afin de n'entendre parler que la langue du pays de séjour. L'Association exerce exclusivement son contrôle moral et une incessante surveillance sur les familles étrangères agréées par elle et qu'elle recommande, mais elle ne perçoit jamais le prix de la pension qui est invariablement, et sans son intervention, payé directement par la famille française à la famille étrangère.

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

VIENT DE PARAITRE

L'album général de la *Manufacture Française d'Armes et Cycles de Saint-Etienne.*

Ce gros volume comprend 1.200 pages grand format et pèse 1 kg. 1/2. Il est illustré de 40.000 gravures et planches en couleur représentant tous les nouveaux modèles d'*Armes*, de *Cycles*, de *Machines à coudre* et de *Machines à écrire*, ainsi que tous les articles de *Chasse*, de *Vélocipédie*, de *Pêche*, de *Voyage*, de *Sports*, d'*Habillement*, de *Bureau*, de *Photographie*, d'*Horlogerie*, d'*Optique*, d'*Outillage*, de *Ménage*, d'*Ameublement*, d'*Agriculture*, d'*Elevage*, de *Jardin*, etc.

Envoi franco contre 30 centimes, aux Lecteurs de la *Quinzaine coloniale*.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Voyage circulaire en Bretagne.

L'Administration des chemins de fer de l'Etat fait délivrer toute l'année, par ses gares et Bureaux de Ville de Paris, des billets d'excursion de 1re et de 2e classes, valables 30 jours, au prix très réduit de :

65 francs en 1re classe et 50 francs en 2e cl., permettant de faire le tour de la presqu'île Bretonne

Itinéraire : Rennes, Saint-Malo-Saint-Servan, Dinard-Saint-Nogat, Dinan, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-L'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon, Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de dix jours moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Il est délivré, en même temps que le billet circulaire, un billet de parcours complémentaire permettant de rejoindre l'itinéraire du voyage circulaire et comportant une réduction de 40 0/0 sur les prix du tarif général.

La même réduction est accordée à l'excursionniste, après l'accomplissement du voyage circulaire, pour rentrer à son point de départ ou se rendre sur toute autre gare des réseaux de l'Etat (lignes de Normandie et de Bretagne) et d'Orléans.

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Voyages d'excursions aux plages de la Bretagne.

Pendant la saison des bains de mer, du 1er mai au 31 octobre, il est délivré des billets d'excursions de 1re et de 2e classes aux plages de Bretagne, comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Le Palais, (Belle-Ile-en-Mer), Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.

Durée : 30 jours. — Prix des billets aller et retour) : 1re classe, 45 francs; et 2e classe 30 francs.

Faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Faculté de prolongation de la durée de validité moyennant supplément.

Billets complémentaires du Voyage d'excursions ci-dessus.

Il est délivré au départ de toute station du réseau d'Orléans pour Savenay ou tout autre point situé sur l'itinéraire du voyage d'excursions indiqué ci-dessus et inversement des billets spéciaux de 1re et 2e classes réduits de 40 0/0, sous condition d'un parcours de 50 kilomètres par billet.

Prix des billets complémentaires de Paris-Quai-d'Orsay à Savenay et retour, via Tours : 1re classe, 55 fr. 50 — 2e classe, 37 fr. 40.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez(1);— ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671** fr. **22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à **SAINT-DENIS (RÉUNION)**
AGENCE à **SAINT-PIERRE (RÉUNION)**
AGENCE CENTRALE
à **PARIS**, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD

正好茶 安南國

TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Service bi-hebdomadaire :
Paris-Madrid-Algésiras-Tanger.

Trajet en 53 heures.

Le service rapide entre Paris, Madrid, Algésiras et Tanger qui fonctionnait une fois par semaine et dont l'importance s'accroît avec le développement des affaires au Maroc, est devenu bi-hebdomadaire depuis le 6 janvier dernier au départ de Madrid.

Ce service était constitué, on le sait, entre Paris et Madrid par le train de luxe Sud-Express, entre Madrid et Algésiras, par un wagon-lits direct. Les horaires sont les suivants depuis la date ci-dessus :

A l'aller :

Départ de Paris-Quai-d'Orsay, les lundi et vendredi, à midi 16 ; arrivée à Madrid-Nord, les mardi et samedi à 2 h. 12 s. ; départ de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 8 h. 20 s. ; arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 2 h. soir.

Au retour :

Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 3 h. 5 s., arrivée à Madrid-Atocha, les vendredi et mardi à 9 h. 5 m. ; départ de Madrid-Nord les vendredi et mardi à 8 h. s. ; arrivée à Paris-Quai-d'Orsay les samedi et mercredi à 9 h. 33 soir.

Entre Algésiras et Tanger : traversée en 2 h. 1/2 environ.

(10-1)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMINS DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions à Fontainebleau et à Moret.

Pour faciliter les excursions à Fontainebleau et à Moret pendant l'été 1913, un train spécial à prix réduits. (2e et 3e classes seulement) sera mis en marche, tous les dimanches, du 1er juin au 21 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18. Arrivée à Fontainebleau à 8 h. 16, à Moret à 8 h. 29.

Retour : par tous les trains du même jour, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires. (3-6-13).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris-Quai d'Orsay et les colonies portugaises de l'Afrique, le Cap et le Natal, via Lisbonne.

Par service combiné entre les chemins de fer français d'Orléans et du Midi, ceux intéressés d'Espagne et du Portugal et l'Entreprise nationale de navigation.

Billets simples et d'aller et retour 1re classe (chemin de fer et paquebots) entre Paris-Quai d'Orsay et Sao-Thomé, Ambriz, Loanda, Benguella, Mossamédès, Capetown, Mozambique, Quélimane, Lourenço-Marquès et Beira.

Durée de validité : *a*) des billets simples 4 mois; *b*) des billets d'aller et retour, un an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour.

Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer.

Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Les billets sont délivrés à Paris, à la gare de Paris-Quai d'Orsay, en Afrique, aux agences de l'Entreprise nationale de Navigation. (10-1)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Excursion en Touraine.

Billets d'excursion à prix réduits, valables 15 jours, délivrés toute l'année, par les gares du Réseau de l'Etat (ligne du Sud-Ouest), et pouvant être prolongés de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

1re cl. : 26 fr.; 2e cl. : 20 fr.; 3e cl. : 13 francs.

Itinéraire : Saumur, Montreuil-Bellay, Thouars, Loudun, Chinon, Azay-le-Rideau, Tours, Châteaurenault, Montoire-sur-le-Loir, Vendôme, Blois, Pont-de-Braye, Saumur.

(Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.)

Billets spéciaux de parcours complémentaires pour rejoindre ou quitter l'itinéraire du voyage d'excursion comportant 40 0/0 de réduction sur les prix des billets simples.

La demande des billets doit être faite à la gare de départ trois jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à deux heures pour les billets demandés à Paris-Montparnasse et à Paris-Saint-Lazare. (18-11-12)

CHEMIN DE FER DU NORD.

Exposition internationale et universelle de Gand.

(Avril-novembre 1913.)

Services rapides entre le réseau du Nord français et Gand.

Toutes les gares et stations du Réseau délivrent à guichet ouvert les billets suivants :

1° Billets simples et billets d'aller et retour, valables 10 jours;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires;

3° Sur demande faite 5 jours à l'avance, des cartes d'abonnement belges, valables 5 et 15 jours sur tous les réseaux belges conjointement avec un billet d'aller et retour Nord ayant la même durée de validité.

Indépendemment de ces billets, il sera émis, à l'occasion de certaines fêtes, la date de délivrance étant annoncée par affiches : *a*) des billets d'aller et retour, valables 3 jours par trains spéciaux; *b*) des billets d'un jour, valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement,

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(3-6-1913.)

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.
Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte
Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages speciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	18 juillet et 1er août à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	11-25 juillet et 8 août à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	10-24 juillet et 7 août à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	5-19 juillet et 2 août à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	12-26 juillet et 9 août à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	23 juillet à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	13-27 juillet et 10 août à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	24 juillet à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	10 juillet et 7 août à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

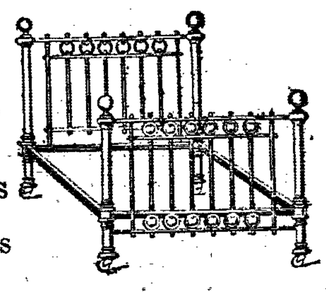
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
CIE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A REGISTREDED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: **463** **BORDEAUX**
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 *et 1910.*
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(Produit de la Maison)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, **GRAND PRIX**

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier. Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 AOUT 1913. — N° 15.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE RÉGIME DOUANIER COLONIAL : UN FAIT ACQUIS.. 533
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Un ministère de l'Afrique du Nord..... 535
L'émotion des Français de Tanger..... 536
Où mettre la capitale du Maroc?..... 536
Le contrôle du budget algérien..... 536
La réglementation de l'hydraulique en Tunisie..... 537
Le troisième milliard du commerce colonial français... 537
L'exposition coloniale de Marseille de 1916..... 538
Une récompense nationale à M. Fourcau..... 538
Les lois ouvrières aux colonies..... 539
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 539
Possessions britanniques..... 541
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Hérodote a-t-il bien vu l'Egypte? — P. CULTRU..... 544
V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 546
VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 550
VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 557

LE RÉGIME DOUANIER COLONIAL
Un fait acquis

Le Sénat a, dans sa deuxième séance du 29 juillet, adopté sans débat et après avoir proclamé l'urgence, le texte que lui avait envoyé la Chambre le 12 juin 1912 et qui permet l'entrée en franchise à un certain nombre de produits coloniaux.

Voici l'article unique de ce projet de loi :

Article unique. — A partir du 1^er^ janvier 1914, le régime douanier des produits d'origine coloniale, établi par le tableau E annexé à la loi du 11 janvier 1892, sera modifié comme suit :

Produits d'origine coloniale :

Sucres, mélasses non destinées à la distillation. — Droits du tarif métropolitain.

Sirops, bonbons et biscuits sucrés. — Droits du tarif métropolitain.

Confitures et fruits de toute sorte confits au sucre et au miel. — Droits du tarif métropolitain.

Poivres. — Droits du tarif minimum métropolitain diminué de 104 francs.

Produits d'origine coloniale non spécifiés ci-dessus. — Exempts.

Voilà donc un fait acquis. Les produits coloniaux tels que le café, le cacao, le thé, etc., — car les textes des lois douanières sont assez sybillins et demandent toujours des commentaires pour les non-initiés — entreront désormais en franchise des droits quand ils viendront directement de certaines de nos colonies, c'est-à-dire de nos colonies assimilées au régime métropolitain en ce qui concerne les douanes. La loi de 1892 est enfin modifiée sur l'un des points qui, depuis longtemps, faisaient l'objet de réclamations de la part de nos possessions d'outre-mer. La Haute Assemblée n'ayant apporté aucune modification au texte élaboré au Palais-Bourbon, la loi sera prochainement promulguée.

*
* *

La loi nouvelle qui sera appliquée à partir de 1914 va entraîner pour le Trésor une perte d'environ 2.250.000 francs si on s'en rapporte à la moyenne des quatre dernières années. La perte sera plus grande dans l'avenir si, comme les promoteurs de la mesure l'espèrent, les produits coloniaux détaxés arrivent, grâce à ce privilège, à remplacer dans une

plus large mesure qu'actuellement, les produits analogues d'origine étrangère. Il y a là un espoir que peut-être les faits démentiront, car aussi longtemps que les produits étrangers analogues seront frappés de droits considérables, il est peu probable que les produits coloniaux, tout avantagés qu'ils soient par la loi, arrivent à se faire une très grande place à côté d'eux. Mais enfin des facilités sont accordées à nos colonies et il faut espérer qu'elles leur seront profitables.

*
* *

Ce sont là les seuls commentaires qu'appellerait le texte qui va bientôt passer en force de loi s'il n'avait pas été détaché, on s'en souvient, d'un projet plus général embrassant le régime douanier colonial dans son ensemble et si la commission des douanes n'avait donné son adhésion à cette portion de projet qu'en l'entourant de réflexions qui méritent d'être rapportées ici.

M. Flandin, sénateur de l'Inde, qui a toujours montré un souci si grand et si éclairé des intérêts coloniaux, était rapporteur du projet et ses conclusions étaient favorables à l'adoption. Mais, comme nous l'avions indiqué ici même, la commission des douanes du Sénat est très protectionniste et ne devait pas voir d'un très bon œil cette modification apportée à l'œuvre de 1892, qui est l'œuvre de plusieurs de ses membres, alors députés, et son adhésion aux conclusions de son rapporteur ne devait pas aller sans réserve. En effet, voici ce qu'on lit à la page 9 du rapport de M. Flandin :

Emu de certaines appréciations consignées dans le rapport présenté à la Chambre des députés au sujet du régime douanier colonial, notre éminent collègue, M. Méline, a, avec sa haute autorité, formulé des observations qui ont reçu l'approbation de la très grande majorité de votre Commission. Il a été décidé que les réserves ci-après exprimées seraient insérées dans le rapport soumis au Sénat :

« La Commission regrette que, faute de temps, on ait été obligé de scinder le projet du gouvernement, au lieu de traiter dans son ensemble la question posée du règlement général de notre régime douanier colonial.

« Sur ce premier point la majorité de la Commission tient à déclarer qu'en admettant la détaxe complète des produits coloniaux proposée par le gouvernement, elle entendait d'autant plus maintenir pour nos colonies le système douanier de 1892 qu'il repose sur une double idée : la France ouvre largement son marché aux produits coloniaux qui n'ont pas de similaires en France, en les protégeant contre la concurrence étrangère, et, en retour de cet avantage, les colonies de leur côté, protègent également sur leur marché les produits français contre les produits étrangers.

« Le projet de détaxe n'est que la consécration de ce principe d'équité et de justice. Aussi la majorité de la Commission déclare-t-elle qu'elle ne saurait admettre certaines appréciations — en contradiction absolue avec les faits — qui tendent à présenter les colonies comme sacrifiées par ce régime aux exigences de la métropole. Il est inexact de dire qu'elles sont condamnées à acheter à des prix exorbitants leurs denrées de première nécessité et leurs matières premières. Il suffit de parcourir le tableau des innombrables exceptions à notre tarif métropolitain par voie de décret pour se convaincre que tous les produits d'alimentation ont été épargnés ou ménagés; quant aux matières premières, elles ne payent pas de droits.

« Sans doute, votre Commission ne considère nullement notre régime douanier comme intangible, mais elle n'entend le modifier que dans la mesure compatible avec les droits de la métropole. Il est trop juste que les contribuables français ne supportent pas sans compensation les lourds sacrifices qu'ils s'imposent dans l'intérêt de nos colonies et que celles-ci réservent au moins leur clientèle à la mère-patrie. »

Nous ne saurions, en effet, ajoute M. Flandin, méconnaître que l'une des principales justifications de la politique coloniale a été de promettre au marché métropolitain des débouchés nouveaux.

Tous nos efforts doivent tendre à développer les liens commerciaux entre la métropole et ses colonies; nous n'entendons pas que le *sic vos non vobis* du poète risque de devenir une triste réalité pour la France colonisatrice. D'autre part, qui de nous voudrait oublier que la France a engagé aux colonies des milliards de son épargne? Qui de nous voudrait imposer aux indigènes, que nous avons le devoir de ménager, la charge de droits de douane excessifs ou sacrifier les intérêts de nos colons, mettant en valeur notre domaine d'outre-mer? Loin d'être en antagonisme, les intérêts coloniaux et les intérêts de la métropole sont solidaires. Pour que notre commerce trouve aux colonies les débouchés que nous souhaitons, la condition première est que les colonies prospèrent et s'enrichissent. Autant des colonies appauvries sont une charge pour la métropole, autant des colonies riches, où le développement de la production multiplie les facultés d'achat, deviendront un précieux champ d'exportation pour la mère-patrie. Nous ne sommes plus au temps où l'on exploitait les colonies comme des fermes, au risque de les épuiser. Ce fut la conception espagnole, la conception grâce à laquelle l'Espagne a perdu ses colonies.

Nous avons aujourd'hui une notion plus haute, plus profitable aussi, des devoirs qui incombent à une puissance colonisatrice. Les colonies, ce sont les enfants que l'on établit, que l'on dote généreusement pour qu'ils aillent, essaimant au loin, porter dans le monde le bon renom de la richesse de la maison.

Le régime douanier que, dans l'intérêt réciproque de la métropole et de ses possessions lointaines, vous avez entendu assurer aux colonies a été merveilleusement défini par celui qui fut à la fois l'un des plus fermes défenseurs de la loi de 1892 et l'un des plus glorieux fondateurs de notre empire colonial.

« Il n'est jamais entré dans la pensée d'un être raisonnable, disait Jules Ferry, de transporter en bloc les tarifs de la métropole dans les colonies françaises sans tenir compte ni des distances, ni des climats, ni de l'infinie variété de ce lointain domaine dispersé dans toutes les parties du monde, sous toutes les latitudes habitables. Cette conception étroite, absolue, radicale, n'a point été celle du Parlement; c'est la caricature du régime nouveau, ce n'en est point la saine et loyale application. Par le quatrième paragraphe de l'article 3, la porte est toute grande ouverte aux exceptions nécessaires. En somme, chaque colonie aura son tarif spécial... »

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission, Messieurs, est unanime pour vous proposer d'accepter le projet de loi voté par la Chambre des députés.

Le plaidoyer en faveur du régime de 1892 que la commission des douanes du Sénat a fait insérer dans son rapport est bien connu et il a été souvent réfuté ici et dans les congrès qui ont demandé la réforme de ce régime. Les faits sont là pour le condamner. Et nous ajouterons même que les commentaires donnés par l'éminent rapporteur à la note, sont la condamnation même du régime de 1892. Nous n'avons donc pas besoin d'insister.

Mais ce que nous devons faire remarquer c'est, qu'ainsi

que nous l'avons souvent dit, les partisans de la réforme du régime douanier colonial ne doivent point s'endormir.

La campagne si heureuse que la *Fédération intercoloniale* a menée depuis plusieurs années et à laquelle nous devons l'important résultat que nous constatons aujourd'hui, ne doit pas en rester là.

Les défenseurs du régime protectionniste croient avoir fait la part du feu en n'empêchant pas le vote de cette partie disjointe du projet. Or, il ne faut pas que cette idée s'accrédite. Il faut que, le plus tôt possible, soit institué au Parlement un débat sur le régime douanier des colonies et qu'enfin on modifie un régime qui a sacrifié les colonies à quelques exigences métropolitaines.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Un ministère de l'Afrique du Nord. — M. Bluysen, député de l'Inde et secrétaire de la Commission des affaires extérieures et coloniales, avait déposé en 1911 une proposition demandant la création d'un sous-secrétariat d'Etat de l'Afrique française, qui aurait sous son autorité nos colonies et nos pays de protectorat de l'Afrique. M. Bluysen posait ainsi une question qui est toujours en suspens mais qu'il faudra bien résoudre un jour. Disons tout de suite que les mots dont il se sert pourraient prêter à confusion. Quand il parle de l'Afrique française, il pourrait sembler qu'il désigne toutes nos colonies d'Afrique. Or, il n'y a rien de commun entre l'Afrique du Nord, Tunisie, Algérie et Maroc, qui est habitée uniquement par des blancs et dont le climat ne se distingue pas de celui du reste de la Méditerranée, avec nos colonies de l'Afrique occidentale, de l'Afrique équatoriale et de Madagascar qui sont peuplées de races de couleur et comprises sous la zone tropicale où le blanc ne peut se livrer à un travail physique. L'Afrique du Nord est donc un monde très particulier, destiné par sa position géographique à vivre de plus en plus étroitement de la vie de la métropole, et pour lequel il est naturel de songer à créer un organisme particulier qui en dirigerait les destinées. A notre avis, ce n'est donc pas d'un ministère de l'Afrique française qu'il faudrait parler, mais d'un ministère de l'Afrique du Nord. Et c'est l'expression dont nous nous servirons dans la suite de cet article.

M. Bluysen ayant pris l'initiative de la question, la Commission des affaires extérieures l'a chargé de réunir les éléments d'un rapport sur la création, au sein du gouvernement français, d'un département de l'Afrique du Nord. Il l'a fait, et publie les notes et documents qu'il a recueillis dans un intéressant mémoire qui vient de paraître.

Quelles sont les raisons pour doter notre Afrique du Nord d'un organisme particulier? Il y en a de très fortes. On l'a déjà souvent dit et on ne saurait trop le répéter : de l'Afrique du Nord va dépendre notre avenir national. Si les populations qui y vivent sont rattachées à la métropole par les liens d'une affection solide, elle apportera un appoint de puissance qui maintiendra la France parmi les grandes nations. Si au contraire les 10 ou 12 millions d'indigènes qui l'habitent restent à l'écart, mécontents et prêts à la révolte, aux premières difficultés que nous aurons en Europe, l'Afrique du Nord deviendra un embarras et paralysera nos forces. Nous n'avons donc nulle part des intérêts plus graves. Réussir dans l'Afrique du Nord est littéralement pour la France une question de vie ou de mort.

Or, il est clair que les questions africaines n'occupent ni dans le Gouvernement ni dans le Parlement une place en proportion avec leur importance. Le Maroc et la Tunisie dépendent du ministère des Affaires étrangères ; le souci de notre politique extérieure ne laisse guère au ministre le temps de s'en occuper. Au ministère de l'Intérieur dont dépend l'Algérie, c'est la politique intérieure qui absorbe le ministre. Ce ne serait pas de trop de toutes les journées d'un homme pour suivre avec continuité l'évolution des problèmes africains ; et l'organisation actuelle est telle, que les hommes d'Etat responsables peuvent à peine leur donner une heure de loin en loin. Il en résulte deux inconvénients majeurs. Le premier, c'est que les affaires les plus urgentes attendent indéfiniment leur solution. M. Bluysen cite comme exemple l'emprunt marocain, destiné à des travaux publics qui nous économiseront d'autant plus de soldats et d'autant plus de dépenses militaires, qu'ils seront plus vite construits. Faute d'avoir derrière lui un ministère qui n'aurait pas autre chose à faire que de servir les intérêts de l'Afrique du Nord, il traîne et ne va arriver devant le Parlement que considérablement diminué par des réductions faites au plan primitif. Le second inconvénient, c'est que le Parlement n'examinant guère que les propositions qui lui sont faites par le gouvernement, et le gouvernement ne prenant aucune initiative en ce qui concerne l'Afrique du Nord, il n'est jamais question de celle-ci à la tribune. On ne s'en occupe pas beaucoup plus que si elle appartenait à une autre nation. La preuve, c'est qu'on a remis cinq fois depuis deux ans, le débat sur l'indigénat et qu'il n'a pu encore avoir lieu. Cela assurément n'arriverait point si un ministère spécial avait pour mission de faire aboutir les projets concernant l'Afrique.

Mais il y a aussi des raisons contre la création de ce ministère. L'incohérence même de notre politique africaine actuelle paraît, à certaines personnes, être un obstacle. Les administrations du Maroc et de la Tunisie ont une tendance beaucoup plus indigénophile que l'administration de l'Algérie. Ainsi, le général Lyautey a institué dès la première année, l'égalité devant l'impôt entre Européens et indigènes et donné des libertés municipales aux indigènes, alors que ces mesures rencontrent encore en Algérie les plus énergiques résistances. De même, la Tunisie a aboli l'internement, tandis que l'Algérie le maintient. Si les trois pays relevaient d'un même département ministériel, ce département aurait une tendance naturelle à établir les mêmes lois partout. Etant donné l'influence dont l'Algérie dispose, parce qu'elle a une représentation à la Chambre et au Sénat, les indigénophiles craignent que ce ne soit l'esprit algérien qui ne l'emporte, et c'est pourquoi ils s'opposent à la création d'un ministère unique pour l'Afrique du Nord.

Il nous semble que ces craintes ne sauraient ajourner indéfiniment une création qui paraît par ailleurs si nécessaire. Le débat sur l'indigénat a été joint au débat sur le budget de l'Algérie qui viendra en novembre ou décembre prochain. Ce débat ne restera sans doute pas restreint à un point spécial ; il s'étendra à l'ensemble de la question indigène. La Chambre sera donc appelée à dire dans quel sens elle entend définitivement orienter notre politique africaine. Est-ce dans le sens des traditions algériennes? Est-ce dans le sens du libéralisme dont s'inspirent la Tunisie et le Maroc? Une fois qu'elle aura prononcé, l'administration sera en

possession d'une indication précise sur laquelle elle pourra élaborer un programme. Et alors, la constitution d'un organe spécial chargé d'assurer l'exécution de ce programme s'imposera.

Que devra être cet organe? M. Bluysen propose ou un sous-secrétariat de l'Algérie, Tunisie, Maroc qui dépendra du président du Conseil, ou un ministère de l'Afrique du Nord. Si on se décide à créer un organe spécial, c'est à notre avis un ministère qu'il faut constituer tout de suite. Et nous estimons que sa tâche ne sera pas mince.

L'émotion des Français de Tanger. — Nous avons déjà expliqué quelle curiosité politique l'internationalisation de Tanger a créée. La ville et une très vaste banlieue formeront une sorte de République, relevant nominalement du sultan et s'administrant sous le contrôle de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne. A cette république, il faut une constitution. Cette constitution, une commission internationale réunie à Madrid a été chargée de l'établir. Le travail est à peu près fait aujourd'hui. Si on ne le publie pas encore c'est qu'à Londres et à Madrid même quelques retouches de forme ont paru nécessaires. En attendant quelques journaux ont publié quelques indications sur le projet et l'une d'elles a causé une vive émotion parmi les Français établis dans la ville, émotion qui est partagée par les colonies étrangères elles-mêmes.

La République aura deux sortes de troupes. Une troupe de simple police qui assurera la tranquillité dans l'intérieur de la ville et une troupe militaire, un millier de véritables soldats, qui sera chargée de la défense de la banlieue. Le projet prescrit que la troupe de police intérieure sera commandée par des officiers français et que la troupe de la banlieue sera commandée par des officiers espagnols. C'est cette dernière disposition qui alarme les gens de Tanger.

Voici pourquoi. La République tangeroise est encastrée dans la zone espagnole, qui l'enserre de toutes parts sur sa frontière terrestre. Cette zone n'est point soumise, ces jours-ci n'annonçait-on pas que Tétouan était investi par 8.000 révoltés, et il peut se faire que pendant bien longtemps encore la guerre continue. Or, si les troupes de la République tangeroise sont commandées par des officiers espagnols, les indigènes les prendront pour des troupes espagnoles, et ils ne feront pas de distinction entre elles et les véritables troupes espagnoles contre lesquelles ils se battent. Donc Tanger est exposé à partager le sort de la zone espagnole avec laquelle on le confondra. Qui sait si les bandes qui assiègent Tétouan ne viendront pas l'assiéger un jour à son tour. Et avec ses mille hommes de troupes comment se défendra-t-il ?

Ces inquiétudes, si elles s'expriment avec quelque exagération, ne sont cependant pas sans fondement. Mais les Tangerois ignorent sans doute que dès 1904, il avait été prévu dans nos accords avec l'Espagne que s'il était formé des forces de police dans la région de Tanger, elle en aurait le commandement. Il n'y a plus de remède à l'inconvénient dont ils se plaignent.

Où mettre la capitale du Maroc? — La question soulevée par la Commission de la Chambre provoque naturellement des discussions passionnées entre les intérêts en présence.

Si la capitale était à Fez, Tanger en ressentirait les conséquences. Quand Tanger sera relié à Fez par un chemin de fer, ce qui se réalisera très vite, ce port sera naturellement le point où les gens de Fez s'embarqueront ou débarqueront dans leurs rapports avec l'Europe. Donc, plus Fez sera prospère, plus elle donnera de mouvement à Tanger. Par conséquent, les Tangérois demandent que la capitale soit placée dans cette ville; ils ont adressé au gouvernement français une pétition en ce sens. Les raisons qu'ils invoquent sont les suivantes. Fez est le « centre d'attraction du monde musulman »; en y plaçant la capitale administrative, le Maroc serait en quelque sorte plus rapproché de l'Algérie, et l'administration échappant au particularisme des villes de la côte de l'Atlantique pourrait s'occuper impartialement de tout le Maroc.

Mais Rabat et Casablanca se remuent vivement de leur côté. Des meetings tenus dans ces dernières villes ont voté également des adresses au gouvernement français. Ces adresses font valoir que la seule annonce que Fez pourrait être choisie a suffi pour provoquer un malaise qui arrête l'essor commercial et industriel dans les colonies européennes, que les villes de la côte atlantique sont unanimes à demander que Rabat soit désigné, que des intérêts considérables ont déjà été créés dans ces villes par les colons et qu'il est impossible aujourd'hui de les sacrifier, et que au surplus Fez est actuellement inaccessible, qu'elle le restera tant que des voies de communication n'auront pas été construites et qu'il est impossible de laisser jusque-là le Maroc sans un centre administratif.

Rabat et Casablanca ont fait mieux que de voter des pétitions. Elles ont envoyé à Paris une délégation qui a été présentée au ministre des Affaires étrangères par M. Mascuraud, le président du Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. M. Pichon lui a déclaré qu'il était en parfaite communion d'idées avec elle et le général Lyautey et que par conséquent il appuierait de toutes ses forces le projet de placer la capitale du Maroc à Rabat.

Cette adhésion du ministre des Affaires étrangères fera probablement pencher la balance pour Rabat. On laissera à Fez son caractère de capitale religieuse, à laquelle le Sultan rendra quelquefois visite et on créera à Rabat la capitale administrative avec les bâtiments et les bureaux dont elle a besoin. C'est sur ce compromis que s'établira sans doute l'accord.

Le contrôle du budget algérien. — En 1900 l'autonomie financière a été concédée à l'Algérie. Depuis cette époque le gouverneur général prépare le budget, il l'envoie au ministère de l'Intérieur qui l'examine et le soumet ensuite aux Chambres qui doivent donner leur approbation pour la levée des impôts et le budget revient devant les Délégations financières qui le votent définitivement. Dans son projet le gouverneur tient compte des demandes de crédits nouveaux que les Délégations ont formulé dans leur session précédente.

Dans quelle mesure le ministre de l'Intérieur dont l'Algérie relève a-t-il le droit de corriger le budget ainsi arrêté? Telle est l'intéressante question de droit politique qui a fait à la dernière session des Délégations l'objet d'une discussion dont le compte rendu vient de paraître. La loi de 1900 a partagé les dépenses en deux catégories, dépenses obligatoires et dépenses facultatives. M. Morinaud a soutenu que le droit de révision du ministre de l'Intérieur se borne aux dépenses obligatoires, si les Délégations ne votaient pas intégralement ces dépenses le ministre pourrait refuser son approbation jusqu'à ce qu'elles l'aient fait. D'après

M. Morinaud, là s'arrêterait son pouvoir. En un mot d'après l'ancien député de Constantine la loi de 1900 devrait s'interprêter de la façon suivante : droit pour le Parlement de refuser l'autorisation de percevoir les impôts en Algérie si le projet de budget préparé par le gouverneur d'après les votes des Délégations financières ; droit pour le ministre de l'Intérieur de rétablir les dépenses obligatoires qui auraient été omises ; droit pour les Délégations financières d'arrêter les dépenses facultatives comme il leur plait sans que le ministère de l'Intérieur ait qualité pour modifier leurs décisions.

Le ministre de l'Intérieur ne l'a pas entendu ainsi. Dans les budgets pour 1913 et pour 1914 il a retranché des crédits nouveaux dont la nécessité ne lui avait pas paru démontrée. De là, grande discussion. A M. Morinaud le gouverneur général a répondu en citant un passage du rapport de M. Verminac qui avait été le rapporteur de la loi de 1900 au Sénat. En cas de conflit M. de Verminac disait que le dernier mot devait rester au gouvernement français. La règle à appliquer aux Délégations financières paraît donc être celle qui régit les conseils généraux. Au cas où il y aurait désaccord entre les délégations et le ministre, le ministre devrait leur demander une nouvelle délibération sur le crédit contesté. Et si les délégations persistaient dans leur premier vote, le ministre se rangerait finalement à leur avis.

Les Délégations ont laissé les discours de MM. Morinaud et de plusieurs délégués sans sanction. Il est probable que dans la pratique les choses se passeront comme l'a indiqué M. Lutaud.

La réglementation de l'hydraulique en Tunisie. — La Tunisie s'est donné une première législation hydraulique en 1896. A cette époque, l'administration ne s'occupait pas encore beaucoup du développement de l'agriculture. Son souci était de ne pas se lier pour l'avenir. Elle voyait que l'eau était une affaire capitale dans ce pays sec; elle se préoccupa d'empêcher qu'elle ne fût accaparée par des particuliers au détriment de l'intérêt général. Elle décida donc en premier lieu que toutes les sources faisaient partie du domaine public et ne pouvaient être aliénées. Elle décida ensuite que toutes les eaux qui courent superficiellement sur le sol, soit d'une façon permanente, ce qui est un cas bien rare en Tunisie, soit d'une façon temporaire, à la suite des orages qui remplissent momentanément les oueds et les fonds de vallées, ne pourraient être retenues que par des barrages que les propriétaires s'engageraient à démolir à la première réquisition.

Cette législation eut pour effet incontestable de conserver toutes les eaux de la régence à la disposition de la direction des travaux publics; mais elle eut aussi pour résultat inévitable de décourager l'initiative privée. Comment un propriétaire aurait-il hasardé des dépenses pour construire des travaux qu'il pouvait être obligé de faire disparaître d'un moment à l'autre? Aussi la colonisation n'a-t-elle cessé de se plaindre de cette réglementation.

L'attention a été rappelée récemment sur ce sujet par le livre de M. Penet que nous avons signalé en son temps. M. Penet a été successivement attaché au contrôle de Kairouan et contrôleur civil à Tozeur, deux postes situés dans le centre et le sud de la Tunisie. Là il avait fait une étude attentive des irrigations indigènes. Dans le contrôle de Tozeur, il avait en particulier déterminé les indigènes à construire un barrage qui leur permet d'arroser aujourd'hui un millier d'hectares. Son livre avait montré de quelle importance une bonne réglementation hydraulique qui affranchirait les particuliers des entraves administratives serait pour ces régions.

Le problème n'est pas moins important pour le nord de la Tunisie. Depuis que nous sommes établis dans l'Afrique du Nord, les idées ont fort évolué en matière d'irrigation. Pendant une première période, il y a eu un engagement pour les immenses barrages retenant l'eau de toute une vallée; il s'en est construit à coup de millions plusieurs de ce modèle en Algérie. Mais on a reconnu que ces barrages se colmataient très vite et que leur entretien était extrêmement coûteux. On est donc revenu à une conception plus modeste, mais croyons-nous plus pratique et d'une application beaucoup plus générale. Il ne faut pas attendre les eaux au bas de l'artère centrale d'un bassin; c'est dans les petits affluents qui débouchent dans cette artère qu'il faut les arrêter par de petits barrages en terre faciles à faire, faciles à refaire quand ils sont emportés et qui dérivent les eaux sauvages dans les champs. Mais pour cela, il faut une législation qui encourage les particuliers au lieu de les paralyser.

La nécessité d'une réglementation mieux entendue a frappé M. Alapetite. Il vient de nommer une commission chargée de la préparer sous la présidence du directeur des travaux publics. Nous y voyons figurer M. Penet, et les intérêts agricoles y sont largement représentés par des fonctionnaires de la direction de l'agriculture et par des colons. Cette fois, il ne seront pas sacrifiés.

Le troisième milliard du commerce colonial français. — Sous ce titre, l'Institut colonial de Marseille nous communique les chiffres du commerce total des possessions françaises dans les quatre dernières années. Ces chiffres sont inédits pour 1911 et 1912 et ont été établis grâce aux renseignements fournis directement à l'Institut colonial par les gouverneurs des colonies auxquels il s'était adressé dans ce but.

Il ne manque à ces totaux que les chiffres de Mayotte et dépendances pour 1912, qui n'ont pas encore été communiqués et qui, dans les dernières années, atteignaient environ 6 millions de francs. Ces totaux montrent que le commerce des colonies françaises a augmenté d'un tiers dans ces quatre dernières années et correspond presque au quart du commerce extérieur de la métropole.

1909	
Algérie	840.647.000
Tunisie	223.612.703
Total	1.064.259.703
Colonies	1.090.385.768
Total général	2.154.645.471
1910	
Algérie	1.088.116.000
Tunisie	225.898.362
Total	1.314.014.382
Colonies	1.224.426.187
Total général	2.538.440.569
1911	
Algérie	1.145.000.000
Tunisie	265.344.139
Maroc	146.111.961
Total	1.556.456.100
Colonies	1.245.345.913
Total général	2.801.802.013

1912	
Algérie	1.255.000.000
Tunisie	310.949.188
Maroc	237.534.620
Total	1.803.483.808
Colonies	1.287.167.369
Total général	3.090.631.177

L'Institut colonial publiera sous peu de jours une notice comprenant le détail de ces chiffres, ainsi que l'examen de la production des colonies en 1911 et 1912.

Mais, dès maintenant ces chiffres appellent quelques réflexions. On y constate tout d'abord le magnifique progrès de nos possessions de l'Afrique du Nord qui, d'un milliard 064 millions en 1909, ont passé à près de 1.803 millions 1/2 en 1912. Quand le Maroc sera pacifié et grâce à nos armes travaillera dans la paix et la sécurité, on peut être assuré que le commerce des trois pays de l'Afrique du Nord, où régnera la paix française, se développera largement et il y aura là pour les produits français un marché très intéressant. Pour être moins considérable, le commerce de l'ensemble des autres possessions françaises d'outre-mer n'en est pas moins remarquable, puisqu'il atteint aujourd'hui 1.287.167.000 fr. contre 1.090.385.000 francs en 1909. Si le Parlement arrivait à mettre sur pied un régime douanier qui modifierait celui de 1892, peu propre au développement économique des colonies, ce dernier chiffre grandirait beaucoup plus vite et il faut espérer que bientôt il nous sera permis de faire cette constatation.

L'Exposition coloniale de Marseille de 1916.— Nous avons fait connaître naguère que le conseil des ministres s'était prononcé en faveur de Marseille, contre Paris, pour organiser, en 1916, une exposition coloniale. Voici pour quelles raisons, d'après M. le ministre des Colonies lui-même, le conseil s'est déterminé pour Marseille :

Une exposition coloniale, a dit M. Morel, s'est tenue à Marseille en 1906; elle y a obtenu un grand et légitime succès. Il sera très intéressant de pouvoir constater dans le même cadre, à dix ans de distance, les progrès accomplis dans le constant développement de notre empire d'outre-mer, constatation qui n'a pas été possible depuis 1906, avec toute l'ampleur désirable, malgré la participation des colonies françaises à de nombreuses expositions (Londres, Saragosse, Bruxelles, Turin, Roubaix, Gand, etc.). Dans ces expositions, en effet, internationales ou régionales, la place faite aux colonies françaises était nécessairement restreinte et les ressources financières destinées à assurer leur participation nécessairement limitées.

En outre, Marseille, par sa position sur la Méditerranée, ses relations constantes avec nos possessions, l'accès direct par mer qu'elle leur assure, constitue un cadre tout indiqué pour une exposition coloniale dont l'emplacement, dans la ville même, est fort heureusement choisi. La situation climatérique de Marseille n'est pas, d'autre part, sans avantage en ce qui concerne l'installation, pendant plusieurs mois, d'un assez grand nombre d'indigènes.

L'exposition projetée en 1916 doit être purement nationale. Au contraire, l'exposition projetée à Paris serait internationale. On conçoit que, pour celle-ci, le choix de la capitale fixe les préférences du gouvernement. Mais, à moins d'obéir à un désir de centralisation, qu'on pourrait juger excessif, rien n'empêche d'organiser hors Paris, et dans un cadre qui s'y prête aussi bien que celui de Marseille, une exposition coloniale purement française.

Cette exposition toute nationale ne doit pas, d'ailleurs, dans l'esprit du gouvernement, constituer un obstacle à l'ouverture ultérieure d'une exposition à Paris des colonies françaises et étrangères. Mais, cette manifestation grandiose, dont le caractère sera tout différent, exigera, notamment en ce qui concerne les démarches à entreprendre auprès des gouvernements étrangers, une préparation trop longue et trop délicate pour que l'on puisse, actuellement, espérer ouvrir en 1916, dans des conditions convenables, l'exposition projetée. Les Chambres ayant, au surplus, adopté, le 12 juillet 1912, un projet de résolution relatif à l'organisation d'une exposition internationale des arts décoratifs à Paris, en 1916, il est préférable de ne pas ouvrir, en même temps, et dans la même ville, une autre exposition qui serait également internationale.

En attendant, il n'est pas sans intérêt qu'une fois au moins la France se donne à elle-même le spectacle réconfortant de la prospérité de ses colonies dans une manifestation uniquement consacrée à notre empire d'outre-mer.

Ajoutons que, dans la seconde quinzaine de juillet, le conseil des ministres a nommé M. Jules Charles-Roux, commissaire général, et M. Adrien Artaud, commissaire général-adjoint de l'exposition coloniale décidée pour 1916.

Ainsi, se trouve officiellement consacré le choix que les Marseillais avaient été unanimes à proposer à la sanction des pouvoirs publics.

On ne peut que louer le gouvernement de cette double décision qui assure le succès de l'œuvre projetée.

Nous sommes particulièrement heureux, quant à nous, d'adresser nos très sincères félicitations à M. J. Charles-Roux, ainsi qu'à M. Adrien Artaud, l'éminent président de la Chambre de commerce de Marseille. Tous deux possèdent, à juste titre, la pleine et entière confiance de leurs concitoyens; ils ont donné, l'un et l'autre, tant de preuves éclatantes de ce dont ils sont capables! L'union de leurs efforts, de leur haute intelligence, leur amour commun pour leur cité natale sauront faire merveille.

Marseille verra se renouveler, en 1916 — plus imposante, peut-être encore — la triomphale manifestation coloniale de 1906.

Une récompense nationale à M. Foureau. — Le gouvernement a saisi le Parlement d'un projet de loi tendant à accorder à titre de récompense nationale à M. Fernand Foureau, une pension annuelle et viagère de 12.000 francs.

Cette pension se confondra avec celle à laquelle M. Foureau pourrait avoir droit en vertu des lois des 11 et 18 avril 1831 et actes subséquents.

La pension concédée en vertu de la présente loi sera réversible à concurrence de 6.000 francs sur la tête de la veuve.

Au décès de cette dernière ou à la mort de M. Foureau, en cas de prédécès de sa femme, la pension de 6.000 francs sera répartie, par portions égales, entre les enfants issus des deux époux. Les fils en jouiront jusqu'à leur majorité et les filles jusqu'à leur décès.

On se souvient, est-il dit dans l'exposé des motifs, que de 1884 à 1896, M. Foureau a accompli neuf missions scientifiques d'exploration en Afrique. Pendant ces douze années, il parcourut successivement le Sahara algérien, le Sahara oriental et central, le Grand Erg, rapporta de ces voyages un assez grand nombre de documents scientifiques de premier ordre et acquit surtout une très grande pratique de ces pays et une connaissance très sérieuse des mœurs et coutumes des populations qui les habitent.

En 1898, il fut désigné, conjointement avec le commandant Lamy, pour diriger la mission saharienne.

Cette mission devait comporter deux parties, d'Ouargla à Zinder, et de Zinder au Congo, c'est-à-dire la traversée du Sahara et de l'Aïr et la reconnaissance du Tchad.

On se rappelle que la mission saharienne étant parvenue aux environs de Goulfeï, par Zinder, Kouka et les rives septentrionales du Tchad, fit sa jonction avec la mission Joalland-Meynier, partie du Niger. C'est alors que le commandant Lamy arriva à Kousseri, où il fut rejoint par la mission du Chari, conduite par

M. l'administrateur colonial Gentil, commissaire du gouvernement dans cette région.

Le jour de l'arrivée de M. Gentil à Kousseri, M. le commandant Lamy prit la direction des opérations militaires et donna l'ordre d'attaquer, dès le lendemain, le camp fortifié de Rabah. Le camp fut enlevé par les trois missions réunies, Rabah fut défait et tué ; mais ce succès, dont l'importance fut des plus considérables pour l'avenir de notre expansion dans le Tchad, fut malheureusement payé par la mort du commandant Lamy.

En octobre 1900, M. Foureau était de retour en France avec sa mission, rapportant une ample moisson de renseignements scientifiques de tous ordres et ayant ainsi réussi à assurer, d'une manière durable, notre domination dans le centre africain.

La valeur et l'importance des travaux d'exploration de M. Foureau lui ont valu, indépendamment des distinctions officielles dont il a été l'objet, la grande médaille d'or de la Société de géographie en 1901 et le prix Audiffred (Académie des sciences morales et politiques). Il a été également, en 1902, lauréat de l'Académie des sciences (prix Lecomte).

Nommé gouverneur de 1re classe des colonies, le 3 mars 1906, M. Foureau est aujourd'hui âgé de soixante-deux ans.

Nous applaudissons à cet acte du gouvernement, M. Foureau mérite grandement la récompense qu'on veut lui accorder et nous espérons que le Parlement ne tardera pas à adopter le projet dont il est saisi. Nous n'avons qu'un regret, c'est qu'on n'ait pas fait ce geste au lendemain de l'exploration même. Le gouvernement français a eu plusieurs fois l'occasion d'accorder des récompenses de ce genre et toujours il l'a ajourné, transformant de hardis explorateurs en administrateurs, sans se soucier des qualités différentes et souvent opposées que ces deux genres d'activité exigent, pour faire en somme une misérable économie. Il serait à souhaiter que si l'occasion se représentait on récompense tout de suite l'explorateur comme il mérite de l'être.

Les lois ouvrières aux colonies. — Le *Journal officiel* des derniers jours de juillet a publié une réponse très intéressante du ministre des Colonies au député du Sénégal.

« Il résulte de l'enquête poursuivie au Sénégal sur l'application éventuelle à cette colonie de la législation ouvrière métropolitaine en général, dit le ministre, que les Chambres de commerce de Dakar, Rufisque et Saint-Louis considèrent l'extension de ce régime comme prématurée ; c'est également l'avis de l'administration locale : on ne pourrait, en effet, sans se heurter à de grosses difficultés, en l'état actuel des choses, accorder le bénéfice de cette réglementation qu'aux Européens, et cette catégorie d'intéressés est très peu nombreuse. En ce qui touche en particulier la loi du 13 juillet 1906, qui a établi le repos hebdomadaire, elle pourrait, sans doute, être rendue obligatoire pour les citoyens français et assimilés. Mais il convient de remarquer que le repos hebdomadaire est en fait universellement observé dans les maisons de commerce ; seuls les restaurateurs et les cafetiers continuent à travailler le dimanche, ce jour étant le plus favorable à leurs affaires. En ce qui concerne les indigènes, la pratique du chômage, observée dans les établissements commerciaux et industriels, leur garantit le repos du dimanche ; nos sujets ne manquent pas, en outre, de s'abstenir de tout travail, lors des fêtes publiques nombreuses qu'il est dans leurs coutumes de célébrer. Les indigènes ont donc des jours de repos en nombre beaucoup plus grand que ceux accordés aux ouvriers français. Le régime de la liberté paraît actuellement concilier entièrement les intérêts du commerce et de ses employés. »

Cette réponse est très intéressante, en ce sens qu'elle montre que sans l'intervention de la loi, les mœurs réalisent des réformes que cette intervention même laisse souvent sans réalisation. Il ne convient pas de se laisser hypnotiser par des formules, il faut considérer ce qui est, c'est ce qu'a fait ici le ministère des Colonies et on doit l'en féliciter. On voit très bien que la loi sur le repos hebdomadaire appliquée rigoureusement au Sénégal gênerait ceux qui n'en jouissent pas, parce qu'ils ont profit à ne pas en jouir. Quant aux indigènes, ils sont mieux traités que s'ils bénéficiaient strictement du régime métropolitain. Ce sont là des réponses que devraient méditer ceux des députés métropolitains qui harcèlent le ministre des Colonies pour transporter outremer nos lois sociales métropolitaines, comme si elles constituaient un cadeau enviable.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Concours sur un sujet colonial. — Le Conseil des professeurs de l'Institut colonial de Hambourg porte à la connaissance du public qu'il a reçu de M. Edouard Woermann la somme de 6.000 m., destinée à être donnée en prix au meilleur mémoire sur la question suivante : « Par quelles mesures pratiques peut-on obtenir, dans les colonies allemandes, une augmentation du nombre des naissances, et une diminution de la mortalité infantile, dans la population indigène de couleur, qui constitue le capital économique le plus précieux de ces colonies ? » Le mémoire doit rechercher et exposer, outre les facteurs médicaux, les facteurs religieux, ethnographiques, et économiques, qui ont une action sur le nombre des naissances, et sur la mortalité des nourrissons, parmi les indigènes. En outre, des mesures pratiques doivent être proposées pour augmenter le nombre des naissances et diminuer la mortalité infantile, dans la population indigène. L'étude n'a pas besoin de s'étendre à toutes les possessions allemandes ; des travaux se bornant à une seule de celles-ci seront aussi admis au concours. Les mémoires doivent être écrits en langue allemande, présentés selon certaines prescriptions déterminées, et adressés au conseil des professeurs de l'Institut, au plus tard, le 31 décembre 1914. La décision sera publiée, au plus tard, le 1er octobre 1915, dans la *Kolonialzeitung*. Le prix peut-être partagé. Le travail, couronné, deviendra la propriété de l'Institut colonial de Hambourg ; l'Institut a aussi le droit de publier les autres travaux, soit en entier, soit en partie, ou par extraits.

CAMEROUN

La session du Conseil de gouvernement.

Le gouverneur, Ebermayer, revenu, à la fin de mai, de son voyage de sept mois, dans les pays allemands du Tchad, et territoires limitrophes, nouvellement acquis, convoqua, le 6 juin, à Duala, le Conseil de gouvernement. Cette assemblée tient, d'ordinaire, ici, deux ou trois sessions, par an, suivant les besoins. Ses conseillers élus, représentants des colons, se plaignirent vivement du retard subi, cette fois encore, par le dépôt du budget, et, aussi, de la précipitation avec laquelle ils durent le discuter, le gouverneur désirant l'expédier à Berlin par le paquebot du 9 juin. Ils n'apportèrent pas moins d'attention à l'examen des propositions qui leur étaient soumises. Le budget atteste les nouveaux progrès de la colonie. D'après une évaluation très prudente, les recettes de 1 million de marks excèdent les dépenses. On pourrait donc affirmer que le Cameroun serait, actuellement, en situation de se

suffire à lui-même. Au cours de la discussion générale, furent exprimés trois vœux principaux, à savoir : la décentralisation administrative, la prolongation du temps de service, à trois ans, au lieu de un an et demi, pour les hauts fonctionnaires de Buea, et à deux ans, pour le reste de la colonie, enfin le transfert du siège du gouvernement à Duala, la métropole commerciale du Cameroun. Ce n'est pas la première fois que l'on voit formuler cette dernière demande. Depuis longtemps déjà, la population blanche est mécontente de voir les pouvoirs politiques établis dans une ville très difficilement accessible. Buea est située, sur une montagne, à 960 mètres d'altitude. De là, pour atteindre Duala, il faut, ou bien, prendre le petit chemin de fer de la Cie des plantations de Victoria, et, ensuite, le bateau, pour une traversée de quatre heures, ou bien faire cinq heures, à cheval, et quatre heures, encore, de navigation, à travers l'embouchure du Cameroun. Tout en repoussant le projet, le gouverneur reconnut les inconvénients de cette situation ; il déclara que Buea ne pourra demeurer capitale qu'à la condition d'être mieux reliée à la colonie. Cette ville a, il est vrai, en sa faveur son climat, abstraction faite, toutefois, de la saison des pluies, et sa salubrité, mais cet avantage ne saurait balancer celui que présente Duala, c'est-à-dire la facilité, déjà existante, ou devant exister, des communications avec toutes les parties de l'intérieur. Duala se transforme en une ville européenne, pourvue d'une canalisation d'eau et de l'éclairage au pétrole. On doit commencer, prochainement, les travaux de construction du nouveau quai, et le dragage de la barre. Une proposition réclamant, de l'Etat, une subvention de 1 million de marks pour ouvrir rapidement à la colonisation le nouveau Cameroun, fut adoptée, à l'unanimité, malgré l'opposition du gouverneur. Les conseillers firent valoir que l'ancien Cameroun avait assez, sans cela, de charges financières à supporter, et que c'est à l'Empire à faire les sacrifices nécessaires, dans les nouveaux territoires. Avant l'ouverture de la session, l'on avait pensé que l'un des principaux objets de la discussion serait le prolongement de la ligne du nord ; il n'en fut pas question. Le gouvernement se borna à proposer d'inscrire au budget, pour cinq années, un crédit de 1 million de m., pour la création de routes carrossables, dans le sud Cameroun. On se procurera cette somme au moyen d'une surtaxe douanière de 10 0/0. Il s'agit, d'abord, comme on sait, d'améliorer la meilleure des routes du Cameroun, celle de Jaunde à Kribi, qui a 285 kilomètres de longueur, de 5 à 6 mètres de large, et qui est bordée de fossés, des deux côtés. Elle a, déjà, plusieurs fois, été parcourue, en automobile, en un jour, tandis qu'il en faut 12 ou 14 aux caravanes. Mais elle ne pourra vraiment servir, pendant les mois secs, à une circulation régulière, que quand elle aura été empierrée, et que les ponts de bois auront été remplacés par des ponts solides. Comme, indépendamment des travaux de route, les projets actuels comportent pour 11 millions de travaux de chemins de fer, les directeurs des entreprises, dans le centre et le nord du Cameroun, ont craint de manquer d'ouvriers, le sud allant avoir besoin de beaucoup de main-d'œuvre. Aussi ont-ils demandé au gouvernement de leur assurer, pour l'avenir, le même nombre de travailleurs que celui qui leur a été procuré, jusqu'ici. Pour les commerçants et les planteurs, le principal souci est, toujours, le recrutement de la main-d'œuvre. Celui-ci est, actuellement, l'affaire des particuliers. Le gouvernement autorise les colons à enrôler des travailleurs, dans un district déterminé. Les racoleurs s'en vont par le pays, et s'abouchent avec les chefs. Ces opérations sont très malaisées et périlleuses pour les Européens, lesquels risquent, toujours, de provoquer des troubles et des soulèvements, par les violences commises, et par les réquisitions de vivres. C'est pourquoi le projet, annoncé par le gouvernement, de se charger lui-même du recrutement des travailleurs est grandement avantageux pour les plantations, en particulier, où sont engagés, déjà, presque 40 millions de m. de capitaux. Les ouvriers, ainsi enrôlés, seraient distribués, suivant les besoins, dans les diverses plantations, par un agent indépendant du gouvernement. Parmi les autres projets, soumis au Conseil, il est à mentionner la demande d'un crédit de 250.000 m., pour l'aviation, dans le district de Garua, demande qui fut acceptée, et la proposition de transférer, à Duala, le tribunal supérieur. Enfin 600.000 m. ont été inscrits au budget pour lutter contre la maladie du sommeil. Le Conseil fut très frappé des constatations contenues dans le rapport du Dr Kuhn, médecin en chef de la troupe coloniale, et rapporteur médical, auprès du gouvernement.

La maladie du sommeil.

Le Dr Kuhn a parcouru, en trois mois, au commencement de 1912, le sud de l'ancien et du nouveau Cameroun. Par Kribi, Jaunde, Lolodorf, la vallée du Njong, Dume, Bertua et Baturi, il atteignit, à Carnot, la haute Sangha, et descendit, ensuite, cette rivière, puis le Congo. A Carnot, il reçut l'accueil le plus amical de l'administrateur Pinelli, de M. Bourdil et du Dr Muraz, ce dernier envoyé par le gouverneur général, lesquels firent tout leur possible pour faciliter sa tâche au médecin allemand. A Nola, il s'entretint avec le directeur de la Cie forestière. A Brazzaville, il visita l'Institut Pasteur, sous la conduite du directeur de celui-ci, le Dr Heckenroth. Les observations et les témoignages recueillis par lui ont permis d'établir les zones infectées. Dans la vallée du Njong, un campement de malades existe à Ajoshöhe, lieu élevé, exempt de moustiques, pourvu de sources excellentes, et où les nuits sont fraîches. L'emplacement convient parfaitement pour la création d'un sanatorium. Jusqu'ici, plus de 1.100 malades y on été soignés. Dume a aussi un camp sanitaire et un lazaret. L'infection, dans ce district, est due à l'immigration des Fangs, venus du Congo. La marche de la maladie est, ici, si rapide, que la mort survient au bout de deux à trois mois. Sur la haute Sangha, le mal est très répandu. Entre Gasa et Nola, en passant par Carnot, Kumbe, Bakoko et Bania, sur 2.998 indigènes examinés, 1.306 avaient les glandes enflées, 80 étaient gravement atteints. Onze villages qui, en 1908, avaient en tout, 4.825 habitants, n'en possédaient plus, en 1912, que 3.275. A Kumbe, la Cie forestière a dû renoncer, à peu près complètement à son exploitation, et n'a laissé qu'un agent noir. Les indigènes ne sont pas, seuls, atteints. Le Dr Kuhn a vu des Blancs en traitement à l'Institut Pasteur de Brazzaville. Dans les derniers temps, dit-il, presque chaque bateau, arrivant de la Sangha, ou de l'Oubangui, amenait, ici, plusieurs Européens malades. On avait déjà constaté que le nombre des cas de maladie n'est nullement en rapport avec celui des glossines, qu'il est même en proportion inverse. Aussi, les médecins français pensent-ils que le moustique transmetteur pourrait bien n'être pas la *glossina palpalis*. Le Dr Kuhn n'a fait aucune observation lui permettant de se ranger à cet avis. D'après lui, la raison de l'anomalie signalée serait celle-ci : là où les moustiques

abondent, comme dans les forêts vierges, parce qu'ils trouvent des conditions favorables à leur alimentation, ils ne sont pas obligés de s'attaquer à l'homme, aussi fréquemment que dans les savanes où ils sont plus rares. Avec les Drs Heckenroth, Camail et Blanchard, le Dr Kuhn discuta les mesures à adopter pour organiser la lutte contre la maladie, dans les régions frontières du Cameroun et de l'Afrique Équatoriale Française. On adopta, en principe, les clauses de l'accord conclu, le 17 août 1911, entre l'Angleterre et l'Allemagne, relativement au Togo, à la Côte d'Or, et au pays achanti. Sauf à Banana, sur le bas Congo, nulle part, ni le Dr Kuhn, ni sa femme qui l'accompagnait, n'eurent à souffrir de la malaria.

La *Kolonialblatt* a publié, dernièrement, le second rapport sur l'expédition frontière Logone-Pama, du médecin et zoologue, Dr Houy, qui vient d'être tué, dans le nouveau Cameroun, par son domestique noir. Dans ce rapport, il vante, par comparaison avec les pays situés au Nord, le climat des régions parcourues entre le Pennde et le Ouam. Les cours d'eau y coulent, rapides, dans des lits profondément creusés, et ne débordent, pour ainsi dire, pas. Les moustiques y sont rares. La maladie du sommeil n'existe pas. La *glossina morsitans* ne dépasse pas la rive orientale du Pennde. Le Dr Houy remarque que cet insecte abonde en certains lieux et fait absolument défaut dans d'autres, quoique présentant les mêmes caractères, de même que la tsétsé est très fréquente dans des régions où il y a peu d'animaux sauvages, et n'existe pas tout près de là, où ils fourmillent. On ne la trouve pas sur le Ouam, riche en faune sauvage, alors qu'elle se rencontre fréquemment dans les régions voisines, au Nord, malgré la pauvreté en bêtes sauvages. Le Dr Houy ajoute qu'il a constaté le même fait dans l'Afrique orientale. A son sens, le seul remède efficace contre la maladie du sommeil consiste à empêcher son extension. Tout le reste lui paraît secondaire. Le déboisement est pratiquement inexécutable et, d'ailleurs risquerait de détruire la seule richesse, le caoutchouc. Et puis, les glossines savent très bien s'adapter à de nouvelles conditions d'existence. « Si je ne me trompe, on a déjà remarqué, dans l'Afrique centrale, qu'après l'entière destruction des broussailles, les glossines existaient comme auparavant ; elles avaient seulement fait choix, pour leur séjour, des crevasses ombreuses, dans les falaises bordant les rives. »

La navigabilité du Njong.

On sait qu'une expédition a été organisée au début de cette année, par le Comité économique colonial, à l'effet d'étudier, au point de vue de la navigabilité et de l'utilisation économique, le Njong, le Dume, le Kadei, le Mambere et la Sangha, considérés comme prolongements possibles de la *Mittellandbahn*. Le résultat des premiers travaux exécutés avant le 6 avril, vient de paraître. Les rapports antérieurs s'exprimaient plus ou moins favorablement sur le Njong, mais tous concluaient que, moyennant des dépenses relativement faibles, ce fleuve pourrait devenir une voie de communication importante. Les circonstances ont heureusement permis, cette année, de porter à cet égard, un jugement fondé. En effet jamais, depuis 1905, les eaux n'avaient été aussi basses, conséquence du manque presque absolu de pluies depuis novembre 1912 ; il a donc été possible d'observer cette fois, des obstacles jusqu'ici inaperçus. Le 1er avril, à Akonolinga, le niveau était de 0, 18, soit 0,47 de moins qu'à la même date de 1911, lors de l'expédition Fahrner. Nulle part, en aval de Akonolinga, l'expédition n'a trouvé sur de longues distances, ainsi qu'on l'espérait, des profondeurs moyennes de 1 à 2 mètres. Sur 180 kilomètres, on peut affirmer que les 7/10 ont à peine 0,50 d'eau et même en certains endroits, à peine 0,30. En amont de Akonolinga, on trouve des biefs de 5 kilomètres où la profondeur est égale, mais ces biefs sont séparés par des sections où le fleuve, encombré de sables et occupant une grande largeur, se réduit à une mince nappe liquide. Aucun des affluents au-dessous de Akonolinga, n'était navigable. Ce n'est qu'à la fin de l'expédition qu'il sera possible de faire des projets pour l'amélioration du fleuve, mais on peut, dès à présent, affirmer que les travaux coûteront très cher, si l'on veut rendre le fleuve navigable toute l'année. Dans des années comme celle-ci, on doit compter que la navigation, pour des bateaux ayant un tirant d'eau de 0,80, est impossible pendant 3 mois 1/2.

— L'ancienne résidence de l'Adamaoua a été divisée en deux. La partie méridionale comprenant le lamidat de Ngaoundere, forme une résidence nouvelle, avec Ngaoundere comme chef-lieu. L'ancienne résidence de l'Adamaoua porte désormais la désignation de résidence de Garna.

Les recettes de la colonie en 1911, se sont élevées à 8.653.335 m., au lieu de 6.797.693 l'année précédente (1.818.612 en 1902). De 1902 à 1911, le produit des impôts indigènes a passé de 55.661 m. à 2.660.924 et le produit des douanes de 1.486.680 à 4.757.868 m. Les dépenses ont augmenté de 5.608.463 m. à 9.027.806. Quant à la subvention de l'Etat pour l'administration militaire, elle n'a presque pas varié.

CAMILLE MARTIN

Possessions britanniques.

EGYPTE

Réforme de la loi organique et de la loi électorale.

Le *Journal officiel* du Caire a publié deux importants décrets du khédive Abbas II Hilmi relatifs aux réformes que le gouvernement égyptien, d'accord avec lord Kitchener, se propose d'introduire dans les lois organique et électorale actuellement en vigueur. Voici les principales dispositions du premier décret :

Article premier. — Il est institué : 1° une Assemblée législative ; 2° un Conseil provincial dans chaque moudirieh.

Art. 2. — L'Assemblée législative se compose de membres de droit, de membres élus et de membres nommés. Les ministres sont membres de droit.

Les membres élus sont au nombre de soixante-six dont l'un est ensuite élu par l'assemblée aux fonctions de vice-président. L'élection de ces membres se fera dans les formes et conditions prescrites par la loi électorale.

Les membres nommés sont au nombre de dix-sept, savoir : un président, un vice-président et quinze membres destinés à assurer la représentation des minorités et des intérêts non-représentés par la fraction élective de l'Assemblée.

Les membres élus et les membres nommés ont droit à une indemnité.

Un décret rendu sur la proposition de notre Conseil des ministres établira la composition de l'Assemblée législative à la suite de l'élection.

Art. 3. — Les sièges des membres élus sont répartis comme suit : Le Caire, 4 ; Alexandrie, 3 ; Gharbieh, 7 ; Menoufieh, 5 ; Dakahlieh, 5 ; Béhéra, 5 ; Charkieh, 5 ; Galioubieh, 3 ; Guizeh, 3 ; Béni Souef, 2 ; Fayoum, 3 ; Minia, 4 ; Assiout, 5 ; Guirgua, 4 ; Assouan, 1 ; Port-Saïd et Ismaïlieh, 1 ; Suez, 1 ; Damiette, 1.

Les quinze membres à nommer par le gouvernement seront choisis de manière à assurer aux différentes classes de la popula-

tions un minimum de représentation dans l'Assemblée conformément au tableau suivant:

Coptes 4 ; Arabes bédouins 3 ; commerçants 2 ; médecins 2 ; ingénieurs 1 ; représentants de l'éducation générale ou religieuse 2 ; représentants des municipalités 1.

Art. 4. — Le mandat des membres élus ou nommés de l'Assemblée législative a une durée de six années. Les membres élus et nommés sont respectivement renouvelés par tiers tous les deux ans.

L'article 8 prévoit la dissolution de l'Assemblée « à tout moment » par décret rendu sur la proposition du conseil des ministres. Les élections nouvelles se feront dans un délai de trois mois.

Art. 9. — Aucune loi ne sera promulguée sans avoir été préalablement présentée pour avis à l'Assemblée législative.

Sera considérée comme loi toute disposition relative aux affaires intérieures de l'Egypte et touchant à l'organisation des pouvoirs dans l'Etat, ou statuant par mesure générale sur les droits civils ou politiques de ses habitants, ainsi que tout décret portant règlement d'administration publique.

Toute autre disposition pourra être prise en vertu d'un décret promulgué par Nous, sur l'avis conforme de Notre Conseil des ministres.

Art. 10. — Aucune loi, aucun décret, ne peut être promulgué sans avoir été consigné par le président du Conseil des ministres et les ministres compétents.

Art. 11. — L'Assemblée jouira du droit d'initiative, en matière législative, sauf en ce qui concerne les lois constitutionnelles...

Art. 16. — En cas de dissolution de l'Assemblée législative, par suite de la persistance du désaccord entre le gouvernement et l'Assemblée, ainsi qu'il est prévu à l'article 15, le projet de loi qui aura donné lieu à ce désaccord sera, s'il y a lieu, soumis à la nouvelle Assemblée à sa première session, et aura la priorité sur toutes autres questions sauf le budget. Le projet ainsi soumis sera considéré comme un nouveau projet de loi et sera examiné dans les formes ordinaires.

Art. 17. — Nul impôt nouveau, direct, foncier ou personnel ne peut être établi en Egypte sans avoir été discuté et voté par l'Assemblée législative.

Art. 18. — L'Assemblée législative doit être consultée pour avis : 1° sur tout emprunt public ; 2° sur tout projet général intéressant plusieurs provinces pour la construction ou la suppression de canaux, de drains ou de lignes de chemin de fer ; 3° sur la classification générale des terres du pays au point de vue de l'impôt foncier.

Le gouvernement devra faire connaître à l'Assemblée les motifs pour lesquels, le cas échéant, il n'aurait pas tenu compte de son avis.

Le fonctionnement de l'Assemblée législative est ainsi réglé:

Art. 30. — L'Assemblée législative se réunit le 1er novembre de chaque année et prolonge sa session jusqu'à la fin de mai de l'année suivante. Elle peut, en outre, être convoquée par Nous toutes les fois que les circonstances nécessiteront sa réunion.

Dans tous les cas, les sessions ordinaires ou extraordinaires ne peuvent être closes qu'après que l'Assemblée législative aura communiqué au gouvernement son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises.

Art. 31. — Les ministres pourront se faire assister ou représenter dans des questions spéciales par de hauts fonctionnaires de leur département ministériel.

Art. 32. — Les séances de l'Assemblée législative sont publiques dans les conditions fixées par un règlement intérieur arrêté à cet effet par l'Assemblée.

Les conférences avec le Conseil des ministres ainsi que les réunions de l'assemblée en comité ne sont pas publiques.

Art. 33. — L'Assemblée législative ne peut délibérer valablement que si les deux tiers au moins de ses membres, non compris ceux en congé régulier, assistent à la délibération. Hors les cas où la majorité des trois quarts est requise, les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le vote ne peut être émis par mandataire. Il doit être public, à moins que l'Assemblée ne décide, dans l'intérêt public, qu'il aura lieu au scrutin secret.

Art. 34. — Le président de l'Assemblée législative nomme les employés formant le personnel nécessaire pour l'expédition des affaires de l'assemblée.

Les articles suivants sont consacrés aux attributions des Conseils provinciaux dont la composition est ainsi fixée :

Art. 44. — Les Conseils provinciaux seront composés comme suit : chaque Conseil comprendra deux représentants de chacun des Markaz de la Moudirieh, élus par les électeurs-délégués des villages du Markaz. Les deux représentants doivent être domiciliés dans la circonscription du Markaz qu'ils représentent.

Aux fins de cette disposition :

1° Tout chef-lieu d'une Moudirieh ayant une organisation administrative à lui propre sera considéré comme faisant partie du Markaz dans la circonscription duquel il se trouve situé;

2° Tout Markaz dont la population ne dépasse pas 20.000 habitants et toute subdivision administrative d'une Moudirieh ne formant pas un Markaz, seront réunis à d'autres Markaz par arrêté pris par le ministre de l'Intérieur, sur l'avis conforme du Conseil des ministres.

Le moudir est le président du Conseil provincial et, en cas d'absence ou d'empêchement, il sera remplacé par le sous-moudir.

Les Conseils provinciaux ainsi constitués seront considérés comme des personnes morales : ils seront représentés par le moudir pour l'exercice des pouvoirs et l'accomplissement des obligations rentrant dans leurs attributions.

Voici pour terminer quelques dispositions générales :

Art. 52. — Le premier renouvellement partiel de l'assemblée législative aura lieu en janvier 1916, le second en janvier 1918 et le troisième en janvier 1920.

La désignation des membres sortants au premier et au second renouvellement se fera par le tirage au sort.

Art. 53. — Les membres actuels des Conseils provinciaux conserveront leurs fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat. Toutefois, dans le but d'assurer le renouvellement par moitié tous les deux ans, conformément à l'article 45, les représentants dont le mandat devait normalement expirer à la fin de 1916, ne conserveront leurs fonctions que jusqu'à la fin de 1915.

Le second décret signé le même jour par le khédive est relatif, avons-nous dit, aux modifications apportées à la loi électorale. Sont électeurs « tous les Egyptiens, sujets locaux, âgés de vingt ans » n'ayant pas subi de condamnations. Chaque groupe de cinquante électeurs élira un électeur délégué, dont le mandat est de six ans.

Les électeurs délégués de chaque circonscription électorale éliront un membre de l'Assemblée législative.

Les circonscriptions électorales, d'après la répartition indiquée à l'article 3 de la loi organique, seront déterminées dans un tableau qui sera arrêté par le ministre de l'Intérieur avec l'approbation du Conseil des ministres.

Chaque circonscription peut être divisée en sections par un arrêté du ministre de l'Intérieur au point de vue des opérations de l'élection.

Pour être élu membre de l'Assemblée législative, il faut : 1° être âgé de trente-cinq ans révolus ; 2° savoir lire et écrire ; 3° avoir payé depuis deux ans L. E. 50 par an d'impôts pour des terrains, ou L. E. 20 d'impôts pour propriété bâtie, ou un total de L. E. 35 d'impôts pour terrains et propriété bâtie, que ces biens soient situés dans la circonscription où se trouve son domicile ou qu'ils soient situés dans une autre partie du territoire: Toutefois, pour les porteurs de diplômes d'une école supérieure, le montant de l'impôt est réduit aux deux cinquièmes ; 4° être inscrit depuis trois ans sur la liste des électeurs de la Moudirieh ou Gouvernorat où il est élu.

L'exercice des fonctions publiques est incompatible avec le mandat de membre de l'Assemblée législative....

Pour être élu membre d'un Conseil provincial, il faut réunir les conditions suivantes, énumérées dans l'article 43 :

1° Etre âgé de trente ans révolus;
2° Savoir lire et écrire;.

3° Avoir payé depuis deux ans L. E 35 par an d'impôt foncier pour des terrains situés dans le Markaz. Toutefois, pour les porteurs de diplômes d'une école supérieure, le montant de l'impôt annuel est réduit aux deux cinquièmes. Pour les représentants du Markaz d'Assouan, le montant de l'impôt dont le paiement est exigé est réduit à L. E. 5, et les représentants du Markaz d'El Derr sont exemptés de la condition imposée par le présent paragraphe;

4° Etre domicilié dans la circonscription du Markaz qu'il représente;

5° Être inscrit depuis trois ans sur la liste des électeurs de la Moudirieh;

6° Ne pas être fonctionnaire du gouvernement ou officier de l'armée active. A ce point de vue les Omdehs et les Cheikhs ne seront pas considérés comme fonctionnaires du gouvernement;

7° Ne pas être membre d'un autre conseil provincial.

Les causes d'invalidation des élections des membres de l'Assemblée législative et des conseils provinciaux sont :

1° S'il a été commis au profit de l'élu un grand nombre de ces infractions, sans que ni lui ni son agent électoral n'en soit coupable comme auteur ou comme complice;

2° En cas d'irrégularité dans la composition ou le fonctionnement de la Commission électorale, ou dans les opérations accomplies devant elle.

Le décret se termine ainsi :

Art. 56. — La loi électorale en date du 1er mai 1883, modifiée par le décret du 11 juin 1900, ainsi que toutes les dispositions de lois, décrets, ordres superieurs et règlements à la présente loi, sont et demeurent abrogées.

AUSTRALIE

Un édifice à Londres de la Fédération australienne.

Le roi George V a posé, le 24 juillet, la première pierre du nouvel édifice de la Fédération australienne qui va être construit à Londres sur l'emplacement acheté par le Conseil de la Cité pour la somme de 379.736 livres sterling. Ce palais fédéral est destiné aux bureaux du Haut-Commissaire pour le Commonwealth, à une exposition permanente des produits australiens et aussi à servir de local aux agents des Etats s'occupant du mouvement d'émigration vers la Nouvelle-Galles du Sud et l'Etat de Victoria. Ce dernier serait disposé à dépenser pour son propre compte 100.000 livres sterling par an pour favoriser l'émigration dans les limites de son territoire. L'Etat de Victoria qui a grand besoin de l'arrivée de nouveaux colons — il en a fait venir 15.000 environ l'année dernière, un peu plus que la Nouvelle-Galles du Sud — s'efforce d'obtenir la coopération des autres Etats du Commonwealth, parce qu'elle serait très avantageuse, mais la question ne va pas sans difficultés, notamment du côté du Queensland. Fait digne de remarque, les colons sont presque exclusivement des fermiers possédant un capital d'au moins 150 livres sterling, et des serviteurs de ferme.

En posant la première pierre du Palais fédéral, le roi a rappelé les deux visites qu'il fit en Australie en 1881 et 1901, cette dernière pour inaugurer, au nom de son « cher père », le premier Parlement du Commonwealth — et les chaleureuses réceptions dont il fut l'objet à cette époque.

On dit à Melbourne qne George V viendrait de nouveau en Australie l'année prochaine pour inaugurer à Canberra le nouveau Parlement fédéral.

A propos de la construction du nouvel édifice réservé au Commonwealth, lord Grey a fait paraître une brochure intitulée « The Dominion House » où l'auteur demande à ce que d'autres offices des gouvernements des Dominions soient construits près de celui de l'Australie. Ainsi groupés, ces palais coloniaux symbolisent la force de l'Empire et auraient des avantages pratiques, entre autres ceux de hâter l'expédition des affaires courantes, d'exposer d'une façon permanente les produits coloniaux, d'aider ainsi aux besoins commerciaux de la métropole et des possessions d'outremer.

La colonisation du « Territoire Nord ».

A différentes reprises nous avons parlé de la création et des ressources de cette vaste contrée du Commonwealth qui s'étend sur une superficie de 523.620 mètres carrés et ne renferme encore qu'environ 3.000 habitants. La Fédération australienne s'emploie à coloniser le *Northern Territory*. Se basant sur la constatation que cette région permet des entreprises d'agriculture tropicale, les autorités fédérales ont offert récemment vingt concessions de fermes à créer au côté ouest du chemin de fer reliant Port-Darwin au Pine Creek. Il paraît probable que les concessions ne seront accordées qu'à la condition d'une exploitation réelle dans un intervalle donné. L'étendue des terres offertes varierait entre 944 et 2.971 acres, lesquels comprendraient des espaces pour fermes et des prairies. Le *Land Board* du « Territoire Nord » est chargé de choisir entre les demandeurs. Les concessionnaires bénéficieront des expériences de fermes modèles fédérales déjà en fonctionnement. Il est possible également qu'ils aient le grand profit d'un abondant approvisionnement d'eau, un puits artésien foré dans l'une des fermes existantes ayant donné récemment 17.000 gallons d'eau par jour. Les fermes à créer seront à proximité du chemin de fer de Pine Creek, d'où doit partir le grand chemin de fer transcontinental qui doit mettre en communication Port-Darwin, dans le Nord, avec le réseau de l'Australie méridionale. Tous les résidents du « Territoire Nord » admettent généralement que le climat est salubre, en dépit de sa nature tropicale. Si le nombre d'habitants de race blanche est relativement limité, des fonctionnaires y ont vécu sans inconvénients pendant vingt, trente et même quarante années. Ceux qui ont habité longtemps Port-Darwin et ses environs assurent que les enfants nés et élevés dans cette ville sont dans un état de santé tout aussi brillant que les enfants habitant Adélaïde, Sydney ou Melbourne. Il est plus difficile d'élever les enfants de race blanche dans les pays marécageux des tropiques, et ce fait seul est en faveur du climat du « Territoire du Nord ».

UNION SUD-AFRICAINE

Mort de M. Sauer.

Une grande figure d'homme d'Etat sud-africain vient de disparaître : M. Sauer, ministre de la Justice et des Affaires indigènes du cabinet Botha est mort le 24 juillet, à Pretoria. Sa disparition aura été vivement ressentie dans toute l'Afrique du Sud et surtout à Capetown et dans la province du Cap d'où le défunt était originaire. M. Sauer était né, en effet, à Burghersdorp, en 1850. Tout jeune avocat il fut élu au Parlement du Cap auquel il siégea ensuite pendant trente années consécutives; son premier poste officiel fut celui de secrétaire pour les affaires indigènes dans le ministère Scanlen, de 1881 à 1884. Lors de l'échec de sir Gordon Sprigg, en 1898, le gouverneur fit appel à M. Sauer pour constituer un ministère; n'ayant pu arriver, il y accepta les fonctions de secrétaire pour les colonies dans l'administration de Rhodes. Les deux hommes se lièrent d'amitié que des incidents d'ordre poli-

tique intérieure vinrent rompre par la suite. Avec sir James Rose-Innes et M. Merriman il quitta le ministère Rhodes, en 1893, et, de 1898 à 1900 il fit partie du ministère Schreiner dont il précipita la chute en s'opposant à la punition des rebelles du Cap.

La guerre sud-africaine trouva en M. Sauer un irréductible, mais impuissant adversaire. En vain il essaya de persuader, au début, les Hollandais de son district du Cap de ne pas se révolter; en vain, plus tard, il vint, en Angleterre, parler en faveur de la paix. Dans le cabinet Merriman, le dernier ministère du Cap, il fut commissaire pour les travaux publics. Délégué à la Convention nationale qui prépara l'Union sud-africaine, quand le général Botha fut chargé de former le premier gouvernement de l'Union, M. Sauer y prit le portefeuille des chemins de fer et des ports. La Constitution nouvelle lui donnait une grande indépendance dans ce nouveau poste : il en usa pour insister sur ses droits contre le ministre du Trésor, ce qui amena la démission de M. Hull. M. Sauer passa alors à l'Agriculture et au moment du départ de M. Hertzog, il devint ministre de la Justice et des Affaires indigènes. Dans un pays où le négrophilisme n'est pas très populaire, M. Sauer fut le champion attitré des races de couleur. Le « Qui êtes-vous? » anglais le qualifie de « radical philanthrope ».

Questions d'Histoire et de Géographie.

HÉRODOTE A-T-IL BIEN VU L'ÉGYPTE?

On ne saurait contester que les géographes modernes l'emportent d'assez loin par la rigueur mathématique et par l'étendue des connaissances sur les créateurs du genre, je veux dire Homère et Hérodote. Par contre, ces antiques récits de voyages, l'*Odyssée* et les *Histoires* ont un charme auquel ne peut prétendre ni Suess ni Petermann. C'est à bon droit que les Grecs avaient donné le nom d'une des neuf Muses à chacun des neuf livres d'Hérodote: qui ne s'est laissé entraîner à la suite du conteur infatigable, sur toutes les routes et sur tous les sentiers du monde hellène-oriental? Qui ne s'est laissé bercer à la musique un peu languissante du parler ionien? Qui n'a goûté le miel de la sagesse que, pareil au vieux Nestor, il répand en ses récits abondants comme un fleuve? Qui n'a ressenti la grâce de cette imagination fertile en merveilles où se decèle la crédule naïveté d'un peuple enfant? Mais, puisque notre âge de fer écarte les légendes dorées où se jouait la poésie, sans demander à ce nourrisson des Muses, qui voulut retracer l'épopée des Thermopyles et de Platées, des chiffres authentiques, ni des statistiques incontestables, on peut souhaiter de savoir s'il est aussi véridique qu'agréable, s'il a bien vu ce qu'il décrit, s'il mérite en un mot la confiance qu'on regretterait de dénier à cette franchise, à cette bonhomie, à cette curiosité d'esprit, à cette gravité religieuse qui va si bien à l'historien épris du vrai (1).

A vrai dire, malgré l'éclat qui s'attache à son nom, Hérodote n'a jamais joui d'une gloire incontestée. La bonne foi, l'impartialité, la sincérité des réflexions personnelles qu'il mêle à ses récits, la candeur des déclarations par lesquelles il confesse son ignorance ou proclame les résultats de ses recherches, aucune de ses qualités si apparentes n'a échappé au soupçon. On l'a traité de menteur dans l'antiquité : de nos jours on le traite de charlatan : c'est, dit-on, un compilateur qui dissimule ses emprunts, ou plutôt ses vols; Thucydide a dit de lui qu'il s'était donné peu de peine pour trouver la vérité et qu'il accueillait volontiers les premières informations venues; Strabon condamnait les écrivains qui cherchent à plaire par des récits merveilleux : « On croirait plutôt, dit-il, Hésiode et Homère que Ctésias, Hérodote, Hellanicus et les autres du même genre. » Le bon Plutarque lui-même enfin a écrit tout un traité sur la malignité d'Hérodote en qui il voit un calomniateur universel.

Les modernes ont contesté ses voyages ; le critique anglais Sayce a nié qu'il ait vu Eléphantine et Thèbes, qu'il ait visité Babylone. Peut-être exagère-t-il un peu : parce qu'Hérodote a commis des erreurs de description, on n'a pas le droit de le taxer de mensonge, alors qu'il dit formellement qu'il est allé dans tel ou tel pays. Il ne serait ni le premier voyageur qui ait passé vite, ni le seul qui ait mal regardé. Des travaux récents nous permettent d'ailleurs d'apprécier sa véracité avec toute la rigueur désirable en comparant le récit très développé qu'il a fait de son voyage en Egypte avec le pays même, un des mieux connus et, si l'on peut dire, un des mieux *conservés* qui soient.

A l'époque où il s'y rendit, vers 450 avant Jésus-Christ, le pays était pacifié, les Perses, vainqueurs des dernières révoltes, occupaient Memphis et Eléphantine, le Delta et la Haute-Egypte. Aucun obstacle d'ordre politique ne gêna le voyageur grec : il eut tout le temps qu'il voulut pour étudier la contrée, la population et les mœurs.

A quelle époque a-t-il fait son voyage? Il n'a pas dû assister au début de l'inondation : il n'a certainement rien vu du changement de couleur extraordinaire qui signale l'arrivée du premier flot de crue : il ne parle ni du Nil vert, ni du Nil rouge, ni surtout des fêtes qui se célébraient alors en l'honneur du Dieu du fleuve. Le seul renseignement qu'il donne sur cette période est faux : « Quand le Nil se met à croître, dit-il, les lagunes et les fossés situés près des bords commencent à se remplir par l'infiltration des eaux. » Or, le Nil ne s'étend pas par infiltration et ce ne sont pas les parties du sol les plus voisines du fleuve qui sont couvertes les premières.

Mais il a vu le pays en pleine inondation : « Quand le Nil a débordé sur la contrée, on ne voit que les villes qui émergent, tout à fait semblables aux îles de la mer Egée. Pour le reste, l'Egypte devient une mer. On ne navigue plus par les différents bras du fleuve, mais par le milieu de la plaine. » C'est alors qu'il visita Memphis. Il la décrit comme si elle se trouvait dans une île artificielle protégée au sud par une forte digue; à l'ouest et au nord, elle avait deux lacs jadis creusés par Ménès; à l'est, coulait le fleuve. Or, il n'y a jamais eu de lacs auprès de Memphis. Hérodote, qui a rédigé longtemps après son voyage le livre d'Euterpe, consacré à l'Egypte, a fait ici erreur. Il avait vu le bras du Nil, appelé aujourd'hui Bahr-Yousouf, mais il l'a identifié avec quelques lacs sacrés qu'Apriès avait fait creuser récemment et dont on lui avait certainement parlé. De même, le lac auquel il donne le nom de Mœris, Pharaon parfaitement introuvable, n'a jamais existé que dans son imagination. Le Fayoum, à son extrémité nord-ouest, descend jusqu'à 18 mètres au niveau du Nil et, dans l'antiquité, un petit lac s'étendait réellement là. Un Pharaon de la 12e dynastie, Amenhemat III, fit élever, devant un temple restauré par lui, deux colosses dont les piédestaux existent encore. Hérodote a décrit un lac immense au milieu duquel se dressent deux pyramides qui supportent chacune un colosse assis sur un trône. Ce lac, c'est l'inondation, ces pyramides, ce sont les bases immergées des statues d'Amenhemat. L'étendue de son lac Mœris est double de celle de Fayoum : il a donc vu la région de Memphis à l'époque de la pleine crue. Il est de nouveau dans le Delta quand elle commence à décroître; en effet, il dit que le labourage à la charrue n'y est pas usité; il dit que les Égyptiens

(1) Consulter Am. Hauvette. Hérodote historien des guerres médiques. C. Sourdille. La durée et l'étendue du voyage d'Hérodote en Egypte. — Hérodote et la religion de l'Egypte.

ont horreur du blé et des fèves, qu'ils ne connaissent pas la vigne. Un séjour un peu prolongé après la crue lui aurait évité ces erreurs. Il prétend aussi qu'il ne pleut pas au nord de Memphis : or, de toute antiquité, il a plu dans le Delta pendant l'hiver, à partir de décembre. Il dit que les saisons ne varient pas : or, la température moyenne est au Caire de 26°, de juin à octobre, de 18° en novembre, de 14° en décembre, de 12° en janvier. Hérodote arriva donc à Memphis fin juillet; il s'y trouvait encore au moment où, le fleuve abandonnant la plaine, les habitants font des semailles sur le limon retourné par les pourceaux ; mais il est parti avant la saison d'hiver. Il n'a passé que quatre mois en Égypte et c'est, les commentateurs sont là-dessus d'accord, le seul voyage qu'il y ait fait. Cela peut paraître un peu bref : après tout, il n'est pas défendu de penser qu'il avait dû se renseigner avant de quitter Halicarnasse et qu'il avait, tout comme les Anglais d'aujourd'hui, compulsé les guides, disons, pour rester classiques, les itinéraires de son temps. Il savait sans doute de l'Égypte tout ce qu'on en pouvait apprendre dans les livres et se rendit sur place pour contrôler ce qu'il avait lu dans Hécatée et pour compléter ses connaissances.

Il est arrivé par Canope. Il a passé par Naucratis, la ville qu'Amasis avait donnée à ses amis les Grecs, la ville des courtisanes charmeuses, la ville où vécut cette Rhodopis à laquelle une légende attribuait la construction de la troisième Pyramide. Par un des canaux du Nil, il gagna Memphis où il demeura quelque temps. Après une visite à Héliopolis, il partit pour la Haute-Egypte, resta peu de jours à Thèbes, vit à peine Eléphantine et, revenant vers le Nord, il prit le grand canal, aujourd'hui Bahr-Yousouf, qui le conduisit à son prétendu lac Mœris et à la ville des Crocodiles. Il avait utilisé pour cette excursion la période des hautes eaux. Les dernières semaines de son séjour furent employées à parcourir le Delta; il demeure quelque peu à Saïs, va prendre à Bubastis le canal de la mer Erythrée, le suit jusqu'aux environs du lac Timsah actuel, et repassant par la même voie, descend la branche Pélusiaque du Nil en visitant Daphné, les Camps, Péluse et Paprémis, sa dernière station en Egypte. En comptant le temps nécessaire au long trajet de la montée, à la descente, aux détours divers qu'il a faits, soit environ trois mois, on arrive à borner ses arrêts à très peu de journées, huit à Memphis, six ou sept à Saïs, deux ou trois en moyenne partout ailleurs; c'est vraiment bien peu pour prendre connaissance d'une civilisation. Il est infiniment probable que dans le Delta, il n'a pas vu les vingt-sept cités dont il donne les noms. Il a séjourné dans quelques-unes, traversé certaines autres, mais pour la plupart, il paraît s'être contenté des renseignements recueillis de divers côtés.

La description qu'il fait de la Haute-Egypte a donné lieu aux plus graves contestations. Son évaluation de la distance entre Héliopolis et Thèbes (4.860 stades) serait de 863 kilomètres; celle de Thèbes à Eléphantine (1.800 stades) de près de 320, si l'on compte le stade à 177 m. 60. Or, les distances réelles sont de 730 et 220 kilomètres. D'autre part, il dit qu'il faut neuf jours pour aller d'Héliopolis à Thèbes par le fleuve. Or, aujourd'hui, à la voile, on en met treize. Pour expliquer ces singulières erreurs qui ont fait douter de son voyage, on a ingénieusement fait observer (1) que, selon l'usage des voyageurs d'alors, il évalue la distance non pas d'après une mesure réelle, mais d'après le nombre des jours employés et la vitesse supposée des bateliers, absolument comme les pilotes d'autrefois qui naviguaient à l'estime. Il dit lui-même, dans un autre passage, qu'il faut vingt jours de Saïs à Eléphantine, ce qui est en somme exact. On peut admettre que la durée de neuf jours était celle qu'il fallait aux courriers du gouvernement perse, dont la rapidité et la régularité étaient admirables, temps officiel sans doute assez différent du temps commercial, alors comme aujourd'hui.

On explique de même, sans violenter les textes, et à l'avantage de notre écrivain, certains passages où l'on a cru voir des erreurs grossières, mais auxquels une attention plus stricte donne un sens moins étendu. Ainsi, il ne dit pas qu'aucun vent ne souffle sur le Nil, ce qui est évidemment faux, mais qu'aucun vent ne naît du Nil, c'est-à-dire ne vient de sa direction, ne vient du Sud, ce qui est vrai, au moins pendant l'été. Il ne dit pas que la chaîne arabique se dirige de l'ouest à l'est, pendant deux mois de chemin, ce qui est d'une fausseté absurde, mais seulement que, non loin de Memphis, cette chaîne s'infléchit vers l'est, ce qui est exact. Il a eu tort de prolonger jusqu'à deux mois de marche vers l'est les plateaux et les collines qui se continuent au nord du golfe de Suez; mais cette erreur n'est rien au prix de celle qui supprimerait une chaîne continuellement en vue du Nil même, depuis Memphis jusqu'à Eléphantine. S'il déclare à tort que l'Egypte s'élargit à quatre jours au sud d'Héliopolis, ce qui est exactement le contraire de la réalité, c'est qu'il a fait erreur sur la direction du Bahr-Yousouf, bras qu'il a pris pour gagner le Fayoum. Ce bras court en réalité parallèlement au fleuve : mais sa première direction est à l'ouest et ses sinuosités ont pu tromper le voyageur sur la situation exacte du lac Mœris qu'il a dû placer par suite fort loin à l'ouest et non pas au sud de son point de départ. Ses erreurs considérables sur la largeur de la vallée peuvent s'expliquer par le simple fait qu'il n'a traversé le pays que deux fois et rapidement, qu'il a pu se tromper inconsciemment dans ses appréciations, en raison de la netteté de l'atmosphère qui fait voir les objets beaucoup plus rapprochés qu'ils ne le sont en réalité; par suite, le voyageur réagit trop contre cette illusion, analogue à celle qu'on éprouve à certains jours au bord de la mer.

De tout cela, il résulte qu'Hérodote ne donne de l'Egypte physique qu'une description en bien des points inexacte. C'est un touriste : il a regardé en touriste, non pas en cartographe ni en astronome. Le point important pour sa renommée est qu'on puisse rendre compte de ses erreurs en accusant son ignorance ou sa légèreté; au moins sa bonne foi reste sauve.

La connaissance que nous avons acquise de l'Egypte ancienne, de ses monuments, de ses doctrines religieuses est beaucoup plus étendue que celle qu'en eurent les anciens. Il se passa pour les Grecs et les Romains qui furent si longtemps les maîtres de ce pays, ce qui se passe de nos jours pour les Européens qui visitent les pays étrangers, je dis en Europe. Même s'ils en connaissent la langue, même s'ils sont bien informés sur son histoire, sa littérature et ses institutions, ils pénètrent difficilement le caractère d'un peuple dont, en apparence, ils ne sont séparés que par des nuances morales. Vus à trois mille ans de distance, les Allemands, les Anglais et les Français, si l'on ne disposait sur eux que d'éléments comparables à ce qui nous reste de l'Egypte, paraîtraient sans doute identiques. On sait pourtant qu'un Anglais juge l'univers d'après son éducation et ses sentiments anglais, qu'un Allemand, si savant qu'il soit, ne comprend pas la France, tant il est vrai que les arts et les textes législatifs ne livrent pas le secret esprit d'un peuple. Devrions-nous espérer qu'un Grec, visitant l'Egypte, si originale, si profondément séparée de la Grèce par sa langue, sa religion, ses traditions et surtout par cette barrière que notre cosmopolitisme français ignore, le mépris du Barbare, ait pu pénétrer la nature intime de cette race mystérieuse ? Il est allé à Thèbes, dit-il. Nous exigeons aussitôt qu'il décrive la ville et ses

(1) Sourdille. La durée et l'étendue du voyage d'Hérodote, pages 102 et suivantes.

entours, qu'il ait visité ces temples illustres de Karnak et de Louxor que nulle caravane Cook n'oublie aujourd'hui, qu'il ait pris une interview au grand prêtre d'Amon sur les Mystères, qu'il donne les mesures exactes de la barque sacrée d'Osiris et les menus du bœuf Apis. S'il n'a pas dit tout cela, c'est qu'il n'a pas vu Thèbes et qu'il nous fait une fois de plus des contes bleus.

Voilà ce qu'ont fait certains commentateurs modernes plus familiers avec leurs livres qu'avec la vie réelle ; ils ne se sont pas demandé si Hérodote avait eu les moyens de voir tout ce que nous voyons et d'apprendre tout ce que nous savons. Il nous en dit assez pour nous prouver qu'il a vu Thèbes, assez aussi pour nous laisser comprendre qu'il n'a pas pu tout voir. Il parle du temple de Zeus Thébain, celui de Karnak ; là, des prêtres thébains lui ont montré 345 colosses de bois représentant la suite des grands-prêtres, de père en fils. Il nous dit simplement que le temple était grand. Le mot paraît faible pour rendre l'impression ressentie à la vue de cet édifice gigantesque, long de 365 mètres et large, dans la première cour, de 110 mètres. Mais il est certain qu'il n'y est pas entré. Un étranger ne pouvait circuler librement dans l'enceinte des hautes murailles qui délimitaient le territoire du dieu, à plus forte raison, ne pouvait-il voir l'intérieur de l'édifice, interdit aux Egyptiens eux-mêmes. Il n'a pas même dû pénétrer jusqu'à la salle hypostyle dont l'énorme ordonnance l'aurait frappé d'admiration. Il n'a vu que l'entrée même du temple et, s'il y est entré, puisqu'il le dit, ce ne peut être que jusqu'à la cour péristyle qui succède immédiatement au grand pylône, ou, plus probablement, dans les Propylées du Sud, sorte de voie triomphale, formée d'une suite de cours et de pylônes, ayant près de trois cents mètres de longueur, du mur de la grande enceinte jusqu'aux parties réservées. Les fouilles de MM. Maspéro et Legrain ont retrouvé dans la première cour des centaines de statues de prêtres et de hauts personnages auxquels les Pharaons permettaient, par faveur insigne, de placer leurs images dans un temple. On a pu rétablir la généalogie de certaines familles sacerdotales pendant plusieurs siècles au moyen des inscriptions de ces statues. Le récit d'Hérodote, bien qu'un peu trop absolu, est en somme conforme à la vérité.

En tient-il les éléments des prêtres de Zeus Thébain ? C'est fort douteux, car les prêtres d'Amon étaient de très grands personnages, à peu près inaccessibles aux étrangers qu'ils méprisaient et dont le contact les aurait souillés. A-t-il interrogé des prêtres subalternes ? C'est assez peu probable, car, informé par eux, il n'aurait pas commis certaines erreurs considérables sur les dogmes, le culte et le clergé lui-même? Lepsius croit qu'il fut surtout renseigné par des interprètes de race grecque qui devaient être assez nombreux dans les grandes villes, où les négociants de leur race venaient fréquemment. Mais Hérodote dit formellement qu'il tient ce qu'il raconte de prêtres thébains. Pour expliquer que des prêtres aient pu lui laisser ignorer tout des annales des Pharaons et de la gloire séculaire de Thèbes, on en vient à admettre qu'il s'agirait ici de Grecs établis dans le pays et particulièrement des prêtres d'un oracle de Zeus, qui existait à Thèbes et dont les légendes se rattachaient à celles de Dodone. Ces hommes, cédan à une pente naturelle, identifiaient leur Zeus avec le Dieu thébain Ils ne savaient ni les écritures ni l'histoire du peuple parmi lequel ils vivaient en colonie, peut-être depuis plusieurs générations. Il semble donc que ce soient eux qui aient renseigné leur compatriote, lui donnant ainsi non pas la vision de la réalité égyptienne, mais l'idée fausse qu'ils s'en faisaient eux-mêmes. Ils lui traduisirent en conceptions helléniques le peu qu'ils connaissaient de l'extérieur du culte égyptien. Rapprochant, faute de critique et de savoir, ce qui leur paraissait analogue, identifiant Amon et Zeus, Dionysos et Osiris, Déméter et Isis, Apollon et Horus, ce sont eux qui ont dû lui fournir les informations sur lesquelles il s'est fondé pour tracer de la religion d'Egypte un tableau où les archéologues modernes ne retrouvent que quelques détails conformes à la vérité. Son excuse est qu'il ne pouvait guère trouver d'autres guides. Les communautés grecques vivaient en Egypte un peu comme les colonies européennes dans les villes chinoises : si nous n'avions pour étudier la Chine que le récit d'un passager globe-trotter ayant passé à terre le temps des escales dans les ports ouverts et monté de Tien-tsin à Pékin, nous aurions, semble-t-il, un ouvrage équivalent, sauf le style, aux pages qu'Hérodote à consacrées à l'Egypte.

P. CULTRU.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

La région du Haut-Tell en Tunisie (1). — Voilà certes l'un des meilleurs livres écrits jusqu'ici sur la Tunisie ; il émane d'un administrateur, le Contrôleur civil MONCHICOURT de Kairouan. C'est une œuvre originale au premier chef, et bien qu'elle ait valu à son auteur, dans de brillantes conditions, son diplôme de docteur ès lettres, elle mérite par certains côtés scientifiques d'égales félicitations.

Le Tell tunisien n'est en effet guère connu que par les études géologiques de PERVINQUIÈRE et le courant des touristes emportés vers le sud par les facilités de parcours en automobile ou en chemin de fer ne se dérive guère vers l'ouest.

Ce sera le grand mérite de M. MONCHICOURT d'avoir, de main de maître et après un labeur énorme, établi une monographie en tous points remarquable de cette région minière où fer et phosphate abondent, là où la production agricole devient à peu près impossible.

Sous forme d'Introduction, M. MONCHICOURT, étudie les grandes divisions naturelles de la Tunisie, et critique avec beaucoup de soin et d'érudition les auteurs précédents. Que faut-il entendre par *Ifriqua* et *Friguia* ? Chez les auteurs arabes, Ifrighia possède différentes significations, c'est la *Frigia* de la langue parlée.

Les indigènes distinguent en Tunisie trois grandes régions naturelles : la *Friguia* (Frigia ou Friga), le *Sahel* et le *Sahara*.

L'Ifrigüia s'étend de Barca jusqu'à Tanger et vers le sud jusqu'aux sables, d'après EL BEKRI (auteur arabe du XI^e^ siècle); c'est le *Maghreb* d'IBEN KALDOUN (auteur du XIV^e^ siècle); mais cette désinence offre actuellement un second sens moins étendu; et se rapporte seulement à une partie du Maghreb.

Chez les Romains, *Africa* avait deux acceptions également au sens le plus large, c'était synonyme de Libye ; au sens strict, c'était la province romaine d'Afrique.

C'est pourquoi, même aujourd'hui, il n'est pas aisé de définir au juste ce qui désigne ce terme couramment usité de « Frigüia ».

M. MONCHICOURT conclut que pour les gens du Nord, la Frignia est le pays où des pluies suffisantes assurent annuellement des récoltes régulières ; pour les gens du Sud et ceux d'Algérie, c'est le pays où ils vont moissonner l'été, où parfois, dès le printemps, ils conduisent leurs troupeaux menacés par la sécheresse précoce.

(1) Ch. MONCHICOURT, *La region du Haut-Tell en Tunisie* (Essai de monographie géographique). Paris, Lib. A. Colin, 1913.

En somme « dans l'esprit des indigènes, le mot de Friguia a cessé de désigner un pays historique, pour représenter une grande région naturelle, la région des céréales et des herbages, mais la valeur de cette notion est relative. » C'est pourquoi beaucoup de tribus appellent ainsi la portion de Tunisie qu'elles estiment bien supérieure à leur propre domaine au point de vue agricole. La carte (p. 8) donne une idée de la délimitation qu'il faut attribuer à la région ainsi désignée et qui comprend tout le Tell septentrional et une partie du Haut-Tell. Ce nom n'est pas usité en Algérie.

Quant au vocable « tell » il désigne chez les indigènes deux mots dictincts : l'un d'origine arabe signifiant *colline*, l'autre d'origine latine ou berbère signifiant *terre cultivable*. Entre ces deux mots la confusion était d'autant plus facile qu'un *tell-colline* peut être en même temps composé de *terrain-tell*. C'est en définitive *tout sol argileux recevant chaque année une dose de pluie assez considérable pour en être pénétré au point d'accumuler en lui des réserves aqueuses assurant constamment le complet développement normal des plantes annuelles, céréales ou herbages.*

Quant les tells de montagne couvrent d'assez vastes espaces, ils portent le nom spécial de *sra* (au pluriel *sraonate*). Ce sont, pour les indigènes tunisiens, les hautes terres de culture, où la neige séjourne longtemps en hiver, où la pluie abondante imprègne intimement le sol argileux, où les pâturages sont vigoureux ou presque permanents, où les récoltes sont plus assurées que partout ailleurs (environs de Teboursouk, le Massonge, le Sra-Ouartane, etc). Dans la province de Constantine, *sra* est employé par les indigènes dans le même sens qu'en Tunisie.

Le Tell, en résumé, se définit en ce qu'il n'est autre « que la région où, par suite de la nature du sol et de la dose des précipitations, il y a majorité ou abondance de terrain tell. (Voir carte p. 8.) » En Tunisie, *Friguia* est le nom habituel du tell qui se partage en trois zones ; *Tell septentrional* (Mateur, Béjà, Teboursouk), *Tell inférieur* (zone tunisienne, Grombalia, Zaghouan), *Tell supérieur* (Le Kef, Mactar, Thala).

En dehors de cette grande division, les indigènes ne connaissent que deux régions naturelles : le *Sahel* (côte basse de l'Est) et le *Sahara*.

Le Sahel tunisien offre peu d'altitudes importantes; c'est la patrie d'élection de l'olivier et la zone littorale, de Bizerte à la Tripolitaine, renferme l'immense majorité des oliviers et des vergers de la Tunisie.

Le Sahara (de *ashar* qui veut dire *fauve*) désigne le pays où les tons varient du jaune au rouge, le pays où la terre flambe nue sous les rayons du soleil et où manque toute végétation, c'est en somme, pour les Tunisiens indigènes, tout ce qui n'est pas Tell ou Sahel.

Mais cette division ainsi reconnue est insuffisante pour nos besoins et M. Monchicourt arrive à cette conclusion qu'il y a lieu d'adopter en Tunisie une divison initiale, cadrant avec celle en usage en Algérie.

La région fertile du Nord sera le Tell, et la steppe qui comprend le Sahel, la zone intermédiaire entre celui-ci et le Sahara. Bien entendu, les limites ne sont pas précises, mais suffisantes pour être comprises à la fois des indigènes et des Européens. M. Monchicourt définit ces zones et divise le Tell en trois parties : au nord de la Medjerda, le *Tell septentrional*, riverain de la Méditerranée occidentale et prolongement de la zone litorale algérienne ; au sud, en contact avec la steppe, le *Tell méridional* qui se subdivise en *Haut Tell* et *Tell inférieur*.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans l'étude qu'il fait de ces régions, cela dépasserait par trop le cadre de cette note et nous renvoyons le lecteur intéressé à l'ouvrage lui-même.

Ainsi finit la remarquable étude générale intitulée modestement introduction. « La première partie de l'ouvrage est réservée à la « nature *physique du Haut-Tell* ». Les étages géologiques de cette région appartiennent au secondaire et au tertiaire. Là, c'est le *trias* avec son sol riche en sel et en métaux, et ses manifestations hydrothermales, puis l'*aptien* avec ses montagnes dénudées caractéristiques de la région du moyen Mellègue, par exemple. Tandis que le trias fournit surtout de la calamine (zinc) et de la galène (plomb), plus d'un dôme aptien, outre ces minerais, renferme du fer (Zrissa, Slata, Ouenza). Le *sénonien*, qui vient ensuite, est le terrain le plus répandu dans le Haut-Tell ; il est fort riche en marnes bleues, atteignant jusqu'à 300 mètres de puissance. La couverture calcaire de ces marnes se découpe en kefs et les protège et sur ces calcaires reposent ces marnes noirâtres à ammonites classées par *Pervinquière*. Elles sont fertiles, et excellentes pour les céréales et les herbages... Le sénonien est caractérisé par la présence du Pin d'Alep et par ses eaux fraîches et salubres. La pierre sénonienne forme également d'excellents matériaux de construction et est connue sous le nom de *saouane*. Le tertiaire débute par l'iocène inférieur, formant une couche phosphatée (exploitation de Kalaat-Djerda, Kalaat-Senane, etc.) et sur ces phosphates, de nouveau les calcaires à nummulites, favorables aux installations humaines. Dans les ondulations de ces falaises calcaires, on trouve des marnes argileuses bleues en profondeur, jaunes ou brunes en surface, qui donnent un tell cultivable comme celui des marnes sénoniennes.

Çà et là s'étalent des *grès tertiaires* sans fossiles, difficiles à classer, se désagrégeant en sable où ne croissent que l'*alfa*, l'*olivier*, les *cactus*, et formant la transition vers la steppe.

A citer encore des poudingues et des nappes pliocènes caillouteuses, des travertins compacts (pierre à chaux et pierre à bâtir), puis des alluvions fertiles.

Le chapitre suivant comprend l'étude de l'architecture du sol et n'est pas moins intéressant et l'auteur s'arrête ensuite à la description des types des régions naturelles, la variabilité du climat, le régime des eaux.

Au chapitre VII, sont groupés les détails les plus circonstanciés sur la vie végétale et animale avec lesquels se termine la première partie.

Quant à la deuxième partie, trop spéciale pour nous permettre ici d'en donner une longue analyse, elle est réservée aux populations et à leur vie.

La conclusion serait tout entière à citer, mais nous avons assez écrit sur ce livre pour que le lecteur se rende compte de son importance exceptionnelle. Le gouvernement de la Régence peut se montrer fier de posséder parmi ses fonctionnaires des savants modestes de la valeur du Dr Monchicourt qui vient d'apprendre au monde colonial, par cette documentation précise, la valeur du pays qu'il a charge d'administrer.

Prof. Em. Perrot.

Textiles végétaux. — A plus d'une reprise nous avons insisté dans la *Quinzaine Coloniale* sur l'importance des textiles pour le commerce colonial et mondial. Nous avons déjà rappelé qu'en 1911 s'est tenu à Soerabaia un Congrès textile. Nous devons

revenir sur la question à l'occasion de la publication du rapport de M. VAN ITERSON, fait comme délégué au gouvernemt hollandais sous le titre : *De vezelcultaur op Java en het vezelcongres met tentoons telling te Soerabaia* in 1911 gehouden (publication de la section commerciale du Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de Hollande).

Comme l'a dit très justement le professeur DEWEY, représentant des États-Unis de l'Amérique du Nord, à ce Congrès, très connu d'ailleurs par ses nombreuses études sur les textiles, le Congrès de Soerabaia a été la première réunion internationale qui se soit occupée d'un grand nombre de textiles et qui ait essayé de réunir, en les discutant, les différentes données qui ont paru dans le domaine de la culture, de la préparation et du commerce des fibres.

Certes, tout n'a pu être discuté à ce Congrès et il ne peut être question pour nous de reprendre ici, même en les résumant, les données contenues dans 240 pages de texte du rapport de M. VAN ITERSON. On pourrait grouper les fibres qui ont été étudiées par VAN ITERSON, dans cet ouvrage, en trois groupes : fibres textiles proprement dites, matières premières de tressage, matières premières pour la fabrication du papier.

Dans la première de ces séries, l'auteur passe successivement en revue les fibres d'agaves, de Musa, de jute, de cocos, de kapok, de ramie et de coton, ce dernier cependant occupant relativement moins de place, car il a fait, dans bien des cas, l'objet de travaux spéciaux et nous estimons que c'est surtout par les études sur les autres fibres que se fait remarquer le rapport de M. VAN ITERSON. Nous signalerons spécialement dans cette série le paragraphe consacré au kapok, accompagné, ainsi que beaucoup d'autres, de quelques planches intéressantes montrant les cultures de capoquiers, la récolte des fruits et la préparation des fibres.

On sait que les Indes Neerlandaises sont à peu près les seules régions du monde où la culture du capoquier ait pris une certaine extension.

C'est là cependant une série de plantes dont l'étude mériterait d'être poursuivie et dans bien des colonies il nous semble que l'on pourrait utiliser, et peut-être exporter, avec bénéfices les produits fibreux renfermés dans les fruits de plusieurs espèces de ce groupe.

Il faut en effet faire remarquer qu'il y a plusieurs espèces capables de fournir les fibres de kapok, de qualités inégales peut-être, mais cependant utilisables. Tout récemment M. le Dr ULBRICH, du Musée botanique de Berlin, a publié, sur les capoquiers, et en particulier sur ceux de l'Afrique occidentale tropicale, des notices importantes aux points de vue scientifique et économique, dans le *Bulletin du jardin botanique de Berlin*.

La question de la ramie aurait peut-être mérité un examen approfondi ; cette question a, comme on le sait, été amorcée en France, car c'est à Paris qu'un premier Congrès de la ramie se réunit en 1900. Il y a pensons-nous un avenir sérieux dans la culture de la ramie, peut-être pas pour les colonies purement tropicales, mais pour beaucoup de régions subtropicales et peut-être même pour des régions tempérées où cette culture est plus facile qu'on le croit généralement.

La question de la préparation des fibres de ramie paraît avoir fait dans ces dernières années des progrès immenses et certaines firmes semblent avoir découvert un procédé qui leur permet de travailler ce textile dont ils ne peuvent recevoir, en général, une quantité suffisante pour la marche régulière de leurs machines. Les opinions sur la rentabilité de la culture de ces divers textiles varie fortement, même à Java, et tout récemment un de nos amis, en tournée d'inspection à Java, émettait l'avis que la seule fibre qui d'après lui avait quelque valeur économique, tant par ses conditions de culture que par celles de l'exploitation, était le jute de Java ou fibre de l'*Hibiscus cannabinus*.

Antérieurement déjà nous avons, d'après les travaux anglais (Indes anglaises) insisté sur la valeur des fibres de plusieurs des espèces de ce genre, dont la culture remonte d'ailleurs, même comme plante textile, à la plus haute antiquité.

Il convient de rappeler que les premiers essais tentés à Java sur la culture rationnelle de ces Hibiscus sont dus à l'initiative et à la grande prévoyance du regretté secrétaire de l'agriculture, M. Melchior TREUB.

Le second groupe de textiles, celui sur lesquel nous croyons devoir insister d'avantage est celui qui renferme les matériaux dont les indigènes tirent la matière première pour leurs tressages.

Ces matières premières sont d'une importance capitale et l'on peut dire, en effet, qu'il n'y a pas un pays au monde où la population n'emploie, d'une façon plus ou moins intense, des parties de végétaux pour la fabrication de divers objets de ménage et il est vraiment curieux de constater que ces matières premières ont été encore si peu étudiées non seulement dans les régions tropicales, mais même dans les régions tempérées. Leur étude cependant devrait être entreprise sous divers aspects : au point de vue ethnographique, au point de vue sociologique et au point de vue de l'avenir économique de certains territoires. Nous sommes persuadé qu'il y a parmi les matériaux de tressage utilisés par les indigènes de la plupart des régions tropicales bien des productions végétales qui pourraient être plus rationnellement exploitées et donner naissance à de véritables industries capables d'alimenter un commerce local et même peut-être un commerce d'exportation. Certains auteurs prétendent cependant qu'il ne peut être question de pousser, dans les colonies, le développement d'industries de tressage ou de nattage qui seront trop facilement concurrencées par les produits importés des métropoles. Nous ne sommes point du tout de cet avis, nous sommes, au contraire, très porté à préconiser le développement de ces petites industries locales, et nous voudrions même, comme on l'a souvent conseillé, voir les gouvernements faire des efforts pour maintenir les industries existant dans une région et aiguiller les indigènes dans une voie de progrès, sans modifier le caractère artistique que peuvent présenter les objets qu'ils fabriquent.

En France, quelques timides essais de détermination de matières premières de tressage ont été effectués, par exemple, pour les fragments de végétaux capables d'entrer dans la fabrication des chapeaux de paille à Madagascar. Il serait vraiment à désirer que des enquêtes fussent sérieusement établies dans les colonies à l'effet de rechercher quels sont les végétaux dont les tiges, les feuilles ou des parties de ces organes sont utilisés en tressage par les indigènes. Il conviendrait, ces données établies, de rechercher la valeur de la matière première, non par la forme de l'objet obtenu, mais par la qualité : résistance, souplesse, couleur, etc., du produit.

Parmi les matériaux de tressage les plus utilisés, et d'ailleurs de plus de valeur, il faut citer les bambous. Nous ne pouvons insister longuement sur la question qui cependant est particuliè-

rement intéressante. On sait que, à Java, spécialement dans la région de Tangerang on tresse à l'aide de bambous les chapeaux connus sous le nom de chapeau-rotin, qui ont donné naissance à un commerce assez important. C'est surtout grâce à M. L. PETIT-JEAN que cette industrie s'est développée. Il a installé cette industrie tout à fait à l'européenne et expédie une grande partie de la marchandise préparée sous forme de « cloche ». M. VAN ITERSON expose, dans son travail, les facteurs qui ont pu amener cet article, en fibres de bambous, à devenir un objet d'exportation, et il arrive à discuter les idées émises par M. PLEYTE, qui considère la mode comme étant ici grandement en jeu ; il fait remarquer, à ce propos, qu'il y a probablement à tenir compte non seulement de la mode, mais encore du désir de plus en plus intense de l'Européen et de l'Américain d'avoir un chapeau souple beaucoup plus pratique que le chapeau de paille durcie. D'ailleurs, depuis quelques années, de différents côtés, et même à Java, on s'est préoccupé de faire le chapeau de paille souple en d'autres fibres, parmi lesquelles il faut, pensons-nous, ranger certains faisceaux fibro-vasculaires de Cypéracées.

Le rapport de M. VAN ITERSON est accompagné de quelques belles photographies des phases de la fabrication du chapeau.

M. van Iterson signale également les essais faits, par M. PETIT-JEAN, de la culture du *Carludovica palmata*, et rapporte la réussite de la culture et de la fabrication. Le produit de la plante cultivée sera-t-il capable, se demande notre confrère, de remplacer, dans l'avenir, les produits sauvages de l'Équateur et de la Colombie, comme le quinquina de culture a remplacé totalement le quinquina de l'Amérique centrale?

Certes, il n'est pas possible de donner un avis précis sur cette question. Mais, dès maintenant, on doit signaler que l'industrie de ce chapeau semble devoir prendre de l'extension, non seulement à Java mais encore à Suriname, où un comité s'est constitué pour introduire cette industrie du chapeau en *Carludovica*, provenant du Vénézuéla où se fait le chapeau dit de « Panama ». Peut-être pourrait-on trouver, à Suriname même, un palmier capable de remplacer la plante du Vénézuéla. Il existe même, dans cette possession, un *Carludovica*, mais qui ne paraît pas appartenir à la même espèce et ne posséderait pas les propriétés de la plante originaire du Vénézuéla qui se développe fort bien à Suriname. Malheureusement, à Suriname comme peut-être à Java, la plus grande difficulté dans l'extension de cette industrie réside dans le fait qu'elle ne semble pas payer suffisamment pour permettre une culture régulière du palmier.

Parmi les autres végétaux utilisés à Java pour du nattage, pour la fabrication par exemple de ces nattes d'emballage bien connues et très recherchées en Europe et en particulier dans certaines parties de la Hollande, à Yumiden, il faut citer le végétal dénommé par les indigènes « Poerôen » et celui signalé sous le nom de « Mendong » dont on ne connaît malheureusement pas le nom scientifique.

Certains dictionnaires, entre autres celui de M. DE CLERQ, considèrent ces deux plantes comme étant la Cypéracée : *Fimbristylis diphylla*. Or, il est certain d'après les observations de M. VAN ITERSON qu'elles sont d'origine botanique différente. Il serait donc très intéressant de savoir s'il s'agit de ce *Fimbristylis*, car il est répandu dans toutes les régions tropicales et pourrait donc être utilisé dans d'autres colonies pour fabriquer des nattes.

Il y a, pensons-nous, pour la fabrication de ces nattes, une industrie à créer, ou à développer, dans beaucoup de colonies, afin d'obtenir sur place un emballage de la plus grande importance pour l'exportation de certains produits.

Un autre paragraphe s'occupe de la fibre pour papier.

Cette question est indiscutablement capitale, mais malheureusement, malgré tout l'intérêt qu'elle présente dans les colonies, elle n'a pas, dans ces régions, été suffisamment étudiée. Certes, comme le dit M. VAN ITERSON, l'étude des substances végétales capables de fournir une matière première pour la fabrication du papier n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire au premier examen. On ne pourrait assez insister sur l'opinion très judicieuse de M. VAN ITERSON qui nous dit à ce propos : ne pourront être utilisées pour la préparation du papier que les plantes qui se rencontreront exceptionnellement à l'état sauvage en grandes quantités dans des endroits faciles à atteindre, ou qui pourront être aisément cultivées sur une grande échelle et donneront en même temps un fort pourcentage de fibres utilisables.

Parmi les plantes tropicales qui, d'après M. VAN ITERSON, méritent le plus d'attirer l'attention, il faut citer la paille de riz, le bambou, les tiges de cannes à sucre, la Graminée bien connue et si néfaste pour les plantations, le célèbre **alang-alang**.

On pourrait encore citer les *Andropogon* à huiles essentielles qui après avoir donné leurs essences laissent un résidu qui est utilisé déjà pour fabriquer un carton capable de concurrencer complètement le carton de paille fabriqué en Europe.

Le travail de M. VAN ITERSON, dont nous n'avons pu donner ici qu'une idée très sommaire, est terminé par un aperçu des conclusions tirées de la discussion des différents rapports présentés au Congrès.

Nous ne pouvons reproduire ici ces conclusions et nous renvoyons le lecteur, qui s'intéresse à ces questions, à cette partie du travail de M. VAN ITERSON et aux autres annexes qui donnent les avis de MM. DEWEY, DE VRIES, OTTOLANDER, sur certaines des questions discutées au Congrès.

É. DE WILLEMAN.

L'appareil laticifère des caoutchoutiers. — Tel est le titre du *fascicule I, tome I*, des *Mémoires scientifiques publiés par le Service d'agriculture du ministère des Colonies* — de Belgique. — Il renferme l'exposé des recherches du Dr Alph. MEUNIER, professeur à l'Université de Louvain.

Le ministère belge et son *Service d'agriculture* ne craignent pas de faire appel aux organisations scientifiques et aux professeurs spécialisés et c'est là un exemple qu'on se décidera peut-être un jour bien tardivement à suivre en France. Que de bonnes volontés inutilisées, que d'observations techniques dont notre administration perd le bénéfice !

Sans être de toute première importance, au point de vue des conséquences à en tirer, la structure anatomique des plantes caoutchoutifères mérite quelque attention, car il paraît naturel, dit l'auteur, d'en espérer des renseignements d'un ordre intime, très propres à éclairer la technique de l'exploitation rationnelle de ces richesses végétales. « Tout au moins, ajoute-t-il encore, il semble désirable que la connaissance scientifique de la distribution de l'appareil laticifère dans la plante soit à la base de tout jugement porté par ceux qui en ont la mission, sur la convenance des procédés opératoires d'exploitation. »

Sur la technique microscopique de M. F. MEUNIER, nous ne dirons

rien ici, car elle ne présente aucun intérêt pour les lecteurs de ce journal; toutefois il convient de faire remarquer qu'elle a amené son auteur à des résultats très précis, consignés dans huit planches superbes en couleur.

Les plantes étudiées sont : *Periploca nigrescens, Cryptostegia madagascariensis, Clitandra Arnoldiana, Landolphia owariensis, L. Gentilii Funtumia elastica, Hevea brasiliensis, Manihot Gloziowii Castilloa Tunu.*

Les Euphorbiacées, *Hevea* et *Manihot*, ont leurs laticifères répartis seulement dans l'écorce et par zones concentriques assez indépendantes; il n'y en a pas dans la moelle.

Chez les autres espèces des Apocynacées Asclepiadées, Urticacées, le réseau de tubes à latex envoie des ramifications à travers le bois dans la zone périmédullaire et médullaire centrale.

M. Meunier conclut que le latex médullaire est toujours de qualité moindre.

En tout cas, l'appareil laticifère des Euphorbiacées est distinct dans ses répartitions de celui des plantes à latex des autres familles. Il faudrait séparer assez nettement ces plantes. On a peut-être dans les ouvrages classiques une tendance trop exclusive à assimiler ces appareils. C'est notre avis, car nous avons personnellement à ce sujet fait de nombreuses recherches et nous espérons tôt ou tard revenir sur cette question. Les documents de M. Meunier sont des plus intéressants, et il faut encore remercier le ministère belge des Colonies d'avoir fait les frais de leur publication.

C'est du côté de la physiologie de cet appareil laticifère et de la signification biologique du latex que l'on devra dorénavant porter les études techniques.

Em. P.

Botanique coloniale appliquée. — Sous ce titre, M. Dubard, pour qui fut créée la maîtrise des Conférences de botanique coloniale à la Sorbonne, aujourd'hui professeur à la Faculté des sciences de Clermont-Ferrand, publie le cours qu'il a professé à l'École d'agriculture coloniale de Nogent-sur-Marne. Edité en volume, ce cours a paru dans une longue série de numéros du *Bull. du jardin colonial* (1) (*Agr. pratique des pays chauds*) et il nous a été loisible de le suivre en détails.

M. Dubard s'est efforcé, peut-être pas toujours assez à notre avis, de ne pas se laisser entraîner dans le domaine de la science pure, mais c'est là une critique aisée, qui n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage, bien au contraire; et au surplus, s'adressant à des jeunes gens instruits, l'auteur devait maintenir son enseignement à un niveau assez élevé.

Le plan adopté par M. Dubard est original, et personnellement nous en approuvons entièrement les grandes lignes.

L'ouvrage débute par deux chapitres réservés à l'exposé des notions *indispensables à tout collecteur de plantes* et comme dans tout agriculteur, colon ou chargé de mission, il devrait y avoir un botaniste, c'est pourquoi nous avons loué cette manière de faire. Que de fois les laboratoires de la métropole ont-ils été et restent-ils impuissants à répondre aux questions qui leur sont posées, faute de matériel convenable. Tout ceux qui dirigent un laboratoire ou un musée de plantes ou matières premières végétales économiques savent quels véritables rébus on leur demande constamment de résoudre.

Avec un fragment de racine ou d'écorce, une graine ou des débris de feuilles, on vient demander de dire quel est le végétal producteur et quelles sont ses qualités?

Que de temps précieux on perd en palabres superflus ou recherches sans succès, ce qui serait évité si le collecteur intéressé avait réuni des échantillons convenables! Le livre de M. Dubard souligne avec force cette nécessité.

Dans le 3e chapitre, il passe en revue les principales substances contenues dans les cellules végétales: substances minérales et organiques, diastases, etc.

Les trois chapitres suivants comprennent l'étude générale de certaines réserves hydrocarbonées (amidon, inuline) suivie de l'exposé technique des caractères des principales farines ou fécules. Viennent ensuite les chapitres réservés aux propriétés et caractères des bois et des matières textiles.

Enfin l'ouvrage se termine par l'étude théorique du tissu sécréteur et l'examen technologique des produits de sécrétion (essences, matières résineuses, latex).

Bien d'autres produits seraient encore à examiner, mais il fallait se limiter, l'auteur ne cherchant pas à s'occuper de toutes les matières premières végétales ni de leurs origines.

Tel qu'il est, c'est un bon livre, nous le répétons; il doit être dans la bibliothèque personnelle de tous les agents d'agriculture soucieux de leur dignité et aussi de tous les planteurs et même des agents instruits de l'administration coloniale.

Prof. Em. Perrot.

(1) Cette publication vient de disparaître pour renaître de ses cendres en changeant d'éditeur (Laroze édit.), mais en conservant son directeur M. Prudhomme, directeur du Jardin colonial et de l'École supérieure d'agriculture coloniale.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nuñez	7 .. à 7 25
Conakry Niggers	6 .. à 6 50
Soudan Niggers rouges	6 .. à . ..
Soudan Niggers blancs	5 25 à 6 ..
Soudan lanières et plaques	6 50 à 7 ..
Soudan Manoh	5 50 à 6 ..
Lahou petits Cakes	4 75 à 5 25
Lahou Niggers	5 .. à 5 50
Gambie A	4 75 à 5 ..
Gambie AM	4 .. à 4 25
Gambie B	3 50 à 3 75
Bassam Lump	3 .. à 3 50

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	6 .. à 7 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	5 .. à 5 30
Kasai noir I	6 .. à 6 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	6 .. à 6 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	6 .. à 6 25
Mongala lanières	6 .. à 6 25
Aruwimi	6 .. à 6 25
Wamba rouge I	3 50 à 3 75
Uelé	6 .. à 6 25
Détroits crêpe I	7 60 à 7 75

NAVIGATION. — **La Marine marchande aux Colonies.** — D'accord avec le ministre de la Marine, le ministre des Colonies a fait signer au président de la République, à la date du 8 juillet 1913, trois décrets qui intéressent la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce aux colonies.

Le premier de ces décrets rend applicable, dans les colonies françaises et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies, la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

Le deuxième désigne les ports des colonies françaises et pays de protectorat où peuvent s'effectuer les visites des navires prévues à l'article 15 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce, savoir :

Saint-Pierre (îles Saint-Pierre et Miquelon).
Pointe-à-Pitre et Basse-Terre (Guadeloupe).
Fort-de-France (Martinique).
Cayenne (Guyane).
Dakar, Conakry, Grand-Bassam et Cotonou (Afrique Occidentale française).
Libreville (Afrique équatoriale française).
Djibouti (Établissements français de la Côte des Somalis).
Majunga, Diégo-Suarez, Tamatave (Madagascar).
Pointe des Galets (Réunion).
Pondichéry (Établissements français de l'Inde).
Saigon et Haiphong (Indochine).
Nouméa (Nouvelle-Calédonie).
Papeete (Établissements français de l'Océanie).

En outre, il est créé dans chacun de ces ports des commissions qui sont chargées des visites et constatations visées à l'article 15 de la loi du 17 avril 1907. Ces commissions sont instituées par des arrêtés du gouverneur, approuvés par le ministre des Colonies et le ministre de la Marine.

Dans chacun de ces ports le gouverneur peut instituer un emploi d'inspecteur de la navigation et en désigner le titulaire par arrêtés. Exceptionnellement, ces fonctions d'inspecteur de la navigation pourront être exercées à Saint-Pierre et Miquelon, à Saigon et à Dakar par un fonctionnaire du cadre métropolitain des inspecteurs de la navigation, désigné de concert entre les ministres de la Marine et des Colonies.

Le troisième enfin, décide que le décret précédent, désignant les ports des colonies françaises où seront constituées les commissions de visite des navires de commerce, prévues à l'article 15 de la loi du 17 avril 1907, est applicable aux navires bénéficiant des primes aux grandes pêches ayant leur port d'attache dans les colonies de Saint-Pierre et Miquelon et de l'Afrique occidentale française.

Ces trois décrets ont été insérés au *Journal officiel* du 13 juin 1913.

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien:*

23 *juillet.* — *Décret* du 15 juillet autorisant à titre provisoire l'importation des vaches laitières provenant de la métropole.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

10 *juillet.* — *Décision* du 3 juillet transférant à M'Bambey la résidence du chef de la circonscription agricole du Thiès-Kayes à Hann.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française:*

12 *juillet.* — *Arrêté* portant création d'une agence spéciale à Bouafié (Côte d'Ivoire).

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

28 *juin.* — *Arrêté* du 14 juin complétant l'article 1er de l'arrêté du 30 novembre 1905 fixant les taxes de séjour imposées aux étrangers d'origine asiatique ou africaine venant résider à Madagascar et dans ses dépendances.

Cet arrêté décide que la carte d'identité imposée aux étrangers d'origine asiatique ou africaine devra désormais comporter une photographie du titulaire. Le double de cette photographie sera conservé par le service d'immigration.

Addendum aux instructions de la circulaire du 10 mai 1913 sur les migrations de sauterelles.

Arrêté du 14 juin portant rétablissement de la contribution personnelle et création de la contribution des prestations dans la commune de Sainte-Marie.

Arrêté rapportant l'arrêté du 9 décembre 1898 chargeant les receveurs des domaines d'assurer l'aliénation des terrains communaux et le recouvrement des prix afférents à ces aliénations et abrogeant toutes les dispositions de l'arrêté du 12 octobre 1906, relatif au paiement des prix de vente et de location des terrains domaniaux et communaux, contraires à celles des articles 342, 343, 344 et 346 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Circulaire au sujet de l'application des articles 342, 343, 344, 345 et 346 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Arrêté portant création à Antalaha (province de Vohémar) d'une recette de douanes et ouvrant le port aux importations et exportations directes.

Arrêté abrogeant les dispositions de l'arrêté du 9 décembre 1911 créant des tarifs spéciaux en faveur des particuliers traités dans les hôpitaux et ambulances militaires.

Décision du 25 juin nommant le commissaire enquêteur chargé de procéder à l'enquête de *commodo* et *incommodo* sur le projet de construction d'un port à Tamatave.

5 *juillet.* — *Arrêté* promulguant le décret du 3 juin 1913 réglementant les associations syndicales à Madagascar.

Arrêté promulguant à Madagascar et dépendances le décret du 3 juin 1913 réglementant le régime des eaux à Madagascar.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores** (Séance du 5 juillet 1913). — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union Coloniale s'est réunie le 5 juillet, à 2 h. 1/2, sous la présidence de M. Eugène Buhan, président de la Section.

Présents : MM. Eugène Buhan, président ; de la Motte Saint-Pierre et Maurice Simon, vice-présidents ; Eug. J. Niel, Laurain, H. Nouvion, Guillaumé Grandidier, Julien, Société agricole du Sambirano, Henri Mager, Ch. Dépincé.

Excusés : MM. Catoire, Gueugnier et Sescau, vice-présidents ; Bigeard, Vaquin et Schweitzer.

M. le Président se félicite de la présence à la réunion de

M. Depincé. Il dit combien il est heureux de l'amélioration rapide survenue dans son état de santé. Il lui renouvelle, au nom de tous les membres de la Section, ses vœux de prompt et complet rétablissement.

Il est donné connaissance de la correspondance parvenue à la Section depuis sa dernière réunion.

Bornages opérés par la colonie. — La Section aborde en premier lieu l'examen de la lettre suivante, en date du 5 mai 1913, par laquelle M. le gouverneur général de Madagascar répond à celle que lui avait adressée l'Union Coloniale pour protester contre les bornages opérés par la colonie :

Par lettre du 5 décembre 1912, vous avez appelé à nouveau mon attention sur le droit de la Colonie de procéder à des bornages de mines communes pour son propre compte.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un nouvel examen de cette question n'a fait que me confirmer dans l'opinion que j'avais déjà émise dans ma lettre du 1er juillet 1912. En effet, la Colonie, personne morale, me paraît avoir le droit indiscutable d'acquérir, pour son propre compte, des terrains miniers, au même titre qu'elle peut acquérir des immeubles bâtis ou d'autres propriétés. Je répète, cependant, qu'il n'entre pas dans nos vues de procéder à de nouveaux bornages.

D'ailleurs, la Colonie n'a voulu, en procédant aux bornages des gisements de charbon du Sud, qu'éviter le morcellement d une mine qui ne peut être pratiquement exploitée qu'à la condition justement de ne pas être morcelée. Les grosses dépenses nécessitées par la mise en activité d'une grande mine de charbon exigent une grande superficie de terrain assurant à la société concessionnaire une longue existence. Si cette mine, au lieu de former un bloc, avait été partagée entre plusieurs prospecteurs, elle n'aurait sans doute jamais pu être exploitée rationnellement.

Veuillez agréer...

M. le Président déclare que cette lettre soulève une question de principe de la plus haute gravité qui a déjà fait l'objet d'une étude approfondie au sein de la Section. Il rappelle les considérations qui ont déterminé celle-ci à se prononcer, en complet accord du reste avec le Comité des Jurisconsultes de l'Union Coloniale, contre la manière de voir de l'administration locale.

M. le Président fait observer que la nouvelle communication du gouverneur général ne renferme aucun argument qui soit de nature à faire revenir la Section sur ses délibérations antérieures. Dans ces conditions, il est d'avis que la Section se borne à prendre acte de la promesse réitérée du gouverneur général de ne plus faire procéder à de nouveaux bornages et à renouveler les observations de principe qu'elle a formulées à l'encontre de l'affirmation de la part de la colonie, du droit qu'elle posséderait d'effectuer des bornages.

M. Depincé et plusieurs membres de la Section parlent dans le même sens.

Pour justifier son attitude, le gouvernement général allègue qu'en procédant aux bornages des gisements de charbon du sud, la colonie n'a voulu que prévenir un morcellement préjudiciable à leur mise en valeur. M. Depincé fait observer que cet argument ne lui paraît pas fondé. Il rappelle que l'administration du Tonkin, placée jadis en présence du même problème, eut une conception toute différente de son rôle. Les gisements ont été morcelés ; on ne compte guère moins aujourd'hui d'une dizaine de concessions ; l'industrie houillère n'en a pas moins atteint au Tonkin un très haut degré de prospérité.

M. le Président est convaincu que la divergence de vues qui s'est manifestée en la circonstance entre la Section et l'administration locale conservera un caractère théorique. S'il devait en être autrement, si, notamment, ainsi que le bruit en a couru, la colonie entendait se réserver la propriété des gisements de phosphates dont on aurait constaté l'existence dans la Grande Ile, la Section n'hésiterait pas à intervenir de nouveau en s'adressant, cette fois, aux tribunaux compétents pour faire trancher le différend une fois pour toutes.

Après diverses observations de MM. de la Motte Saint-Pierre et G. Grandidier, il est décidé qu'une lettre conçue dans le sens des déclarations ci-dessus sera adressée par prochain courrier à M. le gouverneur général.

Recrutement de main-d'œuvre étrangère. — Il est donné lecture de la lettre suivante de M. le gouverneur général relative à l'introduction de main-d'œuvre étrangère dans la colonie :

En réponse à votre lettre en date du 18 mars 1913, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la question de la main-d'œuvre à Madagascar, sur laquelle vous appelez mon attention, n'a pas cessé de figurer au premier rang des préoccupations de l'Administration locale.

Depuis mon arrivée dans l'Ile, deux tentatives ont été faites pour procurer aux entreprises de la Colonie l'appoint de bras étrangers qui leur serait nécessaire : l'une à porté sur l'immigration javanaise, l'autre sur l'introduction à Madagascar de travailleurs arabes. Mais, malgré toutes les diligences du gouvernement général, les pourparlers engagés, à cet égard, n'ont pas encore produit de résultats positifs. Dès qu'il sera possible de se prononcer, d'une manière définitive, sur le secours que les colons de l'Ile peuvent attendre de la main-d'œuvre étrangère, je ne manquerai pas de faire part à l'*Union Coloniale* des arrangements passés avec les autorités des pays de recrutement en vue de la réalisation des projets auxquels elle s'intéresse.

J'ajoute qu'à mon avis l'appel du gouvernement local doit s'adresser uniquement aux colonies néerlandaises et aux populations riveraines de la Mer Rouge. Il ne paraît pas désirable, en effet, d'introduire à Madagascar un courant régulier de travailleurs hindous. On pourrait craindre de voir apparaître, à leur suite, un nombre considérable de trafiquants de même origine qui ne tarderaient pas à accaparer, à leur profit, la plus grande partie du commerce de l'Ile, ainsi qu'il est arrivé dans d'autres pays baignés par l'Océan Indien et notamment à l'Ile Maurice. Appuyés les uns sur les autres au moyen d'associations, puissantes, doués, à un degré élevé, du sens du commerce et possédant, sur la plupart de leur concurrents, l'avantage de se contenter d'un bénéfice modique, ces commerçants réussissent généralement à drainer, au seul bénéfice de leurs maisons-mères, une grande partie du numéraire en circulation dans les pays placés sous leur empire économique.

La fréquence des épidémies et la rapidité avec laquelle elles se propagent dans certains pays où la main-d'œuvre est en grande partie fournie par des immigrants hindous, constituent un danger trop important pour qu'on néglige d'en tenir compte dans l'appréciation de la valeur de l'immigration indienne.

Quant à la Côte orientale d'Afrique, elle ne paraît pas appelée à fournir un contingent, même de faible importance, à l'immigration ouvrière à Madagascar. La faible densité des populations établies sur cette côte ne manquera pas d'inciter les puissances dont elles dépendent à se réserver, avec un soin jaloux, les ressources en hommes dont disposent les colons agricoles et industriels.

La solution du problème de la main-d'œuvre doit donc être recherchée dans le sens déjà indiqué par les tentatives de l'administration locale, tentatives qui, malgré les difficultés qui les grèvent, pourront sans doute aboutir dans un avenir rapproché.

Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que les principaux éléments de la solution désirée et les seuls de nature à apporter à la situation envisagée un remède permanent se trouvent dans le pays lui-même, dont les ressources paraissent susceptibles d'un meilleur rendement, et dont le développement démographique doit être facilité. La multiplication progressive des voies de communication permettra à la main-d'œuvre disponible de se transporter de plus en plus aisément sur les points de l'Ile où le besoin de bras se fera sentir. D'autre part, le Service de l'Assis-

tance médicale indigène, dont l'organisation se perfectionne et s'étend journellement, conservera à la Colonie le bénéfice des qualités prolifiques de la race par l'action des maternités, des hôpitaux, des distributions de médicaments et de la diffusion, dans la masse indigène, des principes d'hygiène et de prophylaxie.

Veuillez agréer....

M. le Président dit que la Section suivra, avec tout l'intérêt qu'ils méritent, les pourparlers engagés de divers côtés par M. le gouverneur général. Il souhaite que cette question reçoive, dans un avenir prochain, une solution conforme aux désirs des colons.

M. Depincé fait observer que les négociations concernant la main-d'œuvre javanaise n'iront probablement pas sans difficultés. A ce sujet, il fait part à la Section des inquiétudes qu'éprouvèrent récemment les planteurs de Cochinchine : les conditions qui leur furent imposées par les autorités néerlandaises, et qui ne laissent pas d'être beaucoup plus onéreuses qu'autrefois, tendent à rien moins qu'à restreindre l'émigration des travailleurs javanais.

Répondant à une question de M. le Président, M. Julien dit que l'accroissement de la population indigène de Madagascar est plus apparent que réel. Il est dû presque uniquement à ce que les recensements serrent de plus près la réalité.

Droits de consommation sur les sacs de jute. — Par une lettre en date du 12 mai dont il est donné lecture, M. le gouverneur général a informé l'Union Coloniale qu'il avait saisi M. le ministre des Colonies de propositions tendant à ramener la taxe sur les sacs de jute au taux de 0 fr 05 par sac.

Le projet de décret établi à ce sujet, écrit M. Picquié, et qui est déjà en la possession du Département, a reçu l'approbation unanime des membres du Conseil d'administration de la colonie; il abroge la disposition du décret du 19 juillet 1910, spécifiant que les sacs destinés à la réexportation sont exempts de droit de consommation et applique la taxe de 0 fr. 05 par unité à tous les sacs de jute et de chanvre, neufs ou usagés, importés vides, quelles que soient leurs dimensions ou leurs destinations.

D'autre part, j'ai donné des instructions au Service des douanes pour qu'en attendant l'approbation du nouveau texte et sa mise en vigueur, le délai de réexpédition des sacs soit porté à deux ans, un déchet de 5 0/0 restant toléré comme par le passé sur le nombre des sacs introduits.

Le régime ainsi défini paraît le plus propre à concilier tous les intérêts en présence et constituera, en outre, un encouragement au développement de la fabrication locale des moyens d'emballage.

M. de la Motte Saint-Pierre considère cette solution comme très désavantageuse pour les colons et constituant bien plus une aggravation qu'une amélioration du régime actuel, la taxe de 0 fr. 05 qui, désormais, restera acquise à la colonie, étant beaucoup trop élevée. Il fait ressortir que le nombre des sacs réexportés est infiniment supérieur à celui des sacs qui restent dans la colonie : en ce qui le concerne personnellement c'est la presque totalité qui est réexportée. La suppression de l'exemption ne serait donc pas à beaucoup près compensée par la réduction de la taxe telle qu'elle est prévue.

M. le Président se prononce dans le même sens. Il rappelle que la Section, après la Chambre consultative de Tananarive, s'est déclarée en faveur de la réforme, mais en la liant expressément à l'abaissement de la taxe à 0 fr. 02 par kilogramme de sacs vides. L'écart entre ce chiffre et celui proposé est considérable !

M. Depincé dit qu'on ne peut s'expliquer que la disposition dont il s'agit n'ait soulevé aucune opposition de la part du Conseil d'administration de la colonie. A ce sujet, il se propose de se renseigner auprès de divers colons de Madagascar, actuellement en France, sur la portée de l'« approbation unanime » dont fait état la lettre de M. le gouverneur général.

En attendant, l'Union coloniale interviendrait auprès de l'Administration centrale des colonies, en vue d'obtenir qu'aucune décision définitive ne soit prise avant que la Section ait pu, s'il y a lieu, présenter ses observations.

Consultée, la Section se rallie à cette proposition.

Nominations de Commissions permanentes. — M. le Président rappelle que la Section a pris pour règle, chaque fois qu'elle est saisie d'une question d'une certaine importance et pouvant prêter à discussion, d'en renvoyer l'examen préalable à une commission spécialement constituée à cet effet. Il lui semble qu'il n'y aurait que des avantages, pour assurer dans des conditions meilleures la marche des travaux de la Section, à donner un caractère permanent à ces commissions en y groupant autant que possible les compétences que la Section renferme et les intérêts divers qui y sont représentés.

La Section, après un court échange de vues, adopte cette proposition et procède à la désignation des membres des quatre commissions instituées, étant entendu, d'ailleurs, que celles-ci pourront s'adjoindre, le cas échéant, un ou plusieurs membres supplémentaires dont il lui paraîtrait utile de recueillir les avis.

La composition de ces commissions est arrêtée comme suit :

1re Commission : Transports maritimes et terrestres, travaux publics. — M. Gueugnier, président; MM. Darrieux, de Dienval, Gatzert, Michel.

2e Commission : Commerce, industrie, douanes, crédit. — M. Maurice Simon, président; MM. Artaud, Catoire, Darrieux, Henri Mager, Nouvion.

3e Commission : Colonisation, agriculture, forêts, main-d'œuvre. — M. de la Motte Saint-Pierre, président; MM. G. Grandidier, Laurain, Mirio, Moquet, Pâris.

4e Commission : Mines. — M. Sescau, président; MM. Bernard-J. Dubos, G. Grandidier, Jamet, Levat.

Eclairage des passes accédant à Dzaoudzi. — Il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. Gatzert aîné fait ressortir les avantages qui résulteraient de l'éclairage des passes qui accèdent à Dzaoudzi.

L'éclairage des passes nord et sud de Dzaoudzi aurait pour effet de permettre, aux courriers venant de France et arrivés à une heure assez avancée de la journée, d'opérer le débarquement complet des marchandises à destination de ce port, sans avoir à craindre d'être surpris par la nuit dans les passes. Or, une occasion se présente actuellement de faire procéder, dans les conditions les plus satisfaisantes, à l'étude de cette question, par suite de la présence du bateau hydrographe le *Vaucluse* qui doit incessamment effectuer le balisage de la passe nord.

La Section, s'associant complètement au vœu exprimé dans cette communication, décide d'en saisir M. le ministre des Colonies.

Services maritimes locaux. — M. de la Motte Saint-Pierre appelle l'attention de la Section sur l'organisation défectueuse et les irrégularités des services maritimes locaux et notamment ceux de la côte ouest.

Plusieurs membres de la Section appuient les observations de M. de la Motte Saint-Pierre et fournissent des précisions à ce sujet.

M. Maurice Simon dit qu'il a reçu récemment copie d'une protestation des plus justifiées que les colons d'Anjouan et de Mohéli ont adressée à M. le gouverneur général de Madagascar, à l'occasion de l'interruption des voyages de la *M'Panjaka* mise en service sur la côte est.

MM. de la Motte Saint-Pierre, G. Grandidier, le représentant de la Société agricole du Sambirano insistent et font ressortir les inconvénients d'un pareil état de choses qui porte une grave atteinte aux intérêts des commerçants et des colons des régions en cause.

Sur la proposition de M. Depincé, il est décidé qu'une lettre sera adressée à M. le gouverneur général de Madagascar pour lui faire part des doléances des colons et le prier d'activer les pourparlers engagés avec la Compagnie des Messageries maritimes, en vue de la réorganisation des services locaux. Il importe qu'une solution intervienne promptement et mette fin à une situation qui ne saurait se prolonger davantage.

Questions diverses. — Dans sa séance précédente, la Section avait arrêté les termes d'une lettre à adresser à M. le ministre des Colonies touchant le programme des travaux à exécuter à Madagascar et plus spécialement la construction d'une route remontant la vallée du Sambirano.

Reprenant l'examen de cette question, la Section décide de compléter la communication dont il s'agit en appelant l'attention de M. le ministre des Colonies sur l'éventualité, d'ores et déjà envisagée, du doublement de la voie ferrée Tananarive-Tamatave. Sans prendre position sur la priorité à accorder, le cas échéant, à cette entreprise, ou à la construction d'une voie ferrée reliant Tananarive à Majunga, la Section est d'avis qu'il peut y avoir utilité à envisager concurrement les deux solutions et à réunir dès maintenant les éléments d'appréciation nécessaires pour permettre à la colonie, le moment venu, de faire son choix entre elles en pleine et entière connaissance de cause.

M. le Président fournit ensuite des explications détaillées sur les entrevues qu'il a eues récemment au ministère des Colonies avec les Chefs de service compétents concernant les questions en cours qui préoccupent plus particulièrement la Section, à savoir notamment : la construction du port de Tamatave, qui marchera de pair — et cela ne va pas sans inconvénients car les travaux demanderont ainsi beaucoup plus de temps, — avec le chemin de fer d'Antsirabe; la question des transports maritimes, au sujet de laquelle M. le Président a obtenu d'intéressantes déclarations sur les différentes solutions envisagées par l'administration centrale pour mettre fin au chaos actuel; la question de la banque et les moyens de la faire aboutir ont fait également l'objet de longs entretiens, ainsi que le projet de réglementation minière. M. le Président a fait valoir la nécessité absolue qu'il y avait à ce que la Section fût mise à même d'examiner ce projet qui pourrait amener la ruine de certaines industries s'il n'était pas tenu suffisamment compte des conditions spéciales dans lesquelles elles se trouvent.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 1/2.

COMMERCE. — **Port d'Antalaha.** — Un arrêté du gouverneur général, en date du 14 juin, vient d'ouvrir le port d'Antalaha aux opérations d'importations et d'exportations directes.

FINANCES. — **Résultats financiers de l'exercice 1912.** — La situation financière de la colonie de Madagascar pour l'exercice 1912 présente, pour le *budget local ordinaire*, les résultats suivants :

Le montant des recettes s'est élevé à.....	30.717.573 fr. 49
Le total des dépenses a atteint.....	25.481.719 fr. 11
L'excédent des recettes soit.....	5.235.854 fr. 38

est en augmentation de 1.826.000 francs sur les recouvrements effectués au titre de l'exercice 1911.

Cette plus-value apparaîtra plus importante encore si l'on veut bien considérer que le décret du 30 décembre 1912 a eu pour effet de fixer au 31 mai la clôture de l'exercice 1912, c'est-à-dire un mois plus tôt que l'exercice précédent. Elle se répartit principalement entre les contributions sur rôle qui présentent une augmentation de 1.053.000 francs et les contributions indirectes qui accusent un dépassement de 785.000 francs.

Le montant de la taxe personnelle s'élève à 14.680.000 francs et dépasse de 574.000 francs le total des recouvrements effectués au même titre pendant l'exercice 1911.

Le chiffre des patentes, qui s'élevait l'an dernier à 701.400 francs, a atteint pour l'exercice 1912 la somme de 805.000 francs.

L'impôt sur les bovidés accuse un dépassement de 320,785 et se chiffre par 2.771.000 francs.

Mais l'augmentation la plus significative se constate dans la valeur des taxes de consommation qui s'élève à 1.698.000 francs et représente sur l'an dernier un excédent de 735.640 francs.

Pour le *budget annexe du chemin de fer*, les recettes se sont élevées à 2.086.186 fr. 64. Les dépenses ont atteint 1.967.057 fr. 75. Malgré des dépenses considérables pour le renouvellement de l'outillage du chemin de fer, dépenses qui, pour l'exercice 1912, se sont élevées à 424.730 francs, l'exercice s'est soldé par un excédent de 119.000 francs. Cette situation déjà excellente ne pourra que s'améliorer cette année du fait du prolongement sur Tamatave, en attendant que le nouveau tronçon Tananarive-Antsirabe mette la région des Hauts-Plateaux en communication directe avec la côte est.

Les recettes du *budget extraordinaire*, qui se sont élevées à 1.683.132 francs, comprennent le reliquat des fonds provenant des emprunts et des prélèvements sur la caisse de réserve. Les dépenses imputées sur le reliquat des fonds d'emprunt (travaux d'entretien du matériel du chemin de fer, restant en approvisionnement, travaux d'édilité et d'adduction d'eau) se sont élevées à 40.000 francs; celles imputées sur les fonds provenant de la caisse de réserve (travaux publics d'intérêt général, chemins de fer de Brickaville-Tamatave, d'Antsirabe, etc ..) se sont élevées à 3 millions 635.000 francs.

Le *budget annexe de l'assistance médicale* comporte pour l'exercice 1912 : 2.313.117 francs au titre des recettes et 1 million 702.897 francs au titre des dépenses.

En raison de l'autonomie de ce budget, l'excédent des recettes, soit 610.219 francs, a été versé au compte de chacune des circonscriptions intéressées qui vont les utiliser pour l'amélioration de leurs œuvres sanitaires.

Pour terminer cet aperçu, rappelons que la caisse de réserve de la colonie s'élevait, au 31 mai 1913, à 15.149.614 francs. A cette somme est venu s'ajouter l'excédent total des recettes sur les dépenses de l'exercice 1912, soit 5.354.983 francs. Sur cette réserve seront prélevés les crédits nécessaires à l'exécution du

chemin de fer d'Antsirabe, à la construction du port de Tamatave et à la réalisation du grand programme économique tracé à Madagascar par le gouverneur général, M. Picquié.

Organisation d'une trésorerie. — M. Paul Bluysen, député de l'Inde, avait demandé au ministre des Colonies quelles objections ont été formulées par son département au projet d'organisation d'une trésorerie à Madagascar.

M. J. Morel vient de répondre : « Le département des Colonies et le département des Finances se préoccupent du règlement de cette question ; des pourparlers au sujet de la constitution d'une commission interministérielle sont actuellement engagés. »

MINES. — **Le graphite dans la province d'Analalava.** — On signale dans la province d'Analalava une grande activité qui porte sur la recherche des gisements de graphites. Les prospecteurs exploitent à l'heure actuelle la région comprise entre la rivière Mevarano et la rivière Irony. Les échantillons recueillis dans cette contrée seraient très beaux et supportent aisément la comparaison avec le graphite extrait de l'Imerina.

La Réunion. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

20 *juin.* — *Arrêté* du 14 juin promulguant à l'île de la Réunion le décret du 23 avril 1913 rendant applicable aux colonies la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

4 *juillet.* — *Arrêté* du 14 juin promulguant à l'île de la Réunion le décret du 6 mai 1913 relatif à la protection des colonies et pays de protectorat contre la propagation des maladies des végétaux.

Côte française des Somalis. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel du Protectorat.*

31 *mars.* — *Arrêté* du 11 mars 1913, promulguant le décret du 29 janvier 1913 portant approbation du budget de la Côte française des Somalis pour l'exercice 1913.

Est approuvé le budget de la Côte française des Somalis pour l'exercice 1913, arrêté en conseil d'administration par le gouverneur, en recettes et en dépenses, à la somme de 2.124.400 francs.

AMÉRIQUE

La Guadeloupe. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

26 *juin.* — *Arrêté* du 26 juin promulguant le décret du 7 mai 1913 créant des droits de consommation sur les vins.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

23 *juin.* — *Arrêté* du 19 juin promulguant en Indochine la loi du 16 novembre 1912 modifiant l'article 340 du code civil (reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle).

19 *juin.* — *Décret* du 9 avril 1913 rendant applicable en Indochine la loi du 28 juillet 1912, tendant à modifier la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins (promulgué en Indochine le 12 juin 1913).

Décret du 29 avril portant approbation de deux arrêtés du 14 novembre 1912, modifiant les arrêtés des 13 novembre 1900 et 17 décembre 1906 relatifs à l'enregistrement des actes régis par la loi française et des actes indigènes.

Arrêtés du 14 novembre 1912 portant modification des arrêtés des 13 novembre 1900 et 17 décembre 1906 relatifs à l'enregistrement des actes régis par la loi française et des actes indigènes.

ADMINISTRATION. — **Loi sur le repos hebdomadaire.** — On a demandé de divers côtés l'application en Indochine de la loi sur le repos hebdomadaire, loi qui serait même étendue aux Asiatiques. Dans une lettre au président du Syndicat des commerçants de Saigon, le président de la Chambre de commerce dit :

Je ne saurais trop attirer votre attention sur la gravité de la question et sur les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir entre employeurs européens et employés asiatiques le jour où ces derniers seraient en droit d'exiger l'application des dispositions de la loi du 13 juillet 1906. Je vous serais, en conséquence, reconnaissant de bien vouloir documenter notre Chambre sur la nature et la valeur des intérêts qui se trouvent présentement lésés, afin de lui permettre de se rendre compte si la suppression du préjudice actuellement souffert pourrait contre-balancer les graves perturbations qui résulteraient très certainement de l'application aux Asiatiques de la loi sur le repos hebdomadaire.

COMMERCE. — **Exportations des riz en 1912.** — D'après le dernier *Bulletin économique de l'Indochine*, publié par l'administration de cette colonie, le mouvement des sorties de riz s'est élevé, en 1912, à 817.174 tonnes, contre 858.453 tonnes en 1911 et 1.269.516 tonnes en 1910. Sur ce total de 817.174 tonnes exportées l'an passé, 10.393 tonnes représentent le paddy, 64.138 tonnes le riz cargo, 635.546 tonnes le riz blanc et 107.097 tonnes les farines, poussières et brisures.

La part de chacun des pays de l'Indochine a été de 551.415 tonnes pour la Cochinchine et le Cambodge, de 254.339 tonnes pour le Tonkin et de 11.420 tonnes pour l'Annam.

Les 10.393 tonnes de paddy provenaient pour 9.049 tonnes de la Cochinchine et du Cambodge, pour 1.228 tonnes du Tonkin et pour 116 tonnes de l'Annam. Le riz cargo, avec ses 64.138 tonnes, avait comme origine : 19.185 tonnes de la Cochinchine et du Cambodge, 34.432 tonnes du Tonkin et 10.521 tonnes de l'Annam. Pour le riz blanc, la Cochinchine et le Cambodge en ont expédié 418.831 tonnes, le Tonkin 215.932 tonnes et l'Annam 782 tonnes. Quant aux farines, poussières et brisures, la Cochinchine et le Cambodge en ont fourni à l'exportation 104.330 tonnes et le Tonkin 2.747 tonnes.

Le tableau ci-dessous donne la part de chacun des pays destinataires de riz indochinois en 1912 (quantités en kilogrammes) :

France	175.271.396
Autres pays d'Europe	36.196.443
Hong-Kong	344.197.597
Singapore	67.533.970
Chine	1.011.089
Japon	42.359.693
Indes néerlandaises	5.881.184
Philippines	142.331.667
Autres pays d'Extrême-Orient	1.071.528
Amérique	1.319.055
Total	817.173.622

Les sorties de maïs en 1912. — Les exportations de maïs se sont chiffrées, en 1912, au total de 48.970 tonnes, dont 22.910, provenant de la Cochinchine et du Cambodge, 23.199 du Tonkin et 2.861 tonnes de l'Annam.

Nous donnons ci-après, pour chacun des pays producteurs, la comparaison des exportations des trois dernières années (quantités en tonnes) :

	1910	1911	1912
Cochinchine et Cambodge	14.903	14.707	22.910
Tonkin	64.333	59.006	23.199
Annam	5.042	7.152	2.861
	84.280	80.865	48.970

Comme les années précédentes, le marché métropolitain a absorbé, pendant la dernière campagne, la presque totalité des maïs indochinois, soit 48.950 tonnes sur un total de 48.970 tonnes.

FINANCES. — **Recettes du budget général au 30 juin.** — Les recettes des quatre premiers articles du budget général de l'Indochine pendant le premier semestre 1913 s'élèvent à 19.813.121 piastres. Par rapport aux prévisions, la plus-value est de 2.323.571 piastres. La plus-value sur le premier semestre de 1912 est de 694.741 piastres.

NAVIGATION. — **Abordages dans les eaux fluviales.** — Une commission vient d'être chargée d'étudier les modifications qu'il y a lieu d'apporter au règlement ayant pour objet de prévenir les abordages dans les eaux fluviales de l'Indochine, et au programme des examens pour l'obtention du certificat de patron breveté local.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

19 *juin.* — *Arrêté* du 4 juin 1913 rendant exécutoires les dispositions de l'ordonnance royale du 29 avril 1913 relative à l'institution en Annam des Conseils provinciaux consultatifs.

Arrêté du 12 juin 1913 fixant le prix de vente de la quinine d'État aux particuliers en Annam.

JUSTICE. — **Les villages annamites en justice.** — L'ordonnance royale, en date du 12 avril 1913, fixant les conditions dans lesquelles les villages de l'Annam pourront être habilités à ester en justice devant les tribunaux français, vient d'être rendue exécutoire.

Aucun village de l'Annam ne pourra désormais ester en justice comme demandeur devant un tribunal français, d'ordre judiciaire ou administratif, sans y avoir été autorisé par le résident de la province et les mandarins provinciaux si l'action doit être portée devant le premier degré de juridiction, et par le résident supérieur et le conseil de régence si l'action doit être suivie devant un quelconque des autres degrés de juridiction.

Quiconque voudra intenter une action contre un village sera tenu d'adresser préalablement au résident un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

19 *juin.* — *Arrêté* du 12 juin 1913 abrogeant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 de l'arrêté du 17 février 1911, portant réorganisation du service du pilotage en Cochinchine.

ADMINISTRATION. — **Le régime de l'alcool en Cochinchine.** — M. Doizy, député, avait demandé, par question écrite en date du 23 juillet, au ministre des Colonies, quelles seront les mesures adoptées en ce qui concerne les contrats de distillerie d'alcool de la Cochinchine, sur le point d'expirer, étant donné que la prorogation des contrats en Indochine n'a été consentie que pour le Tonkin et le Nord-Annam.

M. J.-B. Morel a répondu : « De même que pour le Tonkin et le Nord-Annam, l'élaboration du régime appelé à se substituer, en Cochinchine, au régime expirant le 24 novembre 1913, rentre dans les attributions réglementaires du gouverneur général.

« Mais il est entendu que celui-ci soumettra son projet au département avant de le signer et le rendre définitif; ce projet ne m'est pas encore parvenu. »

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

19 *mai.* — Arrêté du 7 mai renvoyant à la Commission criminelle la connaissance des crimes d'assassinat, d'association de malfaiteurs, d'introduction, fabrication, port et détention d'explosifs, d'affiliation à des sociétés secrètes, de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat et des autres crimes et délits connexes aux précédents, commis au Tonkin par des Annamites et Asiatiques assimilés justiciables des tribunaux français.

AGRICULTURE. — **La culture des arbres fruitiers à Chapa.** — On sait que d'intéressants essais de culture sont tentés depuis plusieurs années à Chapa par M. Miéville dans le but d'acclimater dans la région les arbres fruitiers de France. L'exploitation dont il s'agit se trouve à 35 kilomètres de Lao-Kay, à 1.500 mètres d'altitude. Les études furent commencées en 1909. En 1910, une plantation de 1.200 arbres fruitiers importés de France fut créée. Ces arbres constitnent une pépinière servant à produire des greffes pour améliorer les espèces indigènes et donnent les plus belles espérances. Ils comprennent un certain nombre de variétés de pommiers, poiriers, pêchers, pruniers, cerisiers, groseilliers, framboisiers, amandiers, noyers.

L'année 1912 vit la plantation s'augmenter. On y compte actuellement plus de 3.000 arbres fruitiers dont : 2.000 pêchers greffés, 400 pommiers, 350 poiriers, 250 noyers, 100 châtaigniers. Un mamelon entier est planté en vigne d'une belle venue : il y a environ 2.000 plants greffés avec du chasselas doré.

Les cultures maraîchères sont très étendues, 8.000 pieds d'artichauts sont en rapport, les pommes de terre de France donnent abondamment. Tout l'été l'on a des légumes : choux, corsonères, haricots verts, carottes, petits pois, betteraves, poirée, céleri, oseille, etc., en quantité.

L'élevage du mouton réussit très bien. Des croisements indigènes avec des moutons des Hautes-Alpes donnent de bons résultats.

Etablissements français dans l'Inde. — JUSTICE. — Création d'un poste de juge suppléant à Chandernagor. — Il

vient d'être créé, par décret du 24 juillet (*Officiel* du 28 juillet), un emploi de juge suppléant au tribunal de première instance de Chandernagor. Les crédits nécessaires à cette création d'emploi avaient été votés par le Conseil général de la colonie au cours de sa dernière session.

NAVIGATION. — **Droits de port et de navigation.** — Le président de la République a signé un décret, publié à l'*Officiel* du 28 juillet dernier, approuvant une délibération du Conseil général de la colonie relative aux droits de ports et de navigation dans les Établissements français de l'Inde.

Ces droits comprennent : 1° le droit de tonnage et de manifeste ; 2° le droit de phare ; 3° le droit sanitaire de reconnaissance ; 4° le droit de constatation des arrachides à l'embarquement et au débarquement ; 5° le droit d'embarcadère et de débarcadère.

OCÉANIE

Etablissements français de l'Océanie. — AGRICULTURE. — Subvention au Service d'agriculture. — La Chambre d'agri-

culture de Tahiti, dans sa séance du 27 mai 1913, a décidé à l'unanimité d'affecter la somme de 5.000 francs provenant de la subvention accordée à la colonie par le budget métropolitain pour

l'encouragement des cultures, aux premiers frais d'installation du service d'agriculture qui doit être créé l'année prochaine.

Détaxe des vanilles. — Un décret récent vient de fixer à 40.000 kilogrammes la quantité de vanilles originaires des établissements français de l'Océanie, qui pourront être admises en France du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914 dans les conditions établies par le décret du 30 juin 1893.

Le crédit prévu est le double de celui qui a été régulièrement et annuellement ouvert au cours des campagnes précédentes. Cette augmentation vient non pas tant de l'extension de la culture de la vanille que de la création toute récente de services directs de navigation entre Tahiti et nos ports métropolitains. Cette circonstance permet en effet d'espérer que les exportations directes de la colonie vers la France croîtront prochainement.

Nouvelles-Hébrides. — Interdiction de la vente de l'opium. — Par arrêté conjoint des commissaires-résidents français et britannique, la vente de l'opium, de ses alcaloïdes, du laudanum et de leurs succédanés est interdite dans toutes les îles de l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles Bank et Torrès. Il ne pourra en être importé qu'en vertu d'une autorisation spéciale émanant d'un des commissaires-résidents.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

AJAM (Maurice), député de la Sarthe. — *Problèmes algériens (impressions de voyage)*. Avec une préface de M. Joseph Caillaux, ancien président du conseil des ministres. — Paris, Emile Larose, 1913, in-18, 211 pages.

M. Maurice Ajam était allé en Algérie pour étudier la question de l'Ouenza; à son retour, il a publié une série d'articles dans *La France* et *La Petite Gironde* et ce sont ces articles qu'il a réunis dans ce volume. Son livre n'est donc pas une étude approfondie sur l'Algérie, mais un aperçu rapide des impressions que, dans un voyage de quelques semaines, il a rapportées de notre possession de l'Afrique du Nord. On y trouve néanmoins exprimées des appréciations et des opinions très intéressantes à relever, notamment sur le caractère des races appartenant à l'Islam et sur la conduite que nous devons tenir à leur égard; elles se résument en ce qu'il faut traiter les Arabes avec justice, mais ne pas chercher à réaliser l'égalité politique des Musulmans et des Français.

On trouve encore, sous la plume de M. Ajam, d'intéressantes considérations sur l'organisation administrative et financière, sur le régime foncier et les cultures, sur les problèmes relatifs à la main-d'œuvre, à l'accroissement de l'élément français dans la population, aux impôts, à l'autonomie économique. Enfin, les derniers chapitres sont consacrés à la question de l'Ouenza.

G. R.

ANNUAIRE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE publié par la société de Législation comparée, contenant le texte des principales lois votées dans les pays étrangers en 1910; 2e série, 9e année (40e année de la collection). — In-8° de XXIX-878 pages. Prix : 18 francs. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 20, rue Soufflot, Paris 1911.

Table des matières : Grande-Bretagne et Irlande. — Empire d'Allemagne, Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Grand-Duché de Bade, Grand-Duché de Hesse, Brunswick, Alsace-Lorraine. — Autriche-Hongrie, Autriche, Basse et Haute Autriche, Corinthie, duché de Salzbourg, Tyrol, Royaume de Bohême, Duché de Haute et Basse Silésie, Hongrie, Croatie, Slavonie, Dalmatie. — Italie, République de Saint-Marin. — Espagne. — Portugal. — Monaco. — Belgique. — Pays-Bas. — Grand Duché de Luxembourg. — Suisse, Canton d'Argovie, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Lucerne, Neufchâtel, Saint-Gall, Schaffhouse, Schwiz, Tessin, Thurgovie, Vaud, Zug. — Danemark. — Suède. — Norvège. — Russie, Finlande. — Serbie, Monténégro. — Bulgarie. — Roumanie. — Empire Ottoman. — Grèce. — Egypte. — Colonie du Congo belge. — Etats-Unis d'Amérique, Illinois, Massachusetts, New-York, Cuba. — République d'Haïti. — Mexique. — Guatémala. — Colombie. — République de l'Equateur. — Etats-Unis du Venezuela, Etat de Méréda. — Pérou. — République Argentine. — Etats-Unis du Brésil. — Chine. — Canada, Dominion, Province d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse. — Inde anglaise, Ceylan. — Fédération australienne, Nouvelle Galles du Sud, Nouvelle-Zélande.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — *Personnel des services civils de l'Afrique équatoriale française* (Arrêté du 26 avril 1913). — In-8° de 11 pages. Emile Larose, éditeur, 11, rue Victor-Cousin, Paris 1913.

HUMBERT (Charles), sénateur de la Meuse. — *L'œuvre française aux colonies*. — Paris, Emile Larose, 1913, in-18, 269 pages.

Le public français est, pour une majeure partie, très insuffisamment renseigné sur nos colonies; il en connaît mal l'histoire, ainsi que le degré actuel de développement, l'organisation et les ressources. Un livre comme celui de M. le sénateur Humbert est précisément de nature à l'instruire sur ces points et il mérite d'être répandu. Il est bon qu'il y ait de temps en temps de ces exposés qui marquent nettement l'étape parcourue, à un moment donné, dans l'œuvre de la colonisation.

Le tableau que présente M. Humbert de l'état de nos diverses colonies met très exactement en relief les caractères de chacune d'elles, et s'il dépeint par exemple l'Afrique occidentale comme le type achevé de la colonie française moderne, dont il retrace le merveilleux essor, il montre, par contre, combien l'Afrique équatoriale a été retardée dans son évolution et pour quelles causes, faisant entrevoir en même temps le relèvement économique qui doit suivre la réalisation du programme tracé d'une façon heureuse par M. le gouverneur général Merlin.

Parlant de la crise que l'Indochine a traversée, M. le sénateur Humbert met fort justement toutes les choses au point et il examine les problèmes qui se posent relativement à son administration, ainsi que l'œuvre politique, sociale et économique à entreprendre vis-à-vis des indigènes. Et il montre, avec un sens parfait des réalités, que si une politique indigène est nécessaire, ce doit être une politique pratique, essentiellement économique, visant à assurer la prospérité matérielle du pays.

L'auteur, passant à Madagascar, explique fort bien les différences qui séparent cette colonie de celles précédemment étudiées qui constituaient une sorte de grande fédération de territoires géographiquement et administrativement distincts. Madagascar est une colonie d'attente dont il faut préparer l'avenir; d'où les différences de méthode à appliquer.

M. Humbert ne néglige pas les anciennes et petites colonies dont il fait ressortir l'importance et le rôle utile; il étudie les maux dont elles souffrent et recherche les moyens de les atténuer. Il indique, mais un peu brièvement, la nécessité de créer des ports, en Océanie, sur les grandes routes du trafic de l'avenir.

Enfin, il consacre ses derniers chapitres à l'Algérie et à la Tunisie, dont il étudie et critique le régime administratif.

De cette magistrale étude de M. le sénateur Humbert, il ressort que la France a le plus haut intérêt à poursuivre son œuvre coloniale qui a déjà donné de si magnifiques résultats. C'est une œuvre complexe qui exige l'emploi de moyens divers selon les colonies, mais qui doit être dominée par un principe partout le même : faire accepter notre domination par les sociétés indigènes

et guider leur évolution de façon à en faire les associés de notre activité commerciale et industrielle sans les dépouiller de leur personnalité.

G. REGELSPERGER.

SARKISSIAN (Grégoire), docteur en droit, avocat près les tribunaux mixtes d'Egypte. — *Le Soudan égyptien. Etude de droit international public.* — Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 151 pages, avec une carte du Soudan Anglo-Egyptien.

L'auteur s'est proposé d'étudier la situation, au point de vue du droit international public, des territoires que l'on est convenu d'englober sous la dénomination de « Soudan Egyptien » et qui s'étendent au Sud et au Sud-Ouest de l'Egypte jusqu'au Ouadaï et à l'Oubangui. Il s'attache d'abord à montrer par les faits historiques que le statut du Soudan a toujours dépendu du statut de l'Egypte. La connexité des deux pays et leur état de dépendance mutuelle lui paraissent être la clef de voûte de l'histoire du Soudan et la base permettant d'expliquer son statut politique actuel, en même temps que les contradictions qu'il présente.

Après avoir, dans la première partie de son étude, passé en revue l'état du Soudan avant, puis pendant l'occupation égyptienne, et ensuite la période où régna le mahdisme, M. Sarkissian aborde la question de droit. Mais, là encore, ce sont des faits qu'il est amené à exposer pour les interpréter ensuite : préliminaires de l'occupation anglo-égyptienne, affaire de Fachoda.

Enfin, il arrive au document dont l'analyse est le véritable sujet de son livre : le traité du 19 janvier 1899, qui est la charte constitutionnelle du Soudan et qui réglemente l'occupation anglo-égyptienne. Il en examine, au point de vue juridique, la valeur et la nature. Il admet que cette convention, qui d'ailleurs n'a été l'objet d'aucune protestation, peut être regardée comme ayant une existence légale. Pour ce qui est d'en déterminer la condition juridique, il essaie, mais vainement, et en arrive à se demander s'il n'est pas plus sage, après tout, pour les juristes, d'accorder à une situation de fait établie la seule consécration qui lui manque, celle du Droit.

G. R.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

HENRI AURIOL. — L'agriculture indigène en Tunisie. (*La Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1913).

F. BARBEDETTE. — Evolution des idées agricoles et commerciales dans l'Ouest africain. (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1er trimestre de 1913.)

A. BERTEAU. — La production du café dans les colonies françaises. Son importance dans la consommation de la métropole. (*Bulletin de l'office colonial*, juillet 1913.)

H. BRENIER. — La sélection des riz. (*L'Expansion coloniale*, 1er juillet 1913.)

HENRI BUSSON. — Le Soudan français. (*Annales de géographie*, 15 juillet 1913.)

L. CADIÈRE. — Mémoire de Bénigne Vachet, sur la Cochinchine. (*Bulletin de la commission archéologique de l'Indochine*, 1re livraison de 1913.)

G. CARLE. — Notre œuvre colonisatrice à Madagascar. (*Bulletin de la société de géographie de Marseille*, octobre-décembre 1912.)

J. CAUSSE. — L'Espagne et sa zone marocaine. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 juillet 1913.)

FÉLIX COLOMER. — Le nouveau décret minier en Nouvelle-Calédonie. (*L'Océanie française*, juillet 1913.)

HENRI CORDIER. — Le voyage à la Chine au XVIIIe siècle. Journal de bord de M. Bonet, commandant le *Villevault* 1765-1766. (*Revue de l'histoire des colonies françaises*, 2e trimestre de 1913.)

A. DEMANGEON. — Les relations de la France du Nord avec l'Amérique. (*Annales de géographie*, 15 mai 1913.)

GÉNÉRAL DOLOT. — Bizerte tête de ligne de la Tunisie. (*Bulletin de la société de Géographie commerciale de Paris*, juin 1913.)

JEAN DONON. — La question indigène en Afrique du Nord. (*Revue des questions coloniales et maritimes*, juin-juillet 1913.)

E. DUBOIS. — L'éducation coloniale en Angleterre. (*Bulletin de colonisation comparée*, 20 juin 1913.)

ANDRÉ DUSSAUGE. — L'opium en Extrême-Orient. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 juillet 1913.)

CAMILLE FIDEL. — La menace allemande dans le centre africain. (*Revue des questions coloniales et maritimes*, juin-juillet 1913.)

G. FRANÇOIS. — Notre empire noir. L'Afrique occidentale en 1912. (*Bulletin de la société de géographie de Marseille*, octobre-décembre 1912.)

HENRI FROIDEVAUX. — L'action coloniale en Belgique : l'Union coloniale belge. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 juillet 1913.)

GEORGES FROMENT-GUIEYSSE. — Nos établissements français d'Océanie. (*Le Monde économique*, 5 juillet 1913.)

A. GOUIN. — Les îles Wallis. (*Le Phare*, 5 juillet 1913.)

EM. JACOBS. — La Bolivie. (*Bulletin de la société royale belge de géographie*, mars-avril 1913.)

MARCEL LABORDÈRE. — Deux ans après : Le Congo. (*La Revue de Paris*, 1er juillet 1913.)

LIEUTENANT LAFAYE. — Le pays des Haouras. (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 1er trimestre de 1913.)

GÉNÉRAL LAPERRINE. — Notes et souvenirs : la pacification des Touareg. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 juillet 1913.)

JEAN LAROCHE. — L'Argentine d'aujourd'hui. (*Revue de géographie commerciale de Bordeaux*, juin 1913.)

LOUIS LE BARBIER. — La Cote d'Ivoire. (*La France de demain*, 20 juillet 1913.)

DOCTEUR LEGENDRE. — Le chemin de fer du Yun-nan et l'expansion économique française dans la Chine occidentale. (*Annales de géographie*, 15 juillet 1913.)

J. LEMAIRE. — Le gouvernement de la Martinique. (*France d'outre-Mer*, 24 juillet 1913.)

COMMANDANT P. MEYNIER. — Episodes de la conquête du Tchad. (*Bulletin de la Société de géographie d'Alger*, 1er trimestre de 1913.)

E. ROUME. — De la nécessité de l'emprunt de l'Afrique équatoriale française. (*Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1913.)

Mme JULIETTE SALMON. — Impressions d'Egypte. (*Bulletin de la Société de géographie d'Alger*, 1er trimestre de 1913.)

LUCIEN SCHRADER. — Le port de Dakar. (*Annales de géoragphie*, 15 juillet 1913.)

JOSEPH VALENSI. — La création de l'état civil indigène en Tunisie. (*Revue politique et parlementaire*, 19 juillet 1913.)

CAPITAINE VOINOT. — Transsaharien et transafricain. (*Bulletin de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 1er trimestre de 1913.)

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

L'Orient et l'Egypte, via Marseille.

Billets simples, valables 45 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M., et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes, Fraissinet et Paquet pour l'un quelconque des ports ci-après : Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, Le Pirée, Smyrne, Jaffa, Port-Saïd, Batoum, Salonique, Odessa, Samsoun, etc...

Billets d'aller et retour, valables 120 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M. et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes et Paquet pour certains des ports indiqués ci-dessus.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Le trajet de Paris à Marseille peut être effectué par la Bourgogne ou le Bourbonnais.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). Consulter le livret-guide-horaire P.-L.-M. en vente dans les gares : 0 fr. 60. (10-12

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

Indépendamment de ces billets, il sera émis à l'occasion de certaines fêtes (les dates de délivrance étant annoncées par affiches) :

a) Des billets d'aller et retour, valables 3 jours, par trains spéciaux ;

b) Des billets d'un jour valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement, s'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Cartes d'excursions

(1re, 2e et 3e cl. — Individuelles ou de famille)

dans le Dauphiné, la Savoie, le Jura, l'Auvergne et les Cévennes.

Emission dans toutes les gares du réseau, du 15 juin au 15 septembre. — Ces cartes donnent droit à :

La libre circulation pendant 15 ou 30 jours sur les lignes de la zone choisie ;

Un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs entre le point de départ et l'une quelconque des gares du périmètre de la zone. Si ce voyage dépasse 300 kilomètres, les prix sont augmentés pour chaque kilomètre en plus de : 0 fr. 065 en 1re cl., 0 fr. 045 en 2e cl., 0 fr. 03 en 3e classe.

Les cartes de famille comportent les réductions suivantes sur les prix des cartes individuelles : 2e carte, 10 0/0 ; 3e carte, 20 0/0 ; 4e carte, 30 0/0 ; 5e carte, 40 0/0 ; 6e carte et les suivantes, 50 0/0.

La demande de cartes doit être faite sur un formulaire (délivré dans les gares) et être adressée, avec un portrait photographié de chacun des titulaires, à Paris : 6 heures avant le départ du train. 3 jours à l'avance dans les autres gares.

(17-4-13

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois ;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa ; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

Le Livret-Chaix Colonial, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc.

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française.

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.

VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties ; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe)

(10-12)

CRÉSYL-JEYES

DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE

Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :

NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**

MICROBICIDE

Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**

CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX

MAISON FONDÉE EN 1792

F. DUMÉZIL

BORDEAUX

Négociant et Propriétaire des

Château de Nort - Château Ferrère

EXPORTATION

Agents à :

MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

58, Boulevard de la Villette
PARIS

Bornibus

Sa
MOUTARDE

Ses CORNICHONS Mère Marianne

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

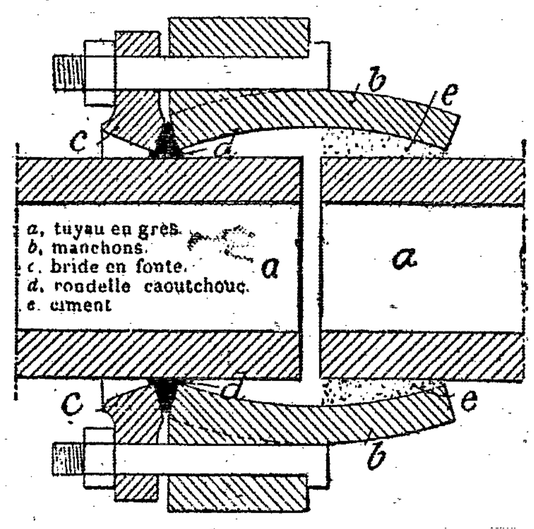
Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

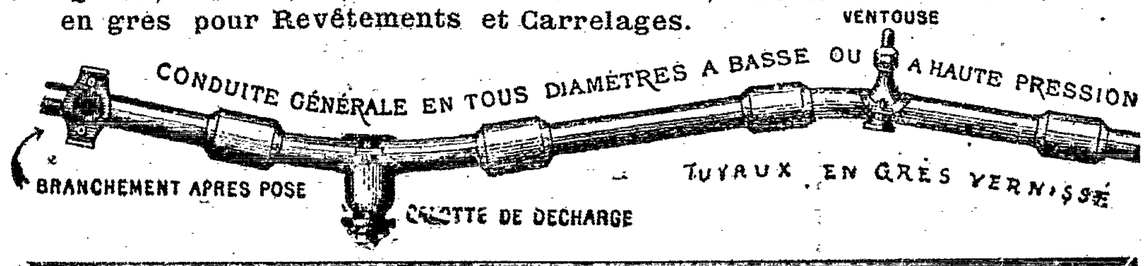
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

OUSTAU & Cie, A TARBES
MANUFACTURE DE
PRODUITS CÉRAMIQUES
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900
CANALISATIONS ECONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES
Spéciales pour les Colonies
MONTAGE RAPIDE ET FACILE



C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :
25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — Ordres de Bourse (France et Etranger); — Souscriptions sans frais; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.); — Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons Français et Etrangers; — Mise en règle et Garde de titres; — Avances sur titres; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages; — Virements et Chèques sur la France et l'Etranger; — Lettres et Billets de Crédit circulaires; — Change de Monnaies étrangères; — Assurances (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

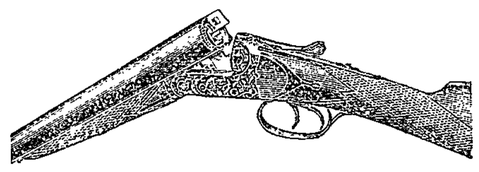
(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

99 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue; 913 agences en Province; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne); correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.
Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : 40.000 FUSILS
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogador

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES
Pour Correspondance et Commande
à **MARSEILLE**, rue Plumier prolongée
MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900
REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise
VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées
CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS
BYRRH
VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA
Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900
Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.
Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.
On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.
EXIGER LA MARQUE
MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

Compagnie Générale de l'Afrique Française
Société anonyme au capital de 5 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX
Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94
IMPORTATION-EXPORTATION
Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

BANQUE DE LA RÉUNION
Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.
Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.
RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.
SIÈGE SOCIAL
à **SAINT-DENIS (RÉUNION)**
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à **PARIS, 54, rue Blanche, 54.**
Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide
clarifiées pour l'exportation en tous pays
TRADE MARK A.C.A. REGISTREDED
Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph. : 463 **BORDEAUX**
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.
Eau de Fleurs d'Orangers
(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque **PARC CALVET**
MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD

TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon
Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :
1 f. » 1 paq de 125 gr. Souchong du Mandarin.
1 f. 25 — 125 — Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50 — 125 — Pékoé Extra.
1 f. 75 — 125 — Orange Pékoé Extra.
2 f. » — 125 — Mélange Colonial Le Parfait.
Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.
Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Parfumerie de PETER-SOLDSON


Parfums spéciaux pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boîtes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 575 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS RÖSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

68 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. RÖSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVÈS, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES

ENTREPRISES COLONIALES

(Deuxième Édition.)

Franco : 8 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixés. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haïphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoï en transbordement.)

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.
Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte
Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation
103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	15-29 août et 12 sept. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	8-22 août et 5 sept. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	7-21 août et 4 sep. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	16-30 août et 13 sept. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)..... (1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	23 août et 6 sept. à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	20 août à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	10-24 août et 7 sept. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	21 août et 18 sept. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	7 août et 4 sept. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haïphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

LES
SOURCES
A DOMICILE

Pour la Province :
0.20 Cent. le litre pris en gare de Départ des Sources

Toutes les Variétés d'Eaux Minérales Naturelles

Pour Paris :
0.30 Cent. le litre Franco Domicile dans Paris ou au départ de Paris

EN SIPHONS-BONBONNES DE 30 LITRES

Cie Françe des Eaux Minérales Naturelles Économiques
18, Rue Favart, PARIS
et Tél. : Central **71.84.**
BRUXELLES
10, Galerie du Roi.

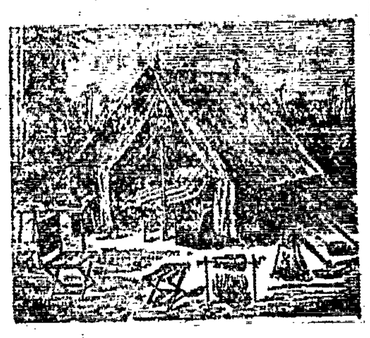


Expeditions en Province et Étranger.
St-Nectaire.

COMPAGNIE FORESTIÈRE
DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
Société anonyme au capital de 3 millions fr
SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94
Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries
Bois en grumes et débités

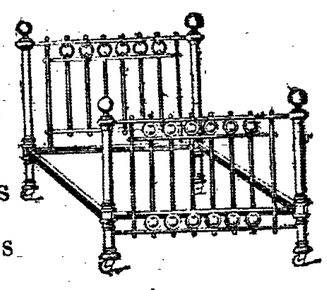
CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de **MATÉRIEL** Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et **PICOT** réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS
EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, **GRAND PRIX**

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 AOUT 1913. — N° 16.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : 248-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. CHOSES DE CHINE..... 565
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Le contrôle civil marocain..... 566
La Banque de l'Algérie et la colonie..... 566
Les indigènes africains en France..... 567
M. Tambour, officier de la Légion d'Honneur..... 567
Les oppositions à la réforme douanière coloniale..... 568
La conservation des archives de l'Afrique occidentale française..... 568
La situation financière de l'Afrique équatoriale française 568
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 569
Possessions britanniques..... 571
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
L'Impérialisme des Etats-Unis. — C. M..... 573
V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 576
VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 580
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 583
VIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 590

CHOSES DE CHINE

Yuan-Chi-Kaï, président provisoire de la République chinoise, n'a pas eu à triompher que de la seule opposition du Parlement. On sait que les députés chinois ont refusé d'approuver naguère l'emprunt qui fut consenti à la Chine par le consortium des grandes puissances, consortium dont s'étaient retirés les Etats-Unis. Les fonds fournis par les grandes puissances, soit 625 millions, n'auront pas été inutiles au président, car une véritable révolte a éclaté dans le Sud de la Chine et force lui a été de combattre tous ces dissidents.

Or, dans des combats de ce genre, en Chine, la meilleure des munitions est encore l'argent. On disait autrefois que, dans leur campagne d'Egypte, les Anglais avaient surtout fait manœuvrer la cavalerie de Saint-Georges. Yuan-Chi-Kaï a certainement agi de même et aujourd'hui, on apprend qu'il renouvelle ces excellentes munitions. Une banque belge lui a consenti un prêt de 250 millions de francs. Dans tout cela, on se préoccupe peu de la façon dont les créanciers pourront être régulièrement payés, mais le président provisoire de la Chine se préoccupe surtout de durer.

Etant donné que la révolte du Sud est déjà en bonne voie de répression, l'argent reçu de Belgique va, sinon la réduire complètement, au moins l'atténuer dans une large mesure. Yuan-Chi-Kaï paraît devoir mener à bien cette tâche délicate. Déjà il paraît certain que le groupe de ses adversaires dans le Parlement de Pékin va fondre avec les espoirs de la rébellion sudiste et que Yuan sera prochainement élu président de la République. Mais combien de temps faudra-t-il pour imposer au pays un gouvernement ayant quelque puissance de centralisation ? Que de surprises peuvent encore surgir du côté de généraux dont le loyalisme à Yuan-Chi-Kaï ne semble guère aller plus loin qu'une neutralité bienveillante ?

Li-Youan-Houng, par exemple, vice-président de la République et commandant des divisions d'Ou-tchang, semble se réserver et n'avoir pas jeté dans la balance, en faveur des nordistes, tout le poids de son épée. Peut-être la mollesse de son action tient-elle, à vrai dire, plus au tempérament et aux idées du milieu qu'à des calculs dont Yuan puisse s'inquiéter. Il se contente d'agir à la chinoise.

Cette action déconcerte nos habitudes d'Européens ; il semble qu'un Européen, dans la situation de Yuan-Chi-Kaï, agirait autrement et poursuivrait plus énergiquement ses

avantages. « Peu à peu, sans doute, écrivait M. Robert de Caix dans le *Journal des Débats*, les chefs rebelles se décourageront et se retireront après avoir consciencieusement vidé les caisses publiques, comme l'a fait avec un art consommé le « toutouh » de Canton avant de se mettre en lieu sûr — le caractère, la hauteur des idées et l'intégrité ne sont pas ce par quoi la révolution chinoise a brillé depuis ses débuts en octobre 1911. Mais, au train où vont les choses, cette élimination ne se fera pas vite. »

Ce qui est curieux dans ces difficultés chinoises, c'est l'attitude de celui qui fut l'un des promoteurs de la révolution, Sun-Yat-Sen. On se souvient que Yuan-Chi-Kaï avait donné à ce théoricien rêveur la charge de directeur des chemins de fer. Cette grasse sinécure ne l'a pas retenu. Il a sommé le président provisoire de démissionner; celui-ci naturellement n'en a rien fait et Sun-Yat-Sen en a été pour sa manifestation. Il s'en est allé au Japon où se réfugient les plus marquants des adversaires de Yuan-Chi-Kaï.

Nous aurons encore à revenir sur cette révolution chinoise qui montre combien il est plus facile de couper que de recoudre, et que des hommes comme Sun-Yat-Sen, qui sont des facteurs de démolition, ne sont nullement des constructeurs et incapables de construction politique.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Le contrôle civil marocain. — Le Maroc étant un protectorat, nous y agirons sur les populations non par des administrateurs directs comme en Algérie, mais par des contrôleurs sous la surveillance desquels l'administration indigène sera placée. On a souvent signalé la supériorité du système. Dans l'administration directe, c'est un agent français qui a la responsabilité de l'acte administratif. Cet acte est-il injuste ou trouble-t-il les populations indigènes pour une raison quelconque, la France se trouve mise en cause et l'indigène fait remonter jusqu'à elle la cause du dommage qu'il supporte. Dans le régime du contrôle, au contraire, c'est toujours un agent indigène qui prend les décisions, mais si ces décisions laissent à désirer, la population vient s'en plaindre au contrôleur placé au-dessus de cet agent et qui les fait modifier. Ce contrôleur peut, en outre, prendre l'initiative de suggérer à l'administration indigène toutes les améliorations qu'il juge de nature à faire progresser le pays. Ce dernier système présente donc un double avantage : d'une part la France n'apparaît à l'indigène que comme une protectrice bienveillante qui ne semble intervenir qne pour redresser les torts; d'autre part, en conservant toute la hiérarchie indigène, il associe l'élément indigène à la vie publique du pays, ce qui n'existe pas dans l'administration directe où l'élément indigène est relégué dans des emplois tout à fait subalternes.

Deux contrôles civils, celui de la Chaouïa et celui du Bas-Sebou, plus un service des contrôles civils rattaché à la résidence générale ont déjà été organisés par le général Lyautey. Un statut réglant les conditions de recrutement, d'avancement et de traitement pour le personnel vient d'être publié.

Il y aura au Maroc comme en Tunisie, des contrôleurs civils et des contrôleurs suppléants nommés par le président de la République et des contrôleurs civils stagiaires nommés par le résident général. Ce qui presse en ce moment, c'est de constituer les cadres. Provisoirement pourront donc être nommés soit contrôleurs civils, soit contrôleurs suppléants, les candidats de n'importe quelle provenance qui paraîtront réunir les titres nécessaires. Mais une fois les cadres indispensables constitués, on ne pourra plus entrer dans le corps des contrôleurs qu'en faisant préalablement un stage. L'*Union coloniale* s'honore d'avoir longtemps lutté pour la création de ce stage dans nos administrations coloniales, à l'imitation de ce qui existe dans l'administration anglaise aux Indes. La première condition pour administrer des indigènes n'est-ce pas d'en savoir la langue? Un stage avant l'entrée dans l'administration est donc nécessaire pour apprendre cette langue. Il est aujourd'hui imposé dans beaucoup de nos colonies. Et nous sommes heureux de voir que le général Lyautey en a fait à son tour une obligation au Maroc. Les aspirants contrôleurs seront donc astreints à un stage de deux ans pendant lesquels ils recevront un traitement de 4.000 francs et ils ne pourront être titularisés que s'ils obtiennent le diplôme de langue arabe ou de langue berbère délivré par l'école supérieure qui a été créée à Rabat pour l'enseignement de ces deux langues. Sur leur demande, les stagiaires pourront être autorisés à faire une année supplémentaire de stage. Mais si à la fin de la troisième année, ils n'ont pas leur diplôme, il seront définitivement licenciés.

Les traitements partent de 5.000 francs pour les suppléants de 3e classe et s'élèvent jusqu'à 12.000 francs pour les contrôleurs civils de 1re classe. Il est en outre prévu des indemnités de service : 6.000 francs pour le contrôleur civil de 1re classe, 4.000 francs pour les contrôleurs civils de 2e et de 3e classe, 3.000 francs pour les suppléants et les stagiaires. Ces chiffres dépassent sensiblement ceux des traitements similaires en Algérie et en Tunisie et amèneront sans doute les fonctionnaires de ces pays à réclamer une augmentation que logiquement on ne pourra longtemps leur refuser. Ce sera à notre avis un grand bien. On ne peut recruter un bon personnel qu'en y mettant le prix. Quand on songe à l'importance des fonctions d'un administrateur de commune-mixte algérienne, par exemple, on ne peut que le trouver insuffisamment rétribué.

La Banque de l'Algérie et la colonie. — Les relations de la Banque de l'Algérie et de la colonie sont assez orageuses depuis quelques mois. En décembre dernier, la banque avait relevé le taux de l'escompte de 5 à 6 0/0, ce qui avait causé de vives protestations. Les journaux s'appliquèrent à démontrer que ni le taux de l'argent sur le marché général, ni la situation particulière de la banque ne justifiaient cette mesure. Cette émotion eut son écho aux délégations financières, où un rapport violent de M. Bérard, maire de Blidah, contre la banque fut approuvé à l'unanimité. M. Bérard constatait qu'en trois ans les bénéfices de la banque avaient doublé et qu'en 1912 ils avaient atteint 10 millions pour un capital-actions de 20 millions. M. Bérard en concluait que la banque, disposant d'un privilège conféré par l'État, ne devait pas n'avoir en vue que d'augmenter indéfiniment ses gains, mais qu'elle devait aussi se préoccuper de l'intérêt public.

Cette campagne n'a pas été infructueuse. Par une première concession, la banque réduisit l'escompte à 5 fr.50. Et par une seconde concession, elle vient de le ramener définitivement à 5 0/0.

Mais une seconde campagne commence. En même temps qu'elle ramenait l'escompte au chiffre de l'année dernière, la banque

décidait d'exiger de ses clients le remboursement de tous les découverts. Nulle part, on le sait, on n'use plus hardiment du crédit qu'en Algérie. Nous signalions, dans notre avant dernier numéro, le discours de M. Sénéchal exposant que depuis l'ère d'extraordinaire prospérité qui s'est ouverte depuis quatre ans, par suite de la grande hausse des vins, la dette hypothécaire, bien loin de diminuer, a augmenté de 300 millions. On emprunte, on emprunte, et on achète des terres, on spécule sur la hausse prodigieuse qui se produit sur la propriété immobilière soit dans les villes, soit dans les campagnes. M. Sénéchal rappelait les Algériens à la prudence, et c'est évidemment sous le coup de préoccupations semblables à celles qu'il exprimait, que la Banque d'Algérie cherche à assainir le marché en faisant rentrer toutes les créances insuffisamment gagées. Mais sa décision surprend le public algérien en pleine fièvre de spéculation. Et les journaux crient de nouveau contre elle et en appellent au gouverneur général et au ministre des finances.

Mais comment pourrait-on empêcher la banque d'user de droits incontestables? Aussi cette nouvelle campagne ne nous semble-t-elle pas devoir être aussi heureuse que la campagne contre l'élévation de l'escompte.

Les indigènes africains en France. — Un mouvement intéressant se produit parmi les indigènes algériens depuis quelques années. Ils viennent chercher du travail en France. L'émigration paraît avoir commencé par Marseille. Les ouvriers des huileries et des raffineries de cette ville s'étant mis en grève, les industriels eurent l'idée de demander à Alger si on ne pourrait pas s'y procurer de la main-d'œuvre. Il leur vint ainsi quelques centaines d'ouvriers indigènes. Une seconde émigration fut due à la catastrophe de Courrières. La mine, subitement privée du concours de 1.600 ouvriers tués par un coup de grisou, fit venir à son tour quelques centaines de Kabyles pour combler en partie ce vide. Aujourd'hui, un courant régulier parait s'établir entre la colonie et la métropole et s'accélérer par suite de deux circonstances. D'un côté, les indigènes sont attirés par l'élévation des salaires; ils ne gagnent guère que 2 francs, au plus 2 fr. 50 en Algérie, tandis que, en France on leur offre le double; et la suppression du permis de voyage qui leur était imposé autrefois et subordonnait leurs déplacements au bon vouloir de l'administration, les a débarrassés d'une entrave qui les immobilisait. D'un autre côté, il y a en France une véritable crise de main-d'œuvre; nos grandes industries ne savent où se procurer des ouvriers et, à l'imitation des raffineurs de Marseille et de la mine de Courrières, elles songent à utiliser les Kabyles.

Afin de se rendre compte de l'importance du mouvement, M. Albin Rozet a demandé au ministre de l'Intérieur quels renseignements il possède à ce sujet. Le ministre de l'Intérieur a répondu qu'il n'avait que les résultats d'une enquête officieuse faite l'année dernière par le gouvernement général de l'Algérie. Et il a publié ces résultats dans le *Journal Officiel*. Il en ressort que la présence d'un peu plus de 3.000 ouvriers indigènes algériens a été constatée en France, dont 400 dans les mines du Pas-de-Calais, 800 dans les huileries et raffineries de Marseille, et 250 dans les raffineries de la Seine. Mais d'après ce que l'on sait de l'émigratiou annuelle des Kabyles en France, ces chiffres sont fort au-dessous de la réalité. Il faudrait probablement aller jusqu'à 6.000 pour avoir le total vrai.

L'indigène africain évolue donc visiblement. Les préjugés qui l'isolaient dans son milieu tombent. La curiosité, l'envie de voir le monde, le désir du bien-être lui viennent. On en a eu une autre preuve dans un petit fait significatif qui vient de se produire à Tunis. La section de l'Alliance française a organisé, depuis longtemps, des colonies scolaires de vacances dans lesquelles elle envoie des petits Français. Cette année, elle a eu la généreuse idée d'y adjoindre quelque chose de semblable pour les petits musulmans. Elle a donc décidé de procurer à une dizaine de jeunes indigènes les moyens d'aller faire un petit voyage en France pendant leurs vacances. Mais le tout n'était pas de fournir l'argent, il fallait trouver des enfants pour l'employer. Etant donné la répugnance bien connue des mères tunisiennes à se séparer de leurs fils, même quand ils sont grands, permettraient-elles à des gamins de onze à treize ans de traverser la mer? C'est là qu'on a vu combien les mœurs changent. Le président de la municipalité de Tunis, M. Dinguezli, a été le premier à faire inscrire son fils et les demandes sont venues beaucoup plus nombreuses que les places dont on disposait.

De sorte que, grâce à l'Alliance française, il y a en ce moment une dizaine de jeunes Tunisiens qui passent leurs vacances en France. « Placés chez des agriculteurs français, dit M. Zaouche, le membre indigène de la conférence consultative qui signale ce petit événement, ils voient comment on peine et on travaille, comment on sait utiliser la moindre parcelle du sol, les procédés qu'on emploie pour tirer de la terre le maximum de ce qu'elle peut produire ».

M. Tambour, officier de la Légion d'honneur. — M. Tambour vient d'être nommé officier de la Légion d'honneur. Cette promotion a été accueillie avec une faveur unanime. Pas une réserve, rien que la surprise de voir la récompense si tardive. M. le ministre des Colonies peut être sûr d'avoir fait une chose juste!

M. Tambour n'avait, suivant le mot de La Bruyère, que *beaucoup de mérite pour toute recommandation*. Il était chevalier depuis août 1874. Il avait été avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation. Il remplissait les fonctions de maître des requêtes au Conseil d'État lorsqu'il fut appelé à celles de secrétaire général de la préfecture de la Seine. M. Ferdinand Duval n'accepta d'être nommé préfet de la Seine qu'à la condition que M. Tambour serait son principal collaborateur. M. Ferdinand Duval ne se trompa point. Son secrétaire général s'appliqua à réorganiser tous les services municipaux de la ville de Paris, bouleversés par la guerre, et l'on a gardé à l'Hôtel de Ville le souvenir du fonctionnaire qui travaillait plus qu'aucun des ses subordonnés, et mieux que n'importe lequel d'entre eux, connaissait des choses administratives et la doctrine et le détail.

En 1879, M. Tambour demandait et obtenait sa mise en disponibilité pour se consacrer au maniement des grandes affaires. C'est comme président de la Société « Le Nickel » qu'il s'est acquis des titres coloniaux tout à fait exceptionnels. On sait que, en Nouvelle-Calédonie, sur la côte est, dans des vallées inhabitées, la Société « Le Nickel » a créé des centres miniers fort importants. C'est là un résultat dont M. Tambour et ses collaborateurs peuvent être fiers.

La caractéristique de la physionomie de cet homme éminent est l'autorité morale, faite de la dignité d'une longue vie, de la

vigueur d'une intelligence servie par une profonde connaissance du droit, par une parole éloquente et d'une incomparable clarté. Jamais les ministres n'ont reçu de requête de M. Tambour. Il considère que, dans un grand pays comme la France, les représentants de l'État doivent avoir plus souci du bon droit que de l'intrigue. Sa candidature fut posée à son insu. La distinction dont M. Tambour est l'objet n'ajoute rien, certes, à son mérite ; mais elle est une consécration qui a rempli de joie ceux qui connaissent l'élévation de son caractère et sa bonté délicate et agissante.

Les oppositions à la réforme douanière coloniale. — Nous avons, dans notre précédent numéro, indiqué dans quelles conditions la commission sénatoriale avait donné son approbation au projet détaxant les produits coloniaux. Nous avons vu que la majorité de la commission avait fait insérer dans le rapport une défense du régime de 1892. Une importante association, celle de l'industrie et de l'agriculture françaises qui a eu longtemps M. Méline pour président et qui est une des forteresses du protectionnisme, a, dans son Assemblée générale annuelle, émis des vœux contre l'octroi aux colonies des mesures libérales que nous demandons en matière douanière. Les membres de cette association entendent réserver les colonies ou possessions d'outre-mer aux produits industriels français et, pour cela, ils préconisent des droits de douanes prohibitifs à l'égard des produits étrangers. Ils arriveront à ceci que, dans celles de nos possessions qui sont arrivées à un certain degré de développement, on installera des usines pour fabriquer les produits dont on rend par ces mesures artificielles l'acquisition onéreuse. Il y a eu, il y a de cela déjà longtemps, un projet empreint d'un protectionnisme outrancier qui prétendait interdire aux colonies de devenir industrielles. Une telle prétention qui pousse à l'extrême le régime protectionniste souleva, lorsqu'elle fut formulée, de très vives critiques ; elle n'a pas été reprise et il est probable que, moins encore qu'il y a une quinzaine d'années, elle aurait chance d'être accueillie. La Chambre des Députés a manifesté à diverses reprises qu'en cette matière du régime douanier colonial elle serait accessible à des idées assez libérales. La conquête du Sénat aux idées nouvelles est moins avancée, les incidents du débat à la commission sur la dernière réforme le rappellent à ceux qui pourraient l'avoir oublié en voyant le vote de la détaxe acquis. Aussi, comme nous le disions il y a 15 jours, il ne faut pas cesser de combattre pour la réforme du régime douanier colonial de 1892.

La conservation des archives de l'Afrique occidentale française. — M. Ponty a pris récemment une très heureuse initiative. Sur les conclusions d'une mission qu'il avait chargée d'étudier l'état des documents laissés dans les postes, le gouverneur général a pris diverses mesures dont les historiens *futurs* lui seront bien reconnaissants. Il a décidé que dans les circonscriptions administratives on ne laisserait que les dossiers les plus récents relatifs à l'administration du territoire ; le reste sera envoyé au chef-lieu. Là, un fonctionnaire spécial devra recueillir et classer les documents, et en dresser un répertoire analytique. Le gouvernement général recevra des chefs-lieux la part des archives pouvant être versée sans inconvénient à Dakar et elle sera confiée au dépôt central géré par un archiviste de carrière. De plus, un fonctionnaire du cabinet du gouverneur général, chargé des publications officielles, sera chargé également de l'inspection des archives de l'Afrique occidentale et recevra mission de recueillir les documents historiques qu'il conviendra de centraliser à Dakar. Il y a eu jusqu'ici, du fait de l'indifférence des uns, de la trop grande curiosité des autres, et de l'action des termites, des fuites ou des destructions de documents précieux. On peut espérer qu'avec les mesures prises par M. Ponty il n'en sera plus ainsi à l'avenir et que ce qu'a fait l'Afrique occidentale servira de modèle à d'autres colonies. L'administration coloniale n'avait pas été jusqu'à ces tout derniers temps très préoccupée de la conservation méthodique de ses archives et à Paris même elles étaient dans un désordre extraordinaire. Ce n'est que depuis deux ou trois ans environ qu'on s'applique à réparer tout cela : mieux vaut tard que jamais, et il faut penser que maintenant qu'on est entré dans la bonne voie on ne s'en écartera pas.

La Situation financière de l'Afrique équatoriale française. — Depuis que nous avons traité ici de cette question le *Journal Officiel métropolitain* a publié le décret approuvant le budget de cette colonie pour 1913. Il y a de ce document quelques chiffres à retenir.

La situation financière de la colonie, qui fut si longtemps déficitaire, est désormais satisfaisante. L'exercice 1911 a marqué le tournant. Sur le déficit de 881.000 francs légué par les exercices antérieurs à 1910, il restait un reliquat de 173.000 francs. L'exercice 1911 a non seulement amorti entièrement ce déficit, mais encore laissé un excédent des recettes sur les dépenses. Les prévisions budgétaires étaient en effet de 5.542.945 francs, alors que les recettes se sont élevées à 6.650.663 francs et les dépenses à 5.943. 404 francs, soit un excédent de plus de 700.000 francs qui a permis de reconstituer la caisse de réserve.

Pour le même exercice 1911, les budgets locaux se sont également soldés par d'importants excédents.

Le budget local du Gabon, le plus compromis de toutes ces dernières années, avait été arrêté à 1.884.300 francs. Les recouvrements effectués se sont élevés à 2.203.244 francs et les dépenses à 2.134.216 francs, d'où un excédent de recettes de 69.000 francs.

Le budget local du Moyen-Congo avait été arrêté à 2.087.000 francs. Les recouvrements effectués se sont élevés à 2.602.070 francs et les dépenses à 2.351.036 francs, d'où un excédent de recettes de 251.000 francs.

Le budget local de l'Oubanghi-Chari avait été arrêté à 1.401.145 francs. Les recouvrements effectués se sont élevés à 1.553.031 francs et les dépenses à 1.504.319 francs, d'où un excédent de recettes de 48.000 francs.

Enfin le budget local du Tchad avait été arrêté à 750.600 francs. Les recouvrements se sont élevés à 975.501 francs et les dépenses à 860.405 francs, d'où un excédent de recettes de 115.000 francs.

Les résultats de l'exercice 1912 s'annoncent également comme satisfaisants. A la suite du traité franco-allemand du 4 novembre 1911, les prévisions budgétaires avaient été remaniées et réduites. Toutefois, comme les territoires cédés ont été remis à l'Allemagne plus tardivement qu'on ne pouvait le supposer au moment où le budget fut arrêté, les diminutions de recettes ont été moins considérables et les excédents seront probablement supérieurs à ceux de 1911.

Il n'en sera plus de même en 1913. Au cours de cette année tous

les territoires cédés devront être remis à l'Allemagne aux différentes dates spécifiées dans les accords consécutifs à la commission qui s'est réunie à Berne pour régler les conditions d'application du traité du 4 novembre 1911. Les prévisions ont donc été calculées en tenant compte de l'influence probable de cette cession. Mais en présence de la progression des recettes constatée pour les exercices antérieurs, progression qui provient d'une meilleure gestion financière et surtout d'une mise en valeur plus intensive des ressources de la colonie qui sont encore loin d'avoir atteint leur rendement maximum, il a paru possible d'élever le montant du budget de 1913 et de l'arrêter à 6.400.000 francs. Si l'on fait abstraction de la somme de 266.000 francs représentant la subvention que la métropole a consentie à la colonie pour lui permettre de réaliser le reliquat de l'emprunt de 21 millions (Congo 1899), on constate que le budget de 1913, en progression de 916.310 francs sur le budget de 1912, est à peu près exactement la reproduction du premier projet de budget de 1912 établi avant l'accord franco-allemand, qui s'élevait à 6.138.000 francs.

En d'autres termes, la cession des territoires à l'Allemagne n'aura ramené le budget général de l'Afrique équatoriale qu'au niveau atteint à la veille de la cession, c'est-à-dire il y a un an et demi.

Les projets des budgets locaux ont été arrêtés aux chiffres suivants, qui sont également en augmentation sur ceux des exercices précédents :

Gabon.....	2.110.000 francs
Moyen-Congo.....	2.357.460 —
Oubanghi-Chari.....	1.715.000 —
Tchad.....	1.000.000 —

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

— Le secrétaire d'Etat aux Colonies, M. Solf, s'est embarqué, le 11 août, à Douvres, à bord du navire *Eléonore Woermann*, pour l'Afrique occidentale. Il entreprend, comme on sait, un voyage de 3 mois, au cours duquel il visitera le Cameroun, le Togo et aussi les deux Nigeria.

— On prépare en ce moment une expédition, dont l'objet principal est de prendre des vues cinématographiques, dans les possessions allemandes d'Afrique. La *Kolonialzeitung* pense que les représentations cinématographiques peuvent être un excellent moyen d'instruction et de propagande dans les milieux populaires, où l'on se fait encore, dit-elle, des idées tout à fait fausses sur les colonies allemandes; elles peuvent aussi, ajoute-t-elle, être fort avantageuses à celles-ci, en faisant une puissante réclame pour les entreprises coloniales.

AFRIQUE ORIENTALE

L'œuvre du Comité économique colonial. Le coton. — Le président du Comité économique colonial, M. Karl Supf, a fait connaître à l'assemblée, tenue le 1er août dernier, les résultats de l'enquête faite, et les décisions prises par lui, dans l'Afrique orientale, d'où il revenait. On sait que le Comité applique principalement ses efforts à la production des matières premières nécessaires à l'industrie allemande, surtout le coton. L'importation du coton brut en Allemagne a atteint, l'année dernière, 3 millions de balles de 500 livres; la consommation, croissante d'année en année, est, aujourd'hui, en moyenne, de 7 kilogrammes par tête. L'idée de chercher à affranchir l'industrie allemande du marché américain, et à utiliser, pour la fourniture du coton, le domaine d'outre-mer, fut conçue dès le début de la colonisation. En 1889, le chancelier de Bismarck consultait, à ce sujet, le gouverneur du Cameroun, et M. de Hansemann fut prié de remettre un rapport sur la possibilité de cultiver le coton de la Nouvelle-Guinée. Les deux réponses ayant été favorables, le gouvernement fit venir des Etats-Unis un spécialiste, lequel fut envoyé, d'abord, à Togo, puis au Cameroun, afin de se rendre compte si les colonies allemandes se prêtaient à la culture cotonnière. En 1892, le gouvernement s'adressait à l'Association des industriels cotonniers de l'Allemagne du sud et à l'Association centrale des industriels allemands, pour leur demander conseil et aide financière. Ces deux sociétés se dérobèrent, craignant que le coton américain ne fût déprécié par le coton colonial: elles voulaient attendre que la situation, dans les possessions allemandes, se fût davantage consolidée. Alors, le Comité économique colonial se résolut à entreprendre la culture du coton au Togo, puis dans l'Afrique orientale. Il a été aidé dans sa tâche par le gouvernement. Depuis M. Dernburg, le ministère des Colonies a témoigné l'intérêt considérable qu'il prend à la culture cotonnière. Nous avons vu, il y a quelques mois, que le Comité économique colonial a obtenu, à nouveau, du monde de l'industrie et du commerce, la promesse d'une subvention de 200.000 marks, pour les trois années à venir; en outre, lui et les 1.100 sociétés et corporations diverses, affiliées au Comité, ont adressé au Parlement une requête, demandant l'inscription au budget d'une somme de 1 million de marks, à répartir sur les cinq années prochaines.

L'Afrique orientale est celle des colonies allemandes qui a le plus d'importance pour la culture du coton. Cette culture y occupe aujourd'hui, 14.300 hectares (7.800 en 1909-1910). La surface s'est accrue énormément dans les deux dernières années; l'exportation s'est développée dans la même proportion. Elle atteignit, en 1811, une valeur de 1.331.818 marks, supérieure de 891.357 marks à celle de 1909. Elle a ainsi triplé en deux ans. La récolte de 1913-1914 est évaluée, en chiffres ronds, à 11.000 balles de 250 kilogrammes, au lieu de 8.500 l'année précédente, ce qui, à raison de 0 pf. la livre, en moyenne, promet à l'Allemagne un bénéfice de 4 millions de marks. L'expérience a montré que dans l'Afrique orientale la nature du sol et le climat conviennent au cotonnier; d'autre part, cet arbuste a beaucoup à souffrir des maladies parasitaires qui, dans la dernière année, ont causé de grands dommages, notamment dans le district de Morogoro. Il existe dans la colonie 17 plantations européennes, de grandeur petite ou moyenne, qui ont 2.000 hectares plantés en coton. On en compte, en outre, 24 consacrant à cette culture environ 3.300 hectares, et 12 compagnies de plantations de coton, qui possèdent 85.000 hectares, en chiffres ronds. L'une des plantations les plus importantes est la plantation Otto, fondée à Kilossa, en 1907, par un industriel wurtembergeois. Il s'était fait réserver par le gouvernement 10.000 hectares de terres, avec la faculté, par lui, d'en devenir propriétaire quand il les aurait mis en valeur. Cette acquisition fut réalisée en 1912. Sur les 10.000 hectares, 1.500 sont

défrichés; ils ont été l'an dernier plantés : 800 en cotonniers, 50 en caoutchoutiers et 100 en cocotiers. La plantation de coton, produisit, en 1912, plus de 100.000 kilogrammes (400 balles), et les propriétaires espèrent récolter le double en 1913. Les premières années furent très difficiles. Pour la première fois, l'an dernier, les dépenses ont été couvertes; cette année-ci, il y aura un bénéfice, provenant du caoutchouc et des autres produits secondaires. Les conditions de la main-d'œuvre se sont un peu améliorées. Auparavant, les Noirs s'engageaient tout au plus pour 90 jours; ils le font maintenant pour 6 mois. Ils reçoivent, en moyenne, par mois, 12 rp., ou 16 m. 30, sans la nourriture, mais ils fournissent peu de besogne, et ne travaillent habituellement que 4 jours par semaine. Indépendamment des entreprises européennes, le coton est cultivé par les Noirs. Plantations et cultures indigènes exportent facilement leurs récoltes dans les régions desservies par les deux lignes de chemin de fer, la ligne de l'Usambara et la ligne Centrale. Ici, la culture cotonnière s'est développée à Morogoro et à Kilossa. A Morogoro, presque tout le commerce est aux mains des Indiens. Ceux-ci achètent à vil prix le coton aux Noirs et le revendent, avec un fort bénéfice pour eux, aux directeurs des plantations. Les prix de transport sur la *Centralbahn* sont extrêmement élevés. Le coton provenant de la plantation Otto, à Kilossa, paie par kilogramme, 7 pfennigs jusqu'à Daressalam, et ensuite, 6 pfennigs de Daressalam à Hambourg, et 2 pfennigs de Hambourg à la manufacture sise dans le Wurtemberg. Daressalam, qui renferme aujourd'hui 24.000 habitants, doit au chemin de fer une grande activité commerciale. La voie ferrée aboutit au port, où l'on a construit en 1912 un entrepôt de 725 mètres carrés de surface. Dans la vallée du Rufidji, c'est le fleuve qui sert aux transports, mais il a très peu de profondeur d'eau. La navigation se fait au moyen de vapeurs monoroues, à fond plat. Le coton descend ainsi jusqu'à la mer, où il est embarqué sur les grands paquebots de la Compagnie Woermann. Dans le district de Lindi, où la culture cotonnière a pris un grand essor, et où beaucoup de fermes sont exploitées par les indigènes, l'on a construit une petite voie ferrée pour les besoins agricoles, mais il manque à cette région un chemin de fer aboutissant à Daressalam. Depuis l'accord du 14 mars 1910, les efforts à faire au profit de la culture cotonnière sont répartis entre le gouvernement et le Comité économique colonial. Le gouvernement a pris l'engagement d'augmenter le nombre des agronomes spéciaux, afin d'obtenir de chaque région des types uniformes de coton, et d'ouvrir à la culture cotonnière de nouveaux domaines. Il a promis également de créer une station cotonnière dans le district de Muanza. Il en existe déjà 4 dans la colonie, dont celle de Mpanganya, dans le district de Rufidji, qui a remplacé l'école cotonnière créée par le Comité. Celui-ci, de son côté, s'occupe d'améliorer la culture et la préparation du coton, par l'emploi des machines, et de favoriser l'accroissement de la production indigène par l'enseignement des méthodes, la distribution des semences, les encouragements en argent, etc. La colonie possède 7 charrues à vapeur et 11 usines d'égrenage. Les écoles, créées par le Comité, forment des professeurs indigènes ambulants, qui vont de ferme en ferme porter l'enseignement agricole. Le Comité va consacrer 100.000 marks à l'achat, la préparation et la distribution des semences. Il a décidé de continuer, l'année prochaine, à garantir un prix fixe d'achat, et de donner pour 7.000 marks de primes aux indigènes, dans les districts où la culture du coton n'est pas encore définitivement établie.

Mais l'activité du gouvernement et du Comité économique colonial ne se limite pas à la culture cotonnière. Dans le dessein d'encourager la culture des plantes oléagineuses et du riz, le gouvernement, d'une part, promet de faire faire de nouvelles expériences dans les stations d'essais agricoles, tandis que, d'autre part, le Comité doit fournir les semences nécessaires, en faisant venir, par exemple, des graines de palmier de Togo et établir des huileries. Il y a beaucoup à espérer de ce côté, car les importations de produits oléagineux, en Allemagne, sont montées, en 1911, à 1.260.008 tonnes, valant 383 millions de marks. La culture du chanvre sisal est en bonne voie, mais il y a encore à améliorer la préparation mécanique. Des pourparlers ont eu lieu dans la colonie sur le péril dont est menacé le caoutchouc, par suite de l'énorme concurrence faite par l'Asie méridionale. On a proposé d'introduire dans les plantations de caoutchouc des cocotiers, lorsque la nature du sol et le climat le permettent. Il s'agirait, d'abord, d'une culture intermédiaire destinée à devenir plus tard la culture principale. Comme le cocotier, l'arbre à capok est originaire de la colonie. Cette dernière culture mérite aussi d'être recommandée, car l'importation du capok, en Allemagne en 1912, s'est chiffrée par 33.782 doubles quintaux, valant presque 5 millions de marks. L'Institut de biologie agricole de Amani cherche, pour la région du Kilimandjaro, une espèce de haricot susceptible d'être exporté. Le Comité se félicite de voir les premières études faites par ses soins, en 1910, être utilisées aujourd'hui par le gouvernement, pour le drainage du marais de Kilossa; de grandes étendues de terre vont être ainsi gagnées pour la culture. Une somme de 100.000 marks est proposée pour organiser 3 offices techniques du Comité, l'un à Daressalam, le second à Lindi et le troisième à Tanga. Le personnel se composera de un ingénieur en chef et de deux ingénieurs. La fonction consistera à diriger les services d'égrenage et d'ensemencement, et de plus, à Daressalam, l'école des machinistes et l'exposition permanente, organisée par le Comité. Les ingénieurs se mettront, moyennant le remboursement de leurs frais, à la disposition des directeurs d'entreprises agricoles, pour les conseiller et expérimenter les productions. D'accord avec le gouvernement, le Comité établira une école de machinistes noirs, qui pourront être employés, moyennant redevance, par les colons, pour conduire des moteurs et des machines agricoles. Le gouvernement invitera les diverses administrations à rechercher avec soin les élèves les plus capables. Les écoliers recevront un salaire. On fera, dans l'école, des essais comparatifs entre les machines allemandes et les machines étrangères; au besoin même, l'on exposera des inventions nouvelles importantes pour l'agriculture tropicale. On organisera aussi une exposition minérale, où le travail de préparation des minéraux sera représenté : lavage, concassage, taille, etc., avec des renseignements sur la valeur ou la non valeur des minéraux de toute sorte. Le terrain nécessaire à la construction de l'école et de l'exposition a été acheté, en excellente situation, à Daressalam. Pour la grande exposition agricole qui doit avoir lieu l'année prochaine, à l'occasion de l'achèvement de la *Centralbahn*, le Comité offre au gouvernement 10.000 marks. Le petit chemin de fer cotonnier de Lindi, dont il a été parlé plus haut, a été construit grâce à une subvention de 30.000 marks fournie par le Comité. Il a une longueur de 40 kilomètres ; il est exploité, partie par des locomotives, partie par la traction humaine.

Quant au programme des voies ferrées à construire dans la co-

lonie, l'on discute encore. Le gouvernement, voulant être mieux informé, a récemment envoyé des expéditions techniques et agricoles dans le Ruanda et dans la région nord. Une autre expédition, particulièrement importante, a pour objet d'établir le tracé d'une ligne se détachant, à Mikesse, de la *Mittellandbahn* et aboutissant au Nyassa. Il s'agit là de la *Sudbahn*, dont il a été souvent question et dont le projet est aujourd'hui remis à l'ordre du jour par l'annonce des projets anglo-portugais : création de lignes ferrées de Beira à Fort-Johnston et du Nyassa en Rhodésie. Cette *Sudbahn* aurait une utilité politique, celle d'assurer le maintien de la domination allemande dans les pays du Nyassa; en second lieu, elle contribuerait au trafic de la ligne centrale, et, enfin, elle permettrait, espèrent les partisans de la colonisatisn blanche, le peuplement, par des colons allemands, des hauts plateaux de l'Uhehe et des pays riverains de Nyassa.

— Le rail était arrivé, le 30 juin, au kilomètre 254 par delà Tabora, 1102 de Daressalam. La ligne totale jusqu'à Kigoma, sur le lac Tanganyika, aura 1.268 kilomètres. On compte que ce dernier point sera atteint au mois de février prochain.

— Le programme des fêtes organisées à l'occasion de l'achèvement de la *Mittellandbahn* comprend, outre l'exposition et l'inauguration, à Daressalam, de l'école de machinistes fondée par le Comité économique, un voyage dans l'intérieur de la colonie pour visiter les plantations établies le long des deux lignes de chemin de fer et, peut-être, une excursion de chasse dans le Kilimandjaro, ainsi qu'une excursion à Zanzibar.

— D'après une estimation donnée par le directeur du service vétérinaire, la colonie possède 2 millions 1/2 de bovidés. Un tiers du territoire serait impropre à l'élevage à cause de la tsétsé. Un bœuf de 200 kilogrammes coûte, à Daressalam et à Korogoué de 60 à 90 marks; à Moschi 60, à Dodoma, Iringa et Tabora 40; à Langenburg et à Muanza 25. Les vaches sont de 25 à 50 0/0 plus chères. On paie un litre de lait, à Daressalam : 0 fr. 50, ailleurs de 0 fr. 05 à 0 fr. 20: le kilogramme de beurre frais, environ de 6 à 7 marks à Daressalam, 3 fr. 30 à Moschi, 2 marks à Iringa. La possession du bétail est grandement importante pour l'alimentation des indigènes. L'épidémie de peste bovine a fait voir, il y a une vingtaine d'années, les conséquences désastreuses qu'entraîne la perte d'une partie considérable du troupeau. Les Massaï succombèrent en masse à la famine. Les tribus qui joignent à l'élevage l'agriculture sont évidemment moins dépendantes de leur troupeau; mais pour elles, aussi, les bestiaux constituent, surtout en cas de sécheresse, une réserve alimentaire difficilement remplaçable. L'ouverture de nouveaux débouchés n'a pas été de pair avec l'accroissement du bétail qui s'est produit dans la première période, de telle sorte qu'il y a aujourd'hui surproduction. Le directeur du service vétérinaire pense que, dans les conditions actuelles, le meilleur et le plus avantageux parti à prendre, serait de fonder des fabriques d'extrait et de conserves de viande.

— Dans les 5 dernières années, le commerce de la colonie a plus que doublé (36.660.567 marks et 81.727.546 marks). L'exportation valait, en 1912, 31.418.000 marks au lieu de 10.874.000 en 1908. Il y eut, pendant cette période, augmentation pour le café, le copra, les arachides, le coton brut, le sisal, le sésame, les bois, le caoutchouc, le mica, les peaux et l'or. Ce dernier produit atteignit son maximum en 1911, avec 1.023.449 marks, mais en 1912, l'exportation était tombée à 530.624 marks.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

AUSTRALIE.

Les résultats des élections générales. — Le referendum sur la Constitution. — Réformes administratives.

Les résultats des dernières élections générales du 31 mai sont venus confirmer les pronostics du correspondant de *l'Economiste français* que nous avions signalés. Le *Labour party* a été battu; et le même correspondant en tire aujourd'hui les conclusions suivantes :

« La situation du Cabinet est, il est vrai, médiocre, car il ne dispose que de deux voix de majorité à la Chambre des représentants et reste en faible minorité dans le Sénat, renouvelé de moitié. Le recours à de nouvelles élections paraît donc inévitable. Mais le pouvoir a changé de mains, et les perspectives d'une nouvelle consultation nationale se présentent dans de tout autres conditions. D'abord, le succès des libéraux est en réalité plus considérable qu'en apparence; car, si le nombre des sièges reconquis par eux eût été en proportion du nombre de voix données à leurs candidats, ils auraient une substantielle majorité dans la seconde Chambre et se trouveraient au moins à égalité avec les *Labouristes* dans le Sénat. D'où résulte que le remaniement des circonscriptions sur une base rationnelle sera à l'avantage du gouvernement.

Plus importante encore est la question des fraudes électorales. Il est aujourd'hui reconnu que le système de votation récemment adopté pour les élections fédérales favorise de coupables manœuvres, lesquelles ont faussé les élections dernières dans une large mesure. Dans l'Etat de Queensland, le nombre des électeurs inscrits a dépassé de 55.000 celui des adultes, de 72.000 dans l'Etat de *South Australia* et de 100.000 dans celui de Victoria, en comprenant parmi les adultes les aliénés et les repris de justice n'ayant pas droit de vote. En certaines circonscriptions, le candidat « ouvrier » a recueilli plus de voix qu'il n'y avait d'électeurs. En l'absence, intentionnelle ou non, de contrôle, des électeurs ont pu voter plusieurs fois, en se transportant dans les différents bureaux d'une même circonscription.

L'opinion publique, dans son ensemble, désapprouve de semblables pratiques et, par conséquent, il est probable qu'on laissera au gouvernement le temps de faire aboutir les mesures nécessaires à leur suppression. Quand ce travail sera fait, les chances qu'aura le *Labour party* de revenir au pouvoir auront sensiblement diminué.

Au surplus, l'insuccès des socialistes au point de vue électoral a été accompagné d'un autre insuccès, de plus grande portée, parce qu'il a un caractère en quelque sorte historique.

Confiant dans sa force et se croyant assuré de la victoire, le gouvernement avait voulu profiter des élections générales pour faire reviser la Constitution. Celle-ci ne peut être modifiée qu'après que les changements, d'abord votés par les Chambres, auront été approuvés par un *referendum* populaire de tous les électeurs du *Commonwealth*. Le nouveau texte doit obtenir la majorité dans le total des voix exprimées, et de plus, réunir la majorité dans au moins quatre Etats pris séparement, autrement dit dans la majorité des Etats, puisque la Fédération australienne en comprend six.

Les propositions soumises au corps électoral avaient toutes, sauf une, pour objet d'enlever aux gouvernements des Etats une partie des pouvoirs qu'ils exercent, chacun dans la limite de ses frontières, pour les transférer au gouvernement fédéral. C'étaient : 1° la législation touchant l'exercice de l'industrie et du commerce; 2° la législation relative à la constitution et au fonctionnement des Compagnies et Corporations ayant pour but de réaliser des bénéfices; 3° la législation sur les rapports des employeurs et des employés, patrons et ouvriers; 4° la législation sur les conditions du travail dans le service des chemins de fer qui sont la propriété des Etats (presque tous sont dans ce cas); 5° la législation des trusts, cartels et associations ou combinaisons analogues.

Enfin, une sixième proposition (déjà présentée et repoussée en 1910), consistait à attribuer au gouvernement fédéral un droit que les gouvernements des Etats n'ont jusqu'à présent ni possédé ni réclamé, celui de prononcer, par voie de résolution des Chambres, la déchéance de toute industrie ou entreprise pouvant être qualifiée de monopole et de s'en emparer pour y substituer l'administration du gouvernement, sauf à indemniser les propriétaires des immeubles et du matériel utilisés dans lesdites entreprises.

L'importance de pareils amendements à la Constitution dépassait de beaucoup celle de la composition politique du Parlement pour la prochaine législature. Leur adoption eût détruit, après douze ans de fonctionnement régulier, le caractère essentiellement fédératif de l'Union australienne. Elle eût, en outre, introduit, sous le titre de « nationalisation des monopoles », un élément de désorganisation sociale. La loi d'expropriation rendue applicable, sans appel, à toute entreprise privée, industrielle ou commerciale, grande ou petite, par un simple vote des Chambres, c'eût été le ralentissement progressif de la vie économique du pays par la suppression des initiatives individuelles.

Le parti socialiste, en ouvrant de telles perspectives, estimait trop haut le prestige de son autorité sur les masses électorales et n'appréciait pas à sa valeur ce que, en dépit de leurs tendances ultra-démocratiques, on y trouve encore de sens commun et de prudence. Aussi, le *referendum* a-t-il donné un résultat doublement négatif. Les propositions du gouvernement n'ont eu la majorité ni au vote global ni dans la majorité des Etats. Cette défaite, s'ajoutant au résultat des élections, précise et accentue le caractère de la grande consultation du 31 mai dernier. »

•

Cependant le ministère libéral présidé par M. Cook s'emploie activement à différentes réformes administratives. Il est question de placer le « Post Office » sous le contrôle d'une commission non politique, ce qui ne pourra que contribuer à améliorer le service des postes, télégraphes et téléphones. On étudie un nouveau système électoral destiné à éviter le retour des fraudes dont nous parlions plus haut. Enfin plusieurs conflits pendants entre différents Etats sont réglés ou en vue de règlement.

NOUVELLE-ZELANDE

Les finances néo-zélandaises.

Le *Financial News* a publié un exposé des finances néo-zélandaises d'après les renseignements qui lui ont été fournis par le Haut-Commissaire britannique, M. Thomas Mackenzie.

La dette publique totale de la Nouvelle-Zélande, dit le Haut-Commissaire, s'élevait, au 31 mars 1912, à 84.353.913 livres sterling, somme de laquelle il convient de déduire 2 millions de livres sterling figurant au fonds d'amortissement. La plus grande partie de la dette, soit 66.793.660 livres sterling, est prévue par le *Public Debt Extinction Act* de 1910.

Dans le relevé qui indique les divers éléments composant la Dette publique de la colonie, on remarque les chiffres suivants.

	Liv. sterl.
Chemins de fer	26.154.970
Avances aux colons	7.767.818
Construction des routes et des ponts et amélioration des terrains	7.240.676
Monuments publics	5.643.912
Lignes télégraphiques et téléphoniques	1.601.767
Défense	3.369.952
Guerre des Maoris	2.357.000
Immigration	2.477.119
Achats de terrains indigènes	2.715.217
Prêts aux corporations locales	3.507.000
Développement des mines d'or et de charbon	881.210
Ports et phares	586.942

Il est à remarquer qu'une très grande partie de la dette du Dominion n'est nullement à la charge des contribuables. Sur le total, les emprunts figurent pour 56.602.536 livres sterling et rapportent des intérêts. La majeure partie de l'argent emprunté a été dépensé pour développer le pays. L'accroissement de la dette, au cours de ces vingt-cinq dernières années, a été principalement affecté à des entreprises productrices. Le paiement, par habitant, des intérêts sur la dette est considérablement moindre aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans. Au 31 mars 1912, les fonds d'amortissement accumulés se montaient à 2.160.603 livres sterling, réduisant la dette à 82.103.310 livres sterling.

La valeur des importations pendant les douze derniers mois a dépassé de 11.000.000 de livres sterling celle des importations pendant l'année 1911. Elle a atteint exactement le chiffre de 78.098.313 livres sterling. Les importations de 1903 à 1912 ont été en progression constante, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

	Liv. sterl.
1903	37.811.471
1904	37.020.842
1905	38.346.731
1906	44.744.912
1907	51.809.033
1908	49.799.273
1909	51.171.896
1910	60.014.351
1911	66.967.488
1912	78.098.313

Les revenus nets de l'administration des Douanes et de la Régie ont atteint de 1908 à 1912 les chiffres que voici :

	Liv. sterl.
1908	11.126.039
1909	11.115.251
1910	12.264.081
1911	13.562.045
1912	15.643.293

Si le montant des importations a augmenté, il n'en est pas de même des exportations. La valeur des exportations, pendant l'année 1913, est, en effet, en diminution de 647.528 livres sterling sur celle des exportations en 1912. Cependant l'exportation de l'or monnayé et de l'or en lingot a augmenté de 396.351 livres sterling, mais la valeur des autres articles exportés a diminué de 1.043.879 livres sterling.

La valeur totale des exportations de 1903 à 1907 s'est élevée à :

	Liv. sterl.
1903	48.250.112
1904	57.485.915
1905	56.841.035
1906	69.737.763
1907	72.824.247
1908	64.311.058
1909	65.318.836
1910	74.491.150
1911	79.482.258
1912	78.834.730

NIGÉRIA

L'administration de la Nigéria méridionale.

L'administration de la Nigéria du sud étudie actuellement une série d'importantes réformes, qui, lorsqu'elles seront mises à exécution, accroîtront non seulement la puissance du gouvernement mais encore la prospérité du pays. Le *Times* en a publié un exposé dans son numéro du 9 juillet.

L'extension des chemins de fer a été placée au premier plan. Les travaux préliminaires ont été commencés sur une ligne qui aura son terminus sud à Okrika, à la source du fleuve Bonny, et au centre de la région la plus riche en palmiers. Okrika, dans le district de Degema, a l'avantage d'être à la source d'un superbe cours d'eau qui peut être utilisé par les navires de haute mer, de sorte que les produits de valeur descendant la ligne pourront être directement embarqués sur les navires. La ligne partira d'Okrika pour prendre la direction de l'ouest; elle pénétrera dans un pays excessivement riche en palmiers, susceptible d'être considérablement développé. Cette nouvelle ligne aura une extension vers l'est, jusqu'à Itu, sur le fleuve Cross, laquelle extension, après le passage de ce fleuve, sera prolongée dans la direction sud-est jusqu'à Calabar. Un autre embranchement sera très probablement dirigé vers l'ouest jusqu'à Udi, à moins que la ligne principale ne traverse cette dernière localité, où l'on a découvert de nouvelles mines de charbon. Il existe déjà une ligne en construction depuis Onitsha, importante station sur le Niger, jusqu'à Udi. La nouvelle ligne principale continuera probablement vers le nord et pourra se prolonger jusqu'au district de Bauchi, dans la Nigéria du Nord.

L'administration songe aussi au développement des tribunaux indigènes. Les fonds versés à ces tribunaux sont considérables et servent en grande partie à alimenter les divers services du pays. Le revenu de la colonie se trouve ainsi très heureusement soulagé de nombreuses charges, surtout dans les provinces de l'est et du centre, et l'argent qui provient des recettes ordinaires peut être employé au développement du pays. Une importante innovation en perspective est l'augmentation d'influence que l'on se propose de donner aux commissaires de district, dont les pouvoirs pourront être étendus jusqu'au droit de vie et de mort, la Cour suprême actuelle devant être abolie. Les pouvoirs d'un commissaire de district ont été ceux d'un magistrat de canton; il peut juger les procès sommairement lorsqu'ils sont présentés dans son district, mais, dans le cas d'assassinat ou de délit grave, il doit recueillir les dépositions et renvoyer le procès devant un juge d'assises. On se propose désormais de faire juger tous les procès par les commissaires de district eux-mêmes. Cette réforme pourrait beaucoup contribuer à accélérer la civilisation du pays. On pense de plus que le commissaire de district étant le seul homme que l'indigène connaisse réellement et avec lequel il vienne constamment en contact, il n'est que logique de l'investir de pouvoirs plus étendus.

Il est question de centraliser les districts de la Nigéria du Sud, en prenant pour base le système adopté dans la Nigéria du Nord. Les provinces actuelles semblent plutôt devoir ressortir de lieutenants-gouverneurs, elles sont trop vastes pour des provinces, telles qu'on les envisage en Afrique occidentale. Dans la province orientale, par exemple, il y a actuellement 23 districts, tous placés sous l'autorité directe du commissaire provincial à Calabar; il en résulte que l'office de ce fonctionnaire est surchargé de besogne. On a l'intention de grouper quatre ou cinq districts en un seul, plus grand, sous la direction d'un commissaire de district senior. Eventuellement la Nigéria entière sera divisée en trois provinces principales placées sous le contrôle de lieutenants-gouverneurs, devant séjourner l'un à Kano (nord), l'autre à Zunguru (centre), le troisième à Calabar, ou à Lagos. Le système provincial comporterait dès lors un gouverneur, un lieutenant-gouverneur et un commissaire senior de district. Mais les arrangements ne seront définitifs que lorsque la fusion entre les deux Nigéria aura été complètement réalisée.

Questions d'Histoire et de Géographie.

L'IMPÉRIALISME DES ETATS-UNIS.

M. d'Estournelles de Constant est un des plus actifs, parmi les Français qui travaillent à rétablir entre la France et l'Amérique du nord des rapports intimes. Venu, il y a deux ans, pour la troisième fois aux Etats-Unis, il parcourut tout le pays de l'est à l'ouest, et de l'ouest à l'est, exposant, chaque jour, devant des milliers d'auditeurs, les progrès de la France, sa richesse, sa valeur morale, rassurant les Américains, troublés par le mal que nous disons, trop souvent, de nous-mêmes. Les philosophes se persuadent qu'instruire l'opinion publique, diminuer la profondeur de l'ignorance qui sépare les peuples sont le plus sûr moyen de préparer entre eux, des rapprochements féconds, et de combattre le « fléau de la guerre ». Cette tâche est celle que s'est inposée la puissante Association américaine de la conciliation internationale. M. d'Estournelles, pacifiste convaincu, et délégué aux conférences de la Haye avait assisté en 1907, à la fondation de cette société, créée par M. A. Carnegie. C'est elle qui organisa la tournée de conférences qu'il fit en 1911. Les conditions particulièrement favorables, dans lesquelles il voyagea lui ont permis de pénétrer dans beaucoup de milieux, d'interroger, d'écouter, de voir et de mesurer exactement « l'étiage actuel » des Etats-Unis. Frappé, il y a quinze ans, du spectacle de l'activité américaine, il avait cru voir en elle un péril pour la vieille Europe, affaiblie par les rivalités nationales et surmenée. Mais, ensuite, l'exemple d'un grand Etat n'ayant d'autre ambition que de développer pacifiquement sa prospérité intérieure loin du tourbillon des difficultés internationales, lui parut devoir être éminemment salutaire ; il espéra que le Nouveau Monde, exempt de nos faiblesses, se ferait gloire de régénérer l'Ancien Monde, en lui apportant une loi nouvelle, en proclamant « la déclaration du droit des peuples ». L'histoire contemporaine des Etats-Unis a cruellement détruit les illusions de M. d'Estournelles. Loin de servir de modèle à l'Europe, la patrie de Washington, « reniant son passé, » a copié, dit-il, l'ancien continent ; atteinte, elle aussi, de la « folie du militarisme », elle « s'est mise à la remorque de nos pires abus », elle est tombée « dans les ornières de la paix armée » ; à la noble course des ambitions civilisatrices », elle a préféré « la course aux armements ». Les dépenses militaires et navales dépassent, déjà, plus de 2 milliards de francs, sur 5, absorbant, presque, la moitié des ressources du budget fédéral. M. d'Estournelles condamne l'impérialisme des Etats-Unis, qu'il juge contraire à la tradition, et aux aspirations du pays. Il se demande anxieusement s'ils finiront par comprendre leur intérêt, et par « faire leur devoir » ou bien

(1) *D'Estournelles de Constant*: *Les Etats-Unis d'Amérique*, in-18, 536 p. Colin 1913. — *A. Coolidge* : *Les Etats-Unis, puissance mondiale*, in-18 415 p. Colin. 1908. — *A. Tardieu* : *Notes sur les Etats-Unis*, in-18, Calmann.

s'ils manqueront à leur destinée » problème dont la solution sera pour le monde, déclare-t-il, « ou le salut ou l'anarchie ».

L'impérialisme, dans lequel M. d'Estournelles ne veut voir qu'une imitation européenne, a des origines proprement américaines. C'est l'aboutissement d'une politique d'expansion, suivie depuis près d'un siècle, et qui a ses fondements dans les traditions les plus incontestables de l'esprit américain. D'abord l'Union, issue elle-même d'anciennes colonies, s'est développée par voie de colonisation. A l'époque où elle conquit son indépendance, son territoire était borné, à l'ouest par le Mississipi, et ne comprenait que le quart de la superficie actuelle, avec moins de 6 millions d'habitants. Les sudistes étaient ardents à se procurer de nouveaux domaines pour en faire des Etats à esclaves. En 1803, le gouvernement acheta la Louisiane ; la limite fut portée, alors, jusqu'aux Rocheuses. En 1819 fut réunie la Floride. En 1846, la Grande-Bretagne céda ses droits sur l'Orégon. Une guerre victorieuse contre le Mexique eut pour conséquence l'annexion du Texas, et de tout le pays entre les Rocheuses et le Pacifique. Le territoire de l'Union s'étendit d'un Océan à l'autre. L'acquisition de l'Alaska, en 1867, compléta cette série de prises de possession, effectuées sans que les populations eussent été consultées.

L'Union n'était encore qu'un faible Etat, lorsque le gouvernement affirma le principe politique qui devait devenir le postulat de la diplomatie américaine. En 1823, la plus grande puissance coloniale de l'univers par l'étendue de ses possessions, l'Espagne, disparut presque du Nouveau Monde, laissant à sa place 10 ou 12 républiques, désorganisées, en proie à l'esprit révolutionnaire. Les Américains avaient intérêt à maintenir intacte cette situation. Aussi, ayant appris que les puissances de la Sainte-Alliance projetaient d'aider l'Espagne à soumettre ses colonies révoltées, le président Monroe fit, dans son message au Congrès, une déclaration restée célèbre. Les Etats-Unis considéraient, comme un *casus belli*, une annexion, ou une occupation territoriale, réalisée sur le sol du Nouveau Monde, par une puissance européenne. En revanche, ils promettaient de ne se mêler, à aucun degré, des affaires de l'Europe, dans une autre partie du globe. Ainsi, d'une part, cette doctrine conviait les Américains à exercer leur contrôle sur le Nouveau Monde ; d'autre part, elle leur interdisait toute politique mondiale. Elle partageait l'univers en deux parties distinctes, dont chacune réglait sa destinée, indépendamment de l'autre.

Une quarantaine d'années après, une occasion se présenta pour les Etats-Unis de revendiquer la situation promise par la doctrine de Monroe. La guerre de Sécession n'était pas encore achevée que le gouvernement et le peuple américains manifestaient la volonté de ne pas tolérer l'intrusion des Français au Mexique. A l'automne de 1865, le gouvernement de Washington envoya à Paris le général Schofield, avec la mission confidentielle de faire comprendre à Napoléon III la nécessité de rappeler ses troupes, seul moyen d'épargner aux Etats-Unis l'obligation de les expulser par force. Les plaies de la guerre civile une fois guéries, les Etats-Unis s'employèrent avec ardeur à la mise en valeur de leurs richesses naturelles, et, un quart de siècle après, ils se trouvaient être une des premières puissances politiques et économiques du globe. Le programme tracé par Monroe fut, alors, à la mesure de leurs forces. Sous la présidence de Harrion, il fut interprété par le secrétaire d'Etat Blaine, comme le dessein d'établir des liens étroits et durables, entre l'Union et les républiques latines de l'Amérique du Sud. A son instigation, un Congrès panaméricain se réunit à Washington, à la fin de 1889. Mais les délégués ne purent se mettre d'accord sur aucun point. Blaine, sans se décourager, entreprit de traiter avec chaque Etat, en particulier. La République Argentine repoussa une offre de protection appuyée par un traité de réciprocité commerciale. Le Mexique répondit aux mêmes propositions par un refus semblable. Ces démarches indiscrètes ne firent partout que provoquer des sentiments de défiance. A la fin de 1891, peu s'en fallut qu'une rixe entre marins, à Valparaiso, ne servît de prétexte à une intervention dans la révolution chilienne. La révolution de 1893, aux îles Hawaï, suivie du détrônement de la reine, fut provoquée par les planteurs américains. Dès 1842, le président des Etats-Unis avait déclaré dans son message, que la république s'opposerait à toute occupation de l'archipel par une puissance étrangère. Une nouvelle évocation de la doctrine de Monroe fut faite en 1895, sous la présidence du démocrate Cleveland, par le secrétaire d'Etat Richard Olney. Un conflit de frontières avait éclaté entre la Guyane anglaise et le Venezuela. Le gouvernement de la Maison Blanche proposait que les Etats-Unis le réglassent à eux seuls, et se posait en arbitre nécessaire. Selon l'expression du secrétaire d'Etat, ils sont « suprêmes » (*paramount*) sur le continent américain. « Il existe, disait-il, une doctrine de droit public américain qui donne aux Etats-Unis le droit, et qui leur impose le devoir de traiter comme une injure tout acte, par lequel une puissance européenne prendrait de force un contrôle politique sur un Etat américain. » La Grande Bretagne voulant éviter le conflit, consentit à l'arbitrage. La doctrine de Monroe avait remporté sa première victoire.

Ce succès diplomatique fut bientôt suivi d'un triomphe militaire et de l'acquisition d'un domaine colonial, conquis sur une puissance européenne. L'annexion de Cuba a été une des fins les plus anciennement conçues, et les plus fidèlement poursuivies de la politique américaine. Du jour où l'Union devint maîtresse de la Floride, dont la pointe terminale appartient, par son mode de formation, son climat, sa flore et sa faune, au monde antillien, elle se prit à convoiter la perle des Antilles, qu'un détroit de 200 kilomètres seulement sépare du continent. Jefferson avait déjà considéré l'annexion de Cuba comme l'« addition la plus intéressante qu'on pût jamais faire à notre système d'Etat ». John Adams la prévoyait, en 1823, comme un fait inéluctable. « Si une pomme détachée, par la tempête, de l'arbre qui la portait, ne peut faire autrement que de tomber sur le sol, Cuba, une fois rompus les liens artificiels qui la rattachent à l'Espagne, incapable de se soutenir, sans un appui extérieur, ne peut que graviter vers l'Union nord-américaine, qui, par suite de la même loi naturelle, ne peut la repousser ». Les Américains avaient dans l'île de très grands intérêts que troublaient de constantes insurrections. En 1895, un soulèvement fut organisé par une junte insurrectionnelle, constituée à New-York. L'année suivante, le Sénat, puis la Chambre des représentants votèrent une résolution qui reconnaissait aux insurgés le caractère de belligérants, et enjoignait au gouvernement d'intervenir, pour obtenir de l'Espagne l'indépendance de Cuba. Le président Cleveland offrit sa médiation. Son successeur, Mac-Kinley, fut très étonné, paraît-il, quand, le jour de son entrée en fonctions, il entendit dire par quelqu'un que l'événement le plus important de sa présidence serait la guerre avec l'Espagne. Cependant, dans son message au Congrès, en décembre 1897, il laissait entendre qu'il pourrait être obligé d'employer la force, pour « exécuter le devoir imposé par nos obligations envers nous-mêmes, envers la civilisation, et envers l'humanité ». L'explosion du *Maine*, dans la rade de la Havane (février 1898), précipita l'ouverture des hostilités contre l'Espagne. Le 11 avril, le président demandait au Congrès l'autorisation d'intervenir à Cuba, et la Chambre votait 50 millions pour la défense nationale. Trois mois après, les deux flottes espagnoles étaient anéanties. La guerre navale s'était étendue aux parages des Philippines, autre possession espagnole, également révoltée contre la métropole. On ne savait pas bien, a dit un humoriste

américain, si les Philippines étaient des îles, ou des conserves. La prise de Manille par le contre-amiral Dewey fut un coup de surprise. Quelque temps auparavant, cet officier avait approuvé un accord, conclu à Hong-Kong, entre le Consul général des États-Unis et les délégués philippins, et par lequel était garantie l'indépendance de l'archipel. Les Etats-Unis n'avaient, d'abord, aucunement l'intention de l'annexer. Mac-Kinley voulut tâter l'opinion encore hésitante. Mais la lutte avait surexcité le chauvinisme des *jingoes*. Mis en goût par ces victoires, ils réclamaient l'annexion. Le traité de Paris (10 décembre 1898) céda aux Etats-Unis les Philippines, l'île de Guam, et dans les Antilles, Porto-Rico. Antérieurement, l'Union avait incorporé les îles Hawaï, indispensables comme escale, entre San-Francisco et les Philippines.

La guerre hispano-américaine produisit, dans l'esprit public, aux Etats-Unis, un changement considérable; elle éveilla dans la conscience américaine la volonté de puissance, jusqu'alors latente, et lui communiqua « l'ivresse impérialiste ». La principale cause des événements qui venaient de s'accomplir doit être cherchée dans les progrès extraordinaires de la nation, réalisés aux points de vue démographique, économique et politique. De 1890 à 1900, le chiffre de la populatien avait monté de 63 à 76 millions. L'Union était devenue le grenier à blé, le chantier de charbon et de fer, le dépôt de coton, où venaient puiser tous les peuples. Les grands *trusts* américains, faisant à l'Angleterre une concurrence redoutable, aspiraient à la souveraineté sur les deux Amériques et à la maîtrise de la mer. Les banquiers et les hommes d'affaires réclamaient, pour leurs opérations à l'étranger, le concours de l'Etat et de la « dollar diplomacy ». Mais l'impérialisme américain, tout comme l'impérialisme britannique renferme aussi un élément mystique d'origine puritaine. Le citoyen des Etats-Unis croit volontiers que son pays a reçu du ciel la mission de rénover le monde, de changer le sort des peuples; il a l'instinct de la domination, favorisé par son caractère fait d'endurance singulière, de goût pour l'activité, de l'isolement d'avec ses semblables, et de l'habitude d'envisager en toutes choses l'intérêt collectif. L'impérialisme américain a eu son apôtre dans la personne du président Roosevelt. « Ce qui nous a le plus manqué, disait-il à M. Tardieu, c'est de comprendre que nous avons des intérêts dans le monde entier. Je voudrais que tous les Américains eussent le sentiment que la politique américaine est une politique mondiale, que nous sommes, que nous serons mêlés à toutes les grandes questions ». Le temps est passé où l'Union pouvait se renfermer chez elle. « Nous ne pouvons demeurer tranquillement assis à l'intérieur de nos frontières, pressés les uns contre les autres, et déclarer que nous ne sommes qu'une réunion de petits commerçants aisés, qui ne se soucient aucunement de ce qui se passe au dehors ». D'ailleurs, si les Etats-Unis sont sortis des limites où ils étaient enfermés, c'est surtout le fait des événements, la conséquence de la force des choses. « Nous sommes un grand peuple, et nous devons jouer un grand rôle. Nous n'avons pas le choix, nous avons à jouer ce grand rôle. Tout ce que nous pouvons décider, c'est si nous le jouerons bien ou mal. Mieux vaut tenter de grandes choses. Il faut que la République américaine devienne de plus en plus forte. » Et il donnait à cette nécessité de la force le même objectif que Cecil Rhodes et que Virgile : imposer la paix au peuple. Et quant à la méthode préconisée, c'est celle du « big stick », du gros gourdin.

La hautaine déclaration du secrétaire d'Etat Olney et la guerre hispano-américaine avaient redoublé les défiances des républiques latines. Pour les rassurer, le président Roosevelt, tout en affirmant que la doctrine de Monroe était « la loi fondamentale » de la politique des Etats-Unis, promit que ceux-ci ne feraient, en aucune circonstance, de la doctrine « un masque à une agression territoriale ». En 1906, il envoya en mission le secrétaire d'Etat Root pour convaincre ces républiques qu'elles n'avaient rien à craindre de leurs voisins. Parmi ces républiques, il en est qui sont devenues des organismes très modernes, en voie de progrès remarquables, et qui n'ont pas la moindre chose, en effet, à redouter des Etats-Unis. Ce sont le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Chili. Le Paraguay et la Bolivie, n'ayant pas de façade maritime, n'auront, vraisemblablement, jamais, beaucoup de relations avec l'Amérique du Nord. Mais il y a un groupe d'Etats, situés sous les tropiques, sujets à des révolutions fréquentes, grevés de dettes et exposés à des différends avec les créanciers étrangers. Ici, les Etats-Unis peuvent être appelés à exercer la police. Roosevelt établit une distinction entre les délits et les obligations contractuelles. Dans le premier cas, il reconnaissait aux puissances européennes le droit d'agir. « La doctrine de Monroe ne doit pas servir de bouclier à une nation de ce continent, pour la protéger, contre les nations étrangères, des conséquences de ses méfaits ». Pour le second cas, selon M. Coolidge, les Etats-Unis, qui sont en train de se transformer, eux aussi, en un grand pouvoir créancier, comprendront qu'il n'est pas de leur intérêt de protéger des débiteurs irresponsables. Haïti et Saint-Domingue seront, probablement, croit-il, soumis au contrôle des Américains, qui, d'autre part, renouvelleront leur proposition d'achat des Antilles danoises. Cuba comptera, de plus en plus, sur le concours des Etats-Unis. Toutes les Antilles sont tentées de voir s'ouvrir à leurs produits le marché américain; seulement, remarque M. Coolidge, « l'expansion politique, comme conséquence de l'attraction économique, soulève une foule de problèmes difficiles. » Economiquement parlant, le Mexique est une dépendance des Etats-Unis. Ils se sont emparés, un à un des grands districts miniers. Le marché industriel leur appartient. Plus de la moitié des importations en vient, presque les trois quarts des exportations y vont. « Si le Mexique, écrivait Coolidge en 1908, retombait dans l'ornière des révolutions, et surtout, si la situation se compliquait d'une politique hostile aux étrangers, on peut être certain que l'importance des intérêts engagés amènerait, tôt au tard, l'intervention des Etats-Unis. » Cependant, dans la crise actuelle, le gouvernement de la Maison Blanche a sagement résisté aux sollicitations de ses nationaux établis au Mexique, lesquels souhaiteraient un protectorat suivi d'annexion.

Tout en élargissant la doctrine de Monroe, dans sa partie positive, et en se faisant les policiers du Nouveau-Monde, les Etats-Unis se sont affranchis de la défense contenue dans la partie négative, laquelle leur interdisait toute politique mondiale. Suivant l'expression de M. Tardieu, « ils sont sortis du Nouveau-Monde, pour entrer dans le monde ». Ils ont pris part, en effet, à toutes les grandes affaires internationales. Ils fournirent un contingent à l'expédition de Pékin, en 1900. Ils se sont comportés en puissance médiatrice, au cours de la crise marocaine, et à la fin de la guerre russo-japonaise. Ils ont montré des velléités d'intervenir au Congo belge, pour protéger les indigènes. Les principaux soucis de leur politique extérieure leur sont venus, non plus d'Europe, mais de l'Asie. Enflammées par les proclamations de Roosevelt, les imaginations américaines s'étaient figuré que la domination du Pacifique devait, de par la situation géographique, appartenir aux Etats-Unis. Ils entretenaient alors avec le Japon des relations cordiales. Depuis que le commodore Perry avait, en 1853, forcé l'Empire du Soleil Levant à sortir de son isolement, les Américains considéraient les Nippons comme des élèves dociles et reconnaissants. Pendant la guerre de Mandchourie (1904), ils se déclarèrent unanimement en leur faveur. Mais, forts de leurs victoires, les Japonais réclamèrent l'égalité de droits et

d'égards. De disciples, ils sont devenus, pour les Américains, des rivaux. Les deux races se heurtent en Chine, aux Hawaï, aux Philippines. Les Américains trouvent ces concurrents redoutables jusque sur leur propre sol. La Californie en renferme 50.000. On l'appelle, à Tokio, le nouveau Japon. On se rappelle comment, en 1907, le refus des Californiens de recevoir les Japonais dans leurs écoles amena une tension diplomatique entre Washington et Tokio. Le président Roosevelt se montra conciliant, mais dut reconnaître son impuissance en face de l'autonomie des Etats. La législation californienne refuse aux Japonais la naturalisation complète, et par suite, le droit de posséder des terres. Cette grave question de l'immigration jaune peut, dans l'avenir, en raison de l'entraînement des foules et des craintes de représailles, provoquer, entre les Etats-Unis et le Japon, sinon une rupture, du moins de très sérieux conflits.

Pour se défendre contre les ennemis éventuels que peut susciter contre eux la politique nouvelle de « la plus grande Amérique », les Etats-Unis se sont donné une force navale puissante, qui est déjà la seconde du monde. Elle comprend 172 bâtiments, jaugeant 817.000 tonnes, montés par 46.000 marins, et pourvus de 1.250 canons. Le budget annuel de la marine dépasse 770 millions de francs. Quand Roosevelt décida la croisière de l'amiral Evans, il se proposait, dit M. Tardieu, de faire comprendre aux Américains, comme par une illustration, que leur marine est une chose grande et importante, qu'ils doivent s'y intéresser. Il avait aussi une seconde raison, c'est qu'il voulait montrer aux autres puissances la force des Etats-Unis. Cette croisière déchaîna, dans tout le pays, un grand enthousiasme patriotique.

Outre une marine puissante, le gouvernement des Etats-Unis voulut avoir des points d'appui stratégiques ; cette considération inspira sa politique dans la question du canal interocéanique. Cette question avait déjà causé une rivalité entre les Etats-Unis et l'Angleterre, à l'époque où le percement du canal était encore à l'état de projet. Les Etats-Unis s'étaient, d'abord, montrés accommodants, au point même de renoncer ici à la doctrine de Monroe ; en effet, le traité Clayton-Bullwer (1859) posait en principe la neutralité du futur canal, qui serait creusé, pensait-on, à travers le Nicaragua. Mais, d'autres principes apparurent dans le message du président Hayes, en 1880 : « La politique de ce pays, était-il dit, veut un canal sous le contrôle américain. Les Etats-Unis ne sauraient consentir à abandonner leur contrôle à des puissances européennes. » Le traité Hay-Pauncefote (février 1900) reconnaissait, en fait, l'hégémonie des Etats-Unis dans cette partie de l'Amérique centrale ; toutefois, il reproduisait, à peu près, les dispositions internationales qui régissent, en temps de paix et de guerre, le passage par Suez. Un tremblement de terre étant survenu au Nicaragua, au commencement de 1902, le racé adopté jusque-là fut abandonné au profit de l'isthme de Panama, qui faisait partie de la république de Colombie. Roosevelt, voulant se soustraire aux exigences du gouvernement colombien, tourna la difficulté, en suscitant l'insurrection séparatiste de la province de Panama (3 novembre 1903). L'année suivante, dans son message, il invoquait les droits résultant, d'une part, de l'intérêt national, et, d'autre part, de l'intérêt général de l'humanité. Par le traité Bunau-Varilla, les Etats-Unis prenaient à leur compte l'entreprise française du canal ; par un traité avec la nouvelle république de Panama, ils se faisaient céder à perpétuité, moyennant une somme de 50 millions de francs, et une rente annuelle de 1.250.000 francs, une zone de 8 kilomètres de large, de chaque côté du canal. Cette acquisition permit au gouvernement de soutenir que le canal avait changé de caractère, et que, au lieu d'être international, il était devenu américain. Pensant aux dépenses de construction du canal, le Parlement a jugé qu'il faut en tirer un avantage légitime ; il a voté une loi qui fait bénéficier du tarif de faveur, les navires américains destinés au cabotage. Le gouvernement britannique n'a pas manqué de protester contre l'établissement d'un régime de taxes différentielles, préjudiciable aux intérêts de son commerce. Dans ces conditions, le canal semblera n'avoir d'autre objet que d'avantager la navigation des Etats-Unis, au détriment de celle du monde entier. Le caractère américain du canal s'affirme, aussi, dans la résolution prise par les Etats-Unis de le fortifier. Le Congrès a décidé que tout un système de fortifications serait construit, pour protéger les deux ouvertures et les berges. De plus, une force mobile, composée de trois régiments d'infanterie, un escadron de cavalerie, et un bataillon d'artillerie, en tout 7.000 hommes, occupent à titre permanent, la zone américaine. Ces fortifications assureront aux Américains un avantage considérable ; elles deviendront une garantie de neutralité très efficace, dans une guerre navale entre deux puissances, mais seulement si les Etats-Unis ne sont pas au nombre des belligérants. Enfin, la nécessité de défendre le canal a pour corrolaire l'exercice d'un droit de police dans toutes les régions avoisinantes, comme l'a proclamé Roosevelt : « En nous chargeant de la construction du canal, nous nous sommes chargés nécessairement d'assurer l'ordre, sur les mers, aux deux bouts du canal, ce qui veut dire que nous avons un intérêt tout particulier dans le maintien de l'ordre sur les côtes, et dans les îles de la mer des Antilles. » L'ouverture du canal fera de l'Union américaine, l'arbitre des deux océans.

Le courant de l'impérialisme est contrarié, aux Etats-Unis, comme partout ailleurs, par le courant démocratique. Pendant des années, les démocrates ont reproché aux républicains leur politique mondiale. Ils leur ont fait grief des Philippines, de Cuba, de Porto Rico. Ils ont blâmé les constructions navales et les croisières à effet. M. Bryan faisait, il y a cinq ans, au collaborateur du *Temps*, les déclarations suivantes : « Nous voulons que le gouvernement américain annonce solennellement son intention d'évacuer les Philippines. Ce pays-ci n'a pas besoin de colonies ; il est assez vaste et assez riche pour se suffire à lui-même. Par suite, je trouve inutile d'entretenir une marine puissante, ni même une marine quelconque. » Or, ce même M. Bryan, devenu secrétaire d'Etat du président Wilson, a récemment annoncé au Sénat américain son intention d'établir le protectorat de l'Union sur le Nicaragua. Le gouvernement de Washington obtiendrait, en outre, la possession d'une base navale sur la côte du Pacifique, et celle de plusieurs îles sur la côte de l'Atlantique. Cette volte face rapide est une nouvelle preuve de cette vérité que les hommes ne professent pas, quand ils sont au pouvoir, les mêmes principes que lorsqu'ils sont dans l'opposition, ou plutôt, que, faisant bon marché des théories, ils ne considèrent plus que l'intérêt national. Les mêmes nécessités historiques imposent leur puissance à tous les hommes d'Etat américains, qu'ils soient républicains ou démocrates, ces nécessités auxquelles M. Roosevelt faisait allusion, quand il disait : « Nous sommes un grand peuple et nous devons jouer un grand rôle. Nous n'avons pas le choix : nous avons à jouer ce grand rôle. »

C. M.

Missions et Explorations

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Mission de délimitation Afrique équatoriale française-Cameroun. — La mission française dirigée par M. l'administrateur Périquet et les missions allemandes avaient, à la

date du 23 juin, achevé sur le terrain les travaux de délimitation des nouvelles frontières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun. Il restait seulement, à ce moment, pour les membres des missions, à conférer entre eux pour établir l'accord relativement à certains points de la frontière ayant soulevé des difficultés.

Les opérations avaient été terminées d'abord dans l'est, sous réserve de l'étude du Logone et aussi de Zinga. Il y avait eu plus de retard dans le sud, en partie parce que la mission allemande opérait avec moins de rapidité et aussi parce qu'elle avait eu de fréquentes difficultés avec les indigènes. Le capitaine Crépet avait dû, à plusieurs reprises, venir au secours de ses collègues allemands, notamment au Gabon, où ceux-ci avaient été aux prises avec les Pahouins, qui avaient tué un de leurs sous-officiers.

Au delà d'Ouesso, le lieutenant Karcher avait eu à vaincre de grosses difficultés. Les marécages étaient tellement étendus qu'il dut rester plusieurs jours dans une zone entièrement couverte d'eau et camper même sur des racines. Aucune piste n'étant visible, il fallait, pour indiquer la route à ceux qui venaient, faire des marques sur les arbres. Sans la boussole, il eût été impossible de se diriger au milieu de ces marécages.

La troisième brigade a trouvé tout d'abord dans le sud des marécages semblables, mais cela a peu duré et elle a bientôt rencontré un sol plus sec. Dans cette région, la forêt est belle et riche en caoutchouc.

Vers la M'Poko, les indigènes ont fait un très mauvais accueil aux missions. Depuis qu'il voyage en Afrique équatoriale, M. Périquet, ainsi qu'il nous l'écrit, n'avait jamais été aussi mal reçu, sauf durant quelques périodes aiguës. Il a fallu, pour éviter une effusion de sang, renoncer à étendre l'exploration de ce côté. Par contre, entre la Likouala et la Lobaye, l'étude de la région frontière a pu être facilement menée.

L'administrateur Périquet a dû se rendre, en juillet, à Fort-Lamy pour conférer avec le chef de la mission allemande au sujet de la possession des îles Logone.

Des détails ont été donnés, d'autre part, sur les travaux des missions allemandes (1).

Dépendant de la mission du sud, commandée par le major Zimmermann, le capitaine Abel, chargé de l'expédition Mondah-Djouah, a débarqué en décembre 1912 à la baie de Mondah et a entrepris des travaux astronomiques pour fixer le point de départ de la nouvelle frontière. Ils furent rendus plus difficiles par le temps pluvieux; heureusement que par le moyen de la télégraphie sans fil avec Douala, on put obtenir des déterminations de longitude.

Dans la mission de l'Est-Cameroun, conduite par l'ancien capitaine Ramsay, l'expédition Congo-Lobaye, que dirigeait le capitaine Horn, arrivée à Ikelemba, choisit comme point de départ Bayanga, sur la Sangha. Le capitaine Ramsay, traversant le Cameroun, alla relever les points de l'Oubangui entre la Lobaye et la Pama. Le capitaine Bartsch, chef de l'expédition Pama-Logone, parti le 12 octobre 1912 de Garoua, est arrivé au milieu de novembre à Goré, sur le Logone.

A l'ouest de ce fleuve, le terrain est plat, haut de 400 à 500 mètres, coupé de quelques chaînes de montagnes abruptes. Au gué de Kaitia, le Logone est large d'environ 150 mètres et profond de 2 à 3, et son courant est très fort. Le pays est habité par les Lakkas, qui se montrèrent fréquemment hostiles. Le fleuve Penndé, ou Logone oriental, sur lequel est Goré, et qui passe pour navigable, est large de 60 mètres et profond d'un et demi. Le poste français de Goré a été transporté à Macoṇda. La construction de la station de télégraphie sans fil fut achevée le 23 novembre. Un second détachement de la même expédition, commandé par le lieutenant Tiller, joignit Goré par un itinéraire plus septentrional.

Les Allemands considèrent cette partie de leurs nouveaux territoires comme devant être pour eux d'un grand avenir, parce que, selon les observations du médecin et zoologiste de la mission, le Dr Houy, on n'y rencontre pas la *Glossina palpalis*, qui propage la maladie du sommeil, tandis qu'elle existe aux confins, le long des fleuves Logone et Penndé.

Le capitaine français Crépet a dû, avons-nous dit, se porter au secours des Allemands attaqués par les indigènes. Dans un rapport du major Zimmermann, en date du 2 mai, qu'a publié le *Kolonialblatt*, le chef de l'expédition frontière du sud expose l'origine des troubles survenus, en avril, dans le district de Muni, et les dispositions prises par lui pour rétablir l'ordre. Le 18 avril, ayant eu connaissance des combats livrés à Djeba et à Mfu, où fut tué le sergent Siewertsen, il ordonna au capitaine Abel d'envoyer à Etan toutes les troupes dont il disposait; en même temps, il fit prier le capitaine Crépet d'occuper le pays Binguilngue pour empêcher les habitants de se joindre aux insurgés. L'appui fourni par la mission française permit aux Allemands de briser la résistance des Esak. Le 30 avril, les forces allemandes, réunies, étaient prêtes à opérer entre Etan et Ndong. Le major Zimmermann ne savait pas encore s'il lui serait nécessaire de disperser le rassemblement annoncé à Alum, afin de faciliter les études du chemin de fer.

Les travaux de délimitation sont pour les deux pays voisins l'occasion d'une reconnaissance détaillée de territoires jusque-là inconnus qui va en permettre une occupation effective.

La mission française a recueilli de très nombreux documents géographiques, et nous avons déjà dit qu'en particulier, dans le bassin de la M'Poko, M. Périquet avait fait une exploration absolument nouvelle (1).

Elle rapportera aussi de très nombreux renseignements scientifiques de tout ordre. Le Dr Ringenbach a fait plus de 150 observations anthropométriques complètes, mensurations comprises.

Tous les collaborateurs de la mission française ont des carnets remplis d'observations ethnographiques qui répondent à des questionnaires fort bien établis avant le départ par le Dr Ringenbach. Ils offrent cette particularité que le travail est divisé entre les divers membres de la mission d'après les aptitudes et le degré d'expérience acquise de chacun.

Ces questionnaires sont au nombre de trois, dont voici un aperçu abrégé :

Le premier, destiné aux sous-officiers et sous-lieutenants, porte sur toutes les choses visibles après un simple examen superficiel : mode d'agglomération et aspect extérieur des villages; conformation et architecture des cases; vêtements, parure, coiffure, tatouage, coloriage, déformations ethniques; mobilier et ustensiles; industrie, filage, tissage, vannerie, poterie, travail du fer, etc.

Le second questionnaire, remis aux lieutenants, comprend toutes les choses qui exigent un examen approfondi, mais sans question spéciale à poser, et sans étude de l'individualité morale et psychique des indigènes : commerce, arts, dessin, sculpture, peinture, musique, danse, chants, écriture, mesure du temps, transmission à distance, marques mnémoniques; agriculture, alimentation, outils, chasse, pêche, culture, animaux domestiques, etc.

Le troisième questionnaire contient les sujets que l'on pourrait dire du premier degré. Ce sont tous ceux qui exigent des investigations approfondies, un bon interprète et la confiance des indi-

(1) *Petermanns Mitteilungen*, Gotha, 1913, n° 3.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 avril 1913, p. 277.

gènes, tels que : religions et croyances ; mariage et famille, relations extraconjugales, naissance, circoncision, nom, funérailles, deuil, héritage, filiation ; organisation sociale, droit et justice, féticheurs, vol et assassinat ; médecine et chirurgie, lois, formules de politesse ; relations extérieures, guerre, armes, échange du sang, migrations, etc. Ce questionnaire a été remis aux capitaines, à quelques lieutenants et aux médecins de la mission.

On peut compter que, de la sorte, la mission française de délimitation va apporter une contribution des plus importantes à l'étude ethnographique des régions traversées et qu'elle donnera des résultats beaucoup plus complets que si on avait laissé chacun libre de faire des recherches à sa convenance.

De son côté, l'Allemagne entreprend aussi l'étude de ses nouveaux territoires. L'explorateur Günther Tessmann est parti pour le Cameroun, envoyé par l'Union coloniale allemande, pour étudier la région orientale, comprise entre la Sangha et la Lobaye. En dehors des recherches géographiques et ethnographiques, elle réunira aussi des collections de zoologie et de botanique. M. Tessmann a déjà accompli, de 1905 à 1909, une exploration fructueuse dans le Cameroun méridional et dans les colonies voisines de la Guinée espagnole et du Congo français.

Nous ne saurions parler aujourd'hui de la délimitation des frontières de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, pour laquelle la France est représentée par l'administrateur Périquet, sans rappeler avec regret les noms de ceux maintenant disparus qui, précédemment, avaient procédé à pareille opération, alors que notre domaine n'était pas encore amoindri. La France et l'Allemagne ayant d'un commun accord décidé, en 1905, de procéder à une vérification complète de toute la frontière méridionale et orientale du Cameroun, deux missions françaises furent chargées de régler, de concert avec deux missions allemandes, les difficultés relatives à la frontière entre la colonie allemande et le Congo français. Le commandant Moll fut chargé de la délimitation de la frontière orientale et le capitaine Cottes de celle de la frontière sud.

Le commandant Moll, devenu lieutenant-colonel, est, on le sait, mort héroïquement dans le combat de Doroté, au Ouadaï, le 9 novembre 1910.

Le capitaine Cottes, devenu commandant, vient à son tour de mourir récemment à Bamako, des suites d'une fièvre pernicieuse. Né le 10 décembre 1871, Antony Cottes était sorti de l'Ecole de Saint-Cyr en 1892. Il fit d'abord campagne dans le Haut-Tonkin, où il fut cité à l'ordre du jour, puis au Soudan où, à 25 ans, il reçut la croix. Chargé de mission au Moyen-Niger, puis en Indochine, il fut appelé en 1905 à diriger la mission de délimitation du Sud-Cameroun. Il était capitaine du 3 février 1900. Nous avons donné ici un aperçu des opérations de sa mission (1) et analysé l'important ouvrage qui contient l'exposé de ses travaux et de ses résultats scientifiques (2). Au retour de sa mission, le capitaine Cottes fut délégué, ainsi que le commandant Moll, comme plénipotentiaire adjoint, à la conférence franco-allemande de Berlin, chargée de l'étude des questions pendantes relativement à la frontière du Cameroun et du Congo. Officier de la Légion d'honneur, récemment promu chef de bataillon, le commandant Cottes était depuis quatre mois au Soudan. C'est un officier d'avenir, qui disparaît prématurément.

La conférence franco-allemande dont nous venons de parler, aboutit à la convention du 18 avril 1908, qui consacrait certaines rectifications de frontières. Deux missions furent envoyées sur place pour procéder à l'abornement de la frontière en tenant compte de ces rectifications.

Ce fut M. Eugène Brussaux, administrateur des Colonies et ancien membre de la mission Moll, qui fut chargé d'opérer de Koundé jusqu'au Chari. On a eu aussi à déplorer la perte de M. Brussaux, qui est mort en cours de mission.

De la frontière espagnole jusqu'à Koundé, l'abornement fut fait par le capitaine Périquet (1), aujourd'hui administrateur, le chef de la mission actuelle de délimitation.

Mission hydrographique du Gabon (mission Audoin). — Quatre missions d'études avaient été constituées, comme on sait, par les décrets du 18 mars 1910, en vue de préparer le développement de l'outillage économique de l'Afrique équatoriale, d'après le plan si heureusement établi par M. le gouverneur général Merlin et dont la réalisation ne peut manquer d'être prochaine, grâce à l'emprunt de 175 millions qui sera voté bientôt.

1° La mission hydrographique maritime du Gabon, dirigée par M. le lieutenant de vaisseau Audoin, dont nous voulons aujourd'hui signaler les publications récentes ;

2° La mission hydrographique fluviale, dirigée par M. l'ingénieur hydrographe Roussilhe, qui a commencé, chez l'éditeur Emile Larose, la publication d'un très important ouvrage dont nous aurons l'occasion de parler ;

3° La mission d'étude d'un chemin de fer du nord du Gabon, qui a été confiée au capitaine Périquet, dont le rapport, dont nous reparlerons, a été en partie publié dans l'*Afrique française* (2).

4° La mission d'étude d'un chemin de fer du sud du Gabon, qui a été dirigée par le capitaine Mornet.

C'est aussi dans *L'Afrique française* que vient de paraître l'exposé des travaux de la mission hydrographique du Gabon dans une série de notices dues au chef de la mission et à ses collaborateurs (3). Ces notices ont un caractère assez technique ; le rapide aperçu que nous en donnerons ici viendra compléter ce que nous avons déjà dit de l'ensemble des travaux de la mission (4). En outre, il nous faut signaler les cartes dont elle vient de commencer la publication.

Dans un exposé général, M. le lieutenant de vaisseau Audoin indique d'abord quelles sont les études qui ont été nécessitées par le programme donné à la mission.

Les travaux sur le terrain commencèrent en juillet 1910 par la recherche, dans le sud du Gabon, du point le plus favorable à la création d'un port de commerce tête de ligne du chemin de fer devant relier Brazzaville à l'Atlantique. Pointe-Noire ayant été la région choisie pour des raisons que nous avons déjà indiquées, ce fut la seule où l'on entreprit des études de détail ayant pour objet la préparation d'un avant-projet de port.

Ensuite, il fut procédé à des études préparatoires à l'immersion d'un câble télégraphique sous-marin entre Libreville-Cap-Lopez et Pointe-Noire. Puis, furent faites des études hydrographiques complètes de Mandji (Cap-Lopez) et de l'embouchure de l'Ogooué, des reconnaissances hydrographiques dans l'Ogooué jusqu'à N'Djolé, ainsi que dans les lacs du bas-fleuve et les lagunes côtières, enfin des études de l'estuaire du Gabon, où la pointe Owendo fut regardée comme le lieu le plus favorable pour l'éta-

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 septembre 1908, p. 828.

(2) Capitaine A. Cottes, *La mission Cottes au Sud-Cameroun* (1905-1908). Paris, Ernest Leroux, 1911. — *La Quinzaine coloniale*, 25 septembre 1911, p. 641.

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 mai 1910, p. 367.

(2) Capitaine Périquet, *La mission d'études du chemin de fer du nord du Gabon* (*L'Afrique française*, mai 1913, Renseignements coloniaux, n° 5, p. 145-175).

(3) *La Mission hydrographique du Gabon* (*L'Afrique française*, juin 1913, Renseignements coloniaux, n° 6, p. 177-238 ; juillet 1913, Renseignements coloniaux, n° 7, p. 246-290).

(4) *La Quinzaine coloniale*, 25 janvier 1913, p. 55.

blissement d'un port pouvant être la tête de ligne du chemin de fer du Nord.

D'après ce que nous venons de dire, la baie de Pointe-Noire devait être l'objet de travaux de détail. Aussi trouvons-nous ici une étude de la barre et une autre sur le port à créer, dues au lieutenant de vaisseau Audoin; une étude des courants et une notice météorologique avec de nombreux schémas par l'enseigne de vaisseau CABLAT; une étude sanitaire par le Dr DELMAS et le capitaine VIANT.

M. Audoin prévoit que le port de Pointe-Noire est appelé à devenir tout à la fois un port de transit pour voyageurs et marchandises, un port d'escale, un port de cabotage. Sa fonction régionale devra s'étendre à la plus grande partie de l'Afrique équatoriale française : sud du Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari; une partie du Territoire du Tchad. On peut prévoir que Pointe-Noire sera le grand port maritime de l'Afrique équatoriale française, port conjugué avec le port fluvial de Brazzaville, et en même temps le centre d'une zone industrielle qui paraît susceptible d'un grand développement.

Du fait de sa situation par rapport aux voies ferrées et aux routes fluviales dont Pointe-Noire sera le lieu d'aboutissement, elle se trouvera devenir le centre de distribution de tout le personnel en service dans la colonie, fonctionnaires ou militaires, ainsi que le passage à peu près obligé des colons et commerçants. Ces prévisions paraissent absolument justes et elles amènent même M. Audoin à admettre, et à placer en tête de toutes, celle-ci que Pointe-Noire sera un jour le siège du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française. C'est absolument logique.

Quel puissant argument, disons-le entre parenthèses, ce raisonnement ne fournit-il pas contre ceux qui, au Maroc, proposent de choisir Fez comme capitale du protectorat? Ce serait là une faute déplorable, laquelle, espérons-le, on ne commettra pas (1). Les raisons qui militeraient un jour en faveur de Pointe-Noire, chef-lieu de l'Afrique équatoriale, ne sont-elles pas les mêmes que celles qui sont d'ores et déjà déterminantes en ce qui concerne Rabat? En dehors des considérations administratives et économiques, s'ajoutent même pour le port marocain des arguments d'hygiène qui ne sont pas aussi décisifs en ce qui concerne Pointe-Noire; mais si la baie ne réunit pas les meilleures conditions de salubrité, elle serait susceptible d'être assainie, comme le montre fort bien la notice du Dr Delmas.

La carte de la « Baie de Pointe-Noire, plan levé en 1910 », à l'échelle de 1/10.000e, est l'une de celles qui viennent de paraître. Carte marine et terrestre à la fois, elle porte les sondages de la baie jusqu'à près de 6 kilomètres en mer et une série de courbes de niveau des profondeurs, ce qui donne une idée très nette de la configuration des fonds. La partie terrestre montre la nature du terrain au point de vue de la végétation. Les marais dominent, mais sont coupés par des massifs boisés ou couverts de végétation, dont les essences et espèces sont indiquées : palmiers d'eau, borassus, manguiers, papyrus, etc. Au nord, la rivière Songolo s'en va déboucher dans une longue lagune; au sud, la lagune Tshikobo remplit l'intérieur du promontoire que termine Pointe-Noire.

Après Pointe-Noire, c'est au cap Lopez et à l'Ogooué que sont consacrées les autres notices dues à la mission.

Son chef établit le programme des travaux à réaliser dans la baie du cap Lopez pour l'aménagement du port de Mandji. La seconde des cartes récemment publiées : « Baie du cap Lopez. Mouillage de Mandji. Plan levé en 1911 », à l'échelle de 1/10.000e comme la précédente, donne très nettement aussi l'aspect de la baie. La bordure côtière est figurée de la pointe Alugubuna, au nord, à la pointe Akosso, au sud. La plus grande largeur de mer est d'environ 4 kilomètres. Les profondeurs y sont figurées avec des courbes de niveau qui dessinent les bancs de l'Alcyon et du Talisman.

La mission Audoin a fait du delta de l'Ogooué, de ses bras multiples, des lacs qui s'y rattachent et des lagunes qui bordent la côte au sud du fleuve, une étude très approfondie, la plus exacte et la plus complète qui ait jamais été faite et qui est certainement la partie la plus remarquable de son œuvre, au point de vue géographique.

Les lacs et le delta du Bas-Ogooué ont été décrits dans *L'Afrique française* par M. F. BAIN, enseigne de vaisseau faisant partie de la mission. Une étude en a été donnée dans *La Géographie* par un autre enseigne de vaisseau de la mission, M. LE TERRIER (1); 27 lacs sont figurés dans les planches accompagnant ce travail. Une carte de la mission Audoin, la troisième que nous ayons jusqu'ici à signaler : « Côte ouest d'Afrique, Bas-Ogooué, croquis effectués d'août à octobre 1911 », à l'échelle de 1/50.000, en contient 22 seulement, mais une deuxième feuille de ces lacs paraîtra incessamment.

Cette région lacustre du Bas-Ogooué était jusqu'ici très mal connue. M. Le Terrier cite seulement deux documents de quelque importance la concernant.

Dans les *Annales de Géographie* de mars 1903 (p. 159 et suiv.), M. ERNEST HAUG, missionnaire de la Société des Missions évangéliques de Paris, avait publié, sous le titre : *Le Bas-Ogooué*, une intéressante notice géographique et ethnographique, accompagnée d'une carte qui allait de l'embouchure de la rivière Ngunié jusqu'à Ngumbi, dans la région maritime de l'Ogooué. « Le tracé du cours principal de l'Ogooué, écrivait M. Haug, a été arrêté d'une façon presque définitive depuis vingt-cinq ans... Mais tout le reste est indiqué d'une façon erronée ou bien ignoré complètement. »

Quelques années après, en 1910, le R. P. J. DUBROUILLET, missionnaire à Lambaréné, au Gabon, exposait à son tour les résultats de ses reconnaissances sur l'Ogooué dans *La Géographie* (2). Il signale les principales lacunes qui existaient dans nos connaissances sur la région et il s'efforce d'en combler quelques-unes, mais il suffit de rapprocher les cartes données par ces deux voyageurs de celles de la mission hydrographique du Gabon pour saisir de suite l'importance des résultats de celle-ci.

La reconnaissance exécutée dans l'Ogooué par la mission hydrographique du Gabon a duré du 16 août au 31 octobre 1911, c'est-à-dire qu'elle correspond à la période des plus basses eaux de l'année. Le premier passage délicat a été rencontré à l'embouchure de la N'Gounié, au début d'octobre, mais on peut conclure des travaux de la mission que l'Ogooué est navigable en toute saison, de la mer à N'Djolé, pour des bâtiments de 1 m. 20 de tirant d'eau.

Les bras nombreux de l'Ogooué forment, avec les lacs qui s'y rattachent, un réseau aquatique compliqué et vraiment merveilleux, dont la connaissance détaillée s'imposait pour pouvoir l'utiliser comme moyen de communication et mettre le pays en valeur.

Après les lacs, la mission a étudié les grandes lagunes du sud qui se succèdent sur la côte au nombre de trois principales : lagune N'Komi ou de Fernan-Vaz, lagune N'Gobé ou d'Iguela, lagune

(1) *La Quinzaine coloniale*, 10 août 1913, p. 536.

(1) M. LE TERRIER, Les lacs du Bas-Ogooué, *Mission hydrographique du Gabon* (*La Géographie*, 15 juin 1913, p. 405-428, avec 5 fig. et 5 pl. dans le texte).

(2) J. DUBROUILLET, S. Sp., Reconnaissances sur l'Ogooué (*La Géographie*, 15 novembre 1910, p. 289-300, avec 3 fig. dans le texte).

N'Dogo ou de Setté-Cama, auxquelles les enseignes de vaisseau Lafargue et Cablat ont consacré des notices détaillées.

Les rives du bassin lagunaire de la région des N'Komis sont généralement bordées de forêts exploitables ou de prairies riches en palmiers à huile. Le sol ne semble pas défavorable aux cultures riches et, en certains endroits, on récolte du cacao de très bonne qualité. D'autre part, on peut trouver dans la région des matériaux de construction, car la forêt qui couvre les collines avoisinant la terre de Kongo présente un sous-sol rocheux, affleurant par endroits.

Ce qui manque à cette région, ce sont les voies de communication; elles peuvent lui être fournies par le moyen des lagunes. C'est ainsi qu'une voie ferrée, de préférence à un canal, pourrait être établie entre la lagune N'Gobé et la lagune N'Komi. Elle permettrait d'amener vers Cap-Lopez tous les produits du sud, depuis Setté-Cama, si une communication semblable était faite entre les lagunes N'Dogo et N'Gobé.

Dans un rapport sommaire sur la question, M. le lieutenant de vaisseau Audoin établit les travaux qu'il y aurait lieu d'entreprendre pour l'aménagement de l'Ogooué de N'Djolé à la mer et pour l'intercommunication des lagunes entre elles et avec la baie du cap Lopez.

Les travaux d'amélioration à exécuter sur l'Ogooué sont peu considérables. Dans son état actuel, le fleuve est dans des conditions de navigabilité suffisantes entre N'Djolé et Cap-Lopez. Ce qu'il faut surtout, c'est créer un matériel flottant mieux approprié. Mais ce qui sera indispensable, ce sera de créer un port à N'Djolé, d'où partira le chemin de fer sur Kandjama.

L'établissement de sections de voies ferrées pour franchir les isthmes séparant les lagunes paraissant être le mode de communication préférable, M. Audoin pense avec raison qu'il convient d'adopter, pour tous ces bouts de voie, l'écartement d'un mètre admis pour les chemins de fer en cours d'étude, afin de rendre interchangeable le matériel des diverses lignes.

Enfin, le chef de la mission prévoit les divers travaux d'éclairage et de balisage qu'il y aura lieu d'exécuter sur la côte.

Nous aurons à revenir sur les travaux de la mission Audoin pour donner quelques indications sur les nouvelles cartes qui paraîtront.

Gustave Regelsperger.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

L'avenir du coton américain. — Sous ce titre du numéro de l'*Agricultural News de Barbados* du 1er juin 1913 qui nous est tombé sous les yeux récemment, étudie la très grave question de la production cotonnière. Les filateurs de coton, y est-il dit, se sont depuis longtemps approvisionnés de coton brut aux Etats-Unis, et planteurs, marchands, exportateurs se sont imaginé là-bas que l'état actuel des choses allait peu durer et que les Etats-Unis pouvaient continuer de fixer les prix pour le monde entier.

De la consommation totale de coton brut qui s'élevait en 1911 à 19.013.000 balles, les Etats-Unis fournirent 11.408.000 balles, soit presque 60 0/0. Naturellement cet état du marché fut exploité par les spéculateurs qui ont menacé et menacent les intérêts des planteurs, dont le seul espoir est de trouver un marché libre approvisionné régulièrement par beaucoup de producteurs.

M. V. Hogon examine cette question dans une étude qu'il a fait paraître dans le *Journal of political Economy of Chicago;* il y discute les résultats obtenus dans les diverses contrées cotonnières et montre que, outre les grands producteurs d'il y a 50 ans, 72 autres pays produisent et exportent du coton dans des proportions qui augmentent rapidement.

Les pays de culture récente ont augmenté leurs productions dans des proportions telles qu'en 1900, ils produisaient 797.550 balles et en 1910 2.886.177, soit plus de 260 0/0 d'augmentation en 10 ans, et la production ne paraît pas ainsi avoir atteint son maximum!

L'auteur estime à plus de 1.800.000 milles carrés de terres mises en culture cotonnière, en Russie, Chine, Turkestan, Mongolie, Mesopotamie, Uganda, Afrique orientale anglais, Rhodésie, Nyasaland, Soudan anglo-égyptien, Abyssinie, Congo, Niger et Madagascar, soit en somme autant que la surface consacrée au coton aux Etats-Unis en 1911. Or, cette surface peut être largement augmentée. On peut donc dire qu'il semble très probable que dans un avenir rapproché les quantités de coton produites seront suffisantes pour contenter les demandes et dès lors les prix ne seront plus soumis aux caprices des spéculateurs.

Il y a cependant une condition qui arrêtera l'élan, c'est la main-d'œuvre; la trouvera-t-on dans de bonnes conditions.

En 1889, les Etats-Unis produisaient 63 1/2 0/0 de la production mondiale, en 1909 ils ne fournissaient plus que 59 1/2 et en 1912 leur produit descendra sans doute à 58 1/2 0/0. Avant peu d'années, on doit admettre que la récolte américainne ne sera plus que la moitié de la production du monde entier, à moins que les producteurs des Etats-Unis ne parviennent, par des méthodes intensives de culture, à augmenter les rendements et en consentant à des prix raisonnables sur des marchés ouverts.

E. D. W.

Plantes potagères indigènes au Congo. — Chacun sait combien est importante, pour l'alimentation des Européens, la question des plantes pouvant être consommées comme légumes frais, crus ou cuits, dans les régions tropicales. Aug. Chevalier rapporte, à ce sujet, quelques observations qu'il faut porter à la connaissance des Européens habitant ces régions. (*Journ. Agr. trop.*, 1913, n° 142.)

Deux espèces du genre *Justicia* peuvent être ainsi utilisées. La plus anciennement connue est le *J. insularis* T. Anders, appelé par les indigènes du Bas-Congo **Takankola**.

C'est une petite plante herbacée, à feuilles charnues de 0 m. 20 de hauteur au plus. Cultivée par le frère Gillet, elle a donné des rosettes de feuilles beaucoup plus grandes, rappelant la raiponce ou la mâche.

On coupe la tête au niveau du sol; la racine émet des repousses.

Les feuilles peuvent être consommées en salade, ou même comme nos épinards. A. Chevalier dit que c'est vraiment un légume de bonne qualité qui mérite une place dans les potagers tropicaux.

Dans le Haut-Gribingui, M. Baudon signale avoir vu consommer par les indigènes le *J. Melampyrum* J. Moore, quand il est jeune.

Em. P.

Le beurre d'arachides. — On appelle ainsi, très improprement d'ailleurs, un produit tellement utilisé aux Etats-Unis et aussi au Mexique qu'une seule usine, en 1911, en a mis sur le marché 6 millions de boîtes et que, pour l'ensemble de cette fabri-

cation, on a utilisé en Amérique du Nord, 350.000 hectolitres d'arachides décortiquées (1).

Les fruits arrivent à l'usine, nettoyés, décortiqués et triés; les amandes sont alors grillées vers 160°, pendant un temps un peu variable suivant le goût qu'on veut obtenir, puis, passées dans des cylindres où des brosses rotatives les débarrassent de leur pellicule ou tégument expulsé ensuite par de puissants ventilateurs.

Le triage définitif se fait sur des toiles sans fin, à la main, pour enlever débris et matières étrangères qui restent toujours des opérations précédentes; un épierreur mécanique termine cette opération indispensable avant le broyage. Cette opération se fait dans des appareils chauffés par circulation d'eau chaude. On ajoute souvent du sel pour obtenir du beurre salé au goût du consommateur.

Cette *pâte d'arachides* est plus ou moins fine ou homogène, suivant les usines, et l'huile se sépare parfois des matières protéiques et débris de cellules. On recommande aux revendeurs d'agiter avec une spatule en bois. Cette industrie n'existe pas ailleurs qu'en Amérique.

EM. P.

La préparation mécanique du Coir. — La faveur dont jouit, à juste titre, l'exploitation du cocotier pour l'exportation du coprah, ramène l'attention sur le sous-produit des noix, la fibre dite « Coir ».

Dans les devis, jamais on ne tient compte de cette fibre, et cela provient sans doute, dit M. MAIN (*Journ. Agr. trop.*, 1913, 142) de ce que l'on est bien peu fixé sur la valeur du matériel nécessaire au filage du coir et sur la composition et le mode de travail de ce matériel. Le travail à la main, usité encore sur la côte de Malabar, doit disparaître, et la fibre du coco doit désormais prendre place dans les estimations du rendement d'un cocoteraie.

1.000 noix donnent environ 90 kilogrammes de fibre, dont 65 en fibres à brosses, ce qui représente environ 200 francs par hectare.

M. MAIN passe en revue différentes machines, dont il donne des photographies, servant à ouvrir les noix, à broyer les coques, à extraire les fibres et à les séparer suivant leur longueur.

Le filage mécanique donne des produits de valeur servant à la préparation d'excellents cordages pour la marine.

EM. P.

Le fruit de Sapindus et ses applications. — Nous avons souvent rapporté les efforts faits surtout en Algérie, sur les conseils du professeur TRABUT pour cultiver le *Sapindus* et il ne semblait pas que l'industrie se mette à utiliser ces grains pourtant très riches en saponine. Nous croyons savoir même, que beaucoup d'arbres ont été détruits, faute d'utilisation de leurs produits. MM. DE KEGHEL dans la *Revue de chimie industrielle* (reproduit in *Parfumerie. moderne* 1913, VI, nos). vient de publier un fort intéressant article qui semblerait prouver que différentes industries (savonnerie, dégraissage et parfumerie) font un usage important de ce produit dont il énumère les qualités. Il n'était pas inutile de signaler à nos lecteurs intéressés, cette publication.

EM. P.

(1) W. R. BEATTIC. **Peanut Butter**, in-8°, 14 p. 7 f., publié comme circulaire n° 98 du *Bureau of Plant Industry*, u. s. Depart.of. Agriculture Washington 1912. (D'après *Journ. d'Agr. trop.*, 1913, n° 142.)

Le **Bakousia citriodora.** — C'est une myrtacée australienne dont on distille les feuilles et les tiges. L'essence contient 94 0/0 de citral et est très appréciée comme succédané des essences de citron et de verveine, pour la fabrication des eaux de cologne notamment (*Parfumerie moderne* 1913, VI, n° 5, 64). Cette excellente revue ajoute qu'il est regrettable que l'essence soit si rare sur le marché.

Le directeur de l'Ecole de pharmacie de Brisbane (Queensland) M. R.-C. COWLEY craint que la production n'aille encore en diminuant, les arbres producteurs étant décimés par les exploitants. (Schimmel *Bulletin* semestriel, avril 1913, p. 30.)

EM. P.

La culture des arbres à caoutchouc à Sumatra. — D'après le *Tropenpflanzer* (mai 1913), la culture du caoutchouc a pris une telle importance que les indigènes, dénomment cette île « Lulu pertjah » ou *île de la gomme*. Les premières plantations sont dues à M. TR. L.-A RUNGE, colon allemand qui multiplia le *Ficus elastica* dans sa plantation de tabac de Bœloe. Avec beaucoup de difficultés, il parvint à obtenir des graines d'*Hevea* et lorsqu'on eut appris la découverte de CURTIS concernant le « réflexe des saignées » c'est-à-dire, l'augmentation du latex par accoutumance, cela provoqua de nombreuses imitations.

L'île de Sumatra est d'ailleurs très bien placée, à tous ces points de vue, sol, climat, main-d'œuvre. 207.596.000 florins (plus de 500 millions de francs) sont actuellement *engagés* dans la culture presque exclusive de l'*Hevea* dans les Indes néerlandaises, dont 90 millions environ pour Sumatra, et plus de 100 millions de florins pour Java.

Dans quelques années, cette formidable production viendra s'ajouter à celle des Straits Settlements et de Ceylan et toutes les prévisions faites seront peut-être dépassées.

Il y a lieu de penser que la concurrence qui s'établira à cette époque peu éloignée, sera telle, que si la consommation n'augmente pas proportionnellement, la production anglaise ne pourra supporter sans grand dommage, celle des îles malaises. Rappelons qu'à côté des Heveas, les sociétés de caoutchouc néerlandaises, plantent du *Coffea robusta* et qu'il s'ensuivra, pour le Brésil, une nouvelle concurrence qui ne sera pas à dédaigner.

EM. P.

La question des engrais à San-Thomé. — Il n'est point de question plus troublante que celle de l'épuisement du sol et celle de la fumure en matière de culture coloniale. La pauvreté de certains sols en divers éléments utiles et le peu d'effet produit par les engrais chimiques, réfrènent les enthousiasmes des uns et provoquent chez d'autres un pessimisme de mauvais aloi, en ce qui concerne l'avenir des cultures industrielles. C'est pourquoi il faut examiner, avec la plus scrupuleuse attention, les tentatives sérieuses qui peuvent parvenir à notre connaissance.

Signalons à cet effet, l'article de M. MONTET (*J. Agr. trop.*, 1913, n° 141) sur les entreprises de M. DE MENDONÇA à San-Thomé.

Des sols utilisés ont donné à l'analyse des chiffres bien faibles en azote, chaux, et acide phosphorique.

Azote	0,102
Acide phosphorique	0,321
Potasse	0,154
Chaux	0,386

Quant au fer, il existe en abondance dans les argiles de San-Thomé, et l'auteur ne nous dit pas s'il y a du cuivre.

Le fumier paraît indispensable pour la formation d'un bon compost destiné aux cacaoyers et, employé seul bien consommé, il donne les meilleurs résultats.

M. Montet ayant fait établir des fosses à fumier couvertes, il y a plusieurs années à Boa Estrada, eut le plaisir de constater récemment les bons effets de l'emploi rationnel du fumier. La meilleure méthode d'enfouissement est celle qui consiste à l'enterrer complètement *à la pioche*, en saison sèche, ce qui constitue de plus un véritable labour à la main.

Em. P.

Le sirop de Sorgho. — M. Jumelle, rappelant que récemment on avait conclu aux Etats-Unis à l'impossibilité d'exploitations industrielles du sorgho, pour la fabrication du sucre, relate de plus que M. Prinsen Geerligs, au dernier Congrès de chimie appliquée de New-York, fait les mêmes réflexions au sujet du maïs.

Toutefois il semble que le « *sirop de sorgho* » ou vesou concentré, qu'il ne faut pas confondre avec la *mélasse de sorgho*, présente encore quelque intérêt, puisqu'il est régulièrement fabriqué dans bon nombre d'Etats : Tennessee, Missouri, Caroline du Nord, Kenntucky, Arkansas, Alabame et Mississipi.

La teneur en *sucres réducteurs* et en saccharose varie naturellement avec le moment du développement de la plante. C'est à l'époque où la graine commence à s'affermir que la tige est particulièrement propre à être traitée ; elle renferme alors 8.95 0/0 de saccharose et 3.19 de sucres réducteurs. On ne doit pas la broyer plus de deux jours après la récolte. Le rendement moyen serait de 22 tonnes par hectare, soit 450 à 675 litres de sirop.

Mais les variations sont considérables selon les races employées et c'est là l'observation la plus importante pour le planteur qui devra bien s'assurer des qualités de ces graines.

Em. P.

Le Cotonnier en Nigéria. Plantes indigènes ou plantes introduites. — Un rapport de l'entomologiste du gouvernement de la Nigérie du Sud relatif à la valeur du cotonnier indigène a été récemment reproduit dans *The African Mail* et renferme une appréciation pour nous des plus intéressantes, car elle corrobore un principe que nous avons depuis des années défendu. D'après ce qui a été observé par ce fonctionnaire dans les plantations, il conclut que les cotonniers introduits sont beaucoup plus sujets à être attaqués par les insectes que les cotonniers indigènes.

Il considère que cette différence entre les deux espèces de cotonniers serait due en partie à ce que le cotonnier indigène est plus buissonnant, que ses capsules sont mieux protégées par les bractées qui enserrent le fruit et que ses feuilles sont moins lisses. Certes ces causes peuvent être pour quelque chose dans la plus grande résistance des cotonniers déjà en culture, vis-à-vis des cotonniers récemment introduits ; mais ce n'est, pensons-nous, pas la cause principale, car ces cotonniers ne sont ni les uns ni les autres indigènes, tous ont été introduits ; mais ceux qui ont acquis droit de cité sont devenus plus résistants par suite de la sélection naturelle qui a dû se produire. Ce fait prouve, à notre avis, qu'il faut être particulièrement circonspect dans l'introduction de plantes en vue de cultures intensives et que, quand faire se peut, il faudrait toujours donner comme point de départ à la culture, des plantes acclimatées depuis longtemps.

Il s'agirait ensuite de faire de la sélection et ce devrait être seulement quand cette sélection n'a fourni aucun résultat que l'on devrait chercher par l'introduction de plantes étrangères à étendre la culture.

Le même expert fait encore remarquer que l'indigène a pour la culture du cotonnier beaucoup à apprendre et il voudrait voir un expert parcourir les plantations indigènes pour enseigner au cultivateur noir les meilleures méthodes culturales. C'est, je pense, par des agronomes bien au courant de leur métier, connaissant la théorie et la pratique de la culture, que l'on obtiendra dans les régions tropicales les meilleurs résultats dans l'extension de l'agriculture qui, seule, est capable de faire vivre les colonies tropicales.

E. D. W.

Les maladies et les ennemis de l'arachide. — Quand on songe au désastre que produirait, pour certaines de nos colonies, une maladie à extension brutale sur l'arachide, on conçoit que l'administration doive se préoccuper de l'étude des parasites et des ennemis de toute nature de cette plante. Au cours de sa dernière inspection en Afrique occidentale française, Aug. Chevalier a particulièrement porté son attention sur ce sujet qui, jusqu'alors, n'a guère été l'objet de communications importantes.

Il cite d'abord, une plante envahissante, vivant en parasite sur les racines, l'*Alectra arachidis* A. Ch., petite scrophulariacée à fleurs jaunes que des sarclages répétés détruiront.

Parmi les champignons, Baudon, au Moyen Congo, a signalé le *Cercospora personata* (Berk. et Curt.) Ellis, et Saccardo a rencontré *Puccima arachidis* Speg. au Paraguay. *Uredo arachidis* Lagh. à Surinam ainsi que *Uromyes arachidis* P. Hennings ; *Cercospora arachidis* P. Henn. au Brésil, *C. personata* (B. et C.) Ellis, *Septogloeum arachidis*, à Java *Chætodiplodia arachidis* Maubl. en Europe.

Mais, aucune de ces espèces n'a encore produit de dégâts vraiment importants et leur présence est ignorée au Sénégal ; puisse cette absence durer longtemps encore. Certains insectes sont des ennemis, causant au contraire des dommages importants après la récolte.

Tel est le *Ravet* (espèce de Lépisme) du Sénégal qui envahit les magasins causant de sérieux préjudices, moins aux graines, du moins aux tissus, aux sacs, aux papiers, etc.

Avec les arachides séchées, on trouve aussi généralement deux petits coléoptères : un Ténébrionide, le *Trilobium confusum* Deso. et un Cucujide, le *Silvanus mercatir* Fauve.

Leurs dégâts sont peu importants, pas plus d'ailleurs que ceux du *Plodia interpunitella* que M. A. Vuillet a récemment déterminé. Trois espèces de punaises sont aussi à signaler qui, par leur trompe, aspirent l'huile des graines oléagineuses ; ce sont les *Aphanus apicalis* Dallas et *Dieuches patruélis* Stal. et un *Dysdercus*. Les dégâts produits sont parfois considérables, on y remédiera en ne mettant en réserve les arachides que dans des magasins désinfectés à l'acide sulfureux, au sulfure de carbone ou autres gaz toxiques.

C'est pendant leur végétation que les arachides sont surtout attaquées par des insectes, produisant alors de véritables dégâts. En 1912, à Kaolack, les gousses fraîchement récoltées avaient

10 0/0 d'entre elles perforées et vides ; les ennemis sont ici les termites, mais CHEVALIER pense qu'ils ne s'introduisent que s'il existe avant une autre lésion qui serait produite par un petit coléoptère appartenant au genre *Scydmœnus*.

D'autres fourmis peuvent également s'introduire dans les blessures des gousses, et absorber la graine. Il convient donc d'étudier les rapports de ces divers insectes entre eux et avec les plants.

EM. P.

La culture du manihot (*Céara*) dans l'Afrique orientale allemande. — Nous avons plusieurs fois rapporté déjà les efforts méthodiques des Allemands concernant la culture du Céara. Le professeur ZIMMERMANN, le distingué Directeur de la station agricole d'Amani a résumé récemment des résultats obtenus. En voici les principaux points d'après notre excellent confrère : *Caoutchouc et gutta* (1913, X, 7.434).

On ne devrait saigner les arbres que s'ils ont un tronc de 40 centimètres de diamètre. Les saignées fréquentes sont aussi nuisibles que les saignées précoces. Il est à recommander de ne pas saigner pendant les périodes sèches; pendant sept mois de l'année on peut saigner et pendant les autres mois, on trouvera toujours à utiliser la main-d'œuvre. Les arbres saignés profondément sont attaqués par certains termites qui pénètrent dans le cambium et le bois, il y a également d'autres parasites qu'il faut surveiller avec soin.

La distance de plantation la plus favorable paraît être de 4 mètres × 4 mètres et les arbres à tronc élevé sont plus avantageux pour la saignée que ceux à tronc bas et court. Les essais de fumure n'ont pas encore donné d'indications probantes.

Parmi les différents produits de coagulation, le chlorure de calcium est celui qui a donné les meilleurs résultats et qui coûte le moins.

EM. P,

La tsé-tsé en Afrique orientale allemande (1). — La mouche tsé-tsé (*Glossina morsitans*) est très répandue en Afrique orientale allemande, où la forêt et la brousse constituent son séjour préféré, tandis que les régions montagneuses ne réunissent pas les conditions favorables à son développement. Les régions qu'elle occupe étant inutilisables pour l'élevage, le cheptel de la colonie est concentré dans un petit nombre de régions élevées, d'où le reste du pays est alimenté en bétail. Il est donc fréquemment nécessaire de faire parcourir aux animaux de boucherie de longs trajets pendant lesquels ils peuvent traverser des régions à tsé-tsé, et, par suite, être infectés. Un certain nombre périt en route, d'autres doivent être abattus d'urgence, et, même parmi ceux qui arrivent à destination, on rencontre des individus malades et fortement amaigris. Ceux-ci sont le plus souvent abattus avant de succomber à la maladie. Leur viande n'est pas malsaine, les parasites mourant fort peu de temps après leur hôte, mais l'état dans lequel se trouvent les animaux atteints la rend nettement inférieure. En outre, étant donné l'état de choses en Afrique orientale allemande, des animaux de selle et de bât sont indispensables pour faciliter et développer les relations entre régions habitées par des Européens. L'emploi d'ânes et de mulets serait tout indiqué, à cause de leur endurance et de la façon dont ils résistent au climat. Le chameau pourrait probablement être utilisé avantageusement, tandis que le cheval ne peut l'être qu'exceptionnellement.

Malheureusement, l'existence de ces animaux est mise en danger par la tsé-tsé, qui constitue ainsi un grave obstacle au développement économique de la colonie. Il ne faut pas songer à la faire disparaître, pas plus du reste, qu'à diminuer les chances d'infection en exterminant le gibier, comme l'avait proposé Robert Koch. Il ne reste donc qu'à lutter contre la trypanosomiase elle-même. Les mesures d'ordre thérapeutique sont jusqu'à présent restées sans résultats, les essais d'immunisation des animaux domestiques n'ont pas non plus réussi. On les poursuit cependant, et il serait prématuré de désespérer du succès. Il est toutefois indispensable, avant de prendre des mesures quelconques, d'étudier de façon méthodique et approfondie, au laboratoire, la biologie des trypanosomes et le développement des maladies qu'ils provoquent. Le gouvernement de l'Afrique orientale allemande l'a, paraît-il, compris, et vient de décider la création d'un Institut des épizooties et épidémies qui devra formuler les principes scientifiques sur lesquels sera basée la lutte contre les trypanosomiases.

ROEDERER ET BRUNTZ.

(1) E. TEICHMANN. *Fkg. Ztg.* 13 juillet 1913.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	6 25 à 6 75
Conakry Niggers	5 50 à 6 ..
Soudan Niggers rouges	5 50 à . ..
Soudan Niggers blancs	4 75 à 5 50
Soudan lanières et plaques	6 .. à 6 50
Soudan Manoh	5 .. à 5 50
Lahou petits Cakes	4 25 à 4 75
Lahou Niggers	4 50 à 5 ..
Gambie A	4 25 à 4 75
Gambie AM	3 75 à 4 ..
Gambie B	3 .. à 3 50
Bassam Lump	2 50 à 3 ..

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	6 .. à 6 25
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	5 .. à 5 30
Kasai noir I	6 .. à 6 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	6 .. à 6 25
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	6 .. à 6 25
Mongala lanières	6 .. à 6 25
Aruwini	6 .. à 6 25
Wamba rouge I	3 50 à 3 75
Uelé	6 .. à 6 25
Détroits crêpe I	7 60 à 7 75

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — FINANCES. — **Dans les territoires du Sud.** — Par un décret du 29 juillet 1913, sont étendues aux territoires du sud de l'Algérie :

1° Les dispositions de l'article 5 de la loi du 29 mars 1910, de l'article 3 de la loi du 8 avril 1910, des articles 2 et 3 de la loi du 27 février 1912, relatives à l'imposition, à la contribution des patentes, des unions de sociétés de secours mutuels, des établissements de vente à succursales multiples, des boulangers installant un pétrin mécanique, et des commis-voyageurs étrangers, rendues applicables à l'Algérie par décret du 13 décembre 1912 ;

2° Les dispositions des articles 8 et 9 de la loi du 13 juillet 1911 et de la loi du 18 janvier 1912, exemptant certains actes des droits de timbre ou d'enregistrement et modifiant les droits exigibles sur les actes de société constatant un apport immobilier, rendues applicables à l'Algérie par décret du 13 décembre 1912.

Tunisie. — FINANCES. — **Le budget de 1912.** — Le *Journal officiel tunisien* vient de publier un décret réglant le budget de l'Etat pour l'exercice 1912.

Ce document démontre de façon éclatante que les finances tunisiennes sont gérées avec ordre et prévoyance, que la richesse du pays se développe et que l'administration sait remplir ses devoirs vis-à-vis des contribuables.

A la fin de 1912, l'excédent des recettes sur les dépenses était de 85.081,867 francs. Après prélèvements pour dépenses restant à payer et acquittement des arriérés, il restait un excédent disponible de 11.427.888 francs, représentant l'excédent net des recettes de l'exercice 1912.

Cet excédent, qui revient aux réserves du Trésor, doit être employé : à concurrence de 3 millions de francs à rétablir à son maximum légal le Fonds de garantie des chemins de fer, dont l'actif a été en entier appliqué aux travaux confortatifs de lignes ferrées en construction prévus au budget de l'exercice 1913; pour le surplus : soit 8.427.888 francs à alimenter le Fonds des excédents disponibles.

Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1912 sont réglés de la façon suivante : en recettes à la somme totale de 2.419.802 francs; en dépenses, à celle de 2.191.485 francs; soit un excédent global de recettes de 228.317 francs.

Cet excédent global de recettes sera respectivement repris en recette par les établissements publics auxquels il appartient, dans leurs comptes de l'exercice 1913, et s'ajoutera aux recettes propres de cet exercice pour recevoir la destination déjà prévue ou qui sera ultérieurement déterminée.

Maroc. — ACTES DU PROTECTORAT. — 3 *juillet*. — Arrêté résidentiel relatif à la création à Paris d'un Office du gouvernement chérifien et du Protectorat de la République française au Maroc (B. O., 11 juillet).

29 *juin*. — Arrêté résidentiel portant constitution de Chambres françaises de commerce, d'industrie et d'agriculture à Casablanca et à Rabat (B. O. 11 juillet).

27 *juin*. — Arrêté résidentiel portant suppression des cercles du Gharb et des Beni-Hassen et création d'un contrôle civil dépendant de la région de Rabat et d'un cercle dit cercle du Sébou (B. O., 25 juillet).

27 *juin*. — Arrêté résidentiel portant organisation de la circonscription civile de la région de Rabat (B. O., 25 juillet).

27 *juin*. — Arrêté résidentiel organisant le Cercle du Sebou (B. O., 25 juillet).

22 *juillet*. — Arrêté résidentiel portant suppression de l'annexe des Beni-Meskine et rattachement du territoire des Beni-Meskine au cercle de Settat (B. O., 1er août).

ACTES DU GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN :

18 *juin*. — Dahir portant règlement sur les déclarations de naissances et de décès à Méhédjia et Kenitra (B. O., 11 juillet).

1er *avril*. — Dahir relatif à l'organisation des Commissions municipales dans les ports de l'Empire chérifien (B. O., 11 juillet).

18 *avril*. — Dahirs et arrêtés viziriels portant création de Commissions municipales à Casablanca, Rabat Salé, et nominations des membres des Commissions municipales à Casablanca, Rabat, Salé (B. O., 11 juillet).

15 *juin*. — Arrêté viziriel portant réorganisation du service de l'aconage dans les ports chérifiens (B. O., 11 juillet 1913).

15 *juin*. — Arrêté viziriel portant fixation de la largeur de la zone de la servitude de Fez (B. O., 11 juillet).

15 *juillet*. — Arrêté viziriel nommant M. Terrier, Directeur de l'Office du gouvernement chérifien et du Protectorat à Paris (B. O., 11 juillet).

27 *juin*. — Arrêté viziriel nommant M. Gentil, Directeur de l'Institut des recherches scientifiques du Protectorat (B. O., 18 juillet).

16 *juin*. — Dahir instituant une commission chargée de dresser le programme des constructions édifiées pour le service de santé (B. O., 25 juillet).

23 *juillet*. — Arrêté viziriel portant règlement de magasinage (B. O., 1er août).

21 *juillet*. — Arrêté viziriel relatif à l'application, dans la région militaire Chaouïa, de la circulaire aux gouverneurs, caïds et cadis, du 1er novembre 1912 concernant les acquisitions de terrains (B. O., 8 août).

L'assistance publique et l'hygiène. — L'assistance publique, dont nous avons exposé les grandes lignes, s'organise rapidement. Les régions d'assistance médicale se précisent. Il n'y a plus guère de points où l'indigène échappe à l'action de nos médecins. Citons quelques exemples : à Boujad (cercle du Tadla), la variole était autrefois endémique. Le 2 juin, le médecin de la colonne Mangin pratiquait 1.200 vaccinations sur la population indigène. Le parc vaccinogène approvisionne régulièrement tous nos postes. Il a fourni, depuis sa création, 51.552 doses et la moyenne des succès de vaccinations est de 80 à 85 0/0.

L'assistance hospitalière n'est pas perdue de vue : 31.030 consultations environ ont été données durant le mois de juin. L'inspection des écoles est active. A Rabat, les maladies cutanées et du cuir chevelu ont disparu chez les élèves de l'école franco-arabe. A Mazagan, les travaux d'assainissement de la ville sont poussés avec la plus grande activité par les services municipaux. Dans quelques mois, on connaîtra la distribution géographique des principales espèces de moustiques dans les grandes villes du Maroc.

Enfin, une commission a arrêté l'ordre d'urgence des travaux suivants : un hôpital civil européen à Casablanca et des hôpitaux régionaux indigènes à Mazagan et Rabat, un magasin du service de l'assistance publique, des infirmeries à Kenitra, Saffi, Azemmour, Boucheron, Salé, Tiflet, des constructions pour les services sanitaires maritimes, des lazarets, un asile d'aliénés, un parc vaccinogène avec un laboratoire de bactériologie.

Les Commissions municipales dans les ports. — Un dahir du 1er avril institue ces commissions municipales. Elles se composent de représentants de l'autorité chérifienne, de représentants du protectorat et de notables. On s'est heureusement inspiré de notre loi municipale. Sous l'action de l'autorité française, ces commissions municipales auront une action bienfaisante.

Concours agricole de Mazagan. — Ce concours agricole a permis de faire les constatations suivantes :

Le cheval doukkala est excellent. On trouvera, sur ce territoire, une race facile à améliorer par l'introduction de l'étalon de pur sang arabe.

Le bœuf de la région de Doukkala est bien charpenté et apte à l'engraissement.

La volaille, variée, est de bonne qualité.

Les constructions rurales et de matériel agricole constituaient la deuxième et la troisième section. On pouvait y remarquer des grands modèles d'une construction économique et bien appropriée aux besoins du pays.

L'organisation du concours agricole de Mazagan fait honneur au colonel Peltier, commandant la région, et au commandant Mouveaux.

La propriété bâtie à Tanger. — Depuis 1911, la propriété bâtie a augmenté de 33 0/0. Le montant des loyers acquittés en 1913 atteindra le chiffre de 5.122.911 pesetas. Au taux normal de 15 à 20 0/0 recherché par les capitaux tangérois, on peut donc dire que la propriété immobilière bâtie, représente à Tanger une valeur de 30 à 35 millions de pesetas.

Le transport automobile Saffi-Marrakech. — Une société de commerçants de Saffi ayant pour objet d'effectuer des transports par automobiles entre cette ville et Marrakech, est aujourd'hui formée.

Le bac à vapeur sur le Bou-Regreg. — Le 14 juillet a eu lieu l'inauguration du bac à vapeur « Bou-Regreg », destiné à mettre en communication, par tous les temps, Rabat et Salé. Le bac jauge 70 tonnes. Les opérations d'embarquement et de débarquement s'effectuent avec une grande régularité.

Magasinage. — Désormais, les marchandises débarquées des bateaux à vapeur ou des voiliers pour être, soit dédouanées et introduites au Maroc, soit seulement déposées et réembarquées, et aussi celles expédiées de l'intérieur du pays pour être exportées ou cabotées, seront, dans chaque port ouvert au commerce, soit reçues dans des magasins fermés ou hangars ouverts établis à cet effet, soit arrimées sur les quais, aux emplacements désignés pour cet usage.

Marchés de Casablanca. — Les prix de vente ci-après ont été relevés :

Chameaux.....	de 200 à 250 p. h.
Bœufs.....	— 150 à 200 —
Chevaux.....	— 75 à 450 —
Mulets.....	— 75 à 700 —
Anes.....	— 30 à 100 —
Moutons.....	— 15 à 20 —

La viande mise en vente sur le marché d'approvisionnement a atteint le prix de :

Mouton p. h. 1 fr. 25 le kilogramme
Bœuf p. h. 1 fr. 10 le kilogramme

Le bulletin économique du Maroc. — L'intérêt de ce périodique, fort bien fait, va croissant. Les articles et statistiques ci-après sont à signaler :

L'eau potable à Casablanca ; Etude géologique du territoire des Oulad-Saïd (Chaouia) ; Le commerce suisse et le Maroc. Le tonnage des ports du Maroc en 1912 (*Bull. Ec.* 1er août). Supplément (année 1912). Statistiques commerciales et industrielles du Maroc, d'après le comité des douanes.

Remonte et Haras. — Etude sur le territoire de Casablanca. Banlieue. — (*Bull. Ec.* 15 juillet).

Note sur la colonisation au Maroc. (*Bull. Ec.* 1er juillet.)

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

26 *juillet.* — *Arrêté* du 16 juillet interdisant, dans toute l'étendue des territoires de l'Afrique occidentale française, la chasse de l'autruche et sa capture, son exportation hors du territoire français, le ramassage, la circulation et le commerce des œufs.

2 *août.* — *Circulaire* du 22 juillet au sujet de l'approbation des cahiers des charges, résultats des adjudications et marchés de gré à gré, pour l'exécution des Services du gouvernement général.

CHASSE. — **Interdiction de la chasse de l'autruche.** — Un arrêté du 16 juillet dernier stipule que la chasse à l'autruche et sa capture, son exportation hors du territoire français, le ramassage, la circulation et le commerce des œufs sont interdits dans toute l'étendue des territoires de l'Afrique occidentale française, sauf autorisation spéciale du gouverneur général pour des cas particuliers.

Les autruches ne circuleront qu'accompagnées d'un laisser-passer indiquant leur origine et leur destination.

Dans chaque Colonie, il est interdit de mettre en vente ou de transporter des dépouilles d'autruches (peaux ou plumes) à moins que cette marchandise ne soit couverte par un certificat des administrateurs des cercles indiquant leur provenance.

Tout détenteur d'autruches domestiquées devra en faire la déclaration à l'autorité locale dans un délai de six mois. A cet effet, les administrateurs des cercles tiendront un registre sur lequel ils mentionneront le nom du propriétaire, le nombre des animaux qu'il détient et les mutations qui peuvent se produire par suite de naissances, décès, ventes ou achats.

Les européens et assimilés reconnus coupables d'infractions au présent arrêté seront passibles des peines de simple police. Les peines prévues à l'article 2 du décret du 30 septembre 1887, seront appliquées dans le même cas aux indigènes non citoyens français.

FINANCES. — **Marchés et fournitures.** — M. le gouverneur général Ponty vient d'adresser aux lieutenants-gouverneurs des colonies de l'A-O-F. l'intéressante circulaire qui suit :

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une ampliation de l'arrêté que j'ai pris, à la date du 16 juillet courant, pour vous déléguer le soin d'approuver les cahiers des charges, résultats des adjudications et marchés de gré à gré, pour l'exécution des Services du gouvernement général.

« La copie ci-annexée du rapport de présentation de cet arrêté vous permettra d'apprécier les raisons qui ont dicté l'importante mesure de décentralisation qu'il réalise.

« Vous remarquerez qu'en matière de travaux publics, la délégation qui vous est consentie ne saurait s'exercer que pour l'exécution d'ouvrages dont j'aurais préalablement approuvé le projet définitif, à moins qu'il ne s'agisse de travaux sur fonds d'emprunt, dont l'approbation est réservée à M. le ministre des Colonies. Il est, d'autre part, à peine besoin que je vous indique qu'aucun marché ne saurait être passé par vous si la dépense qui doit en résulter n'est pas inscrite au budget.

« Le nouvel arrêté stipule également que vous devez m'adres-

ser, par le plus prochain courrier qui suit l'établissement de l'acte, une copie des cahiers des charges et marchés que vous vous proposez d'approuver. *J'attache le plus grand prix à la stricte observation de cette disposition* destinée à me permettre d'exercer mon contrôle sur tous les engagements de dépenses intéressant le budget général et ses annexes. Pour les marchés de gré à gré, ce contrôle, dans la plupart des cas, ne s'exercera qu'a *posteriori*. Mais, à l'égard des cahiers des charges, il pourra toujours être préventif, les délais de publicité étant assez longs pour me permettre de recevoir le texte que vous aurez élaboré et de vous signaler, par lettre ou par télégramme, les observations que, le cas échéant, il m'aura suggérées et les rectifications qu'il comportera.

« Pour éviter toute omission, vous donnerez à chaque cahier des charges, d'une part, et à chaque contrat, d'autre part, un numéro de série. Il y aura autant de séries que de budgets. La série s'arrêtera, pour chaque espèce d'acte et pour chaque budget, à la fin de l'année. De cette manière, en recevant un cahier des charges ou un marché, je pourrai me rendre compte si j'ai bien été appelé à examiner tous les engagements antérieurs auxquels vous auriez souscrits.

« Enfin, je vous prie de ne pas omettre de préciser, dans les cahiers des charges ou les marchés, que l'approbation définitive sera donnée par le lieutenant-gouverneur, en Conseil, quand la dépense sera inférieure à 50.000 francs, par le gouverneur général, quand la dépense sera supérieure à 50.000 francs. »

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

26 *juillet.* — *Décision* du 16 juillet organisant la mission d'études d'irrigation.

Journal officiel de la colonie.

24 *juillet.* — *Arrêté* du 18 juillet soumettant à une enquête de commodo et incommodo le projet de lotissement de l'escale de N'Doulo Wakam (Bol).

31 *juillet.* — *Arrêté* du 24 juillet rapportant l'arrêté n° 957, du 10 juin dernier, au sujet de la fabrication, la circulation et la vente du caoutchouc.

L'arrêté du 10 juin 1913, concernant l'application du décret du 15 septembre 1912 sur la fabrication, la circulation et la vente du caoutchouc est et demeure rapporté. Le décret du 15 septembre 1912 sera appliqué dans toute l'étendue de la Colonie du Sénégal, à la date du 1er novembre 1913.

Circulaire du 30 juillet au sujet des immeubles inoccupés. Nous donnons de cette circulaire l'extrait suivant :

« J'ai signé, à la date du 12 juin 1913, un arrêté prescrivant aux Européens et indigènes occupant partie ou totalité d'un immeuble, s'absentant de leur résidence pour une période d'une durée supérieure à huit jours, de constituer et de désigner au Commissaire de police de la localité qu'ils habitent, un mandataire chargé, en leurs lieu et place, de donner accès dans leur immeuble aux agents du Service d'hygiène et d'exécuter les prescriptions relatives à l'application des mesures hygiéniques courantes qui pourraient leur être faites par le personnel dudit service.

« Il m'a paru que certains détails d'exécution de cette mesure doivent être précisés.

« En ce qui concerne les Européens et indigènes sachant lire et écrire, il conviendrait que la déclaration d'absence contenant la désignation du mandataire avec indication précise des noms, prénoms, profession et domicile fût faite par écrit et adressée au Commissaire de police de la localité, dans un délai minimum de quatre jours avant la date du départ (sauf pour les cas de départ urgent) ; de façon à permettre au Commissaire de police de prendre tous les renseignements de nature à lui confirmer l'identité du mandataire désigné. Cette déclaration serait accompagnée de l'acceptation écrite du mandataire énonçant également ses noms, prénoms, profession et domicile.

« Dans le cas où le détenteur d'un immeuble et son mandataire ou l'un des deux seraient illettrés, la même déclaration serait faite, verbalement, dans les mêmes conditions, par le ou les illettrés au bureau du commissaire de police, par devant ce fonctionnaire.

« Toutes ces déclarations écrites ou verbales seront consignées sur un registre spécial. Vous voudrez bien porter ces dispositions à la connaissance de vos administrés par la voie de l'affichage ou par toute autre mesure qui vous semblera convenable. »

7 *août.* — *Arrêté* du 30 juillet prescrivant des mesures sanitaires envers les Européens et assimilés, Syriens, Marocains et Maures provenant de la Gambie anglaise ou de la Guinée portugaise.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er-15 *mai*-1er *juin.* — *Arrêté* du 16 mai ouvrant au bureau de la conservation de la propriété foncière de Kayes, un livre spécial pour le cercle de Mopti.

Décision du 18 mai fermant provisoirement le bureau des postes et télégraphes de Banfora.

Guinée française. — Commerce. — **La détaxe des importations en France.** — Un décret du 4 août fixe ainsi qu'il suit les quantités de produits coloniaux originaires de la Guinée française qui pourront être admises en France du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914, dans les conditions des décrets des 30 juin 1892, 22 août 1896 et 25 août 1900 accordant des exemptions ou détaxes à certains produits originaires des colonies : Café, 3.000 kilogrammes; Bananes, 500.000 kilogrammes.

Côte d'Ivoire. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

2 *août.* — *Arrêté* du 17 juillet portant désignation des bureaux de poste de la Côte d'Ivoire ouverts au service des mandats postaux et télégraphiques locaux.

Le tableau figurant à l'article 1er de l'arrêté du 5 juillet 1912 est modifié et complété comme il suit : *Désignation des bureaux de poste de la colonie de la Côte d'Ivoire ouverts à l'émission et au paiement des mandats postaux et télégraphiques locaux :* Abidjean, Aboisso, Agboville, Assinie, Béréby, Bingerville, Bondougou, Bouaflé, Bouaké, Dabakala, Dabou, Daloa, Dimbokro, Grand-Bassam, Grand-Lahou, Jacqueville, Korhogo, Man, Odienné, Sassandra, Seguela, Soubré, Tabou, Tiassalé, Touba, Toumodi, Zaranou.

Arrêté du 22 juillet supprimant les postes militaires permanents de Bouaflé et Sinfra.

Journal officiel de la colonie.

15 *juillet.* — *Arrêté* du 22 avril portant ouverture du bureau de poste de Zaranou au service des mandats métropolitains.

Circulaire du 4 juillet, au sujet des carnets de chantier.

Forêts. — **La réglementation des carnets de chantiers.** — Le secrétaire général p. i. de la Côte d'Ivoire vient de faire paraître une circulaire d'où nous extrayons le passage suivant :

« L'article 24 de l'arrêté n° 737 du 23 août 1912 a prévu pour l'exploitant forestier l'obligation d'avoir par chantier un carnet sur lequel doivent être mentionnés certains renseignements.

« En conséquence constituent des infractions à l'article 24 les faits suivants :

« 1° Défaut de carnet de chantiers :

« 2° Défaut, sur ce carnet, des renseignements prescrits par l'article 24;

« 3° Faux renseignements portés sur le carnet ;

« 4° Absence des visas et paraphes de l'administrateur du cercle sur le dit carnet ;

« 5° Refus de présenter le carnet à la réquisition d'un agent de l'administration ;

« 6° Grattages, surcharges et ratures postérieures aux visas du contrôle et non approuvés par une autorité administrative.

« Si la constation de la plupart de ces délits ne présente aucune difficulté dans l'application, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de dresser une contravention pour défaut sur le carnet de chantier des renseignements prescrits par l'article 24.

« Le texte en vigueur ne prévoyant en effet aucun délai pour l'inscription des renseignements obligatoirement prescrits, on peut se demander à partir de quel moment le délit commence.

« Or les renseignements exigés sur le carnet de chantier ont pour but de permettre le contrôle non seulement des billes lorsqu'elles doivent quitter le chantier, mais encore et surtout celui des arbres abattus dont le nombre fixe les obligations du titulaire au point de vue repeuplement ou redevance.

« Il ressort évidemment de l'esprit du texte que les arbres abattus et tronçonnés *doivent être inscrits sur le lieu même de l'abatage* et non à la sortie du chantier comme cela est nécessaire pour les extraits de carnet qui doivent accompagner les billes.

« Aucun délai n'est donc imparti à l'exploitant pour mentionner sur son carnet les renseignements prévus par l'article 24, et celui-ci peut exciper avec raison qu'il n'est pas tenu de le faire tant que les billes restent sur l'emplacement de l'abatage, ce qui permet le contrôle du nombre d'arbres coupés.

« Toutefois avant de déplacer les billes, *même dans l'intérieur du périmètre du chantier*, l'exploitant est tenu par l'article 24, d'inscrire sur son carnet les mentions obligatoires sous peine de contravention.

« En résumé, il n'y aura lieu de dresser procès-verbal pour défaut sur le carnet des renseignements prescrits, que lorsque des billes non inscrites ne se trouveront plus sur le lieu de l'abatage et à proximité de la souche mère.

« Donc, avant d'opérer le rassemblement de ses billes en vue de leur évacuation soit sur le bord de la rivière soit le long de la voie ferrée, l'exploitant est dans l'obligation formelle de les inscrire sur le carnet de chantier. Tout contrôle qui relèverait que des billes ont été déplacées avant leur inscription permettrait l'établissement d'un procès-verbal valable pour infraction à l'article 24 de l'arrêté 737 et 26 du décret du 18 juin 1912.

« Cette formalité de l'inscription sur le carnet de chantier ne doit pas être confondue avec celle de l'établissement des extraits qui doivent accompagner les billes pour circuler, *c'est-à-dire dès leur sortie du périmètre du chantier*, formalité prescrite par l'article 53 de l'arrêté 737 et qui constitue à la fois un certificat d'origine et un permis d'enlever dont le défaut d'établissement constitue une infraction à l'article 3 du décret « Enlèvement de bois de la forêt sans autorisation du gouverneur, même si ces forêts font l'objet d'exploitations régulières. »

FINANCES. — **Les recettes du chemin de fer.** — Les recettes du chemin de fer pendant les cinq premiers mois de 1913 se sont élevées à 589.963 francs, au lieu de 306.031 francs pour la période correspondante de 1912.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *juillet.* — *Arrêté* du 6 mai portant modification des tarifs de transport des marchandises sur le tramway-nord de Porto-Novo.

A partir du 1er juillet 1913, les tarifs de transport de marchandises sur le tramway-nord de Porto-Novo, par tonne et par kilomètre, seront modifiés ainsi qu'il suit :

1° Alcool, gin, tafia, absinthe et autres spiritueux...	0 fr. 60
2° Toutes autres marchandises :	
a) sans condition de tonnage.....	0 fr. 35
b) pour un tonnage minimum de 5 tonnes ou payant pour 5 tonnes.....	0 fr. 28

Pour les marchandises de quelque nature qu'elles soient dont le tonnage sera inférieur à 5 tonnes, le minimum de perception sera de 0 fr. 50.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique Equatoriale française. — FINANCES. — **Versement à la caisse de réserve.** — Une somme de 1.317.189 fr. 80 représentant l'excédent des recettes sur les dépenses du budget général constaté à la clôture de l'exercice 1912, a été versée à la caisse de réserve et de prévoyance de l'Afrique équatoriale française.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

Arrêté du 19 juillet ouvrant les bureaux de Serinam, Mahabo, et Manja au service des colis postaux ordinaires du poids de 10 kilogrammes pour le premier et de 5 kilogrammes pour les deux autres.

AGRICULTURE. — **Les essais de culture entrepris à la station d'essais d'Antsirabé.** — La station d'Antsirabé a, depuis déjà quelque temps, entrepris quelques essais sur les plantes fourragères susceptibles de donner dans la région du Vakinankaratra de bons résultats.

Les plantes fourragères sur lesquelles ont porté les essais sont les suivantes : Herbe du Para, luzerne, avoine et un fourrage d'Europe composé de différentes graminées.

L'herbe du Para pousse très facilement dans la province d'Antsirabé ; elle se comporte bien dans un sol assez humide et bien préparé et durant le cours de sa végétation un seul binage lui suffit. Le rendement à l'hectare en fourrage sec a été de 5.400 kilogrammes en 1913.

En novembre 1911, un semis de luzerne a été fait sur un terrain défoncé à 0 m. 60 de profondeur et qui avait reçu une fumure de 20.000 kilogrammes à l'hectare. Les plants sont apparus douze jours après d'une façon régulière.

Durant l'année 1912, les plants furent assez souffreteux et ce n'est qu'en 1913, après l'apport de plusieurs mètres cubes de cendres, qu'il a été possible de faire deux coupes. La première, exécutée le 28 février, a donné 1.457 kilogrammes à l'hectare. A la seconde, faite deux mois plus tard, il a été récolté 1.714 kilogrammes de foin sec.

Le rendement en fourrage sec pour l'année 1913 a donc été de 3.171 kilogrammes, c'est-à-dire inférieur à celui de l'herbe du Para.

Des essais sur la production de l'avoine ont été exécutés sur un terrain pierreux et sans fumure, c'est-à-dire dans des conditions très peu avantageuses. En fin octobre 1912, cette graminée a été semée et, cinq mois après, la récolte avait lieu. Le rendement en grains a été de 1.875 kilogrammes à l'hectare. On pourra facilement,

avec cette graminée, constituer des réserves de fourrage pour la période où les animaux ne trouvent plus à se nourrir aux pâturages.

Le fourrage d'Europe était composé de cretelles des prés, fétuques des prés, fétuques durettes et de raygrass anglais. Le semis exécuté le 4 novembre a levé régulièrement, mais aux premiers jours de sécheresse une partie de jeunes plants a disparu. Cependant, quelques touffes de chaque variété se sont développées et l'on pourra, cette année, avec ces porte-graines, refaire un deuxième essai.

Des essais de maïs ont été entrepris, le 10 octobre 1912, avec trois variétés : maïs dent de cheval, le géant de Caragua et le rouge de la Réunion. Ce dernier a été le plus hâtif, on a pu le récolter le 20 mars, tandis que, pour les deux autres, la récolte a été faite en fin avril. Les rendements ont été les suivants : dent de cheval, 3.085 kilogrammes à l'hectare ; géant de Caragua, 3.525 kilogrammes ; rouge de la Réunion, 5.400 kilogrammes. Les résultats auraient été meilleurs si la saison avait été normale ; mais, à cause de l'excès d'humidité durant la floraison, beaucoup d'épis étaient vides ou ne contenaient que quelques grains.

La culture du sorgho a été faite sur un terrain qui n'avait pas encore été travaillé et sans fumure ; aussi, dans certains endroits, les tiges atteignaient à peine 0 m. 80 de hauteur. Le semis exécuté le 2 novembre en lignes distantes de 0 m. 70 sur 0 m. 25 a levé 15 jours après et la récolte s'est faite le 30 juin. Le rendement a été de 1.428 kilogrammes de grains à l'hectare.

L'essai sur les pommes de terre comprenait des semences provenant de France et des pommes de terre du pays. Les variétés de France étaient les suivantes : Belle de Fontenay, Richter Imperator, pommes de terre rouges et des rondes blanches. L'essai a été fait sur un terrain défoncé à 0 m. 80 de profondeur et fumé copieusement. Le rendement a été de 8 kg. 500 pour un kilogramme de semence pour la variété du pays, de 1 kg. 545 pour la Belle de Fontenay, de 5 kg. 181 pour la Reichter Imperator, de 4 kg. 038 pour les pommes de terre rouges et de 5 kg. 635 pour les rondes blanches.

FINANCES. — **Ouverture de crédits supplémentaires.** — Par décret du 8 août 1913, sont approuvés les arrêtés ci-après énumérés du gouverneur général de Madagascar portant ouverture sur l'exercice 1913 de crédits supplémentaires au titre de divers budgets de la colonie, savoir :

Arrêté du 28 avril 1913 : Budget ordinaire de Madagascar, chap. 17, art. 2, 221.136 francs.

Arrêté du 3 mai 1913 : Budget extraordinaire : chap. 2, 278.000 francs ; chap. 4, 372.000 francs.

Arrêté du 28 avril 1913 : Budget annexe du chemin de fer, chap. 2, article premier, 35.000 francs.

Arrêté du 19 avril 1913 : Budget de la Grande-Comore, chap. 13, 20.000 francs.

Arrêté du 25 avril 1913 : Budget de Mohéli, chap. 11, 5.000 francs.

Arrêté du 14 avril 1913 : Budget d'Anjouan, chap. 11, 6.000 francs.

Arrêté du 12 avril 1913 : Budget ordinaire de Madagascar, chapitre premier, art. 2, 10.000 francs.

FORETS. — **Contre le déboisement.** — Afin d'enrayer le déboisement, l'administrateur-chef de la province de Nossi-Bé a décidé de fermer à l'exploitation des écorces de palétuviers et de constituer en réserve forestière pendant dix ans à dater du 1er octobre prochain, et pour les permis en cours, dès leur expiration, toute la zone littorale de l'île de Nossi-Bé et la zone littorale du district Sakalava comprise entre la presqu'île d'Ambato depuis Nossi-Faly et Anorontsanga, à la limite du district (Lavaloalika).

Côte française des Somalis. — FINANCES. — **Le compte définitif du budget de 1912.** — Par décret du 8 août 1913, est approuvé le compte définitif du budget de la Côte française des Somalis (exercice 1912), arrêté en conseil d'administration par le gouverneur, en recettes à la somme de 2.846.174 fr. 32 et en dépenses à la somme de 1.945.276 fr. 98.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

7 *juillet.* — *Circulaire* du 1er juillet au sujet de l'exécution des marchés.

FINANCES. — **Le budget général de 1912.** — Les résultats définitifs, pour l'exercice 1912, du budget général de l'Indochine et de ses annexes, sont les suivants :

Recettes. — Recettes prévues, 36.203.072 p. 24 y compris les recettes extraordinaires provenant de la caisse de réserve et s'élevant à 886.072 p. 24.

Recettes réalisées, 38.758.652 piastres.

Soit une plus-value de 2.555.579 p. 76 provenant uniquement des recettes ordinaires.

Dépenses. — Dépenses prévues, 37.906.704 p. 24, y compris les dépenses extraordinaires, s'élevant à 886.072 p. 24, et les crédits supplémentaires ouverts sur les ressources générales de l'exercice, soit 1.703.632 piastres.

Dépenses effectuées, 35.541.652 p. 38, y compris 886.072 p. 24 de dépenses extraordinaires.

Déduction faite des crédits supplémentaires ouverts sur les ressources générales de l'exercice, l'excédent s'élève à 661.419 p. 86. Cette dernière somme, ajoutée aux plus-values des recettes, donne le montant du reliquat net de l'exercice à verser à la caisse de réserve, soit 3.216.999 p. 62.

Depuis la création du budget général, le reliquat net le plus élevé avait été celui de l'exercice 1899 avec 3.290.508 p. 47.

Budgets annexes. — Le budget des chemins de fer donne un reliquat s'élevant environ à la somme de 295.000 piastres. Le budget de Quang-tchéou-wan présente un reliquat de 95.691 p. 46.

Caisse de réserve. — Le total des reliquats à verser à la caisse de réserve s'élève donc à environ 3.607.000 piastres. Ce versement portera l'encaisse à environ 9.613.000 piastres. L'encaisse maxima, depuis la création du budget général, avait été celle de 1904, qui s'élevait à 6.654.112 p. 80.

L'exécution des marchés. — Le gouverneur général de l'Indochine vient d'adresser aux chefs d'administration locale et chefs de service, la circulaire suivante, datée du 1er juillet et relative à l'exécution des marchés :

« Mon attention a été appelée sur les conditions dans lesquelles un marché passé pour le compte de l'administration a été résilié.

« Le fournisseur faisant valoir la hausse des prix de la marchandise qu'il devait livrer, a demandé tout d'abord une augmentation en sa faveur des prix stipulés au contrat.

« Cette augmentation n'ayant pu lui être consentie, il sollicita la résiliation du traité. Elle lui fut accordée sous réserve de la

retenue de son cautionnement et de son exclusion des adjudications auxquelles le service intéressé se trouvait ainsi dans l'obligation de procéder de nouveau.

« Cette manière d'agir a eu pour conséquence de faire subir à l'administration un préjudice considérable en la plaçant dans la nécessité de passer de nouveaux marchés à des prix beaucoup plus élevés que ceux stipulés au premier contrat.

« Par contre, le fournisseur, grâce à la résiliation si obligeamment accordée, a pu éviter les pertes élevées qu'aurait entraînées pour lui l'exécution régulière de son traité.

« La bienveillance de l'Administration ne l'a d'ailleurs pas empêché d'introduire devant la juridiction compétente une action ayant pour objet non seulement la restitution de son cautionnement, mais encore une indemnité pour exclusion des adjudications nouvelles que la résiliation de son marché avait rendues nécessaires.

« Afin d'éviter, pour l'avenir, le préjudice que des résiliations de cette nature pourraient encore faire subir à l'administration, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien tenir la main à ce que désormais, dans l'exécution de tous les marchés, les clauses et conditions générales, ainsi que celles des cahiers des charges soient strictement observées.

« Il conviendra notamment de ne jamais perdre de vue les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 31 décembre 1899 où il est stipulé que le fournisseur n'a droit à aucune indemnité pour cause de pertes, de quelque nature qu'elles soient, qui auraient été éprouvées par lui en raison de sa fourniture même, sauf pour celles qui proviendraient de force majeure.

« Les fournisseurs ou entrepreneurs devront, par conséquent, être mis dans l'obligation d'exécuter jusqu'au bout leurs contrats sous peine des sanctions prévues aux clauses et conditions générales ou particulières. »

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

3 *juillet.* — *Arrêté* du 27 juin modifiant le tableau B annexé aux arrêtés du 3 août 1912, réglementant l'impôt des patentes au Tonkin.

Le tableau B annexé aux arrêtés du 3 août 1912, réglementant l'impôt des patentes au Tonkin, est modifié comme suit :

1° *Bouchers.* — Est abrogée la disposition suivante inscrite sous forme de renvoi au mot « Bouchers » : « Il ne peut être délivré de patente pour le débit de viandes de bovidés ».

2° *Cercles.* — a) Les cercles européens classés H. C. (1re, 2e, 3e et 4e catégories) et 1re ou 2e classe ne seront plus désormais assujettis à l'impôt des patentes ; b) Les fournisseurs des objets de consommation dans les cercles seront classés à la 4e ou à la 5e classe, suivant l'importance de leur commerce.

3° *Débitants d'alcool et d'opium.* — Ces adjudicataires, précédemment taxés à la 4e, 5e, 6e ou 7e classe, seront à l'avenir exonérés de toute contribution.

4° *Experts près les tribunaux.* — Au lieu de : « Expert près des tribunaux s'il en fait sa profession habituelle ou non... » lire : « Expert près des tribunaux s'il en fait sa profession habituelle ».

Agriculture. — **Les inondations.** — Le gouverneur général de l'Indochine vient de faire connaître par câblogramme au ministre des Colonies qu'à la suite de pluies torrentielles tombées ces temps derniers dans la région du Yunnan et du Haut-Tonkin, le Fleuve Rouge et ses affluents ont atteint une hauteur de crue très supérieure à celles constatées depuis de longues années ; le Fleuve Rouge, notamment, dépassait 11 m. 40 à Hanoi dans la journée du 9 août.

M. Sarraut ajoute que, grâce aux mesures prises, les villes et les campagnes ont pu être protégées contre l'inondation ; les digues dont la réfection et la consolidation avaient été entreprises l'année dernière et cette année conformément aux instructions données par lui au résident supérieur du Tonkin, ont victorieusement résisté à la pression formidable du fleuve ; par contre quelques vieilles digues ont cédé sur certains points, notamment Nen-Yen, Haiduong, Bac-Ninh, Thai-Binh et provoqué des inondations heureusement localisées.

Les conséquences de ces inondations ne peuvent encore être évaluées, mais elles ne semblent pas devoir compromettre les résultats de la récolte, satisfaisants dans l'ensemble. Quelques centres urbains, Viétri, Thuyen-Quang, sont cette année comme les années précédentes, atteints par la crue. Cinq ou six accidents de personnes sont signalés. La circulation des trains n'a pas été interrompue.

M. Sarraut signale en terminant qu'une baisse sensible des eaux est actuellement constatée.

Cambodge. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

7 *juillet.* — *Arrêté* du 2 juillet portant organisation du service de l'immigration et de l'identité judiciaire au Cambodge.

Immigration. — **Organisation d'un service de l'immigration et de l'identité judiciaire.** — Un arrêté du 2 juillet organise de la façon suivante le service de l'immigration et de l'identité judiciaire au Cambodge :

Ce service est chargé : 1° avec l'assistance des congrégations reconnues, d'assurer et de contrôler l'exécution des règlements concernant l'arrivée, le séjour et le départ des Asiatiques étrangers ou assimilés, au Cambodge. Il tient le contrôle général de l'immigration asiatique, exerce concurremment avec la police et les congrégations dans la ville de Pnom-Penh, la surveillance des Asiatiques étrangers ou assimilés et assure le départ du Cambodge de ceux qui sont renvoyés ou expulsés par mesure sanitaire ou de police ; 2° d'assurer le service de l'identité judiciaire conformément aux prescriptions ci-après :

Le service de l'identité du Cambodge est chargé de mensurer, d'anthropométrer et photographier : *a*) les Asiatiques étrangers expulsés de la colonie ; *b*) les prévenus, condamnés et détenus de toute nature, à l'exception des délinquants ressortissant des tribunaux de simple police ou des tribunaux administratifs et des filles publiques arrêtées pour infraction aux règlements sur la police des mœurs. Il a pour objet principal la conservation des fiches de tous les individus mensurés dans la colonie ou qui lui sont adressées par ses correspondants hors de la colonie, et de signaler à la justice les récidivistes qui pourraient se rencontrer parmi eux.

Ce service est, en outre chargé : *a*) de relever le portrait parlé et les empreintes digitales — sans mensuration anthropométrique — des ouvriers ou des boys indigènes ou asiatiques, ainsi que leur photographie, en vue de l'établissement du livret auquel ces individus sont assujettis ; *b*) de la délivrance des photographies des indigènes retraités, médaillés, etc., destinés à être apposées sur des documents administratifs, ainsi que les photographies métriques demandées par le Parquet de l'administration ; *c*) de

délivrer aux indigènes candidats à des fonctions administratives des certificats de non-condamnation, mais seulement sur la demande formelle de ces candidats ou des administrations dans lesquelles les indigènes désirent entrer; *d*) de fournir aux chefs des Parquets de Pnom-Penh et des provinces l'extrait des sommiers judiciaires de tous les individus visés au paragraphe 1er de l'article 1er du présent arrêté; *e*) de l'établissement de l identité des individus trouvés non porteurs de leur carte de l'année courante, ou porteurs d'une carte périmée ou suspecte.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

BONNEFOND. — *Notice sur quelques produits miniers de Madagascar.* In-8 de 12 pages. — Extrait des Mémoires de la Société des Ingénieurs civils de la France. Paris 1913.

BOURDARIE (Paul). — *Les affaires de Turquie et la leçon coloniale des Balkans.* In-8 de 139 pages. Extrait de la *Revue indigène*, 16-*bis*, rue Mayet. Paris, 1913. Prix 2 fr. 50.

BULLOCK (Fred). — *La fondation de la Colonie française de la Côte d'Ivoire.* In-12 de 80 pages. Edité par le « Courrier de Londres », Londres, 1912.

COMMANDANT DE CIVRIEUX. — *Le germanisme encerclé.* In-12 de 114 pages, Lavauzelle, Editeur. Paris 1913 : Prix 1 fr. 50.

Voici un régal pour les lettrés, pour les patriotes et en particulier pour les cœurs de soldats qui vont vibrer de joie et d'enthousiasme à la lecture des pages si sincères et en même temps si chaudes, si passionnantes que le distingué commandant de Civrieux vient de publier.

Le nouveau volume, qui fait si heureusement suite à « La fin de l'empire d'Allemagne — La bataille du Champ des Bouleaux », comprend six chapitres dont nos lecteurs connaîtront volontiers les titres : 1° Edouard II; 2° La guerre d'Orient : Lüle-Bourgas; 3° Germains et Slaves: 4° Germains et Latins; 5° Germains et Anglo-Saxons, et 6° Les heures décisives.

La petite brochure n'a que cent et quelques pages; mais il n'y a pas une ligne à passer, pas un mot qui n'éclaire le sujet et qui n'aille au cœur. On pourrait gager, sans courir grand risque que « Le germanisme encerclé » soulèvera encore les colères de nos voisins ou, comme dit spirituellement l'auteur, dans son court avant propos, leurs .. dédains « longuement développés ».

Ce que dit le commandant de Civrieux n'en sera pas moins la vérité vraie, à savoir que l'Europe — et tout l'univers — a pardessus la tête des menées allemandes.

J. CLOZEL. — *Lettres de Korbous.* Politique musulmane au Soudan. Pacification du Sahara soudanais. Grand In-12 de 39 pages. Publication du Comité de l'Afrique française, Paris, 1913. Prix 2 francs.

CORDIER (Henri), membre de l'Institut. — *Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à la péninsule indochinoise.* Volume II. (Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Bibliotheca indosinica. In-8 de 410 pages chez Ernest Leroux. Editeur, 28, rue Bonaparte, Paris 1913.

CROLY (Herbert). — *Les promesses de la vie américaine.* In. 8 de 292 pages (Bibliothèque France-Amérique). Félix Alcan, éditeur, 108, boulevard Saint-Germain, Paris. 1913 Prix, 3 fr. 50.

Le livre du professeur Croly, qui a récemment paru aux Etats-Unis, y a causé une grande impression. Il a, dès son apparition, retenu l'attention de tous les milieux qui pensent. L'auteur a étudié la vie politique américaine dans ses rapports avec la société et montré les réalités sociales cachées sous les luttes politiques; des rivalités entre les présidents Taft, Roosevelt et Wilson, il a retenu ce qui en fait le fond et ce qui est, à son sens, le fond même de la vie américaine depuis un siècle. Le passé, le présent, l'avenir de la démocratie des Etats-Unis au point de vue social et politique, tel est en un mot le sujet de cet ouvrage, traité par un Américain d'une grande pénétration d'esprit. Le Comité France-Amérique a confié la traduction de ce livre à MM. Firmin Roz et Fénard, et on appréciera l'exactitude et la belle tenue littéraire de cette traduction, qui est précédée d'une préface dans laquelle M. Firmin Roz, avec sa connaissance profonde des choses américaines, présente l'ouvrage et en dégage les lignes essentielles.

PAUL LABBÉ. — *La vivante Roumanie.* — Paris, Hachette et Cie, 1913, in-16, 208 p., 55 grav. hors texte et 1 carte (Collection des Voyages illustrés).

M. Paul Labbé, secrétaire général de la Société de Géographie commerciale, qui a déjà accompli de longs voyages à travers toute la Russie d'Europe et la Russie d'Asie jusqu'à la mer du Japon, a voulu ensuite connaître les Balkans. Il a visité la Serbie puis la Roumanie, et c'est de cette dernière qu'il nous entretient dans ce livre tout d'actualité, doublement intéressant en ce qu'il est d'une lecture très attrayante en même temps que d'une documentation très précise. Avec beaucoup de talent, l'auteur sait unir à la description des pays et des villes, la peinture du genre de vie des habitants; le tout se tient fort habilement, aussi le titre du livre est-il tout à fait justifié. C'est bien une Roumanie en pleine vie active qu'il nous présente.

De Belgrade par les Portes de Fer, il nous fait entrer en Roumanie. Il décrit Bucarest, puis nous transporte dans les campagnes; nous visitons les villages, nous sommes initiés à la vie du paysan, à ses habitudes, et nous apprenons que dans ce pays de grande production agricole, le cultivateur vit malheureux.

D'autres chapitres nous conduisent dans des régions particulièrement intéressantes, celles qu'enrichit le pétrole, comme Campina et Bouchténar, dans la vallée de la Prahova, ou qui possèdent des salines dont la principale est celle de Slanic. Une autre des grandes ressources de la Roumanie lui est fournie par les pêcheries du Danube, officiellement organisées; l'Etat, propriétaire des eaux, met les concessions de pêche aux enchères, et les pêcheries lui ont rapporté 3 millions en 1908.

M. Labbé raconte ensuite sa tournée au Nord vers Jassi et les monastères de Moldavie, et c'est encore là un monde curieux qu'il nous fait connaître.

Enfin, il jette un regard sur la Roumanie d'aujourd'hui et il fait ressortir sa prodigieuse vitalité, dont témoignent les épreuves qu'elle a surmontées. Mais ce pays, dont le sol est fertile et le sous-sol très riche, est susceptible d'un plus grand développement. Les capitaux lui manquent et M. Labbé pense que la Roumanie aurait intérêt à rechercher le concours économique de la France.

Nous recommandons particulièrement aux lecteurs les précieux renseignements pratiques que l'auteur donne à la fin de chacun de ses chapitres sur les meilleures façons de voyager en Roumanie et sur les ressources qu'il pourra trouver dans les diverses régions. Notons enfin les indications d'ordre commercial par lesquelles il termine son dernier chapitre et qui nous instruisent sur l'état économique de la Roumanie.

GUSTAVE REGELSPERGER.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Exposition internationale de Milan 1906.* Rapport général de la Section française par P. Dreyfus-Bing et G. Roger Sandoz, avec une introduction de A. Gervais, sénateur. In-8 de 724 pages. Comité français des Expositions à l'Etranger, 42, rue du Louvre, Paris 1913.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVE, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

1° Le samedi 27 septembre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, en présence du receveur municipal de la Ville de Paris et de M. Foucault, architecte, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la Série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés aux cahiers des conditions particulières et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en trois lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour l'*agrandissement sur la rue Payenne du Musée Carnavalet, rue de Sévigné* (3e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	201.099	4.000
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	88.119	1.750
3e —	Menuiserie.....	25 754	620

2° Le samedi 11 octobre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, en présence du receveur municipal de la Ville de Paris et de M. Quinette, architecte, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la Série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en sept lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour l'*achèvement de l'Ecole Dorian, avenue Philippe-Auguste*, 72 (11e arrondissement).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	47.034	950
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	247.642	5.000
3e —	Ciment armé...	33.348	750
4e —	Ferronnerie et serrurerie...	91.300	1.800
5e —	Couverture et plomberie....	40.554	850
6e —	Menuiserie.....	45.485	900
7e —	Parquetage.....	24.762	550

3° Le samedi 11 octobre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux membres du Conseil municipal, et en présence du receveur municipal de la Ville de Paris et de M. Quinette, architecte, à l'adjudication, en un lot, au plus offrant et sur soumissions cachetées, de la démolition de divers bâtiments à l'*Ecole Dorian, avenue Philippe-Auguste*, 72 (11e arrondissement). La mise à prix est fixée à 4.000 fr.

Les frais, non compris les droits de timbre et d'enregistrement et les honoraires de l'architecte, sont évalués à 150 francs. Le cautionnement est fixé à 200 francs.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le Temple (Fort-Mahon), Dannes Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux).

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4 1913)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boites fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).

Départs de Paris-Saint-Lazare :

A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25; 2e cl., 35 fr.; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75; 2e cl., 58 fr. 75; 3e cl., 41 fr. 50.

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

ALLEZ A LUNA PARK

Allez à Luna Park : Vous y respirerez l'air du Bois de Boulogne, confortablement assis sous les ombrages qui entourent les Witching Waves.

Allez à Luna Park : Vous y verrez l'extraordinaire Scenic-Railway dont les pentes vertigineuses, le parcours angoissant, vous procurent une sensation jamais éprouvée.

Allez à Luna Park : L'entrée y est toujours de 1 franc, même le Vendredi. Vous serez émerveillés par l'assistance select que tous les jours on y rencontre, par les nouveautés que crée l'imagination de l'habile directeur M. Gaston Akoun, qui constamment embellit son parc en vue de satisfaire tous ses visiteurs.

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

Indépendamment de ces billets, il sera émis à l'occasion de certaines fêtes (les dates de délivrance étant annoncées par affiches) :

a) Des billets d'aller et retour, valables 3 jours, par trains spéciaux ;

b) Des billets d'un jour valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement, s'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc.

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances. Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française.

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.

VI — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties ; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1) ; — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers. Carcassonne, Toulouse ; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système L. JONET & Cie, à RAISMES
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraichissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Maintien pendant toute l'année du service bi-hebdomadaire Paris Quai d'Orsay-Madrid-Algésiras-Tanger.

En raison du développement sans cesse grandissant des voyages au Maroc, le service rapide entre Paris-Quai d'Orsay, Madrid, Algésiras et Tanger est maintenu bi-hebdomadaire toute l'année entre Madrid et Algésiras.

Rappelons que ce service est constitué entre Paris-Quai d'Orsay et Madrid par le train de luxe journalier Sud Express ; entre Madrid et Algésiras par un service de wagons-lits direct. Les horaires sont les suivants :

A l'aller : Départ de Paris-Quai d'Orsay tous les jours à 12 h. 16, arrivée à Madrid-Nord à 14 h. 12 ; départ de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 20 h. 20, arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 14 heures.

Au retour : Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 15 h. 5, arrivée à Madrid-Atocha les vendredi et mardi à 9 heures ; départ de Madrid-Nord, tous les jours à 20 heures, arrivée à Paris Quai d'Orsay à 20 h. 54 le jour suivant.

Entre Algésiras et Tanger, traversée en 2 h. 1/2 environ ; bateaux en correspondance immédiate à l'aller et au retour avec les trains précités.

(21-8-13)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANEE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A.de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

CHEMIN DE FER DU NORD.

Exposition internationale et universelle de Gand.

(Avril-novembre 1913.)

Services rapides entre le réseau du Nord français et Gand.

Toutes les gares et stations du Réseau délivrent à guichet ouvert les billets suivants :

1° Billets simples et billets d'aller et retour, valables 10 jours;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires;

3° Sur demande faite 5 jours à l'avance, des cartes d'abonnement belges, valables 5 et 15 jours sur tous les réseaux belges conjointement avec un billet d'aller et retour Nord ayant la même durée de validité.

Indépendemment de ces billets, il sera émis, à l'occasion de certaines fêtes, la date de délivrance étant annoncée par affiches : *a*) des billets d'aller et retour, valables 3 jours par trains spéciaux; *b*) des billets d'un jour, valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement,

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(3-6-1913.)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

CHEMINS DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions à Fontainebleau et à Moret.

Pour faciliter les excursions à Fontainebleau et à Moret pendant l'été 1913, un train spécial à prix réduits. (2e et 3e classes seulement) sera mis en marche, tous les dimanches, du 1er juin au 21 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18. Arrivée à Fontainebleau à 8 h. 16, à Moret à 8 h. 29.

Retour : par tous les trains du même jour, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires. (3-6-13.)

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi ponr Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Said, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris:* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre:* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL

SOCIÉTÉ ANONYME
Capital : 15.000.000 Fr.
Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte
Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS
Explorateurs, Popotes, etc.
Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.
Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	29 août et 12 sept. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	22 août et 5 sept. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	21 août et 4 sep. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	30 août et 13 sept. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	23 août et 6 sept. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	20 août à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	24 août et 7 sept. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice	21 août et 18 sept. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	4 septembre à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

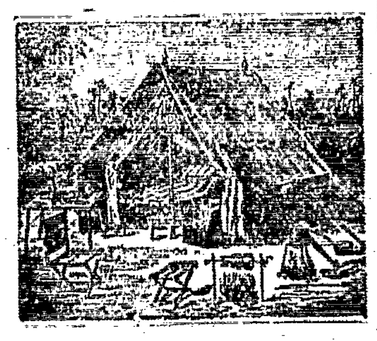
Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS,

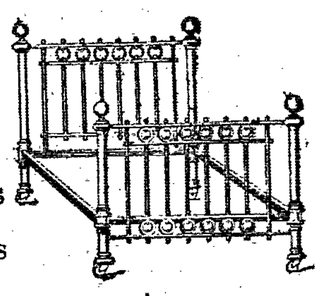
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successseur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

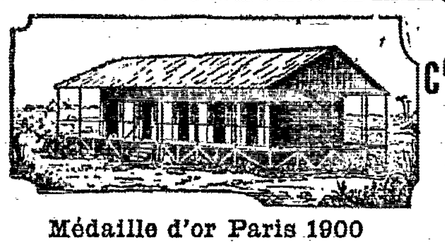
Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Borgère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A. REGISTERED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph. : **463** **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(Produit de la Maison)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,
ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 SEPTEMBRE 1913. — N° 17.

ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS BIBLIOTHÈQUE DE LA SEINE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. D'ALGER AU NIGER PAR LE SAHARA..... 597

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :

Les incendies de forêts en Algérie..... 598
La question des Tripolitains en Tunisie..... 599
L'inspection générale des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française..... 599
L'alcoolisme en Afrique occidentale..... 600
Le Decauville de Ouidah..... 600
L'incorporation des conscrits des vieilles colonies..... 601

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :

Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 601
Possessions britanniques..... 604

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :

La politique du cardinal Lavigerie. — P. CULTRU..... 605

V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 609

VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 613

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 621

D'ALGER AU NIGER
PAR LE SAHARA

Il est admirable de constater la rapidité avec laquelle changent parfois les aspects d'un pays. Tandis que des régions restent pendant des siècles figées dans une immobilité quasi complète, il en est d'autres qui se transforment en quelques années et parmi ces pays susceptibles de modifications si rapides, il en est quelques-uns qui ont compté parmi les plus immuables.

* * *

Les régions qui s'étendent entre l'Algérie et le Niger ont, depuis dix ans, subi une transformation qui mérite d'être ici notée. Certes ce n'est pas encore au point de vue de l'évolution économique que le changement est notable, c'est au point de vue de la sécurité.

On se souvient que la mission Flatters, envoyée en 1881 par le gouvernement français pour étudier un tracé de chemin de fer transsaharien, fut massacrée au puits de Bir-el-Gharama par les Touareg Hoggar. La ruine de cette mission eut en France un grand retentissement ; le souvenir en est fidèlement gardé dans les annales si glorieuses de l'expansion de la France en Afrique, et Paris a tenu à célébrer la gloire de Flatters et de ses compagnons en leur élevant un monument dans le parc de Montsouris.

A cette époque, c'est-à-dire voilà plus de trente-deux ans, il était très dangereux de s'aventurer au sud du territoire algérien, et la traversée du Sahara était une entreprise quasi impossible. Mais il n'est pas besoin de remonter si loin en arrière pour constater l'insécurité de cette région. En 1900, la mission Foureau-Lamy, renouvelant la tentative de Flatters, ne réussit pas sans peine à parvenir au but qu'elle s'était assigné. Cette mission fut soigneusement outillée. On sait que l'un de ses chefs, M. Foureau, celui-là même à qui on va accorder une récompense nationale qu'il a bien méritée, s'était longuement préparé à sa tâche par des voyages dans une partie de la région qu'il devait traverser. Quant à l'autre chef, cet admirable commandant Lamy dont la correspondance est parmi les plus belles qu'il nous ait été donné de lire et qui est mort en héros à Kousseri, après avoir achevé sa mission et en assurant notre victoire sur Rabat, c'était un chef aussi entraînant que prudent. Pour

cette mission la traversée du grand désert entre Ouargla et Zinder ne fut pas pourtant une entreprise précisément commode.

* * *

Or, depuis douze ans, la situation a complètement changé. Le *Temps* rappelait, dans son numéro du 3 septembre, que le 14 juillet 1912, M. Henry M...., globe-trotter de son métier, piéton infatigable, arrivait à In-Salah, venant du Soudan. Au capitaine Charlet qui le recevait, il déclarait tout bonnement que deux mois auparavant il avait quitté Tombouctou, nanti d'un petit pécule de 200 francs, et que presque seul, sans armes, il avait franchi l'immense étape du Niger au Tidikelt, à travers les terrains de parcours des Touareg. Il n'avait eu, disait-il, qu'à se louer de l'accueil de ces derniers.

Dans le même temps, la mission transsaharienne du capitaine Niéger, guidée par le chef des Hoggar, Moussa ag Amastane, faisait par le travers du Sahara une longue reconnaissance sans se heurter à aucune figure hostile. Le général Bailloud, qui venait de passer au cadre de réserve en octobre 1911, se rendait d'Alger dans ses terres de Touraine... en passant par In-Salah, Tombouctou et le Dahomey ; tandis que la mission américaine de MM. Berky et Sligh réussissait avec succès la même traversée.

* * *

A quoi tient ce changement? A la politique que nous avons suivie dans la région ; à l'organisation qu'a su établir le commandant Laperrine que les étoiles de général récompensent aujourd'hui de ses dix années de Sahara.

Quand, en 1902, il prit le commandement des oasis, il demanda qu'on le laissât recruter ses auxiliaires parmi les hordes nomades et même parmi les Touareg, connaissant le pays. Le commandant Laperrine n'avait pas appliqué son système depuis deux ans que déjà — et ici nous redonnons la parole au *Temps*, — à 1.000 kilomètres au sud d'In-Salah, sa capitale, le commandant Laperrine prenait à Timissao le contact des troupes soudanaises. Le capitaine Flye-Sainte-Marie, à l'ouest du Touat, allait recouper vers Tindouf l'itinéraire de René Caillié. L'année suivante, nouvelle rencontre à Taoudénit entre Sahariens, Algériens et Soudanais. Depuis cette époque, chaque année a vu se renouveler ces contacts où s'affirme l'unité d'action des troupes françaises des deux rives du Sahara.

En même temps, les populations des oasis jusque-là si misérables, se reprenaient à vivre. L'agriculture renaissait. Les nomades, très éprouvés au combat de Tit que leur avait livré en 1902 le capitaine Cottenest, nous étaient soumis, et Moussa ag Amastane, leur chef, était notre meilleur auxiliaire. Le commerce transsaharien reprenait.

D'ailleurs, de spacieuses et confortables constructions dans le style du pays, s'élevaient dans tous les postes, donnant des refuges ombragés et frais aux navigateurs du désert pendant leurs courtes escales.

En 1910, le colonel Laperrine laissa au commandant Payn le soin de poursuivre son œuvre, et on vit à Paris un chef Touareg, dont la visite affirmait les progrès accomplis. Ces progrès nous font grand honneur et on doit les proclamer bien haut. Il nous reste cependant au Sahara une œuvre à accomplir et cette œuvre est encore vaste, mais elle n'est pas impossible. Ce qu'on a obtenu est un gage de ce qu'on peut obtenir et il est vraisemblable que dans quelques années, la zone d'action laissée au Soudan à l'Afrique occidentale sera aussi sûre que celle où l'Algérie a travaillé.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Les incendies de forêts en Algérie. — Dès le mois de juillet, des incendies de forêts assez considérables éclataient en Algérie. Pendant le mois d'août où un fort sirocco a fréquemment soufflé, ils se sont multipliés, particulièrement dans l'ouest du département d'Alger. Les journaux en font des récits terrifiants. Et M. Billiet, conseiller général des Attafs, dans une lettre adressée à l'*Echo d'Alger*, n'évalue pas à moins de 30.000 hectares, les boisements qui ont été détruits. Depuis 1903, on n'avait pas revu de pareil sinistre. Le gouverneur général s'est empressé d'adresser aux conservateurs des eaux et forêts, aux sous-préfets, aux administrateurs et aux maires, une circulaire pour stimuler leur zèle et leur prescrire une active surveillance.

Il n'est pas douteux qu'une partie de ces incendies ne soient due à la malveillance. Et l'événement remet sur le tapis une question déjà bien des fois discutée par l'opinion algérienne. Comment pourrait-on les empêcher? En somme, les propositions qui surgissent de toutes parts peuvent se ramener à deux.

Les uns demandent une répression impitoyable. Suivant eux, quand les coupables ne pourraient pas être découverts, on devrait s'en prendre aux douars voisins des forêts incendiées et leur appliquer le principe de la responsabilité collective. Si les coupables étaient découverts, ils devraient être condamnés à la déportation perpétuelle. Comme on soupçonne que le feu est allumé afin de créer des terrains de pacage, tout terrain incendié serait interdit aux troupeaux pendant plusieurs années.

D'autres pensent que, sans négliger de châtier les coupables quand on les trouve, il y a d'autres moyens de diminuer les incendies. En premier lieu, le service forestier, dans tous les massifs qui ont une réelle valeur comme les gisements de chênes-liège ou de cèdres, devrait organiser une défense matérielle, ainsi que cela a été fait dans d'autres pays. De distance en distance, on devrait pratiquer des tranchées à travers les bois et les garnir de plantes qui résistent au feu. L'Algérie en possède une particulièrement propre pour cet usage, c'est le cactus dont les raquettes gonflées d'eau sont ininflammables. Des tranchées plantées de cactus créraient dans les forêts des sortes de barrières que, la plupart du temps, l'incendie ne parviendrait pas à dépasser.

En second lieu, une législation plus libérale en satisfaisant les indigènes atténuerait sans doute, s'il ne le faisait pas totalement disparaître, ce désastreux usage qu'ils ont de mettre le feu aux forêts. La lettre de M. Billiet dont nous parlons plus haut contient à ce sujet de très intéressantes suggestions.

On donne en Algérie le nom de forêts à des choses bien différentes. Il y a d'abord les véritables forêts, celles qui donnent des produits rémunérateurs, soit du liège comme les chênes-liège, soit du bois comme les cèdres, soit de la résine comme les pins. Sur les 3 millions d'hectares de forêts que les statistiques attribuent à l'Algérie, il y en a au moins environ un million de cette

sorte. Mais les deux autres millions ne ressemblent en aucune manière à ce qu'on appelle forêt en Europe. Ce sont de maigres broussailles, incapables de donner un revenu forestier quelconque. Or, ce qu'il y a de tout à fait remarquable, c'est que, d'après les déclarations que le service forestier d'Alger a faites lui-même a l'*Echo d'Alger* jusqu'ici ni les forêts de chênes-liège, ni les forêts de cèdres, ni les forêts de pins en exploitation n'ont été touchées par le feu. Les 30.000 hectares incendiés sont tous situés dans les brousses inutilisables.

Le service des forêts pense que si les forêts de chêne-liège et de pins en exploitation ont été jusqu'ici respectées, c'est que les indigènes y trouvent du travail, vivent ainsi de la forêt et ont, par conséquent, tout intérêt à la surveiller. M. Billiet de son côté estime que si les indigènes mettent le feu aux brousses, c'est que, n'ayant plus guère de terrains de parcours, ils veulent assurer la subsistance de leurs troupeaux. S'ils brûlent, il y aura de l'herbe dès que les pluies arriveront. S'ils ne brûlent pas, la brousse restera difficilement accessible. Quelles que soient les pénalités auxquelles ils s'exposent, ils se décident donc à brûler pour sauver leurs troupeaux.

« Cet état de choses des plus fâcheux, dit M. Billiet, serait évité si certains périmètres dénudés étaient déclassés et remis aux douars comme terres de parcours. Ce sont, la plupart du temps, des terrains sans avenir forestier. Il y en a ainsi des milliers d'hectares qui feraient le bonheur des indigènes et quelquefois aussi de la colonisation, que l'administration forestière conserve sous son régime draconien avec un soin jaloux. En livrant ces terrains aux pâturages, nos forêts auraient bien des chances de ne plus flamber après quelques années de misère économique... En déclassant, dis-je, les périmètres qui n'ont de forêts que le nom, non seulement nous sauvegarderions les forêts véritables, mais nous procurerions ainsi aux indigènes les moyens de sauver leurs troupeaux de la famine et d'augmenter leur cheptel qui diminue chaque année au grand détriment de la prospérité publique, tout en les soustrayant d'autre part aux amendes ruineuses que l'impitoyable code forestier leur infligé sans appel. »

Cette opinion de M. Billiet est celle de bien des personnes au courant des choses de l'Algérie. Nous croyons que l'administration algérienne rendrait un grand service à la colonie, qui est en ce moment consternée et un peu affolée par ces sinistres répétés, en s'engageant dans la voie qu'il indique.

La question des Tripolitains en Tunisie. — Maintenant que l'annexion de la Tripolitaine à l'Italie est définitivement consommée, nous avons à régler deux questions importantes :

La première est la fixation de la frontière entre la Tunisie et la Tripolitaine. Celle-là ne présente aucune difficulté. Il y a trois ans, en effet, une Commission franco-turque s'était rendue sur le terrain pour y tracer cette limite depuis la mer jusqu'à Ghadamès. Il n'y a qu'à reprendre son travail qui ne peut donner lieu à aucune contestation.

La seconde question, au contraire, sera difficile à résoudre. Il s'agit du régime légal auquel seront soumis les Tripolitains immigrés en Tunisie.

Une première difficulté consiste à déterminer ce qu'il faut entendre par Tripolitains immigrés. Le gouvernement italien prétend que quelle que soit la date à laquelle un Tripolitain soit allé se fixer en Tunisie, il est resté Tripolitain et est par conséquent devenu sujet italien depuis l'annexion. Cette prétention est tout à fait exorbitante. En effet, étant donné la mobilité de la population musulmane, de tout temps il y a eu des immigrations nombreuses de Tripolitains en Tunisie. Elles ont été particulièrement fréquentes au XVIIIe siècle. Et les groupements de population qui ont conservé le nom de Trabelsi, c'est-à-dire de Tripolitains, ne sont point rares dans la Régence. Il n'est point admissible que des tribus qui se sont déplacées depuis plus d'un siècle sans esprit de retour puissent être réclamées aujourd'hui par leur pays d'origine. En fait, le gouvernement tunisien s'est montré jusqu'ici disposé à ne reconnaître comme sujets italiens que les Tripolitains qui ont passé en Tunisie depuis que nous avons reconnu l'occupation italienne, c'est-à-dire depuis 1912.

Une fois qu'on aura décidé quels sont les Tripolitains immigrés que l'Italie à le droit de réclamer comme sujets, il faudra fixer à quel régime légal ils seront soumis en Tunisie. En droit musulman, il n'existe pas au sein de l'Islam, de nationalité s'opposant l'une à l'autre. Un musulman qui d'un pays musulman passe dans un autre pays musulman, est soumis à toutes les lois de ce dernier pays. Avant l'annexion italienne, les Tripolitains qui venaient en Tunisie se trouvaient donc par le fait soumis à toutes les lois tunisiennes ; ils payaient les mêmes impôts, étaient administrés par les mêmes autorités et étaient jugés par les mêmes tribunaux que les indigènes tunisiens. En sera-t-il de même pour l'avenir ? Le gouvernement italien s'y oppose. Il prétend faire reconnaître aux Tripolitains immigrés la qualité d'étrangers. A ce titre, ils ne payeraient plus la medjba, cet impôt de capitation de près de 20 francs par tête exigé de tous les adultes tunisiens ; ils ne relèveraient plus des tribunaux tunisiens, mais des tribunaux français, ils ne seraient plus soumis aux caïds tunisiens, mais seulement aux consuls italiens. Les indigènes originaires de la Tripolitaine, constitueraient ainsi dans la Régence une classe privilégiée par rapport aux indigènes tunisiens. C'est naturellement ce que le gouvernement tunisien se refuse à admettre.

Telles sont les questions sur lesquelles le gouvernement tunisien, la France et l'Italie négocient en ce moment. On estime que les travaux agricoles et les travaux des mines attirent annuellement 25.000 à 30.000 Tripolitains en Tunisie. Ce sont des ouvriers plus robustes que les Tunisiens et qui sont généralement recherchés. On voit de quelle importance il est pour la Régence d'obtenir un régime qui facilite l'exercice de la police parmi eux.

L'inspection générale des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française. — Un décret tout récent vient de donner ce titre à l'inspection des services sanitaires civils de l'Afrique occidentale française et c'est justice. Depuis sa création, en 1903, cette inspection a vu chaque année, s'accroître l'importance de ses services.

Les services médicaux ont en effet pris de l'extension grâce aux efforts faits en vue d'améliorer les conditions sanitaires de l'Afrique occidentale française et qui ont été consacrés dans des actes dont les principaux sont le décret du 4 avril 1904 sur la protection de la santé publique qui a organisé les services d'hygiène dans la colonie ; l'arrêté local du 8 février 1905, qui institue l'assistance médicale indigène et fait appel aux médecins civils pour suppléer au manque de médecins des troupes coloniales.

Le développement de l'œuvre d'assainissement entreprise a justifié la création récente d'un médecin inspecteur mobile de

tous les services d'hygiène qui complète heureusement l'institution à Dakar d'un laboratoire de bactériologie et d'un service zootechnique. Les dernières épidémies de fièvre jaune ont également montré la nécessité de centraliser en une direction unique et supérieure l'ensemble des services d'hygiène, de médecine et de prophylaxie sanitaire.

Enfin depuis 1911 le directeur du service de santé de l'Afrique occidentale française, inspecteur des services sanitaires, a le grade d'officier général.

Nous avons fait beaucoup en Afrique occidentale pour assurer aux indigènes et aux européens une vie à l'abri des risques qui, avant notre installation, étaient fréquents dans le pays. Ce que nous avons obtenu à l'encontre de la fièvre jaune, par exemple, est tout à fait remarquable, mais dans cette tâche et pour un territoire aussi vaste on n'a jamais fini. Avec une direction unique et supérieure nous serons mieux armés encore pour poursuivre cette belle œuvre dans laquelle l'intérêt économique, l'intérêt politique et l'humanité trouvent leur compte.

L'alcoolisme en Afrique occidentale. — Les statistiques de l'importation de l'alcool en Afrique occidentale française sont malheureusement très mauvaises. Elles marquent un accroissement continu ainsi qu'on en pourra juger par les tableaux ci-dessous :

Colonies	1908 Quantités en litres	1908 Valeurs	1909 Quantités en litres	1909 Valeurs
Sénégal.....	780.000	960.339	1.610.712	1.643.997
Guinée.....	151.000	202.166	200.195	216.009
Côte d'Ivoire...	1.245.000	844.788	1.202.871	691.159
Dahomey.....	1.424.200	746.169	2.522.062	1.250.771
Totaux...	3.600.500	2.753.462	5.535.840	3.801.569

Colonies	1910 Quantités en litres	1910 Valeurs	1911 Quantités en litres	1911 Valeurs
Sénégal.....	2.008.868	1.831.635	2.044.717	1.581.183
Guinée.....	434.514	356.363	398.907	354.595
Côte d'Ivoire...	1.356.695	1.051.181	2.313.217	1.274.557
Dahomey.....	3.356.283	1.898.305	3.665.118	1.872.356
Totaux....	7.156.360	5.137.484	8.261.959	5.082.691

Colonies	1912 Quantités en litres	1912 Valeurs
Sénégal.....	1.452.515	1.352.935
Guinée.....	734.632	350.136
Côte d'Ivoire.....	1.267.953	975.829
Dahomey.....	3 853 115	1.967.106
Totaux.....	7.303.215	4.646.006

En cinq ans, les quantités introduites dans les quatre colonies du groupe ont, on le voit, plus que doublé. Pour enrayer le mouvement on a élevé le droit d'importation sur l'alcool de 200 francs à 220 francs par hectolitre d'alcool pur. Tout dernièrement, dans des conditions qu'on n'a pas oubliées et qui se rattachent à l'étude du dernier emprunt par la commission du budget de la Chambre, on a décidé de porter ce droit à 300 francs, croyant faire là une œuvre magnifique et très sérieuse. Or il apparaît bien qu'il n'en sera pas ainsi. Il en est de cette mesure comme de beaucoup élaborées par le Parlement, c'est de la poudre aux yeux. Pour obtenir de cette mesure un effet utile, il faudrait pouvoir empêcher la contrebande de se faire par les colonies voisines, or cette élévation du droit est une prime et par conséquent un excitant pour cette contrebande. Les gouvernements anglais et allemand ont, il est vrai, fait connaître leur intention de porter les droits sur les alcools à 1 fr. 50 au minimum par litre d'alcool à 50°, mais il faut que cette intention devienne une réalité et le serait-elle qu'il resterait encore à obtenir des accroissements de droits de la part du Libéria et du Portugal. Il est très à craindre que dans ces conditions, seules les finances de la colonie pâtissent de la démonstration parlementaire, l'alcool, pour éviter le droit, passant de plus en plus en fraude.

La conclusion à tirer de ces faits est qu'il faut s'ingénier à trouver un moyen d'enrayer le mal. On sait ce qu'a tenté M. Angoulvant à la Côte d'Ivoire. La besogne est de celles dont l'urgence est grande.

Le Decauville de Ouidah. — Le Dahomey est en train d'améliorer son outillage. Dernièrement nous notions ici (n° du 10 juillet) l'inauguration des travaux exécutés à Cotonou. Aujourd'hui, le *Journal officiel* de la colonie nous apporte le compte rendu de celle du Decauville de Ouidah à Ouidah-Plage. Cette ligne dessert les principales artères de la ville et relie celle-ci à la plage, grâce à une digue établie sur la lagune. M. Albaric, vice-président de la Chambre de commerce, prenant la parole à la cérémonie d'inauguration, a dit que si modeste qu'il fût, cet outillage allait rendre à l'administration, au commerce, à la population indigène, les services prévus : plus de facilité et de rapidité dans les communications, diminution notable du coût des transports, disponibilité nécessaire de bras pour l'agriculture. Il a exprimé l'espoir de voir la réalisation prochaine de travaux plus importants dans la région de Mono : le wharf de Grand-Popo, aboutissement indispensable du chemin de fer Athiémé-Lokona qu'il faudrait prolonger sur Parahoué.

Répondant à M. Albaric, M. le lieutenant-gouverneur Noufflard a fait, comme lui, l'éloge de M. l'administrateur Jolicler, puis il a dit sa hâte de voir disparaître le portage intensif qui existe entre la plage et la ville : « Ce n'est pas, seulement, a-t-il ajouté, bien que cet objet réponde à une de mes premières préoccupations, en considération du bénéfice que le commerce local en dérivera. Comme M. Albaric a tenu si justement à le souligner, la transformation économique apportée par le Decauville aura pour conséquence de rendre à l'agriculture les bras nombreux occupés aux transports entre Ouidah et la plage.

« Dans les plaines sablonneuses qui séparent la ville du rivage de la mer, il semble que la culture du cocotier, s'alliant à celles du palmier à huile et des produits vivriers, soit appelée à fournir une nouvel élément de prospérité au cercle de Ouidah. A cet égard, je note avec une toute particulière satisfaction le mouvement sérieux et récent qui se dessine parmi les notables de cette ville. Plusieurs d'entre eux ont demandé des concessions pour y créer des cocoteraies. » M. Noufflard a ajouté :

« A nous, qui passons, la tâche d'assurer l'administration, l'ordre et la tranquillité de ce pays, de distribuer la justice, de perfectionner et d'étendre sans cesse l'outillage économique ; de tirer, par le commerce, à votre profit aussi bien qu'au nôtre, parti de l'œuvre de mise en valeur du sol, celle-ci constitue votre domaine propre à vous, Messieurs les notables, qui demeurez et dont tous

les intérêts sont liés au développement de la prospérité agricole du Dahomey.

« Les manœuvres, employés aujourd'hui comme porteurs par le commerce local, s'offriront demain à vous pour défricher vos champs, pour grimper dans vos palmiers et bientôt, ce qui sera encore plus facile, pour ramasser à terre les produits des cocotiers.

« Il m'est donc particulièrement agréable de voir les principaux représentants de la bourgeoisie et de la population indigène de Ouidah associés aux représentants des maisons européennes pour fêter l'inauguration du Decauville. Je suis en effet persuadé que cet instrument économique aura sur leurs intérêts propres une répercussion aussi heureuse que sur les intérêts du commerce. »

Le Dahomey a connu des jours meilleurs que les jours actuels, mais il travaille avec une persévérance et un souci de la réussite qui lui assureront certainement le succès.

L'incorporation des conscrits des vieilles colonies. — Répondant à une lettre de M. Henry Bérenger, sénateur de la Guadeloupe, le ministre de la Guerre vient de faire connaître que seuls les jeunes gens de la classe 1912 seraient incorporés au 1er octobre prochain. Les opérations de revision de la classe 1913, nécessitant un certain délai, conduiraient à incorporer ce contingent en plein hiver, ce qui ne manquerait pas de présenter les plus graves inconvénients pour la santé des hommes. L'incorporation de la classe 1913 des quatre vieilles colonies (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) sera en conséquence reportée au printemps.

En ce qui concerne l'affectation de ces jeunes gens dans les régiments métropolitains, elle ne saurait être envisagée tant que l'article 37 de la loi du 21 mars 1905 n'aura pas été modifié. Cet article spécifie, en effet, à son paragraphe 1, que les jeunes gens provenant des contingents des colonies, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion sont affectés aux troupes coloniales. Le ministre se déclare disposé à prévoir dans un projet de loi cette affectation dans la métropole. Il ajoute que, de concert avec son collègue des colonies il a donné toutes instructions utiles pour l'incorporation et l'habillement des contingents créoles : les hommes seront incorporés sur place, à la date du 1er octobre, et, après un examen médical très sévère, seront habillés avant d'être embarqués. Les cadres de conduite seront, autant que possible, composés de gradés créoles de même origine.

Le ministre assure, en terminant, que les jeunes gens recrutés dans nos vieilles colonies seront, à tous égards, traités comme leurs camarades de la métropole.

Ainsi les jeunes gens de nos vieilles colonies vont pouvoir accomplir le devoir patriotique qui leur est cher.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

L'alcool dans l'Afrique allemande.

La consommation de l'alcool, dans les colonies allemandes, a toujours été l'objet des discussions publiques les plus vives. Mais si depuis les débuts de la colonisation, les Allemands sont tous d'accord pour penser qu'il faut combattre l'alcoolisme chez les Blancs et chez les Noirs, cette unanimité ne se retrouve plus, comme le fait remarquer dans un article des *Koloniale Monatsblätter*, le Dr Wàrnack, dès qu'il s'agit de savoir s'il y a vraiment lieu de parler d'abus de l'alcool commis par la population coloniale ou par certains groupes coloniaux. Les réponses diffèrent du tout au tout, soit parce que chacun de ceux qui étudient la question se fonde sur son expérience et ses observations personnelles, soit aussi parce que les statistiques sont incomplètes, difficilement comparables entre elles et établies avec plus ou moins de partialité. Les renseignements dont on dispose sont trop incertains pour qu'on puisse décider avec exactitude si, depuis une époque lointaine, la consommation a monté ou reculé en général. Aussi bien cette constatation serait-elle d'intérêt secondaire. Le plus important de beaucoup, pour juger équitablement la question dont il s'agit, c'est de savoir quelle est actuellement la quantité réelle de l'alcool consommé dans les colonies allemandes, tout en faisant d'ailleurs, quand il se peut, la comparaison avec quelques années antérieures. C'est ce que le Dr Warnack s'est proposé d'étudier.

Il n'y a que deux colonies dans lesquelles la consommation de l'alcool par les indigènes puisse être évaluée, jusqu'à un certain point, avec une grande vraisemblance, ce sont le Togo et le Cameroun. Si l'on consulte la statistique des importations d'alcool dans ces colonies depuis 1892, l'on voit que dans ces vingt années, le nombre d'hectolitres a très sensiblement varié ; les oscillations vont de 4.398 à 16.229 pour le Togo et de 9.220 à 19.695 pour le Cameroun. Elles sont déterminées par les modifications apportées au tarif des douanes. Chaque fois que les droits ont été majorés et en prévision de ces augmentations, les commerçants ont fait à l'avance des achats considérables. Il en résulte que les chiffres d'importation s'enflent régulièrement dans la période qui précède immédiatement l'établissement des nouveaux droits et fléchissent ensuite. Pour cette raison, les maxima se produisent au Togo dans les années 1899, 1904, 1906 et 1911 ; au Cameroun en 1898, 1903, 1906 et 1910. Les principaux consommateurs ce sont, évidemment, les Noirs. Leur nombre total dans ces deux colonies s'élevait, au 1er janvier 1912, à 2 millions 1/2, contre 1.577 Blancs adultes du sexe masculin. Au 1er janvier 1901, ces derniers n'étaient que 611. Si l'on ajoutait foi aux affirmations du mémoire officiel de 1908 « l'alcool et la politique indigène », on ne croirait pas à un accroissement de l'alcoolisme chez les indigènes. La statistique ne permet pas non plus de croire à une diminution. Une baisse de la consommation moyenne paraît d'autant moins probable que par suite de l'extension des territoires, où la vente de l'alcool est interdite, le nombre des consommateurs indigènes a dû, malgré le progrès des voies de communication, se réduire peu à peu. A la vérité, il est impossible de se faire une idée exacte du taux réel de la consommation moyenne pour les indigènes.

S'il s'agit au contraire des Blancs, la chose est relativement facile. En consultant les tableaux des importations de boissons alcooliques dans les colonies allemandes d'Afrique, de 1908 à 1911, on voit que, en cette dernière année, les quantités importées furent dans l'Afrique orientale : 1.498.309 kilogrammes (dont 888.848 de bière), soit + 505.691 kilogrammes ; au Cameroun : 1.842.849 litres (dont 1.117.670 litres d'alcool), soit + 435.873 lit. ; au Togo : 1.514.880 litres (dont 1.234.628 d'alcool, soit + 480.650

litres. Dans le Sud-Ouest, les vins représentaient 323.189 kilogrammes (349.761 en 1908), l'alcool 105.187 litres et la bière, 3.098.213 kilogrammes (4.102.436 en 1908). A ces derniers chiffres il faut ajouter les quantités de bière et d'alcool fabriquées dans la colonie, c'est-à-dire : 1.064.192 litres, et 14.267 litres. L'Afrique orientale fabrique de grandes quantités de bière, mais la statistique officielle ne donne que celles des années 1907 et 1908, soit 1.400 et 2.000 hectolitres.

La vente aux indigènes des boissons spiritueuses étant interdite dans le Sud-Ouest et dans l'Afrique orientale, on peut donc, pour ces deux colonies, déterminer la consommation des Blancs, dont on connaît le nombre. Pour apprécier la valeur des chiffres obtenus, il convient de les comparer avec ceux que publie annuellement l'office de statistique impériale pour la consommation moyenne de l'alcool et de la bière, à la condition, toutefois, de considérer, seulement, dans les deux cas, les hommes âgés de plus de quinze ans. Prenons donc, d'après la moyenne des années 1909, 1910 et 1911, le montant de la consommation moyenne, par tête d'Allemands adultes, lesquels sont, en chiffres ronds, 20.900.000. L'on ne saurait faire le calcul pour une seule année, à cause des variations possibles amenées par la récente législation sur les douanes et sur les contributions, par exemple. On trouve ainsi, par tête, 10 litres, 20 d'alcool à 100 0/0 et 288 litres 30 de bière à fermentation basse. La bière à haute fermentation n'entre pas en ligne de compte, car elle ne peut être considérée comme boisson alcoolique, au sens ordinaire du mot. C'est donc uniquement pour l'Afrique orientale et le Sud-Ouest que les chiffres peuvent être comparés aux chiffres correspondants de l'Allemagne. On admet que, dans ces colonies, les eaux-de-vie importées ou fabriquées contenant, en moyenne, 50 0/0 d'alcool, ce qui n'est pas trop, puisqu'il s'agit seulement de bonne eau-de-vie européenne, de liqueurs, de rhum, de cognac, de wisky, et puisque les frais élevés de transport font choisir les alcools concentrés. Le Dr Warnack dresse, ainsi, le tableau suivant :

Sud-Ouest.

	Eau-de-vie	Alcool à 100 0/0	Nombre des adultes mâles
1910 importés.....	118.554 litres		
— fabriqués.....	15.259 —	66.907	8.683
1911 importés.....	105.187		
— fabriqués.....	14.268 —	59.728	8.981

Afrique orientale.

	Importation d'eau-de-vie	Alcool à 100 0/0	Nombre des adultes mâles
1909.....	202.971 kgr.	101.486 kgr.	3.424
1910.....	267.624 kgr.	133.812 kgr.	3.691
1911.....	277.493 kgr.	138.747 kgr.	4.018

On obtient, donc, comme quantité d'alcool 100 0/0, par tête de population masculine adulte, en 1910 : 7 litres 7 dans le Sud-Ouest, et 36 kgr. 3 dans l'Afrique orientale ; en 1911 : 6 litres 7 d'une part, et 34 kgr. 5, de l'autre, et si l'on fait la comparaison avec l'Allemagne, on constate, pour le Sud-Ouest, une quote-part plus faible, pour l'Afrique orientale, au contraire, un contingent plusieurs fois supérieur.

Pour la consommation de la bière, il est difficile de faire le même calcul, puisque les Noirs, aussi, y participent, dans une certaine mesure. Il faut y renoncer pour l'Afrique orientale, où la population non blanche compte plus de 7 millions 1/2 d'individus. Dans le Sud-Ouest il y a lieu de faire une évaluation approximative. La population indigène, se composant de 86.000 individus, seulement, dont 33.000 hommes, dispersés dans tout le pays, il semble inadmissible que plus de 10 0/0 de la bière, importée, ou fabriquée, à savoir 4.267 hectolitres, en 1910, et 4.017 hectolitres, en 1911, ait été consommée par elle. Dans ces conditions, la quantité de litres de bière par tête de Blanc adulte, s'établit ainsi :

	1910	1911
Importation.....	3.499.307	3.098.213
Fabrication.....	770.356	918.821
Total.....	4.269.663	4.017.034
Nombre des Blancs....	8.683	8.981
Part individuelle.....	442,6	402,6

La quotité individuelle, en Allemagne, est évaluée à 288,3 litres. Il ressort donc de ce tableau que, en moyenne, pour les années 1910-1911, la consommation moyenne a été, dans le Sud-Ouest, supérieure de 47 0/0 à celle de l'Allemagne.

On peut contrôler ces chiffres à l'aide de la statistique de la consommation de l'alcool, qui figure, depuis trois ans, dans le mémoire officiel annuel sur les colonies allemandes. Malheureusement cette statistique est très incomplète, et très imparfaite ; aussi ne peut-on guère l'utiliser. Cependant les estimations, produites ici, concordent bien avec celles que l'on vient de voir, pour l'Afrique orientale et pour le Sud-Ouest. Pour le Togo et le Cameroun, il est impossible de savoir d'après quels principes le mémoire officiel a établi la démarcation entre Blancs et Noirs, quant à la consommation. Il ne s'agit, d'ailleurs, comme on le voit dans le mémoire pour cette année, que des valeurs approximatives. Les publications officielles suffisent cependant à faire voir que, dans l'Afrique orientale, et au Cameroun, la consommation moyenne de la population blanche, à considérer seulement les hommes adultes, dépasse, plusieurs fois, celle de l'Allemagne, et que, pareillement, au Togo, la quote-part allemande est actuellement laissée en arrière. Quant à la consommation de la bière, la même constatation s'impose. L'on ne saurait donc mettre en doute que, dans une grande partie de l'Afrique allemande, la population blanche abuse considérablement de l'alcool, sous forme d'eau-de-vie, dans l'Afrique orientale, au Cameroun et au Togo, sous forme de bière, dans l'Afrique orientale, le Sud-Ouest et le Togo. Cet abus paraîtra plus grave encore, si l'on fait attention que la bière importée en Afrique, ou fabriquée dans les colonies, du moins dans le Sud-Ouest, est beaucoup plus riche en alcool que la bière consommée en Allemagne, et, d'autre part, qu'il en faut une moindre quantité pour déterminer de mauvais effets.

Des diverses conséquences de l'alcoolisme, le Dr Warnack n'étudie que les conséquences économiques. Il se pose la question de savoir quelles dépenses annuelles entraîne la consommation des boissons alcooliques, dans les colonies allemandes d'Afrique. Ici, non plus, l'on ne peut espérer arriver à des résultats absolument exacts. L'on approchera toutefois de la vérité, en admettant comme dépense réelle, y compris les frais accessoires, pour un litre de bière, au Cameroun, au Togo, et dans l'Afrique orientale :

1 mark 25, et dans le Sud-Ouest : 2,50, pour le vin le double, et pour l'eau-de-vie, le triple de la valeur d'importation. La valeur moyenne d'importation, sans les droits de douane, pour l'eau-de-vie, était, en 1911, au Togo, de 0,62 (2,74 le litre pour l'eau-de-vie européenne) au Cameroun : 0,57, dans l'Afrique orientale : 1,35, et, dans le Sud-Ouest : 2,70, le litre. Les droits de douane sur l'alcool sont établis ainsi qu'il suit : au Togo : 0,80 par litre d'eau-de-vie à 50°, avec augmentation, ou diminution de 1,6 pf. pour chaque degré, supérieur ou inférieur à 50°; au Cameroun, avant le 1er août 1911 : 1 m.; avant le 14 mai 1912 : 1,20, et, depuis cette époque, 1 m. 60 le litre, avec augmentation de 5 pf., le litre, au-dessus de 50°; dans l'Afrique orientale : 1 roupie, soit 1 m. 33, le litre; dans le Sud-Ouest : 4 m. le litre, jusqu'à 70°, et 6 m. au delà de 70°. Le tableau ci-dessous exprime, en milliers de m., la dépense totale, en 1911, pour les boissons alcooliques, dans les quatre colonies africaines. La seule bière mentionnée est la bière à fermentation basse :

	Togo	Cameroun	S.-Ouest	Afrique orientale	Ensemble
Bière.....	170	661	10.043	1.111	11.985
Vins ordinaires...	199	412	624	549	1.784
Vins mousseux...	30	179	292	272	773
Eaux-de-vie.....	2.308	1.910	968	1.180	6.366
Total.....	2.707	3.162	11.927	3.112	20.908

Ainsi, la dépense totale des colonies africaines, pour les boissons alcooliques importées (et aussi fabriquées, mais seulement pour le Sud-Ouest), s'éleva, en 1911, à près de 21 millions de m. Comme le dit le Dr Warnack, c'est une jolie somme. Elle dépassa le montant de la subvention de l'Etat pour les colonies africaines (17,3 millions de m. en 1911), elle égale presque la moitié des dépenses permanentes (30,5 millions de m. en 1911), elle est infiniment supérieure aux dépenses non renouvelables (9,7 millions de m. en 1911), si l'on considère le budget ordinaire des quatre colonies. A prendre seulement la colonie la plus grevée par les dépenses, le Sud-Ouest, on voit que la valeur des boissons alcooliques, en 1911, a été plus forte que celle de la subvention de l'Etat (11,4 millions de m.). En cette année, les principaux articles importés dans le Sud-Ouest furent: les tissus (4,9 millions de m.), les produits métallurgiques (4,6), et les machines (4,5). En admettant que le prix de vente de ces marchandises soit le double de la valeur d'importation, ce qui est une façon de compter très largement, les dépenses pour chacun de ces articles seraient toujours bien inférieures aux dépenses pour les boissons alcooliques. Si l'on impute aux indigènes 10 0/0 des dépenses pour la bière, l'on trouve encore, comme part de chaque Blanc adulte : 1.216 m. Telle est la moyenne obtenue pour chaque individu, du sexe masculin, de quinze ans et plus.

Le gouvernement et le Parlement allemand se sont attentivement préoccupés de protéger les indigènes contre l'alcoolisme, mais rien au sérieux n'a été fait, à l'égard des Blancs. Le mémoire officiel pour 1908 va même jusqu'à dire qu'il n'y a pas lieu de prendre, dans les colonies allemandes, relativement à la consommation de l'alcool par la population blanche, des mesures analogues à celles qui existent dans certaines colonies anglaises. Ce document récent se prononce plus nettement encore dans ce sens. Un livre intitulé : « La carrière des fonctionnaires coloniaux allemands ; leurs devoirs et leurs droits », publié avec l'autorisation du ministre des Colonies, et rédigé d'après des sources officielles, contenait, dans sa 5e édition, une estimation des frais de séjour dans les colonies allemandes. Voici quelles sont ces évaluations, données comme modérées, d'abord pour un fonctionnaire de l'ordre supérieur, et ensuite pour un fonctionnaire de classe inférieure.

1°	Togo	Cameroun	Sud-Ouest	Afrique orientale
Dépenses totales.	4.680 m.	5.370 m.	6.210 m.	3.145 rp.
Nourriture.....	1.800 —	2.400 —	2.190 —	900 —
Boissons de table.	600 —	1.500 —	1.460 —	730 —
Autres boissons..	1.380 —			

2°	Togo	Cameroun	Sud-Ouest	Afrique orientale
Dépenses totales.	3.200 m.	3.240 m.	3.462 m.	1.668 rp.
Nourriture.....	1.200 —	1.400 —	1.642 —	720 —
Boissons de table.	360 —	1.400 —	730 —	720 —
Autres boissons..	1.200 —		730 —	

Les dépenses de boissons paraissent disproportionnées. Pour un haut fonctionnaire de l'Afrique orientale, elles représentent plus de moitié des dépenses totales, au Togo, et dans le Sud-Ouest, presque moitié. L'ouvrage, cité plus haut, donne comme une quantité minimum, nécessaire à un haut fonctionnaire du Togo, pour la table, par jour, une bouteille de vin, et, de plus, par mois, 2 caisses de bière et 1 caisse d'eaux minérales. Une caisse de bière contient de 24 à 48 bouteilles. Si l'on prend la moyenne, cela ferait, par mois, 30 bouteilles de vin et 72 bouteilles de bière, comme quantité raisonnable, et sans compter les dépenses, en cas de réceptions, ou de fêtes. Ces chiffres ont été fort commentés dans la presse allemande. Le gouvernement de Togo a fait observer qu'il s'agit ici, non pas d'alcool, mais de boissons désaltérantes ». Chacun sait, a-t-il dit, que dans beaucoup d'endroits du Togo, il faut remplacer l'eau potable par de l'eau minérale importée d'Europe ». Il résulte des chiffres d'importation, en 1911, que la quote-part de chacun des Blancs adultes a été, ici : 234 litres, au Togo, 123 litres, au Cameroun, 42,9 kilogrammes dans le Sud-Ouest, et 22,3 kilogrammes dans l'Afrique orientale. Il n'y a donc que le Togo où l'on trouve une grande consommation d'eaux minérales ; celle-ci est minime dans le Sud-Ouest et dans l'Afrique orientale. Par conséquent, il est impossible de ne pas tirer des évaluations citées plus haut cette conclusion que la consommation des boissons alcooliques est abusive. La même conclusion s'impose aujourd'hui encore. Ému par les critiques qu'avait soulevées la publication des chiffres ci-dessus rapportés, l'auteur du livre introduisit une correction dans la 6e édition, parue en août 1912. Les trois articles de dépense : nourriture, boissons de table et autres boissons furent réunis en un seul, ainsi dénommé : nourriture, boissons comprises. Seulement le montant de cette dépense unique est le même que le total des trois anciennes dépenses. La modification a, toutefois, ce grand avantage que la critique n'est plus possible.

Beaucoup d'Allemands, sans être, le moins du monde, des apôtres de l'abstinence, sont persuadés que la réduction de la consommation de l'alcool, en Allemagne, est l'un des plus importants, parmi les devoirs du temps présent. Le Dr Warnack estime que le même devoir s'impose, dans les colonies allemandes, aussi bien à l'égard de la population blanche que relativement aux indigè-

nes ; quant au succès de la lutte à entreprendre ici contre l'alcoolisme, il croit moins à l'efficacité des mesures administratives, quoi qu'elles soient utiles, qu'à celle d'une intervention énergique de la part du pouvoir central, choisissant, avec soin les fonctionnaires et secondant les efforts particuliers, notamment les œuvres de tempérance.

CAMILLE MARTIN

Possessions britanniques.

ÉGYPTE

La question des capitulations.

Nous avons publié (1) les principaux articles des deux décrets du khédive parus au *Journal officiel* du Caire et relatifs aux nouvelles lois organique et électorale. D'autres changements plus importants encore sont à la veille d'être accomplis. La question des capitulations égyptiennes et des tribunaux mixtes préocupe en ce moment le gouvernement anglais. Des négociations se poursuivent activement entre l'Angleterre et la France et des télégrammes du Caire ont annoncé ces jours derniers que plusieurs agents consulaires avaient été informés par leurs gouvernements que les capitulations seraient bientôt supprimées. Les tribunaux mixtes et les tribunaux consulaires seraient abolis et remplacés par des tribunaux égyptiens composés d'Européens.

Le correspondant du *Temps* à Londres, dans une lettre de juillet dernier, résumait ainsi les origines de la situation :

C'est en 1876, écrivait-il, que pour mettre fin aux invraisemblables complications qu'entraînait le système alors en vigueur des capitulations, les puissances s'entendirent pour créer en Egypte des tribunaux mixtes chargés de régler tous les litiges entre personnes de nationalités différentes et même dans certains cas (questions foncières) entre personnes de même nationalité.

Les tribunaux mixtes se composent : 1° de trois tribunaux de 1re instance composés d'Européens et d'indigènes siégeant au Caire, à Alexandrie et à Mansourah ; 2° d'une Cour d'appel siégeant à Alexandrie. Cette dernière comporte dix juges européens et six juges indigènes ; les juges européens sont présentés par les diverses puissances et nommés par le gouvernement égyptien.

Le Code appliqué par les tribunaux mixtes et qui a été approuvé lors de l'arrangement international de 1876 est à peu de chose près le Code Napoléon ; pendant longtemps toutes les modifications apportées à ce Code ont dû être approuvées séparément par chacune des 14 puissances signataires de l'arrangement de 1876. Cette façon de procéder, qui était extrêmement longue, a été modifiée tout récemment. A la suite d'un nouvel arrangement, les puissances ont délégué à la Cour d'appel d'Alexandrie siègeant en assemblée générale le pouvoir de modifier ou de compléter le Code primitif. L'approbation de cette Cour suffit maintenant pour que le gouvernement égyptien puisse mettre en vigueur une nouvelle loi.

Sauf un petit nombre de cas bien déterminés, les tribunaux mixtes n'ont point à juger les affaires criminelles, pour ces dernières le régime des capitulations subsiste, c'est-à-dire que tout sujet étranger a le droit d'être jugé par son tribunal consulaire.

Capitulations et tribunaux mixtes ont été l'objet d'attaques sans nombre de la part des Egyptiens. On leur reproche de compliquer la tâche de la police, de permettre à certaines catégories d'aventuriers trop bien au courant des complications de la législation de se moquer de tous les règlements ; aux tribunaux mixtes on reproche leur législation surannée, la lenteur de leur procédure, etc.

En ce qui concerne les capitulations et les tribunaux consulaires, ces reproches sont fondés ; en ce qui concerne les tribunaux mixtes ils sont notablement exagérés : « Sans doute, me disait, il y a quelques jours, un homme qui connaît bien l'Egypte et les Egyptiens, les tribunaux mixtes ne sont pas parfaits ; leur procédure pourrait être plus rapide et plus simple ; mais dans l'ensemble les tribunaux mixtes sont pour un pays non chrétien une institution qui fonctionne avec un succès remarquable. On s'apercevra de leurs avantages le jour où on les aura supprimés ».

Quoi qu'il en soit, la France s'est engagée, lors de la conclusion de la convention franco-anglaise de 1905, à ne point s'opposer à la suppression des capitulations lorsque l'Angleterre le lui demanderait.

Au cas, dit cette convention, où le gouvernement anglais considérerait comme désirable d'introduire en Egypte des réformes tendant à assimiler la législation égyptienne à la législation en usage dans les autres pays civilisés, le gouvernement de la République française ne refusera pas d'examiner ces propositions, à la condition que le gouvernement anglais consente à examiner les suggestions que le gouvernement de la République française pourra lui présenter en vue d'introduire des réformes analogues au Maroc.

Mais si tout le monde est à peu près d'accord sur la nécessité de modifier le système actuel, c'est lorsqu'il s'agit de savoir par quoi on le remplacera qu'on s'aperçoit de la complexité de la question.

Tout d'abord est-il possible, comme le proposent certains Jeunes-Égyptiens, d'appliquer purement et simplement le droit commun aux Européens ? On ne peut évidemment songer à faire juger des Européens par des tribunaux purement indigènes ; une refonte complète des tribunaux indigènes serait tout d'abord indipensable.

Mais bien plus délicate que l'administration de la justice est la question de l'élaboration des lois. Comment sont faites actuellement les lois égyptiennes ? L'initiative en est laissée au ministre égyptien compétent, lequel prend et suit généralement l'avis du conseiller anglais auprès de son département. La loi est ensuite soumise à l'approbation de ce qu'on pourrait appeler le Parlement égyptien, composé, comme on sait, de deux Chambres : le Conseil législatif et l'Assemblée générale, où l'élément européen n'a aucune représentation et où il ne pourrait jamais avoir qu'un représentation insignifiante. Théoriquement, le gouvernement n'a point à tenir compte de l'avis de ces deux Assemblées, qui sont purement consultatives, mais pratiquement, comme toujours en pareil cas, il est bien obligé d'en tenir compte jusqu'à un certain point. Le système du droit commun amènerait en somme à soumettre à des Assemblées essentiellement indigènes les lois applicables aux Européens.

Cela est évidemment inadmissible. Il ne faut pas oublier que la population de l'Egypte est très cosmopolite ; que par leur intelligence, les situations qu'ils occupent, les étrangers forment et formeront pour longtemps encore l'élite de la population ; qu'ils ont engagé en Egypte des capitaux considérables ; que toutes les grandes entreprises commerciales et industrielles sont entre leurs mains ; enfin, pour tout dire, que les antécédents du gouvernement égyptien et les doctrines des Jeunes-Egyptiens commandent la prudence. Encore une fois, sous le régime du droit commun, quelles garanties l'élément étranger aurait-il que ses intérêts seraient respectées ? Une seule : la présence des conseillers anglais. On peut estimer que c'est insuffisant les conseillers ne sont en droit que des fonctionnaires égyptiens irresponsables dont le nom, la signature ne figurent sur aucun décret, sur aucune loi ; il n'y a contre eux aucun recours possible.

L'assimilation pure et simple des Européens aux indigènes, tant au point de vue de l'administration de la justice que de l'élaboration des lois, est donc, au moins pour le moment, inadmissible. Cela ne veut pas dire qu'il soit impossible de remédier aux inconvénients de la situation actuelle.

Deux sortes de solutions peuvent être envisagées : une première consisterait à abolir les capitulations, c'est-à-dire en pratique les tribunaux consulaires, mais à laisser subsister pour l'élaboration des lois l'assemblée générale de la Cour d'appel mixte d'Alexandrie et pour l'administration de la justice les tribunaux mixtes devant lesquels seraient portées non seulement les affaires civiles, mais encore les affaires ressortissant précédemment aux tribunaux consulaires.

La seconde solution a été envisagée par lord Cromer dans un article de la *Nineteenth-Century and after*. L'ancien vice-roi écrivait notamment :

... Je prétends que la réorganisation de l'Egypte est mainte-

(1) Cf. *Quinzaine Coloniale* 10 août 1913.

nant suffisamment avancée pour admettre que les garanties d'une bonne administration de la justice puissent être accordées aux Européens sans avoir recours aux méthodes grossières des capitulations dans leur forme actuelle. Il faut espérer que cette question sera sérieusement prise en considération pour une réforme plus radicale que toutes celles effectuées jusqu'à présent.

Il n'y a pas d'autre méthode qui puisse faire disparaître les défauts du système actuel. Le gouvernement anglais doit demander aux autres puissances européennes de lui confier le pouvoir législatif que chacun exerce séparément. En même temps que cette réforme, il serait créé en Egypte une Chambre législative pour établir des lois applicables aux Européens. Il y a toutefois un préliminaire essentiel à l'exécution de ce programme, c'est que les puissances européennes et aussi tous les Européens résidant en Egypte aient une entière confiance dans les intentions du gouvernement britannique, c'est-à-dire confiance dans la durée de l'occupation et dans la façon dont les affaires du pays seront administrées.

L'avenir réel de l'Egypte n'est pas dans la direction d'un étroit nationalisme, ni dans la tentative de convertir l'Egypte en une possession anglaise du modèle des Indes et de Ceylan, mais plutôt dans un cosmopolitisme élargi qui, en faisant disparaître toutes entraves obstructives d'un vieux système international encombrant, tendra à amalgamer tous les habitants de la vallée du Nil et à leur permettre à tous de prendre part au gouvernement de leur pays natal ou d'adoption.

Le but à atteindre est de rechercher comment établir un projet qui puisse remplacer le présent système de législation égyptienne par la voie diplomatique. Il est grandement temps qu'un tel système soit balayé et qu'un autre soit adopté qui soit plus en harmonie avec les faits actuels de la situation égyptienne. Si, comme je pense que c'est le cas, Lord Kitchener est en état de combiner et d'exécuter un projet qui fasse sortir l'Egypte de son présent bourbier législatif, il aura mérité non seulement de sa patrie, mais aussi de tous les intérêts égyptiens, indigènes ou européens confiés à sa garde.

« Les idées de lord Cromer, écrivait le *Times*, sont surtout propres à servir de base solide et intéressante pour les négociations à venir. Le procès des capitulations telles qu'elles sont pratiquées est assez urgent à instruire, et nous avons confiance qu'avant longtemps toute la question sera examinée par toutes les nations qu'elle concerne ». Le vœu du *Times* est en train de se réaliser.

AUSTRALIE

Finances publiques.

Les chiffres des revenus du Commonwealth et des six Etats australiens pour l'année finissant le 30 juin 1913 viennent d'être publiés. En voici le total, sauf revision finale après établissement définitif de chaque budget :

	1911-1912 liv. st.	1912-1913 liv. st.
Revenus du Commonwealth (déduction faite de la part du produit des douanes réservée à chaque Etat)...	14.721.938	15.853.196
Nouvelle-Galles du Sud.....	15.776.815	16.053.806
Victoria.....	9.936.662	10.073.555
Queensland.....	5.989.347	6.378.212
Australie méridionale.....	4.450.739	4.504.719
Australie occidentale.....	3.966.673	4.596.659
Tasmanie.....	1.084.385	1.206.055
	55.920.560	58.668.202

L'accroissement de 1.131.258 livres sterling est dû aux revenus des douanes, des postes et des impôts fonciers et celui de 1.610.384 liv. st. des six Etats en grande partie aux recettes des chemins de fer. Le rapport financier le plus complet est celui du trésorier de la Nouvelle-Galles du Sud. Dans cet Etat les dépenses ordinaires se sont élevées à 17.002.292 liv. st. et les revenus à 16.053.806 : le chiffre des emprunts toutefois a pris, dit le correspondant de l'*Economist*, des proportions énormes, ayant passé de 5.831.377 en 1911-1912 à 9.094.808 liv. st. en 1912-1913. D'autres emprunts sont encore à prévoir pour les chemins de fer et les travaux d'irrigation notamment.

D'après la dernière édition du « Yar book » du Commonwealth australien, publiée au début de juillet, la superficie totale des terres cultivées était de 12.107.017 acres contre 11.893.838 acres pendant le précédent exercice.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Le commerce néo-zélandais.

Le « Board of Trade » a communiqué le rapport qu'il a reçu du commissaire du commerce de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande sur le commerce de cette colonie en 1912. La totalité des importations s'est élevée à 20.976.434 liv. st. en augmentation de 1.430.555 liv. st. sur 1911. Les marchandises provenant d'Angleterre entrent pour 58.4 0/0 dans ce chiffre. De celles auxquelles est appliqué un tarif préférentiel le Royaume-Uni en a exporté pour 4.346.090 liv. st. et les possessions britanniques pour 821.499 liv. st.

Le relevé ci-dessous indique d'ailleurs les détails de ces totaux :

	Importations totales	Importations du Royaume-Uni
	Livres sterling	
Textiles et vêtements.....	4.614.025	3.929.394
Machines, cycles, moteurs.....	2.082.349	1.115.566
Explosifs, produits chimiques et engrais (y compris les phosphates...	868.703	429.978
Produits naturels, minéraux, bois...	2.091.345	438.577
Produits alimentaires, boissons et tabac.....	2.764.687	858.559
Colis postaux et divers.....	1.364.720	884.482
Totaux.....	13.785.829	7.656.556

Les marchandises importées par le gouvernement et celles soumises à des droits préférentiels ont été évaluées aux totaux respectifs de 14.499.682 et 20.976.434 liv. st., dont 7.904.419 et 12.250.517 liv. st., pour les provenances du Royaume-Uni.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA POLITIQUE DU CARDINAL LAVIGERIE (1)

Je me rappelle très nettement l'impression inattendue que me fit le portrait du cardinal Lavigerie par Bonnat. Il y a une trentaine d'années de cela : c'était au Salon un des tableaux les plus admirés : la critique en avait fait grand bruit comme il convenait à la renommée du peintre et à la notoriété du modèle. Le prélat, primat d'Afrique, archevêque de Carthage et d'Alger, à la fois missionnaire, colon, archéologue, étonnait alors l'Europe de l'Ouest et du Midi par une incessante et infatigable activité. La même main qui taillait les vignes carthaginoises écrivait les statuts des Missionnaires d'Alger : la même plume additionnait les bénéfices des menses archiépiscopales et traçait un rapport à l'Académie des Inscriptions, la même voix exhortait à Tunis les Pères Blancs,

(1) J. TOURNIER. *Le Cardinal Lavigerie et son action politique* in-8° Paris, Perrin et Cie, 1913.

au seuil de leur pénible apostolat et retentissait, quelques jours après, à Paris, à Bruxelles, à Londres, prêchant la croisade anti-esclavagiste avec l'ardeur d'un Pierre l'Ermite et la conviction d'un Wilberforce. L'homme à qui ne le connaissait que par ses œuvres apparaissait comme un évêque très moderne, libre d'allures, exempté par la vie indépendante du missionnaire de certaines entraves bureaucratiques et disciplinaires, enfin comme un exemple de force exubérante et magnifique. On imagine volontiers à une grande âme un corps digne d'elle : si la nature n'avait donné à Napoléon le masque d'un César, on le lui souhaiterait sans doute. On pouvait donc prêter au Cardinal une figure héroïque et superbe, un corps abrupte de lutteur, une face éclairée par l'inspiration ou bien ferme et rigide comme le bronze, un regard d'enthousiaste ou bien d'Américain obstiné. Or, parmi les déroulements somptueux de la pourpre cardinalice merveilleusement rendue par Bonnat, presque écrasé sous ces plis trop lourds, ce ne fut pas l'évêque qui m'apparut, ni l'orateur, ni le conducteur des âmes, mais un chanoine à l'œil méridional et fin, ni dominateur, ni profond; il n'avait pas le regard d'un apôtre, mais celui d'un diplomate; il ne faisait pas penser à Pierre l'Ermite, mais à un Mazarin bon enfant.

Les portraits publiés dans le livre de Mgr Baunard (1) sont plus conformes, semble-t-il, à la personnalité du Cardinal. On y lit la force méditative et la volonté. Mais, après tout, Bonnat a peut-être surpris le sens vrai de cette physionomie complexe : Mgr Lavigerie fut avant tout un politique : qu'il ait servi l'Eglise ou la France, qu'il ait été un bon évêque et un bon patriote, c'est en homme politique qu'il a travaillé, c'est par les chemins, parfois tortueux de la politique qu'il a marché. Sa vie ecclésiastique n'est pas celle qu'un dévôt imagine; ce n'est pas un prêtre extatique, absorbé dans les petits exercices d'un ascétisme quotidien. Il a fait figure d'homme d'Etat et l'œuvre qu'il rêvait de réaliser se serait étendue à plus qu'un diocèse. A son activité africaine et coloniale s'ajouta une activité plus secrète, mais plus compréhensive, qui touchait au gouvernement même de l'Eglise. Elle était incomplètement connue dans ses origines et dans les formes si diverses qu'elle a prises. Le livre de M. Tournier dévoile cette part de sa vie que ses biographes avaient, faute de documents, laissée dans l'ombre. Ce prélat, dont les yeux semblaient tournés seulement vers l'Afrique, a tenté d'exercer sur les relations de la France et de Rome, au dernier siècle, une action dont il espérait le bien des deux parties, dont l'objet était évidemment l'accord entre elles par des concessions réciproques, par un esprit commun de transaction intelligente, sinon sur la doctrine, au moins dans les faits : mais les moyens dont il usa furent, selon le temps, divers et parfois contradictoires; ce fut une politique opportuniste, pour dire le mot, capable de déconcerter et de froisser ceux dont la vision ne dépasse pas le moment présent, ceux qui ne savent pas que la vie entraîne dans une évolution continue, avec les doctrines les puissances qui se vantent d'être immuables et la barque vingt fois séculaire de Pierre elle-même emportée avec le reste, bien qu'à notre courte vue elle semble immobile.

Le Cardinal Lavigerie naquit à Bayonne. Il ressemblait à son père, homme intelligent, ambitieux, autoritaire, souple pourtant, paraît-il. Ce Midi-là est fécond en génies pleins de ressources : Henri IV et Bernadotte, pour ne citer que les illustres, ont montré qu'il n'est point de difficulté dont un Gascon se laisse embarrasser : ils sont pratiques, subtils et ne se nourrissent point de viande creuse ; la nature leur dispense d'ordinaire avec ampleur l'abondance oratoire, et la persuasion. Charles Lavigerie, tout jeune, prêchait déjà ses bonnes, ses frères et ses sœurs. Ses rares dons intellectuels attirèrent l'attention des professeurs du Petit Séminaire où ses parents l'avaient placé : ils lui valurent la protection de l'abbé Dupanloup qui lui fit faire ses humanités à Saint-Nicolas du Chardonnet, sa théologie à Saint-Sulpice. Il y connut les abbés Langénieux, Foulon, Coullié, Freppel, Bourret : c'était, disait-on plus tard, le cours des évêques. Il passa ses thèses de doctorat ès-lettres en 1850 et fut chargé en 1857 de la suppléance d'une chaire d'histoire écclésiastique à la Faculté de théologie en Sorbonne ; il succédait à l'abbé Darboy. Il était aussi Chapelain de Sainte-Geneviève. Il était dès lors très lié avec Mgr Maret. Il dirigeait une association pour l'expansion des écoles françaises catholiques en Orient. Ainsi préludait-il à des destinées que ne borna jamais l'horizon d'une paroisse. Les troubles de Syrie, les massacres de 1860 donnèrent à l'œuvre un essor extraordinaire. L'abbé Lavigerie lança un appel en faveur des victimes. Il recueillit plus de 3 millions, alla les distribuer lui-même, découvrit alors l'Orient, le rôle de la France dans ces régions, prit en même temps la tradition politique et la passion de la colonisation par les missions. Il y trouva, dit-il, son chemin de Damas : ses nuits mêmes étaient hantées de songes qu'on eût dit prophétiques.

Cette mission de Syrie le rapprocha des puissances, de Pie IX, qu'il vit à Rome, à son retour, des ministres de Napoléon III auxquels il fit un rapport. Déjà, il les conseillait : il eût voulu constituer un gouvernement chrétien, d'Alep à Jérusalem, sous le protectorat français. Chevalier de la Légion d'honneur en 1861, auditeur de rote en 1862, il fut préconisé évêque de Nancy, le 5 mars 1863, à trente-sept ans, en remplacement de Mgr Darboy, nommé à Paris. Dès l'année suivante, à propos des élections au Conseil général, il adressait à ses prêtres une circulaire, leur recommandant de ne jamais mettre leur ministère ni leur autorité au service d'un intérêt de parti. Il se plaçait ainsi en face des évêques qui blâmaient la politique italienne de l'Empereur. En même temps, il nommait une commission chargée de faire passer des examens aux religieuses qui enseignaient dans le diocèse et créait des diplômes épiscopaux exigibles pour diriger une école publique. Cela irrita certains prélats : deux d'entre eux le dénoncèrent à Rome, comme violateur des immunités ecclésiastiques. Pie IX se montra froissé par ce libéralisme relatif : le Cardinal Antonelli dut arranger l'affaire. Cependant, l'évêque avait accueilli par d'éloquentes manifestations l'Impératrice et le Prince impérial qui avaient visité Nancy en 1866 : on le fit officier de la Légion d'honneur et l'évêque d'Alger étant mort au moment même où ce siège était érigé en archevêché, le maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général, y fit appeler Mgr Lavigerie. Celui-ci n'avait pas encore 42 ans. Evidemment, on croyait pouvoir compter sur son bon esprit gouvernemental. Mais le jeune archevêque, arrivé si vite au plus haut titre de la hiérarchie ecclésiastique, n'était pas homme à se confiner dans la simple évangélisation des catholiques d'Algérie. La nature le poussait vers le gouvernement des corps, plus peut-être que vers celui des âmes. Six mois à peine après son arrivée, à l'inauguration d'une Exposition, il déclarait dans un discours public que l'Algérie avait besoin de libertés civiles, religieuses, agricoles, commerciales : aux colons, il prêchait l'esprit d'initiative, la libre association, la haine de la routine. Il se mêlait au mouvement réformiste qui agitait la colonie en 1868, recommandait au ministre d'Etat la note qui exposait les vœux des colons, envoyait lui-même une autre note confidentielle sur les affaires d'Algérie, où il s'occupait des questions de colonisation, d'administration, prodiguait les critiques et les conseils. On dirait d'une Eminence grise dont les vues étaient sans doute penétran-

(1) BAUNARD. Vie du Cardinal Lavigerie.

tes et désintéressées ; mais le Concordat n'avait pas prévu un tel rôle pour nos évêques.

La famine de 1868 lui donna occasion de montrer la plus bienfaisante et la plus noble activité. Ses orphelinats, ses hôpitaux indigènes étaient aussi pour lui des moyens d'apostolat, des instruments en vue de l'assimilation des Arabes. Or, la doctrine administrative officielle allait à l'encontre de la sienne. Mac-Mahon s'irrita, accusa l'évêque d'être hostile au gouvernement, d'exciter les haines civiles. La querelle fut portée devant l Empereur qui donna tort au prélat quant aux vues politiques, en lui laissant la liberté de la charité. Mac-Mahon ne pardonna jamais cette résistance à celui qu'il considérait comme sa créature. C'est qu'en 1868, on allait à l'Empire libéral : il semble bien qu'on puisse dès lors reconnaître en Mgr Lavigerie le désir de marcher avec son temps et, au besoin, de le précéder.

Il n'aimait pas les oppositions sans espoir : il sut ne pas être contre l'infaillibilité, malgré son amitié pour Mgr Maret. Il eût donc été *persona grata* à Rome si Napoléon III avait voulu y créer un poste d'ambassadeur ecclésiastique. Il avait pensé à suggérer cette mesure à l'Empereur : quant au nom du premier titulaire, Dieu y aurait pourvu. L'Empire tombé, l'évêque se présenta à la députation dans le département des Landes. Il ne fut pas élu : mais l'Assemblée Nationale était en majorité royaliste. Il venait de racheter l'*Akbar ;* il rédigea un article intitulé : le *Rétablissement de la monarchie en France*. Ses familiers l'empêchèrent prudemment de le publier : ils craignirent qu'à vouloir ainsi devancer le mouvement, il ne se compromît en cas d'échec. Il semble, d'après le texte de cet article, que Mgr Lavigerie était au courant des démarches faites auprès du prétendant, peut-être même y prit-il part : « L'accord le plus parfait, écrivait-il, existe entre le futur monarque et la majorité de l'Assemblée Nationale. Nous en pouvons donner, pour le savoir certainement par des rapports authentiques, la plus positive assurance. » Après tout, il pouvait tenir ses renseignements de l'entourage de Mgr Dupanloup. Mais un peu plus tard, en 1874, c'est bien lui qui envoyait à Henri V un plan de restauration violente : le premier des articles était la venue du roi dans une ville de France, la seconde proclamation de la Royauté avec le concours d'un de nos chefs d'armée, dont on se serait assuré d'avance la complicité.

Ce plan atteste qu'à cette date Mgr Lavigerie partageait encore des illusions qu'on n'eut pas crues capables d'égarer son bon sens pratique. Mais il n'attacha pas sa fortune au cadavre de la monarchie. On le voit, dès 1875, laisser poser discrètement par Mgr Maret, auprès de M. Wallon, sa candidature au chapeau vacant par la mort du cardinal Mathieu. Lui-même écrit au directeur des cultes qu'une fois nommé il ne pourra résider qu'à Rome. C'était son ambition dès 1867. L'opposition insurmontable du Président Mac-Mahon l'empêcha de la réaliser. Il eut l'idée alors de démissionner et d'aller vivre à Rome avec une pension ; il eût joué le rôle d'agent officieux et eût ainsi gagné le chapeau : cette combinaison échoua comme l'autre. Il fallut la guerre religieuse qui commence après le 16 mai pour ouvrir à Mgr Lavigerie la carrière pour laquelle il était né. Ainsi la Révolution française révéla des capitaines inconnus.

Parmi les évêques d'alors, beaucoup étaient aveuglément hostiles au gouvernement, d'autres plus modérés, étaient ou timides ou incapables. Un pape politique, Léon XIII, succédait à Pie IX à l'heure même où le parti républicain français arrivait au pouvoir. L'Eglise de France dont les chefs s'étaient compromis avec les anciens partis était exposée aux rancunes des vainqueurs encore plus qu'à leurs préjugés. Les lois Ferry de 1879 qui écartaient le clergé des conseils académiques et interdisaient l'enseignement secondaire aux congrégations, les décrets de mars 1880 qui frappaient les Jésuites et menaçaient de dispersion les congrégations non autorisées, furent les premières mesures qui obligèrent les catholiques à prendre position. Les partis monarchistes les poussèrent à la résistance : les supérieurs des congrégations se déclarèrent solidaires des Jésuites. A l'encontre des violents, certains prélats modérés essayaient de s'entendre avec le gouvernement : celui-ci offrait d'autoriser les congrégations ; au moins fallait-il voir quelles conditions il y mettrait ; l'alliance avec le parti monarchiste et l'intransigeance absolue semblaient imprudentes et périlleuses ; c'était l'avis du nonce, Mgr Czacki, de Mgr Maret : après une protestation de pure forme et pour le principe, on était prêt à Rome à négocier un *modus vivendi*, respectueux des droits du gouvernement et sauvegardant, sinon les Jésuites, au moins les autres congrégations. Mgr Lavigerie connaissait bien M. de Freycinet et aussi Léon XIII ; il écrivit au nonce et ce dernier l'encouragea à agir auprès du Souverain Pontife, afin d'être autorisé à négocier avec le gouvernement français. L'archevêque partit pour Rome ; le 27 mai 1880, il eut avec le pape un entretien décisif : il lui fit entendre que la rupture ouverte avec l'Etat aurait pour conséquence immédiate la suppression du budget des cultes, la dénonciation du Concordat et la destruction de l'organisme ecclésiastique en France. « Si au contraire on évi- « tait de rompre, si l'on se contentait de protester sur les faits « particuliers et de défendre pied à pied le terrain de l'Eglise, de « façon à prolonger l'existence de l'organisme ecclésiastique offi- « ciel » on pourrait attendre l'époque où les progrès de l'anarchie sociale rendraient une réaction conservatrice nécessaire. Ces idées correspondaient à celles de Léon XIII, qui se déclara décidé à résister à l'impulsion des évêques français les plus ardents. L'archevêque d'Alger reçut donc la mission toute confidentielle de négocier avec le gouvernement un sursis à l'application des décrets moyennant une démarche des supérieurs des congrégations visées.

Justement, M. Dufaure allait présenter au Sénat une loi sur les associations qui devait donner satisfaction aux congrégations raisonnables. En attendant le vote de cette loi, Mgr Lavigerie conseilla au nonce de faire écrire par les supérieurs au ministre de l'Intérieur une lettre dont il lui envoyait le modèle. On y trouvait nettement formulée la reconnaissance théorique des droits de l'Etat sur les congrégations en matière civile et politique, une protestation repoussant toute solidarité avec les partis d'opposition, l'affirmation de l'obéissance et du respect dus aux gouvernements temporels, la demande enfin de suspendre l'effet du second décret de mars en attendant le vote de la loi annoncée. M. de Freycinet se serait prêté volontiers à cette procédure. Mais il semble que le nonce, froissé de l'importance prise par Mgr Lavigerie, ne mit pas beaucoup d'empressement à le seconder. Les religieux manquaient d'intelligence politique. Ils hésitèrent : il fallut recourir à Rome pour les décider. Enfin Rome parla, approuva les termes de la déclaration proposée. Ce fut un coup de tonnerre pour le parti de Mgr Freppel, pour les évêques et les supérieurs intransigeants. Pour faire échouer un rapprochement qui ruinait leurs espérances de guerre, ces *ultra* firent publier le texte de la déclaration qui devait rester secret jusqu'à ce que la majorité des congrégations l'eussent signé. Cette indiscrétion, véritable coup monté par les légitimistes et les Jésuites qui voulaient troubler l'opinion, finalement rendre tout accord impossible, réussit à leur gré. Le gouvernement, attaqué par les radicaux, renia ses promesses qu'ignoraient d'ailleurs une partie des ministres. Freycinet tomba. Telle fut la première tentative et le premier échec de la politique de ralliement.

Mgr Lavigerie eut le chapeau en 1882, après ce pas décisif dans une voie qu'il ne cessa plus de suivre, d'accord avec Léon XIII, avec le cardinal de Bonnechose et les meilleurs esprits de l'épiscopat français, contre une coterie, qui voulait jouer les dernières cartes de l'Eglise, après avoir perdu toutes les autres.

En 1883, les monarchistes exploitaient la lutte engagée à propos des lois scolaires et des condamnations portées contre les manuels de Steeg, de Compayré et de Paul Bert par la Congrégation de l'Index. Le Cardinal redoutait pour l'ensemble des catholiques l'irritation provoquée chez les républicains par les violences d'une minorité tapageuse et ne trouvait pas chez le nouveau nonce, Mgr di Rende, l'appui qu'il souhaitait. L'inertie du nonce s'expliquait par les sympathies royalistes de sa mère, la marquise di Rende, très influente sur lui. Le Cardinal résolut de prendre le rôle que le représentant du pape n'occupait pas. Il exposa au Cardinal Jacobini, secrétaire d'Etat, que si la rupture avec Rome pouvait nuire à la République en lui retirant toute action sur les missions d'Orient, d'Extrême-Orient et d'Afrique, l'alliance des catholiques avec les monarchistes leur aliénerait l'opinion et ruinerait la religion en France. Il était donc sage de se détacher des partis d'opposition et de pratiquer avec la République une politique de conciliation et d'apaisement qui induirait les républicains à une tolérance plus large.

Des négociations furent engagées avec Challemel-Lacour, Ferry et Grévy qui manifestaient officieusement leurs dispositions favorables à une entente : mais ils redoutaient le parti radical. Les indications trop solennelles de l'encyclique *Nobilissima Gallorum gens* ne furent pas assez nettes pour obliger à l'obéissance les intransigeants catholiques. La correspondance du Cardinal avec Rome est remplie de ses plaintes contre ceux qui jettent la désunion, le désordre, l'impuissance dans les rangs des fidèles, du clergé et de l'épiscopat. L'*Univers*, l'archevêché de Paris, le nonce sont surtout visés par lui. Il eut une polémique secrète avec Eugène Veuillot auquel il reprochait âprement d'aller contre les directions du pape. Léon XIII avait dû faire supprimer le *Journal de Rome*, inspiré par le Cardinal Pitra, mais l'opposition à la politique pontificale n'avait pas que ce représentant dans le Sacré-Collège. Quelques cardinaux faisaient assurer à l'*Univers* qu'il fallait subir la bourrasque sans broncher et que la majorité du conclave remettrait bientôt tout en place à la mort du Pape. Mgr Freppel et Mlle Elise Veuillot avaient à la nonciature une toute puissante influence. Ainsi se manifestaient contre les volontés de modération et de sagesse de Léon XIII l'opposition qui devait les rendre inefficaces et conduire enfin l'Eglise de France aux extrémités que redoutait ce prévoyant politique. On voit que le fameux toast d'Alger ne fut pas prononcé sans une longue et mûre préparation.

Les élections de 1889 furent faites sur le boulangisme et furent un triomphe pour la République. Dans le désarroi des monarchistes, le Cardinal Lavigerie jugea le moment favorable pour réaliser enfin l'union des catholiques et le ralliement à la constitution. Par ses lettres pastorales, par une correspondance infinie, il insistait sur l'idée d'une Union catholique. Mandé à Rome par le Pape, il eut avec lui des entretiens (10-14 octobre 1890) à la suite desquels il fut admis qu'il fallait « briser les vitres » avec les anciens partis et conseiller aux catholiques d'adhérer à la République. Le Pape demanda au Cardinal de faire la manifestation nécessaire. Malgré des craintes pour l'avenir de ses œuvres africaines, soutenues surtout par les aumônes des familles aristocratiques, le Cardinal, rentré à Alger le 17 octobre, prononça, le 12 novembre suivant, au déjeuner qu'il offrit à l'état-major de l'escadre de la Méditerranée le célèbre toast qui proclamait la politique pontificale. L'amiral n'osa répondre : l'accueil parut glacial. Mais si les officiers se turent, la presse de droite et celle de gauche éclatèrent en clameurs passionnées. Les riches familles royalistes qui soutenaient les œuvres de charité agirent sur certains évêques. Ceux-ci écrivirent à Rome; le nonce Rotelli dont l'attitude fut assez louche fit prévoir la ruine du denier de Saint-Pierre. Le Pape d'abord hésita, fit même insinuer au Cardinal qu'il regrettait dans le toast certain mot impliquant trop nettement l'approbation pontificale, qu'il ne fallait pas que le nom du Saint-Père fût jamais prononcé. Mgr Freppel, Mgr d'Hulst lui demandaient de désavouer le ralliement. On publiait la lettre de 1874 par laquelle Mgr Lavigerie avait pressé jadis le comte de Chambord d'en finir avec la République. Enfin, Léon XIII, mieux renseigné, lui maintint sa confiance et confirma la nouvelle orientation politique.

A M. Piou, député, qu'il reçut en audience particulière, il parla en termes très chaleureux et très nets de l'acte accompli par le Cardinal : il lui dit franchement de se placer sur le terrain républicain. Il fut non moins précis un peu plus tard avec Mgr Freppel. Il exposa enfin nettement ses idées dans son encyclique du 10 février 1892.

Mais l'état d'esprit du haut clergé de France n'était pas tel que le Pape pût être obéi ni même compris. Tous adhérèrent, mais beaucoup seulement des lèvres. On ne rompt pas facilement avec des habitudes d'éducation et de société, même par soumission religieuse. Les violences absurdes de Mgr Gouthe-Soulard avaient eu à cette époque plus d'approbateurs parmi les évêques que la politique du Cardinal Lavigerie. Celui-ci vit pourtant l'adhésion formelle du comte de Mun à la Constitution, mais il survécut trop peu à ce triomphe de ses idées pour pouvoir en ménager les effets. Sa mort, le 26 novembre 1892, priva le parti catholique nouveau d'un chef expérimenté, aussi apprécié dans les cercles romains que dans les bureaux de nos ministères, plus capable que personne par son passé et son crédit d'éviter à l'Eglise de France le renouvellement des erreurs autrefois commises et déjà si chèrement payées. Il semble aujourd'hui que le plan du Cardinal et du Pape a échoué : l'adhésion des catholiques n'a pas été assez unanime pour leur assurer le respect qui va toujours à une force organisée : la formation de ce parti a réveillé les méfiances des anticléricaux et le catholicisme français a connu toutes les extrémités que le Cardinal voulait lui éviter. Que reste-t-il à présent de son action religieuse dans l'Ouganda, devenu anglais et protestant? Qu'est-il advenu de sa croisade anti-esclavagiste? C'est par l'occupation armée de l'Afrique que l'esclavage disparaît peu à peu. De cette activité débordante qui le poussait vers tant de buts divers à travers cette Méditerranée « étonnée de se voir traversée tant de fois », il ne reste pas un monument qui en soit vraiment digne.

Il avait en lui certaines facultés d'homme d'Etat, plus de souplesse sans doute que de profondeur. Né Italien, il aurait trouvé à Rome une place à sa mesure; né Français, il essaya de se la faire en cherchant l'intérêt de l'Eglise et de sa patrie, non sans hésiter dans l'obscure mêlée des partis politiques, sur la direction à suivre et sur le sens de l'évolution rénovatrice. Mais s'il n'a rien réalisé de ses vues, peut-être l'avenir lui donnera-t-il raison et, comme tant d'autres, il aura la gloire posthume et vaine des précurseurs.

P. CULTRU.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Les résultats de quelques manifestations coloniales à l'Exposition de Gand. — Plusieurs colonies ont exposé à Gand, mais ce n'est pas en ce moment sur leurs présentations que nous voulons attirer l'attention, mais bien sur les résultats des discussions de deux groupements coloniaux, le premier « Congrès pour le perfectionnement du matériel colonial » qui a tenu ses assises du 22 au 24 juin, le second les « Journées coloniales » des 7, 8 et 9 juillet.

La première de ces réunions a voté 16 vœux parmi lesquels un certain nombre n'ont qu'une valeur locale, d'autres sont de portée plus générale et ont plus d'intérêt, d'autres enfin sont plus ou moins discutables.

On peut dire actuellement qu'une des conclusions qui découle de tous les entretiens coloniaux est un appel à la création, dans la métropole, d'enseignements appropriés et de bureaux de documentation, à la création dans les colonies de véritables écoles industrielles.

C'est ainsi que le Congrès pour le matériel colonial a émis le vœu de voir l'administration initier à l'emploi du matériel perfectionné (il s'agit de la pêche) : *a*) l'indigène, *b*) le futur colon par le moyen d'un enseignement approprié à introduire dans le programme des cours de préparation coloniale; à titre complémentaire, le congrès estime qu'un organisme administratif devrait être spécialement chargé de réunir une documentation à l'usage du pêcheur colonial et de fixer d'urgence les mesures pour préserver les eaux du dépeuplement.

Ces vœux sont excellents, mais il y a deux choses différentes, nous semble-t-il. Il faudrait un *office scientifique* chargé de la documentation et un bureau chargé d'étudier les moyens de préserver les richesses ichtyologiques et de rédiger des règlements, deux choses qui sont à faire pour des hommes de préparation différente.

Ces bureaux de centralisation de documents que nous préconisons depuis fort longtemps, sans lesquels l'administration ne pourra faire faire aucun progrès économique, doivent marcher de pair avec les conquêtes scientifico-économiques, sans lesquelles on ne peut espérer une véritable mise en valeur des colonies.

C'est aussi la thèse qu'à soutenu M. le professeur De Lannoy, dans l'exposé qu'il a fait lors des Journées coloniales de la « Situation financière » du Congo belge. Il a fait voir que les finances coloniales du Congo se ressentent de la transformation trop rapide du système d'exploitation adopté par l'État Indépendant. Et en énumérant les principales ressources du budget, il a montré une fois de plus l'insuffisance des renseignements en ce qui concerne les produits naturels, et était amené tout naturellement à proclamer la nécessité d'une vaste enquête scientifique et économique, dont les frais, il n'hésitait pas à le déclarer, devaient être faits par la Belgique.

Cette idée des enquêtes approfondies a été déjà défendue souvent en France, Chevalier, Jumelle, Perrot et nous-même en avons fait ressortir la grande importance et cela nous rappelle les mots écrits en 1909, dans notre étude sur les plantes cultivées en Afrique tropicale, parue dans le *Bulletin* de l'Institut colonial de Marseille : « Plus que jamais il est temps, pensons-nous, de soumettre les plantes cultivées par les indigènes à des enquêtes poursuivies dans toutes les colonies et, en particulier, dans celles de l'Afrique occidentale, afin de pouvoir déduire des résultats de ces enquêtes dans quel sens le Blanc doit diriger ses efforts, pour faire produire, par les indigènes, ce qui a pour le Noir, comme pour le Blanc, le plus de valeur alimentaire et commerciale. »

Il est à craindre que l'on ne doive reprendre souvent encore ce même thème, et cependant c'est en exécutant ces desiderata, bien plus qu'en forgeant des lois et des décrets, que l'on développera la situation économique des colonies tropicales.

Notons cependant que le département des Colonies de Belgique a mis cette question à l'étude et que dans les séances de la 2e section du Congrès international colonial de Gand (août 1913), un agent du ministère, M. G. Batz, a présenté une étude : « Programme d'enquêtes sur l'agriculture indigène »; nous aurons donc l'occasion de revenir sur la question.

Nous avons dit qu'il y avait, parmi les vœux adoptés en séance de clôture du Congrès, certaines conclusions discutables; nous ne citerons que celle-ci : « A voir le gouvernement favoriser l'utilisation industrielle et agricole de la main-d'œuvre chinoise au Katanga ».

Grave problème qu'il ne faudrait pas solutionner à la légère, car une solution positive dans le genre de celle-ci peut amener des conséquences graves : économiques et politiques.

En examinant dans une des séances des « Journées coloniales » le Katanga au point de vue économique « M. L. Hennebicq, avocat et professeur à l' Ecole des hautes Etudes de Bruxelles, a aussi envisagé cette question et tout en ne cachant pas les graves inconvénients de cette main-d'œuvre, a cru pouvoir conclure à sa nécessité.

Nous persistons à croire qu'il y a là un vrai danger. Il sera intéressant de voir ce qu'ont dit sur ce sujet M. W. Périer et M. de Muelenaere, au Congrès international colonial de Gand.

Au point de vue agricole proprement dit, une section du Congrès a émis les vœux que nous rappelons ci-dessous :

1° Que le département des Colonies examine s'il n'y aurait pas lieu de constituer un Conseil supérieur de l'Agriculture, et de la Sylviculture coloniales, en vue d'étudier les questions générales de reboisement, de déboisement et de mise en valeur de notre colonie;

2° Que le ministère des Colonies, annexe au Musée du Congo à Tervueren, une collection aussi complète que possible des instruments agricoles indigènes et de ceux qui sont proposés;

3° Que le ministère des Colonies installe dans ces postes de culture des ateliers de réparation d'outils et de machines agricoles;

4° Que le ministère des Colonies envisage l'introduction du matériel automobile de préparation du sol en remplacement de l'encombrant matériel avec charrue et tracteur;

5° Que le gouvernement belge fasse des essais systématiques de dessouchage et de préparation du sol au moyen des explosifs tant en Belgique qu'au Congo.

Cette question des explosifs en agriculture acquiert de jour en jour plus d'importance, et certes, il est du plus grand intérêt des colonies, et en particulier des colonies africaines, d'employer cette

méthode pour préparer le terrain. Dans le sud de l'Afrique, des résultats très intéressants ont déjà été obtenus, nul doute que l'introduction de ces procédés ne puisse faire économiser une main-d'œuvre longue et dispendieuse.

É. D. W.

La pêche aux grands cétacés sur la côte occidentale d'Afrique. — Depuis longtemps la baleine franche a émigré des côtes de Gascogne et d'Espagne vers les mers plus froides, et l'industrie de leur pêche est à peu près exclusivement entre les mains des pêcheurs norvégiens merveilleusement entraînés et installés pour cela, qui se sont rabattus vers les mers australes et plus particulièrement de nos jours, sur la côte africaine du sud. Là, ils capturent non seulement les baleines, mais encore tous les grands cétacés.

M. le professeur Gruvel s'est récemment préoccupé de cette question des plus intéressantes pour nos colonies de l'Afrique occidentale. (*Bull. Soc. nat. accl.*, 1913, n°s 12, 13.)

Les principaux cétacés que l'on rencontre du Cap de Bonne-Espérance aux Canaries sont : 1° la baleine franche du Sud (*Balæna australis* Desm.) qui pendant l'été remonte des régions antarctiques jusqu'au voisinage de l'Equateur; c'est un énorme animal qui mesure jusqu'à 25 mètres de longueur et recherché pour cela, ce qui explique sa diminution rapide;

2° Le *Megaptera longimana* Rud., dont la dimension ne dépasse guère 15 mètres et rencontré en bandes nombreuses par les expéditions antarctiques du *Belgica* et du *Pourquoi pas ;*

3° Le *Balænoptera musculus* L. de volume approchant celui de la Baleine franche, et pouvant peser jusqu'à 70.000 et 75.000 kilogrammes. Il vit dans les mêmes régions que le précédent;

4° Le *Balænoptera borealis* Lesson, de plus petite taille; il est également commun, mais en bandes moins nombreuses, parfois même, isolé ou par couples;

5° Enfin le *Globicephalus melas* Fraill., très cosmopolite et ne mesurant guère que 4 à 5 mètres de longueur.

Par suite du manque de nourriture (plankton) dans les mers antarctiques pendant l'hiver, ces espèces remontent plus ou moins, les deux premières jusqu'au Congo et parfois même jusqu'au Gabon, de telle sorte que la saison de pêche commence sur la côte ouest africaine du Sud, vers le mois de mai-juin pour se terminer au plus tard en novembre-décembre.

Les Baleinoptères remontent beaucoup plus au nord vers les côtes de l'A. O. F. et surtout vers le golfe de Guinée et la Mauritanie, et s'y rencontrent fréquemment accompagnés du Cachalot (*Physeter macrocephalus*), qui atteint jusqu'à 18-20 mètres de longueur.

Enfin, vivent également en quantités parfois importantes de nombreuses espèces, de plus petite taille, mais dont la capture peut fournir des revenus réels : le *Delphinus phocæna* L. (marsouin), l'*Orca gladiator* (orque-épaulard), les *Delphinus delphis* (Dauphin vulgaire), *D. tursio* Fab., etc.

Les Norvégiens possèdent pour chaque bateau-usine deux ou trois petits bateaux chasseurs rapides, solides et marchant par tous les temps et pourvus du canon lance-harpon. Aussitôt pris, le cétacé est amené au bateau-usine pour en extraire : huile, guano, poudre d'os et fanons. Cette fabrication dégage une odeur épouvantable et oblige à s'installer loin de tout centre habité. Une baleine de taille moyenne fournit de 35 à 40 fûts d'huile de 170 kilogrammes chacun, soit 6.000 à 7.000 kilogrammes d'un produit divisé en 5 qualités numérotées : 0, 1, 2, 3 et 4.

Ces huiles sont absorbées par les stéarineries, les savonneries et les tanneries; on est même arrivé récemment, par suite de l'application des procédés d'hydrogénation, à en obtenir une margarine parfaitement alimentaire.

Avec la masse musculaire fraîche on obtient une « poudre de viande » alimentaire employée surtout dans le sud de l'Allemagne pour l'engraissement des porcs.

L'animal à traiter est déjà en voie de putréfaction, on fait avec la masse des chairs deshuilées et les os, un *guano* estimé (4 tonnes environ par animal de poids moyen).

Quant aux fanons des baleines vraies et des Baleinoptères, leur prix est encore élevé : 12.000 francs la tonne pour ceux de la Baleine franche australe qui peut en fournir 300 à 400 kilogrammes. Ajoutons encore l'*ambre gris* comme produit qu'on peut retirer de ces animaux.

Cette industrie est très florissante et nécessite un capital de un million de francs environ, pour un bateau-usine et deux bateaux-chasseurs. Le rendement varie de 20 à 100 0/0 du capital engagé et pour couvrir les frais, il faut que chaque bateau-chasseur captive 80 à 100 gros animaux. Quelles hécatombes formidables il a fallu faire, dit M. Gruvel, pour qu'une de ces sociétés opérant sur les côtes brésiliennes, ait pu atteindre le chiffre de de 100 0/0 (1).

Or, depuis 1868, les armements français pour cette pêche ont disparu; est-il nécessaire de répéter que nous avons été les premiers baleiniers du monde!

Il faut encore ajouter que bon nombre de sociétés ne s'occupent pas des sous-produits et ne font que de l'huile, d'où des massacres en pure perte pour une bonne part, car une fois le lard retiré, ces bateaux abandonnent le reste.

La conclusion de ce travail est qu'une réglementation internationale s'impose pour surveiller cette industrie et que tous les peuples intéressés doivent se prêter à une surveillance active; sans cela, les gros cétacés disparaîtront à bref délai, ce qu'il faut, dans l'intérêt de tous, empêcher par tous les moyens. L'appel du professeur Gruvel et du Dr Charcot paraît avoir été entendu. Souhaitons-le.

Professeur Em. Perrot.

Institut international d'agriculture. — *Bulletin mensuel des renseignements agricoles et des maladies des plantes.* Voici la quatrième année du fonctionnement de cet Institut et le sixième bulletin publié; on y trouve de très nombreux et courts extraits des principaux travaux parus dans différentes langues et intéressant l'agriculture en général. Nous devons signaler particulièrement une note originale de notre compatriote. M. A. Maublanc, ancien secrétaire général de la Société mycologique de France, collaborateur du regretté Dr Delacroix au Laboratoire de pathologie végétale de la rue d'Alésia, à Paris. Appelé par le gouvernement brésilien à Rio de Janeiro, M. A. Maublanc y a fondé un *Institut de Phytopathologie* et atteste son activité par une série

(1) M. Gruvel rapporte que dans l'Angola portugais, un bateau-usine, accompagné de 2 bateaux-chasseurs a, en 1910, capturé 230 Baleines ou Baleinoptères qui ont donné 622.500 kilogrammes d'huile, sans compter le guano et la poudre d'os.

d'observations sur les maladies cryptogamiques des plantes utiles.

Nous sommes heureux de signaler l'initiative du Brésil et les efforts de notre distingué compatriote qui fait honneur à la science française.

EM. PERROT.

Documents sur la géobotanique congolaise. — Au fur et à mesure que les documents botaniques sur l'Afrique s'amoncellent dans les grands Instituts ou herbiers d'Europe, le besoin se fait sentir de grouper les résultats acquis et en ce qui concerne la géographie botanique, il semble que les spécialistes de Berlin, comme ceux de Londres, de Bruxelles ou de Paris, soient pris d'une louable émulation.

Est-ce à dire qu'on ait accumulé assez de faits pour une œuvre d'ensemble sur le continent noir? Non certes pas encore : néanmoins on doit suivre avec attention les tentatives intéressantes que nous avons déjà signalées.

Voici de nouveau qu'un livre important vient de paraître (1) sur la géobotanique congolaise. Son auteur est naturellement M. DE WILDEMAN, le botaniste le plus documenté sur la flore du Congo, à qui l'on doit déjà tant de publications sur ce sujet.

Cet auteur ne se fait d'ailleurs aucune illusion sur la portée scientifique de l'ouvrage qu'il présente aux lecteurs, car il convient dans son Introduction, qu'il est « actuellement très difficile pour ne pas dire impossible, d'établir pour le Congo belge, un aperçu géobotanique quelque peu précis, car dans l'étude de la flore, il y a trop de lacunes ».

« Il serait sans doute téméraire, ajoute-t-il, d'affirmer l'identité complète des flores de la forêt centrale, de la forêt mayumbienne et de celle du Cameroun; il serait même impossible de certifier que les éléments constitutifs de la flore forestière centrale sont également distribués au nord et au sud de l'Equateur, à l'est et à l'ouest de la cuvette congolaise. »

Au Congo, particulièrement, comme dans la plus grande partie de l'Afrique tropicale, il faut distinguer les associations végétales qui composent les *forêts* (2), les *brousses*, les *savanes* et les *marais* et qui peuvent être assez variables dans leur composition respective en espèces.

Chacun sait d'ailleurs que les indigènes eux-mêmes, qu'ils soient Américains ou Africains, possèdent dans leurs langues des mots spéciaux pour désigner les différents facies de la forêt, c'est ainsi que les Congolais donnent le nom de « bwange » à la forêt inondée dans laquelle pénètre difficilement le jour et où règne le silence en même temps que l'humidité !

Quand le sol se relève et que la densité diminue, que le sous-bois apparaît, l'association des végétaux prend le nom de « supâ ». La forêt riche en lianes est le « pongbo » à laquelle succède souvent en s'éloignant des rivières une végétation buissonnante qui n'est plus la forêt et qui forme la transition avec la brousse de la plaine et que les indigènes appellent « likombe ».

Pour cette jolie publication, M. DE WILDEMAN a emprunté partout et choisi judicieusement plus de 150 photographies des plus instructives et des cartes géologiques ou autres. Il en résulte que l'ouvrage de M. DE WILDEMAN constitue un nouveau document qui prendra place dans la littérature scientifique, en attendant qu'une œuvre d'ensemble puisse être faite avec précision. D'ici là, ce livre sera consulté avec fruit par tous les botanistes africains (1).

EM. PERROT.

La flore de l'Afrique centrale française. — On se rappelle qu'il y a dix ans, une mission scientifique, sous la direction d'Auguste CHEVALIER, était organisée par le ministère des Colonies, l'Institut de France et le Muséum d'Histoire naturelle, dans le but d'explorer le bassin intérieur de l'Afrique centrale. Avec son chef, la mission comprenait le Dr DECORSE, le capitaine d'artillerie coloniale COURTET et le jardinier Martret; tous trois sont morts aujourd'hui. L'objectif essentiel des recherches de la mission Chari-Tchad, dont les observations immédiates ont été publiées (2), était l'étude des végétaux qui composent la flore de ces régions.

La mission rapporta une énorme quantité de documents de toute nature et pourtant quelles difficultés il fallut vaincre!

Il n'est pas inutile de rappeler comment furent constitués les herbiers, car la méthode suivie par CHEVALIER lui a toujours donné d'excellents résultats et il l'avait d'ailleurs adoptée d'après les conseils du botaniste L. PIERRE et c'est la seule qui permettra dans les pays tropicaux humides de préparer rapidement une grande quantité de matériaux.

« Les plantes étalées entre les lits de papier non collé étaient réunies en paquets de 15-20 centimètres d'épaisseur au maximun. Sur quatre piquets verticaux placés en carré, on disposait à un mètre au-dessus du sol des traverses horizontales sur lesquelles étaient placés les paquet, puis au-dessous de ce séchoir, on entretenait nuit et jour un feu vif. Les paquets étaient fréquemment retournés et les parts entremêlées comme dans un jeu de cartes battues, de manière à amener constamment à la surface les échantillons les plus gorgés d'eau.

« Les plantes recueillies en une journée étaient par cette méthode ordinairement sèches le lendemain matin. Ensuite réunies par petits paquets entre des feuilles de papier et étiquetées, elles étaient placées dans des sacs en tissu caoutchouté imperméable, sacs qui étaient aussitôt cousus et fermés hermétiquement avec un vernis et placés ensuite dans des cantines en bois, zinguées à l'intérieur. »

Grâce à ces précautions, environ 50.000 parts d'herbier furent rapportées par la mission en excellent état, et depuis empoisonnées par la solution de sublimé à 40 p. 1.000, afin d'en rassure la conservation indéfinie.

Ce travail accompli sous la surveillance de COURTET n'a pas demandé moins de 3 années et depuis cette époque, M. CHEVALIER et ses collaborateurs ont pu déterminer la presque totalité des espèces.

Nous insistons à dessein sur ce point, car bien peu de personnes se rendent compte de l'effort écrasant nécessité par un semblable travail. Il faut la robuste constitution et la volonié tenace d'un Chevalier pour le mener à bonne fin. Aussi doit-on le louer de n'avoir pas attendu plus longtemps pour publier l'ensemble de ses études.

(1) E. DE WILDEMAN, *Documents pour l'étude de la géobotanique congolaise*. 1 vol. in-8°, 406 pages avec 116 planches similigr. hors texte et nombreuses cartes.

(2) Voir aussi à ce propos le livre de Aug. CHEVALIER, *L'Afrique centrale française*, Paris 1907.

(1) Extrait du tome LI du *Bull. soc. royale bot. Belgique* (2e série t. I. volume jubilaire).

(2) *L'Afrique centrale française*, par Aug. CHEVALIER, 1 vol. grand in-8° de 776p. avec nombreuses planches, figures et cartes. Paris, 1907. Challamel éditeur.

Le *tome I*, qui vient de paraître est une énumération, raisonnée des plus utiles, puisqu'elle permettra dorénavant à tous les travailleurs de consulter la riche collection qui est constituée au *Laboratoire d'Agronomie coloniale* du Muséum d'Histoire naturelle.

EM. PERROT.

Analyse de quelques engrais verts du sud de l'Inde. — D'après le *Tropical Agriculturist* (janvier 1913), voici la répartition de l'azote chez différentes plantes utilisées comme engrais verts dans les régions tropicales de l'Inde :

	Azote total	Répartition de l'azote dans les divers membres de la plante
		% d'azote
Crotalaria juncea.		
Plante entière.....	0,708	
Feuilles.....	1,34	54,70
Tiges.....	0,480	41,80
Racines.....	0,315	3,50
Sesbania aculeata.		
Plante entière.....	0,619	100
Feuilles.....	1,236	52,70
Tiges.....	0,444	41,70
Racines.....	0,224	5,60
Indigotier.		
Plante entière.....	2,18	100.
Feuilles et fleurs....	0,60	35,2
Tiges.....	1,18	29,10
Racines.....	1,22	3,70
Gousses.....	3,07	32

Ainsi, dit notre excellent confrère du *Bulletin économique de l'Indochine* (1913, n° 101, p. 265), on peut introduire dans le sol une très importante quantité d'azote par l'enfouissement d'engrais verts. Par exemple, une récolte de *Sesbania aculeata* (obtenue à la Ferme centrale de Comitatore) sur une superficie d'un acre (40 ares 48) pesait 9.000 kilogrammes environ et contenait approximativement 57 kilogrammes d'azote. Dans l'emploi des engrais verts, il est très important de tenir compte de la répartition de l'azote dans la plante.

M. Aug. Chevalier conseille également, dans les plantations de cacaoyers notamment, la culture des engrais verts et préconise, au Gabon, par exemple, le *Crotalaria retusa* à enfouir au moment de la floraison.

EM. PERROT.

La culture du coton. — La littérature concernant le coton est, on le sait, fort volumineuse et de toute part, en dehors des livres généraux, on constate l'apparition de rapports sur les essais de culture faits un peu partout dans les régions chaudes.

Le meilleur ouvrage spécial à l'Egypte est, sans contredit, celui de l'agent de culture du prince Omar pacha Tonsoun, M. AHMED EL ALFI, et c'est précisément la traduction française (1) de cet excellent livre que nous recommandons à nos lecteurs intéressés.

L'ouvrage comprend trois parties :

1° *Le coton en Egypte; travaux du sol, semis*, etc.;

2° *Maladies et insectes nuisibles; traitements et moyens de défense;*

3° *Considérations et observations diverses sur la culture du coton en Egypte; statistiques.*

Les traducteurs, MM. Ch. LEPINEY, chef de bureau, et M. A. BEBBAGH, agent de culture indigène, se sont attachés à suivre d'aussi près que possible le texte arabe et nous devons les remercier d'avoir mis les colons français dans la possibilité de bénéficier des observations pratiques faites par l'un des meilleurs agents de culture égyptienne.

EM. PERROT.

La lutte contre les sauterelles en Afrique du Sud(1). — En 1908, en présence des ravages causés par les sauterelles, le gouvernement du Sud-Afrique décida d'entreprendre une enquête générale sur l'apparition des sauterelles, leur propagation et les mesures à prendre pour les combattre efficacement. Il organisa le « Locust Bureau » à l'entretien duquel contribuèrent avec les colonies britanniques, les gouvernements du Sud-Ouest Africain allemand et de l'Est Africain portugais. Les informations furent concentrées à Prétoria et reportées sur un plan du Sud-Afrique, depuis le 10e degré Sud. Tous les fonctionnaires intéressés avaient reçu des cartes postales où se trouvait un tableau préparé pour l'inscription de toutes les caractéristiques du vol : importance, direction, état, etc.

Les rapports du *Locust Bureau* ont décrit deux espèces de sauterelles migratrices causant des dommages dans le Sud-Afrique. Ce sont les sauterelles à ailes rouges (*Cyrtocantharis septemfasciata*) et les sauterelles brunes (*Pachytylus sulcicollis*). Un vol de *Locusta danica* a été vu en 1907. Un fait important se rapportant aux œufs de sauterelles brunes, est à signaler : ces œufs conservent leur vitalité pendant un certain nombre d'années, en l'absence d'une humidité suffisante pour les faire éclore. L'entomologiste du Cap a pu faire éclore un petit lot conservé à la sécheresse pendant trois ans et demi ; il semble que ce soit là un maximum.

En 1909, des vols immenses de sauterelles, partis du désert de Kalahari s'étendirent dans la Colonie du Cap et la région de l'Orange, atteignant la côte entre Port-Elisabeth et East London. Le fléau fut combattu énergiquement, et les quelques essaims qui échappèrent furent la proie des oiseaux. En 1910, les sauterelles ont encore causé quelques dégâts dans le Sud-Ouest Africain allemand.

Actuellement le « Locust-Bureau » estime que les régions où s'étend effectivement son action peuvent être considérées comme à l'abri des grandes invasions. Mais il est absolument nécessaire que l'on reste « sous les armes », c'est-à-dire que les mesures puissent être appliquées dès que le danger sera signalé à nouveau.

Après de nombreuses expériences, la Commission s'est arrêtée à l'emploi des bouillies arsenicales, à l'exclusion de tout autre procédé : feu, appareils cypriotes, piétinement etc. La bouillie (solution d'arséniate de soude mélangée à de la mélasse) est répandue sur les criquets, soit quand ils viennent d'éclore, soit quand ils sont déjà en marche. Elle tue presque instantanément les insectes qu'elle atteint, et ceux qui n'ont pas été touchés directement meurent en consommant l'herbe arrosée avec la solution ou le corps des criquets morts empoisonnés. Les opérations sont dirigés par des fonctionnaires spéciaux dit « Locust officers » assistés

(1) AHMED EL HAFI, *La Culture du coton en Egypte*, traduit par A. SEBBAGH et CH. LEPINEY. Un volume publié par la Direction générale de l'Agriculture et de la Colonisation de la régence de Tunis, Tunis, 1913.

(1) G. CARLE. *Bulletin économique de Madagascar* 1912, 2e Semestre, n° 2, p. 163.

d'hommes de troupe. L'insecticide, prépare par les soins du gouvernement, est livré dans des bidons spéciaux, marqué « Locust poison » et en contenant 6 lit. 800. Pour le préparer, on fait dissoudre 90 kgr. 600 d'arséniate dans 68 litres d'eau bouillante ; on complète à 90 litres avec de l'eau froide. On verse 2 lit. 270 de cette solution dans un des bidons spéciaux, on ajoute 4 lit. 543 de mélasse et on agite soigneusement : on obtient ainsi le « Prepared Locust Poison ».

Le Département de l'Agriculture du Transvaal conseille le mélange suivant :

Pour les criquets ayant moins de deux semaines.

« Prépared Locust Poison » 1 volume
Eau..... 66 volumes

Pour des criquets plus âgés :

« Prépared Locust Poison » 1 volume
Eau..... 50 volumes

Le bidon coûte 1 fr. 25; son contenu revient à 3 fr. 50.

La solution est répandue en pluie fine sur la végétation entourant un essaim endormi ou sur une bande de terre large de quelques mètres en avant d'un essaim en marche.

L'emploi de cet insecticide ne présente aucun danger pour les troupeaux, à condition qu'il soit pris quelques précautions. C'est ainsi qu'on évitera l'abandon, en tas, de fourrage empoisonné à la portée des bestiaux, l'emploi d'insecticide trop concentré et surtout l'utilisation pour l'abreuvage des animaux de récipients, insuffisamment nettoyés, ayant contenu de l'insecticide.

R. et B.

Rapport sur la question de l'opium. — Une commission composée de MM. Jeanselme, L. Martin, Pottevin, Thiroua et Noel Bernard, a fourni à la *Société de pathologie exotique*, un rapport très documenté sur les ravages de l'opium, son extension et ses conséquences. Elle a formulé les vœux suivants :

1° Que les Pouvoirs publics prennent les mesures nécessaires pour empêcher l'extention de l'opiomanie en France, et pour détruire, dans les milieux bien délimités, où ils se sont produits, les foyers déjà existants ;

2° Que le gouvernement de l'Indochine prenne les dispositions nécessaires pour la suppression graduelle de l'opium au fur et à mesure que cette suppression sera réalisée dans les pays limitrophes;

3° Que l'usage de l'opium soit interdit en France et dans les colonies, à tous les fonctionnaires civils et marins, sous peine de sanctions disciplinaires;

4° Que le gouvernement de l'Indochine complète et développe les mesures qu'il a déjà prises (interdiction aux fumeurs indigènes d'accéder aux positions publiques et au grade de mandarinat, enseignement scolaire et public, organisations hospitalières en vue du traitement).

On sait quelles difficultés rencontre le gouvernement dans la lutte contre l'opuim; les fraudes, les fumeries clandestines, les trafics cachés de la drogue, constituent des difficultés immenses. Des mesures gouvernementales ne suffiront pas pour empêcher l'extension de ce vice, qui, quoi qu'on en ait dit, est moins répandu en France qu'on ne le croit. Une entente avec les gouvernements voisins de nos possessiions asiatiques serait, à ce point de vue, des plus nécessaires (*Soc. de path. exot. 11 juin 1912*).

L. T.

La quinine et le traitement de la scarlatine. — Au cours d'une épidémie de scarlatine survenue en Sicile, M. Trapani remarqua que la maladie respectait les centres dans lesquels était établi un service antimalarique. S'appuyant sur cette constatation, et sur les recherches biologiques de MM. Amato, Yamaleia. Dæhle, qui auraient cru retrouver dans les leucocytes des scarlatineux, des protozoaires, à la vérité mal définis, M. Trambust proposa de faire aux scarlatineux des injections de quinine, sous-cutanées. Il obtint ainsi des guérisons, et des améliorations constantes à partir de la troisième injection.

Sans vouloir conclure d'observations encore trop peu nombreuses, l'auteur attire l'attention sur ce mode de traitement qu'il y aurait lieu d'essayer sur une plus large échelle. (Trambusti *Acad. roy. des sciences médic. de Palerme*, 26 avril 1913).

L. T.

Du danger de certains tapis. — Il semble bien invraisemblable que de simples tapis puissent être dangereux ; c'est cependant ce qui semble s'être produit dans le cas rapporté par M. Kuttner. Cet auteur obserba chez cinq malades, des troubles d'hyperchlorhydrie, vomissements accompagnés de symptômes d'anémie, qui disparaissaient dès que ces malades, s'éloignaient de chez eux ; frappé par la teinte des tapis, l'auteur se demande si ceux-ci qui recouvraient tous les parquets, n'étaient pas teints avec une substance toxique. Or, l'analyse chimique y décela une notable quantité d'arsenic, dont la présence fut révélée dans l'urine des malades. C'est-là un mode d'intoxication qui doit être bien rare (Kuttner. *Médiz. Klin*, 1912 p. 1565).

L. T.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	6 25 à . ..
Conakry Niggers	5 50 à 6 ..
Soudan Niggers rouges	5 50 à . ..
Soudan Niggers blancs	4 75 à 5 25
Soudan lanières et plaques	6 .. à 6 25
Soudan Manoh	5 .. à 5 25
Lahou petits Cakes	4 25 à 4 75
Lahou Niggers	4 50 à 5 ..
Gambie A	4 25 à 4 75
Gambie AM	3 75 à 4 ..
Gambie B	3 .. à 3 50
Bassam Lump	2 50 à 3 ..

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	5 50 à 5 75
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	3 50 à 4 ..
Kasai noir I	4 75 à 5 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	4 .. à 4 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	3 .. à 3 75
Mongala lanières	4 .. à 4 75
Aruwini	4 .. à 4 75
Wamba rouge I	3 .. à 3 75
Uelé	4 .. à 4 75
Détroits crêpe I	6 50 à 7 25

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Colonisation. — **Vente de propriétés.** — Un certain nombre de propriétés ayant figuré dans la dixième vente à bureau ouvert, dont les opérations viennent de prendre fin, sont encore disponibles.

Ce sont :

Dans le département d'Alger, la propriété n° 3 de Flatters (65 hectares; prix 18.000 francs).

Dans le département d'Oran, les propriétés n^{os} 1, 4, 5, 6 et 10 de Mouïla (79 à 105 hectares; prix : 4.100 à 10.000 francs).

Dans le département de Constantine, les n^{os} 9, 10 et 11 de Foum-Toub (59 à 81 hectares; prix : 6.300 à 7.600 francs), et la propriété n° 3 d'Enchir-Saïd (62 hectares; prix : 16.300 francs).

Ces immeubles peuvent être achetés de gré à gré jusqu'au 1er novembre prochain. Les demandes d'acquisition devront être adressées au gouverneur général.

Notices et renseignements au gouvernement général (Direction de l'agriculture, du commerce et de la colonisation), 26, boulevard Carnot, Alger; à l'Office de l'Algérie (Palais-Royal, Paris) et dans les préfectures d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Forêts. — **Les incendies de forêts.** — M. Lutaud, ému par les incendies de forêts signalés sur tous les points de l'Algérie, vient d'adresser aux conservateurs des eaux et forêts, aux sous-préfets, aux administrateurs et aux maires une circulaire leur prescrivant une active surveillance.

Voici le texte de cette circulaire :

« Bien que nous ne soyons encore qu'au début de la période chaude, un assez grand nombre d'incendies graves m'ont déjà été signalés, et l'importance des dégâts est dès à présent considérable.

« Cette situation est préoccupante. Elle peut faire craindre le retour de sinistres tels que ceux qui, avant 1903, ravageaient périodiquement le domaine forestier, faisant perdre à la colonie le bénéfice des sacrifices consentis pour sa mise en valeur.

« J'appelle donc, d'une façon pressante, votre attention sur la nécessité de redoubler d'ardeur dans la lutte contre le fléau qui semble de nouveau menacer nos massifs forestiers.

« Afin de bien montrer aux populations indigènes tout l'intérêt que l'administration porte à la conservation des forêts, et pour les tenir constamment en haleine, il importe que MM. les conservateurs des eaux et forêts, ainsi que MM. les sous-préfets, fassent des tournées dans les régions qui paraissent le plus menacées. Je voudrais également, dès qu'un incendie important est signalé, voir ces hauts fonctionnaires se rendre sur les lieux et apporter ainsi aux agents chargés d'organiser la lutte, le concours de leur expérience et de leur autorité.

« Il va de soi que les administrateurs et agents forestiers doivent partir sans délai dès qu'un incendie éclate dans leur circonscription. Les conservateurs et sous-préfets devront me signaler ceux de ces fonctionnaires qui auraient négligé de le faire.

« Je suis convaincu, d'ailleurs, qu'une entente persévérante des services appelés à intervenir et l'observation rigoureuse et méthodique des règles que je vous ai tracées dans mes différentes circulaires au sujet des mesures à prendre, en cas d'incendie, permettront d'éviter une recrudescence des sinistres.

« A ce sujet, j'insisterai, toutefois, sur une mesure de précaution qui me paraît avoir été un peu perdue de vue au cours d'un sinistre récent. Je veux parler de la lutte dans les circonscriptions voisines de celle qui se trouve atteinte par un incendie. Il est de toute nécessité de ne pas attendre le dernier moment pour réunir sur le point menacé un nombre de travailleurs suffisant pour s'opposer à la progression du feu. Vous voudrez bien, en conséquence, lorsqu'un incendie vous aura été signalé dans un arrondissement voisin, prendre toutes les dispositions utiles pour préserver votre territoire. »

Mines. — **Redevances sur les mines.** — Aux termes des dispositions de l'article 21 du décret du 8 août 1913, rendant applicable à l'Algérie la loi du 26 novembre 1912, relative aux redevances sur les mines, les déclarations à faire par les exploitants de mines, en exécution des articles 9 et 10 dudit décret, doivent être, pour les années 1912 et 1913, reçues jusqu'à une date qui sera fixée par le gouverneur général de l'Algérie.

Par décision en date du 28 août 1913, le gouverneur général a fixé au 1er octobre 1913 la date extrême jusqu'à laquelle ces déclarations seront reçues par le service des mines.

Tunisie. — Agriculture. — **Prêts de semences aux indigènes.** — Le gouvernement du protectorat vient de décider que des prêts de semence seraient faits cette année aux indigènes.

Ces prêts ont été fixés à 10.000 quintaux de blé dur et 10.000 quintaux d'orge.

Ils sont destinés aux régions de Gafsa, Gabès, Kairouan, les Souassi, Nabeul et Souk-el-Arba.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale.*

16 *août*. — *Arrêté* du 16 juillet relatif à l'approbation par les lieutenants-gouverneurs des Colonies de l'Afrique occidentale française des cahiers des charges, adjudications et marchés de gré à gré.

Arrêté du 1er août promulguant en Afrique occidentale française le décret du 28 juin 1913, portant prorogation des permis de recherches minières en Afrique occidentale française.

Par dérogation aux dispositions de l'article 23 du décret du 6 juillet 1899, de l'article 2 du décret du 22 août 1906, de l'article 1er des décrets des 9 juin et 23 août 1911, les permis de recherches s'appliquant à des périmètres situés dans les Colonies et Territoires de l'Afrique occidentale française, ayant bénéficié des dispositions du décret du 23 août 1911 et dont la date d'expiration définitive tomberait entre le 1er juillet 1911 et le 30 juin 1913, pourront, à la demande des titulaires, mais sous réserve expresse des droits des tiers, être renouvelés gratuitement à compter de leur date d'expiration, pour une nouvelle période qui prendra fin le 31 décembre 1913.

Hygiène. — **Création d'une inspection générale des services sanitaires civils.** — Un décret du 27 août 1913 décide que l'inspection des services sanitaires civils de l'Afrique occidentale française, créée par arrêté du gouverneur général, en date du 10 janvier 1903, est transformée en inspection générale.

La fonction d'inspecteur général est remplie par le médecin inspecteur, directeur du service de santé de l'Afrique occidentale française qui prend le titre d'inspecteur général des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française.

L'inspecteur général des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française, placé auprès du gouverneur général, est chargé de la haute direction et du contrôle de tous les services sanitaires et médicaux du gouvernement général.

Les attributions de ces services sont réglées par arrêté du gouverneur général.

FINANCES. — **Approbation des cahiers des charges.** — Un arrêté du 16 juillet stipule que les lieutenants-gouverneurs des Colonies de l'Afrique occidentale française approuvent, en Conseil d'administration ou en Conseil privé, par délégation du gouverneur général, les cahiers des charges, adjudications et marchés de gré à gré pour les fournitures, transports et travaux nécessaires à l'exécution des Services du budget général, des budgets annexes d'exploitation des chemins de fer et du port de commerce de Dakar et des budgets sur fonds d'emprunt, lorsque la dépense totale n'atteint pas 50.000 francs et que l'engagement porte sur une seule année. Ces dispositions sont applicables aux fournitures de matériel nécessaire à l'exécution des travaux effectués en régie aussi bien qu'aux travaux exécutés à l'entreprise, à la condition que, dans l'un et l'autre cas, les projets définitifs des ouvrages aient été préalablement approuvés par le ministre des Colonies ou le gouverneur général.

Une copie des cahiers des charges et des marchés dressés ou passés en exécution de la disposition précédente doit être obligatoirement envoyée au gouvernement général (Direction des Finances), pour l'exercice de son contrôle, par le premier courrier qui suit la date à laquelle l'acte a été établi. Le gouverneur général pourra toujours surseoir à une adjudication annoncée.

Les cahiers des charges, adjudications et marchés de gré à gré définis à l'article premier, lorsque la dépense porte sur plusieurs années ou qu'elle atteint ou dépasse 50.000 francs, sont également approuvés par le lieutenant-gouverneur, en Conseil d'administration ou en Conseil privé, mais cette approbation ne devient définitive qu'après avoir été ratifiée par le gouverneur général.

Haut-Sénégal-Niger. — MINES. — **Permis d'exploration.** — Un décret du 22 août 1913 décide que les permis d'exploration délivrés dans la région du Lobi (Haut-Sénégal-Niger), existant au 30 septembre 1913, auront leur durée de validité prorogée jusqu'au 31 décembre 1914 sans aucun nouveau versement de taxe pour la prolongation de validité dont ils se trouveront ainsi bénéficier.

Territoire militaire du Niger. — COMMERCE. — **Création d'un comité consultatif du commerce.** — Sur la proposition du colonel commissaire du gouvernement général au territoire militaire du Niger, il est institué, au territoire militaire du Niger, un Comité consultatif du commerce composé ainsi qu'il suit : le chef de bataillon, président, ou à son défaut, quand le conseil se réunit à Niamey, le commandant du cercle de Niamey; deux négociants européens : un de Zinder, un de Niamey; deux négociants indigènes, dont un de Niamey; un secrétaire choisi par le commissaire du gouvernement général au territoire militaire du Niger.

Les membres européens et indigènes sont nommés chaque année par décision du gouverneur général sur une liste de notables établie par le commissaire du gouvernement général. Les nominations auront lieu chaque année, à la date du 1er janvier.

Le comité aura pour mission principale de donner, à titre consultatif, des avis motivés sur toutes les questions se rapportant au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, aux essais de toute nature à tenter pour la mise en valeur du territoire.

Il se réunira à Zinder ou à Niamey sur un avis de convocation du commissaire du gouvernement général. Le procès-verbal de chaque séance, signé de tous les membres présents, sera transcrit sur un registre spécial, préalablement coté et paraphé par le président.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

16 *août.* — *Arrêté* du 1er août transférant le poste douanier de Condeïré à Sobaneh.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

31 *juillet.* — *Arrêté* du 10 juillet soumettant à une enquête de commodo et incommodo le projet de lotissement des terrains ouest de Grand-Bassam.

Arrêté du 22 juillet fixant les limites de distribution gratuite des télégrammes et les taxes à percevoir pour ceux portés par exprès.

Dans les localités pourvues d'un bureau télégraphique, les télégrammes sont remis gratuitement aux destinataires dans les limites de l'agglomération urbaine.

Au delà de ces limites, la taxe à percevoir, pour la remise par exprès, sera de 0,15 par kilomètre calculée pour l'aller seulement. Minimum de perception : 0,15.

Si la distance exacte entre le bureau d'arrivée et le domicile du destinataire n'est connue ni de l'expéditeur ni du gérant, ce dernier percevra des arrhes, c'est-à-dire, une somme double de celle qui serait perçue pour la distance présumée. Il inscrira avant l'adresse la mention « XP arrhes » comptée pour un mot.

Arrêté du 22 juillet ouvrant la colonie à l'exploitation des gites naturels de substances minérales.

La colonie est ouverte à l'exploitation des gites naturels de substances minérales.

Sont temporairement exclus de cette mesure : le cercle des Gouros ; la région Dida, du cercle de Lahou ; les cercles du Haut-Sassandra et du Haut-Cavally, et la région Taï-Patokla. Toutefois, le cercle des Gouros sera ouvert à l'exploitation des substances minérales à partir du 1er octobre 1913 et la région Dida à partir du 1er janvier 1914.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *août.* — *Arrêté* du 25 juin portant application d'un tarif spécial pour le transport sur le tramway nord de Porto-Novo des pierres, cailloux et sable.

Les pierres, cailloux et sable pourront être transportés sur le tramway nord de Porto-Novo à raison de dix centimes par tonne et par kilomètre aux conditions ci-après :

Ces matériaux seront transportés uniquement par trains complets de 40 tonnes et pour un trajet minimum de 40 kilomètres ou payant pour ce poids et cette distance.

Les trains devront être demandés au moins huit jours à l'avance et ne seront fournis qu'autant que les nécessités du service de l'exploitation et les disponibilités de matériel le permettront.

Le chargement au départ et le déchargement à l'arrivée seront exécutés par les soins, aux frais, risques et périls des expéditeurs et des destinataires.

Les opérations de chargement du train de matériaux, par mesure de sécurité, devront être effectuées aux heures stricte-

ment indiquées par la direction du service du tramway. Les opérations de déchargement devront être terminées 24 heures après l'arrivée du train à destination.

Arrêté du 23 juillet créant un poste de douane à Doloumé.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la République française.*

4 septembre. — Décret du 28 août 1913 établissant le régime forestier applicable à Madagascar.

Journal officiel de Madagascar et dépendances.

26 juillet. — *Arrêté* du 16 juillet étendant, à partir du 1er janvier 1914, au territoire du poste administratif de Tongobory (district de Betioky), l'application de l'arrêté du 4 décembre 1912 réglementant les prestations dans les districts de la province de Tulear.

Arrêté du 16 juillet instituant une foire à Maevatanana (province de Maevatanana).

Arrêté du 23 juillet modifiant l'arrêté du 29 mars 1911, rendant applicable aux marchés d'entreprises passés pour les travaux à la charge du budget local et de ses annexes, les conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1899.

Le paragraphe 2 de l'article 1er de l'arrêté du 29 mars 1911 est modifié comme suit :

... 2° L'article 15 des mêmes conditions générales est complété par la mention ci-après :

« L'entrepreneur devra faire connaître à l'avance à l'administration, dans le délai imparti aux cahiers des charges particulières à chaque entreprise, le jour et le lieu des paies, afin que le représentant des travaux publics et l'ordonnateur ou son représentant puissent y assister. »

Arrêté du 12 juillet déterminant les périmètres urbain et suburbain d'Antsirabe, et fixant les conditions générales de leur aliénation.

Les terrains domaniaux urbains et suburbains disponibles, lotis ou non lotis, pourront être aliénés au fur et à mesure des demandes :

1° A l'amiable lorsque les aliénations auront pour objet l'application des alignements dans les conditions des articles 30 et suivants de l'arrêté du 8 avril 1911, ou auront un aractère transactionnel ;

2° Aux enchères, dans les conditions du cahier des charges du 30 mars 1909 approuvé le 21 mai 1909, dans les autres cas et à charge pour les acquéreurs : *a*) En ce qui concerne les lots urbains, d'y faire des installations et constructions durables dans les conditions indiquées à l'article 18 de ce cahier des charges, dont la valeur totale devra, cependant, représenter une valeur moyenne de cinq francs par mètre carré de superficie du lot ; *b*) En ce qui concerne les lots suburbains d'y faire des constructions ou installations ou plantations représentant une valeur de 150 francs par are.

La mise à prix sera, dorénavant, par modification de l'article 1er de ce cahier des charges, fixée à 1 fr. 50 le mètre carré, pour les terrains de la zone urbaine et à 1 franc pour ceux de la zone suburbaine.

Les terrains de ces zones non encore lotis feront l'objet d'un lotissement. Transitoirement, ils seront mis en adjudication sur croquis présentés par le demandeur, acceptés par le chef de la province, dont la décision à cet égard sera souveraine. Les lots choisis devront être d'un seul tenant et ne pourront être en principe, d'une contenance inférieure à 200 mètres carrés ni supérieure à 1.500 mètres carrés pour les terrains urbains et à 1 hectare pour les terrains suburbains.

L'article 19 du cahier des charges est complété ainsi qu'il suit : Lorsque le terrain adjugé ne sera pas immatriculé, l'adjudicataire devra en provoquer l'immatriculation au nom de l'Etat, à ses frais, dès notification de l'approbation de l'adjudication, avec inscription des droits en résultant à son profit. En cas de retard dans l'accomplissement de cette formalité, l'adjudication pourra être annulée, comme il est dit à l'article 21 du cahier des charges.

2 août. — *Arrêté* du 26 juillet promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances, le décret du 10 juin 1913 autorisant la réallocation, au titre de l'exercice 1913, du reliquat disponible sur le crédit de 100.000 francs inscrit au budget extraordinaire de Madagascar (1912), en vue du règlement des dépenses occasionnées par le cyclone du 24 novembre 1912.

Arrêté du 18 juillet créant à Tsiandro (province de Morondava), un bureau de poste auxiliaire de la 3e catégorie.

Arrêté du 25 juillet ouvrant le bureau d'Antsenavolo (province de Mananjary(au service des colis postaux de 5 kilogrammes.

FORÊTS. — **Le régime forestier de Madagascar.** — Un décret du 28 août établit le régime forestier applicable à Madagascar.

Ce décret, très important, est précédé du rapport suivant :

« Le développement de l'agriculture à Madagascar exige des surfaces cultivables de plus en plus considérables, tandis que les progrès des industries rendent de jour en jour plus précieuses les ressources diverses qu'offre à l'activité des Européens et des indigènes, la forêt malgache.

« Mais les dangers du déboisement intensif et du défrichement inconsidéré sont plus redoutables encore dans un pays, où chaque année, pendant plusieurs mois, tombent des pluies diluviennes et où les accidents orographiques, au moins en certains points, augmentent la déclivité des pentes et la rapidité de l'écoulement des eaux.

« Il a paru nécessaire et même urgent de concilier, par une réglementation précise et détaillée, une judicieuse utilisation de tous les produits sylvestres de la Grande Ile, avec le légitime souci de n'amoindrir en rien, et au contraire de conserver et d'accroître, si possible, les réserves forestières de la colonie.

« Il a été, de plus, pris grand soin de respecter et de sauvegarder les droits traditionnels des indigènes, sans toutefois que le principe de ces droits ne constitue à lui seul un obstacle absolu à l'exploitation rationnelle et méthodique des richesses naturelles qui existent souvent encore à l'état latent dans les bois et forêts de Madagascar, telles les bois pour poteaux de mines, pour la charpente, pour le chauffage industriel, les essences caoutchoutifères, textiles, tinctoriales, etc.

« Diverses combinaisons ont été envisagées : aménagement, règlement, cantonnement, attribution territoriale, pour permettre aux indigènes de continuer à jouir, sous des formes et dans des conditions appropriées, de la réalité d'avantages pratiques et positifs équivalents à ceux que leur procurait jusqu'ici l'existence parfois théorique, toujours vague et imprécise, de leurs droits ancestraux d'usage.

« Le projet de décret ci-joint, qui améliore et refond la réglementation actuellement en vigueur s'inspire du code forestier métropolitain et de la loi forestière algérienne du 21 février 1903. Il paraît répondre au but essentiel qu'ont poursuivi ses auteurs : conserver et accroître même le domaine sylvestre de la colonie, tout en facilitant l'exploitation, tant par les indigènes que par les Européens, de tous les produits dont l'enlèvement, réglé et ordonné, n'est pas de nature à compromettre l'existence ou le développement de la forêt ».

COLONISATION. — **Les irrigations à Madagascar.** — L'importance

réelle des terres de grande fertilité à Madagascar a longtemps été contestée. En réalité, ces régions sont suffisantes pour absorber toute la main-d'œuvre agricole de la colonie et même les ressources d'une population dix fois supérieure; tantôt, ce sont de vastes bassins lacustres vidés sous l'influence de causes naturelles; tantôt, de grandes plaines intérieures ou des deltas côtiers fécondés par des apports alluvionnaires; souvent aussi des terrains volcaniques constituant au milieu de formations plus anciennnes des entités géographiques distinctes, de véritables pays comme sont, en France, les pays de Bray, de Caux, la Limagne, etc...

Enfin, toute la région ouest de constitution sédimentaire récente n'est-elle pas appelée, grâce à l'utilisation des eaux charriées par les fleuves qui la traversent, à voir naître nombre de belles oasis dont la ligne s'étendra en bordure du canal de Mozambique?

Le développement agricole de Madagascar, au cours des dernières années, tient à ce que le gouvernement local, au moyen d'une répartition judicieuse des voies de communication, a lié entre eux une grande partie de ces centres de colonisation en puissance, et, par d'autres mesures, a rendu possible la culture intensive des sols riches.

Parmi ces mesures, il convient de faire une place à part à l'impulsion donnée aux travaux d'hydraulique agricole. C'est de cet effort, autour duquel se mène peu de bruit, car il met en œuvre de faibles crédits et fait appel presque uniquement à la main-d'œuvre prestataire, que nous voudrions dire aujourd'hui quelques mots. Il mérite d'autant plus l'attention, qu'aussi discret qu'utile, il agit à la manière de ces eaux bienfaisantes qui, venant à se répandre sur un sol desséché, prennent en silence possession du désert pour y installer la végétation et la vie.

Si nous nous sommes attaqués au problème des aménagements hydrauliques à Madagascar par des procédés inconnus des indigènes, le problème lui-même s'était déjà imposé à leur attention et, en diverses régions, ils en avaient esquissé des solutions partielles. Leur ciel déchiré une partie de l'année par des orages violents et persistant ensuite dans une sérénité implacable, leur distribue trop inégalement les précipitations atmosphériques nécessaires aux cultures, pour qu'ils n'aient point cherché à recueillir les eaux en vue de réaliser une meilleure répartition dans le temps, ainsi qu'une plus vaste extension dans l'espace.

Les grands efforts collectifs dont ils ont gardé le souvenir se rapportent moins à des luttes à main armée qui furent rares et peu sanglantes, en raison de la faible densité de la population, qu'aux travaux nécessités par la défense contre les eaux et leur utilisation, travaux dont les vestiges constituent à l'heure actuelle à peu près les seuls monuments de l'ancienne société malgache ayant un caractère historique. De telles entreprises coûtaient d'ailleurs beaucoup à l'apathie naturelle aux indigènes, et il fallut toute la force du mouvement d'idées dû à l'action personnelle du monarque hova Andrianampoinimerina, homme d'Etat aux vues nettes, servi par un remarquable talent oratoire, pour donner au système d'irrigation basé sur l'endiguement des rivières, une extension correspondant aux besoins de l'agriculture sur les Hauts-Plateaux.

Dans les discours du grand roi qui sont parvenus jusqu'à nous, nous le voyons personnifier les agents naturels qu'il faut vaincre et asservir afin d'assurer l'existence de la nation, et quand il prêche contre ces ennemis de sa race la croisade pour laquelle tous doivent se lever, sa parole s'anime d'un souffle épique. L'eau, en particulier, représentée comme une puissance à la fois terrible et bienfaisante, y apparaît sous des traits qui rappellent ces génies de légendes allemandes, serviteurs de l'homme qui les tient sous sa dépendance jusqu'au jour où leur maître oublie le secret qui les a faits esclaves.

L'œuvre hydraulique d'Andrianampoinimerina, œuvre à laquelle il associa tout son peuple, fut considérable; mais « le secret » légué par le souverain à ses successeurs n'avait, ne pouvait avoir qu'une vertu provisoire; il reposait en effet sur l'endiguement des rivières, procédé qui amène au bout de deux ou trois générations un exhaussement des lits suffisant pour déterminer l'inondation des vallées par capillarité et aggraver l'effet des crues en saison des pluies.

L'incurie des souverains merina, qui régnèrent dans la seconde moitié du XIXe siècle, les contraventions à la police des eaux, autrefois sévèrement sanctionnées, firent le reste; le système circulatoire qui fertilisait le sol s'engorgea et se déchira par places; les apports de sable et les mares stagnantes sans écoulement qui en résultèrent, forcèrent les habitants à abandonner beaucoup de leurs terrains de rizières devenus inutilisables et transformés en foyers de paludisme et de mort. Le gouvernement hova, plusieurs années avant la conquête, s'était déjà ému de cette situation; mais ses efforts demeurèrent impuissants; il fallait, pour faire rentrer dans l'ordre l'eau échappée à la maîtrise des hommes, les impératifs d'une technique supérieure.

La question de l'hydraulique à Madagascar n'a été reprise, dans son ensemble, qu'à une époque toute récente; son importance paraît ne s'être précisée qu'à compter du moment où la nécessité de concentrer les efforts de la colonisation sur les régions à sol riche, définies précédemment, s'est dégagée avec une netteté suffisante. Bien que les premiers travaux, se rattachant à un programme d'ensemble, qui aient été exécutés dans cet ordre d'idées datent d'hier, l'œuvre réalisée est déjà considérable, et la superficie des terres dont on se propose annuellement la conquête sur les déserts ou les marais accuse, d'un plan de campagne au suivant, une progression marquée.

L'essentiel de l'effort hydraulique de la colonie a porté jusqu'ici sur la plaine de Betsimitatatra, près de Tananarive, les terres volcaniques du Vakinankaratra, les régions de Marovoay et de Tuléar.

On a dû se préoccuper, en premier lieu, de l'immense plaine du Betsimitatatra qui s'étend au pied de Tananarive et dont le surnom indigène « Kibon'Imerina », ventre de l'Imerina, dit assez toute l'importance économique. L'utilisation d'une grande partie des terres à riz de cette plaine qu'arrosent l'Ikopa et ses affluents, la Mamba sur la rive droite, la Sisaony et l'Andromba sur la rive gauche, était compromise par la multiplication des mares stagnantes sans écoulement.

L'aménagement des eaux a été réalisé sur la rive droite, entre Mahazoarivo et Soanierana, par un système complet de canaux d'irrigation et de drainage. C'est surtout pour n'avoir pas su faire la distinction entre ces deux sortes de canaux que les indigènes se sont presque toujours montrés impuissants à résoudre la question de l'évacuation des eaux usées. Le périmètre irrigable est

divisé en trois zones susceptibles d'être arrosées simultanément, c'est-à-dire que le débit d'eau prélevé à la rivière peut être reporté sur l'une quelconque d'entre elles à volonté, ce qui est un grand avantage pendant la saison sèche en temps d'étiage. L'aménagement des terres de la rive gauche fait l'objet de travaux actuellement en cours et gagnera progressivement vers les parties hautes des vallées secondaires (Sisaony, Mamba et Katsaoka). Enfin, l'on poursuit l'abaissement du seuil de Farahantsana qui limite la plaine en aval, ainsi que la rectification et la consolidation du lit du fleuve en vue d'activer l'écoulement en périodes de crues.

Le gouvernement local est également venu en aide aux populations du Vakinankaratra qui, denses et laborieuses, étaient impuissantes à tirer tout le parti désirable des terres volcaniques de leurs vallées, tenues en échec qu'elles étaient par le problème de l'aménagement des eaux dont les difficultés excédaient leurs moyens d'action.

Les travaux de l'hydraulique ont progressé parallèlement au perfectionnement du réseau routier dans cette partie de l'île qui s'affirme chaque jour davantage comme la région d'avenir de la colonisation tant européenne qu'indigène sur les Hauts-Plateaux. Le voyageur qui se rend de Tananarive à Antsirabe par la route du Sud laisse à sa gauche quelque cinquante kilomètres avant d'atteindre la capitale du Vakinankaratra, la grande plaine de Sambaina, enrichie des produits de désagrégation des massifs volcaniques qui la dominent. Les terres du Sambaina sont aujourd'hui irriguées au moyen d'un canal de 10 kilomètres de long, branché sur la rivière Ilempona et qui ceinture la plaine sillonnée par ses dérivations. L'assèchement des parties marécageuses a été réalisé par des procédés analogues à ceux mis en œuvre dans le Betsimitatatra.

La généralité des fleuves des Hauts-Plateaux franchissent les plaines intérieures qu'ils traversent par des seuils rocheux dont l'abaissement s'impose. L'Ilempona qui pas plus que l'Ikopa ne fait exception à cette règle, a dû être curé et redressé comme lui.

Une autre plaine, la plaine d'Ankenihenibe, formant entre Antsirabe et Betafo une « boutonnière » allongée d'ouest en est, a été aménagée dans le voisinage de la seconde de ces localités au moyen des irrigations de Marotampona, alimentées par l'Andrantsay et comprenant plus de quinze kilomètres de canalisations principales. La partie Est que les habitants n'avaient pas réussi à défendre contre l'infiltration des eaux, a nécessité des travaux d'assèchement actuellement en cours d'exécution. Un canal de 21 kilomètres de long, orienté nord-sud, dessert aujourd'hui la ville d'Antsirabe et a permis d'accroître déjà de plus de 1.000 hectares la superficie occupée par les rizières et les cultures maraîchères. Trois chutes de cette canalisation sont utilisées par l'industrie.

Plus au Sud, la grande route du centre dessert la vallée de la Manandona qui sera aménagée et irriguée comme les plaines qui viennent d'être décrites, au moyen de travaux dont le plan, terminé l'an dernier, a déjà reçu un commencement d'exécution.

Dans les mêmes régions, il convient de signaler au nord-ouest d'Antsirabe un ouvrage conçu suivant une méthode d'un caractère un peu différent, en raison de la présence du lac d'Andranobe. La canalisation d'Antanamanjaka emprunte l'eau destinée aux rizières à ce lac que des ouvrages de retenue ont transformé en un grand réservoir susceptible de mettre plus de deux millions de mètres cubes en réserve pour la saison sèche. Des travaux se rattachant aux deux types indiqués pourront se poursuivre en divers points de la région centrale. Nous citerons l'utilisation du lac Vinaninony dans le district de Faratsiho (province de l'Itasy) et le barrage de la vallée de la Betroka, près de la ville du même nom ; la première de ces entreprises sera commencée incessamment, la seconde est en voie d'exécution.

Dans l'Ouest, la mise en valeur des plaines alluvionnaires situées à l'embouchure des fleuves a retenu l'attention du gouvernement local. Il s'est d'abord occupé de la région de Marovoay qui emprunte son importance économique tant au voisinage du port de Majunga qu'à la richesse de son sol constitué par les apports de la Betsiboka et de ses affluents. Un grand barrage en maçonnerie a été installé sur toute la largeur de la Marovoay pour permettre, en cas de besoin, d'en prélever le débit dans sa presque totalité. L'eau recueillie est destinée à l'alimentation de canaux principaux d'irrigation et de dérivations secondaires établies sur les deux rives. Les travaux de la rive gauche intéressant une superficie de 2.000 hectares sont seuls terminés. Enfin, des canaux de drainage permettent l'écoulement des marécages dont les fonds, une fois asséchés et dépouillés de leur salure, sont rendus aux rizières.

Autour de Tuléar, la multiplication des saignées pratiquées sur le Fiherenana tend à transformer la vaste plaine qui s'étend en arrière de la ville en un véritable jardin. La construction d'un grand canal d'irrigation destiné à augmenter de plusieurs milliers d'hectares l'aire irrigable et cultivable y est actuellement en cours d'exécution.

Enfin, il y a lieu de ranger parmi les travaux d'hydraulique entrepris dans l'Ouest l'irrigation des grands plateaux qui s'étendent au pied de la montagne d'Ambre et dont le sol, constitué par des cendres d'origine volcanique, est d'une remarquable fertilité.

Si l'œuvre accomplie grâce à l'effort hydraulique de la colonie, effort constamment encouragé par M. le gouverneur général Picquié, est déjà importante et riche de conséquences, elle ne constitue pourtant que la préface d'un immense travail s'étendant à toutes les parties de l'Ile et dont M. Picquié veut poursuivre la réalisation avec la plus grande énergie. Il n'est pas jusqu'à la côte Est qui, malgré le déluge d'eau tiède qu'elle reçoit presque sans discontinuer, n'ait beaucoup à attendre d'un aménagement rationnel des eaux. Aux Indes Néerlandaises, dans des contrées où les précipitations atmosphériques sont quotidiennes, on a couramment recours aux irrigations. Mais c'est surtout parce qu'elle permettra le drainage des sols marécageux que la question qui nous occupe présentera pour la région orientale de l'Ile un intérêt considérable. Les colons de la région ont remarqué que les cultures tropicales riches, faites sur des fonds de marais asséchés, produisent trois fois autant que sur les terres avoisinantes. Et dans la plupart des concessions, on cherche aujourd'hui à mettre à profit cette constatation.

Sur les hauts plateaux la nécessité d'assurer le drainage tiendra dans les préoccupations du gouvernement de la colonie une place égale au souci d'étendre la superficie des zones irrigables. Il réalisera la disparition des marécages au moyen du colmatage et de l'accroissement du débit des rivières obtenu par la rectification des lits et l'abaissement des seuils qui contrarient l'écoulement des eaux. L'irrigation se fera par des canaux branchés sur les fleuves ou dérivés des lacs naturels transformés à l'aide d'ouvrages

de retenue en réservoirs jouant le rôle de régulateurs en temps de crues et de distributeurs d'eau en périodes sèches.

Les travaux dont nous avons signalé l'exécution sur les Hauts-Plateaux sont autant d'exemples de l'application de ces principes. Pour en prendre d'autres parmi les travaux qui seront réalisés dans un avenir relativement proche, nous citerons les améliorations dont bénéficieront, en Emyrne : la haute vallée de la Sisaony et la région de Tsiafahy, les vallées de la Katsaoka et de la Mananara. Dans le Betsileo : les vallées de la Mananda, de la Mandranomavo, du Matsiatra. Dans la province de Betroka : celles de la Volotaray, du Mangoky et de la Betroka.

Dans l'Ouest, enfin, région moins arrosée, l'importance des irrigations proprement dites l'emporte plus nettement sur les questions de drainage à mesure que l'on descend vers le Sud. La zone dite cactée a depuis longtemps donné des preuves de la vitalité qu'elle prend sous l'action de l'arrosage artificiel. Lorsque les grandes artères fluviales qui véhiculent à travers ses déserts l'eau tombée dans des régions plus humides, seront judicieusement utilisées, elle connaîtra un essor sinon aussi brillant, du moins comparable à celui qu'a vu l'Egypte.

Comme on rattache à la région occidentale toutes les formations sédimentaires qui font face au canal de Mozambique, il convient de signaler également le parti à tirer de ces curieuses vallées qui se sont creusées dans la longue bande de terrains permo-triasiques, orientée nord-sud, qui borne à l'ouest le domaine des terres à latérites du centre de Madagascar. La plupart des cours d'eau nés à la limite des deux terrains (le Manambolo, le Mahajilo, la Sakeny, etc.), suivent longtemps la vallée permo-triasique jusqu'au moment où trouvant une fissure dans l'ourlet jurassique qui les contient sur la droite, ils gagnent la mer par un chenal branché à angle droit sur leur direction initiale. M. Perrier de la Bathie, le naturaliste bien connu à Madagascar, a, au cours de diverses études, attiré l'attention sur ces hautes vallées longitudinales, remarquablement fertiles et étendues.

Lorsqu'elles seront aménagées suivant les procédés appliqués sur les Hauts-Plateaux et reliées entre elles par une voie de communication parallèle au littoral, leur développement prendra un mouvement ascensionnel dont il serait difficile, dans les conditions présentes, de prévoir le plus haut point.

On conçoit maintenant comment l'hydraulique agricole consolide et complète, en vue de la conquête économique du sol ; l'œuvre d'investissement du pays poursuivie par la route et par le rail. Des centres de colonisation qu'elle aura créés, les populations attachées à la glèbe achemineront leurs produits sur les villes commerçantes et les ports d'embarquement au moyen des voies de communication sillonnant les grandes steppes herbacées, abandonnées aux troupeaux des tribus nomades, éprises du vent rude des sommets et des vastes solitudes. Et lorsqu'il sera bien acquis que la vie économique de Madagascar ira s'intensifiant en conservant comme pôles de son activité « labourage et pâturage », les amis de la Grande Ile ne regretteront pas qu'à cause de la pauvreté relative de son sous-sol, elle ait ignoré les splendeurs sans lendemain des pays d'industrie minière.

La Réunion. — FINANCES. — **Le budget de 1912.** — Les divers comptes du budget du service local pour l'exercice 1912 laissent un excédent de recettes sur les dépenses de 73.282 fr. 80 constaté comme suit :

Recettes réalisées du 1er janvier 1912 au 31 mai 1913	6.155.642 fr. 87
Paiements effectués pendant la même période	6.082.360 fr. 07
	73.282 fr. 80

Côte française des Somalis. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel du Protectorat de la Côte des Somalis.*

31 *mai.* — *Arrêté* du 17 mai 1913, portant réglementation des mesures applicables en cas de peste aux navires provenant de pays contaminés.

AMÉRIQUE

Guadeloupe. — FINANCES. — **Le budget de 1912.** — Les recettes réalisées, au titre de l'exercice 1912, ne suffisant pas au paiement intégral des dépenses dudit exercice, cette insuffisance a été comblée au moyen d'un prélèvement de 16.510 francs sur la caisse de réserve de la colonie.

ASIE

Indochine. — ADMINISTRATION. — **Commission permanente du conseil de gouvernement.** — La commission permanente du conseil de gouvernement s'est réunie pour discuter les questions suivantes :

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 28 juin 1909, relatif à l'institution d'une commission permanente des valeurs en douane;

Projet d'arrêté portant réorganisation de taxes urbaines à Battambang;

Projet d'arrêté portant création d'un poste administratif dans la région de Kep, circonscription de Kampot (Cambodge);

Projet d'arrêté déclarant M. Collinet de la Salle, propriétaire de la mine « Gabi », sise à Yên-bay;

Reprise du matériel de Saigon-Mytho et du tramway de la route haute;

Projet d'arrêté portant subvention au budget local du Tonkin d'une somme de 2.000 piastres pour achèvement de la route du Tam-Dao;

Projet d'arrêté portant institution de la propriété de la mine Sanada au profit de la Société des mines d'étain et d'or de Tinh-Tuc;

Marché de gré à gré pour fourniture d'une bouée lumineuse d'atterrissage à l'extrémité du chenal dragué de la barre du Cua-nam-Triêu;

Distribution à titre gratuit et mise en vente des publications du service géologique;

Projet d'arrêté portant création de groupes téléphoniques.

MINES. — **La production des charbonnages indochinois en 1912.** — La production des charbonnages du Tonkin et de l'Annam s'est élevée, en 1912, à 518.250 tonnes, contre 532.420 tonnes en 1911. Cette diminution provient des pluies diluviennes qui, pendant l'été de 1912, ont presque complètement arrêté la production de certaines exploitations. du 1er août au 15 octobre.

Les mines de Hongay ont fourni 393.269 tonnes; celles de Port-Courbet, 44.311 tonnes; celles de Trang-Bach, 26.569 tonnes; celles de Mao-Khé, 23.765 tonnes ; celles de Kébao, 11.836 tonnes

celles de Dong-Dang, 11.000 tonnes; et les mines de Deidhan, 7.500 tonnes. D'autre part, la mine de Phan-Mé, exploitation à ses débuts, située dans la province de Thai-Nguyen aurait fourni 6.600 tonnes de charbon gras; celles de Cocthôn, dans la province de Hanan, 2.000 tonnes de charbon gras également; et la mine de Nong-Son, près de Tourane, aurait produit 12.000 tonnes.

Les 518.250 tonnes de la productien totale se décomposent en 159.352 tonnes de charbon criblé, 271.768 tonnes de charbon menu et 87.130 tonnes de briquettes.

La répartition entre les sorties et la consommation locale a été la suivante: exportation sur les ports de la Chine et de l'étranger; 317.403 tonnes en 1912, contre 288.896 tonnes en 1911 ; consommation locale : ravitaillement des navires, 40.414 tonnes, contre 36.843 tonnes en 1911; navigation fluviale, chemins de fer et industries locales, 122.755 tonnes, contre 106.129 tonnes en 1911.

Ajoutons que le nombre des ouvriers employés en 1912 dans les mines de charbon du Tonkin et de l'Annam a été de 8.000 environ, dont 5.400 pour Hongay seul.

Annam. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

28 *juillet.* — *Arrêté* du 22 juillet ajoutant le port de Cua-day à la liste des stations sanitaires secondaires.

Arrêté du 22 juillet supprimant la station sanitaire secondaire de Tam-quan.

Cochinchine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

14 *juillet.* — *Arrêté* du 8 juillet modifiant le tarif spécial P. V. n° 103 applicable à la ligne de Saigon-Khanh-hoa.

Arrêté du 8 juillet portant ouverture de la section Muong-man à Song-mac de la ligne Saigon-Khanh-hoa-Lang-bian à l'exploitation pour le service des voyageurs et des marchandises.

Arrêté du 10 juillet fixant les prix maxima auxquels les distillateurs établis en Cochinchine, autres que la Société française des distilleries de l'Indochine, livreront à la Régie le produit de leur fabrication.

Les prix maxima auxquels les distillateurs établis en Cochinchine, autres que la Société française des distilleries de l'Indochine, livreront à la Régie le produit de leur fabrication, proportionnellement aux contingents annuels dont les montants sont déterminés par décision du directeur des Douanes et Régies de l'Indochine, sont fixés, pour le troisième trimestre 1913, à :

1° 32 p. 80 (trente-deux piastres quatre-vingts cents) l'hectolitre d'alcool pur pour les alcools indigènes ordinaires provenant de la distillation du riz ordinaire au moyen des procédés européens;

2° 42 p. 40 (quarante-deux piastres quarante cents) l'hectolitre d'alcool pur pour les alcools indigènes provenant de la distillation du riz nêp par des procédés européens;

3° 46 p. 40 (quarante-six piastres quarante cents) l'hectolitre d'alcool pur pour les alcools indigènes provenant de la distillation du riz nêp à l'aide des procédés indigènes.

28 *juillet.* — *Arrêté* du 23 juillet modifiant celui du 7 septembre 1912 sur l'immigration asiatique au Cambodge.

L'article 12 du 7 septembre 1912 susvisé est modifié ainsi qu'il suit : « ... son laissez-passer est alors remplacé par le permis de séjour sur lequel sont portés sommairement les renseignements généraux d'état civil et le numéro du contrôle général. Ce permis de séjour est accompagné, pour les Asiatiques étrangers, classés à la 6e catégorie de l'impôt personnel, — sauf ceux mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, — d'un bulletin individuel non périodiquement renouvelable, d'un modèle spécial, dont les intéressés devront être porteurs cumulativement avec ce permis de séjour ou toute autre pièce en tenant lieu. Ce bulletin individuel reproduit les renseignements d'état civil, le numéro d'inscription au contrôle général et les empreintes digitales de la main droite, à l'exclusion de toute autre indication d'identité. L'établissement de ces bulletins s'effectue lors du paiement du droit d'immatriculation, ou lorsque les intéressés seront, par suite d'une circonstance fortuite, mis en rapport direct avec l'administration : (arrestation pour défaut de pièces d'identité, délivrance de laissez-passer ou de certificat de départ, etc.). »

Seront exemptés de la formalité du bulletin individuel, les Asiatiques étrangers de la 6e catégorie admis à bénéficier des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 21 mars 1913.

Sont ainsi modifiés les articles 11, 15, 16, 23, 26, 27, 29, 30, 31, 36 et 37 dudit arrêté. Lire, au lieu de « carte d'identité », « permis de séjour ». L'article 33 est supprimé.

Arrêté du 22 juillet instituant une commission à l'effet d'étudier les questions intéressant le régime monétaire de l'Indochine.

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

14 *juillet.* — *Arrêté* du 8 juillet portant création d'un bureau de poste et télégraphe à Kha-son.

24 *juillet.* — *Arrêté* du 21 juillet portant création d'un bureau secondaire de poste et télégraphe à Chapa.

Arrêté du 21 juillet portant homologation d'un nouveau recueil des tarifs généraux et spéciaux de grande et petite vitesse applicables à la ligne ferrée de Haiphong à Yunnan-sen.

Etablissements français dans l'Inde. — Actes officiels. *Journal officiel de la colonie.*

12 *août.* — *Arrêté* du 11 août promulguant dans la colonie le décret du 9 juillet 1913 approuvant la délibération du Conseil général des Etablissements français dans l'Inde relative à l'impôt foncier dans l'Etablissement de Pondichéry.

Assistance. — **Création de bureaux de bienfaisance.** — Il est institué dans chacun des Etablissements français de l'Inde une commission de distribution de secours ayant un rôle analogue à celui des bureaux de bienfaisance de la métropole.

Police. — **Création d'une maison d'arrêt.** — A la suite d'un vœu émis dans sa dernière session par le Conseil général de la colonie, une commission a été constituée à l'effet d'étudier la création d'une maison d'arrêt à Pondichéry et de dresser un projet complet comprenant les aménagements spéciaux que doit comporter une pareille construction.

OCÉANIE

Etablissements français de l'Océanie. — Navigation. — **Surveillance des navires à vapeur.** — Il est institué à Papeete une commission permanente de surveillance des navires à propulsion mécanique chargée de passer une visite annuelle des navires à vapeur armés dans la colonie et une visite d'armement, lors de la mise en service de tout autre navire à propulsion mécanique, et, en outre, toute autre visite jugée nécessaire.

La commission se conformera, autant que possible, au règlement métropolitain le plus récent, pour la visite des appareils à vapeur (actuellement celui du 16 février 1910).

Nouvelle-Calédonie. — Mines. — **Revision des taxes minières.** — Un décret, en date du 3 septembre 1913, approuve la délibération suivante, du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie.

DÉLIBÉRATION

Le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33, para-

graphe 3, de la loi de finances du 13 avril 1900, a adopté, dans sa séance du 24 avril 1913, les dispositions dont la teneur suit :

Article premier. — La redevance prévue par les articles 19 et 27 du décret du 28 janvier 1913 pour la délivrance et le renouvellement des permis exclusifs de recherche est fixée à 50 centimes par hectare et par an pour les trois années de validité des permis de recherche.

Art. 2. — Par application des articles 44, 49 et 55 du décret du 28 janvier 1913, il sera payé annuellement à la colonie, pour toute demande de concession, en exploitation, pour toute concession ou tout permis d'exploitation d'alluvions ou pour tout ensemble de concessions ou permis d'exploitation d'alluvions, appartenant au même propriétaire, une redevance fixe par hectare ou fraction d'hectare calculée comme suit :

A. — *Combustibles, pétroles et bitumes* :
50 centimes par hectare jusqu'à 5.000 hectares.
75 centimes par hectare de 5.001 à 10.000 hectares.
1 franc par hectare au-dessus de 10.000 hectares.

B. — *Substances minérales diverses* :
75 centimes par hectare jusqu'à 500 hectares.
1 franc par hectare de 501 à 1.000 hectares.
1 fr. 25 par hectare de 1.001 à 2.000 hectares.
1 fr. 50 par hectare de 2.001 à 5.000 hectares.
1 fr. 75 par hectare de 5.001 à 10.000 hectares.
2 francs par hectare de 10.001 à 15.000 hectares.
2 fr. 50 par hectare de 15.001 à 20.000 hectares.
3 francs par hectare de 20.001 à 30.000 hectares.
3 fr. 50 par hectare de 30.001 à 40.000 hectares.
4 francs par hectare au-dessus de 40.000 hectares.

Art. 3. — Les redevances prévues à l'article précédent commencent à courir du jour de la déclaration de mise en exploitation de la demande de concession, de l'institution de la concession, ou du permis d'exploitation d'alluvions. En cas de renonciation, la redevance est due jusqu'au jour où la renonciation est acceptée. L'administration doit statuer sur la demande en renonciation dans un délai de trois mois à compter de la réception de toute demande qui ne soulèvera pas d'oppositions reconnues fondées.

Art. 4. — La redevance supplémentaire prévue aux articles 50 et 55 du décret du 28 janvier 1913 sera égale à celle déterminée par l'article 2 de la présente délibération. Cette redevance supplémentaire s'appliquera, suivant le cas, à la totalité ou à une portion de la superficie concédée appartenant au même propriétaire, proportionnellement à l'insuffisance de production et du nombre d'ouvriers exigé en vertu de l'article 50 du décret susvisé du 28 janvier 1913.

Art. 5. — Les redevances prévues par la présente délibération seront recouvrées comme en matière de contribution foncière.

Art. 6. — Il est perçu pour chaque tonne de produits marchands extraits dans la colonie, soit des travaux de recherche, soit des demandes de concession, soit des mines concédées, soit des permis d'exploitation d'alluvions, une redevance proportionnelle de 5 0/0 de la valeur des produits extraits au port d'exportation.

Le charbon et les produits extraits consommés ou transformés dans la colonie sont exempts de la redevance proportionnelle.

Art. 7. — Pour l'application de cette redevance, la valeur marchande des produits extraits sera fixée au commencement de chaque semestre et déterminée d'après les résultats obtenus pour le semestre précédent, par le gouverneur en conseil privé, sur le rapport du chef du service des mines et d'un comité spécial composé comme suit :

Le secrétaire général, président; trois membres du Conseil général, choisis chaque année par cette assemblée; le président de la Chambre de commerce; le chef du service des mines; le chef du service des douanes et contributions.

Art. 8. — Les redevances fixées ci-dessus sont liquidées par le service des douanes et contributions et assimilées aux droits de douane pour la forme des déclarations, le mode de perception et notamment le recouvrement par voie de contrainte; le mode de répression des contraventions, les règles de compétence et de procédure en cas de contestation sur les tarifs. Toute contravention donnera lieu au payement d'une amende égale au quadruple de la redevance compromise.

Art. 9. — Les redevances prévues par la présente délibération, sont établies pour une période de dix années à compter du 1er octobre 1913.

Art. 10. — Les substances minérales extraites, antérieurement à la mise en exécution de la présente délibération, seront soumises au droit prévu par les décrets en vigueur à l'époque où lesdites substances auront été extraites.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

IMMANUEL (Lieutenant-colonel). — *La guerre des Balkans*. In-8° de 120 pages. Lavauzelle, éditeur. Paris, 1910. Prix : 3 fr. 50.

La guerre qui a ensanglanté les Balkans pendant l'année 1912 ne ressemble en rien aux luttes qui ont eu lieu de temps immémorial dans cette région. Elle présente les caractères de la grande guerre. Tout y est instructif, que l'on envisage les événements au point de vue politique ou au point de vue militaire.

Certes, l'étude des faits au point de vue politique permet de se rendre compte de la genèse des événements. Et ceci suffirait à captiver l'attention. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'il s'agit d'une campagne où, de part et d'autre, l'armement était des plus modernes ; il ne faut pas oublier davantage que, dès les premiers engagements, les faits ont montré une fois de plus que la guerre était avant tout une lutte de forces morales. Une fois de plus aussi, on a vu toute l'influence de la volonté de vaincre et de l'esprit de sacrifice, sur l'issue des événements. Le colonel Immanuel, du régiment d'infanterie de Dantzig, n° 128, vient de commencer la publication à la librairie Lavauzelle d'une monographie très complète de la période troublée à laquelle nous venons de faire allusion. Il a intitulé son livre : « La guerre des Balkans en 1912 ». Le premier volume de cet important ouvrage vient de paraître. Il traite des préliminaires de la guerre, des forces en présence et du théâtre de la guerre.

LÉVY (Emile). — *L'outillage nécessaire aux grands ports maritimes Le port de Marseille*. In-8° de 60 pages avec carte. Publication de la Chambre de commerce de Marseille. 1913.

OFFICE COLONIAL. (Ministère des Colonies.) — *Statistiques du commerce des colonies françaises pour l'année 1911* publiées sous l'administration de M. Jean Morel, ministre des Colonies. Tome 1er. Statistiques générales. (Colonies d'Afrique.) In-8° de 1.150 pages. Office colonial. Galerie d'Orléans. Palais-Royal, Paris 1913. Prix : 12 francs.

OFFICE COLONIAL. (Ministère des Colonies.) — Statistiques des finances des Colonies françaises pour les années 1902-1911 publiées sous l'administration de M. Lebrun, ministre des Colonies. In-8 de 515 pages. Imprimerie administrative, Melun, 1912. Prix : 6 francs.

Cartes

Derniers remaniements de la carte d'Afrique au 1/15.000.000 dressée par M. Chesneau. — Extraite de l'Atlas de géographie moderne de F. Schrader, F. Prudent et E. Anthoine. — Convention franco-allemande (1911). Annexion italienne de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque (1911). Protectorat du Maroc (1912), en vente chez Hachette et Cie, éditeurs, 79, boulevard Saint-Germain. Paris, 1913. Prix : 3 francs.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

BERGASSE (Henry). — L'emprunt soudanais. (*Correspondance d'Orient*, 16 août 1913.)

BERTHAULT (P.). — Sur une maladie du cacaoyer dans l'Ouest-Africain. — (*L'Agronomie coloniale*, 30 juillet 1913.)

CAPITAINE CARRIER. — Une mission géodésique à Madagascar. (*La Géographie*, 15 juillet 1913.)

CLERGET (P.) — Les pêcheries de la Côte occidentale d'Afrique (*Lyon Colonial*, juillet 1913.)

LIEUTENANT JEAN COULON. — Les établissements d'instruction et les influences étrangères dans la Chine du Nord. (*L'Asie française*, juillet 1913.)

DESLANDES ET CHALOT. — Le café à Java. (*L'agriculture pratique des pays chauds*, mai 1913.)

E. DUBOIS. — L'éducation coloniale en Angleterre. (*Bulletin de colonisation comparée*, 20 juillet 1913.)

RIVALTZ DUPONT. — Contribution à l'étude du cocotier aux Seychelles. (*L'agriculture pratique des pays chauds*, mai 1913).

EM. PRUDHOMME. — Tabacs coloniaux (*L'agronomie coloniale*, 30 juillet 1913.)

Rapports commerciaux.

FRANÇAIS

Afrique du sud britannique, n° 1049. — Union sud-africaine. Ancienne colonie du Cap, Transwaal, Natal, Orange et Rhodésie. Leur commerce avec la France, Madagascar, la Réunion, les Iles Kerguelen, etc. Situation économique et commerciale de l'Afrique du sud britannique en 1910 et 1911.

Allemagne, n° 1043. — Mouvement économique du grand duché de Bade en 1911.

Chili, n° 1042. — Mouvement commercial et maritime en 1911.

Chili, n° 1044. — L'industrie et le commerce du cuivre au Chili.

Chine, n° 1045. — Situation commerciale d'Amoy en 1911.

Danemark, n° 1041. — Le Danemark économique en 1911. Ses échanges commerciaux avec la France.

Espagne. — n° 1048. — I. Malaga et sa région. Ses productions minière, agricole, industrielle et son commerce en 1911. — II. — Le Préside de Melilla.

Possessions anglaises d'Amérique, Trinidad et Tobago, n° 1039. — Mouvement commercial de la colonie de Trinidad et Tobago en 1910-1911.

Possessions anglaises d'Amérique. Terre-Neuve, n° 1050. — Situation économique et commerciale de la colonie de Terre-Neuve pendant l'exercice 1910-1911.

Possessions des Etats-Unis d'Amérique, Porto-Rico, n° 1040. — Mouvement économique de l'île de Porto-Rico pendant l'année fiscale 1911.

Roumanie, n° 1038. — Commerce extérieur de la Roumanie.

Russie. — n° 1046. — Le commerce de la France avec la Russie.

Russie. — n° 1047. — Grand duché de Finlande. Situation économique et commerce extérieur de la Filande en 1911.

Japon, n° 1052. — Progrès de la production et de la consommation japonaise pendant les années 1911-1912. La part de la France.

République de Panama, n° 1053. — Situation économique, Agriculture, industrie, mines, pêche, importation, exportation.

ANGLAIS

Colonial reports annual.

Ashanti, n° 719. — Report for 1911.

Bahamas, n° 741. — Report for 1911-1912.

Basutoland, n° 729. — Report for 1911-1912.

Béchuanaland protectorat, n° 728. — Report for 1911-1912.

The surveys of British Africa, Ceylon, Cyprus, Fiji, Jamaica, Trinidad, British Honduras, n° 730. — The annual report of the colonial survey committee.

British Guiana, n° 746. — Report for 1911-1912.

British Honduras, n° 733. — Report for 1911.

Fakland Islands n° 720. — Report for 1911.

Fiji, n° 727. — Report for 1911.

Gilbert and Ellice Islands protectorate, n° 734. — Report for 1910.

Colonial reports annual.

Gambia, n° 718. — Report for 1911.

Gold Coast, n° 725. — Report for 1911.

Grenada, n° 742. — Report for 1911.

Hong Kong, n° 723. — Report for 1911.

Jamaïca, n° 739. — Report for 1911-1912.

Report on the work of the *Imperial institute*, n° 737, 1911.

Malta, n° 731. — Report for 1911-1912.

Mauritius, n° 744. — Report for 1911.

Northern Nigeria, n° 738. — Report for 1911.

Northern Territories of the Gold Coast, n° 722. — Report for 1911.

Nyasaland, n° 732. — Report for 1911-1912.

Saint-Vincent, n° 746. — Report for 1911-1912.

Seychelles, n° 721. — Report for 1911.

Sierra Leone, n° 724. — Report for 1911.

Somaliland, n° 736. — Report for 1911-1912.

Southern Nigeria, n° 735. — Report for 1911.

Swaziland, n° 740. — Report for 1911-1912.

Trinitad and Tobago, n° 745. — Report for 1911-1912.

Turks and Caicos islands, n° 726. — Report for 1911.

Uganda n° 743. — Report for 1911-1912.

Miscellaneous-Series.

Belgium, n° 681. — Report on the New Scheme of the Belgiam government for the extension of the port of Antwerp.

Japan, n° 682. — Report on the coal mining industry in the Hokkaido.

Colonial Reports Miscellaneous.

Southern Nigeria, n° 83. — Report on the results of the mineral survey of Southern Nigeria, 1910.

Papers relating to the preservation of historic sites and ancient monuments and buildings in the west indian colonies, n° 84.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVE, rue Cassette, 17.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Société anonyme. Capital 10 millions.

Messieurs les actionnaires de la Compagnie française de l'Afrique occidentale sont informés qu'ils auront à effectuer, du 1er au 15 septembre, le 2e versement de 350 francs par titre, sur les actions nouvellement souscrites.

Il est rappelé à Messieurs les actionnaires qu'ils peuvent libérer totalement leurs titres par anticipation et bénéficier dans ce cas d'un escompte au taux de 4 0/0 l'an.

Il leur est également rappelé que la délivrance des actions anciennes (capital nominal 500 francs) contre des actions nouvelles (capital nominal 250 francs) a lieu à la Société marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôts à Marseille et à Paris.

CHEMIN DE FER DU NORD

Stations balnéaires et thermales 1913.

Berck, Boulogne (Le Portel), Calais, Cayeux Conchil-le-Temple (Fort-Mahon), Dannes-Camiers (plages Sainte-Cécile et Saint-Gabriel), Dunkerque (plage de Malo-les-Bains et Rosendaël), Etaples (Paris-Plage), Eu (plages du Bourg-d'Ault, d'Onival et du Bois-de-Cise), Fort-Mahon-Plage, Ghyvelde (Bray-Dunes), Gravelines (plage du Petit-Fort-Philippe), Le Crotoy, Leffrinckouke (Malo-Terminus), Le Tréport-Mers (Mesnil-Val), Loon-Plage, Marquise-Rinxent (plage de Wissant), Noyelles, Pont-de-Briques (plage d'Hardelot), Quend-Fort-Mahon (plages de Fort-Mahon et de Saint Quentin), Quend-Plage, Rang-du-Fliers-Verton (plage de Merlimont), Rosendaël (plage de Malo les-Bains), Saint-Valéry-sur-Somme, Wimille-Wimereux (plages de Wimereux, Ambleteuse et Audresselles), Zuydcoote (Nord-Plage).

Enghien-les-Bains, Pierrefonds, Saint-Amand, Saint-Amand-Thermal, Serqueux (desservant Forges-les-Eaux).

Du jeudi précédant les Rameaux au 31 octobre, toutes les gares délivrent, à destination des stations balnéaires et thermales ci-dessus, les billets ci-après :

Billets d'aller et retour collectifs pour familles d'au moins 4 personnes, valables 33 jours. (Réduction de 50 0/0 à partir de la 4e personne).

Cartes d'abonnement de 33 jours, sans arrêt en cours de route. (Réduction de 20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires d'un mois).

Billets individuels hebdomadaires, valables du vendredi au mardi et de l'avant-veille au surlendemain des fêtes légales. (Réduction de 20 à 44 0/0).

Pour les bains de mer seulement : Billets individuels ou collectifs d'excursion du dimanche, à des prix excessivement réduits (2e et 3e classes seulement).

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

(4-4 1913)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Avis aux chasseurs.

A. — *Ligne de Paris-Orléans-Vierzon.*

1° Les samedis et veilles de fêtes, pendant toute la durée de la chasse dans le Loiret et le Loir-et Cher, *un nouveau train extra rapide* 1re *classe*, partant de Paris-Quai-d'Orsay à 17 h. 13 (Austerlitz 17 h. 23) et arrivant à Vierzon à 20 h. 06, desservira les gares de la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron, Nouan-le Fuselier, Salbris et Theillay; il correspondra à Salbris avec les trains partant à 19 h. 45 sur Argent et à 20 h. 07 sur Romorantin.

2°. Un train express partant chaque jour de Paris-Quai-d'Orsay (jusqu'au 9 octobre à 19 h. 10 et après le 9 octobre à 19 heures, sauf le samedi où le départ sera maintenu à 19 h. 10 jusqu'à la fermeture de la chasse) et arrivant à Vierzon à 22 h. 24, desservira la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron, Nouan-le-Fuzelier, Salbris et Theillay; le samedi à partir de la veille de l'ouverture de la chasse, ce train s'arrêtera également à Saint-Cyr-en-Val et Vouzon et comportera un wagon restaurant.

3° A partir du 10 octobre, et jusqu'à la fermeture de la chasse le train rapide 1re classe partant de Paris-Quai-d'Orsay à 8 h. 20 sera prolongé les dimanches et jours de fêtes entre les Aubrais (départ d'Orléans à 9 h. 49, des Aubrais à 10 h. 08) et Vierzon, par un train express comprenant toutes classes qui desservira la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron et Salbris.

Au retour, le train express partant de Vierzon à 9 h. 12 et arrivant à Paris-Quai-d'Orsay à 12 h. 05 s'arrêtera pendant la durée de la chasse les lundis et lendemain de fête à Salbris et à Lamotte-Beuvron où il prendra les voyageurs de 1re et de 2e classes à destination de Paris.

B. — *Ligne de Paris-Etampes-Beaune-la-Rolande et Bourges.*

1° Le train 27 partant de Paris-Quai-d'Orsay à 8 h. 36, s'arrêtera tous les jours pendant la durée de la chasse à Chevilly.

2° Le train 43-439 partant de Paris-Quai-d'Orsay à 18 h. 26 s'arrêtera à la station de Villemurlin les samedis et veilles de fêtes.

Au retour un train express, comportant toutes classes, partira comme l'an dernier d'Argent à 16 h. 15, desservira les principaux points de la ligne d'Argent à Pithiviers et arrivera à Paris-Quai-d'Orsay à 19 h. 52; ce train ne prendra toutefois en 3e classe que les voyageurs effectuant un parcours simple de 50 kilomètres ou payant pour cette distance.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 20 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or**.

MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries. Poulaillers**, pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**

CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

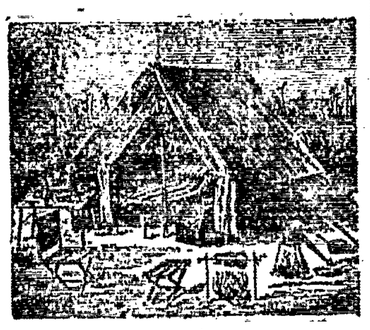
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**

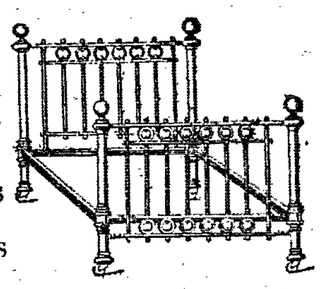


LITS COLONIAUX

Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.

MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS



LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES PLIANTS ET DÉMONTABLES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :

25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais** ; — **Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres** ; — **Avances sur titres** ; — **Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages** ; — **Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires** ; — **Change de Monnaies étrangères** ; — **Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 **francs** *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

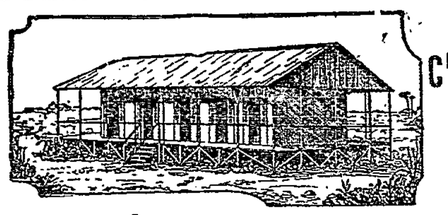
99 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 913 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc

Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH**, est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraichissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR.

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc.

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française.

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois

VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les I^re, III^e, IV^e et VI^e parties ; 1 franc pour les II^e et V^e parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A REGISTREDED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.

Téléph. : 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PONT-MAURICE (Italie).



Ouverts sont Couverts

et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS sont supprimés par

le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ

ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs

Système **L. JONET & C^ie**, à RAISMES

LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs

NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT À PLUS DE 100 MÈTRES

Sur demande, envoi franco du Catalogue

— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

Parfumerie de PETER-SOLDSON

CRESCIT EUNDO DEUS ET MONDIUM

Parfums spéciaux pour l'exportation

préparés pour tous les climats

Hygiène — Santé
Beauté — Elégance

Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.

Parfums originaux de Peter Soldson

En boîtes fantaisie assorties

P. DUCLOS

Agent général et concessionnaire exclusif

Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haïphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (H. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis cinq *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme 87.66 % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTÉ, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre, desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Said, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Petyt ; *Bordeaux* : 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	26 sept. 10-24 oct. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	19 sept. 3-17 oct. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	18 sept. 2-16 oct. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoun, Trébizonde et Batoum (1)	27 sept. 11 oct. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	20 sept. 4 oct. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	17 septembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	21 sept. 5-13 oct. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.	18 sept. 16 oct. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	2-30 octobre. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique**.

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre**.

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

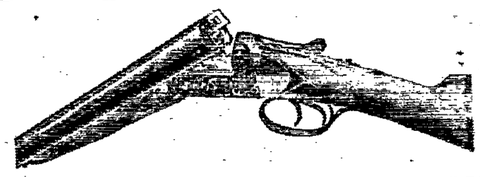


Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le numº du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : 40.000 FUSILS
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogado

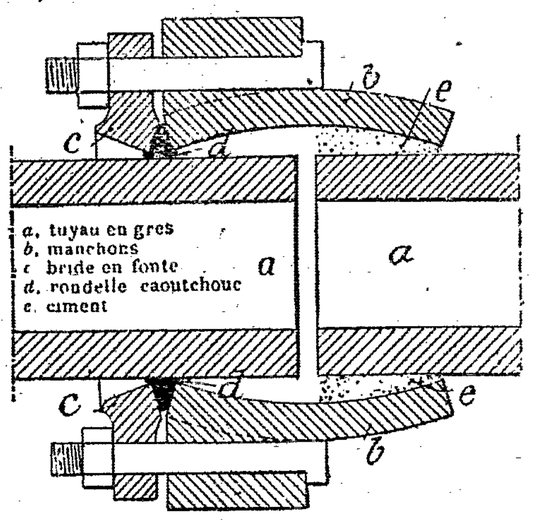
OUSTAU & Cie, A TARBES

MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES

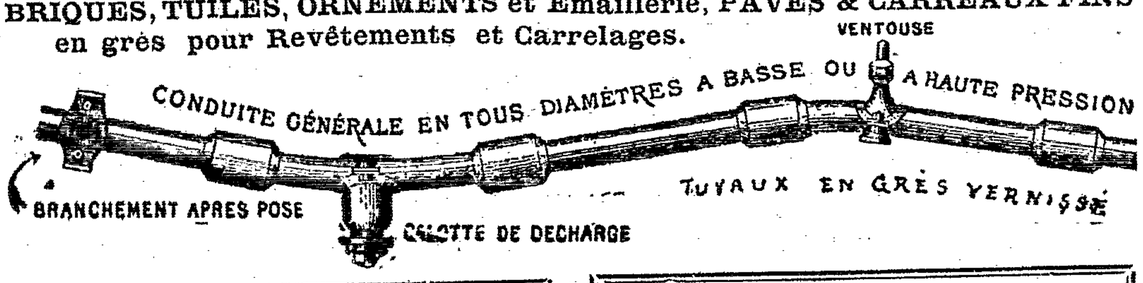
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ECONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f. »	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f. »	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 kilog.

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 SEPTEMBRE 1913. — N° 18.

ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS BIBLIOTHÈQUE DE LA SEINE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LA CHINE ET LE JAPON 629
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Les progrès du Maroc 630
Les colons algériens et le crédit 630
Pour le bon sens 631
Un bon exemple 632
Le commerce extérieur de l'Afrique équatoriale française en 1912 633
La délimitation des frontières franco-allemandes en Afrique équatoriale 633
Dans l'armée coloniale 633
Le port de la Pointre-à-Pitre 633
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions britanniques 634
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Souvenirs de campagne au Maroc. — C. M. 635
V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 638
VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES 641
VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS 645
VIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE 652

LA CHINE ET LE JAPON

Nous avons suivi ici les principales phases de la vie chinoise depuis la révolution, et nous avons noté les diverses péripéties qui ont marqué les débuts de la République. Aujourd'hui, il nous faut enregistrer un incident qui peut avoir des répercussions très importantes.

Au cours de la lutte qui a marqué ces derniers mois entre les représentants de Yuan Chi Kaï et les révoltés du Sud, il est arrivé aux troupes fidèles au président provisoire d'exécuter à Nankin plusieurs Japonais. L'opinion publique s'est au Japon emparée de l'affaire et a poussé le gouvernement impérial à exiger une réparation.

On a annoncé que Yuan Chi Kaï avait accepté toutes les exigences japonaises, puis que le Japon n'était cependant pas satisfait et qu'il envoyait deux croiseurs et une escadrille de torpilleurs dans le Yang-Tseu devant Nankin. L'escadre japonaise est bien partie pour Nankin, mais ce départ n'est pas une menace, dit le gouvernement, c'est simplement une mesure de précaution pour, en cas de besoin, protéger efficacement les sujets de l'empire du Soleil levant, installés dans cette région chinoise. Cependant une dépêche est venue annoncer que le Japon avait pressenti l'Angleterre, son alliée, sur l'attitude qu'elle aurait au cas où il interviendrait en Chine. L'Angleterre aurait répondu qu'elle ne saurait approuver toute action qui pourrait mener au partage de la Chine, mais qu'elle était prête à appuyer diplomatiquement à Pékin les demandes de réparation du Japon.

Cette attitude de la Grande-Bretagne suffira-t-elle à faire que la situation se dénoue facilement? Ce n'est pas absolument certain, parce qu'il y a un parti au Japon qui désire vivement une intervention en Chine et parce que Yuan Chi Kaï est assez empêché de donner à son puissant voisin toutes les satisfactions qu'il demande ; ce n'est pas en son pouvoir ainsi que l'a bien expliqué M. de Caix dans le *Journal des Débats* du 18 septembre. La délicatesse de la situation vient de ce que les Japonais formulent une exigence qui dépasse peut-être un peu la puissance de leur partenaire : en demandant la punition des autorités responsables des outrages subis par leurs nationaux, ils viseraient le général Tchang Hsoun : ils voudraient imposer à Yuan Chi Kaï de le destituer du poste de gouverneur de Nankin auquel

il avait récemment nommé ce personnage utile mais encombrant.

Tchang Hsoun est en effet une force à laquelle Yuan doit désirer ne toucher qu'avec prudence. Homme d'ancien régime comme Yuan, le général Tchang Hsoun a surtout profité de la révolution pour se tailler une sorte de principauté militaire aux confins du Chan-Toung et du Ngan-Hoei. Ses relations avec Yuan Chi Kaï ressemblent beaucoup plus à celles de deux puissances alliées qu'à celles de chef d'Etat et de son subordonné. Tchang Hsoun semble s'être surtout rallié dans la crise dernière au président provisoire de la République, parce que le vent paraissait souffler du côté de celui-ci et non des sudistes. C'est un homme résolu, brutal, assure-t-on, décidé à ménager avant tout ses troupes, comme le libre pillage de Nankin l'a bien prouvé, et qui, ces derniers jours encore, passait pour recruter de nouveaux soldats pour rendre encore plus solide la base de son autorité. Yuan Chi Kaï se trouve pris dans un fâcheux dilemme : « démisionner » un tel personnage ou risquer les représailles des Japonais. L'homme dont ceux-ci exigent l'abaisssement ou, tout au moins le changement, doit d'autant plus répugner à quitter Nankin que la prise de cette ville, d'où il avait été chassé au début du mouvement révolutionnaire, a eu pour lui le caractère d'une revanche.

Les réclamations du Japon mettent Yuan Chi Kaï dans une situation extrêmement difficile. La révolte du Sud était pour lui bien moins délicate. Ici son habileté militaire et son art de se servir des taëls pour réduire ses adversaires resteront sans emploi. Et peut-être que de graves événements vont se produire en Extrême-Orient à l'heure où le monde sorti de la crise de l'orient de l'Europe semblait devoir jouir de quelque tranquillité ; ce qui, il faut le reconnaître, cadrerait assez peu avec tous les événements passés. Depuis un demi-siècle, les grandes guerres se sont succédé quasi sans interruption : c'est ce qu'on est tenté d'oublier et ce que la réalité rappelle.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Les progrès du Maroc. — Il y aurait un parallèle bien curieux à établir, entre la conquête de l'Algérie et la conquête du Maroc. La première s'est faite avec une extrême lenteur ; commencée en 1830, elle n'a été terminée qu'en 1857. Au Maroc, au contraire, on peut dire que ce qui se faisait en un an en Algérie, s'y fait en un mois. On marche douze fois plus vite. Il n'y a pas dix-huit mois que nous sommes entrés à Fez. Il y a à peine un an que nous avons occupé Marrakech. Et dans ce pays, où l'on se battait furieusement il y a un an, savez-vous ce qu'on va voir du 28 septembre au 8 octobre prochain ? Un concours d'automobiles sur un circuit de 800 kilomètres formé par l'itinéraire suivant : Casablanca, Bou-Znika, Rabat, camp Boulhaut, camp Boucheron, Mechra-ben-Abbou-ben-Guerir, Sidi-bou Othman, Marrakech, Souk-el-Haad, Mennebi, Safi, Souk-el-Khemis, Sidi Bannour, Mazagan, Azemour, Sidi-Ali et retour à Casablanca. Pourrait-on imaginer une preuve plus concluante de la parfaite pacification actuelle de cette région. Voilà, s'ils revenaient au monde, qui étonnerait bien nos officiers de 1830, eux qui ont mis des années à oser sortir d'Alger et à s'en aller à Blida, qui n'est qu'à 30 kilomètres.

A quoi tient une aussi prodigieuse différence ? D'abord, probablement, à des causes psychologiques. D'un côté, nous avons appris à faire cette guerre d'Afrique. Notre esprit est débarrassé des énormes exagérations que l'on se faisait du nombre des habitants, de leur capacité guerrière et des difficultés du pays. Nous savons que nous n'avons pas devant nous plus de 3 millions d'indigènes qui sont braves, mais qui n'ont aucune organisation, et que nous pouvons prendre en détail, tribu par tribu. Les soumettre est, certes, une rude tâche, qui demandera beaucoup de courage à nos troupes et beaucoup d'habileté à leurs chefs ; mais nous en mesurons exactement l'importance. Nous sommes sûrs d'en venir à bout. Nous opérons donc avec une résolution qui faisait totalement défaut dans les premiers temps de l'expédition algérienne, alors que presque toutes les années, on remettait en question l'abandon du pays. De l'autre côté, si ignorants que soient les indigènes, ils ne sont pas sans savoir que la France a déjà occupé l'Algérie et la Tunisie ; l'occupation du Maroc leur apparaît comme une suite nécessaire du mouvement commencé, comme une fatalité historique, à laquelle il est impossible de se soustraire. Les indigènes algériens ont pu conserver longtemps l'illusion qu'ils nous rejetteraient à la mer ; cette illusion, il est moins facile aux Marocains de l'avoir, et leur résistance en est diminuée d'autant.

A ces causes psychologiques s'ajoutent des causes matérielles. Ce sont les énormes progrès qu'ont fait les armements et les moyens de communication. Qu'on réfléchisse, qu'un homme armé d'un fusil à tir rapide, qui peut fournir vingt coups utiles à la minute, au lieu d'un que l'on obtenait avec le fusil de 1830, a une puissance offensive vingt fois plus grande. Il s'ensuit que les mêmes effectifs, employés contre des populations barbares, représentent aujourd'hui une force réelle beaucoup plus considérable qu'autrefois. Quant aux moyens de transport, que l'on songe que les gens de 1830 ne connaissaient pas autre chose que les charrettes, tandis que nos troupes ont aujourd'hui, au Maroc, télégraphie ordinaire, télégraphie sans fil, chemins de fer Decauville, automobiles et aéroplanes. Or, à la guerre, cent hommes qui peuvent se déplacer rapidement d'un point à un autre, en valent deux cents immobilisés sur ces deux points. Ajoutez que chemin de fer, automobiles et aéroplanes, en étonnant l'indigène, contribuent de leur côté à lui montrer qu'il est en présence d'une civilisation supérieure à la sienne, contre laquelle il lui est impossible de lutter, et à lui inspirer ainsi des sentiments de résignation.

Les colons algériens et le crédit. — Nous signalions, dans notre avant-dernier numéro, l'émotion qu'avait produite en Algérie, l'intention attribuée aux banques et plus particulièrement à la Banque d'Algérie, de faire rentrer leurs créances et de resserrer à l'avenir leur crédit.

Pour comprendre combien était vive cette émotion, il faut savoir qu'il n'est pas de pays (et nous n'en exceptons pas même l'Amérique qui est célèbre pour cela) où l'on use plus largement et plus hardiment du crédit, qu'en Algérie. Dès qu'un colon dispose d'un capital, de 10.000 francs par exemple, il n'a plus qu'une idée c'est, au moyen de la garantie qu'offrent ces 10.000 francs, d'en emprunter 50.000 s'il le peut, afin d'élargir jusqu'à l'extrême limite le champ de ses affaires.

Ce désir d'activité, qui anime tous les Algériens, a créé des habitudes particulières à la colonie. Si le capital du colon est représenté par des valeurs mobilières, la loi française est formelle, elle ne permet aux banques de faire, sur cette sorte de gage, que des prêts à trois mois. Les banques n'en font pas moins des prêts pour une durée indéfinie. Il est entendu entre elles et le colon que les billets seront toujours renouvelés à l'échéance. Si le capital du colon, comme c'est de beaucoup le cas le plus fréquent, est constitué par des immeubles, il pourrait obtenir, légalement, des prêts à long terme. Mais là encore, c'est l'usage du prêt à trois mois, indéfiniment renouvelable, qui s'est établi. Ce sont les banques privées, elles-mêmes, qui, entraînées par l'appât des gains qu'elles y trouvent, ont poussé les colons à employer, de préférence, cette forme de crédit. Elles leur démontrent que le prêt à long terme a ce grave inconvénient que, lorsqu'il arrive à expiration, le colon se trouve dans l'obligation de rembourser tout d'un coup une grosse somme. S'il n'en a pas les moyens, il est exposé à être exécuté. Tandis que le billet à ordre, à trois mois, dont il est entendu par convention non écrite, qu'il sera indéfiniment renouvelable est bien autrement souple. Le colon, une année, fait-il de bonnes affaires ? Il remboursera une partie de sa créance. Ne gagne-t-il rien ? On prolongera l'échéance un an de plus. Le billet à trois mois a bien un désavantage sur le prêt à long terme. C'est qu'en raison des variations du taux d'escompte et des frais d'agio, il coûte plus cher ; mais qu'est-ce que cela, auprès de l'immense avantage de pouvoir emprunter des sommes importantes, avec la perspective de n'être jamais étranglé par la nécessité de rembourser à date fixe. Tout le monde a donc été d'accord pour faire un usage à peu près exclusif du billet à trois mois. Les colons les signent, les banques privées les acceptent, la banque d'Algérie les réescompte, et il en résulte un immense roulement d'argent dont on aura une idée, par ce fait que la dette hypothécaire de l'Algérie, à elle seule, représente 750 millions. Tous les établissements industriels, presque tous les domaines agricoles algériens, se sont fondés sur cette forme de crédit.

Or, il y a dans tout cela, un point qui ne laisse pas que d'être fort inquiétant. Entre prêteurs et emprunteurs, il est bien entendu que le billet à trois mois sera toujours renouvelable. Mais cette convention ne peut pas être écrite, puisqu'elle est expressément interdite par la loi. Elle est purement orale. Comme texte écrit, il n'existe, et il ne peut exister, que le billet prescrivant le remboursement à trois mois. Si les banques, ne tenant plus compte des conventions orales, se décidaient tout d'un coup à exiger rigoureusement l'exécution des textes écrits, le pourraient-elles ? Si elles le pouvaient et si, pour une raison quelconque, elles se décidaient à le faire, on devine quelle catastrophe sociale s'en suivrait. Assurément beaucoup d'industriels et d'agriculteurs seraient hors d'état de faire face aux échéances. Les faillites et les exécutions judiciaires se produiraient par milliers.

Eh bien, c'est une catastrophe de ce genre, que l'opinion algérienne a appréhendé il y a quelques semaines. Le bruit a couru, et des indices lui donnent une apparence de vérité, que les banques allaient faire rentrer leurs créances. Dans quelle mesure? On n'en savait rien. Mais on comprend que tous les gens dont la situation n'était pas nette, ne pouvaient se défendre d'une vive inquiétude.

Un jugement du Tribunal de commerce d'Oran, en date du 23 août dernier, a subitement calmé tout le monde. Il fera époque dans l'histoire économique de la colonie, car il consacre officiellement l'usage, qui n'était jusqu'ici qu'une tolérance. L'année dernière la Compagnie Algérienne avait prêté à la Société Fernandez et Cie une somme de cent mille francs pour l'aider à créer une verrerie. Suivant l'usage, ce prêt fut consenti contre un billet à trois mois. Jusqu'au mois de juillet 1913, le billet fut renouvelé par trois fois sans aucune protestation. Mais, la quatrième fois, la banque s'y refusa. Et elle introduisit, devant le tribunal de commerce, une instance pour exiger le remboursement, complet et immédiat, du billet. « Cette valeur étant échue, disait-elle, elle était en droit d'exiger le remboursement immédiat, rien ne l'obligeant à le renouveler, soit entièrement, soit par parties. » Mais, le tribunal n'en a pas jugé ainsi. Il s'est référé à l'article 1156 du Code civil qui dit, que dans les conventions « on doit rechercher ce qui a été l'intention des parties, bien plus que de s'arrêter au terme littéral de la convention ». Quand la Compagnie Algérienne a prêté 100.000 francs à la Société Fernandez et Cie, elle n'ignorait pas que ces avances ne pourraient normalement être réclamées, qu'après que se serait écoulé le temps moralement nécessaire pour permettre à cette société, au moyen de la vente de ses produits, de récupérer le capital reçu, et transformé en usine et en matériel.

Le tribunal a donc débouté la Compagnie Algérienne. Il a déclaré que sa créance n'était pas immédiatement exigible. Il a accordé à Fernandez et Cie un délai de cinq ans pour la rembourser et statué que « Fernandez et Cie devront, comme par le passé, souscrire à la Compagnie Algérienne, des valeurs en représentation des sommes dues, dont les intérêts resteront au taux général de l'escompte ».

Un des attendus au jugement, en précise la signification : « Attendu que la plupart des gros prêts et des ouvertures de crédit sont consentis sans que les emprunteurs puissent supposer que les billets à ordre, souscrits par eux dans ces conditions, puissent constituer à leur encontre des obligations définitives et d'ores et déjà exigibles à leur date d'échéance, qu'ils sont en droit de supposer que cette date n'est fixée que pour assurer l'escompte du billet, pour, en un mot, en faire un papier bancable, grâce auquel leur prêteur lui-même pourra faire de l'argent pour ses propres opérations. »

A la suite de ce jugement, les entreprises algériennes ont senti se solidifier les bases sur lesquelles elles reposent.

Pour le bon sens. — M. Albin Rozet vient de poser une question fort intéressante au ministre de la Justice. Il a appelé son attention sur « les inconvénients que présentent, au point de vue de la bonne administration de la justice, le fait qu'en Algérie, les notifications à un accusé kabyle sont valablement signifiées en arabe, alors que l'immense majorité des Kabyles ignore complètement cette langue et que beaucoup d'entre eux comprennent mieux le français ». Et M. Albin Rozet demande au ministre « quelle mesure il estime pouvoir prendre, pour substituer désormais la notification, en kabyle ou en français, à celle en langue arabe ».

M. Albin Rozet, qui s'est constitué le défenseur des indigènes, n'est pas très populaire dans la presse algérienne ; mais, pour une fois, cette presse lui a donné raison. C'est qu'il a touché là à une des erreurs les plus grossières et à l'un des abus les plus criants de l'organisation algérienne. Il y a unanimité sur ce point.

Dans les derniers recensements, on a eu l'idée heureuse de demander à chaque indigène quelle langue il parlait et de les diviser ainsi en arabophones et en berberophones. Le dernier recensement a révélé que sur 4.700.000 indigènes algériens, il y en a un quart qui parlent la langue que l'on appelle soit berbère, soit kabyle.

En présence de ce fait, quelle eût dû être notre conduite? Evidemment de parler arabe aux Arabes et kabyle aux Kabyles. Il y avait à cela deux raisons. Une raison logique, c'est que l'on doit parler à un peuple la langue qu'il comprend. Et une raison politique, c'est que, puisque la nature nous mettait en présence de deux races différentes, il était de l'intérêt de notre domination de les maintenir à l'état distinct, suivant la vieille maxime qui dit qu'il faut « diviser pour régner ».

Au lieu de cela, qu'avons-nous fait? Nous avons décidé que tous les actes administratifs et judiciaires destinés aux Kabyles seraient rédigés en arabe. Nous avons nous-mêmes travaillé ainsi à l'arabisation du monde berbère, transformation à laquelle tout nous commandait d'être résolument hostile. Cette faute a eu, entre autres conséquences, de donner naissance à toute une catégorie de parasites: adels, aouns, traducteurs, interprètes qui s'occupent de faire connaître aux Kabyles les actes arabes qui es intéressent et qui exploitent naturellement le plus qu'ils peuvent la nécessité où est le Kabyle de recourir à leur intermédiaire.

Cette situation était fort ridicule à l'origine; elle l'est devenue bien plus avec le temps. En effet, les Kabyles qui sont un peuple laborieux, économe et âpre au gain, ont bien vite découvert que la connaissance du français donnait à celui qui la possédait, une grande supériorité économique. La plupart ont donc cherché à l'apprendre. Et nulle part nos écoles n'ont eu autant de succès que chez eux. On en a ouvert 25 dans la seule commune de Michelet et dans une autre commune mixte, celle de Dra-el-Mizan, sur 6.000 enfants d'âge scolaire, il y en a exactement la moitié qui va à l'école. Comme le Berbère n'a qu'une écriture très imparfaite, dont l'usage s'est perdu, ces élèves une fois qu'ils sont entrés dans la vie, ne correspondent plus entre eux qu'en français. De sorte que le français est aujourd'hui une langue que beaucoup de Kabyles écrivent et qu'un très grand nombre parlent plus ou moins correctement. Et à ce peuple, qui se francise ainsi très rapidement, par un exemple de routine vraiment prodigieux, notre administration continue à imposer que la rédaction des actes administratifs et judiciaires soit faite en arabe, c'est-à-dire dans une langue qu'il ne comprend pas!

C'est pourquoi, en cette occasion, la presse algérienne approuve M. Albin Rozet. Et elle va même plus loin que lui. M. Albin Rozet laissait au ministre de la Justice la latitude d'employer, soit le kabyle, soit le français dans les notifications judiciaires. La presse algérienne fait remarquer avec raison, que le kabyle, ne s'écrivant pas actuellement, il faudrait au préalable, en fixer l'orthographe et le vocabulaire, ce qui serait une bien longue opération. Elle demande donc qu'il n'y ait désormais, en Kabylie, qu'une langue administrative et judiciaire, — et que ce soit le français.

Un bon exemple. — Sur les hauts plateaux algériens et tunisiens, la grêle sévit avec une particulière intensité. Le 18 mai dernier, à Bekkaria, dans le canton de Tébessa, s'est produit un de ces orages terribles qui sont malheureusement trop fréquents dans la région. Les récoltes ont été littéralement anéanties, il n'en est pas resté un épi debout. Le gouvernement général s'est ému de ce désastre et, dès qu'il en a eu connaissance, il a envoyé un secours de 10.000 francs aux colons du village.

Qu'ont fait les colons? Il y a une dizaine d'années seulement, ils auraient purement et simplement partagé ces 10.000 francs entre les sinistrés, au prorata des pertes. Mais, depuis dix ans, les idées de mutualité ont fait des progrès surprenants. De plus en plus nombreux sont les colons qui comprennent quelles ressources puissantes ils peuvent trouver, dans l'entr'aide et l'association, pour se procurer le crédit à bon marché, et pour se garantir contre les aléas du dur métier d'agriculteur. De tous côtés, se fondent des caisses de crédit mutuel, des sociétés d'assurance mutuelle contre l'incendie, la grêle et la mortalité du bétail, des coopératives d'achats, des Mutuelles-Labours, des sociétés de prévoyance. C'est aujourd'hui un mouvement qui emporte tous les esprits.

Les colons de Bekkaria s'en sont sagement inspirés. Ils ont profité des 10.000 francs du gouvernement général pour créer une caisse locale de crédit mutuel, pour le capital de laquelle les 10.000 francs ont constitué un premier versement. On sait que, pour encourager la mutualité, le gouvernement, à l'aide des sommes que lui avancent, sans intérêt, la Banque de France, en France, et la Banque d'Algérie, en Algérie, double le capital versé des caisses de crédit mutuel. De plus, les banques privées accordent aux caisses de crédit mutuel, un crédit qui double encore une fois le capital ainsi constitué. Les colons de Bekkaria ont ainsi obtenu deux résultats également intéressants. En premier lieu, ils ont quadruplé la somme qui avait été mise à leur disposition. En second lieu, ils ont transformé des secours, qui auraient été dissipés une fois pour toutes s'ils avaient été distribués comme secours, en des prêts remboursables; de sorte que, quand ils auront été remboursés à la caisse de crédit mutuel, celle-ci sera en mesure de faire face à de nouveaux désastres, s'il s'en produisait.

Nous avons pensé qu'il était utile de faire connaître, cet exemple des colons de Bekkaria, afin de montrer une fois de plus, toute l'efficacité de la mutualité. Mais la *Revue agricole et viticole* d'Alger, leur explique qu'ils pourraient encore aller plus loin. Il existe maintenant, en Algérie, tout un réseau de caisses mutuelles d'assurances contre la grêle, fédérées par la Caisse Centrale algérienne et tunisienne de réassurance agricole. Tous les colons devraient s'y affilier. Les cotisations varient naturellement, suivant les régions et leurs risques de grêle. Bekkaria, se trouvant dans la région la plus exposée, aurait à payer le tarif le plus fort, 2 fr. 30 0/0 de la valeur assurée. Ce taux est assurément fort élevé. Mais la *Revue agricole et viticole* indique un moyen d'en alléger le poids. Les Mutuelles-Labours sont des caisses de prévoyance pour la participation desquelles on n'a pas un centime à débourser. La cotisation en argent est remplacée par de simples prestations en nature. Quand une Mutuelle-Labour est constituée, ses membres choisissent un champ commun, qu'on appelle le champ social, et ce champ, ils en font les labours, les moissons, le transport des récoltes et les battages, par prestations organisées entre eux. La vente des grains, ainsi obtenus, constitue l'avoir de la société. Si les colons de Bekkaria fondaient une Mutuelle-Labour, cet avoir pourrait servir à payer, tout ou partie, de leur assurance contre la grêle.

Le commerce extérieur de l'Afrique équatoriale française en 1912. — Nous avons sous les yeux un numéro récent du *Journal officiel* de cette colonie où sont plusieurs tableaux résumant le commerce de 1912. Pour l'ensemble de la colonie, le commerce spécial a atteint 43.694.000 francs en chiffres ronds, dont 17.341.000 francs pour les importations et 26 millions 353.000 pour les exportations. Il faut déjà retenir ceci que les exportations dépassent très sensiblement les importations. A ces chiffres globaux collaborent de la façon suivante le Gabon et le Moyen-Congo. Pour le Gabon, les importations ont été de 7 millions 677.000 francs et les exportations de 9.135.000 francs. Pour le Moyen-Congo, les importations se sont élevées à 9.885.000 francs et les exportations, c'est là le chiffre le plus remarquable, à 17.218.000 francs. Au total, plus de la moitié du commerce spécial de l'Afrique équatoriale revient au Moyen-Congo, soit 26 millions 888.000 francs sur 43.694.000 francs. On peut voir dans ce résultat une consécration des idées que nous avons souvent exposées ici et qui tendent à prouver que les pays non assimilés au régime douanier métropolitain se développent beaucoup plus que les assimilés. On sait, en effet, que le Gabon, pour lequel d'ailleurs on réclame et on a promis un changement de régime, est sous le régime étiolant qu'a imaginé la loi de 1892. Alors que le Gabon n'a importé que pour 3.609.000 francs de marchandises étrangères, contre 4.023.000 de marchandises françaises, le Moyen-Congo en a importé pour 5.432.000 francs contre 4.238.000 de marchandises françaises. Aux exportations, c'est le contraire qui s'est produit. Le Gabon a exporté pour 2.970.000 francs de marchandises en France contre 6.164.000 à l'étranger, tandis que le Moyen-Congo en exportait pour 9.885.000 francs en France contre 7.334.000 à l'étranger. Dans ce dernier chiffre la Belgique figure pour la presque totalité, soit 6.491.000 francs. Sa part dans les importations au Moyen-Congo est aussi assez considérable, elle vient au second rang, après la France, avec 1.847.000 francs, avant l'Angleterre qui importe pour 1.158.000 francs et cela s'explique facilement, étant donné le voisinage de notre possession avec la colonie belge et les commodités qu'offre le chemin de fer de Matadi.

La délimitation des frontières franco-allemandes en Afrique équatoriale. — Il va y avoir, paraît-il, une question concernant la délimitation des frontières franco-allemandes. On sait qu'aux termes de la fameuse convention franco-allemande du 4 novembre 1911, des commissaires des deux pays devaient déterminer sur place les frontières que l'accord diplomatique avait indiquées comme devant désormais fixer les territoires français et allemands en Afrique équatoriale. Les missions envoyées par les deux pays ont travaillé et sont aujourd'hui de retour. Or, on assure qu'elles n'ont pu arriver à une entente en ce qui concerne tous les points qu'elles avaient à régler; les deux commissions n'auraient point réussi à tracer d'une façon complète les nouvelles frontières. La *Gazette de la Croix,* en un leader de son numéro du 18 septembre, exprime le regret que trois questions importantes n'aient point encore reçu de solution : la question de la délimitation des territoires cédés à l'Allemagne sur l'Atlantique, au Sud de la Guinée espagnole ; la question des îles et la question de la délimitation des pointes aboutissant l'une au Congo, l'autre à l'Oubanghi.

« Sans doute, conclut le journal conservateur, l'accord du 4 novembre dit formellement qu'en cas de difficultés les deux nations s'adresseront au tribunal d'arbitrage de la Haye. Mais la question de savoir si la France ne ferait pas mieux d'essayer le règlement de ces questions par des négociations directes reste ouverte. Le Tribunal de La Haye ne pourrait guère méconnaître notre bon droit. De plus, nous pouvons nous adresser à ce tribunal et lui soumettre d'autres questions, la France ayant violé à différentes reprises les promesses d'ordre économique qui nous furent faites. Le principe d'égalité économique a été violé, et la France peut par ailleurs être rendue responsable de la façon dont ont été traités certains sujets ou protégés allemands.

« Ne serait-il peut-être pas de l'intérêt de la République de régler les questions de délimitation de frontières avec l'esprit accommodant que prévoit le traité du 4 novembre? »

Nous n'insistons pas sur la forme de l'article de la *Gazette de la Croix* qui, en voulant être habile, est surtout maladroit. En nous disant d'avance que nous n'aurions rien à gagner à aller à La Haye, elle semble craindre que nous y allions et certains précédents dont ce journal doit se souvenir ne sont pas de nature à nous faire redouter de nous en rapporter à ce haut tribunal. Mais nous croyons que notre confrère d'outre-Rhin dramatise les choses et que les points qui restent en suspens entre les deux gouvernements n'ont pas la gravité qu'il leur donne et qu'une négociation directe arrivera probablement à les résoudre.

Dans l'armée coloniale. — L'armée coloniale souffre depuis quelques années d'un mal très grave. Elle manque de cadres. 2.350 officiers environ lui sont nécessaires, or elle en a à peine 1.700. Ce petit nombre d'officiers a pour conséquence qu'on exige d'eux un service quasi continu qui ne leur permet guère de refaire leurs forces dans la métropole et la mort ou la réforme sont par suite beaucoup plus fréquentes. « D'un autre côté, faisait remarquer le *Temps* il y a quelques semaines, le recrutement des officiers coloniaux dans nos écoles militaires baisse d'une façon très inquiétante. L'année dernière, 45 places étaient réservées à l'école militaire d'infanterie aux sous-officiers coloniaux ; 15 candidats seulement ont brigué cet honneur, et, sur les 15, 13 ont été admis. On a essayé un autre système. On a fait appel aux cadres métropolitains par le système des mutations temporaires. L'expérience a été pitoyable. Les officiers métropolitains n'ont pas voulu aller aux colonies parce qu'ils ne trouvent dans cet éloignement momentané que déceptions et tracasseries et aucune satisfaction morale et matérielle. » Avec le service du Maroc qui a exigé l'encadrement de nouveaux régiments, la situation s'est encore aggravée et la relève aux colonies devient de plus en plus difficile. Il y a là une situation qui doit retenir toute l'attention du gouvernement.

Le port de la Pointe-à-Pitre. — Nous avons indiqué, lorsqu'il a paru, les conclusions du rapport Jullidière en ce qui concerne les répercussions du canal de Panama sur nos Antilles. Ces conclusions ont déçu les Antillais et quelques-uns d'entre eux ont entrepris de montrer ce que pouvait devenir le port de la Pointe-à-Pitre. On sait du reste que ce port va profiter d'un emprunt de la colonie de la Guadeloupe, qu'on va y construire un wharf, un quai à charbon, y amener de l'eau, y installer la télégraphie sans fil, etc... Mais il faut intéresser la métropole à ce port, aussi M. Adolphe Lara, vice-président du Conseil général,

est-il venu plaider sa cause en France, et dans une brochure a montré ce qu'il est, l'opinion qu'en ont donnée nombre de marins illustres ou d'ingénieurs et ce qu'on pourrait en faire. Il y a là une manifestation de l'esprit local que nous avons plaisir à signaler. Il est bon que nos vieilles colonies prouvent leur patriotisme local et montrent à la métropole qu'elles sont capables d'autre chose que de luttes politiques mesquines et épuisantes. La Pointe-à-Pitre dotée des améliorations que l'emprunt voté par le Conseil général permettra de réaliser et mieux connue en France jouera peut-être un jour, dans le trafic mondial du canal de Panama, un rôle important. C'est la grâce que nous lui souhaitons.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

La récolte du coton.

Dans ces cinquante dernières années les approvisionnements de coton de l'Inde ont augmenté de 2 à 4 millions 1/2 de balles. Deux fois en 1906-1907 et en 1909-1910 la récolte dépassa 5 millions de balles. Voici d'après l'*Economist* la part d'exportation dans les pays étrangers des sept principaux ports de l'Inde pendant ces trois dernières années (en milliers de balles) :

Ports	1910-1911 Balles	0/0	1911-1912 Balles	0/0	1912-1913 Balles	0/0
Bombay	1.644	73,7	1.281	70,1	1.477	67,4
Karachi	285	12,8	267	14,6	364	16,9
Calcutta	66	3,0	70	3,8	83	3,8
Madras	64	9,6	56	10,3	68	9,9
Coconada	38		49		52	
Tuticorin	114		84		90	
Rangoon	21	0,9	21	1,2	42	2,0
Total	2.232	100,0	1.828	100,0	2.146	100,0

Sans exception, chaque consommateur étranger augmente ses achats d'année en année. C'est ainsi que le Japon continue à prendre plus de coton indien à lui tout seul que l'Europe entière; la Chine reçoit les deux tiers des exportations de Bombay; l'Italie vient ensuite avec 9,1 0/0; l'Allemagne (6,6); la Belgique (6.1); l'Autriche (5); la France (4,1); l'Espagne (1,3) et l'Angleterre enfin avec le même pourcentage.

Les prix à la fin de juin 1912 pour les cotons de choix du Bengale étaient de 268 roupies pour un chargement à fin décembre et douze mois plus tard à 257 roupies seulement. Les plus hauts cours atteints ont été ceux de la troisième semaine de décembre (291 roupies) et les plus bas au commencement de juin dernier (235 roupies). La récolte s'annonce comme devant être belle : la pluie a été abondante dans certains districts.

La nouvelle Delhi.

La ville naissante de la nouvelle Delhi n'est pas encore sortie de terre qu'elle soulève des polémiques nombreuses à propos de son emplacement et de sa construction. Dans un troisième rapport, daté de Delhi le 20 mars 1913, la Commission de l'emplacement de la ville de Delhi « Delhi Town Planning Committee » a fait ressortir les avantages de l'emplacement situé au Sud de la cité actuelle. Le *Bulletin de l'Asie française*, dans son numéro d'août trace ainsi les grandes lignes du plan de la nouvelle Delhi qui ont été empruntées à ce rapport :

La future cité doit pouvoir se développer autant qu'il sera nécessaire ; elle doit être aménagée de manière à être habitable pendant sept mois, durant lesquels la température oscille entre les environs du point de congélation et un maximum de 40° C. ; les conditions sanitaires doivent être particulièrement étudiées dans un pays aux brusques variations de température et de pluviosité, où les fleuves coulent à pleins bords, dont la réputation malarique est fâcheuse, et il faut pouvoir y combattre les conditions locales de poussière, de rayonnement, de sécheresse, enfin y aménager les canaux d'irrigation sans lesquels ni la verdure ni les arbres ne peuvent prospérer à Delhi. Or, à toutes ces conditions, la plaine située au Sud et au Sud-Ouest de Delhi se prête mieux que le Nord, et c'est là, au delà des remparts de la ville actuelle (entre la porte d'Adjmere et celle de Lahore) et jusqu'à la rive gauche de la Djumna à l'Est, jusqu'à la continuation du Ridge ou Sud du Sadr Bazar à l'Ouest, enfin jusqu'au tombeau de Safdar Jang au Sud, que s'élèvera la cité nouvelle, sur un terrain d'une largeur maxima de 4 milles 1/2 et minima de 2 milles 1/2.

Là, presque en plein centre, sur la colline de Rai Sina, se dresseront, dominant tout et visibles de partout, le palais du gouvernement et la salle du Conseil, entourés de jardins et de parcs se prolongeant jusqu'aux pentes du Ridge que couronnera un spacieux amphithéâtre. A l'Est et en avant du palais du gouvernement, sur les flancs mêmes de la colline, une vaste plate-forme surélevée, véritable forum flanqué par les ministères ou secrétariats, d'où des plans inclinés conduiront au début d'une grande et large avenue centrale, bordée d'arbres et ornée de fontaines et de statues allégoriques symbolisant les différentes provinces de l'Inde ; par cette avenue large d'environ 150 mètres, la grande artère de la cité impériale, le visiteur pourra gagner la Djumna et Indrapat, ou encore, au moyen de grandes avenues ombragées coupant la précédente à angles droits, pénétrer dans des voies secondaires également plantées d'arbres, et gagner les autres édifices publics ou les maisons particulières, les pentes du Ridge que l'on projette de reboiser, ou le vaste parc que l'on veut aménager entre la cité actuelle et la ville nouvelle.

UNION SUD-AFRICAINE

La prospérité commerciale et agricole.

Le *Board of Trade* a récemment publié le rapport du commissaire de Sa Majesté en Afrique du Sud, sir R. Sothern Holland, sur le commerce en 1912 de l'Union Sud-Africaine et des protectorats indigènes Basutoland, Swasiland et Bechuanaland.

La population totale de l'Union, d'après le recensement de 1911, était de 5.973.394 habitants et celle des protectorats susindiqués de 629.816.

Depuis la guerre des Boërs, l'agriculture a fait de rapides progrès. De 1904 à 1911, le bétail de l'Union a augmenté de 2 millions 296.496 têtes ; les chevaux, de 269.875 ; les autruches, de 385.906 ; les moutons, de 14.334.156 ; les chèvres, de 1.992.434 ; les porcs de 402.516. Les produits de la terre, d'après les statistiques, ont suivi la même progression : la production de la laine s'est élevée à 104.653.897 livres ; les plumes d'autruche à 564.293 livres ; le beurre à 11.349.293 livres ; le fromage à 545.290 livres.

Le commerce total de l'Union a été en 1912, de 103.117.953 livres sterling. Depuis 1907, les importations ont augmenté de 12.146.194 livres sterling et les exportations de 16.416.723 livres sterling, ce qui fait que dans six ans le commerce total a atteint 28.562.917 livres sterling.

Le développement des importations et exportations, pendant les années 1907, 1909, 1911 et 1912 comme dernier terme de comparaison, a été considérable, ainsi que le démontre le relevé suivant :

Mouvement d'importation (marchandises d'ordre général).

1907... Liv. st.	24.936.000	1911... Liv. st.	34.228.000
1909.....	25.605.000	1912.....	35.201.000

Mouvement d'exportation (marchandises d'ordre général).

1907... Liv. st.	45.846.000	1911... Liv. st.	55.193.000
1909.....	48.237.000	1912.....	61.628.000

Il s'agit de l'Union Sud-Africaine, qui ne comprend pas la Rhodésie. Celle-ci n'ajouterait, au surplus, qu'un appoint relativement insignifiant aux chiffres ci-dessus, environ 4 millions de livres sterling, importations et exportations réunies. Il va sans dire qu'actuellement, quoi qu'il en advienne dans l'avenir, les marchandises d'ordre général importées en Afrique Australe sont destinées à l'industrie minière surtout. Non pas qu'elles se composent, loin de là, uniquement d'engins et machines à l'usage des mines, qui n'ont fourni au mouvement de 1912 que 1 million 692.000 livres sterling ; mais indirectement, leur importation est motivée dans une très grande mesure, par cette industrie : les approvisionnements alimentaires notamment, pour le personnel ouvrier, et autres, y entrent pour une forte part.

NIGÉRIA

Les nouveaux chemins de fer.

Sir Frédérick Lugard a achevé à Londres l'élaboration de son projet d'amalgamation des voies ferrées en Nigéria, et il est parti le 17 de ce mois pour l'Afrique australe. Les ingénieurs qui doivent entreprendre le tracé du nouveau chemin de fer partiront à la même date. Le projet du « nouveau chemin de fer de l'Est » maintenant sanctionné par le gouvernement impérial, est le suivant :

La ligne aura quelque 400 milles de longueur et sera probablement construite en trois ans ; son point terminus a été fixé à la tête de l'estuaire de Bonny et s'appellera Port Harcourt, du nom du secrétaire des colonies de Port Harcourt. La ligne traversera la province centrale et desservira un district riche et peuplé jusqu'aux gisements de houille, près d'Udi après avoir parcouru environ 120 milles. De là, elle se dirigera vers la rivière Benoué qu'elle franchira sur un pont important, un peu au-dessous d'Abinsi. La ligne ira ensuite dans le voisinage de Djémaa, près des gisements d'étain — qu'un embranchement pourra plus tard desservir — et rejoindra ensuite l'endroit où le chemin de fer actuel franchit la rivière Cadouma. A ce point s'effectuera une jonction avec le système Kano-Lagos-Baro.

La barre à Bonny est réputée être la meilleure de toute l'Afrique occidentale anglaise ; à marée haute, elle fournit aux navires une profondeur de 23 pieds, et tout bâtiment qui peut entrer dans l'estuaire de Bonny peut atteindre Port Harcourt. Les travaux de construction de la nouvelle ligne vont commencer immédiatement et être poussés aussi rapidement que possible sous la direction de M. John Eaglesome, directeur général des chemins de fer nigériens.

COLOMBIE ANGLAISE

Le développement des voies ferrées.

A son récent passage à Londres, sir Richard Mᵉ Bride, a parlé de son pays avec un représentant du *Morning Post*. Le Premier de la Colombie britannique est au pouvoir depuis plus de dix ans : il a déjà affronté quatre élections géuérales, et, à chaque fois a remporté de nouveaux succès. Son Parlement se compose de deux partis : 40 conservateurs contre 2 socialistes. Dans une telle Chambre, le premier ministre n'a pas grand mal à faire prévaloir sa politique qui a assuré jusqu'à présent la prospérité économique de la Colombie. Cette prospérité est en partie due au développement des voies ferrées. Il y a déjà 2.250 milles de chemins de fer en exploitation et 2.500 milles en construction qui coûteront 30.000.000 de livres sterling ce qui est plus que pour toutes les autres provinces canadiennes réunies. L'année prochaine on prolongera le réseau du Grand Tronc Pacifique et du Nord-Canadien vers l'océan Pacifique. L'ouverture du canal de Panama complètera cet outillage économique et fera de la province colombienne une riche possession impériale.

Questions d'Histoire et de Géographie.

Souvenirs de campagne au Maroc.

A la dernière revue du 14 juillet dont le principal élément de succès fut la présence des troupes coloniales, les Parisiens ont justement acclamé le plus ancien des corps indigènes, les tirailleurs algériens. Le pittoresque costume de ces vaillants *turcos* rappelait, en effet, les glorieux souvenirs de tant de champs de batailles, où, depuis 1840, ils ont versé leur sang pour la France : Zaatcha, la Kabylie, Laghouat, Touggourt, la Crimée, l'Italie, le Sénégal, la Cochinchine, la Vera Cruz, Puebla, Frœschviller, et, tout dernièrement, le Maroc. Le 1ᵉʳ et le 3ᵉ tirailleurs sont composés, en majeure partie, de montagnards kabyles, excellents soldats de fond, supérieurs, pour la tenue et la discipline, au 2ᵉ tirailleurs, ceux-ci, originaires de la province d'Oran, étant, par contre, plus habitués à la vie aux champs, et plus débrouillards. Le tirailleur algérien, engagé volontaire, sert pendant douze ans. Avant 1899, il restait au corps vingt-cinq ans, au bout desquels, il obtenait, avec la médaille, généralement, une retraite de 750 francs. Il est regrettable que, pour une raison d'économie, le législateur ait réduit, avec le temps de service, le montant de la pension de retraite, qui n'est plus que de 144 francs, secours manifestement insuffisant. Aussi, le tirailleur, libéré à trente ou trente-cinq ans, se voit-il obligé de chercher un emploi. On a bien enjoint aux corps de troupe de commissionner les tirailleurs, dans la plus large mesure, mais les avantages accordés sont encore beaucoup trop faibles. La loi de 1899 a donc eu les fâcheux effets de priver la France de serviteurs très valides, et de rendre le recrutement plus difficile et de qualité moindre. Les tirailleurs algériens n'en sont pas moins une troupe d'élite, solide, entraînée, qu'il sera bon de maintenir, malgré l'établissement de la conscription indigène. Leur valeur propre est encore accrue par celle de leurs cadres français. La vie en campagne, avec ses dures réalités, avec les difficultés de toute nature, qu'il faut, à tous instant, résoudre, n'est-elle pas, d'ailleurs, une merveilleuse école d'apprentissage militaire ? Comme l'a dit le lieutenant-colonel Baratier : « Il est des qualités essentielles, propres à toutes les guerres, et qui s'acquièrent, par le seul fait d'être aux colonies. Un simple officier de peloton, dans un poste isolé, n'est plus un lieutenant ; il est un chef ; il a, toujours, devant les yeux, la part d'honneur national à lui confiée, il est conscient de la responsabilité qui lui incombe, il comprend ce qui est le devoir d'un chef, devoir fait de décision, d'abnégation, de sacrifice. Il apprend à commander, il apprend à mourir. » Le livre du lieutenant Kuntz nous montre de quel profit peut être, pour un jeune officier, ardent et enthousiaste, une campagne au Maroc ; elle trempe son

caractère, aiguise son coup d'œil, développe son initiative et son jugement, et ouvre à son esprit, observateur et réfléchi, un vaste champ d'expériences et d'études (1).

Il avait éprouvé une grande joie, et en recevant, à la fin de novembre 1907, à Bizerte, l'ordre de partir pour la frontière algéro-marocaine, où venait de se produite l'agression des Beni Snassen. Il n'avait plus, pensait-il, à envier le sort de ses camarades, qui avaient marché à l'ennemi, et vu le feu. Son espoir fut déçu quand il arriva sur l'oued Riss; les Beni-Snassen avaient regagné leurs montagnes, et ne tentaient plus d'attaques sérieuses. L'offensive ayant été prise contre eux, il ne put qu'assister au départ de l'une des deux colonnes destinées à encercler l'ennemi. Il se consola, ensuite, lorsqu'il apprit que la jonction de ces colonnes s'était faite sans résistance sérieuse. Un jour, pendant toute la matinée, il entendit des coups de canon venant du sud-ouest. Il avait souvent entendu la canonnade aux manœuvres. « Mais le canon de bataille, quelle autre chose ! Je ne connais pas d'aimant plus fort. Je m'étonne, dit-il, qu'on ait pu édicter des règles pour marcher au canon. Il me semble qu'on n'a qu'à se laisser aller; on y court tout naturellement. » Il ne put y courir et rongea encore son frein. Le rôle qui lui était dévolu était un service de garde et d'observation, qu'il exerça, d'abord, à Martimprey, puis à Marnia, et à Oudjda. Il dut diriger des travaux de fortification, et de construction de routes et de bâtiments, et escorter des convois, faisant le métier d'ingénieur, d'agent-voyer, d'architecte, et de caravanier. Il fallait aussi tenir les troupes en haleine par des marches-manœuvres. Une fois, la troupe fit 92 kilomètres en 36 heures, par le sirocco. Cependant, à mener cette vie tranquille, on finissait par ne plus se croire en territoire ennemi. En avril 1908, il n'y avait encore aucune fortification, à Oudjda, où nous étions, pourtant, depuis un an. On se décida à renforcer le camp par des ouvrages défensifs, quand on fut brusquement réveillé par le « coup de poing » de Menabba. Un nouveau foyer d'agitation venait de s'allumer à l'autre extrémité de notre ligne de contact avec le Maroc. Une harka de Beraber avait surpris, près de l'oued Guir, le camp du général Vigy, et nous avait tué 3 officiers et 21 hommes, et blessé 97 des nôtres, dont 4 officiers. Les Marocains, et, surtout les nomades du sud, experts dans la guerre de partisan, sachant admirablement utiliser le terrain, possèdent deux grandes qualités : la sobriété et l'endurance. Ils font, couramment, de 50 à 60 kilomètres de marche dans la journée, et subsistent, pendant des mois, avec un sac de farine et quelques dattes. Il faut, donc, leur opposer des troupes mobiles, comme eux, pratiquant une offensive très hardie, pouvant continuer le combat, durant deux ou trois jours, sans arrêt, et possédant, ce qui manque aux Marocains, la discipline et l'organisation. Les tirailleurs algériens sont d'excellents marcheurs. Le lieutenant Kuntz trouve qu'on les a trop alourdis, en les traitant à l'européenne, en leur apprenant à avoir des besoins qu'ils ne soupçonnaient pas. Ils out trop d'effets, trop de linge, trop de confort. Leur sac est deux fois aussi lourd que le sac de France. Le vrai type du tirailleur pour la guerre d'Afrique c'est celui des groupes francs du 2e régiment. L'homme n'a sur lui que sa djellaba, l'été, son burnous, l'hiver, ses cartouches, et son fusil. Il n'a pas de sac, ses vivre étant portées dans la toile de tente roulée en sautoir, pas de lourd uniforme de drap, pas de linge de rechange, pas de guêtres, ni de souliers de rechange, mais, tout au plus, de légères espadrilles. Avec cela, ils font 50 kilomètres par jour, dans le sud, comme dans le Tell. En plein été, par une température torride, le 3e tirailleur, transporté, par chemin de fer à Colomb-Béchar, vint prendre part à la campagne contre les Beraber. Le lieutenant Kuntz allait enfin satisfaire son désir de marcher à l'ennemi. Le combat de Djorf (septembre 1908), auquel il assista, fut une brillante revanche de Menebba. Après cette victoire, les braves Kabyles regagnèrent l'Algérie, et tinrent garnison à Biskra. De nouveau, en juin 1911, à l'époque où le général Moinier marchait sur Fez, on fit appel à eux pour étendre l'occupation française jusqu'à la Moulouia; mais il n'est pas permis encore de franchir la rive droite; le lieutenant Kuntz, contraint, encore, à la défensive, dut se contenter de jeter, avec regret, un regard dans la direction de Taza, par où il eût voulu voir s'acheminer, vers Fez, les colonnes françaises.

Ainsi, pendant ces deux campagnes, il a vu les deux côtés de la guerre coloniale; d'une part le côté facile, séduisant et glorieux, c'est-à-dire la poursuite de l'ennemi et la bataille; d'autre part, le côté pénible, obscur et monotone, à savoir la vie au camp, les corvées, le service du ravitaillement. Et ici, cette dernière partie de la tâche militaire est la plus importante. « Les nécessités spéciales à la guerre d'Afrique viennent à l'encontre du désir légitime chez le militaire de se battre carrément dans une fête perpétuelle de déploiements et de feux. C'est ici le cas de parler d'abnégation personnelle, cette haute et belle vertu militaire que l'armée doit, sans cesse, à la patrie. » Mais les troupes qui ont monté la garde sur les confins du Maroc et brisé, en 1908, la force des Beraber, n'ont pas moins bien mérité que celles qui combattirent dans la Chaouïa; aussi le lieutenant Kuntz ne peut-il comprendre que, par économie, l'administration militaire ait moins rémunéré leurs services. A Casablanca, dit-il, tout le monde, du soldat au général, touchait la solde coloniale ou double solde. Sur la frontière algéro-marocaine, les officiers recevaient bien la solde coloniale, mais les hommes de troupe n'eurent pas un centime de plus qu'en garnison. « Je connais un adjudant de mon bataillon qui, depuis dix-huit mois, se prive de fumer pour envoyer l'argent à sa femme. Je sais des camarades mariés, qui sont aigris par les nécessités d'argent. Il faut la forte discipline de l'armée d'Afrique pour qu'il n'y ait pas de violentes protestations. » Les soldats qu'il commandait ont, partout, montré une endurance et un entrain remarquables. La vue de ses hommes pataugeant sous une pluie battante, dans la terre détrempée de la plaine de Trifas, le fait songer aux grenadiers de l'Empire que le capitaine Coignet nous dépeint traversant par un temps semblable, les plaines polonaises; il ajoute que plusieurs se suicidèrent devant tant de fatigues. « Hé ! ici, observe notre lieutenant, on en fait presque autant et on ne se suicide pas. » La belle humeur triomphe de tout. Elle dépend surtout de l'estomac. Aussi le rôle de l'officier chef de popote est-il fort important. Lors de son passage à Oran, le lieutenant Kuntz consacre trois heures à la visite de l'épicerie Potin. « Quelle jeune fille, aspirante maîtresse de maison, pourrait en dire autant ! » A Oudjda, il va au marché où il trouve fort peu de chose et tout horriblement cher. Au moment d'entreprendre une marche de 90 kilomètres à travers le Dahra, il veille à ce que les cantines de vivres renferment quelques bouteilles de vin; il ajoute quelques boîtes de lait condensé Nestlé pour les estomacs délicats. Le soir, à 6 h. 1/2, le peloton rentre au camp, crotté et trempé. La soupe et le café, servis depuis une heure et demie, sont froids. Les cuisiniers reçoivent une sévère punition et le chef de popote, qui n'a rien préparé du tout, est relevé de son emploi avec huit jours de prison. Après avoir pourvu à la nourriture de ses hommes, l'officier doit s'occuper de leur moral. Une simple exhortation opportune suffit souvent pour rendre sa vaillance à l'âme enfantine du soldat. Rencontrant une nouvelle recrue, un légionnaire, originaire de la Suisse allemande, déprimé par la fatigue, assis près

(1) *Lieutenant Kuntz. Souvenirs de campagne au Maroc*, avec croquis et carte. 1 vol. in-8°, 642 p. Lavauzelle.

de son sac et invoquant sa mère en pleurant, le lieutenant Kuntz l'interpelle en allemand : « Si ta mère te voyait, elle ne serait pas fière d'un tel fils. » Raffermi par ces paroles, le jeune légionnaire se lève, met sac au dos et rejoint sa compagnie. « Dans le militaire, il faut de la bonté, une bonté infinie, je dirai même excessive. » Avec de la bonté et une juste répartition, faite à propos, de l'éloge et du blâme, « on mène le soldat au bout du monde. » Mais les tirailleurs n'aiment servir qu'avec les chefs qu'ils connaissent ; aussi le lieutenant Kuntz blâme-t-il les atteintes portées aux principes vraiment familiaux de la vieille armée, l'abus des formations de marche, les groupements de fortune, créés de toutes pièces, en accolant, au hasard, des fractions de rencontre, où tous sont des étrangers l'un pour l'autre. A la tête de ces groupements se trouvent quelquefois des chefs de hasard, des « dépaysés » comme tel capitaine de cavalerie, arrivé directement de Paris à Aïn-Sefra. Chargé de commander des spahis et des tirailleurs, il partit avec ses cavaliers. sans s'occuper des fantassins qui, au bout d'une heure, épuisés de fatigue et de soif, s'échelonnèrent sur la route, exposés à une attaque possible de l'ennemi.

Il n'y a, d'ailleurs, paraît-il, que des officiers d'infanterie qui sachent vraiment commander des colonnes de toutes les armes. Le mieux encore serait que les officiers fissent un stage dans l'une et l'autre de celles-ci. Un colonel, dont les troupes s'arrêtent pour camper, dans le désert, néglige d'adopter un système de sûreté, et se laisse surprendre par l'ennemi. C'est un officier du service des affaires indigènes, dans lequel, dit-on, on s'occupe exclusivement d'administration. De pareilles fautes ne peuvent être commises que par des « roumis », des non-africains, ou des chefs n'ayant pas la pratique de la guerre. La guerre d'Afrique ne peut être bien faite que par des « bledards ». Un bledard, connaissant les usages musulmans, ne risquera pas de compromettre, par une bonhomie déplacée, l'ascendant, le prestige que l'Européen doit toujours conserver, dans ses rapports avec les indigènes. Cette mésaventure arriva au colonel Branlière. Il avait été invité à s'arrêter prendre le café par le caïd d'un douar nouveau, près duquel il passait. « Le colonel, désireux de mettre en pratique les principes de pénétration pacifique, accepte. Avec le café, on apporte une superbe cuisse de sanglier grillé. Alléché, le colonel s'en fait servir une tranche. Son état-major l'imite. Surpris de voir que ni l'hôte, ni les amis ne touchent de sanglier, le colonel en demande la raison, et vante la qualité de cette chair. Le caïd répond dédaigneusement : « Oh ! je ne dis pas ; mais, chez nous, il n'y a que les chiens qui mangent de cette viande ». D'un bond, le colonel est debout. C'est tout juste s'il ne culbute pas la table. Si demain soir, vous n'avez pas amené à mon camp un troupeau de 1.000 bêtes, après-demain j'arrive ici, avec toutes mes troupes, et j'incendie vos villages ». Le caïd regrette, mais un peu tard, de n'avoir pu résister au désir d'humilier un peu le Roumi. Ah ! voilà, si le colonel Branlière avait été tirailleur, au lieu d'être zouave, il aurait su qu'il ne faut jamais manger de cochon, quand on est reçu par des notabilités indigènes, ni même s'en laisser offrir.

Les guerres d'Afrique, comme toutes les guerres coloniales, ne réussissent qu'autant qu'elles ont été soigneusement et méticuleusement préparées. L'organisation compte, pour 60 0/0, dans le succès final. Il faut tout prévoir. « La conduite de la guerre est une perpétuelle vision dans l'avenir. » Deux services méritent une attention toute particulière : l'intendance et le service de santé. Les ressources locales, étant nulles, ou à peu près, il faut tout traîner avec soi. L'organisation d'un convoi est une affaire extrêmement compliquée. Les animaux de bât sont conduits par des convoyeurs indigènes, payés 5 francs par jour, et accompagnés par une escorte de goumiers, tirailleurs et spahis. Les chevaux de France sont vite sur les dents, pourtant leur emploi est indispensable, car les chevaux arabes sont incapables de tirer. Dans la montagne, le mulet fait merveille. Dans le désert, il faut recourir au chameau. On sait que, contrairement à la légende, cet animal est très délicat, et exige des soins particuliers. L'administration les faisait venir du Cercle de Géryville, à quinze jours de marche de Colomb-Béchar, et l'automne de 1908, il y avait, chaque semaine, entre Béchar et Bou-Denib, situés à sept jours, l'un de l'autre, deux convois de 800 à 1.200 chameaux, loués chacun 3 fr., par jour. De mai à septembre, plus de 1.000 périrent dans ce trajet. Chaque chameau mort était remboursé aux convoyeurs, au taux de 200 à 250 francs, alors que beaucoup n'en valaient pas plus de 70 à 80. En ajoutant ce remboursement, on voit, que, sur le haut Guir, en six mois, la dépense s'éleva à 2.250.000 francs au moins, et sans compter les indemnités spéciales pour les troupes d'escorte. A Marnia, à la fin de janvier 1908, le bureau arabe avait déjà payé, pour frais de convois, la somme de 485.000 francs. A la fin de 1911, l'état-major d'Oran, croyant que la marche sur Taza allait avoir lieu, loua, à Géryville, 1.500 chameaux, au prix de 4.800 francs par jour. L'expédition au delà de la Moulonia ayant été ajournée, l'administration ne savait plus que faire de ces animaux. Elle eût réalisé de profitables économies, si, au lieu de les louer, elle les avait achetés, puis revendus. Ces économies auraient été utilement employées à améliorer le sort du soldat en campagne. Le service de santé fonctionne généralement bien. Il souffrit, cependant, de la crise d'organisation, qui se produisit lors du rattachement des confins à la division d'Oran. Au camp de El Aïoun, après un an et demi d'occupation, il n'y avait pas encore de baraquements, et les malades, eux-mêmes, étaient sous la toile. En six mois, 1.100 malades furent évacués misérablement, et traînés, pendant quatre jours, sur des arabas, au vent, à la pluie, ou au soleil. Dans le Sud, le service de l'évacuation fut, aussi, de ceux qui laissèrent le plus à désirer. Les voitures d'ambulance manquaient et, cependant, dans la colonne Vigy, faute de pouvoir soigner les blessés sur place, il fallut les transporter pendant une centaine de kilomètres. Beaucoup ne purent supporter le voyage. Il y eut aussi pénurie de médecins, et d'infirmiers ; mais, partout, le personnel médical fit vaillamment son devoir.

Un principe fondamental est qu'il faut séparer nettement la colonne d'opérations, c'est-à-dire les troupes de combat, et le convoi, c'est-à-dire les troupes d'escorte ; autrement, c'est le convoi qui mène la campagne. Le convoi doit suivre à quelques kilomètres en arrière. Un autre principe est que, dans la colonne d'opérations, il faut, à chaque instant, maintenir l'union étroite des trois armes. La colonne Alix, qui peut servir de type, consistait en une masse unie de 4.000 hommes et 3 batteries de 75 ; ce sont elles qui assurèrent le succès de la bataille de Djorf. Trois ou quatre colonnes semblables, « partant de différents points, et convergeant vers une zone choisie, soumettraient tout le Maroc en peu de temps ». La colonne doit donc former un tout, aux ordres d'un seul. « Le commandement doit comprendre un chef, responsable, muni de tous les pouvoirs ; il doit avoir un état-major bien dressé, et ses chefs de service ; il doit se déplacer fréquemment, prendre contact direct avec le soldat, voir les unités au travail, en colonne, au repos, causer avec les hommes et les officiers. » Au début des opérations, il doit donner, une fois pour toutes, avant le départ, les instructions générales, qui ne varient pas dans le cours de la campagne, ensuite, veiller lui-même à l'exécution de ses ordres, s'assurer que toutes les précautions sont prises, et, dans le désert, ranimer les énergies déprimées par le climat, par la soif, et aussi par l'insouciance que donne l'habitude de vivre au milieu d'un danger permanent.

Le lieutenant Kuntz a servi sous plusieurs chefs remarquables, qui, tous, étaient à la hauteur de leur tâche, mais l'un d'eux tranchait nettement sur la masse, c'était le général Lyautey. Sa haute valeur incontestable s'était, dit-il, imposée à tous. « Il possède une belle qualité militaire : il veut connaître tous ses subordonnés, même les moindres. » Dans le camp de Martimprey, en décembre 1907, assis devant sa tente, enveloppé dans son burnous, il développait des plans sur la conquête des Beni-Snassen, n'admettant aucun obstacle, suivant son principe favori : « Quand j'ordonne, je ne connais pas de difficultés. » « Je suis fermement convaincu, disait-il, que la plupart des guerres coloniales sont des malentendus. Faisons-nous mieux connaître et les armes se baisseront d'elles-mêmes. Que les champs de bataille proclament bien haut que nous sommes puissants et forts. Mais, sitôt sortis du champ de bataille, fréquentons les marchés, les mains tendues, mêlons-nous aux vaincus, sans rancune ; attirons-les, eux et leurs produits. Montrons-leur que nous ne sommes pas des barbares, pillant et saccageant par plaisir. Donnons-leur le spectacle de cette chose qu'ils trouvent si rarement et qu'ils apprécient tant : la justice. » Et, avant même d'entreprendre la campagne, le général prévoyait la paix et l'organisait. Quand les Beni-Snassen auraient imploré l'aman, les baïonnettes seraient mises au fourreau et les médecins passeraient à l'avant-garde. Dans chaque poste, une infirmerie indigène serait chargée de donner gratuitement des consultations, moyen de cimenter ses relations pacifiques.

Il ne saurait être question de colonisation dans le Sud-Oranais. Ce pays ne vaut que parce qu'il nous coûte cher. Depuis Bou-Rachde, à 80 kilomètres de Saïda, la contrée est affreusement inculte. Aïn-Sefra « devrait être, tout au plus, un poste extrême avancé, et non une prétention de petite ville » ville, ou plutôt village de fonctionnaires et de militaires, d'ailleurs. A Bou-Denib et Bou-Anane, il n'y a rien, outre la palmeraie, que le sol nu et pierreux. Colomb-Béchar est encore plus triste et plus pauvre que tout le reste ». Que nous sommes loin du beau sud de la province de Constantine ! Les tirailleurs du 3e n'en reviennent pas de la comparaison. « Pas bon la province d'Oran. » Les stations sont blindées et crénelées, mais à 100 kilomètres à la ronde, il n'y a qu'une famille, celle du chef de gare, à laquelle, deux fois la semaine, un train apporte les vivres et l'eau. Seule l'oasis de Figuig rappelle les oasis constantinoises, « mais elle appartient au Maroc ». Le lieutenant Kuntz regrette les efforts inutiles tentés dans le sud. Si nous avions fait vers l'ouest, dit-il, le quart de ces sacrifices, le Maroc serait à nous, depuis longtemps. Quelle différence entre les étendues désertes du Sahara et le Tell marocain ! Les plaines d'Ain-Zahia et des Triffas sont merveilleusement fertiles. Les environs immédiats de El Aïoun forment un admirable champ de cultures maraîchères. A 8 kilomètres, la magnifique plaine de Bouria étend, jusqu'au pied des montagnes, la terre rougeâtre et grasse. Les cultures se succèdent sans interruption. « Je vois, par la pensée, cette plaine, dans vingt ans, en pleine exploitation européenne, pas un pouce de terrain perdu. » Le massif des Beni-Snassen n'est pas appelé à un grand avenir agricole, mais il pourra devenir un centre de séjour estival. Le lieutenant Kuntz, descendant du col de Taforalt, par une matinée brumeuse, se figurait descendre du Hohwald sur Rochau. Le paysage, le brouillard, les parfums lui donnaient une image très vive des Vosges. Quand il revint dans ce pays en 1911, après deux ans d'absence, il fut témoin des débuts de la colonisation. Oudjda s'était complètement transformée. Le long de la route, jusqu'au camp, s'échelonnaient de coquettes villas, bordées de jardinets fleuris. Toute une population d'industriels, de commerçants, de fonctionnaires s'agitait, pêle-mêle, dans un confort d'Europe. Le camp aussi était méconnaissable. Les tentes ou les baraques avaient fait place à de solides casernements, en chaux et pierre, Berkane était devenu un bourg. Le programme, tracé par le général Lyautey, avait été réalisé, avec une rapidité surprenante.

A en juger par ce qu'il a vu et ce qu'il a entendu dire, le lieutenant Kuntz estime la valeur économique du Maroc bien supérieure à celle de l'Algérie ; il possède, en outre, ce qui fait défaut à celle-ci, la main-d'œuvre. Mais, instruite par l'expérience des choses algériennes, l'administration devra se garder de donner gratuitement des concessions de terres, et de limiter trop étroitement l'étendue de celles-ci. Elle fera bien de laisser plus de latitude aux colons, de se départir de ses prescriptions routinières, enfin de déposer, à l'égard des indigènes, le vieil esprit méprisant. « Il faut, dit le lieutenant Kuntz, que la France adopte ouvertement le peuple arabe, qu'elle se préoccupe intimement de son relèvement moral. Elle recueillera, en retour, toute sa reconnaissance et tout son dévouement. »

C. M.

Missions et Explorations

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Tournées de M. le gouverneur Cor en Casamance.

— Bien qu'ils soient attenants au Sénégal et en dépendent administrativement, les territoires de la Casamance s'en trouvent, en réalité, très isolés par l'enclave de la Gambie anglaise qui les longe au Nord. La difficulté des transports par mer entre ces deux parties de la même colonie, l'impossibilité d'assurer des communications fréquentes par la voie de terre, par suite de l'insécurité des régions à traverser, ont contribué, pour une large part, à maintenir pendant longtemps la Casamance dans une situation particulièrement défavorable à l'établissement d'une organisation méthodique de son territoire. Le pays a été très longtemps troublé, mais aujourd'hui la pacification semble assurée à peu près partout, et, ainsi que le montre un intéressant exposé donné dans *La Dépêche coloniale illustrée*, on peut envisager avec satisfaction l'œuvre accomplie durant ces dernières années, et l'activité déployée en vue d'assurer l'essor de cette région (1).

En 1912, M. Cor, gouverneur du Sénégal, se rendit en Casamance pour se rendre compte des améliorations qu'il convenait de réaliser dans ce pays, tant au point de vue administratif qu'au point de vue économique. En 1913, il a refait une nouvelle tournée en contournant la Gambie anglaise de façon à parcourir tout l'arrière-pays.

M. le gouverneur Cor visita tous les centres administratifs, s'entretint avec les membres de la Chambre de commerce et les principaux colons, de façon à connaître leurs desiderata. Il put constater les résultats efficaces des efforts tentés par l'administration locale pour la mise en valeur du sol par les indigènes. Son attention fut portée sur la nécessité d'entreprendre des travaux de balisage pour assurer la sécurité de la navigation entre Ziguinchor et la mer, et aussi d'aménager le fleuve et les marigots qui constituent les principales voies de communication commerciale avec les régions agricoles de la Haute-Casamance.

La présence du gouverneur de la colonie a produit les plus heureux effets dans le pays et, pour la première fois, les chefs bayottes, jusqu'à ce jour hostiles à notre autorité, sont venus à Ziguinchor, et parmi eux le chef du village de Séléki qui avait

(1) *La Dépêche coloniale illustrée*, 15 septembre 1913, et *La Dépêche coloniale* (quotidienne), même date.

été le principal meneur des troubles de la Basse-Casamance. Les Balantes vinrent également témoigner au chef de la colonie leur attachement. Des palabres furent tenues en vue d'expliquer aux indigènes le profit qu'ils pouvaient tirer des cultures et de l'élevage, et de les amener à fournir le contingent destiné à assurer le recrutement des troupes noires.

La diversité des races qui habitent les territoires de la Casamance et les difficultés que l'on a éprouvées à soumettre quelques-unes d'entre elles, ont obligé à de fréquentes modifications dans l'organisation administrative du pays; celle en vigueur aujourd'hui résulte des arrêtés des 10 mai 1912 et 13 mai 1913. Les territoires de la Casamance sont divisés en trois cercles, subdivisés en résidences: Basse-Casamance, chef-lieu Ziguinchor; Moyenne-Casamance, chef-lieu Sedhiou; Haute-Casamance, chef-lieu Kolda. A Ziguinchor, réside l'administrateur supérieur de la Casamance, délégué du gouverneur du Sénégal, qui assure l'administration générale des territoires. M. l'administrateur en chef MACLAUD, qui, depuis de nombreuses années, exerce ces fonctions et connaît admirablement le pays, a rendu à ce titre d'éminents services.

Sans entrer dans des détails au sujet des races diverses que l'on rencontre dans la Casamance et qui sont décrites d'une façon intéressante dans *La Dépêche coloniale illustrée*, nous rappellerons au moins quelles sont les principales.

On peut dire que l'on trouve dans cette région des représentants de presque toutes les races de l'Afrique occidentale. Il existe d'abord des populations autochtones, qui ont été refoulées par les invasions de l'Est dans les marécages de la côte ou les forêts de la région moyenne, et les envahisseurs eux-mêmes ont occupé tous les points où l'absence de mouches tsé-tsé leur a permis de conduire leurs troupeaux. En outre, des représentants des pays les plus divers sont venus se répandre en Casamance, attirés par la fertilité du sol et la variété de ses produits.

Ces principales races sont : 1° les Diolas, au nombre d'environ 75.000, installés sur les deux rives de la Casamance, et qui comprennent les Diolas proprement dits du Fogny, les Floups (1) de la rive gauche du bas-fleuve, les Diamates établis sur la frontière de la Guinée portugaise, et enfin les Bayottes cantonnés au sud de Ziguinchor; 2° les Bagnoucks ou Kassas qui ont été jusqu'au milieu du XVIIIe siècle le peuple le plus puissant de la Casamance; 3° les Balantes, plus nombreux en territoire portugais, qui n'occupent que l'étroite bande de terrain comprise entre la Casamance et la frontière de la Guinée portugaise; 4° les Manjaques, nomades qui viennent de la colonie portugaise en Casamance pour s'y livrer à la récolte du caoutchouc; 5° les Mandingues, qui peuplent le cercle de Sedhiou; 6° les Peulhs, ceux-là non-musulmans, qui ont de grandes affinités avec les Foulacoundas du Gabon portugais. On trouve dans *La Dépêche coloniale illustrée* toute l'histoire de nos rapports avec ces peuples et de leurs révoltes.

Aujourd'hui que la tranquillité règne dans cette partie du Sénégal, il devient nécessaire d'assurer son plus complet développement; les tournées faites par M. le gouverneur Cor auront certainement donné à cette entreprise une utile impulsion.

(1) Voir sur les Floups : EDOUARD OLIVIER, *La campagne de la Casamance en* 1903 (*Revue de Géographie*, t. LIV, 1904, p. 118).

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Mission de délimitation Afrique équatoriale française-Cameroun. — M. PÉRIQUET, administrateur des colonies, chef de la mission de délimitation de la frontière franco-allemande de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun, est rentré en France, ayant achevé sa mission dans le délai prévu; il a débarqué à Bordeaux le 9 septembre, en même temps que deux de ses collaborateurs, le médecin-major de 2e classe RINGENBACH et le lieutenant d'artillerie coloniale GUILLEMET. Le mois prochain rentreront les autres membres de la mission française qui, ayant achevé leurs travaux dans la région gabonaise, gagnent Libreville pour s'y embarquer.

Les rapports n'ont jamais cessé d'être courtois entre la mission allemande et la mission française. Il y a bien eu quelques petites divergences de vues, mais un accord complet a pu intervenir.

Nous avons déjà signalé ici à plusieurs reprises, l'importance des travaux de la mission (1); nous aurons à y revenir par la suite pour les analyser plus en détail. En dehors de son but diplomatique, qui a été rempli au mieux des intérêts du pays, on doit à la mission une étude détaillée des régions qui avoisinent la nouvelle frontière et l'exploration de parties de la colonie qui étaient restées jusqu'ici inconnues. M. Périquet s'est attaché à rechercher la valeur économique des pays qu'il a traversés et sa conviction est que nous pourrons en tirer un excellent parti, car ils lui ont paru très riches. La maladie du sommeil fait, il est vrai, de nombreuses victimes parmi les Noirs qui, seuls, peuvent fournir la main-d'œuvre nécessaire, et elle atteint même les Européens; mais le Dr Ringenbach a heureusement constaté qu'elle commençait à sévir avec moins d'intensité.

Mission Audoin pour le ravitaillement de la région orientale du Territoire du Tchad. — M. le lieutenant de vaisseau AUDOIN, dont nous analysions, le mois dernier, les importants travaux comme chef de la mission hydrographique du Gabon (2), s'est embarqué à Bordeaux le 25 août, pour aller remplir dans le Territoire militaire du Tchad, une mission dont l'objet est le suivant.

On sait qu'à la suite de la mort du lieutenant-colonel MOLL, tué au combat de Doroté, d'importantes opérations militaires, conduites par le colonel LARGEAU, qu'ont brillamment secondé les commandants HILAIRE et MAILLARD notamment, nous ont permis de pousser notre occupation vers l'Est jusqu'à la frontière définie par l'accord franco-anglais du 21 mars 1899.

Nous sommes devenus ainsi des voisins immédiats du Dar-Four et du Massalit, dont les mauvaises dispositions ou l'hostilité se sont constamment manifestées à notre égard. Ce sont nos rencontres avec les Massalit qui ont coûté la vie à FIEGENSCHUH et à Moll. Ali-Dinar, sultan du Dar-Four, s'est toujours comporté vis-à-vis de nous en ennemi et c'est vraisemblablement lui qui a poussé les bandes foriennes à venir piller nos protégés. Enfin notre occupation du Ouadaï et du Dar-Sila a contribué encore à obliger le colonel Largeau, commandant le Territoire militaire du Tchad, à placer la majorité de ses troupes à la limite orientale de la circonscription.

Cependant, malgré les changements effectués dans la répartition du corps d'occupation, le ravitaillement envoyé par la métropole a continué à emprunter la voie du Chari jusqu'à Fort-Lamy, d'où il ne peut que suivre la voie de terre pour atteindre sa destination. Or, il faut compter jusqu'à 30 et 40 étapes pour parvenir aux postes les plus éloignés de Fort-Lamy.

En présence de ces difficultés de transport, M. le gouverneur général MERLIN et le colonel Largeau ont pensé qu'il serait peut-être possible de se servir, pour faciliter ce ravitaillement, de ceux des affluents de droite du Chari qui pourraient être navigables. S'il en existait vraiment d'utilisables, ce serait un moyen de

(1) Voir en dernier lieu : *La Quinzaine coloniale*, 25 août 1913, p. 576.
(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 août 1913, p. 578.

rendre plus rapide le ravitaillement des confins orientaux du Territoire militaire.

C'est de cette recherche qu'a été chargé M. le lieutenant de vaisseau Audoin. Cet officier qui vient de se distinguer par la science avec laquelle il a dirigé la mission hydrographique du Gabon, était tout à fait désigné par sa carrière antérieure pour remplir cette nouvelle mission. Il avait été déjà, de 1902 à 1904, le collaborateur du colonel Largeau comme commandant de la flottille du Tchad, puis de 1906 à 1909, il avait fait partie de la mission Tilho pour la délimitation Niger-Tchad et avait spécialement exploré et étudié les contrées situées à l'Est du Tchad, qui avaient été appelées les Pays-Bas du Tchad. Il a pris une part très importante à la publication des *Documents scientifiques de la Mission Tilho*.

Le lieutenant de vaisseau Audoin est secondé dans sa mission par l'adjudant Bonjour, de l'infanterie coloniale.

A Bangui, où il va se rendre, M. Audoin quittera l'Oubangui et fera route par la voie de terre sur Batangafo, situé aux environs du confluent de la Fafa et du Bahr-Sara, affluent de gauche du Chari. Il descendra le Bahr-Sara jusqu'au confluent du Chari et ce dernier jusqu'au confluent du Bahr-Salamat. Enfin, il remontera le Bahr-Salamat aussi loin que la crue le lui permettra. Ce cours d'eau est une voie de pénétration naturelle vers le Dar Rounga, que l'on se propose d'occuper prochainement, le Dar Sila et le Ouadaï ; il est à souhaiter que les études du lieutenant de vaisseau Audoin démontrent la possibilité de son utilisation.

MADAGASCAR

L'étude de Madagascar par MM. Alfred et Guillaume Grandidier. Ethnographie. — On sait comprendre aujourd'hui qu'il n'y a pas de colonisation efficace ni durable sans une coopération de l'indigène. Il faut savoir, tout en gardant vis-à-vis de lui la supériorité de notre race en même temps que l'autorité nécessaire, le rapprocher de nous par une éducation appropriée, nous l'attacher et l'intéresser à l'œuvre à laquelle nous voulons le faire collaborer.

Dans un livre récent, qui contient de très justes aperçus sur l'œuvre à accomplir par la France aux colonies (1), M. le sénateur Charles Humbert a fort bien mis en lumière ces idées que la colonisation est une coopération et qu'elle est avant tout une œuvre sociale. « Le but essentiel de notre occupation, dit-il, c'est en effet de former un peuple. Dans ces régions où l'Européen ne peut se fixer et faire souche, rien de durable ne peut être accompli que par l'intermédiaire de l'indigène. Développer les races locales, les faire évoluer vers une civilisation qu'elles n'ont pas su entrevoir elles-mêmes, voilà quel doit être notre objectif constant, notre plus haute préoccupation. »

C'est là un programme qui a été développé d'une façon particulièrement remarquable par l'éminent gouverneur général de l'Afrique occidentale française, M. William Ponty, quand, administrant alors le Haut-Sénégal et Niger, il exposait, dans des *Instructions* qui méritent de demeurer comme un modèle, qu'il faut « apprivoiser » l'indigène, le maintenir dans son milieu traditionnel, ne heurter ni ses habitudes, ni ses traditions, ni ses coutumes ; respecter les groupements ethniques, les cultiver isolément par l'action des chefs de leur race ; relever insensiblement le niveau social par le développement des œuvres sanitaires, des institutions d'assistance, des écoles ; faire régner partout une justice paternelle.

C'est la même politique qui est aujourd'hui mise en pratique partout. Mais pour pouvoir l'appliquer avec fruit, il faut avant tout connaître à fond les mœurs, les traditions, les usages, la mentalité des indigènes, et ce n'est certainement pas chose facile. C'est ce qui donne aujourd'hui aux études d'ethnographie une importance pratique de premier ordre. C'est ce qui fait aussi instituer, au ministère des Colonies, par un décret en date du 14 mai 1913, un Comité consultatif des affaires indigènes.

Ce sont ces considérations qui nous engagent à dire quelques mots, bien que sa date remonte à plusieurs années, d'un ouvrage d'une haute valeur consacré par MM. Alfred et Guillaume Grandidier à l'ethnographie de Madagascar (1).

On sait que M. Alfred Grandidier a accompli à Madagascar, de 1865 à 1870, les premières grandes explorations scientifiques. Il traversa trois fois la grande île dans sa largeur, fit de nombreuses excursions tant sur le littoral que dans les régions réputées les plus dangereuses du Centre et du Sud et, après avoir parcouru des itinéraires offrant plus de 5.500 kilomètres de développement, il put enfin tracer pour la première fois sur les cartes, les grandes lignes réelles du relief montagneux. Il rapporta de ces voyages des documents considérables de toute nature, ayant trait tout à la fois à la topographie, à la géologie, à la climatologie, à la démographie, à l'histoire, aux habitants, à la faune et à la flore du pays. Depuis son retour, il a entrepris la publication d'un ouvrage considérable destiné à enregistrer toutes les connaissances que l'on possède sur la grande île. Le fils de M. Alfred Grandidier, M. Guillaume Grandidier, docteur ès sciences, a fait à son tour de nouvelles explorations à Madagascar, ayant pour objet des recherches scientifiques, et il s'est fait ainsi le collaborateur et le continuateur de son père.

Le monumental ouvrage entrepris par M. Alfred Grandidier et qui a pour titre : *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, doit avoir, dans sa totalité, 52 volumes grand in-4°. Il en a paru, si l'on comprend les divers atlas d'histoire naturelle, à peu près la moitié et les travaux publiés renferment 1777 planches.

Le volume relatif à l'ethnographie porte le numéro IV dans la série générale et aura deux tomes dont le premier seul a paru en 1908, en deux parties. La publication parue comprend deux livres, l'un relatif à l'origine des Malgaches qui avait été imprimé dès 1901 et écrit en entier par M. Alfred Grandidier ; l'autre, traitant des habitants de Madagascar, population indigène et étrangers. Ce qui a trait aux étrangers forme la seconde partie du tome Ier.

Cet ouvrage sur l'histoire et les conditions actuelles des populations de Madagascar peut être regardé comme capital et il n'est pas d'études qui pourront être faites sur l'ethnographie de l'île sans lui être rattachées comme à une base fondamentale.

Recherchant quelle peut être l'origine des habitants de Madagascar, M. Alfred Grandidier constate qu'ils proviennent du mélange de races très diverses et il émet l'opinion, exprimée déjà par lui en 1872 et acceptée depuis par beaucoup d'anthropologistes, que l'île a été peuplée par des immigrations successives, remontant à des temps fort éloignés, de nègres indo-océaniens ou orientaux, qu'il désigne sous le nom général d'Indo-Mélanésiens. Il appuie cette opinion sur une étude comparative des caractères ethniques des Malgaches et des Indo-Océaniens, dans

(1) Charles Humbert, *L'Œuvre française aux colonies*. Paris, Emile Larose, 1913.

(1) *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, publiée par Alfred Grandidier. — Volume IV. *Ethnographie de Madagascar* par Alfred Grandidier, membre de l'Institut, et Guillaume Grandidier. Tome Ier. *Les habitants de Madagascar*. Forme 2 volumes. *Première partie : Origine et division des indigènes*, et *Deuxième partie : Les Etrangers*, se suivant sous une pagination unique. Paris, Imprimerie Nationale, 1908, gr. in-4°, 711 pages (1-404, 405-711), 6 planches et 4 cartes (Librairie Hachette).

laquelle il passe en revue les traits physiques et moraux, les mœurs et coutumes, et tout ce qui caractérise la vie individuelle, familiale et sociale.

Mais si ce sont les nègres orientaux venus du Sud de l'Asie à des époques diverses, mais fort anciennes, qui ont formé le fond de la population malgache, d'autres immigrations, dont M. Grandidier retrace l'histoire, sont venues y apporter des éléments nouveaux : immigrations malaises, sémites, arabes et persanes, indiennes, japonaises et chinoises, africaines. Quant à ces dernières, M. Grandidier fait observer que s'il y a, à Madagascar, des Africains de pur sang ou des métis, ces Africains ne sont pas venus à une époque éloignée, car il a démontré, en s'appuyant sur des preuves anthropologiques, ethnographiques et linguistiques, que le fond de la population de l'île n'est pas africaine.

Dans le livre II, « La population de Madagascar », MM. Grandidier exposent la division de la population indigène en races et nations et tribus. Ils estiment que cette population, qui appartenait à l'origine à la grande famille indo-mélanésienne, était restée homogène jusqu'au XI^e^ siècle, époque à laquelle s'établirent au milieu d'elle des immigrants étrangers. Tous ces immigrants, disent MM. Grandidier, appartenant à des nations civilisées, ont fondé des familles qui ont pris rapidement une grande influence sur les sauvages au milieu desquels elles vivaient et elles n'ont pas tardé à leur imposer leur suprématie ; et ils comptent douze nations dont les chefs ont eu pour ancêtres des immigrants de race étrangère. A côté de ces groupements, ils en énumèrent quatre qui sont sous la direction de chefs indigènes d'origine indo-mélanésienne.

Puis, d'une façon détaillée et très précise, MM. Grandidier prennent une à une toutes ces divisions de la population en en indiquent tous les clans. Il est certain que si l'on approuve la politique de races, très sagement inaugurée par le général Galliéni et qui consiste à laisser les peuplades sous l'autorité immédiate de chefs issus d'elles mêmes, l'ouvrage de MM. Grandidier fournit une documentation indispensable à consulter pour éclairer notre administration.

Cette population, dont le chiffre a été longtemps incertain, est inégalement répandue sur l'île. MM. Grandidier en étudient la répartition d'après les provinces, les villes, les villages ; puis la natalité, la mortalité, la longévité ; ils en indiquent les anciennes divisions administratives.

Les habitants de Madagascar se divisent en peuplades agricoles, peuplades pastorales et peuplades ou clans adonnés à la pêche et à la navigation. Les premières habitent l'Est et le Centre, les secondes le Nord, l'Ouest et le Sud, enfin les peuplades ou clans se livrant à la pêche vivent soit sur la côte, soit sur le bord de lacs ou de fleuves. Toutes les populations sont successivement passées en revue d'après cette division entre leurs occupations habituelles. Enfin une étude est faite des idées religieuses des Malgaches, chez qui, comme on sait, domine la croyance à l'influence des esprits, puis de l'action qui a été exercée sur eux par les missions des diverses nations.

Si la meilleure méthode de colonisation consiste, à Madagascar, ainsi que le dit M. le sénateur Charles Humbert, à utiliser les races que nous avons trouvées sur place et à nous appliquer à aider leur croissance et leur multiplication, méthode à laquelle d'ailleurs se sont arrêtés le général Galliéni et M. Augagneur, où trouver un meilleur guide pour l'application de cette politique que dans le savant ouvrage, si consciencieusement approfondi, de MM. Grandidier? Pour améliorer les conditions d'existence des indigènes, pour développer la colonisation intérieure par les indigènes eux-mêmes, il faut connaître ceux-ci à fond, pénétrer leur mentalité, comprendre leurs aspirations, ne rien ignorer de leurs mœurs et de leurs traditions ; il faut, en un mot, faire de l'ethnographie.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, *Les Étrangers*, MM. Grandidier examinent tout ce qui concerne les divers étrangers qui sont successivement venus à Madagascar et sont entrés en relation avec les Malgaches, et qui sont par ordre de date : les Juifs, les Arabes, les Indiens, les Javanais, les Nègres africains, puis les Européens et Américains parmi lesquels il faut citer les Français, Hollandais, Anglais, Danois, Espagnols, Américains. En dernier lieu ont paru les Chinois. Les auteurs étudient, pour chacun de ces peuples, comme ils l'ont fait pour les Malgaches, avec le même soin et la même précision, leur histoire, leur dénombrement et leur répartition, leurs occupations professionnelles.

GUSTAVE REGELSPERGER.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Enquêtes ethnographiques. — Plus d'une fois déjà nous avons été amené à parler, dans cette revue, des questions scientifiques se rapportant à la colonisation, des monographies ethnographiques publiées sous la direction de M. C. VAN OVERBERGH. Nous croyons utile de revenir en ce moment, à nouveau, sur elles en suite de l'apparition des monographies IX et X, et d'une réimpression des introductions de plusieurs d'entre elles sous le titre : « Les Nègres d'Afrique » (1).

On connaît les raisons qui ont amené M. VAN OVERBERGH à commencer la publication de ces études ; il voulait réunir, sur diverses tribus africaines, des renseignements édités ou encore inédits, de façon à présenter pour chacune d'elles un tableau aussi complet que possible des manifestations de la vie des individus, et à mettre entre les mains des voyageurs et résidents les bases d'une enquête dont les éléments pourraient être serrés de plus en plus près.

C'est sur ce point qu'il faut, nous semble-t-il, surtout attirer l'attention, car c'est par des enquêtes poursuivies pendant longtemps que nous parviendrons à faire ressortir ce qui, dans nos colonies, peut avoir de l'importance au point de vue économique.

M. VAN OVERBERGH a pu dire, avec raison, que pour mener à bien la colonisation économique, trois genres de mesures s'imposent : « Des enquêtes préparatoires et approfondies ; une sélection parmi les plantes vivrières locales ; la multiplication et la généralisation des meilleures espèces, avec, s'il y a lieu, l'importation de quelques variétés européennes, bien choisies et parfaitement adaptées au climat ; enfin, l'instruction appropriée aux colonisateurs et aux Nègres d'élite, qui l'infiltreront dans les divers milieux indigènes, en tache d'huile. »

Nous avons un jour fait remarquer que ces enquêtes auraient le grand mérite de fixer certains points d'histoire des civilisations. Dans son étude sur les **Baholoholo**, M. R. SCHMITZ cite des faits qui sont tout à l'appui de nos opinions, il a étudié les phases de l'agriculture chez les indigènes de cette peuplade, très réduite actuellement, et qui occupe une partie des bords ouest du Tanganyika. Il montre comment, d'un côté, le Blanc avec ses corvées meurtrières : construction et entretien des routes, portage, récolte

(1) Les Nègres d'Afrique. Géographie humaine. Bruxelles, Dewit et *Institut international de Bibliographie*. 1913.

du caoutchouc, de l'autre la maladie du sommeil amenèrent une disparition de plus en plus notable des individus aptes au travail, et, en même temps que le déclin de la race, celui de l'agriculture qui avait été la source de richesses.

Ce simple fait nous montre les fautes commises et doit nous faire comprendre qu'elles ne peuvent plus être renouvelées.

Car, il nous faut, à tout prix, conserver cette main-d'œuvre, la fortifier, car c'est par elle que nous devons chercher à faire refleurir l'ancienne agriculture, à la développer, l'agriculture étant, on ne saurait assez le répéter, seule capable, si elle est basée sur des considérations scientifiques, de produire des richesses d'une manière constante.

Les conclusions, rappelées par M. C. VAN OVERBERGH, tirées par le P. VERMEERSCH de discussions qui eurent lieu à Bruxelles, à la Société d'économie sociale, attirèrent l'attention sur cette agriculture, sur la valeur des emplois agricoles pour développer le Nègre. Elles cadrent bien avec les idées que nous avons défendues depuis des années et qui nous ont amené à préconiser les cultures indigènes, car il faut chercher à faire du Noir un paysan et non un ouvrier salarié travaillant plus ou moins régulièrement pour le Blanc.

On se rappelle qu'à la 40e session de l'Avancement des sciences, tenue à Dijon, des vœux furent émis en faveur des enquêtes sur les cultures indigènes; malheureusement, ils ne furent guère suivis d'exécution, ce ne furent que les auteurs des propositions qui essayèrent d'attacher le grelot en publiant des études, forcément incomplètes, et qui, somme toute, ne constituent que des chapitres de l'ensemble des enquêtes dont les résultats devaient former la grande collection des monographies ethnographiques de M. C. VAN OVERBERGH; le plan de celles-ci est suffisamment vaste pour occuper une pléiade de travailleurs.

Pour en revenir à la monographie des Baholoholo, il nous paraîtrait intéressant de soumettre à la discussion certains des faits avancés par M. Schmitz, peut-être trouverait-on pour plusieurs d'entre eux d'autres explications; peut-être aussi pourrait-on désirer une plus ample documentation pour divers exposés, car la très courte énumération de la flore, par exemple, qui pourrait bien renfermer des erreurs, ne permet pas de tirer des conclusions.

Ce sont là des lacunes qui devraient être comblées avec l'aide des gouvernements et des particuliers, qui devraient non seulement avoir entre les mains ces publications, mais avoir été formés à leur utilisation judicieuse.

Espérons que dans les diverses métropoles on comprendra bientôt l'importance de ce genre de documentation.

Au point de vue économique, nous voudrions mettre en vedette dans cette monographie des Baholoholo, une note à propos du caoutchouc. Cette tribu en produit et il proviendrait, paraît-il, la preuve ne nous en a jamais été faite, de la même liane que celle qui donne le caoutchouc rouge de Kasai; donc le *Landolphia owariensis* que l'on rencontrerait fréquemment dans les galeries forestières. L'indigène utilise pour l'extraction de la gomme non pas la saignée, mais la méthode employée à Kasai, c'est-à-dire la coupe et le battage.

Il serait, nous semble-t-il, très intéressant de pousser plus loin une enquête sur le sujet, afin de connaître l'origine des méthodes de préparation du caoutchouc? Les Baholoholo ont-ils appris cette méthode, tant dénigrée, des indigènes du Sud-Kasai ou de ceux de la Rhodhésie? Ont-ils inventé cette méthode?

Il conviendrait également de rechercher si le caoutchouc, de valeur indiscutable, produit par la région peut être fourni en certaine quantité.

Ce sont là toutes les questions qui apparaissent quand les prémices ont été exposées.

Il est vraiment à souhaiter que l'on encourage vivement l'œuvre des monographies ethnographiques, de façon à lui permettre de s'étendre, de se compléter, afin que l'on puisse mettre un outil de plus en plus perfectionné entre les mains des travailleurs.

Nous ne cesserons de faire appel aux enquêtes sociologico-économiques, car nous estimons que c'est par elles que nous pourrons résoudre le grand problème de la mise en valeur rationnelle des colonies. Nous pensons que les monographies publiées par M. C. van Verbergh, bien qu'ayant trouvé de nombreux détracteurs, ont produit leur résultat, celui de bien faire comprendre que sans enquêtes conduites avec méthode nous n'arriverons à rien aux colonies; ce n'est pas par la législation et par l'administration seules que nous développerons économiquement les pays neufs.

É.-D. W.

Essais de saignée de l'*Hevea brasiliensis* avec quelques remarques sur la production du latex, sur le renouvellement de l'écorce et sur la façon dont se comportent les matières de réserves. — Le Dr *Simon* de *Güttingen* vient de publier dans les *Tropenpflanzer* XVII, 1913 n° 2, p. 64; n° 3, p. 113; n° 4, p. 181, une série d'articles fort documentés sur les diverses méthodes de saignée des arbres à caoutchouc. Nous nous permettons de résumer ici ses conclusions.

Dans ce travail l'auteur se préoccupe surtout de montrer quel est le plus avantageux pour le planteur, de pratiquer les saignées avec le couteau seul ou avec le pricker.

D'après les expériences du Dr Simon, il semble bien que l'usage du couteau présente de très grands avantages:

D'abord au point de vue rendement. la différence entre ces deux instruments est à peu près nulle. Le pricker fournit bien un peu plus de latex pendant les 15 premiers jours. Or ceci se conçoit, car son emploi permet de faire du premier coup des blessures pénétrant jusqu'au bois, qui traversent, par conséquent, toutes les couches isolées des laticifères. Au contraire avec le couteau il faut prendre bien garde de ne pas atteindre le cambium, et c'est pourquoi on n'arrive pas immédiatement à faire des blessures suffisamment profondes pour atteindre les couches de laticifères les plus internes. Mais dès que cette condition est remplie le rendement devient maximum.

D'autre part l'étude histologique montre que les blessures faites avec le couteau se guérissent beaucoup plus vite que celles faites avec le pricker. Dans le premier cas, en effet, le cambium ne cesse pas de fonctionner et la reconstitution de l'écorce se fait normalement, de sorte qu'après un mois la blessure est comblée. Dans le second, au contraire, le cambium ayant été atteint cesse de fonctionner pendant six mois environ, et la blessure se referme par suite de la formation d'un tissu irrégulièrement disposé, très riche en amas subéreux, mais ne contenant pas de laticifères, et ce n'est que le septième mois que l'activité cambiale recommence à se manifester. — Il faut ajouter en outre que souvent il se forme une bosse à l'endroit où le tissu ligneux a été touché par le pricker, ce qui rendra beaucoup plus difficile les saignées postérieures.

Enfin dans un dernier chapitre, l'auteur envisage la question au point de vue physiologique. Il montre ainsi que les échanges intercellulaires se font beaucoup plus difficilement dans le tissu irrégulièrement formé qui remplit les blessures faites avec le pricker. Il constate en outre que les saignées au couteau n'épuisent pas les matières de réserves des cellules du bois et de l'écorce qui entourent la blessure, et qui sont constituées presque exclusivement par de l'amidon. Cependant pour cela il convient que l'arbre se trouve dans un terrain suffisamment riche et à une distance suffisante des autres caoutchoucs. — Quoi qu'il en soit, il vaut toujours mieux employer le couteau que le pricker.

Ch. R.

L'exposition des cafés à l'Institut colonial de Marseille. — En même temps que pour le cacao et la vanille, l'Institut colonial marseillais avait organisé une exposition de cafés, au sujet de laquelle, M. Magnier, président du Syndicat des négociants en cafés de cette ville, a fourni un rapport des plus intéressants. Il s'agissait surtout d'apprécier la valeur des nouveaux cafés provenant d'arbres d'origine congolaise « *canephora* » « *koulou* » « *robusta* ». On sait que ces caféiers donnent des grains petits rappelant le moka et que les îles néerlandaises, en particulier Java, sont en voie d'en produire des quantités considérables.

Dans l'état actuel du marché français, il semble que l'introduction de ces cafés rencontrera de la résistance, mais il est certain que bien préparés, ils seront vite acceptés.

En tout cas, ils sont supérieurs aux variétés à gros grains, du *C. liberica*, dont il faut déconseiller la culture.

Comme les caféiers du type *Robusta*, résistent en général fort bien aux parasites et en particulier au terrible *Hemileia vastatrix*, il s'en suit que sa culture est à recommander. Avec la détaxe complète, nul doute, que bon nombre de nos colonies pourront revenir à cette culture, mais que les colons veillent bien à leurs graines de semences, qui devront être d'origine certaine et rigoureusement sélectionnées.

Em. P.

Récolte de l'Alfa en Tripolitaine. — L'alfa ou **sparto** croît un peu partout dans les steppes de la Tripolitaine. En réalité, il en existe deux espèces, l'**alfa** *proprement dit*, *Stipa tenacissima* et le **sparto**, *Lygeum spartum*. A l'état sec, ces deux espèces sont souvent confondues, et comme elles servent aux mêmes usages : fabrication de tapis, de cordes, de papier, on les désigne indifféremment sous l'un ou l'autre nom. Cependant l'alfa est le plus estimé, surtout en Angleterre pour la fabrication du papier. On le récolte en automne, en ayant soin de choisir pour l'exportation les jeunes feuilles minces et oblongues. Cette exportation a d'ailleurs beaucoup diminué ces dernières années, et est passée de 32.716 tonnes en 1903 à 17.000 tonnes en 1911. Ceci tient surtout à ce que l'alfa de Tripolitaine a moins de valeur que celui d'Espagne, d'Algérie et de Tunisie. En outre, le manque de chemins de fer dans ce pays, l'absence de port praticable, et le prix élevé de la main-d'œuvre entravent, et entraveront encore longtemps cette exportation, tel est du moins l'avis exprimé dans le *Tropenpflanzer* XVII, n° 5, mai 1913, p. 263 par le Consulat d'Allemagne à Tripoli.

Ch. R.

La destruction des Campagnols en Italie. — Les Campagnols causent, depuis quelques années, d'importants dégâts aux cultures de l'Italie septentrionale et centrale, en particulier aux champs de luzerne (1). On a essayé, avec succès, d'empoisonner ces rongeurs avec un mélange de maïs broyé et de phosphure de zinc. L'appât est répandu en septembre et octobre dans les terrains fréquentés par les campagnols. Ceux-ci sont détruits, pour la plupart ; toutefois, cette méthode ne fournira les résultats qu'on est en droit d'en attendre que si l'on agit simultanément dans toutes les provinces intéressées.

R. et B.

Une strongylose des Ovidés aux Antilles. — On signale à Sainte-Lucie et à La Dominique l'existence d'une strongylose des ovidés, connue sous le nom de « mumps » et de « gomme » et due à un *Œsophagostomum* (2). Ce ver, de 10 à 30 millimètres de longueur, a le corps cylindrique, se terminant en pointe aux deux extrémités. Les œufs, expulsés avec les fèces, donnent, au bout d'un certain temps, naissance à un embryon qui, absorbé par son hôte en même temps que sa nourriture, s'attache à la muqueuse intestinale. « L'*Œsophagostomum columbianum* pénètre dans la paroi intestinale et y provoque des nodules caractéristiques. C'est lui qui avec l'*Œsophagostomum venulosum* est la cause de la maladie observée aux Antilles. Le premier symptôme est la faiblesse causée par la perte de sang ; bientôt l'animal maigrit, devient cachectique, se couche presque constamment. La partie visible des muqueuses est décolorée, la gorge enfle (« mumps ») ; la mort au bout de trois ou quatre mois survient, dans une période comateuse, suite d'une entérite chronique accompagnée de diarrhée.

Le diagnostic est facilité par la présence de vers ou d'œufs dans les fèces. Les traitements essayés jusqu'à présent ne sont pas très efficaces. Le thymol, le B. naphtol, l'arsenic ou l'émétique provoquent bien l'expulsion des vers, mais n'ont que peu ou pas d'effet sur les larves enkystées dans le paroi intestinale. Le thymol fournit les meilleurs résultats administré à jeun, dans de la glycérine ou du lait, quatre ou cinq jours de suite. La dose varie de 1 gramme à 1 g. 5 suivant l'âge. Le cinquième jour, on donne un purgatifs. (sel d'Epsom). Une nourriture tonique est indispensable.

Les intestins des animaux qui ont succombé à la maladie doivent être incinérés ; on ne saurait prendre trop de précautions pour éviter la contamination des pâturages sains par des moutons malades. Quant aux prés où on a constaté la présence de parasites ils doivent être abandonnés jusqu'à ce que ceux-ci aient péri. On les draine soigneusement, puis on y répand de la chaux, L'herbe est coupée et brûlée. Il y a tout intérêt, les œufs se développant dans l'humidité aux environs des mares utilisées comme abreuvoirs, à supprimer celles-ci et à se servir d'auges.

R. et B.

Acariens parasites des Agrumes. — Dans une publication de la Station Agronomique de l'Université de Californie (3) M. H, J. Quayle décrit les dommages que plusieurs acariens : *Tetranychus mytilaspidés* Riley, *Tetranychus sexmaculatus* Riley,

(1) G. Ghetti. L'*Italia Agricola* 1912, n° 24, p. 581.
(2) *The Agricultural News*, 1913, n° 288, p. 149.
(3) *Bulletin* 234. Novembre 1912.

Eriophyes oleivorus Ash. causent aux plantations d'agrumes du Sud de la Californie, tant parce qu'ils s'attaquent aux feuilles et aux fruits que parce qu'ils peuvent être le véhicule de maladies diverses. Ces parasites apparaissent en nombre très variable, même dans des plantations voisines, et un traitement n'est indiqué que s'ils sont vraiment abondants. Ils vivent et se reproduisent entièrement sur les arbres et ne se trouvent sur le sol qu'accidentellement. Chaque femelle pond une trentaine d'œufs qui, au bout de huit à douze jours, donnent naissance aux jeunes. Il peut y avoir par an jusqu'à douze ou quinze générations. Ces acariens sont particulièrement abondants en mai et juin. Leurs ennemis naturels sont nombreux. M. Quayle en indique une dizaine. Le traitement recommandé pour les arbres atteints consiste en pulvérisations de soufre et de lait de chaux.

R. et B.

Un champignon parasite de l'Agave. — On observait depuis quelques années, tant aux Indes qu'en Afrique orientale allemande, la présence sur les feuilles de l'agave de taches noirâtres circulaires, entourées de petites granulations également noires. Cette maladie, causant fréquemment la mort du pied atteint, était le plus souvent attribuée à une chaleur excessive. Or, M. Shau vient de réussir à isoler et à cultiver le champignon cause de cette maladie, le *Colletotrichum Agaves* (1). L'expérience lui a montré que seules les feuilles dont l'épiderme portait des lésions dues à une cause quelconque étaient sujettes à l'infection, ce qui n'a rien de surprenant, étant donnée l'épaisseur de l'épiderme de la feuille d'agave. Il y a donc lieu, pour éviter la maladie, de recueillir et de brûler les feuilles portant les fissures longitudinales qui se produisent parfois après un temps très sec et très chaud. Pour le cas où l'infection se serait déjà produite, les pulvérisations de bouillie bordelaise donnent de bons résultats.

R. et B.

Rapport annuel de la station agronomique de l'île Maurice. — Ce rapport, qui nous parvient seulement, renferme une intéressante étude sur la *Canne à sucre* et en particulier sur la composition minérale de ce végétal et l'intérêt qu'il y a à enfouir les cannes comme engrais. Il se termine par une série de renseignements préliminaires sur un parasite, le nouveau **Moutoue** (*Phytalus Smithsii*) dont on a capturé dans ces dernières années, plus de 25.000.000 d'individus adultes. L'envahissement étant très lent, il y a lieu d'espérer que la lutte sera efficace.

Em. P.

Palmiers de Madagascar. — Sous ce titre MM. Jumelle et H. Perrier de la Bathie, continuant leurs belles études sur la Flore de Madagascar, publient un fascicule important réservé aux Palmiers (Paris, 1913, Challamel éditeur).

C'est une étude qui vient fort à propos compléter la belle monographie illustrée des Palmiers malgaches actuellement en cours de publication sous la signature de M. O. Beccari (Florence 1912).

L'ouvrage contient la description de 35 Palmiers. se répartissant en 14 genres.

Quelques-uns sont utilisés par les indigènes qui consomment comme choux-palmistes les bourgeons terminaux des **Madiovozina** (*Neodypsis basilongus* dans l'Est et *Chrysalidocarpus oleraceus* de l'Ouest) du *Ravenea robustor*, du *Phœnix reclinata*, *Borassus madagascariensis* et de l'*Elæis guineensis*. Certains autres sont amers, émétiques ou même vénéneux tels le *Neodypsis Lastelliana*.

Em. P.

(1) *Agricultural Journal of. India, janvier* 1913.

Notes sur la flore du Katanga. — C'est le 2e fascicule que publie sur ce sujet M. Em. de Wildeman, dans les *Annales du Musée du Congo*. Il présente, en dehors du point de vue scientifique, un intérêt réel, puisque la Belgique dans cette région fait des essais de colonisation agricole. L'étude de la flore montre que le Katanga forme, au point de vue botanique, une série de zones de transition entre la zone centrale tropicale à forêts toujours vertes et les zones de steppes du sud-africain.

On peut déjà concevoir qu'il y aura lieu de partager la région en districts suffisamment caractérisés, car on sait que l'altitude va, dans ce pays, en augmentant vers le sud ; il y a donc vraiment dans cette partie du Congo belge, une succession de marches qu'il sera intéressant d'étudier plus à fond.

En effet, la constitution physique et chimique du sol est également modifiée et le Haut-Katanga est richement minéralisé, d'importants gisements de cuivre apparaissent au niveau du sol et la végétation y est clairsemée.

Em. P.

Le Furcræa pubescens *Todaro*. — C'est une plante textile comme celles déjà connues de ce genre, qui a été étudiée par M. J. Vuillet à la station agronomique de Koulikoro. M. Houard, directeur de cette station, qui a déterminé les rendements en fibres, a obtenu 3,33 et 3,81 0/0 de feuilles, en fibre sèche et celle-ci n'offre aucune différence avec le produit du *F. gigantea* bien connu. Sa multiplication pourrait être tentée là où les agaves textiles à grand rendement ne sauraient être exploités (*Bull. Soc. nat. acclim.*, 1913, n° 14, 460).

Une nouvelle plante à tubercules alimentaires du Moyen Congo — Il s'agit du *Sphenostilis congensis* A. Chev. connu de certains colons sous le nom de *Pomme de terre Bateké*. Il appartient à la tribu des Phaséolées, et porte aussi les noms de **Pémo** en dialecte balalé, et **Mpempo** au Bas-Congo. Le frère Gillet, de la mission de Kisantu, dont on connaît l'activité et la science, a introduit la plante au jardin de la mission et se montre satisfait des résultats, comme rendement et valeur alimentaire.

Les tubercules ovoïdes arrondis, de la grosseur d'un petite pomme de terre sont riches en amidon : 68.40 0/0 à l'état sec d'aprés Hébert (*Bull. soc. nat. acclim.* n° 14, 1913, 426) avec 10,62 de matières azotées, 6,40 de sucres et 4,80 de matières minérales. Il y a donc intérêt à multiplier cette plante vivrière.

Em. P.

Plantes alimentaires du Tonkin. — M. Lemarié, directeur de l'Agriculture au Tonkin, a donné à la *Soc. nat. d'acclimatation* (*Bull.* n° 9, 10, 11, 1913) une intéressante énumération des plantes utiles à l'alimentation de l'homme dans cette colonie, et c'est un document à signaler. L'auteur pense qu'il sera superflu d'introduire des végétaux africains, d'autant plus que les essais tentés pour plusieurs d'entre eux : *Guizotia oleifera* Hook. (Niger) *Funtumia*, *Cryptostegia*, *Voandzeia subterranea* Dup. Th.

(**Voand'sou**) *Coleus Coppini* Heck. *Gomphocarpus* (**Buluba**) ; n'ont guère donné de résultats.

La liste des plantes citées, avec leur utilisation, est longue et nous devons y renvoyer le lecteur, mais, nous le répétons, sa publication était des plus nécessaires.

EM. P.

Une nouvelle espèce fruitière à cultiver dans les pays tropicaux. — Sous ce titre, M. BRET attire l'attention sur une plante de la famille des Euphorbiacées, le *Mœsobotrya sparsiflora* Hutch (*Baccaurea Bonnetti* Breille) qui croît aux environs de Dabou à la Côte d'Ivoire et aussi en Guinée française d'après CHEVALIER (Voir *Bull. soc. nat. acclim.* 1913, n° 14). C'est un petit arbre de 7 à 8 mètres des régions latéritiques, qui donne des fruits comestibles rouge carmin, de la grosseur d'un grain de raisin au plus, réunis en grappes lâches rappelant un peu le Groseillier. Ils sont agréables à consommer à l'état cru et la plante a sa place marquée dans les vergers tropicaux.

EM. P.

Recherches sur la pellagre. — L'étiologie de cette maladie qu'on tendait à attribuer à l'action des alcoloïdes du maïs fermenté, a été souvent bien discutée, et on sait que dans ces derniers temps, on voulait la considérer comme une affection due à un protozoaire. SAMBON, en particulier, crut pouvoir, en s'appuyant sur des considérations épidémiologiques, que la *Quinzaine coloniale* a exposées en son temps, affirmer que son microorganisme pathogène, — d'ailleurs toujours inconnu — était transmis par un moustique, le *Simulium*.

M. VOLPINO, vient de ressusciter à nouveau, la théorie maïdique, sous nne forme originale. Il admet que la maladie ne se manifeste qu'à titre d'intoxication bénigne, à laquelle ne seraient sensibles que les sujets qui seraient sensibilisés par leur régime. En d'autres termes, ce serait une manifestation d'une anaphylaxie au maïs. Il a, en effet isolé, des grains de maïs fermenté, un alcaloïde qu'il a appelé la pellagrogénine, et qui, injecté à des individus sains, ne déterminerait d'accidents (malaises, stupeur, accélération du pouls, diarrhée), que dans 20 0/0 des cas. Mais chez les pellagreux, ce corps a une action toxique manifeste ; 90 0/0 des malades, en effet, réagissent vivement.

Chez les animaux, il en est de même, et seuls, les animaux nourris avec du maïs fermenté, serait donc toxique chez les individus qui se nourrissent de maïs, et qui seraient ainsi « préparés » à son action, par leur alimentation. Cette théorie permettrait de comprendre pourquoi, dans certains cas, la théorie maïdique paraît en défaut ; il s'agirait alors d'individus non sensibilisés (VOLPINO. *Gaz. dyl. osped.*. nos 59 et 68 ; 1913).

L. T.

Fondation d'un laboratoire Gérald-Mesny. — On sait que GÉRALD-MESNY est un médecin des troupes coloniales, directeur de l'Ecole de médecine de Tien-Tsin, qui fut, sur sa demande, détaché au service sanitaire antipesteux, lors de l'épidémie de Mandchourie. Peu après son arrivée, il fut atteint par le fléau et succomba en pleine connaissance, avec la conscience tranquille parce qu'il jugeait avoir fait son devoir.

Un comité composé de MM. LE DENTU, président, RICHELOT, HALLOPEAU, KERMORGANT, RIBEMONT-DESSAIGNES, PAUL RICHER, marquise de la HOUSSAYE, lieutenant-colonel BEAUDOIN, a pris l'initiative d'une souscription en vue de la fondation d'un laboratoire de recherches GÉRALD-MESNY à Pékin.

De nombreuses personnalités médicales, scientifiques et politiques ont accepté de faire partie d'un comité d'honneur ; une soirée de gala a été donnée à Paris le 11 juillet, où on a joué une pièce de la marquise de la HOUSSAYE, intitulée le « médecin ». La souscription a été ouverte ensuite. Il est à désirer qu'elle produise une somme suffisante qui permette de perpétuer, à l'étranger, le dévouement dont savent faire preuve nos compatriotes au moment des épidémies les plus graves.

L. T.

Les morsures de requin. — La *Quinzaine coloniale* a signalé, il y a quelques années, les accidents qui suivaient les morsures de crocodiles, et a montré que la plupart du temps, des complications d'infection de la plaie se produisaient. Voici une nouvelle observation de morsures graves chez un nageur, produites cette fois par un requin. Un marin, âgé de cinquante ans, s'étant mis à la nage pour rattraper un you-you qui dérivait, se sentit violemment mordre à la cuisse gauche. Son pied droit heurta le corps d'un grand squale qui lâcha prise. Immédiatement, il appela au secours et nagea vers la terre, distante d'une vingtaine de mètres, mais fut encore happé deux fois. Quand il fut à terre, il perdait du sang en abondance ; la plaie de la cuisse s'étendait depuis la hanche jusqu'au genou ; une seconde morsure intéressait le scrotum dont les enveloppes étaient complètement déchirées, ainsi que la partie voisine de la cuisse ; une troisième intéressait le thorax. Evidemment le requin avait contourné le nageur pour tâcher de le happer, malgré sa défense. On dut pratiquer l'ablation du testicule droit, et les autres plaies guérirent sans suppuration, malgré l'état de faiblesse du malade qui avait perdu beaucoup de sang (*Annales d'hyg. et de méd. colon.*, 1912, p. 902, 4e fascic.).

L. T.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

Généralités. — MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	6 .. à . ..
Conakry Niggers	5 25 à 5 75
Soudan Niggers rouges	5 .. à . ..
Soudan Niggers blancs	4 50 à 5 ..
Soudan lanières et plaques	5 50 à 6 ..
Soudan Manoh	4 50 à 5 ..
Lahou petits Cakes	4 .. à 4 50
Lahou Niggers	4 25 à 4 75
Gambie A	3 .. à 4 50
Gambie AM	3 50 à 3 75
Gambie B	3 .. à 3 50
Bassam Lump	2 50 à 3 ..

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	5 .. à 5 50
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	3 50 à 4 ..
Kasai noir I	4 75 à 5 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	4 .. à 4 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	3 .. à 3 75

Mongala lanières	4 ..	à	4 75
Aruwini	4 ..	à	4 75
Wamba rouge I	3 ..	à	3 75
Uelé	4 ..	à	4 75
Détroits crêpe I.	6 50	à	7 25

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — Hygiène. — **La surveillance sanitaire.** — Plusieurs cas de peste ayant été constatés à Tripoli, des mesures de protection extrêmement rigoureuses ont été prises. Les navires provenant de Libye sont arrêtés avant de pénétrer dans le port de Tunis et soumis à la dératisation. Un service de surveillance fonctionne dans les autres ports et sur la frontière.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique occidentale française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

30 *août.* — *Arrêté* du 2 août instituant, sur les chemins de fer et tramways de l'Afrique occidentale française, un tarif spécial G. V. pour le transport de numéraire.

Il est institué, sur tous les chemins de fer et tramways de l'Afrique occidentale française exploités par l'Administration, pour les transports en G. V. de numéraire en or ou en argent, un tarif spécial. Ce tarif portera respectivement aux chemins de fer de Thiès à Kayes, de Kayes au Niger, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et au tramway-nord de Porto-Novo, les numéros suivants: 7, 11, 6, 3, 1. Il remplace tous les tarifs spéciaux existant pour les transports en question et qui conséquemment sont supprimés, notamment le tarif G. V., n° 5 du chemin de fer de Thiès à Kayes.

Le prix à percevoir pour le transport du numéraire en or ou en argent est fixé *ad valorem* d'après le tarif suivant :

Pour toute expédition comprise entre 14.000 francs exclus et 71.000 francs inclus, étant entendu que toute expédition inférieure à 20.000 francs payera pour 20.000 francs : 0 fr. 007 par fraction indivisible de 1.000 francs et par kilomètre.

Pour toute expédition comprise entre 71.000 francs exclus et 300.000 francs inclus, étant entendu que toute expédition inférieure à 100.000 francs payera pour 100.000 francs : 0 fr. 005 par fraction indivisible de 1.000 francs et par kilomètre.

Pour toute expédition supérieure à 300.000 francs, étant entendu que toute expédition inférieure à 500 000 francs payera pour 500.000 francs : 0 fr. 003 par fraction indivisible de 1.000 fr., et par kilomètre,

Administration. — **Pouvoirs disciplinaires des administrateurs.** — Le décret du 30 septembre 1887, relatif à la répression, par voie disciplinaire, des infractions commises par les indigènes non citoyens français, confère aux administrateurs des colonies le droit de prononcer des peines pouvant aller jusqu'à 15 jours de prison et 100 francs d'amende, ensemble ou séparément.

La réorganisation du corps des administrateurs, réalisée par le décret du 6 avril 1900, n'a pas modifié les pouvoirs dévolus à ces fonctionnaires, mais à ce personnel a été adjoint un cadre d'agents locaux destinés à assister les administrateurs.

D'autre part, des officiers sont appelés parfois à exercer des fonctions administratives dans des territoires où les nécessités de la pacification ne permettent pas encore la remise du pays à l'autorité civile. A diverses reprises la question s'est posée de savoir si les agents des affaires indigènes et les officiers avaient, comme les administrateurs, la faculté de prononcer des peines disciplinaires. Pour éviter toutes difficultés à cet égard en Afrique équatoriale, le décret du 31 mai 1910 a prévu que non seulement les administrateurs coloniaux, mais encore les fonctionnaires civils et militaires commandant des circonscriptions et subdivisions administratives statuent sur les infractions commises par les indigènes non justiciables des tribunaux français. Aucune disposition analogue n'a été arrêtée, par contre, en ce qui touche l'Afrique occidentale française.

Un décret en date du 12 septembre, paru à l'*Officiel*, du 19 septembre a comblé cette lacune; mais on a pensé qu'il n'était pas nécessaire de confier le droit de punir à tout agent, civil ou militaire, investi d'un commandement territorial ; le décret permet aux lieutenants-gouverneurs des colonies de déléguer cette autorité exceptionnelle par décision spéciale.

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

21 *août.* — *Arrêté* du 8 août fixant le taux des droits à percevoir sur la valeur, au lieu d'extraction, des sables titanifères qui seront extraits du sol dans l'étendue de la colonie du Sénégal.

Est fixé à 1 0/0 le taux des droits à percevoir sur la valeur au lieu d'extraction des sables titanifères qui seront extraits du sol dans l'étendue de la colonie du Sénégal. Cette valeur sera calculée à raison de 3 francs la tonne au lieu d'extraction.

Arrêté du 8 août fixant, pour l'année 1913, le taux des droits à percevoir sur la valeur, au lieu d'extraction, de l'or retrait du sol dans les pays de Protectorat du Sénégal.

Est fixé à 5 0/0, pour l'année 1913 le taux des droits à percevoir sur la valeur, au lieu d'extraction, de l'or retrait du sol dans les pays de Protectorat du Sénégal. Cette valeur sera calculée à raison de 2 fr. 50 par gramme d'or obtenu par chloruration et à raison de 2 fr. 25 par gramme d'or obtenu par tous autres procédés.

Arrêté du 16 août relatif aux installations commerciales dans les villages indigènes des escales situées sur la voie du Thiès-Kayes et des escales du Sine-Saloum et du Niani-Ouli.

Toute installation commerciale (boutiques, bascules, tentes ou abri, etc.), même provisoire, est formellement interdite dans les villages indigènes des escales situées sur la voie ferrée de Thiès à Kayes, déjà lotie ou à lotir, là où un périmètre de terrain est exclusivement réservé à l'habitation des indigènes, ainsi que dans les escales des cercles du Sine-Saloum et du Niani-Ouli.

Les infractions au présent arrêté seront punies: 1° pour les citoyens français d'une amende de cinq à quinze francs et d'un emprisonnement d'un à cinq jours, conformément au décret du 6 mars 1877 et à la dépêche ministérielle du 6 juillet 1877 ; 2° pour les justiciables indigènes, conformément au décret du 30 septembre 1887.

Décision du 17 août relative à la délivrance, dans les ports d'exportation, des permis d'embarquement pour les caoutchoucs présentant des matières étrangères.

Il ne sera délivré dans les ports d'exportation aucun permis d'embarquement pour les caoutchoucs présentant des matières étrangères (bois, sables, graviers, boues, etc...)

En cas de contestation de la part de l'exportateur, une commission composée de : l'administrateur du cercle dont dépend le port ou son délégué, *président ;* le commissaire de police ; un commerçant notable désigné par l'administrateur, constatera la présence de matières étrangères. La décision de la commission sera obligatoirement suivie par le service des douanes.

4 septembre. — *Arrêté* du 27 août soumettant à une enquête de commodo et incommodo le projet de lotissement de l'escale de Pout.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *août.* — *Décision* du 22 juillet portant que l'agence spéciale de Forécariah cesse de participer au service des mandats d'articles d'argent locaux et intercoloniaux.

Arrêté du 24 juillet portant création de courriers postaux entre Macenta et N'Zérékoré, Bofosso et Gueckédou, Kissidougou et Onon-Kissi.

Arrêté du 30 juillet rapportant les mesures quarantenaires contre les provenances de la Gold-Coast.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *août.* — *Arrêté* du 22 juillet étendant à certaines régions de la colonie les dispositions de celui du 14 janvier 1913 (Interdiction de la vente d'alcool de traite aux indigènes).

Les dispositions de l'arrêté n° 61, du 14 janvier 1913, concernant l'interdiction de la vente aux indigènes des alcools de traite de toute nature, ainsi que de tous autres spiritueux de consommation, sont étendues aux régions ci-après désignées :

Baoulé-Sud. — District de Toumodi : tribus N'Gbans, Souemlès, Ouarébos, Ahua. District de Tiassalé : tribu des Memlés.
Bas-Sassandra. — District de Buyo.
Bondoukou. — District de Bondoukou : canton du Nasian.
Lahou. — Pays Dida, sauf tribus Yokoboué, Goboa et Zéglé.
N'Zi-Comoé. — Districts de Ouellé, Bocanda et Bongouanou.
Ouorodougou. — Tout le cercle.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

30 *août.* — *Arrêté* du 2 août portant approbation du compte d'exploitation de la Compagnie des Chemins de fer du Dahomey, exercice 1912.

Le règlement définitif des comptes d'exploitation de la Compagnie française des Chemins de fer du Dahomey est arrêté comme suit :

Montant des sommes acquises à la Compagnie française des Chemins de fer du Dahomey entre le 1er janvier et le 31 décembre 1912, par application de la formule forfaitaire : Produit de la formule d'exploitation : 1.291.665 fr. 02. *A déduire* : Recettes brutes de l'exploitation perçues par la Compagnie pendant la même période : 1.172.886 fr. 32; reste dû par la colonie : 110.779 fr. 70.

Il a été versé à la Compagnie, en vertu des dispositions du paragraphe 3, article 14, de la convention du 24 août 1904, en vertu d'arrêtés locaux du lieutenant-gouverneur du Dahomey des 14 août 1912 et 3 février 1913, les comptes suivants : pour le 1er semestre : 2.792 fr. 57; pour le 2e semestre : 94.823 fr. 18; soit au total : 97.615 fr. 75. Le reliquat dû à la Compagnie s'élève donc à 21.163 fr. 95.

Arrêté du 2 août portant modifications à divers articles de l'arrêté du 31 décembre 1906, instituant la Chambre de commerce du Dahomey.

L'article 2 de l'arrêté du 31 décembre 1906 est modifié ainsi qu'il suit : « Elle comprend, en outre, quatre membres suppléants français qui remplaceront les membres titulaires français ou étrangers en cas d'absence. Les membres suppléants qui devront remplir les conditions d'éligibilité requises des membres titulaires seront nommés annuellement, par arrêté du lieutenant-gouverneur du Dahomey, sur une liste de présentation dressée par les membres titulaires de la Chambre de Commerce. Cette liste comprendra sept candidats. Par dérogation à l'article 26 du présent arrêté, deux associés en nom collectif ou deux gérants de la même maison pourront faire partie de la Chambre de commerce, l'un comme membre titulaire, l'autre comme membre suppléant; mais, en aucun cas, ils ne pourront siéger simultanément. »

Les dispositions du paragraphe premier de l'article 9 du même arrêté, modifié par celui du 12 janvier 1910, sont remplacées par les suivantes : « Les membres de la Chambre de commerce seront élus par un collège électoral composé de tous les patentés français, étrangers et indigènes payant une patente de 100 francs et au dessus, âgés de 21 ans au moins, résidant dans la colonie depuis plus de trois ans et inscrits au rôle de la patente depuis plus d'un an, en leur propre nom ou comme fondés de pouvoirs généraux des maisons de commerce établies dans la colonie. »

Est modifié comme suit l'article 10 de l'arrêté susvisé du 31 décembre 1906 : « Trois listes électorales seront dressées par une commission spéciale et comprendront : la première, tous les électeurs français; la seconde, tous les électeurs étrangers; la troisième, tous les électeurs indigènes sujets français. Chaque liste votera pour les candidats de sa catégorie. La commission chargée d'établir ces listes sera composée de : le délégué du secrétaire général de la colonie, président; trois commerçants notables (un Français, un étranger et un indigène désignés par le lieutenant-gouverneur). »

Le paragraphe 3 de l'article 22 de l'arrêté du 31 décembre 1906 est modifié ainsi qu'il suit : « Les votes des électeurs français devront porter uniquement sur des candidats français; ceux des étrangers, sur des candidats étrangers; ceux des indigènes sujets français, sur des candidats sujets français. Une urne spéciale sera affectée au vote de chacune de ces trois catégories. »

23 *août.* — *Arrêté* du 12 août créant une agence spéciale à Bassila, cercle de Savalou (Dahomey).

Journal officiel de la colonie.

15 *août.* — *Arrêté* du 31 juillet créant un poste de Douane à Doloumé.

Arrêté du 31 juillet portant que les mesures quarantenaires prises à l'égard de la Gold-Coast sont levées.

Arrêté du 6 août portant que le bureau des Postes de Kouandé est ouvert à l'émission et au paiement des mandats métropolitains.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.*

1er *août.* — *Arrêté* du 31 juillet réglementant la délivrance des permis de port d'armes perfectionnées.

Il est perçu au profit du budget local de la colonie où est délivré le permis de port d'armes, les taxes suivantes : armes de salon, pistolet ou revolver, 1 franc; armes de chasse, tirant la cartouche à plomb et à chevrotine, 2 francs; armes à tir rapide et tirant la balle, 3 francs.

Les personnes résidant dans la colonie et détenant des armes perfectionnées devront, dans un délai de trois mois, se faire délivrer un permis de port d'armes régulier.

Arrêté du 31 juillet portant réglementation du régime des armes à feu destinées aux indigènes en Afrique équatoriale française.

Nul indigène ne peut être détenteur d'armes et de munitions de traite s'il n'a obtenu un permis de port d'armes délivré par le chef de la circonscription administrative où il réside.

Il est perçu au profit du budget local de la colonie où est délivré le permis, les taxes suivantes : fusils à pierre, 2 francs; fusils à piston, 3 francs. Le permis de port d'armes de traite pourra toujours être retiré par l'autorité administrative du lieu, à tout indigène condamné pour meurtre, blessures ou violences graves. Le retrait du permis entraîne la confiscation de l'arme.

Arrêté du 30 mai relatif à la vente en Afrique équatoriale française, des armes, munitions et poudres de traite.

Arrêté du 6 juin autorisant dans certaines circonscriptions de la colonie du Moyen-Congo, la vente aux indigènes des armes à feu, des munitions et des poudres dites de traite, pendant l'année 1913.

Arrêté du 6 juin fixant les quantités des armes à feu, des munitions et des poudres dites de traite pouvant être vendues aux indigènes dans certaines circonscriptions de la colonie du Moyen-Congo pendant le second semestre de l'année 1913.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

9 *août.* — *Décision* du gouverneur général, en date du 30 juillet, instituant une commission chargée d'étudier à nouveau la question de la création d'une caisse de prêts agricoles.

Décision fermant à l'exploitation des bois d'ébénisterie et cons-

tituant en réserve pendant cinq ans à dater de ce jour la zone forestière comprise entre le lac Babano et la rivière Ambilomagodo.

16 *août*. — *Arrêté* portant organisation du fokonolona dans la province de Betroka.

COLONISATION. — **Caisse de prêts agricoles.** — Le *Journal officiel* de Madagascar, en date du 9 août dernier, publie une décision du gouverneur général instituant une commission chargée d'étudier sur de nouvelles bases la question de la création d'une caisse de prêts agricoles. On sait qu'un premier projet, élaboré par l'administration locale, avait soulevé de telles objections de la part du ministre des Finances qu'il dut être abandonné.

Cette commission est composée comme suit : MM. Boullay, directeur du contrôle, président ; Carle, chef du service de colonisation ; de Fontbrune, administrateur des colonies, chef de bureau à la direction des affaires civiles ; Ficatier, administrateur adjoint des colonies, détaché à la direction des finances ; Pochard, président du Comice agricole de Tananarive ; un magistrat désigné par M. le procureur général ; Rasanjy, gouverneur principal, membres.

Nous apprenons d'autre part que, le 17 juillet dernier, M. le gouverneur général a informé la Chambre consultative de Tananarive que la colonie avait sollicité du département l'autorisation de consentir des prêts de cinq ans et sans intérêts aux sinistrés, et qu'il engageait en outre la Chambre d'agriculture à constituer une société de secours mutuels que la colonie aiderait de tous ses moyens.

M. le président du Comice agricole de l'Emyrne centrale a également fait parvenir à l'Assemblée une lettre disant qu'en raison du veto opposé par le ministère des Finances à la création d'une caisse de dépôts accolée à une caisse de prêts agricoles, la Chambre d'agriculture avait délibérément retranché du projet arrêté en 1912 toutes dispositions ayant trait à la création d'une caisse de dépôts pour ne laisser subsister que celles strictement relatives à une caisse de prêts agricoles.

Au cours de sa séance du 7 août dernier, la Chambre consultative, après avoir pris connaissance de ces communications, s'est déclarée favorable au principe de la mutualité agricole, mais en raison des ressources que nécessite semblable institution, elle n'en a pas moins cru devoir marquer que ses préférences iraient plutôt à une caisse de prêts agricoles pouvant aider et l'Européen et l'indigène.

Au sujet des prêts à consentir, la Chambre fait observer qu'ils ne sauraient être consentis que sur des propriétés réelles, déterminées d'une façon définitive. En outre, elle a exprimé le vœu que l'administration délimite sans retard le domaine public et les terrains octroyés aux indigènes ; que tout terrain inutile au travail ou au bétail de l'indigène devienne propriété de la colonie et qu'il soit livré à la colonisation ; et qu'enfin, en vue d'éviter les difficultés qui surgissent dès qu'un colon se présente dans une région, l'immatriculation soit effectuée par zone et dans les plus brefs délais.

Droits de consommation sur les sacs de jute. — Au cours de sa récente session, la Chambre d'agriculture de Madagascar a adopté, à l'unanimité, le vœu suivant relatif à la suppression du droit de consommation sur les sacs de jute :

La Chambre d'agriculture, considérant que les sacs de jute ne servent qu'à la manipulation et au transport des marchandises pauvres, telles que manioc, paddy, riz, écorces, etc.

Considérant que le droit de consommation frappant les sacs n'est, en réalité, qu'un impôt indirect frappant ces marchandises ; que cela est une entrave sérieuse au développement de l'agriculture à Madagascar ; que cet inconvénient n'a pas échappé au gouvernement général lui-même — émet le vœu :

1° Que le gouvernement général veuille bien faire rapporter, dans le plus bref délai, le décret créant une taxe de consommation sur les sacs de jute ;

2° Que l'application de ce décret soit suspendue jusqu'à ce que l'abrogation ait pu paraître au *Journal officiel*.

COMMERCE — NAVIGATION. — **Les services maritimes annexes. — Les licences.** — Une délégation de la Chambre consultative de Majunga s'est rendue récemment à Tananarive pour y discuter certaines questions intéressant le commerce de la Grande Ile en général. Au cours d'un entretien qu'ils eurent avec le président de la Chambre consultative de Tananarive, les membres de la délégation ont signalé deux points principaux qu'ils ont longuement discutés avec le gouverneur général et qui concernent : 1° les services maritimes locaux ; 2° les nouvelles dispositions prises par l'administration relativement aux licences.

Services maritimes locaux. — Un accord est enfin intervenu en ce qui concerne l'organisation des services maritimes côtiers, sous réserve de l'approbation de l'administration centrale des Messageries maritimes. Il a été décidé qu'un quatrième vapeur entrerait en service moyennant un supplément de subvention qui a été consenti par l'administration. Le service côtier sera modifié de façon à desservir plus régulièrement les ports malgaches et à faciliter les relations avec l'Afrique du Sud. La *M'Panjaka*, affectée aux Comores, serait remplacée par un vapeur de vitesse et de tonnage supérieurs. La délégation de Majunga estime que la nouvelle organisation, telle qu'elle est prévue, donnera pleine satisfaction, non seulement à la circonscription qu'elle représente, mais à tout le commerce de Madagascar.

Licences. — Les nouvelles dispositions prises par l'administration au sujet des licences pour la vente des boissons atteignent une catégorie des plus importantes de commerçants. La Chambre consultative de Majunga se déclare toute disposée à soutenir l'administration dans sa lutte contre l'alcoolisme, mais elle estime que telle qu'elle est présentée, la nouvelle réglementation est injuste et inefficace ; elle aura un effet tout autre que celui que l'administration se propose d'atteindre, et elle aurait, de plus, une répercussion très fâcheuse sur le commerce général.

M. Allain estime que la réglementation actuelle des licences de boissons exige un remaniement important, et qu'il serait absolument indispensable de surseoir à l'application des nouvelles dispositions en ce qui concerne la suppression de toutes les licences qui ont été accordées depuis le 1er janvier 1913. L'application de ces mesures aurait des conséquences que l'administration ne désire pas, notamment vis-à-vis des maisons d'alimentation ou des hôtels importants qui se trouvent soumis, à tort, au même régime que les débits de boissons, surtout depuis que les vins et autres produits courants ont été classés parmi les boissons alcooliques. Il se propose d'étudier la question plus à fond et d'en faire l'objet d'un rapport qu'il soumettra à la Chambre consultative de Tananarive.

Embarquement des marchandises pour Madagascar. — En présence des inconvénients qu'occasionne aux chargeurs l'incertitude

dans laquelle ils se trouvent de la date du départ de leurs marchandises remises aux Messageries maritimes à Marseille, le Syndicat des chargeurs de Madagascar est intervenu récemment auprès de la Compagnie à l'effet d'obtenir que pour toute marchandise remise à Marseille cinq jours au moins avant le départ du paquebot, les chargeurs puissent être fixés d'une manière certaine sur la date effective du départ de leurs envois.

Dans sa réponse, la Compagnie fait valoir les raisons qui ne lui permettent pas de faire droit complètement à cette requête. Pour parer, dans la mesure du possible, aux inconvénients signalés, la Compagnie se déclare disposée à opérer de la façon suivante :

Les chargeurs qui auraient un intérêt pressant à connaître la date exacte de départ de leurs envois, devront, en les expédiant à la Direction de l'Exploitation, lui faire connaître leur désir, par lettre particulière, ce qui permettra dans le plus court délai possible, après le départ du premier navire prévu, de leur faire savoir si leurs marchandises ont été chargées à bord ou si, au contraire, elles ont été reportées au navire suivant.

Nouvelle ligne de navigation. — On nous informe qu'une nouvelle ligne de vapeurs vient de s'établir entre Dunkerque et Madagascar. Le premier départ aura lieu dans les premiers jours d'octobre à destination de Majunga et Tamatave. Le départ suivant est annoncé pour fin novembre.

ELEVAGE. — **Rendement de l'impôt sur les bovidés.** — Le rendement de l'impôt sur les bovidés, à la fin du premier semestre 1913, est sensiblement supérieur à celui de 1912.

On peut, d'ores et déjà, estimer que l'exercice courant se soldera, en ce qui concerne cette catégorie de recettes, par une différence en plus de 300.000 ou de 400.000 francs.

AMÉRIQUE

La Martinique. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

26 *juillet.* — *Arrêté* du 24 juillet portant suppression du bureau postal et téléphonique de Fonds-Lahaye.

COMMERCE. — **Les exportations des six premiers mois de 1913.** — Les exportations des produits du cru de la colonie pendant les six premiers mois de 1913, se sont élevés aux chiffres suivants : sucre d'usine, 37.424.972 kilogrammes ; sucre brut, 1.166 kilogrammes ; mélasse, 1.855 kilogrammes ; café, 8.170 kilogrammes ; cacao, 322.447 kilogrammes ; casse, 47 kilogrammes ; vanille, 3.203 kilogrammes ; rhum, 8.563.069 kilogrammes.

La Guadeloupe. — TRAVAIL. — L'application du Code du travail.

— Deux décrets, des 3 et 7 septembre 1913, insérés au *Journal officiel de la République Française* du 10 septembre, déterminent les conditions d'application à la Guadeloupe des livres I et II du Code du travail et de la prévoyance sociale.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

31 *juillet.* — *Circulaire* du 18 juillet sur l'excessif développement des écritures administratives en Indochine.

Arrêté sur les cessions des publications du service géologique.

Arrêté du 25 juillet accordant à la Société civile des mines d'étain et d'or de Tinh-tuc la propriété de la mine « Sanada ».

Arrêté du 25 juillet accordant à M. Collinet de la Salle la propriété de la mine « Gabi ».

FINANCES. — **Situation des recettes du budget général au 30 juin 1912.** — Le *Journal officiel* de l'Indochine française du 7 août dernier publie la situation des recettes effectuées à la date du 30 juin, au titre des quatre premiers articles — douanes, régies, enregistrement, postes et télégraphes — du budget général. Il en ressort que les quatre articles envisagés, les seuls qui comptent à vrai dire, sont en plus-value d'une somme totale de 2.323.582 piastres, par rapport aux évaluations budgétaires, et de 624.753 piastres sur les recettes de la période correspondante de 1912.

Voici les chiffres enregistrés pour chacun des chapitres, ainsi que l'indication comparative des plus-values au 30 juin des années 1912 et 1913 (valeurs en piastres) :

Douanes. — Douzièmes échus, 4.140.500. — Recettes, 4 millions 439.455. — Plus-value, 298.955 en 1913 contre 37.296 en 1912.

Contributions indirectes et régies. — Douzièmes échus, 12.165.000. — Recettes, 14.101.721. — Plus-value, 1.936.721 contre 1.683.624 en 1912.

Enregistrement, domaines, timbre. — Douzièmes échus, 786.350. — Recettes, 838.628. — Plus-value, 52.578 contre 6.351 en 1912.

P. T. T. — Douzièmes échus, 398.000. — Recettes, 433.328. — Plus-value, 35.328 contre 55.663 en 1912.

Totaux : Douzièmes échus : 17.489.850. — Recouvrements effectués : 19.813.432. — Plus-value : 2.323.582 contre 1.782.934 en 1912.

Il convient de remarquer que jamais jusqu'ici les recettes effectuées au titre des contributions indirectes et des régies n'avaient atteint un chiffre aussi élevé, ni laissé semblable excédent par rapport aux prévisions. Le relevé suivant est très instructif à cet égard. Il en montre la progression depuis 1907 (premier semestre) avec, en regard, les plus-values totales du budget et, dans la troisième colonne, la part qui revient, dans ces plus-values, aux seules contributions indirectes et régies (valeurs en piastres) :

	Recettes : contr. ind. et régies	Plus-values totales	Plus-values des contr. ind. et régies
	—	—	—
1907.....	10.422.759	1.152.897	503.809
1908.....	10.988.527	1.899.459	1.016.027
1909.....	11.087.533	930.757	620.053
1910.....	11.452.702	814.708	722.702
1911.....	12.934.402	1.212.341	859.902
1912.....	13.623.099	1.782.934	1.683.624
1913.....	14.101.721	2.323.582	1.936.721

MAIN-D'ŒUVRE. — **Code du travail.** — Au cours de sa séance du 29 juillet, le Conseil municipal d'Haiphong avait à donner son avis sur l'opportunité de l'application en Indochine du livre premier du code du travail, relatif à l'organisation de l'apprentissage. On sait que la Chambre de commerce de Haiphong, déjà consultée, a estimé qu'en raison de l'état social des Annamites et des conditions du travail en Indochine pareille promulgation serait tout au moins prématurée.

Le résident-maire proposait le renvoi de la question à une commission, mais le Conseil, décidant se prononcer immédiatement, après une courte discussion, s'est déclaré opposé à la promulgation.

Monument de la garde indigène. — Le gouverneur général de

l'Indochine a adressé aux chefs des administrations locales, la circulaire suivante :

Le monument de la garde indigène que l'association amicale de ce service a projeté d élever, doit rappeler sur son socle, à l'aide de bas-reliefs et d'inscriptions, les épisodes les plus glorieux de la longue lutte soutenue par la garde indigène contre la piraterie.

Pour établir avec discernement, parmi tant de belles actions accomplies par cette force de police, la liste des plus dignes d'être gravées dans la pierre ou burinées dans le métal, le comité recourt, par mon intermédiaire, à votre haute documentation.

J'ai ainsi l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser une notice sur les hauts faits ayant eu pour théâtre le pays que vous administrez et qui, pour leur héroïsme, leur importance, leur retentissement ou leurs résultats méritent d'être tout spécialement commémorés.

Annam. — CHEMINS DE FER. — **Ligne de Vinh à Tan-Ap.** — Un décret du 11 septembre autorise l'ouverture des travaux à exécuter pour la construction du chemin de fer de Vinh à Tan-Ap, premier tronçon de la ligne de Dong-ha à Vinh. Ce même décret autorise, dans la limite d'un crédit de 300.000 francs, les études restant à faire pour la ligne de Vinh à Dong ha.

La dépense totale de la ligne, voie comprise, est prévue pour 11.850.000 francs.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

4 août. — *Arrêté* du 25 juillet portant création d'un poste administratif dans la région de Kep, circonscription de Kampot.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

4 août. — *Arrêté* du 31 juillet sur la répression des vols de cafés au Tonkin.

INDUSTRIE. — **Nouvelles industries.** — On sait le développement prodigieux qu'a pris, en quelques années, l'industrie européenne au Tonkin. On comptait au début de l'année, en dehors des entreprises minières fort nombreuses, plus de cinquante établissements en pleine activité, utilisant environ 10.000 ouvriers, et dont les capitaux représentent une cinquantaine de millions.

Le dernier courrier nous a apporté la nouvelle de la prochaine création à Hanoi d'une fabrique de boutons de nacre, qui utilisera les coquilles ramassées dans les fleuves du Tonkin et de l'Annam. Eventuellement elle traitera les os et les cornes.

D'autre part, on installe à Dap-cau une papeterie qui utilisera une partie des bâtiments de l'ancienne usine à papier. Des approvisionnements considérables de matériaux sont constitués, mais la saison des pluies ne permettra pas de commencer les travaux en élévation avant un certain temps. On estime que la papeterie sera prête à fonctionner dans une quinzaine de mois. Elle utilisera, quotidiennement, pour la fabrication, de 3 à 5 tonnes d'herbe à paillotte et de bambous ; une certaine quantité de pulpe préparée hors de l'usine lui permettra d'augmenter sa production.

Le capital engagé dans ces affaires est de 350.000 francs pour la première et 1.500.000 pour la seconde.

AGRICULTURE. — **La lutte contre le borer du caféier.** — Nous avons dit, dans un précédent numéro que, d'accord avec l'administration locale, la Chambre d'agriculture du Tonkin s'occupait activement de la question du borer et de la recherche des moyens propres à protéger le plus efficacement possible les plantations contre les ravages de ce parasite.

Une subvention annuelle et renouvelable de 4.000 piastres sera, dès l'année prochaine, accordée à la Chambre d'agriculture du Tonkin et du Nord-Annam pour lui permettre d'organiser elle-même la lutte à entreprendre en s'assurant les services d'un entomologiste qu'elle choisira sur place ou en France. On ne peut que très vivement souhaiter que ce spécialiste, disposant du temps et des crédits indispensables pour mener à bien les expériences qui devront être entreprises, puisse donner rapidement aux planteurs d'utiles indications sur les moyens de mettre leurs caféiers à l'abri des attaques du borer.

Au cours de sa séance du 15 juillet dernier, la Chambre d'agriculture a pris connaissance du rapport que l'un de ses membres, M. Marius Borel, avait été chargé d'établir sur la question. M. Borel admet la possibilité de confier les recherches à entreprendre à un fonctionnaire des services agricoles et commerciaux, que ses études, ses connaissances, ses aptitudes et ses antécédents désignent et qualifient absolument pour remplir cette mission, mais à la condition expresse que ce fonctionnaire soit entièrement détaché de son administration d'origine et que cette dernière s'engage formellement à le laisser, pendant trois années au moins, dans cette situation. Les questions de logement, de matériel, d'appointements et indemnités à allouer au spécialiste chargé de ces recherches scientifiques, les moyens financiers : subvention de l'administration du protectorat, contribution de la Chambre d'agriculture et des planteurs intéressés, ces derniers étant appelés surtout à fournir les plants et arbustes destinés aux études et expériences, toutes ces questions sont prévues par M. Borel et font l'objet de propositions de solutions appropriées.

A l'unanimité, l'assemblée a adopté les conclusions de son rapporteur et a décidé de les transmettre à M. le résident supérieur en le priant de prendre les mesures nécessaires à la réalisation pratique des propositions de M. Borel.

A la mémoire des colons agriculteurs du Tonkin et du Nord-Annam morts dans la colonie. — Sur proposition de MM. Bonnafont et Schaller, la Chambre d'agriculture du Tonkin et du Nord-Annam a décidé, dans sa séance du 15 juillet dernier, de dresser une liste de tous les colons agriculteurs et planteurs de sa circonscription qui sont morts dans la colonie depuis l'occupation française, liste qui pourra, plus tard, être transcrite sur une plaque commémorative. Tous ceux qui auraient des renseignements utiles à communiquer à ce sujet sont priés de prêter leur collaboration à cette œuvre bien française de souvenir et de reconnaissance en faveur de précurseurs et devanciers qui méritent certainement de survivre dans la mémoire de leurs compatriotes.

Contre les vols de café. — M. le gouverneur général de l'Indochine a pris, à la date du 31 juillet dernier, un arrêté en vue de prévenir les vols de café au Tonkin. Voici les dispositions essentielles de ce document :

Tout producteur de café au Tonkin devra tenir un registre à souche visé, coté et paraphé par le résident chef de la province ou le délégué administratif. Sur ce registre seront mentionnées, dans l'ordre chronologique et par article, toutes les quantités de café vendu. Une souche détachée du registre et pouvant tenir lieu de récépissé et de laissez-passer sera remise à l'acheteur ou au

transporteur et lui servira, tant au cours du transport que pendant l'écoulement des quantités achetées, de justification d'origine du café trouvé en sa possession.

Dans les provinces du Tonkin, tout transporteur ou vendeur de café devra présenter le registre ou la souche, récépissé ou laissez-passer dudit registre à toute réquisition des agents de l'autorité et fournir tous renseignements propres à établir l'origine des quantités trouvées en sa possession.

Tout transporteur ou commerçant de café qui, hors des villes de Hanoi et de Haiphong, ne justifierait pas du laissez-passer, sera puni d'une amende d'un franc et d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours ou de l'une des deux peines seulement.

Le café transporté ou mis en vente en contravention aux dispositions prévues, ainsi que les moyens de transport, seront saisis et la confiscation en sera prononcée si le transporteur ou détenteur ne justifie pas de la provenance légitime dudit café, sans préjudice de l'application des autres dispositions du Code pénal encourues notamment pour vol ou abus de confiance.

COMMERCE. — **Progression du trafic marchandises sur la ligne du chemin de fer du Yunnan.** — Les résultats du trafic marchandises sur la ligne Haiphong-Hanoi-Yunnanfou pendant l'année dernière, que nous résumons ci-après, sont des plus satisfaisants. On remarquera qu'il y a une augmentation sensible partout et en particulier, comme l'a fait ressortir M. le gouverneur général, dans un discours récent, dans le trafic Haiphong Docks-Yunnan, et *vice versa*, et dans le trafic local du Yunnan (quantités en tonnes) :

Trafic	1911	1912
Transit de Haiphong Docks au Yunnan	7.245	13.718
Transit du Yunnan à Haiphong Docks	8.561	10.085
Trafic du Tonkin au Yunnan	2.013	2.332
Trafic du Yunnan au Tonkin	249	359
Trafic local Tonkin	37.854	45.411
Trafic local Yunnan	23.614	35.204
Totaux	79.536	107.009

Dans le trafic Tonkin-Yunnan est compris surtout le coton filé tonkinois pour les quantités suivantes : 1911, 890 tonnes ; 1912, 1.137 tonnes.

Le transit se décompose ainsi :

1° *Sens Haiphong-Docks-Yunnan.*

Année 1911	Tonnes
Filés de coton, tabac, tissus, huiles, médicaments, papiers, vins, alimentation et divers	5.761
Pétrole	1.413
Allumettes et pétards	71
Total	7.245

Année 1912	
Allumettes	165
Cigarettes	61
Filés de coton	7.307
Divers	2.943
Pétrole	2.569
Tabac	341
Farine	5
Matériel télégraphique	85
Pétards	12
Quincaillerie	25
Machine à coudre	26
Terre d'industrie réfractaire	35
Pièces machines	114
Porcelaine	30
Total	13.718

2° *Yunnan-Haiphong-Docks.*

	1911	1912
Blé	128	»
Cunao	909	830
Espèces médicales	0,136	0
Etain en saumons	6.106	8.115
Fèves	10	»
Jambons	8	42
Laques et cire	0	19
Marbre de Ta-Li	21	14
Minerai d'antimoine	956	0
Minerais de cobalt et de divers	40	0
Orpiment	44	83
Peaux et cornes	19	164
Sticklac	4	0
Thé	73	132
Zinc en saumons	243	626
Minerai cuivre	»	20
Divers	»	23
Plomb minerai	»	2
Plomb en saumons	»	10
Cuivre en saumons	»	5
Totaux	8.561,136	10.085

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er et 13 *juin.* — *Arrêté* du 29 avril portant création d'une école de moniteurs indigènes.

Arrêté du 1er mai promulguant le décret du 9 novembre 1912, relatif à la constitution du bien de famille insaisissable en Nouvelle-Calédonie.

Arrêté du 20 mai portant promulgation du décret du 11 février 1913, relatif à l'exercice de la pharmacie en Nouvelle-Calédonie.

Etablissements français de l'Océanie. — NAVIGATION. — **Le port de Papeete.** — Le nouveau gouverneur des établissements français de l'Océanie, M. William Fawtier, qui a pris possession de son poste le 4 août dernier, a réuni récemment le conseil d'administration pour examiner avec lui la question de l'aménagement du port de Papeete.

A l'issue des séances qui ont été tenues, le conseil a voté, à l'unanimité, la motion suivante :

Le conseil d'administration,

Considérant que la création d'un port d'escale et de charbonnage nécessaire au développement de l'influence française dans le Pacifique, présente cependant pour la colonie, un intérêt certain ;

Qu'il est par suite équitable qu'elle contribue dans la mesure de ses facultés à la réalisation de cette œuvre ;

Considérant d'autre part que, aux termes de la dépêche ministérielle du 4 juillet 1913, la colonie serait appelée, le cas échéant, au partage des bénéfices de l'entreprise du port ;

Donne un avis favorable :

1° Au prélèvement sur la caisse de réserve d'une somme de 700.000 francs à titre de participation à la construction des phares ;

2° Au prélèvement sur la caisse de réserve d'une somme de 200.000 francs pour l'installation d'un poste de télégraphie sans fil de portée moyenne ;

3° A la suppression, au budget de la colonie, des recettes actuelles du port, ces recettes devant être désormais comprises dans le budget spécial du port ;

4° A l'inscription au budget des dépenses d'un crédit n'excé-

dant pas 500.000 francs pour contribution aux charges éventuelles de l'exploitation.

Cette motion, qui entre d'ailleurs tout à fait dans les vues du département, a été aussitôt transmise au ministre des Colonies.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

CL. ANART. — *Histoire des Arabes.* Tome II accompagné d'une carte. — In-8° de 510 pages. Librairie Paul Geuthner, 13, rue Jacob. Paris 1913.

LIEUTENANT ANTIM. — *La question sociale en Roumanie.* Extrait de la *Revue internationale de Sociologie.* — In-8° de 14 pages. Prix : 1 franc. M. Giard et E. Brière, éditeurs, 16, rue Soufflot, Paris, 1912.

G. BAUDELON. — *Les traversées d'Europe à New-York*, région de la catastrophe du 14 avril 1912. Ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, ce qui devrait se faire (expérience vécue). — In-8° de 22 pages. Lahure, imprimeur, 9, rue de Fleurus, Paris, 1912.

JACQUES ALAUDE. — *La question indigène dans l'Afrique du Nord.* Son équivoque. Une maladie de la pensée politique française, 1863-1912. — In-8° de 61 pages. Extrait de la *Grande Revue*, 10 février et 10 mars 1913, 37, rue de Constantinople, Paris.

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES FUSIONNÉE AVEC L'ASSOCIATION SCIENTIFIQUE DE FRANCE. — *Compte rendu de la 42e session. Tunis* 1913. Séance d'ouverture. Conférence faite au Congrès. Résumé des travaux. Conférences faites à Paris. — In-8° de 240 pages, chez Masson et Cie, éditeurs, 120, boulevard Saint-Germain. Paris 1912.

JULES-LOUIS CHARDON. — *La réforme électorale en France.* — In-8° de 329 pages. Arthur Rousseau, éditeur, 13, rue Soufflot, Paris 1910.

ANDRÉ COLLIEZ. — *La situation au Maroc.* — In-8° de 12 pages. En vente aux bureaux de la Revue politique et parlementaire, 36, rue Vaneau, Paris, 1913. Prix : 1 franc.

GÉNÉRAL HERMENT. — *L'état des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord.* — In-8° de 130 pages. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton. Paris 1913. Prix : 3 francs.

Depuis quelque temps, il se manifeste un courant d'opinion en faveur du démantèlement d'un certain nombre de places fortes. Ce revirement était à prévoir : après avoir voulu mettre des forteresses partout, on n'en veut plus nulle part. Après avoir concédé aux places toutes les vertus, on ne leur trouve plus que des inconvénients.

Il convient de se mettre en garde contre de pareils engouements, dans un sens ou dans l'autre. Les questions militaires, surtout celles de cette importance ne se traitent pas avec du sentiment.

Telle est bien l'opinion du général Herment qui, dans une étude très documentée, intitulée : *L'état des forteresses belges et sa répercussion sur la défense de notre frontière du Nord*, examine la situation de l'armée et des fortifications belges en présence d'une attaque allemande, notamment d'une attaque brusquée, plus particulièrement à redouter. Il conclut que, dans son état actuel, le système militaire belge n'est pas en état de résister à l'invasion allemande. Or, celle-ci a tout intérêt à se produire par la Belgique pour arriver plus facilement en France. Par conséquent, nous devons bien nous garder de dégarnir notre frontière du Nord. La neutralité belge ne nous couvre nullement.

TH. HOUTSMA, R. BASSET, T. W. ARNOLD et R. HARTMANN. — *Encyclopédie de l'Islam.* Dictionnaire géographique, ethnographique et biographique des peuples musulmans. — 17e livraison. Alphonse Picard et fils, éditeurs, 82, rue Bonaparte. Paris 1913.

JEHAN D'YVRAY. — *Au cœur du harem.* — In-12 de 291 pages. Prix : 3 fr. 50. Félix Juven, éditeur, 13, rue de l'Odéon, Paris, 1913.

C'est une promenade agréable, charmante et instructive, que tous voudront faire avec l'auteur si estimé du « Prince Mourad », de « Juana Cœli », des « Porteurs de torches », etc.

Dr E. JEANSELME. — *Sur quelques procédés anthropométriques en de temps immémorial parmi les indigènes de la presqu'île indochinoise.* — In-8° de 7 pages. Honoré Champion, éditeur, 5, quai Malaquais, Paris, 1913.

GUSTAVE JÉQUIER. — *Histoire de la Civilisation égyptienne.* — In-18 de 330 pages. Payot et Cie éditeurs, 46, rue Saint-André-des-Arts, Paris 1913. Prix : 3 fr. 50.

Une Egypte immuable, figée dans sa civilisation hiératique depuis l'aube la plus lointaine de l'histoire jusqu'au moment où elle tombe entre les mains des Grecs; une Égypte entièrement séparée du reste de l'humanité et n'ayant exercé aucune influence sur le développement du monde ancien, telle est la double légende qui, dans le public lettré d'aujourd'hui, est encore considérée presque comme un axiome.

Le but du présent ouvrage est de réagir contre cette idée erronée, d'étudier successivement toutes les grandes étapes de la civilisation égyptienne, de montrer les progrès réalisés peu à peu malgré les secousses et les changements de régime, en groupant les résultats acquis autour d'un rapide aperçu de l'histoire elle-même, comme aussi d'indiquer la naissance des arts, des industries, des différentes branches de la civilisation égyptienne, leur expansion progressive dans les pays limitrophes, et la part qui leur revient, dans le développement de la culture générale.

Ce petit ouvrage, malgré son prix modique, admirablement illustré, est une véritable encyclopédie unique en son genre qu'apprécieront les touristes et les lettrés, tous ceux qui s'intéressent à l'Égypte.

Le Portfolio du Tour du monde. — Préface de Brieux, de l'Académie française. — En vente à la maison du « Livre moderne », 28, rue Monsieur-le-Prince, Paris. Prix : 0 fr. 60 le numéro.

N° 18. — *Paris*, la place Vendôme. — *Venise*, le palais Foscari. — *Hoorn*, pont et porte de l'Est. — *Séville*, l'Hôtel-de-Ville. — *Chartres*, le Pont-Neuf. — Les ruines du temple d'Edfon (Egypte). — *Kandy*, la porte du jardin sacré. — *Fribourg en Brisgau*, vue du Lorettoberg. — Le Kaufhaus. — *Londres*, le pont mobile. — *Alger*, l'amirauté. — Campement de Lapons nomades en Laponie suédoise. — *Tunis*, le Souk-el-Attarine. — *Malleval* (*Loire*), ruines et ravins. — Vues sur *Lausanne*, le lac, la cathédrale et le château. — *Constantinople*, le palais de Dolma-Bagtché à Galata-Pera.

N° 19. — *Paris*, église, campanile et mairie de Saint-Germain-l'Auxerrois. — *Détroit des Dardanelles*, Boghar-Hissar, la forteresse. — *Genève*, le pont du Mont-Blanc et le jardin anglais. — La forêt vierge, sur un affluent de la Mania (Madagascar). — *Cresseils*, près de Millau. — *Naples*, l'église et place Saint-François de Paule. — *Damas*, la mosquée des Omniades. — *Hanovre*, le Flusswasserkunst. — *Hammam-Meskoutine* (Algérie), la cascade. — *La Haye*, le Binnenhof. — *L'Akko-Corinthe* (Grèce). — La vallée de Klausen (Tyrol). — *Nuremberg*, le Henkersteg sur la Pregnitz. — *Madura*, vue générale de la ville et des temples impériaux. — *Alicante*, vue panoramique. — *Anthéon* (France), la côte de porphyre.

JULES PREVET. — *Concours des représentants officiels du gouvernement à l'Etranger.* — Rapport au Congrès national pour la défense et le développement du commerce extérieur, tenu à Paris en juin 1912. — In-4° de 6 pages.

CAPITAINE H. ROZET. — *La bataille d'Isly* (14 août 1844). — In-8° de 184 pages, avec 24 gravures. Henri Charles-Lavauzelle, éditeur, 10, rue Danton. Paris 1913. Prix : 3 fr. 50.

La moindre action de guerre vécue est une mine inépuisable d'enseignements de toute nature. L'intérêt de son étude se double si les événements se sont déroulés sur un terrain en quelque sorte brûlant. Tel est le cas pour la bataille d'Isly. Certes, elle date déjà de 1844 ; certes aussi, nous sommes d'ores et déjà installés à Oudjda. Mais les Marocains que nous combattons ont conservé la mentalité de leurs pères. Mais aussi le terrain n'a pas changé, le climat non plus.

Les campagnes d'Afrique ont eu de tout temps comme résultat de donner aux officiers qui y prennent part l'occasion d'exercer leur commandement dans des circonstances variables et souvent difficiles qui les obligent à réfléchir et à agir, en engageant leur responsabilité.

C'est beaucoup pour la formation professionnelle de l'officier. Ce n'est assurément pas tout : l'étude des guerres d'Afrique ne forme pas à elle seule à la guerre d'Europe. Mais elle est une excellente préparation qu'on ne saurait négliger sans inconvénient lorsqu'on traverse sur le continent une longue période de paix armée.

Tous les officiers liront donc avec intérêt l'étude historique, tactique et didactique que le capitaine breveté Rozet vient de faire paraître sous le titre : *La bataille d'Isly*.

PIERRE KROPOTKINE. — *La science moderne et l'anarchie.* — In-16 de 391 pages. Prix : 3 fr. 50. P.-V. Stock et Cie, éditeurs, 155, rue Saint-Honoré, Paris, 1913.

Dans son nouveau livre, *La Science moderne et l'anarchie*, Kropotkine analyse, d'abord, les origines et le développement de l'idée anarchiste issue du travail constructif des masses populaires, auquel nous devons toutes les institutions de droit commun, et qui trouva son expression dans les soulèvements populaires du XVIe siècle, et, plus tard, dans Godwin, Proudhon, et l'Internationale. Puis l'auteur traite de l'Etat, de son rôle dans l'histoire, et des caractères que lui imprimèrent le double courant des idées jacobines et du capitalisme. Les chapitres consacrés aux guerres modernes, dont l'auteur retrace l'origine financière et l'atrocité, seront lus avec un intérêt particulier.

PUBLICATIONS ÉDITÉES SOUS LE PATRONAGE DE L'UNION COLONIALE FRANÇAISE :

Compte rendu du Congrès colonial de Marseille (4 vol. gr. in-8°). — Tome Ier : Procès-verbaux du Congrès. Histoire. Colonisation. Législation. — Tome II : Régime économique des colonies. Travail. Justice. Questions indigènes. — Tome III : Travaux publics. Mines. Hygiène et police sanitaire. Tome IV : Cultures et productions des colonies. Elevage et forêts.

Compte rendu du Congrès de l'Afrique du Nord (2 vol. gr. in-8°). — Tome Ier : Questions économiques. Colonisation. Questions politiques et administratives. — Tome II : Questions indigènes (Enseignement ; justice ; institutions religieuses ; conditions de vie matérielle). Maroc (Questions politiques et économiques). — Prix : 20 francs.

Compte rendu du Congrès des Anciennes colonies (1 vol. gr. in-8°). — Organisation administrative. Régime douanier. Agriculture. Industrie. Commerce. Hygiène. Prophylaxie. Assainissement. — Prix : 20 francs.

Compte rendu du Congrès de l'Afrique orientale (Madagascar et dépendances, Côte française des Somalis). — Un volume gr. in-8° de 821 pages avec deux cartes hors texte : mines, voies de communication et forêts. Prix : 15 francs.

Première partie : *Politique indigène.* (Enseignement. Assistance médicale. Industries locales.)

Deuxième partie : *Questions économiques.* (Commerce, industrie et transports maritimes. Question monétaire, crédit et banque. Agriculture. Forêts. Industrie minière. Transports terrestres. Main-d'œuvre. Djibouti : sa situation présente, son avenir.)

Répertoire des Entreprises coloniales (2e édition) : Transports maritimes ; Etablissements de crédit ; Entreprises ayant leur siège en Europe ; Entreprises locales ; Négociants-commissionnaires ; Principaux fournisseurs des colonies. — Un vol. de 260 pages. Prix : 3 fr. 50 ; franco, 3 fr. 70.

On trouve les publications ci-dessus au siège de l'Union coloniale, 17, rue d'Anjou, Paris.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

VICE-AMIRAL BESSON. — La marine du Maroc. Le port de Mehedia. Kenitra. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, août-septembre 1913.)

D. CHATIR. — L'état actuel du chemin de fer de Bagdad. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1er septembre 1913.)

J. GOULVEN. — Les ports maritimes de l'Afrique occidentale française. (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*, août 1913.)

GUÉNOT. — L'expansion coloniale française. (*La France de demain*, 20 août 1913.)

EMILE HINZELIN. — Notre Afrique du Nord. (*La France de demain* 20 août 1913.)

PIERRE JUGE. — La solution de la question des ports au Maroc. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, août-septembre 1913.)

ADOLPHE LARA, ARMAND RAIMOND, RAPHAEL WACHTER. — Le port de la Pointe-à-Pitre (La Guadeloupe). (*Colonia*, août-septembre 1913.)

RENÉ MÉVEL. — Pour la Guadeloupe. (*Colonia*, août-septembre 1913.)

V. PEREZ. — La culture du bananier aux îles Canaries. (*Bulletin de la Société nationale d'Acclimation de France*, 1er août 1913.)

J. DE SAINT-SAUVEUR. — La Nouvelle-Guinée hollandaise. (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*, août 1913.)

LIEUTENANT G. SCHMITT. — Le dromadaire en Mauritanie. (*Bulletin de la Société nationale d'Acclimatation de France*, 1er août 1913.)

ZADOW. — Les relations douanières entre métropole et colonies. (*Bulletin de Colonisation comparée*, 20 août 1913.)

RÉPERTOIRE DES ENTREPRISES COLONIALES.

In-8° de 264 pages. Prix, 3 fr. 50 ; franco, 3 fr. 70.
Administration, 17, rue d'Anjou, Paris VIIIe.

Toutes les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles établies aux colonies y figurent. On trouve sur chacune d'elles les indications suivantes :

Raison sociale, siège, objet, produits exportés, produits importés, comptoirs, téléphone, adresse télégraphique et code et, en plus, pour les sociétés : *capital, nombre et valeur nominale des actions, dividendes, conseil d'administration.*

Le RÉPERTOIRE se divise en sept parties : 1° Transports maritimes ; 2° Etablissements de crédit ; 3° Entreprises ayant leur siège en Europe ; 4° Entreprises locales ; 5° Négociants-commissionnaires, importateurs-exportateurs ; 6° Renseignements divers (Chambres de commerce et d'agriculture des colonies, sociétés de propagande coloniale, journaux et périodiques coloniaux) ; 7° Fournisseurs des colonies.

Il paraît inutile d'insister sur le but et le mérite de ce précieux livre d'adresses. Il constitue un vade-mecum indispensable à

tous ceux qui, à un point de vue quelconque, ont des relations aux colonies ou désirent s'y en créer.

Diplomatic and consular reports.

Abyssinia, n° 5000. — Report for the year 1911 on the trade of Gambia.

Chile, n° 5007. — Report for the year 1910-1911 on the trade of the consular district of Valparaiso.

China, n° 5002. — Report for the year 1911 on the trade of Canton.

France, n° 5001. — Report on the economic development of France in 1910 and 1911.

Italy, n° 5003. — Report for the year 1911 on the trade, etc., of the consular district of Brindisi (comprising the provinces of Apulia).

Morocco, n° 5003. — Joint report for the years 1910-1911 on the trade of the consular district of Casablanca.

Morocco, n° 5006. — Report for the year 1911 on the trade of the consular district of Tangier.

Russia, n° 5004. — Report for the year 1911 on the trade of Russia and of the consular district of Moscow.

Turkey, n° 4999. — Report for the year 1911 on the trade of Baghdad.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Ce qu'on peut visiter en France en empruntant les lignes du réseau d'Orléans.

Le réseau d'Orléans, situé au cœur de la France, dessert la riante Touraine, si riche en monuments et en souvenirs historiques (Blois, Chambord, Amboise, Chenonceaux, Loches, etc.).

Par la belle région de la vallée de la Loire, il conduit à Angers, Nantes, et à la Côte Sud d'une Bretagne ancienne aux plages réputées (La Baule, le Pouliguen, Quiberon, Belle-Ile, Concarneau, Douarnenez).

Au centre de la France le réseau d'Orléans permet de visiter le Limousin, l'Auvergne avec ses fraîches vallées et ses stations thermales (La Bourboule, le Mont-Dore, Le Lioran, Vic-sur-Cère, etc...) ou encore les merveilles naturelles des Gorges du Tarn et du Quercy (Rocamadour, Gouffre de Padirac, Grottes de Lacave).

Au delà enfin, par les grandes lignes de Bordeaux, d'un côté, Toulouse, de l'autre, qui sont aussi les routes d'Espagne et du Portugal, il donne accès à la région des Pyrénées.

Les beaux paysages de montagnes ainsi que nombre de stations thermales (Luchon, Cauterets, Les Eaux-Bonnes, Bagnères-de-Bigorre, Lamalou, Amélie, Vernet-les-Bains, etc...) et les grandes stations thermales, balnéaires ou hivernales de Pau, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, etc..., ont consacré depuis longtemps la célébrité des Pyrénées.

Afin de faciliter le tourisme dans ces riches domaines, la Compagnie d'Orléans offre au public de nombreuses combinaisons à prix très réduits, billets d'aller et retour individuels et de famille, billets circulaires, cartes de libre circulation, etc...

Elle a, en outre, réalisé toutes les commodités de voyage afin de rendre les excursions aussi agréables et rapides que peu fatigantes.

Nota. — Pour plus amples détails, consulter le *Livret-Guide officiel* de la Compagnie d'Orléans, en vente au prix de 0 fr. 30 dans ses principales gares et stations ainsi que dans ses bureaux de ville, et adressé franco contre l'envoi de 0 fr. 50 à l'Administration Centrale, 1, place Valhubert, à Paris, Bureau du Trafic-Voyageurs (Publicité).

CHEMIN DE FER DU NORD.

Exposition internationale et universelle de Gand.

(Avril-novembre 1913.)

Services rapides entre le réseau du Nord français et Gand.

Toutes les gares et stations du Réseau délivrent à guichet ouvert les billets suivants :

1° Billets simples et billets d'aller et retour, valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Sur demande faite 5 jours à l'avance, des cartes d'abonnement belges, valables 5 et 15 jours sur tous les réseaux belges conjointement avec un billet d'aller et retour Nord ayant la même durée de validité.

Indépendemment de ces billets, il sera émis, à l'occasion de certaines fêtes, la date de délivrance étant annoncée par affiches : *a*) des billets d'aller et retour, valables 3 jours par trains spéciaux ; *b*) des billets d'un jour, valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement,

S'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

3-6-1913.)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Billets d'excursion en Touraine, aux Châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er itinéraire.

1re classe : 86 francs. — 2e classe : 63 francs. Durée : 30 jours avec faculté de prolongation. Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

2e itinéraire.

1re classe : 54 francs. — 2e classe : 41 francs. Durée : 15 jours sans faculté de prolongation. Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, via Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

Cartes d'excursions en Touraine.

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Gièvres, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

CHEMINS DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions à Fontainebleau et à Moret.

Pour faciliter les excursions à Fontainebleau et à Moret pendant l'été 1913, un train spécial à prix réduits. (2e et 3e classes seulement) sera mis en marche, tous les dimanches, du 1er juin au 21 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18. Arrivée à Fontainebleau à 8 h. 16, à Moret à 8 h. 29.

Retour : par tous les trains du même jour, dans les conditions prévues pour les voyageurs ordinaires. (3-6-13.)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions aux Gorges du Tarn.

Il est délivré pendant toute l'année des billets de voyage circulaire de 1re et 2e classes, permettant de visiter les Gorges du Tarn et comprenant divers itinéraires, dont ci-après un exemple :

Paris, Vierzon, Limoges, Brive, Figeac, Rodez (1) ; — ou Bourges, Montluçon, Neussargues (via Aurillac ou Riom-ès-Montagnes), Garabit Mende ou Banassac-La-Canourgue (interruption du voyage par fer) Aguessac ou Millau, Béziers, Carcassonne, Toulouse ; — ou Bédarieux, Lamalou-les-Bains, Castres (Tarn) Montauban, Cahors, Brive, Limoges, Vierzon, Paris.

1re classe : 136 francs ; 2e classe : 96 francs.

Validité des billets : 30 jours, non compris le jour de départ ; faculté de prolongation moyennant supplément.

Nota. — Les voyageurs peuvent commencer leur voyage à toutes les gares situées sur l'itinéraire du voyage circulaire, mais ils doivent suivre cet itinéraire dans l'ordre indiqué ci-dessus, l'excursion des Gorges du Tarn n'étant possible que dans le sens de la descente.

Les frais de l'excursion dans les Gorges du Tarn ne sont pas compris dans les prix des billets de voyages circulaires.

(1) En vue d'une excursion au Viaduc du Viaur, les voyageurs peuvent effectuer le parcours de Rodez à Albi-Orléans et retour, avec faculté d'arrêt à la halte de Viaur, tant à l'aller qu'au retour, moyennant la perception d'un supplément de 7 fr. 50 en 1re classe et de 5 francs en 2e classe.

Les billets de ce parcours additionnel peuvent être demandés, soit au commencement du voyage, en même temps que le billet circulaire, soit à Rodez, au moment du passage dans cette gare. Ces billets additionnels n'augmentent pas la durée de validité du billet circulaire auquel ils viennent se souder.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVE, rue Cassette, 17.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Maintien pendant toute l'année du service bi-hebdomadaire Paris-Quai d'Orsay-Madrid-Algésiras-Tanger.

En raison du développement sans cesse grandissant des voyages au Maroc, le service rapide entre Paris-Quai d'Orsay, Madrid, Algésiras et Tanger est maintenu bi-hebdomadaire toute l'année entre Madrid et Algésiras.

Rappelons que ce service est constitué entre Paris-Quai d'Orsay et Madrid par le train de luxe journalier Sud Express; entre Madrid et Algésiras par un service de wagons-lits direct. Les horaires sont les suivants :

A l'aller : Départ de Paris-Quai d'Orsay tous les jours à 12 h. 16, arrivée à Madrid-Nord à 14 h. 12; depart de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 20 h. 20, arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 14 heures.

Au retour : Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 15 h. 5, arrivée à Madrid-Atocha les vendredi et mardi à 9 heures; départ de Madrid-Nord, tous les jours à 20 heures, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 54 le jour suivant.

Entre Algésiras et Tanger, traversée en 2 h. 1/2 environ; bateaux en correspondance immédiate à l'aller et au retour avec les trains précités.

(21-8-13)

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.
Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).
Départs de Paris-Saint-Lazare :
A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours, — 1re cl., 48 fr. 25; 2e cl., 35 fr.; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois: 1re cl., 82 fr. 75; 2e cl., 58 fr. 75; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton,

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

58. Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

Indépendamment de ces billets, il sera émis à l'occasion de certaines fêtes (les dates de délivrance étant annoncées par affiches) :

a) Des billets d'aller et retour, valables 3 jours, par trains spéciaux;

b) Des billets d'un jour valables par trains de plaisir.

A titre de renseignement, s'assurer des conditions dans les gares et bureaux de ville de la Compagnie.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Avis aux chasseurs.

A. — *Ligne de Paris-Orléans-Vierzon.*

1° Les samedis et veilles de fêtes, pendant toute la durée de la chasse dans le Loiret et le Loir-et-Cher, *un nouveau train extra rapide* 1re *classe*, partant de Paris-Quai-d'Orsay à 17 h. 13 (Austerlitz 17 h. 23) et arrivant à Vierzon à 20 h. 06, desservira les gares de la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron, Nouan-le-Fuselier, Salbris et Theillay; il correspondra à Salbris avec les trains partant à 19 h. 45 sur Argent et à 20 h. 07 sur Romorantin.

2°. Un train express partant chaque jour de Paris-Quai-d'Orsay (jusqu'au 9 octobre à 19 h. 10 et après le 9 octobre à 19 heures, sauf le samedi où le départ sera maintenu à 19 h. 10 jusqu'à la fermeture de la chasse) et arrivant à Vierzon à 22 h. 24, desservira la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron, Nouan-le-Fuzelier, Salbris et Theillay; le samedi à partir de la veille de l'ouverture de la chasse, ce train s'arrêtera également à Saint-Cyr-en-Val et Vouzon et comportera un wagon-restaurant.

3° A partir du 10 octobre, et jusqu'à la fermeture de la chasse le train rapide 1re classe partant de Paris-Quai-d'Orsay à 8 h. 20 sera prolongé les dimanches et jours de fêtes entre les Aubrais (départ d'Orléans à 9 h. 49, des Aubrais à 10 h. 08) et Vierzon, par un train express comprenant toutes classes qui desservira la Ferté-Saint-Aubin, Lamotte-Beuvron et Salbris.

Au retour, le train express partant de Vierzon à 9 h. 12 et arrivant à Paris-Quai-d'Orsay à 12 h. 05 s'arrêtera pendant la durée de la chasse les lundis et lendemain de fête à Salbris et à Lamotte-Beuvron où il prendra les voyageurs de 1re et de 2e classes à destination de Paris.

B. — *Ligne de Paris-Etampes-Beaune-la-Rolande et Bourges.*

1° Le train 27 partant de Paris-Quai-d'Orsay à 8 h. 36, s'arrêtera tous les jours pendant la durée de la chasse à Chevilly.

2° Le train 43-439 partant de Paris-Quai-d'Orsay à 18 h. 26 s'arrêtera à la station de Villemurlin les samedis et veilles de fêtes.

Au retour un train express, comportant toutes classes, partira comme l'an dernier d'Argent à 16 h. 15, desservira les principaux points de la ligne d'Argent à Pithiviers et arrivera à Paris-Quai-d'Orsay à 19 h. 52; ce train ne prendra toutefois en 3e classe que les voyageurs effectuant un parcours simple de 50 kilomètres ou payant pour cette distance.

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crêmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boîtes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

Billets d'aller et retour de séjour de Paris à Evian-les-Bains, Genève-Cornavin et Thonon-les-Bains (sans réciprocité).

Valables 60 jours, délivrés du 1er avril au 15 octobre.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur le parcours.

De Paris à Evian-les-Bains par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 120 fr., 2e cl. 92 fr., 3e cl. 60 francs.

De Paris à Genève-Cornavin, par Dijon, Mâcon, Culoz. Prix aller et retour : 1re cl. 112 fr., 2e cl. 85 fr., 3e cl. 56 francs.

De Paris à Thonon-les Bains, par Dijon, Mâcon, Culoz, Annemasse. Prix aller et retour : 1re cl. 119 fr., 2e cl. 90 fr., 3e cl. 59 francs.

(17-4-13)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { **Paris,** **Port-Saint-Louis-du-Rhône,** **Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

ALLEZ A LUNA PARK

Allez à Luna Park : Vous y respirerez l'air du Bois de Boulogne, confortablement assis sous les ombrages qui entourent les Witching Waves.

Allez à Luna Park : Vous y verrez l'extraordinaire Scenic-Railway dont les pentes vertigineuses, le parcours angoissant, vous procurent une sensation jamais éprouvée.

Allez à Luna Park : L'entrée y est toujours de 1 franc, même le Vendredi. Vous serez émerveillés par l'assistance select que tous les jours on y rencontre, par les nouveautés que crée l'imagination de l'habile directeur M. Gaston Akoun, qui constamment embellit son parc en vue de satisfaire tous ses visiteurs.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à **midi; arrivée à** *Port-Vendres, le mardi à* 6 h. **soir.**

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc.

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française.

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.

VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties ; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

NOUVEAU CIRQUE

251, *rue Saint-Honoré*, 251.

RÉOUVERTURE

Le *Nouveau Cirque* a fait sa réouverture devant une assistance extrêmement nombreuse. Le programme a été accueilli avec enthousiasme.

On a revu avec plaisir les célèbres clowns « les Albano », les rois des clowns !

Et que dire du fantastique numéro des Lions ! C'est M. Steil, qui apparaît au milieu d'une multitude de Lions dans la piste du cirque entourée d'une immense grille dorée, et le travail exécuté par M. Steil est particulièrement dangereux et hasardeux !

Rien de plus amusant que les coqs acrobates présentés par M. Miniggio.

Antadze le Caucasien fameux eut les honneurs du triomphe ; jamais nous n'avions vu en France un cavalier aussi fantastique.

A tout cela il faut joindre quantité de numéros dignes de la première place sur l'affiche. Jamais spectacle d'ouverture ne fut aussi sensationnel.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les **POMPES** de tous systèmes, **TREUILS. BOURRIQUETS**
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

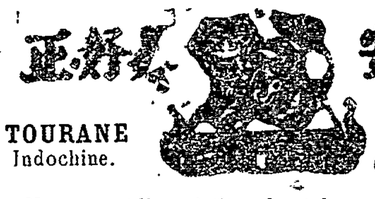
REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois ;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa ; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 10 4 fr. 25 ; 3e classe, 57 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).

(10-12)

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à 12 Millions, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MEDITERRANÉE

L'Orient et l'Egypte, via Marseille.

Billets simples, valables 45 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M., et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes, Fraissinet et Paquet pour l'un quelconque des ports ci-après : Alexandrie, Beyrouth, Constantinople, Le Pirée, Smyrne, Jaffa, Port-Saïd, Batoum, Salonique, Odessa, Samsoun, etc...

Billets d'aller et retour, valables 120 jours, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-P.-L.-M. et dans les agences des Compagnies des Messageries maritimes et Paquet pour certains des ports indiqués ci-dessus.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Le trajet de Paris à Marseille peut être effectué par la Bourgogne ou le Bourbonnais.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). Consulter le livret-guide-horaire P.-L.-M. en vente dans les gares : 0 fr. 60. (10-12)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Service bi-hebdomadaire :
Paris-Madrid-Algésiras-Tanger.

Trajet en 53 heures.

Le service rapide entre Paris, Madrid, Algésiras et Tanger qui fonctionnait une fois par semaine et dont l'importance s'accroît avec le développement des affaires au Maroc, est devenu bi-hebdomadaire depuis le 6 janvier dernier au départ de Madrid.

Ce service était constitué, on le sait, entre Paris et Madrid par le train de luxe Sud-Express, entre Madrid et Algésiras, par un wagon-lits direct. Les horaires sont les suivants depuis la date ci-dessus :

A l'aller :

Départ de Paris-Quai-d'Orsay, les lundi et vendredi, à midi 16; arrivée à Madrid-Nord, les mardi et samedi à 2 h. 12 s.; départ de Madrid-Atocha les mardi et samedi à 8 h. 20 s.; arrivée à Algésiras les mercredi et dimanche à 2 h. soir.

Au retour :

Départ d'Algésiras les jeudi et lundi à 3 h. 5 s., arrivée à Madrid-Atocha, les vendredi et mardi à 9 h. 5 m.; départ de Madrid-Nord les vendredi et mardi à 8 h. s.; arrivée à Paris-Quai-d'Orsay les samedi et mercredi à 9 h. 33 soir.

Entre Algésiras et Tanger : traversée en 2 h. 1/2 environ.

(10-1)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris (quai d'Orsay) et Barcelone.

Billets directs simples et d'aller et retour 1re, 2e et 3e classes.
Divers itinéraires.
Enregistrement direct des bagages.
Voitures directes. — Wagons-lits. — Wagons-restaurants.
Service journalier depuis le 15 octobre 1912.

1er itinéraire : par Limoges-Toulouse.

Aller :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 19 h., arrivée à Barcelone à 15 h. 40.

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 20, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Express, départ de Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 30, arrivée à Barcelone à 19 h. 32.

Retour :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Barcelone à 14 h. 16, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 10 h. 41.

Express, départ de Barcelone à 10 h., arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 56.

2e itinéraire : par Bordeaux.

Aller :

Sud-Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 9 h. 46, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Retour :

Express, départ de Barcelone à 18 h. 51, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 17 h. 25.

(9-11-13)

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoï en transbordement.)

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Pelyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	26 sept. 10-24 oct. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	19 sept. 3-17 oct. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	18 sept. 2-16 oct. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	27 sept. 11 oct. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	20 sept. 4 oct. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	17 septembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	21 sept. 5-13 oct. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.	18 sept. 16 oct. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	2-30 octobre. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saïgon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saïgon et alternativement Djibouti ou Aden	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

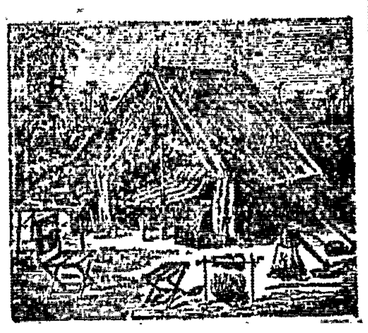
Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

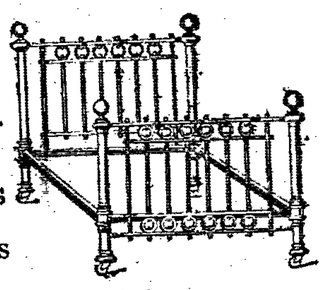
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE
DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

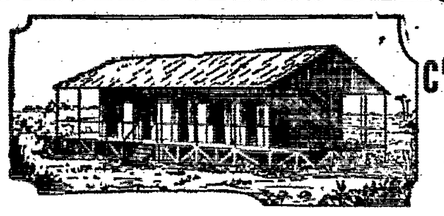
Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A. REGISTERED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: **463** **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, **GRAND PRIX**

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 OCTOBRE 1913. — N° 19.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. *français* et *Code interprète Veslot.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. L'ALCOOLISME DANS LES COLONIES FRANÇAISES..... 661

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :

Réglementation des habous marocains..... 662
La question du Sersou..... 663
Les incendies de forêts en Algérie..... 664
Création d'une station zoologique en Tunisie..... 664
Les cultures au Dahomey..... 665
L'intérim du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française..... 665
Le ravitaillement du territoire du Tchad..... 666
Le cinquantenaire du protectorat français au Cambodge. 666
Choses de Chine..... 666

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 667
Possessions britanniques..... 669

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Les Nomades du Tell tunisien. — J. ANCEL..... 671

V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 674

VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 678

L'alcoolisme dans les Colonies françaises

L'alcoolisme est un mal qui ne sévit pas seulement en Europe. Il se développe malheureusement très largement dans les pays neufs et il semble que ce soit là l'un des revers de la médaille de l'intervention européenne qui, par tant d'autres côtés, est bienfaisante pour les indigènes.

Les peuples colonisateurs n'ont pas fermé les yeux devant ce mal et l'initiative privée comme l'initiative des pouvoirs publics s'appliquent à en enrayer le développement. Il existe une fédération intercoloniale pour la protection des races indigènes contre l'alcoolisme et nombre de congrès se sont occupés de la question. Un des hommes qui se sont attachés avec un grand zèle à obtenir des résultats en ce domaine est le baron Joseph du Teil. Nous avons sous les yeux le rapport qu'il a présenté, il y a quelques jours, au Congrès international contre l'alcoolisme tenu à Milan. Ce rapport est une œuvre dont on doit se féliciter au double point de vue civilisateur et national.

Nous disons au point de vue national, parce que le baron du Teil réduit à néant certains reproches qu'au dehors on a faits à la France. Notre pays a été accusé d'avoir, par son attitude, empêché l'élaboration et surtout la mise en pratique de mesures propres à arrêter le développement de l'alcoolisme.

A la suite de la suspension des travaux de la Conférence de Bruxelles, il a été dit que l'échec des pourparlers était dû à l'intransigeance de la France à l'encontre de la création d'une zone dans laquelle aucun alcool ne pourrait être importé. Or, le gouvernement français s'est simplement opposé à l'organisation en son territoire d'une zone continue de prohibition, en vue d'un groupement ininterrompu de ces zones à déterminer par la voie internationale. Il entendait par là préserver simplement le libre exercice de ses droits de souveraineté et éviter de grever ses possessions de nouvelles servitudes internationales, surtout dans le bassin conventionnel du Congo. « Ce qui prouve d'une manière indiscutable, écrit M. du Teil, que tel était bien le motif de cette fin de non-recevoir, c'est toute la suite de mesures prises depuis le mois de février 1912 pour combattre l'alcoolisme dans les colonies françaises, mesures encouragées, provoquées même par l'administration centrale, et dont une des plus importantes vise précisément l'établissement d'une zone

de prohibition fort étendue dans une de nos possessions les plus importantes (1).

***

Les mesures recommandées à l'attention des puissances coloniales pour combattre l'alcoolisme sont :

1° L'extension progressive des zones de prohibition ;

2° L'élévation graduelle des droits d'entrée et d'accise ;

3° L'établissement d'un contrôle sévère sur la qualité des alcools et l'interdiction des distilleries domestiques ;

4° La limitation du degré alcoolique des spiritueux introduits ou mis en circulation ;

5° La prohibition de l'absinthe.

M. du Teil a examiné dans son rapport dans quelle mesure chacun de ces points avait été appliqué dans nos colonies. Le rapport est très probant à cet égard. Il montre que, en ce qui concerne chacun de ces points, notre administration coloniale n'a pas été inactive.

***

En Afrique équatoriale, un arrêté, en date du 28 septembre 1909 autorise le gouverneur général, après avoir pris l'avis du Conseil du gouvernement et sur la proposition des lieutenants-gouverneurs, à interdire, pour un an, mais avec faculté de renouvellement, la vente des boissons de traite dans les circonscriptions où cette mesure serait jugée nécessaire ; cette faculté a été utilisée, le 14 février 1910, dans la circonscription des Yanghouïs. En Tunisie, un décret beylical a prohibé dans l'annexe du contrôle de Tozeur l'importation, la fabrication, la vente et la cession même à titre gratuit des spiritueux et produits alcooliques de toute nature. Par un arrêté en date du 6 mai 1913, le lieutenant-gouverneur du Dahomey a spécifié que les tarifs de transport des spiritueux seraient plus élevés que ceux des autres marchandises sur le Tramway-nord de Porto-Novo. De même, M. Angoulvant, à la Côte d'Ivoire, a quadruplé les tarifs à l'importation des spiritueux du wharf de Grand Bassam.

Nous avons nous-mêmes indiqué ici, au moment où elles ont été prises, certaines des mesures propres à enrayer l'alcoolisme. Nous avons commenté les mesures très intéressantes dues à M. Angoulvant, notamment l'interdiction de la vente de l'absinthe aux indigènes, les conférences rédigées par deux médecins-majors du service de santé de la Côte d'Ivoire pour montrer les dangers de l'alcool, l'augmentation des crimes, etc.

***

M. du Teil conclut que le temps qui s'est écoulé depuis la suspension des travaux de la Conférence de Bruxelles a été utilisé de la manière la plus avantageuse par le gouvernement français et que, dans plusieurs de ses colonies et non des moindres, il a été pris des mesures dont l'éventualité n'avait même pas été envisagée soit dans l'avant-projet, soit dans le contre-projet soumis à la Conférence de Bruxelles.

Il y a beaucoup à faire en ce domaine, mais il est agréable de constater qu'un homme qui dans les œuvres privées s'occupe de la question et est naturellement incliné à être exigeant et pressé, est satisfait et des efforts accomplis et de la voie dans laquelle l'affaire est engagée.

(1) M. Gervais, dans son rapport sur le budget des colonies au Sénat, a publié une lettre de M. Morel, ministre des Colonies, au gouverneur général de l'Afrique équatoriale, lettre qui montre que la question est étudiée de très près avec le souci d'arriver à des résultats.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Réglementation des habous marocains. — L'organisation du Maroc se poursuit rapidement. Un nouveau service, fort important, vient d'être réglementé de son côté, c'est celui des habous. On appelle habous, dans l'Afrique du Nord, les biens qui sont donnés à des institutions pieuses ou charitables. Tantôt la cession est complète et comporte le revenu aussi bien que la nue-propriété ; dans ce cas le habous est dit public, et c'est une direction générale dont les pouvoirs s'étendent à tout l'empire qui en a la gestion. Tantôt le donateur ne donne aux institutions pieuses ou charitables que la nue-propriété, réservant à ses descendants, tant qu'il en existera, le revenu. Dans ce dernier cas, le habous est dit privé. Cette forme du habous privé a été très souvent employée par les particuliers pour mettre leurs biens à l'abri des confiscations du pouvoir. Un bien habousé étant par là rendu en quelque sorte sacré, le pouvoir n'osait plus y toucher. C'était un grand avantage, mais payé par de bien grands inconvénients ; les héritiers n'étant plus propriétaires ne peuvent pas se partager la propriété qui reste à l'état collectif. Trop souvent, ils se détachent de la terre qui ne leur appartient plus, en confient la gestion à un intendant qu'on appelle nadir au Maroc. Ces intendants sont, à la fois, infidèles et négligents, de sorte que beaucoup de habous retournent à l'état de friche.

En Tunisie, l'étendue des habous, tant publics que privés, a été évaluée entre un cinquième et un tiers de la totalité du territoire. A notre connaissance, aucune enquête n'en a encore déterminé l'importance au Maroc. Ce qu'on sait, c'est que cette importance est grande ; et que, faute d'une législation précise et d'une organisation permettant une surveillance sévère, pendant les dernières années de l'indépendance du Maroc où l'anarchie était si grande, les biens habous avaient été littéralement mis au pillage. Tantôt, c'étaient les hauts fonctionnaires chérifiens qui se les appropriaient, tantôt c'étaient les nadirs eux-mêmes qui les vendaient.

Le dernier numéro du *Bulletin officiel* du Maroc publie deux décrets qui mettront fin à ces désordres. La direction des habous aura désormais des droits et des devoirs fixés avec précision. Les nadirs, qui gèrent les habous publics, et les mourakibs, qui les surveillent, seront désormais nommés et révoqués par le sultan, et sont placés sous la surveillance immédiate de la direction. Cette direction sera assistée par un conseil auquel le secrétaire général français du gouvernement chérifien, ou son délégué, assisteront de droit, ce qui leur permettra de s'assurer que les choses se passent correctement. Elle devra tenir à jour un registre où seront inscrites toutes les propriétés habous du Maroc, par localité. Elle devra s'astreindre à tenir une comptabilité en règle, et elle devra dresser, chaque année, un budget régulier en recettes et en dépenses pour fixer la situation exacte des habous.

La question des habous comporte deux aspects. En premier lieu, il s'agit, par une gestion probe et intelligente, de faire produire aux immeubles un revenu aussi élevé que possible ; mais,

en second lieu, il s'agit de ne pas les laisser à l'état de biens inaliénables, c'est-à-dire sujets à l'inculture, qui est une conséquence inévitable de la mainmorte. En Tunisie, les jurisconsultes musulmans ont tourné la difficulté par l'invention de l'enzel. L'enzel est une rente perpétuelle mise sur un habous. Moyennant le paiement de cette rente, le locataire acquiert tous les droits d'un propriétaire, c'est-à-dire que, s'il fait des constructions ou des aménagements, il peut vendre son bail en se faisant payer la plus-value qui en résulte. Par cette disposition ingénieuse, les biens habous peuvent être mis en circulation.

L'enzel paraît ignoré au Maroc. Du moins, les deux décrets que vient de publier le *Bulletin officiel*, n'y font aucune allusion. Le second décret prévoit seulement des locations à longs termes, qui pourront se prolonger pendant trente ans. Ces locations se feront par périodes de dix ans renouvelables. « Toutefois, dit le second décret, le preneur aura droit, au cours de la neuvième année de son bail, s'il faisait constater par l'administration cempétente qu'il a engagé sur l'immeuble une dépense en bâtiments, installations ou plantations d'une valeur égale au loyer de cinq années, d'obtenir la prorogation du bail pour une nouvelle période de dix années, à courir de l'expiration du premier bail, moyennant une majoration de un cinquième sur le loyer primitif. La même faculté lui sera réservée au cours de la dix-neuvième année de son bail, pour une nouvelle période de dix ans, en majorant de un cinquième le loyer de la seconde période. A l'expiration de la troisième période, l'immeuble fera retour aux habous. »

Les décrets stipulent que tout le monde, les Européens aussi bien que les musulmans, peuvent prendre part aux adjudications de habous. Il arrivera donc certainement que des colons deviendront locataires, mais à eux des baux de trente ans évidemment ne suffiront pas. Qui est-ce qui fera la dépense de défricher une terre, de l'aménager et d'y construire les bâtiments nécessaires à une exploitation européenne, si, au bout de trente ans, il devait être purement et simplement expulsé? Ces deux décrets sur les habous étaient nécessaires, ils réalisent un grand progrès, mais ils sont incomplets. Des baux temporaires, quelle qu'en soit la durée, sont insuffisants pour la colonisation. Il faudra trouver le moyen d'établir le bail perpétuel des habous comme en Tunisie, et c'est une question que, à notre avis, le Protectorat marocain devra mettre immédiatement à l'étude.

La question du Sersou. — Il vient d'y avoir pendant quelques jours, une question du Sersou dans les journaux algériens.

Le Sersou est une des régions les plus intéressantes de l'Algérie. Pendant longtemps elle a été délaissée par le gouvernement et la colonisation. On la considérait comme ne recevant pas assez d'eau pour permettre des cultures rémunératrices et on l'abandonnait aux indigènes comme n'étant propre qu'à l'élevage du mouton. Puis, il y a quelques années, des colons hardis s'y sont fixés; ils y ont introduit les procédés de Sidi-Bel-Abbès qui consistent à ne semer une terre qu'une année sur deux et à la labourer deux fois pendant l'année de jachère. C'était en somme le *dry farming* avant les Américains, un peu moins perfectionné il est vrai, mais déjà efficace. Les colons du Sersou firent quelques bonnes récoltes. Le bruit s'en répandit, le Sersou acquit, tout à coup, une réputation peut-être exagérée. On s'y rua. Et le gouvernement y créa plusieurs villages dont quelques-uns portent des noms retentissants, comme Victor-Hugo, Taine, Burdeau, Bourbaki.

Ces villages viennent de traverser une période de quatre années de sécheresse. Ils ont eu recours jusqu'ici, le plus qu'ils ont pu, au crédit pour se soutenir, mais ce crédit paraît près d'être épuisé. Et sous le titre « La ruine d'une région. Les colons évacuent le Sersou », l'*Echo d'Alger* a publié un article qui a causé une forte émotion dans la colonie. Cet article montrait la caisse locale de crédit mutuel ne faisant rien pour venir en aide aux colons, les banques enrôlant des armées de scribes pour rédiger 708 à 800 protêts d'effets qui leur étaient revenus impayés, les colons se disposant à partir qui pour la République Argentine, qui pour le Brésil, qui pour le Canada, et les villages étant menacés d'être réduits pour toute population, aux maîtres d'écoles, aux gardes-champêtres et aux facteurs. Ce sont les colons du Sersou eux-mêmes qui ont remis les choses au point. Ils se sont plaints que l'*Echo d'Alger* avait eu manifestement l'intention de les secourir en les signalant à la sollicitude des pouvoirs publics, la manière dont il s'y était pris leur était plus nuisible qu'utile. S'ils voulaient rester au Sersou, ils auraient encore besoin de crédit et n'en pourraient plus trouver après cette peinture désolante de leur pays, et, s'ils voulaient s'en aller, il leur serait impossible de trouver un bon prix de leurs terres. Ils ont donc tenu à rétablir la vérité. Et la vérité, c'est qu'un village nommé Hardy est réellement déserté par ses habitants, parce qu'il n'y pleut pas assez ; et que le centre de Victor-Hugo est également très éprouvé, mais sur une partie de son territoire seulement. Les autres villages tiennent bon et ne sont point découragés. Mais ces polémiques ont permis de faire des constatations qui sont à retenir :

1° Il semble bien que si les colons ont beaucoup souffert de la sécheresse, c'est évidemment d'abord parce qu'il y a eu sécheresse, mais c'est aussi parce qu'ils ne pratiquent pas suffisamment les procédés de culture qui permettent de la combattre. Dans les pays semi-arides, si l'on ne donne pas à la terre des soins appropriés à la faible chute des pluies, la ruine est certaine. Puisque le gouvernement installe des colons dans des régions de cette sorte — et nous pensons qu'il n'a pas tort — il devrait ne rien négliger pour porter ces procédés à la connaissance du public;

2° La pluviométrie de ces régions est encore fort mal connue. Au-dessous d'une certaine moyenne annuelle de chute de pluie, si les particuliers doivent rester libres de faire ce qu'ils veulent, le gouvernement, lui, du moins, ne devrait plus entreprendre de colonisation officielle. Quel est ce minimum de pluie nécessaire? Quels sont les territoires où la pluviométrie dépasse ce minimum? C'est ce qu'on ne sait pas à l'heure qu'il est et que le gouvernement devrait s'occuper au plus vite de savoir, en organisant les observations nécessaires;

3° Etant donné l'engouement qui a existé pour le Sersou pendant quelques années, l'usure et la rapine s'y sont exercées dans les plus grandes proportions. « Certains spéculateurs ont opéré ainsi, dit l'*Echo d'Alger*. Ils ont acheté le terrain dont les indigènes disposaient, mais qu'ils n'ont pas le droit strict de vendre (le domaine éminent appartenant à l'Etat). Ils ont conclu ce marché illicite aux conditions suivantes : 60 francs l'hectare payable 6 francs immédiatement et le reste seulement après l'issue du procès que l'Etat ne manquerait pas d'engager contre

les indigènes vendeurs. Ce délai ne saurait être moins de trois années. Ainsi pour 6 francs versés, ces accapareurs étaient certains de disposer au moins pour trois ans de ces terrains dont les colons avaient besoin. Alors il les louaient à ces derniers à raison de 30 francs l'hectare par an. On voit le joli bénéfice que la spéculation réalisait ainsi sur le travailleur et sur les indigènes.

Nous pensons comme l'*Echo d'Alger* que ces spéculations devraient être réprimées.

Les incendies de forêts en Algérie. — Les chaleurs exceptionnelles ont continué pendant le mois de septembre. Les incendies ont, naturellement, continué aussi. D'une carte publiée par l'*Echo d'Alger*, il résulte que 70.000 hectares avaient été ravagés par le feu. Les dégâts paraissent particulièrement considérables dans la chefferie forestière de Souk-Ahras, dans la province de Constantine, où plus de 8.000 hectares de chênes-liège et de chênes-zéens ont été brûlés.

D'un bout à l'autre de l'Algérie, chacun se demande à l'heure présente comment on pourrait éviter le retour de pareilles catastrophes. De tous les avis exprimés se dégage l'impression que le régime forestier actuel devrait être modifié. M. Morinaud, maire de Constantine et délégué financier, a publié sur la question une étude du plus haut intérêt. Il est allé chez les propriétaires de forêts dans la Petite-Kabylie leur demander comment, eux, se défendent contre les incendies et quel est leur sentiment sur les désastres qui ont marqué cet été. Les avis ont été unanimes. Et ils « ont été tellement nets, dit M. Morinaud, précis et semblables, qu'il est impossible qu'ils ne soient pas la vérité même ».

Ces propriétaires ont constaté que, contrairement à la théorie officielle, les moutons et les chèvres ne font pas de mal dans les hautes futaies. Ils permettent donc aux indigènes de pacager dans leurs forêts, non seulement en toute liberté, mais encore gratuitement. Il s'ensuit que les indigènes eux-mêmes ont le plus grand intérêt à les défendre. « En somme a dit l'administrateur d'El-Milia à M. Morinaud, dans notre région les incendies sont assez rares. Nous avons ici de grandes sociétés forestières; les propriétés Dollfus, Sallandrouze de la Mornaix, Muntada et Pons, Bizern, la grande société de la « Petite Kabylie » qui possèdent plus de 30.000 hectares. Nous avons également les vastes forêts de l'Etat. La plupart de ces forêts sont formées de chênes-lièges. Dans ma commune il se distribue 700.000 francs de salaires aux indigènes employés au démasclage et au débardage des lièges à dos de mulets. Les indigènes comprennent donc, aujourd'hui, le gros trésor que présente pour eux la forêt. Mais il faut reconnaître qu'ils sont bien plus les amis de la forêt chez les particuliers que dans la propriété de l'Etat. Dans la propriété privée, en effet, le pacage de toutes les bêtes indigènes sans distinction, y *compris les chèvres*, est autorisé depuis de longues années. Là, non seulement la forêt rapporte des salaires aux indigènes, mais elle procure à son bétail de grands pâturages. Si le feu se déclare, en masse, ils se portent sur les lieux de l'incendie. Ils sont alors les premiers à l'éteindre. »

L'administrateur d'El-Milia conclut donc que le libre pâturage, sans redevance aucune, devrait être établi dans les forêts de l'Etat comme il l'a été dans les forêts particulières « dont les propriétaires sont bénis pour cette mesure libérale et sans danger ». Mais, est-il vrai que la théorie officielle soit fausse et que le pacage libre des moutons et des chèvres soit sans danger? M. Morinaud fait, à ce propos, une réflexion à laquelle il nous semble qu'il n'y a rien à répondre. « Les propriétaires, dit-il, ont l'habitude de défendre avec ardeur leur intérêt. Croyez-vous que, s'ils avaient été lésés le moins du monde depuis vingt ans par l'autorisation du libre pacage dans leurs forêts, ils ne seraient pas revenus sur cette mesure? Or, tous, sans distinction aucune, se félicitent de l'avoir prise. »

A côté des vraies forêts il y a aussi, en Algérie, de grandes étendues de broussailles que l'on appelle également forêts, bien qu'elles n'y ressemblent guère. C'est au milieu de ces broussailles que le feu éclate le plus souvent. Et bien, en ce qui les concerne, une opinion prédomine également dans tout ce qui s'est dit et tout ce qui s'est imprimé, c'est que le régime forestier actuel est trop dur et que, si l'on se préoccupait davantage d'assurer des parcours aux habitudes pastorales des indigènes, les incendies seraient moins fréquents.

Quoi qu'il en puisse être, deux délégués financiers, MM. Barris et Morinaud, ont demandé au gouverneur général de nommer une commission de gens compétents qui examinerait toutes ces questions. Le gouverneur s'est empressé de déférer à leur désir. Et dans une lettre à M. Barris, il a annoncé que cette commission, pour qu'elle échappe à tout soupçon de partialité, serait composée non seulement d'Algériens, mais de représentants métropolitains du ministère de l'Agriculture.

Création d'une station zoologique en Tunisie. — En 1880, la Tunisie était encore indépendante. Un Français, M. de Sancy, obtint du bey la concession du domaine de Sidi-Tabet pour une durée de quatre-vingt-dix ans, à la condition d'y entretenir un haras où l'on s'occuperait de l'amélioration de la race chevaline en Tunisie. M. de Sancy a, depuis, rétrocédé ses droits à la Société franco-africaine. Mais à aucun moment les intentions du contrat n'ont été remplies. Les particuliers ne sont pas faits pour suivre des expériences désintéressées. Ils n'ont pas les connaissances scientifiques nécessaires; et ils sont forcément dominés par la préoccupation de réaliser un bénéfice. Sidi-Tabet est un des plus beaux domaines de la Tunisie ; il a 5.233 hectares, il est situé à 15 kilomètres de Tunis et dans un territoire très fertile. Le gouvernement tunisien n'avait donc pas la compensation de son sacrifice, et les deux parties se sont entendues pour rompre. Aux termes d'une convention que vient d'approuver un décret du 9 septembre dernier, l'Etat tunisien reprend possession de 3.931 hectares avec les bâtiments du haras et abandonne le reste en pleine propriété à la société. Le haras, replacé sous la direction immédiate du service de l'agriculture, va être transformé en une station zoologique où l'on étudiera scientifiquement l'amélioration des chevaux, des bœufs et des moutons du pays.

Nous saluons avec joie cette création, car la solution des questions qui seront étudiées à la station, importe au plus haut degré à la prospérité de la colonie. Comment améliorer les races animales locales?

Les uns pensent que le climat si spécial de l'Afrique du nord ne convient pas aux animaux des autres pays et que, par conséquent, il faut se borner à essayer de sélectionner les races locales. Il y a, du reste, certainement beaucoup à faire en ce sens, attendu que les races locales sont beaucoup plus variées qu'on ne le suppose généralement. D'un pays à l'autre, on en trouve qui ont des

qualités supérieures, et ce serait déjà un grand progrès que de les multiplier par toute l'Afrique du nord.

Les autres estiment qu'en cherchant à l'étranger, dans les régions dont le climat se rapproche du climat africain, de bonnes races, on obtiendrait des croisements satisfaisants avec les races locales. Mais, il faut bien dire que la possibilité de ces croisements est restée jusqu'ici très contestée. Un ingénieur agronome, M. Couston, expliquait récemment qu'aucun croisement du mouton algérien avec des moutons étrangers n'a réussi jusqu'à présent. On dit qu'il en est de même pour les bovins et les chevaux, bien que d'innombrables essais aient été faits. Si c'était vrai, cela serait assez concluant après une expérience de quatre-vingts ans. Mais est-ce vrai? On ne peut pas regarder cela comme réellement établi.

Il nous semble donc que la jeune station zoologique de Sidi-Tabet aurait immédiatement à entreprendre deux enquêtes bien utiles. La première ferait le relevé des différentes races locales qu'on trouve dans l'Afrique du nord, ce qui permettrait de sélectionner les meilleures. La seconde dresserait le bilan des croisements qui ont été essayés jusqu'ici dans l'Afrique du nord, tant pour les chevaux que pour les bœufs et les moutons. On serait ainsi enfin fixé sur les résultats qu'ils ont donnés.

Les cultures au Dahomey. — Le lieutenant-gouverneur du Dahomey, M. Noufflard, ne perd pas une occasion de se maintenir en contact avec les représentants du commerce de l'agriculture de sa colonie. Dernièrement, il inaugurait des travaux publics à Porto-Novo et à Cotonou, tout récemment il attirait par une lettre l'attention du président de la Chambre de commerce de Porto-Novo sur les cultures du cocotier et du cacaoyer dans les cercles du littoral.

Dans cette lettre, le gouverneur rappelle tout d'abord que les commerçants, par des initiatives intelligentes, ont su grandement favoriser la culture du coton et la récolte du karité dans le Moyen et dans le Haut-Dahomey. Qu'en est-il résulté? Les exportations de karité qui, en 1912, s'étaient élevées seulement à 2.394 kilogrammes pour le beurre et 25.241 kilogrammes pour les amandes atteignent déjà pour 1913, à fin juillet, 89,372 kilogrammes pour le beurre et 12.600 kilogrammes pour les amandes. De son côté, le coton est en progrès et, tout récemment encore, 200 sacs de graines ont été distribués aux habitants du cercle, pourtant peu peuplé, de Savé.

M. Noufflard estime qu'en ce qui concerne le cacaoyer et le cocotier, les cultures devraient être développées : l'aide qu'à ce propos, le commerce pourrait prêter à l'administration serait précieuse. Le chef du service de l'agriculture du Dahomey, en effet, qui vient d'effeetuer une tournée dans les cercles de Ouidah, de Grand-Popo et du Mono, mission dont l'objet était de visiter les cacaoyères et les cocoteraies entreprises par les indigènes dans ces régions et d'examiner leurs chances d'avenir, a constaté qu'il était possible de fonder sur ces cultures les plus belles espérances : les terrains sont favorables ; les indigènes, encouragés par les résultats qu'ils ont déjà obtenus, sont tout disposés à suivre l'impulsion que l'administration est prête à leur donner tant par ses conseils sur le choix des terrains et les procédés de culture, que par des distributions gratuites de semences et l'attribution de primes d'encouragement.

Mais le meilleur encouragement est évidemment celui qui résultera du profit réalisé par les indigènes qui se trouvent déjà en mesure d'offrir leurs produits au commerce. Aussi, sous ce rapport, l'influence du commerce sur le développement des cultures projetées est-elle prépondérante. C'est donc au commerce que M. le gouverneur Noufflard fait appel, persuadé que celui-ci portera toute son attention sur les intéressantes tentatives des cultivateurs du Bas-Dahomey et fera tout ce qui dépendra de lui pour favoriser ce mouvement, notamment en effectuant ses achats à des prix suffisamment rémunérateurs pour le producteur.

L'intérim du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française. — Le *Journal officiel* métropolitain a publié un mouvement dans le personnel des gouverneurs des colonies et ce mouvement comporte la nomination de M. Rodier, gouverneur de la Réunion, aux fonctions de gouverneur général *par intérim* de l'Afrique équatoriale française. Une note du ministère des Colonies a exposé que « cette nomination a paru indispensable, en raison de la mission qu'accomplit en ce moment en France M. Merlin, mission qui ne se terminera guère avant les premières semaines de la prochaine session du Parlement. Ses collaborateurs de Brazzaville viennent en effet d'être pourvus de postes nouveaux. M. Poulet est chargé du gouvernement de la Martinique, et M. Vergnes, secrétaire général, est nommé à un poste en France. Dans ces conditions, le ministre des Colonies a jugé nécessaire d'envoyer à Brazzaville un gouverneur intérimaire qui y séjournera jusqu'au retour de M. Merlin. Le choix du ministre ne pouvait d'ailleurs s'arrêter que sur M. Rodier qui est actuellement le plus ancien en grade des gouverneurs de première classe des colonies. » On sait que M. Rodier compte parmi les plus remarquables de nos gouverneurs et en ce qui le concerne on n'a qu'un regret à exprimer c'est qu'on l'ait, comme du reste beaucoup d'autres, trop souvent changé de poste ; nous n'avons rien à objecter au choix du ministre ; mais il est dans la note que nous venons de reproduire une indication qu'on ne saurait trop souligner. Faisant allusion à la mission que M. Merlin remplit en France, la note dit que cette mission ne se terminera guère avant les premières semaines de la prochaine session du Parlement. M. Merlin est en France pour soutenir près des Pouvoirs publics l'emprunt de 175 millions de francs qu'il a élaboré d'accord avec le ministre des Colonies et dont la réalisation importe à l'avenir de notre colonie de l'Afrique équatoriale. Nous avons eu, à diverses reprises, l'occasion d'indiquer de quelle façon M. Merlin défendait ce projet. Que ce soit dans des conférences faites un peu partout en France ou dans de véritables ouvrages consacrés à l'étude du pays, M. Merlin a déjà dépensé une énorme somme de labeur et il faut espérer que ce ne sera pas en vain. L'ancien gouverneur général de l'Afrique occidentale française, M. Roume, a, dans un remarquable article de la *Revue politique et parlementaire*, apporté au projet de celui qui fut à Dakar l'un de ses collaborateurs les plus intimes, l'approbation de sa haute autorité. M. Roume a mis en une vive lumière non seulement les arguments d'ordre économique ou administratif qui plaident en faveur de l'emprunt projeté, mais les raisons de politique internationale. M. Roume dénonce dans son étude le péril des convoitises allemandes.

Pour les déjouer, il faut mettre promptement en valeur les territoires qui nous restent ; sinon nous serions exposés à subir de nouveau cette loi sévère d'après laquelle les peuples ne sauraient conserver que les colonies qu'ils peuvent et savent civiliser, ferti-

liser, mettre en complète valeur. M. Merlin saura faire valoir tous les arguments qui militent en faveur du projet, y compris celui-là. D'après la note ministérielle, il lui sera donné de plaider cette cause dans les premières semaines qui vont suivre la rentrée du Parlement, c'est-à-dire après le 11 novembre. Nous en acceptons l'augure, mais à voir ce que le Parlement a fait du projet d'emprunt de l'Afrique occidentale française, auquel le Sénat, sans qu'on puisse rien reprocher à cette haute assemblée n'a pu donner son approbation avant les vacances, tant la Chambre a tardé à le lui envoyer, nous demeurons sceptique. Il est fort à craindre que la Chambre des députés trouve plus urgent d'interpeller sur la circulaire relative à la célébration du vendredi saint par les navires de guerre en station à l'étranger ; et ainsi elle desservira doublement les intérêts français.

Le ravitaillement du territoire du Tchad. — A la fin du mois d'août dernier est parti pour le Tchad, le lieutenant de vaisseau Audoin. Cet officier, qui est accompagné de l'adjudant Bonjour, de l'infanterie coloniale, doit rechercher si l'on ne pourrait pas utiliser comme route vers le Tchad certains affluents de la rive droite du Chari. Le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française et le colonel Largeau, commandant du territoire militaire du Tchad, ont pris l'initiative de cette mission, car la position actuelle de la majorité de nos troupes rend fort désirable un raccourcissement de la ligne d'étapes. Ces troupes sont maintenant à la limite orientale du territoire, obligés que nous sommes de nous protéger contre le sultan du Dar-Four. Malgré ce changement dans la situation de nos troupes, dit le dernier *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, le ravitaillement venu de la métropole, continue à emprunter la voie du Chari jusqu'à Fort-Lamy pour être ensuite acheminé par la voie de terre vers les divers lieux de consommation. Or, il faut compter 30 à 40 étapes pour atteindre les postes les plus éloignés de Fort-Lamy. Si l'une des rivières de la rive droite du Chari est reconnue navigable, son utilisation réduira notablement, à la fois sur le Chari et par terre, le trajet que doit parcourir aujourd'hui le ravitaillement destiné au Ouadaï et au Dar-Sila, venu par le Congo et l'Oubangui. On voit quel intérêt il y a à ce que la mission du lieutenant Audoin réussisse dans ses recherches.

Le cinquantenaire du protectorat français au Cambodge. — On a fêté le 23 août au Cambodge le 74e anniversaire de la naissance de S. M. Sisowath et le cinquantenaire de l'établissement du protectorat français sur ce pays. M. Outrey, résident supérieur, s'est félicité dans sa harangue que S. M. Sisowath ait heureusement recouvré la vue grâce aux soins d'un médecin français, puis il a retracé à grands traits la période de paix féconde qui s'est écoulée depuis que la France est venue en ce pays mettre fin aux convoitises dont ce royaume ne cessait d'être l'objet. La France a réussi à faire restituer au Cambodge les provinces de Battambang, Sisophon et Siemreap et lui a annexé les provinces laotiennes. Ce sont là des résultats dont la France peut s'enorgueillir. A l'intérieur, toute une série de réformes ont été réalisées depuis qu'en août 1863 est intervenu entre le représentant de la France et S. M. Norodom le traité du protectorat.

Le roi a répondu à M. Outrey en faisant l'éloge de la France et de son rôle au Cambodge. « Rien n'est plus joyeux pour moi et mes sujets que de fêter avec vous, Monsieur le résident supérieur, cette date du 11 août 1863, devenue fondamentale et faste dans les annales de mon pays, qui lui doit d'être entré résolument dans la voie du progrès et lui assure un avenir de paix laborieuse et de prospérité morale et matérielle ». Parlant à ses collaborateurs, le roi leur a recommandé, lorsqu'ils seraient de retour dans les provinces, de se faire l'écho fidèle des sentiments de reconnaissance envers la France qu'ils venaient d'exprimer. « Vous apprendrez à vos administrés, ajouta-t-il, à aimer la France et à se montrer fidèles et dévoués en se conformant aux prescriptions édictées par l'administration protectrice qui travaille sans relâche au progrès matériel et moral de mon royaume dont tous bénéficient sans distinction de rang. »

Choses de Chine. — Nous avons exposé dans le numéro du 25 septembre de la *Quinzaine coloniale*, les réclamations du Japon à l'égard de la Chine pour le meurtre de plusieurs de ses nationaux à Nankin. Le général Chang Soun est allé faire des excuses au représentant du Japon, et un corps de troupes a défilé devant le consulat. Pour sauver la face, le général est allé faire visite aux consuls des autres nations. On assure que le gouvernement chinois ira plus loin dans les satisfactions qu'il veut donner au Japon et qu'il satisfera même à la demande de destitution du général Chang Soun comme gouverneur de Nankin. Cela est moins certain, étant donné, comme nous l'avons exposé il y a quinze jours, la situation de ce général et la nécessité dans laquelle se trouve Yuan Chi Kaï à son égard.

On continue cependant à penser à Londres que le Japon ne veut aucunement adopter une attitude qui pourrait conduire à un partage de la Chine, et on assure que les navires de guerre seront retirés dès que l'ordre sera rétabli. La formule est connue et qui peut dire quand le Japon jugera que l'ordre est suffisamment rétabli? Il y a là une situation qui, malgré l'optimisme de Londres, alliée du Japon, ne laisse pas que de présenter des dangers pour la paix en Extrême-Orient.

La situation de la Chine n'est pas sans permettre à un puissant voisin de concevoir des idées d'intervention. L'élection pour un président définitif de la République est fixée au 5 novembre et tout est préparé pour la reconnaissance immédiate de ce président qui ne saurait être autre que Yuan Chi Kaï. Il est très probable, en effet, que le président provisoire deviendra le président définitif, mais ce ne sera vraiment là qu'un changement d'étiquette qui ne changera pas beaucoup les choses. La situation du président sera encore bien mal définie. On ne sait encore s'il sera rééligible. On incline à croire qu'on s'arrêtera au système de la réélection possible, mais pour une fois seulement, à l'exemple de ce que la tradition et non un texte formel a, comme on sait, imposé aux Etats-Unis.

Mais ce qui sera pendant longtemps un gros embarras pour la Chine, c'est la question d'argent. On sait que le fameux consortium financier des six puissances a perdu l'un de ses membres, les Etats-Unis, avant même que d'avoir abouti à consentir un emprunt à la Chine, le président Wilson ayant jugé que les conditions faites à l'emprunteur constituaient une immixtion trop grande dans la direction de ses affaires politiques. Aujourd'hui, le consortium réduit à cinq puissances serait officiellement dissous sauf en ce qui concerne les emprunts d'Etat. Les divers gouvernements pourraient désormais soutenir qui bon leur semblerait parmi ceux de leurs nationaux cherchant à obtenir des

concessions de chemins de fer entre autres en Chine. Ce consortium, du reste, n'est pas l'une de ces œuvres dont les grandes puissances puissent se glorifier. Comme tant d'autres ententes, comme presque toutes les ententes des grandes puissances, elle n'a guère prouvé que leur impuissance.

La situation de la Chine est loin, on le voit, d'être claire et longtemps encore probablement, elle vivra d'expédients politiques et financiers.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

La crise du caoutchouc. — Les planteurs et les commerçants de l'Afrique orientale et du Cameroun traversent, pour la plupart, actuellement, une période d'épreuves. Déjà, en 1907-1908, le commerce colonial avait subi le contre-coup de la crise générale, qui avait commencé dans l'Amérique du Nord. Dans l'Afrique orientale allemande, la valeur des exportations baissa brusquement, alors, de 1.600.000 marks. La crise affecta particulièrement le caoutchouc, principal article d'exportation de cette colonie. Mais, si elle fut plus sérieuse qu'on ne l'avait prévu, elle dura peu. Dès que les conditions économiques s'améliorèrent, la consommation augmenta dans des proportions d'autant plus grandes, et comme la production n'était pas alors excessive, comme, au contraire, elle demeurait au-dessous des besoins grandissants de l'industrie, les prix montèrent d'une façon presque inquiétante. Planteurs et commerçants en profitèrent pour écouler toute la production de l'année, et tout le stock mis en réserve. Un « boom » du caoutchouc se produisit à la Bourse de Londres. Les Anglais achetèrent partout où ils les trouvèrent, des plantations de caoutchouc en plein rapport. L'Afrique orientale allemande eut sa part dans cet afflux de capitaux britanniques, et l'on parle, dit le député Arning, de très grosses sommes d'argent qui ont contribué à édifier la fortune de plus d'un colon allemand. De nombreuses sociétés coloniales allemandes furent fondées pour la culture du caoutchouc. On en compte une trentaine dans l'Afrique orientale. Les plantations européennes de caoutchouc couvraient en 1912, dans cette colonie, une superficie de 36.680 hectares. Pour la première fois, en 1902, la plantation Leva de la C^ie^ allemande de plantations de l'Afrique orientale avait livré au commerce 500 kilogrammes de caoutchouc. En 1908, les plantations ne fournissaient encore à l'exportation que 87 tonnes; mais, depuis, la production à crû rapidement et régulièrement; elle fut, en 1911, de 684 et, en 1912, de 1.000 tonnes, tandis que l'exploitation des lianes ne donnait que 172 et 185 tonnes. Les plantations contribuent donc, pour la plus grande part, à l'exportation du caoutchouc, laquelle s'est chiffrée, dans l'Afrique orientale en 1912, par un peu plus de 1.200 tonnes, valant 8.420.000 marks.

Les avertissements n'ont pas manqué aux planteurs, pour les mettre en garde contre les dangers de la monoculture. D'autre part, le *Tropenpflanzer* leur signalait une sérieuse concurrence à redouter, celle des plantations de caoutchouc des Indes, où les nouvelles entreprises bénéficiaient de condition de climat et de main-d'œuvre particulièrement favorables. Le consul général allemand de Singapour allait jusqu'à prédire, en 1911 que, dans les seuls Etats malais, les plantations de caoutchouc seraient, en 1916, en état de produire 70.000 tonnes, c'est-à-dire une quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de la consommation mondiale. Il ne se trompait pas, du moins sur l'importance que prendrait sur le marché européen le caoutchouc asiatique. Pour les cinq premiers mois de l'année, l'exportation de caoutchouc, dans les *Federated Malay States*, atteignit, en 1911, 7 millions de livres; en 1912, 13 et en 1913, 19 millions. Dans le même espace de temps, l'exportation de Ceylan prit un essor plus rapide encore; elle se monta en 1910 à 1 million de livres, en 1911 à 2, en 1912 à 4,6 et en 1913 à 9,2. Cela fait environ 12.500 tonnes. Pour l'année entière, la quantité s'élèvera à proportion, sans arriver, toutefois, même approximativement, au chiffre prévu, pour 1916, par le consul général. Mais les Indes, Ceylan, les Etats malais ne sont pas les seuls pays où les plantations en caoutchouc ont pris une grande extension. Il faudrait citer aussi l'Amérique centrale, où elles ont été entreprises avec succès. Enfin l'exploitation du caoutchouc sauvage a, aussi, comme on sait, considérablement augmenté. Le stock disponible, dans le monde, s'est accru de 30 0/0, de décembre 1912 à mars 1913, et se composait, à cette dernière date de 22.000 tonnes. Or, tandis que la production ne cesse de croître, la consommation tendrait paraît-il, à diminuer. La crise actuelle est la conséquence de ces deux faits. Elle se manifeste partout, par une baisse très sensible des prix. Le caoutchouc qui, en 1910, valait plus de 10 m. le kilogramme, se vend, à Hambourg, à peine plus de 3 m. Et il s'agit des qualités supérieures. De 1911 à 1912, pour une augmentation de 270 tonnes, provenant des plantations, la plus-value fut seulement de 318.000 m. Les prix du caoutchouc, qui avaient rapporté aux colonies allemandes presque 18 millions 1/2 de m. en 1910, et près de 17 millions en 1911, sont actuellement tombés à un taux tellement bas que l'existence même de beaucoup des entreprises, qui dépendent de la vente, se trouve mise en question. Dans l'Afrique orientale, le péril est très grave pour les planteurs, moyens et petits, qui ne produisent que du caoutchouc. Mais c'est au Cameroun que la crise est le plus dangereuse. Dans le Sud de cette colonie, où il constitue, actuellement, l'unique richesse, le caoutchouc de cueillette a cessé d'être un produit de haute valeur. Les commerçants déclarent que, dans les conditions présentes du marché, ils travaillent à perte. En effet, même en achetant le caoutchouc 1 m. le kilogramme, ils ne peuvent le vendre moins de 4 m. 20, les frais s'élevant, pour la douane et le transport à 1 m. 20, et avant l'embarquement à 2 m. Ce qui fait la gravité de la crise actuelle c'est qu'elle tient à des causes permanentes, et que rien ne laisse espérer, pour un temps prochain, un relèvement des prix.

Planteurs et commerçants demandent à l'Etat de leur venir en aide. Le gouvernement a reçu des requêtes adressées par l'Union économique des districts nord de l'Afrique orientale, et par la Chambre de commerce du Sud Cameroun. Les représentants des sociétés intéressées, ont été entendus au ministère. De son côté, le comité économique colonial ou, plutôt, la commission du caoutchouc de ce comité, réunie le 18 septembre, a formulé certaines demandes relativement aux mesures à prendre pour remédier à la crise. La première de ces mesures, unanimement réclamée par les intéressés, est la suppression, au moins momen-

tanée, du droit de douane de 0 m. 40 par kilogramme établi en 1906, sur l'exportation du caoutchouc. Les commerçants du Cameroun, qui ont eu, dernièrement, l'occasion d'exprimer directement au ministre leurs doléances et leurs vœux, avaient espéré obtenir de M. Solf la promesse que cette taxe serait abolie. Mais il parait que le secrétaire d'Etat aux colonies s'est refusé à prendre aucun engagement à cet égard. Déçues dans leur atteinte, les firmes du Sud verraient l'avenir sous les couleurs les plus sombres. Quant aux colons de l'Afrique orientale, ce qu'ils réclament avant tout, c'est une réduction des tarifs de transport, sur les chemins de fer et sur mer. La Cie de navigation de l'Afrique orientale serait, dit-on, disposée à abaisser de 90 à 65 m. la tonne le fret du caoutchouc. Les planteurs prétendent que les frais excessifs de production ont pour cause la trop courte durée des contrats de travail. Avant même que l'ouvrier ait commencé son ouvrage, il a coûté plus de 50 0/0 de la somme qu'il recevra comme salaire annuel. Si la durée du contrat était de trois ans, comme le veulent les planteurs, ils économiseraient au moins 33 0/0. De leur côté, les agents du gouvernement disposeraient de la plus grande partie du temps qu'ils emploient actuellement, aux enrôlements, et, quant aux Noirs, ils ne perdraient pas six mois, en voyage aller et retour, comme ils font aujourd'hui. S'ils résidaient pendant trois ans sur une plantation, ils pourraient amener avec eux leur famille, de laquelle les planteurs s'occuperaient volontiers. Ceux-ci trouveraient toute sorte d'avantages à cette prolongation ; mais jusqu'à présent, le gouvernement a toujours refusé d'y consentir, dans la crainte de dépeupler les districts du centre. Le comité économique s'est occupé aussi des dispositions à adopter pour améliorer la qualité du caoutchouc, et obtenir l'égalité de valeur, dans une région déterminée. Il a prié le chancelier d'appeler l'attention des administrations de l'armée, des postes et des chemins de fer sur les avantages que présenteraient, pour les agents de ces administrations, des vêtements imperméables en caoutchouc, et lui a demandé de faire procéder à des expériences à cet égard. L'Union économique de Tanga a demandé au gouvernement d'inscrire au budget, pour la colonie de l'Afrique orientale, un crédit extraordinaire de 2 millions 1/2 de m. Elle a envisagé, en outre, la fondation d'une société, subventionnée par l'Etat, laquelle établirait, à Tanga et à Morogoro, de grandes usines pour le lavage du caoutchouc. Enfin, pour abaisser le prix d'achat, la Chambre de commerce de Kribi a résolu de solliciter du gouvernement une ordonnance limitant à certaines grandes villes les marchés de caoutchouc, lesquels seraient placés sous le contrôle de l'administration. Toutes ces mesures sont susceptibles de remédier aux funestes effets de la crise ; mais celle-ci ne sera véritablement conjurée que si les planteurs comprennent la leçon qui en découle, à savoir que, comme le dit M. Arning, ils auraient tort de consacrer leur activité entière à une seule culture. Ils ont trop, jusqu'ici, négligé les plantes oléagineuses, qui pourraient donner autant de bénéfices que le caoutchouc. L'exemple de la Nigeria est probant à ce sujet. Il suffit, d'ailleurs, de considérer que, de 1907 à 1911, la valeur des importations allemandes de produits oléagineux : copra, amandes de palme, etc., est montée de 78 à 180 millions de marks.

CAMEROUN

Vœux et espérances des colons. — En attendant que nous puissions être plus complètement renseignés par les journaux que nous ne l'avons été, jusqu'ici, par les télégrammes, sur le voyage du ministre, nous savons, par une communication à la *Gazette de Cologne*, ce que les planteurs et les commerçants désirent et espèrent. M. Solf est le premier ministre des Colonies qui ait foulé le sol du Cameroun ; il a visité la colonie au moment où elle attend, pour développer son agriculture et son commerce, l'assistance du gouvernement, qui lui est nécessaire. Le séjour du secrétaire d'Etat, quoique fort court, lui permettra, pensait-on, de se faire une opinion juste sur la situation présente du Cameroun, de défendre, avec plus de compétence, ses intérêts devant le Parlement, et de combattre les nombreuses idées erronées qui ont cours, en Allemagne, sur ce pays. En premier lieu, les colons souhaiteraient le transfert de la capitale à Duala. Nous savons que les membres du conseil de gouvernement de la colonie se sont dernièrement exprimés à ce sujet ; ils ont fait valoir les inconvénients du climat de Buéa, qui contrebalancent au moins les avantages de l'altitude : l'humidité froide qui règne, pendant la saison pluvieuse, obligeant les colons à porter des vêtements chauds, à se chauffer, au moyen de poêles à pétrole, et provoquant des refroidissements et des rhumatismes, et, d'autre part l'impossibilité pour le gouverneur de continuer à résider dans une ville, qui ne communique que par le moyen du télégraphe, avec le reste de la colonie et avec le monde extérieur. Les entreprises agricoles sont en excellente voie, mais tous les efforts sont menacés d'être vains, à cause du manque de main-d'œuvre ; c'est là, pour les colons, un très grave souci. Il semble paradoxal que, dans une colonie qui compte, au moins, 3 millions d'habitants, on ne puisse trouver facilement les 20.000 indigènes, femmes et enfants compris, que réclame le travail des plantations. Mais les Noirs sont naturellement paresseux, le pays est insuffisamment ouvert, et pacifié, les habitants des savanes s'acclimatent malaisément dans la région côtière. Il faut dire aussi que les chefs de districts sont loin de favoriser, chez eux, le recrutement, parce qu'ils redoutent de perdre des contribuables, et d'être blâmés par l'autorité supérieure, en cas de moindre rendement des impôts. Les planteurs voudraient que le gouvernement se chargeât lui-même de l'enrôlement des travailleurs, en nombre nécessaire, ceux-ci devant être répartis, ensuite, entre les diverses plantations, par un agent de l'Union des planteurs. Ils demandent aussi que le gouvernement prenne, à l'avenir, plus de soin de la santé des travailleurs indigènes. Chacun d'eux, réclament-ils, devra être muni d'un livret d'ouvrier, ce qui facilitera le dénombrement de la population. En matière politique, les colons estiment qu'ils ont, aujourd'hui, le droit de décider, eux-mêmes, l'emploi des revenus de la colonie ; en conséquence, ils revendiquent, pour le Cameroun, ce que possède le Sud-Ouest et l'Afrique orientale : un Parlement colonial. Ils se plaignent de l'instabilité du personnel gouvernemental et administratif. Pendant les six dernières années, le Cameroun n'a pas eu moins de trois gouverneurs ; si l'on considère la longue durée des intérims, on peut dire que, depuis le temps de Puttkamer, la direction de la colonie a passé, chaque année, en de nouvelles mains. Cette inconstance est d'autant plus regrettable que le gouverneur est tout puissant, et que son autorité n'est pas limitée par un Parlement. Dans le sud Cameroun, la question qui prime, actuellement, toutes les autres, est la crise du caoutchouc, dont nous avons parlé plus haut. Dans le Cameroun central, les commerçants désirent, surtout, l'achèvement du port de Duala. Les projets sont prêts depuis longtemps, mais leur créa-

tion se fait toujours attendre. Faute d'entrepôts. les marchandises demeurent exposées aux intempéries, et faute du dragage de la barre, les grands navires ne peuvent pas encore remonter jusqu'à Duala. Du moïns, les travaux de canalisation et de conduite d'eau sont-ils sur le point d'être achevés, au grand bénéfice de l'hygiène. Les logements sont toujours très chers à Duala ; on paie jusqu'à 600 m., par an, une petite chambre non meublée. Mais la ville européenne ne peut s'étendre que grâce à l'expropriation des immeubles indigènes, et le gouvernement a retardé cette opération, parce qu'il n'est pas en mesure de fixer les prix des terrains expropriés. La lettre adressée à la *Gazette de Cologne* ne dit rien de la question de la construction des voies ferrées, à laquelle, pourtant, les colons doivent porter le plus grand intérêt, et à laquelle le ministre aura, sûrement, donné le plus d'attention.

— Le gouverneur a publié, le 10 septembre, une ordonnance qui modifie le tarif douanier, en élevant les droits, à l'importation. Cette augmentation va de 1 m. 60 à 3 m., le litre, pour les spiritueux, de 0,50 à 1,50, le kilogramme, pour le tabac, de 20 m. à 60 m., la tonne, pour le sel, de 10 0/0 à 20 0/0 de la valeur pour les objets en fer, et de 10 à 15 0/0 de la valeur pour les tissus. Le produits de ces augmentations doit servir, surtout, à la construction de routes carrossables.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

Les chemins de fer en 1912.

Suivant un rapport administratif, qui vient d'être publié en Angleterre sous forme de « Blue-Book », le résultat financier de l'exploitation des chemins de fer d'Etat de l'Inde anglaise, en 1912, s'est traduit par un bénéfice net, pour l'Etat, de 823,33 lakhs de roupies.

Les recettes brutes réalisées sur l'ensemble du réseau hindou, pendant ledit exercice, se sont élevées en chiffres ronds, à 6.165,07 lakhs de roupies, en augmentation de 637,15 lakhs sur 1911 ; les dépenses d'exploitation ont été supérieures de 132 lakhs à celles de l'année précédente. Les recettes nettes ont atteint le chiffre de 3.149,15 lakhs, contre 2.644 en 1911, soit un excédent de 505,15 lakhs.

Le nombre total de voyageurs transportés a été de 417 millions, comparativement à 389 millions en 1911, et les recettes produites de ce chef ont été évaluées à 195.648 lakhs de roupies, contre 184.908 lakhs en 1911. Le nombre des voyageurs de 3e classe a été supérieur de 27 millions. L'augmentation de 107,40 lakhs enregistrée pour les recettes de voyageurs a été due principalement au chemin de fer Bengale-Nagpour (21,10 lakhs) au chemin de fer de l'Inde orientale (14,41 lakhs), à celui du Sud (10,24 lakhs), à la ligne Oudh-Rohilkund (9,83 lakhs), aux chemins de fer de Birmanie (7,71 lakhs) et au chemin de fer du Bengale et du Nord-Ouest (6,55 lakhs). On attribue cette extension des recettes, d'une part au développement du trafic, et d'autre part, à ce fait que l'année a été propice à l'accomplissement des pèlerinages et à la célébration des mariages.

Le tonnage global des marchandises transportées par voie ferrée, en 1912, s'est élevé à 78 millions de tonnes, ayant produit un chiffre de recettes de 3.791,84 lakhs de roupies, soit en plus sur l'année précédente : 7 millions de tonnes et 498 lakhs en chiffres ronds. C'est le North-Western Railway et le Great Indian Peninsula Railway qui ont le plus contribué à cet excédent de recettes, avec les chiffres respectifs de 132,15 et 90,64 lakhs de roupies. Sur la première de ces lignes, la plus-value réalisée est attribuable aux envois importants de céréales, de légumes et de coton expédiés à destination de l'Europe, et sur la seconde, aux expéditions en Europe de légumes, de blé et autres céréales, ainsi qu'à la distribution de marchandises effectuée aux districts atteints par la famine.

La principale difficulté qu'ont rencontrée les administrations de chemins de fer, au cours de cet exercice, a été l'impossibilité de pouvoir faire face promptement à tout le trafic qui s'est présenté. Pendant l'hiver de 1912-1913, le trafic a été beaucoup plus intense que pendant la période correspondante de l'année précédente, et cependant l'amoncellement des marchandises a été bien moindre. Aussi y a-t-il tout lieu de croire qu'une amélioration sensible et progressive sera réalisée dans les années qui vont suivre.

UNION SUD-AFRICAINE

Le nouveau cabinet Botha.

L'Uuion Sud-africaine a depuis peu un nouveau ministère, le quatrième depuis que le général Botha prit, il y a trois ans, la direction des affaires. Voici quelle en est la composition :

Le général Botha..	Premier ministre et ministre des Affaires indigènes.
Le général Smuts.	Finances et dépenses.
M. Malan.....	Mines et éducation.
M. Burton.....	Chemins de fer.
M. Watt.....	Postes et Télégraphes.
M. Fischer.....	Intérieur.
M. Theron.....	Terres.
M. van Heerden	Agriculture.
M. N.-J. de Wet.	Justice.
Le sénateur Graaf.	Ministre sans portefeuille.

Le gouvernement a décidé de rétablir le ministère du commerce et de l'industrie qui sera joint à celui des mines. Ce nouveau cabinet ne satisfait pratiquement personne, dit le correspondant du *Morning Post*. Les partisans du général Botha sont tièdes dans leur enthousiasme, craignant que ce replâtrage n'ait pas augmenté beaucoup leurs forces ; les partisans de M. Hertzog raillent cette combinaison comme un misérable expédient ; les unionistes y voient la continuation des divisions de races et un retour en arrière dans la politique de conciliation ; le parti du Natal y trouve un manque d'égards pour sa province ; les indigènes restent sceptiques quant aux intentions du général Botha ; le parti travailliste seul est content car plus un gouvernement lui semble faible, plus ses chances de succès augmentent. L'opinion publique, en général, ne prédit pas longue vie à ce nouveau ministère. Nous verrons si les événements justifieront cette prédiction.

CANADA

Les progrès de l'Ouest.

Suivant une loi constante dans le développement des villes et des peuples, l'Ouest Canadien progresse rapidement. Si les travaux de chemins de fer sont poussés avec tant d'activité, dans les provinces de la Prairie et des Montagnes-Rocheuses, c'est que la mise en valeur du pays réclame sans cesse de nouvelles facilités

pour les transports. « L'estimation moyenne des récoltes de blé écrivent les *Débats* sur les bonnes terres est, cette année, extrêmement élevée, puisqu'elle dépasse 21 hectolitres à l'hectare; la demande d'ouvriers pour la moisson a été de 40.000 hommes. Afin de fournir aux propriétaires le personnel nécessaire, les Compagnies ont créé des billets spéciaux pour moissonneurs; au départ de Winnipeg, pendant les mois de juillet et d'août, sur présentation d'une lettre signée du commissaire de l'émigration, tout adulte sain a pu se faire transporter à une station quelconque de l'Ouest, au taux réduit de cinq centimes par mille; les gouvernements provinciaux ont ouvert des bureaux de placement qui sont devenus des Bourses du travail pour tous les agriculteurs des environs.

« L'élevage du mouton se développe dans l'Alberta, sur les premiers contreforts orientaux des Montagnes Rocheuses; cette province est maintenant grande exportatrice de laines. D'autre part, les mines de charbon de la Colombie britannique, ainsi que les pêcheries du littoral, sont de mieux en mieux exploitées; les exportations de houille ont atteint 70.000 tonnes pendant l'avant-dernière semaine d'août; les mines occupent en permanence près de 7.000 hommes. A noter aussi l'extension des cultures fruitières, le Canada voulant suivre, dans sa région pacifique, l'exemple de la Californie; les vallées de l'Okanagan et du Kootenay se transforment en vergers, d'où l'on envoie des chargements d'abricots et de pommes jusqu'en Australie.

« En présence de cet essor, le chemin de fer Canadian Pacific prépare des lignes et installations nouvelles pour 500.000.000 de francs à dépenser en cinq ou six ans; le Grand Tronc Pacifique presse l'achèvement de sa voie transcontinentale, construit des hôtels à Regina et à Prince-Rupert, tandis que le Canadian Northern fait travailler, sur ses chantiers de l'ouest de l'Alberta, 25.000 ouvriers et 6.000 chevaux. Le gouvernement bâtit de nouveaux magasins à Genius, dans l'Alberta et la Saskatchewan; une ligne de navigation directe a été inaugurée entre Gênes, Naples et le Canada; le premier paquebot, arrivé d'Italie le 25 juillet a débarqué 2.000 immigrants, presque tous à destination de l'Ouest. Le Dominion, qui veut s'affirmer sur le Pacifique puissance d'Extrême-Occident, a décidé de se faire largement représenter, en 1915, à l'Exposition internationale de San-Francisco. »

AUSTRALIE

La politique du nouveau ministère : la défense nationale.

Le nouveau ministère libéral innove non seulement dans son programme mais dans la façon de le présenter. La tradition voulait, jusqu'à présent, que ce fût le gouverneur général qui vienne lire à la réouverture du Parlement le discours programme du gouvernement. M. Cook, le premier ministre, inaugurant la mode française, a lu lui-même la déclaration ministérielle. Elle promet la revision de plusieurs des lois votées par le Parlement précédent : le syndicat des ouvriers agricoles va être exclu de la juridiction de la Cour fédérale d'arbitrage; la prime à la maternité sera restreinte aux mères nécessiteuses; la caisse d'épargne fédérale cessera de faire concurrence aux institutions locales; les syndicats ouvriers seront dans l'obligation de cesser de consacrer leurs fonds à la politique, et par-dessus tout, la préférence cessera d'être accordée aux syndiqués lorsqu'une place sera vacante dans les services publics. A part cela, le ministère entend continuer les mesures d'intérêt national entreprises par son prédécesseur : les grandes voies ferrées transcontinentales de l'est à l'ouest et du nord au sud, ainsi que le peuplement des régions tropicales de l'Australie et la création d'une marine capable de dominer le Pacifique méridional. Il doit aussi contraindre les associations hostiles à la liberté du commerce, trusts ou autres, à agir au grand jour.

Le 20 septembre a eu lieu à Melbourne une grande revue de 18.000 cadets, entre quatorze et dix-huit ans, enrôlés d'après la « loi de la défense du pays » dans le district de Melbourne. Lord Denman a passé la revue du haut du balcon du Parlement fédéral, ayant à ses côtés les députés anglais et de nombreux invités. Le nombre des jeunes gens déclarés bons pour le service de la milice a été, cette année, de 87 0/0; il n'avait été, l'an dernier, que de 68 0/0.

M. Cook a fait remarquer qu'il y avait juste quatre ans qu'il présenta le projet de loi de la défense du pays et qu'un excellent début avait été fait. Lord Kitchener, a-t-il ajouté, a dit qu'il fallait attendre dix ans avant de pouvoir se prononcer sur les résultats du système et que personne ne pouvait créer une nouvelle armée aussi vite qu'on fait pousser des champignons. Néanmoins on a tout lieu de se féliciter de la forme qu'assume le mouvement. M. Millen, ministre de la Défense, a dit que la présente revue était la plus éloquente réponse faite aux détracteurs du système.

Le gouvernement australien, afin d'organiser sa défense navale sur les bases du projet recommandé par l'amiral Henderson, a fait appel à l'Amirauté anglaise pour qu'elle lui permette de s'attacher les services d'un de ses ingénieurs, sir Maurice Fitzmaurice très au courant des questions navales australiennes.

Un memorendum officiel relatant les rapides progrès accomplis dans la défense navale du Commonwealth, vient d'être publié. Alors qu'en 1910-1911 les dépenses pour la marine s'élevaient à 1.456.071 liv. st., les estimations pour 1912-1913 atteignent 2.359.257 liv. st. Le 1er juin de cette année, le personnel naval comprenait 3.400 hommes, alors qu'en 1910, il n'y en avait que 240. La flotte est presque au complet, moins deux sous-marins qui sont en construction en Angleterre et un croiseur et trois contre-torpilleurs à Sydney. Un dépôt de sous-marins va être installé sur ordre du gouvernement, ainsi qu'un nouveau collège naval.

NYASALAND

Le commerce extérieur.

On vient de publier le rapport sur le commerce extérieur du protectorat du Nyasaland pendant l'exercice clos le 31 mars. Il ressort de ce document que les entrées et sorties réunies, non compris les marchandises en transit et le numéraire, ont représenté une valeur de 447.539 liv. st., contre 388.270 l'année précédente, soit une augmentation de 59.269 liv. st. La valeur des marchandises importées pour la consommation intérieure a été de 272.889 liv. st., en excédent de 36.261 liv. st. Les textiles, comprenant les cotonnades, les indiennes et les vêtements indigènes en général, ont pris la première place, avec un chiffre de 156.475 liv. st., soit 57.3 0/0 de l'ensemble des entrées. Les autres articles ayant accusé un excédent sont les automobiles, la quincaillerie, le sucre, l'alcool, les armes à feu et les munitions. Ces importations ont été, en provenance du Royaume-Uni, dans une proportion de 72 0/0, le reste ayant été expédié des possessions britanniques (6 0/0) et des pays étrangers (22 0/0).

La valeur des produits exportés a progressé de 151.642 à 174.650 liv. st. Cette augmentation de 23.000 liv. st. aurait été considérablement plus forte, n'eût été ce fait que l'exportation des céréales et autres produits alimentaires a été totalement prohibée pendant l'exercice écoulé. Le principal article d'exportation a été le coton qui a présenté un excédent de 1.880.651 livres, poids évaluées à 36.840 liv. st. Parmi les autres produits exportés du Protectorat, il convient de signaler comme ayant marqué des plus-values satisfaisantes : le tabac, les graines de coton, le thé, le caoutchouc cultivé et les fibres. Par contre, les sorties de café ont diminué de 591.600 livres-poids et de 11.573 liv. st. en valeur. cette culture étant graduellement abandonnée et remplacée par le coton et le tabac.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LES NOMADES DU TELL TUNISIEN

L'école géographique qui, depuis huit ans, explore méthodiquement les régions françaises, commence à porter son attention sur notre domaine colonial. Ainsi un contrôleur civil de Mactar, M. Monchicourt, a offert à l'examen de la Sorbonne une thèse de doctorat sur la plus importante région tunisienne (1). Ce volume mérite, par ses précisions et ses nouveautés, d'être présenté à nos lecteurs : sur quelques points capitaux il rectifie les connaissances routinières ; par ailleurs, rapproché de quelques livres récents dont nous avons déjà rendu compte (2), il contribue à étayer nos idées sur notre politique dans l'Afrique du Nord, dont la base doit être l'étude minutieuse du milieu géographique, physique et humain.

***

Les Tunisiens divisent leur pays en trois grands compartiments naturels : Tell, Sahel, Sahara : celui-ci est le désert, le Sahel est la côte à végétation de steppe ; la troisième zone est plus difficile à définir. Avec méthode M. Monchicourt commence son livre en essayant de préciser la région qu'il étudie ; il conclut par cette définition originale et révélatrice : le Tell est « la région où par suite de la nature du sol et de la dose des précipitations, il y a majorité ou abondance de terrain tell ». Le Tell est en effet non une forme topographique, mais une nature de terrain qui s'oppose au « aitsa » ou sol sableux, au « ardh bein trabine », sol argilo-sableux ou argilo-calcaire, et qui rappelle le tir marocain : c'est « tout sol argileux recevant chaque année une dose de pluie assez considérable pour en être pénétré au point d'accumuler en lui des réserves aqueuses assurant constamment le complet développement normal des plantes annuelles, céréales ou herbages ».

Cette définition admise, il faut situer le Tell tunisien : les indigènes eux-mêmes le distinguent nettement, sous son nom ou sous celui de « Friguia » (l'Africa romaine) des régions pauvres voisines : c'est le pays des pluies suffisantes, donc des récoltes régulières ; les gens du Sud y voient un Eldorado où leurs troupeaux nomades seront au printemps sauvés de la sécheresse des steppes. La limite est une barrière climatique : là où il tombe moins de 350 millimètres d'eau, la steppe commence ; le passage du Tell à la steppe se fait naturellement, les divisions climatiques n'ayant aucune rigidité, par une transition insensible vers l'Ouest et vers le Sud ; mais le Tell ne dépasse pas au Sud une ligne qui serait parallèle à la Medjerda et qui irait approximativement de Tebessa à Nabeul. Au Nord il est borné par la mer qui lui assure, par le vent du N. W., son principal dispensateur d'eau. C'est un pays de sources et d'eaux courantes, de forêts et de cultures, de bêtes à cornes et de moutons ; c'est la zone la plus peuplée de Tunisie, l'ancien domaine de la colonisation romaine (l'Africa), le théâtre de la colonisation actuelle.

De ce Tell, M. Monchicourt n'étudie que la partie supérieure comprise entre la vallée de la Medjerda et les débuts de la steppe du Sud. Ce n'est pas un pays simple, mais bien plutôt une série de petites régions naturelles, à qui la nature du sol, le climat et l'altitude donnent des caractères communs, mais dont les paysages diffèrent.

En voici trois types primordiaux : le *djebel*, à la fois forêt et montagne, « masse rocheuse, génératrice de sources et refuge préféré des plantes spontanées et des bêtes sauvages », où l'homme n'habite guère, où les cultures sont absentes ; le *sra*, terre froide, haute, fertile, saine et habitable, qui a de tout temps été cultivé par des agriculteurs sédentaires ; la *plaine* enfin, diverse de formation et d'aspect, tantôt cuvette, tantôt val, parfois ne comptant qu'un millier d'hectares, en occupant parfois 30.000, au reste longtemps désertée à cause de l'insécurité climatique et stratégique qui n'a permis aux bourgades de se bâtir qu'à mi-côte. Chacune de ces régions ne forme pas bloc, est dispersée dans tout le Haut Tell, si bien que celui-ci apparaît comme un damier aux multiples cases. La nature du sol et les cultures y font jouer les couleurs : le gris-cendré, le lie de vin, le jaune des reliefs modérés des marnes irisées triasiques, le gris-fer des dents et aiguilles calcaires de l'aptien, le vert foncé des pins d'Alep qui accompagnent toujours les blanches collines sénoniennes, l'orangé des falaises nummulitiques, souvent découpées en phares, piliers, champignons, couvertes d'une draperie verte de lierres gigantesques, le jaune ou brun des marnes « telliennes » de l'éocène qui portent herbes et céréales, le roux ou le violet des mamelons gréseux (tertiaires), parfois désagrégés en sables propices à l'alfa et aux plantes steppiques, le blanc des carapaces travertineuses à peine cachées de maigres romarins ; enfin le rouge, le brun, le gris des limons domaine des grandes cultures, du blé, de l'orge.

L'unité de la zone tellienne lui vient plutôt de son climat. Malgré sa latitude, ce climat est peu méditerranéen. Sans doute, il reste sous les influences combinées de la Méditerranée occidentale et de la Méditerranée orientale. Pourtant le Sahara ne se fait pas oublier. Le grand vent de la pluie demeure celui du N. W. ; mais ce n'est pas un grand pourvoyeur d'eau ; il abandonne presque toute son humidité sur la Kroumirie côtière (1 m. 20 à 1 m. 60) et ne donne plus au Haut Tell que de 300 à 700 millimètres environ ; plus au Sud la steppe n'est pourvue que de 250 millimètres en moyenne, tandis que le désert ne reçoit plus que 50 à 100 millimètres au plus. D'ailleurs, la distribution des pluies dans l'année est tout aussi importante que le total : la saison humide est l'hiver, mais avec deux périodes plus particulièrement pluvieuses et qui présentent un grand intérêt agricole, celle de novembre-décembre-janvier autorisant les semailles, celle du printemps assurant les récoltes. La température suit une marche inverse : elle augmente du Nord au Sud, si on considère la somme de chaleur (moyenne annuelle de la steppe : 27 à 28°, de Bizerte 22 à 23°). Mais ces chiffres sont moins significatifs que les extrêmes ; ceux-ci montrent la grande variabilité météorologique du Haut Tell, qui, par son altitude, se singularise dans l'ensemble du climat méditerranéen. La période pluvieuse est très froide, souvent neigeuse (minimum de Mactar en février 1906 : — 1° avec quatre jours de neige ; du Kef à la même date ; — 2° avec cinq jours de

(1) Ch. Monchicourt : *La région du Haut Tell en Tunisie ;* 1 vol in-8°, XIV + 487 + XVII p., P. Colin, 1913.

(2) Cf. *La Quinzaine coloniale* du 25 septembre 1912.

neige); l'hiver est souvent un désastre. Instructif à cet égard est le tableau des pertes d'animaux dans le Haut Tell en février 1906 que dresse M. Monchicourt : il aboutit à un total de 1.157 chevaux, 329 mulets, 2.467 ânes, 1.036 chameaux, 8.591 bovins, 43.811 moutons, 27.172 chèvres, et à une perte globale de 1.890.000 francs. Telle est la modération du « climat méditerranéen »! Observations intéressantes qui induisent au scepticisme sur les théories générales en matière de climat! En revanche, l'été est à la fois saison sèche et chaude : à Mactar on a constaté 39° en juin 1889, année chaude, et 32° en juin 1890, année fraîche; on a même enregistré 47° en septembre 1900 à Téboursouk. Pourtant, si on compare le Haut Tell aux autres régions tunisiennes, on peut dire que son climat est plus tempéré et plus humide : il entretient un maquis et une forêt importants; il offre des possibilités agricoles exclues des steppes sahéliennes voisines.

La diminution graduelle des pluies et des froids du Nord vers le Sud crée assez nettement dans le Haut Tell deux zones qui se traduisent par un changement dans la mise en valeur du sol. La plus septentrionale, à laquelle M. Monchicourt réserve le nom arabe de *Friguia* dont les indigènes qualifient le Tell, reçoit toujours au minimum 400 millimètres d'eau, chiffre reconnu comme nécessaire pour la maturité des céréales : ce sera donc la région plus spécialement agricole. Sur la seconde dite *non-Friguia*, plus occidentale et méridionale, tombent moins de 400 millimètres; c'est déjà l'influence steppique qui s'annonce avec le vent desséchant du S. E. qui vient faire concurrence aux courants du Nord; mais c'est encore du Tell, car les chutes d'eau sont suffisantes pour y permettre les forêts (la Kessera, Bou-Chebka); et les bois, répandus ainsi sur tout le Haut Tell, en sont, dans le paysage, un des signes les plus marqués.

Le Haut Tell est donc fort boisé; mais ce boisement n'a rien de comparable à celui de notre Europe : les Arabes entendent par forêts (*rhaba*) aussi bien le bois épais de pins d'Alep que le maquis de lentisques, les fourrés de chênes-verts, les brousses d'oliviers et de caroubiers. A vrai dire, c'est le pin d'Alep à peu près seul qui constitue la forêt tellienne : il croît sur tous les sols et à toutes les hauteurs, préférant sans doute les calcaires, le cénomanien et le sénonien. Son tronc sobre et robuste s'oppose à l'olivier noueux du Sahel, à l'alfa des steppes du Sud. Mais la forêt du Haut Tell est loin de dominer : plus nombreux sont les buissons, que l'on appelle souvent la « brousse », qui se retrouvent sous des noms divers sur tout le littoral méditerranéen : sur les pentes rocheuses des montagnes et sur les versants asséchés des oueds est localisé un type spécial de brousse à forme de taillis, avec genévriers et chênes-verts; en plaine domine le maquis à lentisques, parmi lesquels se glissent myrtes et caroubiers; enfin, nous rencontrons sur les terres caillouteuses ou sableuses, une vraie friche où croissent romarin, surgissant du tapis de graminées, marroube chère aux abeilles, diss, alfa, et des touffes ligneuses, odorantes, bruyère, lavande, thym. Une dernière formation végétale est la prairie : c'est souvent un bas-fond humide, quelque peu tourbeux, coloré par mille fleurs printanières, souci orange, iris rouge, colza jaune, chardon violacé, bourrache mauve, tulipe, coquelicot, pâquerette, devenant en été un vrai « paillasson » jaune et rude, parsemé de petites herbes, folle avoine, ray grass, minette, orge des rats, et où le jonc est le roi. Ailleurs, sur les *sraouate* (pluriel de sra) règnent l'artichaut sauvage, le chardon bleu et les fleurs jaunes du « krachoune ». La « non-Friguia » annonce déjà la steppe par ses prés d'harmel et d'armoises, « armoises blanches » (plus exactement gris bleuté) sur les sols argileux, « armoises champêtres » d'un vert tendre sur les terrains sablonneux.

* * *

Telles sont les conditions physiques principales qui ont présidé à l'établissement des indigènes, qui permettent de spécifier l'œuvre colonisatrice entreprise. Mais le relief les complique encore : le Haut Tell se scinde en montagnes élevées (dont le géant de la Tunisie, le Djebel Chambi de 1.544 m.) qui isolent les plaines fertiles, qui se soudent par de hauts plateaux (700 m. en moyenne) et d'où descendent les oueds à éclipses tantôt rapides, tantôt asséchés, autres obstacles aux communications ; ainsi sont créées de petites alvéoles, où deviennent plus particulières les conditions édaphiques, thermiques, pluviales de la vie des habitants. De plus, si le pays lui-même présente de grandes facilités pour la vie agricole et sédentaire, on ne peut l'abstraire des pays voisins : relativement clément et riche, il attire les populations des steppes qui y confinent, et comme dans toute l'Afrique du Nord, la transhumance périodique y est le phénomène humain capital.

Ce n'est pas que les habitations ne soient fixes en aucune manière. Il est intéressant de constater que le Haut Tell possède la plupart des monuments mégalithiques de la Tunisie, preuve suffisante de son occupation archaïque par des hommes qui s'y établirent à demeure. Dans l'antiquité l'organisation en smalas mobiles coïncide avec la construction de villages fortifiés : Jugurtha règne sur l'un et l'autre. Peut-être le moyen âge arabe, surtout depuis l'invasion hilalienne (XI^e^ siècle) apparaît-il avec une diminution de la propriété stable et un progrès du nomadisme, causé moins peut-être par l'insécurité, comme le croit M. Monchicourt, que par les mœurs des conquérants qui s'adaptèrent très bien au sol de conquête. Dès les temps modernes, même avant l'établissement du protectorat, les voyageurs constatent la double présence des agglomérations de sédentaires et des tribus de nomades; mais ces deux genres de vie ne coexistent pas aux mêmes lieux. Ce sont les pluies qui les déterminent, en imposant à chaque zone, plus humide ou plus sèche, « friguienne » ou « non-friguienne » une exploitation spéciale.

C'est de beaucoup l'élevage qui l'emporte comme mode d'exploitation de la terre : il dispose d'énormes espaces (81 0/0 du pays en Friguia, 89 0/0 en non-Friguia). Dans toute la partie méridionale et occidentale du Haut Tell, zone de transition vers la steppe (non-Friguia), le cheptel est considérable, tandis que la zone friguienne est moins exclusivement pastorale ; mais même ici les animaux sont nombreux encore. Témoin ces chiffres qui fixent l'état du bétail dans ces deux régions en 1911, année en dessous de la moyenne (chevaux : 6.277 pour la Friguia, *9.628* pour la non-Friguia; — mulets : 2.563 et *3.512*; — ânes : 6.791 et *14.695*; — bovins : 22.173 et *29.812*; — moutons : 60.920 et *11.727*; — chèvres : 39.719 et *62.893*; — chameaux : 1.814 et *5.906*). Ainsi l'élevage tient encore une place respectable dans la zone plus humide de la Friguia : un gros propriétaire du pays, qui possède 1.250 hectares et 2 maisons a un cheptel de 75 bovins, 30 chevaux, 400 moutons ; un plus petit cultivateur, mais encore bien pourvu avec 100 hectares, a 30 bovins, 3 chevaux, 150 moutons ; la plupart, à la tête d'un lopin d'une dizaine d'hectares (et c'est les 55 0/0 de la population) ont encore un modeste bétail. Naturellement les gens aisés de la zone semi-steppique ont un troupeau plus considérable : ici leur fortune ne repose guère que sur les moutons et les chameaux ; là elle s'appuie sur les bovins et la terre.

Nous avons déjà vu que le sol « tell » est à proprement parler une vraie terre à céréales, et principalement à blé dur; on y cultive aussi l'orge (surtout dans la zone non-friguienne) et par irrigation le maïs. C'est la Friguia qui est la grande région cultivée : elle a deux fois plus d'hectares de céréales que la non-Friguia 151.000 hectares en 1909-1910 contre 71.000), bien que les deux zones aient une étendue sensiblement égale. En non-Friguia, au

reste, la sécheresse y rend précaires les cultures et les indigènes doivent souvent recourir à la trituration des sols durcis : c'est ce « dry farming » qui rend possible la présence des jardins et des vergers, carrés de légumes (navet, oignon, ail, fève, carotte, tomate, courge, etc.) ombragés de quelques arbres fruitiers (grenadier, cognassier, figuier). Ajoutons enfin les 160.000 oliviers du Haut Tell, chiffre fort peu élevé par rapport à toute la Régence. La faiblesse numérique des oliviers est encore une preuve de la prédominance de la vie nomade : les olivettes sont en relation moins avec le climat qu'avec l'habitation fixe, elles disparaissent presque dans la partie la plus sèche, dans la zone non-friguienne, là où l'on devrait en trouver le plus ; mais c'est la partie où les villages sont rares, où les cultures sont instables, où les hommes ne sont plus occasionnellement, mais sont périodiquement migrateurs.

Les habitants de la steppe proche, même ceux des pays de transition, vont chercher dans la Friguia tellienne un supplément de ressources et y apportent la main-d'œuvre qui fait défaut : ces ouvriers agricoles, appelés « saiafa », c'est-à-dire estiveurs, qui rappellent les « aoûterons » de France, se ruent tous les printemps vers le Nord, en suivant la maturité des céréales dont ils viennent faire la moisson ; et la horde est accompagnée de vaches, de brebis, dont le lait servira de nourriture, de chevaux, mulets, chameaux, qui transporteront les bagages ou le grain donné en salaire. Ainsi, cette pérégrination prend les caractères d'une migration périodique réelle. Un contre-courant se produit plus tard : des peuplades du Haut Tell, qui ne peuvent se passer de figues de Barbarie, soit qu'ils les consomment eux-mêmes, soit qu'ils en fassent manger les raquettes juteuses à leurs bœufs, moutons, chameaux, vont, selon la judicieuse expression arabe, « automner dans les cactus », nombreux dans la steppe voisine.

Cependant, les migrations ne sont pas seulement interrégionales ; elles ont lieu souvent dans le Tell même. A vrai dire, celles-ci sont moins rigoureuses : elles sont liées au climat, sont créées par l'instabilité des conditions thermiques et pluviales. L'hiver est par ses rigueurs la saison qui les déclanche le plus : heureusement que la plaine est proche du sra ou du djebel. Ainsi le pêle-mêle des cellules physiques, qui s'oppose à la grande culture, favorise la transhumance pastorale. Ce n'est que quand la plaine manque d'herbe qu'il faut paître les animaux au delà : la steppe est l'ultime ressource. La plupart des tribus de montagne possèdent une portion de la plaine sous-jacente ; les populations de la lisière détiennent un morceau de steppe et un morceau de Tell, qui servent alternativement à l'hivernage et à l'estivage. Voyez les Sayar : fin août, ils récoltent aux environs de Mactar, où gît leur principal établissement ; puis ils vont vers El-Ala automner dans les cactus ; en octobre, ils labourent et emblavent sur le plateau de Mactar ; en décembre, ils « sudisent », c'est-à-dire « hivernent » dans la steppe d'El-Ala, où le bétail reste jusqu'en mars ; vers avril, ils regagnent le Nord, où ils séjourneront cinq mois.

Si l'hiver peut chasser du Tell les cultivateurs, en revanche l'été provoque l'afflux des pasteurs des steppes ; plus l'été est sec, plus grand est l'exode des gens et des bêtes ; parfois le Haut Tell les retient ; parfois, saturé, il en offre le surnombre au Tell maritime du Nord. Dans le Tell lui-même, le bétail monte sur les massifs ou les sraouate ; beaucoup de propriétaires délaissent leurs maisons de plaine et vont estiver sous la tente. Ces voyages sont soumis aux fluctuations atmosphériques ; l'hiver 1904-1905 ayant été exceptionnellement sec, branle-bas d'un départ général pour le Nord : les pâturages de la région du Kef, abandonnés par les Ouled-Ayar, sont occupés par le bétail affamé des Zlass ; en avril, les gens du caïdat du Kef gagnent Béja, Mateur, sont remplacés par des Fréchich, des Majeur ; d'autres se préparent à émigrer. Mais la fin d'avril et mai donnent une pluie régénératrice : l'herbe pousse, on recule ; les Fréchich, les Majeur s'en retournent et sur les espaces qu'ils délivrent reviennent les propriétaires momentanément exilés.

Nous avons quelque peu longuement exposé, à la suite des instructifs chapitres de M. Monchicourt, ce flux et ce reflux des populations du Haut Tell. La colonisation française ne peut se dispenser de connaître avec précision les terrains de parcours et de pâture, les accidents de ces migrations, les besoins de ces nomades. Les uns, et M. Monchicourt, fonctionnaire de la résidence, est de ce nombre, estiment que c'est pour les atténuer, et, à la suite d'une plus complète mise en valeur du Tell par les machines agricoles, d'un plus sérieux aménagement de la steppe par la création d'abris pour les fourrages et les troupeaux, prévoient la diminution du nomadisme. D'autres sont sceptiques à cet égard et ne pensent point que ce soit un progrès souhaitable. Il suffirait d'empêcher les déprédations, au reste de continuer les mesures déjà prises, car aujourd'hui l'obligation des permis de voyage, les amendes, la police des spahis et des agents forestiers gênent la divagation dommageable, sans empêcher la transhumance vitale.

C'est une statistique de grand intérêt que celle qui détermine la proportion des habitations fixes et mobiles. Il y a à cet égard une opposition réelle entre la Friguia et la non-Friguia ; mais les tentes ne sont pas absentes de la première zone. Elles forment les *31,7* 0/0 des habitations en Friguia (les habitations fixes 68,30/0) et *71,9* 0/0 hors de la Friguia (habitations fixes : 27,9 0/0), et encore compte-t-on parmi les habitations stables les « gourbis », huttes de branchages, qui sont, bien plus que les tentes, indice révélateur de misères. Si nous déduisons les maisons européennes, la Friguia possédait en 1906 11.020 demeures indigènes et 5.244 tentes, près de la moitié. Bien des gens ont à la fois leur maison et leur tente, villa ambulante utilisée quand on nomadise. Enfin des nécessités locales, autres que le genre de vie, imposent ici, région de forêts, l'emploi de la maison ou du gourbi, tandis que la tente n'a guère besoin que des produits animaux, poils et laine.

Là où la culture l'emporte, la vie sédentaire s'impose, et le village, la *décherat*, est le groupement nécessaire. Dans ce pays relativement sec ce sont les sources qui créent l'emplacement des agglomérations permanentes : les plantes potagères et arbustives sont semées le plus près de l'eau ; puis sur les pentes sont installées les olivettes ; enfin au-dessus s'édifient les maisons. Ainsi les villages sont juchés assez haut, ce qui était, en outre, un avantage stratégique dans ce pays razzié par les nomades ou les soldats beylicaux, un avantage économique, puisqu'ils avaient à proximité le bois et la pierre dont ils sont bâtis, un avantage sanitaire, à l'abri de la malaria des basses terres, vivifiés par l'air frais et salubre des hauteurs. Quelques villages ont désiré surtout la sécurité et se sont perchés en nids d'aigles sur les tables calcaires, parfois surmontant un socle de marnes : ces *kalaats* (ainsi nomme-t-on ces acropoles) offraient des refuges troglodytiques et même, dans les fissures naturelles du calcaire découpé en lapiez, de vastes réservoirs d'eau. Mais aujourd'hui ont disparu les raisons qui ont motivé ces escalades : les kalaats se sont vidées ; seules subsistent celles qui ont profité de l'exploitation des phosphates proches. Même, alors que les seules vieilles villes sont restées stationnaires, quelques-unes de ces kalaats ont crû dans d'extraordinaires proportions : Kalaat-Djerda, ville-champignon, passe d'un millier d'habitants en 1911 à 3.000 en 1912, l'emportant sur la bimillénaire Téboursouk. Kalaat-Senane a également été sauvée par ses mines. Au contraire les villages, qui, jadis, pour

quelques raisons administratives ou religieuses, faisaient figure de villes, ont à peine bougé ; le Kef, Tébessa ont 6.000 habitants chacun.

Le Haut Tell se transforme donc, moins peut-être par la colonisation agricole (7.000 Européens en 1911, dont 2.000 Français et 4.000 Italiens ; — 50.000 hectares entre les mains des Européens, dont 24.000 aux Français, 13.000 aux Italiens), que par l'exploitation du sous-sol, mines de fer (478.000 tonnes en 1912, c'est-à-dire, la totalité actuelle de la production tunisienne), gisements de phosphates (544.000 tonnes sur les 1.867.000 de la Tunisie, à quoi il faut ajouter les 255.000 tonnes du groupe algérien de Tébessa, dépendance géographique du Haut Tell). Il convient de noter, phénomène démographique inquiétant, dit-on, pour la France, l'abondance des Italiens. Ceux-ci ne sont pas moins nombreux dans les mines (2.426 contre 337 Français). Et non seulement le personnel, mais encore l'argent français fait défaut : la moitié des sociétés vit du capital étranger.

Nous pouvons peut-être conclure que cette transformation du Tell est moins une substitution d'un genre de vie à un autre qu'une coexistence de genres de vie, qu'une superposition à des mœurs anciennes d'activités nouvelles dues à la mise au point de richesses auparavant inconnues. La remarque, par laquelle M. Monchicourt clôt son étude, ne semble pas d'une parfaite justesse. Les indigènes, énonce-t-il « étant au nombre de 245.000 en 1911 n'ont qu'une densité de 17,5 au kilomètre carré. Il y a donc place à côté d'eux pour beaucoup de Français ». Gardons-nous pourtant d'oublier les traits spécifiques des pays où le nomadisme existe : ils exigent de grands espaces pour une population restreinte. Or, le nomadisme n'est pas un fait fortuit, déterminé seulement par la barbarie des pasteurs : il dépend des éléments physiques de la contrée, du sol argileux qui retient les eaux et offre ses pâtures aux bestiaux avides des steppes d'à côté, du climat essentiellement variable, qui par ses fléaux d'hiver ou d'été, déluges ou sécheresse, prépare fatalement les exodes. Le Tell est une région arrosée, fertile : mais seulement par rapport aux zones voisines, au Sahel steppique, au Sahara. Il est susceptible d'être livré aux cultures : mais le fermera-t-on aux transhumants du Sud, et, dans le pays propre, interdira-t-on aux bergers des montagnes de descendre hiverner dans les plaines d'en bas ?

JACQUES ANCEL.

LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS
avec les Colonies

Le Congrès médical de Londres. — Au Congrès de Londres, on a vu, pour la première fois, une section spéciale de pathologie tropicale. Le fait mérite d'être mentionné, car il prouve que maintenant la médecine tropicale a conquis sa place, et qu'elle constitue une branche autonome de la pathologie.

De nombreux rapports et communications ont été faits. Nous ne pouvons les signaler tous. Beaucoup de communications ne présentèrent qu'un intérêt relatif, et la discussion, faite dans les trois angues autorisées, l'anglais, le français et l'allemand, fut souvent confuse et longue. Toutefois il s'en dégage nettement l'impression que le Congrès aura eu pour principal avantage d'attirer l'attention sur les questions les plus importantes et, en particulier, sur la prophylaxie des maladies aux tropiques.

Le rapport sur la peste ne nous a rien appris de nouveau. Les rapporteurs n'ont fait que résumer des statistiques, et n'ont apporté aucun fait nouveau digne d'être mentionné.

Le rapport sur le béribéri, étiologie et prophylaxie, a abouti à une discussion sur la question de savoir si le béribéri était dû ou non à un microbe encore inconnu, ou s'il résultait d'un défaut d'alimentation. A la fin de la séance, le président a mis aux voix trois articles qu'on peut ainsi résumer : 1) le béribéri est une maladie qui est due surtout à l'alimentation par le riz blanc décortiqué; 2) les gouvernements sont invités à varier l'alimentation dans les régions où le béribéri est endémique, et à supprimer, dans la mesure du possible, le riz blanc; 3) le béribéri est une maladie non contagieuse. Sur ce dernier point l'accord n'ayant pu être fait, le Dr SANDWITH proposa de renvoyer à une commission les conclusions sus-énoncées; ce qui fut fait. La discussion fut ainsi close sans qu'aucun parti ait été pris.

La question de l'hygiène dans les pays tropicaux donna lieu à plusieurs rapports intéressants, faits surtout en français et en allemand. Le Dr TCHUDNOWSKY, en particulier, montra les résultats que l'on pouvait tirer de l'application des règles d'hygiène. Son rapport mérite d'être lu. Le Dr HINTZE donna également des renseignements intéressants sur l'organisation sanitaire sous les tropiques, en particulier au Cameroun.

En fin de séance, la section de pathologie tropicale émit le vœu que les médecins, chefs de service des colonies, soient responsables de leurs actes et de leurs décisions devant le gouverneur de la colonie seul, sans intermédiaires. C'est ce qui existe dans les colonies portugaises comme l'a fait remarquer le Dr AYRES KOPKE.

Le rapport de M. LAVERAN sur les leishmanioses fut, en revanche, des plus intéressants. Le savant chef de service de l'Institut Pasteur montra ce que sont les leishmanioses cutanées africaines (bouton d'Orient), et les leishmanioses américaines (bouba espundia, etc.); après lui, le Dr NATTAN-LARRIER, du Collège de France, fit ressortir que si, au point de vue morphologique, aucune distinction n'était possible, au point de vue clinique, on devait distinguer la leishmaniose africaine, qui n'envahit pas la face, de la leishmaniose américaine, qui atteint la face et les autres régions du corps. Le Dr SPLENDORE, dans la discussion qui suivit, montra que la buba brésilienne n'était pas toujours due à une leishmaniose, mais aussi à une mycose, et que, sous ce nom, on avait confondu de nombreuses affections. La même opinion fut soutenue par M. CRISSIUMA, du Brésil, qui distingua dans les buba, les lésions syphilitiques, les prasi, les leishmania et les mycoses.

Parmi les communications, on peut citer celle du Dr LEISHMAN, qui montra, par des projections très intéressantes, que les tiques qui propagent les spirilloses, renferment des corps granuleux, lesquels, lorsque la tique est soumise à une température convenable, donnent naissance à des spirilles; ces corps granuleux constitueraient donc une forme de conservation des spirilles, et celle du Dr PRIMET, sur les résultats du traitement de la fièvre récurrente, de la trypanosomiase humaine par le 606; dans la première de ces affections, les résultats sont bons.

Dans un autre ordre d'idées, M. AYRES KOPKE, de Lisbonne, apporta le résultat de ses expériences sur le traitement de la maladie du sommeil par le 606 en injections intra-rachidiennes; les résultats qu'il obtint furent nuls. MM. TANON et DUPONT citèrent également de nombreuses améliorations, et des cas de guérison apparente de la maladie du sommeil, par les injections intra-veineuses du galyl de MOUNEYRAT.

M. le Dr STEPHENS, de Liverpool, produisit des statistiques comparées très intéressantes, sur la fréquence de la fièvre bilieuse

hémoglobinurique, par rapport à la malaria; il montra que, dans de nombreux cas (50 0/0), on trouvait des parasites dans le sang, et fit ressortir que la morbidité de cette affection augmentait vers la troisième année du séjour, comme l'avaient déjà démontré de nombreux auteurs.

A la suite de cette communication, M. Masi, de Jérusalem, insista sur l'importance du traitement quinique, et, s'appuyant sur une expérience de vingt-cinq années, conseilla d'employer la quinine en injections sous-cutanées, quand l'accès hémoglobinurique a cessé. Pendant l'accès, il s'est toujours trouvé bien de l'emploi du chlorure de calcium.

En résumé, les communications et les rapports faits à ce Congrès ont montré toute l'importance de la médecine tropicale, et ont fait ressortir la nécessité d'adjoindre, à tous les Congrès futurs, une section spéciale de pathologie tropicale. (*Londres*, 6-12 *août* 1913.)

L. T.

Les mémoires du Service géologique de l'Indochine. — L'apparition des volumes récents (1) du Service géologique de l'Indochine constituent un véritable événement scientifique, et par la valeur des documents qu'ils apportent, et par le luxe avec lequel ils sont édités; dans un format grand in-4°, qui ne peut être comparé qu'à celui de *Palæontologica indica*, ces travaux sont d'un ordre trop spécial pour être analysés ici, mais ils constitueront la base indispensable à la connaissance géologique non seulement du Yunnan et du Tonkin, mais d'une grande partie de l'Asie orientale.

Il convient seulement de résumer les données d'ensemble auxquelles est arrivé M. Deprat sur la tectonique de l'Asie sud orientale.

Il a reconnu l'existence de plusieurs faisceaux de plis qu'il a appelés : faisceau sino-annamitique, au Yunnanais, faisceau du Mékong, zone de charriage du Haut-Fleuve-Bleu.

Une conséquence importante au point de vue géographique découle immédiatement de la structure générale de la région yunnanaise, mise en évidence par les géologues du Tonkin; c'est l'allure prise par les grands fleuves coulant à travers la région comprise entre le Yung-Ling et la Birmanie; ces grands fleuves sont parallèles entre le 30e et le 25e parallèle et suivent approximativement le méridien à 160°. A la hauteur du 25e parallèle, le haut Yang-Tseu décrit sa fameuse boucle, celle-ci est due à ce fait que le fleuve s'incurve avec les plis du faisceau yunnanais, tandis que ses congénères continuent leur trajet vers le Sud, avec le faisceau de plis de Mékong.

Une autre conséquence que M. Deprat a parfaitement fait ressortir, c'est que l'énorme profondeur des vallées de ces fleuves est inexplicable, si on ne fait pas intervenir un approfondissement long et régulier dû à des mouvements du sol à l'époque quaternaire.

Cette étude si importante fait grand honneur au Service géologique de l'Indochine, à son directeur M. Lantenais, aux collaborateurs éminents dont il a su s'entourer, et au premier rang desquels il faut citer M. Mansuy et surtout M. Deprat. Elle sera indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la géologie de l'Asie orientale. Si le gouvernement général de l'Indochine permet à ce service de poursuivre son activité, il deviendra rapidement le digne pendant du remarquable « Geological Survey of India » dont l'éloge n'est plus à faire et qui a rendu tant de services à l'Empire des Indes.

La monographie géologique du Yunnan est accompagnée d'une carte géologique du Yunnan oriental en six feuilles à l'échelle du 200.000e qui rendra également de très grands services.

Paul Lemoine.

Un important phénomène de capture en Afrique occidentale. — On a depuis longtemps été frappé du parallélisme du cours du Niger et de la Volta. M. René de Lamothe (1) avait déjà émis l'hypothèse que la Volta supérieure se serait jetée autrefois dans le Bani, affluent du Niger, et aurait été capturée ultérieurement par un tributaire du golfe de Guinée, la Volta inférieure. C'est, qu'en effet, les deux fleuves ont un bief Sud-Sud-Ouest, Nord-Nord-Est, le Niger en amont de Tombouctou, la Volta en amont du confluent qui présente des signes de maturité incontestables; au contraire le bief Nord-Nord-Est, Sud-Sud-Ouest est très jeune, c'est le Niger en aval de Tosaye et la Volta au sud de Moara.

Henri Hubert, auquel on doit déjà tant de contributions importantes sur la géologie de l'Afrique occidentale, vient d'en apporter des preuves nouvelles; mais à ces faits, M. Hubert en ajoute un nouveau, c'est qu'un affluent de la Volta moyenne, le Balley, est en train de marcher à l'assaut de la Volta supérieure; il vient de pénétrer dans la vallée de celle-ci et n'a plus qu'une quinzaine de kilomètres à gagner pour atteindre ce fleuve, le capturer et raccourcir à nouveau son trajet vers l'Atlantique. Ainsi, conclut M. Hubert, les artères de l'Est africain se dirigeant vers les régions septentrionales, semblent fatalement destinées à être capturées par les fleuves côtiers du Sud, et cela sans grand profit pour ces derniers; c'est pourquoi aux multiples causes de dessèchement des régions septentrionales, il sera bon d'ajouter les phénomènes de capture et il sera sage d'en prévoir les conséquences. Il serait très intéressant, en effet, qu'une science qui paraît aussi théorique que la géographie physique commence à avoir des applications pratiques et que les premières de ces applications, elle les trouve en Afrique occidentale où en restreignant le rôle des captures, qui ont une si grande importance dans le dessèchement de l'Afrique, l'homme arrête ce dessèchement et même peut-être ramène la fertilité dans ces régions qui étaient autrefois humides.

P. L.

Plante étouffant les mauvaises herbes. — M. le Dr H. Harms du Jardin botanique de Berlin a fait paraître, d'après les documents d'un planteur, M. A. Stolx, dans le *Tropenpflanzer* de Berlin, une étude sur l'utilisation des *Desmodium*, plantes

(1) *Mémoires du Service géologique de l'Indoch ne*, volume I, 1re partie : *Géologie générale*, par J. Deprat; 2e partie : *Paléontologie*, par H. Mansuy, 147 pp., 35 pl.; 3e partie : *Etude des Fusulinidés de Chine et d'Indochine* et *Classification des calcaires à Fusulines*, par J. Deprat, 77 pp, 9 pl.

I. *Mission du Laos :* I. *Géologie des environs de Luang-Prabang;* II. *Mission Zeil dans le Laos septentrional*; *résultats paléontologiques.* — II. *Contribution à la Géologie du Tonkin. Paléontologie*, par H. Mansuy, 80 pp., 13 pl.

(1) René de Lamothe. Contribution à l'étude géologique des territoires du Haut-Sénégal-Niger. *Bull. Soc. géolog. de Fr.* (4), t IX, 1909, p. 528.
Henri Hubert. Sur un important phénomène de capture dans l'Afrique occidentale. *Ann. de Géographie*, t. XXI, 1912, p. 251, pl. III.

de la famille des Légumineuses, qui sont capables de développement rapide et par suite d'étouffer les mauvaises herbes nuisibles dans les plantations. Il a obtenu des résultats particulièrement bons avec le *Desmodium hirtum* Guill. et Perr., espèce indigène en Afrique tropicale.

L'emploi de cette plante a permis des économies de main-d'œuvre. Les expériences ont été poursuivies à Kyimhla (Nyassa), et tandis qu'il fallait consacrer en moyenne 40 roupies au travail du sol dans les plantations avant l'utilisation du *Desmodium*, l'emploi de ce dernier a fait tomber les frais d'entretien de l'hectare de 40.510 roupies.

É. D. W.

Recherches sur les meilleures méthodes de saignée de l'Hévea. — M. le Dr A. W. K. de Jung, poursuit au laboratoire de chimie agricole de Buitenzorg, dépendant du Département de l'agriculture et de l'industrie, des recherches qu'il intitule « scientifiques » sur les meilleurs procédés du saignage de l'Hévéa.

Nous ne pouvons pas ici entrer dans le détail de ces expériences, mais il convient de signaler un résultat curieux qui aura une grande portée pratique. Actuellement on saigne en arête de poisson, en demi-arête de poisson ou en V.

Les vaisseaux laticifères s'enroulent d'après les recherches de Petit et corroborées par le Dr de Jung, vers la droite. Si l'on fait des incisions dans la couche corticale, on coupera donc plus de vaisseaux en entaillant obliquement vers la gauche. D'où l'on peut déduire que dans une saignée en arête de poisson, comme dans les saignées en V, les branches gauches fourniront plus que les droites et que, dès lors, la demi-arête de poisson gauche est à conseiller.

É. D. W.

A propos de Manihots caoutchoutifères. — Parmi les questions coloniales, celles que soulèvent la culture, l'exploitation des caoutchoutiers et le commerce du caoutchouc, sont en ce moment palpitantes.

Il s'agit, en effet, dans les conditions de crise actuelle, de préconiser uniquement la culture et l'exploitation d'essences capables de produire de bon caoutchouc dans les meilleures conditions économiques. Il se pose donc une question : cette essence est-elle unique ; peut-elle être partout cultivée ?

Il existe de nombreuses essences caoutchoutifères ; elles eurent, il y a quelques années successivement de la vogue, mais elles ont actuellement, la plupart, été abandonnées pour laisser la place à l'*Hevea*. Nous n'avons pas à discuter la valeur économique indiscutable d'ailleurs de ce caoutchoutier, mais nous tenons à faire voir que si elle a pris beaucoup d'extension dans les cultures tropicales, certains agronomes sont restés, avec assez de raison, fidèles à d'autres plantes productrices. Parmi eux nous citerons le Prof. Zimmermann, l'éminent directeur de la Station biologique d'Amani (Afrique orientale allemande) qui n'a cessé de poursuivre des recherches sur la valeur culturale et commerciale des *Manihot* caoutchoutifères.

Cette suite ininterrompue de recherches nous vient l'occasion d'attirer l'attention sur un ouvrage qui, pour la première fois, nous donne un résumé complet de la question *Manihot*, nous faisant ainsi voir que cette plante peut avoir un grand intérêt culturel, car elle peut produire dans des conditions où d'autres caoutchoutiers seraient incultivables ou incapables de donner un rendement rémunérateur (1).

Les renseignements publiés par M. Zimmermann, corroborent une fois de plus le principe, souvent émis mais peu appliqué, qu'il faut à chaque pays ses producteurs spéciaux et que vouloir uniformiser toutes les cultures serait un danger économique.

M. Zimmermann admet comme rendement minimum d'une plantation de Manihot :

dans la	4e	année	50 kil.	par hectare
—	5e	—	100 —	—
—	6e	—	150 —	—
—	7e	—	200 —	—
—	8e	—	200 —	—

En comparaison des frais relativement peu élevés d'entretien et de préparation, cela est fort beau.

La conclusion que l'on peut tirer de la lecture du livre de M. Zimmermann, n'est pas qu'il faut cultiver partout le *Manihot*, mais plutôt que si les conditions sont favorables, et l'auteur s'étend longuement sur elles, cette culture peut rapporter des bénéfices très appréciables.

L'étude de ce livre est conseillée aux spécialistes comme à tous ceux qui s'intéressent au caoutchouc, car à côté des chapitres spécialisés d'autres envisagent les problèmes généraux de l'exploitation et du commerce de la gomme élastique.

É. D. W.

La culture du caoutchouc à Sumatra. — D'après un récent article de *H. Smidt Stolting* publié dans le *Tropenpflanzer* XVII, mai 1913, n° 5, p. 238, la culture du caoutchouc à Sumatra se serait développée d'une façon surprenante ces dernières années.

Les premiers essais dateraient de 1895 et auraient été faits par un planteur de l'île avec des graines de *Ficus elastica ;* puis on essaya l'*Hevea brasiliensis* qui donna de meilleurs résultats. Bientôt des plantations se créèrent sur la côte-nord-est, grâce surtout à des capitaux anglais, hollandais, français et belges.

Dans ce pays où le sol d'alluvion est excessivement riche, on fait souvent des cultures intermédiaires, ce qui diminue les frais d'entretien de la plantation. Pour cela, on plante les arbres à 5 ou 6 mètres les uns des autres, et on cultive à côté soit le tabac, soit le caféier.

La multiplication se fait en général par les semences. On fait des semis, soit en pleine terre, soit dans des caisses, et trois ou quatre semaines après on transplante les jeunes arbres. Il faut alors les arroser très souvent, et cinq ans après, quand les caoutchoutiers ont de 45 à 50 cm. de tour, on peut commencer à les saigner. Pour cela, à l'aide d'un couteau, on pratique dans l'écorce une gouttière verticale, puis de petites incisions latérales légèrement inclinées et couvrant un quart de la surface du tronc. Puis on récolte le latex qui s'écoule à la base de ces gouttières.

On ne peut encore évaluer la quantité de caoutchouc que fournit Sumatra, cependant elle devient chaque jour plus considérable, et il semble qu'on puisse attendre beaucoup de cette culture qui est faite dans un terrain riche et dans un pays où la main-d'œuvre est bon marché.

Ch. R.

(1) Prof. Dr A. Zimmermann. — *Der Manihot-Kautschuk, seine Kultur, Gewinnung und Präparation* 1 vol. in 8° 342 p., 151 fig. Iéna 1913. G. Fischer.

La production du café dans les colonies françaises. — M. BERTEAU a donné récemment dans le *Bull. Off. colonial* 1913, nos 64-67 une étude d'ensemble sur la production du café dans nos colonies, c'est un document utile à signaler, à un moment où la détaxe coloniale rendra sans doute possible cette culture en diverses régions qui s'étaient jusqu'alors abstenues devant les difficultés, sinon l'impossibilité de la lutte contre le Brésil.

Si l'on songe que la consommation française annuelle dépasse 100.000 tonnes et que toutes nos colonies réunies n'en produisent pas plus de 1.250 à 2.500 tonnes, il y a lieu de se demander si vraiment certains de nos gouvernements généraux ne devraient pas encourager un peu mieux les quelques efforts faits par des colons, à Madagascar, en Océanie, au Tonkin et en Afrique.

Voici que des variétés toutes dérivées des *Caféiers* du Congo sont cultivées un peu partout ; il serait peut-être temps de se préoccuper des efforts des Hollandais à Java. C'est à notre administration à se procurer des graines de *Coffea robusta kouilensis*, etc., et à prier Sociétés ou colons de les cultiver sous la surveillance des agents d'agriculture !! Mais pour cela, il faudrait un service d'agriculture recevant une haute impulsion et procédant avec science et méthode. N'est-ce pas symptomatique que de voir ce *Coffea robusta* revenant à son pays d'origine, le Congo, après avoir reçu la consécration scientifique et économique à Buitenzorg et chez les planteurs de Java !

EM. P.

La Flore d'Afrique. — Le 41e fascicule de la publication que dirige l'éminent botaniste directeur du Muséum de Berlin, M. le professeur ENGLER, vient de paraître (1). Avec ses collaborateurs ordinaires, il a pu donner la diagnose d'un nombre considérable d'espèces nouvelles appartenant aux familles les plus différentes et provenant de divers collecteurs. C'est ainsi qu'un chapitre est réservé aux nouvelles espèces récoltées par Mme la Duchesse d'Aoste dans le centre africain, et déterminées par MM. BUSCALIONI et MUSCHLER. Le dernier chapitre dû à M. ULBRICH nous intéresse particulièrement, car il traite d'une question jusqu'alors assez obscure, celle de la classification et de la répartition géographique des espèces du genre *Bombax* dont une espèce très voisine, le *Ceiba pentandra* ou *Eriodendron anfractuosum*, est le **kapok**. Il est vraisemblable que la bourre qui entoure les grains de différents Bombax pourra se substituer au kapok de l'Indo-Malaisie, et déjà l'on tire parti de celle de *B. buonopozense* P. Beaur. Onze espèces de ce genre sont actuellement connues et décrites dans le travail en question.

EM. P.

Les fruits de Sapindus dans l'économie domestique. — On désigne sous le nom de *Saponines* des substances chimiques, voisines des glucosides, encore bien mal définies et qui sont surtout caractérisées par la propriété qu'elles communiquent à l'eau de mousser abondamment à la moindre agitation. M. A. Chaplet dans *La Parfumerie moderne* (avril 1913), p. 47-49, rapporte l'usage des matières premières à saponine dans l'industrie de cosmétiques et nous voulons mentionner cet article, seulement parce qu'il s'occupe des fruits de *Sapindus* qui donneraient d'excellents résultats pour l'obtention de produits saponinés. La meilleure méthode consiste à torréfier les fruits en les exposant à une température de 130-140° pendant 3 à 4 heures. On obtient après refroidissement une substance friable qu'il est facile d'amener à l'état de poudre homogène. La perte de poids est d'environ 10 0/0 et la poudre obtenue n'est pas hygrométrique ; elle peut par conséquent être expédiée en sacs et se conserve très bien. La torréfaction n'altère que d'une façon insignifiante les principes saponisants. Mise dans l'eau tiède, cette poudre torréfiée donne immédiatement un liquide moussant abondamment. A la dose de 10 à 15 grammes par litre, on obtient un bain convenant pour le lessivage à l'égal des meilleures lessives employées. La seule précaution consiste en un rinçage plus complet pour enlever la teinte jaunâtre donnée à l'eau par certaines substances formées à la torréfaction.

La poudre de *Sapindus* peut être facilement mise en pains analogues à des pains de savon, mais il est préférable d'en préparer un pseudo-savon suivant le procédé indiqué par M. DE KÉGHEL.

On fait digérer la poudre dans un tambour tournant lentement avec un mélange d'un volume d'alcool à 90° pour 10 volumes d'eau. Le récipient à double paroi est maintenu à 55°-60° et on laisse ainsi digérer pendant une cinquantaine d'heures.

On obtient ainsi un liquide brun visqueux, de parfum agréable qui contient (pour un mélange comprenant 200 kilogrammes de poudre et 450 litres d'eau alcoolisée) 75 kilogrammes environ de saponine et qui peut être décoloré par l'acétate de plomb.

Malaxé ensuite avec de la graisse de coco, celle-ci se sépare entraînant toute la saponine qu'elle absorbe et le résidu alcoolique peut être récupéré.

La matière grasse, chauffée à fusion, par addition de lessive de savon est saponifiée et finit par donner un savon dur, brun très mousseux, de qualité préférée au meilleur savon de Marseille.

Etant données ces indications, il semble que certains de nos colons, se sont peut-être un peu trop pressés de détruire leurs *Sapindus Mukurossi* en Algérie.

EM. P.

Les orchidées de Java. — Nous signalons aux horticulteurs intéressés par les Orchidées, le n° IX du *Bull. du Jardin botanique de Buitenzorg*, 1913, qui est entièrement réservé à ces plantes curieuses étudiées par le Dr J.-J. SMITH. C'est le troisième fascicule consacré aux Orchidées de Java.

La culture fruitière en Tunisie. — On sait le développement qu'acquiert de jour en jour cette culture en Tunisie, aussi doit-on louer, le gouvernement tunisien et la Société d'horticulture de leurs efforts dans ce sens. Les principaux arbres fruitiers sont, d'après l'actif directeur du jardin d'essai de Tunis, M. GUILLOCHON (*Bull. off. Gouv. tunisien*, 1913, n° 65) :

AGRUMES. — On sait qu'on appelle ainsi les fruits d'Hespéridées, oranges, citrons, mandarines, dont la production ne dépasse guère encore la consommation locale. Les variétés d'oranges les plus estimées sont : la *Meski*, la *Maltaise* et la *Cheroubo*, mais il en est beaucoup d'autres avantageusement connues : *Méditerranéenne, Jaffa, Valence, Orange sans pépins, Sanguine*, etc.

La Tunisie produit peu de mandarines, mais possède une quantité considérable de variétés de citrons.

(1) *Beiträge zur Flora von Afrika* sous la direction de A. ENGLERS avec la collaboration des savants du Musée royal et botanique de Berlin et d'autres botanistes. Leipsig 1913, XLI, avec 11 figures dans le texte.

Amandiers. — Cette culture est en voie sensible d'accroissement aux environs de Tunis, à l'Enfida et la région Sfaxienne.

Figues. — Même observation. Le figuier commence à produire vers 4 ans et est en pleine production à 12 ans; les bonnes variétés sont dénommées : *Bayadi, El-Khedri, Kouti Dergi* ou figues blanches, *Lou-nirag, Sultani, Zedi, temsi* ou figue violette.

Abricots. — Abondants dans la région du cap Bon et les oasis du Sud. L'abricotier indigène demande à être considérablement amélioré, et l'appel fait depuis plusieurs années commence à être entendu. On a introduit des variétés françaises, comme l'*Angoumois*, le *Lérizet* et le *Jacques*, qui donnent des résultats encourageants.

Prunes. — Le prunier étant en plein rapport, il importe de développer sa culture, comme l'ont fait quelques colons avec *Prune d'Agen, de Damas, Sainte-Catherine, Brignolles.*

Bananes. — Y a-t-il lieu d'encourager les essais dans le Sud? Nous ne le croyons pas, sauf pour l'alimentation indigène.

Grenades. — C'est surtout une culture indigène.

Raisins. — Cette question a été soulevée, il y a quelques années et nul doute que, suivant l'exemple de l'Algérie, la Tunisie n'exporte bientôt une quantité importante de raisins frais ou secs.

Dattes. — On sait que les plus estimées de toutes les dattes sont le *Degla* des oasis de Tozeur et Nefta. Les Américains avons-nous déjà rapporté, ont sélectionné en Californie, les variétés connues sous ce nom; la Direction de l'agriculture tunisienne ne devra pas oublier ces intéressantes recherches pour encourager dans les oasis du Sud, seulement la multiplication des bonnes variétés.

***

Somme toute, c'est avec juste raison que le *Bulletin officiel* encourage l'arboriculture fruitière, sûre de pouvoir écouler sa production, et qui intéresse par là le petit propriétaire, et nous nous associons aux conclusions de M. Guillochon.

Em. P.

Un parasite du ver à soie. — Le Dr Legendre signale l'existence, dans la vallée du Yalong, d'un dangereux ennemi du ver à soie, appelé par les paysans chinois « mao tsang in » mouche velue (1). Cet insecte, gris verdâtre, a l'abdomen orné de fortes et belles soies; il s'attaque aux larves qu'il pique au voisinage des stigmates, déposant un œuf dans la lésion produite. On constate d'abord la formation d'une ecchymose, puis, 24 heures environ après la piqûre, la présence des larves développées occasionne des boursouflures sous la peau. Le ver à soie meurt à ce moment, s'il n'avait déjà succombé 10 à 12 heures après la piqûre.

La mouche apparaît vers la fin du mois d'avril, pour pulluler en mai, causant de sérieux dégâts, et détruisant parfois jusqu'à 50 0/0 des vers. On la combat de façon toute rudimentaire en produisant une épaisse fumée et en entretenant une obscurité complète dans les magnaneries. Quant à détruire, par incinération, les larves frappées par la « mao tsang in », ce qui serait tout indiqué, les paysans chinois n'y songent pas.

R. et B.

Le chancre des arbres fruitiers. — Le chancre des arbres fruitiers, provoquant l'affaiblissement progressif et la mort des sujets atteints, constitue une des maladies les plus répandues et les plus graves. M. Clayton Smith fait, à la *Station expérimentale de l'Université de Californie*, une étude approfondie de la question, étude qui peut se résumer ainsi : le *Bacterium tuméfaciens* provoquant le chancre est très répandu en Californie et cause, dans les pépinières, des pertes pouvant atteindre 70 0/0 des jeunes sujets.

Le chancre peut être produit, sur différentes espèces d'arbres, au-dessous du sol, par des inoculations d'une culture de la bactérie. On a inoculé avec succès la maladie aux espèces suivantes : *Prunus integrifolia, Eucalyptus tereticornis, Schinus molle, Ficus carica, Citrus Limonum, Citrus Limetta, Citrus vulgaris, Citrus Aurantium, Pyrus spec., Juglans regia, Prunus armeniaca, Prunus amygdalus, Prunus persica, Prunus Davidiana.* L'inoculation est restée sans effet pour *Grevillea robusta, Anona Cherimolia* et *Persea gratissima.*

Les chancres aériens, caractéristiques, qui existent sur certains arbres en Californie ressemblent beaucoup à ceux que provoque le *Bacterium tumefaciens;* on les rencontre sur l'olivier, la vigne, l'oranger, le limonier, le laurier-rose et le cognassier. La bactérie spécifique n'a pas encore été isolée.

R. et B.

Un nouveau parasite du Cacaoyer. — On signale, dans la région d'Amani (Afrique orientale allemande) la présence dans les fruits du cocaoyer de la larve d'une mouche : *Ceratitis anonea* Graham, rencontrée déjà dans la Nigérie du Sud et le pays des Achantis où elle s'attaque au soursop (1). Les cabosses atteintes portent des taches noirâtres aux points où les larves ont pénétré dans la pulpe. Ces larves, de couleur jaunâtre, s'enfoncent dans le sol pour se transformer en puppes d'où sort la mouche au bout de quinze à vingt jours. L'insecte parfait, de la taille d'une mouche domestique, a une coloration très vive. Les yeux sont verts, la tête jaune, le thorax blanc sur les côtés et gris à la partie supérieure. L'abdomen, gris clair, est rayé de brun; les ailes, transparentes, roses à la base, sont rayées de brun et semées de points noirs. Les pattes sont jaune-brun.

R. et B.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	6 .. à . ..
Conakry Niggers	5 25 à 5 75
Soudan Niggers rouges	5 .. à . ..
Soudan Niggers blancs	4 50 à 5 ..
Soudan lanières et plaques	5 50 à 6 ..
Soudan Manoh	4 50 à 5 ..
Lahou petits Cakes	4 .. à 4 50
Lahou Niggers	4 25 à 4 75
Gambie A	3 .. à 4 50
Gambie AM	3 50 à 3 75
Gambie B	3 .. à 3 50
Bassam Lump	2 50 à 3 ..

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le mercredi 22 octobre et comprendra environ 200 tonnes, dont environ 65 tonnes Plantation.

(1) *Bulletin Economique de l'Indochine* 1913, n° 100, p. 103.

(1) H. Morstatt. *Der Pflanzer* 1913, n° 5, p. 219.

On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	4 50 à 4 75
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	3 50 à 3 75
Kasai noir I	4 50 à 4 75
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	4 50 à 4 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	4 50 à 4 75
Mongala lanières	4 50 à 4 75
Aruwini	4 50 à 4 75
Wamba rouge I	3 .. à 3 75
Uelé	4 50 à 4 75
Détroits crêpe I.	5 50 à 7 90

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — AGRICULTURE. — **Culture du palmier.** — Le nombre des palmiers déclaré en 1912 s'est élevé à 5.567.636, soit une augmentation de 229.318 sur la précédente statistique.

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

10 *septembre.* — *Décret* fixant la quantité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France du 1er août 1913 au 31 juillet 1914.

13 *septembre.* — *Décret* déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'une ligne ferrée de l'Arsenal de Sidi-Abdallah à la carrière de Djebel-Mellaha.

Décret modifiant les articles 3, 4 et 10 de la loi du 29 juillet 1881, sur le régime de la presse.

20 *septembre.* — *Décret* modifiant le décret du 8 février 1892 relatif au régime applicable aux occupations des terres mortes, dans la région des terres sialines.

Décret modifiant l'article 4 de la loi du 29 avril 1908 promulguée par décret du 30 mai 1908.

Décret interdisant d'élever des constructions dans une zone autour de Dougga.

AGRICULTURE. — **Création d'un service botanique pour la propagation de nouvelles cultures.** — Un décret du 9 septembre décide la création, à dater du 1er janvier 1914, d'un service botanique qui a pour objet :

1° De réunir et d'étudier, en vue de leur acclimatation et de leur culture, les végétaux intéressant l'agriculture, l'arboriculture et l'horticulture de la régence;

2° De produire les semences, boutures, greffons, plants que la direction générale de l'agriculture jugera utile de propager;

3° D'entretenir un jardin botanique réservé aux espèces cultivées et spécialement affecté à la vulgarisation et à l'enseignement.

Ce service est doté de la personnalité civile et autorisé à exercer tous les droits, prérogatives et actions attachés à ce titre.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Sénégal. — COMMERCE. — **Le conditionnement des arachides au Sénégal.** — Depuis quelques années, la Chambre de commerce du Rufisque s'est inquiétée de la progression de sable et de corps étrangers livrés et vendus avec les arachides aux maisons de commerce du Sénégal. Pour éviter la déconsidération, qui peut retomber sur un produit trop adultéré, qui a besoin de tenir la concurrence de produits similaires, elle avait prié, à plusieurs reprises, les pouvoirs publics du Sénégal, de prendre des arrêtés prévoyant des punitions sévères pour les indigènes, qui se livraient à des fraudes sur les arachides. En 1912, le gouverneur du Sénégal, sur de nouvelles insistances de toutes les Chambres de commerce de la colonie, faisait paraître un arrêté interdisant, la détention, la circulation, la vente dans toute l'étendue du Sénégal, des graines d'arachides contenant une proportion de sable et de corps étrangers supérieure à 2 0/0. Cet arrêté, mis en vigueur dès le début de la traite 1912-1913, n'a pas produit les effets qu'on était en droit d'attendre, malgré toute la sollicitude apportée par le gouverneur du Sénégal pour son application, le concours moral et pécuniaire de toutes les Chambres de commerce de la colonie. De ce premier essai de répression de fraude il est ressorti que les mesures prises par l'administration ne doivent pas être abandonnées, mais bien encouragées et secondées par une action parallèle du côté du commerce, qui doit être le premier à vouloir réagir contre les mauvaises habitudes d'achat d'arachides à la Côte.

Dans une séance du mois d'avril dernier, la Chambre de commerce de Rufisque émettait un vœu dans ce sens, et préconisait les mesures pour remédier à cette situation. Ces mesures ont pour but d'établir au Sénégal un nouveau conditionnement dans les achats d'arachides. Ce nouveau conditionnement consisterait à ne plus acheter les graines « à tout venant », à vérifier la qualité tant pour les achats au détail à l'indigène, que pour les achats, réceptions au demi-gros. La vérification de la qualité des arachides provenant des opérations, des traitants, des clients des maisons de commerce, se ferait à Rufisque par les soins de la Chambre de commerce. La vérification des achats au détail continuant à se faire, dans chaque escale, conformément aux prescriptions prévues par arrêté du gouverneur du Sénégal de juillet 1912. Les analyses qui seraient faites à Rufisque, par suite de ce contrôle, porteraient sur le sable, les corps étrangers, sans tenir compte des coques vides et avariées. Pour arriver, par des moyens rapides et économiques, à l'établissement de ces analyses, voici comment la Chambre de commerce de Rufisque entend procéder. A la sortie du parc des arachides à Rufisque, il serait installé trois cribleurs électriques, qui fonctionneraient sous la direction de trois experts jurés européens, assermentés. Sur chaque expédition, retirée de la gare, les experts désigneraient au hasard 1 sac sur 50 pour être criblé. Le poids du contenu serait reconnu et l'analyse porterait sur la moyenne du sable et corps étrangers trouvés. Les réceptionnaires prendraient l'engagement formel, au moins pour la durée de la campagne prochaine, de déduire le pourcentage trouvé par l'analyse, du poids total des arachides reçues par expédition. En aucun cas et sous aucun prétexte, il ne pourrait être fait, sous aucune forme, des bonifications et des remises soit en cours ou fin de traite. Pour garantir vis-à-vis de tous, le bon fonctionnement de ce conditionnement, chaque maison d'exportation de Rufisque fournirait un cautionnement dont l'importance varierait suivant le chiffre des exportations annuelles. Ce cautionnement serait mis en dépôt à la Banque de l'Afrique occidentale à Rufisque, au nom de la Chambre de commerce. Il serait remboursé au mois d'octobre suivant, si les mêmes mesures n'étaient pas renouvelées. La non observation de l'engagement pris par une maison serait portée devant deux arbitres, l'un désigné par la maison de commerce, l'autre par la Chambre de commerce. Un troisième arbitre pourrait être choisi par les deux premiers en cas de désaccord. Leurs sentences seraient définitives et sans appel. La faute commise pourrait entraîner une amende de tout ou partie du cautionnement, qui reviendrait à la Chambre

de commerce du Rufisque, qui en serait le propriétaire de droit. Pour le criblage, la Chambre de commerce percevra cinquante centimes par tonne d'arachides effectivement reçue. Le poids serait constaté d'après le carnet de pesage des maisons de commerce ou d'après le récépissé du chemin de fer, ou toutes autres pièces permettant d'avoir le renseignement utile, permettant également d'identifier l'expédition. Les arachides seraient livrées aux experts au pied du cribleur et c'est à ce même endroit qu'elles seraient rendues ensachées au livreur.

Ces mêmes mesures pourraient être prises pour Dakar, après entente de notre compagnie avec la Chambre de commerce de ce port.

Les frais de criblage et d'analyse sont peu élevés, si l'on tient compte du sable et des corps étrangers, payés très cher en ce moment aux indigènes et revendus à vil prix en Europe. Pour une récolte de 110.000 tonnes, la Chambre de commerce de Rufisque percevra 55.000 francs, alors que pour la même quantité d'arachides traitées, en se basant sur la quantité de sable trouvée par les analyses de cette campagne, il faut tabler sur 7 0/0 de sable et corps étrangers. En ramenant à 5 0/0, déduction faite de la franchise de 2 0/0, la quantité à bonifier à l'usinier, à l'acheteur des chargements en Europe, en prenant pour base de vente 325 francs la tonne, vous bonifieriez 1.787.500 francs de sable et de corps étrangers revendus à 6 francs la tonne, soit sur 5.500 tonnes 33.000 francs. La perte subie par les exportateurs du Sénégal est de 1.754.500 francs qui, avec le nouveau conditionnement des arachides pourrait être limitée aux frais de criblage : soit 55.000 francs. Ces frais seraient bien moindres la deuxième année, par suite de l'amortissement durant la première, des 2/3 de l'outillage. Sur le second exercice, il ne serait prélevé que 0 fr. 20 par tonne. Les traitants, les opérateurs, les clients ne pouvant plus compter sur l'acceptation du sable et des corps étrangers par les maisons de commerce de Rufisque, porteraient toute leur attention dans les achats au détail et n'hésiteraient pas à se rendre compte de la qualité des arachides mises en vente, ce qui avait lieu du reste autrefois.

Moins de sable dans les arachides, moins de déchet dans les sécots, moins de perte fin de campagne, plus de bénéfice pour l'exportation. C'est donc dans l'intérêt du traitant, de l'opérateur, du client, de tout le commerce que la Chambre désire établir un nouveau conditionnement des arachides au Sénégal.

Pour que le projet ci-dessus soumis soit réalisable, il faut que tout le monde, sans exception, y adhère. Saint-Louis, Kaolack, Fatick, Nianig, M'Bour et les autres points d'embarquement suivraient vite l'exemple de Rufisque, dès qu'il se produirait une amélioration dans les livraisons des arachides à Rufisque.

La Chambre de commerce considérant que dans l'intérêt de tous, il mérite d'être étudié en commun le nouveau conditionnement des arachides, a organisé une réunion qui vient d'avoir lieu à la Bourse de Bordeaux. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

6 *septembre.* — *Arrêté* du 26 août portant organisation de l'apprentissage et de la vulgarisation agricoles dans le Haut-Sénégal et Niger.

Journal officiel de la colonie.

1er et 15 *août.* — *Arrêté* du 10 juillet, ouvrant au trafic direct entre le chemin de fer de Kayes au Niger et la navigation du Niger, les escales de Kouakourou et de Mopti.

Arrêté du 25 juillet prescrivant d'enrayer la propagation des parasites du gros mil.

Arrêté du 25 juillet fixant la date d'ouverture de la chasse à l'aigrette, pour l'année 1913.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

6 *septembre.* — *Arrêté* du 26 août portant réorganisation et fixant les attributions et le fonctionnement du service de l'Agriculture et des Forêts de la Guinée.

Arrêté du 26 août portant organisation de l'enseignement pratique agricole dans la colonie de la Guinée française.

Journal officiel de la colonie.

1er *septembre.* — *Arrêté* du 1er août 1913 portant que les délais de suspension d'application du décret du 15 septembre 1912, réglementant la récolte, circulation et vente du caoutchouc en Afrique occidentale française prendront fin à la date du 1er septembre 1913.

Arrêté du 13 août 1913 autorisant le bureau de Boké à émettre et à payer des mandats-poste métropolitains pour le compte du trésorier-payeur de la Guinée.

15 *septembre.* — *Arrêté* du 20 août 1913 déclarant infectés de péripneumonie et de fièvre charbonneuse divers cantons des cercles de Kankan et de Siguiri et édictant sur ces territoires des mesures de préservation du bétail.

Arrêté du 26 août 1913 édictant des mesures de salubrité et d'hygiène dans la ville de Mamou.

Côte d'Ivoire. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

6 *septembre.* — *Arrêté* du 1er juillet portant organisation de l'apprentissage et de la vulgarisation agricole à la Côte d'Ivoire.

Journal officiel de la colonie.

31 *août.* — 310 A. — *Circulaire* du 14 août au sujet de la prophylaxie de la fièvre jaune.

Dahomey. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique occidentale française.*

6 *septembre.* — *Arrêté* du 2 août portant modifications à l'arrêté du 31 décembre 1906, instituant la Chambre de commerce du Dahomey.

13 *septembre.* — *Arrêté* du 30 août portant organisation de l'apprentissage et de la vulgarisation agricole dans la colonie du Dahomey.

Arrêté du 30 août portant organisation de l'enseignement agricole dans la colonie du Dahomey.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Commerce. — **Le commerce de l'Afrique équatoriale française en 1912.** — Le commerce spécial de l'Afrique équatoriale française s'est élevé en 1912 à un chiffre total de 43.693.749 francs, dont 17.340.706 francs à l'importation et 26.353.043 francs à l'exportation.

A l'importation, la part de la France a été de 8.247.614 francs, celle des colonies de 51.981 francs, et celle de l'étranger de 9.041.111 francs.

Les exportations se sont faites pour 12.854.799 francs vers la France, pour 124 francs vers les autres colonies et pour 13 millions 498.120 francs vers l'étranger.

Le commerce général atteint un chiffre de 48.922.673 francs, dont 19.987.495 francs aux importations et 28.935.213 francs aux exportations.

Les principaux pays étrangers importateurs sont l'Angleterre, avec un chiffre de 3.735.000 francs environ, la Belgique pour 1.855.000 francs, le Congo belge pour 742.000 francs, et l'Allemagne pour 1.558.000 francs.

Les exportations à l'étranger se sont faites principalement vers la Belgique pour 6.490.000 francs, le Congo belge pour 692.000 fr., l'Allemagne pour 2.672.000 francs, l'Angleterre pour 2.430.000 fr., et la Norvège pour 1.130.000 francs.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

23 *août*. — *Addendum* à la décision du 30 juillet 1913 instituant une commission chargée d'étudier à nouveau la question de la création d'une caisse de prêts agricoles et nommant M. Frappart, membre de ladite commission.

30 *août*. — *Arrêté* organisant les prestations dans la province de Betroka.

Arrêté portant organisation au Service de colonisation d'un personnel des eaux et forêts.

Etats des exploitations minières pour le mois de juillet 1913.

Arrêté modifiant le paragraphe 4 de l'article 2 de l'arrêté du 26 février 1913, relatif à l'exploitation des stations radiotélégraphiques de Madagascar et des Comores.

La carte de Madagascar. — Le *Journal officiel* de Madagascar publie la note suivante :

Le Service géographique de l'état-major du groupe de l'Afrique orientale vient d'éditer la demi-feuille n° 237 Est et la demi-feuille n° 238 Ouest *Amboasary* de la carte au 100.000e. Cette feuille se raccorde au Sud avec la moitié Est de la feuille n° 250 (Anjiro) et la moitié Ouest de la feuille n° 251 (Lohariendava). Le prix de la feuille est de 1 fr. 75. Pour l'achat, s'adresser à l'imprimerie officielle, à Tananarive, ou aux divers commissariats des mines de l'intérieur.

ELEVAGE. — **L'élevage à Maevatanana.** — La foire de Maevatanana a eu lieu à la fin d'août. Plus de 4.000 bœufs y ont été amenés. Les transactions y furent très nombreuses et les cours soutenus. Le marché se ressent de la situation favorable du moment et de la régularité des achats effectués par divers commerçants et surtout par l'usine frigorifique de Boanamary exploitée aujourd'hui, comme l'on sait, par la Compagnie générale frigorifique.

La reprise de l'exportation des bovidés sur Delagoa-Bay n'est pas non plus sans apporter un sérieux appoint au mouvement des affaires. Les animaux de très belle apparence se sont vendus 65 et 70 francs.

La situation économique de la province est excellente par suite de l'augmentation de la production du riz.

MINES. — **L'industrie du graphite à Madagascar.** — Nous croyons devoir reproduire *in extenso* la lettre suivante adressée récemment par le chef de la circonscription minière du Nord à l'administrateur du district autonome d'Ambilobe et qui contient d'intéressants aperçus sur l'industrie du graphite à Madagascar.

Prix du graphite. — Le prix des différentes qualités de graphite pris sur le carreau de la mine, au port d'embarquement et en France, dépend des méthodes d'exploitation, de traitement ou d'enrichissement et, aussi, de circonstances purement locales, telles que le coût de la main-d'œuvre employée, distance de la mine d'une voie de communication ou du port d'embarquement et, enfin, des moyens de transport employés par le producteur. A ces frais il y a lieu d'ajouter la redevance proportionnelle de 2 1/2 0/0 que payent les produits extraits d'après leur valeur marchande, sur le carreau de la mine (cette valeur est fixée actuellement à 200 francs les 1.000 kilogrammes, pour le graphite, ce qui fait un droit de 5 francs par tonne) et le fret applicable au départ de Tamatave, Diégo-Suarez, Majunga, Nossi-Bé et Sainte-Marie, par vapeur de la Compagnie des Messageries Maritimes ou de la Compagnie Havraise, dont le prix est ainsi fixé : 44 francs pour Marseille, Bordeaux, Saint-Nazaire, le Havre et Dunkerque (pour Nantes le prix ci-dessus est à majorer de 3 fr. 25 par unité de taxe pour frais de gabarage), à 50 francs pour Gênes, Anvers et Londres, et à 64 francs pour Rotterdam, Amsterdam, Liverpool et Hambourg.

Le minimum du fret par connaissement est fixé à 15 francs pour les ports français sus-dénommés et à 25 francs pour les autres ports prévus au tarif. Il y a lieu d'ajouter les frais accessoires d'emballage, embarquement, assurances, douanes, commissions et autres, qui peuvent être évalués à 20 francs par tonne.

Gisements. — Jusqu'ici les gisements de graphite se sont rencontrés dans les régions fortement altérées. La gangue est par suite terreuse, ce qui facilite l'extraction et l'enrichissement. Les travaux exécutés à ce jour sont tous à ciel ouvert et atteignent de faibles profondeurs, de 20 à 25 mètres au maximum. La roche dure n'a pas encore été atteinte. L'exploitation proprement dite se borne donc à de simples terrassements à l'angady (pelle).

Traitement. — Le traitement ou enrichissement du graphite se fait, à Madagascar, par deux méthodes qui laissent encore beaucoup à désirer.

La première de ces méthodes, employée par M. Suberbie, est mécanique, du moins en partie. Elle consiste, une fois le minerai extrait de la mine et trié, à le débourber. Cette opération est faite dans des caisses cubiques, en bois, de dimensions réduites et remplies d'eau. Le minerai y est introduit jusqu'à moitié ou au tiers de la hauteur, et brassé à main d'homme, de façon à délayer la partie terreuse. L'eau boueuse est ensuite jetée au dehors et remplacée par de l'eau propre. On renouvelle la même opération jusqu'à l'obtention d'une eau claire. Le produit est alors débourbé et ne contient plus que des paillettes de graphite mélangées à du sable siliceux. Il est mis ensuite à sécher dans des fours chauffés au bozaka. Le graphite séché est passé alors sur des tamis dont les trous varient de 1 à 3 millimètres de diamètre. Les grains supérieurs à 3 millimètres sont envoyés dans un broyeur à cylindre, après quoi le produit du broyage revient en circulation et passe avec les autres grains dans un ventilateur en forme de tarare. Au sortir de ce tarare, le produit stérile est jeté et le produit riche passe sur des cribles de 1 à 2 millimètres de trous qui éliminent les particules fines de silice avec les lamelles de graphite. Le refus du crible est mis en sac; c'est du graphite marchand contenant environ 80 0/0 de carbone.

La tonne du graphite revient, avec ce procédé, à peu près à 90 francs, prise sur le carreau de la mine. C'est le seul gisement (Tsarazafy) où le minerai soit enrichi dans une usine mécanique. Il faut citer cependant les nouvelles usines qui se construisent en Imerina : Syndicat lyonnais ; Syndicat franco-belge ; Louys frères; Cabrol et Compagnie. Partout ailleurs c'est la préparation indigène, ou procédé Louys, qui est mise en pratique. Avec ce système le minerai, déversé dans une grande auge cubique en bois, est constamment agité avec une pelle. Les paillettes de graphite, les boues et les particules légères sont entraînées par le courant et tombent dans un canal également en bois de forme rectangulaire, à section carrée et à moitié fermé à son extrémité aval de l'auge, par une planche qui forme barrage. Ce canal placé à la partie supérieure de l'auge se déverse à son tour dans un autre canal placé au-dessous de lui, fermé à ses deux extrémités par deux petites planches qui remplissent le même rôle que celles ci-dessus. Un enfant ou une femme piétine dans les deux canaux pour créer des remous et empêcher au courant d'eau très fort de tout emporter.

Le graphite et les grains assez lourds se déposent, tandis que les boues sont entraînées par l'eau. On vide de temps à autre les canaux qui donnent un graphite très débourbé titrant de 70 à 75 0/0 de carbone. Ce graphite est séché au soleil sur des aires planes, légèrement inclinées. Une fois sec on le passe sur quatre sortes de tamis dont les trous vont en diminuant. Les grains stériles généralement plus petits que les paillettes de graphite se

séparent ainsi en partie. Le graphite tamisé est vanné ensuite à la batée très plate, puis retamisé encore sur des tamis très fins, et, enfin ensachés dans des sacs de jute. En tenant compte des terrassements, de l'usure des planches et des tamis, le graphite revient avec ce procédé à environ 100 francs la tonne prise sur le carreau de la mine.

Les graphites de Madagascar en général et ceux des environs de Tananarive en particulier, sont assez fixés sur les marchés du monde. A teneur égale, ils l'emportent en général sur les graphites des autres provenances.

L'enrichissement est malheureusement, mal fait jusqu'à présent. Il reste encore une quantité notable d'impuretés, de silice notamment, très préjudiciable dans la plupart des emplois réservés à ce produit (fabrication de balais pour dynamos, électrodes, enduits de fours électriques, briques réfractaires, lubrifiants, creusets, industrie des aciers spéciaux, etc.).

Les principaux centres achetant ce produit sont : l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, et, sur une moins grande échelle, la France. Les prix offerts aux producteurs de Madagascar sont généralement inférieurs de 100 francs par tonne aux prix offerts en Angleterre et en Allemagne.

En Imerina où la main-d'œuvre est relativement facile et bon marché, la tonne de graphite rendue à Paris revient à peu près à 244 francs.

Il est difficile de fixer les prix obtenus sur les différents marchés du monde pour les graphites de Madagascar. Ces prix varient non seulement avec les teneurs en carbone, l'aspect et la grosseur des paillettes, la nature des impuretés, etc., mais encore avec chaque acheteur et chaque expédition. A simple titre d'indication, je dirai que des graphites à 95 0/0 de carbone, ont obtenu à Londres le prix de 600 francs la tonne. Tandis que des échantillons titrant de 70 à 80 0/0 adressés à plusieurs maisons de France ont amené des offres de 125 à 300 francs la tonne.

L'industrie du graphite me paraît appelée à un avenir très prospère, à condition que le traitement s'effectue avec méthode dans des usines bien comprises. L'écoulement est d'ailleurs assuré, car la consommation dépasse actuellement cent mille tonnes et est susceptible de se développer.

Mais la méthode indigène, en outre de sa défectuosité, demande encore trop de main-d'œuvre pour arriver à fournir une production intéressante, c'est-à-dire un prix de revient qui puisse lutter contre une concurrence aussi faible soit-elle.

ASIE

Indochine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

11 *août.* — *Arrêté* du 29 juillet promulguant le décret du 17 mai 1913 fixant la limite d'âge d'admissibilité aux emplois conduisant à une pension de la caisse locale des retraites de l'Indochine.

14 *août.* — *Arrêté* du 10 août promulguant le décret du 12 juin 1913 qui a modifié les articles 148, 158, 159 et 160 du Code civil relatifs au mariage.

25 *août.* — *Arrêté* du 20 août promulguant en Indochine les déclarations signées à Paris les 10 juin 1907 et 19 août 1911 entre la France et le Japon.

Arrêté du 22 août promulguant le décret du 26 mai déterminant les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine, sujets ou protégés français, peuvent obtenir la qualité de citoyen français.

Arrêté du 20 août promulguant le décret du 28 mai 1913 portant réorganisation du service judiciaire de l'Indochine.

Arrêté du 20 août déterminant les ressorts des tribunaux en Indochine et réglant leur fonctionnement.

Arrêté du 20 août déterminant le ressort de la justice de paix de Saigon.

Cochinchine. — Commerce. — **Les exportations de riz, poivres, maïs, coprah, coton et caoutchouc pour le 1er semestre 1913.** — Les exportations de riz et de ses dérivés (paddy, brisures et farines) par le port de Saigon se sont élevées, pendant le 1er semestre 1913, à 549.789 tonneaux, contre 380.591 durant le semestre correspondant de 1912. Au 27 août, le total des expéditions atteignait 752.608 tonnes, chiffre supérieur de 271.296 tonnes à celui de la période correspondante de 1912.

Voici le relevé des autres produits d'exportation pour le 1er semestre de 1913 :

Maïs : 11.307.455 kilogrammes exportés, dont 11.287.340 en France et 20.114 kilogrammes au Japon.

Coprah : 2.959.187 kilogrammes exportés, dont 2.909.187 kilogrammes en France et 50.000 kilogrammes en Angleterre.

Coton : 7.731.392 kilogrammes se décomposant comme suit : 1° Coton égrené : pour la Chine, 600 kilogrammes, pour Hong-Kong, 1.651.452 kilogrammes, pour le Japon, 233.406 kilogrammes ; 2° Coton non égrené : pour Hong-Kong, 5.722.837 kilogrammes, pour le Japon, 123.097 kilogrammes.

Caoutchouc : 71.255 kilogrammes exportés, dont 49.805 kilogrammes en France, 20.670 à Singapore, 920 à Hong-Kong et 460 au Japon.

Poivre : 1.547.740 kilogrammes (1.452.648 en 1912, 1er semestre) qui ont reçu les destinations suivantes :

	1913	1912
France	1.178.128	1.254.734
Colonies françaises	19.851	3.906
Europe	217.835	167.677
Hong-Kong	78.855	26.331
Singapore	53.091	»
	1.547.740	1.452.648

Au 27 août dernier, les exportations de poivre atteignaient le chiffre de 2.132.318 kilogrammes, contre 2.006.507 à la même date en 1912.

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

11 *août* — *Arrêté* du 8 août promulguant le décret du 28 juin portant abrogation du décret du 18 mars 1909 sur l'organisation de l'école de médecine de Hanoi.

Situation générale. — **Les inondations.** — Un câblogramme récent de M. Sarraut au ministre des Colonies précise l'importance des dégâts causés en Indochine par les inondations, importance bien moindre qu'on aurait pu d'abord le craindre, et les mesures prises par les autorités pour aider les populations sinistrées.

La perte totale peut être évaluée à 90.000 tonnes de riz. La faiblesse relative de ce chiffre doit être attribuée aux mesures énergiques prises pour hâter l'évacuation des eaux et à la distribution de plants de riz destinés à des repiquages immédiats.

Des secours ont été distribués et les travaux les plus urgents ont été effectués grâce au prélèvement de 150.000 piastres sur la caisse de réserve du Tonkin. Un crédit de 400.000 piastres est inscrit en outre au budget du Tonkin de 1914 pour la réfection des digues.

L'état sanitaire est parfait. La population indigène a fait preuve du meilleur esprit et a participé avec entrain aux travaux de défense contre les inondations. Le gouverneur général s'est rendu lui-même dans les régions inondées. Il a pu constater ainsi que toutes les mesures que comportait la situation avaient été prises avec intelligence et le plus grand dévouement par les autorités françaises et indigènes.

Le Gérant : P. Neveu.

Paris. — Imp. Leve, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

Le samedi 25 octobre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé dans la salle du Conseil de préfecture au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, aux adjudications suivantes, au rabais, sur les prix de la série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées :

1° Entreprise, en neuf lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *Construction d'un Groupe scolaire, rue Gustave-Zédé et rue des Bauches* (16e arr.) ;

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	46.423	900
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	412.324	8.000
3e —	Ciment armé...	81.745	1.600
4e —	Ferronnerie et serrurerie ...	55.724	1.100
5e —	Charpente en bois.....	49.038	950
6e —	Couverture et plomberie	46.705	900
7e —	Menuiserie et Parquetage.....	64.053	1.300
8e —	Peinture, Vitrerie, Tenture..	46.033	900
9e —	Pavage. Egouts et Canalisation, Ciments.....	41.279	850

Cautionnement, pour le troisième lot seulement, 4.000 francs.

Les plans, le devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

2° Adjudication, au rabais, en un lot, sur soumissions cachetées, de l'entreprise des *travaux de viabilité à exécuter avenue Junot et rues Girardon et de l'Abreuvoir prolongée.*

Le montant de l'entreprise est évalué à 193.708 fr. 25, non compris une somme à valoir de 16.291 fr. 75, pour travaux imprévus.

Le cautionnement est fixé à 7.000 francs et les frais d'adjudication sont évalués à 4.000 francs.

Le cahier des charges et bordereau des prix sont déposés à l'Hotel de Ville (Bureau de la Voie publique, de l'Eclairage et du Métropolitain), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de dix heures du matin à cinq heures du soir.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée pour chacune des adjudications ci-dessus, à la Préfecture de la Seine, secrétariat de la Commission d'admissibilité, au plus tard, le 10 octobre pour la première et le 12 pour la seconde.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudication.

Le samedi 25 octobre 1913, à deux heures, il sera procédé, en séance publique, dans une des salle du Conseil de préfecture (Palais du Tribunal de Commerce), par M. le préfet de la Seine ou son délégué, dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de *plantation de la route départementale n° 31 entre les fortifications de Paris et la route nationale n° 189 à Issy-les-Moulineaux.*

Ces travaux sont évalués comme il suit :

Travaux à l'entreprise.....	5.875 fr.
Somme à valoir.....	9.125 fr.
Total....	15.000 fr.

Cautionnement : 150 francs.

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés : 1° A l'Hôtel de Ville (Bureau des Travaux Publics du Département et des Communes), de 11 heures à 4 heures ; 2° Au bureau de M. Viennot, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, 44, rue du Renard, à Paris.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée au plus tard le 14 octobre 1913 à la Préfecture de la Seine. (Secrétariat de la Commission d'admissibilité.)

CHEMINS DE FER
DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Forêt de Fontainebleau.

Au moment où l'automne revêt l'incomparable forêt de Fontainebleau de sa plus éclatante parure, alors que les sous-bois présentent des tonalités d'une variété et d'un charme infinis, il n'est pas inutile de rappeler que le service d'automobiles organisé par la Compagnie P.-L.-M. fonctionne tous les jours, jusqu'au 31 octobre, permettant, pour un prix modique, la visite complète de cette forêt sans rivale, la plus belle de France, dont les futaies aux arbres géants, aux chênes plusieurs fois centenaires, les chaos de rochers, les mares légendaires, tentent, chaque année, les pinceaux de paysagistes venus du monde entier.

Octobre est, certainement, le mois qu'il faut choisir pour faire ou refaire cette visite.

Prix de l'excursion (70 kilomètres environ) : 11 francs.

N. B. — Le touriste peut, s'il le désire, n'effectuer que la visite de la partie Nord de la forêt, pour le prix de 4 francs, ou de la partie Sud pour le prix de 8 francs. (8-10-13)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris et l'Algérie par Bordeaux, Madrid, Carthagène et Oran.

A l'aller. — Départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16 (Sud-Express) et à 19 h. 38 (Rapide 1re, 2e classes et wagons-lits) ; arrivée à Bordeaux-Saint-Jean à 19 h. 09 et à 3 h. 43, à Madrid-Norte à 14. h. 12 et à 22 h. 58 ; départ de Madrid-Atocha à 20 h. 35 (1re, 2e, 3e classes, wagons-lits les lundis, mercredis et vendredis) ; arrivée à Carthagène à 10 h. 35.

De Carthagène à Oran :

1° Par la Compagnie Générale Transatlantique, tous les mardis à 20 heures. Traversée en 9 heures.

2° Par la Compagnie Tintoré tous les vendredis à 20 heures. Traversée en 11 heures.

Au retour. — D'Oran à Carthagène :

1° Par la Compagnie Générale Transatlantique, tous les lundis à 23 heures. Traversée en 9 heures.

2° Par la Compagnie Tintoré tous les jeudis à 20 heures. Traversée en 11 heures.

Départ de Carthagène à 16 h. 45 (1re, 2e et 3e classes, wagons-lits les mardis, jeudis et samedis) ; arrivée à Madrid-Atocha à 7 h. 30 ; départ de Madrid-Norte à 20 heures (Sud-Express), et à 9 h. 15 (Rapide 1re et 2e classes : couchettes et lits-toilette au départ d'Hendaye), de Bordeaux-Saint-Jean à 14 h. 03 et à 6 heures ; arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 54 et à 14 h. 15. (2/10-13).

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE
Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.
Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.
Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**
MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux
Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.
Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* nom exact :
CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

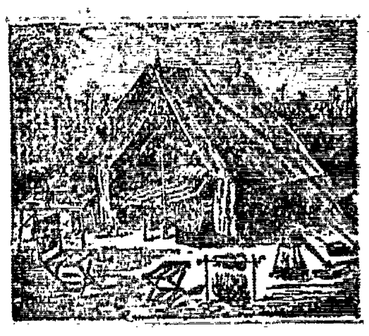
Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

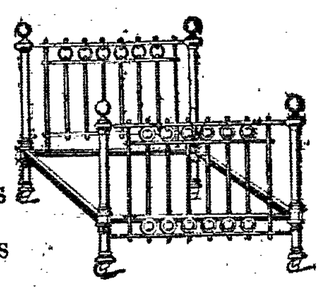
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :

25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — Ordres de Bourse (France et Etranger); — Souscriptions sans frais; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.); — Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons Français et Etrangers; — Mise en règle et Garde de titres; — Avances sur titres; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages; — Virements et Chèques sur la France et l'Etranger; — Lettres et Billets de Crédit circulaires; — Change de Monnaies étrangères; — Assurances (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

100 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 975 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

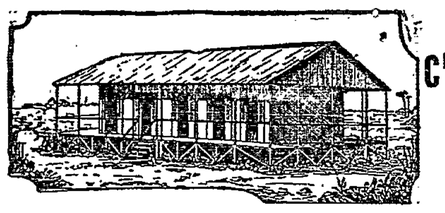
Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

Bruxelles, 70, rue Royale; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE

C^IE DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES

PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

Médaille d'or Paris 1900)-(

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande

à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS

A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.

— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION

Cognacs, Eaux-de-vie de Marc

Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine

et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866

LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).

L. VIOLET, SUCCESSEUR

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc.

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française.

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.

VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les I^re, III^e, IV^e et VI^e parties ; 1 franc pour les II^e et V^e parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A-A REGISTERED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.

Téléph. : 463 BORDEAUX

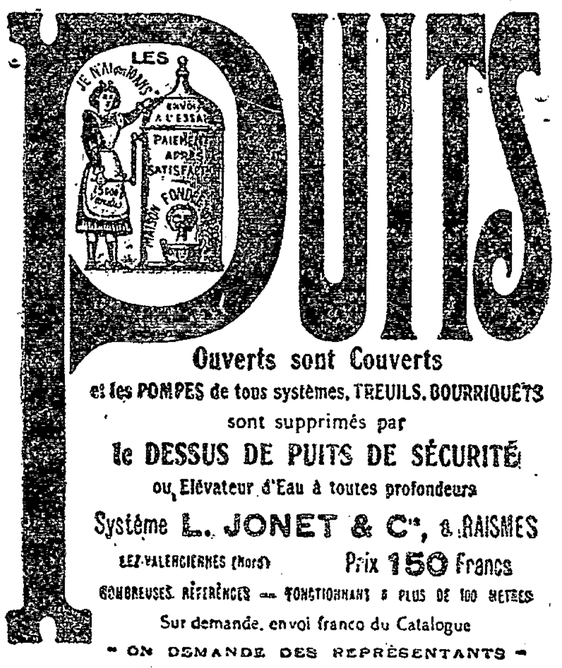
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).



Ouverts sont Couverts

et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS sont supprimés par

le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ

ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs

Système L. JONET & C^ie, à RAISMES

LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs

NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT à PLUS DE 100 MÈTRES

Sur demande, envoi franco du Catalogue

ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS

Parfumerie de

PETER-SOLDSON

Parfums spéciaux pour l'exportation

préparés pour tous les climats

Hygiène — Santé
Beauté — Elégance

Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.

Parfums originaux de Peter Soldson

En boîtes fantaisie assorties

P. DUCLOS

Agent général et concessionnaire exclusif

Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)
Pnom-Penh (Cambodge)
Battambang (Cambodge)
Haiphong (Tonkin)
Hanoi (Tonkin)
Tourane (Annam)
Pondichéry (Inde française)
Singapore (Presq. Malacca)
Djibouti (Côte des Somalis)
Hong-Kong (Chine)
Canton (Chine)
Shanghai (Chine)
Hankéou (Chine)
Pékin (Chine)
Tien Tsin (Chine)
Bangkok (Siam)
Papeete (Thaïti)
Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Said.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis cinq *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	24 oct. 7-21 nov. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	17-31 oct. 14-28 nov. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	16-30 oct. 13-27 nov. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	26 oct. 8 nov. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	18 oct. 1er nov. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	12 novembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta ; à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	2-16-30 nov. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	16 oct. 13 nov. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	30 oct. 27 nov. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

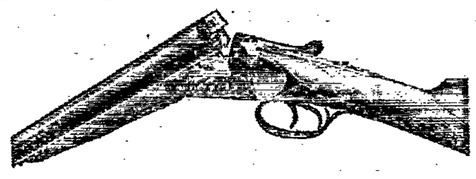


Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le num° du 25 juin dernier

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogado

OUSTAU & Cie, A TARBES

MANUFACTURE DE PRODUITS CÉRAMIQUES

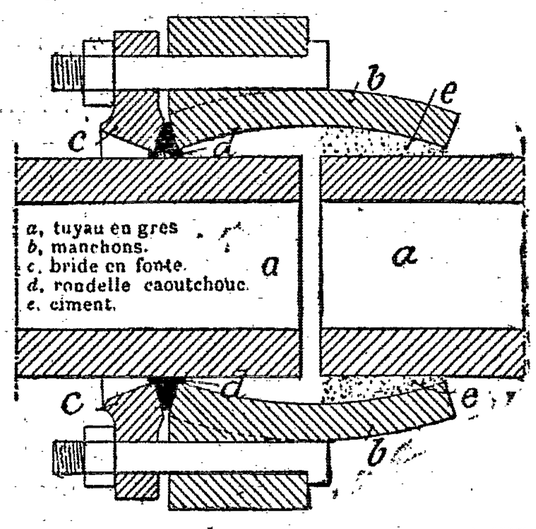
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900

CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES

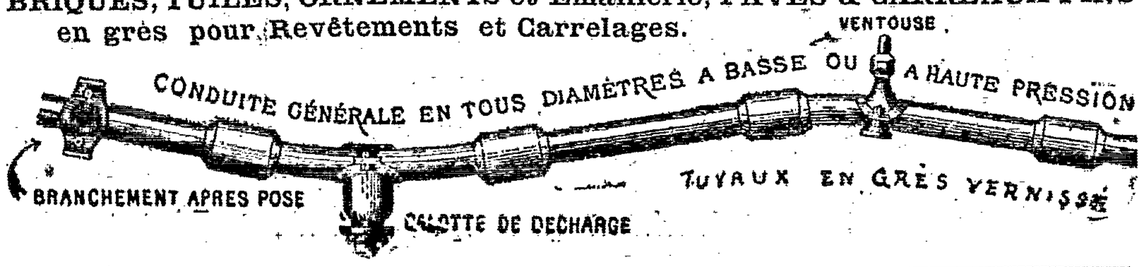
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.

Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

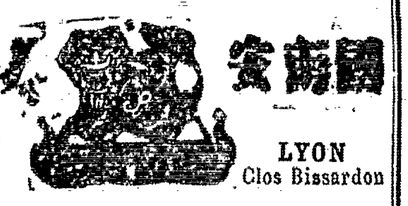
IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par

H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. — LYON Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f. »	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f. 25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f. 75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f. »	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc., ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 OCTOBRE 1913. — N° 20.

UNION DES COLONIALISTES

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. *français* et *Code interprète Veslot.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN ESPAGNE..... 689

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'affaire de l'Ouenza remise en train..... 690
Un essai intéressant..... 691
Publication d'un code pénal tunisien..... 691
Le phylloxéra en Tunisie..... 692
La crise du caoutchouc et nos possessions africaines.... 692
Ce que doit être l'indigénat..... 692
La prestation des indigènes au Sénégal..... 693
L'île de la Réunion et ses voisins..... 693
La pose de la première pierre à l'Exposition coloniale de Marseille..... 694
Le président de la République chinoise..... 694

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 695
Possessions britanniques..... 697

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Pêcheurs et pêcheries de la Côte occidentale d'Afrique. — P. CULTRU..... 700

V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 702

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 705

VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 709

VIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 722

Le voyage du Président de la République en Espagne

M. Poincaré est allé passer quatre jours en Espagne. Ce voyage intéresse au plus haut point notre monde colonial.

Depuis que l'accord de 1912 avait mis fin à nos litiges avec l'Espagne, de nombreuses manifestations avaient témoigné qu'il existait entre les deux peuples un vif et sincère désir de rapprochement. N'ont-ils pas à poursuivre une œuvre parallèle au Maroc ? Et n'ont-ils pas des intérêts communs dans la Méditerranée?

*
* *

La réception enthousiaste qui a été faite à notre président a montré que ce désir de rapprochement n'était pas particulier au gouvernement espagnol, mais qu'il est partagé par la masse de la population. Ce rapprochement a donc fait un grand pas par suite de la visite de M. Poincaré. Mais quel caractère va-t-il prendre? Car il y a bien des degrés dans les accords que peuvent contracter deux peuples, depuis la simple proclamation d'amitié jusqu'à l'alliance complète.

On ne peut faire pour le moment là-dessus que des conjectures. Cependant les discours échangés et les notes officieuses publiées fournissent déjà quelques indications à ce sujet.

Le voyage s'est terminé à Carthagène où le cuirassé *Diderot*, accompagné des autres cuirassés *Voltaire*, *Danton* et *Mirabeau*, est venu prendre le président de la République. Dans ce port, le roi d'Angleterre avait envoyé de son côté le cuirassé l'*Invincible*. Avant de quitter l'Espagne, M. Poincaré a offert au roi Alphonse XIII un dîner auquel était invité le commandant du cuirassé anglais. Ces faits signifient clairement que ce n'est pas de la France seule, mais du groupement politique que la France et l'Angleterre ont formé, que l'Espagne se rapproche. Dans son toast au roi M. Poincaré a parlé d' « union pacifique ». Et dans sa réponse le roi a parlé d' « une entente déjà cordiale » qui doit être rendue « plus intime et plus féconde ». Enfin, notre ministre des Affaires étrangères, M. Stéphen Pichon, qui accompagnait le président, après avoir eu plusieurs conver-

sations avec M. de Romanonès, président du Conseil espagnol, a rédigé, d'accord avec lui, une note officielle qui a été communiquée aux journaux et où il est dit : « Les entretiens qui ont porté sur toutes les questions d'ordre politique, économique et commercial intéressant la France et l'Espagne, ont permis de constater une parfaite concordance de vues entre les représentants des deux pays. »

*
* *

Pratiquement, cette concordance de vues doit se traduire par trois accords qui, tous les trois, intéressent nos possessions de l'Afrique du Nord.

1° *Accord sur la politique générale.* — Ou bien l'Espagne entrera résolument dans la Triple-Entente qui deviendrait alors une Quadruple-Entente. Ou bien, se bornant à entretenir avec la puissance de la Triple-Entente une amitié spéciale, elle définira les conditions dans lesquelles elle pourrait permettre à la France, à l'Angleterre et à la Russie d'user de ses ports pour leurs flottes de guerre. Ou bien, elle se contentera d'une déclaration de neutralité bienveillante, ce qui nous permettrait en cas de guerre de dégarnir notre frontière des Pyrénées, avantage sur l'importance duquel il n'est pas besoin d'insister;

2° *Accord relatif au Maroc.* — La France et l'Espagne ont en ce pays une longue frontière commune dont les populations ne sont pas encore pacifiées. Si elles agissaient isolément, les tribus pourraient jouer un jeu bien connu. Quand on les attaquerait dans la zone française, elles passeraient dans la zone espagnole et réciproquement. Il faut agir d'accord, si l'on veut agir efficacement. Déjà quelques jours avant la visite du président, le général Luque, ministre de la Guerre espagnol, avait publié un article dans le journal *Espagne* où il insistait sur la nécessité de « coordonner les efforts ». Le général Lyautey, qui était présent à Madrid pendant le voyage du président et à qui les autorités espagnoles ont fait l'accueil le plus distingué, a dû esquisser, sinon conclure complètement, cet accord militaire;

3° *Accord commercial.* — Les deux peuples vivent aujourd'hui sous le régime du tarif maximum qui a eu pour résultat de diminuer presque de moitié le montant de leurs échanges. Il s'agirait de revenir à un régime moins prohibitif. Mais il ne faut pas se dissimuler que c'est là la partie de l'entente franco-espagnole qui sera la plus difficile à régler. Des deux côtés, en effet, il y aura de fortes résistances. D'une part, les industriels catalans ne se soucient guère d'ouvrir le marché espagnol aux produits manufacturés français qui feraient concurrence aux leurs. D'autre part, le midi de la France et de l'Algérie demandent énergiquement que leurs vins, leurs primeurs, leurs oranges, leurs citrons, soient protégés contre la production espagnole. Nombre de syndicats algériens, notamment, ont déjà émis des vœux en ce sens.

Cependant, comme il y a beaucoup de bonne volonté chez les deux nations, les négociateurs ne désespèrent point d'arriver à un arrangement satisfaisant.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'affaire de l'Ouenza remise en train. — Cette fameuse affaire vient d'entrer dans une phase nouvelle. L'Algérie peut enfin espérer en voir prochainement la solution.

Il s'était formé un consortium international de métallurgistes au capital de 60 millions pour exploiter la mine et pour construire et exploiter le chemin de fer destiné à la desservir. Mais le délai qui lui avait été imparti pour obtenir l'approbation du Parlement a expiré le 13 avril dernier sans qu'il l'ait obtenue.

Le consortium disparu, il y avait deux questions à résoudre pour la mise en valeur des gisements.

La première question résultait du fait que, sur le gisement il existait deux concessions. Une concession Kroller pour l'exploitation d'une mine de cuivre, et une concession Carbonel pour l'exploitation d'une minière de fer. Cuivre et fer étant mélangés, chacun des groupes avait des prétentions sur le gisement tout entier. Dans l'impossibilité de faire un partage naturel, il était indispensable de mettre les deux groupes d'accord si l'on ne voulait pas éviter des procès interminables qui auraient pu retarder indéfiniment l'ouverture des Travaux. C'est ce à quoi le gouverneur général de l'Algérie, M. Lutaud, et, sur les propositions de M. Lutaud, le ministre des Travaux publics, M. Thierry, se sont employés: et leurs efforts viennent d'être couronnés de succès. Les deux groupes concessionnaires ont accepté de fusionner. Ils se fondront dans une troisième et unique société à laquelle le gisement tout entier, le cuivre comme le fer, sera attribué. Le groupe Kroller contribuera pour 35 0/0 à la constitution du capital de la nouvelle société, et le groupe Carbonel pour 45 0/0. Les 20 0/0 restant seront souscrits moitié par des banques françaises et moitié par des métallurgistes français. Les conditions imposées à la société nouvelle paraissent réellement avantageuses pour la colonie. Le budget algérien, non seulement redevra une redevance fixe de un franc par tonne de minerai avec un minimum garanti de 750.000 francs, mais encore il lui reviendra 50 0/0 sur les bénéfices réalisés.

La seconde question était celle du transport des minerais. Depuis que l'on discutait, elle avait pris une ampleur qui dépassait singulièrement l'affaire de l'Ouenza. D'abord, le gisement de l'Ouenza avait été plus soigneusement exploré, et on avait reconnu qu'il contenait non pas 40 millions de tonnes de minerai de fer, comme on le croyait à l'origine, mais 75 millions. Ensuite on avait découvert, espacés dans la longueur de la province de Constantine, plusieurs autres gisements énormes : 22 millions et demi de tonnes de fer au Bou-Kadra; 42 millions de tonnes de phosphates au Djebel-Kouif; 25 millions de tonnes de phosphates au Bled-el-Hadra; 330 millions de tonnes de phosphates au Djebel-Onk, dont 40 millions sont exploitables à ciel ouvert. Ce dernier gisement paraît être un prolongement de ceux de Gafsa et, comme on voit, il ne paraît pas moins riche.

Dans sa session du mois de mai dernier, les Délégations financières, comme nous l'avons déjà signalé à nos lecteurs, se sont occupées de la manière dont il conviendrait de transporter ces masses gigantesques de produits. Elles se trouvaient en présence de deux projets. Le premier lui était présenté par la Compagnie du Bône-Guelma qui, au lieu de consentir au rachat de son réseau par la colonie, voté à une session précédente, demandait à le

garder et à y ajouter toutes les lignes nouvelles qui seraient nécessaires pour desservir les gisements miniers. Les Délégations ont rejeté ces propositions et confirmé une fois de plus leur résolution de racheter le réseau du Bône-Guelma. Le second projet était présenté par l'administration qui proposait la construction d'un Grand-Central Constantinois à voie large, partant du Djebel-Onk, passant à Tébessa, de Tébessa à Souk-Ahras, empruntant la ligne à voie étroite actuelle qui serait transformée en voie large, et de Souk-Akras à Bône, empruntant la ligne à voie large actuelle qui serait doublée. Des embranchements particuliers réuniraient les gisements à cette ligne principale quand il le faudrait. C'est ce dernier projet que les Délégations ont finalement adopté.

Du rapport que M. Bertagna a alors présenté aux Délégations, il résulte que lorsque tous ces gisements seront en exploitation, la ligne centrale aura quatre millions de tonnes à transporter par an, ce qui, les frais d'exploitation déduits, devra laisser une recette nette annuelle de 11.800.000 francs.

La nouvelle de l'accord entre les deux groupes concessionnaires rivaux et de la formation d'une nouvelle société pour l'exploitation de l'Ouenza, a été accueillie avec joie par toute l'Algérie, dont le budget et l'activité économique doivent en tirer de si grands avantages. Mais elle ne s'est pas livrée à cette joie sans réserve. Elle redoute les lenteurs du Parlement qui, depuis huit ans, tient l'affaire en suspens. Mais cette fois les solutions auxquelles la colonie s'est arrêtée paraissent si heureuses pour elle et si raisonnables, que ce serait vraiment à désespérer du bon sens si le Parlement, auquel elles vont être présentées, leur refusait encore son approbation.

Un essai intéressant. — Les journaux d'Algérie viennent de publier un avis annonçant que le gouverneur général a institué, à titre d'essai, des cours temporaires de taille de vigne à l'usage des indigènes. Jusqu'ici ce travail a été fait en Algérie par des ouvriers espagnols. Ils arrivent à l'époque voulue, mettent les vignobles en état, touchent des salaires élevés, car il s'agit d'une besogne intelligente et délicate. Puis ils s'en retournent dans leur pays, emportant l'argent qu'ils ont gagné. Il serait évidemment avantageux et pour deux raisons qu'ils pussent être remplacés par des indigènes. D'une part, plusieurs millions ainsi dépensés resteraient dans la colonie et d'autre part, ces millions seraient gagnés par des sujets français, au lieu de l'être par des étrangers.

M. Lutaud a donc donné à l'inspecteur de l'enseignement agricole indigène, M. Rolland, la mission suivante. Il recherchera des colons, de préférence des petits colons, qui voudront bien prendre des apprentis indigènes. Pour les dédommager de leur peine il leur sera alloué une somme de 2 francs par apprenti et par jour à prélever sur les sommes provenant des centimes additionnels à l'impôt indigène. Il choisira en même temps parmi les anciens élèves des écoles indigènes cinquante sujets parlant bien français, afin qu'ils puissent suivre entièrement les explications. Ces cinquante élèves seront répartis entre les différentes exploitations dont les propriétaires consentiront à les prendre. A la fin de la campagne un diplôme sera délivré à ceux qui le mériteront, ce qui leur permettra de trouver ensuite aisément à s'employer.

M. Lutaud sait-il qu'en prenant cette mesure il reproduit une institution qui fonctionne déjà depuis plusieurs années en Tunisie, et qui donne les meilleurs résultats ? Dans cette colonie, la direction de l'enseignement a soudé l'apprentissage à l'école primaire. Pendant la dernière année de ses cours, l'élève passe la moitié de son temps seulement à l'école et l'autre moitié dans un atelier dirigé par un Européen. Les années suivantes, il ne va plus qu'à l'atelier, mais le maître d'école se substituant aux parents continue à le surveiller et s'assure à la fois qu'il se conduit bien et qu'il est bien traité. Il existe aujourd'hui, dans la régence, plusieurs centaines d'apprentis placés sous ce régime qui nous paraît la vraie solution du problème tant discuté de l'enseignement professionnel. Il faut louer l'administration algérienne d'entrer dans cette voie.

Publication d'un code pénal tunisien. — Une des préoccupations persévérantes du protectorat a été d'améliorer la justice indigène. Au moment de l'occupation celle-ci se distinguait à peine de l'administration et était une branche de la section d'État. On a réformé les tribunaux de la Driba et de l'Ouzara, on a créé dans les villes de l'intérieur des tribunaux régionaux, et on a donné un statut aux juges en leur assurant des traitements convenables. Cette organisation des tribunaux indigènes a eu pour corollaire obligé la constitution de textes législatifs pour guider l'action des juges. Autrefois ceux-ci jugeaient d'après des coutumes forcément incertaines, ce qui offrait peu de garantie aux justiciables. Le gouvernement du protectorat a entrepris de codifier ces coutumes dans une rédaction qui deviendrait obligatoire. Il avait déjà promulgué un code des contrats et obligations et un code de procédure civile. Le *Journal officiel tunisien* du 1er octobre dernier, publie un code pénal tunisien.

L'article premier de ce code contient une innovation importante. Il reproduit la règle française suivant laquelle nul ne peut être puni si ce n'est en vertu des dispositions d'une loi antérieure. Cet article met donc fin aux pouvoirs discrétionnaires en vertu desquels le bey pouvait interner ou exiler sans jugement.

Il ne manque point de personnes qui s'étonnent que dans nos colonies on ne soumette pas les indigènes, purement et simplement, aux lois et aux tribunaux français. Si elles parcouraient ce code pénal tunisien, elles verraient combien il est nécessaire que, à chaque degré spécial de civilisation corresponde une justice qui y soit appropriée.

Le code pénal tunisien maintient la contrainte par corps pour le recouvrement des amendes et des dommages-intérêts, disposition indispensable chez un peuple où tant de gens ne possèdent absolument rien que leur travail.

Il édicte, relativement à la presse indigène, un régime spécial pour lui marquer les étroites limites dans lesquelles elle devra se tenir. « Est puni, dit-il, d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs, celui qui, soit par les écrits qu'il publie, soit par les actes qu'il commet ou les paroles qu'il prononce en public ou en réunion : 1° provoque à la haine et au mépris du souverain, du gouvernement ou de l'administration de l'État ; 2° provoque le mécontentement parmi la population de manière à troubler la paix publique ; 3° excite la population à enfreindre les lois du pays. »

Il réprime un délit extrêmement fréquent en pays arabes contre lequel aucune sanction pénal n'existait : la tromperie à l'aide de titres de propriété faux. « Sera puni, dit-il, d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 3.000 francs le fait de : 1° vendre, hypothéquer, mettre en gages ou louer des biens dont on n'a pas le droit de disposer et spécialement les biens habous ; 2° de vendre, hypothéquer, mettre en gages ou louer des biens déjà vendus, hypothéqués, donnés en location ou mis en gages. »

Il réprime les délits du khammessat, cette institution musulmane en vertu de laquelle un ouvrier agricole s'engage au service d'un propriétaire pour un an, moyennant qu'il aura droit au cinquième de la récolte. Il réprime également les délits de la m'rharça, cet autre contrat par lequel un ouvrier agricole s'engage envers un propriétaire à planter une olivette à moitié. Souvent le khammès ou le m'rharçi s'engage, reçoit une avance du propriétaire et disparaît. Le nouveau code punit « d'un emprisonnement de six mois et d'une amende de 300 francs celui qui s'étant fait remettre des avances en vue de l'exécution d'un contrat, refuse, sans motif légitime, d'exécuter ce contrat ou de rembourser ces avances ».

Il réprime également cet autre délit spécial aux pays arabes qu'on appelle béchara et qui jusqu'à présent n'est pas puni en Algérie faute d'une disposition législative spéciale. Le béchar est l'homme qui sert d'intermédiaire entre les voleurs de bétail et les propriétaires volés, pour leur faire restituer leur bien moyennant une somme convenue.

Le code tunisien, l'usage des boissons alcooliques étant interdit par le Coran, punit de quinze jours de prison et de 20 francs d'amende, tout indigène qui servira des boissons alcooliques à des musulmans.

Enfin le code tunisien maintient la diara. On appelle ainsi le prix du sang. Dans le cas d'homicide, le souverain demande aux ayants droit s'il y a lieu d'appliquer la loi. Les parents de la victime ont le droit, soit d'exiger l'exécution du coupable, soit de consentir à la grâce du meurtrier contre une indemnité.

Une des particularités du nouveau code est qu'il fixe seulement le maximum des peines que peut appliquer le juge. Au-dessous de ce maximum le magistrat a toute latitude de graduer la peine.

Quand nous aurons constaté que le code pénal tunisien se divise en trois livres et compte 321 articles, nous en aurons signalé toutes les particularités qui nous paraissent intéressantes pour le lecteur ordinaire.

Le phylloxéra en Tunisie. — Après avoir été longtemps indemne, la Tunisie a été envahie à son tour par le phylloxéra il y a quelques années. Un vignoble de 130 hectares situé à Souk-el-Khemis, a été reconnu contaminé. Tout d'abord il n'y avait que quelques ares attaqués. On espéra venir à bout du fléau en arrachant les ceps et en les brûlant. Mais toutes les mesures prises furent impuissantes. Aujourd'hui, le vignoble est tombé dans un tel état de dépérissement, que l'on peut regarder ses jours comme comptés.

Le vignoble contaminé est heureusement situé à une assez grande distance des vignobles les plus voisins, de sorte qu'il est considéré comme ne leur faisant pas courir un bien grand danger, à la condition que l'on observe rigoureusement les mesures de préservation qui ont été prescrites pour empêcher que le phylloxéra ne soit transporté au loin. Cependant, la question suivante s'est posée. Que valait-il mieux : ou de laisser le vignoble dépérir naturellement jusqu'à extinction complète, ou de faire tout de suite les frais nécessaires pour l'arracher sans retard et tâcher, si possible, de faire disparaître ainsi le phylloxéra.

Le Syndicat des viticulteurs de Tunisie s'est réuni pour l'examiner. Il a jugé que si faible que fut le danger, il valait quand même mieux s'en débarrasser. Le propriétaire ayant officiellement déclaré qu'il était disposé à laisser arracher sa vigne, et que, au sujet de l'indemnité qui pourrait lui être allouée, il acceptai d'avance les décisions d'une commission nommée par le directeur de l'agriculture, le Syndicat a émis le vœu que sa proposition soit acceptée.

L'indemnité serait payée, partie sur les fonds du Syndicat et partie par le gouvernement.

La crise du caoutchouc et nos possessions africaines. — La dépression considérable des prix du caoutchouc devant la concurrence faite par le caoutchouc de plantation au caoutchouc de cueillette est l'un des problèmes économiques les plus importants de l'heure présente pour les pays producteurs de caoutchouc. Il en arrive à se poser d'ailleurs avec une acuité presque égale pour les deux sortes de producteurs, la surproduction menaçante amenant des prix qui sont des prix de famine aussi bien pour les planteurs que pour les récoltants et les premiers sont en train de rechercher les moyens qui pourraient leur éviter une mévente ruineuse. Leur situation toutefois pourra être moins longuement périlleuse que celle des récoltants, car leur prix de revient est beaucoup moins élevé et une légère amélioration pourra les tirer d'affaire, alors que les récoltants seraient encore dans le marasme. Nos possessions de l'Afrique Équatoriale et Occidentale étant productrices de caoutchouc sont atteintes par la crise et cherchent à en atténuer les effets. L'un des moyens préconisés et déjà employés par quelques pays comme le Congo belge est de baisser ou de supprimer les droits de sortie qui frappent le caoutchouc. C'est à ce procédé que s'est rangée l'Afrique Équatoriale.

Un câblogramme reçu de M. Poulet, gouverneur général intérimaire de l'Afrique équatoriale française, informe qu'en vertu des instructions données par M. Merlin, le prix du caoutchouc inscrit à la mercuriale, prix qui sert de base à la perception des droits de sortie a été abaissé de 6 francs à 3 francs ; ce qui fait ressortir le droit à 30 centimes par kilogramme.

De son côté, la Section de l'Afrique Occidentale de l'Union coloniale, dans sa séance du 10 octobre, a décidé de demander à M. le gouverneur général Ponty la suppression complète du droit de sortie sur les caoutchoucs de l'Afrique Occidentale et, en ce qui concerne les tarifs de transport de ces caoutchoucs sur les chemins de fer de la colonie, leur assimilation aux cuirs et peaux. Il y a là un second moyen d'atténuer les conséquences de la crise, c'est de baisser les prix de transport du produit. Tous les pays producteurs de caoutchouc sont aujourd'hui aux prises avec ce phénomène dont les conséquences sont très variées ; elles sont à la fois financières touchant les budgets des particuliers comme ceux des gouvernements et économiques parce que la baisse des prix va favoriser l'extension de la consommation. Mais les perspectives prochaines de la production, même en s'en tenant à la production des plantations sont telles qu'il faudrait que la consommation se développât de façon si considérable et si rapide pour ramener l'équilibre qu'on ne peut prévoir pareille aubaine d'ici quelque temps. Aussi des mesures comme celles qu'a prises le gouverneur de l'Afrique Équatoriale et que préconise la Section de l'Afrique Occidentale de l'Union coloniale s'imposent-elles d'urgence.

Ce que doit être l'indigénat. — L'indigénat, c'est-à-dire les pouvoirs de justice qu'ont à l'égard des indigènes les adminis-

trateurs, est une question qui soulève beaucoup de difficultés et provoque nombre de critiques de la part des Français habitués au principe de la séparation des pouvoirs politique et judiciaire. Une circulaire de M. W. Ponty, en date du 28 septembre dernier, précise d'une façon parfaite ce que doivent être ces pouvoirs disciplinaires donnés aux administrateurs. Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française indique tout d'abord qu'on aurait tort de voir dans l'indigénat le régime répressif normal à l'égard de l'autochtone. Ce régime, nécessaire pendant la période de conquête et de pacification, ne saurait être que provisoire. « Il est d'exception, c'est dire qu'il ne répond qu'à une situation politique particulière... l'indigénat doit reculer peu à peu pour laisser progressivement la place au régime de droit commun. »

Comme un décret du 16 août 1912 a doté les indigènes de l'Afrique occidentale d'un régime juridictionnel adapté à leurs besoins, c'est au tribunal de cercle qu'il faut déférer les infractions qui autrefois relevaient du pouvoir disciplinaire des administrateurs. Avec un grand sens des nécessités pratiques, M. W. Ponty ne prétend pas qu'on doive abandonner complètement le système de la répression disciplinaire et il pense que l'indigénat sera longtemps encore nécessaire, tout en allant en s'atténuant. « L'atténuation progressive du régime de l'indigénat, lorsqu'elle n'est pas la conséquence d'une sorte de surenchère d'humanitarisme faussement compris est, dit-il, l'indice le plus certain des résultats heureux de notre action parmi nos populations noires et de leur progrès dans la voie où nous avons pour tâche de les guider. » Du reste, des précautions sont prises pour que l'indigénat offre de plus en plus de garanties. Dans une des colonies du groupe, les administrateurs sont obligés de consigner sur un registre les motifs et les circonstances de l'infraction relevée et disciplinairement réprimée. De cette façon les administrateurs ne peuvent que difficilement punir à la légère et le contrôle par l'administration supérieure devient plus facile et par suite plus étroit.

La prestation des indigènes au Sénégal. — M. Cor, lieutenant-gouverneur du Sénégal, a adressé récemment une circulaire à ses collaborateurs pour être renseigné sur certains points lui permettant d'appliquer dès le 1er janvier 1914 un nouveau régime des prestations. D'après ce nouveau régime, les prestations ne pourront être exigées que pour l'entretien des voies de communication (routes, ponts, puits) et des pistes télégraphiques, conformément au plan de campagne approuvé par le lieutenant-gouverneur. Les travaux neufs ne peuvent pas être accomplis par des prestataires. Tous travaux d'entretien ou de réfection devront être exécutés, en principe, en dehors des époques de culture et de récolte. Le nombre maximum de journées de prestation est fixé à douze et ne peuvent y être astreints que les individus énumérés à l'article 2 de l'arrêté du gouverneur général de l'Afrique Occidentale en date du 25 novembre 1912. En outre, certains indigènes peuvent être autorisés à racheter leurs prestations. M. Cor demande à ses collaborateurs de lui indiquer les centres urbains dans lesquels le rachat pourra être autorisé, ainsi que la valeur à déterminer de la journée de prestation. Il lui paraît que cette valeur pourrait être la moitié du prix de la journée ordinaire de travail dans le cercle. La circulaire indique qu'on ne saurait obliger l'indigène à assurer personnellement le travail de prestation auquel il est astreint. Il faut tenir compte, en cette matière, de l'organisation sociale indigène et nous nous heurterions à de sérieuses difficultés si nous voulions obliger certains chefs de famille ou de clan à se livrer personnellement aux travaux manuels des prestataires. Ce régime des prestations constituera un progrès, car les obligations qui pèsent jusqu'ici sur les indigènes sont parfois très lourdes et ont souvent amené des protestations très vives.

L'île de la Réunion et ses voisins. — Notre colonie de la Réunion se préoccupe beaucoup en ce moment de ses relations de voisinage. Nous avons, il y a quelque temps, signalé un congrès dans lequel s'étaient réunis des habitants de Madagascar et de la Réunion et où on avait discuté des moyens d'établir des relations plus étroites entre les deux possessions françaises. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session du Conseil général, M. le gouverneur Garbit a fait allusion à ce congrès qu'il avait encouragé du reste, et indiqué que plusieurs des vœux émis étaient dès aujourd'hui réalisables. Puis il a exposé ainsi ce qu'on pouvait attendre de l'avenir.

En fait, a-t-il dit, si l'on compare l'importance des échanges entre les deux pays, pendant le premier semestre de l'année courante, et pendant la période correspondante de 1912, on constate une augmentation de 125.000 francs environ.

Le mouvement des voyageurs au cours de ces derniers mois permet de penser qu'il ne s'agit là que d'une indication et que des résultats plus importants peuvent être espérés pour un avenir prochain.

Cependant, à cette occasion, je dois attirer l'attention de la population créole sur le danger, pour elle, de s'en aller sans but, sans situation assurée, sur la terre malgache. Autant il est intéressant de procurer à vos jeunes gens certains débouchés qui leur manquent ici — autant serait regrettable un exode qui jetterait dans la colonie voisine une population sans ressources et sans aptitudes spéciales que l'on doit trop souvent rapatrier à bref délai, au grand dommage des finances locales.

Mais Madagascar n'est pas le seul pays voisin avec lequel soient possibles des échanges. Le continent africain nous offre ses débouchés et ses produits.

L'Afrique du Sud britannique, à elle seule, bien que peuplée seulement de 7 millions et demi d'habitants, importe pour près d'un milliard de francs par an! Ce pays de l'or et du diamant s'enrichit chaque jour davantage. Aussi, malgré le développement que tendent à prendre l'agriculture et l'industrie, offre-t-il pour longtemps encore un débouché du plus haut intérêt à l'importation.

La part de Madagascar, bien que minime, a plus que doublé en une seule année, 1910-1911. Ce résultat est dû sans doute à l'organisation d'un service régulier de navigation entre ces deux pays.

N'est-ce pas là un précieux avertissement pour nous-mêmes?

L'Afrique australe britannique importe chaque année pour plus de cent millions d'articles d'alimentation, et tend chaque jour davantage à devenir le grand marché de toute l'Afrique du Sud. La Réunion, malgré la nature un peu spéciale de ses productions, peut donc y trouver quelques débouchés. Elle peut en recevoir aussi peut-être quelques produits de nature à diminuer la cherté de la vie.

En outre — et surtout — les touristes de l'Afrique du Sud, privés de sanatoria, pourraient être attirés peu à peu dans notre pays, si nous savons leur offrir des moyens de communications commodes et rapides — et, progressivement, un plus grand confortable.

C'est le programme que poursuit le syndicat d'initiative de la Réunion. Et c'est aussi dans cette vue que l'administration locale et le consul de Sa Majesté britannique se sont entremis en vue d'obtenir que les bateaux de l'Union Castle, au moins à titre d'essai, fassent escale dans votre colonie.

Sur les 100.000 passagers embarqués ou débarqués chaque année dans les ports de l'Union, nous arriverons peut-être à en détourner quelques-uns à notre profit, lorsque nous leur aurons

fait connaître, par des notices appropriées et répandues en grand nombre, les ressources que peut offrir la Réunion aux malades, aux convalescents ou simplement aux touristes.

Nous avons ici une nouvelle preuve — elles sont d'ailleurs nombreuses aujourd'hui — du souci qu'ont les gouverneurs d'activer l'essor économique des pays confiés à leurs soins et M. Garbit doit être félicité du soin qu'il apporte à ces sortes de questions.

La pose de la première pierre de l'Exposition coloniale de Marseille. — Le président de la République a, au cours de son voyage à Marseille, procédé à la pose de la première pierre de l'Exposition coloniale de Marseille qui aura lieu, comme on sait, en 1916. M. Poincaré a été reçu au parc du Prado par M. J. Charles-Roux, commissaire général de l'exposition qui a, dans son discours, défini le programme qu'il s'était tracé. Il a dit notamment :

Tout en laissant à chaque colonie le soin de présenter ses produits dans son pavillon respectif, nous grouperons dans des pavillons spéciaux tout ce qui présente un caractère intercolonial. En première ligne, l'armée coloniale, puis les transports et moyens de communications : bateaux, chemins de fer, automobiles, aéroplanes, télégraphie avec ou sans fil; l'hygiène et l'œuvre de nos médecins coloniaux; le tourisme, la pêche et la chasse, le froid avec ses applications, etc., etc. Nous essaierons, en un mot, de synthétiser les multiples applications aux colonies des progrès réalisés par la science dans la métropole.

Nous ferons bien volontiers une place à l'industrie parisienne car, tout en étant partisan d'une décentralisation raisonnée, nous ne sommes pas de ceux qui nient le rôle considérable joué par la capitale dans les diverses manifestations de l'activité nationale. Nous n'exclurons pas davantage les grands centres comme Lyon, Bordeaux, Rouen, Nantes, Dunkerque et notre porte sera largement ouverte à tous ceux qui désirent contribuer à notre œuvre.

En vous invitant à poser la première pierre du pavillon du Maroc, nous avons pensé honorer ainsi notre plus récent pays de protectorat où le distingué colonial qu'est le général Lyautey applique avec méthode les principes déjà suivis par lui au Tonkin et à Madagascar, et que nous avons bien souvent prônés à l'*Union coloniale française*.

Nous voudrions faire du Maroc un des clous de notre exposition et le gouvernement du protectorat nous y aidera certainement.

M. Charles-Roux a exprimé le vœu que le président fasse à Marseille l'honneur de venir inaugurer son exposition coloniale de 1916. M. Poincaré a promis de venir et il a répondu à M. J. Charles-Roux par le discours suivant :

Monsieur le commissaire général, messieurs,

En m'invitant aujourd'hui à poser la première pierre de votre prochaine exposition coloniale, vous avez réveillé en moi l'agréable souvenir d'une visite que j'ai faite, il y a sept ans, aux pavillons élevés dans le parc du Prado. Vous aviez alors réuni, sur ce magnifique emplacement, tous les produits de notre empire d'outre-mer; vous les aviez classés dans un ordre élégant et lumineux; vous aviez offert aux promeneurs un charmant mélange d'enseignements et d'attractions; vous aviez, en un mot, justifié, une fois de plus, la renommée de Marseille, principale métropole coloniale de la France.

Le brillant succès de cette exposition, dont M. Charles-Roux m'a déjà fait, autrefois, très aimablement les honneurs, vous a encouragés à en organiser une nouvelle et le gouvernement a donné à votre entreprise une consécration officielle.

Rien, en effet, de ce qui intéresse les colonies, ne saurait laisser Marseille indifférente. Elle serait infidèle à son histoire et dérogerait à ses traditions si elle détournait les yeux de nos possessions lointaines.

N'a-t-elle pas été une des premières villes de France qui aient établi des comptoirs sur la côte algérienne, au Maroc, sur la côte occidentale d'Afrique? Et aujourd'hui encore n'est-ce pas de la vieille cité phocéenne que partent sans cesse des hommes d'initiative et de volonté pour diriger au loin de grandes exploitations coloniales?

Depuis un siècle, le mouvement commercial de Marseille avec les colonies n'a pas cessé de progresser. Il atteignait à peine trente-cinq millions vers 1840; il dépasse aujourd'hui huit cents millions et, dans l'ensemble du commerce colonial français, la part de Marseille, de beaucoup la plus belle, oscille aux environs de la moitié.

C'est par votre port que l'Algérie et la Tunisie nous envoient leur bétail, leurs céréales, leurs vins et leurs huiles; c'est par votre port que nous leur expédions nos objets manufacturés, nos tissus et nos denrées. Marseille est l'avenue triomphale de la France vers les rives du Nord de l'Afrique; elle est le grand portail qui s'ouvre sur les pays d'Orient et d'Extrême-Orient.

Votre future exposition sera une nouvelle démonstration de notre puissance coloniale, si vaillamment servie par vous et si largement développée par la République.

Elle sera pour nos compatriotes une vivante leçon d'activité, de courage et d'énergie.

Elle leur enseignera le prix de l'effort et de la persévérance.

Elle fournira, en même temps, à la France, de victorieuses raisons de confiance et d'espoir.

Puisse, sur les assises que nous posons ici, s'élever bientôt un monument grandiose à l'honneur de Marseille et de nos colonies!

Ici, comme dans tous les discours de M. Poincaré, on trouve exactement ce qu'on attendait. Le président a heureusement souligné le rôle de Marseille dans le commerce colonial et on ne pouvait souhaiter meilleure préface à l'œuvre que MM. Charles-Roux et Artaud ont assumée et qu'ils mèneront au succès.

Le président de la République chinoise. — Yuan Chi Kaï, président provisoire de la République chinoise, a été élu, le 5 octobre, président définitif de la République au troisième tour de scrutin. Nous avons dit que ce serait plutôt un changement d'étiquette qu'un changement dans les faits en laissant prévoir l'élection du seul homme qui, actuellement, ait une large autorité en Chine. Yuan Chi Kaï sait, en effet, admirablement user des moyens les plus propres à dompter ses adversaires. Cet homme que ses qualités d'administrateur et d'organisateur prouvées par la façon dont il avait su amener à un degré de perfection inconnu en Chine les troupes du Nord, avaient rendu suspect à la dynastie Mandchou au point qu'il fut un moment en disgrâce, cet homme a su inspirer confiance aux puissances européennes. Grâce à l'argent que lui a fourni le consortium des grandes puissances il a triomphé des républicains du Sud et cuisiné un parlement qui trouva le moyen de déclarer l'emprunt inconstitutionnel, mais dont toute l'opposition se borna à cette manifestation platonique.

Nous avons dit comment il s'était débarrassé du véritable initiateur de la révolution, Yun Yat Sen, cet utopiste qu'il relégua dans le poste grassement doté de directeur des chemins de fer. Cet utopiste n'a pu rester dans cette fonction et il continue sa destinée d'agitateur en groupant tous les révolutionnaires du Japon et de la Chine contre les Russes, les Japonais et les Anglais; jusqu'ici les Français établis en Indochine semblent être hors du champ de ces agitateurs, mais cela viendra.

Il est probable en effet que l'élection de Yuan Chi Kaï ne sera pas le signal du rétablissement de l'ordre dans ce vaste pays qu'est la Chine. Le nouveau président ne désarmera pas facilement toutes les hostilités. Déjà, on a vu que le jour de son intronisation, il a failli tomber sous les coups d'un assassin qui n'était autre que l'un des chefs de la police. Cet attentat a échoué, mais un autre peut réussir et Yuan Chi Kaï resterait-il à la tête du gou-

vernement que bien des obstacles paraissent devoir battre en brêche son autorité. Ce n'est pas du côté du Parlement qu'est pour lui le danger, mais du côté des grands chefs militaires comme Li Youan Hong qui tient Hankéou et Tchang-Hsoun qui s'est rendu maître de Nankin. Il ne faut pas perdre de vue que la révolution est une industrie lucrative pour les chefs militaires et leurs troupes. Or, comme il y a en Chine des hommes qui n'ont pas d'autre moyen d'existence que le pillage, la révolution peut devenir en Chine un état endémique.

Yuan Chi Kaï a été reconnu par la plupart des puissances et cette reconnaissance lui vaudra peut-être de nouveaux secours qui lui seront fort utiles pour déjouer les complots ; mais la tranquillité nécessaire à l'essor économique du pays ne paraît pas devoir nécessairement suivre à brève échéance l'élection du 5 octobre. Pourtant la Chine aurait grand besoin de cette tranquillité pour tirer parti des énormes richesses qu'elle possède.

Yuan Chi Kaï, très habilement, avait assuré les puissances étrangères qu'il respecterait tous les traités et toutes les obligations contractés par le gouvernement Mandchou et en outre conserverait toutes les coutumes établies et ces déclarations ont facilité la reconnaissance de la République chinoise par les puissances.

Yuan Chi Kaï avait été élu à l'unanimité président provisoire le 15 février 1912, et avait inauguré ses pouvoirs, le 9 mars suivant. Son élection définitive, a remarqué le *Times*, était certaine et ne provoquera en Chine aucun enthousiasme, car le nombre de ceux qui s'intéressent à la politique est extrêmement réduit.

« Les étrangers, ajoutait le *Times*, se félicitent de son élection, qui était la seule possible. Cette élection et la reconnaissance de la République chinoise qui va suivre feront retrouver au gouvernement central un peu du prestige perdu depuis la révolution et fortifieront sa position, qui est cependant encore peu satisfaisante.

« En dépit du respect que le peuple chinois porte à la loi, le chaos règne dans une grande partie du pays. Le gouvernement devra rétablir l'ordre et la confiance et assurer la sécurité. C'est là une tâche que peu d'étrangers, parmi ceux qui connaissent la situation, croient les Chinois capables d'accomplir sans l'aide de l'étranger. »

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

Les maladies infantiles chez les indigènes.

Nous annoncions, dernièrement, que l'Institut colonial de Hambourg avait mis au concours l'étude de la question suivante : Par quelles mesures pratiques peut-on obtenir, dans les possessions allemandes, une augmentation du nombre des naissances, et une diminution de la mortalité infantile, dans la population indigène, qui constitue le capital économique le plus précieux. Les concurrents devront rechercher et exposer les facteurs de tout ordre qui peuvent avoir une action sur les deux faits visés. Les principaux sont, évidemment, les facteurs médicaux. Leur importance vient, précisément, d'être signalée par le Dr Külz, dans un article de la *Koloniale Rundschau* sur les maladies contagieuses de l'enfance chez les indigènes.

Les colonies allemandes sont très faiblement peuplées. Tandis que l'Allemagne renferme en moyenne, 125 habitants au kilomètre carré, on n'en trouve que 13 à Samoa, 5 au Cameroun et 0,1 dans le Sud-Ouest. Ce n'est que pour Samoa que l'on possède des recensements exacts, et poursuivis pendant une séries d'années ; mais, si l'on consulte pour les autres colonies, les dénombrements une fois faits et les évaluations, l'on voit nettement que partout le nombre des enfants est étonnamment bas. Chez certains peuples, il est tellement faible que l'on doit craindre leur disparition, si la situation ne change pas. La colonie où le mal est le plus grand est le Sud-Ouest. Le mémoire officiel pour 1911-1912 ne lui attribue, les Ovambos exceptés, que 26.000 femmes et 20.000 enfants. Dans une seule tribu, celle des Bastards, le nombre des enfants dépasse le nombre des femmes ; ailleurs la proportion est renversée ; l'écart au détriment des enfants, est de 355 chez les Bergdamara, de 541 chez les indigènes de la brousse (*Buschleute*). de 930 chez les Nama et de 3.944 chez les Hereros. Il en est tout autrement à Samoa où pour 8.972 femmes, il y a 15.758 enfants ; cependant, quoique ce rapport persiste depuis des années, l'accroissement de la population a été très faible. Au Cameroun, dans toutes les tribus, où la population a été recensée ou évaluée, le nombre des enfants demeure inférieur à celui des femmes. Un seul district, celui de Dume, dont les habitants sont à un degré extrêmement bas de civilisation, et, partiellement, s'adonnent encore au cannibalisme, mais ne se trouvent que depuis quelques années en contact direct avec la civilisation européenne. Voilà, remarque le Dr Külz, un fait qui donne à penser. Ce district renferme 34.000 femmes et 42.000 enfants. Dans le district côtier de Duala, les chiffres correspondants sont : 28.105 et 25.526. Les observations faites pendant plusieurs années dans une tribu de l'intérieur du Cameroun, vivant de la façon la plus primitive, ont montré au Dr Külz que le mal n'a pas pour cause une faible fécondité des mères ; seulement la mortalité infantile pour le premier âge atteignait le taux effrayant de 47 0/0. Les mêmes constatations ont été faites par d'autres médecins et par les missionnaires. Dans la Nouvelle-Guinée, également, le nombre des naissances est satisfaisant, mais la mortalité est excessive. Malheureusement, dans beaucoup de régions, à cette mortalité s'ajoute la limitation des naissances, soit volontaire, soit causée par des maladies, produisant la stérilité.

Les plus nécessaires des mesures destinées à combattre et à prévenir les maladies contagieuses chez les indigènes, sont celles qui s'appliquent à l'enfance. Ces maladies se divisent en deux groupes : d'une part les maladie épidémiques, de l'autre les maladies endémiques, celles-là sévissant de temps en temps avec violence pour disparaître plus ou moins vite, celles-ci exerçant d'une façon constante, leur perfide action. Parmi les premières, la plus redoutable est la petite vérole. Au second groupe appartiennent les maladies des voies digestives, l'ankylostomiase, qui est une maladie vermineuse, et la malaria. Cette dernière ne détermine pas seulement des accès de fièvre, elle produit une tuméfaction de la rate, ne laissant à l'enfant aucun répit. Ces inflammations chroniques existent toujours chez les enfants en bas âge, dans les contrées à malaria. Plusieurs milliers d'enfants sont atteints, d'une manière chronique, à la fois, de ces deux dernières maladies contagieuses, qui s'aggravent l'une par l'autre. En même temps, ils nourrissent de leur sang le sankylostomes, et, chaque année, pendant des mois, ils souffrent d'attaques

de fièvre, sans soins, sans régime alimentaire et sans remèdes. Il est certain que cet état maladif empêche leur développement corporel. Le Dr Külz pense que leur développement intellectuel en souffre également. C'est aux conséquences de ces deux maladies de l'enfance, beaucoup plus répandues dans les régions forestières que dans les savanes, qu'il faudrait attribuer, selon lui, pour une bonne part, l'infériorité physique et morale des populations de ces régions. Les maladies dont on vient de parler, ne sont pas les seules maladies contagieuses, qui frappent les enfants indigènes, Il y aurait à mentionner encore la série considérables des maladies de la peau. Il suit de là que dans nombre de contrées des colonies allemandes, un enfant noir, vraiment sain, est une grande rareté.

Les Européens ont à remplir une tâche d'autant plus grande que l'apport de leur civilisation contribue à favoriser l'extension des maladies contagieuses. Ils doivent faire plus que compenser les dommages causés par cette civilisation. Deux moyens s'offrent pour accroître le nombre de la population : combattre et faire disparaître les causes qui tendent à diminuer le nombre des naissances; en second lieu, restreindre la mortalité. Pour arriver au premier résultat, on surveillera et on limitera la prostitution noire, on combattra les progrès de la polygamie, on soignera les femmes atteintes de maladies vénériennes, on allègera, ou même on supprimera, entièrement, pour les femmes, le service de portage ; tout particulièrement, enfin, on agira pour empêcher les pratiques d'avortement qui se multiplient, en beaucoup de lieux. A cet égard, le gouvernement ne devrait pas hésiter, selon le Dr Külz, à recourir à de sévères pénalités. L'éducation peut assurément faire beaucoup. Partout où s'exerce l'influence des missionnaires, l'on constate que la vie de l'enfant est plus estimée, et mieux protégée. A Duala, à Victoria, à Kribi, les femmes, converties au christianisme se montrent, plus que les autres, empressées à consulter le médecin pour leurs enfants. Il y a, manifestement, dans ces localités, des commencements de véritable puériculture. Quant aux moyens préventifs et curatifs pour diminuer la mortalité, ils doivent agir sur la mère d'abord, pour atteindre l'enfant. La protection de l'enfant, avant, comme après la naissance, doit commencer par la mère. Malheureusement, il n'est pas toujours facile, pour un médecin, d'approcher les femmes indigènes. Aussi, serait-il souhaitable que celles-ci fussent soignées par des femmes médecins, connaissant, spécialement, les maladies tropicales. Ce ne sont pas les remèdes qui font défaut. Contre la petite vérole, les Européens ont une arme efficace : le vaccin. L'année dernière, dans les colonies allemandes, on a compté plus de 800.000 vaccinations; seulement, ce sont des hommes faits et des femmes qui se font vacciner ; le plus souvent, les enfants sont laissés à la maison. La lutte contre la malaria a été faite, surtout, au profit des Européens. En quelques points de la côte, dans l'Afrique orientale, on a, depuis plusieurs années, entrepris de combattre méthodiquement, la malaria chez les enfants indigènes. On épargnerait bien des vies, en faisant de larges distributions de quinine, dans toutes les stations du gouvernement et des missions. Contre les maladies vermineuses et contre la dysenterie, le mieux à faire est de répandre et de faire mettre en pratique les notions de l'hygiène, obliger les indigènes à construire des latrines et à boire de l'eau non souillée. Mais, si les remèdes ne manquent pas, les médecins sont absolument insuffisants, en nombre. Un seul pour 100.000 noirs, ce n'est pas assez. L'augmentation du personnel médical nécessite de grosses dépenses d'argent. A défaut de la métropole, les colonies elles-mêmes seraient, au dire du Dr Külz, en état de les fournir. Il suffirait d'établir une taxe spéciale, pour le service de santé. En élevant seulement de 1 m. le taux actuel de l'impôt, on disposerait, actuellement, de 750.000 m., dans l'Afrique orientale, et de 250.000 m., au Cameroun. Ces ressources permettraient, suivant les besoins, ou de combattre les maladies contagieuses, ou de se procurer des médicaments, ou d'entretenir des hôpitaux pour indigènes, ou d'ouvrir des fontaines, en un mot, donneraient une plus grande liberté d'action, dans l'application des mesures sanitaires profitables aux indigènes.

CAMEROUN

Le voyage ministériel.

Le Dr Solf, accompagné du vice-président de la Société coloniale, le baron de Gayl, arriva à Victoria, le 28 août. Après une visite à la capitale Buea, il commença sa tournée par le Sud; il se rendit, par mer, à Kribi, puis à Ukoko, dans le district du Muni. Le 8 septembre, il arrivait à Duala. De cette ville, partent les deux voies ferrées du Cameroun. Le ministre les parcourut l'une et l'autre, la *Mittellandbahn* jusqu'à la tête de ligne, à 50 kilomètres, environ, au delà de Edea, la *Nordbahn* jusqu'au terminus provisoire actuel, Nkongsamba. De ce point, il gagna Dschang, le 15 septembre. Il avait eu de longs entretiens, à Victoria, avec l'Union des planteurs du Togo et du Cameroun; à Kribi, avec les commerçants du Sud; à Duala, avec les membres de la Chambre de commerce. Les colons réclament, comme on sait, des droits politiques, analogues à ceux que possèdent les Allemands du Sud-Ouest. M. Solf a fait observer justement que cette dernière colonie n'est pas, comme le Cameroun, un pays tropical; ici, les colons n'ont généralement, à son sens, ni assez d'âge, ni assez d'expérience pour pouvoir prendre la responsabilité de graves décisions politiques. Cependant, le ministre s'est montré disposé à étendre les attributions du Conseil de gouvernement, et à conférer aux représentants de la colonie, voix délibérative, dans les questions intéressant essentiellement la population. Il n'a formulé aucune objection contre le projet qui lui fut soumis par l'Union des planteurs, pour le recrutement de la main-d'œuvre, lequel doit être assuré par le gouvernement; il a, seulement, fait entendre que celui-ci ne peut nullement s'engager à fournir le nombre de travailleurs nécessaire. La tâche consiste, d'abord, à rendre le Noir laborieux. La Chambre de commerce de Kribi avait fondé sur la visite du ministre de grandes espérances. Elle comptait, avant tout, on l'a vu, que le gouvernement porterait remède à la crise du caoutchouc, en supprimant la taxe douanière, qui frappe le produit, à la sortie. Mais le Dr Solf a nettement refusé de prendre cette mesure. A son avis, le meilleur remède est la réorganisation du commerce dans le Sud, et, particulièrement, l'établissement d'un contrôle, afin d'obtenir une qualité de caoutchouc supérieure. Son jugement est fondé sur l'expérience tirée de la crise du copra, dont il fut témoin, à Samoa. Les commerçants ont répliqué qu'ils s'étaient toujours efforcés d'améliorer la qualité du caoutchouc, mais que, dans leurs tentatives de réformes, ils n'avaient pas, jusqu'ici, été secondés par le gouvernement. Parlant du Nouveau-Cameroun, le ministre a déclaré que l'on avait, en Allemagne, en se servant de documents français, rabaissé la valeur de cette acquisition, et il a souhaité que les fonctionnaires ne fussent pas

rebutés par des rapports mensongers. La presse allemande s'est, en effet, de nouveau, vivement émue, dernièrement, des ravages causés par la maladie du sommeil, et a reproché au gouvernement de faire le silence sur ces faits. Le ministre a repoussé une demande de subvention nouvelle pour le Nouveau-Cameroun, de même qu'une demande de crédits supplémentaires pour l'ancienne colonie, mais il promit de doter Duala d'un grand port, et il affirma que le gouvernement étudiait un vaste plan de construction de voies ferrées. En attendant que les projets officiels soient connus, la presse continue à discuter la question. Dernièrement, dans le *Tag*, le Dr Arnold Schultze, qu'accompagna, dans son voyage, le duc A.-F. de Mecklembourg, préconisait l'établissement d'une ligne longeant la limite nord de la forêt vierge, et aboutissant à la Sangha, au point, où cette rivière devient navigable. « La construction d'une voie ferrée, partant d'un excellent port, comme Duala, traversant un pays très peuplé et susceptible de développement, et rencontrant, à angle droit, une magnifique voie fluviale, longue de 700 kilomètres, qui dessert tout le Sud-Est, est, véritablement, un projet plein d'avenir. » En outre, M. Schultze pense, comme M. Fr. Kolbe, dont nous avons exposé le projet, que de cette ligne on atteindrait plus aisément les pays du Tchad, que par un prolongement de la Nordbahn. Il suffirait de la relier, par un embranchement, au Logone navigable. Le projet du gouvernement prévoira la continuation des deux lignes existantes. Quant à la Sudbahn, toujours réclamée par les gens du Sud, le ministre n'en veut décidément pas. Par compensation, il s'est déclaré partisan de la construction de routes carrossables. On sait que le Conseil du gouvernement de la colonie a demandé l'inscription au budget de 1 million de m., pour le réseau routier du Sud. Il vient de se fonder, à Kribi, au capital de 100.000 m. une Cie de transport, qui se propose d'établir des services réguliers d'automobiles, pour voyageurs et marchandises, entre la côte et l'intérieur. On sait que Kribi est le premier port du Cameroun, pour les exportations.

En quittant le Cameroun, le ministre s'est rendu au Togo.

D'après une information du chef de poste de Sembe, parvenue au gouverneur du Cameroun, des troubles ont éclaté, à la fin d'août, dans le district de Sembe. Cette localité est située dans l'angle oriental du territoire qui a été rattaché, dans le sud, au Cameroun, en vertu de l'accord franco-allemand de novembre 1911; elle se trouve à 100 kilomètres, environ, à vol d'oiseau, à l'ouest de Ouesso. Au commencement de septembre, des factorerie de la Cie de la Ngoko-Sangha auraient été pillées et incendiées. Les pertes matérielles seraient considérables. Un détachement de l'expédition française de la frontière, sous les ordres du lieutenant Karcher, fut attaqué le 19 septembre, à 5 lieues de Sembe, alors qu'il se rendait à Ngoila ; deux noirs ont été tués, et un blessé. Le lieutenant Karcher a pu, néanmoins, continuer sa marche vers Ngoila. Le poste de Sembe est suffisamment défendu. Le chef de district de Jukaduma, qui était déjà parti, avec 50 soldats de police pour Sembe, serait arrivé dans cette ville. Il en serait de même de l'adjoint Kehm, qui était également en route, avec 14 soldats, et de 15 autres qui suivaient à distance. Les troubles se sont vraisemblablement limités à un territoire de quelques milles carrés, ou l'autorité des Européens n'est pas encore suffisamment établie.

—Au printemps dernier, lorsque parvinrent à la côte les premières nouvelles des troubles, qui éclatèrent dans le district du Muni, le directeur de ce district, l'assesseur Elbster résolut de parcourir le pays. Son rapport a paru dans le *Kolonialblatt*. Toute cette région est couverte par la forêt vierge. La principale richesse consiste dans les bois, que l'on ne peut exporter, faute de moyen de transport. Partout l'on trouve des lianes à caoutchouc. Des arbres à caoutchouc nombreux se voient à l'est de Abanga, mais ils ne sont pas exploités; dans cette même partie, le palmier à huile existe en abondance. Les chemins sont détestables. Il n'y a qu'une bonne route, celle de Ojem à Nsork et à Onvam, créée par les Français. Les habitants, les Pangoués, sont représentés comme ayant tous les vices. Tous sont armés. Le commerce fait quelques progrès. Près de Ekododo, John Holt a restauré une factorerie abandonnée. Une grande factorerie a été fondée, à Ekododo même, par la maison Thomas. Il y a des factoreries de la Cie Pagenstecher à Bibolbola et à Ajarem. Les commerçants sont très satisfaits des livraisons qui leur sont apportées par les indigènes, mais ils se plaignent du bas prix du caoutchouc.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

Crimes politiques

Deux nouveaux crimes politiques ont été commis coup sur coup dans la province du Bengale. Le 29 septembre le chef de la police Haripado Deb, était assassiné à Calcutta et le 30 l'inspecteur de la police Bankim Chandra Chowdhury, était tué à Mymensingh. Ces deux crimes, tous deux d'origine politique, sont une terrible confirmation de l'avertissement récemment donné par lord Carmichael, gouverneur du Bengale lorsqu'il disait que « les irréconciliables sont un danger pour le progrès du pays et que non seulement l'anarchie existe, mais qu'elle est secrète et active ». Ce qui rend ces meurtres plus sinistres, c'est l'impunité complète dont jouisseut leurs auteurs, ce qui montre l'existence d'une organisation puissante, et aussi l'apathie, sinon la sympathie, d'un grand nombre de gens à l'égard des criminels.

Le rapport du département de la police au Bengale pour 1912 signalait en effet toutes les difficultés avec lesquelles les policiers sont aux prises daus cette province, paradis des malfaiteurs et des assassins, et le gouverneur en Conseil commentant ce rapport disait lui-même que les documents saisis par la police à Dacca indiquent clairement l'existence d'une organisation active et dangereuse imbue d'idées révolutionnaires et il ajoutait : « Les méthodes employées par les conspirateurs pour atteindre leur objet comprennent l'assassinat des fonctionnaires de la police, le renvoi de leurs sociétés de tout membre suspect de trahison, le meurtre de quiconque vient en aide au gouvernement, l'acquisition d'armes et l'envoi de voleurs en mission pour se procurer des fonds, une propagande active pour gagner de nouvelles recrues à leur cause et cela surtout en subornant le loyalisme des étudiants dans les écoles et collèges. Les mesures à prendre en face de cette situation continuent à être très sérieusement étudiées par le gouvernement. »

Les journaux locaux ont commenté longuement ces récents assassinats. Le *Statesman* a déclaré que le remède contre ce terro-

risme est le châtiment prompt et sûr des criminels, la politique de clémence ayant fait entièrement faillite.

L'*Englishman* a réclamé de plus grands pouvoirs pour la police et la simplification de la procédure criminelle. Le *Bengali* a dit que cet outrage avait soulevé le dégoût et l'indignation de la population. L'*Amrita Bazar Patrika* a donné la même note.

La presse anglaise également n'a pas été sans attirer l'attention sur cette série de crimes politiques. Dans un éditorial consacré à cette question, le *Times* écrivait : « Il est essentiel que des mesures soient prises maintenant pour enrayer cette sédition et prévenir les méfaits à venir, sans s'occuper de ce que peut écrire une certaine presse indigène. Parmi ces mesures figure l'augmentation de la Commission du Bengale — qui a toujours été numériquement plus faible que celles des autres provinces eu égard à sa population ; — à notre avis elle ne devrait pas être différée plus longtemps (1). Egalement très importante est la situation du corps de police au Bengale. Le manque de recrues convenables, dû surtout aux traitements disproportionnés aux conditions actuelles, n'affecte pas principalement le Bengale, mais est certainement beaucoup plus grave dans cette province que dans toute autre. Enfin le plus vigilant contrôle possible devrait être exercé sur tous les établissements d'éducation et surtout sur le recrutement des professeurs. Les fautes du système d'éducation appliqué par la Grande-Bretagne à l'Inde ont été déjà assez graves ; elles ne l'ont pas été plus qu'au Bengale. Il serait aussi défectueux qu'insensé, maintenant que nous cherchons à éduquer de meilleure façon, de laisser écoles et collèges ouverts aux influences déloyales et corruptrices qu'un manque de contrôle laisserait pénétrer inévitablement. »

Le danger croissant des crimes politiques qui désolait l'Inde anglaise était déjà signalé dans le substantiel Livre Bleu contenant le cinquième rapport décennal réservé au « progrès moral et matériel et la situation de l'Inde ». Il y était dit notamment que le partage du Bengale « bien qu'il ne doive pas être regardé à proprement parler comme ayant déterminé l'agitation qui a atteint son maximum, il y a deux ou trois ans, a cependant contribué à mettre en vedette certains hommes qui sans cela seraient restés d'obscurs inconnus et à fournir une occasion de développer les projets précédemment arrêtés. »

L'agitation musulmane.

De même que la guerre turco-grecque avait eu sur la frontière indienne, en 1897, une certaine répercussion, de même il y a lieu de s'attendre à ce que les événements des Balkans aient un contrecoup dans la grande possession anglaise. Le fauteur de l'agitation de 1897, l'émir afghan Abdur Rhaman, avait joué un grand rôle dans ce mouvement. De ce côté, rien à craindre aujourd'hui pour les Anglais. Le trône afghan est actuellement occupé par un souverain timide et peu influent. Le panislamisme le laisse froid. Le foyer vraiment dangereux se trouve aujourd'hui dans l'Inde elle-même. Dans son numéro du 7 octobre, le *Times* publie sur ce sujet une lettre intéressante d'un de ses correspondants.

Feu sir Syed Ahmad, qui fut longtemps le chef des musulmans, invitait sincèrement ses coreligionnaires à s'abstenir de toute politique ; mais il s'en faut que ses successeurs observent la même sage attitude. Les chefs actuels de la communauté musulmane aux Indes sont aussi fanatiques dans leur genre que les extrémistes de l'école hindoue. Ce sont pour la plupart des avocats, maîtres d'école et journalistes entraînés et formés dans les écoles anglaises. Ils sont d'origine plus que modeste et tenus en grand mépris par leurs coreligionnaires des classes élevées. Munis toutefois d'une certaine instruction, ils sont capables de parler, d'écrire, de prêcher la révolte avec un grand succès parmi les musulmans de leur milieu.

Leur influence est apparue avec éclat lors d'une grande assemblée tenue il y a quelques mois à Aligarh et où fut discutée la question d'une Université musulmane. L'élément respectable de la communauté fut évincé par les hommes nouveaux, passionnés et violents. La victoire leur resta et ils firent triompher leur point de vue extrême.

Dans ces circonstances, il ne reste à l'élément modéré de la population musulmane qu'à choisir entre deux alternatives : hurler avec les loups ou renoncer à toute action politique. Ils sont nombreux, paraît-il, ceux qui ont adopté le principe de l'abstention et de la retraite.

Imprégnés d'idées nationalistes non moins que les extrémistes hindous, les extrémistes musulmans donnent ouvertement pour leur idéal l'expulsion des Anglais de leur colonie des Indes. Le mot « croisade » malheureusement employé par le roi Ferdinand au début de la guerre balkanique, et certains propos échappés à M. Asquith et à ses collègues ont fourni aux nationalistes musulmans des armes dont ils se servent avec adresse. Ils attribuent aux puissances chrétiennes la volonté préméditée d'exterminer les Turcs, de détruire la Mecque et Médine. Et ces desseins causent parmi les musulmans hindous une vive irritation. Une société s'est créée pour empêcher les Lieux saints de tomber aux mains des infidèles et son succès ne laisse rien à désirer. L'effervescence antichrétienne et antianglaise, en un mot, est, aux Indes, en pleine recrudescence. La situation, d'après le *Times*, est grosse de périls.

Le commerce de l'Inde.

La *Revue du Commerce de l'Inde*, en 1912-1913, a paru récemment et l'*Economiste français* en a publié les extraits suivants :

Le tableau que voici, des principales récoltes en 1910-1911, 1911-1912 et 1912-1913, est instructif. Les quantités sont exprimées en milliers de tonnes :

	1910-1911	1911-1912	1912-1913
Riz	27.896	30.073	26.001
Coton	668	587	784
Blé	10.061	9.924	9.597
Jute	1.416	1.470	1.700
Graine de lin	563	642	535
Sésame	511	397	471
Sucre brut	2.217	2.451	2.552
Thé	117	119	132

L'attention est attirée par l'importance énorme du riz, à laquelle seule peut se comparer celle du blé, qui n'est d'ailleurs que très relative puisque la récolte du blé en 1912-1913, n'est qu'à peu près le tiers de celle du riz. Le thé ne présente, par rapport à ces deux produits, qu'un volume qui paraît presque insignifiant. Il est vrai que la valeur de cette denrée serait le facteur dominant du rapprochement. Toutefois, si on consulte une carte graphique de l'Inde, que contient le *Livre Bleu* et où sont figurées les superficies consacrées aux différents produits, on est frappé de la portion minuscule, presque infime, occupée par le thé. Le riz, au

(1) Une dépêche de Simla en date du 8 octobre annonce que le gouvernement de Bengale vient de nommer une commission chargée de faire une enquête dans les districts troublés de la province.

contraire, accapare, pour ainsi dire, sur tous les points de la péninsule, des surfaces énormes.

Le total des exportations et importations, en 1912-1913, s'est élevé à 310,11 millions de livres sterling, contre 286,8 millions en 1911-1912. Dans le total sont compris 39 millions de livres sterling, en chiffres ronds, d'or et argent. Les importations se sont élevées à 141,47 millions de livres sterling, contre 128 millions en 1911-1912, soit environ 10 1/2 0/0 d'augmentation. Les exportations se sont élevées à 168,64 millions de livres sterling, contre 158,8 millions en 1911-1912, soit environ 6 1/4 0/0. A la tête de la liste des importations, il n'est pas surprenant de trouver les tissus de coton de diverses catégories. Ainsi :

1911-1912	Liv. st.	33.047.000
1912-1913		40.548.000
Moyenne des trois années précédentes		29.729.000

Dans ces totaux, sont comprises les importations de filés de coton, relativement peu importantes comme chiffre, il est vrai, quelque 2 à 3 millions de livres sterling par an.

Au chapitre du mouvement des métaux précieux, il est dit que l'Inde doit être considérée comme un pays qui ne produit pas d'argent, en d'autres termes, qui ne possède pas de mines d'argent d'importance réelle. L'absorption de métal, tant pour les besoins monétaires et industriels que du chef de la thésaurisation, peut donc être représentée par la différence entre les importations et les exportations, cette différence constituant les importations nettes d'année en année. Exprimées en milliers de livres sterling, les voici :

1908-1909	8.046
1909-1910	6.296
1910-1911	5.754
1911-1912	3.558
1912-1913	11.466

AUSTRALIE

Le budget australien.

Le budget australien a été présenté au Parlement le 2 octobre. Son principal intérêt résidait dans l'évaluation des sommes affectées à la défense nationale : 2.500.000 livres sterling seront consacrées à la construction des bateaux et 3.250.000 livres sterling à l'armée. Cela constitue une augmentation de 1.400.000 livres sterling sur le précédent exercice. Pour y faire face on empruntera 473.000 livres sterling ; le reste sera prélevé sur les revenus ordinaires. Ces derniers sont évalués pour la présente année à 21.462.000 livres sterling plus les 2.653.000 livres économisées précédemment : ils sont entièrement absorbés par les dépenses prévues. Les emprunts couvriront l'excédent : outre celui de 475.000 livres pour la défense nationale, il y en aura un de 1.400.000 livres sterling pour le chemin de fer de Kalgoorlie ; 60.000 pour la ligne de Papuan ; 400.000 enfin pour le Transcontinental Nord.

La situation économique.

Le *Year Book* officiel du Commonwealth australien pour 1913 contient des statistiques intéressantes qui montrent les progrès accomplis par le second des grands Dominions de l'Empire. Le tarif préférentiel accordé par l'Australie en 1908 à certaines marchandises anglaises a contribué à arrêter la diminution des importations britanniques dans le Dominion. En 1911, ces dernières ont atteint le chiffre de 21.118.057 livres sterling. Voici d'autre part, les chiffres totaux des importations et exportations du Commonwealth :

	1911-1912 Liv. st.	1912-1813 Liv. st.
Importations	71.278.986	75.746.283
Exportations	66.602.964	68.512.033

Les revenus des droits de douane et d'accise se répartissent ainsi par catégorie de marchandises :

	Année financière 1911-1912 Liv. st.	1912-1913 Liv. st.
Douanes		
Boissons et spiritueux	2.707.319	2.777.922
Tabacs manufacturés	1.332.024	1.406.664
Sucre	280.995	696.191
Produits agricoles	1.013.427	1.095.680
Matières textiles	2.412.230	2.400.554
Métaux et machines	1.586.186	1.681.603
Couleurs, huiles et vernis	292.326	321.936
Faïences	378.994	495.702
Drogues chimiques	107.076	113.541
Bois et osiers	507.392	541.000
Joaillerie	316.316	290.217
Cuirs et caoutchouc	400.279	451.060
Papiers	234.651	240.951
Véhicules	288.741	333.639
Instruments de musique	176.874	167.662
Divers	319.688 / 39.269	372.289 / 40.243
Total	12.394.287	13.426.854
Accise		
Bière	694.418	719.159
Spiritueux	376.814	411.371
Sucre	748.568	519.241
Tabacs	910.931	840.027
Licences	9.498	8.607
Total	2.640.229	2.498.405
Total des douanes et accise	15.034.516	15.925.259
Drawbacks et remboursements	321.739	371.070
Total des revenus nets	14.712.777	15.554.189

La commission inter-fédérale dont un vote du Parlement a rendu la constitution effective, va bientôt commencer ses travaux. Elle a pour but, rappelons-le, d'enquêter :

1° Sur les questions de production et de commerce en général ;

2° Sur l'encouragement et les améliorations à apporter aux industries australiennes ;

3° Sur l'ouverture de marchés à l'extérieur ;

4° Sur les effets et conséquences du « Tariff Act » ou toute autre législation australienne, touchant aux questions commerciales ;

5° Sur les prix des denrées ;

6° Sur les bénéfices du commerce et des manufactures ;

7° Sur les salaires et les règlements sociaux et industriels ;

8° Sur les travailleurs et les sans-travail ;

9° Sur les primes payées par les pays étrangers pour encourager le commerce d'exportation navale ;

10° Sur l'immigration ;

11° Sur toutes autres questions dont le Parlement pourra référer à la Commission aux fins d'enquête.

La population du Commonwealth tend à croître plus rapidement que par le passé. Dans la période quinquennale 1906-1910 l'augmentation a été de 392.106 habitants, alors qu'elle n'avait été que de 267.638 dans le précédent quinquennat. Pendant la seule année 1911, on a enregistré 143.624 habitants de plus, ce qui est de bonne augure pour l'avenir. La densité de la population est toutefois inférieure à celle de n'importe quel pays du monde, sauf l'Alaska, le Groenland, et le Sahara.

Questions d'Histoire et de Géographie.

PÊCHEURS ET PÊCHERIES DE LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

Quand la Mauritanie sera devenue pour nos pêcheurs ce qu'est aujourd'hui l'Islande et qu'ils iront aux bancs d'Arguin aussi nombreux qu'ils vont au banc de Terre-Neuve, le nom de M. Gruvel, aujourd'hui connu surtout des savants et des coloniaux sera, j'espère, aussi célèbre parmi les riverains de la Manche et de l'Atlantique que celui de Parmentier parmi les agriculteurs. La mer qui baigne les côtes Sahariennes entre le cap Juby et l'embouchure du Sénégal est miraculeusement poissonneuse. Mais la périlleuse approche de l'accore africaine, les rivages désertiques, sans abris, sans eau, écartent les navires et les hommes ; seules, quelques barques canariennes, jusqu'en ces dernières années, hantaient ces parages inhospitaliers. On sait ce que M. Gruvel compris, encouragé, aidé par les gouverneurs généraux d'Afrique Occidentale a déjà fait pour la colonie et pour la France. Ses explorations méthodiques et minutieuses ont révélé la richesse inconnue de la faune ichtyologique ; c'est à ses efforts qu'est due la création de Port-Etienne, l'appel des premiers pêcheurs bretons, l'introduction sur le marché français des produits de la mer tropicale; et l'appui que lui ont donné les gouverneurs généraux, s'il honore grandement ceux-ci, n'enlève rien au mérite du savant et et de l'initiateur.

Au cours d'un voyage récent qu'il a fait dans les colonies européennes qui bordent l'Atlantique depuis la Guinée jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, et dont il donne une ample relation en un livre qu'il vient de publier (1), M. Gruvel a étudié les diverses espèces de poissons comestibles, les procédés de pêche et de conservation employés par les indigènes et par les blancs. Il a cherché à préciser les quantités consommées, à évaluer les possibilités d'importation que les divers pays de la côte et de l'intérieur paraissent présenter. Viennent maintenant les sociétés de pêche et les négociants : ils sauront où porter leurs efforts. Partout, sur cette immense étendue de côtes, le poisson abonde. Sur celle du Sénégal, on rencontre par bancs les muges ou mulets, les soles, les rougets, les bandes migratrices des thons, et les grands poissons de fond, les pagres, les courbines ou corbins, les chernes, les capitaines. Sur la côte de Guinée, la salinité de la mer diminue pendant l'hivernage en raison de l'énorme masse d'eau que les fleuves déversent : en cette saison, certaines espèces gagnent la haute mer et l'on ne pêche guère que des capitaines qui remontent volontiers les rivières : pendant la saison sèche, au contraire, les espèces du large reviennent vers la terre et, avec elles, les poissons migrateurs, comme les thons et diverses sortes de sardines. Dans les rochers des îles de Los, on trouve des tortues marines et des langoustes royales et l'on voit passer au large, par bandes de six à dix, des baleinoptères de grande taille et d'innombrables marsouins.

Dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire où les fleuves débouchent directement dans la mer, la pêche est maritime, dans la partie orientale, les indigènes pêchent surtout dans les lagunes ; lagune de Lahou, lagune Ebrié, lac Aby qui communique avec la Comoé et reçoit lui-même plusieurs rivières. Au moment du grand hivernage, de mars à juin, ces lagunes sont formées d'eau presque douce tandis que, pendant la grande saison sèche, de la mi-novembre à la mi-mars, la salinité remonte jusqu'à 25 grammes de sel par litre d'eau. Certaines espèces quittent ou regagnent la lagune selon les variations saisonnières. D'autres s'acclimatent aux changements et vivent tour à tour en eau salée ou saumâtre. Telles sont les Clupéidés, soles, sardinelles ou aloses qui donnent lieu à un commerce très considérable. Des bancs énormes de carangues, des lançons pareils à ceux qu'on trouve sur les plages de Bretagne, des poissons que les Européens appellent carpes, brochets d'eau douce, brochets de mer, des barbeaux, des capitaines moins forts qu'au Sénégal, des tortues, des caïmans dont la peau se vend en Europe, de 25 à 30 francs, tout un règne innombrable et jamais épuisé, regorge en ce domaine lagunaire de près de 150.000 hectares de superficie, sur une profondeur moyenne de 6 à 7 mètres.

Au Dahomey, il en va de même ; les lagunes suivent la côte du Togo à la Nigeria ; de grands lacs y reçoivent les fleuves et s'ouvrent dans la mer. Le lac Nokoué communique périodiquement avec elle par un chenal à l'est de Kotonou ; tous les six ou sept ans, la poussée de la lagune montante crève la digue naturelle formée par le sable qu'apporte la mer. La brèche reste ouverte deux ans environ ; l'eau du lac se charge de sel ; puis le cordon se reforme pour cinq années. Aussi, beaucoup d'espèces vivant habituellement en eau douce doivent s'accoutumer à une salinité plus forte ; par contre, les espèces maritimes qui ont pénétré dans le lac arrivent à supporter plusieurs années une eau presque douce. Il est vrai que la salinité dans la lagune varie du simple au double selon la proximité de la mer ; les espèces se cantonnent suivant leurs aptitudes dans les diverses zones de sorte qu'elles semblent vivre séparément. Le Gabon a eu jadis une réputation de richesse ichtyologique comparable à celle du banc d'Arguin ; mais on a beaucoup détruit, dans la baie de Cap Lopez et dans l'estuaire même : néanmoins, outre les espèces communes à toute la région, on y trouve encore des lamantins, des tortues à écailles ou carets, et beaucoup de langoustes royales. Ici finit notre domaine.

La côte de l'Angola, formée de falaises presque siliceuses d'environ 20 mètres de hauteur, dans le Nord, et, vers le Sud, de dunes de sable pur, présente la plus singulière ressemblance avec la côte de Mauritanie. Depuis Mossamédés jusqu'à la frontière, elle est désertique, étant un prolongement du Kalahari ; les fonds marins sont constitués par des roches plates et du sable coquillier sur lequel on peut traîner le chalut ; la température des eaux, la salinité, les courants sont identiques ou symétriques. A ces affinités naturelles correspond une ressemblance dans la flore et la faune des eaux. On retrouve dans les filets des pêcheurs de la baie des Tigres et de Port-Alexandre les mêmes espèces qu'à Port-Etienne, souvent avec les mêmes noms que leur donnent les pêcheurs canariens ; thons, carangues, muges, sardines, courbines, chernes, rougets, poissons-marteaux. Les baleines de l'Atlantique suivent vers l'Equateur le courant froid qui longe l'Afrique. On en rencontre beaucoup au large de Port-Alexandre. Des sociétés norvégiennes sont venues s'établir là. En 1909, leurs deux bateaux de chasse ont capturé 230 baleines en quatre mois.

Dans la colonie du Cap, la pêche est devenue une industrie comparable par ses procédés de travail, de conservation et de vente à celle de l'Europe. Les espèces ne varient guère. Le corbin y prend le nom de *saumon du Cap ;* il y a peu de tortues, mais beaucoup de langoustes et quelques sortes d'huîtres assez petites.

Ainsi donc, à part certains poissons, des lagunes ou des embouchures, la faune de la côte d'Afrique ne présente pas de différence très sensible entre le Cap Blanc et le Cap de Bonne-Espérance. Elle n'est exploitée par les Européens qu'à Port-Etienne, en Angola et au Cap ; partout ailleurs, les indigènes seuls pêchent. Leurs procédés varient peu. L'esquif est ordinairement la pirogue montée par deux ou trois hommes, menée à la pagaie ou à la voile ; les engins sont les lignes de main, les lignes de fond avec

(1) L'*Industrie des Pêches sur la Côte occidentale d'Afrique*, in-8°, 193 p. avec pl. E. LAROSE, 1913.

flotteurs, les harpons, les nasses; à la Côte d'Ivoire, on se sert d'éperviers et de sennes importés d'Europe. Les Noirs ont pourtant inventé des appareils ingénieux pour procurer la capture automatique du poisson. Je ne parle pas ici des barrages en nattes ou en feuilles de palmiers qu'ils construisent à l'embouchure des rivières et des marigots, et qu'ils développent à marée haute pour arrêter le poisson à la descente du flot. Mais, dans les lagunes, la senne ne peut servir à cause de la vase épaisse qui la surcharge au point qu'on ne peut la tirer à terre. Là, les pièges les plus simples sont des tapades, en partie mobiles, qu'on ouvre au flux et qu'on referme avant le jusant. L'*elima* est une enceinte de forme carrée, dont trois faces sont fixes; la quatrième est une porte à glissière suspendue, presque en équilibre; le poisson qui pénètre, en s'attaquant aux appâts, déclenche la suspension et la porte retombe. L'*atré* est beaucoup plus considérable et plus compliqué. Parfois, plusieurs villages s'associent pour en construire un, dont ils partageront le produit. Ils barrent la lagune, sur une longueur qui peut atteindre 200 mètres, par un clayonnage de nattes de palmiers. Le poisson qui monte ou descend selon le flot suit la barrière; et celle-ci conduit dans une enceinte aux angles de laquelle sont des enclos beaucoup plus petits; il y arrive en progressant insensiblement le long des claies : une fois entré, il n'en peut plus sortir, on l'y capture très facilement.

Au Dahomey, tous les habitants des bords de la mer et des lagunes sont pêcheurs et pêchent jour et nuit; aussi, les administrateurs ont-ils dû prendre certaines mesures pour constituer des frayères et assurer le renouvellement du poisson. Les Dahoméens ont de tout temps construit sur les lagunes des villages lacustres. La case est établie sur pilotis, à 2 m. 50 au-dessus du niveau des basses eaux; le plancher s'avance d'un mètre à peu près sur deux des côtés; cela sert de terrasse et de débarras. On y fait sécher les filets; on y laisse les petits enfants en prenant la précaution de les attacher par une jambe pour les empêcher de tomber à l'eau. Il y a parfois trois étages : le plus bas est réservé aux porcs, le suivant sert de poulailler; pendant les hautes eaux, bêtes et gens vivent au troisième.

Pour prendre les caïmans, les Dahoméens tracent dans la vase un chenal libre de plantes, cela tente l'animal. Par dessus, ils dressent une potence sur laquelle passe une corde qui soutient un lourd billot armé d'un harpon : la corde est retenue par une traverse sous laquelle le caïman doit se glisser; en la soulevant avec le dos, il dégage de la vase les piquets qui la maintiennent : le harpon tombe, le transperce; la bête, si elle n'est tuée, reste prise.

Quant à la consommation du poisson, M. Gruvel distingue les colonies où la production ne suffit pas aux besoins et celles qui pourraient exporter l'excédent de leur pêche : celles-ci sont le Dahomey, l'Angola, l'Afrique anglaise. Quel vaste marché s'ouvrirait donc à une exploitation bien conduite qui saurait apporter aux populations de la côte et de l'intérieur le poisson qu'elles recherchent, sous la forme grossière qu'elles préfèrent! Au Sénégal, il est simplement ouvert et séché au soleil : tel quel, les traitants l'importent en Mauritanie et dans le Haut-Sénégal. En Guinée, on le fume, soit entier, soit par morceaux s'il est gros, comme les raies ou les capitaines. Les Syriens vont le vendre à Mamou, à Kindia, pendant la saison sèche. Le prix en est assez élevé à cause du transport par chemin de fer : 2 fr. 50 le kilogramme pour le poisson fumé ou séché; 4 francs le kilogramme pour le stockfish. L'on pourrait en importer dans les pays de la Haute-Guinée une quantité bien plus considérable, car les indigènes s'en nourrissent, quand ils le peuvent à des prix favorables, et les Foulah agriculteurs eux-mêmes, en consomment, une fois leurs provisions épuisées. M. Gruvel pense qu'il faudrait l'expédier sec ou fumé, par ballots bien serrés de 25 à 100 kilogrammes, recouverts d'une simple toile d'emballage, comme le font les Portugais de l'Angola. Le poisson salé ne se conserve pas, parce que le sel absorbe l'humidité; sec ou fumé, il reste comestible trois semaines, même pendant l'hivernage : on devrait donc faire des envois périodiques, ce qui est assez facile, grâce au chemin de fer.

A la Côte d'Ivoire, le poisson est l'aliment principal des populations jusqu'à 50 kilomètres de la mer, et les traitants l'importent à une distance double. Le goût des indigènes pour cette nourriture est très vif : en effet, ils n'ont guère d'autre ressource alimentaire que le manioc et les bananes. M. Gruvel croit que ce commerce d'importation pourrait être important et lucratif. Actuellement, le poisson vaut, à 100 kilomètres de la côte, cinq fois plus cher qu'aux lieux de pêche. L'importation n'a été que de 27.000 kilogrammes en 1910, alors qu'au Togoland où les indigènes ont les mêmes facilités de pêche et les mêmes goûts, l'importation a atteint, en 1909, la quantité de 1.475.103 kilogrammes, valant 538.891 marks. Il y aurait donc un profit certain à développer la puissance de travail des indigènes et à organiser dans la Gold Coast et le Togo, comme dans l'intérieur de notre propre colonie, la pénétration du poisson de conserve. Le Dahomey est de toutes nos possessions celle où les indigènes sont le mieux disposés à une exploitation intensive de la pêche. Déjà, ils préparent pour l'exporter presque tout ce qu'ils prennent, à tel point que l'intérieur manque de poisson. Tandis que l'on en exportait, en 1910, près d'un million de kilogrammes, on aurait pu en importer pour la population du Centre et du Nord une trentaine de tonnes par mois. Là encore, il suffirait d'assurer le repeuplement des lagunes par des réserves judicieusement délimitées et de favoriser l'importation par chemin de fer. En outre, la Nigeria est un marché qui pourrait absorber des quantités considérables de cette denrée. On y importe par an, de Hambourg, du stockfish venant de Norvège, pour une somme de 20.000 livres sterling.

Le Gabon et le Congo français ne suffisent pas non plus à leur propre consommation : le poisson y vient en partie de Port-Etienne, en partie de Mossamédès. En 1910, il en est entré dans ces deux colonies 204.950 kilogrammes valant 89.694 francs. Ces chiffres ne sont rien, dit M. Gruvel, à côté de ce qu'ils devraient être. Presque toutes les colonies européennes de la côte sont importatrices de poisson : nulle part, sauf en Dahomey, la production n'égale la consommation. On peut donc considérer comme certain que seule une industrie organisée à l'européenne serait capable de fournir à bas prix les quantités énormes que réclame cet immense marché. Or, actuellement, en dehors de l'Union Sud-Africaine où elle est parfaitement organisée en vue des besoins locaux, comme de l'exportation des conserves, il n'y a sur la côte de l'Atlantique, que deux centres de pêche capables d'une forte production. L'un est l'Angola où les Portugais ont, avec une persévérance admirable, créé des pêcheries très actives dans les baies de Mossamédès, de Praya-Amelia, de Port-Alexandre, des Tigres. Les deux dernières stations ont un aspect sinistre et désolé. C'est un désert de sable que le vent impétueux soulève en nuages étouffants. On doit tout y apporter, même l'eau. Néanmoins, on y a édifié des maisons de pierre, des sécheries : les pêcheurs avec leurs femmes et leurs enfants y vivent et y travaillent. Le poisson, grossièrement salé et séché au soleil, est mis en ballots de 30 kilogrammes, par les femmes, et expédié dans les colonies portugaises de l'Est et de l'Ouest par les paquebots de l'*Impreza naçional de navigaçao* qui passent trois fois par mois. Des goëlettes le distribuent en outre, sur la côte même, jusqu'au Gabon. Le prix est d'environ 3 francs l'arrobe de 30 kilogrammes : l'exportation en 1909 pour les trois ports de Mossamédès, Port-Alexandre et Baie des Tigres atteignait 5 millions de kilogrammes.

Nos pêcheries de Port-Etienne et celles que nous devrions

organiser à Dakar et Konatry pourraient dépasser sans peine les résultats acquis par les Portugais. Nous avons un domaine plus vaste à exploiter et dans des conditions naturelles au moins aussi favorables. L'industrie des pêcheries à forme métropolitaine peut devenir très florissante dans notre Afrique occidentale, soit qu'on envisage la possibilité de fournir le marché français de poissons de choix, conservés par les procédés frigorifiques, soit la fabrication de conserves, soit la conquête du marché indigène dans nos colonies et dans les colonies étrangères où la pêche n'est pas encore développée. Mais il faut nous hâter, car nous avons, comme il nous arrive souvent, donné un exemple que nos voisins, ces belges et anglais ont commencé de suivre. Il serait désolant qu'une fois de plus nous ayons ouvert la voie pour nous y laisser précéder par des concurrents plus méthodiques et plus persévérants.

P. Cultru.

Missions et Explorations

INDOCHINE

Mission agricole et forestière de M. Aug. Chevalier. — M. Auguste Chevalier, docteur ès sciences, chef de la Mission permanente d'études des cultures et jardins d'essais coloniaux et directeur du Laboratoire d'agronomie coloniale à l'École pratique des Hautes-Études, vient d'être chargé par le ministre des Colonies d'une mission en Indochine. M. Auguste Chevalier et son secrétaire, M. Fleury, qui l'a déjà accompagné dans ses voyages en Afrique, se sont embarqués à Marseille, le 19 octobre, pour l'Extrême-Orient.

L'objet de cette mission consistera pour M. Chevalier, après s'être rendu compte des possibilités agricoles de l'Indochine, à rechercher, d'accord avec l'administration locale, les procédés qu'il convient de mettre en pratique pour favoriser le développement de la culture des plantes procurant des denrées d'exportation.

Il étudiera les problèmes agricoles et forestiers qui se posent actuellement en Indochine et qui concernent plus spécialement la riziculture, la culture des plantes à caoutchouc et du café, et l'exploitation forestière.

S'étant documenté sur place, M. Chevalier devra élaborer à son retour le programme des études rizicoles que le gouvernement général de l'Indochine est décidé à faire poursuivre par le service local d'agriculture (1).

Le chef de la mission espère pouvoir s'arrêter à Java et à Ceylan pour aller examiner les grands établissements scientifiques de Buitenzorg et de Péradenya consacrés au progrès de l'agriculture. Il pourra ainsi faire profiter nos colonies des résultats obtenus par les Hollandais et les Anglais, grâce à ces établissements dont le rôle est primordial et aux nombreuses stations expérimentales agricoles, organisées soit par l'État, soit par des syndicats de planteurs. Il n'existe malheureusement pas dans les colonies françaises d'institutions similaires; il faut espérer que les observations recueillies par M. Chevalier hâteront l'installation de stations expérimentales en attendant de plus grandes créations.

M. Chevalier compte visiter des plantations diverses fournissant des denrées coloniales : café, caoutchouc, quinquina, thé, etc. Il s'attachera à réunir sur ces cultures des données pratiques permettant de renseigner les planteurs, notamment sur les espèces de caféiers résistant à l'hémileia, dont la propagation présenterait un intérêt considérable pour la plupart de nos possessions d'outre-mer.

Enfin, au cours de son voyage, M. Chevalier récoltera des semences de plantes utiles et les fera distribuer dans les colonies françaises, partout où leur vulgarisation pourra présenter de l'intérêt.

M. Chevalier a rendu à nos colonies d'Afrique d'éminents services. Il a eu le mérite, après avoir étudié au point de vue scientifique toutes les productions botaniques de nos possessions de l'Afrique tropicale, de donner une remarquable impulsion aux cultures les plus profitables en fournissant aux colons des indications pratiques qui leur ont permis de les entreprendre ou de les poursuivre d'une façon fructueuse. Nous sommes assurés d'avance que l'Indochine devra de même beaucoup à son passage.

(1) Rappelons que dans une communication faite au Congrès des Sociétés françaises de géographie, le 18 juillet, M. Guillaume Capus, délégué général de l'Indochine à l'Office colonial et ancien directeur de l'agriculture et du commerce dans cette colonie, avait montré combien il était désirable que l'Indochine donne suite à des projets d'organisation d'un service spécial chargé de l'étude du riz et de l'application d'un programme méthodique de culture.

MAROC

Délimitation de la frontière franco-espagnole. — La délimitation entre les zones française et espagnole, au Maroc, qui a été prévue par l'article 4 de la convention du 27 novembre 1912, a été terminée pour une première partie de la frontière, à la date du 8 juillet; elle avait été commencée dans la première quinzaine d'avril. Le tracé qu'il s'agissait de déterminer était seulement celui de la frontière entre l'océan Atlantique et le Loukkos.

La commission mixte était composée comme suit :

La section française, placée sous les ordres du capitaine Chédeville, de l'infanterie, breveté d'état-major, détaché au ministère des Affaires étrangères, comprenait, en outre, les capitaines Noirel et Perrier, de l'artillerie, détachés du Service géographique de l'armée ; le capitaine Gascuel, chef du service des renseignements du cercle du Gharb ; le capitaine Vernisy, du 12e étranger, détaché aux brigades topographiques des troupes du Maroc occidental, et l'officier-interprète Sicard, détaché au service de la Dette marocaine à Tanger.

La section espagnole avait pour chef le commandant don Rafael Alfonso de Villagomez y Nuñez, de corps d'état-major, et pour membres les capitaines don Jose Baigorri Aguada, don César Voyer Mendes, don Manuel Laguillo Bouillo, du corps d'état-major, et Luis Palanga y Martines, du corps des ingénieurs.

La commission devait exécuter le levé de la région frontière à une échelle appropriée aux terrains et aux besoins de la délimitation, appuyer ce levé sur une triangulation géodésique et la mesure d'une base, et déterminer sur le terrain le tracé de la frontière, tel qu'il résulte du texte et de l'esprit de la convention franco-espagnole, mais en tenant compte de contingences telles que l'organisation ethnique ou administrative des villages et les nécessités de la défense des postes voisins de la frontière. Ce tracé sera ensuite soumis à l'approbation des deux puissances.

La section française s'étant rencontrée à Larache, le 14 avril, avec la section espagnole, procéda de suite à la répartition du travail entre ses membres. Les opérations sur le terrain commencèrent dès la fin d'avril. La commission opéra du 28 avril au 17 mai au camp de Bou-Rziguine sur l'oued Souër, du 18 au 21 mai au camp d'Aïn-Rouihina près de Sidi-el-Haouari, du 30 mai au 6 juin au camp de Bou-Ghennam, au nord-ouest d'El-Ksar.

Les troubles de la zone espagnole rappelèrent à ce moment la section espagnole à El-Ksar, tandis que la section française, rentrée au poste français d'Arbaoua, continua ses travaux sur un champ d'opérations élargi en ce point et où elle avait à faire des

déplacements de 30 à 40 kilomètres par jour : elle se trouvait peu éloignée des rassemblements marocains qui ont livré en juin et au commencement de juillet de nombreux combats aux Espagnols.

La suite du travail comprendra la zone de la Moulouïa, puis celle de l'Ouargha, quand l'état de la pacification permettra d'y accéder.

La section française ne s'est pas bornée à sa mission diplomatique ; elle s'est livrée aussi à d'importantes études scientifiques et notamment elle a dressé une carte géologique et a réuni une collection d'environ 4.000 insectes.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Mission Gruvel pour l'étude des pêcheries en Afrique Occidentale. — C'est sous cette rubrique que nous enregistrons les progrès des pêcheries françaises de Mauritanie, leur développement ayant été la suite directe et immédiate des explorations, des études et des travaux que M. Gruvel a poursuivis avec une ardeur et une persévérance inlassables, comme chef de la mission d'étude des pêcheries de l'Afrique occidentale.

Les résultats obtenus par les pêcheurs bretons que M. Gruvel a déterminés à venir faire des campagnes à Port-Etienne, sont de plus en plus encourageants (1). Pendant la campagne 1911-1912, 15 dundee, venus pour la plupart de Douarnenez et montés par 200 pêcheurs bretons, se sont livrés à la pêche sur les côtes mauritaniennes. Le poids du poisson exporté s'est élevé à 692.100 kilogrammes.

Parmi les principaux produits pêchés, il faut citer les langoustes royales (*Panulirus regius*), qui arrivent aujourd'hui en grande quantité sur nos marchés où elles sont vendues sous le nom de « marocaines », et sont très appréciées des consommateurs. En 1910-1911, on en avait exporté 150.000 individus. Ce chiffre s'est élevé, en 1911-1912, à 200.000. Un dundee en a une fois, à lui seul, rapporté à Camaret, 19.000 ; un autre en a débarqué 13.000 à Concarneau.

Au total, la campagne 1911-1912 a rapporté à nos pêcheurs bretons un minimum de 400.000 francs brut. Sur ce chiffre, les 200.000 langoustes, vendues en gros à raison de 1 fr. 80 à 2 francs le kilogramme, ont donné un prix de vente total de 270.000 à 280.000 francs.

Mais, ainsi que le fait observer M. Gruvel, quelques obstacles se trouvent encore restreindre les progrès de cette pêche. D'une part, les pêcheurs bretons ne viennent que pendant l'hiver et ne se décident pas à rester à Port-Etienne toute l'année, ce qui empêche la création d'un courant commercial continuel et intense. D'autre part, il faudrait que les pêcheurs trouvent organisée à Port-Etienne même, une industrie outillée pour débiter le poisson frais, le préparer et se charger de la vente.

M. le profssseur Gruvel, qui a spécialement étudié les crustacés comestibles de la côte occidentale d'Afrique, a fait également des recherches sur les langoustes de Madagascar, et M. Bouvier a présenté une note de lui sur ce sujet à l'Académie des sciences le 6 octobre dernier (2).

Nous mentionnerons ici même, bien qu'il s'agisse de l'Afrique orientale, parce que le rapprochement peut offrir quelque intérêt, que trois espèces principales vivent dans les eaux de l'île : la langouste noire qui, se tenant sur les récifs de la côte, est la plus importante au point de vue commercial et est facilement transportable ; la langouste rouge, qui supporte mal le transport ; enfin la langouste ornée, de très grande taille, qui pourrait prendre une importance commerciale si elle n'était difficile à pêcher dans les grandes profondeurs où elle vit.

(1) A. Gruvel. L'industrie des pèches sur la côte occidentale d'Afrique. Paris, Em. Larose, 1913. — Voir ce que nous avons dit en dernier lieu sur les pêches de Mauritanie dans la *Quinzaine coloniale*, 25 avril 1913, p. 275 ; 25 mai 1913, p. 352.

(2) *Comptes rendus des séances de l'Académie des sciences.*

Tournée de M. le gouverneur Peuvergne en Guinée. — Nous avions signalé le mois dernier les tournées de M. le gouverneur Cor en Casamance ; nous dirons quelques mots de celle que vient de faire M. Peuvergne, gouverneur de la Guinée, dans l'intérieur de la colonie.

L'un des buts de son voyage a été de se rendre compte de l'état des travaux du prolongement de la ligne de Conakry au Niger navigable. On sait que ce chemin de fer est une œuvre dont le mérite peut être fort justement attribué tout entier à M. le gouverneur E. Salesses, récemment admis à la retraite, qui en a été à la fois le promoteur, le constructeur et le directeur. La ligne a déjà dépassé le grand fleuve qu'elle vient joindre à Kouroussa, et elle a été dirigée ensuite vers Kankan, plus à l'est. M. le gouverneur Peuvergne a parcouru la voie ferrée en plate-forme jusqu'au bout du rail, qui se trouve actuellement à 18 kilomètres de Kankan.

Le gouverneur a visité tout spécialement les centres commerciaux de Kouroussa et de Kankan, dans lesquels il a annoncé une nouvelle qui y a été accueillie avec une vive satisfaction par les Européens et les indigènes, c'est la réduction des tarifs du chemin de fer pour le transport des grains vers Conakry.

Cette mesure était nécessaire pour remédier à la crise économique qui sévit dans ces régions par suite de la baisse du caoutchouc. Les agriculteurs se trouvent maintenant encouragés à étendre leurs cultures de riz, de sésames et d'arachides, dont ils trouveront un débouché plus facile.

Les chefs indigènes de Kankan et des provinces environnantes sont venus saluer le chef de la colonie qui, partout, a reçu l'accueil le plus empressé de la part des populations européennes et indigènes.

AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Résultats scientifiques des missions de M. Auguste Chevalier. — En annonçant ci-dessus le départ de M. Auguste Chevalier pour l'Indochine, nous disions que l'Afrique lui devait d'éminents services. L'Afrique Occidentale Française lui est redevable d'une grande part des éléments de son magnifique développement et, comme celle-ci, l'Afrique Équatoriale Française tirera de jour en jour un plus large profit de ses enseignements.

Ce qui caractérise avant tout les travaux de M. Chevalier, c'est tout à la fois leur haute science et leur portée pratique ; avec lui, le mot de botanique appliquée a toute sa valeur. M. Chevalier est un botaniste très érudit et, au cours de ses nombreuses et très importantes explorations, il a réuni des herbiers considérables et des observations de toute nature sur les plantes qu'il a vues sur place ; il en a fait l'inventaire scientifique, c'est-à-dire qu'il a identifié les espèces connues, étudié et décrit les espèces nouvelles. Mais ce travail, si méritoire par lui-même et qui aurait pu suffire à remplir la vie d'un savant, n'était pas le seul qu'il se proposait d'effectuer. Il s'était donné pour tâche en même temps de tirer de ces études scientifiques toutes les connaissances pouvant aboutir à la mise en valeur pratique et fructueuse, des richesses botaniques de nos possessions ; il a recherché quelles étaient les plantes méritant d'être cultivées, il en a classé à ce

point de vue les espèces et les variétés, il en a étudié les modes de culture, les conditions de perfectionnement, le rendement et les meilleurs modes d'utilisation ; en un mot, il a tracé les méthodes rationnelles de l'agriculture coloniale, par laquelle nos colonies doivent marcher vers la plus grande prospérité.

Deux ouvrages que M. Chevalier vient de faire paraître, au moment même où il laisse la France, mettent précisément en relief sa double préoccupation : l'étude scientifique et, basée sur celle-ci, l'étude pratique.

Au premier point de vue correspond un volume sur la flore des bassins de l'Oubangui et du Chari (1) dont les éléments lui ont été fournis par les collections qu'il a recueillies au cours de la mission Chari-lac Tchad, de 1902 à 1904 ; ce voyage avait été la première exploration scientifique du bassin intérieur de l'Afrique Centrale, et il avait pour but principal de dresser l'inventaire économique des territoires s'étendant du confluent de l'Oubangui avec le Congo jusqu'au Tchad. Le règne végétal devait être l'objectif essentiel des recherches de la mission, et cet ouvrage donne l'énumération des plantes récoltées.

Un fort volume paru en 1907 (2) et de nombreux travaux savants publiés par M. Chevalier et ses collaborateurs avaient déjà fait connaître l'importance des résultats de la mission au point de vue géographique et dans les domaines scientifiques les plus divers. M. Chevalier avait eu dans cette mission trois collaborateurs d'une grande activité et d'un sérieux mérite qui l'avaient admirablement secondé : Henri Courtet, officier d'administration coloniale ; le Dr Jules Decorse et Vincent Martret, agent de culture. Tous trois malheureusement sont morts aujourd'hui, des suites de maladies contractées au cours de la mission : Martret en 1904, Decorse en 1907, Courtet en 1912.

La mission avait rapporté 50.000 parts d'herbier et elle a pu cataloguer environ 7.000 numéros ; l'on conçoit toutes les difficultés qu'elle a eues à surmonter pour réunir, transporter et préparer une telle collection. Le triage matériel et la préparation ont duré trois ans, sous la surveillance de H. Courtet. L'examen scientifique et la détermination des espèces devaient prendre plus de temps encore. M. Chevalier a fait appel, pour certains groupes, à la compétence de nombreux spécialistes, et quelques familles sont encore à l'étude. Mais M. Chevalier n'a pas voulu différer davantage la publication de l'ensemble du travail. Absorbé par des occupations multiples et ayant fait depuis cette mission des déplacements fréquents à travers nos colonies, M. Chevalier a dû accepter l'aide de quelques personnes dévouées, MM. Caille, Chillon, Fernand Camus, pour la mise sur pied définitive de cette œuvre savante qui lui a coûté de longs labeurs et lui fait le plus grand honneur. C'est à bord du chaland *Fati*, sur le Niger, entre Siguiri et Bamako, le 31 mai 1912, que l'auteur a signé la préface de son livre. C'est dire assez quelle est l'activité de M. Chevalier qui, même en cours d'exploration, ne cesse pas de travailler et d'envoyer en France des études scientifiques.

L'énumération des plantes donnée dans cet ouvrage porte le nom scientifique, les localités groupées par région, les dates de récolte et le numéro de l'herbier, enfin tous les renseignements qui se trouvent consignés sur les étiquettes de celui-ci.

Un tome second paraîtra ultérieurement et comprendra une partie historique, la liste des espèces les plus répandues et spécialement des arbres et arbustes, une étude sur la géographie botanique de l'Afrique centrale et de nombreux renseignements sur la flore utilisable. Dans les travaux de M. Chevalier, on le voit, l'étude scientifique appelle toujours après elle l'étude pratique et appliquée.

Le second ouvrage de M. Chevalier que nous avons à signaler aujourd'hui, a un caractère essentiellement pratique, c'est un manuel d'horticulture coloniale (1). Il prend place comme fascicule VIII, dans la remarquable série d'études parues sous le titre général de : *Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française*, et dont la publication a été entreprise en 1905 par M. Chevalier avec divers collaborateurs. Pour ce manuel, il a eu le concours de MM. P. Teisonnier et O. Caille.

M. Chevalier exprime, dans sa préface, l'idée que cet ouvrage, écrit sans prétention scientifique, ne rentre guère dans le cadre de la collection des *Végétaux utiles*. Nous pensons, au contraire, qu'il pouvait y avoir très légitimement sa place, après les travaux sur les jardins d'essai, sur le coleus, le karité, les bois de légumineuses, le cacaoyer, les bois de la Côte d'Ivoire, les kolatiers, le palmier à huile, qui tous ont été signalés et analysés ici. Dans chacun d'eux, les auteurs n'avaient-ils pas, conformément à la méthode si heureusement adoptée par M. Chevalier, toujours exposé les conséquences pratiques résultant de l'étude scientifique ?

Or, le *Manuel d'horticulture coloniale* est précisément l'une des conclusions pratiques les plus importantes des travaux scientifiques de M. Chevalier. Il répond admirablement aux desiderata des administrateurs, des officiers, des colons, et il importait qu'il fût ce qu'il est : clair, simple, accessible à tous. Par là il remplira son but. Alors que l'on possédait, pour la France, des ouvrages nombreux sur les cultures des fruits et légumes et sur l'art des jardins, on n'en avait aucun du même genre pour les colonies ; on ne pouvait trouver que des notes éparses dans des périodiques.

Deux parties principales sont comprises dans l'ouvrage : l'une relative aux plantes potagères et fruitières, qui est traitée par M. P. Teissonnier ; l'autre concernant la culture des fleurs et les plantations d'ornement dans les pays tropicaux, due à M. O. Caille. En outre, M. Chevalier a consacré des développements à quelques sujets : légumes des pays tempérés cultivés ou à cultiver en pays tropicaux ; principaux légumes spéciaux aux pays tropicaux ; plantes d'Afrique tropicale pouvant servir à la décoration ou à l'aménagement des jardins tropicaux ; culture des plantes potagères au Soudan. Ce dernier point, traité en appendice, reproduit en partie une note qui avait été adressée, en 1896, aux postes du Soudan français, pour indiquer à ceux qui y commandent dans quelles conditions ils peuvent y entreprendre des cultures potagères.

On ne saurait trop louer M. Chevalier d'avoir donné place dans cet ouvrage à la floriculture coloniale. Avec beaucoup de justesse, son collaborateur M. Caille dit que le jardin d'agrément est le complément du potager. Il rend la résidence coloniale plus agréable ; la vue des fleurs repose l'esprit et leur culture est une saine récréation. Les femmes, qui de plus en plus viennent vivre aux

(1) Mission Chari-lac Tchad (1902-1904). *Etudes sur la flore de l'Afrique Centrale française* (*Bassins de l'Oubangui et du Chari*), par Aug. Chevalier. Tome Ier, *Enumération des plantes récoltées*. Paris, A. Challamel, 1913, in-8°, 451 pages. Cet ouvrage avait déjà été signalé dans la *Quinzaine coloniale* (10 septembre 1913, p. 611), par M. le professeur Em. Perrot, mais les travaux de M. Chevalier ont une telle importance que nous ne croyons pas inutile d'y revenir ici pour ajouter encore quelques détails et quelques considérations aux aperçus donnés par notre savant collègue.

(2) Mission Chari-lac Tchad (1902-1904). *L'Afrique Centrale française. Récit du voyage de la mission*, par Auguste Chevalier. Appendice par divers. Paris, A. Challamel, 1907, in-8°, xv-776 pages avec cartes, planches, etc.

(1) *Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française*. Fascicule VIII. *Etudes scientifiques et agronomiques*, dirigées par Aug. Chevalier. *Manuel d'horticulture coloniale*, par Aug. Chevalier, P. Teissonnier et O. Caille. Paris, A. Challamel, 1913, in-8°, 435 pages, 36 figures.

colonies avec leur famille, seront heureuses de trouver des corbeilles de fleurs autour de leur habitation. Les végétaux d'ornement attachent l'homme à sa demeure et lui feront attendre plus patiemment l'époque du retour dans la métropole. Avec le manuel de M. Chevalier, on apprend comment on peut créer un parterre autour d'un poste ou d'une habitation, comment on peut établir un jardin public. En répandant ces connaissances et ces idées, M. Chevalier aura fait beaucoup aussi pour acclimater les Français aux colonies.

GUSTAVE REGELSPERGER.

LES SCIENCES
dans leurs rapports avec les Colonies

Les bouillies fongicides mouillantes (1). — Pour exercer leurs propriétés préservatrices, les préparations destinées à combattre les champignons parasites et employées à titre préventif, demandent à être réparties uniformément sur toute la surface des organes à préserver. Le fongicide doit se trouver partout où des spores sont susceptibles de germer.

Cette répartition parfaite ne paraît pouvoir être assurée que par l'emploi de mixtures spéciales dites *mouillantes*. Les bouillies ordinaires, pulvérisées sur un végétal, couvrent celui-ci d'une quantité considérable de petites gouttes, très rapprochées, sans doute, mais qui laissent des vides dans lesquels des spores peuvent aisément se loger et germer sans trouver devant elles la substance destinée à interdire cette germination.

Les bouillies mouillantes, au contraire, forment sur les organes traités une couche continue, ininterrompue ; les spores, dans ce cas, sont en contact immédiat avec le fongicide et ne germent pas ou voient leur prolongement germinatif arrêté avant qu'il soit à l'abri au sein des tissus.

Ce que l'on doit entendre par pouvoir mouillant. — Le pouvoir mouillant appartient à tous les liquides, mais il est différent pour chacun ; il y a des liquides très mouillants : éther, chloroforme ; d'autres qui le sont moins, alcool, benzine, huiles ; d'autres moins encore : ammoniaque, eau, etc.

Encore une classification de cet ordre n'est pas absolue ; certains liquides sont moins mouillants ou plus mouillants que d'autres, suivant le corps à mouiller. Par exemple, une bouillie cuprique à base de ricinoléate de soude mouille les feuilles de certaines céréales sans pouvoir mouiller les feuilles de vigne ; inversement, une bouillie à la gélatine mouille très bien les feuilles de vigne sans pouvoir mouiller celles des céréales. Une feuille glabre, lisse, se laisse mieux mouiller par un liquide de faible tension superficielle (savons de cuivre par exemple), que par un liquide de grande viscosité superficielle (gélatine, albumine) et c'est souvent l'inverse pour une feuille pubescente.

Enfin, les différents végétaux et leurs divers organes se laissent mieux mouiller avec plus ou moins de facilité ; les feuilles de pomme de terre sont mouillées par l'eau ; celles des céréales demandent des liquides de très faible tension superficielle comme les solutions d'oléate de soude.

Une feuille de vigne adulte se laisse mouiller beaucoup plus aisément qu'une feuille jeune ; les grappes se mouillent beaucoup plus facilement ou beaucoup plus difficilement que les feuilles suivant les variétés considérées.

De sorte que cette expression de mouillant doit toujours être envisagée pour des cas déterminés ; une bouillie est mouillante pour un corps, elle n'est pas mouillante pour un autre.

Une préparation spéciale n'est pas utile pour chaque cas, la même bouillie peut mouiller un grand nombre de plantes, mais des exceptions peuvent se présenter, nous croyons bon de le signaler.

Les substances susceptibles d'être utilisées pour communiquer aux bouillies un grand pouvoir mouillant peuvent se classer en deux grands groupes :

1° Les substances abaissant la tension superficielle de l'eau ;

2° Les substances augmentant la viscosité superficielle de l'eau.

Substances abaissant la tension superficielle de l'eau. — Le mécanisme de la mouillabilité est, ici, bien connu et régi par des lois physiques énoncées par CLAIRAUT ; les molécules du liquide ont entre elles moins d'affinité qu'elles n'en ont pour le solide ; le liquide s'étend de lui-même à la surface du corps à mouiller au lieu de se rassembler en gouttes (1).

Parmi les substances utilisables, nous pouvons signaler : l'oléate de soude, le ricinoléate de soude, le linolate de soude et les alcools.

On peut se faire une idée approchée du pouvoir mouillant des solutions de ces substances en comptant le nombre de gouttes qu'elles fournissent en s'écoulant par un orifice capillaire ; plus il y a de gouttes pour un même volume de liquide, plus la tension superficielle est faible et plus le pouvoir mouillant est grand. Encore faut-il, dans ces sortes de mesures, s'abstenir d'employer les comptes-gouttes ordinaires, tel le compte-gouttes normal de Duclaux, la vitesse d'écoulement des gouttes varie, en effet, avec la viscosité interne des liquides, et cette vitesse d'écoulement peut modifier notablement la dimension des gouttes et par conséquent leur nombre.

Il faut employer un compte-gouttes dont on peut régler la vitesse d'écoulement de façon à la rendre constante et égale pour toutes les mesures.

Ajoutons enfin que les corps organiques (2) de même configuration chimique générale paraissent seuls comparables. C'est du moins ce que montre l'exemple ci-dessous.

Pour mouiller le soufre sublimé, les solutions suivantes doivent donner à notre compte-gouttes (56 gouttes pour l'eau distillée) :

Oléate de soude.....	142	gouttes
Ricinoléate de soude.....	142	—
Sulforicinoléate de soude.....	125	—
Linolate de soude.....	151	—
Alcool amylique secondaire.....	122	—
Alcool octylique.....	120	—
Alcool allylique.....	94	—

(1) D'après la *Revue de phytopathologie* (5 juin 1913). La lutte contre les champignons inférieurs parasites des plantes coloniales de grande culture, est au premier plan des préoccupations des gouvernements, et devant la diversité des ingrédients employés et la multiplicité des formules, il me paraît énormément utile de reproduire en son entier ce travail de spécialistes distingués, dont on appréciera d'ailleurs toute la valeur. — Em. PERROT.

(1) Il suffit en réalité que la puissance de liaison des molécules entre elles soit plus petite que le double de leur affinité pour le solide.

(2) Tous les composés minéraux augmentent la tension superficielle, à part les chlorures de lithium et d'ammonium, ainsi que l'ammoniaque et quelques acides.

Saponine du sapindus..	108	gouttes
Taurocholate de soude.....	96	—
Glycocholate de soude.....	87	—
Choléate de soude.....	87	—

L'oléate de soude, contenu en abondance dans les savons d'oléine, peut être employé avec profit pour obtenir des bouillies mouillantes; ce corps s'insolubilise au contact des solutions salines autres que celles des métaux alcalins, de sorte qu'il faut s'entourer de certaines précautions pour obtenir avec lui, des *bouillies renfermant* des substances fongicides.

Les bouillies bourguignonnes peuvent être rendues mouillantes grâce à la technique suivante :

Faire dissoudre :

1° 2 kilogrammes de sulfate de cuivre dans 50 litres d'eau; 2° 1 kgr. 500 de carbonate de soude Solvay dans 40 litres d'eau. Verser très lentement le carbonate de soude dans le sulfate de cuivre en agitant fortement le mélange, puis, ajouter 2 *kilogrammes de savon blanc d'oléine* préalablement dissous dans 10 litres d'eau chaude.

Une précaution doit être rigoureusement observée ; celle relative à la vitesse d'addition de la lessive sodique. Il va sans dire, aussi, que l'ordre indiqué ne doit être inversé en aucun cas.

Cette bouillie se maintient très longtemps en suspension, mouille les feuilles et les grappes de la vigne, ainsi que celles du blé et d'un certain nombre de céréales.

On peut également obtenir une préparation cuprique intéressante, la seule capable de mouiller les feuilles de presque toutes les céréales, grâce à l'oléate de soude. Cette bouillie dans laquelle le cuivre prend l'état colloïdal, permet en outre une répartition du fongicide théoriquement parfaite, puisqu'elle ne renferme en suspension que des particules infiniment petites; cette propriété lui permettra peut-être d'exercer une action protectrice suffisante contre le mildiou avec des doses de cuivre très réduites.

Des expériences que nous avons faites l'an dernier à la Station viticole de Villefranche confirment cette manière de voir. Un rang de vigne, traité aux savons de cuivre colloïdaux renfermant 100 grammes de sulfate de cuivre par hectolitre, a été aussi bien protégé que son voisin traité à la bouillie bordelaise à 2 0/0 de sulfate de cuivre, tandis que les témoins étaient notablement endommagés, mais l'expérience mérite d'être reproduite avant de conclure.

Voici comment on obtient cette bouillie :

1° Dissoudre 100 grammes de sulfate de cuivre dans 50 litres d'eau; 2° dissoudre 400 grammes de savon blanc d'oléine dans 50 litres d'eau.

Puis, à l'inverse de ce que l'on a toujours fait en pareille matière, verser la solution cuprique dans la solution savonneuse. On obtient ainsi un liquide bleu verdâtre qui ne présente pas de dépôt même après plusieurs mois.

Certaines plantes, souvent maltraitées par les mildious, sont tachées par les bouillies cupriques ordinaires, ce qui constitue parfois un inconvénient. Les tomates, par exemple, doivent dans certaines régions être nettoyées pour la vente. Les fleurs et toutes les plantes d'ornement, souvent fort difficiles à mouiller, ne pouvent supporter, sans perdre de leur beauté, des traitements cupriques; elles ne sont cependant pas à l'abri des invasions cryptogamiques. Dans tous ces cas, il pourra être intéressant de faire des essais avec la bouillie mouillante aux savons d'argent qui donnent d'excellents résultats dans la lutte contre le mildiou de la *grappe* et qui a été employé avec succès par M. Roche, pharmacien à la Roche-Posay contre le mildiou de la tomate.

Cette bouillie s'obtient comme suit. Dissoudre :

1° 20 grammes de nitrate d'argent cristallisé dans un litre d'eau; 2° 300 grammes de savon blanc d'oléine dans quelques litres d'eau chaude. Verser la solution de savon dans un hectolitre d'eau, verser ensuite la solution de nitrate d'argent et agiter.

Toutes les formules que nous venons de rappeler s'entendent pour de l'eau de pluie; elles demandent à subir des modifications lorsqu'on emploie des eaux ordinaires ; la quantité de savon doit, dans ce cas, être augmentée de 10 grammes environ par degré hydrotimétrique et par hectolitre.

D'autre part, le savon d'oléine que l'on trouve dans le commerce est loin de constituer une espèce chimique définie, de sorte qu'il en faut employer des quantités qui varient avec le degré de pureté du produit que l'on a. D'ailleurs, si la bouillie préparée ne mouille pas, c'est parce qu'elle ne renferme pas assez de savon ; il suffira d'en ajouter.

Les alcools peuvent rendre certains services quand on ne peut recourir aux savons ; les seuls qui puissent être pratiquement utilisés, sont ceux à nombre moléculaire déjà élevé et suffisamment solubles dans l'eau. L'huile de pomme de terre constituera le principal représentant des alcools; l'alcool amylique qu'elle contient, à la dose de 1, 5 0/0, communique aux préparations fongicides un pouvoir mouillant notable suffisant dans beaucoup de cas. Toutefois, c'est dans les préparations insecticides que les alcools peuvent rendre le plus de services.

Substances augmentant la viscosité superficielle. — La viscosité superficielle est une propriété complètement indépendante de la viscosité interne; elle a été signalée par Plateau dans ses belles études sur la statistiques des liquides soumis aux seules forces moléculaires.

Les liquides jouissant d'une grande viscosité superficielle se comportent dans la couche extrêment réduite qui les sépare de l'atmosphère ou des parois des récipients, comme des liquides très visqueux, bien qu'ils soient, dans leur ensemble, parfaitement fluides.

Les liquides de grande viscosité superficielle moussent facilement par l'agitation (1); ils donnent très facilement naissance à des lames liquides formées entièrement par un milieu très visqueux.

C'est cette facilité de former des lames liquides très résistantes qui permet aux solutions de grande viscosité superficielle de mouiller les végétaux.

Si on pulvérise ces solutions sur une feuille, les gouttes projetées s'aplatissent, se réunissent, et forment une lame liquide extrêment mince qui sèche sur place sans se trouer en raison de sa viscosité. Si les solutions renferment en même temps un fongicide, celui-ci est réparti uniformément et de façon continue.

On voit, ici, que le mécanisme de la mouillabilité diffère complètement de celui à invoquer dans le cas de liquides de faible tension superficielle.

On voit aussi que les solutions de grande viscosité superficielle ne mouillent qu'à la condition d'être projetées sur les organes à mouiller (c'est ce que fait le pulvérisateur) ; l'immersion pure et

(1). Ce qui ne veut pas dire que tous les liquides qui moussent possèdent une grande viscosité superficielle.

simple ne suffit pas. Il en résulte que le procédé conseillé quelquefois pour se renseigner sur les propriétés mouillantes des liquides et qui consiste à tremper les organes à traiter dans le liquide, puis à les retirer du bain et à examiner s'il sont mouillés, est applicable seulement dans le cas de liquides de faible tension superficielle (1).

On voit enfin que ces deux propriétés conduisant au pouvoir mouillant sont en quelque sorte opposées (2).

Elles peuvent très bien se trouver réunies dans un même liquide et réagissent alors l'une sur l'autre de la façon la plus curieuse et la plus compliquée. Pour des mélanges de deux substances déterminées, de grande viscosité et de faible tension, on observe (suivant les concentrations réciproques des solutions) soit une addition pure et simple des propriétés, soit une augmentation ou une diminution de la tension superficielle et enfin une variation du pouvoir mouillant qui ne suit pas du tout la même marche que les variations de la tension superficielle.

L'étude de ces influences réciproques est évidemment très longue, mais nous semble susceptible de conduire à des résultats intéressants.

Voici un exemple. Des feuilles jeunes de Riparia gloire sont mouillées par des solutions aqueuses de gélatine (grande viscosité à 2 0/0 ; elles ne le sont plus si on ajoute à cette solution 1 0 0 de savon de ricin qui diminue cependant la tension superficielle.

Les solutions de grande viscosité superficielle ne sauraient en aucun cas pénétrer elles-mêmes dans des replis, dans un bourgeon entr'ouvert, par exemple : dans ce cas, les solutions de très faible tension superficielle seules donnent de bons résultats.

Les corps susceptibles de communiquer à l'eau une grande viscosité superficielle sont très nombreux ; les suivants sont plus spécialement intéressants : gélatine, albumine, caséine, peptones et saponines.

Gélatine. — La gélatine, ou mieux le produit complexe vendu sous ce nom, ajoutée dans la proportion de 20 à 50 grammes par hectolitre à une solution de verdet ou à des bouillies bordelaises ou bourguignonnes acides, communique à ces mixtures le pouvoir de mouiller les feuilles de vignes pubescentes ou non (3).

Pour la bouillie bourguignonne alcaline, il faut des gélatines spéciales, des gélatines qui vraisemblablement doivent alors leurs propriétés à des impuretés. MM. Lumière et Seyewetz ont en effet montré que les gélatines se dissolvent bien dans les alcalis, mais sont au contraire insolubilisées par le carbonate de soude.

Ces gélatines spéciales jouissent d'une viscosité superficielle énorme, amoindrie à peine par le carbonate de soude ; malheureusement, on ne sait pas encore les produire à volonté, elles semblent dépendre du hasard de la fabrication. On trouve dans un même paquet des échantillons dont la viscosité varie du simple au décuple.

Daus la bouillie bordelaise alcaline, les mêmes gélatines spéciales sont nécessaires ; là c'est la formation bien connue du biuret qui vient atténuer la viscosité superficielle.

Fort beureusement, d'autres produits peuvent remplacer avantageusement la gélatine dans les bouillies alcalines, par exemple la caséine.

Caséine. — La caséine est soluble seulement dans certains milieux et notamment dans ceux renfermant des orthophosphates ou des borates alcalins, des hydrates de métaux alcalins ou alcalino-terreux. Les sels des métaux lourds insolubilisent, au contraire, les solutions de caséine.

Les bouillies renfermant du cuivre à l'état dissous ne sauraient donc être améliorées par une addition de caséine ; c'est en effet ce que prouve l'expérience : par contre les bouillies bordelaise et bourguignonne alcalines renferment les éléments nécessaires pour maintenir la caséine en dissolution, c'est-à-dire pour permettre la création d'un milieu de grande viscosité superficielle.

Le mode opératoire suivant, permet, par exemple, d'obtenir une bouillie bordelaise alcaline mouillante.

Préparer une bouillie bordelaise alcaline à la façon ordinaire et lui ajouter 20 à 50 grammes de caséine préalablement dissoute dans un lait de chaux (1).

Albumine. — L'albumine se comporte sensiblement comme la caséine et ne peut être employée que dans les milieux alcalins.

Peptones. — Les peptones à la dose de 2 0/0 peuvent communiquer à l'eau ou aux solutions cupriques un pouvoir mouillant remarquable ; malheureusement ces substances sont encore trop coûteuses.

Saponines. — On confond, sous le nom de saponines, des glucosides de composition très différente. Nous avons isolé des péricarpes de marrons d'Inde, trois substances ou peut-être même trois groupes de substances possédant les propriétés générales des saponines et cependant nettement différents.

Les saponines abaissent légèrement la tension superficielle, mais augmentent surtout la viscosité superficielle ; leur indifférence chimique à l'égard de presque tous les corps utilisés dans les formules fongicides peut les rendre précieuses. M. Gastine a indiqué tout le profit que l'on pouvait ainsi retirer du péricarpe du *Sapindus*.

Nos recherches nous ont montré que les marrons d'Inde pouvaient remplir le même rôle ; une décoction faite avec 500 gr. de péricarpe de marrons d'Inde secs, fournit un liquide capable de communiquer un pouvoir mouillant suffisant à un hectolitre de bouillie cuprique. Le fruit contient lui-même des saponines. Les agriculteurs pourront, en mettant ces propriétés à profit, utiliser les nombreux marrons qui se perdent tous les ans sous les arbres.

Préparation des bouillies alcalines mouillantes. — Afin de répondre aux nombreuses demandes de renseignements qui nous parviennent au sujet des bouillies alcalines mouillantes à base de caséine, nous croyons utile de donner quelques renseignements sur leur préparation.

Bouillie bordelaise alcaline mouillante. — (La plus employée de toutes les bouillies) :

1° *Solution A ;* dissoudre 2 kilogrammes de sulfate de cuivre dans 90 litres d'eau ;

2° *Lait de chaux B ;* faire éteindre 1 kilogramme de chaux grasse en pierre en l'arrosant avec un peu d'eau, comme font

(1) Encore y a-t-il des exceptions.

(2) Un liquide de faible tension a ses molécules très mobiles, elles s'éloignent volontiers les unes des autres, un liquide de grande viscosité superficielle considéré dans une lame mince, possède des molécules qui résistent.

(3) Ces dernières sont même particulièrement faciles à mouiller.

(1) On a précisément conseillé autrefois d'ajouter du lait aux bouillies cupriques acides.

(2) *Revue de viticulture*, 12 juin, *Progrès agricole et viticole*, 15 juin 1913.

les maçons. Ceci fait, étendre cette chaux de façon à obtenir 10 litres de liquide, et bien malaxer pour avoir un lait de chaux homogène.

Dans la solution A de sulfate de cuivre, on verse doucement, et en agitant le lait de chaux B en même temps qu'on trempe dans le mélange, un papier rouge de tournesol. Lorsque ce papier bleuit, on doit cesser de verser le lait de chaux. Tout le sulfate de cuivre est alors transformé et il y a, dans la bouillie, un léger excès de chaux ; on a une bouillie alcaline.

Pour rendre mouillante la bouillie ainsi préparée, ajouter un litre d'une solution de caséine C, agiter et employer.

La solution de caséine C s'obtient de la façon suivante :

Mélanger à sec et très intimement, 100 grammes de chaux grasse en poudre et 50 grammes de caséine en poudre fine. Ajouter à ce mélange très peu d'eau et bien brasser pour former une pâte. Délayer cette pâte par addition de petites quantités d'eau et étendre ainsi petit à petit de façon à obtenir environ un litre de liquide. S'il se forme des grumeaux au fond du vase, c'est que la dilution a été faite trop rapidement et que la dissolution de la caséine est incomplète.

Bouillie bourguignonne alcaline mouillante. — (Cette bouillie occasionne parfois des brûlures) :

1° Dissoudre d'une part 2 kilogrammes de sulfate de cuivre dans 10 litres d'eau ;

2° D'autre part, 1 kilogramme de carbonate de soude Solvay dans 18 litres d'eau.

Dans la solution de sulfate de cuivre, on verse lentement, et en agitant, la solution de carbonate de soude, en même temps qu'on trempe, dans le mélange, un papier rouge de tournesol. Lorsque ce papier bleuit, on doit cesser de verser la solution de carbonate de soude. Il y a alors, dans la bouillie, un excès de carbonate de soude ; on a ainsi une bouillie alcaline. Porter ensuite son volume à 100 litres par une addition d'eau.

Pour rendre mouillante la bouillie ainsi préparée, ajouter un litre d'une solution de caséine D et agiter. La bouillie est prête.

Pour préparer la solution de caséine D, on dissout la caséine dans un liquide renfermant 100 grammes de carbonate de soude dissous dans un litre d'eau. Il faut procéder comme suit :

Ajouter à 50 grammes de caséine en poudre fine, un peu de la solution de carbonate de soude à 10 0/0, de façon à former une pâte ; bien brasser, étendre cette pâte lentement par additions successives de petites quantités de la solution de soude, de façon à obtenir un litre de liquide. (On favorise la dissolution en chauffant légèrement.)

Nous rappelons que les verdets et les bouillies à réaction acide sont rendus mouillants par l'addition (à 1 hectolitre de ces bouillies) de 20 à 25 grammes de gélatine préalablement dissoute dans un litre d'eau chaude. Dans ces bouillies, la caséine n'a pas d'application.

Pouvoir mouillant et adhérence des bouillies (1). — Beaucoup d'agriculteurs confondent l'adhérence et le pouvoir mouillant ; en réalité, il s'agit là de deux propriétés bien distinctes qui peuvent se trouver réunies dans une même préparation, mais qui n'ont aucun lien obligatoire.

Les *bouillies mouillantes* jouissent de la propriété de s'étaler sous l'influence de la pulvérisation, en une lame liquide continue et uniforme recouvrant toute la surface des organes traités et *séchant sur place sans laisser de vides*. Le pouvoir mouillant se mesure à la facilité, plus ou moins grande, avec laquelle on obtient ce résultat.

Les *bouillies ordinaires*, non mouillantes, forment bien, sous l'influence d'une pulvérisation intense et faite de près, une lame liquide continue et uniforme ; mais cette lame liquide disparaît sur les feuilles, sitôt la pulvérisation achevée, laissant seulement sur celles-ci des gouttelettes liquides séparées, alors que la majeure partie de la feuille n'est pas recouverte.

Les *bouillies adhérentes* ont la propriété de rester fixées solidement sur les organes qui les ont reçues, de résister, par conséquent, aux causes d'entraînement mécaniques (action du vent, des frottements, de la pluie, etc...), physiques (action dissolvante de l'eau), chimiques (action dissolvante du gaz carbonique, des sels ammoniacaux, etc...).

Il résulte de tout ceci que, suivant leurs propriétés, les bouillies cupriques peuvent se classer en quatre grands groupes :

1° Les bouillies cupriques ordinaires non mouillantes, ni adhérentes ;

2° Les bouillies cupriques mouillantes ;

3° Les bouillies cupriques adhérentes ;

4° Les bouillies cupriques à la fois mouillantes et adhérentes.

Bouillies cupriques ordinaires. — Ces bouillies, employées depuis longtemps, sont bien connues des viticulteurs : bouillie bordelaise, verdets, bouillie bourguignonne. Préparations excellentes, surtout les deux premières, et dont les services rendus ne se comptent plus, mais qui sont, cependant, susceptibles d'être améliorées.

Bouillies cupriques mouillantes. — Les bouillies mouillantes méritent d'être essayées, parce qu'elles se répartissent beaucoup mieux que les autres et ne laissent aucune place dépourvue de fongicide.

Parmi ces bouillies, les unes doivent leur pouvoir mouillant à une faible tension superficielle (bouillie bourguignonne mouillante, savons de cuivre colloïdaux, bouillie renfermant de l'alcool amylique, etc) : leur adhérence est moindre que celle de la bouillie bordelaise. Les autres doivent leur pouvoir mouillant à une grande viscosité superficielle (bouillies acides et verdets additionnés de gélatine ; bouillies basiques additionnées de caséine). Elles présentent une adhérence plus grande que la bouillie bordelaise.

Bouillies cupriques adhérentes. — Les bouillies adhérentes préservent plus longtemps les organes traités en séjournant plus longtemps sur ceux-ci.

Ces bouillies, connues depuis longtemps, sont composées des mêmes substances que les bouillies mouillantes, mais sont faites dans des conditions différentes.

On sait que si on ajoute 1, 2 ou 3 kilogrammes de savon à une bouillie bordelaise ou bourguignonne, on la rend très adhérente, sans lui donner le pouvoir mouillant. Il en est de même pour les additions de résine ou de colophane préalablement saponifiées.

Le même résultat est encore obtenu par une addition de lait aux bouillies cupriques acides.

Dans toutes ces bouillies, l'adhérence est due surtout à ce qu'une partie du cuivre est engagée sous une forme peu soluble, très résistante, par conséquent, aux actions dissolvantes. Cette propriété, précieuse dans les années très pluvieuses, constitue, au contraire, un défaut dans les années ordinaires. Ces bouillies

(1) *Revue de viticulture*, 19 juin, et *Progrès agricole*, 22 juin 1913.

cèdent, en effet, moins facilement leur cuivre et peuvent, à cause de cela, être moins actives.

Bouillies cupriques adhérentes et mouillantes. — Les bouillies cupriques mouillantes qui doivent leur propriété mouillante à une grande viscosité superficielle (gélatine pour les verdets et les bouillies acides, caséine pour les bouillies alcalines) sont en même temps très adhérentes; mais leur adhérence est due à un tout autre facteur que celui que nous avons indiqué plus haut; la caséine, comme la gélatine, ne sont pas combinées au cuivre, et n'insolubilisent pas celui-ci; elles le retiennent simplement à la façon d'une colle et, pour cette raison, ne paraissent pas présenter les inconvénients que nous venons de signaler pour les bouillies simplement adhérentes.

C'est l'agent qui a permis d'obtenir une grande viscosité superficielle qui, de soluble qu'il était, est devenu insoluble.

La gélatine, en effet, ne se dissout qu'à chaud et résiste, par conséquent, à l'action dissolvante des pluies.

La caséine n'est soluble que dans les milieux alcalins; or, la chaux sur les feuilles, se carbonate très vite et, dès lors, la caséine ne peut plus être dissoute par les pluies.

Nous espérons que ces quelques lignes, conclusion de nos expériences, contribueront à faire cesser toute confusion entre ces deux propriétés : adhérence et pouvoir mouillant.

Quant aux formules, c'est à la pratique de déterminer les meilleures.

V. Vermorel et E. Dantony.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Marché du caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	5 50 à . .
Conakry Niggers	4 75 à 5 25
Soudan Niggers rouges	4 50 à . .
Soudan Niggers blancs	4 25 à 4 50
Soudan lanières et plaques	5 . . à 5 50
Soudan Manoh	4 . . à 4 50
Lahou petits Cakes	3 75 à 4 25
Lahou Niggers	4 . . à 4 50
Gambie A	3 . . à 3 50
Gambie AM	3 . . à 3 50
Gambie B	2 75 à 3 25
Bassam Lump	2 . . à 2 50

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	4 . à 4 50
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	2 . . à 2 50
Kasai noir I	4 . . à 4 50
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	4 . . à 4 50
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	3 25 à 3 75
Mongala lanières	3 25 à 3 75
Aruwini	3 25 à 3 75
Wamba rouge I	2 50 à 3 . .
Uelé	3 25 à 3 75
Détroits crêpe I	4 25 à 5 50

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — Agriculture. — **L'éducation des indigènes.** — On sait que la taille de la vigne est une opération assez délicate, qu'en Algérie on est généralement obligé de confier à des ouvriers étrangers, italiens ou espagnols. Nos indigènes, en effet, faute d'avoir reçu l'instruction pratique suffisante, sont inaptes à ce travail. Cependant, afin de remédier à une pareille situation, le gouverneur général de l'Algérie a pris une initiative très intéressante : il vient d'instituer, à titre d'essai, des cours temporaires de taille de vigne à l'usage des indigènes : cinquante apprentis, recrutés par les soins de M. Rolland, inspecteur de l'enseignement indigène, qui est également chargé de surveiller leur formation, seront placés chez des colons où ils pourront apprendre leur nouveau métier dans les meilleures conditions. Ce premier essai aura, nous n'en doutons pas, les meilleures conséquences : il permettra, en effet, de relever la situation économique des indigènes, de procurer une main-d'œuvre expérimentée aux viticulteurs algériens et de libérer l'Algérie de l'obligation de s'adresser presque exclusivement à l'étranger pour recruter les ouvriers qui lui sont nécessaires en cette matière.

Tunisie. — Actes officiels. — *Journal officiel tunisien.*

1er *octobre.* — *Décret* du 9 juillet portant promulgation du Code pénal tunisien.

Maroc. — Actes officiels. — *Bulletin officiel du Maroc.*

1° *Actes du protectorat :*

Décret du 31 juillet portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc (B. O. 5 septembre).

Arrêté résidentiel du 2 août réglant les conditions d'organisation et le fonctionnement du corps du contrôle civil (B. O. 5 septembre).

Type d'*Arrêté municipal* en date du 17 septembre sur l'exercice des professions médicales (B. O. 19 septembre).

Circulaire du 17 septembre relative à la répression des fraudes alimentaires (B. O. 19 septembre).

Type d'*Arrêté municipal* en date du 17 septembre sur les fraudes alimentaires (B. O. 19 septembre).

2° *Actes du gouvernement chérifien :*

Dahir du 19 juillet instituant une commission municipale provisoire à Meknès (B. O. 22 août).

Arrêté viziriel du 20 juillet relatif au fonctionnement de la commission municipale provisoire de Meknès (B. O. 22 août).

Arrêté viziriel du 5 août relatif aux zones de servitude des postes des régions de la Chaouïa et de Rabat (B. O. 22 août).

Arrêté viziriel du 5 août relatif à la zone de servitude de la ville de Meknès (B. O. 22 août).

Dahir du 29 août fixant un délai de production pour les créances sur le Maghzen (B. O. 5 septembre).

Dahir du 13 juillet fixant les attributions de la direction générale des Habous (B. O. 19 septembre).

Dahir du 21 juillet réglementant la mise en valeurs des Habous publics (B. O. 19 septembre).

Arrêté viziriel du 8 septembre portant organisation de la police au Maroc (B. O. 19 septembre).

Circulaire du grand vizir en date du 13 août au sujet de l'application du règlement sur la répression des fraudes alimentaires (B. O. 19 septembre).

Arrêté viziriel du 4 septembre relatif aux réclamations pour pertes ou avaries de marchandises à Casablanca (B. O. 26 septembre).

Agriculture. — **Cultures diverses.** — *L'olivier.* — Les régions où l'olivier est le plus abondant et où il se trouve dans les meilleures conditions climatériques sont, du Nord au Sud : le Djebala et le Rif, la région de Fez, celles de Meknès, de Marrakech, pays de prédilection pour l'olivier, la région du Sous et le Maroc oriental.

A Fez, le déboisement atteint cependant l'olivier comme les autres arbres; une huilerie mécanique française existe déjà à Meknès; toute l'huile du Sous obtenue par des procédés indigènes est exportée par Mogador.

Le coton. — Des essais de culture ont été tentés à Settat. Les semis faits en terre légère et arrosés quotidiennement ont germé et donné des plants de belle venue; la floraison s'est produite, et chaque pied porte une moyenne de 15 à 18 capsules de très belle apparence et contenant un coton de première qualité.

La vigne. — Des essais de culture de vigne ont été tentés sur le territoire des Oulad-Said. Les pieds de ce vignoble ont été hybridés et immunisés contre le phylloxera. Les résultats obtenus paraissent des plus satisfaisants; ils semblent, dans l'avenir, permettre la constitution d'un vignoble marocain à laquelle de nombreuses régions du protectorat se prêtent merveilleusement.

Les fruits. — L'attention du directeur de l'agriculture a été retenue par le grand intérêt que présente la ville de Marrakech au point de vue de la culture des arbres fruitiers; la flore, très variée, contient des pêchers, pommiers, poiriers, noyers, bananiers, oliviers, orangers, mandariniers, citronniers et même de la vigne. Deux jardins d'essai vont être créés sous peu, à Marrakech, pour le développement rationnel de cette branche d'agriculture.

Associations agricoles entre indigènes. — Lorsque les propriétaires de terrains veulent s'adonner à la production des fruits, très rémunératrice, et qu'ils ne disposent pas de capitaux, ils ont recours à l'association qui se fait dans les conditions suivantes:

Le *megharès* ou associé pris par le propriétaire, s'engage à planter sur le terrain de ce dernier un nombre convenu de figuiers, grenadiers, oliviers, pieds de vigne, dans un délai déterminé, moyennant quoi, dès que le jardin fruitier est en plein rapport, il en devient le co-propriétaire. La licitation s'opère à la demande d'un des deux contractants, par les soins du *Chraâ*, à dire d'experts.

Pour la culture maraîchère également, les indigènes ont recours à l'association. Dans ce cas, l'associé n'apporte que son travail matériel. Le propriétaire est tenu de fournir les instruments aratoires, les semences, les plants, les engrais, etc..., et verse au fellah, qui s'occupe de la mise en valeur du jardin, la *aaoula*, qui consiste habituellement en un demi-moud de blé et un retal *beggali* de beurre par mois, jusqu'au moment où le jardin entre en production. A ce moment, le cultivateur du sol a droit à la moitié des légumes, au quart des fruits et au 1/8 ou 1/10 des olives, suivant l'importance de la production.

La protection des forêts. — Le directeur du Service des eaux et forêts a procédé, dans le courant du mois de septembre dernier, à la reconnaissance des parties boisées de la Chaouïa et de la région des Zaër. Il a pu constater que, grâce aux mesures de protection prises par le Service des renseignements, les forêts, en particulier celles de la région du camp Boulhaut, sont dans un état satisfaisant. L'administration se préoccupe d'en assurer la mise en valeur et la conservation. A cet effet, une brigade forestière va être incessamment installée à camp Boulhaut. Le Service des renseignements de la Chaouïa a déjà pris des mesures pour la réglementation du colportage des écorces à tan et du charbon.

Elevage. — **Le mouton marocain.** — On trouve au Maroc deux principales races de moutons : le type des Hauts-Plateaux de l'est, à laine serrée, ressemblant beaucoup au mérinos, très résistant aux intempéries, aux variations de température et à la sécheresse; la race de l'ouest ou des grandes plaines de l'Atlantique qui est un mérinos dégénéré. Les régions d'élevage par excellence sont les Hauts-Plateaux du Maroc oriental et les plaines de la côte Atlantique : le Rarb, la région des Beni-Hassen, la Chaouia et la région de Marrakech. Les pâturages sont assez étendus, particulièrement au sommet des mamelons; après les moissons, les troupeaux peuvent paître dans les champs débarrassés de la récolte; les troupeaux disposent même, dans certaines régions, de pâturages d'été. Grâce à des allocations de primes et de concours, on amènera les indigènes à faire des sélections; l'aménagement des points d'eau leur permettre une utilisation meilleure des pâturages. Les indigènes qui apprécient le mouton surtout pour la valeur de sa laine, moins pour la boucherie, pratiquent déjà, par endroit, l'élevage par association.

Le troupeau marocain peut fournir un croît annuel de 775.000 à 800.000 têtes environ, dont 100.000 pour la région de Rabat, 50.000 à 60.000 pour Fez et Séfrou, 20.000 à 25.000 pour Mecknès, 50.000 à 60.000 pour la Chaouia, 55.000 pour Doukkala-Abda, 300.000 pour Marrakech, et 200.000 pour le Maroc oriental. L'exportation n'avait lieu jusqu'ici que par la frontière algérienne, le gouvernement chérifien ayant toujours interdit l'exportation des moutons par mer.

Les indigènes tondent leurs moutons au printemps et en vendent la toison en hiver; les cours d'Europe servent de base aux prix locaux. La plus grande partie des toisons est exportée, mais les indigènes utilisent la laine dans la confection des vêtements qu'ils portent ou dans celle des tapis et couvertures (à Rabat, en particulier). Les laines exportées par Casablanca, Larache, Rabat, Saffi, Mazagan étaient dirigées autrefois toutes vers la France, son privilège de fait tend à décroître au profit du commerce allemand.

Les peaux de moutons sont employées par l'industrie locale à la confection de grosses babouches et de sacs. Le reste est exporté, au prix des gros marchés d'Europe (Londres, Hambourg, Paris), surtout en France, en Allemagne et en Angleterre ensuite.

Etat social. — **Sociétés indigènes de prévoyance.** — Pour remédier aux maux de l'usure qui sévit au Maroc comme dans tout pays musulman, le Protectorat a envisagé l'institution de sociétés indigènes de secours de prêts mutuels fonctionnant sur les bases de celles qui existent en Algérie et Tunisie. Le *Bulletin officiel* du Protectorat du 29 août dernier, publie un modèle de statuts de ces sociétés indigènes de prévoyance. Sous peu, les commandants des régions et les contrôleurs civils seront appelés à instituer, dans leurs circonscriptions territoriales, des associations de ce type.

Chaque société comprendra autant de sections que le territoire comportera de tribus; chacune effectuera des opérations séparées et sera pourvue d'un avoir et d'un compte d'intérêts. La société sera administrée par un conseil des sociétaires ou *djemaa* auquel

sera attaché un khodja et qui sera présidé par le caïd. Au siège de la région ou du contrôle civil fonctionnera un conseil d'administration présidé par le khalifa du sultan, avec un vice-président désigné par l'autorité supérieure, et dont feront partie les caïds et chioukhs : un secrétaire-trésorier y sera adjoint.

Les sociétaires seront tenus de verser une cotisation annuelle de 2 p. h. par charrue labourée. La cotisation sera payable au moment de la rentrée du tertib. Un délai, allant au maximum jusqu'à la récolte suivante, pourra être toutefois accordé par le conseil d'administration, sur la proposition de la djemaa, aux participants momentanément dans la gêne. Le conseil d'administration régional pourra même faire la remise gracieuse des cotisations annuelles à ceux des sociétaires dont l'insolvabilité sera signalée par la djemaa. Les prêts seront consentis au taux de 5 0/0 l'an; ils seront, bien entendus, proportionnés aux étendues cultivées et à la solvabilité de l'emprunteur; en outre, ils seront remboursables au moment de la récolte.

Sur l'avis des djemaa, le conseil d'administration de la région pourra accorder des secours, d'importance variable suivant les nécessités, à ceux des sociétaires dont la situation précaire l'exigera.

Etudes géographiques. — **Le relief du Maroc.** — M. Louis Gentil donne dans la *Revue du Mois* du 10 mars dernier une « vue d'ensemble sur le relief du Maroc ».

Cet article fort documenté constitue une très intéressante contribution à l'étude géographique d'une région qui, jusqu'à ces dernières années, n'avait pu être encore approfondie ; le relief et l'hydrographie y sont expliqués par des considérations techniques d'orogénie et de géologie.

On y voit que le nord-ouest de l'Afrique, de la Méditerranée au Sahara et de l'Atlantique aux confins algériens est scindé en deux blocs nettement distincts : le Rif détaché géologiquement du continent africain et rattaché à la Péninsule ibérique, et le Maroc africain proprement dit qui commence seulement au sud du parallèle de Fez, avec le Moyen Atlas et la Meseta marocaine. Entre les deux systèmes montagneux de l'Empire chérifien se trouve une zone de séparation, grande dépression transversale, qui correspond au dépôt de comblement de l'ancienne communication interocéanique reliant l'Atlantique à la Méditerranée.

Au point de vue politique, par une curieuse coïncidence, le Protectorat espagnol au nord du Maroc s'exerce sur la région du Rif, prolongement géologique de l'Andalousie, tandis que le reste du pays de tout temps rélié au continent africain est soumis à la domination française comme l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Navigation. — **Service commercial entre Bordeaux et le Maroc.** — Une société vient d'être fondée pour l'achat de navires destinés à la navigation entre Bordeaux et le Maroc. Elle vient d'acquérir un premier vapeur, le *Cap-Mazagan*, d'une portée en lourd de 1.000 tonneaux ; il sera mis en service incessamment et affecté à des transports de Bordeaux à Mazagan, Casablanca et Rabat; il sera aménagé pour le transport des explosifs et des matières inflammables (pétroles) et muni de treuils puissants pour le transport des pièces lourdes. La nouvelle société augmentera sa flotte à mesure que le trafic entre Bordeaux et le Maroc se développera.

Les travaux du port de Casablanca. — On active en ce moment certains travaux d'aménagement destinés à faciliter le débarquement des marchandises au cours de l'hiver prochain : les chantiers de construction bien outillés seront définitivement installés ; la jetée ouest, longue de 200 mètres, sera terminée et abritera barcasses et remorqueurs; un terre-plein sera construit à Sidi-Beliout pour le débarquement des marchandises et leur évacuation.

Activité du port de Rabat. — La barre ayant été praticable durant le mois de juillet sans interruption, on a débarqué par jour, en moyenne, 500 tonnes de marchandises, à l'aide d'une vingtaine de barcasses effectuant trois voyages dans une journée. Un nouveau dépôt a dû être envisagé pour les marchandises importées, afin d'éviter l'encombrement du port.

Transports. — **Voies de communication.** — L'outillage économique du Protectorat s'améliore chaque jour de quelque nouvelle modification apportée soit aux pistes, soit aux routes ou au chemin de fer.

Le voyage de Casablanca à Marrakech, si long et si pénible jadis s'accomplit aujourd'hui facilement grâce aux travaux d'aménagement des pistes. Ce trajet de 250 kilomètres qui exigeait sept jours il y a dix mois s'affectue maintenant en sept heures en automobile.

Les pistes reliant Mazagan à Saffi, Mazagan à Marrakech et Saffi à Marrakech sont aménagées et praticables aux automobiles ; les travaux de la route de Casablanca à Rabat sont poussés activement, et on étudie le tracé des routes de Salé à Kénitra et de Mogador à Marrakech.

Dès maintenant Rabat-Salé est reliée à Dar-bel-Hamri par Kénitra et les travaux de la voie ferrée sont rapidement menés de ce point dans la direction de Meknès; cette voie stratégique rend de grands services au Protectorat et aux troupes d'occupation pour les transports : l'économie réalisée aura permis d'amortir en huit mois les frais d'établissement de ce tronçon.

Les autres travaux d'utilité publique ne chôment pas ; des améliorations sont apportées à la viabilité dans toutes les villes où fonctionnent des services municipaux.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique Occidentale Française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

20 *septembre.* — *Arrêté* du 11 septembre nommant une commission chargée d'étudier les améliorations à apporter à l'installation du Laboratoire de bactériologie de l'Afrique Occidentale Française.

Arrêté du 11 septembre portant nomination d'une commission scientifique chargée de l'étude des mesures prophylactiques à employer contre la trypanosomiase humaine.

Arrêté du 11 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française la loi du 5 août 1913, relative à l'établissement du régime douanier colonial.

27 *septembre.* — *Arrêté* du 13 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 22 août 1913, portant prorogation de la validité des permis d'exploitation minière dans le Lobi.

Circulaire du 16 septembre au sujet des cessions de main-d'œuvre aux particuliers et de la passation de marché après appel d'offres.

Arrêté du 25 septembre portant fixation de la valeur des caoutchoucs aux mercuriales officielles pour la période comprise entre le 1er octobre 1913 et le 1er avril 1914.

4 *octobre.* — *Arrêté* du 25 septembre promulguant en Afrique

Occidentale Française la loi du 11 juillet 1906, relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère.

Arrêté du 25 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française la loi du 20 août 1913, autorisant la constitution d'un fonds de réserve spécial, d'un fonds de roulement et d'un fonds spécial pour travaux et matériel complémentaires et de renouvellement au budget annexe du chemin de fer de Kayes au Niger, et modifiant les articles 49 et 50 de la loi du 30 janvier 1907.

Arrêté du 25 septembre portant création de la subdivision administrative de Magaria.

Arrêté du 25 septembre portant création d'une agence spéciale à Magaria.

Circulaire du 28 septembre au sujet des pouvoirs disciplinaires des administrateurs coloniaux.

Commerce. — **Valeurs en douane des caoutchoucs.** — Les valeurs en douane à attribuer aux caoutchoucs exportés de l'Afrique Occidentale Française, pour la période comprise entre le 1er octobre 1913 et le 1er avril 1914, sont fixées ainsi qu'il suit :

	100 kilogrammes
Caoutchoucs du Sénégal :	
Casamance et Cayor	425 francs
Autres provenances	525 —
Caoutchoucs de la Guinée	500 —
— du Dahomey	350 —
Caoutchoucs de la Côte d'Ivoire :	
Autres qu'Assinie	300 —
D'Assinie, toutes qualités	150 —

Hygiène. — **Laboratoire de bactériologie.** — Une commission vient d'être chargée d'étudier les améliorations à apporter à l'installation du laboratoire de bactériologie de l'Afrique Occidentale Française, à Dakar.

Travaux publics. — **Crédits supplémentaires pour la construction des voies ferrées.** — Un décret en date du 30 septembre approuve l'arrêté du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, en date du 2 août 1913, ouvrant au titre du chapitre 27 du budget général de l'Afrique Occidentale Française, exercice 1913, « Travaux publics et d'intérêt général », un crédit supplémentaire de 701.818 fr. 40, montant des sommes non employées pendant l'exercice 1912 sur les crédits affectés : aux travaux du chemin de fer de Kouroussa à Kankan, 606.896 fr. 40; aux travaux de réfection du wharf de Cotonou, 94.922 francs.

Il sera fait face à ce crédit supplémentaire par un prélèvement d'égale somme sur la caisse de réserve du budget général de l'Afrique Occidentale Française à laquelle les disponibles de l'exercice 1912 ont été reversés.

Cessions de main-d'œuvre aux particuliers et passation de marché après appel d'offres. — L'attention du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française a été attirée sur les errements suivis par certaines directions de chemins de fer qui, jusqu'à ce jour, n'ont cru devoir appliquer la majoration de 25 0/0, pour cessions de travaux aux particuliers, que sur la valeur des matières appliquées aux feuilles d'ouvrage, en exonérant de cette taxe la part des dépenses relatives au personnel et à la main-d'œuvre. Cette distinction est contraire aux règlements. L'article 162 de l'instruction générale du 16 janvier 1903, ainsi que l'article 66 du règlement du 16 octobre 1902, sur le service et l'administration des directions d'artillerie aux colonies, obligent en effet les ordonnateurs à majorer du quart le montant global des cessions aux particuliers sans distinguer, dans les dépenses, la part afférente au personnel et à la main-d'œuvre de celle concernant les matières sorties du magasin. Cette majoration correspond, d'ailleurs, aux frais généraux de l'administration qui comprennent entre autres les dépenses de relève, de transport, d'hospitalisation, etc., dont il n'est pas possible de faire état dans un décompte de travaux.

Dans un autre ordre d'idées, le gouverneur général a été saisi, de la part d'un entrepreneur, d'une réclamation sur le défaut de publicité donné aux appels d'offres lancés par certaines administrations et à la proclamation des résultats.

Il rappelle, tout d'abord, que cette procédure ne doit être employée qu'exceptionnellement, notamment lorsque l'urgence de la livraison des fournitures ou de l'exécution des travaux ne permet pas de recourir à l'adjudication qui peut exiger des délais relativement considérables, ou encore lorsqu'il s'agit de fournitures et de travaux spéciaux.

Sous ces réserves, l'administration veillera, lors de la passation d'un marché après appel d'offres, à ce que toutes les garanties que donnent les conditions générales des marchés arrêtées pour la colonie en matière d'adjudication soient rigoureusement observées. Il conviendra notamment de prescrire que les circulaires et affiches portant appel d'offres fixent les délais pour la réception des offres, ainsi que la date et le lieu d'ouverture des plis. Mention devra être faite, sur les avis et sur les affiches, de la faculté pour les soumissionnaires d'assister à l'ouverture des plis et de s'assurer ainsi de la régularité de la procédure suivie. Un procès-verbal ou un compte rendu devra être établi et signé par le représentant de l'administration qui aura procédé à l'ouverture des plis et par les agents qui l'auront assisté; le procès-verbal mentionnera les noms des soumissionnaires qui auront assisté à l'opération.

Sénégal. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

20 *septembre.* — *Arrêté* du 11 septembre portant suppression de la recette régionale de Bakel.

Arrêté du 11 septembre créant une agence spéciale à Bakel en remplacement de la recette régionale.

Arrêté du 15 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 14 septembre 1913, établissant un impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie dans les territoires d'administration directe du Sénégal.

L'impôt foncier sur la propriété non bâtie n'est pas une innovation, il existe depuis longtemps, bien que n'ayant jamais été appliqué, ainsi qu'il ressort des dispositions contenues aux arrêtés des 17 mai 1837 et 1er février 1877. La nouvelle réglementation tend à la suppression de l'exemption dont les terrains nus ont toujours bénéficié, et à l'imposition de ceux dont la valeur sera supérieure à 4 francs le mètre carré.

En outre, elle prévoit des exemptions nouvelles en ce qui concerne : 1° les terrains appartenant à l'Etat, au gouvernement général, aux gouvernements locaux et aux communes; 2° les terrains utilisés, pour moitié de leur étendue, par la culture maraîchère, arbustive ou florale, ainsi que les terrains complantés au moins pour moitié, en arbres fruitiers.

Arrêté du 15 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 14 septembre 1913, portant extension de la contribution personnelle à tous les territoires d'administration directe, y compris les communes de plein exercice, et institution d'une contribution mobilière.

Par une délibération du 6 juin 1905, approuvée par décret du 17 février 1906, le Conseil général du Sénégal avait *dispensé de la contribution personnelle les habitants des quatre communes de plein exercice*, en raison des droits d'octroi et des taxes municipales

qu'ils acquittent dans l'étendue de ces communes. Mais, si l'on considère que ces habitants bénéficient seuls des avantages attachés à l'organisation des municipalités et que les produits destinés aux escales situées à l'intérieur de la colonie sont grevées souvent de frais de transport que ne supportent point ceux consommés dans les communes de plein exercice; *l'extension de cette contribution* à tous les territoires d'administration directe s'impose comme une mesure d'équité, en même temps qu'elle assure l'égalité devant l'impôt de tous les contribuables du Sénégal.

D'autre part, la situation économique de la colonie a permis de porter *de 4 à 5 francs* le taux de l'impôt personnel et de décider qu'une *contribution mobilière serait perçue sur la valeur locative* ou le loyer annuel des locaux servant à l'habitation.

Arrêté du 13 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 14 septembre 1913, portant remaniement de l'assiette de la contribution des patentes et des licences dans les territoires d'administration directe de la colonie du Sénégal.

Le règlement nouveau, en s'inspirant de la loi du 15 juillet 1880, sur les patentes en France, du décret du 6 août 1881, qui régit au Sénégal les patentes et licences en territoire d'administration directe, et de l'arrêté du 27 juin 1909, réglementant la même question en pays de protectorat, complète les catégories de commerçants actuellement imposables et étend la patente à l'armement et à l'industrie.

En posant le principe de l'assujettissement à la patente de tous commerces, professions ou industries exercés dans la colonie, le nouveau règlement détermine les exceptions et stipule que les commerces, industries et professions non dénommés dans les tableaux A, B et C n'en sont pas moins assujettis à la patente. Les droits auxquels ils doivent être soumis sont réglés, d'après l'analogie des opérations ou des objets de commerce, par un arrêté du lieutenant-gouverneur du Sénégal, rendu en conseil privé, après avis de la Chambre de commerce et délibération conforme de la commission coloniale.

Le nouveau règlement a été approuvé par le décret du 14 septembre 1913, sauf en tant qu'il comporterait: 1° la nécessité d'une autorisation pour exercice d'une profession; 2° la fixation d'un délai inférieur à un mois pour la recevabilité des demandes prévues à l'article 26, paragraphe 1er; 3° l'assujettissement aux droits de la 1re classe du tableau B des armateurs et Compagnies de navigation à vapeur, au cabotage, au bornage et navigation fluviale; 4° la perception sur les Compagnies de chemins de fer d'un droit proportionnel supérieur à 10 0/0 de la valeur locative des bureaux, ateliers, hangars et de tous locaux en général servant à l'exploitation industrielle; 5° la perception, en ce qui concerne les architectes, de droits fixes supérieurs à 250 francs.

Arrêté du 15 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 14 septembre 1913, relatif aux droits d'enregistrement et d'hypothèque au Sénégal.

27 *septembre*. — *Arrêté* du 2 septembre portant exonération de la taxe d'embarquement et de débarquement des marchandises certains navires et embarcations.

Arrêté du 2 septembre portant approbation d'arrêtés du lieutenant-gouverneur du Sénégal relatifs à la création d'un impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie en pays de protectorat au Sénégal.

Arrêté du 2 septembre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Sénégal réglementant le régime des patentes et des licences dans les pays de protectorat.

Journal officiel de la colonie.

18 *septembre*. — *Arrêté* du 11 septembre fixant le taux et le mode de perception de l'impôt personnel dans les cercles du Sénégal.

Tous les indigènes habitant les pays de protectorat du Sénégal sont soumis au paiement annuel d'un impôt personnel dont le taux, pour l'année 1914, est fixé comme suit:

Cinq francs dans les cercles de Louga, Tivaouane, Thiès, Sinel Saloun, la Casamance et le Baol;

Quatre francs dans les cercles de Dagana, Matam, Podor, Saldé;

Trois francs cinquante centimes dans les cantons du Ouli, Nittiboulou, Sandougou, Niani, Kallakadougou oriental et occidental faisant partie du cercle du Niani-Ouli;

Trois francs vingt-cinq centimes dans le cercle de Bakel;

Trois francs dans le cercle de la Haute-Gambie et les cantons de Tandagamou, Damantou dépendant du cercle de Niani-Ouli;

Arrêté du 15 septembre portant ouverture d'une enquête de commodo et incommodo sur l'établissement du plan de lotissement complémentaire de Tivaouane.

15 *septembre* — *Décision* du 20 septembre nommant une commission locale chargée de l'étude d'un projet de taxe sur les actes et conventions.

Arrêté du 23 septembre rapportant l'arrêté n° 1432, en date du 11 septembre 1913, fixant le taux et le mode de perception de l'impôt personnel dans les cercles du Sénégal.

Circulaire du 22 septembre au sujet de la prestation des indigènes.

Jusqu'à ce jour, les conditions duns lesquelles les indigènes pouvaient être appelés à effectuer dans l'intérêt général, un travail obligatoire, étaient déterminées par diverses circulaires et notamment par celles qui portent les dates des 19 juillet 1899, 16 avril 1901, 11 février 1904 et 28 avril 1906. Le principe de l'obligation du travail découlait de ces instructions et indirectement, de l'arrêté du 14 septembre 1907, article 1er, § 5, qui établissait des sanctions contre ceux qui refusaient de faire les travaux réclamés dans tous les cas intéressant l'ordre, la sécurité et l'utilité publics. L'arrêté du 25 novembre 1912 est donc venu préciser dans un texte réglementaire, une obligation admise dans la pratique, et les conditions dans lesquelles elle serait exercée.

Désormais, les prestations ne pourront être exigées que pour l'entretien des voies de communication (routes, ponts, puits...) et des pistes télégraphistes, conformément au plan de campagne approuvé par le lieutenant-gouverneur. Les travaux neufs ne peuvent pas être accomplis par des prestataires. Tous travaux d'entretien ou de réfection doivent être exécutés, en principe, en dehors des époques de culture ou de récolte. Telles sont les règles essentielles applicables au nouveau régime.

En outre, ne sont astreints à la prestation que les individus énumérés à l'article 2 de l'arrêté du 25 novembre, et pendant un nombre de jours qui ne pourra pas être supérieur à 12. Dans le but de favoriser les exploitations agricoles, commerciales et industrielles, les ouvriers attachés à ces exploitations pourront être autorisés à racheter leurs prestations suivant un tarif à déterminer.

Agriculture. — **La culture du coton au Sénégal.** — Le rendement, dans son ensemble, fut nettement supérieur à celui des années précédentes: la station de Richard-Toll a égrené et expédié en 1913, environ 14.000 kilogrammes de coton, ce qui représente 1.000 kilogrammes à l'hectare, soit 330 kilogrammes de fibres; l'eau salée ayant fait perdre de 2 à 3 tonnes, on aurait donc pu atteindre 1.200 à 1.300 kilogrammes à l'hectare, soit 400 à 430 kilogrammes de fibres. Tout le coton récolté est d'une même espèce et d'une qualité très homogène, ce qui augmente sensiblement sa valeur commerciale. Le prix de revient s'établit en 1913, par hectare, au chiffre de 311 fr. 26. En 1911, il avait été de 850 francs. Quelques réductions, cependant, sont encore possibles, notamment en ce qui concerne les labours et les fumures en faveur desquels une diminution de frais de 60 francs par hectare est prévue pour la campagne de 1914. L'égrenage est revenu à 3 fr. 22 les 100 kilogrammes et le compressage à 1 franc: ces frais sont à peu de chose près, identiques à ceux supportés par les usines d'Egypte et de Philippeville.

De tels résultats, on le voit, sont très encourageants.

Haut-Sénégal-Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

20 *septembre.* — *Arrêté* du 11 septembre portant interdiction de fabriquer et de vendre du caoutchouc sur toute l'étendue du cercle de Bobo-Dioulasso et dans trois cantons du cercle de Koutiala, de la colonie du Haut-Sénégal et Niger pendant une période de deux ans.

27 *septembre.* — *Arrêté* du 2 septembre fixant les tarifs, frais, accessoires et conditions d'application relatifs aux transports à effectuer par le service de la navigation du Niger.

Commerce. — **Réglementation de la fabrication, de la vente et de la circulation du caoutchouc.** — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, la saignée de la liane gohine, ainsi que la fabrication et la vente du caoutchouc sont interdites, à partir du 1er octobre 1913, pour une période de deux ans, sur toute l'étendue du cercle de Bobo-Dioulasso et dans les cantons de Ménamba, Sao et Sangasso, du cercle de Koutiala. Cette mesure a reçu l'approbation des Chambres de commerce de Kayes et Bamako. L'exploitation trop intensive des peuplements naturels d'essences à caoutchouc menaçait, en effet, d'épuisement une des sources de richesses les plus importantes des régions précitées. Aussi était-ce indispensable de prendre d'urgence des dispositions en vue de permettre à ces peuplements de se reconstituer.

Pendant la même période, dans les mêmes territoires, le caoutchouc récolté ailleurs, ne pourra circuler qu'emballé en sacs ou caisses portant la marque de la maison expéditrice et un numéro d'ordre, et accompagné d'un laissez-passer spécial, délivré par un administrateur ou chef de circonscription administrative; ce laissez-passer devra obligatoirement mentionner les marques, numéros et poids brut au départ de chaque colis, ainsi que la date de la mise en route et l'itinéraire suivi.

Chambre de commerce de Kayes. — *Séance du 16 juillet. — Question de l'alcoolisme et des mesures fiscales sur les alcools :* Appelée à donner son avis sur les différentes mesures préconisées au dernier Conseil de gouvernement général pour enrayer le développement de l'alcoolisme dans certaines colonies de l'Afrique Occidentale, la Chambre s'est prononcée pour l'élévation proposée à 300 francs par hectolitre des droits sur les alcools et eaux-de-vie. Cet impôt ne peut être considéré que comme un acheminement vers des mesures radicalement prohibitives.

D'après les statistiques de 1912 du bureau des douanes de Kayes, les recettes provenant des droits d'entrée sur l'absinthe ont donné environ 30.000 francs. Cette somme représente, au taux de 200 francs perçu à l'époque, et en se basant sur un titrage de 60°, 150 hectolitres d'alcool ou 25.000 litres d'absinthe.

La consommation annuelle moyenne d'alcool en Afrique Occidentale, de 1906 à 1910 inclus a été de 32.000 hectolitres d'alcool à 100°, correspondant à une recette qui, pour les dernières années, a dû dépasser 7 millions de francs, soit plus du quart de la totalité des recettes douanières des cinq colonies. Comment le gouvernement général pourra-t-il récupérer une somme aussi considérable le jour où la vente de l'alcool sera interdite aux indigènes? Augmentera-t-on les droits d'entrée dans toutes les colonies et sur toutes les marchandises, ou bien les impôts de capitation et les diverses contributions dont une part irait au budget général? Dans quelle proportion et sur quelles bases cette augmentation sera-t-elle faite?

La différence qui existe, au point de vue des importations d'alcool, entre le Haut-Sénégal-Niger, et les autres colonies du groupe, amène à penser qu'il serait peu équitable, dans le but de balancer le déficit que causera la prohibition de l'alcool, de faire supporter aux importations ou aux impôts de cette colonie toute taxe non proportionnelle au chiffre de sa consommation d'alcool.

Le gouverneur du Haut-Sénégal-Niger, en complète concordance de vues avec la Chambre de commerce sur la question de la prohibition de l'alcool, estimant que toutes les demi-mesures qu'on pourrait proposer seraient inefficaces ou insuffisantes, a l'intention de préparer un projet d'arrêté conforme aux vœux de cette compagnie.

Séance du 25 juillet. — Question de l'emprunt de l'Afrique Occidentale Française : Lecture est donnée à la Chambre des lettres de M. Pierre Mille, délégué de la colonie au Conseil supérieur, faisant part de ses démarches auprès de M. le ministre des Colonies et des rapporteurs à la Chambre du projet de loi sur l'emprunt de l'Afrique Occidentale Française. — *Les fraudes sur les arachides :* La Chambre reçoit communication d'une lettre du président de la Chambre de commerce de Kaolak au sujet de la fraude sur les arachides. Les mesures proposées pour combattre la fraude n'intéressent pas, pour le moment, le commerce de la colonie; ses achats se font en général au détail, à la calebasse, et les graines sont immédiatement mises en sacs ou en sécos; la vérification de la qualité est donc rendue très facile et la fraude impossible. — *Qualité des caoutchoucs livrés à l'exportation :* La Chambre prend connaissance d'une lettre du gouverneur général au gouverneur de la colonie, relative à la qualité des caoutchoucs exportés, dont voici les passages essentiels : « Mon attention vient à nouveau d'être appelée par le commerce métropolitain sur la dépréciation du caoutchouc de l'Afrique Occidentale Française provoquée par des adultérations persistantes. Etant donnée la crise générale de ce produit et des stocks considérables de caoutchoucs de plantation jetés sur le marché, il est d'un intérêt primordial que les provenances de nos colonies de l'Ouest africain ne soient que de premier choix. Il y a donc nécessité absolue, si nous voulons conserver notre place sur le marché, à ce que les dispositions du décret du 15 septembre 1911 soient appliquées de la façon la plus rigoureuse et que notamment les caoutchoucs en lanières ou en plaquettes puissent être seuls livrés à l'exportation. J'ai bien voulu consentir un délai pour la mise en application de ce règlement; mais, en présence des réclamations qui s'élèvent de toutes parts et du danger très grave qui nous menace, je ne pourrai le proroger au delà du 1er novembre prochain. »

Territoire militaire du Niger. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

20 *septembre.* — *Arrêté* du 11 septembre portant création d'une agence spéciale à Djadjidouna.

Guinée française. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

20 *septembre.* — *Arrêté* du 11 septembre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 4 août 1913, fixant les quantités de café et de bananes originaires de la Guinée française à admettre au bénéfice de la détaxe du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914.

Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de produits coloniaux originaires de la Guinée française qui pourront être admises en

France du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914, dans les conditions des décrets des 30 juin 1892, 22 août 1896 et 25 août 1900 :

Café.....	3.000	kilogrammes
Bananes.....	500.000	—

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

27 *septembre.* — *Arrêté* du 2 septembre portant approbation d'arrêtés du lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire relatif à la création d'un impôt sur la propriété bâtie et non bâtie et d'une taxe sur les chiens à Grand-Bassam.

Journal officiel de la colonie.

15 *septembre.* — *Arrêté* du 2 septembre interdisant le stationnement des billes dans certaines parties de la lagune Ouladine.

Arrêté du 10 septembre portant désignation des commissions chargées d'effectuer, dans chaque port, l'examen du caoutchouc destiné à l'exportation.

Circulaire du 10 septembre à MM. les administrateurs commandants de cercle, au sujet de l'application du décret du 15 septembre 1912.

Par deux télégrammes successifs des 2 et 9 septembre je vous ai prié d'informer MM. les récolteurs de caoutchouc, les commerçants et, d'une manière générale, tous ceux que la question intéresse, de près ou de loin, que le décret du 15 septembre 1912 qui n'admet l'exportation du caoutchouc que sous certaines préparations bien déterminées sera mis rigoureusement en application *à partir du 1er novembre prochain.*

L'*Union Coloniale* a fait auprès des pouvoirs publics une intervention pressante dans ce but et les instructions très nettes de M. le gouverneur général précisent qu'*aucun nouveau délai de prorogation ne saurait être accordé.* Il convient donc, ainsi que je vous l'ai demandé, de prévenir à l'avance les intéressés, afin qu'ils puissent prendre toutes dispositions pour écouler d'ici là les stocks qu'ils pourraient avoir. Dans cet ordre d'idées, et comme je suis vivement désireux de leur venir en aide dans la mesure du possible, je vous prie de vouloir bien leur prêter votre concours le plus large pour l'évacuation de ce produit, soit en les aidant dans le recrutement des porteurs, soit en installant des relais entre les biefs navigables des différentes rivières servant de voies d'évacuation.

Circulaire du 12 septembre au sujet de la culture du cotonnier.

Le lieutenant-gouverneur par intérim écrit aux administrateurs et commandants de cercle en leur recommandant de propager une variété de coton plus intéressante que les autres, nommée « Guiessé Bla », qui se distingue par ses graines isolées et lisses (après enlèvement des soies). Toutefois, ils ne devront pas laisser restreindre la culture d'autres espèces et risquer de provoquer une diminution de la production cotonnière ; ils devront agir sur les indigènes à ce sujet, et leur conseiller de cultiver chaque sorte séparément ou tout au moins d'en récolter les capsules sans les mélanger, de manière à ne porter à l'usine que des lots à peu près homogènes.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

27 *septembre.* — *Arrêté* du 2 septembre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Dahomey portant établissement d'un droit d'abatage à Porto-Novo.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique Équatoriale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Équatoriale Française.*

1er *septembre.* — *Arrêté* du 21 août 1913 promulguant le décret du 10 juillet 1913, portant ouverture au service international du câble Libreville-Pointe-Noire, suivi d'un tableau indiquant la repartition des bureaux télégraphiques de l'Afrique Équatoriale Française.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

6 *septembre.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie le décret du 21 juillet 1913, autorisant le gouverneur général à consentir, sur les fonds de la caisse de réserve et jusqu'à concurrence de 500.000 francs, aux victimes des derniers cyclones, des prêts à long terme sans intérêt. — Rapport et décret *ad hoc.*

Arrêté du 29 août au sujet des avances remboursables à consentir par la colonie aux colons éprouvés par les cyclones du 24 novembre 1912 et de 1913.

Arrêté nommant une commission chargée d'examiner les demandes de prêts formulées par les victimes des derniers cyclones. Cette commission est ainsi composée : MM. Roussel, chef du service des domaines, président; Carle, chef du service de colonisation et de Fontbrune, administrateur des colonies, membres.

Arrêté autorisant le fonctionnement du pari mutuel dans les courses de chevaux organisées à Madagascar par les sociétés remplissant, à la date de la publication du présent arrêté, les conditions prescrites par l'article 2 de la loi du 2 juin 1891.

13 *septembre.* — *Arrêté* promulguant dans la colonie : 1° le décret du 8 juillet 1913 rendant applicable dans les colonies françaises et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies, la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce; 2° le décret du 8 juillet 1913 désignant les ports des colonies françaises et de protectorat dépendant du ministère des Colonies où seront constituées les commissions de visite prévues à l'article 15 de la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

Décision du 12 août nommant les membres de la commission chargée de délivrer le permis de navigation nécessaire pour la mise en service des navires à voiles, à vapeur ou à propulsion mécanique, nouvellement construits ou nouvellement acquis à l'étranger.

Cette commission est composée comme suit : M. l'administrateur, chef de l'inscription maritime de Diégo-Suarez, président; MM. Rouxel, et Constants, capitaines au long cours, Jaquet, sous-ingénieur des T. P., Moinard, représentant de compagnies d'assurances, Givry, directeur des ateliers de la Société de batelage, l'agent principal de santé du port de Diégo-Suarez, Aubouy, lieutenant de port, un représentant des armateurs et un représentant du personnel, soit du pont, soit des machines, soit du service général qui seront désignés, suivant les besoins de la visite à passer par le chef de l'inscription maritime à Diégo-Suarez.

Arrêté du 5 septembre créant trois circonscriptions scolaires, à Madagascar.

ADMINISTRATION. — **Tournée du gouverneur général.** — M. le gouverneur général Picquié vient d'effectuer une tournée d'inspection dans l'ouest de la colonie et spécialement dans la province de Morondava.

Cette circonscription restait l'année dernière, la seule des subdivisions de Madagascar dont le commandement était encore confié à l'autorité militaire. La situation politique, très bonne, constatée ces temps derniers, a engagé M. Picquié à transformer, au début de l'année 1913, en province civile, ce cercle militaire. Cette transformation s'est faite sans la moindre difficulté et c'est pour juger de la nouvelle administration, comme aussi pour se rendre compte des besoins de cette contrée, qu'il n'avait encore pu visiter, que M. Picquié a tenu à parcourir cette région.

De Tananarive, le gouverneur général s'est dirigé sur Morondava par Antsirabe, Betafo et Miandrivazo. De là, il s'est rendu à Malaimbandy et Mahabo. Après un séjour à Morondava, il a inspecté Maintirano, Antsalova, Ankavandra et la province de l'Itasy.

Remaniement de circonscriptions administratives. — Le poste administratif d'Antsahabe et le poste de surveillance de Marotaolana (district d'Ambanjà, province de Nosy-Bé), sont supprimés.

Le gouvernement du Haut-Sambirano est constitué par les cantons d'Ambodimanga et de Marovato.

Il est créé à Bemaveniky un poste administratif qui comprendra le gouvernement du Haut-Sambirano.

Soumission d'un chef rebelle. — Le gouverneur général de Madagascar vient de rendre compte par câblogramme au ministre des Colonies que l'un des derniers chef rebelles de la province de Monrondova nommé Alintsiazo, est venu le 6 octobre, accompagné de ses principaux partisans, de sa femme et de ses enfants, lui faire sa soumission à Tsiando. Alintsiazo tenait avec ses bandes armées le massif d'Antsingy, qui constituait un refuge pour les pillards des régions environnantes et dont les populations turbulentes, les Béhotsy, s'étaient jusqu'à présent dérobées à l'œuvre de pacification entreprise par l'administration locale.

M. Picquié a accepté la soumission d'Alintsiazo, lui accordant l'amnistie pour les faits passés. Il a autorisé les soumissionnaires, après avoir rendu leurs armes, à résider dans le village de leur choix, sous la surveillance de nos postes. Ainsi disparaît le dernier centre de résistance existant encore en pays sakalave, qui se trouve définitivement pacifié.

COLONISATION. — **Bulletin économique de Madagascar du 2e trimestre 1913.** — Voici le sommaire analytique du fascicule du 2e trimestre 1912 du *Bulletin économique* de Madagascar.

E. DEFORT : *Monographie de l'Androy.* (Le pays; histoire; les habitants, organisation sociale et institutions juridiques, situation économique). — L'Androy, englobé dans la province de Fort-Dauphin, se trouve à l'extrême sud de la Grande Ile. Sa superficie est approximativement de 15.000 kilomètres carrés, soit à peu près la 40e partie de la surface totale de Madagascar. La monographie que vient de lui consacrer le capitaine Defort, qui a été chef de district en Androy, constitue une sorte de synthèse des connaissances actuelles sur cette « région bizarre et originale entre toutes et sa population, réputée la plus farouche et la plus belliqueuse de Madagascar. »

ROUQUETTE : *Etude des pâturages de la province d'Analalava.*

YOU : Rapport au ministre des Colonies sur le 2e *Congrès national du froid* tenu à Toulouse en septembre 1912.

ELIE COLIN : *Résumé météorologique* de l'année 1912 à Tananarive. — Résumés des observations faites dans les postes météorologiques de Madagascar en 1912 (pression barométrique, température mensuelle, état hygrométrique, total de la pluie et nombre de jours pluvieux).

Feuille mensuelle d'informations agricoles. — Le numéro du mois d'août 1913 de la « Feuille mensuelle d'informations agricoles et commerciales », publiée par le gouvernement général de Madagascar, vient de nous parvenir. En voici le sommaire analytique :

G. CARLE : *La mise en culture des terres de la Côte Est.* — La classification des terres au point de vue de leur fertilité a toujours été une opération difficile. On se souvient que, dans ce but, en 1910, on fit effectuer une série d'analyses des terres prélevées dans les régions de la Grande Ile qui paraissaient avoir le plus grand avenir agricole. Bien que cette tentative n'eût pas le résultat qu'on en attendait, les 500 analyses effectuées et publiées dans l'« Etude sur la valeur agricole des terres de Madagascar » de MM. Muntz et Rousseau, contiennent des données intéressantes auxquelles M. Carle en ajoute aujourd'hui quelques autres fournies par des travaux plus récents. Renonçant aux classifications admises en France, de terre arable, terre franche, etc., on a été amené à classer les terrains des vallées de la Côte Est en trois sortes : les terres de collines, les terres de plateaux, les marais. M. Carle s'est efforcé de grouper, suivant cette classification, certaines analyses des terres de cette région, et c'est le résultat de ses constatations qu'il expose dans l'étude dont il s'agit.

M. LUC : *Le paillis et son influence sur la culture du vanillier.* — Le paillage des vanilleries est une méthode culturale recommandée par la plupart des auteurs qui ont traité la culture de la vanille. Quel que soit l'heureux résultat que donne la pratique du paillage, en particulier à Antalaha, M. Luc estime que cette méthode ne peut pas être employée partout, mais qu'au contraire, dans les régions plus humides, en particulier dans les terres alluvionnaires peu élevées, il soit préférable d'en préconiser l'abandon, le paillage paraissant favoriser le développement d'une maladie d'origine cryptogamique qui occasionne la coupure des lianes et diminue considérablement la production des vanilleries.

BOURNAS : *L'industrie des lambamena de l'Arindrano.* — L'industrie des lambamena ou lamba mortuaires est une des plus florissantes du district d'Ambalavao. Le lambamena est fabriqué avec des écheveaux de bourre de soie filée provenant du cocon landibe dont le ver est élevé en plein air dans des champs d'ambrevade. Le prix d'un lambamena ordinaire est de 40 à 50 francs, mais certains atteignent les prix de 100, 150, 200, 300 francs et au-dessus. Cette industrie, malgré les moyens rudimentaires employés, est en pleine voie de prospérité.

La Feuille d'informations se termine par une mercuriale des produits locaux d'exportation sur les différents marchés de la colonie en 1913.

Prêts aux victimes des cyclones. — Le *Journal officiel* de Madagascar du 6 septembre dernier promulgue le décret du 21 juillet qui a autorisé le gouverneur général à consentir sur les fonds de la caisse de réserve, et jusqu'à concurrence de 500.000 francs, aux colons français, agriculteurs ou industriels dont les exploitations ont subi de graves dommages à la suite des cyclones de 1912 et 1913.

En même temps que ce décret, le *Journal officiel* publie un arrêté de gouverneur général en date du 29 août qui fixe les conditions d'attribution des avances et le mode d'attribution des prêts et constitution des garanties.

Pourront obtenir des prêts les personnes qui ont précédemment reçu, soit en argent, soit en nature ou autrement, des avances dont le montant n'a pas jusqu'à ce jour, été remboursé à la colonie. Les avances consenties feront l'objet de décisions du gouverneur général, prises en Conseil d'administration.

Le montant total des prêts à consentir à un même colon ne pourra excéder le tiers de la valeur des immeubles donnés en garantie, ni excéder la somme de 10.000 francs. Toutefois, le montant des prêts pourra, dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et sur décision spéciale du gouverneur général en Conseil, être porté à 20.000 francs.

COMMERCE. — **Le commerce de Madagascar pendant les huit premiers mois de 1913.** — Le commerce général de Madagascar

continue d'être florissant. La comparaison des résultats des huit premiers mois des années 1912 et 1913, comme on le verra ci-après, fait ressortir, au profit de l'année en cours, un progrès qui se chiffre par 5.747.161 francs. Alors que pendant les huit premiers mois de l'année 1912 il avait été de 60.092.229 francs, il a atteint, pendant la même période de l'année en cours, 65 millions 839.390 francs.

	1912	1913	Plus-values
	—	—	—
Importations.....	29.476.211	31.214.794	+ 1.738.583
Exportations.....	30.616.018	34.624.596	+ 4.002.578
Totaux.....	60.092.229	65.839.390	+ 5.747.161

Nous donnerons ultérieurement le detail de ces résultats.

Règlement concernant la vente des boissons alcooliques ou spiritueuses. (Décret du 9 octobre 1913). — Le décret du 13 décembre 1902, portant règlement général de la vente des boissons alcooliques ou spiritueuses dans la colonie de Madagascar et dépendances et fixation des licences applicables au commerce de ces boissons, a été successivement modifié par les décrets des 1er juin 1903, 19 août 1911 et 14 août 1912.

Une nouvelle modification s'imposait encore. Il importait, en effet, non seulement de définir le commerce au détail, mais aussi celui de gros. Il fallait, en outre, une mise au point de la réglementation déjà en vigueur, afin de la mettre en harmonie, d'une part, avec l'arrêté du gouverneur général en date du 14 mai 1907, réglementant le nombre des débits de boissons, et, d'autre part, avec le décret du 4 octobre 1909 sur la fabrication et la vente de la betsabetsa.

Dans le but de faciliter les recherches à effectuer le cas échéant, il a paru préférable, dans ces conditions, de refondre en un acte unique complet et se suffisant à lui-même, les dispositions éparses dans les textes précités. C'est l'objet du décret signé à Madrid, le 9 octobre, par le président de la République, et que publie le *Journal officiel* du 17 octobre.

L'impôt de la licence consiste en un droit fixe réglé d'après la nature du commerce et la population de la localité où il est exercé. Les diverses professions soumises au droit sont classées de la manière suivante : 1re classe : marchands au détail et débitants de boissons vendant à consommer sur place ou à emporter ; 2e classe : distillateurs, brasseurs et marchands de boissons en gros.

Le taux annuel de la licence est fixé comme suit :

1re catégorie. — Villes de plus de 5.000 habitants : 1re cl. 900 francs ; 2e cl. 200 francs.

2e catégorie. — Localités de 1.000 à 5.000 habitants : 1re cl. 600 francs ; 2e cl. 150 francs.

3e catégorie. — Localités au-dessous de 1.000 habitants : 1re cl. 300 francs ; 2e cl. 150 francs.

Sont qualifiés marchands de boissons en gros, les commerçants qui vendent des boissons alcooliques à emporter par quantités de 11 bouteilles de 75 centilitres à 1 litre ou de 11 litres et au-dessus (cette quantité était fixée antérieurement à 15 litres), ou qui possèdent un magasin central servant à alimenter leurs divers débits :

Est qualifié vente au détail le débit ou la vente par quantités inférieures à 11 litres ou à 11 bouteilles d'une contenance de 75 centilitres à un litre sur place ou à emporter. L'échange ou troc de produits de l'espèce contre des marchandises quelconques, est assimilé à la vente au détail.

Création d'un musée à Tananarive. — Au cours de sa séance du 28 août dernier, l'Académie malgache a eu à examiner une proposition de M. Carle, chef du service de colonisation, tendant à la création à Tananarive d'un musée ethnographique, commercial et agricole.

« Nous sommes tous d'accord, dit M. Carle, pour reconnaître les services que pourrait rendre un musée à Tananarive, surtout si cette institution était comprise avec des vues générales ethnographiques, commerciales et agricoles. Dans sa dernière session, la Chambre d'agriculture a décidé d'installer à Tananarive un musée pour toutes les choses intéressant l'agriculture ; elle a voté sur son budget un crédit de 2.000 francs à cet effet, elle a chargé son secrétaire et moi-même de l'organisation. Peut-être y aurait-il intérêt à grouper tous les efforts faits dans ce sens. A mon avis, il devrait être formé une commission qui serait chargée d'étudier les moyens de créer ce musée; l'Académie pourrait prendre l'initiative de constituer cette commission qui aurait pour mission de soumettre à M. le gouverneur général un plan d'organisation du musée. »

Enseignement. — **Création de circonscriptions scolaires.** — Par arrêté du gouverneur général, en date du 5 septembre, et afin de permettre une inspection plus efficace des nombreuses écoles de l'Ile, la colonie de Madagascar et dépendances est divisée en trois circonscriptions scolaires : 1° la circonscription du Centre ; 2° la circonscription de l'Est ; 3° la circonscriptions de l'Ouest.

A la tête de chacune de ces circonscriptions scolaires est placé un inspecteur européen.

Hygiène-Médecine. — **Contre le paludisme.** — M. le gouverneur général Picquié vient de charger M. le Dr Legendre, médecin des troupes coloniales, de procéder à des études de défense et de protection contre le paludisme. M. le Dr Legendre, connu pour ses travaux sur la prophylaxie de la fièvre paludéenne en Indochine, a visité dernièrement les régions de l'Italie où sévit la malaria.

M. Picquié a mis à sa disposition les crédits nécessaires à l'application des méthodes destinées à combattre le paludisme, notamment à l'assainissement des rizières par la pisciculture Les essais porteront d'abord sur les régions palustres des environs de Tananarive. Des viviers vont être construits pour l'élevage des poissons convenant au peuplement des grandes rizières avoisinant la capitale.

Mines. — **Le graphite à Madagascar, d'après un rapport consulaire anglais.** — Nous avons reçu récemment le rapport consulaire anglais concernant la situation économique de Madagascar pendant l'année 1912. C'est un exposé des plus intéressants qui fait ressortir les progrès accomplis, au point de vue économique, par notre grande possession de l'Océan Indien durant l'exercice écoulé.

Nous en extrayons le passage suivant qui concerne l'industrie du graphite :

Le graphite est le minéral qui, actuellement, retient le plus l'attention des prospecteurs de Madagascar, dont beaucoup restreignent leurs travaux à la recherche exclusive des gisements de graphite. D'après la législation minière en vigueur, un permis de

recherche coûte 25 francs et est valable pour une année. Il donne le droit d'explorer le sol sur une étendue de 2.000 hetares. En principe, le permis de recherche ne comporte pas le droit d'exploiter, et pour extraire le graphite, une concession doit être obtenue qui entraîne le paiement de redevances superficielles très élevées, mais dans la pratique les gisements sont généralement exploités aussitôt que les formalités du bornage sont remplies. La généralisation de cette coutume est indiquée par ce fait que, bien que dix concessions seulement aient été délivrées à la fin de l'année 1912, le nombre de gisements de graphite exploités à cette date dépassait 900, dont les deux tiers ont été mis en œuvre au cours de l'année écoulée.

Le gouvernement de Madagascar, voyant combien de telles méthodes sont préjudiciables au développement de l'industrie minière, a envisagé certaines modifications à la réglementation existante, qui tendront à la fois à réprimer les pratiques actuelles et à faciliter l'acquisition des concessions.

Les gisements de graphite s'étendent du nord au sud de l'île sur plus de 1.300 kilomètres. Ils sont particulièrement nombreux dans les provinces du centre et de la côte orientale. Le graphite de Madagascar, de qualité moyenne, renferme de 60 à 90 0/0 de carbone pur; on a trouvé des gisements renfermant jusqu'à 95 0/0.

Le machinisme a été introduit depuis peu dans la Grande Ile ; les méthodes perfectionnées d'extraction et de manipulation paraissent devoir se généraliser à bref délai.

La plus grande partie du graphite extrait est vendue à Tananarive à des acheteurs anglais.

La main-d'œuvre coûte de 0 fr. 75 à 1 franc par jour, mais les indigènes sont principalement employés à la tâche, leur salaire est alors réglé suivant leur production.

La production du graphite en 1912 a atteint 5.000 tonnes, dont la moitié seulement a été exportée. D'après les statistiques des douanes, les exportations de graphite de la Grande Ile s'établissent comme suit :

1910.....	553	tonnes
1911.....	1.281	—
1912.....	2.637	—

Le service des mines estime que la production du graphite à Madagascar en 1913 sera d'au moins 8.000 tonnes, et que cette quantité sera doublée l'année suivante.

Pêches. — **Etude sur les langoustes de Madagascar.** — M. le professeur Bouvier a présenté à l'Académie des sciences, au cours de sa séance du 6 octobre, une étude de M. Gruvel sur les langoustes de Madagascar. Trois espèces principales vivent dans les eaux de la Grande Ile. La plus importante, au point de vue commercial, est la langouste noire qui se trouve dans les récifs de la côte et qui subit facilement le transport, même à d'assez grandes distances. Une autre variété plus petite, la langouste rouge, supporte mal le voyage. Il existe enfin une dernière variété, la langouste « ornée », de très grande taille, qui pourrait avoir une très grande importance commerciale. Malheureusement, elle habite à de très grandes profondeurs, et il faudrait des engins spéciaux pour la capturer.

Réunion. — Commerce. — **Exposition intercoloniale de Saint-Denis.** — D'après les derniers journaux de Saint-Denis, le Conseil général devait être appelé incessamment à voter un crédit de 20.000 francs pour la prochaine Exposition intercoloniale de Saint-Denis.

Maurice, Madagascar, les colonies sud-africaines, l'Inde française et anglaise, devant participer à cette exhibition, certains pensent que cette somme est insuffisante.

Crédit. — **Taux du change.** — Il paraît que les docks regorgent de riz. Dans le but de faire écouler ce stock considérable sur lequel la Banque de la Réunion a prêté plus d'un million, et aussi pour donner plus de prix aux sucres, le change a augmenté. Il était au 20 août à 5 0/0 et il paraît qu'il atteindra bientôt 7 0/0.

Industrie. — **Les marais salants de la Réunion.** — La Réunion, qui consomme annuellement 3.000 tonnes de sel, importait toute cette quantité de France et de Diégo-Suarez. On annonce « qu'on met la dernière main à une installation complète de marais salants, à l'Hermitage, près de Saint-Gille-les-Bains ».

Les travaux étant activement poussés, les premières tonnes du sel fabriqué à la Réunion ne tarderont pas à faire leur apparition sur le marché local et à entrer dans la consommation.

AMÉRIQUE

Guadeloupe. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

21 *août.* — *Arrêté* du 18 août promulguant dans la colonie le décret du 2 juillet 1913, modifiant la réglementation des droits de pilotage et de navigation à la Guadeloupe.

11 *septembre.* — *Arrêté* du 8 septembre promulguant dans la colonie la loi du 5 août 1913, exonérant à leur entrée en France, à compter du 1er janvier 1914, les denrées coloniales autres que le poivre, le sucre et ses dérivés.

Finances. — **Impôts sur les spiritueux.** — Une commission vient d'être constituée sous la présidence du président de la Chambre d'Agriculture de la Pointe-à-Pitre, à l'effet d'étudier la réorganisation du régime des spiritueux, en vue d'augmenter son rendement au profit du budget local. Elle examinera les mesures pratiques à adopter en vue d'améliorer le mode de perception et de contrôle de l'impôt sur les spiritueux, tant à la production et à la consommation qu'à la sortie de la colonie. Elle étudiera, en même temps, les conditions de fonctionnement les meilleures du service des contributions indirectes.

D'autre part, une mission vient d'être envoyée à la Martinique et dans les Antilles du Sud pour recueillir des documents sur les procédés de fabrication des spiritueux et sur le mode de perception de l'impôt et les conditions d'exercice du contrôle fiscal.

Industrie. — **Exposition intercoloniale de la Trinitad en février 1914.** — Les colonies des Antilles françaises sont invitées à envoyer à cette exposition des spécimens de travaux à l'aiguille : ouvrages de broderie fine, des jours à fils tirés, du crochet et des dentelles. Les ouvrages devront être de petites dimensions, tels que mouchoirs, blouses, cols, robes d'enfant, centres de table; faits sur du bon tissu et susceptibles d'être reproduit au même prix en cas de demande. Ils devront porter leur prix distinctement marqué, ou la mention « pas à vendre ».

Des prix seront attribués aux meilleurs ouvrages.

Guyane française. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

9 *août.* — *Arrêté* du 31 juillet modifiant celui du 27 novembre 1909 rendant applicable aux entrepreneurs de la Guyane le bordereau des prix des travaux.

Arrêté du 31 juillet fixant les attributions de l'officier de Port de la Guyane résidant à Cayenne.

Arrêté du 31 juillet portant modifications à celui du 7 février 1907, qui fixe le tarif des sommes à déposer par les demandeurs en concessions de mines.

23 *août*. — *Arrêté* du 16 août fixant le prix du remboursement des panneaux destinés au bornage des concessions forestières.

MINES. — **Redevances minières.** — Le paragraphe 2 de l'article premier « Frais de vérification » de l'arrêté, n° 122, du 7 février 1907, fixant le tarif des sommes à déposer par les demandeurs en concessions de mines, est ainsi modifié :

Frais de vérification. Permis exclusif de recherche : 50 francs; permis d'exploitation de placers : 1 franc par hectare jusqu'à 250 hectares. Lorsque la surface du permis dépassera 250 hectares, on paiera : 250 francs pour les premiers 250 hectares, plus 50 centimes par hectare pour chaque hectare compris entre 250 hectares et 1.000 hectares, et 25 centimes par hectare pour chaque hectare en sus de 1.000 hectares.

Concessions de mines : 1 franc par hectare, avec maximum de 500 francs.

Saint-Pierre et Miquelon. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

2 *septembre*. — *Arrêté* du 28 août complétant le paragraphe 2 de l'arrêté du 30 décembre 1910 fixant le tarif des droits de navigation à percevoir dans la colonie.

Arrêté du 1er septembre relatif à la fermeture de la pêche dans les étangs et cours d'eau de la colonie.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

4 *septembre*. — *Décret* du 28 juin 1913 portant réglementation des monts-de-piété en Indochine (promulgué le 1er septembre 1913).

Décrets du 8 juillet : 1° rendant applicable dans les colonies françaises et pays de protectorat dépendant du ministère des Colonies la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce; 2° désignant les ports des colonies françaises et pays du protectorat dépendant du ministère des Colonies où seront constituées les commissions de visite prévues à l'article 15 de la loi du 17 avril 1907 susvisée (promulgués le 1er septembre 1913).

Arrêté du 29 août autorisant le versement à la Caisse de réserve de l'Indochine de l'excédent des recettes sur les dépenses du budget général de l'exercice 1912.

Arrêté du 29 août autorisant le versement à la Caisse de réserve du budget général de l'excédent des recettes sur les dépenses du budget du territoire de Kouang-tchéou-wan de l'exercice 1912.

Arrêté du 29 août autorisant le versement à la caisse de réserve de l'Indochine de l'excédent des recettes sur les dépenses du budget de l'exploitation des chemins de fer de l'exercice 1912.

8 *septembre*. — *Arrêté* du 31 août portant répartition en deux régions des bureaux et dépôts publics soumis en Indochine au contrôle des fonctionnaires de l'enregistrement.

Circulaire du 3 septembre au sujet de l'étude de la question de l'eau potable en Indochine.

AGRICULTURE. — **Mission scientifique de M. Auguste Chevalier.** — M. Auguste Chevalier, chef de la mission permanente d'agriculture coloniale au ministère des Colonies, vient d'être chargé par le ministre des Colonies d'une mission d'études en Indochine. Il a quitté Paris le 18 octobre à destination de Saigon. Son absence durera huit mois environ.

Pendant son séjour en Extrême-Orient, M. Chevalier étudiera, de concert avec l'administration locale, les grands problèmes agricoles qui se posent actuellement dans notre colonie d'Indochine. Il réunira des documents pour élaborer le programme des études rizicoles qu'il convient d'entreprendre sans retard pour permettre à l'Indochine de développer sa principale source de richesses. Les questions relatives au caoutchouc, aux caféiers, etc., retiendront également son attention.

Enfin, il séjournera à Java et à Ceylan pour étudier les cultures qui font la fortune de ces pays et recueillir des renseignements afin de faire profiter nos colonies de l'expérience acquise par les planteurs des possessions anglaises et hollandaises d'Extrême-Orient.

COMMERCE. — **Mouvement commercial de l'Indochine pendant le premier semestre 1913.** — Le *commerce général* extérieur de l'Indochine qui atteignait à la fin du premier semestre de 1912 131.987.658 fr., s'est élevé pendant le premier trimestre 1913 à 149.845.506 fr., soit une augmentation de 17.857.848 fr. en faveur de l'année en cours. Cette augmentation porte à la fois sur les mouvements d'entrée et de sortie; les premiers y participent pour 5.816.527 fr., les seconds pour 12.041.321 fr.

Le *commerce spécial d'importation* du premier trimestre 1913 est en augmentation de 5.631.761 fr. sur celui du premier trimestre 1912. Il s'est élevé à 53.683.224 fr., contre 48.051.463 fr. en 1912. Les quatre subdivisions participent à cette plus-value : la Cochinchine pour 4.395.816 fr., le Tonkin pour 1.022.112 fr., l'Annam pour 138.603 fr. et le Cambodge pour 75.230 fr.

Le *commerce spécial d'exportation* de l'Indochine s'est élevé, pendant le premier trimestre 1913 à 58.272.062 fr. et présente, comparativement aux chiffres de la période correspondante de 1912, une augmentation de 12.194.012 fr. La part de chaque pays de l'Indochine dans cette augmentation est de 12.024.630 fr. pour la Cochinchine et de 1.003.300 fr. pour l'Annam. Le Tonkin et le Cambodge accusent par contre des diminutions respectives de 417.200 et 416.718 fr.

Les exportations sur la France et les colonies françaises qui étaient de 10.272.029 fr. pour le premier trimestre 1912 se sont élevées, pendant le premier trimestre 1913, à 13.696.929 fr. La plus-value qui ressort de la comparaison de ces deux chiffres est de 3.424.900 fr. dont 1.595.109 fr. au profit des colonies françaises. L'heureuse situation des échanges avec la métropole est due, en grande partie, au développement des sorties de riz, à la suite d'une récolte abondante en Cochinchine. En effet, au cours du premier trimestre 1913, 57.307 tonnes de cette céréale ont été expédiées en France contre 42.967 pendant la période correspondante de 1912. La différence au profit de 1913 est de 14.440 tonnes, représentées dans les statistiques par une valeur de 2.227.108 fr. Il s'ensuit que le reste de la plus-value, c'est-à-dire 1.197.792 fr. est réalisé par les produits du cru de la colonie, autres que le riz. L'excédent constaté est entièrement fourni par la Cochinchine et l'Annam dont les augmentations sont respectivement de 4.521.730 et 18.787 fr. Les deux autres subdivisions enregistrent par contre des diminutions qui s'élèvent à 1 million 113.862 fr. pour le Tonkin et 1.755 fr. pour le Cambodge. Un seul chapitre présente une différence sensible comparativement à l'année 1912; c'est le chapitre des farineux alimentaires qui accuse une plus-value de 3.358.488 fr.

Les exportations sur l'étranger ont passé de 35.806.021 fr. en 1912 (premier trimestre) à 44.575.133 fr. en 1913, soit une augmentation de 8.769.112 fr. Trois subdivisions participent à cette plus-value. Ce sont par ordre d'importance : la Cochinchine (7.502.900 fr.), l'Annam (984.513 fr.) et le Tonkin (696.662 fr.). Seul le Cambodge est en diminution de 414.963 fr.

De même qu'aux exportations sur la France, ce sont les sorties de riz qui marquent le progrès le plus sensible. Les expéditions de cette céréale à destination des pays étrangers ont atteint au cours du premier trimestre 1913, 196.037 tonnes contre 155.408 tonnes pendant la même période correspondante de l'année 1912. Il ressort ainsi, au profit de l'année en cours, une plus-value de 40.629 tonnes représentant une valeur de 5.063.124 fr. L'augmentation totale des exportations de l'Indochine étant de 8 millions 769.112 fr., il en résulte que les sorties des marchandises du cru, autres que le riz, ont progressé de 3.705.985 fr. 15 chapitres représentent, dans leur ensemble, des augmentations et 18 des diminutions.

Le *commerce intérieur* de la colonie qui était de 47.616.245 fr. à la fin du premier trimestre 1912, atteint en 1913, 52.743.934 fr. La comparaison de ces deux chiffres fait ressortir au profit de 1913 une augmentation de 5.127.689 fr. Cette plus-value se répartit de la façon suivante : entrées, 2.273.692 fr.; sorties, 2 millions 853.997 fr.

Le progrès réalisé est entièrement fourni par l'Annam. Dans cette subdivision les mouvements du cabotage sont en hausse de 2.739.111 fr. aux entrées et de 3.807.526 fr. aux sorties, soit une augmentation de 6.546.637 fr. Les résultats du Cambodge sont également supérieurs de 1.310.562 fr. à ceux de 1912. Par contre les subdivisions du Tonkin et de la Cochinchine sont en diminution; la première, de 2.317.011 fr.; la deuxième de 412.499 fr. malgré une augmentation de 624.660 fr. aux entrées.

Les *opérations de transit* du premier trimestre 1913 se sont élevées à 16.699.245 fr. contre 16.381.572 fr. pour la période correspondante à l'année 1912. L'augmentation en faveur de l'exercice en cours est de 317.673 fr.

Les opérations de transit indochinois sont effectuées à peu près exclusivement par la subdivision du Tonkin. La Cochinchine n'a enregistré, à ce titre, au cours du premier trimestre 1913 que 1.652 fr. représentant les sorties d'entrepôt dirigées sur le Laos siamois.

Examiné dans son ensemble, le *commerce total* de l'Indochine pendant le premier trimestre 1913, présente sur la période correspondante de 1912, une augmentation de 22.985.537 fr.

Le commerce extérieur qui accusait depuis bientôt deux années un mouvement rétrograde, laisse apparaître, grâce à une bonne récolte de riz en Cochinchine, une augmentation appréciable de 17.857.848 fr.

Le commerce intérieur se solde également par un excédent de 5.127.689 fr.

Ces résultats permettent d'envisager l'avenir de l'année courante avec optimisme.

Crédit. — **Prêts sur gage : Organisation des monts-de-piété.** — Un décret du 28 juin 1913 réglemente le fonctionnement des monts-de-piété en Indochine, en voici les dispositions essentielles :

Ils seront établis par arrêté du gouverneur général et auront le monopole exclusif des prêts sur gage dans la colonie. Toutefois le privilège de la Banque de l'Indochine en ce qui concerne les prêts sur récoltes et les avances sur métaux et pierres précieuses est réservé. L'exploitation des monts-de-piété peut être faite en ferme ou en régie; l'affermage a lieu dans la forme ordinaire des adjudications publiques et est concédé pour une durée maximum de six années susceptible d'une ou plusieurs prorogations successives. Le cautionnement définitif du fermier sera fixé par arrêté du gouverneur général.

Les fermiers ne pourront effectuer dans l'immeuble affecté à l'exploitation des monts-de-piété que les opérations réglementaires de ces intitutions : 1° le dépôt ou la mise en gage de l'objet mobilier sur lequel le prêt est consenti ; 2° le dégagement ou le retrait du nantissement, contre remboursement de la somme avancée et des intérêts échus; 3° le renouvellement que l'emprunteur hors d'état de se libérer effectue à l'expiration du terme, s'il ne veut pas perdre le gage qu'il a remis; 4° la vente aux enchères publiques des gages abandonnés par les déposants. Toute autre opération est interdite.

Les prêts sont consentis pour une période de dix mois et renouvelables; cependant une même reconnaissance ne pourra donner lieu à plus de quatre renouvellements. Lorsque le boni provenant des objets vendus aux enchères n'est pas réclamé par le déposant, les sommes en sont versées à la caisse du receveur municipal ou provincial; un arrêté du gouverneur général répartit à la fin de chaque année la totalité de ces sommes entre les diverses sociétés ou établissements philanthropiques ou de bienfaisance de la colonie.

Finances. — **Excédents budgétaires de l'exercice 1912.** — Le *Journal officiel* de l'Indochine du 4 septembre dernier publie plusieurs arrêtés fixant comme suit le chiffre des excédents budgétaires de l'exercice 1912 à verser aux caisses de réserve :

1° Versements effectués à la caisse de réserve de l'Indochine :

3.217.000 piastres provenant du budget général de l'Indochine.

95.690 piastres provenant du budget du Territoire de Kouang-tchéou-wan;

297.880 piastres provenant de l'exploitation des chemins de fer;

2° Versement à la caisse de réserve et prévoyance du Tonkin : 811.790 piastres provenant de l'excédent des recettes sur les dépenses de la colonie.

Hygiène. — **Répression des fraudes alimentaires.** — En vue de mise en application prochaine de la loi du 15 août 1905 sur les fraudes, M. le médecin inspecteur général des services sanitaires et médicaux de l'Indochine vient de soumettre à M. le procureur général un projet d'arrêté visant la répression du mouillage du paddy.

Annam. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

25 *août.* — *Arrêté* du 20 août rendant exécutoire l'ordonnance royale du 16 juillet 1913, instituant en Annam la carte personnelle facultative d'impôt.

La carte personnelle d'impôt constatera l'identité du porteur et lui servira de quittance pour l'impôt personnel. Elle lui permettra de circuler, pour ses occupations et son commerce, dans les autres parties de l'Union Indochinoise sans être astreint à la présentation des laissez-passer ou de toute autre pièce d'identité ou d'origine. Cette carte, dont il existe trois sortes, est valable pendant une année entière, du 1er juillet au 30 juin.

Cambodge. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

21 *août.* — *Arrêté* du 25 juillet autorisant, à compter du 1er septembre 1913, la perception au profit du budget local et en attendant la création du budget urbain de Battambang, de diverses taxes dans le centre de Battambang (taxes immobilières, droits de voirie, autorisations permanentes ou temporaires d'occuper des terrains publics, droits de stationnement et d'amarrage des barques et des chaloupes à vapeur, taxes de fourrière, droit de circulation et de visite des voitures de lavage, taxes diverses, droits de fouille et d'exhumation).

ELEVAGE. — **Entreprise d'élevage.** — Notre confrère le *Courrier Saïgonnais* annonce en ces termes la prochaine création d'une entreprise d'élevage au Cambodge :

« Une Société se propose d'exploiter les innombrables troupeaux de bœufs qui peuplent les pâturages du Cambodge et qui, suivant une récente évaluation quasi-officielle, comptent approximativement 2.400.000 têtes. On reste étonné devant un pareil chiffre, surtout en songeant qu'il faut y ajouter le cheptel du Bas-Laos pour avoir le nombre total de bœufs existant dans la région. Cette richesse considérable est restée inexploitée pendant des années, car nous ne parlons pas de l'expédition de quelques balles de cuirs à Saigon, ni de l'envoi de quelques centaines de bêtes aux Philippines, exportation absolument insignifiante par rapport au chiffre énorme du troupeau global.

« La Société dont il s'agit se propose de fabriquer de l'endaubage et, accessoirement, de l'extrait de viande ».

L'exportation des bovins. — Un arrêté du résident supérieur vient de décider que tout animal appartenant aux races bovines et bubalines, destiné à l'exportation hors du territoire du Cambodge, ne pourra quitter le Cambodge que s'il est accompagné d'une autorisation de sortie délivrée par les chefs de circonscription, leurs délégués ou les chefs de poste européens de la garde indigème et de la carte d'identité visée pour la sortie par les mêmes autorités.

FINANCES. — **Reliquat des budgets résidentiels.** — Une somme de 115,479 piastres représentant le reliquat des budgets résidentiels et des caisses de réserve de ces budgets, a été versée au compte du budget local du Cambodge pour l'exercice 1913.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

4 septembre. — *Arrêté* fixant le maximum des centièmes additionnels à percevoir en 1914 au profit du budget municipal de Saïgon.

FINANCES. — **Budget municipal de Saïgon.** — Le maximum des centièmes additionnels dont la perception est autorisée pour l'année 1914 est fixé comme suit :

1° Centièmes ordinaires : 5 centièmes sur le principal (droit fixe et droit gradué) de l'impôt personnel des asiatiques étrangers; 2° Centièmes extraordinaires : 20 centièmes sur le principal (droit fixe seulement) de l'impôt personnel des Asiatiques étrangers; 200 centièmes sur le principal de l'impôt personnel des indigènes et assimilés.

TRAVAUX PUBLICS. — **Travaux d'assainissement de Saigon.** — Après avoir pris communication du dossier complet relatif aux grands travaux urbains de Saigon et de la délibération prise par le Conseil municipal dans sa séance extraordinaire du 4 août 1913, M. le gouverneur général a câblé au maire de Saigon que des crédits représentant la part contributive du budget général dans la continuation des travaux d'assainissement du quartier Boresse seront prévus au budget de l'exercice 1914.

D'autre part, M. le gouverneur général a donné l'assurance que les études des projets d'assainissement de l'ensemble de la ville sont activement poussés et que le budget général assurera leur réalisation par sa participation la plus large dans les dépenses, Les prévisions pour l'exercice prochain comprennent notamment un crédit de 130.000 piastres spécialement affecté à l'assainissement de la ville de Saigon.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

4 septembre. — *Arrêté* du 29 août remettant en vigueur l'arrêté du 9 décembre 1908 sur les droits sanitaires à percevoir au Tonkin.

Arrêté du 29 août portant création d'une école professionnelle à Haïphong.

Arrêté du 29 août relatif à l'impôt par famille des Man de la province de Lang-son.

INDUSTRIE. — **Création d'une école professionnelle à Haïphong.** — Un arrêté du gouverneur général en date du 29 août dernier institue, à Haïphong une école professionnelle pour l'enseignement du travail de ferronnerie, de mécanique et d'ajustage. Cette école a pour but de former des ouvriers indigènes instruits, aptes à devenir contre-maîtres ou chefs d'ateliers dans les principaux corps de métier; elle est ouverte aux indigènes et assimilés âgés de seize ans révolus, susceptibles de recevoir cet enseignement; d'autres sections pourront y être créées ultérieurement, s'il y a lieu, pour répondre aux besoins de l'industrie.

L'école est placée sous la haute direction de la Chambre de commerce d'Haïphong et, sous le contrôle de l'Administration du Protectorat, est administrée par un conseil. Elle est entretenue par une subvention annuelle imputable au budget local du Tonkin.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

1er *août.* — *Arrêté* du 5 juin 1913 instituant à Nouméa un bureau municipal d'hygiène.

Circulaire et instructions du 28 juin relatives à l'application du décret du 12 septembre 1912 réglementant le séjour des étrangers dans la colonie.

Arrêté du 2 juillet relatif aux droits d'emmagasinage du service des douanes. — Cet arrêté refond en un seul texte toutes les dispositions contenues dans divers actes, modifie les droits d'emmagasinage et certaines règles qui régissent le dépôt des marchandises en douanes. Aux termes de ce nouveau règlement, toute marchandise importée dans la colonie et qui, dans un délai de onze jours, à partir de la date à laquelle aura commencé le déchargement du navire, n'aura pas fait l'objet d'une déclaration en douanes, sera constituée d'office en dépôt. Il en sera de même de toute marchandise d'importation, déclarée dans les délais ci-dessus fixés, mais qui n'aura pas été enlevée dans le même délai, augmenté de quatre jours.

Les marchandises constituées en dépôt seront soumises à une taxe de magasinage de 0 fr. 30 par 100 kilogrammes pour les dix premiers jours; 0 fr. 30 par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes pour les dix jours suivants; 0 fr. 30 par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes pour les dix autres jours; 0 fr. 30 par 100 kilogrammes ou fraction de 100 kilogrammes et par jour pour toute période supplémentaire.

Arrêté du 4 juillet portant règlement pour le tirage des coups de mines dans les carrières, chantiers de mines à ciel ouvert, et tous autres chantiers de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Arrêté du 4 juillet régissant l'exploitation des carrières en Nouvolle-Calédonie.

Arrêté du 4 juillet promulguant le décret du 10 avril 1913 approuvant une délibération du Conseil général relative aux droits de navigation intérieure. — Rapport, décret et délibération joints.

Arrêté du 9 juillet promulguant le décret du 5 mars 1913 sur la vente du pétrole et de ses dérivés. — Rapport et décret joints.

Arrêté du 10 juillet promulguant le décret du 26 mars 1913, relatif au régime des eaux des rivières Dumbéa et Yahoué.

MINES. — **Exportations de minerais pendant les six premiers mois de 1913.** — Suivant les statistiques établies par le Service des douanes de la Nouvelle-Calédonie, les exportations de minerais de la colonie ont atteint, pour les six premiers mois de 1913, les quantités suivantes :

Minerai de nickel	35.275 tonnes
Minerai de chrome.....	24.879 —

Règlement sur l'exploitation des carrières. — Un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 4 juillet dernier (*Journal officiel* de la colonie du 1er août), détermine les règles d'exploitation auxquelles seront soumises désormais les carrières de toute nature, ouvertes ou à ouvrir en Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Cet arrêté comprend cinq divisions qui traitent, la première, des déclarations à faire par l'exploitant, la seconde, des règles d'exploitation, la troisième, de la surveillance de l'exploitation, la quatrième, de la constatation de la poursuite et de la répression des contraventions, la dernière énonce quelques dispositions générales.

Un second arrêté portant la même date, porte règlement pour le tirage des coups de mine dans les carrières, chantiers de mines à ciel ouvert et tous autres chantiers de la Nouvelle-Calédonie.

Etablissements français dans l'Océanie. —

ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *septembre.* — *Arrêté* du 28 août réglementant l'introduction et la vente de l'huile de pétrole et des hydro-carbures dans les Etablissements français de l'Océanie.

Arrêté du 28 août réglementant le travail, l'hygiène et la sécurité à bord des navires armés dans la colonie.

Arrêté prescrivant que la délivrance de l'opium sera effectuée par le service des contributions.

Arrêté portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale.

15 *septembre.* — *Arrêté* rapportant, suivant le vœu émis par la Chambre d'agriculture, le 9 septembre, celui du 17 janvier 1912, réorganisant cette compagnie.

L'arrêté du 27 mai 1911 qui régissait précédemment la Chambre d'agriculture est remis en vigueur avec les modifications suivantes :

L'article 7 dudit arrêté est complété comme suit : « Les membres de la Chambre d'agriculture ne prendront pas part à l'élection du président. »

L'article 11 est, en outre, modifié comme suit : « Sont électeurs et éligibles à la Chambre d'agriculture tous les citoyens français âgés de vingt-un ans, établis dans la colonie depuis un an, propriétaires de biens ruraux en culture ou se livrant à une exploitation agricole comme propriétaires, fermiers ou gérants. »

L'article 18 relatif au vote par correspondance est supprimé.

COMMERCE. — **Réglementation concernant le pétrole et les hydro-carbures.** — Un arrêté local du 28 août dernier (*Officiel* du 1er septembre 1913) vient de réglementer à nouveau l'introduction et la vente de l'huile de pétrole et des hydro-carbures dans les Etablissements français de l'Océanie. Cet arrêté se substitue à ceux des 31 mars 1883, 27 mai 1892, 23 octobre 1900, 5 août 1901 et 25 février 1903 réglementant la matière précédemment et qui sont abrogés.

Cette réglementation vise le débarquement, l'enlèvement, le stationnement dans les dépôts, les récipients, le magasinage, le transport, les quantités tolérées en ville, la vente au détail des huiles de pétrole et des hydro-carbures.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

Annuaire officiel du ministère des Colonies de Belgique. — Un volume relié toile de 700 pages, Imprimerie A. Lesigne, rue de la Charité, 27, Bruxelles. Prix : 3 fr. 50 franco à l'étranger contre mandat-poste international.

Cette publication « officielle » est appelée à rendre de sérieux services, aussi bien aux diverses administrations publiques qu'aux particuliers et à tous ceux qui s'intéressent au Congo belge. L'ouvrage est divisé en deux parties principales : l'une comprend les fonctionnaires du département, classés par rang d'ancienneté, avec l'indication des traitements et attributions respectives : l'autre est réservée au personnel d'Afrique ; celui-ci est classé par catégorie, selon les diverses administrations et par district, zone, secteur et poste, avec les mêmes indications relatives aux traitements, années de service, distinctions, etc. L'exactitude absolue de tous les renseignements est garantie du fait qu'ils sont établis d'après les documents originaux fournis par le ministère des Colonies.

La partie officielle est suivie de la nomenclature des sociétés commerciales qui ont des intérêts au Congo, avec l'indication de leur siège social, personnel administratif, etc.

Enfin une table alphabétique des noms de tous les agents, fonctionnaires, officiers de la force publique du Congo belge, permet de trouver immédiatement la localité dans laquelle ils se trouvent.

Compagnie du chemin de fer du Congo. — Assemblée générale extraordinaire du 27 août 1913. Ordre du jour : création de 30.000 obligations nouvelles, de 500 francs chacune, rapportant 5 0/0 d'intérêt annuel. 13, rue Bréderode, Bruxelles 1913.

A. GLEYZE. — *L'Afrique du Nord* : Maroc-Algérie-Tunisie. — In-8° de 176 pages, orné de 86 gravures ou cartes dont trois hors-texte en couleurs. Prix : 1 fr. 50. Librairie Ferran jeune, Marseille 1913.

La Société de Géographie et d'études coloniales de Marseille avait institué un concours pour un ouvrage scolaire sur la « Géographie élémentaire de l'Afrique du Nord : Maroc, Algérie, Tunisie ». Le lauréat du concours, auquel a été attribué le premier prix (1.000 francs), M. A. Gleyze, directeur de l'Ecole normale des Bouches-du-Rhône, vient de faire éditer l'œuvre couronnée et nous nous faisons un plaisir d'en signaler l'apparition. C'est un joli petit livre qui met remarquablement en lumière l'unité géographique et ethnographique des trois pays de la Berbérie, ainsi que les bienfaits de l'occupation française. C'est d'ailleurs le premier ouvrage scolaire de géographie physique et humaine qui paraît sur notre seconde France et il ne peut manquer de rendre les plus grands services pour la vulgarisation coloniale en Afrique comme dans la métropole. Grâce à son prix modique, il pourra être bientôt dans toutes les mains et on doit en féliciter l'auteur et l'éditeur, en même temps que la Société de Géographie.

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudication.

Le samedi 8 novembre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, assisté de deux Membres du Conseil municipal, et en présence du Receveur Municipal de la Ville de Paris et de M. Deglane, architecte, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en cinq lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *Construction d'une Ecole de Filles et d'une Ecole Maternelle, boulevard Saint-Marcel et rue Nouvelle* (13e arrondissement) ;

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	48.489	1.000
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	189.279	3.800
3e —	Ferronnerie et Serrurerie...	127.323	2.500
4e —	Couverture et plomberie...	43.842	900
5e —	Menuiserie.....	42.792	508

Les plans, les devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée à la Préfecture de la Seine (Secrétariat de la commission d'admissibilité) au plus tard le 19 octobre 1913.

CHEMINS DE FER
DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Forêt de Fontainebleau.

Au moment où l'automne revêt l'incomparable forêt de Fontainebleau de sa plus éclatante parure, alors que les sous-bois présentent des tonalités d'une variété et d'un charme infinis, il n'est pas inutile de rappeler que le service d'automobiles organisé par la Compagnie P.-L.-M. fonctionne tous les jours, jusqu'au 31 octobre, permettant, pour un prix modique, la visite complète de cette forêt sans rivale, la plus belle de France, dont les futaies aux arbres géants, aux chênes plusieurs fois centenaires, les chaos de rochers, les mares légendaires, tentent, chaque année, les pinceaux de paysagistes venus du monde entier.

Octobre est, certainement, le mois qu'il faut choisir pour faire ou refaire cette visite.

Prix de l'excursion (70 kilomètres environ) : 11 francs.

N. B. — Le touriste peut, s'il le désire, n'effectuer que la visite de la partie Nord de la forêt, pour le prix de 4 francs, ou de la partie Sud pour le prix de 8 francs. (8-10-13)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

VOYAGE EN INDOCHINE

Conformément à l'itinéraire préconisé par notre confrère du T. C. F., M. Rondet-Saint, dans son rapport de mission au ministre des Colonies, M. Henry Dupin, directeur de l'Agence des « Voyages Modernes » organise, pour le 29 novembre, un voyage de trois mois, comportant la visite des plus beaux sites et monuments de l'Indochine (Cochinchine, Cambodge, Annam et Tonkin).

Cette expédition d'un haut intérêt ne peut être que très vivement encouragée.

La Direction des *Voyages modernes* (4, avenue de l'Opéra) enverra gracieusement son programme à nos lecteurs désireux d'en prendre connaissance.

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (15-10-13)

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON
ET A LA MEDITERRANÉE

Voyages à itinéraires facultatifs, de France en Algérie, en Tunisie et aux Echelles du Levant ou vice versa.

Carnets individuels ou collectifs, 1re, 2e et 3e classes, délivrés pour voyages pouvant comporter des parcours sur les réseaux métropolitains, départementaux (réseau de la Corse), algériens et tunisiens, ainsi que sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation mixte (Compagnie Touache), par la Société Générale de Transports maritimes à vapeur, par la Compagnie Marseillaise de Navigation à vapeur (Fraissinet et Cie) ou par la Compagnie des Messageries Maritimes. Ces voyages doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours Maritimes et algériens, tunisiens ou corses.

Minimum de parcours sur les réseaux métropolitains : 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués par les paquebots de l'une seulement des quatre Compagnies de navigation participantes; ils peuvent cependant être effectués à la fois par les paquebots de la Compagnie des Messageries Maritimes ou de la Compagnie Marseillaise de navigation à vapeur (Fraissinet) et par ceux de l'une quelconque des trois autres Compagnies de navigation.

Validité : 90 jours; 120 jours lorsque les carnets comprennent des parcours sur les lignes desservies par la Compagnie des Messageries Maritimes. Faculté de prolongation moyennant paiement d'un supplément.

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours.

Demander les carnets cinq jours à l'avance à la gare de départ.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliées par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).
(15-10-13).

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boîtes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80; 2e classe, 104 fr. 25; 3e classe, 67 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).
(15-10-13)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1793
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'automne aux Pyrénées, sur la Côte d'Argent et sur la Côte Vermeille.

Voici le moment venu où de nombreuses personnes vont songer à un déplacement leur permettant de retrouver avec une température beaucoup plus douce, les agréments offerts par des stations telles que Pau, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Arcachon, Vernet-les-Bains, Amélie-les-Bains, Banyuls-sur-Mer, etc.

En vue de faciliter ces voyages, la Compagnie d'Orléans fait délivrer par toutes les gares de son réseau pour les stations thermales et balnéaires du réseau du Midi, des billets d'aller et retour (individuels et de famille) à prix réduits et valables 33 jours avec faculté de prolongation.

Les voyageurs ont, en outre, quotidiennement à leur disposition plusieurs trains rapides ou express dans chaque sens entre Paris et Pau-Biarritz, comprenant de grandes voitures à bogies et intercirculation (jusqu'au 1er novembre à l'aller et jusqu'au 2 novembre 1913 au retour, train de luxe quotidien extra rapide de nuit « Pyrénées-Côte-d'Argent » composé de wagons-lits avec salons-lits, lits ordinaires et couchettes. Ce train sera remis en marche du 20 décembre 1913 au 3 mai 1914).

Les relations avec la « Côte Vermeille » via Montauban-Toulouse, sont rendues très commodes par un service rapide de luxe quotidien « Paris-Barcelone Express », avec wagons-lits et voitures des trois classes à couloir entre Paris-Quai-d'Orsay et Port-Bou ; entre Paris-Quai-d'Orsay et Villefranche-Vernet-les-Bains, voitures directes 1re et 2e classes, à couloir, avec lits-toilette et couchettes. (15-10-13)

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.

II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française

III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.

IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.

V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.

VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties ; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

NOUVEAU CIRQUE

251, *rue Saint-Honoré*, 251.

M. Charles Debray, l'actif directeur du Nouveau-Cirque, vient encore d'ajouter à son programme des numéros sensationnels.

C'est tout d'abord le numéro de force exécuté par l'Australien Evelyn, merveilleusement présenté par notre confrère M. Brouilhet : Harold Evelyn véritable hercule soulève douze hommes avec ses pieds, puis on lui laisse tomber sur la poitrine, de 1 mètre de hauteur, une pierre de 30 kilogrammes ! C'est un numéro sensationnel et particulièrement émotionnant.

Il faut citer l'homme sauvage, un être fantastique qui produit chaque soir sur le public une profonde impression ; Kauffmann, dresseur émérite ; les rois du Tango ; le siffleur Gomez ; les Mitouta ; etc., etc.

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à **SAINT-DENIS (RÉUNION)**
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à **PARIS, 54, rue Blanche, 54.**

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

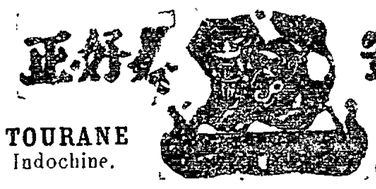
MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie, à RAISMES**
LEZ VALENCIENNES (Nord) Prix **150 Francs**
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres via Dieppe et Newhaven par la gare Saint-Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris) départ de Paris Saint-Lazare : à 10 heures (1re et 2e classes) via Pontoise et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes) via Rouen. Grande économie.

Prix des billets. — Billets simples valables 7 jours : 1re classe, 48 fr. 25 ; 2e classe, 35 francs ; 3e classe, 23 fr. 25

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re classe, 82 fr. 75 ; 2e classe, 58 fr. 75 ; 3e classe, 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Excursions. — Billets d'aller et retour valables pendant 15 jours délivrés à l'occasion des fêtes de Pâques, de la Pentecôte, de la Fête nationale, de l'Assomption et de Noël, du Derby d'Epsom et des régates d'Henley, de Paris Saint-Lazare à Londres, ou toute autre gare de la Compagnie de Brighton. 1re classe, 49 fr. 05 ; 2e classe, 37 fr. 80 ; 3e classe, 32 fr. 50.

Ces billets sont valables par tous les trains et donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à Rouen (suivant le train utilisé), Dieppe, Newhaven, Lewes ou Brighton.

Pour plus de renseignements, demander le bulletin spécial du service de Paris à Londres, qui est expédié, franco à domicile, sur demande affranchie adressée au Secrétariat des Chemins de fer de l'Etat (Publicité), 20, rue de Rome, à Paris.

En outre, un Petit guide de Londres, sous couverture artistique, orné de jolies gravures au trait et comportant un plan sommaire de Londres, est mis en vente au prix de 0 fr. 20, dans les bibliothèques des gares du réseau de l'Etat, ou expédié franco, à domicile. contre l'envoi de cette somme en timbres-poste, à l'adresse indiquée ci-dessus. (15-10-13)

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. del), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMINS DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Services directs entre Paris et le Maroc via Marseille.

Pendant l'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains de luxe composés de confortables voitures. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe). (Voir les indications pour les périodes de mise en marche.)

Billets simples de Paris à Tanger, valables 15 jours.

De Paris à Tanger, par les paquebots de la Compagnie de navigation mixte (Touache) via Oran : 1re classe, 201 fr. 60 ; 2e classe, 138 fr. 60 ; 3e classe, 93 fr. 60 ; de la Compagnie Paquet : 1re classe, 196 fr. 60 ; 2e classe, 135 fr. 60.

Ces prix comprennent la nourriture à bord des paquebots.

Arrêts facultatifs sur le réseau P.-L.-M. Franchise de bagages : en chemin de fer : 30 kilogrammes ; sur les paquebots : 100 kilogrammes en 1re classe ; en 2e classe, 60 kilogrammes ; 3e classe, 30 kilogrammes. Enregistrement des bagages de Paris à Tanger ou réciproquement.

Délivrance des billets à la gare de Paris P.-L.-M., à l'agence de la Compagnie de navigation mixte, chez M. Desbois, 9, rue de Rome et dans les bureaux de la Société générale de transports maritimes à vapeur, 8, rue Ménars, pour les parcours à effectuer par les paquebots de la Compagnie Paquet. (15-10-13)

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

L'hiver à la Côte-d'Azur.

Des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures desservent pendant l'hiver les stations du littoral.

Billets d'aller et retour collectifs, 2e et 3e classes, valables jusqu'au 15 mai 1914, délivrés du 1er octobre au 15 novembre, aux familles d'au moins trois personnes, par les gares P.-L.-M. pour Cassis et toutes gares P.-L.-M. situées au delà vers Menton. Parcours simple minimum : 400 kilomètres (le coupon d'aller n'est valable que du 1er octobre au 15 novembre 1913).

Prix : les deux premières personnes payent le plein tarif, la troisième personne bénéficie d'une réduction de 50 0/0, la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Arrêts facultatifs.

Demander les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

Nota. — Il est également délivré, dans les mêmes conditions, des billets d'aller et retour de toutes gares P.-L.-M. aux stations hivernales des chemins de fer du Sud de la France (Le Lavandou, Cavalaire, Saint-Tropez, etc.). (15-10-13)

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa ; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

BANQUE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Said, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt ; *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	24 oct. 7-21 nov. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	17-31 oct. 14-28 nov. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	16-30 oct. 13-27 nov. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	26 oct. 8 nov. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	18 oct. 1er nov. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	12 novembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	2-16-30 nov. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	16 oct. 13 nov. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	30 oct. 27 nov. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

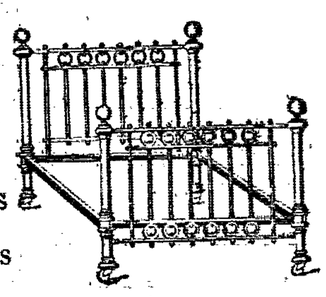
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successseur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration: M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur: M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

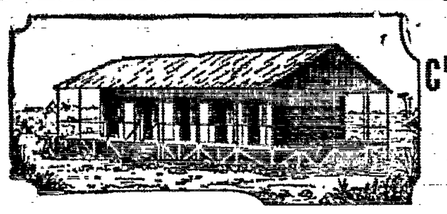
Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Égypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*
INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIENIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
)-(

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.C. REGISTERED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3,50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la **fourbure** — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.

Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.

Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.

Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,

ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 NOVEMBRE 1913. — N° 21.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUEES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr. :* COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. *français* et *Code interprète Veslot.*
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. L'EMPRUNT DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.. 729
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'immatriculation foncière au Maroc..... 730
L'Institut scientifique du Maroc..... 731
Les surprises de l'Ouenza..... 731
Le statut des contrôleurs civils en Tunisie..... 732
Bizerte préfecture maritime..... 732
L'apprentissage et la vulgarisation agricoles au Dahomey 733
L'inspection générale des amandes de palme..... 734
Le bagne de la Guyane..... 734
Le mouvement commercial de l'Indochine en 1912..... 734
La situation politique en Cochinchine..... 735
Le régime douanier des poivres..... 736
Le *borer* du caféier au Tonkin..... 736
L'amélioration des riz de Cochinchine..... 737
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 737
Possessions britanniques..... 740
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
Les chemins de fer algériens. — C. M..... 742
V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 745
VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 749
VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 762

L'EMPRUNT de l'Afrique Équatoriale Française

Les députés ont trouvé dans les documents qui leur ont été distribués le mardi 4 novembre, jour de la rentrée, le projet de loi autorisant le gouvernement général de l'Afrique Équatoriale Française à contracter un emprunt de 175 millions pour construction de chemins de fer, travaux d'aménagement et installations. Ce projet avait été déposé le 8 août dernier et renvoyé à la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies. Voilà deux dates qu'il faut retenir, car elles permettront de juger si le Parlement va en cette affaire comprendre son devoir qui est de ne point laisser moisir dans les cartons un projet aussi urgent.

Ce qu'est ce projet, nos lecteurs le savent. Nous avons fait connaître ici et le discours de M. Merlin à son conseil de gouvernement, acte initial de ce projet, et les travaux auxquels il a donné lieu de la part des services de la colonie, et les conférences de M. Merlin à l'Union coloniale française et en maintes villes, enfin le magistral article de la *Revue politique et parlementaire* dans lequel M. Roume montrait la nécessité de cet emprunt.

La presse et ces diverses manifestations ont saisi l'opinion de l'affaire et il est apparu à tous les hommes de bon sens soucieux de la grandeur de la France et de sa réputation qu'un sacrifice en faveur de l'ancien Congo était indispensable et urgent. Après ces travaux préparatoires très complets, l'exposé des motifs élaboré par le gouvernement ne pouvait que gagner à être bref. C'est ce qu'on a compris. Un mince cahier de 11 pages expose les grandes lignes du projet.

L'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 ne doit point arrêter les efforts commencés en 1909 pour développer l'activité économique du pays. « Plus que jamais, dit l'exposé des motifs, il nous semble nécessaire de renforcer l'occupation du pays et d'assurer son prompt développement économique par l'exécution de grands travaux (chemins de fer, ports, voies de navigation, télégraphes) ». L'établissement d'une voie ferrée entre Brazzaville et Pointe-Noire, l'aménagement de ports aux deux extrémités de cette voie

ferrée, celui des cours du Congo et de l'Oubangui, du port de Bangui, la construction d'un chemin de fer à voie étroite de ce dernier point à Fort-Crampel, souderont fortement les unes aux autres les diverses parties de l'Afrique Équatoriale Française. L'achèvement des ports de Cap-Lopez et de Libreville, les améliorations de l'estuaire du Gabon, du delta de l'Ogooué et de ce fleuve jusqu'à N'Djolé, l'ouverture d'un chemin de fer de N'Djolé à Kandjama (Haut-Ivindo) et l'éclairage de toute la côte maritime permettront la mise en valeur des régions du Gabon et du Bas-Congo.

A côté de ces grands travaux qui coûteront: les voies ferrées 155 millions, les aménagements des ports, rades et cours d'eau 12.700.000 francs, il faut signaler des installations administratives pour 4 millions et un réseau électrique et radio-électrique pour 3.300.000 francs.

Ces 175 millions de francs de dépenses seront espacés sur dix années, aussi la charge d'au moins 8 millions de francs que cet emprunt représente ne pèsera pas tout de suite sur l'emprunteur. La colonie cependant ne peut assumer actuellement pareille charge. L'exposé des motifs dit qu'on peut escompter que les ressources du budget général de la colonie donneront dans dix ans un total de recettes s'élevant à environ 15 à 16 millions. On espère qu'en 1922, les recettes du budget général laisseront une dizaine de millions de francs d'excédent: « Jusqu'à cette époque il est de toute nécessité, dit le projet ministériel, que la métropole, lui prêtant un appui financier qu'elle a largement accordé à d'autres, lui donne la garantie de son crédit pour l'amortissement de l'emprunt. Ce concours constituera une avance remboursable non productive d'intérêts, mais, afin que la durée de cette aide soit limitée, la colonie sera tenue d'effectuer obligatoirement au service de l'emprunt l'intégralité de la portion de ses recettes brutes propres de toute nature excédant 8 millions de francs. »

Voilà dans ses grandes lignes, l'opération sur laquelle le Parlement est appelé à se prononcer. Il ne doit pas y avoir pour lui d'hésitation. Des considérations économiques et patriotiques lui font un devoir de prêter à l'Afrique Equatoriale Française l'aide qu'elle réclame. L'avenir prouvera que l'opération est bonne et non pas seulement honorable. Il faut que députés et sénateurs fassent cette fois diligence; que le rapport de la Commission des Affaires extérieures et celui de la Commission du budget ne soient pas des documents énormes dans lesquels les auteurs découvriront le pays et instruiront les autres en s'instruisant eux-mêmes. On peut faire une œuvre sérieuse tout en ne faisant pas un ouvrage propre à paraître en librairie ensuite. Les rapports parlementaires ne gagnent rien à être le premier tirage d'un livre. Agir ainsi, c'est perdre du papier et du temps. Nous espérons que les rapporteurs le comprendront et ne feront pas attendre longtemps à l'Afrique Equatoriale l'autorisation qu'elle sollicite. Il y a d'ailleurs, pour les convaincre que cette autorisation presse, un argument pratique apporté par un projet distribué en même temps que celui que nous venons d'analyser, projet qui porte modification de la loi du 12 juillet 1909 autorisant l'emprunt de 21 millions du Congo français.

Ce projet augmente la somme affectée aux missions hydrographiques et dit: « Le projet d'emprunt de 175 millions prévoit l'organisation de missions hydrographiques, soit pour la préparation des travaux d'aménagement, soit pour le balisage et l'organisation du pilotage. Il sera beaucoup moins onéreux d'affecter à ces missions le personnel actuellement sur les lieux que de le rapatrier pour recruter un nouveau personnel six mois ou un an plus tard; d'autant plus qu'on serait obligé, dans ce dernier cas, de mettre au port et d'immobiliser le matériel de navigation utilisé par les missions actuelles. » Pour que l'inconvénient auquel on échappe en ce moment ne se représente pas plus tard, il faut que l'emprunt de 175 millions ne tarde pas, et c'est en ne négligeant pas des considérations de cet ordre qu'on fait de bonne besogne et sert les intérêts généraux. Malheureusement le Parlement ne les prend guère en considération, l'Afrique Occidentale ne le sait que trop. Souhaitons que sa voisine soit mieux traitée.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'immatriculation foncière au Maroc. — La Tunisie a été la première de nos possessions à imiter l'Australie et à introduire chez elle l'immatriculation foncière. Depuis, son exemple a été suivi à Madagascar et dans l'Afrique Occidentale, et le n° 46 du *Bulletin officiel du protectorat* vient de publier un dahir (on appelle ainsi les décrets chérifiens) du sultan qui l'institue également au Maroc.

Le but de l'immatriculation, c'est de procurer aux propriétaires des titres de propriété clairs, sur lesquels il ne puisse plus s'élever aucune contestation. Et la perpétuité de ces titres est assurée par leur inscription sur un registre matricule officiel, tenu par un magistrat spécial, qu'on appelle conservateur de la propriété foncière. Ils sont accompagnés d'un plan repéré sur la géodésie du pays et qui peut ainsi être toujours reconstitué, même si les bornes disparaissent. Une fois ce titre établi, aucun acte affectant la propriété n'est valable s'il n'y est inscrit. En consultant le registre du conservateur, on peut donc savoir quelle est, à n'importe quel moment donné, la situation exacte d'une propriété immatriculée.

Nulle part, assurément, cette institution ne rendra d'aussi grands services qu'au Maroc. Tout le monde est d'accord, en effet, sur l'effroyable gâchis qui règne dans la propriété en ce pays. Pour un même domaine, il existe souvent plusieurs titres, les uns faux, car l'industrie des faux titres a été de tout temps florissante, les autres si mal établis qu'il est difficile de reconnaître les limites. Dans ces conditions, quiconque achète ne sait ni ce qu'il achète, ni à quelles revendications et à quels procès il va être exposé. L'immatriculation foncière mettra fin à ces embarras. Voici comment elle fonctionnera.

Une conservation foncière est créée au chef-lieu de chaque tribunal de première instance, pour tenir le registre foncier de la circonscription et exécuter les formalités d'immatriculation des immeubles. Le détenteur de droits réels sur une propriété pourra demander l'immatriculation au conservateur. Celui-ci commencera par fixer une date pour le bornage provisoire de la propriété. Cette opération sera annoncée à l'avance par la plus large publicité, afin que tous ceux qui croient avoir des droits sur

elle soient avisés et puissent les faire valoir. Le bornage sera fait par le conservateur ou son délégué, assisté d'un géomètre assermenté du service topographique. Il en sera dressé un procès-verbal mentionnant toutes les oppositions qui se seront produites et accompagné d'un plan du bornage. Pendant un délai de deux mois, les oppositions pourront encore être reçues, soit chez le juge de paix français, soit chez le caïd ou le cadi de la circonscription. Ces oppositions pourront être faites par voie orale aussi bien que par voie écrite, disposition qui était nécessaire dans un pays où les illettrés sont si nombreux. S'il n'y a pas d'opposition, le conservateur immatricule et tout est fini. S'il y a des oppositions, le dossier est transmis au tribunal de première instance qui s'adjoint deux assesseurs musulmans ayant voix consultative. Contrairement à ce qui existe en Tunisie où le tribunal mixte juge souverainement, son jugement est susceptible d'appel. Celui-ci est instruit et jugé par la Cour d'appel de Rabat, avec une procédure exactement semblable à celle de la première instance. Les jugements d'appel sont irrévocables. Seul, le procureur général peut demander le renvoi à la Cour de cassation et seulement dans l'intérêt de la loi.

L'immatriculation sera facultative, mais il arrivera sûrement ce qui est arrivé en Tunisie : jamais les Européens n'achèteront sans y avoir recours. Elle constitue une garantie trop précieuse pour qu'on la dédaigne. Une autre disposition porte que le dahir ne sera applicable que dans les parties de l'empire que des arrêtés viziriels désigneront. Il est évident que dans les parties non pacifiées, on n'y peut songer encore.

L'Institut scientifique du Maroc. — Ce qui rend l'organisation du Maroc intéressante, c'est que nous y profitons de l'expérience acquise dans toutes nos autres colonies. Et, ce n'est pas seulement pour ce qui concerne les institutions administratives et judiciaires, mais c'est pour tout ce qui regarde la mise en valeur économique du pays.

A ce dernier point de vue, un des grands progrès qui ont été réalisés de notre temps a consisté à appeler la science au secours de la pratique. La science a des méthodes d'étude qui lui permettent d'élucider avec rapidité des questions que le simple empirisme ne parvenait à résoudre autrefois qu'avec une extrême lenteur.

Dès que le Maroc a été accessible, de nombreux savants se sont mis à l'explorer. Mais, leurs travaux entrepris au hasard des initiatives individuelles, sans plan d'ensemble, sans unité de direction, restaient ensuite dispersés. A l'imitation des colonies anglaises qui, toutes, ont des services qu'elles appellent *surveys* où se concentrent toutes les études faites sur le pays, le général Lyautey vient de créer un Institut scientifique qui sera chargé de coordonner les efforts des savants qui s'occuperont du Maroc. Et il a placé à la tête de cet Institut, M. Louis Gentil, le distingué professeur de la Sorbonne qui est en même temps président de la Société géologique de France et qui a déjà exécuté de nombreux voyages au Maroc.

M. Gentil vient de partir pour Rabat où l'Institut scientifique sera probablement installé. Avant de quitter Paris, il a indiqué, dans une interview, comment il comprenait sa mission. Son premier soin sera d'entreprendre une carte géologique du Maroc. Une carte de ce genre rendra d'inestimables services à la fois aux travaux publics et aux prospecteurs. Par elle, les travaux publics sauront à l'avance quelle est la nature des terrains que la route et les chemins de fer auront à traverser et sur quels points ils trouveront des matériaux de construction. Les prospecteurs sauront de quels côtés ils doivent diriger leurs recherches, car on sait que les gisements miniers ne se trouvent que dans certaines couches du sol. Que donnera le Maroc au point de vue minier? On ne le sait point encore, ce qui n'a rien d'étonnant, puisque ce n'est qu'aujourd'hui, quatre-vingts ans après la conquête, que l'on commence à connaître les richesses de l'Algérie. Mais la carte géologique projetée par M. Gentil facilitera et hâtera la reconnaissance.

L'étude des eaux occupera ensuite spécialement l'Institut scientifique. Les eaux pour l'alimentation des villes où sévit actuellement beaucoup trop la fièvre typhoïde; la science géologique a des procédés sûrs pour la recherche des nappes et des sources qui pourront fournir des eaux pures. Les eaux superficielles qui sont beaucoup plus abondantes au Maroc que dans le reste de l'Afrique du Nord et dont pas une goutte ne devrait se perdre, tout devrait être employé en irrigations. Les eaux souterraines dans les régions du sud : le Sous, le versant méridional de l'Atlas, le Tafilelt, il existe certainement de grandes nappes artésiennes que l'on pourra amener au jour pour fertiliser des milliers de kilomètres carrés.

Enfin, l'Institut scientifique s'occupera de rechercher comment pourront être appliqués au Maroc les principes de la science agricole moderne. Une partie du Maroc, qu'on peut évaluer au quart de sa superficie, est bien cultivée par les indigènes, mais à l'aide de procédés qui peuvent être beaucoup perfectionnés. Une autre partie considérable, laissée aujourd'hui à peu près en friche parce qu'il n'y pleut pas assez pour obtenir des récoltes par les moyens indigènes, pourrait être conquise par la culture à l'aide des procédés découverts par les colons algériens et améliorés encore par les Américains qui leur ont donné le nom de *dry farming*.

Les surprises de l'Ouenza. — C'est le titre sous lequel les journaux algériens rapportent les incidents qui cahotent la marche de cette affaire qui sera décidément, jusqu'au bout, étonnamment fertile en péripéties. De ces surprises, il n'y en a pas eu moins de trois pendant la dernière quinzaine.

Première surprise. Les Algériens pensaient que la nouvelle combinaison n'aurait pas à revenir devant le Parlement. D'une part, le gouverneur général est investi du pouvoir de concéder les mines et minières sans qu'il soit besoin de l'approbation du Parlement. Donc, la nouvelle combinaison, imaginée par M. Lutaud et réalisée grâce à l'aide du ministre des Travaux publics, était définitive. D'autre part, nous avons expliqué que, pour desservir les mines de l'Ouenza et du Bou-Kadra, on mettrait à voie large le chemin de fer déjà existant de Tébessa à Souk-Ahras. Les concessions de chemins de fer en Algérie doivent être approuvées par le Parlement. Mais un élargissement de voie n'est pas une concession. Et, comme cet élargissement peut être fait sur les ressources de la colonie, sans emprunt, on pensait n'avoir pas besoin d'un nouveau vote du Parlement. Mais les socialistes, qui ont tant contribué depuis dix ans à tenir en échec tous les projets faits pour la mise en exploitation de l'Ouenza, ne l'ont pas entendu de cette oreille. M. Jaurès, dès que la nouvelle convention a été connue, a immédiatement publié dans l'*Humanité*, un article démontrant que la question ne peut être résolue que par un vote formel des Cham-

bres. « Sous aucun prétexte, concluait cet article, le Parlement ne *doit* être dessaisi. » Et M. Albert Thomas, autre député socialiste, a déposé une demande d'interpellation. Il soutiendra cette thèse que le Parlement ayant été saisi de l'affaire une première fois, le gouvernement commet une inconvenance à l'égard de la Chambre et du Sénat, en prétendant la résoudre par un simple décret présidentiel. Ce sera une occasion d'attaquer le ministère sur laquelle on cherchera à le renverser. La question de l'Ouenza se transforme ainsi en une question politique sur laquelle vont se compter tous les adversaires du cabinet.

Deuxième surprise. L'Allemagne est intervenue. On a exagéré l'importance de cette intervention, mais elle est réelle. Pour en comprendre la cause, il faut se rappeler que le consortium international qui avait été formé pour l'exploitation du gisement et pour l'exploitation et la construction du chemin de fer destiné à le desservir, était composé de dix grands établissements métallurgiques, parmi lesquels trois étaient allemands. Ce sont deux de ces établissements allemands, les sociétés Gelsenkirchen et Thyssen qui, par l'intermédiaire de l'ambassade allemande, ont fait parvenir une protestation au gouvernement français. Ces établissements se plaignent de deux choses: 1° dans le consortium, la part qui leur était allouée portait sur la totalité de l'affaire; tandis qu'aujourd'hui, en vertu de la nouvelle combinaison, elle ne porte plus que sur 45 0/0 de l'affaire; 2° dans l'ancienne convention il était spécifié que le minerai serait livré, aux établissements métallurgiques faisant partie du consortium, au prix de revient. Dans la nouvelle convention, cette disposition a disparu. Les établissements allemands prétendent que les conditions formulées dans l'ancienne convention sont des droits acquis et ils demandent qu'elles soient reconnues dans la nouvelle convention. Jusqu'ici, le gouvernement allemand s'est borné à transmettre leur réclamation sans l'appuyer d'aucune réflexion d'aucune sorte. Il n'y a donc pas eu, à proprement parler, intervention politique.

Troisième surprise. La nouvelle société de l'Ouenza devait se réunir le 20 octobre dernier pour se constituer définitivement. Cette réunion n'a pas pu avoir lieu. Nous avons expliqué que, dans cette nouvelle société, l'ancien consortium, dit groupe Carbonel, devait fournir 45 0/0 du capital. Le groupe adversaire, dit groupe Kroller 35 0/0, et que les 20 0/0 restant avaient été réservés à six établissements financiers de l'Algérie. Or, parmi ces établissements financiers, le Crédit algérien auquel il avait été réservé 2 0/0, n'a pas fourni sa part en temps utile. Dans ces conditions, le ministre des Travaux publics a fait renvoyer la réunion à plus tard. Il a invité le gouverneur général à mettre la banque récalcitrante en demeure de s'exécuter sur le champ, faute de quoi M. Lutaud devra, soit désigner un autre banquier, soit répartir les 2 0/0 entre d'autres souscripteurs.

Le statut des contrôleurs civils en Tunisie. — Poursuivant son œuvre de réformes qui consiste à prendre successivement tous les services du protectorat les uns après les autres et à remanier leur organisation pour profiter de toutes les indications qu'a fourni l'expérience, M. Alapetite vient d'obtenir la signature d'un décret qui va doter le service des contrôles civils en Tunisie d'un statut nouveau apportant de considérables améliorations à l'ancien.

Ce nouveau statut confirme une exigence heureuse dont M. Alapetite avait déjà établi la règle. Nous n'avons cessé de faire campagne pour que l'obligation de connaître la langue de la population qu'ils administrent, soit imposée aux fonctionnaires coloniaux. Un homme qui a besoin d'un interprète ne peut entrer en contact direct avec ses administrés et, quel que soit son mérite, il dépend de la fidélité et de la capacité d'un subordonné. M. Alapetite avait créé pour les contrôleurs civils un stage obligatoire de deux ans, au bout duquel ils devaient passer un examen d'arabe. S'ils étaient reçus, ils étaient nommés contrôleurs suppléants. S'ils échouaient, un nouveau délai d'un an leur était accordé. Après quoi, s'ils n'avaient pas été définitivement reçus, ils étaient renvoyés. Ces dispositions sont consacrées par le décret.

Mais en même temps qu'il lui impose une obligation que nous jugeons indispensable, le nouveau statut défend le corps des contrôleurs contre les intrusions dont il avait à souffrir et améliore notablement sa situation matérielle. A l'avenir, trois places sur quatre seront obligatoirement attribuées aux stagiaires qui auront passé l'examen. Pour la quatrième, il pourra être fait un choix en dehors des stagiaires. Mais, ce choix est strictement limité à deux catégories de personnes. Ces deux catégories sont : les officiers ayant servi dans les affaires indigènes et les fonctionnaires tunisiens sachant l'arabe. Il ne sera donc plus possible aux politiciens de la métropole de faire nommer dans les contrôles des créatures n'ayant ni aptitude, ni moralité. Un procès, dont s'occupe en ce moment toute la Tunisie, a montré combien il était nécessaire de supprimer cet abus.

Quant à l'amélioration matérielle, elle est notable, puisque les soldes vont être relevées d'un quart. Au lieu de terminer sa carrière à 9.000 francs, un contrôleur civil pourra arriver désormais à 12.000 francs. Cela, bien entendu, non compris les diverses indemnités de résidence, de cheval, etc., qui ne sont que le remboursement de dépenses obligatoires afférentes à la charge.

Nous ne cesserons de le dire, il n'y a pas d'emploi qui réclame plus d'activité, plus d'intelligence et plus de qualités morales que celle des administrateurs coloniaux de toute sorte, auxquels il est indispensable d'imposer par surcroît, la connaissance de langues souvent très difficiles à apprendre. Ils sont généralement rétribués d'une façon mesquine qui ne nous fait pas honneur quand on la compare aux traitements des fonctionnaires anglais et hollandais des colonies. Aussi applaudissons-nous à l'exemple que donne la Tunisie, en relevant spontanément le sort des siens.

Bizerte préfecture maritime. — Enfin, Bizerte va être appelé à jouer un rôle en rapport avec son incomparable situation stratégique et avec l'admirable point d'appui que, grâce à la nature, il offre à nos flottes. Désormais, notre effort maritime devra être concentré à peu près exclusivement dans la Méditerranée. Par suite de ses conquêtes, la France est aujourd'hui composée de deux moitiés, dont l'une est la vieille métropole et l'autre l'Afrique du Nord, lesquelles sont séparées par la mer. Autrefois, Toulon nous suffisait dans la Méditerranée. Aujourd'hui, étant données les conditions nouvelles, il faut un pendant à Toulon sur les côtes d'Afrique. Cependant, ce ne peut être que Bizerte avec son lac vaste et profond où toutes les flottes du monde pourraient trouver un abri.

Notre actif ministre de la Marine est allé visiter les lieux pendant la dernière quinzaine d'octobre. C'était la seconde fois qu'il faisait ce voyage. Il en est revenu avec une idée très claire des

devoirs qui s'imposent à notre marine, maintenant que le théâtre principal de son rôle est transporté dans la Méditerranée. Quelques-uns de nos anciens établissements maritimes sur l'océan Atlantique ne répondant plus aux nécessités des flottes modernes, il faut renoncer à les entretenir sur le même pied que dans le passé et reporter toutes les ressources qui deviendront ainsi libres sur le port de Bizerte.

Dans une interview au *Temps*, M. Baudin a expliqué comment il entendait développer l'organisation de Bizerte. On sait que le port de guerre se compose de deux parties bien distinctes. Dans le goulet, presque à l'entrée du lac, se trouvent les bâtiments où résident l'état-major de la marine, les flottilles de contre-torpilleurs, les sous-marins, des ateliers et des magasins. Puis, à quinze kilomètres de là, au fond du lac, est situé l'arsenal de Sidi-Abdallah avec des bassins de radoub, des ateliers de construction et des approvisionnements pour le ravitaillement des navires. Quand on a choisi cet emplacement pour l'arsenal, on s'est préoccupé surtout de le mettre à l'abri d'un bombardement venant de la pleine mer. Certes, ce résultat a été obtenu, mais l'expérience a révélé que c'est au prix de gros inconvénients.

Pour aller se ravitailler à Sidi-Abdallah les navires sont obligés de traverser le lac. Première cause de retard. A Sidi-Abdallah les navires ne peuvent pas se ravitailler à quai ; on est obligé de leur porter leur charbon et leurs denrées au moyen de chalands. Seconde perte de temps qui entraîne à sa suite une perte d'argent. Or, en temps de guerre, la possibilité pour les navires de s'approvisionner rapidement est essentielle. Pour qu'elle existe à Bizerte, il faut donc modifier la conception primitive.

L'idée de M. Baudin est fort ingénieuse et constitue évidemment la solution désirable. Elle consiste à emmagasiner les approvisionnements à Bizerte même, près du goulet, et à y construire soit des quais, soit des appontements où les navires pourraient accoster directement. Dès lors, plus de traversée du lac ; plus de chalands. Le temps nécessaire pour le ravitaillement des navires serait réduit au minimum. Au fond du lac, l'arsenal de Sidi-Abdallah ne s'occuperait plus d'approvisionnement et se consacrerait uniquement à la construction et à la réparation des navires.

Ce judicieux partage entre Bizerte et Sidi-Abdallah étant fait, un autre point à appelé l'attention du ministre. Bizerte, son goulet et son port près du goulet, sont couverts du côté de la mer par une série de forts nombreux et établis sur des points bien choisis. Ces forts vont être armés de canons de 305. De ce côté, toutes les précautions militaires sont donc prises. Mais, à quinze kilomètres de là, l'arsenal, lui, est sans défense. Chose incroyable, il n'est protégé par aucun ouvrage contre un adversaire venant de l'intérieur. Il suffirait qu'une armée ennemie débarquât sur la côte tunisienne ; elle ne rencontrerait actuellement aucun obstacle à le prendre à revers. M. Baudin considère comme indispensable de faire cesser au plus vite une situation anormale et aussi dangereuse. A son avis, la sûreté d'un point d'appui doit être indépendante de celle du pays lui-même. Il se propose donc de donner à l'arsenal un système de défense du côté de la terre, qui se reliera au système de défense du côté de la mer et enfermera Bizerte et l'arsenal dans une vaste enceinte fortifiée continue.

Enfin, pour coordonner tous ces efforts et pour assurer une direction uniforme à tous ces travaux, le ministre de la Marine vient de faire signer au président de la République un décret qui crée une sixième préfecture maritime et qui en place le siège à Bizerte. De cette sixième préfecture maritime relèveront désormais tous les services de la marine établis en Algérie et en Tunisie.

Ces grandes vues du ministre de la Marine seront applaudies de tous les patriotes depuis longtemps inquiets de la négligence avec laquelle était traité ce merveilleux emplacement de Bizerte. Auprès des conséquences qu'elles vont avoir pour le développement de notre puissance nationale, les sentiments de la population locale sont une chose bien secondaire, assurément. Il n'en est pas moins intéressant de noter la joie que l'annonce de ces mesures a causée parmi les Bizertins qui avaient fondé si légitimement de grandes espérances sur l'avenir de leur ville et qui les voyaient ajournées depuis quinze ans.

L'apprentissage et la vulgarisation agricoles au Dahomey. — Un arrêté du gouverneur général, inséré au *Journal officiel du Dahomey* du 1er octobre, institue dans cette colonie l'enseignement de l'agriculture sous les formes suivantes : 1° de vulgarisation agricole ; 2° d'apprentissage agricole en vue de la formation de moniteurs agricoles.

La vulgarisation agricole est faite par des moniteurs agricoles à l'aide de cultures de démonstrations établies dans les champs et avec le concours des indigènes. Il est constitué, en vue de seconder le personnel européen du service de l'agriculture et des forêts, un cadre local indigène comprenant des moniteurs, des moniteurs auxiliaires et moniteurs stagiaires. Ces moniteurs seront chargés tant de l'instruction à donner aux indigènes que de la surveillance des travaux agricoles.

Quant au service lui-même il est chargé :

De renseigner les colons européens et les cultivateurs indigènes sur toutes les questions agricoles et forestières ;

De rechercher les améliorations à apporter aux systèmes de culture suivis jusqu'à ce jour et d'organiser toute expérience nécessaire à ce sujet ;

D'étudier les dispositions à prendre en vue de l'utilisation des eaux pour l'irrigation et de collaborer à leur application ;

De faciliter le développement des plantations arbustives diverses par l'organisation de pépinières, de plantations modernes et de centres de cultures arbustives ;

De donner l'enseignement agricole sous les formes de vulgarisation et d'apprentissage agricole ;

De traiter toutes les questions relatives à la conservation et l'exploitation des forêts ; de traiter concurremment avec le service des Domaines, les questions de concessions agricoles, en assurant l'instruction technique des demandes de concessions, rédigeant la partie du cahier des charges relative aux conditions de mise en valeur imposées au concessionnaire et en veillant à leur exécution ; de rechercher les maladies et insectes nuisibles aux cultures et d'organiser la défense de ces dernières contre ces maladies et insectes ;

De participer à l'organisation et au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance et de prêts mutuels agricoles. Il assure la vérification, au double point de vue qualité et quantité, des greniers de réserves de semences et alimentaires. Il donne obligatoirement son avis sur les projets de statuts et les comptes rendus annuels des opérations de ces sociétés soumis au lieutenant-gouverneur ;

D'étudier les améliorations à apporter à l'exportation des pro-

duits spontanés et les débouchés que ces produits peuvent trouver en Europe;

D'organiser la participation de la Colonie aux expositions et concours agricoles;

Et, d'une manière générale, d'étudier toutes les questions concernant l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture au Dahomey et de concourir à l'application de toute mesure propre à en faciliter leur développement.

Il classe et conserve les dossiers relatifs à ces questions, sauf ceux concernant les concessions domaniales territoriales.

Il faut se féliciter de cette organisation qui n'est que trop nécessaire, dont on regrette aujourd'hui de n'avoir pas su prévoir tous les avantages il y a déjà longtemps. Certaines crises auraient pu être ainsi rendues moins douloureuses.

L'inspection générale des amandes de palme. — Il est institué au Dahomey, une inspection générale des amandes de palme. Le service de cette inspection consiste dans l'expertise des amandes soit au lieu d'expédition, au moment de l'embarquement dans les wagons, les pirogues ou embarcations de toutes sortes, soit à l'entrée dans les localités, par les lagunes et cours d'eau ou par la voie de terre.

L'expertise terminée, le contrôleur devra délivrer un ticket indiquant le pourcentage des coques et autres corps étrangers et certifiant que les amandes sont exemptes de mouillage. Quand le pourcentage dépasse 4 0/0 du poids total net, le contrôleur doit refuser le ticket et inviter le vendeur à opérer sur place et en sa présence le triage des amandes. Les amandes de palme figurant dans les lots où le déchet dépasse 4 0/0 sont considérées comme frelatées.

Les exportateurs sont tenus de mentionner sur leurs avis d'expédition d'amandes de palme que ces graines ne contiennent pas plus de 4 0/0 de corps étrangers.

La vente et l'exportation des amandes dont le déchet sera supérieur à 4 0/0 sont interdites. Dans le cas où le contrôle n'aurait pu être effectué, ou dans celui où le triage prescrit par les contrôleurs n'aurait pas été effectué, les agents des Douanes, avisés ou non par les agents du contrôle, auront qualité pour vérifier les déclarations des exportateurs et refuser l'autorisation de sortie pour les amandes de palme frelatées.

L'exportateur devra présenter, en même temps que sa déclaration de sortie, les bulletins portant un chiffre égal au nombre réel des sacs exportés.

Sont également considérées comme frelatées les amandes mouillées. La circulation, la vente et l'exportation de ces amandes sont interdites.

Les inspecteurs et contrôleurs indigènes qui se seront rendus coupables de négligence ou de refus d'obéissance pourront être licenciés par les soins du Comité régional. S'ils ont rempli le rôle de complices de marchands d'amandes frelatées ou faussement déclarées, ils pourront en outre être punis des mêmes peines que les fraudeurs.

Les indigènes qui colporteront, vendront ou tenteront de vendre des amandes frelatées ou qui se refuseront au triage, seront punis de 1 à 15 jours de prison et de 1 à 100 francs d'amende ou cumulativement des deux peines.

Les commerçants qui se refuseront au triage, exporteront des amandes frelatées, feront de fausses déclarations, seront punis des peines de 1 à 5 jours de prison ou de 1 à 16 francs d'amende ou cumulativement des deux peines. En cas de récidive, ces peines pourront être portées à 15 jours de prison et à 100 francs d'amende.

La vente, la mise en circulation, l'exportation des amandes frelatées, pourront donner également lieu à la saisie de ces amandes et à leur brûlement.

Naguère les fraudes sur le caoutchouc avaient nui à la vente de certaines sortes de caoutchoucs africains; il est du devoir de l'administration de veiller à ce qu'il ne sorte de nos possessions que des marchandises pouvant être loyalement présentées sur les marchés européens où la concurrence est très vive, et il faut croire que le contrôle ainsi organisé sera véritablement effectif.

Le bagne de la Guyane. — Le *Journal Officiel* a publié tout récemment une statistique qui n'est consolante que pour les criminels. Répondant à une question écrite de M. Grodet, M. le ministre des Colonies a fait connaître que l'effectif des condamnés en cours de peine à la Guyane avait été de 4.398 en 1910, 4.271 en 1911 et 4227 en 1912. Tout d'abord on ne peut s'empêcher de remarquer qu'en dépit d'un accroissement continu et fort large de la criminalité, le nombre des hôtes du bagne va diminuant. Mais ce n'est pas la seule constatation que permet de faire la réponse du ministre. M. Grodet a eu la curiosité de savoir quel avait été le nombre des évasions durant les trois mêmes années. Le ministre lui a répondu qu'il y avait eu 596 évasions en 1910, alors que l'effectif était de 4.398 condamnés et 704 en 1912, alors que l'effectif des forçats était de 4,227. Moins il y a de forçats à la Guyane, mieux ils s'évadent, voilà la constatation digne d'une opérette des Variétés que fait le grave *Journal Officiel*. La crise de la répression n'est pas seulement devant les jurys, elle est, on le voit, partout et la tranquillité sociale a grand besoin qu'on change de méthode.

Le mouvement commercial de l'Indochine en 1912. — Le *Bulletin Economique de l'Indochine* a publié récemment le rapport du Directeur des douanes et régies sur la navigation et le mouvement commercial de la colonie en 1912. Les résultats de l'année envisagée, comparés à ceux des années précédentes et des périodes quinquennales antérieures, donnent l'impression bien nette que l'évolution économique du pays suit, dans l'ensemble, une marche régulièrement ascendante.

Le commerce général de notre colonie d'Extrême-Orient s'est élevé en 1912, à un total de 533.929.466 francs, dont 273 millions 193.924 francs représentant la valeur des importations et 260 millions 735.542 francs, celle des exportations. Ces chiffres accusent sur ceux de 1911 une plus-value totale de 39.640.287 francs dont les trois quarts environ au profit des importations, avec 29 millions 051.244 francs, et le dernier quart, soit 10.589.043 francs pour les exportations. Le pourcentage de cet accroissement est de 7,5 0/0 sur le chiffre du commerce total, de 11 0/0 sur celui des importations et de 4 0/0 sur celui des exportations.

Les chiffres du commerce spécial accusent également un progrès sur 1911, avec un total de 402.064.201 francs, dont 201.894.366 fr. aux importations et 200.169.835 francs aux exportations. La part de la France et des colonies dans ce total a été de 150.387.693 fr., et celle de l'étranger de 251.676.508 francs.

Les importations françaises se sont accrues de 12 millions en comparaison des chiffres de l'année 1911, et arrivent à la somme de 101.103.461 francs ; l'augmentation porte sur les tissus pour 7 millions de francs et les armes et munitions pour 4 millions environ. Les importations étrangères, au contraire, dont le montant égale presque le montant des importations françaises avec 100.790.905 francs, sont en recul de 4 millions 1/2 sur celles de l'année 1911. Cette diminution se concentre surtout sur les importations d'opium brut de l'Inde (4.670.000 fr.), et les espèces médicinales d'origine chinoise (900.000 fr.) ; certaines augmentations dans les importations étrangères sont cependant à signaler sur les articles suivants : les papiers chinois (695.000 fr.), les journaux et publications périodiques (175.000 fr.), et les artifices et pétards d'origine chinoise (290.000 fr.).

Quelques articles d'importation présentent d'intéressantes fluctuations. L'importation française des sucres, par exemple, a subi une diminution d'environ 2 millions qui a permis l'importation d'une valeur égale de sucres étrangers venus particulièrement de Hong-Kong, en raison de leur bon marché. On a constaté, d'autre part, une augmentation de plus de 1 million dans les entrées de lait sucré, dont la consommation se propage parmi les indigènes. Avec l'adoption des modes européennes, l'abandon par les Chinois du port de la natte et du costume national, l'importation des chapeaux de paille s'est accrue de 650.000 francs environ, celle des tissus de 7.200.000 francs (dont 5.900.000 francs de tissus de coton) : au contraire, l'importation des tissus de soie s'est abaissée de 1 million. La situation florissante de l'industrie locale de la brasserie a amené une moins-value de 745.000 francs dans les importations de bières, tandis que le développement progressif des filatures a provoqué une baisse de 1 million 1/2 dans les importations de fils.

En ce qui concerne les exportations, l'année 1912 se classe au sixième rang des années les plus favorisées. Les expéditions vers la France et les colonies, qui se montent à 49.284.232 francs, sont encore en déficit, alors que les sorties vers l'étranger, qui dépassent les trois quarts du total avec 150.855.603 francs, gagnent environ 2 millions pour les produits autres que le riz. Les exportations à l'étranger, dont la moitié est constituée par du riz, ont pour destinations principales Hong-Kong (50 0/0), Singapore (16 0/0), les Philippines (15 0/0) et la Chine (8 0/0).

Les produits destinés à l'exportation se sont bien comportés, dans l'ensemble, bien que l'on ait eu à enregistrer quelques variations.

La sécheresse a été cause d'une mauvaise récolte en Cochinchine, d'où un déficit de 112.000 tonnes dans l'exportation des riz ; par contre le Tonkin a vu trois récoltes successives dans l'année et, par suite, les usines de décortication de Haïphong ont réalisé d'importants progrès. Les thés d'Annam ont perdu, eux aussi, 150.000 kilogrammes par suite de la sécheresse; ils forment maintenant le tiers des importations françaises de thés. Une autre diminution de 600.000 francs s'est produite dans les exportations d'huile de badiane ; les arbres à badiane ont été ravagés par un parasite et les indigènes ont refusé d'employer les moyens de prophylaxie qui avaient été mis à leur disposition.

Le marché de Manille ayant été fermé au bétail cambodgien, à la suite d'une expédition de bêtes malades, les exportations ont diminué de ce chef de 790.000 francs pour les bœufs et 560.000 fr. pour les buffles. Une plus-value de 2 millions a été constatée, par contre, sur les expéditions de peaux corroyées, faites surtout par la Cochinchine; une importante tannerie s'est installée à Hanoï.

Au point de vue minier, 225.000 tonnes de charbon du Tonkin ont été exportées en Chine : ce charbon est employé dans l'industrie pour alimenter les usines de ciment, les distilleries, les fours à chaux. D'importants gisements de minerai d'étain, dont l'accès est difficile, manquent de moyens de transport pour fournir une exportation abondante. De riches filons d'antimoine ont été découverts qui intéressent au plus haut degré l'avenir de la fabrication des caractères d'imprimerie.

Une prime ayant été instituée par l'administration du Tonkin, un vif mouvement d'exportation des soies grèges s'est produit vers la France qui en a reçu 23.720 kilogrammes de plus qu'autrefois. Ces soies étaient envoyées auparavant à Hong-Kong et Singapore, d'où elles étaient réexportées en France sous la désignation de soies de Chine.

Le commerce intérieur, enfin, qui présente un mouvement de marchandises de 220 millions environ a pris, en 1912, une nouvelle avance de 36 millions.

Le transit lui-même, malgré la faiblesse des échanges commerciaux due au trouble jeté dans les affaires par la révolution chinoise, a eu une valeur totale supérieure à celle de 1911 de 18 millions 572.240 francs, soit un tiers environ, avec un chiffre de 56.800.000 francs. Ce trafic entre le Tonkin et le Yunnan suit un mouvement ascensionnel, malgré l'assujettissement des marchandises traversant l'Indochine au paiement de 20 0/0 des droits inscrits au tarif. L'importance sans cesse croissante de ces opérations a pour cause le développement industriel du Yunnan.

En résumé, la situation économique continue à se présenter sous un jour favorable ; les perturbations politiques qui ont eu pour théâtre l'Extrême-Orient n'ont eu aucune répercussion fâcheuse sur le développement des relations de l'Indochine avec les pays voisins ; la réforme projetée du régime douanier colonial pourra aider puissamment la colonie à consolider la situation acquise et même à réaliser de nouveaux progrès.

La situation politique en Cochinchine. — M. Gourbeil, gouverneur de la Cochinchine a prononcé, à la séance d'ouverture du Conseil colonial qui a eu lieu le 18 septembre dernier, un discours auquel les circonstances donnent une importance toute particulière. M. Gourbeil a tenu, en effet, à souligner l'inanité de certaines tentatives factieuses comme celle qu'on a appelée le complot de Saïgon-Cholon et à marquer combien paraissent naïfs ou inconscients tous ceux — et en particulier les Annamites révolutionnaires — qui croient aux chances de réussite d'un mouvement de rébellion. Les moyens d'action dont la France dispose sur place, et aussi et surtout le loyalisme, la sagesse et le bon sens de l'ensemble de la population indigène opposent aux velléités qui pourraient se manifester en ce sens un obstacle infranchissable.

Au moment, a fait observer le gouverneur de la Cochinchine, où, par des calomnies injustes et intéressées, l'on cherche à jeter des ferments de révolte dans les milieux indigènes, il est bon de revendiquer la grande œuvre colonisatrice accomplie dans ce pays depuis cinquante ans. Les résultats de l'action civilisatrice de la France, tant dans le domaine économique que dans le domaine social, apparaissent alors éclatants, incontestables.

Les progrès accomplis, joints au régime de liberté et de sécu-

rité que nous avons établi, ont considérablement accru le bien-être matériel de tous, propriétaires, laboureurs et artisans. Les superficies cultivées sont trente fois plus étendues qu'il y a cinquante ans et l'augmentation générale de la fortune privée a été parallèle à la mise en valeur du sol. La propriété foncière et sa transmission régulière se trouvent maintenant à l'abri de toute fraude et de toute usurpation, par suite de l'institution d'une cadastration régulière et de l'obligation pour chacun de faire enregistrer ses transactions. D'autre part, dans le domaine intellectuel et moral, la France a consciencieusement rempli, vis-à-vis de ses sujets, son rôle d'éducatrice.

De plus en plus les indigènes participent à la gestion des affaires publiques, par le libre concours qu'ils apportent dans les assemblées auxquelles ils ont été appelés à prendre part.

Il serait souverainement impolitique pour les représentants élus de ces populations, a déclaré M. Gourbeil, de compromettre la prospérité dont elles bénéficient, en refusant leur aide à la Nation suzeraine qui a apporté à la Cochinchine les bienfaits de la civilisation européenne et du progrès scientifique, et qui entend lui conserver, avec son affection, l'appui de sa protection et de sa force.

On ne saurait trop applaudir à la fermeté de ce langage. Il faut espérer que l'avertissement qu'il renferme sera compris par ceux auxquels il s'adresse.

Le régime douanier des poivres. — La question du régime douanier des poivres va se poser à nouveau, prochainement, comme conséquence directe de l'exemption de droits récemment votée par le Parlement en faveur des denrées coloniales secondaires importées en France par les colonies assimilées. On sait que les poivres coloniaux n'ont pas été admis par la loi du 5 août 1913 à bénéficier de cette exemption et sont restés soumis, à l'entrée dans la métropole, à un droit de 208 francs par 100 kilogrammes, tout en conservant, par rapport aux poivres étrangers, une protection qui se chiffre par 104 francs.

Or, le ministre des Finances, en vue de récupérer la perte résultant pour le Trésor de la détaxe accordée aux denrées coloniales de consommation, aurait l'intention d'augmenter de 64 francs par 100 kilogrammes le tarif des droits de douane sur les poivres de toute provenance. La totalité des poivres consommés en France, à part 500 tonnes environ de poivre blanc fournies par l'étranger, étant importée d'Indochine, et en particulier du Cambodge et de la Cochinchine, on comprend que la mesure projetée intéresse au plus haut degré les colonies productrices, les importateurs et les consommateurs français, et on ne s'étonnera pas que les uns et les autres soient unanimes à protester contre cette surélévation des droits existants, déjà lourds eu égard à la valeur du produit qu'ils frappent.

Pourquoi, font-ils observer, les poivres, provenant exclusivement d'Indochine, feraient-ils seuls les frais de la détaxe dont vont surtout bénéficier les autres colonies ? Pourquoi grèverait-on le seul consommateur de poivre des deux millions que le gouvernement se propose de récupérer? La question est grosse de conséquences pour l'industrie des conserves et des salaisons, dont le poivre constitue une des matières premières et qui a déjà tant de peine à lutter contre la concurrence étrangère.

De plus, on peut affirmer avec certitude que la fraude croîtra en raison de l'élévation du prix de vente du produit; les compositions chimiques découvertes à l'étranger tendront à supplanter en France le poivre véritable. En fin de compte, on aura restreint le débouché qu'offre aux poivres d'Indochine le marché métropolitain, alors que le législateur a entendu le leur réserver presque exclusivement.

C'est pourquoi le maintien du *statu quo* s'impose, et nous ne doutons pas que devant des objections nées des intérêts vitaux des colonies productrices et de l'industrie nationale, le gouvernement n'abandonne l'idée d'une augmentation des droits de douane sur les poivres, augmentation dont le rendement peut d'ailleurs être considéré comme négligeable dans un budget de 5 milliards.

Le « borer » du caféier au Tonkin. — Le recul que l'on avait pu constater, au Tonkin, dans les expéditions de café de 1911 s'est encore accentué en 1912.

Alors que les expéditions de 1909 et 1910 se chiffraient respectivement par 235 et 231 tonnes environ et celles de 1911 par 179 tonnes, 99 tonnes seulement ont pu être exportées en 1912. Il faut remonter à 1903 pour trouver des résultats aussi faibles dans les sorties de café. La raison de cette diminution dans les exportations est que la récolte de 1911, qui devait alimenter le trafic de 1912, a été très déficitaire au Tonkin par suite de l'extention prise par le « borer », maladie parasitaire qui a déjà causé les plus grands ravages; dans la région de Ninh-Binh, notamment, des plantations entrant en plein rapport durent être en partie arrachées.

Ce n'est pas que jusqu'ici l'administration se fût désintéressée de la recherche des moyens propres à défendre cette culture riche contre l'insecte destructeur. Il y a quelques années notamment le service agricole avait entrepris dans ce but toute une série de recherches et d'expériences. Mais depuis, la dispersion de ses efforts et l'insuffisance des ressources dont elle disposait pour cet objet avaient empêché ces travaux d'aboutir à un résultat. Ils vont être repris, et cette fois dans des conditions plus favorables.

En effet, à la suite d'une intervention de l'*Union coloniale française*, le gouverneur général de l'Indochine vient de doter la Chambre d'agriculture du Tonkin d'un crédit de 4.000 piastres, renouvelable pendant plusieurs années, pour lui permettre de poursuivre l'étude de la question.

L'entente s'est faite entre l'administration locale, représentée en l'espèce par le Directeur des services agricoles, et la Chambre d'agriculture pour la création d'un office entomologique, auquel sera attaché un spécialiste, d'une compétence scientifique éprouvée, capable de mener à bien la tâche qui va lui être confiée. L'entomologiste, pour lequel des locaux seront aménagés, travaillera sur les principales caféeries du Tonkin et aura ainsi tous les éléments pratiques nécessaires à ses recherches; les colons devront lui fournir les plants nécessaires à ses études et seront par là en contact permanent avec lui. Il sera d'autre part en rapport constant avec la Chambre d'agriculture du Tonkin chargée de la haute direction des études à entreprendre.

Il y a là une initiative qui mérite doublement d'être approuvée, et pour la volonté dont elle témoigne de la part de l'administration d'apporter enfin dans la lutte contre le « borer » du caféier la méthode et l'esprit de suite qui ont fait défaut jusqu'ici, et pour la large part qu'elle laisse, dans la conduite de cette lutte, aux principaux intéressés.

Nous ne doutons pas que la Chambre d'agriculture qui reçoit cette marque de confiance ne la justifie en facilitant par un concours empressé la tâche du spécialiste qui a été désigné pour l'expérimentation projetée et surtout en évitant de troubler ses recherches par une ingérence indiscrète ou par une impatience excessive.

L'amélioration des riz de Cochinchine. — Dans un ordre d'idées voisin, l'administration vient de prendre une décision de la plus haute importance pour l'avenir rizicole de la Cochinchine. Les faibles cours pratiqués cette année avaient fait ressortir la nécessité inéluctable d'améliorer la qualité des riz de Cochinchine. A cet effet un service de sélection des semences vient d'être organisé dans cette colonie; une durée de neuf années consécutives lui est dès à présent assignée, et la prévision des dépenses totales de cet organe technique, échelonnées de 1913 à 1922, inclusivement, est arrêtée à la somme de 113.682 piastres.

Le programme qui a été arrêté prévoit le fonctionnement régulier de deux institutions coexistantes :

1° *Un laboratoire de sélection des semences* installé à Saigon qui permettra la classification méthodique des riz de Cochinchine et l'expérimentation des méthodes scientifiques de sélection appliquées pour les céréales européennes. Le laboratoire aura deux terrains d'application pour servir aux cultures de lignées pures ou « pedigrées »; ils permettront en outre une première multiplication des semences des types reconnus les meilleurs.

Les travaux du laboratoire seront confiés à un botaniste spécialiste pleinement qualifié, et qui sera astreint à contracter avec l'administration locale un engagement de trois ans renouvelable.

2° *Une station rizicole* établie à Cantho et qui aura un double rôle.

Les variétés les meilleures, sortant des jardins d'essai du laboratoire, seront confiées à cette station pour être expérimentées et multipliées dans les conditions ordinaires de la grande culture. Celles qui donneront toute satisfaction seront mises à la disposition des riziculteurs tant indigènes qu'européens acquis au principe de la sélection. Puis la station étudiera le perfectionnement des procédés à appliquer à la culture du riz, en ce qui concerne les façons à donner au sol, l'application des engrais, les procédés d'irrigation, le semis direct et le repiquage; elle expérimentera également les machines dont elle disposera, notamment pour le battage de la récolte, sans entreprendre toutefois des essais de culture mécanique qui demandent des superficies très étendues.

Les riziculteurs auront à concourir bénévolement à ces travaux d'abord en fournissant tous les renseignements culturaux sur les semences à expérimenter et, ensuite, en cultivant les espèces sélectionnées. De cette collaboration empressée et confiante dépend en grande partie le succès de l'œuvre entreprise. Il importe, d'autre part, que les riziculteurs se rendent compte que le succès de cette œuvre est, avant tout, affaire de temps et de patience et qu'ils fassent crédit aux services agricoles de la Cochinchine des délais indispensables pour leur permettre d'obtenir, avec toute la précision possible, des résultats pratiques et définitifs.

On nous permettra, en terminant cet aperçu des mesures prisse en vue de l'amélioration des riz de Cochinchine, de rappeler que la *Quinzaine Coloniale* n'a cessé, depuis sa création, d'insister, dans les termes les plus pressants, sur la nécessité d'un effort sérieux et suivi en ce sens. Aussi ne saurions-nous trop nous féliciter de voir l'administration donner enfin satisfaction à ce vœu, dont la réalisation peut seule mettre la production rizicole cochin chinoise en état de conserver et d'accroître la place qu'elle a conquise sur les marchés asiatiques et européens.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

Généralités.

La loi sur la nationalité allemande.

Le 1er janvier prochain, entrera en vigueur la loi votée, il y a quelques mois, par le Reichstag, et dont l'objet est de faciliter, autant que possible, aux Allemands résidant à l'étranger, l'accomplissement de leur service militaire. Ceux-ci auront désormais la plus grande latitude, pour choisir l'époque où ils satisferont à cette obligation. Ils pourront même être incorporés dans le landsturm, si, à l'expiration de leur sursis, ils prouvent qu'en venant faire leur service, ils risqueraient de perdre leur situation ou leur fortune; et, afin de supprimer les longues formalités qu'exigerait une décision, à cet égard, de conseils de revision, la loi statue que ceux-ci seront remplacés par des commissions spéciales, que nommeront les gouverneurs des colonies, les consuls, ou les ministres plénipotentiaires. On sait que, en outre, les obligations militaires, de toute sorte, dans les colonies allemandes, ont été assimilées à celles de la métropole. Quant aux soldats libérés, appartenant au 2e ban de la landwehr, ils seront dispensés désormais d'un congé spécial leur permettant de séjourner à l'étranger. Ceux qui sont établis hors d'Europe, et des pays voisins de la Méditerranée et de la mer Noire ne seraient pas tenus de revenir en Allemagne, en cas de mobilisation. Enfin la loi fournit aux Allemands dénationalisés, et à leurs enfants le moyen de récupérer la nationalité allemande. Comme nous l'avons déjà dit, ces derniers doivent, pour celà, faire une déclaration, quand ils sont en âge de faire leur service militaire.

Les Sociétés Coloniales. — En consultant la dernière édition du manuel colonial de Heydt, on voit quel a été, l'année passée, le rendement de diverses entreprises coloniales. Toutes les banques ont donné un dividende. Parmi les sociétés purement commerciales, 7 ont donné des bénéfices, une seule n'en a pas fourni. La situation est toujours mauvaise pour les sociétés de plantations, dont 21 sur 44 ne donnent pas de bénéfices. Les sociétés de caoutchouc sont fortement éprouvées par la crise. La Cie forestière de la Sangha-Oubangui, qui avait donné 15 0/0 de dividende, en 1911, n'en put payer aucun, en 1912. Non seulement les Cies de plantations de caoutchouc, mais aussi les Cies de commerce qui s'occupent de la vente du caoutchouc, ont fort à souffrir. Plusieurs ne donnent pas de dividende. Il en est différemment des autres cultures. La Cie des agaves sisal donne 25 0/0. La Cie allemande de plantation et de commerce du Pacifique fournit à ses actionnaires un revenu de 36 0/0. La Cie de Jaluit est toujours, également, dans un état très prospère. Les grandes sociétés agricoles du Sud-Ouest n'ont encore donné aucun bénéfice. La succursale de la Cie Liebig est en perte d'un demi-million de m., mais cette entreprise ne fait que débuter. Des entreprises industrielles, l'une rapporte, et deux ne rapportent rien. Pour les sociétés minières, cette proportion

est de 4 d'une part, et 9, de l'autre. La seule société exploitant l'or, dans l'Afrique Orientale, la société de Kironda, a été en déficit, en 1912, alors qu'elle avait donné 8 0/0 en 1911. Quant aux sociétés de diamants, les grandes sont, maintenant, en bonne position; dix, au lieu de 2 en 1611, ont donné un revenu. Deux n'ont pas payé de dividende. Deux Cies de chemins de fer produisent des bénéfices, la Cie du Cameroun et la Cie du Chantoung. La Cie du chemin de fer de l'Afrique Orientale ne gagne toujours rien, mais les actionnaires reçoivent le dividende de 3 0/0, garanti par l'Etat. La Cie de navigation de l'Afrique Orientale et la Cie africaine Brême-Hambourg, donnent des bénéfices. La Cie Wœrmann à été transformée, l'an dernier, en une Cie par actions, au capital de 20 millions de marcs.

SUD-OUEST

Travaux publics.

Le Landrat, convoqué pour le 10 novembre, aura à voter un crédit supplémentaire, pour 1914, s'élevant à la somme de 6 millions et 1/2 de m., dont une moitié pour la construction du chemin de fer de l'Amboland, et l'autre pour des travaux d'irrigation. Depuis plus d'un an, Windhuk est relié à Keetmanshoop par le chemin de fer central. Le Damaraland et le Namaland sont ainsi rattachés l'un à l'autre, mais il manquait encore à la colonie une communication avec l'extrême nord, avec l'Amboland, qui est, comme on sait, le grand pourvoyeur de la main-d'œuvre indigène. Les 3 millions de m., réclamés par le gouvernement, vont servir à commencer l'établissement d'une voie ferrée se dirigeant de ce côté. Cette ligne se détachera de la ligne d'Otavi, soit à 17 kilomètres au nord de Kalkfeld, soit à 4 kilomètres au sud de Otjivarongo, et aboutira à Okahakana. La longueur totale sera 265 kilomètres. Le gabarit adopté sera le même que pour la ligne d'Otavi : 0,60; mais les ponts seront construits pour la voie du Cap (1 m. 067). Les frais de construction sont évalués à 9 millions de m. Le second projet a pour but d'emmagasiner les eaux du Fischfluss, et de les utiliser pour la culture. Il s'agit de créer un barrage qui retiendra 110 millions de mètres cubes d'eau, et d'irriguer 6.000 hectares. Ce barrage coûtera 6 millions de m., dont la moitié, comme nous l'avons dit, sera fournie l'année prochaine. On envisage, pour plus tard, la construction de deux autres barrages, retenant, l'un 130 millions, l'autre 200 millions de mètres cubes, et même d'un quatrième barrage, qui serait édifié dans une autre vallée.

Les Allemands dans l'Angola.

Selon des informations de presse, les capitaux allemands participeraient à la construction de la ligne portugaise de la baie de Lobito au Katanga. Cette ligne est actuellement achevée sur 500 kilomètres environ. Il en reste 800 à construire, pour atteindre la frontière belge; mais, maintenant que le plateau, élevé de 1.500 mètres en moyenne, est escaladé, l'exécution des travaux paraît relativement facile. De son côté, la société du chemin de fer du Katanga s'est engagée à construire la section comprise entre la frontière et Kambove, où elle se raccordera avec la ligne venant du Cap. La ligne portugaise étant de 700 kilomètres plus courte que la ligne existante, Benguela est destinée à détrôner Beira, comme port du Katanga. L'entreprise appartient à la Société du chemin de fer de Benguela, dont le capital est pour les 9/10 aux mains du groupe anglais dit *Tanganyka Concessions*. Il paraît que cette société s'est abouchée avec une grande banque allemande, et que celle-ci a promis une contribution de 75 millions de francs. Par ce moyen, les Allemands assureraient leurs influence sur toute une partie de l'Angola. On annonce, en même temps, que la Cie de navigation allemande de l'Afrique Orientale a décidé de créer, à partir du 1er janvier 1914, un service régulier de paquebots faisant escale à la baie de Lobito, et à Mossamédés. Tant que le chemin de fer ne sera pas achevé, et que les mines de Katanga ne pourront pas lui fournir les éléments du trafic, il faudra chercher le moyen de rémunérer les capitaux dans la colonisation européenne des hauts plateaux. On a calculé que 3 millions d'Européens pourraient s'établir utilement sur les 30.000 kilomètres carrés, qui s'étendent au sud de la section déjà construite. A l'heure actuelle, il n'y a, dans tout l'Angola, que 9.000 Blancs, dont 2.000 fonctionnaires, et de 5 à 6 millions d'indigènes. Ce pays, dont la superficie dépasse 1 million de kilomètres carrés, est, annuellement, en déficit de 3 à 8 millions de m. « Sa situation changera, dit la *Kolonialzeitung*, s'il dispose, à l'avenir, de capitaux suffisants, capitaux que le Portugal est hors d'état de fournir à lui seul. » Deux grands projets de colonisation ont été déjà envisagés, l'un d'origine portugaise, qui consisterait à diriger vers l'Angola l'émigration forte de 80.000 individus, qui se porte actuellement au Brésil, l'autre qui aurait pour objet de transplanter dans cette partie de l'Afrique des Juifs de Russie et de Galicie. Tout dernièrement, un rapport du ministre de l'Intérieur, en Allemagne, a exposé aux Allemands les conditions de colonisation de l'Angola, leur signalant les régions les plus fertiles et les plus saines, indiquant les espèces de céréales à cultiver, et annonçant une prochaine amélioration des prescriptions de la loi portugaise de 1911, relative à l'achat des terrains. Le *Berliner Tageblatt*, qui a reproduit ce rapport, ajoutait en manière de commentaire : « Le gouvernement portugais a déjà essayé, plusieurs fois, d'orienter les capitaux européens vers la colonie de l'Angola. Le gouvernement allemand a toujours eu, à l'égard de semblables tentatives, une attitude très favorable. Il s'efforce d'attirer l'attention des nations sur les grandes possibilités de développement de l'Angola. C'est le but qu'il se propose, en publiant des rapports, comme celui que nous signalons. »

Le Commerce en 1912.

Le recul qui s'est produit, en 1912, sur la valeur du commerce total (71.432.000 m., au lieu de 73.466.000) a résulté d'une diminution des importations. Les exportations, au contraire, se sont élevées de 28.573.000 à 39.035.000 m., grâce surtout aux diamants. La valeur de cette production, après être descendue à 23.034.000, en 1911, est remontée, en 1912, à 30.414.000 m. L'extraction, par mois qui était de 60.000 carats, pendant l'été de 1912, en a fourni, depuis le mois de septembre de cette année, 150.000. La production totale pour le 1er semestre de 1913, est évaluée à 760.000 carats. Les chiffres suivants indiquent la valeur des autres exportations, en 1912 : minerais de cuivre : 6.523.000 m.; plomb : 9.228.000 m.; peaux : 298.000; laine 150.000; plumes d'autruches : 97.000 m..

AFRIQUE ORIENTALE.

Le développement de la colonie, d'après un rapport anglais. — Comme suite aux livres blancs, parus en 1909, le *Foreign Office* vient de faire remettre aux membres du Parlement un rapport du vice-consul britannique, à Daressalam, sur les progrès de la colo-

nie, de 1909 à 1912. L'auteur paraît assez sceptique sur le succès de la petite colonisation, dans les régions élevées, même relativement salubres. Il croit, au contraire, à l'avenir des plantations, si toutefois les conditions de la main-d'œuvre sont améliorées. Parmi les plantations de caoutchouc, 8 appartiennent à des capitalistes anglais. Rien que dans l'hinterland de Tanga, la valeur des capitaux anglais, ainsi placés, atteint 24 millions de m. Mais alors que dans la colonie britannique voisine, les firmes allemandes comptent au nombre des plus importantes, dans l'Afrique orientale allemande, le commerce anglais n'est nulle part représenté. Les maisons allemandes sont si solidement établies, qu'il faudrait des efforts considérables pour leur faire concurrence. L'essor commercial de la colonie allemande a été beaucoup plus rapide que celui des colonies anglaises. De 14 millions de m., en 1897, le mouvement des échanges a passé à 82 millions de m., en 1912. Dans les importations, le premier rang est occupé par les cotonnades, et l'Allemagne n'est pas intéressée à ce commerce, car les tissus en question viennent d'Amérique, des Pays-Bas et des Indes. Le progrès ont été dus, en grande partie, à la construction des voies ferrées. Au commencemment de cette année, il y avait en service plus de 1.300 kilomètres de rails, alors qu'il y a cinq ou six ans, il n'existait que deux tronçons insignifiants de chemin de fer. Déjà la *Mittellandbahn* a enlevé au railway de l'Ouganda, une part de son trafic. En 1908, il fut exporté par Muanza, c'est-à-dire par la voie anglaise, pour 350.000 m., de caoutchouc sauvage ; en 1910, cette exportation était réduite à 17.000 m. La différence était prise par la ligne allemande, laquelle ne depassait pourtant pas, Dodoma. Le même fait s'est produit pour les peaux. En 1910 toutes les marchandises, en provenance de la région riveraine du Tanganyka passaient par Bukoba. L'année suivante, les marchands commencèrent à diriger les charges de peaux de Ujiji vers la *Mittellandbahm*.

Le chemin de fer du Tanganyka et le Congo belge.

A la fin de septembre, la construction de la *Mittellandbahn* était achevée jusqu'au kilomètre 348, au delà de Tabora, autrement dit le kilomètre 1.196 de la ligne. Pendant ce mois, il avait été posé 29 kilomètres de rail. Si les travaux continuent avec la même activité, c'est non pas au printemps de l'année prochaine, mais bien avant même la fin l'année présente que la voie atteindra, au kilomètre 1.268, Kigoma, sur le lac Tanganyka. Ainsi, les Allemands auront de longtemps distancé les Belges. On sait que ceux-ci ont entrepris la construction d'une ligne partant de Kabalo, sur le Congo, et aboutissant à Albertville, sur le Tanganyka. Mais, tandis que les Allemands ont sur leurs chantiers 5.000 ouvriers, les Belges ne disposent que de 1.500. Aussi des 271 kilomètres des voie à établir, 180 seulement sont-ils posés, et c'est la partie le plus difficile de la construction qui reste à aborder. Mais ce sont les Belges qui, les premiers, ont exploré le sous-sol de la région limitrophe du lac. Ils ont découvert des gisements étendus d'étain, dans le bassin de la Luvua, et des gisements de charbon dans le bassin de la Lukuga. L'un de ces derniers a déjà été concédé à une société de Liége. La concession renfermerait, paraît-il, de 200 à 300 millions de tonnes de houille. Les ingénieurs allemands ont, dès à présent, calculé la possibilité de chauffer leurs locomotives à l'aide de ce combustible. Ils ont aussi supputé la valeur du trafic que va drainer la ligne allemande, destinée à devenir la voie d'accès, par excellence, au Tanganyka, Daressalam ne sera plus seulement le port de l'Afrique orientale allemande, cette ville est appelée à être celui du Congo oriental. M. Emile Zimmermann, qui procède à une enquête sur les conditions économiques de ce pays, écrit ce qui suit, à propos de la prochaine ouverture du chemin de fer. « La section nouvelle Kabalo-Kongolo, que l'administration belge projette de construire, peut nuire aux intérêts du chemin de fer central allemand, ou les servir, si les Allemands savent prendre les mesures nécessaires. En effet, l'utilisation de cette section réduirait à sept jours la durée du voyage de Daressalam à Kindu. Pour les voyageurs, le choix de la voie à prendre n'est pas douteux ; pour les marchandises, il dépendra du tarif. Il est de toute nécessité que la ligne allemande soit mise en mesure d'établir ses tarifs pour le Tanganyka, au prix de 10 à 12 francs la tonne kilométrique, de manière à permettre à la marchandise expédiée d'Europe d'arriver, pour un prix de 175 francs à 200 francs, la tonne, à Albertville, Baudoinville, Moliro, etc. Avec de tels tarifs, le négociant allemand pourra travailler dans le Congo oriental. La voie allemande aura, en tout cas, une incontestable supériorité sur la voie belge, au point de vue de la rapidité des transports, car, actuellement, il faut de six à sept mois pour entrer en possession d'une marchandise commandée en Belgique. La Société des chemins de fer des grands lacs essaiera, par des tarifs appropriés, à attirer, le plus possible, le trafic du Tanganyka vers Matadi, mais elle n'y réussira que si les Allemands sont insoucieux. Or ceux-ci entendent, au contraire, travailler énergiquement à la sauvegarde des intérêts de leur commerce et de leur belle colonie. »

Les Allemands mettront tout en œuvre évidemmeut, pour s'assurer les bénéfices que leur promettent leur victoire par le rail, et l'avantage de leur situation géographique. Depuis 1901, ils ont sur le lac Tanganyika, un petit vapeur, le *Hedwig von Wissmann*. La Cie Allemande des lacs de l'Afrique Centrale possède deux bateaux à voile, construits en Afrique par un charpentier européen, et dont le plus grand est employé, à peu près exclusivement au transport du sel. Ce mois-ci, doit être mis en service un vapeur de 1.200 t. Un second, de même tonnage, est commandé. Les Belges ont un vapeur de 28 mètres de long, l'*Alexandre Delcommune*. Un grand voilier, construit en acier, a été jeté par une tempête sur les rochers de la baie de Saint-Louis. Des vapeurs anglais, le *Good News* et le *Cecil Rhodes*, l'un, acquis par *l'Afrikan lakes Corporation*, avec Kituta, comme port d'attache, n'a pas encore quitté le rivage, l'autre a échoué dans son second voyage, les chaînes des ancres ayant été brisées par le mauvais temps. On voit donc que, pour la navigation sur le lac, les Allemands ont aussi l'avantage sur leurs rivaux.

De leur côté, les Anglais ont entrepris la construction d'un chemin de fer de Beira à Kituta (1.600 kil.). Au mois d'août dernier, la *Kolonialzeitung* avait publié une série de nouvelles sensationnelles. Une forte expédition topographique anglaise se serait avancée, par la rive belge du Russisi, vers le lac Tanganyka. Les travaux du chemin de fer de la Lukuga, que les Belges ont intérêt à hâter, le plus possible, auraient été suspendus, parce que les ouvriers disponibles auraient été embauchés par l'entreprise de la ligne anglaise, allant du Katanga à Kituta. Ce port britannique, jusque-là fermé, aurait été récemment ouvert au commerce, mesure qui ne pouvait avoir été prise, semblait-il, qu'au profit des Belges. Tous ces faits paraissaient à la *Kolonialzeitung* la manifestation d'une entente anglo-belge, et la répétition de la manœuvre de 1894. « Il n'est pas douteux, disait ce jour-

nal, qu'à moins d'ajourner aux calendes grecques la continuation de la ligne du Cap au Caire, l'Angleterre se trouve dans un cas embarrassant. Elle doit passer, ou par le Congo belge, ou par l'Afrique Orientale allemande. Dans le premier cas, la colonie allemande sera, en peu d'années, encerclée, et comme étouffée par l'ensemble des protectorats anglais, qui l'environnent de toutes parts. Que se passera-t-il dans l'avenir? L'achèvement prochain de la ligne de Darassalam au Tanganyka et la mise en service, sur ce lac, d'un grand vapeur allemand nous imposent le devoir impérieux d'arriver à un accord des intérêts allemands et anglais, dans le centre de l'Afrique. » Depuis, une information, adressée de Berlin au *Temps*, a annoncé que l'Allemagne ne faisait plus d'objections à la construction éventuelle d'un chemin de fer anglais, reliant au territoire belge les possessions britanniques, du nord de l'Afrique au Tanganyka. Une des concessions qui auraient décidé le gouvernement impérial à lever son veto serait le plan d'un raccordement du réseau allemand au réseau anglais. D'autre part, l'admission par les Anglais d'une participation allemande aux travaux de la Société des chemins de fer du Benguela, dont il a été question plus haut, est, évidemment, un indice significatif de l'entente anglo-allemande, dans l'Afrique Centrale. Les Allemands, possédant la ligne ferrée de l'Océan indien au Tanganyka, auront ainsi le contrôle des deux chemins de fer d'accès au Katanga.

La population blanche de l'Afrique Orientale s'élevait, au 1er janvier 1913, à 5.336 individus, en augmentation de 470 sur l'année précédente. Les Allemands sont au nombre de 4.170 (+ 528). L'augmentation la plus forte s'est produite à Tanga, puis à Pangani.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

NOUVELLE ZÉLANDE

La politique navale et la défense impériale.

M. Massey, premier ministre, a fait savoir à l'amirauté anglaise que son gouvernement était décidé à payer les frais de construction d'un croiseur de seconde classe, en remplacement de la subvention de deux millions et demi que la Nouvelle-Zélande versait jusqu'ici chaque année. Ce bâtiment, comme tous ceux que la Nouvelle-Zélande fera construire à l'avenir, sera armé avec des effectifs néo-zélandais entretenus aux frais de la Nouvelle-Zélande et restera à la disposition du gouvernement de cette colonie. En cas d'hostilités, il sera immédiatement et automatiquement mis à la disposition de l'amirauté.

« Cette décision du gouvernement néo-zélandais, écrit le correspondant londonien du *Temps* est la conséquence de la non-exécution du programme arrêté lors de la conférence coloniale de 1909. On sait qu'il avait été alors décidé de maintenir dans l'Océan Indien et dans le Pacifique une flotte anglaise qui se composerait de trois divisions : division des mers de l'Inde, division australienne, division des mers de Chine. Chacune de ces divisions se composerait d'un grand croiseur de bataille (type *Invincible*) de trois croiseurs de seconde classe de 5.400 tonnes, de six destroyers et de trois sous-marins. La division des mers de l'Inde sera composée de bâtiments anglais, la division australienne de bâtiments australiens construits et entretenus aux frais de l'Australie. Quant à la division des mers de Chine, elle se composerait du croiseur de bataille offert par la Nouvelle-Zélande et de bâtiments anglais.

« Mais ce projet n'a été mis que partiellement à exécution. La division australienne est seule aujourd'hui à peu près constituée; elle se compose de l'*Australian* grand croiseur de bataille, de trois croiseurs de seconde classe : le *Melbourne*, le *Sydney* et le *Brisbane* et d'un certain nombre de petits bâtiments. Par contre, en ce qui concerne le croiseur de bataille offert par la Nouvelle-Zélande, le *New-Zeeland*, il a été décidé, d'accord avec le gouvernement néo-zélandais, de le maintenir dans les mers d'Europe où l'on considère sa présence plus utile que dans le Pacifique.

« Malgré les insistances du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, l'amirauté déclare ne pouvoir envoyer dans les mers de l'Inde, comme on le lui demande, deux croiseurs de seconde classe du type *Bristol;* elle offre seulement deux petits croiseurs-école. C'est à la suite de ces négociations que le gouvernement néo-zélandais a pris la décision dont nous parlons plus haut. »

INDE ANGLAISE

La mission de M. Lionel Abrahams.

Le *Times* a annoncé que le secrétariat d'Etat pour l'Inde a chargé d'une mission dans l'Inde M. Lionel Abrahams, sous-secrétaire-adjoint permanent, pour étudier sur place diverses questions de chemins de fer. M. Abrahams partira de Londres le 27 novembre prochain.

Dans la correspondance, aujourd'hui très considérable et importante échangée entre l'Office de l'Inde et le gouvernement de l'Inde au sujet des questions de chemins de fer, surgissent des difficultés dont la solution serait considérablement facilitée si l'on disposait de fonctionnaires ayant une expérience acquise partie en Angleterre et partie aux Indes. Cette considération s'applique surtout aux questions concernant le capital de roulement et les relations du gouvernement avec les compagnies ayant leur siège social à Londres, mais exploitant des chemins de fer aux Indes. Dans chaque cas, conformément à la procédure suivie jusqu'ici, les vues du gouvernement de l'Inde, sont soumises au Secrétaire d'Etat pour l'Inde dont les décisions sont ensuite transmises par dépêches. Mais lord Crewe et le vice-roi sont arrivés à cette conclusion qu'on peut attendre quelque avantage de la discussion verbale de ces questions entre des personnes compétentes et capables de fournir des informations sûres. Il résulterait de là une économie de temps considérable et qui ne pourrait qu'influer de la façon la plus heureuse sur la marche des services. C'est à l'effet de préparer ces importantes innovations que M. Lionel Abrahams part pour l'Inde.

Le nouveau commandant en chef.

Le général sir Beauchamp-Duff a été désigné pour remplacer comme commandant en chef des troupes de l'Inde le général sir O'Moore Creagh. Né en 1855, sir Beauchamp-Duff a passé dans l'Inde la plus grande partie de sa carrière : tour à tour il a servi dans l'Afghanistan, le Waziristan et il a occupé les postes importants d'adjudant général et de chef de l'état-major. Dans ces dernières fonctions il a étroitement collaboré avec lord Kitchener et sa nomination semble indiquer que le gouvernement a l'intention de mettre en pratique, autant que les circonstances le permettront, les projets de lord Kitchener. La nomination de sir Beau-

champ-Duff qui rompt avec une ancienne tradition, en ce sens qu'un officier de l'armée indienne est remplacé par un autre appartenant à la même armée, est bien vue de l'India-Office et du gouverneur général.

CANADA

Une élection partielle : échec du candidat libéral.

Deux candidats se disputaient le siège de Châteauguay, un des vieux comtés de Québec dont les deux tiers des électeurs sont français : le candidat libéral, M. Sydney Fisher, qui fut ministre de l'Agriculture dans le cabinet Laurier et le chef du parti libéral anglais de Québec; le candidat conservateur, M. Morris, qui avait été battu aux dernières élections générales. Il a été élu cette fois à une majorité de 144 voix. Les dépêches d'Ottawa aux journaux conservateurs, dit le *Times*, insinuent que sir Wilfrid Laurier donnerait sa démission de chef du parti libéral à la suite de l'élection de Châteauguay. Il n'y a aucune raison de croire que ces bruits soient fondés, bien qu'il soit de plus en plus douteux que sir Wilfrid Laurier conserve la direction de son parti aux prochaines élections générales, si les élections partielles qui doivent avoir lieu prochainement dans l'Ontario ressemblent à celle de Châteauguay (1). Une réorganisation du parti libéral et une revision de son programme deviendront nécessaires et sir Wilfrid Laurier pourrait alors profiter de cette situation pour résigner ses fonctions. On commence à reconnaître qu'une faute fatale a été commise en persuadant le Sénat de rejeter le programme naval du gouvernement comme moyen désespéré pour recourir à une élection générale. Or, celle-ci ne pourrait que donner une majorité encore plus forte à M. Borden. C'est là, semble-t-il, la meilleure leçon qu'il y ait à tirer présentement de l'élection de Châteauguay qui, pour la première fois depuis la Confédération, la chose est à remarquer — a élu un candidat conservateur.

La presse canadienne.

La révolution dans le journalisme à Montréal, qui se poursuivait depuis quelques mois, vient de prendre fin avec l'apparition du *Daily Mail*. Ce nouveau journal du matin à un cent est sous la direction de M. B.-A. Macnab, ancien rédacteur en chef du *Star* de Montréal et de M. E. Nichols, ancien rédacteur du *Telegram*, de Winnipeg. Dans son premier numéro, le *Daily Mail* se déclare indépendant et ajoute qu'il défendra fermement et d'une façon inaltérable le principe de l'association britannique sous toutes ses formes. Il déclare que les destinées du Canada sont intimement liées, en tant que nation, à l'Empire et il se propose de défendre et même provoquer toute mesure propre à conduire à la réalisation de ce projet.

D'autre part, un nouvel organe hebdomadaire français, le *Franc Parler* vient de paraître à Québec. Cette feuille est dirigée par M. Armand Lavergne, associé de M. Bourassa dans la campagne nationaliste. Dans un article de son directeur, le *Franc Parler* fait une profession de foi nationaliste; il dit que le programme du parti est exactement le même qu'en 1911 et que le nationalisme n'est pas un parti mais une doctrine. Ce programme est le suivant : Elargissement de l'autonomie dont jouit le Canada, tout en restant attaché à la mère patrie par la reconnaissance des droits constitutionnels des minorités et l'application du système bilingue. Afin d'arriver à ce but, M. Lavergne insiste pour que les deux races et les deux langues soient traitées sur un pied d'égalité absolue.

Enfin on annonce que M. Friedling, ministre des Finances du cabinet Laurier, a accepté la direction du *Daily Telegraph* de Montréal, qui sera le seul organe libéral de langue anglaise.

Le rapport de sir I. Hamilton sur l'organisation militaire.

Le colonel S. Hughes, ministre de la Guerre, a communiqué à la presse le rapport sur les institutions militaires du Canada dont avait été chargé sir Ian Hamilton, inspecteur général des forces d'outre-mer. L'organisation militaire du Canada est copiée sur celle de l'Angleterre. Or, le rapporteur estime que 5.500 officiers d'armée de campagne et 400 de troupes de garnison et 153.000 hommes d'autres grades sont nécessaires à l'armée canadienne sur pied de guerre, alors qu'en 1912 il n'y avait que 3.800 officiers et 43.000 hommes de troupes.

D'après l'article 10 du « Militia Act », dit le rapport, toute la partie de la nation ayant l'âge viril, c'est-à-dire entre 18 et 60 ans, est reconnue bonne pour le service dans la milice. La population canadienne, qui croît rapidement, dépasse déjà 7 millions et demi d'habitants, dont 1 million environ de sujets mâles sont en état de servir. Ce chiffre, moins la milice active, forme la réserve de la milice de ce pays pour laquelle il n'y a aucune organisation militaire.

La vraie force militaire du Canada est sur terre : partant de ce principe, sir Ian Hamilton exhorte les Canadiens à ne rien négliger de leurs milices permanentes. Il les exhorte même à en user, de telle façon qu'ils puissent arriver à une copie aussi parfaite que possible de l'armée impériale, pour que dans l'avenir on interchange au besoin les unités canadiennes et anglaises pour la défense de l'Empire.

Le rapport se termine sur les améliorations à apporter dans l'armée active dont le rôle est double : d'abord protéger les intérêts vitaux du Canada contre l'agresseur, en second lieu le maintenir en attendant que la réserve puisse entrer en ligne.

La population du Dominion.

La statistique pour 1912 qui vient d'être publiée par le ministère du Commerce et de l'Industrie contient les chiffres suivants relatifs à la population du Dominion :

	1871	1891	1912
Population.	3.485.761	4.833.810	7.467.000

Entre les recensements de 1901 et de 1911, le taux d'augmentation de la population 34,17 0/0 a été le plus élevée du monde; viennent ensuite par ordre la Nouvelle-Zélande 30,5; les États-Unis 21 et l'Allemagne 15,2. La densité par mille carré est de 1,93, comparée à celle de 30,69 pour les États-Unis et de 1,53 pour l'Australie. Le Canada a maintenant quatre villes de plus de 100.000 habitants, Montréal (470.480), Toronto (376.538), Winnipeg (136.036) et Vancouver (100.401). Parmi ces villes Vancouver n'existait pas en 1881 et Winnipeg à cette date possédait 7.985 habitants. La population urbaine s'accroît plus rapidement que celle des campagnes, l'accroissement étant respectivement de 62,28 et 17,20 0/0. Les hommes dépassent les femmes de 437.347. En 1911 il n'y avait que 839 hommes et 691 femmes au Canada inscrits comme divorcés. Dans l'augmentation totale de la popu-

(1) Dans la circonscription de Middelsex (Est) le candidat conservateur, M. Glass, vient d'être élu à une majorité de 368 voix. Par contre, à South-Bruce, le candidat libéral a été élu à une majorité de 124 voix.

lation depuis 1901, les Anglais ont une part de 30,63, les Irlandais de 3,36, les Écossais 10,77, les Français 22,09, les Allemands 4,51 0/0. Les personnes d'origine britannique constituaient, 54,07 0/0 de la population en 1911, contre 57,03 en 1901 ; tandis que les Anglais et les Français ensemble représentaient 82 1/2 0/0. La population israëlite a passé de 16.131 en 1901 à 75.681 en 1911.

UNION SUD-AFRICAINE

Le rapport annuel des chemins de fer.

Dans son rapport annuel sur les chemins de fer et les ports de l'Afrique du Sud, M. W. Hoy, directeur général, expose que l'Union possède aujourd'hui 7.848 milles de lignes en exploitation, pour lesquelles les dépenses inscrites au compte du capital se montent actuellement au chiffre impressionnant de 81.872.325 livres sterling ; il est à remarquer que cette somme importante représente un placement rémunérateur. Si l'on tient compte de ce fait que les chemins de fer procurent des emplois à environ 31.000 Blancs, on comprend aisément que la réussite de leur administration ait une portée considérable sur la prospérité du pays en général. Les recettes de 1912 ont atteint 805.920 livres sterling, dépassant celles de 1909 dans la proportion de 32,21 0/0.

Si l'Afrique du Sud est, fort heureusement, unie au point de vue politique, il reste encore à aplanir certaines difficultés d'ordre commercial. Le Natal réclame une plus grande quantité de wagons pour le développement de son commerce de charbon et il pourra se trouver dans l'embarras si les exigences d'une autre partie de l'Union contrarient ses demandes ; les districts producteurs de céréales réclament des tarifs moins élevés pour leurs produits ; Johannesburg a besoin, dans l'intérêt de son importante population commerciale et industrielle, d'un abaissement des tarifs perçus sur les voyageurs. Enfin, les employés habitant Prétoria voudraient qu'on leur accordât les mêmes avantages qu'aux employés de Capetown, par exemple. Aussi le directeur général a-t-il à assumer une lourde responsabilité.

Dans le commentaire qu'il fait du rapport de M. Hoy, l'*African World* estime qu'il y a lieu de se réjouir de ce que la politique d'encouragement aux voyages dans l'Afrique du Sud ait été suivie de succès. Depuis 1909, le nombre des trains de voyageurs s'est accru de 35 0/0. Pendant les quatre mois d'hiver de l'année dernière, 12.612 personnes ont pris des tickets d'excursion pour Dourban, en provenance du Transvaal, des stations de l'État libre et de Kimberley. Il y a eu également une expansion appréciable dans le trafic de la péninsule du Cap. L'année 1912 a été marquée par une forte augmentation du tonnage des produits sud-africains transportés. Comparativement à 1911, le sucre a augmenté de 25 0/0 ; la laine, de 10 0/0 ; les céréales, de 25 ; la farine, de 17 ; le fourrage (foin et luzerne), de 10 ; et le ciment de 49 0/0. Depuis que l'Union a été établie, M. Hoy estime qu'une somme de 1.336.500 livres sterling, a été prise sur les recettes pour les réductions de tarifs.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LES CHEMINS DE FER ALGÉRIENS (1).

Dès le temps où fut entreprise, chez nous, la construction des chemins de fer, l'on avait compris, en Algérie, l'utilité, pour la colonie, des voies ferrées. Dans ce pays, dépourvu de voies navigables, le rail devait être l'instrument le plus efficace de domination et de peuplement, partant, le meilleur auxiliaire de la politique nationale. Lui seul pouvait, en outre, grâce à la réduction des prix de transport, permettre aux colons, éloignés du littoral, de se ravitailler dans la métropole, et d'y exporter leurs produits, bref, créer les conditions indispensables au développement économique. C'est pourquoi, à partir de 1844, furent présentés plusieurs projets et demandes de concessions. On pensa, d'abord, à relier Alger et Blida. Un peu plus tard, deux Français, appuyés par un groupe de capitalistes anglais et allemands, proposèrent de construire un chemin de fer de Stora et Philippeville à Constantine. D'autres projets eurent en vue l'établissement de lignes aboutissant à Oran. Mais le pouvoir central demeura indifférent, en dépit des efforts faits par les gouverneurs, pour le convaincre. Ce fut seulement au commencement du second Empire que le gouvernement se décida à étudier la question. Il avait été saisi d'une nouvelle demande de concession, dans laquelle il s'agissait, cette fois, d'un réseau complet, comprenant une grande ligne d'Oran à Alger et à Constantine, avec des embranchements. Le général de Chabaud-Latour, commandant supérieur du génie, chargé de l'examiner, exposa, dans un rapport, les raisons militaires, politiques et économiques, par lesquelles se recommandait la construction de chemins de fer en Algérie, et concluait à la nécessité de créer un véritable réseau ; son plan était conforme à celui qui venait d'être soumis au gouvernement ; il consistait en une voie principale, parallèle à la mer, et des lignes perpendiculaires rattachant à celle-là les villes de la côte. Ce programme fut adopté, et sanctionné, par le décret du 8 avril 1857. Les lignes projetées, étaient classées par ordre d'importance ; en premier lieu venaient celles de Alger à Blida, de Philippeville à Constantine, et de Oran à Saint-Denis du Sig.

La loi du 11 juin 1843 avait, en France, confié à l'Etat l'exécution de l'infrastructure. Napoléon III pensait que le principe, qui n'avait pas été complètement observé, devait être appliqué en Algérie, c'est-à-dire que tous les travaux de terrassements et d'ouvrages d'art devaient être assumés par l'Etat ; quand ils seraient achevés, l'on verrait s'il convenait de continuer le même système pour la pose de voie, et pour l'exploitation, ou bien s'il serait plus avantageux de s'en remettre à l'industrie particulière. L'empereur penchait pour la première solution ; il doutait que des compagnies privées pussent, jamais, en Algérie, espérer faire des bénéfices raisonnables. Si l'Etat voulait se charger de l'infrastructure, le banquier James Rothschild se déclarait prêt à accepter la concession du réseau tout entier. Ce mode fut employé pour la construction de la ligne d'Alger à Blida, où le gouvernement se servit de la main-d'œuvre militaire. Mais le principe de la loi de 1842 et les idées de Napoléon III furent combattus par les commissions parlementaires, et, finalement, rejetés par le corps législatif, pour les raisons suivantes : la construction serait trop onéreuse pour l'Etat, et l'exposerait à des mécomptes, elle l'obligerait, surtout, à faire travailler les soldats, alors que le gouvernement avait intérêt à faire venir, en Algérie, des ouvriers civils. Il fut donc décidé que les chemins de fer algériens seraient con-

(1) Maurice Antoine Bernard, *Les chemins de fer algériens*. 1 vol. in fol. 261 p. Alger. A. Jourdan, 1913.

struits, comme l'avaient été, en réalité, les chemins de fer français, par l'entreprise privée. Un décret du 11 juillet 1860 approuva la concession du réseau à la Compagnie des chemins de fer algériens. Cette Société avait à sa tête des financiers jouissant d'un incontestable crédit. Cependant, et quoique l'Etat lui eût accordé une subvention de 6 millions, et une garantie de 5 0/0, pour un capital de 55 millions, le public ne souscrivit guère ; sur 110.000 actions, il n'y en eut que 33.000 placées. La Compagnie, incapable de tenir ses engagements, échoua misérablement. L'une des grandes Compagnies métropolitaines, la Compagnie P.-L.-M. consentit, en mars 1863, à reprendre l'affaire ; outre la ligne de Philippeville à Constantine, elle s'engageait à construire celle d'Alger à Oran. Elles furent livrées entièrement à l'exploitation, celle-là le 1er septembre 1870, celle-ci le 1er mai 1871. Mais la Compagnie avait éprouvé tant de déboires, dans la construction de la première qu'elle renonça à poursuivre l'exécution du programme de 1857. La loi de 1865, sur les chemins de fer secondaires, ayant été rendue applicable à l'Algérie, en 1874, on concéda, comme lignes d'intérêt local, les plus nécessaires, parmi les lignes projetées. Une nouvelle Compagnie, la Compagnie franco-algérienne entreprit de construire le chemin de fer de Arzeu à Saïda, avec prolongement éventuel sur Géryville ; elle ne recevait ni subvention, ni garantie d'intérêts, mais obtenait le privilège exclusif de l'exploitation de l'alfa. En 1874, aussi, le département de Constantine concluait avec la Société des Batignolles une convention pour la construction et l'exploitation d'une ligne de Bône à Guelma. Quelques années après, cette Société, à laquelle se substitua la Compagnie Bône-Guelma, obtint, avec une garantie d'intérêts, deux autres lignes d'intérêt général : Duvivier à Soukahras, et Guelma à Kroub (Constantine). Le réseau algérien, construit, comprenait, environ, 1.150 kilomètres, lorsque, conformément au programme de Freycinet, la loi de juillet 1879 y incorpora 94 kilomètres de lignes d'intérêt local, exploitées, ou concédées, et décida la construction de 1.747 kilomètres de lignes nouvelles, divisées en 3 catégories : lignes stratégiques, lignes mettant les ports en communication avec l'intérieur, voies de pénétration vers le Sud. En 1881, fut reconstituée la Compagnie de l'Ouest algérien, qui, fondée en 1876, avait été mise, ensuite, en liquidation. Ainsi, au lieu d'un réseau unique, il y eut, en réalité, cinq réseaux différents, et enchevêtrés les uns dans les autres. La Compagnie P.-L.-M. a deux lignes tellement indépendantes l'une de l'autre, qu'on peut les considérer comme se divisant en deux administrations distinctes.

Chaque ligne, chaque tronçon même fut l'objet d'une convention spéciale. La convention de 1863 avec la Cie P.-L.-M. avait fixé à forfait, à la somme de 160 millions de francs les dépenses de premier établissement. Elle stipulait en faveur de cette Cie une subvention à fonds perdus, égale à environ la moitié, soit 80 millions, payable par annuités de 3.661.036 francs, et de plus une garantie d'intérêts de 5 0/0 sur l'autre moitié fournie par la Cie, soit 4 millions de francs. Quant aux dépenses d'exploitation, on considère les dépenses réelles. Lorsque le revenu net dépasse 4 millions, l'excédent doit être affecté au remboursement des annuités, augmentées des intérêts à 4 0/0. Ce dernier système ne s'applique pas aux Cies franco-algérienne, de l'Est algérien et de Bône-Guelma. Pour elles, les dépenses d'exploitation comme les dépenses de construction ont été évaluées d'avance à forfait et calculées au moyen de barêmes. Un autre procédé, celui des insuffisances réelles, avec constitution d'un fonds de réserve, se trouve dans les couventions avec la Cie de l'Ouest algérien.

Les garanties d'intérêts accordées par l'Etat étaient indispensables pour déterminer les capitalistes à affronter les risques de l'entreprise. Ceux-ci étaient même beaucoup plus grands que les auteurs des conventions ne le soupçonnaient. Les devis établis pour les lignes du P.-L.-M. furent considérablement dépassés. La ligne de Philippeville à Constantine coûta 26 millions de plus que les 33 prévus. D'autre part, le gouvernement avait paru croire que, dans tous les cas, les recettes brutes couvriraient le minimum des dépenses, stipulé par les barêmes ; il espéra même que les Cies trouveraient les ressources suffisantes pour entreprendre, elles-mêmes, les travaux complémentaires. Mais l'expérience a montré que les dépenses d'exploitation sont de 30 à 40 0/0 plus élevées en Algérie qu'en France, et que les recetes sont médiocres. Comme l'avait prévu Napoléon III, l'industrie des chemins de fer n'est pas ici, ce qu'on appelle une bonne affaire. Or une société privée ne peut avoir d'autre objectif que le gain. Les avantages pécuniaires que les Cies désespéraient de pouvoir retirer de l'exploitation des voies ferrées elles cherchèrent à se les assurer par le moyen des forfaits. Selon le mot plaisant de M. Camille Pelletan, ce qu'ils exploitèrent surtout, ce fut la caisse des garanties. « L'industrie d'une entreprise de chemins de fer en Algérie, écrivait-il, consiste à négocier avec l'État des conventions aussi onéreuses que possible pour le Trésor, à se faire garantir des déficits supérieurs à ce que seront les déficits réels ; et c'est une industrie où les Cies algériennes n'ont malheureusement apporté qu'un trop remarquable esprit commercial. » Une première source de bénéfices consistait, pour elles, à emprunter à un taux inférieur à celui de l'intérêt qui leur était assuré. Une Cie pouvait encore trouver son compte à affermer l'exploitation, en payant les dépenses kilométriques au-dessous du prix qui lui était payé à elle-même par l'Etat. La société qui exploita de 1884 à 1886, au lieu de la Cie Bône-Guelma, avait consenti jusqu'à 30 0/0 de rabais sur le barême établi par l'Etat. Qu'on juge si celui-ci était excessif ! La forme de ces barêmes était tellement illogique que les intérêts de la Cie pouvaient être en complète opposition, non seulement avec ceux du Trésor, mais aussi avec ceux des régions desservies et du public. Au delà d'un chiffre fixé de recette, la somme allouée au concessionnaire ne variait pas. Même il arriva qu'elle diminuât. Alors la Cie avait intérêt à ne pas augmenter son trafic, mieux encore, à ne rien transporter du tout. Ce résultat paradoxal se produisit pour la Cie Bône-Guelma, quand furent mis en exploitation les riches gisements de phosphates de Tebessa. Elle avait, précédemment, réduit ses tarifs pour le transport de ces produits. Il arriva que le coefficient applicable en vertu des conventions, ne laissa à la Cie, paraît-il, qu'une somme insuffisante pour couvrir ses dépenses. Elle évaluait à 650.000 francs la perte que lui avait imposé, en 1911, le transport des phosphates. Il n'est donc pas étonnant que les Cies n'aient eu d'autre souci que de réduire leurs dépenses sans avoir cure des recettes. L'industrie des transports était l'accessoire. On a vu que les réseaux s'enchevêtraient mutuellement. Il en résultait nécessairement, des frais assez lourds pour les transmissions d'une Cie à l'autre, et aussi des pertes de temps considérables. Le délai prévu allait jusqu'à dix-neuf jours pour le transport d'un wagon de céréales, de Saint-Lucien à Oran, gares distantes de 32 kilomètres. Même complication préjudiciable au commerce, dans les tarifs qui présentaient une extrême variété. Certains n'étaient applicables que pendant une partie de l'année. Tous étaient fort élevés. A quantités égales, le transport des céréales coûtait aussi cher des hauts plateaux du département de Constantine aux marchés métropolitains, que de Bombay à Marseille ou de Chicago à Bordeaux. De leur côté, les voyageurs avaient à se plaindre de la lenteur des trains et de la manière souvent absurde, dont étaient établis les horaires. C'est ainsi que pendant l'hiver de 1893, sur le réseau de l'Est algérien, il était impossible de faire, dans la même journée, aller et retour, le voyage entre Kroub et Constantine, stations

éloignées l'une de l'autre, de 1 à 16 kilomètres. Le service n'était à peu près satisfaisant que sur les réseaux du P.-L.-M. et de l'Ouest algérien. Défaut d'entente entre les Cies, manque d'unité et de logique dans l'organisation du service, inégalité et élévation des tarifs, impossibilité d'exécuter les travaux supplémentaires, et par-dessus tout, défaut d'intérêt des exploitants dans le développement du trafic, tels étaient les vices dont souffraient les chemins de fer algériens. Loin de remplir la fonction des chemins de fers coloniaux, qui est de faire naître dans un pays neuf, de nouveaux mouvements d'échange et de circulation, et par suite, de provoquer indirectement la mise en valeur des ressources naturelles, auparavant inutilisées, ils ne parvenaient même pas à contenter les besoins existants.

La colonie ne retirait ainsi qu'un profit très insuffisant des sacrifices consentis par l'Etat. De 1892 à 1900, la charge annuelle imposée au budget, par les chemins de fer algériens, excédait 21 millions de francs. Au 31 décembre 1911, les avances de garantie, payées aux Cies, se montaient à plus de 480 millions. Au moment du rachat, la Cie franco-algérienne avait tiré du Trésor plus de 30 millions, quand les lignes garanties avaient coûté moins de 28. A l'époque analogue, la Cie de l'Est algérien avait reçu, en capital, une somme supérieure aux dépenses d'établissement de son réseau, soit 204.774.754 francs, contre 194 millions 037.888. La métropole, épouvantée par ces dépenses, n'osait plus rien entreprendre. Au grand détriment de la colonie, l'exécution du programme de 1879 restait en souffrance. Tout le mal venait des conventions. En 1891, dans un rapport remarquable, Burdeau fit leur procès, et, dès lors, chaque année, le Parlement entendait ce réquisitoire, où les conséquences désastreuses du système forfaitaire étaient mises en évidence, et démontrée la nécessité de doter l'Algérie d'nne organisation rationnelle et pratique.

Tant que la colonie vécut sous le régime du rattachement, qui faisait d'elle un simple prolongement du territoire français, elle ne put rien pour améliorer cette situation, et développer son outillage économique. La loi du 19 décembre 1900 lui conféra l'autonomie : elle eut, désormais, avec son budget spécial, le moyen de se procurer des ressources propres. Mais pouvait-elle répudier les obligations contractées ? Ne devait-elle pas payer, jusqu'à l'expiration des conventions, les garanties d'intérêt stipulées? On jugea, cependant, impossible de lui laisser le poids de toutes ses dépenses civiles. On décida, arbitrairement, que l'Etat continuerait, jusqu'en 1925, inclusivement, à payer la garantie des chemins de fer, ouverts à l'inauguration avant le 1er janvier 1901. Dès lors, il était interdit à l'Algérie de tenter la moindre réforme, sans l'assentiment du pouvoir central. La loi de 1900 ne lui avait donc pas apporté la solution désirée. La faculté, pour la colonie, de sortir enfin de cet état léthargique, lui fut donnée par la loi du 23 juillet 1904. Cette loi a déterminé la participation de l'Etat et de l'Algérie, dans les charges nouvelles, et remis à la colonie, la gestion de ses chemins de fer. Elle stipula que, à partir du 1er janvier 1905, les charges et les produits nets seraient inscrits au budget spécial de la colonie. Les avances de l'Etat aux Cies devaient être remplacées par une subvention annuelle, fixée à 18 millions de francs, jusqu'en 1907, et décroissant, ensuite, jusqu'en 1947, où elle prendra fin. L'Etat garde à sa charge l'annuité due à la Cie P.-L.-M. Les chemins de fer algériens étaient placés sous le contrôle du gouverneur. A la suite de cette loi, une direction des chemins de fer a été créée au gouvernement général.

Au 31 décembre 1912, la longueur des lignes exploitées atteignait 3.305 kilomètres, dont 963 pour le réseau de la Cie franco-algérienne, 887 pour l'Est algérien, 508 pour le P.-L.-M., 478 pour l'Ouest algérien, 436 pour le Bône-Guelma et prolongements. Deux Cies, la franco-algérienne, et l'Est, ont été rachetées, l'une en 1900, l'autre en 1908. La première possédait deux lignes isolées, perpendiculaires à la mer, Mostaganem-Tiaret, et Arzeu-Saïda, celle-ci prolongée, par Mecheria, jusqu'à Aïn-Sefra. En 1888, se trouvant hors d'état d'exploiter elle-même, elle avait affermé, pour cinq ans, son réseau à l'Ouest algérien; mais, peu de temps après, elle dut déposer son bilan. Les événements du Sud Oranais obligèrent l'Etat à poursuivre lui-même, la construction de la ligne d'Aïn-Sefra, laquelle atteignit Colomb-Béchar, en 1906. La dette de la Cie franco-algérienne s'élevait à 40 millions 1/2. La colonie a pris à son compte le versement de l'annuité due jusqu'en 1976, soit 593.600 francs. Pour 1911, les recettes de ce réseau se montèrent à 6.977.000 francs, et les dépenses à 5.798.000 francs. Quant à la Cie de l'Est algérien, sa dette était de 380.206.000 francs. Le réseau, exploité en régie, depuis le 12 mai 1908, a eu, en 1911, 14.847.000 francs de recettes et 10 millions 031.000 francs de dépenses. La Cie P. L.-M. a une dette de 71 millions 729.000 francs. Elle encaissa, en 1911, 17.166.000 francs et dépensa 9.915.000 francs. Depuis 1905, le produit net dépassant 4 millions, elle ne recourt plus à la garantie d'intérêts, et affecte le surplus au remboursement des annuités; elle a, ainsi, remboursé, en 1911 : 3.248.000 francs. La dette de l'Ouest algérien dépasse 100 millions de francs. Comme elle s'augmente, automatiquement, chaque année, de l'intérêt du capital avancé par l'Etat, il en résulte que, pour cette Cie, de même que pour la P.-L.-M., le jour est encore bien éloigné où cette dette pourra être éteinte. Les deux Cies ont demandé la revision de leurs conventions. Enfin, les délégation financières ont voté le rachat de la Cie Bône-Guelma, dont la dette s'élève à 229.626.000 francs, et s'accroît, annuellement, de 4 millions environ.

L'une des raisons qui déterminèrent le gouverneur, M. Jonnart, à faire opérer le rachat de l'Est algérien fut le refus opposé par cette Cie à la demande de réformer ses tarifs. M. Jonnart, grâce à sa ténacité, a pu briser les résistances qui avaient, auparavant, bravé les ministres et les commissions budgétaires. Il est parvenu à obtenir l'abaissement et l'unification des tarifs. Les nouveaux tarifs de petite vitesse furent mis en vigueur le 25 juin 1908. Dès lors les choses se passèrent pour le public comme s'il n'y avait en Algérie, qu'une seule administration de chemins de fer. La réforme des tarifs de grande vitesse est appliquée depuis le 1er avril 1910; et, depuis le 6 janvier 1912, les Cies délivrent des billets aller et retour communs à tous les réseaux. Les populations desservies ont bénéficié de dégrèvements de taxes qui dépassent 2 millions de francs. Des améliorations touchant le sort du personnel ont été faites par l'Etat qui a affilié ses agents à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, en prenant à sa charge 10 0/0 du traitement des employés commissionnés et 5 0/0 du traitement des autres. L'exemple lui avait été donné, d'ailleurs, par la Cie P.-L.-M., laquelle avait stipulé dès l'origine, que son personnel algérien serait traité absolument comme son personnel métropolitain. Le service des voyageurs a été sensiblement modifié. Le nombre des trains fut considérablement augmenté. Les horaires ont été améliorés. Une création très utile a été l'établissement de trains de nuit sur la ligne principale. Le voyageur parti de Tunis à 8 h. 16 du matin (heure de l'Europe Centrale), peut arriver le lendemain à 11 heures du soir (heure de l'Europe Occidentale) à Tlemcen, ayant parcouru 1.400 kilomètres. Les Cies P.-L.-M. et Est algérien ont des wagons-lits aussi confortables que ceux qui circulent en France. Les trains de nuit ont transporté 8.900 voyageurs en 1902 et 24.900 en 1905. Les facilités nouvelles de déplacement ont contribué partout à l'augmentation dn nombre des voyageurs : ce nombre par kilomètre,

après être descendu en 1897, à 40.647.000, s'est relevé à 95 millions 997.000 en 1911. Les chiffres suivants expriment l'augmentation des exportations pour les produits principaux, entre 1902 et 1912. Céréales : 1.373.050 quintaux, vins : 5.300.000 hectolitres ; fruits et primeurs : 696.055 quintaux ; minerais : 1.058.000 tonnes ; phosphates : 245.000 tonnes. Il faut certainement attribuer en grande partie, aux réformes dont nous venons de parler, l'essor du commerce algérien, qui a plus que doublé de valeur, de 1901 à 1912, et atteignit en cette dernière année le chiffre de 1 milliard 255 millions de francs. C'est de cette prospérité seule que l'on peut attendre une atténuation des charges imposées par les chemins de fer. La garantie d'intérêts, y compris les travaux complémentaires exécutés aux frais du budget, est descendue de 19 millions 138.000 francs en 1900, à 9.471.000 en 1911.

Le réseau actuel doit être complété par la construction de lignes nouvelles. Les assemblées algériennes n'ont pas hésité à voter les ressources nécessaires à cet effet. 250.385.000 francs seront affectés aux chemins de fer, sur les 300 millions du nouvel emprunt. Le programme établi en 1907 et 1909, comporte 1.256 kilomètres de voies nouvelles. La dépense est évaluée à 174 millions. Ces lignes sont construites en régie par les ingénieurs de l'Etat. Le 15 juillet 1912, a été livrée à l'exploitation la première section de la ligne de Beroughia à Djelfa jusqu'à Boghari. Elle est exploitée par la Cie de l'Ouest. L'administration des territoires du Sud fait construire une ligne à voie étroite de Biskra à Touggourt (200 kil). Les délégations ont décidé de construire, aux frais de la colonie, les voies nécessaires au transport des minerais de la province de Constantine. Une ligne nouvelle à voie large, reliera le Djebel-Onk à Tebessa. La ligne actuelle de Tebessa à Souk-Ahras sera transformée. Entre cette dernière localité et Bône, la voie large actuelle sera doublée. Ces travaux coûteront une centaine de millions. Mais on espère que, tous les gisements étant en exploitation et les frais déduits, la colonie pourra percevoir une recette nette annuelle de 12 millions de francs environ. Suscitée par le rail, la vie minière va reprendre. Une ère féconde pour l'Algérie a été ainsi inaugurée par les lois de 1900 et de 1904. La colonie est désormais en mesure de remplir le rôle auquel elle est destinée, et que Prévost-Paradol, cité à propos par M. M. A. Bernard, avait pressenti et magistralement tracé. « Les deux contrées qui la bornent, écrivait-il dans la *France nouvelle*, n'imposent aucune limite efficace à notre action le jour où il nous paraîtra nécessaire de nous étendre. Puisse-t-il venir bientôt ce jour où nos concitoyens, à l'étroit dans notre France africaine, déborderont sur le Maroc et sur la Tunisie, et fonderont, enfin, cet empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais qui sera certainement dans l'état futur du monde, la dernière ressource de notre grandeur. » Ce jour est actuellement venu. Dans quelques années, le rail qui déjà s'allonge de Tunis à la frontière oranaise, s'étendra jusqu'à Fez et jusqu'à l'Atlantique, joignant étroitement les trois fragments politiques de cette individualité physique qu'est l'Afrique Mineure. Et le réseau algérien ne sera pas seulement, dans l'avenir, le tronc principal de cette grande voie ferrée d'est en ouest ; il est appelé encore à devenir la base de ce transafricain, conçu par M. A. Berthelot, étudié récemment par une commission spéciale, lequel mettra le rivage algérien à trois ou quatre jours du Soudan et réalisera l'unité de notre empire africain.

C. M.

LES SCIENCES
dans leurs rapports avec les Colonies

Acclimatation et culture du Guayule. — Lorsque le mode d'exploitation du *Parthencium argentatum Gray* consistant à abattre les buissons et à broyer les tiges pour en extraire la gomme eut détruit, comme il fallait s'y attendre, toutes les réserves de guayule, la question de sa culture se posa impérieusement. Dès lors on se demanda quelles modifications pourrait subir cette plante sous l'influence de la culture. M. Francis-E. Lloyd de l'Université de Montréal, a répondu à cette intéressante question au troisième Congrès international du caoutchouc à New-York et nous résumons ici sa communication d'après notre confrère *The India Rubber World*, août 1913, *p.* 563-566.

Les constatations faites sont encore d'ordre un peu général, et elles intéressent plus le botaniste que le fabricant de caoutchouc.

La région dans laquelle furent effectués les essais comprend les déserts à demi arides de Chihuahuan et de Sonoran (Le *Parthenium argentatum* est originaire du premier), la partie la plus humide du Texas oriental, et une région relativement humide de l'Alabama oriental où la pluie atteint 1125 millimètres à 1725 millimètres. Tout d'abord on a dû reconnaître que la structure du guayule est loin d'être uniforme dans toute cette région. La principale différence consiste dans la teneur en humidité. On peut l'attribuer soit aux différences dans la chute des pluies, soit à la nature du sol. Les variations dans la structure sont relatives à l'épaisseur de l'écorce. Plus la teneur en humidité est grande, plus le cortex est mince.

On peut noter des variations corrélatives des accroissements de la tige. Plus celle-ci croît rapidement, plus il y a tendance à rétricissement de l'écorce. La tige présente superficiellement des rugosités qui sont plus particulièrement accentuées dans les régions Est de l'habitat, dans l'Etat de Nuevo Léon notamment. Dans cet État elles atteignent un tel degré que l'extraction du caoutchouc en est réduite notablement. Ce phénomène ne signifie nullement que la teneur en gomme est moindre, mais simplement que le volume du bois est plus grand. Toutefois le volume des tissus contenant la gomme peut aussi être diminué. Etant donné ce que l'on sait sur la relation qui existe entre l'absorption de l'eau et la quantité de gomme secrétée, on peut penser qu'en effet les arbres du Nuevo Léon donnent un peu moins de gomme que ceux des régions sèches.

Les différences bien connues également entre le « *Macho* » et l' « *Embra* » viennent encore à l'appui de cette thèse. Le « *Macho* » est peu fourni en branches, il a une écorce épaisse. L' « *Embra* », au contraire est beaucoup plus riche en branches et l'écorce est relativement mince. Dans le premier les pousses qui donnent des fleurs sont strictement distinctes de celles qui donnent des feuilles ; dans le dernier, au contraire, il n'en n'est pas de même. Que ces deux espèces présentent des différences radicales, c'est ce que l'auteur ne discute pas, mais, au Mexique on sait bien qu'au point de vue pratique la distinction est essentielle entre les deux espèces et le « *Macho* » est considéré comme très supérieur au point de vue de la teneur en gomme.

Puisque les deux espèces ont été trouvées ensemble dans les mêmes localités, il semble peu probable que les secrétions intracellulaires soient différentes, mais il est plus vraisemblable que

l'infériorité de l'embra est due au plus grand volume de la partie ligneuse et au plus grand nombre de petites branches. Il est très significatif que lorsque le guayule d'une espèce est cultivé dans certaines conditions et abondamment approvisionné en eau, le mode de croissance s'éloigne de celui du *macho* pour se rapprocher de celui de l'*embra* et le développement des parties ligneuses augmente.

Ces tendances se manifestent lorsque la plante croît dans un sol désertique sous l'influence d'irrigations ou dans des régions où les pluies sont abondantes.

Elles sont très importantes, parce que le traitement industriel présente d'autant plus de difficultés que le volume des bagasses est plus grand, et celui-ci dépend du développement des parties ligneuses.

Lorsqu'on change une plante d'habitat, la modification de l'ensemble des facteurs agissant sur sa croissance, peut être fatale, sans que celle d'un de ces facteurs en particulier puisse avoir une influence fâcheuse. Par exemple, le guayule peut résister à un bien plus grand froid dans un sol aride que dans un sol humide. Le froid et l'humidité réunis constituent ensemble une condition limitative de son acclimatation. La partie la plus rapidement affectée est la racine dont l'écorce se désagrège rapidement. Un sol moyennement humide et une température minima de — 11° sont des limites extrêmes.

La résistance vitale d'une plante à l'acclimatation dans une semblable région dépend de sa capacité de résistance à l'égard de ses nouveaux ennemis. Dans des régions humides, les parasites ont affecté très notablement les plantations de guayule, tandis que dans des régions à demi arides, aucun cas de mort n'a été constaté pendant trois ans, sauf le cas d'insuffisance d'irrigations. Il est clair que la résistance d'une plante soumise à l'irrigation est moins grande que celle d'une plante qui croît dans des conditions normales.

Quant à la rapidité de croissance, on a remarqué que les plantes provenant de plants transportés dans des régions semi arides et soumises à l'irrigation, ont atteint un développement tel que leur poids était de 2 kilogrammes en moyenne, au bout de deux saisons. Le poids de ces plantes, déduction faite de l'humidité, duquel on peut déduire le poids de gomme contenu, est d'environ 30 0/0 du poids brut.

Si donc, on admet un poids, à sec, de 453 grammes par plante, ce qui n'est pas exagéré, et que l'on admette une moyenne de de 10.000 pieds à l'acre, une teneur moyenne en caoutchouc de 2 0/0, on obtient 90 kg. 7 de caoutchouc en deux saisons.

En général, il n'y aura pas avantage économique à attendre une croissance de plus de deux saisons. En effet, on constate facilement que la vitesse de croissance diminue rapidement après la deuxième saison de croissance. D'autre part, les jeunes pousses n'augmentent pas sensiblement la proportion de gomme. La production rapide d'écorce, qui est caractéristique de la croissance en sol irrigué, contribue, semble-t-il, à altérer la formation de gomme. L'écorce, selon toute apparence, ne contient pas de caoutchouc, bien qu'en fait, ses cellules en présentent de très petites quantités.

Le dépérissement de diverses branches et de pousses, lors d'une croissance trop grande, nuit aussi à la formation de la gomme. Ces diverses circonstances montrent qu'il n'est pas avantageux de dépasser la seconde saison de croissance pour exploiter les arbustes.

Dans le climat humide d'Auburn (Alabama), l'un des plus convenables à la culture du coton, la vitesse du développement est moins grande que dans les régions désertiques soumises à l'irrigation. Au bout de la première saison, la plante atteint une hauteur de 20 à 25 centimètres; pendant la seconde, la croissance est minime. Ce fait, joint à la crainte que la plante ne supporte mal l'hiver, engage à ne compter que sur la formation de gomme de la première saison de croissance. Celle-ci est pratiquement nulle; on peut donc en conclure que la culture de cette plante dans cette région est sans intérêt, en raison de sa faible croissance, indépendamment de toute autre considération.

En ce qui concerne l'étude de la sécrétion de la gomme, on ne peut faire état que des procédés chimiques pour l'établissement du pourcentage par rapport au poids total de la plante. Le microscope peut, toutefois, venir en aide à ces procédés.

La première manifestation de la sécrétion est la présence de globules infiniment petits dans le protoplasma. Lors de leur augmentation de volume et leur multiplication, ces globules passent dans les vacuoles de l'aubier, où leur présence peut être mise en évidence par l'étude de leurs mouvements browniens.

L'analogie de leur condition, et de celle où se trouve le latex des arbres à caoutchouc dans les vaisseaux laticifères, est évidente. Dans des conditions définies la gomme prend la forme de fortes gouttelettes, remplissant presque complètement les vacuoles, et de composition hétérogène par suite de la présence de solutions contenant probablement des substances albumineuses, des carbohydrates et des hydrocarbures.

La rupture de la paroi séparant deux cellules adjacentes est suivie du contact et du mélange des deux gouttelettes contenant du caoutchouc. Les gouttelettes peuvent être si petites que l'extraction mécanique soit pratiquement impossible. C'est ce qui se produit lorsqu'elles sont assez faibles pour former une suspension.

L'agglomération des « suspensoïdes » peut se faire par l'action d'une quantité minime d'eau et l'action d'un agent chimique coagulant en dépit de certaines difficultés techniques, dont la résolution serait d'un très haut intérêt, mais probablement d'importance économique secondaire dans ce cas spécial.

Le plus grand pourcentage de caoutchouc contenu dans des arbustes croissant en sols arides et soumis à l'action de l'irrigation a été obtenu dans des arbustes ayant poursuivi leur croissance pendant deux saisons, dans le Zacatecas.

A la fin de la deuxième saison de croissance, le caoutchouc contenu apparaissait dans les mêmes conditions qu'à la première phase de développement, c'est-à-dire sous forme de gouttelettes infiniment petites ou de globules. Sept mois après, la quantité de gomme dans la cellule était inférieure au maximum, mais de moins d'un cinquième.

Dans ce cas, le faible pourcentage de gomme, relativement au poids à sec, était dû au grand développement des tissus qui ne contiennent pas de caoutchouc en quantité appréciable.

L'abondance de l'irrigation avait développé à l'excès les tissus.

Au point de vue économique, la question qui se pose dans ce cas est la possibilité, ou non, de l'extraction, en raison du prix élevé du traitement, par suite du volume excessif des bagasses.

Des arbustes qui avaient poussé à Tucson présentaient des cellules contenant une masse dense semblable à une émulsion, remplissant la cavité au mois d'août de la troisième saison de croissance.

Au mois d'août précédent les mêmes cellules ne présentaient que des globules infiniment petits.

Comme l'irrigation n'a pas été parfaitement déterminée ni parfaitement réglée, il est probable que l'on ne s'est pas trouvé dans les meilleures conditions possibles pour la sécrétion du caoutchouc.

La conclusion de ces études sur la culture du guayule est que le facteur déterminant des résultats que l'on peut attendre réside dans le réglage de la quantité d'eau.

Si l'on se trouve en présence d'une grande abondance d'eau, irrégulièrement fournie et à de trop faibles intervalles; il faudra plus de trois ans pour que la production de caoutchouc atteigne son maximum. Si les plants, au contraire, ont été bien irrigués, on peut compter sur le maximum de production au bout de la deuxième saison.

D'autre part il ressort de cette étude que la rapidité de la croissance n'est pas intimement liée à la sécrétion du caoutchouc (1).

E. M.

Le coton en Egypte et au Soudan anglais. — A l'heure où la question des matières textiles est plus que jamais à l'ordre du jour, il nous paraît intéressant de résumer ici brièvement un mémoire de Moritz Schanz, traitant de la culture du coton en Egypte et au Soudan, qui a été publié dernièrement dans l'un des suppléments du *Tropenpflanzer* (XIV, 1er février 1913) (2).

Cet ouvrage, de près de 200 pages, comprend deux parties. Dans la première, l'auteur s'occupe plus particulièrement de l'Egypte. Il rappelle d'abord l'histoire agricole de ce pays à travers les âges, la fertilité renommée de la vallée du Nil, et l'importance merveilleuse du grand fleuve, dont les eaux sont maintenant rationnellement réparties grâce aux nombreux travaux d'endiguements que Français puis Anglais ont accomplis depuis un siècle. Aussi maintenant, grâce à cette facilité d'arrosage, grâce au climat, on peut faire dans certaines contrées jusqu'à trois récoltes successives dans une même année.

Malheureusement, la culture est encore bien primitive, malgré le développement de nombreuses entreprises européennes, et la création d'écoles d'agriculture. En outre, la propriété est très divisée, et le sol est extrêmement cher. En effet, de ces bons terrains se vendent de 3.000 à 4.000 francs l'hectare, aussi se louent-ils de 150 à 200 francs l'Ha., en Haute-Egypte, et de 200 à 250 francs en Basse-Egypte, et à cela il faut ajouter encore la taxe qui s'élève de 20 à 100 piastres dans le Sud et 50 à 164 piastres dans le Delta.

Le coton est cultivé tout le long du Nil, mais la région qui en produit le plus et les meilleures variétés est certainement le Delta, bien que cependant en Egypte moyenne, on en obtienne de très bonnes qualités. En 1912, les plantations de coton occupaient 1.721.797 feddans, soit 723.155 Ha., dont 1.346.263 feddans en Basse-Egypte et 375.561 en Haute-Egypte.

Les variétés cultivées sont nombreuses; on en connaît plus de 100, dont les principales sont celles appelées « Mitafi » (la plus cultivée), Aschumi, Joanovitch, Sakellaridio, Nubari, Assili, Abbassi, Voltos, etc.

Au point de vue agricole, le coton se cultive de deux façons; soit que l'on en fasse une culture annuelle, ce qui est le cas le plus général, soit que l'on adopte une culture continue, et que l'on coupe simplement les cotoniers près du collet à l'entrée de l'hiver; mais cette dernière méthode est à peu près abandonnée. Quoi qu'il en soit, on procède de la façon suivante : après avoir labouré le terrain, le plus souvent à la charrue de bois, on fait de petits canaux et de petites digues, qui serviront à maintenir l'eau. Puis en mars, on sème soit en terrain sec, soit en terrain humide, suivant les régions. On pratique des trous de 25 à 50 centimètres aux 2/3 de la hauteur des digues, puis on jette de 7 à 15 graines de coton par trou. Ce sont en général des enfants qui sont chargés de ce travail. Après dix jours environ, les graines sont germées, on inonde alors, puis on éclaircit, ne laissant que deux cotoniers par trou. On règle ensuite l'humidité suivant les besoins, puis quelquefois on étête les jeunes arbustes, afin qu'ils n'atteignent pas plus de 1 mètre à 1 m. 20 de hauteur. Cent jours environ après les semailles, la plante fleurit, et quarante-cinq jours plus tard les capsules sont mûres. Alors vient la récolte qui dure environ deux mois, car il est nécessaire de faire plusieurs cueillettes. On arrache avec les deux mains le coton et les graines, puis on l'empile dans de larges sacs. La première cueillette est toujours la plus importante.

La récolte varie naturellement avec la température, le terrain, l'arrosage, et aussi avec les maladies. Le coton compte en effet de nombreux ennemis, dont les principaux sont : la chenille du *Prodenia littoralis*, celle du *Earias insulana*, l'*Alphis sorghi*, les sauterelles, et quelques champignons. En moyenne, on récolte de 3 à 5 kantar par Feddan dans les grandes propriétés, et de 6 à 7 dans les petites. Mais dans le Delta on obtient 8 kantar, et dans le Fayoum et dans certaines contrées de l'Egypte moyenne jusqu'à 8, 10 et même 15 kantar. En somme, c'est un bon rendement si l'on considère que dans les autres pays la récolte moyenne de 1898 à 1910 a été par acre de :

En Egypte.....	450	livres anglaises
Aux Etats-Unis.....	194	—
Dans l'Inde.....	80	—

Aussi le terrain peut-il rapporter en moyenne 160 francs par feddan; malheureusement les loyers sont extrêmement chers, de sorte que les cultivateurs ne peuvent faire de bénéfice que les années où la récolte est supérieure à la moyenne. Aussi les grosses entreprises ne spéculent-elles pas sur la récolte, mais s'occupent simplement d'améliorer le terrain afin de le revendre ensuite.

Enfin, le coton brut que l'on vient de récolter a besoin d'être séparé des graines, aussi s'est-il fondé dans le pays un certain

(1) D'après les renseignements qui nous sont parvenus, cette question du guayule, si magistralement étudiée par les Américains, ne présenterait plus guère d'intérêt, car la baisse du caoutchouc, due à la quantité sans cesse croissante de Para que fournissent les plantations asiatiques et malaises, en rendrait l'exploitation impossible. Il semble, en effet, que par suite de cette concurrence impitoyable, les sortes secondaires de caoutchouc, soient à peu près toutes appelées à disparaître du marché. Nous n'avons pas cessé de dire autre chose depuis plusieurs années, malgré l'incrédulité des producteurs; il est bien à craindre que nous n'ayons eu que trop raison. Em. P.

(2) Cette étude présentée au *IXe Congrès international cotonnier* de Scheveningen (9-11 juin 1913) a été éditée en langue française et publiée en tirage à part chez MM. Thiel et Tangye, imprimeurs à Manchester.

nombre d'usines où de puissantes machines égrainent le coton, puis ensuite le pressent, et le livrent en balles prêtes pour l'exportation.

Les graines sont alors vendues à part pour la fabrication de l'huile ou pour les semailles. La plus grande partie est exportée et en 1910, il en est sorti 3.235.000 quintaux d'Egypte, ce qui représente une valeur de 2.150.000 livres anglaises. Cette même année 2.135.000 quintaux furent exportés en Angleterre, 936.000 en Allemagne et 150.000 en France. Cependant une partie de l'huile est extraite maintenant sur place, et en 1911-1912, les usines égyptiennes ont employé 730.000 ardebs, soit 94.380 tonnes de graines, et elles ont exporté 85.000 tonnes, soit pour une valeur de 355.000 livres.

Quant à l'industrie du coton, elle est encore très peu développée en Egypte, de sorte que 82,5 0/0 de l'exportation totale de ce pays consiste en coton. Cette exportation, qui est entre les mains d'un certain nombre de banques, se fait surtout avec l'Angleterre, l'Amérique, la France, l'Allemagne, la Russie, etc. Elle a été en 1911-1912 de 7.366.000 kantars, soit environ 330.734 tonnes, ce qui place l'Egypte au troisième rang parmi les pays producteurs de coton après les Etats-Unis et l'Inde. En outre, de grands espaces de terrains peuvent encore être cultivés, et il n'est pas douteux que la production n'augmente encore.

Dans le Soudan anglais, la culture du coton, quoique moins développée qu'en Egypte, joue pourtant un grand rôle. Dans ce pays de 2.505.900 kilomètres carrés de superficie, et de près de 3.000.000 d'habitants, seuls quelques bas-fonds et une étroite bande de terrain longeant le Nil, sont cultivables. En outre, le climat sec, les difficultés de l'arrosage, sauf sur les bords du fleuve, la rareté de la main-d'œuvre, et le manque de moyens de transport surtout dans le sud, sont autant d'entraves au développement de cette culture. Et à cela il faut encore ajouter que les variétés cultivées sont inférieures aux variétés égyptiennes, et que les méthodes de cultures sont encore plus primitives.

Malgré cela, cependant, la production du coton a fait de grands progrès depuis quelque temps, et cela, grâce aux efforts du gouvernement et de quelques entreprises européennes. En 1910, les plantations de coton occupaient 59.477 feddans, dont 9.110 étaient arrosés artificiellement, 10.093 à l'aide des pluies, et 40.276 par les inondations du Nil. En outre, l'exportation du coton a quintuplé en moins de cinq ans, et en 1911 elle fut de 12.400 tonnes, dont :

					liv. st.
3.109	tonnes	en coton égrené représentant une valeur de			195.270
2.180	—	en coton non égrené	—	—	40.575
7.105	—	de graines.	—	—	31.580

Malheureusement le développement de la culture du coton au Soudan ne peut être que très lente, car ce pays manque de capitaux, et la population ne s'accroît que lentement.

C. Royer.

Géographie et géologie de l'Ouest de Madagascar. — Au cours de sa mission géodésique en 1911, le capitaine Carrier (1) a parcouru la région située entre Tananarive et Majunga, suivant une bande large de 70 kilomètres et transversale par rapport aux zones géologiques de l'île ; il a pu ainsi étudier les caractères des zones cristallines et sédimentaires qu'il a traversées successivement.

Il en décrit avec soin la topographie et montre que le phénomène qui domine dans l'exploration de la région qu'il a étudiée, est l'existence de plateaux granito-gneissiques ; horizontaux, séparés par de profondes vallées. Il pense qu'il a existé une période où tous ces plateaux étaient réunis en un seul plateau horizontal que ne dominait aucune saillie et ne troublait aucune ride ; en réalité ce plateau originel n'était pas rigoureusement horizontal et possédait une très faible pente dirigée vers le Nord-Ouest ; ce sont les restes d'une ancienne pénéplaine profondément rongée par le cycle d'érosion actuel. Deux volcans, le Tsitondroira et le Namakia s'élèvent à environ 100 mètres au-dessus de ce substratum cristallin.

Le capitaine Carrier a étudié plus rapidement la région cristallophyllienne et la région sédimentaire ; en ce qui concerne cette dernière, il pense que l'on a fait jouer à l'érosion un rôle trop grand pour expliquer les escarpements successifs qui constituent le pays et il pense que les failles peuvent avoir joué un certain rôle dans les formations de ces gradins ; il fait remarquer que les nombreuses traces de volcaniques dans une région de tectonique aussi simple apportent un appui sérieux à cette hypothèse.

P. L.

(1) Capitaine Carrier. Une mission géodésique à Madagascar. *La Géographie* XXVIII, 15 juillet 1913, pp. 1-27.

Manuel d'horticulture coloniale (1). — M. Teissonier, directeur du Jardin d'essai de Camayenne (Guinée), et M. Caille, chef du Jardin botanique de Dalaba, viennent de publier, sous la direction éclairée d'Aug. Chevalier, un livre qui vient à son heure dans notre littérature coloniale. Il s'agit de l'*Horticulture* aux colonies et c'est véritablement un *Manuel* que les auteurs offrent aux colons, aux administrateurs et aux officiers des postes avancés.

Selon l'usage adopté dans les ouvrages antérieurs de la collection des *Végétaux utiles de l'Afrique tropicale*, ce volume est précédé d'un *plan général* et suivi d'un Index alphabétique des matières.

Nous n'avons pas qualité pour apprécier ce manuel, mais nous pouvons dire qu'il est très documenté et qu'il nous semble parfaitement répondre à son but.

Dans une première partie, due à M. Teissonier, on trouvera tout ce qui concerne l'établissement d'un jardin potager et la **culture des légumes** : légumes à racines-tubercules ou à bulbes ; légumes cultivés pour leurs tiges ou leurs feuilles ; fruits-légumes. Le même auteur a consacré une deuxième partie aux **cultures fruitières** et à leurs ennemis.

M. O. Caille a traité à son tour la **culture des fleurs** et des **espèces végétales d'ornement**, et chacun sait combien est important pour l'Européen perdu dans la brousse, d'avoir autour de lui, quelques fleurs qui viennent égayer sa solitude. Aucun détail utile ne semble avoir été oublié.

Aug. Chevalier, pour sa contribution à l'ouvrage, a fourni une série de notes documentaires du plus grand intérêt concernant certaines plantes moins connues ou des espèces dont la culture sous les tropiques présente certaines difficultés.

(1) A. Chevalier, P. Teissonier et O. Caille. *Manuel d'horticulture coloniale.* (Fascicule VIII des *Végétaux utiles de l'Afrique tropicale*), 1 vol. in-8°, 435 pp., Paris, 1913, Challamel, éditeur.

Quand le chef de la Mission permanente d'agriculture coloniale aura parcouru les quelques colonies dans lesquelles il n'a pas eu encore à exercer sa sagacité, nul doute qu'il ne transforme ce premier essai en un magistral ouvrage sur l'agriculture aux colonies; il nous le laisse, d'ailleurs, entrevoir dans la préface de ce manuel, qui est appelé à rendre les plus grands services et que nous signalons avec grand plaisir à tous les intéressés.

EM. P.

Bulletin du Laboratoire d'agronomie coloniale. — L'organisation au Muséum du *Laboratoire d'agronomie coloniale* vient d'amener son directeur, M. AUG. CHEVALIER, à publier les recherches qu'il aura, dans l'avenir, faites ou inspirées, dans un bulletin sans périodicité fixe, qui paraîtra au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir au laboratoire.

C'est une exellente idée, car de la sorte M. CHEVALIER et ses collaborateurs ne seront pas à la merci des nécessités d'un périodique à cadre plus ou moins rigide.

Il est à regretter que ce ne soit pas l'administration qui publie elle-même ces travaux dont elle est appelée à profiter ou qui constituent une documentation qui lui ferait honneur.

Ce ne sont pas les exemples qui manquent à l'étranger, au département de l'agriculture des Etats-Unis et aux Philippines, par exemple.

EM. P.

L'Agronomie coloniale. — Sous cette dénomination paraît depuis le 1er juillet un nouveau journal (LAROSE, éditeur) qui porte comme sous-titre *Bulletin mensuel du Jardin colonial* et qui doit remplacer *L'Agriculture pratique des pays chauds*, au moins en ce qui concerne les études faites au Jardin de Nogent. Il est regrettable que le titre adopté puisse amener la confusion dans les indications bibliographiques avec la publication dirigée par AUG. CHEVALIER intitulée *Bulletin du Laboratoire d'agronomie coloniale*. Le sous-titre du premier eût été suffisant et de la sorte aucune confusion ne serait possible. A cette époque de multiplication des organes scientifiques, il importe, en effet, de réduire les erreurs bibliographiques au minimum.

Cette critique étant faite, nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue aux nouveaux bulletins dont les travaux seront présentés à nos lecteurs avec soin et impartialité. L'émulation qui se produit en matière d'études scientifiques appliquées aux colonies, n'est certes pas pour nous déplaire personnellement et nous en enregistrons les manifestations avec le plus grand plaisir.

EM PERROT.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Recrutement des indigènes. — Le ministre des Colonies, après entente avec les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, vient de nommer une commission interministérielle chargée d'étudier, sous la présidence de M. P. Dislère, président de section honoraire au Conseil d'Etat, les conditions d'application aux colonies et pays de protectorat de la loi du 7 août 1913 et de préparer un projet de loi réglant les conditions de recrutement des indigènes.

MARCHÉ DU CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	5 50 à . ..
Conakry Niggers	4 75 à 5 25
Soudan Niggers rouges	4 50 . ..
Soudan Niggers blancs	4 25 à 4 50
Soudan lanières et plaques	5 .. à 5 50
Soudan Manoh	4 .. à 4 50
Lahou petits Cakes	3 75 à 4 25
Lahou Niggers	4 .. à 4 50
Gambie A	3 .. à 3 50
Gambie AM	3 .. à 3 50
Gambie B	2 75 à 3 25
Bassam Lump	2 .. à 2 50

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le mercredi 19 novembre et comprendra environ 236 tonnes, dont environ 106 tonnes de plantation.

On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	4 50 à 4 75
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	3 50 à 3 75
Kasai noir I	4 50 à 4 75
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	4 50 à 4 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	4 50 à 4 75
Mongala lanières	4 50 à 4 75
Aruwini	4 50 à 4 75
Wamba rouge I	4 50 à 4 75
Uelé	4 50 à 4 75
Détroits crêpe I.	5 50 à 5 90

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — AGRICULTURE. — **Incendies de forêts.** — Le Conseil général de Constantine a décidé d'étudier, d'une façon toute spéciale, la question des incendies de forêts qui font périodiquement de graves ravages dans le département.

COMMERCE. — **Le commerce de l'Algérie pendant les neuf premiers mois de 1913.** — Le mouvement des échanges, au cours de cette période, s'est élevé au total à 819.724.000 francs, en diminution de 29.792.000 francs sur la période correspondante de 1912. Cette diminution du chiffre du commerce algérien est imputable pour plus de la totalité aux exportations de matières végétales, particulièrement des céréales et des vins. Les entrées de marchandises, au contraire, ont une valeur plus grande en 1913, qu'en 1912 et 1911. Sur le total de 499.960.000 francs auquel se montent les importations en Algérie, la France figure pour 410.763.000 fr., et sur la somme d'exportations de 359.764.000 francs, elle a reçu 247.369.000 francs.

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

18 *octobre.* — *Décret* du 6 juillet approuvant la convention passée entre le directeur général des travaux publics et la Compagnie des tramways de Tunis, pour la concession d'une ligne de tramways de Tunis à Hammam-Lif, suivi de ladite convention.

Décret du 13 octobre ouvrant les bureaux des douanes de Ben-Gardane et de Foum-Tatahouine aux opérations de commerce à l'importation et à l'exportation, et celui de Marsa-Ksiba aux opérations de cabotage.

AGRICULTURE. — **Lotissements de propriétés domaniales.** — La direction de l'agriculture vient de terminer le lotissement de l'Henchir-el-Aroussa, près de Bou-Arada. La mise en vente des lots en sera faite probablement en novembre. A peu près à la même époque, on mettra également en vente les lots de la petite propriété domaniale de Mongil-Radès, près de Radès, pour villas ou petite culture maraîchère et destinés à former un village. On vendra enfin le lotissement de l'Henchir-Guingla, sur les bords du lac de Bizerte. Les lots de ce domaine, relativement petit, sont également destinés à former un village et à produire de la grande et petite culture maraîchère.

MINES. — **L'adjudication des phosphates.** — L'adjudication de l'amodiation des gisements de phosphates du Djebel-M'dilah, situés à 20 kilomètres de Gafsa, dans le périmètre de préemption de la Compagnie de Gafsa, a eu lieu. La surface du gisement est de 2.240 hectares et le tonnage probable de 100 millions de tonnes d'une teneur supérieure à 60 0/0. La Société des mines et produits chimiques de Villefranche-sur-Saône est déclarée adjudicataire provisoire sur la base d'une redevance de 4 fr. 43 par tonne; elle ne deviendra adjudicataire définitive que si la Compagnie de Gafsa ne profite pas dans les quinze jours de son droit de préemption.

Pour l'aménagement des chantiers d'exploitation, trois années sont accordées à la société amodiataire; dans les trois années suivantes, l'expédition des phosphates devra s'élever respectivement à 50.000, 100,000 et 150.000 tonnes au minimum; puis à 250.000 tonnes à partir de la septième année. Le trésor de l'Etat tunisien percevra donc à partir de cette date une somme de plus de un million à titre de redevance.

Maroc. — ACTES OFFICIELS. — *Bulletin officiel du Maroc.*

10 *octobre*. — *Arrêté viziriel* du 12 septembre relatif à l'application, dans la circonscription civile de la Chaouïa, de la circulaire du grand vizir aux gouverneurs, caïds et cadis, en date du 1er novembre 1912, relative aux autorisations d'achats de terrains en Chaouïa.

Arreté viziriel du 27 septembre interdisant la circulation des poids lourds sur la piste empierrée de Rabat-Oued-Yquem.

Dahir du 18 avril instituant la commission municipale de Sefrou.

Arrêté viziriel du 20 septembre portant organisation de la commission municipale de Sefrou.

17 *octobre*. — *Dahir* du 14 octobre relatif aux ressorts judiciaires du Protectorat français au Maroc.

Dahir du 14 octobre fixant, en matière civile et commerciale, le taux légal des intérêts et le maximum des intérêts conventionnels.

Arrêté viziriel du 30 septembre relatif à la zone de servitude militaire de la ville de Settat.

Arrêté viziriel du 30 septembre relatif à la zone de servitude militaire du camp du Gueliz à Marrakech.

AGRICULTURE. — **Protection des forêts.** — Le chef du service des forêts vient d'étudier les termes d'une réglementation destinée à protéger la forêt de la Mamora, par une répression sévère. La question de l'exploitation des cantons les plus voisins de la cité naissante de Kenitra, et les premières installations à réaliser dans ce but sont actuellement à l'étude. La réglementation à intervenir tiendra compte dans la plus large mesure des droits d'usage des indigènes occupant les parties libres de la forêt et ses environs immédiats.

ALIMENTATION. — **L'alimentation en eau potable à Rabat.** — Le réservoir qui a été édifié près de la porte El-Alou est complètement terminé et va être mis incessamment en service. Il est destiné à recueillir les eaux qui se perdaient pendant la nuit. Les travaux de construction de ce réservoir ont coûté 4.000 pesetas hassani (3.200 francs environ). D'autre part, le bassin qui recueille l'eau de la source de Chella a été récemment nettoyé et ses abords ont été munis d'un tourniquet, afin que les animaux ne puissent s'en approcher et en polluer l'eau. Ce tourniquet ne donne accès qu'aux personnes qui veulent puiser de l'eau.

COMMERCE. — **Un syndicat des agents commerciaux.** — Il vient de se former à Casablanca un syndicat professionnel des agents commerciaux, consignataires, représentants et voyageurs français au Maroc, pour la défense des intérêts du commerce. Ne peuvent être admis dans le sein de ce syndicat que les candidats jouissant de leurs droits civils et politiques. Cette organisation semble devoir faciliter aux maisons de France et d'Europe qui désirent être représentées au Maroc, le choix d'agents locaux et régionaux.

Inauguration de la Chambre de commerce française de Casablanca. — Le 26 septembre dernier, M. de Saint-Aulaire, ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, a solennellement inauguré au consulat de France à Casablanca, la Chambre de commerce française de cette ville, constituée par l'arrêté résidentiel du 25 juin 1913 et l'arrêté viziriel du 5 juillet. En présence des autorités civiles et militaires de Casablanca et de la région et des membres de la nouvelle Chambre, M. de Saint-Aulaire rappela l'œuvre militaire et administrative du gouvernement français, condition fondamentale du développement des intérêts commerciaux, industriels et agricoles des colons. La Chambre instituée par le Protectorat se présente comme l'aboutissement logique des progrès antérieurs et comme un instrument de progrès nouveaux.

HYGIÈNE. — **L'eau dans les égouts à Saffi.** — Dans le programme des travaux publics élaboré par le service de Saffi, a été prévu un système d'égouts par bassins séparés. Les travaux d'adduction des eaux de Sidi-Currara pour l'alimentation de la ville font l'objet d'une étude approfondie. La réalisation de ces projets, d'une grande importance pour l'hygiène de Saffi, nécessitera toutefois d'importants crédits.

NAVIGATION. — **Les taxes de pilotage à Tanger.** — Les droits établis sur la navigation sont à la charge de l'armement; les droits sur les voyageurs et les marchandises restent, au contraire, habituellement, à la charge, les premiers des voyageurs, les seconds des expéditeurs ou des destinataires. En sus des impôts, la navigation maritime supporte dans les ports des charges correspondant à divers services rendus, dont les unes sont facultatives, les autres obligatoires. Parmi les frais obligatoires figure, en première ligne, le pilotage. La taxe afférente à ce service est généralement moins élevée pour les navires sur lest que pour les navires chargés. En adoptant, pour Tanger, un prix moyen de 0 fr. 05 par tonneau de jauge, entrée et sortie réunies, le revenu du port ne sera pas négligeable. En ajoutant à cette

charge de 0 fr. 05 celle du droit de quai (0 fr. 016), le navire ne se trouve encore imposé que de 0 fr. 066 par tonneau.

Le port et la douane à Rabat. — Par suite de la praticabilité de la barre, jusqu'à fin septembre, les dépôts de marchandises effectués le long du bâtiment de la Douane, sur le Souk-el-Ghzel, n'ont cessé d'augmenter ; toutefois les enlèvements incessants opérés par les destinataires commencent à dégager cet entrepôt provisoire. La passe du Bou-Regreg a été améliorée par les grandes marées de l'équinoxe d'automne. Les sables qui gênaient l'entrée du fleuve ont été déplacés et aujourd'hui, quoique la profondeur de la passe ait diminué, l'accès en est plus direct et plus facile.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — **Le prix des terrains à bâtir à Settat.** — Depuis quelque temps il se produit une hausse assez considérable sur les terrains à bâtir dans le centre de Settat. A la fin août, le prix de 60 p. h. (1) a été offert au mètre carré. Il existe autour de la ville certains espaces dans les jardins dont le prix est évalué à 4 francs le mètre.

Le prix des loyers à Salé. — Avec le commencement de la nouvelle année musulmane, seront renouvelés à Salé les baux de location. Jusqu'à cette époque il sera difficile de se procurer dans cette ville, soit un logement, soit une boutique. Les prix actuels pratiqués à Salé, au mois, sont les suivants : une maison de trois pièces construite à l'Européenne: 100 francs ; une maison arabe de quatre pièces avec patio : 80 à 100 francs ; un fondouk de dimensions moyennes avec deux chambres : 100 à 125 francs; une boutique de commerçant avec arrière-boutique : 45 à 65 fr.

TRAVAUX PUBLICS. — **Les routes dans la région de Fez.** — Une piste carrossable vient d'être aménagée entre Fez et Souk-el-Arba-de-Tissa. Ce centre, érigé aujourd'hui en bureau de renseignements et siège du cercle des Hayaïna de la région de Fez, n'était relié à cette dernière ville, jusqu'en ces derniers temps, que par un sentier muletier tracé sur un sol argileux, détrempé et glissant après les pluies, poussiéreux à l'époque de la sécheresse. Il a suffi de trois mois à la section du génie des troupes marocaines, pour transformer ce sentier en une route carrossable, malgré des obstacles de toutes sortes : alertes fréquentes, insuffisance de main-d'œuvre locale, difficulté de se procurer des matériaux, etc... L'effet moral produit par la rapidité de ce travail sur les tribus des Hayaïna a été excellent.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique Occidentale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

18 *octobre.* — *Arrêté* du 3 octobre promulguant en Afrique Occidentale Française le décret du 3 septembre 1913, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures spéciales de ravitaillement des bateaux pratiquant la grande pêche.

Arrêté du 15 octobre modifiant celui du 25 septembre 1913, fixant la valeur en douane des caoutchoucs exportés de l'Afrique Occidentale Française pour la période comprise entre le 1er octobre 1913 et le 1er avril 1914.

COMMERCE. — **Valeurs en douane des caoutchoucs exportés.** — Le *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française* publie un arrêté du 15 octobre aux termes duquel les valeurs en douane attribuées, par l'arrêté du 25 septembre 1913, aux caoutchoucs exportés de l'Afrique Occidentale Française sont remplacées par les suivantes :

Caoutchoucs exportés :	100 kilogrammes
Caoutchoucs du Sénégal :	
Casamance et Cayor	250 francs
Autres caoutchoucs exportés par le Sénégal	350 —
Caoutchoucs de la Guinée française	375 —
Caoutchoucs de la Côte d'Ivoire :	
Autres qu'Assinie	150 —
Assinie, toutes qualités	100 —
Caoutchoucs du Dahomey	200 —

Les raisons qui ont inspiré cette nouvelle diminution des valeurs en douane sont exclusivement d'ordre économique. L'exposé des motifs, très net à cet égard, dit qu'il importe, en raison de la baisse des cours du caoutchouc sur les marchés d'Europe, d'atténuer le montant des droits perçus en Afrique Occidentale Française sur ce produit, à la sortie, par une réduction des valorations douanières inscrites à l'arrêté du 25 septembre 1913.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

2 *octobre.* — *Arrêté* du 25 septembre promulguant au Sénégal, les décrets du 14 septembre 1913, approuvant les délibérations du Conseil général, en date du 22 février 1912, relatives aux droits d'enregistrement et d'hypothèque au Sénégal et portant règlement sur les patentes et licences, institution de la contribution personnelle mobilière et de l'impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie dans les territoires d'administration directe.

Arrêté du 1er juillet portant réglementation du régime des patentes et des licences dans les pays de Protectorat.

Arrêté du 1er juillet portant création d'un impôt foncier sur la propriété bâtie dans les Pays de Protectorat du Sénégal.

Arrêté du 1er juillet portant établissement d'un impôt foncier sur la propriété non bâtie dans les escales commerciales des pays de Protectorat.

Décision du 25 septembre modifiant la décision du 17 août 1913, relative à la délivrance, dans les ports d'exportation, des permis d'embarquement pour les caoutchoucs présentant des matières étrangères.

Circulaire du 23 septembre au sujet de la détention des armes.

ADMIMISTRATION. — **Régime de l'indigénat.** — Le Conseil général du Sénégal a émis le vœu que soit abrogé l'article 2 du décret du 16 août 1912 qui, en violation de la loi du 24 avril 1833, met les indigènes originaires des quatre communes de plein exercice sous le régime de l'indigénat.

HYGIÈNE. — **Alimentation en eau potable.** — Une commission vient d'être chargée d'étudier la question de l'alimentation de la ville de Saint-Louis en eau potable.

Haut-Sénégal-Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

18 *octobre.* — *Arrêté* du 5 octobre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Haut-Sénégal et Niger établissant des droits de pacage dans cette colonie.

Arrêté du 5 octobre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Haut-Sénégal et Niger réglementant dans cette colonie, les cartes de circulation des colporteurs.

Arrêté du 5 octobre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Haut-Sénégal et Niger, réglementant les patentes et licences dans cette colonie.

(1) La peseta hassani vaut 0 fr. 80 environ.

Territoire militaire du Niger. — FINANCES. — **Impôt personnel des indigènes.** — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique Occidentale, l'impôt personnel à percevoir dans le Territoire militaire du Niger, en 1914, varie du taux de 0 fr. 50 à 5 francs. Le commissaire du gouvernement général au Territoire militaire du Niger a délégation pour fixer ce taux suivant les circonscriptions. Le montant des remises allouées aux chefs indigènes chargés du recouvrement de l'impôt personnel est fixé a 1 0/0.

Prix de rachat des journées de prestation. — Le nombre maximum des journées à imposer au titre des prestations aux indigènes du Territoire militaire du Niger est fixé à cinq. Le prix de la journée de rachat est fixé à 0 fr. 30. L'indemnité à allouer à un prestataire déplacé de plus de 5 kilomètres est fixée à 0 fr. 10 par jour.

Mauritanie. — COMMERCE. — **Le commerce de la langouste royale en 1912 et en 1913.** — Le nombre total des langoustes vertes importées en France en 1912, a dépassé 300.000; jusqu'au 30 septembre dernier, ce chiffre a dépassé 200.000, et il atteindra au moins celui de 1912 : les bateaux rentrent actuellement de leur troisième et dernier voyage de l'année. La moitié du produit de cette pêche a été vendue sur le marché de Paris ; l'autre moitié a été expédiée sur Bordeaux, Royan, Caen, Lyon, Le Mans, Le Havre, Nantes, Brest, Dijon, Versailles, Tours, Rouen, etc. La consommation de ce crustacé, inconnue il y a quelques années, est répandue presque partout aujourd'hui en France et même en Belgique. La plupart des pêcheurs ont gagné en cinq ou six mois de 1.300 à 1.600 francs à la part, certains ont fait jusqu'à 2.000 francs. Les prix de gros ont varié à la Halle de Paris, entre 2 francs et 3 fr.75 et ceux de détail entre 3 fr. 50 et 5 fr. 50 le kilogramme.

Les importateurs se plaignent amèrement du marché de Paris. En effet, sur 1 fr. 25 de frais généraux par kilogramme, l'octroi seul absorbe 0 fr. 40, le tiers. Ce droit est le même que pour la langouste rouge qui se vend un bon tiers, presque moitié plus cher (3 fr. 75 à 6 francs en gros). Ces droits ne devraient pas dépasser 0 fr. 25 par kilogramme, sinon, les importateurs ayant intérêt à expédier en province, à Lyon surtout, abandonneront le plus qu'ils pourront, le marché parisien, ce qui serait infiniment regrettable à tous égards.

Guinée française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

18 *octobre.* — *Arrêté* du 5 octobre fixant, sur le chemin de fer de la Guinée, les conditions d'application des tarifs spéciaux P. V. nos 11, 12 et 13, relatifs aux transports, à la descente, des produits du pays.

CHEMINS DE FER. — **Tarifs des transports des produits du pays.** — Un arrêté du gouverneur général fixe, ainsi qu'il suit, les conditions d'application des tarifs spéciaux P. V., nos 11, 12 et 13, relatifs aux transports des produits du pays, à la descente, sur le chemin de fer de la Guinée.

a) Tarif spécial P. V., n° 11, applicable à la descente seulement aux riz, karité en noix et amandes : prix ferme, par tonne, 35 fr , enregistrement non compris.

Conditions particulières. — 1° Ce tarif est applicable à la descente de toute gare à toute gare pour les expéditions de 5 tonnes ou payant pour ce poids ; 2° le chargement et le déchargement sont effectués par les soins aux risques et périls des expéditeurs et des destinataires ; 3° l'administration n'est pas responsable des déchets et avaries de route ; 4° les wagons nécessaires aux chargements devront être demandés trois jours au moins à l'avance en faisant connaître leur destination au chef de la gare expéditrice ; 5° le poids de la marchandise sera reconnu par le pesage sur le pont bascule des wagons chargés, la tare inscrite sur les wagons étant défalquée du poids total ; 6° il sera loisible à l'administration de prolonger de cinq jours les délais réglementaires de durée du transport ; 7° le présent tarif ne sera appliqué qu'autant que l'expéditeur en aura fait la demande sur sa demande de wagon et sur la déclaration d'expédition par l'une des mentions : tarif spécial, tarif réduit ou le plus réduit.

Sont applicables en outre toutes les dispositions du tarif général qui ne sont pas contraires aux conditions particulières du présent tarif.

b) Tarif spécial P. V., n° 12, applicable à la descente seulement aux : arachides ; coton pressé en balles de 50 kilogrammes ; laine brute du pays pressée en balles de 50 kilogrammes; peaux brutes fraîches séchées ou salées ; dépouilles d'animaux autres que l'ivoire : prix ferme, par tonne, 30 francs, enregistrement non compris.

Conditions d'application. — Les conditions d'application du présent tarif sont les mêmes que celles du tarif spécial P. V., n° 11.

c) Tarif spécial P. V., n° 13, applicable à la descente seulement aux graines oléagineuses autres que les arachides : prix ferme, par tonne, 25 francs, enregistrement non compris.

Conditions d'application : les conditions d'application du présent tarif sont les mêmes que celles du tarif spécial P. V., n° 11.

TRAVAUX PUBLICS. — **Le chemin de fer Conakry-Kouroussa.** — Les travaux de prolongement de la ligne de Conakry à Kouroussa se poursuivent activement entre Kouroussa et Kankan. En ce qui concerne l'infrastructure, les travaux qui, au 31 décembre 1912, étaient terminés jusqu'à Lefrani, au kilomètre 630, atteignaient, au 31 mars 1913, le kilomètre 646, ce qui donne une moyenne d'un peu plus de 5 kilomètres par mois. Les chantiers sont du reste ouverts sur toute la longueur du prolongement, soit sur 72 kilomètres. Les maçonneries des ponts sur le Niger et sur le Niandan sont terminées.

Si rien d'imprévu n'arrive, on compte que le montage des tabliers métalliques pourra être entrepris à partir de janvier 1914. Dans ces conditions, la locomotive venant de Conakry pourrait arriver à Kankan au mois de mai 1914.

Les résultats généraux de l'exploitation pendant le premier trimestre de 1913 ont été très favorables ; les recettes ont été de 8 0/0 supérieures à celles du trimestre correspondant de 1912 avec un chiffre total de 1.225.930 francs. Les voyageurs transportés au nombre de 36.980 ont fourni dans ce chiffre 176.250 fr., et les marchandises 1.049.680 francs pour plus de 7.000 tonnes chargées.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

30 *septembre.* — *Arrêté* du 22 juillet portant ouverture du bureau de poste de Bouaflé au service des mandats métropolitains.

Arrêté du 25 août réglementant l'ordre d'embarquement des billes au wharf de Grand-Bassam.

Circulaire du 19 septembre au sujet des tournées médicales.

Circulaire du 22 septembre à MM. les commandants de cercle au sujet de la contrebande de poudre.

Décision du 26 septembre fixant la date de convocation du collège électoral pour l'élection des membres de la Chambre de commerce de Grand-Bassam. Elections de la Chambre de commerce de Grand-Bassam, et liste définitive des électeurs.

Arrêté du 29 septembre levant les mesures quarantenaires prescrites contre les provenances de la colonie anglaise du Lagos.

COMMERCE. — **Embarquement des billes au wharf de Grand Bassam.** — Le lieutenant-gouverneur par intérim vient de prendre un *arrêté*, en date du *25 août*, réglementant comme suit l'embarquement des billes au wharf de Grand-Bassam :

L'embarquement des billes se fera suivant l'ordre d'arrivée en lagune Ouladine, sous réserve que la déclaration prévue ci-dessus aura été faite au wharf, que les billes auront été déclarées et leur embarquement autorisé par la Douane, et que la Cie de transport acceptera de prendre le chargement. Il ne sera admis de déclaration au wharf, qu'autant que les billes seront rendues en lagune Ouladine, et prêtes à être embarquées. Dans le cas où un lot de billes à embarquer ne serait pas déclaré en douane au moment des opérations de chargement par le wharf, son tour d'embarquement sera modifié et prendra la suite du lot en cours de chargement à l'heure du dépôt de la déclaration à la bascule du wharf. Le tour de sortie de la lagune pourra être changé en cas de transbordement direct des eaux de la lagune sur un bateau en rade d'un ou plusieurs lots de billes que désirera prendre le navire en chargement.

Election des membres de la Chambre de commerce de Grand-Bassam. — Par *décision* du *26 septembre* le lieutenant-gouverneur par intérim de la Côte d'Ivoire a fixé la date de convocation du collège électoral pour l'élection des membres de la Chambre de commerce de Grand-Bassam et pris les mesures de détail nécessaires. Voici les dispositions essentielles de cette décision : Le collège électoral pour l'élection des membres de la Chambre de commerce de Grand-Bassam est convoqué pour le 9 novembre 1913. Chaque électeur consulaire sera, au moment du vote, muni d'une carte électorale qu'il remettra au président du Bureau. Les électeurs ne résidant pas à Grand-Bassam pourront adresser leur bulletin de vote audit président, sous double enveloppe, dont la première revêtue de leur signature devra contenir d'une part leur carte électorale, et, d'autre part, une deuxième enveloppe renfermant leur bulletin de vote ; celle-ci ne devra, sous peine de nullité, porter aucun signe ni indication extérieure.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

18 *octobre*. — *Arrêté* du 5 octobre portant approbation d'un arrêté du lieutenant-gouverneur du Dahomey fixant les droits de marché à Porto-Novo.

Arrêté du 5 octobre réglementant les droits de circulation à percevoir au Dahomey sur les navires circulant en lagune ou rivière entre les ports intérieurs de la colonie et l'étranger.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar.*

20 *septembre*. — *Arrêté* promulguant dans la colonie le décret du 30 juillet 1913, rendant applicable à Madagascar la loi du 25 décembre 1912 relative à la mise en liberté provisoire des accusés. — Décret et loi *ad hoc*.

Arrêté promulguant dans la colonie et ses dépendances la loi du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités et fixant les conditions de recrutement de l'armée active et de la durée du service dans l'armée active et ses réserves.

27 *septembre*. — *Arrêté* du 24 septembre promulguant dans la colonie et ses dépendances la loi du 5 août 1913 relative à l'établissement du régime douanier colonial.

Arrêté du 4 septembre déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'un port en eau profonde à Tamatave.

Arrêté du 17 septembre portant adjonction de dispositions supplémentaires et modifications aux conditions et tarifs de transport sur le chemin de fer T. C. E.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores** (Séance du 30 octobre 1913). — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale, s'est réunie le 30 octobre, sous la présidence de M. Gueugnier, vice-président de la Section, remplaçant M. Eug. Buhan, empêché.

Présents : MM. Gueugnier et Sescau, vice-présidents; Bernard J. Dubos, de Dienval, Guillaume Grandidier, H. Nouvion, Eug. J. Niel, Hacault (Société agricole du Sambirano), de Saboulin, G. Tardieu, Ch. Depincé.

Excusés : Eug. Buhan, président ; Catoire, de la Motte Saint-Pierre et Maurice Simon, vice-présidents; Bourdariat, Julien, Vaquin et Schweitzer.

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté.

Correspondance. — M. Depincé donne lecture des lettres adressées à M. le ministre des Colonies en exécution des délibérations prises par la Section dans sa réunion précédente :

1° Lettre du 10 juillet relative au programme des travaux publics à entreprendre à Madagascar. — A cette lettre, M. le ministre des Colonies a répondu, le 9 août, qu'il avait fait part des suggestions de la Section à M. le gouverneur général de Madagascar;

2° Lettre du 11 juillet au sujet de l'éclairage des passes de Dzaoudzi. — Cette communication a été également transmise pour avis à M. le gouverneur général par M. le ministre des Colonies qui a fait connaître à l'*Union Coloniale*, par une lettre du 19 juillet, qu'il appréciait l'utilité de ce travail. « Je crois savoir, ajoute M. le ministre, que le principe en avait été déjà accepté par mon collègue de la Marine qui a dû munir, au mois de novembre de de l'année dernière, M. le commandant du bateau hydrographe *Le Vaucluse* d'instructions conformes. »

Deux lettres ont été en outre adressées à M. le gouverneur général de Madagascar :

La première, en date du 10 juillet, a pour objet de maintenir et d'affirmer les réserves faites précédemment par la Section quant au droit que prétend avoir la colonie de procéder à des bornages de mines communes pour son propre compte.

La seconde, relative aux services maritimes locaux, expose à nouveau les très graves inconvénients de la situation actuelle et insiste pour qu'une prompte solution intervienne, dût-elle entraîner un sacrifice plus élevé que celui qui avait pu être prévu tout d'abord pour cet objet.

Services maritimes locaux. — Lecture est faite d'une lettre, en date du 15 septembre, par laquelle M. le gouverneur général, répondant à la lettre sus-visée, informe l'*Union Coloniale* qu'à la suite de réclamations aussi nombreuses que fondées suscitées par l'exploitation défectueuse des services de navigation intéressant les relations de la colonie de port à port, aussi bien que ses relations avec l'extérieur, il avait été amené à envisager la dénonciation du contrat qui liait la colonie et la Compagnie des Messageries Maritimes.

« Grâce à un nouveau sacrifice de plus de 250.000 francs que s'impose la colonie, ajoute M. le gouverneur général, nous sommes parvenus à la conclusion d'un nouveau contrat qui, approuvé en

Conseil d'administration le 4 septembre, a été soumis à l'homologation ministérielle et est de nature à donner entière satisfaction à tous les intérêts en cause, notamment aux Comores. Il prévoit le service fait par quatre bateaux qui auront leur point d'attache à Diégo-Suarez. Deux de ces services, avec deux navires type *Bagdad*, comprendront les parcours circulaires des côtes Est et Ouest et comporteront 26 voyages par an correspondant avec les arrivées à Diégo des grands courriers venant de France. Le troisième desservira la côte Nord-Ouest, les Comores et Zanzibar, avec le *Persépolis*. Le quatrième, Madagascar et la Côte d'Afrique avec 10 voyages annuellement assurés par un cargo de 2.000 tonnes, d'une vitesse de 9 nœuds, comportant des aménagements pour passagers. »

M. de Saboulin, représentant la Compagnie des Messageries maritimes, veut bien, à la demande de M. le président, fournir à la Section les explications complémentaires suivantes tant sur les négociations que sur les conditions du fonctionnement des lignes côtières tel qu'il est prévu par le projet de contrat soumis actuellement à l'approbation de M. le ministre des Colonies.

M. de Saboulin déclare n'avoir pas grand chose à ajouter aux explications contenues dans la lettre de M. le gouverneur général Picquié, dont il vient d'être donné lecture.

Il rappelle, qu'ainsi qu'il l'avait exposé aux membres de la Section de Madagascar au cours de leur réunion du 29 mai dernier, la modification apportée par les nouveaux contrats métropolitains aux services principaux reliant la France à Madagascar, et *vice versa*, avait nécessité une réorganisation des services locaux.

Après de longs et délicats pourparlers, l'accord s'est effectivement fait sur le programme qu'expose le gouverneur général, à savoir : deux services circulaires autour de l'île, effectués par deux paquebots type *Bagdad*, ayant leur tête de ligne à Diégo-Suarez; un service sur les Comores et Zanzibar effectué par le *Persépolis*, dont le port d'attache serait également Diégo-Suarez, et, enfin les relations entre Madagascar et l'Afrique du Sud assurées par un cargo d'environ 2 000 tonnes de portée en lourd, pouvant comprendre quelques emménagements pour passagers.

M. de Saboulin fait seulement une réserve au sujet de la communication de M. Picquié : il déclare nettement qu'il sera impossible à sa Compagnie de faire effectuer aux navires ci-dessus, tout au moins aux trois paquebots, le nombre de voyages dont parle M. le gouverneur général : 13 par an pour chaque paquebot.

Il faudra, de toute nécessité, supprimer un voyage sur chacune des trois lignes, pour permettre à l'unité les desservant de passer au bassin. Cette modification a bien pour inconvénient d'interrompre la correspondance avec le grand courrier, mais il est matériellement impossible de faire mieux. Par contre, il pense que le cargo-boat pourra, tout en passant au bassin, assurer les 10 voyages que l'administration locale lui demande d'effectuer, alternativement par la côte Est et par la côte Ouest, pour desservir à tour de rôle ou Lourenço-Marquez ou Durban et Beira.

M. de Saboulin ajoute que le projet qui vient d'être exposé est, en ce moment-ci, soumis à une étude complémentaire et commune de sa Compagnie et du ministère des Colonies; il espère que, sous peu, l'accord étant intervenu, les ratifications définitives seront échangées.

M. Depincé, se faisant l'interprète de la Section, remercie M. Saboulin de son intéressant exposé. Il constate que la Compagnie des Messageries Maritimes et l'administration ne sont plus séparées que sur quelques points de détail au sujet desquels l'accord paraît devoir être facile et imminent. La question est donc enfin résolue et M. Depincé se félicite qu'elle le soit de manière à donner satisfaction à tous les intérêts.

M. de Dienval signale que les Comores reçoivent deux courriers par mois, mais que, par contre, en raison d'un défaut de correspondance à Diégo, elles n'en peuvent expédier qu'un.

Dans le même ordre d'idées, plusieurs membres se plaignent de ne pouvoir disposer de plus d'un courrier par mois pour Majunga. Ils demandent si les correspondances ne seront pas mieux assurées dans l'avenir.

M. de Saboulin montre combien il est difficile de faire cadrer les convenances de chacun avec les nécessités d'une organisation aussi compliquée que celle de services maritimes. L'entrée en service d'un quatrième navire améliorera certainement les communications avec la côte Ouest : le cargo qui desservira l'Afrique du Sud desservira en même temps Majunga, au moins un voyage sur deux. Au surplus, les horaires ne sont pas réglés *ne varietur* par le cahier des charges; ils ne sont du reste pas encore définitivement arrêtés. C'est au gouverneur général qu'il appartient de les fixer et il le fera certainement avec le désir de concilier, dans la plus large mesure du possible, les vœux du commerce et les besoins locaux.

M. Depincé exprime l'avis qu'il convient de réserver la discussion des itinéraires : la Section s'en occupera utilement plus tard, dès que l'*Union coloniale* en aura reçu communication.

M. le président expose que les chargeurs de Madagascar disposent d'un tonnage tout à fait insuffisant au retour, par suite, des quantités considérables de marchandises restent en souffrance dans les ports. Il demande si la Compagnie ne s'est pas préoccupée de remédier à cet état de choses, par exemple, par la mise en service, sur la grande ligne de l'Océan Indien, de navires de plus fort tonnage.

M. de Saboulin reconnaît qu'à ce point de vue la situation laisse à désirer. Un navire est en construction, qui est destiné aux lignes de l'Océan Indien, mais il est d'ores et déjà certain que, le moment venu, il devra recevoir, au moins provisoirement, une autre affectation, le port de la Réunion étant insuffisant pour le recevoir. Il conviendrait donc de hâter la mise en état de ce port. M. de Saboulin ajoute qu'il est bien certain cependant que le fret de retour n'est pas aussi considérable qu'on se l'imagine : il est insuffisant pour charger un navire entier, la Compagnie en a fait déjà la coûteuse expérience.

M. Niel dit que les faits semblent cependant contredire cette affirmation : il a vu récemment des bateaux allemands quitter Nossi-Bé avec leur plein chargement et il en est continuellement ainsi.

M. de Saboulin ne conteste pas l'exactitude de ces faits, mais il n'est pas moins vrai, dit-il, qu'un affrété parti plein de France ne trouve pas, au retour, une cargaison qui lui permette de couvrir ses frais.

M. Hacault explique les raisons de cette situation qui est spéciale à la région de Nossi-Bé. Elle est due à l'exportation considérable — la presque totalité de la production — de palétuviers qui s'effectue sur Hambourg, seul marché où ce produit trouve un écoulement facile, et à la présence sur la côte Ouest de plusieurs maisons allemandes qui sont autant d'agences de la D. O. A. L. : elles recueillent le fret des colons, ceux-ci trouvant d'ailleurs auprès

d'elles certaines facilités commerciales. De plus, M. Hacault fait remarquer que la compagnie dont il s'agit charge exclusivement pour les ports allemands.

Après un nouvel échange d'observations, M. le président clôt la discussion et adresse ses remerciements à M. de Saboulin. La question des services locaux étant résolue, M. le président dit qu'il convient de parachever l'œuvre de la Section en intervenant auprès de M. le ministre des Colonies pour qu'il veuille bien faire tout ce qui dépendra de lui pour hâter l'amélioration du port de la Réunion, question à laquelle est liée la mise en service de paquebots plus en rapport avec les besoins du trafic de Grande Ile.

Taxe de consommation sur les sacs de jute — M. Depincé fait un exposé succinct de la question : à la taxe actuelle de 0 fr. 15 par sac, qui donne lieu à remboursement pour les sacs réexportés dans un délai de deux ans, l'administration locale propose de substituer une taxe de 0 fr. 05 par sac qui resterait acquise à la colonie. Les colons estiment que cette réforme ainsi comprise tend à rien moins qu'à aggraver les charges que le droit actuel fait peser sur eux. Ils proposent — c'est du moins le vœu de la Chambre consultative de Tananarive que la Section a fait sien — de réduire ce droit à 0 fr. 02 par kilogramme de sacs vides. Une lettre a été adressée dans ce sens à M. le ministre des Colonies, le 6 août dernier. La question reste en suspens. M. Depincé croit cependant savoir que, consulté par M. le ministre des Colonies, le gouverneur général maintient le droit de 0 fr. 05 primitivement envisagé. L'Union Coloniale continuera à suivre la question de très près et fera tous ses efforts pour faire prévaloir le point de vue de la Section.

Régime forestier — Un décret du 28 août vient de fixer sur des bases nouvelles le régime forestier de la Grande Ile. M. Depincé dit que si, contrairement à ce qu'on pouvait attendre, ce décret n'a pas été soumis, à l'état de projet, à la Section, c'est le résultat d'un malentendu. Quoi qu'il en soit, la question reste ouverte, la nouvelle réglementation devant subir certaines retouches actuellement à l'étude. Il est donc encore temps pour la Section de faire entendre ses observations. C'est pourquoi, sans attendre davantage, s'est réunie récemment la Commission de l'agriculture et des forêts. M. Bourdariat a bien voulu accepter d'étudier le nouveau décret et de présenter un rapport qui viendra probablement en discussion au cours de la prochaine séance de la Section.

Associations syndicales indigènes. — M. Carle, en sa qualité de chef du Service de colonisation à Madagascar, a saisi directement la Fondation Lucien de Reinach d'une demande de subvention en faveur des associations syndicales indigènes de Madagascar. Cette demande a été soumise pour avis à la Section, par une lettre de M. Charles-Roux, président de la Fondation, lettre dont il est donné lecture.

M. Depincé précise le but de ces associations : elles s'occupent, les unes de la sélection des semences, les autres de l'exécution et de l'entretien de travaux d'amélioration foncière : irrigations, drainages, etc. Au cas où la Section estimerait qu'au double point de vue d'une bonne politique indigène et de la mise en valeur du pays leur œuvre mériterait d'être encouragée, M. Charles-Roux saisira le Comité de la Fondation Lucien de Reinach d'une proposition de subvention.

Ces explications entendues, plusieurs membres de la Section — MM. Dubot, Nouvion, Niel, Sescau, Grandidier — expriment leur opinion et se montrent peu favorables au principe même de la subvention.

Sans méconnaître l'utilité des associations dont il s'agit, ils estiment que la Section n'est pas suffisamment renseignée sur les conditions de leur fonctionnement pour prendre la responsabilité d'appuyer la demande formulée en leur faveur.

Il a été fait observer, d'autre part, que ces groupements, qui sont déjà subventionnés par le budget local, s'habituraient très vite, en recevant des subsides du dehors, à ne compter que sur des ressources extérieures et se croiraient par là dispensés de tout effort personnel, ce qui serait en contradiction manifeste avec l'idée d'où procède l'institution.

Enfin, dans l'ordre politique et social, les effets qu'on peut attendre de l'aide pécuniaire sollicitée paraissent avoir été quelque peu exagérés. Plusieurs membres estiment qu'il y a mieux à faire à Madagascar et que la sollicitude de la Fondation pourrait s'exercer plus utilement et sous une forme qui serait sans nul doute plus appréciée de la population indigène. A titre d'exemple, et cette proposition rallie aussitôt tous les suffrages, M. Grandidier indique la maternité du Dr Villette, d'Isoaraka: aucune œuvre d'assistance indigène ne paraît avoir plus de titres aux encouragements de la Fondation.

Après un dernier échange de vues, c'est dans ce sens et en s'inspirant des considérations qui se sont fait jour au cours de la discussion, que la Section décide qu'il sera répondu à M. le président de la Fondation Lucien de Reinach.

Port de Tamatave. — La question du port de Tamatave, expose M. Depincé, a fait un pas décisif. M. le ministre des Colonies a pris en considération le projet de la colonie qui est autorisée à entreprendre sur ses propres ressources et sans recourir à l'emprunt l'aménagement du port.

Il a été décidé qu'il serait procédé à une adjudication sur concours, système qui paraît devoir présenter le plus de garanties pour la colonie. On espère que les formalités nécessaires pourront être accomplies assez à temps pour que les travaux soient commencés dès la fin de l'année prochaine, époque à partir de laquelle les travaux du chemin de fer d'Antsirabe seront suffisamment avancés pour que les excédents budgétaires qu'ils absorbent actuellement deviennent en partie disponibles et puissent être affectés à la construction du port. D'ores et déjà, une prévision de plusieurs centaines de mille francs est inscrite au budget de 1914 en vue de cette construction.

Banque. — Quelques observations sont échangées touchant la question de la banque d'émission dont la solution reste subordonnée à celle de la réorganisation des vieilles banques qui a fait l'objet d'un projet de loi récemment déposé sur le bureau de la Chambre et dont un membre fait connaître les grandes lignes.

Questions diverses. — M. Bonnefond, chef du Service des mines à Madagascar, annonce par une lettre dont il est donné lecture sa prochaine arrivée en France. Il se propose de se mettre en rapport avec la Section et d'examiner de concert avec elle les questions qu'elle aurait à lui soumettre. M. Depincé dit que la Section ne peut que se féliciter de cette circonstance, qui lui permettra d'entretenir M. Bonnefond des questions pendantes touchant les mines à Madagascar.

— Deux communications du Syndicat des chargeurs de Madagascar sont analysées par M. Depincé. L'une expose le résultat des dé-

marches faites auprès des Messageries maritimes au sujet de l'incertitude où sont la plupart du temps les chargeurs sur la date exacte du départ de leurs marchandises remises aux Messageries maritimes à Marseille ; l'autre annonce la création d'une nouvelle ligne de vapeurs entre Dunkerque et Madagascar.

— La Section décide, après un échange de vues provoqué par une lettre de M. Bigeard, de faire des démarches à l'effet d'obtenir que soient repris le plus tôt possible les travaux de Service géographique de Madagascar interrompus depuis deux ans par suite de la suppression des crédits qui leur étaient affectés.

M. Guillaume Grandidier fait connaître à la Section qu'à la suite d'une démarche qui fut faite il y a quelque temps auprès de M. le ministre des Colonies au nom du Service géographique de l'Armée, de l'Ecole des Mines, du Muséum et de l'Institut (Académie des sciences) le rétablissement des crédits dont il s'agit paraît devoir être assuré dès cette année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 1/2.

Agriculture. — **L'agriculture dans la province de Bétroka.** — L'agriculture prend dans la province de Bétroka une grande extension. L'exécution des travaux d'hydraulique agricole a incité les indigènes à étendre dans cette région la superficie des terres cultivées en rizières ; et déjà les indigènes viennent de réclamer l'intervention de l'administration pour l'aménagement des eaux et la construction de barrages.

Culture du tavolo. — On signale dans la province de Mananjary le développement pris par la culture du tavolo. Dans le district de Loholoka plus spécialement, les indigènes se livrent à la préparation de la fécule de tavolo qui est vendue aux commerçants européens au prix de 125 francs la tonne. Le montant des transactions entre Européens et indigènes dépasse déjà 25.000 fr. et porte sur 200 tonnes environ.

Une nouvelle usine pour le traitement du manioc. — Une usine vient d'être créée à Mananjary qui est destinée à la préparation du tapioca. Cet établissement, construit par M. Lauratet, président de la Chambre consultative de Mananjary, compte traiter 45 tonnes de manioc par jour et fabriquer par mois 40 tonnes de tapioca et 20 tonnes de fécule.

Mines. — **Découvertes de gisements de phosphates.** — On vient de signaler dans la province de Maevatanana la présence de gisements de phosphate. Différents échantillons provenant de cette région ont été envoyés au laboratoire de chimie de Tananarive. L'analyse qui en a été faite a accusé des teneurs variant entre 43 et 50 0/0 de phosphate de chaux tribasique.

Navigation. — **Port de Tamatave.** — Le *Journal officiel* de Madagascar, en date du 27 septembre, promulgue un arrêté du gouverneur général du 4 septembre déclarant d'utilité publique les travaux projetés pour la construction d'un port en eau profonde à Tamatave.

Un second arrêté de la même date déclare d'utilité publique les travaux relatifs à la construction d'un embranchement de la voie ferrée dit du wharf à Tamatave par le boulevard n° 20 et la rue Amiral Billard.

Mayotte et dépendances. — Actes officiels. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

27 *septembre.* — *Arrêté* du 14 avril ouvrant un crédit supplémentaire de 6.000 francs au compte du budget d'Anjouan pour réparer d'urgence les dégâts les plus sérieux causés par le cyclone du 3 avril 1913.

Arrêté du 19 avril ouvrant un crédit supplémentaire de 20.000 francs au compte du budget de la Grande Comore, en vue de venir en aide aux populations éprouvées par le cyclone du 6 avril 1913.

Arrêté du 25 avril ouvrant un crédit supplémentaire de 5.000 fr. au compte du budget de Mohéli, en vue de venir en aide aux populations éprouvées par le cyclone du 6 avril 1913.

Réunion. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

19 *septembre.* — *Arrêté* du 16 septembre modifiant l'arrêté du 22 octobre 1912 portant réglementation des cheptels d'autruches.

26 *septembre.* — *Arrêté* du 20 septembre promulguant la loi du 5 août 1913 relative à l'établissement du régime douanier colonial.

Côte des Somalis. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

30 *juin.* — *Arrêté* du 30 juin 1913, rapportant celui du 30 décembre 1912, portant majoration de la taxe foncière des immeubles non pourvus de conduites d'eau.

ASIE

Indochine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

11 *septembre.* — *Arrêté* du 7 septembre déléguant au gouverneur de la Cochinchine et au résident supérieur au Cambodge le pouvoir de statuer sur les demandes en remise d'amendes ou de droits en sus encourus en matière de timbre et d'enregistrement.

Arrêté du 7 septembre portant résolution de la vente de l'épave du *Sully*.

18 *septembre.* — *Loi* du 30 juillet 1913 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913 (articles 28, 29, 31, 76 et 77 promulgués le 15 septembre 1913).

22 *septembre.* — *Loi* du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités et fixant les conditions de recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves (promulguée le 18 septembre 1913).

Union coloniale française. — **Section indochinoise** (Séance du 18 juillet 1913). — La Section indochinoise s'est réunie le 18 juillet 1913, sous la présidence de M. J. Chailley, directeur général de l'*Union coloniale française*, remplaçant M. Roume, empêché.

Services fluviaux subventionnés de Cochinchine, du Cambodge et du Laos. — Le 19 mai dernier, le *Journal officiel* de l'Indochine a publié un programme de concours en vue de la concession de l'exploitation des transports fluviaux subventionnés en Cochinchine, au Cambodge et au Laos qui a soulevé, tant du point de vue juridique que du point de vue pratique, de nombreuses critiques. Se plaçant plus spécialement sur le terrain juridique, un membre de la Section montre qu'en la circonstance les formes légales ne paraissent pas avoir été observées. Or, le programme de concours dont il s'agit apporte au régime en vigueur de tels changements qu'une consultation générale et préalable des assemblées locales, consultation d'ailleurs obligatoire, s'impose. — Après un court échange de vues, un projet de lettre à adresser au ministre des Colonies où sont développées ces considérations et qui conclut à l'élaboration d'un cahier des charges dans les formes régulières et usuelles est adopté par la Section.

La Section adopte en outre le texte d'une note qui sera égale-

ment transmise au ministre des Colonies, visant plus particulièrement certaines clauses du programme de concours jugées dangereuses. Cette note montre les conséquences auxquelles aboutirait l'application des dispositions critiquées.

Au cours de la discussion, l'attention de la Section a été appelée incidemment sur une question grosse de conséquences pour les entreprises dont le siège social est en France, et qui peuvent être amenées à traiter avec le gouvernement général de l'Indochine : au cours de négociations récentes, touchant l'exploitation d'un service public de transports, le gouvernement a exprimé le désir que le mandataire de la société concessionnaire eût pleins pouvoirs pour traiter directement avec l'administration. Un membre de la Section montre le danger d'une pareille prétention absolument incompatible avec les conditions normales d'existence des entreprises en cause. Semblable prétention fut d'ailleurs émise par l'administration indochinoise, au cours des pourparlers auxquels a donné lieu récemment le projet de contrat pour le service des lignes maritimes annexes.

Après échange de vues, la Section décide de saisir de la question M. le ministre des Colonies.

Services maritimes subventionnés. — La Section passe ensuite à l'examen du projet de cahier des charges pour l'adjudication des services maritimes subventionnés de l'Indochine, et qui a soulevé, de la part de plusieurs entreprises intéressées, un certain nombre d'observations touchant notamment : le programme des lignes à desservir, les difficultés que présenterait une même adjudication portant sur l'ensemble des lignes, la durée du marché, la vitesse des navires, les caractéristiques et l'aménagement du matériel naval, etc..., toutes dispositions qui tendent à rendre difficile la conclusion d'un prompt marché avec l'un des concurrents en présence. Le projet soulève en outre dans le détail de nombreuses critiques. Observations et critiques font l'objet d'une longue note dont il est donné connaissance à la Section.

Après délibération, la Section adopte sans réserve les conclusions de cette note qui sera convertie en lettre pour être adressée à M. le ministre des Colonies.

Régime des adjudications de fournitures pour le compte des administrations indochinoises. — Par une lettre dont il est donné lecture, une maison de commerce établie en Indochine proteste au sujet des adjudications faites en France pour le compte de l'administration indochinoise en dehors de tout appel à la concurrence des commerçants locaux. Elle demande à l'*Union coloniale* d'intervenir pour qu'un terme soit mis à ces errements qui causent un très grave préjudice aux intérêts du commerce local.

Une longue discussion s'engage à ce sujet.

M. Depincé expose que l'*Union coloniale* n'ignore rien de cette situation. Elle a eu récemment l'occasion d'intervenir dans un cas identique à propos d'une fourniture destinée à la colonie de Madagascar.

Deux circulaires ont été publiées sur la matière. Tandis que la première, en date du 3 novembre 1910, incite les colonies à procéder elles-mêmes aux achats et à la réception du matériel qui leur est nécessaire, la seconde, du 23 avril 1911, soi-disant interprétative, contient des dispositions d'une tendance nettement opposée. C'est en vertu de ces dernières instructions qu'ont eu lieu les adjudications dont ont été exclus les commerçants coloniaux.

Un membre de la Section montre que les prix de fret réduits dont bénéficie l'Etat pour ses transports sur les navires postaux assurent, en fait, un avantage considérable aux commerçants de la métropole, et ne profitent qu'à eux. Sur ce point, il y aurait lieu de demander que l'Etat, pas plus que les colonies, ne puissent imposer pour leurs propres transports, aux compagnies de navigation subventionnées, des tarifs inférieurs aux tarifs normaux.

Ces déclarations sont unanimement approuvées. Un autre membre montre en outre l'intérêt qu'il y aurait à introduire dans les cahiers des charges pour fournitures administratives une clause stipulant que tous les matériaux ou marchandises devraient être d'origine française et transportés sous pavillon français.

M. le président résume la discussion et, après avoir constaté la parfaite concordance de vues des membres de la Section sur les diverses questions qui ont été soulevées à propos du régime des adjudications, il dit que l'*Union coloniale* se fera un devoir d'intervenir avec toute l'insistance désirable auprès du ministre des Colonies pour qu'il mette fin aux errements dont le commerce colonial se plaint avec juste raison.

Convention commerciale franco-japonaise. — La Section prend connaissance d'un rapport qui a été adressé à l'Union coloniale par la Chambre consultative de Tourane, sur l'extension éventuelle à l'Indochine de la convention franco-japonaise. L'auteur de ce rapport, M. le marquis de Barthélemy, président de la Chambre consultative, envisage comme possible, et même comme désirable, l'extension à nos possessions d'Extrême-Orient, moyennant des concessions réciproques, de ladite convention. Un membre de la Section fait observer que les avis diffèrent à ce sujet. Les Chambres de commerce de Saigon et d'Haiphong notamment se sont montrées opposées à cette promulgation, en raison des dangers qui en résulteraient tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. — En présence de ces opinions divergentes, la Section décide qu'il n'est pas dans son rôle d'intervenir et qu'il convient de s'en remettre, purement et simplement, à la décision du gouverneur général.

Main-d'œuvre javanaise. — Lecture est donnée d'une lettre de M. le gouverneur général de l'Indochine informant l'*Union coloniale* de la solution qui est intervenue au sujet de la main-d'œuvre javanaise. Une nouvelle réglementation, qui paraît devoir donner toute satisfaction aux intéressés, a été mise en vigueur par un arrêté du 20 mai dernier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 h. 1/2.

Section indochinoise (Séance du 28 octobre 1913.) — La Section indochinoise de l'*Union coloniale* s'est réunie, le 28 octobre 1913, sous la présidence de M. F. Mettetal, vice-président de la Section, remplaçant M. Roume, empêché.

Présents : MM. F. Bernard et F. Mettetal, vice-présidents, Harmand, le général Leturc, de Lamothe, Sambuc, Ch. Depincé.

Excusé : M. Pàris.

Correspondance. — La Section prend connaissance de la correspondance adressée depuis la dernière réunion à M. le ministre des Colonies, conformément aux délibérations prises dans cette réunion : 1° Lettre relative aux services fluviaux subventionnés (Cochinchine, Cambodge, Laos) ; 2° Lettre transmissive d'une note de la Compagnie des Messageries fluviales de Cochinchine concernant le même objet ; 3° Lettre au sujet des services mari-

times subventionnés de l'Indochine; 4° Lettre sur la question du régime des adjudications en Indochine; 5° Lettre relative aux pouvoirs des représentants des sociétés anonymes pour traiter avec l'administration indochinoise.

Lutte contre les maladies parasitaires du caféier. — La Section a repris l'examen de la question du « borer » dont elle entend l'exposé. A la suite de la lettre qui avait été adressée par l'*Union coloniale* au gouverneur général de l'Indochine, pour lui signaler le danger que le « borer » faisait courir aux plantations de café du Tonkin, l'administration locale a repris l'étude de cette maladie du caféier dont elle s'était déjà préoccupée.

Il est donné lecture de la réponse du gouverneur général de l'Indochine à la demande d'intervention qui lui avait été adressée par l'*Union coloniale* au nom de la Section. Il en résulte que la Chambre d'agriculture du Tonkin sera chargée de la direction des études, lesquelles seront confiées à un entomologiste spécialement désigné à cet effet et exclusivement affecté à cette tâche. Elle recevra une subvention de 4.000 piastres inscrite dans le projet du budget local pour 1914 et renouvelable.

Les planteurs mettront à la disposition de l'entomologiste les plants nécessaires aux expériences et les moyens de transport dont ils disposent, dans le cas où ce dernier aurait besoin de se déplacer d'une plantation à une autre. Des locaux seront installés pour l'entomologiste dont la mission doit durer au moins trois années.

Le choix de ce spécialiste doit être fait par la Chambre d'agriculture et approuvé par l'administration. Un fonctionnaire des services agricoles, ayant des titres scientifiques attestant sa compétence dans les questions d'entomologie et s'étant déjà occupé, au Tonkin même, de l'étude du « borer » du caféier, a été désigné en principe. La Chambre d'agriculture a demandé que la subvention annuelle soit portée à 5.000 piastres, et il n'est pas douteux que l'entente ne se fasse avec l'administration sur ce point.

La demande adressée par l'*Union* a donc reçu satisfaction.

Un des membres de la Section doute, cependant, du résultat que pourra donner la mission ainsi constituée, en raison de la quotité du crédit alloué qui lui paraît notoirement insuffisant. Il base son opinion sur ce qui a été fait dans les colonies étrangères voisines, à Java et dans les Straits Settlements, où des stations d'études munies d'un outillage perfectionné, dotées de larges subventions, ont été installées. Il rappelle que les stations agricoles et jardins d'essai que l'on a créés en Indochine ont toujours été détournés de leur but primitif et que, transformés en promenades publiques, ils n'ont rien pu donner : ce serait donc une économie bien placée que d'éviter la dépense proposée.

Un autre membre estime qu'on pourrait faire apparaître, dans la réponse à faire au gouverneur général de l'Indochine, le doute émis par la Section sur le succès futur de la mission. Il insiste sur cette rédaction qui pourrait signaler l'échec éprouvé ailleurs.

Un troisième membre pense que tout le résultat dépend de la valeur scientifique du naturaliste choisi; c'est donc à la compétence de la personne chargée des études qu'il faut essentiellement s'attacher pour augurer du résultat.

Il est fait valoir, d'autre part, que l'on peut signaler au gouverneur général l'insuffisance de la somme accordée et la nécessité de l'augmenter si l'on veut arriver à des résultats tangibles.

Un membre de la Section, répondant aux observations qui viennent d'être présentées, fait observer que la Section serait mal venue de paraître vouloir enrayer les bonnes dispositions de l'administration. L'entomologiste travaillera sur les principales plantations du Tonkin; il aura à sa disposition un outillage et des installations suffisantes; ses recherches auront donc un caractère essentiellement pratique. En outre, il bénéficiera des travaux effectués ailleurs dans le même but.

On fait remarquer, à un point de vue différent, que l'entomologiste pour arriver à un résultat assez vite doit avoir une idée précise de la direction qu'il doit donner à ses recherches.

L'orateur précédent indique les résultats acquis sur la question, qui ont été exposés dans un rapport du résident supérieur au Tonkin joint à la lettre du gouverneur général. Il mentionne, d'après cette note, les titres scientifiques de l'entomologiste qui paraît devoir être choisi et les travaux auxquels il a pris part.

Le premier membre ayant pris la parole déclare que si l'on approuve les mesures prises par l'administration dans la circonstance, logiquement on doit lui demander pour d'autres cultures une aide analogue et proportionnée à la valeur du produit. Si l'on dépense 5.000 piastres par an pour une culture qui représente 300.000 francs, que dépensera-t-on pour l'étude de la culture mécanique du riz, ce produit valant 150 millions de francs? Il propose d'appeler l'attention du gouverneur général sur la nécessité d'entreprendre cette étude, en y affectant des ressources suffisantes pour en assurer le succès.

Cet échange d'observations étant clos, la Section décide de remercier le gouverneur général de la mesure qu'il a prise en mettant à la disposition de la Chambre d'agriculture du Tonkin les moyens de reprendre la lutte contre le « borer » du caféier et d'ajourner l'examen de la question de la culture mécanique du riz jusqu'au moment où elle sera plus complètement renseignée sur ce que l'administration se propose de faire à cet égard.

Régime des poivres. — L'exposé sommaire de la question est fait à la Section.

Plusieurs planteurs et importateurs de poivre se sont émus d'un projet des ministres du Commerce et des Finances tendant à relever de 64 francs par 100 kilogrammes le tarif des droits de douane auxquels sont soumis les poivres à leur importation en France.

L'*Union coloniale* s'est aussitôt préoccupée de la question et a consulté ceux de ses membres qui sont intéressés dans les affaires de poivre. En conséquence du résultat de cette consultation, il est proposé d'écrire au ministre des Colonies pour le prier d'intervenir auprès de ses collègues du Commerce et des Finances, afin que tout projet d'augmentation des droits de douane sur cette denrée soit abandonné, au moins en ce qui concerne les poivres coloniaux.

Un des membres de la Section insiste sur le fait que les ressources compensatrices auxquelles le gouvernement a pu songer peuvent être considérées comme négligeables dans un budget dont l'ensemble est de plus de 4 milliards 1/2.

Il est fait remarquer, d'autre part, que la surtaxe proposée frappera uniquement les poivres coloniaux, à part 500 tonnes de poivre blanc importées annuellement de l'étranger.

On ajoute que la surtaxe profitera exclusivement à un petit nombre d'intermédiaires importateurs qui constitueront, avant le vote de la loi, et peut-être même ont déjà constitué, des approvi-

sionnements n'ayant payé que les droits anciens, et qui écouleront ensuite ces stocks majorés des droits nouveaux; on aura fait ainsi le jeu de la spéculation.

A la suite de cet échange d'observations, la Section arrête le texte de la lettre qui sera adressée au ministre des Colonies, en vue du maintien pur et simple du *statu quo*, en ce qui concerne les poivres coloniaux.

Surtaxe sur les colis postaux. — La Section prend connaissance d'une lettre du gouverneur général de l'Indochine faisant connaître à l'*Union* que la réglementation actuelle de la matière ne permettait pas à l'administration indochinoise de supprimer ou de diminuer les surtaxes auxquelles sont soumis les colis postaux dans la colonie.

La Section enregistre purement et simplement la teneur de cette lettre, aucune observation n'étant faite à ce sujet.

Question des métis. — La Section est mise au courant de la réponse de la Fondation Lucien de Reinach à la demande de subvention qui lui avait été faite par l'*Union* au profit des deux sociétés de protection des enfants métis en Indochine.

Le Comité de cette fondation a manifesté le désir d'avoir préalablement l'avis de la Section indochinoise sur l'ensemble des questions soulevées par la situation des métis et des renseignements sur l'emploi de la subvention demandée.

Lecture est alors faite d'une lettre adressée au président de la Fondation Lucien de Reinach, demandant que le comité veuille bien accorder provisoirement les subventions, avant qu'il soit répondu aux questions soulevées, qui ne sont pas encore résolues par la Section indochinoise, en raison de la complexité même des problèmes qui se posent au sujet de la situation des métis.

Un des membres fait remarquer que la promulgation, en Indochine, de la loi sur la recherche de la paternité naturelle modifie dans une large mesure l'état actuel de la question au point de vue juridique.

Après un échange d'observations, il est décidé que la question serait inscrite à l'ordre du jour de la Section dès que M. Sambuc, désigné comme rapporteur, sera en mesure de déposer son rapport.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 7 heures.

ADMINISTRATION. — **Autorisations de fabrication d'explosifs.** — Un décret en date du 18 octobre 1913, inséré au *Journal officiel* du 29 du même mois, décide qu'aucune fabrication d'explosifs ne pourra avoir lieu en Indochine, sans une autorisation spéciale du gouverneur général, la Commission permanente du conseil de gouvernement entendue et après avis du résident supérieur, dans la circonscription duquel la fabrique doit être établie. L'arrêté d'autorisation fixe les mesures spéciales à observer et les conditions particulières à remplir; il n'est valable qu'après avoir été ratifié par le ministre des Colonies.

LÉGISLATION FISCALE. — **Remise d'amendes ou de droits en sus.** — Le pouvoir de statuer sur les demandes formées par des redevables, à l'effet d'obtenir la remise d'amendes ou de droits en sus par eux encourus, est délégué au gouverneur de la Cochinchine et au résident supérieur au Cambodge lorsque les pénalités faisant l'objet de la demande sont inférieures à 400 piastres.

NAVIGATION. — **Lancement du paquebot « André-Lebon » à La Ciotat.** — La mise à l'eau du nouveau paquebot *André-Lebon*, de la *Compagnie des Messageries maritimes*, qui devait avoir lieu le 26 octobre n'a pu être effectuée en raison du mauvais temps que le 27. L'opération eut lieu avec un plein succès. La largeur utilisable du port n'étant que de 27 mètres, la difficulté était d'arrêter sur une longueur inférieure à 120 mètres, un paquebot de 161 mètres de long, jaugeant 15.000 tonnes animé d'une vitesse de 12 nœuds.

Le navire pourvu d'un masque était retenu en outre par 10 paquets de chaînes de 20 tonnes chacun dont le frottement sur le sol suffisait à absorber la force vive acquise par le navire au début de sa course. M. André Lebon assistait au lancement.

L'*André-Lebon* dans quelques mois, après avoir été paré, assurera le service des lignes d'Extrême-Orient (Marseille, Port-Saïd, Suez, la mer Rouge et toutes les escales jusqu'à Kobé et Yokohama).

Cambodge. — TRAVAUX PUBLICS. — **Crédits alloués en 1914.** — Le Cambodge vient d'être doté de forts crédits qui ont été inscrits sur le budget général de 1914.

M. Albert Sarraut a fait connaître au résident supérieur, M. Outrey, qu'une somme de 412.500 piastres sera mise à la disposition du Cambodge.

En voici d'ailleurs la répartition :

Entretien du bief inférieur du Mékong	12.500
Construction de la route coloniale Saigon Pnom-Penh n° 1	150.000
Construction de la route coloniale Pnom-Penh-Battambang n° 5	50.000
Dragage de la rivière de Takéo	50.000
Travaux d'assainissement de la ville de Pnom-Penh	150.000
Total	412.500

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

15 *septembre.* — *Arrêté* du 12 septembre relatif aux indications cadastrales à fournir dans les actes authentiques et sous-seings privés.

CONSEIL COLONIAL. — **Discours du lieutenant-gouverneur à la séance d'ouverture.** — M. Gourbeil a prononcé à la séance d'ouverture du Conseil colonial de la Cochinchine, un intéressant discours dans lequel il a retracé la situation actuelle de la colonie au point de vue politique et économique.

La situation financière, excellente, est basée sur une situation économique très satisfaisante en ce moment. Dans l'augmentation de près de 18 millions représentant l'accroissement du commerce extérieur de l'Indochine pour le 1er trimestre 1913, la Cochinchine participe seule pour 13.450.221 francs. La campagne rizicole 1912-1913 a été très bonne, et au 31 août l'exportation s'élevait à 762.036 tonnes contre 483.306 l'année dernière à la même date. Les cours du riz s'étant maintenus très bas, tandis que l'année précédente on avait enregistré des cours très élevés, la dernière campagne n'a pas laissé plus d'argent dans le pays, mais les rizières ayant réussi partout, les bénéfices se sont mieux répartis et un bien-être général en est résulté pour la population indigène.

Deux questions préoccupent surtout l'administration, celle de l'amélioration de la qualité du riz et celle du crédit agricole. En ce qui concerne la qualité du riz, le gouvernement général a élaboré, avec le concours de l'Inspection des services agricoles, un programme qui s'échelonne sur une période de neuf années et

qui prévoit la constitution de deux organes destinés à se compléter l'un l'autre, soit un laboratoire de sélection installé à Saigon et une station rizicole établie à Cantho. Quant à la question du crédit agricole, les établissements de crédit ont déjà pris l'initiative de créer les magasins généraux et d'organiser sur des bases nouvelles des moyens de transport du paddy et la constitution de syndicats agricoles. Grâce à l'appui du gouvernement, un syndicat agricole et une caisse de crédit agricole ont été fondés à Mytho entre propriétaires indigènes. D'autre part, l'administration a élaboré un projet de règlement de warrants agricoles qui permettront aux propriétaires d'emprunter sans avoir besoin de se dessaisir de leur récoltes.

Enfin, pour l'amélioration des cultures, source de richesses qui profitera par surcroît au budget général et au budget local, ce dernier manque encore de toute l'élasticité désirable, et la Cochinchine ne peut assurer à elle seule la charge des grands travaux indispensables. Au nombre de ces travaux viennent d'abord ceux de dragages des principaux canaux qui ont un double but: 1° améliorer les communications entre les régions productrices du riz et les ports d'embarquement; 2° obtenir un meilleur aménagement des eaux qui permettra d'augmenter la superficie des terres cultivables. Dès maintenant, d'ailleurs les dragues fonctionnent au Chogao, au canal d'Hatiên, au canal Traban et aux canaux de Camau Baclieu et de Baclieu au Song-co. L'approfondissement des canaux de Rachgia à Long-xuyên et de Chaudoc à Tanchâu, considéré également comme de première urgence, va être entrepris incessament.

Agriculture. — **La culture du caoutchouc.** — Les capitaux engagés dans les plantations d'*Hevea* en Cochinchine représentent actuellement près de 30 millions de francs. Les défrichements sont tous les jours plus nombreux, et déjà 4 millions d'arbres couvrent une superficie de près de 13.000 hectares. 68.000 hectares ont été concédés qui ne tarderont pas à être mis, progressivement, en valeur. Bien que la plupart des plantations ne soient pas encore dans la période de pleine exploitation, le caoutchouc cultivé dans ce pays a pris rang sur le marché mondial. Dans un de ses rapports, le consul général de Londres signale qu'à la dernière exposition du caoutchouc (juillet 1911), les échantillons provenant des plantations indochinoises ont été particulièrement remarqués par leur bonne qualité; selon les experts, le caoutchouc indochinois aurait une composition analogue à celle des caoutchoucs des plantations de Ceylan et de Bornéo.

Les grandes sociétés qui se sont formées en Cochinchine pour l'exploitation de l'arbre à latex s'efforcent d'ailleurs de donner de l'extension à leur entreprise, assurées qu'elles sont de ne pas voir disparaître l'immense débouché qui s'offre à elles.

Finances. — **La situation financière de la colonie.** — Les résultats de l'exercice 1912 sont particulièrement favorables; il a été versé à la caisse de réserve un reliquat de 617.882 piastres 45. Cependant, en raison de retards dans la liquidation des comptes, un certain nombre de dépenses effectuées en 1913 dans la métropole au compte de l'exercice 1912 n'ont pu être régularisées à temps. De ce chef, l'exercice en cours supportera une dépense d'exercice clos de 200.000 piastres environ. Il faut observer aussi que l'élévation du cours de la piastre en 1912 a permis de réaliser un bénéfice de 300.000 piastres environ sur les 7 millions de dépenses en francs que comporte le budget de la Cochinchine. En raison de ces excédents budgétaires, l'avoir de la caisse de réserve se trouve aujourd'hui porté à 1.026.964 piastres 56.

Propriété foncière. — **Désignation des immeubles dans les actes.** — Dans chacune des villes et provinces de la Cochinchine qui se trouvera entièrement cadastrée, la désignation des immeubles d'après les données du cadastre deviendra désormais obligatoire dans tous les actes authentiques et sous-seings privés, aux jugements translatifs ou déclaratifs de propriété ou droits réels immobiliers.

Travaux d'hygiène. — **Création d'un abattoir frigorifique.** — Le Conseil municipal de Saigon a décidé d'entrer en relations avec une société industrielle pour élaborer un projet de création d'un abattoir frigorifique commun aux villes de Saigon et de Cholon.

Tonkin. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine française.*

11 *septembre.* — *Arrêté* du 12 juin 1913 de l'administrateur maire, approuvé par le gouverneur général, sur la distribution d'eau dans la ville de Hanoi.

Agriculture. — **Récoltes prématurées de riz.** — On signale que les Annamites de certaines régions récoltent leur riz avant sa complète maturité; la dépréciation des riz ainsi récoltés sur le marché cause un grand préjudice aux acheteurs. Le gouvernement général étudie en ce moment les moyens propres à améliorer les riz produits par la colonie; il ne peut donc être indifférent à la question. La Chambre de commerce d'Haïphong, qui a dû s'en occuper, a constaté que cette pratique a été suivie par les indigènes depuis trois ans environ: ils coupent, alors qu'elle est encore verte, la récolte du cinquième mois. Aussi les grains verts sont-ils nombreux dans les paddys qui en proviennent; ces grains jaunissent après un long séjour en magasin; la baisse de valeur du produit atteint parfois de ce chef jusqu'à 7 et 8 0/0. La perpétuation de tels usages réduirait à néant les efforts tentés par l'administration vers une sélection des riz indochinois. Elle devra donc prendre les mesures nécessaires pour instruire les indigènes du préjudice qu'ils causent à tous ceux qui sont intéressés à la production rizicole de la colonie, ainsi qu'à eux-mêmes, s'ils n'abandonnent pas l'habitude des récoltes prématurées.

L'illipé au Tonkin. — Il a été question, à différentes reprises, depuis deux ans, de ce nouvel oléagineux découvert dans le Nord-Annam. L'arbre a été signalé dans d'autres régions, au Tonkin, où les habitants paraissent ignorer son existence. M. Lemarié, directeur des services agricoles et commerciaux du Tonkin, en a consigné les caractéristiques principales qui permettront, à l'occasion, de le reconnaître. Les Annamites des environs de Dolen (Thanh-Hoa) ramassent les graines sous les arbres et en tirent une huile lampante et comestible: l'amande en renferme 26 0/0 de son poids. Ces graines ont été présentées pour la première fois, vers la fin de 1910, par un indigène, au conservateur du musée agricole et commercial de Hanoi. Sur les indications de M. Lemarié, une première reconnaissance fut faite dans les peuplements de Dolen: des échantillons de rameaux et quelques fruits (la plupart, par hasard, avec un calice à cinq sépales) recueillis à cette occasion, avaient permis de reconnaître dans l'espèce considérée un illipé.

Le maïs au Tonkin en 1913. — Les surfaces des terrains plantés de maïs, mis en culture à chaque saison, progressent, dans l'ensemble, à mesure que se développent les travaux d'hydraulique agricole. La récolte de cette céréale a été satisfaisante en général, surtout sur les berges des cours d'eau. Dans un grand nombres de provinces, il a été apporté beaucoup de précisions dans l'évaluation des superficies occupées par le maïs; le chiffre total de 38.800 hectares plantés, peut être considéré comme très approximatif. La production totale a été de 50.230 tonnes, ce qui dénote un rendement moyen assez élevé.

CHEMINS DE FER. — **A propos de la ligne projetée Yenbay-Hongay.** — Nous avons signalé, en son temps, un projet de construction d'une seconde voie ferrée de pénétration au Tonkin ; la question revient à l'ordre du jour et va faire l'objet d'une nouvelle étude. Cette ligne partirait du port de Hongay et couperait celle du Quang-si et les principales rivières venues des montagnes du Tonkin, pour venir se raccorder à la ligne du Yunnan vers Yenbay; elle serait réunie à la ligne Haïphong-Hanoi par un embranchement long de 15 kilomètres environ. Le port de Hongay étant accessible aux navires du plus fort tonnage serait l'aboutissement naturel du trafic à la haute région du Tonkin et de la Chine du sud par les voies de communication déjà existantes, auxquelles la ligne projetée donnerait une vie nouvelle. Les besoins de plus en plus grands de ces régions se trouveraient satisfaits à tout moment de l'année, même en cas d'inondations extraordinaires capables d'interrompre, comme le fait s'est produit cette année, la circulation dans le pays; la ligne en projet est entièrement en dehors de la zone submersible. Le gouvernement général a examiné le dossier de l'étude mise au point, et ce projet sera fort probablement incorporé dans le programme des grands travaux publics à entreprendre au Tonkin.

TRAVAUX PUBLICS. — **Adjudication des travaux d'une ligne ferrée.** — Les travaux de la ligne ferrée Dong-Dang-Na-Cham vont être mis très prochainement en adjudication.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.*

15 *août.* — *Arrêté* du 4 juillet 1913 statuant sur le résultat général des opérations budgétaires de l'exercice 1911.

Arrêté du 26 juillet promulguant les décrets du 22 mai 1913, relatifs à la législation et au tarif des droits de consommation, à la police des cabarets, cafés, etc., à l'application des peines de prison, à certaines infractions à la législation des taxes de consommation. — Rapport et décrets joints.

Arrêté du 26 juillet portant désignation des communes de l'intérieur de la colonie donnant lieu à l'application des droits de licence différents.

Arrêté du 26 juillet portant délimitation des diverses zones donnant lieu à l'application des droits de licence différents.

Arrêté du 31 juillet relatif à l'application du décret sur la pharmacie, aux frais de déplacement et aux droits des inspecteurs des pharmacies.

Arrêté du 6 août promulguant en Nouvelle Calédonie le décret du 6 mai 1913 relatif à la protection des colonies et pays de protectorat contre la propagation des maladies des végétaux. — Circulaire ministérielle, rapport et décret.

30 *août.* — *Circulaire* du gouverneur, en date du 12 août, annonçant sa décision de rendre hebdomadaire au lieu de bi-mensuel le tirage du *Journal officiel* de la colonie à compter du 15 août.

Arrêté du 12 août portant renouvellement du Comité consultatif des mines.

Arrêté du 25 août au sujet du retrait du permis de résidence libre aux engagés.

6 *septembre.* — *Arrêté* du 28 août relatif à la fabrication dans l'intérieur de la colonie des vins, bières et cidres.

Arrêté du 28 août relatif à la dénaturation des alcools en Nouvelle-Calédonie.

Arrêté du 28 août autorisant les propriétaires et récoltants à distiller ou à faire distiller pour leur consommation personnelle les produits provenant exclusivement de leur récolte.

Dossier sanitaire des tribus: Rapport d'inspection de M. le Dr Lebœuf et de M. le Dr Salomon, des circonscriptions de Ouégoa, Oubatche, Hienghène, Touho, Poindimié, Ponérihouen.

13 *septembre.* — *Arrêté* du 13 septembre 1913 promulguant le décret du 3 septembre 1913, approuvant une délibération du Conseil général du 24 avril 1913, portant fixation des redevances annuelles à percevoir en vertu du décret du 28 janvier 1913, portant organisation du régime minier en Nouvelle-Calédonie, ainsi que la redevance proportionnelle de 5 0/0 à percevoir par chaque tonne de produits marchands extraits dans la colonie, soit des travaux de recherche, soit des demandes de concessions, soit des mines concédées, soit des permis d'exploitation d'alluvion. — Délibération du Conseil général jointe. (Ce décret a été reproduit par la *Quinzaine coloniale* dans son numéro du 10 septembre 1913, page 621.)

Dossier sanitaire des tribus : Ouégoa (suite et fin).

ELEVAGE. — **Mission de M. Lang en Australie.** — M. Lang, vétérinaire du gouvernement, a été chargé récemment d'une mission en Australie pour y effectuer l'achat, au compte du budget de la Chambre d'agriculture, d'un certain nombre de reproducteurs de races bovine et ovine, destinés à être vendus aux enchères publiques, à titre d'encouragement à l'élevage.

Au cours de son séjour en Australie, M. Lang a été en outre chargé d'étudier la question de l'abattoir frigorifique et des étalons de race chevaline à importer en Nouvelle-Calédonie.

FINANCES. — **Règlement du budget de 1911.** — Le résultat général des opérations du budget de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 1911, a été définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

1° Service local proprement dit :

Recettes, y compris les recettes extraordinaires ci-après : prélèvements sur la caisse de réserve en vertu des arrêtés des 6 janvier, 8 mars et 1er avril : 115.678 fr. 64		4.468.913 02
Dépenses, déduction faite de 2.281 fr. 63, montant des mandats restant à payer à la clôture de l'exercice		4.146.500 59
Excédent définitif des recettes		322.412 43

2° Emprunt de 3.400.000 francs :

Recettes	894.824 85	
Dépenses, déduction faite des restes à payer : 255 fr. 58	771.404 94	
Excédent des recettes		123.519 91
Excédents des recettes sur les dépenses		445.832 34

Etablissements français de l'Océanie. — INDUSTRIE. — **Exportation des phosphates de Makatéa.** — L'exploitation des phosphates de Makatéa, en dépit de certaines difficultés, poursuit

son développement. Déjà, pour le premier semestre 1913, 40.000 tonnes ont été embarquées et 40.000 suivront vraisemblablement pendant le second semestre. Cet îlot, hier encore à peine connu, et entrevu seulement au passage par les rares navires faisant route entre San Francisco et Tahiti, compte aujourd'hui 60 Européens, en une dizaine de familles, 150 indigènes et 300 Japonais employés sur les exploitations.

NAVIGATION. — **Construction de phares entre Panama et Tahiti.** — Dans le but de tenir les engagements pris par lui à la tribune du Parlement en vue de mettre nos Etablissements de l'Océanie à même de profiter du trafic que va créer l'ouverture prochaine du canal de Panama, M. Jean Morel, ministre des Colonies, vient de décider l'ouverture d'un concours pour la construction d'un certain nombre de phares entre Panama et Tahiti. La commission chargée de préparer le programme à suivre par les constructeurs et de juger ensuite leurs offres, est nommée. La colonie vient de son côté, de voter un crédit de 900.000 francs applicable pour 700.000 francs aux travaux des phares et pour 200.000 francs à l'installation à Papeete d'un poste de télégraphie sans fil. Le gouvernement compte, par l'inscription d'un crédit au budget de 1914, prendre sa part dans la dépense de ces constructions qui doivent être entreprises dans le plus bref délai. Il y a tout lieu de penser qu'au moment de la mise en service du canal interocéanique, les navires se dirigeant vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande trouveront devant eux une route éclairée les conduisant à Tahiti.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — *Conseil supérieur du gouvernement.* Session ordinaire de 1913. 1. Procès-verbeux des séances du conseil supérieur. 2. Rapport général du budget. — In-8° de 480 pages. Imprimerie Victor Heintz. Alger 1913.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — *Délégations financières.* (Session de mai 1913). Tome I. Programme de la session. Tome II. Assemblée plénière. Délibérations de l'assemblée plénière. Rapport général du budget. Tome III. Délégation des colons. Tome IV. Délégation des non colons. Tome V. Délégation indigène (section arabe et kabyle). — Collection de 5 volume de plus de 4.000 pages. Victor Henitz, Alger 1913.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE. — *Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène* (session de 1913). — In-4° de 88 pages. Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoï 1913.

LIEUTENANT-COLONEL IMMANUEL. — *La guerre des Balkans de 1912-1913.* 2e et 3e volumes. La guerre jusqu'au commencement de l'armistice, en décembre 1912. — In-8° de 194 pages avec 3 cartes et 16 croquis. Prix : 5 francs. Les commandes accompagnées d'un mandat postal sont expédiées franco. Henri Charles Lavauzelle, 10, rue Danton, Paris 1913.

Dans cette suite du premier ouvrage, l'auteur traite des événements qui se sont déroulés depuis l'ouverture des hostilités, en octobre 1912, jusqu'à la conclusion de l'armistice, au début de décembre de la même année. D'une manière générale, l'histoire des événements, avec conclusions et enseignements, est exposée dans cinq chapitres comprenant respectivement la concentration des Alliés et des Turcs, la lutte sur le théâtre d'opérations de l'Est, c'est-à-dire les batailles célèbres de Kirk-Kilissé, Lule-Bourgas, Tchadalja, Andrinople, la lutte sur le théâtre d'opérations de l'Ouest, autrement dit les combats en Macédoine, dans le sud de l'Albanie et autour de Scutari, enfin la lutte sur mer et l'armistice. L'historique est accompagné de trois cartes hors texte et de seize croquis. Il faut noter que les partis en cause se sont appliqués, avec juste raison, à tenir éloignés des combattants les reporters de toute nature. Le reportage a donc dû lutter contre des difficultés énormes. Malgré cela, le colonel Immanuel a pu donner un aperçu très heureux et très instructif des opérations, et la traduction du 2e tome de son ouvrage vient confirmer l'appréciation très flatteuse dont a été l'objet la publication du premier tome.

C'est là un ouvrage dont la lecture s'impose par les aperçus et les enseignements qu'il met en relief.

CH. A. MARANDE. (Ligue coloniale française. Section du Havre.) *L'Enseignement colonial en France.* Rapport présenté au Congrès national des Sociétés de Géographie, à Paris, dans sa séance du 18 juillet 1913. — In-8° de 21 pages. O. Randolet, imprimeur, Le Havre 1913.

LOUIS SCHIFFMACHER. — *Annuaire des mines de l'Algérie.* — Un volume in-4° raisin 25 × 15 de 260 pages. Prix : 5 francs, franco par poste en France, 5 fr. 40 et étranger, 5 fr. 80. — H. Morin, édit., 11, rue Dulong, Paris.

Cet Annuaire, dont l'auteur est rédacteur à la préfecture de Constantine, a été subventionné par le gouvernement général de l'Algérie. Le même auteur a déjà publié, en septembre 1910, un premier ouvrage sur la situation minière du département de Constantine intitulé : *Les richesses minières du département de Constantine*, ouvrage qui avait été également subventionné par le gouvernement général de l'Algérie et qui a été honoré d'une médaille d'argent à l'Exposition internationale de Bruxelles (1911). Ce travail a reçu le meilleur accueil du public et de la presse.

Or, depuis cette date, M. Schiffmacher a pu dresser un compte rendu remarquable de la situation minière en Algérie renfermant des statistiques étendues et complètes et des monographies industrielles et financières de toutes les mines en activité ; ces statistiques et monographies sont précédées de généralités d'un très grand intérêt sur les produits du sol algérien. Il y est fait une étude claire et précise de tous les minéraux que renferme ce riche sous-sol trop ignoré en France.

Mention particulière est donnée des phosphates de chaux et pétrole. Un bon nombre de lecteurs apprendront avec une heureuse surprise que si l'Algérie peut tenir un rang honorable au point de vue de la production du pétrole, elle tient incontestablement une des premières places dans la production des phosphates qui jouent un si grand rôle dans la culture intensive moderne.

Enfin un chapitre est spécialement consacré à la législation minière et à la réglementation spéciale de l'Algérie. On y trouve tous les arrêtés, circulaires, instructions, etc., relatifs aux mines et aux carrières.

En résumé, c'est un guide précieux que doivent posséder tous ceux qu'intéressent les questions minières.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

JOSEPH ABADIE. — Indochine. Répression et politique indigène. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

PAUL ADAM. — La société brésilienne (fin). (*Revue de Paris*, 15 octobre 1913.)

LOUIS AGUILLON. — Une solution possible de l'affaire de l'Ouenza. (*Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1913.)

J. D'AOUST. — L'école des jeunes filles musulmanes de Tunis. (*Action africaine*, août 1913.)

A. O. Z. — Le régime forestier en A. O. F. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

Le Gérant : P. NEVEU. Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

Le samedi 22 novembre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de Commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, aux adjudications suivantes, au rabais, sur les prix de la série de la Ville de Paris (en date du 1er novembre 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées.

1° *Entreprise, en deux lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour l'Agrandissement des Ecoles de Garçons et de Filles, rue et impasse des Bourdonnais* (1er arr.).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	124.052	2.500
3e —	Menuiserie et Parquetage..	32.637	750

2e *Entreprise, en deux lots, des travaux de diverses natures, à exécuter pour la construction d'une Infirmerie pour les Sapeurs-Pompiers, boulevard Port-Royal, n° 53* (13e arr.).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie....	181.318	3.700
2e —	Ferronnerie, Serrurerie et Fontes.....	41.003	900

3e *Entreprise, en cinq lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la construction d'un groupe scolaire, rue des Amiraux* (18e arr.).

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	21.992	450
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	176.284	3.500
3e —	Ciment armé...	42.218	850
4e —	Ferronnerie et serrurerie ...	25.760	550
5e —	Menuiserie et Parquetage.....	36.277	750

Cautionnement pour le 3e lot : 2.200 francs.

Les plans, devis, cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée pour chacune des adjudications ci-dessus, à la Préfecture de la Seine, secrétariat de la Commission d'admissibilité, au plus tard, le 7 novembre pour les deux premières et le 5 novembre pour la troisième.

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages au Maroc : 1° par Bordeaux-Casablanca ; 2° par Madrid-Algésiras-Tanger.

Il est rappelé au public que la Compagnie d'Orléans, d'accord avec la Compagnie Transatlantique, a créé des billets directs simples d'aller et retour de Paris à Casablanca ou *vice versa*, via Bordeaux.

Les départs des paquebots ont lieu les 10 et 25 de chaque mois par service rapide, les 2 et 18 par service accéléré.

Les prix sont, suivant la classe, de 205 fr. 85, 154 fr. 45, 99 francs pour les billets simples, de 328 fr. 80, 251 fr. 10 et 161 fr. 35 pour les billets aller et retour.

Les personnes désirant réduire au minimum le voyage maritime peuvent également se rendre au Maroc par l'Espagne, via Madrid et Algésiras, d'où l'on peut gagner Tanger par une traversée de 2 heures 1/2 environ.

Un service rapide bi-hebdomadaire entre Madrid et Algésiras faisant suite au Sud-Express, train de luxe quotidien entre Paris et Madrid, permet d'effectuer le voyage de Paris à Tanger en 53 heures. C'est le mode d'accès au Maroc à la fois le plus rapide et le plus commode (1/11-13).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.
Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).
Départs de Paris-Saint-Lazare :
A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75 ; 2e cl., 58 fr. 75 ; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets ; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris et l'Algérie par Bordeaux, Madrid, Carthagène et Oran.

A l'aller. — Départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16 (Sud-Express), et à 19 h. 38 (Rapide 1re, 2e classes et wagons-lits) ; arrivée à Bordeaux-Saint-Jean à 19 h. 09 et à 3 h. 43, à Madrid-Norte à 14. h. 12 et à 22 h. 58 ; départ de Madrid-Atocha à 20 h. 35 (1re, 2e, 3e classes, wagons-lits les lundis, mercredis et vendredis) ; arrivée à Carthagène à 10 h. 35.

De Carthagène à Oran :

1° Par la Compagnie Générale Transatlantique, tous les mardis à 20 heures. Traversée en 9 heures.

2° Par la Compagnie Tintoré tous les vendredis à 20 heures. Traversée en 11 heures.

Au retour. — D'Oran à Carthagène :

1° Par la Compagnie Générale Transatlantique, tous les lundis à 23 heures. Traversée en 9 heures.

2° Par la Compagnie Tintoré tous les jeudis à 20 heures. Traversée en 11 heures.

Départ de Carthagène à 16 h. 45 (1re, 2e et 3e classes, wagons-lits les mardis, jeudis et samedis) ; arrivée à Madrid-Atocha à 7 h. 30 ; départ de Madrid-Norte à 20 heures (Sud-Express), et à 9 h. 15 (Rapide 1re et 2e classes : couchettes et lits-toilette au départ d'Hendaye), de Bordeaux-Saint-Jean à 14 h. 03 et à 6 heures ; arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 54 et à 14 h. 15. (2/10-13).

CRÉSYL-JEYES
DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE
Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :
NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE
Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.
Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.
Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**
MICROBICIDE
Le plus efficace et le moins coûteux
Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries, Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.
Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**
CRESYL-JEYES

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDEE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône
Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

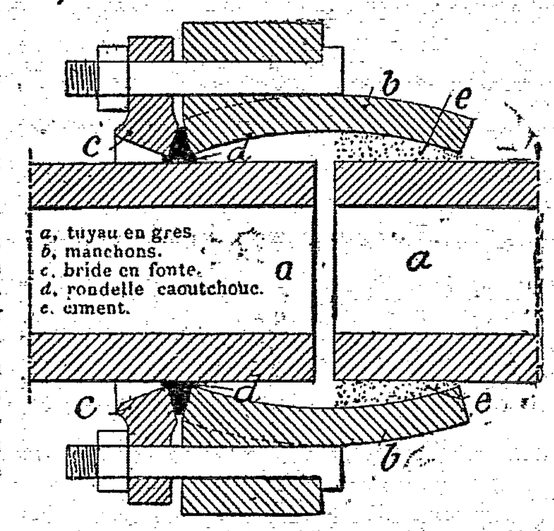
Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

OUSTAU & Cie, A TARBES
MANUFACTURE DE
PRODUITS CÉRAMIQUES
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900
CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS en grès pour Revêtements et Carrelages.



CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES
Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande
Médaille d'or Paris 1900

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.
SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**
Siège social : 54 et 56, rue de Provence, à Paris.
Succursales :
25 à 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
134, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais** ; — **Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres** ; — **Avances sur titres** ; — **Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages** ; — **Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires** ; — **Change de Monnaies étrangères** ; — **Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.
(*Compartiments depuis* 5 **francs** *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

100 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 975 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.
Correspondant en Belgique et Hollande :
Société française de Banque et de Dépôts,
Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir ; Ostende, 21, av. Léopold.

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogador

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES
Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée
MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900
REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS
BYRRH
VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA
Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.
Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.
On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

Compagnie Générale de l'Afrique Française
Société anonyme au capital de 5 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX
Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94
IMPORTATION-EXPORTATION
Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

BANQUE DE LA RÉUNION
Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.
Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.
RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.
SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.
Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change. — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide
clarifiées pour l'exportation en tous pays
TRADE MARK A.A. REGISTERED
Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph. : 463 **BORDEAUX**
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers
(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET
MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE
Indochine.

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de	125 gr.	Souchong du Mandarin.
1 f.	25	—	125 —	Pékoé Souchong Extra.
1 f.	50	—	125 —	Pékoé Extra.
1 f.	75	—	125 —	Orange Pékoé Extra.
2 f.	»	—	125 —	Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.
Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Parfumerie de PETER-SOLDSON



Parfums spéciaux pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crêmes, brillantines. lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boites fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)
Pnom-Penh (Cambodge)
Battambang (Cambodge)
Haiphong (Tonkin)
Hanoï (Tonkin)
Tourane (Annam)
Pondichéry (Inde française)
Singapore (Presq. Malacca)
Djibouti (Côte des Somalis)
Hong-Kong (Chine)
Canton (Chine)
Shanghai (Chine)
Hankéou (Chine)
Pékin (Chine)
Tien Tsin (Chine)
Bangkok (Siam)
Papeete (Thaïti)
Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à 12 Millions, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Said.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **37,56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Edition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre. desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria. Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Said, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Han oi en transbordement.)

S'adresser : *Paris:* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre:* 99, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, Boulevard Sébastopol, Paris

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	21 nov. 5-19 déc. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	28 nov. 12-26 déc. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	27 nov. 11-25 déc. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	22 nov. 6-20 déc. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	15-29 nov. 13 déc. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	10 décembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	30 nov. 14-28 déc. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	13 nov. 11 déc. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	27 nov. 25 déc. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

LES
SOURCES A DOMICILE

Pour la Province :
0.20 Cent. le litre prise en gare de Départ des Sources

Pour Paris :
0.30 Cent. le litre Franco Domicile dans Paris ou au départ de Paris

Toutes les Variétés d'Eaux Minérales Naturelles

EN SIPHONS-BONBONNES DE 30 LITRES

Cie Française des Eaux Minérales Naturelles Économiques

18, Rue Favart, PARIS
et Téléph. : 271.84
BRUXELLES
10, Galerie du Roi.



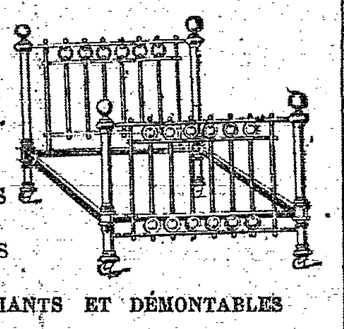
Expéditions en Province et Étranger

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : 422.17 — 314.22



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE -- SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION
J. LATRILLE FILS
BORDEAUX
CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

CHEVAUX BOITEUX
PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Epervins Courbes*, etc., par
L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**
L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les **refroidissements**, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie
4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles : **Agave Sisalana** (vrai); **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.

Plantes économiques : **Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Cola, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.

Plantes à caoutchouc : **Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.

Plantes à épices : **Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,

ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 NOVEMBRE 1913. — N° 22.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUEES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIIIe)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. OPINIONS SUR LE MAROC..... 769
II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'Ouenza à la Chambre..... 770
La session de la Conférence consultative..... 771
La suppression de la Medjba..... 771
Les relations commerciales de la France avec ses colonies..... 772
Les préoccupations économiques de l'Administration en Afrique Occidentale..... 772
La situation à la Côte d'Ivoire..... 773
En Afrique Équatoriale Française..... 774
Le chemin de fer transindochinois..... 774
L'éducation du peuple annamite au point de vue des questions d'hygiène et d'assistance..... 775
Un coup d'État de Yuan Chi Kaï..... 775
III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 776
Possessions britanniques..... 778
IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
France et Canada. — P. CULTRU..... 779
V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 782
VI. CORRESPONDANCE :
Le Fleuve Rouge et son delta. — ANDRÉ DUCAMP..... 785
Le futur lycée indochinois. — H. J. E..... 786
VII. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 787
VIII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 791
IX. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 800

OPINIONS SUR LE MAROC

Un certain nombre de parlementaires sont allés visiter le Maroc avant la rentrée des Chambres. La plupart, à leur retour, ont fait connaître leurs impressions dans des interviews données aux journaux. On peut dire que tous sont à peu près d'accord sur les trois points suivants :

Admiration pour le pays aux aspects si variés et particulièrement pour Marrakech que ses palmeraies font comparer au Caire, mais à un Caire entouré non pas d'un désert plat et laid, mais d'une magnifique ceinture de montagnes hautes et neigeuses comme les Alpes ;

Admiration pour les beautés artistiques que l'on trouve dans les villes, notamment à Fez et à Marrakech ; l'art arabe est représenté par des œuvres de grand caractère bien plus nombreuses au Maroc que dans le reste de l'Afrique du Nord ;

Admiration pour le travail accompli si rapidement par le général Lyautey et par ses auxiliaires.

*
* *

Parmi ces interviews, il en est deux qui sont particulièrement à remarquer, à cause de la qualité des personnages. Ce sont : celle que M. Long, député et rapporteur du projet de l'emprunt marocain à la Chambre a donnée à la *Dépêche marocaine*, et celle que M. Milliès-Lacroix, rapporteur du budget de la guerre au Sénat, a donnée à la *Petite Gironde*. Ces deux parlementaires auront nécessairement une grande influence sur leurs collègues. Leur avis est donc intéressant à retenir.

M. Long caractérise ainsi notre action au Maroc : « Une idée forte, de volonté, de direction, préside à l'ensemble qu'on retrouve à un haut degré admise, comprise, appliquée parmi cette équipe dévouée d'agents militaires ou civils, tous attentifs au but poursuivi. »

L'honorable rapporteur estime que la pacification qui s'étend par la force des armes ne sera définitive qu'autant qu'elle s'appuira sur la route et le rail. Il est donc chaud partisan de l'emprunt qui permettra d'exécuter un programme de grands travaux publics.

Sur le choix à faire pour une capitale, M. Long pense qu'il n'y a pas lieu de prendre de résolution pour le moment. Pourquoi n'attendrait-on pas que la pacification soit achevée, que les principaux chemins de fer soient construits, alors c'est d'après les conditions de l'existence normale du Maroc qu'on se déciderait? En tout cas, il paraît hostile à Rabat. « Que les nécessités de travail retiennent actuellement l'administration à Rabat, a-t-il dit, on peut y consentir. Mais l'avenir doit être réservé. Fez est un centre d'influence islamique trop important pour qu'on décide de son sort sans que l'événement justifie pleinement son abandon comme capitale. On argue de ses conditions inconfortables à plusieurs jours de la mer; on remarque sa sécurité incertaine au milieu de tribus remuantes; les difficultés éventuelles de ravitaillement. Mais au lieu de ce spectacle présent, imaginons ce que Fez sera dans de brèves années lorsqu'il sera relié à Tanger par un chemin de fer qui y transportera les voyageurs en sept ou huit heures, relié à Casablanca et relié à Oran par Taza. Au surplus, si Fez n'était point la capitale choisie, pourquoi serait-ce fatalement Rabat? Casablanca, en raison de sa population nombreuse et du chiffre de ses affaires, pourrait peut-être plus justement prétendre à retenir l'administration chez elle. »

* * *

M. Milliès-Lacroix s'est montré partisan non moins convaincu de l'emprunt. Il pense qu'il n'y a rien à changer au programme du général Lyautey dont il approuve sans réserve le projet aujourd'hui présenté au Parlement. A la différence de M. Long, l'honorable sénateur des Landes est partisan de Rabat. Il est nécessaire, à son avis, d'y concentrer tous les rouages administratifs, quitte à considérer Fez comme la capitale indigène, ce qui, à ses yeux, n'a qu'une médiocre importance.

M. Milliès-Lacroix a porté son attention plus particulièrement sur la question des effectifs militaires et des dépenses qu'ils entraînent. Ces effectifs, comme on le sait, sont aujourd'hui de 75.000 hommes pour la totalité du corps d'occupation. M. Milliès-Lacroix estime que ce chiffre est indispensable, mais qu'il est suffisant et n'a pas besoin d'être dépassé. Ce corps d'occupation nécessite une dépense de 165 millions par an, à laquelle il faudra donc que la France se résigne pendant une assez longue période.

M. Milliès-Lacroix a fait un grand éloge des troupes qui sont « remarquablement en main et admirables de dévouement et d'entrain. Leurs chefs peuvent en attendre tous les sacrifices ». Mais il s'est montré réservé pour les troupes noires qui n'auraient pas rendu les services qu'on en attendait. Cela tient, selon lui, à ce qu'elles n'ont pas été recrutées avec assez de soin ni assez instruites avant d'être envoyées au Maroc. Arrivées sur place, il a fallu compléter leur instruction, ce qui les a rendues pendant un certain temps quasi-inutilisables.

Cette appréciation a causé quelque émotion. Le général Mangin, qui a été le promoteur de l'emploi des troupes noires au Maroc et qui a surveillé en partie leur recrutement, a aussitôt protesté dans une lettre publique. D'après lui, ce que M. Milliès-Lacroix aurait dit des troupes noires en général, n'est vrai que d'un bataillon en particulier. Ce bataillon, aussitôt son arrivée au Maroc, aurait été employé à des travaux de construction, de sorte que le jour où on l'a conduit au feu il manquait d'instruction militaire, ce qui n'est point la faute du recrutement, mais des chefs chargés de cette instruction.

On sait que les troupes noires ont encore des adversaires dans l'armée. Il est possible que ce soit eux qui aient inspiré les critiques de l'honorable sénateur des Landes. Cependant, si l'on y fait attention, ces critiques ne portent que sur un cas accidentel; elles ne mettent pas en question la valeur foncière du soldat noir qui ne nous paraît plus pouvoir être discutée.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'Ouenza à la Chambre. — Le 14 novembre, la Chambre a commencé la discussion de l'interpellation de M. Thomas sur l'affaire de l'Ouenza. La séance a été très calme. On ne sent plus bouillonner les passions qui s'agitaient autrefois autour de cette affaire. Il est permis d'en conclure qu'elle va enfin se terminer.

Les trois orateurs qui ont parlé, MM. Thomas, Houbé et Thomson, ont été d'accord pour reconnaître que la nouvelle convention assure à l'Algérie des avantages bien plus considérables que la première. Il y en a trois principaux : 1° le chemin de fer qui doit desservir la mine sera indépendant de la société qui exploitera celle-ci; il pourra donc imposer les mêmes tarifs à tout le monde et ne favorisera aucun client au détriment des autres; 2° la redevance, qui sera versée par tonne de minerai au budget algérien, est portée de 60 centimes à 1 franc; 3° ce budget aura droit à 50 0/0 des bénéfices.

M. Houbé, député d'Alger, a pris acte de cette différence pour faire le procès de l'administration de M. Jonnart. Si M. Lutaud a pu obtenir de pareilles conditions, pourquoi M. Jonnart ne les avait-il pas exigées? M. Jonnart a répondu que les circonstances n'étaient pas les mêmes. Et n'est-ce pas l'évidence même? M. Jonnart traitait il y a dix ans. Alors, l'Ouenza était peu connu, et il avait été obligé de s'adresser aux usines métallurgiques de tous les pays d'Europe pour former une société. Aujourd'hui, le prix du fer a notablement augmenté. Et le retentissement qu'a eu l'affaire a appelé l'attention sur elle. Les concurrents aujourd'hui ne manquent pas. C'est pourquoi la nouvelle convention a pu être fort supérieure à l'ancienne.

M. Albert Thomas appartient au groupe socialiste unifié; il a fait un exposé de la question, clair, modéré de ton et très écouté. Tout en se félicitant des améliorations apportées dans la nouvelle convention, il y voudrait encore un changement. A son avis, l'Etat, qui va avoir droit à la moitié des bénéfices, devrait être représenté dans le conseil d'administration par la moitié des membres et même, a demandé M. Thomas, par la moitié plus un, de manière à être maître de la direction. C'est là une idée des socialistes, qui voudraient nationaliser toutes les industries. Mais si l'État est associé aux bénéfices, il n'est pas associé aux pertes, de sorte que si la direction lui était conférée, elle se trouverait entre des mains irresponsables. Quels sont les capitaux qui voudraient s'aventurer à courir de pareils risques?

A moins d'incidents nouveaux, auxquels M. Houlé a fait de

vagues allusions en parlant d'un million remis à M. Carbonnel et qui ne l'aurait pas été pour la seule rétribution de ses peines, il est donc à présumer que la nouvelle convention, dont les divers orateurs ont fait l'éloge, ne sera pas désapprouvée par la Chambre.

La session de la Conférence consultative. — La session ordinaire de la Conférence consultative de Tunisie s'est ouverte le 10 novembre. Elle aura à examiner le budget de 1914, qui se présente dans les conditions suivantes. Les recettes ordinaires s'élèvent à 62.668.860 francs. Elles sont en progression de 3.621.960 francs sur celles de l'année dernière. Il est intéressant de noter que cette progression est due en grande partie à l'accroissement des recettes des ports de Tunis, La Goulette, Sousse et Sfax; à une plus-value de 344.000 francs dans les bénéfices que donne l'exploitation des chemins de fer et à une autre plus-value de 508.800 francs produite par les taxes imposées aux phosphates. Prélèvement fait sur ces 3.621.960 francs d'un certain nombre de dépenses inévitables, 1.423.464 fr. 80 sont restés libres et ont pu être affectés au développement des services publics. Il est à noter, comme une indication caractéristique des tendances du protectorat, que la plus grosse partie de cette somme, soit 414.963 francs, va au budget de l'enseignement.

La première séance de la Conférence s'est ouverte par un discours dans lequel le résident général a rappelé ce qui a été fait pendant le courant de l'année, et a énuméré ce qui, avec l'assentiment de la conférence, sera le programme de l'année qui commence.

Les principales œuvres de l'année dernière sont les suivantes. Le bey a promulgué un code pénal tunisien préparé par une longue collaboration entre des jurisconsultes français et des jurisconsultes indigènes. Les soldats tunisiens qui ont combattu au Maroc ont été exonérés de l'impôt de capitation. 21.000 hectares de terre destinée à la petite colonisation ont été achetés par la direction de l'agriculture. Une station expérimentale d'élevage a été créée. Un essai pour sédentariser les indigènes a été fait dans le Sud, où des lots de terre domaniale ont été mis à leur disposition, à la condition de planter des oliviers. Un autre décret a permis aux locataires des biens habous de devenir propriétaires enzélistes, et un grand nombre d'indigènes ont déjà demandé à profiter de cette disposition. La construction du chemin de fer de Gabès a été vivement poussée, et le réseau d'intérêt général de la Tunisie sera ainsi prochainement terminé. Enfin, la création d'une préfecture maritime à Bizerte présage des nouvelles destinées à ce port. Le résident général a signalé, en outre, le développement rapide de l'instruction publique. Les cours professionnels regorgent d'élèves, a-t-il dit. Quant aux écoles ordinaires, elles sont pleines dès qu'elles sont ouvertes.

Le programme de l'année qui s'ouvre, et sur lequel la conférence consultative aura à délibérer, comporte les principaux points suivants. Le crédit des indemnités familiales pour les fonctionnaires sera relevé de 200.000 francs. Un nouveau règlement minier a été préparé et va être soumis à la Conférence. Dans les concessions nouvelles, l'État se réservera une part dans les bénéfices excédant la rémunération normale du capital engagé. Le résident général a annoncé que dans les amodiations nouvelles de phosphates qui se feront dans les terres de jouissance collective, l'État se désistera de toute prétention de revenus au profit des œuvres de prévoyance et d'assistance indigènes. La ligue de Teboursouk prolongée jusqu'à Sidi-bou-Rouis sera construite avec le concours des exploitations minières qu'elle desservira. Une Chambre commerciale sera crée au tribunal de Tunis. La caisse des emprunts communaux sera portée de 12 à 25 millions. Le câble avec Marseillle sera doublé.

La suppression de la medjba. — Dans le discours que nous venons de résumer ci-dessus, M. Alapetite avait annoncé qu'il proposerait à la Conférence consultative de réduire l'impôt de capitation auquel sont soumis les indigènes, de 18 à 15 francs. Cet abaissement pouvait se faire sans impôt nouveau, grâce à une revision du régime douanier qui permettrait de boucher des fissures qui contrarient la perception des droits. Mais, dès la seconde séance de la conférence, il s'est produit un événement inattendu qui a remplacé cette mesure par une autre beaucoup plus intéressante.

Quand la Tripolitaine était turque, les Tripolitains relevaient du droit musulman. Ce droit ignore les distinctions nationales. Un musulman qui passe dans un autre pays devient *ipso facto* soumis aux lois de ce pays. Un Tripolitain venant en Tunisie relevait des autorités et des lois tunisiennes. Notamment, il payait la medjba. Mais, depuis que la Tripolitaine a été annexée à l'Italie, les Tripolitains sont devenus sujets italiens et le gouvernement italien réclamait pour eux le même traitement que pour ses autres nationaux. Or, jusqu'ici, les Européens à quelque nationalité qu'ils appartinssent, qu'ils soient français ou étrangers, jouissaient du privilège d'être exemptés de la medjba. Si les Tripolitains étaient assimilés aux Italiens ils allaient donc être exemptés à leur tour. C'eût été un désastre pour notre influence. Les musulmans protégés français auraient payé, pendant que les musulmans protégés italiens auraient été dispensés. Il y aurait eu désavantage à dépendre de nous. Tous les Tunisiens auraient cherché à se faire naturaliser Tripolitains et le nom de la France aurait été méprisé.

En présence de cette situation, les colons français ont pris une résolution énergique que l'on a justement qualifiée de « beau geste ». Puisque c'était parce qu'on les assimilait aux Européens que les Tripolitains allaient participer à leur privilège, les colons, plutôt que d'admettre que notre pays soit mis en état d'infériorité, ont décidé à l'unanimité des trente-neuf représentants de la section française, de renoncer à ce privilège. Ils ont lu en séance plénière la déclaration suivante que tous avaient signée:

Dans un intérêt supérieur et patriotique, et en vue de donner à la France sa liberté d'action en Tunisie, les soussignés, membres de la section française de la Conférence consultative, déclarent demander à l'unanimité :

1° Que l'impôt de capitation dit medjba, spécial aux indigènes tunisiens, soit supprimé;

2° Qu'un impôt nouveau soit établi sur tous les éléments de la population tunisienne sans distinction entre les Européens, les indigènes tunisiens ou étrangers et sans exception aucune;

3° Que le taux de cet impôt n'excède pas 10 francs, et qu'il ne puisse être accru par aucun accessoire à la charge de la population qui ne paye pas présentement la medjba.

Désormais, par la volonté même de ceux qui bénéficiaient de l'exemption, tous les habitants de la Tunisie seront égaux devant l'impôt. Les sujets italiens ne jouiront donc d'aucun avantage sur les sujets français. La courageuse détermination des colons tunisiens sauvegarde le prestige de notre pays dans le monde musul-

man. Aussi méritent-ils d'en être sincèrement remerciés par la métropole.

La nouvelle aussitôt répandue dans Tunis y a causé une sensation profonde. Le bey a fait appeler M. Blanc, secrétaire général du gouvernement tunisien, au palais de la Marsa et voulant donner l'exemple à l'aristocratie tunisienne dont beaucoup de membres échappaient eux aussi à la medjba, il l'a chargé de dire au résident général qu'il demandait expressément à payer le nouvel impôt comme tous ses sujets. La section indigène de la Conférence consultative a, de son côté, voté une adresse de félicitations à la section française, où il est dit : « Les indigènes tunisiens sont heureux de voir enfin proclamé aujourd'hui le principe d'égalité de tous devant l'impôt. »

Les relations commerciales de la France avec ses colonies. — Le rapport de la commission permanente des valeurs de douane nous donne, pour l'année 1912 et la période quinquennale précédente, des renseignements intéressants touchant ces relations. Il ressort des chiffres fournis par ce rapport que les échanges de la France avec ses colonies et pays de protectorat (Maroc excepté) se développent régulièrement. Pour l'ensemble de l'importation et de l'exportation la plus-value de l'année 1912, par rapport à la moyenne de la période quinquennale 1907-1911, a été de 329.400.000 francs ou de 22 0/0. Si la valeur des envois, provenant de nos colonies et pays de protectorat, à destination de la métropole a progressé comparativement à la moyenne quinquennale, leur part proportionnelle, dans le montant total de notre importation, n'a pas suivi une marche aussi rapide que la part des pays étrangers; la part coloniale, en effet, a atteint 11,15 0/0 de 1907 à 1911 et 10,78 0/0 en 1912. Pour l'exportation, il y a augmentation à la fois dans la valeur et dans la part proportionnelle, 13,56 0/0 en 1912 au lieu de 12,63 0/0 pour la période quinquennale.

La part de la France dans le commerce total extérieur des territoires placés sous sa dépendance s'est élevée à 1.613 millions ou à plus de 61 0/0, alors que les autres colonies ont fait des échanges pour 68 millions, et les pays étrangers pour 949 millions. Dans ce total, qui est de 2.630 millions, l'importation représente 1.306 millions, et l'exportation 1.324 millions. M. Chapsal, président de la commission permanente des valeurs en douane, n'a pas manqué, comme l'avait fait déjà son éminent prédécesseur, M. Picard, de citer le commerce colonial comme l'un des espoirs de la France. Après avoir énuméré les difficultés qui tendent à entraver l'expansion commerciale française, M. Chapsal a dit que notre domaine colonial compenserait en partie ces difficultés. Chaque année, les échanges de la France avec les colonies et pays de protectorat deviennent plus actifs. L'Algérie tient le premier rang avec un chiffre d'entrées et de sorties atteignant plus d'un milliard. Le Maroc n'est pas encore compris dans les statistiques analysées pour 1912; et cependant le commerce français y affirme déjà sa suprématie : sur un montant d'importations et d'exportations s'élèvant à 227 millions, la part proportionnelle de la France a été de 40 0/0, celle de l'Angleterre de 29 0/0, celle de l'Allemagne 13 0/0 et celle de l'Espagne 6 0/0. Il n'est pas douteux que ce pays constituera pour notre commerce extérieur un débouché notable. Et, dans l'ensemble, on peut dire que l'expansion coloniale a déjà pour la France, au point de vue commercial, une importance de premier ordre qui vient heureusement compenser certaines de ses infériorités.

Les préoccupations économiques de l'administration en Afrique occidentale. — Il va devenir banal d'indiquer les efforts faits par l'administration française pour développer dans les territoires à elle confiés les facteurs de richesse. Mais l'opinion contraire qui la représentait comme empreinte à cet égard non seulement de la plus grande inertie, mais encore de la plus insigne mauvaise volonté, a été très longtemps développée et est très enracinée dans le public, il n'est pas inutile de montrer ce qui est fait par nos administrateurs pour provoquer l'essor économique de nos possessions lointaines.

Nous avons eu déjà, à maintes reprises, dans ces derniers temps, l'occasion de signaler certains actes de gouverneurs qui prouvaient quels efforts étaient faits pour amener les indigènes à produire méthodiquement les produits les plus susceptibles de trouver des débouchés au dehors. Dans ce numéro même, on trouvera plus loin un article sur une tournée du lieutenant-gouverneur intérimaire de la Côte d'Ivoire, dans une région où nous avons récemment pris contact avec les indigènes et on verra le souci qu'apportent les administrateurs français à provoquer l'essor des territoires qu'ils gèrent.

Les journaux officiels des colonies du groupe de l'Afrique Occidentale contiennent très souvent des documents très intéressants pour la thèse que nous soutenons aujourd'hui. L'un des derniers journaux officiels de la Côte d'Ivoire a publié un rapport au gouverneur sur la nécessité d'une organisation pour la préparation et l'écoulement du cacao produit dans les plantations indigènes.

Depuis plusieurs années, l'administration s'efforce de répandre la culture du cacaoyer dans les villages et plus particulièrement dans le cercle des Lagunes, où le nombre des arbres en rapport est déjà supérieur à 3.000.

Malheureusement les indigènes laissent se perdre la plus grande partie des cabosses. Cette négligence n'est pas seulement la conséquence de leur apathie naturelle, elle est aussi due à leur ignorance des procédés de préparation du cacao marchand. En outre, l'importance encore faible des récoltes de ces plantations en voie de développement, prises séparément, ne permet que très rarement d'entreprendre la fermentation dans des conditions favorables.

D'un autre côté, la vente directe des cabosses aux entreprises agricoles ou commerciales pouvant s'occuper de la préparation du cacao — ce qui permettrait d'éviter les difficultés que présente actuellement la fermentation — est le plus souvent impossible par suite de la dispersion des centres de production.

Il est donc à craindre que les indigènes ne tirant aucun bénéfice de leurs plantations et n'en comprenant pas l'utilité, en arrêtent l'accroissement ou même s'en désintéressent complètement.

Dès lors, il apparaît nettement que l'administration doit intervenir, pour enseigner pratiquement, aux indigènes, le mode de préparation du cacao marchand et faciliter l'écoulement dans le commerce, du produit de leurs plantations.

Le chef du service de l'Agriculture a, en conséquence, proposé au gouvernement un projet dont voici l'économie :

Les cabosses mûres ramassées régulièrement dans les villages, par les soins de l'administration, seront centralisées à la station agricole de Bingerville où la fermentation des graines et la préparation complète du cacao auront lieu avec le concours des intéressés.

Le produit marchand sera mis en vente aux enchères publiques, par lots minimum de 50 kilogrammes à Bingerville.

Ces ventes seront annoncées au moins dix jours à l'avance, par

des circulaires envoyées à la Chambre de commerce et aux maisons de commerce de Bassam, Abidjan et Bingerville. Des échantillons seront déposés dans chacune de ces villes.

Les paiements auront lieu au comptant et la marchandise sera livrée sans emballage.

Le produit de la vente sera distribué entre les producteurs proportionnellement à leurs apports.

Si l'expérience de Bingerville donne les résultats qu'il y a lieu d'espérer, d'autres centres de fermentation, conçus sur le même principe, pourront être créés au fur et à mesure du développement de la culture du cacaoyer. Enfin, dans l'avenir, lorsque les indigènes connaîtront la valeur marchande du cacao, il ne sera plus nécessaire du concours de l'administration pour en assurer la vente; l'aide administrative se bornera seulement à faciliter la pratique de la fermentation.

Dans la même colonie de la Côte d'Ivoire, le lieutenant-gouverneur *par intérim* a recommandé aux administrateurs des cercles des Lagunes, du Baoulé-nord, du Baoulé-sud et de-Touba, la création de mutuelles scolaires. M. le gouverneur général Ponty a lui-même attiré l'attention des chefs des colonies du groupe sur les avantages que présenterait la création, partout où il est possible de le faire, de mutuelles scolaires semblables à celles qui fonctionnent en Guinée. Sous la direction de l'instituteur, les élèves récoltent du caoutchouc, cultivent des céréales, des légumes, etc.; le produit de ces entreprises revient aux élèves sous forme d'aliments, de vêtements, de livres, de récompenses diverses.

Il y a là une œuvre intéressante à tous points de vue, car sans compter le bien-être matériel très appréciable qu'en retireraient les élèves, ces mutuelles ont pour résultat de vulgariser et de rendre plus attrayant l'enseignement agricole, comme aussi d'initier les enfants aux bienfaits du travail en commun et de les lier plus étroitement encore à notre œuvre civilisatrice.

Ces faits sont parmi les plus récents, on en pourrait citer d'autres qui, comme eux, témoignent de l'intérêt que nous portons au développement de la production indigène dans un sens utile et pour les indigènes et pour nous.

Il y a un point sur lequel nous sommes malheureusement en retard par rapport à certains autres pays colonisateurs. Ce point, c'est l'étude méthodique au point de vue cultural et économique des produits qui auraient à la fois le plus de chance de réussir comme culture et comme vente. Il faut que cet instrument d'étude soit mis à la disposition de nos gouverneurs pour que soit pleinement efficace l'attention qu'ils apportent à tout ce qui peut provoquer le développement de la richesse chez leurs administrés indigènes et colons.

La situation de la Côte d'Ivoire. — Le lieutenant-gouverneur intérimaire de la Côte d'Ivoire a effectué, du 27 août au 8 septembre, une tournée dans le cercle du N'zi-Comoé, tant pour activer le développement des productions de ce cercle que pour poursuivre l'amélioration de la condition des groupements indigènes. A Agboville, le lieutenant-gouverneur a réuni en palabre les chefs et les notables Abbeys qui, il n'y a pas longtemps encore, avaient une attitude hostile; sur les conseils persévérants et sous la surveillance tenace des chefs de poste, ils se sont mis à exploiter les palmeraies et ont commencé, l'année dernière, à alimenter en graines et huile, les petites gares du district, alors qu'auparavant, ils achetaient même l'huile nécessaire à leur consommation.

Les peuplements naturels de kolatiers que naguère les Abbeys laissaient inexploités, ignorant les richesses qu'ils représentaient, ont fourni en outre au commerce d'Agboville 18 tonnes, dans les huit premiers mois de 1913.

Le lieutenant-gouverneur *p. i.* a recommandé aux chefs et aux notables de ne pas borner là leurs efforts: outre la production des palmistes et des kolas, il faut développer celle du cacao: d'intéressantes plantations de cacaoyers ont déjà été faites depuis trois ou quatre ans par les chefs de poste d'Agboville. Elles devront être multipliées dans le district comme dans tout le cercle des Lagunes, dont le climat offre à cette culture des conditions de réussite particulièrement favorables. Des tournées seront faites par les agents du service de l'Agriculture pour déterminer, de concert avec les autorités administratives, les terrains les plus aptes à la culture.

A Boca N'Da, dans la cour du poste, le lieutenant-gouverneur *p. i.*, rappelant aux indigènes les mesures coercitives qu'il avait fallu prendre contre eux, leur démontrait l'inanité de leurs efforts pour nous combattre. Il les invitait à augmenter la superficie de leurs cultures et leur faisait distribuer en sa présence des semences d'arachides du Sénégal.

Les environs de Boca N'Da présentent des conditions particulièrement favorables à la culture du riz de marais. Un premier essai a déjà été entrepris par le lieutenant Pravaz. L'extrême sécheresse de l'année passée en a malheureusement compromis le succès, mais de nouvelles plantations ont été faites. L'une d'elles, au sortir de Boca N'Da, est en excellente voie et paraît devoir donner de bons résultats.

L'ensemble des constatations faites dans le district de Boca N'Da montre qu'une activité toute particulière est nécessaire de la part de l'autorité administrative, pour que cette région donne les résultats qu'il est légitimement permis d'en attendre.

La population paraît se rendre compte de la grosse erreur qu'elle a commise en tentant de nous résister. Mais, sa paresse native l'éloigne de l'effort, si restreint soit-il, qu'il lui faudrait pour améliorer sa condition matérielle. C'est ainsi que les Agbas, — quand ils sont vêtus — ne le sont que de pagnes d'écorce ou, ce qui est rare, tissés dans leurs villages mêmes avec le coton qu'ils récoltent. On ne voit nulle part de tissu européen malgré la proximité de Dimbokro.

Les cultures sont peu étendues; et pourtant leur bel aspect, en même temps que leur variété, montrent les profits que, par un peu de travail, les indigènes pourraient retirer du sol: ignames, manioc, riz, arachides, coton, les indigènes obtiennent tout cela — mais en le limitant à leurs besoins extrêmement restreints — d'un sol encore vierge et d'un climat particulièrement favorable, puisqu'il participe de celui de la Haut-Côte, par le régime des saisons bien tranchées, et du climat de la zone sylvestre proche, par une humidité favorable à une puissante et prompte végétation.

Le lieutenant-gouverneur *p. i.* a insisté sur la nécessité du développement des cultures, de celles, notamment, susceptibles d'alimenter le trafic (riz, arachides, coton que l'administration elle-même achètera pour l'usine de l'Association cotonnière de Bouaké); la suppression des campements pour les beuveries de vin de palme; le groupement de la population en villages salubres aux abords des voies naturelles de pénétration et d'évacuation se reliant à la voie ferrée; le recensement nominatif de la population, condition essentielle de l'équitable répartition des charges fiscales et de l'exacte perception de l'impôt.

Dans la région de Kéregbé, le lieutenant-gouverneur a retrouvé les Ahuamous chez lesquels nous n'avons pénétré que vers la fin de 1908. Ces indigènes sont encore peu ou mal vêtus; les cases sont mal entretenues. Il faut exiger la reconstruction des villages en ruines et en profiter pour réunir, en grosses agglomérations, les campements épars dans la forêt.

De son voyage, le lieutenant-gouverneur *p. i.* a remporté l'impression que la netteté des mesures prises à l'égard des fauteurs de désordre, le désarmenent, l'organisation des postes ont découragé l'esprit de rébellion, tant chez les Agbas, que les Ouellés et chez les Morénous. Il n'en est pas moins nécessaire d'user de vigilance à l'égard de ces populations promptes à oublier les leçons du passé. La mise en valeur du pays est particulièrement en bonne voie dans la région Ouellé, elle doit se développer suivant le même programme chez les Agbas et la population du Morénou. La construction de routes, la distribution de semences d'arachides vont contribuer à éveiller la région de la Côte d'Ivoire à la vie commerciale.

En Afrique Équatoriale Française. — M. le gouverneur général Merlin, qui est en ce moment comme on sait, en mission en France, a été informé que la séance ordinaire du Conseil de gouvernement, après s'être ouverte le 3 novembre, a été close le 6 courant. Les budgets ont été approuvés par le Conseil et arrêtés ainsi qu'il suit :

Budget général	7.000.000	francs
Budget du Gabon	2.300.000	—
Budget du Moyen-Congo	2.395.000	—
Budget de l'Oubangui-Chari	1.804.000	—
Budget du Tchad	1.464.700	—

L'encaisse des diverses caisses de réserve demeure supérieure au maximum précédemment fixé par les règlements. Le Conseil a émis un avis favorable aux nouvelles taxes sur les alcools, les armes, poudres et munitions. Il a consacré les mesures prises en faveur des producteurs de caoutchouc et notamment la réduction des droits de sortie sur les caoutchoucs d'essence forestière et sur le caoutchouc d'herbes, et l'abaissement à 1 franc du prix de rétrocession du caoutchouc perçu en impôt.

Sur la proposition du délégué au Conseil supérieur des Colonies et de tous les membres non fonctionnaires, délégués des Colonies du groupe au Conseil de gouvernement, le vœu suivant a été adopté :

« Les membres du Conseil de gouvernement adressent à M. le ministre des Colonies l'expression de leur profonde gratitude pour l'adhésion et l'appui qu'il a donné au programme de l'emprunt et le dépôt qu'il en a effectué sur le bureau du Parlement; ils expriment à M. le gouverneur général Merlin leur sentiment de reconnaissance pour le dévouement et l'activité avec lesquels il s'est consacré à la défense des intérêts généraux de la Colonie ; émettent le vœu que le Parlement adopte dans son intégralité le programme de l'emprunt et permette par un vote rapide sa réalisation prochaine. »

Ce vœu est des plus justes et on doit s'y associer. Nos lecteurs savent quel savoir et quel zèle M. Merlin a mis au service de la cause de l'emprunt. Cette cause a été instruite d'excellente façon; mais comme nous le disions, il y a quinze jours, il reste le Parlement. Déposer un projet est une chose, le faire voter en est une autre et on ne saurait jamais assez rappeler que l'emprunt urgent de l'Afrique Occidentale Française, déposé en mars 1912, n'est pas encore définitivement voté.

Le chemin de fer transindochinois. — Le 4 octobre dernier, la section du transindochinois comprise entre Phanrang et Song-Mao a été inaugurée par M. le gouverneur général Sarraut et ouverte à l'exploitation. Ce tronçon complète la ligne de Saigon au Khanhoa. L'Indochine va se trouver ainsi dotée d'un nouveau réseau de près de 500 kilomètres d'étendue qui reliera le sud Annam, jusqu'alors isolé, à la Cochinchine.

Ce fait aura de multiples conséquences pour les régions traversées par la voie ferrée. La région du sud Annam, d'abord, qui se trouvait dépourvue de moyens de communication, est mise en relations directes avec un grand port d'exportation, ce qui permettra la mise en valeur des richesses de toute nature qu'elle renferme. D'autre part, la Cochinchine pourra venir dans cette région chercher la main-d'œuvre qui lui fait défaut et que son développement nécessite. Le port de Saigon, enfin, y trouvera de nouveaux éléments de trafic et un fret plus abondant.

Cette amélioration de l'outillage économique de l'Indochine a été longtemps attendue. Les premières études faites pour la construction du chemin de fer commencèrent en 1899. Elles aboutirent au décret du 17 juin 1900 autorisant la construction de la ligne, de Saigon au kilomètre 132; l'adjudication des travaux eut lieu le 17 novembre de la même année. Par la suite, un décret du 27 janvier 1905 autorisa la construction entre le kilomètre 132 et Khanhoa; la section Pharang-Nhatrang fut adjugée le 29 août 1905. Après bien des vicissitudes, l'administration résilia le contrat passé avec l'entreprise et adopta, à partir de janvier 1909, le régime de la régie directe pour achever les 230 kilomètres, à peine ébauchés, qui restaient à exécuter.

Dans un discours qu'il a prononcé lors de l'inauguration du tronçon Pharang-Song-Mao sur ce sujet, M. l'ingénieur en chef Caville, chef de la circonscription des chemins de fer du sud, a estimé que « l'expérience des grandes entreprises avait été concluante dans le sens le plus défavorable. Celles-ci se bornaient, a-t-il dit, à un rôle d'intermédiaire entre l'administration et les tâcherons qui exécutaient pour elles, les travaux. L'administration s'adressa directement à ces derniers. Elle les répartit sur la ligne à construire, de façon qu'ils ne puissent se gêner les uns les autres... Les travaux difficiles étaient exécutés par régie directe ».

Cette opinion discutable ne doit pas faire perdre de vue, toutefois, que l'entreprise effectua les premiers travaux les plus difficiles et les plus longs : recherche du tracé définitif et études préliminaires à la construction. Ce n'est qu'ensuite que l'administration intervint, et elle n'eut qu'à poursuivre l'exécution du travail commencé, dont l'achèvement aurait pu être aussi rapide par l'entreprise, et aurait sans doute été moins onéreux pour les finances de la colonie que par le mode de la régie directe.

Quoi qu'il en soit, nous enregistrons comme une étape importante de la colonisation française en Indochine, l'achèvement du tronçon sud du réseau des chemins de fer, pour ce qui concerne la fraction comprise au programme de 1898, modifié et réduit. Il reste encore environ 600 kilomètres pour relier le terminus actuel de la ligne à Tourane. Souhaitons qu'un nouvel emprunt, dont on peut entrevoir la réalisation prochaine, grâce aux exce-

dents budgétaires sans cesse croissants, permette la construction de ces 600 kilomètres.

Le dernier emprunt de 90 millions prévoit déjà le comblement de la lacune nord du réseau (Dong-Ha-Vinh). Le jour où ce travail aura été exécuté, il sera bien difficile de laisser cette fraction du réseau séparée de la fraction sud et la construction de la portion intermédiaire du transindochinois s'imposera.

L'éducation du peuple annamite au point de vue des questions d'hygiène et d'assistance. — Les maladies endémo-épidémiques, qui causent de si grands ravages dans les populations indigènes, ont toujours constitué une des préoccupations importantes des autorités coloniales. Les moyens de lutter contre ces maladies et les mesures de prophylaxie à employer ont fait l'objet d'études nombreuses et de rapports techniques, à la suite desquels des formations sanitaires, hôpitaux et lazarets, ont été créées à grands frais, et dont l'entretien incombe toujours aux budgets locaux.

Si elle s'était bornée là, l'action des pouvoirs publics eût été insuffisante ; il était indispensable de tenter parallèlement une action directe sur les populations indigènes qui offrent généralement un terrain éminemment propice à l'éclosion et à la propagation de ces maladies. C'est en inculquant aux collectivités indigènes les notions élémentaires d'hygiène, que l'on peut en effet paralyser dans leur développement les épidémies dont la naissance et les progrès sont favorisés par une promiscuité malsaine. Et peu à peu, ainsi, en agissant sur la masse des habitants par un enseignement vulgarisateur qui apprendra à chacun ce qu'est l'hygiène individuelle, on parviendra à obtenir un état sanitaire général satisfaisant et, tout au moins, à permettre à l'autorité médicale d'intervenir en temps utile pour combattre le fléau à ses débuts et l'empêcher de se propager. C'est ainsi qu'en Indochine les premiers cas de peste déclarés dans un village ont pu être portés à la connaissance des médecins et de l'administration grâce à d'anciens soldats indigènes, dont l'intelligente initiative a permis d'éviter l'éclosion d'épidémies qui eussent pu devenir très graves.

Se plaçant à ce point de vue, M. le gouverneur général Sarraut vient d'adresser au commandant supérieur des troupes, aux chefs des administrations locales une circulaire, en date du 29 septembre dernier, dans laquelle il appelle leur attention sur l'intérêt que présente la vulgarisation des notions d'hygiène dans les villages, au moyen de leçons de choses à la portée de toutes les intelligences, en particulier à l'école et à la caserne. En effet, après avoir quitté l'école et le régiment, ceux qui auront reçu cet enseignement pourront — le fait mentionné plus haut le prouve — devenir, à leur tour, les éducateurs de la population et les utiles auxiliaires du Service de santé. Par une meilleure connaissance et une application plus stricte des prescriptions de l'hygiène corporelle et alimentaire, on diminuerait la mortalité dans la colonie, et on éviterait les maux provoqués par l'usage de l'opium, les dangers aussi grands résultant de la morphine et de la cocaïne, ainsi que ceux de l'alcoolisme. De même, l'assistance médicale pourrait être mieux distribuée et ainsi répondrait mieux au but de cette institution : elle deviendrait plus utile par cela seul que son fonctionnement serait facilité.

Nous ne saurions trop louer l'administration indochinoise de l'importance qu'elle attache aux questions d'hygiène préventive. Les médecins inspecteurs de l'armée coloniale et les directeurs du Service de santé des colonies ont maintes fois signalé que, dans l'intérêt général, mieux vaut prévenir les maladies épidémiques tropicales par des moyens méthodiques et appropriés que de s'attacher exclusivement, comme dans certaines de nos possessions on a eu souvent trop de tendance à le faire, au traitement de cas individuels dans des formations sanitaires qui coûtent presque toujours trop cher eu égard aux services, nécessairement limités, qu'elles rendent à la santé publique.

Un coup d'Etat de Yuan Chi Kaï. — Yuan Chi Kaï fut élu le 6 octobre dernier président définitif de la république chinoise grâce surtout, dit-on, à la grande quantité d'argent qu'il distribua à ses adversaires.

Le nombre de voix requis pour l'élection était de 570. Au premier scrutin, Yuan Chi Kaï en obtenait 471, Li Yuen Hung, le vice-président provisoire, qui ne se présentait d'ailleurs pas, en avait 154, et 70 environ se dispersaient sur quelques autres personnalités. Sun Yat Sen notamment en recueillait 13. Au deuxième tour, 497 voix allaient à Yuan Chi Kaï et 162 à Li Yuen Hung. Une troisième épreuve était donc nécessaire et la majorité entraînait, cette fois, l'élection. Yuan Chi Kaï avait alors 507 voix et Li Yuen Hung 177. Quelques électeurs, par dérision, avaient voté pour des chanteuses, Yuan Chi Kaï était donc élu président de la République.

« Beaucoup, ici, a écrit de Pékin, M. Jean Rodes au *Temps*, ont été surpris que le résultat ait été si laborieux. On s'attendait à l'élection dès le premier tour. D'après des renseignements de source chinoise sérieuse, cette résistance inattendue aurait été due au fait que depuis quelque temps, Yuan Chi Kaï avait complètement fermé sa caisse. Les exigences excessives des parlementaires, la confiance que lui donnait aussi l'écrasement de la rébellion sudiste, et la certitude surtout qu'il avait d'être élu finalement, l'avaient poussé à prendre cette mesure. Aussi bien la situation devenait, paraît-il, impossible. Ses partisans, eux-mêmes, commençaient à montrer des exigences. Exaspérés de voir qu'on achetait tous les kouo-ming-tangs, ils se plaignaient d'être sacrifiés et ils demandaient à leur tour de l'argent. Le seul moyen de couper court à toutes ces sollicitations, rendues plus intolérables encore par la diminution rapide des ressources, était de ne plus rien donner à personne.

Le cas de la non-élection aurait du reste été prévu. Yuan Chi Kaï devait, affirme-t-on, simuler alors un départ pour ses propriétés du Honan, et deux régiments étaient tenus prêts à se porter à la gare pour l'empêcher de partir et le ramener de force dans son palais... » Un mois à peine après son élection Yuan Chi Kaï s'est débarrassé de l'opposition par un coup d'Etat. Par un premier édit, le président a décrété la dissolution du Kouo ming tang (opposition radicale) dans toutes les provinces. La police doit perquisitionner dans les bureaux du groupe. Par un autre édit, il dénonce une vaste organisation qui aurait pour but de rompre l'unité chinoise, de brouiller la Chine avec la Russie et de renverser le gouvernement de Pékin, et il voue aux gémonies Sun Yat Sen, l'un des apôtres du mouvement républicain et Houng-Sing ex-chef militaire des rebelles réfugiés tous deux au Japon.

Tels sont les débuts de la présidence de Yuan Chi Kaï. Ils sont faits pour étonner des Occidentaux, mais il n'est pas prouvé qu'ils ne marquent pas le début d'une ère moins troublée pour la Chine.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

GÉNÉRALITÉS

Les négociations coloniales anglo-allemandes. — Nous avons annoncé dans le précédent numéro de la *Quinzaine*, que les capitalistes allemands avaient été admis à participer à l'entreprise de la Cie anglaise du chemin de fer du Benguela et que, d'autre part, les Allemands ont donné leur assentiment à la construction éventuelle de la ligne ferrée anglaise du Cap au Caire ; nous avons aperçu, dans ces deux faits, des indices significatifs de la nouvelle entente anglo-allemande. Depuis quelque temps, les journaux allemands, de même que les journaux anglais et français, ont publié sur les négociations en cours des informations diverses. La *Kolonialzeitung* attend, pour donner son avis, que l'on connaisse officiellement le résultat de ces pourparlers ; mais elle a tenu à protester, dès maintenant, contre les ambitions territoriales prêtées à l'Allemagne, et dont la révélation a naturellement ému l'opinion, chez les nations coloniales menacées : la France, et, surtout la Belgique et le Portugal. Un journal français ayant dit que l'Allemagne revendiquait la possession de toute l'Afrique centrale, en se fondant sur une déclaration faite, disait-il, par un des membres les plus éminents de la Société coloniale allemande, la *Kolonialzeitung* affirme que, jamais, cette Société, ni aucun de ses organes, ni son assemblée générale n'ont formulé un pareil programme colonial. « En particulier, ajoute-t-elle, l'on ne saurait prétendre que l'Empire allemand a des visées sur le Congo belge. » Si la liquidation du Congo belge semble indéfiniment reculée, il n'en est pas, tout à fait de même des possessions portugaises. Le grand intérêt que les milieux coloniaux allemands portent aux colonies portugaises apparaît, avons-nous dit, dans un mémoire du ministre de l'Intérieur allemand sur les conditions de la colonisation de l'Angola. Le *Kolonialzeitung* fait remarquer que ce mémoire officiel, composé d'après des rapports consulaires, est absolument analogue aux publications éditées par le *Board of Trade*, ou par les bureaux du même genre français, belges ou autrichiens, par exemple, sur les Indes britanniques, sur les États-Unis, sur l'Abyssinie, le Venezuela, etc. Ce mémoire ayant été livré au commerce, une agence d'information en donna un résumé ; c'en fut assez pour que plusieurs journaux fissent aussitôt courir le bruit d'une cession prochaine de l'Angola à l'Empire allemand. La presse allemande est autant que les autres avide de nouvelles sensationnelles. Le public aurait donc tort de soupçonner derrière ce mémoire officiel des arrière-pensées d'acquisition territoriale. Toutefois, le *Kolonialzeitung* s'abstient, pour le moment, de dire ce qu'elle pense à ce sujet.

Selon des télégrammes de Londres et de Paris, il aurait été question, dans les négociations anglo-allemandes, de l'abandon à l'Allemagne de la baie de la baleine (Walfish bay), et de l'île de Zanzibar. Le correspondant berlinois de la *Gazette de Cologne* a démenti le fait, d'une manière absolue. « Je suis en mesure d'affirmer, disait-il, qu'une telle cession n'a pas été et n'est pas prise en considération. Tous les commentaires, écrits à propos de cette fausse nouvelle, n'ont pas la moindre importance. » L'Allemagne n'a plus besoin, aujourd'hui, de la baie de la Baleine. Autrefois, particulièrement pendant l'insurrection du Sud-Ouest, quand cette enclave britannique servait d'asile aux pires éléments de la population noire, les Allemands ont souhaité que ce territoire fut placé sous leur pavillon, bien que les communications avec l'intérieur soient très difficiles, et qu'on y manque d'eau potable et d'herbages. Mais, maintenant, que Swakopmund est devenu un port, et la tête de ligne des voies ferrées de la colonie, l'acquisition de la baie de la Baleine n'est, plus du tout, nécessaire. S'il y a un vœu à faire pour le Sud-Ouest, dit la *Kolonialzeitung*, c'est que l'Angleterre consente à établir, sur l'Orange, la frontière naturelle, historique et légitime, à savoir le milieu du fleuve. « Notre ministère n'oubliera certainement pas ce point important, quand il négociera avec l'Angleterre, pas plus qu'il n'oubliera de parler des îles britanniques, situées en avant du littoral. » Il y aura lieu également de rectifier la frontière occidentale du Togo ; ici aussi, si l'on veut que l'accord satisfasse les coloniaux allemands, il faut que les Anglais permettent aux Allemands d'accéder, sans restriction, à la Volta.

Si l'existence d'un territoire britannique enclavé dans le Sud-Ouest a été, autrefois, regrettée par les Allemands, combien plus déplorable encore leur parut la cession à l'Angleterre de l'île de Zanzibar, dépendance naturelle de la côte allemande, et justement considérée, jadis, comme la clef de l'hinterland. On se rappelle quelle indignation provoqua, parmi les coloniaux allemands, le traité du 1er juillet 1890. Pour les apaiser, le chancelier de Caprivi publia un mémoire justificatif, dans lequel il disait qu'on pourrait ruiner l'importance économique de Zanzibar, en transportant sur la terre ferme les maisons de commerce. Les prévisions de Caprivi se sont réalisées, en ce sens que l'île a perdu son ancienne valeur économique. Tandis que, de 1901 à 1911, la colonie allemande élevait son commerce de 14 à 68 millions de marks, le mouvement des échanges, à Zanzibar, demeurait stationnaire et même diminuait. En effet, durant cette période de temps, le chiffre de ses importations descendit de 1.197.000 à 993.000 livres sterling, et celui de ses exportations de 1.168.000 à 1.033.000 livres sterling. Et ces nombres comprennent la valeur du commerce de transit, qui est considérable. La production du clou de girofle, pour laquelle l'île détient un monopole, est en baisse constante, en grande partie, à cause du manque de main-d'œuvre. Pour cette raison, l'année dernière, la moitié de la récolte n'a pu être recueillie. D'autre part, l'énorme proportion des Indiens à Zanzibar est un fait qui donne fort à réfléchir. Aujourd'hui, les Allemands ont bien de la peine à éloigner de leur colonie ces « parasites indésirables » ; ils les verraient arriver en foule, si Zanzibar était possession allemande. De même que l'essor de Swakopmund, dans le Sud-ouest, a rendu inutile aux Allemands la possession de la baie de la Baleine, de même, ici, l'acquisition de Zanzibar n'est pas du tout enviable, pour eux, maintenant que les ports de Tanga et de Daressalam ont pris sur cette île une avance considérable. « Que ferions-nous de Zanzibar? » tel est le titre d'un article dans lequel la *Deutsche Post* a développé ces arguments. Pour justes qu'ils soient, ils ont surtout pour objet de convaincre l'opinion britannique que la baie de la Baleine et Zanzibar sont des gages trop petits pour servir de base à un règlement des questions africaines. Les Allemands se méfient, et craignent qu'on leur propose, cette fois encore, un marché de dupes. « Nous voulons et devons désirer, dit la *Kolonialzeitung*, ne pas faire comme le Jeannot de la légende qui,

après avoir beaucoup marchandé et discuté, reçut une oie en échange d'un lingot d'or. »

La culture des plantes oléagineuses. — Nous disions dernièrement que la crise actuelle du caoutchouc allait ouvrir les yeux sur les inconvénients de la monoculture, et appeler l'attention des coloniaux sur les cultures susceptibles d'un grand développement, telles que celles des végétaux oléagineux. Le Comité économique colonial vient précisément de créer une commission spéciale qui travaillera à accroître la production des huiles coloniales, destinées à l'industrie métropolitaine. Actuellement, les colonies n'en fournissent que pour 22 millions de marks sur une valeur totale importée de 380 millions de marks, d'après la statistique pour l'année 1911. Cette nouvelle commission s'est réunie, pour la première fois, le 3 novembre dernier. Elle comprend des représentants du ministère des Colonies, de l'Institut colonial de Hambourg, et du bureau royal des expertises. Au sujet du Cameroun, la commission a proposé de pousser les indigènes à cultiver le palmier à huile, le cocotier et l'arachide. Elle a décidé d'adresser un appel à l'industrie allemande de l'huile, invitant les fabricants à contribuer aux dépenses, selon l'exemple donné, jusqu'ici, par l'industrie textile et par l'industrie métallurgique.

L'administration postale a décidé que les communications, par télégraphie sans fil, entre l'Allemagne et les colonies africaines, seront établies, le 15 mai 1914. On travaille actuellement, avec activité, à la station de Nauen. Outre 4 tours, hautes de 120 mètres, on construit une tour géante de 250 mètres. On mettra en service une machine dont la puissance dépassera de 15 kilowatts celle des machines à haute fréquence, en usage, jusqu'ici. La première section sera celle de Nauen-Togo. La Compagnie de T. S. F. a établi, ici, une station près d'Agbonu (Atakpame). La seconde section, du Togo au Sud-ouest, sera mise en exploitation, dans le cours de 1914.

Les souscriptions ouvertes, au profit de missions, à l'occasion du jubilé impérial, ont produit, pour les missions évangéliques, 3 millions 1/2 de marks, dont la répartition a été faite par l'empereur. Les sociétés ont reçu, en tout, 2.825.000 marks. La part a été de 497.000 marks pour la mission berlinoise, et de 415.000 marks pour la mission bâloise. L'Institut de Tubingen, pour la formation de médecins des missions, a obtenu 100.000 marks.

AFRIQUE ORIENTALE

La mentalité des indigènes. — Les Européens, qui séjournent même dans les régions les plus saines des hauts plateaux du Méru et du Kilimandjaro, éprouvent, au bout de quelque temps, une dépression des forces physiques. Ce phénomène est généralement attribué au climat. Une autre explication est donnée par le capitaine Leue, qui fut plus de douze ans, chef de district dans la colonie, et qui a donné son nom au village européen du mont Méru, dont il fut le fondateur. A l'en croire, si les Blancs montrent une nervosité extrême, la cause en est principalement l'irritation que leur produisent les défauts des indigènes qu'ils emploient, irritation telle que les gens de tempérament flegmatique deviennent plus emportés que des colériques. Et, de fait, à lire le tableau que le capitaine Leue trace du caractère des indigènes, on comprend qu'il faudrait à un Européen une inconcevable patience pour conserver son calme. Paresse, négligence, ivrognerie, penchant au vol, orgueil, malveillance, ils ont en partage tous les vices. La plupart sont incapables de se former, et, après quelques essais malheureux renoncent au service domestique. Ils retombent aussitôt dans la sauvagerie, dépouillent entièrement avec l'habillement du boy, les façons d'être qu'on leur avait inculquées, et reprennent leur accoutrement primitif, leurs habitudes de saleté et leur arrogance. Les Wameru sont nés voleurs; aussi est-il singulièrement téméraire de les introduire, comme serviteurs, dans une maison. Bientôt, tout ce qui peut être pris disparaît, jusqu'aux couteaux, fourchettes, cuillers, jusqu'aux chaussures, courroies de harnais, jusqu'aux loquets des serrures, et aux montants de fer des portes. Il faut, sans cesse, les surveiller. Les seuls objets en sûreté sont ceux dont ils ignorent l'existence, ou qu'ils ne peuvent pas utiliser. Les produits agricoles, le bétail, le lait, les œufs sont également dérobés par eux. Si, jusqu'ici, le café a été épargné, c'est parce qu'ils n'en consomment pas. Mais s'ils arrivent à le prendre en goût, et commencent à le cultiver, les planteurs ne verront pas la fin de leurs infortunes. Il arrivera ce qui s'est produit pour les plantations de cocotiers de la région côtière ; les noix de coco furent volées en si grande quantité que les entreprises ne rapportèrent plus rien et que, bien souvent, les Arabes y renoncèrent. Un des colons russo-allemands de Leudorf avait planté un bois de bananiers; il n'en récolta jamais un régime, parce que les bananes furent toutes volées avant même qu'elles fussent mûres. Il en est ainsi dans toute la région du Kilimandjaro et du Méru. A Aruscha, les cambriolages, les vols d'argent et de bétail sont à l'ordre du jour. Quoi d'étonnant, puisque chez les Massaï, les Wameru et les Wadschagga, le vol et le pillage sont considérés comme actions héroïques. Les voleurs sont très rarement pris, parce qu'ils marchent très légèrement et sans laisser de trace. La police est organisée de façon sommaire et insuffisante. C'est toute une affaire que d'établir la culpabilité d'un criminel, de l'arrêter et de le conduire en prison. Il est plus simple de se défendre soi-même ; mais jusqu'à quel point un patron a-t-il le droit de punir ? Là-dessus chaque juge a son opinion particulière. On a vu des Blancs condamnés à une forte amende, parce qu'ils avaient giflé un boy. Aussi, la plupart du temps, les colons préfèrent-ils laisser aller les choses. Les retenues sur les salaires ne produisent aucunement le résultat attendu. Quant au renvoi, c'est un remède dangereux, parce qu'il risque de rendre la main-d'œuvre impossible à trouver. Mais ce qui est exaspérant au delà de tout, c'est l'insouciance des domestiques noirs. Avec eux l'on n'est jamais tranquille. Si l'on n'est pas derrière eux, les bêtes ne sont pas soignées et manquent de nourriture. Si, réveillé la nuit par les chiens, l'on inspecte la maison, on trouve ordinairement les portes toutes grandes ouvertes, le feu brûlant dans la cuisine, les boys dormant, à moins qu'ils ne soient sortis. Les animaux sauvages, les serpents peuvent pénétrer jusqu'à la chambre à coucher. Quoique les Noirs aiment, généralement, les enfants, il est bien difficile de leur en confier la garde, tant leur imprévoyance est grande. Il ne faut pas compter sur eux, la nuit, pour une aide quelconque ; ils dorment comme des sourds. Un jeune indigène vint trouver un missionnaire pour faire panser une blessure qu'il avait au talon. D'où vient cela? lui fut-il demandé. — Un rat m'a mangé. — Pourquoi ne l'as-tu pas chassé? — Le pouvais-je puisque je dormais? Avec de pareils serviteurs, il faut

renoncer à s'absenter, à voyager. Certainement il y a des exceptions. Il faut mettre à part les musulmans pratiquants, le plus souvent, intelligents, honnêtes, prenant une nourriture spéciale, et s'abstenant de fumer et de boire des boissons alcooliques. Parmi les autres, il se trouve aussi des individus honnêtes et sûrs, mais ils sont rares. Plus un Noir est instruit, plus, au dire du capitaine Leue, il est douteux. Celui qui sait lire et écrire ne veut plus travailler ; son ambition est de mener une vie agréable et de s'enrichir aux dépens de ses semblables. Pour les fonctions de secrétaire ou employé de commerce, il ne saurait jamais aller de pair avec un Indien, ou un Arabe. Le capitaine Leue ne croit même pas qu'une instruction supérieure puisse faire de l'indigène un bon agriculteur. Sans une direction européenne, dit-il, il ne pourra jamais produire une marchandise propre à être vendue. A l'entendre, tous les essais faits pour l'amener à cultiver, en grand, le coton et le caoutchouc, ont échoué.

Le capitaine Leue ne comprend pas qu'on veuille tenir les Noirs en tutelle, et qu'on croie devoir les préserver du vice, comme s'ils n'étaient pas, déjà, naturellement vicieux. Pourquoi, par exemple, demande-t-il, leur interdire la consommation des alcools européens, quand ils fabriquent des boissons en comparaison desquelles nos pires alcools sont du véritable lait? Pourquoi s'opposer à ce que les Noirs des colonies viennent en Allemagne, par crainte qu'ils ne se corrompent? « Les Français pensent à amener en France des contingents de troupes noires, dont ils se promettent des merveilles. Et, chez nous, on tremble à l'idée qu'une musique d'Askaris vienne jouer au jardin zoologique de Berlin ! » Ces Askaris sont d'excellents soldats, qui donnent la meilleure opinion des Noirs de l'Afrique orientale ; et il est regrettable que l'on ne puisse obtenir d'eux un plus long service.

Le capitaine Leue pense que la main-d'œuvre est actuellement assez abondante ; mais il voudrait qu'on pût la trouver ailleurs que chez les Wanyamouesi et les Wassukuma, seules tribus qui la fournissent, ou à peu près. Le gouvernement devrait étendre le recrutement à d'autres tribus. Le système actuel est très coûteux, tellement que les entreprises de plantations ne peuvent donner de bénéfices. Avant même que le travail soit commencé, l'ouvrier indigène, procuré par les enrôleurs, revient à 30 rp., c'est-à-dire 40 marcks. Il est même arrivé que la dépense se montrât à 50 ou 60 rp. par individu. Si l'on ajoute le salaire mensuel de 15 rp., le logement, les frais médicaux, et les frais de rapatriement, on voit que, seules, les grandes entreprises peuvent engager de tels travailleurs. Les autres doivent se contenter de prendre à la journée, des gens du pays qu'on paie de 6 à 10 rp. par mois. En dix ans, les salaires ont presque triplé. Il faut ajouter que le recrutement n'est pas facile. Les enrôleurs sont mal vus. Les chefs des districts où ils opèrent, cherchent, autant qu'ils peuvent, à les éloigner, craignant qu'ils ne portent atteinte à la prospérité du pays. Le capitaine Leue partage l'opinion de tous les colons, lesquels demandent, comme on sait, que le gouvernement se charge, lui-même, du recrutement.

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

INDE ANGLAISE

Démission des présidents de l'« All India Moslem League ».

Nous avons signalé la répercussion qu'avait eue sur les musulmans de l'Inde la récente guerre des Balkans (1). Le *Times* disait que la situation était grosse de périls : tandis que les panislamistes se montraient partisans des mesures extrêmes, les modérés par contre conservaient vis-à-vis de l'Angleterre des sentiments loyalistes. Les discours prononcés en juillet dernier à Londres par les membres les plus éminents de l' « All India Moslem League » en étaient la dernière manifestation. Mais leurs idées tolérantes et larges n'ont pas trouvé grand écho dans l'Inde. Et les journaux anglais ont récemment annoncé la démission du Khan Aga et de Ameer Ali, présidents de la Ligue panindienne. Rappelons-en brièvement l'origine. Le 1er octobre 1906, alors que lord Minto était encore vice-roi, une députation de notables mahométans, sous la conduite du Khan Agha, vint le trouver et lui demanda qu'à l'avenir, dans les transformations politiques qui allaient s'accomplir, leur communauté soit reconnue comme un important facteur dans l'Etat. Le vice-roi fit le plus bienveillant accueil à leurs revendications. Le but de la Ligue, tel qu'Ameer Ali l'avait indiqué dans le meeting inaugural tenu à Londres, était de maintenir l'harmonie et la concorde entre les diverses communautés de l'Inde et de protéger par toutes les méthodes constitutionnelles et loyalistes en leur pouvoir, les intérêts spéciaux des sujets hindoux de Sa Majesté. A côté du Comité central, ayant son siège à Lucknow, il y a des Ligues locales dans les différents centres de l'Inde.

Dans une longue lettre, datée de Paris, 2 novembre, et écrite à Ameer Ali, Sa Hautesse Aga Khan donne les raisons qui l'ont poussé à donner sa démission. En voici les principaux passages :

Je ne puis, pour de nombreux motifs, continuer mes fonctions de président de la Ligue centrale. Ces motifs sont d'ordre privé et public. Je suis obligé d'être éloigné de l'Inde pendant de longs mois chaque année et d'être souvent en Europe où m'appellent de considérables intérêts privés : je ne puis donc remplir comme je le voudrais mes fonctions de président. En outre, j'ai d'autres raisons personnelles purement domestiques et de famille. Toutefois toutes ces raisons réunies ne m'auraient pas fait prendre la décision que j'ai prise, si j'avais pensé que mon maintien à la présidence ait pu servir au bien de la communauté.

Après avoir rappelé les origines de la Ligue panindienne, Aga Khan continue en indiquant quelle doit être, selon lui, sa politique à venir :

... A l'avenir, la Ligue ne devra pas avoir un chef, mais des chefs de sections représentant les différentes écoles de pensée, chacun s'efforçant de convaincre la communauté que la politique est la meilleure pour l'Inde. Je ne veux pas donner à ces sections des étiquettes de libérales ou conservatrices, mais montrer par deux exemples choisis entre vingt, quel genre de questions pouvait appeler une divergence de vues et une discussion... Un de ces exemples a trait à la représentation séparée dans les municipalités et les organisations locales. Il y a nécessairement deux ou trois moyens de trancher cette question et par conséquent deux ou trois sections pourront prendre part à cette discussion et définir ultérieurement notre politique. Une autre question qui peut se présenter est celle de l'instruction primaire et de ses rapports avec les idiomes locaux et la langue Urdu. Elle peut soulever elle aussi des discussions avant qu'on arrive à une entente.

(1) Cf. *Quinzaine coloniale* du 25 octobre 1913.

Sa Hautesse termine en souhaitant qu'une fois tranchée la question des relations de la Ligue de Londres avec celle de l'Inde, la première puisse être reconstituée sur des bases solides et devenir ainsi un instrument très utile non seulement à la communauté hindoue, mais encore au peuple indien en général. « La communauté mahométane, écrit le *Times*, passe par une crise qui pour être inévitable n'en est pas moins regrettable. Les jeunes sont toujours prêts à regarder leurs anciens comme hostiles aux idées de progrès et inactifs, et les jeunes musulmans ne font pas exception à cette règle. Travaillés par ce levain nouveau qui fermente dans la génération actuelle des intellectuels de l'Inde et de tout l'Orient, ils brûlent de posséder cette influence politique qui leur donnera des résultats immédiats et n'ont pas la patience d'attendre les rapides progrès de l'instruction qui seuls peuvent procurer à la population le pouvoir désiré. »

Un correspondant du *Daily Telegraph* a donné sur les deux chefs démissionnaires de la Ligue panindienne quelques détails intéressants. Aga Khan appartenait à la race semi-divine des Khojas. Il est le quarante-neuvième descendant direct du prophète. Son diocèse est des plus vastes et ses fidèles, fort nombreux, répandus le long des côtes de l'Océan Indien, depuis Zanzibar jusqu'à Bombay en passant par Aden et Mascate. Ameer Ali a eu une brillante carrière et il est tenu en haute estime dans le monde officiel indien. Il a épousé miss Koustam, sœur d'une populaire actrice anglaise.

Terre-Neuve

Les élections générales : une victoire gouvernementale.

Les élections générales ont eu lieu le 30 octobre : elles se sont faites surtout sur la question des chemins de fer qui divise actuellement les deux grands partis politiques en présence.

« Le gouvernement actuel, d'après le correspondant particulier du *Times*, qui se désigne lui-même comme parti du peuple, mais que ses adversaires appellent parti *tory* — le mot conservateur étant inconnu des politiciens de Terre-Neuve — favorise l'extension des voies ferrées dans les diverses parties de l'île, arguant que les progrès et la prospérité de l'île depuis trente ans sont dus à cette extension du réseau ferré. »

Quand sir Edward Morris, le premier ministre actuel, vint à Terre-Neuve, il y a quatre ans et demi, il fit de cette question de chemins de fer sa principale plate-forme électorale ; venaient ensuite les questions d'éducation, de phares, de travaux pour la marine, et autres services publics ; un projet de retraites pour la vieillesse et un de réduction d'impôts. Le parti libéral, avec sir Robert Rond à sa tête, avait un programme moins ambitieux.

Le parlement terre-neuvien se compose de 36 membres. Les élections du 30 ont donné les résultats suivants : 21 candidats du parti de sir E. Morris, élus ; 5 du parti de sir R. Bond et 10 de la « Fishermen's Union » qui, en principe, fait cause commune avec le parti d'opposition. Le gouvernement s'en tire donc avec une majorité réelle de 6 voix seulement.

Le *Times*, dans son numéro du 10 novembre, profitant de ce que la période électorale terre-neuvienne, venait d'attirer l'attention sur le réseau ferré de la vieille colonie anglaise, a publié un article sur le port de Saint-Jean.

Ce fut, rappelle le grand quotidien, sir Humphrey Gilbert qui, en 1583, prit possession du port de Saint-Jean, au nom de la reine Elisabeth. Le 4 août, son navire, le *Delight*, pénétra dans le port ; il était suivi du *Golden Hind*, du *Swallow* et du *Squirrel*, bateaux dont le plus grand jaugeait 120 tonnes et le plus petit 10 seulement. La flotte étrangère qui se trouvait dans le port fut obligée de se soumettre. La ville de Saint-Jean devint anglaise et, depuis lors, elle a toujours fait preuve de loyalisme envers l'Angleterre, malgré les traitements les plus décourageants ; car plus de deux siècles après son occupation par sir Humphrey Gilbert, son histoire extérieure n'a été qu'une suite ininterrompue d'attaques de la part des Français, des Espagnols ou des rebelles de la Nouvelle-Angleterre.

Une première fois fortifiée en 1618, Saint-Jean fut prise et incendiée par les Français, en 1696. Survint la paix de Rhyswick ; mais, en 1706, la ville repoussa les Français, lesquels, deux ans plus tard, la détruisirent. La paix d'Utrecht ramena la tranquillité pendant un demi-siècle. Plus tard, à la suite de plusieurs attaques faites par les Français, la ville se rendit, en 1762, et les Français l'occupèrent jusqu'au jour où le capitaine anglais Macdonald, avec ses Highlanders et son infanterie légère provinciale, tournèrent le front des forces françaises à Quidi-Vidi, par un mouvement semblable à celui par lequel Wolfe tourna le front de Montcalm à Québec. La flotte française, favorisée par le brouillard, réussit à s'échapper, et les troupes françaises, massées sur le rivage se rendirent à Amherts, qui venait de Torbay.

Pendant la guerre avec la Nouvelle-Angleterre, et plus tard, les pêcheurs de Saint-Jean souffrirent beaucoup des corsaires à la solde des rebelles.

Cependant, malgré toutes les difficultés, naturelles et imposées, qu'ils ont eu à affronter, les hommes du « pays de l'Ouest » ont réussi à fixer dans la colonie les caractéristiques qui prédominent encore aujourd'hui. Comme à l'époque d'Elisabeth, le pêcheur sèche son poisson sur la plate-forme élevée connue sous le nom de de claie ; il emploie, toujours en guise d'ancre, une grosse pierre placée dans une cage en bois.

Après avoir énuméré les beautés et les richesses de l'île, ses forêts, ses lacs et ses fleuves, ses jardins merveilleux, ses industries du fer et du pétrole, et autres sources de richesse, le *Times* estime que le retour au pouvoir du gouvernement de sir Edward Morris est l'augure d'une nouvelle période de développement régulier.

Australie

La population du Commonwealth.

Voici une intéressante statistique de la population australienne donnant pour chaque Etat les chiffres du recensement de juin 1913, comparés à ceux du 3 avril 1911 :

	1911	1913	Augmentation
Nouvelles Galles du Sud	1.646.734	1.807.384	160.650
Victoria	1.315.551	1.390.385	74.834
Queensland	605.813	656.220	50.415
Australie méridionale	408.558	433.685	25.127
Australie occidentale	282.114	313.629	31.615
Tasmanie	191.211	194.521	3.310
Territoires	5.024	6.014	990
Total	4.455.005	4.801.946	368.941

L'augmentation de la population est due en grande partie à l'immigration.

Questions d'Histoire et de Géographie.

France et Canada (1).

Que pensez-vous du Canada ? Avez-vous lu Champlain ? Connaissez-vous Gagnon, Fréchette, Crémazie, Garneau ? Le Canada est

(1) G. Hanotaux : *La France vivante*, Hachette et Cie. — Louis Arnould : *Nos amis les Canadiens*, Oudin et Cie. F. X. — Garneau : *Histoire du Canada*, 5e édition, t. I, Alcan.

maintenant à la mode : on s'occupe à l'Académie française des « *arpents de neige* et *du pays des ours* »; M. Hanotaux expie aujourd'hui les légèretés de Voltaire par d'éloquents manifestes et le Comité France-Amérique s'occupe à nouer entre la métropole et la colonie perdue des liens de sympathie à défaut des liens politiques tranchés sans retour par le fer. Notre sentiment pour le Canada s'est formé tard : il est né du regret de nos fautes, de l'admiration pour les héros des dernières luttes; il devait s'exalter dans l'âme de la nation devenue consciente d'elle-même, pour qui tout Français, même détaché d'elle par la défaite, demeure sa chair et son sang. Contre l'ennemi, disaient les Romains, la revendication est éternelle. Nous gardons ainsi à nos anciens concitoyens, devenus Anglais de droit, la fraternité familiale. Ils ne font plus partie de notre unité politique : ils sont ou nous voulons qu'ils soient partie de notre nationalité morale. La grandeur du Canada n'a pas nui, certes, au maintien de nos affections : les peuples sont semblables aux humains qui les composent : ayez quelque cousin parti pour l'Inde ou l'Australie, perdu de vue depuis trente ans : qu'il revienne gueux ou milliardaire, si vous n'êtes d'une vertu antique, on verra quelque différence dans votre accueil. Le Canada, par nous presque oublié pendant cent ans, reparaît soudain vers 1860, nous retrouvons alors un peuple où nous avions laissé quelques milliers de familles; nous admirons que ces Français soient si nombreux, si féconds, si vigoureux, qu'ils aient maintenu au milieu des Anglo-Saxons leur langue et leur indépendance, qu'ils aient une littérature, qu'ils se souviennent de nous et même qu'ils nous aiment. Ils sont de ces parents qu'on revendique. Nous avons, au XX^e^ siècle, réparé par des discours l'indifférence de nos communs ancêtres.

Fort justement, M. Hanotaux parle dans sa préface au livre de Garneau de la responsabilité de la nation dans la perte de nos colonies. Il est traditionnel d'imputer à Louis XIV et à Louis XV l'échec de notre colonisation au Canada. Louis XIV s'est engagé dans ses guerres européennes contre l'Allemagne, contre l'Espagne, contre la Hollande, cela s'entend; mais croit-on qu'il lui aurait été plus difficile de défendre son domaine d'Occident qu'il ne le fut à l'Angleterre d'entretenir l'armée de Guillaume III et de Marlborough en Bavière ou en Belgique? Croit-on que plus tard Louis XV et ses ministres auraient employé toutes les forces du pays à la guerre d'Allemagne s'ils avaient jugé que les colonies valussent un grand effort? Nous n'avions pas en 1743 la marine de guerre qu'il fallait pour les défendre, mais c'est à des ministres intègres, à Fleury, à Orry, à Maurepas qu'il faut l'imputer. Louis XIV même a délibérément négligé la flotte depuis la paix de Riswick. Il l'a négligée et ses successeurs comme lui, parce qu'il ne croyait pas que la fortune de la France fût sur les mers. La nation aussi était aveugle, puisqu'elle n'y risquait ni ses enfants ni son argent. Il ne faut pas exagérer les mérites coloniaux de Richelieu : il a eu des vues théoriques justes : c'était un grand esprit; mais qu'a-t-il fait? Le peu qui fut entrepris entre 1624 et 1642 est dû à des particuliers, non à l'État. Richelieu a concédé des chartes, comme Henri IV l'avait fait, et auparavant Henri III et François I^er^. Il a écrit de très belles paroles; il a encouragé les initiatives, il n'a envoyé aux colonies ni un homme ni un écu du roi. Colbert fut un pur commerçant, mais non un fondateur d'empire : il ne désira jamais créer de Nouvelles Frances outre-mer; il gardait les hommes pour l'ancienne qui n'en avait pas trop à son gré; il ne colonisa qu'avec des orphelines, des filles, des soldats. Après lui, rien ne vint plus de la France officielle : le pays, de lui-même, envoyant très peu d'émigrants, les colonies ne croissaient guère que par l'excédent des naissances.

Le Canada n'était pas populaire : il coûtait, disait-on, plus qu'il ne rapportait. On n'appréciait ni ses bois, ni ses blés, ni ses métaux dont la France d'alors n'avait pas besoin. On ne lui demandait que le castor et l'on trouvait dur de dépenser 1.500.000 livres pour un pays qui fournissait une valeur à peine un peu plus forte de pelleteries. On raisonnait de même à la Compagnie des Indes sur la politique de Dupleix. Voltaire tenait à la Louisiane, mais c'est que ce pays presque tropical lui parut propre à produire le sucre et la soie, marchandises chères dont nous avions besoin, et dont nous pourrions négocier le surplus. Si Montesquieu, si Raynal, si les philosophes et les économistes, si les mille écrivains, inconnus aujourd'hui qui, vers 1750, rédigent brochures, gazettes, mémoires aux ministres, si les bureaucrates, élèves de ces intellectuels, ne sont pas coloniaux, la faute n'en est pas à Louis XV; c'est que la nation avait peu de capitaux, et peu d'hommes engagés aux colonies. Otez quelques ports, Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Marseille et cherchez dans quelles villes de France on s'occupe de l'Amérique.

Au contraire, les colonies anglaises ont eu des hommes et beaucoup; elles en compteront deux millions et demi en 1774; elles nous font la guerre spontanément depuis 1628; elles équipent des flottes et des armées contre Québec; elles se font battre, mais elles attirent sur le Canada l'attention de l'Angleterre; elles ont des appuis par leur commerce dans le commerce de la Cité, par leurs patrons dans le Parlement de la métropole; pour défendre leur drapeau qu'elles ont engagé, l'Angleterre s'engage et d'autant plus à fond que le commerce de mer est la grande exploitation nationale dès la fin du XVII^e^ siècle.

Seule, la fortune des armes, fidèle jusqu'à l'absurde, aurait pu nous conserver le Canada; mais de Frontenac jusqu'à Montcalm, nous avons joué toujours avec quatre-vingt chances contre nous : un jour devait venir où nous perdrions; la fortune s'est lassée avant l'Angleterre. Un peuple ne défend bien que ce qu'il tient à cœur et la France de 1760 ne tenait pas au Canada. La vraie « leçon du Canada » pour prendre le mot de M. Hanotaux, c'est qu'il faut un esprit public pour soutenir les grandes entreprises nationales. L'intérêt commercial peut créer peu à peu cet esprit public; ce fut, je le crois, le cas en Hollande et en Angleterre; il peut naître aussi des maximes d'Etat, comme en Espagne et en Portugal. En France, nous n'avons eu ni la puissance du commerce ni la fixité des principes politiques. Nous n'avons dû qu'à la valeur militaire des colons de n'avoir pas tout perdu en Amérique dès le temps de Louis XIV.

Des qualités natives de la race, les Canadiens ont prouvé qu'ils avaient gardé la bravoure, l'audace et l'endurance. Mais comment a évolué leur âme privée des influences nationales, et livrée par la fatalité géographique à celles de la grande nation voisine si puissante par sa population énorme, par le prestige de sa richesse, par la contagion de mœurs aussi étrangères à la vieille France qu'à celle d'à présent?

Ce serait se leurrer sans doute que d'espérer dans le Canadien d'aujourd'hui les goûts et les usages du paysan de 1760, déjà si différent du Normand, son contemporain. Mais avec le langage savoureusement vieillot et l'accent traînant qui rappelle le parler du pays de Bray, le Canadien a-t-il encore gardé quelques traits où l'on saisisse, en un éclair, la ressemblance familiale?

Nous sommes sociables, dit-on communément : ils sont cordiaux, hospitaliers, généreux. Ils sont gais, en cela plus Français que les Français de France, car ils chantent encore et nous ne chantons plus. Ils ont l'esprit de famille, comme nous l'avons, tendre, prompt au sacrifice. Comme leurs ancêtres, ils ont encore ces descendances nombreuses, cette longévité que les premiers historiens de leur pays remarquaient dès 1660 : telle femme meurt à quatre-vingt-dix-neuf ans, laissant 81 petits-enfants, 232 arrière-petits enfants et 7 enfants de la cinquième génération. Dans ces

tribus fécondes, à la campagne surtout où l'hygiène est médiocre, les décès sont fréquents : ces morts ne paraissent pas jeter sur leur vie patriarcale ce voile de deuil qui assombrit si longtemps la demeure française dépeuplée d'une tête enfantine. Là-bas, les survivants ne laissent guère aux parents le loisir des regrets : le peuple d'ailleurs est profondément croyant ; il pense sans doute comme ces missionnaires jésuites qui se réjouissaient de voir monter au ciel, au sortir du baptême, les enfants indiens qu'une vie terrestre plus longue aurait ravis au bonheur éternel.

Les Canadiens sont demeurés Français encore par leur goût pour l'art de la parole. C'est l'antique passion du Gaulois pour le bien dire qui rassemble les foules canadiennes dans les églises, qui retient, aux jours de luttes électorales, d'immenses et patients auditoires autour des tribunes improvisées. Ils aiment le théâtre, les cours publics, les conférences, surtout celles qui traitent dans leurs grandes lignes de vastes sujets et qui n'imposent aux auditeurs ni trop d'attention ni trop de réflexion. Aimer les idées générales, c'est un penchant ou un travers où nous nous reconnaissons : manquer d'esprit critique, ce reproche qu'on fait aux Canadiens, on le faisait il y a trente ans à nos meilleurs professeurs d'Universités : mais à qui ne le ferait-on pas?

Avec un certain attachement purement sentimental à la France, les Canadiens allient tout naturellement une entière fidélité politique à l'Angleterre. Le contraire serait pour étonner. Seules, les deux premières générations, après la cession de 1763, ont souffert des tracasseries politiques et religieuses du conquérant : encore peut-on se demander si les défricheurs et les coureurs de bois qui formaient la majorité de la population ont ressenti aussi vivement que les hommes de loi et le clergé la rudesse de l'autorité britannique. Dès la rébellion des Etats-Unis, l'intérêt de la Grande-Bretagne fut de se concilier ses nouveaux sujets : ce lui fut d'autant plus facile qu'ils voyaient leurs ennemis traditionnels dans les colons révoltés beaucoup plus que dans les Anglais d'Europe. Malgré des retours de brutalité au cours des troubles du XIX[e] siècle, sévices aujourd'hui oubliés comme nous-mêmes oublions nos guerres civiles, l'Angleterre a donné aux Canadiens une liberté dont ils lui sont justement reconnaissants. Ils ont obtenu, sous un roi étranger à leur langue et à leur religion, à côté d'immigrés plus nombreux qu'eux, Anglais, Ecossais, Irlandais, le respect de cette langue, de cette religion, des lois royales françaises simplement stipulé dans le traité de 1763. Comparez à cette sagesse de l'Angleterre la politique allemande en Alsace ou la politique russe en Pologne.

Loyaux sujets, les Canadiens ont subi le contact des mœurs anglo-saxonnes, mais surtout des mœurs américaines.

M. Arnould leur reproche une certaine âpreté de formes, un manque de savoir-vivre, un sans-gêne qui offusque le Parisien bien élevé. Ce sont là des vétilles. Comment les Canadiens auraient-ils gardé nos traditions de politesse, puisque les officiers, les fonctionnaires, les gentilshommes avaient quitté le pays? Les curés, les habitants, les chasseurs qui restèrent ont eu bien autre chose à faire qu'à étudier les belles manières. La politesse anglaise est différente de la nôtre : peut-être les Canadiens ne savent-ils pratiquer ni l'une ni l'autre : qu'importe, s'ils pratiquent des vertus qui nous manquent, le respect de la femme, l'honnêteté des mœurs et la retenue de la conversation? Il semble malheureusement que leur conscience, si sévère quant aux mœurs, s'accommode assez facilement en affaires d'une élasticité qui passe encore dans la vieille France pour assez peu recommandable.

Un Canadien tourne le dos à un divorcé, mais il serre la main à un failli redevenu riche. La corruption politique, l'achat des votes est habituel : cela ne scandalise personne ; on le sait, mais on n'en parle pas. J'avoue ici préférer notre manière : je me scandalise et je supprime le mal, si je le puis.

Hors la langue et, dirai-je, le catholicisme, les Canadiens sont, en somme, assez différents des Français actuels et les habitudes acquises depuis cent cinquante ans en ont fait un peuple plus semblable aux Américains du Nord qu'aux gens de la vieille Europe. Leurs prêtres, seul cadre social qui leur soit resté après 1763, leur ont conservé leurs mœurs familiales et pures, leur langue à laquelle ils ont tenu, moins peut-être, comme à une marque de leur nationalité que comme à une barrière entre eux et le conquérant protestant. On ne doit pas s'étonner de cela. En général, même au temps de Louis XIV, le clergé catholique pensait au salut des âmes bien plus qu'à l'établissement de l'autorité française. La mission et la colonisation allaient, en général, de pair parce que l'œuvre d'un homme ne se divise pas : un missionnaire, qu'il y pense ou non, travaille toujours, plus ou moins, pour sa patrie. Ce clergé, resté le seul guide de la population, l'a menée d'une main rigide selon le vœu de l'Eglise ; il a maintenu ses privilèges, son autorité dans tous les domaines ; il est, certes, plus puissant au Canada qu'il ne l'a jamais été dans l'ancienne France. Aujourd'hui, comme au temps de Frontenac et de Talon, le curé nomme en chaire sans ménagement le retardataire qui n'a pas payé sa dîme ; il est le premier personnage du village ou du bourg, le chef moral de la paroisse, s'il n'en est plus le maître absolu. L'archevêque, comme jadis Mgr de Laval, surveille les lectures des fidèles, interdit tel livre ou tel journal, défend d'assister aux représentations théâtrales, voire à la *Phèdre*, de Racine, jouée par Sarah-Bernhardt.

Dans ce pays, où tant de détails de mœurs ou d'usages rappellent au Français l'ancien régime, le clergé semble avoir conservé sans altération l'état d'esprit des fondateurs de son Eglise. Les travaux remarquables sur l'histoire du pays, qui ont fait estimer les noms des abbés Laverdière, Ferland, Gosselin, Casgrain, etc., portent toujours l'empreinte de préoccupations confessionnelles. Si légitimes qu'elles puissent paraître à des prêtres, elles enchaînent la liberté de la critique chez l'écrivain et nuisent à l'autorité des écrits. C'est ce défaut commun aux livres composés par des ecclésiastiques qui fait apprécier par le mérite contraire, l'*Histoire du Canada* de T.-H. Garneau, revue et annotée par son petit-fils, M. H. Garneau, qui vient d'être rééditée par le Comité France-Amérique. La première édition date de 1845. Malgré le travail incessant de l'auteur, qui en fit paraître deux éditions en 1852 et en 1859, son information était insuffisante, en raison de la dispersion des documents. L'édition nouvelle est mise au courant des travaux les plus récents. Une bibliographie essentielle, des références en général précises sont données en note ; cent pages au moins d'appendices sont réservées à des éclaircissements et à des citations étendues. Le texte a été remanié, corrigé quand il le fallait, complété par des additions, et les retouches du dernier éditeur sont distinguées par des crochets de la rédaction primitive. On a donc, sauf les rectifications indispensables de faits, la pensée et l'inspiration de Garneau. Or, entre autres mérites, cet historien qui prenait volontiers pour modèles Augustin Thierry et Guizot, qui a le don pittoresque comme le premier et le goût des idées générales comme le second, a su ne pas traiter l'histoire de son pays du point de vue de l'Eglise. Il était fort bon catholique et ne songeait nullement à diminuer le rôle du clergé dans la vie du Canada ; mais il ne subordonne pas l'histoire politique à celle des missions, ni les gouverneurs aux évêques, ni les intérêts de l'Etat à ceux de la religion, tels que les entendait le clergé. Cet esprit libéral, modéré, juste en somme, inspirait l'ouvrage primitif, et l'éditeur a respecté ce qui en fait toujours l'originalité.

L'exclusivisme confessionnel du clergé canadien, qui a si évidemment servi dans le passé la cause de la nationalité canadienne, s'est, conformément au mouvement du catholicisme contemporain, transformé en franc ultramontanisme. C'est dire que l'esprit de la France actuelle ne plaît nullement aux maîtres de la conscience canadienne. D'autre part, Rome qui s'inquiète peu des vœux ou des sentiments des catholiques, quand ils sont en contradiction avec ses desseins généraux ou avec les intérêts de la religion tels que ses dirigeants les conçoivent, paraît en ce moment disposée à favoriser l'expansion de la langue anglaise et du clergé anglais parmi la population française : déjà, les sièges épiscopaux sont délibérément attribués à des prêtres de langue anglaise. Soit qu'on veuille user de ce moyen pour confondre en un seul bloc les catholiques canadiens et ceux des États-Unis, en vue de l'extension du catholicisme, soit que, pour certains évêques, ce soit afin de préserver leurs ouailles contre l'invasion de nos idées anticléricales et immorales, cela n'en est pas moins une menace pour nos amitiés et pour notre influence en Amérique. Tout recul du parler français serait une diminution du patrimoine intellectuel que nous devons conserver au Canada; nous n'y pouvons guère, en effet, lutter sur le terrain des affaires, tandis que nous pouvons y affirmer, jusque dans le domaine de l'apologétique, notre suprématie littéraire. C'est pourquoi l'œuvre du Comité France-Amérique doit être hautement louée, encouragée et secondée par les Français qui savent estimer à leur prix les conquêtes morales. La France n'en est pas, Dieu merci! réduite, comme jadis la Grèce, à conquérir ses vainqueurs; mais elle a cette fortune assez rare de pouvoir encore unir aux trophées de guerre à la romaine les pacifiques lauriers des muses grecques.

P. CULTRU.

Missions et Explorations

CHINE

Mission Legendre dans le Yunnan et le Setchouen. — M. le docteur LEGENDRE se consacre depuis de nombreuses années à l'exploration de la Chine sud-occidentale, et il vient de consigner dans un nouvel ouvrage (1) la description des régions qu'il a visitées au cours de son dernier voyage qui fut, on le sait, interrompu par suite de la terrible attaque dans laquelle il faillit laisser sa vie, ainsi que son compagnon, le lieutenant DESSINER (2).

Le docteur Legendre avait quitté Paris le 12 septembre 1910, avec deux collaborateurs : le capitaine NOIRET et le lieutenant DESSINER, chargé d'une mission dont l'objet était d'explorer certaines régions du Yunnan, du Koeitcheou et du Setchouen occidental, y compris le bassin du Yalong dans les marches tibétaines.

Son programme était géographique et scientifique et il devait faire des recherches sur la structure géologique des régions à explorer, sur leur faune et leur flore et sur les caractères anthropologiques des habitants. Il devait, en outre, se documenter sur les possibilités de développement économique du Tonkin et de l'Indochine en général dans leurs rapports avec les provinces sud-occidentales de la Chine, Yunnan, Setchouen et Koeitcheou. Il avait été chargé en même temps par l'Institut Pasteur d'une enquête sur la sériciculture au Setchouen.

Dans son volume paru à la librairie Plon, le docteur Legendre a principalement donné le récit de son voyage avec les descriptions qu'il comportait. Il y a ajouté quelques appendices consacrés à des questions scientifiques et techniques, bien qu'il ait plutôt réservé ces sujets à des revues spéciales.

Le livre comprend trois parties. La première relate le voyage au Yunnan ; la deuxième, l'exploration du bassin de Yalong, Kin-Ho, ou Fleuve d'Or, entre le vingt-huitième et le trentième parallèle; la troisième décrit une autre région de ce bassin et se termine par le récit du dernier épisode de la mission, son attaque à Houang-Choui-Tang par les révolutionnaires chinois.

Conçu dans le même esprit que les précédents, l'ouvrage est destiné, dans la pensée de son auteur, à initier le lecteur à l'existence de races peu connues, aux mœurs et coutumes, tant du peuple chinois que des aborigènes qui gravitent autour de lui. Il est d'autant plus intéressant aujourd'hui de bien connaître la Chine qu'elle subit une crise, un changement de manière d'être plus superficiel que profond, et qu'en tout cas on peut se demander quelle répercussion ces événements sont de nature à exercer sur la vie des étrangers dans ce pays et sur l'influence politique ou économique que les diverses nations peuvent y posséder. C'est, quoi qu'il en soit, de la brusque éclosion de la révolution chinoise que les voyageurs ont failli être les victimes.

C'est d'une façon bien vivante que le voyageur retrace les divers épisodes de son exploration, des plus pacifiques aux plus dramatiques, et qu'il met le lecteur en contact avec les populations rencontrées. En même temps, il ne néglige aucune occasion de nous renseigner sur les produits et les ressources des diverses contrées. Une carte facile à consulter, qui a été publiée par la Société de Géographie, renseigne très exactement sur les pays parcourus et, comme les itinéraires des précédents voyage du docteur Legendre y ont aussi été portés, on peut voir qu'il a visité en tout sens une grande partie du territoire compris entre le Yang-tse-Kiang et le Yalong, de Yunnan-Sen au Sud, à Tchen-tou au Nord.

La mission a fait une exploration particulièrement intéressante du bassin du Yalong, ayant remonté le fleuve au delà de la partie explorée par le capitaine de frégate AUDEMARD, avec la mission DE POLIGNAC. Il se trouvait dans toute cette partie du bassin du Yalong parmi les Sifans dont il put faire une étude approfondie.

Les chapitres relatifs à l'attaque de la mission, particulièrement émouvants en ce qu'ils nous font connaître les lamentables péripéties par lesquelles sont passés les infortunés voyageurs, offrent en même temps cet intérêt particulier de révéler des traits de la mentalité chinoise et de retracer des incidents de la Révolution.

Les appendices qui terminent l'ouvrage contiennent des indications précises sur les principales caractéristiques, physiques et morales, des Chinois et des aborigènes, sur la Révolution chinoise et enfin d'intéressantes notions sur le chemin de fer du Yunnan et l'expansion économique française dans la Chine occidentale, sujet qui avait été déjà l'objet d'un important article du docteur Legendre dans le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale* (1).

(1) Mission A. F. Legendre. *Au Yunnan et dans le massif du Kin-ho* (Fleuve d'Or), par le docteur A. F. LEGENDRE, médecin principal des troupes coloniales. Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1913, in-16, 435 p., 20 grav. et 1 carte. — Ses précédents ouvrages sont : *Le Far-West chinois. Deux années au Setchouen.* Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1908; in-16; *Le Far-West chinois. Kientchang et Lolotie.* Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1910, in-16. Voir ce que nous avons dit au sujet de ce second ouvrage dans la *Quinzaine coloniale*, 25 octobre 1910, p. 734.

(2) Nous en avons parlé dans la *Quinzaine coloniale*, 25 décembre 1911, p. 862; 25 janvier 1912, p. 54; 25 juin 1912, p. 445.

(1) Novembre 1911, p. 697-724.

Le docteur Legendre est reparti, à la fin d'octobre, pour un nouveau voyage dans les mêmes régions.

MAROC

Mission de la Société de Géographie : M. de Gironcourt. — La Société de Géographie a organisé, on le sait, avec divers concours, une mission qui, en même temps qu'elle constitue une importante enquête scientifique sur le Maroc, fournira des renseignements des plus intéressants au point de vue de la mise en valeur et de l'exploitation du sol marocain. Elle a fait appel, comme nous avons eu l'occasion de le dire (1), à des hommes réputés pour leur compétence, MM. PALLARY, PITARD, BAUGUIL, LOUIS GENTIL, ce dernier qui vient d'être chargé de la direction de l'Institut de recherches scientifiques du Protectorat, récemment créé. Des travaux de grande valeur ont été fournis par les membres de la mission à la Société de Géographie qui va en commencer la publication.

La Société vient de charger M. G. DE GIRONCOURT, ingénieur agronome et d'agriculture coloniale, de continuer les recherches qui avaient été commencées par M. Bauguil. Mis à la tête de la section agronomique de la mission, il devra par conséquent étudier toutes les questions se rattachant à l'agriculture et à l'élevage.

M. de Gironcourt s'est embarqué le 15 novembre pour poursuivre ses travaux jusqu'à la fin de l'année ; il les continuera ensuite de février à mai 1914.

On ne peut qu'approuver le choix fait par la Société de Géographie. M. de Gironcourt, qui a d'abord dirigé pendant plusieurs années la station agronomique des Ardennes, a rempli ensuite des missions se rapportant à la même spécialité à Madagascar en premier lieu, puis au Maroc en 1907.

Cette mission n'avait pas pu être remplie paisiblement par M. de Gironcourt. On se souvient que le voyageur se trouvant alors à Fez, fut assailli à coups de pierres, le 7 mars 1907, et gravement blessé, juste dix jours avant le meurtre du docteur Mauchamp.

Son voyage fut néanmoins très fructueux. M. de Gironcourt avait été le premier à effectuer au Maroc, d'une façon suivie, des recherches scientifiques d'agronomie et, à son retour, il publia plusieurs études qui apportaient des notions nouvelles et précises sur les ressources que ce pays peut réserver au point de vue de l'agriculture et de l'élevage. Il fit paraître un Compendium de la flore marocaine qui renseigne sur les plantes utiles (2); puis des notices sur les races bovines du Maroc N.-O. (3) et sur les équidés du Maroc N.-O. (4); enfin, une note sur la composition, la classification et la répartition des terres dans le Maroc du nord-ouest, où il démontre leur extrême fertilité (5).

Postérieurement à ce voyage, M. de Gironcourt a rempli deux missions en Afrique Occidentale Française, l'une en 1908-1909, l'autre en 1911-1912, d'où il a rapporté de nombreux documents de toute sorte (1).

(1) La *Quinzaine coloniale*, 25 juillet 1912, p. 509 ; 25 décembre 1912, p. 864.

(2) G. DE GIRONCOURT. *Compendium de la flore marocaine. Plantes utiles au Maroc.* (*L'Agriculture pratique des pays chauds*, février 1909, p. 95-106.)

(3) G. DE GIRONCOURT. *Races bovines du Maroc N.-O.* (*Ibid.*, novembre 1908, p. 390-399.)

(4) G. DE GIRONCOURT. *Sur les équidés du Maroc N.-O.* (*Ibid.*, novembre 1911, p. 353-359.)

(5) G. DE GIRONCOURT. *Composition, classification et répartition des terres fertiles au Maroc nord-ouest.* (Association française pour l'avancement des sciences, Congrès de Dijon, 1910. Tir. à part.)

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.

Mission hydrographique fluviale (Mission H. Roussilhe). — Les grandes missions d'études constituées par les décrets du 18 mars 1910, en vue de préparer le développement de l'outillage économique de l'Afrique Équatoriale et qui ont été organisées par les soins de M. le gouverneur général MERLIN, ont successivement fait connaître les résultats de leurs travaux. Nous avons déjà analysé ici ceux de la mission hydrographique maritime, conduite par M. le lieutenant de vaisseau AUDOIN (2); nous parlerons aujourd'hui de la mission hydrographique fluviale, qui a été dirigée par M. l'ingénieur hydrographe H. ROUSSILHE.

L'examen des travaux de ces missions prend un intérêt d'autant plus actuel que les projets qu'ils ont permis d'établir sont à la veille de recevoir leur réalisation. Le projet de loi autorisant le gouvernement général de l'Afrique Équatoriale Française à contracter un emprunt de 175 millions, déposé sur le bureau de la Chambre à la fin de la dernière session sera, on peut l'espérer, prochainement voté et l'on sait que sur ces 175 millions, 155 doivent être consacrés à des constructions de voies ferrées, 12.700.000 francs à des aménagements de ports, rades et cours d'eau navigables et 7.300.000 francs à des installations d'occupation.

Nous avons déjà brièvement signalé les opérations de la mission Roussilhe (3), mais nous sommes à même aujourd'hui d'en faire connaître plus en détail les résultats, maintenant que son chef les a enregistrés dans un long et savant rapport (4).

M. J. RENAUD, directeur d'hydrographie, qui a écrit la préface de ce rapport, a fort justement fait ressortir les difficultés de la mission et les mérites du chef qui l'a menée à bien et de ses collaborateurs. C'est grâce à un labeur incessant et au prix de grandes fatigues, sous un climat meurtrier et après huit mois pénibles de préparation que les travaux ont pu être accomplis.

La mission avait rencontré, dès le début, des difficultés tenant à l'absence de documents relatifs à la préparation matérielle de missions de type analogue. D'autre part, pour ses opérations mêmes elle était obligée d'adapter aux circonstances son outillage et les méthodes ordinaires de l'hydrographie. C'est pour ce motif que M. Roussilhe a donné dans son rapport une place aussi importante à la préparation de la mission.

Après un aperçu géographique et un exposé des documents antérieurs que l'on possédait sur l'hydrographie et la navigation fluviale au Congo, M. Roussilhe fait l'historique de l'organisation de la mission et montre comment le programme primitivement tracé a été modifié et étendu sur sa proposition après les pre-

(1) La *Quinzaine coloniale*, 25 novembre 1911, p. 786; 25 avril 1912, p. 292; 25 février 1913, p. 134; 25 juin 1913, p. 434.

(2) La *Quinzaine coloniale*, 25 juin 1911, p. 419; 25 mars 1912, p. 217; 25 janvier 1913, p. 55; 25 août 1913, p. 578.

(3) La *Quinzaine coloniale*, 25 septembre 1911, p. 640.

(4) Gouvernement général de l'Afrique Équatoriale Française. *Mission hydrographique Congo-Oubangui-Sanga*, 1910-1911. *Rapport d'ensemble* de M. H. ROUSSILHE, ingénieur hydrographe de première classe, chef de la mission. Préface de M. RENAUD, directeur d'hydrographie. Paris, Emile Larose, 1913, 2 vol. in-8°, 464 et 319 pages, avec 47 planches hors texte, 116 figures dans le texte et 98 gravures.

M. Roussilhe a donné lui-même un résumé des principales conclusions de son rapport dans *La Géographie*, 15 août 1913, p. 73-94.

Voir aussi ce qui a été dit de cette mission dans *La Géographie*, XXIV, n° 4, 15 octobre 1911; XXV, n° 2, 15 février 1912.

mières reconnaissances effectuées. Puis il traite de tout ce qui est relatif au personnel de la mission, à son matériel, au budget, aux méthodes d'observation adoptées et aux instruments employés.

La seconde partie du rapport est consacrée à l'exposé de tout ce qui touche à l'exécution de la mission : historique des opérations, résultats techniques et projets de travaux publics.

Les opérations effectives ont commencé à la date du 25 janvier 1911, jour où la flottille de la mission, c'est-à-dire l'*Albert-Dolisie*, remorquant quatre chalands et suivi de quatre chaloupes à vapeur, appareilla de Brazzaville.

Ces opérations ont tout d'abord compris :

1° Une reconnaissance générale du Congo-Oubangui, de la Sanga et de la N'Goko;

2° Des levés de précision dans la Sanga, aux abords d'Ouesso et dans la N'Goko, entre l'île Wilhelmine et le poste de Soufflay.

Le rapport de M. Roussilhe donne l'itinéraire des reconnaissances de ces rivières dans des cartes à l'échelle de 1/1.000.000.

Après avoir opéré son retour à Brazzaville, où elle est rentrée le 11 juin, la mission, du 19 juin au 7 octobre, a travaillé ensuite à des levés de précision dans le Stanley-Pool et sur le Congo, entre Léopoldville et Brazzaville.

En dehors des notes extraites du journal de bord de l'*Albert-Dolisie* et des cartes qui les accompagnent, la mission a publié aussi d'autres cartes à plus grande échelle. C'est ainsi que les reconnaissances relatives à la route fluviale Congo-Oubangui, de Brazzaville à Bétou ont été figurées en douze cartes au 50.000e, ainsi que toutes les études entreprises dans les abords de Brazzaville (2 plans au 5.000e, 2 au 10.000e, 2 au 20.000e).

M. Roussilhe a laissé Brazzaville le 17 octobre 1911. Après son départ, le lieutenant PLANCHAT, son collaborateur de la mission, a consacré les cinq mois suivants à l'étude détaillée de l'Oubangui, entre Mongoumba et Bangui. Les travaux ont été continués ensuite par le lieutenant de vaisseau VIVIEN, qui a pu également effectuer de fructueuses reconnaissances dans l'Alima et dans la Likouala-Mossaka.

Mais il ne suffisait pas à la mission de faire des reconnaissances hydrographiques ayant pour objet de déterminer les positions géographiques et de dresser des cartes, elle devait nécessairement aussi faire une étude approfondie de toutes les conditions physiques des cours d'eau, de façon à établir leurs qualités et leurs défauts comme voies fluviales, et à préparer un programme complet d'aménagement. Ces études devaient porter notamment sur le régime des crues, les courants, les sondages, etc. Mais ce sont là des matières trop techniques pour que nous puissions insister ici. Il en est de même des observations astronomiques, météorologiques et magnétiques, qui font l'objet, dans le rapport de M. Roussilhe, de savants et importants développements.

Ce sont ces divers travaux qui ont permis à M. Roussilhe d'établir les conditions dans lesquelles se présente la route fluviale Congo-Oubangui qui, d'après les projets que l'emprunt de l'Afrique Équatoriale permettra de réaliser, doit, avec les voies ferrées qui la compléteront au nord et au sud, fournir la grande artère du Congo mettant en communication le Tchad avec l'Océan. Les reconnaissances de la mission hydrographique ayant eu surtout pour but de déterminer les profondeurs accessibles à la navigation, sur toute la longueur de Brazzaville à Bangui, c'est-à-dire sur 1.168 kilomètres, M. Roussilhe a pu, en toute connaissance de cause, affirmer les qualités merveilleuses de cette ligne fluviale où ne circulent cependant encore que quelques vapeurs de tirant d'eau et de tonnage généralement insuffisants. De Brazzaville à Bétou, sur une longueur de 1.000 kilomètres, le chenal est remarquablement profond et large ; on peut considérer que, dans son ensemble, le fleuve pourrait y être praticable toute l'année, même aux plus basses eaux, pour des tirants d'eau de 2 mètres. Au delà, la situation est moins favorable.

Il n'est pas surprenant que sur une longueur totale de 1.168 kilomètres, on puisse distinguer plusieurs régions de caractères géographiques différents. Les conditions du régime hydraulique probable, tel qu'il est révélé par la connaissance des crues, des courants et autres particularités du fleuve, en même temps que les nécessités administratives, ont conduit M. Roussilhe à une division de la voie fluviale en six secteurs, chacun d'eux représentant un bief de caractères bien définis et d'étendue assez restreinte pour qu'on puisse en rapporter l'exploitation rationnelle au centre administratif le plus important de la région considérée.

Ces six secteurs sont : 1° de Léopoldville au Couloir, région longuement étudiée et décrite dans le tome II du rapport, au chapitre VIII (Etudes techniques à Brazzaville et dans le Stanley-Pool) ; 2° du Stanley-Pool à Tchoumbiri, région qui, dans l'ensemble, représente un véritable couloir, enserré entre des collines boisées, mais où le fleuve est large de 1.000 à 2.500 mètres et profond de 10 à 20 mètres ; 3° de Tchoumbiri à Liranga, où le fleuve s'élargit considérablement et où le courant diminue et la crue est moins sensible ; 4° de Liranga à Impfondo, secteur dans lequel on passe du Congo dans l'Oubangui et où le fleuve reste navigable toute l'année pour des vapeurs calant 3 mètres ; 5° d'Impfondo à Mongoumba, région dans laquelle l'Oubangui devient moins navigable, sa largeur et sa profondeur diminuant, mais où la voie fluviale pourra être utilisée avec son plein rendement après de très sérieux travaux de balisage et d'aménagement; 6° de Mongoumba à Bangui.

A partir de Mongoumba, on doit d'abord franchir le seuil de Zinga, dont l'étude détaillée a été confiée au lieutenant de vaisseau Planchat. Praticable difficilement aux basses eaux pour les petits vapeurs calant 1 mètre, ce passage deviendra accessible, après de grands travaux de dérochement, aux porteurs ou remorqueurs calant 1 m. 20 au plus. En amont de Zinga, l'Oubangui, dans les passes actuellement étudiées, sera navigable toute l'année pour les vapeurs calant 0 m. 08 ; la limite sera reportée à 1 m. 20 par des travaux d'aménagement, et à l'étage moyen, on pourra disposer de 1 m. 70.

En résumé, comme le fait remarquer M. Roussilhe, les périodes de plus bas étiage étant en réalité très rares, on voit que la route fluviale du Congo-Oubangui reste utilisable d'une façon continue pour des tirants d'eau inférieurs à 1 m. 70, sur une longueur de 1.168 kilomètres, qui représente exactement la longueur de la voie ferrée Paris-Lyon-Marseille-Vintimille.

Malgré les défectuosités de la partie finale de cette voie, elle demeurera sans doute, pendant une longue période de temps, la grande artère de pénétration et de trafic de la région centre-africaine. Son aménagement exigera des dépenses de beaucoup inférieures à celles que représenterait la construction d'un chemin de fer. Il importe donc de tirer le meilleur parti possible de cette voie naturelle qui n'en est pas moins remarquable. La mission a tracé, en conséquence, tout le programme et le devis des travaux à exécuter pour l'amélioration de cette navigation fluviale.

Mais il ne suffira pas d'effectuer ces travaux, il faudra aussi résoudre la question du matériel naval à employer en tenant compte des possibilités de navigation qu'ils auront réalisées. La difficulté provient des différences dans le tirant d'eau que l'on rencontre sur le parcours. Le moyen d'y parer pourra être ou de constituer une flottille homogène au point de vue du tonnage et du tirant d'eau, en prenant 1 m. 70 comme maximum, ou bien d'avoir une flottille moins homogène, en adoptant, pour chaque bief, le tirant d'eau maximum utilisable aux basses eaux, ce qui n'empêcherait pas les vapeurs de grand tonnage de poursuivre

leur course vers l'amont, aussi près que possible de Bangui, quand les circonstances le permettraient.

Avec la seconde de ces deux solutions, il faudrait toujours diriger l'exploitation du matériel naval de façon à ce que les transbordements ne représentent pas, eu égard à la première solution, une augmentation dans la durée du voyage ou dans les prix de revient de la tonne kilométrique, ce qu'il serait possible de réaliser.

Mais, de toute façon, les porteurs de marchandises seront dans l'obligation de fractionner leur chargement pour effectuer la traversée Bétou-Bangui aux époques accidentelles de très bas étiage. Il faudra recourir alors à une double sorte de matériel : des porteurs rapides pour les voyageurs, la poste et les marchandises légères, des chalands pour le reste. L'existence d'un service permanent d'hydrographie et de navigation permettra à la voie fluviale son maximum d'utilisation.

Si le programme d'étude, d'aménagement et d'organisation de la voie fluviale est mis à exécution dans les délais les plus courts, la conséquence en sera que « la colonie, dont l'activité va être décuplée par l'ensemble des travaux du futur emprunt, donnera au trafic commercial une extension considérable, et l'on ne regrettera plus d'avoir acquis les moyens nécessaires et juste suffisants pour mettre en service des vapeurs porteurs et des chalands remorqués transportant chacun 250 tonnes en onze jours de Brazzaville à Bangui, et pouvant effectuer dix-huit voyages par an à des tarifs qui permettront d'exporter toutes les richesses locales et en particulier les produits agricoles jusqu'ici inexploités » (1).

GUSTAVE REGELSPERGER.

CORRESPONDANCE

Le Fleuve Rouge et son delta.

M. André Ducamp, vice-président de la Chambre de commerce de Hanoi, nous adresse l'article suivant que nous nous faisons un devoir et un plaisir de publier.

Qu'est-ce qu'un delta? C'est le cône de déjection d'un fleuve à caractère torrentiel, dont le lit se déplace, d'après un rythme naturel, de l'un des côtés du triangle formé par son déversoir vers le côté opposé, au fur et à mesure de ses colmatages successifs. Et c'est ainsi que par ses apports et ses déplacements le fleuve forme et exhausse constamment son delta et le prolonge vers la haute mer.

Il est sans doute le fleuve créateur de terres nouvelles ; mais à quel prix?

L'homme descendra à la suite des vallées hautes, desséchera les marais salants, assainira le nouveau sol, le rendra producteur de riches moissons, et s'ingéniera à le protéger contre les déplacements et les inondations du fleuve.

Comment s'y prendra-t-il? Hautement civilisé, et s'il est maître des régions d'où descend le fleuve, il saura que, pour en régulariser le débit et empêcher le charriage des terres, il doit conserver les forêts aux têtes d'eau et reboiser les monts s'ils sont dénudés. En agissant ainsi, il transformera le torrent en un fleuve aux eaux constantes, lentes et claires que sa batellerie parcourra en tout temps. Si le reboisement est hors de ses moyens, il s'ingéniera à utiliser à son profit la crue périodique ; il la matera, il la régularisera, la rendant ainsi bienfaisante et fertilisante et, dans la langue du pays, le fleuve prendra le nom de « Père nourricier »!

Mais si ce peuple se trouve encore au rang des peuples barbares, aux conceptions frustes et dictées seulement par l'immédiate nécessité, ou bien s'il est livré à l'absolutisme de chefs imbus de l'esprit de caste puisé dans les grandes écoles, il enclora le fleuve entre des digues puissantes et des décrets souverains seront pris enjoignant au fleuve d'obéir aux lois de l'administration.

Mais le fleuve, lui, continuera ses apports incessants et, ne pouvant plus inonder son delta et y déposer son limon fertilisant et exhausseur de plaines, il colmatera son propre lit ; et ainsi s'élèvera sans cesse le niveau de ses eaux. Au fur et à mesure, l'homme se verra alors obligé d'augmenter la hauteur des digues protectrices ; la lutte sera sans fin de part et d'autre et le fleuve, arrivant à dominer la ville et la plaine, en deviendra la menace. Et l'homme sera finalement vaincu.

Le fleuve enchaîné doit se libérer de ses chaînes ; d'un seul coup d'épaule, il rompra les barrières dans lesquelles on l'avait « incarcéré », et ce sera le désastre sans nom. Le flot dévastateur emportera tout devant lui. Lorsque sa fureur sera calmée, il n'y aura plus à la place de la plaine verdoyante et animée que déserts limoneux, champs ravinés et bouleversés, cailloux inféconds, maisons renversées et morts pour le cimetière. Et l'homme maudira ses dieux, terribles et jaloux ; puis, oublieux, penché vers la glèbe, il peinera pour reconstituer son bien ; il réédifiera les mêmes ouvrages, en les faisant plus hauts et plus forts et s'endormira dans une nouvelle quiétude jusqu'au jour d'un inévitable et effroyable réveil.

N'est-ce point là l'histoire de notre peuple tonkinois, dont les errements sont continués par une administration instable et imprévoyante ou ignorante de ses devoirs!

Quand donc verrons-nous l'homme armé d'un pouvoir et d'un vouloir réalisateurs, entouré d'avis éclairés, imposer sa volonté étudiée et fixer de manière définitive les règles à suivre pour que le fleuve dévastateur devienne le fleuve bienfaisant aux crues régulières, attendues et espérées! C'est tout un plan de travaux à effectuer! Non point de ces travaux qui exigent des emprunts coûteux et trop souvent gaspillés. Mais des travaux lents et réfléchis, basés sur une cartographie d'une exactitude absolue et qu'il faudra des années pour mener à bien.

Ainsi que nous l'avons écrit dans un précédent article, il faut tout d'abord confier le fleuve à un spécialiste qualifié, qui en étudiera le régime avec un soin tout particulier, afin d'édicter les règles qui devront être suivies pour le faire coopérer lui-même à la grande cause finale. Puis la montagne sera confiée aux forestiers.

La forêt est la régulatrice de la climatologie et des pluies ; elle dompte et elle assagit les fleuves, tandis que « le déboisement des monts assassine au loin les campagnes, car les méfaits de la crue sont le fait de la déforestation ».

Considérant le Yunnan comme un pays d'influence directe, notre diplomatie doit amener la Chine à accepter le prêt que nous lui ferons de nos agents forestiers et à appliquer leurs lois pour sa richesse et pour le bien commun. Mais c'est là une œuvre de très longue haleine, à laquelle il importe de s'atteler au plus tôt.

En même temps, le fleuve sera soumis aux travaux des ingénieurs hydrographes : travaux peu coûteux et auxquels la main-d'œuvre régionale suffira amplement.

Il doit suffire, en effet, d'établir tout au long du cours du fleuve des épis plongeants, constitués par de simples gabions ou de simples entrelaces de bambous tressés et orientés vers l'amont courant.

Ces épis ont pour effet, reconnu universellement, de ramener en tous points l'eau vers le centre de son lit : en arrière de l'épi, grâce à l'obstacle immergé qu'il constitue, un remous se forme qui provoque le dépôt du limon, de telle sorte que les bords du fleuve se colmatent ; en avant de l'épi, l'eau s'échappe normalement de l'obstacle, et, formant chute, creuse elle-même un chenal que l'on régularise ensuite et qu'on limite par ces petites levées continues que l'on nomme en Loire des « turcies ».

Le fleuve colmatera donc lui-même ses bords et creusera lui-même son chenal de plus en plus profond et régulier ; dix années suffisent pour amener un creusement du fleuve que l'on puisse mettre à profit pour la navigation. Durant ces travaux, des

(1) H. ROUSSILHE, dans *La Géographie*, 15 août 1913, p. 82.

canaux latéraux correcteurs du fleuve auront pu être établis, et des canaux d'épandage provisoirement créés dans le but d'épandre, en un flot lent et progressif, les eaux de la crue annuelle sur le pays divisé en casiers étudiés. Lorsque l'œuvre sera vers sa fin, les campagnes auront ainsi reçu un exhaussement sensible, tandis que le fleuve aura approfondi son lit et abaissé par conséquent le niveau supérieur de ses eaux.

Et au fur et à mesure que ces résultats seront acquis, les digues seront arrosées en commençant par l'amont de manière à ne plus constituer que de simples et naturels déversoirs. Et l'œuvre sera achevée.

Les villages auront installé leurs sites au-dessus des atteintes de l'inondation et quand celle-ci viendra, elle recouvrira lentement et progressivement le pays de quelques centimètres de son eau limoneuse et bienfaisante. Et quand le « Père du Tonkin » sera rentré dans sa demeure, devenue modeste au temps des basses eaux, les Nhaqués traverseront, de leurs hameaux aux palmiers de la rive, une campagne fertilisée par l'inondation annuelle. Et que si jamais le forestier arrivait à se rendre maître des grands monts, alors le fleuve, cessant de charrier d'incessants matériaux, creuserait profondément son lit jusqu'à permettre d'imaginer Hanoi, tel Saigon sur le Donaï, redevenu port de mer et accessible aux grands courriers!

Cette œuvre, l'apporterons-nous au peuple annamite? Oui, si nous savons envisager les résultats lointains et nous attacher à une œuvre de longue haleine dont nous savons que nous ne recueillerons pas nous-mêmes les fruits. Cette œuvre devra être expliquée patiemment à l'Annamite qui devra nous faire confiance, en concevant que nous ne sommes point seulement *un peuple conquérant*, mais un peuple *civilisateur*, dont la haute science est capable d'associer à son œuvre, non en les brutalisant, mais en les assouplissant, les forces mêmes de la nature.

Et Dieu veuille que ceci ne soit pas une simple goutte d'eau ajoutée au fleuve!

André Ducamp,
Vice-président
de la Chambre de commerce de Hanoï.

Le futur lycée indochinois.

Tout en faisant de sérieuses réserves sur quelques-unes des idées qui y sont exprimées, nous croyons devoir, en raison de l'intérêt incontestable qu'elle présente, reproduire la communication suivante, due à un de nos correspondants dont nos lecteurs ont déjà été à même d'apprécier la compétence dans tout ce qui touche aux questions relatives à l'enseignement, et, plus spécialement à l'enseignement indigène en Indochine.

Hanoi, 17 octobre 1913.

En attendant la création du lycée indochinois dont le Conseil de protectorat s'est récemment occupé au Tonkin, le collège Paul-Bert de Hanoï, seul établissement d'enseignement secondaire en Indochine, a vu tripler son effectif scolaire à la rentrée dernière et, dans une bien faible mesure, augmenter son personnel enseignant. L'accès au cours de l'enseignement secondaire français d'un certain nombre de sujets asiatiques (1/3 de l'effectif), la possibilité pour les meilleurs élèves des écoles franco-anamites d'entrer dans le premier cycle de l'enseignement secondaire après le certificat d'études primaires franco-annamites et, pour les diplômés des collèges complémentaires, dans le deuxième cycle, enfin le désir légitime des colons et fonctionnaires de notre colonie indochinoise de procurer à leurs fils, Eurasiens ou non, une instruction moderne, capable de les mettre en mesure de se faire une situation honorable même et surtout en dehors de l'administration, sont certainement la cause de cet accroissement subit. Le mélange proportionné des élèves de races différentes semble ne pas avoir causé de mauvais résultats ; même les jeunes créoles paraissent, au contact de l'indigène studieux et patient, avoir acquis quelques qualités jusque-là tenues en réserve ; une émulation de bon aloi est née entre les élèves de teinte différente et l'on peut, sans trop se hasarder, prévoir dès maintenant le succès que remportera, dans notre colonie d'Extrême-Orient, le futur lycée indochinois, surtout après le retentissement de notre premier échec universitaire, la création intempestive et la suppression soudaine de l'Université indochinoise, suivies en Chine et au Japon de la fondation d'universités étrangères rivales.

Le dernier Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène, à la demande de M. Sarraut, s'est occupé de la grave question des programmes pour les élèves indigènes français de l'enseignement secondaire, du nombre et de l'âge des élèves à admettre, des épreuves à subir. Après des discussions parfois passionnées, il a été décidé entre autres résolutions :

1° Que dans les classes de l'enseignement primaire du collège Paul-Bert (futur lycée), les Asiatiques ne pourraient être reçus que dans la proportion de un pour trois Français ou Eurasiens, et dans les classes de l'enseignement secondaire dans la proportion de deux pour deux ; le maximum d'âge pour l'admission a été augmenté d'une année par rapport à la dernière circulaire à ce sujet, afin de permettre un recrutement plus satisfaisant et point susceptible de faire baisser le niveau des études qui doit rester celui de France ;

2° Outre l'anglais et l'allemand enseignés officiellement au collège Paul-Bert, la langue annamite pourra être choisie par les élèves des classes où l'étude d'une seule langue étrangère est obligatoire ; dans les classes du deuxième cycle où il faut deux langues, les élèves pourront, comme deuxième langue, prendre le chinois.

Ces deux résolutions nous paraissent d'une importance capitale. Ce qu'il faut éviter, en effet, c'est d'accepter trop d'indigènes dans un milieu qui doit avant tout rester français ; c'est, d'autre part, de « désorienter » trop rapidement l'Asiatique et de croire qu'il pourra atteindre à une culture suffisante en abandonnant totalement l'étude de sa propre langue moderne (quoc-ngu et annamite) et ancienne (caractères). S'il est parfaitement légitime que l'élite du peuple annamite cherche à participer de plus en plus à l'administration de son propre pays, un tel résultat ne saurait être atteint qu'en avançant prudemment et en obligeant les meilleurs esprits à ajouter aux connaissances ancestrales (qu'un Asiatique doit posséder jusqu'à un certain degré sous peine de ne plus être en communion d'idées et de pensée avec ses propres compatriotes) une culture occidentale suffisamment solide. Enseigner le français par les programmes — adaptés au pays — de l'enseignement secondaire (étude des auteurs classiques ; analyse littéraire ; dissertation philosophique) tout en continuant à enseigner la langue et l'histoire du pays, c'est là évidemment la condition essentielle de l'éducation moderne des indigènes les plus méritants.

Nous croyons savoir que des démarches seront prochainement faites auprès des pouvoirs compétents pour l'institution de sessions régulières du baccalauréat français en Indochine. Après tout il eût été étrange que notre plus grande et plus studieuse colonie fût à ce sujet la plus mal partagée. Cependant un point important reste à solutionner : que deviendront les bacheliers d'origine asiatique ? Pour les Français et Eurasiens (ceux qui toutefois ne s'arrêteront pas à la fin du premier cycle pour entrer dans le commerce ou l'industrie avec des connaissances pratiques augmentées par la fréquentation de l'École professionnelle de Hanoi), pour ceux-là, point de difficulté ; mais que fera-t-on des bacheliers français d'origine purement indochinoise? La question, qui avait été posée ici-même il y a bientôt un an, n'est pas loin de recevoir une solution satisfaisante ; elle consiste à réserver aux bacheliers non seulement dans les bureaux de l'administration française mais aussi dans l'*administration mandarinale* un certain nombre de postes relativement avantageux, enviés en tout cas, accordés jusqu'ici aux simples diplômés de l'enseignement franco-annamite. La valeur de nos auxiliaires immédiats sera ainsi sérieusement accrue et l'on peut prévoir que tout en donnant satisfaction aux aspirations annamites, dans ce qu'elles ont de

légitime, nous aurons diminué le nombre de ces demi-savants prétentieux et sans cesse mécontents, pour beaucoup directement mêlés aux derniers événements et dont le premier malheur avait été de recevoir une instruction européenne beaucoup trop superficielle et une instruction traditionnelle tout à fait insuffisante. Quand les lettrés d'Indochine, comme jadis, auront droit par leur travail aux fonctions de l'Etat d'un bout à l'autre de l'échelle administrative indigène, ils songeront moins à aller s'instruire (?) à l'étranger et à comploter contre un état de choses contraire à leurs intérêts ; du moins, s'ils le font, ce sera plutôt par jeu traditionnel, par passe-temps héréditaire, et l'importance de tels mouvements restera toujours relative.

D'un autre côté, s'il est juste d'exiger des fonctionnaires coloniaux français une connaissance suffisante des langues du pays (connaissance qui rarement permettra de lire seul un texte officiel en caractères ou une correspondance privée), il est indispensable que nos auxiliaires, sans avoir oublié leur langue, aient un peu mieux compris la nôtre et soient, le cas échéant, capables de faire une traduction fidèle. Il ne paraît point impossible que l'enseignement secondaire français, compris tel que le Conseil de perfectionnement de l'enseignement indigène l'a proposé, parvienne à ce double but sans léser en rien les intérêts des jeunes Français et Eurasiens.

H. J. E.

LES SCIENCES

dans leurs rapports avec les Colonies

L'organisation de l'agriculture coloniale. — Lorsque M. J. Chailley dénonça, il y a quelques mois, à la Chambre des députés, la gravité du problème de l'organisation méthodique et scientifique de l'agriculture coloniale, son discours remarquable fit une grosse impression, car la presque totalité de ses auditeurs, croyait, en toute bonne foi, que la France, nation coloniale au premier chef, était pourvue depuis longtemps d'un ensemble de services agricoles fonctionnant au mieux des intérêts de chacune de nos possessions.

L'examen de la situation n'est pas encourageant, mais il semble qu'enfin, grâce à la désignation au ministère, de A. Chevalier à la tête de la *Mission permanente d'agriculture coloniale* on soit enfin disposé à jeter les bases d'une méthode raisonnée de travail qui se substituerait à l'anarchie actuelle.

Dans un récent article, très documenté, M. Baillaud, l'actif et distingué secrétaire général de l'Institut colonial de Marseille (1), vient d'exposer sa manière de voir sur l'organisation scientifique de l'agriculture coloniale et Chevalier lui-même dans l'**Introduction** de son *Manuel d'Horticulture coloniale* (2) aborde le sujet en ne cachant pas que tout semble à faire, les jardins d'essai existants n'ayant donné aucun résultat pratique.

« En Afrique Occidentale, dit M. Baillaud, la mise en valeur du sol n'a subi aucune modification depuis qu'à la traite des esclaves a succédé la traite des produits de la cueillette et de la culture indigène. L'activité européenne ne s'est manifestée jusqu'ici que sous la forme du commerce des produits indigènes. »

L'arachide, cultivée avec intensité au Sénégal et au Soudan, est menacée dans sa production, faute de perfectionnements et de méthodes rationnelles dans sa culture : pas de sélection des graines, d'où dégénérescence de la plante ; cultures trop répétées dans le même sol ; parasites non étudiés et partant non combattus, etc... La crise paraît grave et l'on commence seulement à s'en préoccuper.

Pourquoi a-t-on laissé ainsi les indigènes livrés à eux-mêmes ? Ce n'est pas certes, parce que la métropole manque de laboratoires et de techniciens. On pourrait broder sur ce thème et, comme l'a fait l'auteur en question, montrer par exemple que les indigènes exploitent sans conseils, le Palmier à huile, cet arbre admirable qui sera la richesse de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Gabon. Chevalier a pourtant indiqué, il y a déjà quelques années, dans quel sens on devait poursuivre l'amélioration des races à multiplier. Y a-t-il eu pour cela quelque chose de fait ? Je n'ose y croire. D'autre part sait-on quelle plante à caoutchouc il eût fallu multiplier en Afrique ?

A Madagascar, malgré les apparences, jusqu'à ces derniers temps des critiques identiques peuvent être faites. Les colons n'y sont pas non plus renseignés sur la nature des plantations à entreprendre, et n'ont à leur disposition ni graines ni pépinières d'espèces utiles dûment sélectionnées.

Et en Indochine, qu'avons-nous entrepris à l'exception du tardif effort des « planteurs de caoutchouc » (Hévéas) en Cochinchine ? A peu près rien. Est-ce que notamment le thé de l'Annam a pris sur le marché la place qu'il devrait y occuper et recouvre-t-il dans la colonie la vaste étendue de terrains qu'on était en droit d'attendre ?

De toutes ces constatations, on peut tirer des conclusions identiques que M. Baillaud résume en disant :

« Voici un tableau qui pourrait entraîner à de bien pessimistes pensées sur l'avenir de nos colonies si les remèdes à la situation qu'il dépeint n'étaient aisés à trouver et à appliquer.

« La cause principale de la stérilité des efforts faits au point de vue de l'organisation scientifique de l'agriculture coloniale se trouve dans l'indifférence avec laquelle l'ont considérée jusqu'ici l'administration centrale et les gouvernements coloniaux.

« S'ils avaient compris que de la réaliser constituait un de leurs premiers devoirs, ils l'auraient établie sur des bases sérieuses et ils auraient veillé à ce que les efforts faits soient efficaces et ne tournent pas simplement à de purs procédés administratifs.

« Ils ont commis la grande erreur de ne pas comprendre que l'essentiel était de s'attacher tout d'abord au perfectionnement des cultures qui forment la principale ressource de chacune des colonies. Tous les efforts devraient être concentrés uniquement sur chacune de ces cultures et non point disséminés sur la recherche de tout ce qu'il pourrait être intéressant d'entreprendre dans des jardins qui ne sont ainsi à vrai dire que de purs jardins d'amateurs.

« Pourquoi au Sénégal n'a-t-on pas établi une station uniquement consacrée aux arachides — en Guinée, une pour le caoutchouc, une pour les fruits et une pour les kolatiers — à la Côte d'Ivoire, une pour les cacaoyers, ainsi que cela avait été fait à la Gold Coast voisine avec le succès que l'on sait — au Dahomey, une pour le palmier à huile — au Gabon, une pour le cacao et le café — au Congo, une pour le caoutchouc et ainsi pour chaque colonie pour la culture principale ?

(1) Voir : *L'Expansion coloniale*, 1913, VII, n° 71.

(2) Aug. Chevalier, P. Teissonier et O. Caille, Manuel d'horticulture coloniale. Fasc. VIII des *Végétaux utiles de l'Afrique tropicale française*. Chaillamel éditeur, Paris 1913.

« Ce qui n'a pas été fait doit être entrepris sans retard. Espérons que la création des stations de riziculture à Madagascar et en Cochinchine est un premier pas dans cette voie.

Restent la question budgétaire et celle du personnel.

« Toutes les deux sont également aisées à résoudre, si l'on évite la faute dans laquelle on est tombé jusqu'ici.

« En Afrique Occidentale Française, en Indochine et à Madagascar, on a conçu les services de l'agriculture exactement comme ceux des Affaires indigènes, avec un personnel hiérarchisé d'après des règles analogues et toute proportion gardée en nombre presque aussi illimité.

« C'est au fond toujours la même erreur ; la dissémination des efforts.

« Qu'est-il besoin d'une multitude d'agents alors qu'avant de veiller à l'application des méthodes, *il faut les instituer* et pourquoi vouloir couvrir les colonies d'agents de culture, alors que l'essentiel est tout d'abord d'étudier les moyens de perfectionner la culture qui constitue la principale richesse de chacune d'entre elles et de la protéger contre les maladies et les insectes ?

« Si on veut bien en venir à cette saine appréciation des nécessités les plus impérieuses ou résoudra du même coup les difficultés devant lesquelles on se trouve.

« Si, dans chaque colonie, on se borne à installer tout d'abord une ou deux stations entièrement consacrées chacune à une seule plante, on s'apercevra qu'il n'est point besoin de ce personnel considérable qui absorbe les disponibilités budgétaires et l'on pourra outiller convenablement ces stations et leur donner la main-d'œuvre sans laquelle il est impossible de rien entreprendre.

« Il est essentiel, au début tout au moins, de faire reposer l'expérimentation agricole coloniale sur un personnel très restreint, non point seulement pour des raisons budgétaires, mais encore pour pouvoir en assurer convenablement le recrutement.

« Il est en effet nécessaire de ne confier la direction scientifique de l'exploitation de nos colonies qu'à des hommes de la plus grande valeur et possédant déjà les connaissances les plus étendues et les plus approfondies et non simplement celles de jeunes diplômés sortant à peine d'une École, eût-elle le titre de Supérieure.

« Depuis quelque temps l'on a envisagé à diverses reprises cette nécessité et il est arrivé que, lorsqu'on a cherché des spécialistes, on n'a trouvé personne, peut-être parce que des situations pécuniaires suffisantes pour les attirer dans les colonies lointaines n'étaient pas offertes à ceux qui possédaient les connaissances nécessaires.

« Cela prouve bien que le recrutement du personnel du service d'agriculture, tel qu'il est organisé actuellement, est incapable de fournir aux colonies les savants dont elles ont besoin. Il faudra à l'avenir pouvoir offrir à ceux-ci des situations qui puissent balancer les avantages que présentent pour eux l'Enseignement Supérieur, par exemple, dans la Métropole.

« Il faudra surtout ne point restreindre les possibilités de ce recrutement en fixant les conditions d'avancement ou d'admission, telles que l'exigence de diplômes d'Écoles déterminées, ni faire des faveurs spéciales à ceux qui possèdent ces diplômes.

« Procéder autrement serait se mettre dans l'impossibilité d'attirer vers les colonies les hommes indispensables et en même temps de retenir dans les services du gouvernement ceux qui y ont acquis une expérience précieuse et qui s'y sont particulièrement distingués.

« Avant tout, il faut que les gouvernements comprennent bien que cette réorganisation de l'agriculture est actuellement leur premier devoir. S'ils s'en tiennent aux errements anciens, l'essor des colonies en sera irrémédiablement arrêté. »

Somme toute, tous ceux qui sans parti pris, examinent la situation actuelle, concluent à la nécessité d'une organisation double, scientifique dans la métropole, essentiellement pratique aux colonies.

Que les laboratoires spécialisés de la métropole soient consultés, par les organismes coloniaux intéressés et les résultats se feront rapidement sentir en ce qui concernera surtout la lutte contre les maladies et les parasites animaux, la fixation des caractères des races et variétés les plus utiles, la nature physique et chimique du sol et du sous-sol, les exigences chimiques des plantes de grande culture, l'utilisation spéciale de quelques espèces indigènes, etc. De pareilles recherches pourraient se faire avec méthode et sans grands frais, si par un artifice administratif certains laboratoires scientifiques, appartenant au département de l'Instruction publique, pouvaient être en relation directe avec le ministère des Colonies.

Quant aux organismes coloniaux d'agriculture, il importe d'en changer l'orientation. Les jardins d'essais, tels qu'on les a conçus antérieurement sont condamnés et comme le dit Chevalier (1) « la plupart d'entre eux n'ont fait que végéter. Plusieurs ont déjà été supprimés et il serait désirable que d'autres disparaissent encore et que ceux qui seront conservés soient dotés de moyens d'action plus en rapport avec les résultats qu'on veut obtenir ».

Voilà bien des critiques, aussi est-il agréable de constater quelques efforts faits dans ce sens. En effet, en Afrique Occidentale Française, il existe depuis quelque temps une station du caoutchouc, à Banfora, dans le Haut-Sénégal-Niger; une station zootechnique s'occupe à Niafunké de l'amélioration du mouton à laine du Macina, et l'on se préoccupe enfin de l'arachide. En Afrique Équatoriale, on étudie la création d'une station au Gabon pour le cacao et le café, et l'on crée une station rizicole à Cantho dans l'ouest de la Cochinchine.

Mais que nous sommes encore loin des réalisations anglaises américaines, hollandaises, et belges et quel admirable pays que le nôtre où l'on obtient des résultats tangibles avec des moyens de misère !

Il serait injuste de ne pas signaler encore l'aide bienveillante apportée par M. W. Ponty pour la création d'une station centrale d'études à Dalaba au Fouta-Djalon. Malgré des vicissitudes variées et le manque de ressources, il y a là une tentative due à la volonté tenace de M. Aug. Chevalier, qui semble en bonne voie. Il est indispensable de se hâter de doter cet établissement comme il convient et d'en créer un semblable en Indochine, à Madagascar et aussi aux Antilles.

Assez de tergiversations inutiles, et de querelles superflues.

Il est déjà bien tard pour se mettre résolument à l'œuvre ; toute hésitation serait désormais un crime de lèse-patrie et la réalisation de semblables vœux par l'un de nos ministres lui vaudrait un grand nom dans l'histoire de la colonisation française.

Em. Perrot.

(1) *Loc, cit.*, p. XXIV.

Des principes généraux qui doivent présider à l'établissement des formules insecticides. — Les insecticides internes, qui empoisonnent la nourriture de l'insecte, ont fait l'objet de nombreuses études, notamment en ce qui concerne les arsenicaux.

Les insecticides externes, qui tuent par simple contact, ne relèvent guère que de l'empirisme ; les nombreuses formules proposées diffèrent considérablement, sont en général peu efficaces et trop coûteuses. MM. VERMOREL et DANTONY se sont proposé de déterminer les bases qui permettraient d établir de meilleures préparations (1) en étudiant :

1° Les substances susceptibles de tuer les insectes par contact ;

2° Les moyens de produire ce contact.

C'est à cette dernière question que les auteurs se sont spécialement attachés.

Comment peut-on mouiller les insectes ? Telle est la question qu'ils se posent, et nous nous contenterons de reproduire *in extenso* leur étude.

« Clairaut a démoatré « qu'un corps est mouillé quand la cohésion des molécules du liquide, les unes par les autres, est plus petite que le double de leur cohésion pour le solide ».

« Les corps dont les molécules liquides ont entre elles peu de cohésion, les corps à faible tension superficielle, doivent donc mouiller les insectes.

« Notre étude se réduisait donc à des mesures de tensions.

« Nous avons déterminé par stalagmométrie (compte-gouttes donnant 66 gouttes d'eau distillée pour 5 ^{cm3}), les tensions de diverses solutions aqueuses de matières organiques.

« Nous avons ainsi pu vérifier les observations de Duclaux, Traube, etc. ; notamment que les alcools et sels alcalins de la série grasse abaissaient d'autant plus la tension superficielle de l'eau que leur nombre moléculaire était plus élevé et que leur proportion dans la solution était plus importante.

« Il paraissait dès lors indiqué de chercher, dans les termes élevés de la série du méthane, pour trouver des corps abaissant fortement la tension superficielle. Malheureusement, la solubilité de ces corps est très faible ; c'est ainsi que le stéarate de soude ne donne des solutions fluides à froid qu'au-dessous de 1 0/00 (94 gouttes pour 5 ^{cm3}). D'autre part, parmi les corps solubles, les tensions superficielles sont encore très élevées pour de fortes concentrations : acétate de soude à 20 0/0 (70 gouttes pour 5 ^{cm3}) ; propionate de soude à 20 0/0 (86 gouttes pour 5 ^{cm3}) ; ou la dissolution est trop coûteuse (cas des alcools).

« Nous avons, en dehors des savons de la série saturée, eu recours à l'oléate de soude. On sait que les méthodes statiques ne permettent pas de mesurer la tension superficielle des dissolutions aqueuses de ce corps. Les ascensions capillaires sont en effet les mêmes pour des concentrations comprises entre 0, 1 et 10 0/0 ; le nombre de gouttes (210 pour 5 ^{cm3}) se maintient également invariable.

« Nous avons dû recourir à une méthode dynamique, telle que celle du rejaillissement des gouttes sur des surfaces enfumées, pour constater que la tension superficielle diminue progressivement sans asymptote, sans sauts brusques, lorsque la concentration augmente (méthode Ollivier) ou à l'étude des vibrations des jets (Lord Rayleigh).

« PLATEAU, MARANGONI (*Nuovo cimento*, t. V, VII, p. 239) ; SOUDHANS (POGGENDORFF, *Annalen*, Ergænzungsband VIII, p. 266), Lord RAYLEIGH (*Proceedings of the royal Soeiety of London*, t. XLVII, p. 281) étudient cette anomalie de l'oléate de soude et l'attribuent à la formation, à la surface libre des solutions, d'une pellicule de très faible tension.

« MARANGONI croit que cette pellicule est due à la libération par CO^2 de l'acide oléique ; cependant, nous avons constaté expérimentalement que les stéarates, palmitates et laurates de soude, dont les acides sont aisément mis en liberté, ne présentent pas le même phénomène.

« D'autre part, les solutions d'oléate de soude additionnées de soude caustique, les mettant à l'abri de CO^2, présentent la même anomalie. Si la présence d'une pellicule de faible tension à la surface libre des solutions d'oléate nous paraît bien démontrée, sa nature nous semble discutable ; l'hypothèse de Marangoni est difficile à accepter, en raison des faits que nous venons de signaler.

« Quoi qu'il en soit, nons nous sommes enquis de savoir si des solutions très étendues d'oléate de soude mouilleraient les corps solides aussi bien que les solutions concentrées. Nos essais nous ont prouvé que la tension superficielle vraie n'intervient pas pratiquement dans le pouvoir mouillant ; par contre, nous avons vérifié, pour divers insectes, que le pouvoir mouillant pouvait être déduit des mesures statiques (capillaires ou stalagmométriques). C'est ainsi que deux solutions d'oléate de soude, aux concentrations respectives de 5 0/0 et de 1 0/00, conduisent à la même ascension capillaire et mouillent également bien ; la différence de tension superficielle de savon vraie de ces deux solutions est cependant très forte.

« Nous avons mesuré la tension superficielle des solutions de savon de Marseille et de savon noir et avons obtenu des courbes comparables à celle de l'oléate de soude. Nous en avons induit qu'il était inutile d'introduire, dans les formules insecticides, des quantités de savon aussi grandes que celles ordinairement indiquées.

« Des mesures directes nous ont permis de vérifier le bien-fondé de ce raisonnement. Les solutions renfermant 1 0/00 de savon mouillent aussi bien que celles en contenant 5 0/0.

« Pour les eaux à degré hydrotimétrique élevé, il suffira d'ajouter un peu de carbonate de soude pour éviter l'insolubilisation du savon.

« Ces études sur les insectes nous ont amené à penser qu'il serait possible d'obtenir à bon marché les soufres mouillables que réclame la viticulture.

« Nous avons, en effet, obtenu ce soufre d'une manière très économique en ajoutant très peu de savon ; il suffit de mélanger, à du soufre sublimé, 1 0/0 de savon et 1 0/0 de carbonate de soude pour obtenir un produit instantanément mouillable. En sorte qu'avec les doses habituelles (2 kilogrammes de soufre par hectolitre) la solution renferme seulement 2 pour 10.000 de savon.

« Nous avons mesuré les tensions superficielles d'un grand nombre de solutions aqueuses organiques à fonctions diverses : dextrine, glycérine, salicylates, phénol et homologues, citrates, tartrates, naphtols, camphre, acétone, etc., etc. Les chiffres obtenus sont beaucoup plus élevés que ceux relatifs aux solutions d'oléate.

« Nous avons pu nous rendre compte que les abaissements de tension ne sont pas additifs ; dans certains cas, il y a même eu diminution.

(1) *Comptes rendus de l'Académie des Scienccs*, décembre 1910. Cette note complétera celle que nous avons récemment reproduite, concernant les végétations cryptogamiques. V. *Quinzaine coloniale* du 25 octobre 1913, p. 705. — EM. P.

« *Exemple.* — Les solutions à 1 0 0/0 d'oléate de soude donnent 210 gouttes pour 5 cm³ ; les solutions à 1 0/0 d'alcool amylique donnent 151 gouttes pour 5 cm³ et les solutions à 1 0/00 d'oléate + 10/0 d'alcool amylique donnent 193 gouttes pour 5 cm³.

« On voit, dès lors, combien il est inutile de joindre dans une formule insecticide : alcool et savon, par exemple, dans le seul but de mieux mouiller les insectes.

« Nous avons déterminé la tension superficielle minima nécessaire pour mouiller les insectes, cocons, toiles, feuilles, etc. Nous pouvons indiquer que la majeure partie des Coléoptères et parmi ceux intéressant la vigne : les altises, cigariers, gribouris, sont mouillés instantanément par des solutions renfermant 5/10.000 de savon (192 gouttes pour 5 cm³) ; les toiles d'hyponomeutes sont mouillées par des solutions à 1 0/00.

« L'établissement rationnel d'une formule insecticide comporte donc le mélange du poison avec un liquide de tension assez faible pour mouiller l'insecte ; cette seconde condition étant réalisée plus économiquement par nos indications, permet aussi de diminuer la quantité de poison et partant le coût de la formule.

« A titre d'application, et ces applications seront nombreuses, nous signalons les bons résultats que nous avons obtenus en pulvérisant des nids d'hyponomeutes avec le mélange suivant : eau, 100 litres ; nicotine titrée, 200 kilogrammes ; carbonate de soude, 500 grammes, savon, 200 grammes.

Assainissemeut et drainage des terres en Tunisie. — M. Gagey, le distingué professeur de Génie rural et d'hydraulique agricole à l'Ecole d'agriculture coloniale de Tunis, vient de publier un magistral article, sur la nécessité de l'assainissement et du drainage des terres pour l'exploitation raisonnée de différentes régions du protectorat.

Son travail, très ordonné comprend trois parties : l'une renferme les conditions suivant lesquelles doit s'exécuter un assainissement, et dans l'autre, M. Gagey donne d'excellents exemples ; puis il termine en montrant que la législation tunisienne est favorable à ces travaux, puisqu'elle prévoit la possibilité, pour plusieurs personnes intéressées, de se grouper en Syndicat.

Un pareil syndicat d'assainissement existe déjà : c'est celui de Mabtouba, autorisé par décret du 23 septembre 1908. Une *Société coopérative agricole* peut également entreprendre de semblables travaux et recevoir alors un *prêt sans intérêt* de l'Etat. La législation tunisienne favorise donc le développement de ce genre d'améliorations agricoles, surtout lorsque celles-ci intéressent une collectivité.

Em. P.

Nouveau mode de préparation du caoutchouc en Guinée. — L'importance de ne jeter sur le marché que du caoutchouc presque pur est aujourd'hui plus grave que jamais. L'industriel préfère un caoutchouc de planlation avec 2 à 5 0/0 de déchet, à une gomme de cueillette comme diverses sortes africaines renfermant 15 à 50 0/0 d'impuretés. M. Leroide étudie cette question dans une note publiée dans le *Bull. Soc. nat. d'acclim.* (1913, nº 20) et approuve les conclusions auxquelles s'est arrêté le service d'agriculture en Afrique Occidentale Française. Celui-ci s'efforce de faire adopter et diffuser la forme en « **plaquettes** » de 22-25 centimètres sur 12-15 et un demi-centimètre d'épaisseur. On fabrique des moules en bois rustiques avec une planchette et deux lattes dans lesquels on place les lanières fraîchement coagulées sur les lianes saignées, on les presse avec les doigts et quand elles remplissent le moule, il suffit d'enlever le tout.

Il est évident qu'il est difficile d'ajouter ainsi des corps étrangers et que l'évaporation de l'eau interposée est des plus rapides ; de plus il est difficile de les mouiller ultérieurement et leur emballage est aisé. Ce type de plaquette établi par M. Bardou à l'Ecole de Kankan mérite de remplacer toutes les autres formes et donnera une plus-value intéressante à la gomme ainsi présentée.

Em. P.

Les Services de la Direction générale de l'Agriculture en Tunisie. — A partir du 1er janvier 1914, il sera créé, en Tunisie, un **Service botanique** doté de la personnalité civile et placé sous le contrôle du Directeur général de l'agriculture.

Ce nouveau service a pour objet.

1° *De réunir et d'étudier, en vue de leur acclimatation et de leur culture, les végétaux intéressant l'agriculture, l'horticulture et l'arboriculture de la régence ;*

2° *De produire les semences, boutures, greffons, plants que la Direction générale de l'agriculture jugera utile de propager ;*

3° *D'entretenir un jardin d'essais réservé aux espèces cultivées et spécialement affecté à la vulgarisation et à l'enseignement.*

Comme corollaire, la personnalité civile est également accordée, par décret du 13 septembre 1913, à l'*Ecole coloniale d'agriculture* de Tunis, pouvue d'un conseil de Direction composé de 12 personnes dont : le Directeur général de l'agriculture ; un représentant du Directeur général de l'enseignement ; l'inspecteur général de l'agriculture ; le chef du Bureau des services agricoles ; le Directeur, un des professeurs et le surveillant général de l'Ecole, 3 membres des Chambres d'agriculture et de commerce ; deux agriculteurs, dont l'un devra toujours être un ancien élève de l'Ecole.

Nous enregistrons ces décrets avec plaisir, car ils témoignent d'un véritable souci de donner, aux agriculteurs tunisiens, une série d'organismes pratiques d'où ne sera point bannie la méthode scientifique.

Nous avons dit déjà plusieurs fois ce que nous pensions des études entreprises à Tunis au jardin d'essais ; elles seront donc poursuivies et nous avons la conviction qu'on continuera à demander aux agriculteurs une collaboration active qui secondera les efforts des stations agricoles chargées, suivant les régions, d'études parfaitement délimitées.

Em. P.

Prisons et châtiments corporels en Indochine au début du XXe siècle. — Dans un article très documenté, et du plus haut intérêt, M. Jeanselme fait une revue de l'état des prisons dans les colonies pénitentières de l'Indochine, et, les comparant aux procédés employés dans les colonies anglaises de Birmanie, et dans celles de Bangkok, au Siam, en tire des conclusions pratiques.

Il décrit la prison du roi Norodom, à Pnom-Penh ; là, les détenus, hommes ou femmes, subissent toujours, avant leur entrée, le supplice du rotin, qui a été supprimé, en fait, par l'arrêté de 1897, et par le décret de 1901, car il était administré avec trop de largesse. Les prisonniers sont chargés de chaînes et peuvent cir-

culer pendant la journée, dans la prison, ou vont travailler au dehors sous la conduite d'un gardien. Mais la nuit, ils vont coucher dans une paillotte de 40 à 50 mètres de long, où ils sont étendus côte à côte, les pieds retenus dans des trous ménagés dans une grande barre médiane, dont ils ne peuvent se retirer. On imagine facilement l'état dans lequel se trouvent ceux qui sont atteints de dysenterie ou de béribéri.

A la prison royale de Hué, les prisonniers portent une cangue légère, faite de bambous, et ne sortent pas, travaillant tous les jours, tant bien que mal.

L'auteur étudie, avec la compétence toute particulière qu'il a en ces matières, les lésions que déterminent le port de la cangue, abcès, furoncles, gale ; les lésions qui résultent de l'application du rotin, ou celles qu'entraîne le port des chaînes. Il décrit également quelques modes de supplices employés pour arracher des aveux aux prévenus, le kep, le chap-lep, le nip-kha-map, ces trois derniers constituant une sorte de question, et comprimant soit les doigts des mains, soit les tempes.

Les prisons qu'a fait construire le gouvernement français sont un peu mieux établies, mais laissent cependant à désirer Celle de Hanoi est mieux conçue, mais les prisonniers y sont, comme dans les prisons indigènes, exposés aux contagions de leurs voisins malades. La nourriture y est assez substantielle, mais elle laisse assez souvent à désirer au point de vue de la qualité.

Parmi les maladies qui frappent les détenus, c'est le béribéri qui exerce le plus ses ravages, malgré qu'on envoie à l'hôpital, les malades reconnus atteints. Mais il se manifeste quelquefois avec une telle brutalité que le nombre des morts devient effrayant. C'est ainsi que du 1er octobre 1897 au 31 décembre 1898, il aurait causé 671 décès pour 1.000.

Au Siam, les prisons ne sont guère plus confortables : mais en Birmanie, l'aménagement est mieux compris, et les prisonniers travaillent d'une façon satisfaisante, ce qui permet, à la prison, de réaliser quelques bénéfices. Ici, l'état sanitaire est convenable, et la mortalité ne dépasse pas 0,7 pour 100.

L'auteur termine son intéressant article par des considérations hygiéniques et pratiques des plus judicieuses, desquelles il ressort qu'au lieu d'utiliser péniblement les loisirs des prisonniers, il serait plus avantageux, après leur avoir assuré un confort hygiénique relatif, de leur apprendre un métier qui permettrait d'améliorer notablement les ressources du budget pénitentiaire, en même temps que de faciliter aux détenus, le retour à la vie sociale, après leur sortie de prison. (JEANSELME. *Revue d'hyg. et de police sanit.*, 1913, n° 2, février, p. 115.)

L. T

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

CAOUTCHOUC. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez	5 50		
Conakry Niggers	4 75	à	5 25
Soudan Niggers rouges	4 50		
Soudan Niggers blancs	4 25	à	4 50
Soudan lanières et plaques	5 ..	à	5 50
Soudan Manoh	4 ..	à	4 50
Lahou petits Cakes	3 75	à	4 25
Lahou Niggers	4 ..	à	4 50
Gambie A	3 ..	à	3 50
Gambie AM	3 ..	à	3 50
Gambie B	2 75	à	3 25
Bassam Lump	2 ..	à	2 50

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

Kasai rouge I	3 ..	à	3 50
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	2 50	à	3 ..
Kasai noir I	4 ..	à	4 25
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	3 ..	à	3 50
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	3 ..	à	4 ..
Mongala lanières	3 ..	à	3 50
Aruwini	4 ..	à	4 25
Wamba rouge I	3 25	à	3 75
Uelé	3 50	à	3 75
Détroits crêpe I	5 ..	à	5 50

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Algérie. — COMMERCE. — **L'importation des bœufs en Algérie.** — En raison du grand nombre d'animaux malades, arrêtés à leur importation dans différents ports algériens, M. le gouverneur général a interdit, par un arrêté du 27 octobre 1913, l'importation en Algérie des animaux de l'espèce bovine provenant de la métropole, et a remis en vigueur l'arrêté du 9 février 1912.

TRAVAUX PUBLICS. — **Le programme des travaux du département d'Oran.** — On sait que les délégations financières algériennes ont adopté le principe d'un emprunt de 300 millions pour l'exécution de travaux publics. Sur cet emprunt, il a été admis qu'une somme de 100 millions serait mise à la disposition de chaque département.

Appelé à examiner ce projet, le Conseil général d'Oran, tenant compte des disponibilités du fonds de réserve, a élaboré le programme suivant comprenant tous les travaux dont l'utilité est manifeste :

Travaux maritimes	25.800.000
Routes et chemins	34.100.000
Chemins de fer	77.785.000
Colonisation	9.800.000
Postes, télégraphes, téléphones	5.000.000
Enseignement professionnel et indigène	2.000.000
Forêts	1.000.000
Assistance publique	3.000.000
Total.....Fr.	158.085.000

Tunisie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel tunisien.*

29 *octobre.* — *Arrêté* du 20 octobre 1913 relatif à la taxe à percevoir sur les superphosphates exportés de Tunisie.

MINES. — **La taxe sur les superphosphates exportés.** — Par arrêté des directeurs généraux des finances et des travaux publics, la taxe à percevoir sur les superphosphates obtenus par la transformation des phosphates naturels et exportés de Tunisie est fixée à 0 fr. 25 par tonne.

CONFÉRENCE CONSULTATIVE. — **Ouverture de la session annuelle ordinaire.** — La séance ordinaire annuelle de la conférence con-

sultative a été ouverte le 11 novembre. A cette occasion, M. Alapetite, résident général, a prononcé un discours dans lequel il rappelle les travaux de l'année dernière et indique les questions nouvelles qui vont être soumises à la conférence.

Les principales réformes et les principaux travaux accomplis pendant l'année écoulée sont : la publication d'un code pénal tunisien, l'exonération de l'impôt de capitation pour les soldats tunisiens qui ont combattu au Maroc, l'achat de 21.000 hectares de terre pour la petite colonisation, la création d'une station expérimentale d'élevage qui, avec les créations analogues déjà réalisées, va constituer à la Tunisie un outillage scientifique agricole de premier ordre, un essai de sédentarisation des indigènes sur les terres domaniales du sud où des lots ont été mis à leur disposition pour planter des oliviers, un décret qui permet aux indigènes locataires des labours de devenir propriétaires-enzélistes et qui a déjà suscité de nombreuses demandes, la construction du chemin de fer de Gabès qui achève le réseau tunisien d'intérêt général.

Les réformes nouvelles sur lesquelles la conférence va avoir à se prononcer sont les suivantes : 1° l'abaissement de l'impôt de capitation de 18 à 15 francs. Le résident général a, en outre, fait prévoir un abaissement prochain qui ramènera le taux de l'impôt à 10 francs par tête ; 2° la modification du règlement minier qui comportera création de nouvelles taxes ; 3° l'approbation d'un projet de doublement de la voie de la ligne du Kef avec le concours des exploitations minières desservies par cette ligne ; 4° la création d'une chambre commerciale au tribunal de Tunis.

FINANCES. — **Vœux de la Conférence consultative.** — La commission des finances de la Conférence consultative a adopté les vœux suivants :

Vœu invitant l'administration à étudier les mesures propres à favoriser l'extension de la monnaie divisionnaire tunisienne ;

Vœu tendant à ce qu'un accord intervienne entre la direction des finances et les services du parquet, en vue d'obtenir l'exécution complète des jugements portant condamnation à des amendes dont la plus grande partie n'est pas payée actuellement au trésor et dont le montant serait utile au budget de l'assistance publique.

Maroc. — ACTES OFFICIELS. — *Bulletin officiel du protectorat.*

24 octobre. — *Arrêté résidentiel* du 16 septembre créant le cercle et le bureau de renseignements de Sefrou.

Arrêté résidentiel du 4 octobre créant le bureau de renseignements de l'Ouerra.

Arrêté viziriel du 15 octobre créant le corps des infirmiers de l'Assistance publique.

Arrêté viziriel du 15 octobre relatif à l'organisation d'un service anthropométrique.

AGRICULTURE. — **La valeur agricole du sol marocain.** — Tout le versant du pays avoisinant la côte Atlantique permet le développement de la culture intensive. Un climat humide, un sol extrêmement riche, formé des terres noires ou rouges, les *tir*, les *mtirsa*, les *hamri* ou les *remla*, qui ressemblent beaucoup aux *tchernoziem* de Russie, expliquent la fertilité de cette région qui comprend la Chaouïa. La superficie du *tir* dépasse 2.000 kilomètres carrés. Mais les prix de transport sont si élevés qu'on ne pourra cultiver avec profit ces étendues immenses, qui ont une profondeur, vers l'Est, de 50 kilomètres à partir de la côte, que lorsque des voies de communication seront établies. La région de Marrakech, une fois irriguée, pourra être livrée à la culture, ainsi que les plaines du Sous et du Tafilelt, Actuellement, le quart du Maroc est cultivable, mais il reste plus de 100.000 kilomètres carrés à fertiliser.

COMMERCE. — **Une exposition des produits du Maroc.** — Une exposition des principales marchandises qui se vendent ou s'achètent au Maroc a été organisée à Paris, sous le patronage du général Lyautey, résident général au Maroc, dans les locaux de l'office chérifien, galerie d'Orléans (Palais-Royal). Cette exposition, qui comprenait des tissus, des tapis, des ouvrages en cuir, produits de l'industrie indigène, constituait une documentation détaillée très précieuse, mise à la disposition de tous ceux qui sont appelés à traiter des affaires dans toute l'étendue du Protectorat.

Le marché de Debdou. — L'importance du marché de Debdou croit très rapidement. Les transactions ont été très animées au cours du mois d'août. Au marché du 13 août on a pu compter plus d'une centaine d'ânes chargés de sel qui apportaient cette denrée de Bou-Yagoubat. Le sucre y fait aussi l'objet d'échanges importants et les moutons amenés ont été également très nombreux. Par suite de l'affluence des indigènes qui viennent s'approvisionner sur ce marché, l'emplacement est devenu notoirement insuffisant. Un nouvel emplacement a été choisi, en dehors du Mellah et à proximité de l'infirmerie indigène. Bien que le siroco ait causé quelques dégâts dans les cultures fruitières et maraîchères, les Ksouriens continuent à ravitailler en pommes de terre les postes de l'avant, dans des conditions satisfaisantes.

CRÉDIT. — **Taux de l'intérêt.** — Par dahir du sultan en date du 8 octobre 1913, le taux légal des intérêts en matière civile et commerciale est fixé à 6 0/0; le maximum du taux des intérêts conventionnels en matière civile et commerciale est fixé à 12 0/0.

DÉMOGRAPHIE. — **Recensement de la population de Mazagan.** — Le dénombrement de la population de Mazagan au 1er juillet 1913, effectuée par les soins du vice-consulat de France, a donné les résultats suivants : Indigènes musulmans, 15.439; Israélites, 2.806; Français, 382; Espagnols, 276; Anglais, 145; Italiens, 124; Allemands, 21; divers, 49; soit au total 19.242 habitants. Depuis cette date, d'autre part, le nombre des Français s'est augmenté de 50 nouveaux venus; leur nombre doit donc être porté à plus de 430.

La population européenne de Salé. — Le recensement de la population européenne de la ville de Salé donnait, à la date du 30 septembre dernier, les chiffres suivants :

Français (non compris les militaires).....	163
Italiens.....	23
Espagnols.....	47
Allemands.....	2
Indigènes algériens.....	15
Total.....	250

Ces résultats, comparés à ceux du recensement du 24 mai dernier, montrent que le nombre des Français et des Espagnols n'a pas varié. Par contre le nombre des Italiens s'est accru de 12 unités.

GÉOGRAPHIE. — **La carte géologique et hydrographique du Maroc.** — L'Institut scientifique créé au Maroc et dirigé par M. le professeur Gentil aura un important travail de cartographie à entreprendre; la superficie du Maroc habitable étant égale aux deux tiers environ de celle de la France, il faudra un quart de

siècle pour mener à bien cette œuvre. Cependant, une carte géologique du pays est indispensable pour les travaux publics qui ont à faire des tracés de routes, de chemins de fer et devront se procurer sur place, à bon marché, des matériaux de construction. A un autre point de vue, l'étude de l'hydrogéologie, la connaissance des nappes souterraines, des émergences et des sources, est nécessaire; beaucoup de régions marocaines sont privées d'eau, et certainement des nappes artésiennes se trouvent sur le flanc sud de l'Atlas, actuellement soumis au régime désertique. Tout ce pays pourrait être assez facilement irrigué et livré à la culture.

La question la plus urgente est celle de l'alimentation des villes en eau potable. Pas une n'a de source captée, ni de canalisation ; par suite, la fièvre typhoïde sévit dans le Maroc entier. L'Institut des recherches scientifiques aura à déterminer les points d'eau à capter et à faire des analyses bactériologiques de cette eau.

INDUSTRIE. — **Une usine de matériaux de construction.** — Une usine pour la fabrication des matériaux de construction vient de s'installer au Maroc. Elle a pour but de préparer sur place, avec des produits bruts importés et des matières premières prises sur les lieux, des ciments, chaux hydrauliques, chaux grasses, briques, carreaux et autres matériaux.

MINES. — **L'avenir minier du Maroc.** — Quelques sondages, effectués dans diverses régions du Maroc, ont permis de se faire une première idée de la valeur minière du pays. On a trouvé dans les branches de l'Atlas, des affleurements de fer ; des terrains carbonifères ont été étudiés, mais sans charbon ; il n'existe pas de tourbières ; des suintements de pétrole existent et les conditions de gisement ont semblé être analogues à celles de la Galicie ; des eaux minérales circulent, paraît-il, dans la profondeur des roches, sans qu'on en ait encore trouvé.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique Occidentale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

23 *octobre.* — *Arrêté* du 5 octobre déterminant les conditions d'application du décret du 16 août 1912, portant réorganisation de la justice indigène en Afrique Occidentale Française.

1er *novembre.* — *Arrêté* du 18 octobre portant création du poste administratif de Birni-N'Koni (cercle de Madaoua).

Arrêté du 18 octobre portant création du poste administratif de Maradi (cercle de Madaoua).

JUSTICE. — **Réorganisation de la justice indigène.** — Le gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, par un arrêté du 23 octobre, vient de déterminer comme suit les conditions d'application du décret du 16 août 1912 Ce décret, applicable en toutes ses dispositions aux collectivités de race noire installées sur la rive droite du Sénégal, est rendu applicable aux collectivités de race maure sous les modifications ci-après. Dans les tribus sédentaires, les attributions du chef de village, telles qu'elles sont prévues à l'article 3 du décret, appartiennent au cadi ordinaire de tribu nommé par le commissaire du gouvernement général. Chez les maures sédentaires, les tribunaux de subdivision sont institués par arrêtés du commissaire du gouvernement général qui fixe leur siège et leur ressort. Les tribus maraboutiques et les tribus guerrières auront chacune leur tribunal de subdivision.

Les tribunaux de subdivision sont composés : de l'adjoint au commandant de cercle, pour la subdivision du chef-lieu du cercle, et, pour les autres subdivisions, du résident, président, assisté du cadi ordinaire de la tribu et d'un notable. Les assesseurs indigènes, choisis sur une liste établie par le commandant de cercle, sont nommés par le commissaire du gouvernement général ; communication des nominations est donnée aussitôt au procureur général. En cas d'absence ou d'empêchement de l'adjoint au commandant de cercle ou du résident, la présidence du tribunal de subdivision est exercée par un fonctionnaire ou agent européen, désigné par le commandant de cercle, sous réserve de l'approbation du commissaire. Les assesseurs ont voix consultative. Ils sont obligatoirement consultés. Mention en est faite dans le jugement à peine de nullité.

Tant en matière civile et commerciale qu'en matière répressive, si les parties en cause appartiennent les unes à une collectivité de race noire, les autres à une collectivité de race maure, le tribunal de subdivision est présidé par le résident assisté du président du tribunal de subdivision de la collectivité noire et du cadi du tribunal de subdivision de la collectivité maure. Tant en matière civile et commerciale qu'en matière répressive, si les parties en cause appartiennent les unes à une tribu maraboutique, les autres à une tribu guerrière, le tribunal de subdivision est présidé par le résident, assisté du cadi du tribunal de la tribu maraboutique et du cadi du tribunal de la tribu guerrière.

Chez les maures nomades, les juridictions instituées par les coutumes locales tiendront lieu des tribunaux de village et des tribunaux de subdivision. Les juges seront nommés par le commissaire du gouvernement général, sur la proposition du commandant de cercle. Lorsque seront en cause des nomades et des sédentaires, le tribunal de subdivision sera présidé par le résident assisté du cadi du tribunal de la tribu sédentaire et du magistrat compétent de la tribu nomade.

Le tribunal de cercle est composé du commandant de cercle, président, et de deux assesseurs indigènes désignés par le commissaire et choisis sur une liste de quatre cadis ou notables établie sur la proposition du commandant de cercle. Le commandant de cercle établit autant de listes différentes qu'il y a de collectivités dans le cercle possédant leurs tribunaux de subdivision spéciaux noirs, maures, nomades, maures sédentaires, maures marabouts, maures guerriers. Si les parties en cause appartiennent à la même catégorie, les deux assesseurs de cette catégorie doivent seuls siéger. Dans le cas contraire, chaque catégorie sera, autant que possible, représentée par un assesseur. Le tribunal de cercle peut siéger au chef-lieu d'une subdivision administrative sauf lorsque des Noirs sont seuls en cause. Le commandant de cercle peut, dans ce cas, déléguer la présidence du tribunal de cercle au chef de ladite subdivision.

La déclaration d'appel du commandant de cercle, prévue par l'article 14 du décret de 1912, doit être introduite dans le délai d'un mois à compter de la date du prononcé du jugement.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

23 *octobre.* — *Arrêté* du 19 octobre instituant les tarifs P. V. nos 5, 6, 7, 8, sur le chemin de fer de Thiès à Kayes.

CHEMINS DE FER. — **Les tarifs de transport des arachides.** — Un arrêté du 19 octobre, du gouverneur général, réglemente les tarifs de transport des arachides sur le chemin de fer de Thiès à Kayes :

1° Un tarif spécial P. V. n° 5 est applicable aux arachides, mil, maïs, riz originaires du pays.

Les prix par tonne et par kilomètre sont : de 0 à 50 kilomètres, 0 fr. 13 ; de 51 à 150 kilomètres, 0 fr. 065; de 151 à 300 kilomètres, 0 fr. 045; de 301 à 500 kilomètres, 0 fr. 03; au-dessus de 500 kilomètres, 0 fr. 02, manutention non comprise.

Les conditions d'application sont les suivantes : les expéditions devront être de 5 tonnes au minimum ou payer pour ce poids; les conditions 1, 2, 3, 4, 5, 6 du tarif P. V. n° 2 sont, en outre, applicables au présent tarif.

2° Un tarif spécial P.V. n° 6 est applicable des gares de Kaffrine, Malène-Hodar, Maka-Yop, Koungheul, Koumpentoum, Malème-Niani, Koussanar, Sinthiou-Malème et Tamba-Counda à celle de Kaolack. Le prix ferme par tonne d'arachides transportée est : de Kaffrine à Kaolack, 6 fr. 50; de Malème-Hodor à Kaolack, 8 francs; de Maka-Yop à Kaolack, 9 francs; de Koungheul à Kaolack, 10 fr.; de Koumpentoum à Kaolack, 10 fr. 50; de Malème-Niani à Kaolack, 11 fr. 20; de Koussanar à Kaolack, 11 fr. 80; de Sinthiou-Malème à Kaolack, 12 fr. 50; de Tamba-Counda à Kaolack, 13 fr., manutention non comprise. Les conditions des n°s 1 du tarif P. V. n° 5, 1, 3, 4, 5, 6 du tarif P. V. n° 2 sont applicables au présent tarif.

Guinée française. — COMMERCE. — **Réglementation du trafic du caoutchouc.** — Un arrêté du lieutenant-gouverneur interdit la saignée des essences à caoutchouc chaque année, pendant les mois de juillet, août et septembre. Pendant cette période d'interdiction ce produit ne pourra circuler dans la colonie que muni d'un certificat délivré par l'administrateur du cercle ou le chef de poste de la circonscription dans laquelle le caoutchouc a été récolté. En outre par un autre arrêté du lieutenant-gouverneur de la Guinée, l'exportationdu caoutchouc ne pourra désormais avoir lieu qu'après vérification du produit par le service des douanes.

Dahomey. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *octobre.* — *Arrêté* du 6 mai créant au Dahomey sous le nom de droit de pacage une taxe frappant les troupeaux d'origine étrangère transhumant sur les territoires du Dahomey.

Arrêté du 6 mai portant établissement au Dahomey d'un permis pour la pêche dans les fleuves et lagunes.

Arrêté du 4 juillet portant réglementation de l'abattoir à Porto-Novo et fixant les droits d'abattage.

Arrêté du 22 septembre concernant l'échange des colis postaux entre le Dahomey et la Nigéria du Sud.

Arrêté du 22 septembre au sujet du règlement provisoire des comptes d'exploitation du chemin de fer du Dahomey, 1er semestre 1913.

15 *octobre.* — *Arrêté* du 22 septembre portant que le devis général, réglant les conditions d'exécution des travaux publics au Sénégal, est rendu applicable à la colonie du Dahomey.

ADMINISTRATION. — **Police de la pêche au Dahomey.** — Un arrêté du lieutenant-gouverneur du Dahomey vient de décider que tout individu pratiquant l'industrie de la pêche dans toute l'étendue du territoire de la colonie, à l'exclusion de la pêche maritime qui reste libre, devra se munir d'un permis qui donnera lieu à la perception d'une taxe annuelle de un franc au profit du budget local. Est considérée comme pêche, la prise de poissons de mer ou d'eau douce, crustacés (crabes d'eau, crevettes, langoustes, langoustines, etc.), et mollusques (huîtres), quel que soit le moyen employé (lignes de surface, lignes de fond, chaluts, nasses, sennes, pièges à guillotine, barrages, pêche au fusil, au harpon, à la torche et à la main). Est également considérée comme pêche, la prise de poissons dans les viviers naturels de la région Sô-Ouémé.

AGRICULTURE. — **Droits de pacage sur les troupeaux des territoires étrangers.** — Les droits de pacage à percevoir sur les troupeaux venant pâturer dans les territoires du Dahomey, en provenance des pays étrangers, sont fixés comme il suit : 1/40 sur les moutons et chèvres; 1/60 sur les bœufs et ânes; 1/100 sur les chameaux. La valeur des animaux est déterminée par les mercuriales locales.

FINANCES. — **Le droit de timbre sur les billets de la Banque de l'Afrique Occidentale Française.** — Le droit de timbre dû par la Banque de l'Afrique Occidentale sur les billets à vue et au porteur par elle émis est fixé à cinquante centimes par 1.000 francs sur la moyenne semestrielle des billets en circulation au Dahomey.

NAVIGATION. — **Droits de circulation en lagune ou rivière.** — Un arrêté du 5 octobre réglemente les droits de circulation à percevoir au Dahomey sur les navires circulant en lagune ou rivière entre les ports intérieurs de la colonie et l'étranger.

Tous les navires, bateaux, chalands, surfboats, pirogues, circulant en lagune ou rivière entre les ports intérieurs de la colonie du Dahomey et l'étranger sont soumis au paiement d'une taxe de circulation perçue au profit du budget général et dont le tarif est fixé ainsi qu'il suit : 1° 1 fr. 25 par tonneau d'affrètement de marchandises ou de produits embarqués ou débarqués, pour les navires et autres embarcations à moteur et pour toute embarcation remorquée par un bateau à moteur ; 2° 1 franc par tonneau d'affrètement de marchandises ou de produits embarqués ou débarqués, pour tous les autres navires, bateaux, chalands, pirogues et autres embarcations non actionnés par un moteur.

Les embarcations affectées au service de la poste ou effectuant ce service en vertu d'une convention spéciale, celles des diverses administrations publiques ne se livrant à aucune opération commerciale, les pirogues indigènes construites d'un seul tronc d'arbre sans membrures et d'un tonnage inférieur à trois tonnes sont exemptées du droit de circulation. La taxe de circulation sera due pour les navires arrivant, au moment du dépôt du manifeste pour ceux quittant la colonie, en se faisant expédier. Par exception aux dispositions précédentes, les pirogues de plus de trois tonnes faisant un service de bac, au lieu de payer pour chaque voyage la taxe proportionnelle à leur tonnage devront acquitter mensuellement une taxe fixe de 5 francs. Le service des douanes est chargé de la perception de la taxe de circulation. Il en tient un compte spécial. Les capitaines de navires devront produire leurs connaissements et tous autres documents pouvant servir à contrôler le tonnage embarqué et débarqué à toutes réquisitions du service des Douanes.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *octobre.* — *Arrêté* du 22 avril créant un impôt sur la propriété bâtie à Grand-Bassam.

Arrêté du 22 avril créant un impôt sur la propriété non bâtie à Grand-Bassam.

Arrêté du 16 mai portant établissement d'un droit de pacage.

Arrêté du 16 mai portant création de droits de place sur les marchés de la Côte d'Ivoire.

Arrêté du 25 août portant ouverture du bureau de poste de Dabou au service des mandats métropolitains.

Rapport du 26 septembre à M. le gouverneur de la Côte d'Ivoire, sur la nécessité d'une organisation pour la préparation et l'écoulement du cacao produit dans les plantations indigènes.

Ordre de service du 28 septembre à l'administrateur commandant le cercle des Lagunes et au chef de service de l'agriculture, au sujet de la préparation en commun, à la station agricole de Bingerville, des graines de cacaoyer récoltées dans les plantations indigènes.

FINANCES. — **L'impôt sur la propriété foncière à Grand-Bassam.** — Un arrêté du 22 avril établit, à compter du 1er janvier 1914, un impôt sur la propriété bâtie dans toute l'étendue de la ville de Grand-Bassam et des agglomérations de France, Petit-Paris et Moossou, qui y sont rattachées. Cet impôt est fixé à 5 0/0 de la valeur locative des immeubles bâtis.

Par un autre arrêté rendu à la même date, il est établi, à compter du 1er janvier 1914, un impôt sur la propriété non bâtie dans toute l'étendue de la ville de Grand-Bassam et des agglomérations de France, Petit-Paris et Moossou, qui y sont rattachées. Cet impôt est fixé à 0 fr. 50 0/0 de la valeur des terrains.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique équatoriale française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'A. E. F.* — 1er *octobre.* — *Arrêté* du 22 août 1913 portant création de la subdivision de Nemdé (circonscription de l'estuaire du Gabon).

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de l'Afrique Equatoriale.** — La section de l'Afrique Equatoriale de l'*Union Coloniale*, s'est réunie le 29 octobre dernier sous la présidence de M. Chailley, député; M. le gouverneur général Merlin assistait à cette importante séance au cours de laquelle plusieurs questions ont été examinées.

En ce qui concerne tout d'abord l'emprunt de l'Afrique Equatoriale qui est actuellement soumis au Parlement, la Section a, à l'unanimité, émis le vœu qu'il soit approuvé par les Chambres dans le plus bref délai.

D'autre part, la Section a longuement délibéré sur les mesures nécessitées, en Afrique Equatoriale, par la crise actuelle du caoutchouc.

Elle a constaté que l'on a exagéré le caractère et les conséquences possibles de cette crise et que, dans la situation actuelle de la production et du marché, les entreprises congolaises ne sont, dans leur ensemble, pas plus éprouvées que la grande majorité des sociétés de plantations.

Elle a enregistré avec plaisir les mesures déjà décidées par le gouverneur général pour venir en aide aux colons (réduction du droit de sortie sur le caoutchouc de 0 fr. 60 à 0 fr. 30 par kilogramme; fixation du prix de rétrocession du caoutchouc d'impôt à 1 franc par kilogramme au lieu de 3 francs).

Elle a pris également acte des déclarations de ce haut fonctionnaire concernant : 1° la généralisation dans toute l'Afrique Equatoriale de la perception de l'impôt indigène, fixé uniformément à 5 francs par tête et par an; 2° le développement, grâce à l'influence morale des agents de l'administration, des habitudes laborieuses des populations. Elle a exprimé à M. le gouverneur général ses remerciements pour l'aide précieuse et éclairée qu'il apporte ainsi à la principale industrie de l'Afrique Equatoriale française, et décidé de se réunir de nouveau dans le courant de janvier 1914, pour étudier de concert avec lui les mesures que pourrait comporter la prolongation de la crise.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

4 *octobre.* — *Circulaire* ministérielle relative à l'examen d'aptitude aux fonctions judiciaires et métropolitaines.

Etats des exploitations minières pour le mois d'août 1913.

11 *octobre.* — *Décision* nommant les membres de la commission chargée d'examiner les plans de campagne des travaux à exécuter à l'aide de la main-d'œuvre prestataire.

Tableaux des concessions domaniales délivrées pendant le mois de septembre 1913.

ADMINISTRATION. — **Tournée du gouverneur général dans l'Ouest.** — Ainsi que nous l'avons annoncé, M. le gouverneur général Picquié a effectué, en septembre-octobre dernier, une longue tournée dans l'ouest de la colonie.

C'est avec une grande satisfaction que ce haut fonctionnaire, qui a reçu partout un accueil particulièrement chaleureux, a pu se rendre compte, par lui-même, des progrès de la sécurité et de la pacification dans les régions qu'il a traversées.

M. Picquié s'est rendu dans l'Ouest par les districts d'Antsirabe et de Betafo où des travaux d'hydraulique agricole améliorent les conditions, déjà favorables en elles-mêmes, de la culture du sol. En arrivant à Miandrivazo, le gouverneur général a examiné la possibilité d'étendre les bienfaits de ces travaux aux nombreuses vallées longitudinales de la nouvelle province civile de Morondava.

A Morondava, la visite de M. Picquié a été l'occasion de grandes fêtes.

Dans un grand kabary, le gouverneur expliqua aux indigènes l'œuvre toute d'humanité, de bonté et de justice que poursuivait la France à Madagascar. Rappelant les différentes institutions créées pour augmenter le bonheur et la prospérité des Malgaches, M. Picquié exposa la raison et la nécessité de l'impôt qui servait à développer ces institutions dont la surveillance du pays, la justice, l'assistance médicale, l'enseignement, les travaux publics, constituaient les manifestations les plus tangibles et les plus immédiatement utiles. Il ajouta que tous devaient contribuer à cette œuvre d'intérêt général et que l'impôt leur était demandé pour l'accomplir. M. Picquié affirma que les contributions ne seraient pas augmentées; que le passage à l'autorité civile de l'ancien cercle de Morondava n'avait apporté aucune modification et ne changerait rien à l'administration qui avait jusqu'à ce jour dirigé et guidé les indigènes. Le montant des impôts recuillis dans la province serait, comme précédemment, employé à des travaux utiles pour le pays et profitables à sa population.

Le gouverneur général termina son kabary en engageant les indigènes à s'unir, à s'aider, à travailler, dans un commun effort, à leur prospérité sous l'aide maternelle et sous la protection puissante de la France qui, en assurant à tous la tranquillité et la sécurité, assurait par là-même à chacun l'entière disposition du fruit de son travail, du produit de son épargne.

Le kabary de M. Picquié, interprété à la foule, fut longuement acclamé.

Le 20 septembre, M. Picquié procéda à l'inspection des divers services de la province et des bâtiments publics, à la suite de laquelle le gouverneur général prescrivit, outre divers travaux, l'étude d'un projet d'adduction d'eau à Morondava, fixa l'emplacement d'une école et d'un camp pour le casernement de la garde indigène.

Après avoir visité le camp des tirailleurs, dans l'après-midi, M. Picquié se rendait au vin d'honneur offert par la colonie européenne de Morondava. Au nom de celle-ci, M. Mallet remercia le gouverneur de sa visite et exprima quelques desiderata qui furent examinés et dont certains purent être solutionnés. M. Picquié exposa les grandes lignes du programme de travaux qu'il venait d'arrêter pour Morondava et la province. Il promit aux colons une aide prompte et efficace, et leur déclara que s'ils avaient été négligés dans le passé, ainsi qu'ils le disaient, ils ne seraient pas oubliés dans l'avenir et qu'il s'efforcerait de regagner le temps que les exigences de la pacification avaient fait perdre à la colonisation proprement dite.

Du 22 au 28 septembre, le gouverneur général a visité les postes militaires de Sérinam et d'Antsalova. Dans toute cette région, la population est laborieuse et tranquille : par les sentiments qu'elle a marqués à M. le gouverneur général, elle a témoigné d'un excellent état d'esprit.

A Maintirano, M. Picquié, soucieux de faire comprendre les principes dont s'inspire notre politique, indiqua aux indigènes, par des explications à leur portée, qu'ils satisferaient à la fois à nos exigences et à leurs intérêts en se confirmant dans leurs nouvelles habitudes de vie régulière et de travail. Ce kabary, tenu dans l'après-midi du 1er octobre, attira un grand concours de peuple et fut très écouté.

Dans la matinée du lendemain, M. Picquié visita les installations des services militaires et civils ; il décida la construction d'un hôpital indigène avec maternité annexée, d'une résidence et d'un camp pour les miliciens ; il arrêta lui-même les emplacements de ces diverses constructions.

Les marques d'intérêt et de bienveillance que M. Picquié a prodiguées aux indigènes au cours de sa tournée, les encouragements au travail et à la tranquillité fréquemment répétés dans ses kabary n'ont pas tardé à porter leurs fruits. L'une de leurs conséquences les plus intéressantes a été d'amener la soumission de rebelles réfugiés dans le massif de l'Antsingy. Ces soumissions marquent la fin d'une agitation qui nécessitait depuis l'occupation la présence de nombreuses troupes et cela n'a pas été un des moindres résultats de la tournée du gouverneur général. Dorénavant les habitants de cette partie de l'île vont pouvoir se livrer en toute sécurité à l'élevage et à la culture et jouir sans crainte du fruit de leur travail.

En quittant Maintirano, M. Picquié est rentré à Tananarive par Ankavandra et les régions de l'Itasy.

COLONISATION. — **Feuille d'informations agricoles et commerciales.** — Voici le sommaire du fascicule de septembre 1913 de la *Feuille d'informations* publiée par le gouvernement général.

La destruction des tiques dans les colonies de l'Océan Indien, par G. Carle, chef du service de colonisation.

Extrait du rapport du délégué du ministère des Colonies au deuxième congrès national du froid tenu à Toulouse en septembre 1912.

Au sujet du commerce des bananes. — (L'Egypte est presque exclusivement alimentée de ce fruit par les Canaries. Il semble que Madagascar puisse faire des exportations de bananes en Egypte, aucune condition commerciale ne paraissant entraver ce commerce.)

Projet d'adduction des eaux à Inhambane (Mozambique portugais).

Mercuriale des produits d'exportation en 1913.

COMMERCE. — **Chambre consultative de Tananarive** (Séance du 3 octobre 1913). — Au cours de sa séance du 3 octobre dernier, la Chambre consultative de Tananarive a notamment examiné les questions suivantes :

Retenues d'office faites par le Trésor sur les mandats de patentés. Saisie de plusieurs réclamations à ce sujet, la Chambre consultative, « considérant que les commerçants qui ont réclamé sont tous solvables ; que, d'une façon générale, les retenues d'office peuvent gêner les commerçants et porter atteinte à leur crédit et à leur considération ; que ces retenues ne sont prévues par aucun arrêté et ne peuvent être légalement faites qu'après sommations et commandement » a émis le vœu que le service du Trésor se conforme aux articles 32 et 35 de l'arrêté du 30 octobre 1909 pour la perception des patentes.

Abris pour marchandises pauvres. En raison du développement pris par les expéditions de produits, il arrive très fréquemment que les magasins de la gare de Tananarive sont insuffisants pour recevoir les marchandises qui sont présentées.

La Chambre a émis le vœu que l'administration fasse construire, le plus tôt possible, de nouveaux magasins ou hangars ; qu'elle crée dès maintenant des abris provisoires et qu'elle se munisse de bâches qui pourraient être mises à la disposition du public en attendant que les nouveaux bâtiments aient été construits.

Colis postaux. L'arrêté du 24 mars 1913 a fixé le prix du transport des colis postaux entre Tamatave et Tananarive à 100 francs la tonne. Ce prix est inférieur au transport des marchandises de 2e catégorie voyageant en petite vitesse. La Chambre consultative estime que si le chemin de fer doit favoriser le transport des marchandises pauvres, il n'en est pas de même en ce qui concerne les colis postaux, qui renferment presque toujours de la marchandise riche et déjà dégrevée des frais de débarquement, de transit, de dédouanement et autres frais supportés par le commerce local. La Chambre consultative a émis, en conséquence, le vœu que le tarif de transport des colis postaux entre Tamatave et Tananarive ne soit pas inférieur à celui des marchandises voyageant à la première catégorie.

Ce vœu est appuyé d'une série de considérants faisant valoir que le commerce de Tananarive, qui contribue pour une si large part à la prospérité des recettes du chemin de fer, est en droit d'en attendre aide et protection ; que l'administration doit se préoccuper de faciliter la tâche de ses contribuables en leur permettant de réaliser des bénéfices légitimes ; que le tarif de transport des colis postaux, qui n'est que de 100 francs la tonne de Tamatave à Tananarive, suscite à tous les commerçants une concurrence redoutable ; enfin, que ce tarif est inférieur à celui des marchandises en grande vitesse, inférieur aux marchandises en petite vitesse (1re catégorie), inférieur également aux marchandises de 2e catégorie en petite vitesse, et qu'il supprime de fait les diverses catégories.

Fraudes sur les peaux de bœufs. Un membre de la Chambre expose que les indigènes s'appliquent de plus en plus à frauder les produits qu'ils préparent et notamment les peaux. Dans certains endroits les préparateurs reviennent à leurs anciennes pratiques et chargent les peaux salées avec de la terre glaise, du quartz pilé et divers autres produits pour en augmenter le poids. Jusqu'à ces temps derniers, la préparation des peaux à l'arséniate de potasse, qui a pris dans la colonie un grand développement, avait dérouté les fraudeurs, et ces peaux avaient été classées en

première catégorie sur les marchés européens où elles trouvaient un écoulement facile à des prix très élevés.

Une nouvelle fraude vient d'éveiller la méfiance des acheteurs européens, tout en occasionnant de grosses pertes aux exportateurs locaux qui servent d'intermédiaires. Un grand nombre de peaux vendues comme étant préparées à l'arséniate de potasse ont été préalablement imprégnées de sel, de sucs végétaux et de corps gras, dans le but d'en augmenter le poids. Rien dans l'aspect de la peau ainsi préparée ne dénote la fraude dont la conséquence est cependant une augmentation de poids très sensible.

Etant donnés les cours actuels des peaux préparées à l'arséniate de potasse, cette fraude donne lieu à des vols importants et peut entraîner de grosses difficultés entre exportateurs et réceptionnaires. En outre elle discrédite un produit qui figure pour une très grosse valeur dans le chiffre des exportations de la colonie. Dans l'intérêt général il y a donc lieu de prendre immédiatement des mesures pour enrayer le mal, et de prévoir des sanctions graves contre ceux qui se rendront coupables de ces fraudes.

La Chambre estime que l'arrêté du 1er juillet 1904, que M. le gouverneur général propose d'appliquer dans la colonie, devrait être complété de façon à permettre de réprimer sévèrement toutes les fraudes qui deviennent de plus en plus fréquentes. Des avis devraient être insérés dans le *Vaovao* pour faire connaître aux indigènes l'intention formelle de l'administration de punir les fraudeurs. La loi sur les fraudes d'août 1905 devrait être promulguée à Madagascar, les pénalités prévues par celle du 17 mars 1855 étant insuffisantes. En attendant cette promulgation, l'arrêté du 1er juillet 1904 devrait être appliqué après avoir été remanié.

Taxe de consommation sur les pétroles employés par l'industrie. Un commerçant de Tananarive fait ressortir l'essor que pourrait prendre l'usage des moteurs à pétrole et les bénéfices qu'en retirerait l'industrie si les pétroles employés étaient détaxés du droit de consommation de 0 fr. 10 le litre qui les frappe.

Cette question se rattachant aux modifications à apporter en 1915 aux droits de consommation, la Chambre en renvoie l'examen à une des séances de l'année prochaine, pour l'étudier en même temps que tout le texte du futur décret.

MAIN-D'ŒUVRE. — **Réorganisation des Conseils d'arbitrage.** — Un décret du 22 octobre vient de réorganiser les Conseils d'arbitrage du travail indigène à Madagascar.

Ne pouvant, faute de place, le reproduire *in extenso* — il ne comprend pas moins de 36 articles — nous publions le rapport du ministre des Colonies qui expose l'économie de la réforme réalisée par la nouvelle réglementation :

« Dès l'année 1905, expose M. le ministre des Colonies, l'autorité locale cessa à Madagascar d'intervenir préventivement, par un contrôle direct et individuel des contrats d'engagement, dans les rapports entre les employeurs et les employés, et s'appliqua à faciliter le règlement des contestations auxquelles l'exécution des conventions de travail devait donner lieu. Sous le nom de conseils d'arbitrage, elle créa une juridiction spéciale, inspirée de l'institution métropolitaine des conseils de prud'hommes. Tel fut l'objet du décret du 22 octobre 1906, modifié sur des points de détail par les décrets du 19 novembre 1909 et du 20 juin 1910.

« Ces dispositions soulevèrent quelques critiques. Le nombre de ces tribunaux particuliers parut trop peu élevé eu égard à la superficie de la Grande Ile, les frais de procédure parfois disproportionnés avec l'importance minime du litige, l'entretien en prison, à la charge de l'Européen, de l'indigène condamné à la contrainte par corps, souvent trop onéreux, l'absence de régime disciplinaire pour les membres de ces juridictions, préjudiciables au bon fonctionnement de celles-ci. Nul doute que si ces quelques défectuosités venaient à disparaître, ces conseils d'arbitrage ne deviendraient d'un accès plus facile et d'un usage plus répandu.

« Le présent projet de décret a pour but d'apporter à cette institution, les modifications dont la pratique a montré l'utilité et l'opportunité. »

MINES. — **Découverte de gisements de phosphates.** — Un gisement de nodules et de fossiles phosphatés vient d'être découvert à Madagascar, dans la province de Maevatanana. Différents échantillons ont été envoyés au laboratoire de chimie à Tananarive et leur analyse a démontré que leur teneur en phosphate de chaux variait entre 43 et 50 0/0.

L'étage de phosphate découvert près d'Ambato-Boéni doit également se trouver sur d'autres points de la colonie ; des recherches sont à l heure actuelle effectuées dans ce sens.

Le rôle important que joue dans la fertilisation des sols l'acide phosphorique apportera, si les découvertes répondent aux espérances, une nouvelle et grande contribution au développement agricole de la colonie.

Le graphite à Madagascar. — Le développement considérable pris l'année dernière par la recherche du graphite, s'est encore accru pendant le premier semestre de l'année 1913.

A côté des régions déjà connues pour recéler des gisements de ce minerai, de nouvelles découvertes ont mis à jour, dans le district d'Ambilobe, des mines de graphite dont la teneur en carbone, au tout venant, dépasse 40 0/0. La présence de ce minerai sur quelques points de cette contrée qui, jusqu'à ces derniers temps, ne comportait aucun bornage, a attiré l'attention des prospecteurs.

On signale, d'autre part, dans la province de Farafangana, la découverte récente de gisements importants de graphite riche et à grosses paillettes.

D'une façon générale, le nombre des bornages, pour le graphite, augmente d'une façon très appréciable. Alors que, pendant le le deuxième trimestre 1911, le nombre des bornages reçus était de 136 et de 192 pendant la même période de 1912, on trouve, pour le deuxième trimestre 1913, 673 déclarations. Depuis le commencement de l'année 1913, il a été déclaré 1.013 bornages, ce qui porte à 1.478 le nombre total des bornages existant au 30 juin 1913.

Comparativement à l'exportation du premier semestre 1912, l'exportation pendant les six premiers mois de l'année accuse une augmentation très importante. La quantité de graphite exportée pendant le premier semestre 1912, était de 1.120.863 kilogrammes. Pendant le premier semestre 1913, elle atteignait 2.406.256 kilogrammes, soit une différence de plus de 1.285 tonnes.

La valeur des expéditions, pendant le premier semestre 1912, était de 312.158 francs. Pendant le premier semestre 1913, elle s'élevait à 1.051.700 francs, soit une plus-value de 739.542 francs.

Il existe actuellement six usines de raffinage.

Les cours du graphite se maintiennent, d'après la teneur en carbone et la grosseur des paillettes, entre 400 et 800 francs la tonne.

Le grand nombre des gisements de graphite reconnus et déjà en exploitation à Madagascar, ainsi que la qualité de minerai semblent devoir mettre bientôt cette colonie en excellente place parmi les producteurs de graphite. Les résultats obtenus depuis les premières découvertes, les travaux entrepris pour l'extraction plus

méthodique et plus rationnelle qui permettront d'élever encore le chiffre de production font espérer un sérieux avenir à l'industrie du graphite à Madagascar.

Travaux publics. — **Le canal de l'Ivondro à Tamatave.** — Nous apprenons que les études du canal de l'Ivondro à Tamatave sont terminées. Elles ont été très activement poursuivies. Les deux tracés qui pouvaient être envisagés ont été étudiés concurremment.

Le premier comporte l'utilisation de l'ancien canal de Radama qui, partant du Manangareza, à Tamatave, va rejoindre le Tapakala et avec lui l'Ivondro. Mais, l'exécution de ce projet étant rendue très difficile par la présence d'un pont au point où le T. C. E. traverse cette rivière, les Travaux publics ont été amenés à étudier un second tracé qui emprunte également le lit du Manangareza et de l'ancien canal de Radama jusqu'à l'intersection du chemin de fer. De là, il se dirigerait à droite, vers l'ouest, pour atteindre, après avoir traversé une suite de marais et de lagunes, la rivière Vorinkia, affluent de l'Ivondro, qui est navigable jusqu'à son point de rencontre avec le canal.

Ce tracé nécessitera évidemment des travaux de terrassement beaucoup plus importants que le premier. Il sera plus coûteux. Les avantages qui en résulteront compenseront ce surcroît de dépenses. Cette voie fluviale permettra, en effet, le développement de riches terres de cultures actuellement inutilisées et dont elle drainera les produits. Ce sont là des résultats précieux à atteindre et qui n'ont pas échappé à l'attention du chef de la colonie.

AMÉRIQUE

Martinique. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

27 *septembre.* — *Arrêté* du 25 septembre promulguant la loi du 5 août 1913 qui modifie le régime douanier des produits coloniaux importés en France.

Guyane. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

4 *octobre.* — *Arrêté* du 27 septembre portant promulgation de la loi du 5 août 1913, modifiant le régime douanier des produits d'origine coloniale.

18 *octobre.* — *Arrêté* du 9 octobre portant institution du comité consultatif des mines.

Navigation. — **Dispense des formalités de francisation.** — Un arrêté du gouverneur par intérim dispense des formalités de la francisation certaines catégories d'embarcations comprenant notamment les canots dépendant d'un navire, les bâtiments appartenant aux administrations, les bateaux de plaisance jaugeant moins de 10 tonneaux, etc.

Dispense du permis de navigation ou de circulation. — Un arrêté du gouverneur par intérim dispense du permis de navigation ou de circulation les embarcations de moins de 30 tonneaux appartenant aux indigènes du pays, exclusivement employées à leur usage personnel et au ravitaillement des placers, lorsque l'équipage ne comprend aucun inscrit maritime ou que la navigation pratiquée ne peut être considérée comme une navigation exercée à titre professionnel.

Saint-Pierre et Miquelon. — Navigation. — **Commissions de visite de sécurité.** — L'administrateur-résident de Saint-Pierre et Miquelon a pris un arrêté rendant applicables aux navires bénéficiant des primes aux grandes pêches, avant leur port d'attache dans la colonie, et les arrêtés 235-236 du 26 août 1913, relatifs à la constitution des commissions de visite de sécurité de la navigation maritime.

ASIE

Indochine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

25 *septembre.* — *Loi* du 25 août relative à l'établissement du régime douanier colonial (promulguée le 23 septembre 1913).

Circulaire ministérielle du 7 août au sujet de la procédure à adopter en matière de déchéance domaniale.

2 *octobre.* — *Arrêté* du 26 septembre constituant le gouverneur de la Cochinchine et les résidents supérieurs au Tonkin, en Annam et au Cambodge, sous-ordonnateurs du budget de l'Etat.

Arrêté du 26 septembre complétant l'article 31 de l'arrêté du 18 novembre 1900 sur la navigation fluviale en Indochine.

Arrêté du 27 septembre déléguant au directeur des finances les pouvoirs du gouvernement général en qualité d'ordonnateur secondaire du budget de l'Etat.

Extrait d'un *arrêté* du 26 septembre portant approbation du programme des travaux relatifs à la remise en état du baliseur *Maria-Lopez*.

6 *octobre.* — *Circulaire* du 29 septembre au sujet de la vulgarisation des notions d'hygiène dans les écoles et les corps de troupes.

Règlement du 29 septembre relatif à la circulation des automobiles en Indochine.

Arrêté du 29 septembre portant annulation de deux crédits restant disponibles dans le budget d'emprunt de 53 millions.

Extrait d'une *décision* du 27 septembre mettant une avance de 3.000 piastres à la disposition de M. Lemarié pour l'application aux soies indigènes des procédés de tissage français.

Finances. — **Les recettes du budget général en 1913.** — M. le gouverneur général de l'Indochine vient de faire connaître au ministre des Colonies que les recettes des quatre premiers articles du budget général au 31 octobre, s'élèvent à 32.044.003 piastres. La plus-value sur les dix premiers mois est de 2.894.253 piastres et la plus-value sur la période correspondante de l'exercice 1912 est de 1.204.526 piastres.

Finances. — **Minimum disponible des caisses de réserve.** — Un arrêté du ministre des Colonies et du ministre des Finances, du 4 novembre 1913, décide que le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles des caisses de réserve de l'Indochine est fixé ainsi qu'il suit, pour une période de trois années :

	Piastres
Caisse de réserve du budget général	500.000
Caisse de réserve de la Cochinchine	250.000
Caisse de réserve de l'Annam	300.000
Caisse de réserve du Cambodge	200.000
Caisse de réserve du Laos	150.000
Caisse de réserve du Tonkin	400.000

Hygiène. — **Prophylaxie des maladies endémo-épidémiques.** — Le gouverneur général de l'Indochine vient d'adresser aux résidents supérieurs la circulaire suivante relative à l'alimentation des villes et villages en eau potable de bonne qualité :

Par ma circulaire du 14 janvier dernier ayant trait à la prophylaxie des maladies endémo-épidémiques, j'appelais tout particulièrement l'attention des autorités administratives et sanitaires sur l'intérêt capital qu'il y a à faire l'éducation des populations indigènes touchant les multiples inconvénisnts qui résultent de la

consommation d'eau de mauvaise qualité, et le rôle capital de ces eaux dans la propagation des maladies, notamment du choléra, de la fièvre typhoïde, des parasites intestinaux, etc...

Les principes d'hygiène ayant trait à cette question auront d'autant plus de chance d'être acceptés et compris, qu'ils seront présentés sous la forme de leçons de choses.

Or, si cette question de l'eau semble avoir préoccupé quelques rares résidents ou administrateurs de provinces, beaucoup d'entre eux paraissent s'en être désintéressés, à peine s'il en est question dans les rapports sanitaires.

Je ne saurais trop vous répéter que j'attache une importance capitale à ce que cet important problème soit étudié avec soin aussi bien pour les grands centres que pour les petites agglomérations. Le programme tracé dans la circulaire précitée est suffisamment explicite pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir.

Afin de me mettre en mesure de juger de l'effort réalisé dans le sens indiqué, je vous prie d'inviter chaque chef de province à vous adresser, d'accord avec le médecin, un rapport relatant :

1° Ce qui a été fait dans les grands centres et dans ceux de moyenne importance, ou même dans les petits centres ;

2° Ce qui reste à faire pour arriver à une réalisation à peu près satisfaisante du programme ;

3° Il sera dressé en quelque sorte une carte de l'alimentation en eau potable des centres de la province ; sources captées ou a capter, adduction d'eau de rivière, puits creusés, protégés et réservés uniquement en vue de l'alimentation, etc., le problème sera envisagé sur toutes les faces.

Si quelques-uns de ces travaux nécessitent un effort budgétaire important pour les grands centres, il ne saurait en être de même pour les villages déjà munis de puits qu'il suffirait simplement de protéger et de placer sous la sauvegarde des autorités indigènes.

NAVIGATION. — **Police de la navigation fluviale.** — Un arrêté du 26 septembre dernier, complétant l'article 31 de l'*arrêté* du 18 novembre 1900 sur la navigation fluviale en Indochine, prescrit que tout vapeur devra avoir à bord, en tout temps, en plus de l'armement obligatoire : 1° deux fanaux sphériques blancs pour mouillage (éclairage 360°) ; 2° deux fanaux verre rouge pour avarie (éclairage 360°) ; 3° deux fanaux de route bâbord et tribord (vert et rouge), éclairage 90° ; 4° deux fanaux blancs de route (avant et arrière), éclairage 220° ; 5° une barre franche pour manœuvre de gouvernail en cas de rupture des drosses.

Annam. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

29 *septembre.* — *Arrêté* du 23 septembre modifiant l'article 7 de l'arrêté du 1er août 1911, fixant les conditions de la fabrication, de la vente et du port des armes et munitions en Annam.

Arrêté du 25 septembre ouvrant à l'exploitation pour le service des voyageurs et des marchandises, la section Song-mao-Tourcham de la ligne Saigon-Khanh-hoa-Lang-bian.

2 *octobre.* — *Arrêté* du 26 septembre portant création d'un réseau téléphonique dans les centres de Tourane et Faifo.

ADMINISTRATION. — **Permis de port d'armes de chasse.** — Le gouverneur général vient de réglementer à nouveau le port des armes de chasse par des indigènes et Asiatiques en Annam. Un arrêté du 23 septembre 1913 modifie l'article 7 de l'arrêté du 1er août 1911 sur ce point. Désormais des permis modèle n° 3 peuvent être délivrés aux intéressés par le résident chef de la province et le résident-maire de Tourane. La redevance annuelle à percevoir pour la délivrance de ce permis est fixée à 10 piastres; le renouvellement annuel donnera lieu à la perception d'un droit de 5 piastres. Dans la province de Kontum, les droits à percevoir tant pour la délivrance que pour le renouvellement des permis d'armes de chasse, sont déterminés par un tarif variable suivant la nature des armes (Fusils à pierre ou à piston à un seul coup, délivrance, 2 piastres ; renouvellement, une piastre. — Fusils à pierre ou à piston à deux coups, fusils à percussion centrale ou à broche à un seul coup : délivrance, 5 piastres ; renouvellement, 3 piastres). Pour les armes d'une autre nature que celles énumérées ci-dessus, la taxe est fixée à 10 piastres pour la délivrance et à 5 piastres pour le renouvellement.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

2 *octobre.* — *Arrêté* du 27 septembre prescrivant la conservation dans les bureaux des administrateurs, chefs de province en Cochinchine, des doubles originaux des actes comportant mutation ou constitution de droits réels en matière immobilière,

Extrait d'un *arrêté* du 26 septembre autorisant l'exécution en régie des travaux d'assainissement de la plate-forme de la nouvelle gare de Saigon.

16 *octobre.* — Extrait d'un *arrêté* du 13 octobre fixant les prix maxima auxquels les distillateurs établis en Cochinchine, autres que la Société française des distilleries de l'Indochine, livreront à la régie le produit de leur fabrication.

ENREGISTREMENT. — **Actes indigènes relatifs à des immeubles.** — En vertu d'un arrêté du 27 septembre dernier, les doubles originaux des actes énumérés à l'article 8 de l'arrêté du 13 novembre 1900, portant réglementation de l'enregistrement des actes indigènes, doivent, dans tous les cas, être conservés au bureau de l'administrateur chef de province, conservateur de la propriété indigène du lieu où sont situés les immeubles. A cet effet, il est prescrit aux receveurs de l'enregistrement d'adresser à la fin de chaque journée à l'administrateur compétent qui leur en donnera décharge, les doubles originaux de ces actes enregistrés par eux. Lorsque ces actes concernent des immeubles situés dans des provinces différentes, les receveurs doivent, dans les mêmes conditions, en faire parvenir les doubles à l'administrateur chef de la province où se trouvent les immeubles les plus importants et adresser aux chefs des autres provinces une copie conforme desdits actes. Dans les provinces où l'enregistrement a lieu au bureau du chef de province, ce dernier est chargé d'envoyer à ses collègues intéressés la copie prévue par le nouvel arrêté.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

29 *septembre.* — *Arrêté* du 23 septembre relatif à l'exécution de la triangulation du delta du Tonkin.

Arrêté du 23 septembre fixant le tarif applicable aux trains-tramways de Yên-viên à Dap-Cau.

Extrait d'une *décision* du 22 septembre fixant le prix de vente du sel dans le magasin de la Régie située aux îles Gow-tow.

2 *octobre.* — *Arrêté* du 26 septembre portant virement d'un crédit de 1.013 piastres 42 entre les chapitre I et II du budget local du Tonkin.

6 *octobre.* — *Arrêté* du 1er septembre autorisant les habitants des villages inondés du Tonkin à couper, dans les forêts domaniales, les bois, bambous, et feuilles de latanier qui leur sont nécessaires pour la reconstruction de leurs maisons.

CADASTRE. — **La triangulation du delta du Tonkin.** — Un arrêté du 23 septembre dernier vient de charger le service géographique de l'Indochine et le service du cadastre du Tonkin de l'exécution de la triangulation du delta du Tonkin en vue du cadastrage, dans les conditions suivantes :

Le service géographique de l'Indochine exécutera la triangulation générale comprenant les réseaux du premier, deuxième et

troisième ordres. Cette triangulation devra fournir, en moyenne, un point par 625 hectares, c'est-à-dire que la distance moyenne entre deux points voisins, sera de 2.500 mètres.

Le service du cadastre du Tonkin exécutera la triangulation cadastrale dite « de quatrième ordre », greffée sur les points de tous ordres du service géographique de l'Indochine, de manière à fournir, en moyenne, un point par kilomètre carré.

Établissements français dans l'Inde. — FINANCES. — **Budget de l'exercice 1914.** — Le budget du service local des Etablissements français dans l'Inde, pour l'exercice 1914, a été arrêté définitivement, en recettes et en dépenses, à la somme de 1.907.000 roupies.

Règlement de l'exercice 1912. — Le résultat général du budget des Etablissements français dans l'Inde, pour 1912, s'établit comme suit :

	Roupies
Recettes	1.932.038 512
Dépenses	1.683.102 833
Excédent de recettes sur les dépenses versé à la caisse de réserve du service local	248.935 679

OCÉANIE

Etablissements français dans l'Océanie. —

ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *octobre.* — *Arrêté* du 13 septembre 1913 modifiant l'arrêté du 2 décembre 1903 qui réglemente le pilotage libre dans la colonie.

Arrêté du 13 septembre remplaçant celui du 25 octobre 1911 qui fixe les obligations des pilotes à l'égard des navires exonérés des droits de pilotage.

Arrêté du 13 septembre modifiant la taxe sur l'eau distribuée aux aiguades des quais.

Arrêté du 13 septembre concernant la tenue des rôles d'équipages.

Arrêté du 13 septembre divisant le lagon des Gambier en trois secteurs et désignant le secteur ouvert pendant la saison de plonge 1913-1914.

Circulaire à MM. les armateurs et capitaines des navires fréquentant le port de Papeete.

15 *octobre.* — *Arrêté* du 4 octobre déterminant le mode et les formalités du bornage des terres de la colonie.

Arrêté promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 20 juillet 1913 fixant à 40.000 kilogrammes la quantité de vanilles originaires des Etablissements français de l'Océanie à admettre en détaxe dans la Métropole au cours de la campagne 1913-1914.

Arrêté instituant la commission de la première visite des navires ayant leur port d'attache en France ou en Algérie.

Arrêté prolongeant la période de plonge dans l'île de Takume, du 1er au 15 décembre 1913.

Arrêté rapportant l'article 3 de l'arrêté du 24 mai 1910 assujettissant à une patente spéciale toute entreprise d'exploitation de phosphates installée dans les Établissements français de l'Océanie.

NAVIGATION. — **Monopole de pavillon.** — Un décret, en date du 29 octobre 1913, inséré au *Journal Officiel* du 4 novembre, décide que la navigation d'un port à un autre de la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances est réservé au pavillon national, sauf les exceptions ci après :

Les navires étrangers de provenance extérieure peuvent être autorisés à se rendre sur différents points de la côte pour y effectuer leurs opérations dans les conditions fixées par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Lorsque des autorisations de l'espèce seront accordées à des navires étrangers, elles pourront donner lieu à une taxe spéciale dont l'assiette et le taux seront fixés conformément à la législation locale.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE

THE AFRICAN SILK CORPORATION LTD. — *Les soies sauvages de l'Afrique.* Leur importance pour l'industrie textile en général et pour le développement économique du continent noir en particulier. — In-8° de 20 pages avec une carte hors texte. Au siège de la Compagnie Maxvell House, Arundel street, London W. C. 1913.

E. J. ASTRUC. — Les pratiques révulsives chez les musulmans de l'Afrique du Nord. Thèse pour le doctorat en médecine, présentée et soutenue publiquement par l'auteur, en décembre 1912, devant la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Toulouse. — In-8° de 68 pages. J. Marqueste, librairie, Toulouse 1912.

ERNEST E. AUSTEN. — *The House-Fly as a Danger to Health its.* Life-History and how to Deal with it. — In-8° de 12 pages. British Muséum, London 1913.

CYRIL DUTHU. — *De la prophylaxie du choléra.* Thèse pour le doctorat en Médecine, présentée et soutenue publiquement par l'auteur en décembre 1912, devant la Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Toulouse. — In-8° de 91 pages. G. Mollat, éditeur, Toulouse 1912.

GERRIT S. MILLER. — *Catalogue of the mammals of Western Europe* (Europe exclusive of Russia) in the collection of the British Museum. — In-8° de XV-1019 pages. British Museum (Natural History), Cromwell Road, S. W., London 1912.

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL. — *Compte rendu de la session tenue à Londres les* 6, 7 *et* 8 *mai.* — In 8° de 602 pages. Prix : 15 francs. Augustin Challamel, 17, rue Jacob, Paris 1913.

Bureau de l'Institut pour la période 1913-1914. Liste des membres de l'Institut. Statuts. Règlement. *Séances du* 6 *mai* 1913, MATIN : discussion de la question « organisation du service d'hygiène et de médecine et organisation médicale indigène ». APRÈS-MIDI : « Les impôts directs dans les colonies. » Discussion de la question « Les emprunts coloniaux ». *Séances du* 7 *mai* 1913, MATIN : discussion de la question « De l'exécution dans la métropole des jugements rendus par les tribunaux coloniaux en matière civile, commerciale et répressive ». De la question « Quelle doit être l'attitude des gouvernements vis-à-vis des missions ? » APRÈS-MIDI : « Quelle doit être l'attitude des gouvernements vis-à-vis des mission ? », suite de la discussion. *Séance du* 8 *mai* 1913 : « Quelle doit être l'attitude des gouvernements vis-à-vis des missions ? », suite de la discussion. Discusion de la question « Quelles sont les dispositions à prendre pour obtenir la collaboration des chefs indigènes à l'administration et au gouvernement des colonies ». — Recueil international de législation coloniale. Rapport sur les emprunts coloniaux, par M. le Dr Fock. — Rapport sur les dispositions à prendre pour obtenir la collaboration des chefs indigènes à l'administration et au gouvernement des colonies, par M. le Dr J.-H. Abendanon. — Rapport sur l'enseignement colonial dans la métropole, par M. H. Froidevaux.

INSTITUT COLONIAL DE MARSEILLE. — *La production des possessions françaises en 1911 et 1912.* — 1 broch. gr. in-8° de 84 pages.

Prix franco : 3 francs. Institut Colonial de Marseille, 5, rue Noailles, Marseille.

L'Institut Colonial de Marseille, qui a récemment fait connaître les chiffres inédits établis par ses soins du commerce total des possessions françaises en 1911 et en 1912, vient de publier une notice importante sur leur production pendant ces deux années.

Le Conseil d'administration de cet Institut avait décidé, en 1910, de publier tous les ans une notice résumant la situation économique des possessions françaises pendant l'année précédente. Il lui avait paru à cette époque que ce travail serait nécessaire tant qu'une publication officielle ne s'en acquitterait pas dans les délais normaux et les plus courts possibles.

C'est ainsi que l'Institut Colonial de Marseille a publié, en 1911, une première notice relative à l'année 1910. En 1912, il lui a été complètement impossible de réunir de même les chiffres et renseignements relatifs à l'année 1911, parce qu'ils n'étaient pas tous publiés.

Il a pris alors le parti de se borner à l'étude des exportations, considérant que l'essentiel était de connaître le développement pris par la mise en valeur de nos colonies et les variations de leur puissance d'achat ; l'importance seule des importations augmente et diminue parallèlement à celle des exportations dans les circonstances normales, mais leur nature ne varie guère. On peut donc, en ce qui concerne les importations, se contenter dans une certaine mesure de la publication qui en est faite assez tardivement par l'Office Colonial.

Pour connaître les exportations, l'Institut Colonial de Marseille a adressé à chaque colonie des tableaux dans lesquels étaient indiqués pour chacune d'elles leurs principaux produits. Leurs gouverneurs ont bien voulu les retourner remplis. Ces indications forment la base de la notice ; elles ont été complétées à l'aide de rapports officiels publiés à ce jour soit par les soins de l'Office Colonial, soit par le *Journal officiel* de la République française, soit par les colonies elles-mêmes et par la documentation de l'Institut Colonial.

M. Emile Baillaud, secrétaire général de l'Institut Colonial, a fait précéder cette étude d'une introduction dans laquelle il recherche comment on pourrait assurer en temps utile la publication des rapports annuels sur la situation économique des colonies et des statistiques qui paraissent actuellement avec au moins deux ans de retard.

L. DE LAUNAY. — *La Turquie que l'on voit.* — In-16, illustré de 60 gravures et de 2 cartes. Prix : relié toile, 5 fr. 50, broché, 4 francs, Hachette et Cie, éditeurs, Paris 1913.

Au sortir de sa guerre avec l'Italie, en lutte contre la péninsule entière des Balkans ; écrasée, d'abord, par les alliés, puis profitant de leurs dissensions pour ressaisir une partie, au moins, des territoires perdus, la Turquie n'a cessé, depuis deux ans, de se trouver au premier plan de l'actualité. Voici un livre de voyage et d'étude qui du fait d'avoir été écrit par un observateur sagace, nous apporte de l'Empire du Croissant des nouvelles fraîches et pour la plupart inédites.

M. de Launay, avec sa connaissance et son sens habituel des gens et des choses de l'Orient, et avec pittoresque, nous montre, la Turquie en pleine activité moderne, mais ayant, cependant, conservé le plus possible de son passé et y puisant ce qui fait l'originalité de sa vie, vie exaltante qui est une fête continuelle pour les yeux du voyageur.

Riche d'observations artistiques et d'informations historiques et sociales, ce livre intéressera tous les curieux de l'Orient ; il pourra même leur servir de guide, s'ils veulent visiter la Turquie, à cause de la précision des renseignements, et de la fidélité des photographies nombreuses qu'il renferme.

R. LYDEKKER, F. R. S. — *Catalogue of the Heads and Horns of Indian big game bequeathed by A. O. Hume*, C. B., to the British Museum. — In 8° de XVI-45 pages. British Museum. (Natural History), Cromwell Road, S. W., London 1913.

MINISTÈRE DES COLONIES. — *Guinée française.* — Mouvement du commerce de la colonie pendant l'année 1912. Mouvement de la navigation en 1912.

Etablissements français dans l'Inde. — Mouvement du commerce de la colonie pendant l'année 1912, octobre 1913.

Etablissements français de l'Océanie. — Mouvement du commerce de la colonie pendant l'année 1912. (*Bulletin de l'Office colonial*, octobre 1913.)

MINISTERO DELLE COLONIE. — *Note di patologia Etiopica.* Relizioni sulle condizioni sanitaire delle regioni degli Uollo e di Gondar, a cura dei Dottori Domenico Brielli, Vittorio Calô et Amleto Bevilacqua. — In-8e de 88 pages. G. Bertero E. C. Impr Roma 1913.

JACQUES PÈNE. — *Contribution à l'étude des troubles mentaux par insolation.* Psychoses solaires durables et psychoses solaires tardives. Thèse pour le doctorat en médecine, présentée et soutenue publiquement par l'auteur en juillet 1913, devant la Faculté de Toulouse. — In-8° de 62 pages, G. Mollat, éditeur, Toulouse 1913.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

L'*Agronomie tropicale.* — Les premières explorations et l'agriculture ancienne de la région du Manyéma et du Katanga (Congo belge, septembre 1913.)

B. AUERBACH. — Le pangermanisme. Son organisation, son action. (*Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1913.)

L. AUROUSSEAU. — Le temple de la littérature de Hanoi. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

BIARD D'AUNET. — Chronique des affaires extérieures. (*Revue des Français*, 30 octobre 1913.)

R. DE B. — Lettre du Maroc. (*La revue parlementaire de l'Afrique du Nord*, novembre 1913.)

COLONEL BARATIER. — L'armée noire. (*Souvenir africain*, 30, rue Lhomond, Paris octobre 1913.)

A. BAUDON. — Les cultures vivrières dans le Haut Gribingui. (*Bulletin de la Société nationale d'Acclimatation*, 1er octobre 1913.)

RAYMOND BEL. — Le port de Papeete, capitale de Tahiti, future grande escale du Monde. (*Le Tour du Monde*, 1er novembre 1913.)

HENRY BÉRANGER. — Bulletin politique. (*La revue parlementaire des colonies de l'Afrique du Nord*, novembre 1913.)

BESNARD. — Les intérêts français en Orient. (*Bulletin de la mission laïque française*, août-septembre 1913.)

BETTOLO. — Politica coloniale ed extera et preparazione navale dell Italia secondo l'on. (*Revista coloniale*, 15 octobre 1913.)

JULIEN BILMEYER, S. J. — Mission du Bengale. (*Missions belges*, octobre 1913.)

Dr DOMENICO BRIELLI. — Note di Patologia Etiopica. (*Officio di studi coloniali*, ministère des Affaires étrangères, G. Bertero E. C., via Umbria, Roma 1913.)

A. J. DE BRAY. — Un office canadien du Commerce extérieur. (*Revue économique canadienne*, septembre 1913.)

Bulletin de Colonisation comparée. Le protectorat de l'Afrique Orientale britannique 1911-1912 (20 octobre 1913.)

Bulletin Société belge d'Etudes et d'Expansion. — Lettre ouverte aux planteurs de caoutchouc d'Orient. (Octobre 1913.)

Bulletin de statistique agricole. — Statistique du bétail en Australie. (Institut international d'agriculture, Rome, octobre 1913.)

HENRI BOBICHON. — A propos du sultan Sémio. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

PAUL BOURDARIE. — La nouvelle Turquie. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

V. Buonomo. — Il valore commerciale dell' Africa Romana. (*Africa Italiana*, septembre 1913.)

Dr Walter Busse. — The organisation of experimental work in agriculture in the German colonies (*Bull. of the Imperial Institute*, juillet-septembre 1913.)

J. de Byms. — L'Intendance coloniale. (*Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1913.)

Robert de Caix. — Les chemins de fer d'Asie Mineure. (*L'Asie française*, août 1913.)

Robert de Caix. — Les Allemands et le Cap au Caire. (*L'Afrique française*, septembre 1913.)

Captain J. K. Davis. — The soundings of the Antarctic ship « Aurora » between Tasmania and the Antarctic Continent (1912). (*The Geographical Journal*, octobre 1913.)

R. Chaidron. — La Tunisie au point de vue agricole. (*Bulletin de la Société belge d'Etudes coloniales*, juin 1913.)

Chambre de Commerce française de Rio-de-Janeiro. — Questions douanières. — Réclamations et observations présentées à la Chambre de commerce française de Rio au sujet de la réforme projetée des tarifs. (*Bulletin de la Chambre de Commerce de Rio-de-Janeiro*, septembre 1913.)

Alessandro Clérici. — Igiène e medecina coloniale. (*Revista coloniale*, 15 octobre 1913.)

J. Cornet. — L'œuvre scientifique de la Sociétés de recherches minières du Bas-Katanga. (*Le mouvement géographique*, 26 octobre 1913.)

Fabrizio Cortesi. — Prodotti coloniali. (*Revista coloniale*, 15 octobre 1913.)

François de Coutouly. — Toucouleurs et Diallonkès de Dinguiraye. (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*, septembre 1913.)

Deckeb-David. — La Tunisie à l'exposition de Gand. (L'*Action africaine*, août 1913.)

Lieutenant Cl. Debon. — L'opium. Souvenirs d'un officier colonial. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 septembre 1913.)

Emm. Debrosse. — Un voyage au Harrar. (*Revue de Géographie commerciale*, octobre 1913.)

Emile Deschamps. — Promenades au Caire. (*Le Tour du Monde*, 1er novembre 1913.)

Mary Dopp. — Geographical Influence in the Developpement of Wisconsin (*Bulletin of the american Géographical Society*, octobre 1913.)

Eberhardt et Dubard. — Sur trois essences forestières de la chaîne amamite. (*L'Agronomie tropicale*, 31 août 1913.)

André Dussange. — La France, l'Allemagne et les colonies à l'exposition de Gand. (*Revue des Questions diplomatiques et coloniales*, 1er novembre 1913.)

Fernand Farjenel. — Chine. (*Revue politique et parlementaire* 10 octobre 1913.)

L. F. — Le rapprochement économique franco-allemand. (*Revue du commerce extérieur*, 1er novembre 1913.)

Georges Froment-Guieysse. — Java. (*L'Océanie française*, octobre 1913.)

Eugène Gallois. — L'île de Bora-Bora. (*L'Océanie française*, octobre 1913.)

E. Gallois. — Chêne liège et liège en Algérie et Tunisie. (*Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, septembre 1913.)

La Gazette de l'armée. — Projet d'armée annamite. (*Le Mirador, Revue coloniale de l'Est*, 1er novembre 1913.)

Louis Girot. — Madagascar. La politique indigène. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

Dr J. Goéré. — Le choléra à Ferryville en 1911. (*Archives de médecine et pharmacie navales*, septembre 1913.)

Marcel Guieysse. — Les Iles Wallis. (*L'Océanie française*, octobre 1913.)

Alfred Guignard. — Le régime forestier de l'Afrique Occidentale. (*Revue de Paris*, 15 octobre 1913).

Ismaël Hamet. — Les musulmanes de l'Afrique du Nord. (*Bulletin de la mission laïque française*, août-septembre 1913.)

Gabriel Hanotaux. — Les historiens latins. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1913).

Yves Henry. — L'organisation du domaine forestier (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

Hulot. — Le XXXIe congrès des Sociétés françaises de Géographie. (*Bulletin de la Société de Géographie*, 15 septembre 1913.)

Jehan d'Ivray. — L'Egypte au temps de Bonaparte. (*Revue des Français*, 30 octobre 1913.)

Gabriel Louis Jaray. — Vallona. Notes de voyage. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1913.)

Gabriel Jouneau. — Une visite aux fermes françaises de Tunisie. (*La France de demain*, 20 septembre 1913.)

Jourdier. — L'enseignement des filles en Afrique Occidentale. (*Bulletin de la Mission laïque française*, août-septembre 1913.)

Le journal des tarifs et traités de commerce. — Le Congo belge. Nos produits alimentaires au Canada. (23 octobre 1913.)

K. T. Kairallah. — Lâcheté, ruse et courage (conte arabe). (*Correspondance d'Orient*, 1er novembre 1913.)

Pierre Khorat. — I. Scènes de la pacification marocaine. II. Une colonie de pacification. (*Revue des Deux-Mondes*, 1er novembre 1913.)

Armand Kergant. — La loi foncière en Californie et le Japon. (*Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1913.)

Dr Kergrohen. — Notes sur quelques hôpitaux de l'Extrême-Orient et du Pacifique. (*Archives de médecine et pharmacie navales*, septembre 1913.)

K. I. Khairallah. — Les gouverneurs du Liban. (*Correspondance d'Orient*, 16 octobre 1913.)

J. Ladreits de Lacharrière. — L'organisation de l'enseignement au Maroc. (L'*Afrique française*, septembre 1913.)

Capitaine Lagrange. — La circonscription du Batha. (*Bulletin de la Société de Géographie*, 15 septembre 1913.)

Adolphe Lara. — L'emprunt de la Guadeloupe. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, octobre 1913.)

Lasne-Desvareilles. — La législation domaniale aux colonies. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

Louis Le Barbier. — La crise économique de l'Afrique Française. (*La France de demain*, 20 septembre 1913.)

Ida Lee. — The voyages of Captain William Smith and others to the South Shetlands. (*The Geographical Journal*, octobre 1913.)

D. Lièvre. — Trois stations hivernales (le Caire, Alger, Tanger). (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale du Havre*, 2e trimestre 1913.)

Georges London. — L'entente franco-espagnole et le Maroc. (*La revue parlementaire des colonies de l'Afrique du Nord*, novembre 1913.)

Henri Lorin. — L'Espagne en 1913. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1913.)

Léon Magon. — Nouvelles-Hébrides. (*Journal des colonies*, 10 octobre 1913.)

Ernest Mallebay. — Chronique algérienne. Une interview. (*Annales africaines* du 10 octobre 1913.)

Le Gérant : P. Neveu.

Paris. — Imp. Leve, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudication.

Le samedi 6 décembre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, à l'adjudication, au rabais, sur les prix de la série de la Ville de Paris (*en date du 1er novembre 1882*), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en deux lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *surélévation et la consolidation de l'Ecole de Filles, rue Violet, n° 36* (15e arrondissement) ;

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse, Maçonnerie et Carrelage....	132.914	2.700
2e —	Ferronnerie et Serrurerie...	37.081	800

Les plans, le devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés) de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée à la Préfecture de la Seine (secrétariat de la commission d'admissibilité) le 20 novembre 1913.

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

L'hiver à la Côte-d'Azur.

Des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures desservent pendant l'hiver les stations du littoral.

Billets d'aller et retour collectifs, 2e et 3e classes, valables jusqu'au 15 mai 1914, délivrés du 1er octobre au 15 novembre, aux familles d'au moins trois personnes, par les gares P.-L.-M. pour Cassis et toutes gares P.-L.-M. situées au delà vers Menton. Parcours simple minimum : 400 kilomètres (le coupon d'aller n'est valable que du 1er octobre au 15 novembre 1913).

Prix : les deux premières personnes payent le plein tarif, la troisième personne bénéficie d'une réduction de 50 0/0, la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Arrêts facultatifs.

Demander les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

Nota. — Il est également délivré, dans les mêmes conditions, des billets d'aller et retour de toutes gares P.-L.-M. aux stations hivernales des chemins de fer du Sud de la France (Le Lavandou, Cavalaire, Saint-Tropez, etc.).

(15-10-13)

58, Boulevard de la Villette
PARIS
Bornibus
Sa
MOUTARDE
Ses CORNICHONS Mère Marianne

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE.

Société anonyme.

CAPITAL : DIX MILLIONS.

Messieurs les actionnaires de la *Compagnie française de l'Afrique Occidentale* sont informés qu'ils auront à opérer, du 1er au 15 décembre 1913, le troisième et dernier versement, soit 350 francs, par titre, sur les actions nouvellement souscrites. Il leur est rappelé que la délivrance des actions nouvelles (capital nominal 250 francs) en échange des actions anciennes (capital nominal 500 francs) a lieu à la *Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts* à Marseille et à Paris.

N. B. — L'acompte sur le dividende, payé ordinairement en janvier, ne pourra être encaissé que contre remise du coupon n° 52 à détacher du nouveau titre.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages au Maroc par Bordeaux.

En vue de faciliter le développement des relations commerciales avec le Maroc, ainsi que les voyages de tourisme, la Compagnie d'Orléans et la Compagnie générale Transatlantique ont établi des Billets directs simples d'aller et retour des 3 classes de Paris-Quai d'Orsay à Casablanca et *vice versa*, via Bordeaux-Saint-Jean.

Enregistrement direct des bagages de Paris à Casablanca.

Ces Billets sont, de plus, combinés de manière à permettre soit de faire tout le trajet en l'une des trois classes, soit d'utiliser une classe différente en chemin de fer et en bateau.

La validité des Billets simples est de 15 jours et celle des Billets d'aller et retour de 3 mois.

Facultés de prolongation pour ces derniers d'une ou de deux périodes de 30 jours moyennant paiement d'un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

Le départ des paquebots a lieu, pour le service rapide, les 10 et 25 de chaque mois ; pour le service accéléré, les 2 et 18 de chaque mois. Ce dernier service ne comporte que des places de 2e et 3e classes.

Exemples des prix de Paris-Quai d'Orsay à Casablanca y compris les frais de nourriture sur le paquebot, mais non compris les droits de port à Bordeaux, les frais de confection des billets et le transport de la gare de Bordeaux-Saint-Jean au quai d'embarquement.

Billets simples : 1re classe, 205 fr. 85 ; 2e classe, 154 fr. 45 ; 3e classe, 99 francs.

Aller et retour : 1re classe, 328 fr. 80 ; 2e classe, 251 fr. 10 ; 3e classe, 161 fr. 35.

(15-11 1913).

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 67 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe.)

(15-10-13)

Parfumerie
de
PETER-SOLDSON
Parfums spéciaux
pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En boites fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHEMINS DE FER
DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60 ; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste.

(15-10-13)

VINS DE BORDEAUX
MAISON FONDÉE EN 1792
F. DUMÉZIL
BORDEAUX
Négociant et Propriétaire des
Château de Nort - Château Ferrère
EXPORTATION
Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5
AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

L'automne aux Pyrénées, sur la Côte d'Argent et sur la Côte Vermeille.

Voici le moment venu où de nombreuses personnes vont songer à un déplacement leur permettant de retrouver avec une température beaucoup plus douce, les agréments offerts par des stations telles que Pau, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Arcachon, Vernet-les-Bains, Amélie-les-Bains, Banyuls-sur-Mer, etc.

En vue de faciliter ces voyages, la Compagnie d'Orléans fait délivrer par toutes les gares de son réseau pour les stations thermales et balnéaires du réseau du Midi, des billets d'aller et retour (individuels et de famille) à prix réduits et valables 33 jours avec faculté de prolongation.

Les voyageurs ont, en outre, quotidiennement à leur disposition plusieurs trains rapides ou express dans chaque sens entre Paris et Pau-Biarritz, comprenant de grandes voitures à bogies et intercirculation (jusqu'au 1er novembre à l'aller et jusqu'au 2 novembre 1913 au retour, train de luxe quotidien extra rapide de nuit « Pyrénées Côte-d'Argent » composé de wagons-lits avec salons-lits, lits ordinaires et couchettes. Ce train sera remis en marche du 20 décembre 1913 au 3 mai 1914).

Les relations avec la « Côte Vermeille » via Montauban-Toulouse, sont rendues très commodes par un service rapide de luxe quotidien « Paris-Barcelone Express », avec wagons-lits et voitures des trois classes à couloir entre Paris-Quai-d'Orsay et Port-Bou ; entre Paris-Quai-d'Orsay et Villefranche-Vernet-les-Bains, voitures directes 1re et 2e classes, à couloir, avec lits-toilette et couchettes. (15-10-13)

Le **Livret-Chaix Colonial**, Guide officiel pour Transports des Passagers et des Marchandises à destination des Colonies françaises et dans l'intérieur de ces Colonies, publié sous le haut patronage du Ministère des Colonies.

Conçu dans la forme pratique des Indicateurs de Chemins de fer, le **Livret-Chaix Colonial** se subdivise en six parties contenant pour chaque colonie les services complets par eau et par terre, des renseignements sur les monnaies, l'expédition des télégrammes, le transport des colis postaux, etc

I. — *Amérique* : 1° Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 2° Martinique ; 3° Guadeloupe et dépendances ; 4° Guyanne française.
II. — *Afrique Occidentale* : 1° Sénégal et dépendances, Haut Sénégal et Niger, Mauritanie ; 2° Guinée française ; 3° Côte d'Ivoire ; 4° Dahomey ; 5° Afrique équatoriale française
III. — *Afrique Orientale* : 1° Côte française des Somalis ; 2° Madagascar et dépendances ; 3° Mayotte, les Comores ; 4° La Réunion.
IV. — *Océanie* : 1° Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides ; 2° Etablissements français de l'Océanie.
V. — *Extrême-Orient* : 1° Etablissements français dans l'Inde ; 2° Cochinchine, Cambodge, Laos ; 3° Annam, Tonkin, Quang-Tchéou-Wan ; 4° Le Transsibérien ; 4° Chemins de fer chinois.
VI. — *Méditerranée* : 1° Corse ; 2° Algérie ; 3° Tunisie ; 4° Maroc.

Le **Livret-Chaix Colonial** paraît deux fois par an, en janvier et en juillet ; il est vendu : 1° en un seul volume : 2 fr. 50 c. (port en plus, 0 fr. 60 c.) ; 2° les six parties séparées : 0 fr. 50 c. pour les Ire, IIIe, IVe et VIe parties ; 1 franc pour les IIe et Ve parties (port en plus, 0 fr. 20 c.). — Adresser les demandes à la **Librairie Chaix**, 20, rue Bergère, Paris.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois ;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine, Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa ; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

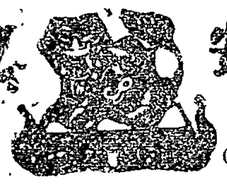
PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système **L. JONET & Cie**, à RAISMES
LEZ-VALENCIENNES (Nord) Prix **150** Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT à PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT & J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon.

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

CHEMIN DE FER DU NORD

Toutes les gares et stations du réseau délivrent à guichet ouvert, les billets suivants, à destination de Gand :

1° Des billets simples, et des billets d'aller et retour valables 10 jours ;

2° Le vendredi, le samedi et le dimanche seulement, des billets d'aller et retour valables jusqu'au mardi, à prix plus réduits que les aller et retour ordinaires ;

3° Le samedi et le dimanche seulement, des billets à prix très réduits (2e et 3e cl.), valables jusqu'au lundi matin. Ces billets ne seront admis, tant à l'aller qu'au retour, que dans des trains spécialement désignés (se renseigner dans les gares).

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Petit moteur "FIDUS"

Les parties de ce moteur, qui doivent fournir beaucoup de travail sont *en bronze et en acier.*

Gros bénéfice pour ceux qui s occupent de la vente

HP	Prix pour le revendeur	Prix de vente	Bénéfice pour le revendeur
	Marks	Marks	Marks
2	448,—	640,—	192,—
4	630,—	900,—	270,—
6½	875,—	1250,—	375,—
10	1575,—	2250,—	675,—

S'adresser aux fabricants :
Maschinen-und Motorenfabrik
M. Falkenstein & Co.
G. m. b. H.,
Berlin SO. 33.
Schlesische Strasse N° 30

Catalogue gratis.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoï (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Said.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000 000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, PARIS.
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE
Correspondant à LIBREVILLE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; TH. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIÈRE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

REPERTOIRE DES
ENTREPRISES COLONIALES
(Deuxième Édition.)

Franco : 3 fr. 70.

ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, pour Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris* : 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre* : 99 Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque* : Place Alfred Peiyt ; *Bordeaux* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille* : 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ
EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix* : REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or* : SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. — Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par les paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	21 nov. 5-19 déc. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	28 nov. 12-26 déc. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	27 nov. 11-25 déc. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	22 nov. 6-20 déc. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	15-29 nov. 13 déc. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	10 décembre à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saïgon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saïgon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	30 nov. 14-28 déc. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.	13 nov. 11 déc. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	27 nov. 25 déc. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique.**

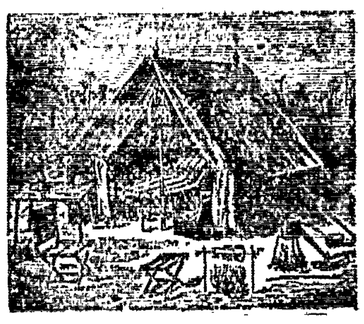
Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

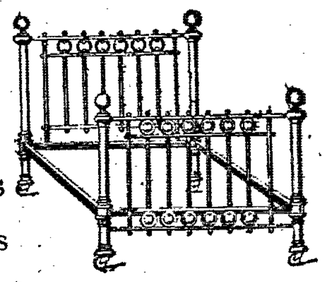
SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale: 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK A.A. REGISTREED

Robert G. CALVET
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph.: **463** **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers

(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

LES
SOURCES A DOMICILE

Pour la Province :
0.20 Cent. le litre prise en gare de Départ des Sources

Pour Paris :
0.30 Cent. le litre Franco Domicile dans Paris ou au départ de Paris

Toutes les Variétés d'Eaux Minérales Naturelles

EN SIPHONS-BONBONNES DE 30 LITRES

Cie Françse des Eaux Minérales Naturelles Économiques
18, Rue Favart, PARIS
et Tél. : Central **71.84.**
BRUXELLES
10, Galerie du Roi.



Expeditions en Province et Étranger. St-Nectaire.

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ
Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25**; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ
fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr.; Bout. **5** fr., franco gare 0.60 en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY. Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS
disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

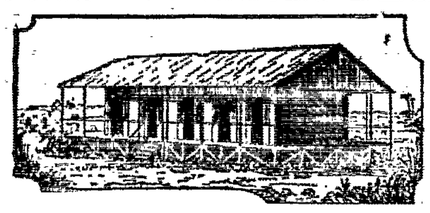
GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,

ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Médaille d'or Paris 1900 **Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande**

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 10 DÉCEMBRE 1913. — N° 23.

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LE BILAN DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE 809

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
Fausse prudence 811
Les villes champignons 811
L'Ouenza à la Chambre 812
Après la suppression de la Medjba 812
L'émotion du monde oléicole 813
Le peuplement de l'Afrique Occidentale Française 813
Le commerce français en Indochine 813
La question de l'opium en Indochine 814
Le projet d'amélioration du port de Papeete 814
Les vieilles colonies et le service militaire 816
La perte de la qualité de sujet ou de protégé français ... 817

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN 817
Possessions britanniques 819

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
L'Asie novatrice et nouvelle. — JACQUES ANCEL 822

V. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES 825

VI. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS 829

VII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE 838

Le Bilan de l'Afrique Occidentale Française

Chaque année, à l'ouverture de la session ordinaire du conseil de gouvernement, le gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française passe en revue la situation politique, économique et fiscale de la colonie. C'est le bilan annuel de cette grande possession. Nous avons sous les yeux celui qu'a dressé M. W. Ponty, le mois dernier. C'est un document très intéressant qui est parmi les plus réconfortants que nous apporte l'administration coloniale.

* * *

Au point de vue politique, rarement année s'est écoulée dans une plus profonde tranquillité que l'année 1912. Exception faite pour la Mauritanie, aucun événement politique important n'est survenu. En Mauritanie nous avons eu la répercussion prévue de notre action au Maroc. Nous avons eu un lieutenant et plusieurs sous-officiers tués à Liboïrat. Le lieutenant-colonel Mouret a su les venger rapidement en s'aidant efficacement des populations de l'Adrar elles-mêmes. Cette action offensive se termina au combat violent de l'oued Tagliat. Cette action et ce combat furent pour Si Ahmed Ould Aïda, notre adversaire d'hier, que le colonel Patey avait ramené blessé de Tischitt, en janvier 1912, l'occasion la meilleure de nous donner une preuve de son loyalisme. Ce jeune Maure, aimé et écouté des populations du nord de l'Adrar, dont l'an dernier il était encore l'émir et qu'il conduisait contre nous, a marché à nos côtés, se battant avec une bravoure admirable et scellant dans le sang des gens venus à sa suite et tombés à ce dur combat, l'engagement qu'il avait pris de nous être fidèle. C'est là un trait qui prouve la qualité de notre action militaire et de notre politique. Aussi, peut-on bien espérer des tentatives que, d'accord avec la résidence générale du Maroc, l'Afrique Occidentale fait en ce moment pour se rapprocher d'El Heïba ou de ses frères, en s'appuyant sur l'influence des chefs de la région qui sont restés fidèles et en profitant de leur parenté avec les fils de Ma el Aïnin. Un autre trait fixera l'ingéniosité de nos procédés d'action. On a profité à la Côte d'Ivoire de l'arrivée du rail à Bouaké pour transporter, par trains spéciaux, une délégation des populations

de la Côte dans la haute région et inversement une délégation des populations des cercles de la zone soudanaise sur le littoral et, en racontant ce fait, M. W. Ponty a ajouté : « Vous dirai-je la joie étonnée en même temps que la surprise des Soudanais à se trouver si facilement et en si peu de temps en face de la mer qu'ils n'avaient jamais vue. C'était là pour nous-mêmes un spectacle des plus réconfortants. »

Les mesures en faveur des indigènes se multiplient d'ailleurs et M. W. Ponty a rappelé celles qu'il a prises au cours de l'année 1912-1913 : la réglementation des prestations dont nous avons parlé ici tout récemment, la réforme de la justice indigène, l'extension de l'enseignement, de l'assistance médicale indigène, la lutte contre l'alcoolisme, etc... Grâce à ces mesures, qui nous attachent l'indigène, grâce aussi aux précautions spéciales très prudentes prises par le gouverneur général, le délicat problème du recrutement indigène a pu être résolu sans dommages. « L'immense majorité des chefs indigènes, ainsi que les populations ont fait preuve d'une attitude excellente à notre égard ; leur bonne volonté dans les opérations de recrutement comme leur enthousiasme à la réception des drapeaux à Dakar, à Saint Louis, à Kati, nous ont donné, dit M. Ponty, des occasions nouvelles de constater leur attachement et leur réel loyalisme. »

* * *

Au point de vue commercial, les circonstances tant générales, mondiales, si on peut dire, que spéciales à l'Afrique Occidentale n'ont pas été favorables. « Depuis la réorganisation du gouvernement général, c'est-à-dire depuis dix ans bientôt, aucune période, a dit M. Ponty, ne fut, à des titres divers, aussi défavorable à l'activité commerciale de l'Afrique Occidentale Française, que celle que nous venons de traverser. Cependant, Messieurs, aux chiffres que je vais vous donner, aux résultats que je vais exposer, vous allez vous rendre compte de la facilité avec laquelle notre jeune Fédération a supporté tant de circonstances contraires, de la rapidité avec laquelle elle a réagi, au point que cette période de dépression va nous apporter les marques les plus certaines et le témoignage le plus encourageant de la solidité, de la résistance désormais éprouvées de nos forces économiques et, comme je le disais au début, confirmer la foi que nous avions fondée en elles. » Les importations seules, du reste, ont fléchi. Elles sont tombées de 150 millions 800. 000 francs en 1911 à 134.700.000 francs en 1912. Les exportations se sont élevées de 116.000.000 francs à 118.500.000 francs. L'effondrement des prix du caoutchouc a restreint les pouvoirs d'achat des indigènes et a ainsi influencé les importations qui l'ont été encore par d'autres causes, notamment par de moindres entrées de matériel pour travaux publics. Ces importations ont été, en 1912, inférieures de 5 millions environ à celles de 1911 déjà peu importantes: « Il en résulte que, si l'on fait abstraction de la valeur de ces importations pour n'envisager que les chiffres représentant exclusivement les approvisionnements du commerce, la diminution qui ressort du rapprochement des chiffres de 1912 et de 1911 est, en réalité, beaucoup moins considérable que le laisse apparaître une lecture rapide des statistiques.

« C'est donc presque exclusivement de leurs ressources propres, de leur unique effort producteur, s'exerçant d'ailleurs dans les conditions extérieures particulièrement défavorables analysées plus haut, que nos colonies tirent leur chiffre d'affaires encore si remarquable. L'année 1912 présente, à ce point de vue, l'intérêt d'une véritable expérience et comporte un enseignement précieux. Elle aura permis à l'Afrique Occidentale Française de donner une preuve nouvelle et indéniable, cette fois, de sa vitalité et de sa force intrinsèque de réaction économique. »

En ce qui concerne le caoutchouc, dont la baisse profonde est l'un des phénomènes économiques très importants de l'année 1912-1913, M. Ponty pense que le seul remède que comporte la situation actuelle ne peut résider que dans une amélioration réelle de la qualité du produit et il a prescrit le respect rigoureux de mesures tendant à cette amélioration ; mais il ajoute que, quelles que soient les conséquences de ces mesures, il est à craindre que les caoutchoucs africains ne connaissent plus les prix élevés d'autrefois. C'est une leçon de plus qui doit pousser à diversifier les cultures et les sources de richesses.

Parmi les sources nouvelles de richesses de l'Afrique Occidentale, il semble qu'on doit compter sur l'exploitation des ressources ichtyologiques. Enfin, quelques industries s'établissent, une industrie frigorifique qui traitera la viande des bœufs de la colonie, une fabrique d'extrait de viande, une huilerie, etc.

* * *

L'outillage économique, actuellement constitué, rend de très grands services et les voies ferrées ont un trafic important. Les excédents de recettes versés par les chemins de fer à la Caisse de réserve du budget général ont été de 2 millions 333.000 francs en 1910, de 3.664.000 francs en 1911 et de 2.551.000 francs en 1912. Comme il n'y a eu en 1912 que de très rares transports de matériel, les chemins de fer ont vécu des ressources propres qu'ils ont tirées des régions qu'ils traversent et c'est là une observation qu'il faut retenir, d'autant plus que certains tarifs de transports ont été diminués et que l'année 1912 fait ressortir dans l'ensemble un accroissement du tonnage des marchandises et du nombre des voyageurs.

* * *

Nous finirons les emprunts que nous avons faits au discours si documenté et si intéressant du gouverneur général par ces renseignements sur les caisses de réserves.

« Au 30 juin 1912, l'encaisse globale s'élevait à 24 millions 484.908 francs. Par suite de prélèvements divers et de l'incorporation, au budget de 1913, de l'excédent sur le maximum, ces chiffres se trouvaient, au 1er janvier suivant, ramenés à 12.663.630 francs. A la suite des versements effectués au cours du premier semestre, comprenant l'excédent des recettes à la clôture de l'exercice 1912, l'encaisse se montait, au 30 juin 1913, à 26.391.673 francs, en augmentation de 1.906.765 francs sur les chiffres de l'année dernière. »

C'est là l'attestation la meilleure de la force financière de l'Afrique Occidentale et la preuve incontestable à la fois des ressources et de la méthode excellente qu'elle a apportée

dans la création de son outillage économique. Aussi faut-il souhaiter que le vote de l'emprunt qu'elle a sollicité dès le début de 1912 intervienne enfin et lui permette de continuer à s'outiller. M. Ponty a exprimé l'espoir que bientôt le Sénat voterait le projet qu'il a reçu de la Chambre. Tous les amis de l'Afrique Occidentale se joignent à lui pour formuler ce vœu et ils sont heureux de constater que, dans une période plutôt difficile, la belle colonie s'est magnifiquement comportée. Elle est l'un des plus beaux fleurons de la couronne coloniale française.

BULLETIN DE LA QUINZAINE

Fausse prudence. — A propos de la crise financière que nous traversons, il a été beaucoup question du Maroc à la Chambre pendant la dernière quinzaine.

Les éternels ennemis des entreprises coloniales n'ont pas manqué de prétendre que le Maroc était pour une grosse part la cause du déficit considérable contre lequel il va falloir prendre des mesures énergiques. Depuis deux ans, le Maroc nous coûte 200 millions par an et il faut s'attendre à ce qu'il en soit ainsi encore pendant quelques années. Si ces 200 millions devaient être pris sur les dépenses ordinaires, ils y feraient évidemment un trou de pareille somme et représenteraient réellement un déficit de 200 millions. Mais sont-ce là des dépenses ordinaires? Evidemment, non. Ce sont des dépenses de conquête qui prendront fin naturellement quand la conquête sera terminée. Un jour viendra où le Maroc pacifié vivra de ses ressources propres comme nos autres possessions coloniales. Cette conquête est donc une richesse qui s'ajoute à notre domaine et dont profiteront indéfiniment les générations futures. Il n'y a pas de raison pour qu'on en fasse supporter les frais exclusivement à la génération présente. Il est juste qu'on les demande à l'emprunt de manière à ce que le poids en soit réparti sur toutes les générations qui bénéficieront de la conquête. Il est désolant de voir des hommes comme M. de Mun présenter l'incorporation des dépenses marocaines au budget ordinaire comme une mesure de correction financière probablement dans l'unique but de mettre le gouvernement dans l'embarras.

Pas plus défendable n'est la motion présentée par M. Jaurès au nom du parti socialiste. Sous prétexte qu'on pourrait économiser 100 millions par an, il aurait voulu que la Chambre invitât le gouvernement « à limiter le champ des opérations marocaines ». Limiter le champ des opérations marocaines ! Mais ce serait au contraire éterniser les dépenses. Le Maroc doit être conquis ; la moitié l'est déjà ; qu'on ajourne indéfiniment la conquête de l'autre moitié et c'est indéfiniment aussi qu'il faudra entretenir un corps d'occupation onéreux. D'une part, les dépenses extraordinaires continueront à courir et, d'autre part, l'état de guerre subsistant empêchera le Maroc d'organiser un système d'impôt convenable et de se suffire à lui-même. Qui ne voit que le moyen assuré de nous ruiner c'est de ne pas faire le nécessaire aussi vite que possible.

Le Parlement sera sage en n'écoutant pas ces conseilleurs de fausse prudence. M. Jaurès aurait voulu obtenir du gouvernement une déclaration que l'on n'irait point prochainement à Taza. M. Barthou s'est refusé à prendre un pareil engagement. De tous côtés on annonce qu'on marchera sur Taza au printemps prochain. Nous espérons que, quel qu'il soit, le successeur de M. Barthou sera aussi ferme que lui et laissera faire une expédition dont les nouvelles du Maroc disent que les préparatifs sont achevés.

Les villes champignons. — Ce qui caractérise les débuts de notre occupation au Maroc, c'est la rapidité avec laquelle la colonisation se porte dans les régions pacifiées. Il y a à cela deux causes. La première, c'est qu'il y a aujourd'hui, en Algérie et en Tunisie, quantité de Français familiarisés avec les mœurs indigènes, une partie même avec la langue arabe, et qui savent par expérience que tout pays nouveau offre des occasions de fortunes particulières aux premiers arrivants. Les uns émigrent complètement au Maroc ; les autres, sans renoncer aux entreprises coloniales qu'ils possèdent déjà dans nos vieilles possessions africaines, s'empressent d'en former de nouvelles dans le pays que nous sommes en train de conquérir. La seconde, c'est qu'en France même, ce qu'on peut appeler la hardiesse coloniale s'est beaucoup développée. Aller dans des pays aussi rapprochés de la métropole que le Maroc n'est plus une affaire.

Aussi, quelques-unes des villes où les colons se concentrent plus particulièremont poussent-elles à vue d'œil. Elles rappellent les villes champignons de l'Amérique. Le cas le plus intéressant est naturellement celui de Casablanca qui paraît devoir devenir rapidement la plus grande ville du Maroc. En moins de huit mois, il y est débarqué 20.000 émigrants dont la moitié s'est dispersée à travers le Maroc et dont l'autre moitié est restée dans la ville. Aujourd'hui plus de 1.000 maisons y sont en construction ; et une ville nouvelle européenne qui pourra contenir 40.000 âmes, se dessine à côté de l'ancienne ville arabe.

Le rapporteur de l'emprunt, M. Maurice Long, député de la Drôme, qui vient de passer à Casablanca, y a constaté la rapidité avec laquelle s'y développe la population scolaire. Le 10 octobre 1913, les garçons et les filles fréquentant les écoles françaises étaient au nombre de 1.433 ; moins d'un mois après, le 3 novembre dernier, ce nombre était déjà monté à 1.890. Et sur 768 garçons il n'y avait que 74 fils de fonctionnaires : les autres étaient des fils de colons. Jamais aucune de nos colonies n'a vu à ses débuts une pareille disproportion entre ces deux catégories sociales.

Rabat se développe également rapidement, et l'élément européen y dépasse dès maintenant 2.000 habitants. Là, l'élément fonctionnaire domine, ce qui n'a rien de surprenant, puisqu'on est dans la capitale administrative. A Marrakech on signale qu'il est arrivé 1.200 personnes depuis deux mois.

Mais la création la plus étonnante est Kenitra, ville qui a en quelque sorte jailli de terre depuis quelques mois, à quelques kilomètres de l'embouchure de Sébou. Autrefois, on n'y voyait qu'une casbah perdue au milieu des sables. Aujourd'hui, c'est une agglomération où les Européens sont déjà au nombre de 800 et à qui tout le monde prédit un développement rapide. L'avantage de Kenitra c'est que les navires de 1.200 tonneaux peuvent entrer en rivière et venir y débarquer leurs chargements à quai 250 jours par an, ce qui est unique sur la côte atlantique où les autres ports sont obligés de recourir à l'expédient si incommode des barcasses. De plus le Sébou est navigable sur une grande longueur dans l'intérieur et dessert les riches plaines du Gharb et des Beni-Hassen, de sorte que Kenitra deviendra un port

d'importation et de transit pour l'arrière pays. De plus, la grande forêt de la Mamoura commence à 1.500 mètres de la ville qui sera le débouché naturel de ses produits. De plus, enfin, Kenitra va devenir le chef-lieu d'une circonscription de contrôles civils qui comprendra 200.000 indigènes.

Ce sont là bien des raisons de succès. Aussi parmi les colons marocains a-t-on confiance dans l'avenir de Kenitra. L'administration ayant mis en vente 200 lots de terrains à bâtir, 186 sont déjà achetés.

L'Ouenza à la Chambre. — La Chambre a consacré une deuxième séance à cette affaire le 21 novembre dernier. La discussion s'éternise un peu dans des redites sur les défauts de la convention passée en 1905 par M. Jonnart, et sur les mérites de la nouvelle convention du 16 octobre dernier.

Cependant, M. Margaine, député de la Marne, a fait une sorte de conférence fort intéressante sur le caractère que prennent de nos jours la production et la vente des divers métaux. Chaque métal est successivement accaparé par un syndicat international qui, après s'être assuré le monopole de la production, devient maître du marché et fixe les prix à son gré. Ce mouvement ne remonte guère à plus d'une vingtaine d'années. Il a commencé naturellement par les métaux qui ont le marché le plus restreint, parce que la concentration y était plus difficile. Ont été accaparés par des syndicats l'un après l'autre: l'iode, dont le prix est monté aujourd'hui à 20 francs le kilogramme, ce qui représente plus de onze fois le prix de revient ; le brome ; le bismuth, également arrive aujourd'hui au prix de 20 francs le kilogramme ; le platine qui valait 3.200 francs le kilogramme en 1901 et qui en vaut aujourd'hui 7.500 pour un prix de revient de 2.500 francs ; l'iridium qui valait 4.500 francs en 1909 et qui en vaut 10.500 aujourd'hui ; le plomb, dont le prix a passé de 325 francs la tonne en 1910 à 475 aujourd'hui ; le zinc, dont le marché a été monopolisé par la fusion du syndicat américain qui l'avait accaparé en Amérique, et du syndicat allemand qui l'avait accaparé en Europe ; l'aluminium, dont le prix vient d'être relevé de 125 à 200 francs la tonne.

Le cuivre, le fer, la houille et le pétrole, n'ont pas encore été monopolisés ; mais de grands syndicats s'en partagent déjà le marché et bien des signes montrent que ces syndicats finiront par s'entendre et par se réunir en un seul.

Les premiers de ces trusts se sont formés en Amérique, puis, l'Allemagne est devenue en Europe le centre où s'en sont formés d'autres. En faisant ces constatations, où voulait en venir M. Margaine? Au commencement de son discours, il avait indiqué qu'il se proposait de signaler le grave danger qu'il y avait à laisser entrer les capitaux allemands dans la société de l'Ouenza. Si l'on en croyait ce que M. Thomas avait dit dans une séance précédente, les capitaux étrangers resteraient en effet en majorité dans la nouvelle société et, dans ces conditions, si ces capitaux étrangers entrent dans un trust du fer, il sera difficile de défendre le consommateur français contre l'accaparement. Mais par quels moyens résister à cet accaparement ? Tout le monde s'attendait à ce que M. Margaine les indiquât en terminant. M. Margaine n'en a rien fait. Il n'a pas conclu. Est-ce parce qu'il ne connaît pas de moyen de lutter contre les trusts ? En tout cas, de son intéressante conférence, il n'y a donc rien de pratique à retenir sur la conduite à suivre dans la question de l'Ouenza.

Après la suppression de la medjba. — Le mouvement patriotique qui a poussé les colons français à demander la suppression de la medjba, afin que les Tunisiens qui sont nos protégés ne soient pas placés dans un état d'infériorité vis-à-vis des Tripolitains devenus sujets italiens, ce mouvement semble avoir surexcité, chez nos compatriotes, le désir de fortifier l'élément français en Tunisie.

Depuis longtemps, un des grands colons tunisiens, M. Jules Saurin, s'efforce d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur certaines mesures propres à hâter la colonisation. M. Saurin est persuadé que beaucoup de Français viendraient se fixer dans l'Afrique du Nord, et particulièrement en Tunisie, s'ils étaient assurés d'y trouver une situation provisoire qui leur permît de s'habituer au climat, d'étudier le pays et de faire connaissance avec ses méthodes de culture et d'élevage, avant de risquer leurs petits capitaux dans quelque entreprise de colonisation. Ces situations provisoires, l'avis de M. Saurin est que les paysans français les trouveraient dans les nombreux emplois que nécessitent l'entretien des routes et l'exploitation des chemins de fer, si l'administration voulait bien les leur réserver. Jusqu'ici, les idées de M. Saurin n'avaient pas trouvé, auprès de la colonie, l'appui qu'elles méritaient. Profitant de l'émotion actuelle, il les a exposées de nouveau dans une conférence faite le 17 novembre, à Tunis, et à laquelle il avait spécialement convié les membres de la Conférence consultative. Cette fois, il a trouvé des oreilles plus attentives et, deux jours après, la commission des finances de la Conférence consultative aadopté, à l'unanimité, deux vœux demandant : l'un, que les postes de cantonniers français sur les routes soient augmentés; l'autre, que tous les chefs d'équipe, sur les chemins de fer tunisiens, soient de nationalité française. Il a été annoncé, en même temps, que l'administration ferait un gros effort en 1914 pour développer la petite colonisation, et qu'elle avait pris ses dispositions pour mettre en vente, par petits lots, une étendue totale de 23.000 hectares.

D'autre part, le vœu suivant déposé par M. Lecore-Carpentier n'a pas été mis aux voix en séance publique, à la suite des observations du résident général, mais il a été signé, hors séance, par tous les membres français de la Conférence consultative : « La Commission des finances, pour des raisons économiques, émet le vœu que les différents traités et conventions passés entre le gouvernement tunisien et l'Italie soient dénoncés et remplacés par de nouvelles conventions tenant un compte plus exact des intérêts de la Tunisie. » Ces conventions sont au nombre de trois et ont été signées le même jour, le 28 septembre 1896. La plus importante est une convention de commerce et de navigation qui, pour le cabotage et la pêche, confère aux Italiens, en Tunisie, les mêmes droits et avantages qu'aux Tunisiens et aux Français. Il s'ensuit que ni le cabotage ni la pêche, ne sont réservés à nos nationaux comme en France et en Algérie. En vertu de cette concession, les Italiens ont complètement accaparé l'exploitation de la côte tunisienne. Ils y ont entretenu l'année dernière 967 bateaux, montés par 4.327 Italiens, alors que les Français n'y avaient que 21 bateaux de pêche montés par 93 hommes. Et sur 1.994.872 francs qui représentent la valeur des produits de la pêche, 1.728.435 francs ont été exportés en Italie. Les colons français voudraient arracher ce monopole aux Italiens.

Enfin, deux journaux importants de la colonie, la *Tunisie française* et le *Colon français*, recommencent une campagne en faveur

de l'annexion. Pour le moment, la suppression du protectorat nous paraît inopportune, car elle gênerait considérablement notre action au Maroc. Mais, il est impossible de ne pas reconnaître que, si elle était possible, elle aurait un gros avantage. Si, par l'annexion, la Tunisie devenait terre française, la loi qui naturalise automatiquement à vingt et un ans les jeunes gens qui ne vont pas faire leur service militaire dans leur pays d'origine, deviendrait immédiatement applicable. La grosse colonie italienne, qui est assurément une inquiétude pour l'avenir de la Tunisie, serait ainsi peu à peu absorbée.

L'émotion du monde oléicole. — En Tunisie, les forêts d'oliviers couvrent plusieurs centaines de mille hectares et l'huile d'olive est l'une des principales productions du pays ; en Algérie, pour être moins étendue, l'oléiculture occupe encore une place considérable ; et en France même, bien qu'elle ait reculé depuis un siècle devant la viticulture et la culture des primeurs, elle joue un rôle notable dans l'économie agricole de plusieurs départements du Midi. Les cultivateurs d'oliviers sont en proie à une émotion profonde en ce moment.

Jusqu'ici, en effet, n'apparaissait sur le marché de la consommation que les huiles d'olive de bonne qualité. Les huiles ayant mauvais goût et mauvaise couleur, tirées d'olives qu'on laissait pourrir avant de les presser, et les huiles de ressences tirées des grignons par des moyens chimiques après l'extraction de l'huile comestible étaient vendues à des prix très inférieurs pour l'usage industriel. Or, ces huiles qu'on appelait lampantes, et que l'on considérait jusqu'ici comme n'étant pas comestibles, on a trouvé des procédés, d'une part, pour les décolorer et leur donner un aspect qui ressemble à celui des bonnes huiles et, d'autre part, pour les désodoriser. On obtient ainsi un liquide graisseux d'un goût fade et insipide, mais auquel, en y mélangeant un peu de bonne huile, on peut donner une saveur se rapprochant de la saveur des huiles naturelles. Plusieurs usines d'une grande puissance de production se sont installées depuis deux ans, tant en France qu'à l'étranger pour désodoriser ces huiles inférieures, et d'autres sont en projet. Ces huiles désodorisées pourront être vendues à beaucoup meilleur marché que les huiles vraies. Si on leur permet de venir faire concurrence à celles-ci sur les marchés, il faut s'attendre à un effondrement des cours qui ruinera sûrement les oléiculteurs. Songez que l'on calcule que le Levant à lui seul produit environ 500 millions de kilogrammes de ces huiles inférieures et vous aurez une idée de la grandeur du danger.

Le 7 septembre dernier, il se tint à Ajaccio un congrès international d'oléiculture. On y découvrit avec surprise que la majorité en était acquise aux industriels et, par conséquent, favorable à la désodorisation. Mais, devant les protestations énergiques du Dr Fournier, président de la Confédération générale oléicole, il ne fut pas possible de faire passer un vœu tendant à faire reconnaître les huiles désodorisées comme des huiles d'olive naturelles. Le congrès se contenta d'émettre un vœu invitant d'une manière générale les pouvoirs publics à faire étudier la question.

Les oléiculteurs considèrent que l'assimilation des huiles désodorisées aux huiles naturelles est une fraude qui doit être punie. Et M. Chapelle, inspecteur-directeur du service de l'oléiculture en France, vient de leur adresser un appel en vue de s'unir pour sauvegarder leurs intérêts communs.

Malheureusement, il apparaît que la défense n'est point facile. En effet, M. Roux, directeur des Services scientifiques et de la répression des fraudes au ministère de l'Agriculture, avoue que, jusqu'ici, la chimie a été impuissante à trouver un moyen scientifique pour distinguer les huiles raffinées des huiles naturelles. Il ne servirait donc à rien de faire prescrire par une loi, comme on l'avait demandé, que les fausses huiles ne puissent être vendues que sous leur véritable dénomination, c'est-à-dire comme « huiles d'olive désodorisées », puisqu'il serait impossible de découvrir les infractions. Que faire donc pour conjurer l'avilissement des cours et pour sauver une culture qui intéresse à un si haut degré l'Afrique du Nord en même temps que nos départements du Midi ? Le *Journal d'Agriculture pratique* propose une solution qui nous paraît mériter d'être sérieusement examinée. Puisque le danger vient surtout de ces 500 millions de kilogrammes d'huiles inférieures du Levant que l'on va pouvoir désodoriser pour les jeter sur le marché, il faudrait les arrêter à la frontière. Mais, puisqu'on ne peut pas distinguer les huiles désodorisées des huiles naturelles, c'est contre les huiles d'olive de toutes sortes qui viennent de l'étranger qu'il faut établir un tarif douanier assez élevé pour protéger l'oléiculture française contre un désastre.

Le peuplement de l'Afrique Occidentale française. — La densité de la population est pour tous pays une richesse quand cette densité est telle qu'elle permet une exploitation facile des ressources qui y existent ou qu'on y peut développer. Il est donc de prévoyante administration de favoriser l'essor de la population. Le seul établissement de la paix française en ces pays primitifs où la cruauté et les guerres faisaient de si nombreuses victimes est déjà un élément qui favorise l'accroissement de la population. La paix française marque en effet l'abolition de la Traite, la disparition des chefs conquérants, la suppression des sacrifices humains, et elle assure en outre à la population des secours qui conservent les existences : la vaccine contre la variole, par exemple, et la vulgarisation d'autres remèdes curatifs ou préventifs éprouvés. C'est l'un des honneurs de la colonisation française de ne point négliger toutes ces mesures humanitaires. Mais faut-il compter sur la seule action de ces divers facteurs dont les conséquences doivent être heureuses pendant un assez grand nombre d'années et ne convient-il pas de fixer en nos territoires l'élément noir étranger, facteur secondaire, mais appréciable cependant du peuplement ? Le dernier numéro du *Bulletin du Comité de l'Afrique française* a abordé cette question sous la signature de M. Gaston Joseph et il y donne une réponse affirmative.

« Actif, laborieux, âpre au gain, le Noir étranger, dit-il, stimule par sa présence l'apathie parfois profonde de l'indigène à qui il communique une saine émulation, ses connaissances commerciales, industrielles et agricoles. » Il y a là un élément d'accroissement de population qu'il est peut-être en effet intéressant de ne pas négliger et d'essayer de « sédentariser ».

Le commerce français en Indochine. — On s'est parfois ému, dans certains milieux métropolitains, de la situation faite au commerce français dans les colonies. Les protectionnistes qui ont imposé à celles-ci les lois douanières de 1892 et de 1910 ont cru pouvoir amener un accroissement des importations de la métropole dans ses possessions par une surélévation des droits de douane à l'entrée des marchandises étrangères. Nous avons pu établir ici, maintes et maintes fois, que les faits démentaient

cette théorie et fait ressortir l'inanité d'un protectionnisme outrancier, en tant qu'on l'envisage comme le moyen d'assurer à la production métropolitaine la possession exclusive du marché indochinois.

Un document officiel d'origine étrangère, dont l'impartialité ne saurait être mise en doute, le dernier rapport du consul d'Angleterre sur le commerce de Saigon, vient de corroborer à nouveau nos appréciations. Ce rapport montre, en effet, en se basant sur les chiffres du commerce de la colonie, que les importations se partagent par moitié, dont l'une consistant en produits français et l'autre en produits étrangers. Or, ces derniers comprennent presque exclusivement des produits naturels des pays voisins que les nations occidentales seraient dans l'impossibilité de fournir, et d'autre part, certains de ces articles étant d'un usage purement indigène et manufacturés en Chine ou dans l'Inde, l'Europe ne peut guère espérer pouvoir rivaliser avec elles dans leur production. Parmi les premiers figurent les produits animaux provenant de Hong-Kong, les fruits, les graines et les légumes envoyés de Chine et des Straits Settlements ; parmi les seconds, l'opium de l'Inde anglaise et de la Chine, le chanvre, les soieries chinoises, les médicaments, la poterie, les chaussures et le papier expédiés de Chine, et de nombreux autres articles qui, additionnés ensemble, forment une proportion très considérable des importations étrangères. Si, sur la proportion du commerce d'importation laissée libre à l'entreprise des industriels européens, on élimine la valeur des sacs en jute importés de l'Inde, de l'huile de kérosène venue des Etats-Unis et des Indes néerlandaises, de l'or en feuilles et de quelques articles spéciaux formant un total d'environ quinze millions de francs, et dont on ne saurait contraindre l'Indochine à s'approvisionner en France sans lui imposer une charge absolument exorbitante, on voit que la part de la métropole, dans les marchandises susceptibles d'être fournies par l'Europe est prépondérante. Elle représente en effet, au moins 90 0/0 du total des importations. Ainsi en 1912, la France a importé en Indochine 84 0/0 des lainages, 87 0/0 des machines, fers et aciers, 90 0/0 des spiritueux, 90 0/0 des cotonnades, 97 0/0 des ciments et 100 0/0 des automobiles.

Cette situation s'explique non seulement par ce fait que la population européenne est presque uniquement composée de Français, mais surtout par les droits d'entrée quasi prohibitifs imposés aux marchandises étrangères. Dans ces conditions, une augmentation des droits de douane ne pourrait améliorer en rien la situation de l'industrie métropolitaine dans notre grande colonie d'Extrême-Orient, et ne ferait qu'aggraver, sans profit aucun pour celle-là, les charges déjà trop lourdes que le régime douanier actuel fait peser sur celle-ci.

La question de l'opium en Indochine. — On sait qu'une des questions à l'ordre du jour en Indochine est celle de l'opium. Nous avons été amenés, à diverses reprises, à nous en occuper ici même. Une circulaire de M. le gouverneur général Sarraut, en date du 3 octobre dernier, vient de la remettre à l'étude, pour répondre aux préoccupations très vives causées, dans la métropole elle-même, par l'usage qui tend à se répandre, dans certains milieux, de divers narcotiques et stupéfiants.

Cette circulaire accompagne un arrêté du 28 septembre, qui institue, sous la présidence du résident supérieur du Tonkin, une grande commission composée des représentants des principaux services de la colonie, ainsi que des municipalités et des Chambres de commerce et d'agriculture, à l'effet d'étudier sans retard les divers moyens dont l'application en Indochine serait susceptible d'aider à la réalisation du programme de lutte contre l'opium que le gouvernement de la République s'est tracé, faisant suite aux efforts déjà accomplis par l'administration locale et aux résultats obtenus jusqu'à ce jour.

Le gouverneur général, d'ailleurs, s'est bien rendu compte lui-même de la difficulté d'une pareille tâche pour la commission qu'il a instituée. Le problème de l'opium est en effet l'un des plus complexes et des plus délicats parmi ceux avec lesquels est aux prises l'administration indochinoise. Car ainsi que M. Sarraut le reconnaît lui-même dans la circulaire précitée, il est bien évident qu'un peuple qui fait usage de l'opium depuis un temps immémorial ne saurait en être privé tout d'un coup sans qu'une telle mesure provoquât chez lui une très grave irritation. Rien ne pourrait être plus inefficace et impolitique qu'une prescription aussi rigoureuse, si elle était radicale et absolue ; la contrebande ne manquerait pas de livrer aussitôt à la consommation ce que la Régie ne lui fournirait plus, et la colonie se trouverait, d'autre part, dans l'obligation de demander sans transition à l'ensemble des contribuables les sommes importantes qu'elle prélève actuellement sur les seuls fumeurs d'opium. A ce point de vue, le budget général de l'Indochine reçoit chaque année une somme de 8 millions de piastres environ provenant de la Régie de l'opium. Il serait donc très difficile pour l'administration de retrouver, par l'établissement de taxes indirectes de remplacement, les ressources importantes qui sont ainsi procurées aux finances indochinoises. Il serait injuste, par ailleurs, de prévoir une augmentation du taux de l'impôt direct pour combler le déficit occasionné par la diminution progressive des revenus de la Régie, revenus tirés des fumeurs d'opium qui sont, pour la presque totalité, des *Asiatiques non sujets ou protégés*.

C'est ce côté budgétaire de la question de l'opium qui a surtout fait échouer l'administration dans ses tentatives de réforme. Nous disons surtout, car cette question soulève encore un problème d'ordre politique qui, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, mérite aussi d'être pris sérieusement en considération. Aussi restons-nous sceptiques, jusqu'à plus ample informé, quant aux résultats de l'initiative prise, avec les meilleures intentions du monde, par M. Sarraut. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'un de ses prédécesseurs, M. Beau, animé des mêmes intentions, avait institué lui aussi, en 1907, aux mêmes fins, une « grande » commission et que le seul résultat qui soit sorti des travaux de cette commission a été une augmentation des prix de vente de l'opium.

Le projet d'amélioration du port de Papeete. — L'ouverture prochaine du canal de Panama à la navigation internationale a fait naître, pour nos Etablissements de l'Océanie, l'espoir d'un développement économique nouveau. Ces îles se trouvent, en effet, sur la route directe des navires débouchant du canal, à destination de l'Australasie. Aussi, dans un certain nombre de cas, à raison de la longueur de ce parcours, les paquebots ou cargos auront intérêt à faire escale dans un port des îles françaises pour réapprovisionner leurs soutes en charbon ou en pétrole, ce qui leur permettra de prendre au départ un fret supplémentaire correspondant aux disponibilités de la cale.

Il est donc nécessaire pour la France d'aménager, dans l'un de

ses archipels, un port d'escale convenablement outillé pour recevoir les navires traversant ces parages. A ce point de vue, le port de Papeete, dans l'île de Tahiti, notre principal établissement océanien, a réuni tous les suffrages, bien que ce choix doive entraîner, par rapport à la route directe Panama-Auckland, un allongement de parcours de 180 ou 250 milles, suivant qu'on traverse ou qu'on contourne par le nord, le groupe des îles Tuamotu pour atteindre Papeete.

Une mission technique a été envoyée sur place et une commission interministérielle a étudié la question d'une façon très approfondie. Ces études ont abouti à un projet de loi déposé récemment par le gouvernement, ayant pour objet d'approuver une convention relative à la concession de la construction et de l'exploitation d'un port d'escale avec dépôt de charbon à Papeete.

Le programme inséré dans la convention annexée au projet de loi comprend des travaux et fournitures de première et de deuxième urgence; les uns devront être exécutés dans un délai de deux années à dater de la promulgation de la loi; les autres, lorsque la nécessité en sera reconnue par l'administration. Parmi les travaux de première urgence figurent la construction de phares sur les îles Fatuhiva, Matahiva, Tatiora et Moorea jalonnant la route d'accès au port, ainsi que l'établissement de feux de direction aux abords immédiats du port; puis, en ce qui concerne le port proprement dit, le concessionnaire devra baliser et approfondir la passe d'entrée jusqu'à 12 mètres sur une largeur de 100 mètres, consolider et améliorer l'appontement actuel, mettre en état la cale de halage ou fournir un dock flottant pour bateaux de 1.000 tonnes métriques de déplacement, améliorer aussi l'adduction et distribution d'eau de la ville, de façon à assurer l'alimentation en eau douce des navires au moyen de deux bateaux citernes, établir des ateliers de réparations et construire les bâtiments nécessaires à l'exploitation du port. Mais, le principal objet de la convention consiste dans l'installation d'un parc à charbon présentant un front sur le port de 140 mètres de longueur par 8 mètres de profondeur d'eau et sur une largeur de 60 mètres, devant posséder un approvisionnement minimum moyen de 10.000 tonnes, et dont l'outillage devra comprendre : un pont roulant, quatre chalands de 500 tonnes de port en lourd, deux appareils élévateurs, une station électrique, un remorqueur. Le service général du port sera assuré par un autre remorqueur, et un poste de télégraphie sans fil reliera Tahiti aux postes des archipels voisins.

Les travaux de deuxième urgence constituent des améliorations des aménagements qui précèdent, notamment de la passe, des quais, des ateliers de réparations et bâtiments divers, fourniture d'une drague, allongement du parc à charbon sur 70 mètres et établissement d'un dépôt de pétrole, transformation du poste de télégraphie sans fil en un poste à longue portée.

Tous ces travaux doivent nécessiter une dépense globale de premier établissement d'environ 10 millions de francs. L'Etat, qui se réserve d'exécuter directement certains d'entre eux (phares, poste de télégraphie sans fil, quais), contribuera à une partie de la dépense, de même que la colonie dont la participation est fixée à 900.000 francs devant être prélevés sur la caisse de réserve locale. Le surplus des travaux sera exécuté par une société concessionnaire, au capital d'au moins 3 millions de francs, pouvant émettre en outre des obligations dont l'intérêt et l'amortissement seront garantis par l'Etat.

Ces travaux de premier établissement, au point de vue du régime financier, feront l'objet d'un compte distinct. La convention prévoit en outre deux comptes spéciaux d'exploitation. Le premier de ces comptes comprendra les recettes et les dépenses relatives à l'exploitation du port; s'il y a déficit, l'Etat en supportera les neuf dixièmes, le dernier dixième restant à la charge de la Compagnie; si les recettes, au contraire, dépassent les dépenses, cet excédent sera partagé à raison de un dixième pour la Compagnie, quatre dixièmes pour l'Etat, les cinq derniers dixièmes étant versés à un fonds de réserve, pouvant atteindre 500.000 francs, destiné à pourvoir aux grosses réparations et au renouvellement des ouvrages et engins du port. La colonie des Etablissements de l'Océanie, intéressée directement à l'entreprise, en partagera par moitié avec l'Etat les bénéfices et les charges, sans toutefois que ces dernières puissent excéder pour elle la somme annuelle de 50.000 francs.

Pour compenser les risques qu'il assume, l'Etat se réserve le droit de percevoir certaines redevances sur la vente du charbon et de participer aux bénéfices de la Compagnie, qui établira, pour l'exploitation du dépôt de charbon, le troisième compte spécial. Enfin, lors de l'expiration de la concession, c'est-à-dire dans un délai de cinquante années, les installations et le matériel d'exploitation reviendront à l'Etat en toute propriété, ainsi que le fonds de réserve qui aura dû être constitué et géré par le concessionnaire.

Telle est dans ses grandes lignes la solution proposée par le gouvernement pour l'établissement d'un port à Papeete. Le gouvernement n'aurait pu en envisager une meilleure pour l'exécution rapide et peu onéreuse pour le Trésor public des travaux projetés.

La colonie aurait été, en effet, dans l'impossibilité d'assumer la charge de cette entreprise, les moyens dont elle dispose, tant en personnel qu'en matériel, pour un objet de cette nature étant trop restreints, et on ne pouvait songer à les augmenter sensiblement sans occasionner à la colonie de trop lourdes dépenses.

D'autre part, les Etablissements de l'Océanie et Tahiti en particulier n'offrent aux navires étrangers, pour ainsi dire, aucun élément de trafic propre (importation, exportation ou transit), et le seul intérêt que ces navires auront à s'arrêter à Papeete sera de pouvoir faire du charbon, se ravitailler en eau douce et, en cas d'avarie, pouvoir exécuter les réparations urgentes. Il s'ensuit donc que parmi les installations projetées pour le port, eu égard à l'intérêt primordial qu'il présentera pour la navigation, celui de s'approvisionner en combustible, le dépôt de charbon devient l'essentiel; le port proprement dit, bien que comportant les aménagements nécessaires au fonctionnement de ce dépôt, passe alors au second plan. Il semble par conséquent tout naturel d'avoir songé à confier l'exploitation du port — l'accessoire en l'espèce, — au concessionnaire du principal, à savoir le dépôt de charbon.

Nous espérons que le Parlement s'en rendra compte et que, soucieux de maintenir intégralement les intérêts français dans le Pacifique, il sanctionnera sans retard par son vote le projet de loi qui lui est soumis, de façon à permettre d'entreprendre au plus tôt les travaux dont la nécessité s'impose, pour mettre nos Etablissements de l'Océanie à même de profiter de la situation privilégiée qu'ils occupent sur la route maritime nouvelle.

Les vieilles colonies et le service militaire. — M. Paul Bignon, député, ayant demandé au ministre de la Guerre quel avait été : 1° le nombre des inscrits dernièrement incorporés pour les vieilles colonies ; 2° si ces jeunes gens sont tous incorporés en France et tous classés dans l'infanterie ou l'artillerie coloniale, a reçu la réponse suivante :

1° Le nombre des appelés de la classe 1912 des vieilles colonies, incorporés, s'élève à :

Guadeloupe	677
Martinique	576
Guyane	60
Réunion (renseignements encore incomplets)	280
Total	1.593

2° A l'exception de 80 hommes environ de la Réunion, affectés aux corps des troupes stationnés à Madagascar, ces divers contingents sont incorporés dans les régiments d'infanterie et d'artillerie coloniale stationnés dans la métropole.

Ces chiffres sont très intéressants. C'est la première fois que les jeunes gens des vieilles colonies sont appelés sous les drapeaux, en dépit des démarches nombreuses que leurs représentants ont faites dans le passé pour leur obtenir cet honneur. Une correspondance de Pointe-à-Pitre publiée par le *Temps*, du 2 décembre, dit l'enthousiasme des jeunes conscrits à leur départ pour la France.

« Cet heureux état d'esprit s'explique aisément pour tous ceux qui connaissent les populations antillaises, dit le correspondant du *Temps*. Assimilées à la métropole jusqu'au point de partager son régime politique et ses institutions électives, ces colonies se sont entendu souvent reprocher de ne pas payer l'impôt du sang. Le reproche est injuste, car pour s'acquitter du devoir militaire elles n'attendaient de la métropole qu'un ordre, qui ne venait pas. Lorsqu'il arriva il fut accueilli comme une délivrance. « Ce sont nos lettres de grande naturalisation qu'on nous accorde aujourd'hui », disait-on autour de moi. Aussi bien les journées de départ ont-elles témoigné d'un enthousiasme qui fait le plus grand honneur à ces loyales populations. Les qualités qui constituent l'esprit militaire ne manquent d'ailleurs pas ici. La Guadeloupe a fourni ces temps-ci à la métropole les généraux de Lacroix et Lanrezac et probablement bien d'autres officiers dont les noms aussi honorables sont moins connus ; nul doute qu'elles ne fournissent un contingent de bons soldats.

« L'incorporation des recrues antillaises aura naturellement des avantages et des inconvénients. L'avantage qu'on aperçoit tout de suite c'est de fournir à la métropole 1 600 inscrits par an, c'est-à-dire près d'un régiment, et trois régiments pour trois classes incorporées. Cela vaut bien la peine que l'on a prise et l'argent que l'on a dépensé. Mais il y a des avantages qui pour être moins apparents n'en sont pas moins réels. Il est très heureux que les populations antillaises soient amenées à connaître la France et qu'elles cessent de juger la métropole par les personnages qu'elle a, dans le passé, recommandés à leur suffrage ou préposés à leur administration. On n'apprend plus rien à personne en disant que les pouvoirs publics n'ont pas toujours eu la main heureuse dans le choix de leurs agents coloniaux, et on peut le dire sans gêne d'aucune sorte, puisque cette ère malheureuse semble close et que depuis deux ou trois ans on paraît être à Paris plus avisé ou mieux renseigné. Il sera heureux aussi que les jeunes générations antillaises prennent à la caserne l'habitude de la discipline, la pratique de l'obéissance, le goût du devoir accompli dans l'ordre.

« En regard de ces avantages incontestables, il ne serait pas prudent de dissimuler les inconvénients. Le déplacement des conscrits peut donner des mécomptes au point de vue sanitaire, leur acclimatement se produire avec difficulté et nécessiter peut-être des soins et des rapatriements onéreux. Il serait sage, à ce propos, comme l'a demandé le sénateur de la Guadeloupe, de ne faire partir les contingents prochains qu'au mois d'avril. La transition de température serait moins brusque et l'accoutumance aux nouvelles façons de vivre plus aisée. Ceci n'est qu'une difficulté administrative pour laquelle on trouvera sans doute aisément une solution.

« Il n'en sera pas de même pour un inconvénient insoupçonné qui s'est révélé aussitôt après le recrutement. Il n'y a qu'une dizaine de jeunes gens blancs, parmi les 1.600 conscrits. La faiblesse numérique de la race blanche s'est exprimée ainsi d'une façon inattendue, qui a frappé très vivement la population. On n'a pas pris garde que plusieurs jeunes gens de race blanche avaient devancé l'appel, ou se trouvaient déjà en France pour leurs études, et que les mariages consanguins avaient affaibli la race au point de rendre un grand nombre de jeunes gens inaptes au service armé.

« En ne voyant défiler que des faces noires sous les képis neufs, on a eu conscience de l'énorme supériorité numérique des Noirs, supériorité que les statistiques pouvaient en tout temps révéler aux observateurs, mais que le peuple dispersé dans les campagnes avait rarement discernées avec autant de netteté qu'à ce rassemblement. D'où une certaine émotion dans la colonie.

« Ce qui est plus sérieux, c'est le danger économique de l'incorporation. En enlevant 1.600 hommes par an aux Antilles, on les prive en période normale de 5.000 travailleurs environ, et des plus robustes et des mieux doués. Dans des pays où il n'est souvent pas facile, nonobstant la densité de la population, de se procurer de la main-d'œuvre, il y a là un inconvénient d'autant grave que selon toute vraisemblance beaucoup de ces conscrits ne reviendront pas s'établir aux Antilles. Ils trouveront en France, soit dans l'armée, soit comme domestiques, soit comme ouvriers, des salaires beaucoup plus élevés que dans leur pays, des distractions et un confort qui les retiendront. Il se rendront compte, vivant en France, de tout ce que leur condition avait de misérable. Beaucoup et certainement les meilleurs d'entre eux ne reviendront pas ; ceux qui reviendront se plieront difficilement aux habitudes abandonnées et à un mode d'existence qui leur paraîtra bien arriéré après qu'il auront vécu dans des grandes villes métropolitaines.

« Il ne nous appartient pas de dire comment on aurait pu éviter ces inconvénients. Assurément ce n'était pas chose facile. Et comme il convient de juger toute entreprise d'après les intentions de ses auteurs, il est juste de féliciter M. Henry Bérenger et M. Candace d'avoir voulu que la jeunesse antillaise soit appelée à l'honneur de servir dans l'armée française au moment où la faiblesse de la natalité métropolitaine apparaissait comme un grave danger en présence des armements allemands. Les promoteurs de l'incorporation antillaise n'ont obéi qu'à de nobles sentiments, et dans l'enthousiasme patriotique qui les animait les aspects secondaires du problème ont passé inaperçus. »

La perte de la qualité de sujet ou de protégé français. — De nombreux décrets ont réglementé les conditions d'accession aux droits de citoyen français des indigènes des possessions françaises d'outre-mer, mais, jusqu'ici, aucun texte n'avait prévu dans quelles conditions un indigène sujet ou protégé français pouvait acquérir une nationalité étrangère. Pour combler cette lacune, un décret a été élaboré qui a paru au *Journal officiel* métropolitain du 28 novembre dernier. Aux termes de ce décret, dans les possessions françaises autres que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, les indigènes sujets ou protégés français ne peuvent perdre cette qualité par l'acquisition d'une nationalité étrangère qu'avec l'autorisation du gouvernement français.

Toute naturalisation obtenue sans cette autorisation est nulle et non avenue.

Cette autorisation est donnée par décret rendu sur la proposition du ministre des Colonies et du Garde des sceaux, ministre de la Justice, après avis du gouverneur de la colonie dont l'indigène est originaire.

Nous fortifions ainsi notre tutelle sur nos sujets ou protégés de nos possessions d'outre-mer et il y a là une mesure qu'on ne peut critiquer.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

CAMEROUN

Les droits de douane sur le caoutchouc.

Le ministre des Colonies a convoqué, le 20 novembre, les membres des conseils directeurs de l'Union des commerçants de l'Afrique Occidentale, et de l'Union des planteurs du Togo et du Cameroun. Il s'est plaint, devant eux, que certaines des paroles, prononcées par lui, au cours de son voyage, au Cameroun, aient été mal interprétées. On avait rapporté que M. Solf s'était formellement opposé à toute réduction de la taxe douanière sur le caoutchouc, et que cette résolution avait profondément déçu et mécontenté les commerçants de Kribi. Les intentions du ministre ne sont pas aussi absolues; il a déclaré qu'il était partisan d'un droit de douane mobile, variant suivant le prix du caoutchouc, et cessant, tout à fait, lorsque le prix descend au-dessous d'un certain taux. Une discussion s'étant produite, dans la réunion, sur la question de savoir si l'Etat est fondé, légalement, à revendiquer, comme sa propriété, les produits du sol provenant des terres vacantes, le caoutchouc sauvage, par exemple, le ministre admit la thèse d'après laquelle le droit d'appropriation des produits du sol est, en vertu de l'ordonnance sur les terres de la Couronne, impliqué dans le droit d'appropriation du sol, lui-même, mais il ajouta que le gouvernement ne songeait nullement à tirer de ce principe des conséquences économiques, préjudiciables au commerce, ou à l'intérêt public.

Une autre question fut agitée, dans la réunion, celle de l'autonomie. Les assistants déclarèrent que, à leur sens, les colonies purement tropicales, comme le Togo et le Cameroun, ne sont pas encore mûres pour posséder des droits politiques plus étendus que ceux dont jouissent actuellement leurs conseils de gouvernement; mais ils prétendirent que, dans toutes les questions importantes, il serait nécessaire, avant tout, que les possesseurs et les directeurs des maisons de commerce, en Allemagne, fussent appelés à donner leur avis. M. Solf répondit qu'il tenait à laisser dans la colonie le « centre de gravité de l'administration »; par conséquent, c'est, d'abord, au gouverneur, estime-t-il, qu'il appartient de traiter avec les intéressés. Il ne saurait donc admettre que les intéressés, dans la colonie, fussent mis de côté, et remplacés par les intéressés métropolitains. Mais il consent à ce que, quand il s'agit de mesures administratives et d'ordonnances importantes, les commerçants de la métropole, intéressés, soient entendus, au préalable, par le gouverneur, en même temps que les représentants des intérêts de la colonie. Chambre de commerce, Union des planteurs, Conseil de gouvernement.

— Une ordonnance du gouverneur, en datée du 1er octobre, stipule que le caoutchouc sauvage, exporté du Cameroun, sera soumis à un contrôle commercial. Le caoutchouc gâté, et n'étant plus susceptible d'être amélioré, sera confisqué et détruit; on laissera passer, au contraire, le caoutchouc propre à être vendu. Pour couvrir les frais, une taxe, s'élevant jusqu'à 0, 10 pf. le kilogramme, sera perçue, à l'exportation. C'est l'administration douanière qui est chargée de ce service de contrôle.

— Dans les expéditions pour la fixation des frontières du nouveau Cameroun, il a été, souvent, fait usage de la télégraphie sans fil. Le capitaine Abel se félicite des résultats obtenus, dans l'expédition Monda-Dschua. Les capitaines Bartsch et von Ramsay s'expriment de la même façon. Les expéditions communiquèrent avec Duala, Brazzaville, ou Pointe-Noire. Pendant quelques jours, on reçut, en même temps, à Brazzaville et à Duala les communications envoyées de Pointe-Noire. Les moments les plus favorables furent 7 heures du soir et minuit.

SUD-OUEST.

Les colons, les indigènes et la métropole.

A la demande de plusieurs députés du Reichstag, 150 Hottentots, qui, après l'insurrection, avaient été bannis au Cameroun, viennent d'être ramenés dans leur patrie. Arrivés à Swakopmund, ils ont été conduits dans l'intérieur, escortés par un détachement de la troupe coloniale; à l'avenir ils doivent être cantonnés dans deux localités, pourvues de garnisons. Le fait a été commenté, de la façon suivante, par le journal de Swakopmund : « Ce retour des Hottentots nous laisse un peu sceptiques, et nous eussions préféré qu'il n'eût pas lieu; quoiqu'il s'agisse d'un petit nombre d'individus, l'effet produit sur les indigènes de la colonie ne peut être aucunement avantageux pour l'Allemagne. » Ainsi, sept ans après le soulèvement du Sud-ouest, les colons en sont à juger dangeureuse la réintégration de 150 Hottentots. Pourtant cette insurrection fut réprimée avec la dernière rigueur, et toutes les mesures prises pour en empêcher le renouvellement. La guerre impitoyable et ses conséquences avaient fait périr plus de 50.000 indigènes, et la presque totalité du troupeau qui constituait la fortune de Noirs : 200.000 têtes de gros bétail, et un nombre considérable de moutons. Les survivants étaient réduits à une extrême misère. Cependant, le gouvernement les dépouilla de tous droits. Toutes les terres furent confisquées au profit de l'Empire. Défense fut faite aux indigènes de posséder des terres, des bestiaux, et des animaux de selle, sinon moyennant une

autorisation spéciale du gouverneur. Ils durent être tous immatriculés. Chacun d'eux fut tenu de faire une déclaration, à la station de police la plus proche ; là on lui remit une plaque de métal, portant son nom, le nom de sa circonscription et un numéro d'ordre correspondant à celui du registre. Les indigènes étaient obligés de porter toujours, sur eux, cette marque d'identité ; un passeport leur était nécessaire, chaque fois qu'ils se déplaçaient. Une exception fut faite pour les Bastards de Réhoboth, qui avaient combattu du côté allemand. Ils obtinrent de grands privilèges : le droit de se gouverner eux-mêmes, le droit de porter les armes ; Un million d'hectares de très bonnes terres leur fut concédé. Ils en sont arrivés à former une sorte d'État dans l'Etat. Le gouvernement allemand n'était pas, toutefois, sans inquiétude, au sujet de l'effet que produirait sur les indigènes l'application de l'ordonnance d'août 1907. Il redoutait une émigration en masse, et commençait à se rendre compte du préjudice que causait à la colonie la rareté de la main-d'œuvre. L'anné suivante, il consulta sur ce point, le Conseil de gouvernement. Il se trouva, dans cette assemblée, des voix qui proposèrent qu'on rendît aux indigènes leurs terres et les bestiaux qui leur avaient été pris. Mais cette thèse fut très vivement combattue par un des fermiers les plus anciens et les plus considérés du Sud-Ouest, M. Schlettwein. « J'admets, dit-il, qu'on autorise les Hereros à posséder du petit bétail, s'ils en ont, ou s'ils peuvent en acheter, avec le produit de leur travail ; mais l'intérêt de la race blanche ne permet pas de faire davantage. » Son avis prévalut, et quand le ministre Dernburg fit son voyage dans le Sud-ouest, les colons demandèrent que les ordonnances restâssent en vigueur. Cependant, dans le Reichstag deux partis, le Centre, pour des raisons religieuses, et les socialistes, au nom du principe d'égalité, se sont faits les défenseurs des indigènes. Dernièrement a été présentée une motion tendant à permettre aux Hereros de posséder du gros bétail, et demandant. par conséquent, que les ordonnances de 1907 fussent rapportées. Cette proposition a été examinée par le Landrat du Sud-Ouest, dans sa session d'avril, et énergiquement repoussée. Les représentants de la colonie ont fait valoir que jamais, jusqu'ici, les autorisations demandées au gouverneur n'avaient été refusées, que plus du quart des têtes du petit bétail est possédé par les indigènes, soit 4 par tête de Noir, et que, en outre, ceux-ci ont en leur possession plus de 20.000 de gros bétail. M. Schlettwein a renouvelé sa déclaration de 1908 : « Nous partons de ce principe que notre pays est un pays de colonisation pour les Blancs ; par conséquent, c'est à cette race que doivent être réservées la possession et l'utilisation du pays. » La proposition émise au Reichstag prouve clairement, suivant lui, qu'en Allemagne on se fait une idée absolument fausse de la situation. « Si nous donnons, aujourd'hui, aux indigènes la permission générale d'avoir du gros bétail, le nombre de ces animaux augmentera bientôt, dit-il, et tôt ou tard, il faudra créer, pour les Noirs, des réserves, à savoir des pâturages ; ou bien, l'on doit leur concéder le droit d'acheter ou de louer des terres. Puisque le gouvernement refuse, avec raison, aux indigènes le droit d'acquérir des terres, le Landrat tire la conséquence, et se prononce contre la permission de posséder du gros bétail. Autrement, l'effet naturel serait celui-ci : plus tard, il faudrait exproprier des possesseurs blancs, afin de fournir aux indigènes des pâturages. Dans ce cas aussi, on juge uniquement d'après ce qui existe en Allemagne, où les ouvriers agricoles possèdent des vaches. Chaque travailleur agricole marié a le droit d'avoir une vache, laquelle est nourrie dans l'étable du patron. Mais dans le Sud-Ouest, pareil usage est impraticable. Pas un indigène ne comprendrait, si on lui disait : « seulement, tu devras renoncer à l'élevage ». Le mécontentement parmi les indigènes serait immense. Ils comprennent, au contraire, très bien, que la situation présente est la juste punition encourue, par eux, par l'insurrection. Jamais, ils ne comprendraient qu'on leur accordât une moitié seulement de droit. » Et M. Schlettwein, dans un article des *Koloniale Monatsblätter*, exprime nettement les raisons mises en avant par les colons : « L'époque où les indigènes avaient, dans le pays, des troupeaux innombrables, est encore trop près de nous ; tout leur effort tendrait à l'accroissement de cette richesse. S'il leur était permis de posséder et d'accroître le gros bétail, chaque fermier laisserait volontiers à ses gens le droit d'avoir 2 vaches, au lieu de 50 chèvres qu'ils ont ordinairement aujourd'hui. Mais le Landrat a un autre motif encore pour combattre la proposition dont il s'agit. La situation, dans le Sud-Ouest, n'est pas du tout telle que des soulèvements y soient impossibles. Or, dans le cas d'une insurrection, toute vache est, pour les insurgés, un précieux secours. Ils l'emmènent facilement avec eux, partout, tandis qu'un troupeau de chèvres gêne leurs mouvements ; en cas de guerre, la perte de celui-ci leur est plus légère. Toute guerre contre les indigènes prend fin, dès que les insurgés ont perdu leur bétail. C'est tout réfléchi. Dans l'intérêt du pays, le Landrat a adopté une position qui ne changera pas. Si le Reichstag vote une loi, nous l'appliquerons, parce que nous sommes impuissants. Seulement un tel coup de force porterait atteinte à l'affection et au dévouement des colons pour la métropole. »

Ces déclarations montrent que, dans cette colonie, où en cas de nécessité, les Allemands pourraient disposer de 9.000 défenseurs armés, avec 8.000 chevaux, 3 batteries d'artillerie, et 2 sections de mitrailleuse, en face d'une population indigène mâle qui, Ovanbos exceptés, ne doit pas dépasser 20.000 individus, les colons ne sont pas tranquilles, et qu'ils s'opposent à ce qu'on laisse à tous les Noirs l'entière liberté de l'élevage, parce qu'ils veulent pouvoir, en temps de guerre, les affamer, et les réduire à merci. On comprend que, tentés par la crainte d'une nouvelle insurrection, ils aient hautement protesté contre le projet de réduire l'effectif de la troupe coloniale. Ils donnent aussi comme argument l'insécurité permanente. A plusieurs reprises, le Landrat a réclamé des mesures énergiques pour mettre fin aux nombreux actes de brigandage, qui, dans certain districts, sont devenus un danger public. De fortes patrouilles, où la troupe coloniale est associée à la troupe de police, ont dû être organisées, afin de purger, des vagabonds et des pillards, le district de Grootfontein, par exemple. Les colons estiment que c'est à l'Etat qu'il appartient de subvenir aux dépenses militaires ; aussi le Landrat a-t-il désapprouvé le projet du Reichstag, qui consistait à fondre en un seul corps la troupe coloniale et la troupe de police, et à partager la dépense totale entre le métropole et la colonie, de même qu'il s'est élevé contre une résolution de la commission du budget, d'après laquelle les sommes économisées sur le budget de la police devaient être soustraites du montant de la subvention. Ces arrangements lui ont paru une violation des principes établis par le ministre Dernbourg, sur la séparation des budgets de l'Empire et des colonies.

L'idée des colons concevant leur pays comme un pays de colo-

nisation pour la race blanche explique leur attitude dans la question des mariages mixtes. Ils se sont nettement prononcés là-dessus, l'année dernière, devant le ministre des Colonies, qui pensait absolument comme eux, et ils espèrent, fermement, que le Reichstag, mieux informé, reviendra sur sa décision.

Les colons, qui s'effraient à l'idée de voir se reconstituer l'ancienne richesse en bétail des indigènes, ont si bien accru leur cheptel propre, que l'offre est, aujourd'hui, supérieure à la demande, si bien qu'ils se préoccupent très sérieusement de trouver des débouchés au dehors. Ils voudraient pouvoir exporter leurs produits en Allemagne; c'est pourquoi ils réclament l'abolition des droits de douane qui, actuellement, frappent, à l'entrée, les produits coloniaux, au même degré que les produits étrangers. Ils comptent que cette anomalie cessera, lorsque seront renouvelés les traités de commerce. En même temps qu'ils demandent à l'Etat de leur venir en aide, en favorisant, par tous les moyens, le développement de la production, et la vente des produits, ils regimbent, d'autre part, contre toute aggravation de leurs charges financières; c'est ainsi qu'ils ont blâmé un projet de taxation nouvelle sur l'industrie minière. Si l'État a besoin de ressources financières, qu'il réalise des économies, en réduisant l'effectif du personnel administratif. Il semble aux colons qu'il y a beaucoup de besogne inutile, faite par les fonctionnaires, quand ils entendent dire que, dans tel district, plusieurs fois aussi étendu que le royaume de Bavière, les agents, chargés d'établir, chaque année, la statistique du nombre de têtes de bétail, vont jusqu'à mentionner le nombre des volailles, que possède chaque Blanc et chaque indigène.

Les colons ont pris très au sérieux les droits politiques qui leur ont été conférés; mais, dès le premier jour, ils les ont jugés insuffisants. Ils ont obtenu, en grande partie, satisfaction par l'ordonnance du 26 juin 1913, qui a étendu les attributions du Landrat. Le Conseil décide maintenant de presque toutes les questions intéressant la colonie : santé publique, législation sur les voies de communication, droit de chasse, développement de l'agriculture et de l'élevage, conditions d'existence des travailleurs indigènes, etc. Mais les colons veulent davantage encore; ils prétendent avoir le droit de disposer eux-mêmes, à leur gré, de leurs propres revenus : ils appellent de leurs vœux le jour où la colonie deviendra, pour ses propres affaires, indépendante du Reichstag et du ministère des Finances impérial.

La colonie allemande du Sud-Ouest manifeste, ainsi, hautement, sa volonté d'être traitée avec considération, et tend vers l'autonomie. A mesure que les colons prennent davantage conscience de leurs intérêts propres, s'accuse l'opposition entre ces intérêts, et ceux de la métropole. Politique indigène, défense coloniale, mariages mixtes, questions douanières, questions des droits politiques du Landrat, dans tous ces domaines, nous venons de voir se manifester les divergences de vues entre l'assemblée représentative de la colonie, et le parlement allemand. Ces divergences sont naturelles, et ne sont pas uniquement imputables, comme le prétend M. Schlettwein, à l'igorance du parlement. « La grande majorité du Reichstag, dit-il, est, malheureusement, si étrangère aux choses de l'univers et des colonies, que, sans le vouloir, elle applique à celles-ci la mesure convenable pour la métropole. Puisse celle-ci, ajoute-t-il, ne pas s'attacher trop étroitement à ce principe : que la colonie doit être gouvernée de Berlin, et, exclusivement d'après les intérêts de la métropole. Puisse-t-elle, envers des gens résolus à travailler, dans un nouveau pays, pour la cause germanique, ne pas se placer au point de vue étroit des idées allemandes, et les dégoûter du travail. Il est dur, pour des hommes sérieux et mûrs de s'entendre dire : « Vous n'êtes pas mûrs, vous ne savez pas apprécier les grands intérêts de la mère patrie. » Le ressentiment qu'ils éprouvent reste dissimulé, mais il se transmet de génération en génération, jusqu'à ce qu'un beau jour, sans qu'on en connaisse le vrai motif, se produise la rupture avec la patrie. Notre pays rude et stérile a, pour former des hommes, une force secrète que l'on ne réussira pas à opprimer. Souhaitons pour la métropole qu'elle réussisse à s'attacher à jamais cette force et ces hommes, pour fortifier l'Empire, et pour propager l'influence allemande dans le vaste monde. »

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

UNION SUD-AFRICAINE

Les grèves du Natal et la question hindoue.

Les ouvriers hindous qui travaillent dans l'Afrique du Sud — ceux des mines comme ceux des plantations de canne à sucre — se sont mis en grève. Grave question économique qui se complique d'une question de races plus grave encore, si l'on songe que le nombre de ces Hindous est actuellement supérieur à celui des hommes de race blanche. Il y a en effet au Natal, 140.000 Hindous contre 98 000 Européens. Les Hindous s'occupent surtout de travaux agricoles : on les emploie pour cultiver le thé et la canne à sucre. « L'industrie sucrière, écrit un auteur, nécessite une main-d'œuvre très importante. La canne exige des soins répétés et toujours urgents qui doivent impérieusement lui être donnés presque en même temps sur tous les points de la plantation. Sous peine de compromettre la récolte, il faut que la mise en terre des boutures se fasse rapidement dans une saison déterminée. Par deux et souvent trois fois, il faut, avant que la canne ait atteint son entier développement, procéder à de rapides émondages des herbes folles qui pourraient étouffer sa croissance. La récolte enfin, la coupe, pour employer le terme technique, doit être faite dans un délai très court pour profiter du moment où le jus est le plus riche en matières saccharines. Toutes ces opérations obligent le planteur à avoir sans cesse à sa disposition un personnel fort nombreux de laboureurs, et il lui faut des hommes capables de supporter les rigueurs des climats tropicaux et qui ne lui coûtent pas trop cher. L'Afrique fournissait autrefois ces travailleurs. Mais lorsque l'esclavage fut aboli, on dut chercher ailleurs. L'Angleterre, qui avait pris l'initiative de la libération des esclaves, avait à sa disposition, dans l'Inde, un immense réservoir d'hommes. Elle y puisa naturellement, et bien des colonies françaises, la Réunion, par exemple, firent par la suite appel à la grande presqu'île hindoustanique. »

Les habitants du Natal, tout en reconnaissant l'utilité et, en certains cas, la nécessité de la main-d'œuvre hindoue, refusent d'accorder à ces travailleurs d'une autre race qui à la longue sont devenus de véritables colons, droit de cité. L'année dernière, à la suite de longues négociations avec le gouvernement de l'Inde, on décida d'interdire désormais l'immigration des coolies hindous, mais il restait encore à régler la situation des Hindous

actuellement en Afrique du Sud. Ne pouvant les expulser de force, au mois d'août dernier le Parlement sud-africain vota une loi imposant une taxe annuelle de résidence de 75 francs à tous les Hindous de l'Afrique du Sud. Qu'ils soient *indentured* ou non c'est-à-dire engagés par contrat dans une mine ou dans une plantation, c'était, pour beaucoup d'entre eux, l'expulsion déguisée. En outre on leur interdisait, d'après une loi dite celle de la « Ligue de couleur », de circuler librement et de passer sans autorisation d'un Etat dans un autre Etat. Ces règlements soulevèrent la plus vive indignation parmi les Hindous, et il y a quelque temps, sous la direction d'un Hindou de marque, M. Ghandi, trois mille Hindous de Natalie franchissaient la frontière du Transvaal, protestant ainsi contre la loi qui prétend leur interdire de circuler dans la colonie.

Cette manifestation toute pacifique a été suivie de faits beaucoup plus graves. Dans tous les districts du Natal, la grève a fait tache d'huile et de théorique qu'il était le conflit a dégénéré en véritable bataille. La « Natal Federation of Trade and Labour » qui poursuit les Hindous d'une haine tenace a prié le gouvernement de prendre des mesures de rapatriement immédiat. Les grévistes et la police en sont venus aux mains et on signala dans tout le Natal et le Zoulouland de sérieuses échauffourées. Le fait le plus grave s'est passé à Esperanza, sur la côte sud. Les Hindous grévistes ayant manifesté, se sont heurtés à la police. Il y a eu trois tués et vingt blessés. Et le mouvement n'est qu'à son début.

Comme on devait s'y attendre il a eu dans toute l'Inde anglaise sa répercussion. Le gouvernement anglais, comme on le sait, est très sensible aux mouvements d'opinion qui se manifestent parmi les populations de l'Inde. Jusqu'ici la politique de tous les vice-rois a été de résister à l'agitation hindoue en s'appuyant sur la minorité musulmane dont la fortune paraissait liée à la fortune anglaise. Mais depuis quelque temps, parallèllement à l'agitation hindoue, existe une agitation nationaliste et musulmane. Nous avons signalé récemment que les deux chefs de la « All India Moslem League » deux chefs d'un loyalisme éprouvé envers le gouvernement impérial, ont dû se retirer. Lord Hardinge multiplie ses instances. Il a cru devoir intervenir énergiquement en faveur de ses administrés soit auprès de lord Gladstone, haut-commissaire britannique de l'Afrique du Sud, soit auprès de lord Crewe, secrétaire d'Etat de l'Inde. Dans un discours prononcé à Capetown au Congrès sud-africain et dont nous parlons d'autre part, le général Botha avait démenti les bruits selon lesquels les Hindous auraient été victimes de mauvais traitements au Natal et protesté contre les insinuations faites à ce sujet par de hautes personnalités du gouvernement de l'Inde. Lord Hardinge, vice-roi des Indes, se sentant visé, répliqua par un discours prononcé à Madras et dans lequel il s'exprimait ainsi :

Les Hindous de l'Afrique du Sud ont jugé nécessaire d'organiser la résistance passive à des lois qu'ils considèrent comme odieuses et injustes, opinion que nous, qui suivons attentivement leurs luttes, ne pouvons que partager! Ils ont violé les lois en question n'ignorant point à quelles rigueurs ils s'exposaient. Ils sont prêts à les supporter avec courage et patience. Ils seront soutenus par la profonde et brûlante sympathie de toute l'Inde et aussi de tous ceux qui, comme moi, sans être Hindous, sont en rapports sympathiques avec la population de ce pays.

Les choses ont d'ailleurs récemment pris une tournure grave. D'innombrables témoignages attestent que cette résistance passive a été combattue par des moyens qu'on ne saurait tolérer en aucun pays se disant civilisé. Le gouvernement du sud de l'Afrique a démenti catégoriquement ces informations, mais dans ces démentis mêmes, on admet avoir pris certaines mesures dont l'opportunité est bien discutable.

Si le gouvernement du sud de l'Afrique désire se justifier aux yeux de l Inde et du monde civilisé, la seule chose à faire est de charger une commission impartiale, où les Hindous seront pleinement représentés, de faire une enquête sérieuse. Le gouvernement de l'Inde insistera énergiquement auprès du gouvernement impérial pour obtenir satisfaction sur ce point.

Ce discours a fait, dans l'Inde, une assez bonne impression. L'un des porte-paroles des Hindous, M. Gokhale, dans une allocution prononcée le 28 novembre à Delhi devant les membres du Comité sud-africain, a dit notamment :

La situation des Hindous dans le sud de l'Afrique devient vraiment désespérée. Mais ne perdons pas courage. A tort ou à raison, la population de l'Inde britannique est généralement persuadée que l'Empire britannique tient plus de compte des sentiments des Européens du sud de l'Afrique que des droits et des sentiments de plusieurs centaines de millions de sujets hindous de Sa Majesté. Si une semblable impression devenait une conviction arrêtée, il en résulterait les conséquences les plus graves pour l'Inde et pour l'Empire britannique tout entier.

Heureusement que ce danger a été diminué par le courageux discours du vice-roi de l'Inde, qui a montré aux Hindous que le gouvernement est de cœur avec eux et qu'il s'emploie de tous ses efforts en leur faveur, malgré tout ce qui milite contre eux.

Toute l'importance du service rendu à l'Empire par le vice-roi ne saurait être appréciée, en Angleterre et en Afrique du sud, que par ceux qui se rendent compte de l'intensité du ressentiment qui fait vibrer l'Inde tout entière.

Les télégrammes que nous continuons à recevoir du sud de l'Afrique, continuent de signaler les mauvais traitements dont les Hindous sont victimes dans plusieurs plantations et à nous apporter des plaintes parce que le gouvernement sud-africain ne procure pas aux intéressés les moyens de faciliter une enquête sur les faits.

Entre temps, l'Association des Hindous du Natal continue à demander l'intervention des gouvernements de Londres et de Delhi, car elle craint qu'on ne mette fin à la grève par la violence.

Si les paroles du vice-roi ont trouvé aux Indes un écho favorable, elles ont naturellement produit, dans l'Afrique du sud, une impression toute différente. Toute la population blanche de l'Afrique du sud, en effet, approuve les mesures prohibitives édictées par le Natal, où le général Smuts, membre du cabinet Botha, est parti pour régler sur place, le conflit.

Ce conflit entre l'Afrique du sud et l'Inde anglaise met naturellement l'*India Office* de Londres en posture assez délicate. Londres ne désavouera pas lord Hardinge qui n'a fait que son devoir en prenant la défense des Hindous du Natal, mais l'autonomie reconnue à l'Afrique du sud donne, d'autre part, à cette colonie le droit de prendre contre les immigrés telles mesures qu'elle veut. On ne voit pas comment le conflit en cours pourra être réglé à la satisfaction des deux parties. « On considère en Angleterre, écrivait le *Times*, que la situation a pris une tournure fort grave... Quelles que soient les mesures que le gouvernement prenne maintenant pour provoquer un accord et une reconciliation, il sera difficile d'annihiler les fâcheux effets déjà produits par la façon dont on a traité un grave problème impérial. Il semble qu'à l'heure actuelle, aucune disposition précise ni même aucune politique générale n'aient été adoptées sur cette question, mais le ministère des Indes, et le ministère des Colonies suivent de très près les événements et demeurent en contact permanent l'un avec l'autre. »

Le Congrès du parti sud-africain : Hertzog contre Botha.

Au grave problème de races qui se pose au Natal devant le gouvernement sud-africain viennent s'ajouter, pour ce dernier, des complications politiques intérieures. Le Congrès du parti sud-africain qui s'est ouvert à Capetown, le 20 novembre, vient de voir se dénouer la longue querelle Botha-Hertzog dont le *Temps* rappelait ainsi les phases principales :

Abstraction faite des socialistes, le parlement sud-africain est divisé en deux grands partis : les unionistes ou parti anglais, et le parti sud-africain ou boer, lequel dispose actuellement d'une notable majorité. Malgré ses répugnances pour une pareille division, et bien qu'il fût vraiment desireux de gouverner le pays avec les meilleurs « hommes des deux races », le général Botha, lorsqu'il fut appelé en 1910 à former son premier ministère, se trouva obligé de le recruter presque exclusivement dans le parti sud-africain. Mais, dans ce parti, les dissensions ne tardèrent pas à se manifester. Le général Hertzog qui est, après le général Botha, la personnalité la plus marquante du cabinet et qui représente la vieille tradition boer, n'a jamais caché que la politique du général Botha lui paraissait trop anglophile. Il accepte la domination anglaise parce qu'il ne peut pas faire autrement, mais il n'a pour elle aucune sympathie. Comme il le disait dans un récent discours, « il ne consent à faire partie de l'Empire britannique que dans la mesure où cela peut être utile à l'Afrique du sud ».

Ce désaccord de principe ne tarda pas à se manifester sur une foule de points, en particulier quand se posa la question des écoles. Le général Hertzog insista pour faire adopter un certain nombre de dispositions qui auraient mis les écoles sous le contrôle absolu de l'élément boer. Quand, dans la session suivante, on en vint à la question de langue, il prétendit faire du hollandais la langue officielle. En 1911, quand le général Botha alla en Angleterre prendre part à la grande conférence impériale pour la défense de l'empire, le général Hertzog organisa, en Afrique du sud, une violente campagne de protestation, déclarant qu'en aucun cas, l'Afrique du sud n'admettrait de payer des dreadnoughts à la place des contribuables anglais. Le nationalisme africain du général Hertzog va plus loin encore. En dépit de l'urgent besoin d'immigrants europeens dans l'Afrique du sud, le général Hertzog, qui fut avec son ami Dewett et Botha un des plus vaillants chefs de la dernière guerre boer, s'opposa aux mesures qui pourraient favoriser une telle immigration, dût-elle être entourée des plus minutieuses garanties comme en Australie ou au Canada. Il entend en effet imposer, par tous les moyens, la domination de l'élément boer.

Les divergences de vues entre les généraux Botha et Hertzog devinrent bientôt si grandes, qu'une réorganisation du cabinet s'imposa. An mois de décembre dernier, le général Botha, après avoir offert sa démission, reconstituait un nouveau ministère d'où le général Hertzog se trouvait exclu. Celui-ci ne s'en trouva que plus libre pour mener campagne contre son chef de parti. En fait, la rupture entre les deux hommes était inévitable.

Elle s'est produite après trois jours de débats extrêmement animés au Congrès sud-africain. M. Krige, un des « whips » du gouvernement proposa que le Congrès, passant outre à la querelle des deux généraux, s'occupât de l'administration du pays. Cette motion, qui était en quelque sorte un vote de confiance pour le général Botha, et que ratifièrent 131 votants contre 90, mit le feu aux poudres. Le général Hertzog quitta la salle du Congrès suivi de ses 90 fidèles, dont le général Dewett, qui prononça en partant ces paroles : « J'aime bien mon camarade Botha, mais j'aime encore mieux la cause du peuple, adieu. » Les partisans des généraux Hertzog et Dewett vont fonder un parti national sud-africain qui doit tenir son premier Congrès à Bloemfontein en janvier prochain. La minorité hertzogiste comprenait, dit le correspondant du *Morning Post*, 60 délégués de l'Orange, 21 du Cap, 6 du Transvaal et 3 du Natal. Un seul délégué de l'Orange figurait parmi les partisans du général Botha.

Ce dernier, dans son discours de clôture, le 24 novembre, du Congrès du parti sud-africain, a pris soin de définir sa politique. Parlant de la question de l'impérialisme, le premier ministre a repoussé l'idée que lui prêtent les partisans du général Hertzog d'un système fédéral avec un Parlement suprême auquel seraient subordonnés les autres Parlements et dans lequel l'Afrique du Sud aurait quelques représentants seulement. Cette idée a été lancée par la Nouvelle-Zélande à la dernière Conférence impériale et le général Botha s'est défendu énergiquement de la vouloir mettre en pratique dans son pays.

Les membres du cabinet sud-africain sont, d'après la loi, ministres de Sa Majesté, mais néanmoins forment le gouvernement de l'Afrique du Sud. Leur pays fait partie de l'Empire britannique, mais ils sont aussi libres que s'ils appartenaient à un Etat indépendant, sur un pied d'égalité avec les autres Etats. Notre premier devoir dans les intérêts de l'Union elle-même, à mon avis, est d'entretenir avec l'Empire britannique des relations amicales sans nous départir du moindre de nos principes.

Les droits de l'Afrique du Sud, a dit en terminant le général Botha, ne sont pas incompatibles avec l'attachement des sud-africains à l'Empire. « Il est difficile, écrivait le *Temps*, au moins pour le moment, de savoir quel sera le résultat de cette scission en ce qui concerne la situation du cabinet du général Botha devant le Parlement. Il semble peu probable cependant qu'il puisse s'appuyer désormais sur la même majorité, et il est vraisemblable qu'il sera finalement obligé de recourir à des élections générales. Un certain nombre de conservateurs anglais saisissent naturellement cette occasion pour rappeler qu'ils avaient prévu toutes ces difficultés et qu'ils avaient déclaré qu'en accordant sitôt après la guerre le *self governement* à l'Afrique du Sud, le gouvernement libéral faisait une grave erreur. En réalité, il ne faut pas exagérer l'importance de ces faits. Ce ne sont point en effet les difficultés que rencontre le général Botha qui peuvent étonner. Ce qui est bien plus étonnant, c'est que jusqu'ici, si peu de temps après la guerre, il en ait rencontré si peu. »

AUSTRALIE

Finances publiques et commerce.

D'après les statistiques complètes qui viennent d'être récemment publiées, les chiffres totaux des importations et exportations pendant ces trois dernières années sont les suivants :

	1910 Liv. st.	1911 Liv. st.	1912 Liv. st.
Importations.....	58.682.391	64.997.907	76.483.360
Exportations.....	68.855.873	67.435.172	66.634.470

Voici, par ailleurs, par pays d'origine, le détail de ces importations :

	1910 Liv. st.	1911 Liv. st.	1912 Liv. st.
Royaume-Uni.....	30.051.053	32.366.260	38.830.542
Possessions britanniques.	6.608.017	6.333.375	7.285.174
Pays étrangers.....	22.023.421	26.298 272	30.367.644
	58.682.391	64.997.907	76.483.360

Les revenus et dépenses du Commonwealth et des six Etats australiens se traduisent ainsi :

	1910 Liv. st.	1911 Liv. st.	1912 Liv. st.
Recettes brutes.....	18.806.237	20.546.361	21.899.413
Part des revenus douaniers payée aux Etats.	5.196.424	5.824.423	6.119.930
Revenus nets du Commonwealth.....	13.609.813	14.721.938	15.779.483
Dépenses ordinaires nettes déduction faite des payements aux Etats (comme ci-dessus)....	11.321.354	14.297.572	15.387.933
Surplus.....	2.288.459	424.366	391.550

Les dépenses de l'emprunt 1912-1913 ne sont pas comprises dans ces chiffres. Il faut également faire état des recettes des chemins de fer qui ont été pour les six Etats :

	1910-1911 Liv. st.	1911-1912 Liv. st.	1912-1913 Liv. st.
Nouvelles-Galles du Sud...	2.597.136	2.639.512	2.153.956
Victoria.....	1.778.974	1.907.487	1.629 089
Queensland.....	1.145.894	1.117.683	1.169.761
Australie méridionale.....	720.026	749.795	786.526
Australie occidentale.....	622 794	5 3.232	531.027
Tasmanie.....	61.412	93 533	107.549
Total.....	6.926.236	7.051.242	6.371.908

Les dépenses totales ordinaires, y compris l'emprunt, s'élèvent donc à :

	Liv. st.
1910-1911.....	37.295.605
1912-1912.....	43.970.870
1912-1913.....	49.121.534

tandis que les revenus ordinaires sont de :

1910 1911.....	36.691.836
1911-1912.....	41.913.265
1912 1913..	43.926.331

Questions d'Histoire et de Géographie.

L'ASIE NOVATRICE ET NOUVELLE

Nous publierons désormais chaque année, à cette place, une chronique de géographie coloniale, où nous passerons en revue les résultats géographiques de l'intervention européenne, quelles qu'en soient les formes, en Afrique et en Asie.

Asie des moussons. — L' « Asie féconde », surpeuplée, surcivilisée est celle qui nous offre le moins de surprises. La nature régulière et plus implacable qu'ailleurs a façonné, depuis trop de siècles, une civilisation agricole, ordonnée dans les cadres qu'imposent les saisonnières moussons. L'Européen n'y peut intervenir que pour prévenir les exceptionnels cataclysmes qu'un été trop pluvieux, qu'un hiver trop sec apportent aux indigènes dociles. A cet égard, le recensement hindou du 10 mars 1911 est particulièrement topique : de 1891 à 1901, les famines causées par des sécheresses persistantes, avaient porté la population à 294.000.000 d'habitants, les Etats indigènes perdant 5 0/0 de leur population, tandis que s'accroissaient (4,7 0/0) les provinces directement administrées ; or, dans la decade 1901-1911, ceux-ci ont continué à grandir, comme il est naturel (de 5,5 0/0), ceux-là ont regagné le terrain perdu (moyenne d'accroissement : 12,9 0/0) donnant à l'Inde 315.000.000 d'habitants, preuve de la merveilleuse vitalité de ces races, les années de vaches maigres passées. Le souci qu'a l'administration britannique de gouverner désormais pour les indigènes, se manifeste dans l'événement sensationnel du 12 décembre 1911, le durbar de Delhi : l'empereur y manifesta sa volonté d'abandonner Calcutta, ville excentrique, relativement neuve, où les habiles Bengalis occupaient toutes les fonctions administratives subalternes, et de transférer la capitale des Indes à Delhi, la ville archaïque, la capitale du Grand Mogol, située entre le monde musulman des Sikhs et le monde brahmanique du Bengale, commandant au milieu de la plaine indo-gangétique le détroit ouvert entre l'Himalaya et le plateau du Sud, accessible, grâce à sa position centrale, à tous les administrateurs indigènes.

Dans l'Asie française, l'administration de M. ALBERT SARRAUT s'inspire de principes semblables : apporter aux indigènes la science économique européenne et pallier, dans la mesure du possible, aux maux que la nature a imposés. Mais il est nécessaire de s'appuyer sur une base géographique : la vie économique de l'Indochine dépend du régime des pluies. D'où l'utilité du *Bulletin pluviométrique* que publie chaque année, depuis 1906, M. LE CADET : l'observation des moussons alternées, sèches et humides, de leur apparition précoce ou tardive, de leurs pluies pauvres ou abondantes, permet de déceler les régions naturelles, mal connues encore, la savane, la forêt clairière, la futaie, les plaines deltaïques à une, deux ou trois récoltes, et leurs promesses de nouvelles cultures. Ainsi, a-t-on pu, depuis quelques années, en Annam, en Cochinchine, introduire des plantations d'Hevea. Ce sont également les études climatologiques qui ont permis de dresser un plan rationnel de grands travaux indispensables, tel que le présentait M. KLOBUKOWSKI le 29 octobre 1910 à l'ouverture du Conseil supérieur : irrigations au Tonkin qui permettront de gagner 100.000 hectares à la culture du riz, drainages et colmatages en Cochinchine, au Cambodge. A ces ouvrages d'hydraulique agricole, se sont ajoutées des voies de communication nouvelles et l'ouverture à la vie économique des provinces reculées, comme le Laos « le parent pauvre de l'Indochine ». Le 11 octobre 1913 a été inauguré le dernier tronçon du réseau sud du Transindochinois, qui doit courir sans interruption en un vaste demi-cercle du Yunnan au Siam : Phanrang est lié par un ruban de 500 kilomètres à Saïgon, le Sud-Annam est réuni à la Cochinchine. Au moment même où paraît l'avant-dernier volume de l'œuvre monumentale de M. PAVIE, narration encore inachevée de sa *Mission* de 1879 à 1895, des routes sont commencées pour débloquer le Laos. En même temps le livre de M. MAITRE sur *les Jungles Moï* nous fait connaître ces terres de difficile accès, ces peuplades encore « sauvages », parfois sanguinairement réfractaires aux explorations européennes, mais qui semblent surtout craintives, du reste clairsemées, refoulées par les civilisations indigènes qui pénétreront avec les routes, dans le plateau central indochinois.

La Chine propre est dévoilée, au moins dans ses grandes lignes. L'œuvre synthétique de RICHTHOFEN, *China*, vient d'être heureusement achevée par la publication posthume du volume et de l'atlas concernant la Chine du Sud à peu près inexplorée depuis vingt ans : elle nous précise la grande différence qui existe entre les deux Chines, celle du Nord, plate, recouverte de lœss épais, au climat excessif, au gazon discontinu et ras, aux plantations de blé, mil, fruits à coque, aux nombreuses bêtes de somme et de trait circulant sur les routes faciles, celle du Sud, montagneuse, coupée de vallées alluviales, soumise aux moussons périodiques, recouverte de hautes herbes et de forêts, offrant par l'humidité

de son ciel et l'imperméabilité de son sol les cultures tropicales, riz, thé, mûrier, traversée par un immense réseau de routes d'eau navigables. Aujourd'hui, coexistant avec les voies fluviales, les chemins de fer se sont remarquablement développés : le rail français, venant d'Haïphong, vient d'entrer à Yunnan-fou, la capitale du Yunnan (1910) et drainera les productions yunnanaises, cornes et peaux, cire, zinc, antimoine, et l'étain surtout (6.000 tonnes sur 7.000), plus tard celles du Seutchouan et de la Chine occidentale tout entière, si se réalisent les projets de poursuite du chemin de fer du Yunnan vers Souei-ting-fou où il rejoindra le Yang-tsé. C'est également cette grande artère navigable que retrouvent à Hankéou, la section ouverte du Grand Tronc chinois (Pékin-Canton), et à Poukéou la nouvelle ligne venue de Tientsin (1913) qui, par le Transmandchourien et la ligne Nankin-Changhaï, met Changhaï à dix-sept jours de l'Europe occidentale. De ces voies se détachent le Pékin-Kalgan, en service depuis quatre ans, amorce d'une nouvelle jonction entre la Sibérie et la Chine, et les lignes françaises, anglaises, qui transportent les charbons du Chan-si ou remontent le Hoang-ho. Ces constructions, c'est l'œuvre principale des Européens en Chine; mais les grandes lignes projetées, le Hankéou-Canton et le Hankéou-Tchengtou (la capitale du Seutchouan) sont encore loin d'être faites, la première à cause des difficultés financières et politiques, la seconde à cause des obstacles naturels, les plus fortes barrières montagneuses que chemin de fer chinois ait jamais eues à franchir.

*
* *

Asie des déserts. — L'Asie centrale, d'où sont cependant toujours descendus les conquérants des plaines fécondes, Asie de plateaux élevés, « Toits du monde », de température excessive et de sécheresse constante, n'est entrée par elle-même que tard dans l'histoire et, difficilement accessible, n'est encore qu'en partie connue. Il y a dix ans que les grandes expéditions américaines de Morris Davis et de Bailey Willis ont étudié géologiquement et morphologiquement les provinces extérieures chinoises, et ont tenté de donner une explication des formes fondamentales de ce relief, arcs plissés gigantesques et bassins fermés intérieurs, d'où découle toute la vie de ces steppes et déserts, leur climat excessif, leur hydrographie incomplète, la dispersion des hommes, la position périphérique des centres. Depuis lors, les explorateurs n'ont cessé d'apporter leurs feuillets à la connaissance de ces terres.

Sur la barrière himalayenne, on découvre quelque cime géante: en 1909, le duc des Abruzzes trouve dans le Karakoram un sommet de 8.140 mètres, le Broad-Peak, sans parler des pics de 7.000 mètres, des cols de 6.000. Le Dr Longstaff, qui a parcouru les hautes vallées du Chyok, de la Nubra, du Saltoro, a montré l'énormité des phénomènes glaciaires et la descente des glaciers actuels, ce qui n'est pas inconciliable avec les surprenantes limites biogéographiques, puisqu'on a constaté des saules et bouleaux à 3.900 mètres, un village (Goma sur le Saltoro) à 3.240. Il n'est pas jusqu'aux prouesses alpinistes, souvent renouvelées, de M. et Mme Bullock Workman dans le Karakoram, qui n'aient été, par leurs précis relevés, précieuses à la science géographique : ils ont remonté le Siamen, le plus grand glacier connu en Asie (80 kilomètres de long), à des altitudes de 4.800 à 5.000 mètres, où leur caravane resta un mois entier en 1911, sans aucun bois de chauffage, loin de tout ravitaillement.

Le Tibet est le domaine qu'a presque accaparé Sven Hedin : ce n'est que de 1910 à 1912 qu'ont paru les résultats de son expédition de 1906-1908. Il nous présente le Tibet comme une série de hautes plaines de 5.000 mètres environ, aux pentes douces, aux lacs nombreux qui, au reste aujourd'hui décroissent, aux températures extrêmes variant de 20° à —40°, à la population éparse vivant sous la tente. Les seuls points vraiment habitables sont les vallées, comme celle du Yalong, affluent du Yang-tsé, qui creuse un sillon de 2.500 mètres de profondeur, que traversa l'explorateur Bacot en 1909-1910 : sur ce précipice grimpent des maisons hautes et serrées les unes contre les autres; des forêts séparent ces villages des plateaux parcourus par les troupeaux de yaks. Toute cette région est un enchevêtrement de chaînes hautes, de vallées étroites, origine de tous les grands fleuves de l'Asie orientale, comme l'Irrouaddi, dont Bacot croit avoir trouvé la source. Les vallées du Yalong et du haut Yang-tsé ont été reconnues par M. de Polignac et le capitaine Audemard; celui-ci conclut qu'il faut abandonner l'espoir de drainer par là vers le Yunnan et le Tonkin les pauvres produits du pays : la nature est trop inclémente, les peuplades, les Lolos, pauvres et pillards, la voie fluviale trop accidentée, quasi inaccessible, sauf à l'audace et l'habileté entreprenante des radeaux chinois. Le voyage moins scientifique de M. Toussaint le long du Yang-tsé et du Tong-ho (1911) semble laisser des conclusions identiques. En 1911, le Dr Legendre, qui a failli payer de sa vie son entrée dans ces régions interdites, a trouvé à l'Est du Yalong des vallées, élevées encore de plus de 3.000 mètres au fond, ouvertes vers le Nord et soumises aux pluvieuses moussons de l'été : d'où des forêts épaisses (jusqu'à 4.400 mètres) et sur les terrasses alluvionnaires des vallées des cultures de blé, d'orge, d'avoine (jusqu'à 3.300 mètres), de maïs (jusqu'à 3.700). — D'un autre côté, vers le Sud-Est, la mission allemande Brunhuber et Schmitz, qui devait reconnaître le haut Salouen, eut une destinée plus tragique : les chefs furent assassinés par leurs porteurs alliés aux indigènes, non sans avoir pu constater le curieux passage du climat de l'Asie centrale au climat tropical du Sud : les hautes plaines sont tout excessives (à Momein, le 1er décembre 1908 : 41° à 3 heures, — 10° à 10 heures du soir); mais, dès que l'on descend dans la vallée de la Salouen, on note l'apparition de la flore et de la faune tropicales se frayant leur place dans un couloir étroit, coupé de chutes d'eau, parsemé de peuples maladifs et pauvres, cultivant pourtant déjà le riz, élevant chèvres et porcs. Cette route terrible ne paraît pas devoir devenir non plus une voie économique fréquentée. — Enfin, par une troisième route, non moins dure, le capitaine anglais Bailey, parti de Pékin, réussit à sortir du Tibet par la vallée du Lohit, un affluent du Brahmapoutre qui débouche dans l'Assam : ce remarquable voyage, le premier fait dans ce sens, permit de préciser la position des hautes vallées indochinoises et de déterminer le cours de certains fleuves, comme le Lohit et le Tarouan, affluent de l'Irraouaddi. Ainsi, de tous côtés on pénètre dans les terres tibétaines, le plus profond mystère de l'Asie. En même temps les Chinois reculent : sous la menace anglaise ils ont abandonné leur projet d'incorporation complète et laissé le Dalaï-Lama se réinstaller à Lhassa.

Ailleurs, c'est la Russie qui défend contre la Chine l'indépendance des provinces extérieures et qui s'arroge le rôle de protecteur, annonciateur de celui de maître. Elle pousse ses consuls dans le Turkestan chinois et en Mongolie. Mais elle profite du travail des pionniers antérieurs : Prjévalski avait tracé la route, il y a déjà longtemps (1876-1877), en atteignant le Lob-nor, découverte que le géographe Petermann assimilait à celle des sources du Nil ou encore à celle du Pôle. Sven Hedin a prétendu montrer, par des nivellements minutieux, l'extension ancienne du lac; Huntington a même expliqué ces variations par des actions mécaniques, le vent d'Est-Nord-Est creusant la partie nord, rejetant les sables, alluvions, débris vers le Sud qui se colmate, contraignant les eaux à évacuer une région pour se déverser dans une

autre dépression approfondie sans cesse par lui. Une démonstration de ces changements, évidents selon Sven Hedin, aurait été apportée par Aurel Stein, qui passant en 1907, sept ans apres Sven Hedin, constata l'assèchement de lacs que celui-ci avait levés. Tout serait instable dans ce pays: les sables se meuvent, les dunes progressent et par elles les rivières changent de cours, les lacs de situation et d'étendue! Mais Sven Hedin n'a voulu voir qu'une confirmation de sa thèse dans les observations d'Aurel Stein, qui la controuvent souvent : le premier aurait pris pour le lac normal une simple inondation intermittente, pour l'ancien lac de vieux lits de rivières, et se serait fié à tort aux cartes chinoises archaïques qui fourmilleraient d'erreurs. Le Lob-nor n'aurait guère changé depuis 2 000 ans et n'aurait décru que depuis l'époque préhistorique : un désert de croûtes de sel marquerait seul ce très lointain avatar. Le voyage de M. Stein fut au reste fructueux à tous égards : détermination de sources du Youroungkach et du Karakach, des plateaux déserts d'où ces fleuves descendent, et entre lesquels ils tracent le seul ruban vital, parsemé de tamaris et de roseaux ; découverte de la bibliothèque de la grotte aux mille Bouddhas, où après lui, en 1909, M. Pelliot devait miraculeusement puiser; trouvaille d'un texte imprimé de 860, de lettres en sogdien, sur papier de chiffon, datant des vingt premières années de notre ère, de tours, forts et magasins de la Grande Muraille construite en 110 av. J.-C., d'étoffes, tapis, meubles, sortis du sable sec et qui nous ressuscitent la vie privée des riverains du Tarim d'il y a 1.500 ou 2.000 ans. L'explorateur le plus récent du Pamir, M. von Schultz (1911-1912) a trouvé dans ce plateau, gigantesque par son altitude moyenne (4.000 mètres), une autre montagne enterrée, larges et molles vallées encombrées d'éboulis, peuplées seulement l'été de Kirghiz nomades; au contraire, de la périphérie occidentale, qui reçoit les vents pluvieux et porte les grands glaciers, descendent des vallées humides, habitées, le Pandj (haut Amou-daria), le Mourghab qui a une station russe (Pamirski-post) perchée à 3.600 mètres, le Pamir-daria qui a encore des champs d'orge à 3.800 mètres.

L'attraction du Turkestan chinois, séparé de la Chine par d'immenses déserts, est bien plutôt vers l'Ouest, vers le Turkestan russe voisin : peuplé des mêmes Sartes, cultivant le même coton qui s'exporte par le Transcaspien et surtout par l'Orenbourg-Tachkent, il parait naturellement entraîné dans la sphère de l'empire russe, et déjà celui-ci profite de la révolution chinoise pour glisser à Kachgar, à Kouldja ses gardes consulaires, avant-garde de son armée. Cette action sera d'autant plus vivace qu'on assiste en ce moment même à la transformation du Turkestan occidental : non que les colons russes y fassent des progrès (ils ne forment que 8,30/0 de la population dans la Transcapienne, la province la plus pauvre, 1,3 0/0 dans le Ferghana, la vallée la plus riche), non que les fonctionnaires aient favorisé les agriculteurs sartes, victimes de la mode du coton et des usuriers juifs de Boukhara ; mais les pasteurs kirghiz des steppes, tout en continuant à élever leurs moutons et leurs chèvres, se sont mis à faire concurrence aux Russes mêmes, à irriguer comme les Sartes, à planter le coton ou la luzerne et à enraciner leur iourte tout à côté de leurs champs. Ainsi croissent les possibilités agricoles et apparaissent les dangers de la monoculture de demain.

C'est surtout en vue de recherches botaniques et zoologiques que la Mongolie a été parcourue. Au Nord-Ouest l'expédition Carruthers a étudié la zone de contact des steppes mongoles et des forêts sibériennes : la région des Saïan entre le Baïkal et l'Eniseï, formée de pâturages coupés de bouquets de mélèzes, est le terrain de parcours de tribus naines finno-tatares, vivant dans des huttes d'écorce de bouleaux et de l'élevage du renne ; au contraire la partie ouest est une steppe sèche, mongole, et la iourte de peau remplace la hutte de bois. Des herbes désertiques, quelques lacs (Ala-Koul, Ebi-nor), mares abandonnées par la grande Méditerranée asiatique qui couvrait tout le pays à l'époque glaciaire, une trouée étroite où les vents s'engouffrent : telle est la porte de Dzoungarie, couloir de 300 ou 400 mètres d'altitude, où l'on convient de voir la frontière entre l'Asie du Centre et l'Asie du Nord; en réalité la limite botanique est plus au Nord, entre le Barlik où l'on trouve encore le conifère typique du Turkestan, le Pin du Tian-Chan, et le Saïr où apparaît le mélèze sibérien. Ces pays, peu accessibles par leur isolement même, récèlent pourtant des richesses réelles : le voyage du Dr Granö, dont la relation vient de voir le jour (1912), qui a circulé parmi les misérables Soyotes, chasseurs ou pasteurs, révèle sur les revers des Saïan de l'or, de la houille, du sel gemme, une force hydraulique à utiliser, et même dans les plaines alluviales des potagers comme à Kobdo, ramassis de maisonnettes de terre jaune habitées par des Chinois; tout le Sud des Changaï, la « Terre des herbes », est occupée par de grandes agglomérations de iourtes, des postes russes, est traversée par des caravanes de chameaux, de yaks, de commerçants chinois apportant thé, mercerie, laine, et de pèlerins bouddhistes en route vers la grande lamaserie d'Ourga. Sur ces pistes ont circulé les missions commerciales russes du professeur Sobolievv, du colonel Popov (1910), qui préparent les voies à une plus directe intervention. Lorsque, profitant de la révolution chinoise, les Mongols se révoltèrent (décembre 1911), ils trouvèrent un appui auprès des Russes, qui poussèrent tour à tour leurs « gardes consulaires » à Ourga, Kobdo, Kharasoun, leurs officiers qui encadrèrent les troupes mongoles, leurs industriels qui dressèrent des fabriques de conserve, des tanneries pour exploiter les ressources locales, viandes, cuirs. Le traité du 3 novembre 1912, que la République chinoise, a été obligée de reconnaître (protocole du 5 novembre 1913) consacre, sous la forme voilée de l'autonomie mongole, le remplacement du protectorat de la Chine par la mainmise de la Russie.

*
* *

Asie froide. — La poussée des Russes au delà de leur zone de colonisation naturelle, la Sibérie, dont les terres noires et le climat froid rappellent les conditions physiques de l'autre côté de l'Oural, paraît être assez contradictoire avec l'état rudimentaire de la colonisation sibérienne. Le grand flot d'émigration, déclanché par la loi du 15 avril 1896, et qui avait emporté 2.351.000 colons (de janvier 1896 à janvier 1909), a commencé a décroître en 1910, faute de communications et d'organisation agricole qui réduit à la mendicité le quart des familles immigrées, n'a pas su procurer de bétail aux deux tiers, d'instruments aratoires à plus des cinq sixièmes des colons. Les tentatives de création de voies nouvelles, de développement des anciennes sont rares, en tout cas fragmentaires : tout le Nord sibérien reste isolé, et l'on ne peut considérer comme un sérieux effort de liaison entre l'Océan glacial et les ports d'Extrême-Orient le voyage d'essai de l'amiral Traian de Vladivostok à Nijne-Kolymsk (embouchure de la Kolyma) (juillet-septembre 1911): deux navires sur trois ne purent forcer le passage. La construction du chemin de fer dit de l'Amour (193 km. ouverts en 1913, sur les 2.000 km. qui doivent rejoindre Kouenskoe (sur le haut Amour) à Khabarovsk), mais qui se développe assez loin du fleuve, à travers la taïga vierge, marécageuse et glacée, au reste inondée l'été, est due plus à des conceptions stratégiques qu'à un plan de colonisation agricole. Ce n'est pas que des velléités de mise en valeur n'apparaissent parfois dans les plans du gouvernement russe, qui outille le port de Vladivostok, drague l'estuaire de l'Amour. Mais, d'une part les traités assurent aux Japonais des droits égaux aux colons russes, et ceux-là se sont vite installés dans les stations de pêche, fournis-

sant une main-d'œuvre bon marché, un débouché plus proche vers leurs compatriotes ichtyophages ; d'autre part, la loi du 21 juin 1910, qui entrave volontairement l'exode chinois, a supprimé la main-d'œuvre adaptée aux cultures locales (avoine, blé, orge, soja) et ne l'a compensée que par des distributions de terre aux Cosaques qui sont fort médiocres colons.

***

Asie méditerranéenne. — L'Asie Mineure, domaine du Bagdadbahn, a continué à solliciter les explorations minutieuses des géographes allemands : le comte Max Von Oppenheim, qui fit prendre corps, après son voyage de 1893, au projet du Bagdad, tente de persuader à ses compatriotes de tenter la résurrection de la fécondité mésopotamienne. En même temps (1911) paraissent les résultats des voyages de Philippson en Ionie et en Lydie, qui attire l'attention sur le rôle de Smyrne, laissé cependant dans la sphère des chemins de fer français. Le chemin de fer de Bagdad a traversé l'ère des négociations fiscales et diplomatiques : il atteint aujourd'hui Djeraboulos sur l'Euphrate (sauf deux solutions de continuité dues aux obstacles des hautes montagnes, le Taurus et l'Amanus), et déjà l'embranchement en construction sur Alexandrette vise de faire de ce port un marché allemand qui approvisionnera le Levant entier. L'Allemagne, dernière venue en Asie, se prépare, sans soldats, à s'adjuger, au moment propice, un royal morceau des dépouilles ottomanes.

Jacques Angel.

LES SCIENCES
dans leurs rapports avec les Colonies

L'industrie extractive dans la régence de Tunis. — On sait quel développement l'exploitation des mines et carrières a pris en Tunisie depuis l'occupation française. M. Berthon (*Bull. Soc. Industrie minérale*, septembre 1913) vient de donner un très bon résumé de l'histoire et de l'état actuel de cette industrie.

Il rappelle que l'exploitation des mines et carrières en Tunisie existait déjà du temps des Carthaginois. Sous la domination romaine, cette industrie avait acquis un certain développement ; il cite certains gîtes de fer, certains gisements de marbre, etc. Parmi les mines connues ou exploitées aujourd'hui, il en est peu où l'on ne rencontre des haldes, des scories éparses, des restes de vieux travaux, mais ces exploitations furent peu à peu abandonnées après la chute de l'empire romain.

Antérieurement au protectorat français, il n'existait que deux entreprises minières en Tunisie, celle de Djebba et du Djebel Ressas pour minerai de plomb et de zinc.

De 1884 à 1894, quatre concessions furent instituées pour minerai de plomb et de zinc, leur production était de 11.000 tonnes en 1894. A la suite du décret de 1893 sur le régime légal des mines, le nombre des demandes de permis de recherches augmenta dans des proportions considérables, 78 en 1893, 300 en 1900, 500 à 790 par an actuellement.

Pendant les vingt années qui ont suivi la mise en vigueur du décret de 1893, le service des mines n'a pas enregistré moins de 12.000 demandes de permis de recherches de 300 hectares chacune, recouvrant, en totalité, un quart de la superficie du territoire de la Tunisie ; ceci prouve combien il est nécessaire de multiplier les recherches dans un pays neuf pour arriver à découvrir les points intéressants.

Il existe actuellement 46 concessions de mines métalliques, à savoir : 38 pour minerai de plomb, zinc et métaux connexes, 7 pour minerai de cuivre, de fer et métaux connexes, 1 pour minerai de cuivre, de fer et métaux connexes. Dans la principale période de productivité, de 1900 à 1912, qui a suivi celle des recherches, les bénéfices nets déclarés par les concessionnaires de mines ont atteint le chiffre de 24 millions de francs, les redevances payées à l'Etat se chiffrent à un million et demi de francs ; il faut y ajouter les redevances indirectes ; les entreprises minières alimentent en outre les ports, chemins de fer et reçoivent diverses fournitures qui ne passent pas en douane sans laisser quelque chose.

Mais ce sont surtout les phosphates qui constituent aujourd'hui le domaine minier capital de la Tunisie. Ils ont été observés pour la première fois en 1885 par Philippe Thomas ; leur mise en exploitation se heurta d'abord à de grosses difficultés ; les gisements furent mis deux fois en adjudication publique sans résultat, ce n'est qu'en 1895 qu'ils purent être concédés. La production des phosphates de Gafsa s'est développée d'une façon continue ; elle est passée de 70.000 tonnes en 1899 à 1.300.000 tonnes en 1912. Depuis cette époque, le service des mines a enregistré 600 demandes d'autorisation de recherches de phosphates ; il y a actuellement 48 autorisations de recherches en cours de validité.

Ces gisements de phosphates actuellement en exploitation, sont au nombre de 8 dont trois en terrains domaniaux et cinq sur des terrains privés. On a exploité, en 1912, 1.867.329 tonnes valant 42.950.000 francs, le prix moyen de la tonne étant de 23 francs. Au total, de 1899 à 1912, il a été exporté 110.254.507 tonnes valant 243.960.000 francs, le prix moyen de la tonne étant de 21 fr. 67.

On estime que les capitaux engagés dans la recherche et l'exploitation des phosphates de chaux se montent au moins à 65 millions ; les redevances payées à l'Etat en 1912 se sont élevées à 2.560.000 francs et pendant la période de quatorze années qui vient de s'écouler, elles ont atteint plus de 11 millions (11 millions 804.000 francs.

Il faut noter aussi les carrières de toutes natures qui sont au nombre de 244 en Tunisie et qui ont produit 1.246.000 tonnes de matériaux divers valant 4.548.000 francs.

L'industrie extractive de Tunisie occupe 15.787 ouvriers en 1911 ; le total annuel des salaires distribués dépasse vraisemblablement 12 millions de francs. Ces résultats montrent le rôle fécond de l'industrie extractive dans la prospérité de la colonie et il faut être reconnaissant à M. Berthon de les avoir mis en évidence ; il pense que l'on peut prévoir un prochain élan beaucoup plus marqué dans la production des phosphates qui devra passer bientôt à 3 millions de tonnes par an, celle des minerais de fer pouvant atteindre 1 million de tonnes et les minerais de plomb, zinc et divers 100.000 tonnes.

Cet essor minier a d'ailleurs été remarquablement favorisé par la création rapide de routes, de ports, de chemins de fer, sans lesquels ces entreprises minières seraient demeurées longtemps paralysées. Si la Tunisie a aujourd'hui un si beau développement de son industrie extractive, elle le doit d'abord à la nature de son sol, mais aussi à la diligente initiative de tous ceux qui l'on diri-

gée depuis de longues années et qui on su faire à temps les travaux nécessaires pour encourager cette industrie.

P. L.

Les richesses minérales de Madagascar. — Depuis l'importante mission qu'il a remplie dans la Grande Ile, M. Lacroix a publié un très grand nombre de notes qui n'ont pas pu être signalées ici à cause de leur caractère extrêmement technique; aussi convient-il d'appeler l'attention sur un article qu'il vient de publier sur les richesses minérales de Madagascar (*Revue scientifique*, 30 août 1913), et qui est l'exposé d'une conférence faite à l'Ecole coloniale.

Il rappelle d'abord les grandes lignes de la constitution de l'île, formée par des terrains sédimentaires sur son bord ouest, par des terrains anciens en son centre et sur son bord est; il montre que cet ensemble ancien doit être divisé en deux séries : la première est constituée par des gneiss, souvent difficiles à distinguer des granites qui l'accompagnent, avec intercalations de micaschistes, de roches amphiboliques et pyroxéniques; c'est dans cette série que se trouvent les gisements de graphite, de corindon et une partie des gîtes aurifères. La deuxième série est d'âge plus récent et constituée par des micaschistes, des schistes, des calcaires, des quartzites encore métamorphisés, mais beaucoup moins intensément que la série précédente; le granite y est toujours très net, son action, évidente, se manifeste sous forme de gîtes de contact plombifères et cuprifères. Enfin, sur ce socle de roches cristallines se rencontrent de nombreux épanchements de roches volcaniques, les unes très démantelées et peut-être très anciennes, d'autres probablement plus jeunes; quelques-unes enfin avec des appareils éruptifs si bien conservés qu'il semble qu'ils soient éteints d'hier.

Ces roches éruptives ne renferment aucune matière utile autre que des matériaux de construction, sauf un petit gisement d'opale; mais elles ont déterminé de nombreuses sources thermales dont l'une, Antsirabe, rappelle, comme on le sait, d'une façon frappante, les sources de Vichy.

Il rappelle quels sont les modes de gisement des divers minéraux utilisés à Madagascar, le graphite, qui est du carbone pur, est très abondant dans les gneiss et micaschistes (exportation : 1.500 tonnes en 1911, environ 3.000 en 1912).

Le corindon ou alumine pure cristallisée, forme, quand il est opaque, des masses considérables et sert à remplacer l'émeri; il a été développé par l'action métamorphisante du granite, on en a exporté plus de 150 tonnes en 1912.

Le fer a été peu exploité, il se trouve soit à l'état de magnétite, 72 0/0 de fer métallique, soit à l'état d'hématite, 70 0/0 de fer métallique. M. Lacroix pense qu'il existe dans l'île des réserves importantes de ces minerais qui pourront sans doute être exploitées fructueusement le jour où l'industrie électrique sera aménagée.

M. Lacroix rappelle l'existence du gîte nickellifère de Valojoro au sud d'Ambositra qui se trouve dans des péridotites altérées; lorsque cette roche s'hydrate, le nickel s'isole à l'état de nouméite.

Le cuivre a un grand intérêt économique, aussi a-t-il été recherché activement, mais il semble que jusqu'à présent tous les gisements soient des concentrations superficielles qui, en profondeur, seront remplacées par des minerais plus ou moins ferrifères; quant aux mouches de cuivre natif que l'on connaît dans les basaltes de la côte occidentale, ils semblent n'avoir guère qu'un intérêt minéralogique.

Le plomb paraît être répandu mais n'a fait l'objet d'aucune exploitation européenne; il en est de même du zinc.

L'or (2.850 kilogrammes en 1911) et même le platine (148 grammes en 1911), la monazite, phosphate de cérium avec un peu de thorium, métal utilisé pour l'industrie de l'éclairage intensif, et certaines pierres précieuses se trouvent surtout dans les alluvions et les éluvions, produits de décomposition avec ou sans transport des roches anciennes.

M. Lacroix décrit les gisements filoniens de la région d'Andavakoera (1) caractérisés par leur teneur en argent (750 0/00 d'or fin), très différent des ors à haut titre (995 0/00 d'or fin) du massif central. Il rappelle que, malgré leur analogie avec les veines auro-argentifères tertiaires de Transylvanie, de Nevada, etc., la place de ces gisements, dans la classification des gîtes aurifères, n'est pas certaine et que par suite il est difficile de prévoir avec certitude ce que fournira leur exploitation en profondeur.

Enfin, presque toutes les pierres précieuses se trouvent dans les pegmatites, sauf le grenat commun (almandin) dont les variétés transparentes proviennent surtout des gneiss.

Quelques-unes n'ont évidemment été rencontrées encore que dans les alluvions aurifères (saphir, rubis, etc.), mais ce sont les minéraux habituels des pegmatites et elles proviennent probablement de la destruction de filons non encore connus en place. Les pegmatites de Madagascar peuvent se diviser en deux groupes : les unes caractérisées par la présence de mica blanc (muscovite) contiennent du quartz souvent rose, utilisé pour faire de menus objets de parure et du béryl avec sa variété algue marine; les gros cristaux de béryl peuvent atteindre jusqu'à un mètre de longueur, mais ils sont toujours très fendillés; on est obligé d'en extraire les portions transparentes, on y trouve également des topazes incolores. D'autres pegmatites caractérisées par la présence du mica lépidolite et d'autres minéraux litiques contiennent des tourmalines transparentes de diverses couleurs, rouges, jaunes, etc. (rubellite), un grenat oranger (spessartite), etc., qui constituent une véritable spécialité pour Madagascar et qui constituent de fort belles pierres.

Enfin, on sait que M. Lacroix a, dès 1908, signalé l'existence à Madagascar de minéraux radifères qui appartiennent d'ailleurs à des espèces nouvelles, pour lesquelles l'industrie devra chercher des procédés nouveaux d'extraction.

De la lecture de cet article, il résulte l'impression que M. Lacroix a d'ailleurs voulu donner à ses lecteurs, que Madagascar est un pays extrêmement riche au point de vue minéralogique. Beaucoup de ces minéraux n'ont qu'un intérêt théorique, mais un grand nombre d'entre eux sont susceptibles d'utilisation pratique et peuvent devenir tôt ou tard une source de richesses pour la colonie.

P. Lemoine.

La question du Riz. — On se préoccupe enfin de tous côtés de l'amélioration et de la sélection des variétés si nombreuses de riz cultivés en Extrême-Orient.

Le *Bulletin* n° 1 *du Laboratoire d'Agronomie coloniale* est consacré à une étude de Mlle A. Camus sur les espèces et variétés de riz

(1) Sur cette question on peut signaler aussi : Laurent Moreau. *Les mines d'or du nord de Madagascar* (*Revue scientifique*, 18 octobre 1913).

de l'Indochine, étudiées sur les Documents de l'Herbier du Museum provenant de l'Ecole professionnelle de Hanoï et du regretté botaniste PIERRE.

C'est une étude technique qui présente un réel intérêt, car elle permet de rapporter toutes les races indochinoises à quatre espèces : *Oryza granulata* Nees., *O. latifolia* Desr., *O. sativa* L., *O. Redleyi* Hook-f.

Les deux premières espèces ne paraissent pas avoir été cultivées en Indochine, ni la quatrième.

C'est donc la vieille espèce linnéenne, *O. sativa*, qui a fourni les variétés cultivées si nombreuses, connues sous des noms différents et dont Mlle CAMUS s'est efforcée de donner des caractères. On délaisse aujourd'hui les variétés à arête pour les variétés à épillets non aristés ; il faudra maintenant s'occuper de propager seulement les meilleures et les mieux adaptées à chaque région.

Les efforts faits dans ce sens ne sont pas perdus de vue par M. BRENIER, inspecteur-conseil des services agricoles de l'Indochine, car il a traduit, commenté et reproduit dans le *Bulletin économique de l'Indochine* (1913, n° 100), d'abord les expériences d'amélioration par la sélection entreprises à Java par le Dr VAN BREDA DE HAAN ; puis celles de M. Ch. CORMER faites non plus aux Indes Néerlandaises, mais aux Philippines.

Le gouverneur général paraît s'être préoccupé de cette question qui présente le plus haut intérêt pour notre colonie dont le riz est une des principales productions.

Depuis longtemps, la pépinière de fonctionnaires distingués que possède la colonie, MM. CAPUS, BRENIER, CREVOST, LEMARIÉ, MORANGE, etc., réclamait une organisation de recherches scientifiques concernant les meilleures variétés de riz à propager, il semble qu'enfin on touche à la réalisation de leur vœu. CHEVALIER rapportera sans doute de son voyage, un plan qu'il faudra mettre à exécution au plus vite.

Déjà M. BRENIER, dans les commentaires publiés, a merveilleusement fait la critique de notre manque de méthode et montré l'avance prise par les pays voisins, et pourtant un plus récent article de M. LEMARIÉ montre quelle part active peuvent prendre à de semblables études les planteurs et notables indigènes sous la direction du service d'Agriculture. (*Bull. éc. Indochine*, 1913, XVI, n° 103.)

EM. P.

L'élevage de l'autruche. — L'élevage de l'autruche dans nos colonies est-il possible ? Peut-il donner de bons résultats ? Ce problème, à l'ordre du jour depuis de nombreuses années, d'autant plus passionnant que sa solution permettrait à notre industrie plumassière, si importante de s'alimenter exclusivement de produits français, vient d'être traité de façon magistrale par M. le Dr MÉNÉGAUX dans son étude sur « l' Elevage de l'autruche » (1).

Comme on le sait, des tentatives ont été faites sur divers points de l'Afrique, en Algérie, en Tunisie, à Madagascar, avec des résultats divers, mais parfois très encourageants. Les déboires de certains éleveurs étaient dus le plus souvent à l'ignorance des conditions dans lesquelles peuvent prospérer les autruches, et à l'impossibilité qui en résultait de résoudre les questions complexes que soulève leur élevage. L'expérience acquise par les éleveurs du Cap est maintenant condensée en des méthodes précises et des principes bien établis. Ce sont ces principes, ces méthodes, que l'éleveur *in spe* aurait tout avantage à aller étudier sur place. La chose n'étant pas toujours possible, M. MÉNÉGAUX nous présente aujourd'hui un résumé, à la portée de tous, des enseignements qui se sont dégagés d'une domestication et d'un élevage pratiqués depuis plus d'un demi-siècle dans le sud Afrique. Il précise les conditions où se pose le problème et montre comment on peut éviter les aléas dans sa solution. Nous ne saurions trop recommander à tous ceux qu'intéresse, à un titre quelconque, la question de l'élevage de l'autruche, la lecture et l'étude de cet ouvrage, des plus documenté, et parfaitement illustré. Successivement, l'auteur y décrit les plumages de l'autruche, le développement des plumes, leurs noms commerciaux, leurs usages et les points d'après lesquels on détermine leur valeur. Les méthodes de récolte des plumes, le commerce auquel celles-ci donnent lieu sont traités dans le plus grand détail, ainsi que les procédés de domestication et d'élevage en usage au Cap. Les maladies de l'autruche, d'origine parasitaire ou autre, sont décrites en même temps que leur traitement. L'ouvrage se termine par un exposé des méthodes employées et des résultats obtenus dans les différentes régions où a été tenté l'élevage. Le budget d'une ferme de soixante autruches, l'exposé des principes à suivre dans l'établissement d'un parc à autruches retiendront, en particulier, l'attention des lecteurs.

En résumé, comme le dit M. Edmond PERRIER dans sa préface, le livre de M. MÉNÉGAUX, avec sa documentation solide, arrive à son heure : il est destiné à rendre les plus grands services à ceux que tenterait la domestication de ce superbe oiseau, dont un seul spécimen donne actuellement un rendement aussi important qu'une ferme de cent hectares dans nos pays.

ROEDERER et BRUNTZ.

Un nouveau parasite du cocotier. — On constate, depuis quelque temps, dans les plantations de cocotiers des Philippines, la présence d'un coléoptère de la famille des *Chrysomelidæ*, le *Promecotheca Cumingii* Baly (1). Cet insecte, durant la période larvaire, mais aussi à l'état d'insecte parfait, s'attaque aux feuilles du cocotier. On recommande, pour le détruire, de récolter et d'incinérer les feuilles atteintes. M. JONES attire toutefois l'attention sur ce fait que ce coléoptère, pendant ses différentes phases de développement, est attaqué par des hyménoptères parasites qui en détruisent plus de 50 0/0.

R. et B.

La crise du caoutchouc au Cameroun. — Un échange de vues entre le gouvernement local et les représentants de la Chambre de commerce du Cameroun a démontré l'urgence de l'amélioration de la qualité du caoutchoue et d'une réorganisation du commerce dans le Sud-Cameroun (2). La baisse des prix a, en effet, toutes chances d'être durable, étant donnée l'augmentation de la production de l'Asie, et la valeur du caoutchouc fourni par le Cameroun est encore diminuée par les méthodes insuffisantes de préparation employées par les indigènes, et par les falsifications auxquelles se livrent ceux-ci. Les exportateurs, désireux

(1) *L'élevage de l'autruche. Récolte et commerce des plumes*, par A. MÉNÉGAUX, assistant au Muséum national d'histoire naturelle. Paris, Augustin Challamel, éditeur.

(1) C. R. JONES. *Philippine Agricultural Review* 1913, n° 2. p. 105.
(2) *Fkf. Ztg.* 19 septembre 1913.

d'arriver à fournir un produit de premier choix, ont obtenu du gouvernement la création de stations de contrôle, où le caoutchouc sera examiné par des inspecteurs assermentés, chargés d'éliminer tout produit falsifié. Seul, le caoutchouc ayant subi ce contrôle sera livré au commerce. Un second contrôle sera exercé, lors de l'exportation, par des employés spéciaux du service des douanes. Des inspecteurs, assistés d'aides indigènes, donneront aux producteurs toutes les indications nécessaires pour l'obtention d'un produit de première qualité. Les stations de contrôle joueront, en outre, le rôle de magasins de vente régionaux.

Le gouvernement s'est toutefois refusé à supprimer ou à réduire les taxes qui frappent le caoutchouc à l'exportation.

R. ET B.

Marché du caoutchouc à Anvers il y a un siècle. — Le *Bulletin de l'Assoc. des planteurs de caoutchouc* d'Anvers publie de curieux documents concernant l'histoire du caoutchouc (1903, V, n° 8). Le chef d'une des plus importantes firmes anversoises, M. CUPERUS a trouvé dans son grenier, des galoches en caoutchouc (1) provenant d'une vente faite à Anvers entre 1815 et 1830, accompagnées de deux catalogues relatant les conditions de vente de 5.008 paires de semblables galoches et de 19 barils, bouteilles ou poires, venant de Para. C'est un document des plus intéressants dont il convient de signaler l'existence à nos lecteurs.

EM. P.

Le thé en Russie. — La Russie est une énorme consommatrice de thé (70.000 tonnes environ) dont la plus grande partie vient de Chine, et est préparée à Han-Kow sous la forme de briquettes ou tablettes. La production moyenne est de 20 000 caisses de tablettes et 500.000 paniers de briquettes. M. JUMELLE (*J. Agr. trop.* 1913, n° 147) rapporte, d'après M. ROSELLI, comment on fabrique ces tablettes de thé noir avec les résidus de la fabrication du thé de Chine.

Les essais de culture du théier au Caucase se sont continués grâce aux efforts du colonel SOLOVTZEFF et du grand marchand de thé de Moscou M. POPOFF. C'est surtout le long de la cote sud-est de la mer Noire, où le thermomètre ne descend que très rarement au-dessous de 0°, que la culture s'est étendue sur une trentaine de mille hectares, donnant déjà en ce moment 60.000 kilogrammes d'un thé beaucoup moins aromatique que celui de la Chine, mais d'un prix de revient qui en permettrait la consommation dans les classes pauvres.

EM. P.

Une cochenille des citronniers. — M. A. VUILLET signale l'extension de l'aire où se rencontre désormais, l'*Icerya Purchasi* originaire d'Australie. Cette cochenille qui attaque les aurantiacées (orangers, citronniers, mandariniers, etc.), a heureusement un ennemi féroce qu'il est indispensable d'acclimater, là où le parasite apparaîtra ; c'est une coccinelle, le *Novius cardinalis* dont l'auteur donne un excellent dessin (*J. Agr. trop.* 1913, n° 147).

Les Eucalyptus et leur emploi pour assainir les marais. — Le professeur A. ZIMMERMANN d'Amani publie dans le *Pflanzer* (IX, 3, 1913. p. 107) quelques pages fort intéressantes sur le parti que l'on peut tirer des Eucalyptus dans les pays tropicaux.

Il rappelle d'abord la valeur de ces arbres : c'est leur bois, qui est excellent pour la menuiserie, et en particulier celui des *Eucalyptus marginata*, et *diversicolor*. C'est l'essence qu'on en retire, et qui est si abondante chez l'*E. amygdalina*. C'est le Kino que fournissent certaines espèces, et que l'on utilise en pharmacie et en tannerie. Ce sont les feuilles qui, dans certaines contrées, sont utilisées pour l'alimentation du bétail. Leurs fleurs même ont leur utilité, étant très riches en miel.

Enfin, et c'est surtout sur ce point que l'auteur insiste, les Eucalyptus sont des arbres qui se développent avec une extrême rapidité, qui résistent fort bien à la plus vive lumière et aux plus grandes chaleurs et fournissent peu d'ombrage, facilitant ainsi l'évaporation des eaux ; aussi, pourrait-on s'en servir pour assainir les marais des tropiques; on sait d'ailleurs le parti que nous en avons tiré dans certaines régions de notre Afrique du nord. Le professeur ZIMMERMANN indique alors quelles sont les espèces les plus recommandables dans les pays tropicaux. Ce sont surtout les E. *rostrata* Schlecht et E. *robusta* Sm., puis les E. *cornuta* Lab., E. *resinifera* Sm., E. *globulus* Lab., qui fournissent des bois moins estimés.

Ch. R.

La question de l'opium. — M. NOËL BERNARD a lu à la *Société de pathologie exotique*, dans sa séance du 11 juin 1913, un rapport des plus documentés sur cette question. Ce document vient d'être publié dans la *Revue scientifique* du 11 octobre dernier, au nom de MM. les Drs JEANSELME, L. MARTIN, POTTEVIN, THIROUX, N. BERNARD; il nous est impossible de l'analyser ici même brièvement, mais il nous paraît utile de faire connaître le texte des vœux qui ont été adoptés après discussion par les membres de cette société. Nous les publions ci-après :

La Société de pathologie exotique adopte les vœux suivants :

1° Que les pouvoirs publics prennent les mesures nécessaires pour empêcher l'extension de l'opiomanie en France et pour détruire, dans les milieux bien délimités où ils se sont formés, les foyers déjà existants ;

2° Que l'usage de l'opium soit interdit en France et dans les colonies à tous les fonctionnaires, militaires et marins, sous peine de sanctions disciplinaires efficaces;

3° Que le gouvernement de l'Indochine prenne les dispositions nécessaires pour la suppression graduelle de la vente de l'opium au fur et à mesure que cette suppression sera réalisée dans les pays limitrophes ;

5° Que le gouvernement de l'Indochine complète et développe le plus activement possible les mesures qu'il a déjà prises, notamment :

a) Par l'interdiction aux fumeurs indigènes d'accéder aux fonctions publiques et aux grades du mandarinat ;

b) Par des enseignements scolaire et public faisant connaître les dangers de l'opium ;

c) Par des organisations hospitalières destinées à traiter les opiomanes qui voudraient se débarrasser de leur funeste habitude ;

6° Que les gouverneurs coloniaux prennent les dispositions nécessaires pour que la cocaïne, la morphine, les alcaloïdes dérivés de l'opium, ainsi que les médicaments dits « anti-opium » ne puissent être délivrés par le service des douanes qu'aux pharmaciens européens. Ces pharmaciens devront inscrire les entrées et sorties de ces médicaments sur un registre spécial soumis à l'inspection.

L'Androy. — On appelle ainsi une vaste zone de 15.000 kilo-

(1) Il en existe dans différentes collections, notamment au musée de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris.

mètres carrés environ, dont les habitants prennent le nom d'Antandroy et qui se trouve au sud de l'île de Madagascar. La végétation est pauvre, mais curieuse et caractéristique ; le fleuve central est le Manambovo. Mal connu jusqu'à ces derniers temps, il est aujourd'hui entièrement prospecté, et le *Bulletin économique de Madagascar* y consacre son numéro entier du deuxième trimestre 1913. Cette monographie consciencieuse est due à M. DEFOORT. et l'auteur nous apprend que la pacification en est complète puisqu'il n'y a plus de troupes permanentes, mais seulement une compagnie malgache et quelques fractions de la garde indigène. Nous ne saurions analyser longuement ici ce mémoire de près de 250 pages, il nous suffit de porter son apparition à la connaissance de nos lecteurs et de dire que tout y est traité : géographie physique, nature du sol, faune, flore, ethnographie, cultures indigènes, etc. Nous souhaiterions d'avoir sur les districts de nos différentes colonies autant de précieuses monographies.

EM. P.

L'Ecole de médecine tropicale de Londres. — Au banquet annuel de cette école, qui a eu lieu récemment, rapporte la *Dépêche coloniale*, AUSTIN CHAMBERLAIN, membre du Parlement britannique, a déclaré que le Comité dont il est président, avait cherché à obtenir une somme de 2.500.000 francs (100.000 livres sterling) pour venir en aide à la médecine tropicale. S'il n'a pas eu réussite complète, il a du moins recueilli la somme importante de 1.750.000 france (70.000 livres sterling).

Enumérant les diverses affectations des souscriptions obtenues, M. CHAMBERLAIN a dit que leur but était notamment de donner une extension indispensable aux bâtiments de l'école et de créer un fonds de recherches. Il a remercié en terminant, tous ceux qui ont apporté à l'œuvre leur coopératiou cordiale.

Quelle admirable leçon nous donnent nos voisins d'outre-Manche, car nos lecteurs savent que notre malheureux *Institut de médecine coloniale* végète sans ressources dans les locaux de la Faculté de médecine (Voir *Quinzaine coloniale*, 1912, n° 5, page 175). Seule l'énergique volonté de son directeur, M. R. BLANCHARD, l'a sauvé jusqu'alors.

Il serait grand temps cependant de coordonner les efforts et de chercher, avec une contribution des colonies, les généreux donateurs sans l'aide desquels rien de convenable n'est possible à tenter dans cette voie.

EM. P.

Nouvelles contributions à la connaissance des arbres du genre Hevea. — Le *Bulletin du Musée Goldi* (t. VII) à Para, renferme une savante et minutieuse étude botanique du genre *Hevea*, due à son distingué Directeur, le Dr HUBER. Rien de ce qui touche les caoutchoucs ne doit passer inaperçu ; c'est pourquoi nous signalons ce travail technique, dans lequel on trouvera nombre d'observations originales et quelques descriptions d'espèces nouvelles ou mal connues, accompagnées d'une carte en couleurs indiquant la distribution géographique des principales espèces caoutchoutifères, dans l'Etat de Para.

EM. P.

Valeur industrielle d'un caoutchouc de plantation (*Hevea*) **d'Annam.** — Le professeur HEIM publie dans le *Bull. de l'Office colonial* (1913, VI, n° 70), le résultat des recherches sur un caoutchouc d'Hevea de plantation, venant d'Annam et adressé au Service d'études spéciales du caoutchouc créé à l'Office colonial.

Ce caoutchouc est particulièrement tenace et extensible et son élasticité est égale aux 8/10 de celle du Para-type. Il est également un peu moins nerveux, mais ces défauts peuvent être compensés par une vulcanisatiou appropriée, et il pourra être employé pour la fabrication des chambres à air.

EM. P.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Commission des affaires extérieures et coloniales. — La commission des affaires extérieures et coloniales a tenu sa dernière réunion sous la présidence de M. Albin Rozet. Elle a entendu une communication de son président sur l'entrevue qu'il avait été chargé d'avoir avec M. le ministre des Affaires étrangères au sujet des affaires mexicaines.

M. Henry Simon a présenté ensuite un exposé de la question de la création d'un port charbonnier à Papeete, il a été nommé rapporteur définitif du projet de loi.

M. Ellen Prévost a été chargé de rapporter l'avis de la commission sur le régime douanier du Laos.

M. Denys Cochin a enfin entretenu la commission de la question des chemins de fer en Asie Mineure et de la question des réformes en Arménie.

FINANCES. — **Comptes définitifs des budgets coloniaux.** — Conformément aux dispositions de la loi des finances de 1907, le gouvernement vient de déposer sur le bureau de la Chambre, quatre projets de loi portant approbation des comptes définitifs de l'Afrique Occidentale Française, de Madagascar, de l'Indochine, de l'Inde et de l'Afrique Equatoriale, en ce qui concerne les exercices 1908, 1909, 1910 et 1911. Ces comptes définitifs sont établis de la façon suivante en francs, piastres ou roupies, suivant la colonie à laquelle ils s'appliquent :

Exercice 1908.

		Recettes	Dépenses
Afrique occidentale....	Francs	27.297.979 34	27.239.187 77
Madagascar.....	—	32.003.990 05	28.888.330 13
Indochine.....	Piastres	32.037.054 23	36.823.889 52
Inde : Budget ordinaire.	Roupies	1.655.754 24	1.655.754 24
Inde : Budget extraord.	—	974.811 20	974.811 20

Exercice 1909.

Afrique Occidentale....	Francs	20.513.106 49	17.238.478 43
Madagascar.....	—	35.518.069 65	28.980.381 90
Indochine.....	Piastres	37.578.223 33	36.526.562 43
Afrique Equatoriale....	—	5.252.479 23	5.252.479 23
Inde : Budget ordinaire.	Roupies	1.607.845 20	1.607.845 20
Inde : Budget extraord.	—	1.856.027 69	1.856.827 69

Exercice 1910.

Afrique occidentale....	Francs	24.946.656 72	20.372.664 51
Madagascar.....	—	33.990.219 20	29.296.161 63

		Recettes	Dépenses
		—	—
Afrique Equatoriale....	—	6.316.514 03	6 316.514 03
Indochine.....	Piastres	38.756.662 16	37.783 171 88
Inde : Budget ordinaire.	Roupies	1.669.852 71	1.669.852 71
Inde : Budget extraord.	—	2.266.863 13	2.266.863 14
Exercice 1911.			
Afrique Occidentale....	Francs	30.243.248 04	25.682.294 38
Madagascar.....	—	38.101.188 44	22.102.652 34
Afrique Equatoriale....	—	6.650.663 60	5.943.404 91
Indochine.....	Piastres	41.880.289 59	41.000.562 32
Inde : Budget ordinaire.	Roupies	1.745.485 27	1.718.209 22
Inde : Budget extraord.	—	2.022.541 04	143.855 10

Caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote :

Rio Nunez.....	5 50 . ..
Conakry Niggers.....	4 75 à 5 25
Soudan Niggers rouges....	4 50 . ..
Soudan Niggers blancs....	4 25 à 4 50
Soudan lanières et plaques..	5 .. à 5 50
Soudan Manoh.....	4 .. à 4 50
Lahou petits Cakes.....	3 75 à 4 25
Lahou Niggers.....	4 .. à 4 50
Gambie A.....	3 .. à 3 50
Gambie AM.....	3 .. à 3 50
Gambie B.....	2 75 à 3 25
Bassam Lump.....	2 .. à 2 50

Marché d'Anvers. — La prochaine vente aura lieu le mardi 16 décembre 1913, soit environ 263 tonnes sortes congolaises et diverses, et 58 tonnes sortes de plantation.

On cote par kilogramme :

Kasai rouge I.....	3 50 à 4 ..
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes).....	3 25 à 3 75
Kasai noir I.....	3 50 à 4 ..
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga.	3 25 à 3 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami.....	4 75 à 5 50
Mongala lanières.....	4 75 à 5 ..
Aruwini.....	4 75 à 5 ..
Wamba rouge I.....	. .. . ..
Uelé.....	4 75 à .5 .
Détroits crêpe I.	6 .. à 6 50

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — Actes officiels. — *Journal officiel tunisien.*

22 *novembre.* — *Arrêté* du 31 octobre 1913 réglementant le statut du personnel du contrôle civil en Tunisie.

Administration. — **La naturalisation des étrangers en Tunisie.** — Pendant l'année 1912, la naturalisation française a été demandée par 270 personnes. Elle a été accordée à 58 hommes, à 39 femmes, plus 4 réintégrées, à 1 garçon majeur naturalisé en même temps que ses parents, à 4 garçons mineurs définitivement, à 65 garçons et 71 filles conditionnellement. Au total : 242.

Ce nombre comprend pour les hommes; 13 célibataires, 11 mariés avec des Françaises, 26 mariés avec des étrangères, 4 veufs. Pour les femmes : 3 célibataires, 37 mariées, 3 veuves.

Les hommes naturalisés se répartissent, au point de vue de l'âge et de la profession, de la façon suivante : 4 ont moins de 25 ans, 38 de 25 à 40 ans, 17 de plus de 40 ans; 4 sont agriculteurs, 11 commerçants ou industriels, 26 employés de commerce ou d'administration, 1 de profession libérale, 15 d'autres professions.

Sur les 242 naturalisés, 128 sont Italiens : 79 nés en Tunisie, 6 nés en Algérie, 2 nés en France, 41 nés à l'étranger ; 38 sont Anglo-Maltais : 33 nés en Tunisie, 2 en Algérie, 1 en France, 2 à l'étranger ; 5 sont Grecs : 4 nés en Tunisie, 1 à l'étranger ; 71 sont divers : 50 nés en Tunisie, 5 en Algérie, 4 en France, 12 à l'étranger.

Agriculture. — **La culture de l'olivier.** — Le recensement de 1912 montre que les oliviers de la Régence sont en Tunisie au nombre de 11.640.735, répartis en 33 caïdats. Le caïdat qui en possède le moins est celui de Souk-el-Arba avec 1.080, celui qui en possède le plus est celui de Sfax avec 2.735.539 pieds.

Commerce. — **Admission en franchise des produits tunisiens en France.** — Un décret du 16 novembre 1913 a fixé à 20 millions de kilogrammes la quantité d'huile d'olives et de grignons d'origine et de provenance tunisiennes, qui pourra être admise en France du 1er novembre 1913 au 31 octobre 1914 dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France.

Mines. — **L'impôt spécial sur les minerais de fer.** — La Commission des finances de la conférence consultative de Tunisie a examiné la question de l'impôt spécial à établir sur les minerais de fer. Dans le but de ne pas atteindre les petites exploitations et d'éviter la nécessité de recourir à des dégrèvements forcément arbitraires, la commission a accepté que la taxe ne soit appliquée qu'après prélèvement, par tonne de minerai expédié, de 2 fr. 50 sur le produit net, à titre de bénéfice. Une fois ce prélèvement effectué par le concessionnaire, l'Etat touchera 20 0/0 du surplus, conformément à la formule posée, en ce qui touche les houillères, dans la loi de finances actuellement en discussion devant le Parlement.

Le régime minier tunisien. — Le *Journal officiel* du 14 novembre publie un décret réglementant le régime des mines en Tunisie. Le gouvernement se réserve les mines du cinquième groupe (gîtes de nitrates), celles de sel gemme et autres sels associés. Dans les mêmes gisements, il interdit aux fonctionnaires et agents de l'administration centrale de la direction générale des travaux publics et à ceux du service des mines de la régence, de prendre aucun intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines. Les carrières appartiennent aux propriétaires du sol.

Chaque demande de permis de recherche est assujettie à un droit fixe de 500 francs. En cas de demandes concurrentes formulées en même temps, il y aura lieu à adjudication aux enchères. La durée de chaque permis est de trois ans, renouvelable pour une seule et même durée, si le permissionnaire justifie de travaux régulièrement poursuivis, moyennant la perception d'un droit fixe de 200 francs. Le permis de recherches est indivisible, cessible et transmissible entre vifs et par décès. Il est réputé meuble.

Maroc. — ACTES OFFICIELS. — *Bulletin officiel du protectorat.*

14 *novembre.* — *Arrêté* résidentiel du 8 novembre instituant un comité de législation.

21 *novembre.* — *Dahir* du 4 novembre instituant une commission de revision de justice criminelle et des grâces.

ADMINISTRATION. — **Le Comité de législation du protectorat.** — Un arrêté du 8 novembre dernier institue, auprès du secrétariat général du protectorat, un comité de législation chargé de l'étude et de l'examen des divers textes réglementaires élaborés par les services en vue d'être soumis à l'approbation du gouvernement chérifien. Ce comité, présidé par le secrétaire général du protectorat, est composé du premier président, du procureur général et des conseillers à la Cour d'appel, du chef du bureau diplomatique, du délégué du secrétaire général du gouvernement chérifien, du chef du bureau politique, membres permanents; du chef de service dont le service a élaboré le projet soumis à l'examen du comité, membre temporaire.

Le régime des biens habous dans le protectorat. — Le *Bulletin officiel* vient de publier un dahir chérifien fixant les attributions de la Direction des Habous. Cette direction, qui relève du Secrétariat général chérifien, reçoit mission de surveiller la gestion de tous les biens habous du protectorat, avec l'assistance d'un conseil d'*oulema*.

Un autre dahir réglemente la mise en valeur des habous publics. Il s'est inspiré largement du système appliqué en Tunisie à la gestion de ces biens. Sa rédaction a été élaborée en collaboration avec les personnages les plus marquants du Makhzen. Aussi est-elle conforme aux règles en usage et aux lois religieuses. En voici les principales dispositions : les biens habous seront mis en valeur par voie d'adjudication aux enchères publiques. Pour les immeubles bâtis : fondouks, boutiques, habitations, etc. des baux d'une année ou deux seront consentis. En ce qui concerne les immeubles non bâtis, ils seront loués pour une période de dix ans, renouvelable au gré du locataire pour une égale durée, sous la condition toutefois que ledit locataire aura fait sur l'immeuble des dépenses équivalentes au moins au montant de cinq années de loyer. En outre, le loyer pour le nouveau bail sera augmenté d'un cinquième à chaque renouvellement.

Les immeubles extra-urbains pourront être échangés contre une somme d'argent dont l'administration devra assurer le remploi.

Les habous grevés du droit de clé feront l'objet de transactions amiables, afin de fixer à un taux équitable la redevance à servir à l'administration. La revision de ces biens habous détenus par les Européens et visés par l'article 63 de l'Acte d'Algésiras, sera poursuivie, à moins d'entente amiable avec les intéressés.

COMMERCE. — **Le mouvement commercial à Salé.** — Grâce à l'activité qui règne dans la région de Rabat, de nombreuses caravanes se forment aujourd'hui à Salé pour mettre cette ville en communication commerciale avec les tribus de la rive droite du Bou-Regreg. Les principales tribus ainsi reliées à la côte sont les Beni-Hassen, celles du Gharb et la confédération des Zemmour. Les villes de Meknès et de Fez sont également visitées par les caravanes. Une statistique approximative, établie par les services municipaux de Salé, évalue à 3.000 le chiffre des bêtes de somme chargées de marchandises de toutes sortes qui ont quitté Salé pour diverses destinations pendant le mois d'octobre. Il ne s'agit, bien entendu, que des transports commerciaux et ce chiffre ne comprend pas celui des animaux employés aux transports effectués pour le compte des services de la guerre, soit 950 chameaux, 650 mulets, 1.400 ânes.

Il est à prévoir que ce mouvement de transactions, né de la sécurité, ira en s'accentuant avec l'amélioration des pistes et des routes qui relient Salé aux divers centres et marchés importants de la région de Rabat.

DÉMOGRAPHIE. — **La population européenne de Meknès.** — Les chiffres du dernier recensement de la population européenne de Meknès ont donné les résultats suivants : Français 320, Italiens 29, Espagnols 70, Anglais 13, Grecs 27, Suisses 3, Algériens 40, divers 30, soit au total 532.

COMMERCE. — **Achats et ventes de grains à terme à Casablanca.** — Le 9 juillet 1913, l'assemblée générale de l'*International grain Trade association* de Casablanca a adopté pour les achats et ventes de grains à terme, les conditions de place suivantes :

Tout achat ou vente à terme, c'est-à-dire dont la livraison n'est pas immédiate, doit être constaté par un contrat écrit dressé par le courtier, signé par celui-ci et par les parties. Le courtier est tenu d'en conserver annotation régulière ayant au besoin force de témoignage.

Les grains et graines sont de qualité marchande aux conditions suivantes : blé avec 5 0/0 d'orge et matière étrangère; graine de lin et coriandre 4 0/0; les pois chiches n° 29 ne devront contenir aucune matière étrangère ni grains noirs, verts ou brûlés : ils pourront contenir seulement 4 0/0 de pois n° 28 au maximum; les pois chiches n° 28 pourront contenir 4 0/0 de matières étrangères y compris les grains noirs ou brûlés : grains verts exclus; les pois chiches n° 27 pourront être livrés avec grains noirs, verts ou brûlés, ainsi qu'avec 4 0/0 de matières étrangères.

Dans aucun cas l'acheteur ne pourra être tenu d'accepter une marchandise qui ne serait pas conforme aux conditions ci-dessus et il pourra exiger le remplacement de cette marchandise dans les conditions ci-dessous indiquées.

Le vendeur est tenu d'avoir la marchandise disponible à l'expiration du terme et d'en faire lui-même la livraison à moins d'un accord spécial avec son acheteur. Le règlement est exigible par le vendeur dans les vingt quatre heures qui suivent la livraison ou, à défaut de celle-ci, à l'expiration des jours de tolérance, sans délai, sauf conditions spéciales figurant au contrat. L'acheteur a droit à une tolérance de trois jours pour prendre livraison de la marchandise si elle doit être faite dans un délai de seize à vingt-neuf jours et de sept jours au-dessus de vingt-neuf jours. Après ce délai, la marchandise étant reçue, l'acheteur a le droit de laisser la marchandise à ses risques et périls chez le vendeur moyennant une idemnité de p. h. 0.10 par 100 kilogrammes et par semaine ou fraction de semaine.

L'ensachage, le chargement et le transport de la marchandise doivent être assurés par l'acheteur. En dehors des limites extérieures du boulevard circulaire et des magasins donnant sur ses deux faces, les conditions de transport devront faire l'objet d'une entente entre les parties et figurer au contrat.

Si l'une des parties ne remplit pas ses obligations, l'autre partie après les lui avoir rappelées par l'entremise du courtier ou, à défaut de celui ci, par lettre recommandée, pourra après un délai de quarante-huit heures vendre ou remplacer la marchandise et réclamer à l'autre partie tout dommage en résultant.

La commission due au courtier est de 1/4 0/0 pour le vendeur et 1/2 0/0 pour l'acheteur : elle n'est payable qu'après la liquidation du marché. Le courtier est tenu de prêter son concours aux parties en cas de contestations et d'en donner constat par écrit si l'une des parties l'exige.

Tout litige au sujet du présent contrat sera réglé par un arbitrage de deux personnes faisant partie de l'association et désignées par chacune des parties. En cas de désaccord des arbitres ceux-ci en désigneront un troisième pris parmi les membres du Conseil d'administration de l'association. La rémunération de chaque arbitre est fixée au 2 1/2 0/0 du montant du marché avec un mini-

mum de 25 francs et un maximum de 100 francs sauf pour le troisième dont la rémunération sera double; elle est payable par la partie perdante.

MISE EN VALEUR. — **Valeur économique du cercle du Haut-Guir.** — Le cercle du Haut-Guir qui forme la région du sud du Maroc oriental, comprend des territoires administrés par le bureau de renseignements de Bou-Denib et le poste de Bou-Anan. La superficie ensemencée sur le territoire de Bou-Denib, en 1913, a été de 7.000 hectares dans la vallée du Guir et de 10.000 hectares dans celle du Ziz (districts du Ziz, du Guers et de Tiallalin). Les exploitations agricoles n'existent guère qu'autour des *Ksour*. Les céréales, particulièrement, se cultivent à l'ombre des palmiers et ne s'étendent au dehors des oasis qu'en raison de la sécurité du centre, de l'abondance des pluies, des eaux de ruissellement et des oueds. On compte environ 20.000 hommes valides sur le territoire de Bou-Denib se décomposant ainsi : vallée du Guir 5.000, vallée du Ziz 15.000. Le dernier recensement du bétail a donné les chiffres suivants : bœufs 3.000, moutons 10.000, chèvres 5.000.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique Occidentale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

8 *novembre.* — *Arrêté* du 17 octobre relatif au fonctionnement de l'inpection générale des Services sanitaires et médicaux et de la direction du Service météorologique de l'Afrique Occidentale Française.

Arrêté du 30 octobre constituant un cadre auxiliaire du personnel des Travaux publics commun à toutes les colonies du gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de l'Afrique Occidentale** (Séance du 9 octobre 1913).

Présidence de M. Franck, vice-président.

M. Angoulvant, lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire et M. Yves Henry, inspecteur de l'agriculture et des forêts de l'Afrique Occidentale Française, assistent à la séance.

Présents ou représentés : MM. Bohn, Georges Houssenot, Brétignère, Barthès et Lesieur, Clastres, Charbonnel, Chavanel, Compagnie bordelaise des Comptoirs africains, Compagnie coloniale de l'Afrique Française, P. Dareste, Philippe Delmas, Charles Duffart, Franck, Gonfreville, Gallotti, J. Le Cesne, Eugène Lecocq, Marcille, Milhe-Poutingon, E. Mathon, Maurer, Léon Prom, Nouvion, Séguin, Simonnet, Société de géographie commerciale de Bordeaux, Syndicat bordelais des caoutchoucs, Terquem, Vézia et Pierre Pégard.

Excusés : MM. Chailley et Marande.

M. le président souhaite la bienvenue à M. le gouverneur Angoulvant et à M. Yves Henry et adresse les félicitations de la Section à M. Philippe Delmas, récemment nommé chevalier de la Légion d'honneur, qui expriment leurs remerciements.

Régime forestier de la Côte d'Ivoire. — M. Angoulvant expose, tout d'abord, un historique de la question. Le décret du 18 juin 1912 et les arrêtés et commentaires des 22 et 23 août suivants ont été fondus en un texte unique qui a été examiné par la Section en mai dernier, puis par une Commission réunie à Dakar. A la suite des observations formulées, un nouvel avant-projet de décret a été établi : c'est sur ce dernier texte que la Section est appelée à délibérer.

M. Angoulvant rappelle ensuite les critiques d'ordre général qui avaient été faites par la Section au précédent projet : 1° formules différentes pour désigner les indigènes usagers : le nouveau texte emploie uniformément la formule : « collectivités indigènes autochtones » ; 2° exagération des pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur : le texte sera complété en vue de permettre la faculté d'appel au Conseil du contentieux et au Conseil d'Etat; 3° imprécision des termes employés pour limiter les usages des indigènes: l'article 70 (ancien article 58) les précise.

M. Angoulvant passe ensuite à l'examen des observations de détail qui lui ont été présentées.

Après discussion, l'article 1er est réservé; M. Angoulvant et M. Dareste chercheront ensemble une rédaction définitive.

A l'article 3, on ajoutera le paragraphe suivant : « 3° les surfaces immatriculées ».

Le titre II (articles 4 à 13) est supprimé.

A l'article 21, le paragraphe : « 1° s'il y a à pourvoir d'urgence à des besoins d'intérêt public », est supprimé.

Sur l'article 22, M. Angoulvant déclare qu'il ne tient pas essentiellement au principe de la participation de la colonie aux bénéfices des Sociétés.

L'article 29 est supprimé.

A l'article 30, on indiquera par qui seront examinées et solutionnées les oppositions dont il s'agit.

A l'article 37, l'obligation d'exporter un tonnage minimum de 300 tonnes par chantier sera seule maintenue.

A l'article 55, le délai pendant lequel le cahier des charges devra être publié au *Journal officiel* de la Colonie est porté à deux mois; d'autre part, une disposition sera ajoutée indiquant que la décision prise le sera en Conseil d'administration.

Les articles 56 et 57 sont supprimés.

Le dernier paragraphe de l'article 58 est supprimé.

A l'article 59, la phrase suivante : « Les délibérations ne seront valables que si le nombre des membres qui y auront pris part est supérieur à la moitié du nombre total d'administrateurs fixé par les statuts », est supprimé.

L'article 60 est supprimé.

L'article 70 sera modifié en ce qui concerne la détermination de la limite des usages des indigènes.

A l'article 88 (3e paragraphe), une formule sera insérée, analogue à celle qui aura été adoptée pour l'article 70.

A l'article 89, la durée de 25 ans est remplacée par celle de 20 ans.

Le titre IX, sur la main-d'œuvre, à laquelle la Section avait demandé de consacrer un arrêté spécial, est maintenu.

A l'article 109, il sera stipulé que la nouvelle réglementation sera faite « sous réserve des droits acquis ».

Au cours de la discussion, M. Angoulvant a fourni des renseignements sur l'exploitation des bois en régie, qui ne saurait guère avoir lieu que comme annexe d'une école de sylviculture ; sur les repeuplements; sur l'organisation des grands chantiers, assimilés à tort à des concessions analogues aux concessions congolaises alors que, au contraire, ils ne donnent à l'exploitant aucune emprise sur le sol lui-même ; sur les conditions faites aux grands chantiers et aux petits coupeurs, qui sont plus onéreuses pour les premiers que pour les seconds, l'épuisement d'un hectare revenant à 4 fr. 75 à la Société forestière, tandis qu'il ne revient qu'à 1 fr. 50 aux petits coupeurs; sur les usages des indi-

gènes, à l'activité desquels aucune limite n'est imposée; sur l'exploitation des palmeraies; sur l'effet de la réglementation forestière déjà appliquée, grâce à laquelle les recettes budgétaires provenant des taxes forestières sont passées de 18.000 à 600.000 francs, ce qui a permis d'augmenter les crédits affectés à l'hygiène, à l'assistance et à l'enseignement, etc.

Sous réserve des modifications qui seront apportées au projet de décret par M. Angoulvant conformément aux promesses que le Gouverneur a bien voulu faire à la Section, ledit projet est adopté.

Régime forestier de l'Afrique Occidentale. — La Section décide de confier l'examen du projet de décret organisant le régime forestier de l'Afrique Occidentale à une Commission composée de MM. Dareste, Le Cesne, Lecocq, Marcille, Nouvion, de la Rochère, Simonnet et Pierre Pégard.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de l'Afrique Occidentale** (Séance du 10 octobre 1913).

Présidence de M. Le Cesne, vice président.

Présents ou représentés : MM. Bohn, Brétignère, Barthès et Lesieur, E. Chavanel fils, Clastres, Charbonnel, Compagnie bordelaise des Comptoirs africains, Compagnie coloniale de l'Afrique Française, Philippe Delmas, L. Franck, Gonfreville, A. Lamarque, Lesieur, Le Cesne, Leturc, Lucien Maurel, Marcille, Maurer, Nouvion, Léon Prom, Simonnet, Séguin, Société de géographie commerciale de Bordeaux, Syndicat bordelais des caoutchoucs, Terquem, Pierre Pégard.

Excusés : MM. Chailley, Marande et Milhe-Poutingon.

Après lecture, le procès-verbal de la séance du 10 juillet est adopté.

Correspondance. — M. Pierre Pégard donne lecture des lettres adressées :

1° Le 13 juillet, par M. le gouverneur général de l'A. O. F. au sujet du transit direct avec le Soudan : conformément à la demande formulée par l'*Union*, les marchandises à destination du Haut-Sénégal-Niger ayant fait l'objet d'un acquit-à-caution, pourront dorénavant, après accomplissement des formalités à l'arrivée, être déposées dans les entrepôts fictifs du commerce de Saint-Louis, en attendant la réexpédition sur Kayes;

2° Le 22 juin, par M. le gouverneur général de l'A. O. F. au sujet de la question du caoutchouc: les instructions les plus fermes sont données aux administrations locales pour que les dispositions du décret du 15 septembre 1912 soient appliquées dans toute leur rigueur à partir du 1er novembre. D'ici à cette date, il a été prescrit télégraphiquement aux lieutenants-gouverneurs de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour que tous les stocks de caoutchoucs destinés à l'exportation, qu'ils soient préparés en boules, en lanières ou en plaques, fassent l'objet à la sortie, d'une vérification minutieuse et que, seuls, puissent être exportés les produits d'une pureté absolue et d'un conditionnement parfait, le permis d'embarquement devant être impitoyablement refusé aux caoutchoucs ne réunissant pas les qualités susceptibles d'en faire une marchandise de premier choix;

3° Le 22 juillet, par M. le gouverneur général de l'A. O. F. au sujet de l'approbation des cahiers des charges, adjudications et marchés : à l'avenir, les lieutenants-gouverneurs approuveront en Conseil d'administration tous les projets de travaux, à exécuter sur les budgets locaux, entraînant une dépense inférieure à 50.000 francs. Ils arrêteront les cahiers des charges et approuveront définitivement les adjudications et marchés de travaux et de fournitures intéressant les mêmes budgets. Les cahiers des charges, adjudications et marchés intéressant le budget général et ses budgets annexes, ou concernant des fournitures quelconques à faire au compte de ces budgets, seront approuvés par les lieutenants-gouverneurs en Conseil lorsque la dépense à engager sera inférieure à 50.000 francs;

4° Le 30 juillet, par le *Syndicat bordelais du commerce des caoutchoucs*, par laquelle ce syndicat priait *l'Union* de transmettre à M. le gouverneur général de l'A. O. F. une lettre demandant la suppression des droits de sortie sur le caoutchouc et la diminution des frais de transport de ce produit sur les chemins de fer de la Colonie : cette lettre a été transmise à la date du 6 août;

5° Le 16 septembre, par M. le gouverneur par intérim de la Côte d'Ivoire, annonçant l'envoi de caoutchoucs en plaques préparés par les indigènes de la Colonie;

6° Le 14 septembre, par M. Regnault, président de la Chambre de commerce de Rufisque, annonçant la réunion, à Bordeaux, d'une commission chargée d'étudier un projet de conditionnement des arachides au Sénégal;

7° Le 7 octobre, par M. le ministre des Colonies, annonçant la nomination d'une Commission chargée d'étudier le projet de décret instituant le régime forestier de la Côte d'Ivoire, et la désignation de M. Dareste pour représenter l'*Union* au sein de cette Commission.

Tarification des tissus en A. O. F. — La Section décide qu'une lettre sera adressée à M. Ponty afin de lui signaler qu'un délai de trois mois au moins est indispensable entre la promulgation du décret relatif au nouveau régime des tissus en A. O. F. et la mise en application du tarif pour que le commerce puisse prendre les dispositions nécessitées par le nouvel état de choses, et que la fixation d'un délai plus rapproché entraînerait pour la douane, aussi bien que pour le commerce, d'inextricables difficultés.

Question du caoutchouc. — M. le président montre combien il est indispensable, en présence de la crise du caoutchouc, que des mesures radicales soient prises en vue de diminuer les charges que supporte ce produit et qui ne sont plus en rapport avec sa valeur actuelle. D'autre part, des réclamations se sont élevées contre les dispositions adoptées par le gouverneur général en vue de la répression des fraudes sur le caoutchouc.

Après discussion, la Section décide, à l'unanimité, qu'une lettre sera adressée au gouverneur général pour le prier, d'une part de maintenir, sans aucune prolongation, la date du 1er novembre à laquelle le décret du 15 septembre 1912 doit être strictement mis en application dans toutes les colonies de l'Afrique Occidentale; et, d'autre part, de supprimer, dans un délai aussi rapproché que possible, le droit de sortie sur les caoutchoucs exportés des colonies de l'Afrique Occidentale française, et de diminuer dans de fortes proportions les frais de transport par voie ferrée de ce produit en l'assimilant, pour ces transports, aux cuirs et peaux.

Conditionnement des arachides au Sénégal. — Avant d'étudier cette question dans ses détails, la Section décide d'attendre que le procès-verbal de la réunion qui a eu lieu à Bordeaux lui ait été envoyé : la question sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Port de Farim. — M. le président informe la Section que, suivant avis du ministre des Affaires étrangères, le port de Farim sur le Rio Caceo (Guinée Portugaise) vient d'être ouvert au pavillon étranger, à la suite d'un récent décret du gouvernement portugais.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à midi.

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *novembre.* — *Arrêté* du 1er novembre déclarant toutes les provenances de la colonie du Haut-Sénégal et Niger suspectes d'être contaminées de fièvre jaune.

Décision du 1er novembre suspendant jusqu'à nouvel ordre la perception de la taxe additionnelle de change sur les mandats d'articles d'argent métropolitains.

6 *novembre.* — *Décision* du 16 octobre nommant une Commission mixte pour examiner le projet de lotissement complémentaire de Tivaouane.

13 *novembre.* — *Arrêté* du 9 novembre rapportant l'arrêté n° 1569, en date du 10 octobre 1913, déclarant suspectes d'être contaminées de fièvre jaune les provenances du port de Lagos.

Guinée. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *octobre-1er novembre.* — *Arrêté* du 30 septembre édictant des mesures quarantenaires contre les provenances du Lagos.

Arrêté du 8 octobre soumettant le caoutchouc, avant son exportation de la colonie, à une vérification par le Service des douanes.

Arrêté du 8 octobre interdisant la saignée des essences à caoutchouc en Guinée, pendant les mois de juillet, août et septembre.

COMMERCE. — **Vérification du caoutchouc avant son exportation de la colonie.** — Un arrêté du lieutenant-gouverneur, en date du 8 octobre dernier, a pris des mesures touchant l'exportation des caoutchoucs de la Guinée.

En voici les dispositions essentielles :

L'exportation du caoutchouc ne pourra avoir lieu qu'après vérification du produit par le Service des douanes.

Cette vérification aura lieu dans tous les centres de la colonie où se trouvent des bureaux de douane, — soit dans les locaux des déclarants, sur leur demande, à charge par eux de supporter les frais de déplacement qui en résulteront pour les agents des douanes, dans les conditions suivantes : Pendant les heures d'ouverture des bureaux, 2 francs par heure; de 10 h. 1/2 à 14 heures et de 17 à 18 heures, 3 francs par heure; de 18 heures à 6 heures, 4 francs par heure; toute heure commencée étant due; le temps accordé aux agents pour procéder à une vérification étant limité à deux heures au maximum; — soit dans les halles ou magasins du Service des douanes sans être assujettis à d'autres frais que ceux de cordage et de plombage, ainsi qu'ils sont fixés ci-dessous.

La vérification terminée, le caoutchouc sera mis en sacs, caisses ou futailles, qui seront aussitôt plombés par les soins de la douane. Le commerce aura la faculté de laisser ces colis en douane en attendant l'embarquement, moyennant une taxe spéciale de 10 centimes par tonne et par dizaine de jours. Tous les caoutchoucs provenant de l'intérieur qui n'auront pas été déjà soumis à la vérification le seront à Conakry, dans les conditions qui viennent d'être déterminées.

Les caoutchoucs rebutés par le Service des douanes seront soumis à l'examen d'une Commission spéciale composée de deux membres commerçants désignés par la Chambre de commerce de Conakry, d'un fonctionnaire désigné par le lieutenant-gouverneur et d'un agent du Service des douanes. Dans le cas où la Chambre de commerce ne pourrait pas se réunir pour une raison quelconque, les membres commerçants seront désignés par le lieutenant-gouverneur. Les caoutchoucs de l'intérieur, rebutés par le Service des douanes, pourront néanmoins être acheminés au chef-lieu accompagnés d'un acquit à caution spécial, pour y être examinés dans les mêmes conditions. Cette commission statuera définitivement sur l'autorisation ou le refus d'exportation.

Les frais de cordage et de plombage seront à la charge des expéditeurs. Le prix de chaque plomb est fixé à 25 centimes. Le montant du produit des recettes effectuées à ce titre sera attribué: 1/3 au budget local et 2/3 au personnel des deux services, en raison du surcroît de travail qui leur sera imposé. Le mode de répartition en sera déterminé par arrêté local.

Côte d'Ivoire. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

31 *octobre.* — *Circulaire* du 16 octobre, à MM. les commandants de cercle, au sujet des redevances à percevoir ponr l'obtention de permis d'exploration forestière.

Arrêté du 22 octobre déterminant les conditions d'occupation de lots de terrain, à Bassam, pour l'équarrissage des billes.

Arrêté du 23 octobre prescrivant des mesures quarantenaires contre les provenances de la Gold-Coast.

FORÊTS. — **Redevances forestières.** — Le lieutenant-gouverneur *p. i.* de la Côte d'Ivoire a adressé, le 16 octobre dernier, la circulaire suivante aux commandants de cercle, au sujet des redevances à percevoir pour l'obtention de permis d'exploitation forestière :

Quelques hésitations se sont produites sur les conditions d'application de l'article 36 de l'arrêté n° 737. du 23 août 1912, concernant le taux de la redevance à percevoir pour l'obtention des permis d'exploration de portions de forêts.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la délivrance de ces permis doit donner lieu à la perception définitive, au profit du budget local de la colonie, d'une redevance calculée à raison de :

2 francs pour les 25 premiers kmq; 3 francs pour les 25 kmq suivants, soit de 25 à 50 kmq; 4 francs pour les 25 kmq suivants, soit de 50 à 75 kmq; 5 francs pour les 25 kmq suivants, soit 75 à 100 kmq; 6 francs au-dessus de 100 kmq.

C'est ainsi par exemple que, pour 150 kmq, la redevance sera de :

2	francs	×	25	kmq	=	50 francs
3	—	×	25	—	=	75 —
4	—	×	25	—	=	100 —
5	—	×	25	—	=	125 —
6	—	×	50	—	=	300 —
			150	kmq		650 francs

C'est l'application que le gouvernement de la colonie a entendu faire jusqu'à ce jour de l'arrêté précité.

COMMERCE. — **Equarissage des billes à Grand-Bassam.** — Un arrêté du 22 octobre dernier détermine comme suit les conditions d'occupation de lots de terrain, à Grand-Bassam, pour l'équarissage des billes destinées à l'exportation.

Des lots de terrain situés le long de la rive sud de la lagune Ouladine, compris dans le quadrilatère A. B. C. D., figuré au plan annexé à l'arrêté, extrait de la troisième feuille du plan cadastral de Bassam, pourront être mis à la disposition des exportateurs de bois dûment patentés pour servir à l'équarrissage des billes. Les terrains accordés seront lotis en parcelles de 50 mètres sur 25 figurées au plan. Chaque exportateur dûment patenté ne pourra en principe jouir que d'un seul lot, sauf dans le cas où la nécessité de donner satisfaction à toutes les demandes sera compatible avec l'attribution de plusieurs lots. Dans tous les cas, il ne pourra être attribué plus de trois lots au même exportateur.

Les lots seront accordés pour une période de deux mois avec faculté de prolongation de deux mois en deux mois, mais ils resteront essentiellement provisoires et seront révocables sans indemnité dans les huit jours qui suivront l'avertissement donné par l'administrateur du cercle de Bassam.

La redevance à payer par le permissionnaire sera de 5 francs

par mois et par lot payables avant l'entrée en jouissance. Toute fraction de mois sera comptée pour un mois en cas de retrait de l'autorisation. Les permis d'occupation, extraits d'un carnet à souche, seront accordés, dans l'ordre de priorité de demande, par l'administrateur du cercle de Bassam, qui tiendra à la disposition des postulants le plan de lotissement mis à jour par ses soins.

Le service du wharf installera, sur l'emplacement défini, des voies Decauville reliées au réseau général et destinées au transport des bois entre l'appontement lagunaire et l'appontement maritime. Cette installation se fera dans la limite des disponibilités du matériel de voie. Les billes à équarrir seront mises hors de l'eau par les soins du wharf; mais dès leur arrivée sur la voie longeant la lagune à la sortie des appontements ou plans inclinés, elles devront être conduites au lieu d'équarrissage par les soins du propriétaire des billes qui devra, à cet effet, préalablement à la mise des billes hors de l'eau, réunir sur les lieux la main-d'œuvre nécessaire. L'ordre de présentation, au wharf, des billes à équarrir, sera déterminé par le directeur du wharf, par ordre de priorité des demandes. Aucune bille ne devra être amenée à l'appontement en lagune pour la mise sur le terrain d'équarrissage, sans autorisation du directeur du wharf.

Les billes équarries seront, pour leur exportation, ramenées par les soins du propriétaire sur la voie longeant la face sud de la lagune et à son point de jonction avec les 4 voies centrales du wharf. Les exportateurs disposeront, pour la conduite des billes aussi bien à l'aller qu'au retour, d'un certain nombre de wagonnets que fixera le directeur du wharf suivant ses besoins du moment et ses disponibilités. Les propriétaires des billes ainsi sorties de l'eau paieront pour frais supplémentaires divers (location de wagonnets, usure de voie, etc...) une taxe de 2 francs par bille pour les billes d'un poids inférieur ou égal à 3 tonnes et 4 francs pour les billes au-dessus de 3 tonnes. Le poids de ces billes sera déterminé à la sortie de l'eau en comptant le poids du mètre cube à raison de 730 kilogrammes. Pour la perception de ces taxes, le directeur du wharf avisera le service de la douane liquidateur dans les mêmes canditions qu'il est procédé actuellement pour les droits de magasinage.

Aucune réclamation ne pourra être admise du fait du petit nombre de wagonnets mis à la disposition des exportateurs, de la faible longueur ou de la disposition de la voie Decauville, ainsi que des retards qui pourraient résulter de la mise hors de service momentanée des appareils de levage ou de tirage.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar.*

18 *octobre*. — *Arrêté* du 17 octobre promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances le décret du 28 août 1913 établissant le régime forestier applicable à Madagascar.

25 *octobre*. — *Arrêté* promulguant dans la colonie de Madagascar et dépendances le décret du 22 août 1913, modifiant l'article 4 des décrets du 22 mars 1907 instituant un contrôleur financier en Afrique Occidentale Française et à Madagascar.

Etat des permis d'exploiter les forêts ou leurs produits accessoires délivrés pendant le 3e trimestre 1913.

UNION COLONIALE FRANÇAISE. — **Section de Madagascar et des Comores** (Séance du 19 novembre 1913). — La Section de Madagascar et des Comores de l'Union coloniale française a tenu sa réunion mensuelle le 19 novembre, sous la présidence de M. Eugène Buhan, président de la Section.

Présents : MM. Eugène Buhan, président ; de la Motte Saint-Pierre et Maurice Simon, vice-présidents ; de Dienval, Nouvion, Hacault, B.-J. Dubos, Tardieu, Guillaume Grandidier, Moyaux, Eug. J. Niel, Bourdariat, Ch. Depincé.

Excusés : MM. Gueugnier, Perben et Sescau, vice-présidents ; Catoire, secrétaire ; Vaquin et Schweitzer.

Le procès-verbal de la séance du 3 octobre est adopté.

M. le président rend compte de l'entrevue que les membres du bureau ont eue, le matin même, avec M. le ministre des Colonies et les chefs de service intéressés au sujet de plusieurs questions en suspens et notamment des suivantes : 1° régime des sacs de jute; 2° travaux du port de la Réunion ; 3° régime bancaire de la Grande Ile.

En ce qui concerne les sacs de jute, la délégation a montré à M. le ministre des Colonies, à l'aide de chiffres tout à fait probants, combien le régime proposé sous couleur d'amélioration par M. Picquié serait préjudiciable aux colons. Nous avons, dit M. le président, insisté en termes des plus pressants pour que, à défaut du dégrèvement total, le nouveau droit ne dépassât pas 0 fr. 02 par kilogramme de sacs vides. Il a d'ailleurs été démontré à M. Morel que le produit de cette taxe serait sensiblement égal à celui que la taxe actuelle procure au budget local — soit environ 20.000 francs — qui n'aurait par conséquent pas à souffrir de la modification proposée ; tandis qu'en taxant les sacs sur la base de 0 fr. 05 l'unité, ainsi que le demande M. Picquié, il en résulterait une surcharge de plus de 40.000 francs pour le commerce. Nos explications, ajoute M. le président, ont paru convaincre M. le ministre et nous avons confiance que, finalement, notre point de vue l'emportera. Dans tous les cas, aucune mesure définitive ne sera prise sans que nous n'ayons été préalablement consultés.

En ce qui concerne la question du port de la Réunion, nous avons eu la satisfaction de constater que l'urgence n'en avait pas échappé à l'attention de l'administration centrale. Des instructions très fermes ont, en effet, été adressées récemment au gouvernement local pour que les travaux nécessaires, pour lesquels des crédits spéciaux sont inscrits au budget de la colonie, soient entrepris le plus tôt possible et poursuivis sans relâche. On estime que deux ans suffiront pour les mener à bonne fin.

La délégation a, enfin, de nouveau exposé les très vives doléances de la Section au sujet du retard apporté à la solution concernant le régime bancaire de Madagascar. A l'appui de nos instances, explique M. le président, nous avons fait ressortir les conséquences extrêmement dommageables aux intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de la colonie, de l'absence d'un instrument d'échange et de circulation. Ce n'est pas moins d'un million, dit M. le président, que la colonie perd de ce fait chaque année et cette perte est sans récupération possible ; elle est, en outre, sans profit pour personne.

La délégation a demandé à M. Morel de vouloir bien s'employer à faire aboutir la question à bref délai. Cette question étant absolument indépendante de celle du régime bancaire des vieilles colonies, on ne peut s'expliquer que l'administration s'obstine à la considérer comme liée à celle-ci. La délégation a en outre prié M. Morel d'intervenir auprès du gouvernement de la Grande-Ile — et au besoin d'exercer le pouvoir d'arbitrage qui lui appartient

incontestablement — pour amener entre l'administration locale et l'établissement qui sera chargé du privilège un accord sans lequel la solution risque d'être ajournée à une date très lointaine.

M. Morel a paru très frappé de nos observations et disposé à en tenir le plus grand compte. Il s'emploiera à hâter la décision à intervenir.

Raréfaction de la main-d'œuvre. — M. le président entretient la Section des difficultés de plus en plus grandes qu'éprouvent les colons pour se procurer la main-d'œuvre qui leur est nécessaire, Dans la zone du chemin de fer de Tananarive à Antsirabe, notamment, la situation à ce point de vue devient de jour en jour plus critique par suite de la quantité considérable de travailleurs qu'absorbent les chantiers. Les colons non moins que les entrepreneurs n'arrivent qu'à grand peine à recruter les contingents qui leur sont nécessaires et au prix des plus lourds sacrifices. Par l'effet de la concurrence les salaires ont triplé. Cette situation, en raison des grands travaux projetés sur divers points de l'île, ne peut que s'aggraver si on n'y porte remède. Il importe d'agir de suite, sinon c'est l'avenir des entreprises industrielles et agricoles, fort nombreuses dans la région, qui est compromis. Il y a là un très grand danger que seul, le gouvernement local peut conjurer en renforçant la main-d'œuvre autochtone par l'immigration de travailleurs étrangers, ceux-ci devant être plus spécialement affectés aux travaux publics.

M. Niel croit savoir que l'administration locale s'occupe activement de la question.

M. Depincé rappelle que la Section a déjà appelé l'attention de M. Picquié sur l'urgente nécessité de la reprise des démarches faites autrefois dans le but d'obtenir des gouvernements intéressés l'autorisation de recruter des travailleurs hindous, africains, javanais et gallas. M. Picquié, par une lettre du 10 mai dernier, a répondu à l'Union coloniale que la question n'avait pas cessé de figurer au premier rang de ses préoccupations, mais que les pourparlers entamés n'avaient pas jusqu'ici produit de résultats positifs. M. Picquié indiquait, au surplus, que les principaux éléments de la solution et les seuls de nature à apporter un remède permanent à la situation « se trouvaient dans le pays dont les ressources paraissent susceptibles d'un meilleur rendement et dont le développement démographique doit être facilité ».

M. Depincé fait observer que, malheureusement, c'est là une solution à échéance très lointaine, mais qu'il est fort juste, par contre, comme l'indique M. Picquié, qu'on doive attendre beaucoup de la multiplication des voies de communication, celles-ci devant permettre à la main-d'œuvre, dans un pays où elle est très mal répartie, de se transporter plus aisément des régions où elle est encore surabondante vers celles où elle fait défaut.

M. Depincé ajoute que si la main-d'œuvre ne suffit plus aux besoins actuels, ce n'est pas tant en raison de l'exécution des grands travaux qui, certes, prennent beaucoup de bras, que de l'extension considérable qu'ont prise dans la Grande Ile, et plus particulièrement dans la région d'Antsirabe, l'agriculture et l'industrie. Les entreprises privées se font entre elles une concurrence dont elles subissent les effets. Il n'en convient pas moins d'étudier très sérieusement les mesures propres à sortir les colons d'embarras : la colonie commettrait une grave imprudence si elle entreprenait de nouveaux travaux sans s'être auparavant assurée une main-d'œuvre qui, de toute évidence, ne saurait être prélevée sur place. Il est donc à souhaiter que les pourparlers auxquels fait allusion M. le gouverneur général aboutissent promptement.

Après un dernier échange d'observations, il est décidé qu'une lettre sera adressée à M. Picquié pour appeler de nouveau son attention sur la question et le prier d'en presser la solution par tous les moyens en son pouvoir.

Instabilité des tarifs de transport sur le T. C. E. — Un membre de la Section signale qu'il lui est revenu que l'administration locale se proposait, dans des conditions anormales et pour diverses raisons qu'il indique, de majorer considérablement les tarifs de transport des traverses de bois, sur le bruit que cet article avait été l'objet de pourparlers en vue de l'exportation.

La majoration prévue serait telle qu'elle rendrait absolument irréalisable la tentative très intéressante dont il s'agit. De 0 fr. 05, la tonne kilométrique passerait en effet à 0 fr. 12, soit une augmentation de 140 0/0 !

Après un échange de vues auquel prennent part la plupart des membres présents, la Section décide d'adresser la protestation suivante à M. le gouverneur général de Madagascar :

Monsieur le gouverneur général,

Un certain nombre de membres de notre Section de Madagascar et des Comores ont été informés que votre administration se proposait d'élever les tarifs de transport des traverses de bois sur le T. C. E. Saisie de la question, la Section a décidé de formuler une protestation énergique contre ce projet et m'a demandé de vous faire part de cette protestation.

A l'encontre de l'élévation des tarifs projetée, elle invoque le besoin de stabilité, condition essentielle de la sécurité indispensable aux affaires. Elle fait observer qu'il n'est point de commerce possible si, lorsque des marchés ont été passés, il peut dépendre de l'administration de bouleverser toutes les prévisions du vendeur par une décision qui vient à l'improviste augmenter ses prix de revient.

Si cette observation est vraie partout, elle l'est plus encore dans un pays neuf comme Madagascar où tout est à créer et où il peut suffire d'une exigence inattendue comme celle qui motive les protestations de la Section pour paralyser l'essor d'une industrie à ses débuts, et arrêter un courant commercial qui vient, à grand renfort de travail et de sacrifices, de se former.

C'est le cas qui se présente aujourd'hui, et, à cette occasion, vous nous permettrez, Monsieur le gouverneur général, de vous faire respectueusement remarquer qu'il y a quelque chose d'illogique et de contradictoire dans le fait d'une administration qui, au moment où, avec le zèle le plus louable, elle s'efforce de multiplier et d'améliorer les moyens de transport et de communication, semble vouloir, par des mesures du genre de celle qui nous occupe, restreindre l'usage de ces facilités nouvelles et le profit que la colonie est appelée à en retirer sous la forme d'un accroissement de son activité économique.

Il n'est pas moins contradictoire d'encourager le commerce de la colonie à nouer des relations commerciales avec l'Afrique du sud, de subventionner à grands frais, dans ce but, un service de navigation et, lorsque ces relations sont à la veille ou en train de s'établir — comme c'est le cas dans l'espèce actuelle s'agissant d'un commerce dont le débouché est précisément le sud africain, — de leur faire obstacle en frappant de taxes supplémentaires, un article qui s'annonçait comme destiné à devenir un des principaux objets d'échange entre les deux pays.

On nous a affirmé, il est vrai, que le Service des Travaux publics n'aurait pas dissimulé que le but de l'élévation de tarifs proposée par lui, serait précisément d'empêcher le développement de l'exportation des traverses de bois, dans la crainte qu'il n'en résultât une augmentation des prix de vente de cet article, et, par suite, une augmentation corrélative des frais d'exploitation du T. C. E. et de la future ligne d'Antsirabe.

Nous avons peine à croire à l'exactitude de cette affirmation. Elle donnerait, en effet, à penser que, contrairement aux règles d'une saine économie politique et aussi à celles de l'équité, ce Service, se faisant juge dans la cause où il est partie, entend

mettre la puissance de l'Etat souverain au service des intérêts de l'Etat industriel pour fausser à son profit les cours des marchandises, tels qu'ils résultent du jeu normal de la loi de l'offre et de la demande, et s'assurer ainsi, aux prix qui lui conviennent, celles dont il peut avoir besoin.

En admettant d'ailleurs qu'il n'y eût pas là un abus inadmissible du « droit du prince », le raisonnement sur lequel il est fondé serait, en fait, sujet à discussion. Il est certain, en effet, que si, par suite du développement de l'exportation des traverses de bois, le Service des Travaux publics était obligé de payer plus cher celles qu'il achète et si les frais d'exploitation du T. C.E. et des autres voies ferrées de la colonie en étaient augmentés d'autant, cette augmentation de dépenses trouverait nne large compensation dans l'accroissement de recettes qui serait la conséquence d'un trafic plus important sur ce même article.

Mais nous irons plus loin et il n'est pas téméraire de prétendre que la production des traverses de bois s'accroissant à la faveur d'un courant régulier d'exportation, la production des traverses de bois, assurée d'un large débouché, s'accroîtrait. Il en résulterait, suivant une loi vérifiée par l'expérience de tous les temps et de tous les pays, une diminution des prix de vente de cette marchandise, diminution dont le budget du chemin de fer local serait le premier à profiter.

La colonie a donc un intérêt direct, même au point de vue financier, à ne pas entraver ce commerce nouveau en élevant ses prix de transport. Mais, en dût-il même être autrement, que notre Section de Madagascar et des Comores, et l'*Union coloniale* avec elle, n'en persisteraient pas moins, pour les autres raisons invoquées plus haut, à vous demander avee instance, Monsieur le gouverneur général, de refuser votre sanction à la majoration de tarifs qui vous a été proposée par le Service des Travaux publics.

Veuillez agréer,...

Le Directeur général,

Signé : J. CHAILLEY.

Services maritimes locaux. — M. le président signale que des difficultés d'interprétation se sont élevées sur des points très importants entre le ministère des Colonies et la direction des Messageries maritimes au sujet du projet de contrat préparé par le gouvernement général de Madagascar, d'accord avec le représentant local de cette compagnie, projet soumis actuellement, comme l'on sait, à l'homologation ministérielle. On espère que ces difficultés seront aplanies à bref délai et qu'elles ne retarderont pas sensiblement la mise en train des nouveaux services. Il a fallu néanmoins en référer au gouvernement général.

M. Maurice Simon signale à ce sujet qu'il a appris d'un de ses correspondants que le *Persépolis*, qui devait remplacer la *M'Panjaka* dans la nouvelle organisation des lignes locales, vient d'être envoyé en Chine et qu'il n'est pas remplacé. Quant à la *M'Panjaka*, elle donne de moins en moins satisfaction aux colons et n'assure que très imparfaitement les communications.

Régime forestier de Madagascar. — M. le président rappelle dans quelles conditions cette question se présente. Une nouvelle législation forestière vient d'entrer en vigueur qui nécessite certaines retouches qui feront l'objet d'un décret prochain. L'administration semble disposée à tenir compte, lors de cette mise au point, des observations que lui soumettront les intéressés. Il était du devoir de la Section, qui n'avait pas été à même de se livrer à ce travail en temps utile, de profiter de ces bonnes dispositions. C'est pourquoi la commission de l'agriculture et des forêts de la Section, après étude, a prié M. Bourdariat, dont on connaît la compétence en la matière, de présenter un rapport exposant les desiderata des exploitants forestiers de la Grande Ile.

M. Bourdariat, après s'être livré à un examen approfondi du décret du 28 août, a résumé, dans une note préliminaire, les observations qu'il se propose de développer dans son rapport définitif.

Cette note, dont il est fait lecture, donne lieu sur plusieurs points à de longs échanges de vues entre les membres de la Section et il est décidé que celle-ci reprendra la question dans l'une de ses prochaines séances, quand M. Bourdariat lui soumettra son rapport définitif.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 1/2.

Mayotte. — COMMERCE. — **Mouvement commercial pendant le 2e trimestre.** — Le mouvement commercial de Mayotte et dépendances, pendant le deuxième trimestre 1913, s'est élevé au total à 1.042.059 francs dont 676.277 francs à l'importation et 365.882 francs aux exportations.

La part totale de la France s'élève à 536.253 francs, dont 245.111 francs aux importations et 297.142 francs aux exportations.

Côte des Somalis. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

31 *juillet.* — *Arrêté* du 19 juin 1913, modifiant les droits de contrôle et de surveillance sur les poudres à tirer et les étuis métalliques vides.

Arrêté du 18 juillet 1913, déclarant la ville d'Aden indemne de cas de peste et levant pour ce port, les mesures prescrites par l'arrêté du 17 mai 1913.

31 *août.* — *Arrêté* du 12 août 1913 promulguant le décret du 9 novembre 1911 et l'arrêté ministériel du 18 décembre 1911, relatifs à l'application de la loi du 26 février 1911, portant encouragement aux grandes pêches maritimes.

Arrêté du 28 août 1913, promulguant deux décrets du 18 juillet 1913, relatifs à l'application de la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation.

Arrêté du 28 août 1913, promulguant la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

Arrêté du 20 août 1913, promulguant le décret du 23 avril 1913, sur le service des fraudes (Texte du décret).

ADMINISTRATION. — **Contrôle et surveillance sur les poudres et étuis métalliques.** — Un arrêté du 19 juin dernier modifie le tarif des droits, établis par l'arrêté du 17 octobre 1900, perçus à raison du contrôle et de la surveillance sur les poudres à tirer et les étuis métalliques vides. Les droits nouveaux sont : poudres à tirer, à l'exception de la dynamite, de la poudre Favier, et les similaires explosibles, le kilogramme 2 francs au lieu de 0 fr. 50;

Etuis métalliques vides, le kilogramme 2 fr. 50 au lieu de 0 fr. 25.

ASIE

Indochine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine*

23 *octobre.* — *Circulaire* du 18 octobre au sujet du transit à Marseille du matériel provenant de l'Indochine.

Extrait d'un *arrêté* du 18 octobre modifiant le tarif P. V. n° 40 homologué le 21 juillet 1913.

27 *octobre.* — Extrait d'un *arrêté* du 24 octobre fixant le taux officiel de conversion de la piastre.

30 *octobre.* — *Circulaire* du 25 octobre relative aux délégations de crédits.

Cochinchine. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

23 *octobre.* — *Arrêté* du 20 octobre portant homologation du tarif spécial P. V. n° 10 applicable à la ligne Saigon-Khanh-hoa.

Tonkin. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Indochine.*

27 *octobre.* — *Décret* du 11 septembre autorisant l'ouverture des travaux de construction du chemin de fer de Vinh à Tân-ap.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

ENTRÉES DE LA BIBLIOTHÈQUE.

J. A. DECOURDEMANCHE. — *Traité des monnaies, mesures et poids anciens et modernes de l'Inde et de la Chine.* — In-8° de 172 pages. Publication de l'Institut ethnographique international de Paris. Ernest Leroux, éditeur, 28, rue Bonaparte, Paris 1913.

Dans un but de clarté, l'auteur examine séparément en ce qui concerne l'Inde : 1° les mesures de longueur, y compris celles itinéraires et celles agraires ; 2° les monnaies ; 3° les poids mercantiles. La quatrième partie est consacrée aux mesures, monnaies et poids de la Chine.

Les poids et mesures du monde ancien, le fait est généralement admis comme démontré, dit M. Decourdemanche, font partie d'un ensemble cohérent, mathématiquement coordonné. Les types des poids sont des talents, les types des mesures de longueur sont des poids, dont chacun répond à la dimension du côté d'un cube contenant, en eau, le poids du talent correspondant. Il n'a pas été jusqu'ici trouvé d'argument décisif en faveur de l'antériorité d'emploi de ces talents et de ces pieds, en Egypte, d'un côté, ou en Babylonie et pays voisins de l'autre.

L'ouvrage de M. Decourdemanche est des plus consciencieux. Il se recommande par la clarté des inductions et déductions et la précision de l'argumentation qui ont permis à l'auteur, dans un travail ingrat et nouveau, de poser des principes et de dégager les éléments métrologiques anciens.

Dr P. J. S. CRAMER. — *Gegevens over de Variabiliteit van de in Nederlandsch-Indië verbouwde Koffie-soorten.* — In-8° de XVI-696 pages, G. Kolff et C°, Batavia 1913.

DAVID STAAR JORDANAND CARL HUGH BEAL. — *Supplementary notes on Fossil tharks.* — In-8° de 13 pages. University of California Press Berkeley U. S. A. 1913.

ROY. E. DICKERSON. — *Fauna of the Eocene at Marysville Buttes California.* — In-8° de 33 pages, 4 planches. University of California Press Berkeley U. S. A. 1913.

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES. — *Tableau général du commerce et de la navigation.* Année 1912. Premier volume. Commerce de la France avec les colonies et les puissances étrangères. — In-4° de 919 pages. Imprimerie nationale, Paris 1913.

LÉON HAUTEFEUILLE. — *Souvenirs de Buitenzorg.* — In-8° de 12 pages. Imprimerie d'Extrême-Orient. Hanoï-Haïphong 1913. Extrait de la *Revue Indochinoise*, août 1913.

INDES NÉERLANDAISES. — *Jaarverslag der Bankatinwinning over het exploitatiejaar* 1911-1912. — In-8° de VII-213 pages avec nombreuses planches et cartes. Landsdrukkerj, Batavia 1913.

Dr A. F. LEGENDRE. — *Au Yunnan et dans le massif du Kin-Ho.* — In-8° écu de 435 pages avec 16 gravures et 1 carte. Prix : 5 francs. Plon-Nourrit et Cie, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris 1913.

Le docteur Legendre est un des explorateurs qui ont le plus contribué à rendre définitive la connaissance exacte de la Chine dans ses parties les moins accessibles et dans ses éléments ethniques les moins étudiés. On sait que sa dernière mission, qui visait le Yunnan, le Koeitcheou, le Setchouen occidental et le bassin du Yalong dans les Marches thibétaines, fut interrompue par une alerte tragique, provoquée par le mouvement xénophobe que déclancha la Révolution chinoise. Le livre qui la résume, avec les illustrations prises sur le vif et qui l'enrichissent, comprend trois parties : le voyage au Yunnan, l'exploration du bassin du Yalong, du Kin-Ho, une intéressante incursion dans le pays sifan, enfin l'épisode de l'attaque à Houang-Choui-Tang par les bandes insurgées, qui fit courir un instant dans la presse le bruit du massacre total de la mission. Dégagé de tout appareil technique, des développements spéciaux qui sont reservés aux rapports officiels, le récit alerte, bien vivant, initie le lecteur à l'existence intime de races peu connues, aux mœurs, coutumes et caractéristiques morales du peuple chinois et des aborigènes qui gravitent autour de lui. Les anecdotes abondent sur les coutumes et les traditions de ce pays presque impénétrable, la lutte des missionnaires français contre les révoltés qui les attaquent, les péripéties du siège de la capitale, le supplice du chef des bandits, tous ces épisodes sont contés avec une force d'expression impressionnante. Que devons-nous espérer ou craindre de la Chine républicaine ? On trouvera là une réponse à cette double question, car l'hypothèse du prétendu *péril jaune* est envisagée avec un optimisme qui s'étaie de faits précis et, d'autre part, les données géographiques, et les chiffres cités permettent de conclure qu'un bel avenir est promis à l'Indochine dans ses rapports avec la Chine du sud-ouest.

GEORGE DAVIS LONDERBAK. — *The Monterey series in California.* — In 8° de 63 pages. University of California Press Berkeley U. S. A. 1913.

CAPITAINE MAURICE MARTIN. — *Au cœur de l'Afrique Equatoriale.* Journal de route d'un officier (mission Jacquier). In-8° de VIII-220 pages, avec 28 planches hors texte et une carte. Prix : 3 fr. 50. Librairie Chapelot, 30, rue Dauphine, Paris 1913.

En 1910, M. Fourneau, lieutenant-gouverneur de l'Oubanghi-Chari, reconnaissant l'importance qui s'attachait à l'exploration et à l'étude de la région des sultanats du Haut-Oubanghi, confiait une mission de reconnaissance au capitaine Jacquier, de l'infanterie coloniale. La mission, de caractère essentiellement pacifique, devait comprendre 3 Européens — le chef de mission, le lieutenant MARTIN, son adjoint, et M. Ebener, chef de la factorerie de caoutchouc de Bangassou — une quarantaine de tirailleurs sénégalais et environ 150 porteurs indigènes. La petite troupe, partant de Bangassou, se mit en route le 1er octobre 1910 ; de cette date jusqu'à la fin de 1911, elle parcourut, avec des péripéties diverses, la région limitrophe du Soudan anglais entre les sources de la Kotto et celles du M'Tomon.

Aujourd'hui capitaine, le lieutenant MARTIN, second de la mission Jacquier, a publié son journal de route, tel qu'il fut écrit « dans la brousse, sous la tente, aux heures bonnes et mauvaises vécues dans le pays du Haut-Oubanghi ». C'est un livre vécu, fait de souvenirs notés au jour le jour, riche en renseignements de tous ordres et du plus vif intérêt. Il faut lire en particulier l'émouvant chapitre « Perdu dans la brousse » où l'auteur fut isolé de la mission pendant dix jours et erra, seul, sans vivres et sans armes, dans l'immense forêt équatoriale. Les officiers, les administrateurs et même les colons, appelés par leur devoir ou par leurs affaires dans cette région, pourront le consulter avec profit ; en outre, tous ceux que les questions coloniales ne laissent pas indifférents, voudront avoir dans leur bibliothèque cet ouvrage simplement écrit et dont l'intérêt se trouve encore augmenté par de nombreuses photographies prises au cours même de la mission.

JOHN C. MERRIAM. — *Tapir remains from Late Cenozoic Beds of the Pacific Coast Region.* — Gr. in-8° de 6 pages. University of California. Publications, Berkeley, California U. S. A. 1913.

Le Gérant : P. NEVEU.

Paris. — Imp. LEVÉ, rue Cassette, 17.

PRÉFECTURE DE LA SEINE

Avis d'adjudications.

Le samedi 20 décembre 1913, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de Commerce), par le préfet de la Seine ou son délégué, à l'adjudication, sur demande d'un prix unique, à forfait pour chaque lot, et sur soumissions cachetées, de l'entreprise, en cinq lots, de travaux de diverses natures à exécuter pour la *construction d'un groupe d'Habitations à bon marché, rues Henri Becque et Brillat-Savarin* (13e arrondissement) :

1er lot : Maçonnerie.

2e lot : Ferronnerie et Serrurerie, Quincaillerie et Sonneries diverses.

3e lot : Couverture, Plomberie, Eau, Fontainerie et Ardoiserie.

4e lot : Menuiserie.

5e lot : Carrelage Céramique et Revêtements en faïence.

Les plans, le devis descriptif, les cahiers des charges et le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée à la Préfecture de la Seine (Secrétariat de la Commission d'admissibilité), au plus tard le 5 décembre 1913.

Le samedi 10 janvier 1914, à deux heures après midi, il sera procédé publiquement, dans la salle du Conseil de préfecture, au Palais du Tribunal de Commerce, par le préfet de la Seine ou son délégué, aux adjudications suivantes au rabais, sur les prix de la série de la Ville de Paris *en date du 1er novembre* 1882), ainsi que sur ceux établis ou visés au cahier des conditions particulières et sur soumissions cachetées :

1° De l'entreprise, en trois lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la *Construction d'une Ecole de Filles, rues de la Parcheminerie et Saint-Jacques* (5e arrondissement) ;

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Maçonnerie et Carrelage....	155.413	3.200
3e —	Ciment armé...	59.500	1.200
3e —	Menuiserie.....	25.768	700

Cautionnement pour le 2e lot : 3.000 francs.

2° De l'entreprise, en cinq lots, des travaux de diverses natures à exécuter pour la reconstruction de la Mairie du 17e arrondissement, rue des Batignolles (17e arrondissement) ;

Lots.	Nature des travaux.	Evaluation.	Frais d'adjud.
		Fr.	Fr.
1er lot.	Terrasse.....	23.625	500
2e —	Maçonnerie et Carrelage....	173.613	3.500
3e —	Ferronnerie et serrurerie...	63.357	1.300
4e —	Couverture, Plomberie, Eau, Fontainerie, Ardoiserie.....	35.175	800
5e —	Menuiserie.....	38.256	850

Les plans, les devis, les cahiers des charges et la série des prix, ainsi que le bordereau des prix de salaires normaux et de la durée normale de la journée de travail, en date du 17 juin 1913, sont déposés à l'Hôtel de Ville (Bureau administratif d'Architecture), où l'on pourra en prendre connaissance tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), de 11 heures à 4 heures.

La déclaration prescrite par les conditions générales d'admissibilité devra être déposée à la Préfecture de la Seine (secrétariat de la Commission d'admissibilité), au plus tard, le 27 décembre 1913 pour chacune de ces deux adjudications.



CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Les publications artistiques P.-L.-M.

Poursuivant la série de ses publications artistiques, la Compagnie P.-L.-M. vient de faire paraître un remarquable *Atlas Côte d'Azur*, qui continue une collection d'albums similaires destinés à former un admirable ensemble descriptif des régions desservies par le P.-L.-M.

Comme ses devanciers « Savoie-Dauphiné » et « Vallée du Rhône », l'*Atlas Côte-d'Azur*, minutieusement documenté, illustré de nombreuses photogravures, renferme deux superbes planches, hors-texte, en couleurs et une carte très intéressante de la région, également en couleurs.

Il est en vente, au prix de 0 fr. 50, à la gare de Paris-Lyon, dans les bureaux succursales et bibliothèques des gares du réseau, ou adressé sur demande faite au Service de la publicité, 20, boulevard Diderot, Paris, accompagnée de 0 fr. 60 pour les envois à destination de la France, et de 0 fr. 65 (mandat-poste international), pour ceux à destination de l'étranger.

(6-12-13).

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Voyages au Maroc : 1° *par Bordeaux-Casablanca* ; 2° *par Madrid-Algésiras-Tanger.*

Il est rappelé au public que la Compagnie d'Orléans, d'accord avec la Compagnie Transatlantique, a créé des billets directs simples d'aller et retour de Paris à Casablanca ou *vice versa*, via Bordeaux.

Les départs des paquebots ont lieu les 10 et 25 de chaque mois par service rapide, les 2 et 18 par service accéléré.

Les prix sont, suivant la classe, de 205 fr. 85, 154 fr. 45, 99 francs pour les billets simples, de 328 fr. 80, 251 fr. 10 et 161 fr. 35 pour les billets aller et retour.

Les personnes désirant réduire au minimum le voyage maritime peuvent également se rendre au Maroc par l'Espagne, via Madrid et Algésiras, d'où l'on peut gagner Tanger par une traversée de 2 heures 1/2 environ.

Un service rapide bi hebdomadaire entre Madrid et Algésiras faisant suite au Sud-Express, train de luxe quotidien entre Paris et Madrid, permet d'effectuer le voyage de Paris à Tanger en 53 heures. C'est le mode d'accès au Maroc à la fois le plus rapide et le plus commode (1/11-13).

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

De Paris aux ports au delà de Suez, ou vice versa.

Billets d'aller et retour « Paris-Marseille » (ou vice versa), 1re, 2e et 3e classes, valables un an, délivrés conjointement avec les billets d'aller et retour de passage de ou pour Marseille, aux voyageurs partant de Paris pour les ports au delà de Suez ou de ces ports pour Paris.

Prix : 1re classe, 144 fr. 80 ; 2e classe, 104 fr. 25 ; 3e classe, 67 fr. 95 (via Dijon-Lyon ou Nevers-Lyon ou Nevers-Clermont).

Ces billets sont émis par la Compagnie des Messageries Maritimes ou par les Chargeurs réunis.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe.)

(15-10-13)

VINS DE BORDEAUX

MAISON FONDÉE EN 1792

F. DUMÉZIL

BORDEAUX

Négociant et Propriétaire des

Château de Nort - Château Ferrère

EXPORTATION

Agents à :
MADAGASCAR,
RÉUNION, MAURICE,
EXTRÊME-ORIENT,
ANTILLES, etc.

CRÉSYL-JEYES

DÉSINFECTANT — ANTISEPTIQUE

Le seul joignant à son efficacité scientifiquement contrôlée l'immense avantage de n'être :

NI TOXIQUE NI CAUSTIQUE

Ne pas confondre le **Crésyl-Jeyes** avec les soi-disant produits similaires qui ne possèdent ni son efficacité ni son homogénéité constante.

Adopté par les Écoles nationales vétérinaires de France, le Service de Santé vétérinaire de l'armée, les services d'Hygiène de Paris et des départements.

Exposition Universelle 1900, **Médaille d'Or.**

MICROBICIDE

Le plus efficace et le moins coûteux

Indispensable dans les **Habitations, Ecuries, Etables, Porcheries. Poulaillers,** pour prévenir et enrayer les Epidémies et les Epizooties.

Exiger rigoureusement *les marques et cachets ainsi que le* **nom exact :**

CRESYL-JEYES

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements
Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : **Transitus** { **Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.**

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

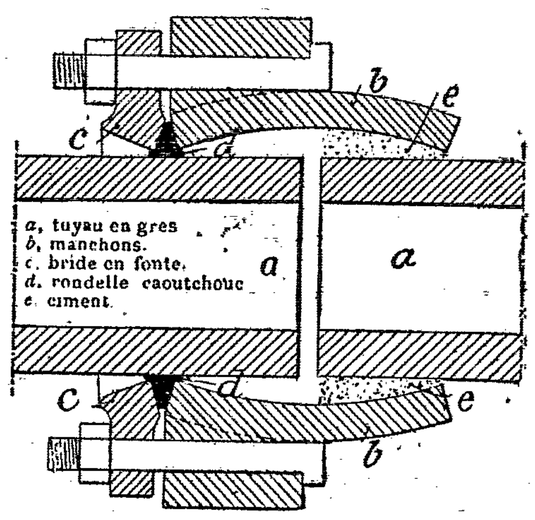
Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

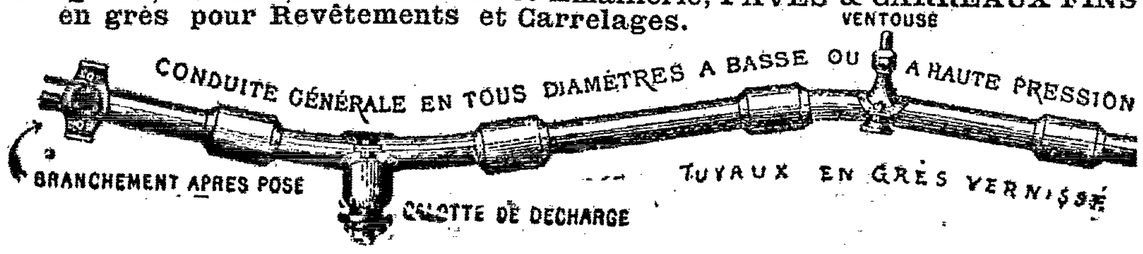
:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. PARIS

OUSTAU & Cie, A TARBES
MANUFACTURE DE
PRODUITS CÉRAMIQUES
MÉDAILLES D'OR. — Expositions Universelles de Paris
1889-1900
CANALISATIONS ÉCONOMIQUES ET INALTÉRABLES
Joint élastique et compensateur pour les tuyaux en grès à haute pression.
Système H. OUSTAU, breveté S. G. D. G.

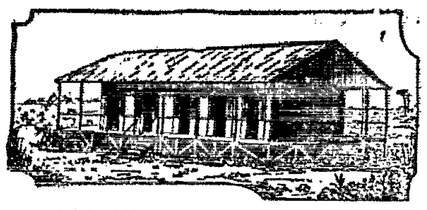
Ce nouveau joint donne aux conduites en grès la souplesse et l'élasticité voulue pour combattre les affaissements du sol et les effets de la dilatation. — Le grès vernissé et vitrifié, matière hygiénique par excellence et inoxydable, peut recevoir ainsi une grande extension dans les adductions d'eau potable. — Renforcées dans la série des tuyaux à hautes pressions, ces conduites supportent facilement des pressions de plusieurs atmosphères, tout en conservant une étanchéité complète. *Sur demande notices et références.*



PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX
BRIQUES, TUILES, ORNEMENTS et Émaillerie, PAVÉS & CARREAUX FINS
en grès pour Revêtements et Carrelages.



CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES — **Spéciales pour les Colonies**



Médaille d'or Paris 1900

MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS
Catalogues. Plans. Devis. franco sur demande

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL : **500 MILLIONS**

Siège social : 54 *et* 56, *rue de Provence, à Paris.*

Succursales :

25 *à* 29, *boulevard Haussmann (Opéra);*
34, *rue Réaumur (place de la Bourse), à Paris.*

Dépôts de fonds à intérêts en compte ou à échéance fixe. — **Ordres de Bourse** (France et Etranger) ; — **Souscriptions sans frais ; — Vente aux guichets de valeurs livrées immédiatement** (Obl. de Ch. de fer, Obl. et Bons à lots, etc.) ; — **Escompte et Encaissement d'effets de commerce et de Coupons** Français et Etrangers ; — **Mise en règle et Garde de titres ; — Avances sur titres ; — Garantie contre le remboursement au pair et les risques de non-vérification des tirages ; — Virements et Chèques** sur la France et l'Etranger ; — **Lettres et Billets de Crédit circulaires ; — Change de Monnaies étrangères ; — Assurances** (Vie, Incendie, Accidents), etc.

Service de Coffres-Forts.

(*Compartiments depuis* 5 francs *par mois ; tarif décroissant en proportion de la durée et de la dimension.*)

100 succursales, agences et bureaux à Paris et dans la Banlieue ; 975 agences en Province ; 3 agences à l'Etranger (LONDRES, 53, Old Broad Street ; Bureau à West-End, 65, 67, Regent-Street), et SAINT-SÉBASTIEN (Espagne) ; correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

Correspondant en Belgique et Hollande :

Société française de Banque et de Dépôts,

Bruxelles, 70, rue Royale ; Anvers, 74, place de Meir.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations entre Paris et l'Amérique du Sud.

Billets directs simples et d'aller et retour, 1re classe entre Paris-Quai d'Orsay et Rio de Janeiro, Santos, Montevideo et Buenos-Ayres (via Bordeaux ou Lisbonne) ou réciproquement.

Faculté d'embarquement à Bordeaux ou à Lisbonne.

Durée de validité :

a) Des billets simples, 4 mois;

b) Des billets d'aller et retour, 1 an. Faculté de prolongation pour les billets aller et retour. Enregistrement direct des bagages pour les parcours par fer. Faculté d'arrêt tant en France qu'en Espagne et en Portugal à un certain nombre de points.

Délivrance des billets : Bureau des passages de la Compagnie des Messageries maritimes, 14, boulevard de la Madeleine. Paris.

Nota. — Il est délivré également par les Messageries maritimes au départ de Paris, Bordeaux ou Lisbonne des billets de passage à destination du Chili (Santiago et Valparaiso) et vice versa; trajet en chemin de fer par la Cordillère des Andes.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Algérie-Tunisie.

Billets de voyages à itinéraires fixes, 1re et 2e classes, délivrés à la gare de Paris-Lyon, ainsi que dans les principales gares situées sur les itinéraires. Certaines combinaisons de ces voyages permettent de visiter, non seulement l'Algérie et la Tunisie, mais encore des parties plus ou moins étendues de l'Italie et de l'Espagne.

Voir la nomenclature complète de ces voyages circulaires dans le livret-guide horaire P.-L.-M. en vente dans les gares, bureaux de ville, bibliothèques : 0 fr. 60; envoi sur demande au service central de l'exploitation, 20, boulevard Diderot, à Paris, contre 0 fr. 80 en timbres-poste. (15-10-13)

Petit moteur "FIDUS"

Les parties de ce moteur, qui doivent fournir beaucoup de travail sont *en bronze et en acier*.

Gros bénéfice pour ceux qui s'occupent de la vente

HP	Prix pour le revendeur	Prix de vente	Bénéfice pour le revendeur
	Marks	Marks	Marks
2	448,—	640,—	192,—
4	630,—	900,—	270,—
6 1/2	875,—	1250,—	375,—
10	1575,—	2250,—	675,—

S'adresser aux fabricants :
Maschinen-und Motorenfabrik
M. Falkenstein & Co.
G. m. b. H.,
Berlin SO. 33.
Schlesische Strasse No 30
Catalogue gratis.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL
AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901
Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et GRAND-BASSAM
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION :
MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.
Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le
QUINOFORME
LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56** % de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.
CACHETS à 0f25 et 0f50.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)
Franco : 3 fr. 70.
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

ARMES **J. GAUCHER** ST-ÉTIENNE

GROS EXPORTATION



GROS EXPORTATION

LA PLUS IMPORTANTE MANUFACTURE D'ARMES DE FRANCE
Production annuelle : **40.000 FUSILS**
Envoi *franco* du **CATALOGUE ILLUSTRÉ** sur demande.
Maisons à PARIS, 32, rue N.-D.-des-Victoires et à ALGER, 29, rue Mogador

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES
Pour Correspondance et Commande
à **MARSEILLE**, rue Plumier prolongée
MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900
REPRÉSENTANTS
A Paris : Cl. Bourette, 36, rue d'Hauteville.
— L. Girard & A. Baumann, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ETRANGERS
POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS
A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.
Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS
BYRRH
VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA
Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.
Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.
On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

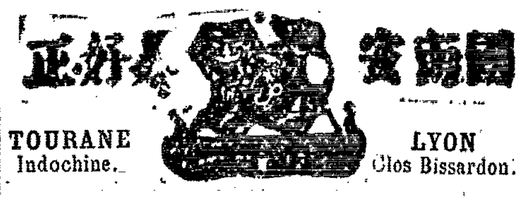
Compagnie Générale de l'Afrique Française
Société anonyme au capital de 5 millions fr.
SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX
Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94
IMPORTATION-EXPORTATION
Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

BANQUE DE LA RÉUNION
Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.
Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.
RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr. 22**
au 31 décembre 1911.
SIÈGE SOCIAL
à SAINT-DENIS (RÉUNION)
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.
Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

Huiles d'Olive & d'Arachide
clarifiées pour l'exportation en tous pays
TRADE MARK A.A. REGISTERED **Robert G. CALVET**
Chevalier du Mérite Agricole
75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.
Téléph. : 463 **BORDEAUX**
Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Orangers
(*Produit de la Maison*)
Triple supérieure, marque PARC CALVET
MAISONS à : St-RAPHAEL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désembrois. PORT-MAURICE (Italie).

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE
Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. LYON Clos Bissardon.

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :
1 f. » 1 paq. de 125 gr. Souchong du Mandarin.
1 f. 25 — 125 — Pékoé Souchong Extra.
1 f. 50 — 125 — Pékoé Extra.
1 f. 75 — 125 — Orange Pékoé Extra.
2 f. » — 125 — Mélange Colonial Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.
Importation annuelle : 400.000 *kilog.*

Parfumerie de PETER-SOLDSON



Parfums spéciaux pour l'exportation
préparés pour tous les climats
Hygiène — Santé
Beauté — Elégance
Spécialités : Extraits surfins et parfums tenaces. — Alcools et essences hyperconcentrés. — Huiles aromatiques. — Parfums pour le bain. — Elixirs et pâtes dentrifices. — Poudres de riz extra-fines. — Savons odorants. — Crèmes, brillantines, lotions. — Poudres de savons pures et parfumées, etc.
Parfums originaux de Peter Soldson
En bottes fantaisie assorties
P. DUCLOS
Agent général et concessionnaire exclusif
Paris et Bordeaux

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Loango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel.* — (Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 9 Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt *Bordeaux* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Écosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES
MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours { PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes { *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages speciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol. Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par les paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE.....	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth.....	19 déc. 2-16 janv. 1914. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)...	26 déc. 9-23 janv. 1914. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1).....	25 déc. 8-22 janv. à 4 h. s.
MER NOIRE.....	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1).....	20 déc. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1).....	13 déc. 27 déc. à 4 h. s.
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa..... (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	7 janv. 1914. à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON.....	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama..... (Correspondance : à Colombo, pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Caledonie et aux Nouvelles-Hébrides.	28 déc. 11-25 janv. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.....	11 déc. 8 janv. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez. Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice..... (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	25 déc. 22 janv. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.....	départs tous les mois à dates fixes.

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada,** les **Antilles,** le **Mexique,** l'**Amérique Centrale,** les **Guyanes,** le **Venezuela** et le **Pacifique.**

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis,** la **France,** l'**Algérie,** le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**



Toutes les variétés d'EAUX MINÉRALES en Siphons-Bonbonnes de 30 litres.

S'adresser à la
Cie FRANÇAISE DES EAUX ÉCONOMIQUES
18, rue Favart, PARIS. — Téléph. 271-84
Voir l'annonce parue dans le n° du 25 novembre dernier.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary Tuléar.

Agences à l'Étranger

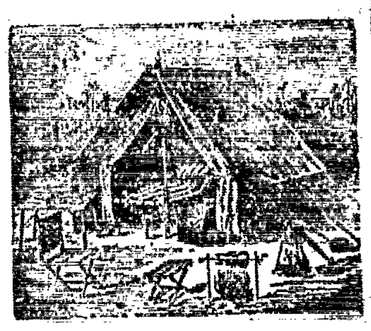
Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

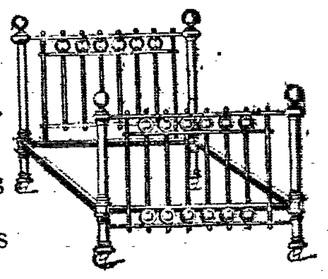
INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

Adresse Télégraphique : **FLEM-PARIS** Adresse Téléphonique : **422.17 — 314.22**



Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement

Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco.



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES **PLIANTS ET DÉMONTABLES**

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

VINS DE LA GIRONDE — SPÉCIALITÉ POUR L'EXPORTATION

J. LATRILLE FILS

BORDEAUX

CONSERVATION GARANTIE sous tous les CLIMATS. — Prix courants et échantillons franco sur demande.

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou et de tous bois précieux et autres destinés à l'Ebénisterie et autres industries

Bois en grumes et débités

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE
Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte :

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc.. etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix) **Caféiers** (espèces diverses) **Coca, Kola, Tabacs divers Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), ec.t etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,

ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.
appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. Le N° 60 Centimes 25 DÉCEMBRE 1913. — N° 24.

ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE LA SEINE

LA QUINZAINE COLONIALE

Organe de l'Union Coloniale Française

Paraissant les 10 et 25 de chaque mois

ÉCONOMIE POLITIQUE - AGRICULTURE - INDUSTRIE - SCIENCES APPLIQUÉES - COMMERCE - TRAVAUX PUBLICS

DIRECTEUR : M. JOSEPH CHAILLEY

Abonnements
FRANCE, ALGÉRIE ET TUNISIE
Un an..... 15 fr.
Six mois..... 8 fr.
Trois mois.... 4 fr. 50

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, Rue d'Anjou, PARIS (VIII^e^)
Téléph. : CENTRAL 48-17. — *Adr. Télégr.* : COLFRANC-PARIS.
Code A. Z. français et Code interprète Veslot.
A. Challamel, Libraire-Éditeur, 17, rue Jacob, Paris.

Abonnements
UNION POSTALE
Un an..... 18 fr.
Six mois..... 10 fr.
Trois mois..... 6 fr.

SOMMAIRE

I. LA SITUATION DE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE ET L'EMPRUNT..... 845

II. BULLETIN DE LA QUINZAINE :
L'emprunt marocain..... 846
La dernière des Mannesmann..... 847
Les Tripolitains en Tunisie..... 847
La colonisation en Tunisie..... 848
L'eau à Tunis..... 849
Le vote de l'emprunt de l'Afrique Occidentale Française 849
La pacification de la Côte d'Ivoire et la répression de l'esclavagisme..... 849
La prise d'Aïn-Galaka et notre installation au Borkou.. 850
A la Réunion..... 850

III. COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE :
Possessions allemandes. — CAMILLE MARTIN..... 851
Possessions britanniques..... 853

IV. QUESTIONS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE :
La colonisation russe dans l'Asie centrale. — C. M..... 855

V. MISSIONS ET EXPLORATIONS. — GUSTAVE REGELSPERGER. 858

VI. LES SCIENCES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LES COLONIES..... 861

VII. ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS..... 865

VIII. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE..... 875

La Situation de l'Afrique Équatoriale Française ET L'EMPRUNT

Le gouvernement a déposé devant le Parlement le projet d'emprunt de l'Afrique Équatoriale Française, nous l'avons dit. Nous avons dit aussi avec quel talent et quel zèle le gouverneur général de cette colonie avait éclairé la question tant par des publications diverses que par des conférences faites un peu partout dans la métropole. Ces jours derniers est parvenu de la colonie même un nouveau plaidoyer en faveur de ce projet ; ce plaidoyer est le discours que le gouverneur général intérimaire, M. Poulet, a prononcé à l'ouverture de la session ordinaire du conseil de gouvernement.

M. Georges Poulet, en signalant précisément le dépôt du projet gouvernemental a dit quelles espérances la colonie en concevait et combien celle-ci devait de reconnaissance au gouverneur général ; puis, il a abordé l'examen traditionnel de la situation politique, de la situation économique et financière. Il a fait observer que dans les sept circonscriptions militaires existant actuellement, notre ascendance ne cesse de progresser. Dans les circonscriptions civiles aucun incident saillant n'est venu troubler la tranquillité.

Pour le territoire du Tchad, le gouverneur général intérimaire faisait remarquer que l'augmentation des effectifs portés en 1912 à 2.500 hommes environ, répartis en 14 unités, dont un escadron de cavalerie et une batterie d'artillerie auxquels il faut ajouter 350 gardes régionaux, avait permis d'établir un dispositif de défense éloignée et de poursuite des rezzous qui a rendu plus rares, quoique encore audacieuses, les incursions autrefois si fréquentes des pillards du Borkou, du Tibesti, de l'Ennedi et du Darfour. Il rappelait un combat du 23 mai dans lequel fut blessé mortellement, assure-t-on, le sultan du Borkou, Abdallah Tsouir. Depuis ce discours de M. Poulet, les troupes du Tchad se sont emparées, comme on le verra plus loin, d'Aïn-Galaka, le centre le plus important du Borkou.

Ce nouveau succès de nos armes va contribuer à la sécurité d'une région dont le développement économique est tel que, pour l'année 1912, les rentrées d'impôt de capitation ont dépassé de 100.000 francs les prévisions et les derniers

renseignements laissent prévoir des recouvrements plus élevés pour l'année courante. Les recettes ont, depuis 1910, toujours été supérieures aux prévisions. En 1910, les prévisions étaient de 371.400 francs, les recettes effectuées atteignirent 690.000 francs. En 1911, les recettes prévues pour 750.000 francs s'élevèrent à 976.000, et enfin, en 1912, les recettes furent de 1.140.000 francs alors que les prévisions n'avaient été que de 894.000 francs. Sous le commandement du colonel Largeau, le territoire militaire du Tchad fait, on le voit, de beaux progrès.

Nous avons eu souvent l'occasion d'insister sur l'esprit méthodique et clair qui caractérisait toute l'action administrative de M. Merlin. M. Poulet a fait ressortir très heureusement cette méthode de M. Merlin qui s'efforce de ne laisser rien au hasard. C'est ainsi que la main-d'œuvre qui sera nécessaire pour l'exécution des travaux prévus par l'emprunt a fait l'objet d'une étude approfondie. « Nous sommes aujourd'hui fondés à affirmer, a dit M. Poulet, que la préparation de l'œuvre nécessaire est complète parce qu'elle envisage dans tout son ensemble la constitution de l'outillage économique indispensable à la vie, au développement, à l'avenir de la colonie : parce qu'en même temps elle prévoit les moyens financiers qui doivent en garantir la réalisation ; parce qu'enfin, parallèlement, elle assure l'évolution sociale de la masse indigène vers des conditions d'existence plus hautes et meilleures par le travail, par l'hygiène, par la sécurité et l'indépendance individuelle de ces populations encore neuves. »

L'orateur a montré les efforts faits pour développer les écoles, les hôpitaux et les conseils d'hygiène Il a terminé par ces renseignements sur le mouvement commercial :

Le mouvement du commerce spécial qui s'élevait à 41.500.000 francs, en 1911, atteint 43.400.000 francs en 1912, et 23.100.000 au 30 juin de cette année. D'autre part, les opérations de l'exercice 1912 font ressortir à tous les budgets, des excédents de recettes totalisés à 2.139.000 francs, qui se répartissent de la façon suivante : 1.317.000 francs pour le budget général, 302.000 francs pour le Gabon, 460.000 francs pour le Moyen-Congo et 60.000 francs pour l'Oubangui-Chari-Tchad ; les prévisions de ces budgets avaient été fixées à 12.931.000 francs ; ils ont produit 14.321.000 francs. Les évaluations de 1913 avaient été arrêtées à 13.582.000 francs, elles se chiffreront à la clôture à près de 15 millions.

L'Afrique Équatoriale Française se comporte d'une façon beaucoup plus satisfaisante qu'autrefois et cependant elle a eu à supporter une crise politique grave, puisque sa superficie totale a été réduite par la convention franco-allemande de 1911, de 253.000 kilomètres et d'une crise commerciale par suite de la baisse du caoutchouc. Le secours de la métropole doit lui être d'autant plus assuré. Tout d'abord la métropole ne doit pas considérer que son effort militaire est arrivé à son maximum. Si la superficie de la colonie a été réduite, la longueur de la frontière n'a pas été diminuée, bien au contraire, et il est nécessaire de surveiller les indigènes. Il ne faut pas perdre de vue non plus que des contrées relativement vastes échappent encore à notre autorité, qu'on peut estimer à 15 0/0 environ la proportion de celles qui sont à peu près inconnues. Enfin la métropole doit hâter le vote de l'emprunt de 175 millions sollicité par la colonie. Il ne faut pas que cet emprunt ait le sort de celui de l'Afrique Occidentale Française que le Parlement a mis environ vingt-deux mois à voter. Dès le mois de décembre 1911, le ministre des Colonies d'alors, qui se trouve être le ministre d'aujourd'hui, disait aux députés qu'ils seraient saisis en 1912 d'un projet d'emprunt pour l'Afrique Équatoriale. Ce n'est que deux ans après que le projet a été déposé. Nous avons donc déjà un retard regrettable. Il ne faut pas l'accroître. Le rapporteur du projet nouveau à la Chambre a un excellent modèle à suivre ; qu'il imite le rapport que M. Gervais vient de faire au Sénat pour l'emprunt de l'Afrique Occidentale. Il n'est pas besoin de faire un volume pour faire œuvre utile, contrairement à ce que pensent la plupart des députés. Le conseil de gouvernement de l'Afrique Équatoriale, à la session où M. Poulet a prononcé le discours analysé plus haut, a émis le vœu que le Parlement adopte dans son intégralité le programme de l'emprunt et en permette, par un vote rapide, la réalisation prochaine. » Puisse ce vœu être exaucé !

BULLETIN DE LA QUINZAINE

L'emprunt marocain. — Deux commissions de la Chambre ont à donner leur avis sur l'emprunt marocain : la commission des affaires extérieures et la commission du budget. Le rapport de la commission des affaires extérieures, rédigé par M. Maurice Long, est connu depuis longtemps ; il limitait l'emprunt à 143 millions. M. Auguste Bouge vient de déposer à son tour le rapport de la commission du budget ; celui-ci relève le chiffre de l'emprunt à 156 millions. Ce relèvement est dû à une cause que nous approuvons pleinement et dont nous allons parler tout à l'heure.

Disons d'abord que le rapport de M. Bouge présente une frappante contradiction. Il loue en bloc l'œuvre accomplie au Maroc ; et puis, il critique dans le détail les procédés par lesquels elle a été obtenue. Il s'est donné la peine d'aller au Maroc voir les choses sur place ; et voici en quels termes, absolument admiratifs, il résume son impression d'ensemble.

Au Maroc, tout était à faire et à improviser ; tout a été improvisé et entrepris, et le début, en dépit du mot de César, est de nature à nous rassurer sur ce qui reste à faire.

Quand on a examiné, tour à tour, les divers rouages de l'organisme actuel de l'administration marocaine, on reste stupéfait de constater tant de sûreté dans l'entreprise et de réussite dans l'exécution suivant de si près la première mise en œuvre.

Rien de ce qui pouvait être demandé à l'activité marocaine endormie n'a été oublié, tout a été pour le moins vu et indiqué ; les intelligences et les activités diverses se sont mises au travail dans le but commun et nettement poursuivi.

On sent qu'il se trouvait à la tête de toutes ces intelligences et de toutes ces activités en mouvement un homme à conceptions vastes, d'une volonté rare et tenace, animé d'un désir de civilisation rapide et forte que rien ne décourage et n'immobilise.

On sent l'œil du maître partout, partout se devine son inspiration ; une direction qui ne perd pas un instant de vue la multiplicité des efforts individuels qu'a créés son impulsion, et de cette puissance de travail, d'organisation et de méthode, de tels et si rapides progrès ont été réalisés dans un pays que l'on pouvait s'attendre à trouver neuf encore qu'il est impossible de ne point en éprouver un sentiment de satisfaction et d'orgueil patriotiques.

Nous devions ce juste hommage à M. le résident général que, n'ayant pas eu le plaisir de le rencontrer au Maroc, nous n'avons jugé que par son œuvre. Nous le devions à tous ses collaborateurs et au premier d'entre eux, M. de Saint-Aulaire.

Jugeant aussi favorablement les résultats, on aurait pu attendre à ce que M. Bouge fût sympathique aux moyens employés. Il n'en est rien. L'amour de la forme l'a emporté chez lui. On l'avait déjà vu précédemment se scandaliser des projets de travaux publics que la Tunisie avait soumis au Parlement, il ne les trouvait jamais assez précis; plein de défiance vis-à-vis de l'administration tunisienne, il voulait que ses prévisions fussent évaluées à un centime près et qu'elle fût obligée de s'y renfermer strictement. Il a examiné l'emprunt marocain dans le même esprit de chicane; prenant les chapitres les uns après les autres, il a adressé à tous successivement la même critique : il ne les trouve pas suffisamment étudiés. L'honorable M. Bouge ne s'est pas rappelé que le général Lyautey n'est au Maroc que depuis mai 1912, c'est-à-dire depuis vingt mois; si son administration n'avait osé se mettre en marche qu'après avoir multiplié les études et établi les prévisions les plus détaillées, elle n'aurait littéralement rien fait de cette belle œuvre dont M. Bouge, comme tous les autres parlementaires qui ont visité le Maroc, fait un si grand éloge. Trop de formalités paralysent; or, au Maroc, ce qui importait c'était d'agir. On a agi; pourquoi donc ne pas reconnaître qu'on a très bien fait, puisque l'on constate que le succès en a été la conséquence.

Nous avons dit que la commission du budget a reporté de 143 à 156 millions le montant de l'emprunt. A quoi serviront ces 13 millions supplémentaires? A une dépense que le protectorat marocain et le gouvernement français avaient demandée et que la commission des affaires extérieures avait supprimée. A l'installation des services administratifs à Rabat. « Les services administratifs à Rabat, dit M. Bouge, sont établis dans des baraques primitives et insalubres et nous proclamons volontiers le droit de la France à une installation plus représentative, plus digne d'elle, lui donnant au moins « pignon sur rue »; d'autre part, administrateurs et simples employés ont droit, eux aussi, à plus de confort et d'hygiène.

Nous avons exposé à nos lecteurs toutes les raisons qui plaident pour que Rabat devienne définitivement la capitale administrative du Maroc. Nous sommes heureux de voir la commission du budget se ranger à cet avis; et nous espérons que la commission des affaires extérieures qui s'était prononcée contre Rabat, ne persistera pas dans le sien.

La dernière des Mannesmann. — Les quatre frères Mannesmann remplissent depuis longtemps le Maroc de leur bruit. Ce sont des négociants allemands disposant de capitaux considérables et qui se sont signalés par des visées plus grandioses que pratiques. Un jour ils prêtaient de l'argent à Moulaï Hafid en essayant de se faire donner pour hypothèques tous les gisements miniers du Maroc. Une autre fois ils essayaient, en intriguant auprès des chefs locaux, de se constituer un privilège sur la province du Sous où se trouvent, dit-on, des gisements de cuivre considérables. Un peu partout ils ont cherché à accaparer les terres en recueillant des promesses de vente obtenues par toutes sortes de moyens. Pour se faire soutenir dans ces entreprises, ils ont créé une agitation en Allemagne à l'aide de la presse pangermaniste. Et ils ont quelquefois embarrassé le gouvernement allemand par les mouvements d'opinions qu'ils ont ainsi créés.

Depuis qu'une administration régulière ne permet plus dans la zone française que des affaires correctes, on n'entendait plus parler d'eux. Ils viennent de se rappeler à l'attention par la proposition la plus extraordinaire que des particuliers aient jamais faite à un État. Ils ont rêvé de mettre la main sur la zone espagnole du Maroc ni plus ni moins. Pour y parvenir, ils ont eu l'idée d'une compagnie à chartes qui se substituerait au gouvernement espagnol et qui se chargerait de l'administration et de la pacification de la zone. Ils ont commencé par chercher à obtenir la bienveillance des autorités françaises en soulignant qu'ils étaient prêts à nous aider à nous introduire dans cette zone et à nous y faire notre part. Cette ouverture a été naturellement rejetée avec le mépris qu'elle méritait. Les frères Mannesmann ont eu alors l'audace de s'adresser directement au gouvernement espagnol et ils ont fait publier leur projet dans les journaux de Madrid, s'imaginant sans doute que l'opinion espagnole le discuterait avec empressement. Le principal argument invoqué par les aventuriers allemands, c'est qu'ils avaient mandat de la part des indigènes pour traiter et que, par conséquent, ils étaient en état d'assurer la pacification du pays que l'Espagne n'obtiendrait jamais par ses seuls moyens.

Le mémoire de MM. Mannesmann a causé quelque irritation dans la presse espagnole. On s'offensait de voir mettre en doute la possibilité pour l'Espagne de s'établir dans sa zone. Mais il a surtout provoqué un immense accès de gaieté. Il a paru l'acte de personnes atteintes de mégalomanie. Les hommes d'État de Madrid se sont tous défendus d'avoir jamais pris les Mannesmann au sérieux.

Dans la polémique soulevée par l'incident un point d'histoire intéressant a été élucidé. Les Mannesmann assuraient que dans une annexe secrète au traité franco-espagnol l'Espagne avait reconnu que sa zone dépendait politiquement de la France, et ils s'offraient à l'affranchir de cette dépendance au moyen de l'influence qu'ils prétendaient exercer sur les indigènes. Le ministre des Affaires étrangères, M. Garçia Prieto, a déclaré que cette annexe n'est nullement secrète, puisqu'elle a été publiée en même temps que le traité. Elle est un éclaircissement de l'article premier du traité, destiné précisément à régler comment l'indépendance de l'Espagne s'accordera avec l'unité de la représentation diplomatique de l'empire chérifien. La preuve que la zone espagnole ne dépend pas politiquement de la France, c'est que, ultérieurement au traité, l'Espagne a négocié librement avec l'Allemagne au sujet de la protection de Raisouli; avec l'Allemagne et la France au sujet du règlement minier; et avec l'Italie pour une convention relative aux rapports respectifs des deux nations dans la Tripolitaine et dans le Maroc Oriental.

Les Tripolitains en Tunisie. — La suppression de la medjba n'a réglé que l'un des points sur lesquels la France et l'Italie négocient actuellement au sujet de la condition qui sera faite aux Tripolitains en Tunisie. Il en reste un autre. C'est la question de savoir si les Tripolitains en Tunisie relèveront des tribunaux français ou des tribunaux indigènes.

L'Italie demande qu'ils ressortissent aux tribunaux français. Cela aurait les plus graves inconvénients. Les caïds, en effet, pour exercer leur autorité sur les indigènes, exercent les pouvoirs de

simple police et peuvent infliger des amendes et un certain nombre de jours de prison. Si ce moyen d'action leur manquait sur les Tripolitains, il leur deviendrait difficile d'assurer l'ordre dans leur circonscription. D'autre part, si les Tripolitains relevaient des tribunaux français, tandis que les Tunisiens continueraient à relever des tribunaux indigènes, cela leur constituerait une sorte de privilège dont nos protégés pourraient être jaloux et qui nuirait à notre prestige. De plus, si les Tripolitains formaient ainsi une catégorie à part, les consuls italiens auraient à intervenir sans cesse pour veiller à ce qu'ils ne soient pas traités comme les autres habitants. De toute manière il y aurait perturbation profonde dans notre protectorat. C'est pourquoi nous réclamons de notre côté énergiquement que les Tripolitains continuent à relever des tribunaux indigènes comme par le passé.

Les Italiens ont, en faveur de leur thèse, un argument qui, au premier abord, paraît fort. Ce qu'ils demandent pour les musulmans tripolitains, c'est le traitement que nous accordons aux musulmans algériens. Mais la situation des Algériens en Tunisie date d'avant l'établissement de notre protectorat. A cette époque la Tunisie était en pleine anarchie, c'est ce qui fait que nous avons dû demander, comme une garantie indispensable, qu'ils fussent jugés par nos tribunaux consulaires, auxquels ont succédé depuis, des tribunaux français ordinaires. Mais aujourd'hui, cette garantie n'est plus nécessaire. Nous avons réformé la justice, publié des codes, réorganisé et multiplié les tribunaux indigènes, et les magistrats aussi bien que les fonctionnaires indigènes sont soumis par nous à un contrôle étroit.

Les Tripolitains n'ont donc aucun intérêt personnel à relever des tribunaux français. Si l'Italie n'en insistait pas moins pour obtenir ce changement, elle s'exposerait au soupçon de vouloir se constituer en Tunisie une clientèle sur laquelle elle appuierait les ambitions politiques qu'on lui prête dans la Méditerranée. Dans ce cas, il serait naturel que nous nous défendions. Nous exposions dans notre dernier numéro, que les membres français de la Conférence consultative ont, hors séance, signé à l'unanimité un vœu demandant que les trois conventions de 1896 qui lient la Tunisie et l'Italie soient dénoncées. Elles peuvent l'être, en effet, par une signification faite un an à l'avance. L'Italie souffrirait beaucoup de cette dénonciation. Elle y perdrait, comme nous l'avons déjà dit, le droit de pêche pour ses nationaux sur la côte tunisienne, et le droit d'entretenir des écoles italiennes en Tunisie.

Un homme d'État italien éminent, M. Luzzatti, qui a pris une part directe à ces accords de 1896, vient d'exposer dans le *Corriere della Serra* que ce n'est pas pour une chose aussi vaine, que de savoir si les Tripolitains seront jugés en Tunisie par les tribunaux français ou par les tribunaux indigènes qu'il convient de s'exposer à perdre de pareils avantages. Nous espérons que ce sage avis sera entendu par ses compatriotes et que les Italiens renonceront à une prétention qui n'est de nul profit pour leurs sujets et qui a les plus grands inconvénients pour nous.

La colonisation en Tunisie. — Nous avons dit que la direction de l'agriculture se propose de livrer l'année prochaine 21.000 hectares à la colonisation. C'est le plus gros effort qui aura été fait jusqu'ici dans la Régence. Un débat intéressant a eu lieu à ce sujet à la Conférence consultative.

On sait qu'en Tunisie il n'existe pas de concessions gratuites. Il y a à cela deux raisons. Une raison de principe : dès l'origine, le protectorat s'est rallié à l'idée qu'on ne s'attache qu'à ce qui vous a coûté quelque chose, et que, d'ailleurs, la vente est parmi les aspirants colons, un moyen de sélection qui écarte les incapables. Et une raison de fait : les ressources du domaine, au moins dans le nord, sont à peu près nulles; l'État est donc obligé d'acheter des terres pour y installer la petite colonisation; s'il les donnait l'opération serait trop onéreuse pour le budget. Il a donc été créé une caisse de colonisation ; elle achète des terres et les revend au prix coûtant.

Jusqu'ici, les colons qui ont acheté des lots se libéraient en dix annuités. Mais on a fait remarquer à la Conférence que les conditions du marché ont bien changé depuis quelques années. Autrefois, on pouvait se procurer de la terre à 100 francs et même 50 francs l'hectare. Aujourd'hui, par suite de la plus-value formidable déterminée par le développement de la colonisation, l'hectare vaut jusqu'à 500 et 600 francs. Le paiement réparti sur dix années produit donc aujourd'hui des annuités beaucoup trop lourdes. La Conférence a demandé que le paiement soit désormais réparti sur quinze ans pour toute terre dont le prix dépassera 300 francs l'hectare.

Nous venons de dire que la direction de l'agriculture revend les terres au prix coûtant. Dans le prix coûtant elle comprend une majoration de 10 0/0 du prix d'achat pour se couvrir de ses frais. Les colons demandent depuis longtemps la suppression de ce 10 0/0 La Conférence a renouvelé cette demande cette année; mais le directeur de l'agriculture a tenu bon, il juge cette majoration nécessaire. Il a annoncé qu'il se proposait, d'ailleurs, de la compenser par l'abandon de la dernière annuité en faveur des colons qui auront habité leurs lots.

Jusqu'ici, la direction de l'agriculture n'avait guère mis en vente que des lots moyens de 50 à 150 hectares. La Conférence a exprimé le vœu qu'elle fasse désormais de petits lots de 5 à 6 hectares pour maraîchers dans le voisinage des centres. Elle a désigné comme centre où dès maintenant l'essai devait être fait Ferryville près de l'arsenal de Bizerte, Gaffour sur la ligne du Kef et les grandes exploitations minières dans l'ouest de la Tunisie.

Les terres manquent déjà dans certaines régions du nord. On a cité les contrôles de Souk-el-Arba et de Béja où l'on ne trouve plus de propriétés à acquérir. La Conférence consultative a exprimé l'avis que si l'administration voulait, elle trouverait dans son domaine forestier, des espaces considérables à livrer à la colonisation. C'est une question depuis longtemps agitée en Algérie que les colons tunisiens ont soulevée là. Il y a deux écoles : celle des forestiers qui estiment que les forêts ont une action sur le climat et amènent la pluie, même si elles sont réduites à l'état de vagues brousses, et celle des gens qui pensent que du moment qu'un terrain donne un produit nul comme forêt, il vaut mieux le mettre en culture. Les colons algériens sont généralement de ce dernier avis; on voit que les colons tunisiens y viennent également. « Si l'on songe, a dit M. Acquaviva, rapporteur du budget de la direction de l'agriculture, à la Conférence consultative, que la superficie totale de la région nord, Hauts-Plateaux compris, ne dépasse pas 3 millions d'hectares, on constate que le tiers de cette région (1.096.212 hectares) est considéré par l'administration comme forêts. Pour tous ceux qui connaissent la Tunisie, cette proportion paraîtra surprenante, les forêts dans ce pays étant très rares et pouvant être évaluées à 100.000 ou 200,000 hectares de forêts de

chênes. Les forêts de pins ou de genevriers n'offrent aucun intérêt au point de vue forestier et ne sont susceptibles d'aucun rendement appréciable ; il s'agit de quelques arbres rabougris disséminés sur de vastes étendues de terrains couverts de broussailles avec de rares clairières. En réalité, figurent comme forêts des terres mortes que le Domaine pourrait affecter à la colonisation ou à la création de communaux. » M. Acquaviva a donc fait la proposition suivante : « La part du Service des forêts doit être réduite aux cantons forestiers susceptibles de rapporter un revenu supérieur aux frais qu'entraîne leur surveillance, ainsi qu'à quelques montagnes qu'il y aurait lieu de reboiser en vue de la conservation des eaux. »

L'eau à Tunis. — Tunis, la plus grande, jusqu'ici, des villes de l'Afrique française, n'est pas des mieux desservies en eau. Pour ce qui est de l'alimentation, on a commencé par utiliser l'aqueduc antique qui amenait les eaux du Zaghouan à Carthage. Puis on a prolongé cet aqueduc jusqu'au Bargou. Tous ces travaux n'empêchent pas que, dès que l'été arrive, il faut rationner les habitants de la ville. Première raison pour chercher de quel point de la Tunisie on pourrait faire venir un peu plus de liquide. Une seconde raison, c'est que la banlieue de Tunis est très sèche. Tandis qu'Alger, avec sa moyenne annuelle de 800 millimètres de pluie, est entourée d'une ceinture de verdure et de fleurs, Tunis, où la moyenne n'est que de 500 millimètres, voit la campagne africaine nue et désolée venir jusqu'à ses portes. Ah ! si l'on pouvait arroser, avec le beau soleil dont on jouit, quels admirables jardins on créerait ! Oui, mais pour arroser il faudrait de l'eau et on n'en a pas même suffisamment pour boire. On en cherche donc de tous les côtés.

Pendant la dernière session de la Conférence consultative, le gouvernement a fait distribuer aux délégués un document qui donne l'espoir qu'on en a peut-être trouvé. Derrière la montagne de Zaghouan on a découvert une vallée sauvage qui a 6.000 hectares de superficie et qui se termine par un étranglement entre deux montagnes dans lequel il serait facile d'élever un barrage. Étant donnée la hauteur des pluies annuelles, cette vallée doit recevoir 20 à 25 millions de mètres cubes d'eau par an. En élevant un barrage de 35 mètres de haut, on en retiendrait 11 à 12 millions de mètres cubes. Ce barrage, estime-t-on, ne coûterait pas plus de 4 millions. Les eaux retenues pourraient être conduites à Moghrane dans l'aqueduc actuel. Tunis aurait ainsi un supplément de 12 millions de mètres cubes d'eau à dépenser par an.

On pense que 2 millions suffiraient à compléter les besoins de la consommation ; de sorte qu'il en resterait 10 millions pour arroser la banlieue et créer cette ceinture luxuriante de villas et de jardins qui est le rêve des Tunisois.

La construction du barrage ne paraît présenter aucune difficulté technique. Il serait assis solidement sur une base de rochers. Il s'appuierait à droite et à gauche sur d'autres rochers. Cependant l'administration hésite. Ces rochers sont du calcaire ; on y aperçoit des fissures, d'autres fissures cachées peuvent y exister. Et les ingénieurs se demandent si, après que le barrage sera construit, ces rochers seront bien étanches et si l'eau, au lieu de rester dans le bassin artificiel qu'on aura créé, ne s'échappera pas par des trous mystérieux. L'administration ne s'est pas encore décidée à risquer 4 millions sur cet aléa.

Le vote de l'emprunt de l'Afrique Occidentale. — Le Sénat a voté vendredi 12, sans débats, le projet autorisant le gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française à contracter un emprunt de 167 millions. Nous avons bien souvent entretenu nos lecteurs de ce projet pour regretter les longs retards que lui infligeait la Chambre des députés et noter les conséquences fâcheuses de ces retards. La Chambre qui avait été saisie de ce projet en mars 1912 ne l'a voté que le 11 juillet 1913 et le projet gouvernemental sortait du Palais-Bourbon accru de 17 millions, le gouverneur général de l'Afrique Occidentale n'ayant demandé à emprunter que 150 millions. La commission des finances du Sénat a fait, au sujet de cette addition au programme, de très formelles réserves et elle a demandé à l'Administration des colonies des explications et des assurances qui sont exposées dans le rapport de M. Gervais. L'honorable rapporteur qui a fait une œuvre très claire et d'un caractère pratique sur lequel on ne saurait trop insister, a écrit que tout en maintenant formellement ses réserves sur la forme par laquelle le montant de l'emprunt avait été accru, la commission avait accepté le projet tel que l'avait voté la Chambre des députés : « Votre commission, dit M. Gervais, désireuse de ne pas apporter de retard dans l'étude du projet qui vous est soumis et de permettre au Sénat de se prononcer dans le moindre délai ; reconnaissant l'intérêt qu'il y a pour la colonie à ne pas supporter plus longtemps l'attente de l'emprunt dont elle a besoin pour continuer les travaux publics qu'elle a entrepris pour porter son outillage économique à un plus haut degré de développement; soucieuse de ne pas amener de perturbation dans la vie des chantiers que le ministre des Colonies a maintenus, avec beaucoup de sagesse, en activité ; confiante dans l'avenir de la colonie et rendant justice au long effort que nos nationaux et l'admistration ont fait pour assurer la prospérité de nos possessions dans l'Afrique Occidentale Française; a consenti à ratifier — en enregistrant les déclarations du ministre — les crédits tels qu'ils ont été votés par la Chambre. » La commission des finances a eu raison de déclarer en outre qu'elle comptait que l'administration des colonies assurerait un contrôle sévère des travaux projetés à la Côte d'Ivoire et presser l'amélioration de l'embouchure du Sénégal et que toutes les précautions seront prises pour que les dépenses ne soient faites, après les études et les décisions des conseils techniques, que pour des travaux dont l'exécution aura été reconnue techniquement réalisable. La façon dont a procédé la Chambre n'est pas en effet des plus prudentes et la commission du Sénat a été bien inspirée en faisant des réserves au sujet des travaux ajoutés au programme primitif du gouvernement. Quoi qu'il en soit, voilà l'Afrique Occidentale pourvue des sommes qui lui sont nécessaires pour construire de nouveaux chemins de fer et améliorer des ports. Il faut s'en féliciter. L'emploi productif qu'elle a su faire des précédents emprunts est un gage du bon emploi de celui-ci.

La pacification de la Côte d'Ivoire et la répression de l'esclavagisme. — Durant les cinq dernières années, l'œuvre de pacification a été menée énergiquement, et dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la dernière session du Conseil de gouvernement de l'Afrique Occidentale Française, M. Ponty en soulignait les résultats. Ces résultats sont très considérables. Ils se traduisent par un bond de plus de 15 millions de francs dans le mouvement commercial et par un développement

notable des ressources de la colonie dont le budget a passé de 3.100.000 francs en 1909 à 7.500.000 francs en 1913. On sait que l'administration a poursuivi avec ténacité le désarmement des indigènes, considérant que c'était là le plus efficace moyen d'amener le calme du pays et 96.000 fusils ont été détruits. Cette extension de notre domination a eu pour conséquence la restriction du trafic des esclaves et leur libération. Une récente publication du Comité de l'Afrique Française a mis en relief ce résultat. Les esclaves étaient fréquemment vendus contre des fusils et de la poudre. L'interdiction de la vente de ces deux articles a porté un coup fatal à l'esclavage dans la zone forestière. Les captifs parvenus à la côte étaient libérés par l'administration et se fixaient dans le pays. Mais il y avait les captifs que Samory avait pris dans la Côte d'Ivoire et qu'il avait vendus aux habitants de la forêt. La libération de cette catégorie d'esclaves a comporté deux phases : la première, lors de notre occupation des cercles de l'Est de la colonie (Assinie, Indénié et Bondonkou) : la seconde, depuis que la pacification de la zone sylvestre a été entreprise de façon méthodique, c'est-à-dire depuis 1908. M. Roume, gouverneur général, décida la suppression complète de l'esclavage. Cette mesure et notre occupation de l'est de la Côte d'Ivoire provoquèrent la libération d'environ 10.000 individus. Dans la région forestière, il fallut l'intervention de nos armes pour que la libération devint effective. On estime à 26.500 le nombre des captifs libérés dont beaucoup ont regagné leur pays natal. Le travail auquel nous empruntons ces renseignements signale que dans les cercles du Nord dévastés par Samory, son fils Saranké Mori et ses lieutenants Sekoba et Morifindian, les ruines se relèvent : la ville de Bouna a été reconstruite; celle de Kong que Binger avait vue si florissante, commence à retrouver son ancienne splendeur. L'augmentation de la population par le retour des vaincus, permet de donner un vif essor à la mise en valeur économique des cercles de Touba, de l'Ouorodougou, de Mankono, de Kong et de Bondoukou; car les fugitifs donnent d'excellents travailleurs, très attachés au sol. Et voilà, on peut le déclarer hautement, une belle œuvre civilisatrice qui est indiscutable.

La prise d'Aïn-Galaka et notre installation au Borkou. — Le 27 novembre dernier, ainsi que l'a appris un radiotélégramme parvenu à Paris le 11 décembre, nous avons occupé Aïn-Galaka, le centre le plus important du Borkou. Ce centre a été pris d'assaut après un combat assez long qui a été assez meurtrier. Nous avons eu : tués, le capitaine Maignan, le lieutenant Berrier-Fontaine, l'adjudant Lagnion et 12 tirailleurs : et blessés : le lieutenant de Jonquières, le maréchal des logis Lela, le sergent Gaillarde et 19 tirailleurs.

Ce fait d'armes sur lequel le colonel Largeau, commandant du territoire militaire du Tchad, donnera bientôt de plus amples détails, nous rend maîtres du dernier point important situé dans la zone de l'Afrique Centrale que le traité franco-anglais de 1899, ratifié depuis par l'Italie, attribue à la France.

« Commandant les routes du Borkou et de l'Ennedi et campés sur les contreforts de la falaise rocheuse qui borde au nord notre territoire militaire du Tchad, l'oasis d'Aïn-Galaka, dit le *Temps*, était depuis de longues années le repaire le plus redoutable des Khoans senoussistes. Notre activité militaire s'était plusieurs fois déjà étendue jusque-là. En juin 1906, le capitaine Georges Mangin avait enlevé Faya, à 60 kilomètres à l'est d'Ain-Galaka. Le 21 avril 1907, le capitaine Bordeaux s'emparait une première fois d'Aïn-Galaka, sans pouvoir y installer un poste définitif. Le 26 septembre 1908, une nouvelle colonne, commandée par le capitaine Cellier, vint châtier les pillards jusque sous les murs de la zaouïa d'Aïn-Galaka.

« Toutefois notre pénétration avait subi un recul temporaire depuis 1911. En avril 1911, les marabouts senoussis, qui avaient réussi à établir à Aïn-Galaka une garnison de 500 hommes de troupes régulières sous le commandement du chef Tchaouich sidi Abdallah ouvraient l'oasis aux Turcs. Depuis cette époque, et malgré les protestations du gouvernement français, les agents turcs se sont dédommagés de la conquête italienne en déployant dans les régions de l'Afrique Centrale une activité exceptionnelle. En novembre 1912, leurs contingents, comprenant peu de réguliers et beaucoup de pillards, s'emparaient d'un point situé au nord de Oueyta. Ils interceptaient ainsi tout le transit saharien qui, partant d'Abécher, se dirige vers l'oasis de Koufra. Ils entraient en même temps en contact direct avec le sultan du Dar-Four, Ali Dinar, à qui ils fournissaient des armes en échange d'esclaves et de concubines. Les incursions se multipliaient dans tout le nord du Ouadaï au préjudice de la pacification générale.

« Jusqu'en 1912, le colonel Largeau jugea nécessaire, faute d'effectifs suffisants, de ne pas dépasser au nord le point de Oueyta d'où il pouvait tenir les pillards en observation. C'est le 27 octobre dernier qu'il est parti de Mao, dans le Ouadaï, pour mettre un terme, par la prise d'Aïn-Galaka, à une situation qui commençait à devenir intolérable. Sa colonne se composait de détachements venus du Kanem et du Ouadaï. »

Nous poursuivons ainsi la politique qui doit préserver nos possessions contre les incursions des pillards du désert. En entretenant des méharistes dans les oasis du Borkou, nous assurerons la sécurité de notre territoire militaire du Tchad et c'est là un résultat qui permettra l'essort économique du Ouadaï essort qui déjà est en bonne voie.

A la Réunion. — Les journaux de la Réunion nous ont apporté le récit de manifestations qui jettent sur la situation actuelle de cette île une lumière tout à fait satisfaisante. Au mois de mars dernier un cyclone ravageait la colonie et les ponts de la rivière Saint-Denis étaient emportés. Le gouverneur de la Réunion, M. Garbit, ne perdit pas de temps et il prit toutes les mesures pour que les maux causés par le cyclone fussent promptement réparés. L'activité a été telle qu'on a pu, en octobre dernier, inaugurer un nouveau pont que la colonie reconnaissante a baptisé pont Garbit. L'inauguration a été solennelle, le gouverneur et le président du Conseil général, M. J. Auber, ont prononcé des discours très applaudis. M. Auber a remercié le gouverneur et tous ses collaborateurs, notamment ceux des travaux publics, et M. Garbit a très spirituellement remarqué que M. Lebureau, si souvent critiqué, ne s'était pas endormi sur ses dossiers. Il a profité de l'occasion pour faire ses adieux à la Réunion qu'il a quittée pour rentrer à Madagascar et pour dire combien le séjour qu'il avait fait dans cette colonie lui laisserait un souvenir agréable et durable. La réciproque sera vraie et M. Garbit a été l'objet de témoignages très flatteurs. Le Conseil général a, à l'unanimité, émis le vœu suivant :

« Le Conseil général, avant de clore ses travaux, considérant le prochain départ de M. Garbit, notre éminent gouverneur, tient

à lui exprimer les sentiments de sincère et vice gratitude du pays tout entier et de ses mandataires pour son Labile et sage administration et pour toutes les œuvres utiles et durables qu'il a entreprises dans l'intérêt de la colonie, au milieu des circonstances parfois les plus difficiles.

« Le Conseil général se rappelle le dévouement dont il fit preuve en toute occasion, lui adresse ses meilleurs vœux et compte sur lui à Madagascar pour resserrer davantage les liens qui unissent déjà les habitants des deux possessions françaises. »

D'autre part, nous avons dit avec quel zèle M. Garbit s'était appliqué à développer les relations entre Madagascar et la Réunion et nous avons rendu compte naguère du Congrès qui s'est tenu à la Réunion. Le Conseil général a émis le vœu comme suite au congrès que « soit poursuivi le développement des relations économiques entre la Réunion et Madagascar, et que soient mises à l'étude avec le concours des deux administrations intéressées et des corps constitués, les mesures d'ordre administratif ou économique communes aux deux pays qui seraient de nature à accroître la prospérité de chacun d'eux.

Sous réserve :

1° Qu'il ne sera pris aucune mesure de nature à porter atteinte à l'autonomie administrative des divers services de la colonie sans délibération préalable du Conseil général ;

2° Qu'il ne sera apporté, dans aucun cas, des modifications quelconques au statut politique de la colonie.

On voit que M. Garbit a fait à la Réunion de très bonne besogne et que cette possession est en ce moment dans une situation dont on doit souhaiter la consolidation.

COLONIES ÉTRANGÈRES ET PAYS D'INFLUENCE

Possessions allemandes.

BUDGET DE 1914.

Budget du ministère des Colonies. — Les dépenses courantes s'élèvent à 2 973.939 m. (+43.312), se répartissant ainsi : administration civile, 1.622.193 ; administration militaire, 444.769 ; fonds commun, 306.975 ; obligation envers la Cie de l'Afrique Orientale, 600.000 m.. Il est créé un emploi de conseiller rapporteur pour les questions d'hygiène et de médecine ; on prévoit aussi la création d'un emploi d'auxiliaire permanent pour le service géologique et minier. Il a paru que la Commission économique permanente de l'administration coloniale, instituée il y a deux ans, avait une composition et un recrutement trop restreints ; le nombre de ses membres a été porté de 11 à 36.

Les dépenses non renouvelables se montent à 23.858.544 m. (—613.128). Dans ce nombre sont comprises les subventions de l'Etat aux colonies de l'Afrique Orientale, du Cameroun et du Sud-Ouest, pour couvrir les dépenses militaires, ainsi que la subvention destinée à venir en aide à l'administration de la Nouve-Guinée, et, de plus, les sommes versées en garantie pour le chemin de fer de Daressalam à Morogoro (713.211 m.) et pour celui de Duala aux monts Manenguba (374.793), sommes remboursées, il est vrai, par les colonies intéressées. Les articles suivants n'ont pas subi de modification, relativement à 1913 : fonds africain : 200.000 m ; étude des droits coloniaux étrangers : 5.000 m., expertises d'ordre économique et technique : 120.000 m. ; subvention aux quatre écoles coloniales : 58.000 m. ; délimitation de la frontière du Nouveau Cameroun (3e versement) : 19.500 m. ; délimitation de la frontière anglo-allemande en Nouvelle-Guinée : 5.000. Il est à relever tout particulièrement un crédit de 150.000 m., pour favoriser la culture du coton dans les colonies allemandes. Ce crédit a été porté au budget du ministère, parce que les résultats espérés seront, dans une large mesure, profitables aussi au commerce et à l'industrie. Il sera, pour une très grande part, mis à la disposition du Comité économique colonial, et complétera les ressources que les intéressés ont déjà fournies, et celles qu'ils auront encore à fournir abondamment. On voit aussi figurer dans ce budget la première annuité d'une dépense consacrée à la construction d'un logement pour le Secrétaire d'Etat aux Colonies.

Les dépenses totales atteignent le chiffre de 26.832.483 m., lequel se réduit à 25.367.184 m., si l'on tient compte des recettes du ministère (1.465.299 m.) ; mais, d'autre part, il convient d'ajouter les dépenses de l'administration centrale de Kiaotcheou, qui sont inscrites au budget du ministère de la Marine (160.574 m.) ; avec la subvention de l'Etat à ce territoire. En somme, les dépenses de l'Empire pour ses colonies, d'après les prévisions budgétaires pour 1914, sont de 34.516.360 m.

Budget colonial ordinaire. — L'ensemble des budgets coloniaux, recettes et dépenses, s'élève à environ 110 millions de m.. au lieu de 91.800.000 environ, l'année dernière. Le chiffre des recettes atteint presque 80 millions au lieu de 60. Celui des subventions, qui se montait à 32 millions, n'arrive pas, cette année, à 31. La diminution est, ici, de 1.165.392 m. Les fonds de compensation existants forment un total de 10.135.000 m., sur lequel la part du budget de 1914 est de 666.100 m.

Budget colonial extraordinaire. — De 34.324.000 m., en 1912, et 32.600.000 m., en 1913, ce budget monte, en 1914, à 37.000.000 de m. en chiffres ronds. Le total des dettes coloniales se trouve ainsi porté à environ, 285 millions de m., auxquels il faut joindre les 48 millions et demi de m. prêtés par l'Empire, pour leurs chemins de fer, aux colonies du Togo et du Sud-Ouest.

Budget des diverses colonies :

Togo. — Recettes et dépenses s'équilibrent à 4.174.341 m. Le Togo ne reçoit pas de subvention. Les recettes permettent de payer, moyennant 790.000 m., les intérêts de la somme de 7.331.000 (réduits, aujourd'hui, à 7.042.000 m.) avancée par l'Etat, pour la construction de ligne de Lome à Palime, et, en outre, de subvenir aux dépenses pour le développemet agricole, pour la construction des routes, et pour le service de l'hygiène.

Cameroun. — Budget ordinaire : 17.260.409 m. Les recettes prévues (14.094.091 m.) sont en augmentation sur l'année précédente de 3.553.163 m. On compte que les impôts produiront 672.400 m. de plus qu'en 1913, quoique l'application de l'ordonnance du 1er avril, qui a élevé de 6 à 10 m. le taux de la capitation, ne puisse avoir lieu que dans quelques districts. Dans l'estimation du produit des douanes, il a fallu considérer la baisse des prix du caoutchouc ; mais, par contre, on a prévu des plus-values résultant de l'élévation récente des droits de douane sur les importations, et aussi de la contribution fournie par le Nouveau Cameroun ; en conséquence, les produits des douanes ont été majorés de 1.337.000 m. Le budget de 1914 bénéficiera aussi de 2.800.000 m.

d'excédents, provenant de l'exercice 1911. Les dépenses s'élèvent à 11.754.843 m. pour l'administration civile, et à 3.204.346 m. pour l'administration militaire. Dans ce dernier chiffre sont compris 182.800 m., affectés au payement des pensions. Le développement de l'Ancien Cameroun et l'organisation du Nouveau, imposent à la colonie de lourdes obligations. Il s'agit d'établir ou de délimiter à nouveau les résidences suivantes : Ngaoundere. Bamum, Garua et Mora, et de pourvoir à l'installation des services administratifs dans les districts du Nouveau Cameroun : Muni, Woleu-Ntem, Ivindo, Eta (dépendant de Lomic), Jukaduma, Basse Sangha, Moyenne Sangha-Lobaye. Haute Sangha-Ouham et Haut Logone. Aux tribunaux de district de Duala, Kribi et de Lomie viendra s'en ajouter un quatrième, qui sera établi sur la Sangha, probablement à Nola. Toute cette organisation nécessitera un nombreux personnel. Le budget prévoit la création de 75 nouveanx emplois civils et l'envoi au Cameroun de 21 nouveaux officiers ou médecins militaires, ces derniers étant, en majeure partie, affectés à l'administration civile et devant être payés sur les crédits de cette administration. L'effectif des soldats noirs de la troupe coloniale sera augmenté de 100 unités, et celui du corps des porteurs de 50. Des crédits supérieurs à ceux de l'an dernier, sont réclamés pour le développement de l'agriculture, principalement pour la culture cotonnière, mais, avant tout, on se préoccupe d'assurer la circulation en automobile. Une somme de 1 million de m. a été inscrite au budget pour rendre carrossables, le plus tôt possible, les routes de Kribi à Jaunde et de Kribi à Ebolova. La dette du Cameroun s'élève, au total. à 49.323.377. m. La Colonie est, aujourd'hui, en mesure de payer pour le service des emprunts, 1.700.000 m., et, en outre, de rembourser à l'Etat les 374.793 m. versés en garantie pour le chemin de fer de Duala aux monts Manenguba. Le chiffre de la subvention a été grossi de 362.622 m. et porté à 3.166.318 m. Le budget extraordinaire s'élève, cette année à 15.230.000 m. (+13.230.000). La majeure partie de cette somme, soit 13 millions, doit servir à l'achèvement du chemin de fer de Duala au Moyen Njong, lequel n'aura lieu, vraisemblablement, que dans trois ans, à cause des difficultés inattendues de la construction. Des crédits sont prévus pour les travaux d'assainissement de Duala, et pour l'aménagement du port. Cette dernière entreprise consiste en dragage de la barre, et en construction de quais.

Sud-Ouest, — Budget ordinaire : 41 423.150 m. Le budget des recettes, comparé à celui de 1913, présente une augmentation supérieure à 9 millions et demi de m. (27.799.450, au lieu de 18.161.832). Cette évaluation est justifiée par la reprise qui s'est produite en 1913, dans la production des diamants, laquelle s'est traduite par un accroissement de 7 millions de m. Ce mouvement est dû à la réforme des taxes qui sont établies sur le bénéfice net, et non plus sur le produit brut, et aussi sur la mise en exploitation des champs de Pomona. Il a été causé également par la hausse des prix. On compte, pour 1914, sur un produit brut de 37 millions de m., ce qui vaudrait au fisc une contribution de 13.800.000 m. Cet accroissement de recettes enlève toute importance à la sérieuse moins-value provenant des douanes à l'importation; celle-ci s'explique par le développement continu de l'agriculture dans la Colonie. Le Sud-Ouest va aussi tirer profit, cette année, des heureux résultats financiers de l'année 1912. Ce dernier exercice se solde par un excédent de plus de 5 millons de m., dont 4 et demi sont inscrits au budget de 1914. Les dépenses de l'administration civile sont évaluées à 20.838.225 m., dont 3.825.410 m. pour la police; les dépenses de l'administration militaire à 13.785.700 m. sur lesquels 4.276.410 m. sont affectés au paiement des pensions. Ce budget ne contient aucun crédit pour la construction du chemin de fer de l'Amboland, ni pour celle d'une digue dans la vallée de Fischfluss, entreprises qui ont été votées dernièrement par le Landrat. Il est probable que ces crédits figureront dans un budget supplémentaire. Comme on le voit, le montant des recettes dépasse de près de 7 millons de m. le montant des dépenses de l'administration civile. Aussi a-t-il été possible de mettre à la charge de la la colonie, outre les intérêts de la dette (3.650.000 m.), la somme de 7 millions de m., formant la 6e annuité due pour la construction du chemin de fer de Windhuk à Keetmanshoop, et pour la réfection de la section de Karibib à Windhuk. La plus-value des recettes a permis, en outre, de porter à plus de 1 millon de m. la contribution de la colonie aux dépenses d'ordre militaire, et d'attribuer des crédits importants à la création de routes, à l'ouverture de points d'eau, à l'achèvement du wharf de Luderitzbucht, à l'organisation de la lutte contre les epidémies, sans parler d'avances d'argent faites aux municipalités, de la construction d'hôpitaux, etc. Grâce à cette situation financière, l'Etat a pu réduire sa subvention de plus de 1 million ; elle est fixée pour 1914, à 13.623.700 m. Le budget extraordinaire comprend le dernier acompte pour l'acquisition de la ligne d'Otavi et embranchements, à savoir 4.980.875 m.

Afrique Orientale. — Budget ordinaire : 23.749.568 m. Les recettes prévues donneront 3 millions et demi de m. de plus que l'année précédente (20.449.568 m., au lieu de 16.901.628). On escompte un rendement supérieur de la capitation et de l'impôt sur les huttes, lequel doit être introduit, à titre d'essai, dans quelques régions traversées par la ligne projetée du Ruanda. On attend aussi des plus-values fournies par l'impôt des patentes, l'impôt sur les successions et la taxe sur le sel, ainsi que par l'exploitation des chemins de fer et du port de Daressalam. De plus, il faut porter en compte un excédent de 3.800.000 m. provenant de l'exercice 1911. Les dépenses sont établies à 13.456.406 m. pour l'administration civile, et à 3.310.100 m. (dont 463.500 m. pour le service des pensions), pour l'administration militaire. Une quarantaine d'emplois nouveaux seront créés. L'organisation des mesures prophylactiques contre les maladies épidémiques et le développement de l'agriculture réclament des crédits supérieurs à ceux de l'an passé. Une somme de 100.000 m. a été prévue pour étudier le tracé de la Sudbahn projetée. Le total des emprunts contractés par la colonie s'élève actuellement, à 172.111.318 m. Les recettes propres lui procurent, aujourd'hui, des ressources suffisantes pour faire face aux obligations de sa dette pour commencer à amortir celle-ci, et pour payer les intérêts du capital employé aux prolongements du chemin de fer central (achevé maintenant) et du chemin de fer du Nord, et à la construction de la ligne du Ruanda. Ce n'est pas tout. La colonie est en mesure de rembourser à l'Etat les sommes versées en garantie pour la ligne de Daressalam à Morogoro, soit une contribution de 713.211 m., et, encore, de fournir 265.675 m. pour les dépenses militaires, c'est-à-dire 7 1/2 0/0 de ces dépenses. Aussi, comme dans le Sud-Ouest, la subvention de l'Etat a-t-elle été réduite; elle se monte à 3.300.000 m. Le budget extraordinaire comporte 36.800.000 m. de dépenses consacrées aux voies ferrées; 5.400.000 m. formant le premier acompte pour la construction de Neu Moschi à Aruscha

(86 kil.), 14.400.000 m. représentant la dernière annuité pour la ligne de Tabora au lac Tanganyka, et 17 millions de m. pour la construction du chemin de fer de Tabora au Ruanda. On compte 481 kilomètres de Tabora au coude de la Kagera, on évalue la dépense à 50 millions de m., et on prévoit, pour les travaux, une durée de trois à quatre ans.

Nouvelle-Guinée. — Ce budget se chiffre par 3.833.866 m. Recettes : 2.116.864 (+121.898). Pour les seuls produits des douanes, on prévoit une augmentation de 195.000 m., quoiqu'il faille compter sur une perte de 40.000 m., par suite de la défense faite, pour un long temps, de chasser les oiseaux de paradis. L'administration civile coûte 2.616.576 m. Le budget prévoit la création d'un bureau de comptabilité. Les comptes de la Nouvelle-Guinée seront ainsi établis dans la colonie même. La subvention a été augmentée (1.717.022 m.).

Samoa. — Recettes : 1.270.354 m. Elles ont progressé, relativement à 1913, de 137.550 m. Les recettes douanières (666.000 m.) sont en augmentation de 96.000 m. Les dépenses de l'administration civile figurent pour 986.796 m. Des crédits plus forts sont demandés pour combattre les parasites nuisibles à la production agricole, pour augmenter les salaires et pour accorder des indemnités aux fonctionnaires mariés; comme en Nouvelle-Guinée, et à partir de 1915, la comptabilité sera faite dans la colonie même.

Kiaotcheou. — Budget : 18.411.590 m. Recettes prévues : 9.422.988 m. (+2.143.000). Dépenses de l'administration civile : 1.174.265 m.; de l'administration militaire : 4.353.196 m. Les dépenses pour le renforcement de l'effectif du détachement de l'Extrême-Orient sont évaluées à 1.400.000 m. On projette d'agrandir l'établissement d'instruction pour les jeunes Chinois, de manière à pouvoir, en 1915, recevoir 500 élèves.

En résumé, exception faite de la Nouvelle-Guinée, les dépenses de l'administration civile sont, partout, couvertes par les recettes, sans subvention. Les dépenses militaires, dans les colonies possédant une troupe coloniale, ont été, jusqu'ici, entièrement à la charge de l'Empire. Cependant, en 1913, déjà, le Sud-Ouest a contribué, dans une faible mesure, à ces dépenses. La situation financière actuelle a permis, cette année, d'élever cette contribution. L'Afrique Orientale, elle aussi, peut maintenant subvenir, au moyen de ses ressources, aux frais de la défense militaire. Dans les colonies qui n'ont que des troupes de police, les dépenses de celle-ci incombent au budget local. Enfin, les budgets des colonies ne comprennent pas les dépenses du service postal et télégraphique, lesquelles sont entièrement supportées par l'Etat.

Commerce des colonies en 1912.

Le tableau suivant donne les valeurs en millions de marcks :

	Import.	Export.	Commerce total comparé à 1911
Togo	11,4	10,0	21,4 + 2,5
Cameroun	34,2	23,3	57,5 + 7,8
Sud-Ouest	32,5	39,0	71,5 — 2,4
Afrique Orientale.	50,3	31,4	81,7 + 13,4
Nouvelle-Guinée .	9,2	12,1	21,3 + 1,3
Samoa	5,0	5,0	10,0 + 1,6
Kiaotchéou	105 9	74.0	179,9 + 41,1
Total	248,5	194,8	443,3 + 65,3

CAMILLE MARTIN.

Possessions britanniques.

UNION SUD-AFRICAINE

Les grèves du Natal et la question hindoue.

La question hindoue, d'après le correspondant du *Times* à Durban, est arrivée à un point d'arrêt. Certains coolies sont retournés au travail; d'autres persistent dans une politique de résistance passive. Le Comité de la grève hindoue tient secrètes ses décisions, mais on le croit prêt à discuter un projet d'après lequel les Hindous de la basse classe engagés par contrat, et ceux-là seulement, quitteraient l'Afrique du Sud en échange d'une compensation pécuniaire. Quoi qu'il en soit, depuis l'exposé que nous avons fait des motifs qui ont amené les grèves du Natal et déchaîné le grave problème hindou, deux faits sont à signaler: la réception à Londres par lord Crewe d'une députation d'Indiens résidant en Angleterre, et la nomination par le gouvernement de l'Union d'une commission d'enquête.

Le 1er décembre, le secrétaire d'Etat pour l'Inde a reçu à l'Indian Office la députation indienne qui lui a présenté les requêtes suivantes :

1° Libération des grévistes actuellement en prison;

2° Amendements à l'« Immigration Act » afin d'écarter l'obstacle des races, le refus des droits existants de domicile, le rappel de la législation qui offense le statut religieux et privé de la population hindoue;

3° La suppression de la capitation (la taxe de 3 livres sterling);

4° La nomination d'une commission d'enquête comprenant une juste part de membres indiens;

5° L'adoption ultérieurement de telles mesures par la Couronne assurant aux Indiens anglais dans tout l'empire, leurs droits de citoyens qui leur ont été garantis par des promesses solennelles.

Lord Crewe a répondu à la députation qu'il ne saurait mettre en doute la bonne foi du gouvernement de l'Afrique du Sud, mais que très probablement ses instructions ont été mal comprises par les foctionnaires subalternes. En outre il faut convenir que sur plusieurs points la nouvelle législation est inutilement tracassière. Lord Crewe a déclaré qu'il ne voyait point, par exemple, la nécessité de la taxe de 75 francs imposée à tous les Hindous résidant en Afrique du Sud. Elle est extrêmement impopulaire, et d'autre part son rapport est insignifiant.

Quant aux mauvais traitements dont les Hindous auraient été victimes, il est probable que le fond de vérité qu'il peut y avoir dans ces allégations, si toutefois il y en a, a été extrêmement exagéré. Le gouvernement du sud de l'Afrique a heureusement pris la seule mesure à adopter dans la circonstance. Il a ordonné une enquête minutieuse et le général Smuts s'est rendu en personne au Natal pour procéder à cette enquête. Il n'y a plus qu'à attendre le résultat. Il faut espérer d'ailleurs que la commission ne se bornera pas à faire une enquête sur les récents incidents et que prenant les choses d'un peu plus haut, elle examinera ce qu'il y a de réellement justifié dans les protestations des Hindous de l'Afrique du Sud.

De cette commission d'enquête nommée par le gouvernement sud-africain à laquelle faisait allusion lord Crewe, on connaît aujourd'hui la composition officielle. Elle comprend : sir William Henry Solomon, frère de l'ancien haut-commissaire de l'Afrique du Sud à Londres; l'honorable Ewald Auguste Esselen, membre

du Conseil législatif du Transvaal qui fut attorney-général en 1894 et fait prisonnier pendant la guerre ; le lieutenant-colonel James Scott Wyllie, un avocat très connu de Durban qui fut en 1890 un des plus hostiles adversaires à l'introduction de la main-d'œuvre hindoue. Leur mission consiste :

1° A enquêter et faire un rapport sur les causes de la récente grève des Hindous au Natal et ses conséquences ainsi que sur les faits qui l'ont accompagnée ;

2° A étudier les remèdes propres à éviter le retour de pareils événements.

Les Hindous expriment leur vive désapprobation de la commission d'enquête et ils se proposent de tenir des meetings en masse dans différents centres. On proposera à ces meetings des résolutions exprimant le mécontentement causé par le fait que l'enquête est dirigée en substance sur la grève et ne comprend pas la situation générale des Hindous dans l'Afrique du Sud, ni l'examen de la politique future. Les Asiatiques demandent une seconde commission ayant le pouvoir d'examiner la situation dans son ensemble et, comprenant parmi ses membres un Asiatique ou un représentant agréé par eux.

Dans l'Inde, à Calcutta et à Bombay notamment, des meetings de protestation sont organisés contre le régime d'exception dont les Hindous sont victimes en Afrique du Sud.

ÉGYPTE

La culture du tabac.

La Commission instituée pour obtenir l'autorisation de cultiver le tabac en Egypte et les moyens de réaliser cette réforme a été reçue par S. A. le Khédive auquel elle a remis son rapport. Le *Journal du Caire* l'a publié intégralement et nous en donnons ci-après les principaux passages.

Le rapport au début rappelle que depuis le décret de 1890 l'Egypte est privée de la culture du tabac qui était pour elle une source importante de revenus annuels et que l'on peut évaluer à 70 millions de livres représentant le prix de revient du tabac étranger importé en Egypte. Le décret en question remplaçait l'impôt foncier établi sur les plantations de tabac égyptien par une taxe à percevoir sur les produits étrangers importés dans le pays. Les circonstances se sont modifiées depuis et le maintien d'une pareille mesure ne semble pas justifié. Les statistiques douanières accusent pour 1912 une importation d'environ 8 millions de kilogrammes de tabac, mais la consommation effective doit être en réalité supérieure à cette quantité, vu que le nombre des habitants a atteint 12.000.000 de 7.000.000 qu'il était en 1890 et d'autant plus que sur le même nombre d'habitants il y a de nos jours relativement beaucoup plus de fumeurs qu'il n'y en avait dans le passé.

Or, il serait illogique que la consommation qui était de 7.000.000 de kilogrammes avec autant d'habitants n'ait pas dépassé 8.000.000 de kilogrammes avec 12.000.000 d'habitants ; donc il doit y avoir une fraude dont il sera parlé plus loin. En prenant donc une moyenne proportionnelle des années écoulées depuis 1890, cette moyenne accuse un chiffre de 6,497.864 kilogrammes par an, dont la moitié aurait pu être fournie par le pays.

Après avoir réfuté les arguments du gouvernement contre la culture du tabac le rapport examine les avantages qu'il y aurait à la rétablir :

Pendant la période de prohibition de la culture, l'Egypte ou plutôt l'Etat ne profitait que des droits de douane perçus sur les importations de la matière première, et, naturellement, c'est le consommateur qui paie ce droit en dernier lieu en achetant son tabac aux fabricants qui le lui vendent aux prix qu'ils veulent bien fixer eux-mêmes.

Et lorsque le gouvernement s'engage vis-à-vis de la Grèce à ne pas constituer l'industrie du tabac en monopole, il est pour le moins curieux de constater qu'en fait cette industrie est monopolisée par une poignée de gros fabricants qui peuvent se compter sur les doigts. Les petites industries ne peuvent pas leur tenir tête et les prix du marché sont à leur merci.

D'après certains fabricants de cigarettes, le bénéfice net qu'on peut retirer d'un kilogramme de tabac après déduction du prix de revient serait en moyenne de 105 piastres tarif. Si ce bénéfice était resté dans les poches des Egyptiens, il aurait été pour eux la source d'une grande prospérité et aurait créé dans le pays une industrie nationale des plus prospères.

Le tabac a encore d'autres avantages industriels. Ses résidus servent à faire des engrais et une huile de qualité supérieure pour la peinture peut être extraite de ses graines.

Il a été en outre constaté que les champs de coton dans le voisinage desquels se trouvent des plantations de tabac ne sont jamais attaqués par les vers des feuilles et des cocons.

En un mot le rétablissement de la culture du tabac sera pour l'Egypte une nouvelle source de revenus pour le cultivateur aussi bien que pour l'Etat, car la richesse de l'un ne va pas sans celle de l'autre.

Et le rapport conclut ainsi :

Les soussignés, membres du Comité élu par l'assemblée générale des agriculteurs et notables, tenue à Zeitoun, le 10 novembre, pour étudier la question des tabacs et demander le rétablissement de la culture de cette plante en Egypte, viennent, par la présente, en exécution de leur mandat, soumettre au gouvernement ce rapport succinct dans lequel ils pensent avoir condensé les principaux arguments qui militent en faveur de l'autorisation tant souhaitée par les Egyptiens.

Mandants et mandataires ont le ferme espoir que le gouvernement, prenant cette fois en considération cette question vitale pour le pays et les circonstances particulières qui l'accompagnent et prêtant un oreille bienveillante aux désiderata de tous les Egyptiens, voudra bien faire droit à leur demande en décrétant le rétablissement de la culture du tabac, et ce sera justice.

Par ce grand geste le gouvernement aura contribué, dans la plus large mesure, au relèvement agricole, industriel et économique de l'Egypte, sans toutefois porter aucun préjudice aux intérêts du Trésor. Le pays lui devra de conserver cette partie importante de la fortune publique qui lui était naguère soustraite chaque année par des fournisseurs étrangers. Les transactions seront plus fructueuses à l'avenir et enfin, en un mot, il s'ouvrira désormais en Egypte une nouvelle ère de bonheur et de prospérité nationale.

Le développement du Soudan.

Le gouvernement anglo-égyptien projette de grandes choses en vue de développer la province du Soudan. D'abord on prolongera la ligue Khartoum-Senaar El-Obeid jusqu'à El-Facher (350 milles anglais) pour rendre ainsi accessible au trafic le territoire du Darfour qui a une très grande valeur au point de vue économique. La voie projetée n'offre pas de difficultés techniques et elle pourrait être ouverte dès le printemps de 1915. Un deuxième projet est en préparation : il concerne la ligne Senaar-Kassala-Rotes. On dit aussi que le gouvernement anglo-égyptien a l'intention d'achever les routes du Soudan menant au nord-ouest de l'Abyssinie, dans le but d'arriver non seulement à une pacification de cette région frontière toujours troublée, mais aussi de faciliter l'accès en Abyssinie. Les travaux dépendant du ministère des Eaux font aussi de bons progrès au Soudan ; au moyen de canalisations et de digues, on a ouvert de vastes terrains qui, au dire des experts, conviendraient merveilleusement à la culture du coton. On espère créer, au moyen de l'irrigation, le district particulièrement fertile de l'île de Ghézireh située entre le Nil Blanc et le Nil Bleu, laquelle a une surface de 12.000 kilomètres carrés.

CANADA

Réformes administratives.

En octobre 1912, sir George Murray, directeur permanent du Trésor, avait été chargé de faire un rapport sur l'organisation des services civils. Des affaires politiques plus urgentes avaient fait abandonner ce travail. Le ministre des Finances du cabinet Borden, M. White, l'a repris aujourd'hui et le correspondant du *Morning Post* en donne un résumé auquel nous sommes redevables des renseignements suivants. Deux des réformes qui ont été décidées sont techniques L'une est relative à l'uniformité des comptes des différents départements; l'Office du Trésor a reçu, à cet effet, des instructions soit pour nommer un comité de fonctionnaires, soit pour engager des comptables pris en dehors des services publics pour étudier le système présent et suggérer des améliorations. L'autre réforme consiste dans l'établissement du principe de contrôle de la Trésorerie dans la préparation des budgets de chaque département qui, jusqu'à présent, présentaient en bloc leurs estimations budgétaires au ministère des Finances. La troisième réforme touche à la répartition du travail. L'administration canadienne n'est plus ce qu'elle était en 1867 : la première année de la Confédération, les revenus n'atteignaient pas 3 millions de livres sterling; aujourd'hui ils s'élèvent à 35 millions de livres sterling. Cet accroissement ne donne qu'une idée imparfaite de la complexité du travail administratif. Pour y remédier, le rapport propose la nomination d'une sorte de comité de ministres chargé de se répartir la besogne qui incombe tout entière maintenant au Conseil du gouvernement.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Le bill de défense navale : la croisière du « New-Zealand ».

Tandis que le croiseur-cuirassé *New-Zealand* termine la croisière qu'il avait entreprise dans les diverses parties de l'empire britannique et qui a duré dix mois environ, le Conseil législatif de la Nouvelle-Zélande a voté, sans opposition ni amendement, dans sa séance du 6 décembre le bill naval. A mesure que s'avance la discussion de ce bill, qui ne saurait tarder à être maintenant appliqué, on s'accorde généralement à reconnaître de plus en plus que l'organisation navale de l'empire, pour être immédiatement efficace et englober les énergies de tous les peuples intéressés, doit concilier d'une façon ou d'une autre le principe du développement naval local avec le maintien d'une flotte de guerre impériale. L'escadre de Gibraltar, de M. Churchill, si elle est un jour constituée avec le concours des Dominions, fera faire un grand pas dans cette voie. En attendant, la Nouvelle-Zélande s'est mise à l'œuvre d'une part, en adjoignant à la marine royale le *New-Zealand* dans les eaux de la métropole; d'autre part, conformément à la politique du gouvernement de M. Massey, en organisant l'entraînement des Néo-Zélandais au service naval, sur des navires appartenant à la Nouvelle-Zélande.

ASIE ANGLAISE

Le commerce extérieur des « Straits Settlements ».

Le secrétaire colonial des « Straits Settlements » a publié son rapport sur le commerce extérieur de cette colonie de la couronne qui relève du « Colonial Office » depuis 1867.

La valeur totale du commerce extérieur de la colonie, en 1912, a été de 96.269.573 livres sterling, comparativement à 86 millions 324.495 livres sterling en 1911.

A l'importation, les résultats suivants ont été obtenus, pendant ces deux derniers exercices :

Provenances	1911	1912
	Dollars (à 2 fr. 90)	
Royaume-Uni	40.800.000	46.700.000
Possessions et protectorats britanniques	212.600.000	231.800.000
Pays étrangers	144.600.000	171.500.000

La valeur des exportations de la péninsule Malaise s'est répartie comme suit pendant ces deux mêmes années :

Destinations	1911	1912
	Dollars (à 2 fr. 90)	
Royaume-Uni	85.900.000	85.400.000
Possessions et protectorats britanniques	101.800.000	120.100.000
Pays étrangers	154.200.000	169.600.000

Les produits expédiés sur le Royaume-Uni ont accusé approximativement le même total qu'en 1911; les excédents les plus appréciables ont été inscrits pour le caoutchouc de Para (en plus, 18 millions de dollars), les noix d'illipi, le sagou, les peaux, les ananas, le gutta-percha et le poivre. Quant aux exportations dirigées sur le continent, elles ont présenté des plus-values en ce qui concerne les noix d'illipi, les phosphates de chaux, le sagou, le poivre, le tapioca, les ananas et le caoutchouc; elles ont, au contraire, fléchi pour le coprah, la gutta-percha, la gomme de copal et le caoutchouc de Bornéo.

Questions d'Histoire et de Géographie.

LA COLONISATION RUSSE DANS L'ASIE CENTRALE.

Le mois dernier a été inauguré, à Samarcande, le monument élevé au général Annenkof, qui relia, il y a un quart de siècle, l'Asie centrale à la Russie, par une voie ferrée, à travers le désert. Le souvenir de cette entreprise grandiose rappelle la phase la plus dramatique et la plus sanglante de cette conquête, que l'on a, quelquefois, comparée à la conquête du Soudan par les Français. Avant 1870, à la suite de la prise de Tachkend et de Samarcande, avait été organisée la province russe du Turkestan. Le khan de Bokhara s'était vu réduit en vasselage. Cinq ans plus tard, ce fut le tour du khan de Khiva, qui fit sa soumission. Mais alors restaient à vaincre les ennemis les plus redoutables, les belliqueux nomades du sud. Dans le temps où la mort de Flatters, transformée par l'imagination publique, en un désastre terrifiant, enterrait, en France, la question du transsaharien, et allait frapper de paralysie, durant neuf années, notre politique d'expansion sud-algérienne, le général Skobelef, et son lieutenant Kouropatkine avaient vengé, par des victoires décisives, l'échec éprouvé par Lomakine, et vaillamment emporté d'assaut les oasis fortiées de l'akhal tekké, repaires de ces bandits, écumeurs de frontières, les Turkmènes. La province transcaspienne, aussitôt formée, s'agrandit, à l'est, en 1884, par la reddition volontaire de l'oasis de Merv. Les possessions russes touchaient ainsi à l'Afghanistan. La cession de Sarachs par la Perse, mit, ensuite, les Russes sur le chemin de Hérat, au grand émoi des maîtres de

l'Inde, protecteurs des Afghans. En 1885, peut-être à l'instigation et, en tous cas, sous les yeux mêmes des commissaires britanniques, un détachement russe fut attaqué par les Afghans. Ces derniers furent complètement battus. Quand la nouvelle de cet événement parvint en Europe, l'impression fut telle que l'on se crut à la veille d'une grande guerre. Ce dénouement semblait inévitable à la rivalité anglo-russe. En prévision de ce conflit, et pour assurer à la Russie la possession définitive de ses nouvelles conquêtes, le gouvernement de Saint-Pétersbourg résolut de rattacher celles-ci au Caucase et à l'Europe, par une voie de communication rapide. Il existait déjà, depuis l'automne de 1881, entre la baie de Michaïlovsk et Kizil-Arvat, un tronçon de voie ferrée, long de 220 kilomètres. La continuation de cette ligne, à travers des solitudes, paraissait offrir des difficultés insurmontables. Ce fut pourtant le projet que proposa le général Annenkof, et qu'il fut chargé d'exécuter. Il le fit avec une audace et une ténacité admirables. L'œuvre fut toute militaire. Deux bataillons de chemins de fer s'y employèrent, avec quelques milliers d'ouvriers indigènes. Le matériel tout entier, venu d'Europe, était amené chaque jour jusqu'au train de pose; celui-ci, qui abritait 1.500 hommes, dans ses 34 voitures, était une véritable citadelle roulante, sans cesse ravitaillée par l'arrière. L'important était d'aller vite; aussi se contenta-t-on, d'abord, d'un établissement provisoire. Mais il fallut défendre la voie contre les sables mouvants, par des plantations de *saxaoul,* et par la construction de palissades, évacuer les eaux stagnantes, et pourvoir, par le forage de puits, à l'alimentation en eau potable. La section de Kizil-Arvat à Tchardjoui, commencée le 1er mai 1885, fut ouverte à la circulation le 3 décembre 1886. Dix-neuf mois avaient suffi pour poser environ 780 kilomètres de voie. Le grand pont sur l'Amou-Daria, long de 1.600 mètres, fut d'abord construit en bois, et ne fut achevé que quinze ans plus tard, Un embranchement se dirigea de Merv sur Kouchk. La locomotive atteignit Samarcande le 15 mai 1888. Là s'arrêta la tâche du général Annenkof, laquelle fut, de beaucoup, la plus rude. Le rail fut poussé, dix ans après, jusqu'à Tachkend, et, en 1899, de la station de Tchernaievo, par Khodjent et Khokand, jusqu'à Andidjan. Le réseau entier mesure, environ, 2.700 kilomètres, à peu près la longueur du transsaharien projeté, de la Méditerranée au Niger. Le voyage de Russie au Turkestan par là, nécessite deux transbordements, pour le passage de la Caspienne. Depuis neuf ans, la capitale de la colonie est mise en relation plus directe avec la métropole par le chemin de fer de Orenbourg à Tachkend (environ 2.000 kilomètres). Le voyageur parti, un soir de Saint-Pétersbourg, arrive à destination le matin du cinquième jour. Ces voies ferrées ont été conçues, essentiellement, comme des instruments de domination. Au début, la politique russe voyait, surtout, en ses possessions de l'Asie centrale le vestibule des riches contrées de l'Asie tropicale et orientale, le carrefour des grandes routes menant en Chine, dans l'Inde, et au Golfe Persique. La convention anglo-russe de 1895, toute à l'avantage de l'Angleterre, a interdit, ou tout au moins, ajourné la descente russe, vers l'Afghanistan et l'Inde. Répudiant, pour le présent, tout désir de nouvelles conquêtes, le gouvernement russe s'est appliqué, depuis, à la colonisation du Turkestan.

Le régime administratif auquel est soumis ce pays, est purement militaire. Le pouvoir supérieur est exercé par un gouverneur général, dont l'autorité est, à peu près, absolue. Tous les chefs de provinces ou de districts, sont toujours des officiers. Le corps d'occupation compte, environ, 30.000 soldats, seulement. La capitale, Tachkend renferme près de 200.000 habitants; sa superficie, avec les jardins, est comparable à celle de Paris. La ville russe, complètement séparée de la ville indigène, est bâtie au milieu d'un parc superbe; elle a des rues larges, bien entretenues, et particulièrement, une allée magnifique, où des arbres, hauts de 20 mètres, forment une voûte impénétrable de feuillage. C'est une cité de fonctionnaires et une cité d'étude. On y trouve 5 lycées, avec 2.000 élèves, 30 écoles primaires, et 7 écoles russes pour les indigènes, une riche bibliothèque, créée par le général Kaufmann, et un musée. Toutes les banques russes importantes ont, ici, une succursale. La ville russe de Samarcande a aussi, des rues plantées d'arbres ombreux, et bordées de ruisseaux, et de beaux édifices. Pour la population, Samarcande vient en troisième ligne, après Khokand, qui a 120.000 habitants. La Russie a laissé subsister, comme Etats vassaux, les deux Khanats de Khiva de Bokhara. La soumission de la ville de Khiva a été assurée par la création de la ville russe voisine de Alexandrovsk. Le khan, ou émir de Bokhara entretient une armée de 11.000 fantassins, 200 officiers, 2 escadrons de cavalerie et une batterie d'artillerie, donnée par le tsar. Mais il ne peut rien décider d'important sans l'assentiment du résident russe, qui habite la cité nouvelle; il passe, d'ailleurs, généralement, son temps, dans un château éloigné, quand il n'est pas sur la côte de Crimée. Bokhara est reliée au chemin de fer par un embranchement de 12 kilomètres qui appartient à l'émir, mais qui est exploité par des fonctionnaires russes. Jusqu'à l'année dernière, il était défendu aux Européens d'habiter la vieille ville, qui est, ainsi, restée fermée aux nouveautés occidentales. L'on y compte cependant six banques.

Les Russes ont fait œuvre de protection efficace en apportant à ce pays le bienfait de la paix, en mettant fin aux guerres, aux révoltes, aux razzias, en abolissant l'esclavage, en restreignant le pouvoir des Khans, en supprimant les supplices barbares, en garantissant les droits des personnes et des propriétés. L'administration a respecté, dans la plupart des cas, les institutions locales anciennes; elle intervient, le moins possible, dans la vie des indigènes. La loi russe ne distingue pas entre les races, très mêlées, d'ailleurs; elle distingue seulement entre les deux grandes classes de la population, les nomades et les sédentaires, correspondant aux divisions naturelles créées par le climat : d'une part, les déserts et les steppes; d'autre part, les oasis et les vallées montagneuses. Les steppes du Nord sont le domaine des Khirgiz, de race turque, au nombre de 2 millions, environ. Le résultat de la conquête russe, et surtout de la loi récente qui a limité le droit de pâture, a été de les amener à renoncer à la vie nomade, évolution fort importante pour la mise en valeur de toute cette région. Il n'est pas rare de voir un Khirgiz cultivant le sol, avec une charrue attelée à un chameau. Ils récoltent, outre la luzerne, l'orge, l'avoine, le millet, destinés au bétail, comme aux hommes. Rien que dans le district du Syr-Daria, l'automne dernier, 12.000 Khirgiz demandèrent à se fixer au sol. Pareille requête fut adressée par tous les nomades du cercle de Tchimkent au ministre de l'Agriculture, M. Krivochéine, lors de son récent voyage. Les nomades du Sud, les Turkmènes, qui sont un demi-million seulement, tendent aussi à s'établir et à se convertir à la vie agricole; ils ont déjà, entièrement, dépouillé leurs anciennes mœurs belliqueuses. L'existence sédentaire a été, de tout temps, celle des populations qui occupent les régions arrosées et fertiles. Ce sont les Sartes; ils forment plus de la moitié (60 0/0) de la population totale, évaluée à 8 millions 1/2 d'habitants.

La loi de 1910, qui a permis de cadastrer les steppes, et autorisé le gouvernement à disposer, dans l'intérêt public, des territoires non compris dans les propriétés indigènes, a fait faire un grand pas à la colonisation russe. On évalue la superficie de ces territoires à 7 millions de déciatines (1), rien que dans les districts, où

(1) Valeur de la déciatine : 109 ares 25.

la délimitation a été faite, et à 26 millions de déciatines, dans tout le pays. Ces terres doivent être cédées à des paysans russes, et, de préférence, à ceux d'entre eux qui ont fait leurs preuves, comme colons, en Sibérie. Jusqu'à présent, la russification n'avait donné de bons résultats que dans la région du lac Balkach, dont les champs de céréales rappellent les plaines d'Europe; mais, dans le Turkestan, proprement dit, où les moujicks se trouvent en présence d'une population indigène dense, attachée au sol, de Sartes, plus intelligents, plus sobres, et plus laborieux qu'eux-mêmes, l'œuvre de pénétration ne s'était guère produite. Le nombre total des colons russes doit s'élever à 200.000, environ, ainsi répartis, dans les différents districts : Semiretchinsk, 140.000; Syr-Daria, 40.000; Ferghana, 9.000; Samarcande, 5.000; Transcaspienne, 5.000.

Le mouvement de la colonisation russe est destiné à prendre, dans l'avenir, une grande extension, à mesure aussi que de nouvelles terres cultivables seront conquises sur le désert. En ce pays privé de pluies, de la fin de mai au mois de novembre, l'agriculture repose sur l'irrigation artificielle. Il n'y a guère qu'en Chine qu'on pourrait trouver une utilisation savante de l'eau, comparable à celle qui fit la richesse de l'antique Sogdiane. Le fleuve qui l'arrose, le Zerafchan, « le fleuve qui roule de l'or », arrivé en plaine, se divise en d'innombrables canaux, ou « ariks », qui fertilisent 450.000 hectares. Sa vallée est un paradis de verdure, contrastant avec l'aridité des steppes et des déserts voisins. Bokhara, située en aval de Samarcande est, ainsi, dans la dépendance absolue des maîtres de cette dernière, qui pourraient, en la privant d'eau, réduire à merci toute la Bokharie. L'oasis de Merv dut, autrefois, sa proverbiale fécondité à la digue qui retenait les eaux du Mourgab. La décadence se produisit, après que l'émir de Bokhara eut détruit ce grand ouvrage, en 1795. Les Russes, en pratiquant la « politique de l'eau » n'ont fait que reprendre les antiques traditions du pays. Il y a une dizaine d'années, le gouvernement entreprit de fertiliser le territoire, long de 100 kilomètres, large de 50, appelé la steppe de la faim, entre le Serafchan et le Syr-Daria. Le général Kaufmann avait eu l'idée de creuser un canal de dérivation des eaux du Syr. Les travaux furent arrêtés trois ans, pendant la guerre russo-japonaise; ils furent repris ensuite, avec une grande activité, à l'instigation du grand duc Nicolas Constantinovitch, oncle du tsar, banni au Turkestan. Les ingénieurs du gouvernement ont eu à lutter contre la malaria, la chaleur torride, les privations de toutes sortes. Il y eut jusqu'à 70 0/0 des ouvriers malades. Les 15 ouvertures d'une écluse gigantesque fournissent plus de 100 mètres cubes d'eau, par seconde, au canal, dont le plafond est à 2 mètres au-dessous du niveau le plus bas du fleuve. Ce plafond est revêtu de grandes dalles de granit, épaisses de 0 m. 50. Le fer, employé, est venu d'Europe, l'acier a été coulé dans une usine de Tachkend. Un appareil mécanique manié à la main, et devant être remplacé par la force électrique, permet aux gardiens de l'écluse, reliés téléphoniquement à toutes les stations, d'ouvrir les portes, dans la mesure des besoins. A 50 kilomètres du Syr, le canal se divise en deux branches. L'ouvrage entier à coûté 7 millions 1/2 de roubles. L'étendue irriguée comprend plus de 80.000 déciatines. 150 familles russes s'y sont installées. Un second contingent de colons arrivera au printemps prochain. Pour amortir les frais de l'entreprise, les colons devront payer, annuellement, pendant vingt ans, 155 roubles par déciatine. Chaque ferme doit avoir de 8 à 10 déciatines de superficie. Le colon ne peut aliéner sa terre que moyennant l'autorisation du gouverneur, et seulement à des Russes orthodoxes. Les pessimistes se demandent si ces paysans russes seront capables de résister au climat, et réussiront aussi bien que les Sartes. Peut-être verra-t-on, sur ce sol que l'un ne peut vendre, et que l'autre ne peut acheter, les Russes et les Sartes s'associer et se partager la récolte. Les résultats obtenus à Merv, ne méritent pas les mêmes éloges. En 1886, l'empereur Alexandre III résolut de remplacer l'ancien barrage, le « Sultan-Bent », qui était à 80 kilomètres en amont de la ville. La plus grande partie de l'oasis fut déclarée domaine impérial, sous le nom de Bairam-Ali, et des crédits illimités furent mis à la disposition des ingénieurs. A grands frais, on construisit, à 40 kilomètres au-dessous du Sultan-Bent, une grande digue, qui bientôt devint inutilisable, par l'effet de l'envasement, et qui fut transformée en une station de force électrique. Un deuxième barrage, édifié plus haut, eut exactement le même sort. On reconstruisit alors, mais sans plus de succès, l'ancienne digue. Le dragage est impossible, à cause des dépenses énormes qu'il entraînerait. La solution consisterait, sans doute, à barrer le cours supérieur de Mourgab, mais elle nécessiterait, au préalable, des négociations diplomatiques avec l'Afghanistan, où ce cours d'eau prend naissance. Le domaine Bairam-Ali renferme 24.000 déciatines de terres irriguées. A cette exception près, tout le Sud est actuellement délaissé; il ne saurait être question, ici, d'irrigation et d'agriculture, tant que les questions pendantes avec la Perse ne seront pas réglées. Quant à l'Amou-Daria, l'ancien Oxus, il ne peut servir à l'irrigation par canaux, à cause de la profondeur du lit qui est, partout, à plusieurs mètres au-dessous des rives, et aussi, à cause de l'instabilité du cours. Le ministre de l'agriculture, qui vient, comme nous l'avons dit, de faire un voyage au Turkestan, évalue à 3 millions de déciatines l'étendue des terres irrigables, dans toute la colonie.

L'Asie centrale, aux étés très chauds, produit, outre les céréales, beaucoup de plantes du Midi, entre autres les raisins et les fruits. Ceux-ci, d'une grosseur extraordinaire, sont exportés en grandes quantités. Pour les transporter, les Russes ont expérimenté cette année-ci, des wagons réfrigérants. L'essai a parfaitement réussi et l'exposition, organisée à Moscou, a excité l'admiration des visiteurs. Mais toutes ces productions agricoles n'ont qu'une importance très faible, comparées à celle qui a fait du Turkestan la colonie d'exploitation tropicale de la Russie, la production cotonnière.

De toute antiquité, le coton a été cultivé dans le Turkestan. Le coton asiatique, plus rustique que le coton américain, croît jusqu'au 45° de latitude (latitude de Bordeaux), tandis qu'en Amérique, il ne dépasse pas, au nord, le 36°. Les belles récoltes du Turkestan sont obtenues dans un sol de loess, fertilisé par l'irrigation. La Russie a, de bonne heure, pensé à tirer parti de cette richesse. La première des nations européennes elle a cherché à s'affranchir, en partie, de la dépendance économique envers les Etats-Unis, en créant des plantations de coton très étendues. En 1883, ces plantations ne dépassaient pas 500 hectares, douze ans après, 220.000 hectares avaient été plantés. Actuellement la superficie totale cultivée en coton est d'environ 420.000 hectares. Dans le domaine de Bairam-Ali, sur 24.000 déciatines de terres irriguées, 14.000 produisent du coton. Les champs sont loués à des Turkmènes au nombre de 10.000 environ, qui livrent à l'administration la moitié du produit net. La condition de cultiver le coton est imposée aux colons russes établis sur les terres irriguées. Le pays fournisseur de coton par excellence est le Ferghana, où cette culture couvre 300.000 déciatines sur les 380.000 de l'ensemble. La déciatine s'y vend jusqu'à 5.000 roubles. Ici, pas de paysan qui n'ait son carré de cotonnier. La main-d'œuvre y est insuffisante ; aussi, chaque année, vient-il de la Kachgarie environ 30.000 Sartes chinois, qui travaillent de quatre à cinq mois et retournent ensuite chez eux, argent gagné en poche. Le gouvernement russe a pris en main la direction du mouvement. Il a envoyé en Amérique des missions d'études, introduit au Turkes-

tan des espèces des Etats-Unis, de l'Egypte, des Indes Orientales, même de la Perse, adaptées au climat et créé des stations d'essais. Des semences sont distribuées aux paysans, 2.500 pouds (1), en 1912, 4.000 en 1913. Des agronomes, des professeurs ambulants enseignent aux Sartes les soins à donner. Faute d'engrais d'origine animale, on emploie la luzerne et les phosphates. Le gouvernement a introduit aussi les machines agricoles américaines. Les stations récoltent jusqu'à 200 pouds par déciatine, alors que les indigènes produisent de 50 à 100 selon les régions. La production cotonnière de la colonie s'élevait, en 1900, à 100.000 tonnes. Elle atteint aujourd'hui, plus de 400.000 tonnes valant 180 millions de roubles, plus de la moitié de la valeur agricole totale. Les graines pressées donnent une huile qui est, en grande partie, expédiée à Marseille. On en fait aussi des tourteaux pour la nourriture du bétail. Autrefois ces tourteaux étaient envoyés à Hambourg ; mais le gouvernement russe en a interdit l'exportation, voulant en réserver l'emploi à la colonie. Celle-ci produit maintenant plus de la moitié du coton nécessaire aux manufactures de la métropole. Si l'on réussit à affecter au coton les 3 millions de déciatines de terres irrigables, comme l'espère le ministre de l'Agriculture, le Turkestan prendra rang parmi les pays fournisseurs de l'Europe Occidentale. Il faut ajouter d'ailleurs à ces 3 millions de déciatines les 300.000 que le ministre compte pouvoir irriguer dans la Transcaucasie (2). Seulement ici, c'est-à-dire, dans la steppe Mughan, les colons russes ont à lutter contre deux terribles ennemis : les fièvres et les sauterelles.

Le coton a fait naître, dans le Turkestan, de grandes richesses; malheureusement ce ne sont pas les producteurs qui en bénéficient. Le paysan sarte, dénué de ressources, est obligé à de grandes dépenses, pour se procurer la graine, la main-d'œuvre et le blé dont il se nourrit. Il lui faut de l'argent. Les formalités exigées pour établir les titres de propriété, avec lesquels il pourrait emprunter dans les banques, sont tellement compliquées, qu'il préfère s'adresser à des usuriers. Ceux-ci sont généralement des Juifs de Bokhara, descendants d'anciens esclaves, volés en Perse, les « tchitatchi ». Ce sont des millionnaires que l'on rencontre à Khokand, vêtus de soieries, couverts de pierreries, et circulant en automobile. L'un d'eux, qui était, il y a dix ans encore, petit employé dans une échoppe, possède, aujourd'hui, la moitié de la ville d'Andidjan. Ces personnages servent d'intermédiaires entre les grandes maisons de Lodz et de Moscou, et les cultivateurs. Ils s'engagent, d'avance, à fournir, l'automne suivant, une quantité déterminée de coton, et reçoivent, des banques, avec un gros intérêt, le prix du marché. Ils font, alors, aux paysans des avances de fonds, mais, d'une part, sous forme de semences, que le Sarte est tenu de prendre chez eux, et, d'autre part, sous forme de marchandises diverses, généralement inutiles, que celui-ci s'en va revendre au bazar, à vil prix. Le malheureux cultivateur, loin de gagner de l'argent, ne peut même pas payer ses dettes. Cette année-ci, dans le Ferghana, le montant des traites impayées s'est élevé à 10 millions de roubles, dont 3 millions 1/2 de traites déjà prolongées, et considérées comme perdues, et la valeur de la récolte n'avait pu couvrir que 60 0/0 seulement des avances faites. Ainsi le sort du coton et celui des Sartes sont entre les mains des usuriers juifs. La conséquence de cet état de choses est la formation, très inquiétante pour l'avenir, d'un prolétariat agricole. Aussi la Bourse de Khokand réclame-t-elle la suppression des intermédiaires, et l'organisation du crédit.

Tout le coton récolté est expédié en Russie. Les commerçants de Moscou ont obtenu du gouvernement la promesse de ne pas laisser s'établir des filatures, dans la colonie ; ils lui persuadent que l'on y manque de bons ouvriers, et que la création de grandes usines y amènerait des Afghans peu sûrs. D'ailleurs les capitaux sont rares. Les Cies par actions étrangères ne peuvent acquérir d'immeubles que si leurs actionnaires sont sujets russes, et de religion chrétienne. En réalité, cependant, les grandes entreprises sont exploitées avec des capitaux étrangers. Le tramway de Tachkend est belge. Un groupe de banquiers internationaux sollicite la concession de travaux d'irrigation, près de Bokhara. Le manque de capitaux a été, jusqu'ici, une des raisons qui ont empêché l'exploitation des richesses minérales. Si l'on en croit un délégué de la Chambre de commerce de Lyon, qui vient de faire un voyage au Turkestan, ces richesses sont considérables. On y trouve des charbonnages (le groupe de Samarcande donne, déjà, 37 millions de kilog. par an), des gisements de cuivre (une Cie s'est fondée pour exploiter les gisements voisins du Khokand), du naphte, du fer, du cuivre, du graphite, du sel, etc.

Après le coton, les principales exportations du Turkestan consistent en soies brutes et en soiries. La France y achète, par an, pour plus de 15 millions de francs de cocons. La Russie y importe des cotonnades, fabriquées avec la matière première venue de la colonie. Ces cotonnades vont jusque dans le Turkestan chinois, et constituent un élément de trafic d'une valeur croissante. Ce mouvement commercial a décuplé, depuis que la voie ferrée atteint Andidjan. Ainsi les chemins de fer, qui avaient été construits en vue d'un intérêt purement stratégique et politique, ont puissamment contribué à la mise en valeur et au développement économique du pays. De la ligne transcapienne, la moitié orientale, seule, à l'est de l'Amou Daria, recueille des marchandises, grâce au coton. Le mouvement des voyageurs est partout, considérable. Mais l'exploitation ne peut être couverte, même de loin, par les recettes. Le tonnage est, à peu près, égal à celui que transporte la ligne, plus courte, par Orenbourg, à cause de la différence actuelle des tarifs ; quand ceux-ci seront unifiés, cette dernière ligne, mieux placée pour desservir le Ferghana, prendra l'avantage. Le gouvernement a l'intention de créer des chemins de fer nouveaux, entre autres un chemin de fer reliant le Turkestan au transsibérien, par Vurny, Kopal et Sergiopol. Il traversera le Semiretchinsk, dont les champs de blé fourniront aux paysans sartes du Ferghana l'aliment essentiel que ceux-ci ne récoltent plus, et dont les mines pourront être livrées à l'exploitation. La colonie, qui, d'après M. Krivochéine, a coûté à la Russie, environ, 400 millions de francs, depuis 1869, justifie les sacrifices faits, pour elle, par la métropole.

C. M.

(1) Le poud vaut 16 kg. 38.

(2) Le gouvernement russe a l'intention de consacrer, l'an prochain, 280.000 roubles à la culture cotonnière, dans la Transcaucasie.

Missions et Explorations

CHINE

Nouvelle mission du Dr Legendre dans la Chine Sud-Occidentale. — Le Dr Legendre, médecin principal des troupes coloniales, dont nous annoncions le mois dernier l'intéressant ouvrage consacré au récit de son précédent voyage (1), a laissé Paris le 1er décembre, chargé d'une nouvelle mission dans la Chine Sud-Occidentale par les ministères des Colonies et de l'Instruction publique. Il a gagné la Chine par le Transsibérien.

(1) Mission A.-F. Legendre, *Au Yunnan et dans le massif du Kin-ho (Fleuve d'Or)*, par le docteur A.-F. Legendre, Paris, Plon-Nourrit, 1913, in-16.

Le Dr Legendre est accompagné du pharmacien-major des troupes coloniales, Léopold Finello et d'un délégué des Chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing.

Le Dr Legendre est chargé de reconstituer et de compléter les collections et les documents qui furent détruits lors de l'attaque de sa mission, le 25 octobre 1911, dans le Yunnan.

La mission devra en même temps rechercher les moyens de développer nos importations commerciales dans eette même province. A cet effet, le délégué des Chambres de commerce étudiera l'orientation des courants commerciaux et dressera la liste des principaux articles d'importation recherchés des Chinois.

Mission de M. Albert Maybon au Yunnan. — M. Albert Maybon, qui avait été chargé par les ministères des Colonies et du Commerce d'étudier la repercussion de la révolution chinoise parmi les populations aborigènes du Yunnan, est rentré en France au mois de septembre. Il doit remettre à la Société de Géographie un rapport sur les observations ethnographiques et géographiques qu'il a été à même de faire tant dans cette province que dans le Kouang-Si.

M. Albert Maybon a déjà donné au Comité de l'Asie deux intéressantes études sur les questions qui faisaient l'objet de sa mission.

C'est d'abord une lettre écrite de Yunnan-fou, en mai de cette année (1), où il expose le rôle et les tendances du « toutou » ou gouverneur militaire, Tsaï-Ngao, le général qui, depuis la révolution jusqu'au 7 avril dernier, était resté à la tête du gouvernement provincial du Yunnan. Il y montre que sa politique s'était tournée vers trois buts : création d'une cité commerciale ; construction d'un chemin de fer Yunnan-fou-Pésé-Nanning ; sinisation des aborigènes indépendants. M. Maybon déclare que, suivant le gouvernement yunnanais issu de la révolution, le souci d'assurer la domination chinoise dans cette province exige la réalisation de ce programme.

Dans un article paru depuis son retour (2), M. Maybon a repris ces divers points sur lesquels il a donné des indications plus précises et plus complètes.

Déjà sous la monarchie, en 1905, les autorités du Yunnan avaient mis à l'étude l'organisation d'un quartier international à Yunnan-fou. Mais ce fut seulement en 1910 qu'un règlement fut porté à la connaissance des représentants de la France et de l'Angleterre. C'était la Chine elle-même qui entendait ouvrir la cité commerciale aux étrangers, et cela en leur imposant ses conditions dont certaines étaient inacceptables.

Survint la Révolution ; l'affaire resta en suspens. Le commissaire des affaires étrangères du général Tsaï Ngao la remit à l'ordre du jour le 10 décembre 1912, mais en lui apportant une solution plus vexatoire que jamais. Il demandait l'expulsion des négociants français et anglais établis à Yunnan-fou même et leur installation dans le quartier international du faubourg du Sud. Le nouveau gouvernement, tout comme l'ancien, voulait faire accepter aux étrangers un régime à l'institution duquel ils n'auraient pas participé. Bien plus, la Chine entendait établir des régimes judiciaires et autres contraires aux droits reconnus par les traités. Il est à souhaiter qu'un régime acceptable, au sujet duquel M. Maybon indique quelques-unes des bases possibles d'entente, soit établi, car l'état de choses actuel est extrêmement préjudiciable aux intérêts français au moment où l'essor du chemin de fer pourrait aider si puissamment au développement de notre influence dans ces régions.

(1) *L'Asie Française*, juin 1913, p. 271-275.

(2) Albert Maybon, *Les trois principaux projets politiques du gouvernement yunnanais* (*L'Asie Française*, octobre 1813, p. 420-428).

En ce qui concerne les lignes de chemin de fer à diriger de Yunnan-fou sur d'autres points de la Chine, l'idée avait été lancée, avant même l'achèvement du chemin de fer français, de construire une ligne allant de Yunnan-fou vers l'est, à travers le Koueitchéou, jusqu'à Pésé et Nanning, dans le Kouang-si. Le but avoué, comme le montre M. Maybon, était de détourner le trafic de la ligne française et de drainer vers le débouché de Hong-Kong tout le commerce du Yunnan. Le projet a été repris après la révolution et un tracé a été étudié par l'ingénieur américain Dawley et l'ingénieur anglais Moor-Bennet. La ligne rencontrerait un terrain très difficile et la valeur économique des régions traversées est très incertaine. M. Maybon se demande si le courant commercial des régions du Yunnan oriental vers le Si-Kiang résisterait à la concurrence du chemin de fer français. Mais, eût-on constaté une tendance à l'abandon de cette route, ce n'est pas une raison pour que le courant ne reprenne toute sa vitalité si les Chinois construisaient une voie ferrée. En tout cas, il y a là un danger qui menace le chemin de fer français du Yunnan. Ce sont là des considérations qui se trouvent justifier toute l'opportunité de la mission économique du Dr Legendre.

Enfin, un autre point curieux de la politique chinoise a été étudié par M. Albert Maybon, ce sont les méthodes que le gouvernement chinois entend pratiquer à l'égard des populations aborigènes. Il veut impressionner ces « barbares », par des dehors solennels et sévères ; il ne veut pas se contenter d'une soumission de surface, mais il prétend leur imposer les mœurs privées et publiques de leurs dominateurs.

INDOCHINE

Travaux cartographiques. — Le Service géographique de l'Indochine, institué par un arrêté du gouverneur général, en date du 5 juillet 1899, a fait, depuis ce temps, une utile besogne. Dès la première occupation, des levés topographiques avaient bien été faits par nos troupes, mais ces travaux ont été conduits plus tard selon des plans d'ensemble, et il est intéressant de voir aujourd'hui par un *Catalogue des Cartes et Plans* (1), portant la date du 1er avril 1913, où en est l'œuvre dont le Service géographique a la direction. Des tableaux d'assemblage marquent l'état d'avancement de celles des cartes qui sont en un certain nombre de feuilles. Des mesures ont été prises au sujet de la vente des cartes éditées par le Service géographique.

Elles comprennent, comme cartes d'ensemble, celles des Deltas et des cartes générales de l'Indochine. Les premières sont les cartes des deltas du Tonkin et du Thanh-hoa, au 1/25.000 (73 feuilles et 6 demi-feuilles) ; de l'Annam, au 1/25.000 ; du Cambodge, au 1/50.000.

Les cartes générales sont celles de l'Indochine au 1/100.000 (244 feuilles) et, 1/200.000, en cours de publication ; celle, en 24 feuilles, au 1/500.000, tenue au courant des modifications par des revisions successives des feuilles ; une autre, en 9 feuilles, au 1/1000,000 (carte du lieutenant colonel Friquegnon, édition de 1903), enfin une carte au 1/3.000.000 (1 feuille, édition de 1907).

Des cartes géologiques ont été aussi entreprises ; elles seront établies d'après les cartes régulières, au 1/100.000 et 1/200.000, et publiées au fur et à mesure des travaux du Service géologique.

Des plans et environs de ville ont été publiés aussi : Haïphong, Hanoï, Lang-son, Mong-tze, Saïgon, Yunnan-fou, etc ; on en compte une douzaine, en une ou plusieurs feuilles, à des échelles variant entre 1/10.000 et 1/50.000.

(1) *Service géographique de l'Indochine.* Troupes de l'Indochine, état-major. *Catalogue des cartes et plans.* 1er *avril* 1913. 10 tableaux.

Enfin, le Service géographique a mis en vente des cartes diverses, la plupart en plusieurs feuilles : cartes des voies de communications des diverses régions de l'Indochine; cartes de la Chine Orientale, de Poulo-Condore, du territoire de Quang-tchéou-wan; cartes dressées par les commissions de délimitation avec le Siam; cartes des ruines d'Angkhor; cartes de régions minières et de voies navigables, etc.

Tous ces importants travaux représentent les résultats d'un nombre considérable de missions, les unes purement topographiques, les autres ayant fait l'exploration même des pays ou ayant été chargées de travaux géologiques ou d'opérations de délimitation.

Un arrêté du gouverneur général de l'Indochine vient encore de charger le Service géographique de l'Indochine, concurremment avec le Service du cadastre du Tonkin, de l'exécution de la triangulation du delta, en vue du cadastrage.

Le Service géographique de l'Indochine exécutera la triangulation générale, comprenant les réseaux de premier, deuxième et troisième ordres. Cette triangulation devra fournir, en moyenne, un point par 625 hectares, c'est-à-dire que la distance moyenne entre deux points voisins sera de 2.500 mètres.

Le Service du cadastre du Tonkin exécutera la triangulation cadastrale, dite de quatrième ordre, greffée sur les points obtenus par le Service géographique, de façon à fournir, en moyenne, un point par kilomètre carré.

Tourisme. — L'exploration prépare la colonisation, et le tourisme, exploration de seconde main, en quelque sorte ne peut qu'aider aussi à son développement. Celui qui, attiré par la renommée des beautés d'un pays, y est venu une première fois en visiteur et en curieux, y reviendra, s'il en a subi le charme, et cette fois lui apportera peut-être son activité et ses capitaux. De plus, le tourisme est par lui-même avantageux en ce qu'il est l'une des formes de l'exploitation industrielle d'un pays.

Un mouvement très marqué se dessine actuellement en faveur du tourisme colonial, dont l'idée, qui aurait pu naître beaucoup plus tôt, est très récente. Elle a été très favorisée par le *Touring-Club de France*, qui a créé dans son sein un *Comité de tourisme colonial*. Or, de toutes nos colonies, l'Indochine est bien l'une de celles qui est la plus digne d'appeler à elle des visiteurs nombreux, comme le Japon, comme les Indes, comme Java, comme les Philippines, elle renferme des sites de toute beauté et des richesses archéologiques.

Déjà sur l'initiative de M. Ernest Outrey, résident supérieur au Cambodge, deux syndicats d'initiative ont été créés en Indochine, l'un à Saïgon, l'autre à Hanoï, et une affiche artistique a été publiée par le protectorat du Cambodge (1). Une notice sur l'Indochine, accompagnée de très belles photographies, a été publiée par les soins du Touring-Club (2). Tout récemment, M. Maurice Rondet-Saint, secrétaire du Comité du Tourisme colonial et chargé de missions du ministère des Colonies, a présenté à son tour, dans *La Dépêche coloniale illustrée* (3), d'intéressants aperçus sur les beautés physiques et artistiques de l'Indochine et sur les facilités que le tourisme pourrait y rencontrer. De très belles reproductions photographiques accompagnent sa notice. M. Rondet-Saint indique quelles sont les mesures qu'il conviendrait de prendre pour attirer vers notre colonie le mouvement touristique dont elle aurait tant d'avantages à attendre. Des cartes ajoutent à la clarté de ses exposés.

Les touristes qui parcourent l'Extrême-Orient passent à côté de notre Indochine sans s'y arrêter, faute d'une organisation créée en vue de les retenir. Et cependant, que de beautés ils y rencontreraient : Saïgon, magnifique cité; Pnom-Penh, avec ses palais et ses temples; Angkor et ses splendeurs d'architecture et d'art; le Laos, avec ses nombreuses et belles ruines, ses forêts superbes et les splendides chutes de Khône; l'Annam et ses montagnes, Hué et ses tombeaux, la baie d'Along, Haïphong, Hanoï et le chemin de fer du Yunnan conduisant, à travers des sites des plus pittoresques, jusqu'à la vieille et curieuse cité de Yunnan-fou.

Et à côté de notre Indochine, les voyageurs pourraient pénétrer au Siam que personne non plus ne va visiter et qui contient également des merveilles d'art. La *Dépêche coloniale* (1) a eu, elle aussi, le mérite d'en faire ressortir toutes les beautés, avec de splendides photographies à l'appui, grâce à la plume habile d'un Français, M. P. Louis Rivière, qui a fait dans ce pays un séjour de deux années. M. Louis Rivière est un avocat et jurisconsulte qui a été chargé, en 1909, avec MM. Padoux, ministre plénipotentiaire, Moncharville et Guyon, de la mission de rédiger des codes pour ce pays (2).

Si l'Indochine réussit, comme on peut l'espérer, à attirer les touristes, les nombreuses cartes publiées par le Service géographique de cette colonie et dont nous parlions, il n'y a qu'un instant, leur fourniront une documentation des plus précieuses.

CAMEROUN

Voyage du Dr Solf, ministre allemand des colonies. — Le Dr Solf, ministre allemand des colonies, a fait un voyage dans la colonie du Cameroun, sur lequel M. Camille Martin a donné ici (3) de fort intéressantes informations; nous référant à son excellente notice, nous nous bornerons à ajouter quelques détails complémentaires.

Il est à noter que le ministre allemand a rapporté de son voyage une excellente impression sur la colonie (4). Accompagné par le vice-président de la Compagnie coloniale allemande, le général baron de Gayl, il a visité les deux voies ferrées du Cameroun.

Nous rappelons que les Allemands ont commencé au Cameroun deux voies ferrées partant de la côte à l'embouchure du Wouri et se dirigeant l'une vers le nord, l'autre vers l'est que l'on appelle le chemin de fer central.

Le ministre a commencé son voyage par le sud. Puis au milieu de septembre, parcourant les régions desservies par le chemin de fer du nord, il a eu l'occasion de voir des plantations de tabac pleines d'avenir et de riches réserves de palmiers à huile. Il s'est rendu jusqu'à Dchang, au delà du terminus actuel, en traversant à cheval la plaine du Mboe, où il a remarqué l'existence de nombreuses et belles cultures indigènes. Le 24 septembre, le Dr Solf s'embarqua pour Lagos où il fut officiellement reçu le 26. Parti le lendemain le ministre était le 30 à Kano.

Le Dr Solf a manifesté un grand enthousiasme pour la beauté du pays, qui passe ce qu'il avait pu supposer, et sur ses ressources

(1) Touring-Club de France, *Revue mensuelle*, novembre 1912, p. 487.
(2) Touring-Club de France. Comité de tourisme colonial. *L'Indochine Française. Guide-album à l'usage des Touristes*, 52 pages.
(3) Maurice Rondet-Saint, *Le Tourisme en Indochine* (*La Dépêche coloniale illustrée*, 30 novembre 1913.

(1). P. Louis Rivière, *L'art au Siam* (La *Dépêche coloniale illustrée* 15 novembre 1913).
(2) M. P.-L. Rivière a fait aussi une description du Siam dans sa conférence à la Société de Géographie, le 7 février 1913 : *Deux années au Siam* (*La Géographie*, 15 mars 1913, p. 232-234).
(3) *La Quinzaine coloniale*, 25 octobre 1913, p. 696
(4) *La Dépêche coloniale*, 8 octobre et 6 novembre 1913.

économiques. Il vante la fertilité du sol et présente le palmier à huile comme pouvant assurer à lui seul l'avenir de la colonie, ce qui peut être vrai tout au moins pour la partie qu'il a visitée; mais il faut ajouter, parmi les autres cultures agricoles sur lesquelles des espérances peuvent être fondées, le tabac, le cacao, les plantes à caoutchouc, le coton qui pourra être répandu. Enfin, le Dr Solf signale les indigènes comme généralement forts et travailleurs. Mais, ce qu'il faut absolument au pays. dit-il, ce sont des chemins de fer et autres voies de communication. Le ministre, il est intéressant de le constater, se propose de mettre en tête de toutes les questions à examiner, au sujet du Cameroun, celle des chemins de fer.

A la suite de voyages dans l'intérieur de la colonie faits par le gouverneur du Cameroun, qui en a exposé les résultats au ministre des Colonies, les grandes lignes du programme de construction paraissent avoir été arrêtées de la façon suivante:

La ligne du Nord serait prolongée jusqu'à Foumban ou Bamoun, dans le cas où la culture du cotonnier serait susceptible d'être pratiquée dans ces régions, mais pas au delà, à raison des difficultés du terrain.

La ligne centrale qui, partant de Douala, devait aboutir au Njong, serait poussée le plus rapidement possible jusqu'à Nola, sur l'ancien territoire français, et un embranchement partirait de cette ligne vers le Nord jusqu'à Ngaoundéré et Garoua, qu'il serait plus facile d'atteindre de cette façon.

La superstructure du chemin de fer central est terminée jusqu'à N'Kélé, au kilomètre 121; le pont sur le N'Kélé est également achevé. Le ballastage de la ligne effectué depuis Douala, est en cours jusqu'au kilomètre 97. Les chantiers ont occupé 6.000 travailleurs, mais il y a eu parmi eux un très grand nombre de malades.

Les Allemands semblent déterminés à ne ménager aucun effort pour se créer dans l'Afrique tropicale une colonie de premier ordre. Le baron de Gayl, qui a résumé dans la *Kolonialzeitung* ses impressions sur le voyage accompli avec le ministre des Colonies, vante la fertilité des territoires septentrionaux récemment acquis et déclare que la partie méridionale n'est pas non plus un immense marécage, comme le prétendaient des pessimistes et des railleurs. « Mais l'accès obtenu à la Sanga, dit-il, à l'Oubangui et au Congo, ainsi que l'obtention de l'embouchure de Mouni, constituent des avantages immenses, parce qu'ils sont le premier pas important fait dans la voie de la constitution de l'Allemagne en puissance centrale africaine. »

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

Mission de délimitation Afrique Équatoriale Française-Cameroun. — Nous avons annoncé le retour en France, à la date du 9 septembre, de M. Périquet, administrateur des colonies, chef de la mission de délimitation de la frontière franco-allemande de l'Afrique Équatoriale Française et du Cameroun, avec plusieurs de ses collaborateurs (1). La section du Sud-Cameroun, placée sous la direction du capitaine Crepet, qui était restée après le départ de la section de l'Est-Cameroun, pour achever ses travaux dans le Nord de la région gabonaise, est rentrée à son tour et a débarqué à Bordeaux le 9 novembre.

On sait déjà que le personnel de la mission avait été divisé en deux sections : Est-Cameroun, Sud-Cameroun, subdivisée chacune en deux brigades, ce qui faisait en tout quatre groupes, correspondant aux quatre groupes allemands (2).

(1) *La Quinzaine coloniale*, 25 octobre 1912, p. 715.
(2) *La Quinzaine coloniale*, 25 septembre 1913, p. 639.

Les deux brigades du Sud étaient, l'une Mondah-Djouah, dont le capitaine Crépet avait gardé le commandement; l'autre Sanga-Djouah, qui avait pour chef le lieutenant Karcher.

Avec le capitaine Crépet, étaient le lieutenant Berraud, de l'infanterie coloniale, et les adjdudants, depuis sous-lieutenants Dolo et Debost, de la même arme. Cette brigade opérait de la baie de Mondah à Mvadi, sur l'Ivindo, au confluent du Djouah; elle avait à lever une frontière entièrement terrestre, ce qui devait rendre ses opérations plus longues et plus difficiles.

Le lieutenant Karcher, qu'accompagnait le Dr Guyomarc'h, devait opérer entre Mvadi et Ouesso. Partant de ce point, le groupe a eu d'abord à relever une frontière terrestre, dans un pays presque désertique; puis il a rencontré le Djouah, qui forme frontière sur une partie de son cours, et qu'il a suivi jusqu'à Mvadi. Devant rentrer par Ouesso et Brazzaville, le lieutenant Karcher est revenu ensuite sur ses pas. Dans cette route de retour, il a éprouvé des difficultés du côté des populations de la région Bakouli, qui ont surpris la petite troupe dans une embuscade et l'ont attaquée. Un tirailleur sénégalais a été tué et le lieutenant Karcher a failli lui-même subir le même sort dans le combat.

La brigade a levé aussi une partie du pays plus au Sud. La Kandeko, le Lengoué et la Likouala-Mossaka ont été descendus de façon à atteindre Mossaka, sur le Congo, près de l'embouchure de cette dernière son affluent. La Likouala-Mossaka, est une rivière navigable que les vapeurs peuvent remonter jusqu'à Makoua, au delà du confluent du Lengoué, et même plus haut à certaines saisons.

Gustave Regelspelger

LES SCIENCES
dans leurs rapports avec les Colonies

Création d'un laboratoire d'études des céréales et plantes féculentes à l'Institut colonial de Marseille. — Dans notre dernier numéro, nous avons rappelé les beaux travaux du professeur Boeuf de l'Ecole d'agriculture coloniale de Tunis, sur la sélection des semences de céréales et les « semences pédigrées ». L'*Institut colonial de Marseille*, après l'enquête effectuée par son secrétaire général, M. Emile Baillaud et les Rapports de M. Arnaud, président de la Chambre syndicale des minotiers et fabricants de semoules de Marseille et du professeur Jumelle, vient de décider d'adjoindre à ses services un *Laboratoire* spécialement destiné à l'*étude des céréales et plantes féculentes des possessions françaises*.

Ce laboratoire sera muni des machines de meunerie et de rizerie (en réduction) qui permettront de faire l'essai industriel des blés (meunerie, semoulerie, boulangerie, des riz (décortication, blanchissage, glaçage) et des plantes féculentes autres que les céréales (préparation et extraction des amidons, fécules, alcools, etc.).

Les études industrielles faites dans ce laboratoire seront complétées par la détermination botanique et les analyses chimiques nécessaires. Ces travaux contribueront en outre à élucider les problèmes si complexes que se posent la minoterie, la rizerie et les autres industries qui utilisent les plantes féculentes. Il constituera ainsi le centre d'études et d'enseignement qui manquait jusqu'ici en France pour ces industries.

Le dernier Congrès de la meunerie, qui vient de se réunir

à Paris a vivement félicité l'Institut colonial de son initiative dont il a reconnu le très haut intérêt.

Le conseil d'administration de l'Institut colonial a demandé à M. JUMELLE, l'éminent professeur à la Faculté des Sciences et à l'Institut colonial de Marseille, qui est actuellement une des plus hautes autorités en matière de botanique coloniale, de vouloir bien accepter la *direction scientifique de ce laboratoire et de ceux que l'Institut colonial* se propose de créer, dès que ses moyens le lui permettront, pour l'étude des autres matières premières coloniales. M. Jumelle aura comme premiers collaborateurs scientifiques, pour la partie botanique, M. RAYBAUD, docteur ès-sciences, qui s'est déjà occupé de l'examen des échantillons de céréales réunis par l'Institut colonial à l'occasion de ses expositions, et, pour la partie industrielle, M. A. STIELTJES, licencié ès-sciences.

Le siège de ce laboratoire sera dans l'hôtel de l'Institut colonial.

*
* *

Voilà donc la première réalisation des vœux que nous ne cessons de formuler à cette tribune et nous applaudissons à la désignation des personnalités techniques appelées à la direction de l'œuvre ; elles sont véritablement des mieux choisies.

Il nous est infiniment agréable de reconnaître là l'œuvre patiente de M. BAILLAUD, soutenu par les hommes distingués qui patronnent l'Institut colonial de Marseille...

La lumière nous vient du Midi cette fois ; finira-t-elle par projeter quelques rayons sur notre chaos parisien, où tant de bonnes volontés sont inutilisées, ou annihilées par les décevantes questions de personnes ?

Quand donc verrons-nous la stabilité ministérielle coloniale ! Les luttes politiques ne devraient pas influencer le département des colonies, car l'existence même de ces dernières est intimement liée à celle de la patrie. C'est une vérité si évidente, qu'on a peine à comprendre qu'elle ne soit pas encore apparue clairement aux yeux de la majorité de nos parlementaires.

Nous avons montré que des progrès de l'agriculture coloniale dépendait l'avenir économique de nos possessions lointaines, et avec d'autres, nous ne cessons de réclamer l'organisation méthodique du travail ; voici une première étape franchie, nous la saluons avec joie et avec l'espérance de constater bientôt partout, dans nos grandes villes commerciales, une émulation de bon aloi.

EM. PERROT.

Les arbres à « huile de bois » de la Chine et du Japon. — Le genre *Aleurites*, de la famille des Euphorbiacées, comprend environ six espèces. Ce sont des arbres indigènes de l'Asie et de Malaisie, d'une importance économique considérable, en raison de la richesse en huile de leurs graines. Les produits de ces arbres sont connus depuis très longtemps, mais ils sont destinés à l'être bien davantage dans l'avenir, et en particulier leurs huiles (*Wood-oils*), dont la demande s'accroît chaque jour sur les marchés d'Europe et de l'Amérique du Nord. Les exportations de Chine ont fortement augmenté dans ces derniers temps, et leur prix s'est considérablement élevé. Aussi, dans ces conditions, paraît-il intéressant d'étendre la source de production (1).

(1) On sait que les *Aleurites* ne manquent pas dans notre Indochine et que MM. CAPUS, BRENIER, CREVOST, en particulier, ne cessent depuis près de dix années d'attirer l'attention des industries intéressées, sur ces produits qui devraient constituer une ressource des plus notables pour cette colonie.

La culture de ces arbres est des plus simples. La végétation est rapide et les sujets commencent à porter des fruits quatre ou cinq ans après que les graines ont été semées. La nature du sol semble indifférente à l'arbre qui, en fleurs, est très ornemental. Des essais de culture de l'*Aleurites Fordii* Hemsl. ont été tentés aux Etats-Unis, dès 1905, et ont donné les meilleurs résultats. Les arbres ont bien fructifié dans le sud de la Caroline, dans l'Alabama, la Louisiane, le Mississipi, la Géorgie, le Texas, la Californie et la Floride.

En Chine, deux espèces distinctes d'*Aleurites*, *A. montana* Wils, et *A. Fordii* Hemsl., produisent les « huiles de bois » du commerce. Dans le sud du Japon, on rencontre l'*A. cordata* R. Br., mais l'huile ne figure pas comme article d'exportation.

L'*A. montana* (*Mu-yu-shu*) se rencontre, à l'état cultivé, dans les régions subtropicales du sud-est de la Chine. Il ressemble, par son port et par son feuillage, à l'*A. Fordii* (*Tung-yu-shu*), mais il s'en distingue par ses fleurs et par son fruit. Le fruit du « *Mu-yu-shu* », de 5 à 6 centimètres de long sur 4 à 5 centimètres de large, pointu à son extrémité, présente trois arêtes longitudinales et beaucoup de stries transversales. Le mésocarpe est épais et ligneux (d'où probablement l'origine du mot « *Wood-oil tree* »), et ne fermente pas facilement comme c'est le cas pour le fruit de l'*A. Fordii*. Ce dernier, un peu plus petit que celui de l'*A. montana*, est complètement lisse à sa surface.

L'*A. Fordii* (*Tung-yu shu*) est beaucoup plus répandu en Chine que l'*A. montana* et fournit les neuf dixièmes de l'huile usitée dans ce pays et livrée à l'exportation. Il n'y est pas cultivé d'une façon méthodique, mais on le plante sur les penchants des collines rocheuses, là où la culture est impossible. Dans ces conditions, les arbres s'y trouvent soit dispersés, soit groupés en bosquets. Un intervalle de vingt pieds au moins doit séparer deux arbres voisins. L'*A. Fordii* est l'espèce dont la culture pourrait être propagée. Si les fruits mûrs sont desséchés au soleil pendant deux ou trois jours, et ensuite emballés dans des sacs ou des barils, ils peuvent supporter le voyage et conserver leur pouvoir germinatif pendant trois ou quatre mois.

Le *Tung-yu shu* se rencontre dans toutes les parties chaudes tempérées de la Chine, mais plus spécialement dans le versant du Yang-tsé. Il semble n'avoir aucune prédilection pour tel ou tel sol, et pousse également bien dans les conglomérats, le calcaire dur, le grès ou l'argile. C'est essentiellement un arbre de versant de colline, prospérant dans les endroits les plus rocailleux et les sols les plus pauvres, résistant à la sécheresse et à quelques degrés de gelée. A Ichang, où cet arbre est luxuriant, la température de juin à août varie de 90° à 110° F. à l'ombre, et pendant l'hiver, la neige couvre souvent le sol, la température descendant rarement aussi bas que 28° F.

L'*A. Fordii*, qui pousse rapidement, et dont l'existence est courte, excède rarement 10 mètres de haut. Qu'il soit en fleurs, ou en feuilles, il est très ornemental. Les fleurs, qui apparaissent en avril, avant les feuilles, sont blanches, tachées de rose, et groupées en corymbes de cymes, la fleur terminale de chaque cyme étant femelle, alors que les autres sont généralement mâles.

Les fruits, récoltés en septembre et octobre, sont mis en tas et recouverts de paille et de gazon. La fermentation qui se produit permet la séparation des graines. La production, par arbre, varie de un à cinq boisseaux.

Le procédé adopté par les Chinois pour l'extraction de l'huile

est très simple. Les graines sont d'abord écrasées dans une auge circulaire au moyen d'une roue en pierre dure mise en mouvement par un cheval ou un bœuf. La masse broyée est ensuite partiellement torréfiée dans une bassine peu profonde, après quoi elle est placée dans une cuve de bois pourvue d'un fond en osier, et entièrement exposée à la vapeur sur un chaudron d'eau bouillante. Puis, à l'aide d'un cercle de fer, on en fait des gâteaux circulaires de 0 m. 45 de diamètre et 0 m. 10 d'épaisseur. On exprime alors ces gâteaux à la presse et on recueille l'huile, dans la proportion de 40 0/0 environ du poids des amandes. Le résidu est utilisé comme engrais. L'huile, avant d'être exportée, est quelquefois additionnée frauduleusement, de *Rhus verniciflua* (arbre à laque) ou de sesame.

En Chine, les usages du *mu-yu* et du *tung-yu* sont multiples. Ce sont les principales huiles pour la peinture, et elles son fort employées comme vernis, comme substance imperméable, comme ingrédients dans certaines préparations. Les embarcations qui, par myriades, sillonnent le Yang-tsé, les autres rivières de Chine, et les côtes, sont enduites de ces huiles.

Le tung-yu, après avoir bouilli pendant une heure, constitue une huile sirupeuse blanc grisâtre (*pei-yu*) qui est utilisée en mélange avec les peintures ou le vernis de la laque. On a ainsi un vernis brun, luisant, qui sèche rapidement.

Additionné de certaines substances minérales, et mis à bouillir pendant deux heures, le tung-yu produit un vernis visqueux, gris jaunâtre, connu sous le nom de *kuang-yu*.

Pour l'éclairage, le tung-yu est de peu de valeur, et n'est utilisé que par les paysans des régions les plus reculées de la Chine centrale. Le noir de fumée, obtenu en brûlant l'huile ou le fruit, entre dans la préparation de l'encre de Chine.

Plus des neuf dixièmes de l'huile d *Aleurites Fordii* sont exportés de Hankow. L'exportation, qui fut en 1900 de 330.228 piculs s'est élevée en 1910 à 756.958 piculs. De Wuchow, 52.106 piculs d'huile, provenant probablement de l'*A. montana* ont été exportés en 1910 (*Bull. of the Imp. Institute* XI, 1913, 441-461).

Telle qu'elle apparaît sur le marché européen, l'huile *A. Fordii* est très visqueuse, brun jaunâtre ou brune, d'une odeur particulière, caractéristique. D'après des analyses faites par Chapman, et à l'*Imperial Institute*, la densité de cette huile, à + 15° varie de 0.940 à 0.944 ; indice de saponification, 191,8 à 196,6 ; indice d iode, 166,7 à 176,2 ; indice de réfraction à 20°, 1,51 (le plus élevé qui soit connu dans les huiles végétales). La propriété la plus caractéristique de l'huile est sa transformation en une masse ferme, gélatineuse, lorsqu'on la chauffe à 250°, ou au-dessus, pendant un temps très court. Ce changement, qui semble être dû non à une absorption d'oxygène, mais à une polymérisation des acides gras, ne se produit pas lorsque l'huile est additionné d'huiles étrangères.

En Amérique l'huile d'*Aleurites Fordii* est employée dans la peinture et dans l'industrie des vernis, et pour la préparation de siccatifs. On l'a aussi utilisée, sans qu'on puisse savoir exactement dans quelle mesure, dans la fabrication du linoléum, du papier imperméable et des succédanés du caoutchouc.

Le fruit de l'*Aleurites cordata* R. Br. du Japon est beaucoup plus petit et plus fragile que celui des espèces précédentes. L'huile, obtenue des graines par expression, est surtout utilisée dans le pays pour l'éclairage. Lorsqu'on la chauffe à haute température, elle ne se prend pas en masse comme celle de l'*Aleurites, Fordii*, mais demeure tout à fait liquide.

P. Guérin.

Le Caoutchouc-Mousse. — D'après M. Dubosc qui publie en ce moment, une étude si documentée de l'**Histoire du Caoutchouc** dans le journal *Le Caoutchouc et la Gutta*, le pneu increvable serait trouvé, et le caoutchouc des chambres à air serait remplacé par une préparation intéressante appelé *caoutchouc-mousse*.

« On le prépare de la façon suivante : un mélange de caouchouc et de soufre semblable à celui que l'on emploie pour la gomme vulcanisée, est enfermé dans un moule d'acier susceptible de supporter une *pression de 800 atmosphères*. On y fait pénétrer un gaz inerte (Azote) sous la pression de 600 atmosphères et l'on porte l'ensemble à la température de 135°. La pression sous cette influence, dépasse 800 atmosphères, c'est-à-dire le double de celle que supporte un canon de fusil. La chauffe est maintenue pendant le temps normal nécessaire à la vulcanisation, puis le moule est ouvert.

« Au lieu de se trouver en présence d'un boyau de caoutchouc comme à l'ordinaire, on constate tout d'abord que la masse a augmenté en diamètre et en longueur de plus de 25 0/0 (1), puisqu'elle s'est transformée en un produit semblable à une éponge excessivement fine et formée de myriades de petites cavités excessivement souples et présentant une élasticité supérieure à celle du caoutchouc vulcanisé : c'est le caoutchouc-mousse.

« Une bonne partie de l'azote mis en jeu a été absorbé et de ce fait, la constitution chimique du polyprène a dû être modifiée : il y a eu très probablement formation de matières protéiques. Sur ce point, il ne sera possible de se prononcer qu'après l'analyse du nouveau produit qui est encore fort rare.

« L'élasticité remarquable du caoutchouc-mousse a conduit à l'utiliser, de suite comme substitut des pneumatiques, et les essais affirment les journaux allemands, ont été remarquables.

« On s'explique très bien qu'avec un semblable cloisonnement, aucune crevaison, aucune panne ne soit à craindre et on comprend qu'après un essai de 3.000 kilomètres fait avec une voiture pesant 1.700 kilogrammes et roulant à la moyenne de 52 kilomètres à l'heure, les bandages de caoutchouc-mousse, aient, sauf l'usure mécanique, paru physiquement en excellent état.

« Reste à savoir, si au point de vue chimique, aucune décomposition ne s'est produite et si, l'azoture de polyprène, qui semble s'être produite jouit de propriétés de résistance aussi considérables que le vulgaire caoutchouc vulcanisé au sulfure de polyprène.

« Si ces conditions sont remplies, le *caoutchouc-mousse* se présenterait évidemment comme une matière intéressante ; toutefois étant données les conditions de son usinage, il semble bien difficile que l'application industrielle en devienne bientôt fort pratique.

« Ces pressions de 700 et 800 atmosphères ne sont point excessivement faciles à obtenir, et, quand à côté d'elles on fait intervenir la chauffe, malgré la solidité extrême que l'on peut aujourd'hui arriver à donner aux moules, les risques d'explosion n'en seront pas moins considérables. Le canon d'un fusil, l'âme d'un canon peuvent supporter de semblables pressions, mais elles ne s'y exercent que pendant un laps de temps fort court, alors que le

(1) En diamètre, l'augmentation est beaucoup plus considérable et le volume définitif atteint, d'après ce qu'il nous a été donné de constater, environ quatre fois le volume primitif.

métal du moule à caoutchouc-mousse y est soumis pendant une heure ou deux.

« Cette difficulté technique si on n'arrive point à la tourner, semble présenter un empêchement presque majeur au développement de cette fabrication, malgré tout l'intérêt qu'elle peut présenter. »

Sans vouloir discuter les conclusions du distingué spécialiste, nous croyons pouvoir dire que certaines de ses réserves sont exagérées, notamment celles des pressions qui se produisent ici lentement et non en détente comme dans la déflagration de la poudre. Nous avons eu depuis plusieurs mois, entre les mains, des échantillons de cette intéressante préparation, qui nous semble pleine d'avenir, et dont l'avènement doit être souhaité par tous ceux que préoccupe la crise actuelle du caoutchouc. Si les difficultés techniques de fabrication sont surmontées — et elles paraissent l'être, — les usages du caoutchouc-mousse seront si nombreux (boudins élastiques pour suppléer les chambres à air d'automobiles, appareils de sauvetage, tapis amortisseurs, cloisons étanches, revêtements de cabines téléphoniques, de glacières, de wagons réfrigérés, etc.), que la consommation du caoutchouc en sera formidablement accrue: Cette conséquence économique n'est pas pour déplaire à celles de nos colonies menacées si gravement.

Des essais de conductibilité calorifique ont été faits au Conservatoire des arts et métiers; le coefficient trouvé est 0,027, très inférieur à celui du liège aggloméré à la caséine qui est de 0,042. C'est donc la matière la moins conductrice qui soit connue; son coefficient se rapproche, en effet, de celui du vide. De plus, sa légèreté est étonnante, le mètre cube ne pesant que 58 kilogrammes, tandis que le poids du liège ci-dessus nommé est de 148 kilogrammes.

Il semble de plus que le caoutchouc-mousse, à cause de sa structure cellulaire et de son contenu gazeux inerte, soit parfaitement imputrescible.

Abstraction faite des conditions économiques d'exploitation, qu'il n'est pas de notre compétence de chercher à évaluer, il semble évident que le caoutchouc-mousse est appelé à un avenir brillant.

E. Perrot.

Semences de « Gorli » de Sierra-Leone. — Ces semences proviennent d'une Bixacée, l'*Oncoba echinata* Oliver, qui pousse très abondamment dans le district de Yorney et au Gbatema, au Sierra-Leone, mais seulement dans quelques parties de la haute forêt, où il serait difficile, sinon impossible, de récolter de grandes quantités de graines.

Du poids moyen de 0,046 gramme, ces graines possèdent une enveloppe brune et dure. Intérieurement, elles offrent un aspect cireux, et laissent, lorsqu'on les mâche, un arrière-goût particulier.

Deux échantillons de graines analysés à l'*Imperial Institute* ont fourni 46, 6 0/0 d'une matière grasse, ayant pour densité 0,896 à 0,898, et commençant à fondre à 35°. Un savon dur, obtenu avec ce corps gras, présentait une apparence satisfaisante, mais possédait l'odeur persistante du corps lui-même (*Bull. of the Imp. Institute*, xi, 1913, 439-441).

Les acides gras qui furent obtenus consistaient en 87,5 0/0 d'acide chaulmoogrique et 12,5 0/0 d'acides liquides. Par suite de cette forte proportion d'acide chaulmoogrique, la matière grasse des semences de Gorli ne peut être utilisée comme aliment, mais elle pourrait probablement trouver emploi dans la fabrication du savon et des chandelles.

P. G.

Nouvelle plante oléagineuse du Congo. — Il s'agit du *Plukenetia conophora* Mull. Arg. dont les graines ont été adressées à Aug. Chevalier par le frère Gillet de la mission de Kisantu. C'est une liane ligneuse de 3 mètres à 7 mètres de la famille des Euphorbiacées, portant de grosses capsules à 4 loges, renfermant chacune une grosse graine ovoïde subglobuleuse du poids moyen de 7 grammes à l'état sec, à tégument mince et noirâtre. Les indigènes mangent cette graine, qui cependant possède un goût très âcre ; ceux du Congo lui attribuent des propriétés analogues à celles de la noix de kola (*J. Agr. trop.*, 1913, n° 147).

La culture du Manioc au Congo belge. — La question si compliquée des variétés de manioc à propager, deviendra sans doute moins obscure, quand on connaîtra mieux celles que les indigènes de diverses régions préfèrent pour leur consommation. Aussi nous signalerons tous les travaux tendant vers ce but. Le Département de l'agriculture au ministère des Colonies belge vient de fournir, par l'intermédiaire d'un chef de culture de la région équatoriale de Lilangé Basankusu, dont les indigènes appartiennent à la tribu des Mongos (*Agr. trop.*, 1913, n° 9).

L'auteur de la note M. Lamboray a distingué 9 variétés de manioc amer (nom générique : **Ioko**) et 5 de manioc doux (**Lofungu**) bien connues des indigènes et donné des renseignements circonstanciés sur leur culture, la récolte et la préparation.

Em. P.

Les arbres fruitiers d'Europe dans le centre de Madagascar. — Assaini et débarrassé du paludisme, le centre de Madagascar, deviendra, d'après M. Fauchère, l'un des pays les plus agréables à habiter. A Tananarive (1.300 à 1.400 mètres d'altitude), il ne gèle pour ainsi dire jamais et dans la saison chaude, les maxima se maintiennent pour ainsi dire entre 27° et 29° ; à Antsirabe (1.550 m.), on enregistre quelques gelées de printemps. Il est donc naturel qu'on ait importé dans ces régions nos arbres fruitiers d'Europe, malheureusement, le partage en saison sèche et saison humide, rend la culture de certains d'entre eux très problématique. Les arbres à noyau, pêcher, prunier, abricotier, réussissent bien, le pommier, le cognassier, le châtaigner également ; mais le poirier, le cerisier ne donnent guère de résultats. Le service de colonisation (car il n'y a plus de service d'agriculture proprement dit à Madagascar) se préoccupe d'étendre cette culture fruitière, et a fait tenir une collection d'arbres de la colonie voisine du Cap.

Em. P.

Le Cerf dans l'Afrique du Nord. — On sait que le cerf (*Cervus Elaphus*), est représenté dans l'Afrique du Nord par une variété spéciale, *Cervus barbarus* (1).

(1) M. Joleaud pense que *Cervus barbarus* comme *Cervus corsicanicus* spécial à la Corse, à la Sardaigne et peut-être vivant aussi en Italie et dans la Péninsule des Balkans, est une forme voisine de la souche ancestrale commune de *Cervus Elaphus*; ils ne possèdent tous deux qu'un seul andouiller basilaire et sont de petite taille ; de plus ils conservent sur leur pelage à l'âge adulte les taches de la livrée du jeune,

M. Joleaud a étudié récemment (*Revue africaine*, 4e semestre 1912, parue 1913), la répartition géographique de ces cervidés en Afrique du Nord, aussi bien à l'époque actuelle qu'aux époques historiques anciennes, d'après les documents et les indices que l'on peut avoir (1).

Il rappelle tout d'abord que *Cervus barbarus* vit aujourd'hui dans deux zones seulement de la Berbérie :

1° Le long de la frontière algéro-tunisienne, dans la région de Tebarka, du Kef, de Tebessa jusqu'à Négrine et Gafsa ;

2° Dans l'Extrême-Sud tunisien, dans le territoire des Matmata.

Il rappelle à cette occasion que la chasse au cerf étant interdite en Tunisie, il subsiste encore un nombre appréciable de ces animaux sur le territoire de la régence ; au contraire, en Algérie il tend à disparaître et il serait à désirer qu'un arrêté gouvernemental protecteur en empêchât la complète destruction.

Il est probable qu'à l'époque historique son extension était beaucoup plus considérable, cependant plusieurs auteurs anciens, Hérodote, Aristote, Pline, etc., affirment qu'aucun cerf ne se trouve en Lybie ; mais on peut opposer à ces auteurs un texte de Virgile et le fait de la représentation de chasses aux cerfs sur six monuments africains contemporains de l'occupation romaine, ainsi que sur deux médailles, l'une de Tripolitaine, l'autre de Mauritanie. On peut penser d'ailleurs qu'au siècle dernier, ils se trouvaient dans une grande région forestière s'étendant de Philippeville à Bône, ainsi que dans la Kabylie du Djurjura et de Bougie. Il est curieux en effet, de constater alors que les indigènes parlant arabe n'ont pas de mots propres pour désigner le cerf, on trouve un nom spécial chez les Kabyles de cette région.

Aux époques préhistoriques, l'habitat du cerf était probablement encore plus étendu, car on l'a signalé dans des stations paléolithiques et néolithiques, aux environs de Lalla-Marnia, de Tlemcen, d'Oran, d'Alger.

La disparition du cerf d'une grande partie de l'Algérie est d'autant plus extraordinaire, pense M. Joleaud, que cet animal se prête aux adaptations les plus variées ; son aire de dispersion actuelle recouvre transversalement toutes les zones climatériques de l'Algérie-Tunisie, depuis celle qui reçoit un mètre d'eau par an jusqu'à celle où il en tombe moins de 200 millimètres ; elle paraît également indépendante des conditions de phytogéographie, car elle s'étend à la fois sur la région tellienne des forêts de chênes-liège, sur celle des steppes des Hauts-Plateaux, et dans le Sahara même où la végétation forestière fait presque entièrement défaut. D'autre part cette espèce ou cette variété montre une grande aptitude à s'adapter au climat tempéré humide de l'Europe nord-occidentale, car elle prospère dans le parc de Woburn-Abbey (Angleterre), où le duc de Bedford poursuit l'acclimatation de nombreux cerfidés.

Il semble donc que la régression de ces Cervidés n'est pas liée aux conditions de milieu et qu'elle relève d'autres causes.

P. Lemoine.

(1) Par l'étude de divers textes anciens, M. Joleaud est amené à penser que le daim (*Cervus Dama*) a été introduit dans l'Afrique du Nord comme divers autres animaux domestiques.

ACTES OFFICIELS ET DOCUMENTS

GÉNÉRALITÉS

Comité consultatif des affaires indigènes. — Un décret en date du 2 décembre 1913, modifie le décret du 14 mai 1913 comme suit :

Membres : Six sénateurs ou députés ; deux représentants du ministère de la Justice ; une personne spécialement qualifiée pour ses connaissances dans les problèmes indigènes de l'Afrique du Nord.

Par arrêté du 2 décembre, ont été nommés membres du Comité consultatif des affaires indigènes : MM. Ceccaldi, député ; Bouloche, directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la Justice ; André, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice ; d'Anthouard, ancien ministre plénipotentiaire ; George Froment-Guieysse, directeur général du *Comité de l'Océanie française*.

Caoutchouc. — **Marché de Bordeaux.** — On cote par kilogramme :

Rio Nunez	3 50 . .
Conakry Niggers	4 75 à 5 25
Soudan Niggers rouges	4 50 . .
Soudan Niggers blancs	4 25 à 4 50
Soudan lanières et plaques	5 . . à 5 50
Soudan Manoh	4 . . à 4 50
Lahou petits Cakes	3 75 à 4 25
Lahou Niggers	4 . . à 4 50
Gambie A	3 . . à 3 50
Gambie AM	3 . . à 3 50
Gambie B	2 75 à 3 25
Bassam Lump	2 . . à 2 50

Marché d'Anvers. — On cote par kilogramme :

	Francs
Kasai rouge I	3 . . à 3 50
Kasai rouge, genre Loanda II (noisettes)	3 . . à 3 25
Kasai noir I	3 75 à 4 50
Equateur, Yengu, Kelemba, Lulonga	3 25 à 3 75
Haut-Congo ordinaire, Sankuru, Lomami	4 75 à 5 50
Mongala lanières	4 75 à 5 . .
Aruwini	4 75 à 5 . .
Wamba rouge I	. . . .
Uelé	4 75 à 5 . .
Détroits crêpe I	6 . . à 6 50

COLONIES FRANÇAISES

AFRIQUE DU NORD

Tunisie. — Actes officiels. — *Journal officiel tunisien.*

6 *décembre.* — *Décret* du 16 novembre fixant la quantité d'huile d'olives et de grignons d'origine et de provenance tunisienne qui pourra être admise du 1er novembre 1913 au 31 octobre 1914 au bénéfice de la loi du 19 juillet 1890.

Commerce. — **Importation en France de produits tunisiens.** — Un décret du 16 novembre dernier fixe à 20 millions de kilo-

grammes la quantité d'huile d'olives et de grignons d'origine et de provenance tunisienne qui pourra être admise en France du 1er novembre 1913 au 31 octobre 1914 dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France.

Maroc. — ACTES OFFICIELS. — *Bulletin officiel marocain.*

28 *novembre.* — *Dahir* du 21 novembre apportant une modification temporaire à la constitution du bureau d'assistance judiciaire établi près le tribunal de 1re instance d'Oudjda.

Arrêté viziriel du 21 novembre réglementant le tirage des coups de mine dans les carrières et chantiers.

Arrêté viziriel du 21 novembre portant création d'un service zootechnique et des épizooties.

3 *décembre.* — *Arrêté viziriel* du 26 novembre conférant délégation permanente à l'administrateur chef des services municipaux de Casablanca pour la liquidation et l'ordonnancement des dépenses municipales.

ADMINISTRATION. — **Les fraudes alimentaires au Maroc.** — M. Paul Pelisse, député, avait demandé par question écrite, en date du 27 novembre 1913, au ministre des Affaires étrangères, sur quels principes ont été établis l'arrêté municipal type et la circulaire signée par le grand vizir du Maroc, organisant la répression des fraudes sur les denrées alimentaires et notamment sur les vins.

Il a reçu la réponse suivante :

En recommandant aux pachas, par une circulaire du grand vizir, en date du 17 septembre 1913, la mise en vigueur d'arrêtés municipaux sur les fraudes dans le commerce des denrées alimentaires, le gouvernement du protectorat marocain a eu pour principal souci de prévenir et de réprimer celles de ces fraudes qui présenteraient un danger pour la santé publique.

Il était d'autant plus nécessaire que cette mesure revêtît le caractère d'une prescription d'hygiène, qu'elle s'adressait aux indigènes en même temps qu'aux étrangers et qu'en raison des capitulations, ces derniers ne pouvaient y être soumis que d'accord avec leurs consuls.

Le gouvernement du protectorat se propose avant tout de prévenir les fraudes portant sur les denrées de première nécessité. Les vins, bien que n'intéressant pas la population musulmane, seront également l'objet de la surveillance des autorités du protectorat, qui ne manqueront pas de réprimer les adultérations dangereuses pour les consommateurs.

MAIN-D'ŒUVRE. — **Un bureau de placement gratuit à Mazagan.** — Les services municipaux de Mazagan viennent d'instaurer un bureau de placement gratuit, qui est chargé d'indiquer aux employeurs et employés les offres et demandes d'emplois émanant de toutes les catégories et sexes d'ouvriers européens et indigènes. Ce bureau de placement est appelé à rendre de grands services à tous ceux qui emploient la main-d'œuvre ou en vivent. Cette heureuse initiative a été complétée par la création d'un office gratuit de location d'immeubles, où les propriétaires peuvent faire leurs offres, tandis que les locataires peuvent s'y renseigner.

COMMERCE. — **Le commerce franco-marocain.** — La Direction générale des douanes françaises vient de publier les chiffres relatifs au mouvement d'échanges entre la France et le Maroc pour les neuf premiers mois de l'année 1913. Il ressort de cette statistique que, pendant cette période, ce commerce, y compris celui des ports marocains situés hors du protectorat français, a été de 76.329.000 francs, dont 17.097.000 francs à l'importation du Maroc en France et 59.232.000 francs à l'exportation de la France au Maroc. Les principaux articles d'exportation du Maroc qui ont fait l'objet d'actives demandes de la part du commerce français sont : les peaux et pelleteries, laines et déchets, pommes de terre, légumes secs et leurs farines, etc.

Le commerce des tissus de coton au Maroc. — L'importation des tissus de coton au Maroc représente, d'après la dernière statistique des douanes pour l'année 1912, un chiffre total de 36.341.202 francs. La part qui revient dans ce total à chacun des principaux pays importateurs est de 33.478.000 francs pour l'Angleterre, 1.982 165 francs pour la France, 389.939 francs pour l'Allemagne et 229.881 francs pour l'Espagne. La cause principale de la prépondérance anglaise dans ce commerce est certainement dans sa puissance de production et le bon marché de sa fabrication, mais une autre cause non négligeable qui favorise beaucoup les Anglais se trouve dans la connaissance approfondie des goûts et des habitudes de la clientèle. Il conviendrait donc, pour faciliter le développement des affaires françaises au Maroc, en dehors du choix des marchandises à présenter sur ce marché — après avoir adopté une organisation rationnelle de comptoirs ou de dépôts pour les répandre — d'envisager la question des crédits à accorder à la clientèle pour se ranger aux habitudes du pays.

Une mission d'études commerciales au Maroc. — La Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans vient de publier une brochure de vulgarisation faisant connaître les notes rapportées par une mission d'études organisée par ses soins. Ces notes permettront aux industriels et commerçants français s'intéressant aux relations avec la côte occidentale d'Afrique, et au Maroc en particulier, de se rendre un compte aussi exact que possible de la situation commerciale présente du protectorat français, des débouchés nouveaux et des ressources qu'offrent ces contrées ainsi ouvertes à l'activité nationale. Les grands travaux publics projetés pour la pénétration et la mise en valeur du Maroc ont été examinés par la mission : ports, routes, voies ferrées, ainsi que les conditions du trafic d'importation et d'exportation, les principaux éléments d'échanges et les produits de l'agriculture et de l'industrie marocaines. Ces renseignements sont accompagnés de nombreuses statistiques qui font de cette brochure un document intéressant et des plus utiles.

TRAVAUX PUBLICS. — **Le port de Casablanca.** — Le Comité du syndicat des intérêts de Casablanca a été reçu par M. Delure, directeur du service des travaux publics au Maroc. Il a exprimé le vœu que les travaux du port de Casablanca soient poussés le plus rapidement possible. Cette année les importations ont doublé et vont atteindre 80 millions de francs ; le nombre des voyageurs a triplé et il faut faire face à cette énorme augmentation de trafic avec soixante mètres de quais.

AFRIQUE OCCIDENTALE

Afrique Occidentale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

29 *novembre.* — *Arrêté* du 18 novembre fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget d'exploitation du port de commerce de Dakar, exercice 1912.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget d'exploitation du chemin de fer de la Côte d'Ivoire, exercice 1912.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget d'exploitation du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1912.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des recettes et des dépenses du budget d'exploitation du chemin de fer de Conakry au Niger, exercice 1912.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des dépenses du budget de l'emprunt de 14 millions, exercice 1910.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des dépenses du budget de l'emprunt de 14 millions, exercice 1911.

Arrêté du 18 novembre fixant définitivement le compte des dépenses du budget de l'emprunt de 14 millions, exercice 1912.

FINANCES. — **Comptes définitifs des budgets annexes.** — Des arrêtés du gouverneur général, en date du 18 novembre dernier, fixent aux chiffres qui suivent les comptes définitifs des budgets annexes de l'Afrique Occidentale :

1° Le compte définitif du budget de l'emprunt de 14 millions de l'Afrique Occidentale Française a été arrêté en dépenses à 1.909.664 francs pour l'exercice 1910, à 7.104.082 francs pour l'exercice 1911, et à 4.623.012 francs pour l'exercice 1912;

2° Le compte définitif du budget d'exploitation du port de commerce de Dakar, exercice 1912, est arrêté :

En recettes à.....	555.180 fr. 62
En dépenses à.....	507.839 — 84
Soit un excédent de recettes sur les dépenses de.....	47.340 fr. 78

qui sera versé à la caisse de réserve du budget général ;

3° Le compte définitif du budget d'exploitation du chemin de fer de Kayes au Niger, exercice 1912, est arrêté :

En recettes à.....	2.524.920 fr. 39
En dépenses à.....	1.870.753 — 59
Soit un excédent de recettes sur les dépenses de.....	654.166 fr. 80

4° Le compte définitif du budget d'exploitation du chemin de fer de Conakry au Niger, exercice 1912, est arrêté :

En recettes à.....	3.844.773 fr. 25
En dépenses à.....	2.371.380 — 57
Soit un excédent de recettes sur les dépenses de.....	1.473.392 fr. 68

5° Le compte définitif du budget d'exploitation du chemin de fer de la Côte d'Ivoire, exercice 1912, est arrêté :

En recettes à.....	1.272.652 fr. 10
En dépenses à.....	898.583 — 66
Soit un excédent de recettes sur les dépenses de.....	374.068 fr. 44

Sénégal. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

29 *novembre.* — *Arrêté* du 18 novembre ouvrant un poste de douane au village de Toubacouta (Casamance).

Haut-Sénégal-Niger. — COMMERCE. — **Chambre de commerce de Bamako.** — *Séance du 21 septembre* 1913. — La Chambre de commerce entend la lecture de la correspondance reçue par cette Compagnie depuis le 22 juillet dernier, et s'occupe notamment des questions suivantes : 1° l'augmentation du nombre de ses membres européens titulaires et suppléants; 2° des délais accordés par l'administration pour les marchés et adjudications; mention est faite d'une lettre, du 12 février 1912, du gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française avisant le directeur général de l'*Union coloniale* que les instructions nécessaires étaient données pour que des délais suffisants soient accordés aux soumissionnaires éventuels afin de leur permettre de se procurer tous documents utiles; 3° d'un projet d'arrêté interdisant le séchage et le travail des peaux dans l'intérieur de la ville de Bamako; 4° de l'emploi qu'il convenait de faire de la halle construite en 1912 à Bamako.

Territoire militaire du Niger. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Occidentale Française.*

22 *novembre.* — *Arrêté* du 6 novembre portant suppression de la taxe d'oussourou au Territoire militaire du Niger et portant création et organisation du service des douanes sur les frontières de ce Territoire.

COMMERCE. — **Organisation du service des douanes.** — Un arrêté en date du 6 novembre dernier organise comme suit le service des douanes aux frontières du Territoire du Niger :

La taxe dite d'oussourou est et demeure supprimée au Territoire militaire du Niger, à compter du 1er janvier 1914. A compter de la même date, les droits de douane, d'importation et d'exportation et autres taxes régulières, dont la perception est assurée par la douane en Afrique Occidentale Française, seront appliqués aux marchandises à l'entrée et à la sortie du Territoire militaire du Niger. La constatation, la liquidation et le recouvrement de ces droits et taxes s'effectueront sur la base des tarifs en vigueur dans les territoires du gouvernement général situés en dehors de la zone définie par la convention du 14 juin 1898 et conformément à la réglementation douanière en vigueur en Afrique Occidentale Française. La perception des droits sur les marchandises et denrées, taxées d'après leur valeur, s'effectuera sur la base des mercuriales semestrielles adoptées pour la colonie du Dahomey. Les valorations inscrites dans ces mercuriales seront majorées de cinq pour cent (5 0/0).

Le Territoire militaire du Niger comprend deux circonscriptions douanières. La première est formée des cercles de Zinder, Gouré, Maïne-Soroa, Agadès et Bilma et a pour chef-lieu Zinder. La seconde comprend les cercles de Niamey et Madaoua et a pour chef-lieu Gaya.

Il est créé, au chef-lieu de chacune de ces circonscriptions, un bureau de douane qui sera ouvert, à compter du 1er janvier 1914, à toutes les opérations d'entrée et de sortie d'entrepôt et de transit et à la liquidation de tous droits et taxes dont la perception est assurée par la douane en Afrique Occidentale Française. Des postes de perception, créés par arrêtés du gouverneur général, seront ouverts sur tous les autres points de la circonscription où il paraîtra utile de les établir. Ces postes relèveront du bureau de douane établi au chef lieu de chaque circonscription douanière du Territoire.

La police des marchandises et denrées dans le rayon des frontières de terre s'exercera, la délivrance des passavants et acquits de toutes sortes s'effectuera dans les conditions prévues par les lois et règlements métropolitains douaniers et locaux susvisés en vigueur en Afrique Occidentale Française. Les arrêtés portant création de postes de perception et, le cas échéant, de postes provisoires de surveillance et d'escorte, détermineront les voies que les caravanes et marchands isolés devront emprunter à l'exclusion de toutes autres pour pénétrer sur le Territoire. Les exportations de toutes marchandises et denrées acquittant ou non des droits de sortie devront emprunter les mêmes voies en sens contraire. L'usage de toutes autres voies que celles déterminées par les arrêtés portant création de postes de perception, de surveillance et d'escorte est rigoureusement interdit au commerce et sera considéré, suivant le cas, comme introduction frauduleuse de marchandises ou exportation sans déclaration.

Guinée. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *octobre*-1er *novembre.* — *Arrêté* du 8 octobre 1913 soumettant le caoutchouc avant son exportation de la colonie à une vérification par le service des douanes.

Arrêté du 8 octobre interdisant la saignée des essences à caoutchouc en Guinée pendant les mois de juillet, août et septembre.

15 *novembre.* — *Arrêté* du 2 octobre fixant au 15 octobre 1913 la date d'application des tarifs spéciaux de transport en petite vitesse nos 11, 12 et 13, sur le chemin de fer de la Guinée.

Arrêté du 31 octobre rétablissant le courrier postal hebdomadaire de Beyla à N'Zérékoré.

Commerce. — **Vérification du caoutchouc exporté.** — Un arrêté du 8 octobre dernier soumet le caoutchouc, avant son exportation de la Guinée, à une vérification par le service des douanes. Cette vérification aura lieu dans tous les centres de la colonie où se trouvent les bureaux de douane : 1° dans les locaux des déclarants, sur leur demande, à charge par eux de supporter les frais de déplacement qui en résulteront pour les agents des douanes dans les conditions suivantes :

Pendant les heures d'ouverture des bureaux : 2 francs par heure, de 10 h. 1/2 à 14 heures, et de 17 à 18 heures, 3 francs par heure ; de 18 heures à 6 heures, 4 francs par heure ; toute heure commencée étant due ; le temps accordé aux agents pour procéder à une vérification étant limité à deux heures au maximum ;

2° Dans les halles ou magasins du service des douanes, sans être assujettis à d'autres frais que ceux de cordage et de plombage.

La vérification terminée, le caoutchouc sera mis en sacs, caisses ou futailles, aussitôt plombés par la douane. Le commerce aura la faculté de laisser ces colis en douane en attendant l'embarquement, moyennant une taxe spéciale de 10 centimes par tonne et par dizaine de jours. Tous les caoutchoucs non vérifiés à l'intérieur le seront à Conakry. Les caoutchoucs rebutés seront soumis à l'examen d'une commission spéciale ; ceux de l'intérieur seront acheminés au chef-lieu accompagnés d'un acquit-à-caution spécial. Cette commission statuera définitivement sur l'autorisation ou le refus d'exportation.

Les frais de cordage et de plombage, le prix de chaque plomb étant de 25 centimes, seront à la charge des expéditeurs.

Dahomey. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *novembre.* — *Arrêté* du 22 juillet réglementant la circulation des wagonnets des particuliers sur la voie Decauville installée par la colonie entre Ouidah-ville et Ouidah-plage.

Arrêté du 22 juillet réglementant la circulation des wagonnets des particuliers sur la voie Decauville installée par la colonie entre Abomey et Bohicon.

Arrêté du 18 août instituant les droits de marché à Porto-Novo.

Arrêté du 21 octobre portant que le bureau d'Allada est ouvert à l'émission et au paiement des mandats métropolitains.

Arrêté du 21 octobre portant fermeture du bureau de Carnotville.

Arrêté du 22 octobre portant règlement provisoire des comptes d'exploitation du wharf de Cotonou pendant le premier semestre 1913.

Arrêté du 23 octobre transférant le poste de Douane de Doloumé à Parahoué.

Arrêté municipal du 17 octobre ouvrant à l'exploitation le réseau Decauville municipal, fixant les droits à percevoir et réglementant le mode d'exploitation dudit réseau.

Chambre de commerce du Dahomey — *Séance du 5 août 1913.* — Les questions suivantes ont été examinées par la Chambre de commerce du Dahomey dans la séance du 5 août dernier : 1° des propositions relatives au chemin de fer du Dahomey en ce qui concerne l'amélioration des conditions de l'exploitation, du matériel et des tarifs. La Chambre espère, tant dans l'intérêt général de la vie économique de la colonie que de la situation financière du gouvernement général et de la compagnie concessionnaire, arriver à un accord, entre toutes les parties intéressées, pour maintenir et accroître, par un tarif convenable, le commerce du sel dans les stations terminus du chemin de fer, et pour développer l'exploitation du karité ; 2° les fraudes et le mouillage des amandes de palme, et tous autres agissements susceptibles d'entraver le commerce de ce produit ; 3° du déplacement de certains marchés éloignés des gares ; 4° de la situation monétaire de la colonie et de la pléthore de monnaie de billon ; 5° de la dépréciation du caoutchouc causé par des adultérations persistantes et de la vérification de ce produit, par le service des douanes, avant son exportation de la colonie ; 6° d'un procédé nouveau de hâchement des matières premières contenant des fibres textiles.

Côte d'Ivoire. — Actes officiels. — *Journal officiel de la colonie.*

15 *novembre.* — *Circulaire* du 25 octobre aux commandants de cercle au sujet de la préparation des colas.

Circulaire du 7 novembre au sujet de la préparation du caoutchouc et des mesures à prendre à raison de la mévente de ce produit.

Agriculture. — **Récolte et préparation des noix de cola.** — Une circulaire du 25 octobre dernier appelle l'attention des commandants de cercles et les invite à prendre toutes dispositions utiles pour instruire les indigènes sur les soins qu'ils doivent apporter à la récolte et à la préparation des noix de colas pour leur conserver toute leur valeur marchande.

Un échantillon des noix de cola récoltées sur la Côte et portées par les indigènes dans les maisons de commerce, adressé par l'une de ces dernières au gouverneur de la colonie, a été examiné par le service de l'agriculture. Ces noix donnent lieu aux observations suivantes : 1° leur coloration blanche, rouge ou rose n'est pas franche, une teinte verte générale ou limitée au point de suture des cotylédons en altère la pureté ; 2° elles sont plus ou moins flétries et de consistance molle ; 3° elles portent des marques de coupures en forme de croix. Les deux premières observations indiquent tout d'abord une maturité incomplète au moment de la cueillette, en outre la mollesse des tissus doit en partie tenir à une mauvaise préparation et à une conservation défectueuse après la récolte. Les marques de coupures sur les cotylédons sont dues au manque de soin lors de l'enlèvement de la pellicule qui entoure chaque graine.

Sur les marchés africains, les indigènes consommateurs recherchent, avant tout, la maturité complète et la fraîcheur des noix, qui se traduisent par la coloration franche, uniforme, et la fermeté des tissus. Enfin toute écorchure ou coupure de l'épiderme des cotylédons, qui favorisant l'oxydation des tissus sous-jacents entraîne la transformation des principes actifs et une altération de la saveur, est une cause de diminution de valeur. En conséquence, il est rappelé : 1° que les colas doivent être cueillis peu avant la maturité complète des cabosses, c'est-à-dire lorsqu'elles ont atteint une teinte vert brun avec de légères marbrures jaunes et qu'elles peuvent s'ouvrir à la main sans l'aide d'un couteau ; 2° que si les noix extraites de leurs gousses et encore recouvertes de leurs pellicules blanches intactes peuvent être conservées ainsi plusieurs jours (en Guinée et au Sierra-Leone les dioulas les achètent souvent sous cette forme), il est toutefois préférable de les en débarrasser dans un délai assez court après la cueillette. Pour cela, les noix légèrement mouillées sont mises dans un panier ou rassemblées en tas dans le coin d'une case et brassées de temps à autre. Au bout de 2 à 3 jours, les enveloppes noircissent, se désagrègent et s'enlèvent facilement à la main ; un lavage à l'eau savonneuse permet alors de donner aux noix un poli et un brillant qui augmente leur valeur. Le même résultat peut être obtenu

en enveloppant les noix dans des feuilles vertes et en les enfouissant dans la terre, pendant environ deux jours. Si on laisse les noix trop longtemps en terre, elles prennent une teinte marron et sont peu marchandes, on dit alors qu'elles sont cuites ; 3° qu'aussitôt après leur préparation les noix doivent être conservées dans une atmosphère confinée et légèrement humide. Le mieux est de les emballer dans des paniers de fabrication indigène, tapissés d'une épaisse couche de feuilles vertes spéciales (*orofira* au Soudan) très légèrement humectées d'eau. Ces feuilles doivent être renouvelées dès qu'elles sont sèches, opération dont on profite pour examiner les noix, les humidifier et les trier.

La préparation et la conservation des colas est un véritable art, auquel excellent certaines populations du Sierra-Leone et de la Guinée française. Les noix de ces pays doivent leur valeur, en dehors de l'influence de la culture qui a provoqué la formation de races améliorées, aux soins avec lesquels elles sont préparées. Ailleurs les dioulas qui font le commerce des colas, les achètent le plus souvent possible encore munis de leur parche et se réservent le soin de les préparer eux-mêmes.

Préparation du caoutchouc. — Une circulaire du 7 novembre aux commandants de cercle, au sujet de la préparation du caoutchouc et des mesures à prendre en raison de la mévente de ce produit, les invite à étudier en détail la question. Nous en extrayons les passages suivants :

Il nous faut donc déterminer, aussi exactement que possible, la portée de la crise présente, nous-préoccuper dès à présent, de parer aux inconvénients qui résultent de cet état de choses et de remplacer par d'autres ressources celle qui tend à s'amoindrir du fait de circonstances étrangères à la colonie. Déjà mon télégramme circulaire du 19 septembre dernier vous a invités à me faire connaître, de façon précise et sans phrases inutiles, la répercussion que pourrait avoir dans vos cercles respectifs, l'application du décret du 15 septembre 1912, d'une part, sur la situation économique et sur les transactions de la région et, d'autre part, au point de vue de l'impôt, sur les facultés contributives de nos indigènes.

J'attache la plus grande importance à avoir les renseignements les plus complets et les plus précis sur les points suivants et je fais appel, pour les obtenir, à tout votre zèle : 1° *Conséquences de la mévente du caoutchouc sur la situation économique du cercle.* — *a*) Quel est — tout au moins approximativement — le nombre des indigènes qui se livrent à la cueillette du caoutchouc ? Indigènes originaires du cercle ? Provenant d'autres cercles ? Etrangers à la colonie ? *b*) Quelle était, antérieurement à la mévente, la production moyenne annuelle du cercle, par catégorie de récolteurs ? Quel était le montant moyen annuel des sommes réalisées par eux ? Sur ces sommes, combien restait-il dans le pays, aux mains des indigènes et à quel bénéfice moyen annuel correspondaient-elles par récolteur ? *c*) Estimez-vous que, étant donné la nature des peuplements, les conditions de récolte, le caoutchouc préparé en plaquettes, crêpes ou lanières très minces, suivant les indications qui précèdent, c'est-à-dire constituant un produit de qualité tout à fait supérieure, sera — aux cours actuels — encore rémunérateur pour l'indigène et, s'il en est ainsi, dans quelle mesure ? 2° *Conséquences sur les transactions.* — Dans quelles proportions les sommes réalisées par les indigènes au titre de la cueillette du caoutchouc entraient-elles dans le mouvement de transactions de votre cercle — suivant les trois catégories de récolteurs indiquées au § 1. A. ? — Il m'est revenu que, du fait de la mévente, certaines maisons auraient réduit leurs opérations : que d'autres, pour maintenir leurs opérations auraient diminué leurs prix pour les principaux articles de consommation indigène. Vous pourrez vous renseigner à cet égard auprès des maisons établies dans vos circonscriptions et je me plais à penser qu'elles voudront bien vous faciliter votre documentation conçue dans un but d'intérêt général. Je fais d'ailleurs appel, dans cet esprit, au concours de M. le président de la Chambre de commerce. 3° *Conséquences sur les facultés contributives.* — Les réponses aux questions qui précèdent vous permettront de déterminer dans quelle mesure les facultés contributives des indigènes peuvent être atteintes par la mévente du caoutchouc.

Ces renseignements et propositions me permettront d'arrêter le programme des mesures d'ordre pratique à adopter, des nouveaux encouragements à donner le cas échéant à la population, afin d'arriver, dans un avenir rapproché, à des résultats qui fassent masse, de façon que le commerce local puisse, de son côté, y adapter son organisation.

AFRIQUE ÉQUATORIALE

Afrique Équatoriale Française. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de l'Afrique Équatoriale Française.*

18 *novembre.* — *Arrêté* du 4 novembre modifiant la valoration du caoutchouc d'herbes à la mercuriale officielle pour la perception des droits de sortie.

COMMERCE. — **Droits de sortie sur les caoutchoucs.** — Un arrêté du gouverneur général par intérim, du 4 novembre, fixe à 1 fr. 50 par kilogramme la valeur mercuriale des caoutchoucs d'herbes pour la liquidation des droits de sortie.

FINANCES. — **Perception de l'impôt de capitation.** — Par arrêté du lieutenant-gouverneur de l'Oubangui-Chari-Tchad, les perceptions de l'impôt de capitation seront effectuées, dans toute l'étendue de la colonie, en numéraire français ou, à titre exceptionnel, en caoutchouc ou en ivoire.

La valeur pour laquelle ces produits seront acceptés et le prix auquel ils seront rétrocédés aux sociétés concessionnaires sont :

Caoutchouc d'arbres ou de lianes, 1 fr. 75 le kilogramme ;

Caoutchouc d'herbes ou pilonné, 1 franc le kilogramme.

AFRIQUE ORIENTALE

Madagascar. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de Madagascar et dépendances.*

1er *novembre.* — *Arrêté* autorisant M. Chénereau, administrateur-délégué de la Société rochefortaise de produits alimentaires, à installer un établissement frigorifique à Tamatave, près de l'abattoir de la ville.

Circulaire au sujet des exemptions de l'impôt personnel et des prestations consenties en faveur des marins malgaches.

Circulaire du 25 octobre au sujet de la patente due par les exploitants forestiers. Il a été signalé au gouverneur général que les concessionnaires forestiers sont, dans de nombreuses circonscriptions de l'île, exonérés du droit de patente. « Cette exemption, dit le gouverneur général, n'est basée sur aucun règlement ; elle ne peut être que la conséquence d'une interprétation erronée, tant du décret du 28 août 1913 établissant le régime forestier à Madagascar, que de l'arrêté du 30 octobre 1909. » M. le gouverneur général donne les instructions nécessaires pour que les exploitants forestiers soient repris, dès cette année, sur le 4e rôle supplémentaire, comme omis du rôle primitif ou des rôles subséquents, suivant la catégorie de population du lieu dans lequel les ventes sont habituellement effectuées.

Etats des exploitations minières pour le mois de septembre 1913.

Arrêté portant réorganisation de l'Institut Pasteur de Tananarive.

15 *novembre.* — *Circulaire* rappelant les instructions concernant les signatures types et les légalisations.

Décision interdisant l'exploitation des raphias et ravinala pendant trois ans, à partir du 1er octobre 1913, dans les cantons de Vohémar et d'Ambararata.

Circulaire au sujet de l'application des dispositions du décret du 30 décembre 1912, en ce qui concerne les obligations respectives des maires et des receveurs municipaux, en matière d'administration financière et communale.

Arrêté annulant ceux du 8 juillet 1911 accordant à la société

« Madagascar Concessions Limited » la concession du monopole de la pêche des éponges et des huîtres perlières sur les côtes de Madagascar comprises entre l'embouchure Sud du Mangoky exclusivement et le cap Sainte-Marie.

22 *novembre.* — *Circulaire* relative au commerce des dentelles exercé illégalement par des fonctionnaires ou par leurs femmes.

Arrêté créant un périmètre de reboisement à Ambatolaona, district de Manjakandriana, province de Tananarive, et déterminant les conditions d'après lesquelles seront effectués les travaux de reboisement.

Circulaire du chef du service de colonisation au date du 30 octobre à MM. les chefs de sections, les agents détachés dans les provinces, les chefs de stations d'essais du service de colonisation au sujet du rôle des agents appartenant à ce service.

Circulaire du gouverneur général en date du 18 novembre relative à la définition des différents genres de commerce.

Arrêté du 8 novembre abrogeant et remplaçant par le texte suivant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 14 juin 1913 relatif aux chargements en pleine voie :

« Une taxe supplémentaire de 2 francs par wagon sera perçue pour tous les chargements en pleine voie, quelle que soit la marchandise expédiée ; elle sera payable à la gare qui percevra les frais de transport pour le nombre de véhicules fournis. Cette taxe restera acquise au chemin de fer même si le chargement n'a pas lieu par la faute du chargeur ; il est accordé à ce dernier, pour le chargement, un delai de 30 minutes par wagon. »

ADMINISTRATION. — **Les fonctionnaires-commerçants.** — Des plaintes étant parvenues au gouvernement général au sujet de personnes, exerçant des fonctions publiques, qui se livraient au commerce des dentelles et des broderies, M. Picquié, par une circulaire en date du 20 novembre, a cru devoir rappeler à ses subordonnés les prescriptions de la dépêche ministérielle du 25 septembre 1904 aux termes de laquelle « les fonctionnaires et agents de l'administration doivent toute leur activité au service de l'Etat : il leur est formellement interdit de se livrer à des opérations commerciales, soit ouvertement, soit sous le couvert de prête-noms ».

Obligations fiscales des marins indigènes. — Le gouverneur général de Madagascar a décidé qu'à compter du 1er janvier prochain, il conviendrait d'assujettir à la taxe personnelle ou à la contribution personnelle et aux prestations, les marins indigènes des navires de commerce naviguant, soit sous n'importe quel pavillon au petit cabotage ou au bornage, soit sous pavillon étranger, au grand cabotage ou au long cours.

Au contraire, les Malgaches, inscrits régulièrement au rôle d'équipage des longs-courriers ou des grands caboteurs battant pavillon français et naviguant à leur bord six mois chaque année, continueront à bénéficier des exemptions actuelles.

Enfin, les indigènes, embarqués sur les navires de guerre, devront être entièrement assimilés, en l'espèce, aux militaires indigènes et exemptés, dans les mêmes conditions que ces derniers, de l'impôt personnel et des prestations.

Les dispositions arrêtées à ce sujet font l'objet d'une circulaire du chef de la colonie, en date du 25 octobre (*Journal officiel* du 1er novembre 1913).

COMMERCE. — **Mouvement commercial de Madagascar pendant le deuxième trimestre 1913.** — Le mouvement commercial de Madagascar pendant le deuxième trimestre de 1913 s'est élevé à 25.224.188 francs, dont 12.782.453 francs à l'importation et 12.441.735 francs à l'exportation. Il dépasse de 988.000 francs le commerce de la colonie pendant la période correspondante de 1911, en avance lui-même de 1.350.000 francs sur celui du deuxième trimestre 1910.

La France est toujours au premier rang des pays en relations d'affaires avec la Grande Ile avec un chiffre total de 19.158.145 fr., soit 10.778.000 francs aux importations et 8.380.000 francs aux exportations.

Voici, par ordre d'importance, les principaux produits exportés et importés pendant le deuxième trimestre 1913 :

Produits exportés : peaux brutes, 3.747 249 francs ; poudre d'or, 1.471.013 francs ; rafia, 761.884 francs ; viandes salées ou conservées, 689.049 francs ; cire animale, 640.743 francs ; graphite, 622.986 francs ; caoutchouc, 590.025 francs ; riz, 526.270 francs ; saindoux, 441.667 francs ; légumes secs, 359.130 francs ; bovidés, 344.580 francs ; manioc brut, 327.547 francs ; café en fèves, 237.073 francs ; écorces à tan, 212.833 francs ; bois d'ébénisterie, 212.295 francs, etc.

Produits importés : tissus de coton, 5.089.061 francs ; vins ordinaires, 660.662 francs ; machines, 541.544 francs ; eaux-de-vie en bouteilles, 428.223 francs ; métaux, 425.674 francs ; articles de ménage, 346.282 francs ; vêtements divers, 252.951 francs ; farine de froment, 170.692 francs ; sucre, 165.376 francs ; savon, 161.161 francs ; filés de coton, 126.252 francs ; alcools en fûts, 118.231 francs ; parapluies et parasols, 110.320 francs ; pétrole et essence, 109.765 francs ; ciment, 98.102 francs, etc.

Suppression de la recette des douanes d'Andovoranto. — Un arrêté du gouverneur général, en date du 8 novembre, vient de supprimer, à compter du 1er janvier prochain, la recette des douanes d'Andovoranto, qui sera remplacée par un poste de surveillance douanière. Comme conséquence, le port d'Andovoranto cessera, à partir de cette date, d'être ouvert aux importations exportations directes.

COLONISATION. — **Feuille d'informations agricoles et commerciales.** — Voici le sommaire analytique du fascicule d'octobre qui vient de nous parvenir de la *Feuille mensuelle d'informations agricoles et commerciales* publiée par le gouvernement général de Madagascar :

« Essais d'acclimatation de plantes fourragères dans le sud des Etats-Unis ». (Extrait de l'*United States agricultural Yearbook* for 1912). Les recherches du département de l'agriculture se sont orientées plus particulièrement vers l'obtention de plantes fourragères adaptées aux conditions des régions méridionales et des terres sèches de l'ouest des Etats-Unis. Elles partent de ce principe, qu'il y a intérêt à essayer l'introduction de nouvelles plantes fourragères, particulièrement lorsque ces plantes sont susceptibles de permettre une notable extension de l'élevage. Les expériences instituées ont porté notamment sur les espèces suivantes provenant d'Afrique : l'herbe de Rhodes, l'herbe du Soudan et l'herbe de Tunis. Les deux premières ont donné des résultats également satisfaisants et paraissent appelées à devenir à bref délai des plantes fourragères cultivées d'une manière courante.

« Le Piassava ». — Le ministère des Colonies vient d'attirer de nouveau l'attention du gouvernement général sur la question du triage, avant l'expédition des piassava de Madagascar expédiés en France. Ce triage est souvent effectué dans des conditions très défectueuses qui provoquent une dépréciation considérable et rendent d'une vente très difficile les lots présentant en mélange des

filaments de très bonne qualité et d'autres complètement inutilisables.

« Notes sur deux arbres à graines grasses de Madagascar ». — Le premier de ces deux arbres, souvent signalé sur le versant occidental de Madagascar, est la *Dilobeia Thouarsii* que les indigènes nomment « vivaona » ou « mankales ». Le second appartient au Sud-Ouest où il est commun, le *Jatropha Mahafalemis* Jum et Perrier. Les graines du premier ont été étudiées à l'usine Rocca, Tassy et de Roux et celles du second par M. Bimar, préparateur de chimie industrielle à la Faculté des sciences de Marseille.

« Extrait du Rapport du délégué du ministère des Colonies au 2e congrès national du froid tenu à Toulouse en septembre 1912. »

« Mercuriales des produits locaux d'exportation en 1913. »

« Mercuriale des divers produits de Madagascar sur les principaux marchés d'Europe fin septembre 1913. »

Hygiène-Médecine. — **Réorganisation de l'Institut Pasteur.** — Un arrêté du gouverneur général, en date du 4 septembre, réorganise l'Institut Pasteur de Tananarive. La réforme réalisée a pour but de faire produire, à cet établissement, un rendement maximum, de coordonner ses travaux et de les orienter dans le sens de la défense sanitaire et de l'hygiène générale de la colonie.

L'Institut Pasteur de Tananarive est placé sous l'autorité et le contrôle technique du directeur du service de santé, directeur de la santé qui rend compte au gouverneur général de tous les résultats des recherches concernant l'hygiène et la santé publique faites à l'Institut.

Il comprend quatre sections ;

1° La section médicale, comportant le laboratoire de recherches bactériologiques ; 2° le service vaccinogène et antirabique ; 3° la section vétérinaire ; 4° le laboratoire de chimie organique.

Chacune de ces sections est dirigée par un médecin, un pharmacien ou un vétérinaire civil ou militaire choisi de préférence parmi les anciens stagiaires des Instituts Pasteur de Paris ou de Lille, et nommé par le gouverneur général sur la proposition du directeur du service de santé et après avis du directeur de l'Institut Pasteur. L'un des chefs de section, désigné par le gouverneur général, sur la proposition du directeur du service de santé, prend le titre et exerce la fonction de directeur de l'établissement. Il centralise les travaux et rapports des chefs de section et les adresse, avec ses observations s'il y a lieu, au directeur du service de santé.

Travaux publics. — **Percement des Pangalanes du Sud.** — Les travaux de percement des Pangalanes du Sud se poursuivent avec activité.

L'ouverture de ces canaux vient d'être effectuée entre Mananary et Faranfangana. Elle permettra dès maintenant, la circulation ininterrompue des pirogues sur une distance de 100 kilomètres à partir de Mananjary.

Au nord de cette ville se continuent les travaux de creusement des Pangalanes qui doivent le relier à Vatomandry.

D'autre part, une adjudication fixée pour le mois de mai 1914 prévoit le percement des Pangalanes d'Andovoranto à Mahasomelaka, le dragage des lacs et l'amélioration de la voie actuelle. Le montant des travaux est évalué à la somme de 1.263.500 francs.

L'achèvement des Pangalanes du Sud permettra la liaison assurée et rapide, par navigation intérieure, entre Tamatave et Farafangana.

Mayotte et Comores. — Administration. — **Infractions à l'indigénat.** — Sont ajoutés à l'arrêté du 1er février 1909, portant énumération des infractions passibles des peines disciplinaires de l'indigénat :

« Le refus de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions ; le refus d'obtempérer, sans excuse valable, aux convocations régulièrement faites à l'occasion d'enquêtes administratives ou judiciaires ;

« L'altération des monnaies ayant cours légal en dehors de toute intention frauduleuse, et notamment dans le but de les marquer ;

« L'achat des monnaies ainsi altérées autres que les pièces coupées à un taux inférieur à leur valeur nominale. »

ASIE

Indochine. — Actes officiels. — *Journal officiel de l'Indochine.*

20 *octobre.* — *Arrêté* du 28 septembre 1913 organisant le personnel des médecins auxiliaires de l'Assistance médicale.

Union coloniale française. — **Section indochinoise** (Séance du 9 décembre 1913). — La réunion mensuelle de la Section indochinoise a eu lieu le mardi 9 décembre, à 5 heures après-midi, au siège de l'*Union coloniale*, sous la présidence de M. F. Mettetal, vice-président de la Section, remplaçant M. Roume, empêché.

Présents : MM. F. Bernard et F. Mettetal, vice-présidents, Gonfreville, Guillain, Cl. Madrolles, Sambuc, Ch. Depincé.

Excusé : M. Pâris.

Correspondance. — L'assemblée prend connaissance de la correspondance adressée, en conformité de ses délibérations, depuis sa dernière réunion :

1° Lettre au ministre des Colonies au sujet de l'augmentation projetée des droits de douane sur les poivres de toute provenance ;

2° Lettre au gouverneur général de l'Indochine sur la question de la lutte à entreprendre contre le « borer » du caféier.

Adjudication de riz de l'Assistance publique. — La Section est mise au courant de la façon dont procède l'administration de l'Assistance publique pour préparer, chaque année, l'adjudication de la fourniture des quantités de riz qui lui sont nécessaires pour les besoins de sa consommation. Cette procédure est la suivante :

L'Assistance publique, après avoir indiqué au cahier des charges spéciales la quantité approximative à fournir, spécifie que le riz « sera *conforme à l'échantillon* adopté par l'administration ». Une commission technique d'experts est chargée de choisir le type qui servira de base à l'adjudication parmi plusieurs sortes de riz que l'Administration se procure elle-même, sans appel à la concurrence, chez des épiciers détaillants. C'est ainsi que, pour l'année 1914, son choix s'est porté sur un type de riz dit « Patna », produit étranger récolté au Siam ou aux Indes anglaises et manutentionné en Hollande. Cette manière de procéder a naturellement pour conséquence l'exclusion de toutes les sortes de riz qui ne sont pas strictement conformes au type adopté ; elle aboutit par suite, en fait, à écarter des adjudications

les riz de provenance indochinoise, bien qu'ils ne le soient pas en droit.

Aussi plusieurs membres de l'*Union coloniale* ont-ils protesté contre de tels errements qu'ils estiment préjudiciables aux intérêts coloniaux. Une intervention a été tentée aussitôt auprès de l'administration en cause, mais cette démarche n'a pu aboutir pour la récente adjudication, celle-ci ayant eu lieu le jour même.

La Section a donc eu à envisager l'éventualité d'une nouvelle intervention, fondée sur les considérations qui avaient motivé la première et qui ont conservé toute leur valeur pour les adjudications à venir.

Tout d'abord, on a fait observer que l'administration de l'Assistance publique, en procédant comme il vient d'être dit, se différencie des autres administrations publiques (Guerre, Marine, Services des prisons, notamment) en ce sens que ces dernières imposent dans les cahiers des charges relatifs à leurs achats de denrées, l'obligation pour leurs fournisseurs de livrer des produits français, c'est-à-dire d'origine indochinoise en ce qui concerne le riz, tandis que dans la pratique, sinon en principe, les riz indochinois se trouvaient éliminés des adjudications de l'Assistance publique.

Il en serait autrement si, pour constituer le lot d'échantillons de riz soumis à la commission technique qui détermine le type précis objet de la fourniture, cette administration, au lieu de s'adresser à des épiciers au détail, s'adressait à des négociants spécialisés dans le commerce en gros des riz. Ceux-ci seraient en situation de soumettre à l'examen de la commission compétente un assez grand nombre d'espèces de riz d'Indochine, dont plusieurs pourraient, sans nul doute, convenir aux besoins de l'Assistance publique. Il paraît, en effet, peu admissible à première vue qu'une sorte de riz, dont il existe des centaines de variétés, présente l'aspect extérieur et renferme les qualités nutritives intrinsèques qu'exige l'alimentation, même particulièrement soignée, des malades et des enfants.

En fait, il est certain que l'Indochine produit des riz aussi beaux et aussi bons que le Siam et l'Inde anglaise. Il est très facile de distinguer, d'ailleurs, les riz de qualité inférieure que le Tonkin, surtout, produit pour l'alimentation des indigènes ou des Chinois et les besoins industriels, et les riz de qualité supérieure que peut offrir la Cochinchine à la consommation européenne, même de luxe.

A cet égard, d'administration ne peut, pour juger de la qualité des riz d'Indochine, se baser équitablement sur la consommation faite par elle, il y a quelques années déjà, à titre exceptionnel, d'une sorte de riz du Tonkin, trop bon marché qui aurait, paraît-il, causé des mécomptes. Ces mécomptes semblent provenir de ce que l'administration, en acceptant ces riz, avait dû envisager avant tout l'avantage du bas prix au détriment de la qualité du produit. Mais on peut affirmer avec certitude qu'à qualité égale, les riz indochinois sont moins chers que les riz d'origine étrangère consommés par l'administration, qui ont à payer des frais de transport supplémentaires et des droits de douane se montant à 8 francs par 100 kilogrammes à l'entrée en France. L'Assistance publique, en faisant porter son choix sur les riz de l'Indochine, eût réalisé, de toute façon, une économie très appréciable dans un budget tenu plus qu'aucun autre à éviter toute dépense inutile.

Enfin, un des membres de la Section fait observer que la commission de réception des approvisionnements ayant le droit d'examiner si les fournitures livrées correspondent exactement aux obligations du marché, l'administration aurait, même en faisant usage de riz d'Indochine, toute garantie de la bonne qualité des denrées reçues par elle.

Cet échange de vues étant terminé, la Section affirme une fois de plus le principe qu'un traitement préférentiel doit être réservé, dans les adjudications publiques, aux produits tropicaux que nos colonies peuvent fournir, et décide d'appeler l'attention du directeur de l'Assistance publique sur l'intérêt qu'aurait son administration à exiger pour l'alimentation de ses protégés des riz de provenance exclusivement indochinoise.

Question des métis. — A la suite d'une demande de subvention adressée par l'*Union coloniale française* à la *Fondation Lucien de Reinach* en faveur des Sociétés de protection des enfants métis abandonnés, le Conseil d'administration de cette fondation a manifesté le désir d'obtenir des renseignements plus complets sur le rôle et le fonctionnement de ces associations en Indochine. La Section a entendu la lecture et approuvé à l'unanimité les termes du rapport supplémentaire suivant que M. Sambuc a bien voulu rédiger et qui sera transmis au Comité de la *Fondation Lucien de Reinach* pour répondre au désir que celle-ci a exprimée :

Messieurs,

Au début de la présente année, la Section indochinoise de l'Union coloniale française a été consultée par le Conseil d'administration de la Fondation Lucien de Reinach touchant l'opportunité d'une allocation à accorder aux Sociétés de protection des métis abandonnés, existant en Indochine et le cas échéant, touchant l'affectation particulière à donner à semblable allocation.

Les conclusions du rapport qui vous fut présenté, au cours de la séance du 7 janvier 1913, furent, d'une part, que ces Sociétés de protection étaient dignes de tout l'intérêt, de toute la bienveillance de la Fondation Lucien de Reinach et, d'autre part, qu'il convenait de leur laisser le soin d'utiliser, pour le mieux, selon les circonstances, en vue de l'entretien, de l'éducation et de l'instruction de leurs pupilles, les subventions qui leur seraient accordées.

Au cours des discussions qui suivirent la lecture de ce rapport, diverses questions furent soulevées, notamment celle de savoir quel statut légal il convenait d'organiser pour les enfants-métis franco-indochinois. Sur ce point, des systèmes fort différents furent soutenus tour à tour. Malgré ces divergences d'opinion, la Section adopta les conclusions de son rapporteur.

Il ne pouvait guère en être autrement. Les Sociétés de protection n'ont pas à faire et ne font pas de recherches sur la meilleure réglementation à appliquer aux enfants métis abandonnés. Elles font de la charité. Elles sont en présence d'un fait, savoir l'existence dans la colonie d'enfants, généralement métis, matériellement ou moralement abandonnés et sans ressources. Elles les recueillent, les logent, les nourrissent, les instruisent et s'efforcent de les mettre à même de gagner un jour honorablement leur vie.

Ce faisant, elles accomplissent une œuvre d'autant plus méritoire et utile que les services de l'Assistance publique n'existent pas en Indochine et que, sans leur généreuse intervention, on ne sait ce que deviendraient les petits abandonnés.

Il convient de remarquer que la Société de protection dont le siège est à Saigon et que dirige avec tant de dévouement le distingué président de la Cour d'appel de l'Indochine, M. Georges Dürrwell, recueille tous les enfants abandonnés ou orphelins, *sans distinction de race ou de religion*, qu'ils soient Européens, indigènes ou de sang mêlé. Son champ d'action est donc particulièrement étendu.

Deux faits récents vont permettre aux Sociétés de protection indochinoise de développer leur utile activité en faveur de leurs pupilles et de procurer à ceux-ci, en bien des cas, une condition meilleure que celle dont ils devaient jusqu'ici se contenter. Nous voulons parler de la loi du 16 novembre 1912 et du décret du 26 mai 1913.

La loi du 16 novembre 1912 a modifié l'article 340 du code civil et organisé la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle. Cette loi a été promulguée en Indochine par arrêté du gouverneur général en date du 19 juin 1913 (*Journal officiel* de l'Indochine du 23 juin 1913, page 1.058) et elle l'a été sans restriction à l'égard des indigènes, c'est-à-dire que le pouvoir local n'a pas usé de la faculté que lui réservait l'article 4 de cette loi pour restreindre l'application du nouveau texte au seul cas où la mère et le père prétendus seraient Français. Donc, actuellement, en Indochine, l'action en recherche de paternité naturelle et l'action en payement de pension alimentaire qui accompagnera généralement la première, pourront être exercées contre leur père français, même par les enfants nés de mère indigène, c'est-à-dire par les enfants métis.

Mais qui donc, si ce n'est une Société de protection, pourra, pendant la minorité de l'enfant, agir en son nom et dans son intérêt ? Qui donc pourra suivre, au domicile du défendeur, souvent rentré définitivement dans la métropole, un procès long et coûteux?

Le décret du 26 mai 1913 a déterminé les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine, sujets ou protégés, peuvent obtenir la qualité de Français. Or, l'article I § 6 de ce décret déclare que, peuvent obtenir cette qualité « ceux qui, patronnés, recueillis ou élevés pendant les cinq dernières années qui précèdent leur majorité, par des familles françaises ou par des *Sociétés de protection françaises reconnues d'utilité publique*, ont obtenu un brevet de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel ou un diplôme de lenseignement secondaire.

Cette dernière disposition vise manifestement, bien qu'ils ne soient pas désignés, les enfants métis. Elle contient un hommage rendu par le législateur au rôle bienfaisant joué par les sociétés de protection et constitue un encouragement significatif à leurs efforts.

Grâce à ces deux nouveaux textes, les Sociétés de protection, après avoir assuré l'entretien matériel de leurs pupilles, après avoir pourvu à leur éducation et à leur instruction, pourront encore leur procurer, dans la société française, la place à laquelle leur auront donné droit leur développement intellectuel et moral.

Ainsi, par le jeu de la réglementation actuelle et sans provoquer des réformes qui pourraient être d'une opportunité contestable, seront réparées bien des injustices et seront évitées les rancunes ou les colères de nombreux enfants dont il serait dangereux de ne pas satisfaire à temps les légitimes aspirations,

Ainsi se justifieraient pleinement toutes les mesures favorables qui, sans autres débats, seraient prises en faveur des Associations de protection indochinoises.

Paris le 6 décembre 1913.

Signé : H. Sambuc.

Culture mécanique du riz. — La Section, dans sa séance du 28 octobre dernier, avait réservé l'examen de la question de la culture mécanique du riz, les renseignements qu'elle possédait alors sur les intentions de l'administration à ce sujet manquant de précision. Depuis cette date, les décisions prises par le gouvernement de la Cochinchine pour favoriser la riziculture, création d'un laboratoire de sélection des semences à Saïgon, installation d'une station rizicole à Cantho et affectation de crédits suffisants, échelonnés sur une période de neuf ans, pour le fonctionnement de ces institutions, ont été rendues publiques. Ces mesures, qui ont déjà fait l'objet d'un exposé plus détaillé dans la *Quinzaine Coloniale* du 10 novembre dernier et dont la nécessité est incontestable, constituent, de la part de l'administration, un effort des plus intéressants et dont la Section ne peut que se féliciter. Mais la sélection des semences et l'amélioration de la qualité des riz ne sont qu'un côté de la question rizicole. Pour l'examiner dans son ensemble, la Section a également porté son attention sur les études et les expériences faites par l'initiative privée depuis deux ans pour la solution du problème de la culture mécanique du riz. A cet égard, les trois points suivants paraissent, dès à présent, définitivement acquis : 1° il est possible de labourer mécaniquement les rizières normales; 2° le repiquage des plants n'est pas indispensable pour que le riz arrive à maturité ; 3° l'existence de roseaux dans la rizière n'empêche pas de faire la récolte.

De plus, le matériel aratoire qu'il est nécessaire d'employer est connu et l'on sait quelle mise de fonds entraînent l'achat et l'entretien de ces machines.

Il résulte des résultats ainsi obtenus que la culture mécanique du riz n'apparaît plus comme une opération aléatoire, et même qu'il est permis, d'ores et déjà, d'en espérer un succès prochain. En conséquence, la Section a décidé à l'unanimité d'intervenir auprès du gouverneur général de l'Indochine pour le prier de vouloir bien accorder à la culture mécanique du riz le même intérêt bienveillant qu'il porte aux autres modes d'amélioration de la riziculture.

Impôt foncier des concessions au Tonkin. — L'*Union coloniale* a reçu de plusieurs de ses membres des réclamations au sujet de l'impôt foncier européen au Tonkin. L'administration du Protectorat applique, en effet, depuis quelque temps aux titulaires des grandes concessions accordées au Tonkin, des impôts portant sur la totalité des terres concédées, quand bien même le concessionnaire n'aurait pu les mettre intégralement en valeur. Les troubles politiques et les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre, n'ont pas permis aux concessionnaires, affirment ceux-ci, d'obtenir les résultats qu'il leur était permis d'espérer. Ils se trouvent alors astreints, eu égard à cette situation défavorable, à payer des impôts excessifs, disproportionnés avec le rendement de leurs exploitations.

Cet état de choses a vivement préoccupé la Chambre d'Agriculture du Tonkin et du Nord-Annam et a fait l'objet de nombreuses délibérations de cette Compagnie, prises en 1911 et 1912. Des pourparlers ont été engagés par elle avec l'administration locale dans le but d'arriver à une entente sur les questions fiscales en litige.

A la suite de ces pourparlers, le gouvernement général de l'Indochine a élaboré un projet d'arrêté donnant, dans une certaine mesure, satisfaction aux vœux exprimés par les colons, projet qu'il se propose de soumettre à l'approbation du département.

Plusieurs membres de l'*Union coloniale* ont demandé que notre association intervienne auprès du département pour qu'une décision soit prise au plus tôt fixant la situation fiscale des colons français du Tonkin; ceux-ci ont incontestablement le plus grand intérêt à connaître sans retard cette situation.

En s'associant à ces desiderata, et bien qu'elle ne connaisse pas le texte même du projet à l'étude, la Section s'est montrée favorable à toute réglementation ayant pour objet d'établir un impôt foncier mieux en rapport avec les facultés contributives des colons, sans constituer cependant une inégalité par trop flagrante à cet égard entre les agriculteurs français et indigènes. Il a été décidé, sous cette réserve, qu'une démarche serait faite pour hâter, autant que faire se pourra, la solution de cette importante question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 7 heures.

Travaux publics. — **Exploitation des chemins de fer en 1912.** — L'inspection générale des travaux publics de l'Indochine vient de publier une statistique complète des résultats de l'exploitation des chemins de fer de la colonie en 1912.

A la fin de 1912, l'Indochine possédait 1.870 kilomètres de

voies ferrées, dont le prix d'établissement était évalué à 424 millions 719.700 francs, le prix moyen de construction du kilomètre en était de 187.310 francs.

Au point de vue financier, les recettes et les dépenses brutes de l'exploitation au cours de l'exercice 1912 ont été les suivantes :

Lignes	Recettes	Dépenses
Hanoi à Namquan.....	767.450 francs	658.062 francs
Hanoi à Benthuy.....	1.577.057 —	1.316.125 —
Saigon à Mytho.....	835.465 —	235.072 —
Saigon à Khanhoa.....	710 337 —	810.952 —
Tourane à Dongha.....	326.585 —	459.940 —
Haiphong à Yunnansen..	7.412.587 —	4.955.407 —
Total.....	11.629.481 —	8.472.648 —

soit un excédent de recettes sur les dépenses de 3.156.833 francs.

OCÉANIE

Nouvelle-Calédonie. — ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la Nouvelle Calédonie.*

11 *octobre.* — *Discours* prononcé par le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie à l'inauguratiou du monument commémoratif de Balade.

Arrêté du 19 septembre promulguant le décret du 23 avril 1913, rendant applicable en Nouvelle-Calédonie la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

Arrêté du 19 septembre fixant la composition de la commission chargée de déterminer la valeur des immeubles assujettis à la contribution foncière.

Arrêté du 24 septembre créant un dépôt d'archives au chef-lieu de la colonie.

Statistiques du commerce et de la navigation de la Nouvelle-Calédonie en 1912.

18 *octobre.* — *Arrêté* du 14 mai approuvant les statuts du syndicat « Union des propriétaires calédoniens ».

Arrêté du 14 octobre portant promulgation de la loi du 4 août 1913, relative à le détaxe des denrées coloniales. — Loi jointe.

COMMERCE. — **Exportations de café pendant les trois premiers trimestres 1912 et 1913.** — Voici le relevé comparatif des exportations de café de la Nouvelle-Calédonie pendant les trois premiers trimestres de 1912 et 1913 :

	1912	1913
1er trimestre....	117.641 kg.	172.395 kg.
2e trimestre....	39.202 —	28.606 —
3e trimestre.....	70.451 —	45.839 —
	227.294 kg.	246.840 kg.

INDUSTRIE. — **Une nouvelle usine de conserves.** — Suivant les nouvelles qui nous parviennent de la Nouvelle-Calédonie, il serait question de la création dans la colonie d'une nouvelle usine de conserves de viande. Cette usine serait établie en plein centre d'élevage, très probablement dans la région de Bourail.

MINES. — **Exportations de minerais et de métaux pendant les 9 premiers mois de 1913.** — Les exportations de minerais de nickel et de chrôme de la Nouvelle-Calédonie ont atteint les chiffres suivants pour les trois premiers trimestres de 1913 :

Minerai de nickel.....	69.458.261 kg.
Minerai de chrome.....	33.060.272 —

Pendant la même période, il a été exporté 5.061.000 kilogrammes de mattes de nickel provenant des usines suivantes :

Société de Tao.....	111.335 kg.
Société le Nickel.....	2.314.460 —
Hauts Fourneaux de Nouméa..	2.636.009 —

NAVIGATION. — **L'outillage du port de Nouméa.** — La commission instituée au début de l'année par le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie pour étudier les questions se rattachant à l'outillage du port de Nouméa s'est réunie, le 24 octobre, sous la présidence du chef de la colonie.

Le quai actuel étant devenu insuffisant pour le mouvement du port, la commission a adopté le principe de la construction d'un wharf en eau profonde, de 80 mètres de longueur et de 20 à 25 mètres de largeur, s'appuyant à l'extrémité sud du quai. M. le gouverneur saisira le Conseil général de propositions en ce sens. Les crédits nécessaires, évalués de 150.000 à 200.000 francs, seront prélevés sur la caisse de réserve. Sans doute, la commission ne s'est pas dissimulé que les circonstances nécessiteraient des travaux beaucoup plus importants, mais elle a voulu simplement faire face aux besoins les plus urgents, et auxquels les ressources ordinaires de la colonie pourront suffire. Ainsi, elle a remis à plus tard, d'une part, la question de l'installation de chambres frigorifiques, pour laquelle la colonie paraît disposée d'ailleurs à faire appel au concours de l'initiative privée et, d'autre part, l'étude d'un bassin de radoub ou d'un dock flottant, travail qui ne saurait être entrepris sans le concours de la métropole. La colonie se bornera, pour le moment, à faire construire une cale de halage pour navires de 3.000 tonnes, ou même encore à améliorer celle qu'elle possède déjà.

TRAVAUX PUBLICS. — **Les travaux du chemin de fer.** — M. Brunet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, est allé visiter, dans le courant d'octobre, les travaux de la section Dumbéa-Païta, actuellement en construction. Le rail est posé jusqu'à la station du Val-Suzon. Du Val-Suzon au tunnel de la Nondoué, lisons-nous dans la *France-Australe*, la plate-forme est complètement terminée. La galerie du tunnel, qui traverse sur près de 200 mètres une remarquable couche carbonifère, où viennent d'être prélevés des échantillons de houille du plus bel aspect, réclame dans sa partie extrême, du côté de Païta, quelques travaux assez sérieux de consolidation, à cause de la nature du terrain schisteux de cette partie.

De la Nondoué à Païta, toutes les tranchées sont faites et les terrassements presque terminés. Quelques buses devront encore être établies. Le pont de la Caricoulé, déjà monté, ne tardera pas à être mis en place. La gare est finie, des hôtels et auberges sont même déjà installés et prêts à recevoir les voyageurs.

En somme, les travaux de la section Dumbéa-Païta sont actuellement dans un état d'avancement qui permet d'escompter que la voie sera livrée au trafic dans peu de mois. Les ouvrages les plus importants sont aujourd'hui complètement finis. Il ne reste plus à exécuter, à l'heure actuelle, que des travaux de parachèvement en ce qui concerne la première zone et le tunnel, et, pour la deuxième zone, à assurer le balastage, la pose de la voie, et l'établissement de quelques buses supplémentaires.

Nouvelles-Hébrides. — **Eruption volcanique.** — Une violente éruption volcanique s'est produite le 6 décembre aux Nou-

velles-Hébrides, à l'île d'Ambrym, ensevelissant sous la lave l'hôpital presbytérien de Deeppoint, l'établissement commercial du ressortissant français Caraichtel, les villages indigènes et les plantations de cocotiers de la partie occidentale de l'île comprise entre Deeppoint et Banlaw.

Cinq cratères se sont ouverts dans la région de Deeppoint, sur laquelle une pluie très épaisse de cendres et de scories n'a pas cessé de tomber du 6 au 11 décembre. Cette pluie est également tombée sur les côtes ouest et nord jusqu'à Rhannon. La configuration de la côte de Deeppoint est absolument transformée par ce bouleversement géologique. Les missions catholiques françaises de Craigcove et de Sessivi ont été évacuées. Les indigènes des régions éprouvées par le cataclysme ont été transportés sur la côte est de Mallicolo, par le vapeur *France;* 650 d'entre eux ont été recueillis à la mission catholique française de Port-Sandwich et 250 environ à la station presbytérienne de Gungua, Mallicolo.

L'administration du Condominium a fourni des vivres et des vêtements aux fugitifs.

Etablissements français dans l'Océanie. —

ACTES OFFICIELS. — *Journal officiel de la colonie.*

1er *novembre.* — *Arrêté* du 4 octobre 1913 portant organisation et fonctionnement du service topographique.

Arrêté créant un emploi d'inspecteur de la navigation.

Arrêté fixant les délais de distance à observer dans la colonie.

15 *novembre.* — *Arrêté* du 30 octobre, réglementant la cueillette, le transport, la préparation et l'exportation de la vanille et des lianes dans toute l'étendue des Etablissements français de l'Océanie.

Arrêté du 30 octobre instituant un certificat sanitaire pour tout navire circulant dans les ports de la colonie.

AGRICULTURE. — **Nouvelle règlementation concernant la vanille** (Arrêté du 30 octobre 1913). — Le *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie du 15 novembre dernier publie un arrêté du gouverneur, en date du 30 octobre, qui réglemente à nouveau la cueillette, le transport, la préparation et l'exportation de la vanille et des lianes dans toute l'étendue de la colonie.

Par cette nouvelle réglementation l'administration locale s'est proposé de fondre en une seule les réglementations antérieures (décrets des 4 mars 1902 et 2 novembre 1910), tout en leur faisant subir certaines retouches indiquées par l'expérience. Elle tend, comme les précédentes, à prohiber l'envoi sur les marchés de vente des vanilles non reconnues marchandes, susceptibles de porter préjudice à l'ensemble des vanilles tahitiennes.

COMMERCE. — **Chambre de commerce.** — Dans sa séance du 3 novembre dernier, la Chambre de commerce des Etablissements français de l'Océanie a procédé au renouvellement de son bureau. Ont été élus : président, M. V.-L. Raoulx ; vice-président, M. E. Touze ; secrétaire, M. Ch. Brown ; conseil sanitaire, M. E. Laguesse ; bureau de renseignements, M. P. Hérault ; commission de la vanille, M. E. Laguesse.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE DE LA QUINZAINE

S. A. ALBERT Ier, prince de Monaco. — *La carrière d'un navigateur.* — Un volume in-8°, illustré de 150 dessins par LOUIS TINAYRE, gravés sur bois par Eugène Froment, Ernest Florient, Duplessis, Perrichon, Boileau, Pierre Gusman. Broché, 20 francs; reliure amateur, 30 francs. (Hachette et Cie, Paris.)

Le récit des diverses croisières accomplies par le prince Albert de Monaco, toujours en quête de découvertes scientifiques, présente un intérêt intense et rien n'est plus captivant que la description de cette vie d'aventures à la recherche de l'inconnu et devant lutter pour arracher à la nature les secrets qu'elle détient si jalousement.

Qu'il s'agisse de la chasse aux grands cétacés, de la recherche des infiniment petits dans les vertigineuses profondeurs de la mer, des grands drames se jouant sur la scène immense de l'élément liquide, toujours la vivante et sincère narration de l'auteur nous émeut par la grandeur des spectacles incomparables qu'il évoque en même temps que la facilité de son style en rend la lecture attrayante pour tous les amateurs, grands et petits, qui s'intéressent aux choses de la mer.

La qualité des illustrations de ce bel ouvrage achèvera d'en faire un livre d'art, en même temps que de voyage et de science et, à ce titre, lui assignera une place de choix dans toutes les bibliothèques.

Petits Codes Carpentier. *Code de commerce,* par A. CARPENTIER, professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris, avocat à la Cour d'appel. Paris, imprimerie et librairie générale de jurisprudence Marchal et Godde; librairie de la Société du Recueil Sirey, Léon Tenin, directeur. 1914, in-12, x-572 pages.

La collection des « Petits Codes Carpentier », dans laquelle avaient paru précédemment le *Code civil* et le *Code de procédure civile,* s'est accrue d'un nouveau volume : le *Code de commerce.* Les deux premiers avaient été très appréciés autant par leurs qualités de fond que par leurs qualités de formes ; le *Code de commerce* se présente au public avec les mêmes mérites.

Le texte du Code est publié avec mention, sous de nombreux articles, des décisions de jurisprudence les plus caractéristiques. Les anciens articles, aujourd'hui abrogés ou remplacés, sont ensuite rappelés. Puis, dans une troisième partie, sont rapportés tous les textes complémentaires du Code de commerce, le dernier portant la date du 31 juillet 1913.

La connaissance des règles du droit commercial et en particulier de celles relatives au commerce maritime, est indispensable à ceux qui font des affaires aux colonies. Ce volume leur fournit tous les textes sur ces sujets. Ils y trouveront aussi les conventions de droit international relatives à la navigation (abordage et assistance maritime), celles réglant le régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités, enfin le texte de la convention pour la protection de la propriété industrielle.

Très précis et présenté avec une clarté parfaite, d'un format pratique, cet ouvrage peut être recommandé à tous les coloniaux.

G. REGELSPERGER.

CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE. — *Les valeurs de l'Afrique du Nord.* — Un vol. in-8°, 638 pages, relié toile. Prix 6 francs. — Au Siège du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, 8, boulevard de la République, à Alger et 43, rue Cambon, à Paris.

On trouve dans ce recueil, d'un format commode et édité avec le plus de soin, les renseignements touchant les conditions d'existence et d'activité des sociétés — le nombre en dépasse 250 — qui se partagent, à l'heure actuelle, la mise en valeur de nos possessions du Nord de l'Afrique.

Ce ne sont pas seulement les capitalistes, à la recherche d'un renseignement, qui consulteront avec fruit ce Recueil, il servira également aux économistes en leur permettant de se rendre compte de l'importance et du rendement des capitaux français investis dans les entreprises nord-africaines. Il constitue un document précieux, le plus complet, sinon le seul, qui ait été jusqu'à présent publié dans cet ordre d'idées sur un ensemble de valeurs

d'un caractère commun aussi important. On ne saurait trop louer l'initiative du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

Voici les titres et chapitres qui composent cet ouvrage : emprunts; assurances; banques; transports; mines; phosphates, engrais et produits chimiques; eaux, gaz, électricité; matériaux de construction; ports, docks et entrepôts; sociétés d'études et d'entreprises; sociétés immobilières; sociétés agricoles et de colonisation; sociétés d'exploitations forestières; sociétés commerciales; distilleries; huileries et savonneries; pêcheries, produits alimentaires; salines; tabacs; divers.

FERNAND ROUGET, délégué du gouvernement général de l'Afrique Equatoriale à l'Office colonial. — *L'Afrique Equatoriale illustrée.* — Paris, Emile Larose, 1913, in-8°, 168 pages, XLI planches, 1 carte hors texte.

M. Fernand Rouget, qui avait publié à l'occasion de l'Exposition coloniale de Marseille de 1906, un ouvrage « L'expansion coloniale au Congo français », qui est certainement le plus complet et le plus documenté qui existe sur cette colonie, a fait paraître, chez le même éditeur, à l'occasion de l'Exposition internationale de Gand de 1913, un nouveau volume, moins considérable que le premier, mais très attrayant par sa documentation photographique, d'une fort bonne exécution.

Le texte fournit, sur l'Afrique Equatoriale, tous les renseignements généraux dont les commerçants et les colons peuvent avoir besoin. L'auteur leur apprend quels sont les moyens de transport de la France au Congo et quels sont les moyens de communication à l'intérieur. Puis il donne des indications très pratiques sur le climat, l'hygiène, les maladies, le genre de vie à observer, et même, ce qui est très utile, une énumération des objets à emporter de France. Enfin, une partie importante du livre est consacrée à des notions sur l'agriculture, l'industrie et le commerce, points sur lesquels M. Fernand Rouget a, de par toutes ses études antérieures et ses fonctions actuelles, une compétence tout à fait particulière. Ce livre est un guide précieux dont le succès est assuré et il mérite d'être répandu dans l'intérêt de la colonie qu'il fait si bien connaître.

G. REGELSPERGER.

VITOLD DE SZYSZLO. — *Dix mille kilomètres à travers le Mexique. 1909-1910.* — Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1903, in-16, 343 p., 22 grav. hors texte.

Un livre sur le Mexique vient fort à propos au moment où ce pays est si agité, surtout quand c'est celui d'un voyageur qui, ainsi que M. de Szyszlo, l'a parcouru pendant près d'une année, en couvrant dix mille kilomètres environ. Un itinéraire aussi considérable lui a permis de connaître les parties les moins décrites du Mexique, mais son livre n'est pas seulement un récit pittoresque, contenant d'agréables tableaux du pays et des habitants, il renferme en même temps de nombreux renseignements sur le climat, sur la flore et les cultures, sur l'industrie et le commerce. En un mot, le livre peut intéresser tous ceux qui se rendent au Mexique, que ce soit pour affaires, pour études ou pour se promener.

Avec beaucoup de raison, M. de Szyszlo n'insiste pas outre mesure sur les régions dont on a le plus parlé, mais il s'attachera par exemple à faire connaître plus en détail le pays d'Oaxaca et les curieuses ruines de Mitla, l'isthme de Tehuantepec et la riche région de Chiapas, le Soconusco fertile, le Guerrero plein d'avenir, les Etats de l'Ouest, Sinaloa, Sonora et la Basse-Californie, pour ne citer que quelques-uns des pays les plus curieux à voir et les moins visités, où nous promène l'auteur, et parfois en nous apprenant combien on y souffre de la chaleur et des attaques des insectes les plus désagréables des climats tropicaux.

Des plus intéressantes sont les considérations sociales et économiques présentées par M. de Szyszlo. Le Mexique souffre de sa composition ethnique hétérogène et les révolutions qui le bouleversent se rattachent à cette cause. L'auteur donne des indications précises sur les productions, les industries, le commerce, et montre comment le pays, manquant de cohésion, ne parvient pas à mettre ses richesses en valeur et se trouve subir une forte poussée de l'étranger.

G. REGELSPERGER.

PAUL WALLE, chargé de missions du ministère du Commerce. — *La Bolivie et ses mines.* Paris, Librairie Orientale et Américaine, E. Guilmoto, 1 vol. in-8°, 444 pages, 61 illustrations hors texte et 4 cartes.

M. Paul Walle a un très grand mérite, c'est, quand il visite un pays, de ne pas se contenter d'une vue superficielle et rapide sur les régions les plus accessibles; il le visite dans sa totalité et à fond. C'est ce qu'il a fait en Argentine, au Pérou, au Brésil, et il a donné sur ces pays des ouvrages extrêmement complets et documentaires. Il vient d'en faire autant pour la Bolivie, après avoir parcouru ce pays, ainsi que le Chili en 1911-1912, comme, chargé de mission du ministère du Commerce. Aussi quand nous dirons que M. Paul Walle a fait connaître la Bolivie au public français, n'emploierons-nous pas une expression exagérée, car elle était vraiment bien peu connue.

Nous pouvons d'autant mieux le dire, que les ouvrages sur la Bolivie sont peu nombreux et que les plus importants sont déjà assez anciens. Depuis le grand ouvrage d'Alcide d'Orbigny, paru en 1845, celui de M. Wiener, explorateur et diplomate, dont on a à déplorer la mort récente, a été, en 1880, l'un des derniers parmi les plus notables. Il y a eu aussi quelques livres allemands et anglais, mais en petit nombre également depuis la même époque. Il importe plus que jamais pour nous de savoir ce qu'est exactement la Bolivie et quelles en sont les ressources, car l'ouverture prochaine du canal de Panama sera l'occasion d'un essor économique nouveau pour certaines des Républiques sud-américaines, Colombie, Pérou, Bolivie, avec lesquelles la France est intéressée à étendre ses relations commerciales.

L'auteur donne tous les renseignements utiles sur la façon de se rendre en Bolivie et nous conduit au cœur du pays, à La Paz. Après nous avoir dit ce qu'il faut de temps et d'argent pour y arriver, il nous apprend ce que coûte la vie dans ce pays et quel est le prix des salaires. Tout le livre est compris de cette façon éminemment pratique.

Un certain nombre de chapitres fournissent des aperçus sur le pays en général : notions historiques et géographiques, organisation intérieure, commerce extérieur, habitants. M. Walle donne des détails ethnographiques des plus intéressants, qui montrent combien il a soigneusement observé autour de lui la vie des populations.

Dans une autre série de chapitres, il prend les départements un à un et les décrit tous avec de grands détails, donnant sur chacun d'eux les renseignements économiques et statistiques les plus précis.

Enfin, presque toute la seconde moitié de l'ouvrage est consacrée à la géographie économique. M. Walle y étudie les voies de communication et les grandes productions, le caoutchouc, parmi celles de l'ordre végétal, et surtout les mines, qui sont la richesse par excellence de la Bolivie.

Richesse n'est pas trop dire, car le pays abonde en minéraux les plus divers et c'est par milliers qu'existent les gisements. L'or est très abondant dans certaines régions et peut se rencontrer peut-être dans tout le pays. M. Walle passe en revue les principales zones aurifères. Il étudie de même l'argent, l'étain, le cuivre, et les autres minéraux. Nous apprenons très exactement, avec chiffres et renseignements de toute nature, quel est l'état actuel de l'industrie minière en Colombie et de quel développement elle est susceptible encore. Nous sommes renseignés ensuite sur les diverses autres industries, sur l'agriculture, sur l'élevage et sur ce que l'on peut attendre de chacune de ces ressources.

M. Walle considère la Bolivie comme favorisée de la nature, par la variété de ses conditions physiques et des produits que par

suite elle renferme. Dans ce pays de langue latine, la France pourrait occuper, par son commerce, une place beaucoup plus grande que celle qu'elle a aujourd'hui ; à ceux qui seraient tentés d'y porter leur activité, le livre de M. Walle rendra de signalés services.

G. REGELSPERGER.

MOUVEMENT DES PÉRIODIQUES

JOSEPH ABADIE. — Indochine. Répression et politique indigène. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

J. ADAM. — Préparation des produits du cocotier. (*L'agriculture pratique des pays chauds*, octobre 1913.)

AHMED. — Le Ketab-el-Djemaa. (*Revue indigène*, octobre 1911.)

ANT. MARC ANNONI. Le nostre Prime colonie. (III conq incis, e 2 carte). (*Esplorazione commerciale*, 20 novembre 1913.)

G. F. ARCHER. — Brititsh East Africa (Plates and map). Recent Exploration and Survey in the north of Britist East Africa. (*Géographical Journal*, novembre 1913.)

ARMATTE. — La question berbère au Maroc. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 novembre 1913.)

ASSOCIATION DES PLANTEURS DE CAOUTCHOUC. — La crise du caoutchouc. (*Bulletin de l'Association des planteurs de caoutchouc*, octobre 1913.)

H. AYMÉ-MARTIN. — Le régime monétaire des Philippines. (*Océanie française*, novembre 1913.)

P. B. — Fez ou Rabat ? (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

DANIEL BELLET. — Le canal de Panama paiera-t-il ? (*Journal des Economistes*, 15 octobre 1913.)

C. A. BENA. — L'Italia e l'Estremo-Oriente. (*Esplorazione commerciale*, 20 novembre 1913.)

A. BENEYTON. — Mission d'Etudes au Yemen. (*La Géographie*, 15 octobre 1913.)

MOHAMMED BENNANI. — Los dialectos berberiscos en Marruecos. (*Africa Española*, 31 octobre 1913.)

BERTHOLON-WINKLER. — Collection céramique marocaine au musée de Limoges. (*Revue tunisienne de l'Institut de Carthage*, novembre 1913.)

E. BESNARD. — Nos écoles confessionnelles et la mission laïque en Orient. (*Bulletin de la mission laïque française*, octobre 1913.)

HENRI BOBICHON. — Madagascar. A propos du Sultan Sémio. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

PAUL BONNARD. — L'occupation au Tibesti et la défense de Bizerte. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, novembre 1913.)

GABRIEL BONVALOT. — Politique coloniale. (*France de demain*, 20 novembre 1913.)

E. DE BOYVE. — La mentalité anglaise. (L'*Emancipation*, 15 novembre 1913.)

JEAN BRUHNES. — Ethnographie et géographie humaines. (*L'Ethnographie*, 15 octobre 1913.)

A. S. CARBARNS. — Irrigation in south et Griea. (*Agricultural Journal*, octobre 1913.)

Dr CARTIN. — Tatouages africains. (*Revue tunisienne de l'Institut de Carthage*, novembre 1913.)

H. A. CARTWRIGHT. — British Contributions to Argentine Progress. (*United Empire*, novembre 1913.)

J. CLARETIE. — Un Africain. (*Souvenir Africain*, novembre 1913.)

PIERRE CLERGET. — Le canal de Panama. (*La Géographie*, 15 octobre 1913.)

DOTT ALESSANDRO CLÉRICI. — Igiene e medicina coloniale. (*Rivista coloniale*, 15 novembre 1913.)

FÉLIX COLOMER. — La houille en Nouvelle-Calédonie. (*Océanie française*, novembre 1913.)

MARTHE CONOR. — Les exploits d'Alonso de Contreras, aventurier espagnol, en Tunisie. (*Revue tunisienne de l'Institut de Carthage*, novembre 1913.)

VAUGHAN CORNISH. — The Flooding of the Panama Canal. (*Geographical Journal*, novembre 1913.)

MANUEL CONROTTE. — La propriedad inmueble en los paises musulmanes. (*Africa Española*, 31 octobre 1913.)

MAURICE CORTIN. — En Nigeria anglaise. (*Renseignements coloniaux*, novembre 1913.)

FABRIZIO CORTISI. — Prodotti coloniali. (*Revista coloniale*, 15 novembre 1913.)

GNANOU DAGOU. — Inde Française : la situation juridique des aldés de concession. (*Revue indigène*, octobre 1913.)

EMM. DEBROSSE — Un voyage au Harrar. (*Revue de Géographie commerciale de Bordeaux*, octobre 1913.)

JEAN DONON. — La question indigène en Afrique du Nord. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, novembre 1913.)

ROBERT DOUCET. — La fusion des cadres coloniaux. (*Revue indigène*, octobre 1913.)

A. H. F. DUNCAN. — The Empire and naval Defence. A South African View. (*United Empire*, november 1913.)

PIERRE ESCARD. — L'organisation administrative de la Côte d'Ivoire. (L'*A. O. F.*, 15 octobre 1913.)

Lieutenant GARDEL. — Le contrat d'Esseyen. (*Renseignements coloniaux*, novembre 1913.)

Lieutenant GILLIER. — Les Bandas. (*Renseignements coloniaux*, novembre 1913.)

LOUIS GIROT. — Madagascar : la politique indigène. (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

J. GOULVEN. — Le Portugal et ses colonies d'Afrique. (*Renseignements coloniaux*, novembre 1913.)

P. GUITET-VAUQUELIN. — Culture des citrus. (*L'Agriculture pratique des pays chauds*, octobre 1913.)

G. H. — Papeete port d'escale et dépôt de charbon. (*Océanie française*, novembre 1913.)

SWEN HEDIN. — David Livingstone Ett hundraarsminne (A 'occasion du centenaire de David Livingstone, (*Ymer*, 3 Haft.)

CHARLES HENRY. — Un arbre fruitier exotique à propager. (*Agronomie coloniale*, 31 octobre 1913.)

P. HONDIUS J. Z. — De Tabakps (Pors urdenia litura Fabr.). (*De Indische mercuur*, 18 november 1913.)

Cl. HUART. — Superstitions et rites populaires des Arabes anté-islamiques. (*L'Ethnographie*, 15 octobre 1913.)

JEHAN D'IVRAY. — L'Egypte au temps de Bonaparte, II. (*Revue des Français*, 10 novembre 1913.)

GASTON JOSEPH. — Le peuplement de l'Afrique Occidentale Française. (*Afrique française*, novembre 1913.)

PROFESSOR A. W. KIRKALDY. — Some of the Economic Effects of the Panama Canal. (*Scottish Geographical magazine*, novembre 1913.)

LOUIS LE BARBIER. — La vie économique en Afrique Occidentale Française. (*France de demain*, 10 novembre 1913.)

PAUL LECHESNE. — Le devoir de la France en Indochine. (*Revue des Questions coloniales et maritimes*, novembre 1913.)

ADHÉMARD LECLÈRE. — La Cour d'un roi de Cambodge. (*L'Ethnographie*, 15 octobre 1913.)

PAUL LEMOINE. — Soubassement volcanique d'une île coralienne aux Bermudes. (*La Géographie*, 15 octobre 1913.)

ERNEST LÉMONON. — La Libye et l'opinion publique italienne. (*Questions diplomatiques et coloniales*, 16 novembre 1913.)

M. Long. — La accion francesa en Marruecos. (*Africa Española*, 31 octobre 1913.)

Angel Marvaud. — La nouvelle loi douanière américaine. (*Revue des Questions diplomatiques et coloniales*, 1er novembre 1913.)

Dr Ferdinando Nobili Massuero. — I regimi dogonati delle colonie africane (III e fine). (*L'Esplorazione commerciale*, 20 octobre 1913.)

Charles B. Maybon. — Les Européens en Cochinchine et au Tonkin, 1600-1775. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

Albert Maybon. — Le rétablissement de l'autorité de Pékin, au Kouang toung. (*Bulletin du Comité de l'Asie française*, septembre 1913.)

Mècherontiette. — L'Italie en Asie-Mineure. La politique des chemins de fer en Asie-Mineure à l'ancan. (*Mécheroutiette*, octobre 1913.)

Philippe Millet. — Les Etats-Unis et le Mexique. (*Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1913.)

Philippe Millet. — Les jeunes Algériens. (*La Revue de Paris*, 1er novembre 1913.)

G. Moulaert. — La politique des voies de communication et de transport au Congo belge. (*Bulletin de la Société belge d'Etudes et d'Expansion*, octobre 1913.)

Carles Moynac. — Variétés : Homère et la race noire. (*L'Ethnographie*, 15 octobre 1913.)

C. Mus. — Chronique du Siam et de Singapore : le développement de l'instruction publique ; la mortalité infantile ; le béribéri au Siam ; — la question de la main-d'œuvre hindoue à Singapore et dans la presqu'île de Malacca. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

Th. A. de Neve. — De Klappenkultur op de Weskust van Bornéo. (*De Indische Mercuur*, 18 novembre 1913.)

C. Noury. — Le palmier à huile au Dahomey. (*Bulletin de la Société nationale d'Acclimatation*, 1er octobre 1913.)

Paul Painlevé. — La femme, méssagère des vérités nouvelles. (*Bulletin de la Mission laïque française*, août-septembre 1913.)

P. Paris. — La pêche en Algérie. (*Bull. de la réunion d'Etudes algériennes*, juin-juillet 1913.)

H. Paulin. Le canal de Panama et l'avenir de nos établissements des Antilles et de l'Océanie. (*France-Amérique*, août 1913.)

E. Pelleray. — La façade américaine sur le Pacifique. (*L'Océanie française*, octobre 1913.)

E. Pelleray. — L'Expansion économique des Etats-Unis dans le Pacifique. (*Océanie française*, novembre 1913.)

Joseph Peyrat. — Inde Française : La R. P. de Foucault. (*Revue indigène*, octobre 1913.)

O. Plisnier. — La décentralisation de l'administration financière du Congo belge (2e partie). (*Le mouvement géographique*, 26 octobre 1913.)

M. Pouyanne. — L'indivision arabe et la procédure musulmane en matière civile. (*Bull. de la réunion d'Etudes algériennes*, juin-juillet 1913.)

Albert de Pouvourville. — Comment s'entendre avec l'Allemagne (*Revue des Français*, 30 octobre 1913.)

Em. Prudhomme. — Tabacs coloniaux. (*Agrononomie coloniale*, le 31 octobre 1913.)

P. S. — Un voyage à Tripoli vers la fin de 700. (*Bollettino della Reale Societa geographica*, octobre 1913.)

La revue parlementaire des colonies de l'Afrique du Nord. — La concession de la ligne Louga-Matam en A. O. F. (Novembre 1913.)

Mario Ratto. — I grandi problemi della Libia. Cooperazione italo-arabe. Le coopérative agricole. Il problema idraulico. Clima : anemia idrica condizione politica dei Libi. (*Rivista coloniale*, 15 novembre 1913.)

H. Renault. — Le prix du blé, à Carthage, à la fin du IVe siècle. (*Revue tunisienne de l'Institut de Carthage*, novembre 1913.)

Joseph Ribet. — L'Egypte et l'association agricole. (*Mémoires et documents du Musée social*, octobre 1913.)

L. Rigotard. Note sur le Ficus elastica à Java. (*Agronomie coloniale*, le 31 octobre 1913.)

Commandant Roquillet. — Le bourjane à Madagascar. (*Revue de géographie commerciale*, septembre 1913.)

Edmond Rottach. — L'organisation économique de l'Indochine et le café au Tonkin. (*Bull. de la Société de Géographie commerciale de Paris*, octobre 1913.)

Edmond Rottach. — Un colon décoré. (*Revue coloniale de l'Est, Le Mirador*, novembre 1913.)

Edmond Rottach. — Figures françaises d'Indochine (*Revue de Français*, 30 septembre et 10 octobre 1913.)

Edmond Rottach. — La Chine désunie. (*Revue de Paris*, 15 octobre 1913.)

G. Saint-Yves. — Chronique du Japon : les Japonnais dans l'Amérique du Sud ; le boycottage du champagne ; les à-côtés de la guerre. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

G. Saint-Yves. — Enquête sur la question des métis, 6e partie : les colonies étrangères. (*Revue indochinoise*, juillet 1913.)

Georges Samné. — Au Maroc (Lettre de Rabat). (*Correspondance d'Orient*, 16 novembre 1913.)

Jules Saurin. — L'Afrique Francaise du Nord et la nouvelle loi militaire. (*Revue de Géographie commerciale*, octobre 1913.)

Jules Saurin. — L'Afrique Française du Nord et la nouvelle loi militaire. (*Revue de Géographie commerciale de Bordeaux*, octobre 1913.)

Schwartz et Villatte. — Mission d'abornement Libéria, Guinées Côte-d'Ivoire. (*Bulletin de la Société de géographie*, 15 septembre 1913.)

La situation économique et financière. — Le nouveau tarif douanier des Etats-Unis. (*La situation économique et financière, Revue hebdomaire*, 25 octobre 1913.)

La situation économique et financière. — Le contrôle financier international en Turquie, (1er novembre 1913.)

Solichon. — Mœurs et coutumes du Dahomey (*Revue indigène*, août-septembre 1913.)

P. de Sornay. — Utilité des légumineuses dans l'agriculture coloniale. (*Agriculture pratique des pays chauds*, octobre 1913.)

Bernard Soucail. — La circulation fiduciaire en Egypte. (*Bull. mensuel de la Chambre de commerce d'Alexandrie*, octobre 1913.)

José Souweine. — L'Argentine en 1913. (*Bulletin de la Société belge d Etudes et d Expansion*, octobre 1913.)

E. de Stainville. — L'élevage de l'autruche d'Afrique en Europe. Une nouvelle autrucherie à Palerme. (*Bull. de la Société nationale d'Acclimatation de France*, 1er novembre 1913.)

L. M. Stella. — Turksh Tobacco in the Cape Province. (*Agricultural Journal*, octobre 1913.)

Sully-Brunet. — La crise du caoutchouc. (*Revue parlementaire des colonies*, décembre 1913.)

R. de T. — Lettre du Maroc. (*Revue parlementaire des colonies*, décembre 1913.)

Pr. Tappi. — Penetrazione commerciale in Abissinia. (L'*Esplorazione commerciale*, 20 octobre 1913.)

Le Gérant : P. Neveu.

Paris. — Imp. Leve, rue Cassette, 17.

BANQUE DE LA RÉUNION

Privilégiée par les lois des 11 juillet 1851, 24 juin 1874 et 13 décembre 1901.

Capital : **3.000.000** de francs
entièrement versés.

RÉSERVES : **1.980.000** francs.
REPORT A NOUVEAU : **208.671 fr.22**
au 31 décembre 1911.

SIÈGE SOCIAL
à **SAINT-DENIS (RÉUNION)**
AGENCE à SAINT-PIERRE (RÉUNION)
AGENCE CENTRALE
à PARIS, 54, rue Blanche, 54.

Escompte et Recouvrements. — Prêts sur récoltes, marchandises, titres, matières d'or et d'argent. — Achat et vente de traites, mandats ou chèques. — Opérations de change — Comptes courants et comptes de chèques. — Garde de titres et encaissement de coupons. — Location de coffres-forts. — Magasins de dépôts de marchandises.

J.-B. & A. ARTAUD FRÈRES

Pour Correspondance et Commande
à MARSEILLE, rue Plumier prolongée

MÉDAILLE D'OR, PARIS 1900

REPRÉSENTANTS
A Paris : **Cl. Bourette**, 36, rue d'Hauteville.
— **L. Girard & A. Baumann**, 2, cité Trévise.

VINS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

POUR L'EXPORTATION
Cognacs, Eaux-de-vie de Marc
Eaux-de-vie anisées

CHAIS

A Marseille : Rue Plumier prolongée.
A Bordeaux : 1, rue de l'Arsenal, et 8 et 10, rue Sauce.
A Beaune : Avenue de la Gare.
A Valencia : Travesia de Atarazanas.

Fournisseurs de la Marine
et des principales Compagnies de Navigation.

Créé en 1866
LE MEILLEUR DES TONIQUES ET APÉRITIFS

BYRRH

VIN GÉNÉREUX ET QUINQUINA

Hors Concours, Exposition Universelle, Paris 1900

Le **BYRRH** est une boisson savoureuse, éminemment tonique et hygiénique.

Il est fait avec des vins vieux exceptionnellement généreux, mis au contact de Quinquina et d'autres substances amères de premier choix. Il emprunte à toutes ces substances un arome agréable et de précieuses propriétés cordiales, et il doit aux vins naturels qui, seuls, servent à sa préparation sa haute supériorité hygiénique.

On le consomme à toute heure : soit pur à la dose d'un verre à Bordeaux ; soit dans un grand verre, étendu d'eau ordinaire ou d'eau de seltz. Il devient alors une boisson très agréable et rafraîchissante, sans perdre aucune de ses propriétés.

EXIGER LA MARQUE

MAISON VIOLET FRÈRES à THUIR
(Pyrénées Orientales).
L. VIOLET, SUCCESSEUR

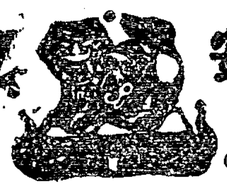
PUITS



Ouverts sont Couverts
et les POMPES de tous systèmes, TREUILS, BOURRIQUETS
sont supprimés par
le DESSUS DE PUITS DE SÉCURITÉ
ou Elévateur d'Eau à toutes profondeurs
Système L. JONET & Cie, à RAISMES
LES VALENCIENNES (Nord) Prix 150 Francs
NOMBREUSES RÉFÉRENCES — FONCTIONNANT A PLUS DE 100 MÈTRES
Sur demande, envoi franco du Catalogue
— ON DEMANDE DES REPRÉSENTANTS —

THÉS SUPÉRIEURS DE L'INDOCHINE

Préparés et importés par
H. DEROBERT ET J. FIARD



TOURANE Indochine. **LYON** Clos Bissardon

Nous expédions à titre de réclame, par poste recommandée et contre envoi en timbres-poste de :

1 f.	»	1 paq. de 125 gr.	Souchong du Mandarin.	
1 f.	25	— 125 —	Pékoé Souchong	Extra.
1 f.	50	— 125 —	Pékoé	Extra.
1 f.	75	— 125 —	Orange Pékoé	Extra.
2 f.	»	— 125 —	Mélange Colonial	Le Parfait.

Fournisseurs des Grandes Compagnies de Navigation et des Administrations.

Importation annuelle : **400.000** *kilog.*

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANEE

Billets directs simples de Paris à Royat et à Vichy.

La voie la plus courte et la plus rapide pour se rendre de Paris à Royat est la voie « Nevers-Clermont-Ferrand ».

De Paris à Royat : 1re cl., 47 fr. 70 ; 2e cl., 32 fr. 20 ; 3e cl., 21 fr.

De Paris à Vichy : 1re cl., 40 fr. 90 ; 2e cl., 27 fr. 60 ; 3e cl., 18 fr.

COMPAGNIE FORESTIÈRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

Société anonyme au capital de 3 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
Rue de Clichy, 12
PARIS
TÉLÉPHONE 323-94

Importation et Vente d'Acajou
et de tous bois précieux
et autres destinés à l'Ebénisterie
et autres industries

Bois en grumes et débités

Compagnie Générale de l'Afrique Française

Société anonyme au capital de 5 millions fr.

SIÈGE SOCIAL
4, rue Esprit des Lois
BORDEAUX

Siège administratif à **PARIS**
Rue de Clichy, 12
Téléphone 323-94

IMPORTATION-EXPORTATION

Comptoir principal : Grand-Bassam
Comptoirs : Bingerville, Abidjan, Dabou, Orbaff, Toupa, Agboville, Dimbokro, Sassandra

Petit moteur "FIDUS"

Les parties de ce moteur, qui doivent fournir beaucoup de travail sont *en bronze et en acier.*

Gros bénéfice pour ceux qui s'occupent de la vente

HP	Prix pour le revendeur	Prix de vente	Bénéfice pour le revendeur
	Marks	Marks	Marks
2	448,—	640,—	192,—
4	630,—	900,—	270,—
6½	875,—	1250,—	375,—
10	1575,—	2250,—	675,—

S'adresser aux fabricants :
Maschinen-und Motorenfabrik
M. Falkenstein & Co.
G. m. b. H.,
Berlin SO. 33.
Schlesische Strasse No 30

Catalogue gratis.

Société Commerciale
de
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
Siège Social
67, Rue Saint-Lazare, PARIS
Téléphone : Central 38.64

Siège de l'Exploitation : PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
(Bouches-du-Rhône)
Téléphone n° 5

AGENCE DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

Agence à Marseille, 1, place Sadi-Carnot. (*Téléph.* n° 91)

MAGASINS ET ENTREPOTS
Consignations, Transit,
Commission, Embarquements, Débarquements, Affrètements

Agence de la Grande Scierie de Port-Saint-Louis-du-Rhône

Exportation de matériaux de Construction
par Port-Saint-Louis-du-Rhône et Marseille,
pour l'Algérie et les Colonies

Adresse télégraphique : Transitus { Paris, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Marseille.

Port-Saint-Louis-du-Rhône est le troisième port de la Méditerranée par l'importance de son trafic ; il est le plus rapproché du centre de la France ; il est desservi par le chemin de fer P.-L.-M. et est en communication avec tout le réseau des voies navigables.

TUBES sans SOUDURE
EN ACIER
ÉTIRÉS à FROID ou à CHAUD
POUR TOUTES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Tubes pour Canalisations
EN TOUS GENRES
(AIR, EAU, GAZ A HAUTE PRESSION)

Tubes Field & Berendorf
POUR CHAUDIÈRES

Serpentins et Poteaux tubulaires

Bouteilles et Réservoirs
EN ACIER SANS SOUDURE

:: Société :: Métallurgique de **MONTBARD-AULNOYE**
Capital : 8.000.000 de francs
22, Rue de l'Arcade, 22. & PARIS

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La traversée la plus courte de France en Algérie par Port-Vendres.

Le trajet le plus rapide de Paris à Port-Vendres, par Limoges, Toulouse, Narbonne, ou par Bordeaux, Toulouse, Narbonne.

De Port-Vendres à Alger en 21 heures par paquebot rapide « La Marsa » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres le dimanche à 3 h. 30 s.; arrivée à Alger le lundi à 1 h. soir.

Retour : Départ d'Alger, le mercredi à midi; arrivée à Port-Vendres le jeudi à 10 h. matin.

De Port-Vendres à Oran en 29 heures par paquebot rapide « Medjerda » muni de la télégraphie sans fil.

Aller : Départ de Port-Vendres, le vendredi à 3 h. 30 s.; arrivée à Oran, le samedi à 9 h. soir.

Retour : Départ d'Oran, le lundi à midi; arrivée à Port-Vendres, le mardi à 6 h. soir.

Billets directs simples et billets d'aller et retour valables 90 jours en 1re, 2e et 3e classes de Paris-Quai d'Orsay à Alger ou Oran, via Limoges, Montauban, Narbonne ou via Tours, Bordeaux, Narbonne.

Enregistrement direct des bagages.

Voitures directes, wagons-lits.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours, moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 0/0 sur les prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres.

via Rouen, Dieppe et Newhaven
par la gare Saint-Lazare.
Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris).
Départs de Paris-Saint-Lazare :
A 10 h. 18 m. (1re et 2e cl.) et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes).

Départs de Londres :

Victoria (Cie de Brighton) à 10 h. m. (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

London-Bridge à 9 h. 50 m. (9 h. 25 le dimanche) (1re et 2e cl.) et à 8 h. 45 s. (1re, 2e et 3e classes).

Voie la plus pittoresque et la plus économique :

Billets simples valables 7 jours. — 1re cl., 48 fr. 25 ; 2e cl., 35 fr. ; 3e cl., 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re cl., 82 fr. 75; 2e cl., 58 fr. 75; 3e cl., 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Sur le réseau de la Compagnie du London-Brighton, les voyageurs titulaires de billets directs entre Paris et Londres et leurs au delà, ont droit à tous les trains comportant des voitures de la classe indiquée sur leurs billets; toutefois, les voyageurs de 2e classe utilisant des trains ne comportant pas de voitures de cette classe, devront monter en 3e classe, à moins qu'ils ne préfèrent payer le supplément dû pour la 1re classe.

Seuls, les trains de Londres à Newhaven et de Brighton à Newhaven et vice versa en correspondance avec les bateaux de jour et de nuit comportent des voitures de 2e classe.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations directes entre Paris (quai d'Orsay) et Barcelone.

Billets directs simples et d'aller et retour 1re, 2e et 3e classes.
Divers itinéraires.
Enregistrement direct des bagages.
Voitures directes. — Wagons-lits. — Wagons-restaurants.
Service journalier depuis le 15 octobre 1912.

1er itinéraire : par Limoges-Toulouse.

Aller :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 19 h., arrivée à Barcelone à 15 h. 40,

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 20, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Express, départ de Paris-Quai d'Orsay à 20 h. 30, arrivée à Barcelone à 19 h. 32.

Retour :

Paris-Barcelone Express (train de luxe), départ de Barcelone à 14 h. 16, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 10 h. 41.

Express, départ de Barcelone à 10 h., arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 56.

2e itinéraire : par Bordeaux.

Aller :

Sud-Express (train de luxe), départ de Paris-Quai d'Orsay à 12 h. 16, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Rapide, départ de Paris-Quai d'Orsay à 9 h. 46, arrivée à Barcelone à 7 h. 53.

Retour :

Express, départ de Barcelone à 18 h. 51, arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 17 h. 25.

(9-11-13)

CHARGEURS RÉUNIS

Compagnie française de Navigation.

SERVICES MARITIMES RÉGULIERS
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Ligne de la Plata. — 52 départs annuels à dates fixes. (Passagers et marchandises). Service direct entre Dunkerque (ou Boulogne) et la Plata, avec escale au Havre. Départ du Havre chaque mercredi pour Montevideo et Buenos-Ayres (et Rosario).

Ligne du Brésil. — Service régulier tous les 14 jours (passagers et marchandises) entre Dunkerque et le Brésil, avec escale au Havre desservant Vigo, Leixoes, Lisbonne, Rio-de-Janeiro et Santos (prenant des marchandises en transbordement pour Pernambuco, Maceio, Bahia, Victoria, Paranagua, San-Francisco, Florianopolis, Rio Grande do Sul, Pelotas et Porto-Alegre.

Ligne de la Côte Occidentale d'Afrique. — 1° *Service postal mensuel.* Passagers de toutes classes (subventionné par le gouvernement français) Départs du Havre le 22, de Bordeaux le 25 pour Ténériffe, Dakar, Conakry, Grand-Bassam, Cotonou, Libreville, Cap-Lopez, (Sette-Cama, Mayumba, Lango, en transbordement), Banane, Boma et Matadi.

2° *Service commercial mensuel.* — Passagers de toutes classes. Départs de Dunkerque le 15, du Havre le 18, de Bordeaux-Pauillac le 22, pour Ténériffe, les ports du Sénégal, Guinée, Côte de l'Ivoire, Côte de l'Or, du Dahomey et Gabon.

Ligne de l'Indo-Chine. — *Service direct mensuel* — Passagers et marchandises.) Départs le 28 de Dunkerque, le 31 du Havre, le 3 de Bordeaux-Pauillac, le 15 de Marseille pour : Port-Saïd, Colombo, Singapore, Saïgon, Tourane et Haiphong (Bang-kok, Pnom-Penh et Hanoi en transbordement.)

S'adresser : *Paris :* 1, Boul. Malesherbes ; *Le Havre :* 9, Boul. de Strasbourg ; *Dunkerque :* Place Alfred Petyt *Bordeaux :* 16, Quai Louis XVIII ; *Marseille :* 28, Rue Grignan.

LE NICKEL SOCIETE ANONYME

Capital : 15.000.000 Fr.

Siège Social à Paris : 26, rue Laffitte

Succursale à **NOUMÉA** (Nlle Calédonie)

MINES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

USINES :

à Thio (Nouvelle-Calédonie)
au Havre (France)
à Iserlohn (Westphalie)
à Birmingham (Angleterre)
à Glasgow (Ecosse)

MINERAIS, OXYDES, NICKEL PUR AFFINÉ EN GRAINS CUBES, RONDELLES MINERAIS ET OXYDES DE COBALT

30 MÉDAILLES D'OR AUX GRANDES EXPOSITIONS

Hors concours } PARIS 1900, LIÉGE 1905, LONDRES 1908, BRUXELLES 1910.

Champagnes } *Grand prix :* REIMS 1903, HANOI 1903. — *Médailles d'or :* SAINT-LOUIS 1904, CAPE TOWNE 1904.

PRODUITS ALIMENTAIRES

FÉLIX POTIN

103, Boul. Sébastopol, Paris

Chocolat. — Cacao pur et soluble. — Confiserie et fruits confits. — Confitures. — Biscuits secs et pâtisserie. — Pâtes et farines. — Fromages, beurres et lait. — Huiles et vinaigres. — Eaux et savons pour toilette. — Conserves de fruits. — Conserves de légumes. — Conserves de foies gras. — Conserves de viandes. — Conserves de gibiers. — Conserves de poissons. — Sirops et liqueurs fines. - Vins français et étrangers. — Champagne et Cognacs.

FOURNITURES SPÉCIALES POUR MISSIONS

Explorateurs, Popotes, etc.

Toute commande de 50 francs est expédiée franco au port d'embarquement.

Le port des envois en colis postaux est à la charge de l'acheteur.

Pour tous autres renseignements, consulter notre Catalogue envoyé franco sur demande.

L'exportation des produits alimentaires exigeant certains conditionnements particuliers, des emballages spéciaux, et parfois des formalités de Douane indispensables, nous prions instamment nos clients d'adresser directement leurs ordres d'exportation

103, *Boulevard Sébastopol, Paris*

MESSAGERIES MARITIMES

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

S'adresser :

à Paris..... 1, rue Vignon et 14, boul. de la Madeleine ;
à Marseille..... 3, place Sadi-Carnot ;
au Havre..... 117, boulevard de Strasbourg ;
à Lyon..... 7, place des Terreaux et dans tous les ports desservis par es paquebots de la Compagnie.
à Bordeaux..... chez MM. Worms et Cie, 7, allées de Chartres.

Service de luxe par paquebots à marche rapide entre la France et l'Egypte.
Traversée en quatre jours. — Départs tous les mercredis.

DÉPARTS DE MARSEILLE :

MÉDITERRANÉE	Pour Alexandrie, Port-Saïd, et pour passagers seulement Jaffa et Beyrouth	19 déc. 2-16 janv. 1914. à 11 h. m.
	Pour Alexandrie, et pour passagers seulement Beyrouth (1)	26 déc. 9-23 janv. 1914. à 11 h. m.
	Pour Naples, le Pirée, Smyrne, Dardanelles, Constantinople, Smyrne, Vathy (Samos) ou Rhodes, Beyrouth, Lacarna, Mersina, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Jaffa, Caïffa et Beyrouth (1)	25 déc. 8-22 janv. à 4 h. s.
MER NOIRE	Pour Le Pirée, Smyrne, Constantinople, Samsoum, Trébizonde et Batoum (1)	20 déc. à 4 h. s.
	Pour Patras, Salonique, Constantinople et Odessa (1)	
	(1) Sauf changements pouvant résulter des mesures sanitaires	13 déc. 27 déc. à 4 h. s.
INDES, AUSTRALIE, NOUVELLE-CALÉDONIE ET NOUVELLES-HÉBRIDES	Pour Port-Saïd, Suez, Aden, Bombay, Colombo, Fremantle, Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa. (Service annexe de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides.)	7 janv. 1914. à 11 h. m.
INDES, COCHINCHINE, SIAM, TONKIN, CHINE, JAPON	Pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapore, Saigon, Hong-Kong, Shanghai, Kobé et Yokohama. (Correspondance : à Colombo pour Pondichéry et Calcutta : à Saigon, pour le Tonkin et Bangkok). (Correspondance : à Colombo pour les passagers allant en Australie, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides.	28 déc. 11-25 janv. à 11 h. m.
DJIBOUTI, MADAGASCAR, LA RÉUNION, MAURICE.	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Aden, Mahé (Seychelles) Diégo-Suarez, Sainte-Marie, Tamatave, La Réunion et Maurice.	11 déc. 8 janv. à 11 h. m.
	Pour Port-Saïd, Suez, Djibouti, Mombasa, Zanzibar, Moroni ou Mutsamudu, Mayotte, Majunga, Nossi-Bé, Diégo-Suarez, Tamatave, La Réunion et Maurice. (Correspondance : 1° Majunga pour les Comores ; 2° à Diégo-Suarez et à Tamatave pour le voyage autour de Madagascar.)	25 déc. 22 janv. à 11 h. m.
LIGNE COMMERCIALE D'INDO-CHINE	Départs pour Dunkerque le 13, du Havre le 17, de Marseille le 30 pour Colombo, Saigon, Tourane et Haiphong.	départs tous les mois à dates fixes.
LIGNE COMMERCIALE D'EXTRÊME-ORIENT	Départs d'Anvers le 1er, de Marseille le 11, pour Djibouti, Colombo, le Japon et Shanghai, retour par Saigon et alternativement Djibouti ou Aden.	

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS

Services hebdomadaires par steamers rapides sur la ligne **Le Havre-New-York.**

Services réguliers sur le **Canada**, les **Antilles**, le **Mexique**, l'**Amérique Centrale**, les **Guyanes**, le **Venezuela** et le **Pacifique**.

Services dans la Méditerranée desservant **Alger, Oran, Tunis, Bône, Philippeville, Bizerte, Malte, Bougie, Sfax, Sousse, Djidjelli, Collo, La Calle, Tabarka, Ajaccio, Porto-Torrès** et le **Maroc.**

Services divers de cargo boats entre la **France** et les **États-Unis**, la **France**, l'**Algérie**, le **Maroc** et l'**Angleterre.**

BUREAUX A PARIS

SERVICE CENTRAL : **6, Rue Auber** — BILLETS DE PASSAGE : **6, Rue Auber**
FRET : **6, Rue Auber.**

BANQUE DE L'INDOCHINE

Société Anonyme au Capital de Quarante-huit Millions de Francs

SIEGE SOCIAL : A PARIS, 15 *bis*, RUE LAFFITTE

SUCCURSALES ET AGENCES

Saigon (Cochinchine)	**Hong-Kong** (Chine)
Pnom-Penh (Cambodge)	**Canton** (Chine)
Battambang (Cambodge)	**Shanghai** (Chine)
Haiphong (Tonkin)	**Hankéou** (Chine)
Hanoi (Tonkin)	**Pékin** (Chine)
Tourane (Annam)	**Tien Tsin** (Chine)
Pondichéry (Inde française)	**Bangkok** (Siam)
Singapore (Presq. Malacca)	**Papeete** (Thaïti)
Djibouti (Côte des Somalis)	**Nouméa** (Nouvelle-Calédonie)

MM. **Hély d'Oissel** (*Baron*), 45, avenue d'Iéna, *Président*.
de Monplanet (A.), *Vice-Président*, 5 *bis*, rue du Cirque.
Bethenod (E.), 5, avenue de Messine.
Dorizon (L.), 48, rue Ampère.
Comte A. de Germiny, 38, rue François Ier.
Masson (Léon), 182, boulevard Haussmann.
Rostand (A.), 22, avenue de Villiers.
Roume (E.), 1, avenue Montaigne.
Simon (Stanislas), *Directeur*, 20, avenue Friedland.
Stern (E.), 57, rue de l'Arcade.
Trégomain (R. de), 24, place Malesherbes.
Ullmann (E.), 99, rue de Courcelles.
Demartial, *commissaire du Gouvernement*.

Société anonyme constituée par décret du 21 janvier 1875 pour les colonies de la Cochinchine et de l'Inde Française et ayant pour objet les opérations de prêt et d'escompte, avec privilège exclusif, pendant vingt années, de l'émission des billets de banque dans ces pays.

Par décret du 20 février 1888, ce privilège a été prorogé jusqu'au 21 janvier 1905, et étendu à la Nouvelle-Calédonie ainsi qu'aux protectorats du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin, à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie, puis prorogé à nouveau jusqu'au 21 janvier 1920 par décret du 16 mai 1900.

Capital social primitivement fixé à 8 millions, représenté par 16.000 actions de 500 francs, libérées de 125 francs et nominatives jusqu'à entière libération; porté à la suite du décret du 20 février 1888 à **12 Millions**, au moyen de l'émission, au cours de 575 francs, de 8.000 actions nouvelles; à la suite du décret du 16 mai 1900 à 24 millions par l'émission au cours de 675 francs de 24.000 actions nouvelles; suivant autorisation de M. le ministre des Colonies par arrêté du 22 janvier 1906, à 36 millions de francs, au moyen d'une émission, au cours de 1.000 francs, de 24.000 actions nouvelles et, suivant décision de l'Assemblée-générale approuvée par décret du 26 janvier 1910, à 48 millions de francs au moyen d'une émission, au cours de 1.200 francs, de 24.000 actions nouvelles. Les 96.000 actions sont nominatives et libérées de 125 francs. Coupons payables en janvier et juillet, avec approbation du ministre des Colonies.

Conseil d'Administration composé de huit à quinze membres, propriétaires de 40 actions inaliénables. Un commissaire du Gouvernement et des censeurs nommés par le ministre des Colonies sont délégués auprès de la Société.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

Voyages à itinéraires facultatifs, de France en Algérie, en Tunisie et aux Echelles du Levant ou vice versa.

Carnets individuels ou collectifs, 1re, 2e et 3e classes, délivrés pour voyages pouvant comporter des parcours sur les réseaux métropolitains, départementaux (réseau de la Corse), algériens et tunisiens, ainsi que sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation mixte (Compagnie Touache), par la Société Générale de Transports maritimes à vapeur, par la Compagnie Marseillaise de Navigation à vapeur (Fraissinet et Cie) ou par la Compagnie des Messageries Maritimes. Ces voyages doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours Maritimes et algériens, tunisiens ou corses.

Minimum de parcours sur les réseaux métropolitains : 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués par les paquebots de l'une seulement des quatre Compagnies de navigation participantes; ils peuvent cependant être effectués à la fois par les paquebots de la Compagnie des Messageries Maritimes ou de la Compagnie Marseillaise de navigation à vapeur (Fraissinet) et par ceux de l'une quelconque des trois autres Compagnies de navigation.

Validité : 90 jours; 120 jours lorsque les carnets comprennent des parcours sur les lignes desservies par la Compagnie des Messageries Maritimes. Faculté de prolongation moyennant paiement d'un supplément.

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours.

Demander les carnets cinq jours à l'avance à la gare de départ.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliées par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte d'Azur rapide » (1re classe).

(15-10-13).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

Paris à Londres via Dieppe et Newhaven par la gare Saint Lazare.

Services rapides tous les jours et toute l'année (dimanches et fêtes compris) départ de Paris Saint-Lazare : à 10 heures (1re et 2e classes) via Pontoise et à 21 h. 20 (1re, 2e et 3e classes) via Rouen. Grande économie.

Prix des billets. — Billets simples valables 7 jours : 1re classe, 48 fr. 25 ; 2e classe, 35 francs ; 3e classe, 23 fr. 25

Billets d'aller et retour valables un mois : 1re classe, 82 fr. 75 ; 2e classe, 58 fr. 75 ; 3e classe, 41 fr. 50.

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à Brighton.

Excursions. — Billets d'aller et retour valables pendant 15 jours délivrés à l'occasion des fêtes de Pâques, de la Pentecôte, de la Fête nationale, de l'Assomption et de Noël, du Derby d'Epsom et des régates d'Henley, de Paris Saint-Lazare à Londres, ou toute autre gare de la Compagnie de Brighton. 1re classe, 49 fr. 05 ; 2e classe, 37 fr. 80 ; 3e classe, 32 fr. 50.

Ces billets sont valables par tous les trains et donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à Rouen (suivant le train utilisé), Dieppe, Newhaven, Lewes ou Brighton.

Pour plus de renseignements, demander le bulletin spécial du service de Paris à Londres, qui est expédié, franco à domicile, sur demande affranchie adressée au Secrétariat des Chemins de fer de l'Etat (Publicité), 20, rue de Rome, à Paris.

En outre, un Petit guide de Londres, sous couverture artistique, orné de jolies gravures au trait et comportant un plan sommaire de Londres, est mis en vente au prix de 0 fr. 20, dans les bibliothèques des gares du réseau de l'Etat, ou expédié franco, à domicile, contre l'envoi de cette somme en timbres-poste, à l'adresse indiquée ci-dessus. (15-10-13)

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Transformation de la BANQUE DU SÉNÉGAL

AUTORISÉE PAR DÉCRET EN DATE DU 29 JUIN 1901

Capital : 6.000.000 de francs.

Siège social : 38, rue La Bruyère, **PARIS.**
Succursales : SAINT-LOUIS, CONAKRY, PORTO-NOVO et **GRAND-BASSAM**
Agences : DAKAR, RUFISQUE, ASSINIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

MM. E. MAUREL, Président d'honneur; A. ROSTAND, Président; L. PROM, Vice-Président; Th. MANTE, G. DEVES, DE LAVAISSIERE DE LAVERGNE; S. SIMON, P. BOYER, G. SCHWOB, Administrateurs.
M. H. NOUVION, Directeur.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
M. RICHARD, gouverneur des Colonies.

OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Escompte et Recouvrements.
Prêts sur gage et sur marchandises.
Comptes de chèques.
Comptes courants.
Ordres de Bourse, Payement de coupons.
Avances sur titres.
Ventes de Traites, Lettres de crédit.
Opérations de change.
Dépôts de fonds.

RÉPERTOIRE
DES
ENTREPRISES COLONIALES
(*Deuxième Édition.*)

Franco : 3 fr. 70.

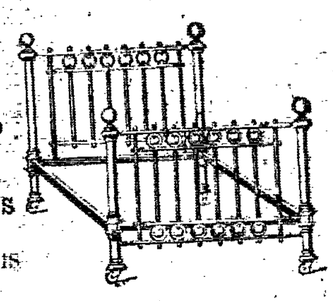
ADMINISTRATION :
17, rue d'Anjou, Paris.

Adresse Télégraphique : FLEM-PARIS — Adresse Téléphonique : 422.17 — 314.22

Fabrique de MATÉRIEL Colonial et de Campement



Tentes, Lits, Tables et Meubles pliants. Malles et Cantines en bois et en tôles d'acier
Pharmacies de voyage, etc.
Tarif Q. C. envoyé franco



MAISONS
FLEM et PICOT réunies
R. HENRY I. E. C. P., Successeur
Maison Principale : 40 et 42, rue Louis-Blanc, PARIS
Succursale : 5, rue Richelieu (Opéra), PARIS

LITS COLONIAUX — LITS — SOMMIERS — MOUSTIQUAIRES — PLIANTS ET DÉMONTABLES

ALBUMS ET TARIFS Q. C. ENVOYÉS SUR DEMANDE

Demander les Conditions spéciales pour MM. les Officiers et Fonctionnaires coloniaux.

AMPOULES INJECTABLES à 0f25 et 0f50.

Pour combattre le **PALUDISME** rien ne vaut le

QUINOFORME

LE PLUS SOLUBLE ET LE PLUS ACTIF DE TOUS LES SELS DE QUININE CONNUS
renferme **87.56 %** de quinine. Donne des solutions injectables neutres et indolores.
H. LACROIX & Cie, 29 et 31, Rue Philippe-de-Girard, PARIS.

CACHETS à 0f25 et 0f50.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 200 Millions de francs, entièrement versé.

SIÈGE SOCIAL : Rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, Paris

Président du Conseil d'Administration : M. ALEXIS ROSTAND, O. ✻
Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, O. ✻
Administrateur-Directeur : M. P. BOYER, ✻

Opérations du Comptoir

Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrements, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traites. Envois de Fonds en Province et à l'Etranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de Coupons, etc.

53 Bureaux de Quartier dans Paris et la Banlieue. — 150 Agences en Province

Agences dans les Colonies et Pays de Protectorat

Tunis, Bizerte, Sfax, Sousse, Majunga, Tamatave, Tananarive, Diégo-Suarez, Nossibé, Mananjary, Tuléar.

Agences à l'Étranger

Bruxelles, Monte-Carlo, Londres, Liverpool, Manchester, Bombay, Melbourne, Sydney, Saint-Sébastien, Le Caire, Alexandrie (Egypte), Port-Saïd.

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du Public :
14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Elysées, et dans les principales agences.

Compartiments depuis **cinq** *francs par mois.*

INTÉRÊTS PAYÉS SUR LES SOMMES DÉPOSÉES
de 6 mois à 11 mois 1 1/2 0/0
de 1 an à 2 ans 2 0/0
au delà de 2 ans jusqu'à 4 ans 3 0/0.

CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES

Spéciales pour les Colonies



MONTAGE RAPIDE ET FACILE
Cie DES CONSTRUCTIONS DÉMONTABLES ET HYGIÉNIQUES
PARIS — 54, rue Lafayette, 54 — PARIS

Médaille d'or Paris 1900

Catalogues, Plans, Devis, franco sur demande

Huiles d'Olive & d'Arachide

clarifiées pour l'exportation en tous pays

TRADE MARK REGISTERED

Robert G. CALVET

Chevalier du Mérite Agricole

75, cours du Médoc,
108, cours Saint-Louis.

Téléph. 463 **BORDEAUX**

Grand Prix et Diplôme d'honneur, Nice 1907.
Grand Prix, Madrid 1907.
Méd. d'or, Bordeaux 1907 ; Bruxelles 1907 et 1910.
Diplôme d'honneur, Buenos-Ayres 1910.

Eau de Fleurs d'Oranger

(Produit de la Maison)

Triple supérieure, marque PARC CALVET

MAISONS à : St-RAPHAËL (Var), Parc Calvet. NICE, 31, avenue Désambrois. PORT-MAURICE (Italie).

CHEVAUX BOITEUX

PLUS de FEU — AUCUNE TARE

Guérison rapide et sûre des *Ecarts, Efforts, Vessigons, Molettes, Engorgements, Formes, Suros, Jardes, Eparvins Courbes*, etc., par

L'ONGUENT ROUGE MÉRÉ

Emploi facile — PAS DE TRACES
LE MEILLEUR REMÈDE DEPUIS 35 ANS
Le Pot **3.25** ; franco poste **3.50.**

L'EMBROCATION MÉRÉ

fortifie les jambes des chevaux, sans interrompre le travail — évite les refroidissements, et la fourbure — guérit **Rhumatismes, Rhumes, Angines, Fluxions de poitrine**, etc., chez les chevaux et le bétail.
1/2 Bout. **3** fr. ; Bout. **5** fr., franco gare **0.60** en plus.
PRINCIPALES PHARMACIES ET CHEZ
P. MÉRÉ DE CHANTILLY, Pharmacien à ORLÉANS

VILMORIN-ANDRIEUX & Cie

4, quai de la Mégisserie, 4. — PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1900 :
6 Grands Prix
(Collection de Plantes Coloniales, GRAND PRIX

GRAINES ET JEUNES PLANTS

disponibles au fur et à mesure de la récolte

Plantes textiles	**Agave Sisalana** (vrai), **Cotons sélectionnés, Jute, Fourcroya gigantea**, etc., etc.
Plantes économiques	**Cacaoyer** (variétés de choix), **Caféiers** (espèces diverses), **Coca, Kola, Tabacs divers, Thés d'Assam**, etc.
Plantes à caoutchouc	**Castilloa elastica, Ficus divers, Hevea brasiliensis, Landolphias, Manihot Glaziovii, Marsdenia**, etc., etc.
Plantes à épices	**Canellier de Ceylan, Gingembre des Antilles, Giroflier, Muscadier, Vanilles du Mexique et de Bourbon** (boutures), etc., etc.

GRAINES DE PLANTES MÉDICINALES, à GOMME, à HUILE, à ESSENCE, à TANIN, etc.,

ASSORTIMENTS DE GRAINES POTAGÈRES, FLEURS, etc.

appropriés aux différents climats.

CATALOGUE COLONIAL franco sur demande.